# La voix de l'opposition de gauche

## Les causeries et infos en bref de 2010

**JANVIER** **FÉVRIER** **MARS** **AVRIL** **MAI** **JUIN**

**JUILLET** **AOUT** **SEPTEMBRE** **OCTOBRE** **NOVEMBRE** **DÉCEMBRE**

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

# Causeries janvier 2010

| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |

---

**Le 1er janvier**

J'ai une grosse fièvre et je tiens à peine debout, donc pas de causerie.

**Il n'est pas ingrat.**

Nicolas Sarkozy a tenu à rendre "*un hommage particulier*" aux partenaires sociaux, "*qui ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités*". "*Ensemble, nous avons évité le pire*", a-t-il ainsi déclaré. "*Dans ce moment si crucial nous devons rester unis comme nous avons su l'être au plus fort de la crise*", a-t-il dit.

"*Respectons-nous les uns les autres, faisons l'effort de nous comprendre, évitons les mots et les attitudes qui blessent. Soyons capables de débattre sans nous déchirer, sans nous insulter, sans nous désunir*", a insisté Nicolas Sarkozy. (Reuters 31.12)

Gageons qu'il sera entendu.

**Economie.**

**1-** Le CAC 40 a terminé l'année à 3.936,33 points, avec un plus haut à 3.975,15 points le 29 décembre en séance. En un an, l'indice s'est donc octroyé 22,32%, et en un peu moins de neuf mois, il a bondi de 56%.

La branche automobile (y compris les équipementiers) enregistre un rebond de plus de 75% en Bourse, dopée par un effet de base très favorable et la prime la casse. Renault et Peugeot ont grimpé de respectivement 95,15% et 94,77% en Bourse en un an.

Les banques ont également tiré leur épingle du jeu, avec une progression sectorielle de près de 70%, dont +84,79% pour BNP Paribas, 54,5% pour Crédit Agricole et 35,97% pour Société Générale. (Lefigaro.fr 31.12)

**2-** Le S&P 500 a progressé de 68% entre son plancher du 6 mars et la fin de l'année, et 24,24% depuis le début de l'année.

Pour sa part, le Dow Jones enregistre un rebond de près de 60% depuis son plancher, et de 19,6% depuis le 1er janvier à 10.428,05 points.

Le Nasdaq a, quant à lui, bondi de 44,85% sur l'année.

Il y a dix ans, le 31 décembre 1999, le Dow Jones était à presque 11.500 points. Et le pic historique d'octobre 2007, à 14.164,53 points, semble loin. Selon le Wall Street Journal , les années 2000, marquées par deux crises boursières, ont représenté la pire performance des marchés actions en presque 200 ans ! (Lefigaro.fr 31.12)

**3-** Les marchés de matières premières ont connu en 2009 leur meilleure année depuis 1973, dopés par les gains sans précédent depuis dix ans du pétrole et par le doublement des cours du cuivre et du sucre.

L'indice CRB Reuters/Jefferies affiche sur l'ensemble de 2009 une hausse de 23,46%.

La meilleure performance au sein de l'indice CRB est signée par le cuivre qui termine 2009 sur une hausse de 140%.

Le sucre affiche également l'une des meilleures performances de l'année avec une hausse de 130%, grâce principalement aux importations indiennes après une mauvaise récolte. Les cours pétroliers ont aussi fortement rebondi avec une hausse de 78% en 2009. Le blé a reculé de 11,3% et le maïs a gagné seulement 1,8%. (Reuters 31.12)

**Russie.**

La police russe a arrêté jeudi des dizaines de militants de l'opposition réunis dans la principale rue commerçante de Moscou pour défendre leur droit à manifester pacifiquement. (Reuters 31.12)

---

**Le 3 janvier**

Un mot rapide sur le site. Je suis encore fiévreux et Magueswary aussi.

Je dispose désormais de statistiques provenant de trois sources différentes très fiables, on va pouvoir savoir exactement combien de connections sont réalisées chaque mois. Je vais pouvoir récupérer l'ensemble des fichiers (depuis 6 ans) qui figuraient sur le disque dur qui a brûlé pour une somme assez modique, dont mes notes de lectures des oeuvres des marxistes des dernières années qui m'étaient fort utiles. J'ai contacté la société Disk Technology Ltd. à Chennai et j'attends sa réponse.

Je complèterai la page syndicalisme dans les jours qui viennent avec les articles les plus intéressants de décembre. J'ai remis la page justice et les articles de 2009, disponible à partir du menu principal. J'ai récupéré la page Tribune libre, je l'ai mis à jour, il manque une partie de décembre, mais tous les fichiers de l'année 2009 sont disponibles. J'ai commencé à mettre en ligne des articles de presse dans la rubrique internationale, rien dans les autres rubriques (sociale, syndicat, politique), puisque c'est le désert ! (Rectificatif: les fichiers "justice" et de la "tribune libre" ne seront disponibles que demain ou dans deux jours, car il y a plus plus de 200 fichiers à télécharger et c'est encore la galère, j'en ai pour plusieurs heures bloqué devant l'écran !)

Depuis que j'ai osé critiquer les positions des différents regroupements de militants de la CGT, ils ne m'envoient plus aucun document, je vous laisse en penser ce que vous voulez, personnellement cela ne m'empêchera pas de continuer à vivre. Ils refusent tous de se prononcer contre le financement des syndicats par l'Etat et l'Union européenne, partant de là, on sait à quoi s'en tenir sur leur "anticapitalisme". (je rectifie, le FSC m'a envoyé ses bons voeux, c'est sympathique, dont acte, même si cela ne répond pas à ma question, c'est un retraité de la RNUR qui l'anime, moi je n'y ai passé qu'un an à Billancourt, au centre d'apprentissage.)

Je ne suis pas tout à fait rétabli, mais j'ai rédigé un article que je mettrai en ligne demain. Il y sera question de la situation en 2009, d'une discussion politique entre ex-militants de l'OCI, et du compte-rendu du VIIe congrès mondial de la IVe Internationale version CCI-POI, quelques pages assez longues.

Encore bonne année et bon courage pour la suite camarades.

---

**Le 4 janvier**

Je suis toujours malade et je suis incapable de me concentrer sur une question, donc je n'écrirai rien. Je suis obligé de pratiquer l'automédication car je n'ai confiance dans aucun médecin, je n'irai en consulter un qu'en dernier recours dans quelques jours si mon état ne s'améliore pas. Je marche difficilement et c'est une torture de taper au clavier. Magueswary est dans le même état. Je remercie les camarades qui m'ont envoyé leurs bons voeux, je leur souhaite une bonne continuation.

Bonne semaine à tous.

---

**Le 5 janvier**

Cela va mieux aujourd'hui, en fait c'est le virus chikungunya que l'on a attrapé. A part un traitement anti-inflammatoire pour les articulations il n'y a rien à faire qu'attendre que cela se passe, sur Internet, ils disent que cela peut durer de quelques jours à... quelques mois ! Les hôpitaux et les cliniques sont pleins et dans les rues où l'on voit des queues se former, se sont des files d'attente chez les médecins car ce virus fait un ravage, normal après deux mois de pluie continue dans un pays où l'hygiène est déplorable. Un des effets de ce virus est indirectement la perte d'appétit, car les papilles de la langue sont atteintes, on ne sent pas ce qu'on mange ou boit et au bout de trois bouchées ou gorgées on est dégoûté. Je vais pouvoir perdre quelques kilos superflus, formidable ! On a la tête qui tourne, on n'a pas toute sa tête en vérité, c'est dans ces conditions que j'ai réalisé cette causerie, c'est très pénible, hier c'était pire, il était impossible de construire correctement une phrase simple. D'ailleurs j'arrête là, je suis crevé. Ce qui suit a été écrit plus tôt dans la matinée.

A quoi bon faire un point sur l'année écoulée, il n'y a pas de rupture entre le 31 décembre et le 1er janvier. L'impérialisme américain a réussi à destabiliser complètement le Pakistan en y important la guerre qu'il mène en Afghanistan. A qui le tour demain, au Yemen après avoir détruit la Somalie voisine ? Vous avez peut-être vu aux infos qu'une grande partie de l'Asie fait face à un hiver particulièrement rude. Même ici dans le sud de l'Inde on se caille littéralement, je n'ai jamais eu aussi froid la nuit. On pourrait appeler cela coup de froid sur Copenhague !

La lune de miel entre Sarkozy et les dirigeants syndicaux se poursuit. En versant près d'un milliard d'euros par an aux syndicats, on peut dire sans exagération que l'Etat (et l'Union européenne) les a achetés. Dans une interview au Figaro hier, Alain Minc expliquait que 90% de la population en France avait traversé la crise sans problème, ce chiffre est exagéré, disons que les classes et les couches favorisées du prolétariat n'ont pas été durement frappées, la preuve, la vente de bagnoles bat des records tout comme l'épargne, 17% selon l'Insee. Cela confirme tout ce que j'ai écrit au fil des mois et qui permettait de comprendre pourquoi il n'y avait pas eu de suite aux journées de mobilisation des 19 janvier et du 29 mars, au-delà du rôle contre-révolutionnaire des appareils qui n'explique pas tout loin s'en faut, contrairement à ce que voudraient nous faire croire les dirigeants du POI, le NPA et LO qui n'ont que des visions d'appareils de la situation.

Bref, rien de bien passionnant en ce début d'année. La grosse bataille de l'année va être sur les retraites. Les partis et des regroupements de syndiqués pourraient s'associer pour lancer une campagne commune en direction des travailleurs, une pétition qui pourrait recueillir des millions de signature : pas touche à notre système de retraite, retour aux 37,5 annuités, retraite à 55 ans, etc. à bas le capitalisme, en prévision d'une manifestation nationale...

J'ai reçu un nouveau courriel d'un militant du POI, mais il ne m'a pas autorisé à vous en donner le contenu, je lui répondrai donc par courriel. Je vais essayer de terminer l'article que j'avais commencé il y a quelques jours.

**Quelques infos en bref.**

**Quand l'anarchie règne en haut.**

La France, qui compte environ 63,6 millions d'habitants, a acheté 94 millions de doses de vaccins auprès de quatre laboratoires pharmaceutiques. Les contrats, pour un montant de 869 millions d'euros, ont été signés au début de l'été, à une époque où il était recommandé d'administrer deux doses à chaque personne pour la vacciner, rappelle le ministère de la Santé.

Pour décider du nombre de vaccins à acheter, les services de Roselyne Bachelot se sont basés sur ce schéma vaccinal à deux doses et sur "*un taux d'attrition de 25%*" - autrement dit, ils ont supposé que les trois quarts de la population française (soit 47,7 millions de personnes) se ferait vacciner.

Or, "*dès le début du mois de novembre, les premiers résultats des essais cliniques ont été en faveur d'un schéma vaccinal à une seule dose. Cette orientation a été confirmée le 20 novembre par l'Agence européenne du médicament*" (EMEA), rappelle le ministère de la Santé.

Propriétaire d'un "*excédent de doses*", "*la France a donc décidé de céder des vaccins à des pays étrangers*", explique le communiqué, en précisant que 300.000 doses ont été vendues au Qatar et "*eux millions de doses sont en cours de cession au profit de l'Egypte*".

Selon "*Le Parisien/Aujourd'hui en France*", la France propose les vaccins à leur prix d'achat mais est confrontée à la concurrence des autres grands pays désireux d'écouler leurs propres stocks.

D'après les derniers chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur, seules 4,6 millions de personnes avaient été vaccinées contre la grippe A/H1N1 en France au 28 décembre 2009. (AP 03.01)

94 - 4,6 - 0,3 = 89,1 millions de doses à revendre si plus personne n'était vaccinée en France ! Un gâchis à plus de 800 millions d'euros, quoi

!

**Lambert : le naïf, une autre de ses qualités.**

Dans *Lionel raconte Jospin*, l'auteur regrette d'avoir attendu mai 2001 pour avouer son passé trotskiste, sous la pression de la presse : '*Pourquoi je ne l'avais pas dit plus tôt ? Honnêtement, pour être tranquille.*' Au sujet du dirigeant trotskiste Pierre Lambert, il dit : '*Il a traversé ma vie et, je crois, nous nous estimions.*' Mais il assure n'avoir jamais eu de 'double casquette' et avoir 'commencé à penser comme un socialiste' à partir de 1973 quand il a pris pour la première fois des responsabilités au PS. (LeMonde.fr 03.01)

Il adhère à l'OCI, puis au PS parallèlement. A cela, rien de choquant: «*ça ne s'oppose pas*.». Une fois grimpés les échelons socialistes et en responsabilité au sein du parti, il raccroche sa casquette trotskiste: «*Tous mes actes sont ceux d'un socialiste*», assure Jospin.

Lambert le "*fin*" stratège, le théoricien de "*l'imminence de la révolution*" pour la galerie, en manoeuvrier aguerri il n'a plus dû se sentir après le recrutement d'un diplômé de l'Ena, haut fonctionnaire. Qu'est-ce qu'il croyait, qu'on pouvait très bien être dévoré d'ambition individuel au point de faire l'Ena, pour s'accomoder de la perspective de finir permanent dans un parti qui était promis à demeurer marginal ? Un avenir aussi médiocre pouvait-il satisfaire un énarque? Quelle crédulité de l'avoir cru un instant, quelle manque de perspicacité ! Lambert n'a pas été le seul dans ce cas-là à la direction de l'OCI. Mitterrand et Jospin ont bien dû se marrer !

Quand Jospin dit que l'OCI (ou le POI) ou le PS «*ça ne s'oppose pas*», il a raison et ce n'est pas Lambert qui l'aurait démenti, puisqu'un jour il avait déclaré que depuis 1972 son objectif avait été de porter Mitterrand au pouvoir. Une fois cette tâche accomplie, il s'empressera de liquider le PCI, la vitrine "*trotskiste*" était devenue inutile, trop encombrante et compromettante, brassons le plus large possible, place au réformisme, la suite ne l'a jamais démenti...

**Quand le NPA prend les armes...métaphoriquement contre le capitalisme, il en tremble !**

Philippe Corcuff du NPA, dans un article du 3 janvier dédié au film Avatar, sur le site Slate.fr, s'emploie à démontrer que son parti qui a repris à son compte les sornettes de l'écologie au détriment de la division de la société en classes sociales aux intérêts inconciliables, n'a nullement l'intention de remettre en cause les fondements du système capitaliste pourrissant. Personnellement, je n'ai vu que quelques images à coups d'effets spéciaux de ce film qui m'ont donné autant mal à la tête que celle d'un clip dans lequel les images se succèdent en rafale et franchement pas envie d'aller le voir.

Pour le NPA, la formidable machine à rêves de l'impérialisme américain, Hollywood, remplirait un rôle progressiste :

"*La bonne nouvelle ne viendrait-elle pas plutôt, et paradoxalement, d'un vieux routier de l'industrie hollywoodienne, James Cameron, avec son « Avatar » ?* "

Le film de Cameron le serait tout autant :

"*Cameron met en quelque sorte en images et en son une forme extrême de la contradiction capital/nature.*", il s'agirait d'une forme d'"*écologie radicale*", dont on verra plus loin à quoi elle se résume.

Mais pas Marx qui aurait été plutôt un attardé mental ou un vulgaire réactionnaire, rappelons qu'il vécut à la moitié du XIXe siècle :

"*Marx, quelque peu fasciné par le productivisme industriel de son époque, n'était pas exempt d'ambiguïtés quant au rapport capitalisme/nature.* ".

Marx estimait à juste titre après la Commune de Paris que l'homme ne pourrait mettre fin au système économique d'exploitation que lorsque le développement des forces productives permettrait de satisfaire tous ses besoins, par conséquent tout entrave à leur développement devait être écarté ou combattu. Marx et Engels n'ont jamais prétendu pour autant que le capitalisme devrait produire n'importe quoi dans n'importe quelle condition, contrairement à ce que pourrait laisser entendre les propos de Corcuff, qui lui est bien un adepte du capitalisme.

Contrairement également à ce philistin petit-bourgeois, Marx était engagé dans un combat à mort pour en finir avec le capitalisme en prônant le renversement de l'ordre établi par la révolution révolutionnaire, combat et révolution qui ne pouvait prendre qu'une tournure violente face à la résistance de l'ennemi mais qui ne détournèrent pas Marx de son objectif, ce qui n'est pas le cas de notre "anticapitaliste" de salon.

Il écrit "*l'anticapitalisme d'« Avatar » est indissociablement collectif et individuel. Se désintoxiquer de l'imaginaire capitaliste passe aussi par une transformation de soi.*", comme si c'était possible sans avoir conscience des rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme, sans que ces rapports dont dépendent tous les autres dans la société n'aient été liquidés, autrement dit le capitalisme lui-même. C'est là que l'on s'aperçoit que l'anticapitalisme du NPA se résume au mieux à des formules stériles, au pire réactionnaires.

Ce parti qui n'hésite pas à se parer des oripeaux du guévarisme pour se faire passer pour révolutionnaire auprès de la jeunesse petite-

bourgeoise, ne constitue finalement aucun danger pour les capitalistes comme le confirme l'auteur de cet article :

"*Dans certaines circonstances, l'anticapitaliste vert conséquent doit aussi savoir prendre les armes (au sens métaphorique, n'impliquant pas nécessairement le maniement de la kalachnikov).*", ouf ! Le "nécessairement" était inutile, on sait le petit-bourgeois bien trop lâche pour craindre de se casser un ongle, à moins de fondre en horde organisée contre des ouvriers oudes militants désarmés. Aux capitalistes armées jusqu'aux dents, le moment venu NPA opposera des armes en carton pâte !

On aura compris aussi que Corcuff privilégie l'action individuelle à l'action collective, que le gauchisme latent ou déclaré de la LCR a été transposé au NPA, comme toutes ses tares d'ailleurs : "*Elle (l'écologie radicale) appelle des clivages, des conflits, des affrontements. La transformation personnelle et l'action collective contre les forces dominantes apparaissent associées et non pas opposées.*".

Vous aurez remarqué qu'il a mis l'accent sur la "*transformation de soi*", puis la "*transformation personnelle*" en prenant soin de la séparer de l'action collective, alors qu'en réalité la prise de conscience politique n'a réellement de valeur que lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre d'une expérience collective, organisée, dans une direction bien précise contre l'ordre établi, ou encore lorsqu'elle s'inscrit dans une perspective pratique pour être confirmée, rectifiée ou abandonnée, mieux, lorsqu'elle est le produit d'une action collective, le seul terrain sur lequel elle peut se vérifier et se développer, au-delà, si c'est bien la société toute entière qui demeure le champ de bataille où doivent se confronter les idées, compte tenu des rapports contradictoires qui la traversent et qui correspondent aux intérêts des différentes classes qui la composent, finalement, tout développement individuel qui ne serait pas relié consciemment à la place qu'occupe le prolétariat au sien des rapports de production et qui ignorerait son statut de seule classe progressiste dans la société, prendrait le risque de se réaliser contre nos propres intérêts et ceux collectifs de notre classe...

Vous aurez noté également qu'il n'a pas hésité à utiliser à deux reprises l'expression "transformation" lorsqu'il s'agissait d'évoquer le plan individuel, et qu'il s'est limité à celui d'"*action*" dès qu'il a abordé le plan collectif, comme si la transformation de fond en comble de la société qui nécessite une révolution n'était pas vraiment l'objectif du NPA.

D'ailleur, un internaute ne s'y est pas trompé en tirant de cet article la leçon suivant : "*il nous faut créer "un autre monde" peut être à côté de celui-ci à défaut d'être contre ou de pouvoir détruire ce système*" (Slate.fr 03.01)

**Industrie automobile.**

Les ventes de voitures particulières neuves en France ont progressé de 10,7 % en 2009 par rapport à 2008, a annoncé lundi le Comité des constructeurs français d'automobiles dans un communiqué.

Les immatriculations de voitures neuves, soutenues par la prime à la casse et les bonus écologiques, ont ainsi atteint leur plus haut niveau depuis 1990. (LeMonde.fr)

En Espagne, sur l'ensemble de l'année 2009, les immatriculations de voitures neuves ont chuté de 17,9%. (Reuters 04.01)

**Mégalomanie, décomposition, démesure...**

Ebranlée par la crise financière, Dubai va tout de même inaugurer lundi, sous très haute sécurité, le symbole incarnant la démesure de la cité-Etat, son Burj Dubai, plus haut gratte-ciel du monde.

La hauteur finale de la vertigineuse tour est pour l'instant top-secrète, jusqu'à l'ouverture officielle. Mais, surplombant le désert à plus de 800 mètres, Burj Dubai a d'ores et déjà dépassé son rival, le taïwanais Taipei 101, et ses modestes 508 mètres... (AP 02.01)

---

**Le 8 janvier**

La causerie qui suit le sujet abordé ci-dessous a été rédigée hier, je n'ai pas pu la mettre en ligne car le serveur Tata était encore bloqué.

Je ne suis pas vraiment rétabli mais je me force à bosser un peu, j'ai surtout une grosse fatique qui me gagne rapidement dans la journée, de plus je dors très mal. Comme il n'existe pas de traitement, il n'y a qu'à prendre son mal en patience, il n'y a rien qui urge étant donné la situation politique !

Dans le n°79 d'*Informations ouvrières*, vous trouverez cette semaine une "tribune libre" en page 10 particulièrement réactionnaire.

Souvenez-vous de l'interview de Schivardi à *France Soir* le 24 avril 2008 : "*... Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant...*". On aurait pu penser que Schivardi délirait ou prenait ses désirs pour la

réalité, je n'avais pas attaqué le POI suite à ses propos car je les considérai outranciers ou provocateurs.

Un an et demi plus tard, nous sommes bien obligés de constater que Schivardi n'avait pas dérapé, voici un extrait de l'article de Pierre Beguin, membre du POI, membre de l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARAC), qui le prouve.

Revenant sur l'intérêt que porte la coalition impérialiste à l'Afghanistan et l'Iran, il lui suggère de rajouter un autre pays dans sa ligne de mire "*le Pakistan, lui, véritable base arrière d'Al-Qaida et pourvoyeur des talibans, curieusement, laisse indifférentes, sinon sereines, nos forces d'intervention*", une lacune insupportable, passons sur le faits que ces "*forces d'intervention*" soient aussi les siennes (nos forces), n'est pas social-nationaliste qui veut "*une réelle menace pour la paix dans cette région, mais aussi dans le monde*", voilà un argument qu'apprécierait sans doute le va-t-en-guerre Obama ! Si demain l'impérialisme américain bombardait le Pakistan, ce militant du POI applaudirait !

Il reprend évidemment le même discours que les dirigeants du vieux monde qui justifient cette guerre contre le peuple afghan. Pour lui tous les Afghans qui seraient engagés dans la lutte conte l'armée d'occupation impérialiste seraient des talibans, et les braves soldats français engagés dans cette guerre qui "*doivent également assurer leur propre défense*", ne font finalement que "*répondre par les armes aux attaques des talibans*", bref ils sont en état de légitime défense face à leurs agresseurs, on appelle cela inverser les rôles pour justifier les meutres commis par les militaires français, Morin appréciera sans doute.

Il va plus loin, dans certaines circonstances il aurait été possible de justifier cette guerre : " *... il est temps, au contraire, de rompre avec cet engagement vain, dangereux et coûteux, car l'impasse militaire est évidente*", ce qui signifie que si tel n'avait pas été le cas, il l'aurait soutenu ! Quelle internationaliste ! On a là le contenu du front unique anti-impérialiste.

Il termine son article en adressant des conseils à l'impérialisme, c'est la cerise (vénéneuse) sur le gâteau, il en appelle à l'ONU :

Il faut écrit-il " *instituer une aide internationale véritable pour la reconstruction du pays, pour l'instauration d'une véritable démocratie*", cela tombe bien, c'est justement l'objectif que ce sont donnés les chefs de file de l'impérialisme ! Il continue, il faut "*redonner à l'Onu toute sa place dans la question afghane. Notamment, permettre à l'Onu de jouer un rôle important dans la mise en place d'institutions véritablement démocratiques dans le pays*", inutile de commenter, c'est suffisamment clair : réactionnaire !

L'ONU qui a orchestré, financé ou couvert toutes les guerres impérialistes à travers le monde depuis 60 ans (et les coups d'Etat militaires, les génocides, les massacres de population entière, les terribles famines, les épidémies, etc.), serait le dépositaire de la démocratie ! La démocratie armée contre les peuples ! Cet individu ignore semble-t-il que la principale mission de l'ONU est justement d'apporter une caution démocratique à tous les sales coups perpétrer par l'impérialisme sur tous les continents contre les peuples. Il couvre l'ONU ni plus ni moins, il se place au côté de l'impérialisme.

Bas les pattes, l'autodétermination du peuple afghan ne peut être que l'affaire du peuple afghan lui-même !

Schivardi ne s'était pas trompé, il y a bien des gens de "*droite*", de furieux réactionnaires en vérité qui ont rejoint le POI. Ensuite le POI ose s'en prendre aux autres partis, dont principalement le NPA, mais il est en dessous de tout ! J'en suis désolé pour les militants du POI qui m'écrivent en se demandant ce qu'ils foutent encore dans ce parti, ils vont avoir beaucoup de difficultés à justifier l'existence de cet article dans leur journal ou la présence de ce genre d'individus dans leur parti auprès des autres militants, la tâche s'avère même totalement impossible.

Pour conclure, une tribune libre doit donner la parole à des militants qui ne partagent pas forcément les mêmes positions mais qui se rejoignent sur l'essentiel. Or, en appeler ouvertement et publiquement à l'ONU témoigne de positions politiques incompatibles avec l'appartenance à un parti ouvrier, au mouvement ouvrier.

La causerie d'hier.

L'intérêt tapageur suscité par le sort de la planète a quelque chose d' ignoble au regard de la situation dramatique dans laquelle se trouve plonger quotidiennement des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde du fait de la survie du capitalisme et qui ne suscite que condamnation verbale ou indifférence.

Cet intérêt mesquin est le produit de l'inquiétude du petit-bourgeois qui voit son petit confort personnel se dégrader au fil de la décomposition du capitalisme, le réflexe primaire de l'individualiste qui craint de ne pas pouvoir profiter pleinement des priviléges que lui octroie le système en place, tandis que pour des milliards de travailleurs chaque matin au réveil après une nuit de cauchemar, se pose la terrible question de savoir comment nourrir leurs enfants et survivre une journée de plus. Partant de ce terrible constat, il est normal que sur le terrain politique ceux qui ont adopté de près ou de loin les principes de l'écologie soient de vulgaires réactionnaires qui soutiennent l'ordre établi et le régime de la propriété privée des moyens de production.

Cohn-Bendit le justifiait en ses termes dès 1998 dans « Une envie de politique » : « *Ce que la gauche doit donc faire valoir aujourd'hui, c'est que cette évolution a des aspects destructeurs, car la production menace de détruire la planète. Faire cette démonstration n'est pas facile, mais on peut le faire au nom même de l'économie de marché, car je suis pour le capitalisme et l'économie de marché.* ». Le sort de la

planète, en réalité leur propre bien-être, les intéresse davantage que celui de la plèbe en guenille réduite à l'état d'indigence et de souffrance permanente sans espoir d'en sortir.

La crasse ignorance de l'homme au XXIe siècle, personne n'ose trop se pencher dessus par crainte de se reconnaître, particulièrement les intellectuels qui portent une responsabilité énorme dans la situation actuelle. Il est tellement facile de se contenter d'un discours politique convenu en se servant éventuellement du marxisme pour éviter finalement d'aborder les questions déterminantes auxquelles est lié le sort des couches les plus déshéritées du prolétariat mondial, une telle hypocrisie est si unanimement répandue dans les partis ouvriers qu'elle est devenue leur principal méthode pour interpréter les rapports de la société et définir leurs actions.

L'école nous apprend-elle autre chose qu'à devenir de serviles sujets du capitalisme ? Nos professeurs nous ont-ils enseigné autre chose ? Si c'était le cas, cela se verrait, cela se saurait et le monde ne serait peut-être pas tel qu'il est aujourd'hui. Non, l'école n'a pas contribué à former des hommes et des femmes capables de penser librement leur destin, ce n'est qu'une vue de l'esprit, une formule creuse parmi des milliers d'autres d'ailleurs, dont nous abreuve à longueur de temps les partis ouvriers qui sont plus aptent à soutenir les intérêts des couches qui constituent leur fond de commerce et dont sont issus leurs dirigeants, plutôt que de combattre l'ordre établi dans ses moindres recoins.

La démagogie et le cynisme des dirigeants n'a franchement plus de limites. Par exemple, lorsqu'ils nous expliquent que le contenu des manuels d'histoire dans les collèges passerait aujourd'hui sous silence certains événements qui y figuraient encore il y a quelques années, que veulent-ils nous faire croire, qu'hier les professeur interprétaient l'histoire en tenant compte de la lutte des classes, du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, alors qu'aujourd'hui ce ne serait plus possible et que la faute incomberait uniquement au ministère de l'Education nationale et aux éditeurs, tout cela pour blanchir de toute responsabilité le corps enseignant, corporatisme oblige ? Quand les profs de français ont le choix des manuels scolaires, de construire leurs cours avec les supports de leur choix, s'ils décident de recourir à une page de la Bible, du Coran ou une histoire débile de fées pour un cours de syntaxe, c'est un choix délibéré qui ne leur est imposé par personne, ils en prennent l'entière responsabilité.

Lorsqu'il y a deux ans j'ai été confronté à cette situation, deux élèves de 6e un peu plus évolués que les autres sont venus me trouver, ils m'ont demandé pourquoi je leur soumettais des textes aussi débiles, je leur ai répondu que je n'avais pas eu le temps de préparer les premiers cours et que j'avais dû utiliser les supports de leur professeur que je remplaçais, on s'est tapé trois histoires de fées à dormir debout, ensuite on a travaillé avec des supports que j'avais sélectionné dans d'autres manuels scolaires. Quant aux élèves d'une classe de seconde qui devaient passer un contrôle d'histoire quelques jours plus tard, ils m'avaient demandé de leur faire un bref exposé sur le thème de la "guerre froide". Avant de commencer je les ai questionnés pour voir ce qu'ils avaient retenu du cours de leur prof, à ma grande surprise, il n'avait pas abordé avec eux les conférences de Potsdam et Yalta, ils ignoraient tout du partage du monde décidé par Roosevelt, Churchill et Staline, bref, ils ignoraient l'essentiel, la collusion d'intérêt entre l'impérialisme et le stalinisme, donc ils ne pouvaient avoir qu'une vision déformée de cette période de notre histoire. J'ai comblé cette lacune. Ensuite on s'étonnera que nos enfants, puis les adultes qu'ils vont devenir soient des ignares, que leur interprétation du monde corresponde à celle de la classe dominante et qu'ils soient subordonnés au capitalisme et ses institutions, normal ! La responsabilité de cette situation n'est pas à chercher du côté de la bourgeoisie, du ministère, des éditeurs, mais bien chez les profs eux-mêmes, ces intellectuels à l'esprit borné dont il ne fait dire aucun mal, ouvrièrisme ou solidarité corporatiste oblige. Les dépositaires du savoir depuis plus d'un siècle sont en réalité des ignorants pour l'immense majorité d'entre eux, voilà la vérité qu'il ne faut surtout pas dire. Qu'ils finissent ministres d'un gouvernement bourgeois ou qu'ils dirigent des partis ouvriers réformistes est finalement dans l'ordre des choses. Heureusement qu'il y a des exceptions.

Pour sa part, ma fille institutrice depuis deux ans a décidé de démissionner parce qu'elle ne supporte plus le comportement irrespectueux des gosses de sa classe "*quand on voit ça, on a peur pour le futur ! on est arrivé à un extrême ... pas mieux je pense que celui d'avant 68*" et l'hypocrisie ambiante de son milieu de travail qu'elle qualifie par ailleurs de "*triste*", un euphémisme pour qualifier la bonne conscience de ses collègues, c'est franchement peu dire de sa part sachant qu'elle est une bonne nature par excellence toujours prête à prendre les choses du bon côté, elle préfère "*reprendre des études et tenter autre chose peut être en géographie vers l'urbanisme ou la cartographie*", voilà qui me désole et me révolte un peu plus, pas seulement contre le régime, mais aussi contre l'ouvrièrisme et le corporatisme qui déservent notre cause.

Après cet aparté, revenons à la question environnementale.

Hier encore, tous les partis ouvriers se foutaient bien de la pollution industrielle ou produite par les moyens de transport moderne pour tomber dans le travers inverse aujourd'hui, le taux de $CO^2$ dans l'atmosphère n'aurait augmenté que de 0,008%, mais il constituerait un péril pour notre planète, quelle intox, quelle connerie ! Hier on vous avait alerté sur le trou dans la couche d'ozone qui était dû également à l'activité humaine et qui à terme devait aboutir à rendre toute vie impossible sur terre, mais voilà que depuis deux ans des photos satellites ont montré que ce trou s'était réduit de moitié, comme par miracle ! On nous manipule et tous les partis avec puisqu'ils reprennent les uns après les autres les mêmes arguments frauduleux, le dernier en date étant le POI (voir un article dans le dernier IO, n°79). Notez bien, on évoque un jour, une fois, rapidement en passant, les variations des éruptions qui se produisent à la surface du soleil et qui influent directement sur le comportement de l'ensemble des planètes du système solaire dont la terre, puis plus rien, on oublie ce facteur, aux oubliettes ! Il en est exactement de même de la déforestation qui continue en Afrique ou en Amérique du Sud, trois petits tours et puis s'en vont, normal il y a trop d'enjeux économiques et politiques dans la balance, au diable la forêt amazonienne qui sert de poumon à notre planète, on n'attaque pas Lula, pensez-vous, le président des travailleurs ! Tiens, il y a toute une série de volcans qui viennent d'entrer en éruption un peu partout dans le monde, drôle de coïncidence, non ? Mais non, mais non, cela doit être dû à la main de l'homme qui à force de trifouiller ses entrailles les a dérangée, c'est bien connu que l'homme est au centre de l'univers et qu'il a tout pouvoir sur la matière, attention, les alchismistes sont de retour !

Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante, tout le monde semble l'avoir oublié, s'y opposer nécessite du courage, c'est prendre le risque de se mettre à dos une partie de la jeunesse qui est facilement manipulable, d'apparaître réactionnaire, alors que la réalité est justement l'inverse.

En attendant de finaliser l'article dont je vous avais parlé il y a quelques jours, j'ai un autre sujet de causerie à vous soumettre encore plus important.

Je ne suis pas rétabli et je suis complètement épuisé, aussi pour aujourd'hui je me contenterai de vous poser une simple question : selon vous, quelles leçons faut-il tirer du fait que le capitalisme a réussi à se sortir (provisoirement ?) de la plus formidable crise de son histoire ? N'hésitez pas à envoyer vos réflexions ou contributions sur cette question. Vous avez eu largement le temps et vous l'aurez sans aucun doute encore au cours des mois qui viennent, de constater qu'aucun parti n'a osé aborder cette question...

**Quelques infos en bref.**

**Rififi au Medef.**

Quinze jours après la décision de la fédération de l'agroalimentaire - l'ANIA - de claquer la porte de l'organisation patronale, la présidente du Medef a eu la très désagréable surprise mardi de perdre l'un de ses deux directeurs généraux délégués. Jean-Charles Simon a démissionné dans l'après-midi après une réunion houleuse des directeurs le matin même. (Lefigaro.fr 05.01)

**Chômage.**

**1-** Le nombre de demandeurs d'emploi en Espagne a dépassé la barre des 3,9 millions en décembre, annonce le ministère du Travail.

Plus de 54.657 personnes ont perdu leur emploi en décembre. (Reuters 05.01)

**2-** Le chômage allemand a reculé pour le sixième mois d'affilée en décembre grâce à la fois à des modifications statistiques et aux mesures prises par le gouvernement pour limiter les licenciements. Il s'établit à 3,421 millions.

"*Il est assez incroyable qu'il n'y ait pas eu de hausse massive du chômage consécutive à la crise économique en 2009*", note Peter Meister de BHF Bank.

"*Mais je suis sceptique pour 2010. Il va y avoir beaucoup d'entreprises qui vont devoir s'adapter à une baisse de l'utilisation des capacités*", ajoute-t-il.(Reuters 05.01)

**3-** En France, le chômage continuera d'augmenter en 2010, malgré l'amélioration de la conjoncture, a déclaré la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde. (Reuters 05.01)

**-** Toutes allocations confondues - chômage, formation et préretraites, le nombre de personnes indemnisées par Pôle Emploi augmente de 14,8% sur un an, à 2.659.700 contre 2.316.100 en novembre 2008. (Reuters 07.01)

**Banquiers, comment payer moins d'impôts.**

La Société générale va regrouper en France 35 milliards d'euros d'actifs toxiques afin d'optimiser leur gestion et de procéder à une optimisation fiscale, indique jeudi *La Tribune* sur son site internet.

"*En clair, la Société générale pourra ainsi défalquer les pertes liées aux actifs toxiques de son résultat imposable en France*", écrit *La Tribune*. (Reuters 07.01)

**Immigration 2009.**

En 2009, "*175.000 étrangers sont entrés légalement sur le territoire français au titre de ce qu'on appelle les longs séjours, 29.000 environ ont été reconduits à la frontière et 108.000 étrangers ont eu accès à la nationalité française*", a déclaré sur Europe 1 le ministre de l'Immigration, Eric Besson. (Reuters 07.01)

**Islande. Crise politique.**

Le président islandais annonce qu'il ne promulguera pas la loi autorisant le remboursement d'environ 3,5 milliards d'euros perdus par des épargnants britanniques et néerlandais en raison de la faillite de la banque en ligne IceSave, en 2008.

Après des semaines de débats houleux, le parlement avait définitivement adopté mercredi dernier un texte de loi reconnaissant que l'Etat islandais avait garanti les avoirs de la banque Icesave, qui était active aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, ce qui implique que Reykjavik rembourse les sommes perdues par les épargnants de ces pays.

La loi est si impopulaire en Islande que près du quart des électeurs, soit environ 60.000 personnes, avaient signé une pétition demandant au chef de l'Etat d'opposer son veto.

Une bonne part des contribuables islandais ne comprennent pas pourquoi ce serait à eux de régler la note des erreurs commises par les banques ayant fait faillite.

La loi, en entraînant le remboursement de 3,5 milliards d'euros, induirait un surcroît de dette équivalant à 40% du PIB, soit 18.000 dollars (12.000 euros) par habitant, en englobant le versement d'intérêts.

Le gouvernement de centre-gauche arrivé au pouvoir l'an dernier a jugé contestable la décision du président et assuré en tout cas que le pays continuerait d'oeuvrer au respect de ses obligations internationales. (Reuters 05.01)

Dernière minute.

Le gouvernement islandais propose de tenir le 20 février un référendum pour que les citoyens de l'île décident s'il y a lieu de rembourser les épargnants britanniques et néerlandais.

La Grande-Bretagne a averti l'Islande qu'elle risquait un isolement économique international si les électeurs rejetaient la loi soumise à référendum.

La Commission européenne a déclaré que, de la gestion de cette affaire, dépendait l'issue de l'examen de la candidature posée l'an dernier par l'Islande à l'Union. (Reuters 06.01)

**Suisse.**

La Suisse a enregistré un nombre record de faillites d'entreprises l'an dernier. Pas moins de 5.105 ont mis la clé sous la porte, soit 26,7% de plus qu'en 2008, a annoncé mercredi la société de renseignements commerciaux Dun & Bradstreet. (AP 06.01)

**Yemen.**

Les dirigeants du Yémen ne veulent pas que leur pays soit envahi, comme l'Irak ou l'Afghanistan, par des milliers de soldats américains. (AP 07.01)

**Chili.** Au Chili, tous les yeux sont tournés vers les travailleurs de Chuquicamata. La deuxième plus grande mine de cuivre à ciel ouvert, représentant 4% de la production mondiale de métal rouge, est paralysée depuis lundi. Les trois principaux syndicats de mineurs de Chuquicamata, représentant 95% du personnel, sont entrés en grève pour une durée illimitée, suite à une impasse des négociations salariales. Tous les trois ans, l'entreprise Codelco et les syndicats renégocient les contrats. Cela faisait treize ans qu'il n'y avait pas eu de grève.

Le numéro 1 mondial du métal rouge a présenté lundi une nouvelle proposition à ses salariés. Les mineurs réclament une prime plus importante, similaire à celle reçue par les mineurs de la mine Escondida - détenue en majorité par le groupe privé BHP-Billiton -, d'un montant de 19 000 euros. Codelco leur a pourtant déjà offert 3,8% de hausse de salaire et une augmentation de toutes leurs primes pour un total de près de 16 000 euros. «*Plusieurs fois ce que gagne la majorité des Chiliens par an*», estime un expert. Les salariés de Codelco sont parmi les mieux payés au Chili. (Libération.fr 07.01)

**Argentine.**

La présidente argentine Cristina Fernandez a ordonné mercredi à l'armée de déclassifier tous les documents liés à la "*sale guerre*".

Le décret de déclassification doit contribuer à faire la lumière sur les violations des droits de l'homme présumées perpétrées par l'armée lors de la dictature militaire de 1976-1983, a expliqué la présidente argentine. Un quart de siècle après la restauration de la démocratie en Argentine, "*il n'est pas possible de continuer à garder de telles informations inaccessibles sous le prétexte que cela menacerait la sécurité de l'Etat*", souligne le texte. (AP 06.01)

---

**Le 9 janvier**

Pas le temps de causer aujourd'hui, des douleurs partout, un gros mal de tête et une fatigue qui me mine...

**Quelques infos en bref.**

**Leur société. La jeunesse sacrifiée, la jeunesse assassinée.**

Un lycéen agressé vendredi matin au cours d'une bagarre survenue dans l'enceinte du lycée Darius Milhaud du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) est décédé, selon le ministère de l'Education nationale. (AP 09.01)

Quel drame terrible ! Il serait survenu à la suite d'un différent à propos d'une fille que les deux lycéens convoitaient. Bref, nous sommes tous en deuil aujourd'hui.

**L'Etat terroriste surveille les pirates.**

Frédéric Mitterrand a officiellement installé la Haute Autorité pour la diffusion des oeuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi) chargée de lutter contre le piratage sur le net.

Le collège de la Haute autorité est composé de Jean Musitelli, conseiller d'Etat, Patrick Bouquet, conseiller-maître à la Cour des Comptes, Christine Maugüé, conseiller d'Etat, Jean Berbinau, ingénieur général des télécommunications, Chantal Jannet, présidente de l'Union féminine civique et sociale (UFCS), Jacques Toubon, ancien ministre et conseiller d'Etat honoraire, Franck Riester, député de Seine-et-Marne et Michel Thiollière, sénateur de la Loire. (Reuters 08.01)

**Chômage.**

Le taux de chômage a atteint les 10% au mois de novembre 2009 dans la zone euro, contre 9,9% un mois plus tôt, selon les données diffusées mardi par Eurostat, l'Office statistique des communautés européennes. Un niveau jamais atteint depuis août 1998.

D'après ses estimations, 22,899 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en novembre 2009 dans l'UE27, dont 15,712 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre, le nombre de chômeurs s'est accru de 185.000 dans l'UE27 et de 102.000 dans les pays utilisant la monnaie unique.

Parmi les Etats membres, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés aux Pays-Bas (3,9%) et en Autriche (5,5%), et les plus élevés en Lettonie (22,3%) et en Espagne (19,4%). (AP 08.01)

**Etats-Unis.**

Le nombre de suppressions d'emplois a été de 85 000 le mois dernier, alors que le marché tablait sur la fin des destructions d'emplois, avec une prévision à zéro.

En valeur absolue, le nombre des emplois détruits pendant l'année 2009 (4,6 millions) est le plus élevé dans les annales du département du travail, qui remontent à 1939. (LeMonde.fr 08.01)

**Venezuela.**

Le président du Venezuela Hugo Chavez a annoncé une dévaluation du bolivar pour la première fois depuis 2005.

La monnaie nationale aura désormais deux taux, selon son usage. Elle s'échange 2,60 contre le dollar pour les transactions jugées prioritaires par le gouvernement, et 4,30 pour les autres opérations. Le bolivar était jusqu'ici fixé au taux de 2,15 pour un dollar. (AP 08.01)

**Argentine.**

Un juge argentin a ordonné que le gouverneur de la banque centrale argentine Martin Redrado, limogé jeudi par décret par la présidente Cristina Fernandez, soit réintégré dans ses fonctions.

La décision prise par le juge Maria Jose Sarmiento suspend le décret qui destituait Martin Redrado. L'exécutif reprochait au gouverneur d'avoir rejeté sa demande de débloquer une partie de ses réserves pour régler des dettes extérieures.

Dans une décision séparée rendue vendredi, le juge a également bloqué la décision de la présidente argentine d'utiliser des réserves de la banque centrale pour régler une partie de la dette nationale.

Le gouvernement a annoncé qu'il interjetterait appel. (AP 08.01)

---

**Le 11 janvier**

Vue d'ici à 10.000 kms, on a l'impression qu'il ne se passe rien en France sur le plan politique, le désert !

Le gouvernement relayé par les médias préparent psychologiquement la population à la liquidation programmé du système de retraite par répartition au profit d'un système individualisé par point, et en réponse que proposent partis et syndicats ? Rien ! Il y a pourtant largement matière pour s'opposer à ce projet scélérat et mobiliser la population : le paquet fiscal, les exonérations de cotisations accordées aux patrons, les milliards de profits réalisés par les entreprises du CAC40, les salaires mirobolants que les banquiers se sont attribués, la spéculation boursière, la baisse d'impôt sur les bénéfices des entreprises, la suppression de la taxe professionnelle, les exonérations en tous genres, etc. il faudrait en dresser la liste complète (et correcte surtout, ne pas confondre prêt et cadeau) et l'opposer aux arguments du gouvernement qui parlent de déficit, de trou, de caisse vide, etc.

C'est une bonne occasion pour dresser l'ensemble du prolétariat contre le gouvernement, de montrer qu'il est au service du capital, des patrons qui entendent bien nous exploiter jusqu'à notre dernier souffle et nous faire crever au boulot pendant qu'ils s'enrichissent toujours et encore en vivant comme des seigneurs. Il est facile d'aider la jeunesse à se saisir de cette question qui ne la concerne pas directement dans l'immédiat en posant des questions simples dans sa direction : pour quoi étudier, pour quoi travailler, pour quelle société de plus en plus pourrie, liberticide, répressive, décomposée, décadente, pour qui, pour enrichir une poignée d'exploiteurs, travailler pour vivre ou vivre pour travailler comme des esclaves sans jamais pouvoir choisir son destin, sans idéal, sans autre perspective que le chômage, l'exploitation, pour connaître mille souffrances au cours de notre existence... Ce ne sont pas les arguments qui manquent pour juger le système capitaliste, pour dresser un acte d'accusation sans appel et décréter qu'il doit disparaître.

Le capitalisme a concentré et socialisé les moyens de production entre les mains d'une minorité de propriétaires et individualisé la répartition ou la distribution des richesses au profit de cette minorité d'exploiteurs, l'heure a sonné de procéder à la socialisation de la répartition des richesses qui ne pourra avoir lieu qu'une fois que les moyens de production seront devenus le bien collectif de tous les producteurs ou travailleurs. Il faut docn s'attaquer aux fondement du capitalisme. Le seul moyen d'y parvenir nécessite de se mobiliser pour chasser Sarkozy et son gouvernement, de liquider les institutions de la Ve République qui servent de caution juridique ou légale, qui protège, légitime et assure la pérennité du capitalisme, afin d'instaurer un Etat ouvrier, une République sociale qui aura pour tâche de réorganiser et de planifier la production en fonction des besoins de la population et d'assurer la répartition des richesses produites entre l'ensemble des producteurs ou des travailleurs... Ainsi, sur la base de nouveaux rapports de production, il sera possible de satisfaire tous nos besoins sociaux, culturels, collectifs ou individuels. Il faut impérativement retirer le pouvoir des mains de ceux qui le détiennent et qui conduisent la société (et le monde) au chaos et à la barbarie, tous nos combats doivent s'inscrire dans la perspective du renversement du régime ou être subordonnés à cet objectif. C'est dans cette perspective révolutionnaire, le socialisme, qu'il faut s'organiser et contruire un nouveau parti ouvrier socialiste révolutionnaire.

Nous ne combattons pas pour améliorer la société dans la perspective de la préserver telle qu'elle est, non, nous combattons pour renverser l'ordre établi synonyme de régression sociale sans fin, d'inégalités et d'injustices, de frustrations, d'humiliations, de souffrances et de violences, à commencer par le chômage, la précarité, la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs et leurs familles, de guerres contre les peuples, pour une meilleure répartition des richesses dans une société fondée sur la propriété collective des moyens de production et de distribution des richesses produites. Si rien ni personne ne peut justifier de vivre dans une société aussi inhumaine ou barbare, c'est le devoir de chacun d'en prendre conscience, de la combattre et de s'engager pour qu'elle disparaisse. Ne pas le faire relève de l'ignorance ou de l'irresponsabilité, à quoi bon se plaindre alors ou refaire le monde entre quatre murs.

S'agissant de la défense du système de retraite par répartition : Bas les pattes, pas touche à notre système de retraite, retour aux 37,5 annuités, retraite à taux plein à 55 ans, abolition de la CSG, socialisation sans indemnité des grandes entreprises, de la Bourse, des banques, de toutes les institutions financières privées, des compagnies d'assurance et des mutuelles, abolition des exonérations patronales, augmentation des impôts sur les bénéfices des entreprises, confiscation des profits des capitalistes pour financer nos retraites et l'ensemble de nos revendications sociales, etc. !

Que vive notre système de retraite, à bas le capitalisme et le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner qui veulent le liquider.

Autre sujet.

En lisant avant-hier dans un article de presse que 90% des entreprises étaient des PME en France, il m'est revenu à l'esprit l'argument que j'avais avancé il y a quelque temps, que la question de la grève générale ne pouvait plus être abordée de la même manière qu'autrefois, sauf à se comporter comme un vulgaire dogmatique à l'esprit borné ou en gauchiste ou encore à prendre ses désirs pour la réalité. Aux millions de travailleurs isolés et inorganisés qui travaillent dans les PME, il faut ajouter ceux qui travaillent dans le petit commerce, les petits

commerçants, les artisans qui la plupart du temps ont un statut d'ouvrier ou encore ce qu'ils appellent les auto-entrepreneurs, les travailleurs indépendants, les 10 millions de retraités, tous ces travailleurs isolés sont livrés à eux-mêmes, ils ne sont en contact avec aucun syndicat ou parti ouvrier, ils sont des proies facile pour le régime et les négriers, ils rentrent chez eux le soir après le boulot et ils se retrouvent devant leur écran de télévision totalement désarmés face aux discours manipulateurs des médias aux ordres qui se font un malin plaisir de leur dépeindre un monde encore plus horrible que leur réalité quotidienne, au point de s'estimer heureux de leur sort qui pourrait être encore bien pire.

L'ignorance et la médiocrité au lieu d'être combattues et détestées deviennent des planches de salut, pourries, peu importe du moment que cela ne réclame aucun effort. Le fonctionnaire syndicaliste qui ne voit pas plus loin que son statut (le bout de son nez) ne vaut guère mieux, pendant quarante ans il va être exploité et manipulé par des capitalistes, par un Etat capitaliste au service du capitalisme, de la même manière que dans le secteur privé, il prendra sa retraite sans même s'en être rendu compte un jour, sa vie entière se sera déroulée sans qu'il n'y comprenne rien, quel terrible destin ! Cinq millions de fonctionnaires vivent ainsi totalement coupés du reste du prolétariat de la même manière que ces millions de travailleurs isolés (atomisés) n'ont aucune idée des rapports sociaux qui dominent la société, et qu'en réalité ils partagent tous le même sort, qu'ils font partie d'une seule et même classe sociale. Il reste quelques millions de travailleurs dans les entreprises grandes ou moyennes dont certaines produisent encore quelques marchandises, l'industrie proprement dite ne représente plus que 10% du PIB d'après ce que j'ai lu hier, l'agriculture moins de 4% des actifs, du coup la notion d'exploitation est devenue de plus en plus abstraite, de moins en moins palpable, de plus en plus difficile à cerner, pour un peu il n'y aurait plus d'exploiteurs et d'exploités dans la société, mais seulement une répartition des richesses fort inégale en fonction du degré de connaissances acquises (études, diplomes) ou d'habileté des uns et des autres, pas forcément d'utilité, le cantonnier est aussi utile que le médecin ou le boulanger, la nature, notre naissance ou parfois le hasard favorisant les uns, tandis que les autres seront condamnés à végéter lamentablement toute leur vie au bas de ce qu'ils appellent l'échelle sociale, la faute à pas de chance pour les uns, une aubaine inespérée pour les autres, bref ce serait un coup du sort, bon ou mauvais, qui n'aurait rien à voir avec les fondements économiques de la société.

A ceci près, car il y a un mais, que les services ou tous les secteurs improductifs sont des extensions ou des appendices du secteur productif et que sans lui, nous en serions encore au stade de l'homme des cavernes ! Vivre pour travailler, c'est être réduit à l'état d'esclave, travailler pour vivre c'est déjà mieux, mais vivre qu'est-ce que cela veut dire ? Consommer des produits extraits du sol ou des océans, de l'agriculture, de l'élevage, de la pèche, des matières premières transformées en produits finis ou marchandises par les mains et la tête des hommes, des produits finis qui correspondent à des besoins et qu'il faut bien concevoir, imaginer, qui nécessitent à leur tour un traitement, un service après-vente si l'on veut... Mais l'homme au quotidien, tous les hommes sans distinction sociale que font-ils quotidiennement, ils consomment de la nourriture pour survivre physiquement, des vêtements pour se protéger du climat, de l'énergie (pétrole, gaz, uranium) pour se déplacer, se chauffer, cuisiner, le reste, les arts, la culture, le sport ou les distractions, c'est pour son agrément d'hominidé développé et inconscient, bref, tous consomment des marchandises produites par l'homme dans certaines conditions, rapports de production, et si les producteurs ne produisaient que ce qui est nécessaire à leur propre entretien, plus des trois quart de l'humanité n'existerait pas, cela signifie donc qu'ils produisent au-delà de leurs propres besoins et que d'autre s'accaparent ces richesses ainsi produites qu'ils transforment et revendent à leur tour, l'ensemble constituant le commerce qui a son tour développe ses propres besoins, le tout constituant l'ensemble des relations complexes de la société, etc. Une fois créé, un besoin acquière un statut particulier, il devient indispensable, on ne peut plus s'en passer, il devient la norme, mais paradoxalement on en perd l'origine, il entre dans la routine, il passe au domaine de l'inconscience et sa nature ou sa signification nous échappe totalement. On serait bien en peine de donner une signification à tous nos gestes de la vie quotidienne, alors qu'ils en ont forcément une. Au niveau de la société toute entière, c'est pire encore.

Maguesawary m'a demandé si je faisais de la planche à voile, je lui ai répondu que cela n'existait pas quand j'étais jeune et que je n'avais pas envie de m'y mettre à 55 ans, que je m'en suis passé pendant toutes ces années et que je ne vois vraiment pas l'intérêt que j'aurais à m'y mettre aujourd'hui, quelque part je trouve cela aussi débile que le saut à l'élastique ou le parachutisme... Par contre, par exemple, le coiffeur, le réparateur de télévision, le chauffeur de taxi conservent leur utilité, mais sans paire de ciseaux pas de coiffeur, il a bien fallu les fabriquer, sans ouvriers pour monter les postes de télévisions, pas de téléviseurs donc pas de réparateurs, sans voiture pas de chauffeurs de taxi. Sans les progrès réalisés dans le domaine de la chimie, pas de plaque photographique, pas d'appareil photo, pas de caméra, pas de cinéma, pas de télévison, pas d'écran, pas d'Internet. Idem pour la pâte à papier, l'imprimerie, la presse et les livres, la transmission du savoir serait restée largement orale ou inaccessible au plus grand nombre, en Chine il utilisait la caligraphie, l'écriture sur papyrus en Egypte ou la sculture sur roche en Mésopotamie à une époque plus reculée.

Dans notre société, on produit de moins en moins de marchandises mais on en consomme de plus en plus, ce qui rend l'acte de consommer encore plus abstrait. De nombreuses entreprises se contentent de vendre des marchandises qu'elles n'ont pas produites ou des services. Ce sont des entreprises intermédiaires (commerciales) entre les entreprises qui ont produit ces marchandises et les consommateurs. La différence entre leur prix d'achat et leur prix de vente constitue leur bénéfice, pour faire simple. On pourrait donc penser qu'elle exploite uniquement les consommateurs. En réalité, une partie de leur profit n'est rien d'autre qu'une partie de la plus-value extorquée aux ouvriers qui ont produit ces marchandises en amont, plus celle extorquée à leurs propres salariés dont l'activité est complémentaire des producteurs proprement dit, sans eux l'acte de vente serait impossible donc le cycle du capital ne pourrait s'achever, pas de profit. J'ai un exemple concret sous la main.

Mon beau-frère Kandavel habite à dix kilomètres de Pondichéry, à la campagne. L'autre jour il nous a rendu visite et il a acheté du poisson, je rappelle que nous vivons dans un village de pécheurs. Il a payé 100 roupies, je lui ai dit que c'était cher, il m'a répondu qu'il achetait le même poisson 200 roupies à un intermédiaire dans son village. Si maintenant les pécheurs de mon village se rendent dans son village et vendent leurs poissons 200 roupies, ces 200 roupies vont bien aller dans leurs poches, cela montre que les 100 roupies qu'encaissent l'intermédiaire ne sont rien d'autres que les 100 roupies que les pécheurs encaisseraient s'ils pouvaient se rendre dans ce village, l'intermédiaire n'a produit aucune plus-value, il n'a rien changé à la valeur de la marchandise, il a profité du fait que le pécheur ne pouvait pas

être à la fois au four et au moulin, en train de pécher et de vendre son poisson à des kilomètres de chez lui. C'est uniquement les circonstances qui déterminent la différence du prix du poisson entre notre village et celui de mon beau-frère, la concurrence au lieu de pèche fait que le prix du poisson est égal à 100 roupies, alors que la situation de monopole dans le village de mon beau-frère le fait grimper à 200 roupies. Imaginons maintenant que l'intermédiaire embauche un vendeur qu'il paie 50 roupies sur la vente du poisson et qu'il en garde 150 pour lui, en fait 50 seulement puisque les 100 autres serviront à payer le pécheur à qui il a acheté son poisson, les 50 roupies qu'il empoche sans rien faire et les 50 roupies qu'il verse à son vendeur sont bien une partie du revenu du pécheur qu'il n'a pas pu encaisser faute de pouvoir se déplacer pour vendre lui-même son poisson, c'est si vrai que le jour où notre pécheur ne pèche rien l'intermédiaire et son vendeur n'ont rien à vendre donc aucun revenu. Alors qui exploite qui ? L'intermédiaire se nourrit à la fois sur le dos du pécheur, de son vendeur et de son client à qui il fait payer le prix fort d'habiter à 10 kilomètres de la cote. Il exploite son vendeur dans la mesure où c'est lui qui doit fournir un travail et arpenter les villages pour vendre son poisson, tandis que lui il attend tranquillement chez lui la fin de la journée. Il profite du fait qu'il avance le capital de 100 roupies pour acheter le poisson au pécheur pour s'enrichir.

Au niveau de la société, le secteur des services et les sociétés commerciales fonctionnent plus ou moins de la même manière, il faut y ajouter la division du travail à l'échelle mondiale qui renforce la concurrence entre les ouvriers ou employés et permet de tirer les salaires vers le bas, il y a de moins en moins de société qui produisent une marchandise et la commercialisent eux-mêmes tout en assurant le service après-vente, même au niveau de la conception ils en arrivent à la confier à des bureaux d'études, idem pour le marketing et la publicité. Les réseaux de vente exclusifs (de revendeurs) que l'on a connu autrefois n'existe pratiquement plus, en tout cas ici.

**Quelques infos en bref.**

**Domota se prendrait-il à lui tout seul pour le LKP ?**

Le secrétaire général de l'UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe) et leader du LKP Elie Domota a démenti samedi sur France Info avoir lancé un appel à une nouvelle grève générale dans l'île à partir du 20 janvier.

ALors que dans un entretien paru vendredi dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" il avait déclaré : "Nous appelons la population à la grève générale, à partir du 20 janvier, pour une durée indéterminée". (AP 09.01)

**L'argent n'a pas d'odeur.**

Nicolas Sarkozy souhaite-t-il et va-t-il réussir à apprivoiser les sites de presse, notamment les "indépendants", à coups de subventions publiques ?

Rue89, Mediapart, Slate.fr, Bakchich et les autres seront-ils muselés ou resteront-ils libres, une fois qu'ils auront touché une aide d'Etat ?

Comment cet argent (60 millions d'euros sur trois ans) va-t-il être réparti et à quoi va-t-il vraiment servir ?

Les blogueurs vont-ils être laminés par cette redistribution des cartes ? (LePost 09.01)

**L'argent ne fait pas le bonheur... mais il y contribue... au détriment des autres !**

En 2009, les Français ont laissé chaque jour la somme record de 59,1 millions d'euros dans les caisses de la Française des Jeux (FDJ), du PMU et des casinos, soit l'équivalent du prix d'un Airbus A320 ou de la construction de deux lycées en Ile-de-France, selon une enquête de l'Agence France-Presse. Cette somme quotidienne était de 47,5 millions il y a sept ans, rapporte Le Figaro.

Les trois opérateurs ont enregistré une recette de 21,6 milliards d'euros: 9,997 pour la Française des Jeux (+ 8,6%), 9,303 pour le PMU (+ 0,4%) et 2,3 milliards de produit brut des jeux (différence entre mises et gains) pour les casinos (- 9 %). Mais le quotidien précise que ces chiffres ne reflètent qu'une partie de la réalité: les recettes des jeux d'argent (paris sportifs et hippiques et poker) sur internet par exemple, auxquels s'adonnent chaque jour en toute illégalité des dizaines de milliers de Français, ne sont pas comptabilisées. (Slate.fr 10.01)

Expression du désespoir des uns, les plus pauvres, de la cupidité des autres, les nantis qui rêvent de devenir plus riches, dans les deux cas de l'ignorance du monde dans lequel nous vivons...

**Chine.**

La Chine a ravi à l'Allemagne le titre de plus gros pays exportateur du monde grâce à une augmentation de 17,7% en décembre, qui a porté le total des exportations à 130,7 milliards de dollars (90,7 mds euros) pour le mois et à 1.200 milliards de dollars (833 mds euros) pour l'année 2009, selon les chiffres communiqués dimanche par l'Administration générale des douanes.

L'Allemagne a exporté pour 816 milliards d'euros (1.170 milliards de dollars) l'an dernier, selon sa Fédération du commerce extérieur (BGA).

Les résultats de la Chine reflètent la capacité de résistance de son usines qui produisent à bas coût et continuent de vendre à l'étranger malgré le ralentissement de la demande mondiale dans le contexte actuel de crise financière.

La Chine exporte notamment des chaussures, jouets, meubles et autres produits manufacturés à faible contenu technologique, alors que les exportations de l'Allemagne possèdent une forte valeur ajoutée, comme les machines-outils, automobiles ou produits chimiques. (AP 10.01)

**Italie.**

Mediaset, la compagnie audiovisuelle contrôlée par le Premier ministre italien Silvio Berlusconi, a connu dimanche la première grève de son histoire.

Des centaines d'employés se sont rassemblés devant le centre de production romain du groupe pour protester contre la décision de sous-traiter l'activité des départements maquillage et costumes.

Les programmes des chaînes du premier groupe télévisuel privé du pays pourraient être perturbés par ce mouvement auquel participent plus de 3.000 salariés et qui risque de se poursuivre lundi. (Reuters 10.01)

**Pakistan.**

Le Pakistan a demandé à nouveau aux Etats-Unis de mettre fin aux attaques menées par des drones contre des talibans et des membres présumés d'al Qaïda à la frontière afghane.

Le Premier ministre "a réaffirmé la déception de son gouvernement face à la poursuite des attaques par drone et à la réticence persistante des Américains à partager la technologie des drones avec le Pakistan pour lui permettre de lutter lui-même contre les centres de terrorisme dans ses régions frontalières", rapporte l'agence pakistanaise APP. (Reuters 09.01)

---

**Le 13 janvier**

J'ai retiré à sa demande l'article du camarade routier car il souhaitait corriger certains passages... J'ai corrigé le lien en direction du tract du CCI-T sur l'Iran, avec mes excuses. J'ai préparé un article sur la crise et les perspectives politiques du combat pour le socialisme, il fait déjà 6 pages, je dois encore le compléter et le corriger, il sera en ligne dans quelques jours. En fait il s'agissait d'une causerie au départ, puis voyant sa longueur, j'ai pensé qu'il serait préférable de le proposer sous forme d'article.

En voici le premier paragraphe :

Le 8 janvier je posais une question aux militants qui se connectent sur le site : selon vous, quelles leçons faut-il tirer du fait que le capitalisme a réussi à se sortir (provisoirement ?) de la plus formidable crise de son histoire ? A ce jour pas la moindre réponse ! Je crois que les camarades n'ont pas vraiment pris conscience de l'enjeu de cette question. C'est extraordinaire car selon les conclusions qu'on tire de cette crise, le socialisme demeure une perspective valable ou il ne serait finalement qu'une utopie, ni plus ni moins, et je suis très sérieux, ce n'est pas le genre de sujet avec lequel on plaisante. Si maintenant cette question ne vous intéressait pas, je ferais mieux de faire autre chose que de m'user la santé avec ce site Internet.

**Quelques infos en bref.**

**Même une pute a plus de dignité.**

Fadela Amara s'est attirée lundi de nouvelles critiques en reprenant à son compte l'expression controversée de Nicolas Sarkozy sur la nécessité de "*nettoyer au kärcher*" la violence urbaine.

Le Collectif Banlieues Respect exprime des doutes sur la capacité de la secrétaire d'Etat à "*apporter des solutions efficaces sur ces questions complexes, lorsque nous voyons que, dans les faits, il n'y a pas de plan banlieues.*" (Reuters 11.01)

**La Talonnette dit aussi le mal-aimé.**

Une manifestation anti-Sarkozy a eu lieu ce mardi midi, en marge de la visite du chef de l'Etat à Perpignan.

"*Plusieurs centaines de personnes, 350 selon la police, 500 selon les organisateurs, ont manifesté dans le centre de Perpignan*", rapporte Le Figaro.fr.

Selon le site du quotidien, ces manifestants -qui ont répondu à l'appel de la CGT, de l'UNSA, de la FSU et de Solidaires- ont été maintenus à 800 mètres du palais des congrès de la ville, où Nicolas Sarkozy prononçait son discours.

Cette manif' visait à dénoncer "*la politique économique et sociale du gouvernement*", toujours selon Le Figaro.fr.

Les manifestants se sont aussi élevés contre le fort déploiement policier mis en place pour cette visite. Depuis lundi matin, un important secteur de Perpignan était interdit au stationnement et 70 policiers locaux avaient notamment été détachés de leurs fonctions habituelles, selon le site du Midi Libre.

Le leader départemental de la CGT a manifesté sa colère: "*Non content de bloquer un quart de Perpignan, le président ne veut ni voir ni entendre la moindre critique. Il ne nous laisse que deux choix : venez m'applaudir ou cassez-vous.*" (LePost 12.01)

Reconnaissons qu'il faut une certaine dose d'opportunisme (un euphémisme pour cette racaille !) pour vouloir faire entendre quelque chose à Sarkozy !

**C'est passé comme une lettre à La Poste.**

Le Parlement français a adopté définitivement mardi soir le projet de loi qui propose de modifier le statut de La Poste.

Les députés ont entériné par un vote à main levée le texte mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat que les sénateurs avaient adopté le 23 décembre.

Le projet de loi est donc définitivement voté par le Parlement. (Reuters 12.01)

**Les mains Total ment libres.**

Total envisage une fermeture définitive de sa raffinerie de Dunkerque (Nord) faute d'avoir trouvé un repreneur pour ce site, déclare une source proche du dossier.

Le groupe pétrolier a fermé le 15 septembre cette raffinerie pour une durée indéterminée en raison de la faiblesse de la demande et des marges de raffinage. Le site emploie un peu moins de 400 personnes.

"*Aucun repreneur n'a été identifié. La décision est sur le point d'être prise, le scénario de la fermeture avec transformation du site fait partie des scénarios les plus plausibles*", a déclaré à Reuters cette source proche du dossier.

"*Cependant les choses évoluent très vite*", a-t-elle ajouté, précisant que Total n'excluait pas une "*mise sous cocon*" de la raffinerie ou encore la mise en oeuvre d'un programme de maintenance du site - d'un coût de 60 à 120 millions d'euros - avant son redémarrage.

Mise en service en 1974, la raffinerie des Flandres est une des six raffineries françaises du groupe. (Reuters 12.01)

**Comment ils refont l'histoire. L'Egypte des pharaons : un oasis de bonheur pour les ouvriers !**

L'Egypte a exposé lundi une série de tombes datant de plus de 4.000 ans et appartenant semble-t-il à des ouvriers engagés pour la construction des pyramides de Gizeh, contrairement au mythe populaire qui veut que ces monuments aient été bâtis par des esclaves.

Passons sur le fait qu'à cette époque, ouvriers et esclaves avaient pratiquement le même statut, ils crevaient très tôt !

L'historien grec Hérodote d'Halicarnasse, qui vivait au Ve siècle av. JC, avait décrit les bâtisseurs des pyramides comme des esclaves.

Au XXIe siècle, pour un Etat qui vit en partie du tourisme, cela la fout mal d'avoir dans ses ancêtres des esclavagistes.

Mais les dernières découvertes étaient encore un peu plus la thèse moderne des pharaons payant des ouvriers pour construire les pyramides, a souligné lundi le chef des Antiquités égyptiennes, Zahi Hawass. Les "*Egyptologues sérieux*" savent depuis longtemps que les pyramides n'ont pas été bâties par des esclaves.

Thèse "*moderne*", égyptologue "*sérieux*", cela veut dire quoi ? Un constat réalisé sur place 25 siècles plus tôt aurait moins de valeur qu'une "*thèse*" sortie de la bouche d'un intellectuel fonctionnaire au service du gouvernement égyptien 4.000 ans plus tard ? Des pharaons payant des ouvriers pour édifier des monuments inutiles sortis tout droit de leur esprit mégalomaniaque ou dérangé, cela fait mieux dans l'histoire de l'Egypte présentée aux touristes. S'il a fallu plus de 10.000 ouvriers pour bâtir pendant 30 ans une seule pyramide, il en fallut forcément des

centaines de milliers pour construire l'ensemble des pyramides dont il ne reste que quelques vestiges aujourd'hui, on passera sous silence les milliers de morts et plus encore de corps amputés qui ont dû accompagner sa construction, les pharaons n'étaient-ils pas des humanistes avant l'heure, comme plus tard les constructeurs de cathédrales !

Selon Zahi Hawass, les ouvriers des pyramides étaient issus de familles pauvres du nord et du sud de l'Egypte et étaient respectés pour leur travail, au point que ceux qui sont morts sur le chantier ont été enterrés près des monuments sacrés de leurs pharaons. "*Ils n'auraient jamais été enterrés avec autant d'honneurs s'ils avaient été des esclaves*", affirme-t-il. Heureusement qu'il ne reste pas trace d'un seul squelette de ces foutus esclaves, car des esclaves il y en avait pour se coltiner les tâches les plus ingrates que les ouvriers n'accomplissaient pas, division du travail et respect du statut oblige !

Ben voyons, quelle touchante intention de la part des pharaons, des démocrates avant l'heure sans doute ! On apprend aussi que "*les tombes ne contenaient ni or ni autres objets de valeur, ce qui les a protégées des pillages, et les corps n'étaient pas momifiées.*" On aurait dû retrouver des milliers de squelettes s'il s'agissait bien d'ouvriers morts lors de la construction des pyramides. A moins qu'il ne s'agisse des ouvriers qui avaient travaillé à la partie la plus secrète des pyramides et qui ont été enterrés vivants.

Les indices recueillis suggèrent que ces hommes consommaient régulièrement de la viande et travaillaient par périodes de trois mois, a précisé M. Hawass. Ils ont mangé au moins 21 boeufs et 23 moutons fournis par des fermes des environs. Et en plus ils se gavaient ! Comme il était généreux le bon pharaon, pour un peu on serait presque nostalgique de cet âge d'or de l'Egypte ancienne

On ne plaisante pas avec ce genre de choses, des anthropologues à partir des restes d'un squelette datant de centaines de milliers d'années retrouvé en Ethiopie, n'avaient-ils pas été capables de reconstituer l'organisation sociale de cette époque dans les moindres détails, au point qu'en lisant leur rapport pour le moins fantasmagorique, j'en étais arrivé à me dire qu'ils en savaient plus long sur cette époque lointaine que la nôtre à partir seulement d'un tas d'os en piteux état. Les miracles existent, la preuve !

Si ces ouvriers n'étaient pas des esclaves, il n'en reste pas moins qu'ils exécutaient des travaux de force, souligne Adel Okasha, qui a supervisé les fouilles. Les squelettes montrent notamment qu'ils souffraient d'arthrite. "*Leurs os nous racontent comme ils travaillaient dur.*"

C'étaient des hommes libres, des citoyens ordinaires, confirme Dieter Wildung, ancien directeur du Musée égyptien de Berlin, "*mais ils avaient une vie courte et l'étude des squelettes nous montre qu'ils étaient en mauvaise santé, très probablement parce qu'ils travaillaient si dur*". (AP 11.01) En voilà une découverte !

Mais non, mais non, le climat, c'était déjà la faute du climat, les tempêtes de sable, la chaleur accablante le jour et le froid glacial la nuit l'hiver, etc ! Au fait, c'était quoi des "*citoyens ordinaires*" à l'époque des pharaons, sinon des esclaves libres de se vendre au plus offrant pour survivre dans des conditions effroyables. Elle n'était pas belle la vie à l'époque des pharaons, mesdames et messieurs les touristes, la vie n'est-elle pas belle en Egypte sous le règne de notre pharaon bien-aimé et éclairé Moubarak ?

**Argentine. Coïncidence troublante.**

Nouveau coup dur pour une Argentine en pleine crise institutionnelle: un juge américain a gelé les comptes de la banque centrale argentine auprès de la Réserve fédérale américaine, a annoncé mardi le ministre de l'Economie Amado Boudou.

Lundi, la juge fédérale Maria Jose Sarmiento avait expliqué qu'elle pourrait prendre tout son temps pour examiner la légalité des décrets d'urgence pris par la présidente et suspendus. Le Congrès devrait se pencher sur la situation en mars lorsqu'il sera à nouveau en session. Ce délai est une mauvaise nouvelle pour la présidente.

Côté américain, a expliqué Amado Boudou, le juge américain Thomas Griesa a pour l'instant gelé 1,7 millions de dollars. Les montants saisis pourraient augmenter, mais absolument pas dépasser les 15 millions, a-t-il ajouté, cherchant à rassurer les Argentins. Le ministre a estimé que cette décision avait peut-être été prise à la demande de créanciers "*exigeants*" de l'Argentine.

Boudou a demandé à Martín Redrado, président de la Banque centrale, d'avoir "*l'attitude qu'il faut*", et de permettre "*aux institutions de continuer à fonctionner*". (AP 12.01)

**Venezuela. Le "socialisme du XXIe" siècle déjà en panne.**

A compter de ce mardi, l'approvisionnement en électricité va être interrompu pendant quatre heures un jour sur deux par roulement dans tout le Venezuela, intensification du rationnement alors que le pays, menacé de pénurie, se débat en pleine crise énergétique.

Vendredi dernier, le président Hugo Chávez avait exhorté ses compatriotes à économiser l'énergie et annoncé la réduction des heures de travail dans la fonction publique, qui s'arrêteront désormais à 13h, pour faire baisser la consommation. Une réduction des horaires d'ouverture des magasins a également été imposée dans les centres commerciaux. Plusieurs lignes de production d'aluminium ont aussi été fermées pour économiser l'énergie. (AP 12.01)

Si je comprends bien, le Venezuela et l'Inde c'est du pareil au même ! Ici l'hiver c'est tous les matins entre 8h et 10h que le courant est coupé, et entre 6h et 8h du matin l'été, plus bien entendu les coupures à répétition tout au long de la journée, quand elles durent trop longtemps le moteur électrique qui pompe l'eau n'a pas eu le temps de remplir le réservoir de la ville, du coup on n'a pas d'eau non plus, à part cela gardez votre calme !

**Chine.**

**1-** La Chine a relevé mardi la part des dépôts que les banques doivent conserver en réserve, signe le plus clair à ce jour de sa volonté de durcir progressivement sa politique monétaire pour éviter une surchauffe économique.

Le relèvement d'un demi-point du ratio des réserves obligatoires entrera en vigueur le 18 janvier et s'appliquera à l'ensemble des établissements bancaires à l'exception des coopératives rurales de crédit, a précisé la Banque populaire de Chine sur son site internet (www.pbc.gov.cn).

Pour Shi Lei, analyste de Bank of China à Pékin, le ratio des réserves pourrait encore être relevé à deux ou trois reprises d'ici la fin du mois de juin.

"*Le relèvement du ratio de réserves constitue un signal fort du fait que la banque centrale intensifie ses efforts pour absorber l'excédent de liquidités*", affirme Shi Lei.

"*Le relèvement pourrait retirer environ 200 à 300 milliards de yuans (20 à 30 milliards d'euros environ) du marché mais il faut en réalité retirer environ 700 à 800 milliards de yuans.*"

La Chine utilise depuis longtemps le niveau des réserves bancaires pour éponger les liquidités excédentaires dans l'économie engendré par son énorme excédent commercial et des flux d'investissements spéculatifs.

C'est une arme importante dans son arsenal pour réduire l'inflation que les analystes s'attendent à voir monter à plus de 3% cette année après la déflation enregistrée pendant l'essentiel de l'année écoulée.

Le relèvement du ratio de réserves obligatoires intervient après deux mesures plus marginales de resserrement adoptées mardi par la banque centrale.

Elle a relevé le coupon de son adjudication à un an, d'un montant de 20 milliards de yuans, d'environ huit points de base, pour le porter à 1,8434%, alors qu'elle l'avait laissé inchangé lors des 20 précédentes opérations similaires. Le marché anticipait un relèvement de quatre points de base seulement.

La banque centrale a parallèlement retiré un montant record de 200 milliards de yuans de liquidités dans le cadre d'une opération de rachat de titres à 28 jours.

Ces décisions interviennent après la publication d'articles de presse selon lesquels le crédit bancaire a bondi au cours de la première semaine de l'année pour atteindre 600 milliards de yuans.

Ce chiffre s'est ajouté aux inquiétudes déjà vives suscitées par les statistiques du commerce extérieur chinois en décembre, alimentant les craintes d'une surchauffe de la troisième économie mondiale.

Un responsable de la banque centrale chinoise a cherché à minimiser la décision sur les réserves bancaires en disant qu'elle était destinée à gérer la liquidité et à assurer une stabilité des prêts bancaires. (Reuters 12.01)

**2-** Dopées par les mesures incitatives du gouvernement, les ventes automobiles chinoises ont atteint un niveau record l'an dernier, dépassant celles des Etats-Unis.

Les ventes de l'ensemble des véhicules (bus, camions, et voitures) ont atteint 13,6 millions d'unités en 2009, soit une progression de 46,2% par rapport à 2008, a annoncé lundi l'association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM).

Les ventes de voitures particulières ont bondi de 52,9% en 2009 en Chine, à 10,3 millions d'unités, selon la CAAM. (Reuters 11.01)

**Etats-Unis. Obama va-t-en-guerre contre le peuple afghan, suite.**

Le président américain Barack Obama va demander au Congrès de lui accorder une rallonge de 33 milliards de dollars à consacrer à l'effort de guerre en Irak et en Afghanistan, a-t-on appris mardi de sources militaires.

Cette rallonge s'ajoute aux 708 milliards de dollars que l'exécutif aurait l'intention de consacrer au budget de la Défense l'an prochain, selon les mêmes sources.

Les 33 milliards de dollars additionnels seront consacrés principalement à l'Afghanistan, où les Etats-Unis ont l'intention de durcir leur effort. (AP 12.01)

**Afghanistan. L'Otan sème la terreur.**

Les troupes de l'Otan et les forces de sécurité afghanes ont ouvert le feu mardi lors d'une manifestation dans le Sud, faisant monter la température politique dans l'une des régions les plus volatiles du pays en proie à l'insurrection des taliban.

Kamal Khan, n°2 de la police de l'Helmand, a déclaré pour sa part que l'armée gouvernementale avait ouvert le feu pour empêcher des manifestants de s'emparer d'un édifice public. D'après lui, huit protestataires ont été tués et 13 blessés.

Un journaliste de Reuters a aperçu plusieurs civils blessés en cours d'évacuation sur le principal hôpital de Lashkar Gah, chef-lieu de province, sans pouvoir donner de décompte précis. A l'hôpital, un médecin a indiqué que onze hommes avaient été soignés dans son établissement pour des blessures par balles.

Les manifestations faisaient suite à un raid lancé par des soldats occidentaux dans cette localité.

Selon Kamal Khan, les protestataires étaient descendus dans la rue à la suite de rumeurs propagées par les taliban sur des actes contraires à l'islam imputés à ces Occidentaux.

Des villageois ont affirmé que les manifestations avaient eu lieu à la suite d'informations selon lesquelles les forces étrangères auraient profané un Coran pendant leur raid - une rumeur catégoriquement démentie par le lieutenant Nico Melendez, porte-parole de la force de l'Otan. (Reuters 12.01)

---

**Le 14 janvier**

Il est déjà midi, j'ai commencé à bosser à 8h30. C'est pendant trois jours la fête la plus importante du Tamil Nadu, Pongal, initialement elle correspondait à la première moisson de l'année et à la coupe de la canne à sucre, elle s'est doublée depuis d'une sorte de fête du travail... et de l'hygiène, je ne sais comment dire autrement, on doit nettoyer tous les outils y compris les vaches, ça c'est pour la fête du travail. Pour ce qui concerne l'hygiène, on doit brûler devant sa porte toutes les saloperies que l'on a accumulées chez soi dans l'année, les vieux vêtements, etc, une occasion pour nettoyer chez soi de fond en comble, une fois par an c'est déjà pas mal. Je ne vous dis pas l'état des rues au bout des trois jours qui sont aussi une orgie de bouffe où l'on s'empiffre à se faire exploser l'estomac, c'est indécent, de mon côté, je ne change rien à mes habitudes.

Le dernier jour est consacré au fric, on se fait des cadeaux, on distribue de l'argent, on est racketté par une ribambelle de profiteurs professionnels que personnellement j'envoie promener plus ou moins aimablement quand ils n'insistent pas lourdement, l'obscurantisme feint ou entretenu vous donne la nausée, je ne donne pas une roupie, surtout pas aux religieux, une question de principe, quand je donne, c'est au hasard d'une rencontre dans la rue à un mendiant dont j'ai conscience de partager le destin, on se ressemble tellement, je n'en cause pas, cela ne regarde personne que lui et moi.

Donc pas de causerie politique aujourd'hui en ligne, ce qui ne veut pas dire que je pense à autre chose.

**Quelques infos en bref.**

**Faire payer les pauvres.**

Selon l'étude de Familles rurales, les surgelés premiers prix coûtent 14% de plus qu'il y a un an. Les surgelés et les boissons figurent parmi les produits dont le prix a le plus augmenté en 2009.

Les prix des produits aux marques de distributeurs et low cost ont légèrement baissé (-1,2 et -0,5 %) en un an alors que ceux des grandes marques grimpaient de 3,8 %.

Depuis 2006, date de la création de son Observatoire des prix, Familles rurales a noté que les premiers prix, peut-être du fait de l'engouement qu'ils suscitent, ont connu une hausse de 9,3 % contre seulement 0,8 % pour les marques de distributeurs et 2 % pour les

grandes marques.

Quant au prix de la baguette, sujet sensible s'il en est, on apprend que c'est en grande surface qu'il s'est envolé. A 55 centimes en moyenne, il a bondi de 15 % en 2009 et 28 % sur deux ans. Bien plus chère en boulangerie (83 centimes), elle y a connu une hausse plus raisonnable de 1,2 % l'an passé et 5 % en deux ans. (lefigaro.fr 13.12)

**Allemagne.**

L'économie allemande s'est contractée de 5% en 2009, de loin sa pire performance depuis la Deuxième Guerre mondiale, selon les chiffres officiels publiés mercredi.

Les exportations, élément clé de l'économie allemande, ont baissé de 14,7% en 2009 par rapport à 2008, tandis que les importations ont reculé de 8,9%, selon l'Office de la statistique.

Il faut remonter à 1932 pour trouver une récession comparable (-4,9%). En 1931, l'Allemagne avait connu une récession à 10,9%. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les plus mauvais chiffres avaient été enregistrés en 1975 (-0,9% pour l'Allemagne de l'Ouest), et en 1993 (-0,8% pour l'Allemagne réunifiée).

Le gouvernement allemand prévoit une croissance de 1,2% en 2010. (AP 13.01)

**Haïti.**

"*Il va falloir reloger Port-au-Prince, soit deux millions de personnes*", a expliqué mercredi soir l'ambassadeur de France à Haïti, Didier Le Bret, joint au téléphone par France-2. "*Je n'ai quasiment pas croisé une maison qui tenait*", ajoutant avoir vu des rues "*jonchées déjà de cadavres*". (AP 13.01)

Les caisses des capitalistes sont vides, à vos dons, à votre bon coeur, infâme et cynique régime !

---

**Le 15 janvier**

Je suis à peu près rétabli à ceci près que je me traîne une vieille fatigue. L'arthrite dans les articulations causé par le virus du chikungunya peut durer plusieurs mois, mais bon, il y a pire sur terre, le peuple haïtien martyr par exemple ou nos frères de Palestine, d'Irak, d'Afghanistan ou d'ailleurs...

J'ai ajouté un article dans la rubrique justice :

- Un haut magistrat critique le projet de réforme devant Fillon

Il semblerait qu'il y ait en moyenne 65 à 70 camarades qui se connectent sur le site quotidiennement, soit environ 2.000 connections par mois. Comme l'ancien nom de domaine (www.meltl.com) se terminait pas .com, les robots avaient tendance à le prendre pour un site à caractère commerciale, ce qui augmentait le nombre de connections (parasites), avec le nouveau nom de domaine qui se termine par .org, ce n'est plus le cas, les statistiques sont donc plus fiables. (A suivre)

Dans le dernier numéro (80) d'*Informations ouvrières* ils ont publié la lettre d'un lecteur à*A propos d'une tribune sur l'ONU et l'Afghanistan* publiée dans le numéro précédent et que j'avais violemment brocardée, un militant du POI en appelait à l'ONU. Cela ne change rien au fait qu'il y a bien des adhérents de "droite" au POI comme l'avait dit Schivardi non sans s'en réjouir d'ailleurs. Plus on est de fous plus on rit ! Dommage, cela ne nous fait pas rire du tout, pas plus que la plupart des militants du CCI-POI !

En parcourant rapidement ce numéro d'IO, j'ai remarqué qu'ils traitaient à peu près 80% des infos que vous trouvez dans le site les jours précédents. La seule différence c'est qu'ils ont accès aux dépêches de l'AFP ce qui n'est pas mon cas, je n'ai pas des milliers d'euros à balancer pour quelques malheureuses dépêches, les infos d'Associated Press et de Reuters qui sont disponibles gratuitement sur le Web couvrent 90 à 95% de l'actualité nationale et internationale, plus les articles de la presse nationale mis en ligne qui couvrent pratiquement le reste. Ce journal propose aussi des analyses ou des comte-rendus de batailles qui peuvent intéresser les militants. Attendons de voir la nouvelle mouture...

En page 6, on peut lire à propos des partis se réclamant de la classe ouvrière lancés dans la campagne pour élections régionales : "*La région serait donc l'échelon de « résistance » ?*". Au POI avec les "élus" de tous bords politiques y compris de "droite" (dixit Schivardi) ils font guère mieux ! Chut, il ne faut pas dire qu'ils font feu de tout bois !

Détendons-nous, toujours en page 6, ils posent une question d'une pertinence renversante : " *Est-il naturel que tout s'arrête quand il neige ? Non...*". Je me souviens que mes parents m'avaient décrit des situations semblables dans les années 50, à la belle époque de la IVe République et des nationalisations, mais bon, qui s'en souvient, qui parmi les jeunes le savent, très peu... Je comprends bien l'argumentation qui accompagne cette situation, elle est plutôt tirée par les cheveux.

J'ai apprécié l'article de Lucien Gauthier en page 16 consacré à Stéphanie Lalisse morte le 28 décembre dernier "*parce que son écharpe a été happée par la machine sur laquelle elle travaillait.*". On apprend dans cet article qu'il fait 13°C le matin dans l'usine à 11h du matin et à peine 5°C à 5h du matin. Insupportable !

Dans cette usine de Trocmé, dans la Somme, il doit bien y avoir des syndicats et des délégués du personnel et du comité d'entreprise, un CHSCT, des visites de l'inspection du travail éventuellement, comment se fait-il que des ouvrières puissent travailler dans de telles conditions dignes du début du XXe siècle sans que la direction soit inquiétée ou mise en demeure de respecter la législation en vigueur en la matière ? Cette question L. Gauthier ne la pose pas, elle est peut-être embarrassante, dommage encore une fois de passer à côté de l'essentiel : comment cela est-il possible au XXIe siècle en France ?

Et l'édito de D. Gluckstein ? S'il n'était pas consacré aux retriates, on dirait : sans intérêt ! Il se termine ainsi "*La classe ouvrière, elle, n'a d'autre choix que de défendre chacune des conquêtes chèrement arrachées par la lutte de classe, en particulier en 1945. « Pas une seule contre-réforme ! Ne touchez pas à nos retraites ! » : tel est l'ordre du jour ouvrier pour 2010.*". Il propose quoi ? Rien ! Il inscrit le combat pour la défense des retraites dans quelle perspective politique ? Aucune ! Mais le POI a les moyens de faire reculer appareils, gouvernement et patronat, comme sur la question des licenciements par exemple ! On se demande qui peut y croire, qui peut suivre une telle orientation, des militants qui ne se posent apparemment pas trop de questions, hélas !

La seule chose sur laquelle on serait presque d'accord, c'est que l'heure est à la construction du parti, pas n'importe quel parti, pas sur n'importe quelle orientation, pas pour faire et faire croire n'importe quoi aux travailleurs et militants. Vous n'avez ni les moyens de changer le cours des choses ni d'influer sur lui, vous venez d'en donner la preuve pour la énième fois, cela fait 60 ans que vous y croyez sans résultat, alors il faudrait peut-être un jour s'en apercevoir et en tirer les leçons, ce serait la moindre des choses, creusez-vous un peu la cervelle pour trouver ce qu'il reste à faire.

Là encore, dommage, car les initiatives prises par le POI pour organiser la classe iraient dans la bonne direction s'il leur donnait un contenu et une perspective politique, c'est cela et uniquement cela dont a besoin la classe ouvrière et les militants. Je conseille toujours aux camarades inorganisés ou qui ne savent pas comment se rendre utiles à la classe de rejoindre les comités mis en place par le POI, cela fait partie de ma conception du front unique. Si maintenant les camarades attendent qu'il existe une structure parfaite pour militer, ils peuvent attendre longtemps, cela n'a jamais existé, ce n'est qu'un prétexte pour rester tranquillement chez soi à refaire le monde, on peut facilement s'en inventer un tous les quatre matins !

Quant à nos camarades qui ont rejoint le NPA, nous leur souhaitons bonne chance, c'est leur choix et il faut le respecter, ce n'est pas forcément le meilleur choix qu'il y avait à faire, ils peuvent aussi s'associer aux combats des militants du POI... Il faut concevoir qu'il y ait différents niveaux de conscience politique parmi les militants et les travailleurs et que selon leur niveau de conscience particulier ils soient davantage attirés par un parti ou une structure qu'une autre, il n'y a pas de honte à cela et aucun mépris à avoir envers les militants qui choisissent un parti plutôt qu'un autre.

L'essentiel est d'aider le niveau de conscience politique des masses à progresser, à avancer vers le socialisme, de définir les moyens qui permettent d'avancer dans cette voie, le reste, la lutte de classe et l'histoire le règleront en temps utile. Au-delà de la question des appareils et des conditions objectives, c'est bien le niveau de conscience politique du prolétariat et de la petite-bourgeoisie qui pose problème, leur compréhension du monde dans lequel nous vivons, des rapports sociaux qui sont à l'origine de cette situation, des contradictions propres au système capitaliste qui conduisent l'humanité au chaos et à la barbarie, et qu'il existe une issue politique pour pouvoir satisfaire l'ensemble de nos revendication et mettre un terme à toutes les souffrances et maux qui nous accablent quotidiennement. Sans espoir qu'il est possible de changer la société, sans théorie pour porter cet espoir, le socialisme, nous en serons toujours au même point.

On dit que c'est une nécessité (historique) d'en finir avec le capitalisme, bien, mais il faut lui donner un contenu précis et l'inscrire dans une perspective politique, sinon, c'est une déclaration vide et sans intérêt, sans lendemain, cela n'a aucune valeur, cela revient à faire un voeux en espérant que les choses changent un jour sans savoir vraiment comment, on n'est guère avancé, on piétine. Si nous ne sommes pas convaincus nous-même que nous vaincrons, comment pourrions-nous convaincre des militants ou des travailleurs de partager nos convictions ? Impossible ! De la même manière, j'expliquais récemment par courriel à des camarades que l'on ne pouvait pas prôner la révolution socialiste sans qu'elle repose sur des faits ou des arguments concrets, solides, il faut être sérieux et ne pas raconter n'importe quoi aux militants... (A suivre)

**Quelques infos en bref.**

**Venezuela. Cherchez l'erreur.**

Le président Hugo Chavez a suspendu les coupures d'électricité roulantes dans la capitale Caracas, 24 heures après le début de ce

rationnement. Il a annoncé mercredi soir avoir limogé le ministre de l'Electricité qu'il a rendu responsable des erreurs dans la mise en place du système.

"*J'ai ordonné que les coupures soient suspendues uniquement à Caracas parce que ce gouvernement doit être capable de reconnaître ses erreurs et de les réparer*", a déclaré Hugo Chavez à la télévision.

Depuis le début du système à Caracas mardi à minuit, les autorités ont coupé le courant dans les mauvais quartiers de la capitale. "*Je crois que dans un quartier, ils ont coupé l'électricité à deux reprises*", a déploré Hugo Chavez.

Certains feux de circulation ont même été privés d'électricité. "*Cela suffit*", a lancé le président vénézuélien, qui a demandé à son ministre de l'Electricité Angel Rodriguez de démissionner. (AP 14.01)

**Besson inspire quoi ? Interrogation, malaise et rejet : 80% !**

48 % des Français ne sont pas intéressés (dont 25 % pas du tout) par le débat sur l'identité nationale, alors que 42 % se disent intéressés (12 % tout à fait intéressés), indique un sondage TNS Sofres/Logica pour le journal Le Monde et l'émission À vous de juger/France2 . 47 % jugent le débat inutile (25 % ne le jugent pas du tout utile), alors que 40 % le jugent utile (11 % tout à fait utile), selon le sondage.

La première réaction que suscite Besson est l'interrogation (36 % de citations), devant le malaise (25 % de citations). Le rejet (19 %) et le respect (12 %) arrivent ensuite, loin devant l'admiration (2 %). (Lepoint.fr 14.01)

**Italie. Sicile, quel employeur ? Fiat ou la mafia ?**

L'administrateur délégué de Fiat, Sergio Marchionne, annonce qu'il ne reviendra pas sur la décision controversée de fermer l'usine sicilienne de Termini Imerese, en expliquant que les constructeurs européens doivent réduire leurs capacités sans l'intervention des gouvernements.

"*Nous sommes le plus gros groupe industriel d'Italie, mais nous n'avons pas la responsabilité de gouverner le pays*", a-t-il souligné. "*Le débat s'arrête là.*"

Le taux d'utilisation des capacités du secteur automobile européen pourrait chuter à 65% cette année, contre 75% l'an dernier, a estimé celui qui est également à la tête de Chrysler.

"*La raison (de cela), tout simplement, c'est que les constructeurs européens ne ferment pas d'usines. En réalité, ils sont souvent payés pour ne pas le faire*", a-t-il ajouté, en faisant référence aux subventions publiques qui ont selon lui "*faussé*" le marché automobile européen. (Reuters 14.01)

**Grèce. Le chaînon le plus faible ?** Le gouvernement grec a approuvé jeudi un plan de relance qui doit permettre de réduire de manière drastique son énorme déficit public et le ramener à 2% du PIB en 2013, en réduisant de nouveau les dépenses publiques et en augmentant les recettes publiques, au travers de taxes supplémentaires. Le plan prévoit une réduction progressive de la dette publique jusqu'en 2012 qui, selon les estimations, doit atteindre 120,4% du PIB cette année. En 2009, le déficit publique est estimé à 12,7% du PIB. (AP 14.01)

**Des scientifiques dont le cerveau évolue très lentement.**

Le chromosome Y, propre à la gent masculine, évolue bien plus vite que le reste du code génétique humain, souligne une étude publiée en ligne par la revue scientifique "Nature".

"*Le chromosome Y apparaît comme le chromosome humain qui évolue le plus rapidement*", souligne le Dr. David Page, co-auteur de l'étude, directeur du prestigieux Institut Whitehead à Cambridge et professeur de biologie au Massachusetts Institute of Technology (MIT). "*C'est comme une maison qui est reconstruite en permanence.*"

Cela ne signifie pas pour autant que les hommes sont plus évolués que les femmes, précise Jennifer Hughes, principale auteure de l'étude, qui a duré deux ans. (pas de bol ! - Lutte de classe)

Certains chercheurs ont émis l'hypothèse il y a quelques années que le Y rétrécissait et finirait par disparaître dans 50.000 ans, entraînant l'extinction de la gent masculine. "*La science prouve*" que cette théorie de la disparition des hommes "*n'est pas du tout vraie*", précise Mme Hughes. (AP 14.01)

Ouf, nous voilà rassurés et surtout sauvés ! Nous les mâles, on aime les femmes, mais il ne faudrait pas qu'elles deviennent envahissantes ! Cet article est d'autant plus débile, que cela n'aboutirait pas seulement à l'extinction de la "*gent masculine*", mais à celle de l'espèce humaine tout court, à moins que les lesbiennes se reproduisent entre elles ! Dommage pour les banques américaines du sperme dont l'action va chuter en Bourse ! Les bourses ou la vie, quoi !

**Le 16 janvier**

Petit complément avec un peu d'avance dû au décalage horaire.

Je viens de passer plus de 4 heures à améliorer la présentation de la page d'accueil pour les militants qui se connectent au site avec Mozilla (version 3,5) et Internet Explorer pour les dernières versions. La page est presque correcte pour un affichage en 800 X 600 px, maintenant je ne sais pas ce que cela donne avec une autre définition. Je ne sais pas si je dois aussi tenir compte de ce paramètre. Je ne suis pas informaticien je me débrouille avec les moyens du bord, c'est-à-dire seul. N'hésitez pas à m'adresser vos remarques pour essayer d'améliorer encore la présentation du site. Il est 18h09 et la nuit tombe, elle sera tombée dans 10 minutes, cela va vite sous les tropiques.

Mais les tropiques ce n'est pas toujours ce que l'on pense, il suffit de voir ce qui vient d'arriver au peuple haïtien, Magueswary n'a pas supporté les images horribles de centaines de corps balancés dans des bennes à ordure hier soir aux infos à la télé, encore le visage hideux du capitalisme, la barbarie à l'oeuvre. Les banques américaines distribuent 143 milliards de dollars à leurs dirigeants et traders, et Obama à la suite de la Banque mondiale se félicite d'envoyer (chacun) 100 millions de dollars pour "venir en aide" au peuple haïtien, cela représente 0,069 % de cette somme colossale que cette vermine a extorquée aux travailleurs du monde entier, et il faut encore rajouter deux zéros après la virgule si l'on tient compte des 16.000 milliards de dollars environ que les banques centrales ont déversés dans les caisses des banquiers et des institutions financières du monde entier, un tel cynisme est à la hauteur de la pourriture du vieux monde que l'on doit balayer de la surface de la terre.

Après cela quelle légitimité ont les différents gouvernements à travers le monde, l'ensemble des institutions liées au capital, tous les partis qui les soutiennent et vivent à leurs crochets, toutes les ONG corrompus, vendus corps et âme au capitalisme et qui se frottent les mains à l'annonce de la catastrophe qui vient de frapper Haïti ? Aucune !

Je ne sais pas s'il suffit de proclamer que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction du prolétariat, constatons que nous n'avons pas été capables de la résoudre et qu'en attendant, tous les intellectuels qui sont à la tête d'ONG ou d'organisations dites humanitaires auxquels les médias donnent généreusement la parole, qui refusent de s'engager résolument au coté de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat dans la lutte à mort contre le capitalisme sous des prétextes fallacieux, n'inspirent que le dégoût pour ne pas dire davantage. Ils osent accepter des dons de la population, pire, faire appel à la générosité publique, quelle indécense, honte à eux !

**La causerie de ce matin**

Provisoirement il est conseillé de se connecter au site avec Microsoft Explorer pour conserver la mise en page correcte, quelques problèmes existent (?) avec Mozilla que je n'ai pas eu le temps de résoudre, ma copie de Mozilla est défectueuse, mais vu le volume de ce fichier, il m'est difficile de le télécharger à nouveau, je dois vérifier au préalable que le serveur Tata ne tourne pas au ralenti, etc., c'est pratique, je vous passe les détails.

Lors de l'hommage rendu à Hakim Maddi, décédé il y a une semaine, à l'âge de 18 ans, après avoir été agressé au couteau dans l'enceinte de son lycée, devant plus de 4.000 personnes (selon la police), la proviseure Ghislaine Hudson a cité Gandhi : « *Oeil pour oeil et le monde entier sera aveugle.* ». (Libération.fr 15.01)

Un oecuménisme du plus mauvais effet à l'heure où l'obscurantisme entretenu par l'impérialisme et toutes les forces à son service sert à maintenir les peuples dans la servitude. Appliqué au capitalisme et la lumière jaillira !

Madame, quand on voit comment sont traités les milliers de morts en Haïti après la nouvelle catastrophe prévisible qui s'est abattue sur la population de ce pays, les mots nous manquent, madame, on se dit parfois qu'il vaudrait mieux être aveugle que de voir le spectacle effroyable que nous inflige la survie du capitalisme, car sachant les risques majeurs qu'encourrait cette région du monde, il aurait fallu la vider tout simplement de sa population, impensable direz-vous, trop cher, pas de place pour l'accueillir ailleurs, alors que la population mondiale a doublé au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler, madame, taisez-vous, épargnez-nous votre propre aveuglement, Hakim est mort parce que cette société pourrie véhicule la violence, des valeurs qui s'apparentent à la barbarie, à travers la culture de l'excellence, c'est la culture des inégalités qui est magnifiée et qu'il nous faut balayer de la surface de la terre.

Autre sujet.

La Talonnette en convoquant les dirigeants des syndicats le 15 février pour mettre en place ensemble "*l'agenda social 2010*, entend continuer sur la lancée de 2009 pour porter un nouveau coup à notre système de retraite et de santé. C'est sans problème qu'il a déjà reçu l'accord des bureaucrates pourris des syndicats dans cette perspective, car chacun sait d'avance quel sera le contenu de leurs discussions et ce qui en sortira.

Pour que tout se déroule comme il l'a prévu conformément aux recommandations que lui ont adressé ses partenaires antisociaux, 'la réunion

du 15 février permettra d'arrêter à la fois la liste des dossiers à traiter, une méthode et un calendrier.' (Reuters 16.01)

Il a rappelé 'qu'il s'était engagé en juin, devant le Parlement réuni en congrès à Versailles, à organiser un rendez-vous sur les retraites en 2010' (id), cela signifie qu'ils s'apprêtent à frapper un grand coup, les camarades ont raison de craindre le pire, la liquidation du système par répartition au profit d'un système à points.

Tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière savent cela parfaitement depuis au moins le mois de juin 2009, tous les regroupements de militants syndicaux aussi, alors qu'attendent-ils pour mobiliser la classe sur la question de la défense des retraites, que Sarkozy et Thibault lancent le coup d'envoi ? On est bien obligé de le croire, simple constat.

Bon week-end à tous.

**Quelques infos en bref.**

**France. Déficit budgétaire : 138 milliards d'euros en 2009.**

Le déficit budgétaire de l'Etat s'élève pour l'année 2009 à 138 milliards d'euros, contre 56,3 milliards en 2008, annonce vendredi le ministère du Budget.

Selon Bercy, ce déficit, d'après les résultats de l'exécution du budget de l'Etat en 2009, est "en hausse de 81,7 milliards d'euros par rapport à 2008, mais en amélioration de 2,9 milliards par rapport à la prévision retenue dans la loi de finances rectificative votée au mois de décembre", qui était de 140,9 milliards.

Cette amélioration tient principalement à deux facteurs: "*des dépenses inférieures d'un milliard d'euros aux crédits votés*", liées en partie à un "*décalage*" de paiement de certaines dépenses du plan de relance, et "*de meilleures rentrées fiscales constatées en fin d'année*", explique le ministère.

Les dépenses de l'Etat "*s'élèvent à 363,6 milliards d'euros*", dont 15,6 pour le plan de relance, et 348 milliards (en baisse de 0,2% par rapport à 2008) pour le budget général (287,4 milliards) et les prélèvements sur recettes (76,2 milliards).

Les recettes de l'Etat s'établissent en définitive à 233,7 milliards d'euros, dont 214,3 de recettes fiscales, en hausse de 2,5 milliards par rapport aux prévisions (211,8) grâce aux progressions en fin d'année de l'impôt sur les sociétés (IS) et de la TVA. Les recettes fiscales sont cependant "*en baisse de près de 20% par rapport à 2008*", souligne Bercy.

Enfin, le solde des comptes spéciaux (-8,1 milliards d'euros) est en dégradation de 0,5 milliard par rapport aux prévisions. (AP 15.01)

**Chine.**

La population d'internautes en Chine, qui était déjà la plus importante au monde, s'est accrue de près de 30% en 2009, atteignant les 384 millions, a annoncé un groupe de recherche vendredi.

En 2008, l'augmentation de la population chinoise d'internautes était de 41% sur une population de plus d'1,3 milliards de personnes, selon le Centre d'information chinois sur le réseau Internet, organisme contrôlé par l'Etat.

Le nombre de Chinois surfant sur le Net via téléphone portable a augmenté lui de 106%, à 233 millions de personnes, grâce au lancement des services de téléphonie de troisième génération. Huit pour cent des utilisateurs du Net surfent exclusivement par leur téléphone.

Selon le CCNIC, les transactions via commerce électronique ont atteint 250 milliards de yuan (37 milliards de dollars) en 2009. (AP 15.01)

---

**Le 17 janvier**

Les commentaires qui accompagnent certaines photos en passant la souris dessus, sont désormais disponibles avec le navigateur Mozilla ; ce n'est pas facile d'assurer la compatibilité entre IE et Mozilla, pas toujours possible non plus. Quand j'aurai le temps (sic !), je vérifierai les pages d'accueil des différentes rubriques, j'ai constaté quelques petits problèmes avec Mozilla.

En me connectant sur le Web pour chercher à résoudre les problèmes de compatibilité entre les deux navigateurs, j'ai été surpris de constater que de nombreux internautes informaticiens rejettaient Explorer de Microsoft au profit de Mozilla, alors que j'utilise Explorer depuis des années sans problème, je trouve même qu'il est plus performant, plus rapide que Mozilla, je soupçonne ces internautes de partie pris

contre Explorer, parce que ce navigateur est la propriété d'une multinationale alors que Mozilla est gratuit, mais comme dans la société rien n'est vraiment gratuit, ils sont bien naïfs de croire le contraire, une forme d'ouvriérisme qui ne veut pas dire son nom à défaut de se poser des questions. Ils doivent être de furieux "anticapitalistes" ou des altermondialistes comme on les aime tant ! Bref, passons.

Quand dans ma causerie d'hier sur le drame qui frappe le peuple haïtien, j'ai indiqué que la seule solution serait de vider de ses habitants toute cette partie de l'île en proie aux ouragans, tsunamis et tremblements de terre dévastateurs, entre 3 et 9 millions d'habitants, j'ai encore dû passer pour un farfelu ou un gauchiste auprès de certains militants, une République socialiste universelle prendrait cette mesure correspondant à la situation et au bien-être de cette population, on l'appliquerait à toutes les régions à risque de la planète...

Et voilà que le président sénégalais Abdoulaye Wade a proposé samedi d'offrir une terre aux Haïtiens qui souhaiteraient migrer en Afrique, leur "*terre natale*", après le séisme qui a frappé leur pays.

Si des Haïtiens décidaient de "*revenir à leurs origines*", M. Wade est disposé à leur offrir une région du Sénégal pour qu'ils s'y installent, a fait savoir Mamadou Bamba Ndiaye, porte-parole du président sénégalais.

Selon Abdoulaye Wade, cité par son porte-parole, l'Afrique est "*la terre natale*" des habitants de Haïti, pays fondés par d'anciens esclaves noirs dont certains originaires du Sénégal.

L'éventuelle région dont hériteraient les Haïtiens serait fertile, a assuré samedi Mamadou Bamba Ndiaye, soulignant qu'il ne s'agirait pas d'une portion du désert sénégalais. (AP 16.01)

Cette annonce restera sans doute sans lendemain, Wade n'a jamais été capable de régler les problèmes qui assaillent la population sénégalaise, mais elle montre que c'est possible de trouver une solution définitive à la situation du peuple haïtien, notamment.

Plusieurs remarques encore.

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier, le journaliste expliquait que la première mission des sauveteurs français envoyés en Haïti avait été de sauver les étrangers pris au piège dans un hôtel de luxe surplombant la capitale, ils sont prioritaires par rapport à la population, normal quoi ! Quand aux gendarmes français envoyés sur place, ils avaient pour mission de faire régner l'ordre à l'instar des troupes américaines envoyées par Obama, de sécuriser les quartiers résidentiels et les entreprises, afin d'éviter qu'ils ne soient pillés par la population en colère contre les autorités du pays. Les casques bleus présents sur place depuis des années n'ont eu pour seule mission que de maintenir l'ordre de la misère instaurée par l'impérialisme et de protéger les intérêts de la bourgeoisie locale.

Les titres des articles des agences de presse donnent une idée des préoccupations des dirigeants du vieux monde, à vomir, je vous en soumets quelques-uns

- Obama mobilise George W. Bush et Bill Clinton pour la collecte de fonds pour Haïti - AP
- M. Obama fait de l'aide une 'priorité', et envoie 10 000 soldats en Haïti - LeMonde.fr
- Séisme à Haïti: les pays qui ont signalé des décès et disparus - AP
- Séisme en Haïti: 15 Américains tués, selon un nouveau bilan - AP
- L'Onu confirme la mort du chef de sa mission en Haïti - Reuters
- Incident franco-américain concernant l'aéroport à Port-au-Prince - Reuters
- Un navire américain en route pour reconstruire le port de Port-au-Prince - AP

Il faut ajouter tous les articles qui traitent généreusement de la violence qui règne en Haïti, le monde avait semble-t-il oublié que c'était l'un des pays les plus pauvres de la planète et que sur les 3 millions d'habitants que compte la capitale Port-au prince, la moitié vivent dans des bidonvilles.

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre devrait saisir l'occasion qui leur est donnée par la faillite de l'Etat qui s'étale au grand jour pour se regrouper et s'emparer du pouvoir et de toutes les entreprises et tous les biens des classes dominantes en les décrétant bien collectifs de la République socialiste haïtienne...

De leur côté, Sarkozy-Kouchner, Obama et l'ONU n'ont d'yeux que pour le président fantoche Préval, qui rappelons-le a été "élu" avec seulement 48% des voix exprimés, autrement dit, qui n'a aucune légitimité et dont l'impuissance s'étale également au grand jour. Alors que des catastrophes naturelles frappent Haïti depuis des siècles, absolument rien n'a été prévu pour en amoindrir les conséquences pour la population, rien n'a été entrepris pour les prévenir, comme si la majorité de ce peuple était voué à vivre indéfiniment dans la misère, ils voudraient l'exterminer qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

En discutant de la situation en Haïti avec Magueswary, on a fait le constat que c'était toujours les populations les plus pauvres qui étaient les plus durement frappées par la main des exploiteurs ou les aléas de la nature, de mon côté, je lui dis : imagine un tel séisme ou pire encore (de niveau 8 soit 10 fois plus puissant que celui qui vient de se produire et qui était de niveau 7) dans un pays comme le Japon ou les Etats-Unis, de son côté elle me dit qu'il faudrait faire une révolution, elle a raison, à la crise et la guerre comme facteurs objectifs pouvant conduire

à une révolution prolétarienne, on peut ajouter le chaos qui naîtrait d'un séisme ou d'un ouragan.

En passant, je n'ai pas encore terminé mon article consacré aux conditions d'une révolution, en fait je l'ai laissé en plan pour me laisser le temps de la réflexion, pour être tout à fait franc avec vous, je cale sur un passage par manque d'informations, en dehors de toute aide, je compte sur l'actualité pour m'aider à y voir plus clair sur le développement possible du capitalisme et sa crise.

Ce serait tellement facile de se contenter de généralités ou de citations, mais cela ne répond pas à l'objectif que je me suis fixé. Et puis, je me refuse également de partir d'a priori du genre : la révolution et le socialisme sont inéluctables, ils sont inscrits dans le développement du capitalisme, etc., de Marx à Trotsky ne disaient-ils pas exactement le contraire, encore faut-il avoir à l'esprit l'intégralité de leurs analyses et non seulement ce qu'on veut bien en retenir, que l'on soit réformiste ou révolutionnaire, on trouve le même travers chez l'un et l'autre en général. Surtout à l'heure où la majorité de la population doute qu'il y ait encore une alternative au capitalisme, si on ose l'affirmer, on a intérêt à ce que notre démonstration s'appuie sur des arguments solides.

J'arrête là, mes petites nièces viennent d'arriver. Elles savent ce que je fais river devant mon écran, immédiatement elles me demandent si j'ai vu à la télé cette petite haïtienne de 18 mois qui a été sauvée des décombres par une équipe de journaliste australien : *it's very very sad what happened to this people...* Avec leurs parents elles sont pratiquement aussi pauvres, elles sont adorables les pauvres gosses, leur remarque me fait monter le sang à la tête, c'est dur de se contenir (en vivant ici) quand on partage leur malheur quotidiennement, comme je comprends le désespoir et la violence qui s'empare des millions d'Haïtiens pauvres, miséreux...

Bon dimanche à tous les camarades.

**Quelques infos en bref.**

**Il n'y a rien à négocier : à bas le capitalisme et la Ve République, Sarkozy dehors !**

Lors de la garden-partie organisée par Sarkozy vendredi en hommage à ses alliés syndicaux, Jean-Claude Mailly a souhaité que l'agenda social ne soit pas "*impossible*", laissant la liberté de négocier aux syndicats et au patronat, rapporte *Le Monde* du 16.

Monsieur Mailly, il n'y a rien à négocier que la remise en cause de nos droits et acquis, vous prenez vraiment les militants et les travailleurs pour des abrutis, assez ! Des camarades estiment qu'il ne faut pas affronter de face les bureaucrates des syndicats, qu'il ne faut pas se couper de cette racaille, qu'il faut faire un front unique avec eux, mais ils le font déjà avec Sarkozy, ce sont eux qui manquent de respect envers les travailleurs et les militants, attention, n'inversez pas les rôles sinon cela signifie que vous êtes leurs complices, ce sont eux qui ne respectent pas leur mandat, quel est le contenu du mandat d'un dirigeant syndical sinon de défendre en toutes circonstances les intérêts, les droits et les acquis socaix des travailleurs et non de les brader comme ils le font.

Dès le départ le ver est dans le fruit. Ils n'ont a pas à négocier avec le gouvernement et le patronat, leur devoir est de mobiliser la classe ouvrière contre l'Etat pour ce qui est des fonctionnaires, l'Etat capitaliste, l'Etat exploiteur qui fonctionne exactement comme une entreprise, ce qu'ignorent totalement 9,9 fonctionnaires sur 10, et contre le patronat pour ce qui est des travailleurs du secteur privé, mais aussi contre l'Etat, par exemple sur la question des retraites.

On négocie la retraite ou l'issue d'une bataille, quand on sent qu'il n'est plus possible d'avancer, ce n'est pas une capitulation, mais un répit qu'on s'octroie pour se donner les moyens de regrouper nos forces dans la perspective de la prochaine bataille, cela ne signifie pas la fin de la guerre de classe qui ne s'achèvera que par la mise à mort de l'un ou l'autre des belligérants en présence.

Négocier sans combattre, de plus quand cette initiative vient de votre ennemi, quand rien ne vous y oblige il faut préciser, revient à reconnaître qu'on se trouve en position de faiblesse, qu'on accepte d'emblée les conditions de notre ennemi, ce qui implique qu'on aborde la discussion avec lui en position d'infériorité, on se place directement sous sa tutelle, c'est lui qui impose son ordre du jour, son contenu, le calendrier des rencontres jusqu'à leur issue, bref, on fait figure de pantins entre ses mains, on apparaît pour ce qu'on est, une loque humaine, son complice ou son valet, un traitre.

Négocier avec Sarkozy et le Medef, c'est collaborer à la gestion de la société capitaliste dans l'intérêt des classes dominantes, point barre, c'est totalement inacceptable, pas un militant ne doit l'accepter !

**Renault. Demi-mensonge, demi-vérité, pour masquer la capitulation, non, la complicité du gouvernement.**

Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, que Nicolas Sarkozy a reçu samedi à l'Elysée pour lui exprimer l'opposition du gouvernement à une délocalisation en Turquie de toute la production de la Clio 4, a assuré au chef de l'Etat que la firme au losange "*maintiendra l'emploi et l'activité du site*" de Flins (Yvelines).

Carlos Ghosn a indiqué que "*Renault maintiendra l'emploi et l'activité du site et y continuera la production de véhicules à combustion tout en développant la production de véhicules électriques*", tels que la berline Zoe, précise l'Elysée dans un communiqué. Le constructeur "*poursuivra donc sur le site de Flins la production des modèles actuels de Renault Clio et y implantera une partie de la production de la Clio*

*4*".

Invité par l'exécutif à revoir ses plans, Renault coupe la poire en deux, sans renoncer à fabriquer en Turquie une voiture qui, selon ses chiffrages, coûte 10% moins cher à assembler dans ce pays qu'en France.

"*J'ai confirmé au président de la République que nous produirons la Clio 4 à Flins, dans un cadre général de double sourcing avec Bursa en Turquie*", a indiqué dans la soirée Carlos Ghosn dans un communiqué. "*Le site de Flins est pérenne et l'emploi y sera maintenu à terme*".

En tant que premier actionnaire du groupe automobile à hauteur de 15,01% du capital, l'Etat estimait avoir son mot à dire sur ce dossier. Or la Commission européenne ne l'entend pas de cette oreille: en bon garant des règles de concurrence, Bruxelles estime que Paris revient sur les engagements qu'il avait pris en 2009 en octroyant des prêts aux constructeurs automobiles frappés par la crise économique.

Ces engagements prévoyait notamment que le gouvernement français renonçait à exiger de ces constructeurs qu'ils ne ferment aucun site en France pendant la durée de ces prêts.

Soucieux de rassurer l'exécutif européen sur les intentions du gouvernement vis-à-vis de Renault, M. Estrosi a adressé vendredi un courrier à la commissaire à la Concurrence, Neelie Kroes. (AP 16.01

Le gouvernement aux ordres des capitalistes et de Bruxelles qui défend exclusivement leurs intérêts...

**Une indépendance davantage subie que choisie.**

Les Anglo-Saxons l'ont baptisé «LAT», pour living apart together. Vivre ensemble séparément ? Le phénomène évolue en France où, en plus des jeunes, un nombre croissant de divorcés maintient une résidence séparée lorsqu'ils retrouvent l'amour. Dans son recueil *Portraits de familles*, qui paraît ce vendredi, l'Institut national d'études démographiques (Ined) précise ces nouvelles conjugalités.

Près de 8% des 18 à 79 ans, soit 3,8 millions d'individus, vivent «en couple, mais séparément». Une catégorie évolue sensiblement : les échaudés de la famille traditionnelle. Quelque 13% des hommes et 12% des femmes qui ont déjà vécu une rupture conservent ensuite des domiciles séparés. «*Les divorcés adoptent encore plus souvent ce mode de relation (17%) que les personnes qui n'étaient pas mariées avec le conjoint dont elles se sont séparées*», explique Arnaud Régnier, qui a dirigé l'ouvrage pour l'Ined et l'enquête avec les chercheurs Éva Beaujouan et Catherine Villeneuve-Gokalp. Lorsqu'ils n'ont pas eu d'enfants d'un précédent lit, un tiers des séparés vivent seuls, la moitié embrasse à nouveau la vie de couple traditionnelle et un peu plus d'un sur dix forment un «*couple avec deux résidences*».

Parmi ces couples «LAT», «*on trouve beaucoup de femmes qui ont la garde de leurs enfants. Elles se montrent souvent réticentes à une nouvelle cohabitation*», analyse Arnaud Régnier. «*Mais nous ne savons pas toujours si cette indépendance est désirée ou subie*», reconnaît le démographe.

Globalement, la plupart des adeptes du «*vivre ensemble, séparément*» se disent contraints. Ils sont souvent éloignés pour des motifs professionnels. Mais 20% disent rechercher l'indépendance. Les jeunes sont les plus enthousiastes. Ils profitent souvent de leur période «*hors famille*», ni chez les parents ni en couple cohabitant, pour vivre cet amour sans lit conjugal. Environ 28% de l'ensemble des 18-25 ans ont un partenaire avec lequel ils ne résident pas. Un tiers de ces amoureux non-cohabitants ont 40 ans ou plus. Enfin quelque 4% des 55-79 ans ont choisi une relation avec un compagnon ou une compagne stable «à distance». (Lefigaro.fr 15.01)

**Afghanistan.**

Nouveau revers pour Hamid Karzaï: le Parlement a partiellement rejeté samedi la liste des ministres retenus par le président afghan pour composer son gouvernement durant son second mandat.

Sur les 17 noms qui étaient soumis samedi à l'approbation des députés, dix ont été rejetés et sept seulement confirmés.

Lors d'un premier vote qui s'était tenu le 2 janvier dernier, 17 candidats à des postes ministériels avaient déjà été écartés.

Au total, sur les 25 membres du gouvernement, seuls 14 ministres -dont une femme- ont pour l'instant été confirmés.

Parmi les 10 candidats rejetés samedi figurent deux autres femmes qui avaient été retenues pour occuper l'une le poste de la Santé publique, l'autre celui des Affaires féminines, mais aussi les candidats du président Karzaï pour les postes des Affaires frontalières et tribales, de l'Enseignement supérieur, du Commerce, des Transports, des Réfugiés, des Télécommunications, du Développement urbain et de la Protection sociale.

Parmi les motifs invoqués pour rejeter les candidats, les députés ont mis en avant pour certains la faiblesse de leurs qualifications, pour d'autres leur affiliation à des chefs de guerre ou encore le fait que certains candidats auraient été choisis par le président Karzaï pour les

récompenser de l'avoir soutenu lors de sa réélection. (AP 16.01)

---

**Le 18 janvier**

Trois sujets de réflexion.

**1- De l'indépendance de certains sites d'information sur Internet.**

- Saviez-vous qu'une manne publique de 20 millions d'euros avaient été distribuées aux entreprises de presse publique pour l'année 2009 ? Rue89, Backchich, Médiapart, Slate.fr, etc, ces sites qui n'ont d'indépendant que le nom...

Avec quel genre d'arguments prétendent-ils demeurer indépendants ? Un exemple.

Edwy Pleynel, fondateur de Mediapart : « *l'Etat, ce n'est pas Sarkozy, c'est la présence publique garante du pluralisme au moment d'une nouvelle révolution industrielle. Il accompagne la mutation dans le secteur et faire que ce ne soit pas que les puissants qui en profitent.* » (Libération 05.01)

Et l'Etat, qu'est-ce que c'est monsieur Pleynel ? Quelle est sa nature sociale de classe ? Ne serait-il pas par hasard au service de la classe dominante, et les intérêts de cette classe dominante ne seraient-ils pas justement incarnés par son représentant à la tête de l'Etat ? Sarkozy n'est pas l'Etat à lui tout seul, bien que sous la constitution bonapartiste de la Ve République, les deux ont tendance à se confondre, Pleynel l'ignorerait-il ? L'Etat assurerait le même traitement à l'ensemble de la presse ? Foutaise, la presse dont parle Pleynel est contrôlée par les banquiers, exemple, Libération et les Rothschild ! La seule presse qu'on pourrait estimer indépendante est celle des partis politiques qui ne perçoivent pas de subventions de l'Etat ou qui refusent l'argent des capitalistes via la publicité. Pour aller plus loin dans cette analyse, lire ce que disait Lénine de la liberté de la presse.

**2- Quelle légitimité ont-ils ?**

- Ukraine, le président actuel et candidat est crédité de... 4% des voix !

- Le Premier ministre japonais dont le parti a perdu les dernières élections législatives recueillait 10% d'avis favorables de la population pour son action.

- Haïti, René Préval a élu avec 48% des voix seulement, l'ONU a bourré les urnes de votes blancs pour arriver à faire une majorité, mais jamais 50 % !

- Des présidents ou dictateurs de pays africains reportent les élections dans leur pays année après années avec la bénédiction de l'ONU.

- Et que dire des députés du parlement européen après le taux d'abstention record aux dernières élections !

- Au fait, un institut de sondage plutôt optimiste prévoit 50% d'abstentions aux prochaines élections régionales...

**3- Haro sur le droit à la retraite, la surenchère, les dernières déclarations. (Reuters 17.01)**

- Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée lors du Grand Rendez-vous Europe 1-Le Parisien : la seule possibilité est d'"augmenter la durée de cotisation comme d'autres pays l'ont fait".

Claude Guéant a souligné qu'"*aucun choix n'est fait a priori*" et que "*le choix sera fait en concertation avec les partenaires sociaux*".

- Le premier secrétaire du PS, Martine Aubry, a souhaité dimanche être associée au débat de la réforme des retraites et être entendue par Nicolas Sarkozy.

Lors du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, elle a dit qu'elle pouvait accepter que l'âge de départ à la retraite soit porté à 61 ou 62 ans.

- La CFTC propose une hausse de la Contribution sociale généralisée (CSG).

**4- L'influence de l'homme sur la tectonique des plaques ? Info ou intox ?**

- Le plus fort séisme dont l'origine humaine est établie a eu lieu il y a près de cinquante ans dans le Colorado. En 1962, l'armée américaine a creusé un puits profond d'environ 4.000 mètres pour y jeter les déchets d'une usine d'armes chimiques et conventionnelles située à Commerce City. En quatre ans, on y a déversé plus de 620 millions de litres de liquides toxiques. Jusqu'au jour où on s'est rendu compte que cela avait provoqué une série de secousses sismiques peu importantes. Un an plus tard, un tremblement de terre d'une magnitude de 5,3 a fait près d'un million de dollars de dégâts dans la zone urbanisée de Denver.

Au fur et à mesure que l'eau s'est accumulée derrière le barrage Hoover, à la fin des années 30, des centaines de petites secousses ont été ressenties dans la région. Certains soupçonnent que le tremblement de terre de Koyna, en Inde, dont la magnitude a atteint 7,5 et qui date de 1967, a pour origine un réservoir voisin. Mais la plupart des sismologues rejettent cette théorie. A présent, de nombreux scientifiques craignent que le barrage des Trois gorges, en Chine, ne constitue un risque sismique sérieux. S'il provoque un tremblement de terre qui endommage le mur de soutènement, l'eau qui s'en échapperait pourrait inonder une vallée où vivent des millions de gens.

Il est extrêmement peu probable qu'une explosion nucléaire entraîne un tremblement de terre majeur, contrairement à ce que pourraient faire croire les productions hollywoodiennes. Mais lors d'essais souterrains, on enregistre parfois une faible activité sismique. En 1968, une nouvelle faille s'est ouverte dans le désert du Nevada à cause d'un essai nucléaire dont le nom de code était «sans faille». Le phénomène, détecté par les sismographes, s'expliquait plutôt par l'explosion elle-même que par un mouvement tectonique qui en aurait résulté. (Slate.fr 17.01)

A force de jouer aux apprentis sorciers, à faire n'importe quoi (pour le profit) sans se soucier des conséquences que cela pourraient entraîner dans le futur pour la survie de toutes les espèces, un jour on apprendra que les milliers de bombes atomiques qu'ils ont fait exploser dans les entrailles de la terre, le pétrole qu'ils ont été puiser à de grandes profondeur, les milliards de tonnes de minerai et autres matériaux qu'ils ont extraits des mines, etc., les conséquences de toutes ces activités en se conjugant ont réussi à agir localement ou sur des régions plus vastes sur l'équilibre des forces en présence jusqu'à remettre en cause les conditions qui permettaient à la vie de se développer et de prospérer à la surface de la terre.

C'est vrai qu'on a toujours les yeux rivés en l'air ou à la surface de la terre, mais on ne se pose pas vraiment de questions sur ce qui se passe sous nos pieds. En soi la somme des activités humaines n'a qu'un rapport infinidécimal avec le volume de la terre ou de l'espace qui l'entoure, par contre, on peut concevoir qu'elles soient le déclencheur de réactions en chaîne d'événements d'une ampleur exceptionnelle. Les besoins de l'humanité en matériaux de toutes sortes ne cessant d'augmenter, la démographie mondiale continuant à croître, on est en droit de se poser des questions sur les conséquences de la survie du capitalisme dans absolument tous les domaines.

Qu'est-ce que le capitalisme a à voir dans cette affaire ? Ici en Inde, ils font des gosses pour assurer leurs vieux jours puisqu'ils n'auront pas de retraites, si on liquidait le capitalisme plus personne n'aurait à se soucier de ses vieux jours. Ensuite, on engagerait une politique de réduction de la population mondiale pour la ramener à un niveau soutenable et cohérent avec le bien-être de l'ensemble de la population. Qui a dit que la population devrait croître indéfiniment ? C'est complètement dingue comme perspective, on va tout droit à la catastrophe. Réduire ou maintenir le nombre des naissances à deux enfants maximum par couple pendant que le nombre de décès par an augmente, permettrait mécaniquement de réduire la population mondiale sans recourir à une politique répressive, il en va de la survie de la civilisation humaine à terme, pas seulement d'ailleurs, de toutes les espèces.

Et le capitalisme, c'est le règne de l'anarchie et de l'irresponsabilité, du chaos, c'est la culture du superflu, du paraître, du jetable, de nouveaux besoins en chassent d'autres et ainsi de suite. On doit consommer à tout prix, toujours plus dans l'absolu à l'échelle mondiale (pendant qu'une partie de la population manque de tout !), on est pris dans une spirale infernale qui conduit à l'épuisement ou la raréfaction de certaines ressources naturelles, s'agissant de la population, l'eau est celle qui va rapidement poser un problème majeure...

Le socialisme, c'est exactement l'inverse, c'est la gestion planifiée et collective à la fois du développement de la population et des ressources disponibles, afin que la civilisation humaine puisse se développer harmonieusement et vivre en paix, ce qui inclut le respect de notre environnement. (A suivre)

**Chili.**

Le candidat conservateur Sebastian Piñera a remporté dimanche la présidentielle chilienne, signant le retour au pouvoir de la droite depuis la fin de la dictature militaire en 1990.

Après comptage de 99% des suffrages exprimés, Sebastian Piñera, candidat de l'Alliance pour le changement, obtenait 52% des suffrages, contre 48% à son adversaire démocrate-chrétien Eduardo Frei.

Il portait les couleurs de l'Alliance pour le changement, dont sont notamment membres la Rénovation nationale de droite et l'Union démocratique indépendante d'extrême droite, qui soutinrent la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

Homme d'affaires milliardaire, Piñera détient 26% de la compagnie aérienne Lan, possède une chaîne de télévision et l'équipe de football la plus populaire du pays. Il a fait campagne en promettant de créer un million d'emplois, de doubler le revenu par habitant, actuellement de 12.000 dollars par an, et d'obtenir 6% de croissance par an. Son élection fait exception dans une Amérique latine aujourd'hui majoritairement gouvernée à gauche.

Dans l'impossibilité de se représenter, la présidente sortante jouissait pourtant d'une popularité exceptionnelle de près de 80% dans l'opinion, grâce à un bilan économique, social et politique jugé positif par une grande majorité des Chiliens. (AP 18.01)

**Venezuela.**

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé dimanche son intention d'exproprier la chaîne d'hypermarchés Exito, dont l'actionnaire majoritaire est le groupe français Casino.

Hugo Chavez a accusé la chaîne d'hypermarchés d'avoir augmenté ses prix pour préserver ses marges à la suite de la récente dévaluation du bolivar, la monnaie vénézuélienne, une pratique que le président assimile à de la spéculation.

Le Parlement doit prochainement approuver une loi permettant l'expropriation des entreprises ayant augmenté leurs prix d'une manière jugée excessive. (AP 18.01)

---

**Le 19 janvier**

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui car j'ai dû consacrer tout mon temps (plus de 10 heures !) à vérifier et corriger les pages d'accueil des différentes rubriques. Puisque personne ne me l'avait dit, j'ignorais que selon la résolution d'écan ou le navigateur choisie, il y avait de gros problèmes d'affichage. J'ai remédié à la plupart, par contre je ne sais pas comment faire pour que le site s'affiche en pleine page avec toutes les résolutions, il faut passer en XML ou PHP et je ne connais pas. Le site sera donc comme il sera, je n'ai pas le temps de tout repenser à partir d'un nouveau logiciel ou programme.

Le site fonctionne très bien en pleine page à la résolution 800 x 600, au-delà il y a une large bande blanche sur le côté droit, ce que j'ai découvert hier seulement. Vous pouvez m'envoyer vos remarques.

---

**Le 20 janvier**

Pas le temps de causer. Je dois retourner pour la troisième fois au bureau d'électicité pour qu'ils viennent changer le compteur qui a été endommagé lors du dernier orage, je dois retourner pour la troisième fois chez le distributeur de gaz pour qu'il daigne me livrer une nouvelle bouteille, je dois aller passer une radio de la machoire avant de repasser chez le dentiste, j'ai une une rage de dent avant-hier, je me décide donc à faire dévitaliser une dent (tarif : un mois de salaire au Smic indien !) , cela fait plus d'un an qu'elle patientait, elle n'en peut plus et moi non plus.

**Quelques infos en bref.**

**Le consensus UMP-PS sur les retraites : "*pourvu que ça dure*, dixit Chérèque.**

François Chérèque mardi, lors de sa conférence de presse de rentrée, à propos des retraites, est au moins d'accord sur un point avec Nicolas Sarkozy : le débat qui va avoir lieu cette année devra être « *sans tabou* ».

Le patron de la CFDT juge toutefois qu'il serait « *intelligent* » de parvenir à un «consensus national» sur cette réforme, comme le réclament depuis une semaine certains socialistes tels les députés Jean-Marie Le Guen ou Manuel Valls. « *La France n'a pas besoin d'un conflit sur ce sujet-là* », considère-t-il, trouvant ainsi « *intéressante*» l'évolution du discours du PS dont la première secrétaire, Martine Aubry, ne s'est pas déclaré hostile dimanche à un passage à 61 ou 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite. « *Pourvu que ca dure* », a-t-il espéré. (Lefigaro.fr 19.01)

**Quand Mailly dit n'importe quoi.**

Le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a estimé lundi lors d'une conférence de presse que "*2010 sera une année rock'n'roll*", au regard des dossiers sociaux à l'ordre du jour. (AP 18.01)

**Olivier Besancenot tête de liste en Ile-de-France aux régionales.**

"*Il a été désigné ce soir lors d'une réunion*", a déclaré à Reuters un représentant du NPA.

Dans quatre ou cinq régions sur 22, la formation devrait faire alliance avec le Parti de gauche au scrutin du 14 mars. Il s'agit des régions où le Parti communiste a choisi de faire liste commune avec le Parti socialiste plutôt que le PG de Jean-Luc Mélenchon. (Reuters 19.01)

**Nouveau revers pour La Talonnette.**

L'ex-premier ministre Alain Juppé décline l'offre de Nicolas Sarkozy de succéder à Philippe Séguin, récemment décédé, à la tête de la Cour des comptes. (Reuters 19.01)

**Démographie.**

La population de la France (métropolitaine et départements d'outre-mer) était estimée au 1er janvier 2010 à 64,7 millions d'habitants, comptant 346.000 personnes supplémentaires depuis un an, soit une progression de +0,5%, a annoncé l'INSEE mardi.

Cette croissance est due en majorité à l'accroissement naturel, et non au solde migratoire (+ 71.000 personnes). En 2009, la France a vu 821.000 naissances (-0,9% par rapport à 2008, soit 7.500 naissances en moins) contre 546.000 décès. (AP 19.01)

**Haïti. Un pays ravagé. Ban et l'ONU pas très "*clairs*" !**

**1-** Le président de la République dominicaine a estimé lundi à l'occasion d'une réunion internationale sur la stratégie à mettre en oeuvre pour Haïti, que le coût de reconstruction s'élèverait à dix milliards de dollars après le séisme dévastateur de mardi dernier. (AP 19.01)

**2-** Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a souhaité lundi que 3.500 soldats et policiers onusiens supplémentaires soient envoyés en Haïti.

M. Ban a précisé qu'il avait demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de relever le plafond actuel de la Mission des Nations unies en Haïti (MINUSTAH), qui compte 7.000 soldats et 2.100 policiers. Il a estimé que ces renforts -1.500 policiers et 2.000 soldats- seraient nécessaires pendant six mois.

Il a également expliqué que le partage des reponsabilités entre casques bleus et militaires américains était "*clairement*" établi. Les troupes de l'ONU se chargent "*de la sécurité générale dans le pays*", alors que le rôle des militaires américains se borne à escorter les convois humanitaires. (AP 19.01)

Commentaire : Faux, mensonge, depuis hier les troupes américaines sont postées autour du palais présidentiel qui s'est effondré lors du séisme !

**Etats-Unis. Un Etat d'exception.**

La FBI a collecté plus de deux mille enregistrements téléphoniques en invoquant de manière abusive des cas urgents de lutte contre le terrorisme pour persuader les opérateurs télécoms de les lui fournir, rapporte mardi le Washington Post.

Le journal dit être en possession de courriers électroniques prouvant que des agents n'ont pas respecté les procédures destinées à protéger les libertés civiles entre 2002 et 2006.

Des autorisations étaient délivrées a posteriori aux agents pour justifier les écoutes et enregistrements, précise le Washington Post. Ces pratiques ont été mises au jour par une enquête de l'inspecteur général du département de la justice.

La conseillère juridique du FBI, Valerie Caproni, a reconnu dans un entretien accordé au Post que l'agence avait techniquement violé l'acte de confidentialité sur les communications électroniques. (LeMonde.fr 19.01)

---

**Le 21 janvier**

Pas le temps de causer, l'essentiel est dans les articles de presse mis en ligne.

On nous parle déjà de la prochaine crise alors que celle qui a éclaté en 2007 n'est pas encore terminée, mais apparemment personne ne veut ou ne tient à faire le bilan de ces deux ans de crise du capitalisme, étonnant, non ? Pas très sérieux, non ? Ainsi va le vieux monde à la dérive et tout le monde s'en fout ? A quoi bon se casser la tête à essayer de comprendre au-delà des apparences ou des données actuelles dans quelle direction va s'orienter le capitalisme mondial, n'est-ce pas ? On le sait pertinemment disent les gros malins qui n'avaient rien vu venir ou qui négligent les facteurs économiques dans leurs analyses.

Comme j'ai commencé à l'expliquer dans une précédente causerie, notre objectif n'est pas de déterminer avec précision le développement du capitalisme à l'échelle mondiale, puisque c'est en grande partie impossible et que les capitalistes en sont incapables eux-mêmes, l'essentiel est de parvenir à dégager de la situation des éléments concrets et fiables sur lesquels appuyer notre argumentation en faveur de la révolution et du socialisme pour convaincre les travailleurs ou militants de s'y rallier, s'ils existent il faut préciser, on ne va pas les inventer.

D'un côté, dors et déjà on dispose d'un certain nombre de données nous permettant d'affirmer que la crise se poursuit, d'un autre côté nous disposons de très peu d'éléments nous permettant d'affirmer qu'elle pourrait devenir incontrôlable, or tout l'enjeu de la situation tient à ce facteur déterminant.

Etant donné que je n'ai pas encore terminé mon article, je peux vous en copier ici un extrait, les questions que je me suis posé à la suite de cette crise, ce tableau concerne essentiellement la situation dans les pays les plus développés :

1 - La crise s'est-elle soldée par l'effondrement total de la Bourse au point de devoir fermer ses portes ? Non, à aucun moment.

2 - La crise a-t-elle ruiné du jour au lendemain des millions de petits actionnaires qui se sont retrouvés totalement ruinés ? Non, à aucun moment.

3 - La crise a-t-elle entraîné un mouvement de panique conduisant la population à se ruer aux guichets des banques pour retirer ses économies, ce qui a conduit à la fermeture des banques ? Non, à aucun moment.

4 - La crise a-t-elle entraîné la fermeture de milliers d'entreprises jetant simultanément des millions et millions de travailleurs à la rue ? Non, à aucun moment.

5 - La crise a-t-elle eu pour conséquence l'effondrement de la monnaie au point qu'il faille une brouette d'euros ou de dollars pour aller s'acheter une baguette ? Non, à aucun moment.

6 - La crise s'est-elle traduite par un effondrement des prix ou au contraire une hyperinflation incontrôlable ? Non, à aucun moment.

7 - La crise s'est-elle traduite par une grave crise politique quelque part dans le monde ? Non, à aucun moment.

8 - La crise s'est-elle traduite par une grave crise sociale débouchant sur une grève générale, un mouvement de masse, une explosion sociale quelque part dans le monde ? Non, à aucun moment.

9 - La crise a-t-elle donné naissance à une révolution quelque part dans le monde ? Non, à aucun moment.

Maintenant la question à laquelle il nous faudra répondre, est de savoir si oui ou non dans le futur (proche) une réponse positive sera apportée à ces questions dont dépend en grande partie, mais pas uniquement, la révolution et le socialisme.

Depuis que j'avais écrit ces lignes, j'ai relevé un facteur intéressant qui tendrait à prouver que la situation économique pourrait devenir incontrôlable, dans l'hypothèse où les représentants du capitalisme et les banques centrales ne pourront pas à court terme recourir aux mêmes remèdes pour sauver leur système économique.

Il s'agit du nombre de maisons saisies aux Etats-Unis qui n'a pas cessé au cours des derniers mois et qui s'est montée à plus de 3,9 millions en 2009. Si nous partons d'un prix moyens de 350.000 dollars par maison et que nous le multiplions par 4 millions, on arrive à la somme colossale de mille quatre cent milliards de dollars. Cette somme, les banques et les institutions financières n'en disposent pas, c'est l'équivalent d'actifs pourris qui viennent s'ajouter aux autres. Certes parmi ces 4 millions de maisons saisies une partie a trouvé acquéreurs, mais dans le même temps les saisies ont continué à un rythme de 18% par an par rapport à 2008 (Reuters 14.01).

Ce facteur fragilise l'ensemble de l'économie américaine et rend vulnérable les banques qui continuent de spéculer et de se verser des rémunérations mirobolantes comme si de rien n'était, de la même manière qu'à la veille de la crise de 2007. La titrisation qui a repris de plus belle, camoufle et atténue en partie cette situation, pour combien de temps encore le pourra-t-elle ?

On vient de voir qu'il existait bien un facteur déterminant capable de mettre à bas une nouvelle fois le capitalisme, cependant on ne peut s'en tenir à ce seul élément. Il en existe d'autres qui ne sont pas forcément de nature économique mais plutôt sociale ou politique, par exemple le chômage, les travailleurs qui arriveront en fin de droit au cours de l'année 2010, la hausse des prix probables, le prix du baril de pétrole a dépassé les 75 dollars, cela fera peut-être les affaires de Chavez, mais pas des nombreux gouvernements qui doivent affronter le mécontentement grandissant de la population.

Un autre élément nécessite qu'on l'étudie, la possibilité des Etats endettées de faire faillite, ce qui n'était pas le cas autrefois. Les gouvernements ne disposent plus d'aucune marge de manoeuvre, ils doivent tailler à la hache dans tous les secteurs à caractère social au

risque de mobiliser le prolétariat contre leur régime et ainsi de se retrouver avec une crise politique en plus sur les bras.

Il faut ajouter que les peuples sont de plus en plus attentifs à ce qui se passent dans les pays voisins et dans le monde, la moindre explosion sociale peut se transformer rapidement en un gigantesque brasier à l'échelle internationale, les institutions internationales du capital étant de leur côté totalement discréditées ou haïes par la population, elles n'auraient pratiquement aucun soutien parmi les peuples et disposeraient d'aucun pouvoir pour éteindre cet incendie... La propagande mondiale de la réaction est plus efficace en temps de paix sociale qu'en période d'affrontement direct entre les classes.

Oui, la révolution socialiste internationale à l'avenir devant elle, elle est en marche même si cela ne se voit pas forcément au premier coup d'oeil. A force de dénoncer à travers le monde les méfaits quotidiens et l'agonie du capitalisme en décomposition, l'idée qu'il faudra bien en passer par sa liquidation fait son chemin, lentement mais sûrement, il faut simplement être patient camarades. Reste à convaincre travailleurs et militants qu'il n'existera pas de demi-mesures entre capitalisme et socialisme, qu'il faut rassembler nos forces, qu'il n'existe aucune troisième voie, que seule la voie révolutionnaire, la constitution d'un Etat ouvrier et la dictature du prolétariat permettront d'entrevoir un monde meilleur...

La transformation de la quantité en qualité ne se fait pas du jour au lendemain quand il s'agit d'un processus aussi vaste et complexe que celui qui est en cours à l'échelle mondiale. De plus elle n'apparaît pas forcément au grand jour, le capitalisme est miné, chaque coup qu'on lui porte agit aussi souterrainement sur les consciences, le plus souvent silencieusement sans que personne ne puisse le mesurer, chacun sera surpris de constater avec quelle rapidité cette transformation s'opèrera le jour où sonnera l'heure de l'assaut final contre le capitalisme. Saper, attaquer le capitalisme sur tous les fronts, dénoncer et combattre inlassablement ceux qui le soutiennent ne fera que hâter sa chute.

Certes, le prolétariat est subordonné au capitalisme, mais en même temps il ne peut pas ne pas douter, il ne le peut plus, c'est devenu impossible, il apparaît sous un visage plus cynique et plus hideux chaque jour, le procès du capitalisme est pratiquement quotidien dans les médias qui pourtant sont aux ordres, de la rémunération exhorbitantes des PDG des grandes entreprises à l'engagement militaire en Afghanistan, il est remis en cause à chaque instant, son existence devient un problème majeur pour la majorité de la population, demain elle deviendra insupportable pour la majorité des travailleurs et des jeunes, voilà le mouvement de fond qui est en cours et que personne ni aucune force ne pourra arrêter, en attendant la lame de fond révolutionnaire qui balayera le vieux monde pourri.

J'ai été plus long que prévu, c'est parce qu'on vient de décider avec Manju que son frère Kandavel et un de ses potes viendront m'aider samedi à faire les travaux à la maison, ils seront payés évidemment, du coup cela me libère un peu de temps.

Un dernier mot, j'attends une réponse au courriel que j'ai adressé à quelques militants. Merci.

**Quelques infos en bref.**

**Retraite.**

**1- Consensus UMP-PS un vrai bonheur pour le gouvernement.**

- François Fillon s'est "*réjoui*", mercredi, de la position du Parti socialiste sur le dossier des retraites, après que Martine Aubry s'est déclaré prête à chercher un compromis avec le gouvernement.

"*J'entends dire que le PS pourrait participer à la recherche d'une solution consensuelle : franchement je m'en réjouis*", a déclaré le premier ministre dans un discours prononcé à l'occasion des vœux aux parlementaires. "*En Allemagne, en Suède, en Finlande, au Danemark, mais aussi en Espagne, les forces politiques, les partenaires sociaux ont trouvé les moyens d'un consensus sur la question des retraites*", a-t-il insisté. (Le Monde et AFP 20.01)

**2- Augmenter toujours en encore la population... et les cotisations sociales, de préférence tous les ans.**

- Interview de Liem Hoang Ngoc, député européen (PS) et secrétaire national adjoint à l'économie, proche de Benoît Hamon.

Si l'on s'appuie sur les projections du Conseil d'orientation des retraites pour 2040, avec l'hypothèse d'un taux de fécondité de deux enfants par femme, d'un taux de croissance modéré (légèrement inférieur à 2%), il faudrait, pour équilibrer le système de retraites, augmenter tous les ans de 0,3% le taux des cotisations sociales: à répartir entre cotisations salariales et patronales.

Cela n'est absolument pas insupportable, surtout si l'on élargit, parallèlement, l'assiette des cotisations aux revenus financiers. En répartissant l'effort, on allègerait considérablement le fardeau qui pèse sur les cotisations salariales et patronales.

...il n'est pas dit, notamment, qu'une hausse du taux de fécondité et l'apport de l'immigration ne puissent pas enrayer une évolution trop molle de la population active.

C'est, en fait, un problème classique de parts du gâteau. Celui-ci n'est pas condamné à une croissance aussi faible que celle des 20 dernières années. Et la part «salaires», sur laquelle sont prélevées les cotisations, n'est pas condamnée à demeurer trois points en dessous de celle des années 1960. (Libération.20.01) Ben voyons !

**Économie mondiale. Quand ils ne savent plus très bien où ils en sont.**

**1-** Les Nations unies tablent sur un redressement fragile et irrégulier de l'économie mondiale en 2010, avec une croissance moyenne de 2,4. (AP 20.01)

**2-** L'économie mondiale se redresse plus rapidement que prévu et son taux de croissance en 2010 devrait dépasser la prévision actuelle de 3%, estime Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI). (Reuters 20.01)

**Climat. Après l'intox, l'info... ou nouvelle intox ?**

Le GIEC est allé un peu vite en annonçant que les glaciers de l'Himalaya fondaient plus rapidement qu'ailleurs et risquaient d'avoir disparu en 2035: le groupe d'experts climatiques internationaux a reconnu mercredi que cette affirmation n'était pas établie scientifiquement. Un aveu qui pourrait donner du grain à moudre aux "*climatosceptiques*".

Le rapport de 2007 se fonde sur "*des estimations peu corroborées de taux de recul et de date de disparition des glaciers himalayens*", précise le GIEC dans un communiqué. "*Les normes claires et bien établies de preuves exigées par les procédures du GIEC n'ont pas été appliquées correctement*" dans ce paragraphe.

Ce passage, qui figure dans la contribution du Groupe de travail II au rapport de 2007, avait suscité peu de commentaires avant que le "Sunday Times" n'évoque dimanche une projection apparemment basée sur un article de presse.

Mardi, le ministre indien de l'Environnement, Jairam Ramesh, avait réitéré ses critiques sur l'évaluation initiale du GIEC. "*La santé des glaciers (himalayens) est une source de grande préoccupation, mais la position alarmiste du GIEC selon laquelle ils fondraient d'ici 2035 n'était pas fondée sur une once de preuve scientifique*", a-t-il déclaré au "Times of India". (AP 20.01)

**Tunisie. Ben Ali *l'ami* du gouvernement français n'aime pas les journalistes.**

Le journaliste et opposant tunisien Zouhair Makhlouf a été maintenu mercredi en détention, bien qu'il ait purgé sa peine de trois mois ferme, par la cour d'appel de Nabeul, à 80km de Tunis, a-t-on appris de sources concordantes.

Le prévenu est correspondant de l'hebdomadaire "Al-Mawkif", organe du Parti démocratique progressiste (PDP), une formation de l'opposition légale dont il est membre, et du journal en ligne "Assabilonline" diffusant à partir de l'Allemagne. (AP 20.01)

**Russie. La liberté à l'époque des nouveaux tsars.**

Un journaliste russe est mort mercredi avoir été battu en détention, rapportent les autorités et les médias, dans un nouveau cas de violences policières.

Le gardien de sa cellule, Alexeï Mitaïev, 26 ans, a été inculpé d'agression et d'abus d'autorité. Selon l'agence officielle RIA, il a reconnu avoir porté les coups et invoqué un état de stress. Il a été licencié.

RIA et d'autres agences de presse russes ont rapporté que la victime était un journaliste. Selon la radio Echo de Moscou, il se nommait Constantin Popov.

D'autre part, des journalistes russes et leurs syndicats ont reproché mercredi à la police et à la justice moscovites d'avoir infligé une amende à un photographe en raison de sa présence à une manifestation non autorisée, alors que son employeur expliquait qu'il était là dans le cadre de son métier.

Ce tollé inhabituel dans le monde des médias russes, que l'opposition juge inféodés au Kremlin, porte sur une amende de 500 roubles (près de 17 dollars) infligé lundi à Andreï Stenine, pour participation à cette manifestation le 12 décembre, précise l'agence de presse Ria Novosti - agence d'Etat - pour laquelle il travaille.

Selon RIA, la police l'a interpellé et la justice l'a inculpé par la suite pour avoir brandi des pancartes clamant "Respectez la Constitution!" lors d'un rassemblement organisé par le parti d'opposition Solidarité (pro-occidental). (Reuters 20.01)

**Afghanistan. Un fil à la patte, non un boulet qui se nomme corruption.**

Les pots-de-vin coûtent aux Afghans 2,5 milliards de dollars par an, somme qui représente 23% du produit intérieur brut du pays et équivaut presque aux revenus du trafic de l'opium (2,8 milliards), estime l'Office des Nations unies de lutte contre la drogue et le crime (ONUDC).

Le rapport de l'ONUDC est fondé sur des entretiens avec 7.600 Afghans réalisés entre août et octobre 2009 dans 12 capitales provinciales et plus de 1.600 villages.

Il révèle qu'un Afghan sur deux a dû "*graisser la patte*" au moins une fois durant l'année écoulée à un policier, un juge, un procureur ou à un ministre. La moyenne des pots-de-vin s'élève à 160 dollars. Le revenu par tête d'habitant est de 425 dollars. (Reuters 19.01)

La situation est identique dans de très nombreux pays, dont l'Inde, ils ont oublié les fonctionnaires. Muttu est venu raccorder un fil au poteau situé devant chez nous, nous n'avions plus de courant. Avant de partir, je lui ai tendu 100 roupies, il a regardé le billet en me disant "*c'est tout, j'ai remis en ordre les quatres files*", du coup j'ai ajouté 50 roupies. Au total je lui ai versé 150 roupies, ma précédente facture en trafiquant le compteur s'était élevée à 180 roupies pour deux mois. Il est venu une heure après que je l'ai appelé, si je ne lui versais pas ces 150 roupies, la fois prochaine nous pourrions rester deux jours sans électricité... avec plus de 30°C la journée ou plus de 40 l'été difficile à supporter.

---

**Le 22 janvier**

Journée d'action du 21 janvier. Un bide annoncé.

La journée d'action d'hier appelée par trois syndicats de la fonction publique et soutenue par tous les partis à l'exception du POI a été un échec. Nous n'avions pas appelé à y participer.

Dans un article du 17 janvier intitulé *Coup d'envoi: 21 janvier !*, le NPA appelait à y participer dans ces termes :

"*Pour le NPA, cette journée de mobilisation devrait permettre la convergence des mobilisations avec toutes celles et tous ceux qui ne veulent pas abandonner les services publics à leur mort programmée.*".

Ceux qui n'ont pas soutenu cette énième journée d'action sont donc accusés par le NPA de vouloir "*abandonner les services publics à leur mort programmée*" et non de refuser les journées d'action qui ne servent à rien sinon à diviser et démoraliser les travailleurs pour permettre au gouvernement d'appliquer sa politique réactionnaire.

On savait depuis longtemps que si la situation sociale était insupportable, c'était la faute des travailleurs qui refusaient de se mobiliser, en fait, de perdre une journée de salaire pour rien, pour rappel, les staliniens n'ont jamais tenu un autre discours. Remettons les choses à leur place, finalement, ce sont ceux qui organisent ces journées d'action et ceux qui les soutiennent, qui sont les véritables fossoyeurs du syndicalisme et du mouvement ouvrier.

Du côté de LO, ils avaient envoyé Nathalie Arthaud à la manif parisienne. Ces "*trotskistes*" sont très forts en parole pour dénoncer les journées d'action et le rôle des appareils au côté du gouvernement, mais dès qu'ils doivent passer l'épreuve de l'exercice pratique, ils sombrent lamentablement dans l'opportunisme, on en a encore ici la preuve. Lutte ouvrière, un parti aussi "*révolutionnaire*" que le NPA peut être "*anticapitaliste*" !

Voici un tableau non exhaustif des actions et journées d'action déjà programmées par un ou plusieurs syndicats, du début janvier au 12 février, parfois sans appeler à la grève ou sans déposer de préavis de grève :

- Grève dans les ports français ce lundi (4 janvier) à l'appel de la CGT.
- Appel à la grève des inspecteurs du permis de conduire mardi 12.
- Vers une grève des contrôleurs aériens les 13 et 14 janvier.
- Le Syndicat de la magistrature appelle à manifester le 21 janvier.
- Quatre syndicats de cheminots appellent à manifester jeudi 21.
- L'UNSA-Education et le SGEN-CFDT appellent à la grève le 21 janvier.
- Appel intersyndicale à la grève des infirmières le 26 janvier.
- Education: la CGT appelle à la manifestation nationale prévue le 30 janvier à Paris.
- Education : la FSU appelle à une manifestation nationale le 30 janvier à Paris
- SNCF: Sud-Rail se joint à l'appel à la grève le 3 février.
- Nouveau préavis de grève dans les ports pour le 12 février

Il est clair que fort de l'expérience des journées de mobilisation des 19 janvier et 29 mars 2009 qui avaient rassemblé plus d'un million de manifestants, les dirigeants syndicaux vont tout faire pour briser la détermination des militants et des travailleurs qui veulent en découdre

avant le 15 février, afin que la situation se présente sous un jour plutôt favorable lors de l'ouverture des discussions qu'ils ont accepté d'avoir avec Sarkozy pour tailler ensemble à la hache dans nos retraites.

Ce n'est pas un hasard non plus si on voit se reformer de près ou de loin l'intersyndicale des bureaucrates syndicaux, à l'exception toutefois de FO, que ce soit pour la journée d'action du 21 janvier ou celle programmée le 30 du même mois.

En bref, suite :

- Les quatre dirigeants du groupe métallurgique suédois Akers retenus par des ouvriers ont été relachés...

- Le PDG d'EDF Henri Proglio a annoncé jeudi soir avoir renoncé à son indemnité annuelle de 450.000 euros en tant que président du conseil d'administration de Veolia. Il conservera son salaire de PDG d'EDF, entre 1,2 et 1,6 million d'euros selon les sources.

**Quelques infos en bref.**

**Quand le masque du dictateur tombe, suite.**

**1-** Deux enseignants ont été interpellés jeudi à Nice lors de la manifestation locale de la fonction publique au motif qu'ils portaient des masques de Nicolas Sarkozy, apprend-on de source syndicale.

Le conseiller régional Pierre Bernasconi (PCF) qui participait à cette manifestation et qui n'a pas été interpellé, a précisé lors d'un point de presse. "*J'ai été traité de trou du cul. J'ai même été tutoyé par un flic qui a dit qu'il allait me casser la figure quand je serai tête à tête avec lui dans son bureau*". (Reuters 21.01)

**2-** Sarkonapoléon aurait dit devant plusieurs témoins à Marc-Olivier Fogiel, il y a un mois, dans la salle des fêtes de l'Elysée lors de la réception qui a suivi la cérémonie de remise de la Légion d'honneur : "*Si je n'étais par président de la République, je t'aurais démonté la gueule!*", après avoir précisé « *Dis donc, je voulais te dire, quand tu as reçu ma femme et que tu lui as demandé si elle m'aurait épousé si je n'avais pas été président de la République, laisse moi te dire que je n'ai pas trouvé ça très élégant !* ». (LePost 21.01)

Question stupide au demeurant puisque tout le monde connaît la réponse, à l'image de ce animateur radio et télé.

Petit, apparemment bancal, bourré de tics, bref, plutôt peu avantagé par la nature, sans fortune et sans nom, plutôt rustre et inculte bien qu'avocat de formation, déjà vieux et aigri avant l'âge, sans être président de la République, le parvenu qu'il est avait franchement de quoi attirer l'attention et plaire à une ex-mannequin issue d'une riche famille !

**Banque mondiale.**

La croissance mondiale devrait atteindre 2,7% en 2010 et s'élever à 3,2% en 2011 après avoir enregistré une contraction de 2,2% en 2009, selon les prévisions de la Banque mondiale publiées mercredi.

Le rapport estime que la croissance dans les pays en développement pourrait être ralentie de 0,2 à 0,7% sur une période de cinq à sept ans en raison de l'ajustement de l'économie aux conditions financières plus difficiles.

La croissance dans les pays en développement devrait s'élever à 5,2% en 2010 avant 5,8% en 2011, avec la Chine pour moteur (+9% en 2010 et 2011).

Les pays développés devraient connaître une croissance de 1,8% en 2010 et de 2,3% en 2011 après une contraction de 3,3% en 2009. (Reuters 21.01)

Hier, l'ONU tablait sur 2,4%, le FMI sur 3%.

**General Motors-Opel : "*la dure réalité*" ou la logique du capitalisme.**

Le constructeur automobile Opel a annoncé jeudi la fermeture de son usine belge d'Anvers, confirmant des informations qui circulaient depuis plusieurs jours.

Dans un communiqué, le patron de la filiale du constructeur américain General Motors Nick Reilly observe que cette fermeture fait partie de "*la dure réalité de l'actuel environnement commercial*". Pour assurer la survie à long terme de l'entreprise, "*Opel doit réduire sa capacité de production de 20%*".

Nick Reilly, qui parle d'une décision qui n'était "*pas facile*" à prendre, a également fait savoir que 8.300 suppressions d'emplois étaient prévus en Europe, dont 4.000 en Allemagne. L'usine d'Anvers concerne quant à elle plus de 2.300 postes. (AP 21.01

**Chine.**

Le produit intérieur brut (PIB) chinois a augmenté de 10,7% sur les trois derniers mois de l'année écoulée par rapport au trimestre correspondant de 2008.

Sur l'ensemble de 2009, l'économie de la République populaire a crû de 8,7% (contre 9,6% en 2008).

A un plan de relance de 4.000 milliards de yuans (416 milliards d'euros) s'est ajoutée une hausse sans précédent des prêts accordés par les grandes banques publiques, permettant au pays d'être le premier à tirer un trait sur la menace d'assèchement du crédit.

Revers de la médaille, les banques ont tellement prêté que les autorités s'emploient aujourd'hui à freiner leur ardeur pour prévenir une résurgence de l'inflation.

Parallèlement à ceux du PIB, le Bureau national des statistiques a publié jeudi des chiffres sans ambigüité sur les prix à la consommation. En hausse de 1,9% sur un an en décembre, ils marquent une nette accélération par rapport à novembre (+0,6%).

Sur le front des changes, Pékin résiste toujours aux pressions de ses partenaires étrangers en faveur d'une reprise de l'appréciation du yuan après une pause de 18 mois, mais les marchés croient de plus en plus qu'elle finira par y céder au cours des prochains mois.

"*L'appréciation du yuan devrait reprendre en mars ou en avril, même si son rythme reste progressif, disons à environ 3% à 5% par an*", explique Xing Ziqiang.

Les partisans d'une telle appréciation espèrent qu'elle permettra de juguler l'inflation et de favoriser la demande intérieure, donc de rééquilibrer l'économie.

Alors que la progression de la production industrielle a décéléré en décembre à 18,5% sur un an, les ventes au détail ont elles augmenté de 17,5% après 15,8% en novembre.

Les investissements en actifs fixes, dans les infrastructures et l'appareil de production, ont augmenté au total de 30,5% en 2009. (Reuters 21.01)

---

**Le 23 janvier**

A deux reprises au moins je me suis trompé de date, je m'en excuse, je dois tout faire rapidement, pour arriver à tout faire sans y parvenir, parfois mal.

Je n'ai pas le temps d'actualiser le site aujourd'hui, je dois bosser chez moi et essayer de régler quelques problèmes : cela va faire trois fois que je vais au bureau d'électricité, quatre fois que je me déplasse depuis le 5 janvier pour la bouteille de gaz, entre temps j'ai quand même téléphoné trois fois, trois fois que je suis allé chez le dentiste sans qu'il me touche une dent, ce soir c'est du sérieux, dévitalisation ou arrachage, je vais ressortir en friche, si je m'en sors !, hier après-midi, je suis retourné pour la énième fois au bureau du sous-préfet pour le papier de notre terrain, je dois y retourner mardi avec Magueswary, j'ai réparé deux fuites d'eau, il y en a une autre, il faudra à nouveau vider le réservoir et aller acheter d'autres joints, je n'ai que cela à faire ! pas de viande, plus de légumes, il faudrait peut-être aller faire quelques courses, et la révision de la moto qui attend depuis, depuis quand déjà, deux ans début février ! mon pied et le reste attendra bien encore quelques semaines, que dis-je quelques mois ou années comme la peinture ou le toit qui fuit toujours... Je dois aussi m'occuper de la décharge derrière chez nous qui devient envahissante, on retrouve des sacs plastiques dans les arbres ou tous les matins dans le jardin, quel pays dégueulasse !

Un petit mot de politique quand même, très bref.

Si vous avez entre les mains la nouvelle mouture d'*Informations ouvrières* (n°81), vous aurez remarqué qu'à part la présentation et les polices de caractères qui ont changé, pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, le contenu, rien de changé ! On ne se refait pas décidément.

Les militants du CCI-POI et les ex-militants de l'OCI (dont je fais partie) ou du PCI auront le plaisir d'apprendre pour ceux qui ne le savaient pas déjà, que Lambert était déjà sur l'orientation politique liquidatrice de 1982... depuis sa rencontre avec A. Hébert au début des années 50. Une question que ces camarades peuvent se poser s'ils ne craignent pas d'attraper une affreuse migraine : A quoi servait alors la vitrine "trotskiste" de l'OCI-PCI ? Quel intérêt ? Ils relatent en page 12 les propos d'Hébert de 1997 :

« *Avec Pierre Lambert, il y a plus d'un demi-siècle, on s'est mis d'accord. On ne manquait pas de culot, compte tenu des forces que l'on représentait à l'époque. On avait envisagé de reconstruire purement et simplement la Ire Internationale.* ». C'est ce qu'on appelle avoir de la suite dans les idées ! En réalité, ce que confirmera la suite (MPPT-PT-POI), ils s'étaient mis d'accord dans notre dos, en dehors de la IVe Internationale, jamais entendu parlé de cette perspective quand je militais à l'OCI, celui qui l'aurait avancé aurait été traité d'ennemi et viré, qu'est-ce que cela peut bien faire, la plupart des militants s'en foutent, d'ailleurs on se demande ce qui a encore de l'importance pour eux, les principes, quels principes ? C'est comme leur journal, pendant des mois ils annoncent un changement radical du contenu, qu'ils vont tenir compte des nombreuses critiques et propositions de leurs lecteurs, etc., pour finalement passer outre et ne rien changer... On va loin avec de telles méthodes...

Cela me rappelle une autre sale blague de Lambert, lorsqu'il s'était donné comme objectif de porter le PS au pouvoir dès le lendemain du congrès d'Epinay sans évidemment que les militants en aient eu vent, pendant que nous, les jambes, on marnait sur la ligne de "*l'imminence de la révolution*", non pas pour gêner le PS, mais uniquement pour affaiblir le PCF, le même objectif que celui que s'étaient donnés les participants du congrès d'Epinay et leur programme commun de gouvernement, quelle étrange coïncidence, n'est-ce pas ?

Certains militants du POI diront que la critique est facile... et l'art difficile, sauf que je ne me borne jamais à la critique, un peu d'honnêteté intellectuelle et le respect de certains principes élémentaires n'ont jamais fait de mal à personne, non ? Sans rancune, les camarades le savent très bien.

Bon week-end à tous.

---

**Le 24 janvier**

La campagne nauséabonde du gouvernement sur le thème de l'identité nationale doit forcément passionner un grand nombre de militants...

Pour ma part, j'y vois indirectement un des aspects de la guerre économique que se livrent les différents Etats à l'échelle mondiale pour conserver leur suprématie sur les pays où le coût de main d'oeuvre est à bas prix, où la classe ouvrière ne dispose d'aucun droit et est réduite à une masse taillable et corvéable à merci par les négriers des temps modernes.

Rappelons que la période ascendante du capitalisme en Europe a coïncidé avec l'expansion du colonialisme au cours du XIXe siècle, principalement sous la IIIe République. En France, la IVe République, qui est souvent présentée aux militants comme un modèle à suivre, n'aura rien à lui envier. C'est sous la Ve République qu'elle a enfantée, que l'impérialisme français devra céder ses colonies face à l'autodétermination des peuples d'une part, et face à la volonté de l'impérialisme américain et britannique d'assurer leur domination sur ces territoires ou Etats d'autre part, pour connaître la même déconvenue.

L'époque glorieuse du colonialisme s'étant officiellement achevée au cours des décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, le colonialisme s'est poursuivi sous une forme économique, les Etats capitalistes les plus puissants maintiendront sous leur domination les Etats bourgeois les plus faibles dont ils achèteront pour ainsi dire le personnel politique, quand ils ne le choisiront pas eux-mêmes, en favorisant l'exploitation effrénée de leur main d'oeuvre et en continuant de piller leurs ressources jusqu'à nos jours.

Pour les capitalistes et leurs représentants, un ouvrier indien ou malien par exemple, est plus utile pour eux en Inde ou au Mali qu'en France car il y sera exploité dans des conditions impensables en France, il faut bien que le maximum de profit soit extrait de quelque part.

Le racisme et la xénophobie des classes dominantes expriment leur haine viscérale du prolétariat en général... qui leur rend bien, pas suffisamment d'ailleurs.

Au lieu de perdre mon temps à écrire sur ce sujet, je préfère recopier quelques citations que j'ai trouvées dans le dernier bulletin de la tendance Claire du NPA.

**1871-** Ernest Renan : « *Une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre : soyez pour lui bon et humain, et tout sera dans l'ordre ; une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. Que chacun fasse ce pour quoi il est fait et tout ira bien* ».

**1884 -** (27 mars) Jules Ferry : « *Si nous avons le droit d'aller chez les barbares, c'est parce que nous avons le devoir de les civiliser […] ; il faut non pas les traiter en égaux, mais se placer du point de vue d'une race supérieure qui conquiert* ».

**1884 -** Jaurès : « *Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté […] Là où la France est établie, on l'aime ; là où elle n'a fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés.* ».

**1898 -** Jaurès : « *Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative.* ».

**1925 -** Blum : 1925 : « *Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture.* ».

1944 - Jules Moch, l'un des dirigeants de la SFIO : « *Je refuse que la reine Makoko puisse un jour renverser le gouvernement français.*»

**1968 -** (8 novembre) Les propos de De Gaulle rapporté par son conseiller Jacques Foccart : « *Vous savez, cela suffit comme cela avec vos nègres […] il y a des nègres tous les jours à l'Elysée, vous me les faites recevoir, vous me les faites inviter à déjeuner. Je suis entouré de nègres ici. […] Foutez-moi la paix avec vos nègres.* »

**1991 -** (19 juin) Jacques Chirac : « *Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose. C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre, mais ce n'est pas les mêmes et ça fait une différence. Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans et des Noirs […] Comment voulez-vous que le travailleur français qui travaille avec sa femme et qui, ensemble, gagnent environ quinze mille francs, et qui voit sur le palier à côté de son HLM, entassée avec un père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses, et qui gagne cinquante mille francs de prestations sociales sans naturellement travailler… Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien le travailleur français sur le palier il devient fou. Et ce n'est pas être raciste que de dire cela* ».

**2006 -** (juin) Sarkozy « *Les mineurs de 1945 n'ont rien à voir avec les géants noirs des banlieues d'aujourd'hui, qui ont moins de 18 ans et qui font peur à tout le monde.* »

**2009 -** (décembre) André Valentin, maire UMP de Gussainville (Meuse) : « *Il est temps qu'on réagisse parce qu'on va se faire bouffer », « y en a déjà dix millions* ».

**Infos en bref**

**Haro sur l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris !**

Le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) Benoît Leclercq a confirmé la suppression d'ici à 2012 de 3 000 à 4 000 emplois sur un total de 92 000 et détaillé son plan de réorganisation des hôpitaux parisiens, dans un entretien samedi au Parisien-Aujourd'hui en France.

L'AP-HP compte actuellement 37 hôpitaux et 676 services cliniques. L'AP-HP avait présenté en novembre les grandes lignes de son projet de réorganisation, prévoyant 90 à 100 millions d'euros d'économies par an via des suppressions d'emplois, pour retrouver un équilibre budgétaire en 2012. (LeMonde.fr 23.01)

**Consensus ONU-Israël contre le peuple palestinien.**

Israël a versé 10,5 millions de dollars de réparations à l'ONU pour les dommages subis lors de l'offensive militaire israélienne à Gaza en décembre 2008 et janvier 2009, a annoncé vendredi le porte-parole de l'ONU, Martin Nesirky. Peu après le conflit, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait indiqué qu'il réclamerait plus de 11 millions de dollars de compensations à Israël pour les dommages subis. (LeMonde.fr 22.01)

**Afghanistan. Les laquais de l'impérialisme à l'oeuvre.**

Bucarest va déployer 600 soldats supplémentaires en Afghanistan cette année, portant le nombre de ses militaires dans ce pays à plus de 1.600, selon le site Internet du président roumain.

La Roumanie, qui est membre de l'OTAN, a envoyé pour la première fois des troupes en Afghanistan en 2002. Elle dispose actuellement de 1.020 soldats sur place.

La Finlande a annoncé pour sa part qu'elle enverra 50 hommes supplémentaires cette année en Afghanistan et augmentera sa participation à la mission de police de l'Union européenne dans ce pays. Helsinki dispose déjà de 140 hommes servant dans la force de maintien de la paix à Kaboul et dans le nord de l'Afghanistan. (AP 22.01)

---

**Le 25 janvier**

Avant les infos en bref, le titre d'un article de l'Associated Press d'hier pour se détendre : *Sondage: 85% des Français jugent la loi anti-tabas "bien appliquée"*.

Pour les nuls en orthographe ou les distraits, tabac et non tabas de tabasser qui n'existe pas. 85% des Français contre le passage à tabac des manifestants et des militants par la police, voilà une bonne nouvelle camarades ! Il y a de plus en plus en plus de coquilles dans les articles sur Internet, on en corrige certaines, vous vous corrigez les miennes !

**Après les paillettes, un profond malaise, ensuite le trou noir, pour terminer : la chute.**

**1-** Sondage. Le pouvoir de plus en plus isolé.

Un sondage TNS-SOFRES pour Europe 1 réalisé les 19 et 20 janvier révèle que sur les sujets qu'ils souhaitent que le président de la République aborde en priorité lundi soir sur TF1, 52% des Français citent l'emploi, 49% les retraites et 44% le pouvoir d'achat.

Le débat sur l'identité nationale et les élections régionales des 14 et 21 mars arrivent bien après le système de santé, la crise économique ou les inégalités sociales. Quatorze pour cent des personnes interrogées souhaitent que le premier sujet soit abordé, 5% seulement le second.

L'intervention du chef de l'Etat ne semble susciter ni engouement, ni désintérêt massifs. 32% des Français pensent qu'ils vont "*certainement ou probablement*" regarder l'émission, 42% "*ne sont pas sûrs de la regarder*" et 26% "*ne vont probablement pas la regarder*", précise le sondage. (Reuters 24.01)

**2-** Extrait d'un article du *Journal du dimanche* du 24 janvier.

Nicolas Sarkozy parle, mais que dit-il ? La parole présidentielle n'est plus assez audible. Le Président risque de se transformer en furet de la politique: tous les Français l'ont vu mais personne n'est capable de dire où il va et ce qu'il fait. Le politologue Pierre Giacometti, spin doctor du Président, a multiplié les notes d'alerte. "*L'un des ressorts du succès de Nicolas Sarkozy, c'est la qualité de sa relation aux Français, sa capacité à les convaincre, à leur parler… Aujourd'hui, ils ne comprennent plus ses messages*", martèle-t-il depuis des semaines à son entourage, et à certains ministres. Certes, les derniers projets de loi, de la taxe carbone à la taxe professionnelle, étaient difficiles à expliquer. Mais le malaise est plus profond.

Franck Louvrier, responsable de la communication à l'Elysée, a expliqué l'objectif de cette émission désormais hors de portée de Sarkozy : "*L'objectif, c'est que les Français se disent à la fin de l'émission : On voit où il veut nous mener dans les mois à venir.*". (Au chômage, davantage de précarité et plus de pauvreté, qui n'a pas en tête le vrai programme de l'UMP ? - Lutte de classe)

Les stratèges de l'Elysée redoutent toutefois "*un scénario à la Chirac*": "*Avant les régionales de 2004, l'ancien Président avait un problème avec la droite. Plus de 50% des électeurs UMP ne le suivaient plus.*" Or depuis le mois de septembre, les affaires Polanski, Mitterrand et Jean (Sarkozy) ont sérieusement ébranlé la famille UMP. Et maintenant Proglio… Lundi soir, Nicolas Sarkozy va donc parler. Le lendemain, il va voyager.

Cause toujours tu m'intéresses, le pouvoir est de plus en plus isolé, voilà le véritable danger pour Sarkozy, car en cas de rupture, même si ses partenaires syndicaux et du PS-PCF-Verts montaient au créneau pour le sauver, ils seront impuissants à inverser le cours des choses...

Un internaute a donné un surnom humoristique à La Talonnette : Sarkonzy !

**Vous avez voté non, que cela ne tienne, ce sera le oui qui passera.**

Selon les résultats provisoires transmis par la préfecture de Fort-de-France, dimanche soir, les électeurs martiniquais se sont majoritairement prononcés pour la fusion département-région qui leur était proposée par référendum. Les résultats transmis donnent des taux de réponse de 61 à 89,7% en faveur du oui, selon les communes (61,1% aux Trois-Ilets, 89% à Macouba).

Les électeurs guyanais se sont également prononcés pour la fusion, selon les premiers chiffres communiqués par la préfecture de Cayenne dimanche soir (heure locale).

A 57,49%, les électeurs guyanais ont approuvé la création "*d'une collectivité unique exerçant les compétences dévolues au département et à la région tout en demeurant régie par l'article 73 de la Constitution*".

Le taux de participation a atteint 27,42%, soit 18.519 votants sur 67.528 inscrits en Guyane, et allait de 25 à 48,66% des inscrits en Martinique. (25,01% à Sainte-Anne, 48,66% à Bellefontaine).

Ce référendum fait suite à une première consultation organisée le 10 janvier dernier sur le statut d'autonomie. Les électeurs avaient répondu "non" à 79,31% en Martinique et à 70,22% en Guyane. (AP 24.01)

**Mailly entend gérer le capitalisme au lieu de s'en tenir à son rôle de syndicaliste.**

1,6 million d'euros de rémunération annuelle, ce n'est pas le "plus gênant".

Le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a estimé dimanche soir que le cumul des fonctions d'Henri Proglio chez Veolia et EDF était "*gênant*", ajoutant que les dernières déclarations de Christine Lagarde sur le sujet allaient "*plutôt dans le bon sens*". Mailly distribue les bons points au gouvernement, de mieux en mieux ! A part cela il n'est pas garant du bon fonctionnement du régime, mais non, mais non, calomnie, une illusion dont se moque bien la direction du POI.

"*Il y a un aspect de la polémique qui doit être clos, c'est l'aspect de la double rémunération (...) mais ce qui est le plus gênant, c'est effectivement les deux fonctions*", a jugé Jean-Claude Mailly sur i>télé. Il y a "*d'un côté une entreprise*" privée, "*même s'il est plus en prise directe sur les événements mais enfin il a encore une responsabilité à Veolia*", de l'autre, Henri Proglio "*est responsable d'une entreprise publique qui est EDF dans un secteur hyper sensible qui est le nucléaire*", a-t-il observé. (AP 24.01)

Pratiquement tous les membres du gouvernement concernés se sont exprimés dans le même "*sens*" que Mailly ou Lagarde sur la question de la gestion par la même personne d'une entreprise publique et privée.

Ce qui gêne Mailly c'est uniquement cette question, quant à celle de la rémunération du PDG d'EDF, pour lui elle est pratiquement close, on n'en parle plus, certes, Proglio ne touchera plus 450.000 euros de Veolia, mais il conserve une rémunération annuelle d'1,6 million d'euros qui est totalement scandaleuse. Mailly ferait mieux de se pencher sur la question des salaires du prolétariat, non ?

En estimant normal que le PDG d'EDF perçoive une telle rémunération, à défaut de la dénoncer et de lancer une campagne pour qu'elle soit divisée par 10 ou davantage, Mailly se fait une fois de plus le fossoyeur du syndicalisme.

Question. Quand est-ce que les syndicats vont lancer une campagne nationale contre les rémunération des patrons du CAC 40 (avec comme perspective l'abolition du capitalisme) ? Une pétition nationale pourrait réunir des millions de signatures, cela ne ferait pas tomber la Bourse, mais cela n'aiderait-il pas à faire prendre conscience au prolétariat de la nature du régime capitaliste ? Réponse : sans doute, c'est pour cette raison que les syndicats s'en passeront. Vous avez déjà vu des responsables syndicaux diffusés des tracts ou faire signer des pétitions sur les marchés le dimanche matin ? Impossible, ils dorment ou ils vont à la messe !

Voilà une proposition que les regroupements de militants syndicaux pourraient reprendre à leur compte, non ? Ils pourraient au moins s'entendre sur cette question élémentaire, non ? Attention camarades, à force de répondre non bien des militants cessent le combat ou lèvent le pied ! De l'audace camarades, de l'audace !

**Afghanistan. Laisser le temps au temps... Le bourbier quoi !**

La commission électorale indépendante afghane a reporté au 18 septembre prochain les élections législatives initialement fixées en mai, afin de laisser du temps pour réaliser la réforme électorale exigée par les Occidentaux. (Reuters 24.01)

**The rock'n roll music for ever, we still love it.**

Scorpions sonne l'heure des adieux: après plus de 40 ans de musique, le groupe de rock allemand a annoncé qu'il mettrait fin à sa carrière après un ultime album, attendu en mars prochain, "*Sting In the Tail*", et une dernière tournée mondiale qui démarrera en mai.

Le guitariste Rudolf Schenker a fondé le groupe à Hanovre en 1965. Il a été rejoint quelques années plus tard par le chanteur Klaus Meine. Tous deux sont aujourd'hui âgés de 61 ans. Scorpions est connu entre autres pour des tubes comme "Wind of Change" ou "Still Loving You". (AP 24.01)

Certains morceaux de Scorpions sont plus enlevés que d'autres, il y en a pour tous les instants et tous les goûts, leurs mélodies nous transportent dans un autre monde ou nous poussent à la révolte contre le vieux monde. Certains groupes de rock ont atteint la perfection dans leur art, Scorpion en faisait partie. En plus ce sont des gars sympathiques issus du milieu ouvrier qui sont restés simples. Quant aux paroles de leurs chansons, je ne les comprends pas en dehors des titres et des refrains et je ne cherche pas à les comprendre.

J'ai toujours écouté la musique sans prêter attention aux paroles qui ne m'intéressaient pas, je suis plus mélomane que poète, à moins que je considère que la musique n'est pas le lieu idéal pour y chercher les bonnes idées sachant que les auteurs des textes n'ont pas franchement une conscience politique très aiguisée. Dans toute chose on doit essayer d'en tirer ou d'en garder le meilleur, Scorpions savait à merveille composer et jouer de leurs instruments, le reste, les paroles, est secondaire.

Si je suis aussi fan de Scorpions que de Beethoven ou de Coltrane, de Ravi Shankar, par contre je ne supporte pas le free jazz ou la musique contemporaine que j'assimile à du bruit de casseroles. En sculture ou architecture, il existe aussi de sacrés casseroles (institutionnelles), César ou Buren par exemple.

Il faut rendre hommage au génie des penseurs et des artistes et se donner un idéal le plus élevé possible pour combatter et vaincre la médiocrité à laquelle la société voudrait nous condamner indéfiniment. Un groupe comme Scorpions prouve à sa manière que c'est possible.

---

**Le 26 janvier**

Je n'ai plus le temps de causer après avoir actualisé le site.

Très vite. Je pense que la discussion à avoir avec les travailleurs et les militants est très simple, on peut s'inspirer de ce que j'ai écrit plus haut.

Il faut leur poser clairement la question de savoir sur quel terrain de classe on veut (on doit) se positionner : sur celui de la classe ouvrière ou sur celui des capitalistes, il n'y en a pas d'autres, il n'en a jamais exité d'autres depuis que ces (ou les) classes (et l'Etat) existent. Tout autre discussion est inutile ou partira forcément en vrille. La seule discussion valable à avoir avec eux ne peut se situer que sur un terrain de classe bien délimité.

S'ils en viennent à poser la question de savoir si telle ou telle position correspond ou non à l'intérêt général, il faut immédiatement recadrer la discussion sur le terrain de classe, c'est que vous n'avez peut-être pas été suffisamment cohérent dans votre argumentation ou qu'inconsciemment vous avez abandonné le terrain de votre classe pour celui de la classe dominante. Cette question peut surgir à n'importe moment au cours de votre discussion, dans ce cas-là, il faut leur expliquer simplement comment fonctionne la société, c'est que vos interlocuteurs l'ignorent ou qu'ils n'en tiennent pas compte dans leurs arguments.

On peut procéder par analogie, en partant d'exemples concrets qui parlent à chacun. Il faut repartir du fait que la société est divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques et inconciliables et que vouloir concilier ces intérêts, partant du constat qu'une seule classe détient réellement le pouvoir - ce qui se traduit par des décisions contraires aux intérêts de la majorité de la population, par exemple la fermeture de certains hôpitaux ou de certaines écoles, il en résulte que les intérêts de la classe ouvrière seront systématiquement ignorés, bradés ou remis en cause par la classe des capitalistes qui gouverne le pays, et pour laquelle seul le profit n'a réellement d'importance...

L'Etat et les institutions sont au service d'une classe sociale, la classe sociale dominante, la classe qui détient le pouvoir économique, les banques, les moyens de production, l'argent. Ils organisent la société de telle sorte que la classe des capitalistes puissent vaquer tanquillement à ses occupations quotidiennes qui se résument à accumuler toujours davantage de profits. Quant à son contenu social, il n'est pas le produit de la générosité de la classe exploiteuse dont la mentalité n'a guère évolué depuis le milieu du XIXe siècle lorsque les ouvriers devaient travailler jusqu'à 16 heures par jour pour un salaire de misère, il est le produit de la lutte de classe entre la classe ouvrière et celle des capitalistes, d'un rapport de forces entre ces deux classes (voir à l'échelle mondiale), plus rarement le produit du capitalisme lui-même, qui par nécessité a dû procéder à certaines améliorations de la condition ouvrière pour continuer à se développer à l'échelle mondiale... C'est la raison pour laquelle on rejette l'argument (subjectif) selon lequel il existerait de bons et de mauvais patrons. (A suivre)

Quelques rémunérations (2008) à vous couper les bras. Paru hier sur le site Rue89.

**Ils gagnent plus de 10 millions d'euros par an :**

- Thierry Henry : 17,7 millions d'euros
- Bernard Arnault (LVMH) : 17,3 millions
- Arnaud Lagardère (Lagardère) : 13,2 millions

**Ils gagnent plus de 5 millions d'euros par an :**

- Tony Parker : 9,6 millions
- Chris Viehbacher (Sanofi-Aventis) : 9,3 millions
- Franck Ribery : 8,3 millions
- Franck Riboud (Danone) : 8,3 millions
- Patrick Vieira : 8 millions
- Sébastien Loeb : 7,5 millions
- Henri de Castries (Axa) : 7,4 millions
- Boris Diaw : 6,7 millions
- Nicolas Anelka : 6,3 millions
- Karim Benzema : 6 millions

- Djibril Cissé : 5,9 millions
- Martin Bouygues (Bouygues) : 5,9 millions
- Claude Makelele : 5,7 millions
- Jean-Bernard Lévy (Vivendi) : 5 millions

**Ils gagnent plus d'un million par an :**

- Baudouin Prot (BNP Paribas) : 4,9 millions
- Jean-Paul Agon (L'Oréal) : 4,8 millions
- Patrick Kron (Alstom) : 4,8 millions
- Francis Cabrel : 4 millions
- Bénabar : 2,3 millions
- Johnny Hallyday : 2,2 millions
- Christophe Maé : 2,1 millions
- Bernard Lavilliers : 1,8 million
- Thomas Dutronc : 1,45 million
- Mylène Farmer : 1,4 million
- Alain Souchon : 1,3 million
- Renan Luce : 1 million

On abordera demain la prestation de La Talonnette sur TF1 si j'en trouve le temps, après tout vous avez tous écouté attentivement le nabot lundi soir à la télévision, bande de veinards, vous êtes mieux informés que moi.

**Quand l'UMP-PCF "*transcendent les clivages*"... de classes !**

La mission parlementaire sur la burqa, qui rend ses conclusions mardi, était pilotée par un tandem de choc : Eric Raoult (UMP) et André Gerin (PCF).

Eric Raoult, rapporteur de la mission parlementaire sur la burqa : "*Lorsque André Gerin s'emporte c'est parce qu'il en a gros sur le coeur*". "*Notre complicité ne date pas d'aujourd'hui.* ".

Eric Raoult : "*Pendant les six mois de réflexion sur le voile intégral, nous travaillions dans des bureaux voisins. J'avais à peine 20 mètres à faire pour toquer à sa porte et lui demander son avis ou encore lui faire relire un texte. Et vice et versa. Lors des débats, nous nous consultions en permanence, parfois même à messe basse.*"

Eric Raoult : "*Travailler avec André Gerin a été intéressant car c'est un "coco réglo". Dans le cadre de la mission parlementaire, il savait qu'il fallait travailler ensemble et non se comporter comme un cégétiste, comme il peut le faire dans l'hémicycle.*"

Comment votre duo jongle-t-il entre amitié et divergences politiques?

"*André Gerin transcende les clivages. Son livre, Les Ghettos de la République, dont j'ai fait la préface en 2007, le démontre. "Tu vas avoir des problèmes", lui ai-je dit. "J'en ai rien à foutre", m'a-t-il répondu. Travailler ensemble ce n'est pas se bastonner en permanence.*" (Lexpress.fr 26.01)

**Dites, le capitalisme c'est quoi au juste ? Réponse.**

**1-** Pourquoi faudrait-il accepter les licenciements chez Philips à Dreux ?

Le groupe néerlandais d'électronique grand public a ainsi dégagé un Ebita (bénéfice avant intérêt, impôts et amortissements) de 662 millions d'euros contre 26 millions il y a un an. Soutenu par de bonnes performances sur les marchés émergents, le chiffre d'affaires est également ressorti à un niveau supérieur aux attentes sur la période, à 7,26 milliards d'euros.

Philips, numéro un mondial de l'éclairage, l'un des trois premiers fabricants mondiaux d'équipements hospitaliers et premier producteur européen d'électronique grand public, s'est fixé comme objectif moyen terme une marge Ebita d'au moins 10%, sans se donner un calendrier précis.

Le bénéfice net du groupe, qui propose le versement d'un dividende de 0,70 euro par action, est ressorti à 251 millions d'euros, là où les analystes attendaient en moyenne 254 millions. (Reuters 25.01)

**2-** EDF. Il faut bien trouver de quoi verser à son PDG la rémunération annuelle d'1,6 millions d'euros.

La direction d'Electricité de France (EDF) envisage une hausse des prix de l'ordre de 24% entre 2010 et 2015 pour financer ses investissements, affirme le quotidien Les Echos lundi.

"*Selon des projections internes, le groupe envisage une hausse +tarif bleu+ (payé par les clients résidentiels) de l'ordre de 24% entre 2010 et 2015 pour financer ses investissements*", affirme le quotidien.

Hors inflation, cela correspond à une hausse d'environ 15%, selon ses calculs.

"*Entre 20% et 30%, nous avons tout entendu*", a déclaré aux *Echos* une source gouvernementale.

Interrogée sur ces projections, la porte parole d'EDF s'est refusé à tout commentaire.

En juillet 2009, Pierre Gadonneix, alors PDG d'EDF, avait réclamé une hausse de 20% des tarifs de l'électricité en France sur trois ou quatre ans, afin de financer les investissements du groupe, une déclaration qui avait été vivement critiquée par le gouvernement.

Le mandat de M. Gadonneix n'a pas été renouvelé et c'est Henri Proglio qui dirige actuellement l'entreprise publique. (Libération.fr et AFP 25.01)

**Grèce. Il y a loin de la coupe aux lèvres...**

La Grèce a présenté devant la Commission européenne un programme de stabilité et de croissance, qui prévoit notamment de ramener le déficit public de 12,7 % du PIB en 2009 à 2,8 % en 2012 grâce à des mesures d'austérité.

"*Je n'attends pas que le programme d'économies du gouvernement grec entraîne de la déflation ou des problèmes sociaux*", assure le ministre des finances grec, Georges Papaconstantinou. (LeMonde.fr 25.01)

---

**Le 27 janvier**

**Des syndicaliste au-dessus de tout soupçon ou l'aristocratie ouvrière dans ses oeuvres.**

Dans un communiqué, l'intersyndical (CFDT, CGC, CFTC, CGT, FO, Unsa) de Veolia Environnement prennent ouvertement la défense de Proglio, elle estime normal que Proglio cumule les fonctions et les rémunérations de PDG d'EDF et de Président non exécutif de Veolia Environnement, puisqu'il a reçu l'absolution de Sarkozy et de son gouvernement de figurants.

Ces laquais du régime sont en plus des lâches lorsqu'ils tentent de justifier leur "*neutralité*" dans la polémique qu'a entraîné le double salaire de Proglio, en expliquant que "*ce principe*" avait été validé et était connu dès le départ par "*les conseils d'administration*". Le dernier mot revient donc au conseil d'administation, aux actionnaires, normal quoi en régime capitaliste, cela ne se discute pas. Le mouvement ouvrier doit se plier à cette règle.

On a bien compris qu'ils se camouflent et s'en remettent au conseil d'administration de cette multinationale qui soutient un des siens.

Leur subordination au capitalisme est sans limite. Notez bien qu'ils soutiennnent ouvertement Proglio sans dénoncer son salaire annuel scandaleux d'1,6 millions d'euros en tant que PDG d'EDF, sa rémunération a été augmentée de 45% par rapport à celle de son prédécesseur, mais pour ces "*représentants du personnel*" il n'y a rien de choquant dans "*ce principe*", c'est tout simplement dans l'ordre des choses, conforme à l'esprit de l'ordre établi, donc il n'y a pas lieu de revenir dessus et d'en faire un fromage !

Ils ont tenté une manoeuvre hasardeuse et lamentable en expliquant que cette polémique aurait des conséquences néfastes sur le sort des deux entreprises. Il faut croire que si Proglio abandonnait sa fonction au sein du conseil d'administration de Véolia Environnement, pire encore, si son salaire était amputé de 30%, le malheureux, il serait incapable d'assumer normalement sa fonction de PDG d'EDF, pour un peu c'est l'avenir des 110.000 salariés de Véolia environnement qui serait menacé, sans parler de celui des agents d'EDF.

Désormais, les militants syndicalistes ou politiques devraient s'abstenir de dénoncer le salaire mirobolant d'un patron ou d'un dirigeant d'une entreprise privée ou publique sous prétexte que cela porterait préjudice à l'image de leur société ou entreprise. Avec de tels larbins du capitalisme, Sarkozy peut dormir tranquille. C'est beau des syndicalistes qui prennent la défense de leur entreprise, de leur patron, de l'Etat, de Sarkozy par la même occasion, puisque c'est lui en personne qui a nommé Proglio à la tête d'EDF !

Le communiqué indigeste de l'intersyndicale de Véolia Environnement est en ligne dans la rubrique Tribune libre (format pdf).

Les sujets qu'on n'a pas eu le temps d'aborder ou qui méritent un complément.

**1- TF1 au service du Palais.**

J'ai suivi de loin (sur Internet) la prestation de Sarkozy lundi sur TF1. Ainsi, il s'est payé le 20 heures et dans la foulée une émission d'une heure et demie, sans vraiment convaincre malgré l'audience, selon un sondage et un relevé de Médiamétrie parus mardi. J'imagine qu'il a dû s'auto-féliciter sans vraiment répondre aux questions qui lui étaient posées autrement qu'à l'emporte-pièce ou par des réponses apprises par coeur pour ne pas se planter, en dehors de celles déjà programmées lors de la première partie. Le plus intéressant devait être sa mimique plus que son discours qu'on connaît déjà pour le suivre quotidiennement. Un non-évènement, quoi ! Et puis, les paroles s'envolent, seuls les actes comptent... Chacun sait qu'il prend ses ordres à la Bourse et à Bruxelles, alors il peut toujours causer...

Le commentaire avisé d'un internaute : "*Pourquoi parle t'on d'un record d'audience, le journal de 20h de Laurence Ferrari fait en moyenne 8,3 millions de téléspectateur et 35% de part d'audience, ce qui veut dire que ce soir là le JT avec Sarkozy n'a pas fait plus que d'habitude ! quelle déception, même pas sa base électorale la plus fidèle ! Pour finir n'oublions pas qu'environ 45 millions de français majeurs n'ont pas regardé le Président Sarkozy, on ne peut pas dire que ce soit un succès ! Mais ça montre le désintérêt des Français pour les analyses, les idées et les solutions du président, on pourrait même penser que Sarkozy n'incarne pas l'espoir pour des millions de personnes, sinon c'est pas 8M, c'est pas 10M, mais 20M de personnes qui aurait du être devant le JT de TF1 à boire les paroles de leur illustre souverain.* " (Lexpress.fr 26.01)

Dès le lendemain, la Fonderie de Bretagne à Caudan où travaille le métallo de la CGT qui a participé à cette émission de téléréalité, Pierre Le Ménahes, a reçu un chèque de 1 035 000 € du ministère de l'aménagement du territoire. L'Etat ne fait là qu'honorer des engagements pris au moment de la reprise de l'usine par Renault en septembre 2009, mais le "*timing*" surprend, note *Le Monde* toujours très perspicace ! Ce million d'euros "*accompagnera le projet de développement et permettra la création de 16 emplois et la reprise de 398 autres*", rapporte *Ouest-France*. (LeMonde.fr 26.01)

Eh oui, il faut bien montrer à ces "*veaux*" de Français que ce n'est pas toujours inutile de s'en remettre au locataire du Palais, que sans alternative politique plausible, rien de tel que de se soumettre aux institutions de la Ve République, qui est le maître de ce pays bordel, qui oserait l'oublier ne serait-ce qu'un instant, il serait perdu !

Et au fait, que font-ils d'autres les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers quand ils arpentent les allées du pouvoir depuis des décennies, dites franchement ? Une lettre par ci au Premier ministre, une pétition par là adressée à tel ou tel ministre, ou encore une délégation à l'Elysée, à Matignon (à Bruxelles !), auprès des différents groupes parlementaires, etc., pour leur demander de bien vouloir avoir l'obligeance de se pencher sur le triste sort qui accable le bon peuple de France, spectacle affligeant...

**2- Obama.**

Obama doit faire à la fois avec les banquiers qui ont financé sa campagne électorale et avec les électeurs qui l'ont élu, alors que des élections à mi-mandat auront lieu à la fin de l'année et que la situation sociale continue de se dégrader aux Etats-Unis sur fond de chômage, bref, la quadrature du cercle qui profitera à qui, vous avez deviné, aux banquiers.

Il n'en demeure pas moins que les pratiques des voyous l'aristocratie financière qui ont conduit l'économie américaine au bord de l'explosion et qui déstabilisent l'économie mondiale perdurent et demeurent une grave menace à court ou moyen terme pour le système capitaliste, chacun s'accordant à reconnaître que la spéculation est repartie de plus belle sur fond de titrisation et que rien n'a réellement changé par rapport à 2007. Obama doit affronter les contradictions exacerbées du capitalisme à un niveau jamais égalé dans le passé avec pour seule réponse l'impuissance ou la fuite en avant, cela résume les difficultés qu'il doit affronter et explique qu'un coup il adresse un discours rassurant en direction de ses amis banquiers, pour le coup suivant les menacer s'ils ne coopèrent pas à la restauration d'un semblant d'équilibre de l'économie américaine afin de rassurer l'électorat populaire qui a voté pour lui.

**3- Haïti.**

La mobilisation pour Haïti de la Jet-set et des médias aux ordres, des millionnaires du sport et du spectacle, des nantis du régime qui s'enrichissent grâce à l'ignorance du prolétariat qu'ils passent leur temps à entretenir, une bonne occasion de se faire de la pub pour toutes ces bonnes consciences sans cervelle, un grand show au Zénith : nauséabond, à vomir.

Désolé, on a déjà donné, pardon, on nous a déjà rançonnés ! D'où vient le fric de l'ONU, de l'UE, des ONG ? De nos impôts, des taxes et prélèvements divers que l'Etat et les capitalistes nous font payer et dont ils distribuent une partie à ces institutions. Alors oui, seule la solidarité ouvrière avec le peuple haïtien est compatible avec la définition que l'on peut avoir de la dignité humaine.

Ils ont mis volontiers l'accent sur le dénument de la population haïtienne causé par le tremblement de terre en jouant sur la fibre émotionnelle des gens, pour mieux faire oublier l'état de délabrement du pays et la pauvreté épouvantable dans lequel se trouvait plongée la majorité de la population avant le séisme, que la responsabilité accablante de cette situation incombait entièrement au gouvernement haïtien, sans oublier les différents impérialistes dont l'impérialisme français qui se sont évertués à maintenir ce pays dans un état de dépendance totale vis-

à-vis d'eux.

**4- Retraite.**

Un article de l'agence Reuters résume bien la situation : "*Depuis des réformes menées par la droite en 1993 et 2003, il faut cotiser 40 ans dans le public et 41 ans dans le privé pour avoir une pension de retraite à taux plein, ce qui rend souvent virtuel le droit de partir à 60 ans.*".

On comprend pourquoi le PS a fait marche arrière dans une déclaration qui a été diffusée juste avant le passage au journal de 20 heures de TF1 de Martine Aubry. Il ne lui coûtait rien de rappeler sur TF1 que "*(Le départ à 60 ans) doit rester un droit mais la réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup de Français partent à 61 ou 62 ans, c'est ce que j'avais dit*", depuis que les 37,5 annuités ont été remises en cause par Chirac avec la bénédiction du PS et des appareils syndicaux.

Le maintien de l'âge de départ à la retraite à taux plein à 60 ans est important pour tous ceux qui ont commencé à travailler très jeunes, c'est-à-dire, principalement des ouvriers sans diplôme qui ont quitté l'école vers 16 ans. En fait, ceux qui ont suffisamment cotisé avant l'âge de 60 ans devraient pouvoir prendre leur retraite (à taux plein). Quant aux 37,5 annuités, c'était un acquis social qui concernait l'ensemble des travailleurs, un droit légitime qui correspondait à un besoin réel et non virtuel exprimé par le mouvement ouvrier, qui estimait à juste titre qu'on devait travaillait pour la société et pour vivre pendant un certain nombre d'années et qu'ensuite on devait être libéré de cette contrainte.

Il faut préciser que la classe ouvrière n'étant pas la classe dominante, elle n'a jamais pu faire autrement que combattre pour un système de retraite commun à l'ensemble des travailleurs, en dehors des régimes spéciaux qui existeront parallèlement, sans tenir compte des situations particulières de chaque travailleur, une lacune que seul un Etat ouvrier sera à même de régler...

**Retraite. Le PS en campagne électorale.**

"*(Le départ à 60 ans) doit rester un droit mais la réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup de Français partent à 61 ou 62 ans, c'est ce que j'avais dit*", a déclaré Aubry mardi soir sur TF1.

Parmi les "*grandes orientations*" pour la réforme, le bureau national du PS retient "*le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans, c'est à dire la possibilité de faire valoir ses droits, quel que soit le montant de sa retraite*".

"C'est le seul droit encore attaché à l'âge légal de départ à la retraite et nous le défendrons", ajoute-t-il.

Il s'agit donc de permettre à toute personne de partir à 60 ans si elle le souhaite, même si elle n'a pas cotisé assez longuement pour avoir une pension à taux plein.

Le 17 janvier, elle avait annoncé que le PS était prêt à participer à la discussion avec l'Elysée, sous réserve que soient pris en compte les préalables demandés.

"*Nous serons là, à notre place, pour faire des propositions*", a dit cette fois le premier secrétaire.

Dans son communiqué, le bureau national du PS explique qu'il souhaite qu'il y ait un débat au Parlement qui ne se fasse pas "*dans l'objectif de passer en force à l'été*".

Il demande aussi que les personnes ayant commencé à travailler dans leur adolescence puissent partir avant 60 ans si elles ont atteint le nombre d'années de cotisations suffisantes.

Il déclare enfin qu'il fera des propositions plus précises ultérieurement, dans une phrase semblant rappeler à ses dirigeants les usages de la rue de Solferino.

"*Le Parti socialiste présentera ses propres propositions, après les avoir fait valider par les militants selon les modalités prévues par ses règles internes*", peut-on lire. (Reuters 26.01)

**La pauvreté, l'état d'indigence permanent, la misère : un "*droit*" que Wauquiez n'a malheureusement pas inventé, mais qu'il revendique !**

Interrogé sur les chômeurs en fin de droit lors de la séance de Questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale, M. Wauquiez a déclaré: "*dans ce pays, personne n'est en fin de droits*".

"*Il peut y avoir des gens qui sont en fin de droits assurance-chômage, mais il n'y a pas de situation où la solidarité nationale ne s'exerce pas, parce que tout le monde a toujours le droit, et c'est une chance dans notre pays, à pouvoir bénéficier soit du RSA (Revenu de solidarité*

*active) soit de l'ASS (Allocation spécifique de solidarité), sous condition évidemment de ne pas bénéficier de revenus qui soient au-delà des seuils*", a-t-il expliqué.

"*Cette situation concerne chaque année, et notamment en période de croissance, à peu près 750.000 à 800.000 demandeurs d'emploi qui arrivent à la fin de leurs droits*", a affirmé M. Wauquiez. "*Avec la situation de la crise, nous risquons d'avoir plus de demandeurs d'emploi qui vont arriver au bout de leurs droits à assurance chômage et on estime avec les demandeurs d'emploi et avec les projections qui ont été faites par Pôle Emploi que cela peut concerner à peu près 100 à 200.000 personnes en plus*", a estimé M. Wauquiez, précisant que la question sera abordée lors du "sommet social" prévu entre Nicolas Sarkozy et les partenaires sociaux le 15 février prochain. (AP 26.01)

Côté cour, le RSA ou l'ASS pour les chômeurs en fin de droit, côté jardin, des centaines de milliards pour les banquiers et les industriels, vous êtes trop bon monseigneur. Normal de la part d'un gouvernement représentant les intérêts du capitalisme.

**Bâtiment.**

Le nombre de permis de construire de logements neufs a chuté de 17,8% en France en 2009 à 397.310 unités.

Le secteur des logements collectifs a marqué un recul plus prononcé (-27,1%) que celui des logements individuels (-12,8%). Sur ce dernier segment, l'individuel pur a reculé de 18,0% tandis que l'individuel groupé est resté à peu près stable (-0,1%).

Le nombre des mises en chantier s'est pour sa part élevé à 333.247 logements en 2009, soit un repli de 16,7% par rapport au chiffre constaté en 2008, a ajouté le ministère.

Fin décembre 2009, plus de 177.000 mises en chantier ont été enregistrées pour le logement individuel en cumul sur les douze derniers mois. Ce chiffre est en baisse de 16,2% par rapport à l'année 2008. Plus de 137.000 logements collectifs ont par ailleurs été mis en chantier en 2009, chiffre en baisse de 19,0% par rapport à l'année précédente.

Au cours du dernier trimestre 2009, ce sont près de 86.000 logements qui ont été mis en chantier, soit une diminution de 10,6% par rapport aux trois derniers mois de 2008. (Reuters 26.01)

**Industrie automobile.**

Les ventes de véhicules utilitaires ont chuté de 32,4% en Europe en 2009. Sur l'ensemble de 2009, les immatriculations d'utilitaires légers accusent un repli de 30,3% par rapport à l'année précédente, celles de poids lourds une baisse de 47,9%. Le segment des véhicules de plus de 3,5 tonnes, hors bus et cars, a chuté de 43,8% sur l'année. Les immatriculations de bus et de cars, elles, ont reflué de 19,5% en 2009. (Reuters 26.01)

**Chômage de masse à l'échelle mondiale.**

Vingt-sept millions de personnes ont perdu leur emploi dans le monde en 2009, a annoncé mercredi l'Organisation internationale du travail (OIT), dans un rapport rendu public le jour de l'ouverture du Forum économique mondial de Davos.

Quelque 12 millions de ces nouveaux chômeurs habitent en Amérique du Nord, au Japon et en Europe occidentale, a précisé cette agence de l'ONU. Le nombre de sans-emploi a augmenté de près de quatre millions en Europe de l'est et en Amérique latine, alors que le taux de chômage est resté plus stable l'an dernier en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

Par ailleurs, selon l'OIT, le chômage des jeunes a enregistré une hausse de près de dix millions ces deux dernières années. (AP 26.01)

Il faut ajouter les 30 millions environ de chômeurs supplémentaires de 2008 dans le monde, dont les trois quart en Chine.

**L'ONU soutient le régime de Ben Ali.**

Au terme d'une "*visite officielle*" de cinq jours en Tunisie, le rapporteur spécial des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Martin Scheinin, a déploré mardi "l'écart qui existe entre la loi et la réalité" dans ce pays.

Il s'est dit "*préoccupé*" notamment par les arrestations postdatées qui permettent de contourner les règles relatives à la garde à vue et "le recours fréquent aux aveux comme élément de preuve devant les tribunaux, en l'absence d'enquête appropriée sur les allégations de torture ou d'autres mauvais traitements". (AP 26.01)

Ces méthodes sont-elles compatibles avec un régime démocratique ? Apparemment oui pour Martin Scheinin, et il n'est pas le seul à le

penser.

---

**Le 28 janvier**

J'ai rectifié les liens "social", "syndicat" et "politique" de la rubrique "dépêches" contenus dans le menu en haut de l'écran, avec mes excuses. J'ai refait la page d'accueil si rapidement que j'ai commis quelques erreurs, j'ai changé le nom de certains fichiers en oubliant de changer l'adresse de tous les liens, autant pour moi.

**Que pensez-vous de l'appel adopté par le congrès national du POI sur les retraites ? :**

"*A tous les dirigeants qui se réclament du mouvement ouvrier*"

*« Nous, signataires, disons à tous les dirigeants des partis qui se réclament du mouvement ouvrier : aucune participation à la commission chargée d'élaborer la contre-réforme.*

*Nous sommes convaincus que si les confédérations syndicales refusent le piège du consensus et la prétendue négociation d'une contre-réforme destructrice, ce refus interdirait au gouvernement de faire passer ses projets contre nos retraites.*

*Nous en appelons au refus du consensus !*

*Nous en appelons à l'unité pour dire : ne touchez pas à nos retraites ! »*

Question : on sait très bien ce que vaut un consensus entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux. Mais que vaut un consensus entre les travailleurs et les militants d'un côté, et les dirigeants pourris des syndicats de l'autre ? Vaut-il franchement mieux fondamentalement, quand on voit à quel degré de subordination au capital est tombé le mouvement ouvrier, après avoir mis en oeuvre sans cesse cette tactique depuis plus de 50 ans ? N'est-ce pas dire explicitement aux militants et aux travailleurs : votre avenir ne vous appartient pas, il dépend entièrement de ces dirigeants qui ont leurs ronds de serviette à la table de Sarkozy ? N'est-ce pas plutôt démobilisateur, démoralisant pour les travailleurs ?

Dans quelle perspective politique se situe cet appel ? Aucune ! Autre question : sur quelle issue politique pourrait déboucher un tel appel s'il était repris par ces dirigeants ? Aucune, ou si, le maintien en place du régime, comme en 36, 47 ou 68 !

Est-il exact que le gouvernement puisse se passer d'un consensus, disons officiel, avec les dirigeants syndicaux, pour faire passer sa contre-réforme sur les retraites, qu'un simple accord tacite de leur part avec Sarkozy, la division et les journées d'action ne suffiraient pas à aboutir au même résultat ?

Dans le passé dans des conditions nettement plus favorable à la classe ouvrière, des milliers de fois les différents gouvernements n'ont pas hésité à mettre en oeuvre leur politique réactionnaire sans avoir recouru au préalable à un "consensus" officiel, un "consensus" officieux, le double langage, les journées d'actions et la division des rangs ouvriers leur ont suffi amplement la plupart du temps.

Un exemple, le chômage. En quelques décennies, les plus vieux s'en souviennent encore et peuvent en témoigner, du début des années 70 au début des années 2000, on est passé du plein emploi au chômage de masse accompagné d'une allocation équivalente à 100% de la dernière rémunération en ajoutant les indemnités journalières, à sa remise en cause pour aboutir à une allocation de plus en plus dégressive au fil du temps, pour finalement en arriver au RSA, et tout cela sans forcément que les dirigeants syndicaux réalisent un "consensus" officiel sur cette question avec le gouvernement et le patronat, un simple accord tacite pour laisser filer le chômage suffisait.

Autre exemple, les contrats de travail précaires. On nous a expliqué que c'était grâce à l'unité syndicale au sommet et à la mobilisation de la jeunesse notamment, que Chirac-Villepin avait dû retirer le CPE, qu'ainsi la preuve était faite que lorsque l'unité syndicale se réalisait, un consensus entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement devenait impossible. C'était oublier un peu vite ou faire l'impasse sur la vingtaine de contrats précaires qui existaient et qui existent toujours avec la bénédiction des dirigeants syndicaux. Un de perdu, 20 de retrouver sans avoir besoin de "consensus" officiel ! C'est oublier que lors de la grève des cheminots en novembre 2007, l'unité syndicale au sommet a permis à Sarkozy de liquider leur régime spécial de retraite plus qu'elle n'a été à l'origine de la mobilisation des cheminots.

On voudrait nous faire croire que les travailleurs se mobilisent au doigt et à l'oeil lorsque les dirigeants syndicaux réalisent l'unité, sans tenir du fait que le prolétariat se mobilise uniquement lorsqu'il est prêt au combat... C'est la détermination des masses, la maturité de leur conscience politique, leur rejet du capitalisme et des institutions, le risque qu'elles recherchent une issue politique à la crise du capitalisme qui obligent dans certains cas les dirigeants syndicaux et/ou des partis à réaliser l'unité, en dernière analyse pour venir en aide ou sauver le régime, si l'un de ces facteurs fait défaut, à quoi rime un tel appel, à quoi peut-il aboutir ?

Personnellement, je ne signerai jamais un appel en direction de dirigeants d'un parti ou d'un syndicat qui soutiennent le régime. Demandez-donc aux travailleurs ce qu'ils attendent de ces dirigeants ? Rien, rien de bon en ce qui les concerne. Pourquoi ne pas partir de ce constat ? Voilà une question que chaque militant devrait se poser : pourquoi aucun parti ne tient à partir de la situation réelle, de l'état d'esprit réel des masses, de leur avant-garde ?

Je conçois que les militants des différents syndicats ou partis s'adressent à leurs dirigeants, par contre, je ne peux concevoir qu'un militant ayant rompu avec le capitalisme et ses institutions en appelle aux dirigeants vendus au capitalisme, y compris dans le syndicat dans lequel il milite. Si l'on doit respecter le niveau de conscience de chaque militant ou travailleur, il va de soi que ce principe doit fonctionner dans les deux sens, nous avons le droit de ne pas partager les illusions des autres militants ou travailleurs qui s'adressent à leurs dirigeants et d'intervenir (de défendre) sur une ligne politique indépendante, la véritable indépendance de classe du militant révolutionnaire est là et nulle part à ailleurs.

On nous rétorquera qu'on se coupe ainsi des masses. Depuis quand devrions-nous partager les illusions des masses, leur donner raison lorsqu'elles se fourvoient ? C'est au contraire en développant une ligne politique indépendante des appareils et du régime qu'on indique la voie à suivre aux masses pour les aider à rompre avec le capitalisme, on démontre ainsi que c'est possible qu'on en est la preuve, un exemple à suivre...

Cette espèce d'uniformité de pensée, de diktat auquel il faudrait absolument se plier pour être un bon petit soldat du mouvement ouvrier (bourgeois dans l'état actuel des choses) est intolérable.

Le POI entend parvenir à la mobilisation des masses sans jamais y parvenir et finalement sans rien construire d'autre qu'un parti réformiste... Tandis que la ligne politique que je propose, indique la voie à suivre à l'ensemble de la classe ouvrière en s'appuyant sur son avant-garde au sein du prolétariat qu'il est possible de recruter pour construire un véritable parti révolutionnaire...

N'hésitez pas à nous communiquer votre point de vue.

**Entendu aux infos de TV5Monde Asie hier soir.**

**1-** Les militaires accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat au Honduras ont tous été blanchis par la justice aux ordres du nouveau président... avec la bénédiction d'Obama.

**2-** A Porto Alegre, le Forum social a attiré dix fois moins de participants qu'il y a dix ans, seulement 20.000 environ.

**3-** Les autorités du Yémen craignent une radicalisation de la jeunesse sur fond de chômage massif et de pauvreté généralisée.

Question : pourquoi dans les pays comme la France, les gouvernements distribuent des allocations en tous genres à la population la plus pauvre ? A la fois pour qu'elle ait le sentiment que sa survie dépend uniquement du gouvernement et pour éviter qu'elle ne se radicalise politiquement, qu'elle s'organise dans des partis ouvriers...

**Retraite. CGT : la voix de son maître, Sarkozy !**

**1-** Par la voix d'Éric Aubin, désormais en charge du dossier des retraites, la CGT se dit favorable à «*un élargissement de l'assiette des cotisations à l'intéressement, à la participation sans oublier les stock-options*». Elle ne ferme pas la porte non plus «*à une hausse des cotisations salariales, en parallèle bien entendu à celle des cotisations patronales*».

Par ailleurs, le premier syndicat de France pose la question sur l'avenir de la gestion des retraites entre le gouvernement et le patronat et demande qu'y soient associés des représentants des salariés dans une maison commune des retraites associant tous les régimes, sans pour autant remettre en cause les spécificités de chacun. Avec comme socle commun : celui du droit à la retraite à 60 ans, avec 75 % du salaire net d'activité. Par contre la centrale s'oppose à l'augmentation de la durée de cotisations. (LeFigaro.fr 27.01)

L'intéressement, la participation, les cotisations salariales, les cotisations patronales, (salaire différé) doivent être taxés ou augmentés, bref c'est au travailleurs de payer et non aux capitalistes. La direction de la CGT aux ordres préconise une augmentation tout azimut des cotisations sociales des travailleurs.

**2-** Le rendez-vous sur les retraites est "*pour l'instant un rendez-vous mystérieux*", a déclaré Bernard Thibault sur France Info.

Rappelant son souhait d'une unité syndicale sur ce dossier, il espère qu'en "*parlant d'une seule voix, nous pourrons déjà clarifier la question de savoir dans quel délai et comment le président de la République entend organiser le rendez-vous des retraites 2010*". (AP 27.01)

Les intentions réactionnaires de Sarkozy ne sont un "*mystère*" que pour ce lieutenant des capitalistes !

**Le ver était déjà dans le fruit, suite : Quand Cohn-Bendit se voit bien "*cohabiter*" avec Sarkozy.**

"... en 2012, les jeux seraient faits : «*Nicolas Sarkozy a de grandes chances de gagner la présidentielle, mais il va perdre les législatives*» , se hasarde Daniel Cohn-Bendit. La raison pour laquelle, dit-il, «*il faut faire émerger un nouveau partenariat à gauche, dans la perspective d'une cohabitation intelligente*» ."

Ainsi, Europe Écologie pourrait, sous conditions, soutenir le candidat socialiste à la présidentielle, car «*la présidentielle est l'élection la plus défavorable (aux Verts) à moins d'avoir un candidat qui dépasse de loin notre espace politique. Mais pour l'instant, nous ne l'avons pas*».

«*Si, en mars, nous faisons 13 % aux régionales et le PS 26 %, cela créera un nouveau rapport de forces entre nous*» , fait-il valoir. Sur la base d'un tel score, il estime que les écolos pourraient ainsi légitimement revendiquer une cinquantaine de circonscriptions. «*Notre décision de présenter ou pas un candidat ou une candidate Europe Écologie-Les Verts en 2012 sera prise après un tel accord de fond sur des circonscriptions avec le PS*» , a-t-il avancé.

Dans l'hypothèse où un tel accord serait conclu, il s'est encore dit prêt à s'«*impliquer pour aider le ou la candidate socialiste*» en 2012. Pour lui, les Verts, qui ne comptent aujourd'hui que trois députés à l'Assemblée, ont tout à gagner avec un tel accord. Rappelant le score de 1,57 % de Dominique Voynet en 2007, il ajoute : «*Au mieux, si nous présentons un candidat, on fera quoi… 3, 4, 5 % ?*».«*La perspective de la garantie d'un groupe parlementaire autonome est tout de même plus exaltante…*» , tranche-t-il. (Lefigaro.fr 27.01)

**Un régime de plus en plus liberticide.**

**1-** L'Assemblée nationale a adopté mercredi en commission des lois un amendement du gouvernement dans le cadre de l'examen du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, dite Loppsi 2, visant à autoriser les préfets à instaurer dans les communes un couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans non accompagnés.

La commission a également adopté un amendement d'Eric Ciotti (UMP) permettant aux présidents des conseils généraux de mettre en place un contrat de responsabilité parentale dont la non-application peut conduire à la suspension du versement des allocations familiales. (LeMonde.fr avec AFP 27.01)

**2-** Le ministère de l'Intérieur reconnaît ce mercredi qu'il y a eu non pas 600 000 (deux fois plus qu'en 2001) mais 800 000 gardes à vue l'année dernière. N'étaient pas comptabilisées les gardes à vue pour délits routiers.

Le chiffre du ministère de l'Intérieur était largement en deçà de la réalité car il faisait l'impasse sur tout un pan des gardes à vue, celles pour délinquance routière (alcool ou drogue au volant, défaut de permis…) Leur nombre est pourtant très loin d'être négligeable. Combien? Jusqu'à ce mercredi, on ne disposait que de vagues estimations. Au moins 150.000, selon le contrôleur des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, qui en décembre alertait sur ces statistiques en trompe-l'œil. 250.000, a renchéri ce mercredi matin le journaliste de France Info Matthieu Aron, qui a enquêté durant un an sur les gardes à vue et en a fait un livre qui sort ce jeudi, Gardés à vue (éditions Les Arènes).

Le chiffre auquel est parvenu le journaliste a poussé le ministère de l'Intérieur à réagir ce mercredi, par la voix de son porte-parole Gérard Gachet. Qui a confirmé, toujours sur France info: il y aurait «environ 200.000 gardes à vue routières» par an en France. Sans compter les DOM-TOM. (Libération.fr 27.01)

**Sur fond de campagne électorale, les grandes manoeuvres, suite.**

**1-** La conférence sur les déficits français s'ouvrira jeudi en l'absence des élus locaux de gauche, qui portent ainsi un coup à l'ambition gouvernementale de parvenir à un consensus sur la réduction des dépenses publiques.

Les maires socialistes, ainsi que l'Association des régions de France (ARF) et l'Association des départements de France (ADF), toutes deux présidées par des élus PS, ont annoncé mercredi qu'ils boycotteraient cette réunion qu'ils considèrent comme une manoeuvre électorale de Nicolas Sarkozy.

"*Vouloir associer les collectivités territoriales à une conférence sur le déficit de la France, et ainsi faire croire qu'elles seraient concernées et en porteraient une part de responsabilité, ceci relève, de la part de M. Sarkozy, d'une volonté (...) de désinformation, de dénigrement (...) et d'une volonté de mise en tutelle financière des collectivités locales*", a déclaré André Laignel dans un communiqué.

Pour lui, cette conférence est "*une médiocre manoeuvre électorale et un rideau de fumée sur une réalité à l'évidence grave: le déficit de l'Etat de plus de 141 milliards pour 2009 et dont M. Sarkozy et son gouvernement portent l'entière responsabilité*", conclut le secrétaire général de l'AMF.

Jacques Pélissard, président UMP de l'Associations des maires de France, n'entend toutefois pas boycotter la réunion.

"*Nous sommes partenaires de l'Etat. Il est normal que nous soyons partie du diagnostic et des éventuelles préconisations mais je redirai que nous ne sommes pas responsables du déficit et que nous ne pouvons pas continuer à subir les décisions nationales en matière de normes*", a-t-il dit à Reuters.

L'Elysée s'est refusé à tout commentaire sur ce boycott. (Reuters 27.01)

**2-** Le conseil des ministres a entériné un projet de loi sur l'entreprise individuelle destiné à éviter aux artisans et aux commerçants français d'être ruinés en cas de faillite.

Présenté par le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, Hervé Novelli, ce texte prévoit la création en droit français d'un nouveau statut d'entreprise individuelle à responsabilité limitée (EIRL), qui protègera les biens propres des quelque 1,5 million d'entrepreneurs individuels du pays.

Le projet de loi sera présenté en urgence à l'Assemblée nationale le 17 février.

"*Lorsqu'il sera adopté, plus aucun artisan ou commerçant ne sera ruiné - c'est-à-dire saisi sur l'ensemble de ses biens personnels - puisque nous allons protéger leur patrimoine*", a expliqué Hervé Novelli à la sortie du conseil des ministres.

"*Dorénavant, on affectera une partie de leurs biens à leur activité professionnelle et l'ensemble des biens non affectés seront mis à l'abri des créanciers professionnels*", a-t-il ajouté devant la presse. (Reuters 27.01)

Quelle touchante attention, "*urgente*" évidemment, et puis le gouvernement se veut le champion de la lutte contre les injustices, ne vous marrez pas, ils se prennent très au sérieux ces gens-là : ' Ce texte "*va mettre fin à une injustice*", a dit le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, faisant écho à Nicolas Sarkozy, qui début janvier avait qualifié d'"*injustice extraordinaire (...) que les grandes entreprises soient protégées (et que) les artisans et commerçants dont on a tellement besoin dans le tissu économique du pays*" puissent être "*ruinés*" quand ils ont "*un retour de fortune*". ' (idem) On en a les larmes aux yeux !

**+ 587.800 chômeurs en 2009 (+18,2%).**

Le nombre d'inscrits au chômage, sans aucune activité, a baissé en décembre en France métropolitaine de 18.700 sur un mois, pour s'établir à 2,61 millions fin 2009, mais a augmenté de 8.600 avec ceux en activité réduite, à 3,82 millions, a annoncé mercredi le ministère de l'Emploi.

En un an, il a augmenté de 587.800 (+18,2%) en incluant les personnes ayant exercé une activité réduite (catégories A, B et C), le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a progressé de 0,2% sur un mois, atteignant 3.823.000 en métropole et 4,06 millions avec les Dom. (Libération.fr et AFP 27.01)

**Etats-Unis. Quand la Fed détient le pouvoir...**

La Réserve fédérale des Etats-Unis a maintenu mercredi son principal taux directeur proche de zéro et s'est engagée à le laisser ainsi pendant un certain temps pour soutenir la reprise économique, fragilisée par un chômage élevé.

A l'issue de sa réunion de deux jours, le comité de politique monétaire de la Fed, le Federal Open Market Committee (FOMC), a voté le maintien des fed funds à un taux compris entre 0% et 0,25%.

Dans son communiqué, le comité de politique monétaire a légèrement relevé sa manière de décrire la façon dont les Etats-Unis se relèvent de leur plus grave récession depuis la Grande Dépression ayant suivi la crise de 1929.

"*Bien qu'il soit probable que le rythme de la reprise économique soit modéré pendant un certain temps, le comité anticipe un retour progressif à des niveaux plus élevés d'utilisation des ressources dans un contexte de stabilité des prix*", soulignent les membres du FOMC.

Après sa réunion de décembre, la Fed avait indiqué que l'activité resterait sans doute "*faible pendant un temps.*"

La croissance économique est repartie au troisième trimestre et la plupart des économistes estiment que l'économie a progressé à un rythme soutenu au cours des trois derniers mois de 2009.

Toutefois, le taux de chômage reste à 10% et la consommation va sans doute rester atone tandis que le marché de l'immobilier résidentiel, qui fut à la racine de la récession qui a commencé en décembre 2007, a aussi montré des signes inquiétant de regain de faiblesse.

Selon les chiffres publiés mercredi, les ventes de logements neufs ont baissé de façon inattendue en décembre. Les ventes de logements

anciens ont elles fortement baissé.

La phrase évoquant "*des signes d'amélioration*" du marché du logement "*ces derniers mois*", qui figurait dans le communiqué de décembre, a été supprimée. (Reuters 27.01)

---

**Le 29 janvier**

Très bref.

**1-** Pour qui gouverne Sarkozy, les banquiers et les capitalistes ou les travailleurs ? Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.

Sarkozy a chargé Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI et ex-gouverneur de la Banque de France, de plancher sur l'introduction d'une règle d'équilibre pour les finances des administrations publiques.

**2-** Selon le classement Forbes des 500 plus grandes entreprises mondiales : 121 sont américaines, 68 japonaises, 40 françaises, 39 allemandes, et 37 chinoises.

**3-** L'évolution des investissements chinois à l'étranger en milliards d'euros : 2004 : 2,9 ; 2005 : 5,5 ; 2006 : 12,3 ; 2007 : 21,2 ; 2008 : 52,2

**4-** Conférences internationales sur l'Irak, l'Afghanistan, le Soudan, le Yémen, Haïti, le tout sous l'égide de l'impérialisme américain qui entend bien rester le maître du monde, contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

**5-** La CIA avait financé et encouragé le développement du mouvement des Talibans au Pakistan, embourbé en Afghanistan comme autrefois au Vietnam, l'impérialisme après avoir renversé leur régime à Kaboul leur tend la main... pleine de dollars. Quoi de plus naturel ? En Afrique ou en Amérique latine, l'impérialisme n'a-t-il pas soutenu, ne soutient-il pas encore des dictatures pour que les multinationales pillent les richesses des peuples de ces continents, alors une de plus, franchement où serait le problème ?

**Quelques infos en bref.**

**Sarkonzy serait en plus un piètre avocat. A-t-il au moins une qualité ?**

L'affaire Clearstream entraîne lapsus sur lapsus chez Nicolas Sarkozy. On se rappelle du mot «coupables», lancé lors de son interview télévisée de septembre dernier, à propos de personnes seulement accusées.

Dans son communiqué publié peu après l'annonce de la relaxe de Dominique de Villepin, le président a annoncé qu'il ne ferait pas appel de cette décision.

Or, en tant que partie civile, Sarkozy ne peut pas faire appel de cette décision de relaxe. L'article 497 du code de procédure pénale précise que, en matière correctionnelle, seul le parquet et les personnes condamnées sont en droit de le faire. La partie civile peut faire appel «quant à ses intérêts civils seulement», dixit la loi. Et comme Villepin n'a pas été condamné à verser quoi que ce soit, cette phrase est sans objet. Une erreur surprenante de la part d'un président, dont la profession première est avocat... (Libération.fr 28.01)

**Affaire Frêche.**

Je ne connais que par les médias cet autocrate plutôt rustique exclu récemment du PS, pour avoir tenu des propos tendancieux pour les uns ou inacceptables pour les autres. A plusieurs reprises dans le passé en lisant les articles des agences de presse ou des médias nationaux, j'avais cru comprendre que ses détracteurs avaient extrait ce qui les intéressait de ces propos pour ensuite pouvoir l'attaquer, je n'en était pas certain, donc je me suis abstenu d'en parler pour ne pas prendre le risque de commettre une grossière erreur.

**Procédons par ordre.**

**1-** On lui reproche aujourd'hui d'avoir dit de Fabius, je cite : «Il a une tronche pas catholique».

**2-** Fabius étant "*d'origine juive*" selon ce que j'ai lu, il y aurait un relent d'antisémitisme dans le propos de Frêche, le conditionnel ici n'exprimant pas une hypothèse, mais une affirmation.

**3-** Frêche s'en défend en rétorquant qu'il avait "*répondu (à Fabius) par une expression populaire utilisée par tous les Français depuis des*

*siècles*". J'ai regardé dans mon Lexis Larousse de 1975, cette expression date en effet de 1863. Cette expression s'applique aux choses ou aux êtres, par exemple : son comportement n'est pas très catholique, signifie que son comportement n'est pas clair, on exprime un doute, cette expression a une valeur négative. Frêche a précisé qu'il avait voulu ainsi exprimer "*le manque de confiance que j'ai à son égard (de Fabius) depuis le Congrès de Rennes de 1990 et pas autre chos.*" Pas de quoi fouetter un chat.

**4-** Question : Alors pourquoi cette polémique qui ressemble à un lynchage ? Avant d'y venir, revenons sur l'accusation d'antisémitisme avancée par l'ensemble de ses procureurs généraux, de l'UMP au NPA en passant par le PS et le PG, SOS racisme, la Licra et le Crif notamment.

**5-** Dans le site Rue89, j'ai trouvé des données qui ne collent pas avec cette accusation, apparemment, vaut mieux être prudent. Voici ce qu'on pouvait y lire hier, je cite :

"L'accusation d'antisémitisme est pourtant paradoxale. Il suffit de taper « Frêche + juifs » sur Google pour s'en rendre compte. A part les liens qui renvoient à l'actualité du jour, la quasi totalité des occurrences accusent Georges Freche d'être l'ami des juifs.

Au premier rang desquelles on retrouve cette vidéo, tournée le 24 juin 2007 à Montpellier, à l'occasion de la « *Journée de Jérusalem* », dans le cadre du jumelage entre sa ville et la localité israélienne de Tibériade :

« *Je suis ravi que, pour la première fois, la France ait élu au suffrage universel direct, ce sera mon bonheur dans mon malheur, un juif président de la République. On avait eu Léon Blum et Mendès France premiers ministres, mais on n'avait jamais eu un juif élu au suffrage universel. C'est un beau succès.*

*Et en plus avec Kouchner ministre des Affaires étrangères, qu'est-ce que vous voulez de plus ? Alors je vais dire à mon ami Kouchner : quand c'est que tu reconnais Jérusalem capitale d'Israël ?* »

Outre le fait que ni Nicolas Sarkozy ni Bernard Kouchner ne soient juifs du point de vue de l'orthodoxie de la religion, la déclaration, loin d'être la seule en ce sens, avait suffit pour voir se multiplier les accusations de sionisme.

Jadis taxé de sioniste et aujourd'hui d'antisémite, Georges Frêche n'a cependant jamais été condamné pour injure raciste, malgré ses propos controversés sur les « *blacks* » en équipe de France de football ou sur un groupe de harkis assimilés à des « *sous-hommes* »."

**6-** Frêche, hier accusé de sionisme, se retrouve accusé d'antisémitisme, plutôt étrange pour quelqu'un qui réclame à cors et à cri que Jérusalem soit reconnue comme la capitale du seul Etat israélien, non, surtout à peine six semaines avant les élections régionales où il est candidat investi par les membres du PS local, tout juste 15 jours avant la date limite (15 février) pour élaborer une nouvelle liste PS-Verts contre Frêche qui est donné favori, n'y aurait-il pas par hasard un rapport entre les deux événements ?

**7-** A qui profite cette polémique ?

Le député UMP Eric Raoult n'a pas hésité à déclarer : "*J'ai découvert un Le Pen de gauche*" (Reuters 28.01), alors qu'on ne comptent plus les nazillons à l'UMP ! Passons sur l'amalgame qui relève de la calomnie. D'un côté, on apprend que cette polémique serait une aubaine pour le candidat de l'UMP donné battu jusqu'à présent. De l'autre, 'Pascale Boistard, secrétaire nationale aux adhésions avertit : si les socialistes qui figurent sur la liste Frêche «*ne désertent pas cette liste, ils seront exclus*». Jusqu'à présent Frêche avait rallié les socialistes des cinq fédérations de la Région, dont l'Hérault, puissant bastion PS, qui avaient soutenu le président Frêche.' (AFP 28.01)

**8-** Dernier élément.

A quand remonte les propos de Frêche, dans quelle circonstance les a-t-il prononcés ? On aurait pu commencer par là, mais toute notre démonstration aurait alors été inutile et on se serait privé de constater (encore une fois) à quel point tous les partis qui crient au loup dans cette affaire sont pourris jusqu'à la moelle.

Selon l'article du 28 janvier paru sur le site Rue89, ses "*propos ont été prononcés le 22 décembre lors du conseil d'agglomération de Montpellier qu'il préside, et repris par L'Express paru ce jeudi.*". Entre le 22 décembre et le jeudi 28 janvier, il s'est écoulé 37 jours et pendant 36 jours ces propos n'ont apparemment fait l'object d'aucune polémique, puis soudain... Etrange, non ?

**9-** Pour terminer ensuite chacun se fera sa propre opinion. Question : Une liste PS conduite par le maire de Montpellier Mme. Mandroux serait-elle plus fréquentable ou préférable à celle de Frêche pour que le Front de gauche, le NPA, les Verts, etc. puissent tranquillement reporter leurs voix et ainsi "*battre la droite*" en donnant l'impression, l'impression seulement, de ne pas avoir brader les principes qu'ils prétendent défendre face au PS, en toute indépendance bien entendu ? Electoralistes tous ces gens-là, pensez-vous, ils ne pensent qu'aux intérêts du bon peuple de France !

Nauséabond toute cette histoire, non ? Elle donne une image épouvantable de la politique, à qui profite le crime, devinez : Ils voudraient que

les travailleurs se détournent de tous les partis qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, pendant ce temps-là le régime se survie à lui-même, le seul gagnant dans cette affaire, c'est l'essentiel pour eux.

L'abstention à ces élections est bien la seule position correcte.

**Allemagne.**

Le taux de chômage en Allemagne a atteint 8,6% en janvier 2010 et touche désormais 3,617 millions de personnes, selon les chiffres publiés jeudi par l'Office fédéral du Travail. (AP 28.01)

**Grande-Bretagne.**

Le système bancaire britannique n'est plus considéré comme l'un des plus stables et les moins risqués du monde, a annoncé jeudi Standard & Poor's.

S&P ajoute qu'elle s'attend à ce que la réduction du niveau élevé d'endettement britannique pèse lourdement sur les perspectives de croissance économique du pays et sur la performance financière de ses banques. (Reuters 28.01)

**Etats-Unis. Ford. Le miracle du crédit gratuit, merci la Fed, merci Obama.**

Ford Motor publie des profits de 2,7 milliards de dollars (1,9 milliard d'euros) pour 2009, son premier bénéfice net annuel depuis 2005, et ajoute qu'il vise aussi un bénéfice en 2010 en regagnant des parts de marché malgré une reprise lente des ventes automobiles aux Etats-Unis.

Pour le seul quatrième trimestre, Ford dégage un bénéfice supérieur aux attentes, à 868 millions de dollars, soit 25 cents par action, contre une perte de 6 milliards et 2,51 dollars par action un an auparavant.

Le constructeur automobile a réitéré sa prévision d'une année 2011 qui sera "*fortement rentable*".

Le groupe a également fait état d'un flux de trésorerie positif de 3,1 milliards de dollars au quatrième trimestre pour son activité automobile. Une situation qui devrait se poursuivre cette année.

Grâce à des flux de trésorerie positifs au second semestre 2009, Ford a limité à 300 millions de dollars l'ensemble de sa trésorerie brulée sur 2009, contre 19,5 milliards en 2008.

Ford a terminé 2009 avec une dette de 34,3 milliards de dollars dans l'automobile, contre 26,9 milliards à la fin du troisième trimestre en raison principalement de sa contribution au régime de retraite et de soins de santé du syndicat de l'automobile Union Auto Workers.

Pour 2009, le bénéfice net de la branche Ford Motor Credit est de 1,27 milliard de dollars, contre une perte nette de 1,54 milliard en 2008. (Reuters 28.01)

**Iran. Pendus pour l'exemple.**

Deux personnes ont été exécutées par pendaison jeudi en Iran.

Une chaîne de télévision officielle avait annoncé auparavant que Mohammad Reza Ali Zamani et Arash Rahmanpour avaient tous deux participé aux manifestations qui ont suivi la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad en juin dernier.

Mais le procureur de Téhéran Abbas Jafari Dowlatabadi n'en a pas fait mention lors de son intervention sur la TV publique, affirmant que les deux hommes appartenaient à un groupe d'anarchistes et avaient planifié d'assassiner des fonctionnaires et d'organiser des attentats à la bombe.

L'avocat de l'un des deux hommes a précisé que son client avait été arrêté en avril 2008, soit deux mois avant l'élection et les émeutes meurtrières qui ont suivi. (AP 28.01)

---

**Le 30 janvier**

J'ai mis en ligne deux pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* consacrées à la question des retraites, cela peut intéresser les camarades.

Au-delà du fait qu'il est nécessaire de "*défaire la propagande officielle*", il serait bon de rappeler que les besoins et les aspirations de la classe ouvrière sont indépendants de ceux de la classe des capitalistes, qu'ils ne sont pas déterminés, dictés ou n'ont pas à tenir compte de la crise du capitalisme, c'est la base du combat pour le socialisme, non ? Pourquoi 37,5 annuités ou 60 ans, parce qu'on estime que c'est suffisant, peut-être trop de nos jours d'ailleurs, point barre.

Prenons un exemple. Le droit à la santé devrait être un droit universel, il ne devrait faire l'objet d'aucune discussion ou exception, on ne peut pas concevoir que certains enfants, femmes ou hommes (en France ou dans le monde) pourraient se faire soigner, tandis que d'autres en seraient privés parce qu'ils n'en auraient pas les moyens financiers, le contraire constitue une injustice intolérable.

Ce n'est pas une question théorique ou idéologique à proprement parlé, mais morale, morale de classe. De son côté, la classe des capitalistes estime normal que des millions de personnes crèvent dans des conditions de souffrances atroces à travers le monde, de notre côté, nous estimons que cette situation relève de la barbarie. On voit bien là que ce sont deux conceptions du monde inconciliables qui s'affrontent et que leur fondement est fondamentalement antinomique.

La même argumentation peut être développée pour le droit à s'alimenter, à se vêtir, à l'instruction, au travail, aux congés, à la culture, au logement, etc., bref, en dehors du respect que l'on peut témoigner par ignorance envers un régime économique synonyme d'inégalité et d'injustice au nom du profit, de l'argent, du pouvoir, de la crainte qu'il peut nous inspirer au point de vivre en permanence dans un état de soumission sans espoir d'en sortir, on ne voit pas qu'est-ce qui pourrait justifier de vivre dans un monde aussi pourri.

"*Défaire la propagande officielle*" est une chose, c'est le minimum dirons-nous, combattre pour le socialisme en est une autre. Je ne commenterai pas l'édito de Gluckstein, il s'adresse aux dirigeants du PS, je cite : Aubry, Bartolone, Hamon, cela ne nous concerne pas.

**Affaire Frêche, quelques éléments supplémentaires.**

**1-** Les dirigeants des cinq fédérations départementales du PS en Languedoc font bloc derrière le président de région sortant.

"*Rien ne va changer, on reste en campagne. Pour nous c'est un épiphénomène*", a assuré vendredi le sénateur Robert Navarro, qui dirige la fédération PS de l'Hérault, l'une des dix plus importantes de France.(Reuters 29.01)

**2-** Il ne faudrait pas qu'au prétexte de régler son compte politique à Georges Frêche, ce qui est son problème, le Parti socialiste se mette à renforcer, en France, l'inquisition linguistique et le politiquement correct, déjà fort agissants comme ça.

Car il s'agit de cela dans la violente condamnation du dernier «*dérapage*» du président de la région Languedoc-Roussillon par les responsables du PS. D'une exagération, peut-être opportune à leurs yeux, d'une emphase volontaire, et sûrement utilitaire, qui peuvent s'avérer bien plus préjudiciables à l'intérêt général, à notre morale langagière commune, qu'à leur cuisine électorale dans le sud. On ne joue pas avec l'effroi que provoque et doit provoquer la parole et la pensée antisémites. On ne l'invente pas, ne l'invoque pas quand il n'y a pas lieu qu'il soit, au risque d'affaiblir la référence sacrée à la Shoah et de trahir ceux aux noms desquels on prétend s'insurger.

Il n'a pas échappé à ceux qui ont lu ou écouté leurs réactions offusquées que les socialistes ont sauté sur la première occasion linguistique pour lancer, à Montpellier, la liste concurrente qu'ils tenaient au chaud, autour d'Hélène Mandroux, la maire PS de la ville. Mais ils sont allés, pour ce faire, loin, jeudi 28 janvier, dans l'indignation de «*vierges effarouchées*» -pardon aux vierges et aux effarouchées-, trop loin pour que ces plaintes soient perçues comme tout à fait honnêtes et sincères.

Abus de mots. Abus d'appels aux consciences. Jeu dangereux. Que diront-ils, ces socialistes, quand fleuriront, chez Le Pen ou ailleurs, les vraies formules antisémites, les saillies xénophobes et les insultes racistes? Cette révision du dictionnaire, cette correction de ce qui «*se dit*» ou «*ne se dit pas*», «*se fait*» ou «*ne se fait pas*», qu'on pensait appartenir à un camp plus conservateur, laisse comme une ombre inquiétante. (Slate.fr 29.01)

**3-** En Israël, on s'étonne beaucoup que traiter en France un juif de juif soit une insulte et fasse couler autant d'encre. En revanche, l'utilisation manifeste d'un éventuel «*dérapage*» à des fins politiciennes trouble. (Slate.fr 29.01)

**Commentaire.**

La social-démocratie a fait le lit de dictatures et du fascisme à une autre époque, pas seulement hélas, elle vient de faire élire au Chili un admirateur de Pinochet ... et de Sarkozy ! Après cela, votez PS au premier ou au second tour pour "*battre la droite*" ! Quand la bonne conscience fait office de conscience de classe ! La lutte des classes évolue, mais la conscience de classe piétine !

**Retraite : un acquis social. 60 ans : c'est déjà tard, trop tard pour profiter de la vie !**

Diffusés ce vendredi par *Les Echos* et France Info, les résultats du sondage BVA révèlent l'attachement des Français au système des retraites. 63% d'entre eux, soit six Français sur dix, se disent favorables au maintien de l'âge du départ à la retraite à 60 ans, estimant qu'il s'agit d'"*un acquis social sur lequel il ne faut pas revenir.*"

Ils sont 34% à estimer que l'âge de la retraite peut être repoussé en raison de l'allongement de l'espérance de vie, et 3% ne se prononcent pas.

BVA a également relevé le clivage gauche-droite puisque 73% des sympathisants de gauche demandent le maintien de la retraite à 60 ans contre 43% des sympathisants de droite.

Mais dans l'ensemble, 51% des Français seraient prêts à travailler plus longtemps, et 31% à payer plus pour sauver leurs retraites. (Lexpress.fr 29.01)

Les 34 et 31% doivent être les mêmes et appartenir à la classe moyenne des cadres ou salariés qui ont les moyens de payer plus pour leurs retraites.

**Etats-Unis.**

**1-** Barack Obama proposera vendredi 33 milliards de dollars de crédits d'impôts pour encourager les PME américaines à recruter et à augmenter les salaires en 2010, a déclaré jeudi une source gouvernementale.

Selon ce plan, il sera accordé 5.000 dollars de crédit d'impôt pour chaque embauche nette dans l'année calendaire 2010.

Les entreprises augmentant les salaires pourront se faire rembourser une partie des cotisations retraite.

Le montant des aides sera plafonné à 500.000 dollars par entreprise pour garantir que l'essentiel de la somme aille aux petites et moyennes sociétés. (Reuters 29.01)

**2-** Après un début d'année catastrophique, le Produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a atteint 5,7% en rythme annuel au quatrième trimestre 2009 (octobre-décembre), selon les chiffres annoncés vendredi par le Département du Commerce. Le PIB américain a chuté de 2,4% sur l'ensemble de l'année 2009, le plus fort recul depuis 1946. (AP 29.01)

**Banques.**

**1-** ING Group a finalisé la vente de sa division de banque privée en Asie à Oversea-Chinese Banking Corp, dans le cadre de la plus grosse transaction dans le secteur de la banque privée depuis l'éclatement de la crise financière. (Reuters 29.01)

**2-** Mizuho Financial Group, la deuxième banque japonaise par actifs, confirme son retour à la rentabilité dans le cadre de la publication de ses résultats trimestriels, grâce à la baisse des coûts liés aux créances douteuses et à des pertes plus faibles sur son portefeuille de titres.

Mizuho a dégagé un bénéfice net de 38,5 milliards de yens (306 millions d'euros) pour la période octobre-décembre, contre une perte nette de 145,1 milliards un an auparavant. (Reuters 29.01)

**Mais où ont-ils donc la tête ? Ou alors des nantis, ils ont trop de fric !**

Rien qu'à Roissy-Charles-de-Gaulle, 750 ordinateurs professionnels sont retrouvés chaque semaine. Au total, dans les huit plus grands aéroports européens, ce sont près de 4.000 micros qui s'égarent, selon l'étude réalisée par l'Institut Ponemon pour le compte de Dell. Aux États-Unis, 600.000 portables professionnels se volatilisent ainsi chaque année et près de 70% d'entre eux ne sont jamais réclamés. Bizarrement, ces micros portables sont le plus souvent perdus aux points de contrôle de sécurité, un des endroits les plus surveillés de l'aéroport.

Dans le seul TGV à destination de Bruxelles, au moins un ordinateur est volé chaque jour, reconnaît Régis Poincelet, directeur de la sûreté de GDF Suez et vice-président du Club des directeurs de sécurité des entreprises (CDSE).

Aux ordinateurs oubliés s'ajoutent maintenant des milliers de téléphones portables tombés des poches. Rien qu'à Londres, 10.000 téléphones se perdent chaque mois dans les taxis. 80% sont restitués, selon une étude de Credant Technologies. (LeFigaro.fr 29.01)

---

**Le 31 janvier**

On passe directement aux infos en bref, les différentes rubriques seront actualisées plus tard ou demain matin faute de temps. J'ai laissé dans la page d'accueil, dans les différentes rubriques, les titres des articles du mois de janvier, pour les camarades qui ne se connectent pas régulièrement sur le site.

Bon dimanche à tous.

**Fillon. Un régime de rigueur appliqué aux collectivités locales. En mars : voter pour la mise en oeuvre de cette politique antisociale ?**

François Fillon assure dans un entretien au *Figaro* de ce samedi que les dépenses publiques globales progresseront "*désormais à un rythme inférieur à 1% par an dès 2011*" afin d'enrayer la spirale des déficits, fixant également un calendrier jusqu'en 2013.

"*Concrètement, cela signifie un gel du budget des ministères et des efforts comparables pour les collectivités locales...*" (Libération.fr 30.01)

En annonçant pour ainsi dire le gel des dépenses sociales notamment qui concernera l'ensemble du territoire donc les régions, à dès lors à quoi bon aller voter aux élections régionales si ce n'est voter pour la rigueur ?

**Retraite.**

François Fillon affirme dans dans le même entretien au *Figaro*, que la question de la hausse des cotisations sera "*posée*" à l'occasion de l'examen de la réforme des retraites, tout en écartant "*une remise à plat complète*" du système. (Libération.fr 30.01)

Quand on a en mémoire les déclarations de Sarkozy et de Fillon, on s'aperçoit qu'ils disent tout et son contraire. Que craignent-ils ? L'étincelle qui déclencherait une explosion sociale ?

Il ne va pas en manquer pour affirmer avec satisfaction qu'en écartant "*une remise à plat complète*" du système de retraite, le gouvernement a reculé par crainte d'un mouvement social pour défendre le régime par répartition. Pourquoi pas, reculé pour mieux sauter, un pas en arrière deux pas en avant...

Raison de plus pour se mobiliser et lui infliger une défaite en mettant en avant la nécessité de revenir à 37,5 annuités (public-privé) de cotisations et de conserver les 55 ou 60 ans pour partir à la retraite à taux plein, l'ensemble des régimes spéciaux, quite à renverser le gouvernement et à en finir avec le capitalisme si nécessaire pour y parvenir, y aurait-il une autre perspective révolutionnaire ou issue politique à la crise du capitalisme qui correspondrait aux intérêts collectifs de la classe ouvrière ?

**La méthode Coué de La Talonnette ne fait pas recette.**

Nicolas Sarkozy a déclaré lundi que le chômage reculerait "*dans les semaines et les mois qui viennent*".

A la question de savoir si le chômage baissera durablement dans les prochaines semaines et les prochains mois, selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche réalisé les 28 et 29 janvier et diffusé samedi, 77% des sondés répondent par la négative et 23% par l'affirmative. (Reuters 30.01)

**La crise rampante au sein de l'UMP s'étale au grand jour.**

Le conseil national de l'UMP a approuvé samedi ses listes pour les élections régionales de mars, non sans difficultés, seuls 60% des délégués les ayant approuvées. "*Ca n'a pas toujours été facile*", a dû constater le Premier ministre François Fillon, alors que toutes les listes n'ont pas encore été approuvées totalement.

En dépit des tractations de dernière minute, les négociations sur la composition définitive devront donc se poursuivre au cours du week-end. "*Il se peut que dans les 48 heures qui viennent, nous ayons encore besoin d'ajuster, de rectifier, de modifier quelque chose*", a avoué Jean-Claude Gaudin, président de la commission nationale d'investiture du parti majoritaire.

Quelques instants plus tôt, c'est sous quelques sifflets que le vice-président de l'UMP Jean-Pierre Raffarin avait annoncé à la tribune que les investitures avaient été adoptées par 60% des membres du conseil national contre 40%. (AP 30.01)

**Affaire Frêche, suite.**

Le journal Le Parisien reproduit samedi un courrier adressé par le président de la région Languedoc-Roussillon, Georges Frêche, à Laurent

Fabius le 28 janvier, jour où a éclaté la polémique, dans lequel il dit vouloir clore ce qu'il qualifie d'"incident" mais ne présente pas d'excuses au député de Seine-Maritime.

"*Si la confiance n'est pas nécessairement de mise entre nous, l'expression que j'ai utilisée n'a pas de connotation religieuse. Tu connais depuis longtemps mon amitié pour Israël*", écrit Georges Frêche à l'ex-Premier ministre socialiste, dont la famille est d'origine juive.

"*C'est une expression populaire du XIXe siècle qui est dans tous les bouquins de citations, cela veut dire quelqu'un en qui on n'a pas confiance", s'est défendu Georges Frêche samedi sur RTL en confirmant l'envoi de son "courrier d'explication*".

"*Je suis opposant à Fabius au sein du PS depuis 25 ans, il n'y a rien de nouveau*", a-t-il ajouté.

"*Je suis victime de l'ambition de Martine Aubry qui utilise le Languedoc-Roussillon pour essayer de prendre de l'avance sur ses concurrents dans l'investiture au sein du PS pour la prochaine course à l'Elysée*", a affirmé le président sortant, qui se présente sous l'étiquette divers-gauche au scrutin de mars. (Reuters 30.01)

Frêche est infréquentable, je n'ai jamais prétendu le contraire évidemment et les camarades l'ont bien compris, je n'ai reçu aucun courriel à ce propos, tout comme Fabius ou l'ensemble des dirigeants du PS.

**Etats-Unis.**

**1-** "*Quand tant de gens bataillent encore, quand un Américain sur dix ne peut toujours pas trouver d'emploi et que des millions d'autres travaillent plus dur et plus longtemps pour gagner moins, notre mission n'est pas seulement de faire croître l'économie*", a dit Obama samedi dans son message radiodiffusé hebdomadaire, également publié sur internet. (Reuters 30.01)

"*Travailler plus dur et plus longtemps pour gagner moins*", un aveu terrible, une punition d'autant plus difficile à digérer qu'elle s'applique dans un pays ou la population est habitué à consommer sans modération.

**2-** Larry Summers, principal conseiller de Barack Obama pour les questions économique, a souligné à Davos le prix fort payé par les chômeurs : "*Ce à quoi nous assistons, aux Etats-Unis, c'est à une reprise sur le plan des statistiques, et à une récession pour les humains*". (Reuters 30.01)

Côté aristocratie financière : la "*reprise*" de Wall Street et de la spéculation, côté classe ouvrière : la "*récession*" sociale sans fin. Si la reprise bénéfie aux voyous de la finance et aux négriers de l'industrie d'une part, et que la récession est réservée aux humains, donc au prolétariat frappé par les conséquences de la crise du capitalisme d'autre part, cela signifie que les banquiers n'appartiennent pas vraiment au genre humain. Il est vrai que le sort que réserve le capitalisme en décomposition à tous les peuples à l'exclusion des classes dominante, n'a rien d'humain et s'apparente davantage à la barbarie.

Je ne suis pas certain que c'est ce qu'a voulu dire monsieur Summers, mais on peut le remercier d'avoir rappelé que toutes les classes ne bénéfiaient pas du même traitement de la part du capitalisme, avec en toile de fond... la lutte des classes.

**Epuration. Nouvelles concentrations du capital dans le secteur bancaire aux Etats-Unis.**

L'American Marine Bank de Washington, la Marshall Bank dans le Minnesota, la First Regional Bank de Los Angeles, la Florida Community Bank d'Immokalee, la First National Bank of Georgia, à Carrollton, et la Community Bank and Trust de Cornelia, en Géorgie, ont ainsi déposé leur bilan, annonce le fonds de garantie des dépôts bancaire (FDIC), ce qui porte à 15 les faillites enregistrées cette année dans le secteur.

Selon la FDIC, 2010 devrait connaître un pic des faillites bancaires. L'an dernier, 140 établissements ont cessé leurs activités. Vingt-cinq avaient connu le même sort en 2008 et trois en 2007.

L'organisme estime que les faillites bancaires vont lui coûter au total une centaine de milliards de dollars sur la période 2009-2013. (Reuters 30.01)

**OMC. Boucler en 2010 le cycle des négociations de Doha : personne n'ose y croire !**

Réunis à Davos en marge du Forum économique mondial, les ministres du Commerce d'une vingtaine de pays se sont montrés peu optimistes quant aux chances de conclure cette année les discussions sur la libéralisation du commerce mondial. (Reuters 30.01)

**Tunisie. Un régime arbitraire et corrompu.**

Une cour d'appel tunisienne a confirmé la peine de six mois de prison infligée en novembre au journaliste et opposant Taoufik ben Brik.

Des militants pour la liberté d'expression ont pris fait et cause pour le journaliste et dénoncé des charges fabriquées de toutes pièces pour le faire taire.

"*Je vais entreprendre une action en justice devant les Nations unies contre le gouvernement tunisien*", a dit à Reuters la femme du journaliste, Azza Zarad.

Le journaliste était poursuivi sur la foi d'une plainte d'une femme, qui lui reproche de l'avoir agressée et d'avoir endommagé sa voiture lors d'une dispute dans la rue.

Il se dit victime d'un piège tendu par la police tunisienne.

Les défenseurs des droits de l'homme accusent la Tunisie de se servir de la police et des tribunaux pour faire taire les opposants au régime, dirigé depuis 23 ans par Ben Ali. (Reuters 30.01)

**Chine. Tirer un coup, disons régulièrement... pour maintenir la productivité des travailleurs.**

Trente millions de personnes ont quitté leur région pour venir travailler dans cette province du sud de la Chine, qui contribue largement aux exportations nationales.

Cet exode a séparé de nombreux couples, qui souffrent de "*graves privations sexuelles*", selon Zhang Feng, directeur du planning familial du Guangdong.

"*Les migrants auront moins d'intérêt pour leur travail s'ils ne peuvent satisfaire leurs besoins sexuels*", conclut Zhang. (Reuters 30.01)

Pour moi qui vit en Inde où j'ai pu constater directement à de multiples reprises le niveau de conscience et de connaissance misérables des autorités ou des élus ou encore des représentants des classes dominantes, leur manque absolu d'humanisme, cette réflexion ne m'étonne pas. A mon avis, c'est difficile ou impossible de se faire une idée exacte de la pourriture qui habite ces gens-là en y étant pas confronté soi-même. Ils ne sont pas évolués, ils ont conservé la mentalité de féodaux ou d'esclavagistes.

Tu es séparé de ta compagne (ou l'inverse), pas problème, on va te mettre à disposition un bordel bon marché proche de ton lieu de travail, mieux encore dans le périmètre de l'usine pour tu puisses te soulager plus souvent et sans risque sous le contrôle vigilant de notre très bon directeur des ressources humaines de l'usine. Ou alors, on va vous distribuer gratuitement des préservatifs pour que vous puissiez vous taper des putes chaque fois que vous en aurez envie. Avouez-le tas d'obsédés sexuels, elle n'est pas belle la vie au pays des esclavagistes modernes !

Haut de page

# Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

## Causeries février 2010

| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | | | | | | | | | | | |

---

**Le 1er février**

Ils chauffent, ils sont sur la bonne piste, encore un effort et ils comprendront que c'est l'ensemble du système capitaliste qu'il faut balayer.

Un article paru dans le site Rue89 (au format pdf dans la rubrique Info économique).

**Et si la finance avait adopté la fraude pour éviter une crise fatale au système ?**

C'est la thèse du juge Jean de Maillard. Entretien.

Est-ce un syndrome de la crise économique ? Sa cause ? Ou sa conséquence ? En tout cas, l'idée que l'économie contemporaine est gangrenée par la criminalité fait son chemin.

Depuis « *Un monde sans loi* » (Stock, 1998), Jean de Maillard, magistrat et blogueur de Rue89, explore les vices cachés de la criminalité financière. Dans son dernier livre, « *L'Arnaque* », le magistrat (qui n'a jamais été juge financier) inverse le paradigme : et si, pour survivre, la finance internationale, avait pris en main les ressorts de la « *fraude* » ?

« *C'est un terme par défaut, précise-t-il, qui remonte aux années 80, au moment où Reagan et Thatcher arrivent au pouvoir. Ils mettent en concurrence, dans l'univers du crédit immobilier, les structures mutualistes avec les entreprises privées. C'est là que la dérive commence.*»

La technique de la chaîne de Ponzi, comme Madoff.

Pour l'auteur, les banques sont au cœur de ce dispositif. Les états prêtent de l'argent aux banques, qui spéculent sur les bourses pour faire monter les cours et refaire de l'argent avec la mise initiale.

Avec une constante dans les techniques utilisées par les intermédiaires financiers : le recours à la chaîne de Ponzi (aussi appelée boule de neige ou pyramide) :

« *Exactement comme dans l'affaire Madoff, vous financez une arnaque en demandant aux nouveaux entrants de financer ceux qui sont déjà*

*dans le système.* »

Résultat : chaque crise voit surgir sa propre bulle spéculative, immobilière, Internet, liée au crédit… Avec des liquidités qui viennent nourrir les paradis fiscaux, échappant à l'impôt, mais terriblement nécessaires aux mécanismes économiques. D'où l'hypocrisie des grandes déclarations d'intention de ces derniers mois sur les places off-shores.

« *Le plus important, c'est la fonction réglementaire des paradis fiscaux qui permet d'implanter fictivement certaines activités.*»

Y-a-t-il une volonté politique de lutter contre ce phénomène ?

Pour qu'il y ait une volonté politique, encore faudrait-il qu'il y ait une conscience politique… Les dirigeants politiques ne savent même plus ce qui se passe dans la sphère financière. Reprendre en main le système financier aurait pour conséquence de le détruire. »

Dernière mode : l'explosion des « *dark pools* », les bourses noires.

Dernier phénomène inquiétant de la planète finance, l'explosion des dark pools. Ces « *boites noires* » ou « *bourses noires* » ont vu le jour en 2007 en Europe, à partir de la directive des marchés d'instruments financiers (MIF). Elles consistent à proposer aux investisseurs une place de marché sans cotation publique. En clair, vous achetez ou vendez sans connaître la valeur des actions, actions par ailleurs cotées sur les grandes places financières.

Initialement, le principe du « *dark pool* » est d'éviter les écarts de cours lié à certains ordres. En fait, nul ne sait vraiment -y compris les experts de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans un avis d'octobre 2009- comment contrôler ces nouvelles places…

Pour Jean de Maillard, les « *dark pools* » sont le lieu des prochains dérapages de la finance.

**Point retraites et chômage : la collaboration de classes à l'oeuvre.**

**1- Retraites.**

Le gouvernement semble avoir abandonné provisoirement l'idée de refondre totalement le système de retraite pour basculer sur un système à points. Le jeu n'en vaudrait pas vraiment la chandelle, il ne présenterait que des inconvénients par rapport au système par répartition, il serait trop risqué sur le plan social et économique et sa mise en place pourrait prendre du temps et s'avérer coûteuse à un moment où il n'est question que de rigueur, de plus il ne règlerait aucun problème.

Invité de l'émission La Tribune-BFM, Claude Guéant a dit : "*On n'est pas très enthousiaste parce qu'on vient de constater que si le gouvernement suédois n'était pas intervenu, les retraites baissaient en 2009 de plusieurs points*", et d'ajouter : "*Il y a un risque que je ne suis pas sûr que les Français sont prêts à accepter.*", autrement dit la crainte d'une mobilisation de la classe ouvrière...

Darcos a semblé sur la même longueur d'onde au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, en disant : "*Il faut évidemment sauver le système par répartition, c'est la clef de tout, ça ne se discute pas*".

**Les autres "*pistes*" qu'ils ont à l'étude.**

**1-** "équilibrer différemment la part des cotisations qui vont (...) sur le chômage, et la part qui va sur les retraites", Xavier Darcos, reprenant un argument de Fillon et Guéant, au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. Il a estimé que ce rééquilibrage serait facilité par une amélioration de l'emploi et une réduction du nombre de chômeurs. (Reuters 31.01) Il se fie à la déclaration de Sarkozy de lundi dernier dans laquelle il avait dit que le chômage reculerait "*dans les semaines et les mois qui viennent*"... alors qu'il continue de croître chaque semaine qui passe !

**2-** Il a écarté une taxation des profits, des bonus et des stock-options : "*Mon avis est que nous taxons déjà beaucoup et que ce n'est pas par là qu'il faut passer.*".

Taxer les capitalistes non, taxer les travailleurs oui, on avait compris le message, merci !

**3-** Il a réaffirmé qu'il faudrait travailler "*plus longtemps*". Le recul de l'âge de la retraite est sans doute "*une des pistes qu'il faudra aborder*", a-t-il souligné.

"*L'âge de 60 ans c'est une sorte de curseur qui fait que ça encourage à partir et que finalement nous avons un emploi des seniors qui est bien moins bon au total que (dans) les pays comparables*", a expliqué Xavier Darcos, comme l'avait fait avant lui Guéant. "*Eh bien sans aucun doute, oui, il faudra toucher à ce curseur-là.*"

**4-** Il s'est également prononcé en faveur d'une "*plus grande convergence*" entre le régime de retraites du secteur privé et celui de la fonction publique. "*Aucune idée n'est taboue*", a-t-il assuré à ce propos. Au lieu de prendre comme référence ce qui se fait de mieux en matière de retraite, alignons tous les secteurs sur ce qui se fait de pire, tel est le message que les fonctionnaires apprécieront sans doute.

Le seul tabou que connaissent ces gens-là : c'est le capitalisme qu'il ne faut pas remettre en cause, on ne lui demande pas d'ailleurs, c'est notre affaire et uniquement la nôtre. On ne demandera la taxation du capital, notre tâche est de le renverser !

**En conclusion.**

Le 27 janvier Thibault avait demandé à Sarkozy de "*clarifier*" ses objectifs sur la réforme des retraites lors du sommet antisocial du 15 février, feignant l'ignorance, il avait ajouté que ce rendez-vous était "*pour l'instant un rendez-vous mystérieux*" (AP 27.01), le ministre du chômage vient de préciser à lui et aux autres bureaucrates syndicaux quels seraient le cadre et l'objectif de leurs discussions : "*Il faudra tout simplement que nous travaillions plus longtemps*", comme s'il s'agissait d'une évidence, pour eux cela ne fait aucun doute évidemment, en mettant les points sur les i : "*C'est ce qu'il faut discuter*", "*Eh bien sans aucun doute, oui, il faudra toucher à ce curseur-là.*". Le doute n'est plus permis.

La messe est dite, ils ne pourront pas dire : nous ne savions pas, nous sommes tombés dans un "*piège*" - l'argument favori du POI pour blanchir les dirigeants syndicaux de toute responsabilité. Le gouvernement et le patronat à Thibault, Mailly, Chérèque, etc. : messieurs nos partenaires, à quel âge êtes-vous prêts à repousser le départ à la retraite à taux plein, 61, 62, 63, 64, 65 ans, plus ?

En fait de "*piège*", c'est leur subordination totale au capital qu'ils ne pourront pas camoufler et qui s'étalera au grand jour.

J'ai comme l'impression que les positions opportunistes des uns et des autres vont alimenter la crise que traversent tous les partis se réclamant de la classe ouvrière. La crise du capitalisme au secours de la lutte de classe du prolétariat pour y voir plus clair dans ses rangs, salutaire s'il en sortait une nouvelle direction, marxiste révolutionnaire bien entendu !

Au fait, en Allemagne ils ont six semaines de congés payés, nous cinq seulement, pourquoi personne ne met en avant la nécessité de passer à six semaines de congés payés ? Pourquoi absolument personne (syndicats et partis) n'avance plus aucune revendication en rapport avec les besoins nouveaux de la classe ouvrière ? Pourquoi se contentent-ils dans le meilleur des cas de défendre ce qui peut l'être selon eux, de ne regarder que vers le passé, de ne jamais se tourner vers le futur ?

Désolé , 60 ans pour prendre sa retriate, c'est déjà trop tard pour un ouvrier d'usine ou en bâtiment, pour une caissière, pour une vendeuse d'un grand magasin qui passe ses journées debout, etc. pourquoi pas 50 ans ? 40 ou 41 annuités, c'est beaucoup trop, 37,5 annuités c'était déjà trop, pourquoi pas 30 ou 28, un ouvrier qui commence à travailler à 16 ans est déjà usé à 45 ans, un ingénieur ou un cadre qui a poursuivit des études et qui commencera à travailler vers 22 ou 24 ans devrait obligatoirement travailler jusqu'à 59,5 ou 61,5 ans si on part de 37,5 annuités, jusqu'à 65 ans si on part de 41 annuités, c'est tard, ils seront bien vieux pour commencer enfin à profiter de la vie, car travailler, ce n'est pas la vie, sauf quand on conçoit que l'on doit vivre uniquement pour travailler.

Je propose de réduire le nombre d'annuités de cotisation entre 28 et 30 ans et le départ à la retraite à taux plein à 50 ans, avec la possibilité bien sûr pour ceux qui le désire de continuer à travailler. Ce n'est pas quand on est déja diminué physiquement que l'on doit pouvoir profiter de la vie, mais avant. I

Il faut rééquilibrer les trois stades de la vie, le premier tiers, l'enfance et l'adolescence, consacré à découvrir tranquillement le monde et à se former, le temps de la douce insouciance pendant lequel on doit aussi se forger une conscience, etc., le second, à participer activement à l'évolution et à l'entretien de la société pour que les générations futures ne se retrouvent pas fort dépourvues comme dit la fable, et enfin le troisième, celui du repos et de la liberté d'occuper la fin de sa vie comme on l'entend pour service rendu ou accompli envers la civisation humaine, et s'il devait y en avoir un quatrième, il serait consacrer à partir tranquillement dans la dignité, ainsi la boucle serait bouclée...

Ce programme pourrait s'appliquer entre le capitalisme et le communisme, pendant la période transitoire que l'on nomme socialiste, en attendant de passer du royaume de la nécessité à celui de la liberté. Non ? Utopiste ? Idéaliste ? Heureusement que nous le sommes avec les marxistes et tous ceux qui combattent pour l'abolition de l'exploitation et de l'oppression, pour la liberté !

Pourquoi pas, parce qu'on a abandonné le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat ? L'accumulation infinie du capital, du pouvoir, entre quelques mains, à quelque chose de délirant, de dingue, non ? N'aurait-elle pas non plus quelque part un côté utopique, idéaliste ? On a abandonné nos idéaux au profit ou au tournant de l'amélioration de notre propre condition de vie, c'est inavouable, c'est difficile de le reconnaître, voilà la vérité. A l'heure où la faillite du capitalisme s'étale sous nos yeux dans le monde entier, on ne devrait pas se tourner vers le futur dans lequel forcément le capitalisme n'aurait pas sa place, mais c'est qu'on est déjà mort politiquement !

Faisons table ras du passé, du vieux monde pourri : Place à la jeunesse, place à la révolution, place au socialisme !

**2- Chômage.**

Le ministre du Travail Xavier Darcos a estimé dimanche que la situation des chômeurs en fin de droits était une question qui "*appartient aux partenaires sociaux*", en réponse à la proposition de l'UNEDIC de travailler de concert avec l'Etat sur ce dossier.

"*L'allocation chômage, sous toutes ses formes, elle est gérée paritairement. Ce sont aux partenaires sociaux de dire comment ils voient les choses évoluer. Il y a d'ailleurs une négociation qui est ouverte sur les conséquences sociales de la crise et c'est à eux de dire comment les choses doivent évoluer*", a martelé le ministre au "Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI. (AP 31.01)

Est-il besoin de commenter ? Est-ce que vous comprenez pourquoi je suis farouchement contre la participation des syndicats à la gestion des organismes dits sociaux, qui sont en réalité des pompes à finance pour les syndicats ?

Les syndicats gèrent avec l'Etat et le patronat le traitement du chômage, par là il le légitime, vous pouvez penser ce que vous voulez c'est ainsi et pas autrement. Quand un chômeur perçoit 600 euros d'allocations chômages par exemple, il est réduit à la pauvreté, à vivre dans l'angoisse perpétuelle du lendemain, sa vie est infernale, nous sommes bien d'accord, et bien il a le droit de remercier les dirigeants syndicaux pour le traitement infâme qu'ils lui imposent.

Voilà une autre vérité que les petits-bourgeois ne veulent pas voir, tous ceux qui ne vivront sans doute jamais avec la crainte du chômage au ventre, les fonctionnaires en premier lieu. Qui sont les véritables fossoyeurs des syndicats, du mouvement ouvrier, les mêmes qui nous expliquent par ailleurs que "*la crise de l'humanité se réduit à celle de la direction du prolétariat*", histoire de nous faire oublier leur rôle inique auprès des dirigeants pourris des syndicats.

**Appel du procureur de Paris dans l'affaire Clearstream... ou de Sarkozy ? Guéant lache le morceau.**

"*Le président de la République souhaitait savoir la vérité, aujourd'hui il estime qu'une part de la vérité a été révélée par le procès mais que la vérité n'est quand même pas complètement sortie de ce procès. Il ne personnalise pas, il cherche à savoir la vérité*". (LePost 31.01)

Les choses sont claires : Guéant dit ouvertement que Sarkozy avait estimé que le premier procès n'avait pas permis d'établir la vérité, sa vérité, autrement dit que de Villepin devait être condamné puisqu'il l'avait décidé ainsi, et qu'il en faudrait un second pour le faire taire, ses amis chiraquiens de l'UMP compris. Ah les contradictions du régime ! Ambiance délétère garantie à l'UMP.

**La "*gauche*" ne risque pas de perdre son âme : elle n'en a pas plus qu'un banquier qui va à l'église tous les dimanches matins !**

"*Le seul risque qu'on prend dans la vie, c'est quand on perd son âme et moi je n'ai pas envie que la gauche la perde*", a fait valoir Martine Aubry. "*Mieux vaut perdre une élection que son âme*", a renchéri le député Claude Bartolone.

L'avis n'est pas partagé par Julien Dray, qui a appelé le PS à tenir compte des "réalités locales".

"*On a une région qui s'est beaucoup développée grâce à une équipe, on peut pas balayer ça d'un revers de main en disant : 'on peut perdre la région, c'est pas grave*", a expliqué le député sur Canal +. (Reuters 31.01)

Dray est plus pratique : faisons feu de tout bois et fermons-la ! Un exemple suivi par l'UMP, lire ci-dessous.

**L'UMP en campagne électorale fait dans le macabre. En trois actes.**

**1-** Un couple de septuagénaires a été retrouvé mort vendredi après-midi à son domicile de Pont-Sainte-Maxence (Oise).

**2-** De l'avis même d'Hortefeux les enquêteurs n'en sont qu'au stade des hypothèses, ils parlent d'un "toxicomane qui aurait été en manque", d'un "*déséquilibré*" ou encore "*une possibilité de mise en scène*". L'enquête a été confiée à la section des recherches d'Amiens (Somme).

**3-** Sans attendre, dans la foulée Hortefeux s'est emparé de ce qu'il y a lieu d'appeler un tragiquefait divers pour dévoiler samedi soir une série de mesures en matière de sécurité des seniors, dont notamment "*l'aggravation de la sanction pénale*" en cas d'agression d'une personne âgée. Il a été vivement appuyé dimanche par les deux porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre et Dominique Paillé.

Epilogue devenu habituel à l'UMP : La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie s'est distancée dimanche des annonces faites la veille au soir par son collègue de l'Intérieur Brice Hortefeux en précisant que si cette protection des personnes fragiles lui paraissait "*normale*", elle est "*très largement prise en compte dans la loi*". Aussi, MAM a appelé davantage à "*une simplification du droit*" qu'à de nouvelles mesures. (AP 31.01)

**1-** Utiliser le thème de l'identité nationale pour stigmatiser la haine des étrangers et attirer les voix du FN ;

**2-** ressortir le thème de la sécurité des personnes âgées, fragiles, donc plus facilement manipulables, elles représentent plus d'un quart des

électeurs. l'UMP ne sort des égoûts que pour aller à la messe ou au Fouquets, l'argent n'a pas d'odeur, comme la bonne conscience !

**Etats-Unis. Sombre perspective.**

**1-** La Maison blanche prévoit pour cette année fiscale un déficit budgétaire record de 1.600 milliards de dollars, a-t-on appris de source proche du Capitole.

Dans sa proposition de budget qui doit être dévoilée lundi, la Maison blanche prédit pour 2011 un déficit de 1.300 milliards de dollars. (Reuters 31.01)

**2-** Le coût des mesures d'incitation en faveur de l'emploi, annoncées par le président Barack Obama dans son discours sur l'état de l'Union, pourrait avoisiner les 100 milliards de dollars (72 milliards d'euros), a estimé dimanche la Maison Blanche. Ce plan comprend notamment des réductions d'impôts et de charges sociales pour les PME qui augmenteraient leurs effectifs. (AP 31.01)

**3-** Le président Barack Obama proposera de réduire ou de supprimer 120 programmes fédéraux pour diminuer le déficit budgétaire de l'exercice 2011, a dit la Maison blanche samedi.

Washington propose en particulier, comme pour l'an passé, d'éliminer l'"Advanced Earned Income Tax Credit", qui permet à certains ménages ayant des enfants de percevoir directement dans leur bulletin de salaire une partie d'un crédit d'impôt.

La présidence proposerait aussi de regrouper 38 programmes du département de l'Education pour n'en former plus que 11 et l'administration exercerait un suivi plus sérieux des subventions auprès des Etats et des écoles.

Un programme lié aux parcs nationaux figure également sur la liste des suppressions. Selon le New York Times, le programme de la NASA visant à retourner sur la lune subirait le même sort.

En revanche, le budget consacrerait plus de fonds aux programmes de défense, en particulier les forces spéciales, les hélicoptères Black Hawk et Chinook et l'avion de combat F-35 Joint Strike Fighter. (Reuters 31.01)

**Russie.**

La police russe a interpellé dimanche à Moscou une centaine de manifestants anti-Kremlin, dont le dirigeant d'opposition Boris Nemtsov, bien qu'Amnesty International ait demandé que leur rassemblement soit autorisé.

Au moins 200 policiers ont bouclé la place où était prévu le rassemblement au moyen d'une trentaine de fourgons.Des protestataires ont réagi en scandant "Honte !" et "La Russie sans Poutine !". Au moins 300 personnes ont tenté de se joindre au rassemblement et cent ont été arrêtées, selon un porte-parole des forces de l'ordre cité par l'agence Interfax.

Un reporter de Reuters a vu interpeller une vingtaine de personnes, dont deux journalistes et le militant Oleg Orlov, chef du groupe de défense des droits de l'homme Memorial.

"*Nous sommes venus ici montrer que tout le monde n'est pas inféodé au régime en Russie*", a dit Orlov avant d'être entraîné vers un autobus.

Samedi, de 7.000 à 10.000 opposants avaient manifesté dans l'enclave russe de Kaliningrad, sur la mer Baltique. Le rassemblement, organisé par le groupe local Spravedlivost (Justice) qui se veut apolitique, était autorisé.

Certains manifestants avaient réclamé la démission de Poutine, mais une résolution adoptée à main levée portait sur des enjeux économiques, notamment les retraites, la taxe sur les transports et le prix de l'essence, a indiqué un organisateur. (Reuters 31.01)

**Iran. Un nouveau pas des Etats-Unis et d'Israël vers la guerre ?**

Les Etats-Unis accélèrent le déploiement de systèmes anti-missiles dans le Golfe afin de parer à une éventuelle attaque iranienne, rapporte samedi le New York Times. Lire la suite l'article

Le quotidien, qui cite des responsables militaires et de l'administration Obama, précise que Washington déploie des navires spécialisés au large des côtes iraniennes ainsi que des intercepteurs de missiles dans quatre pays : le Qatar, les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Koweït. Oman a également été approché, mais aucun missile anti-missile n'a encore été installé dans ce pays, indique le journal. Selon le NYT, les pays arabes sont de plus en plus enclins a accueillir des équipements de défense américains par crainte des ambitions et des capacités militaires de l'Iran.

'*Notre premier objectif est de dissuader les Iraniens*' de s'en prendre à leurs voisins, a déclaré un haut fonctionnaire cité par le journal. '*Le deuxième est de rassurer les Etats arabes afin qu'ils ne se sentent pas obligés de se procurer eux-mêmes l'arme nucléaire. Mais il s'agit aussi en partie de calmer les Israéliens*', a-t-il dit.

Ces préparatifs militaires visent à prévenir d'éventuelles représailles iraniennes qui suivraient un renforcement des sanctions internationales contre Téhéran. Ils pourraient aussi dissuader Israël de frapper militairement les installations nucléaires iraniennes. Le Sénat américain a adopté jeudi un projet de loi permettant au président Barack Obama de sanctionner les importations d'essence iraniennes pour obliger Téhéran à se conformer à ses obligations internationales concernant son programme nucléaire. (LeMonde.fr 31.01)

---

**Le 2 février**

Le site sera actualisé plus tard dans la journée ou demain, car j'ai une sérieuse rage de dent et je dois aller à l'hôpital pour me faire soigner, me faire arracher une ou deux dents, une bonne journée en perspective !

---

**Le 3 février**

FO ne participera ni à la manifestation nationale de la CGT ni à l'intersyndicale envisagée le 8 février a-t-on appris, on a envie de répondre qu'on s'en fout ! Je veux dire par là qu'on se fout de cette manifestation et de cette intersyndicale, qui d'une part ne servira à rien, et qui d'autre part sanctionnera de nouvelles journées d'action qui ont pour seul objectif de donner l'impression aux travailleurs que le pouvoir serait tout puissant et inébranlable.

Le sort de la classe ouvrière dépendrait du bon vouloir des dirigeants syndicaux auxquels tous les partis s'en remettent, autant dire tout de suite que partant de ce principe elle n'a rien à espérer et son cas est déjà réglé : que vive le capitalisme ! La tactique du front unique élevée au rang de stratégie ne sert finalement qu'à justifier cette subordination aux dirigeants syndicaux, au capitalisme et aux institutions. Aucune politique indépendante des appareils ne pourrait être mise en oeuvre pour construire le parti, voilà dans les faits à quoi aboutit ce qu'il faut bien appeler une capitulation.

Cette soumission à l'ordre établi ne saute pas forcément aux yeux, elle est masquée le plus souvent par le jeu du double langage des dirigeants, mais quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'elle se manifeste jusque dans les moindres détails, comment, c'est très sournois ou malicieux, principalement par des non-dits, par un silence assourdissant, par le traitement des questions sociales à l'ordre du jour sous un certain angle, par l'absence de questions et forcément des réponses qui vont avec...

Il en va ainsi des retraites, ils sont tous à la traîne, ne leur demandez pas de faire preuve d'un brin d'audace, d'un peu d'imagination, d'un soupçon de perspicacité en posant des questions qui sortent de l'ordinaire mais qui pourtant sont élémentaires, ils en sont incapables ou ils s'en foutent.

Cela saute aux yeux avec la question des retraites. Pourquoi et pour quoi bosse-t-on ? Pour quelle société, question qu'en priorité tout jeune est en droit de se poser et se posera forcément, que tout travailleur en proie à de terribles difficultés matérielles se posera également. Ces questions ne sont pas existentielles, elles sont bien concrètes. Alors pourquoi nos dirigeants ne les posent pas ? Ils ne seraient pas concernés ? Il ne faudrait aborder le sort de la classe ouvrière que sous l'angle académique du discours politique ou syndical oubliant au passage que plus de 90% des travailleurs rejettent syndicats et partis ? Ensuite les mêmes s'étonnent que les ouvriers demeurent sourds à leurs discours ou refusent de s'engager à leur côté, un réflexe normal, ils n'ont pas l'impression d'appartenir au même milieu.

Ce qui saute aux yeux, c'est qu'il n'existe aucun parti ouvrier pour les ouvriers dans ce pays... en dehors du PCF, paradoxe épouvantable, on aurait dit terrifiant hier !

En attendant des millions de travailleurs qui sont encore loin d'arriver à l'âge légal pour prendre leur retraite se lèvent à l'aube chaque matin en se disant : encore une journée à se faire chier au boulot, encore une journée de perdue, une journée que je n'aurai pas vraiment vécue, qu'est-ce que j'en ai marre de bosser, de cette boîte, de ce patron, je me demande pourquoi je vais bosser, ah, s'il n'y avait pas les gosses !... Vous n'avez jamais surpris ce genre de discours chez vous ? Si non, c'est qu'on n'appartient pas au même milieu. Je le connais par coeur, il est gravé dans ma tête, je ne l'ai pas seulement entendu chez moi, mais aussi au boulot dans les nombreuses boîtes (+ de 45) où j'ai travaillé.

Commencer une putain de journée de boulot complètement crevé et se coltiner un boulot manuel qui va finir de vous achever, on en redemande forcément, à 60 ans il est trop tard pour prendre sa retraite, on est usé jusqu'à la corde, on tient par la force de l'habitude, les nerfs, dès qu'on arrête, tout se relâche et la réalité des dégâts engendrés par une vie de dur labeur nous pète à la gueule, on se sent tout d'un coup vieux, beaucoup plus vieux que la veille. A quoi bon faire le bilan de notre vie, c'est un désastre et c'est démoralisant, elle est

passée et on n'a rien vu, pire, maintenant il est trop tard, on est des vieillards.

Ce qui se passe généralement, c'est qu'on commence par prendre conscience que l'on va enfin pouvoir faire certaines choses qu'on n'avait jamais pu faire tant qu'on travaillait. Mais malheureusement, souvent cela ne dure pas très longtemps et l'âge de nos artères nous ramène à la réalité, les soucis de santé se succèdent jusqu'au gros pépin ou l'alerte. C'est con, on commençait seulement à s'habituer à cette liberté, à y prendre goût, et voilà qu'on sent la fin se rapprocher, dommage. Dommage que cela n'ait pas commencé beaucoup plus tôt en effet.

Vous croyez que ces réflexions viendraient à l'esprit de nos dirigeants ? Il y en a pourtant plus d'un qui a dépassé la cinquantaine, ils ont quoi au juste dans la tête, de quoi sont-ils faits ? Le discours que je viens de tenir, c'est celui d'un ouvrier, il est brut de décoffrage, c'était aussi celui de mon père, n'est-ce pas aussi le genre de discours qu'on envie d'entendre les travailleurs, un discours dans lequel ils se reconnaissent, un discours qui ne leur soit pas étranger, nos dirigeants je le répète en sont incapables. L'ouvrier et la vie de l'ouvrier demeure pour eux un mystère.

Le pire ou le plus terrible dans tout cela, c'est encore les ouvriers qui sont devenus des cadres ou des dirigeants et qui sont devenus incapables de tenir un autre langage que celui élitiste ou théorique des intellectuels et des petits-bourgeois des partis. SI le parti a besoin d'ouvriers, ce n'est pas pour qu'ils singent ses intellectuels, mais qu'au contraire ils soient capables de rester en contact avec leur classe pour développer le parti dans toutes les couches du prolétariat.

Un militant ouvrier peut très bien élever son niveau théorique ou politique tout en demeurant modeste, sans renier ses origines de classe, en aurait-il honte, se sentirait-il mal à l'aise en présence d'intellectuels qui très souvent ont du mal à camoufler le mépris qu'ils éprouvent envers ceux qui ne leur ressemblent pas ou qui développent tout simplement un complexe de supériorité. Savez-vous comment on s'en aperçoit ? C'est très simple, quand ils vous expliquent quelque chose que vous ne comprenez pas au quart de tour, ils témoignent de l'impatience, car ce qui est évident pour eux devrait l'être aussi pour vous, et si tel n'est pas le cas, regardez-les bien dans les yeux, discrètement bien sûr, vous y verrez une marque d'exaspération à votre égard que je prends pour du mépris, et s'ils ajoutent que finalement ce n'est pas bien grave ou cela n'a pas d'importance, notez bien sur quel ton ils vous le disent ou quelle expression ils affectent à ce moment-là, vous comprendrez alors que vous n'appartenez pas vraiment au même monde, vous aurez pris conscience que vous ne vivez pas la même chose et de ce qui vous sépare...

J'ai la chance d'avoir la double casquette, d'être un ouvrier issu du milieu ouvrier et de l'être resté, bien que je me sois un peu développé sur le plan intellectuel. Je ne peux pas le cacher, ce serait pourtant facile puisque j'ai suivi le cursus des sciences du langage jusqu'à la maîtrise inclue, je connais parfaitement les différents niveaux de langue qui existent, je suis rompu aux exercices théoriques et politiques, à leur terminologies, je pourrais vous sortir une prose identique en tous points à celle de vos dirigeants, on serait bien avancé, entre nous, je préfère conserver ma personnalité et ses imperfections au lieu de me fondre dans un moule, un appareil ! Quand j'utilise des mots catalogués comme vulgaires, c'est par économie de langage, parce que je me relâche, ce n'est jamais un accident, c'est spontané, je m'en aperçois mais je les laisse, cela trahit mes origines, disons que j'en suis toujours si proche que je ne peux pas m'empêcher de sortir quelques expressions populaires ou des vulgarités qui n'en sont plus vraiment, c'est aussi mon côté provocateur, à l'opposé de Staline, dont la vulgarité légendaire qui choquera Lénine, était grossière et reflétait en réalité sa véritable nature rustre, violente et haineuse envers les paysans et les ouvriers.

Jusqu'à présent c'était notamment les syndicats qui déterminaient nos revendications, si vous attendez après Thibault, Mailly ou Chérèque pour qu'ils prennent en compte les besoins ou aspirations sociales de la classe ouvrière à notre époque pour définir de nouvelles revendications ou modifier le contenu de revendications plus anciennes, vous pourrez attendre longtemps ! Ils sont trop occupés à sauver le capitalisme, le seul mandat qu'ils sont capables de remplir !

Qu'attendent nos dirigeants pour prendre la relève ? La retraite à 60 ans, c'est trop tard, cotiser 37,5 ou 40 annuités, c'est beaucoup trop, en Allemagne ils ont 6 semaines de congés payés, pourquoi pas en France ? Le patronat et le gouvernement (comme l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale, l'UE) s'alignent sur le moins social en Europe, pourquoi nos dirigeants ne proposent-ils pas de s'aligner sur le plus social en Europe ou dans le monde ? Qu'attendent-ils pour donner le signal au prolétariat mondial, ses organisations et partis ?

**Retraite.**

**Dernière déclaration de Darcos le 1er février. A la recherche de la "*clef d'or*" !**

- 61 ans, non plus : "*On peut considérer que les décisions que nous prendrons s'appliqueront dès l'année 2011, évidemment avec un lissage. On ne va pas dire subitement 'tout le monde va travailler plusieurs années de plus'*", a-t-il dit. "*Plusieurs années de plus*", voilà du concret monsieur Thibault !

- "*Le seul levier qui crée de la richesse, c'est la durée pendant laquelle on travaille. Donc, il faudra travailler plus longtemps*", explique-t-il. "*Le déplacement du curseur de l'âge légal de départ est clairement une piste que nous étudions.*". Le "*seul levier*", c'est précis monsieur Thibault !

- L'objectif de la réforme est de trouver une "*clef d'or*" qui repose sur un équilibre entre espérance de vie et temps travaillé et permette de déplacer les curseurs au fur et à mesure de l'augmentation de l'espérance de vie, explique-t-il. "*Ça ne doit pas affoler. Aujourd'hui nous*

*gagnons à peu près deux mois et demi d'espérance de vie supplémentaire par an mais cette progression va finir par se stabiliser*", ajoute-t-il. Mais non, mais non, dans 50 ans nous vivrons tous jusqu'à 100, 110, 120 ans avec les nouveaux progès de la médecine et un jour nous devriendrons immortel, comme le capitalisme quoi !

- Même en Suède où le capitalisme aurait un "*visage humain*", il faudra travailler toujours et toujours plus longtemps : "*Que vous ayez le système actuel, un système par comptes notionnels ou par points, ça ne changera rien au fait que si on ne travaille pas plus longtemps on aura toujours un déficit structurel qui ira en s'accroissant*", explique Xavier Darcos.

- Xavier Darcos juge indispensable une "*convergence*" entre les régimes des secteurs privé et public.

"*Il faut qu'il y ait un socle commun, un lien entre la cotisation versée dans une vie et la retraite obtenue*", dit-il. "*Ça ne veut pas dire assimilation d'un système par l'autre mais une cohérence entre les régimes et un peu plus d'équité.*"

Xavier Darcos estime notamment que la question de la période de référence pour le calcul des pensions - les six derniers mois de salaire dans la fonction publique, les 25 meilleures années dans le secteur privé - se pose. (Reuters 01.02)

**Allemagne. Messieurs les banquiers et autres spéculateurs : enrichissez-vous !**

L'Allemagne a mis fin à une interdiction partielle des ventes à découvert de valeurs financières, cette interdiction étant arrivée à terme fin janvier et n'étant pas renouvelée, annonce la Bafin, l'autorité de tutelle des marchés financiers, lundi.

"*La situation des marchés financiers s'est tellement améliorée ces derniers mois qu'une nouvelle prolongation de cette mesure d'urgence, que la Bafin a promulguée au plus fort de la crise, ne s'imposait plus*", explique l'organisme dans un communiqué.

La vente à découvert consiste à emprunter des titres et à la revendre dans l'espoir de les racheter à terme moins cher. Cela revient à prendre un pari sur la baisse des dit titres. (Reuters 01.02)

**L'UE : la poudrière sociale ou le maillon faible du capitalisme mondial.**

**1- Zone euro.** Le secteur manufacturier de la zone euro a connu en janvier son rythme de croissance le plus soutenu depuis janvier 2008, mais l'écart entre l'Espagne et les trois autres grandes économies de la zone s'est creusé, montrent les résultats de l'enquête Markit publiés lundi.

L'activité manufacturière a progressé en Allemagne, en France et en Italie alors qu'elle s'est contractée pour le 26e mois consécutif en Espagne et qu'elle a accentué son recul en Irlande et en Grèce.

"*La reprise suit deux axes. L'un est celui de l'Espagne et la Grèce qui s'enfoncent dans la récession alors que la croissance s'accélère dans la plupart des autres pays, menés par la France et l'Allemagne*", commente Rob Dobson, de Markit.

Les exportations bénéficient actuellement du retrait amorcé par l'euro face au dollar en raison des craintes qui pèsent sur la dette du Portugal et de la Grèce.

"*Le retrait marqué de l'euro, qui avait touché un plus haut de 15 mois, vient aider les industries européennes*", souligne Howard Archer d'IHS Global Insight.

Les destructions de postes ont continué d'augmenter en janvier, les compressions de personnel restant l'un des instruments privilégiés par les entreprises pour accroître leur rentabilité.

"*Les groupes continuent de vouloir conserver des effectifs aussi peu étoffés que possible, ce qui accrédite l'idée selon laquelle le chômage dans la zone euro devrait continuer de progresser en dépit du retour à la croissance*", poursuit Howard Archer.

La composante des prix s'est quant à elle inscrite en baisse pour le 15e mois consécutif, en raison notamment des nombreuses remises consenties par les entreprises. (Reuters 01.02)

**Commentaire.** La "*reprise*" inégale du secteur manufacturier en zone euro repose en fait sur une évolution ponctuelle ou aléatoire de certains facteurs insoutenable à long terme : Chômage (et chômage partiel) massif, taux de change favorable à l'euro contre le dollar, baisse continue des coûts de production, remises massives à la vente.

**2- En France.** La reprise s'est poursuivie en janvier dans l'industrie manufacturière française avec une production qui a atteint son plus fort taux de croissance depuis près de dix ans, selon l'enquête mensuelle publiée lundi par Markit Economics.

"*Plus d'un tiers des entreprises interrogées ont fait état d'une tendance haussière*", signale Markit.

Malgré la reprise de la production, les fabricants français ont continué de réduire leurs effectifs en janvier pour le 21e mois consécutif même si, comme le note Markit, "*le taux de suppression d'emplois reste nettement inférieur aux niveaux élevés enregistrés presque tout au long de l'année 2009*".

Licenciements et départs non remplacés sont à l'origine de ces baisses d'effectifs, que les entreprises expliquent pour la plupart par des politiques de réduction des coûts.

L'enquête montre aussi une accélération de la hausse des prix des achats en janvier, avec un taux d'inflation qui atteint son plus haut niveau depuis 16 mois, du fait du renchérissement de matières premières telles que les métaux, les produits alimentaires et les emballages.

Les pressions concurrentielles ont cependant empêché les fabricants de répercuter la hausse des coûts sur leurs clients et les prix de vente ont au contraire reculé pour le 15e mois consécutif, bien qu'à leur rythme le plus faible depuis novembre 2008.

L'enquête mensuelle de Markit et de la Compagnie des dirigeants et acheteurs de France (Cdaf) est effectuée auprès de quelque 750 entreprises des secteurs de l'industrie et des services. (Reuters 01.02)

**Commentaire.** Si un tiers des entreprises enregistrent une croissance, cela signifie que ce n'est pas le cas pour les deux tiers restant, mais l'espoir fait vivre au patronat aussi !

Le chômage ne cesse d'augmenter, on parle des plans de licenciements, moins du non-remplacement des travailleurs qui partent à la retraite et qui ne sont pas remplacés.

Comme les entreprises ne peuvent pas répercuter la hausse des coûts sur leurs clients et les prix de vente, pour maintenir ou accroître leurs profits, il ne leur reste plus qu'à réduire leur personnel et augmenter la productivité en exploitant davantage le personnel qu'elles ont conservé.

**Etats-Unis.**

Le budget militaire américain que Barack Obama a présenté pour l'année fiscale 2011 s'élève à 768 milliards de dollars (552,11 milliards d'euros), soit 17 fois le budget français de 2010, qui s'élève à 45,2 milliards de dollars (32,5 milliards d'euros). Si on utilise le critère de la dépense militaire par habitant, on obtient 514 euros en France (nourrissons et centenaires compris), et 1.862 euros aux États-Unis.

On remarque également que le Pentagone dépensera l'an prochain plus d'un milliard et demi d'euros par jour. On observe, en outre, que sur les 768 milliards de dollars réclamés par le président Obama, 159 milliards concernent les opérations extérieures. Les 30.000 soldats, dont le renfort pour l'Afghanistan a été décidé en décembre dernier, nécessiteront un effort budgétaire de 33 milliards de dollars supplémentaires entre septembre 2010 et septembre 2011, en sus des 768 milliards, ce qui portera le budget à 801 milliards. Certes, il ne s'agit pas des dépenses directes nécessaires pour ces soldats, puisque la somme inclut également les dépenses opérationnelles complémentaires que leur présence nécessitera. On ne peut toutefois pas s'empêcher de rapprocher les chiffres : 33 milliards de dollars pour 30.000 soldats représentent un ratio de 1,1 million de dollars par homme envoyé sur le terrain. Pour un an... (Lepoint.fr 01.02)

---

**Le 4 février**

Rare sont les militants qui osent aborder la question de l'aristocratie ouvrière. Tous savent que cela existent, mais c'est un sujet tabou. Au hasard d'un article, en lisant distraitement les réflexions d'internautes qui suivent, il m'est arrivé à plusieurs reprises de tomber sur des renseignements précis sur les conditions de travail et de rémunération de certaines couches de travailleurs. Hier c'était le tour d'un conducteur de TGV.

Vous allez tout de suite comprendre qu'on n'appartient pas vraiment au même monde, pour ma part, je préfère le mot milieu... en apparence seulement et j'explique pourquoi.

Salaire de 2 200 euros net en début de carrière (2 smics) à 3 200 €(4 880 €net conducteur TGV) en fin de carrière.

Plus :
- prime de fin d'année,
- prime de travail
- prime de parcours,

- prime de TGV,
- prime de charbon
- gratification de vacances
- gratification annuelle d'exploitation,
- indemnités pour heures supplémentaires,
- allocation de déplacements (non imposable) etc.
- Horaire de travail : 25 heures par semaine
- Pour un conducteur TGV de 40 ans, le salaire net annuel toutes primes et avantages confondus s'élève a 75 000 €(source : vie du rail 2002)
- Retraite à 50 ans
- Soins : gratuits (sur leur temps de travail) auprès d'un des 15.900 établissements de soins agrées où ils sont couverts à.. 100 %
- Gratuité des transports pour les agents et leur famille.

Je n'ai pas vérifié ces données, elles sont suffisamment précises pour penser que la personne qui les a mises sur le Net était bien renseignée.

Quand on parle des couches supérieures ou privilégiées du prolétariat ou encore de l'aristocratie ouvrière dont la neutralité est littéralement achetée par le capital, on ne sait pas toujours de quoi ou de qui l'on cause. L'immense majorité des travailleurs n'a pas le même mode de vie que ces couches privilégiées, couches, qui par les privilèges que leur accorde le régime, ne seront pas enclines à le renverser, elles forment le socle, le soutien privilégié des appareils réformistes et pourris des syndicats, du régime.

On comprend mieux aussi pourquoi ils se mettent en grève pour défendre les avantages dont ils bénéficient -à l'instar de la bourgeois qui défend ses intérêts, ils ont cette conscience que n'ont pas les simples ouvriers, et pourquoi ils ne participent pas à des actions qui ne les concernent pas directement.

Mon propos n'est pas de leur tirer dessus, bien au contraire, je me suis cantonné à un simple constat pour le moment. Poursuivons.

Parmi ces couches qui ont conscience d'être privilégiées par rapport au reste des travailleurs, il en existe forcément dont la conscience politique évoluera au fil de la lutte des classes pour peu qu'on les aide à progresser, et puis le jour où le prolétariat se mettra en mouvement, ils rejoindront en masse les bataillons ouvriers contre le régime, c'est une certitude, car ils appartiennent malgré tout à la même classe que nous.

Tout cela pour dire qu'on peut regarder les choses en face sans devenir aveugle pour autant, qu'il faut réfléchir au-delà, il faut faire preuve de discernement, sinon on finit par détester la terre entière jusqu'à son voisin ou son collègue de travail, c'est dans ces derniers cas c'est parfois justifiés, mais jamais fondamentalement, il faut donc apprendre à faire la part des choses car ce n'est pas une qualité innée.

Ce que j'ai écrit aux sujets des couches privilégiées du prolétariat vaut pour la petite-bourgeoisie. Si le sort de certaines couches de la petite-bourgeoisie est indéfiniment lié à celui du capitalisme, il n'en va de même d'autres couches plus proche du prolétariat par le mode de vie ou qui peuvent sombrer dans le prolétariat à tout moment.

Notre politique, le socialisme, s'adresse également à toutes ces couches qui n'ont pas d'avenir avec le capitalisme, bien que ce ne soit pas pour nous une priorité de s'adresser à elles. Le terrain de prédilection de notre combat politique demeure ou devrait être pour être plus précis, la classe ouvrière et ses couches les plus durement frappées par la crise du capitalisme, qui feront preuve d'une détermination sans faille au moment des combats décisifs, qui se sacrifieront pour la victoire de la révolution et du socialisme parce qu'elles n'ont rien à perdre, ce sont elles qui nous permettront de vaincre notre ennemi de classe.

Ne nous trompons pas d'ennemi, en gros c'est ce que je voulais dire. Il est nécessaire régulièrement de recadrer les choses, car sous la pression des idées dominantes de nombreux militants ont tendance à tout confondre et à dévier de notre object qui est d'abattre le régime en place. Des camarades me racontent avec amertume leurs expériences, les discussions qu'ils peuvent avoir ou des propos qui leur parviennent et qu'ils qualifient de réactionnaires.

Camarades, soyez logiques, cela ne date pas d'aujourd'hui, il en est ainsi depuis que le capitalisme existe, plus ou moins on est d'accord, il est normal que les gens avec lesquels vous discutiez reprennent à leur compte en grande partie les idées de la classe dominante, ces idées dominent dans la société c'est donc logique que vous les rencontriez à chaque coin de rue ou comptoir de bistrot, il en ira ainsi tant que la classe ouvrière ne sera pas passée à l'offensive, ce qui ne tardera pas, rassurez-vous.

Nous vivons une époque de réaction sur toute la ligne, donc vous n'avez pas fini de croisez des réactionnaires qui a une autre période plus favorable seront des révolutionnaires, n'oubliez jamais cela, cela vous évitera de porter sur eux des jugements à l'emporte-pièces que vous regretterez plus tard, faites bien attention, souvenez-vous qu'il n'y a pas si longtemps ou à une autre époque vous leur ressembliez, on a tous vécu cette expérience dans le passé, on n'est pas né avec une conscience politique toute faite, qui de plus est loin d'être parfaite... Ne condamnez pas le crétin à le rester toute sa vie, ce serait le pire service à lui rendre, à rendre à notre cause, c'est comme si d'un côté vous vouliez évoluer et que d'un autre côté vous vous auto-détruisiez, c'est stupide et contre-productif.

Notre idéal, les idées pour lesquelles nous combattons concernent l'ensemble de notre classe, nous disons encore qu'elles représentent les intérêts collectifs de l'ensemble des exploités, au-delà le sort de l'humanité tout entière, en avoir pleinement conscience doit nous aider à ne pas tomber dans les différents pièges qui nous sont tendus, le sectarisme, le dogmatisme, la démagogie ou le populisme.

Le gars qui conduit le TGV est un type formidable, j'éprouve sincèment de l'admiration pour lui, entre nous camarades, il a une sacrée responsabilité, il a une super machine entre les mains et le sort de centaines de passagers, il doit forcément en avoir conscience, il a le droit d'en être fier, il a peut-être oublié ou il ne sait pas forcément il serait plus juste de dire, qu'il n'est qu'un maillon d'une longue chaîne qui se nomme la classe ouvrière.

On souhaite tous qu'il mène son train à bon port quoiqu'il ait au juste dans la tête, en espérant qu'il prenne conscience un jour que l'Etat n'est pas seulement son employeur, mais aussi un instrument politique au service de la classe des capitalistes et que cet Etat doit être renversé, qu'il n'a rien à craindre du socialisme et d'un Etat ouvrier qui alignera les conditions de travail et de rémunération de l'ensemble du prolétariat sur les siennes, vers le haut, alors que l'Etat actuel des capitalistes tend à aligner les siennes vers le bas et à lui reprendre tous les avantages qu'il lui avait concédés dans le passé.

L'unité dont nous avons le plus besoin aujourd'hui, ce n'est pas l'unité des appareils traitres des syndicats et des partis, mais l'unité de toutes les couches du prolétariat avec celles de la petite-bourgeoisie menacées de prolétarisation avec le ou les partis qui entendent résolument en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

**Quand la cote de La Talonnette diminue à vue d'oeil.**

Selon un sondage TNS Sofres Logica pour Le Figaro, qui a été réalisé après l'émission spéciale de TF1 au cours de laquelle, face à onze Français triés sur le volet, Sarkozy s'était efforcé d'apaiser inquiétudes et polémiques, sa cote de confiance a encore baissé d'un point à 31%, selon ce sondage paru samedi dernier ou à paraître samedi prochain dans le Figaro Magazine. (source : Reuters, date ?)

**Encore un "mystère" qui se dillue pour Thibault.**

Le gouvernement prépare un véritable plan de rigueur pour plusieurs années et les salariés doivent se mobiliser, a déclaré mercredi Bernard Thibault, devant le congrès de la FSU à Lille. (Reuters 03.02)

**Comment s'accommoder de la crise du capitalisme.**

Le Parti socialiste a proposé mardi la mise en place d'une "Allocation solidarité crise" (ASC) pour les chômeurs en fin de droits qui leur permettrait de toucher pendant six mois supplémentaires leurs indemnités. (AP 02.02)

Les dirigeants syndicaux ont déjà fait une proposition similaire, Sarkozy leur avait répondu qu'il l'étudierait. Ils sont tous sur la même longueur d'onde : tout faire pour que les conditions objectives ne dégénèrent pas au point d'entraîner une radicalisation politique des masses, pour sauver le capitalisme de la seule menace sérieuse qui pèse sur lui : une révolution !

**PS. Décomposition politique. Un exemple de démocratie interne.**

**1-** Les militants socialistes du Languedoc-Roussillon partisans de Georges Frêche ont annoncé mercredi qu'ils allaient porter plainte contre le PS national après l'investiture d'une liste concurrente dans cette région.

"Une procédure en référé sera diligentée dans les prochains jours auprès du tribunal de grande instance de Paris", a précisé Didier Codorniou dans un communiqué diffusé à la presse.

Didier Codorniou avait été élu "premier des socialistes" avec 66% des suffrages des militants du Languedoc-Roussillon le 1er octobre dernier avant de céder la place à Georges Frêche, qui se présente sous l'étiquette divers gauche.

Pour lui, la décision du Parti socialiste d'investir une autre tête de liste socialiste "viole les statuts de notre Parti et son principe fondateur : la démocratie militante".

Il dit s'appuyer sur les statuts du PS qui indiquent que "les candidats à l'élection politique sont désignés par l'ensemble des adhérents du parti inscrits sur les listes électorales dans la circonscription".

"D'un coup de baguette magique, Martine Aubry a cru pouvoir, mardi soir, ramener tout le monde au bercail. Je doute que l'électeur s'y retrouve", a dit à Reuters Jean-Louis Roumégas, tête de liste Europe Ecologie dans cette région. "C'est bien de prendre de la distance avec Monsieur Frêche mais Martine Aubry s'y est prise trop tard. Elle s'est empêtrée." (Reuters 03.02)

**2-** La maire de Montpellier Hélène Mandroux, investie officiellement par le PS pour mener une nouvelle liste aux élections régionales en

Languedoc-Roussillon, a estimé mercredi que les socialistes qui se présenteraient sur la liste de Georges Frêche seraient "de fait" exclus du parti, selon le règlement interne de celui-ci. (AP 03.03)

**Commentaire.** Mme. Mandroux en appel au "règlement interne" du PS pour virer les militants qui soutiennent Frêche, mais elle n'hésite pas à violer ce même réglement lorsqu'elle ne tient pas compte que Frêche a été investi officiellement (légalement) lors d'une convention des militants du PS de cinq fédérations. Un panier de crabes ce parti !

**La sous-culture... au secours du capitalisme.**

Au niveau mondial, "Avatar" de James Cameron a déjà rapporté plus de deux milliards de dollars, (1,4 milliard d'euros) dont avec 601,1 millions de dollars de recettes aux Etats-Unis, pour un coût de 500 millions de dollars. Il est depuis mardi le film le plus lucratif de l'histoire du box-office nord-américain.

Le producteur du film, Jon Laudau, a expliqué qu'il a évoqué avec James Cameron des projets de suite au film. (AP 03.03)

**L'argent n'a pas d'odeur.**

**1-** L'assureur américain AIG, renfloué à hauteur de 180 milliards d'euros par le gouvernement américain en 2008, s'apprête à distribuer 100 millions de dollars (environ 72 millions d'euros) de bonus, rapporte la presse américaine de mardi.

Les employés ainsi récompensés travaillent, selon le New York Times et le Washington Post, dans la branche financière qui avait contribué à fragiliser l'ensemble du groupe. (AP 03.02)

**2-** La justice suisse a estimé mercredi que les 4,6 millions de dollars placés par la famille du dictateur Jean-Claude Duvalier sur des comptes suisses pouvaient être rendus à la famille. (AP 03.02)

---

**Le 5 février**

Complément. J'ai rectifié l'adresse du fichier du FSC sur le congrès de la FSU, avec mes excuses. J'ai rajouté une page du dernier numéro d'*Informations ouvrières* sur les retraites.

A lire les commentaires et les critiques adressés au NPA après avoir présenté une candidate voilée, on se marre.

Pour Mélenchon par exemple, "*Quelqu'un qui participe à une élection doit représenter tout le monde et pas seulement ceux dont il partage les convictions religieuses*", dit-il dans un entretien au site marianne2.fr. (AP 04.02), donc parce que cette femme porte un foulard sur la tête elle ne représenterait les intérêts que des électeurs musulmans, plutôt réducteur, simpliste comme raisonnement, non ?

La chasse aux sorcières n'existe pas seulement du côté des curés, mais aussi chez certains libre-penseurs qui se prétendent par ailleurs de grands humanistes, alors qu'en réalité ils témoignent de la même intolérance envers l'ignorance populaire...

En suivant son raisonnement, si je suis candidat à une élection et que je porte un T-short à l'effigie de Karl Marx, je ne vais m'adresser qu'aux électeurs marxistes, autant dire que je ferais mieux d'aller me coucher !

En revanche, compte tenu de la situation, du débat aux relents racistes et xénophobes sur l'identité nationale engagé par l'UMP qui vise principalement la population issue de l'immigration d'Afrique du nord parce qu'elle est la plus nombreuse en France, il aurait été perspicace de la part du NPA de ne pas présenter cette candidate, de faire preuve d'un peu de discernement, ce qui manque apparemment à ce parti fourre-tout-passoire en panne d'inspiration pour recruter de nouveaux adhérents.

Que des jeunes ou des travailleurs cherchent une issue politique et se tourne vers le socialisme alors qu'ils n'ont pas encore abandonné leur croyance en une religion, n'est pas incompatible, en cela je rejoins la position de Lénine, en 1905 ou en 1917, la classe ouvrière et encore plus la paysannerie pauvre russe était très largement sous l'emprise de l'influence de l'église orthodoxe, des popes qui souvent se retrouvaient à la tête des grèves ou des manifestations contre le régime, il n'était pas possible pour construire le parti de ne pas tenir compte des rapports qui existaient entre les différentes couches du prolétariat et l'église.

Cela étant, Lénine n'a jamais fait la moindre concession à la religion, il ne s'est jamais servi des militants croyants comme un étendard laissant à penser que son parti militait également pour le développement de la religion, contrairement au NPA qui instrumentalise la présence d'adhérents musulmans dans ses rangs en les faisant monter en première ligne. En France, le mouvement ouvrier a été aussi gangrené par les prêtres ouvriers, peut-être que le NPA serait nostalgique de cette époque, pas nous !

Quand on explique que les travailleurs ne peuvent pas se saisir d'un coup de l'ensemble du programme de la révolution socialiste et que le parti doit les accepter tels qu'ils sont, cela inclu leurs illusions et leurs convictions religieuses quand ils en ont, et si on est honnête avec eux, ces travailleurs savent pertinemment que le parti combat l'obscurantisme et l'ignorance qui est à l'origine de l'adhésion à une religion, de la même manière qu'il combat pour mettre fin au régime capitaliste, nous allons même plus loin en affirmant que la chute du capitalisme détournera la classe ouvrière du royaume des cieux en démontrant qu'il est possible de satisfaire ses besoins et ses aspirations sur terre par sa mobilisation révolutionnaire. Je ne suis pas certain que le NPA soit vraiment sur cette ligne, en réalité je ne le pense pas du tout.

Mélenchon dit encore à propos de cette étudiante qui porte un simple foulard sur la tête : "*Il y a mille manières d'être féministe, mais cette manière-là est un peu particulière et constitue une régression*", peut-être pas pour elle, qu'est-ce qu'il en sait, comment peut-il se permettre de la juger ? Ils aboient avec les chiens de l'UMP !

Le seul point sur lequel je suis d'acord avec lui, c'est quand il affirme "*Si cette jeune femme pense rassembler, elle se trompe : elle divise*", mais monsieur Mélenchon, quand votre parti et bien d'autres montent en épingle ou instrumentalisent la situation des sans-papiers dans une situation sociale bien particulière, que faites-vous d'autres, dites-nous ?

Hier soir lors des infos sur TV5Monde Asie un journaliste a dit que 80% des Roumains déçus du capitalisme se tournaient vers la religion. Peut-on ignorer cette réalité monsieur Mélenchon ? Dans quel monde vivez-vous monsieur, entre le Sénat et le Parlement européen ? Au fait, quand il sera élu au conseil général, cela lui fera trois casquettes, trois rémunérations, en a-t-il d'autres ? Ah le vieux monde, il est bien comme il est finalement !

**Les élections régionales : on s'en fout, on a autres choses à penser !**

D'avantage préoccupés par la crise et le chômage ? Les élections régionales de mars 2010 ne semblent pas au coeur des préoccupations des Français. Selon un sondage Ifop pour *Paris Match*, à deux mois du scrutin, seuls 20% d'entre eux en avaient parlé avec leurs proches.

On est loin de l'engouement pour la présidentielle de 2007 (69%) et même en deça des résultats enregistrés lors des régionales de 2004 (24%). Seules les européennes de juin 2009 affichaient un désintérêt encore plus fort (17%). (lexpress.fr 04.02)

**Le saviez-vous. La collaboration de classes au quotidien.**

Les syndicats et le patronat ont rendez-vous à partir de 14h30 au siège du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) à Paris. Ils se réuniront pour un groupe de travail consacré aux chômeurs en fin de droits, mis en place dans le cadre des négociations ouvertes depuis le 10 juin 2009 sur les conséquences sociales de la crise.

"*Vendredi, on espère qu'on arrivera à déboucher sur des principes communs avec la délégation patronale disant 'on est prêt à faire quelque chose', pour ensuite se tourner vers l'Etat*", a déclaré jeudi à l'Associated Press Stéphane Lardy, du syndicat Force ouvrière (FO). (AP 04.02)

Nous y reviendrons demain en détail.

**La Talonnette aux ordres de Washington ou de l'Union européenne, un appendice de la Fed et de Wall Street.**

Nicolas Sarkozy minimise le report du sommet Union européenne-Etats-Unis en raison de l'absence de Barack Obama, dans laquelle il refuse de voir un désintérêt du président américain pour l'Europe.

"*Il y a trop de sommets, il y a trop de déplacements, il y a trop de perte de temps. Alors, quand le président des Etats-Unis dit, faisons le sommet de l'Otan en même temps que le sommet Europe-Etats-Unis, je trouve que c'est plutôt une bonne idée*" a déclaré le roquet qui propose des sommets internationaux à tour de bras, sur Haïti par exemple, le dernier en date !

"*Qu'on essaye de rassembler tous ces sommets (...) je ne pense pas que ça traduise un désintérêt du président Obama pour l'Europe ou un éloignement de l'Europe (des) Etats-Unis*", a ajouté Nicolas Sarkozy.

De tous les dirigeants occidentaux, il est pourtant un de ceux qui voyagent le plus. Il a longtemps espéré, jusqu'ici en vain, accueillir à l'Elysée le président Obama, dont il a aussi cherché à être l'interlocuteur privilégié en Europe.

Des diplomates américains ont notamment invoqué un manque de lisibilité du nouvel aréopage issu du traité de Lisbonne, qui a mis en place un président permanent du Conseil européen et un responsable de la diplomatie de l'UE sans pour autant supprimer la présidence tournante, actuellement assumée par l'Espagne.

"*Les institutions issues du traité de Lisbonne ont très exactement un mois et cinq jours d'ancienneté. Peut-être peut-on, avant de porter un jugement définitif absolu, attendre le deuxième mois ?*", a demandé Nicolas Sarkozy, qui s'en est cependant surtout pris aux commentaires

de la presse. C'est sa bête noire !

L'imposteur dans le rôle de l'idiot du Palais, plutôt réussi !

"*Avec les Etats-Unis, je ne comprends même pas la polémique*", a-t-il dit. "*Que le sommet Europe-Etats-Unis ait lieu en novembre plutôt qu'il ait lieu au mois de mai, mais qu'est-ce que ça peut faire ? Où est le drame ?*".

Le président français a assuré qu'il s'attachait pour sa part au "*fond des choses*" plutôt qu'à la forme. Obama appréciera sans doute ! Sarkonzy, dont chaque parole est analysée à Washington, n'en loupe pas une !

Il a raison un peu plus tôt un peu plus tard...

Il a longtemps espéré, jusqu'ici en vain, accueillir à l'Elysée le président Obama, dont il a aussi cherché à être l'interlocuteur privilégié en Europe. (Reuters 04.02)

Pas de bol décidément ! Obama, le pantin de l'aristocratie financière américaine, appartient cependant à un autre monde que le nabot de la rue du faubourg Saint-Honoré qui n'hésite pas à s'afficher avec des personnalités à l'humour putride !

**FMI. Le chômage "*va continuer d'augmenter*".**

"*La croissance est de retour, plus vite et plus forte que prévu, mais la crise n'est pas terminée.*" C'est le constat du directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Le socialiste évoque sur RTL plusieurs raisons. D'abord, "*le chômage*", qui "*est encore là*". "*Dans beaucoup de pays industrialisés, il va continuer à augmenter, pas en Asie, où les choses vont plus vite, mais aux États-Unis et en Europe. (...) Il ne faut donc pas que les États mettent un terme à leurs plans de soutien de l'activité. Les gouvernements doivent désormais recentrer ces stimulus sur l'emploi*", prévient Dominique Strauss-Kahn.

Selon lui, ces mesures de soutien sont des mesures de court terme. Sur le moyen terme et le long terme, il faut mettre en place des programmes de réduction des déficits publics. "*Il faut que les gouvernements annoncent comment, au cours des années qui viennent, ils vont réduire leur dette*", ajoute-t-il. (lepoint.fr 04.02)

Et pour "*battre la droite*" en 2012 il faudrait voter pour ce candidat potentiel de la "*gauche*" ? Une mauvaise farce !

**La crise qui ébranle l'Union européenne. La Grèce, le Portugal, l'Espagne, les trois maillons faibles du capitalisme, sont-ils les seuls dans ce cas-là ? Lequel rompra le permier, telle est la question.**

Les marchés financiers étaient en forte baisse jeudi en Grèce, au Portugal et en Espagne, dans un contexte d'inquiétudes concernant leurs déficits, alors que les douaniers et les employés des impôts grecs étaient en grève, protestant contre les coupes claires destinées à faire sortir le gouvernement d'une crise budgétaire qui ébranle toute l'Union européenne.

Au Portugal, le gouvernement socialiste, minoritaire, est en lutte contre les partis d'opposition qui veulent augmenter certaines dépenses. Tous les partis d'opposition font pression pour une augmentation du montant donné aux régions pauvres du pays, et ensemble ils peuvent réussir à mettre en minorité le gouvernement lors de la session parlementaire de vendredi.

Le ministre des Affaires parlementaires, Jorge Lacao, a mis en garde contre "*des conséquences politiques graves*" si le Parlement vote la proposition de l'opposition.

"*Bien sûr, cela pose un problème de gouvernance à un moment où il est absolument indispensable pour l'Etat de montrer qu'il est engagé à imposer une discipline sur les finances publiques*", a précisé Jorge Lacao.

Si l'UE a apporté son soutien au programme d'austérité grec, la principale question qui demeure sans réponse aujourd'hui, selon Simon Derrick, analyste spécialiste des devises à la Bank of New York Mellon, est de savoir "*d'où viendra l'argent nécessaire à soutenir les pays comme la Grèce et le Portugal si les marchés de capitaux se montrent réticents*". (AP 04.02)

**La recette du chômage des jeunes du gouvernement : le service civique !**

Les députés français ont adopté jeudi une proposition de loi prévoyant de remplacer l'actuel service civil volontaire par un service civique, l'objectif étant d'attirer 75.000 jeunes en 2014.

L'idée est de remplacer l'actuel service civil volontaire, qui avait succédé au service militaire obligatoire et qui rencontre peu de succès puisqu'il n'a attiré qu'environ 3.000 jeunes en 2009.

Le nouveau dispositif prévoit que le service civique, qui sera volontaire et non pas obligatoire comme le proposait Nicolas Sarkozy, propose aux jeunes de s'engager pour des missions variées, pour une durée entre six et 24 mois.

Il concernera les jeunes de 16 à 25 ans, l'indemnisation variant de 540 à 640 euros par mois. Chaque trimestre effectué dans le cadre du service civique comptera pour le calcul de la retraite.

"*Le service civique concernera d'ici 5 ans 10% d'une classe d'âge*", a annoncé jeudi Martin Hirsch, Haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté et à la jeunesse.

"*10.000 jeunes cette année, 25.000 jeunes l'année prochaine, 40.000 jeunes en 2012, 55.000 jeunes en 2013, entre 70.000 et 75.000 jeunes en 2014*", a-t-il poursuivi.

Une enveloppe de 500 millions d'euros par an sera dégagée pour y parvenir, a-t-il précisé. (Reuters 04.02)

Ils prennent vraiment leurs désirs pour la réalité ! Cependant des jeunes pourront être amenés à penser qu'au lieu de rester indéfiniment au chômage parce qu'ils n'ont aucune expérience à inscrire sur leur CV, celle-ci pourrait les aider ensuite à trouver un boulot. Il ne fait pas bon être jeune aujourd'hui.

**Etats-Unis.**

**1-** Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont, contre toute attente, augmenté aux Etats-Unis lors de la semaine au 30 janvier, à 480.000 contre 472.000 (révisé) la semaine précédente, annonce le département du Travail.

Les économistes attendaient en moyenne 460.000 inscriptions au chômage. (Reuters 04.02)

**2-** La Chambre américaine des Représentants a voté jeudi en faveur d'une augmentation du plafond de la dette publique, porté à 14.300 milliards de dollars, et elle a soumis ce texte à la signature du président Barack Obama.

Le Congrès a périodiquement relevé le plafond des emprunts gouvernementaux autorisés et le département du Trésor devrait d'ici quelques semaines dépasser la limite de 12.400 milliards de dollars fixée en décembre.

Au cours de l'année fiscale écoulée, les dépenses gouvernementales ont dépassé les recettes fiscales de 1.400 milliard de dollars, un record, et la Maison blanche s'attend à ce que le déficit de cette année soit plus élevé encore.

Conscients des réserves des électeurs face aux dépenses gouvernementales, les démocrates ont inclu une disposition "*pay as you go*", selon laquelle toute nouvelle dépense doit être compensée par une économie équivalente ailleurs dans le budget. (Reuters 04.02)

"*pay as you go*" signifie en clair que les dépenses supplémentaires qui profiteront aux banquiers et à l'industrie d'armement seront compensées par une diminution des dépenses à caractère sociale, Obama s'en défend évidemment, n'avait-il pas promis de fermer Guantanamo lors de la première année de son mandat, super menteur quoi.

Bon week-end à tous.

---

**Le 6 février**

J'ai écrit encore deux articles sur les retraites que je n'ai plus le temps de corriger et de voir s'ils méritent d'être mis en ligne ou de figurer seulement dans une causerie. Je temps passe trop vite !

Vous avez remarqué peut-être que j'essaie de publier des infos sur les mêmes sujets étalées sur plusieurs semaines ou mois, car il arrive qu'on aborde un sujet ou un événement et qu'il disparaisse du jour au lendemain, ce qui ne permet pas de cerner correctement une question. Cela n'intéresse pas forcément tous les camarades, j'essaie seulement d'avoir une démarche cohérente et ce n'est pas évident à cause toujours du temps qui file...

Bon week-end camarades.

Lutte de classe, un courant politique qui fait tomber le voile des illusions.

Ils s'acharnent tous sur cette malheureuse étudiante voilée du NPA, Mélenchon et Buffet volent au secours d'Hortefeux et de Besson. Mais la faute à qui ?

Bien sûr que cette étudiante a le droit de s'habiller comme elle l'entend, bien sûr que le NPA a le droit de la présenter à une élection, bien sûr que l'on peut accepter dans un parti ouvrier des travailleurs ou des étudiants qui ont des illusions dans une religion, s'il fallait recruter que des travailleurs sans illusions, aucun parti n'existerait, c'est absurde, à condition d'une part de combattre toutes les illusions qui peuvent naître dans la tête des travailleurs à partir de leur ignorance des rapport sociaux qui sont le produit du capitalisme, d'autre part de tenir compte de la situation sociale et politique, ce que n'a pas fait le NPA en affichant une illusion dans un contexte politique qui demeure défavorable au prolétariat, puisqu'il est encore loin de s'être saisi d'une issue politique qui briserait le régime à l'origine de toutes les illusions, y compris la religion, finalement, la présentation de cette candidate est une erreur politique de la direction du NPA.

Ce que tentent de camoufler Mélenchon et Buffet, et l'erreur d'analyse de la situation du NPA qui a abouti à la présentation de cette étudiante, c'est tout simplement que le PG, le PCF et le NPA n'entendent pas mener ce combat contre toutes les illusions jusqu'au bout, qu'ils en sont irrémédiablement incapables, c'est la véritable nature de leur parti que leurs discours et leurs méthodes font apparaître au grand jour.

Aucun de ces partis n'entend fondamentalement remettre en cause l'existence du capitalisme contrairement à ce qu'ils peuvent affirmer ici ou là, pas la peine de l'ébruiter, Buffet et Mélenchon en veulent au NPA de le mettre en relief au moment où ils sont en campagne électorale et se présentent comme des opposants au capitalisme pour attirer les voix des travailleurs et grapiller ainsi des postes rémunérateurs au régime.

Dit autrement, étant donné que Mélenchon et Buffet sont des manipulateurs professionnels au service du régime dont le fond de commerce quotidien repose sur l'ignorance, les illusions des masses dans le capitalisme et les institutions, c'est normal qu'ils estiment qu'il n'est pas souhaitable que les travailleurs s'interrogent sur les illusions que les partis se réclamant de la classe ouvrière peuvent colporter, et que si le NPA réputé (à tort) pour être révolutionnaire et anticapitaliste en est capable, qu'en est-il alors de leurs partis dont les liens avec le régime et le capitalisme ne sont plus à démontrer.

Pour bien comprendre de quoi il s'agit dans cette polémique, il faut écouter ce que disent les médias aux ordres.

Ils expliquent que ce n'est pas normal qu'il y ait des militants croyants au sein d'un parti comme le NPA, Mélenchon et Buffet n'ont fait que reprendre cet argument quand on y regarde de plus près, autrement dit, ils légimitent le droit de l'UMP de s'immiscer dans les affaires d'un parti ouvrier et d'en définir pour ainsi dire les statuts, ils se sont faits les porte-parole d'Hortefeux et Besson qui stigmatisent en permanence les travailleurs d'origine étrangère, toutes générations confondues j'ajouterais, car pour Hortefeux et Besson, le grand-père d'origine algérienne d'un jeune aujourd'hui demeurera toujours un bicot et ne sera jamais un Français comme les autres. Cela va donc très loin.

Buffet a remporté la palme de la mauvaise foi en affirmant "*Pourquoi en faire un objet de campagne*" (dans un entretien au journal "La Croix" du 4 février - source : AP), alors que le député PCF Gérin n'a pas hésité un instant à s'associer à la campagne nauséabonde de l'UMP sur l'identité nationale qui ne sert qu'à désigner un bouc émissaire tout trouvé aux conséquences de la crise, l'étranger, l'Arabe du coin, le Noir, le Jaune, en allant jusqu'à rédiger avec le député député UMP Raoult une proposition de loi liberticide et scélérate pour interdire la burqa ou l'accés aux lieux publiques les femmes qui le portent.

Il n'est pas nécessaire de gratter en profondeur pour s'apercevoir que sur les questions des licenciements et des retraites pour ne prendre que ces exemples, le PG et le PCF, tout comme d'ailleurs le NPA, n'ont fait au fil des mois que tenir un double langage, s'opposant farouchement à toute initiative unitaire pour mobiliser la classe et infliger une défaite au gouvernement.

Qu'est-ce qui dérange tant que cela Mélenchon et Buffet, que les travailleurs se rendent compte que leur parti respectif cultive des illusions dans le régime, qu'ils n'ont jamais eu l'intention de s'opposer résolument à Sarkozy et son gouvernement, que cette illusion tombe et qu'ils se tournent vers d'autres partis, le POI par exemple qui a été le seul parti à tenir un discours sans ambiguité sur les questions des licenciements et des retraites ?

**Continental, suite.**

Condamnés à de la prison avec sursis en première instance, six salariés de l'usine Continental de Clairoix (Oise) ont écopé de simples amendes en appel pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne.

"*C'est un gros soulagement parce que la ministre de la Justice avait réclamé des peines lourdes*", a déclaré Xavier Mathieu, délégué CGT de l'usine condamné à 4.000 euros d'amende.

"*Apparemment la justice a un peu plus de coeur que ce gouvernement*", s'est-il réjoui, se félicitant d'un "*désaveu*" pour le pouvoir.

Le syndicaliste a dit espérer qu'il n'y aurait pas de poursuite au civil, pour réclamer des dommages et intérêts.

"*Qu'on nous foute la paix maintenant et que le gouvernement n'insiste pas*", a-t-il lancé après avoir fait un tour d'honneur devant le tribunal où des dizaines de personnes s'étaient massées dans l'attente du jugement.

Le 21 avril 2009, des salariés avaient saccagé les locaux de la sous-préfecture de Compiègne après la décision du tribunal de grande instance de Sarreguemines (Moselle) de ne pas annuler le plan de fermeture de leur usine.

La cour d'appel d'Amiens n'a pas suivi les réquisitions de l'avocat général qui demandait la confirmation des peines de première instance, allant de deux à cinq mois de prison avec sursis.

Les amendes des cinq autres prévenus s'élèvent à 2.000 euros. Leur avocate avait plaidé la relaxe, que l'avocat général refusait au motif que cela aurait été une "*forme d'impunité*". (Reuters 05.02)

Question : est-ce que la CGT va accepter de payer ces 4.000 euros, plus 5 fois 2.000 euros, au total 14.000 euros ? C'est à elle de les payer et personne d'autres, non ? Les camarades qui m'ont dit avoir rencontré ces ex-ouvriers de Continental peuvent leur passer le message. Je suis à leur service pour développer une argumentation en béton contre la direction de la CGT qui pourrait faire l'objet d'une campagne contre Thibault et la "racaille" qui lui sert de cour.

**Le panier de crabes. Unité PS-Parti radical, Parti radical allié à l'UMP au gouvernement.**

En Haute-Savoie, le président du parti radical - allié à l'UMP - de la fédération, Gérard Périssin-Fabert, également maire du Grand-Bornant, rejoint la liste (PS) de Jean-Jack Queyranne. (Libération.fr 06.02)

On votera PS au second tour pour "*battre la droite*" !

**Retraite. *Le Figaro* ou la voix de son maître apporte quelques précisions.**

Sur le fond, le chef de l'État veut jouer son va-tout après les régionales. Après avoir subi des polémiques qu'il n'avait pas prévues, il veut assumer un débat frontal dont il connaît par cœur les risques sociaux et politiques. Mais il perçoit aussi les bénéfices qu'il en retirera vis-à-vis de son électorat. Il s'agit, bien sûr, de la réforme des retraites.

Le résultat des élections régionales ne devrait avoir que très peu d'impact sur cette stratégie. L'Élysée souligne à l'envi que «la majorité ne peut pas être davantage sanctionnée qu'en 2004, où elle n'a pu conserver que deux régions». Fort de ce diagnostic, Nicolas Sarkozy a déjà fait savoir qu'il assumerait les résultats des élections, mais qu'il devrait néanmoins maintenir dans ses équilibres actuels l'équipe gouvernementale, François Fillon en tête.

En revanche, il peut remercier Martine Aubry. En se déclarant, dans un premier temps, favorable à un report de l'âge légal de la retraite à 62 ans, la première secrétaire du PS a ouvert le débat beaucoup plus tôt que prévu, et elle a crédibilisé la position gouvernementale. Sondages à l'appui, l'Élysée est désormais convaincu que les Français sont mûrs.

Le moment est venu de passer à l'acte

Nicolas Sarkozy veut avancer vite sur ce dossier. Pas question de laisser les syndicats descendre dans la rue en octobre pour protester contre un projet de réforme encore en pointillé. Chacun se souvient que les grèves de novembre 1995 contre la réforme des retraites restent le pire souvenir de la droite depuis quinze ans. Sarkozy souhaite donc arbitrer sur cette réforme des retraites dès le mois de juin. Et faire voter une loi «dans le courant du mois de juillet» confirment plusieurs sources. Il s'orienterait alors vers une solution mixte, qui combinerait l'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge légal de retraite. Symboliquement, le changement de l'âge légal de la retraite aurait un impact décuplé, et il semblerait qu'à l'Élysée même Raymond Soubie, le grand horloger des relations sociales qui conseille le président, se soit convaincu que le moment est venu de passer à l'acte. De source élyséenne, une session extraordinaire du Parlement en juillet paraît déjà «acquise» compte tenu du plan de charge des deux Assemblées.

Bien sûr, le gouvernement s'attend à une confrontation rude avec les partenaires sociaux. Pour le moment, les eaux syndicales sont à peine ridées par quelques vaguelettes. Mais il faut se méfier «du calme avant la tempête», prévient un ministre inquiet des mobilisations du mois de mai. Selon un proche de Nicolas Sarkozy, ces manifestations présenteront au moins l'avantage de crédibiliser la réforme auprès de son électorat. «Plus il y aura de défilés, plus les Français lui porteront crédit d'avoir eu le courage de trancher sur ce sujet», sourit l'un de ses amis. (Lefigaro.fr 05.02)

**La Bourse ou la vie. L'euro fragilisé, l'UE en difficulté.**

Les Bourses européennes ont terminé en baisse pour la troisième séance d'affilée, enregistrant leur plus mauvaise performance hebdomadaire en 11 mois, en raison des inquiétudes croissantes liées aux dettes souveraines.

Sur la semaine, le FTSEurofirst 300 a cédé 3,93% et le Cac 40 4,70%.

Le marché parisien a perdu 3,4%, Londres 1,53% et Francfort 1,79%.

Athènes a perdu 3,73% tandis que Lisbonne et Madrid qui avaient déjà plongé de 5% à 6% jeudi, cédaient respectivement 1,36% et 3,73%.

A Tokyo, l'indice Nikkei 225 a perdu 2,6%. En Chine, l'index Composite Shanghai a baissé de 1,8% et à Hong Kong, le Hang Seng a accusé une chute de 2,9%.

Les investisseurs ont retiré leur argent des avoirs les plus risqués, inquiétés par la santé fiscale de certains pays européens en difficultés comme la Grèce très endettée, l'Espagne ou le Portugal.

Aux Etats-Unis, le Dow Jones a baissé de 2,6% jeudi à la clôture de Wall Street, vendredi à la cloture le Dow Jones a pris 0,13%, le Nasdaq 0,74%.

Cette crise est la plus grave qu'ait à affronter la zone euro depuis sa création il y a 11 ans et certains analystes n'excluent plus la possibilité de voir un petit Etat membre, comme la Grèce, contraint d'en sortir pour assurer la survie de l'Union monétaire.

"*Le marché suit de près la capacité de chacun des pays à honorer leurs dettes (...)*", a déclaré Erkki Liikanen, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. "*Si la confiance disparaît, les taux vont nettement augmenter.*"

Sur les marchés, le coût de la protection contre un risque de défaut des dettes souveraines grecque, espagnole et portugaise a inscrit de nouveaux records dans des échanges volatils. Et la prime réclamée par les investisseurs pour détenir des emprunts d'Etats autres que l'Allemagne a fortement augmenté en matinée avant de refluer légèrement.

"*Nous n'observons absolument aucun changement fondamental. C'est purement spéculatif*", assure Patrick Smith, gérant de Santander Asset Management.

Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a lui aussi dénoncé des "*attaques spéculatives*".

"*Si l'Europe apporte la réponse appropriée et clarifie son soutien aux pays attaqués, l'euro ne court aucun risque véritable*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse après une remise de prix à Rome.

Il en faudra sans doute plus pour apaiser les investisseurs, d'autant que le vote du parlement portugais va nourrir les interrogations sur la capacité réelle des gouvernements concernés à remettre de l'ordre dans leurs finances.

Le journal *Le Monde* rapporte pour sa part que, selon les experts du FMI, il faudrait 20 à 25 milliards de dollars (14,6 à 18,3 milliards d'euros) d'aides pour rassurer les marchés au sujet de la Grèce. (Reuters et AP 05.02)

Commentaire. On voit bien ici qui détient le pouvoir et pour qui les institutions politiques fonctionnent, une excellente leçon de chose pour éviter de mettre les boeufs avant la charrue, de ne pas les oublier surtout !

**Etats-Unis. La chute est "*faible*"... mais possible !**

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner estime que le risque d'un double plongeon de l'économie américaine dans la récession est faible. (AP 05.02) Voilà qui est rassurant, non ?

**Grande-Bretagne. Travailleurs et conservateurs ; tous pourris !**

Le scandale des notes de frais en Grande-Bretagne prend une dimension judiciaire: quatre parlementaires soupçonnés de pratiques comptables douteuses ont été inculpés, a annoncé le parquet vendredi.

Keir Starmer, procureur général du Royaume-Uni, a précisé que trois députés travaillistes de la Chambre des Communes -Elliot Morley, David Chaytor et Jim Devine- et un Lord conservateur -Paul White, alias Lord Hanningfield- avaient été accusés de fausse comptabilité. Un chef passible d'une peine maximale de sept ans d'emprisonnement.

Selon les conclusions d'un audit sur le scandale des notes de frais publiées jeudi, 392 des 752 parlementaires -anciens et actuels- ayant fait l'objet d'investigations ont reçu l'ordre de rembourser un total d'1,12 million de livres (1,28 million d'euros).

Neuf ministres du gouvernement Brown ont démissionné, et environ 150 députés ne participeront pas aux prochaines élections, en raison du

tumulte qui a terni l'image de tous les partis politiques. (AP 05.02)

---

**Le 7 février**

**Point retraite.**

Le jaune Chérèque se dit favorable à la liquidation du régime de retraite pas répartition, au moins les choses sont claires, il est parfaitement à sa place dans son rôle d'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, il représente même les couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie, dont la pointe avancée est l'aristocratie financière qui contrôle le capitalisme.

Quant à Thibault et Mailly, ils déclarent d'une part qu'ils sont pour le maintien du système actuel, le départ à la retraite à 60 ans en refusant d'augmenter le nombre d'annuités pour avoir le droit à une retraite à taux plein, mais d'autre part ils acceptent de se rendre au "sommet" du 15 février convoqué par Sarkozy, qui, par la voix de Darcos et Fillon, en a déjà fixé le contenu et l'objectif : repousser l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans et/ou augmenter le nombre d'annuités pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Ils pratiquent donc un double langage.

Ils se partagent les rôles, il faut ajouter que si Mailly a refusé de participer aux dernières journées d'action et réunions intersyndicales fixées unilatéralement par Thibault tout en expliquant que seule une grève générale pourrait faire reculer le gouvernement, il s'est bien gardé de populariser cette perspective et d'engager toutes les forces de FO dans la bataille pour que cette idée prenne forme, c'est-à-dire qu'elle soit finalement reprise par l'ensemble des syndiqués de tous les syndicats, à l'instar du POI très présent dans ce syndicat, il s'est contenté d'une simple déclaration (sans lendemain) pour satisfaire une partie de sa base, qui comme à l'accoutumé doit s'en trouver satisfaite ; il est facile ensuite d'expliquer que FO seul ne peut rien faire seule... pour sauver les apparences, on n'est pas dupe.

Prenons au mot FO et le POI : pourquoi Force ouvrière et le Parti ouvrier indépendant ne publieraient-il pas une déclaration commune appelant tous les partis et les syndicats à s'unir pour barrer la route au projet réactionnaire du gouvernement, dans le respect des prérogatives des syndicats et des partis évidemment ? Il n'y aurait que des militants malintentionnés ou de misérables crétins pour y voir un problème.

L'ensemble des militants syndicaux et politiques partagent les mêmes aspirations et le même objectif, travailler moins longtemps et bénéficier d'une retraite à taux plein le plus tôt possible, aucun militant ouvrier ne peut accepter la perspective de consacrer toute sa vie à travailler et à crever quelques années seulement après avoir pris sa retraite, sinon il ne mérite pas le statut de militant ouvrier mais celui d'agent ou d'esclave écervelé du patronat.

Pour infliger une défaite au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, on a besoin de la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière et de ses militants, il faut donc tout tenter pour briser l'accord tacite qui existe entre Sarkozy et les dirigeants syndicaux.

On peut aussi se demander qu'est-ce qui empêche les dirigeants des partis auxquels s'est adressé le POI de s'associer à l'initiative unitaire qu'il a lancé pour contrer le gouvernement. Il faut s'adresser à leurs militants dont les intérêts ne coïncident peut-être pas avec ceux des bureaucrates qui dirigent leurs partis. Ils s'apercevront peut-être à l'occasion qu'ils se sont trompés de parti... Après m'avoir accusé d'être anti-POI, on va m'accuser de rouler pour lui ! Il s'agit de faire la part des choses camarades et non de se comporter en vulgaire sectaire.

A qui profite la division, la dispersion des militants à l'heure où le rassemblement le plus large de la classe ouvrière est nécessaire ? A notre ennemi de classe.

Thibault a réclamé la reconduction de l'intersyndicale qui servait de cadre aux journées d'action qui ont pour fonction de briser la résistance et l'unité de la classe ouvrière dans un premier temps, de la démoraliser ensuite pour justifier la capitulation des dirigeants syndicaux et tenter de légitimer les mesures réactionnaires du gouvernement.

Alors pourquoi à l'opposé, nous ne devrions pas combattre pour la grève générale jusqu'au retour aux conditions antérieures à 1993, qui incluent le retour à 37,5 annuités pour tous et le départ à la retraite entre 55 et 60 ans, à l'appel de l'ensemble des syndicats et des partis qui se réclament de la classe ouvrière ? C'est une proposition qui ressemble à un vieux pieu dans la situation actuelle, se tourner vers ces dirigeants ne peut conduire qu'à une impasse.

Cela ne viendrait-il pas du fait que l'on ne concentre pas tous nos combats contre le capitalisme et les institutions, après tout, l'objectif du syndicalisme et du combat politique est le même, l'abolition du capitalisme, le capitalisme dont les méfaits se font sentir dans toutes les familles, chacun en fait l'amère expérience à ses dépens quotidiennement, alors tournons-nous résolument du côté de la classe ouvrière, car aucune issue politique ne peut aboutir sans sa mobilisation et son adhésion à un objectif politique.

La clé de la situation est d'associer mobilisation sociale et prise de conscience politique, le cocktail est détonant et pourrait être fatal au régime, car l'exaspération de millions de travailleurs a atteint un degré insupportable, explosif. Cela correspond à l'objectif que doivent se

donner les militants révolutionnaires pour construire le parti et recruter les travailleurs les plus déterminés, objectif prioritaire que l'on a tendance à oublier...

On ne manque pas d'arguments pour lier chaque combat à la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

On nous demande de nouveaux sacrifices, de nous serrer la ceinture, de travailler plus longtemps, etc. parce qu'il y aurait une crise, et dans le même temps des patrons, des dirigeants d'entreprises privées ou publiques, des banquiers et leurs traders, des membres de conseils d'administration, se versent des millions d'euros de salaires et/ou de retraite, c'est cynique et intolérable, et la meilleure c'est que ce n'est pas nouveau, c'est le fondement du capitalisme : des millions d'un côté, la pauvreté ou la misère, la régression sociale de l'autre, c'est l'horizon indépassable du capitalisme, donc il faut qu'il disparaisse et le plus tôt sera le mieux, il n'existe pas d'autre voie, d'autre alternative.

Que l'on pose n'importe quelle question, on aboutit au même constat, à la même réponse : l'obstacle à notre bien-être, à la satisfaction de nos revendications, besoins ou aspirations, c'est tout simplement l'existence du capitalisme, c'est donc l'objectif à abattre et vers lequel doivent converger toutes les luttes, toutes les discussions avec les travailleurs.

Mais comment combattre et vaincre le capitalisme ? comment s'y prendre ? Contre qui ou quoi doit-on combattre ? Où se cache-t-il, où se tient réellement son pouvoir ? A différents degrés ou sous des angles différents les travailleurs peuvent aborder cette question, elle va les mener à chercher et trouver une issue politique, à se dire que finalement il n'y a pas d'autre solution que d'envisager d'en finir avec le capitalisme, et en allant plus d'admettre que seul le socialisme peut le remplacer. Qu'est-ce qui légitime le capitalisme ? Les institutions, la constitution, qui sont les garants du respect de la propriété privée des moyens de production, du capitalisme, du pouvoir des banquiers, etc. C'est là que cela se passe, c'est là que les choses sérieuses se décident, qu'ils décident de notre sort, de nous exploiter, de nous jeter à la rue, de nous affamer, conformément à la volonté exprimée par les conseils d'administrations des institutions financières et des grandes entreprises, c'est leur façon de faire de la politique.

La nôtre est de les combattre pour mettre fin à l'exploitation, au chômage et à la pauvreté ; à chaque classe ses objectifs.

Ils osent nous exploiter pendant 40 ans et comme ce n'est pas encore suffisant ils voudraient nous imposer de finir nos jours dans la pauvreté ou l'indigence, c'est intolérable ! Même le droit à la dignité nous serait interdit, alors que la société devrait faire en sorte que chaque citoyen puisse être digne des valeurs qu'il a acquises ou qu'elle devrait mettre à sa disposition pour qu'il tienne sa place dans la société, elle détruit les outils ou les moyens qui sont nécessaires à l'expression de ces valeurs qui finiront par disparaître si on les laissait faire. C'est le chaos et la barbarie qu'ils nous réservent comme seule perspective ainsi qu'aux générations futures.

Socialisme ou barbarie, s'accommoder du capitalisme comme on nous y invite ne peut que retarder le moment de l'affrontement directe entre les classes, accroître davantage nos souffrances, il est tant de procéder à une opération chirurgicale et de liquider le capital qui gangrène l'ensemble de la société et le monde entier.

A bas le capitalisme, à bas les institutions de la Ve République, et vive le socialisme !

**Un point sur la "nouvelle mouture" d'*Informations ouvrières*.**

Quand on lit Informations ouvrières on a toujours l'impression de lire une feuille syndicale destinée aux fonctionnaires, n'étant ni syndiqué ni fonctionnaire comme plus de 90% des travailleurs, ce journal ne m'est pas destiné j'ai envie de dire, bref, la "nouvelle" mouture ressemble à une arnaque, rien de changé en réalité et cela fait 50 ans que cela dure !

Ils n'ont pas compris que les critiques de la plupart des lecteurs portaient non pas sur la forme mais sur le contenu lui-même. Des articles plus petits ou plus longs, des sujets plus ou moins bien présentés, là n'était pas franchement le problème. Les modifications intervenues conviendront sans doute à des lecteurs avertis, à une certaine élite, à des intellectuels, à des militants aguerris, mais certainement pas à des ouvriers ou des jeunes.

Le choix de la didactique adoptée, le fait d'expliquer simplement les choses coulait de source, donc la question que posait certains lecteurs n'était pas là, ils auraient voulu retrouver la tournure d'esprit qui est la leur pour aborder une question, ils n'abordent pas la réalité en intellectuels, ils ne conceptualisent pas chaque fait ou donnée au quart de tour, ils abordent les choses plus simplement, avant de se demander d'où vient ce qui leur tombe sur la tête ou comment on en est arrivé là par exemple, ils commencent par en mesurer les conséquences sur leur vie pratique, quotidienne, ils ramènent tout à leurs propres expériences et c'est normal, paradoxalement s'ils sont terriblement pragmatiques, ils réagissent en premier sur le plan émotionnel, répétons-le encore et encore, ce ne sont pas des intellectuels, ce qui ne veut pas dire que l'ouvrier ne pense pas ou qu'il en est incapable, pour saisir un discours ou qu'il soit à sa portée pour ensuite le faire réfléchir au-delà des faits bruts ou des apparences, il faut qu'il emprunte le même processus psychologique que le sien, il faut qu'il puisse s'identifier à ce processus pour qu'il reprenne à son compte son contenu et évoluer.

Quand je vois des militants se gausser des conversations de comptoir, je ne dis pas cela en particuliers pour les militants du POI, je me dis qu'ils sont étrangers au milieu ouvrier, car ce sont les mêmes discussions qui ont lieu dans les ateliers ou sur les chantiers, ce qu'ils ignorent apparemment. Cela ne plane pas haut en apparence, ça ne va pas très loin, certes, le raisonnement de l'ouvrier est basique, mais il recèle

toujours une vérité fondamentale sur sa condition, et c'est à nous qu'il revient de la mettre en évidence pour l'aider à progresser. On doit faire avec le matériel humain disponible, on doit partir de là pour ensuite avancer nos arguments le plus simplement possible, sans prétention, comme j'essaie de le faire dans mes causeries.

Souvent je pars d'une réflexion élémentaire qui m'est passée par la tête et qui ne présente pas forcément un intérêt au premier abord, ensuite je la développe en prenant un ton léger, puis, petit à petit mon discours prend une tournure de plus en plus politique, mais sans réelle coupure avec la manière dont j'ai abordé notre sujet, l'ensemble présente une certaine cohérence qui doit permettre à de jeunes militants de pouvoir suivre mon raisonnement tout en étant en présence d'éléments théoriques susceptibles de les faire progresser politiquement. Cette méthode n'est pas le produit d'un calcul, la plupart du temps quand j'aborde un sujet je ne sais pas du tout comment je vais le développer ni jusqu'où il va m'entraîner ; le mécanisme qui est ici à l'oeuvre est celui d'un ouvrier qui a commencé à penser par lui-même et rien d'autre, parce que je suis resté un ouvrier, j'ai cette chance si je puis dire, il ne faut y chercher l'application d'une méthode quelconque, encore moins une manoeuvre pour convaincre les militants de quoi que ce soit.

Quand Trotsky disait que les articles de Lénine étaient accessibles aussi bien aux ouvriers qu'aux étudiants parce qu'il écrivait "*avec son coeur*", il devait vouloir dire que Lénine s'était tellement identifié avec le destin de la classe ouvrière qu'il en était arrivé à sentir son coeur battre, son coeur était devenu celui d'un ouvrier. On ne peut évidemment pas demander à tous les militants intellectuels de réaliser cette prouesse, raison de plus pour laisser la parole à des militants ouvriers conscients qui sont demeurés des ouvriers, or ce n'est pas le cas de la plupart d'entre eux qui ont pris la mauvaise habitude de singer les intellectuels, de penser en intellectuels pour imiter leurs dirigeants dont la plupart sont des intellectuels, un travers peut-être inévitables que les dirigeants n'ont pas été capables de prévenir. Faire des militants ouvriers, des cadres du parti, favoriser leur développement intellectuel ou leur niveau théorique, c'est nécessaire, mais cela ne doit pas se faire au détriment de leur propre personnalité qu'ils finissent par perdre en s'identifiant à des modèles intellectuelles.

J'ai lu quelque part que l'ouvrier Stéphane Just devenu dirigeant et théoricien de l'OCI avait eu de mauvaises relations avec l'intellectuel Pierre Broué et d'autres intellectuels de l'OCI, parce qu'il aurait voulu leur ressembler, il aurait été complexé par son origine ouvrière disaient-ils de lui. Je ne rentrerai pas dans cette polémique, il y a prescription ! La seule chose dont je me souviens pour avoir assisté à des réunions en présence de Just le samedi après-midi au 87, c'est que le discours du camarade Just ne ressemblait plus à celui d'un ouvrier et que les jeunes militants ouvriers dont je faisais partie, avaient toutes les peines du monde à suivre son raisonnement qui était davantage celui d'un intellectuel ou d'un théoricien et j'ai pu vérifié que je n'étais pas le seul dans ce cas.

On est comme on est camarades, il n'y a pas de honte à être ouvrier ou intellectuel, et si le discours d'un ouvrier qui singe les intellectuels devient incompréhensible à de simples ouvriers, il loupe son objectif, quant aux intellectuels qui essaient de se mettre à la place des ouvriers, ils sont grotesques la plupart du temps. Pour bien faire, il faudrait que les ouvriers qui deviennent des militants conscients ne cherchent pas à imiter les intellectuels, qu'ils continuent à penser en ouvriers avec ses qualités et ses faiblesses, et que les militants intellectuels essaient d'acquérir un peu du "coeur" des ouvriers pour s'en rapprocher et les conquérir, et qu'ils comprennent que cela ne rabaissera pas leur statut, mais au contraire l'enrichira d'une qualité supplémentaire, supplémentaire et non pas supérieure, car il ne doit exister dans un parti aucune concurrence entre ouvriers et intellectuels à ce niveau-là.

J'ai écrit cette causerie après avoir lu dans Informations ouvrières qu'un lecteur s'était dit déçu par la nouvelle mouture de ce journal, il ne doit pas être le seul. Ma causerie n'est pas polémique mais plutôt constructive.

On se quitte dans la bonne humeur, c'est dimanche :

Je suis obligé d'arrêter là, hier soir dans une pub sur une télé indienne, j'ai entendu quelques notes de guitare que j'ai reconnues immédiatement, je l'ai dit à mes deux petites-nièces Kilomia et Lombiga (10 et 12 ans) toute étonnées, comment c'est possible "uncle" ? Ce matin je viens de leur mettre le morceau en question *Smoke on the water* de Deep Purple, elles adorent, du coup elles se sont installées derrière le bureau pour faire leurs devoirs et on écoute le CD en entier. En fait de devoirs, elles dansent et me proposent un problème de géométrie !!!

Bon dimanche camarades.

**Quelques infos en brefs.**

**La situation à court terme demeure "*imprévisible*". Le monde suspendu à la volonté de l'aristriocratie financière.**

Au total, 450 millions d'euros de bonus, principalement en cash. Les employés de la banque d'affaires américaine Lazard ont reçu des étrennes record, au mépris des recommandations du G20.

En septembre, les 20 pays les plus riches avaient appelé les banques à abandonner leur logique de court-terme, en partie responsable de la crise financière.

La banque d'affaires n'est pas la première à renouer avec les bonus juteux. Mais elle vient de franchir un palier très sensible, pour l'économiste Gilles Leblanc :

« *La nouveauté, c'est l'immédiateté du paiement, le fait qu'il soit directement effectué en cash. Ce que fait Lazard, c'est une sorte de bras d'honneur à la volonté des Etats de réguler les marchés financiers, une façon de montrer que les banques sont autonomes.* »

Lazard ne fait pas partie du « Big Three » (Morgan Stanley, Goldman Sachs, JPMorgan Chase), mais elle arrose. Un message adressé directement aux employés de ses concurrents, selon Alexandre Delaigue, économiste blogueur sur le site Econoclastes.

Pour calmer le jeu, des sénateurs démocrates ont déposé un projet de loi dans la journée de jeudi. Il s'agit d'une taxe sur les bonus supérieurs à 400 000 dollars, qui ne s'appliquerait toutefois qu'aux banques renflouées dans le cadre du plan de relance américain.

Le problème, estime Gilles Leblanc, c'est son délai d'application : même si cette loi était adoptée, elle n'entrerait pas en vigueur avant l'été, voire l'automne prochain. Les banques risquent de profiter de ce délai pour rompre leur engagement moral, bien entamé par ailleurs, et surtout sans valeur légale. On pourrait alors assister à une dernière surenchère, aux effets imprévisibles. (Rue89 06.02)

Commentaire. L'aristocratie financière américaine aurait-elle décidé de mettre le monde à feu et à sang comme le firent à deux reprises au XXe siècle ses prédécesseurs pour conserver sa place prépondérante sur le marché mondiale ?

**La Bourse ou la vie, la dégringolade est reparti de plus belle.**

Les investisseurs broient du noir à cause des dettes publiques en Europe.

Sur une semaine et depuis le début de l'année :

- Paris : CAC 40 - 4,70% et - 9,46%.
- Londres : Footsie - 2,46% et - 6,50%
- Franckfort : Dax - 3,11% et - 8,78%
- Madrid : Ibex - 7,71% et - 15,38%
- Lisbonne : PSI - 7,42% et -13,26%

Les craintes sont mondiales. «*Le sentiment des investisseurs est plombé par les problèmes de dette de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal*», explique Marcus Droga, directeur associé à Macquarie Private Wealth à Sydney, cité par Dow Jones Newswires. «*Et ce malgré des publications de résultats d'entreprises satisfaisants et des discours de dirigeants européens qui se veulent rassurants. Mais le marché ne veut rien entendre*», ajoute Arnaud de Champvallier, directeur chez Turgot Asset Management.

Depuis plusieurs jours, observateurs et analystes s'inquiètent de l'état des finances publiques de ces pays, agitant l'épouvantail de la Grèce, dont les déficits et la dette publics sont si élevés que la Commission européenne a décidé mercredi de placer le pays sous une quasi-tutelle. (Le Journal des Finances 05.02)

**Argentine.**

18 milliards de dollars, dont 5 milliards d'intérêt, c'est le montant de la dette que l'Argentine doit rembourser en 2010. Cristina Kirchner veut que la Banque centrale libère 6,5 milliards de dollars. (Libération.fr 06.02)

**Afghanistan. Quand sortir chercher du bois peut s'avérer fatal.**

Une patrouille de la police afghane aux frontières a ouvert le feu sur des villageois qu'elle avait pris pour des insurgés, tuant sept civils, rapporte un responsable de la police afghane.

Ce groupe de villageois était en train de ramasser du bois dans la région de Shorabak, près de la frontière pakistanaise, lorsque la fusillade a eu lieu vendredi matin avant l'aube, a précisé le général Abdul Raziq, commandant de la police aux frontières du sud de l'Afghanistan. Les six officiers impliqués ont été arrêtés et une enquête a été ouverte.

Ils patrouillaient en voiture cette région, très fréquentée des talibans et des contrebandiers, lorsqu'ils ont aperçu ce groupe de sept hommes à environ 400m. Ils ont cru qu'ils étaient sur le point de tomber dans une embuscade et ont donc tiré, a rapporté le général Raziq.

Lorsque les policiers sont allés récupérer les corps, ils ont constaté qu'aucun de ces hommes n'était armé. Lorsqu'ils ont ensuite consulté les habitants d'un village voisin, ces derniers ont confirmé que les sept hommes ne faisaient pas partie d'un groupe rebelle. (AP 06.02)

---

**Le 8 février**

Je reviens sur l'affaire qui se secoue le NPA.

Vous aurez remarqué avec quel acharnement tous les partis que comptent le pays (à l'exception du POI jusqu'à présent) , l'ensemble des médias se sont déchaînés contre le NPA. Cela me donne envie de le défendre, car au-delà de ce qu'on peut penser du NPA et des désaccords que l'on peut avoir avec ce parti, j'ai l'impression que c'est la lutte contre le capitalisme qu'il représente pour de nombreux jeunes et travailleurs contre laquelle tous ces chiens se sont mis à aboyer en coeur.

Ce sont justement ces donneurs de leçons qui pratiquent un double langage quotidiennement et dont le discours est hypocrite, mensonger, plein de promesses trompeuses, populiste à souhait, qui se permettent de critiquer un des seuls partis en France qui dit haut et fort qu'il faut en finir avec le capitalisme, voilà ce qui doit les emmerder ! Aujourd'hui plus qu'hier au moment où Sarkozy a besoin d'un consensus le plus large possible pour faire passer son projet scélérat contre nos retraites, de l'UMP au PCF en passant par le PS et le PG, il faut préciser.

Dans une interview à l'agence Reuters du 7 février, un de ces intellectuels inféodés au régime, l'historien et directeur de recherches au CNRS, Stéphane Courtois, a fourni une des raisons de ces attaques contre le NPA qui a retenu mon attention : "*La LCR a toujours eu une image féministe et là, ça brouille l'image. Je pense que ça va leur poser un problème*", dit-il, pas seulement apparemment, car en attendant cela pose davantage un problème aux partis godillots de la Ve République ! Que le NPA commence à recruter dans les quartiers populaires, voilà ce qui doit les déranger, c'est insupportable ! Que le NPA s'en tiennent aux fonctionnaires et aux classes moyennes et tout ira pour le mieux, le prolétariat doit rester la chasse gardée des autres partis ou abandonné à son triste sort.

Cette vermine d'intellectuel étale son ignorance ou fait preuve de mauvaise foi, mais pas seulement, il exprime aussi une crainte quand il affirme : "*Ils ont voulu faire croire à un parti plus large et tout le monde s'est aperçu qu'ils avaient seulement repeint la LCR*", d'une part, personne n'a jamais cru que le NPA serait fondamentalement différent de la LCR, d'autre part, ce qui les mine, c'est que des groupes de militants ayant une tradition marxiste révolutionnaire aient rejoint le NPA (La Commune, le CRI notamment).

Au-delà, les représentants de la bourgeoisie et ses misérables penseurs appréciaient particulièrement que le NPA soit facilement identifiable et s'en tienne à des critères sociaux aussi flou que le féminisme que tous les partis pouvaient partager et qui minaient par ailleurs son engagement contre le capitalisme, alors si maintenant il y ajoute un élément qu'ils jugent à tort ou à raison contradictoire avec le droit des femmes, le foulard étiqueté islamiste, rien ne va plus, les frontières du NPA sont brouillées, ils ne savent plus au juste à quoi s'en tenir avec ce parti qu'ils entendent contrôler, car c'est cela le véritable objet de leurs critiques, le NPA "*brouille*" l'idée qu'ils se font de ce parti, et qui sait pourrait se transformer en un véritable parti révolutionnaire, ce n'est pas moi qui l'affirme, mais bien eux qui le craignent par dessus-tout, ajoutons, de la même manière qu'ils censurent ou boycottent le POI, alors que les médias ou les plumitifs du régime n'hésite pas pas à entretenir des relations avec le FN. La haine qu'ils expriment ainsi envers le NPA, n'est rien d'autre que la haine que leur inspire le prolétariat révolutionnaire, c'est le fin mot de cette polémique.

A propos de Besancenot, cet "historien" a précisé :"*Jusque-là, personne ne l'attaquait. Mélenchon a compris que Besancenot était son adversaire numéro 1*", et non Sarkozy !

Mélenchon le champion de l'opportunisme, le manoeuvrier professionnel aux doubles ou triples casquettes, sénateur élu par ses paires du PS, député européen PG et demain peut-être élu d'un conseil général grâce au PS-PRG-MRC-Verts, le cumulard des postes à prébendes sonnantes et trébuchantes, qui a pour modèle le Die Linke associé au SPD dans la gestion de la ville de Berlin, n'a aucune légitimité dans le milieu ouvrier qu'il prétend représenter, quand on observe sur quel terrain le PG intervient, on s'aperçoit au premier coup d'oeil qu'en dehors des plates-bandes du NPA qu'il piétine (les sans-papiers par exemple), il n'existe pratiquement pas, le PG n'est qu'un parasite qui vient se greffer sur les autres partis, c'est à la fois sa nature et sa fonction de vampiriser les autres partis pour donner l'impression d'exister. Hier le PS de Mitterrand avec son programme commun avait pour objectif de liquider le PCF, aujourd'hui le PG, cet appendice du PS associé au cadavre puant du stalinisme verrait d'un bon oeil l'élimination du NPA, tout du moins sur le plan électoral, car Mélenchon et le PG ne peuvent exister que sur ce plan-là.

Pour conclure, je rappelle ce que j'ai écrit il y a quelques jours sur cette polémique : le NPA a commis une grave erreur d'appréciation de la situation en présentant une candidate voilée. Ses dirigeants n'ont semble-t-il pas pris conscience de la campagne que cette initiative allait déclencher contre leur parti, inutilement il faut bien préciser.

Si j'avais été membre du NPA je m'y serais opposé, pas pour plaire aux féministes, encore moins pour sanctionner cette militante qui a le droit de porter un foulard ou de croire, mais tout simplement parce qu'elle était stupide, c'est indéniablement une lourde faute politique. La politique ne consiste pas à prendre ses désirs pour la réalité, que cela ait échappé aux dirigeants du NPA en dit plus long que de longs discours sur leur capacité et leur détermination à construire un parti anticapitaliste. Cette erreur de la direction du NPA vient s'ajouter à la crise que traverse ce parti, elle en est un des éléments révélateurs...

Ceci dit, je me range au côté du NPA contre la meute des bonnes consciences qui ont leur part de responsabilité dans la remise en cause depuis des années de la laïcité dans ce pays, car **en principe**, rien n'interdisait au NPA de présenter cette candidate voilée, c'est uniquement la situation politique qui aurait dû les contraindre d'y renoncer.

**L'erreur politique du NPA se paie comptant.**

**1-** L'erreur politique du NPA permet au bouledogue Bertrand de donner un cours de laïcité, bravo ! Ce qu'il en pense vraiment par ailleurs nous le savons pertinemment, c'est autre chose.

Je me souviens que ma mère, mes grands-mères, mes tantes portaient souvent un foulard quand elles sortaient, quand elles allaient faire des courses, qu'elles allaient à la poste ou à la mairie, sans que cela pose problème, alors qu'en ville des femmes arboraient des chapeaux, plus modestement à la campagne les paysannes revêtaient un foulard, alors quand Bertrand dit «la religion n'a rien à voir avec une élection», c'est lui qui fait de ce foulard une religion, qui nous invite à orienter nos regards dans la direction de cet objet, que portent aussi des femmes musulmanes ou d'autres origines, les gitanes par exemple, dans les pays d'Europe centrale, etc.

Qu'est-ce que cela peut nous faire qu'une femme porte un foulard ou non, c'est son problème pas le nôtre. Si elle le porte librement, je ne vois pas de quel droit on devrait juger sa tenue vestimentaire, encore moins l'inviter à la corriger.

Le bouledogue Bertrand dans son costard cravate se sent peut-être à l'aise, moi j'aurais plutôt l'impression d'être enfermé dans une camisole de force qui n'a rien à envier à la burqa, qui est le produit de la décomposition de la société, c'est elle qui la produit, je vais le prouver immédiatement.

L'homme qui oblige son épouse à la porter doit craindre quelque part de perdre cette femme, il la traite comme son esclave, c'est par nécessité qu'il agit, la nécessité d'exister qui passe par la domination, la possession, c'est la lutte pour la survie qui se transforme en lutte pour le pouvoir, il se conduit en dictateur chez lui.

Si la lutte pour la survie devient plus difficile et prend une tournure violente, que tout se dégrade dans la société, la fragilité psychologique des hommes peut les entraîner à la folie, ils reportent leurs besoins de domination sur leurs épouses, qui doivent vivre soumises à leur volonté.

Si au contraire la lutte pour la survie devient moins difficile, qu'on se sent plus en sécurité sur le plan social et économique, cette élévation peut satisfaire le besoin de domination des hommes, l'amélioration de leur situation sociale leur donne déjà un certain statut, s'ils peuvent exploiter leurs compétences dans un domaine particulier et mettre au service de la société leurs capacités et en tirer un bénéfice, une satisfaction, ils n'ont plus besoin de harceler leurs compagnes pour avoir l'impression d'exister et d'être respecter. C'est donc un problème social à la base, et non culturel ou religieux.

Le culte de la culture rend fou ! C'est le dernier refuge des ignorants en quête d'identité, de reconnaissance.

La culture qui reflète davantage le passé que le présent ou qui en est son héritière ou encore qui s'en réclame, est réactionnaire le plus souvent, si elle représente plus le passé que le présent, c'est qu'on ne trouve pas son compte ou sa place dans la société actuelle, comment pourrait-il en être autrement dans une société en décomposition, alors on cherche ailleurs, on tourne notre regard dans une autre direction, le futur étant insondable et vain tout espoir d'une vie meilleure sans conscience politique, il ne reste plus que le passé comme repère, le passé avec ses rapports sociaux de nature féodale où s'épanouissaient autrefois la religion qui consacrait la domination des hommes sur les femmes, qui justifiaient les inégalités entre les classes et proclamait divine la soumission du faible au puissant, à l'ordre établi.

Le pendant de la toute puissance de dieu qui écrase l'homme, c'est la toute puissance de l'homme qui écrase à son tour son épouse, ses enfants ou son chien ! C'est dans la nature de l'homme de s'en prendre à plus faible que lui, la religion en a fait un dogme qu'elle entretient. Ici en Inde où je vis entouré quotidiennement de pauvreté ou de misère je peux en mesurer les ravages, chrétiens, musulmans ou hindous méprisent les femmes et le plus pauvre va trouver encore plus pauvre que lui à piétiner, il faut bien qu'il exerce son pouvoir sur quelqu'un à défaut de maîtriser sa propre nature et les rapports sociaux de la société qui demeurent pour lui un mystère.

Elever le statut social des femmes au même niveau que celui des hommes constitue certes un progrès, mais ce n'est pas suffisant pour éliminer cette faiblesse de la nature humaine qui remonte à la nuit des temps, seule l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme permettra de faire disparaître l'exploitation des femmes par les hommes et leur soumission aux hommes. La liberté acquise des femmes en occident est teintée d'hypocrisie ou surfaite, elle ne sert qu'à camoufler que les femmes sont encore plus exploitées que par le passé.

La disparition progressives des sociétés matriarcales a coïncidé avec le développement des forces productives et la naissance des classes sociales distinctes, quand l'homme a commencé à produire au-delà de ses propres besoins et à accumuler des biens, la répartition des rôles étaient partagée jusque là entre hommes et femmes sans que forcément l'un n'ait besoin d'exercer sa domination sur l'autre, ce que la nature leur fournissait suffisait à leur bien-être, c'est seulement à partir du moment où la puissance née de l'accumulation des marchandises s'est manifestée, que les femmes occupées avec leurs enfants ont vu leur statut décroître au profit des hommes dont la plus grande liberté de mouvement permettait de travailler et de produire des richesses...

Maintenant je ne prétends pas que cela explique en totalité la cause du passage du matriarcat au patriarcat et la domination des hommes sur les femmes, le développement des forces productives et la naissance des classes sociales y ont sans doute largement contribué. La maîtrise des moyens de production par le prolétariat, puis l'extinction des classes (et de l'Etat), contribueront d'une manière décisive à

rétablir un équilibre harmonieux entre les hommes et les femmes libérés de toutes leurs chaînes, celles de l'exploitation, mais aussi celles de l'ignorance et de l'obscurantisme, la religion n'aura plus aucune raison d'être et disparaîtra dans l'indifférence générale. (A suivre)

**2 -** Le NPA donne l'occasion à une député du PS de donner une leçon de marxisme, alors que son parti l'ignore superbement ou ne l'a jamais adopté, et ceux qui l'ont approché un jour le piétinent quotidiennement. Voilà un service rendu à notre cause, merci le NPA !

L'allié objectif de l'UMP par la voix de la députée socialiste de Moselle, Aurélie Filippetti, déplore «une dérive idéologique totale» du NPA et a appelé le parti de Besancenot «*à relire Marx*». Et de citer le philosophe, sur Canal+ : «*la religion c'est l'opium du peuple*.» «*Peut-être qu'il faudrait leur rappeler que les ouvriers en France, ils n'ont pas besoin qu'on leur dise d'aller lire le Coran ou la Bible ou que sais-je*», s'est-elle agacée. (Libération.fr 07.02) La constitution de la Ve République suffit !

C'est marrant, j'avais cru comprendre que le PS remplissait également ce rôle auprès d'une partie de la population, de moins en moins et c'est une bonne chose, le voile des illusions est en train de se dissoudre dans les contradictions de la société qui éclatent. Les masques tombent, alors en dernier recours on fait feu de tout bois, de Gandhi à Marx tout est bon à prendre, pas toujours directement, on ne rend pas hommage directement au régime de Vichy, mais on met en place un ministère qui en est digne, par exemple, pour ce qui est de l'UMP. Quant au PS, si les jeunes sont intoxiqués de la religion, c'est peut-être grâce à J. Lang qui a relancé le financement sur fonds publics des écoles privées sachant que la plupart étaient confessionnelles ou encore Jospin ! La religion, l'opium de Delors et de bien d'autres bigots du PS, c'est l'Union européenne que Marx aurait sans doute appréciée !

**Les altermondialistes ou l'impasse-impuissance du gauchisme aboutit à la collaboration de classes. Un exemple.**

**1er acte -**Vendredi 5 février, une cinquantaine de militants altermondialistes venus des cinq continents ont bruyamment manifesté devant le siège de Veolia Environnement, avenue Kléber, à Paris.

**2e acte -** Ils n'acceptent pas qu'un cadre du privé préside un conseil d'intérêt public et demandaient la démission de Loïc Fauchon, cadre de la multinationale qui préside le Conseil mondial de l'eau.

**3e acte -** Ils n'ont pas réussi à pénétrer dans les locaux du groupe comme ils l'avaient initialement projeté.

**4e acte et fin -** Ils ont obtenu qu'une délégation soit reçue pour débattre des enjeux public-privé sur la gestion de l'eau. (Rue89 06.02)

Conclusion : A une cinquantaine de personnes (les masses quoi !) et c'était prévisible (sic !) ils n'ont obtenu ni la démission de L. Fauchon ni de pénétrer dans les locaux de Véolia, ils n'ont rien remis en cause, la privatisation de l'eau, et pour finir ils ont accepté de "débattre" avec des dirigeants de cette multinationale, ce qui revient à légitimer Véolia et la privatisation de l'eau, exactement comme le font les dirigeants syndicaux qui acceptent le dialogue social avec le gouvernement et le patronat.

Un coup dans l'eau inutile, pire, nuisible, car ces gens-là donnent l'impression d'être de furieux anticapitalistes alors qu'en réalité ils y sont totalement subordonnés ; comment pourrait-il en être autrement puisqu'ils rejettent le socialisme et sont incapables de proposer une autre alternative politique au capitalisme. En attendant ils détournent des milliers de jeunes des partis ouvriers, c'est déjà cela de gagner pour le régime... qui finance directement ou indirectement (par le biais des multinationales) le mouvement altermondialiste.

Vous me direz que le régime finance aussi les syndicats et les partis qui ne valent guère mieux par bien des aspects à des degrés divers... Evidemment, c'est tout le problème, c'est peut-être aussi pour cette raison que des jeunes ou des travailleurs atterrissent dans ce genre d'organisations qui instrumentalisent ensuite leur désespoir en les poussant à des actes violents dont ils seront les seuls à payer les frais dans l'indifférence générale.

---

**Le 9 février**

Une réponse à un courriel d'un camarade reçu hier. Le ton est léger, je préfère vous prévenir.

Encore une ou deux affaires comme celle du NPA avant le premier tour des régionales et c'est le taux d'abstention qui va l'emporter ! Le climat politique est à vomir en France, comme dans tous les pays quand on y regarde de près. Comment veux-tu que les travailleurs ne soient pas dégoûtés des partis politiques et de la politique après cet étalage de connerie ?

Cela fait un moment que je dis que Besancenot est une marionnette entre les mains de Krivine et cie., il n'est pas à la hauteur, il ne vaut pas plus que Laguiller avec son "travailleurs, travailleuses" repris par Artaud, il est jeune, ce n'est pas un reproche, mais un jeune ne pourra jamais inspirer confiance à des travailleurs, qu'on ne nous raconte pas d'histoires, je me suis fait récemment cette réflexion et elle était pleinement justifiée.

Cela signifie bien que le NPA n'a pas du tout l'intention de construire un parti, en tout cas pas un parti de travailleurs, il sert à attirer des jeunes ou des gauchistes petits-bourgeois déçus du capitalisme, mais qui par leurs positions sociales et les illusions qui les habitent n'ont pas spécialement envie de s'investir à long terme dans la perspective de le renverser, ce qui explique peut-être pourquoi ils sont autant opportunistes, finalement ils ne poursuivent aucun objectif précis au-delà de ceux qui se présentent au petit bonheur la chance, ils sont bien dans la logique de la lutte en soi qui n'est reliée à aucune perspective politique, ceci expliquant cela.

Je pense avoir été clair dans les dernières causeries sur le sujet du foulard de cette étudiante, ils la livrent en pâture aux médias et à la férocité des dirigeants politiques de Bertrand à Mélenchon, elle va en ressortir brisée la pauvre fille, c'est vraiment une bande d'abrutis à la direction du NPA !

Je ne vois pas en quoi porter un foulard sur la tête remettrait en cause le principe de laïcité quand on se présente à une élection et ne le remettrait pas en cause en d'autres circonstances. Parce que les élections ont un caractère politique publique et que dans la sphère publique tout signe distinctif d'appartenance à une religion constituerait une violation de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, quand DSK est en campagne à Sarcelles avec une kipa sur la tête, personne n'y trouve à redire, quand Sarkozy fait allégeance au pape au Vatican, seuls ses propos font l'objet d'une polémique, quand les uns et les autres de l'UMP au PS se rendent à l'église pour rendre un dernier hommage à Seguin, cela ne fait pas un sujet de polémique, quand dans un espace publique par excellence qu'est un tribunal les témoins doivent jurer sur la Bible, qu'est-ce que c'est sinon une atteinte à la laïcité qui se répète des dizaines de milliers de fois par an à travers tout le pays, toute population confondue, et tout le monde trouve cela normal.

Un foulard, ce n'est pas une burqa ou une croix ; la burqa est infâme, quant à la croix, elle pue le martyr des classes dominées depuis l'Antiquité et leur République qui reposait déjà sur l'esclavage, seule la qualité des chaînes à changer depuis, mais les chaînes sont toujours aussi insupportables à porter. Le signe de croix absout tous les péchés dont celui de profiter de la faiblesse des classes qu'on exploite sans vergogne, elle est le signe de reconnaissance de tous ceux qui profitent des inégalités sociales ou qui en sont les victimes ignorantes.

C'est un procès d'intention qu'ils intentent au NPA qui doit bien sagement rester dans ses rails...

En complément à ce que j'ai écrit ce matin, on pourrait dire encore que les uns et les autres ne tiennent peut-être pas non plus à ce que le voile des illusions qui entoure le NPA tombe, dès fois que le POI pourrait récupérer la mise, car en dehors de ce parti, avec certaines réserves bien sûr qui me sont propres et que je n'oblige personne à partager, quel parti peut se targuer de mener une lutte intransigeante contre les conséquences de la crise, aucun. C'est un aspect de cette affaire que je n'avais qu'effleuré ce matin, il faut dire que je rédige mes causeries à main levée, sans brouillon ni sans avoir particulièrement réfléchi à ce que je vais écrire, du coup, un complément s'impose souvent.

Les détracteurs du NPA du Palais au Sénat où siège Mélenchon peuvent craindre aussi que le NPA se radicalise, que la tendance incarnant (avec des lacunes) le marxisme révolutionnaire s'en trouve renforcée et qu'au fil du temps elle influe davantage sur la politique de ce parti, que dans d'autres circonstances cette tendance pourrait mener des batailles au côté du POI sans que la direction du NPA ne puisse l'en empêcher ; un front unique POI-NPA sur des objectifs partiels serait possible et représenterait à leurs yeux un danger réel pour les institutions et le régime. C'est la raison pour laquelle j'avais estimé qu'il ne fallait pas jeter la pierre aux camarades qui avaient rejoint le NPA, car après tout ils sont sincères et combattent davantage sur la base de leurs propres convictions que sur le programme (lequel !) du NPA. A moins qu'ils les virent un jour ou l'autre, c'est en discussion à la direction du NPA j'ai cru comprendre...

Et heureusement que le ridicule ne tue pas : l'Iran fait souvent la Une de l'actualité, même de manière très bref on a tous vu un jour à la télé que dans cette République islamique des femmes qui portent le voile ou un foulard étaient étudiantes à l'université, travaillaient dans des hôpitaux publics, dans des usines ou des laboratoires de recherche, on se demande alors à quoi rime le discours des petits-bourgeois qui se disent féministes et qui prétendent que le voile ou le foulard serait incompatible avec les droits des femmes, autrement dit qu'une femme portant l'un ou l'autre n'aurait aucun droit dans la société, ce que la réalité dément formellement ; que les droits des femmes soient plus évolués en France qu'en Iran par exemple, personne ne le contestera, mais de là à prétendre que les femmes n'existeraient pour ainsi dire pas aux yeux de la société en dehors de leurs époux qui en seraient les propriétaires et les maintiendraient dans un état de soumission totale, c'est faux, ils se décrédibilisent et manquent leur objectif en racontant littéralement n'importe quoi.

La décomposition de la société, le maintien ou le retour à des traditions archaïques héritées de l'époque où sévissaient des régimes féodaux implacables et barbares, l'incapacité de certains peuples de s'en délivrer, coïncide avec le niveau de développement économique et social de la majorité de la société... Je ne sais plus qui disait (Marx ?) que le droit en vigueur dans un pays ne pouvait pas être plus élevé que son niveau économique, qu'il en était le reflet, il en va ainsi en Afghanistan par exemple où le traitement des femmes peut choquer les âmes sensibles, mais qui est parfaitement compréhensible sur le plan politique, compréhensible ne veut pas dire excusable, c'est seulement un constat.

En Afghanistan et dans bien d'autres pays en Asie et en Afrique, des rapports féodaux perdurent, ce sont les classes dominantes qui en sont responsables et qui en profitent largement. Dans ces pays le développement est plus inégal que partout ailleurs dans le monde, la différence entre riches et pauvres ou les classes dominantes et la majorité du peuple atteignent des sommets, elle ne permet pas à ce dernier de se développer, dans aucun domaine, il demeure la proie d'une culture ancestrale basée sur des superstitions, des croyances, il n'a pas les moyens d'accéder à la connaissance, la société telle qu'elle existe le lui interdit. Le cas des femmes et d'une grande partie du peuple en Iran est différent de bien d'autres pays de la région par son histoire au XXe siècle, je n'ai pas le temps ici de traiter davantage ce sujet, ni de l'évolution en cours dans d'autres pays.

On ne trouvera pas une représentante de la bourgeoisie afghane vêtue d'une burqa, les classes dominantes sont évidemment les classes privilégiées sur le plan économiques et sociales, ceux qui veulent interdire la burqa en France ne la porteraient pas ou ne la feraient pas porter non plus à leurs épouses, on est donc en droit de dire qu'ils se placent au côté des classes dominantes qui se permettent de rappeler à la plèbe son devoir républicain ou laïc dévoilant ainsi leur véritable visage, cela vaut pour le PS, le PCF, le PG notamment qui aboient avec les chiens de l'UMP ou du FN, avis aux candidats qui voudraient rejoindre cette meute de réactionnaires.

J'avais commencé à écrire une causerie sur la situation des femmes en Inde, mais je n'ai plus le temps de le compléter, on verra cela une autre fois.

**Quelques infos en bref.**

**S'enrichir sur notre dos ne leur suffit pas, ils nous rançonnent.**

Les plaintes auprès de la Médiation bancaire de particuliers, mécontents de la gestion de leur banque, ont atteint en 2008 le niveau record, en hausse de 15,7% par rapport à 2007, selon le bilan annuel publié lundi par la Banque de France.

La gestion des opérations de crédit constitue cependant la principale cause de litige (23% des cas), suivie de près par le fonctionnement du compte de dépôt (22%). Les clients protestent aussi fréquemment contre la tarification des banques (15% des cas), et contre les moyens de paiement (14% des cas), comme les chèques et les cartes de crédit.

En 2008, les médiateurs ont finalement donné raison dans 53% des cas... aux banques, et non pas aux clients mécontents. Seules 30% des requêtes ont abouti à une décision totalement favorable au client, et 17% à une décision partiellement favorable. (lefigaro.fr 08.02)

Des "médiateurs" mis en place par le gouvernement favorables à 83% aux banques, normal ! Les bons comptes font les bons amis : expropriation des banquiers et saisie de tous leurs biens !

**Un "bon partenariat"... pour la bonne cause. (lire l'article : *Ventes d'armes : Paris vise le podium mondial en 2010*.)**

Le secrétaire américain à la Défense a salué le rôle de la France en Afghanistan, disant qu'il fallait mettre en perspective l'envoi de renforts français plus faibles que ce qu'espérait Washington.

"*Il convient (...) de mettre les choses en perspective. Au cours de l'année écoulée, la France a augmenté ses forces en Afghanistan de 30 à 50% et a pris de nouvelles responsabilités sur le théâtre d'opérations*", a souligné Robert Gates aux côtés d'Hervé Morin.

"*Nous avons un bon partenariat avec la France en Afghanistan et nous nous réjouissons de le poursuivre à l'avenir*", a souligné Robert Gates lundi à Paris.

Hervé Morin a souligné de son côté l'effort consenti par la France en deux ans. Il a rappelé que Paris avait envoyé depuis janvier 2008 1.300 hommes de plus sur place. (Reuters 08.02)

**Inde.**

La croissance de l'économie indienne devrait atteindre 7,2% au cours de l'exercice budgétaire 2009-2010, qui s'achèvera fin mars, annonce le gouvernement.

La production manufacturière, l'un des principaux moteurs de la croissance indienne, devrait augmenter de 8,9% en 2009-2010, a précisé l'Organisation centrale des statistiques indienne.

La production agricole devrait parallèlement diminuer de 0,2% après la pire mousson en 37 ans, qui a amputé la production.

Le PIB indien a crû de 6,7% au cours du dernier exercice budgétaire.

La banque centrale a porté sa prévision d'inflation des prix de gros à 8,5%. (Reuters 08.02)

Avec une inflation à 8,5%, c'est qui qui paient l'aide du gouvernement indien accordée aux banques, c'est qui qui paient la "croissance" ? Nous évidemment ! Le sac de riz de 25 kilos que j'ai payé il y a un mois à 320 roupies en vaut aujourd'hui 400 ! A ce rythme-là, je me paupérise à vue d'oeil, il faut bien que la classe moyenne se développe pour absorber une part croissante de la production sur le dos de la majorité de la population qui est la plus pauvre, et que les classes dominantes continuent de s'enrichir comme si la crise n'existait pas, creusant ainsi davantage les inégalités.

**Le 10 février**

L'actualité est trop chargée, pas le temps de causer. J'ai téléchargé une grande partie des articles de presse hier soir (en Inde).

J'ai corrigé le lien *Info politique*, en fait le même qu'*Info sociale*. Au départ je n'ai pas cru bon de séparer les deux rubriques car les infos politiques étaient peu nombreuses. J'ai retiré le lien *Editoriaux*, car je n'ai pas le temps d'en écrire.

Un message au camarade P. (ex-PT) qui m'a envoyé un mail avant-hier. Je n'ai pas le temps de le faire, il dispose de plus de contacts que moi, s'il pouvait adresser l'adresse du site à tous les militants CGT dont il a les adresses électroniques, cela m'avancerait, surtout ceux du nord de la France.

Un autre message, au camarade du POI qui doit m'envoyer des documents, je n'ai pas eu le temps de le remercier par avance, je le contacterai quand je les aurai reçus.

**Un régime aux abois toujours plus liberticide.**

**1-** En marge de la visite à Marseille du Premier ministre François Fillon ce vendredi, une trentaine de manifestants ont été interpellés et placés en garde à vue pendant quelques heures. Sans motifs apparents.

« *Six camions de CRS se sont arrêtés à hauteur du petit groupe avant que les policiers ne rabattent les étudiants contre un mur. Ils ont ensuite procédé à des contrôles d'identité et les ont embarqués par paquets de cinq dans des camions.* »

On a appris un peu plus tard dans l'après-midi que les personnes arrêtées étaient des universitaires, étudiants pour la plupart. Cet épisode intervient huit jours après l'interpellation d'un enseignant-chercheur.

Le conseil d'UFR du centre de mathématiques et d'informatique de l'université Aix-Marseille I s'est réuni dans l'après-midi de façon exceptionnelle :

« *Trente universitaires qui se dirigeaient ce matin vers le parc du 26e centenaire de Marseille à l'occasion de la visite de M. Fillon ont été arrêtés sans raison par les forces de l'ordre, et maintenus en détention au poste pendant une heure et demie.* » (Rue89 09.02)

**2-** Le préfet de police de Paris a ouvert une enquête administrative après le placement en garde à vue à Paris la semaine dernière d'une adolescente de 14 ans, annonce la préfecture.

La jeune fille a dit sur France Info avoir été arrêtée à son domicile, emmenée au poste en pyjama et placée en garde à vue en cellule pendant dix heures, le tout pour son implication présumée dans une bagarre sur la voie publique.

"*Le policier m'a dit 'Maintenant, tu vas arrêter de te foutre de ma gueule, sinon je te prolonge de 24 heures*", a-t-elle raconté. (Reuters 09.02)

**3-** Les députés examinent à partir de mardi le projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI), qui fixe la feuille de route de la police et de la gendarmerie jusqu'en 2013.

Il prévoit de mobiliser 2,5 milliards d'euros au total, répartis sur cinq ans à compter de 2009.

Le projet de loi a en outre été renforcé par l'ajout de plusieurs mesures -sur proposition de députés ou du gouvernement lui-même- lors de son passage devant la commission des Lois de l'Assemblée. (AP 09.02)

**L'indignité nationale en quête d'électeurs ou... les Versaillais en quête d'unité nationale.**

François Fillon a tenté, lundi 8 février, de sortir le débat sur l'identité nationale de l'enlisement avec une série de mesures dont la mise en œuvre sera strictement encadrée par une sorte de comité des sages.

"*Si la montagne accouche ainsi d'une souris, c'est parce que le gouvernement a mal posé le débat dès le départ, parlant, à des fins électoralistes, d'identité nationale plutôt que d'unité nationale*", a déclaré Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) dans un communiqué.

Parmi les mesures avancées par Fillon :

- il a indiqué que "*le drapeau tricolore devra être effectivement apposé sur chaque école*" et que "*la déclaration des droits de l'homme et du citoyen (...) devra être présente dans chaque classe*".

- il souhaite également "*renforcer le programme de l'enseignement civique dans les collèges et dans les lycées*".

- il a évoqué la mise en place d'ici la rentrée prochaine d'un "*carnet du jeune citoyen*", dont l'objectif sera "*d'accompagner du primaire au lycée la formation civique des jeunes générations et de mieux les préparer à l'exercice futur de leurs responsabilités*".

- l'accès à la nationalité française, par naturalisation ou par acquisition, sera "*rendu plus solennel par la pratique systématique des cérémonies d'accueil*", au cours desquelles une "*charte des droits et des devoirs*" devra être signée devant une autorité publique.

Lundi lors d'un séminaire gouvernemental à Matignon qui avait pour fonction de clore la première partie du débat sur l'identité nationale, il a estimé "*qu'une étape sur le chemin qui doit nous conduire à renforcer notre pacte national*". (AP 09.02) Il voulait dire le consensus qui existe entre l'UMP et tous les partisans du maintien des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

**Commentaire.**

**1-** Le "*carnet du jeune citoyen*" et l'instruction civique aura pour fonction de préparer la jeunesse à se subordonner à l'ordre établi et aux institutions de la Ve République. S'il devait s'accompagner de commentaires sur le comportement de l'élève, il ressemblerait au carnet destiné aux travailleurs par le régime de Vichy.

**2-** Le drapeau tricolore est celui des assassins de la Commune de Paris, il n'est pas le nôtre et ne le sera jamais.

**3-** la déclaration des droits de l'homme et du citoyen est un document qui légitime la domination de classe de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, mieux la domination de dieu sur les hommes.

D'une part il est écrit dans son préambule que "*l'Assemblée Nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Etre suprême, les droits suivants de l'Homme et du Citoyen*", d'autre part, l'article 6 stipule que "*La Loi est l'expression de la volonté générale*" niant l'existence des classes sociales dont les intérêts sont antinomiques et inconciliables.

Pire encore, l'article 1 stipule que "*Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune*", alors qu'il y en a qui naissent avec une cuillière en argent dans la bouche et d'autres peuvent crever de faim d'une part, d'autre part cet article reconnaît implicitement "*l'utilité commune*" des patrons, des banquiers, des traders, des actionnaires et des administrateurs des conseils d'administration, des notaires, etc. qui sont des parasites qui vivent sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent.

Toujours pire, l'article 12 fait l'apologie de l'appareil militaro-policier de l'Etat bourgeois : "*La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.*", alors que sa principale fonction est d'interdire toute remise en cause de la propriété privé des moyens de production. A l'article 2, il est précisé que parmi les "*droits naturels et imprescriptibles de l'Homme*" se trouve "*la propriété*", il faut entendre pas là : la propriété de ceux qui possèdent quelque chose : des terres, des entreprises, de l'or, des biens acquis par l'exploitation des générations passées ou par d'autres moyens comme les guerres de rapine.

Bref, la Constitution de la Ve République s'inscrit dans la continuité de *La déclaration des droits de l'homme et du citoyen* à laquelle elle renvoie... Adhérer à la seconde quand on est jeune préparera utilement à adhérer à la première quand on sera en âge de voter... pour un parti institutionnel évidemment.

C'est fou ce que le pouvoir recelle de "sages" !

**Contradiction et crise au sommet de l'Etat, suite.**

La dette publique s'emballe et pas seulement à cause de la crise, s'inquiète la Cour des comptes dans son rapport 2010 publié mardi. Elle pointe du doigt une hausse des dépenses publiques mais aussi la baisse de la TVA dans la restauration.

Le grand emprunt de 35 milliards d'euros "ne peut qu'aggraver cette perspective", écrit la Cour des comptes dans la synthèse de son rapport.

Le déficit public est passé de 3,4% du PIB en 2008 à environ 8% en 2009. "*Moins de la moitié de ce déficit (...) résulte de la crise économique*", estime la Cour. La récession a certes fait baisser les recettes publiques et augmenter les allocations chômage; elle a en outre

nécessité des mesures de relance.

Dans un communiqué, le ministre du Budget Eric Woerth estime "*que la crise explique la totalité de la dégradation du déficit public entre 2008 et 2009, et non pas seulement quatre points de PIB*". (AP 09.02)

**Sarkozy et sa politique antisociale rejetée.**

La politique du gouvernement à l'égard de la fonction publique et des fonctionnaires est jugée mauvaise par 57% des Français, à en croire un sondage BVA pour les Echos, BFM TV et la Tribune.

Les Français se disent par ailleurs à 64% pessimistes sur l'avenir de l'économie de leur pays, deux points de plus qu'en janvier, malgré l'intervention télévisée de deux heures de Nicolas Sarkozy sur TF1, fin janvier.

Sur le dossier des chômeurs qui arriveront en fin de droits cette année, 55% des personnes interrogées y voient un signe de la crise, mais 40% l'imputent au gouvernement qui "*mène des réformes conduisant à l'exclusion*". (Reuters 09.02)

**France Télécom, une entreprise mortifère.**

Un employé de France-Télécom, âgé de 52 ans, s'est donné la mort le 26 janvier dernier, a-t-on appris mardi auprès de la direction. Il s'agit du troisième suicide dans l'entreprise depuis le début de l'année, précise-t-on de source syndicale.

Cet employé qui travaillait comme téléconseiller à Hirson (Aisne) est le 35e suicidés en deux ans de cette entreprise. (AP 09.02)

N'aurait-il pas mérité de prendre sa retraite à 50 ans ?

**L'UE toujours a la recherche d'une légitimité.**

**1-** Plus de trois Français sur quatre (77%) estiment que l'Union européenne est "*indispensable pour répondre aux défis mondiaux*", selon une enquête Eurobaromètre publiée mardi qui note également "*la persistance d'une inquiétude économique et sociale*".

Les Français restent, selon l'enquête, plus réservés sur la mondialisation que la plupart des Européens: 70% la jugent comme une menace pour l'emploi et les entreprises en France, et 71% estiment qu'elle rend nécessaire des règles communes au niveau mondial. (AP 09.02)

En période de crise la population se sent plus forte en ayant le sentiment d'appartenir à un espace plus vaste et plus peuplé, elle ne plébiscite pas pour autant une institution qu'elle a rejeté systématiquement au cours des dernières élections. Pour elle, la distinction entre Europe et Union européenne n'est pas claire, c'est cette confusion et son aspiration à vivre en paix qui a permis aux partisans de l'UE de tromper les peuples sur la véritable nature et les objectifs de l'UE.

**2-** La nouvelle Commission européenne présidée par José Manuel Barroso a été investie mardi par le Parlement européen pour un mandat de cinq ans. (AP 09.02)

Des commissaires européens désignés par les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE et qui représentent les intérêts du capitalisme mondial, donc non élus, dictent leurs lois ou directives à des députés qui les entérinent ensuite. Leur légitimlité repose sur l'ignorance de la population que les chefs d'Etat sont les représentants du capitalisme et non de la société dans son ensemble d'une part, et d'autre part qu'ils détiennnent ce pouvoir uniquement de la constitution de leur Etat respectif qui a été modelé de façon à perpétuer les rapports sociaux d'exploitation, au profit des classes dominantes qui constituent une infime minorité de la population.

**Policier et franc-maçon : même combat !**

Bruno Beschizza, secrétaire général du syndicat de policiers Synergie, vient de découvrir avec beaucoup de gêne que son entrée tonitruante en politique ne lui permettait plus de conserver son jardin secret maçonnique. Apprenant sa candidature aux élections régionales, des frères de Seine-Saint-Denis se sont amusés peu discrètement de la belle prise de l'UMP Valérie Pécresse pour diriger sa liste du département.

C'est que Beschizza a été initié au Grand orient (GO) en 2000, où il est devenu vénérable maître en 2004 et a fréquenté deux loges franciliennes. Il a ensuite quitté le GO en 2008, pour rejoindre, avec d'autres frères, la Grande loge de France, une obédience plus spiritualiste et moins progressiste que le GO.

Jusqu'à présent, lorsque des journalistes l'interrogeaient sur ce sujet, Beschizza niait toujours son appartenance à la franc-maçonnerie. Questionné par L'Express, il invoque d'abord le droit au respect de sa vie privée –"*Mes parents ne sont même pas au courant*", dit-il- avant de reconnaître que sa candidature politique a changé la donne : "*Il n'est pas question que je mente: je vous confirme donc l'information, un*

*peu la mort dans l'âme, même s'il n'y a rien de honteux à évoquer ma fréquentation d'une loge, indique Beschizza. Mais ceux qui vous ont parlé me font une belle saloperie.*"

"*Je suis certain de ne pas avoir été balancé par Philippe Guglielmi*", ajoute-t-il. Le premier secrétaire de la fédération socialiste du 93 et ancien grand maître du GO se trouve en troisième position sur la liste PS. Une telle information pouvait-elle rester secrète bien longtemps alors que, dans la police, la proportion de "frères trois points" demeure particulièrement forte ? (Lexpress.fr 09.02)

Pas vraiment surréaliste de retrouver autour d'une table pour discuter de notre sort, un "*trotskistes*" (CCI-POI), un flic membre de l'UMP qui pourrait tout aussi bien être au FN, une dirigeante du PS, ajoutons un membre du PCF et quelques patrons et la table est au complet. Ce serait une insulte envers André Breton de dire qu'il y a quelque chose de surréaliste dans ce tableau. Personnellement, j'ai perdu ma meilleure amie le jour où elle a adhéré à une loge, ex-militante de l'OCI, elle est devenue méconnaissable, à part cela la franc-maçonnerie n'aurait rien d'une secte... L'opacité qui entoure la franc-maçonnerie et commune au fonctionnement de tous les partis, un autre point commun.

**Quand la collaboration de classes permet de cumuler avantages et retraites.**

La Cour des comptes met en cause «*les avantages significatifs* » dont bénéficient les 810 bénéficiaires actuels du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

La caisse de retraite des anciens membres du CESE, créé en 1957 et financé à hauteur de 15 % par les cotisations de ses futurs bénéficiaires, accuse un déficit qui a triplé en trois ans et atteint 4 millions d'euros en 2008, soit 40 % de ses dépenses.

L'équilibre est notamment assuré depuis deux ans par un apport de 3 millions dans le fonds de réserve de la caisse dont la valorisation a fondu de 17 % en 2008. «*Si aucune mesure n'est prise, le fonds de réserve pourrait disparaître à horizon 2013, s'alarme la Cour des comptes. Le paiement des pensions dues ne pouvant plus être assuré, la charge ne manquerait pas alors de peser directement sur le seul budget de l'État*». Et les sages de chiffrer la note à payer pour l'État à 218 millions au titre des droits acquis par 1.086 personnes.

La Cour des comptes met notamment en cause «*les avantages significatifs* » dont bénéficient les 810 bénéficiaires actuels : faible cotisation ; droit à la retraite à 60 ans après 5 ans de mandat et 10 de cotisations mais aussi «*allocation viagère*» proportionnelle au temps de mandat pour les autres; bonification substantielle et majoration de la pension pour les femmes ayant eu des enfants; ou encore taux d'annuité plus favorable que dans la fonction publique d'État… (Lefigaro.fr 09.02)

On comprend pourquoi syndicalistes et membres des partis politiques (de l'UMP au PCF ou encore "*trotskistes*") se bousculent au portillon pour en faire partie.

**A propos du nabot et son clone en quête d'identité...**

Besson en coulisses RMC ce matin : "*Sarkozy a raison: les médias il faut les passer à la kalachnikov*", a écrit ce matin, Christophe Jakubyszyn, le rédacteur en chef de RMC.

Contactée par Le Post, l'assistante de Jean-Jacques Bourdin présente à ce moment-là, raconte : "*C'était 5 minutes avant l'antenne. Besson a immédiatement rajouté: 'je plaisante", avec un sourire...*".

Le contexte de ce off? "*Je vais l'accueillir avec d'autres journalistes, dont un de l'Express notamment. On regardait BFM. C'était la revue de presse. En voyant la Une des journaux (qui n'étaient pas tendres avec le ministre au lendemain des annonces de Fillon sur l'identité nationale, ndlr), il rit jaune et sort cette phrase*", raconte Christophe Jakubyszyn.

Comment ont réagi les journalistes présents? "*Ça a jeté un froid. Un journaliste lui a demandé pourquoi il faisait référence à Sarkozy, c'est là qu'il a rajouté: je plaisante*", explique la journaliste de RMC.

Pour autant, la référence à Nicolas Sarkozy n'est pas anodine. Comme le chef de l'Etat, Besson joue la proximité et même la provocation avec les journalistes. En octobre, dans un article intitulé "*La Face cachée d'Eric Besson*", L'Express écrivait à propos de Besson : "*Il a fait de Nicolas Sarkozy son modèle. (...) Sa méthode? S'inspirer du président. Le copier. Lui ressembler*". (Lepost.09.02)

**Quand leur République fait peur à l'un des siens.**

Actuellement inquiété dans une affaire de corruption, le sénateur UMP des Alpes-Maritimes, René Vestri, raconte par le menu sa garde à vue.

C'était en 2007, dans une affaire de détournement d'argent public. Relaxé des chefs d'inculpations à son encontre en novembre dernier, il a raconté sur Public Sénat sa « peur » et son expérience : « *Quand on rentre dans un endroit ou on vous jette une couverture dans laquelle le*

*précédent a vomit, lorsque vous entrez dans un cachot maculé d'excréments, avec des gens qui ont fait leur besoin, (...) oui, on peut avoir peur* ». (Lepost.09.02)

**Quand le gouvernement aide les industriels à se restructurer et licencier ou les bienfaits des Etats généraux de l'industrie.**

Fragiles, les sous-traitants et les équipementiers français pourraient encore avoir à supprimer plus de 40.000 emplois si rien n'était fait pour redresser la situation. C'est ce qu'a souligné, le 20 novembre dernier, le rapport d'une Commission de soutien aux sous-traitants, mise sur pied à la demande du ministre de l'Industrie Christian Estrosi, selon une information du journal Les Echos daté de lundi.

Chez les équipementiers automobiles, qui travaillent directement pour les constructeurs, les surcapacités atteindraient 14.000 emplois et même 25.000 chez les sous-traitants. Les filières de la plasturgie, du caoutchouc et du moulage-outillage pourraient avoir à mener les plus grosses restructurations, dans un contexte de crise marqué par la baisse continue de la production automobile en France. En 2009, déjà, environ 35.000 emplois ont été supprimés chez les équipementiers et les sous-traitants, pour tomber à 265.000 en décembre, toujours selon la Commission de soutien aux sous-traitants de l'automobile.

Au ministère de l'Industrie, on se félicite de la capacité d'anticipation du ministre, qui a permis d'établir ce diagnostic et de tenter d'apporter des remèdes. Dès le 24 novembre, Christian Estrosi a en effet arrêté un certain nombre de mesures destinées à soutenir les sous-traitants de la filière, après le pacte automobile de février qui avait ciblé les constructeurs, fait-on valoir.

Christian Estrosi a ainsi rappelé, lundi, sur France Info, qu'un "*fonds d'aide de 50 millions d'euros*" devait favoriser les investissements. Ce fonds est abondé par le gouvernement, les constructeurs et les grands équipementiers, tels Valeo, Faurecia, Plastic Omnium, etc. Outre cette aide financière, des facilités de financement pour les PME de l'automobile sont aussi prévues grâce à la banque Oséo et au Fonds stratégique d'investissement, crée il y a un an par le gouvernement pour aider les entreprises à traverser la crise.

Dominique Chauvin, de la CFE-CGC, estime que ces mesures décidées en concertation avec les forces syndicales vont dans le bon sens, notamment "*la simplification administrative*" pour obtenir des financements. (LePoint.fr .08.02)

On a compris que le "*fonds d'aide*" aux entreprises en difficulté leur servait à licencier des dizaines de milliers d'ouvriers. Qu'un syndicaliste de la CGC s'en félicite ne nous surprend pas.

**Recapitalisation contre licenciements.**

**1-** La compagnie aérienne scandinave SAS a annoncé mardi la suppression de 700 emplois sur deux ans et une augmentation de capital de 494 millions d'euros afin de réaliser des économies supplémentaires de 2 milliards de couronnes dans le cadre d'un plan lancé l'an dernier. SAS, détenu à 50% par les gouvernements scandinaves, avait annoncé l'an dernier un plan de restructuration comprenant la réduction de 40% des effectifs et une augmentation de capital de 593 millions d'euros. (AP 09.02)

**2-** Opel, la filiale européenne de General Motors, prévoit 8.300 suppressions de postes, et pour financer sa restructuration qui doit se monter à 11 milliards d'euros d'investissements et est censée assurer son retour à l'équilibre l'an prochain, a demandé 1,5 milliard d'euros d'aides publiques à l'Allemagne.

Son directeur général d'Opel Nick Reilly a précisé que le constructeur demanderait 1,2 milliard d'euros supplémentaires au Royaume-Uni, à l'Espagne, à la Pologne et à l'Autriche.

GM s'est dit prêt à participer au financement de la restructuration à hauteur de 600 millions d'euros. Un porte-parole a déclaré que ce montant correspondait au remboursement d'un prêt relais accordé par l'Allemagne à Opel pendant la période où le groupe américain s'était placé sous le régime des faillites aux Etats-Unis. (Reuters 09.02)

Ces 600 millions d'euros ont notamment servi à licencier des dizaines de milliers d'ouvriers américains.

**Banque et Bourse.**

**1-** La première banque suisse UBS a renoué avec les bénéfices au quatrième trimestre 2009, après quatre trimestres consécutifs de pertes importantes.

UBS explique mardi dans un communiqué avoir enregistré un bénéfice net de 821 millions d'euros, après une perte nette de 6,5 milliards d'euros, il y a tout juste un an, au quatrième trimestre 2008.

La banque finit ainsi l'année 2009 sur une perte nette de 1,9 milliard d'euros. Et les retraits d'argent ont dépassé les 100 milliards d'euros sur l'année, un phénomène dû partiellement à l'amnistie fiscale en Italie et beaucoup au litige qui l'oppose aux Etats-Unis. Fin décembre, UBS gérait un fonds de quelque 1.521 milliards d'euros, (2.089 milliards de dollars).

Que les chiffres soient finalement meilleurs que prévus s'expliquent en partie par le crédit d'impôt dont a bénéficié la banque au quatrième trimestre. Et les analystes de la Banque cantonale de Zurich l'attribuent également à une baisse de ses provisions pour risque.

Ces 12 derniers mois, UBS a réduit ses effectifs de 16%, avec 3.790 personnes en moins, sur un total de plus de 65.000, diminué ses coûts fixes de 13,6 milliards d'euros, et mis en place un plan d'économies.

Parallèlement, la banque a annoncé fin janvier vouloir verser 2 milliards d'euros de bonus à ses employés. (AP 09.02)

**2-** NYSE Euronext, le groupe boursier transatlantique enregistre un bénéfice (151 millions de dollars) en hausse de 10% au quatrième trimestre. Sur l'année 2009, il est en baisse de 30%.

NYSE Euronext a enregistré en 2009, un bénéfice net en baisse de 30% à 533 millions de dollars (388 millions d'euros ) (JDF 09.02)

**OGM**

**1-** Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, veut relancer le processus d'autorisation de la culture de deux OGM controversés très vite après la prise de fonctions de sa nouvelle équipe, la semaine prochaine, ont assuré à l'AFP plusieurs sources européennes. "*L'autorisation de la culture du maïs MON810 et de la pomme de terre Amflora est une de ses priorités*", a confié une source au sein de l'exécutif bruxellois, sous couvert de l'anonymat. "*Il veut aller vite pour se débarrasser de ce problème qui lui a pourri son premier mandat*", a confirmé un responsable européen.

La première réunion de la nouvelle Commission est prévue le 17 février, "*mais le programme de travail est encore en cours d'élaboration*", a précisé la porte-parole, Pia Ahrenkilde Hansen. Monsanto attend le renouvellement de l'autorisation pour la culture du MON810, seul OGM cultivé à ce jour dans l'UE, et la société BASF bataille pour sa pomme de terre. D'énormes intérêts financiers sont en jeu. BASF estime entre 30 et 40 millions d'euros par an les revenus dégagés par Amflora, si sa culture est autorisée.

"*Barroso ne raisonne qu'en termes de marchés et de relations commerciales*", a souligné le responsable européen. "*Il se fonde sur les avis scientifiques qui disent que ces OGM ne présentent pas de risques pour la santé, mais ne se préoccupe pas des possibles conséquences à long terme sur l'environnement*", a déploré la source au sein de la Commission. Le départ de Stavros Dimas, commissaire à l'environnement opposé à la culture des OGM, facilite la tâche à M. Barroso. Mais il doit tenir compte des réticences des Etats. Six pays, dont la France et l'Allemagne, ont interdit la culture du MON810, et onze Etats ont demandé à pouvoir interdire toutes les cultures d'OGM. (Lemonde.fr et AFP 08.02)

**2-** L'Inde a arrêté mardi la production d'aubergines génétiquement modifiées, la première du genre pour ce légume, tant que d'autres études n'auront pas été menées, afin de garantir au consommateur que celles-ci ne mettent pas en danger sa santé, a expliqué le ministre indien de l'Environnement, Jairam Ramesh.

Une commission gouvernementale indienne avait autorisé la commercialisation de ce plant résistant aux insectes en octobre dernier.

"*C'est mon devoir d'être prudent, d'appliquer le principe de précaution et de décréter un moratoire*", a déclaré M. Ramesh. "*Pour la satisfaction du public et des professionnels*". Les détracteurs des OGM disent que ceux-ci menacent la santé des consommateurs, ainsi que la biodiversité des terres cultivées. Ils dénoncent aussi le surplus d'endettement que le développement des OGM entraîne pour les agriculteurs. (AP 09.02)

**Costa-Rica.**

Candidate du Parti de libération nationale (PLN, centre-droit) au pouvoir, Laura Chinchilla, 50 ans a recueilli 47% des suffrages.

En franchissant le seuil des 40% de voix, Mme Chinchilla l'a emporté dès le premier tour.

Faute de majorité au Congrès, Mme Chinchilla risquerait d'avoir du mal à mener à bien des réformes fiscales controversées et la libéralisation du secteur énergétique, a estimé lundi Heather Berkman du cabinet d'analyse politique Eurasia Group.

Mariée et mère d'un adolescent, la nouvelle présidente est opposée à l'avortement et au mariage homosexuel.

Laura Chinchilla, qui prêtera serment en mai, a promis durant la campagne électorale de poursuivre la politique de libéralisation économique menée par le président Arias, prix Nobel de la paix 1987 et fervent défenseur du libéralisme économique.

La plupart des Costaricains étaient peu disposés à remettre en cause le statu quo dans ce pays considéré comme le plus stable d'Amérique centrale, politiquement et économiquement. Malgré la crise et une délinquance en hausse, les habitants y jouissent de salaires relativement

élevés, d'une espérance de vie élevée, d'une industrie écotouristique florissante et sont quasiment tous alphabétisés.

L'autre particularité du Costa Rica, pays de quelque 4,2 millions d'habitants, est d'avoir supprimé l'armée dans sa Constitution de 1949. C'est une garde civile qui assure le maintien de l'ordre et de la sécurité.(AP 08.02)

René Préval élu Président en Haïti avec 48% des voix, Chinchilla élue au Costa-Rica avec 47%, pendant qu'ils y sont, les grands de ce monde devraient carrément supprimer le second tour et déclarer élu le candidat qui a obtenu le plus de voix sans se soucier de son score ou de l'abstention, ce serait plus simple, aucun d'entre eux ne pourrait revendiquer la moindre légitimité...

**Venezuela. Le "*socialisme du XXIe siècle*" déjà en panne ?**

Le président Hugo Chavez a signé lundi un décret déclarant l'urgence énergétique au Venezuela afin d'aider le gouvernement à assouplir les réductions d'énergie. "*Nous y travaillons parce que c'est nécessaire. La vérité, c'est que c'est une urgence*", a déclaré lundi Hugo Chavez.

D'après ce décret, les Vénézuéliens qui consomment plus de 500kWh d'électricité par mois doivent réduire leur consommation de 10% ou devront régler une augmentation de 75%. Ceux qui augmenteront leur consommation de 10% devront subir une hausse de 100%. (AP 09.02)

Chavez ne peut pas indémniser à coups de milliards de dollars les capitalistes qu'ils exproprient, acheter des armes à-tout-va et investir dans les infrastructures du pays, éradiquer la pauvreté...

**Iran.**

Malgré la menace renouvelée d'un nouveau durcissement du régime de sanctions des Nations unies, l'Iran a débuté l'enrichissement de l'uranium destiné à sa centrale de recherche, sous le contrôle de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), a annoncé mardi la télévision officielle iranienne.

Le chef de l'agence iranienne à l'énergie atomique Ali Akbar Salehi a toutefois affirmé que l'Iran ne procéderait pas à cet enrichissement de ses stocks si les puissances occidentales lui fournissaient le combustible -ce que propose l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) soutenue par les Six (USA, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne). "*Dès qu'elles nous fourniront du carburant, nous arrêterons la production de (l'uranium NDRL) 20%*", a-t-il déclaré lundi soir à la télévision d'Etat. (AP 09.02)

Il faut noter que l'uranium doit être enrichit non pas à 20 mais à 80% pour être utilisé dans une bombe ou un missile.

---

**Le 11 février**

Demain je mettrai simulaténement en ligne une interview de Lakshmi Mittal et un article portant sur un accord intervenu entre la direction du site ArcelorMittal de Fos-sur-Mer et les syndicats CFTC, CGC et FO.

Nous verrons avec quel cynisme Lakshmi Mittal analyse la situation, c'est un capitaliste heureux, sa société a enfin renoué avec les bénéfices, en revanche les ouvriers de Fos-sur-Mer peuvent être amers, à l'exception de la CGT, les trois syndicats cités ont accepté une hausse des salaires de... 1% et une prime de 200 euros pour 2010 ! Sans eux que deviendrait le capitalisme ?

On passe directement aux infos en bref.

**Quand des putes soumises au régime dévoile leur connerie.**

L'association Ni putes, ni soumises entend porter plainte contre le NPA, qui a inscrit sur sa liste pour les régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur une candidate voilée . "*Il n'est pas question d'arborer un symbole religieux alors qu'on a, en tant qu'élue, une obligation de neutralité et de réserve*", estime Sihem Habchi, la présidente de cette association, qui s'explique auprès du point.fr. "*D'autant que cette jeune femme a bien insisté sur le fait qu'elle resterait voilée une fois élue.*" (lepoint.fr 10.02)

Réponse d'un internaute : "*Ni putes ni soumises une association qui se dit défendre les femmes qui ont un problème ? Mais la candidate du NPA avec son foulard qui lui va si bien n'est pas en danger. Elle est libre alors chères avocates de l'asso ni P ni S, laissez la en paix et trouvez-vous autre autre chose pour vous faire de la pub gratuite dans les médias et pensez un peu aux libertés des autres. Sauf si vous avez dent contre ce parti, et là il vous un Psi et non un avocat.*"

Magueswary (mon épouse) est hindoue, elle est mariée, elle est de nationalité française d'origine indienne depuis 1993. Elle porte en

permanence (jour et nuit) un point sur le front dans le prolongement du nez un peu au-dessus du niveau des yeux, au Tamil Nadu toutes les femmes mariées hindoues le porte, les musulmanes ne le portent pas, quant aux chrétiennes ou aux athées s'ils en existent, elles en portent un parfois, davantage comme on porte un tatouage, du coup, on reconnaît une femme hindoue à ce signe distinctif.

Question : Est-ce que ces putes voudraient interdire à mon épouse de porter ce point sur son front lorsqu'elle se rend à la mairie, parce qu'il serait un signe distinctif de son appartenance à la religion hindoue ? Voudraient-ils lui interdire l'accès à ce lieu public ? Elle ne fait pas de prosélytisme, elle porte ce point sur son front comme d'autres femmes se maquillent. Et si demain elle s'engageait dans un parti, devrait-elle divorcer, les femmes hindoues divorcées ou veuves ne le porte pas ? C'est grave docteur un tel niveau d'intolérance pour paraphraser notre internaute anonyme !

Dans de très nombreux pays dans le monde, dans les parlements et les gouvernement siègent des femmes athées ou croyantes de toutes confessions sans que cela ne pose de problèmes à quiconque. Ces putes qui jouent les vierges effarouchées et qui doivent être en vérité des femmes frustrées, des femmes "mal baisées" comme l'on dit vulgairement, voudraient-elles intenter un procès à toutes ces femmes ? On les attend au tournant. Qu'elles s'occupent de ce qui leur est le plus cher et qu'elle cesse de nous emmerder ! On en deviendrait vulgaire à la fin, et dire que ces tarées sont en odeur de sainteté au Palais, pas étonnant de la part de La Talonnette, qu'est-ce que croyez, cela réhausse son prestige !

**Production industrielle. Une "*chute historique*".**

La production manufacturière a baissé de 0,8% au cours du dernier mois de l'année, et celle de novembre, initialement annoncée en hausse de 1,6%, a été révisée à +0,8%, selon les données publiées vendredi par l'Insee.

La production manufacturière du dernier trimestre 2009 a été inférieure de 4,6% à la production des trois derniers mois de 2008 et elle se situe à 12,2% en-deçà des plus hauts atteints au deuxième trimestre 2008, avant la crise, souligne l'Insee dans son communiqué.

Sur l'ensemble de 2009, sa baisse moyenne a été de 11,9% après déjà un recul de 2,4% en 2008, calcule pour sa part Marc Touati, économiste chez Global Equities.

"*C'est une chute historique jamais réalisée depuis que cette statistique existe en France*", note-t-il. Pendant la précédente grande récession, la production avait reculé de 1,9% en 1993 et de 4,1% en 1994, rappelle-t-il.

Les chiffres de décembre ont une nouvelle fois reflété la volatilité du secteur automobile (-2,1%) mais la production a aussi diminué dans les équipements électriques, électroniques et informatiques (-1,4%) et dans les autres industries (-0,8%).

Un recul de 7,9% des "*autres matériels de transport*" (constructions navale, aéronautique et ferroviaire) a entraîné une baisse totale de 4,7% de la catégorie des matériels de transport, où figure l'automobile.

"*A deux ou trois exceptions près, tout a baissé et cela montre que le redressement reste difficile et erratique*", commente Jean-Louis Mourier, économiste chez Aurel BGC.

"*Il n'y a pas de risque de rechute récessionniste ("double dip") mais cela peut remettre en cause les scénarios les plus optimistes d'une accélération continue de l'activité et le discours prudent de la BCE s'en trouve conforté*", ajoute-t-il. (Reuters 09.02)

**Etats-Unis. La Réserve fédérale américain face à un dilemme.**

La banque centrale a injecté plus de 1.000 milliards de dollars (730 milliards d'euros) dans l'économie après avoir ramené ses taux quasiment à zéro pour combattre la crise financière et la récession.

"*Même si, aujourd'hui, l'économie américaine continue d'avoir besoin du soutien de politiques monétaires très accommodantes, à un moment donné, la Réserve fédérale devra durcir les conditions financières*", a dit Ben Bernanke dans un discours rédigé en vue d'une audition par une commission de la Chambre des représentants.

Wall Street a immédiatement accusé le coup de la publication du discours, passant dans le rouge quelques minutes après pour perdre jusqu'à près de 1% vers 15h15 GMT, tandis que le dollar progressait

Parmi les mesures susceptibles d'entrer dans ce processus figurent la vente d'actifs inscrits au bilan de la Fed et l'élargissement probable de l'écart entre le taux d'escompte (celui que la banque centrale applique aux prêts qu'elle accorde aux banques) et le taux des fonds fédéraux au jour le jour, son principal instrument de politique monétaire.

La crise a conduit la banque centrale a gonfler considérablement son bilan en multipliant les rachats d'actifs adossés à des prêts immobiliers. Le montant global de ces actifs pourrait avoisiner 1.450 milliards de dollars fin mars, au moment où ces rachats devraient s'achever.

Lorsque la reprise sera bien avancée et qu'un resserrement accru sera nécessaire, la Fed pourrait vendre des titres, a-t-il poursuivi. Mais ces cessions seraient graduelles et les marchés seraient avertis largement à l'avance, a-t-il précisé.

La Fed prévoit d'envisager "*avant longtemps*" une hausse "*modeste*" de l'écart entre le taux d'escompte et le taux des "fed funds", écrit-il.

Il a réaffirmé l'engagement pris par la banque centrale de maintenir des taux exceptionnellement bas pendant "*une période prolongée*". (Reuters 10.02)

**Afghanistan. Quand l'impérialisme américain cultive son jardin...**

La campagne visant à inciter les paysans afghans à se détourner de la culture de l'opium a échoué l'an dernier, et les surfaces occupées par cette culture ne diminueront pas en 2010 par rapport à 2009, prévoit l'Onu dans un rapport publié mercredi.

Depuis plusieurs années, le pays a produit plusieurs milliers de tonnes d'opium de plus que la demande mondiale.

Dans son rapport préliminaire, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) indique ne s'attendre à guère de changement en 2010 dans la superficie des cultures d'opium, qui atteignait 123.000 hectares en 2009.

La majeure partie des cultures se trouvent dans la province du Helmand, où se déroulent les plus violents combats entre les taliban et les forces de l'Otan alliées à l'armée afghane. (Reuters 09.02)

Voilà une guerre surprenante qui épargne à la fois les villages et les champs de pavot, comme si les belligérants s'étaient mis d'accord pour ne pas tuer la poule aux oeufs d'or... qui sème la mort à travers le monde et enrichit les banksters.

**Tunisie. Ben Ali et Sarkozy ont au moins un point commun : ils voudraient museler la presse.**

La cour d'appel de Tunis a prolongé mercredi d'un mois la peine de prison du journaliste d'opposition Zouhair Makhlouf, reportant sa libération au 19 février, a-t-on appris auprès du Parti démocratique progressiste (PDP) dont il est membre. Il aura passé quatre mois en détention.

Le journaliste avait été interpellé à la suite de la diffusion d'un reportage vidéo sur les problèmes environnementaux de la zone industrielle de Nabeul, une cité potière située à une soixantaine de kilomètres de Tunis. Selon une source judiciaire, un artisan l'a accusé d'avoir sciemment bafoué son droit à l'image en diffusant ses photos sans son consentement.

Zouhair Makhlouf a été incarcéré le 19 octobre, une semaine avant les élections présidentielle et législatives. Condamné début novembre à trois mois de prison et à verser au plaignant 6.000 dinars (près de 3.000 euros), il a été maintenu en détention après la fin de sa peine en attendant la décision de la cour d'appel.

Une manoeuvre "*destinée à justifier cette détention illégale*", a estimé un dirigeant du PDP, Rachid Khéchana, dénonçant un "*procès d'opinion sous couvert de délit de droit commun*".

M. Makhlouf est le deuxième journaliste à être emprisonné, après Taoufik Ben Brik, condamné à six mois pour avoir agressé une femme sur la voie publique, selon l'accusation. Critique virulent du régime tunisien, Taoufik Ben Brik se dit victime d'un "*procès politique*". (AP 10.02)

Ca pue à plein nez la fausse déclaration télécommandée par le régime.

**Uruguay.**

L'ancien dictateur uruguayen Juan Maria Bordaberry (81 ans) a été condamné mercredi à trente ans de prison pour avoir violé la Constitution lors de son coup d'Etat en 1973.

Elu démocratiquement en 1971, il avait dissous le Congrès et interdit les partis politiques en 1972 sur ordre des militaires, qui l'année suivante avaient pris le pouvoir, avant de chasser Bordaberry en 1976. La dictature militaire avait duré jusqu'en 1985. L'ancien dictateur est aussi poursuivi pour 11 homicides, et pour des disparitions de dissidents.

Il est le deuxième dictateur de la période a être condamné par la justice, après Gregorio Alvarez, dictateur militaire de 1981 à 1985, reconnu coupable de 37 homicides et condamné en octobre à 25 ans de prison. (AP 10.02)

Je ne me réjouis pas de cette décision, pas plus que la chasse aux sorcières engagées en Pologne contre les dirigeants de l'ancien régime

stalinien, car elle pourrait se retourner contre nous.

Ce que je veux dire pas là, c'est qu'en cas de révolution prolétarienne qui serait vaincue à court ou moyen terme, ceux qui auraient repris le pouvoir estimeraient légitime en s'appuyant sur la jurisprudence de juger comme des criminels les dirigeants politiques de la révolution, s'ils ne les avaient pas exécutés plus tôt, la révolution par définition violant la Constitution en vigueur. La révolution a ceci de particuliers qu'elle remet en cause plus que la légitimité du gouvernement en place, la légalité des institutions et de la Constitution qu'elle brise et abolit par une action violente, elle déclare illégal l'ancien régime, ce qui explique que l'usage de la force soit nécessaire pour réprimer et mater la résistance de ses partisans qui refusent évidemment de céder le pouvoir (et leurs biens) à la classe ouvrière...

A l'opposé, le parlementarisme bourgeois respecte à la lettre la Constitution et les institutions qu'il reconnaît et considère légitime, et son action ne sort pas de la légalité dont le contenu est dicté par les intérêts de la classe (dominante) au pouvoir.

---

**Le 12 février**

Trois petits sujets de causerie.

**1- Athéisme ou laïcité ? Croyant ou religieux ?**

Je me suis demandé si au NPA certains militants ne confondaient pas athéisme et laïcité, croyant et religieux. Passons, cette polémique a déjà dû faire pas mal de dégâts dans leur parti, ces adhérents feraient bien de continuer à se poser des questions sur l'orientation politique du NPA, le refus de sa direction de répondre à l'appel lancé contre les licenciements ou sur les retraites par la direction du POI par exemple.

Je ne partage pas la proposition du POI mais elle méritait de l'attention et une discussion au moment il serait souhaitable de resserrer les rangs avant la tempête annoncée par l'approfondissement de la crise du capitalisme qui ressemble à une bête frappée à mort qui ne demande qu'à périr au premier coup de grâce qui lui serait porté.

Y préparer le prolétariat nécessite de rassembler nos forces pour lui montrer et le convaincre qu'une issue politique au capitalisme existe, qu'elle dépend uniquement de sa mobilisation, de son organisation, que des partis ouvriers sont prêts à prendre leur responsabilité à ses côtés tout en l'éclairant sur la voie qui conduit au renversement du régime et à la prise du pouvoir, qu'il n'existe pas de fatalité, que la classe ouvrière est une force invincible si elle prend conscience d'elle-même et qu'elle est la classe majoritaire dans la société, et que par conséquent la véritable démocratie consiste à ce quelle exerce le pouvoir pour elle-même, ses intérêts exprimant les intérêts de l'immense masse de la population, elle n'a pas à prendre en compte ceux d'une poignée d'exploiteurs ou de profiteurs de sa force de travail, on doit tout faire pour l'aider à rompre avec le capitalisme et renouer avec le socialisme.

Il y a matière à discussion, elle doit être sincère et fraternelle entre nous, c'est le seul moyen d'avancer, tout en demeurant intransigeant sur nos principes qui sont le concentré des enseignements que l'on a retenu du marxisme, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient figés, le Capital de Marx et Engels était synonyme de mouvement, nos principes doivent donc évoluer en fonction du développement du capitalisme et de la lutte des classes, il y a la norme et la réalité à laquelle nos principes doivent s'adapter tout en conservant le cap vers notre objectif : la prise du pouvoir par la classe ouvrière...

**2- Le bêtisier du NPA ou quand un voile en cache un autre.**

Titre : *Parti socialiste : euphorie et flottements....* - 5 février 2010.

Ou quand le NPA sur un ton détaché commente l'actualité sociale et politique.

Retraites. Le NPA compterait-il sur le PS ? Ou le voile des illusions... qui perdure !

"*Les semaines qui viennent permettront d'éclaircir la position du PS, lorsqu'il faudra organiser la mobilisation face aux attaques contre les retraites.*"

Pour Thibault, les intentions de Sarkozy sur les retraites étaient un "*mystère*", pour le NPA, ce sont celle du PS qui mériteraient un "*éclaircicement*", comme si le PS et Sarkozy ne défendaient pas fondamentalement les mêmes intérêts. (lire plus loins les derniers propos de Moscovici et de Hollande)

Mystère, éclaircicement, voile, on nage en plein obscurantisme, laïc bien entendu !

**Régionales. Une question qui arrive à point, on attendait que le NPA la pose ! Pour la réponse...**

"*...la question plus immédiate que chacun devrait se poser avant le vote : depuis six ans, la gestion des régions par le PS – et, dans la plupart des cas, par le PS, le PCF et les Verts – a-t-elle au moins constitué un véritable bouclier social contre la politique de la droite sarkoziste, à défaut d'être une alternative réelle ? Une question à laquelle la campagne du NPA apportera des réponses.*"

**... ce sera plus tard !**

Sans doute après le deuxième tour, histoire de ne pas nuire aux conditions nécessaires pour "*battre la droite*". Une fois ces élections et les manoeuvres électorales passées, il sera temps ensuite de reconnaître que la "droite" et la "gauche" c'est du pareil au même sur le plan social. Au fait, le NPA aurait-il encore un doute sur la politique menée dans les régions par le PS et le PCF au côté de Sarkozy ? Il doit bien être le seul !

**Mise au point d'Yvan Zimmermann tête de liste du NPA en Alsace à propos de la candidate voilée du Vaucluse - dimanche 7 février 2010.**

Ou quand le NPA se coltine un sérieux complexe d'infériorité.

"*Notre parti est en effet aux côtés de toutes les femmes en France et dans le monde qui veulent se libérer de toutes les discriminations qui visent à les rendre inférieures que ce soit au travail, à la maison ou dans les domaines sociaux, religieux ou politiques et dont le voile est un des symboles.*"

Le voile ou un foulard serait un "*symbole*" de "*discrimination*" qui viserait à rendre les femmes inférieures aux hommes, rien que cela ! Ils ont de sérieux complexes les mâles au NPA ! De supériorité ou d'infériorité ? A moins que ce ne soit leur impuissance politique, pour ne pas dire leur incurie légendaire héritée de la LCR ou des groupes décomposés (Alternatifs et autres associations d'homosexuels) qui ont rejoint ses militants au sein du NPA qui finirait par les exaspérer eux-mêmes.

Quelle prétention grotesque que d'affirmer qu'une femme serait non seulement égale à un homme, mais davantage identique en tous points à un homme en dehors des particularités morphologiques (et psychologiques qui en découlent) qui les différencient, car c'est bien de cela qu'il s'agit dans le combat des féministes dont le NPA se fait le porte-parole.

La civilisation humaine aura connu la société matriarcale, puis la société patriarcale, avec le "*socialisme du XXIe siècles*", voilà venu le temps de la société hermaphrodite ! Pour un peu, un bon... en arrière de quelques centaines de millions d'années, lorsqu'il n'existait sur notre planète que des espèces vivantes primitives asexuées... Révolutionnaire, quoi !

Les camarades du NPA devrait respecter davantage la biodiversité des espèces, le mélange des genres est dangereux, ils feraient mieux de s'en tenir aux critères de la lutte de classe.

Par exemple au combat pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes qui se situe sur un plan social.

Ce militant du NPA ne se rend apparement pas compte de l'absurdité de ses propos.

Que dit-il des hommes ayant adhéré à une religion et qui portent un symbole propre à cette religion, par exemple une kipa sur la tête ? C'est sans doute pour affirmer leur complexe de supériorité sur les femmes ou leur virilité, à moins que cela fasse d'eux des femmes, des êtres inférieurs, qui sait ?

Heureusement que le NPA existe pour se détendre un peu, car on en a guère l'occasion par les temps qui courent.

**3- Communiqué du lundi 8 février 2010 de Force ouvrière.**

Inutile de vous le livrer en entier pour ne pas vous faire de temps à le lire, en mettant en relation le titre et la dernière phrase on comprend instantanément où FO veut en venir.

Le titre : *Les Etats à la botte des marchés financiers ?*

La dernière phrase : *Seule la régulation financière internationale peut y mettre fin.*

Non monsieur Mailly, la seule solution c'est la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et un Etat ouvrier !

**Quelques infos en bref.**

**Un régime qui aime les jeunes...**

**1-** Les trois collégiennes placées en garde à vue la semaine dernière dans un commissariat parisien, mesure qui a déclenché une vague de protestations, ont bien été menottées, a-t-on appris de source policière. (Reuters 11.02)

**2-** Deux adolescents de 13 et 14 ans, qui circulaient lundi dans un bus de l'agglomération de Troyes (Aube), ont été menottés après un contrôle de leur titre de transport, a-t-on appris jeudi de source policière, confirmant une information du quotidien "L'Est-Eclair".

Les deux camarades se sont vu signifier par un contrôleur que leur titre de transport n'était pas valable. L'agent a ensuite appelé la police afin qu'elle procède à une vérification d'identité et d'adresse des deux jeunes.

"*Les policiers les ont menottés dans la rue, car l'endroit était passant et ils pouvaient s'enfuir sans souci*", a-t-on expliqué de source policière, ajoutant que les deux adolescents avaient ensuite été amenés au poste de police où "*ils ont également été menottés à un banc*" afin d'éviter de les surveiller en permanence. "*Leurs parents sont venus les récupérer peu de temps après*", a-t-on ajouté de même source. Une enquête a été ouverte. (AP 11.02)

**... et les vieux travailleurs. Emploi des aînés ou comment nous préparer à travailler plus longtemps.**

Laurent Wauquiez, qui a dévoilé jeudi le nombre d'accords conclus depuis le mois de septembre pour favoriser le recrutement et le maintien dans l'emploi des salariés de plus de 55 ans. «Quatre-vingts accords de branche et 10 000 d'entreprise ont à ce jour été déposés, s'est félicité le secrétaire d'État à l'Emploi lors d'une rencontre avec l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. C'est une très bonne nouvelle, car cela veut dire que plus de 11 millions de personnes sont couvertes par un texte favorisant l'emploi des seniors.» Soit les deux tiers des salariés.

Reste maintenant à décortiquer le contenu des accords afin de mesurer leur impact sur le taux d'emploi des 55-64 ans, qui peine à dépasser les 40 %, et surtout à repérer les «bonnes pratiques» pouvant servir d'exemples. Premières indications : les branches ont mis l'accent plus sur la formation des salariés âgés, les entretiens de seconde partie de carrière, le développement du tutorat et la transmission des savoirs que sur l'aménagement du temps et des conditions de travail en fin de carrière ou le recrutement de seniors. (lefigaro.fr 11.02)

L'objectif est clair : faire en sorte que "*le taux d'emploi des 55-64 ans*" augmente sans contrepartie pour ces travailleurs âgés puisque "*l'aménagement du temps et des conditions de travail en fin de carrière ou le recrutement de seniors*" n'a pas été pris en compte dans ces accords. Conclusion : encore des accords défavorables aux travailleurs signés entre le patronat et les syndicats.

**Retraites. Les propositions du PS. Blocage des salaires et des retraites ou cotiser plus longtemps.**

**1-** P. Moscovici (PS) Il s'agit de figer à leur niveau actuel le niveau relatif des revenus des retraités et des actifs, jeunes ou moins jeunes. Cela revient à considérer que les niveaux relatifs actuels des pensions, de la durée de cotisation et du niveau des cotisations sociales sont dans l'ensemble justes (même s'il faut prêter attention aux petites retraites) et que cet équilibre entre générations doit être préservé.

Le problème est moins l'âge minimal de départ à la retraite —je reste attaché à l'idée d'un droit à la retraite possible à partir de 60 ans, qui protège ceux qui ont commencé à travailler tôt, issus le plus souvent des couches populaires— que l'âge de départ effectif, qui peut progresser pour certains travailleurs. Dans cet esprit, une refonte du mécanisme de décote et de surcote doit redonner à chacun le droit et le pouvoir réel de décider quand il prend sa retraite, alors que le mécanisme actuel sanctionne durement ceux qui veulent partir plus tôt et n'encourage pas assez ceux qui souhaitent continuer. (Slate.fr 11.02)

**2-** Invité à débattre avec Xavier Bertrand sur le plateau de l'émission 'A vous de juger', jeudi sur France 2, François Hollande, ex-patron du PS, a admis qu'il faudrait 'cotiser plus longtemps' pour financer les retraites. (Lemonde.rf 11.02)

**Le capitalisme sous perfusion.**

Année noire pour l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances de salariés, l'AGS. Financé par des cotisations patronales, cet organisme, créé en 1974, avance des crédits aux entreprises qui, en cas de procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, n'ont plus suffisamment de trésorerie pour payer les salaires de leurs employés ou même leurs indemnités de licenciement. «*2009 est une année record*», confirme Thierry Méteyé, le directeur de la délégation Unedic-AGS.

Sur l'ensemble de l'année, les avances effectuées par l'AGS ont explosé de 44,5 %, à un peu plus de 2,1 milliards d'euros. Quant au nombre de bénéficiaires, il a progressé de près d'un quart, à un peu moins de 300 000 personnes. Même constat sur le nombre de dossiers de plus de 100 salariés pris en charge par l'AGS qui s'est envolé : 215 en décembre, contre 203 fin 2008 et 120 fin 2007.

La forte augmentation du nombre de liquidations judiciaires en 2009 (+ 24 %) pourrait avoir un impact négatif sur le rétablissement des comptes de l'AGS. (lefigaro.fr 11.02)

**PME et TPE en état de survie.**

Lors d'une réunion avec la ministre de l'Economie Christine Lagarde les banques françaises se sont engagées à débloquer 38 milliards d'euros en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) et des très petites entreprises (TPE), a annoncé jeudi la Fédération bancaire française (FBF). (AP 11.02)

Tu parles, les banquiers prêteront de l'argent aux entreprises s'ils le veulent seulement, uniquement s'ils estiment que leurs clients seront solvables jusqu'à la dernière échéance.

**Refus Total du moindre licenciement à Dunkerque !**

Le groupe pétrolier français Total a dégagé en 2009 un bénéfice net 7,8 milliards d'euros.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 131,327 milliards d'euros, contre 179,976 milliards d'euros en 2008, soit une baisse de 27%.

Pour 2010, le groupe pétrolier affirme qu'il «*entend poursuivre sa politique de croissance avec un budget d'investissement de 18 milliards de dollars*» au même niveau que celui de 2008. (Libération et AFP 11.02)

**De la décomposition à l'agonie, de l'agonie à l'état comateux.**

Voici la liste des pays les plus endettés dans le monde développé, selon les estimations pour 2010 réalisées par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) (AP 11.02) :

1. Japon: 197,2% du PIB
2. Islande: 142,5%
3. Italie: 127,0%
4. Grèce: 123,3%
5. Belgique: 105,2%
6. France: 92,5%
7. Etats-Unis: 92,4%
8. Portugal: 90,9%
9. Hongrie: 89,9%
10. Canada: 85,7%
11. Royaume uni: 83,1%
12. Allemagne: 82,0%

---

**Le 13 février**

J'ai lu dans un article de Reuters d'hier, que le PIB grec accusait une contraction de 2,6% en 2009, que la situation de la Grèce était plus que préoccupante, au bord du dépôt de bilan, qu'est-ce qu'on n'a pas entendu ces derniers jours sur la faillite qui guette l'Etat grec, mais étrangement le gouvernement français par la voix de sa ministre de l'Economie est satisfait de la situation économique en France, or, on vient d'apprendre que le PIB français avait baissé de 2,2% en 2009, un record jamais égalé depuis 60 ans nous dit-on.

2,2 ou 2,6%, ce sont des chiffres très proches, l'écart n'est que de 0,4%, le déficit budgétaire de la Grèce est estimé à 12,7% du PIB en 2009, celui de la France atteint 8,7%, selon l'OCDE, l'endettement de la Grèce devrait atteindre 123,3% en 2010, 92,5% en France, il atteint pratiquement les 200% au Japon... C'est la qualité du PIB de chaque pays, la place qu'occupe chaque pays sur le marché mondial qui font la différence en faveur de la France. Parallèlement, on a appris que l'économie allemande stagnait, or elle repose en grande partie sur les exportations. Alors si l'Allemagne qui est le premier exportateur du monde stagne, que dire de ce qui attend la France au cours du premiers trimestre 2010 notamment, donc d'une certaine manière la France perd cet avantage qu'elle avait sur la Grèce et se rapproche un peu plus de la situation de cette dernière, ce que le gouvernement nie et continuera de nier aussi longtemps que possible.

Très rapidement. Essayons de comprendre comment évolue la crise du capitalisme, pourquoi ils n'arrivent pas à s'en sortir sans entrer dans les détails (dettes, chômage, etc). Je crois avoir compris que la crise a accentué encore la guerre économique que se livrent les différents capitalistes, qu'elle a eu pour conséquence d'accentuer la concurrence qu'ils se livrent pour conserver leurs parts de marché, et que l'irruption de nouveaux concurrents dans les pays dits émergents constitue une menace pour les multinationales des vieux Etats capitalistes, ce que ne supportent pas ceux qui en détiennent les clés, l'artistocratie financière, principalement américaine, qui ne pouvant pas faire autrement que de constater cet état de fait, exige en contrepartie que les Etats engagent des politiques plus favorables encore au capital pour continuer d'accroître leur profits, compte tenu qu'elle est aussi partie prenante des entreprises des pays émergents, cette exigeance s'adresse en réalité à l'ensemble des Etats.

L'Inde et la Chine peuvent vivre littéralement en autarcie tant leur marché intérieur est gigantesque, ils disposent d'une marge de développement important. Les contradictions de leur propre développement représentent davantage pour eux une menace (sociale et politique) que la crise du capitalisme mondiale. La comparaison entre ces deux pays s'arrête là, puisque la Chine dispose de réserve en trésorerie importante, plus de 1.500 milliards de dollars, alors que l'Inde finance son développement par la dette.

La crise du capitalisme est une crise dûe à l'incapacité des capitalistes de placer l'immense masse de capitaux qu'ils ont amassés au cours des dernières décennies et de continuer de réaliser des profits pour en accumuler davantage encore, dans un environnement mondial incertain et livré à l'anarchie, à une concurrence de plus en plus féroce pour maintenir leurs positions, d'où la réticence de l'aristocratie financière à investir ses capitaux dans des marchés qui ne leur garantissent pas un retour sur investissement à court terme à un niveau qu'elle estime souhaitable, du coup elle continue de s'en remettre à la spéculation qui s'avère beaucoup plus rémunératrice, quite à prendre des risques inconsidérés.

Les capitalistes les plus puissants profitent de cette crise pour évincer leurs concurrents les plus faibles, elle est donc tout bénéfice pour eux, ils n'ont donc pas intérêt pour le moment à ce qu'elle s'arrête, c'est peut-être temporairement le fin mot de cette histoire, il faut être prudent dans nos analyses... Cela provient du fait qu'ils estiment qu'ils sont encore trop nombreux face au marché mondial tel qu'il est et qui s'avère déjà trop étroit pour absorber toutes les marchandises produites, c'est donc aussi une gigantesque crise de surproduction de marchandises qui vient s'ajouter à celle des capitaux ou l'inverse, la plupart des usines ne tournent plus qu'à 70% environ de leur capacité et de nouvelles usines continuent de voir le jour tous les jours accentuant encore cette contradiction. On aura noté au passage qu'il aura fallu un an ou un an et demi à de nombreuses entreprises pour liquider leurs stocks, ce que j'avais sous-évalué au départ, on nous parle toujours du fonctionnement des entreprises en flux tendu, c'est valable au niveau des entreprises purement commerciales, pas à celui de la production ou de la fabrication. De nombreuses entreprises délocalisent leur stock dont l'entreposage et la gestion a un coût, ils le mettent en dépôts gratuitement chez leurs clients, un peu comme les éditeurs avec les libraires.

Du coup, à quoi bon investir dans l'industrie se disent les capitalistes, des centaines de milliers d'entreprises ont fermé de par le monde, cependant ce n'est pas encore suffisant, plus de 55.000 milliards de dollars sont partis en fumée depuis le début de cette crise, elle a ruiné des milliers de capitalistes, mais ils sont encore trop nombreux à s'être enrichis sur leurs cadavres, des destructions de forces productives encore plus gigantesques doivent être détruites, pour bien faire seule une guerre mondiale permettrait d'atteindre cet objectif. Souhaitons qu'ils ne soient pas parvenus à ce raisonnement et qu'ils ne le retiendront pas ; nous nous souvenons que les plus puissants capitalistes se sont enrichis pendant la seconde guerre mondiale sur un nombre de cadavres sans commune mesure avec celles des capitalistes aujourd'hui qui connaissent ce sort et qu'on ne plaindra pas, s'ils devaient envisager la suite de la crise sous cet angle, ce ne sont pas quelques centaines de millions de morts qui les arrêteraient, mais seulement une révolution.

La poursuite de la crise est une aubaine pour les capitalistes à plus d'un titre encore, d'une part, elle justifie de la part des gouvernements de tailler à la hache dans les droits et acquis sociaux du prolétariat qui s'y résigne plus ou moins à défaut de conscience et de perspective politique, d'autre part elle justifie les privatisations de la part des Etats lourdement endettés de trouver de l'argent frais, de plus, elle justifie les plans de licenciements... pour sauver des emplois ! Aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas rompu avec le capitalisme, qu'il ne se mobilisera pas, ils pourront continuer de la sorte...

J'arrête là pour aujourd'hui, lors de la rédaction de cette causerie, j'ai été dérangé trois fois par mon épouse pour des histoires de clés, de cartons et de souris dans le garage ! Passer de la situation économique mondiale à des souris, c'est franchement pénible !

Bon week-end à tous.

**Que valent les critiques de Thibault envers le gouvernement ?**

Un extrait d'un article de l'agence de presse Reuters daté du 12 consacré à Thibault sur les retraites, permet de répondre à notre question.

""*Pour nous il n'y a pas d'urgence*", explique-t-il.

Le dirigeant de la CGT souhaite un débat à l'échelle du pays, qui "*ne s'improvise pas en juin et juillet*".

Bernard Thibault n'en renvoie pas pour autant une réforme des retraites aux calendes grecques.

"*Je ne dis pas deux ans ou trois ans, je dis plusieurs mois. Si on dit d'ici la fin de l'année il faut qu'on ait les idées plus claires, là c'est autre chose*", explique-t-il.

Pour le dirigeant de la CGT, il est plus urgent de mettre l'accent sur l'emploi et le pouvoir d'achat, faute de quoi tous les discours sur une nouvelle économie resteront vains.

"*Et il y aura de plus en plus un écart et un problème de crédibilité entre la parole publique et les faits. Et on est dans cette phase-là*", souligne-t-il.

Pour Bernard Thibault, la réunion de lundi doit cependant permettre d'abord de discuter du diagnostic du gouvernement et des partenaires sociaux sur la situation économique et sociale.

"*Nous ne partageons pas l'optimisme que s'efforce de diffuser le gouvernement*", notamment en matière d'emploi, explique-t-il. "*Nous ne sommes pas les seuls. Tous les économistes, tous les experts sont beaucoup plus réservés quant à la situation réelle et ce qui est susceptible de se passer dans les prochains mois.*"

Or, "*suivant le diagnostic qu'on fait de la situation, on ne discute pas des mêmes choses ou on ne prend pas telle ou telle mesure*", ajoute Bernard Thibault."

**Quatre remarques.**

**1-** il n'est pas contre le principe d'une réforme ou plutôt une contre-réforme des retraites réclamée et orchestrée par Sarkozy et le Medef ; c'est mettre le doigt dans l'engrenage avant s'y passer le corps tout entier, c'est déjà capituler. En participant à ce "sommet" dont on connaît d'avance l'objectif, Thibault et les autres dirigeants syndicaux légimitent par avance la contre-réforme qui en sortira ;

**2-** s'il demande plus de temps et un "un débat à l'échelle du pays" pour la ficeler, c'est uniquement pour mieux camoufler le consensus qui en sortira entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux, le faire partager par les travailleurs comme s'il devait s'imposer mais aussi pour soigner sa base ou la convaincre que les concessions consenties au gouvernement sont partagées par la majorité de la population, pour diluer en quelque sorte la responsabilité (trahison) des dirigeants syndicaux qui n'auront rien à se reprocher comme toujours, vous savez, le coup du "piège" cher au POI qui les soutient ainsi ;

**3-** l'objectif de Thibault est le même que celui de Sarkozy bien qu'il s'en défende, le meilleur moyen pour qu'on ne lui reproche pas ensuite : parvenir à un "*diagnostic partagé*" sur la nécessité de tailler à la hache dans nos retraites ;

**4-** mettre l'accent sur l'emploi et le pouvoir d'achat est une manoeuvre : en reprenant à son compte les revendications prioritaires du moment des travailleurs que le gouvernement est et sera incapable de satisfaire, ce dont se fout éperdument Thibault, il entend ainsi focaliser l'attention des travailleurs sur ce "sommet social" (sic !) dont la priorité est ailleurs, les retraites, ce qui va dans le sens de ce que j'ai indiqué plus haut, faire en sorte qu'un maximum de travailleurs se sentent concernés et adhèrent ou donnent l'impression d'adhérer aux mesures que prendra le gouvernement avec ou sans accord des dirigeants syndicaux.

**Vous aurez remarqué que Thibault manoeuvre pour arriver à ses fins sur un plan qui n'a rien à voir avec la politique.**

**1-** Il joue sur la psychologie des travailleurs manipulée par le pouvoir et les médias, sachant qu'au-delà de leurs intérêts dont ils n'ont pas une idée très claire, il en profite pour tenter de les entraîner sur une voie qui leur fera apparaître cette contre-réforme comme le moindre mal à défaut de pouvoir la faire passer pour une mesure progressiste, n'aura-t-il pas finalement sauvé nos retraites ? il compte ou fait en sorte que les travailleurs reprennent à leur compte cette contre-réforme comme si elle émanait d'eux.

**2-** Une fois cette étape franchie, il pourra affirmer tranquillement (à voir ?) devant ses troupes qu'il ne pouvait pas faire davantage et que la faute en revenait aux travailleurs qui eux-mêmes n'en demandaient pas plus, puisqu'ils n'étaient pas prêts à se mobiliser pour sauver leur système de retraite, et la boucle sera bouclée.

**3-** Finalement, Thibault ressortira blanchi de cette épreuve (une fois de plus) et la dérive corporatiste du syndicalisme entamée de longue date se poursuivra comme si de rien n'était, tandis que les uns et les autres (ses opposants qui ne sont pas fondamentalement opposés au capitalisme pour la plupart) continueront de clamer haut et fort qu'il serait possible de "*sauver*" la CGT, "*notre*" CGT, que la CGT est "*en danger*", alors qu'en réalité Thibault continuera d'en faire ce qu'il veut ou de la contrôler.

**Quelques infos en bref.**

**France Télécom, une machine à broyer.**

Deux employés de France Télécom se sont donné la mort ces derniers jours, ce qui porte à cinq depuis le début de l'année les suicides de salariés de l'entreprise, confrontée depuis deux ans à ce phénomène. (Reuters 12.02)

**PIB en France. Non pas + 0,6% mais - 0,3%. Lagarde l'intox, seule contre tous.**

Avec une croissance de 0,6% au quatrième trimestre 2009, une performance bien plus mitigée qu'il n'y paraît en première lecture, sauf bien sûr pour la ministre de l'Economie.

"*C'est vraiment un résultat satisfaisant*", "*J'avais dit qu'on terminerait sur les chapeaux de roue*", "*C'est vraiment une bonne fin d'année 2009 et on entre en 2010 avec de l'air*" a-t-elle déclaré sur RMC-Info et BFM-TV.

Regardons-y de plus près.

"*Au-delà du marketing, la magie s'arrête. Hors stocks, il faut malheureusement souligner que le PIB français a reculé de 0,3% au quatrième trimestre*", calcule Marc Touati, économiste chez Global Equities.

La statistique confirme en revanche une décélération des exportations au quatrième trimestre (+0,5% après +1,8% au troisième) et montre que l'investissement des entreprises non financières, essentiel pour la croissance future, a baissé pour le septième trimestre consécutif.

Sur l'ensemble de 2009, les dépenses d'équipement ont ainsi chuté de 7,7%, un chiffre à mettre au regard d'un taux d'utilisation des capacités industrielles tombé à 73%.

"*C'est là que réside le point faible de la reprise*", observe Marc Touati. "*Car tant que l'investissement des entreprises restera aussi déplorable, le cercle vertueux investissement-emploi-consommation ne pourra pas se mettre en place*".

"*Il n'existe aucun moteur autonome de croissance pour l'économie française*", renchérit Nicolas Bouzou, chez Asterès.

"*Relâchez la politique économique - ce qu'il faudra bien faire compte tenu du coût de ces politiques pour les finances publiques - et l'activité s'effondre de nouveau*", ajoute cet économiste pour qui la croissance ne dépassera pas 1% en 2010. (Reuters 12.02)

**La zone : c'est l'Union européenne !**

Le Produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a baissé de 4% sur l'ensemble de l'année 2009, tandis que le PIB de l'UE 27 a reculé de 4,1%, selon les estimations publiées vendredi à Bruxelles par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. (AP 12.02)

Le Produit intérieur brut (PIB) français a baissé de 2,2% en 2009, "*soit la baisse la plus importante depuis l'après-guerre*", annonce vendredi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

La chute de 2,2% du PIB en 2009 est imputable à une baisse de la demande intérieure (pour -0,6 point), un recul des stocks (-1,4 point) et un repli du commerce extérieur (-0,2 point).

Sur l'année, les exportations ont chuté de 11,2%. "*La plus forte baisse annuelle précédemment mesurée était celle de 1975 (-3,1%)*", rappelle l'INSEE. Les importations ont reculé de 9,7% en 2009, "*une baisse équivalente à la baisse record de 1975 (-9,8%)*".

Quant à la production, elle a baissé de 3,1% l'année dernière, "*soit le plus fort recul depuis 60 ans*", remarque l'INSEE. (AP 12.02)

**Le capitalisme survit à crédit.**

Le président Barack Obama a promulgué vendredi la loi relevant le plafond de la dette des Etats-Unis afin de permettre au gouvernement fédéral d'emprunter jusqu'à 14.300 milliards de dollars (environ 10.503 milliards d'euros), contre 12.400 milliards jusque-là. (AP 12.02)

Si un travailleur ou un militant vous rétorque que nous ne pourrons pas financer notre programme transitoire et socialiste, si vous lui répondez d'emblée que pour le financer vous ne vous situez pas sur le même terrain que le capitalisme, la discussion s'enlisera et vous perdrez votre temps. Il vaut mieux commencer pas développer vos arguments avant d'en arriver à cette conclusion ou ce constat, peut-être qu'ainsi vous le ferez douter, mieux, à les partager avec vous ou à vouloir en savoir plus sur votre programme.

Répondez-lui simplement que vous recourrez à tous les moyens existants y compris ceux mis en oeuvre par les capitalistes eux-mêmes, le crédit ou la dette, la planche à billets, etc, mais qu'à l'opposé de l'utilisation qu'en font les représentants du capitalisme au pouvoir, vous vous en servirez pour satisfaire les besoins de l'immense masse de la population, et sachant que c'est la consommation qui sert de volant d'entraînement à l'économie (à hauteur de 70% environ), en satisfaisant les revendications des travailleurs l'économie s'en trouvera stimulée au lieu de se retrouver paralysée ou exangue comme aujourd'hui. Pas besoin d'entrer dans les détails à cette étape, vous pourriez vous y perdre vous-même !

Au lieu d'alimenter la spéculation et d'enrichir les banquiers, une infime minorité de la population qui sont de véritables parasites pour la société, votre programme économique et social permettra d'améliorer le sort de la majorité de la population, ce qui devrait être l'objectif de toute politique prétendument au service du bien commun ou de la collectivité.

Vous pouvez dire aussi que votre programme favorisera l'investissement industriel et non la spéculation ou les secteurs financiers qui est source de création de richesses, donc de bien-être si elles sont distribuées autrement... Une fois franchi l'écueil qui consistait à vous enfermer dans la logique du capitalisme, vous n'aurez plus qu'à développer votre programme, la liquidation des institutions de la Ve

République, l'expropriation des capitalismes sans indémnités, etc. Si votre interlocuteur pousse alors des cris, vous lui rétorquerez qu'il faut savoir ce que l'on veut dans la vie, on ne peut pas vouloir changer de politique en conservant le système économique actuel...

Entre nous, vous ne pensez pas que ce devrait être le devoir d'un journal ouvrier de développer ce genre d'argumentations en direction de ses adhérents, des travailleurs et militants à qui il s'adresse, au lieu de demeurer sur le terrain des arguments de nos ennemis ? Comment expliquer cette impuissance des partis à développer notre programme révolutionnaire ? Ils ne doivent pas le partager !

**Tunisie.**

Le journaliste et opposant Zouhair Makhlouf a été libéré vendredi, a-t-on appris auprès de son avocat Néjib Chebbi.

Incarcéré le 19 octobre, peu avant les élections législatives auxquelles il était candidat, il a été condamné en première instance à trois mois de réclusion à la suite d'une plainte déposée par un artisan de Nabeul (60 km de Tunis). Le verdict le contraignait en outre à verser au plaignant 6.000 dinars (près de 3.000 euros).

Selon une source judiciaire, ce dernier l'accusait "*d'avoir sciemment porté atteinte à son droit à l'image par la diffusion de ses photos, sans son consentement, dans des conditions attentatoires à sa dignité*".

Maintenu en détention après avoir purgé sa peine, il a écopé en appel mercredi dernier d'un mois supplémentaire d'emprisonnement. Il devait normalement être relaxé le 19 février.

"*On ne peut que se réjouir de la libération de M. Makhlouf, bien que nous considérons qu'il n'aurait pas dû faire l'objet de poursuites car il ne faisait que son boulot*", a déclaré à l'AP, un dirigeant du PDP, Rachid Khéchana.

Il a noté que cette mesure intervient à la veille de la réunion du sous-comité des droits de l'Homme tuniso-européen, prévue le 25 février à Tunis.(AP 12.02)

**Note de Lutte de classe**: le journaliste de l'AP avait précisé que Zouhair Makhlouf avait été libéré "*avant la fin de sa peine*", j'ai supprimé cette précision qui revenait à légitimer le mois supplémentaire d'emprisonnement qui lui avait été infligé illégalement par la justice de Ben Ali, le président démocrate de la Tunisie et grand ami de Sarkozy et Fillon.

---

**Le 14 février**

Dans son éditorial du 10 février D.Gluckstein a écrit : "*le peuple travailleur ne se sauvera de la spirale destructrice du chômage, des licenciements, des privatisations, de la misère qu'à la condition d'une rupture nette avec l'Union européenne et ses institutions.*"

En attendant de rompre avec l'UE, compte-tenu qu'il existe encore des institutions dans ce pays, un gouvernement, c'est bien contre le gouvernement et l'Etat des capitalistes qu'il faut concentrer notre combat, puisque ce sont eux que les travailleurs ont en face d'eux quotidiennement, que ce sont eux qui mettent en oeuvre une politique réactionnaire entièrement tournée contre les intérêts du prolétariat.

Qui se réunira le 15 février avec les dirigeants des syndicats, Barosso ou les représentants du gouvernement français, du patronat français ? Qui va mettre en oeuvre une énième contre-réforme des retraites en France, Barosso ou le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Le POI cherche-t-il à rassembler les militants du mouvement ouvrier ou cherche-t-il à les diviser ? Qui détient le pouvoir dans ce pays, l'UE ou Sarkozy avec son parti l'UMP et ses alliés du PS avec lesquels il gouverne ?

Pourquoi le POI avance-t-il l'idée qu'il faudrait commencer par rompre avec l'UE pour satisfaire nos revendications, au moment où tous les regards des travailleurs se braquent sur (contre) Sarkozy et son gouvernement ? Le POI ne cherche-t-il pas une nouvelle fois à épargner le gouvernement en nous baladant à Bruxelles, alors que les choses sérieuses se passent à Paris, comme il cherche à épargner les dirigeants syndicaux en martelant qu'ils seraient les victimes d'un "*piège*" tendu par le gouvernement ?

N'est-ce pas finalement la même méthode pour soulager le régime de la pression qui monte des rangs ouvriers, de la colère qui gronde dans les profondeurs du prolétariat et qui à terme pourrait menacer la stabilité des institutions ?

Il peut terminer son éditorial en appelant à "*l'organisation de la mobilisation*", cela ne lui coûte rien puisqu'il ne s'agit pas de se dresser contre Sarkozy et les institutions de la Ve République, mais contre l'Union européenne, orientation politique qui a toujours abouti à une impasse.

Le prouver est tellement facile que cela en est navrant pour Gluckstein : le non l'a emporté en mai 2005, mais celui qui détient réellement le pouvoir en France a fait en sorte de transformer ce non en oui, jusqu'à preuve du contraire ce n'est pas Barosso qui a pris cette décision mais bien le représentant de l'Etat capitaliste français en la personne de Sarkozy, non ? On aurait pu dire encore que la majorité de la

population avait manifesté sa volonté de rompre avec l'Union européenne en 2005, mais que cela n'avait pas suffi pour rompre avec l'UE, il fallait au préalable rompre avec les institutions de la Ve République, chasser Sarkozy et renverser le pouvoir en place par une révolution... Les faits à eux seuls ont démontré que l'orientation politique du POI était erronnée sans même qu'il soit nécessaire de recourir à des arguments supplémentaires, que cela ne tienne, Gluckstein y tient et n'en changera pas, les camarades du POI apprécieront sans doute. On attend leur réaction.

---

**Le 15 février**

Pas le temps de causer. Je vous conseille vivement la lecture des articles du Réseau Voltaire que j'ai mis en ligne hier, je les ai sélectionnés en fonction de l'intérêt qu'ils présentent pour mieux comprendre comment fonctionnent en coulisse le vieux monde et ses dirigeants. On y apprend des choses hallucinantes je vous préviens tout de suite.

Surtout, ne soyez pas impressionnés par la débauche de moyens dont ils disposent pour organiser leur propagande et parvenir à leur fin, n'oubliez jamais que face à tout un peuple dressé contre un régime, ils sont finalement impuissants à inverser le cours des choses, la révolution russe l'a démontré. Il n'est évidemment pas question la plupart du temps d'adhérer aux conclusions que peuvent tirer les auteurs de ces articles, ne confondons pas information et analyse.

L'article sur la Bolivie et Haïti est édifiant et d'actualité. Vous y apprendrez peut-être comment Régis Debray a vendu Che Guevara aux autorités boliviennes et à la CIA, et comment Debray, Chirac et de Villepin ont préparé avec l'administration Bush le coup d'Etat contre Bertrand Aristide en Haïti en 2004, Véronique Galouzeau de Villepin y jouant un rôle prépondérant, la "*nouvelle Pauline Bonaparte*" comme l'écrit l'écrivain Claude Ribbe. On comprend mieux ensuite l'état de délabrement de ce pays après le dernier tremblement de terre qui l'a frappé. Bonne lecture et réflexions.

Bonne semaine et bon courage à tous, tout n'est pas encore à nous, en revanche l'avenir nous appartient, en quelque sorte le capitalisme appartient déjà au passé, c'est cette idée qui doit germer et se développer dans la tête des travailleurs, ce serait dommage de se décourager maintenant que nous touchons au but ou de regarder passer l'histoire de son balcon, on aura besoin de tous les militants révolutionnaires pour vaincre, car nous vaincrons...

**Point retraites.**

**1-** Tout est déjà décidé d'avance au Palais :

«*On sait ce qu'il faut faire, avoue-t-on à l'Élysée. La seule question qui intéresse en fait les syndicats est le temps laissé à la concertation.*»

**2-** Pour faire en sorte que les syndicats ressortent blanchi de cette épreuve, le recours à une commission droite-gauche :

«*Le président sait que les syndicats n'apporteront pas leur caution à une réforme des retraites et qu'ils appelleront à se mobiliser que le sommet social soit un échec ou une réussite, justifie un conseiller. Un comité des sages, à défaut de créer un consensus que personne ne souhaite, donnerait à tous les moyens de s'exprimer.*» Et limiterait le temps du débat. «*Une commission permettrait au président de prendre ses décisions au début de l'été*», critique un syndicaliste qui craint «*une parodie de concertation» mais juge cette piste «intelligente car personne ne perdrait la face*». (lefigaro.fr 14.02)

La question qui est posée est simple : en participant à ce "sommet" antisocial ou en participant à une commission qui aurait la même nature, syndicats et partis se disant de "gauche" estiment légitime que le gouvernement puisse régler le sort des retraites, alors qu'il représente les intérêts des classes dominantes, des banquiers et des industriels, ce que tout le monde sait, dès lors pour le mouvement ouvrier la seule question à l'ordre du jour devrait être celle de la rupture des relations avec Sarkozy et le gouvernement qui ne peuvent pas à la fois défendre les intérêts du capital et du travail. Il en va de l'indépendance de classe du prolétariat, de son combat sur la base de ses besoins distincts et inconciliables avec ceux du capital.

**3-** Jean-Claude Mailly pour Force ouvrière s'est montré intransigeant. "*Jamais nous ne transigerons sur l'âge légal de départ en retraite et sur l'allongement de la durée de cotisation. Nous n'hésiterons pas à aller à l'affrontement sur ces deux questions*". (lemonde.fr 14.02)

Il aurait été souhaitable qu'il ajoute "et sur le montant des cotisations". Mais en même temps, Mailly est contre le remise en cause des fondements du capitalisme qui sont à l'origine de la crise actuelle. Comment compte-t-il faire pour mener le combat jusqu'au bout contre le gouvernement sans remettre en cause le capitalisme ? Réponse : c'est impossible. Du coup sa déclaration ne lui coûte rien et risque fort de rester sans lendemain. En 2003, Blondel avait attendu près d'un mois pour lancer un appel à la grève général... quand il était trop tard ! (A suivre)

**4-** Besancenot qui était l'invité, dimanche 14 février, du "Grand Rendez-vous Europe1/Le Parisien" a déclaré : "*Je m'adresse aujourd'hui à*

*tous les responsables politiques de gauche : Martine Aubry, Marie George Buffet, Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot, Arlette Laguiller. Voyons-nous au plus vite pour monter un collectif unitaire pour défendre la retraite à 60 ans*". (AFP 14.02)

Ce n'est certainement pas un hasard ou un oubli de sa part s'il ne s'est pas adressé au POI qui s'est déjà adressé à tous les partis sur la question de la défense de nos retraites... en vain, il faut préciser. Ceci explique cela. On n'y peut rien si Besancenot se sent plus proche d'Aubry ou de Duflot que de Daniel Gluckstein ou des trois autres secrétaires nationaux du POI. On ne se refait pas.

A propos de son initiative, chacun aura encore en mémoire de quelle manière le "collectif de défense de La Poste" s'est opposé à toute manifestation nationale unitaire à Paris pour défendre La Poste laissant ainsi la voie libre au gouvernement.

On pourrait faire une analogie entre d'un côté les comités ou commissions mis en place par Sarkozy dans lesquels participent des membres de l'UMP au PCF (allié du PG dans le Front de gauche), et d'un autre côté, l'intersyndicale dirigée par le tandem Thibault-Chérèque et les différents collectifs qui regroupent des partis et des organisations du PS au NPA, l'ensemble de ces comités, commissions, collectifs ne poursuivant finalement qu'un seul objectif : permettre à Sarkozy et son gouvernement d'appliquer sa politique réactionnaire ou pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, méthode qui aboutit à ce résultat.

On pourrait ajouter à propos de ces collectifs, qu'ils ont vocation à se substituer à la mobilisation des masses et que par conséquent, sachant que seule celle-ci pourrait faire reculer le gouvernement ou lui infliger une défaite, cela revient à le soutenir , l'opportunisme en politique ne pouvant aboutir à un autre résultat. On nous objectera que ces collectifs ont largement participé à la victoire du non en mai 2005. Certe, mais en réalité, ils se sont accaparés cette victoire qui étaient également dûe à la mobilisation des nationalistes et des souverainistes de tous poils, inavouable évidemment, il faut remettre les choses à leur place. Mais où était donc ces collectifs lorsque Sarkozy a finalement signé le TCE ? Aux abonnés absents !

On ne peut pas accepter d'une part de dialoguer avec Sarkozy ou avec les appareils pourris des syndicats, le PS, et d'autre part se placer en même temps au côté de la classe ouvrière et l'appeler à se mobiliser, c'est l'un ou l'autre.

On va suivre attentivement les déclarations et les positions des uns et des autres dans les jours et les semaines qui viennent sur la question des retraites, car elle pose directement la question de se soumettre aux exigences du capital ou de combattre pour en finir avec le capitalisme. Ils vont être obligés de se découvrir, cette question va forcément nourrir la crise que traverse tous les partis et syndicats.

**Afghanistan.**

Selon l'OTAN, deux roquettes lancées depuis un système d'artillerie à haute mobilité devaient atteindre des insurgés qui faisaient feu sur des soldats afghans et des forces alliées, mais ont explosé à environ 300m de la cible visée dans le district de Nad Ali. Les roquettes ont frappé une maison, tuant 12 civils, a rapporté l'Alliance atlantique. (AP 14.02)

---

**Le 16 février**

Pas le temps et envie de causer aujourd'hui.

Hier j'ai pris le temps de lire les articles du Réseau Voltaire sur le Gladio que j'imagine la plupart des militants ne liront pas pour une raison ou une autre, peu importe, j'en ai fait une présentation ou un résumé succint en retranscrivant quelques passages de ces articles.

Le Gladio diminutif de gladiateur, une organisation militaire secrète appelée aussi armée secrète stay-behind, organisée par l'Otan et la CIA (plus le MI6) avec le concours des services secrets et des différents chefs d'Etat des pays où elle est intervenue et continue d'intervenir, qui avait pour objectif la lutte contre le communisme à l'échelle mondiale et étendre l'influence des Etats-Unis.

**Ce que les capitalistes et leurs représentants ne digérèrent jamais.**

Dans ses Origines de la Guerre froide, l'historien Denna Frank Fleming observa que nombre des bouleversements sociaux apportés par la Révolution, notamment l'abolition des cultes et de la noblesse paysanne, « auraient pu être acceptés par les conservateurs, à l'étranger, avec le temps mais la nationalisation de l'industrie, du commerce et de la terre, jamais ».

Largement ignorée à l'Ouest, la guerre secrète contre le terrorisme débuta donc immédiatement après la Révolution russe, quand la Grande-Bretagne et les États-Unis levèrent des armées secrètes contre les nouveaux pays satellites de l'Union soviétique. Entre 1918 et 1920, Londres et Washington s'allièrent à la droite russe et financèrent une dizaine d'interventions militaires sur le sol soviétique, dont toutes échouèrent à renverser les nouveaux dirigeants...

**Quels types d'activités clandestines ou meurtrières ont-ils mené en Europe mais pas seulement pour lutter contre le communisme**

**ou l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dit de gauche ?**

Coups d'Etat (Italie 1964, Grèce 1967), meurtres (Italie, Irlande), crimes en série (Belgique, années 80), escadrons de la mort, constitution d'organisations terroristes (Italie), formation d'unités de guérillas paramilitaires (Turquie), commandos de tueurs formés de membre de l'extrême droite et d'ancien officier de la Waffen SS d'Hitler (Allemagne), commandos de sabotage, ramifications mafieuses (Italie), opérations clandestines contre la population et l'opposition (Portugal, années 50), une sorte de « Ku Klux Klan » international, actes de torture, des attentats et des assassinats (Turquie, Espagne, Italie), réseaux d'action et de manipulation (résolution du Parlement Européen, 22 novembre 1990.), réseau de renseignement et d'action clandestin, enlèvements en Europe et des vols secrets, des disparitions et des prisons secrètes, planification de guerre non conventionnelle, opérations de subversion à l'étranger, propagande, stratégies médiatiques, campagnes dediffamation (Italie), programme d'action politique clandestine, financement secret de partis politiques, fonds destinés aux organisations d'extrême droite, armement de guérilla, manipulation de mouvement de résistance, opérations politiques, paramilitaires et psychologiques....

**Quels pays furent impliqués en Europe ?**

Les pays impliqués : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Grèce, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg, Portugal, l'Espagne, Danemark, Norvège, Suède, Autriche, Suisse, Turquie, ...

**Où fut expérimenté la première fois à l'échelle d'un pays la panoplie d'actions criminelles de cette armée secrète au service de l'impérialisme américain ? En Italie.**

...ils ont organisé le trucages des élections en Italie (1948 et 1958), deux coups d'Etat invisibles (1964 et 1970), et n'ont pas hésité à faire exécuter le Premier ministre Aldo Moro (1978).

**Comment fut révélée l'existence de cette armée secrète pilotée par Washington ?**

C'est lors d'un discours devant le Sénat italien prononcé le 3 août 1990 par le Premier ministre italien Giulio Andreotti sur l'existence d'une armée secrète stay-behind créée par l'OTAN dans toute l'Europe de l'Ouest, que le monde appris l'existence de cette organisation.

**Est-elle prouvée ?**

Alors que l'existence du gouvernement de l'ombre institué par les États-Unis et le Royaume-Uni dans l'ensemble des États alliés est attestée par des enquêtes judiciaires et parlementaires dans les années 80- 90, l'OTAN, la CIA et le MI6 continuent à nier. C'est que Washington et Londres n'y voient pas un épisode historique, mais un dispositif actuel (comme l'a montré l'affaire des enlèvements en Europe et des vols secrets durant l'ère Bush). Les armées secrètes de l'OTAN sont toujours couvertes par le secret-Défense, parce qu'elles sont toujours actives.

**Le pendant de son activité ailleurs dans le monde.**

Historiens et analystes politiques ont depuis décrit en détail comment la CIA et les Forces Spéciales états-uniennes ont, au moyen de guerre secrètes et non déclarées, influencé l'évolution politique et militaire de nombreux pays d'Amérique latine ; parmi les faits les plus marquants, on peut citer le renversement du président guatémaltèque Jakobo Arbenz en 1954, le débarquement raté de la baie des Cochons en 1961, qui devait amener à la destitution de Fidel Castro, l'assassinat d'Ernesto Che Guevara en Bolivie en 1967, le coup d'État contre le président chilien Salvador Allende et l'installation au pouvoir du dictateur Augusto Pinochet en 1973, ou encore le financement des Contras au Nicaragua, suite à la révolution sandiniste de 1979.

Outre ses agissements sur le continent sud-américain, la CIA est également intervenue à de nombreuses reprises en Asie et en Afrique, notamment pour renverser le gouvernement de Mossadegh en Iran en 1953, pour soutenir la politique d'Apartheid en Afrique du Sud, ce qui conduisit à l'emprisonnement de Nelson Mandela, pour assister ben Laden et al-Qaida en Afghanistan, lors de l'invasion soviétique de 1979 et pour appuyer le leader Khmer Rouge Pol Pot depuis des bases conservées au Cambodge, après la défaite étatsunienne au Vietnam en 1975. D'un point de vue purement technique, le département des opérations secrètes de la CIA correspond à la définition d'une organisation terroriste donnée par le FBI. Le "terrorisme" est, selon le FBI, « l'usage illégal de la force ou de la violence contre des personnes ou des biens dans le but d'intimider ou de contraindre un gouvernement, une population civile, ou un segment de celle-ci, à poursuivre certains objectifs politiques ou sociaux ».

**Pourquoi perpétuent-ils ce genre d'organisations secrètes ? Pour demeurer les maîtres du monde, pardi !**

La CIA tenta également de mettre sur pied une armée secrète en Chine afin d'enrayer l'avancée du communisme, mais elle échoua quand, en 1949, Mao Zedong prit le pouvoir à la tête du parti communiste Chinois. L'ancien directeur de la CIA William Colby se souvient : « Je me suis toujours demandé si le réseau stay-behind que nous avions bâti aurait pu fonctionner sous un régime soviétique. Nous savons que les tentatives de mettre en place de telles organisations dans l'urgence ont échoué en Chine en 1950 et au Nord Vietnam en 1954. »

Dans les pays que l'on nomme le Tiers Monde, en Afrique, en Amérique Latine et dans certaines régions d'Asie, les populations adoptèrent des variantes du communisme et du socialisme qu'elles croyaient capables de leur apporter une meilleure répartition des richesses et l'indépendance vis-à-vis de l'Occident capitaliste et industrialisé. En Iran, Mossadegh adopta un programme socialiste et tenta de distribuer une partie des revenus du pétrole à la population. Après l'Inde qui se libéra de l'emprise britannique, l'Afrique s'engagea elle aussi dans une lutte anticoloniale de gauche qui culmina en 1960 lorsque le Cameroun, le Togo, Madagascar, la Somalie, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Congo, le Gabon, le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et la République Centrafricaine déclarèrent leur indépendance. En Asie du Sud- Est, suite au retrait des forces d'occupation japonaises, les Philippines et le Vietnam virent l'émergence de puissants mouvements anticoloniaux communistes et de gauche qui provoquèrent au Vietnam la guerre d'Indochine puis la seconde guerre contre les États-uniens, qui ne prit fin qu'en 1975, avec la victoire des communistes.

Dans l'esprit des stratèges de la Maison-Blanche, la guerre ne s'acheva pas en 1945, elle évolua plutôt vers une forme silencieuse et secrète de conflit où les services secrets devinrent les instruments privilégiés dans l'exercice du pouvoir.

**Quelques infos en brefs.**

**La réaction ne désarme pas contre le NPA.**

Un recours a été déposé par l'"Association de solidarité avec les femmes arabes" devant le tribunal administratif de Marseille pour faire échec à la présence d'une femme voilée sur la liste du NPA des régionales en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, a-t-on appris lundi auprès du tribunal.

L'association, "*eu égard aux enjeux, est donc décidée à ce que la justice se prononce sur ces points et à exercer tout recours, y compris devant la Cour européenne pour faire valoir ses droits*", ajoute-t-elle. (AP 15.02)

Il doit s'agir d'une de ces nombreuses associations à caractère "humanitaire", en fait réactionnaire, qui a pour vocation finalement de lutter contre le communisme.

**Un nouveau besoin réel et superficiel, une aubaine pour le capitalisme en crise.**

Quelque 4,6 milliards d'abonnements au téléphone portable ont été contractés dans le monde, a annoncé lundi l'agence des télécommunications des Nations unies, qui prévoit que leur nombre passe la barre des cinq milliards cette année. (AP 15.02)

---

**Le 17 février**

Rectificatif.

Le document que j'ai mis en ligne concernant le financement de l'Asurance maladie qui m'a été transmis par le Front syndical de classe pose problème. Je ne m'en suis pas aperçu sur le moment. Il met en avant toutes une batterie de taxes que le gouvernement n'auraient pas versées à la Sécu, mais en réalité cela revient à admettre que la Sécu ne serait pas seulement financée par les travailleurs, cela revient à accepter la financiarisation de la Sécu cher au gouvernement dans la perspective de la privatiser.

Pour cette raison, on ne peut pas utiliser cet argument.

Une fois cette correction effectuée, il ne resterait plus que le retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés, soit 2,1 milliards, ainsi que le retard de paiement par les entreprises :1,9 milliards. On peut ajouter les plus-values des stock-options dont bénéficient cadres et dirigeants de grandes sociétés et qui leur sont versé sans cotisations sociales, soit 3,2 milliards d'euros (base 2005), selon la Cour des comptes en 2007, auxquels on peut ajouter une somme équivalente pour les "parachutes dorés" et autres indémnités exceptionnelles de départ, toujours selon la Cour des comptes. On arrive à un total de plus de 10 milliards d'euros. Dans le cas où deux millions de chômeurs seraient embauchés, sur la base de 100 euros de cotisation par mois, il faudrait ajouter 2,4 milliards. Dans tous les cas de figure, les comptes de la Sécu seraient excédentaires.

Ayant corrigé seul cette erreur, je ne remercie pas les militants qui s'en étaient peut-être aperçus sans m'en avertir, comme dirait l'autre on va aller loin avec ce genre de relations.

Autre sujet très vite.

Si les initiatives proposées aux autres partis par le POI sur les licenciements ou les retraites n'ont suscité aucune réponse de leur part, celle lancée par Besancenot dimanche dernier sur les retraites a essuyé un refus cinglant exposé dans les médias nationaux sans doute pour mieux marginaliser le NPA à quelques semaines des élections régionales. A l'approche de cette échéance si importante pour les partis

présentant des candidats, ils ne pouvaient pas ne pas répondre à l'initiative du NPA et faire comme s'ils n'avaient rien entendu.

Le PCF semble avoir donné son accord pour participer à la réunion de jeudi prochain, tous les autres partis à l'exception de LO se sont retranchés derrière l'argument selon lequel il ne fallait pas faire de l'ombre aux dirigeants syndicaux. Précisons que le POI n'a semble-t-il pas été contacté par le NPA, à moins que la censure vienne des médias et des agences de presse.

Tous socialistes en parole, mais dès qu'il faut passer à l'exercice pratique, ils se placent dans le camp des capitalistes, cela vaut également pour le NPA qui s'est dit disposé à appeler à voter pour les listes du PS au second tour des élections régionale, mais qui en revanche n'a pas daigné répondre à l'appel lancé par le POI... Comme je l'ai déjà écrit, cet appel valait le coup d'être discuté, sans pour autant être d'accord avec son orientation. C'est ce qui me distingue de LO qui a expliqué à juste titre qu'il était inutile de s'adresser à la direction du PS, mais sans donner suite à l'invitation du POI, ce qui est une attitude inqualifiable. Qu'est-ce qui nous empêche de marcher séparément mais de frapper ensemble ? Une question que les militants devraient poser à leurs dirigeants.

On ne peut pas à la fois réaliser l'unité et la révolution dans et par les urnes avec des partis inféodés au capitalisme tels que le PS, le MRC, les Verts, le PCF ou le PG, et réaliser l'unité sur une base strictement de classe conforme aux intérêts du prolétariat. Aux militants des différents partis de passer outre les consignes et la politique opportuniste de leurs dirigeants pour réaliser l'unité et combattre ensemble le gouvernement et les institutions.

J'arrête là, il n'y a pas de courant depuis trois heures. Bonne journée à tous.

**Quelques infos en bref.**

**Vieux et pauvres.**

Selon les syndicats sur les 14 millions de retraités, "*quatre millions perçoivent le minimum contributif*", soit près de 580 euros par mois, "*et plus de cinq millions entre 800 et 1.100 euros*" (AP 16.02)

**Le temps des regrets.**

**1-** 69% des Français regrettent le franc selon un sondage.

**2-** Sarkozy franchit un seuil d'impopularité depuis août 2008 avec 39% de satisfaits, selon le baromètre BVA pour Orange-L'Express-France Inter. (Reuters 16.02)

**Banquiers, ils sont les seuls à s'en tirer.**

La banque britannique Barclays a réalisé l'an dernier un bénéfice avant impôts de 11,6 milliards de livres (13,4 milliards d'euros), dopé par la plus-value de 6,3 milliards engrangée lors de la vente de sa filiale de gestion d'actifs Barclays Global Investors (BGI).

Ce résultat représente un bond de 92% par rapport aux 6,1 milliards de profits de 2008.

Le bénéfice imposable courant de Barclays, hors plus-value liée à la cession de BGI, a été de 5,6 milliards de sterling en 2009, contre 1,6 milliard en 2008.

Le groupe bancaire a indiqué qu'il distribuerait pour 1,5 milliard de sterling de primes en numéraire au titre de 2009, auxquelles s'ajouteront 1,2 milliard de bonus différés exerçables sur trois ans mais susceptibles d'être annulés. (Reuters 16.02)

Commentaires. Ce que ne dit pas cet article et que j'ai entendu hier aux infos sur TV5Monde Asie, c'est que pour 2010 Barclays avait augmenté de 49% sa provision pour créances douteuses, comme quoi ses comptes ne doivent pas être aussi clairs qu'on nous le dit. Quant à son résultat, normal, non sous le régime des banquiers ?

---

**Le 18 février**

Participer à la gestion des régions, c'est participer à la gestion de la société capitaliste : boycott ! A-t-on tiré tous les enseignements de la participation de la social-démocratie allemande aux institutions de la fin du XIXe siècle jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir ? C'est une question que je me pose et que je n'ai pas encore creusée. Jusqu'à présent nous défendions la position qu'il fallait participer aux élections et aux institutions quand les conditions le permettaient, sinon nous n'y participions pas et/ou nous les boycottions.

Nous expliquions aussi que cela permettait aux différents partis de se faire connaître des masses. On peut en douter fortement, car si elles ne nous connaissaient pas, c'est que nous avions toujours une existence marginale et ce n'était pas quelques minutes passées à la télévision ou quelques interviews radio qui y changeraient grand chose, il ne faut pas se leurrer. C'est seulement la rencontre et la discussion avec des travailleurs qui permettent de nous faire connaître. Quant à la tribune que représenteraient des élus, nous pouvons en douter fortement aussi dans la mesure où leurs discours seraient couverts par ceux de la réaction ou leurs valets relayés en boucle par les médias, au mieux se serait une perte de temps, d'énergie et d'argent, au pire, nous légitimerions des institutions bonapartistes et antidémocratiques. Il ne faudrait pas compter sur les médias ou les agences de presse aux ordres pour reproduire des extraits significatifs de discours d'élus pronant la fin du capitalisme et des institutions, il ne faut pas se bercer d'illusions.

Par ailleurs, nous avons constaté dans le passé, d'où ma référence au parti ouvrier social-démocrate allemand, que les élus du partis en présence et sous la pression continuelle de la réaction finissaient à de rares exceptions près par adopter des positions réactionnaires, à pencher toujours plus à droite comme l'on dit, à chercher des compromis avec le régime. Le parti n'est pas toujours en mesure de choisir ses candidats parmi ses meilleurs militants, si ce sont les militants qui procèdent à ce choix et non la direction, des militants ayant encore des illusions dans le régime ou faibles sur le plan théorique peuvent être amenés à défendre des positions indéfendables ou à capituler ou encore à rompre avec le parti. Des cadres ou des dirigeants du parti pas aussi fiables qu'on pourrait le penser peuvent se vendre aux plus offrants, le PS ne regorge-t-il pas d'anciens cadres de la LCR ou du PCI par exemple. Pas besoin d'élections pour en avoir confirmation ! L'appel d'offre ne se limite d'ailleurs pas à une place au soleil dans un parti, cela peut très bien aller jusqu'à faire carrière dans un journal ou une chaîne de télévision ou encore dans l'administration ou une grande entreprise au cas où l'on disposerait des qualités requises.

Du coup, je vois mal dans ces conditions l'utilité de participer à des élections ou des institutions, sans pour autant en écarter définitement l'idée, la question est de savoir si le parti et la classe ont réellement quelque chose à y gagner, si la réponse est positive, alors il faut y participer, dans le cas contraire vaut mieux s'en abstenir et dénoncer cette parodie de démocratie qui n'a pour objectif que légitimer le régime et les institutions.

Un autre sujet.

Si vous me demandez pourquoi je n'ai pas mis en ligne depuis deux semaines une page ou deux d'*Informations ouvrières*, c'est parce que j'ai estimé qu'aucune page ne le méritait pour le numéro de cette semaine, quant à celui de la semaine dernière, je ne l'ai pas reçu, le camarade qui me l'envoie habituellement l'avait effacé de son disque dur juste après l'avoir parcouru rapidement, donc quand je lui ai réclamé il était déjà trop tard.

J'ai simplement relevé dans le numéro de cette semaine que le POI continuait de faire croire que la Sécu n'aurait jamais touché de la part de l'Etat l'équivalent des centaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales dont ont bénéficié les patrons depuis le début des années 90, alors que c'est totalement faux. C'est un mensonge pur et simple. Question : que cache ce grossier mensonge ? Lisons plutôt ce qu'a écrit Gluckstein :

"*Nul besoin de réforme, donc : on restitue ces exonérations à la Sécurité sociale et la question est réglée !* ", et non, la question n'est pas réglée puisqu'elle a déjà touché cet argent ! Pour la régler ne faudrait-il pas remettre en cause le capitalisme et les institutions ? Question que le POI refuse obstinément d'aborder. N'est-ce pas la question qu'il faut se poser, que les militants et les travailleurs doivent justement se poser ?

Pourquoi le gouvernement veut-il absolument "réformer" les retraites, l'Assurance maladie, la Sécu ? Pour aboutir à les privatiser, cela aussi on le sait depuis longtemps. Mais pourquoi ? Il faut creuser, il faut aller jusqu'au bout de l'analyse de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale pour apporter une réponse cohérente et la traduire en terme politique. Et on arrive à quel constat ? Devinez, que le développement du capitalisme à l'échelle mondial s'étant traduit ces dernières décennies par la mise en concurrence de l'ensemble de la force de travail au niveau mondial, les capitalistes les plus puissants pour conserver leurs places dominantes sur le marché mondial doivent absolument remettre en cause tous les droits et acquis sociaux de leurs propres prolétariats, car ces acquis sociaux représentent un coût qu'ils ne maîtrisent pas toujours ou qui leur échappe, en tout état de cause, ils amputent leurs profits et leur compétitivité ce qu'ils estiment inacceptable, face à la réduction du taux de profit dans les pays où la main d'oeuvre est la meilleure marché dans le monde, la hausse des salaires et des coûts de production dans ces pays, l'arrivée de nouveaux concurrents toujours plus féroces, ils doivent absolument s'attaquer à l'ensemble de nos acquis pour demeurer compétitif et continuer d'accumuler du capital, de plus ils doivent faire face à l'aggravation des contradictions de l'impérialisme américain qui entend bien faire payer aux pays de l'Union européenne le plus lourd tribut de sa crise, en fait à leurs travailleurs, bref, ils sont placés dans dans une situation où la liquidation de nos droits est devenu une nécessité impérieuse, l'époque où ils pouvaient saigner à blanc des peuples entiers pour réaliser leurs profits est en passe d'être révolue, dorénavant chaque peuple réclame sa part de bien-être de l'exploitation de ses richesses et accepte de moins en moins que des pays bénéficient des retombés de leur travail alors qu'ils croulent dans la misère et le sous-développement, à l'ère de la communication universelle et d'Internet chacun peut prendre conscience du gouffre social qui le sépare des autres peuples, chacun des peuples résite et combat à sa manière la régression sociale que les capitalistes veulent leur imposer ou les maintenir dans un état d'indigence qu'ils acceptent de moins en moins, le devéloppement du capitalisme, ses contradictions poussées à l'extrême en dehors de toute issue (durable) à la crise du capitalisme, tendent à transformer la quantité en qualité en alimentant quotidiennement la lutte des classes qui conduit inévitablement à un affrontement direct entre les classes pour le pouvoir...

Face à cette nécessité qui s' impose à la classe dominante de passer à l'offensive contre la classe ouvrière, s'oppose celle du prolétariat à faire valoir ses droits ou à les préserver, d'en acquérir de nouveaux, or c'est devenu impossible sans un affrontement direct avec la classe

des capitalistes, sans remettre en cause les fondements du capitalisme et mettre à l'ordre du jour l'abolition des institutions de la Ve République, sans une révolution prolétarienne et socialiste, perspective politique qu'aucun parti n'envisage évidemment, pas même le POI, elle est incompatible avec le type de parti que le POI construit, puisqu'au moins trois de ses tendances sont opposées à la révolution (socialiste et communiste) et à l'établissement d'un Etat ouvrier (anacho-syndicaliste).

J'en veux pour preuve, si c'était nécessaire au-delà de l'absence de tout mot d'ordre contre le gouvernement et les institutions, le fait qu'aucune intervention en faveur des intérêts des fonctionnaires ne soit ponctuée d'une propagande contre l'Etat, leur employeur, qu'à aucun moment il n'est question de le caractériser avec précision, alors que dans leur immense majorité les fonctionnaires considèrent que l'Etat est situé au-dessus des classes et n'aurait pas à proprement parlé une nature de classe précise, à aucun moment dans *Informations ouvrières* il n'est question d'ouvrir les yeux des fonctionnaires sur leurs rapports réels avec l'Etat capitaliste, or c'est l'un des moyens pour leur faire comprendre que leurs intérêts ne sont pas distincts des travailleurs du secteur privé, en fait de combat pour l'unité, d'une part le POI se place sur le plan du réformisme, du trade-unionisme, d'autre part il ne fait rien pour aider la classe à surmonter ses propres divisions. Cela explique en partie pourquoi le POI est finalement incapable de proposer la moindre perspective politique à la classe ouvrière.

On aurait pu se borner à reprendre un des arguments contre-révolutionnaire favori du POI pour montrer à quel point il n'est pas le parti dont le prolétariat aura besoin pour prendre le pouvoir.

Il n'a cessé d'expliquer sous toutes les coutures depuis l'époque du PT, que tout serait possible en régime capitaliste, que ce qu'a pu supporter le capitalisme français à l'issue de la seconde guerre mondiale dans une situation plus difficile qu'aujoud'hui, la Sécurité sociale par exemple, rien n'empêcherait de revenir à la Sécu de 1945, etc. Dans ces conditions, pourquoi lutter pour renverser le capitalisme ou plutôt pourquoi lutter dans cette perspective si tout serait finalement possible en conservant le régime capitalisme, mais bordel comment ne pas comprendre ce qui est si simple à comprendre : vive le capitalisme et au diable le socialisme ! Gluckstein et sa clique aurait mieux fait de rester à la LCR, avec un peu de chance, Marx disait qu'il fallait compter avec, le PCI n'aurait peut-être pas dégénéré avant d'être liquidé, et Lambert n'aurait peut-être pas pu se choisir un dauphin plutôt digne de Jaurès que de Trotsky.

Vous pouvez prendre un autre exemple que la Sécu, par exemple les licenciements. Ils font croire qu'il serait possible d'inverser le cours des choses dès lors que des actionnaires et/ou des banquiers ont décidé de liquider une entreprise, or c'est totalement impossible, les usines ferment les unes après les autres depuis plus d'un demi-siècle, chacun en est témoin. Pire encore, ils vont plus loin, ils le font dire à X. Bertrand (page 5), mais à aucun moment ils n'en tireront l'enseignement qu'il faudrait exproprier les patrons, que dans l'impossibilité de les exproprier dans la situation actuelle, en s'adressant aux travailleurs il faut se demander quelles conditions il faudrait remplir pour que cette perspective devienne réalité (la question du parti), à aucun moment le POI ne se place dans cette perspective qui est la seule issue politique possible, il capitule en fait devant le régime. Si vous avez bien fait attention, vous aurez remarqué qu'ils opposent à cette perspective un hypothétique front unique, qui conduit d'une part dans une impasse, et d'autre part ne permet de construire rien du tout, sauf à se satisfaire de réunion avec des élus du PS et du PCF !

En lisant *Informations ouvrières* chaque semaine, on a vraiment l'impression de se retrouver en présence d'une défaite annoncée, de loosers professionnels comme disent les jeunes, de vivre le même cauchemar chaque semaine depuis des décennies, sans aucune issue politique, c'est d'une tristesse à mourir, j'imagine que c'est plutôt démoralisant pour ses militants. Je les salue au passage, car ils ont été nombreux à télécharger l'interview qu'A. Hébert avait donné à Karim Landais, en 2004 je crois, un interview qui démolisait le mythe du grand révolutionnaire Lambert pour ceux qui savent lire, sans avoir besoin de lire entre les lignes tellement c'était limpide, je précise.

**Le Front de gauche et la laïcité. Que Mélenchon commence par balayer devant sa porte avant de donner des leçons aux autres !**

Jean-Yves Causer, tête de liste du Front de gauche a déclaré qu'il était favorable à l'enseignement de l'islam dans les écoles en Alsace, alors que la position conforme au principe de la laïcité consiste à combattre pour l'abrogation du Concordat encore en vigueur dans les départements de Moselle, du Haut et du Bas-Rhin.

Interrogé, Jean-Yves Causer, issu du courant Les Alternatifs, tête de liste du Front de gauche en Alsace et maître de conférence à Mulhouse, expliquait ne pas être « *sectaire* » :

« *Je suis non seulement favorable à l'introduction de cours d'islam à l'école mais aussi à la création d'une faculté d'État de religion musulmane. À Strasbourg, il y a une faculté d'État catholique, une faculté d'État protestante…. C'est absolument anormal qu'il n'y ait pas de fac d'État musulmane.* ».

J'ajouterais à cette liste une faculté d'État jaïn, une faculté d'État parsi, une faculté d'État hindou shivaïste, une faculté d'État hindou vishnouiste pour ne pas faire de jaloux, une faculté d'État de religion musulmane chiite, le pendant de la sunnite pour contenter tout le monde, une faculté d'État réservé aux adeptes de Confucius, pour peu que l'on confonde religion et philosophie, une faculté d'État bouddhiste pour chaque branche du bouddhisme, il en existe trois, etc. car cette liste est loin d'être exhaustive.

Le PG s'est désolidarisé de ses propos, sans rompre avec les Alternatifs, mouvement hétéroclyte qui ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes.

En réponse aux critique du PG, Jean-Yves Causer en a rajouté une couche en déclarant :

« *J'irais même plus loin que les cours de religion. Je pense qu'il faudrait des cours de culture religieuse dans toute la France. Nos jeunes sont de plus en plus incultes sur cette question. Après, il ne faut pas s'étonner de la montée de l'intégrisme.* » et d'ajouter pour justifier que tout est justifiable en période électorale : « *Faire de la politique autrement, c'est demander leur avis aux gens et les écouter. Surtout lorsqu'ils sont vulnérables.*», autrement dit, pour ce monsieur, faire de la politique c'est reprendre obligatoirement à son compte les positions des électeurs même si elles sont le produit de leur ignorance ou inconscience politique, il doit ignorer que les masses peuvent être aussi réactionnaires. Quel discernement, quel courage ! L'éclectisme du petit-bourgeois dans toute sa plendeur, quoi. Un point commun à tous ceux qui ne se situent pas sur le terrain du marxisme...

Ce qui distingue le PG et ses alliés, c'est un opportunisme forcené, une hypocrisie permanente, une forme de couardise la plus basse, l'art du double langage, un jour contre l'UE, un jour proposant un "pacte" à un partisan acharné de l'UE, D. Cohn-Bendit, et voilà le PG qui se dit laïc allié à un mouvement réclamant ouvertement la généralisation de cours de religion en France, autrement dit l'extension du Concordat à toute la France au lieu de son abolition. Bravo monsieur Mélenchon, bientôt le Front de gauche sera en odeur de sainteté au Vatican ! Vous pourrez chanter en coeur au Sénat ou dans une église, c'est du pareil au même : we are the champion... l'écho des démons vous répondra en coeur : de quoi diable, du cumul des mandats, de la pêche aux prébendes et aux voix, après tout, qui a donné le mauvais exemple à Jean-Yves Causer en formant ce Front de gauche de bric et de broc, hein monsieur Mélenchon !

(source : Rue89 17.02)

- De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion. (1909) - V. Lénine - Oeuvres

**La Ve République, son général-président, son armée...**

Bertrand Cousin, ancien député, a été impliqué en 1966 durant son service militaire comme lieutenant de l'infanterie de marine dans des expérimentations de gaz toxiques au Sahara.

Dans un livre récemment publié (un énarque dans la choucroute, édition le cherche midi, novembre 2009) il raconte cet épisode qui n'est pas sans rappeler l'actualité "des cobayes de l'atome".

**LePost - L'actualité se focalise sur l'exposition volontaire de militaires français lors des essais nucléaires au Sahara, vous nous apprenez que des gaz toxiques étaient testés au Sahara, qu'en était-il ?**

"Dans une base secrète B2 au milieu de nulle part des obus pleins de gaz sarin (le même que celui de la secte aoun dans le métro de Tokyo) étaient tirés du haut d'un échafaudage. Il s'agissait de choisir un explosif qui n'altérait pas la terrible nocivité du gaz sarin (on en meurt par tétanie)."

**Qui participaient à ces expérimentations ?**

"A tour de rôle, trois sections de quarante militaires imaginaient un balai grotesque en tenue de guerre chimique sous le soleil pour prélever des échantillons imprégnés par le gaz.

Ces échantillons étaient ensuite analysés au laboratoire du centre "Bouchet" (sur place), organisme militaire en charge de la guerre chimique."

**Y avait-il un danger pour vos hommes et vous-même, ainsi que pour les tribus nomades alentour ?**

Bien sûr. Le gaz est très efficace car il traverse par capillarité les habits, les chaussures et même le caoutchouc. Ainsi après chaque opération, nous avions le droit à une prise de sang pour vérifier s'il y avait eu une contamination. Quant aux nomades, nous partions alternativement en patrouille avec un interprète pour les dissuader d'aller faire paître leurs troupeaux dans des zones contaminées…

**Quels pays étaient impliqués dans ces expérimentations ?**

"Alors que la France du Général de Gaulle venait de quitter l'Otan, l'armée française continuait de collaborer étroitement avec des spécialistes américains de la guerre chimique installés avec nous." (LePost 17.02)

No comment !

**Le capitalisme est entré dans une phase de crise permanente, confirmation.**

Les responsables de la Fed jugent qu'il faudra "*un certain temps*", sans se prononcer davantage, avant un retour à la normale pour

l'économie et le marché de l'emploi américains.

Auparavant, ils avaient laissé entendre qu'il faudrait cinq à six ans avant un plein rétablissement des conditions économiques. Mais une minorité non-négligeable pensait toutefois qu'il faudra plus avant un retour à la normale. (AP 17.02)

**Couac, couac à l'UMP, les nouveaux épisodes d'une crise devenue permanente à l'image de celle du capitalisme.**

**1-** Le député UMP Patrick Balkany, proche du président Nicolas Sarkozy, a estimé mercredi que la ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, devait être "virée du gouvernement" après ses propos polémiques en faveur de la Guadeloupe.

"*Je pense qu'on devrait la sanctionner. Je pense qu'elle devrait être virée du gouvernement*", a déclaré le député des Hauts-de-Seine aux journalistes dans les couloirs de l'Assemblée nationale. (Libération.fr 17.02)

**2-** Le Premier ministre François Fillon a fermement défendu mercredi la ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard. "*Cette petite polémique est dérisoire*", a lancé M. Fillon lors de la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée,

"*Extraire d'un discours une phrase pour tenter de jeter le discrédit sur la politique du gouvernement outre-mer, c'est contraire à l'esprit que je me fait de la démocratie*", a déclaré M. Fillon. (AP 17.02)

**3-** Dans un sondage Ifop à paraître jeudi dans Paris Match, à la question « des deux personnalités laquelle préférez-vous ? », 57% des sondés répondent Dominique de Villepin, 38% le chef de l'Etat. (Lepost.fr 17.02)

**MoDem. Les élections régionales : la goutte qui fait déborder le vase.**

En moins de 3 ans d'existence, le parti fondé par François Bayrou n'est plus que l'ombre de lui-même. Hier, un adhérent pourtant exemplaire déchirait sa carte de membre et partout en France, les démissions s'accumulent.

Ceux qui avaient porté et supporté Bayrou depuis des mois quittent le navire, confrontés à une gestion calamiteuse de la préparation des régionales. Les présidences départementales explosent les unes après les autres (Hauts de Seine, Isère, Hérault, Charente Maritime, Oise, Val d'Oise, Pyrénées Atlantique, Bouches du Rhône,...), les adhérents boycottent la campagne et refusent d'y participer, les réunions publiques sont désespérément vides. (LePost.fr 17.02)

**En guise de "*déchet*", Cohn-Bendit en connaît un rayon.**

"*Ce qui est fascinant, c'est comment cette force politique qui a représenté quelque chose après la présidentielle, s'est dégonflée (...) Si les déchets nucléaires disparaissaient aussi rapidement que le MoDem arrive à se faire disparaître, le problème du nucléaire trouverait des solutions assez rapides*" (LePost.fr 17.02)

**Espagne.**

**L'économie espagnole est restée en récession à la fin de l'année dernière.**

Selon la deuxième et dernière estimation de l'évolution du PIB espagnol, celui-ci s'est contracté pour le septième trimestre consécutif en fin d'année dernière.

La contraction de 3,1% sur un an observée au quatrième trimestre en première estimation a également été confirmée, de même que le recul de 3,6% affiché pour l'ensemble de 2009, le plus important depuis plus d'un demi-siècle.

"*Il y a une forte chance que l'Espagne reste en récession ou que nous observions une croissance contenue sur les prochains trimestres*", indique Luigi Speranza de BNP Paribas. (Reuters 17.02)

**Russie.**

La Russie et l'Abkhazie ont signé un accord autorisant Moscou à construire une base militaire sur le sol de la province géorgienne sécessionniste.

Les ministres russe et abkhaze de la Défense ont paraphé le document. Des responsables abkhazes avaient annoncé auparavant qu'il permettrait d'accueillir sur la future base au moins 3.000 soldats de l'armée de terre russe déjà stationnés dans le territoire bordant la mer Noire.

"*Cet accord jette les bases du développement de l'Abkhazie en tant qu'Etat indépendant*", a déclaré le président russe Dmitri Medvedev, qui se tenait aux côtés du dirigeant abkhaze Sergueï Bagapch durant la cérémonie de signature au Kremlin. (Reuters 17.02)

**Afrique. Des colons aux dictateurs.**

**1-** Deux officiers accusés de crimes graves ont été nommés à des postes ministériels dans le gouvernement de transition en Guinée qui comptait déjà cinq militaires. (AP 17.02)

**2-** Des manifestants ont mis le feu à un autobus à Abidjan mercredi, dernier épisode en date des violences sporadiques qui se sont emparées de la Côte d'Ivoire depuis la dissolution du gouvernement, la semaine dernière, par le président Laurent Gbagbo. (AP 17.02) Gbagbo a repoussé les élections présidentielles et législatives depuis 2005 avec le soutien de l'ONU.

---

**Le 19 février**

Je n'ai pas le temps de causer, juste un mot pour dire que les déclarations et les articles de presse (avant-hier dans *Le Monde* notamment) se succèdent sur l'Iran pour expliquer que le régime serait devenu une dictature militaire, ce qui par conséquent et c'est moi qui l'ajoute, justifierait une intervention militaire de l'impérialisme américain, gardien de la démocratie à l'échelle mondiale comme chacun sait.

N'ayant pas eu de courant pendant toute la journée d'hier, j'en ai profité pour commencer à préparer une causerie sur le papier que je vous soumettrai demain. Je n'ai plus vraiment envie de me casser la tête à écrire des articles ou des éditos, je préfère le cadre plus souple d'une causerie, ce qui ne veut pas dire moins sérieux quant aux principes ou moins rigoureux sur la syntaxe. N'étant pas un intellectuel et ne l'ayant jamais revendiqué, c'est plus facile pour moi de participer à la discussion entre militants de cette manière-là.

Avec l'expérience, mes causeries sont pour ainsi dire du même niveau que mes articles antérieurs, entre médiocres et satisfaisantes, donc personne n'y perd au change. Et puis je n'ai pas le temps de me consacrer à des articles de fond, des camarades d'horizon divers le font très bien, même si je ne partage pas la totalité de leurs analyses, je continue de penser et je n'ai pas changer d'idée, que nous devrions être réunis dans le même parti révolutionnaire, donc ce n'est pas un problème pour moi, cela correspond à ma définition de la démocratie dans nos rangs ; du moment que l'on rame dans la même direction et que l'on poursuit le même objectif, on ne doit pas refuser le droit aux militants des diverses tendances révolutionnaires de s'exprimer.

Je rappelle au passage qu'il existait une dizaine de tendances dans le parti de Lénine et que cela ne l'a pas empêché de se construire et de prendre le pouvoir contrairement à tous les partis ou organisations que nous avons connus depuis 1945, avis à ceux qui ne supportent pas d'autres tendances que celles qu'ils ont créées artificiellement eux-mêmes pour empêcher que de véritables tendances voient le jour dans leur parti, et à ceux qui les tolèrent mais les étouffent.

Pour les masses, le socialisme et le communisme sont encore synonymes de dictature ou d'échec, d'incohérence ou d'impuissance, tandis que pour nombre de militants ignorants, le parti de Lénine, qui fut sans aucun doute le parti le plus démocratique du mouvement ouvrier au XXe siècle, continue d'apparaître à leurs yeux comme une monstruosité ayant engendré le stalinisme ou n'ayant pas pu l'éviter, alors que les causes de sa dégénérescence se trouve ailleurs. Aussi longtemps que nous n'aurons pas trouvé les moyens de mettre un terme à cette incompréhension, que nous n'aurons pas fait sauter cet obstacle, on ne s'en sortira pas, le prolétariat ne s'en sortira pas. Tout le reste est du baratin, vaut mieux le laisser aux bavards que de perdre son temps avec.

Plus le temps passe, plus le doute s'installe dans les esprits à la fois sur le capitalisme et sur le fait qu'il existerait une alternative au capitalisme, c'est une arme à double tranchant, les camarades qui au lieu de s'en tenir à l'essentiel passent leur temps à comptabiliser les désaccords qu'ils ont entre eux, feraient bien d'y réfléchir sérieusement, je ne leur donne pas ici une leçon, un simple conseil entre camarades, nous sommes bien embarqués dans la même galère il me semble, non ?

Pour finir, j'ai lu ce que différents camarades du NPA ont écrit à propos de la candidate "voilée" de leur parti.

Leurs analyses sont intéressantes mais leurs conclusions erronées, à mon avis ils sont passés à côté de l'essentiel qui était à la portée de tout un chacun : dans la situation actuelle, et c'est de là qu'il fallait partir, c'était du pain béni pour la réaction que de présenter une candidate portant un foulard ou un voile, dès lors, sauf à vouloir à tout prix fournir à la réaction un bâton pour se faire battre, on ne voyait pas quel intérêt le NPA pouvait en tirer, d'autant plus qu'y compris à l'intérieur de leur parti les travailleurs n'ont pas une idée très claire de ce qu'est la laïcité ou le combat pour le droit des femmes sur le terrain de la lutte de classe propre au prolétariat. (c'est un euphémisme !)

Il fallait en rester au fait que c'était une grave erreur politique de la direction du NPA au lieu de tomber dans le piège qui consistait à opposer les différentes conceptions de la laïcité ou du combat pour le droit des femmes présentes dans leur parti, discussion qui pouvait très bien avoir lieu ensuite dans les instances du NPA à défaut d'avoir eu lieu avant, ce qui aurait été préférable évidemment afin d'éviter d'en arriver à un affrontement public entre militants du même parti, et là encore, la faute incombe entièrement à la direction du NPA qui est en dessous de tout, c'était prévisible. Le NPA n'est pas un parti plus sérieux que la LCR, il le démontre encore une fois, voilà tout. Il donne l'image d'un parti

bordélique, ce qu'il est effectivement dans la réalité, sans véritable direction politique, pas de quoi rameuter les foules !

Personnellement, je n'ai lu qu'hier l'article de Lénine de 1909 sur le parti et la religion après avoir reçu le bulletin de la tendance Claire du NPA, et j'ai eu le bonheur de constater que nous étions sur la même longueur d'onde sur cette question, avec Lénine j'entends. Je n'ai pas besoin de demander la permission à Lénine avant d'exprimer ma position sur un sujet particulier, et si je me plante, je corrige comme je l'ai fait hier à propos du financement de la Sécu. Mieux, je n'ai pas besoin de citer Lénine pour défendre mes positions, si je ne suis pas capable de développer mes propres arguments et de convaincre mes lecteurs, c'est qu'il y a une faille dans ma démonstration, je dois tout simplement revoir ma copie. Je rejette la méthode qui consiste à faire parler les morts dont les analyses auraient valeur de lois éternelles ou dont l'autorité supérieure devrait s'imposer, je préfère rechercher quelle erreur j'ai pu commettre et par mes propres moyens quel facteur j'ai pu sous ou surestimé.

Or, dans la question qui nous occupe ici, il valait mieux battre en retraite en ordre compte tenu du climat actuel nauséabond envers les travailleurs d'origine d'Afrique du Nord (notamment) largement alimenté par le gouvernement, plutôt que de passer outre au nom d'un principe (de généreuses ou bonnes intentions !) et de prendre le risque d'être incompris, y compris par les travailleurs auxquels on s'adresse, confondant allègrement l'esprit et la lettre d'un enseignement du marxisme, en faisant abstraction de la situation dans laquelle il pouvait ou non s'appliquer.

Un tel aveuglement, qui est bien plus qu'une simple maladresse, traduit assez bien l'état d'esprit des dirigeants du NPA oscillant entre opportunisme et gauchisme. Au fait, un pas en arrière, deux pas en avant, cela ne vous dit rien ? Ou encore reculer pour mieux sauter ? Elémentaire, non ? C'est le propre du petit-bourgeois de faire ce qu'il veut quand il veut, de vouloir soumettre la réalité à ses désirs. Dans cette histoire, sérieusement, le NPA n'a-t-il pas agi de la sorte ?

**Le boycott des élections régionales, ça roule... en taxi s'il vous plaît !**

Des députés UMP, soutenus par le PS, ont adopté mercredi en commission un amendement abolissant le monopole des taxis parisiens dans les aéroports franciliens, au grand dam du gouvernement qui, soucieux de ne pas déclencher l'ire de la profession avant les régionales, veut revenir sur cette décision.

L'amendement en ce sens, cosigné par les élus UMP franciliens Yanick Paternotte, Yves Albarello et Didier Gonzales, a été adopté par la commission du Développement durable à plusieurs voix de majorité, grâce à l'appui des élus socialistes, lors de l'examen du projet de loi Grenelle 2. Il a été voté dans un climat très tendu, selon les participants à la réunion, et contre l'avis du rapporteur UMP du texte, Serge Grouard, et du secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, présent en commission.

L'amendement stipule qu'en "*vue de faciliter la desserte des aéroports internationaux de la région Ile-de-France par des modes de transports alternatifs*" à la voiture personnelle, "*le monopole des taxis parisiens institué dans leur ressort territorial (...) est aboli*". La mesure vise en fait l'aéroport de Roissy, le monopole des taxis parisiens ayant déjà été supprimé pour celui d'Orly.

Ses auteurs ont fait valoir que le monopole actuel était discriminatoire vis-à-vis des artisans taxis du Val d'Oise ou de Seine-et-Marne par exemple. Christophe Caresche (PS) a approuvé "*une bonne mesure*", qui permettra notamment d'augmenter le nombre de taxis parisiens présents intra-muros.

Les taxis parisiens n'ont pas tardé à réagir en annonçant une opération escargot jeudi 25 février au départ des aéroports de Roissy et Orly pour protester contre l'amendement. (lepoint.fr 18.02)

**Les caisses sont "*vides*", pas celles des banquiers évidemment, remplissons-les !**

Voici les principales mesures annoncées jeudi lors d'un comité interministériel de la sécurité routière (CISR).

**1-** 800 nouveaux radars vont faire leur apparition sur le bord des routes "d'ici 2012".

**2-** De plus, le dispositif actuel pourra être complété par la mise en oeuvre périodique de radars mobiles. Une centaine de radars "vitesse moyenne" seront par ailleurs installés à partir de 2011 pour "*contrôler le respect du temps mis pour effectuer certains parcours particulièrement sensibles*", comme le franchissement d'un tunnel, les abords d'un chantier ou un virage dangereux. (ils vont aller jusqu'à évaluer la vitesse moyenne dans un virage, ils sont décidément plus que tordus, dommage que le ridicule ne tue pas ! - Ldc)

**3-** Création dans le Code de la route d'une infraction spécifique punie d'une contravention de 135 euros pour sanctionner les utilisateurs de cyclomoteurs au moteur débridé, dont la vitesse peut atteindre 80km/h alors qu'elle est normalement limitée à 45km/h. Avec cette mesure répressive, destinée à "*protéger les jeunes adolescents*", selon M. Fillon, le gouvernement souhaite marquer les esprits... (pas besoin, les jeunes haïssent déjà le gouvernement ! - Ldc)

**4-** Un contrôle technique obligatoire tous les deux ans est également instauré pour les cyclomoteurs afin de sensibiliser leurs utilisateurs, en majorité des mineurs, au "*respect des règles et du bon entretien de son engin*". (AP 18.02)

Après la méthode Coué, les mensonges grossiers, l'hypocrisie ouverte en guise de gouvernance ! Haro sur les jeunes, haro sur tout ce qui bouge et n'appartient pas à la classe des nantis !

**Le fusible de Copenhague.**

Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), démissionnera en juillet pour travailler dans le privé. (Reuters 18.02)

---

**Le 20 février**

La manière dont le combat a été mené contre la fermeture de l'usine Philips de Dreux démontre d'une part, que le combat contre les licenciements ne peut se solder que par un échec, c'est la première leçon que l'on peut tirer, d'autre part, que la tactique (front unique en direction des dirigeants et des élus) qui a été mise en oeuvre s'est avérée impuissante à empêcher la fermeture de cette usine, c'est la deuxième leçon.

Il y aurait aussi beaucoup à dire sur la manière dont ce combat a été relaté. Selon ce que m'ont rapporté des camarades qui se sont rendus sur place et qui ont discuté avec des ouvriers et des délégués de Philips, il semblerait qu'on ne vous ait pas dit toute la vérité ou plutôt qu'une contrevérité ait servi à couvrir les agissements de certains délégués syndicaux, je pense notamment à l'accord passé lors du précédent "plan social" (en 2009) qui avait fait l'object d'un accord entre la direction et le syndicat FO et qui s'était soldé par des licenciements, dont trois délégués de la CGT, dont le licenciement fut reconnu illégal par la suite par le tribunal administratif. Pour bien faire, il faudrait vérifier si FO a bien signé cet accord avec la direction en 2009, auquel cas nous serions en présence d'une manipulation et je pourrais vous en dire plus par la suite.

Pour revenir à la manière dont ce combat a été mené et qui aboutit à un échec, ce n'est pas cet échec qui pose en soi un problème, c'est plutôt que les ouvriers de Philips qui se sont battus pour conserver leur emploi n'en tireront aucune leçon pour l'avenir, car à aucun moment les partis ouvriers ou les syndicats n'ont voulu situer ce combat dans une perspective révolutionnaire et n'ont avancé l'idée de la nécessité d'exproprier les actionnaires de Philips, qu'il fallait impérativement rompre avec le capitalisme pour entrevoir une issue positive à la situation...

Souvenez-vous du n°81 d'*Informations ouvrières* qui titrait en page 4 "*Les travailleurs de l'usine Philips, à Dreux, contraignent le préfet à intervenir contre la fermeture du site*", une grande victoire pour le POI, pour qui ? pour le gouvernement dont le préfet est le représentant, le voilà dans la posture du défenseur des intérêts des travailleurs contre les horribles capitalistes sans scrupules, merveilleux non, et le POI de se faire l'écho, le complice des illusions de travailleurs de cette usine, jugez plutôt : "*Résultat : « Un véritable tournant. Cela redistribue toutes les cartes. » Après des semaines de combat, c'est le sentiment partagé par les salariés de Philips.*", c'était criminel de leur avoir laissé entrevoir une autre issue que la fermeture, vous pensez que j'exagère, cet article se terminait par cette phrase sans appel : "*Aujourd'hui, on peut dire que tout est possible si l'unité est maintenue.*", vous avez bien lu "*TOUT EST POSSIBLE*", y compris le maintien des 212 emplois.

Vous avez là sous les yeux la preuve que la campagne du POI pour l'interdiction des licenciements est une très mauvaise farce, qui conduit uniquement dans une impasse et consiste à entretenir l'illusion qu'il serait possible d'interdire les licenciements sans au préalable avoir réglé la question du pouvoir politique et de l'Etat. Entretenir cette illusion et poser la question du pouvoir politique est incompatible.

Dans le premier cas on soutient le régime en prétendant le combattre, dans le second on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs, on leur dit la vérité en face, même si elle est dure à avaler, en subordonnant le combat contre les licenciements dans la perspective politique du renversement du régime, y compris lorsque les conditions ne sont pas remplies pour accomplir cette tâche, on se donne ainsi les moyens de faire un pas en avant vers la réalisation de ces conditions en construisant le parti dans cette perspective. Maintenant que le POI ait décidé de jouer la partition des illusions, c'est son problème.

Pour ma part, j'ai compris depuis déjà un bon moment que la formule selon laquelle il fallait se situer sur le terrain des illusions des travailleurs pour les combattre, se traduisait généralement dans la réalité par l'adoption de ses illusions par ceux qui étaient censés les combattre, on en a ici un exemple frappant. Il ne peut en être qu'ainsi, quand face à ces illusions, pour des raisons diverses, on ne défend pas (ou plus) nos propres idées. Le fil qui relie ces illusions et nos propres idées a la même origine, mais il n'aboutit pas aux mêmes conclusions, dès lors qu'on s'interdit de faire part aux travailleurs des conclusions auxquelles nous sommes parvenus, on voit difficilement comment ils pourraient parvenir à d'autres conclusions que les leurs. Ils y parviendront par eux-mêmes nous dira-t-on, certes, mais notre devoir n'est-il pas de leur facilité la tâche, de les éclairer, de déterminer parmi eux ceux qui sont les plus avancés et qu'il serait possible de gagner au socialisme, de recruter ?

Il y a quand même une question que l'on peut se poser : dans la mesure où l'on sait pertinement que ce combat est perdu d'avance, pourquoi ne pas avancer une issue politique devant les travailleurs, on n'a rien à perdre en leur proposant, mais tout à gagner, alors pourquoi ? Parce qu'il serait préférable ou plus facile d'en recruter sur la base d'illusions plutôt que sur la base d'une perspective révolutionnaire ?

Tout dépend quel type de parti on construit et finalement quel objectif on s'est fixé ; ce n'est certainement pas un parti composé dans son immense majorité d'adhérents bourrés d'illusions dans le capitalisme qui aidera le prolétariat à prendre un jour le pouvoir, c'est une certitude.

Ils ont remis cela dans le IO n°85, cette fois en direction du tribunal de grande instance de Chartres qui certes vient de statuer (jeudi) et d'exiger le redémarrage de l'usine, mais cette fois le POI n'aura pas l'occasion de crier victoire, le tribunal de Chartres a bien ordonné la suspension du plan social pour vice de procédure, mais il ne conteste pas ou ne remet pas encause la fermeture programmée de cette usine au nom du respect de la propriété privée des moyens de production, ce qu'a d'ailleurs confirmé le président de Philips France, Joël Karecki, qui a dit vendredi qu'il n'y aurait plus d'emplois Philips à Dreux prochainement. (Reuters 19.02)

Le POI osera-t-il en rajouter une couche, peut-être cette fois en direction du gouvernement qu'il appellerait au secours de sa politique opportuniste ? Osera-t-il reprendre l'idée qu'il faut passer outre la légalité républicaine à laquelle il tient tellement et qu'il faut occuper cette usine, exproprier ses propriétaires et appeler l'ensemble de la classe ouvrière à les imiter... ? (A suivre)

Bon week-end à tous.

**Conjoncture dans l'industrie : une perspective toujours aussi mauvaise.**

La conjoncture a marqué le pas en février dans l'industrie manufacturière française, selon l'enquête de conjoncture publiée vendredi par l'Insee.

Les résultats de cette enquête sont corroborés par l'indice PMI manufacturier publié par l'institut privé Markit, qui dénote aussi un ralentissement de la croissance dans l'industrie.

L'enquête de Markit montre que la production manufacturière a enregistré en février sa plus faible expansion depuis six mois et l'indice PMI du secteur, dans sa version provisoire, a atteint un plus bas depuis trois mois.

"*Les données PMI signalent un nouveau ralentissement de la croissance française au milieu du premier trimestre, contrepartie probable des performances particulièrement élevées enregistrées au quatrième trimestre, associée aux intempéries du début d'année*", explique Jack Kennedy, économiste chez Markit.

Un moindre déstockage de la part des entreprises et une consommation des ménages toujours robuste ont permis à l'économie française de dégager une croissance de 0,6% au quatrième trimestre, mais la production manufacturière n'a progressé que de 0,1% sur cette période, après un rebond de plus de 3% au troisième trimestre, et les enquêtes publiées vendredi rendent prudents pour la suite.

La composante qui mesure l'opinion sur les carnets de commandes globaux est restée stable, celle sur les carnets de commandes à l'international s'est détériorée, ce que ne confirme pas l'enquête PMI qui fait état, au contraire, d'une amélioration des commandes à l'export, grâce au renforcement du dollar face à l'euro.

Dans l'automobile, les perspectives de production restent favorables, la prime à la casse ayant des effets à retardement, mais les carnets de commandes se sont fortement dégarnis.

Pour l'ensemble de l'industrie, la composante sur les stocks est restée inchangée à zéro, à comparer à une moyenne de 14 depuis le début de l'enquête en 1976.

"*Un des premiers moteurs du rebond que l'on attendait, le restockage, ne s'est toujours pas matérialisé*", observe Alexander Law, chez Xerfi.

"*Les entreprises jugent qu'il n'y a pas lieu d'accumuler des stocks qui pèseraient sur leur trésorerie, tout simplement parce que la demande est franchement mauvaise. Dans ces conditions, il n'y a pas grand-chose à attendre de bon du côté de la production industrielle au cours des prochaines semaines*". (Reuters 19.02)

**France Télécom, une société qui résout à sa façon le problème des retraites.**

Un dessinateur-projeteur de 53 ans de France Télécom qui était en congé maladie s'est suicidé le week-end dernier à son domicile, ce qui porte à 6 le nombre de suicides dans l'entreprise depuis le début de l'année, a-t-on appris auprès de la société. (Reuters 19.02)

**Cher le sucre.**

Le marché du sucre se porte encore moins bien que prévu. Le fossé entre l'offre et la demande devrait s'élever à 9,42 millions de tonnes sur la saison 2009/2010, selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale du sucre (OIS).

Deux mauvaises récoltes consécutives en Inde et au Brésil ont provoqué les déséquilibres sur le marché du sucre. «*Cette saison, la météo a amputé près de 10 millions de tonnes la production de ces deux géants*», selon Emmanuel Jayet, responsable recherche produits agricoles chez Société Générale. Du coup, les Indiens, qui étaient exportateurs de sucre il y a encore deux ans, doivent trouver «*en urgence*» entre 3 et 5 millions de tonnes, a averti ce vendredi dans un rapport les conseillers économiques du gouvernement.

Pour ne rien arranger, les agriculteurs ont favorisé la production de céréales, les prix de ces derniers étant largement plus intéressants que ceux du sucre. Enfin, le retrait forcé des exportations européennes, suite à la réforme du marché européen du sucre, est revenu à retirer près de 5 millions de tonnes du marché ces deux dernières années. (lefigaro.fr 19.02)

Chacun sait que la spéculation sur cette denrée indispensable joue un rôle dans le prix du sucre, mais paradoxalement en le maintenant à un niveau élevé, cela pourrait convaincre les agriculteurs de replanter de la canne. Cependant, si la culture de la canne à sucre ou du riz peut se pratiquer en alternance sur la même terre (argileuse), la récolte de riz intervient au bout de deux mois et demi à trois mois, alors que celle de la canne intervient au bout de 11 à 12 mois. Magueswary me disait que les usines de transformation de la canne livrent gratuitement les plants et les engrais aux agriculteurs, reste à savoir si le prix qu'on leur achète leur récolte est intéressant et tient compte de la hausse réelle des prix qui se sont envolés en Inde ces derniers mois, y compris celui du sucre !

Il y a un facteur autre que le climant qui échappe aux économistes pour comprendre l'évolution de la production du sucre en Inde : celui de la démographie. S'il est possible de cultiver du riz sur de petites parcelles, ce n'est pas le cas de la canne qui au minimum se cultive sur un hectare ou deux acres et demi de terrain, ici on calcule en acre. L'agriculteur qui ne disposait que de quelques acres de terre et qui les partage quand il devient vieux entre ses quatre, cinq, six enfants ou plus, concoure à faire disparaître la culture de la canne car les parcelles qui reviendront à chacun de ses enfants seront trop petites pour continuer cette culture, soit ils cultiveront du riz à la place car ils ne peuvent pas attendre un an pour percevoir un revenu, soit ils vendront leur terre qui ne servira pas forcément à la culture de la canne, elle pourra servir par exemple à la fabrication de briques beaucoup plus rentable, les prix ont été multipliés par trois en 10 ans.

J'allais oublier la question vitale de l'eau, de l'irrigation des terres. Sur un terrain de plusieurs hectares il n'existe qu'un moteur, cela va donc être la guerre pour savoir lequel des enfants va récupérer la parcelle équipée du moteur, qui va payer l'électricité, comment évaluer la consommation de chacun, c'est facile en théorie mais horriblement compliqué dans la tête d'un Indien à peine alphabétisé et pour qui le fonctionnement d'un compteur électrique est un mystère, il pourrait lui jouer un mauvais tour qui sait ! Quant au prix du forage d'un nouveau puit et d'un moteur, il est l'équivalent dans le meilleur des cas d'un acre ou un acre et demi de terre, alors imaginez, pour l'Indien qui hérite seulement de deux ou trois acres de terre c'est hors de sa bourse, il pourrait peut-être obtenir un petit crédit à un taux usuraire et s'endetter ainsi sur de nombreuses années ou à vie... En général ils parviennent à s'entendre entre eux, mais à quel prix, cela implique des rapports de soumission, etc.

Les enfants de l'agriculteur ne peuvent pas se revendre entre eux leurs terres parce que c'est leur seul bien, ils n'ont pas une roupies en poche le plus souvent, quant à continuer la canne en s'associant entre frères et soeurs, c'est impensable, ils sont trop rongés par la jalousie en général, et puis chacun profite de la dispersion du bien familial pour prendre son indépendance par rapport au reste de la famille, tout en y restant lié évidemment - sans relation en Inde tu n'es rien, tu ne peux carrément pas t'en sortir, il est très fréquent qu'un ou plusieurs enfants profitent de cette situation, que dis-je, de cette aubaine pour vendre sa terre et aller s'installer en ville où il loue une échoppe, c'est moins fatiguant d'être boutiquier que paysan c'est bien connu, donc l'attachement à la terre est un mythe ou cela appartient au passé, chacun veut gagner sa vie sans trop se casser la tête, et vaut mieux avoir le statut (social) de commerçant ou de patron d'une petite industrie que celui de paysan, de "bouseux", même si leur nouvelle activité leur rapporte moins que celle de paysan, il faut le préciser pour bien comprendre comment cela fonctionne dans leurs têtes.

C'est un sujet que je connais par coeur, Magueswary (mon épouse) est issue d'une famille de paysans, une famille très très nombreuses que j'ai eu l'occasion de visiter très souvent lors des 20 dernières années et dont je connais bien l'histoire en détail ; plusieurs de ses oncles ou leurs enfants cultivent encore la canne, certains y ont renoncé et ont suivi le parcours que j'ai décrit plus haut. Et dire que j'étais parti en Inde pour devenir agriculteur !

---

**Le 21 février**

Je n'ai pas trop le temps de causer, quelques réflexions très rapidement.

La composition du prolétariat a beaucoup changé au cours des trois dernières décennies. Elle avait déjà évolué entre l'après-guerre et la fin des années 70 au détriment des ouvriers d'industrie et des mines qui aujourd'hui ont presque totalement disparues pour ces dernières (Nouvelle Calédonie). Aujourd'hui la majorité du prolétariat ne produit plus rien ou n'est plus directement en contact avec le processus de production, de transformation de la matière pour fabriquer des marchandises. Cela a une incidence importante sur l'état d'esprit du prolétariat et le regard qu'il porte sur le capitalisme et les rapports sociaux qui doivent lui paraître entre plus abstraits qu'autrefois.

Cette dialectique lui échappe dorénavant, et d'une certaine manière à la façon d'un intellectuel, il doit conceptualiser le processus par lequel il est exploité, il lui est difficile de saisir les tenants et les aboutissants de son travail, il intervient le plus souvent en milieu de chaîne. Avec l'amplification de la division du travail à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies -principalement en direction de l'Asie et la

délocalisation croissante de la production industrielle vers ce continent notamment, très souvent il n'est plus qu'un maillon intermédiaire dans le procès de production. Le développement du secteur des services ne le met plus en contact direct avec la production, il n'en est qu'un appendice (en amont ou en aval), la continuité, s'il n'appartient pas au secteur de la conception, il est plus proche de la fin du cycle du capital qui aboutit à la commercialisation des marchandises produites.

Cet inconvénient ou handicap vient s'ajouter à sa tendance à se laisser tenter par les sirènes de la société de consommation qui devient un objectif en soi, on ne travaille pas dans la perspective d'améliorer son sort et celui de la société par la même occasion, mais uniquement pour consommer ou pour acquérir des biens matériels. Du coup il ne mesure plus le progrès en terme de qualité de vie (santé, éducation, etc.) mais en terme de besoins matériels satisfaits ou non qu'il doit sans cesse renouveler ou accumuler, à la façon d'un capitaliste qu'il singe, il perd le sens des besoins prioritaires que son travail devrait permettre de satisfaire, il les met tous dans le même sac, du coup la marchandisation de ses besoins élémentaires lui apparaît comme inévitable ou pour ainsi dire normal, il n'a pas idée des méfaits des privatisations sur sa vie quotidienne, il pense qu'il les règlera comme il règle d'autres besoins ou situations. On en arrive à une situation où tous les besoins se valent, la nécessité de se nourrir quotidiennement rivalise avec la nécessité de porter des chaussures Nike à 100 euros, on économisera même sur la nourriture pour se payer cette paire de chaussures.

Si la crise à tendance à remettre les pendules à l'heure dans ce domaine et entraîner des sacrifices ou des frustrations supplémentaires, elle ne change rien au fait que le prolétaire qui travaille dans le secteur des services ne comprend pas davantage comment fonctionne en fait le capitalisme.

Cette réflexion que je me suis faite hier à la lecture d'un article de presse sur la désindustrialisation de la France, m'a rappelé les propos de Trotsky qui expliquait qu'il allait être beaucoup plus difficile pour le prolétariat dans le futur d'envisager le combat pour la prise du pouvoir, pour diverses raisons que je n'ai pas le temps de développer ici, que confirme le développement du capitalisme mondial au cours des années 80 à 2010 et des transformations intervenues dans la composition du prolétariat dans les pays les plus industrialisés que j'ai évoquées rapidement, on comprend pourquoi il faut élever le niveau de conscience du prolétariat à un niveau beaucoup plus élevé qu'à l'époque de la révolution russe par exemple.

C'est à nous de trouver les moyens d'expliquer le plus simplement possible aux travailleurs comment fonctionne de nos jours le capitalisme en France (notamment), on pourrait peut-être partir du fait que l'ensemble de l'économie et des entreprises dépend des banquiers et des institutions financières qu'il faut exproprier, de la Bourse qu'il faut commencer par fermer, que ce sont eux à partir de critères purement financier dicter par leur soif insatiable de profits, qui décident de la survie, du déclin ou de la disparition des entreprises, de pans entiers de l'industrie, de l'agriculture, etc., donc qui jettent à la rue des millions de travailleurs et empêchent les jeunes de trouver un emploi correctement rémunéré, qui imposent les privatisations des services publics, qui sont directement responsables de la précarité et de la pauvreté avec toutes les conséquences négatives que cela peut engendrer, délinquance, violence, insécurité, etc.

On ne va pas se lancer dans un grand discours sur le capitalisme mondial en partant de l'ouvrier chinois surexploité qui travaille pour le compte d'une société exportatrice à capitaux chinois et américain par exemple, pour remonter jusqu'au consommateur situé à l'autre bout de la terre ou du simple exécutant que nous sommes dans une entreprise de services destinées à l'exportation, pour établir ensuite le lien entre les deux ou pourquoi pas, calculer le taux de profit moyen du capital qui ne dépend pas uniquement d'une entreprise ou d'un secteur particulier, mais de l'ensemble du capital de la production mondiale, votre interlocuteur n'y comprendra rien et vous risquerez de vous perdre vous-même dans votre démonstration. Le nerf de la guerre c'est l'argent, nous sommes dans une situation de guerre de classes, c'est donc du côté de ceux qui détiennent l'argent et donc le pouvoir qu'il faut se tourner, qu'il faut combattre.

Quel que soit l'emploi que l'on occupe, on demeure un maillon du procés de production ou tout du moins on permet à celui-ci de se réaliser, d'aller à son terme, par exemple la caissière d'un supermarché ou le vendeur dans un magasin remplissent cette fonction. Que tout dépende des banques, c'est une chose, quant à votre patron si vous travaillez dans une entreprise de services, il est un des relais du capitaliste qui se trouve en amont, il doit sa rémunération élevée au fait qu'il remplit une fonction intermédiaire entre le capitaliste et le client final, il accepte les conditions du capitaliste, on dit généralement du marché, il est donc un des rouages du capitalisme qu'il faut exproprier également, particulièrement quand il s'agit de moyennes ou grandes entreprises. Il se peut que vous travailliez dans une entreprise de services totalement indépendant du circuit de la production proprement dit, dans ce cas-là, cette entreprise doit remplir une fonction sans laquelle le capitalisme (productif) ne pourrait pas survivre ou exister. Dans tous les cas de figure et quel que soit l'emploi qu'on occupe, on est un des maillons de la division du travail à l'échelle du pays, d'un continent ou du monde, aucun secteur n'échappe aux lois du capitalisme, c'est ce que je voulait dire.

Effectivement, on ne peut pas se contenter d'expliquer qu'on n'a qu'à partir de nos droits ou besoins, il faut aussi être capable d'expliquer pourquoi leur satisfaction est incompatible avec l'existence du capitalisme, en quoi l'existence du capitalisme s'y oppose, c'est à ce niveau que doit se dérouler la discussion avec les travailleurs et jeunes pour les gagner au socialisme. On peut encore moins se contenter de slogans ou de débiter notre programme. (A suivre)

**Ne dites surtout pas qu'il est minoritaire et illégitime, cela vous brûlerait la langue !**

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy baisse de deux points en février, à 36% de satisfaits, dans le baromètre mensuel de l'Ifop pour le Journal du Dimanche. (Reuters 20.02)

Nous ne sommes pas fan des sondages, mais ils concordent tous pour dire que Sarkozy est le président de la Ve République le plus impopulaire depuis 1958, disons-le franchement, le plus détesté parmi les travailleurs. On peut se demander à quel jeu jouent les instituts de sondages qui appartiennent tous à des patrons proches du pouvoir à publier les résultats de sondages aussi défavorables à leur camp. Cela ne peut qu'alimenter la haine que les travailleurs vouent au pouvoir en place en la personne de La Talonnette. Des travailleurs qui hésitaient à s'en prendre à Sarkozy vont se dire que si 64% le désignent comme le responsable de la situation sociale détestable, il n'y a plus raison de douter et de ne pas les rejoindre, cela peut les aider indirectement à prendre conscience de leur force...

Deux explications complèmentaires.

**1-** Veulent-ils démontrer par là que la classe dominante respecteraient les principes élémentaires de la démocratie, tout du moins en apparence, car en réalité, elle les bafoue quotidiennement, une façon peut-être de ne pas s'isoler de la majorité de la population qui en rejetant Sarkozy, rejette l'un des piliers des institutions bonapartistes de la Ve République, un peu comme s'ils disaient : je vous ai compris, sauvant l'essentiel au passage, car les présidents passent mais la Constitution et les institutions antidémocratiques de la Ve République demeurent... les garantes de la survie du capitalisme.

**2-** Et puis, il ne faudrait pas que la population se détourne davantage des sondages déjà largement discrédités, car ils sont très utiles en période électorale pour manipuler les électeursz et faire élire le ou les candidats à la botte du régime.

En conclusion, puisque la majorité de la population en veut à Sarkozy, publions des sondages qui va dans ce sens, ainsi la population se dira : les sondages sont corrects, ils reflètent bien la réalité, on peut leur faire confiance, pas totalement bien sûr mais quand même, il faut reconnaître qu'ils ne se trompent pas toujours, la preuve, soyons impartials, etc., bref, ce geste n'a rien d'anodin ou de gratuit, finalement l'opération aura permis aux instituts de sondages de redorer leurs images ternies depuis 2002, ils pourront ressortir l'artillerie lourde à la veille d'élections plus importantes pour influencer le maximum d'électeurs et essayer de faire gagner leur candidat.

**Grèce.**

Les pays de la zone euro fourniront une aide de 20 à 25 milliards d'euros à la Grèce, a calculé le ministère allemand des Finances, selon l'hebdomadaire Der Spiegel.

Selon Der Spiegel, tous les pays de la zone euro apporteraient leur contribution et la part de l'Allemagne s'élèverait à quatre ou cinq milliards d'euros et serait gérée par la banque publique KfW.

Des parlementaires reconnaissent toutefois en coulisses que l'Allemagne a préparé des mesures au cas où un sauvetage deviendrait inévitable.

Der Spiegel fait également état d'un rapport interne de l'autorité allemande des marchés financiers, la BaFin, concluant que les banques allemandes seraient sérieusement menacées si la Grèce ou d'autres pays comme l'Espagne, le Portugal et l'Italie devenaient insolvables. (Reuters 20.02)

**Pays-Bas.**

La question afghane fait tomber le gouvernement néerlandais. Le Premier ministre Jan Peter Balkenende a annoncé samedi matin à Amsterdam l'éclatement de la coalition au pouvoir depuis 2006, faute de position commune sur la mission du pays en Afghanistan.

L'Alliance chrétienne démocrate de M. Balkenende et le Parti travailliste, les deux principaux partenaires de la coalition, ne sont pas parvenus à s'entendre sur la date de retrait des troupes, malgré 16 heures de négociations.

Quelque 1.600 soldats néerlandais sont déployés depuis 2006 dans la province afghane d'Uruzgan (sud). (AP 20.02)

**Tunisie.**

Le militant tunisien des droits de l'Homme Khémaïs Chammari a entamé samedi une grève de la faim à son domicile pour protester contre le "*harcèlement*" et "*l'abus de pouvoir*" dont il affirme être victime.

Dans un communiqué, M. Chammari (67 ans), co-fondateur de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme (FEMDH), s'insurge contre la "*décision arbitraire*" des autorités interdisant l'accès de son domicile à toute personne à l'exception des membres de sa famille.

Il considère cette décision comme une "*atteinte intolérable à une de (ses) libertés fondamentales et à (sa) vie familiale et privée*".

"*Mon domicile continue de faire l'objet d'une surveillance policière ostensible*", a-t-il déclaré au téléphone à l'Associated Press en déplorant le

refoulement du président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, Me Mokhtar Trifi,venu lui rendre visite au premier jour de sa grève de la faim.

"*Jusque là, notre problème était de revendiquer le SMIG démocratique, aujourd'hui nous sommes dans l'infra-SMIG*", a-t-il opiné en demandant que cesse au plus tôt "*cette injustice*". (AP 20.02)

**Etats-Unis. Autant en emporte la crise ou vive la crise !**

**1-** Les autorités américaines ont fermé quatre banques ce week-end, de Californie en Floride, portant à 20 le nombre des établissements bancaires en faillite depuis le début de l'année. Il y en avait eu 140 l'an dernier, un record. (AP 20.02)

**2-** Goldman Sachs, la banque d'affaires et de fonds spéculatifs américains a su placer ses «anciens élèves» dont elle a fait des millionnaires à tous les postes clés de l'économie mondiale : Trésor américain, administration Obama, Banque centrales européennes, Banque mondiale. Des institutions censées réguler les banques…

A la fois pieuvre et vampire, Goldman a renoué brillamment avec les profits et les bonus ces derniers mois. Après avoir empoché les milliards de dollars des contribuables américains qui l'ont sauvée de la crise produite par ses placements spéculatifs. Comme le dit Robert Reich, ancien ministre de Clinton : «*La résurrection de Goldman devrait donner des frissons, parce que son business model n'a pas changé d'un pouce depuis l'implosion de Wall Street ; elle continue à alimenter des paris géants avec de l'argent emprunté.*» (Libération.fr 20.02)

---

**Le 22 février**

**L'indépendance des syndicats par rapport au parti combattant pour le socialisme est l'expression de la capitulation devant le capital, une théorie réactionnaire.**

Dans un communiqué de presse de la coordination des syndicats CGT du groupe Total du 20 février, on peut lire parmi ses exigences, que la CGT demande :

**1-** "*des dispositions pour permettre le maintien du contrat de travail Total en cas de cession*", ce qui revient à capituler, car envisager la "*cession*" signifie accepter par avance la fermeture de cette raffinerie, même lorsque cette issue est la plus probable, un syndicat n'a pas le droit de l'évoquer aussi longtemps qu'une possibilité existe d'empêcher la fermeture d'une usine ou que tout n'a pas été tenté pour l'empêcher et que les travailleurs n'ont pas tiré toutes les leçons de leur combat à cette étape, ce point est extrêmement important du point de vue du mûrissement de leur conscience de classe, de leur donner les moyens de situer leur combat dans la perspective de l'abolition du capitalisme, afin qu'ils fassent le lien entre leur combat et cet objectif pour qu'ils comprennent ce qu'il leur a manqué pour vaincre , qu'ils considèrent leur lutte comme une étape vers cet objectif et que le combat continue.

Autant dire que pour adhérer à la conception pratique du syndicalisme que je viens d'exposer, il faut avoir développé une conscience de classe politique et situer son combat dans la perspective du socialisme puisque l'abolition du capitalisme sera forcément précédée par le renversement du pouvoir politique en place et la prise du pouvoir par les travailleurs. Si la plupart du temps le combat contre la classe des capitalistes commence par le combat sur le terrain économique, s'il ne se situe pas dans une perspective politique, si son contenu politique est systématiquement nié, il sera vécu comme une abstraction, une exception avant de reprendre le chemin de la routine de l'exploitation quotidienne, de ce fait les travailleurs n'en tireront aucune leçon politique à même de les aider à avancer sur la voie de leur émancipation du capital qui passe par le socialisme... C'est en concevant chaque combat comme un moment du combat pour le socialisme qu'il acquière et conserve son caractère spécifique de classe, autrement dit qu'on se situe sur le terrain de l'indépendance de classe du syndicat et du prolétariat par rapport à l'Etat et au capitalisme.

On s'aperçoit ici que la réelle indépendance du syndicat par rapport au capital et à l'Etat ne peut exister que lorsque notre combat est relié au combat pour le socialisme, et que dans le cas contraire, on en arrive forcément à la position adoptée par le CGT de Total qui consiste à dire qu'il est inutile de se battre pour empêcher la fermeture de ce site et qu'il n'y a plus qu'à négocier les conditions de départ, ce qui est démobilisateur, au-delà, une trahison. La suite le confirme.

**2-** "*la tenue d'une table ronde nationale sur l'avenir du raffinage et l'indépendance énergétique du pays (industrie pétrolière, gouvernement, organisation syndicale)*", l'équivalent des Etats généraux de l'industrie dont l'objectif était d'associer les syndicats à la politique antisociale du gouvernement et du patronat pour la faire accepter par les travailleurs et leur interdire une autre issue, bref, pour les enchaîner plus sûrement au capitalisme.

On a compris que les bureaucrates syndicaux de la CGT ne peuvent pas faire autrement que d'appeler à la grève, mais dans le même temps, ils s'apprêtent à la briser.

**Cohn-Bendit : à droite toute.**

**1-** Interrogé sur Canal+ si l'idée d'un péage urbain relancée par Chantal Jouanno était bonne, le chef de file Europe Ecologie Daniel Cohn-Bendit a en revanche répondu: "*Oui, tout à fait d'accord*". (AP 21.02)

**2-** Cohn-Bendit a déclaré sur Canal+ dimanche vouloir "*soutenir*" la secrétaire d'Etat aux Sports Rama Yade. (AP 21.02)

---

**Le 23 février**

Revendiquer le versement d'une partie de la TVA sur les cigarettes ou l'alcool revient à légitimer la TVA qui est l'impôt le plus injuste qui soit, puisqu'il frappe indistinctement le patron et l'ouvrier, le riche et le pauvre, c'est pourquoi on ne peut pas reprendre à notre compte cet argument pour financer les retraites ou la Sécu. Pourquoi pas se réjouir de la hausse du prix des cigarettes ou de l'alcool pendant qu'ont y est !

S'agissant des 256,3 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales dont les patrons ont bénéficié entre 1992 et 2008, un rappel et une remarque.

Cette somme a été versée à la Sécu par l'Etat à la place des patrons, donc expliquer la supercherie du gouvernement qui évoque un "trou" dans la caisse de la Sécu à partir de cet argument relève de la manipulation des faits, nous rejetons catégoriquement cette méthode contraire à nos principes, qui ne peut que discréditer ceux qui la mettent en oeuvre et finalement conforter la théorie du gouvernement aux yeux des travailleurs et des militants.

Par contre, et je dois avouer que j'ai manqué d'à propos en ne relevant pas qu'en étant exonérés de ces cotisations sociales, les patrons bénéficient d'une baisse du coût du travail, cela correspond à une augmentation de la productivité ou de l'exploitation des travailleurs, de plus cette somme qui a été versée à la Sécu est venue gonfler la dette publique de l'Etat qui avait atteint 1.428 milliards d'euros au deuxième trimestre 2009 et qui coûte plus de 45 milliards d'euros à l'Etat en intérêts versés par an aux banquiers. Donc par l'entremise de l'Etat, le gouvernement, ce sont à la fois les patrons et les banquiers les bénéficiaires de cet arrangement dont la charge est répartie sur l'ensemble de la population, à la manière de la TVA pour faire simple. Je voulais en venir au fait que ce n'était pas seulement après les patrons qui ont bénéficié de ce somptueux cadeau qu'il fallait s'en prendre, mais aussi ou principalement à l'Etat, l'Etat qui gère les comptes publics dans l'intérêt des capitalistes et des banquiers.

L'Etat (les institutions, les commissions des Finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) qui est rarement la cible des attaques des partis ouvriers, alors qu'il est aux commandes de l'économie, l'Etat qui est également l'employeur des 5 millions de fonctionnaires qui l'ignorent ou presque. On a entendu des dirigeants dénoncer la gestion de l'Etat comme une entreprise privée, mais l'Etat capitaliste a-t-il fonctionné un seul jour autrement depuis que le capitalisme existe ? Parce que l'Etat gère les services publics ou des entreprises publics, il serait autre chose qu'une entreprise privée, l'Etat n'exploiterait pas ses salariés, il ne ferait pas de profits, l'Etat gèrerait les recettes publiques pour ainsi dire comme une association à but non lucrative, il y aurait d'un côté les recettes et d'un autre les dépenses, les comptes s'équilibreraient, mais comme ce n'est pas le cas, il s'endetterait auprès des banquiers et des institutions financières sur le marché pour couvrir ses dépenses ou investissements qui excèdent ses recettes...

Si une partie du budget de l'Etat sert à couvrir les frais de personnel afférents au fonctionnement des services publics, les salaires (et retraites) des fonctionnaires, où passe le reste, il est affecté au budget des différents ministères. Bien, en dehors des salaires des agents de l'Etat dont il a déjà été question, du remboursement de la dette évoquée plus haut, le reste des dépenses de l'Etat concerne les commandes auprès des entreprises privées, qui elles n'ont rien d'associations à caractère philanthropique, elles n'existent que pour engranger de la plus-value, du profit, profit qu'elles réalisent en bout de chaîne grâce aux commandes de ses clients dont l'Etat pour certaines d'entre elles, aucun ministère ne pourrait fonctionner sans recourir aux entreprises privées pour se fournir en matériel ou en services.

Il existe donc un rapport de dépendance entre l'Etat et les entreprises privées. Certaines entreprises capitalistes feraient faillite ou seraient amenées à disparaître sans les commandes de l'Etat ou tout du moins leurs chiffres d'affaires seraient dangereusement amputés. Dans chaque ministère, le budget se répartie entre ses frais de personnel et ses dépenses de fonctionnement, si ces dernières sont trop importantes, il ne restera rien pour augmenter les salaires par exemple ou disons que cela servira utilement d'argument au ministre, à l'inverse si la part des salaires est trop importante, certaines dépenses devront être reportées alors qu'elles pouvaient s'avérer urgentes, la mise au norme de sécurité de certains bâtiments par exemple. Que l'on travaille dans une école, une université, un hôpital, une gare, une usine, un bureau de poste, que l'on conduise un bus ou un train, etc. la même règle s'applique partout à des degrés divers, quand l'un des agents de ces ministères correspondant se lave les mains, il rapporte de l'argent à Véolia ou une autre entreprise privée puisque l'eau a été privatisée, etc.

Maintenant la part des salaires peut constituer les trois quart (ou plus) des dépenses d'un service public, je ne l'ai pas vérifié mais cela doit être le cas de La Poste par exemple. L'Etat prétend que La Poste lui coûte cher, que le salaire (son statut) du postier coûte trop cher, mais pourquoi le salaire du postier a-t-il atteint le niveau qu'il a aujourd'hui (qui reste misérable !) et pourquoi les postiers estiment-ils (à juste titre)

qu'il est très insuffisant pour vivre décemment ? Laissons de côté la question de savoir si ce service est rentable ou non, dégage un excédent ou une perte en fin d'année.

Le postier évalue le niveau auquel devrait être son salaire, d'une part en fonction de ses besoins, ce qui en soi n'est pas négociable, ses besoins sont parfaitement légitimes alors que celles du rentiers ne le sont pas, lui seul est en mesure de dire ce dont il a besoin pour vivre décemment, d'autre part en fonction des prix auxquels il peut acquérir ce dont il a besoin (matériel ou service), prix qu'ils ne fixent pas mais qui lui sont imposés, il n'a aucun possibilité de les influencer.

On voit ici que le revenu et le niveau de vie du fonctionnaire dépend à la fois de l'Etat et des entreprises capitalistes qui influent sur les deux facteurs. Résumons, le postier a pour patron l'Etat qui est client des entreprises privées, tandis qu'il est lui-même un client quotidien, assidu, permanent, des entreprises privées, pour se nourrir, se vêtir, se déplacer, communiquer, se divertir, etc.

On voit bien que le fonctionnaire loin d'être coupé de la réalité du capitalisme baigne en plein dedans, que le capitalisme est à l'origine de son mode de vie et qu'il appartient bien à la classe des exploitées, au-delà du fait qu'il ne possède rien en dehors de sa tête, ses bras et ses jambes pour travailler, aucun des rapports auxquels il participe n'échappe aux règles fixées par le capitalisme, qu'il en ait conscience ou non.

Si l'Etat est le garant de la propriété privée des moyens de production, il ne l'est pas de l'existence des services publics qui sont soit le produit des besoins du capitalisme lui-même pour se développer à un moment donné, soit le produit d'un rapport de force entre les classes défavorable au capital mais qu'il a su interpréter en sa faveur, puis revendiquer ouvertement avec la complicité des dirigeants du mouvement ouvrier traîtres, afin de les liquider au détours d'un retournement de ce rapport de force, le prolétariat n'ayant pas un niveau de conscience aussi développé que la classe dominante au pouvoir pour les défendre et les conserver ou n'ayant pas un niveau très développé de ses intérêts de classe, ce qui revient au même.

Le capitalisme d'Etat (les nationalisations d'après-guerre notamment) et le développement des services publics sous le contrôle de la classe dominante n'ont pas servi de modèle au prolétariat pour lui montrer la voie à suivre pour liquider le capitalisme puisqu'ils n'étaient pas orienté dans cette perspective (le socialisme), au contraire, ils ont servi à mieux l'asservir au capitalisme et à le diviser.

On peut expliquer aux fonctionnaires et au prolétariat en général que cette méthode était la bonne et que pour la généraliser, l'améliorer et empêcher tout retour en arrière, il faut exproprier les banquiers et les propriétaires des quelques 2.000 grandes entreprises du pays qui s'enrichissent sur le dos de l'Etat et des consommateurs, des travailleurs que par ailleurs ils exploitent, qu'en changeant les bases de l'économie, les rapports de production qui déterminent les rapports sociaux, c'est le seul moyen de parvenir à ce que l'Etat représente les intérêts et les besoins de la majorité de la population et soit en mesure de les satisfaire, ce qui ne peut être qu'un Etat auquel participe cette majorité de la population, un Etat ouvrier.

Mais pour parvenir à cet objectif, il faut commencer par se débarrasser de l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui, donc liquider son appareil bureaucratique et répressif, l'ensemble de ses institutions politiques qui ont été modelées au fil du temps pour servir exclusivement les intérêts du capitalisme..

En commençant cette article j'avais dans l'idée de mettre en relief le rôle de premier plan que joue l'Etat dans la société, notamment auprès des fonctionnaires qui sont venus renforcer les bataillons de l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime au lieu de le combattre. On aura beau nous dire que c'est parmi les fonctionnaires que l'on trouve le plus de syndiqués et qu'ils remplissent un rôle politique non négligeable, on ne pourra pas nous empêcher de constater et de dire que la majorité d'entre eux soutiennent des partis dits ouvriers, le PS, le PCF et peut-être le PG, ajoutons les Verts, autant dire des partis liés depuis toujours au régime capitaliste.

Notre combat en direction des fonctionnaires doit consister à les aider à prendre conscience de la nature sociale de l'Etat pour qu'à l'étape suivante ils prennent leur distance puis rompent avec les institutions et le capitalisme, cela ne servirait à rien de les blâmer, comme il ne nous viendrait pas à l'idée d'accuser un ouvrier du secteur privé d'être subordonné au capitalisme. Ce n'est certainement pas en se contentant de défendre le statut des fonctionnaires qu'on les aidera à avancer dans cette voie et à trouver le chemin du socialisme. Défendre le statut du fonctionnaire sans situer son combat dans la perspective du socialisme, revient à légitimer sa subordination au capitalisme, à conforter sa soumission envers l'Etat et le capitalisme, au-delà, c'est du corporatisme maladoitement et fauduleusement maquillé à l'aide d'arguments tirer de la lutte de classe.

Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, les fonctionnaires qui font l'objet de l'attention du gouvernement et de nombreux partis feraient bien d'y réfléchir. Leur destin est intimement lié à celui des travailleurs du secteur privé, l'unité du public et du privé ne pourra se réaliser pleinement que sur la base du combat pour en finir à la fois avec les institutions et le capitalisme, le sort et l'avenir du prolétariat tout entier en dépend.

**Quelques infos en bref.**

**Vaut mieux s'en tenir aux intérêts collectifs de la classe ouvrière, au socialisme, car rien ne distingue fondamentalement la gauche de la droite.**

"*Si on arrive à nous établir entre 12 et 15% par exemple au niveau national, cela veut dire qu'on est la troisième force politique, et la deuxième à gauche, ce qui était impensable il y a encore un an et demi*", a estimé lundi le chef de file d'Europe Ecologie Daniel Cohn-Bendit sur France-2. (AP 22.02)

Le très réactionnaire Cohn-Bendit de "gauche", comme Dominique Strauss-Kahn, Pascal Lamy, Bernard Kouchner, etc.

**Quand le gouvernement français à la botte de l'impérialisme américain dans les petites et les grandes choses bafoue la légalité.**

Un premier scanner corporel censé améliorer les capacités de contrôle dans les aéroports a été mis en service en France à titre expérimental à Roissy-Charles de Gaulle pour les vols vers les Etats-Unis.

Le passage dans le scanner est facultatif pour l'instant.

Il ne remplace pas les portiques et fouilles habituelles mais s'y ajoute. Cette expérience censée durer plusieurs mois est menée sur initiative du gouvernement.

La Ligue des droits de l'homme a fait remarquer que cette mesure n'était formellement pas légale, puisqu'elle vient d'être votée en première lecture la semaine dernière à l'Assemblée et qu'elle doit encore être examinée au Sénat puis promulguée. (Reuters 22.02)

**Le complexe militaro-industriel choyé par Sarkozy.**

Conformément à la décision de Sarkozy de mettre les armées françaises aux meilleurs standards mondiaux en les rééquipant massivement, entre 2009 et 2014, dans le cadre de la loi de programmation militaire (LPM), un peu plus de 100 milliards d'euros, soit en moyenne 17 milliards par an, seront consacrés à l'achat de matériels de toute sorte : frégates multimissions, avions de combat Rafale, véhicules blindés de combat et d'infanterie VBCI ou encore l'équipement Felin pour le fantassin du futur.

En contrepartie de cet investissement sans précédent, les militaires se sont engagés dans une vaste restructuration. Fermeture de casernes ou bases aériennes, externalisation de pans entiers d'activité, le tout avec à la clef 47 600 suppressions de postes entre 2009 et 2014.

Au total, la balance reste positive pour la Défense. Selon la LPM, ses dépenses doivent augmenter en volume de 1 % en 2012, de 0,9 % en 2013 et 0,8 % en 2014. Soit une enveloppe supplémentaire de près de 1 milliard d'euros sur la seule année 2012.

Difficile à justifier alors que les autres ministères sont à la diète. Et Bercy est d'autant plus attentif que la Défense, avec ses 37 milliards de budget annuel, retraites comprises, représente le troisième poste de dépense de l'État, derrière l'Éducation nationale (61 milliards) et le service de la dette (44 milliards).

La dépense en armement est «*productive*», explique-t-on dans l'entourage d'Hervé Morin, le ministre de la Défense. Elle est la locomotive de l'innovation, du développement des technologies dites critiques et assure un volant d'activité aux industriels français. La LPM apporte à EADS, Thales, Dassault Aviation, Safran, DCNS et autre Nexter un horizon de travail et de rentrée financière. (lefigaro.fr 22.02)

**+ 9%, c'est la prochaine augmentation du prix du gaz programmée pour être appliquée... juste après les élections régionales.**

Les prix du gaz pourraient augmenter de 9% en France le 1er avril en application de la formule tarifaire utilisée par GDF Suez, rapporte lundi Le Figaro. C'est l'équivalent d'une hausse de quatre euros par mégawatt heure (MWh).

Un décret publié voici plusieurs semaines a modifié la procédure de révision des prix du gaz. La Commission de régulation de l'énergie (CRE), qui n'avait jusqu'à présent qu'un avis consultatif, émet maintenant une décision contraignante tandis que le ministère de l'Economie, qui avait autrefois la haute main sur la fixation des tarifs, ne donne plus que des éléments de cadrage annuel.

"*Seulement, en plein période électorale, on voit mal comment le gouvernement se désintéresserait du dossier*", observe Le Figaro. "*Sur le plan technique, GDF Suez doit saisir la CRE de sa demande tarifaire 21 jours au plus tard avant le 1er avril. Soit quelques jours seulement avant le premier tour des élections régionales*".

L'Etat, actionnaire de référence de GDF, pourrait lui demander de différer un peu sa demande ou d'opter pour une augmentation moindre, quitte à procéder à un nouveau rattrapage un peu plus tard, écrit le journal en citant un expert du secteur. (Reuters 22.02)

**Grande-Bretagne.**

Wilshire, Grande-Bretagne - Une femme est retournée au travail à peine sept heures après avoir accouché. Elle donnait naissance à son troisième enfant et est retournée sur son lieu de travail, le bébé dans les bras.

Helen Wright est la directrice d'une école pour filles jouissant d'une grande notoriété. Elle a estimé qu'il était alors de son devoir de reprendre rapidement le travail après son accouchement, cc'est à dire sept heures seulement après avoir mis au monde sa fille Jessica. Elle lui a donné naissance tôt le matin, et était de retour, sa fille dans les bras, à son poste de directrice à l'heure du déjeuner. La directrice explique être heureuse d'avoir pu reprendre le travail aussi rapidement... (Zigonet 22.02)

**Mexique.**

Le produit intérieur brut (PIB) du Mexique, la deuxième économie la plus puissante d'Amérique latine derrière le Brésil et la plus touchée par la crise financière dans la région, a chuté de 6,5 % en 2009, a annoncé, lundi 22 février, l'institut national mexicain des statistiques (Inegi).

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), organisme économique dépendant de l'ONU, les économies d'Amérique latine ont reculé de 1,8 % en 2009 et devraient connaître une reprise 'plus rapide que prévu' en 2010, avec 4,1 % de croissance en moyenne.

Le Brésil, première puissance économique de la région, devrait prendre la tête de cette reprise à l'échelle de la région, avec une croissance de 5,5 %, selon la Cepal, suivi du Pérou et de l'Uruguay (5 %), de la Bolivie, du Chili et de Panama avec 4,5 %. (Lemonde.fr 22.02)

**Aghanistan. Une coalition d'assassins.**

Vingt-sept civils ont été tués par un bombardement de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan dimanche, selon le gouvernement afghan. L'Alliance atlantique a présenté des excuses lundi pour cette nouvelle bavure, la troisième en moins d'un mois.

Le 14 février, 12 civils afghans ont été tués par des tirs de roquettes de l'OTAN qui ont manqué leur cible, lors de la vaste offensive lancée par la coalition dans le secteur de Marjah. Ces combats destinés à desserrer l'emprise de l'insurrection sur le sud du pays ont tué 16 civils, selon un bilan de l'OTAN. Le 19 février, dans la province de Kunduz (nord), ce sont sept policiers qui ont été tués par erreur.

Au total 2.412 civils afghans ont été tués en 2009, selon un bilan des Nations unies. (AP 22.02)

---

**Le 24 février**

Plus de temps de causer, il est quand même 12h30 et je bosse depuis 7h30. Magueswary ne comprendrait pas que je passe ma journée entière à bosser le jour de notre vingtième anniversaire de mariage, eh oui déjà ! Elle m'a supporté pendant 20 ans, c'est déjà pas mal, un exploit, je déconne bien sûr !

Bonne journée à tous camarades.

**Le PS gère la société capitaliste au côté de l'UMP.**

Le député socialiste Didier Migaud a été nommé premier président de la Cour des comptes en remplacement de Philippe Séguin, décédé en janvier, une illustration selon le gouvernement de la politique d'"ouverture" voulue par Nicolas Sarkozy.

Sarkozy s'apprête à poursuivre "l'ouverture" au Conseil constitutionnel, en y nommant le sénateur Michel Charasse (exclu du PS), ce qui donne satisfaction au PS qui s'apprêtait à protester si aucun représentant de la gauche n'était nommé au Conseil constitutionnel à la place d'un autre ministre socialiste de François Mitterrand, Pierre Joxe.

Droite et gauche ont salué le choix fait en conseil des ministres de cette personnalité consensuelle (Migaud), président de la commission des Finances de l'Assemblée.

Hier j'ai expliqué que la gauche et la droite marchaient séparément mais frappaient ensemble la classe ouvrière, qu'ils n'étaient pas dans le même camp que nous, une confirmation qui ne s'est pas fait attendre, j'espère que les militants apprécieront que je sois aussi en phase avec l'actualité en France, alors que je n'ai pas mis les pieds dans ce pays depuis bientôt huit ans, je dis cela au passage...

Les places valent chers et Sarkozy n'est pas ingrat avec le PS qui joue parfaitement son rôle d'opposition institutionnelle tel que le conçoit l'UMP, en faisant mine de s'opposer quand cela ne lui coûte rien, et quand les choses sont plus sérieuses, il s'aligne sur les objectifs de l'UMP en procédant à un consensus avec ce parti. On dispose d'une multitude d'exemples pour le prouver au cours des dernières années.

Selon le porte-parole du gouvernement, le président de la République a salué en Didier Migaud un "grand professionnel". Il sait de quoi il parle, Migaud est considéré comme l'un des “pères” de la Lolf, la machine à broyer les services publics !

Sarkonapoléon distribue les métails et les titres aux fidèles serviteurs du régime, temporaires certes, mais des titres quand même, on se croirait sous l'Ancien régime !

"*Pour le président de la République, l'ouverture c'est un état d'esprit à la tête d'un pays qui a besoin de tolérance*", a ajouté Luc Chatel en parlant de "*choix historique*" alors que la Cour des comptes peut désormais contrôler l'Elysée.

Tu parles, le Parlement avec ces groupes de députés et de partis politiques n'a aucun pouvoir sur le Palais, alors on ne voit pas comment un individu isolé pourrait peser sur La Talonnette, il risquerait de se tasser, de rapetisser, non, pas cela ! Contrôler aussi la caisse noire de l'Elysée pendant qu'ils y sont ! Et puis, Sarkozy n'a pas choisi n'importe qui, un comptable qui aurait pu travailler au ministère des Finances en Grèce, lire l'article complet de Rue89 à ce sujet, en ligne dans la page info sociale.

Le député UMP Michel Bouvard, vice-président de la Commission des finances, a salué un "*excellent choix*".

Le député socialiste Jack Lang a pour sa part porté la décision au crédit du président de la République.

"*C'est un geste fort d'ouverture intellectuelle et politique (...) a-t-il souligné dans un communiqué.*"

Politique parce que Sarkozy est de plus en plus rejeté, isolé, or il faut éviter que la population rompe avec les institutions ou n'écoute plus le gouvernement et les médias qui font de la propagande en permanence pour la politique de Sarkozy. Sarkozy et l'UMP ne sont pas isolés dans la tour d'ivoire des institutions, le PS leur tient compagnie ; l'UMP ne peut pas se rendre chez Total à Dunkerque, mais le PS si, en renfort des dirigeants pourris des syndicats pour dévoyer le combat des ouvriers de chez Total qui veulent absolument garder leur emploi et leur salaire chez Total et nulle part ailleurs, les traitres vont proposer le reclassement ou le chômage avec le droit à une formation rémunérée, et quand ta formation sera terminée tu te retrouveras au chômage !

Sarkozy fait d'une pierre deux coups.

Selon une source parlementaire, le député socialiste Jérôme Cahuzac sera proposé mercredi par le groupe PS de l'Assemblée pour lui succéder à la tête de la commission des Finances. Il est le porte-parole du groupe dans les débats budgétaires.

La présidence de la commission des Finances échoit désormais de droit à l'opposition.

C'est toujours cela de gagner pour mieux neutraliser ou contrôler cette commission qui était déjà acquise à la politique de Sarkozy, elle a soutenu le décision d'engager plus de 400 milliards d'euros dans les banques et l'industrie avec l'argent du contribuable dont nous faisons tous partie, et une partie a directement servi à spéculer et rapporte des miliards d'euros aux banques et aux assurances. Cela doit être le côté "*professionnel*" de Didier Migaud selon Sarkozy, il a reconnu la nécessité de verser des centaines de milliards d'euros aux banquiers, il est récompensé !

L'autre aspect"*professionnel*" de Migaud.

Il a été nommé mardi matin à la tête de la Cour des comptes, alors que la chambre régionale des comptes (CRC) de Rhône-Alpes a rendu il y a quelques semaines un rapport pointant la gestion parfois hasardeuse, le recours à des emprunts toxiques et les finances dégradées de la communauté d'agglomération de Grenoble, qu'il préside.

Le président de communauté d'agglomération Didier Migaud a, au mieux, fait preuve de légèreté dans le rendu comptable de sa gestion et, au pire, usé d'artifices. Ce que réprouverait certainement le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud.

...l'Elysée ne pouvait pas ignorer que Didier Migaud n'a pas fait preuve de qualités de comptable exemplaires avant sa nomination au poste (irrévocable) de premier président de la Cour des comptes. (Rue89 23.02)

En nommant un comptable foireux, qui sait, un comptable véreux, Sarkozy savait parfaitement ce qu'il faisait, cela lui permettra de garder la main sur lui, de mieux contrôler cette institution qui lui était déjà acquise.

Le respect de la Constitution de la Ve République avant tout.

S'agissant du Conseil constitutionnel et de la nomination de Charasse, soucieux d'imposer sa marque sans pour autant donner l'impression de reprendre en main une institution qu'il juge par trop frondeuse, Nicolas Sarkozy souhaitait du renouvellement et du rééquilibrage chez les "Sages".

Les neuf membres du Conseil veillent à la conformité des lois à la Constitution et au respect du partage des compétences entre le

gouvernement et les assemblées.

Gageons qu'avec Charasse en remplacement de Pierre Joxe, les institutions bonapartistes et réactionnaires de la Ve République seront bien gardées.

Qui pourra prétendre lors des prochaines élections que pour "*battre la droite*" il faut voter PS ? Qui osera ? Le PCF et le PG, le NPA, LO ?

(source : Reuters 22 et 23.02)

**Consensus UMP-PS. Eh oui ce n'est pas fini !**

Les députés ont adopté mardi à la quasi unanimité une proposition de résolution socialiste visant à aligner par le haut les droits des femmes sur les pays de l'Union européenne où ils sont les mieux garantis, suivant le principe de la "*clause de l'Européenne la plus favorisée*".

Tous les groupes parlementaires, de droite comme de gauche, ont appelé à voter le texte, qui a été adopté par 462 voix pour, et 7 contre.

Lors de la discussion de cette proposition, les députés UMP ont amendé le texte pour encadrer la clause dite "*de l'Européenne la plus favorisée*". La résolution rappelle ainsi qu'il appartient "*aux Etats membres de prendre l'initiative d'agir dans les domaines relevant de leur compétence propre en matière d'égalité femmes-hommes*".

Il s'agit de la première fois depuis la mise en oeuvre au Parlement de la réforme constitutionnelle de juillet 2008 qu'un texte inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée par un groupe d'opposition est adopté.

Le président de l'Assemblée Bernard Accoyer "*y voit la démonstration que sur un texte déposé par l'opposition, un travail approfondi, auquel ont participé des députés de tous les groupes en commission et en séance, peut aboutir au vote du texte*". (AP 23.02)

Après avoir liquidé certains droits plus favorables aux femmes qu'aux hommes (interdiction du travail de nuit dans les industries chimiques notamment) au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes, ce texte n'a pas pour vocation de rétablir ces droits, mais de coordonner au niveau européen les attaques contre l'ensemble des droits encore favorables aux femmes qui travaillent, les députés français incitent donc l'ensemble de leurs homologues européens à se pencher sur cette question et à suivre leur exemple, ce qui pourra être fait au niveau de chaque Etat indépendamment de l'UE comme ont tenu à le mentionner les députés UMP.

Finalement la clause dite "*de l'Européenne la plus favorisée*" servira juste à camoufler la remise en cause des droits des femmes par les différents Etats qui ne s'étaient pas encore engager dans cette voie, une sorte de caution que leur accordera l'UE pour légitimer leurs mauvais coups contre les droits des femmes, c'est sa seule raison d'être. Il fallait y penser !

**La décomposition du PS, suite.**

"*L'ensemble des camarades du Languedoc-Roussillon*" figurant sur la liste du président du conseil régional de Languedoc-Roussillon Georges Frêche pour les élections régionales "*se sont mis eux-mêmes en dehors du parti*", a annoncé mardi soir la direction du Parti socialiste à l'issue d'une réunion du bureau national.

"*Ils ne sont plus membres du PS pour une période de deux ans. A l'issue de ce délai, ils peuvent demander leur réintégration*", a précisé à l'Associated Press François Lamy, lieutenant de la Première secrétaire Martine Aubry.

La direction du PS n'a toutefois pas prononcé l'exclusion ou la suspension officielle des socialistes dissidents qui figurent sur la liste de Georges Frêche. (AP 23.02)

**Comment le gouvernement légitime l'existence des paradis fiscaux.**

La France s'apprête à ratifier une série d'accords sur l'échange de renseignements avec des pays présentés jusqu'ici comme des paradis fiscaux.

Le conseil des ministres a examiné mardi les projets de loi autorisant l'approbation de ces accords avec Andorre, les Bahamas, les Bermudes, les Iles Caïmans, Gibraltar, Guernesey, Jersey, le Liechtenstein, l'Ile de Man, Saint-Marin, les Îles Turques et Caïques et les Îles Vierges britanniques.

Il s'est aussi penché sur des projets de loi autorisant l'approbation d'avenants aux conventions fiscales avec Bahreïn, la Belgique, le Luxembourg, la Malaisie, Singapour et la Suisse.

Ces textes sont présentés par les ministres de l'Economie, du Budget et des Affaires étrangères, Christine Lagarde, Eric Woerth et Bernard Kouchner. (Reuters 23.02)

Tiens donc, Kouchner est de la partie, et moi qui avait des scrupules à inscrire son nom à la suite de Sarkozy et Fillon en appelant à combattre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. J'avais raison et je continuerai, pas pour me distinguer des partis, mais parce que cela correspond bien à la réalité, le ministère des Affaires étrangères est un poste clé au gouvernement dont les prérogatives vont bien au-delà de simples relations diplomatiques avec les autres Etats, les ventes d'armes et les paradis fiscaux en font partie.

**Hausse des prix = baisse du niveau de vie. Insee entre info et intox.**

Les prix à la consommation ont diminué de 0,2% en janvier en France par rapport à décembre mais ils ont augmenté de 1,1% sur un an, le taux d'inflation le plus élevé depuis 14 mois, a annoncé l'Insee mardi.

En données corrigées des variations saisonnières, les prix ont toutefois augmenté de 0,4% d'un mois sur l'autre.

La publication des chiffres de l'inflation a coïncidé avec l'annonce d'un recul de 2,7% de la consommation des ménages en produits manufacturés en janvier.

En janvier, les prix des produits alimentaires frais ont bondi de 7,8% par rapport à décembre.

Les prix de l'énergie ont pour leur part grimpé de 2,6%, avec une hausse de 4,4% pour les produits pétroliers.

Au sein des produits manufacturés, les prix de l'habillement-chaussures ont dégringolé de 9,9% (-1,9% sur un an), à comparer à une baisse de 7,5% en janvier 2009.

Dans les services, les prix ont été stables dans l'ensemble par rapport à décembre mais avec une hausse de 0,6% dans les transports et communications.

Conséquence de la baisse des prix des produits manufacturés et de la stabilité des services, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors éléments volatils comme l'alimentation et l'énergie, a reflué à +1,6% après +1,8% en décembre.

"*Compte tenu du maintien de fortes surcapacités de production et de la faiblesse de la demande interne, le repli de l'inflation sous-jacente va se poursuivre*", prédit Frédérique Cerisier, économiste chez BNP Paribas.

"*La statistique d'aujourd'hui confirme que la surperformance de l'économie française au quatrième trimestre a été largement tirée par le secteur automobile, et maintenant on rentre dans une période qui s'annonce beaucoup plus difficile*", prévient Olivier Gasnier, économiste chez Société générale. "*Cette surperformance, c'est une espèce d'emprunt qu'on a fait sur 2010 et là on rembourse.*" (Reuters 23.02)

**Comment ils emballent la misère.**

Quelques 342.000 personnes ont bénéficié à ce jour en France du statut d'auto-entrepreneur, qui permet depuis 2008 de créer sa propre activité avec des démarches très simplifiées.

Selon un communiqué gouvernemental, les auto-entreprises créées avant le 1er octobre 2009 ont représenté un chiffre d'affaires de 816 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires moyen par auto-entrepreneur actif s'élève à un peu plus de 3.700 euros par trimestre. (Reuters 23.02)

Le calcul est rapide à faire, un chiffres d'affaires de 3.700 euros par trimestre, donc 1.233 euros par mois, une fois défalqués les achats de matériel, les frais généraux (électricté, téléphone, transport, etc.), combien reste-t-il pour le salaire ? Une misère ! Un sacré succès... sur fond d'intox.

**L'enfumage.**

Les députés ont adopté mardi une proposition de loi UMP qui impose l'installation d'un détecteur de fumée dans tous les logements privés d'ici cinq ans, à la charge de l'occupant.

Le texte rend obligatoire l'installation d'au moins un détecteur de fumée dans tous les logements d'habitation, neufs ou anciens, dans les parties privatives, dans les cinq ans suivant la publication de la loi. Actuellement, cette obligation ne concerne que les immeubles d'entreprises ou accueillant du public.

La responsabilité de l'installation et de la maintenance du détecteur incombera à l'occupant du logement, qu'il soit ou non propriétaire, sauf pour les locations saisonnières, foyers, logements de fonction et locations meublées. Dans ce cas, l'intallation et l'entretien du détecteur reviendra au propriétaire.

L'occupant du logement sera tenu de fournir une déclaration d'installation à son assureur.

Les compagnies d'assurance ne seront pas autorisées à réduire la prise en charge des sinistres en cas de non respect de l'obligation d'installer un détecteur ou de défaut de déclaration d'installation.

Côté pratique, un détecteur est un appareil à l'alarme stridente fixé au plafond, de préférence à proximité des chambres et pas dans la cuisine. Indépendant du secteur, il fonctionne avec une pile qu'il faut changer tous les ans (un dispositif signale qu'elle est en fin de vie). Son prix oscille entre 10 et 50 euros, pour une durée de vie moyenne allant de cinq à dix ans. (AP 23.02)

J'allais oublier de préciser que cette nouvelle loi était pour votre bien, pour faire baisser le nombre de victimes d'incendies, mais vous aviez deviné.

**Grèce. Une "*ambiance quasi insurrectionnelle*".**

Forte mobilisation prévue contre le plan d'austérité. Transports, écoles, médias seront paralysés ce mercredi.

«*La ploutocratie doit payer la crise*», ce slogan est devenu un leitmotiv depuis quelques semaines en Grèce. Il flottait encore mardi matin, devant la Bourse d'Athènes, sur les banderoles du syndicat du Parti communiste, le Pame. Quelque trois cents personnes ont bloqué l'accès du bâtiment aux employés des lieux contraignant les échanges à se faire électroniquement pour la journée.

«*Cette spirale n'en finit plus. Le monde entier s'acharne sur nous, et nous, nous serons privés de nos retraites demain avec ces nouvelles mesures*», s'insurge Babis Vortelinos, l'un des membres de ce syndicat. Le Pame manifestera ce mercredi aux côtés des deux grands syndicats grecs, la Confédération générale des travailleurs et la Fédération des fonctionnaires, en marge d'une grève générale de vingt-quatre heures. La mobilisation s'annonce importante, ainsi, les transports aériens et maritimes, écoles, administrations et tribunaux seront paralysés alors que les banques et hôpitaux fonctionneront au service minimum. Les médias seront aussi en grève. «*C'est le moment ou jamais de se mobiliser», reprend Babis Vortelinos «une fois les mesures annoncées ce sera trop tard, il faut dissuader Bruxelles de nous broyer et protéger nos droits acquis*», conclut-il, le verbe belliqueux.

Parmi les mesures déjà adoptées : l'augmentation de la TVA, l'augmentation des taxes sur les carburants, les cigarettes et l'alcool, l'imposition des produits de luxe, et de nouvelle baisse dans les allocations/primes des fonctionnaires. (lefigaro.fr 23.02)

Tremble carcasse !

**Belgique**

Carrefour, le numéro 2 mondial de la distribution, prévoit de supprimer 1.672 emplois en Belgique et d'y fermer 21 magasins, a déclaré mardi à Reuters Jan De Weghe, représentant du syndicat ABVV.

Selon le syndicat, les fermetures concerneraient 14 de ses 56 hypermarchés et sept supermarchés sur les 378 dont il dispose dans le pays. Carrefour envisagerait en outre de se séparer d'autres points de vente. (Reuters 23.02)

**Etats-Unis. La fuite en avant vers l'abîme.**

Les entreprises financières de Wall Street ont distribué pour 20 milliards de dollars (14,6 milliards d'euros) de bonus en 2009 après avoir été renflouées l'année précédente avec l'argent du contribuable américain pour cause de crise économique, a annoncé mardi le contrôleur de gestion de l'Etat de New York. Ce chiffre représente une hausse de 17% sur un an.

Pour un grand nombre de grandes sociétés financières, les rémunérations totales ont progressé l'an dernier de 31% alors qu'elles ont grimpé en moyenne de 27% pour l'ensemble du secteur, s'établissant à 340.000 dollars (249.000 euros).

Les bonus aident les finances de l'Etat de New York, confronté à un déficit de 8,2 milliards de dollars (6 milliards d'euros), mais sont difficiles à accepter pour la plupart des contribuables américains. (AP 23.02)

**Chine.**

Le gouvernement chinois a annoncé mardi un renforcement du contrôle sur la création de nouveaux sites Web, au nom de la lutte contre la pornographie sur Internet.

La Chine, qui restreint et contrôle l'accès de ses citoyens à Internet en prétextant notamment la nécessité de lutter contre la pornographie et la subversion, compte le plus grand nombre d'utilisateurs d'Internet au monde, avec 384 millions d'internautes. (AP 23.02)

---

**Le 25 février**

L'actualité est si chargée que j'y consacre tout mon temps.

Compte tenu de l'ampleur que prennent les infos sociale, politique, syndicale et internationale, les fichiers bi-mensuels deviennent trop volumineux à ouvrir pour consulter ces rubriques, aussi pour les rendre plus accessibles aux camarades, ces infos figureront dans des fichiers mensuels et chaque fin de mois je les proposerai sous la forme de fichiers pdf. Cela va me faire un peu de travail supplémentaire au départ, ensuite ce sera la routine.

N'hésitez pas à me faire part de vos commentaires, politiques de préférence ou témoigner votre soutien au site que j'anime, on se sent un peu seul parfois, mais jamais enfermé dans une tour en ivoire.

**Non à la fermeture de la raffinerie de Dunkerque !**

Le directeur général de Total Christophe de Margerie s'est efforcé mercredi soir de rassurer les salariés de la raffinerie de Dunkerque, assurant qu'il n'y aurait "*pas de licenciement*" et que "*tout le monde*" serait repris.

"*Il est évident que nos employés, nos personnels, nos salariés, ne seront pas touchés par cette crise. Nous nous sommes déjà engagés avant d'attendre le comité à leur dire: 'aucun emploi de supprimé'*", a-t-il déclaré lors du journal de France 2.

"*Les salariés Total n'ont aucun souci à se faire (...): il n'y aura pas de licenciement, tout le monde sera repris, reclassé à son niveau à l'intérieur de l'entreprise Total*", a ajouté M. de Margerie. "*On va vraiment s'occuper d'eux de manière responsable*", a-t-il assuré.

"*Pour pouvoir discuter, il faut que le calme revienne, il faut qu'il y ait une certaine forme de sérénité. La sérénité, c'était que les cinq autres raffineries du groupe (...) comprennent qu'elles ne sont pas concernées*", selon Christophe de Margerie.

Il a reçu le soutient du ministre de l'Industrie et des syndicats qui ont appelé en coeur à l'arrêt de la grève.

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi s'est déclaré mercredi "*satisfait de l'appel de la CGT*" la veille en faveur d'une suspension de la grève chez Total.

"*Je respecterai la décision des salariés*" qui doivent se réunir mercredi en assemblées générales, "*mais je crois que toutes les conditions sont réunies désormais*" pour cet arrêt de la grève, a-t-il ajouté. (AP 24.02)

Si j'ai bien compris, c'est l'intersyndical CGT-FO-Sud qui a voté la poursuite de la grève à Dunkerque, j'imagine que ce sont les ouvriers de cette raffinerie qui ont voté la poursuite de la grève en présence de cette intersyndicale, cela ne veut pas dire qu'ils disposent d'un comité de grève élu, ils demeurent donc les otages des délégués syndicaux toujours prêts à les trahir à la première occasion.

Il faudrait que les ouvriers élisent leur comité de grève indépendamment des délégués syndicaux, ils peuvent les inclure mais à condition qu'ils soient minoritaires dans ce comité, de plus, il faut exiger que ce soit les représentants du comité de grève qui représentent les grévistes et non les délégués syndicaux auxquels il faut impérativement retirer le contrôle de la grève et le droit de négocier quoi que ce soit avec la direction de Total.

Il faut également exiger que toute discussion avec les représentants de la direction de Total se déroule en assemblée générale du personnel et que les ouvriers présents votent à main levée à l'issue de chaque réunion si une proposition a été portée à leur connaissance, rien ne doit être décidé dans leur dos, c'est le seul moyen de contrer les bureaucrates syndicaux et de conserver l'unité de l'ensemble du personnel en grève le plus longtemps possible.

Après avoir appelé à la reprise du travail dans toutes les raffineries à l'exception de celle de Dunkerque et obtenu la promesse du direction général de Total qu'il ne fermerait aucune autre raffinerie dans les cinq ans à venir, les dirigeants syndicaux pourris ont isolé les ouvriers en grève illimitée de la raffinerie de Dunkerque pour les obliger à cesser leur grève et accepter la proposition de la direction de Total.

Ces ouvriers qui travaillent pour certains depuis des dizaines d'années dans cette raffinerie, ils ont toute leur vie sur place, il est totalement inacceptable d'exiger d'eux qu'ils aillent refaire leur vie ailleurs. De plus, avec la fermeture de la raffinerie ce sont des centaines d'emplois qui vont être supprimés chez les sous-traitants, de ceux-là personne ne parle, sacrifiés un point c'est tout.

La solidarité doit s'organiser avec les ouvriers de Dunkerque, il faut les aider à tenir bon et s'attaquer résolument au carcan des appareils traitres, les dénoncer pour ce qu'ils sont et les combattre sans relache.

Il y a la logique des capitalistes et il y a la logique de la classe ouvrière, celle des capitalistes est minoritaire et illégitime, seule celle de la classe ouvrière mérite d'être défendue et de vaincre. Nous sommes la majorité, nous somme les producteurs, c'est donc à nous de décider de notre avenir et à personne d'autre.

A bas la dictature du capital qui nous inflige chômage, précarité et pauvreté, à bas le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République au service du capitalisme ! Il nous faut une Etat ouvrier et un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui exproprient les capitalistes et abolissent les institutions antidémocratiques de la Ve République. Organisons-nous dans cette perspective, le socialisme.

**Le PS au secours de Sarkozy et des institutions de la Ve République.**

A propos des nomination par Sarkozy de Migaud et Charasse issus du PS à des postes clés des institutions, le directeur de l'institut de sondages Viavoice, François Miquet-Marty estime que "*cela entretient l'idée dans l'opinion que l'opposition entre le PS et le pouvoir est en partie factice, que le PS n'est pas vraiment une force d'alternance et que la vraie gauche est la gauche contestataire*".

Voilà une manoeuvre qui reflète une réflexion à court terme qui fait bien nos affaires, pas celle du petit-bourgeois qui se satisfait du sort privilégié que lui réserve le PS et qui est incapable de penser au-delà de ses intérêts mesquins, car elle ne peut que profiter à long terme à la construction d'un véritable parti révolutionnaire indépendant du PS et des institutions, du capital.

Sur France Info, Pierre Moscovici a tenté de minimiser la portée de ces nominations au sein des institutions bonapartistes de la Ve République "*ce n'est pas exactement l'ouverture dans la mesure où il ne s'agit pas de postes de ministres*", Michel Sapin précisant sur LCI "*on n'est pas en train de faire approuver la politique de Nicolas Sarkozy par des hommes de gauche, on est en train (...) de faire sa place à la gauche dans les institutions*".

Sapin revendique le soutien du PS aux institutions réactionnaires de la Ve République, on ne pouvait être plus clair, merci monsieur Sapin. Voter PS en mars prochain signifiera soutenir les institutions de la Ve République.

Arnaud Montebourg qui a les mêmes préoccupations que Sarkozy et pas d'autre horizon que la Ve République a estimé que le conseil constitutionnel était "*en perdition*" et otage des "*amitiés partisanes*", avec la nomination de Charasse qui avait exclu du PS en 2007 pour vouloir appeler à voter Sarkozy, le voilà rassurer, les institutions sont entre de bonnes mains. Montebourg s'était fait remarqué en 2007 en pronant une VIe République, ce devait être la Ve plus Montebourg au gouvernement !

Quant au porte-parole du PS Benoît Hamon qui est censé représenter la "*gauche*" du PS, il a salué la nomination de Didier Migaud nous apprend l'agence Reuters. (Reuters 24.02)

Epilogue.

Le socialiste Didier Migaud, nommé mardi à la présidence de la Cour des Comptes, a annoncé qu'il se retirait de la politique pour se consacrer à ses nouvelles fonctions avec "*neutralité*" et "*impartialité*".

"*Je crois que le président de la République est sincère quand il veut bousculer un certain nombre de choses dans le fonctionnement de nos institutions*." (Reuters 24.02)

Voilà un philistin arrivé à ses fins semble-t-il, une ambition médiocre que celle de servir un président aussi médiocre, on est comme on est dans la vie ! Pour nous la question n'est pas de "bousculer" mais de renverser les institutions !

**L'offensive au pas de charge des contre-réformes va continuer. Attali, banquier et dirigeant du PS, rappeler en renfort par Sarkozy et Fillon.**

Le président Nicolas Sarkozy et le Premier ministre François Fillon "*ont demandé à Jacques Attali de reprendre les travaux de la Commission pour la libération de la croissance française*", annoncé mercredi l'Elysée.

La commission devra "*dresser un bilan de la mise en oeuvre de ses recommandations*" et "*proposer des réformes nouvelles*", annonce l'Elysée, "*une première version du rapport sera remise au président de la République et au Premier ministre à la mi-mai et le rapport définitif*

*en juin*", précise le communiqué.

Tailler à la hache dans les services publics.

"*Ces propositions s'inscriront pleinement dans le cadre du rétablissement de l'équilibre de nos finances publiques*".

"*Le premier rapport de la Commission remis au Président de la République le 23 janvier 2008 a contribué à la préparation d'un grand nombre de réformes menées par le Gouvernement*", précise la présidence de la République dans un communiqué. (AP 24.02)

**Le PS «*Sarko compatible*».**

L'horizon s'éclaircit un peu pour Malek Boutih. Dépourvu de toute fonction importante à la direction du PS depuis fin 2008, l'ancien président de SOS Racisme pourrait rebondir dans les prochains jours en prenant la présidence de la Halde.

Le 8 mars, Louis Schweitzer quittera en effet son bureau de la rue Saint-Georges, après cinq années de mandature. Et pour lui succéder, l'Elysée lorgnerait singulièrement sur Boutih, un «*pro-Royal*» régulièrement présenté par ses camarades socialistes comme «*Sarko compatible*».

Dans un rapport sur l'immigration commandé par la direction du PS et publié en 2005, il s'était prononcé en faveur de quotas et de flux migratoires régulés, reprenant à son compte la politique de Sarkozy.

Dès décembre 2008 il avait lancé un appel en direction de Sarkozy dans la presse : «*Ça m'intéresse et je l'ai fait savoir. Le président veut des nominations [de personnes issues de la diversité, NDLR] à des postes importants. Je le prends au mot*».

Au Parti socialiste, la probable nomination de l'ancien président de SOS Racisme à la tête de la Halde semble plutôt bien accueillie. «*C'est une bonne chose pour lui. On a beau ne pas être toujours d'accord sur tout, je dois lui accorder une vraie compétence sur les questions de discriminations*», affirme Pouria Amirshahi, secrétaire national du PS aux Droits de l'Homme. «*Je pense que Malek s'emmerde au PS, et qu'il est à une étape où il a envie de s'engager dans un nouveau combat, d'être utile autrement*», poursuit Amirshahi, qui accusait Boutih il y a à peine plus d'un an d'«*applaudir Sarkozy à chacune de ses déclarations*» et de «*marcher sur les pas de ceux qui, comme Bockel et Besson, ont fait le lit de la droite - avant d'y finir carrément*».

Boutih intronisé par Sarkozy avec la bénédiction du PS comme ce fut le cas avec Kouchner, Attali, Lang, et les autres. Ils sont très nombreux au PS à "*applaudir Sarkozy*" ! A part cela le PS ne soutient la gouvernement, il n'y participe pas, ben voyons ! (source : lefigaro.fr 24.02)

**Pendant ce temps-là, on cumule chômage, précarité et pauvreté.**

Les présidents et vice-présidents des groupements de communes ont vu leurs indemnités exploser de... 43, 8 % entre 2002 et 2007 ! Les revenus des élus communaux et des responsables d'intercommunalités ont augmenté de 14,5 % en cinq ans. En comparaison, sur la même période, les salaires des Français ont augmenté de 0,6 % par an. Quant aux représentants des groupements qui ne sont pas élus, leurs revenus représentent 15, 5 % des indemnités communales en 2007, contre 7,4 % en 2000...

Grâce au cumul de leurs fonctions de conseillers généraux et municipaux, les élus parisiens touchaient, en 2008, 68.808 euros en moyenne, contre 29.909 euros pour les élus des autres départements et 31.555 euros pour les conseillers régionaux.

Tout dépend de la région à laquelle ils appartiennent. Ceux de Guyane, de Martinique et de Corse gagnent moins de 24.000 euros par an (soit moins de 2.000 euros par mois). Viennent ensuite les conseillers régionaux de 10 régions qui gagnent entre 24.000 et 28.000 annuels. Cinq régions traitent généreusement leurs élus en leur octroyant un traitement supérieur à 34.000 euros par an (2.833 euros par mois). Arrive en tête la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (avec 44.918 euros par élu et par an), suivie de la Bretagne, le Nord-Pas-de-Calais, le Pays de la Loire et Rhône-Alpes (avec 34.236 euros par élu).

Mais ces élus sont souvent des "cumulards", qui siègent également comme députés, maires, conseillers municipaux... (lepoint.fr 24.02)

**Tous les présidents de la Ve République ont soutenu les présidents-dictateurs africains, Sarkozy compris.**

Nicolas Sarkozy a apporté un soutien appuyé au président gabonais Ali Bongo, vainqueur controversé du scrutin organisé l'été dernier après la mort de son père, Omar Bongo.

"*Ce jour-là, grâce au peuple gabonais, le Gabon a confirmé son ancrage à la démocratie et franchi une étape essentielle de sa vie politique* ", a-t-il dit en assurant qu'Ali Bongo n'avait pas été le candidat de la France.

Symboliquement, le président français avait entamé sa visite de 24 heures à Franceville, dans l'est du Gabon, par un dépôt de gerbe au mausolée d'Omar Bongo, mort en juin dernier après 41 ans passés à la tête du pays.

"*Vous et moi ignorons le contenu réel de ce qui est communément et confusément appelé Françafrique mais nous assumons courageusement cet héritage historique riche d'aspects aussi bien positifs que négatifs* ", a dit Ali Bongo à l'adresse de Nicolas Sarkozy.

La France s'y engage notamment à aider le Gabon à rendre son économie moins dépendante de la rente pétrolière qui, si la tendance actuelle se poursuit, devrait avoir disparu à l'horizon 2020.

Un des défis du pays est de parvenir à transformer sur place une partie de ses ressources naturelles, bois et minerais notamment. Le président gabonais a décidé de le relever en interdisant abruptement l'exportation du bois brut, au grand dam de groupes français qui avaient négocié auparavant avec Libreville un étalement de cette mesure dans le temps.

"*Je vous demande d'être attentifs à ce que les périodes de transition ne soient pas trop brutales, pour encourager d'autres investisseurs à venir*", lui a dit Nicolas Sarkozy, tout en reconnaissant comme légitime son combat pour développer l'industrie locale.

Le président français a enfin souligné que, s'il y avait des raisons objectives à vouloir refonder la relation franco-gabonaise, celle-ci ne saurait être exclusive. "*Il n'existe plus de pré-carré et je ne le regrette pas*". (Reuters 24.02)

Omar Bongo, 41 ans au pouvoir, cela méritait bien d'être salué ! J'ai un trou de mémoire, je ne parviens pas à mettre un nom sur le grand patron milliardaire dont j'ai appris récemment qu'il avait fait fortune grâce au commerce du bois, que Sarkozy ait insisté pour défendre les intérêts d'un de ses amis milliardaire pilleurs des ressources de l'Afrique n'a rien d'étonnant, il est leur VRP et rien d'autre !

**Chômage. Toujours en hausse.**

Le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de 19.500 personnes (+0,7%) le mois dernier, à 2.664.600.

Au final, pour la catégorie A, en 2009 après correction, le taux de variation annuel s'élève à 18,7%.

Le taux de chômage du quatrième trimestre 2009 ne sera pas publié avant le 4 mars mais Eurostat, l'agence statistique de l'Union européenne, l'a chiffré à 10,0% en décembre.

Christine Lagarde estime que "*l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en janvier 2010 est près de deux fois plus faible que la hausse moyenne mensuelle observée en 2009, et trois fois plus faible que celle de janvier 2009*".

Concernant "*le repli du chômage des jeunes pour le 3e mois consécutif*", la ministre juge qu'il "*reflète le retour à une croissance positive et les effets de la relance de l'apprentissage mise en oeuvre par les pouvoirs publics*". (Reuters 24.02)

**1-** Ces chiffres ne tiennent pas compte des salariés qui ont subi un licenciement économique et qui ont signé un contrat de transition professionnel (CTP) ou accepté une convention de reclassement personnalisée (CRP), ils ne sont pas décomptés comme demandeurs d'emploi mais comme 'stagiaires de la formation professionnelle, ils ont été des centaines de milliers dans ce cas-là en 2009, des jeunes qui ont accepté un stage ou un emploi précaire en désespoir de cause, au total ce n'est pas 3.849.200 chômeurs que compte le pays, mais bien plus de 5 millions.

**2-** Les chiffres du chômage sont mauvais, mais ils auraient pu être pire, pire que cela encore, alors réjouissons-nous, traduction de la déclaration de Lagarde à l'adresse de la population qui devrait accepter indéfiniment la dégradation de sa situation économique et sociale, pendant que les banques et les entreprises du CAC 40 continuent d'engranger des milliards de profits.

**3-** L'apprentissage des jeunes sert utilement à camoufler le chômage qui les frappent particulièrement, mais ce qu'oublie madame Lagarde, c'est que cela ne remplit pas un ventre, et là elle peut se faire du souci. Le PS vient de réclamer "*le rétablissement des emplois jeunes*", des emplois précaires avant de rejoindre la case chômage.

Ce que veulent les travailleurs et les jeunes, c'est un vrai travail à durée indéterminée avec un salaire minimum de 1.600 euros net par mois pour pouvoir vivre décemment.

**OMC. Reprise durable pas durable, "*difficile à dire*".**

Les échanges commerciaux internationaux ont diminué d'environ 12% en 2009 mais ils commencent à relever la tête, déclare Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

Le patron de l'OMC a souligné qu'il s'agissait d'une très forte contraction, sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Interrogé sur les perspectives du commerce mondial pour 2010, il n'a pas donné de chiffres.

"*Il y a certainement une reprise. Est-ce que cette reprise sera de court terme (...) ou sera-t-elle durable (...) c'est difficile à dire mais il y a indéniablement une reprise*", a-t-il dit.

Il a jeté un froid cette semaine à l'OMC en déclarant que les divergences et les incertitudes étaient encore trop fortes dans les négociations pour réunir les ministres fin mars afin de déterminer si les discussions pourraient aboutir d'ici la fin de l'année afin de conclure les négociations dites du cycle de Doha sur la libéralisation des échanges commerciaux. (Reuters 24.02)

**Faites sauter la banque !**

Pour l'exercice 2009, le bénéfice net de la banque franco-belge Dexia s'élève à 1,01 milliard d'euros contre une perte de 3,3 milliards en 2008.

Sauvée de la faillite à l'automne 2008 par une intervention conjointe des Etats belge, français et luxembourgeois, Dexia est parvenu, début février, à un accord avec la Commission européenne pour compenser les aides publiques perçues au plus fort de la crise. La banque franco-belge s'engage ainsi à sortir du dispositif de garantie des Etats le 30 juin 2010. (lefigaro.fr 24.02)

Voilà à quoi sert l'Union européenne... des banquiers et des multinationales. Par contre, lorsqu'il s'agit de "sauver" des emplois, elle oppose son veto... que les chefs d'Etat respectent à la lettre puisque ce sont eux qui décident en dernier ressort, en France, Constitution de la Ve République oblige.

**Allemagne. L'économie en état "*d'hibernation*".**

L'activité économique en Allemagne a stagné au quatrième trimestre, la baisse des investissements et de la consommation ayant contrebalancé l'amélioration du commerce extérieur, ce qui rend les perspectives incertaines pour 2010.

"*C'est comme si l'économie allemande était entrée en hibernation : stagnation de la croissance au quatrième trimestre et, hier, dégradation de l'indice Ifo*", commente Carsten Brzeski, économiste à ING Financial Markets.

L'Allemagne, qui est très dépendante des résultats de son commerce extérieur, a été durement frappée par la crise l'an dernier, marqué par une contraction record de 5% de son PIB.

"*Le PIB allemand va probablement se contracter au premier trimestre et ensuite nous devrions voir une reprise. Toutefois, il y aura des creux en cours de route*", commente Jörg Lüschow, analyste à WestLB.

Ajusté du nombre de jours ouvrés, le PIB s'est contracté de 2,4% sur un an au quatrième trimestre. (Reuters 24.02)

**Etats-Unis. Sur fond de concurrence féroce et de protectionnisme...**

Tandis que le patron de Toyota se livrait au Congrès américain à un exercice de confrontation inhabituel dans son pays, le FBI a investi les bureaux de trois de ses sous-traitants pour une enquête sur les pratiques monopolistiques du constructeur.

"*La division antitrust étudie une possible conduite contraire aux lois anticartel*" a ajouté Gina Talamona, porte-parole du ministère de la Justice. (AP 24.02)

**Sur fond de chômage et de surendettement.**

Freddie Mac, le numéro deux américain du refinancement de crédits hypothécaires, annonce 7,8 milliards de dollars de pertes au quatrième trimestre 2009 tout en précisant qu'il n'aurait pas besoin d'un nouveau refinancement par l'Etat fédéral. (Reuters 24.02)

**Japon.**

Les exportations japonaises ont augmenté de 40,9% en janvier par rapport au même mois de l'an dernier, montrent les statistiques officielles.

Les exportations vers l'Asie, qui représentent plus de la moitié du total des ventes à l'étranger du Japon, ont augmenté de 68,1% sur un an.

La balance commerciale nippone affiche pour janvier un excédent de 85,2 milliards de yens (699 millions d'euros). Les importations n'ont augmenté que de 8,6% par rapport à janvier 2009. (Reuters 24.02)

**Afghanistan. La guerre perpétuelle contre le peuple afghan.**

**1-** Les taliban résistent plus farouchement que prévu à l'offensive lancée contre eux par les forces de l'Otan et l'armée afghane dans la région de Marjah, a indirectement reconnu le général James Conway, chef du corps des marines américains.

"*Nous pensons que Marjah sera une zone disputée aussi longtemps que nous serons là-bas et qu'il ne feront pas leurs bagages*", a-t-il dit lors d'une audition devant le Congrès. "*C'est une zone où ils sont implantés depuis longtemps. D'une certaine manière, ils y ont leurs familles.*" (Reuters 24.02)

On a appris que 28 civils ont été tués depuis le début de l'offensive de l'armée impérialiste d'occupation sur Marjah. A défaut de pouvoir rompre les relations entre les résistants afghans et leurs familles et de pouvoir massacrer l'ensemble de la population, ils la terrorisent quotidiennement.

**2-** Par un décret signé la semaine dernière et publié lundi, Karzaï s'octroie le pouvoir de nommer les cinq membres de cette commission qui avait mis au jour les fraudes en sa faveur lors de la présidentielle d'août 2009.

Auparavant, les Nations unies désignaient le président de cette commission et deux autres membres, tandis que la commission des droits de l'Homme et la Cour suprême afghanes en nommaient chacune un.

Désormais, le président afghan pourra nommer lui-même les cinq membres de la commission des plaintes électorales après s'être concerté avec les chefs des groupes parlementaires et le président de la Cour suprême. (Reuters 24.02)

On n'est jamais mieux servi que par soi-même !

**Palestine.**

**1- La balance.**

Mosab Hassan Youssef, le fils d'un des fondateurs du Hamas, aurait fourni des informations aux services de renseignements israéliens pendant plus de dix ans, affirme mercredi le quotidien israélien "Haaretz".

Le père de Youssef, cheikh Hassan Youssef, est l'un des principaux dirigeants du Hamas en Cisjordanie. Il est actuellement emprisonné pour six ans dans une prison de l'Etat hébreu.

Si elles étaient confirmées, ces informations porteraient un nouveau coup au mouvement de résistance islamique, qui a vu un de ces cadres assassiné à Dubaï la semaine dernière.

Le jeune Youssef s'est converti au christianisme et vit aux Etats-Unis depuis 2007. (AP 24.02)

**2-** Un assassinat signé du Mosad et de la CIA

Les autorités de Dubaï annoncent avoir identifié 15 autres suspects porteurs de passeports européens dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat le 19 janvier dans l'émirat d'un responsable du Hamas, Mahmoud al Mabhouh.

Sur les 26 suspects, auxquels s'ajoutent deux Palestiniens extradés de Jordanie et détenus pour complicité dans cette opération, on compte 12 porteurs de passeports britanniques et six détenteurs de passeports irlandais.

Quatre autres possédaient des documents de voyage français, trois des passeports australiens et le dernier un passeport allemand.

"*Les pays amis qui nous assistent dans cette enquête ont assuré à la police de Dubaï que ces passeports ont été délivrés de façon illégale et frauduleuse*", soulignent les autorités émiraties dans un communiqué.

La police locale a diffusé les photos des passeports des nouveaux suspects, des images prises par des caméras de surveillance ainsi que les références de leurs cartes bancaires, dont une quinzaine émanaient de la même banque américaine. (Reuters 24.02)

---

**Le 26 février**

J'essaie sans cesse d'améliorer la présentation des pages du site pour en rendre la lecture plus agréable avec le peu de connaissances que j'ai en informatique. La version définitive de la page d'accueil des articles de presse archivés en 2010 est en ligne. Dès le 1er de chaque mois les infos et les causeries du mois précédent seront disponibles sous la forme d'un fichier pdf (Acrobat Reader), ainsi vous pourrez les archiver facilement.

Bon week-end à tous.

En lisant la page 5 du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, je me suis pincé, je n'en croyais pas mes yeux, comment avaient-ils pu titrer un article sur le combat engagé chez Total à Dunkerque : "*On veut des garanties sur l'avenir des raffineries*", l'argument que les dirigeants syndicaux avaient justement avancé et qui a été repris ensuite par le directeur général de Total et le gouvernement pour l'opposer au mot d'ordre de grève illimitée jusqu'au retrait du projet de fermeture de la raffinerie de Dunkerque, à moins que ce soit ces derniers qui l'aient soufflé aux dirigeants syndicaux, puisqu'ils sont tous les jours fourrés dans un ministère (lire plus loin les infos en bref).

Maladresse, méprise, méconnaissance de la situation ou complicité avec les appareils, la direction de Total et le gouvernement, de la part du POI ? Essayons de comprendre.

Ce numéro d'*Informations ouvrières* est paru le 25 février, il a été bouclé la veille, or dès le 20 février soit quatre jours plus tôt, dans un communiqué de presse de la coordination des syndicats CGT du groupe Total on pouvait lire que la CGT réclamait "*la tenue d'une table ronde nationale sur l'avenir du raffinage et l'indépendance énergétique du pays (industrie pétrolière, gouvernement, organisation syndicale)*", je précisais pour ma part que c'était"*l'équivalent des Etats généraux de l'industrie dont l'objectif était d'associer les syndicats à la politique antisociale du gouvernement et du patronat pour la faire accepter par les travailleurs et leur interdire une autre issue, bref, pour les enchaîner plus sûrement au capitalisme.* "

On a compris que les bureaucrates syndicaux de la CGT ne peuvent pas faire autrement que d'appeler à la grève, mais dans le même temps, ils s'apprêtent à la briser, exactement ce qu'ils ont fait en appelant dans un second temps les ouvriers des autres raffineries à débrayer non pas en solidarité avec leurs collègues de Dunkerque, mais afin d'obtenir des garanties de la direction de Total qu'ils ne subiraient pas le même sort, une fois cette garantie obtenue, ils se sont empressés d'appeler à la reprise du travail, isolant les ouvriers de Dunkerque toujours en grève pour sauver leurs emplois, pour les faire céder au diktat de la direction de Total.

Ce que j'avais compris au quart de tour en étant à 10.000 kilomètres de Dunkerque, le POI ne l'aurait pas compris en étant sur place, étrange, non ?

Dès le 21 février Estrosi déclarait que le directeur général de Total M. De Margerie s'était engagé à ce qu'aucune raffinerie "*ne soit touchée par la moindre fermeture*", en dehors de Dunkerque, ce qui signifie qu'à partir de cette date, cet argument n'avait plus aucune raison d'être, sauf à l'opposer à la grève illimitée de toutes les raffineries en solidarité avec celle de Dunkerque pour l'abandonner lorsque les dirigeants le jugeraient bons et abandonner les ouvriers de Dunkerque à leur sort, ce qu'ils firent deux jours plus tard. Le POI l'ignorait-il, ignorait-il aussi que la grève dans les autres raffineries avaient été commandées par les bureaucrates syndicaux et que dans ces conditions ils étaient à la fois maîtres de son déclenchement, de sa poursuite et de sa fin quand ils le décideraient ? N'est-ce pas ce qui s'est passé ?

Laurence Fayard sait de quoi elle parle lorsqu'elle cite la réunion de l'intersyndicale avec la direction du 21 février, puis une réunion qui a eu lieu deux jours plus tard, donc elle est parfaitement informée du contenu de ces réunions, or, lors de ces réunions l'argument qui a été repris pour faire le titre de l'article d'*Informations ouvrières* figurait déjà à l'ordre du jour de ces réunions, il était donc possible d'en comprendre la signification et de le rejeter, or le POI le revendique, c'est comme s'il revendiquait la fermeture de la raffinerie de Dunkerque à la suite des appareils et de la direction de Total !

Les syndicats en avançant cet argument ont tendu la perche à la direction de Total (ou l'inverse dans un scénario monté ensemble en coulisse) qui l'a saisie au bond, ils ont organisé un simulacre de grève de solidarité des autres raffineries, puis l'isolement des ouvriers de Dunkerque qui se retrouvaient sans issue, on en est là le 26 février au matin.

Le POI victime de son social-patriotisme.

Autrefois c'était les staliniens qui avançaient le mot d'ordre *produire français*, depuis ils ont été relayés par le POI (et bien d'autres) qui s'inquiètent de la désertification industrielle de la France, comme s'ils étaient comptables du développement du capitalisme ou son orientation à l'échelle mondiale au lieu de combattre les institutions dans la perspective du socialisme.

On pourrait prendre le cas de Philips pour l'illustrer, où le POI continue de faire croire à qui veut bien l'entendre qu'il serait possible d'empêcher la fermeture d'une usine quand elle a été programmée par ses propriétaires.

Une grève spontanée des salariés ou préparée de longue date avec eux et ayant obtenu au préalable l'accord de la majorité du personnel d'une entreprise n'a rien à voir avec une grève appelée par les appareils. La première sera plus difficile à dévoyer et à briser, tandis que

dans l'autre cas, les appareils en resteront les maîtres quoiqu'il arrive. Chez Total ils ont décrété la grève dans toutes les raffineries du groupe en France, en assemblée générale les ouvriers ont suivi, ce qui était prévisible puisqu'ils en ont autant ras le bol que la majorité des travailleurs du pays, qui plus est, ils en ont profité pour avancer leurs propres revendications, salariales notamment, puis les bureaucrates syndicaux ont appelé à la reprise du travail sans attendre que les assemblées générales se réunissent, cela non plus ce n'est pas écrit dans *Informations ouvrières*, les camarades qui ont lu les articles de presse que j'ai mis en ligne ont pu le constater comme moi, les autres peuvent toujours les consulter et vérifier.

J'essaie de suivre l'actualité sociale en temps réel, d'ici ce n'est pas toujours facile, je crains toujours de faire un contresens, par exemple sur l'expérience de Philips, je me demande quelle leçons pourront tirer les ouvriers de cette usine après avoir eu recours aux institutions pour sauver provisoirement leurs emplois, alors qu'il s'agit de les aider à rompre en premier lieu avec ces institutions pour pouvoir avancer sur la voie menant à la remise en cause des fondements du capitalisme... La "*justice*" a donné raison aux employés de Philips, pour un peu, ils seraient en droit de tout attendre des institutions, alors que leur tâche est de les renverser ou de se préparer à les renverser, ce qui n'est pas du tout la même chose, pas vraiment la même orientation politique.

Que cela ait été un moyen de poursuivre leur combat contre la fermeture de l'usine où ils travaillent, je le conçois parfaitement, mais ce que je ne conçois pas en revanche ou que je ne peux pas accepter d'un parti ouvrier, c'est qu'il ne saisisse pas cette occasion pour expliquer qu'il faudra aller plus loin et liquider les institutions de la Ve République, dont le ministère de la Justice est un des piliers, pour s'attaquer vraiment au capitalisme et garantir notre avenir et celui de nos enfants ou des générations futures, tout est fait pour escamoter systématiquement les institutions du combat politique, dans ces conditions, il y a fort à parier que ces travailleurs ne tireront aucune leçon pour les combats à venir, c'est dommage car on n'avancera jamais en suivant cet exemple. On pourrait me rétorquer qu'une fois passée leur désillusions dans les institutions, ils les combattront, sauf qu'ici ce n'est pas de cela dont il s'agit, la justice est légitimée, elle figure dans le titre d'un article, ce n'est pas le meilleur moyen de la combattre que de lui rendre hommage.

Et puis le tribunal n'a fait que suspendre le "plan social", il n'a pas interdit la fermeture ce cette usine, il y a eu vice de forme, une fois que la direction de Philips se sera conformée à la législation en vigueur, cette usine fermera, comme des dizaines de milliers d'autres depuis 50 ans.

Shapira écrit "*Lundi 22 février, les salariés de l'usine Philips, à Dreux, ont repris le travail à la suite du jugement du tribunal*", mais il s'est bien gardé de préciser sur quoi portait au juste ce jugement. J'ai lu l'autre article qui relatait le meeting de Dreux, mais nulle part cette question n'a été abordée franchement, comme si pas un n'avait eu le courage de dire la vérité aux travailleurs de Philips présents dans cette salle.

Pire, dans l'article intitulé "*Ceux qui nous traitaient d'utopistes se sont trompés*", il est écrit que "*ce meeting montre que, dans l'unité, nous pouvons mettre fin au système capitaliste*", tu parles, d'une part parmi les dirigeants ou élus présents la très grande majorité d'entre eux (PCF, PS, PG, Europe écologie, sans compter la plupart des syndicalistes réformistes) sont farouchement contre la liquidation du capitalisme, alors pourquoi faire croire le contraire, c'est criminel, d'autre part, il en faudrait beaucoup plus pour ébranler le capitalisme dont le pouvoir est concentré au niveau des institutions politiques, et oui encore elles, toujours elles, il faut bien que quelqu'un le dise puisque c'est la vérité, le pays ait ainsi fait. A moins de vouloir nous faire croire qu'on pourrait abolir le capitalisme entreprise par entreprise...

Si maintenant repousser la date de fermeture d'une usine de quelques semaines ou mois ce serait "*mettre fin au système capitaliste*" où l'on va ! Au fait, ce sont les banquiers qui détiennent les cordons de la bourse, donc sans les exproprier en premier, dans la foulée des institutions j'entends, tous les discours sur la fin du capitalisme ressemble à un voeux pieux ou à un constat d'impuissance, idem pour la répartition des richesses chère au NPA.

Je rajoute un épilogue sur Total. Un mot d'ordre dont les appareils sont à l'origine.

«*Nous avons reçu des nouvelles indiquant que le gouvernement va faire dans la journée une annonce acceptant la tenue d'une table ronde sur l'avenir du raffinage en France que nous réclamions*», a expliqué à l'AFP le 23 février Laurent Delaunay, délégué CGT de Port-Jérôme.

Au mot près on retrouve les termes du titre d'*Informations ouvrières*, garantir "*l'avenir du raffinage en France*", comme si les capitalistes français pouvaient garantir quoi que ce soit aux travailleurs, comme s'ils fallaient les croire sur parole, quand c'est uniquement le profit à l'échelle mondiale qui dicte la production et les restructurations des grandes entreprises et la disparition des plus petites ou des moins concurrentielles, personne ne peut prévoir ce qui attend une multinationale ou une importante institution financière qui peut être conduite à la faillite, être démantelée, avec la crise actuelle, même P. Lamy qui dirige l'OMC avoue son impuissance à produire le moindre pronostic, exiger des garanties de la part des capitalistes, c'est nourrir des illusions dans le capitalisme dans la tête des travailleurs, les détourner des tâches politiques qu'ils ont à accomplir, après la liquidation de la sidérurgie, des mines, de la métallurgie, du textile, etc. plusieurs millions d'emplois, tout est possible, même l'inconcevable, cela transcende l'entendement, le profit seul guide la politique du capitalisme mondial en dehors de toutes autres considérations, et peu importe pour eux si pour parvenir à leurs fins ils entraînent l'humanité vers l'abîme, ils n'ont pas le choix, ce sont les lois internes du capitalisme qui dictent leur conduite.

C'est valable des deux côtés, les capitalistes peuvent péter les plombs et ne voir que leurs intérêts, et le peuple aussi, mais pas en tirant dans la même direction, le peuple tirant sur eux pour se défendre et faire respecter ses droits, on appelle aussi cela la dictature du prolétariat, qui implique la démocratie dans les rangs ouvriers, la libre discussion et expression, l'analyse sérieuse de toutes les propositions avancées, agir ensemble vers le même objectif qui ne peut être que le socialisme, il faut bien nommer les choses, non ? Une analyse

tronquée est pire qu'une analyse complète erronée.

Les camarades qui doivent se rendre à Dunkerque pour rencontrer les ouvriers de Total en grève illimitée, feraient bien de recentrer la dicussion sur le plan politique, contre le gouvernement et les institutions qui sont les garantes de la propriété privée, qui ont donné raison aux ouvriers de Philips dans un premier temps, mais qui se rangeront au côté de sa direction lorsqu'elle aura présenté un plan de fermeture conforme à la législation en vigueur.

Ils peuvent avancer l'idée de la nécessité de constituer un organisme permanent au niveau national regroupant les délégués élus de tous les comités de grève, la nécessité de constituer des comités de travailleurs sur la base de leurs revendications dans toutes les entreprises du pays dans la perpective d'exproprier le capital, condition indispensable pour mettre fin au chômage, à la précarité, à la pauvreté, etc., en associant syndicats et partis, qui pour leur part (les partis) combattent pour en finir avec les institutions de la Ve République, préalable politique indispensable pour pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme, pas dans une entreprise seulement, mais au niveau de l'ensemble des grandes entreprises du pays, en premiers lieu desquelles, les banques et les compagnies d'assurance, d'avancer sur la voie conduisant à la constitution d'un Etat ouvrier et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, du socialisme...

Ne pas poser ces questions, c'est se priver de toute issue politique et demeurer prisonnier du capitalisme et du régime. Capitalisme ou socialisme, existerait-il une autre alternative ?

Je reviendrai peut-être sur ce numéro d'*Informations ouvrières*, car paradoxalement à ce que je viens d'écrire de peu flatteur sur le POI, j'ai cru percevoir un changement de ton contre le régime, mais peut-être est-ce pour se conformer uniquement à l'air du temps qui est à la contestation sociale.

Ils ont rectifié le tir en page 2, il n'est jamais trop tard : "*30,7 milliards*

*C'est le montant des exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons en 2008 (et presque autant en 2009).*

*C'est l'Etat (avec nos impôts : TVA, impôt sur le revenu, taxe sur l'essence) qui paie à la place des patrons ! 30 milliards, c'est aussi l'équivalent du « déficit» (fantaisiste) des retraites annoncé par Sarkozy le 15 février.*"

Les camarades qui m'avaient interpellé sur cette question peuvent constater que je ne leur avais pas raconté d'histoires, du coup l'argument des 212 milliards dûs à la Sécu tombe de lui-même, alors que le PT puis le POI n'ont eu de cesse de le marteler, une manipulation intenable qui prend fin et c'est tant mieux. Continuez sur cette voie, si je peux me permettre.

**Quelques infos en bref.**

**Du côté des banksters.**

Le Crédit Agricole vient d'annoncer qu'il va verser 49 millions d'euros de bonus à ses traders au titre de l'année 2009 soit à quelque 400 opérateurs de marché de la banque. (libération.fr 25.02)

Le calcul est vide fait, cela donne 122.500 euros en moyenne, soit 5,10 salaires sur la base de 2.000 euros brut par mois, l'équivalent au total de 2041 emplois. (AP 25.02)

**Les banquiers en tremblent !**

Le Parlement français a adopté définitivement le projet de loi de finances rectificative pour 2010.

Le "*collectif budgétaire*" fixe à 149 milliards d'euros le déficit budgétaire pour 2010, soit une dégradation de 31,7 milliards par rapport à la loi de finances initiale.

Le déficit public atteindrait 8,2% du produit intérieur brut, un record depuis au moins un demi-siècle.

Le texte prévoit la création d'une taxe exceptionnelle payée par les banques sur les bonus des traders, dont le produit, estimé initialement à 360 millions d'euros, sera affecté en totalité à Oseo, la banque publique de financement des PME.

Le texte de la CMP a retenu l'amendement du Sénat qui étend cette taxe aux supérieurs hiérarchiques des traders. Elle portera sur toute la chaîne allant du dirigeant de la banque d'investissement au trader, en passant par le chef d'équipe, le chef de salle et le responsable des activités de marché.

Cette taxe exceptionnelle est égale à 50% du montant versé au-delà de 27.500 euros par salarié.

Le collectif budgétaire met aussi en place le grand emprunt de 35 milliards d'euros voulu par le chef de l'Etat pour financer des investissements stratégiques dans l'enseignement supérieur, la formation, la recherche, les filières industrielles, les PME, le développement durable et l'économie numérique. (Reuters 25.02)

**Quand les économistes prennent leurs désirs pour la réalité. Ils ne vivent pas dans le même monde que nous.**

Les indicateurs conjoncturels français virent au rouge titre Reuters.

Baisse inattendue du moral des ménages, remontée du chômage et regain de tension sur les prix laissent augurer d'une rechute de la croissance française au premier trimestre après une embellie fin 2009 qui détonnait au sein de la zone euro.

Vingt économistes interrogés par Reuters s'attendaient à une poursuite de l'amélioration du moral des ménages... (Reuters 25.02)

Pas de bol, c'est le contraire qui se produit, conséquence de l'aggravation de la crise et ses conséquences que le gouvernement fait payer à la majorité de la population.

**Jusqu'au cou !**

Les dépôts de dossiers de surendettement ont augmenté de 15% au cours de l'année 2009, 744.000 ménages étaient officiellement en situation de surendettement, selon le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, (ONPES) remis jeudi au gouvernement.

Par ailleurs, selon l'ONPES, "*l'endettement moyen par dossier a lui aussi augmenté, passant de 38.847 euros en janvier 2009 à 41.700 euros en septembre 2009*". (AP 25.02)

**Chômage. A Matignon on se rassure comme l'on peut.**

Le chômage va continuer d'augmenter "*au moins jusqu'à la mi-2010*", a estimé jeudi le Premier ministre François Fillon, lors d'un déplacement en Seine-Maritime.

"*On voit que autour de nous, le chômage augmente encore très fortement, aux Etats-Unis, aujourd'hui même, les chiffres sont très mauvais dans la plupart des autres pays européens. Ça veut dire que, au moins jusqu'à la mi-2010, on va voir le chômage augmenter*", a-t-il affirmé

"*Cette augmentation est beaucoup moins forte que pendant la période la plus dure de la crise. Donc on va aller progressivement vers un équilibre et puis, on va recommencer à créer des emplois, si toutefois la situation internationale le permet*", a ajouté le Premier ministre. (AP 25.02)

Oui, c'est aussi à l'échelle mondiale qu'il faut combattre le chômage et en finir avec le capitalisme.

**Effet d'annonce à l'approche des élections régionales.**

L'Etat et l'assurance chômage (Unedic) vont allouer ensemble «*plusieurs centaines de millions d'euros*» pour des chômeurs en fin de droits, a affirmé jeudi sur RMC/ BFM TV le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez, évoquant des mesures opérationnelles «*fin mars*».

Après avoir achevé mardi des réunions bilatérales avec les «*huit partenaires sociaux qui travaillent avec nous sur ce sujet*», le secrétaire d'Etat a indiqué que «dès la semaine prochaine, on fera une séance de bilan pour précisément se dire combien il y a de personnes concernées qui auront besoin de nous en 2010».

«*La semaine prochaine on aura notre réunion de diagnostic, la semaine d'après je souhaite que les mesures soient arrêtées et qu'elles soient opérationnelles avant la fin du mois de mars*», a-t-il précisé.

Sur un million de personnes qui devraient arriver en fin de droits à une indemnisation chômage en 2010, «*une partie bénéficie de la solidarité nationale (RSA, ASS, autres aides) et d'autres, qui peuvent avoir des niveaux de revenu au-delà des seuils parce que leur conjoint travaille, sont un peu dans un trou noir de notre système de solidarité nationale*», a observé Laurent Wauquiez.

«On estime -et c'est tout l'objet de notre réunion de la semaine prochaine avec les partenaires sociaux- entre 350.000 et 400.000 les personnes en dehors de nos aides», a-t-il indiqué.

Pour Laurent Wauquiez, «*il y a trois pistes d'actions», à commencer par «réagir avant que la personne se retrouve dans cette espèce de*

*nasse du chômage de longue durée parce que ses chances de retrouver un emploi diminuent et parce qu'elle n'a plus d'indemnités à la fin*».

Prenant l'exemple d'une femme 45 ans qui cherche un emploi dans le secteur du textile et qui n'en a pas trouvé au bout d'un an, il a considéré qu'«il faut lui proposer, avant qu'elle soit à un an, une formation pour se reconvertir par exemple dans les services à la personne».

Il a aussi prôné de «*miser sur la formation, parce que quelqu'un qui ne trouve pas dans son domaine au bout d'un an, c'est que ce n'est pas le bon domaine, donc il faut l'aider à se reconvertir*» et de recourir à «*tout ce qui permet, y compris à travers des aides, de recommencer à travailler, notamment des contrats aidés*».

Quant aux demandeurs d'emploi «*qui sont déjà en fin de droits, il faut leur proposer des formations rémunérées*», a jugé Laurent Wauquiez, évoquant là encore «*un cofinancement*» entre l'Etat et les partenaires sociaux. (Libération.fr et AFP 25.02)

L'avenir des millions de chômeurs en conservant l'Etat capitaliste et ses institutions :

**1-** les RSA ou ASS en complément d'un boulot à temps partiel, la misère quoi !

**2-** Les "*contrats aidés*", en réalité des contrats de travail précaires au Smic !

**3-** Une formation qui ne débouchera pas sur un emploi pour cause de chômage massif !

**4-** Mettre en formation des centaines de milliers de chômeurs, ce sera autant de chômeurs comptabilisés en moins dans la perspective de 2012 !

**5-** Et tout cela se fait avec la collaboration des dirigeants syndicaux qui gèrent le chômage et la crise du capitalisme au côté du gouvernement des banquiers et des capitalistes !

**La jeunesse du prolétariat sacrifiée au profit des banquiers.**

Les jeunes et les précaires devraient subir le plus durement la crise économique actuelle, selon le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale remis jeudi au gouvernement français.

"*La dégradation du marché du travail, en touchant les personnes qui étaient déjà les plus vulnérables, engendre un risque d'irréversibilité du chômage et de la pauvreté*", a dit Agnès de Fleurieu, présidente de l'Observatoire, en remettant le rapport au secrétaire d'Etat au Logement, Benoist Apparu, et au Haut commissaire aux solidarités actives, Martin Hirsch.

"*Plus particulièrement pour les jeunes, une entrée dans la vie active retardée, dans une phase de basse conjoncture, peut être synonyme de déclassement de longue durée, voire d'exclusion pour les plus précaires*", a-t-elle ajouté.

Selon le rapport, "*l'irréversibilité de la pauvreté constitue un risque certain pour les jeunes sans qualification qui cherchent à s'insérer professionnellement et pour les personnes qui étaient déjà éloignées de l'emploi*". "*Ces personnes risquent de souffrir durablement d'une perte de compétences, mais aussi de se désinsérer socialement.*"

L'Observatoire souligne, en plus, que les jeunes de moins de 25 ans ont difficilement accès à l'assurance chômage, du fait des durées de cotisation requises, et quasiment pas au Revenu de solidarité active (RSA).

Selon le rapport, "*l'extension de la pauvreté aux classes moyennes devrait être relativement limitée et pourrait essentiellement concerner les travailleurs qualifiés des secteurs industriels touchés par la crise*".

"*L'intensification de la pauvreté, c'est-à-dire la dégradation de la situation relative des personnes pauvres, est plus probable*", poursuit le texte. (Reuters 25.02)

**Pas comique du tout !**

Jean Dujardin, Dany Boon et Sophie Marceau ont été les acteurs les mieux payés du cinéma français en 2009, selon un palmarès à paraître vendredi dans le Figaro.

Selon ce quotidien, Jean Dujardin arrive en tête avec 4,4 millions d'euros, suivi de Dany Boon avec trois millions d'euros, puis Sophie Marceau avec 2,9 millions d'euros. (Reuters 25.02)

**Allemagne. Passons aux aveux.**

La chancelière allemande Angela Merkel reconnaît jeudi que l'euro se trouvait en position difficile pour la première fois depuis sa création, mais qu'il surmonterait la crise. (AP 25.02)

**Etats-Unis. Un Etat d'exception, antidémocratique.**

Après le Sénat, la Chambre des représentants a voté jeudi la reconduction pour un an des mesures antiterroristes exceptionnelles du Patriot Act, qui devaient expirer fin février.

Le Patriot Act avait été passé en réaction aux attentats du 11-Septembre 2001, en levant une bonne part des protections des droits des citoyens reconnues dans la Constitution. Parmi les mesures acceptées figurent les écoutes des conversations téléphoniques, la saisie de documents comme la liste des ouvrages consultés dans les bibliothèques, et la surveillance d'un individu isolé potentiellement dangereux sans qu'il appartienne à aucun groupe terroriste. (AP 25.02)

---

**Le 27 février**

Second complément : comme annoncé, j'ai mis en ligne au format pdf l'ensemble des infos de février sociale, politique, syndicale et internationale, et par chance l'ensemble des liens renvoyant aux différents articles ont été préservés.

Demain je m'accorderai un jour de repos si vous le voulez bien, sauf situation exceptionnelle bien entendu.

Complément : j'ai corrigé quelques fautes dans la rubrique Actualité rédigée trop rapidement.

Pas le temps de causer. Je rencontre encore un problème avec le modem, donc ne vous étonnez pas si je ne peux pas actualiser le site un de ces jours. Tous les articles qui figurent pendant deux ou trois jours dans la page d'accueil du site sont ensuite recopiés dans les pages des rubriques correspondantes.

Bon week-end à tous. Le printemps sera chaud !

Comme je ne suis pas certain que vous téléchargerez le document de FO mis en ligne aujourd'hui, je reproduis ci-dessous mon commentaire qui déborde largement son contenu.

La position de FO est correcte ici, à ceci près que ce syndicat inscrit les solutions à apporter au chômage, à la précarité, à la pauvreté et à la question des retraites dans le cadre du régime capitaliste comme horizon indépassable, ce à quoi on ne peut évidemment pas souscrire.

A l'opposé et conformément à l'objectif du mouvement ouvrier dont font partie FO et les syndicats ouvriers, nous proposons de situer notre combat sur toutes ces questions dans la perspective de l'abolition du salariat, donc du capitalisme.

Force ouvrière estime qu'il serait possible au capitalisme de procéder à « un changement du modèle » économique, ce qui signifie que ce serait possible, voire souhaitable, c'est méconnaître ou ne pas comprendre, ne pas vouloir comprendre plutôt, que c'est le développement du capitalisme mondial au cours de la deuxième moitié du XXe siècle au stade de l'impérialisme stade suprême du capitalisme qui est à l'origine de la situation économique et sociale actuelle, et que ce développement obéit aux lois internes de fonctionnement du système économique capitaliste qui sont des lois incontournables qui demeurent inchangées depuis l'avènement de ce mode de production et de répartition des richesses basé sur la propriété privée des moyens de production entre les mains d'une poignées d'exploiteurs.

Malgré les trésors d'ingéniosité mis en œuvre par les représentants de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme pour échapper à ces lois depuis le début des années 70, puis au début des années 90, l'impasse dans laquelle se trouve plongé le capitalisme aujourd'hui témoigne à elle seule, que quoiqu'ils puissent tenter pour tenter de contourner ces lois, elles finissent toujours par les rattraper et par s'imposer avec leurs lots de destructions gigantesques de forces productives entraînant des souffrances sans nombre à tous les peuples, en premier lieu à la classe ouvrière.

Le capitalisme conduit à une accumulation toujours plus importante de capitaux entre les mains d'une infime minorité de la population, la classe des exploiteurs, c'est sa seule raison d'être, son seul objectif, tandis que la pauvreté à l'échelle mondiale continue de frapper une masse toujours plus considérable de travailleurs et leurs familles, c'est cette contradiction entre l'existence d'une classe ultra minoritaire dans la société qui possède les moyens de production et les banques et qui ne sait plus quoi inventer pour accumuler toujours plus de richesses dans un monde livré à l'anarchie et à une concurrence féroce entre capitalistes pour conserver leurs privilèges qui sont la source véritable de leur pouvoir, de leur dictature sur tous les peuples, et à l'opposé, l'existence d'une classe qui représente l'immense masse de la population, qui ne possède rien et dans bien des cas manque de tout, y compris de quoi simplement survivre, c'est cette contradiction qui est à l'origine de toutes les crises du capitalisme depuis qu'il existe.

Contrairement à ce que pense J-C Mailly, les représentants du capitalisme ne prennent pas la décision de s'attaquer aux acquis ou aux droits du prolétariat au détriment d'une autre décision moins risquée qui n'empêcherait pas le capitalisme français de survivre, non, ils n'ont pas le choix, sauf à accepter de se saborder eux-mêmes ce que l'on ne peut pas concevoir à leur suite.

Ceux qui expliquent que le capitalisme français pourrait se permettre de lâcher l'équivalent de ce qu'il avait accordé au prolétariat entre 1945 et 1950, n'ont semble-t-il pas suivi le développement du capitalisme au cours de la deuxième moitié du XXe siècle ou ils n'y ont rien compris, car il suffit de comparer à l'échelle mondiale dans quelle situation se trouvait le capitalisme français avec ses colonies en 1945 avec la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui, pour comprendre qu'il ne se trouve pas du tout dans la même situation et qu'elle lui est nettement plus défavorable aujourd'hui, sa position de cinquième ou sixième économie mondiale est à relativiser lorsque l'on sait que plus de la moitié des capitaux des entreprises du CAC 40 sont détenus par des capitalistes d'autres pays et que plus de la moitié des bénéfices réalisés par ces sociétés ont été engrangés en dehors de France.

Le capitalisme français doit s'aligner sur le capitalisme qui bénéficie du coût de la main d'œuvre le meilleur marché dans le monde pour rester compétitif, conserver sa place ou son rang sur le marché mondial, il est prisonnier de cette loi qui s'applique à tous les capitalistes qui exige toujours plus de sacrifices de la part du prolétariat, plus d'exploitation, plus de productivité et à l'arrivée plus de profits, cela n'a rien à voir avec une décision abstraite qui serait prise uniquement pour satisfaire la cupidité aveugle ou la soif insatiable de pouvoir de quelques capitalistes. Ce sont des besoins objectifs qui dictent le comportement ou la volonté des capitalistes, J-C Mailly commet l'erreur d'inverser les termes de cette relation de dépendance.

Les capitalistes sont obligés de penser en terme de concurrence à l'échelle mondiale s'ils ne veulent pas être évincés à leur tour, être absorbés ou disparaître au profit de capitalistes plus puissants, ils sont en guerre les uns contre les autres, même si en dernier ressort ils se liguent contre le prolétariat, c'est dans ces termes qu'il faut analyser le développement du capitalisme pour comprendre son évolution à l'échelle nationale et mondiale.

On pourrait se poser une question qui doit brûler les lèvres de nombreux militants : quel regard, quelle attention portent-ils aux conséquences sociales et politiques de leur comportement agressif et antisocial envers la classe ouvrière ?

Si vous avez pris le temps de lire les articles des journalistes du Réseau Voltaire, vous aurez compris qu'ils sont loin de se désintéresser de ces questions, qu'ils mettent même le paquet pour soumettre tous les Etats à leur volonté et maintenir le prolétariat mondial dans un état de soumission permanent afin de garantir la pérennité de leur pouvoir.

Maintenant, comme je l'ai précisé plus haut, ils sont prisonniers des lois internes de fonctionnement du système capitaliste, ils n'ont aucun moyen d'y échapper, ils peuvent tout au plus ralentir le processus qui conduit à l'exacerbation des contradictions du régime capitaliste mais ils ne peuvent pas les faire disparaître, il arrive toujours un moment où ils doivent y faire face, où il leur faut solder les comptes, comptes truqués, plus longtemps ils ont repoussé cette échéance et moins ils ont les moyens d'y faire face, sauf à se réfugier dans une fuite en avant synonyme demain d'une situation totalement hors de contrôle, à force de brûler la mèche par les deux bouts, il arrive un moment où ils se brûlent les doigts.

Il ne faut pas craindre les mauvais coups, mais rendre coup pour coup, c'est le meilleur moyen d'entraîner le prolétariat au combat de classe et de le préparer à l'affrontement final.

Après avoir pressurisé le prolétariat des pays en voie de développement ou surexploité celui des pays dominés, mis l'Afrique sous tutelle et l'avoir pillé tout en la maintenant dans un état de sous-développement, l'avoir réduit à la mendicité internationale ou un état de dépendance permanent, il ne leur reste plus qu'à se retourner contre leur propre prolétariat pour leur reprendre les acquis ou droits qu'ils ont dus leur concéder, quitte à prendre le risque de se retrouver face à une explosion sociale qui pourrait se répandre comme une traînée de poudre à travers tous les continents et conduire à la recomposition du mouvement ouvrier international sur un axe révolutionnaire, car l'illusion que le capitalisme pourrait être réformé prendra fin un jour au l'autre, la crise actuelle ne peut qu'accélérer ce processus et la radicalisation politique de chaque classe, on peut déjà le constater en France (ou en Italie, en Grande-Bretagne et bien d'autres pays) à travers la campagne électorale nauséabonde d'un côté, et la multiplication des grèves dans tout le pays de l'autre.

Si les capitalistes pouvaient faire autrement que de devoir affronter le prolétariat, ils n'hésiteraient pas un instant, si pour nous combattre pour nos droits est une question de vie ou de mort, c'est la même chose pour eux. Soit ils font en sorte que les actionnaires continuent de s'en mettre plein les poches et de percevoir des dividendes exorbitants, et alors le bal peut continuer, soit ils en sont incapables et ils n'ont plus qu'à mettre la clé sous la porte ou allez voir ailleurs où les conditions sont plus favorables pour engranger de nouveaux profits et satisfaire ainsi les actionnaires, tout dépendra en dernier lieu des exigences de ces derniers.

Toutes les grandes sociétés sont endettées, ce sont les banques et l'industrie financière qui tirent les ficelles et décident de leur avenir, elles ont un droit de vie ou de mort sur l'économie capitaliste, sur la constitution des conseils d'administration qui doivent donner la priorité à la satisfaction des intérêts des actionnaires. Les choses sérieuses sont discutées et se passent ailleurs, entre le gouvernement et les banquiers, les patrons sont convoqués et se font tancer par le gouvernement quand ils n'ont pas été capables de faire face à leurs responsabilité, de faire passer un plan social ou une restructuration en douceur, si possible à moindre frais car les actionnaires veillent, les banquiers et les milliardaires amis du Président.

Qui permet aux banques de manipuler de l'argent qui ne leur appartiennent pas comme s'il s'agissait du leur, bien au-delà de leurs actifs (8 à 10 fois plus) dont chacun sait qu'une bonne partie est toujours pourrie et de spéculer avec ? En voilà une question intéressante. Le gouvernement en premier lieu puisqu'il dispose toujours du privilège de battre monnaie, autrement dit de mettre en œuvre la planche à billets, avec l'aval de la Banque de France et de la BCE, par contre avec le passage à l'euro il ne peut plus dévaluer la monnaie pour se mettre au niveau de celles qui la concurrencent, il n'a pas d'autres alternatives que d'inonder le marché d'argent sans qu'il puisse savoir à l'avance si cet argent aura un effet bénéfique sur la croissance économique, en réalité comme cet argent est en grande partie détournée vers les marchés financiers et la spéculation, ce qui reste en direction de l'industrie ne sert qu'à payer la note des restructurations et éviter que le climat social se détériore et devienne incontrôlable, ou à absorber des concurrents moins chanceux ou plus faibles au moment de la crise, procéder à de nouvelles concentrations du capital pour mieux affronter les concurrents et voir venir l'avenir sans que le capitalisme ne soit remis en cause, les affaires reprennent de plus belles et la vie continue comme avant... en attendant la prochaine crise ou plutôt la prochaine étape de la crise du capitalisme qui est devenue permanente.

C'est bien Sarkozy qui a décidé d'avancer plus de 400 milliards d'euros aux banquiers et aux industriels, Sarkozy est Président de la République, il est une institution à lui tout seul, une des institutions de la Ve République, son sommet, il concentre plus de pouvoir entre ses mains que n'importe quel président en Europe, des dictateurs l'envie c'est pour dire, c'est donc dans sa direction qu'il faut faire converger tous les combats, contre le pouvoir politique en place qui sert de pare-feu ou de couverture au pouvoir des banquiers et des capitalistes, contre l'ensemble des institutions auxquelles en aucun cas nous ne devons rendre hommage, pas de compromis avec l'ennemi.

On peut imaginer les discussions qu'ils peuvent avoir entre eux, le gouvernement en est réduit à jouer le rôle de détecteur d'incendies envers les banquiers, de pompier de service face à des situations de détresses totales qu'il a lui-même engendrées parmi la population en mettant en œuvre une politique exclusivement tournée vers la satisfaction des besoins des capitalistes, il est obligé de prendre le risque d'en arriver à devoir gérer des conditions sociales extrêmes sans en avoir les moyens politiques, il s'appuie sur ses alliés du mouvement ouvrier sur lesquels il sait pouvoir compter, mais ils ne peuvent pas tout contrôler, ils seront impuissants à endiguer la vague de mécontentement qui monte des profondeurs de la classe ouvrière et qui finira bien par se traduire par une gigantesque explosion sociale et politique, ils auront tout tenté pour l'éviter, en vain, car les conditions objectives finissent toujours par l'emporter, par pousser le prolétariat à se soulever, ce qui paraissait encore impossible la veille aux pessimistes et autres diseuses de mauvaises aventures, paraîtra logique et salutaire au plus grand nombre dans les jours ou les semaines qui suivront le début de la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir, notre seul objectif.

Comment pour les capitalistes et leurs représentants conjuguer des attaques sans fin de plus en plus brutales contre le prolétariat et garantir la paix sociale indéfiniment, mission impossible, voilà le fin mot de l'histoire, l'histoire de la lutte des classes qui ne s'achèvera vraiment que lorsque le prolétariat aura terrassé son ennemi de classe à l'échelle mondiale, qu'il aura vaincu le capitalisme, que les différentes classes et les Etats auront disparus, que tous les peuples seront réunis dans une seule République sociale universelle garantissant à tous le bien-être, la paix et l'harmonie entre tous les peuples, le règne de la liberté deviendra enfin réalité.

Avant d'y parvenir, le chemin sera long et tortueux, il faudra franchir bien des obstacles, passer par des étapes intermédiaires que nous n'aurons pas spécialement choisies mais qui s'imposeront à nous pour aller de l'avant, car on ne peut pas atteindre notre objectif final d'un coup, le niveau de conscience de la population est trop hétérogène, il reflète l'hétérogénéité de la population, ne pas en tenir compte se serait sombrer dans le gauchisme ou l'anarchisme par impatience, c'est le temps qu'il faudra pour modifier radicalement les conditions objectives qui déterminera en grande partie le temps qu'il faudra pour élever le niveau de conscience des masses jusqu'à la prochaine étape, et ainsi de suite. La révolution permet de réaliser en un jour ce qui aurait réclamé des années autrement, les consciences mûrissent plus vites au contact de la révolution, tout s'accélère et personne ne peut prévoir les rythmes et les délais que prendront chaque étape conduisant à notre émancipation de l'exploitation et de l'oppression tant le processus sera complexe, à l'échelle mondiale ne l'oublions jamais, nous ne sommes pas internationalistes pour rien.

Ce n'est pas pour rien non plus que l'on explique à la suite de Marx et Engels que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est la condition sans laquelle leur émancipation demeurera toujours impossible ; si l'on ne peut pas faire le bonheur d'autrui contre sa volonté, a fortiori, la classe des exploitées ne pourra jamais se défaire de ses chaînes si elle ne les brisent pas elle-même, personne ne le fera à sa place. Lui fournir les outils pour y parvenir, l'aider à se les forger, tel est la raison d'être du parti révolutionnaire à la première étape, celle que nous vivons actuellement.

Voilà notre programme résumé en quelques lignes, qui je l'espère demeure fidèle à l'esprit du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels sans lequel il n'aurait sans doute jamais existé.

**Crise à l'UMP.**

Nicolas Sarkozy a convoqué les têtes de liste UMP pour les élections régionales en Ile-de-France afin de recadrer une campagne chaotique, a-t-on appris auprès du principal parti de la majorité.

Le président de la République "*est un peu agacé par des personnes qui ne font pas assez campagne ou qui jouent contre leur camp*", a-t-on expliqué de même source à Reuters.

Sont convoqués mardi à la première heure à l'Elysée la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse, chef de file de l'UMP en Ile-de-France, les têtes de liste départementales, ainsi que le secrétaire général du Parti, Xavier Bertrand, et Roger Karoutchi.

"*Il balance saloperie sur saloperie en off aux journalistes*", accuse un cadre de l'UMP, selon qui Nicolas Sarkozy demandera aux uns et aux autres de serrer les rangs. (Reuters 26.02)

Le Palais sert de bureau à l'UMP ! Bonaparte et son armée...

**De 1 à 19.000. C'est le rapport qui existe entre le plus bas et le plus haut salaire chez France Telecom.**

Le groupe, qui a présenté ses résultats 2009 jeudi, prévoit de distribuer 1,40 euro de dividende par action en 2010. Avec un peu plus de 26 % du capital, l'État, premier actionnaire, devrait empocher près d'un milliard d'euros ! Une manne providentielle, alors que les finances publiques ne cessent de se dégrader, mais qui n'est pas du goût de tout le monde.

Et pour cause ! Si les dividendes restent au même niveau qu'en 2008, les profits de France télécom ont chuté de 26 %... Du coup, s'insurge la CFE-CGC, la part revenant aux actionnaires sera "supérieur[e] aux bénéfices" de 2009 ! Elle devrait en effet atteindre quelque 3,65 milliards pour un résultat net consolidé (incluant les bénéfices revenant aux actionnaires minoritaires des filiales du groupe) de seulement 3,465 milliards. Une "folle politique de distribution des dividendes", selon le syndicat.

Le groupe France télécom compromet-il l'avenir dans le seul intérêt financier de ses actionnaires ? Non, répond Alexandre Iatrides, gérant chez KLB Richelieu finance. Selon lui, la distribution de dividendes s'apprécie aussi à la lumière du cash flow dégagé par l'entreprise en 2009. Or, sur ce plan, France télécom a dépassé ses objectifs en générant 8,35 milliards d'euros (une hausse de 4,2 % par rapport à 2008). Le gérant souligne également qu'une fois retirés les éléments non récurrents, le résultat net part du groupe se monte à 4,85 milliards d'euros, une somme bien supérieure à la distribution prévue de dividendes. Quant à la dette de France télécom, elle reste largement soutenable, argumente-t-il, comme en témoigne la notation qui lui est attribuée, une des meilleures existantes.

Pour Alexandre Iatrides, l'investissement de France télécom reste dans la moyenne des sociétés européennes, l'endettement très soutenable du groupe permettant même d'éviter l'emballement des dépenses les moins rentables. Une nuance toutefois : Alexandre Iatrides gère l'argent des investisseurs, il est donc normal qu'il ne se plaigne pas que les dividendes de France télécom soient généreux ! (lefigaro.fr 26.02)

**La Haute Autorité de la santé est d'une redoutable "*efficacité*"... antisociale.**

Ils sont jugés «*peu efficaces*» par la Haute Autorité de santé. Résultat, le gouvernement avait décidé, à lautomne, de diminuer le remboursement dune série de médicaments. On en connaît désormais la liste, ils sont 200 médicaments, annonce le site des Echos. De 35% de remboursement par la Sécurité sociale, ils vont passer à 15%.

Selon le quotidien économique, cela devrait permettre une économie de 145 millions deuros cette année.

Concrètement, il va sagir de traitements comme le Tanakan, qui agit sur les troubles de la mémoire des personnes âgées, ou encore Equanil (un anxiolythique), lHexomédine (un antiseptique), et la crème contre lherpès Zovirax.

*Les Echos* précise que les laboratoires pharmaceutiques sont actuellement informés des médicaments concernés. «*Les décisions, médicament par médicament, paraîtront au "Journal officiel" à partir d'avril*», précise le site. (20minutes.fr 26.02)

Haut de page

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes*

## Causeries mars 2010


| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |


---

**Le 1er mars**

Pas le temps de causer et de commenter les articles de presse que j'ai mis en ligne, je dois être à 9h à l'hôpital chez le dentiste. Un complément plus tard dans la journée.

Bonne semaine à tous, le mois de mars s'annonce chaud, très chaud !

**Quelques infos en bref.**

**En famille.**

Dans un entretien au Monde du 27 février, Didier Migaud (PS), nommé premier président de la Cour des comptes par Sarkozy a déclaré : "Je n'ai jamais conçu la politique comme un champ de bataille", il est vrai que la lutte des classes, ce n'est pas vraiment le point fort au PS.

Plus loin, il précise que c'est lui qui s'est porté candidat à ce poste et qu'il n'a pas été démarché par le nabot du Palais. Peu importe, ils se connaissent tellement bien qu'ils se tutoient : "J'ai dit au président que si la proposition m'était faite, je l'accepterais. (...) Il m'a dit : 'c'est une fonction totalement indépendante, je ne te demande pas de renoncer à tes convictions'", rapporte-t-il. (Reuters 27.02)

Devant les caméras l'UMP et le PS se chamaillent, et aussitôt après ils vont ripailler ensemble.

**Une difficulté de plus pour Sarkozy.**

La décision de Sarkozy de ne pas inaugurer le salon samedi, mais de le clôturer en fin de semaine prochaine, a été mal vécue par le monde paysan. Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA, premier syndicat agricole, classé à droite, a estimé que cette décision était mal venue alors que le secteur est en crise : «Le président Sarkozy a beaucoup de difficultés avec la campagne, avec le monde paysan», a-t-il affirmé vendredi sur Europe 1. Même tonalité du côté de la Confédération paysanne (proche de la gauche), qui y voit une «forme de mépris des paysans».

Lors d'une visite dans le Finistère consacrée à l'agriculture, le 15 février, Dominique de Villepin avait attaqué dans ce registre : «Je regrette

que [l'agriculture] ne soit pas une priorité du chef de l'Etat et du gouvernement, même si mon ami Bruno Le Maire se donne beaucoup de mal.» De fait, le ministre de l'Agriculture s'est surtout donné beaucoup de mal vendredi pour assurer que «le Président est à l'écoute du monde agricole, a une vraie attention pour le secteur» et lui apportera «des signes de soutien fort». En privé, le villepiniste Le Maire assure qu'il fait le point une fois par semaine sur son dossier avec Sarkozy. Mais après tout, pourquoi se décarcasser davantage ? A la présidentielle, près des trois quarts des agriculteurs ont voté pour le Sarkozy des villes. Cinq ans plus tôt, le Chirac des champs ne faisait pas mieux. (libération.fr 27.02)

**550 euros.** C'est, en euros, le montant de la taxe qui pourrait frapper chaque mètre carré de construction neuve en Ile-de-France pour financer la double boucle de métro automatique de Christian Blanc, le secrétaire d'Etat à la Région capitale, selon un document interne que s'est procuré l'AFP. (libération.fr 27.02)

**Allemagne. Un "compromis responsable".**

Le gouvernement et les syndicats allemands ont annoncé un accord dimanche sur une augmentation de salaire concernant quelque deux millions de fonctionnaires.

L'accord obtenu samedi soir prévoit un relèvement rétroactif des salaires de 1,2% pour janvier, suivi d'une hausse de 0,6% en janvier 2011 et de 0,5% en août 2011.

"Il n'y a pas de quoi se réjouir", a estimé Frank Bsirske, dirigeant du syndicat des services Ver.di, qui espérait davantage. Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, a en revanche salué "un compromis responsable" étant donné la conjoncture économique. (AP 27.02)

**Il y en a qui perdent la tête, d'autres qui la retrouvent... 3.262 ans plus tard.**

Des archéologues ont mis au jour dans la Vallée des Rois, près de Louxor, la tête géante d'une statue du célèbre pharaon Amenhotep III, également appelé Aménophis III, a annoncé dimanche le Conseil suprême des antiquités égyptiennes.

Amenhotep III, qui était le grand-père de Toutankhamon, a régné de 1387 à 1348 avant Jésus-Christ, à l'apogée du Nouvel Empire.

La statue de sa tête a été découverte dans les ruines de son temple, situé sur la rive du Nil en face de Louxor (sud de l'Egypte), qui a été détruit il y a longtemps. Ne subsistent plus que les deux Colosses de Memnon qui en marquaient l'entrée.

La tête fait la taille d'une personne adulte et semble très bien conservée. Elle appartient à une statue immense découverte il y a quelques années. Hourig Sourouzian, chef de l'équipe d'archéologues qui travaillent sur le site depuis 1999, considère que sa barbe cérémonielle se trouve encore enfouie quelque part à proximité.

"D'autres statues ont toujours quelque chose de cassé: l'extrémité du nez, le visage érodé. Mais ici, de l'extrémité de la couronne jusqu'au menton, elle est magnifiquement taillée et polie, rien n'est cassé", a déclaré Hourig Sourouzian.

La mission archéologique a trouvé de nombreuses pièces dans les ruines, dont deux statues de granit noir d'Amenhotep découvertes en mars. (AP 28.02)

---

**Le 2 mars**

**La sacro-sainte Constitution de la Ve République, les institutions et les partis.**

Deux infos pour cadrer notre sujet.

1- Au premier jour d'entrée en vigueur d'une réforme permettant aux justiciables de saisir directement le Conseil constitutionnel, le tribunal correctionnel de Paris a décidé, lundi 1er mars, de transmettre un dossier à la Cour de cassation, afin de déterminer si la garde à vue était conforme à la Constitution. (lemonde.fr 01.03)

2- Nicolas Sarkozy a convoqué mardi à la première heure à l'Elysée les têtes de liste UMP pour les élections régionales en Ile-de-France afin de recadrer une campagne chaotique, a-t-on appris auprès du principal parti de la majorité. (Reuters 26.02)

Le droit, les libertés, la propriété, etc., tout repose sur la Constitution, tous les rapports doivent être conformes à la Constitution, pardon, à l'esprit de la Constitution, la Constitution garante des rapports de soumission du travail au capital, la Constitution à l'origine des institutions dont le ministère de la Justice. Eux ils s'en occupent, ils s'y réfèrent, ils y font appellent, et nous, nous, nous l'ignorons !

Nos ennemis sont franchement moins cons que nous qui nous déchirons entre nous à vouloir respecter à la lettre tel ou tel principe au nom de la bonne cause pour ne pas combattre les institutions, eux en face, ils se contentent de lois, de décrets, de mesures conformes à l'esprit de la Constitution... et ils avancent, ils mettent en oeuvre leur politique réactionnaire entièrement tournée contre le prolétariat.

Dans *Que Faire ?* (1902), Lénine expliquait que dès 1895 en Russie, ceux qui se réfugiaient derrière l'argument selon lequel "*l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications*", entendez par là les revendications (économiques ou sociales) autres que politiques, étaient en réalité des capitulards ou des ignares, car "*toutes les conditions étaient réunies pour permettre un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications, toutes, sauf une préparation suffisante des dirigeants*". Lénine y voyait "*sinon une soumission servile au spontané, l'admiration des "idéologues" pour leurs propres défauts*". Je précise que parmi les "*petites revendications*" on peut ranger le combat pour l'interdiction des licenciements qui n'est pas à proprement parlé une petite revendication, dans la mesure où elle ne s'inscrit pas dans la persepctive d'un Etat ouvrier qui serait le seul à pouvoir appliquer cette mesure. Vous avez sans doute déjà lu quelque part qu'il n'y avait pas pire qu'une analyse qui n'était pas menée à son terme, vous en avez ici un excellent exemple.

Fustigeant alors les social-démocrates, "*la spontanéité (...) valait mieux que tout socialisme et toute politique, qu'ils devaient lutter en sachant qu'ils le faisaient, non pas pour de vagues générations futures, mais pour eux-mêmes et pour leurs enfants'*".

Une lutte qui n'aurait pas d'effet immédiat ou qui ne déboucherait sur aucun changement immédiat ne servirait à rien en somme, et comme le combat pour le socialisme est un combat de longue haleine qui ne se traduira par un résultat concret que lorsqu'on aura renversé le régime en place et pris le pouvoir, ce qui n'est pas demain la veille, ce combat serait parfaitement inutile ou sans intérêt. C'est l'attitude de tous les partis dits ouvriers en février 2010, sans exception.

Lénine poursuivait "*Les phrases de ce genre ont toujours été l'arme préférée des bourgeois d'Occident qui, haïssant le socialisme, travaillaient eux-mêmes (comme le "social-politique" allemand Hirsch) à transplanter chez eux le trade-unionisme anglais, et disaient aux ouvriers que la lutte uniquement syndicale est une lutte justement pour eux et pour leurs enfants, et non pour de vagues générations futures avec un vague socialisme futur.*"

Il est vrai que tous les partis ouvriers en février 2010 ressemblent davantage à des syndicats qu'à des partis politique et que le socialisme passe systématiquement à la trappe chez eux.

Alors que les capitalistes et leurs représentants pensent et légifèrent en terme d'évolution ou de développement du capitalisme à long terme pour assurer sa survie, le prolétariat ne devrait pas regarder plus loin que le bout de son nez, nos dirigeants doivent estimer que puisqu'il en est incapable, il est préférable de le laisser dans l'état de léthargie ou d'inconscience dans lequel il se trouve, à quoi bon le contrarier ou lui proposer une issue politique si éloignée de ses préoccupations et à laquelle il n'y comprendra rien. Laissons-le faire son propre malheur, laissons-le mariner dans son jus, à ce compte là n'en sortira jamais rien !

Ne dites pas que nos dirigeants ont en réalité une bien piètre idée du prolétariat, ils vous accuseraient de les calomnier, c'est leur conception de la démocratie qui parle.

Lénine : "*Tous ceux qui parlent de "surestimation de l'idéologie*", d'exagération du rôle de l'élément conscient, etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers "*arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants". Mais c'est une erreur profonde.*"

Au passage, le front unique en direction des dirigeants reçoit ici un désavoeux cinglant. Et c'est un fait que les militants qui ont quitté leur parti (PS ou PCF) n'ont pas rejoint le POI ou le NPA pour devenir des marxistes ou des révolutionnaires, ils ont conservé la même idéologie réformiste...

Lénine donnait ensuite la parole à Kautsky avant qu'il ne devienne un renégat du marxisme, pour expliquer en quoi consistait cette erreur, en réalité, il s'appuiera sur les enseignements de la lutte de classe du passé.

"*Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la conscience (souligné par K.K.) de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette science. Le projet de programme donne à croire que la commission a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte: "Plus le prolétariat augmente en conséquence du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience de la possibilité et de la nécessité du socialisme". Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux.*

*Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La*

*conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne, et malgré tout son désir, le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre ; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois (souligné par K. K.) : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (Von Aussen Hineingetragenes) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (urwüchsig). Aussi le vieux programme de Hainfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement: de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe. Or le nouveau projet a emprunté cette thèse à l'ancien programme et l'a accolée à la thèse citée plus haut. Ce qui a complètement interrompu le cours de la pensée...*"

Le socialisme ne germerait donc pas spontanément dans la tête du prolétariat, il serait importé "du dehors", du parti communiste constitué au départ par des intellectuels et/ou des bourgeois ayant rompus avec leur classe, d'où notamment le rôle irremplaçable du parti. Nos dirigeants l'ignoreraient-ils ?

Si maintenant le parti ne popularise pas les idées du socialisme, s'il ne combat pas sur le terrain politique, s'il n'indique pas aux masses les tâches et les objectifs politiques qu'elles doivent et devront se donner pour s'émanciper du capital, puisqu'elles sont incapables de les définir elles-mêmes et que personne d'autre ne le fera à la place de leur parti, autant dire qu'elles risquent de rester enchaînées au capitalisme pendant encore pas mal de temps.

Le socialisme serait importé "*du dehors*" de la classe ouvrière, donc évidemment en dehors de ses syndicats ouvriers, c'est donc au parti de remplir cette fonction, or les partis s'y refusent et se comportent en syndicats.

Ceux qui en sont réduits à refuser de combattre pour chasser Sarkozy et abattre les institutions, devraient réfléchir à la politique que leur proposent leurs dirigeants s'ils ne veulent pas qu'on les traitent de "*grands bourgeois d'Occident*". Je sens que je vais encore me faire des amis, je m'en tape autant que Lénine s'en foutait éperdument.

Ce sont bien les dirigeants des partis ouvriers qui sont responsables du refus de combattre le régime sur le terrain politique et qui se contentent des "*petites revendications*", qui passent de l'une à l'autre comme autant d'abstractions sans les relier entre elles pour axer leur combat contre le gouvernement et les institutions.

Pourquoi ne pas expliquer à la classe ouvrière que seul un Etat ouvrier, un gouvernement ouvrier révolutionnaire permettra de mettre un terme à toutes leurs souffrances et frustrations, que la liquidation des institutions de la Ve République est la condition préalable à la remise en cause des fondements du capitalisme, et que sans cette remise en cause leurs besoins ou aspirations ne seront jamais satisfaits, que c'est la seule issue politique possible, qu'il n'existe aucune autre alternative au capitalisme que le socialisme ?

Depuis la IVe République on a eu le droit à tous les types de gouvernements bourgeois : union nationale, coalition, cohabitation, programme commun axé sur la préservation de la Ve République et du capitalisme, sans que l'Etat ne change de nature sociale, toujours capitaliste. Alors pourquoi ne pas essayer un Etat ouvrier s'appuyant exclusivement sur la classe ouvrière ?

Prendre en mains son destin, refuser de se faire manipuler plus longtemps par le pouvoir et ses valets, ce n'est quand même pas le bout du monde, c'est un discours accessible à des millions de travailleurs, non ? Ne le serait-il pas que nous ne devrions pas en changer, tel était l'enseignement que Lénine avait compris et la lutte de classe lui a donné raison. Le parti se construit pas à pas, militant par militant parmi les ouvriers les plus déterminés, on ne se fait pas d'illusion, si nos idées s'adressent à l'ensemble de la classe et peuvent imbiber petit à petit la classe ouvrière, on n'a pas la prétention de la gagner au socialisme du jour au lendemain ou de recruter des millions d'ouvriers, telle était la méthode de Lénine pour construire le parti.

Quel discours tenir aux travailleurs les plus avancés qui cependant doutent qu'il existerait une issue politique ?

C'est bien beau tout cela direz-vous, mais ce que vous nous proposez là ce n'est pas pour demain, certes, les miracles réclament toujours un certain délai pour ceux qui y croient, ce qui n'est pas notre cas, on ne changera pas le monde demain matin, même avec les plus belles idées du monde, cependant il faut bien partir de quelque part, de la réalité et de la société telles qu'elles sont si nous voulons un jour les changer, à moins que vous n'acceptiez que d'autres continuent de décider à votre place et que vous vous estimiez heureux ainsi, à notre avis la vie vaut mieux que cela, mais si nous n'avançons pas dans cette voie, ce sera pour toujours qu'il faudra se contenter de cette vie médiocre faite d'hypocrisies et de mensonges grands et petits, d'humiliations et de frustrations de plus en plus insupportables sans aucune contrepartie, est-ce ainsi que vous envisagez votre avenir, croyez-vous franchement qu'il n'existe pas une autre explication (origine) à notre condition, vous êtes d'accord pour reconnaître que ce qui se passe n'est pas normal, alors essayons ensemble de comprendre ce qui se passe vraiment, s'il n'y a pas de fatalité, si rien n'est déterminé à l'avance, c'est que l'on peut agir pour changer le cours des choses, peut-être pas dans l'immédiat, il ne faut pas s'attendre à des résultats spectaculaires, par contre par le seul fait que vous vous engagiez à prendre vos affaires en mains, c'est déjà un premier pas vers notre objectif commun qui vous paraissait impensable à atteindre quelques minutes plus tôt, vous donnez aussi un sens à votre vie, vous vous donnez un idéal dont vous n'aurez jamais à rougir, imaginez que finalement des millions avancent ainsi consciemment dans la même direction et nous nous rapprocherons du but que nous nous sommes fixés, d'utopie il

deviendra réalité...

Oui notre combat consiste dans un premier temps à faire prendre conscience au prolétariat qu'il existe bien une issue politique à la crise du capitalisme et que cette issue repose sur sa prise de conscience que le système économique capitaliste et les institutions n'ont pas existé de toute éternité, et au-delà que seuls son organisation et sa mobilisation révolutionnaire permettront d'y mettre fin.

L'issue de notre combat reposera sur le parti ouvrier qui aura été capable d'analyser le développement du capitalisme avec ses contradictions et d'en tirer la conclusion, d'une part qu'il conduit infailliblement l'humanité à la barbarie, d'autre part, que son existence repose uniquement sur l'ignorance des masses laborieuses et leur incapacité jusqu'à présent à se doter d'une direction exprimant consciemment leurs intérêts et l'objectif de leur combat, d'où la nécessité de construire le parti révolutionnaire qui impulsera le combat pour un Etat ouvrier et qui le dirigera au cours d'une période transitoire une fois que nous aurons vaincu notre ennemi...

Le combat pour le socialisme est étroitement lié au combat pour la construction du parti, parce que ce sont des partis politiques qui constituent et dirigent les institutions, l'histoire du pays est ainsi faite que nous devons faire avec ; regardez, ce n'est pas un hasard à deux semaines des élections régionales si Sarkozy, le président de la République, le sommet de l'Etat, une institution à lui tout seul de par les pouvoirs exorbitants que lui octroie la Constitution de la Ve République, convoque les candidats de l'UMP, son parti, pas n'importe où, pas dans un hôtel particulier ou au siège de l'UMP, à l'Elysée !

Les capitalistes sont très organisés, ils disposent de tous les pouvoirs, ils ont de puissants syndicats, des partis politiques comptant des centaines de milliers d'adhérents, ils disposent des médias et de moyens financiers colossaux pour organiser leur propagande et défendre leurs intérêts contre la classe ouvrière, ils peuvent aussi compter sur une ribambelle de partis dits ouvriers ou de gauche qui ont gouverné dans le passé au côté des représentants du capitalisme, mais aussi sur des syndicats jaunes ou des syndicats dirigés par des bureaucrates qui ont choisi le camp des adversaires de la classe ouvrière, on peut ajouter une multitude d'organisations, associations, comités, clubs dont l'existence repose uniquement sur les fonds que leur octroie l'Etat capitaliste, face à cette formidable armada, on trouve trois partis (POI, NPA et LO) et une multitude de groupes de militants qui proclament défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais dont aucun ne veut pour le moment combattre contre les institutions ou subordonner leur combat pour les revendications au combat pour en finir avec le régime, ils préfèrent faire l'impasse sur le programme du socialisme en imaginant peut-être que le moment venu celui-ci s'imposera aux masses, or nous avons vu plus haut que c'était une dramatique erreur de le penser.

La classe ouvrière, l'ensemble des exploités représentent l'immense majorité de la population, les capitalistes doivent leur céder le pouvoir de gré ou de force, rien ni personne ne peut justifier les inégalités et les injustices, les guerres, les famines et la barbarie en général, c'est à notre tour de gouverner, de refonder les bases économiques et l'ensemble des rapports sociaux qui en découlent, de la même manière que la bourgeoisie l'a fait pour son propre compte à la fin du XVIIIe siècle, par une révolution prolétarienne, socialisme ou barbarie, l'heure des combats décisifs a sonné, l'heure de l'engagement politique des masses exploitées sonnera le glas du capitalisme, nous en sommes sûrs, nous vaincrons !

**Quelques infos en bref**

Economie.

**Et pendant ce temps-là les affaires continuent.**

- Merck va racheter Millipore pour 7,2 milliards de dollars.

- Prudential rachète AIA pour 35,5 milliards de dollars

- Bruxelles avalise l'alliance Orange/T-Mobile au Royaume-Uni

- Le groupe français Alstom prend 25% du capital du russe TMH

**Suède.**

L'économie suédoise est retombée en récession au quatrième trimestre, selon les chiffres du Bureau des statistiques suédois.

Le produit intérieur brut (PIB) du quatrième trimestre 2009 s'est ainsi contracté de 0,6% de 0,1% au troisième trimestre.

Avec une contraction du PIB de 4,9% sur l'ensemble de l'année, la Suède a connu en 2009 la plus forte chute de son activité économique depuis la Deuxième Guerre mondiale. (Reuters 01.03)

**Ils engrangent des milliards de dollars.**

HSBC fait état d'un bénéfice annuel avant impôt de 7,1 milliards de dollars (5,2 milliards d'euros). Les comptes de HSBC ont été affectés par des pertes comptables de 6,3 milliards de dollars imputables à sa propre dette.

Avant cette perte, le bénéfice courant ressort à 13,3 milliards de dollars, en hausse de 56%.

La première banque européenne a indiqué que ses provisions pour créances douteuses avaient grimpé de 9% à 26,5 milliards de dollars.

Prié de dire si les créances douteuses avaient atteint un plafond outre-Atlantique, le directeur financier de HSBC Douglas Flint a répondu: "*Ce serait une prévision raisonnable.*" (Reuters 01.03)

---

**Le 3 mars**

**La Talonnette. Flagrant délit et panique au Palais.**

S'engager dans la campagne des régionales "*n'est pas le rôle ni la place du président de la République*", affirmait Sarkozy le 26 janvier sur TF1.

Depuis, pourtant, Nicolas Sarkozy se déplace dans des régions électoralement stratégiques, se multiplie aux côtés des candidats de la majorité et va jusqu'à recevoir mardi matin l'équipe que conduit Valérie Pécresse en Ile-de-France. (AP 01.03)

**L'aristocratie financière rassurée... si besoin était. Ouf !**

Le commissaire européen chargé des services financiers, Michel Barnier, a cherché mardi à rassurer les gestionnaires de fonds spéculatifs (les fameux hedge funds) et de fonds d'investissement dans les entreprises non-cotées, au deuxième jour d'une visite à Londres.

«*Mon principal objectif, c'est de vous écouter*», a déclaré le Français au cours d'une réunion avec des représentants du secteur. Il a souligné qu'il fallait réformer le secteur financier sans «*réguler pour le plaisir de réguler*». (libération.fr et AFP 02.03)

Il fallait évidemment lire écouter dans le sens d'obéir.

**UE. Un charisme qui passe mal.**

Le Parlement européen a annoncé mardi avoir infligé une amende de quelque 3.000 euros à l'eurodéputé britannique Nigel Farage, qui a comparé le 24 février le nouveau président de l'Union européenne, le Belge Herman van Rompuy, à une "*serpillière humide*".

La présidence du Parlement européen a condamné mardi le comportement "*incorrect et irrespectueux*" de l'eurodéputé Nigel Farage, chef du parti UK Independence Party qui demande le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, qui va perdre dix jours d'indemnités parlementaires journalières, à 298 euros par jour.

Nigel Farage l'avait d'abord traité d'"*assassin tranquille*" de la démocratie en Europe, avant de hurler: "*Vous avez le charisme d'une serpillière humide et l'allure d'un petit employé de banque*".

"*Personne en Europe n'a entendu parler de vous! (...) Le peuple d'Europe doit vous limoger*", a ajouté le Britannique, que le président de l'Assemblée a tenté en vain d'interrompre. "*Vous semblez mépriser le concept même des Etats-nations. Peut-être parce que vous venez de Belgique, qui, bien sûr, est à peu près un non-pays*", a poursuivi Nigel Farage. (AP 02.03)

**Espagne. Taux record de chômage.**

Le taux de chômage espagnol a connu une nouvelle hausse de 2% en février, et ne devrait pas diminuer avant 2011, selon les chiffres publiés par le ministère du travail.

Par rapport à février 2009, le chômage espagnol a augmenté de près de 20%. L'Espagne compte donc désormais 4,13 millions de chômeurs.

Le taux de chômage espagnol étaient de 18,3% au dernier trimestre 2009 et devrait atteindre 19% cette année selon les prévisions du gouvernement. (Reuters 02.03)

**Grèce. Saigner à blanc le prolétariat grec. Le vrai visage de l'Union européenne.**

La Grèce doit prendre de nouvelles mesures d'austérité pour atteindre son objectif de réduction du déficit budgétaire cette année, annonce la Commission européenne mercredi.

L'ambitieux programme d'austérité d'Athènes vise à calmer le marché obligataire où les primes pour prêter à la Grèce n'ont cessé d'augmenter, les intervenants redoutant un défaut sur le service d'une dette qui dépasse 120% du PIB.

Pour calmer la nervosité des marchés, les pays de la zone euro ont publié le 11 février un communiqué dans lequel ils affirment qu'ils agiront pour préserver la stabilité financière de la zone si le besoin s'en fait sentir. (Reuters 02.03)

**Chine.**

La Chine devrait enregistrer un déficit plus important que prévu cette année, de plus de 1.000 milliards de yuans (108 milliards d'euros) a annoncé lundi Yin Zhongqing, directeur adjoint de la commission de l'Économie et des Finances du Congrès national du peuple.

Selon les chiffres du ministère des finances, les recettes ont diminué d'environ 740 milliards de yuans, soit 2,2% du produit intérieur brut. (Reuters 02.03)

---

**Le 4 mars**

Par erreur j'ai effacé de mon disque dur la causerie du 1er mars, si un camarade peut me l'envoyer, merci d'avance.

Hier après-midi j'ai préparé une causerie ou un article comme vous voudrez sur les comités d'action (avec l'aide du camarade Trotsky) mal nommés comités d'unité, mais l'actualité me conduit à ne le publier que demain, je dois y faire une dernière retouche, car j'ai tendance à ne pas expliquer suffisamment sur quoi reposent mes critiques qui se veulent avant tout constructives, mais bon, on ne peut pas être compris par tout le monde non plus, surtout par ceux qui ne veulent pas comprendre ou qui sont fermés à la confrontation des idées.

J'ai lu le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, ils ont réaliser des progrès dans la présentation et le contenu, c'est vrai alors il faut le signaler, de nombreux articles sont comparables par la forme à ceux que l'on trouve dans le site Lutte de classe, simple coïncidence évidemment. Dommage qu'on ne partage pas la même orientation politique. J'y reviendrai demain, car j'ai aussi commencé à rédiger une causerie à chaud hier après-midi.

J'ai mis en ligne pour info l'appel lancé par le *Front syndical de classe* en solidarité avec les ouvriers de Total à Dunkerque dont la raffinerie est plus que sérieusement menacée de fermeture, avec les réserves suivantes.

Ils disent bien ce que "*les actionnaires de Total veulent ; (...) la fermeture de cette raffinerie*", mais dans leur appel ils n'exigent pas clairement son maintien en activité, pire, ils se contentent de constater que la grève des cinq autres raffineries n'a pas permis d'aboutir de la part de la direction de Total à l'engagement de maintenir en activité la raffinerie de Dunkerque en passant sous silence l'appel de la CGT à cesser la grève dans ces raffineries, facteur qui est en garnde partie à l'origine de la position de la direction de Total (et du gouvernement) et qui a conduit à l'isolement des ouvriers de Dunkerque.

Finalement, ils prétendent donc combattre contre l'isolement des ouvriers de Dunkerque sans dénoncer ceux qui sont à l'origine de cette situation. Veulent-ils ainsi protéger les dirigeants nationaux de la CGT qui ont brisé cette grève et trahi les ouvriers de Total, parce qu'ils seraient eux aussi sur la ligne qu'il serait impossible de s'opposer à la fermeture de la raffinerie de Dunkerque ? Cela y ressemble en tout cas.

A l'opposé, parce que je me situe dans une autre perspective politique que ces militants, pour rappel, j'ai expliqué que la fermeture de cette raffinerie serait inévitable, j'aurais dû préciser qu'elle serait probablement inévitable, sauf à engager le combat pour l'expropriation des actionnaires de Total et la prise de contrôle des raffineries par les ouvriers et le personnel de Total, ce qui nécessitait d'engager le combat contre le gouvernement pour le chasser puisqu'il était impensable que Sarkozy procède à l'expropriation des actionnaires de Total, sachant aussi que le gouvernement possédait plus d'un tiers des actions de Total. J'ajoutais, sans aucune illusion sur l'issue de ce combat, après coup je précise en tenant compte du développement de la situation que j'essaie de cerner au plus près de Pondichéry, sauf à ouvrir une crise révolutionnaire en France, perspective politique inscrite dors et déjà dans la situation qui est en train de se développer dans le pays (notamment), de mûrir à un rythme qu'on ne peut pas prévoir mais que l'approfondissement de la crise du capitalisme et des institutions ne fait qu'accélèrer.

Voici le passage en question de leur appel :

"*La grève nationale du groupe TOTAL n'a pas permis d'apporter de réponse à la question posée depuis le 12 janvier : le redémarrage de l'entreprise pour permettre sur le site de Dunkerque la préservation de tous les emplois de la Raffinerie des Flandres mais aussi de toute la sous-traitance.* "

"*Redémarrage de l'entreprise*", on peut l'interpréter comme la volonté de combattre pour le maintien de l'activité de raffinage sur le site de Dunkerque, mais comme l'indiquait le jaune Chérèque, cela peut aussi s'interpréter comme la volonté d'y substituer une autre activité, ce qui signifierait en réalité le licenciement de l'ensemble des ouvriers de Dunkerque, et l'intérêt porté aux ouvriers employés par la sous-traitance ne servirait qu'à camoufler cette capitulation larvée.

Comprenez bien que je ne cherche pas à tout prix à critiquer cette initiative du FSC, j'expose simplement les remarques qui me sont venus à l'esprit en lisant leur appel. Pour ma part je m'en remets à la revendication des ouvriers de Dunkerque qui est très claire dans sa formulation.

Les ouvriers de Total à Dunkerque et des sous-traitants exigent le maintien en activité de la raffinerie telle qu'elle existe, objectif qui seul peut garantir le maintien de la totalité des emplois existant aujourd'hui, ils ne demandent pas une hypothétique "*préservation de tous les emplois*" qui est la porte ouverte à toutes les manoeuvres pour les conduire au chômage.

On ne peut pas tout dire et son contraire, en gros c'est ce que voulais marteler. On ne peut pas écrire dans la présentation de cet appel : "*Pas question de laisser sacrifier les salariés de la raffinerie de Dunkerque au nom de la sacro-sainte rentabilité financière*", et faire l'impasse sur le rôle des dirigeants nationaux de la CGT qui ont brisé la grève des cinq autres raffineries qui conduisait l'économie du pays à la paralysie et à une crise politique.

L'unité au sommet des appareils des syndicats ou des partis n'est pas notre objectif, poser de la sorte, c'est l'arme suprême de la trahison du mouvement ouvrier. Par contre l'unité de l'ensemble des militants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier si elle peut conduire à l'unité des dirigeants des syndicats et des partis, elle ne sera efficace que si ces militants avec les travailleurs mobilisés se dotent d'organismes indépendants pour contrôler leur propre mobilisation et définir eux-mêmes les tâches qu'ils doivent accomplir, les objectifs qu'ils doivent se fixer, en refusant de se soumettre à l'autorité de quelque dirigeant que ce soit.

C'est à cette tâche urgente à laquelle le mouvement ouvrier doit s'atteler sans délai s'il veut vaincre.

**Ca craque de partout à l'UMP.**

Selon, Lepoint.fr, les 40 membres de l'UMP qui sont inscrits sur la liste dissidente du maire de Palavas, Christian Jeanjean, qui a perdu l'investiture du parti, viennent d'être suspendus du parti par le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand. Christian Jeanjean "*conteste la légitimité de Raymond Couderc*". (lepost.fr 03.03)

**Nouvelles "*difficultés*" en zone euro.**

La croissance de l'activité dans les services de la zone euro a encore ralenti en février mais les contrats en attente des entreprises ont augmenté pour la première fois en deux ans, selon les résultats définitifs de l'enquête Markit.

La contraction dans les services s'est accélérée le mois dernier en Espagne alors que l'activité dans les services a légèrement reculé en Allemagne, en Italie et davantage en France. Il a grimpé en en "*Ces divergences soulèvent des interrogations concernant la soutenabilité de la reprise tout en posant des questions difficiles aux dirigeants politiques*", estime Chris Williamson de Markit.

"*Les services rencontrent clairement des difficultés pour bénéficier des éventuelles répercussions de la croissance plus solide observée dans l'industrie. La croissance du PIB et la poursuite de la reprise sont menacées par ce regain de faiblesse*", ajoute-t-il. (Reuters 03.03)

**Grande-Bretagne. Au bord du gouffre et nouveau scandale.**

**1-** Dans son édition de mercredi 3 mars, *La Tribune* spécule sur la prochaine victime, après la Grèce, des fonds spéculatifs, qui pourrait être, selon le quotidien économique, la Grande-Bretagne.

Avec une dette publique 80 % du PIB cette année '*dont l'explosion attendue entre 2008 et 2011 n'a aucun équivalent dans un pays développé*', Irlande exceptée, une monnaie sous pression face au dollar, et à l'approche d'élections générales qui laissent entrevoir une absence de majorité absolue, le Royaume-Uni serait la proie idéale pour une attaque des marchés.

'*Je suis très nerveux au sujet du risque qui pèse sur notre dette souveraine*', a averti mardi Kenneth Clark, conservateur chargé de l'industrie au sein du cabinet '*fantôme*' de David Cameron. (lemonde.fr 03.03)

**2-** Le vice-président du parti conservateur (par ailleurs ancien trésorier du parti), Lord Michael Ashcrof, a confirmé son statut fiscal de «*non-doms*». Cest-à-dire quil nest imposé que sur ses revenus perçus au Royaume-Uni. Un statut normalement réservé aux personnes qui ne

sont pas Britanniques.

La polémique prend dautant plus d'ampleur que son chef, David Cameron, s'était engagé, il y a quelques mois, à empêcher ces «*non-doms*» de siéger au parlement, une fois arrivé au pouvoir, et que sa campagne s'appuie notamment sur la critique des scandales des notes de frais des travaillistes.

Autre problème : Lord Michael Ashcroft est la trente-septième fortune du pays. Difficile à gober, donc, qu'il aurait du mal à payer ses impôts... ( 20minutes.fr.)

**Chili.**

Le séisme a peut-être servi de révélateur à l'immense fossé de richesses dans le pays, mettant en lumière la situation des pauvres, victimes les plus durement touchées du tremblement de terre. (AP 03.03)

Tient donc, il paraissait que depuis 1990 le taux de pauvreté était passé de 45 à 13% grâce à "*une démocratie stable enviées dans toute l'Amérique latine*", sur les 17 millions d'habitants, cela fait près de 2 millions de pauvres abandonnés à leur triste sort, chiffre officiel.

**Des régimes gangrenés par la corruption.**

**1-** Algérie. La famille du patron de la police algérienne, Ali Tounsi, tué jeudi dernier dans son bureau par un de ses collaborateurs, le colonel Chaoib Oltache, a contesté mercredi la version des faits avancée la veille par le ministre de l'Intérieur. (AP 03.03)

**2-** Guatemala. Les autorités guatémaltèques ont interpellé le chef de la police et la responsable de la lutte anti-drogue, pour son implication dans une affaire de vol de cocaïne et de meurtre de policier. (AP 03.03)

---

**Le 5 mars**

Complément de la mi-journée (15h, heure locale)

Je vous propose une des trois causeries que j'ai rédigées ces deux derniers jours.

Le site se transforme petit à petit en site d'informations et de combat politique pour la révolution prolétarienne et le socialisme.

Ma méthode. J'entends partager avec tous les militants qui se connectent sur le site l'ensemble des informations et des documents dont je dispose pour développer mes analyses et formuler mes propositions, ensuite à chacun de se forger librement sa propre conviction, loin de moi l'idée d'imposer la moindre idée ou orientation politique à qui que ce soit.

Si je pars du principe que nous devons aider par tous les moyens le prolétariat à élever son niveau de conscience le plus rapidement possible, il va de soi que je suis animé des mêmes intentions envers les militants, et je me fais un devoir de progresser sans cesse de mon côté. Si cela nécessite une confiance, elle soit rester limitée à la capacité de chaque militant d'aller toujours de l'avant et de tendre toujours davantage vers notre objectif commun. De ma part, et c'est le principe que je me suis fixé, cela exige une transparence totale, une honnêteté absolue, ce qui n'exclut pas les erreurs inévitables qu'il faut corriger publiquement aussitôt que j'en ai pris conscience, aucune exception ne pourrait être tolérée.

Il faut se forger une discipline de combattant révolutionnaire qui doit être exemplaire, sans se laisser emporter par les émotions, ce qui ne doit pas empêcher de les exprimer parfois, car un militant, un cadre ou un dirigeant n'est pas une machine et il n'a pas en face de lui des robots. Les masses réagissent aussi émotionnellement, il faut donc être capable d'en tenir compte, de saisir ce que recouvrent ses émotions, de partager leurs joies et leurs peines, mais sans aller jusqu'à partager leurs illusions !

Trotsky ne se faisait guère d'illusion sur les chances du mouvement ouvrier de se relever de sitôt du stalinisme, en lisant différents articles, ouvrages ou comptes-rendus d'entretiens ou de conférences qu'il avait rédigés ou qu'il avait donnés entre 1932 et 1940, j'ai pu le constater à plusieurs reprises, mais à aucun moment il n'a manifesté le moindre doute sur la victoire finale du socialisme, alors que ses analyses étaient parfois d'une lucidité cruelle pour le mouvement ouvrier qu'il s'est employé à mettre en garde plusieurs fois contre le risque d'impréparation au moment où sonneraient les combats décisifs contre le capital.

Je ne sais pas s'il aurait pu imaginer que 70 ans plus tard il n'existerait aucun parti communiste en Europe et dans le monde pour affronter la nouvelle crise générale et mondiale du capitalisme, qui sonnerait bien un jour ou l'autre conformément à l'analyse des marxistes du développement du capitalisme et de ses contradictions, qui conduisent inévitablement à l'affrontement direct entre les classes, je devrais ajouter, pour le pouvoir, mais je ne suis pas certain que la conscience des masses soit mûre aujourd'hui au point de poser son opposition à

la formidable régression sociale que veulent leur imposer les représentants du capitalisme en ces termes.

S'il nous faut tenter de faire preuve de lucidité à chaque étape de la lutte de classe, on ne doit pas perdre de vue non plus que l'ampleur et les répercussions de la crise du capitalisme n'ont pas fini de ravager des pans entiers de l'économie, jusqu'aux Etats eux-mêmes au bord de la banqueroute et endettées lourdement, un fardeau qui prend l'allure d'un cauchemar quotidien et d'un boulet permanent impossible à supporter plus longtemps au point de devoir s'attaquer frontalement au prolétariat déjà en état de survie. L'accélération de la crise et les mesures prises par les différents gouvernements des pays de l'UE ne peuvent que déboucher sur un affrontement entre les classes.

Dans la mesure où les conditions d'existence de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie vont devenir de plus en plus insupportables, les plans d'austérité mis en place par les gouvernements des Etats de l'UE vont se traduire par un mûrissement politique, une radicalisation des masses, ils vont favoriser ce processus jusqu'à provoquer l'explosion sociale dont on entend parler depuis déjà pas mal de temps, mais dont personne ne sait ni quand ni comment elle se produira, encore moins quelle tournure elle prendra, tandis que d'autres la redoute plutôt qu'autre chose sans l'avouer ouvertement.

Paradoxalement, en s'en prenant à tous nos acquis ou droit, les capitalistes sont en train de brûler leurs dernières cartouches, de scier la branche sur laquelle repose en grande partie le régime, de favoriser l'éclosion des conditions objectives nécessaires à l'ouverture d'une crise politique et révolutionnaire, donc au lieu de s'en alarmer, on devrait les en féliciter.

Le mûrissement de la crise va entraîner le mûrissement de la conscience de classe des militants et du prolétariat, car chacun va refuser de nouveaux sacrifices, chacun va chercher à comprendre ce qui se passe vraiment, ainsi des millions de travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes vont chercher des réponses à leurs questions, une issue politique pour sortir de cette crise dont ils sont les principales victimes, on pourrait dire que cela fait partie de l'instinct de survie de l'espèce humaine ou de la civilisation humaine de refuser d'être réduite en esclavage, d'accepter de vivre de plus en plus mal ou de vivre dans un monde livré à la barbarie, tout cela pour permettre à une poignée de nantis de continuer à vivre comme avant.

Le besoin de se regrouper pour unir ses forces, de se rassembler, de s'organiser pour combattre ensemble dans la même direction va surgir comme une nécessité dans la tête des masses, plus enclines habituellement à se laisser dicter leur sort par les représentants du capitalisme ; allergiques aux partis politiques et à la politique en général, elles peuvent être aménées à participer en masse à des regroupements politiques, des comités d'action engagés résolument dans le combat pour défendre ses acquis ou ses droits économiques ou sociaux, à se dresser contre l'ordre établi.

De ce point de vue le travail engagé par le POI notamment pour regrouper militants et travailleurs ne doit pas être négligé, encore moins méprisé par les militants qui ne partagent pas toutes les positions du POI. Je ne fais pas de la propagande pour le POI, j'essaie seulement d'être impartial, d'être lucide en toutes circonstances comme je l'ai dit plus haut. Si je ne parle pas du NPA, c'est parce qu'en me connectant sur son site national, je ne trouve pas trace de ce genre de regroupements politiques, encore moins chez LO. Si maintenant des militants de ces partis ont des informations à nous communiquer qui infirment ce constat, qu'ils nous les adressent, nous les mettrons en ligne sans hésitation afin que l'ensemble des militants puissent en profiter ; la concurrence est parfois une saine émulation, à condition d'avancer dans la même direction, vers le même objectif, ça c'est autre chose, il ne faut pas trop en demander quand même.

A ce propos, évidemment je regrette que le POI n'avance aucun mot d'ordre politique contre Sarkozy et les institutions et qu'il se cantonne à l'unité pour l'unité. Cependant, je ne sais pas si l'appel du meeting de La Garde sera suivi d'effets et repris nationalement, et si son orientation demeure en retrait des objectifs politiques que la classe ouvrière doit se donner, sur la forme il peut constituer un embryon d'organisme politique indépendant au niveau locale et nationale de la classe ouvrière, un des objectifs impératifs qu'il aurait fallu se donner beaucoup plus tôt, peu importe ici, pour briser l'obstacle des appareils à la mobilisation des masses contre l'Etat et pour pouvoir l'abattre, ce que ne va pas jusqu'à dire le POI et c'est un tort.

Peut-être que nous ne portons pas exactement le même regard sur le développement de la situation et les perspectives politiques du mouvement révolutionnaire des masses à venir, ils pensent davantage que la situation pourrait évoluer et se dénouer à travers une expérience du type de le Révolution française, alors que je penche pour un scénario ressemblant à celui de la Révolution russe de 1917, d'un point de vue théorique mais pas seulement, d'un point de vue pratique, du fait surtout que les masses ne s'étaient pas bornées à donner le pouvoir à un parti ou à élire ses représentants, elles s'étaient dotées d'organismes politiques qu'elles contrôlaient et qui étaient appelés à devenir le principal acquis de la révolution, les piliers du nouvel Etat ouvrier, et d'un parti politique sans lequel la révolution aurait échoué et les soviets auraient dégénéré au profit des institutions de l'Etat bourgeois. J'ai bien dit du type de la Révolution française, cela ne veut pas dire identique, d'ailleurs le prolétariat et la paysannerie pauvre n'avaient élu personne à cette époque. Je me suis fait cette réflexion récemment que le POI hésitait entre ces deux scénarios, qu'il oscillait entre les deux, peut-être temporairement, la suite nous le dira.

La principale faiblesse de l'Assemblée constituante, c'est qu'elle ne s'appuie pas sur la mobilisation et l'organisation permanente du prolétariat révolutionnaire, mais qu'elle tend à se substituer à elles et donc à favoriser la démobilisation de la classe ouvrière avant même d'avoir vaincu totalement son ennemi. Toutes les expériences de ce type dans le monde (en Amérique latine) suffisent à le prouver. De plus il est inconcevable que le prolétariat au cours d'un processus révolutionnaire laisse siéger et s'exprimer des représentants des partis bourgeois au sein d'une assemblée qui par nature doit mener la guerre jusqu'au bout contre la classe dominante et lui retirer tous ses pouvoirs, dès lors on devrait comprendre que leur participation à ce genre d'organisme politique est incompatible avec sa mission et qu'ils ne peuvent qu'en être exclus, sauf à vouloir à tout pris leur donner des armes supplémentaires pour nous combattre.

Mieux encore, en présence d'organismes politiques indépendants du prolétariat qui constitueraient de fait des organismes de double pouvoir face à tout autre organisme dont les représentants auraient été élus à un moment donné du processus révolutionnaire, le développement politique des organismes constitués par le prolétariat aurait tendance à refléter le développement de la révolution et le mûrissement de la conscience politique de la classe ouvrière, par conséquent ils entreraient fatalement en contradiction avec le fonctionnement d'une Assemblée constituante dont la composition ne réflèterait plus le niveau atteint par le développement de la révolution et les tâches qui lui resteraient à accomplir pour remporter la victoire, il faudrait alors procéder à son abolition comme le firent les bolcheviks.

Comme l'expérience l'a démontré, la composition d'un soviet peut changer en quelques mois et la majorité passer d'un parti à l'autre, son fonctionnement est plus souple et plus démocratique que tout autre organisme, il est directement en phase avec la révolution, alors que la composition d'une Assemblée constituante demeure figée pendant une période beaucoup plus longue, son fonctionnement est beaucoup lourd et bureaucratique, or si la révolution peut réaliser en un jour ce qui aurait réclamé des années en période normal, il est impensable que l'organe politique sur lequel s'appuie les masses et dont dépend en partie le sort de la révolution demeure à la traîne des événements, car la réaction guette le moindre faux pas, la moindre faille ou occasion pour frapper. J'y viendrai plus loin, en passant, cela justifie les mesure immédiates prises par un gouvernement révolutionnaire et l'existence même de ce gouvernement constitué au départ du ou des partis engagés dans le combat pour la victoire de la révolution socialiste, cela justifie du même coup la nécessité de construire ce parti sans lequel la révolution échouera..

Voilà en quelques lignes ce qui permet de distinguer fondamentalement une Assemblée constituante d'un organisme politique comparable à un soviet constitué uniquement de représentants des partis politiques du prolétariat des villes et des campagnes. Là aussi, comparable ne signifie pas dire identique, on peut s'inspirer de la Révolution russe sans chercher à la copier à la lettre.

On ne doit pas faire simplement une révolution démocratique bourgeoise, on doit faire aussi une révolution socialiste, et plus le temps passe, plus le développement de la crise du capitalisme va nous imposer de mettre à l'ordre du jour immédiatement la réalisation des tâches de la révolution socialiste, car sans la remise en cause des fondements du capitalisme et des institutions, nous ne serons pas en mesure de satisfaire la plupart des revendications ou besoins de la majorité de la population, or pour vaincre, il faudra que la majorité de la population soit engagée dans ce combat et y trouve son compte sous peine qu'elle tourne le dos à la révolution et qu'elle vienne renforcer le camp de la réaction, ce qui pourrait constituer un grave danger pour la suite du processus révolutionnaire.

Pour vaincre, non seulement il faudra que le prolétariat ait acquis un haut niveau de conscience politique, il faudra aussi qu'il soit massivement organisé pour participer activement à la révolution et soutenir le gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Comme on a du mal à imaginer qu'il puisse parvenir à cet objectif d'un coup et qu'il faudra bien en attendant que quelqu'un décide des tâches à accomplir à chaque étape du développement du processus révolutionnaire, que quelqu'un l'aide à avancer dans la bonne direction, la question du parti exprimant consciemment le processus en cours et concentrant tout le pouvoir au cours de la révolution en attendant que les organismes politiques indépendants du prolétariat atteignent le degré de maturité (ou de conscience) suffisant pour prendre le pouvoir, prend un caractère incontournable et déterminant, qu'on le veuille ou non, car une révolution sans une direction consciente pour la guider court inévitablement à l'échec et la tragédie.

Imaginez un instant que vous faites partie d'un groupe de personnes victimes d'une catastrophe avec de nombreux blessés et vous êtes totalement isolées du reste du monde, pas de bol, vous faites partie des blessés. Quelle va être votre première réaction, vous allez demander aux survivants s'il n'y en aurait pas un parmi eux qui serait médecin ou infirmier, vous allez chercher la personne la plus apte ou la plus compétente pour vous soigner ou vous sauver la vie, vous n'allez pas remettre votre existence entre les mains de n'importe qui. Et bien c'est la même chose pour la révolution, elle n'a pas les moyens de mettre son sort entre n'importe quelles mains, elle a besoin pour être menée à son terme des éléments les plus conscients sur le plan politique, c'est une question de vie ou de mort.

Les sceptiques expliqueront que l'on court un grand risque en remettant notre sort entre les mains d'un parti, sans doute, le stalinisme leur fait faire encore des cauchemars ou c'est un faux prétexte, l'expérience prouve qu'il peut dégénérer dans certaines circonstances et passer du meilleur au pire, si maintenant quelqu'un peut nous prouver que dans n'importe quel domaine des éléments moins conscients peuvent parvenir à des résultats plus satisfaisants que des éléments plus conscients, je m'incline et je suis prêt à prêcher la médiocrité en guise de moyen pour atteindre notre idéal.

Quand on a en permanence à l'esprit ce facteur (le parti) ou l'expérience de la révolution russe, on est obligé de tirer un trait sur l'Assemblée constituante qui fait également l'impasse sur le rôle et la place irremplaçable du parti au cours de la révolution. Ce n'est pas uniquement un argument théorique issu des enseignements de la lutte de classe que j'expose ici, c'est un simple constat, un brin de logique, certains diraient de bon sens, rien de plus pour ceux qui sont allergiques aussi à la théorie.

J'aurais pu prendre un autre exemple. Vous voulez vous mettre au piano, vous allez faire appel à un élève en train d'apprendre lui-même à en jouer ou vous allez vous adresser à un professeur qui maîtrise cet instrument ? La question du parti et le sort de la révolution est aussi simple que cela, cela en est franchement déconcertant. Vaut mieux s'addresser au maître qu'à son disciple selon un dicton populaire. Libre à ceux qui le souhaitent de ne pas en tenir compte, jusqu'à présent le plus court chemin qui mène d'un point à un autre demeure la ligne droite, s'y tenir reste le meilleur moyen de ne pas s'égarer et d'atteindre son objectif.

**Quelques infos en bref.**

**Elections régionales. Un record attendu. La "*sarkophilie*" introuvable !**

Un Français sur deux ne se rendrait pas aux urnes le 14 mars prochain. Un record d'abstention qui devrait inquiéter la majorité présidentielle.

Les raisons de ce manque d'intérêt sont multiples. La première: la méconnaissance de l'institution Région, qui leur paraît loin de leur quotidien. "*L'identité régionale reste faible, sauf dans quelques régions comme l'Alsace ou la Corse*", explique Bruno Jeanbart de l'institut OpinionWay, soulignant que le conseil régional est souvent vu comme un échelon administratif plus que politique.

Pour le politologue de Sciences-Po Paris, Philippe Braud, la politique du président de l'Etat explique également ce fort taux d'abstention. "*Il y a un manque de 'sarkophilie' à droite pour faire contrepoids, alors que dans le passé les présidents de la République ont su garder des électeurs inconditionnels*".

En revanche, toujours selon Phillippe Braud, à gauche, une "'*sarkophobie' ambiante*" pousserait les électeur "*à aller émettre un vote sanction*. Martine Aubry joue d'ailleurs sur ce registre. "*L'abstention, ça sert la politique actuelle de Nicolas Sarkozy*", a affirmé mercredi la patronne du PS. (lexpress.fr 04.03)

Les abstentionnistes montreront une nouvelle fois leur défiance envers tous les partis qui participent à ces élections, leur non-vote additionné aux voix qui se porteront sur les candidats des partis se réclamant à tort ou à raison de la classe ouvrière exprimera le rejet massif et majoritaire de la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Quant au manque de "*sarkophilie*", il exprime aussi bien le rejet de Sarkozy en personne dans son propre camp que son impuissance à faire face à la crise, et témoigne une nouvelle fois de son isolement de plus en plus impossible à camoufler plus longtemps. Si l'on ajoute à ce facteur le développement de la mobilisation du prolétariat sur ses propres revendications, on peut affirmer que tous les éléments d'une crise politique ouverte sont en train de se mettre en place. Quel en sera le détonateur ? Dans une situation de tension extrême, la moindre étincelle suffira à allumer la mèche.

**Quel "*modèle économique et social est indispensable*" pour répondre positivement aux besoins et aspirations des masses ?**

Dans sa lettre Internet du 3 mars J-C Mailly écrit "*nous défendons non seulement les droits des salariés actuels et futurs, mais nous montrons aussi qu'un changement de modèle économique et social est indispensable*".

Bien, mais que faut-il entendre par un "*changement de modèle économique et social est indispensable*", revenir en arrière ou aller de l'avant, revenir à un capitalisme d'Etat qui serait plus "*raisonnable*" que le libéralisme économique qui favorise les intérêts de l'aristocratie financièrement ou aller de l'avant vers la rupture avec le capitalisme, vers le socialisme ? Existerait-il une autre alternative que la remise en cause des fondements du capitalisme pour préserver notre droit à la retraite, à la santé, etc ?

Chaque travailleur doit parvenir à se poser cette question.

Prétendre qu'après le développement du capitalisme mondial des dernières décennies il serait possible de revenir au capitalisme de l'après-guerre, c'est d'une part nier ce développement au lieu de partir de la situation réelle, d'autre part, c'est vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers au lieu d'aller de l'avant vers le socialisme, c'est finalement refuser d'envisager l'affrontement direct avec la classe des capitalistes qui pourtant est inévitable, c'est adopter une position contre-révolutionnaire.

**Des banquiers au-dessus de tout soupçon, en réalité, menteurs, voyous comme en Grèce, où, en France, impossible voyons !**

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a indiqué jeudi avoir notifié des griefs à Natixis dans le cadre d'une enquête sur l'information financière de la banque de novembre 2008, confirmant des informations d'un ouvrage paru ce jour en librairie.

"*Natixis n'a pas fait l'objet d'une décision de sanction par l'AMF ni pour son information financière, ni pour (une) autre cause*", explique la banque.

Une porte-parole de l'AMF a déclaré à Reuters que la procédure actuellement en cours d'examen était menée par la commission des sanctions de l'AMF qui statue "*en toute indépendance*" sur son issue.

Le livre intitulé "*Natixis, enquête sur une faillite d'Etat*" indique que l'AMF reproche à la banque d'avoir "*délivré une fausse information financière qui a trompé le marché*".

"*Car l'enquête de l'AMF a cette fois enfin abouti à des conclusions: Natixis et ses dirigeants ont menti*", lit-on encore dans le livre. (Reuters 04.03)

Et bien sûr, comme à Wall street où l'organisme qui contrôlait les activités des marchés financiers n'avait pas vu venir l'escroquerie de Madoff avant qu'il ne puisse plus régler les intérêts à ses clients du fait de la crise et de faire des premières victimes ou encore la même escroquerie étendue à l'ensemble de l'industrie financière (titrisation des actifs pourris) déclenchant la crise actuelle, il aura fallu la publication d'un livre remettant en cause l'honnêteté des dirigeants de Natixis pour que l'affaire devienne publique.

Les autorités américaines publiques ou soi-disant indépendantes ont depuis laissé les mains libres aux banquiers et autres aristocrates de la finance pour continuer à faire leurs juteuses affaires ponctuées de coups tordus, alors on ne voit pas pourquoi l'AMF n'en ferait pas autant, ils se blanchissent entre eux et la vie continue !

**La "*libre concurrence*" mise en oeuvre par l'UE... pour augmenter encore le prix du tabac.**

Jeudi, la Cour européenne de justice a rendu un arrêt estimant que les réglementations de la France, de l'Autriche et de l'Irlande, qui imposent des prix minimaux sur les cigarettes et certains produits du tabac, étaient contraire au droit de l'Union européenne et à sa directive 95/591, car elles "*portent atteinte à la liberté des fabricants et des importateurs de déterminer les prix maximaux de vente au détail de leurs produits et, partant, à la libre concurrence*".

Cependant, la Cour assure que cette directive n'empêche pas les Etats membres de poursuivre la lutte contre le tabagisme. "*L'objectif d'assurer que les prix de ces produits soient fixés à des niveaux élevés peut adéquatement être poursuivi par une taxation accrue de ces produits*", suggère-t-elle dans son communiqué. (AP 04.03)

L'Union européenne la courroie de transmission des intérêts des multinationales, qui en doute encore ? Plus hypocrite, tu meurs !

**Chine.**

Les dépenses militaires de la Chine vont augmenter de 7,5% cette année, la plus faible hausse en plus de vingt ans, ont annoncé jeudi les autorités chinoises.

En 2009, la Chine avait augmenté ses dépenses de 14,9%.

Le porte-parole du Congrès national du peuple chinois, Li Zhaoxing, a souligné que le budget militaire, de l'ordre de 77,9 milliards de dollars, était relativement bas, notamment comparé à la taille du pays.

Il a observé que les dépenses militaires avaient représenté environ 1,4% du Produit intérieur brut ces dernières années, contre plus de 4% aux Etats-Unis et plus de 2% en Grande-Bretagne, en France ou en Russie. (AP 04.03)

**En début de matinée**

La causerie du jour et les infos en bref plus tard dans la journée (il est 10.50 heure locale) et je dois aller au consulat avant midi, ainsi qu'un point dans la rubrique actualité sur les réactions syndicales à la déclaration de Sarkozy à l'issue de la fin des Etats généraux sur l'industrie. En attendant, ils en redemandent tous, les articles de presse figurent en entier dans la rubrique info syndicale.

Merci au camarade qui m'a renvoyé la causerie du 1er mars, je pense bien à lui et à son épouse.

Bonne journée à tous.

---

**Le 6 mars**

**Sur les comités d'action.**

Dans la présentation à l'article de Trotsky paru en 1935 sur le front populaire et les comités d'action que j'ai mis en ligne cette semaine, on pouvait lire : "*Paru dans la Vérité du 26 novembre 1935, cet article développe la façon dont Trotsky concevait l'action révolutionnaire comme l'intervention consciente des révolutionnaires dans le processus spontané. Il soulignera plus tard à plusieurs reprises que ce mot d'ordre des « comités d'action » n'a en fait été compris par aucun des bolcheviks-léninistes français.*".

Trotsky concevait ces comités d'action comme le produit des luttes engagées par les travailleurs contre le patronat et/ou le gouvernement, dans la continuité de ces luttes restées inachevées et isolées.

"*Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des*

*masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte.*"

Qui peut participer à ces comités ? Un de ses objectifs immédiat.

"*...les ouvriers, mais les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent le mieux remplir leur tâche qui est de lutter pour conquérir une influence décisive sur la petite bourgeoisie.*"

Ils sont ouverts à toutes les couches exploitées qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme, de nos jours on dirait qu'ils ont pour fonction de briser l'alliance entre la petite bourgeoisie, les intellectuels, l'aristocratie ouvrière et une bonne partie des fonctionnaires d'une part, et les capitalistes alliés à la paysannerie aisée d'autre part, contre le prolétariat.

Contenu et perspective de ces comités révolutionnaires.

"*Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir.*"

Que ces comités se constituent sur la base de "*la lutte défensive*" des travailleurs, c'est une chose, en rester là en est une autre, cela ne doit pas se traduire par le refus de proposer à ces travailleurs une perspective ou une issue politique

Trotsky ne pouvait pas évoquer "*l'offensive à venir*" sans penser à son contenu et à son objectif politique qui devraient être évoqués ou proposés à ces comités, tâche que devrait remplir l'avant-garde révolutionnaire au sein de ces comités, sinon à quoi servirait-il que les masses prennent confiance en elles et s'organisent en dehors de toute perspective politique, ce serait comme les armer en vue d'un hypothétique combat à venir dont ils n'en connaîtraient finalement pas l'objectif.

On conçoit parfaitement que les travailleurs ne rompront pas avec le capitalisme du jour au lendemain et qu'ils conservent encore des illusions dans le capitalisme le jour où ils rejoignent ces comités, que cette rupture sera le produit de leur mobilisation et du murissement de leur conscience de classe qui l'accompagnera, qu'à l'étape actuelle leur niveau de conscience politique ne permette pas de se saisir de l'intégralité du programme de la révolution socialiste. Mais le regroupement de la classe ouvrière ne suffira pas en soi ou ne remplacera jamais le contenu de ce programme, ce n'est pas parce demain il y aura une grève générale de millions de travailleurs que les masses seront en mesure de déterminer spontanément les tâches politiques qu'elle auront à accomplir dans la perspective d'un objectif précis, si elles n'y sont pas préparées de longue date, dans le cas contraire cela signifierait qu'elles pourraient se hisser elles-mêmes à la hauteur du programme de la révolution, auquel cas la question de la construction du parti ne se poserait pas ou serait secondaire, il suffirait d'attendre que les conditions objectives soient réunies pour que la conscience des masses mûrisse d'elle-même, comme par enchantement, on pourrait attendre indéfiniment et dire adieu au socialisme.

Etant donné que nous savons très bien que c'est absolument impossible que leur niveau de conscience s'élève spontanément à ce niveau, notre tâche politique doit également consister à les aider à avancer dans cette voie et ne pas nous contenter de les organiser, d'où la nécessité immédiate de porter à leur connaissance l'issue politique qui permettra selon nous d'en finir avec la crise du capitalisme, ce qui permettra aux éléments les plus déterminés de la classe ouvrière qui sont prêts à s'en saisir de l'adopter et de rejoindre le parti, car la construction de ces comités doit être subordonnée à la construction du parti et non pas servir de supplétif aux syndicats ou aux partis traitres de la classe ouvrière.

Bien entendu, proposer une issue politique ne signifie pas l'imposer aux membres de ces comités, et si sa simple évocation fait fuir certains membres de ces comités qui considèrent être manipulés ou la rejettent d'emplée, on n'y peut rien et c'est inévitable, ce serait un moindre mal comparé aux centaines ou aux milliers de travailleurs gagnés au parti, le seul objectif que l'on peut se fixer dans la situation actuelle, notre objectif n'étant pas que ce gouvernement bourgeois ou un autre satisfasse nos revendications et que la vie continue sous un régime capitaliste.

Nous sommes face à un dilemne que l'on ne peut résoudre que de la manière que je viens d'indiquer, qui est le produit des différents niveaux de conscience en présence dans ces comités. Partir de "*la lutte défensive*" des travailleurs ne signifie pas en rester à ce niveau-là de conscience ou du combat politique, auquel cas on se transformerait en vulgaires réformistes, et en guise de rupture avec le capitalisme et les institutions, on ne ferait que substituer des illusions à d'autres illusions et ainsi de suite. La question est de partir des luttes défensives dans la perspective de passer à la lutte offensive qui ne pourra avoir qu'un caractère politique et au cours de laquelle la conscience politique des masses mûrira.

Cette conscience, les masses ne peuvent se la forger qu'en tendant vers un objectif politique clairement identifié, et a forciori, elle ne peuvent s'en saisir que dès lors qu'il s'inscrit dans la continuité du combat qu'elles ont engagé contre le patronat et l'Etat, ce qui justifie de construire ces comités à partir des travailleurs déjà entrés en lutte ou qui ont commencé à se poser la question de la nécessité de rompre avec le régime, ce qui signifie que ce sont les éléments les plus déterminés qui sont appelés dans un premier temps à rejoindre ces comités et dans un second temps à en constituer l'armature ou les cadres au côté de l'avant-garde révolutionnaire, pour ensuite rejoindre le parti pour les plus conscients d'entre eux, avant que des dizaines de milliers de travailleurs ne viennent grossir les rangs des comités...

L'obsession du front unique des appareils conduit à l'objectif inverse de celui recherché.

"*Au moment où la question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l' « unité » de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut bâtir des comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de libérer les masses de la direction des traîtres des social-patriotes.*"

Dénoncer la politique des appareils et leur connivence avec le régime ne suffit pas à s'en libérer, expliquer comment ils devraient agir est encore pire quand on se refuse à expliquer pourquoi ils agissent de la sorte, quand on est incapable de mener une lutte révolutionnaire contre l'Etat et ses institutions, quand on s'avère incapable d'avancer la moindre issue politique à la crise du capitalisme, alors que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires, isolés des masses, haïent par des millions de travailleurs et jeunes, cela revient en réalité à dire aux travailleurs : voyez les appareils ne se comportent pas bien, s'ils se comportaient bien voilà ce qu'ils feraient, faisons pression sur eux pour qu'ils rentrent dans le droit chemin et appellent à une marche unie pour les uns (POI), à la grève générale pour les autres (NPA).

Je dois préciser que le POI a sensiblement évolué sur cette question me semble-t-il, en concentrant son combat en direction des travailleurs et des militants, mais tout en continuant à lancer des appels en direction des appareils, ainsi le POI oscille entre ces deux positions contradictoires de la part d'un parti qui ne doit entretenir aucune illusion dans les appareils dans la tête des travailleurs et des militants. Que les militants des autres partis ou des syndicats entretiennent encore des illusions dans leurs dirigeants, c'est leur problème, c'est leur droit, qu'ils s'adressent à leur dirigeants s'ils le souhaitent, qu'ils en fassent l'expérience, à eux ensuite d'en tirer les enseignements, à nous de les y aider, de notre côté, nous n'avons pas à nous aligner sur leurs illusions, il faut au contraire leur montrer qu'on a dépasser ce cap et leur expliquer pourquoi, au lieu de cela, le POI agit comme s'il partageait lui aussi ces illusions, c'est d'ailleurs peut-être le cas suite à une analyse erronée de l'évolution des rapports que les masses entretiennent avec les appareils et une interprétation incorrecte de la question théorique du front unique.

Nous avons constaté dans le passé que lorsque les appareils finissaient par appeler à contre-coeur à la grève générale, ils la contrôlaient et en fixaient eux-mêmes le contenu et l'objectif sans tenir compte de l'avis des millions de travailleurs mobilisés et sans qu'ils soient possibles à ces derniers de fixer un objectif politique à leur mobilisation et de l'imposer aux dirigeants. Tout au plus, si le rapport de forces leur était défavorable, ces dirigeants se retrouvaient dans l'obligation de s'aligner sur les revendications sociales ou économiques des travailleurs mais sans jamais aller au-delà, sans jamais poser en terme politique l'objectif de leur mobilisation, sans jamais remettre en question l'ordre établi ou poser la question du pouvoir du point de vue de la classe ouvrière, réussissant finalement à faire refluer le mouvement des masses et à briser leur grève et leur mobilisation en se satisfaisant de ce qu'avait bien voulu lâcher le gouvernement en place.

Le recadrage politique du POI

Le meeting de La Garde (Var) le 27 février dernier, dont les militants POI ont été à l'initiative peut permettre d'avancer dans la voie qui permettrait de briser consciemment l'obstacle des appareils, je précise consciemment car c'est très important, dans bien des grèves ou des mouvements sociaux dans le passé les appareils ont été submergés par les masses, mais ce processus a toujours été inconscient, inorganisé, or là il s'agit de construire un organisme à l'échelle locale et nationale réunissant des travailleurs organisés ou non dans un syndicat ou un parti qui prendra lui-même l'initiative d'appeler les travailleurs à descendre dans la rue pour défendre les retraites et d'autres revendications sans attendre que les appareils y appellent, sans s'adresser aux appareils ce qui distingue cet appel des précédents, en avançant la nécessité que "*se construise la riposte unitaire, vers la grève générale jusqu'à satisfaction des revendications*".

Maintenant la grève générale n'est pas une fin en soi et elle n'a jamais résolu à elle-seule les tâches politiques que le prolétariat doit se fixer et accomplir comme je l'ai précisé plus haut. Si la question de la grève générale figure bien dans cet appel, c'est qu'elle a dû être évoquée lors de ce meeting, or il n'y en a pas trace dans les interventions qui ont été reproduites dans le n°87 d'*Informations ouvrières*, peu importe.

Par ailleurs, s'il est bien fait référence à l'appel de l'intersyndicale concernant la journée d'action du 23 mars, la question des retraites qui a été au coeur des discussions lors de ce meeting n'a été traitée que sur un plan strictement syndical, comme si l'action du POI et des comités d'unités devaient se situer exclusivement sur ce terrain et ne surtout pas déborder sur le terrain politique, or toute lutte est politique et l'issue de la crise du capitaliste sera forcément politique.

Ils ont écrit dans leur appel : "*Dans ce sens, il est de notre responsabilité par delà les nuances ou divergences que nous pourrions avoir sur tel ou tel aspect de la situation politique, de dire que le fait de publier un appel intersyndical...*", voilà comment ils ont évacué la question politique qui pouvait être abordée librement par chaque intervenant et que le POI a préféré passer sous silence, alors que cela n'aurait rien coûté de porter à la connaissance des travailleurs et des militants réunis dans ce meeting qu'il existait une issue politique et qu'il fallait chasser Sarkozy et liquider les institutions de la Ve République pour avancer vers le socialisme, et que son combat se situait dans cette perspective.

De plus la formulation qui figure dans cet appel est fort maladroite, elle sous-entend des désaccords politiques entre différents participants sans qu'ils figurent dans l'extrait reproduit dans Informations ouvrière, du coup des militants ou des travailleurs peuvent penser qu'on les manipule, qu'il y aurait des discussions politiques en coulisse qui ne les concernent pas ou qu'on ne tiendrait pas à porter à leur connaissance. On regrette au contraire que ce meeting n'ait pas été l'occasion de débattre publiquement de ces "*nuances*" ou "*divergences*"

politiques et que chacun puisse exposer librement son analyse de la situation, sans que cela ne remette en cause le contenu de ce meeting qui était consacré à la question des retraites principalement. Mais peut-être que ce meeting n'était composé que de militants de différents partis qui se connaissent plus ou moins et qui ne tenaient pas à confronter leurs idées devant une poignée de travailleurs, je n'en sais rien, il y a eu 50 participants à ce meeting, ce qui est très peu finalement. Seuls les militants présents à ce meeting pourront répondre à cette question.

Je soutiens cet appel et cette initiative puisqu'ils ne sont pas dirigés vers les appareils, j'appelle tous les militants à le soutenir et à participer aux meetings organisés dans toute la France par le POI, à chacun ensuite d'y intervenir s'il le souhaite en exposant sa propre analyse de la situation politique. Marcher séparément, frapper ensemble ne signifie pas renier ses convictions politiques.

Bon week-end à tous.

**Quelques infos en bref.**

**La direction de Total à la manoeuvre.**

La création d'un terminal méthanier exploité par Total et EDF à Dunkerque est une "*piste déjà connue*" pour les syndicats du groupe.

"*Un terminal méthanier, c'est une piste déjà connue qui ne réglera pas le problème de la raffinerie des Flandres. Parce que ça ne recasera qu'une cinquantaine de personnes sur 400 salariés. Et puis le temps de la construction, on fait quoi avec les salariés?*", a déclaré vendredi soir à l'Associated Press le coordinateur de la CGT chez Total, Charles Foulard.

Il a précisé n'avoir "*aucune information*" de plus que ce qui avait déjà été communiqué publiquement par la direction du groupe, et attendre d'en "*savoir plus*" lors du comité central d'entreprise prévu lundi sur la raffinerie des Flandres, menacée de fermeture.

Le journal "Le Télégramme" a rapporté vendredi soir sur son site Internet qu'EDF, "*associé à Total, va donner son feu vert à un terminal méthanier à Dunkerque*". Une compensation à la fermeture de la raffinerie. (AP 05.03)

**Toujours plus haut. Plus de 10% de chômeurs en France.**

Les chiffres de l'Insee publiés hier indiquent qu'après la forte augmentation des demandeurs d'emploi en janvier (+ 19 500), le taux de chômage a désormais franchi la barre des 10 %, en incluant les Dom.

Et les lendemains ne devraient pas chanter avant longtemps. Les économistes et le gouvernement s'accordant désormais pour dire que le chômage continuera à augmenter jusqu'à la mi-2010. (20minutes.fr 05.03)

**La société capitaliste est injuste.**

Les avantages des dirigeants d'entreprise sont au coeur du sentiment d'injustice des Français, selon un sondage Ifop pour le magazine Challenges diffusé vendredi.

D'après cette enquête, 69% des Français estiment que la société française est injuste, dont 46% "assez" et 23% "très".

Ce sentiment d'injustice est présent chez 89% des ouvriers, 84% des employés et 46% des cadres supérieurs et professions libérales. (Reuters 05.03)

**La liberté sous surveillance policière.**

Chaque lycée et chaque gare ferroviaire en France devraient être équipés de caméras de surveillance, a déclaré vendredi le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand.

"*Nous proposons très clairement que dans chaque lycée, dans chaque gare de chacune des régions, il y ait de la vidéosurveillance pour mieux protéger les Français*", a dit Xavier Bertrand sur le plateau du 19-20 de France 3. (Reuters 05.03)

Pourquoi pas dans chaque parking, cage d'escalier, ascenceur ? Que craignent-ils le plus au juste ?

**Guerre impérialiste en Afghanistan. Les "*bonnes raisons*" d'y participer et le "*devoir moral*" de s'y opposer.**

**1-** Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, a déclaré devant la commission d'enquête sur l'invasion en Irak que l'entrée en guerre en 2003 était justifiée et que son financement avait été suffisant.

"*Mon sentiment était, et est toujours aujourd'hui que nous ne pouvons pas avoir une communauté internationale qui fonctionne bien si nous avons des terroristes qui enfreignent ces règles ou (...) des Etats belliqueux qui refusent d'obéir aux lois de la communauté internationale*", a-t-il expliqué.

"*Je pense qu'entrer en guerre est la plus grave des décisions à prendre. Je crois que nous avons pris la bonne décision, pour les bonnes raisons*", a-t-il dit. (Reuters 05.03)

**2-** Un militaire britannique qui refuse de retourner combattre en Afghanistan et a fait campagne contre la guerre a été condamné vendredi à neuf mois de prison après avoir reconnu avoir quitté son régiment sans autorisation.

Joe Glenton, 27 ans, a disparu de sa caserne du sud de l'Angleterre en juin 2007, peu de temps avant la date prévue pour une seconde affectation en Afghanistan.

Le jeune homme a été rétrogradé de son rang de caporal et il brandissait le poing lorsque la police militaire l'a conduit devant la cour martiale.

Après sa première affectation en Afghanistan, Glenton a expliqué à un psychiatre qu'il rêvait de cercueils de soldats, buvait beaucoup et s'interrogeait sur la moralité et la légalité de la guerre.

Gleton, a participé en octobre à une manifestation contre la guerre et il a prononcé un discours expliquant son "*devoir moral*" de s'opposer à la guerre.(Reuters 05.03)

Libérez Joe Glenton et jetez en prison Blair et Brown à la place !

---

**Le 7 mars**

On se détend un peu, c'est dimanche.

Je ne vais pas vous pourrir votre dimanche en vous racontant ce que j'ai entendu aux infos sur TV5Monde Asie il y a deux jours puisque je n'en ai pas eu confirmation : selon un scientifique américain, le tremblement de terre qui a eu lieu au large du Chili ces derniers jours a modifié le centre de gravité de la terre et elle se serait contractée sur elle-même, au point que les jours ont raccourci d'une micro seconde.

Par contre, il est avéré que c'est bien une météorite qui aurait heurté la terre et produit son refroidissement presque instantanément au point d'entraîner la disparition des dinausores.

Après tout, je dois m'endormir tous les soirs avec les premières vagues à une quarantaine de mètres de mon lit, il n'y a pas de raison que je sois le seul à avoir du mal à trouver le sommeil !

Je vous souhaite tout le meilleur camarades, on vaincra !

**Parole d'internautes.**

(Je n'ai pas corrigé l'orthographe ou la ponctuation)

**1-** "*on peut tout de même constater la constance que lui (La Talonnette - Lutte de classe) et le gouvernement ont à casser doucement et sûrement les acquis sociaux...*

*A coût d'exonérations, de suppression de taxes professionnelles, de diminutions de charges, petit à petit ils désengagent les entreprises du "pot commun" de la protection sociale...Et finalement toute la protection sociale va être financée uniquement par les salariés...et comme des salariés il y en a de moins en moins, on peut craindre que la protection sociale généralisée disparaisse assez vite au profit d'une protection individuelle et totalement privée.*

*C'est tout le contrat social Etat/ entreprise/ Salariés qui a été signé en 48 qui est laminé depuis deux ans.*

*Il s'agit là d'une rupture de contrat pour laquelle les citoyens français n'ont pas été consulté, que les partis politiques dénoncent très peu et que les syndicats laissent faire...*

*Cette "casse", je ne suis absolument pas certaine qu'elle n'a pas été voulue, préméditée et orchestrée, depuis une quinzaine d'année, avec l'accord de certains syndicats et de politiciens qui se prétendent de gauche....*"

**LdC-** Mais non, mais non ! Grattez un peu plus en arrière et plus profondément et vous comprendrez mieux pourquoi nous en sommes rendus là, syndicats et parti ouvriers inféodés au capiatlisme, cela remonte beaucoup, beaucoup plus loin...

**2-**" *.....les gens ont une fâcheuse tendance à être crédule face aux bonimenteurs, il suffit de leur dire ce qu'ils ont envie d'entendre et hop le tour est joué.*

*la question n'est donc pas de faire ce qu'on dit mais de dire ce que les gens veulent entendre, après il est trop tard et c'est ce qui va se reproduire en 2012.*

*Comment un homme ou une femme politique pourrait être honnête dans son programme puisque la vérité c'est que nous sommes pieds et point liés par les banquiers et autres spéculateurs contre lesquels visiblement personne ne peut rien.*

*Les écologistes aussi sincères soient-ils ne pourront rien face au rouleau compresseur de la finance et des lobbys.*

*Aujourd'hui il est trop tard le mal est fait et il n'est plus possible de revenir en arrière, tous ensemble nous iront vers l'Apocalypse. Nous sommes esclaves du monde des cupides et autres requins de la finance avec la complicité d'un grand nombre de politiciens.*"

**LdC-** Perspicace ces internautes, le dernier qui a parlé ou celui qui parle le plus fort à toujours raison, c'est bien connu.

Par ailleurs, si rien n'est possible avec les banquiers aux commandes de l'économie et du pays, il faut leur retirer leur jouet, les exproprier et leur retirer ainsi tout pouvoir de nuisance. Une idée qui est en train de germer dans la tête de millions de travailleurs, aidons-là à mûrir le plus rapidement possible et qu'on en finisse avec le capitalisme. En avant vers le socialisme !

**3-** "*Je reste sidéré par le fait que beaucoup de français notamment ceux des classes populaires et moyennes ont pu croire à des slogans comme "travailler plus pour gagner plus"*

*Le renard est dans le poulailler et il faut attendre 2012 pour ne plus voir ce personnage arrogant et imbus de lui même à la tête du pays.*

*Ce type a exacerbé les antagonismes et créer de la tension partout dans le pays.*"

**LdC -**Pourquoi attendre 2012 ? Chassons-le tout de suite et supprimons du même coup la fonction présidentielle, les institutions bonapartistes de la Ve République ! Réservons-lui le sort que réserve le paysan au renard, pauvre bête !

**4-** "*Quel optimisme ! ce type plait au français moyen parce qu'il lui ressemble : vulgaire, frimeur, magouilleur, inculte, haineux etc.*

*Le français moyen n'aime pas le héros, ni même le type compétent, entreprenant, qui le met face à sa nullité.*

*Il lui suffira de créer un vrai faux fait divers (comme le petit vieux tabassé par des racailles) et il repassera.*

*Il faudrait nous mobiliser en 2012 pour faire de l'info claire et concise sur le personnage dans nos villes, nos quartiers : des copains l'ont fait en 2007 mais malgré leurs appels personne ne les a imités.*"

**LdC-** Cette description du "Français moyen" correspond à un type d'individu sans conscience politique, son comportement est le reflet de la société telle que la classe dominante l'a façonnée, mais elle ne reflète pas ses besoins et ses aspirations qui sont d'une autre nature, chacun aspirant au bien-être et à vivre en harmonie avec les autres, notamment.

Cependant l'épileptique du Palais a commis une grave erreur en s'abaissant -si c'était possible, au niveau des personnes auxquelles ils s'adressent, il est devenu monsieur-tout-le-monde, il a perdu son statut intouchable de chef d'Etat, du coup, la seule chose que voit la population, ce sont ses défauts, ses mensonges que chacun guette désormais dès qu'il ouvre la bouche, il ne se passe pas un jour pratiquement où il ne sort pas une grosse connerie, il l'a confirmé lors de sa prestation au Salon de l'agriculture.

**5-** *Sarkosy de Nagy Bosca n'a jamais été diplomé de Sciences Po (puisque sous aucun de ses noms il ne figure dans le répertoire des anciens éléves...vous pouvez vérifiez!!). Son CV officiel pourrait le conduire à une mise en examen pour usurpations de titres.....universitaires.*"

**LdC-** Cela reste à vérifier. Si cette information s'avérait exacte, il existe en Inde un vin qui porte le nom de Bosca, je ne déconne pas, c'est

de la piquette, imbuvable, vous le virez et vous le condamnez aux travaux forcés à perpétuité en Inde, à venir bosser dans cette exploitation viticole indienne pour tester chaque tonneau de ce pinard infâme, histoire de lui faire oublier les grands crûs du Fouquets ! Avec sa culture, ce n'est pas certain qu'il voit la différence, et en guise de punition il pourrait bien encore y trouver du plaisir ! Si vous n'en êtes pas certains, exécutez-le tout simplement !

**Manipulation électorale.**

Samedi prochain, TF1 diffusera Ushuaïa Nature à 20h45 à la veille du premier tour des élections régionales.

Rappelez-vous, à la veille des élections européennes, France 2 avait diffusé le documentaire Home. Deux jours après, Europe-Ecologie a réalisé une très forte poussée... Certains y avaient vu un lien rappelle le magazine l'Express. (lepost.fr 06.03)

Simple coïncidence !

**Portugal.**

Le gouvernement portugais s'est réuni pendant plus de cinq heures samedi en conseil des ministres extraordinaire pour mettre au point un plan d'austérité destiné à rassurer les marchés et dont les détails seront rendus publics la semaine prochaine.

Des discussions vont être ouvertes avec les partis politiques et les partenaires sociaux pour en débattre a déclaré le secrétaire général du gouvernement, Joao Silveira.

Le plan d'austérité à long terme, réclamé par les autorités européennes dans le cadre du pacte de stabilité, est censé ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB d'ici 2013 contre 9,3% l'année dernière. (Reuters 07.03)

**Etats-Unis.**

L'économie américaine a supprimé 36.000 postes en février, tandis que le taux de chômage est resté inchangé à 9,7%, montrent les statistiques officielles.

Le département du Travail a alourdi le nombre de suppressions d'emplois du mois de janvier qui se soldent par 26.000 destructions de postes contre 20.000 initialement annoncées, tandis que ceux de décembre ont été revus à la baisse et montrent 109.000 suppressions de postes, soit 41.000 de moins qu'annoncé auparavant.

Au total, la première économie mondiale a détruit 8,36 millions d'emplois depuis le début de la récession en décembre 2007. (Reuters 07.03)

Au total, officiellement, il y a 15 millions de chômeurs aux Etats-Unis (entendu aux infos TV5Monde Asie hier soir)

**Iran.**

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a qualifié samedi la version officielle des attentats du 11-Septembre de "*grand mensonge*", utilisé par les Etats-Unis comme excuse pour justifier leur guerre contre le terrorisme, prélude à l'invasion de l'Afghanistan, d'après les médias locaux.

Ahmadinejad a estimé que les attaques correspondaient à "*un scénario sophistiqué des services de renseignement mis en acte*". (AP 07.03)

Question aux naïfs qui croient encore la version officielle du 11 septembre : Pourquoi n'a-t-on jamais vu une seule photo des restes du Boeing qui s'était soi-disant écrasé sur le Pentagone ? Pourquoi aucun morceau de cet avion un peu plus grand qu'une boîte à chaussures n'a jamais été retrouvé ? Parce qu'aucun avion ne s'est jamais écrasé sur le Pentagone ! Comment expliqué que le commandant de bord qui pilotait soi-disant cet avion et déclaré mort avec l'ensemble des passagers et des membres d'équipage soit toujours en vie et exerce toujours sa profession... au Maroc, si j'ai bonne mémoire ? (lire les articles sur ce sujet dans le dossier *Vieux monde*)

**Palestine.**

Environ 2.000 personnes ont défilé samedi dans un quartier de Jérusalem-Est pour protester contre les expulsions de Palestiniens de leurs maisons au profit de colons juifs. C'est l'une des plus grandes manifestations à ce jour contre ces évictions.

Les protestataires, dont de nombreux Israéliens de gauche, sont descendus dans les rues du quartier de Cheikh Jarrah samedi soir.

Ils dénoncent les expulsions de familles palestiniennes de maisons où elles vivent depuis des décennies et où des colons juifs ont ensuite le

droit d'emménager. (AP 07.03)

**Togo. Une dynastie... de dictateurs.**

Faure Gnassingbé a été réélu à la présidence du Togo avec 60,9% des voix, a annoncé samedi Issifou Tabio, le président de la commission électorale. Lire la suite l'article

D'après lui, le fils de l'ancien dictateur Gnassingbé Eyadéma a recueilli 1,2 million des suffrages exprimés jeudi, contre 692.584 à Jean-Pierre Fabre, le candidat du premier parti d'opposition.

Un peu plus tôt samedi, la police togolaise a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser une manifestation à Lomé de quelque 200 opposants qui contestaient les résultats préliminaires de la présidentielle. (AP 07.03)

**Venezuela. Le "*socialisme du XXIe siècle*" en panne sèche.**

Les industriels et les commerçants du Venezuela sont priés de fermer une journée par semaine, pour limiter la consommation électrique du pays qui traverse une crise énergétique.

La sécheresse limite les capacités hydroélectriques du barrage de Guri, le troisième plus grand ouvrage du monde dans sa catégorie.

Or Guri produit les trois-quarts des besoins électrique du Venezuela, et son volume d'eau retenu est descendu sous le niveau critique en raison d'une automne peu arrosé. (AP 07.03)

---

**Le 8 mars**

Complément de la mi-journée.

Après ma causerie d'avant-hier des militants pourraient m'accuser de rouler pour le POI ou de perdre mon indépendance, rassurez-vous il n'en est rien. Ce ne serait pas vendre son âme au diable comme aurait dit Marx, de rouler pour le POI, mais ce n'est pas le cas. Je ne roule pour personne d'autre que notre cause commune. Vous en voulez une preuve ? En voici deux pour le même prix.

Dans le IO n° 85 à la page 16, Lucien Gauthier écrivait que la campagne contre la candidate voilée du NPA était une "*saloperie*", et à la page 14 du IO n°86, donc dans le numéro suivant, on pouvait lire une attaque en règle contre cette candidate dans le courrier des lecteurs. Quand on sait que la direction du CCI-POI n'a de cesse dans ses publications à l'adresse de ses militants de matraquer ce qu'ils appellent les "*pablistes*", on n'a pas été surpris de trouver ce courrier des lecteurs allant dans le même sens. Notez bien que je rejette au même titre le qualificatif de "lambertiste" adressé aux militants du CCI-POI par des militants extérieurs à cette tendance du mouvement ouvrier. Pablo n'a pas inventé la soumission au stalinisme et Lambert n'a pas été le premier à liquider un parti qui aurait pu devenir l'embryon d'un parti révolutionnaire.

Le choix de ce courrier plutôt qu'un autre n'avait rien de fortuit, il faudrait être naïf pour croire le contraire, une basse manoeuvre ou une hypocrisie à mettre au compte du rédacteur en chef d'*Informations ouvrières* et de son directeur D. Gluckstein, plutôt misérable comme procédé. On attend de dirigeants qu'ils assument leurs responsabilités en toutes circonstances, c'est la moindre des choses. Passons.

A la page 5 du N° 87, Yves Legoff dans un article consacré aux états généraux de l'industrie produisait carrément un faux en écrivant, je cite : "*l'entreprise Heuliez n'a plus de repreneur,* ", alors que dans un article de l'agence Reuters paru 5 jours auparavant on pouvait lire : " *Louis Petiet, président de Bernard Krief Consulting (BKC), a renoncé à investir dans l'équipementier automobile français Heuliez,* déclare le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi,*ce retrait ouvre la voie à l'investisseur industriel turc appuyé par le ministère, BrightWell Holdings BV, qui souhaite apporter 20 millions d'euros au capital du groupe en difficulté.*". Il a dit aux journalistes "*C'est une très bonne nouvelle, je remercie monsieur Petiet d'avoir été raisonnable, d'avoir accédé à la demande que j'ai formulée, ce qui libère ainsi désormais la possibilité pour BrightWell de pouvoir intégrer le capital d'Heuliez*", et de terminer en affirmant "*On peut considérer à 99,99% que la chose est faite*".

Quant à savoir s'il s'agit d'une entreprise industrielle ou d'un hedge fund, c'est une autre question qu'Yves Legoff n'a pas pu aborder ou se poser, puisqu'il ignorait l'existence de BrightWell Holdings BV.

Epilogue suite à la lecture d'un article d'Associated Press daté du dimanche 7 mars en fin de journée, dont voici un large extrait.

"*Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a déclaré dimanche qu'il avait "confiance" en la décision qui sera donnée mardi prochain par l'investisseur turc Alphan Manas, président du fonds Brightwell, pour l'éventuelle reprise du constructeur et équipementier automobile Heuliez.*

*Rappelant que M. Manas "donnera sa réponse définitive mardi prochain", après avoir disposé de "dix jours légaux" pour vérifier "s'il y a bien l'inventaire qu'on lui a présenté" chez Heuliez, "les machines à outils" et "les brevets", M. Estrosi a assuré sur France 5: "Personnellement, je sais et je suis confiant dans le fait qu'il a chez Heuliez toutes ces garanties".*

*"J'ai vérifié que ce ne sont pas des fausses promesses, et simplement des créances, que présente M. Alphan Manas mais bien de l'argent sonnant et trébuchant qu'il est prêt à mettre sur le compte en banque à Niort", a-t-il poursuivi.*

*"Oui, j'ai confiance pour mardi prochain. Maintenant je ne veux pas donner de faux espoirs à l'ensemble des salariés. Je veux qu'ils sachent que je me bats à chaque instant jour et nuit pour sauver Heuliez", a assuré M. Estrosi.*"

Rien n'est acquis définitivement à l'heure où j'écris ces lignes, donc je ne m'aventurerai pas à affirmer quoi que ce soit ou à tirer hâtivement telle ou telle conclusion en attendant de voir si oui ou non l'investisseur turc Alphan Manas honore son engagement.

En aparté, il faut toujours se méfier des articles des agences de presse, autant que les médias nationaux. Du coup, dans certains cas, on est obligé de lire plusieurs articles sur le même événement en provenance de différents médias, de recouper leur contenu, pour transmettre les faits tels qu'ils se sont bien passés. Je vais vous donner rapidement deux exemples de fausses informations.

Quand des militants ont envahi le parlement grec, le nombre de militants variait de 50 à 300, certains médias ont parlé d'une "attaque", alors qu'en réalité il n'y avait qu'un seul gardien pour garder une porte dérobé permettant d'accèder à l'intérieur du parlement, et ces militants sont entrés dans les lieux sans commettre la moindre effraction, sans attaquer qui que ce soit et sans violence.

L'autre exemple est tiré d'un article du Réseau Voltaire du 1er mars que je mettrai en ligne demain. En voici un extrait.

"*La presse et les chancelleries occidentales se sont indignées du suicide en prison (le 23 février 2010) d'Orlando Zapata Tamayo, présenté comme une victime la « dictature cubaine ». Or, ce drame humain n'a pas le sens qu'on lui attribue : Zapata n'a jamais eu d'activité politique.* "

"*...il a été condamné en mai 2004 à trois ans de prison pour « outrage à agent de la force publique, trouble à l'ordre public et rébellion à agent de la force publique ».* "

Puis, "*il s'était rendu coupable de plusieurs actes de violence en détention, notamment à l'encontre les gardiens, à tel point que sa peine avait été portée à 25 ans de prison*".

"*... (en) juin 1990, il avait été arrêté et condamné à plusieurs reprises pour « troubles à l'ordre public, dégradations, rébellion à agent de la force publique, escroquerie, exhibitionnisme, voies de fait et détention illégale d'armes de 6° catégorie ». En 2000, il avait fracturé le crâne du citoyen Leonardo Simón d'un coup de machette. Son casier judiciaire ne comporte aucun délit d'ordre politique.*"

"*... Zatapa disposait d'un lourd passé judiciaire (...) le gouvernement de La Havane (...) l'a toujours considéré comme étant un détenu de droit commun.*"

Bon, on ne va pas s'éterniser sur cette histoire, Zatapa était un voyou et ce n'est qu'après sa détention en 2004 que sa mère s'est rapprochée des groupes d'opposants au gouvernement, ce qui n'en faisait pas pour autant un prisonnier politique comme l'a affirmé Amnesty International, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton ou encore en France le porte-parole de la Chancellerie, Bernard Valero. A ne pas confondre avec le révolutionnaire mexicain Zapata, que ni les uns ni les autres n'auraient défendu la cause !

Salim Lamrani, enseignant, chargé de cours aux universités Paris-Descartes et Paris-Est Marne-la-Vallée, a publié notamment : *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais*, (Estrella -2009), c'est lui qui a rédigé cet article pour le Réseau Voltaire qui continuait ainsi :

"*En guise de comparaison, en France, du 1er janvier 2010 au 24 février 2010, on ne compte pas moins de 22 suicides en prison, dont un jeune adolescent de 16 ans. En 2009, il y a eu 122 suicides dans les prisons françaises et 115 en 2008. Le secrétaire d'Etat à la Justice, Jean-Marie Bockel, a fait part de son impuissance à ce sujet : « Lorsque quelqu'un a décidé de mettre fin à ses jours et qu'il est très déterminé à le faire, qu'il soit en liberté ou en prison, […] aucune mesure ne l'empêchera ». A leur grand regret, les familles des victimes françaises n'ont pas eu droit au même traitement médiatique que Zapata, ni à une déclaration officielle publique du gouvernement français.*

*Depuis le coup d'Etat au Honduras et l'instauration de la dictature militaire le 27 juin 2009 dirigée dans un premier temps par Roberto Micheletti et ensuite par Porfirio Lobo depuis le 28 janvier 2010, plus d'une centaine d'assassinat, autant de cas de disparition et d'innombrables actes de torture et de violence ont été rapportés. Les exactions sont quotidiennes mais elles sont soigneusement censurées par les médias occidentaux. Ainsi, Claudia Larissa Brizuela, membre du Front national de résistance populaire (FNRP) opposé au coup d'Etat, a été assassinée le 24 février 2010, le lendemain du décès de Zapata. Il n'y a pas eu un mot à ce sujet dans la presse occidentale.*"

Bref, informations fausses ou déformées, loi du silence ou mensonge par omission, propagande orientée et diligentée par la classe dominante au pouvoir, les pièges ne manquent pas pour tous ceux qui veulent informer honnêtement leurs lecteurs sur l'actualité en France et dans le monde. Le pire, c'est que même lorsque les responsables de sites Internet s'aperçoivent qu'ils ont transmis une information erronée, il ne la corrige pas par la suite ou c'est très rare.

J'ai commis une petite erreur il y a quelques jours sur les pommes de terre OGM introduites en Europe avec la bénédiction de l'UE, une erreur minime et sans conséquence, j'ai confondu Monsanto et Basf, vous pouvez vérifier l'article que j'ai archivé dans les infos internationales, j'ai rectifié cette erreur.

Bon, il ne faut pas se leurrer, je laisse passer des erreurs, je n'ai pas les moyens d'un média, d'une agence de presse internationale, ou d'une rédaction d'un journal d'un parti politique, pour passer à la loupe chaque information et éventuellement corriger des erreurs.

Un autre sujet.

Pour commencer cette semaine, j'ai une question à vous poser sur Lutte ouvrière.

J'avoue ne m'être jamais tellement intéressé à cette organisation, c'est sans doute une erreur. J'ai entendu il y a dèjà quelques semaines de là aux infos sur TV5Monde Asie, que LO comptaient plus de 8.000 militants. Qu'en est-il vraiment, info ou intox ? Si vous possédez un document confirmant ou infirmant ce chiffre, je vous serais reconnaissant de m'en adresser une copie.

Si cette info s'avérait correcte, bien que ne partage pas l'ensemble des positions de LO et encore moins ses méthodes de fonctionnement ou de développement, je ne suis quand même pas complètement inculte à ce sujet, cela confirmerait qu'il était parfaitement possible de continuer à construire et développer le PCI sur la base d'un programme socialiste révolutionnaire, de continuer le combat sans le mettre dans un tiroir et le sortir uniquement les jours de fêtes comme le disait S. Just, loin de moi l'idée d'identifier LO et le PCI évidemment. L'un et l'autre se revendiquaient de la révolution socialiste et se définissait comme trotskiste, la comparaison s'arrête là en ce qui me concerne. J'attends votre réponse non sans une certaine impatience je dois dire.

Bonne semaine à tous, le combat continue, quel joli printemps nous allons avoir...

**Quelques infos en bref.**

**Il a remis cela. Vous allez voir ce que vous allez voir, c'est l'empereur qui vous parle.**

Nicolas Sarkozy recevait hier à l'Elysée le Premier ministre grec Georges Papandréou.

"*Les spéculateurs (...) doivent savoir que la solidarité, ça veut dire quelque chose*", a mis en garde le président français. Une "*réponse collective*" est en train d'être préparée, a-t-il assuré. Elle engagera des "*moyens concrets, précis*" dont M. Sarkozy a refusé de détailler la nature. Mais selon lui, ils prouveront que la Grèce est soutenue, et pas seulement politiquement mais aussi "*dans tous les aspects de ses demandes éventuelles*".

"*La Grèce, l'Allemagne et la France, nous prendrons une initiative concertée pour lutter contre la spéculation*", a annoncé le chef de l'Etat. "*Nous sommes décidés à faire ce qu'il faut pour que la Grèce ne soit pas isolée*". (AP 07.03)

Il avait fait le même coup la veille au Salon de l'agriculture en disant qu'il allait "*promouvoir une véritable régulation des marchés de matières premières agricoles, afin de limiter la spéculation croissante et d'encadrer les produits financiers dérivés de ces marchés*", alors qu'il n'a pas été foutu de réguler les marchés financiers, en réalité, il n'en a jamais eu l'intention et on ne lui a jamais prêtée, pas plus qu'à Obama ou Merkel ou un autre dirigeant du vieux monde.

Ils ont opté pour la fuite en avant face à la plus formidable crise de l'histoire du capitalisme, laissant l'aristocratie financière mener l'humanité au bord du chaos et à la guerre, avaient-ils vraiment le choix ? En guise de réponse posons-nous deux autres questions : Quelle autre alternative que remettre en cause les fondements du capitalisme pour résoudre cette crise ? Qui prendra cette mesure ? Seul le prolétariat révolutionnaire en sera capable...

**Italie.**

L'opposition italienne a manifesté dimanche pour la deuxième journée consécutive contre un décret gouvernemental qui doit permettre à des représentants du parti de Silvio Berlusconi, dont les candidatures ont été rejetées de se présenter, à la fin du mois aux élections régionales.

Quelques heures après l'adoption du décret, un tribunal de Milan décidait que le gouverneur de Lombardie, Roberto Formigoni, un proche de Berlusconi, pouvait finalement figurer sur les listes. Dans la province de Rome, la justice examinera lundi la demande du PDL.

Le Parti démocrate, principale formation de l'opposition, avait déjà organisé samedi des mouvements de protestation à Rome et à Milan et prévoit une grande manifestation, samedi prochain, dans la capitale. (Reuters 07.03)

**Etats-Unis.**

Le programme budgétaire du président Barack Obama alourdira la dette publique des Etats-Unis de 9.800 milliards de dollars d'ici 2020, soit 1.200 milliards de plus que ce que la Maison blanche prévoit, estime le Congressional Budget Office (CBO).

Le CBO estime que le déficit de l'exercice 2010 atteindra 1.500 milliards de dollars, soit 10,3% du PIB.

"*Mesuré en fonction de la taille de l'économie, le déficit, suivant les propositions du président, tomberait à 4% du PIB environ d'ici 2014 mais augmenterait régulièrement après*", écrit le CBO.

"*Si l'on suit le budget du président, la dette détenue par le public passerait de 7.500 milliards de dollars (53% du PIB) à la fin 2009 à 20.300 milliards de dollars (90% du PIB) à la fin 2020*", ajoute-t-il.

"*Le service de la dette devient l'une des principales catégories de dépenses du budget fédéral et il fera plus que quadrupler dans les 10 années qui viennent, passant de 209 milliards de dollars cette année à 916 milliards de dollars en 2020*", estiment de leur côté les parlementaires républicains de la commission du budget de la Chambre des Représentants. (Reuters 07.03)

**Palestine.**

L'Autorité palestinienne va adopter une loi interdisant aux travailleurs palestiniens de travailler dans les colonies juives de Cisjordanie, a déclaré dimanche le ministre palestinien de l'Economie Hassan Abou Lidbeh.

La loi, qui devrait être signée par le président de l'Autorité Mahmoud Abbas d'ici à la fin du mois, a été rédigée par M. Libdeh. Ce dernier a estimé qu'il était important que les Palestiniens soient en accord avec leur position contre les colonies. "*Ma population, ma société, contribue à faire vivre les colonies, donc je vise cette contribution*", a-t-il déclaré.

L'Autorité palestinienne va s'employer à trouver des alternatives pour les Palestiniens qui travaillent actuellement dans les colonies, mais ils ne seront pas obligés de quitter leur emploi, a toutefois précisé M. Libdeh. Il a ajouté qu'à l'avenir, les Palestiniens travaillant dans les colonies seront en infraction avec la loi, mais n'a pas voulu s'étendre sur les sanctions.

La législation interdira également la vente de produits issus des colonies dans les magasins palestiniens, a-t-il ajouté, estimant que la somme des ventes annuelles de ces produits dans les commerces palestiniens s'élevait entre 150 et 370 millions d'euros.

Au cours des derniers mois, les forces de sécurité palestiniennes ont commencé à intercepter des cargaisons de produits venant des colonies, a déclaré le ministre, sans préciser le volume de marchandises ayant été confisquées.

Quelque 20.000 à 30.000 Palestiniens travaillent dans les colonies juives, dans la construction et l'industrie notamment. Ils estiment ne pas avoir d'autre choix, du fait du marasme économique en Cisjordanie.

Les quelque 120 colonies israéliennes en Cisjordanie, où habitent 300.000 Israéliens, sont la pierre angulaire des pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens. Les Palestiniens souhaitent leur évacuation en vue de la création d'un futur Etat palestinien. (AP 07.03)

La causerie du matin.

Pas le temps d'actualiser le site ce matin, il est 8h, je dois aller à l'hôpital pour mes dents et ensuite j'ai un rendez-vous à l'Alliance française avec la responsable des cours, après je dois rédiger une requête au consul afin d'obtenir un visa pour un des frères de Magueswary. Je vous parlerai plus tard des relations diplomatiques tendues entre Paris et Delhi.

Le résultat définitif et détaillé du référendum en Islande, 93% pour le non, 2% pour le oui et 5% de bulletins blancs ou nuls. Pas un mot aux infos les deux derniers jours sur TVMonde Asie, je ne sais pas si cela a été la même chose en France.

Au Portugal, le gouvernement a adopté un plan d'austérité, mais on n'en connaît pas encore les détails.

Au Togo, l'opposition conteste le résultat des élections présidentielles. Il ne se passe plus une élection dans le monde sans que ses résultats soient contestés, à croire que la population est en train de prendre conscience que ce genre de consultation ne peut pas avoir un caractère démocratique lorsqu'il est organisé par la classe dominante au pouvoir, j'y vois la manifestation d'une défiance de plus en plus importante vis-à-vis des institutions en place.

Pas le temps d'écrire quelque chose sur le droit des femmes, mais vive les femmes !

On va suivre ce qui va se passer à Dunkerque aujourd'hui.

Le Front syndical de classe nous a transmis le message suivant :

"Le 8 mars, rassemblement en soutien aux travailleurs de la raffinerie des Flandres et de Total. RDV à 12 heures devant l'ancien siège de Total : 24 cours Michelet, Puteaux (92), Métro Esplanade de la Défense (ligne 1)."

A plus tard dans la journée.

---

**Le 9 mars**

Pas le temps de causer, trop de problèmes personnels accumulés à régler en urgence.

**1 pour 29.000 cela vaut bien un tapage médiatique... en faveur de Sarkozy.**

Nicolas Sarkozy s'est dit lundi "*prêt*" à "*accueillir en France, si elle le souhaite*", Najlae Lhimer, une jeune lycéenne marocaine qui a été expulsée le 20 février dernier vers le Maroc. (AP 08.03)

**Le capitalisme vert : la seule alternative, non merci !**

**1-** A moins d'une semaine du premier tour des élections régionales, Daniel Cohn-Bendit a affirmé à Strasbourg lors d'un meeting que les listes d'Europe Ecologie constituaient la seule alternative pour les électeurs. (Reuters 08.03)

**2-** Des régions présidées par Europe Ecologie ne feraient plus appel aux services de banques possédant des filiales dans les paradis fiscaux, comme les quatre banques du CAC 40, a affirmé lundi Cécile Duflot. (Reuters 08.03)

Elles en tremblent déjà et les autres banquiers se frottent déjà les mains !

**Main dans la main "*tout est possible*".**

**1-** Le Mouvement des entreprises de France (Medef) et l'association Ni putes ni soumises ont lancé lundi une expérimentation pour développer l'accès des femmes à l'emploi.

"*On dit parfois que les femmes des quartiers sont le dernier rempart contre la violence et l'obscurantisme, eh bien c'est le dernier rempart qu'on doit aider. Et quand on a Laurence Parisot qui nous rend visite, on se dit que tout est possible*", a déclaré Sihem Habchi, qui avait été auparavant reçue à l'Elysée. Reuters 08.03)

**2-** Pour la première fois, des dirigeants patronaux (CGPME et Ethic) ont écrit avec les syndicats (CGT, CFDT, UNSA, FSU et SUD) un 'texte commun', soumis lundi 8 mars au gouvernement, sur les critères permettant aux salariés sans papiers d'obtenir un titre de séjour. Le texte vise à définir des conditions objectives d'obtention d'autorisations de travail et de séjour pour les salariés sans papiers qui s'aquittent de leurs cotisations et de leurs impôts. (LeMonde.fr avec AFP 08.03)

**Psychose. Nice, une ville "*quadrillée*", en état de siège.**

A six jours des élections régionales où l'insécurité a été l'un des thèmes-phares de la droite gouvernementale, le maire UMP de Nice, Christian Estrosi, a inauguré lundi son "centre de supervision urbain".

Le nouveau quartier général de la police municipale, un bâtiment flambant neuf installé dans le centre-ville, recevra en temps réel d'ici à la fin de l'année les images des 642 caméras qui surveilleront nuit et jour, sept jours sur sept, l'ensemble de la capitale de la Côte d'Azur.

Actuellement, 250 de ces appareils sont en service.

"*C'est un maillage vidéo qui n'existe nulle part ailleurs en France et qui fait de Nice la ville la mieux équipée de l'Hexagone*", s'est félicité le maire de la ville, qui est aussi ministre de l'Industrie.

"*Là où Paris compte une caméra pour 2.000 habitants, à Nice, à la fin de l'année, ce sera une caméra pour 600 habitants*", a-t-il précisé.

Ce sont pas moins de 80 patrouilles qui sillonnent la ville en permanence.

"*Et bientôt, les plaques d'immatriculation de chaque voiture entrant en ville seront enregistrées et confrontées au fichier national des véhicules signalés volés et les voleurs seront interceptés*", a ajouté le maire de Nice.

"*Il faut que les honnêtes citoyens se sentent protégés, et d'ailleurs une enquête révèle que 91% des habitants de Nice adhèrent complètement à ce dispositif*". (Reuters 08.03)

**Philips.**

Les syndicats et la direction se réunissent au siège de Philips à Suresnes (Hauts-de-Seine) mardi à partir de 10h, selon FO. Le CCE sera suivi d'un comité d'entreprise à l'usine Philips de Dreux, mercredi à partir de 10h.

Les syndicats comptent demander la nomination d'un expert "*de façon à analyser les arguments de la direction pour motiver cette fermeture*", selon Jean Arrar, délégué syndical central FO chez Philips. Les syndicats espèrent retarder "*d'au moins 15 jours le processus de fermeture*", selon lui. (AP 08.03)

Tiens donc, l'usine fermerait dans 15 jours ? Lire mes causeries précédentes sur le sujet.

**Quand la justice lave plus blanc que blanc.**

C'est la quatrième fois que Gérard Longuet, ancien ministre de l'Industrie et actuel président du groupe UMP au Sénat, qui avait dû démissionner en 1994 du gouvernement Balladur en raison de ces poursuites, bénéficie d'une relaxe ou d'un non-lieu dans une affaire de présumé financement politique frauduleux du Parti républicain, composante de l'ancienne UDF, apprend-on auprès du parquet de Paris.

En 1998, il a été relaxé dans un dossier visant le financement de sa villa de Saint-Tropez.

En 2004, il a été relaxé d'une poursuite pour "*recel d'abus de biens sociaux*" visant une somme de 173.561 euros versée par le promoteur immobilier Cogedim à sa société Avenir 55, en 1989 et 1990, pour une prestation supposée fictive.

En 2005, il a été relaxé de l'accusation de participation à l'opération de corruption en marge de l'attribution de marchés de construction de lycées en Ile-de-France. (Reuters 08.03)

**Le droit à la santé gravement remis en cause.**

Cinq associations annoncent avoir déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de la hausse de 16 à 18 euros en 2010 du forfait hospitalier.

Dans un communiqué, elles estiment lundi que la hausse des dépenses d'hôtellerie à la charge des patients hospitalisés, prévue par un arrêté du 23 décembre 2009, "*aggrave les inégalités*".

Cette augmentation "*compromet le droit à la santé pour tous*", écrivent la Fnath (accidentés du travail), Aides (lutte contre le sida), l'Adep (handicapés), le Ciss (collectif d'associations de patients) et l'Unaf (associations familiales).

Le onzième alinéa du préambule de la Constitution de 1946 garantit le droit aux soins et à la santé, rappellent les associations.

Selon elles, les dépenses de santé non prises en charge par l'Assurance maladie ne cessent d'augmenter "*dans des proportions devenues insupportables pour de plus en plus de ménages qui rencontrent ainsi des difficultés à faire face à leurs frais de santé.*" (Reuters 08.03)

**Le masque tombe. Le FME, le pendant dans l'UE de la dictature du FMI.**

La Commission européenne a annoncé lundi être en discussions avec les pays de la zone euro sur la création d'un Fonds monétaire européen chargé de mieux coordonner les économies des 16 pays utilisant l'euro et d'empêcher que de nouvelles crises, semblables à celle de la dette grecque, ne mettent en danger l'union monétaire.

Ce fonds serait abondé par les pays qui ne respectent pas les règles fixées par Bruxelles (déficit et dette rapportés au produit intérieur brut - PIB), afin, dans un premier temps, d'encourager les gouvernements à rester dans les limites imparties. Avec ces financements, il pourrait

gérer à sa place la restructuration d'un pays en défaut -une possibilité que n'a pas le FMI- en proposant à ses créanciers d'échanger leur dette contre des bons du FME à un prix avantageux, afin de limiter les répercussions aux autres membres.

Le FME donnerait aux pays de la zone euro la capacité de décider de ne pas renflouer un membre ne respectant pas les critères de Maastricht, sans pour autant mettre en danger l'union monétaire dans sa totalité, a expliqué à l'Associated Press Daniel Gros. "*Il s'agit de protéger la zone euro (...) Les pays de la zone euro ont le choix: ils peuvent continuer comme ça, la Grèce peut continuer à dépenser et eux à payer. Ou alors, ils peuvent faire ça (le FME, NDLR) pour être en mesure de dire 'non' à la Grèce*".

L'idée du FME semble être soutenue par l'Allemagne et la France. La chancelière Angela Merkel l'a ainsi jugée lundi "*bonne et intéressante*", tout en soulignant qu'elle nécessiterait une modification du Traité de Lisbonne -seulement possible à l'unanimité des pays membres. (AP 08.03)

**Portugal.**

Les premiers détails du plan d'austérité

- la cession de participations de l'Etat dans des sociétés et à des privatisations, à hauteur de 1,2 milliard d'euros pour l'année 2010.

- les traitements des fonctionnaires ne seront pas revalorisés plus que l'inflation jusqu'en 2013 et seul un poste sur deux sera remplacé dans la fonction publique.

- les dépenses sociales et de santé feront également l'objet de mesures d'économies.

Vendredi, le Parlement sera appelé à voter le projet de loi de finances 2010 qui inclut un gel des traitements de la fonction publique. Les sociaux-démocrates, principale formation de l'opposition, ont promis de s'abstenir, ce qui devrait permettre aux socialistes au pouvoir de faire adopter le texte.

Les principaux syndicats ont déjà annoncé qu'ils déclencheraient grèves et manifestations si le gouvernement ne prenait pas position en faveur d'une revalorisation des salaires. (Reuters 08.03)

**Tunisie.**

Une journaliste tunisienne de l'opposition Zakia Dhifaoui a observé lundi "*une grève de la faim symbolique*", à l'occasion de la journée mondiale de la femme, pour réclamer sa réintégration à son poste d'enseignante.

Elle a déclaré à l'Associated Press avoir été radiée du corps enseignant depuis septembre 2008. Elle avait soutenu et couvert les manifestations de protestations sociales qui ont secoué le bassin minier de Gafsa (sud-ouest tunisien) pour l'hebdomadaire "*Mouatinoun*", l'organe du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), une formation de l'opposition légale.

Enseignante en histoire-géographie à Kairouan (centre), elle a été condamnée à quatre mois et demi de prison pour "*perturbation de la circulation sur la voie publique, rassemblement non autorisé et jet de projectiles*", des accusations "*fabriquées*", selon elle.

Outre le FDTL, où elle est membre du conseil national, Mme Dhifaoui, 44 ans, milite aussi au sein de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH) et de l'association tunisienne des femmes démocrates (ATFD).

Elle espère que les autorités lèveront la sanction qui la frappe, faute de quoi elle envisage d'entamer une grève de la faim illimitée. (AP 08.03)

**Etats-Unis. Un contrat de 26 milliards de dollars à la barbe d'EADS.**

EADS annonce que Northrop Grumman a décidé de ne pas soumettre d'offre pour un contrat d'avions ravitailleurs destinés à l'US Air Force, jugeant que le cahier des charges favorise un dérivé du 767 construit par Boeing. (Reuters 08.03)

**Equateur.**

Le vice-président équatorien Lenin Moreno a annoncé lundi que l'Iran construira dans son pays trois centrales hydroélectriques qui généreront une production de 100 mégawatts.

Moreno a rappelé que de nombreux accords de coopération sont en vigueur entre les deux pays, notamment dans les secteurs "*portuaires, agricoles et de l'industrie automobile.*" (AP 08.03)

**Le 10 mars**

Hier j'ai corrigé certains liens qui ne fonctionnaient pas. Pas le temps de causer, Magueswary retourne en France dans une semaine et on a des affaires à régler.

Je vous parlerai plus tard du problème en Inde pour obtenir un visa du consulat de France à Pondichéry, il faut passer par une société privée qui vous fixe un rendez-vous si elle veut, par téléphone, mais il est impossible de la joindre ou par Internet, et voilà le message suivant qui s'affiche en guise de réponse : "*No date(s) available for appointment at Pondicherry-Consulate*", pas de date disponible pour obtenir un rendez-vous, c'est valable pour les Indiens qui veulent aller visiter la France, s'inscrire dans une université ou tout simplement rendre visite à leurs famille : Pas de rendez-vous, donc pas de visa !

Est-ce voulu ? Existe-t-il des quotas par pays, par consulat ou ambassade ? Est-ce une consigne du ministère de l'Immigration et de l'indignité nationale en France ? J'ai contacté par courriel le consulat, j'attends sa réponse.

Au fait, je vous conseille la lecture du dernier numéro de *Prométhée* sur la situation économique, merci à ces camarades pour la qualité de leur article.

**Quelques infos en bref.**

**Comment briser une grève avant même de l'avoir commencée. Mode d'emploi de la direction de la CGT.**

Le secrétaire général de la Fédération CGT de la Chimie Jean-Michel Petit a déclaré hier à Associated Press que la reprise de la grève illimitée dans les raffineries du groupe Total en France aurait pour objectif d'"*exiger le redémarrage de la raffinerie*" de Dunkerque, et que "*Total propose un véritable projet et pas ce qui a été présenté*", lundi lors du comité central d'entreprise (CCE). (AP 09.03)

Il propose donc de se battre pour le redémarrage de la raffinerie... dans la perspective de sa fermeture, autrement dit il se situe dans la même perspective que la direction de Total et le gouvernement actionnaire et c'est dans ce contexte que la CGT va demander au personnel des autres raffineries de se prononcer pour ou contre la grève, après que leurs salariés aient reçu l'assurance que leurs raffinerie ne seraient pas fermées au cours des cinq années à venir.

En clair, ceux qui accepteront de débrayer à l'appel de ce lieutenant de la direction de Total, cesseront leur grève au premier coup de sifflet de ce bureaucrate, il serait étonnant qu'ils agissent autrement, ne prenons pas nos désirs pour la réalité.

**Quel intérêt y aurai-t-il à investir dans un pays où la productivité ne serait pas au rendez-vous ?**

L'investissement étranger créateur d'emploi en France n'a que légèrement diminué en 2009 malgré la crise, annonce le gouvernement. y a eu l'an dernier 639 décisions d'investissement étranger en France qui ont permis de créer ou de maintenir 29.889 emplois, selon les chiffres présentés à Bercy par l'Agence française pour les investissements internationaux (Afii).

C'est moins qu'en 2008, quand 641 décisions d'investissement avaient permis la création ou la sauvegarde de 31.932 emplois, mais davantage que les 624 investissements comptabilisés en 2007.

Près de 23.000 entreprises étrangères sont implantées en France, faisant travailler 2,8 millions de personnes. (Reuters 09.03)

**L'UE à la botte de Washington. Le vrai visage de l'UE. Un cas d'école pour le prouver.**

La décision du géant de l'aéronautique européen EADS et de son partenaire américain Northrop Grumman de se renoncer à l'appel d'offres pour les avions ravitailleurs de l'armée américaine a suscité des accusations plus ou moins voilées de protectionnisme mardi, l'Américain Boeing restant seul en lice pour ce contrat évalué à 35 milliards de dollars (26 milliards d'euros).

Ce contrat concerne la fourniture de 179 avions-citernes à l'US Army. Il s'agit de la première tranche d'une commande géante de 500 appareils pour 100 milliards de dollars.

Le partenaire américain d'EADS, Northrop Grumman, a déclaré lundi soir qu'il ne se soumettrait pas à l'appel d'offres en raison d'un cahier des charges jugé trop favorable au rival Boeing, qui présente un avion plus petit. Le constructeur européen EADS a annoncé qu'il suivait Northrop Grumman dans sa décision.

En 2008, EADS et Northrop Grumman avaient remporté ce gigantesque appel d'offres qui avait été par la suite annulé après une plainte de Boeing. EADS, qui aspire à pénétrer le marché américain de la défense et moins dépendre de son activité civile, souhaitait présenter un dérivé de l'A330.

**Euphémismes, conditionnel, précautions oratoires des valets de l'impérialisme américain...**

La Commission européenne a fait savoir qu'elle "*serait extrêmement inquiète s'il devait s'avérer que les termes de l'offre ont été formulés de façon à empêcher une concurrence ouverte pour le contrat" et qu'elle suivrait "de très près les suites de ce dossier*".

"*La meilleure situation, c'est la situation de concurrence, et je regrette un peu qu'Airbus ne se soit peut-être pas trouvé dans les meilleures situations de concurrence dans le cadre d'un appel d'offres renouvelé*", a également commenté la ministre de l'Economie Christine Lagarde.

Le ministre allemand de l'Economie, Rainer Brüderle, a quant à lui déclaré par voie de communiqué qu'il voyait "*des signes de protectionnisme*" dans cette affaire.

**... et trahison.**

La décision de Northtrop n'a guère surpris dans ce milieu. Pour Loren Thompson, qui dirige le Lexington Institute, "*une fois tout mis sur la table, Northtrop y a vu beaucoup de risque et peu de profit*", alors qu'EADS voulait avant tout mettre un pied sur le marché américain de la défense, et "*au bout du compte, les intérêts des deux équipes étaient divergents*".

**Quand les roquets de l'UE aboient dans le vide... l'impérialisme américain tremble.**

Le Quai d'Orsay a averti que «*la France, avec la Commission européenne et ses partenaires européens concernés, va procéder à l'examen de ce nouveau développement et de ses possibles implications*».

Une plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) semble exclue car elle n'est pas compétente en matière de défense. Et elle ne peut intervenir suite à une décision souveraine prise par une entreprise privée, en l'occurrence Northrop. (AP et figaro.fr 09.03)

**Grande-Bretagne.**

Chevron, deuxième groupe pétrolier aux Etats-Unis, va mettre en vente plusieurs activités en aval, dont sa raffinerie de Pembroke en Grande-Bretagne, et supprimer 2.000 emplois cette année.

"*Les conditions de marché en aval vont probablement être difficiles au cours des prochaines années*", a déclaré Mike Wirth, vice-président de Chevron. (Reuters 09.03)

**Jimi Hendrix est de retour.**

Sony Music Entertainment et Experience Hendrix, la société héritière de la musique et des droits à l'image du célèbre guitariste commercialisent, à partir du lundi 8 mars, Valleys of Neptune, un album d'inédits, plus ou moins connus, du célèbre gaucher. C'est la première salve d'une série de rééditions de ses enregistrements pour marquer le 40e anniversaire de sa mort, le 18 septembre 1970

L'album se compose de douze morceaux entièrement enregistrés en studio et jamais commercialisés, précise un communiqué. "Valleys of Neptune offre une vision de la maîtrise que mon frère avait des techniques d'enregistrement et montre qu'il était un pionnier en matière technique autant qu'un guitariste de génie", indique Janie Hendrix, demi-sœur du musicien et PDG d'Experience Hendrix. "Valleys of Neptune offre 60 minutes de musique inédite, remixée pour l'occasion par Eddie Kramer, ingénieur du son et producteur qui avait travaillé avec Jimi dès 1967", précise le communiqué. Normal, il s'agit de faire vendre.

Le disque est présenté comme la suite d'Electric Ladyland (1968). Il tend surtout à confirmer qu'en 1969, Hendrix est épuisé, carbonisé, musicalement, au point de réenregistrer Fire et Red House sortis sur Are You Experienced (1967). Idem pour la nouvelle version de Hear My Train Comin'. Une partie des morceaux sont des répétitions pour le concert du Royal Albert Hall de Londres de février 1969. Le reste date du printemps 1969, à New York. Crying Blue Rain, Ships Passing Through the Night, Lullaby for the Summer sonnent comme des morceaux à developper. Ah si, quand même : Valleys of Neptune, célèbre inédit, surnage du lot et mérite, lui, le détour. (lemonde.fr 05.03)

J'étais déjà fan d'Hendrix en 67 à 12 ans, l'antithèse de la variété de merde que l'on nous servait en boucle à la radio ou à l'ORTF pour que l'on soit aussi con à la fin de notre vie qu'à ses débuts, à ce que je sache son talent de génie n'a pas pris une ride, pas plus qu'une sonate de Beethoven dont je suis un admirateur sans borne.

C'est en partie grâce à Hendrix que de nombreux groupes de rock ont ensuite développé des mélodies où des solistes de génie développèrent leur virtuosité et élevèrent le rock au panthéon de la musique. Sur ce plan-là, les Beatles et les Rolling Stones ne parvinrent

jamais à rivaliser avec Led Zeppelin ou Deep Purple, Zappa ou Carlos Santana, hier AC/DC, ZZ Top, Iron Maiden, Lynyrd Skynyrd, Wishbone Ash, plus tard, Joe Satriani, Steve Vaï, Guns and Roses, Metallica, Scorpion, Roy Buchanan, J. Mc. Laughlin et j'en passe.

La différence entre le rock et le hard rock, c'est le lead guitare en plus, il n'est pas toujours très fameux, il y en a qui font du bruit et non de la musique, il faut faire la part des choses avant de rejeter le hard rock. En dehors des Tziganes, c'est le seul endroit où se produisent (en grand nombre) des guitaristes de génie, il faut aimer la guitare électrique évidemment. Il n'a jamais existé de groupes de hard rock en France ou même de rock de qualité comparable à ce qui a existé et existe encore en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, il y en a même d'excellents en Inde. Le plus difficile étant de former un groupe où tous les musiciens ont à peu près le même niveau de talent. Trust aurait pu le devenir mais ils ont jeté l'éponge très vite. Un de mes potes qui jouait du piano et du synthétiseur était parti joué avec Zappa, il n'avait trouvé aucun groupe en France où épanouir son talent.

Un morceau sans au moins un solo de guitare, de violon, de piano ou de saxo interprété par un virtuose et l'on a l'impression d'une balade pour faire passer le temps ou pour nous endormir, alors que le jeu endiablé de mucisiens de talent réveille chez le jeune la révolte qui sommeille en lui contre l'ordre établi, c'est en tout cas ainsi que j'ai ressenti cette musique sans attendre Get up, tand up de Bob Marley, étant toujours révolté à 55 ans, mes goûts musicaux se sont enrichis mais sans renier ceux de ma jeunesse contrairement à beaucoup de gens qui ne sont pa plus fidèle sur ce plan-là qu'en amitié. La Fender Stratocaster, ça fait du bruit, pas beaucoup plus qu'une sonate de Beethoven sur un Steinway !

---

**Le 11 mars**

Pas le temps de causer, trop de problèmes personnels à régler en urgence.

**En liberté surveillée.**

Le ministère de l'Intérieur "mobilise" une somme de 13,1 millions d'euros pour l'installation de 3.203 caméras de vidéoprotection dans 231 communes, 19 établissements scolaires et 19 ensembles d'habitation, annonce-t-il mercredi dans un communiqué.

Pour l'année 2010, le ministère de l'Intérieur dispose "*au total de crédits à hauteur de 30 millions d'euros, soit près du double de 2009 (17 millions d'euros) et du triple de 2008 (11,7 millions en 2008)*", précise le communiqué.

D'ores et déjà, plus de 2.000 communes en France - dont "la quasi-totalité" des villes de plus de 100.000 habitants - ont recours à la vidéoprotection. Et d'ici à 2011, la place Beauvau prévoit de tripler le nombre de caméras présentes sur tout le territoire, en le portant de 22.000 à 60.000. (LePoint.fr 10.03)

**Rififi dans la franc-maçonnerie, la "cinquième colonne" du capital.**

Rien ne va plus à la Grande Loge nationale française (GLNF). Une fois de plus, la gestion du grand maître de la deuxième obédience de France (42.000 membres), François Stifani, est vivement critiquée.

Au terme d'une réunion houleuse, le 4 décembre dernier, rue de Pisan, siège de la GLNF, 24 frères ont été suspendus de la loge pour avoir dénoncé la politique de communication du grand maître, la composition d'un "shadow" cabinet comprenant plusieurs profanes ou encore l'acquisition d'un appartement estimé à 2 millions d'euros, avenue de Wagram. Ces 24 "mutins" se réunissent aujourd'hui au sein d'un collectif baptisé FMR-Myosotis, qui revendique "des milliers" de membres issus de la GLNF.

Dans un mail interne - que lepoint.fr a consulté-, ils déclinent ainsi leurs objectifs : "*Mettre un terme aux dérives constatées*", revenir "*à la régularité et à la tradition*", exiger "une transparence sur les comptes de la GLNF et une explication claire de l'utilisation des cotisations, en exigeant un audit des comptes", rétablir "*la discrétion et l'humilité.*" En outre, le sarkozysme affiché par Stifani agace de plus en plus les partisans d'une obédience apolitique. (lepoint.fr 10.03)

**Allemagne.**

L'Allemagne a enregistré la baisse la plus forte de ses exportations en un an au mois de janvier, selon les statistiques officielles, illustration des difficultés économiques du pays.

A noter toutefois, qu'en données brutes, les exportations ont progressé, de 0,2% en glissement annuel, tandis que les importations se contractaient de 1,4%. (Reuters 10.03)

**Etats-Unis.**

Le gouvernement américain a enregistré un déficit budgétaire mensuel record de 220,9 milliards de dollars (162 milliards d'euros) en février, a annoncé le Département du Trésor mercredi, une hausse de 14% par rapport à février 2009.

Sur les cinq premiers mois de l'exercice budgétaire de cette année, le déficit cumulé s'élève ainsi à 651,6 milliards de dollars (477 milliards d'euros), soit 10,5% de plus qu'il y a un an.

L'administration Obama prévoit un déficit budgétaire record pour l'année 2010, à 1.560 milliards de dollars (1.142 milliards d'euros). Il était de 1.400 milliards de dollars (1.025 milliards d'euros) en 2009. Et les prévisions tablent sur un déficit budgétaire qui sera encore de 1.000 milliards de dollars (732 milliards d'euros) en 2011.

L'administration Obama a expliqué que l'énorme déficit était nécessaire pour que le pays puisse se sortir de la récession qui l'a frappé, la plus profonde depuis les années 30. (AP 10.03)

**Inde.**

La chambre haute du Parlement indien a approuvé à la quasi-unanimité mardi soir un projet de loi qui réserve un tiers des sièges aux femmes.

Le texte prévoit d'attribuer un tiers des sièges aux femmes aux parlements fédéral et régionaux.

Les députés du Parti Bahujan Samaj, qui représentent surtout les basses castes, se sont abstenus au moment du vote pour protester contre le refus du gouvernement fédéral de prévoir des sièges pour les femmes des basses castes dans le projet de quotas. Le projet de loi du Parti du Congrès au pouvoir devrait être soumis à la chambre basse du Parlement fédéral la semaine prochaine et devra être approuvé par 15 des 28 Etats régionaux avant d'entrer en vigueur. Il devrait recevoir tous les feux verts nécessaires, les principaux partis d'opposition ayant annoncé leur soutien. (AP 10.03)

---

**Le 12 mars**

Pas le temps de trop causer.

L'heure est à l'organisation. Je ne comprends pas que des militants s'indignent de la situation sociale et politique actuelle ou appellent à s'organiser, et quand un parti leur propose un cadre souple pour mener le combat ensemble, ils refusent et préfèrent s'enfermer dans leur isolement. Si j'étais en France je combattrais au côté des militants du POI sans pour autant être d'accord avec l'orientation politique de leur parti, ceci n'empêchant pas cela.

Bonne manif et bon week-end.

**La "*rigueur*" pas pour aujourd'hui mais... pour demain. Demain c'est déjà aujourd'hui ! Le plan de bataille de Sarkozy.**

**1-** Nicolas Sarkozy répète qu'il "*ne croit pas à une politique de rigueur qui n'a jamais fonctionné*", avant d'ajouter "*la reprise économique est encore trop timide pour prendre le risque de tout casser par une rigueur à contretemps*". (AP 11.03) En réalité, la rigueur s'est déjà installée au quotidien : hausse des prix, maintien des loyers prohibitifs et augmentation des salaires misérables ou nulles pour la plupart des travailleurs...

**2-** Dans une longue interview à paraître vendredi dans *Le Figaro Magazine*, le président de la République réaffirme que ce scrutin n'aura que des conséquences régionales. (AP 11.03) Autrement dit même en cas d'abstention massive et d'échec de l'UMP lors de ces élections, il n'entend pas changer de cap, donc poursuivre son oeuvre de destruction, il l'a annoncé lui-même.

**3-** "*A l'automne, après la réforme des retraites, nous engagerons la concertation sur la dépendance, au premier trimestre 2011*", assure-t-il. Avant d'en remettre une couche dans la dernière ligne droite pour achever sa sale besogne.

"*Une fois ces dossiers bouclés, je proposerai au Parlement de compléter toutes les réformes réalisées depuis 2007. Université, travail du dimanche, 35 heures, heures supplémentaires...: nous ferons un audit de toutes les réformes pour les améliorer*", poursuit le président. Traduisons : avant de me faire virer du Palais, je laisserai la place propre, j'aurai achevé de liquider des pans entiers des droits sociaux qui coûtaient trop chers à l'Etat et à mes amis qui fréquentent le Fouquets, ou presque... et si tout se passe bien !

**4-** Bonaparte le petit passera ensuite la main au Parlement à sa botte qui n'aura plus qu'à établir l'inventaire des dégâts de son quinquennat, et s'en féliciter évidemment.

"*Ensuite, au second semestre 2011, le gouvernement marquera une pause pour que le Parlement puisse, s'il le souhaite, délégiférer*", précise-t-il. "*La complexité est souvent telle que personne ne s'y retrouve plus. Il sera grand temps de s'attaquer au chantier de la simplification législative et administrative*".

Après avoir mis sans dessus dessous une grande partie de l'administration pendant quatre ans et demi et compliqué à loisir toutes les démarches administratives de la population, voilà qu'il annonce que le Parlement remédiera à cette situation en quelques mois juste avant les présidentielles, mais comme il n'en fera rien, ce sera une raison de plus pour le chasser et n'apporter aucune voix à tous les partis qui sont présents à l'Assemblée nationale.

Reste à avoir si nous ne le chasserons pas avant 2012 ?

**Sarkozy et les autres dirigeants du vieux monde, "*crédibles*" ?**

"*Je prendrai, avec d'autres, des initiatives au G-20, que la France présidera en novembre 2010, pour que soit rapidement adoptée une taxe sur les transactions financières*", a annoncé le chef de l'Etat, à l'ouverture à Paris d'une conférence ministérielle internationale sur le rôle des grands bassins forestiers -Amazonie, Congo, Indonésie.

"*C'est une question de crédibilité*", a-t-il martelé devant un parterre de 30 pays des grands bassins forestiers d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie et de 12 délégations des pays bailleurs de fonds.

"*La forêt est en danger*", avait averti mercredi le ministre français de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, appelant à passer à "*la vitesse supérieure*" parce que "*la vie n'attend pas*".

Le programme REDD (Réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation forestière dans les pays en développement) qui prévoit de réduire de moitié la destruction des forêts des pays pauvres à l'horizon 2020, et d'y mettre fin entièrement d'ici 2030, se trouvait au coeur des discussions de jeudi. (AP 11.03)

Comme quoi on doit se tenir informé sur chaque sujet, si on s'en tenait aux propos de Sarkozy, on serait presque tenté de le croire sincère, mais voilà, hier soir en regardant sur TV5Monde Asie en différé un numéro de Grand reportage dont une partie était consacrée au commerce du bois, j'ai entendu que 40% du bois exporté en France était d'origine illégale et qu'il était assez facile de le détecter à la source parce que ce bois était d'origine inconnu contrairement au bois d'origine légale dont la tracabilité existe.

De plus il n'existe pas des centaines de pays exportant du bois en grande quantité, il suffit de se rendre sur place comme l'on fait ces journalistes pour constater l'ampleur du massacre et interdire l'importation de bois en provenance de ces pays en proie à la corruption généralisée jusqu'au sommet de l'Etat. Est-ce de cela qu'a parlé Sarkozy ? Pas vraiment.

Le journaliste a rappellé que toutes les deux minutes, c'est l'équivalent d'un terrain de football qui disparaît avec la déforestation massive qui n'a jamais cessé.

**La conséquence de la mobilisation du personnel contre le démentèlement de l'AP-HP.**

Le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), Benoît Leclercq, aurait été 'viré', selon des informations rapportées, jeudi 11 mars, par le site Internet de Libération.

'*Le ministère de la santé a démenti cette l'information. Mais, de sources élyséennes, c'est confirmé*', précise le quotidien. M. Leclercq, 62 ans, est directeur général de l'AP-HP depuis 2006. (Lemonde.fr 11.03)

**Point emploi.**

La plus grave crise traversée par l'économie française depuis la Seconde Guerre mondiale a entraîné la destruction de près de 600.000 emplois, depuis le deuxième trimestre 2008.

Au troisième trimestre 2009, 79.800 postes avaient été détruits après 99.100 au deuxième trimestre et 153.800 au premier, le plus mauvais résultat depuis le début du recul de l'emploi salarié marchand au deuxième trimestre 2008.

Sur l'ensemble de l'année 2009, l'emploi salarié marchand a baissé de 2,2% avec 357.600 postes supprimés.

L'emploi salarié a reculé de 0,1% au dernier trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent avec 20.400 emplois détruits dans les secteurs principalement marchands, selon des données révisées annoncées jeudi par l'Insee.

Au quatrième trimestre, les destructions d'emploi se sont infléchies dans l'industrie avec 34.700 suppressions de postes (-1,0% par rapport au trimestre précédent) après 46.400 au trimestre précédent (-1,4%), 48.100 au deuxième trimestre et 43.700 au premier trimestre.

Dans la construction, la baisse des effectifs est comparable à celle observée au cours des trimestre précédents (-0,8% après -1,0% au troisième trimestre, soit -11.900 postes).

L'emploi tertiaire redémarre avec l'intérim qui confirme sa reprise entamée au deuxième trimestre 2009 après plusieurs fortes baisses (-35% entre le deuxième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009).

Les effectifs de l'intérim ont progressé de 5% au quatrième trimestre (+23.500 emplois) après une hausse de 5,6% au troisième trimestre (+25.000 emplois) et de 1,6% au deuxième (+6.500 emplois).

La hausse de l'emploi intérimaire s'est poursuivie en janvier avec une progression de 0,4% par rapport à décembre (+2.200 emplois), selon des chiffres publiés jeudi par Pôle emploi.

Les salariés intérimaires sont comptabilisés dans le tertiaire, même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction.

Hors intérim, l'emploi tertiaire est stable (+2.800 postes), après cinq trimestres de baisse. Au total, l'emploi augmente de 0,2% dans le tertiaire. (Reuters 11.03)

Ne pas confondre la destruction d'emploi qui a pour conséquence une plus grande concurrence entre les ouvriers et tire les salaires vers le bas, et la destruction de forces productives déjà réalisées qui consiste à tout détruire comme pendant une guerre pour ensuite tout reconstruire et ainsi de suite.

La crise qui s'est traduite par le premier type de destruction n'a pas suffit selon l'aristocratie financière qui s'est relancée de plus belle dans une spéculation effrénée à l'échelle mondiale.

**Quand la "*reprise*" rime avec précarité.**

Le nombre d'intérimaires était de 553.600 fin janvier, en valeur corrigée des variations saisonnières, soit une hausse mensuelle de 2.200 emplois.

Sur un an, l'intérim a augmenté de 7,6% avec 39.100 intérimaires de plus qu'en janvier 2009.

L'industrie (+3,1%) et le tertiaire (+2,7%) ont poursuivi leur hausse en janvier alors que le secteur de la construction a connu un recul de 8,4%. (Reuters 11.03)

**Hypocrisie des chefs d'Etat et de l'UE pour camoufler leur complicité avec l'aristocratie financière.**

Paris, Berlin, Athènes et Luxembourg demandent à la Commission européenne d'ouvrir une enquête sur "*le rôle et l'impact de la spéculation*" sur le risque lié au défaut de paiement de la dette souveraine des pays de l'Union, et de présenter des mesures pour réguler ce marché, montré du doigt dans la crise de la dette grecque.

Si l'enquête de la Commission "*venait à révéler des abus de marchés ou qu'elle mette en évidence que la spéculation a un impact considérable sur les taux d'intérêts, nous devrons examiner rapidement des mesures et le cas échéant, adopter les textes législatifs ou réglementaires nécessaires pour y mettre fin*", estiment les auteurs de la lettre. (AP 11.03)

Si vous avez lu les articles consacrés à G. Soros qui se vante ouvertement de pouvoir faire et défaire des gouvernements ou agir sur la politique économique des Etats, vous aurez compris que les spéculateurs sont facilement identifiables et que la dernière sortie de Merkel et Sarkozy sur ce sujet ne sert qu'à camoufler leur soumission aux exigences des marchés financiers dont finalement ils sont les représentants politiques.

En Grèce, évidemment tous les partis institutionnels ignoraient les magouilles de l'Etat avec la banque Goldman Sachs, ben voyons !

**L'UE, le relais de la propagande anticommuniste de l'impérialisme américain. La preuve.**

Le parlement européen a adopté jeudi une résolution condamnant Cuba après la mort "*évitable et cruelle*" d'un prisonnier politique en grève de la faim, déclenchant une réponse cinglante de La Havane.

Orlando Zapata Tamayo est mort le 23 février après une grève de la faim de 83 jours. (AP 11.03)

Si vous avez lu l'article du Réseau Voltaire (Le suicide d'Orlando Zapata Tamayo. (01.03.10) , vous savez qu'il s'agissait d'un voyou condamné à plusieurs reprises par les autorités cubaines pour des faits relevant du droit commun et qu'en désespoir de cause il avait pris contact avec des défenseurs des "opposants" au régime en espérant profiter de la campagne engagée en leur faveur pour obenir leur libération. Que le Parlement européen se fasse l'écho d'Hillary Clinton n'a rien d'étonnant.

---

**Le 13 mars**

Bon week-end à tous, le combat continue...

**La manipulation des résultats des élections régionales a déjà commencé, notamment de l'abstention.**

**1-** Tandis que dans le plus pur style de la propagande obscurantiste, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, dont c'est apparemment la seule fonction qu'il soit capable de remplir au côté de Sarkozy, a exhorté cyniquement les électeurs à aller voter afin d'éviter une "*abstention boomerang*", comme si voter pour les candidats de l'UMP pourrait les protéger des mauvais coups que leur a justement préparés leur bourreau UMP pour les deux ans à venir, comme si le parti de Sarkozy n'était pas responsable de la politique antisociale mise en oeuvre depuis 2007, il fallait oser prendre les électeurs pour des demeurés à ce degré là,

**2-** Pour Laurent Fabius du PS que l'abstention effraie tout autant, spécialiste également de longue date de l'enfumage des masses pour camoufler le caractère réactionnaire de son parti, il a affirmé "*Ce qui est sûr, c'est que plus le PS sera haut, plus les régions seront fortes et moins M. Sarkozy pourra casser à sa guise*", alors que le PS était à la tête de 22 régions sur 24 sans que cela n'empêche le moins du monde Sarkozy d'accomplir son oeuvre de démolition, pire encore, puisque le PS s'en est fait directement le complice pendant toutes ces années. Pour ce philistin, aujourd'hui c'est déjà hier, et hier est déjà relégué au rang des mystères insondables, le prolétariat n'aurait pas de mémoire, bref ne nous attardons pas sur le bilan du PS à la tête des régions, c'est déjà du passé.

Niant ou escamotant la réalité, il a osé dire "*une victoire de l'opposition contraindra le gouvernement à infléchir sur certains points sa politique et à nous entendre*", vous entendre seulement, pas en changer évidemment, alors que le PS propose la même politique que l'UMP et qu'il n'a aucun moyen de s'opposer à la politique du gouvernement à l'Assemblée nationale puisqu'il y est en minorité, faudrait-il encore pour s'y opposer qu'il en est la volonté au lieu de réaliser un consensus avec l'UMP chaque fois qu'il en a la possibilité, ce serait évidemment trop lui demander de renoncer à soutenir le régime, d'ailleurs ce n'est pas notre propos.

Finalement, comme il l'a affirmé "*quand des millions et des millions de Français s'expriment, cela a un sens*", mais c'est certainement pas dans celui que peut lui donner un représentant du capital qui a déjà fait ses preuves. (source : AP 13.03)

Plusieurs scénari sont possibles lors de ces élections.

Soit le taux d'abstention et le vote en faveur des partis dits de gauche seront très élevés et le gouvernement se retrouvera ultra minoritaire dans le pays, d'une part le PS et ses alliés de "gauche" devront monter davantage au créneau pour aider Sarkozy à appliquer sa politique le reste de son mandat, d'autre part, le rejet massif des institutions et des partis institutionnels pourrait se traduire par une radicalisation politique des masses dans les mois à venir et leur mobilisation grandissante contre le gouvernement, obligeant certains partis à un grand écart qui alimentera leur crise.

Soit le taux d'abstention ne dépasse pas les 40% et le vote en faveur des partis dits de gauche sera plus élevé que prévu, ce qui aura pour conséquence d'alimenter les contradictions de ces partis et les obligera à se placer davantage au côté du prolétariat pour protéger le régime de tout débordement.

Les partis traitres qui se réclament de la classe ouvrière peuvent soutenir le régime de deux manières. Selon les circonstances ils se placent soit au côté des capitalistes, soit au côté du prolétariat. Ils se placent ouvertement au côté des capitalistes en période de reflux du mouvement ouvrier ou lorsqu'ils sont au pouvoir cadenassant ainsi le mouvement ouvrier qu'ils contrôlent par ailleurs, on a pu le constater quand Mitterrand était au pouvoir par exemple. Ils se placent au côté de la classe ouvrière quand le régime est de plus en plus contesté ou en danger de façon à tenter de circonscrire la mobilisation du prolétariat dans des limites acceptables pour assurer la survie du régime ou lorsque le mouvement ouvrier repasse à l'offensive après une période de reflux des masses. Dans les deux cas de figure, en réalité ils se dressent contre le prolétariat pour assurer la défense du régime, c'est la raison pour laquelle un front unique avec ces partis ne peut que préparer les défaites futures du prolétariat.

Soit le taux d'abstention sera important mais le vote en faveur des partis dits de gauche sera tempéré par la résistance de la coalition formée autour de l'UMP, plus les voix du FN, et dans ce cas-là ces élections n'auront été qu'un épiphénomène, Sarkozy pourra poursuivre ses contre-réformes, ce qui ne veut pas dire qu'il ne rencontrera pas quelques difficultés sur son chemin, la crise poursuivant son lent travail d'éducation des masses au prise à des difficultés toujours croissantes.

Dans tous les cas de figure l'UMP sera minoritaire dans le pays, donc illégitime à se maintenir plus longtemps au pouvoir.

Ce serait reproduire une nouvelle fois une erreur commise sans cesse depuis plus de 50 ans que d'interpréter le vote en faveur des partis dits de gauche comme un signe de ralliement du prolétariat ou de la petite bourgeoisie à ces partis, alors qu'ils n'ont fait qu'exprimer leur rejet de la politique du gouvernement et n'ont aucune confiance dans ces partis pour mettre en oeuvre une autre politique que l'UMP.

Les masses auraient-elles des illusions dans ces partis qu'il faudrait les combattre, au lieu d'abonder dans leur sens au nom d'un front unique aux effets ravageurs, et de renforcer ainsi l'attraction que ces partis contre-révolutionnaires pourraient exercer sur les masses, partis dont l'objectif est de conserver le contrôle du mouvement ouvrier ou à défaut de lui interdire de trouver le chemin permettant d'envisager une issue politique à la crise du capitalisme.

Ce serait manipuler les travailleurs et les militants que d'expliquer que les travailleurs auraient donné un mandat à ces partis qui ont été au pouvoir à de nombreuses reprises et pendant de longues années au cours du XXe siècle, et qui ont toujours gouverné pour le compte des ennemis du prolétariat.

Les illusions du prolétariat reposent davantage sur son ignorance qu'il existe une alternative au capitalisme plutôt que sur son ignorance que ces partis au pouvoir n'amélioreront pas leur vie quotidienne. Il est parfaitement clair que la conscience politique du prolétariat n'a pas encore atteint le degré de maturité nécessaire qui l'amènerait à exiger de ces partis qu'ils rompent avec le capitalisme, en admettant qu'il effectue un jour cette démarche en direction de ces partis, sans que cela soit un objectif politique pour les militants engagés dans le combat pour abattre les institutions, donc ce serait également faux de prétendre qu'il leur en prêterait l'intention, faudrait-il avant d'en arriver là que le prolétariat se pose lui-même cette question, ce qui ne semble pas encore le cas aujourd'hui ou de manière isolée pour le moment.

On pourra s'appuyer sur la défaite de l'UMP et de Sarkozy particulièrement, puisqu'il s'est engagé personnellement dans cette campagne électorale, pour favoriser la mobilisation de la classe ouvrière, encore faudra-t-il lui dire la vérité, que sans une rupture avec le capitalisme et les institutions, il sera impossible d'entrevoir une amélioration durable et profonde de sa situation, que pour y parvenir il faut prendre dès maintenant les choses à la base et commencer par se regrouper, s'organiser dans cette perspective, et que c'est seulement en prenant conscience que le système capitaliste n'a plus d'avenir, et que pour cette raison il faut abattre les institutions politiques qui lui servent de couverture légale à toutes ses exactions, que la classe ouvrière pourra sérieusement envisager de satisfaire ses besoins et ses aspirations légitimes.

S'organiser et élever le niveau de conscience de la majorité de la population à la hauteur de la compréhension qu'elle n'a plus d'avenir sous le règne du capitalisme et qu'il existe une issue politique si elle prend le pouvoir et reconstuit la société en partant de ses besoins et non plus en fonction des profits d'une infime minorité d'exploiteurs qui mènent l'humanité au chaos et à la barbarie, telle est la tâche la plus urgente que l'on doit se fixer et qui permettra de constuire le parti sur des bases politiques conformes aux intérêts fondamentaux du prolétariat.

On ne peut pas se contenter de dénonciations, d'expliquer ce qu'il ne faut pas ou plus faire, d'avancer dans une direction en s'interdisant d'en préciser l'objectif politique, car c'est le meilleur moyen de piétiner ou de ne jamais avancer. Pour briser l'illusion qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme, nous devons impérativement expliquer aux travailleurs que notre objectif est la prise du pouvoir et le renversement du régime.

Il ne suffit pas de dresser la liste de tous les méfaits du capitalisme, tout le monde les connaît, tout le monde en connaît plus ou moins l'origine, mais beaucoup trop peu de travailleurs à l'heure actuelle parviennent à aller au-delà de ce constat, nombreux doivent être ceux qui se disent qu'il n'est pas possible de remplacer le capitalisme par le socialisme parce qu'il a échoué partout dans le monde ou qu'il a lui-même abouti au chaos et à la barbarie.

Il faut donc leur expliquer que jamais dans le passé le socialisme n'a été mené à son terme, qu'à partir du milieu des années 20 en Russie, nulle part il n'a existé dans le monde de régimes socialiste, pas plus en URSS qu'en Chine ou à Cuba, car le socialiste est synonyme des travailleurs au pouvoir, or les travailleurs ont toujours été exclus de tous les organismes de pouvoir des régimes qui se réclamaient du socialisme, on en veut pour preuve que les véritables socialistes ont été pourchassés par ces régimes, emprisonnés, torturés, assassinés. Ce n'est pas parce que des partis politiques se réclament du socialisme et ont usurpé son nom que le socialisme aurait échoué ou aurait été vaincu. C'est justement ce que veulent faire croire les ennemis du prolétariat et du socialisme. Cela aussi on peut le prouver facilement quand on voit à quel point les intérêts de l'impérialisme américain sont liés et communs à ceux du régime de Pékin qui se réclame du socialisme, alors que la majorité du peuple chinois croule toujours sous la misère et ne dispose d'aucune liberté d'expression, l'antithèse du socialisme qui pour sa part en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, développe le concept de démocratie à un degré jamais atteint par aucun régime dans le passé, en dehors de la période en Russie allant d'octobre 1917 à 1924 date correspondant à la mort de Lénine et à la prise du pouvoir par l'anti-communiste Staline.

A la lecture de ces lignes je vois déjà des militants manifester leur découragement, je les rassure, ces explications seront nécessaires pendant toute la période antérieure à la mobilisation générale du prolétariat, celle que nous vivons actuellement, car dans un premier temps il faudra vaincre la méfiance des éléments les plus déterminés du prolétariat qui cherchent une issue politique pour les recruter, on ne pourra pas faire l'économie de ces explications, mais une fois que la machine sera lancée, que la confiance sera établie, les choses seront beaucoup plus simples, une fois la dynamique enclenchée il sera plus facile de balayer les obstacles qui empêchaient des milliers de travailleurs de s'organiser. Faudrait-il encore qu'un parti incarne le socialisme, qu'il en est fait son drapeau, pour que les masses finissent par

se reconnaître dans ce parti et se saisissent du socialisme, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui malheureusement.

**Manoeuvre politique d'une multinationale.**

La hausse des tarifs du gaz en France initialement prévue pour le 1er avril pourrait finalement être "*un peu décalée*", écrit le quotidien *Les Echos* vendredi.

Il précise, en citant plusieurs sources, que "*compte tenu de la proximité des élections régionales*", GDF Suez pourrait "*attendre un peu*" avant d'engager le processus qui aboutira à une hausse des tarifs du gaz. (Reuters 12.03)

**Etats-Unis. Tout ou rien.**

**1-** Les régulateurs américains ont fermé la Park Avenue Bank de New York vendredi, soit la 28e faillite d'un établissement garanti par les autorités fédérales cette année.

Les responsables de la caisse de garantie bancaire s'attendent à une accélération des faillites cette année. Il y a maintenant 702 banques inscrites sur la liste des établissements en difficulté de la caisse, alors que le fond de garantie est tombé dans le rouge avec 20,9 milliards de déficit à fin 2009. Cette dernière faillite coûtera une cinquantaine de millions à la FDIC.

L'an dernier, 140 banques ont disparu au Etats-Unis. (AP 12.03)

**2-** La perspective d'une réforme de grande ampleur du système financier américain s'est éloignée après l'échec de discussions bipartisanes au Sénat sur un texte dont l'administration Obama a pourtant fait l'une de ses priorités.

Pour l'essentiel, le texte du sénateur Christopher Dodd veut en finir avec le renflouement d'établissements financiers réputés "*too big to fail*", soit d'un poids trop lourd pour les laisser faire banqueroute.

Il veut aussi réguler un marché des dérivés de gré à gré évalué à 450.000 milliards de dollars, swaps de défaut de crédit compris. (Reuters 12.03)

Traduction : alors que la crise actuelle n'est pas encore terminée, lorsque la bulle financière qui est en train de se former éclatera, ils laisseront s'effondrer le système au lieu de venir à son secours comme ils l'ont fait depuis 2008, sans avoir besoin de prédire qu'elles en seront les conséquences que l'on connaît déjà. Je ne veux pas me faire alarmiste par plaisir, loin de moi cette idée sordide, cependant on est en droit de se poser une question : Tiendront-ils se raisonnement jusqu'au bout avec une guerre mondiale à la clé ?

450.000 milliards de dollars, c'est 9 fois environ le PIB mondial, le seul fait d'accepter l'existence de ce genre d'opérations hautement spéculatives suffit à comprendre qu'ils n'ont pas du tout l'intention de réguler quoi que ce soit.

**Grande-Bretagne.**

Le personnel navigant de British Airways se mettra en grève pendant sept jours d'ici la fin du mois de mars après l'échec des discussions entre direction et syndicats visant à éviter un mouvement d'arrêt du travail.

Le syndicat Unite a déclaré vendredi que le personnel navigant de la compagnie aérienne britannique se mettrait en grève pendant trois jours lors de la semaine du 20 mars et pendant quatre jours lors la semaine 27 mars. (Reuters 12.03)

---

**Le 14 mars**

J'ai amélioré la présentation de la page d'accueil en refaisant les petits bandeaux de la colonne de gauche. Pas grand chose à ajouter aux dernières causeries et je suis fatigué. Un seule infos pour aujourd'hui.

**Italie.**

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, samedi 13 mars à Rome, contre le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi, à l'appel des partis de l'opposition. La Piazza del Popolo (Place du Peuple), lieu traditionnel de manifestation pour l'opposition, était occupée par 200 000 personnes selon les organisateurs. (Lemonde.fr 13.03)

---

**Le 15 mars**

Complément de la mi-journée. Vous trouverez en ligne les résultats complets par région des élections d'hier. En les consultant rapidement, j'ai constaté que la moyenne des votes nuls et blancs se montait à 2% à ajouter au 53% d'abstention environ et aux 10% de non inscrits, ce sont donc en réalité trois électeurs et demi seulement sur 10 qui ont été voter dimanche.

Dans ces conditions, de quelle légitimité peuvent prétendre les institutions de la Ve République ? Je pose la question aux dirigeants des partis POI, NPA et LO.

La "*majorité présidentielle*" sort littéralement laminée de ce scrutin, le plus mauvais score enregistré depuis l'avènement de la Ve République selon les journalistes hier soir sur le plateau de France 2, je n'ai pas vérifié cette info. J'ai attendu 0h30 pour aller me coucher, je voulais voir les premiers résultats sur TV5Monde Asie, en fait j'ai regardé les "débats" jusqu'à 1h40.

Sarkozy, qui s'était engagé personnellement dans cette campagne électorale jusqu'à donner une interview au Figaro deux jours avant le scrutin, sort plus minoritaire et illégitime que jamais de ces élections. Je n'ose pas dire qu'il serait isolé, car il demeure malgré tout bien entouré avec le PS qui n'a pas l'intention de l'abandonner au moment où le capitalisme connaît la crise générale la plus profonde de son existence, sans oublier les Thibault, Chérèque et consorts qui ont dû l'appeler pour le rassurer comme cela se fait entre "partenaires".

Ne faudrait-il pas en appeler à sa démission, à la démission du gouvernement, à la dissolution des institutions de la Ve République qui manifestement sont rejetées par l'immense majorité de la population et ne représentent que les intérêts des capitalistes honnis par le prolétariat et une grande partie de la petite-bourgeoisie ?

De quel droit devrait-il continuer d'appliquer sa politique réactionnaire pour le compte des banquiers et des multinationales et accroître encore les souffrances et le désespoir du prolétariat et sa jeunesse ?

Les dirigeants du POI ont semble-t-il enfin compris qu'il ne servait à rien de s'adresser aux dirigeants des autres partis qui ont mieux à faire que de défendre les intérêts de la classe ouvrière, cette tactique ne pouvait mener nulle part. On aura quand même perdu un demi-siècle, je le dis en passant. L'heure est donc à l'organisation et à la prise de conscience par le prolétariat que son sort ne peut dépendre de la survie d'un système capitaliste à l'agonie et de ses institutions politiques qui risquent de l'entraîner vers la pire des barbaries, s'il n'y met pas un terme rapidement par ses propres moyens, par sa mobilisation révolutionnaire.

Nous ne pourrons pas faire pire que ceux qui nous gouvernent, c'est ce qu'il faut inculquer aux travailleurs, c'est ce qu'il faut qu'ils arrivent à se dire eux-mêmes. Si on laissait les représentants des banquiers au pouvoir, c'est notre avenir et celui des générations futures qui serait gravement compromis. Nous avons la capacité de vaincre le capitalisme, nous en avons la force, nous sommes le nombre, l'ensemble de nos droits sont parfaitement légitimes et nous n'autorisons personne à décréter qu'ils seraient inférieurs à ceux d'une poignée d'exploiteurs, nous représentons l'avenir de l'humanité, tandis que tous les partis qui ont gouverné au cours du XXe siècle pour le compte du capitalisme incarnent le passé avec lequel il faut impérativement rompre pour aller de l'avant et avancer vers notre émancipation, vers le socialisme.

J'appelle tous les militants à s'unir pour mener ce combat ensemble au-delà de nos divergences, à avancer dans la même direction, vers le même objectif : la prise du pouvoir par le prolétariat. La bête agonise mais elle résiste encore, soyons à la hauteur de nos responsabilité et combattons ensemble notre ennemi commun. Ne cédons pas au découragement, à la division, comment ne pas voir malgré toutes les difficultés qui nous attendent encore que l'avenir nous appartient, que l'avenir de l'humanité se confond avec le combat pour le socialisme de Marx et Engels. Il n'y a pas pire attitude que l'attentisme, ne loupons pas la formidable occasion qui se présente à nous aujourd'hui d'avancer enfin vers notre objectif.

Tous ensemble, d'accord, pas pour renouveler des expériences qui ont échoué dans le passé ou qui n'ont pas été menées à leur terme, je pense à 36, 47 ou 68, ou encore à la Commune de Paris de 1871, finissons le travail laissé inachever par les générations précédentes, armons-nous pour vaincre tous les obstacles qui se dressent sur notre route, privilégions l'essentiel au secondaire, construisons le parti dont nous aurons absolument besoin pour vainvre.

La classe ouvrière ne pourra prendre le pouvoir que si elle est parvenue à un haut degré de conscience politique et si elle a commencé à s'organiser durablement indépendamment des appareils traitres du mouvement ouvrier. Favoriser ces deux facteurs tel doit être notre stratégie, quand à notre tactique, elle doit consister à orienter tous nos combats contre le gouvernement et les institutions pour aider les masses à rompre avec le capitalisme et ses représentants.

Il y a plus d'un siècle, Lénine avait saisi que le prolétariat ne pourrait compter que sur ses propres forces pour vaincre, avec Trotsky il avait compris que de sa capacité à s'organiser dépendrait le cours de la lutte de classe, puis de la révolution, et enfin le sort de l'Etat ouvrier qui reposerait entièrement sur son degré d'organisation, les soviets, qui perfectionnèrent et achevèrent l'oeuvre entamée par les communards. C'est pour atteindre ces objectifs que Lénine avait construit le parti bolchevik. C'est dans cette perspective que nous devons construire le parti et armer théoriquement et politiquement le prolétariat, notamment en popularisant le socialisme.

Le point de ce matin.

Pas le temps de causer ou d'actualiser le site, j'ai consacré toute ma matinée à écrire l'article sur les élections. A plus tard dans la journée ou demain, mon épouse Magueswary retourne en France demain pour 6 mois, je dois donc l'aider à préparer son départ.

N'hésitez pas à réagir à cet article et bonne semaine à tous.

---

**Le 16 mars**

Devinette : quel est le parti majoritaire en France ? Le partie de la "*majorité présidentielle*", l'UMP ? Non. Le PS qui a rafflé près de 30% des suffrages exprimés dimanche ? Non. Pour Hervé Novelli (UMP) la réponse est ailleurs : « *Je compte sur le parti majoritaire en France, le parti abstentionniste* ». Le parti majoritaire en France s'appelle le prolétariat !

Le grand marchandage pour la répartition des prébendes liées à la fonction de conseiller régional avait déjà commencé avant même les premiers résultats du premier tour des élections régionales dimanche soir, entre le PS, Europe Ecologie, le FG et accessoirement le NPA.

**Ces gens-là auraient-ils des principes, une morale de classe ? Oui, les mêmes que les banquiers !**

En Languedoc-Roussillon, Martine Aubry appelle à «*faire barrage à la droite et à l'extrême droite*» au second tour des régionales, sans soutenir explicitement Georges Frêche, honni par le PS mais seul en lice à gauche après la déroute de la socialiste Hélène Mandroux. «*Je leur demande en conscience de faire battre la droite et l'extrême droite, qui est si forte aujourd'hui en Languedoc-Roussillon. Ils choisiront en conscience*», a déclaré la patronne du PS sur France Inter à l'adresse des électeurs de cette région, qui ont massivement voté au premier tour pour le président sortant DVG.

La secrétaire nationale du PCF Marie-George Buffet estime qu'il faut que "*chaque partenaire ait sa juste place*": "*Je crois que le Parti socialiste doit entendre que si on veut gagner dans toutes les régions, il faut qu'il y ait le rassemblement de toute la gauche. Il faut que chaque partenaire ait sa juste place, c'est comme ça qu'on construira de bonnes gestions des régions*" dans les listes de rassemblement entre le Front de gauche et le PS au second tour. "*Nous allons bien sûr demander à être représentés dans les listes de gauche du second tour au niveau de notre score dans chaque région*", annonce Buffet. Interrogée sur l'ambiance des négociations avec le PS, elle dit ressentir "un bon état d'esprit". (libération.fr 15.03)

Vous voulez "*battre la droite*" alors ne votez pas dimanche prochain, organisez-vous avec les militants qui entendent combattre la politique réactionnaire du gouvernement. Il n'y a rien à attendre de partis ou de dirigeants qui ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes. Il n'y a rien à attendre de partis associés au PS qui a soutenu le "plan de relance" de Sarkozy en faveur des banquiers et le Traité de Lisbonne, qui participe au gouvernement. Rappelons que Mélenchon et Buffet ont été des ministres de Chirac. Chacun dans son camp, chacun dans sa classe respective, combat classe contre classe, aucun compromis avec l'ennemi de classe et ses valets de "gauche" !

**Sondage à géométrie variable et contre-vérités ou le relai de la propagande de l'UMP.**

Une majorité d'électeurs (63%, contre 29% pour des enjeux nationaux) a voté en fonction d'enjeux régionaux et sans vouloir juger l'action de Sarkozy, selon un sondage ce lundi du CSA/Le Parisien/Europe.

Au total, 51% estiment que leur vote "*n'a aucun rapport avec un jugement sur l'action du président de la République et du gouvernement". 32% ont voulu exprimer leur insatisfaction vis-à-vis de l'action de Nicolas Sarkozy (et 10% leur soutien). Les abstentionnistes ne sont pas allés voter considérant que "cela ne changera pas leur vie quotidienne*" (29%) et pour "*exprimer leur mécontentement*" (29%) ou par désintérêt pour la politique (28%, contre 18% pour les abstentionnistes des Européennes de 2009). Par ailleurs, 66% des personnes interrogées se sont peu ou pas du tout intéressées à la campagne. (libération.fr 15.03)

Comment faire pour épargner Sarkozy, faire en sorte que la cinglante défaite de l'UMP dimanche ne retombe pas sur le locataire du Palais ? Voilà l'exercice auquel se livre maladroitement cet institut de sondages, car il ne peut pas totalement camoufler la défaite de Sarkozy.

10% seulement des votants soutiendraient son action, c'est environ ce que représentait dimanche soir sur le plan nationale l'UMP sans ses alliés. Avec un taux d'abstention de 52 ou 53%, si 66% des votants précisent qu'ils ne sont pas du tout intéressé à la campagne électorale, cela signifie que parmi les 47 ou 48% de votants, les deux tiers ont voté par dépit, pour remplir leur "*devoir*" électoral ou par réflex, sans se faire d'illusions sur les partis, listes ou candidats pour lesquels ils avaient voté. On peut en déduire que ceux qui ont voté par conviction ne représentent que 15% environ des votants, à peu près le pourcentage qui soutient encore le capitalisme, et si on tient compte des abstentions, il faut diviser ce chiffre par un peu plus 2, il ne reste plus alors dans le pays que 7% de votants pour soutenir le régime, l'équivalent des nantis qui profitent du système économique et dictent son sort à l'immense majorité de la population qui ne détient en réalité aucun pouvoir.

**Partage et répartition des pouvoirs.**

Un jounaliste de Rue89 : "*L'expression « cohabitation », qui suppose l'idée d'un partage du pouvoir, me semble, soit dit en passant, assez déplacée. Ni les régions, ni les départements, ni les municipalités n'ont les moyens de jouer un rôle de contrepouvoir face à l'exécutif et au législatif national.*"

**1-** Si les institutions subalternes de la Ve République ne constituent pas un contrepouvoir face à l'Elysée, Matignon et l'Assemblée nationale, elles en sont des rouages, des supplétifs qui ont pour fonction de mettre en oeuvre sur l'ensemble du territoire la politique dictée ou les lois votées par le président de la République, le gouvernement, les parlementaires. L'ensemble de ces institutions sont des rouages de l'Etat capitaliste et elles sont garantes du respect de la Constitution de la Ve République, c'est la Constitution qui fixe le cadre dans lequel elles peuvent agir.

**2-** Dans ces conditions, les différentes institutions ne se partagent pas à proprement parler le pouvoir, elles se le répartissent en se soumettant aux règles imposées par le régime semi-bonapartiste, le pouvoir dont disposent les institutions subalternes de la Ve République relève à la fois de la Constitution et des institutions à caractère nationale. J'ai écrit il y a quelques jours que le budget des différentes institutions subalternes dépendaient des institutions nationales, c'était en partie inexact, car si les régions bénéficient bien d'une dotation de l'Etat, c'est une des prérogatives de ces institutions de légiférer au niveau de leur territoire ou de leurs compétences, et concernant ces dernières, c'est l'Etat qui en fixe les limites.

On pourrait conclure en disant que les communes, les départements et les régions n'ont que le pouvoir que veulent bien leur accorder les institutions qui disposent d'un pouvoir sur l'ensemble du territoire, qu'elles sont dans un rapport de dépendance ou de soumission par rapport à ces institutions. Par ailleurs, l'Etat dispose de relais au niveau local sur lesquels les élus locaux n'ont aucun pouvoir, par exemple dans le cas de la fermeture d'une classe ou d'une école, c'est le rectorat qui prend cette décision, rectorat qui dépend directement du ministère de l'Education nationale et non du maire, du député ou du conseil général.

**Garder le cap.**

Officiellement, le vote des Français ne changera rien à l'action de Sarkozy. "*Elections régionales, conséquences régionales*", martelait, dimanche soir, Franck Louvrier, conseiller en communication de l'Elysée, en renvoyant aux propos tenus par le président de la République… avant le scrutin. "*Il faut lire son entretien au Figaro Magazine*", paru vendredi 12 mars. "*Tout est dedans*", assure M. Louvrier. Aucun changement de cap ni remaniement gouvernemental ne sont à l'ordre du jour.

Des Etats-Unis, la ministre des finances, Christine Lagarde, assure dimanche soir au Monde que la politique économique de la France ne changera pas. "*Je ne vais pas me laisser ébranler par le taux d'abstention ou tel ou tel qui crie victoire. Cela me laisse indifférente, et je vais poursuivre ma politique fondée sur les trois R : relance, réforme, redressement des finances publiques. Avec pour objectifs l'emploi et la croissance*", déclare Mme Lagarde. (Le Monde 15.03)

Lagarde envoie un message très clair aux 23 millions d'électeurs qui se sont abstenus dimanche : Allez vous faire foutre dit ouvertement, vous n'existez pas ! L'indifférence est pire que le mépris, car dans le mépris on reconnaît au moins votre existence. Ils sont bien les héritiers des Versaillais.

Après ils s'étonneront qu'au cours de la révolution plus rien ne puisse contenir la haine féroce et la vengeance du peuple envers ceux qui l'ont exploité, méprisé, humilié, trainé dans la boue et fait subir des souffrances sans nombre durant tant d'années. On s'en souviendra madame Lagarde, le peuple est peut être encore un brin arriéré politiquement, mais il a une meilleure mémoire que celle qu'on lui prête et il peut apprendre très vite quand les circonstances lui sont favorables.

**Total va encore licencier.**

Dans le cadre de sa politique de rationalisation, le groupe pétrolier va diminuer de près de 10 % son parc (4 800 stations-service) au cours des deux prochaines années. Il s'agit de toutes les stations pour lesquelles les travaux de mise en conformité se révèlent trop coûteux. 500 points de vente sont concernés.

Le périmètre de Total se répartit de la manière suivante : 2 500 stations sous l'enseigne Total (dont 125 sur autoroute), 2 000 sous la marque Elan (qui couvre surtout les zones rurales) et enfin 280 stations Elf Jaune, implantées sur le segment «low-cost». (lefigaro.fr 15.03)

**Russie.**

Trente-deux des 110 millions de Russes inscrits sur les listes électorales étaient appelés à renouveler huit parlements régionaux sur 83, a élire cinq maires et des dizaines de conseils municipaux. La participation a été de 43%.

Avec 39,79% des suffrages, Russie unie perd environ 25 points dans la région de Sverdlovsk, dans l'Oural, par rapport à 2007. Le score du

parti au pouvoir est en hausse dans une seule région, celle de Voronej, où il gagne 14 points avec 62% des voix. Autre déception pour Russie unie, son candidat n'a pas été élu à la mairie d'Irkoutsk, en Sibérie, où il a été devancé par son rival du Parti communiste.

"*La popularité de Russie unie est clairement en baisse en raison de la crise*" qui a donné un coup d'arrêt à dix ans de croissance économique rapide, explique Nikolaï Petrov, analyste du Centre Carnegie à Moscou. (Reuters 15.03)

**Chili.**

Dimanche soir, sur une bande de 2.000 km allant de Taltal au nord à Chileo dans le sud, une panne d'électricité a plongé dans le noir des millions de Chiliens, selon le directeur du service des secours au ministère de l'Intérieur. (AP 15.03)

Après le séisme et le tsunami, le chaos de l'Etat !

---

**Le 17 mars**

Politique en bref.

**Le PG, un parti de gauche ?**

Titre : *Total - Déclaration du Parti de Gauche* - Mardi, 09 Mars 2010

(Le PG) "*Ils restent aux côtés des salariés pour poursuivre la lutte pour le maintien de l'emploi adossé à un projet industriel digne de ce nom.*"

Donc le PG ne s'est pas prononcé pour le rédémarrage de la raffinerie de Dunkerque, il a repris le même discours que les dirigeants syndicaux briseurs de grève, de la direction de Total et du gouvernement.

Un vrai parti à la gauche de la droite, mais certainement pas à gauche !

**On les appelle modestes. Qui se ressemblent s'assemblent.**

Titre : *Les électeurs viennent de parler. La scène politique est bouleversée.* - Dimanche, 14 Mars 2010

Lors de la création du Parti de gauche, le mégalomane Mélenchon expliquait que son objectif était de devancer le PS aux élections européennes, on connaît la suite.

Cette fois-ci, il semblerait que modeste s'était donné un objectif beaucoup plus à sa portée, pour ne pas dire ridicule au regard des multiples sondages qui prévoyaient l'effondrement du Modem : "*Notre objectif de passer devant le Modem est atteint*", s'exclament-ils, à croire que le PG était en compétition avec ce parti et qu'ils figuraient dans le même camp ! Après tout, ce n'est peut-être pas totalement absurde comme hypothèse, le PS et le Modem étant tous deux de farouches partisans de l'Union européenne. En réalité, Mélenchon le cumulard craignait que le Modem devance le Front de gauche et de ce fait, de ne pas pouvoir marchander quelques places sonnantes et trébuchantes sur les listes du PS. Ouf ! Quel soulagement monsieur le sénateur, monsieur le député, monsieur le conseiller général, j'en ai oublié ?

**Plus opportuniste tu meurs.**

Lors de sa création, le PG se voulait plus ou moins un parti de lutte de classe. Son site Internet se déclinait en blanc, rouge et noir. Puis vint les élections européennes et la percée d'Europe Ecologie, le Grenelle de l'environnement, le sommet de Copenhague, etc.

A ne pas confondre avec les paroles de Méphistophélès dans le Faust de Goethe : « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie* », le PG n'étant qu'un produit de la décomposition du PS et du capitalisme dont l'avenir s'annonce plutôt sombre.

Du coup le PG a changé son fusil d'épaule et adopté le tryptique "*écologie, socialisme, république*" pour être dans l'air du temps. Son site Internet a subi une métamorphose à l'envers, du rouge il a viré au vert, à croire que le ver était déjà dans le fruit pas bien mûr pour affronter le régime au côté du prolétariat et qu'il était destiné à pourrir sur place avant même de pouvoir mûrir un jour.

L'écologie est un concept aussi réactionnaire que le féminisme, la libre-pensée, la démocratie ou la liberté de la presse qui nie la lutte des classes ou qui ne se réalisera pleinement qu'une fois le capitalisme abattu, en attendant tous ces concepts profitent davantage à la classe qui détient le pouvoir... pour s'y maintenir.

On conseillera demain au PG de rajouter une petite touche de rose pour être un peu plus en phase avec les idées qu'il défend, juste une question d'honnêteté élémentaire.

Le PG a en commun avec les partis dits de gauche (à l'exception du POI) ou la direction de la CGT, d'agiter en permanence la menace du FN pour rameuter les électeurs ou par cette manipulation grotesque, faire en sorte que les travailleurs affolés les soutiennent face à un danger imminent qui en réalité n'existe pas, le nombre de voix du FN demeurant stable ou régressant au fil des ans. Pour rappel, j'avais lu quelque part qu'il n'y avait pas plus de 7.000 adhérents au FN, pas de quoi renverser votre chère République.

La véritable menace qui pèse sur la démocratie ou la planète, ce n'est pas le FN ou le comportement quotidien de la population, mais bien la survie du capitalisme avec laquelle le PG et ses alliés électoraux s'accommodent.

On sait comment se terminent les discours outranciers. A force de les entendre, les travailleurs n'y font plus attention constatant que rien de particuliers ne se passe, et le jour où le danger est bien réel plus personne n'y croit, l'incroyable se produit et les philistins petits-bourgeois de claironner en coeur : on vous l'avait bien dit que cela finirait par arriver, ce qu'ils oublient de préciser, c'est qu'en réalité ils n'auront absolument rien fait pour l'éviter. Ne serait-ce pas par hasard le front populaire qui avait ouvert la voie au régime de Vichy en refusant de s'engager dans la voie du socialisme ?

**Superlatif, hyperbole, exagération, propos outranciers à usage populiste : à quoi ça sert ? Mode d'emploi.**

- "*La scène politique est bouleversée*", bordel, qu'est-ce qui a changé entre le 20 au soir et le 21 au matin en France ? Rien, absolument rien, depuis des semaines ou des mois on savait que l'UMP allait perdre ces élections, c'était pour ainsi dire déjà inscrit dans la réalité, disons que cela est confimé depuis le dimanche 14 mars à 20h, rien de plus.

- "*la droite est écrasée*", mais monseigneur, c'est sans compter sur ses valets qui ne demandent qu'à faire la sale besogne à sa place ! Où s'arrête vraiment la droite, à la porte de la soi-disant gauche ou elle l'englobe ?

- "*le pouvoir semble vaciller*", mais non mais non, il agonise depuis 1958 ! Le jour où l'UMP se déchirera ou éclatera, là on pourra vraiment dire qu'il y a une crise politique en France. En fait, elle sera le produit de la conjonction de plusieurs facteurs économiques et sociaux qui aboutiront à une situation où la classe dominante ne pourra plus gouverner comme avant, or jusqu'à présent on ne peut pas dire qu'elle s'en soit tirer trop mal. La Ve République, entre Ancien Régime et République, a été conçue pour encaisser bien des coups et se survivre à elle-même. Il en faudra plus qu'une élection régionale pour la faille "*vaciller*" ou l'abattre, elle a bien résisté à mai-juin 68, à l'élection de Giscard ou de Mitterrand, à plusieurs cohabitions, etc.

**Que Sarkozy soit aujourd'hui face à un dilemme comme l'explique le PG, ce n'est pas une nouveauté.**

Sarkozy doit se demander s'il doit passer en force sur les retraites et d'autres aspects de son programme qu'il sait très impopulaire et qu'il veut malgré tout mettre en oeuvre avant la fin de son mandat, comme le précise le PG "*au péril d'un soulèvement général*" ou "*composer au risque d'encourager l'adversaire*", il pouvait se poser cette question dès les 19 janvier et 29 mars 2009 lorsque des millions de travailleurs et jeunes étaient descendus dans la rue, à ceci près que depuis la crise du capitalisme s'est amplifiée et un million de travailleurs sont venus grossir les rangs des chômeurs, c'est cet aspect des rapports entre les classes qui présente un réel danger pour le régime et non le résultat des élections régionales qui n'ont fait que confirmer le rejet massif de la politique antisociale du gouvernement.

Le PG se satisferait bien, tout comme ses alliés électoraux, d'une pause dans les contre-réformes annoncées par Sarkozy, la vie pourrait continuer ainsi tranquillement sans que soit ébranlé l'édifice de la Ve République, les meubles seraient sauvés et tout ce bon monde pourrait pousser un grand ouf de soulagement et continuer de vivre comme avant.

Mais là encore, ce ne serait qu'une illuson, car le capital ne peut pas indéfiniment accepter ou plutôt supporter que ces contre-réformes soient reportées indéfiniment, il est en crise, il est aux abois, pour maintenir sa place sur le marché mondial il lui est impératif de s'attaquer à tous les acquis sociaux qu'il nous reste, il doit passer impérativement à l'offensive contre le prolétariat, telle était la signification politique de l'élection de Sarkozy à la direction de l'UMP et le mandat que lui ont confié ses commanditaires, les Bolloré, Pineau et autres brigands capitalistes.

Que Sarkozy et son équipe de nazillons "*ne savent plus comment s'y prendre*", on voudrait bien y croire, ils ne sont pas totalement isolés, le consensus UMP-PS fonctionne mieux que jamais à l'Assemblée nationale, jamais auparavant autant de dirigeants du PS ne se seront tant investis au côté du parti de l'ordre dans une multitude de comités initiés par Sarkozy lui-même, il bénéficie toujours du soutien des dirigeants syndicaux qui ont approuvé son "*agenda 2010*", aucun parti ne remet en cause l'appartenance de la France à l'Union européenne en dehors du POI et peut-être de LO, il a toujours la main mise sur l'UMP, bref, même en difficulté, il a encore les moyens d'appliquer son programme.

Maintenant ce qui est certain, c'est que quoi qu'il décide ne fera qu'exacerber les contradictions du régime et renforcer la détermination des travailleurs à le combattre, cela n'est pas nouveau non plus. Que le développement et la conjonction de ces deux facteurs conduisent à une explosion sociale et à une crise politique, c'est possible, faut-il encore se pencher sur la nature de cette explosion sociale, son contenu, le

niveau de conscience politique atteint par les masses. Ces deux facteurs réunis seront peut-être suffisants pour entraîner la chute de Sarkozy, mais insuffisants à eux seuls pour abattre le régime, les institutions, notre objectif. Pour y parvenir il faudra que les masses soient organisées indépendamment des appareils et des institutions et qu'elles commencent à se doter d'une nouvelle direction pour mener leur combat dans la bonne direction, jusqu'au bout, pour vaincre, ce qui implique un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas atteint pour le moment. Si cette capacité à s'organiser faisait défaut et que le parti ne puisse pas se construire au cours de ce processus pour l'éclairer, le prolétariat serait finalement vaincu.

On aurait pu ajouter que la crise du capitalisme est une crise mondiale et que la lutte de classe du prolétariat à l'échelle mondiale alimentera le combat de la classe ouvrière dans chaque pays, mais cela nous forcerait à poser la question de l'Internationale et nous entraînerait trop loin ici, alors que nous n'avons même pas encore réussi à régler celle du parti.

C'est l'organisation indépendante du prolétariat qui constitue le plus grand danger pour Sarkozy et le régime, car elle forcerait les partis dit de gauche et les dirigeants syndicaux à prendre (temporairement) leur distance avec le pouvoir en place et à se placer au côté des masses pour tenter de freiner ce processus, le récupérer, le contrôler, pour finalement le pourrir ou l'entraîner dans une impasse criminelle de type front populaire pour sauver le régime, car jamais ces partis ne rompront avec le capitalisme et les institutions auxquelles ils doivent leur survie. La survie de ces partis dépend de la survie du régime, ils en sont une des composantes, quand on a compris cela, on a compris l'essentiel ce qu'il fallait savoir sur ces partis.

Il faut bien comprendre que le PS, le MRC, le PRG, le PCF, le PG et Europe Ecologie qui se prétendent à gauche, se nourrissent et survivent que grâce à l'ignorance des masses sur leur véritable nature sociale et la complicité du parti de l'ordre qui sait parfaitement quel jeu ils jouent et dans quel camp ils se situent. Il n'est évidemment pas question pour nous de tenter d'attirer ces partis réactionnaires dans notre camp, mais de faire en sorte que les travailleurs s'en détachent ou n'entretiennent aucune illusion dans ces partis, partis qui lors de la révolution se placeront naturellement dans le camp de la réaction à l'instar des partis menchevik, socialiste-révolutionnaire ou anarchiste lors de la révolution russe de 1917.

La complicité entre d'une part, le PS, le MRC, le PRG, le PCF, le PG et Europe Ecologie, et d'autre part l'UMP, se traduit par leur participation aux institutions de la Ve République, à tous les niveaux depuis des lustres. Ce sont ces institutions qui les entretiennent généreusement. On a l'habitude de dire à propos de ces partis, que ce sont des partis électoralistes, des partis institutionnels, des partis en grande partie composés d'élus, mais sans en tirer toutes les conséquences. C'est là faire preuve d'un manque de rigueur politique, c'est une erreur qui fausse forcément notre analyse de la situation et les rapports entre les classes et particulièrement à l'intérieur de la classe ouvrière et qui aboutit à lancer des appels en direction de leurs dirigeants.

Si une fois la victoire de la révolution acquise, tous ces partis seront voués à disparaître, il n'est évidemment pas question d'ignorer leur existence ou de les confondre avec l'UMP ou le Nouveau Centre comme je l'ai précisé plus haut, seuls des gauchistes agiraient ainsi.

**Dernier point.**

LO n'a donné aucune consigne de vote aux électeurs qui ont voté pour ses listes pour le second tour des régionales.

Les listes LO ont recueilli environ 210.000 voix soit à peine plus de 1%.

**Quelques infos en bref.**

**La coquille du jour sur Internet.**

"*qu'il y a en ait un peu plus*" (lefigaro.fr 16.03) Mais ce n'est pas français, il va falloir alerter le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale pour qu'il rappelle à l'ordre la direction du Figaro, son journal et celui de La Talonnette !

**Crispation à l'UMP après la "*catastrophe*" du 14 mars.**

**1-** Après le revers de la majorité au premier tour des élections régionales, François Fillon accuse les élus de l'UMP qui ont multiplié ces dernières 24 heures les critiques sur la stratégie du parti et du gouvernement, de perdre leur sang froid.

"*Entre les deux tours, nous sommes engagés ensemble dans un combat et tous ceux qui veulent, par des critiques qui sont des critiques inutiles, affaiblir la majorité, commettent une faute contre cette majorité. Et moi, je ne m'y prêterai pas*", a ajouté le chef du gouvernement.

**2-** Alain Juppé, notamment, juge ainsi sur son blog qu'"*une réflexion s'impose désormais sur le rythme des réformes (...), la façon dont elles peuvent être mieux comprises et acceptées par une opinion que la crise déboussole*". (Reuters 16.03)

**3-** Le député UMP de Paris, Bernard Debré, dénonce mardi l'ouverture qui mène à la "*catastrophe*" et fait perdre "*des voix de droite*", appelant la majorité à faire son autocritique avant le second tour des régionales.

"*Si on a dans l'entre-deux-tours une langue de bois totale et qu'on ne fait pas d'autocritique, ce sera pire*", juge le député, interrogé par le site internet de Public Sénat. Il pointe du doigt "*des questions de fond mal abordées et des questions de forme désastreuses*". (AP 16.03)

**La vérité sort parfois de la bouche...**

Le ministre de l'Ecologie et président du Parti radical, Jean-Louis Borloo, a rappelé que l'écologie «*a totalement dépassé les clivages politiques*». «*Les radicaux rappellent que l'écologie n'est ni de droite, ni de gauche et que des millions de Français soutiennent le Grenelle de l'Environnement*», (libération.fr 16.03)

Sauf les taxes ou les impôts supplémentaires, ce qui signifie qu'ils ne confèrent aucune légitimité à l'UMP et aux participants de ce "*Grenelle*" pour traiter et résoudre les problèmes environnementaux. Rappelon que le terme "*Grenelle*" est associé à une défaite de la classe ouvrière qui n'a pas trouvé les moyens d'aller au terme de son combat...

**Statisques faussées.**

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6% au mois de février, après une légère baisse de 0,2% en janvier, et de 0,4% en données corrigées des variations saisonnières, a annoncé mardi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Dans son communiqué, l'INSEE précise que sur un an, les prix ont augmenté de 1,3%.

Les "*augmentations sont légèrement atténuées par la baisse des prix des transports aériens et des automobiles neuves*", selon la même source. (AP 16.03)

Il est vrai que les 10 millions de travailleurs pauvres ont de quoi de se payer une voiture neuve ou des voyages en avion !

**Vers une nouvelle intifada ?**

Une quarantaine de Palestiniens ont été blessés à Jérusalem-Est mardi, décrété "*jour de colère*" par le Hamas à la suite de la réouverture la veille dans la vieille ville occupée depuis 1967 d'une synagogue détruite durant le conflit de 1948.

"*C'est une situation explosive. La politique de Netanyahu revient à jeter de l'huile sur le feu*", estime le négociateur palestinien Saëb Erekat.

Le département d'Etat américain a exprimé sa préoccupation devant ce qu'il considère comme une réaction disproportionnée des Palestiniens à la réouverture d'un lieu de culte datant XVIIIe siècle dans le quartier juif de la vieille ville.

Israël a pris le contrôle de la partie orientale de Jérusalem durant le conflit de 1967 et l'a annexée en décrétant que la ville réunifiée serait à jamais sa capitale indivisible. Les Palestiniens revendiquent Jérusalem-Est comme capitale de leur futur Etat indépendant.

A l'annonce de la construction de nouveaux logements dans le Grand Jérusalem, le président palestinien Mahmoud Abbas est revenu la semaine dernière sur son acceptation de pourparlers indirects avec Israël sous l'égide de Mitchell.

Les pourparlers indirects qu'espérait lancer cette semaine George Mitchell lors d'une nouvelle tournée dans la région ont pris du plomb dans l'aile et l'ancien sénateur démocrate pourrait se rendre directement à Moscou vendredi pour une réunion du "quartet" des médiateurs pour le Proche-Orient. (Reuters 16.03)

**Irak.**

J'ai relevé ce commentaire de Reuters après les élections législatives irakiennes dont les résultats définitifs n'ont toujours pas été publiés : "*Les observateurs s'attendent à de longs mois de tractations laborieuses entre tous les partis pour arriver à une coalition disposant d'une majorité de travail au parlement...*", comme pour dire que ces élections n'ont rien réglé. (Reuters 16.03)

---

**Le 18 mars**

Pas le temps de causer.

**Eclectisme et collaboration de classes.**

**1-** Martine Aubry hier à la Cité des congrès de Nantes lors d'un meeting : "*Je n'ai jamais trop aimé la gauche plurielle comme nom, moi je préfère parler de gauche rassemblée, cette gauche ouverte aux idées des autres, dont aucun d'entre nous n'est propriétaire*".

Si je comprends bien, Aubry dit ouvertement qu'aux idées de ce qu'elle appelle la gauche, il faut ajouter les "*idées des autres*" qui viennent forcément de quelque part, et si elles ne viennent pas de la gauche, elles viennent forcément de la droite, il n'y a que deux côtés à une barricade. Un aveu en quelque sorte.

Le PS est le principal pont tendu entre le capital et le travail auquel se raccrochent tous ceux qui appellent à "*battre la droite*" au second tour des régionales ou qui ont marchandé des places sur les listes dirigés par le PS. Ce parti est plus qu'un intermédiaire entre le capital et le travail, il constitue un des facteurs politiques sur lequel le capital peut compter pour assurer sa survie en cas de crise politique ouverte.

**2-** Un compromis a été trouvé lundi entre les deux camps sur l'épineux dossier du soutien au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), soutenu par les socialistes mais combattu par les écologistes.

Aux termes de l'accord, les écologistes ont été assurés d'obtenir "*au moins quinze élus*" dans la nouvelle majorité, ainsi que quatre des quinze postes de vice-présidents. (Reuters 17.03)

Moralité : 15 élus et 4 postes de vice-présidents valent bien de renier ses idées ! Méprisables !

**Règlement de compte au sommet.**

**1-** UMP. Selon *Le Canard Enchaîné* de mercredi, en privé Fillon se serait emporté dès les résultats connus dimanche soir : « *Nicolas est entouré par des autistes ou des béni-oui-oui qui le confortent dans son refus de voir la réalité. On paie plein pot les conneries de Besson. Ce n'est pas faute pourtant d'avoir tiré la sonnette d'alarme.* »

- Le député de l'Essonne Georges Tron refuse de mettre la contre-performance de la droite dimanche uniquement sur le dos de l'abstention, blâmant la stratégie d'union des diverses formations dès le premier tour : « *Nous sommes à court de réserve de voix.* »

Il estime aussi que c'est l'action de l'exécutif durant la « *sortie de crise* » qui l'a plombé : « *Les Français ont le sentiment d'une forme d'inéquité dans la répartition des efforts et dans la répartition des difficultés et des souffrances.* »

- Pour Lionnel Luca « *On ne peut pas se contenter de dire que ce n'est pas un échec gouvernemental* », assène l'élu des Alpes-Maritime, « *Le RSA, c'était le programme de Mme Royal, ce n'était pas celui de Nicolas Sarkozy.* ».

- Pour la parlementaire corrézienne, ancienne secrétaire d'Etat de Jacques Chirac, « *quand le parti majoritaire n'est que le copié-collé de l'action gouvernementale », on limite la capacité d'expression politique* ».

Elle estime aussi que le gouvernement et le Président ont un peu trop tiré sur la corde de l'insécurité. Une pause dans les réformes ? Pourquoi pas, mais pas dans tous les domaines : « *Dans certaines réformes, oui. Je pense qu'on a beaucoup parlé de sécurité, ça va, on a vu, on a compris. Sur la question sociale, il me semble que ce n'est pas le moment.* » (Rue89 17.03)

**2-** Au Palais. Le président Nicolas Sarkozy a exhorté hier ses ministres à se battre "*jusqu'au bout*" sur le terrain pour mobiliser l'électorat avant le second tour des élections régionales de dimanche prochain. (Reuters 17.03) Les paroles s'envolent, seuls les actes restent et comptent. On comprend son embarras.

**3-** Modem. A qui le tour ? Après le départ de Corinne Lepage, annoncé ce mercredi dans une interview au *Monde*, c'est au tour de Florent Saint-Martin, président du MoDem de Seine-Maritime, de rendre sa carte. Dans le même temps, le parti centriste suspend Marc Dufour, président du MoDem en Languedoc-Roussillon.

Florent Saint-Martin a précisé que les deux autres conseillers municipaux Modem du Havre démissionnaient également. (lexpress.fr 17.03)

**Système D contre le chômage, la normalisation du travail informel ou au noir.**

Février 2010 a été un mois record pour la création d'entreprises en France, confirmant le succès du statut de l'auto-entrepreneur, selon des chiffres publiés par l'Insee.

En comprenant les 35.802 auto-entrepreneurs, le nombre de créations d'entreprises ressort à 57.748.

Sur les deux premiers mois de 2010, l'Insee a recensé 67.242 demandes de créations en auto-entrepreneurs, après 320.000 sur l'ensemble de 2009. (Reuters 17.03)

Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'il y a chaque mois des dizaines de milliers d'auto-entrepreneurs qui retournent à la case chômage. Lagarde jubile et on la comprend, l'auto-exploitation que s'infligent ceux qui se lancent dans cette aventure est de bon augure, elle les prépare à accepter demain quand ils seront retournés au chômage des emplois où ils seront surexploités avec à la clé des conditions de travail épouvantables mais meilleures que celles qu'ils s'infligeaient à eux-mêmes en travaillant 7j/7 en tant que patrons en herbe. C'est tout bon pour faire baisser les statistiques du chômage et amplifier demain l'exploitation des travailleurs.

**UE. La méthode Coué ne marche pas avec la Commission européenne.**

La Commission européenne rappelle à l'ordre l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas. Dans un rapport diffusé mercredi, Bruxelles prévient que ces cinq pays majeurs de la zone euro comptent trop sur la reprise économique pour remplir leur objectif de réduction du déficit budgétaire. (AP 17.03)

La Commission européenne n'a décidément pas de coeur, elle ne permet même pas à Sarkozy, Merkel, Zapatero, Brown, etc. de faire preuve d'un brin d'optimisme pour les années à venir. Ils veulent y croire à "l*a sortie de crise*" qui signifierait que le danger d'une explosion sociale serait écartée ou repoussée à une date indéterminée. La Commission européenne qui ne voit que les intérêts des multinationales et l'aspect financier de la situation, ne comprend pas l'angoisse qui étreint les dirigeants européens de voir la situation évoluer vers une grave crise sociale et politique aux conséquences imprévisibles et incalculables.

**UE. Et si on la prenait au mot : l'euro disparaîtrait demain !**

La chancelière allemande Angela Merkel a estimé mercredi devant le Parlement allemand, que les pays de la zone euro qui ne respectent pas les règles de discipline budgétaire définies par l'Union européenne devraient pouvoir être exclus. (AP 17.03)

Comme aucun pays de la zone euro n'a respecté le "*pacte de stabilité*" qui limitait les déficits publics des Etats à 3% de leur PIB et leur endettement à hauteur de 60% du même indice, il faudrait tous les exclure ! Il y en a qui réfléchissent avant de parler, Merkel fait partie des dirigeants qui réfléchissent après, elle n'est pas la seule.

**Bolivie. Le "socialisme du XXIe siècle" : un cache misère.**

Le président de la Bolivie Evo Morales a demandé mercredi aux membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) des Nations-Unies de se rendre en Bolivie et de mastiquer des feuilles de coca pour devenir "*plus intelligents*".

"*La coca est consommée depuis toujours par le peuple bolivien parce que c'est un aliment et un médicament*" a ajouté Morales. C'est aussi le produit de base de la cocaïne.

Ces déclaration surviennent après le rapport annuel de l'OICS publié la semaine dernière qui demande au gouvernement bolivien de lutter contre la consommation de feuilles de coca. (AP 17.03)

Toutes les drogues ont un effet nocif sur la volonté de ceux qui les consomment. C'est peut-être une des raisons pour laquelle Morales est incapable d'appliquer un programme socialiste, on pourrait ironiser.

**FMI-UE. Ils n'ont même pas besoin de consommer des feuilles de coca pour manquer de volonté, c'est la lutte des classes qui les mine... ou les effraie !**

Devant des parlementaires européens, M. Strauss-Kahn s'est dit préoccupé par l'engagement "*faiblissant*" des gouvernements vis-à-vis d'une réforme de l'économie et du système financier à l'échelle mondiale, et a mis en garde contre les dangers du protectionnisme.

Un an et demi après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, aucun accord mondial n'a été conclu pour renforcer la régulation du secteur financier.

"*Dans la période où nous nous trouvons, le risque dans beaucoup de pays est que les gouvernements, à la faveur de pressions politiques, commencent à mettre en place diverses solutions*", a-t-il ajouté, soulignant que des lois uniquement nationales pourraient être préjudiciables pour d'autres régions du monde. (AP 17.03)

C'est tout l'échaffaudage de la gouvernance mondiale dans la perspective de laquelle le capitalisme mondial s'est engagé qui en serait affecté. La lutte des classes n'a pas dit son dernier mot. Il est toujours plus facile d'envisager la situation dans un bureau à New York ou Washington sous un angle strictement économique du point de vue des intérêts de l'aristocratie fiancière, que d'affronter quotidiennement sur le terrain social et politique la population en colère qui refuse d'être la victime de la crise du capitalisme et à laquelle il faut bien lacher quelque chose en guise de bonne volonté pour la calmer... provisoirement.

**Le 19 mars**

Mon épouse Magueswary est bien arrivée à Aubagne. Je n'ai pas le temps de causer je dois aller faire des photos d'identité et des photocopies si je veux qu'on vienne me livrre ma bouteille de gaz. C'est nouveau, tous les points de vente de gaz doivent avant de servir leurs clients passer par un organisme qui vérifie si l'identité du client correspond bien au client, attendez au bout parfois de 10 ans, c'est du délire, ensuite on nous remet une dizaine de coupons qui font penser à des coupons de rationnement. Bref, une démarche de plus, un emmerde de plus quoi, car il faut se taper trois queues debout en plein soleil sous 35°C, voilà qui me met de bonne humeur !

Cela fait plus de quatre mois que je demande qu'ils changent le compteur électrique qui tourne au ralenti, en vain à ce jour, du coup je paie un forfait équivalent à ma consommation moyenne des derniers mois, j'y suis gagnant puisque mes factures précédentes ne correspondaient pas à ma consommation étant donné que je trafique le compteur pour diviser ma facture par je ne sais pas combien au juste, entre 4 et 6 disons.

La semaine dernière j'ai brûlé ce qui resssemblait de plus en plus à une décharge devant chez moi, il me reste à brûler celle qui est située derrière et qui est d'une taille beaucoup plus vaste. Ce pays est vraiment dégueulasse au possible, une horreur.

On a entrepris de nouvelles démarches pour obtenir le papier qui nous permettrait de vendre facilement la maison, je dois donc suivre ce dossier également.

Je n'ai toujours pas reçu les données récupérées sur mon dique dur qui avait brûlé et cela depuis le début février. J'ai échangé plusieurs mails et coups de téléphone avec la société qui s'en occupe, elle a bien fini le boulot mais le transporteur qui doit me livrer le CD-ROM n'a pas été foutu de trouver mon adresse, le CD-ROM a déjà fait deux fois l'aller retour Bangalore Pondichéry.

Mon abonnement à TV5Monde est expiré depuis deux semaines alors que je reçois toujours cette chaîne, j'ai voulu le renouveler, le vendeur m'a dit que le fournisseur avait commis une erreur la dernière fois et j'avais dû attendre plusieurs jours avant de recevoir à nouveau TV5Monde, du coup il a prolongé mon abonnement suivant, mais ne sachant pas jusqu'à quand au juste, le vendeur m'a conseillé d'attendre qu'ils me coupent ce service pour ensuite me réabonner, car sinon cela viendrait foutre le bordel dans la gestion de mon compte. Le bordel indien quoi, et cela se passe dans une très grande entreprise Dish TV.

Je vous passe le reste pour ne pas vous donner la migraine !

J'ai préparé une causerie ou un article sur la question du rejet du "consensus" qu'appelle de ces voeux le POI, je la mettrai en ligne demain matin car je dois le terminer. Que le PS et d'autres partis tel le PCF ne souhaitent pas rompre avec le gouvernement n'est pas le problème, c'est orienter l'attention des travailleurs et les militants sur une mauvaise piste. La question n'est pas le gouvernement mais bien l'Etat et les institutions de la Ve République.

Pourquoi ne pas expliquer pourquoi le PS est incapable de rompre, non pas avec le gouvernement dans lequel figure au moins un dirigeant du PS (Kouchner), mais avec l'Etat capitaliste ? Quelle est la véritable nature de classe du PS ? Quand est-ce qu'on en finira avec le double langage qui consiste encore à expliquer que le PS aurait une double nature, alors qu'en réalité il n'a qu'une seule nature sociale, bourgeoise ou capitaliste, et deux fonctions, une naturelle au côté de l'UMP, l'autre au côté des travailleurs pour mieux les trahir ? N'y aurait-il pas eu depuis des lustres une confusion entre sa nature sociale qui est unique, et ses fonctions qui se déclinent au pluriel selon les circonstances ?

Mettre l'accent sur le gouvernement est nécessaire, à condition de ne pas s'en contenter, car cela pourrait conforter l'illusion qu'il suffirait de changer de gouvernement pour trouver une issue à la crise du capitalisme, or ce n'est pas le cas. Qui a intérêt à entretenir plus longtemps cette confusion en dehors du régime lui-même ? Ce sont quelques-une des questions que je me suis posé en rédigeant cet article.

En revenir au source du socialisme, au marxisme, nécessite de remettre chaque parti à sa place en fonction de la réponse qu'il apporte à la question déterminante de l'Etat. C'est la réponse à cette quesion qui détermine sa nature sociale, le camp dans lequel il se situe. Tel fut la méthode de Lénine pour à la fois combattre le régime en place et tous les opportunistes qui avancaient masqué, et bien sûr pour construire le parti sur la base du programme de la révolution socialiste. Comment redonner confiance ou espoir dans le socialisme aux travailleurs sans remettre les choses à leur place, si on ne les aide pas à y voir plus clair ?

Bonne fin de semaine à tous et bon week-end.

**Ne pas dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas au PS. Quand le voile des apparences se déchire.**

Que reproche M. Aubry à G. Frêche : "*Quand on ne s'exprime pas comme un homme de gauche, quand on bafoue les valeurs de la gauche, on n'est plus un homme de gauche*", et de décréter : "*Aujourd'hui, pour moi, Georges Frêche n'est plus un homme de gauche*". (Reuters 18.03)

Et le PS d'appeler "*à faire barrage à la droite et à l'extrême droite*" dans la région Languedoc-Roussillon, alors que la liste de Frêche est la seule en position de battre celle du candidat de l'UMP !

Ce que reproche Aubry à Frêche, ce n'est pas son action à la tête de la région Languedoc-Roussillon, elle n'en dira pas un mot, mais de ne pas causer comme un "*homme de gauche*". L'essentiel pour Aubry et bien d'autres, c'est qu'on peut être de gauche et agir comme un élu ou un dirigeant de droite, mais il ne faut pas parler comme un homme de droite, car alors vous seriez catalogué à droite, or le PS est à gauche puisqu'on s'acharne à vous le dire, il ne faudrait pas que la rumeur se répande qu'il ne l'est pas vraiment, le voile de l'illusion tomberait et c'est toute la stratégie politique fondée autour de l'alliance du parti de l'ordre avec son homologue (et ses alliés ou satellites) au sein du mouvement ouvrier qui s'effondrerait, ce serait un des obstacles à l'union du prolétariat avec la petite-bourgeoisie sur la base d'un programme véritablement socialiste qui disparaîtrait et favoriserait le regroupement politique des éléments les plus avancés de ces deux classes dans un parti ouvrier révolutionnaire, le pire scénario pour le régime qui tournerait au cauchemar.

Monsieur Frêche devrait en prendre de la graine, voilà comment il faut causer quand on est de gauche :

Hier lors d'un rassemblement auquel participaient Martine Aubry, Marie-George Buffet et Cécile Duflot, M. Aubry a dit "*L'essentiel nous rassemble : les valeurs qui sont les nôtres*" (AP 18.03), notamment l'attachement indéfectible à l'économie de marché, le capitalisme, ce qu'elle ne rappellera pas pour l'occasion, il faut dire juste ce qu'il faut selon les circonstances et savoir tenir sa langue pour le reste.

**Heuliez.**

L'investisseur turc Alphan Manas a signé mardi un protocole d'accord en vue du rachat de Heuliez, qui devrait être finalisé le 31 mars, a annoncé le ministère de l'Industrie.

Alphan Manas a déjà provisionné 3 millions d'euros et la finalisation du rachat doit intervenir avant le 31 mars, d'après la même source.

«*D'ici à cette échéance, il importe malgré tout, compte tenu de l'historique du dossier, de rester prudent tant que l'opération n'est pas finalisée en totalité sur le plan juridique*», a ajouté le ministre. (libération.fr et AFP)

Si vous avez en mémoire une de mes causeries précédentes sur Heuliez et ma polémique avec *Informations ouvrières*, vous reconnaîtrez j'espère que je ne vous avais pas raconté d'histoires.

**On abat bien les poulets, mais attention les consommer n'est pas sans danger !**

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a indiqué, mercredi 17 mars, dans un communiqué que 75,8 % des carcasses de poulets sortant des abattoirs européens sont contaminées par des Campylobacters, tandis que 15,7 % le sont aussi par des salmonelles. La salmonellose et la campylobactériose sont '*les deux maladies de sources alimentaires les plus fréquemment répertoriées chez l'homme*', rappelle l'autorité européenne, dont le siège est à Parme, dans le nord de l'Italie.

Ces chiffres sont le résultat d'une série d'analyses menées en 2008 sur des poulets sortis de 561 abattoirs dans 26 pays de l'Union européenne, ainsi que de la Suisse et de la Norvège. En ce qui concerne les salmonelles, le degré de contamination 'varie amplement entre les pays membres, de 0 % a 26,6 %', avec un taux particulièrement élevé de 85,6 % pour la Hongrie, précise l'EFSA.

Les salmonelles représentent respectivement 13,6 % et 4,4 % des viandes contaminées, ajoute l'agence. L'autorité rappelle que les risques de contamination de l'homme par la viande peuvent être réduits par '*une cuisson complète*'. Elle présente cette étude, réalisée à la demande de la Commission européenne, comme une base qui '*peut être utilisée dans le futur pour suivre les tendances et évaluer l'impact des programmes de contrôle*'. (Lemonde.fr et AFP 18.03)

En fait chez vous en France, c'est devenu comme ici en Inde, il faut manger la viande bien cuite, ici on la mange très cuite par précaution, ce n'est pas terrible, mais c'est mieux qu'un rapatriement sanitaire ! Le prix de la viande ayant plus que doublé ces dernières années, j'en suis réduit à en manger de moins en moins, idem pour le poisson.

**La charrette.**

Siemens a dévoilé un projet de suppression de 4.200 emplois à travers le monde dans sa branche SIS de technologies de l'information d'ici l'automne 2011.

Dans un communiqué, le conglomérat allemand précise que ce chiffre inclut la suppression d'environ 2.000 postes en Allemagne.

Siemens vient d'achever un plan de réduction des coûts étalé sur deux ans, qui a entraîné la destruction de 17.000 emplois. La branche SIS compte actuellement 35.000 employés, dont 10.000 en Allemagne.

Le groupe estime que son bénéfice opérationnel pour l'exercice 2010 devrait être compris entre 6 et 6,5 milliards d'euros, contre 7,46 milliards d'euros l'année précédente. (Reuters 18.03)

**Grèce.**

Les chauffeurs de taxi grecs et de nombreux propriétaires de stations-service étaient en grève jeudi pour protester contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement grec dans le cadre de la réduction de son déficit budgétaire.

Les chauffeurs de taxi devraient manifester dans la journée dans le centre d'Athènes contre une nouvelle proposition de loi, qui prévoit que les chauffeurs de taxi, les stations-service et les kiosquiers, mais aussi les vendeurs de fruits et légumes donnent un reçu à leurs clients, pour combattre l'évasion fiscale. (AP 18.03)

---

**Le 20 mars**

En expliquant qu'il faut briser le "*consensus*" entre d'une part le parti de l'ordre, et d'autre part les partis traîtres du mouvement ouvrier, en réalité le POI n'a infléchi que très peu son orientation politique (sa stratégie) de front unique en direction des dirigeants de ces partis que l'on retrouve ici, de manière moins directe, plus sournoise, une orientation politique qui, si elle était couronnée de succès ne pourrait déboucher que sur un nouveau front populaire, à croire que c'est la perspective politique ou l'objectif que s'est fixé le POI, comme dans les années 70 lorsque l'OCI (Lambert dès 1972) s'était donné pour objectif de porter Mitterrand et une majorité de députés à l'Assemblée nationale pour en réalité continuer la politique de Giscard, tandis que les masses seraient désarmées politiquement et se retrouvaient pour ainsi dire paralysées, quant à la crise révolutionnaire sur laquelle devait déboucher cette situation, on sait ce qu'il advint de cette stratégie foireuse à laquelle Lambert ne croyait pas lui-même, comme il l'avoua plus tard à P. Broué.

Pourquoi organiser les travailleurs dans la perspective que les partis dits de gauche rompent avec le gouvernement, alors qu'ils feraient exactement la même politique s'ils étaient au pouvoir exactement comme ils l'ont déjà fait à de multiples reprises dans le passé ? Pour faire naître dans la tête des travailleurs de nouvelles illusions sur ces partis ? Pour que les dirigeants de ces partis ne perdent pas la main sur le mouvement ouvrier et la classe ouvrière ? N'est-ce pas l'objectif inverse que nous devrions rechercher par tous les moyens ? Pour faire naître dans la tête des travailleurs l'illusion que ces partis pourraient changer et rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République ? Que le POI nous fournissent un seul exemple au cours du XXe siècle qui confirmerait cette hypothèse. Impossible évidemment. Parce qu'un gouvernement de front populaire serait le passage obligé vers la prise du pouvoir par le prolétariat ? Où ont-ils été chercher cela, certainement pas dans le marxisme ou le Programme de transition qui disent exactement l'inverse. Comment pourrait-il en être autrement en l'absence d'un parti révolutionnaire profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat que la classe ouvrière réussisse à briser le carcan du front populaire pour avancer vers la constitution d'un Etat ouvrier ? Impossible bien sûr.

Ce qui fut possible entre février et octobre 1917 en Russie reposa uniquement sur l'existence du parti bolchevik et le développement de l'organisation politique indépendante et autonome des masses dans les soviets, sans ces deux facteurs subjectifs déterminant, la révolution démocratique bourgeoise de février 1917 n'aurait jamais évolué d'un front populaire contre les masses à la prise du pouvoir par le parti bolchevik et le prolétariat neuf mois plus tard. Chacun est libre d'ignorer cet enseignement de notre histoire, mais dans ce cas-là infailliblement on s'écarte de notre objectif, on ne combat plus vraiment pour le même objectif.

Dès lors que les dirigeants du POI négligent ou sous-estiment le rôle et la place déterminante du parti dans la lutte de classe du prolétariat pour la prise du pouvoir, il leur est impossible de définir une orientation correcte à leur parti, en admettant qu'il ne s'agisse que d'une erreur d'analyse théorique en relation avec la situation politique ou un oublie passager des leçons de la révolution russe.

Au contraire, il faudrait expliquer aux travailleurs que ce consensus s'inscrit logiquement dans la continuité de la politique qu'ont toujours menée ces partis, ce qui est à leur portée et ne nécessitera pas un effort intellectuel particulier pour être compris par chacun, pour peu qu'on procède à quelques rappels historiques très brefs parmi les événements les plus significatifs qui ont marqués la lutte de classe au cours de la seconde moitié du XXe siècle ou encore quelques exemples récents qui témoignent à eux seuls que ces partis sont en réalité totalement inféodés au capitalisme et aux institutions.

L'attitude de ces partis aujourd'hui marquée par ce que le POI appelle à juste titre un consensus avec l'UMP, que ce soit vis-à-vis des licenciements ou des retraites par exemple, n'est que la continuité de la politique qu'ils ont mis en oeuvre contre la classe ouvrière lorsqu'ils étaient au pouvoir : politique de rigueur avec blocage des salaires, privatisations massives, cadeaux royaux aux banquiers et capitalistes du CAC 40 faisant flamber la Bourse de Paris, multiplication des contrats de travail précaires, etc. . Dès lors qu'on a posé ce constat, on peut tirer la conclusion que finalement il n'y a absolument rien de bon à attendre de ces partis de la part du prolétariat et que penser le contraire serait se faire de graves ou cruelles illusions.

Pour tenir un tel discours devant les travailleurs, cela nécessite d'avoir la volonté politique d'élever le niveau de la discussion au-delà des revendications économiques ou sociales et de poser la question de l'issue de la crise du capitalisme sur le terrain politique, le seul à même de permettre d'entrevoir les moyens à réunir et les tâches à accomplir pour pouvoir satisfaire nos besoins et aspirations. C'est parce que le

POI s'en tient aux revendications économiques ou sociales qu'il est incapable lui-même de rompre avec les appareils, lien qui se matérialise à travers la perspective qu'il propose aux travailleurs, combattre pour briser le consensus qui en réalité ne résoudrait rien du tout et ne permettrait pas d'avancer d'un pouce, la question n'étant pas de chasser un président ou un gouvernement pour le remplacer par un autre qui ferait exactement la même politique pour le compte des capitalistes comme chaque fois dans le passé, non, ce ne peut être notre objectif, avoué ou non peu importe, notre objectif doit être d'organiser les travailleurs afin de les aider à rompre avec le capitalisme, ses institutions et les partis qui les soutiennent, rupture que ne peut pas et ne pourra jamais incarner les partis dont nous avons parlé précédemment.

Quand on lit (page 13) "*Du point de vue ouvrier, l'issue politique à la crise passe par l'unité sur les revendications*", encore faut-il ne pas s'arrêter en cours de route et aller au bout de ses idées ou de son analyse, et préciser en quoi consiste concrètement cette issue politique qui ne peut pas se limiter à réaliser l'unité, à moins je le répète que ce ne soit l'objectif final du combat du POI, sinon cela relève de l'incantation, de la déclaration stérile, du domaine du mystère où chacun peut finalement imaginer ce qu'il veut, avec une telle méthode, les travailleurs sont bien avancés. Limiter le combat (politique) à l'unité pour les revendications, cela revient à se satisfaire d'une perspective semblable à celle de 36, 47 ou 68 et qui n'irait pas plus loin, sans poser la question du pouvoir, donc sans remettre en cause le régime.

On ne voit pas en quoi le combat pour l'unité permettrait d'élever le niveau de conscience politique des masses. Les masses se mobilisent lorsqu'elles n'en peuvent plus de recevoir des coups, si elles ne se mobilisent pas ce n'est pas forcément parce que l'unité n'existerait pas contrairement à ce que martèle le POI, c'est plutôt parce qu'elles disposent encore de réserves pour encaisser les mauvais coups que lui assène le gouvernement et parce qu'elles ne sont pas organisées pour le combattre. Si elles ne sont pas organisées pour le combattre, il faut se demander pourquoi et quoi faire pour résoudre ce problème, problème auquel s'est attaqué le POI mais sous un angle erroné qui ne permet pas d'avancer.

"*L'issue existe : l'unité sur les revendications*", non cela ne peut constituer le début d'une issue pour les travailleurs ou d'une réponse à la question qu'il se pose : comment faire pour qu'une autre politique voit le jour ? D'ailleurs c'est un non-sens, en dehors des travailleurs arriérés politiquement au point de s'opposer aux revendications, l'unité de la classe ouvrière existe sur les revendications, l'unité des militants aussi, donc la question n'est pas là, elle est d'organiser cette unité dans une direction politique bien précise, car ce qui manque le plus aujourd'hui à la classe ouvrière, ce n'est pas la compréhension que ses revendications sont légitimes, mais bien la compréhension des objectifs politiques qu'elle doit se fixer pour permettre un changement radical de politique dans le pays, ce qui passe par le renversement du régime et des institutions. Dit autrement, ce qui manque encore aujourd'hui au prolétariat, c'est la capacité de relier ses revendications à un objectif politique qui permettrait de les satisfaire.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, à partir de leurs revendications élémentaires, les ouvriers entonnaient "*vive le socialisme*" sans même savoir ce que cela voulait dire exactement, ce qu'ils avaient compris des discours des militants, c'est que le socialisme les libèrerait un jour de l'enfer de l'exploitation, et que plus ils s'organiseraient et lutteraient dans cette perspective, plus vite ils seraient débarrassés du joug insupportable du capitalisme. Ils étaient portés par cet espoir, par un objectif qu'ils pensaient à leur portée, même s'ils savaient que cela n'arriverait pas du jour au lendemain, mais ils n'en demandaient pas davantage pour s'engager dans le combat pour le socialisme.

Il faut donc les aider à renouer avec cet espoir même si les choses se sont compliquées depuis... Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est impossible, la crise du capitalisme et ses conséquences brutales sur les masses vont les pousser à s'interroger sur les méfaits permanents qu'ils subissent et qui sont liés à la survie du capitalisme, cela va finir par contrebalancer favorablement l'opinion négative qu'ils ont envers le socialisme qu'ils identifient encore avec le stalinisme ou le réformisme pour lequel le capitalisme est l'horizon indépassable. Une fois que le prolétariat sera lancé dans la bataille pour le pouvoir, il ne prêtera plus l'oreilles aux discours frauduleux et calomniateurs envers le socialisme et ses dirigeants, il aura plutôt envie de les couper à ceux qui continueront de lui servir les mêmes mensonges pour les détourner de leurs objectifs politiques.

En page 4 dans le compte rendu de la réunion publique du 5 mars, à Valentigney, j'ai relevé l'intervention suivante d'un membre du PCF : "*Il faut reconquérir les services publics, nationaliser les banques et le secteur automobile, ainsi que les entreprises du CAC 40. L'unité, je suis pour, la clarté, je suis pour. Rassemblons-nous, mais il faut se donner des perspectives.*"

Que dit-il ce militant ? Qu'il sera impossible d'exproprier les actionnaires des entreprises du CAC 40, les banquiers, etc., sans passer par la mise en oeuvre d'une solution sur le plan politique, c'est clair et il a raison. Il faut proposer aux travailleurs une issue politique qui rompe à la fois avec les institutions et le capitalisme, sans chercher à l'imposer évidemment, mais si on ne l'avance pas, comment les travailleurs et militants pourraient y adhérer ou se l'approprier consciemment, comment pourraient-ils la formuler eux-mêmes, comment pourraient-ils avancer consciemment dans cette direction ? C'est en principe le devoir de l'avant-garde de leur faire cette proposition, ensuite chacun l'interprétera à sa façon en fonction de son niveau de conscience politique, sachant qu'elle peut évoluer rapidement avec le développement de la lutte de classe.

En guise d'épilogue je voudrais vous relater la discussion que j'ai eu hier par téléphone avec un de mes neveux, il a la quarantaine et il est employé de bureau dans une grosse boîte de pub depuis de longues années.

Il a commencé par me dire qu'il irait voter dimanche, c'est pour lui "*un devoir*", du fait que "*c'est notre seul droit*", il ne se fait aucune illusion, il m'a dit qu'entre "*la peste et le choléra*" il allait voter "*pour le moins pire*", j'ai essayé d'avancer quelques arguments, en vain, sa conscience politique est résumée ici. Bon, puis la discussion a bifurqué sur ses petites occupations, les réparations de sa maison, il est propriétaire d'un joli pavillon entouré d'un jardin que son père (décédé) avait construit, ses distractions, ses copains et les vacances, les seules choses qui

l'intéressent dans la vie, il se fout totalement de la politique qui l'emmerde. Normal, il vit bien, confortablement dans un quartier pavillonnaire calme situé sur les hauteurs de Rueil-Malmaison (92), il a de quoi vivre et satisfaire ses petits besoins, avec son ancienneté, il doit approcher les 14 mois de salaire et les 6 semaines de congés payés, il ne paie pas de loyer, il ne voit pas pourquoi tout cela changerait, il n'en demande pas plus, voilà un ouvrier heureux.

De deux choses l'une ou les deux à la fois, pour que ce genre d'ouvriers qui se comptent par millions en France, ajoutons-y les classes moyennes, pour qu'ils se mobilisent, il va falloir que Sarkozy frappe encore plus fort ou il va falloir que leur niveau de conscience politique progresse considérablement et l'on ne voit pas comment.

Je crains, mais je peux me tromper, que la nature humaine soit ainsi faite (sans conscience de classe), l'homme ne soit capable de progresser que dans l'adversité, que lorsqu'il se trouve confronté à un problème, une difficulté, que c'est placé dans une situation où il est obligé de rechercher une solution à un problème que son niveau de conscience évolue, qu'il réfléchit vraiment à sa situation, et le reste du temps il se laisse vivre ou porté par l'air du temps, comme ivre d'inconscience.

On pourrait poursuivre longtemps cette causerie sur ce thème. Si l'on s'en tient à l'affirmation selon laquelle ce sont les conditions objectives qui conditionnent l'évolution des conditions subjectives, il faut admettre que les droits ou acquis de la classe ouvrière au cours de la seconde moitié du XXe siècle agissent comme des obstacles à la prise de conscience par le prolétariat et la petite bourgeoisie de la société dans laquelle nous vivons actuellement. D'une certaine manière, pour des couches entières du prolétariat et l'aristocratie ouvrière, le capitalisme a réalisé une partie du socialisme, et elles n'en reviennent que lorsqu'elles sont précipitées à leur tour au chômage ou subissent des coups de plus en plus durs. Un fumeur sur mille arrêtera de fumer avant qu'on lui annonce qu'il a un cancer, et bien c'est exactement ce qui se passe dans la tête de chaque travailleur au niveau de sa prise de conscience de la place qu'il occupe dans la société capitaliste. Tabler sur l'évolution intellectuelle des travailleurs n'est pas erroné en principe , mais les faits démontrent qu'en l'absence de conditions objectives propices à cette évolution, elle demeure une exception, or, pour faire une révolution et vaincre, c'est tout un peuple qui doit se soulever...

Quand je vois avec quelle désinvolture des camarades traitent les questions que j'aborde dans le site et le peu de courriels que je reçois, je me dis qu'ils ne cherchent pas véritablement à évoluer politiquement, le militantisme est pour eux une occupation comme une autre, exactement comme les travailleurs dont je viens de parler, ce n'est pas une question de vie ou de mort qui les a conduit à s'engager dans le militantisme comme c'était le cas autrefois, ils ont leurs propres convictions qu'ils n'essaient même pas de défendre, autrement dit chacun se retranche derrière ses propres convictions individuelles et c'est très bien ainsi, alors que si le militantisme a pour but de partager un objectif collectif, il va de soi que nos convictions devraient être de la même nature donc partagées, si elles ne le sont pas, c'est peut-être parce que nous ne partons pas de la même réalité, que nous ne vivons pas exactement la même chose.

Si ce sont seules (ou presque) les conditions objectives qui peuvent pousser le prolétariat à se mobiliser, elles peuvent lui être défavorables et le tirer en arrière ou le conduire à la neutralité politique, à s'en remettre à ceux qui dirigent le pays. Le même constat appliqué à la plupart des militants, aboutira à se ranger sous les oripeaux du réformisme et à s'en remettre aux dirigeants qui dirigent les partis ouvriers. (A suivre)

**Ça coince au sommet.**

**1-** Le député Nouveau Centre Hervé de Charette explique dans un entretien au "Monde" daté de samedi : "*D'où vient le mal? Du parti unique (...), ça ne marche pas. Il y a pire : le parti unique monocorde, fondé non pas sur la diversité de ses composantes mais sur l'autorité d'une hiérarchie rigide. Voilà ce qu'est devenue l'UMP*".

Selon lui, l'échec sans "*précédent*" de la majorité au premier tour des régionales vient "*sans aucun doute*" de celui de sa stratégie d'union de la droite. La majorité "s'est contentée d'une campagne sans message et sans force, sans écoute de son électorat", juge-t-il.

Rappelant qu'à l'origine le projet de l'UMP, dont il est "*l'un des fondateurs*", était "*de rassembler dans une même formation la droite et le centre*", Hervé de Charette affirme qu'il est "*juste de reconnaître que ça n'a pas marché*".

"*La droite est orpheline du centre*", assure-t-il, estimant que "*l'enjeu de l'après-régionales*" sera "*la reconstitution*" de cette force politique. Selon lui, si le centre a des "valeurs communes" avec l'UMP, il a aussi ses "convictions propres", son "*originalité et son indépendance*", et "*cette différence doit s'affirmer dans le paysage politique*". (AP 19.03)

Balivernes, la disparition du centre est le produit de la crise du capitalisme et de la radicalisation politique des classes qui en résulte, plus particulièrement chez les représentants politiques de la classe dominante qui ont été choisis en fonction de leur soumission aux diktats de l'aristocratie financière qui occupe une place prépondérante au sein du capitalisme mondial, ce qui ne laisse place à aucune autre considération que la course effrénée aux profits par tous les moyens, et se joue des "valeurs ou "convictions" évoquées par de Charette.

**2-** Lors de l'émission "*On refait le monde*", animée par Christophe Hondelatte, mercredi 17 mars, sur RTL, le journaliste Alain Duhamel a déclaré : "*Nicolas Sarkozy est très intelligent. Mais comme souvent pour les gens très intelligents, il lui manque une case. Ce n'est pas le premier président français dans ce cas là. La case qui lui manque complètement, c'est la case autocritique. Cela veut dire que quand les choses ne lui plaisent pas, il ne veut pas les voir.*" (Lepost.fr 19.03)

Sarkozy très intelligent ? Cela reste à démontrer, ça c'est le côté brosse à reluire dont Duhamel a fait depuis longtemps sa spécialité. Maintenant qu'il manque une case à La Talonnette : on n'en avait jamais douté !

**Sarkozy investi d'une mission par le PS.**

**1-** Hollande dans son blog. "*Tout est fait pour faire du rendez-vous de dimanche une mauvaise soirée qui serait sans lendemain, c'est-à-dire un scrutin qui ne contraindrait le chef de l'Etat ni à revoir sa politique, ni à réviser sa méthode et pas davantage à revoir ses projets...*" (20minutes.fr 19.03)

La chatelain Chirac s'était bien foutu du résultat des régionales de 2004, alors Sarkonapoléon ! Seule la perspective de voir l'UMP perdre les élections en 2012 pourrait freiner sa frénésie destructrice, et encore, une fois la sale besogne accomplie ses commanditaires savent qu'ils peuvent compter sur le PS pour gérer la société pour leur compte, cela vaudrait peut-être mieux de perdre une élection et de laisser le PS affronter le prolétariat et la petite bourgeoisie divisée entre espoir et illusion, avec un peu de chance les choses se passeraient comme sous Mitterrand où la Bourse avait flambé et le mouvement ouvrier avaient reflué du fait qu'il s'était avéré incapable de se positionner indépendamment du PS.

La paix sociale vaut bien quelques sacrifices, Sarkozy pourrait l'apprendre à ses dépens. Finalement il n'est que l'exécutant d'une politique dictée par les capitalistes qui pourraient estimer leurs intérêts mieux représentés ou défendus par le PS, c'est à la fois la lutte de classe et les circonstances qui en décident. Maintenant, avec le rejet massif de tous les partis y compris le PS exprimé par la classe ouvrière lors de ces élections, la crise du capitalisme continuant son oeuvre destructrice, rien ne dit que les choses se passeront comme ils le souhaiteraient, l'histoire ne se répète jamais exactement de la même manière.

**2-** "*Ce que nous demanderons (...) si les Français confirment et même amplifient le résultat de dimanche dernier, c'est un changement de politique*".

Martine Aubry réclame également une revalorisation des retraites au 1er avril et le lancement d'une "*réforme juste sur ce sujet*". (Reuters 19.03)

Pas de problème, vous pouvez compter sur lui !

**Quand le PS appelle à voter UMP.**

Tout est bon pour faire barrage à Georges Frêche, même voter contre son camp. Jean-Luc Bonnet, 14e sur la liste PS d'Hélène Mandroux - qui, avec près de 6% des suffrages, a été éliminée dès le premier tour-, appelle à voter pour Raymond Couderc, la tête de liste UMP en Languedoc-Roussillon, selon metrofrance.com. (20minutes.fr 19.03)

**Election piège à cons ou le panier de crabes.**

Une trentaine de responsables du Modem, dont beaucoup de la région Rhône-Alpes où le score a été particulièrement médiocre, ont décidé d'appeler à voter au second tour pour les listes de la gauche, selon marianne2.fr. (20minutes.fr 19.03)

**Le dindon de la farce.**

"*On est au second tour, on se regroupe pour battre la droite. Ce n'est pas un chèque en blanc à Martine Aubry ou à Cécile Duflot*" selon Mélenchon. (libération.fr 19.03)

Parce que Mélenchon et son PG avec les 2% environ compte tenu des abstentions qu'il partage avec le PCF serait en position d'imposer quoi que ce soit au PS ou à Europe écologie ? J'écrivais hier que c'était un mégalomane, il semblerait que j'étais en dessous de la réalité, plus opportuniste tu meurs !

**Travailler plus : la pire des frustrations.**

Pour la sixième année consécutive, les Français sont moins partis en vacances, révèle le Baromètre Opodo 2010 réalisé aux mois de janvier et février auprès de 1 100 personnes par le cabinet Raffour Interactif sur l'année 2009. Seuls 56 % de la population âgée de 15 ans et plus, soit 29 millions de Français, ont quitté leur domicile en 2009, contre 32,2 millions en 2003 (64 %).

Les catégories les plus touchées, ces deux dernières années, sont les commerçants et les artisans, dont 64 % étaient partis en 2008 contre 50 % l'année suivante, et les retraités, qui sont passés de 54 % à 50 % sur la même période. Les employés, ouvriers et professions intermédiaires n'ont pas profondément modifié leurs habitudes de vacances : 55 % contre 56 % en 2008. Seules les catégories socioprofessionnelles supérieures ont échappé à cette récession. Leur taux de départ a même progressé de 78 % à 81 % entre 2008 et 2009. (lemonde.fr 17.03)

**Quel avenir avec l'UE ? La faillite ! Ils le disent eux-mêmes.**

La Commission européenne a appelé vendredi les banques à contribuer à un fonds susceptible d'être utilisé en cas de faillite d'institutions financières.

Le patron du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a de son côté appelé l'UE à se doter d'une "brigade d'intervention" pour répondre à la faillite des banques opérant dans plusieurs pays. (AP 19.03

**Que faut-il faire de la Grèce ? Ils n'en savent rien, la preuve par les titres (hier).**

- L'UE planche sur le cas grec, un rôle du FMI à l'étude - Reuters

- La France travaille sur une solution européenne pour la Grèce - Reuters

- Grèce : l'aide du FMI n'est pas exclue, selon l'Allemagne - AP

- Le président de la Commission européenne appelle à l'octroi de prêts à la Grèce - AP

- Grèce : l'Allemagne et les Pays-Bas favorables à l'intervention du FMI - LeMonde.fr

---

**Le 21 mars**

Juste un petit mot personnel. En ouvrant ma boîte aux lettres sur Yahoo je découvre des camarades qui ne m'ont jamais écrit et sur lesquels j'ignore tout, qui me demandent si je veux devenir leur ami sur Facebook. C'est sympathique, mais un peu léger comme démarche camarades, non ?

Personnellement je n'utilise ni Facebook ni Twitter, pas le temps, je préfère avoir une démarche collective en m'exprimant dans le site. Mon activité politique me prend tout mon temps libre 7j/7 au point déjà de sacrifier mon entourage et mes propres affaires et d'avoir des emmerdements supplémentaires que j'aurais pu éviter, donc je n'ai pas une seconde à consacrer à autres choses, désolé. Ecrivez-moi à mon adresse électronique en prenant un pseudonyme si vous voulez et je vous répondrai, c'est tout ce que je peux vous proposer.

J'avais oublié de charger dans le serveur les derniers articles économiques qui sont disponibles maintenant, avec mes excuses.

Réflexion politique.

Insinueusement, silencieusement mais sûrement la population assimile les évènements et tire (partiellement) les leçons de la lutte des classes qui petit à petit sapent les bases du régime qui ne repose que sur l'ignorance des masses, jusqu'au moment où le pouvoir se retrouvera fragilisé et isolé, moment précédent celui où la majorité rejettera en masse tout appel à la conciliation, deviendra sourde à tout appel à la raison et aura décidé bien que de manière encore inconsciente à défendre ses droits ou ses besoins en tant que classe, à l'étape suivante plus rien ne pourra s'opposer à ces millions de travailleurs et jeunes déferlant dans les rues, pour non pas exiger quoi que ce soit de qui que ce soit, mais décider qu'un autre pouvoir politique est indispensable pour satisfaire ses besoins et ses aspirations légitimes...

La propagande a cette vertu invisible au premier abord qu'elle agit en profondeur sur les consciences et participent activement à leur mûrissement, certains symptômes permettent de déceller ce travail rampant qui s'opére jour après jour. Quand on observe de près la lutte de classe, on n'a aucune raison d'être pessimiste, d'abandonner le combat. Avec les outils de communications dont nous disposons de nos jours, il ne se passe pas un jour sans que des évènements ou des déclarations en France ou à travers le monde témoignent de l'ampleur grandissant du rejet du capitalisme et ses institutions par les travailleurs.

Le mérite en revient aux militants qui se battent quotidiennement sur le terrain pour aider la classe à prendre conscience qu'il serait possible de se débarrasser de toutes les souffrances que nous impose la société capitaliste, pour briser la loi du silence ou pour contre-balancer la propagande et les mensonges de l'Etat et ses valets, pour l'aider à prendre ses distances ou rompre avec le capitalisme et les institutions.

J'ai relevé quelques exemples sur le site libération.fr du 20 mars qui illustrent comment s'opére ce lent travail de sape.

- "*Pourquoi vous ne votez plus ? Quand on voit le résultat quand on vote, on devrait plutôt demander : pourquoi vous votez ?*"

Effectivement la solution est ailleurs, rien à attendre des partis institutionnels.

- "*La démocratie, ce n'est que vote pour moi et ensuite ferme ta gueule. Essayez d'aller crier votre colère contre un élu et vous n'aurez, en guise de liberté d'expression, que les flics pour vous arrêter ainsi qu'une belle amende.*"

Vous voudriez défendre les vertus de la démocratie devant ce travailleur ? Il a raison, une fois que les élections sont passées, tu n'as plus aucun pouvoir sur ton vote, ceux pour qui tu as voté en font ce qu'ils veulent, et si tu leur demandes des comptes tu les déranges, tu n'existes plus, tu dois dégager ou ils te jettent.

Il faut remettre les pendules à l'heure, en réalité, leur démocratie est une forme assouplie de dictature dans la mesure où tu ne peux pas contrôler le mandat des élus, mais c'est quand même une dictature (du capital) appelons un chat un chat.

Ce qu'ils appellent la démocratie repose sur un exercice d'équilibre entre d'une part, une classe dominante qui a conscience de ses intérêts de classe, les défend, s'organise et détient tout le pouvoir, et une classe dominée qui n'a qu'une conscience limitée de ses intérêts de classe, est peu organisée de ce fait et ne détient aucun pouvoir, a fait sienne (inconsciemment) l'idéologie propagée par la classe dominante et par conséquent vit dans la soumission à l'ordre établi. Ainsi la démocratie (bourgeoise) est le produit des rapports entre les classes qui demeurent favorables à la classe qui détient le pouvoir quoiqu'on en dise, car si ce sont bien ces rapports qui en donnent le contenu, c'est toujours dans les limites imposées par les fondements du régime qui déterminent à leur tour la nature sociale de l'Etat.

La démocratie a pour fonction de permettre aux rapports entre les classes antagoniques de s'exprimer, à condition de ne pas remettre en cause l'ordre établi. La démocratie implique donc à la base la reconnaissance et le respect des limites imposées à son exercice par la classe qui détient le pouvoir, afin qu'elle le conserve évidemment. C'est la raison pour laquelle on doit rejeter tout appel à défendre la démocratie qui n'est qu'une forme de soumission ou de dépendance vis-vis du capital. Leur démocratie est l'expression politique de la domination qu'exercent les capitalistes sur le prolétariat, elle ne peut être la nôtre.

Cet internaute rejette cette forme politique de domination de classe qu'est la démocratie bourgeoise, il a raison. Pour changer la nature de classe de la démocratie il faudra que le prolétariat ait pris le pouvoir et l'exerce à son tour contre les capitalistes, qu'il détienne à son tout tout le pouvoir sans rien céder à la classe des capitalistes. Mais au cours du processus révolutionnaire la majorité du prolétariat sera incapable de prendre conscience d'un coup ou du jour au lendemain que c'est l'objectif qu'elle doit atteindre pour vaincre définitivement la classe des capitalistes, d'où la place et le rôle irremplaçable du parti à cette étape de la révolution qui devra à la fois pallier cette carence et décider au nom du prolétariat des mesures à prendre afin de pouvoir avancer vers cet objectif ; il est donc impensable d'imaginer passer d'un coup de la forme de démocratie que nous connaissons aujourd'hui à une démocratie exercée par le peuple.

Avant que le prolétariat parvienne à exercer tout le pouvoir (dictature du prolétariat), il faudra qu'il se soit organisé, qu'il ait construit ses propres organes indépendants de pouvoir politique et qu'au sein de ces organes le combat politique alimente sa conscience de classe jusqu'au moment où leurs majorités seront conquises au socialisme, alors là seulement ces organismes seront devenus les piliers du nouvel Etat ouvrier et le prolétariat sera en état de gouverner. A partir de ce moment-là, on pourra défendre la démocratie exercée par le peuple et pour le peuple dans la mesure où il en contrôlera effectivement le contenu et le fonctionnement. Notre histoire nous a enseigné que prendre partie pour la démocratie contre le fascisme favorisait en réalité l'arrivée au pouvoir d'une dictature, lire les leçons d'Espagne de Trotsky sur ce sujet.

Le destin du prolétariat repose finalement sur sa capacité à se doter d'une nouvelle direction politique, à construire son parti qui l'aidera à conquérir le pouvoir. Toute analyse politique qui n'aboutit pas à cette conclusion s'est écartée de son objectif et mérite d'être revue et corrigée.

- "*Quand on vote non à la Constitution européenne, il paraît que ça veut dire oui. Alors quand on ne va pas voter, ça veut dire qu'on va voter (et inversement).*"

On peut remercier Sarkozy d'avoir porté un coup très rude à l'idée que la population se faisait du régime, sur leur démocratie qui n'était qu'une façade pour camoufler la dictature du capital.

- "*Curieux, tout de même, ces démocrates qui pour défendre la démocratie font preuve d'intolérance ! Les abstentionnistes cracheraient sur ceux qui sont morts pour leurs idées, ce seraient des Munichois, des gens qui feraient le jeu du FN, etc. […] L'abstention est un choix, au même titre que le vote […], La démocratie, c'est la liberté, y compris celle de s'abstenir.*"

Leur démocratie, ce n'est pas tout à fait la liberté, c'est la liberté de supporter plus ou moins bien ses chaînes selon les circonstances, mais sans pour autant s'en délivrer. Quant à l'abstention, elle est le produit d'un constat mais en aucun cas elle ne constitue une réponse susceptible de modifier l'ordre des choses. L'abstention c'est encore une réflexion qui ne demande qu'à mûrir avant de passer à l'action...

- "*Voter ? Quel acte stupide, dans nos postdémocraties, où le pouvoir est détenu par les banquiers et les multinationales. Voter ? Quel acte stupide, lorsque les gouvernants se foutent des décisions du peuple. Et, pour les indécrottables de l'isoloir avec leur «il y en a qui sont morts pour ça», un message : votez pour qui vous voudrez, de toute façon, nous sommes ingouvernables !*"

Ce pourrait être le mot de la fin, en effet le peuple est influençable, manipulable, etc. mais en dernier ressort quand les conditions objectives mûrissent et deviennent insupportables, aucun peuple n'est gouvernable, il n'en fait plus qu'à sa tête et comme il n'a pas que des mauvaises idées, il y a fort à parier que sous la pression de la situation il avancera sur la voie qui le conduira à son émancipation. Camarades, organisons-nous, nous vaincrons !

Bon dimanche à tous.

**Gaucheritudes.**

Pour Claude Bartolone (PS) : «*Il y a un bouleversement. Nous avions un partenaire historique, les communistes. Nous en avons un nouveau, les écologistes.*»

Laurent Fabius verra une confirmation de l'avènement de cette «*gauche sociale et écologique*» qu'il a théorisée il y a quelques années. D'autres constateront la fin du cycle d'Epinay, qui permit au PS de François Mitterrand de siphonner, en trente ans, le PCF de Georges Marchais, au nom de l'«*union de la gauche*».

«*La gauche se dote d'une nouvelle colonne vertébrale, diagnostique Jean-Christophe Cambadélis, le «mécanicien» de l'ex-gauche plurielle. On passe de l'axe PS-PCF, ouvert aux Verts, à l'axe PS-écologistes, ouvert au PCF.*»

Côté PS, on ménage son ex, ces communistes qui, regroupés avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon dans le Front de gauche, ont réussi à marginaliser le NPA d'Olivier Besancenot.

«*Le Front de gauche et le PCF ont rempli leur rôle par rapport à l'extrême gauche, ils ont gagné la bataille. Cette frange existe, il faut être capable de l'agréger dans un pacte gouvernemental*», rappelle Manuel Valls.

...la nébuleuse écologiste (possède) une force d'attractivité sur l'électorat centriste. Selon une étude OpinionWay auprès d'électeurs d'Europe Ecologie, 3% d'entre eux se situent «*très à gauche*», 56% «*à gauche*», 14% «*au centre*», 15% «ni à droite ni à gauche» et 7% «*à droite*». D'où une certaine euphorie rue de Solférino (le siège du PS -LdC) sur le potentiel électoral de ce partenariat.

Commentaire.

Mélenchon s'était satisfait que le Front de gauche précède le Modem en nombre de voix, navrant : le PS a mieux que le Modem, il a les écologistes qui ne valent guère mieux !

Le Modem étant incapable de proposer un programme alternatif à celui de Sarkozy, et pour cause, ses électeurs se reportent en grande partie sur Europe écologie. De qui ou de quoi est constitué Europe écologie ? De l'altermondialiste José Bové aux centristes de Corinne Lepage (cap 21), de l'ex-PCF Stéphane Gatignon aux proches de Nicolas Hulot, plus le farouche partisan de l'Union européenne et très réactionnaire Cohn-Bendit.

A travers la défaite du NPA dont ils se réjouissent, on voit poindre la haine farouche du prolétariat qu'incarne ce parti, même de façon déformée.

Le Front de gauche a quémandé des places sur les listes du PS, tout ce beau monde rentre au bercail, tout est dans l'ordre des choses.

**Nul en calcul ou manipulation.**

Pour Claude Bartolone (PS) : "*Au global, le score des uns ne se fait pas au détriment des autres. On a tous progressé. Ce n'est pas un jeu à somme nulle.*"

Commentaire.

Ils ont tous progressé ? En tenant compte de l'abstention qui a finalement atteint 53,67% des inscrits et des votes blancs ou nuls, le PS atteint péniblement 13% et Europe écologie 5,5%, une belle progression !

**Frivolité.**

Pour Jean-Christophe Cambadélis : "*Le PS était entravé depuis des années parce qu'il n'avait pas de partenaire, maintenant il en a un.*"

Commentaire.

Aux jeunes militants, n'allez pas croire que le PS aurait plus envie qu'hier de gouverner, c'est la crise du capitaliste et pour le coup du régime qui le hisse au devant de la scène politique. Quant à ce qui "entravait" le PS, ce n'était certainement pas le boulet du capitalisme qu'il traînait derrière lui depuis sa fondation et qui ne l'a pas empêché d'accéder au pouvoir en 1981, non, c'est l'absence de crise ouverte qui l'avait renvoyé au rôle de figurant au côte du parti de l'ordre. Demain (en 2012) il sera appelé à prendre la place du parti de l'ordre pour poursuivre sa politique antisociale, reste à savoir s'il constituera comme en 81 une "entrave" au développement de la lutte de classe du prolétariat ou au contraire celui-ci gagnera en assurance et continuera son combat (indépendant) contraint et forcé par les conséquences de la crise.

**Le Front de gauche au bord de l'éclatement ? En route pour un «*Front populaire du XXIe siècle*» synonyme de gestion du capitalisme et de défaite pour la classe ouvrière ou pour la rupture avec le capitalisme en route vers le socialisme ?**

Chez Mélenchon, on plaide pour l'union de toute «*l'autre gauche*», autonome du PS et d'EE.

Au PCF, on appelle en revanche aux «*fronts les plus larges possibles à partir des contenus*». PS et EE y étant les bienvenus. Pour Buffet, le Front de gauche doit prendre pied dans les «*luttes sociales*» et les «*débats citoyens*» : «Un Front populaire du XXIe siècle.» Les communistes reprennent l'idée de Christian Picquet (Gauche unitaire) d'«assises du Front de gauche» qui prépareraient un projet pour 2012.

Commentaire.

Le Front de gauche est constitué d'un ex-trotskiste passé au PS (Mélenchon), de staliniens, de réformistes, de droitiers de l'ex-LCR, etc. un panier de crabes qui n'a aucun avenir sinon de constituer une force d'appoint plus ancrée dans la classe ouvrière (avec le PCF) pour soutenir un éventuel front populaire.

«*Front populaire du XXIe siècle*», «*socialisme du XXIe siècle*», on s'y perd, pourquoi pas le socialisme tout court ?

On peut affirmer que la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines attendra encore un peu, malheureusement.

(source : libération.fr 20.03)

**Problème de communication au sommet.**

**1-** François Fillon a annoncé jeudi soir par erreur la mort d'un policier blessé à Epernay. (Lepost 19.03)

**2-** Les cinq hommes présentés comme des etarras présumés qui apparaissent sur des images vidéo diffusées par la police française dans le cadre de l'enquête sur la mort d'un policier en Seine-et-Marne sont en réalité des pompiers catalans en vacances en France, a-t-on appris samedi auprès du service des pompiers de Catalogne. (AP 20.03)

**Il faut virer Sarkozy pour faute lourde !**

Selon L'Est Républicain, les salariés de l'usine Schrader, équipementier automobile à Pontarlier, qui ne souhaitaient pas rencontrer Nicolas Sarkozy avaient pris une RTT, "*sauf l'un d'entre eux semble-t-il, puisqu'il y eut tout de même un incident provoqué par le comportement d'une jeune femme vis-à-vis de l'illustre hôte*" écrit le quotidien régional.

Une salariée aurait refusé de serrer la main de Nicolas Sarkozy, avant d'avoir des mots "*qualifiés d'impolis à l'égard du Président*"; toujours selon *L'Est Républicain*.

Cette salariée aurait été sanctionnée pour s'être montrée impolie "à l'égard d'un visiteur", alors que des rumeurs parlaient même de licenciement, rapporte la même source.

Interrogé par L'Est Républicain, le directeur général de l'entreprise Schrader justifie cette sanction ainsi: "*Qu'il s'agisse de Nicolas Sarkozy ne change rien à l'affaire, sinon à sa médiatisation. Une même impolitesse à l'encontre de n'importe quel autre visiteur de notre entreprise aurait entraîné la même réaction de notre part*".

Le Post a tenté de joindre l'entreprise, sans succès pour le moment.

Contacté par Le Post, le journaliste de L'Est Républicain précise que "*la salariée aurait été mise à pied*", mais n'en sait pas davantage sur les mots que cette salariée aurait prononcés. (lepost.fr 20.03)

On n'en sait pas davantage, en attendant la sanction pour Sarkozy : c'est pour ce soir !

**Le capitalisme à visage humain. Ils ont inventé la pauvreté "*équitable*" !**

Un rapport de l'ONU rendu public vendredi estime que le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles dans le monde a augmenté de 51 millions lors de ces dix dernières années.

Le rapport, réalisé par ONU-Habitat - agence également connue sous le nom du Programme des Nations-Unies pour les établissements humains (PNUEH)- révèle que 828 millions d'êtres humains vivent dans des taudis ou des bidonvilles en 2010.

Le rapport pointe également le nombre alarmant de "*villes de réfugiés*", créées par les conflits et les guerres.

Ainsi, un quart de la population d'Amman en Jordanie est constitué de réfugiés, principalement des Irakiens et des Palestiniens.

Selon l'agence, ce sont sept millions de réfugiés, personnes déplacés, demandeurs d'asiles qui connaissent la pauvreté, principalement en Afrique.

Un problème préoccupant relevé par ce rapport de 224 pages est la croissance inégalitaire des villes, en particulier dans l'hémisphère sud. (AP 20.03)

Comble du cynisme, Pékin et Shanghai, mais également Caracas, Djakarta, Dakar sont considérés comme les villes les plus "*égalitaires*", même si elles sont considérées comme "*équitablement pauvres*".

**Ils nous empoisonnent !**

La France utilise quelque 76.000 tonnes de pesticides par an, dont 90% concernent l'agriculture, selon l'Acap. Notre pays est au 1e rang des utilisateurs européens de ces produits chimiques.

Selon un rapport officiel de l'UE portant sur l'année 2006, 44% des fruits et légumes testés en France contiennent des pesticides, et 6% dépassent les limites légales (Limites Maximales en Résidus, LMR).

Quels effets ont-ils sur l'environnement?

En tant que molécules chimiques, les pesticides ont des effets négatifs sur l'environnement. Ils se dispersent dans l'atmosphère, dans l'eau (en surface comme dans les nappes phréatiques), et se propagent dans le sol, qu'ils peuvent polluer durablement et même stériliser.

Certains de ces produits chimiques se retrouvent également dans notre alimentation, pour finir par se concentrer dans notre organisme. Selon l'étude de 2006, 23 pesticides ont été détectés à des niveaux suffisamment élevés pouvant présenter un risque aigu pour la santé publique. Et cinq des pesticides les plus fréquemment retrouvés dans les aliments vendus dans l'Union européenne sont classées comme cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, ou perturbateurs pour le système hormonal.

Et sur notre santé? Les pesticides auraient également des conséquences sanitaires pour l'homme, selon de multiples études. Ce risque peut se manifester sous la forme d'intoxications aiguës, souvent liées aux accidents d'épandage (100 à 200 cas par an imputés aux pesticides selon la Mutualité sociale agricole (MSA) et le laboratoire GRECAN), mais aussi d'intoxications chroniques (cancers, problèmes de reproduction, maladies neurologiques et neurodégénératives, perturbation du système hormonal).

On peut s'en passer?

Oui, selon le Mouvement pour les droits et le respect des générations futures) MDRGF, qui soutient la «*semaine sans pesticides*» en France. L'association met en avant une étude de l'Institut national de la Recherche agronomique (Inra) rendue publique en janvier, qui affirme qu'une réduction d'environ 30% du recours aux pesticides serait possible, sans bouleversement majeur des systèmes de production. Dans ce scénario, les marges pour les grandes cultures seraient «*peu ou pas touchées*» et la baisse de la production serait relativement modeste (-6%). (20minutes.fr 19.03)

L'homme n'a pas encore commencé à faire consciemment sa propre histoire...

---

**Le 22 mars**

Rien de plus à ajouter pour le moment à la déclaration que j'ai mise en ligne. Peu d'infos hier. Je signale en passant au camarade du POI qui m'a envoyé des documents que je ne les ai pas encore reçus. N'hésitez pas à m'adresser des documents en provenence de vos partis respectifs, je les mettrai en ligne pour que tous les militants puissent en profiter, dans la mesure où ils présentent un intérêt politique et

permettent d'alimenter la discussion entre les militants.

Pensez aussi si vous le souhaitez ou le pouvez à m'aider à financer le site, pour vous 20, 30 ou 50 euros par an c'est peu, pour moi c'est une somme qui ne me permettra pas de m'enrichir, mais de dépenser un moins pour le site et de consacrer plus d'argent pour des choses aussi élémentaires que la nourriture ou ma santé sur lesquelles je me prive aussi.

Si mon épouse mettait à exécution son projet de faire venir en France deux de ses frères (à nos frais bien sûr) qui prendraient ma place, sans être en mesure de travailler, je risquerais de me retrouver sans aucun recours en Inde en cas de problème ou de maladie et sans qu'elle puisse continuer à m'envoyer une modeste partie de son allocation d'handicapée pour survivre. Cette femme m'a gravement menti à trois reprises pour arriver à ses fins depuis qu'on est ensemble (1990) alors que je lui ai quand même sauvé la mise si ce n'est la vie. Elle réalise ses coups en douce et me met chaque fois devant le fait accompli, je suis tellement occupé par le site que je me rends compte de rien, elle considère que c'est normal, elle se sert des gens puis les jettent quand elle n'en a plus besoin, elle estime ne rien faire de pire que la moyenne des gens, sauf que je ne suis pas la moyenne des gens et que je n'ai jamais agi de la sorte avec elle ni personne jusqu'à présent, à l'inverse je suis éternellement reconnaissant envers les gens qui m'ont aidé un jour ou fidèle en amitié. Qu'elle craigne de demeurer seule en France et de mourir à chaque instant, je veux bien l'admettre, mais elle va trop loin dans son délire et met en péril la suite de mon existence (tout court) en Inde, ce que je ne peux évidemment pas admettre. Je vous passe les détails et les engueulades, je lui ai dit qu'elle me faisait honte pour m'avoir associé à ses multiples mensonges, moi qui ai en horreur le mensonge.

Son dernier mensonge remonte à hier soir par téléphone, un mensonge par omission. Elle avait chargé sa valise et son sac au dessus du poids autorisé de 40 kilos, à l'aéroport de Chennai mardi dernier, ils l'ont obligé à se délester de 5 kilos en trop. C'est mon beau-frère qui me l'a raconté, car je ne l'accompagne jamais à l'aéroport. Quand j'ai de nouveau évoqué son voyage, elle ne m'en a pas parlé, elle s'est contentée de me répondre que tout s'était très bien passé. Me voilà rendu malgré moi à devoir défendre mes intérêts dans ma propre maison contre la personne qui partage ma vie, une situation que j'ai toujours cherché à éviter et qui me répugne, mais bon, c'est une question de survie. Pas facile la vie, même quand on pensait avoir réglé définitivement un certain nombre de problèmes, hein ?

Bon courage et bonne semaine à tous.

---

**Le 23 mars**

Pas le temps de causer, je ne sors plus de chez moi qu'un jour sur deux pour faire quelques courses, je gagne ainsi un temps précieux.

**Sarkozy plus impopulaire que jamais, autiste au lendemain de sa cinglante défaite.**

«*C'est un remaniement a minima comme Nicolas Sarkozy l'avait promis*, décrypte pour 20minutes.fr Gaël Sliman, directeur général adjoint de BVA. *Mais si on reprend les sondages de la semaine dernière qui disaient "on veut un changement fort et une prise en compte de notre vote", on voit que le Président n'a pas entendu le message des Français.*»

«*Nicolas Sarkozy a fait le minimum syndical*», analyse pour 20minutes.fr Stéphane Rozès, président de la société Cap. «*Les signaux envoyés par les électeurs portaient plus sur la façon dont Nicolas Sarkozy porte la fonction de président, sa façon de réformer et la cohérence de son action plutôt que sur la composition de son gouvernement*.»

Le politologue estime qu'on distingue clairement «*l'intention du Président. Il ne renonce pas à l'ouverture pour le moment, bien que Martin Hirsch, qui n'était pas ministre, s'en va. On voit aussi qu'il suit son idée d'un scrutin à caractère régional, en éliminant Xavier Darcos -sévèrement battu en Aquitaine- et en mettant à sa place un homme de confiance*», Eric Woerth, d'autant que «Darcos n'est pas un sarkozyste convaincu».

Autre changement au gouvernement, «*l'arrivée d'un chiraquien -François Baroin- et un villepiniste -Georges Tron- va permettre d'apaiser les tensions à droite, complète Gaël Sliman. Mais ces modifications, très sensibles, ne seront pas vraiment décodées par les Français*.»

Un prochain remaniement à venir

En revanche, «*les Français veulent du changement dans le déroulement des réformes mais avec un remaniement, ils voient qu'il y a du changement,* explique encore Gaël Sliman. *Donc Nicolas Sarkozy a voulu montrer qu'il avait entendu le message des Français sans griller sa cartouche d'un "vrai remaniement"*».

Un remaniement en profondeur qui interviendrait avant la prochaine présidentielle. «*On sait qu'il devra remanier alors que son équipe est usée jusqu'à la corde. Il a vraisemblablement choisi de le faire après la réforme des retraites pour se présenter en 2012 avec une nouvelle équipe. Mais cette stratégie est dangereuse surtout après les résultats de dimanche.*»

En effet, Nicolas Sarkozy n'aurait «*pas pris la mesure de son impopularité et ne se doute pas des difficultés qui l'attendent avec la réforme des retraites, très attendue par les Français. Mais peut être qu'il envisage finalement une réforme incomplète*», conclut Gaël Sliman. (20minutes.fr 22.03)

**Grèce.**

La Banque de Grèce a prédit lundi une récession à 2% dans le pays en 2010, des prévisions plus sombres que celles du gouvernement de Georges Papandréou.

Dans son rapport annuel diffusé lundi, la banque centrale grecque estime que la récession devrait être aggravée par les coupes budgétaires décidées par le gouvernement pour réduire le déficit public du pays. Elle dit toutefois approuver ces mesures.

Le gouvernement grec prévoit une contraction de 1,2 à 1,7% du PIB national pour 2010. La Commission européenne table, elle, sur une contraction de 2,25% du PIB. (AP 22.03)

**Italie.**

La démonstration de force voulue et supervisée par Silvio Berlusconi, samedi 20 mars à Rome, a échoué. La manifestation pour 'la liberté et contre la haine', à laquelle étaient attendus 500 000 partisans du président du conseil une semaine avant les élections régionales des 28 et 29 mars, n'a rassemblé, selon la préfecture de police, que 150 000 personnes. Les dirigeants du Peuple de la liberté (PDL, droite), qui revendiquent 'plus d'un million' de participants, ont dénoncé de 'faux chiffres '.

Les journalistes ont pu constater que la place San Giovanni, où M. Berlusconi a tenu un meeting entouré des candidats du PDL, était loin d'être surpeuplée. M. Berlusconi, qui entendait remobiliser son électorat ébranlé par une série de bévues et de scandales, s'est contenté de dire, dimanche, que la vision de ses partisans lui 'avait réchauffé le coeur'. (Lemonde.fr 22.03)

D'après ce que j'ai lu dans un autre article de presse la place San Giovanni ne pourrait contenir plus de 160.000 manifestants et le 20 mars elle n'était pas pleine.

**Etats-Unis.**

La rémunération du Pdg de Ford Alan Mulally s'est élevée en 2009 à 17,9 millions de dollars (13,2 millions d'euros), alors que le constructeur a connu une de ses pires années en termes de ventes depuis des décennies.

Le constructeur a dégagé un bénéfice de 2,7 milliards de dollars (1,9 milliard d'euros) en 2009, mais sa dette s'élève s'est élevée à 34,3 milliards de dollars (25,3 milliards d'euros) sur l'année. (AP 22.03)

Pendant que les banques octroient des prêts à Ford à coup de milliards de dollars et acceptent que cette entreprise cumule une dette abyssale, une grande partie des bénéfices réalisés atterrissent dans les poches des dirigeants et des actionnaires de Ford ou servent à payer des intérêts bancaires, ainsi va le capitalisme. D'un côté il fonctionne à crédit, avec des crédits qu'il s'accorde à lui-même et dont il fait supporter le coût aux travailleurs (d'autres pays également), d'un autre, il permet à l'aristocratie financière de se remplir tranquillement les poches.

Un système que l'on pourrait qualifier de brigandage à l'échelle internationale, car les travailleurs et les peuples qui en sont les principale victime sont placés devant le fait accompli et ne peuvent exercer aucun contrôle sur cette pratique qui relève de l'extorsion de fonds ou de pillage en règle des richesses produites.

Le capitalisme ne survit que grâce au crédit qu'il s'accorde généreusement sur les générations futures en prévision de profits à venir comme si ceux-ci devaient s'avérer inépuisables, jusqu'au jour où il faudra bien solder la note toujours plus phénoménale, puisque la source de profits n'est pas intarissable et les profits très inégalement répartis, ce qui se traduira par une nouvelle crise encore plus incontrôlable que les précédentes.

---

**Le 24 mars**

**Gaucheritude.**

A entendre les uns et les autres à gôche, au lendemain de sa cuisante défaite Sarkozy se devait de faire un geste en direction de ce bon peuple de France qu'ils adorent tous, Aubry a même été jusqu'à l'exiger. La réponse du berger à la bergère ne s'est pas fait attendre :

- nouvelle réduction des impôts sur les bénéfices en perspective pour les petites et moyennes entreprises annoncée par la ministre de l'Economie,

- retrait de la taxe carbone annoncée par Fillon au grand soulagement du Medef et de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises),

- Fillon, Copé, Bertrand et Woerth martelant que le gouvernement gardait le cap et allait continuer son oeuvre de démolition sociale comme si de rien n'était.

Comme il fallait s'y attendre en pareille circonstance, Sarkozy n'a pas fait un pas à gauche... mais à droite, il resserre les rangs, il se braque, il se radicalise, il se prépare à frapper, il va continuer ou amplifier son offensive contre le prolétariat parce qu'il sait que ce n'est pas les résultats d'une élection régionale qui fera évoluer d'un coup de baguette magique la conscience de classe du prolétariat que la gôche se charge utilement à ses côtés de dilluer pour lui interdire toute issue politique.

Ces élections n'auront aucune conséquence sur la mouvement ouvrier toujours profondément divisé et incapable de trouver sa voie au-delà du capitalisme et totalement embourbé dans le réformisme, j'ai failli commettre une erreur et écrire embourgeoisé au lieu d'embourbé, cela revient au même quelque part.

De nombreux commentateurs se sont attardés dimanche soir et les jours suivants sur la modestie avec laquelle le PS avait accueilli le résultat du second tour des régionales dimanche soir. Essayons de comprendre pourquoi.

Au-delà du fait qu'il reste encore deux ans avant l'élection présidentielle, ils savent qu'ils doivent continuer à gérer (dans les régions) les conséquences économiques et sociales de la crise pour le compte du capitalisme et que cela ne va pas s'avèrer simple, surtout face à une abstention massive qui symbolise le rejet de tous les partis institutionnels.

D'autre part, pour que cette "*victoire*" en annonce d'autres, faudrait-il encore que le PS et ses alliés soient en mesure de proposer une véritable alternative au programme réactionnaire de Sarkozy, or chacun sait qu'ils en sont incapables et qu'ils ne le seront pas davantage en 2012 qu'en 2007, et qu'il leur sera impossible de refaire le coup de 81 compte tenu du développement de la crise actuelle, le FMI dont un de leurs principaux dirigeants est à la direction (Strauss- Kahn), vient d'appeler tous les gouvernements à régler la question des déficits publics dans les meilleurs délais, ce qui ne peut se traduire que par des coupes sombres dans les droits sociaux des travailleurs, ce qui va à l'encontre de tout progrès social dont le PS ne pourra pas se revendiquer pendant la campagne électorale à venir.

De plus le résultat du second tour des régionales tombait deux jours avant la journée de mobilisation appelée par les syndicats, au lieu de se féliciter des résultats de ces élections et de placer cette journée du 23 dans sa continuité, les dirigeants du PS ont préféré s'abstenir de faire le lien entre les deux évènements, histoire sans doute de ne pas compliquer la vie à Sarkozy. Notez que pour faire bonne figure, le PS a participé aux manifestations d'hier qui étaient placées sous le signe d'un consensus avec Sarkozy sur la nécessité de "*réformer*" les retraites, ceci explique cela.

Le PS n'est pas vraiment pressé de gouverner dans de telles circonstances, il préfèrerait que Sarkozy ait déblayé le terrain en appliquant jusqu'au bout son programme, sachant que de son côté le PS ne reviendra pas sur les lois scélérates que Sarkozy aura fait adopter par l'Assemblée nationale ou de s'attaquer aux fondements du capitalisme. Le PS est plus à l'aise en gestionnaire après coup de la crise qu'en artisan des mesures pour y faire face du point de vue des intérêts des capitalistes, sa principale fonction n'est pas de faire avaler des couleuvres au prolétariat mais de l'aider à les digérer, il se partage les tâches avec le parti de l'ordre.

Pour rappel, le PS n'a pas une double nature comme on nous l'a expliqué à tort. Sa nature sociale relève de la définition de l'Etat qu'il défend ou prône, l'Etat capitaliste ou bourgeois. Il a en revanche une double fonction, au côté de l'UMP ou du prolétariat selon les circonstances, ces fonctions étant subordonnées à sa nature sociale, donc dépendant en dernier ressort de la survie du capitalisme et de ses institutions politiques. Ainsi, nous sommes parvenus à préciser la place et le rôle que remplit le PS dans la société.

La tactique étant subordonnée à la stratégie, quelles que soient les prises de position du PS, elles ont pour seul objectif de subordonner les masses au régime ou de protéger celui-ci, dès lors dans l'hypothèse d'un front unique ponctuel et bien circonscrit avec ce parti, il ne pourraitse concevoir qu'à partir du moment où l'on déploierait l'intégralité de notre programme, dans le cas contraire on ferait acte de soumission envers ce parti et on favoriserait sa main mise sur la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie ou les illusions qu'ils pourraient entretenir dans ce parti. Parler d'unité et s'interdire parallèlement de développer toute sa politique ou de proposer une issue politique aux travailleurs, alors que rien ne nous en empêche puisque tous les partis sont opposés à l'unité, revient à capituler en rase campagne devant le PS, donc devant le régime.

Du côté du parti de l'ordre.

Fillon : "*Nous allons amplifier nos efforts pour relever ces défis, nous allons amplifier nos efforts pour protéger les Français*" (Reuters 23.03). La question pour nous n'est pas d'être mieux "*protégés*", on ne veut plus avoir peur, vivre avec l'angoisse au ventre du lendemain, et pour cela il faut éradiquer le mal à sa source : le capitalisme et les institutions de la Ve République.

"*Le vote de dimanche n'a rien changé aux défis que doit relever la France*", a dit François Fillon lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. Il pousse ainsi la population à se dire que puisque le vote, la grève ou la manifestation ne suffise pas à faire reculer le gouvernement, il ne nous reste plus qu'à nous organiser dans la perspective de le renverser.

Voyons maintenant ce que les différents partis proposent pour résister au rouleau compresseur destructeur de nos droits du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner dans la perspective de l'abattre.

- Laissons de côté le PS pour lequel la lutte des classes se résume à attendre 2012, d'ailleurs nous n'attendons rien de ce parti et nous ne lui demandons rien.

- Pour le PG, dans un article du 21 mars : "*Il faut poursuivre dans cette voie afin de constituer au plus vite une alternative politique majoritaire à gauche. Pour ce faire, le Front de Gauche doit asseoir sa crédibilité dans les mobilisations et les urnes, en prenant d'une part toute sa place dans la bataille contre la réforme des retraites qui débute le 23 mars, en présentant d'autre part des candidatures communes dans les prochaines élections (cantonales, présidentielle et législatives), autour de plates-formes partagées proposant une autre voie pour la France.*"

La perspective du PG et du Front de gauche, c'est de dresser un obstacle à la mobilisation révolutionnaire des masses en constituant un nouveau gouvernement de front populaire qui gèrera la société pour le compte des capitalistes. D'un côté, les revendications alimentaires, de l'autre la "*révolution par les urnes*" qui ne changera pas davantage la vie quotidienne des travailleurs qu'en Bolivie par exemple.

Le PG découvre que "*Nicolas Sarkozy et François Fillon n'ont désormais plus aucune légitimité*", à croire qu'ils en avaient une depuis 2007 ! Et d'annoncer que le comportement du gouvernement débouchera sur "*une crise politique majeure*" qui finira bien par éclater un jour où l'autre, quelle perspicacité ! Au fait, la bataille pour la défense de nos retraites, elle n'a pas commencé le 23 mars 2010 !

Mélenchon et ses colistiers du FG ont été pour ainsi dire censurés des plateaux télé lors de la campagne électorale et il s'en est ému. Mais c'est cela le régime bonapartiste de la Ve République contre lequel vous refusez de combattre monsieur Mélenchon. Il a oublié que les chaînes de télévision publiques sont sous la coupe de l'Elysée et que les autres sont directement entre les mains des capitalistes. On vous a quand même vu en duplex sur France 2 dimanche soir, si vous engagiez ce combat vous disparaîtriez totalement des écrans et on n'entendrait plus parler de votre parti qui jusque là a su profiter des faveurs des médias, dites-moi si je me trompe. Vous êtes assis le cul entre deux chaises monsieur Mélenchon et vous avez accepté de vous déculotter en appelant à voter pour le PS au second tour, cette position que l'on ne vous envie pas est très inconfortable et ne peut que vous valoir des coups des deux camps en présence dans l'avenir.

Le 16 mars, dans la *Déclaration commune du Parti socialiste et du Front de gauche*, on pouvait lire que "*les Français*" - sans doute toutes classes sociales confondues, "*ont exprimé leur volonté d'une autre politique*", parce que pour le PG le PS pourrait faire une autre politique que celle de Sarkozy, tout comme Zapatero en Espagne sans doute ou Mitterrand qui autrefois continua la politique de Giscard.

La manipulation ne s'est pas arrêté là : "*le score de la gauche et la victoire dans toute la France sont le meilleur rempart contre le tour de vis social prévu au lendemain du scrutin*", alors qu'en réalité les régions sont des relais de la politique décidée par le gouvernement ou encore par l'Union européenne et ne protègera pas plus les travailleurs de la politique antisociale de Sarkozy que l'Union européenne ne les a protégés de la crise du capitalisme dont ils sont les principales victimes.

Le PG a en commun avec le PS et ses alliés mais aussi avec l'UMP qu'ils prennent tous les travailleurs pour des demeurés, soyons sûr que ces derniers leur feront payer le prix de leur mépris le moment venu, car lorsque la plèbe se déchaîne, loin de manquer de mémoire, elle ne fait pas de quartiers et elle se moque des distinctions oratoires entre droite et gauche.

Mélenchon a cru naïvement au soir du premier tour, que parce que le Modem avait été balayé et ne pouvait plus prétendre à une alliance avec le PS, le PG et le Front de gauche occuperait la place ainsi laissée vacante et pourrait prétendre à davantage de considération de la part de ses alliés de circonstances et obtenir un traitement équivalent de la part des médias.

Il est le dindon de la farce de la "*gauche solidaire*"... avec le capitalisme ! Il n'a pas compris pourquoi au soir du deuxième tour les plateaux télé de France 2 et France 3 étaient réservés exclusivement à l'UMP et au PS, réfléchissez un instant monsieur Mélenchon, il s'agissait de célébrer les vertus anesthésiantes des institutions de la Ve République, aucune note discordante même modérée ne devait troubler ces débats qui n'en étaient pas d'ailleurs, les uns et les autres ramant tous dans le même sens, les dirigeants de ces chaînes publiques ont estimé après vous avoir aidé à sortir de l'ombre, que votre place était mieux au placard ce soir-là. Allez monsieur Mélenchon, dépêchez-vous de rejoindre les salons du Sénat ou du Parlement européen, vous allez prendre froid.

Au fait, pour les camarades qui n'ont pas la patience ou le temps de lire les articles du PG, j'en ai téléchargé quelques-uns qui valent vraiment le détour.

Un article du 24 février intitulé *L'économie sociale et solidaire dessine les contours d'un autre monde*, fournissait des détails intéressants sur leur conception du socialisme, qui autant le dire tout de suite nous ramène à l'époque qui a précédé Marx et Engels où se cotoyaient différentes formes élémentaires de socialisme auxquelles la Commune de Paris portera un coup mortel. C'est en tout cas le constat que

dressa notamment Engels, mais c'était sans compter que le capitalisme survivrait bien au-delà de ce qu'avaient pu entrevoir à l'époque les fondateurs du socialisme scientifique, en période de réaction sur toute la ligne, comme l'on dit les vieilles lunes ressortent des tiroirs et le PG en est un des chefs d'orchestre à défaut d'adhérer au marxisme.

D'emblée il annonce la couleur, leur programme se place sous l'égide "*du commerce équitable et de l'écologie*" (ESS), autrement dit l'exploitation capitaliste serait tolérable du moment qu'elle serait "*équitable*", acceptée et orchestrée par les exploités eux-mêmes, sans remettre en cause les fondements du capitalisme qu'incarne notamment la suprématie des banques sur l'ensemble de l'économie. La vieille lune de l'autogestion transpire tout au long de cet article qui pas une fois ne cite l'Etat et les institutions.

Il s'agirait de créer des emplois "*« non délocalisables » dans des filières de production écologiques*", comme le préconise... Obama aux Etats-Unis, une forme de protectionniste comme une autre.

Il s'agit également de "*développer ici et maintenant des démarches concrètes, qui dessinent les contours d'un autre monde, plus juste et respectueux de l'avenir de la planète et de l'Humanité*", sans remettre en cause le capitalisme, il faut le préciser. Pour le PG il s'agit de réorienter le capitalisme à bout de souffle vers un capitalisme à visage humain, reprenant les balivernes des altermondialistes, un capitaliste plus vert pour reprendre celles des écologistes.

Le PG et le Front de gauche sont véritablement la poubelle du mouvement ouvrier qui passe son temps à recyler et théoriser les idées les plus réactionnaires qui ont été introduites par des agents du capitalisme au sein du mouvement ouvrier au cours des dernières décennies, ne vous marrez pas, pour le compte du socialisme !

"*Au plan régional, les acteurs de l'ESS peuvent ainsi donner les moyens aux citoyens de reprendre la main en créant des entreprises d'insertion et des coopératives, en développant les circuits alimentaires courts et en soutenant la création de filières économiques écologiques. Afin de faire évoluer radicalement nos modes de production et de consommation, en passant de la résistance à la révolution conservatrice à la création pour un mieux vivre ensemble*", le tout dans un monde toujours dominé par le capitalisme.

La ministre de l'Economie ne manque pas une occasion de saluer les nouveaux chefs d'entreprise, dont les auto-entrepreneurs, car ils servent à entretenir l'illusion que tout le monde pourrait un jour devenir capitaliste et que le capitalisme aurait définitivement triomphé du socialisme, que le seul avenir serait de devenir capitaliste à son tour. Que propose d'autre ici le PG ? Rien à part une forme d'exploitation partagée, le mot est à la mode, plus propre, plus acceptable, une illusion ou une utopie qui a déjà rejoint depuis plus de deux siècles le musée de l'histoire du prè-socialisme.

Cette utopie se décline à différents niveaux sans tenir compte du contexte qu'il devrait affronter : "*Nous mettrons donc en œuvre des politiques publiques d'appui à la reprise d'entreprises sous formes coopérative et associative*", nous voilà revenu à l'époque d'Owen ou Fourier, l'Etat s'endettant à la satisfaction des banquiers et la population paiera la note, comme toujours, dont ceux qui travaillent dans ces coopératives. Le PG a troqué la formule *L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*, par celle de l'exploitation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, sans créer pour autant une nouvelle classe sociale, à l'esclavage salarial forcé par les capitalistes devrait succéder l'escalave salarial adopté par les travailleurs eux-mêmes. Passons sur ce panégyrique en faveur du capitalisme d'Etat, à défaut de socialisme.

J'ai gardé la meilleure pour la fin, vous allez vous marrer.

"*Nous sommes favorables à la création d'une monnaie solidaire complémentaire, (...) afin de redonner sa fonction première d'échange et de partage des richesses à la monnaie, à l'inverse de toute démarche spéculative.*"

Là il s'agirait peut-être de revenir à l'époque pré-capitaliste, au Moyen-Age ou à l'Antiquité, qui sait ? Cela ne réglerait pas le problème de la propriété des moyens de production qui détermine ceux qui possèdent les richesses et ceux qui n'en possèdent pas, les richesses n'appartenant pas à ceux qui les créent mais à ceux qui détiennent les moyens de les produire, or sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production, ce sera toujours les mêmes qui détiendront les richesses, sauf bien sûr si l'on prétend qu'en régime capitaliste il serait possible de produire des richesses sans produire de plus-value ou que les producteurs n'en seraient pas spoliés. Le PG nous présente là une société presque idyllique sans nous dire comment il compte s'y prendre pour régler la question du capitalisme et des institutions. Pas très sérieux.

J'allais oublié de vous dire le plus important, c'est le programme que le PG aurait mis immédiatement en oeuvre s'il avait remporté les élections régionales, je ne plaisante pas, voici la dernière phrase de cet article qui le confirme : "*Nous sommes déterminés à mettre en œuvre un programme ambitieux au service du bien commun, grâce au développement de l'économie sociale et solidaire dans notre région.*". Avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner aux commandes ? Sous les bons auspices de la Ve République ? Pourquoi pas, on nage là en plein délire, en plein aventurisme, c'est peut-être avec l'opportunisme ce qui caractérise le mieux le PG et le FG.

- Pour le POI, il s'agit de combattre et de s'organiser pour que se réalise "*l'unité sur les revendications*" et briser le "*consensus*" UMP-PS sans aucune perspective politique. C'est mieux que rien, comme je l'ai expliqué à plusieurs reprises en proposant notamment aux camarades de s'associer au combat des militants du POI.

- Le NPA a écrit dans un communiqué daté du 21 mars : la défaite de Sarkozy "*C'est surtout un encouragement à un troisième tour social, à des mobilisations fortes, déterminées et unitaires pour faire reculer le pouvoir, lui infliger une défaite sociale en particulier, sur le terrain des retraites, de l'emploi et du pouvoir d'achat. C'est en ce sens qu'agira le NPA dans les prochaines semaines.*". Bouger pour bouger, lutter pour lutter, dites-nous à quoi cela sert au juste ? L'issue de la crise du capitalisme est politique, dites-moi si je me trompe, alors commencez par faire un peu de politique pour élever le niveau de conscience des masses, ce sera plus utile que toutes vos gesticulations, munissez-vous d'un drapeau au lieu de gueuler dans un mégaphone !

Bref, comme au POI, on ne sort pas des revendications alimentaires et on cherchera en vain la trace d'une perspective politique. Notre objectif n'est pas d'infliger une défaite sociale à Sarkozy qui ne serait pas suivi d'effets, mais de préparer les conditions de son renversement, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Souvenez-vous ce que disait Marx je crois, on n'est pas des mendiants, un ouvrier n'est en rien inférieur à un bourgeois, nos besoins valent largement ceux de la classe dominante, on ne voit pas pourquoi on devrait viser et se satisfaire de miettes, nous voulons tout leur prendre. Le dire, c'est bien, se disposer dans cette perspective, c'est mieux.

**Quelques infos en bref.**

**Un régime qui engendre précarité, chômage, exclusion, misère et finalement la mort.**

Au 11 mars, au moins soixante-quatorze personnes sans domicile fixe (SDF), dont quatre enfants, sont mortes en France depuis le début de l'année. Cette liste non exhaustive a été annoncée, hier, par le collectif des Morts de la rue. (20minutes.fr 23.03)

Quand je prends connaissance de ce genre d'infos, cela arrive malheureusement pratiquement tous les jours, je me dis qu'on devrait l'exploiter pour aboutir à la conclusion qu'on ne peut pas vivre plus longtemps dans une société pareille. Si on ajoute les près de 900 millions qui vivent dans des bidonvilles de par le monde, le milliard qui vit en état de sous-alimentation, qui n'a pas accès à l'eau potable, aux centaines de millions d'enfants qui travaillent, etc. on a là le portrait d'une société et d'un monde intolérable, insupportable un jour de plus.

Relayer ces données en trouvant la bonne formule pour s'adresser aux travailleurs et jeunes, devrait les forcer à se questionner, les pousser à réagir et à s'organiser, sans les accabler évidemment puisqu'ils n'en sont pas responsables, cependant c'est un cas de conscience que chacun devrait se poser à son niveau : qu'est-ce que je pourrais faire pour que cette situation cesse le plus tôt possible ? J'ai la conviction que l'on ne combat pas efficacement l'individualisme ou l'indifférence avec des slogans politiques ou de grands discours, mais en plaçant chacun face à ses propres responsabilités.

Si les masses font leur propre malheur en se confinant dans l'ignorance, ce n'est pas une raison pour ne pas combattre cette ignorance sur le terrain où elle se présente, et pour ainsi dire laisser le champs libre à ceux qui les confortent dans leur comportement inconscient. Le combat pour le socialisme, il faut absolument le mener sur tous les fronts sans exception.

Prenons un exemple. Si je rencontre quelqu'un qui se plaint de sa situation, par exemple un retraité, je lui demande ce qu'il a fait pour défendre le droit à la retraite dont il bénéficie aujourd'hui, il me répond rien, je lui fais alors remarquer qu'il profite d'un droit pour lequel d'autres ce sont battus mais pas lui, et qu'à persister dans la même attitude il ne peut s'attendre raisonnablement qu'à voir ses conditions d'existence régresser sans cesse, il ferait donc bien d'en tirer la leçon qu'il serait peut-être temps qu'il pense à s'occuper personnellement de ses affaires et de son avenir, une préoccupation légitime à laquelle il aurait dû songer depuis longtemps au lieu d'en laisser le soin à d'autres qui lui mentent ou le trompent en permanence, une responsabilité qui lui appartient et à laquelle il doit faire face sous peine d'avoir passé toute sa vie à subir sans finalement n'avoir jamais rien décidé par lui-même...

Voilà le genre de propos en l'étoffant qui pourrait faire l'objet d'une lettre aux travailleurs ou d'un tract, des mots et des phrases simples qui disent les choses telles qu'elles sont et vont droits au but, sans brutalité inutile ni artifices, sans contenu politique précis en dehors de prendre en main son destin et de s'organiser. On pourrait trouver cela aussi dans le journal du parti. Pourquoi aucun parti n'y pense ? Savent-ils vraiment ce qui se passe dans la tête d'un ouvrier ? Je n'en ai pas vraiment l'impression. Voilà aussi un bon moyen de combattre l'ouvrièrisme ou le misérabilisme qui a pour effet d'encourager l'ouvrier à demeurer dans son ignorance.

En tant qu'ouvrier et fils de menuisier en bâtiment, je n'ai jamais oublié le jour où j'ai commencé à percer le voile de l'ignorance qui obscurcissait mon horizon ni comment, je devais avoir 19 ans, j'étais plutôt attardé pour mon âge, arriéré conviendrait mieux. Il m'a fallu un choc, une expérience terrible, être humilié comme je ne l'avais jamais été auparavant pour me demander : mais bordel, qu'est-ce que j'ai fait de ma vie jusqu'à présent pour être atteint par une telle crasse ignorance ? Cette question me taraudera jours et nuits pendant des années, j'en ferai des cauchemars, je venais de subir la honte de ma vie, j'avais été en présence de jeunes à peine plus âgés que moi qui avaient prononcé des mots que je ne comprenais pas, en fait j'avais été incapable de suivre leurs idées, c'était à se demander si l'on parlait la même langue, j'avais dû rester complètement muet pendant tout un après-midi, gêné au possible, au point de prendre la résolution de n'ouvrir la bouche que lorsque j'arriverai à parler comme les frères de mes copains, et je m'y suis tenu. Je me souviens avoir longuement pleuré en rentrant chez mes parents. Déjà que mes potes me moquaient parce que j'étais fils d'ouvrier, mal attifé et sans un rond, il ne manquait plus qu'ils se moquent de moi parce que j'étais très con ! Personne ne m'avait fait la moindre réflexion, personne ne s'était moqué de moi, mais je venais de découvrir l'étendu de mon ignorance ce qui me terrorisa littéralement. L'ayant découverte, elle me hantait, je me disais que je ne devais pas être le seul à m'en être rendu compte, c'était épouvantable à vivre comme expérience. A ma demande, Christian, le frère d'un de

mes potes, m'a prêté un manuel scolaire de philosophie et depuis je n'ai jamais cessé d'étudier ou de réfléchir pour progresser en me disant que j'aurais au moins l'avantage de mourir moins con après avoir vécu moins con aussi. Je ne me suis jamais fait la moindre concession, j'étais voué à connaître le même destin que mes parents ou ma famille en général, si j'y ai échappé, je le dois uniquement à cette expérience et à ma volonté de sortir de l'obscurantisme auquel me vouait la société.

Quand au déblocage psychologique, il est simple à expliquer, pratiquement au même moment mes potes se sont mis à fumer de l'herbe, je les ai imités évidemment, du coup j'ai pu entrevoir des horizons que je n'aurais pas pu imaginer par moi-même étant donné mon arriération, il ne me restait plus ensuite qu'à reporter cette nouvelle expérience au niveau des études que je venais d'entamer pour profiter pleinement des connaissances que l'on venait de mettre à ma portée. Si fumer m'a effectivement aidé à me développer intellectuellement sans pour autant agir négativement sur ma volonté, ce ne fut pas le cas de mes potes, donc cet exemple n'est pas forcément à suivre.

J'étais fils d'ouvrier, mes potes étaient pour la plupart fils ou filles de petits-bourgeois, donc ce n'est pas un hasard si mes potes ont suivi le chemin inverse du mien une fois leurs études terminées ou abandonnées ou la plupart sont déjà morts ou encore sont plongés dans les touments de l'ignorance.

**Grande-Bretagne. Tous pourris !**

A quelques semaines des législatives, nouveau scandale au Royaume-Uni. Le parti travailliste, actuellement au pouvoir, a décidé lundi soir de suspendre quatre de ses membres, dont trois anciens ministres, accusés d'avoir monnayé leurs services de lobbying.

L'affaire a éclaté après qu'un journaliste a filmé à leur insu des rencontres avec plusieurs parlementaires du Labour, apparemment prêts à utiliser leurs relations avec le gouvernement britannique pour influer sur certaines mesures, en échange d'une rétribution.

Dans un enregistrement en caméra cachée, Stephen Byers affirmait ainsi avoir déjà conclu des accords secrets qu'il se déclarait prêt «*à vendre*», énonçant des tarifs allant jusqu'à 5.000 livres par jour (5.500 euros) pour ses services.

Les images, dont des extraits ont été diffusés dimanche, ont été tournées pendant une enquête commune au *Sunday Times* et à la chaîne de télévision Channel 4. (20minutes.fr 23.03)

**Allemagne. Histoire de vases communicants.**

Les partis de la coalition au pouvoir en Allemagne se sont entendus sur le principe d'une taxe bancaire a-t-on appris, elle devrait rapporter quelques milliards d'euros à l'Etat (neuf milliards d'euros par an selon une projection du du ministère des Finances) ou plutôt les banquiers et assureurs devraient ainsi reverser une partis des bénéfices qu'ils tirent du brigandade qu'ils exercent sur la population et de la spéculation qui n'a jamais cessé du fait des milliards d'euros qu'ils ont perçus sur le dos des contribuables.

Par exemple, selon les calculs de Konrad Becker, analyste du cabinet Merck Finck, la Deutsche Bank devrait payer 2,2 milliards d'euros, soit l'équivalent d'un tiers de son bénéfice imposable attendu cette année.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a précisé à la radio SWR, qu'il était important que la taxe n'affecte pas la performance des banques, les banquiers sont ainsi soulagés.

Par ailleurs l'Etat étant actionnaire de plusieurs grandes banques et compagnies d'assurance, c'est comme s'il se versait à lui-même une partie du bénéfice qui lui revenait de toutes manières. Cette taxe pourrait alimenter un fonds qui financerait le coût des plans de sauvetage et des restructurations des banques lors d'éventuelles crises à venir, nous dit-on, ce qui semble irréaliste au regard des sommes colossales qu'il faudrait pour faire face à un effondrement total du système, hypothèse qu'ils n'osent évidemment pas envisager alors que la crise actuelle n'est pas terminée.

Le président du directoire de la Deutsche Bank a soutenu l'idée d'un fonds de stabilisation, chargé de restructurer les banques et de recevoir leurs actifs douteux, autant dire qu'il se place à court terme dans la perspective de la poursuite de la crise actuelle, au pire dans un délai indéterminé, dans celle d'une nouvelle crise qui sera encore plus dévastatrice que celle de 2007.

Ce qu'il faut retenir ici, c'est qu'ils disent clairement que rien n'a changé dans les pratiques de l'aristocratie financière et qu'il faut s'attendre, soit à de nouveaux rebondissement de la crise actuelle, soit à une nouvelle crise, que l'un ou l'autre de ces scénarios (ou scénarii) est inévitable, ainsi va le capitalisme.

(source : Reuters 22.03)

---

**Le 25 mars**

Pas le temps de causer bien que j'ai commencé à bosser à 7h ce matin et que j'ai commencé à télécharger des articles de presse dès hier soir.

J'ai la trame en tête d'un article consacré à Sarkozy qui va de son élection au 20 mars 2010. Je vais essayer de trouver le temps de l'écrire, mon idée est de démontrer que son élection n'a pas signifié exactement un changement de régime, mais qu'elle a constitué un coup d'Etat à froid, que l'on est passé d'une Ve République reconnaissant la lutte des classes à une Ve République la niant au profit exclusivement de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme, ce qui explique en partie que Sarkozy ne cède rien au prolétariat, sauf contraint et forcé ou par calcul, soulageant momentanément certains secteurs d'activité, mais cela demeure l'exception (étudiant en médecine, médecin, coiffeurs).

Je ne sais pas si tout le monde a bien pris la mesure de ce qu'avait signifié l'élection comme président d'un avocat d'affaires, du premier flic de France, si on a bien compris que c'était l'aspect bonapartiste de la Ve République était sorti renforcé de cette élection, aspect bonapartiste qui est la négation de la reconnaissance de la lutte des classes.

La balade au Fouquets au lendemain de son élection fut bien davantage que le témoignage de sa gratitude envers ses mentors, elle indiquait quelle orientation il allait donner à sa politique : tout pour ses amis banquiers et industriels, rien pour le prolétariat !

Voilà en guise d'introduction. Je développerai en mettant en évidence que l'on est passé d'une démocratie restreinte à une démocratie étouffée, je n'ai pas encore trouvé le terme le mieux approprié pour qualifier le régime actuel, entre népotisme et dictature rampante.

Vous pourriez faire l'effort de m'adresser vos réflexions politiques cela m'aiderait à avancer plus vite et peut-être à être plus précis, n'oubliez pas que je vis à 10.000 kms de la France et que je n'ai pas mis les pieds dans ce pays depuis bientôt 8 ans. C'est sympathique de votre part de reconnaître que je parviens néanmoins à coller à l'actualité, pas toujours ou pas suffisamment parfois, que mes analyses sont souvent plus précises ou perspicaces que celles que vous servent les différents partis, si vous voulez que je continue ce travail et que je l'améliore encore, j'ai besoin de vos lumières, voilà.

Je n'ai plus le temps de commenter le discours de Sarkozy, j'ai déjà dit l'essentiel avant qu'il ne s'exprime puisque je connaissais à l'avance son contenu, un secret de polichinelle qu'on feint d'ignorer les bureaucrates syndicaux et les dirigeants du PS et ses alliés électoraux. Idem pour la journée du 23 mars déjà passée au compte des pertes et profits !

Bonne journée à tous.

**Voilà qui va rassurer Sarkozy !**

Selon un sondage BVA, 59% des personnes interrogées souhaitent la victoire de la gauche à la présidentielle de 2012. (Reuters 24.03)

Vous pouvez interpréter le titre dans le sens que vous voulez sans prendre le risque de commettre une erreur. 59% des personnes susceptibles d'aller voter, dans ce genre de sondages l'abstention passe à la trappe.

**Chômage.**

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A en France métropolitaine a augmenté de 0,1% en février, soit 3.300 personnes de plus, selon les chiffres diffusés mercredi soir par Bercy. On note une forte hausse du chômage de longue durée, c'est-à-dire plus d'un an.

En comptant les catégories B et C, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite, la hausse en février est de 0,2% soit 7.800 chômeurs de plus. En tenant compte des ces deux catégories, le nombre de demandeurs d'emploi en France métropolitaine s'établissait fin février à 3.872.900, et en France en comptant les DOM à 4.112.100, selon les chiffres dévoilés par Bercy.

Et si la hausse reste relativement limitée concernant les catégories A, B et C, les catégories D et E, qui recensent les demandeurs d'emploi en formation, congés de reclassement, maladie, ou encore contrats aidés pour la dernière catégorie, augmentent respectivement de 3,1% chacune sur un mois, et de 31,2% et 32,4% sur un an.

Les statistiques diffusées par Bercy font par ailleurs apparaître une forte hausse du chômage de longue durée. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an grimpe ainsi de 2,4% en février, et de 30,4% sur un an.

La hausse atteint même 2,7% sur un mois et 41% sur un an pour les chômeurs dont la durée d'inscription à Pôle emploi est comprise entre un et deux ans. (AP 24.03)

En janvier, La Talonnette avait prédit : «*Les Français verront reculer le chômage dans les semaines et les mois qui viennent*». (20minutes.fr 24.03) C'est raté ! Mais au fait, qui écoute encore ce que dit Sarkozy ?

Pour Christine Lagarde, mercredi matin sur RMC/BFM, c'est «*une moins mauvaise nouvelle*», une «*très légère hausse*» (Reuters 24.03), il est vrai que pire est toujours possible et qu'en partant de ce principe on trouvera toujours un ou une représentante de la classe dominante pour exprimer son auto-satisfaction, le cynisme en prime.

Implicitement, «*une moins mauvaise nouvelle*» se transformera rapidement en bonne nouvelle, et une «*très légère hausse*» est tellement insignifiante qu'il devient indécent de parler de hausse du chômage, ce serait en quelque sorte une exagération, une contrevérité, un odieux mensonge quoi, message que les médias aux ordres s'empresseront de diffuser.

**Retraites. Vous êtes trop bon monseigneur !**

Les pensions de retraite seront revalorisées de 0,9% à compter du 1er avril, annonce le ministre du Travail.

Les retraites complémentaires Arrco, qui concernent les salariés du privé, et Agirc, pour les cadres, devraient augmenter pour leur part de 0,72%, selon des informations parues dans la presse.

Le minimum vieillesse, réservé aux 400.000 retraités disposant de faibles ressources, passera, lui, de 677,13 euros à 708,96 euros, soit une hausse de 4,7%. (Reuters 24.03)

La hausse du tarif des mutuelles plus celles des prix annulent totalement cette revalorisation des retraites.

**Un poisson d'avril de mauvais goût ?**

Le prix du gaz pour les particuliers devrait augmenter de 9,5% à compter du 1er avril, indique Le Figaro. (Reuters 23.03)

**La charité publique pour palier les carences de l'Etat ou le retour au Moyen-Age.**

Les "Restos du Coeur" ont aidé 840.000 personnes depuis le 30 novembre dernier, une augmentation de 5% par rapport à l'hiver précédent, annonce l'association.

"*C'est le signe évident que la crise s'installe, et l'association doit faire face à des situations de plus en plus précaires et alarmantes*", écrit l'association créée il y a 25 ans par Coluche.

Le nombre de repas distribués devrait dépasser 100 millions, selon ses estimations.

Jusqu'à l'hiver prochain, les associations départementales des "Restos du Coeur" continueront à aider les 15% de personnes les plus vulnérables accueillies cette saison. (Reuters 23.03)

**Faites sauter la banque, suite.**

Le groupe Crédit mutuel fait état d'un bénéfice net multiplié par quatre en 2009, à 1,8 milliard d'euros.

La banque mutualiste française, maison mère du Crédit industriel et commercial, a vu l'an dernier son produit net bancaire grimper de 61% à 13.573 millions d'euros grâce à l'acquisition du réseau de banque de détail de l'américain Citigroup en Allemagne, rebaptisé Targo Bank, et à la prise de contrôle du spécialiste du crédit à la consommation Cofidis.

A périmètre constant, le groupe bancaire précise que ses revenus ont crû de 37,5%.

A l'instar des autres banques, le Crédit mutuel a enregistré dans ses comptes des provisions pour risque de pertes sur le crédit aux entreprises et aux ménages en forte hausse à 2,37 milliards d'euros contre 1,40 milliard un an plus tôt.

Tiens donc, les risques de pertes auraient doublé sur un an, mais alors, le pire - pour eux évidemment, reste à venir, quel soulagement !

Pour rappel, BNP Paribas a fait état d'un bénéfice net de 5,83 milliards d'euros en 2009, celui du groupe Crédit agricole à 2,75 milliards d'euros, ceui de la Société générale est ressorti à 678 millions, la banque mutualiste BPCE, qui contrôle près de 71% de Natixis, a dégagé un bénéfice de 537 millions.

"*Nos prévisions à court terme (...) ne sont pas trop mauvaises mais cela ne nous rassure pas sur ce qui peut se passer dans les mois qui viennent*", a souligné Etienne Pfimlin, le président du Crédit mutuel . "*La crise ne sera finie que lorsque le chômage commencera à baisser*", a-t-il ajouté.

A court terme ils sont rassurés, normal ils continuent de s'en mettre plein les poches, mais après ? Après moi le déluge !

Prié de réagir aux travaux du comité de Bâle sur les nouvelles normes bancaires, Etienne Pfimlin a estimé qu'en l'état, les propositions de nouvelle réglementation pénaliseraient fortement l'activité de crédit des banques et le financement de l'économie réelle, relayant ainsi les mises en garde des dirigeants de BNP.

Jean-Laurent Bonnafé, directeur général délégué de BNP Paribas, a estimé en fin de semaine dernière que les nouvelles règles dites Bâle III, devant entrer en vigueur à compter de la fin 2012, pourrait coûter 6 points de croissance à l'Europe (voir ).

Les dirigeants du Crédit mutuel redoutent aussi que les banques américaines, qui n'appliquent déjà pas les normes actuels de Bâle II, ne se soumettent pas à Bâle III, ce qui créerait des distorsions de concurrence de part et d'autre de l'Atlantique. (Reuters 24.03)

Autrement dit, chacun pour soi et que le plus puissant gagne... jusqu'au jour où ils perdront tout !

**Enfanter la misère... le plus tard possible.**

L'âge moyen à la maternité continue de progresser en France: les femmes qui ont accouché en 2009 avaient 30 ans en moyenne, un des records des cent dernières années, selon une étude publiée jeudi par l'Institut national d'études démographiques (INED).

En 1977, les femmes avaient en moyenne 26,5 ans à l'accouchement, contre 29,9 ans en 2008. Elles avaient leur premier enfant à 24 ans en moyenne; elles sont mères pour la première fois à 28 ans aujourd'hui.

Ce recul de l'âge de la maternité, qui s'observe dans tout le monde développé, s'explique par l'allongement de la durée des études, la progression du nombre de femmes actives, la contraception et la volonté croissante des femmes de n'enfanter qu'une fois bien installées dans la vie, ajoute Gilles Pison, directeur de recherches à l'INED.

Selon le chercheur, "*l'âge moyen de la maternité pourrait continuer à augmenter en France dans les prochaines années*", jusqu'à 31 ans ou plus, "*mais il est peu probable qu'il augmente jusqu'à 35 ou 40 ans*". (AP 24.03)

Qui sait, jusqu'à l'âge de la retraite ! Quel perspicace ce chercheur !

**Etats-Unis. Nouvelle histoire de vases communicants**

Pressée par le procureur général de l'Etat du Massachusetts Martha Coakley, Bank of America a annoncé mercredi qu'elle allait passer l'éponge sur trois milliards de dollars environ de crédits immobiliers.

Près de 45.000 propriétaires bénéficieront de ce geste consenti par le numéro un américain de la banque en termes d'actifs.

Il concernera le principal des emprunts dû par les créanciers de BofA qui doivent rembourser plus de 120% de la valeur de leur propriété. En seront exclus les souscripteurs d'emprunts à taux fixes sur 30 ans.

Ce plan, qui sera mis en oeuvre en mai, est le premier entrepris par un établissement de crédit. Il devra permettre aux propriétaires d'éviter que leur maison soit saisie lorsque la valeur de cette dernière tombe bien en dessous du montant qu'ils doivent rembourser. (Reuters 25.03)

Explication. Les actifs pourris sont pris en charge par le plan de relance d'Obama en direction des banques qui les fait payer aux contribuables, alors pourquoi se gêner. Bank of America éponge la dette de 45.000 propriétaires qui sera répartie sur l'ensemble des Américains. Rien ne se crée rien ne se perd tout se transforme, y compris dans le système capitaliste !

**Etats-Unis. Obama a troqué sa réforme de la santé contre le droit à l'avortement pour les femmes les plus défavorisées.**

Le président américain Barack Obama a signé mercredi un décret sur l'avortement dont la teneur lui avait assuré des voix au Congrès pour sa réforme de la santé.

Le décret vise à garantir dans le cadre de la nouvelle loi le moratoire sur le financement de l'avortement par des fonds fédéraux, sauf en cas de viol, d'inceste ou si la vie de la mère est en danger.

La Maison Blanche avait annoncé dimanche qu'Obama signerait le décret en échange du soutien à sa réforme d'un groupe d'opposants démocrates au droit à l'avortement.

Le soutien d'une dizaine de membres de ce groupe dirigé par Bart Stupak était essentiel pour obtenir les 216 voix nécessaires à l'adoption de la loi par la Chambre des représentants. La réforme a été votée par 219 voix contre 212.

Les défenseurs du droit à l'avortement se sont dits furieux de la signature qui donne à leurs yeux plus de poids à une mesure anti-avortement connue sous le nom d'amendement Hyde.

"*Nous restons profondément consternés par le décret. Le président Obama a fait campagne en tant que candidat en faveur de l'avortement. Il a fait campagne en se présentant comme quelqu'un opposé à l'amendement Hyde. Cet accord conclu avec Bart Stupak est tout simplement inacceptable*", a déclaré Terry O'Neill, présidente de la National Organisation for Women.

Celle-ci a estimé que le décret priverait en particulier de droit à l'avortement les femmes à faibles revenus. (Reuters 24.03)

---

**Le 26 mars**

L'actualité est trop chargée pour causer.

**On fait ce qu'on peut pour montrer notre bonne volonté, pour légitimer les institutions.**

Les institutions de la Ve République et ses partis discréditées les 14 et 21 mars 2010, rejetées par l'immense masse des travailleurs ?

Pensez-vous, l'heure n'est pas à leur dissolution ou abolition, le POI et l'AJR se sont rendu en délégation à l'Assemblée nationale pour rencontrer les différents groupes politique à l'occasion de la journée (mondial) du 20 mars contre la guerre en Afghanistan, guerre dont se foutent pas mal tous les élus de cette auguste assemblée. (source : IO n°90 page 10)

**Les grandes manoeuvres.**

"*Il serait bon qu'il y ait un candidat écologiste au premier tour de gauche parce que l'écologie est un domaine extrêmement important*", a expliqué jeudi L. Fabius sur France Info.

"*Si vous n'avez pas de candidat écologiste de gauche qui puisse ensuite fusionner avec les socialistes (...), vous risquez d'avoir un espace vide qui sera occupé à ce moment-là sur la pression de M. Sarkozy par un écologiste de droite*", a-t-il ajouté.

Mais "*il faut qu'il y ait un accord, avec les écologistes notamment, pour les législatives*" de 2012, a-t-il précisé. (Reuters 25.03)

A moins que Sarkozy réussisse à marginaliser de Villepin et que la tentative de ce dernier de créer un parti politique avorte, dans le cas contraire en 2012 les électeurs n'auront que l'embarras du choix. L'UMP et le PS semblent opter pour la même stratégie ce qui aura pour conséquence non pas de mobiliser les électeurs mais de les dégoûter un peu plus de la politique et des partis, alors que l'urgence demeure que la classe ouvrière prenne son destin en mains.

**Environnement. La surexploitation et le pillage de nos richesses naturelles continuent.**

**1-** Près Copenhague, les illusions des écologistes s'envolent à Doha.

La conférence de Doha des parties à la CITES (Convention sur le commerce international des espèces sauvages menacées d'extinction) s'est achevée jeudi sur un échec: selon les écologistes, le lobbying agressif des pays asiatiques, menés par le Japon et poussés par l'intérêt commercial, a fait capoter les efforts en vue de protéger les espèces marines en danger, comme le thon rouge et les requins.

La tentative d'interdiction des exportations du thon rouge de l'Atlantique a été tuée dans l'oeuf, ainsi que la régulation du commerce de corail rouge et rose. Six espèces de requins non plus ne seront pas inscrites sur les listes des espèces protégées, malgré les études soulignant que leur nombre a chuté de près de 85%, en raison de l'explosion du commerce des ailerons de requins en Asie.

En outre, en dernière minute, jeudi, à cause du Japon, les nations asiatiques ont rouvert le dossier du seul requin qui avait plus ou moins tiré son épingle du jeu, le requin-taupe, et on annulé, via un nouveau vote, la seule décision d'inscription sur la liste des espèces protégées prise lors de la conférence.

"*Dès qu'il est question d'argent, tout change*", a soupiré le secrétaire général de la CITES Willem Wijnstekers. "*Des pays qui votent toujours pour la protection se mettent à voter dans l'autre sens. Je suis un peu perdu*.

Le Kenya a accusé Tokyo d'avoir payé des responsables des pêches de pays africains pour prendre position dans son sens à la conférence. (AP 25.03)

Ah l'argent, le capitalisme, le profit !

**2-** A bas les arbres !

Dans de nombreux pays, l'homme a continué d'abattre des forêts à un rythme "*alarmant*" pour les convertir en terres agricoles, selon une enquête rendue publique jeudi par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

D'après les conclusions de cette "*évaluation des ressources forestières mondiales 2010*" qui porte sur 233 pays et territoires, quelque 13 millions d'hectares de forêts par an ont été convertis à d'autres usages ou ont disparu pour causes naturelles entre 2000 et 2010, contre 16 millions d'hectares par an dans les années 1990.

Cependant grâce au reboisement réalisé dans des pays comme la Chine, l'Inde, le Vietnam et les Etats-Unis, la perte nette de superficies boisées est tombée à 5,2 millions d'hectares par an de 2000 à 2010, contre 8,3 millions d'hectares par an dans les années 90.

Aujourd'hui, la superficie totale des forêts de la planète représente un peu plus de 4 milliards d'hectares, soit 31% de la surface émergée.

Les disparitions les plus importantes ont été enregistrées en Amérique du Sud et en Afrique entre 2000 et 2010 (respectivement 4 millions et 3,4 millions d'hectares de pertes nettes annuelles). L'Océanie a également été touchée par les pertes de surfaces forestières dues en partie aux sécheresses en Australie depuis 2000.

Selon l'enquête, les forêts primaires représentent 36% des superficies boisées totales de la planète, mais ont perdu plus de 40 millions d'hectares depuis 2000. (AP 25.03)

**Conjoncture "*dégradée*", croissance "*faible*", économie en "*convalescence*", emploi "déprimé. Achevons le malade !**

**1-** La reprise de l'économie française restera poussive au premier semestre, prévoit l'Insee.

Dans sa note de conjoncture, l'institut de la statistique a réduit de moitié sa prévision de croissance pour le premier trimestre, à 0,2% au lieu de 0,4%.

"*Nous n'avons pas changé notre appréciation de la situation économique, la convalescence se prolonge*", a déclaré Sandrine Duchêne, chef du département de la conjoncture, lors d'une conférence de presse.

La faiblesse de la demande et un taux d'utilisation des capacités industrielles toujours bas à 73%, à 10 points de sa moyenne de longue période, empêcheront tout redressement rapide de l'investissement qui devrait encore reculer de 0,4% au premier trimestre.

Dans ces conditions, l'emploi restera déprimé et l'Insee voit encore 80.500 destructions de postes au premier semestre dans les secteurs principalement marchands, après 257.000 en 2009 et quelque 600.000 depuis le début de la crise. Ces pertes d'emplois contribueraient à pousser le taux de chômage à 9,8% en France métropolitaine à la fin juin contre 9,6% actuellement. (Reuters 25.03)

**2-** La consommation des ménages français en produits manufacturés a reculé en février pour le deuxième mois consécutif, renforçant le scénario d'une croissance faible en début d'année.

Les achats des ménages en produits manufacturés, qui représentent un quart de leur consommation totale de biens et services, ont baissé de 1,2% en février après une chute de 2,5% (-2,7% en première estimation), selon des données publiées jeudi par l'Insee.

"*La baisse de la consommation française en février en appelle d'autres, tant la conjoncture est dégradée*", selon Alexander Law économiste chez Xerfi qui ne s'attend pas à une croissance de l'économie française supérieure à 0,6% cette année. (Reuters 25.03)

**Irlande.**

L'économie irlandaise s'est contractée de 2,3% au quatrième trimestre 2009 par rapport au précédent, selon les données publiées jeudi.

En rythme annuel, le produit intérieur brut (PIB) baisse au 4e trimestre de 5,1%. Le PIB a ainsi chuté de 7,1% sur l'ensemble de 2009, ce qui fait de 2009 la pire année jamais enregistrée pour l'économie irlandaise. (Reuters 25.03)

**Venezuela. Un crime de lèse-majesté sanctionné par le colonel-président Chavez.**

Le propriétaire de la seule chaîne de télévision vénézuélienne anti-Chavez, Globovision, a été arrêté jeudi.

Le mandat d'arrêt a été émis à l'encontre de Guillermo Zuloaga pour des remarques jugées "*offensantes*" à l'égard du président vénézuélien Hugo Chavez, a raconté la procureur générale Luisa Ortega.

L'arrestation intervient trois jours après celle de l'ancien candidat à la présidentielle et opposant politique Oswaldo Alvarez Paz, pour ses remarques qualifiées de désobligeantes par le pouvoir vénézuélien et formulées le 8 mars dernier sur Globovision.

Il est poursuivi pour complot, diffusion de fausses informations et incitation publique à la criminalité, après avoir fait observer que le Vénézuéla était en train de devenir le paradis des trafiquants de drogue. (AP 25.03)

Là c'est un patron de télévision qui est sanctionné, on ne va pas prendre sa défense, mais si demain un militant ouvrier ose critiquer Chavez dans son journal ou dans les médias, il va le faire arrêter, le traduire en justice, l'emprisonner ?

---

**Le 27 mars**

Pas le temps de causer, j'ai en chantier au moins trois sujets d'articles ou de causeries dont un qui est bien avancé. On verra cela d'ici quelques jours. J'ai reçu les brochures qu'un camarade m'a envoyées, je l'en remercie en attendant la suite.

Bon week-end à tous.

**Au pied du mur ou au bord du désespoir.**

Marc Bernier, député UMP de Mayenne, a annoncé ce vendredi son ralliement au mouvement de Dominique de Villepin, rapporte Le Figaro.

"*On va dans le mur*" avec Nicolas Sarkozy et son gouvernement, a estimé Marc Bernier. "*A l'UMP, tout le monde est dans le désarroi*" a-t-il ajouté. (lepost.fr 26.03)

Alors continuons à leur pourrir la vie, avons-nous envie de dire.

**Les pieds dans le plat.**

Le président du Front national, qui a prononcé le discours inaugural de la séance en tant que doyen d'âge de l'assemblée régionale, n'avait pas pu débattre pendant la campagne avec Michel Vauzelle, ce dernier estimant qu'il n'avait pas à se livre à un face-à-face avec un "*fasciste*".

"*Le Front national n'est pas fasciste, ni Jean-Marie Le Pen, ni non plus M. (Thierry) Mariani (la tête de liste UMP en Paca), à moins qu'il ne cache vraiment bien son jeu*", a-t-il dit.

Il s'est ensuite adressé à Michel Vauzelle.

"*Qu'il me soit permis de lui rappeler que le fondateur du fascisme fut un député socialiste italien, Benito Mussolini, que les deux principaux chefs de la collaboration avec l'Allemagne nazie furent Marcel Déat, ancien secrétaire du parti socialiste SFIO, et Jacques Doriot, ancien secrétaire du parti communiste*", a-t-il ajouté.

"*Et que ce n'est pas Jean-Marie Le Pen qui a été décoré à Vichy de la Francisque, mais le président de la république François Mitterrand, dont Michel Vauzelle a été ministre, et qui plus est ministre de la Justice*", a-t-il ajouté. (Reuters 26.03)

Un, la SFIO avait basculé dans le camp de nos ennemis dès 1914, la suite n'a été qu'une dérive toujours plus droitière, deux, Lénine et Trotsky avaient eu raison d'affirmer que le PC n'avait jamais été réellement un parti communiste, trois, Mitterrand n'a jamais été plus socialiste que Marchais, Kouchner ou Cohn-Bendit. Entre nous, c'est encore Lénine et Trotsky qui nous sauve la mise.

Le plus navrant, c'est que ce soit Le Pen qui fasse ces rappels. On ne peut hélas pas l'empêcher de s'exprimer. Ceux qui expliquent que le PS et le PCF pourraient redevenir des partis ouvriers -le PS ne l'a jamais été contrairement à la SFIO, entendent-ils aussi partager leur héritage sanglant et criminel ? N'aurions-nous pas intérêt à ce que ces partis disparaissent ou ne nuisent plus au mouvement ouvrier ? Même réduit à l'état de cadavres puants il y en aura encore pour espérer leur résurrection, ce n'est pas très athée tout cela, mais bon ils ne

sont plus à une contradiction. Ces dogmatiques ont-ils entendu un jour parler de la transformation de la quantité en qualité ? La suite dans un article en préparation.

**Collaboration de classes, suite.**

Ministres et syndicats se retrouvaient vendredi pour la première fois depuis le remaniement. (c'est long quatre jours sans se voir - LdC) L'objet de la réunion était de fixer les grandes lignes de «*l'agenda social*» 2010 dans l'administration. (comme dans le privé, c'est le gouvernement qui fixe l'agenda des dirigeants syndicaux, qui tels des valets se plient à cet exercice - LdC)

Les syndicalistes ont été unanimes à saluer le retour d'un poste gouvernemental spécifiquement consacré à la fonction publique. Certains, en aparté, soulignent le caractère «*très libéral*» de son titulaire - pas vraiment un compliment dans leur bouche… -, tout en promettant de «*juger sur les actes*». (comme si on ne les connaissait pas à l'avance ! - LdC)

La loi sur le dialogue social dans la fonction publique sera votée dans les jours qui viennent à l'Assemblée. Il s'agit essentiellement de transposer un accord signé il y a trois ans, qui instaure le principe d'accord majoritaire. Une révolution. Le texte prévoit aussi que les élections professionnelles se tiendront le même jour dans toutes les instances. Éric Woerth a précisé vendredi qu'il visait le premier semestre 2011 pour les organiser pour la première fois, dans les fonctions publiques d'État et hospitalière. Approuvé par la CGT, la CFDT, Solidaires ou la FSU, l'annonce de ce créneau a glacé les «petits» syndicats comme la CFTC et la CFE-CGC, qui risquent tout bonnement de disparaître s'ils ne recueillent pas un nombre minimal de voix. (lefigaro.fr 26.03) ( à qui profite le crime ? A ceux qui l'approuvent, CQFD - LdC)

**Les institutions de Ve République légalisent et légitiment le vol, pas n'importe lequel : le capitalisme !**

Le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) a relaxé Antoine Zacharias, ex-P-DG de Vinci, jugé pour des gains jugés abusifs de plusieurs dizaines de millions d'euros de 2004 à 2006.

Le tribunal juge que l'incrimination d'abus de biens sociaux n'est pas constituée et rappelle qu'il n'est "*juge de la gouvernance des entreprises*". (Reuters 26.03)

Rappelons que le capitalisme est basé sur le vol, l'extortion de la plus-value des travailleurs, une partie de la force de travail dépensée qui ne leur est pas payée et que le patron leur subtilise, légalement.

La justice en régime capitaliste est ainsi fait qu'un P-DG peut empocher plusieurs dizaines de millions d'euros, pendant qu'il y a une dizaine de millions de travailleurs pauvres dans le pays. Rappelons également que selon l'article 64 de la Constitution de la Ve République, "*le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire*", celui-ci étant obligatoirement un représentant des intérêts du capitalisme, il est donc impensable que la justice condamne un brigand qui n'a fait que tirer profit du fonctionnement du capitalisme. La justice est aussi indépendante du capitalisme que les partis sont indépendants du capital ou du travail.

**Toujours plus de flics pour gérer leur société. Le PS en réclame davantage.**

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé vendredi le recrutement d'ici à 2011 de 1.500 adjoints de sécurité (ADS), dont 375 pour l'Ile-de-France, lors de sa visite au commissariat de Sevran, en Seine-Saint-Denis.

Le vice-président du Conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel (PS) a dénoncé dans un communiqué une mesure "*largement insuffisante, car le nombre de recrutements est beaucoup trop limité et la mise en place trop longue*". (AP 26.03)

**+ 88%, l'"*ami*" du président est un homme heureux.**

Bolloré annonce une progression de 21% de son résultat opérationnel en 2009.

Le bénéfice net part du groupe a crû de 88% à 94 millions l'an dernier. Bolloré propose un dividende en hausse de 18% à 1,30 euro au titre de 2009.

Le portefeuille de titres cotés de Bolloré (Vallourec, Havas, Aegis, Socfinasia, Socfinal) s'élève à 1,6 milliard d'euros au 18 mars 2010. (Reuters 26.03)

**Quand le moral fout le camp, tout fout le camp... Et Sarkozy ?**

Le moral des consommateurs français a continué de se détériorer en mars, selon l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages publiées vendredi par l'Insee.

Après son recul de trois points en février, il revient ainsi à son plus bas niveau depuis octobre. Ce sont surtout les perspectives d'évolution du niveau de vie en France qui se sont assombries, note l'institut de la statistique. (Reuters 26.03)

**Commerce mondial.**

La croissance du commerce international devrait être soutenue cette année, au rythme de 9,5%, à la faveur d'un ancrage de la reprise économique, déclare le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'OMC prévoit pour 2010 une croissance totale des échanges commerciaux de 7,5% pour les pays développés et de 11% pour les pays émergents.

L'OMC a précisé vendredi que les échanges commerciaux internationaux ont diminué de 12,2% en volume l'an dernier, leur plus forte contraction depuis plus de 70 ans, et de 23% en valeur, à 12.500 milliards de dollars contre 16.100 milliards de dollars en 2008.

Les échanges de services se sont contractés l'année dernière de 13% à 3.300 milliards de dollars. Aucune prévision n'a été émise pour 2010.

L'OMC ajoute que si la croissance totale des échanges prévue de 9,5% cette année se confirme, il faudra attendre 2011 pour dépasser les niveaux de 2008. (Reuters 26.03)

**Etats-Unis. Plombé par le chômage et l'endettement pour longtemps.**

Le gouvernement américain a annoncé, vendredi 26 mars, des mesures pour tenter d'améliorer son aide aux propriétaires immobiliers en difficulté, avec pour objectif d'étaler les remboursements de prêt pour trois à quatre millions de ménages. Cette initiative vise à enrayer la montée des saisies de logements, qui se multiplient aux Etats-Unis, alors que les défauts sur les crédits immobiliers ont atteint près de 14 % à la fin 2009 selon des statistiques publiées jeudi.

Ce programme de 14 milliards de dollars (14,5 milliards d'euros), financé à partir d'une enveloppe de 50 milliards consacrée au logement, vise à inciter les prêteurs à effacer une partie de leurs créances et à réduire les remboursements des chômeurs. Il forcerait ainsi les banques à plafonner les remboursements de prêts immobiliers à 31 % des revenus mensuels pour les chômeurs.

Cette nouvelle initiative tranche avec les mesures annoncées l'an passé, qui étaient axées surtout sur une réduction des taux d'intérêt pour des emprunteurs qui avaient pris des prêts risqués. Ce premier plan, l'Home Affordable Modification Program, est aujourd'hui critiqué par les démocrates comme par les républicains du Congrès car, s'il a touché plus d'un million de foyers endettés, ce n'est qu'à titre temporaire, 170 000 d'entre eux seulement ayant bénéficié d'une réduction permanente de leurs taux d'intérêt. (lemonde.fr 26.03)

---

**Le 28 mars**

Plusieurs réflexions sur le site.

Les articles de presse que je mets en ligne présentent des objectifs différents selon leurs contenus et leur auteurs, cela va de l'information pure à des analyses réalisées par des représentants de la réaction qui permettent de mieux saisir les intentions de ceux qui nous gouvernent et leurs états d'esprit.

Par exemple l'article de Valls (PS) est à vous donner la nausée, il est direct, et c'est en cela qu'il est intéressant pour casser l'hypocrisie poussée à l'extrême des autres dirigeants du PS, car Valls révèle (aux naïfs) le vrai visage de ce parti inféodé au capital, sa véritable nature sociale. Valls explique clairement que rien fondamentalement ne distingue le programme du PS de celui de Sarkozy, il donne plusieurs exemples qui le confirment amplement. Dès lors, il faut être sourd ou aveugle pour se déclarer de gauche et soutenir un tel parti, pire y adhérer. Le PS se situe ouvertement dans le camp de notre ennemi, cet article le prouve pratiquement à chaque ligne. Commenté, il mériterait d'être largement diffusé, mais personne ne le fera, ce n'est pas dans la tradition des partis ouvriers qui n'ont pas évolué avec l'ensemble de la société depuis plus d'un demi-siècle...

Cet article permet de briser les illusions que les travailleurs ou les intellectuels pourraient avoir dans ce parti, c'est une arme terrible qu'on n'utilisera pas malheureusement.

Je n'écris plus que ce que j'appelle des causeries qui font parfois plusieurs pages, je pourrais très bien en faire des articles mais je n'en ai pas le courage, et puis je me dis que cette présentation moins formelle permet de dire plus de choses ou de les rendre plus accessibles aux militants. Je consacre la plupart de mon temps à l'actualité que je commente, car cela aide à décrypter déclarations et évènements en peu

de mots, sans recourir forcément à une terminologie politique ennuyeuse ou plus proche de la théorie que la pratique quotidienne que vivent les militants.

Tous les jours la classe dominante s'emploie à déverser son idéologie sur la population, mais aussi sur les militants qui n'en sont pas immunisés, elle cause des ravages dans nos rangs sans qu'on s'en aperçoive, la combattre sur tous les fronts et chaque instant fait partie de notre devoir envers surtout les jeunes militants. Si nous avions un journal ouvrier nous consacrerions deux pages dans chaque numéro à analyser minutieusement de quelle manière ils s'y prennent pour intoxiquer les travailleurs, chaque phrase ferait l'objet d'une traduction courte, simple et précise, sans appel quoi, ainsi les lecteurs feraient petit à petit et à leur rythme l'apprentissage de la rupture avec le capitalisme et les institutions, ce serait mille fois plus productif qu'un long discours pour prouver qu'on a raison et que les autres ont tort par exemple.

Si l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, ce travail doit commencer sans attendre que les conditions soient remplies pour se lancer à l'assaut du pouvoir, sinon ces conditions ne seront jamais remplies, c'est aussi simple que cela. Décrypter, traduire correctement une déclaration, une mesure ou une loi ne demande pas un effort surhumain, mais l'on doit constater que peu de travailleurs en sont capables aujourd'hui, ce constat est valable également pour bon nombre de militants.

Le combat pour le socialisme passe par un combat de longue haleine qui nécessite de harceler notre ennemi jusque dans les moindres recoins, de ne lui laisser aucun répit, de répondre à chaque attaque même les plus anodines en apparence, car c'est ainsi qu'il distille quotidiennement son venin auprès des masses. Elever le niveau de conscience politique des travailleurs ne passe pas forcément par des actions spectaculaires, mais en réduisant à néant jour après jour les efforts entrepris par notre ennemi pour conserver son pouvoir. C'est par ce travail de fond régulier et déterminé que nous aiderons la conscience des travailleurs à mûrir, que nous parviendrons à laminer le régime tout en préparant les meilleures conditions possibles à notre victoire.

J'arrêterai là aujourd'hui, je vous signale l'excellent article sur l'écologie du groupe pour un parti ouvrier révolutionnaire, il date de la fin décembre 2009, je n'en ai pris connaissance qu'hier.

Bon dimanche à tous.

**Gaucheritudes.**

**1-** Le PS réuni en conseil national à la Mutualité à Paris samedi, Aubry a martelé "*Il avait annoncé un changement de politique, il complète son équipe, les Français lui ont parlé de crise, lui essaie de colmater la crise de l'UMP : en gros c'est comme d'habitude, 'j'écoute mais je ne tiens pas compte', voilà ce qu'il a dit une fois de plus aux Français*". Traduction : on comptait sur toi Sarkozy pour changer de politique... Hypocrisie, du vent, elle sait très bien qu'il ne peut pas en changer et que le PS fera demain la même politique. Valls le dit ouvertement plus loin.

Elle a aussi déclaré : "*Unis, nous pouvons beaucoup, divisés, nous ne pouvons rien. La France a besoin et de l'unité des socialistes et de l'unité de la gauche, ça aussi c'est le message du deuxième tour de la semaine dernière*". Et le consensus avec l'UMP ne s'apparenterait-il pas à l'unité de Sarkozy avec Kouchner, Attali, Lang, Charasse, Migaud, Mauroy, Rocard, et j'en passe ? Au fait l'unité pour quoi faire ? Réponse à ces deux questions.

**2-** Cela tombe bien, dans un entretien au *Monde* Manuel Valls : "*Au nom de la responsabilité, nous devons proposer un pacte national sur ce sujet (de la réforme des retraites), non seulement avec les partenaires sociaux, mais aussi avec la majorité*", explique-t-il.

L'union nationale pour faire passer la contre-réforme des retraites voulue par Sarkozy. Au moins c'est clair.

Comme on lui demande pour quelles raisons la gauche devrait aider Nicolas Sarkozy, il répond: "*Si certains pensent que l'on remportera la présidentielle sur la seule base de l'anti-sarkozysme, ils se trompent*".

Comment s'y prendre alors ? C'est simple, il suffit de reprendre à notre compte les arguments fabriqués par Sarkozy pour s'attaquer à notre tour aux retraites tout en faisant croire à la plèbe qu'on est à ses côtés.

Pour ce réactionnaire "*le rôle de la gauche n'est pas de nier les changements démographiques, ni cacher l'ampleur des déficits*".

Il préconise la retraite "*à la carte*" : non merci, c'est au-dessus de nos moyens, on se contentera du menu !

"*La gauche peut défendre une retraite à la carte et l'allongement de la durée de cotisation*", ajoute-t-il, mais "*à quatre conditions : augmentation du taux d'activité des seniors, prise en compte de la pénibilité, élargissement de l'assiette des cotisations et relèvement des petites pensions*".

Esclaves, travaillez jusqu'à votre dernier souffle, et si par malheur vous n'étiez pas encore crevés, grâce à votre retraite qui ne vous servira

plus à rien, vous pourrez vous payez des funérailles grandioses !

A bas le collectivisme et vive l'individualisme !

"*Le nouvel espoir que doit porter la gauche*", poursuit Manuel Valls, "*c'est celui de l'autoréalisation individuelle : permettre à chacun de devenir ce qu'il est*". (Le Monde, Libération.fr et AFP 27.03)

Traduction : comme dans leur société je ne suis rien et que je n'ai aucun pouvoir, je suis destiné à devenir rien et à n'en avoir jamais, tel est le destin que nous réserve Valls et le PS. Non merci ! A bas le PS !

**Le non à la politique fait un bide et c'est tant mieux.**

Plusieurs milliers de personnes - 1.000 selon la police - ont manifesté samedi à Paris à l'occasion du "*No Sarkozy Day*", événement organisé par des blogueurs sur le modèle du "*No Berlusconi Day*" italien.

Les manifestants, parmi lesquels beaucoup de jeunes et de familles, ont défilé derrière une banderole où l'on pouvait lire : "No Sarkozy Day : rassemblement citoyen et populaire pour dire non aux dérives de notre démocratie".

"*Nous sommes des citoyens qui disent 'non à la politique'. Sarkozy il est pire que les autres*", a déclaré à Reuters TV un étudiant infirmier ayant requis l'anonymat. (Reuters 27.03)

Dans le processus dialectique à l'oeuvre dans la nature, l'homme ou la société on trouve le positif (le grain de blé, pour le signe +), sa négation (la plante qui en est issue, pour le signe -) et la négation de la négation (l'épis avec ses dizaines de grains de blé, pour le signe $+^2$ ou davantage). En disant non à la politique nous sommes donc en présence d'une anomalie, le processus dialectique n'est pas achevé, notre grain de blé originel a donné une belle tige avec des feuilles mais pas d'épis, donc pas de nouveaux grains de blé à replanter ou pour se nourrir, c'est la famine qui nous guette !

La société est ainsi faites que les classes sociales sont organisées en partis politiques et que ce sont les partis politiques qui assurent le fonctionnement des institutions. En réalité, c'est surtout la classe dominante qui a conscience de ses intérêts qui est principalement organisée en partis politiques. Or on ne peut combattre leurs partis politiques qu'en étant nous-mêmes organisés dans des partis politiques, idem pour combattre les institutions et en créer d'autres pour les renverser et assumer à notre tour le pouvoir. On aura compris qu'en se détournant des partis politiques, ces petits-bourgeois laissent ainsi le champ libre à la classe la plus consciente et la mieux organisée, celle des capitalistes qu'ils prétendent justement remettre en cause, si on les écoute évidemment.

Les artisans de ce "*No Sarkozy Day*" sont finalement aussi utiles au régime que les anarchistes.

**Et Zorro ?**

Le Conseil d'Etat aurait écarté l'idée d'une interdiction générale de la burqa en France, incompatible avec la Constitution, écrit *Le Figaro* dans son édition de samedi.

"*Un texte pourrait interdire le port du voile intégral pour des raisons de sécurité, lorsque les personnes doivent pouvoir être identifiées*", écrit le quotidien.

"*Les gares et les aéroports, touchés par des plans Vigipirate, pourraient entrer dans le périmètre de la loi. Tout comme les commerces sensibles, banques, bijouteries. En revanche, son port serait libre dans la rue*", ajoute-t-il. (Reuters 27.03)

**Les prédateurs et la morale du capitalisme.**

Le tribunal de grande instance de Nancy vient de condamner neuf organismes de crédit à verser 35.000 euros de dommages et intérêts à l'une de leurs clientes pour avoir manqué à leur obligation de mise en garde. Selon l'AFP, les organismes condamnés sont notamment Cofinoga, Cetelem, Cofidis, Finaref et Sofinco.

La victime, aujourd'hui âgée de 75 ans et à la retraite, avait en effet contracté quelque 17 crédits auprès de ces sociétés depuis 1986, pour un montant global de 113.000 euros, alors que ses revenus mensuels n'excèdent pas 1.000 euros. «*Le juge a estimé que l'obligation de mise en garde n'avait pas été respectée et que le consentement de ma cliente n'était pas libre et éclairé: il y a donc un préjudice pour perte de chances de ne pas contracter*», explique Philippe Gossin.

«Les organismes de crédit sont tenus à une obligation de conseil et à une obligation de mise en garde: c'est-à-dire qu'ils doivent alerter leurs clients de leurs situations financières et de leurs capacités de remboursement, ce qu'ils n'ont pas fait en l'espèce», affirme Fabrice Gossin, l'avocat de la plaignante, confirmant une information du quotidien *L'Est Républicain*.

Le tribunal a condamné les organismes de crédit à verser 10 à 90% des sommes restantes dues en dommages et intérêts, selon l'ancienneté des dettes, pour un montant total de 35.000 euros. «*Il ne lui reste désormais quasiment plus rien à payer*», s'est félicité l'avocat, qui dénonce toutefois les méthodes des organismes. «*Alors qu'elle avait cessé de les payer et que nous les avions assignés, elle continuait à recevoir des offres de crédit !*», déplore l'avocat, qui estime que la décision de justice pourrait «ouvrir une voie et créer une jurisprudence». ( Lefigaro.fr avec AFP 27.03)

**Italie. Rectificatif. Info ou Intox ?**

Le directeur-général du constructeur automobile Fiat, Sergio Marchionne, a démenti vendredi l'existence d'un plan de licenciement de 5.000 employés, contrairement à ce qu'avait annoncé la presse italienne plus tôt dans la semaine. (AP 27.03)

---

**Le 29 mars**

J'ai longuement commenté la prise de position de Hollande, plus le temps de causer. J'ai traité un des thèmes que je voulais aborder depuis plusieurs jours en revenant sur la question du parti.

Bonne semaine à tous les camarades.

**Diviser pour mieux régner... et ça marche !**

"*A la rentrée prochaine, les jeunes professeurs des écoles néo-titularisés ou les jeunes professeurs certifiés néo-titularisés verront une augmentation de 157 euros par mois*", a déclaré le ministre de l'Education nationale Luc Chatel lors du "Grand Jury" RTL-"Le Figaro"-LCI.

Les professeurs agrégés néotitulaires "*bénéficieront d'une augmentation de 259 euros (...) dès septembre*", a ajouté le porte-parole du gouvernement. "*C'est plus de 10% d'augmentation par rapport à ce qui se faisait précédemment*", a-t-il assuré, en précisant que "*ça va concerner 20.000 enseignants la première année en début de carrière*".

Luc Chatel a ajouté qu'il allait "*revaloriser les enseignants dans les sept premières années de leur exercice, ce qui leur fera une augmentation de l'ordre de 660 euros par an et par enseignant en moyenne*". (AP 28.03)

**Russie.**

Environ quatre mille personnes ont bravé le froid pour manifester dimanche à Archangelsk, dans le nord-ouest de la Russie, contre le coût de la vie et pour exiger la démission du gouvernement du Premier ministre Vladimir Poutine.

Des manifestations similaires se sont déroulées récemment à Vladivostok, sur la côte pacifique et à Kaliningrad, dans l'ouest du pays. (Reuters 28.03)

**Chine.**

Le groupe chinois Zhejiang Geely Holding a signé un accord (1,8 milliard de dollars) avec Ford portant sur l'acquisition des activités automobiles de Volvo, a déclaré un porte-parole de la marque suédoise. (Reuters 28.03)

---

**Le 30 mars**

Pas le temps de causer.

Au fait, chez Philips à Dreux on ne parle plus que de fermeture ? "*Les représentants FO se sont battus pour améliorer le volet social de ce plan de fermeture...*" a annoncé la Fédération FO de la Métallurgie, dans un communiqué. (AP - 29.03 )

Tiens donc, vous vous souvenez sans doute qu'il y a quelques semaines (dans *Informations ouvrières* notamment) il y en a qui célébraient comme une grande "victoire" la poursuite de l'activité chez Philips. J'avais trouvé indécente, grotesque et insupportage cette odieuse manipulation, alors que le sort de ces travailleurs était scellé.

C'est bien camarades vous avez fait un boulot remarquable, jusqu'au bout vous aurez colporté auprès de ces travailleurs l'illusion qu'il était possible de s'opposer à ces licenciements sans leur proposer aucune autre issue à la fermeture, je n'ose même pas dire politique, ainsi ces travailleurs pourront tirer comme enseignement de leur mobilisation qu'elle n'a servi strictement à rien sur le fond, puisqu'ils vont tous perdre leurs emplois, et qu'au-delà ou dans l'avenir, ils n'ont absolument rien à espérer, leur destin étant lié au capitalisme décidément indépassable.

Finalement, vous avez réfusé d'avancer l'argument de l'expropriation et vous avez refusé de leur proposer la moindre issue politique sous prétexte que ces travailleurs ne seraient pas prêts à entendre ce genre de discours ou pour ne pas les diviser, en pure perte, personne ne tirera profit de cette expérience en dehors de la direction de Philips, vous avez eu faux sur toute la ligne.

Quand j'expliquais que le mot d'ordre d'interdiction des licenciements était opportuniste et ne pouvait mener que dans une impasse, on en a ici la preuve. On ne demandera pas à ses auteurs de le reconnaître, ils en sont totalement incapables, comme chaque fois dans pareil cas, ils trouveront toujours des arguments pour tenter de démontrer qu'ils avaient finalement raison, pas sûr qu'ils parviendront indéfiniment à tromper ainsi leurs militants. Je précise que ce mot d'ordre a été repris par plusieurs partis, dont le POI et le NPA.

Un dernier mot : au fait, on n'entend plus parler des ouvriers de Total à Dunkerque, ils se sont tous jetés à la mer ou quoi ? Non, tout simplement zappés ! C'est la dernière manière à la mode de faire de la politique ou du syndicalisme... comme au JT du 20h, je sens que cela va soulever l'enthousiasme des masses ! Quelle misère, camarades !

Pour finir. Dans quel journal avez-vous lu qu'il existait dans le pays un "*électorat de droite*", "*une couche d'électeurs de droite*", dans le Parisien, le Figaro ? Perdu, dans le numéro 90 d'Informations ouvrières à la page 3.

Ah, la lutte des classes, c'est dur décidément de s'y tenir !

**Quelques infos en bref.**

**La "*reconstruction politique*" sous le signe de la débandade.**

**1-** Après M. Copé et son "*nouveau pacte majoritaire*", Gérard Longuet, le président du groupe UMP du Sénat, avait lui aussi évoqué la nécessité d'un "*pacte de confiance*". L'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin ajoutait que, "*un contrat, ça se scelle*". "*Si on fait la réforme au coup par coup, les votes aussi seront au coup par coup*", prévenait-il, réclamant lui aussi "*un débat de confiance* ".

La riposte du camp présidentiel n'a pas tardé. "*Le nouveau pacte majoritaire, je ne sais pas ce que ça veut dire*", avait laconiquement déclaré le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, mardi 23 mars à l'issue de la réunion des députés du groupe. Le lendemain, Brice Hortefeux s'est fait plus précis. "*J'entends bien l'idée de pacte avancée par les uns et les autres*, a indiqué le ministre de l'intérieur, sur Europe 1. *La réalité, c'est qu'il y a un vrai pacte, c'est celui qui a été scellé entre Nicolas Sarkozy et les Français en 2007, et pour cinq ans.*"

Dans *Le Figaro*, samedi 27 mars, Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, affirme à son tour qu'"*il n'y a qu'un seul pacte, celui noué entre les Français et Nicolas Sarkozy en 2007*". Eric Besson reprend la même antienne, dimanche, sur Radio J : "*Le pacte qui lie le président de la République au peuple et à la majorité qui le soutient est le pacte sur son programme en 2007*", insiste le ministre de l'immigration.

Cela sonne comme un rappel à l'ordre. M. Copé semble en avoir pris la mesure. Il a tenu à réaffirmer, dimanche, qu'il était engagé "*à fond" aux côtés de M. Sarkozy et lancé un vibrant "tous derrière Nicolas Sarkozy !*". (Monde.fr 29.03)

**2-** Dénonçant l'"*abandon*" de la taxe carbone en France et le recul des responsables politiques, la fondation Nicolas Hulot annonce la suspension de sa participation au Grenelle de l'environnement. (Reuters 29.03)

**Illettrisme : leur bilan.**

C'est une réalité alarmante : en France 3,1 millions de personnes sont en situation d'illettrisme, soit 9 % des 18-65 ans.

Le ministre de l'Education, Luc Chatel, a présenté, hier, son plan de prévention de l'illettrisme. Il souhaite renforcer l'apprentissage méthodique du vocabulaire et stimuler la mémoire des enfants dès la maternelle en insistant sur l'apprentissage par coeur de chansons et de textes.

Autre mesure annoncée : chaque recteur d'académie devra missionner dès la rentrée 2010 un responsable chargé de l'illettrisme. Les inspecteurs de l'Education nationale devront aussi davantage veiller à la prévention.

Mais malgré ses bonnes intentions, ce plan risque de susciter de vives critiques, notamment chez les enseignants, car aucun moyen supplémentaire ne leur sera conféré pour mener à bien leur mission de prévention. (20minutes.fr 29.03)

**Comment ils compensent du vent et préparent une grosse bulle.**

Les banques françaises lancent une plate-forme pour organiser un marché décrié pour son opacité.

La place de Paris accueille un ambitieux projet d'organisation du marché des CDS (credit default swap) pour la zone euro. Ces contrats d'échange contre le risque de défaut d'une tierce partie ont été accusés, notamment à l'occasion de la crise grecque, de faire le jeu de la spéculation et d'amplifier les secousses sur les marchés. Leurs échanges de gré à gré accentuant l'impression d'opacité.

La chambre de compensation sécurise les participants (contreparties), en s'assurant que les fournisseurs de garanties sont bien solvables. Pour l'instant, elle peut compter sur l'appui des quatre grandes banques françaises : BNP Paribas, Société générale, Natixis et Crédit agricole.

Il s'agit aussi pour les régulateurs européens d'avoir accès à l'information sur les transactions opérées sur les dérivés, potentiellement systémiques, et qui sont aujourd'hui essentiellement disponibles auprès d'acteurs londoniens et américains. (lefigaro.fr 29.03)

Les produits dérivés se montent selon les souces de quelques centaines de milliers de milliards de dollars à près d'un million et demi de milliers de milliards de dollars. Sachant que les banques ne disposent pas en actifs de plus de 10% des prêts qu'elles accordent, que dans un pays comme la France l'épargne ou les comptes courants de leurs clients totalisent seulement environ 450 milliards de dollars.

En comparant les sommes gigantesques en jeu et l'argent dont disposent réellement les banques, on comprend tout de suite qu'elles ne pourront jamais compenser les risques pris par les traders.

**Italie.**

Pendant deux jours, près de 41 millions d'électeurs étaient appelés à se prononcer sur les présidents de 13 des 20 régions du pays, mais aussi dans certains endroits comme Venise sur leur futur maire ou des présidents de province.

Le taux de participation lundi à la clôture des bureaux de vote s'est établi à 65%, soit le plus faible score depuis quinze ans pour ce type de scrutin.

A Bocchigliero, un petit village de Calabre, seulement 2,85% des électeurs ont voté pour protester contre «*un Etat qui les a abandonnés*».

Il y a trois mois, surfant sur un regain de popularité après l'agression de Silvio Berlusconi à Milan par un déséquilibre, la majorité au pouvoir pensait remporter jusqu'à 9 régions sur les 13.

La coalition de droite de Silvio Berlusconi a remporté 6 des 13 régions en jeu dimanche et lundi, dont 4 qui étaient tenues par la gauche, notamment les cruciales de Rome et Turin. (Libération.fr et 20minutes.fr 29.03)

**La Grèce livrée aux prédateurs des marchés financiers et le peuple grec sous les coups des "*gros bâtons*" de l'UE et du FMI.**

**1-** La Grèce a emprunté cinq milliards d'euros lundi, après l'accord conclu la semaine dernière à Bruxelles entre les pays de la zone euro sur un plan de soutien à Athènes en cas d'aggravation des problèmes d'endettement de ce pays.

Les autorités grecques ont émis pour cinq milliards d'euros d'obligations à sept ans, avec un taux qui s'élève à 5,9%.

Cette initiative montre qu'Athènes peut toujours accéder aux marchés obligataires. Mais la Grèce emprunte toujours à des taux à peu près deux fois supérieurs à l'Allemagne. (AP 29.03)

**2-** Cette émission de titres du Trésor grec représente une bonne affaire pour les banques européennes, qui semblaient en milieu d'après-midi honorer l'offre d'Athènes. En début d'après-midi, les ordres d'achat se sont montés à environ 7 milliards d'euros, Athènes s'est contentée de 5 milliards.

Les banques européennes peuvent donc acheter les obligations grecques et les utiliser comme dépôt à la Banque centrale européenne (BCE) contre des prêts à plus courts termes mais à un taux d'intérêt de seulement 1%. Rendement de l'obligation grecque (6%) contre taux de refinancement de la BCE (1%)… Le calcul est vite fait et la marge appréciable. (lefigaro.fr 29.03)

**3-** Le Fonds monétaire international travaille en "*parfaite harmonie*" avec l'Union européenne sur la crise de la dette grecque, déclare Dominique Strauss-Kahn.

"*J'espère que la stratégie européenne pour la Grèce fonctionnera*", a-t-il dit

"*Nous avons besoin d'avoir des carottes et des gros bâtons. J'ai bien peur que jusqu'à présent nous n'ayons trouvé que les carottes... mais pas les bâtons.*"

L'Union européenne a besoin de créer des mécanismes pour améliorer la surveillance des comptes publics des Etats membres et faire en sorte que les règles budgétaires soient respectées, a-t-il expliqué. (Reuters 29.03)

---

**Le 31 mars**

La Talonnette fait le clown à Washington, c'est le seul rôle dans lequel il excelle, il fait sourire son assistance sans se rendre compte qu'elle se fout de lui, car il est tellement imbu de sa petite personne, dans tous les sens du terme.

On a appris que Mélenchon s'en était pris violemment à des étudiants en journalisme qui lui posaient des questions qui ne lui convenaient pas. Franchement quand on connaît son parcours politique et qu'on a en tête de quelle manière son discours a évolué depuis la création du PG, on se demande comment ce type peut encore se regarder dans un miroir.

On devrait axer une partie de notre combat à expliquer aux travailleurs ce qu'est le socialisme, mais en partant de leurs situations et non à partir de définition prêtes à l'emploi ou à caractère théorique qui ressemblent à un moulin à prières tibétains, à brasser du vent en pure perte quoi. On nous dit qu'il existe des partis de gouvernement (PS, PCF, etc.) et les autres (NPA, POI, LO) qui auraient seulement vocation à s'opposer éternellement au pouvoir en place, bref, ce qui signifie implicitement que finalement rien ne changera jamais...

Me situant parmi les autres qui n'aurais aucune intention de gouverner avec le PS et ses satellites, à la différence des autres partis je considère que l'objectif de notre combat demeure bien la prise du pouvoir et qu'il faut le dire, il est regrettable et fort dommageable qu'aucun parti n'ait le courage d'avancer cet objectif, car implicitement cela laisse entendre que ce sont toujours les mêmes partis qui seront amenés à gouverner, autrement dit que rien ne changera jamais, ce qui est pour le moins une source de démoralisation sinon de désespoir. C'est normal, puisque les travailleurs savent pertinemment qu'ils n'ont rien à attendre des PS, PCF, etc. On leur propose, toujours implicitement, de reproduire les modèles du passé qui ont conduit à la situation actuelle, à quoi bon s'engager dans des partis dont c'est le seul objectif, tout du moins c'est ainsi que les travailleurs interprètent leurs discours, ont-ils raison ou tort sur ce point, c'est une autre question.

Même si les conditions sont fort loin d'être réunies pour prendre le pouvoir ou pour gouverner, si on ne se fixe pas clairement cet objectif, cela peut sous-entendre qu'on n'en est pas capable, on introduit un doute dans la tête des travailleurs, on brise ainsi la confiance que les travailleurs pourraient placer en nous, on leur enlève donc tout espoir de changement de politique, on leur bouche l'horizon au lieu de leur ouvrir.

A partir d'une question en apparence décalée par rapport à la réalité, on en arrive au constat que par manque d'audace ou de lucidité politique on se condamne à ramer éternellement dans le vide, ce qui finit à la longue par lasser plus d'un militant et ce qui est normal.

Si maintenant ces partis sont incapables d'avancer cet argument, ne serait-ce pas dû au fait qu'ils sont incapables de produire et défendre un programme socialiste qui ne ressemble pas à une liste de revendications syndicales, un véritable programme de gouvernement ouvrier révolutionnaire qui permettrait à chacun de comprendre ce qui changerait dans sa vie ou à son travail au cas où ce programme serait appliqué ? Comment ne pas comprendre que ces partis ne sont pas pris au sérieux par les travailleurs qui les prennent en fait pour des sortes de syndicats de gauche ou l'aile gauche du PS-PCF ? Comment expliquer que tant de travailleurs se disent d'accord avec nous mais ne nous soutiennent pas, n'adhérent pas à ces partis, ne votent même pas pour eux ? Pour eux on représente davantage le passé et le présent que l'avenir, on est incapable de leur fournir la moindre brochure dans laquelle serait expliquée ce que nous ferions dès la prise du pouvoir et ce que cela changerait dans leur vie, dès lors pourquoi devrait-il nous accorder davantage confiance qu'aux autres partis avec lesquels ils nous comparent forcément. Il y a fort à parier qu'ils nous considérent comme les autres à l'arrivée.

Dès 2005, j'expliquais que l'on combattait le projet de Constitution européenne et qu'on n'était pas foutu de proposer un contre-projet de Constitution à la Ve République. Avons-nous avancé depuis 5 ans ? Pas d'un millimètre sur cette question et celle du programme qui demeure un programme politique destiné à des militants et non un programme économique, social et politique destiné aux travailleurs. Cela démontre une nouvelle fois que ces partis sont incapables de se tourner résolument vers les travailleurs, qu'ils n'ont pas confiance en eux, dès lors pourquoi voudriez-vous qu'ils aient confiance en vous ?

Rompre avec le capitalisme et ses institutions ce n'est pas rien, cela mérite un programme longuement pensé et minutieusement rédigé pour être à la fois cohérent et crédible ou représenter un espoir pour le prolétariat. N'est-ce pas ce don il manque le plus aujourd'hui ? A quoi bon le constater le dire et le redire si on est incapable d'en tirer des leçons ? Le prolétariat continue de penser que c'est impossible d'en finir avec le capitalisme et nous n'avons rien à lui proposer qui pourrait le convaincre du contraire. En quelque sorte on le renforce dans son ignorance ou ses illusions. Nos dirigeants en ont-ils conscience, est-ce un choix de leur part ou sont-ils complètement à côté de la plaque ? Nos intellectuels de talent qui écrivent des ouvrages à longueur de temps sur des sujets divers, feraient bien de s'atteler à cette tâche urgente en

collaboration avec des militants issus de la classe ouvrière, ils rendraient ainsi un service inestimable à notre cause.

Avec la crise du capitalisme, les discussions vont bon train sur le capitalisme, mais il n'en sort rien malheureusement parce que nous ne disposons pas des outils indispensables à la propagande en faveur du socialisme.

Le mois de mars est terminée, demain à 8 heure du matin je dois accompagner mon beau-frère au consulat de France pour sa demande de visa, le site sera donc actualisé un peu plus tard dans la journée. Je mettrai l'ensemble des rubriques du mois sous la forme de fichiers au format pdf. Je mettrai également en ligne au format pdf quelques nouveaux articles du Réseau Voltaire.

Si vous continuiez à faire la grève des courriels et à refuser de soutenir le site, je pourrais finir par vous imiter et me mettre en grève à mon tour ! Illimitée bien sûr ! Après tout, dans la situation où je me trouve, ma responsabilité est limitée à celle que je veux bien m'accorder en dehors de tout engagement à honorer ; j'estime avoir rempli largement celui que je m'étais donné unilatéralement envers les militants, fléchissez-y. Je suis du genre à faire à fond tout ce que je fais et à tout plaquer du jour au lendemain sur le constat que je suis arrivé au bout de ce que je pouvais faire, et que continuer serait une perte de temps et d'énergie, ce dont j'ai horreur. On tirera un autre bilan demain.

Bonne journée à tous.

**Quelques infos en bref.**

**Le laquet de Washington.**

Nicolas Sarkozy a assuré mardi Barack Obama de "*tout (son) soutien pour obtenir les sanctions les plus fortes au Conseil de sécurité*" des Nations unies à l'encontre de l'Iran, lors de la conférence de presse conjointe des deux chefs d'Etat à la Maison Blanche.

"*Rarement dans l'histoire de notre pays, la communauté de vue a été aussi identique entre les Etats-Unis d'Amérique et la France*", s'est félicité M. Sarkozy à la suite d'Obama.

Le président américain a souhaité que ces sanctions soient prises dans les "*prochaines semaines*", et non plus d'ici la fin de l'année comme il l'avait précédemment indiqué.

Sur l'Afghanistan, "*nous soutenons la stratégie du président Obama*", a aussi déclaré M. Sarkozy. (AP 30.03)

Le nabot peut parader quand il est à l'extérieur, en France il est conspué et ridiculisé partout où il passe. Un nouveau sondage indiquait avant-hier que 57% des personnes interrogées ne souhaitaient pas qu'il se représente en 2012. Alors pourquoi ne pas le chasser dès maintenant ? Qui osera poser cette question ?

**A l'attaque !**

La lutte contre le déficit public sera "*la pierre angulaire*" des réformes que souhaite mener le président Nicolas Sarkozy durant les deux dernières années de son mandat, selon le ministre du Budget, François Baroin. (Reuters 30.03)

**Tension à l'UMP, entre tentation de reculer et démagogie.**

**1-** L'ancien Premier ministre a suggéré mardi sur France Info, de revenir sur le bouclier fiscal, expliquant que depuis, «les choses ont changé, la crise est venue».

Qu'«*on demande aux très riches de faire un effort de solidarité supplémentaire vis-à-vis de ceux qui souffrent dans la crise*»? Juppé n'en serait pas «*choqué*», estimant qu'«*il faut s'interroger sur ce qu'on appelle le bouclier fiscal*». «*On voit aujourd'hui qu'une petite minorité de très riches ne cesse de s'enrichir* », appuie-t-il. (libération.fr 30.03)

**2-** Interrogé mardi par la presse à l'issue de la réunion du groupe UMP à l'Assemblée nationale, sur l'avenir du bouclier fiscal, il a pourtant semblé hésiter: «*C'est un peu difficile de répondre directement à cette question. Il y a quelques-uns de nos collègues, y compris d'ailleurs des sénateurs, qui [l']ont évoquée. Je ne peux pas vous en dire beaucoup plus aujourd'hui.*»

Selon lui, «*il faut distinguer ce qui relève d'un certain nombre de demandes d'une étude au fond. Pour l'instant, ça me paraît prématuré d'en parler. Moi, à titre personnel, je n'ai pas une religion totalement définitive sur le sujet.*» Et de vouloir jouer franc jeu: «*Quand je ne suis pas complètement au clair sur une question, je préfère le dire (...) Il y a des arbitrages, il y a des choix politiques à faire. Il y a des voix qui se sont élevées, on va étudier, on va discuter, on verra ça*» notamment «*avec le Président.*». (libération.fr 30.03)

**PIB en France. Pire encore que prévu.**

Le produit intérieur brut de la France a progressé de 0,6% au quatrième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent, annonce ce mardi l'Insee.

Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB a chuté de 2,2%, soit la pire récession depuis l'après-guerre, a également confirmé l'Institut national de la statistique.

Le gouvernement table désormais sur une croissance de 1,4% cette année.

Mais l'Insee a estimé la semaine dernière que la reprise devrait rester molle au premier trimestre car la consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance française, est plombée par les faibles gains de pouvoir d'achat et la hausse du chômage. (libération.fr et AFP 30.03)

**Tous pour un et rien pour tous... en attendant le prochain épisode de la crise.**

La volonté des Etats d'imposer de nouvelles régulations dans le sillage de la crise financière mondiale est en train de s'estomper et la coopération internationale dans ce domaine diminue, déclare le directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

"*L'une des leçons de la crise, c'est que face à des défis mondiaux nous avons besoin d'une réponse mondiale*", a déclaré Dominique Strauss-Kahn devant le parlement roumain. "*Cette leçon, nous sommes en train de l'oublier*".

"*Je ne dirai pas que cette crise est oubliée, mais l'élan est en train de retomber doucement et c'est très inquiétant.*"

Le directeur général du FMI a indiqué que de nombreux pays travaillaient individuellement sur de nouvelles règles et sur la création de nouveaux organes de supervision, ajoutant que nombre de ces idées "*avaient du sens*". "*Le seul problème, c'est qu'elles ne vont pas ensemble*".

S'adressant par ailleurs à des étudiants roumains, Dominique Strauss-Kahn a prévenu qu'une nouvelle crise financière frapperait inéluctablement les marchés financiers dans les années à venir.

"*Je suis certain qu'il sera impossible de demander à nouveau aux contribuables de payer (pour sauver les banques)*", a-t-il expliqué, insistant sur le fait que cela rendait plus que nécessaire la coopération entre Etats pour réduire les risques. (Reuters 30.03)

**Algérie.**

En Algérie, les grèves se succèdent et passent d'un secteur d'activité à un autre. Après les enseignants et les médecins du secteur public, ce sont les employés communaux qui ont débrayé le mardi 30 mars 2010. Ils sont plus de 500 000 à travers les 1541 communes du pays. (RFI 30.03)

Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

# Causeries avril 2010

| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | | | | | | | | | |

---

**Le 1er avril**

Pas de causerie et des infos en bref limitées à l'actualité en France car je ne suis pas sûr d'avoir de l'électricité aujourd'hui, alors qu'il fait 40°C.

**Toujours plus bas.**

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy baisse de trois points en avril par rapport à mars, selon un sondage TNS-Sofres paraissant vendredi dans *Le Figaro Magazine*.

Les sondés sont ainsi 28% à dire faire confiance au président de la République, contre 31% en mars, et 70% (+5) à ne pas lui faire confiance. Ils sont 37% à faire confiance au Premier ministre (inchangé) contre 59% (+2) d'avis contraires. (AP 31.03)

**Histoire de cons.**

Le député UMP Thierry Mariani a annoncé qu'il boycotterait la rencontre, ce mercredi 31 mars à l'Elysée, des élus UMP avec le chef de l'Etat en lançant : '*Quand on est pris pour un con, il faut savoir terminer les choses.*' Interrogé par l'AFP sur ses attentes par rapport à la rencontre, l'ancien candidat UMP, longtemps fidèle parmi les fidèles de Nicolas Sarkozy, a répondu : '*Je n'irai pas, tout comme je n'irai pas au dîner jeudi soir à l'Elysée avec l'ensemble des têtes de liste UMP des régionales.*'

Alors qu'on lui demandait si cela voulait dire qu'il rompait définitivement avec M. Sarkozy, dont il a longtemps été l'un des plus proches, le député du Vaucluse a répondu : '*Vous avez ma déclaration officielle.*' (Lemonde.fr 31.03)

**Les boucs émissaires de l'UMP et du FN.**

Le ministre de l'Immigration Eric Besson, partisan de l'interdiction totale de la burqa en France, a présenté mercredi en Conseil des ministres son projet de loi sur l'immigration et la nationalité, le sixième depuis 2002.

Le texte d'Eric Besson modifie le code de l'entrée et du séjour des étrangers en France en allongeant la durée de rétention administrative,

qui passe de 32 à 45 jours.

Le projet crée également une interdiction de retour sur le territoire français et instaure des zones d'attente "*dématérialisées*" lorsque des étrangers sont interpellés en dehors de tout point de passage frontalier.

Cette disposition vise à accroître la latitude de l'administration pour éloigner les étrangers en situation irrégulière, alors que le gouvernement s'est fixé pour objectif d'expulser environ 30.000 personnes par an.

Le texte inverse en effet le moment où les juges administratifs et judiciaires statuent. Le juge administratif, qui se prononce sur la légalité de la mesure d'éloignement, interviendra désormais avant le juge de la liberté et de la détention, garant des libertés fondamentales, dit le texte.

Après les polémiques sur le "*délit de solidarité*", que le ministre avait longtemps nié, le projet de loi rend plus explicite l'immunité pénale de ceux qui apportent une aide humanitaire d'urgence aux sans-papiers.

Autre mesure phare: le texte écarte de la naturalisation ceux qui ne justifieraient pas de leur assimilation à la communauté française par l'adhésion "*aux principes et aux valeurs essentielles de la République.*"

Pour garantir cette assimilation, une personne souhaitant devenir française devra signer une "*charte des droits et devoirs du citoyen français*" et l'exigence d'une bonne connaissance de la langue française sera renforcée.

Toutes ces dispositions sont susceptibles d'empêcher les femmes portant le voile intégral d'obtenir la naturalisation.

La même logique sera appliquée lors du renouvellement des titres de séjour. "*Le contrat d'accueil et d'intégration est assorti d'un système de sanctions*", dit le texte.

Dans la lutte contre l'immigration irrégulière, le projet vise à renforcer les sanctions "*contre les personnes qui recourent sciemment, directement ou indirectement, à l'emploi d'étrangers sans titre de séjour*".

Il exige que les ressortissants étrangers, avant d'occuper un emploi, disposent d'un titre de séjour valable.

Les contrevenants devront rembourser les aides publiques reçues l'année précédent l'infraction et leur établissement pourra être fermé pour une durée ne pouvant excéder trois mois.

Sur le plan pénal, le fait pour un particulier ou une entreprise de recourir aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour sera puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 15.000 euros. (Reuters 31.03)

**Chamaillerie autour du "*bouclier fiscal*"**

Nicolas Sarkozy a reçu mercredi les députés UMP, dont il a douché les ardeurs sur le bouclier fiscal en leur signifiant qu'il était hors de question de revenir sur ce symbole du quinquennat. «*Nous ne changerons pas de politique économique*» a-t-il précisé. (libération.fr 31.03)

"*Ne touchez pas au bouclier fiscal!*", a ainsi lancé Nicolas Sarkozy, selon l'un des élus. "*Il ne faut pas donner le sentiment qu'on change de cap sur l'essentiel, ce serait une folie*", a-t-il souligné, selon un autre participant.

La suspension du bouclier fiscal relève du "*bon sens*" afin de permettre une meilleure répartition des efforts, a déclaré mercredi Dominique de Villepin. (Reuters 31.03)

Treize députés UMP, dont trois villepinistes, ont annoncé mercredi leur intention de déposer une proposition de loi prévoyant la suspension du bouclier fiscal. (AP 31.03)

Le Nouveau Centre a réaffirmé mercredi "*la nécessité de remettre à plat le bouclier fiscal*", jugeant qu'en cette période de crise, "*il s'agit d'un impératif de solidarité afin de ne laisser personne sur le bord du chemin*". (AP 31.03)

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale va déposer mardi prochain une proposition de loi demandant l'abrogation du bouclier fiscal, a-t-on appris auprès du groupe PS. (Reuters 31.03)

Plutôt étrange ce concert de protestations, non ? Le bouclier fiscal a été institué en 2006 avec un plafond à 60%, Sarkozy l'a descendu à 50%. Leur "bouclier fiscal" comporte plusieurs volets, j'ai lu dans un autre article que son annulation ne concernerait qu'une partie de cette mesure à hauteur de 500 millions d'euros, cela demande confirmation, mais cela expliquerait pourquoi des membres de l'UMP et du Nouveau Centre réclament aussi sa suppression. A suivre donc. Parler de cette mesure évite de parler du reste, du chômage et des retraites

par exemple, mais l'ensemble des partis n'y échapperont pas, y compris le PS.

**En liberté surveillée. Il en faut partout !**

Environ 25.000 caméras vont être installées dans les trains et les gares français dans le cadre d'un plan de sécurisation, annonce Brice Hortefeux.

Brice Hortefeux a souhaité qu'il y ait trois caméras par voiture dans les zones concernées. "*Dès qu'il y a la moindre alerte, on pourra intervenir encore plus rapidement*". "*Il faut aller plus loin avec davantage de vidéoprotection sur les quais, aux abords des gares et à l'intérieur des voitures et des rames SNCF*" a-t-il dit aux journalistes.

Actuellement, la grande majorité des 389 gares de la région parisienne sont équipées de 12.000 caméras. (Reuters 31.03)

**Heuliez, suite.**

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a estimé, mercredi, que la proposition de l'investisseur turc Alphan Manas de reprendre 15% du capital de l'équipementier automobile Heuliez était insuffisante. M. Estrosi souhaite "*étudier d'autres dossiers*", pour compléter cette offre.

"*L'Etat, plus que jamais, continue à préserver les dix millions d'euros du fonds stratégique d'investissement aux côtés des cinq millions d'euros de la région Poitou-Charentes pour garantir un avenir à Heuliez*", a-t-il ajouté. (AP 31.03)

---

**Le 2 avril**

J'ai trouvé mal à propos ou grotesque l'article de Denise Landron dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières*. Elle ne supporte pas qu'un lecteur de son journal trouve insupportable que le POI serve la soupe à Elisabeth Badinter, donc au PS, sous prétexte que celle-ci défend les droits des femmes. Alors à quand un article dans IO qui vantera les mérites de Simone Veil ? C'est une question que l'on peut poser aux dirigeants du POI, non ?

On comprend que certains lecteurs de ce journal ou militants du POI en aient marre de se taper chaque semaine, qui un article d'un bureaucrate syndical, Marc Blondel, qui d'un libre penseur, Marc Blondel, qui d'un franc-maçon, ou un article faisant l'éloge d'un dirigeant du PS, en prime cette semaine ils ont le droit à Jean Ferrat ! On aurait pu penser qu'une tribune libre dans ce journal donnerait la parole aux militants du POI qui ne partagent pas forcément la ligne politique ou l'ensemble des positions de leurs dirigeants, qu'il y aurait une véritable confrontation des idées, loyale et sincère entre militants, apparemment il faudra encore attendre, 50 ans c'était déjà très long !

J'ai préparé la trame d'un article en réponse. J'ai d'autres articles en préparation mais je manque de temps pour les terminer. Tous les jours ils se remettent à couper le courant pendant des heures, c'est l'angoisse car on ne sait jamais combien de temps cela va durer, donc je cesse de bosser par précaution.

Bon week-end à tous en attendant.

En guise de causerie aujourd'hui, on pourrait s'occuper du cas de Mélenchon.

Mélenchon s'est fait piéger dans un interview par un étudiant de l'école de journalisme de Sciences-Po Paris.

Je ne sais plus qui a dit que Science-Po était le refuge de ceux qui n'avaient pas le niveau pour entrer à l'ENA ou dans d'autres grandes écoles ou tout simplement pour poursuivre des études universitaires, une sorte de poubelle à recycler les rejetons de nantis qui délivre un diplôme qui ouvre ensuite les portes de partis politiques, des ministères, de l'administration ou des conseils d'administration des grandes entreprises.

Mélenchon a raison sur le contenu mais tort sur la forme.

Comme dirigeant d'un parti et élu, il n'aurait pas dû parler de la sorte en public, il aurait dû se contenir ou cesser immédiatement cet interview qui tournait ouvertement à la provocation, ce qu'il n'a manifestement pas vu venir, il a donc commis une lourde erreur. Que les mots aient dépassé ses idées semble évident, notamment quand il a généralisé sur le métier de journaliste qu'il a traité de "*pourri*", il existe quand même des journalistes qui essaient de faire leur métier correctement, en même temps il a montré qu'il ne se prenait pas pour de la merde le Mélenchon, deux citations : "*Vous vous trouvez digne de parler à un homme comme moi ?*" et "*Mais vous me prenez pour qui bonhomme?*", il faudrait demander à monsieur le sénateur-député-etc. qui est digne à ses yeux de lui parler. Pour la petite histoire, je m'étais inscrit à la lettre électronique du PG, je ne l'ai jamais reçue, ils ont dû juger au PG que je n'en étais pas digne, ce qui entre nous ne m'a pas étonné.

Détendons-nous un peu camarades, c'est si rare en ce moment.

Je me souviens, il y a quelques années déjà, quand j'étais prof à l'Alliance française de Pondichéry, le directeur m'avait demandé s'il serait possible qu'un groupe d'une quinzaine d'étudiants de grandes écoles (ESSEC, Science-Po) viennent chez moi un matin pour aller se baigner. Avant ce rendez-vous, la veille au soir en sortant de classe, j'ai rencontré ces étudiants qui étaient enthousiastes (plus que moi !) à l'idée de passer une bonne journée le lendemain au bord de la mer. Ils m'ont dit qu'ils apporteraient les croissants si j'avais la gentillesse de leur préparer un bon café ou du thé, ce que j'acceptai non sans une certaine appréhension, mais en même temps j'étais curieux de voir de plus près des jeunes d'un autre milieu que le mien et de discuter avec eux si c'était possible.

Cette expérience se déroula si bien qu'ils restèrent au-delà de midi. Je les ai observés attentivement pendant plus de trois heures, certains n'ont pas voulu se baigner donc ils ont discuté avec moi. J'ai tout noté, le ton maniéré de s'exprimer de la plupart d'entre eux, il appartenait tous au même milieu mais pas à la même classe sociale, il y avait parmi eux des gosses d'aristocrates, de la grande bourgeoisie comme l'on dit, des rejetons de riches familles provinciales, d'industriels de l'Est de la France pour ce que je me souviens, ils se sont présentés les uns après les autres à leur arrivée, il faut dire que l'on rencontre peu de Charles-Henry ou de Marie-Françoise dans les quartiers ouvriers, leur éloquence témoignait une assurance en eux-mêmes qui m'était étrangère, était-ce le produit de leur conscience d'appartenir aux classes dominantes ou d'un mimétisme inconsciemment calqué sur leurs parents ou leur milieu, je n'en sais rien, ce qui m'a frappé c'est qu'ils avaient l'air -sans aller jusqu'à l'arrogeance, de détenir déjà un certain pouvoir, de se sentir supérieurs aux autres, ils possèdaient également le trait commun à tous les gens stupides qui éprouvent le besoin de manifester du plaisir en s'entendant parler, à éprouver de la satisfaction après chaque parole qu'ils prononçaient, discrètement par un sourire ou un rire retenu entre gens bien du même monde, et non bruyamment comme des rustres, je me suis dit alors qu'ils ne devaient pas être habitués à rencontrer des gens d'un autre milieu que le leur qui les observait attentivement. Quand à leur demande je leur ai expliqué pourquoi j'avais quitté la France, marre d'être toujours licencié, j'ai noté que certains ont baissé ou détourné la tête, avant qu'il y en ai un qui me dise que j'avais trouvé mon "équilibre" en Inde, si l'on veut, c'était une façon diplomatique de bien s'en sortir sans avoir à parler de choses qui fachent, ce que je captai au quart de tour, je n'ai pas insité à l'inverse de Mélenchon, cela n'aurait servi à rien.

Bref, je les ai écoutés plus que je n'ai parlé, ils étaient venus en Inde pour deux semaines dans le cadre d'une Ong - ce qui n'est évidemment pas ma tasse de thé, je me souviens seulement leur avoir dit après qu'ils m'aient expliqué qu'ils avaient été choqués par l'existence des castes, que tous les problèmes que rencontraient la population indienne étaient dû à la pauvreté et aux inégalités frappantes qu'il y avait dans ce pays...

Pour conclure, les croissants étaient délicieux et je n'ai pas perdu une miette de cette rencontre que j'ai analysée minutieusement, ils sont repartis enchantés de leur matinée, plus tard certains m'ont envoyé une carte postale de leur région avec un petit mot amical, et pour tout vous dire je me souviens avoir été fier, non pas d'avoir accueilli pendant quelques heures des rejetons de la bourgeoisie, mais de n'avoir été ridicule à aucun moment et d'avoir su me tenir.

Pour revenir à Mélenchon, je pense que ses mandats lui ont monté à la tête, il n'est pas un dirigeant d'un parti ouvrier digne de ce nom, il est un vulgaire arriviste que l'on peut comparer à Jospin ou Cambadelis, qui a fait de la politique son métier pour son compte personnel en se foutant pas mal des idées qu'il prétend défendre, une contradiction qui n'est pas sans risque comme on vient de le voir. C'est dommage monsieur Mélenchon.

**Au bord de la crise politique.**

Le chef de file des députés UMP, Jean-François Copé, a affirmé que la gauche était '*en situation d'emporter la prochaine échéance nationale*', l'élection présidentielle, dans une interview au journal *Les Echos* à paraître vendredi. '*Nous sommes dans un moment extrêmement difficile de notre majorité*', dit-il.

'*Dans ce contexte, il nous faut être rassemblés derrière celui qui est notre président, et dont je souhaite qu'il soit notre candidat*', ajoute-t-il. (LeMonde.fr avec AFP 01.04)

**Des bordels pour se soulager de la crise, ils n'ont rien trouvé de mieux.**

La députée UMP de Seine-et-Marne, Chantal Brunel souhaite déposer une proposition de loi à l'Assemblée, afin d'autoriser la réouverture des maisons closes.

Des maisons closes qui ont été fermées après le vote par le parlement de la loi Marthe Richard, en avril 1946.

Selon l'*Observateur* de Beauvais, la première maison close devrait ouvrir, prochainement à Beauvais, à titre expérimental.

Le ministère de l'Intérieur aurait ainsi donné son autorisation pour ce test.

L'ouverture de la maison est prévue le 13 avril prochain.

C'est un commerçant, âgé d'une cinquantaine d'années, qui aurait ainsi reçu le feu vert du ministère pour ouvrir cette maison close, nouvelle génération, en plein centre de Beauvais. (Lepost. 01.04)

**Augmentation des tarifs des assurances : expropriation-les !**

Pour l'assurance-auto, les hausses dépassent en général l'inflation : 3 % en moyenne à la Macif (de 1 % à 4 % selon les régions, le profil du conducteur…), 2 % à la Matmut par exemple, 3,5 % chez Allianz ou encore 1,2 % à la GMF (et même 1,5 % pour les conducteurs assurés avec l'ancien contrat Duxio).

Pour l'assurance-habitation, les prix grimpent davantage encore : 5 % à 8 % de hausse chez Axa France, 6,4 % à la Macif, 2,4 % à la GMF ou encore 5,4 % en moyenne à la Matmut. Et, là, ce n'est pas la première fois. Ces dernières années, ces contrats s'étaient déjà régulièrement renchéris.

«*Nous n'avons pas répercuté la totalité du renchérissement des coûts auquel nous faisons face, car la hausse serait trop forte pour les assurés*», affirme Pierre-Olivier Adrey, directeur technique et produits à la Macif. Les Français risquent donc de voir leurs primes d'assurance continuer à augmenter les prochaines années. (lefigaro.fr 01.04)

**La Bourse ou la vie.**

La Bourse de Paris est repassée au-dessus des 4.000 points.

Au premier trimestre, l'indice phare de la Bourse de Paris a gagné 0,96% en tout. C'est la première fois depuis le déclenchement de la crise financière en 2007 que le CAC 40 affiche quatre trimestres de gain d'affilée. (Reuters 01.04)

**Zone Euro.**

Le taux d'inflation annuelle de la zone euros s'établit à 1,5% en mars 2010, selon une estimation rapide publiée mercredi par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Quant au chômage, il a atteint les 10% en février contre 9,9% le mois précédent, ce qui constitue le taux le plus haut depuis août 1998.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage a atteint 9,6%. (AP et Reuters 01.04)

**Grèce. Ils veulent piller le peuple grec, pour l'exemple et plus. Le produit de l'Union européenne.**

L'agence d'évaluation financière Moody's a annoncé mercredi avoir abaissé la note de cinq grandes banques grecques, dont la Banque nationale de Grèce, soulignant les répercussions négatives de la crise financière du pays sur leur situation.

Les banques concernées sont la Banque nationale de Grèce, l'EFG Eurobank Ergasias, l'Alpha Bank, la Banque du Pirée et l'Emporiki Bank. Leurs perspectives sont négatives, et les notes pourraient encore abaissées, selon Moody's. (AP 01.04)

**Etats-Unis. La méthode Coué ne résiste pas au fait : la crise continue.**

Le secteur privé américain a, contre toute attente, supprimé 23.000 emplois en mars.

"*Ce chiffre est décevant. En même temps l'écart entre la prévision et la donnée réelle est symptomatique de la tendance du marché à croire que la situation est meilleure que ce qu'elle est en réalité*", a commenté Peter Kenny, directeur général de Knight Equity Markets.

Le cabinet de services aux entreprises ADP a en outre révisé les résultats de l'enquête du mois de février, qui montrent désormais 24.000 suppressions de postes contre 20.000 annoncées initialement. (Reuters 01.04)

**Russie. Dimitri Medvedev appelle la police à prendre des mesures "*plus cruelles*". Un aveu en passant.**

Le président russe a demandé à la police et aux forces de sécurité de prendre des mesures "*plus efficaces, plus dures, plus cruelles*" pour combattre "*la vermine*" responsable des attaques terroristes qui ont fait 39 morts lundi à Moscou. (AP 01.04)

---

**Le 3 avril**

Mes articles de fin mars sont à nouveau disponible au téléchargement, j'avais fait une erreur lors d'un copier/coller, c'est pratique et rapide mais pas sans risque lorsqu'on ne prend pas la précaution de vérifier qu'on n'a commis aucune erreur, autant pour moi. Personne ne m'a prévenu, c'est sympathique et donne envie de continuer ! Je remercie au passage le camarade P. qui m'a adressé le communiqué de la CGT.

C'est intéressant ce qui se passe à la Sodimatex dans l'Oise, cette usine qui doit fermer et que les ouvriers veulent faire sauter. Ils s'inspirent de ce qui s'est passé dans d'autres usines du pays, ils en ont entendu parlé par les médias plus que par les partis ouvriers qui se sont empressés d'enterrer ce genre d'expérience en affirmant qu'il s'agissait d'actes isolés de désespoir au lieu de populariser ce genre d'action qui un jour ou l'autre conduira à une véritable explosion sociale, comme s'il la craignait plus qu'il ne la souhaitait. Comment ne pas voir que tous les partis freinent des quatre fers pour empêcher la radicalisation politique des masses. Peut-être voudraient-ils que les travailleurs suivent un schéma préétabli qu'ils ont concocté pour eux, à leur place, sauf que voilà, les choses se passent rarement comme on les avait prévu, encore moins comme on souhaiterait qu'elles se développent. La stratégie du front unique en direction des dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière qu'ils opposent à la radicalisation des masses, est un échec qui ne peut conduire qu'à une impasse politique

Nous savons que le pouvoir en place est dorénavant assis sur une poudrière, qu'est-ce qui servira de détonateur et quand, personne n'en sait rien, alors chacun joue la carte de la prudence, chacun se place en retrait par rapport à la réalité au lieu de la devancer et d'éclairer les masses, se faire traiter de gauchisme est une insulte que nos dirigeants doivent prendre très au sérieux et qu'ils ne supportent pas, surtout quand elle vient de nos ennemis. De notre côté, c'est le signe que nous sommes en phase avec le développement de la lutte de classe et nous n'y voyons aucun inconvénient. Le plus difficile c'est d'avoir toujours une longueur d'avance sur les masse mais pas davantage, ce qui n'est compréhensible que par les militants qui se positionnent par rapport à l'avant-garde du prolétariat.

Nos dirigeants doivent estimer qu'une explosion sociale ne pourra se produire qu'à l'issue ou dans la continuité d'un appel lancé à la mobilisation par le PS et le PCF, or il suffira à un moment donné d'une étincelle pour qu'elle se produise avec ou sans appel de ces partis, ce que nos dirigeants semblent ignorer ou ce dont ils ne veulent pas tenir compte. Dès lors faut-il se positionner dans cette perspective et pour ainsi dire faire en sorte de précipiter les événements ou au contraire faut-il s'en remettre indéfiniment au bon vouloir des dirigeants traitres de ces partis qui ont déjà les yeux rivés vers 2012 ?

Notre priorité étant de construire le parti et de préparer les conditions nécessaires à la prise du pouvoir par le prolétariat, une explosion sociale agirait comme un formidable accélérateur de la lutte de classe et de la radicalisation politique des masses, qui favoriserait à la fois leur organisation indépendante des appareils pourris du mouvement ouvrier et nourrirait la crise politique ouverte pouvant déboucher sur l'ouverture d'une situation révolutionnaire, et se traduirait par la construction du parti.

La question est donc de savoir dans quelle condition comptons-nous affronter directement le régime et dans quelle condition comptons-nous construire le parti, dans quelle perspective politique. Ce devrait être les réponses que l'on entend donner à ces deux questions qui devraient déterminer notre stratégie.

L'explosion sociale que nous avons en ligne de mire ne constitue pas en soi un objectif, une explosion sociale sans lendemain ou totalement désarmée ou sans orientation précise ne nous intéresse pas, son déclenchement dépendra de la maturité des conditions objectives qui pousseront à bout les travailleurs, si nous voulons qu'elle intervienne dans les meilleures conditions possibles, nous devons tout faire pour organiser et entraîner un maximum de travailleurs et militants au combat, sur ce plan-là à l'heure actuelle, seul le POI propose un cadre sérieux pour tenter de regrouper militants et travailleurs, même si nous ne sommes pas d'accord sur son orientation politique, par exemple quand il s'adresse à M. Aubry (à lire dans le dernier IO), notre devoir est de participer aux comités qu'il construit avec des militants d'autres partis, à moins qu'on préfère gueuler dans un mégaphone ou refaire le monde entre militants convaincus, ce qui ne sert strictement à rien.

Des militants de différents partis expliquent qu'il faut se battre pour réaliser l'unité et quand un parti leur propose ils rejettent sa proposition, un peu de cohérence camarades, faites la part des choses, qu'est-ce qui est le plus important, votre ressentiment envers le POI pour des raisons diverses à tort ou à raison, ou de se regrouper pour préparer la classe au combat de demain.

**Quelques infos en bref.**

**Ils veulent nous piller, sceller notre sort à la barbarie capitaliste.**

Copé propose plutôt de modifier la Constitution en rendant obligatoire la réduction des dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale, avec «*un objectif contraignant*».

Pour les collectivité locales, l'énarque suggère de se tourner vers le modèle espagnol, reposant sur une «*norme d'évolution des dépenses avec un bonus-malus à la clef en matière de dotation de l'Etat, selon le respect ou non de l'objectif*».

Il faut néanmoins rendre plus cohérent le système fiscal français. Notamment en fusionnant impôts sur le revenu et CSG-CRDS : Pour Jean-François Copé, cette initiative serait simplement logique, car le premier «*n'est payé que par la moitié des contribuables*» alors que la CSG-CRDS «*sont acquittées par tous*».

En outre, il propose de fusionner les Urssaf (Union de Recouvrement pour la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales), ces organismes parapublics chargés de la collecte des cotisation sociales, et l'administration fiscale, afin de mettre en place une retenue à la source, c'est-à-dire un prélèvement complet et direct sur les fiches de paie. (JDF 02.04)

**Pendant que le chômage continue de grimper.**

Le nombre annuel d'heures supplémentaires dans les entreprises de dix salariés ou plus est en hausse de 5,7% en 2009, par rapport à l'année précédente, selon l'enquête trimestrielle "Activité et conditions d'emploi de la main d'oeuvre (ACEMO)", communiquée vendredi par les ministères de l'Economie et du Travail. Lire la suite l'article

Au quatrième trimestre 2009, le nombre moyen d'heures supplémentaires par salarié à temps complet, déclarées par les entreprises, est de 10,5 heures par rapport au quatrième trimestre 2008. Il croît de 16,7% entre le troisième et le quatrième trimestre 2009. (AP 02.04)

**Etats-Unis.**

L'économie américaine a créé 162.000 emplois le mois dernier avec un taux de chômage stable pour le troisième mois consécutif, à 9,7% de la population active, selon les chiffres publiés vendredi par le département du Travail.

Un mesure plus large du nombre de chômeurs, incluant les salariés en marge de la population active et ceux contraints au temps partiel pour des raisons économiques, donne un taux de chômage de 16,9% en légère hausse par rapport au taux de 16,8% pour février.

Le mois dernier, environ 44% des chômeurs étaient sans emplois depuis 27 semaines ou plus. (Reuters 02.04)

---

**Le 4 avril**

Pas le temps ni l'envie de causer. Encore merci au camarade qui m'a adressé la déclaration de Jean Lévy. Dommage que vous ne soyez pas plus nombreux à m'envoyer des courriels.

Bon dimanche et bon lundi.

**Parole d'internautes sur le site lepost.fr à propos d'un article *Plus tu gagnes, moins tu payes d'impôts*.**

**1-** "Pour les profits la France est devenue un paradis fiscal!Il y a déjà deux ans que les plus riches payent peu d'impôts,et c'est bien pour ça que celui ci s'alourdit pour les autres les 1% les plus riches représentent 40% du patrimoine national

Les 10% les plus riches 70% du patrimoine

Et les 90% qui restent se partage très inéquitablement le reste.

Les 10% les plus pauvres se répartissent 1% du patrimoine! INSEE.

Et les 10% les plus riches représentent entre 1 et 2% du budget de la nation!

Comme quoi en cherchant un peu on arrive à trouver une partie de la vérité et non pas celle qui est dite par les merdias et les ministres.

Il faut rappeler la déclaration de Woerth pour la taxation des indemnités accidents du travail,alors que ces accidents sont 100 moins indemnisé que les accidents de la route:"la taxation des indemnités accidents du travail est une question d'équité"

Les plus riches arrivent à ne plus payer d'impôts entre le bouclier fiscal et les niches fiscales!

Et l'inégalité continue ailleurs

Le taux réel d'imposition des entreprises est de 30% pour les moins de 9 salariés,13% pour les plus de 2000 salariés et 8% pour le CAC 40!

Sans compter tous ce qui existe en matière de R&D au point que Martha Heitzman vice présidente d'Air liquide"la France est un paradis fiscal pour le R&D",ainsi que le cabinet d'avocat fiscalistes Picosshi :"la France est un paradis fiscal pour les entrepreneurs étrangers"

Poursuivis par le Figaro du 2 février 2009 qui s'interroge:"la France paradis fiscal pour les Suisses?"

Les temps changent!le dispositif pour le R&D est vraiment une arnaque sans contrôle dont les R&D n'ont jamais bénéficié!

Et pas que la ! Merci l'INSEE !

Sachez que 150 millionnaires ne payent aucun impôt! "

**2-** "On ne peut gagner de l'argent honnêtement sur une politique du court terme. Et pourtant, par certaines niches fiscales tu peus obtenir une rentabilité immédiate de 25% du capital investi juste par réduction d'impôt. Et le pire, c'est que l'investissement en contre partie comme ton exemple de poîle à bois peut se faire hors de France comme mon exemple d'éolienne.

Un exemple chiffré pour ceux qui ne m'ont pas compris.

Je dois payer 1000€d'impôts sur le revenu.

Je place 4000€dans un fond d'investissement pour le développement des éoliennes en Grèce.

Je bénéficie d'une diminution d'impôts de 1000€

Résultat : Je n'ai pas d'impôts sur le revenu à payer, j'ai placé 4000€au bénéfice de l'étranger mais au détriment des finances publiques qui m'ont donné 25% de rendement immédiat pour mon geste citoyen. Mes 4000€vont me rapporté des intérêts hors impôts et à la sorti, je récupère mon capital.

C'est pas beau la vie !"

**Extrait du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels plus que jamais d'actualité un siècle et demi après sa parution :**

Le capitalisme conduit à l'accumulation de la richesse entre les mains d'une infime minorité d'exploiteurs et à l'accroissement de la pauvreté pour l'immense majorité de la population. Ce qui est moins visible à l'échelle d'un seul pays pour ceux qui ne sont pas directement concernés et peuvent toujours le nier, saute aux yeux à l'échelle mondial et ne peut plus être nier.

"*Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.* (...)

La survie du capitalisme n'est plus *compatible avec celle de la société*, c'est l'idée qui est en train de germer dans la tête de millions de travailleurs et jeunes en France et à travers le monde, faisons en sorte qu'ils en tirent les conséquences qui s'imposent : abolition du capitalisme et de ses institutions politiques, prenons le pouvoir pour construire une société meilleure, prenons en mains notre destin.

Le *Manifeste* établissait les étapes qui conduiront le prolétariat au pouvoir.

"*Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.* "

Organisons-nous, organisons la classe, renversons le régime en place, prenons le pouvoir politique... Quel parti a le courage, l'audace de combattre ouvertement dans cette perspective ? Les inégalités et les injustices qui atteignent des sommets n'ont-elles pas été à l'origine de la dernière révolution en date en France ? N'était-ce pas notamment pour cette raison que la bourgeoisie renversa l'Ancien régime en faisant sa révolution ? C'est à notre tour de renverser le régime en place et de faire notre révolution. C'est à notre tour de prendre tout le pouvoir.

A bas Sarkozy et son gouvernement, à bas le Medef, les banquiers et les capitalistes, à bas les institutions de la Ve République des capitalistes ! Organisons-nous dans la perspective de constituer une société meilleure, en avant vers le socialisme ! L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes !

Pour axer le combat contre Sarkozy et les institutions je pense avoir trouvé la bonne formule en précisant que Sarkozy est le président de la Bourse, du CAC 40, des milliardaires, des capitalistes, et si les travailleurs se mettent à haïr tout ce qui représente le capitalisme, en qualifiant les institutions de capitalistes on leur fixe l'objectif politique vers lequel leur haine doit se focaliser pour finalement les renverser. On

ne peut pas prétendre faire de la politique, militer, se prétendre révolutionnaire, marxiste ou je ne sais quoi encore, sans proposer une issue ou perspective politique au prolétariat, ce ne serait pas sérieux.

**Retraites.**

**1-** Le ministre du Travail, Eric Woerth, a annoncé ce vendredi qu'il lancerait la concertation avec les syndicats et le patronat le 12 avril au sujet de la réforme des retraites.

Eric Woerth a écrit aux «*responsables des organisations syndicales et professionnelles représentatives au plan national et interprofessionnel pour les convier à une première série de réunions bilatérales sur les retraites*», indique le communiqué du ministère.

Ces réunions aborderont «*les objectifs*» de la réforme des retraites et «*la méthode de concertation*». (20minutes.fr 03.04)

**2-** La quasi totalité des Français se déclare défavorable à une diminution du niveau des retraites et ils sont deux sur trois à être opposés au recul de l'âge de départ à la retraite au-delà de 60 ans, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest-France.

Les personnes interrogées se déclarent également hostiles au recul de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans (67%), ainsi qu'à un allongement de la durée de cotisation (62%). Elles sont également largement opposées (74%) à une augmentation des cotisations sociales. (libération.fr et AFP 03.04)

Quelle est la signification de la participation des dirigeants syndicaux à cette "*concertation*" ? Légitimer Sarkozy, donc légitimer ses contre-réformes dont celle sur les retraites. Dès lors : A bas tous les participants à cette funeste mascarade, à bas les dirigeants syndicaux complices de Sarkzoy pour démolir nos retraites, les véritables fossoyeurs du syndicalisme ouvrier à la solde du capital !

Camarades un peu de sérieux, est-ce vous imaginez un seul instant que Marx, Engels, Lénine ou Trotsky aurait pu accepter de discuter avec des représentants du capital du sort du prolétariat ? Alors messieurs dites-nous à quel sauce vous êtes prêts à le manger aujourd'hui ? Impensable, grotesque ! Jamais !

On a oublié après 60 ans de collaboration de classes ininterrompue et de compromis pourris passés avec les staliniens ou les réformistes ou encore des anarcho-syndicalistes, que notre combat devait se dérouler classe contre classe, qu'il était impossible pour nous de nous situer sur le même terrain que les représentants du capitalisme, et que le seul fait en apparence insignifiant de déroger à ce principe en acceptant de discuter avec eux autour d'une table, revenait à franchir la limite qui sépare les deux camps ennemis en présence, constituait déjà une trahison. Transiger sur ce principe et l'on est mort politiquement pour la cause que l'on prétend défendre.

**Le programme de l'UMP ? Non, le projet du PS pour 2007, pardon, pour 2012 !**

Afin de "*fixer un cap*" pour le projet de la gauche pour 2012, le PS organisera de mai à décembre quatre conventions ("*nouveau modèle de developpement*", la rénovation, l'international et "*l'égalité réelle*"), qui seront autant de "*moments où une ligne politique est définie*". "*Nous ne sommes pas en train de faire le programme du candidat*", a indiqué Martine Aubry dans un entretien diffusé sur le site Mediapart.fr.

"*L'essentiel, pour nous tous, c'est bien de porter un autre modèle de société: un autre modèle de développement, économique, social et durable, mais aussi un autre rapport des individus entre eux et avec le collectif*", a expliqué Mme Aubry, appelant de ses voeux un "*passage du matérialisme et du 'tout-avoir' à une société du bien-être*".

La première secrétaire du PS a ainsi souhaité que ce projet permette de penser "*une autre distribution des richesses*", qui passerait notamment par "*une grande réforme fiscale*" et une "*réflexion globale*" sur les retraites, qui "*n'exclut pas de prendre des décisions fortes*". Elle a également évoqué l'idée "*d'un temps de travail tout au long de la vie*", pour une plus grande flexibilité de l'emploi et des carrières. (AP 03.04)

La dernière phrase (et le reste) ne vous fait-elle pas penser au programme de Sarkozy-Parisot-Chérèque-Thibault ? Quelle "*égalité réelle*" peut-il exister entre un patron qui perçoit des millions d'euros par an et un ouvrier payé à peine le Smic quand il n'est pas au chômage ?

Elle évoque le "*collectif*" pour immédiatement le sabrer au profit des "*individus*" en précisant qu'il fallait effectuer un "*passage du matérialisme et du 'tout-avoir' à une société du bien-être*", bien-être qui ne sera pas partagé puisqu'elle a oublié de le rajouter, on comprendra immédiatement pourquoi.

Elle a fait un clin d'oeil aux écologistes qui réclament des sacrifices de la part de l'ensemble de la population qui serait responsable de l'état déplorable de notre planète, qui consomme trop, beaucoup trop de tout, du travailleur pauvre réduit à vivre dans les bois au patron milliardaire qui se prélasse dans son château, donc sans distinction de classes, tous coupables quoi, bref si la terre est pourrie c'est à force de "*tout avoir*", c'est la faute du matérialisme pour ne pas dire du productivisme que j'interprète comme l'annonce de temps encore plus difficiles, de privations et de frustrations supplémentaires en tous genres pour la classe ouvrière, que le PS et ses alliés sont prêts à mettre

en oeuvre pour assurer la survie du capitalisme.

On a parfaitement compris le message qui consiste à dire que l'on ne peut pas "*tout avoir*" et le "*bien-être*" en même temps, sauf si l'on appartient aux classes dominantes, qui évidemment ne sont prêts à partager ni l'un ni l'autre avec la plèbe qui manque un peu plus chaque jour de tout ! N'appellerait-on pas cela la dictature du capital par hasard ?

Conclusion : Tout un programme... réactionnaire ! Le PS se place résolument dans le camp des capitalistes, alors à bas le PS, aucun compromis avec ce parti bourgeois ! Au fait, le POI espère quoi au juste en adressant une lettre à M. Aubry ? Qu'elle mette en sourdine ses réelles intentions pour mieux tromper les travailleurs et qu'un candidat du PS soit élu en 2012, qu'elle change de programme, de camp ?

**Le bout du goupillon. Spermateus sanctus, amen !**

La comparaison faite vendredi par le prédicateur attitré du Vatican entre les attaques contre le pape Benoît XVI au sujet des scandales de pédophilie et les pratiques de l'antisémitisme a suscité une levée de boucliers parmi les organisations juives dans le monde.

"*Obscènes*", "*répugnants*" ou "*offensants*" sont les qualificatifs qui reviennent le plus souvent dans les réactions des organisations juives mondiales après les propos du père Cantalamessa, dont le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi, a été amené à se dissocier.

"*Comment peut-on comparer la culpabilité collective imputée aux Juifs, qui a causé la mort de dizaines de millions de personnes innocentes, aux auteurs qui abusent de leur droit et de leur vocation en se livrant à des abus sur des enfants?*" s'est interrogé le rabbin Marvin Hier, du centre Simon Wiensenthal.

Les victimes des actes de pédophilie commis par des prêtres ont, eux aussi réagi, avec vivacité aux propos de Cantalamessa et "*sa tentative ridicule de camoufler les crimes de sa hiérarchie derrière les souffrances des Juifs*".

"*Cela montre jusqu'où le pape est capable d'aller pour empêcher la vérité de se faire jour*", a déclaré Peter Isely, porte-parole du réseau des survivants des victimes des abus des prêtres (SNAP). (Reuters 03.04)

---

**Le 5 avril**

J'informe le camarade qui m'a envoyé un fichier sur la laïcité qu'il est impossible d'ouvrir ce fichier, s'il peut me le renvoyer.

Pas le temps de causer, on croule Magueswary et moi sous les problèmes et il fait une chaleur à crever. Elle a obtenu un nouveau logement à 50 mètres de l'endroit où elle habitait à Aubagne, elle a déménagé puis elle s'est aperçue qu'il n'y avait ni électricité, ni gaz, ni eau ni évidemment de téléphone, du coup de la nuit de vendredi à celle de lundi elle va dormir sur le sol sur des cartons dans son ancien logement, alors qu'elle n'a jamais été aussi faible depuis son opération. Elle pleurait au téléphone, pour finir par me dire "*il faut vivre, il faut continuer à vivre, quel monde de merde*", à qui le dis-tu ma pauvre Manju.

Elle se bat pour survivre avec deux valves mécaniques installées dans le coeur qui n'arrêtent pas leur tic-tac et qui lui rappellent à chaque instant que sa vie ne tient pas à grand chose. Selon son état de fatique on peut l'entendre sans même poser l'oreille sur son coeur, c'est terrible comme impression. Mais le pire encore, c'est quand on ne l'entend pas, on craint toujours qu'il s'arrête subitement. C'est à devenir dingue et je comprends qu'elle pète parfois les plombs, surtout quand les médecins lui répondent qu'ils sont impuissants à réduire les souffrances qu'elles endurent en permanence, il en faut du courage pour affronter l'adversité de la société, elle se demande souvent pourquoi elle continue de vivre, cela n'a pas de sens, finalement c'est leur société pourrie qui fait en sorte que ne notre vie n'ait pas de sens...

Après cela on relativise beaucoup de choses, cela aide aussi à faire la part des choses, nos petites préoccupations quotidiennes nous semblent bien médiocres à côté, on en a presque honte, on s'excuserait presque du peu qu'on a par rapport à ceux qui en ont encore moins, il faut se faire violence pour ne pas s'en prendre indistinctement à tous ceux qui s'en foutent ou trouvent toujours un moyen pour se donner bonne conscience. Se déclarer heureux est d'un mauvais goût, une insulte à la dignité humaine, même si quelques instants il faut bien oublier tous les malheurs du monde pour souffler un peu... La misère humaine est insupportable mais elle ne doit pas nous aveugler non plus. La vie est un combat, une lutte permanente, essayons d'en être digne, ne lachons pas prise, jamais.

Bonne semaine à tous, camarades, je vous souhaite tout le meilleur à l'occasion, nous vaincrons.

**L'épileptique du Palais manque singulièrement d'humour. Un dictateur aux abois.**

**1-** Un gendarme qui témoignait de sa solidarité à un collègue radié, au moyen d'un poème montrant de l'ironie contre Nicolas Sarkozy, a été suspendu par sa hiérarchie, apprend-on à la Direction générale de la gendarmerie.

"*Aujourd'hui, Sainte Geneviève saigne et pleure, je sens bien ses larmes chaudes sous mon képi, comme si sur moi Sarkozy faisait son pipi*" pouvait-on lire dans un poème de cet adjudant en poste dans la région Centre, qui entendait ainsi exprimer son soutien à l'officier Jean-Hugues Matelly, radié de la gendarmerie en mars pour "*manquement à l'obligation de réserve*" après avoir publié un article critiquant le rapprochement police-gendarmerie en sa qualité de chercheur au CNRS.

Le poème pourrait constituer une grave entorse aux règles de ce corps d'armée, estime la direction de la gendarmerie. "*Une mesure de suspension a été prise pour une durée non précisée, l'enquête de commandement n'en étant qu'à ses débuts*", a dit le porte-parole.

"*L'enquête porte sur des propos particulièrement offensants pour le président de la République*", a-t-il ajouté. (Reuters 04.03)

Soulageons-nous ! Franchement, qui n'a pas envie de lui pisser dessus et bien pire encore, je parle de Sarkozy ?

**2-** La justice française a été saisie d'une plainte visant à déterminer l'origine des rumeurs sur de supposés problèmes dans le couple présidentiel, qui ont fait le tour du monde et provoqué la colère de l'Elysée.

C'est le *Journal du dimanche*, lui-même relais via son site internet mi-mars de ces rumeurs, qui a déposé plainte pour "*introduction frauduleuse de données dans un système informatique*", a révélé le Nouvelobs.com ce week-end.

Une enquête préliminaire de police a été ouverte par le parquet de Paris.

"*Maintenant, ça suffit les conneries de la part de tous ceux qui colportent ça. Ça dépasse l'entendement ! Le fait que ça se retrouve sur un site comme celui du JDD, ça dépasse le stade de la rumeur. C'est inadmissible*", a dit dimanche le conseiller du chef de l'Etat, Pierre Charron, sur le site Rue89.

Selon le *Journal du dimanche*, l'Elysée a mandaté les services de renseignement pour identifier l'origine des rumeurs, ce qui aurait abouti à soupçonner l'ancienne ministre de la Justice Rachida Dati.

Cette accusation serait selon le journal à l'origine de la décision de retirer le 14 mars à Rachida Dati l'escorte de quatre policiers et la voiture officielle dont elle bénéficiait, décision confirmée par le ministère de l'Intérieur mais imputée à un programme plus général sur ces avantages.

Le conseiller du président Pierre Charron souhaite que la police fasse la lumière. "*Pour que la peur change de camp, il fallait qu'il y ait une procédure judiciaire. Maintenant, on va voir s'il n'y a pas une espèce de complot organisé, avec des mouvements financiers, pourquoi pas*", dit-il à Rue89.

Le spécialiste Jean-Noël Kapferer soutient que les rumeurs sont, sauf exception, une production sociale spontanée, sans stratégie particulière, similaire à celle des histoires drôles. (Reuters 04.03)

Une nouvelle affaire Clearstream serait la bienvenue au moment où le flic-président est au plus bas dans les sondages, son homme de main le suggère, les RG pourraient arranger cela, ils ont l'habitude. La crainte du complot l'agite, qui a dit qu'il était un exité du bocal, un cas pathologique désespéré ? On aurait pu titrer : quand la psychose s'empare du Palais. Dati n'aurait pas digéré de ne pas avoir été choisie par le nabot pour remplacer son ex, lui avait-il fait des avances, voire plus, il faut dire qu'il aurait fait un couple d'enfer, à peu près de la même taille, mais le parvenu avait apparemment d'autres ambitions en épousant une riche héritière italienne, décidément, même avec les femmes il est médiocre.

Voilà camarades de quoi nous mettre de bonne humeur en ce début de semaine, on en a bien besoin par ces temps difficiles.

**L'épileptique du Palais récompense sa cour.**

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a salué ironiquement la promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur du procureur de Paris Jean-Claude Marin, qui avait requis sans succès sa condamnation dans l'affaire Clearstream.

Il a mentionné également Patrick Ouart, ancien conseiller pour la justice de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, lui aussi bénéficiaire d'une décoration, selon l'ex-Premier ministre. (Reuters 04.03)

**Quand de Villepin rêve d'un retour au gaullisme.**

Le président de la République doit "*être quelqu'un qui fait la synthèse d'un certain nombre de positions qui paraissent à première vue difficilement conciliables*" et "*a pour première tâche de rassembler*" la droite et de la gauche "*sur des sujets essentiels*", a estimé dimanche soir l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, jugeant que ce n'était pas le cas avec Nicolas Sarkozy.

"*Nous avons tous fait des efforts, nous avons constaté les limites de nos politiques respectives. Aujourd'hui, il y a une synthèse possible*", a-t-il martelé, appelant à construire "*des forces politiques capables d'appuyer dans la durée un effort long*".

L'ancien Premier ministre s'est ainsi interrogé sur la possibilité que "*droite et gauche se mettent d'accord*" sur "*des sujets essentiels*" comme "*une politique de sécurité intelligente*", une politique de réduction des déficits et une réforme des retraites notamment.

Selon lui, ce qui lui "*pose problème, c'est le déséquilibre institutionnel qui rend la politique aujourd'hui inefficace. Si on se pose la question 'pourquoi avons-nous tant de réformes et si peu de résultats?', il y a une raison assez simple à cela, c'est que le déséquilibre des institutions, la mise en avant d'un président de la République coupé de son gouvernement et coupé de l'Etat ne lui permet pas de faire appliquer ses réformes comme il le souhaiterait*". (AP 04.03)

De Gaulle, Pompidou et Chirac ont pris certaines mesures sociales ou politiques qui faisaient partie du programme de la gauche institutionnelle coupant ainsi l'herbe sous le pied à cette gauche inféodée au régime qui n'avait rien d'autre à proposer, ce qui leur a permis de se présenter comme les présidents de tous les Français et d'assurer une certaine stabilité sociale et politique, pour être bref.

Sauf qu'on a changé d'époque, la crise du capitalisme à l'échelle mondiale est passée par là et c'est plus de deux milliards d'habitants qui sont aujourd'hui exclus du marché, exclus de la consommation et que le capitalisme doit nourrir à défaut d'être nourri par eux ou de les laisser crever ou encore d'en faire de la chaire à canons, tandis que la majorité de la population restant s'est appauvrie, elle est endettée et consomme moins, le chômage et la crainte du lendemain font des ravages sur l'économie capitaliste. A l'autre pôle, le nombre de milliardaires ou millionnaires n'a cessé d'augmenter tout en demeurant une infime minorité par rapport à la population, ils concentrent à eux seuls toutes les richesses, ce sont eux qui détiennent le pouvoir, la concurrence est plus féroce que jamais entre capitalistes à l'échelle de la planète, face à eux un gouvernement ne pèse pas lourd comme on vient de le voir en Grèce.

Dès lors, constatant que tous les gouvernements mènent la même politique, le discours de de Villepin est un coup de bluff dans la mesure où sa marge de manoeuvre sera limitée par le pouvoir acquis par l'aristocratie financière. Tout au plus il pourrait être tenté de favoriser certains secteurs du prolétariat sur d'autres comme l'avaient fait tous les prédécesseurs de Sarkozy au lieu de s'en prendre simultanément à toutes les couches exploitées, faudrait-il encore que la Bourse lui accorde un certain répit, sauf que dans l'état actuel du pays avec un endettement de 1.500 milliards d'euros, on ne voit pas très bien qui pourraient régler la note de ce rééquilibrage politique en faveur de l'aristocratie ouvrière, des intellectuels et de la petite-bourgeoisie pour asseoir son pouvoir au cas où il se présenterait et serait élu, la lutte de classe continuant son travail de sape du capitalisme.

Le fait qu'il envisage que "*droite et gauche se mettent d'accord*" sur "*des sujets essentiels*" montre qu'il ne pourra pas recourir à la méthode utilisée par les prédécesseurs de Sarkozy pour gouverner, et qu'en échange de concessions accordées à certains, il devra bien continuer de s'en prendre à tous nos acquis ou droits sociaux, ce qui ne fera qu'aggraver encore plus les inégalités. J'interprète le recours à de Villepin comme planche (pourrie) de salut pour le capital, comme une opération politique consistant à se concilier certaines couches de la société pour finalement appliquer le même programme que Sarkozy, couches qui font actuellement défaut à Sarkozy, et qui de ce fait représentent un réel danger politique pour la stabilité du régime, l'alliance du prolétariat et de la majorité de la petite-bourgeoisie demeurant le pire scénario. (A suivre)

**Le PS tel qu'il est ou quand le PS rime avec capital.**

**1-** Vous avez voté PS aux dernières élections régionales : 11,5% d'augmentation des impôts locaux en Charente-Maritime !

Le président du conseil général de Charente-Maritime, Dominique Bussereau, va proposer une hausse exceptionnelle de la fiscalité de 6% pour 2010 pour faire face au coût de la tempête Xynthia, a-t-on appris dimanche auprès du premier vice-président, Jean-Louis Frot. Cette proposition a été évoquée lors d'une réunion de la commission permanente du conseil général et doit faire l'objet d'un vote le 16 avril.

Cette augmentation, si elle était adoptée, s'ajouterait à la hausse de 5,5% déjà inscrite dans le budget primitif 2010 voté en décembre. (20minutes.fr 04.03)

On ne peut pas financer la guerre en Afghanistan et permettre chaque jour aux plus riches de s'enrichir encore et encore et financer les conséquences de cette tempête, l'Etat doit procéder à des choix, il a ses priorités, c'est normal quoi. Gageons que les victimes qui ont tout perdu paieront également cet impôt inique, pas de favoritisme...

**2-** Pour combattre les inégalités, supprimons l'impôt sur la fortune !

Manuel Valls a dit dimanche sur France-5 : "*Il faut aujourd'hui supprimer l'impôt sur la fortune qui n'est pas performant sur le plan des recettes*", "*Il faut être capable de s'adapter, intégrer le fait que nous sommes en temps de crise, que le capital est évidemment beaucoup plus volatile*".

Pour ne pas être en reste, il a ajouté qu'il "*faut évidemment supprimer le bouclier fiscal*", qui est selon lui "*la marque d'une politique*

*profondément injuste sur le plan fiscal*", mais qu'il faut en contrepartie "*créer une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu*". (AP 04.03)

**Une bonne nouvelle.**

L'économie mondiale n'est "*pas sortie d'affaire*", déclare le directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn.

"*On observe une reprise de la croissance un peu partout, mais presque partout, les chiffres de la croissance sont liés au soutien public et la demande privée reste plutôt faible et insuffisante*", a-t-il dit. (Reuters 04.03)

Autrement dit, les banquiers et autres spéculateurs de la finance vont continuer à bénéficier d'argent frais à moindre coût pour faire leurs petites affaires et s'en mettre plein les poches, tandis que la crise et le chômage plombent la consommation et ne permettent pas un redécollage de l'économie capitaliste. Spéculer sur le dos de l'Etat rapporte finalement davantage tout en étant couvert, que d'octroyer des crédits à la consommation à une multitude d'emprunteurs dont la solvabilité est aléatoire, quand ils ne sont pas déjà endettés jusqu'au cou. On règlera nos comptes lorsque la bulle qui est en train de se former éclatera.

**Etats-Unis. Une démocratie ?**

Une écolière new-yorkaise de 12 ans qui a été arrêtée et menottée pour avoir gribouillé sur son pupitre a décidé de poursuivre la police en justice.

Les avocats d'Alexa Gonzalez estiment que la police a fait un emploi excessif de la force et bafoué les droits de la jeune fille lors de cet incident, survenu en février dans un collège du quartier de Queens, selon le *Daily News* de samedi.

La mère de l'élève, Moraima Camacho, a expliqué au quotidien que sa fille avait simplement écrit "*j'aime mes amies Abby et Faith*" à l'encre verte lavable, mais que les enseignants s'étaient précipités sur elle et l'avaient traînée dans le bureau du directeur.

Appelés sur les lieux, des policiers ont alors menotté la jeune fille et l'ont emmenée au poste, où elle a été menottée à une barre métallique pendant plus de deux heures, selon la plainte qui vise la police et les services d'éducation.

"*Tout cela a été un cauchemar*", a raconté au journal Moraima Camacho.

La municipalité n'a pu être jointe pour commenter cette information. (Libération.fr et AFP 04.03)

**Iran. Pied de nez.**

L'Iran a annoncé dimanche qu'il allait organiser une conférence sur le désarmement nucléaire à partir du 17 avril, dans le cadre des efforts déployés par Téhéran pour montrer que les autorités ne cherchent pas à se doter de l'arme nucléaire.

Selon la télévision d'Etat, le principal négociateur iranien en charge du dossier nucléaire, Saïd Jalili, a observé que cette réunion de deux jours, intitulée "*Energie nucléaire pour tous, armes nucléaires pour personne*", suivrait de peu la tenue d'un sommet sur la sécurité nucléaire aux Etats-Unis.

"*L'Iran, en tant que pays soutenant un désarmement global, invite le monde*" à procéder au désarmement et à empêcher la "*prolifération*", a souligné M. Jalili. (AP 04.03)

---

**Le 6 avril**

J'informe le camarade qui m'a renvoyé le fichier sur la laïcité que ce fichier est "corrompu" ou incomplet, je l'ai téléchargé deux fois en vain. Je remercie un autre camarade qui m'a envoyé l'article de *Libération* sur l'Afrique du Sud. J'arrête là, ils viennent encore de couper l'électricité, on a de nouveau des coupures qui durent plusieurs heures par jour. Je n'ai pas abandonné mes articles en cours, j'en rajouterai un sur le PG et son projet "*d'union populaire*" avec le PS, Europe écologie, le PCF, etc., pour ne pas dire front populaire, un gros mot ! Le PG a joué le rôle de rabatteur de voix pour le compte du PS aux élections régionales, c'est sa seule raison d'être avec celle de décrocher quelques postes. La suite sans doute demain, passons à notre acteur préféré, vous avez tous devinez de qui il s'agit : le "*mal aimé*" !

Bonne journée camarades.

Ultra-minoritaire, illégitime, discrédité, rejeté, détesté par l'immense majorité de la population, selon Me Thierry Herzog, son client Sarkozy

serait victime d'une "*machination*", d'un "*complot*" précise un de ses conseillers en communication, Pierre Charon, diable ! en réalité ces qualifications s'appliquent à la rumeur qui court d'infidélité à l'intérieur du couple présidentiel. (source : Reuters 05.04) On en est bouleversé !

Une rumeur qui tombe au bon moment en quelque sorte pour resserrer les liens autour de Sarkozy qui serait victime une nouvelle fois d'une horrible cabale après l'affaire Clearstream. Après tout, quand on a à l'esprit les coups les plus tordus qu'ils sont capables d'inventer pour se remettre en selle après une défaite, on peut s'attendre à tout de leur part, non ?

Et puis c'est une occasion qui permet de s'attaquer une fois de plus aux journalistes, de mettre au pas les médias qui se montrent de plus en plus critiques face à la politique dévastatrice de La Talonnette, les médias aux ordres aussi pourris qu'ils soient ne peuvent pas ignorer totalement ou en permanence l'état d'esprit de leurs lecteurs sous peine de les perdre, ils doivent gérer cette contradiction au jour le jour quitte à déplaire au Nabot (la majuscule c'est pour le respect, le minimum quoi, pas pour le grandir !).

Le flic-président est aux abois, il y a le feu en la demeure, des traitres parmi son entourage, à défaut de pouvoir les déloger, il va falloir les surveiller d'encore plus près, ce sera bientôt chose faite en nommant pour ainsi dire un second ministre de l'Intérieur, car un ne suffisait pas à tout contrôler, les faits et gestes de chacun, on se demandera au passage combien de caméras de vidéo-surveillance et de micro espions sont installés à l'Elysée et dans les ministères, dans les appartements des membres du gouvernement, leurs voitures, chez leurs maitresses et j'en passe, j'avoue manquer d'imagination et ne pas pouvoir rivaliser en paranoïa avec l'épileptique du Palais et sa bande de nazillons qui dirigent le pays, il ne faut rien laisser au hasard, le pire ennemi d'un président qui veut tout régimenter et chacun, le président le plus impopulaire de la Ve République.

S'en débarrasser le plus tôt possible nous soulagerait, reste à savoir dans quelles conditions et dans quelle perspective politique. C'est là que les choses se gâtent dans nos rangs, qu'on se divise à l'infini, pour finalement étaler notre impuissance, notre manque de maturité politique, ce qui finalement permet à Sarkozy d'appliquer sa politique antisociale et au régime de se maintenir.

Au mot d'ordre "touchez pas à nos retraites" qui est fédérateur mais limité, pourquoi ne pas ajouter Sarkozy dehors puisque cela semble faire l'unanimité, histoire d'indiquer clairement aux travailleurs que c'est la question de l'Etat et du pouvoir politique qu'ils ont à régler s'ils aspirent véritablement à une vie meilleure pour eux et les générations futures, ce qui est totalement impensable sans envisager de changer les bases économiques de la société et de liquider les institutions dont Sarkozy incarne le sommet, car ce serait une illusion ou un voeu pieux de penser que demain le capitalisme pourrait être en mesure de satisfaire nos besoins ou aspirations quand il s'emploie jour après jour à démontrer exactement le contraire en détruisant tous nos droits sociaux. Le même constat vaut évidemment pour les institutions politiques en place dont l'existence est incompatible avec la remise en cause du capitalisme et l'espoir d'une vie meilleure...

Ce serait aussi un moyen de poser à chacun la question de la nécessité de s'intéresser de plus près à la politique, à notre destin, de sortir honorablement les partis ouvriers du carcan "économiste" (syndicaliste réformiste ou trade-unioniste) dans lequel ils se sont enfermés eux-mêmes sous le prétexte fallacieux du reflux de la mobilisation des masses au cours des dernières décennies, du coup il leur semblerait peut-être moins grotesque de proposer enfin une issue politique au prolétariat.

Sans aller jusqu'à proposer à tous les partis ou organisation d'en finir avec le capitalisme et les institutions, ce ne serait pas sérieux, parce qu'ils ne l'accepteront jamais, on pourrait se mettre d'accord sur le minimum, pas touche à nos retraites et virer Sarkozy, pour le reste ou la suite, à chacun de défendre librement sa politique avec ses propres arguments, le front unique n'étant pas une stratégie mais uniquement une tactique.

Finalement, les questions quoi faire pour sauver nos retraites ou quoi faire pour se débarrasser de Sarkozy appellent une seule et même réponse : s'organiser, rassembler tous les militants ouvriers dans un même combat, dans une même structure, pour un même objectif, (dans le respect) indépendamment de leurs adhésions à des syndicats, partis ou organisations différentes, un tel rassemblement présenterait aussi l'avantage de pouvoir briser le carcan des appareils inféodés au régime, d'enclencher une dynamique susceptible de mobiliser des centaines de milliers de travailleurs ou davantage encore.

On en est encore au stade ou des militants d'horizons divers se rassemblent dans différents partis ou organisations, il faut passer à l'étape suivante le plus vite possible, qui consisterait à unifier tous ces militants et travailleurs dans un seul combat axer sur le même objectif. Si cela s'avérait impossible, nous échouerions infailliblement, il ne faut pas se raconter d'histoire, la responsabilité de cet échec incomberait à tous ceux qui se seraient opposés à un tel rassemblement. Aurons-nous la capacité et la volonté de passer à cette nouvelle étape de la lutte de classe, toute la question est là, le sort du prolétariat que nous avons tous à l'esprit en dépend. En cas d'échec cela ne remettrait pas en cause un des fondements du socialisme, disons que cela repousserait encore à plus tard la chute du régime et le déclenchement de la révolution qui seule portera la classe ouvrière au pouvoir...

**L'esprit du colonisateur toujours présent à l'Elysée, le mépris en prime.**

Selon une source proche du ministère français de la Défense, la restitution symbolique, le 4 avril à minuit, des bases de l'armée française où stationnent un millier de militaires français, participe du climat des cérémonies du cinquantième anniversaire de l'indépendance sénégalaise, ce week-end à Dakar.

"*C'est un effet d'annonce*" du président sénégalais, a dit cette source lundi à Reuters. "*Entre vendredi et aujourd'hui, il n'y a eu aucun*

*changement en dépit du fait qu'on a passé la date du 4 avril minuit*".

"*La France est présente à l'invitation du Sénégal, tout cela est régi juridiquement par les accords de 1974 et il n'y a aucun changement*", a-t-on ajouté.

Lors d'une visite à Dakar du ministre français de la Défense Hervé Morin le 19 février dernier, les deux pays étaient convenus de la fermeture prochaine des bases de Dakar.

"*Nous sommes toujours en train de discuter*", a déclaré Abdoulaye Wade dans un entretien au *Journal du Dimanche*. "*Comme cette discussion traîne un peu, j'ai décidé d'annoncer que je saisis l'offre de M. Sarkozy pour reprendre toutes les bases. A partir de ce 4 avril 00h00, ces bases seront sous souveraineté sénégalaise.*"

La France entend cependant maintenir à Dakar ce qu'elle présente comme une "*plate-forme opérationnelle de coopération à vocation régionale*".

"*On passerait d'un format d'un millier d'hommes à environ 200 sur une base unique*", explique-t-on de source proche du ministère français de la Défense. (Reuters 05.04)

**Les "*fondamentaux*" de l'UMP ou du FN : le tout sécuritaire sous la direction du flic-président.**

Dans un souci d'en revenir aux fondamentaux après l'échec des régionales, Nicolas Sarkozy envisage d'adjoindre un secrétaire d'Etat à la Sécurité publique au ministre de l'Intérieur, écrit lundi France soir.

Selon le quotidien, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, se verrait adjoindre le préfet de police de Paris Michel Gaudin, lequel serait remplacé par l'actuel directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard.

Bernard Squarcini, le directeur de la Sécurité intérieure, pourrait dans le même temps devenir à l'Elysée, le "M. Sécurité" de Nicolas Sarkozy.

Pour France soir, la création d'un "tandem" au ministère de l'Intérieur, rappelant celui formé par Charles Pasqua et Robert Pandraud en 1986-88, viserait à montrer que la sécurité reste un thème central.

Elle viserait également à montrer qu'il n'y a qu'un seul "patron" dans ce domaine, Nicolas Sarkozy lui-même. (Reuters 05.04)

**Afrique du Sud.**

Le leader d'extrême droite sud-africain Eugène Terre'Blanche, qui fut un farouche partisan de l'apartheid, a été tué samedi dans sa ferme du nord-ouest.

Agé de 69 ans, le leader du Mouvement de résistance afrikaner (AWB), incarnation de l'opposition blanche à l'abolition de l'ancien régime raciste sud-africain, a été attaqué et tué, apparemment à la suite d'une querelle avec deux de ses employés, selon une porte-parole de la police, Adele Myburgh.

Ancien policier et exploitant agricole, Eugene Terre'Blanche avait fondé l'AWB dans les années 1970. Défenseur de la suprématie blanche, le mouvement était connu pour ses défilés équestres en tenues paramilitaires, et son insigne à trois branches rappelant beaucoup la croix gammée des nazis.

A plusieurs reprises, y compris sous l'apartheid, des membres de ce mouvement ont été condamnés pour détention d'armes et d'explosifs.

Au début des années 1990, les défilés paramilitaires de l'AWB pouvaient réunir plusieurs milliers de personnes, et le groupe se livra à des actions violentes et attentats sporadiques.

M. Terre'Blanche avait été emprisonné en 2001 pour tentative de meurtre, après avoir battu à coups de barre de fer un vigile noir, lui causant des lésions cérébrales irréversibles. En juin 2005, il avait obtenu une remise en liberté conditionnelle pour bonne conduite. (Libération.fr et AFP 04.04)

Une fin un peu trop tardive. Que dire d'autres, que depuis la fin officielle de l'apartheid en 1994 pas grand chose a changé en Afrique du Sud et que la justice se montre particulièrement laxiste envers ce genre d'ordures comparé au sort qu'elle réserve aux criminelles Noirs. Il n'y a plus qu'à espérer que les deux jeunes, âgés de 15 et 21 ans, qui ont été arrêtés et inculpés de meurtre, bénéficieront à leur tour de la clémence de la justice de ce pays.

Après tout, ces jeunes ont grandi dans un pays ou en principe l'apartheid avait disparu, c'est le discours officiel, donc on comprend qu'ils n'aient pas supporté de continuer à être humiliés comme à la triste époque du régime racial de l'apartheid, c'est moi qui avance cet argument, car officiellement ils ont déclaré l'avoir tué parce qu'ils travaillaient à son service et qu'il ne les avait pas payés, ensuite rien ne dit qu'ils aient eu véritablement envie de le tuer, mais plutôt de lui donner une bonne correction.

---

**Le 7 avril**

Pas d'électricité, donc j'écourte cette causerie et je ferme l'ordinateur.

**Chômage**

Le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté en février en France de 12,8% sur un an et de 0,2% par rapport à janvier, selon des chiffres publiés mardi par Pôle Emploi.

Fin février, on comptait 2.572.900 chômeurs indemnisés. (Reuters 06.04)

**La Seine-Saint-Denis, un département sous tutelle policière.**

Le préfet Christian Lambert, actuel directeur de cabinet du préfet de police de Paris, sera nommé mercredi 7 avril en conseil des ministres préfet du département de Seine-Saint-Denis, apprend-on mardi de sources concordantes.

Christian Lambert est un proche de Nicolas Sarkozy qui a notamment arrêté Yvan Colonna en Corse lorsqu'il était le patron du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion, l'unité d'élite de la police). (Lemonde.fr 06.04)

**Après la réouverture des bordels, les jeux en ligne pour distraire la galerie... et remplir les caisses de l'Etat.**

Le projet de loi sur l'ouverture à la concurrence des jeux d'argent et de hasard sur Internet a été adopté définitivement mardi par les députés à l'occasion d'un vote solennel.

Ce texte, très attendu des opérateurs en ligne, remet en cause le monopole traditionnel de la Française des jeux, du PMU et des casinos en légalisant le poker, les paris sportifs et les paris hippiques sur Internet.

Cependant, après ce vote, le gouvernement doit encore obtenir le feu vert de l'Union européenne, puis l'accord du Conseil d'Etat sur les décrets d'application, voire celui du Conseil constitutionnel s'il était saisi par l'opposition.

Face à une majorité désireuse de proposer aussi vite que possible (avant la Coupe du monde de football) une offre légale et réglementée, l'opposition a dénoncé avec force au cours du débat un "cadeau" fait à une poignée d'opérateurs, présents pour la plupart lors de la "*nuit du Fouquet's*", qui avait suivi l'élection de Nicolas Sarkozy en mai 2007. (AP 06.04)

**Totalement insupportable.**

**1-** Le groupe Total a annoncé mardi s'être pourvu en cassation contre sa condamnation la semaine dernière pour "pollution maritime" par la cour d'appel de Paris suite au naufrage de l'Erika en décembre 1999 au large des côtes françaises, a indiqué un porte-parole du groupe à l'Associated Press. (AP 06.04)

Condamné à 375.000 euros d'amende pour "pollution maritime, la multinationale Total qui a engrangé plus de 20 milliards d'euros de bénéfices en 2008-2009 ne veut pas payer cette amende.

**2-** Le groupe pétrolier Total a été mis en examen le 22 février pour corruption dans une enquête conduite à Paris et visant le programme de l'Onu "pétrole contre nourriture" mis en place entre 1996 et 2003 dans l'Irak de Saddam Hussein. Lire la suite l'article

Cette décision, tenue secrète jusqu'alors, a été rendue publique par la société française dans son rapport annuel et confirmée à Reuters mardi par le parquet de Paris. (Reuters 06.04)

**La Scientologie est une organisation criminelle.**

**1-** La Cour de cassation a validé l'arrêt de non-lieu en faveur de membres de l'Eglise de Scientologie mis en examen pour "escroquerie" et

"exercice illégal de la médecine", a-t-on appris, mardi de source judiciaire. La cour a suivi le 30 mars la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris qui avait déclaré irrecevable en mars 2009 l'appel interjeté par une association de victimes, l'UNADFI, dans ce dossier ouvert en 1989. (AP 06.04)

**2-** Aux Etats-Unis, Marc Headley et son épouse Claire, membres de Sea Organization, le sommet de la hiérarchie de la Scientologie, échappés en 2005 de Golden Era Productions, une propriété fermée de 200 hectares, à environ 150km de Los Angeles, après plusieurs années d'asservissement, affirment avoir été traités en esclaves, contraints de travailler jusqu'à 100 heures par semaine sans véritable rémunération, et menacés de travaux forcés en cas de contestation. Ils demandent des arriérés de salaire qui pourraient au total atteindre 1 million de dollars chacun (740.000 euros).

L'affaire doit être jugée en novembre à Los Angeles.

"Quand vous rejoignez Sea Org, vous vous engagez dans un ordre religieux", souligne Jessica Feschbach, porte-parole de la Scientologie et membre de Sea Org depuis 16 ans. "Vous êtes bénévole. Vous signez un contrat qui dit 'je ne recevrai pas de salaire minimum et je le sais'." Le contrat signé par Marc Headley stipulait en coutre qu'il était ainsi lié pour un milliard d'années à l'organisation. (AP 06.04)

**Espagne.**

Selon les chiffres du ministère du Travail publiés mardi, il y a eu près de 36.000 demandeurs d'emplois supplémentaires en mars, ce qui porte le nombre de chômeurs à 4,16 millions.

Le taux de chômage espagnol, publié sur une base trimestrielle par l'Institut national des statistiques, s'est élevé à 18,3% sur les trois derniers mois de 2009 et atteindra 19% cette année, selon les prévisions du gouvernement. (Reuters 06.04)

---

**Le 8 avril**

Même situation qu'hier, pas d'électricité donc impossible de continuer à bosser, surtout qu'il menace de pleuvoir et que la coupure risque de durer encore plus longtemps.

Un autre camarade d'origine caucasienne apparemment, d'après son prénom et son nom, me demande si je veux bien faire partie de ses amis sur Facebook, mais je ne le connais pas, je ne peux pas devenir l'ami de quelqu'un sans savoir qui il est, il faut qu'il le comprenne et d'autres camarades aussi.

Autre chose très vite, je n'ai même pas le temps de me relire.

Il y a peut-être des camarades qui se posent des questions sur la "*fronde*" des conseillers généraux PS qui fait en réalité plus de bruit qu'autre chose.

Si ce n'est pas les conseils généraux qui feront payer la crise du capitalisme aux contribuables en augmentant les impôts locaux, ce sera directement l'Etat qui s'en chargera. Comment ? C'est très simple, Sarkozy et son gouvernement expliqueront que le fardeau de la dette étant tel qu'en rajouter une louche conduira inévitablement d'une part, à continuer d'appliquer la même politique de démolition des services publics dont le non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite, d'autre part à justifier notamment la contre-réforme des retraites contre laquelle le PS et ses alliés n'entendent pas mobiliser la classe ouvrière pour s'y opposer et le tour est joué, les deux mesures étant approuvées tacitement par les deux partis qui ont comme objectif commun la réduction de la dette de l'Etat.

Ajoutons que pendant ce temps-là, quotidiennement les conseillers régionaux PS continuent de se faire les relais de l'Etat, privatisations des services communaux, subventions aux entreprises privées, non remplacement des agents territoriaux partant à la retraite, etc.

En fait d'opposition à Sarkozy, l'UMP et le PS se renvoient la balle pour savoir lequel des deux doit s'en prendre aux acquis du prolétariat, les deux en réalité, dans les deux cas ce la classe ouvrière le dindon de la farce ou le coq à plumer, ni l'un ni l'autre n'entendant y laisser des plumes pour arriver à leurs fins.

**A propos de l'initiative lancée par la Fondation Copernic sur les retraites.**

Leur appel est en ligne dans le site, il a été signé par pratiquement tous les partis à l'exception de LO et du POI semble-t-il, et par la plupart des syndicats à l'exception des jaunes.

Le contenu de cet appel est correct, à ceci près qu'il n'exige pas des dirigeants syndicaux qu'ils refusent la "concertation" avec Sarkozy à partir du 12 avril, de plus il ne débouche sur aucune action concrète pour mobiliser l'ensemble des travailleurs.

Finalement cet appel se réduit à un constat et se termine par un étalage de bonnes intentions... sans lendemain comme ce fut le cas avec la privatisation de La Poste.

Cette conclusion que l'on pourrait trouver hâtive est entièrement contenu dans le passage suivant : "*Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité*", or il est inconcevable à l'heure où le capitalisme mondial est dominé par l'aristocratie financière et où la concurrence est plus féroce que jamais entre les capitalistes à l'échelle internationale, de concevoir un instant que les représentants du capitalisme français pourraient changer d'orientation politique.

Une autre politique est effectivement possible, une politique favorable aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, mais pour la mettre en oeuvre il faudra au préalable que le prolétariat par sa mobilisation révolutionnaire ait renversé les institutions politiques du capital, pour ensuite s'attaquer aux fondements du capitalisme, exproprier les propriétaires et actionnaires des grandes entreprises à commencer par les banques, les institutions financières et les assurances.

Réclamer un autre partage des richesses sans remettre en cause les fondements du capitalisme, revient à ne rien changer du tout, à soulager la misère des uns pour la reporter sur les autres au mieux, autrement dit à plonger dans la précarité ou la pauvreté les travailleurs qui en ont été relativement épargnés jusqu'à présent.

**Quelques infos en brefs.**

**Quand la concurrence fait rage sur le marché mondial.**

La croissance économique a connu un coup d'arrêt dans la zone euro au quatrième trimestre, l'investissement s'étant révélé plus faible que prévu, selon les chiffres révisés publiés par Eurostat mercredi, ce qui atteste de la fragilité de la reprise.

Le produit intérieur brut (PIB) des 16 pays utilisant l'euro est resté stable durant les trois derniers mois de 2009 par rapport aux trois mois précédents, alors qu'une croissance de 0,1% avait été annoncée en première estimation.

En variation annuelle, le PIB s'est contracté de 2,2%, soit un peu plus que les 2,1% initialement annoncés.

Seule la croissance des exportations et des stocks a empêché la zone euro de subir une contraction en rythme trimestriel, la contribution de l'Etat et des ménages ayant été nulles. (Reuters 07.04)

Pourquoi investir dans l'industrie sur le long terme, lorsque les banques centrales continuent de vous accorder des prêts à taux zéro ou presque pour continuer à spéculer sur le marché mondial et engranger des profits à court terme, il faudrait être fou pour ne pas en profiter, tel est l'état d'esprit dominant chez les aristocrates de la finance qui dirigent le monde.

Pourquoi investir dans des pays rongés par leurs dettes, alors que d'autres se développent et nous offrent des parts de marché prometteurs pour l'avenir avec à la clé des profits records ? La fuite en avant, quoi.

**Etats-Unis.**

Dans une déclaration qu'il devait faire à des représentants d'entreprises à Dallas, le président de la Fed, Ben Bernanke, a souligné qu'il n'observait aucun signe de "*redressement soutenu*" sur le marché du logement, notant que les saisies continuaient de croître.

Les problèmes les plus importants concernent le marché du travail. Si les licenciements ont ralenti, les embauches sont "*très faibles*", a remarqué M. Bernanke, ajoutant que le taux de chômage, qui atteint aujourd'hui 9,7%, était toujours proche de ses niveaux les plus élevés.

Les faibles taux d'intérêt devraient contribuer à favoriser le redressement, a jugé le patron de la Fed. Mais la croissance économique ne sera pas assez robuste, selon lui, pour faire baisser rapidement le taux de chômage. (AP 07.04)

Les travailleurs américains sont encore trop payés, ils ont encore trop de droits sociaux...

---

**Le 9 avril**

Les deux articles annoncés seront en ligne dans la journée. Pas vraiment le temps de causer.

Plus de 70 policiers indiens tués dans une ambuscade dressée par des insurgés maoïstes dans le centre de l'Inde... Je n'ai lu aucune dépêche à ce sujet, pas intéressant, cela montre à quel point la corruption peut pourrir les cerveaux, au point de ne plus être capable de réfléchir à une situation. Je l'observe et j'en suis la victime quotidiennement en Inde, car c'est l'ensemble de la société qui est ainsi gangrenée.

Tout le monde raconte vraiment n'importe quoi dans ce pays, cela prend des proportions inimaginables que l'on a peine à décrire sous peine de passer pour des menteurs, du coup on est incapable de faire la part du vrai et du faux. Un exemple pour l'illustrer et je vous assure que je n'exagère rien. Une voiture de couleur bleu passe, dix Indiens étaient présents sur les lieux, je peux vous assurer qu'elle va virer du blanc au noir en passant par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, le plus sérieusement du monde.

J'ai reçu plusieurs lettres très officielles, elles émanent directement du gouvernement du Tamil Nadu en personne, il est stipulée que je n'ai pas le droit de revendre mon terrain, etc., et bien vous ne trouverez pas un Indien qui ne vous certifiera pas le contraire à condition de verser un pot de vin à la bonne personne, ce dont je suis en train de m'employer actuellement, j'ai même trouvé deux personnes différentes pour s'en occuper. Le problème maintenant, c'est l'existence de ces lettres qui pourraient faire obstacle à cette procédure, donc à suivre.

Autre chose.

On peut parler de révolution de palais au Kirghizistan, pour autant c'est une grande partie du prolétariat qui s'est soulevé contre le pouvoir corrompu en place parce qu'il est réduit à la misère. En l'absence d'un parti révolutionnaire, il ne fallait pas espérer autre chose.

Avis à ceux qui se borneraient à raconter comme ils l'ont fait à plusieurs reprises dans le passé, qu'il y avait derrière ce soulèvement la main de Moscou ou de Washington et de le réduire à une simple guerre d'influence dans cette région.

**La coquille du jour revient à l'agence de presse Lepost.**

"*La justice lui reporchait d'avoir où il était poursuivi pour avoir...*" Incompréhensible ! Eux au moins, on est sûr qu'ils ne se relisent pas !

**Ainsi va le capitalisme.**

- Vaste mouvement de concentration dans l'aérien - lefigaro.fr

- BA et Iberia signent leur accord de fusion tant attendu - Reuters

- US Airways et United Airlines négocieraient une fusion - Reuters

- Avec Daimler, Renault-Nissan passe la vitesse supérieure - Reuters

- Les marchés américains renouent avec les gains - lefigaro.fr

- "Le Cac entre 4250 et 4300 points reste d'actualité" - lefigaro.fr

- La BCE maintient son principal taux directeur à 1% - AP

- Rumeurs de rachat autour de Palm - lefigaro.fr

- Apple a déjà vendu 450.000 iPad - lefigaro.fr

**Le mentor de Sarkozy condamné.**

La Cour de cassation a confirmé la condamnation à 18 mois de prison avec sursis de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua pour financement illégal de campagne électorale, abus de confiance et faux lors des élections européennes de 1999.

La décision de la Cour de cassation intervient à onze jours de l'ouverture du procès de Charles Pasqua à la Cour de justice de la République (CJR), le 19 avril, pour trois dossiers de corruption, dont l'affaire visant l'autorisation du casino d'Annemasse, traitée séparément par cette instance.

Devant cette juridiction spéciale visant les actes ministériels, il encourra jusqu'à dix ans de prison pour corruption. Robert Feliciaggi ne pourra témoigner: il a été tué par balles le 10 mars 2006 à Ajaccio, un crime non élucidé.

Le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, est convoqué comme témoin devant la CJR. Il était l'homme de confiance de Charles Pasqua en 1993-1995, aux postes de directeur de cabinet adjoint puis de directeur général de la police.(Reuters 08.04)

**Egypte.**

Le chef des Antiquités égyptiennes Zahi Hawass s'est associé jeudi à 25 pays dans une campagne destinée à faire pression pour que soient restituées les antiquités égyptiennes volées, menaçant les musées de "rendre leurs vies misérables" si ils refusaient d'accéder à sa demande. (AP 08.04)

---

**Le 10 avril**

Pas grand chose à se mettre sous la dent aujourd'hui côté actualité, alors causons un peu. Ici on cuit sous plus de 40°C à l'ombre, sans électricité une partie de la journée. J'attends toujours qu'ils viennent changer le compteur électrique, depuis plus de cinq mois ! Le prix des cigarettes vient d'augmenter de 15%.

Mon épouse Magueswary a encore dormi sur un carton posé à même le sol hier à Aubagne, les agents d'EDF et de GDF n'ont pas trouvé le temps en une semaine de venir lui brancher l'électricité et le gaz, elle s'est mal débrouillée, elle aurait dû sortir sa carte d'invalidité et exiger qu'ils fassent le nécessaire immédiatement, la France est devenue pire que l'Inde par certains aspects.

Il y a en moyenne 60 connections au site par jour, c'est peu. De mon côté je bosse sur le site, de votre côté vous pourriez le faire connaître autour de vous ou sur le Net. Je n'ai rien pu récupérer de mon ancien disque dur, il va me falloir télécharger à nouveau toutes les oeuvres des marxistes et je n'en ai pas le courage en ce moment. J'ai perdu des centaines de notes de lectures qui me rendaient bien service, bref, avec la perte de la quasi-totalité des données qui figuraient sur ce disque dur, c'est pour moi un nouveau tsunami après la perte de ma bibliothèque.

Je me demandais hier quel intérêt pouvait présenter dorénavant un hebdomadaire relayant en grande partie des informations disponibles sur le web en temps réel. En dehors des infos qui ne sont pas relayées par les agences de presse, un journal devrait s'employer à décrypter l'actualité pour rendre son contenu plus accessible aux travailleurs. Il devrait aussi se faire le relais de ce que pense les ouvriers en leur donnant la parole, ainsi chaque lecteur pourrait avoir confirmation qu'il n'est pas le seul à penser tout le mal du gouvernement, des patrons et de leur société, cela contribuerait à rompre leur isolement et les aiderait à prendre confiance en eux, qu'ils ont le nombre avec eux et qu'ils représentent une force formidable, encore faut-il qu'elle soit organisée, c'est la conclusion à laquelle ils pourraient parvenir à l'étape suivante.

Je lisais ce matin que le PS s'attelait à préparer un programme de gouvernement. Et nous, de notre côté, quel programme de gouvernement proposons-nous aux travailleurs ? Aucun. C'est en fait comme si nous n'avions pas de programme du tout à opposer à ceux de nos ennemis. On se fout de ceux qui sont socialistes en parole seulement, mais franchement on fait à peine guère mieux. Non un programme socialisme ne se borne pas à un catalogue de citations extraits des oeuvres des marxistes ou un catalogue de revendications.

Pour être crédible il ne suffit pas de faire étalage des changements que nous apporterions à la société si nous étions au pouvoir, il faut d'une part insister sur leur légitimité, d'autre part, il faut ajouter quelles en seraient les conséquences concrètes pour toutes les classes, pour que ceux à qui il est destiné s'y reconnaissent... Ces précisions sont nécessaires pour que les masses comprennent que le socialisme n'est pas ce qu'elles croient ou ce qu'on leur a expliqué jusqu'à présent, partant du principe qu'elles n'ont pas forcément eu accès à la véritable définition du socialisme. On doit vivre avec notre temps et tenir compte du passé, notamment des ravages causés par le réformisme et le stalinisme. C'est une façon d'y répondre ou de contourner cet obstacle sans être obligé de passer par un rappel historique qui peut embrouiller les esprits ou faire naître un doute sur nos véritables intentions.

S'agissant du journal, je me disais que les ouvriers lisaient plus volontiers *Le Parisien* et les intellectuels *Le Monde*, donc si on voulait vraiment avoir un journal ouvrier destiné aux ouvriers, il devrait être aussi facile à aborder que *Le Parisien* au lieu de s'inspirer du *Monde*.

Bon week-end à tous.

**Info en bref.**

**A la Une du vieux monde.**

**La fesse cachée de l'Eglise.**

- Le futur pape Benoît XVI s'est opposé à la révocation d'un prêtre accusé d'abus sexuels, selon une lettre - AP
- Pédophilie : Benoît XVI à nouveau mis en cause - Le Figaro
- Allemagne: un diocèse signale un cas de pédophilie à la justice - AP

- Nouveaux cas d'abus sexuels au sein de l'Eglise norvégienne - Reuters

**Politique spectacle.**

- En Grande-Bretagne, un candidat travailliste renvoyé après avoir insulté ses adversaires sur Twitter - Libération.fr
- Comment flinguer une carrière politique en deux heures sur Twitter - 20minutes.fr
- Un diplomate qatari muté hors des Etats-Unis pour ses plaisanteries dans un avion - LeMonde.fr

**Tous pourris.**

- Canada: le Premier ministre ordonne une enquête sur une ministre - AP
- Le PP espagnol dans des histoires de gros sous - Slate

**Piège à cons.**

- L'opposition centrafricaine boycottera la présidentielle - LeMonde.fr
- Tunisie: le principal parti de l'opposition légale décide de boycotter les municipales de mai - AP

**La prochaine explosion.**

- Nétanyahou boycotte le sommet nucléaire américain - Le Figaro
- L'unique centrale électrique de la bande de Gaza à l'arrêt faute de carburant - AP

**Heuliez, suite.**

La direction d'Heuliez, la Région Poitou-Charentes, où est basée l'entreprise, l'Etat et les syndicats discutent avec «*un fonds américain et un fonds européen qui fait des affaires en Asie*» pour une éventuelle reprise de l'équipementier, a déclaré Emile Brégeon (CFDT).

Selon lui, ces fonds, qui tiennent pour l'heure à rester anonymes, devraient «*prendre leur décision dans les prochains jours*». (libération.fr et AFP 09.04)

---

**Le 11 avril**

Je vais préparer un petit article sur ce qui a changé en Inde au cours des 20 dernières années. Lisez mon commentaire sur les médias indiens corrompus en faisant la part des choses, sinon vous risquerez de me prêter une attitude qui n'est pas la mienne, je préfère vous avertir. J'attends justement un de mes beaux-frères avec sa petite famille.

Je n'ai pas eu le temps de commenter l'article *Un salarié sur trois travaille pour une grande entreprise*. Très rapidement, j'en ai tiré la conclusion que s'il n'y avait pas davantage de syndiqués, c'était davantage par ce que les dirigeants syndicaux ne faisaient rien pour, plutôt que l'atomisation du prolétariat qui en serait en partie responsable.

Maintenant il est vrai aussi que le rapport au capitalisme est peut-être moins évident dans les services que l'industrie où un processus dialectique se déroule sous vos yeux. J'ai écrit "peut-être", parce qu'avec la crise du capitalisme qui met en première ligne les banquiers, chacun est davantage amené à se demander ce que rapporte son travail en comparaison avec ce qu'il perçoit comme salaire. Il n'y pas d'emplois inutiles ou qui ne rapporteraient rien aux patrons, chacun peut se faire cette réflexion...

Bon dimanche.

**Discours sur la méthode à l'UMP ou l'art de manier la carotte et le bâton.**

**1-** Le président de l'Assemblée, Bernard Accoyer (UMP), a adressé une nouvelle mise en garde à Jean-François Copé. Il accuse ce dernier de semer «*confusion*» et «*ambiguïté*» comme patron des députés UMP, dans un entretien à paraître dans Le Parisien dimanche/Aujourd'hui en France dimanche. (20minutes.fr 10.04)

**2-** L'ex-Premier ministre Alain Juppé affirme dans un entretien au *Monde* qu'il n'est pas «anti-Sarkozy», mais qu'il n'a «*jamais cru à la rupture*» chère au chef de l'Etat.

Critique également sur le rythme des réformes, il estime aujourd'hui qu'on ne peut pas bousculer «*trop d'habitude à la fois, en coalisant trop de mécontents*». (figarao.fr 10.04)

**Les nantis paient trop d'impôts.**

54,7% des contribuables ont payé de l'impôt sur leurs revenus de 2007.

Soit 19,7 millions de foyers sur les 36 millions de foyers fiscaux que compte l'Hexagone.

548 000 ménages dont les revenus fiscaux annuels excédaient 97 500 euros ont acquitté 43% du total de l'IR.

Payé par si peu de foyers, l'IR ne rapporte qu'une cinquantaine de milliards d'euros à l'État. C'est très peu comparé aux 125 milliards de la TVA. (Lefigaro 09.04)

Prenez 50 milliards d'euro et divisez-les par 578 000 foyers de nantis qui perçoivent plus de 97 500 euros par an, cela donnerait 91240,87 euros, soit moins d'un mois de revenu. Considérant que ces foyers de privilégiés n'ont acquitté que 43% du total de l'IR, ils n'ont payé au total que la somme de 21, 50 milliards d'euros, ramené par foyer cela donne 39 233,57. Que cette somme soit encore trop élevée pour *Le Figaro* n'étonnera personne.

Ce que ces nantis déclarent et qui sert de base à ce qu'ils vont payer ensuite comme impôt, est déduction faite de tous les privilèges qui leur sont accordés et dont nous ne connaissons pas exactement le montant, tout ce que l'on sait c'est que cette somme se chiffre en dizaines de milliards d'euros, somme que *Le Figaro* préfère taire ici, on comprend. Là nous avons parlé de ceux qui paient des impôts, mais il y a mieux encore, ceux qui parmi les plus riches réussissent par le biais de déductions diverses d'intérêts à ne rien payer du tout.

Ajoutons en aparté les patrons ou les actionnaires du CAC 40 qui font partie de ces 578 000 foyers privilégiés et qui avec tous les abattements et privilèges dont ils bénéficient, paient beaucoup moins de 20% d'impôt sur les bénéfices, certains ont évoqué le chiffre de 8%.

16,4 millions de foyers ont payé 19,5 milliards d'euros, soit 1189 euros par foyer, ce qui pour des millions de travailleurs ou familles représente une saignée importante dans leurs revenus, sachant qu'ils ne peuvent pas bénéficier des avantages qu'offre l'Etat aux classes dominantes et à la petite-bourgeoisie.

Autrefois on disait qu'on ne prêtait qu'aux riches, maintenant il faut ajouter que l'Etat ne fait des cadeaux qu'aux riches. Cette tendance déjà amorcée sous Chirac a été confirmée et renforcée depuis l'arrivée de Sarkozy à la tête de l'Etat.

Maintenant parmi les 45,3% des contribuables qui n'ont pas payé l'impôt sur le revenu, il faut distinguer ceux qui devaient en payer mais se sont débrouillés pour ne pas en payer, et ceux dont les revenus étaient trop faibles pour être imposables et qui constituent l'immense majorité de ces 45,3%, ce qui indique au passage que la paupérisation et les inégalités se sont accentuées en France.

Il faut également distinguer parmi ceux qui paient l'impôt sur le revenu, ceux qui se le font rembourser, l'Etat se montre généreux envers ceux qui ont les bourses suffisamment pleines pour investir dans des biens ou des services.

Par exemple j'achète à crédit un appartement destiné à la location, mes intérêts se montent à 4 000 euros par an, l'Etat me les rembourse, cela tombe bien car mes impôts s'élevaient justement à 4 000 euros. Les locataires paieront mon crédit et l'Etat mes intérêts, ainsi je peux devenir propriétaire de plusieurs logements sans rien débourser, elle n'est pas belle la vie !

Quant à la TVA, c'est l'impôt le plus injuste puisqu'il est payé de la même manière par toutes les classes sociales, à cela Le Figaro ne trouve évidemment rien à redire, le contraire aurait été étonnant, voire suspect.

---

**Le 12 avril**

**Enfonçons le clou : mobilisation générale pour en finir avec le régime.**

Nicolas Sarkozy poursuit sa chute brutale dans les sondages, perdant sept points pour tomber à 31% de satisfaction dans le baromètre politique Metro-Krief Group réalisé par OpinonWay, diffusé dimanche.

Fait nouveau, le chef de l'Etat entraîne son Premier ministre François Fillon, qui perd neuf points à 39%. (Reuters 11.04)

Le second élément est intéressant, il montre que c'est l'ensemble de la politique menée par le gouvernement qui est massivement rejetée,

que l'impopularité ne frappe plus seulement Sarkozy et que son fusible est en partie grillée.

Savoir que les masses ne soutiennent pas le gouvernement ne présente qu'un intérêt limité, si c'est dans l'espoir de le remplacer par un gouvernement qui fera la même politique, cela ne signifierait pas pour autant que la conscience politique des masses ait progressé, or c'est le facteur déterminant qui permettrait d'avancer vers une véritable issue politique à la crise du capitalisme.

Remplacer un gouvernement par un autre n'a jamais constitué un facteur de changement politique, sauf lorsqu'il s'accompagnait d'une mobilisation massive des travailleurs et que cette mobilisation mettait à l'ordre du jour des revendications à même de porter un coup fatal au régime.

Selon différents sondages, 38 à 55% des personnes interrogées seraient prêtes à se mobiliser pour défendre notre droit à la retraite, ce sont des chiffres importants. Cela dit, si une telle mobilisation se concrétisait, faudrait-il encore qu'elle soit orientée correctement pour aboutir à la chute du régime, or personne ne met en avant cet objectif. Au mieux nous conserverions le régime actuel des retraites, au pire cette mobilisation serait conduite dans une impasse et ne permettrait pas d'infliger un échec à Sarkozy. La subordination au capitalisme est si profondément ancrée dans les masses, qu'on ne voit pas comment il serait possible d'envisager une autre alternative, cette fois plus politique, remettant en cause le régime et ses institutions.

Le risque pour le régime, c'est qu'une telle mobilisation ne se termine pas comme les autres fois, qu'une fois le mouvement lancé, soient associées à la question des retraites toute une liste de revendications qui l'amplifierait au point de la rendre incontrôlable, la grève pourrait alors devenir générale sans même avoir été appelée par les syndicats, en prenant une tournure politique contre le capitalisme et ses institutions.

C'est dans cette perspective politique, qui se réalisera demain ou un peu plus tard, que la question de l'organisation des masses prend une dimension toute particulière, à elle seule, elle constitue un début de réponse à la question du pouvoir, à terme elle peut déboucher sur une situation de double pouvoir, ce processus peut s'accélérer et mûrir très rapidement au cours d'une crise révolutionnaire pendant laquelle il sera possible de construire le parti qui incarnera les intérêts du prolétariat avant de prendre le pouvoir en son nom...

Cette perspective politique n'a rien d'utopique quand on a à l'esprit toutes ces années pendant lesquelles jour après jour les masses ont pris connaissance des limites du capitalisme et des conséquences néfastes de sa survie, années pendant lesquelles aussi elles ont appris à prendre leur distance avec le régime, parfois à s'engager dans des associations à caractère social à défaut de rejoindre syndicats ou partis pour combattre certains aspects du capitalisme, si tous ces éléments dispersés n'ont pas encore réussi à forger une solide conviction chez les travailleurs, ils ont servi à préparer le terrain sur lequel elle s'épanouira, il ne manque plus que l'élément déclencheur pour qu'elle s'affirme, ce que pourrait bien être la mobilisation générale pour la défense des retraites.

Restera à donner une orientation politique à cette mobilisation si l'on ne veut pas qu'elle demeure enfermée dans le cadre du capitalisme, c'est là qu'est tout le problème, car à ce jour aucun ou peu de travailleurs n'imagine qu'il existe véritablement une alternative au capitalisme. Maintenant nous savons que le prolétariat peut avancer inconsciemment sur la voie du socialisme, la question sera alors de l'aider à en prendre conscience le plus rapidement possible pour vaincre, d'où la place déterminante et irremplaçable du parti pour le guider vers cet objectif.

Un certain nombre de facteurs peuvent favoriser le mûrissement de la conscience des masses, dont la réaction du gouvernement qui recourra à une répression plus ou moins féroce, ciblée ou aveugle, l'attitude des forces de répression qui peuvent basculer dans le camp des opposants au gouvernement, celle du patronat qui utilisera ou non l'arme du lock out ou des licenciements des militants ouvriers, celle des partis corrompus ou des médias qui soutiennent le régime et ainsi jettent de l'huile sur le feu et finissent finalement de convaincre le prolétariat qu'il est sur la bonne voie, la même remarque s'applique au comportement des différentes institutions qui condamneront le processus révolutionnaire en cours et finiront par concentrer la haine des travailleurs contre le régime.

Au cas où le prolétariat ne parviendrait pas à s'organiser, alors tous ces facteurs joueraient contre lui et il serait voué à la défaite.

On voit bien ici que tout repose sur la capacité des masses à s'organiser et à se donner une nouvelle direction politique, deux tâches qu'elles ont été incapables d'accomplir au cours du siècle qui s'est écoulé. En auront-elles les moyens demain ? La seule raison d'être du militantisme est de les aider à s'en donner les moyens.

**Hongrie.**

L'opposition de centre-droit (52,8% des suffrages) a remporté le premier tour des élections législatives dimanche en Hongrie en devançant les socialistes au pouvoir (19,3%), mais ce scrutin est surtout marqué par une percée spectaculaire de l'extrême droite xénophobe (16,7% des voix), comme dans d'autres pays d'Europe. Les écologistes de La Politique peut être différente ont obtenu 7,4% des voix.

Le score du PS était également prévisible, la majorité étant accusée d'être responsable de tous les maux économiques alors qu'elle avait été élue avec 43% des voix en 2006.

La participation a été moins forte dimanche qu'au premier tour des précédentes législatives, avec un taux de 64,3% des électeurs inscrits contre 67,8% en 2006. (AP 11.04)

---

**Le 13 avril**

On a le droit de remercier le Front syndical de classe qui a réalisé un dossier fort complet et très intéressant sur les retraites, que l'on partage ou non toutes leurs positions.

La situation de mon épouse Magueswary n'a pas évolué depuis 10 jours, ce qui est scandaleux, elle pleurait hier soir au téléphone, complètement exténuée, au bord du désespoir. Elle m'a expliqué qu'il lui restait dans son studio de quoi faire chauffer de l'eau pour faire cuire du riz qu'elle mélangerait avec une boîte de légumes et mangerait ensuite par terre là où elle dort aussi, en ajoutant que c'était comme si elle était à la rue. Ils ne savent pas quelle chance ils ont à la mairie d'Aubagne que je ne sois pas sur place ! Elle voulait aller à la mairie avec un couteau, la pauvre femme, elle n'en peut plus, de mon côté j'enrage. Apparemment l'autre studio où elle a déménagé toutes ses affaires, lit, frigidaire, cuisinière, etc. est insalubre ou inhabitable en l'état, personne ne lui avait dit évidemment, un agent de l'EDF est passé hier, mais quand il a remis le courant les fusibles ont sauté, il est donc reparti, et il y a une fuite d'eau dans la salle de bain et toujours pas de gaz. Pour couronner le tout, son téléphone va être transféré dans la journée, mais ils ont changé son numéro, du coup si elle n'a pas l'électricité aujourd'hui, elle va se retrouver ce soir dans son ancien studio avec le téléphone en moins, alors qu'elle peut avoir un malaise à tout moment. En précision, elle a acheté une carte pour m'appeler d'une cabine publique. Et nous ne devrions pas haïr leur société de merde ?

Si elle n'avait pas absolument besoin d'une adresse en France pour conserver ses droits d'handicapée, elle serait déjà retournée en Inde. Nous verrons par la suite s'il n'est pas possible de remédier à cette situation avec le consulat de France qui proposait de lui verser une petite somme tous les mois.

Magueswary est partie en France parce qu'elle pensait qu'elle pourrait s'y faire soigner mieux qu'en Inde, ce qui n'était pas faux puisqu'elle est encore en vie. Par contre là où elle a tout faux, c'est quand elle s'imagine qu'on pourrait la sauver une nouvelle fois si un jour elle avait un problème avec l'une de ses deux valves cardiaques, elle se fait des illusions, dans son état les médecins refusent depuis quatre ans qu'elle se fasse opérer de la cataracte qui est pourtant une opération bénine, c'est pour dire les risques qu'elle encourrait avec une nouvelle opération du coeur, ce serait la mort assurée, déjà qu'elle avait une chance sur cent de survivre à son opération, je ne lui ai pas dit, je me demande tous les jours si je dois lui dire ou non, si cela continue je vais finir par lui dire en ajoutant qu'elle profite des jours ou des années supplémentaires qui lui sont donnés de vivre sans penser à un éventuel accident...

Passons aux infos en bref.

**Docteur : l'imposture n'est pas réformable !**

Le sénateur UMP Alain Lambert a jugé lundi qu'à ce jour, Nicolas Sarkozy n'était "*pas le meilleur*" candidat du parti majoritaire pour la présidentielle de 2012, mais qu'il pouvait "*le redevenir, ça ne dépend que de lui*". "*Aujourd'hui, probablement Alain Juppé serait meilleur*".

Estimant que Nicolas Sarkozy n'avait pas "*réussi*" dans la "*réforme*", notamment pour "*une affaire de comportement*" et "*de respect des institutions*", Alain Lambert a critiqué "*un sentiment d'improvisation*", notamment "*dans le cas de la taxe professionnelle*", que le Parlement a dû "*réécrire*", et de la taxe carbone, qui "*a dû être retirée*". "*Le débat ésotérique sur l'identité nationale*" n'était pas non plus nécessaire.

Alain Lambert a critiqué "*un sentiment d'improvisation*", notamment "*dans le cas de la taxe professionnelle*", que le Parlement a dû "*réécrire*", et de la taxe carbone, qui "*a dû être retirée*". "*Le débat ésotérique sur l'identité nationale*" n'était pas non plus nécessaire.

Alors que les électeurs avaient voté pour "*un président du peuple*", ils ont "*le sentiment d'avoir un 'président people'*", a regretté le sénateur, suggérant que Nicolas Sarkozy "*revienne par la porte de l'humilité, par la porte de la simplicité, par la porte de l'écoute, pour comprendre les gens modestes qui ont parfois des difficultés*". "*Il faut qu'il démontre qu'il a de la densité, qu'il a de la tranquillité*", a-t-il ajouté, tout en soulignant l'énergie "éclatante" du président. (AP 12.04)

**Le ver était déjà dans le fruit, suite.**

**1-** Qui a dit : "*...soyons francs : sans les médias, Europe Écologie n'aurait pas pu exister*".

Réponse : Cohn-Bendit interrogé par lepoint.fr le 12 avril.

**2-** D'où viennent les Verts : "*L'idée d'une 'coopérative écologiste' avancée par Daniel Cohn-Bendit est juste quand elle permet de rappeler notre héritage tiré du mouvement autogestionnaire*", selon Mme Duflot dans une lettre publiée lundi sur le site du "Monde". (AP 12.04)

Mouvement autogestionnaire qui est tout sauf une remise en cause du capitalisme, il faut le préciser à l'adresse des camarades qui l'ont semble-t-il oublié, ceux-ci se reconnaîtront. Tendance socialiste utopique pré-marxienne qui réapparaît régulièrement quand le capitalisme est justement menacé dans son existence.

**3-** La secrétaire nationale des Verts souhaite "*créer un réseau-mouvement*", organisé en "*comités locaux*", pour ceux qui "*veulent s'engager, mais pas s'encarter*", proposition similaire à celle du PG au sein du Front de gauche.

Les dirigeants de ces partis s'occupent de tout, y compris ou surtout de se faire élire, il faut bien la tête et les jambes dans un parti, non ? Ce n'est évidemment pas notre conception du parti.

**Ainsi va le capitalisme mondial, suite.**

**1-**Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, a déclaré sur Canal+, qu'il faudra compter environ 18 mois entre la reprise économique mondiale et la relance du marché de l'emploi.

"*Il est probable que la croissance de demain ne se fera pas avec les mêmes emplois que la croissance d'hier et ces ajustements prennent du temps*", a-t-il souligné.

En matière de relance, Pascal Lamy a dit noter "*des différences importantes selon les continents*".

"*Evidemment ça va plus vite et plus fort en Asie qu'aux Etats-Unis, et ça va probablement plus vite et plus fort aux Etats-Unis qu'en Europe*", a-t-il résumé.

"*L'avenir de l'Europe dans la division internationale du travail, c'est la qualité, c'est la valeur ajoutée, la technologie, ce sont des choses qui impliquent un substrat de compétence de qualification, qui à mon avis est encore un peu problématique*", a-t-il estimé. (Reuters 12.04)

Les emplois d'hier, c'était des emplois comprenant des avantages sociaux, les emplois de substitution à ceux-là ou de demain, ce sera des emplois sans avantages sociaux, à moindre coût pour les capitalistes, les premiers étaient situés principalement en Europe, les seconds en Chine, Inde, etc. CQFD.

Au passage, aux sceptiques ou à mes détracteurs, il y a peut-être un an déjà, j'expliquais qu'ils s'en sortiraient (provisoirement au regard de l'état misérable du mouvement ouvrier) en misant une fois de plus sur la Chine et les pays dits émergents, c'est ce qu'a expliqué P. Lamy. Il est bon parfois de montrer que l'on n'est pas à la remorque de la situation, mais qu'on est aussi parfois capable de prévoir dans quelle direction elle va évoluer. Il faut oser, faire preuve d'audace dans ses analyses et ne pas craindre de se tromper, attitude que nos dirigeants ont semble-t-il abandonnée, préférant se coller à la traîne des évènements... et des masses ! J'en profite pour corriger une erreur, à propos de la tempête Xynthia et un projet d'augmenter les impôts de 6% en Charente-Maritime, j'avais écrit que Dominique Bussereau était au PS, alors qu'il est à l'UMP.

P. Lamy se met le doigt dans l'oeil, si la Chine et les pays dits émergents ne sont pas encore en mesure de concurrencer l'UE, les Etats-Unis ou le Japon dans tous les domaines, ce sera le cas d'ici quelques années, cela aussi je l'ai expliqué, en 2005, à ce moment-là ces pays n'auront plus rien à exporter en Chine, pas même leur technologie.

En aparté, dans nos rangs il y en a qui expliquent que l'amplification de la division internationale du travail des dernières années ou décennies serait la cause de la situation actuelle du prolétariat en France et dans les pays les plus industrialisés, qu'elle accroîtrait la concurrence entre ouvriers à l'échelle mondiale, qu'elle constituerait un moyen de pression sur le prolétariat aboutissant à la remise en cause de ses acquis ou droits sociaux, concurrence sur le marché mondial oblige, ce qui n'est pas faux, et qu'il faut la combattre, etc.

Ce sont les mêmes qui réclament la régularisation de tous les sans-papiers, revendication que je ne partage pas telle qu'elle a été avancée, et je m'en suis expliqué en long en large et en travers, parce qu'il n'est pas nécessaire d'aller chercher si loin cette amplification de la division internationale du travail qui sert de moyen de pression sur le prolétariat, des centaines de milliers de travailleurs prêts à se loger et à travailler sous n'importe quelles conditions font très bien l'affaire sur place, en France, pour le plus grand bonheur du patronat... et des syndicats qui sont d'ailleurs montés au créneau en coeur sur cette question sans que personne ne s'en étonne, tant il est vrai que les dirigeants syndicaux sont connus pour leur internationalisme prolétarien.

Vu de France, mes détracteurs ont certainement raison, leur humanisme les rend aveugle, vu d'ici ils ont tort, car voyez-vous la France n'est pas un pays comme les autres, c'est un pays où la lutte des classes est l'une des principales caractéristiques, la plus importante pour ce qui nous concerne, paradoxalement c'est le seul pays au monde a disposé d'autant de syndicats et de partis, c'est le seul pays au monde où chaque jour la lutte des classes fait quasiment la Une de l'actualité, c'est le pays où le prolétariat revendique le plus, le pays qui dispose des services publics les plus développés, où le prolétariat dispose des acquis ou droits sociaux les plus importants, etc.

Le prolétariat de ce pays est comme un phare pour le prolétariat mondial, je ne suis pas certain que beaucoup de militants aient cet élément

en permanence à l'esprit, et tout coup porté au prolétariat en France est un coup terrible, cent fois plus terrible porté au prolétariat sur tous les continents. C'est en partant de ce constat que j'ai estimé que toute pression supplémentaire sur le prolétariat français pour le diviser et l'affaiblir était criminel pour l'ensemble du prolétariat mondial. Si malgré tout il y en a qui estime que cette position constitue un soutien à la politique scélérate d'immigration du gouvernement, c'est qu'ils ne veulent rien comprendre et sont incapables de faire la part des choses, ils peuvent me calomnier, cela ne les grandira pas et me laisse indifférent.

**2-** La Banque centrale européenne a estimé lundi qu'elle devait encore jouer un rôle actif auprès des marchés financiers, même si leur situation s'améliore.

"*Les conditions du marché sont progressivement retournées à la normale en 2009 et particulièrement en 2010. Les marchés qui ont souffert le plus de la crise commencent également à retrouver leur niveau d'avant-crise*" explique la BCE dans son rapport sur l'intégration financière en Europe. (Reuters 12.04)

Vive la spéculation, vive la Bourse ! Wall Street au-dessus des 11.000 points, le CAC 40 au-dessus des 4.000 points, les aristocrates de la finance sont des gens heureux. Voilà résumé le message de la BCE, normal quoi.

**Nouvelle alliance dans le secteur du transport aérien, suite.**

La compagnie aérienne chinoise China Eastern serait sur le point de rejoindre Air France KLM dans l'alliance aérienne Skyteam, selon La Tribune. (Reuters 12.04)

**Thaïlande. Sur fond de lutte des classes.**

La Commission électorale thaïlandaise a accusé lundi le Parti démocrate du Premier ministre Abhisit Vejjajiva d'usage frauduleux de dons électoraux, et recommandé sa dissolution.

La Commission a précisé que le dossier devrait être examiné par la Cour constitutionnelle. Aucune date n'a été fixée dans l'immédiat.

La situation chaotique commence apparemment à indisposer le chef de l'armée, le général Anupong Paochinda. Si la crise ne "*peut pas se résoudre par des moyens politiques, alors la dissolution du Parlement semble être une mesure raisonnable*", a déclaré le général à la presse.

"*Si le peuple veut un gouvernement d'unité nationale, alors, allons de l'avant. Je veux simplement que la paix prévale. Les circonstances présentes commandent qu'une solution soit trouvée par des moyens politiques*", a-t-il souligné.

La commission électorale avait été saisie d'une plainte des "Chemises rouges" accusant le Parti démocrate d'avoir reçu plus de 258 millions de bahts (5,8 millions d'euros) de dons d'une société privée sans les déclarer, comme l'exige la loi, et d'avoir utilisé cette somme pour une campagne électorale. Le parti était également accusé d'avoir fait un usage frauduleux de 29 millions de bahts (587.000 euros) provenant d'un fonds politique.

Les "Chemises rouges" sont pour la plupart des ouvriers et paysans partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, renversé en 2006 après six ans à la tête du pays. Il a depuis été condamné pour corruption et abus de pouvoir et vit en exil à l'étranger mais encourage régulièrement ses fidèles par des messages. (AP 21.04)

"*La flambée de violence*, analyse, pour sa part, à Bangkok, Jacques Ivanoff, de l'Institut de recherche pour l'Asie du Sud-Est contemporaine, *fait découvrir brutalement à la Thaïlande l'affrontement des classes sociales que le pays tente de masquer depuis vingt-cinq ans. Porteur initialement d'une revendication rurale face à l'élite urbaine, le mouvement des chemises rouges illustre la naissance d'une véritable conscience politique qui dépasse la défense du seul Thaksin*. (Le Monde 12.04)

---

**Le 14 avril**

Ni le temps ni vraiment envie de causer.

Je me sens un peu loin pour intervenir sur la question des retraites, je constate seulement que tous les partis capitulent, j'ai même la fâcheuse impression de leur avoir emboîté le pas en disant touchez pas à nos retraites, alors que la situation des retraites telle qu'elle existe aujourd'hui est déjà inacceptable.

60 ans, c'est tard, on est déjà vieux depuis un moment, on a déjà des problèmes de santé depuis des années, on est déjà fatigué pour ne pas usé jusqu'à la corde. Travailler 40 ans ou plus dans les conditions actuelles ou passées, c'est réduire la vie à l'état d'esclavage, car à aucun moment au cours de ces 40 années on aura l'occasion de s'arrêter pour souffler ou faire autre chose, briser cette routine infernale, à

moins de se retrouver au chômage ce qui est pire encore !

60 ans pour un ouvrier, c'est une torture qu'on lui inflige quotidiennement, pour une vendeuse qui a passé des années et des années debout devant un stand ou une caissière contrainte de rester assise des heures, des semaines, des mois et finalement des années, sa vie est littéralement insupportable bien avant avoir atteint cet âge. A la souffrance physique il faut ajouter la douleur morale ou psychologique incessante, la vie est un cauchemar pour des millions et des millions de travailleurs et tout le monde s'en fout, à croire que ceux qui parlent en notre nom ont vécu autre chose, qu'ils n'appartiennent pas vraiment au même milieu que nous, en théorie nous faisons partie de la même classe sociale, mais dans les faits, au regard des discours des uns et des autres on a plutôt l'impression du contraire.

Découvrir l'existence, s'instruire pour essayer de la comprendre, s'adonner à une ou des activités que l'on a choisies, le tout jusqu'à 25 ans, puis participer à la production pour satisfaire les besoins de la population dont nous faisons partie pendant la même durée, sans forcément se cantonner au même travail ou au même secteur d'activité, puis arriver à 50 ans profiter du reste de notre vie pour faire ce qui bon nous semble, ce qui ne veut pas dire ne rien faire ou ne servir à rien, voilà un schéma, qui ne serait pas figé, qui permettrait à chacun d'avoir une vie meilleure en harmonie avec la société.

La retraite à 50 ans, travailler entre 20 et 30 ans à l'entretien et à l'évolution de la société selon nos capacités physiques et intellectuelles, nécessite évidemment de changer les fondements économiques de la société, de passer du capitalisme au socialisme pour atteindre cet objectif. Cela demande de faire preuve d'audace, d'oser prendre comme référence le socialisme et non le capitalisme que les 60 ans incarnent précisément.

Plus personne n'ose partir du socialisme, de nos aspirations, elles devraient être compatibles avec la survie du capitalisme, c'est cela aussi que signifie cette référence aux 60 ans. La négation de nos aspirations, c'est la négation du socialisme, autrement dit, il n'existe plus aucun espoir de changer la société, c'est le message que tous les partis envoient aux travailleurs, à des degrés différents on est bien d'accord, mais dans ces conditions, comment voulez-vous aller de l'avant quand on accepte que nos aspirations soient ainsi piétinées, à force de s'en remettre au mouvement spontané des masses dont le niveau de conscience politique n'a pas progressé, on se cantonne à leur état de subordination au capitalisme sans leur proposer la moindre issue pour en sortir, on s'appuie sur leur arriération politique pour la reproduire à l'infini.

Il y a consensus sur les 60 ans, c'est le point de départ des discussions avec le gouvernement et le patronat, une fatalité, il faut faire avec, on n'a pas le choix, parler d'abaisser l'âge du départ à la retraite, une idée forcément farfelue, incongrue à l'heure où le gouvernement envisage sérieusement de le repousser, avancer une mesure vraiment progressiste, vous n'y pensez pas, nous vivons dans une société en déclin, c'est comme si tout s'était arrêté un jour à ce constat et qu'il faudrait dorénavant faire avec, dès lors comment ne pas se forger la conviction que la situation ne pourra qu'empirer, comment ne pas arriver à se dire qu'il faudra d'une manière ou une autre accepter ou subir de nouveaux sacrifices, n'est-ce pas ainsi que l'on pousse les travailleurs à penser.

On nous dira qu'il y a urgence à sauver les meubles, sauf qu'en se tournant vers le passé au lieu de regarder vers l'avenir, on n'a jamais rien sauver du tout, ou alors au détriment de nos intérêts fondamentaux. C'est comme lorsque la dictature frappe à la porte, on en appelle à la démocratie qui lui a frayé le chemin pour nous sauver au lieu d'en appeler au socialisme, et c'est finalement la dictature qui l'emporte. Parmi ces aspirations fondamentales figure la liberté de mener sa vie comme on l'entend, or, il faut attendre aujourd'hui d'être des vieillards ou des grabataires pour l'envisager. C'est cet aspect là qui est insupportable dans les 60 ans, on accepte que notre vie soit pour ainsi dire terminée ou que le meilleur de nos années soit derrière nous pour déclarer : nous voilà enfin libre, libre de quoi, de panser nos plaies et nos douleurs, de crever !

J'ai 55 ans et je suis déjà diminué physiquement, j'ai vu mon père mesuisier en bâtiment finir sa vie réduit à l'état de loque humaine, autour de moi il y a des retraités Français, ils sont plus ou moins heureux de leur vie en Inde, cependant ils regrettent tous de ne pas avoir vécu cette expérience plus tôt, et il est dorénavant trop tard pour faire des plans sur la comète. Et que dire aux jeunes qui sont confrontés à une société en pleine décomposition, comment les motiver pour étudier puis aller bosser, sachant qu'ils n'auront plus par la suite l'occasion de s'arrêter jusqu'à leur vieillesse, on peut comprendre qu'ils hésitent à endosser les chaînes du travail, ils sont promis à une vie de servitude, quelle perspective, quel idéal ! On peut louer le courage, mais pas la connerie humaine.

**Quand les voleurs reçoivent un chèque de l'Etat.**

Le procureur de Nice, Eric de Montgolfier, a annoncé mardi soir que les noms de 8.231 Français figuraient sur la liste des fichiers volés à la filiale suisse de la banque HSBC, et que les capitaux détournés du fisc représentaient 6 milliards d'euros.

La meilleure, les fraudeurs paieront 700 millions de pénalités en 2010 qui seront remboursés à ceux dont l'impôt dépasserait 50 % des revenus. (source : JDF 13.04)

S'ils avaient planqué cet argent en Suisse, c'était de toute évidence pour ne pas les déclarer au fisc et ainsi ne pas payer d'impôts sur cette somme, les voilà rassurés, le gouvernement des banquiers va leur adresser un chèque, elle n'est pas belle la vie !

**L'état psychotique alarmant des dirigeants du vieux monde. Et qui détient la palme, devinez ?**

**1-** Le président américain Barack Obama a estimé mardi que le "*risque d'une attaque nucléaire*" avait "*augmenté*", dans un discours prononcé au second et dernier jour de la Conférence sur la sécurité nucléaire à Washington.

Sarkozy a proposé qu'un Etat qui "*livre à une organisation terroriste du matériel nucléaire ou de la compétence en matière nucléaire*", puisse "*être poursuivi et condamné par un tribunal international sous l'égide de l'ONU*". Cette question devra être résolue d'ici 2012, a-t-il précisé, soulignant qu'il existe un "*vide juridique en la matière*". (AP 13.04)

**2-** Nicolas Sarkozy a souhaité mardi que le Conseil de sécurité des Nations unies adopte de nouvelles sanctions contre l'Iran dès "*avril*" ou "*mai*", "*pas plus tard*", pour pousser Téhéran à suspendre ses activités nucléaires potentiellement militaires.

La France et les Etats-Unis sont "*absolument sur la même ligne*", a rappelé M. Sarkozy, estimant que "*la minute de vérité approche*" et d'ajouter "*Il y a vraiment une prise de conscience générale que cela ne peut plus durer longtemps.*" (AP 13.04)

La Conférence sur la sécurité nucléaire à Washington n'était-elle pas un nouveau pas ou un prétexte pour jauger la détermination et la solidarité des chefs d'Etat des pays les plus puissants en prévision de nouvelles mesures contre l'Iran, voir une guerre ?

**Allemagne.**

Le syndicat des contrôleurs aériens allemands (GdF) a décidé mardi d'appeler à la grève pour la semaine prochaine, à la suite de l'échec de négociations sur les conditions de travail.

GdF dit représenter environ 3.200 employés de la Sécurité de la navigation aérienne allemande (DFS), société publique. (AP 13.04)

---

**Le 15 avril**

Message à P. J'ai bien reçu le journal, porte-toi bien et garde le moral ! Magueswary a enfin l'électricité et la fuite d'eau est réparée, par contre elle n'a toujours ni le gaz ni le téléphone, et quel bonheur : elle a des toilettes, lire plus loin l'info en bref sur l'Inde. Le moral est remonté.

En guise de causerie, un article sur les retraites.

**Sur la question des retraites.**

Quelle est la position des représentants des capitalistes, le gouvernement et le Medef sur la question des retraites ?

Ils disent : nous, nous ne sommes pas d'accord pour payer, cela remettrait en cause la compétitivité des entreprises, cela ferait fuir les capitaux, etc.

Que répondent en coeur tous les partis dits de « gauche » ?

Si, si, vous pouvez payer, mais vous ne voulez pas, les plus virulents en apparence ajoutent qu'il faut se mobiliser pour obliger ces horribles capitalistes à passer à la caisse.

Question : s'ils finissent par payer, cela ne voudrait-il pas dire qu'en régime capitaliste tout est possible, qu'il suffit d'insister et de se mobiliser pour que finalement nos revendications soient satisfaites, dès lors à quoi bon combattre pour renverser le régime, pour le socialisme, s'il suffit de poursuivre dans la même voie pour obtenir tout ce qu'on veut, le capitalisme réalise le socialisme, elle n'est pas belle la vie ?

On peut continuer ainsi longtemps à poser des revendications qui sont compatibles avec le capitalisme et s'asseoir sur le socialisme en fait, car ce qu'ils sont obligés de nous donner d'une main ils nous le reprendront de l'autre ou le récupèreront autrement, en augmentant l'exploitation par le biais d'exonérations de cotisations sociales par exemple que nous finissons par payer sous forme d'impôts.

La question n'est-elle pas : si les capitalistes refusent de payer, il faut les exproprier et se réapproprier le fruit de notre travail, pour qu'il profite à l'ensemble de la société et non pas à une infime minorité de nantis.

En admettant l'hypothèse que le gouvernement accepterait les pistes de financement proposées par les uns ou les autres et que les régimes des retraites demeurent en l'état, tout le monde se déclarerait satisfait ou presque, la restriction portant sur les coups portés aux régimes de retraites depuis 1993, comme si la situation antérieure était satisfaisante, comme si consacrer la totalité de sa vie à engraisser des patrons

était finalement normal, légitime, la seule conception de la société qui serait viable, envisageable, pertinente, autant dire : vive le capitalisme !

Si maintenant on part de l'hypothèse que la vie mériterait d'être vécue autrement et que nous aspirons à davantage de liberté bien avant de se retrouver vieillard ou grabataire, on rejettera ces propositions qui nous enchaînent au capitalisme et légitiment l'esclavage salarial pour l'éternité.

Deux hypothèses inconciliables, la première se situe sur le terrain de la collaboration de classes et s'inscrit dans la perspective de la préservation du système capitaliste, la seconde se situe sur le terrain du combat pour la rupture avec le capitalisme dans la perspective du socialisme.

La question pour les militants est de savoir si notre combat se résume ou doit se réduire au syndicalisme, et encore, un syndicalisme édulcoré qui n'est même pas orienté dans la perspective de l'abolition du capitalisme, à proposer des revendications raisonnables, compatibles avec l'existence du capitalisme, ou au contraire notre combat doit partir des aspirations et besoins du prolétariat et s'inscrire dans la perspective du socialisme.

D'après vous, pourquoi le PS, le Front de gauche, les Verts réclament-ils de nouveaux financements pour équilibrer les comptes des caisses de retraites ? Pour ne pas avoir à poser la question déterminante de la viabilité ou non du système capitaliste, sachant qu'ils sont tous partisans de sa survie. Surtout il ne faut pas qu'on en arrive à se poser cette question, pas touche au système capitaliste ! Question : peut-on être sur la même longueur d'onde qu'eux ? Si l'on répond oui à cette question, il faut alors s'en poser une autre : quel genre de militant sommes-nous en vérité ?

**Il existe une solution immédiate pour garantir la pérennité du financement des retraites.**

Il y a environ 4,5 millions de chômeurs en France, mettons à la retraite le nombre équivalent de travailleurs qui ont plus de 50 ans.

**Conséquences :** en prime nous aurons résolu le problème du chômage qui frappe durement les jeunes.

**Objection :** les 4,5 millions de retraités supplémentaires vont peser sur les caisses de retraites, les cotisations des 4,5 millions de chômeurs qui les ont remplacés ne suffiront pas pour financer leurs retraites.

**Réponse.** Certes, mais ces 4,5 millions de travailleurs qui étaient au chômage disposaient de revenus réduits, donc ils consommaient moins qu'un travailleur percevant un salaire complet, en travaillant, ils ne vont peut-être pas produire plus de richesses que leurs aînés partis à la retraite, mais ils vont consommer davantage, je veux dire par là qu'ils vont pouvoir satisfaire des besoins qui ne l'étaient pas jusqu'à présent, il ne s'agit évidemment pas de consommer pour le plaisir de consommer ce qui serait absurde, tandis que nos retraités continueront de consommer comme avant s'ils perçoivent une retraite décente, du coup c'est l'ensemble de l'économie qui sera en mesure de financer les retraites. Il ne s'agit là que d'un aspect de la situation, allons plus loin.

**Objection :** ce scénario est intéressant, mais vous ne pouvez pas l'imposer à l'Etat et aux capitalistes, il est indéfendable dans l'état actuel des choses.

**Réponse.** Quelle perspicacité, quelle lucidité ! Et alors, vous en déduisez quoi ? Qu'il faudrait y renoncer ? Y renoncer ne serait-ce pas renoncer au socialisme ? Bien entendu qu'un tel scénario est incompatible avec une Etat capitaliste, avec l'existence du capitalisme, c'est cela qui vous effraie, c'est cela qui vous conduit à mettre votre programme dans votre poche, dans ce cas-là on en revient à la question que j'ai posée plus haut : mais vous êtes quel genre de militant au juste, pour quelle cause combattez-vous, sur quoi reposent vos convictions, quel est vraiment votre idéal ?

Il existe une réponse à l'objection précédente : finissons-en avec cet Etat forgé par et pour les classes dominantes, prenons le pouvoir, exproprions les capitalistes ou actionnaires des grandes entreprises et ce scénario pourra être mis en oeuvre, nous mettrons la main mise sur les centaines de milliards de profits générés par ces entreprises, gageons qu'il fera l'unanimité chez nos aînés et nos jeunes, aspireraient-ils à autres choses ?

**Page 8 du n°93 d'Informations ouvrières, deux extraits qui méritent réflexion.**

**1-** "*la campagne contre le consensus, « Ne touchez pas à nos retraites ! », pour le mandat* ".

De quel mandat s'agit-il ? Serait-ce le mandat dont seraient porteurs des partis qui soutiennent le régime ? N'est-ce pas tenter de légitimer ces partis, le PS et ses satellites inféodés au capitalisme ?

**2-** "*Ce qu'il faut, pour défendre les retraites, c'est restituer à la Sécurité sociale les milliards d'exonérations de cotisations patronales, interdire les licenciements, embaucher les jeunes et augmenter les salaires !*"

Nous voilà bien avancés ! Sans chasser Sarkozy, sans en finir avec les institutions de la Ve République, sans prendre le pouvoir, sans exproprier les capitalistes ? Le POI est-il un syndicat ou un parti ? On voit clairement ici que le combat du POI s'inscrit dans le cadre de la première hypothèse qui a été émise plus haut.

Je rajoute quelques mots.

**Payer ou ne pas payer, est-ce vraiment la question déterminante ?**

Les patrons disent qu'ils ne peuvent pas payer, partis et syndicats répondent qu'ils peuvent payer. Payer ou ne pas payer, si ce combat se réduit à cela, il est perdu d'avance, les travailleurs savent plus ou moins qu'on leur ment, que le gouvernement leur ment, mais ils savent aussi que les syndicats et les partis leur mentent aussi, sinon ils ne se seraient pas abstenus si massivement lors des dernières élections et ils seraient peut-être plus nombreux à adhérer aux syndicats et aux partis ouvriers, non ?

A ce jeu-là, il paraît évident que c'est celui qui parlera le plus fort qui l'emportera, et les opposants plus ou moins acharnés à cette nouvelle contre-réforme des retraites risquent de ne pas être entendus, s'ils ne seront pas quasiment censurés ou boycottés par les médias. Au jeu de parole contre parole, c'est celui qui détient les moyens d'informations et développe en continu sa propagande qui a le plus de chance d'influencer la population, j'espère me tromper.

Les patrons peuvent payer, doivent payer, très bien, s'ils ne veulent pas, qu'est-ce que vous faites, vous proposer quoi au juste, de continuer à leur réclamer et ainsi de suite ?

Il y a quelque chose qu'on ne comprend pas et que nous voudrions que vous nous expliquiez. Cela vous coûterait quoi d'avancer la nécessité de les chasser du pouvoir, nous, vous y perdriez quoi au juste au cas où la contre-réforme de Sarkozy passerait ou non ? Pourquoi voulez-vous absolument régler la question des retraites (qui est déjà très imparfaite dans l'état) dans le cadre du régime ? Parce que les masses ne seraient pas prêtes à le remettre en cause ? Faudrait-il attendre cette échéance pour leur proposer une issue politique au capitalisme ?

Mieux encore, en admettant qu'ils paient, non seulement on pourra dire merci patrons, mais qui paiera finalement l'addition, les capitalistes ne s'arrangeront-ils pas pour récupérer de la main gauche ce qu'ils auront été obligés de céder de la main droite, ne reviendront-ils pas à la charge en s'y prenant autrement pour aboutir cette fois à leurs fins, ne s'y sont-ils pas pris ainsi pour liquider les entreprises publiques, pour réduire en lambeau le Code du travail, la protection sociale, etc. ? Prenons un exemple concret. Le CPE a été retiré, bien, qu'est-ce qu'en a à faire le patronat qui dispose de plus de 20 contrats de travail précaires à sa disposition, plus les stagiaires et les apprentis qu'ils rémunèrent avec un lance-pierres ?

A force de réduire dans les faits votre programme à une peau de chagrin au nom du « front unique », ne prenez-vous pas le risque de vous renier, de vous écarter de votre objectif ou de l'abandonner si ce n'est pas déjà fait ?

- L'article au format pdf

Encore un mot à rajouter.

Dans le IO n° 93, à la page 2, on trouve aussi ce passage : "*Pour Pierre Laurent, dirigeant du PCF, « le débat sur les retraites est un choix de société majeur » (L'Humanité, 12 avril).*"

Ne fallait-il pas saisir la balle au bond et ajouter : effectivement les retraites posent la question du"*choix de société*" dans laquelle nous voulons vivre : en régime capitaliste et voir tous nos droits foutre le camp les uns après les autres ou tourner la page du capitalisme et avancer dans la voie du socialisme pour satisfaire nos aspirations ou besoins légitimes ? On ne peut pas penser à tout !

**Quelques infos en bref.**

**Un de moins.**

Lech Kaczynski, féroce anticommuniste, réactionnaire viscéral, opposé à l'avortement par exemple, "qualités" partagées par son frère jumeau, le voilà encensé par les dirigeants du vieux monde.

J'ai lu dans un article qu'il aurait pu influencer le commandant de bord de l'avion dans lequel il se trouvait provoquant ainsi l'accident et la mort des 94 passagers qui se trouvaient à bord de l'appareil. Une version plausible que les médias se sont empressés d'enterrer pour célébrer en coeur la gloire de cet anticommuniste primaire.

**Népotisme, suite.**

Un proche de la famille de Carla Sarkozy parachuté à la Cité de l'immigration.

Selon Libération.fr, des salariés de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI), à Paris, grognent suite à la nomination de Luc Gruson comme directeur de cet établissement public.

Pourquoi? Car ils ont appris sa nomination par mail jeudi dernier, avant que l'ancienne directrice du musée, soit débarquée dès le lendemain.

Cette "*nomination éclair*" est d'autant plus contestée en raison de la proximité du nouveau directeur avec la famille de Carla Sarkozy, qui est la belle famille du chef de l'Etat.

Luc Gruson ne nie pas cette proximité: "*Mon épouse est proche des Bruni-Tedeschi*", rapporte Libération.fr.

Mais ce dernier ne débarque pas de nulle part puisqu'il a dirigé la mission de préfiguration de la Cité, souligne le site du quotidien.

Selon Le Monde, son arrivée a été imposée par l'Elysée. (Lepost 13.04)

**Inde.**

Selon une étude publiée mercredi effectuée par le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé de l'université des Nations unies, on dénombre 545 millions de détenteurs d'un portable en Inde, alors qu'ils n'étaient qu'une poignée il y a encore dix ans.

En revanche, seuls 366 millions d'Indiens, soit 31% de la population, disposent d'un semblant de toilettes, c'est-à-dire d'un lieu d'aisance pourvu au minimum de cloisons et d'une aération limitant les odeurs et les mouches. (Reuters 14.04)

Tu as l'impression de monter dans l'échelle sociale en arborant ton portable, ce n'est pas forcément utile, mais bon, alors que les chiottes, c'est une option, et puis attendez, il faut les entretenir, j'en sais quelque chose, le terrain derrière chez moi sert à la fois de décharge et de toilettes, heureusement que le vent ne souffre pratiquement jamais d'ouest en est vers la maison, quand cela arrive, c'est signe qu'il va pleuvoir, c'est mon côté paysan acquis sur le tard qui se manifeste ainsi, le reste du temps je serais plutôt pécheur à regarder le ciel au-dessus de la mer !

---

**Le 16 avril**

**Un tel parti a-t-il un avenir ?**

"*On s'est auto-intoxiqués en disant qu'on était les seuls à gauche à résister à Sarkozy et on a oublié de faire de la politique*", reconnaît Pierre-François Grond, numéro deux du parti.

"*Le NPA a cru pouvoir se substituer aux syndicats et pensé qu'il allait tout écraser sur son passage. C'était une illusion totale*", remarque Léonce Aguirre, membre de l'exécutif.

La direction nie toute hémorragie mais reconnaît une vingtaine de départs au Conseil politique national et admet que le parti ne comptait plus que 8 000 militants en décembre. "*On sera en dessous au prochain congrès*", concède M. Grond. Quant aux comités locaux, ils se réunissent avec un tiers de militants en moins. "*C'est un peu la redescente. On se demande si ça vaut la peine de continuer avec une organisation où seule une poignée de personnes autour de Besancenot dirige*", lâche Leila Chaibi, démissionnaire de la direction.

Pour M. Grond, le NPA peut rétrécir mais "*passera le cap de 2012*". (Le Monde 15.04)

Parce qu'on aurait pu en douter ?

On a "*oublié de faire de la politique*", rien de moins ! Que veut dire Grond par là, que le NPA est toujours incapable d'organiser des travailleurs, qu'il ne propose aucune issue politique à la crise du capitalisme ? Qui ne s'en était pas aperçu franchement ? Pourquoi refuse-t-il obstinément de mener le combat avec le POI, par crainte de la comparaison des deux partis qui ne serait pas à son avantage ?

Le NPA a été propulsé par les médias et en partie par l'UMP, depuis les médias le pilonnent ou l'abandonnent au profit de partis portés en avant par la crise du capitalisme et promis à sauver le régime avec la complicité des mêmes médias, et le soufflé retombe aussi vite qu'il avait gonflé. Pourtant ce ne se sont pas les travailleurs et jeunes qui sont prêts à en découdre avec le régime qui manquent...

**Les fossoyeurs de nos droits et du syndicalisme, plus qu'un "*symbole*", une réalité.**

Des arrêts de travail ont été observés dans quatre des six raffineries de Total en France, au moment où se tenait une table ronde à Paris sur l'avenir du raffinage dans le pays.

"*Il s'agit de montrer de façon symbolique que les raffineries sont solidaires et inquiètes de leur devenir*", a dit Franck Manchon, délégué CGT à Grandpuits (Seine-et-Marne). Rien à foutre des ouvriers de Dunkerque, quoi !

La raffinerie de Dunkerque, à l'arrêt depuis mi-septembre était également en grève jeudi. Une demande en référé pour délit d'entrave aux instances représentatives du personnel et pour arrêt illégal de la production dans cette raffinerie a été déposée mi-mars par le comité central d'entreprise (CCE) de Total. Le jugement a été renvoyé au 22 avril. (Reuters 15.04)

**Recyclage : c'est pas du luxe !**

LVMH, le numéro un mondial du luxe avait surpris les marchés mardi, en annonçant des ventes nettement supérieures aux attentes au premier trimestre, avec une croissance organique de 13%.

"*Mais on n'aura peut-être pas les taux de croissance qu'on a observé, de plus de 20% voire 30% du premier trimestre, pendant toute l'année. On peut l'espérer mais je pense qu'il faut quand même être prudent*" a déclaré Bernard Arnault.

Le titre LVMH a enregistré une hausse de 70% depuis un an et a touché un plus haut depuis septembre 2000 mardi.

Bernard Arnault a également annoncé l'entrer au conseil d'administration de Bernadette Chirac qu'il a salué pour "*sa connaissance, dans ses fonctions passées, de la plupart des pays du monde et ses relations avec ces pays, au plus haut niveau*". (Reuters 15.04)

**Etat sioniste, Etat voyou.**

Ehud Olmert a été officiellement reconnu jeudi comme le principal suspect d'un énorme scandale immobilier à Jérusalem.

Ehud Olmert est accusé d'avoir reçu un pot-de-vin de 3,5 millions de shekels (700.000 euros) lorsqu'il était maire de la Ville sainte (1993-2003), ont précisé les médias israéliens, selon lesquels il doit être interrogé prochainement par la police.

A 64 ans, Ehud Olmert est déjà en procès, depuis septembre 2009, pour trois autres scandales. Il avait quitté le pouvoir en mars 2009 après avoir démissionné.

Mercredi, Uri Lupolianski, le successeur d'Ehud Olmert à la tête de la municipalité, avait été arrêté par la police pour son implication présumée dans une affaire de pots-de-vin versés pour la construction d'un gigantesque complexe immobilier baptisé «Holyland». Un ex-associé d'Olmert, Uri Messer, ainsi que des officiels de la mairie de Jérusalem et plusieurs hommes d'affaires, soupçonnés d'être mouillés dans le scandale, ont également été arrêtés la semaine dernière. (20minutes.fr)

---

**Le 17 avril**

Le site ne sera pas actualisé demain ni les dimanches suivants, à force de négliger mes affaires, je me retrouve face à des problèmes que j'aurais pu éviter.

Vous avez lu l'article sur les conditions de retraites des députés et des sénateurs, avez-vous remarqué qu'aucun parti ne les a dénoncées ? Cela ne vous choque pas, vous trouvez cela normal, alors quitter ce site immédiatement, vous perdez votre temps. Quel parti ou quelle tendance politique a osé en parler ? Quelle différence y a-t-il entre l'omerta ou loi du silence et un consensus dont personne ne parle ? Le silence est d'or, il peut rapporter gros parfois, on a parfaitement compris que tous les élus qui siègent à l'Assemblée nationale ou au Sénat sont corrompus et inféodés à la Ve République.

On a compris aussi pourquoi les Jospin, Cambadelis, Weber, Dray et consorts ont rejoint le PS, c'est plus gratifiant, comment dire, plus rémunérateur.

Dites-moi, tous ces partis institutionnels qui bouffent à la gamelle de la Ve République depuis qu'ils existent, croyez-vous franchement qu'un jour il leur prendra l'envie de la remettre en cause ? Je pose cette question, parce que c'est ce qu'on veut nous faire croire à coup de front unique en direction de ces partis pourris, notez bien que depuis plus de 60 ans on nous sert le même refrain : gouvernement PS-PCF, dirigeants prenez vos responsabilités, ils ne font que cela, ils soutiennent avec acharnement le régime, c'est le seul mandat qui a de la valeur

à leurs yeux, on devrait dire pour alimenter leurs comptes en banque et assurer leurs vieux jours, car la racaille est résistante !

On nous rebat les oreilles avec les régimes spéciaux de certaines catégories de travailleurs qu'il faudrait défendre, pourquoi pas, le régime général devrait être aligné sur le régime de retraite le plus avantageux pour l'ensemble des travailleurs, mais parce qu'à l'opposé le gouvernement voudrait les remettre en cause on ne parle pas des régimes spéciaux de retraite des militaires, des notaires, des élus, etc. qui constituent de véritables privilèges dans la société telle qu'elle existe et hisse ces catégories sociales au rang d'institutions, pourquoi, parce que ceci explique cela, consensus ou esprit corporatiste oblige ?

Un slogan qui en cache un autre.

Pas touche à nos retraites, un mot d'ordre que tous les parlementaires adopteront les yeux fermés. Il signifie aussi : pas touche à nos privilèges, or ce sont les privilèges des classes dominantes qu'il nous faut abolir. D'une certaine manière, cela justifie de passer à un mot d'ordre progressiste du genre : retraite à 50 ou 55 ans, embauche des 5 millions de chômeurs, transformation de tous les contrats de travail précaires en contrats à durée indéterminée, Smic (et retraites minimum) à 1.500 euros nettes, 25 à 30 annuités de cotisations sociales, nous travaillons pour vivre, nous ne vivons pas pour travailler, à moins de justifier l'esclavage.

N'est-ce pas ce à quoi aspire la majorité de la population, pouvoir s'épanouir, davantage de bien-être, vivre en harmonie et en paix ?

Question : pour mettre en oeuvre cette politique révolutionnaire, faut-il oui ou non en finir avec les institutions de la Ve République ?

Autre chose. Réaction au dernier numéro de Débat révolutionnaire (NPA).

Avez-vous pris le temps de réfléchir avant d'écrire ce paragraphe ?

"*Sans surprise, le rendez-vous de « concertation » du 12 avril a été un jeu de dupes, où les directions syndicales, piégées par la politique du dialogue social, ont été roulées dans la farine. Alors qu'elles réclamaient un « vrai débat » au gouvernement depuis le 23 mars, sans appeler à une suite de la lutte avant le 1er mai et sans avancer de revendications claires, Woerth est passé, lui, à l'offensive en déclarant : « On en parle depuis des années, il faut surtout passer à l'action ».*"

1- Comment cela les directions syndicales seraient "*piégées*" ? Ne savaient-elles pas à l'avance de quoi il retournait, ignoraient-elles les intentions du gouvernement ?

2- "*Alors qu'elles réclamaient un « vrai débat »*", vous pouvez prendre la précaution de mettre des guillemets, cela suggère quand même qu'un vrai débat était possible avec le gouvernement.

Et vous resservez le couvert plus loin :

"*Toute la politique du gouvernement pour imposer sa contre-réforme des retraites repose sur ce piège de la concertation et du dialogue social.* "

On tombe dans un piège quand on n'en a pas connaissance, mais à partir du moment où l'on sait à quoi s'en tenir, ce n'est plus un piège, et si l'on tombe dedans, c'est soit qu'on le veut bien, soit qu'on est un crétin !

Et vous en rajoutez une louche :

"*Mais cette « concertation » sert aussi au gouvernement pour plier les syndicats...*"

Vous insinuez ici implicitement que les syndicats ne seraient pas de mèche avec le gouvernement, qu'ils seraient victimes d'une manoeuvre déloyale, donc au bout du compte s'ils trahissent ce ne sera pas vraiment de leur faute, ils auront "*plié*" ou succombé les malheureux à la pression insoutenable que leur aura imposée le gouvernement, qui n'aurait pas la même attitude à leur place...

Pour finir par une banalité affligeante :

"*Voilà en quoi le piège du dialogue social sert aux classes possédantes à faire de la politique, à tenter de soumettre l'opinion.*"

Pardi !

Vous voulez "*contrôler les fonds publics*" :

"*S'en prendre aux racines du mal de la crise des déficits, tout comme à la véritable cause des « trous » des caisses de retraite ou de sécurité*

*sociale, impose de mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur l'ensemble du système financier, sur les fonds publics, sur l'État lui-même.*

*Cela passe nécessairement par l'expropriation des grands actionnaires des banques et autres institutions financières, leur nationalisation et leur placement, ainsi que les fonds publics, sous le contrôle démocratique de la population.*"

Qui pensez-vous pouvoir exproprier sans abolir auparavant les institutions de la Ve République, le pouvoir politique en place au service des intérêts des classes dominantes ? Réponse : personne ! L'analyse est correcte, la conclusion erronée. Je ne veux pas être méchant, mais que signifie "le contrôle démocratique de la population" sans poser au préalable la question du pouvoir, en escamotant la Ve République, sans nous dire que ce "*contrôle démocratique*" ne pourra voir le jour qu'une fois abattues les institutions, qu'il faut commencer par là au lieu de mettre la charrue avant les boeufs. Le" *contrôle démocratique de la population*" sans révolution, c'est la démocratie participative de Séglène Royal, c'est l'autogestion des gauchistes... du capitalisme !

Pourquoi ne jamais lier nos revendications sociales à un objectif politique ? Les bolcheviks reliaient dans leur propagande la question de la paix, du pain et de la liberté à celle de la nécessité d'abattre le régime du despote Nicolas II, non ? Chasser le tsar n'était-il pas la priorité pour pouvoir satisfaire ces revendications ? Vous voulez élever le niveau de conscience politique des travailleurs oui ou non ? Sans formuler de mots d'ordre politique ? Sans proposer la moindre issue politique ? Sans leur indiquer l'objectif politique à atteindre ?

**Quelques infos en bref.**

**Pour qui roule le site Rue89 ? Pour celui qui le subventionne : le gouvernement.**

Voici ce qu'on pouvait lire hier sur ce site à propos du rapport du COR : "*Comme le dernier rapport sur les retraites, celui de 1995 était critiqué. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il était dans le vrai.*"

**Sarkozy : dehors !**

Sarkozy, ça suffit. Près de deux Français sur trois (65%) ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy soit à nouveau candidat à l'élection présidentielle en 2012. pas d'illusions, cependant, puisqu'ils sont 82% à penser qu'il le sera quand même, selon un sondage BVA pour La Matinale de Canal + de ce vendredi.

Ils pourraient bien voir juste, puisque BVA rappelle que «*tous les présidents de la 5e République se sont présentés pour un second mandat*». (20minutes.fr 16.04)

Les personnes interrogées pensent qu'il se représentera parce qu'ils ont appris à le connaître, très rapidement il faut noter. Ils savent qu'il est imbu de sa personne au point de refuser de reconnaître l'évidence, c'est-à-dire qu'il est détesté par l'immense majorité de la population.

**Après les cocus du Grenelle de l'environnement, les cocus des régionales.**

Le groupe Front de gauche et alternatifs a protesté vendredi contre l'élection de l'ancien secrétaire d'Etat Roger Karoutchi (UMP) à la présidence de la commission des Finances du conseil régional Ile-de-France que préside le socialiste Jean-Paul Huchon.

Le groupe Front de gauche dans un communiqué signale qu'au sein de la commission des Finances, seuls les deux élus issus de partis membres du Front de gauche ont "*refusé de glisser un bulletin de droite dans l'urne*". (AP 16.04)

**Un décret qu'ils n'osent même pas publier !**

Le Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative en France, a annoncé vendredi le rejet de la requête déposée par des associations et syndicats contre le décret portant création du fichier CRISTINA, destiné à la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI).

Le Conseil d'Etat a également rejeté la requête contre "*un second décret dispensant la premier de publication*".

Le Premier ministre François Fillon, explique la haute instance dans un communiqué, a créé par décret "*un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé 'CRISTINA', destiné à faciliter l'exercice de ses missions par la direction centrale du renseignement intérieur. Par un second décret du 27 juin 2008, il a décidé, en application de l'article 26 de la loi dite "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, de dispenser de publication le décret portant création de ce fichier*".

Les associations requérantes soutenaient que les décrets étaient "*entachés de différentes irrégularités de forme et de procédure*", selon le Conseil d'Etat qui "*écarte ces critiques*" et "*valide donc les décrets sur le terrain de leur régularité*".

Sur le fond, le Conseil d'Etat rappelle que "l*a faculté de dispenser de publication ce décret est prévue par la loi*". La haute instance, "*après avoir examiné le décret portant création du fichier 'CRISTINA', juge, d'une part, que ce traitement constitue bien un fichier intéressant la sûreté de l'Etat et que les données qu'il contient sont pertinentes au regard des finalités poursuivies, notamment la lutte contre l'espionnage et le terrorisme*".

Il en déduit que le Premier ministre "*pouvait, sans méconnaître l'article 26 de la loi du 6 janvier 1978, faire usage de la dispense de publication prévue par ces dispositions*". (AP 16.04)

**Le racket des mutuelles : expropriation !**

La baisse de 35% à 15% du taux de remboursement d'environ 150 médicaments, prévue dans le budget 2010 de la Sécurité sociale, est entrée en vigueur vendredi, avec la publication au Journal officiel de la liste des produits concernés.

Ils ont en commun d'avoir un «service médical rendu» jugé faible ou insuffisant par la Haute Autorité de Santé.

La Mutualité française, qui fédère la quasi-totalité des mutuelles santé, a vivement critiqué le nouveau taux de 15%, estimant qu'il était incohérent de continuer à rembourser, même faiblement, des médicaments jugés inefficaces. Elle a appelé ses membres à ne pas compléter pour leurs adhérents les remboursements de l'assurance maladie pour les médicaments concernés. (AFP et Libération.fr 16.04)

**Etats-Unis.**

Bank of America a annoncé vendredi avoir gagné 2,83 milliards de dollars au premier trimestre. (AP 16.04)

**Russie.**

Le nombre de milliardaires est passé de 32 en 2009 à 62 en 2010, indique le journal russe Finans, la version russe du magazine américain Forbes.

Les citoyens les plus riches de Russie ont édifié leurs fortunes lors de l'époque trouble qui a suivi la chute de l'URSS en 1991 en tirant parti des privatisations de fleurons du pays. (Libération.fr 16.04)

**Brésil.**

Un juge de Brasilia a autorisé vendredi l'ouverture d'un appel d'offres pour la construction d'un barrage géant dans la forêt amazonienne, malgré l'opposition des Indiens.

Les Indiens et les écologistes dénoncent une catastrophe pour l'environnement et les 40.000 habitants dont l'habitat disparaîtrait sous les eaux. Ils affirment aussi qu'une grande partie de l'électricité produite ira aux grandes mines, au lieu de bénéficier à la majorité des Brésiliens.

Le barrage de Belo Monte, d'un coût estimé à 11 milliards de dollars (8,1 milliards d'euros), serait le troisième plus grand ouvrage du genre dans le monde. Construit sur le Xingu, un affluent de l'Amazone, dans le nord, il devrait couvrir 6% des besoins énergétiques du Brésil d'ici 2014. (AP 16.04)

**Thaïlande.**

Le Premier ministre thaïlandais a chargé vendredi l'armée de rétablir l'ordre dans le pays, en proie depuis plusieurs semaines à d'importantes manifestations de l'opposition. (AP 16.04)

---

**Le 18 avril**

Finalement j'ai actualisé partiellement le site ce matin, les différentes rubriques seront actualisées demain matin.

Que les camarades de la tendance Claire du NPA ne s'étonnent pas du format adopté pour mettre en ligne leur dernier bulletin dont le volume 3,8 MO nécessitait une durée de téléchargement plutôt dissuasive, plus de 35 minutes en ce qui me concerne. Je n'ai rien modifié à leur document, j'ai sauvegardé la version word au format html que j'ai ensuite enregistré au format pdf, on est ainsi passé de 3,8 MO à 0,64 MO (646 Ko) divisant par 5 la durée du téléchargement.

Je ne sais pas chez vous, mais ici la ligne est très lente, cela dépend des moments aussi, et je paie chaque minute de connection, je vais

demander aux camarades de Claire de me rembourser, je déconne bien sûr, le téléchargement de leur document m'a coûté l'équivalent d'une plaquette de beurre de 250 gr, cela vous fait marrer, moi pas, car lorsque je dis que j'ai tout juste de quoi survivre, je ne raconte pas de conneries, cela veut dire que je compte tout, je ne suis pas pingre ou avare mais je suis encore assez responsable pour faire attention à chaque dépense, sinon c'est la fuite en avant et la ruine, regardez où en est le capitalisme !

On est dimanche, une chaleur à crever, il est 9h du matin et ils viennent juste de couper le courant, comme tous les jours jusqu'au milieu ou la fin de l'après-midi depuis deux semaines, c'est l'été ici, on reste de bonne humeur et on essaie de se détendre. Je ne mets pas en marche le ventilateur pour économiser la batterie et continuer à bosser.

Je trouve formidable les contributions de tous ces groupes ou tendances de militants, quel boulot et quelle détermination, j'en pense autant des camarades du POI, dommage qu'on n'arrive pas à se mettre d'accord, sur quoi au fait puisque chacun s'ignore superbement... Même la crise du capitalisme n'a pas réussi à nous rapprocher les uns des autres, à croire que nos désaccords valent mieux que ce qui nous réunit, et de nombreux militants finissent par se lasser de cette situation qu'ils trouvent incompréhensible où guider par des intérêts qui n'ont rien à voir avec la cause que nous défendons.

Le capitalisme a tourné le dos aux économies qui leur coûtent plus qu'elles ne leur rapportent, il préfère investir en Chine qu'en France par exemple, mais paradoxalement c'est encore dans ces économies que le procès de production s'achève, qu'il écoule les marchandises produites à bas coût ailleurs, c'est l'une des contradictions à laquelle il ne peut échapper sur fond de concurrence féroce sur le marché mondial. Comme chaque fois que le capitalisme se retrouve en crise, il doit d'affronter ses contradictions pour tenter d'en atténuer les conséquences jusqu'à la prochaine crise.

La spéculation et toutes les opérations financières auxquelles se livrent les capitalistes semblent avoir pour seul objectif d'accumuler toujours davantage de capital, pas seulement, si tout nouvel investissement nécessite de mobiliser toujours plus de capitaux pour un rendement calculé en fonction de l'état du marché et son éventuel déveoppement, il est souvent obsolète avant même que les investisseurs aient récupéré leurs capitaux et empoché les profits escomptés, on pourrait dire qu'avant même l'ouverture d'une nouvelle usine, ils ont déjà programmé sa liquidation et ainsi de suite, sans se soucier des conséquences sociales qui en découlent pour la classe ouvrière.

Nous savons que la dette des Etats des pays capitalistes les plus développés est en partie le produit des privilèges (supplémentaires) que leurs gouvernements ont accordé aux capitalistes au cours des dernières décennies avec une nette accélération depuis deux ans (plan de relance en direction de l'industrie financière), au détriment des conditions de vie et de travail de leur prolétariat, afin de leur permettre de continuer leur combat pour conserver leurs parts de marché sur le marché mondial. L'endettement abyssal des Etats est donc directement le produit de la concurrence mondiale que se livrent les capitalistes, comme celle-ci ne fait que croître avec le développement des pays dits émergents, cette dette n'est pas près de s'éteindre, et elle sert de prétexte à tous les gouvernements pour s'attaquer à l'ensemble des droits sociaux concédés ou acquis par les travailleurs au cours de la lutte des classes.

Nous savions déjà que le capitalisme s'était développé en se faisant crédit à lui-même... Aussi longtemps que la concurrence mondiale demeurait limitée à quelques pays dominants, la guerre que se livraient les capitalistes entre eux était contenue dans des limites supportables sur le plan économique, ils se partageaient le monde, ils l'exploitaient dans des conditions abominables, ils le pillaient littéralement, ce qui leur permettait de retomber sur leurs pattes pendant que chacun conservait sa place sur le marché mondial et son influence sur le plan politique, mais avec l'arrivée sur le marché de nouveaux concurrents disposant d'avantages que les vieux pays capitalistes avaient épuisés (une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci), leur guerre allait changer, non pas de nature car elle a toujours été tournée contre le prolétariat sur tous les continents, mais de direction, elle n'allait plus viser principalement le prolétariat des pays qu'ils exploitaient jusqu'à la moelle, elle allait se diriger (s'intensifier) contre leurs propres prolétariats. Le capitalisme français a désigné Sarkozy pour réaliser cette sale besogne.

Cela s'explique d'autant plus que les prolétariats des pays capitalistes dominants ne sont plus les seuls à consommer la plupart des richesses produites, à terme et à plus ou moins brève échéance maintenant, les capitalistes du CAC 40 par exemple qui réalisent déjà la moitié ou plus de leurs profits hors de France n'ont plus besoin d'écouler leurs marchandises en France, ils disposent à travers le monde d'une classe moyenne suffisamment développée qui dépasse en volume le marché français dont ils se détournent, ce qui explique que les capitalistes n'ont plus aucun intérêt à développer leur activité économique en fonction du marché français, et qu'ils sont indifférents à la décomposition ou à l'appauvrissement de ce pays, dont ils sont les principaux artisans.

Donc deux éléments à retenir qui marquent la situation présente et son développement à venir : d'une part les capitalistes réalisent une grande partie de leurs profits hors de France, d'autre part, ils ont et auront de moins en moins besoin de la population française pour écouler leurs marchandises ou services, ce qui explique qu'ils se foutent pas mal que la population s'appauvrisse.

Cela se traduit concrètement et immédiatement par la généralisation de l'exploitation effrénée sur tous les continents et dans tous les pays sans exception, tandis que les capitalistes sont lancés à la conquête des classes moyennes du monde entier, ce n'est sans doute pas pour rien qu'on entend souvent parler des inégalités croissantes entre les villes et les campagnes en Chine ou en Inde par exemple, mais on pourrait trouver d'autres éléments qui confirment cette tendance. Ce serait intéressant pour valider la démonstration que je viens de vous livrer, d'étudier l'évolution de la part qui revient à la consommation dans l'économie de chaque pays, on parle de 70% en France ou aux Etats-Unis par exemple, par rapport au PIB si je ne me trompe pas. Ce chiffre est faussé du fait qu'il ne tient pas compte de la dette intérieure, à combien tombe en réalité au jour le jour le niveau de la consommation ?

On va arrêter là pour aujourd'hui. On peut ajouter que le capitalisme mondial ne pourra pas s'en tirer pour autant, dans la mesure où dans les pays où se développe une classe moyenne, les revendications du prolétariat se font de plus en plus pressantes, les prix et les salaires augmentent, il arrivera donc un moment où l'économie de ces pays se retrouvera dans la même situation que celle des pays capitalistes dominants. A l'opposé dans les pays dominants, les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres ne cessent de croître, les gouvernements favorisent systématiquement les plus nantis au détriment du prolétariat qui s'appauvrit, ce qui va dans le sens de ma démonstration. Pourquoi la Chine ou le Brésil a décidé d'investir dans les infrastructures du pays et de favoriser la consommation interne ? Pas pour le bonheur de leurs peuples, mais parce que c'est une des recettes pour se développer et développer leur classe moyenne. (A suivre)

Bon dimanche à tous.

---

**Le 19 avril**

Ils disent clairement que vivre plus longtemps est incompatible avec la survie du régime capitaliste donc nécessite de remettre en cause notre droit à la retraite. La question qui est donc posée aux travailleurs est de savoir s'ils acceptent de sacrifier leur vie et leur retraite pour qu'une infime minorité de parasites continuent à s'enrichir sur leur dos.

S'ils répondent par la négative, il faut donc envisager d'abolir immédiatement le système économique capitaliste et de refonder la société sur de nouvelles bases économiques et sociales à partir des besoins et aspirations de la majorité de la population, d'avancer vers le socialisme, ce qui nécessite au préalable d'en finir avec le pouvoir politique en place au service du capitalisme, car l'existence des institutions de la Ve République est incompatible avec une politique économique conforme à la satisfaction des besoins des travailleurs. (lire ci-dessous la première info en bref)

La question qui est posée clairement à partir des retraites, mais aussi des salaires, de la précarité, du chômage, est celle de la rupture avec le capitalisme.

Comment peut-on avancer dans la discussion sur cette question ?

De deux choses l'une, soit les capitalistes passent à la caisse, soit il faut les exproprier pour se donner les moyens d'assurer nos retraites sans faire le moindre sacrifice supplémentaire. Traduit sur le plan politique, soit le gouvernement fait casquer les banquiers et les capitalistes, soit il refuse et dans ce cas-là il faut le chasser du pouvoir. Si le gouvernement refuse, c'est parce qu'il est au service des capitalistes, donc à l'opposé, seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait faire payer les capitalistes ou les exproprier et résoudre ainsi favorablement la question des retraites.

Hier je me suis connecté sur les sites Internet de différents partis ou groupes, je voulais voir comment ils s'y prenaient pour présenter la question des retraites aux travailleurs, avec la meilleure volonté du monde je n'ai rien trouvé d'intéressant. Ils ne se creusent pas beaucoup la cervelle ou ils sont sclérosés, une nouvelle fois face à une question qui touche tous les travailleurs ils sont totalement incapables de parler leur langage, de leur expliquer les choses simplement, du coup l'opposition au gouvernement manque de crédibilité malgré les arguments avancés par les uns et les autres.

Ce que j'ai remarqué, c'est qu'ils passaient tous à côté des choses les plus élémentaires avec leurs têtes farcies de théorie. Ce qui me choque, c'est qu'on n'explique pas aux travailleurs que l'argent dont disposent les capitalistes n'est pas tombé du ciel, que sans notre travail ils n'en auraient pas. Dès lors comment peuvent-ils prétendre à notre place l'usage qui doit en être fait ? C'est à nous et à nous seuls les producteurs de décider qu'une partie du fruit de notre travail dont ils disposent (les capitalistes) doit être consacrée à augmenter les salaires et donc financer les retraites, idem pour l'embauche des 5 millions de chômeurs... Ensuite on peut embrayer sur les arguments politiques que j'ai avancés plus haut. C'est ainsi qu'on aide les travailleurs à rompre avec le capitalisme, à desserrer l'étau de leur subordination au capitalisme pour pouvoir commencer à envisager une vie meilleure. Ne faut-il pas commencer par là ? On a là la possibilité de briser le culte du capitalisme présent dans toutes les têtes, si l'on passe à côté de cette occasion, autant dire que l'on rame dans le désert.

Si on ne part pas de cette réalité, on laisse croire aux travailleurs que finalement les capitalistes ont bien le droit de faire ce qu'ils veulent de leur argent, c'est l'argument préféré du gouvernement et du Medef, sauf que ce n'est pas leur argent, cet argent nous appartient, cet argent, c'est l'argent qu'ils nous ont extorqué, volé, légalement, avec la bénédiction des institutions de la Ve République. La question est de savoir si la légitimité est du côté de celui qui travaille et produit les richesses, la plus-value, ou du côté de celui qui se l'approprie pour en faire ce qu'il veut ensuite en la détournant de préférence des besoins sociaux de la population. Comment voulez-vous combattre classe contre classe en ne partant des rapports sociaux d'exploitation qui sont à la base de l'antagonisme entre les classes ? Par des slogans ?

La question des retraites pose donc la question des fondements économiques de la société.

On voit bien dans les différents discours et arguments avancés par les uns et les autres qu'ils s'adressent à des militants et non aux dizaines de millions de travailleurs inorganisés. C'est la caractéristique de politiques d'appareils. On nous rétorquera que les travailleurs ne posent

pas non plus la question des retraites telle que je la pose. Assurément, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il faut partir d'éléments simples et qui leur sont accessibles, pour arriver ensuite à des arguments politique plus complexes ou élaborés. S'ils ne possèdent même pas les éléments de base pour réfléchir et se faire une opinion (je n'ose pas dire librement) sur les arguments avancés par le gouvement et ceux qui s'y opposent, ils sont en position de faiblesse, ils vont se faire rouler encore une fois, même si quelque part ils comprennent qu'on leur demande de nouveaux sacrifices et qu'ils s'y refusent.

Ce que je veux dire, c'est qu'au-delà de leur état d'esprit que l'on connaît bien, c'est leur niveau de conscience politique qui doit progresser, conscience politique veut dire ici qu'ils aient davantage conscience que les rapports sociaux qui existent dans la société reposent sur les rapports de production, sur un antagonisme fondamentale entre les classes, que c'est parce que les différentes classes n'ont pas les mêmes intérêts qu'elles se combattent et qu'il faut s'organiser, se mobiliser pour défendre nos droits sinon nous allons nous faire broyer par la machine infernale des institutions.

L'état d'esprit de l'ouvrier dit : impossible de cotiser ou travailler plus longtemps, impossible d'augmenter les cotisations, impossible de percevoir une retraite plus faible. Leur conscience politique dit : avec la crise c'est pas facile, il va bien falloir que quelqu'un paie et comme d'habitude on sait qui va payer, toujours les mêmes, on n'y échappera pas. Leur état d'esprit s'oppose à la contre-réforme des retraites de Sarkozy, et leur niveau de conscience politique n'est pas suffisamment développé pour s'y opposer efficacement, cette faiblesse les fait douter, on leur a présenté des scénarii catastrophes, du coup ils ne savent plus quoi trop penser. Or il n'y a pas de fatalité, seule l'ignorance nous fait baisser les bras, accepter l'inacceptable, c'est donc contre cette ignorance à la base qu'il faut se battre, c'est aussi un moyen de redonner espoir aux travailleurs, qu'ils finissent par se dire que la société c'est eux qui l'ont faite et non les actionnaires ou membres de conseils d'administration qui se prélassent sur une plage de sable fin de la Caraïbe grâce au fruit de leur travail.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe les ouvriers engageaient des combats très dures contre les capitalistes en n'hésitant pas à remettre en cause leur légitimité (acquise frauduleusement), ils ne s'occupaient pas de savoir si oui ou non leurs revendications étaient compatibles avec la survie de leur entreprise, elles s'inscrivaient ainsi dans la perspective du socialisme. Les discussions entre ouvriers et militants étaient loin de ce qu'on peut lire aujourd'hui dans un tract, elles étaient plus directes, plus crues, plus compréhensibles pour la majorité des travailleurs sans rien renier sur le fond. C'est avec cet état d'esprit révolutionnaire que les militants du mouvement ouvrier doivent renouer et aborder la question des retraites, sinon ils seront réduits à l'impuissance ou au gauchisme ou pire encore, et le prolétariat réduit à l'état d'esclave.

Oui les capitalistes on va les faire cracher au bassinet, ils n'auront pas notre peau, on ne se laissera pas faire, c'est nous qui allons les réduire en esclavage, on va les faire bosser pour leur apprendre ce qu'est la vie, ils ne veulent pas qu'on se serve, on va tout leur prendre, on va les chasser, ils auront eu ce qu'ils méritaient car cela fait trop longtemps qu'ils nous pourrissent la vie...

La question des retraites pose aussi la question : de quel droit les représentants des capitalistes décident-ils à notre place ? Quels droits avons-nous finalement dans cette société ? Aucun, il faut donc remédier à cette situation et prendre notre destin entre notre main...

Organisons-nous, organisons la classe, aidons-la à élever son niveau de conscience politique et nous aurons fait un pas en avant vers notre objectif, nous serons vraiment utile à notre classe. Personnellement, je soutiens les initiatives du POI et j'appelle tous les militants à rejoindre les comités qu'ils ont commencé à constituer dans tout le pays. Je ne peux pas soutenir les collectifs mis en place à l'initiative des signataires de l'appel de la fondation Copernic et Attac parce que leurs participants pratiquent un double langage et ne se proposent pas de mobiliser l'ensemble du prolétariat contre le gouvernement.

Un dernier mot.

Très vite ils viennent encore de couper le courant. Je rédigerai demain ou dans quelques jours la suite de la causerie d'hier sur l'économie. On s'intéressera au volet de la consommation. De quoi se compose-t-elle ? On consomme des marchandises qui viennent d'où ? On produit quoi en France ? En gros, en dehors de l'immobilier et de la voiture qui absorbent une grande partie du budget des ménages, qui font l'objet de crédits, du TGV, d'Airbus et quelques bricoles, ce qui est produit et consommé en France est du domaine de l'alimentaire, et encore, tout le reste est produit ailleurs et une bonne partie de la production est destinée à l'exportation, pratiquement plus aucun bien d'équipement n'est produit en France (TV, réfrigérateur, ordinateur, électroménager, etc)... Ceci pour dire que la consommation peut se maintenir à un niveau élevé sans que cela se répercute sur l'économie du pays, sur le taux de chômage, etc. Par contre l'Etat engrange la TVA !

Bonne semaine et bon courage à tous.

**Par la grâce du pouvoir politique.**

Depuis 2007, les entreprises ne payent plus d'impôt sur les plus-values lorsqu'elles vendent leurs filiales. Résultat : depuis que les plus-values sont exonérées, le nombre de holdings croit en France (1 112 en 2007, 1 276 en 2009). Dans l'OCDE, 21 pays sur 29 pratiquent l'exonération des plus-values

Cette exonération - aussi appelée «niche Copé» du nom du ministre du Budget de l'époque - a généré un manque à gagner pour l'État de 3,4 milliards en 2007, 12,5 milliards en 2008 et 6,1 milliards en 2009, selon les chiffres de Bercy. Et c'est uniquement la crise qui a fait baisser la note l'an passé, les entreprises ne voulant pas céder à perte des participations.

De fait, comme l'a révélé le magasine Marianne, Danone a pu économiser en 2008 500 millions d'impôt sur les sociétés (IS) sur la cession de Danone Biscuit réalisée en 2007 (l'IS étant payé avec un an de décalage). Pour Suez, à l'époque pas encore marié à GDF, la ristourne a été de 800 millions. Autres grands bénéficiaires : les fonds de LBO (leveraged management buy out), qui achètent des sociétés pour les revendre quelques années après.

Le coût lui-même de la niche est surévalué, car par convention méthodologique, il se calcule en faisant comme si les plus-values avaient été imposées à 33,3 %, taux normal de l'IS. Or, elles ne l'étaient qu'à 19 %. La perte occasionnée par l'exonération tourne plutôt autour de 12 milliards sur trois ans. (Lefigaro.fr 18.04)

**Retraites.**

**1- Du côté du parti officiel du capital.**

Interview de X. Bertrand à 20minutes.fr.

"*Puisqu'on vit beaucoup plus longtemps, il faut accepter de travailler un peu plus longtemps...*". "*Oui, les Français ont pris conscience que l'allongement de la durée de vie l'exige.*"

"*Le principal problème est le coût du travail d'un senior, beaucoup plus lourd que celui d'un junior.*"

"*J'aimerais que le parti socialiste parle d'une même voix. François Hollande et Manuel Valls pensent qu'il faut travailler plus longtemps. Mais pas Vincent Peillon. Quant à Martine Aubry, on ne sait plus ce qu'elle pense...*" (20minutes.fr 18.04)

Bertrand est aussi un adepte du syllogisme : 1- "*Puisqu'on vit beaucoup plus longtemps*", 2- et "*que les Français ont pris conscience que l'allongement de la durée*" posait un problème pour assurer la pérennité du système de retraite par répartition, 3- "*il faut accepter de travailler un peu plus longtemps...*" pour résoudre ce problème afin que chacun puisse disposer d'une retraite dans l'avenir. Pas compliqué à formuler, n'est-ce pas ? Plus dur à faire avaler peut-être ?

**2- Du côté du parti officieux de l'ordre.**

"*Aujourd'hui, on sait qu'il n'y a aucune bonne solution et qu'il va falloir demander des efforts à quelqu'un: les retraités ou les actifs*", explique le président de la fondation Terra Nova, un "think tank" socialiste.

"*La bonne démarche, c'est de ne pas parler avant le gouvernement*", renchérit François Hollande pour qui "*le PS doit être au clair sur les grands principes mais ce n'est pas à lui de présenter un projet de loi chiffré*".

Les "*lignes rouges*" communes sont connues : consolider le système par répartition, ne pas toucher à l'âge légal du départ à la retraite, maintenir le niveau des pensions et taxer les revenus financiers.

Dans une tribune publiée cette semaine par *Le Monde*, le premier secrétaire évoque, entre autres, la piste d'une surtaxe de 10% sur l'impôt sur les sociétés acquitté par les banques.

Mais Martine Aubry, qui a entamé une série de consultations avec les syndicats, a fort à faire pour harmoniser les positions des différents courants.

Des membres de l'aile gauche du parti, pilotée par Benoît Hamon, ont signé, aux côtés de dirigeants du Parti communiste ou du NPA, le texte d'Attac et de la Fondation Copernic visant à "*en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers*".

Comme eux, Vincent Peillon a fait savoir qu'il était opposé à tout allongement de la durée de cotisation mais l'idée séduit un nombre grandissant de cadres socialistes.

"*Le système français a toujours privilégié le niveau de cotisation plutôt que la durée: on est à 25% contre 16% en Suède*", fait valoir Olivier Ferrand, proche de Dominique Strauss-Kahn. A ses yeux, "*ce qui est logique aujourd'hui, c'est de pousser la durée de cotisation*".

"*Si on y réfléchit, c'est un levier plus juste que de toucher l'âge légal de départ à la retraite*", fixé à 60 ans, estime Marisol Touraine, chargée de rédiger une note de synthèse sur les retraites pour la réunion de mardi.

Parce qu'elle ne croit pas à une "*réforme ultime*" et pour renforcer la lisibilité du système, la député suggère d'importer le système suédois des "*enveloppes oranges*": tous les ans, les salariés reçoivent un état de leurs pensions et de l'évolution du système. (Reuters 18.04)

Conformément à sa fonction, le PS pratique le double langage, et conformément à sa nature de classe, il se range au côté des capitalistes, un classique du genre, quoi.

**3- Du côté syndical.**

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, estime le dialogue sur la réforme des retraites "*faussé*" par le ministre du Travail Eric Woerth, qu'il accuse de tenir un "*double langage*", dans un entretien à paraître dans le "*Journal du dimanche*".

"*J'ai constaté, dès la première rencontre, que le dialogue était faussé*", a commenté M. Thibault, qui estime inadmissible "*le double langage*" du ministre face, d'une part, aux syndicats et d'autre part, à la presse.

Selon M. Thibault, "*le gouvernement veut empêcher un vrai débat transparent sur les solutions à apporter aux régimes de retraites*". Il lui reproche ainsi de chercher "*à donner le change avec un semblant de dialogue social alors que ses choix semblent faits*", parlant de choix qui sont "*ceux du Medef*". (AP 17.04)

On espère qu'après cette déclaration plus personne ne nous sortira que Thibault (et les autres dirigeants syndicaux) est tombé dans un "*piège*" tendu par le gouvernement, il vient justement de dire le contraire ou qu'il l'avait évité. Je plains sincèrement ceux qui n'ont cessé de le marteler pendant des mois, que dis-je, des années ! Pourquoi ? Je vous laisse réfléchir à cette question. On n'attendra pas de leur part qu'ils le reconnaissent et corrigent eux-mêmes publiquement cette erreur d'appréciation. Mais que rien n'empêche les militants de ces partis ou groupes de demander des explications à leurs dirigeants, s'ils osent ou en ont le courage. Vous voyez qu'on y voit un peu plus clair avec la crise, quelle aubaine ! Mais on n'est pas au bout de nos peines camarades pour retrouver le chemin de la tradition du combat révolutionnaire du prolétariat. Entre nous et sans prétention, qui avaient raison, vos dirigeants ou votre serviteur qui écrit ces lignes ? Surtout ne vous fatiguez pas à me répondre par courriel vous risqueriez de vous fouler un doigts avec votre clavier !

Que peut être un "*vrai débat*" avec le gouvernement, sinon légitimer le fait qu'il s'apprête à tailler à la hache dans nos retraites ? Il ne peut y avoir de débat que lorsque l'on cause de la même chose, quand on se situe sur le même terrain. Thibault prétend ici qu'il est possible que les dirigeants syndicaux et le gouvernement participent ensemble à un "*vrai débat*", autrement dit qu'ils se situent sur le même terrain, qu'ils partent d'un "*constat partagé*" de la situation pour aborder la question des retraites, sachant que le gouvernement se situe sur le terrain de la préservation des intérêts des capitalistes et qu'il n'en reconnaît aucun autre, cela signifie que Thibault est prêt à lui emboîter le pas. Finalement, le"*vrai débat*" que réclame Thibault avec le gouvernement a pour fonction d'amener le prolétariat à y participer sur les bases dictées par le gouvernement et le tour est joué, pas si sûr...

**Economie.**

**UE.**

Les ministres des Finances de l'Union européenne, qui cherchent à donner au secteur financier les outils pour gérer les banques en difficulté, n'ont pas réussi samedi à se mettre d'accord pour adopter une taxe sur les banques à l'issue de deux jours d'entretiens à Madrid.

La présidente de la réunion, Elena Salgado, a expliqué qu'il n'existait pas entre les 27 de "*consensus total*" à l'issue de deux jours de discussions sur le mode de taxation, entre une taxe sur les transactions financières et une taxe directement sur les banques. (AP 18.04)

Taxer leurs donneurs d'ordres, vous n'y pensez pas ! Une taxe ou une mesure qui servirait les intérêts des plus grandes banques ou institutions financière comme aux Etats-Unis, d'accord, mais à 27 il y aura forcément des Etats qui en profiteraient, les autres seront-ils prêts à se soumettre à ce diktat ?

**Etats-Unis.**

Les autorités américaines de régulation ont saisi vendredi les avoirs de huit banques en faillite, totalisant un montant de plus de six milliards de dollars.

Depuis le début de l'année, 51 banques ont fait faillite aux Etats-Unis, où le redressement du secteur bancaire ne suit pas la reprise économique.

Selon Sheila Bair, présidente de la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation), les faillites bancaires vont atteindre un pic au troisième trimestre 2010.

Signe de l'ampleur du marasme dans le secteur bancaire des Etats-Unis, le nombre de banques en difficulté a grimpé de 27% au quatrième trimestre 2009, en passant à 702, selon la liste dressée par la FDIC, soit 9% de l'ensemble des établissements bancaires américains. (Reuters 18.04)

En voilà une bonne nouvelle ! Vive la crise ! Vive la révolution prolétarienne ! Vive le socialisme !

---

**Le 20 avril**

Deux articles de presse (en ligne dans le site) indiquent quelle stratégie le gouvernement va adopter d'ici 2012 pour tenter de récupérer le terrain perdu sur le plan électoral :

1- "*La priorité, ce ne sont pas seulement les très pauvres mais les classes moyennes*" ;

2- FN-UMP, le retour de la question de l'alliance.

Choyer les classes moyennes et passer une alliance avec le FN, un cocktail qui en rappelle un autre de funeste mémoire et qui avait conduit à la dictature en Allemagne dans les années 30...

On nous explique que l'électorat du FN serait plutôt populaire, autrement dit ouvrier, sauf que la petite-bourgeoisie et les classes moyennes représentent au moins 30 à 40% de la population, et que c'est davantage chez cette population qui ne supporte pas de voir ses privilèges sans cesse rognés que l'on trouve le plus de nazillons potentiels.

Et de notre côté ? Rien de nouveau, on s'atomise à l'infini, on se divise tant qu'on peut, on s'étripe férocement, on affiche nos désaccords, on multiplie les comités ou collectifs, chacun le sien, on réduit notre programme à une peau de chagrin pour ne pas effrayer l'ouvrier ou le bourgeois, on est en droit de se poser cette question, chacun tente de tirer la couverture vers lui et de piquer les élus ou les militants des autres partis, l'essentiel semble être de continuer à exister...

A la fuite en avant du capitalisme qui nous promet une gigantesque explosion sociale, nous répondons par une fuite en avant dans le moins politique possible, sans doute le meilleur moyen de nous rapprocher de notre objectif ! Désespérant et navrant en réalité. 70 ans après la disparition de Trotsky et un peu plus après la rédaction du *Programme de transition*, nous démontrons ainsi que nous ne sommes toujours pas capables de résoudre la question de la direction politique du prolétariat.

Heureusement que la crise n'est pas terminée, mais malheureusement elle n'a permis jusqu'à présent que de mettre un peu plus en lumière le sectarisme de LO, l'incurie politique du NPA, l'opportunisme débridé du PG et du PCF, le positionnement du PS au côté des banquiers, les oscillations et les contradictions du POI, sans déboucher sur une réelle recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines résolument tournées contre le capitalisme et les institutions...

Pas de quoi être pessimiste pour autant, le temps joue contre nos ennemis et les conditions objectives nous sont favorables.

Il y en a qui ont cru que l'on pourrait gagner des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes frappées également par la crise, c'était sans tenir compte qu'elles ont encore des réserves importantes pour affronter la situation et que le petit-bourgeois ne se rallie au prolétariat que lorsqu'il a acquis le sentiment qu'il n'a plus rien à attendre du régime ou lorsque le prolétariat s'est lancé tête baissée dans le combat contre le régime ce qui n'est pas le cas non plus, en attendant il préfère s'en remettre à l'homme ou à la femme providentielle...

Erreur d'analyse de la situation à l'intérieur de chaque classe sociale, erreur d'analyse des rapports qu'ils entretiennent, incapacité de reconnaître ses erreurs donc de les corriger, refus de faire le bilan politique de chaque parti, refus de faire ou refaire l'inventaire des 70 dernières années de lutte de classe, refus de rompre avec les institutions, refus de rompre avec un syndicalisme financé par l'Etat qu'on est censé combattre, bref, on ne change pas une équipe qui perd... (A suivre)

**La taxe carbone enterrée par l'U.E. Sarkozy désavoué.**

La Commission européenne ne proposera pas de taxe carbone aux frontières de l'Union européenne en juin, comme évoqué par Nicolas Sarkozy, a déclaré Karel De Gucht, commissaire européen au Commerce international.

Lors de son audition au Parlement européen en janvier, il avait exprimé son opposition à toute taxe carbone aux frontières de l'UE, ce qu'il a confirmé lundi.

"*Ma position personnelle était de dire que j'étais contre. Je ne suis toujours pas en faveur (...) D'abord, cela comporte de grands risques de déclencher une guerre commerciale. Ensuite, il est très difficile de l'appliquer. Je ne pense pas que cela soit la solution*", a-t-il dit. (Reuters 19.04)

**Il y a juste à demander pour être servi.**

La compagnie aérienne britannique British Airways a indiqué lundi que les compagnies aériennes avaient demandé des compensations financières à l'Union européenne (UE) pour la fermeture des espaces aériens à la suite du rejet d'un nuage de cendres par un volcan en éruption en Islande. (AP 19.04)

Les patrons-pécheurs, les patrons-routiers, les patrons-taxis, les patrons-coiffeurs, les ostréiculteurs, les agriculteurs, les banquiers, les industriels du secteur automobile, etc. tous les patrons du plus petit au plus grand demandent et obtiennent des compensations, des subventions, des aides financières de tout ordre de la part des gouvernements et de l'Union européenne, normal, non ?

**Il y a ceux qui s'en tirent bien.**

Citigroup a dégagé un bénéfice de 4,43 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros) au premier trimestre, tirant parti d'une réduction des pertes sur créances.

Tandis que l'indice bancaire KBW a progressé de 28% depuis le début de l'année, Citigroup a elle bondi de 38% dans le même temps, soutenue par de meilleures perspectives en matière de crédit.

Ces perspectives profitent aux banques considérées comme plus risquées, car le marché juge que ces dernières ont encore davantage à gagner que leurs pairs d'une stabilisation de l'économie. (Reuters 19.04)

---

**Le 21 avril**

Si vous avez lu la causerie d'hier, j'abordais la stratégie de Sarkozy jusqu'en 2012 axée sur les classes moyennes, en voici la confirmation pas plus tard qu'hier dans un article de l'Express :

**1-** Comment reconquérir, dans la perspective de 2012, l'électorat perdu par la majorité aux dernières régionales? Pour Nicolas Sarkozy, il faut séduire ceux qui ont reporté leur voix vers le Front national en replaçant la sécurité au premier plan.

**2-** "On ne peut pas répondre au Front national uniquement à travers l'immigration et la sécurité. Le vote FN a été nourri par la désespérance sur les questions sociales et plus particulièrement dans les classes moyennes", explique Laurent Wauqiez dans une interview au Monde ce 20 avril.

Le conseiller politique de l'UMP assure : "Aujourd'hui, la priorité, ce ne sont pas seulement les très pauvres mais les classes moyennes et surtout les classes moyennes modestes" car, avec la crise, "ceux qui se sont vus s'appauvrir, ce sont les classes moyennes".

Le remaniement ministériel après les régionales donnaient déjà la tendance, on en a confirmation.

Au Modem, François Bayrou, prônait un "arc central", alliant la gauche et le centre à la "droite sociale" lors des dernières élections, à l'UMP, le président du Sénat, Gérard Larcher a organisé à l'automne un colloque sur le "modèle social français", puis Dominique de Villepin est monté au créneau en se réclamant ouvertement héritier du "gaullisme social", c'est au tour maintenant du centriste Marc-Philippe Daubresse qui verrait bien Jean-Louis Borloo candidat en 2012 plutôt qu'Hervé Morin parce que "la cohésion sociale et l'environnement (sont) de vrais sujets pour la deuxième partie du quinquennat". (source : lexpress.fr 20.04)

On ne s'est jamais donné la peine d'analyser avec précision la composition des différentes classes sociales de nos jours, je n'y prétends pas ici, puisque la documentation me fait cruellement défaut pour mener à bien un tel travail. Cependant rien n'empêche de réfléchir à cette question en partant des données dont nous disposons.

Si l'ensemble des ouvriers et employés du public et du privé des villes et des campagnes représentent la majorité de la population, ils sont loin d'être tous lotis à la même enseigne, il y en a parmi eux qui par leurs revenus et leur mode de vie sont plus proches du petit-bourgeois qui fait un boulot qui lui plaît, qui dispose de revenus confortables et qui habite dans un quartier pavillionnaire ou un lotissement coquet, que de l'ouvrier qui bosse en usine ou sur un chantier ou encore la caissière d'un supermarché qui croupit dans une HLM ou loue dans le privé un appartement exigü avec un loyer prohibitif.

Prenons un conducteur de TGV qui perçoit 4.000 euros de salaire et dont la compagne travaille, ils disposent d'un revenu de plus de 5.000 euros par mois, ils sont propriétaires de leur maison, ils partent en vacances l'été en Australie ou au Japon, ils profitent des sports d'hiver chaque printemps et s'ils leur restent encore une semaine de congés ils les passent de préférence au soleil à la Guadeloupe ou au Brésil. J'ai un copain qui est à peu près dans la même situation, il bosse dans l'informatique et sa compagne travaille chez un opérateur en téléphonie, ils ont acheté un appartement dans Paris et ils se paient des vacances de rêve à l'autre bout du monde. Mon discours politique les indiffèrent.

Quant à l'ouvrier qui bosse dans une petite entreprise et perçoit un salaire entre 1.000 et 1.500 euros par mois, sa compagne travaille à mi-temps pour à peine 500 euros par mois, s'ils n'ont pas de bol ils habitent dans une banlieue pourrie dans une HLM, ils partent en vacances en camping deux ou trois semaines, pour eux les sports d'hiver ou la Caraïbes demeurent du domaine de l'éternel devenir.

Les premiers feront face sans problème à toute dépense imprévue, à toute augmentation ou imposition nouvelle, les seconds devront faire des choix toujours plus délicats, voire impossibles et se serrer davantage la ceinture pour survivre. Pour les premiers tout achat important ne pose aucun problème, ils peuvent payer cash, cela leur évite de prendre un crédit et de payer des intérêts, pour les seconds se sera chaque fois un casse-tête ou un drame, les premiers changent de bagnole tous les trois ans en moyenne, les seconds ont conservé leur vieille bagnole parce qu'ils sont déjà endettés jusqu'au cou.

Pour les premiers acheter une bouteille de vin à 15 ou 20 euros tous les week-end, se faire un bon gueuleton ou se payer un restaurant gastronomique avec les enfants ne pose pas de problème, impossible pour les seconds qui se satisferont de la vinasse et d'un Mac Do une fois par mois pour faire plaisir aux gosses. Le forfait hospitalier ou le tarif de la visite médicale augmente, les premiers ne s'en rendent même pas compte, mais pour les seconds c'est une nouvelle ponction qui ne passe pas inaperçue. Les premiers ne sont pas à 100 euros près, les seconds sont à un ou quelques euros près.

Il y a un problème à l'école, les premiers retirent leur gosse du public pour le mettre dans le privé, ils ont les moyens de payer, quant aux seconds ils sont bons pour aller s'expliquer avec le proviseur en espérant que les choses s'arrangeront, l'angoisse au ventre en prime.

Etc. etc.etc.

Maintenant prenez un membre d'une profession libéral, médecin, avocat ou architecte, un artisan à son compte ou un commerçant ou encore un patron d'une PME, selon vous, par leurs revenus et leurs modes de vie, ils ressemblent davantage à la première ou à la deuxième famille ouvrière décrite plus haut ?

Un couple d'ouvriers qui disposent de deux revenus complets et travaillent depuis 10 ans ou plus se rapprochent du conducteur de TGV que j'ai pris comme exemple, passé 2.500 euros nets par mois, on peut toujours s'en sortir, avec la moitié on vit perpétuellement en état de survie, donc on ne voit pas les choses de la même manière, on n'a pas forcément les mêmes préoccupations.

Parmi les 54 ou 60% de travailleurs considérés comme faisant partie de la classe ouvrière, combien sont en couple et disposent de revenus dont la somme dépasse 2.000 ou 2.500 euros par mois ? La majorité d'entre eux, si l'on se réfère aux chiffres donnés par l'Insee qui a répertorié 13% de pauvres en France. Le drame pour eux comme pour les autres catégories d'ouvriers, c'est évidemment le chômage ou l'accident qui prive l'un ou l'autre de son emploi, d'un seul coup ce couple peut basculer dans la catégorie des travailleurs pauvres, pas au début, mais progressivement s'il ne retrouve pas un boulot. La pire situation, c'est celle que rencontrent les travailleurs qui vivent seuls, pire encore, quand ils doivent élever un ou des enfants.

J'écris cela alors que je vis en Inde depuis 1996, je n'ai jamais vécu sous l'euro, j'espère ne pas m'être trop écarté de la réalité. J'ai de la famille en France et Mageswary y passe une partie de l'année, donc je peux quand même observer l'évolution de la situation.

Une de mes soeurs, qui est commerciale dans une boîte d'informatique et son époux qui était chef mécanicien dans un garage, ont pu se payer une super maison en bord de Seine en banlieue parisienne, ils ont deux voitures et vivent exactement comme la première famille plus haut, ils envisageaient d'acheter une maison au Portugal... Leur fille vient d'acheter une maison et d'emménager avec son compagnon et marche sur les pas de ses parents, bref, pour eux la vie est belle, inutile de vous dire qu'ils ne partagent pas non plus mes idées politiques, pas du tout même, normal, non ?

L'UMP a décidé de favoriser la petite-bourgeoisie et les classes (ou couches) moyennes dans laquelle je classe le conducteur de TVG ou ma soeur, parce que tous les membres de cette classe ou de cette couche sociale ne sont pas logés à la même enseigne et des pans entiers se paupérisent et glissent dans le prolétariat, alors qu'elles constituent avec la grande bourgeoisie le socle social du régime sans lequel il serait voué à une instabilité chronique et dangereuse sur le plan politique.

On a expliqué que c'était parce que le PS avait oublié cette classe ou cette couche sociale qu'il avait perdu les élections de 2007. Elles viennent d'infliger une cinglante défaite à l'UMP en guise d'avertissement pour 2012.

Les cadres, artisans ou commerçants qui travaillent beaucoup ont cru que le slogan "travailler plus pour gagner plus" s'adressait également à eux et qu'ils allaient être davantage récompensés pour leurs efforts, or rien de tel ne s'est produit depuis que Sarkozy a été élu ou c'est même plutôt l'inverse qui a eu lieu. Parmi eux certains resteront sur le carreau, par exemple ceux que l'Union européenne a décidé de sacrifier, d'autres passeront aussi à la basserole dans les mois et années à venir, donc la marge de manoeuvre de l'UMP va être très limitée, mais là étrangement, l'endettement de l'Etat ne constitue pas un obstacle à la générosité du gouvernement envers cette classe et couche de travailleurs, la stabilité sociale du régime n'a pas de prix, surtout quand sur le plan politique à défaut de reprendre les vieilles recettes éculées du passé, il n'existe aucun remède miracle pour éviter une crise, cela l'UE l'a bien compris ou à défaut de le comprendre, elle doit l'accepter, car c'est en dernier ressort l'Etat, le gouvernement qui décide la politique qu'il entend mener.

On arrêtera là aujourd'hui. A défaut d'une conscience politique parvenue à maturité et de conditions objectives suffisamment contraignantes pour passer à l'action et remettre en cause le régime, la classe ouvrière, ses couches les plus favorisées, la petite-bourgeoisie ne se mobilisent pas en masse ou demeurent dans l'expectative.

On peut expliquer qu'il en est ainsi à cause de la politique des appareils des partis et syndicats, mais parmi les gens dont je vous ai parlés, l'immense majorité d'entre eux en ont rien à foutre des discours des dirigeants, ils sont hermétiques à la politique et au syndicalisme, et ceux qui s'y intéressent ne voient que leurs intérêts corporatistes, le reste les laisse pour ainsi dire indifférent, il faut qu'ils soient eux-mêmes frappés durement et de façon répétées pour se mobiliser, comme le gouvernement n'y tient pas trop, il prend les devants.

**Une nouvelle loi scélérate.**

Nicolas Sarkozy a promis mardi une nouvelle loi sur la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire. Le président veut en fait assouplir le dispositif existant dans la loi "égalité des chances" de 2006 sous la forme d'un "*contrat de responsabilité parentale*" qui, en cas de non respect, peut conduire à la suspension des allocations.

Le secrétaire national de l'UMP en charge des questions de sécurité, Eric Ciotti, propose une procédure plus radicale et mise sur le côté "*dissuasif*". "*La notion d'absentéisme, c'est quatre demi-journées d'absence non justifiées par mois. Le directeur d'établissement doit en informer l'inspecteur d'académie*" qui "*convoque la famille de l'élève absentéiste pour lui adresser un avertissement et pour essayer de comprendre les raisons de cette situation*", a-t-il précisé à l'AP.

"*S'il y a récidive après cet avertissement, l'inspecteur d'académie saisit immédiatement la caisse d'allocations familiales pour suspendre les allocations familiales qui sont liées à cet enfant*", a-t-il ajouté.

Le dispositif actuel nécessite selon lui une "*procédure plus longue, moins systématique*" à cause de la présence du conseil général, qui "restera dans la boucle uniquement dans le cadre des mesures d'accompagnement social". (AP 20.04)

**PS. Un programme réactionnaire sur toute la ligne.**

Pierre Moscovici a remis son rapport sur le «*nouveau modèle économique, social et écologique*», première étape vers le projet économique et social 2012.

À la gauche du parti, on ne souhaitait pas, mardi, présenter un texte alternatif, comme le redoutait Pierre Moscovici. Les proches de Benoît Hamon veulent d'autant moins alimenter la machine à division que la crise financière a rapproché les points de vue entre les différentes sensibilités du parti.

Tiens donc, mais où est donc passé le courant "*de gauche*" du PS ? Ah c'était une escroquerie ! Mais non, mais non, c'est le PG de Mélenchon ! On se disait aussi...

Nous avons seulement quelques extraits de ce textes :

- il regrette que Sarkozy ait échoué "*à moraliser le capitalisme*". Non, pas possible ! ;

- Il critique la société de consommation en défendant le «*bien-être plutôt que le tout avoir*», explication : le "*bien-être*" d'une minorité de privilégiés vaut bien que l'immense majorité fasse ceinture ou se partage la médiocrité, médiocrité la plèbe doit se contente à défaut de mieux. Leur conception du partage des richesses : le bien-être pour une minorité, les privations pour la majorité, le capitalisme quoi ! ; Ou encore la tête et les jambes, devinez à qui vont leur préférence ?

- le projet contient l'idée maintes fois répétée d'une «*Sécurité sociale professionnelle*» chère à Thibault et... Sarkozy ;

- le texte propose une «*TVA écomodulable*», autrement dit la taxe carbone de... Sarkozy ;

- le PS demeure prudent sur les bas salaires puisque le document n'envisage que des «*coups de pouce réguliers*» au Smic.

Si le candidat du PS était élu en 2012, ce serait avec les voix des petits-bourgeois qui rêvent de devenir grands, alors que vous prolétaires, vous n'êtes tout juste bon qu'à suer et à crever sur les champs de bataille à la gloire du capitalisme, pour la grandeur de la France !

(Source : figaro.fr 20.04)

**Etats-Unis. La cruauté des institutions, à l'image du capitalisme.**

La Cour suprême des Etats-Unis a estimé, mardi 20 avril, que les vidéos ou photos d'actes de cruauté envers des animaux ne pouvaient être interdites par la loi car ne correspondant pas aux rares cas où la limitation de la liberté d'expression est autorisée. (Lemonde.fr 20.04)

**Afghanistan. Une coalition d'assassins.**

Les forces de l'Otan ont ouvert le feu mardi sur un véhicule suspect dans une province du sud-est de l'Afghanistan, tuant quatre personnes dont deux initialement présentées comme des "*insurgés notoires*", alors qu'il ne s'agissait que de trois adolescents (14, 15 et 17 ans) et d'un jeune policier dont aucun n'était armé.

Le père de deux des adolescents tués, Rahmatullah Mansoora, a précisé que ceux-ci et deux de ses neveux revenaient d'un match de volley-ball dans le district de Gorbas lorsque leur véhicule a essuyé les tirs des soldats occidentaux.

"*Tout personne est suspecte ou membre des taliban aux yeux de l'Otan. Ils ne sont pas ici pour nous protéger mais pour nous tuer (...) Je veux que les meurtriers soient jugés en cour martiale*", a confié Mansoor. (Reuters 20.04)

Ces salopards ont tué les gosses de Rahmatullah, vous imaginez un instant qu'on tue ainsi vos enfants partis assistés à une rencontre sportive ? Vous penseriez quoi ? Vous n'auriez pas la rage contre l'occupant ? Vous n'auriez pas envie de les flinguer ? C'est terrible !

---

**Le 22 avril**

Un mot à propos du site.

En regardant les statistiques de fréquentation du site, je suis tombé sur un fichier qui fournit la liste des adresses que vous avez tapé. Ils se trouvent que vous n'avez pas dû utiliser le menu de la page d'accueil qui est actualisé chaque mois, alors que j'ai oublié d'actualiser celui des autres pages, or il se trouve que j'ai dû parfois changer la localisation de certains documents pour des raisons de commodité ou de logique, ce qui explique que vous ne les trouviez pas.

Autre constat, il y en a qui ont cherché les causeries d'août à décembre 2010, alors que nous ne sommes qu'au mois d'avril !!! Idem, si vous cherchez les articles de presse de novembre 2010, vous êtes un peu en avance ! Il y en a qui ajoute /archives2010/ avant d'écrire causeries, alors que l'adresse correcte est www.luttedeclasse.org/causeries...htm.

Il y a un camarade qui a taper : /marxisme/larevolutionpermanente1.htm au lieu de : /marxisme/larevolutionpermanente.htm ; une erreur de ma part que je viens de rectifier, un camarade avait tapé : /marxisme/socialisme1880.htm alors que le fichier est au format pdf, mais l'erreur était de ma part, taper /marxisme/socialisme1880.pdf ; pour accéder aux contributions des années précédentes, il faut directement taper l'adresse www.luttedeclasse.org/cp05.htm et non : www.luttedeclasse.org/service/cp05.htm, par exemple.

Ce que je ne comprends pas, c'est toutes les erreurs de frappe, alors qu'il suffit de cliquer sur le lien, le fichier ou document s'ouvrira dans une autre fenêtre automatiquement, cela évite les erreurs de frappe justement. Je ne comprends pas non plus pourquoi vous ne m'envoyez pas un petit message pour que je puisse éventuellement corriger une erreur, pensez aux autres aussi, cela vous prendra 10 secondes ! Il arrive parfois qu'un fichier ait été téléchargé correctement dans le serveur qui abrite le site et que plus tard il soit endommagé sans que personne ne le sache. Je vous avoue que je n'ai jamais vérifié que tous les fichiers avaient bien été correctement chargés dans le serveur, j'y passerais des heures et des heures, pas le temps, donc c'est au fur et à mesure que l'on prend connaissance des problèmes, d'où la nécessité de m'avertir en cas de problème.

Que vous ne vouliez pas participer au fonctionnement du site, c'est votre droit, que vous ne vouliez pas participer au financement du site, c'est parfaitement votre droit, que vous utilisiez le site comme bon vous semble, c'est encore votre droit, mais vous pourriez au moins me signaler les problèmes que je viens d'évoquer dans la mesure où le site vous intéresse et que vous recherchiez vraiment un document, d'autres militants peuvent rencontrer le même problème dans le futur, pensez-y. Franchement je m'étonne de ces relations que je trouve pas très sympathiques, mais bon, cela se corrige, je ne vous fais pas la leçon, on est simplement embarqué dans la même galère. Quand j'écris chaque jour, jamais il ne m'arrive de me dire : bon, ça ira très bien comme cela, de toutes manières ils lisent et tournent la page aussitôt ou ils s'en foutent, au contraire, je me demande toujours si j'ai été assez clair, si j'ai été à l'essentiel, etc., j'estime avoir un profond respect pour les camarades qui se connectent sur le site, en principe ce ne devrait pas être à moi de le dire mais j'y suis obligé ici.

**Quelques infos en bref.**

**PS. L'"*alternative*" dans la continuité.**

Le PS doit définir un «*nouveau modèle qui soit fidèle à nos valeurs de toujours (la recherche de l'égalité, la démocratie sociale et politique, le progrès, la régulation, l'internationalisme, l'engagement européen), mais en privilégiant fortement le long terme et en tâchant de bâtir une*

*société du bien être*», confie Pierre Moscovici à *Libération* dans une interview à paraître jeudi. A *Libération*, il ajoute que «*la crise et ses bouleversements appellent à bâtir une alternative*».

Les valeurs de "*toujours*" du PS telles qu'elles sont décrites ici suffisent à démontrer que ce parti n'est ni un parti ouvrier ni un parti socialiste, il faut hélas le répéter puisqu'il y en a qui en doutent encore !

Quand Moscovici, un farouche partisan de l'Union européenne, explique que le projet du PS doit s'inscrire dans le "*long terme*", non seulement il reprend un argument de Sarkozy, c'est aussi une façon de dire que sur le court terme il n'y a rien à attendre de bon de ce parti et qu'il y serait pour rien, à moins que cela serve à justifier les mauvais coups à court terme sur lesquels il est préférable de ne pas s'étendre. Le "*long terme*", c'est si loin par définition et si pratique, que l'on peut raconter n'importe quoi pour enfumer les travailleurs, il sera toujours temps plus tard de rectifier le tir en évitant de rappeler les vagues promesses que l'on n'a jamais tenues.

Pour s'atteler à ce grand chantier du projet, Moscovici propose à ses camarades une «approche multidimensionnelle»: «Elle est économique, avec un socialisme de la production, mettant fortement l'accent sur le volontarisme économique, la modification écologique de nos modes de production et de consommation, détaille-t-il dans notre interview. Elle est sociale, avec le rétablissement de la justice fiscale».

Quelle justice fiscale, quelle égalité est possible en régime capitaliste ? Escroquerie, le capitalisme repose sur le vol de la force de travail et son accumulation entre les mains d'une minorité, donc la première des mesures de justice devrait consister à abolir les rapports sociaux d'exploitation capitaliste, sinon la justice sera toujours du côté des possédants, des classes dominantes, et l'injustice demeurera réservée au prolétariat qui continuera de la subir.

Ils nous rebattent les oreilles avec leur histoire de taxation du capital, mais taxer le capital revient à prendre d'une main aux capitalistes ce que l'Etat leur redonne d'une autre main, car l'Etat n'est pas neutre ou au-dessus des classes, il représente et défend les intérêts de la classe dominante, celle qui possède les moyens de production, c'est donc oublier au passage la nature de classe de l'Etat.

Et puis, quelle serait l'attitude du capitaliste qui serait davantage taxé en régime capitaliste ?

Il s'empressera de récupérer cette ponction qu'il estimera injuste sur ses profits, où, comment, sur qui ? Pardi, ce seront ceux qui produisent la plus-value qui seront mis à contribution par le biais de l'amplification de l'exploitation, l'augmentation de la productivité, il n'hésitera pas à remettre en cause les conditions de travail ou les avantages sociaux précédemment accordés ou concédés au cours de la lutte des classes, compétitivité des entreprises oblige, sans compter que d'une autre main l'Etat lui aura accordé entre temps quelques exonérations ou subventions en compensation, le PS relancera les "emplois-jeunes" par exemple, donc finalement l'effet de l'ensemble de ces mesures n'auront aucun effet à court, moyen ou long terme et la vie continuera comme avant pour notre capitalisme, l'objectif réel du projet du PS sera ainsi atteint.

Le "socialisme de la production" évite de poser la question du socialisme de la répartition des richesses qui est impossible à réaliser sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production, les rapports de production en vigueur entre exploités et exploiteurs que seule une révolution fera voler en éclats.

Cela fait penser à tous ces gouvernements de "gauche" d'Amérique latine qui disposent du pouvoir politique mais qui ne disposent pas du pouvoir économique parce qu'ils ont refusé de remettre en cause le système économique capitaliste.

Ce sont comme au PS des gestionnaires de la société pour le compte des capitalistes, ils ont confisqué le pouvoir politique du peuple pour servir la cause du capitalisme, la classe ouvrière est ainsi devenue l'otage malgré elle de socialistes en parole et capitalistes dans les faits, ils se servent du socialisme pour convaincre les masses que le capitalisme est finalement l'horizon indépassable, d'où la difficulté pour le prolétariat à se mobiliser et à s'organiser, à inscrire son combat dans la perspective du socialisme et à construire de nouveaux partis communistes.

Notre travail doit consister à aider les travailleurs à reconnaître le vrai du faux socialisme, ce qui nécessite de se situer résolument sur un terrain de classe sans craindre d'être traité d'utopiste ou de farfelu. Tous les marxistes de la seconde moitié du XIXe siècle et du début du XXe ont mené ce combat avec acharnement pour détacher le prolétariat des griffes des opportunistes ou de leurs ennemis déguisés en amis de sa cause. Le meilleur moyen de mener ce combat c'est encore de propager les idées du socialisme qui s'inscivent en totale contradiction avec celles de ces socialistes bourgeois, afin que la classe ouvrière reprenne espoir et y adhère.

Marx et Engels ont osé affronter la meute déchaînée des classes dominantes de leur époque, leurs valets historiens ou philosophes, tous les intellectuels réactionnaires que comptaient l'Europe, la Russie ou les Etats-Unis, quand ils prônaient la révolution violente comme seule solution pour renverser l'ordre établi et porter le prolétariat au pouvoir, la constitution d'un Etat ouvrier socialiste et démocratique ayant pour objectif le développement d'un nouvel ordre social basé sur l'abolition de l'exploitation et de l'oppression, l'extinction des classes sociales et de l'Etat, de la politique et de la démocratie coïncidant avec le passage du royaume de la nécessité à celui de la liberté...

Ainsi ils partaient de la situation telle qu'elle existait pour arriver à la satisfaction des aspirations et des besoins de l'humanité entière qui n'avaient rien d'un objectif extravageant ou de délirant, à moins qu'il faille considérer la liberté comme un état impossible à atteindre et que

pour cette raison on ferait mieux de ne plus y penser, l'espèce humaine serait condamnée à vivre éternellement sous le joug de la servitude que lui imposerait une minorité, à défaut de pouvoir légitimer l'esclavage on devrait vivre avec.

Ce qui sépare une idée de sa réalisation, c'est l'action. Les masses réagissent passivement aux coups qu'elles reçoivent, elles encaissent sans réagir, du coup la distance qui sépare l'idée de sa réalisation demeure la même, elles ne progressent pas sur le plan de leur concience politique. Si maintenant elles passent à l'action, mais que leur action n'est pas orientée dans la bonne direction, la plupart du temps elles n'en retirent aucun enseignement et se renferment aussitôt dans la passivité. Une action mal orientée peut avoir des conséquences pires que pas d'action du tout. On en voit les conséquences dramatiques aujourd'hui. Pendant plus d'un demi-siècle le combat du mouvement ouvrier n'a pas été (réellement) orienté dans la perspective du socialisme, mais uniquement dans le but d'améliorer la condition ouvrière pour mieux supporter le capitalisme, ce qui a conduit à enchaîner plus sûrement et plus durablement encore la classe ouvrière au capitalisme.

Fort de cette expérience, il faut impérativement réorienter le combat du prolétariat dans la perspective du socialisme, ce qui ne peut se faire qu'en menant le combat classe contre classe, sans passer le moindre compromis avec notre ennemi, en rompant avec le capitalisme, les institutions et ceux qui vivent à ses crochets, en subordonnant notre combat pour les revendications économiques ou sociale à l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, à la chute du régime. La force du marxisme, c'est qu'il est un fil interrompu qui part du capitalisme pour arriver à sa négation, le socialisme et le communisme, encore faut-il lors de nos combats ne jamais lacher ce fil afin de ne pas nous écarter de notre objectif.

Quand on réfléchit sérieusement à un projet, on ne se borne pas à développer des idées sans trop savoir où elles vont nous mener, car c'est le meilleur moyen d'aboutir nulle part ou n'importe où, encore faut-il pour que ce projet se concrétise que ces idées s'incrivent en vue d'un objectif précis, c'est cet objectif qui seul peut nous guider et nous aider à mettre de l'ordre dans nos idées pour nous rapprocher de l'objectif que l'on s'est fixé.

Si maintenant on n'ose pas avancer cet objectif devant les travailleurs, notre projet ne tient pas la route, il s'arrête en cours de route, il perd en crédibilité, il manquera forcément de cohérence puisque c'est justement cet objectif qui cimente tout notre discours ou nos arguments, autant dire que notre projet sera ressenti comme une vague promesse de changement sans lendemain et rien d'autres. Si on n'ose pas avancer l'objectif du socialisme, c'est parce qu'on est incapable de le défendre ou parce qu'on ne sait pas comment s'y prendre pour le présenter aux travailleurs ou pire, parce qu'on n'y croit pas soi-même, d'ailleurs si on n'ose pas le proposer aux travailleurs n'est-ce pas quelque part parce que l'on a un a priori négatif qui nous paralyse, avons-nous véritablement confiance dans la capacité de la classe ouvrière à accomplir ses tâches historiques ? A titre individuel, n'avons-nous pas nous-même en partant d'une situation identique à la plupart des travailleurs, réussi à nous hisser à la hauteur du socialisme ? Alors pourquoi n'en serait-il pas de même de chaque travailleur en attendant que la classe tout entière se saisisse du socialisme ?

(source : libération.fr 21.04)

**Un régime liberticide.**

**1-** Nicolas Sarkozy s'est prononcé pour une loi d'interdiction totale, dans tous les lieux publics en France, du port du voile intégral - la burqa - en dépit de recommandations contraires du Conseil d'Etat.

Selon Luc Chatel, "*aux alentours de 2.000*" femmes seraient concernées en France par le port de la burqa. (Reuters 21.04)

A Pondichéry où l'on voit de plus en plus de burqas, j'ai constaté deux choses : 1- je n'ai jamais vu une femme en burqa dans un bureau ou une entreprise, un commerce, dans le public ou le privé ; 2- l'autre jour, dans une petite papeterie de quartier, je remarque la présence d'une jeune vendeuse, il était déjà plus de midi, elle portait une jolie chemise et un pantalon panjabi jaune citron, adorable quoi, le patron me sert quand je vais pour sortir, je me retrouve nez-à-nez avec une femme en burqa, je me retourne pour en avoir le coeur net, la vendeuse avait disparu, en fait elle avait changé de vêtements pour sortir et rentrer chez elle déjeuner. Tiens, cela me donne une idée, j'irai demandé à son patron si c'est elle qui s'impose la burqa ou sa famille.

Les 2.000 femmes qui portent la burqa en France seront cloîtrées chez elles ou n'auront plus accès aux lieux publics, voilà le résultat de cette loi. Je ne voudrais pas dire de bêtises, mais je suis presque sûr qu'elles se comportent pour la plupart comme la jeune fille que j'ai croisée chez ce papetier.

En réalité, c'est la société tout entière qu'il faut condamner, leur société qui cultive les inégalités et les injustices, et qui est directement responsable de la violence faite aux femmes, du comportement des hommes qui leur manquent de respect. La société qui n'est pas capable d'assumer ses responsabilités en engendrant chômage, précarité et pauvreté est responsable de toutes les dérives comportementales des citoyens qui la composent, elle les sécrète, les entretient, les propage. Ce n'est pas le procès de la burqa qu'il faut faire, mais bien celui du capitalisme en décomposition qui voudrait nous renvoyer plusieurs siècles en arrière, à l'époque où l'on brûlait les sorcières.

**2-** La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, après que le parquet de Nice a classé sans suite une affaire présumée d'outrage au drapeau dans le cadre d'un concours de photographie, a fait savoir mercredi qu'elle réfléchissait à la création par décret d'une contravention de 5e classe (allant jusqu'à 3.750 euros, NDLR) sanctionnant de tels agissements.

La loi sur la sécurité intérieure de mars 2003 punit de 7.500 euros d'amende l'outrage au drapeau tricolore "*au cours d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques*". (AP 21.04)

Le drapeau des héritiers des Versaillais qui ont massacré les Communards méritent-ils autre chose que de finir dans une poubelle, un égout ou dans des chiottes ? Michèle Alliot-Marie et Marie-Ségolène Royal même combat, cela leur fait au moins deux points communs.

Vous avez remarqué que sur les sites Internet du POI, du NPA ou du PG, il n'y avait pas de drapeaux. Leurs dirigeants doivent être embarassés, parce que leur adhérents ne portent pas le même drapeau, à croire qu'ils ne poursuivent pas non plus le même objectif... contrairement à nos deux Marie.

**Roumanie.**

Le gouvernement roumain a annoncé mercredi l'adoption d'un projet de réforme constitutionnelle qui prévoit la suppression de plus d'un tiers des sièges de députés, soit 300 au lieu de 471 actuellement, et la suppression d'une des deux chambres du Parlement.

Lors d'un référendum organisé en novembre 2009, une écrasante majorité de Roumains se sont prononcés en faveur de la suppression d'une chambre. (AP 21.04)

Liquidons le Sénat, en voilà une bonne idée !

---

**Le 23 avril**

**Une'"*alternative*" au capitalisme : impossible pour le PS.**

Le « nouveau modèle économique, social et écologique » du PS présenté par Pierre Moscovici, pour J. Lang "*... n'est pas assez à gauche. Je rêverais surtout pour la gauche d'une vision beaucoup plus neuve et révolutionnaire. Or ce projet est encore trop techno. J'ai cru comprendre qu'il prône une nouvelle civilisation. Je rêverais d'un projet qui propose la vision d'un nouveau projet de civilisation. Mais on ne peut pas dire que ce projet réponde à cette définition.*" (Lepost.fr 22.04)

Ou l'art de causer pour ne rien dire : y a-t-il une différence entre prôner"*une nouvelle civilisation*" et "*un nouveau projet de civilisation*" ? Aucun, le premier est au mieux un veux pieux, le second un projet sans lendemain ou une illusion.

**Retraites. Quand l'UMP et le PS se partagent le "*sale boulot*".**

"*La moindre des choses, c'est quand même que la droite fasse son travail. Nous n'allons pas faire le sale boulot à sa place tout de même. Nous sommes là pour défendre les salariés et les retraités*". Comme si quotidiennement le PS ne faisait pas un "*sale boulot*" en soutenant le régime et le gouvernement.

Par ailleurs, M. Moscovici a répété qui il ne faut pas toucher "*aux retraites par répartition*" ou "*au droit à la retraite à 60 ans*".

"*Ce que nous attendons, c'est que le gouvernement ne soit pas uniquement silencieux et à l'écoute, mais qu'il dise 'voilà ce que je veux faire'. Et ce qu'on sent, c'est que sa politique en la matière est uniquement une politique de mauvais coups. C'est-à-dire qu'il s'attaque uniquement à une catégorie de salariés, il vise uniquement la diminution des droits: l'augmentation des cotisations ou l'allongement de la durée de cotisation*", a-t-il affirmé. (AP 22.04)

Cherchez l'erreur.

Il y a un tour de passe-passe : il suffit de déclarer que l'on défend un droit pour que l'on pense que vous êtes au côté de ceux qu'ils concernent, là en l'occurence les travailleurs futurs retraités, alors que vous proposez à côté ou vous ne vous opposerez pas à une mesure rendant ce droit inapplicable (sa négation) comme le souhaite le gouvernement et le patronat, c'est ce qui se passe en défendant le droit à la retraite à 60 ans tout en prônant l'augmentation du nombre d'années de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux complet, et le tour est joué. Vous vous faites passer pour un progressiste, alors que vous êtes en réalité un vulgaire réactionnaire, c'est toute l'histoire du PS, sa nature et sa double fonction, qui sont condensées ici en quelques lignes.

Si vous avez bien lu, Moscovici dit au gouvernement : votre "*politique de mauvais coups*" vise "*uniquement*" les travailleurs (c'est le terme "uniquement" répété trois fois qui donne le sens à cette déclaration), bordel, faites un petit effort, ajoutez une toute petite clause destinée à vous en prendre aux intérêts des capitalistes et tout le monde estimera que votre réforme est juste et équitable, les médias en tête le martèleront pendant des mois si nécessaire... Monsieur le Président, on ne vous demande pas une mesure progressiste - nous-mêmes nous

n'en proposons pas, on vous demande juste de faire preuve d'équité, de sauver les apparences, le régime vaut bien cela, non, de faire partager les efforts à toutes les catégories de Français ou tout du moins d'en donner l'illusion, ainsi vous aurez une chance que votre réforme passe sans trop de difficultés.

Voilà le contenu antisocial du discours du PS, c'est une nouvelle manifestation du consensus qui existe entre l'UMP et le PS.

**Ainsi va le capitalisme, suite.**

American Express a plus que doublé son bénéfice - Reuters

Microsoft affiche un bénéfice trimestriel en hausse de 35% - Le Figaro

Euler Hermes vise un bénéfice net 2010 multiplié par 5 - Reuters

Bénéfice trimestriel plus que quadruplé pour Hyundai Motor - Reuters

---

**Le 24 avril**

A propos du site.

J'ai modifié les adresses des fichiers où sont archivés les articles de presse de l'année 2010 : www.luttedeclasse.org/archives_infos_2010.htm. En dehors des rubriques économie et justice qui sont au format html, les autres sont au format pdf. Bien entendu, seuls les fichiers correspondant aux mois déjà écoulés sont disponibles.

Avec quelle rapidité et quelle belle unanimité les dirigeants syndicaux sont montés au créneau pour défendre les retraites des fonctionnaires, on aurait souhaité qu'il en fut de même quand a été évoqué les retraites du secteur privé, inutile d'insister sur les raisons de leur comportement vous les connaissez aussi bien que moi. Craignant qu'elles soient remises en cause, Thibault est même allé juqu'à réclamer que le privé soit aligné sur le public, quelle louable intention, nous ne sommes pas dupes. Cela dit, nous n'avons pas attendu Thibault pour défendre cette revendication, dont acte en attendant de voir la suite.

Ceci étant, dans un article j'avais expliqué que l'unité du combat de la classe ouvrière réunissant le secteur public et privé, ne pouvait se concevoir et se réaliser qu'en étant axé à la fois contre l'Etat et le capitalisme, partant du constat que les fonctionnaires sont des salariés de l'Etat (capitaliste) dont la vocation est de servir les intérêts des capitalistes, tandis que les travailleurs du secteur privé sont directement livrés à l'exploitation capitaliste exercée par les propriétaires des moyens de production..

Les dirigeants syndicaux se sont toujours employés à éviter de dresser les fonctionnaires contre l'Etat, de les éduquer au combat contre l'Etat, se contentant de les mobiliser contre le gouvernement en place, mais jamais contre le régime qu'ils n'ont eu de cesse d'épargner. Les congrès des syndicats passent, des courants contestataires voient le jour ou donnent de la voie, mais jamais dans cette direction-là, à croire que c'est un tabou de vouloir s'attaquer à l'Etat que personne n'ose remettre en question, du coup il ne faut pas s'étonner si le réformisme bourgeois est si bien ancré à la fois dans les syndicats et chez les fonctionnaires qui ne demandent qu'à vivre un peu mieux en régime capitaliste et non de le renverser.

Mailly, pour FO, a proposé aux autres syndicats un "*appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle*", une formule qui ne sera pas forcément comprise par les travailleurs qui ne sont pas familiarisés avec la terminologie syndicale, formule qui aurait pu se résumer à une grève générale de 24 heures, mais là attention camarades, on risquait d'empiéter sur le terrain politique, et puis qui sait une confusion malsaine pouvait s'installer dans les esprits, or il faut absolument maintenir la division entre le combat syndical et politique, dychotomie si bien réussie que les militants qui pensent mener un combat politique se sont transformés en syndicalistes sans même s'en apercevoir, ensuite on comprend mieux pourquoi leurs partis ne proposent aucune issue politique au prolétariat sans que cela ne pose de problèmes à leurs militants.

Ils les ont si bien accoutumés aux sornettes du réformisme qu'ils trouvent normal de ne pas attaquer de front le régime ou l'Etat, de ne pas se projeter dans l'avenir mais d'avoir au contraire toujours un oeil rivé sur le passé, un réflex paranoïac de résistance qu'alimente des discours sur le reflux des masses et du mouvement ouvrier, qui justifie de se cantonner à une propagande défensive, parfois en appelant à la rescousse de Gaulle, la IVe République...

Aujourd'hui avec la remise en cause du droit à la retraite, ils veulent sauver ce qui peut l'être encore en s'arc-boutant sur le passé, alors qu'il faudrait résolument se tourner vers le futur d'où émergera une issue à la crise du capitalisme, ils estiment qu'en se privant des moyens pour aller de l'avant nous pourrons résister au rouleau compresseur destructeur du capitalisme entièrement dominé par l'industrie financière, c'est se leurrer. Pour sauver nos acquis ou droits sociaux qu'il faut évidemment défendre, ce n'est certainement pas en réclamant le respect de la

démocratie politique que le gouvernement foule justement aux pieds tous les jours, mais en subordonnant notre combat à la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui garantirait l'existence de ces droits ou acquis et les améliorerait... Il faut savoir sur quel terrain on se place.

Ils n'osent même plus avancer les 37,5 annuités ou défendre les retraites telles qu'elles existaient encore dans les années 80, alors que les régimes de retraite qui existaient à cette époque étaient déjà loins d'être satisfaisants, de là à défendre des aspirations encore plus avantageuses, vous n'y pensez pas, personne ne vous suivrait prétendent-ils, à entendre les réactions des travailleurs qui ont pris leur retraite complètement usés par une vie de dure labeur, je ne suis pas convaincu par cet argument. Des partis ouvriers composés en majorité d'employées ou d'ouvriers d'usines ou de chantiers auraient certainement une autre conception du droit à la retraite.

Bon week-end à tous.

**Pas des nazillons Sarkozy et sa bande ?**

Hervé Novelli a remis à Brice Hortefeux un tract diffusé par la Ligue du Nord à l'occasion des récentes élections régionales italiennes. Le document de ce parti xénophobe, membre de la coalition dirigée par Silvio Berlusconi et principal triomphateur de ce scrutin, met en scène un retraité italien abandonné par l'Etat au profit des immigrés et des musulmans.

Le secrétaire d'Etat aux PME estime que le succès de la droite en 2012 dépendra de sa capacité à séduire à nouveau les électeurs qui avaient abandonné le FN en 2007 et ont revoté pour lui à l'occasion de ces régionales. (Lexpress.fr 23.04)

**Retraites. La loi du plus fort est toujours la meilleure.**

Selon Marisol Touraine, député socialiste chargée du dossier des retraites au PS, lors d'une interview à l'Express : "*Notre analyse peut évoluer en fonction du débat politique*". (Lexpress.fr 23.04)

Comment défendre les intérêts des capitalistes sans que les travailleurs ne s'en rendent compte, cela va être difficile, les dirigeants syndicaux sont en train d'en faire l'amère expérience.

**Etats-Unis. Tour de passe-passe.**

Le coût du sauvetage du système financier était estimé à 500 milliards de dollars (374 milliards d'euros) en 2009.

Vendredi le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a estimé dans une lettre transmise vendredi au Congrès américain, qu'il pourrait ne coûter que 87 milliards de dollars (65 milliards d'euros) au final. (AP 23.04)

**Grèce.**

La police grecque a utilisé vendredi des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants de gauche qui protestaient dans le centre d'Athènes contre des mesures d'austérité, a rapporté la police.

Quelque 2.500 personnes participaient à une manifestation organisée après l'annonce par le Premier ministre George Papandreou de sa décision de demander le déclenchement d'un mécanisme d'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international destiné à sortir le pays de ses problèmes de dette.

"Un petit groupe de manifestants a tenté de franchir un cordon empêchant le cortège d'atteindre les bureaux de l'Union européenne à Athènes et la police les a dispersés à l'aide de gaz lacrymogènes", a déclaré un policier sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 23.04)

**Le visage hideux du capitalisme.**

Quelque 10 millions de personnes souffrent de la grave crise alimentaire qui touche plusieurs pays de la région du Sahel, a indiqué vendredi 23 avril le responsable des affaires humanitaires de l'ONU, John Holmes. Parmi ces personnes figurent 7,8 millions d'habitants du Niger qui sont en 'état d'insécurité alimentaire'. (Lemonde.fr 23.04)

---

**Le 25 avril**

Le fichier *Sur la question des retraites. (POI) (23.04)* est disponible, avec mes excuses.

Bon dimanche à tous.

Ne dites plus : nous vivons dans une société composée d'hommes et de femmes... dites : nous vivons dans un système financier.

"*Nous devons promulguer une série de règlements actualisés, de bon sens, pour assurer la transparence de Wall Street et pour protéger les consommateurs dans notre système financier*", a déclaré jeudi le président américain à New York.

Ainsi, le monde, le pays, la société, s'ils ne se réduisent pas au "*système financier*", ils sont sous sa domination et toute activité humaine doit y être subordonnée.

Il y a quelques années à l'issue de questions et de réflexions sur l'orientation du capitalisme j'en étais arrivé à la conclusion que seul l'argent dominait le monde et que le passage du royaume de la nécessité à celui de la liberté coïnciderait ou s'accompagnerait forcément de la disparition de l'argent, au même titre que l'extinction des classes sociales, de l'Etat et des frontières qui divisent les peuples.

Immédiatement, je me suis dit qu'une telle conclusion si elle était correcte, il était impossible de l'intégrer dans notre propagande tant nous étions éloignés de cet objectif sans passer pour des gauchistes ou des rêveurs d'une part, parce que l'on ne pouvait pas ignorer le facteur politique et le développement antérieur de chaque pays d'autre part, qu'il serait impossible de passer du jour au lendemain du capitalisme au communiste, une évidence qui distingue le marxisme de l'anarchisme.

Dire à bas l'argent, alors qu'on en a un besoin vital pour vivre risquait fort d'être incompris par le plus grand nombre, je le pense toujours, par contre, je me demande comment on pourrait mener également le combat dans cette direction-là, lorsque l'on voit que le monde entier n'est plus géré que comme une vaste entreprise privée, que la marchandisation de la société s'est accélérée au point que chaque geste ou besoin élémentaire est devenu monnayable, il a un coût ou représente une source de profit potentiel, et que le monde déjà fort hypocrite sous l'emprise du capitalisme n'a plus pour objectif le développement (harmonieux) de la civilisation humaine, l'a-t-il eu vraiment un jour est une autre question, il aurait fallu pour le prétendre que l'homme soit conscient de faire sa propre histoire ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent comme nous le savons, mais uniquement l'argent et la nécessité d'en accumuler toujours davantage, qu'il est devenu l'unique repère ou valeur pour donner un sens à sa vie au détriment forcément d'autrui dans une concurrence féroce que doivent se livrer en permanence les individus entre eux, au détriment aussi de toutes les valeurs qui ont forgés au fil des siècle la civilisation humaine.

Le combat contre le capitalisme, pour son éradication du sol de notre planète, doit se mener sur le terrain politique en montrant aux travailleurs la finalité du capitalisme, en leur expliquant qu'ils ne doivent pas se raconter d'histoires ou en les mettant face à la réalité telle qu'elle est, nous ne travaillons pas pour développer la société ou satisfaire des besoins, tout au plus ce n'est qu'un aspect secondaire du produit de notre travail, nous travaillons essentiellement pour permettre à une minorité de parasites qui nous pourrissent la vie de s'enrichir, et que chaque décision politique prise par le gouvernement est subordonnée à cet objectif, puisqu'il reçoit ses ordres directement du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'aristocratie financière, le bien-être de la population passant après s'il reste quelque chose dans les caisses du pouvoir en place.

Le capitalisme c'est le capitalisme, mais au cours de son histoire il a connu différentes phases de développement avant d'aboutir à l'état de décomposition que nous pouvons observer quotidiennement à notre époque. De progressiste il est devenu une source de régression sociale sans fin, sans la lutte de classe du prolétariat nos conditions de travail et d'existence seraient comparables à celles qui existaient il y a un siècle où à celles que connaissent des centaines de millions de travailleurs dans des pays comme la Chine ou l'Inde par exemple, bien qu'il faille nuancer cette appréciation car le capitalisme pour se développer avait besoin d'une main d'oeuvre plus qualifié, plus stable, en bonne santé, etc. d'où certaines concessions qu'il a accordées à la classe ouvrière...

Depuis le milieu des années 70, avec une nette accélération dans les années 90 jusqu'à nos jours, il fait son marché à travers le monde pour trouver de la chaire fraîche à moindre coût et remplacer celle qui est devenue un fardeau pour lui et qu'il abandonne en chemin. Quant à celle qu'il n'a pas contribué à développer, elle connaît une situation encore pire, effroyable, elle est littéralement exterminée, comment appeler autrement le sort qu'il lui a réservé en Somalie, au Soudan, etc. Ce qui n'était encore qu'une tendance aveugle à la barbarie sous couvert d'enrichissement de l'oligarchie mondiale, est devenu une orientation, une oeuvre de destruction consciente des conditions de vie et de travail de populations entières dans des pays relativement épargnés jusqu'à présent, dont la France.

On peut combattre cette tendance et cette idolâtrie envers l'argent en mettant en avant les principes profondément humanistes du marxisme, encore faut-il avoir le courage ou l'audace de développer l'intégralité de notre politique dont l'objectif final demeure l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, source de tous les malheurs et toutes lessouffrances qui accablent l'ensemble des peuples.

Non, nous ne sommes pas désarmés face à la barbarie capitaliste, il suffit de renouer avec le marxisme ou de partager les principes qu'il défend, pour pouvoir combattre le capitalisme et ses institutions politiques sur tous les fronts. On dit que l'argent n'a pas d'odeur pour expliquer que certains sont prêts à faire n'importe quoi pour en gagner toujours davantage, ajoutons qu'il a toujours l'odeur de la sueur et du sang de ceux qui ont travaillé pour qu'il prenne forme et sans lesquels il n'existerait pas.

Les véritables maîtres du monde ne sont pas ceux qui ont contribué par leur travail à développer la civilisation humaine et nos sociétés, mais les prédateurs qui ont accaparés par la force et la violence le produit de notre travail. C'est par les mêmes moyens que les exploités doivent

les chasser du pouvoir afin de reprendre ce qui leur revient. Lénine expliquait dans l'Etat et la révolution que la nécessité d'une révolution violente pour renverser l'ordre établi était le coeur, la substance du marxisme, et qu'en refuser la perspective revenait à se soumettre au capitalisme, à capituler.

Confronté à un monde de plus en plus en proie à la violence quotidienne sous des formes de plus en plus élaborées ou diverses du fait de la survie du capitalisme, sans même parler des guerres, si nous ne répondons pas à la guerre que nous a déclarée le capitalisme par la guerre, autant dire que nous acceptons d'avance notre défaite et d'être réduit en esclavage, d'où la nécessité aussi de mettre en avant la révolution violente comme seule moyen de mettre fin au cauchemar que nous fait vivre le capitalisme, au risque de passer pour des extrêmistes ou des gauchistes, ce serait presque un compliment si cette caractérisation s'adressait à des militants engagés résolument dans le combat pour la victoire de la révolution socialiste mondiale.

**Sarkozy et son clone.**

Eric Besson fustige les dissensions à droite. "*Un jour, ce sont les critiques d'anciens Premiers ministres; un autre jour, celles de parlementaires minoritaires; un troisième jour, on glose pour savoir combien il faudra de candidats du centre*", déplore-t-il. "*Ceux qui jouent ce jeu doivent se ressaisir et laisser le gouvernement travailler*".

"*Nicolas Sarkozy reste de très loin le meilleur atout de la majorité pour 2012*", considère le ministre de l'Immigration. "*Son bilan est conséquent*". Il dit ne pas comprendre que "*certains responsables de la majorité manquent de lucidité sur ce point et cherchent à l'abîmer*". (AP 24.04)

**Sondage. Info et intox, suite.**

Plus de deux Français sur trois (68%) se déclarent en avril mécontents de Nicolas Sarkozy (+3 points en un mois) et 47% de François Fillon (+2 points), selon un sondage Ifop publié dans "Le Journal du Dimanche".

Le président de la République gagne un point de popularité avec 31% de satisfaits, contre 50% pour le Premier ministre (+1 point). (AP 24.04)

Il y aura bientôt autant de sondages que de jours dans l'année. Pourquoi ? On peut se poser la question, bien qu'on en ait déjà causé ailleurs sans forcément avoir épuisé le sujet. On peut dire que cela révèle l'inquiétude qui mine le sommet du régime, son obsession de savoir ce que pense la population que l'on dit au bord de l'explosion depuis si longtemps.

Il pourrait y avoir un autre intérêt à ces sondages à répétition pour le pouvoir : une fois que Sarkozy a touché le fond, mécaniquement il ne peut que remonter au fil des mois en manipulant les questions posées aux personnes sondées, et dans disons une quinzaine de mois il sera miraculeusement revenu au top pour affronter l'élection présidentielle. C'est une hypothèse qui tient la route, si bien sûr il est encore dans la course et que les capitalistes ne misent pas sur un autre candidat pour affronter le prolétariat les années à venir qui seront forcément très diffficiles pour eux.

Autre hypothèse, Sarkozy gouverne en fonction de l'évolution de la situation économique et des ordres qu'il reçoit des chefs de fil du capitalisme, ce qui contribue à créer une situation sociale (et politique) chaotique, au point que pour gérer la crise sociale qui peut dégénérer à tout moment et devenir incontrôlable, il a besoin de savoir le plus précisément possible dans quel secteur de la société ou branche d'activité le feu couve pour le désarmorcer à temps avant qu'il ne se répande, à coup de saupoudrage et de bonnes paroles. Il prend le pouls de la population pour voir jusqu'où il peut aller dans ses contre-réformes sans prendre le risque de déclencher une explosion sociale et une crise politique ouverte.

En fait, il navigue à vue au grès de l'humeur de la Bourse et des marchés financiers, il est à peu près dans la même situation que le Premier ministre grec évoquant hier à propos de son pays "*un bateau qui coule*". Pour le moment ce n'est pas le pays, la France, qui est en train de couler, quoique, mais le parti de Sarkozy et Sarkozy lui-même, d'où l'inquiétude qui les tenaille sachant que la situation économique et sociale ne fait qu'empirer jour après jour sans qu'ils aient l'assurance que cette tendance s'inverse à court terme.

Cela fait penser aussi à un patient entre la vie et la mort qui nécesssiterait une surveillance constante pour tenter de parer à temps à tout incident qui pourrait lui être fatal, ainsi l'intervention répétée des sondages aurait pour fonction d'informer Sarkozy sur l'état du patient et les mesures qu'il peut encore supporter sans prendre le risque, non pas de le tuer, mais de le conduire à se soulever dans une ultime réaction pour défendre ses droits et sa dignité.

Le parvenu Sarkozy a été élu grâce à une formidable escroquerie qu'il est incapable d'assumer, c'est ce qui ressort de son comportement, entre crise de schizophrénie aigue par rapport à la population qu'il sait avoir trompée délibérément et qui le déteste, et crise de paranoïa par rapport à son propre camps divisé sur sa manière de gouverner le pays. Son élection pourrait être qualifiée de coup d'Etat à froid par l'ampleur des destructions dont elle était annonciatrice.

Ce qu'ils ne semblent pas se douter ou prendre en considération dans son camp, c'est qu'à force de pondre des sondages tous les quatre

matins, ils sont en train de tuer la poule aux oeufs d'or, car lorsqu'ils indiqueront que la cote de popularité de Sarkozy remonte, plus personne n'y prêtera attention ou les croira et ils rateront leur objectif.

Vous voyez camarades, nous sommes partie d'un élément secondaire, un sujet que certains jugeront à raison rébarbatif, sans réel intérêt si vous voulez, pour finalement arriver à une conclusion optimiste, sans le vouloir je précise, l'instant d'avant j'ignorais totalement ce que j'allais écrire, comme quoi il ne faut jamais perdre espoir. Engels disait que le socialisme est une science (sociale) et que comme toute science il faut l'étudier pour ensuite savoir de quoi on cause, prétendre la maîtriser serait prétentieux de ma part donc je ne m'y risquerai pas, ne vous ouvrez pas les veines pour vérifier si le socialisme y coule bien, disons qu'à force d'étudier le socialisme il finit bien par s'y mêler, un peu, beaucoup ou passionnément selon les capacités et les expériences de chacun, et qu'à partir d'un constat banal ou d'un fait anodin, avec le temps, sans produire le moindre effort ou le vouloir on parvient à développer notre argumentation. Si je n'étais pas l'auteur de l'analyse que je viens de développer, je dirais que c'est cela être socialiste, presque naturellement. Disons qu'il y a des jours ou des moments où on l'est plus qu'à d'autres et que l'ouvrage demeurera de toutes manières sans fin. (A suivre)

**Le racisme ne passera pas ! Instrumentalisation.**

Selon un sondage diffusé samedi par Europe 1, seuls 33% des Français sont favorables à une interdiction totale du voile intégral comme le préconise le gouvernement. (Reuters 24.04)

Hier j'ai loupé le coche comme l'on dit à propos d'Hortefeux et de ce Français d'origine algérienne qu'il veut déchoir de sa nationalité française parce qu'il est polygame.

Hortefeux est hypocrite et doit être jaloux, il n'a sans doute pas l'endurance nécessaire pour satisfaire quatre épouses et il le sait le malheureux, certains journalistes prétendent même que ce monsieur en aurait sept (chaîne i-Télé), qui dit mieux ! Dans un pays où l'on trompe son conjoint comme on va chez le boulanger, c'est un peu fort ! On peut avoir autant de maitresses ou d'amants que l'on veut, mais vivre avec, bordel, cela serait invivable, mais, mais ce n'est pas interdit, c'est légal n'en déplaise au ministre !

Dans un article sur le site *Slate.fr*, on a appris que c'était l'Elysée, via un SMS destiné aux journalistes, qui a fait monter la sauce pour transformer une verbalisation injuste en chasse à la fraude aux allocations familiales de la part d'une famille originaire d'Algérie, histoire de jeter un peu plus en pâture aux bons Français les immigrés qui viennent piquer nos emplois, nos logements et maintenant nos femmes car parmi les épouses de ce monsieur il y aurait des Françaises converties à l'islam, là cela dépasse les bornes estime Hortefeux. Il doit connaître la vie décrépie et sénile de la plupart des vieux couples, de quoi vous rendre aigri en vérité !

La meilleure, c'est qu'Hortefeux n'a pas pu connaître précisément en 24h les conditions de vie de ce couple aux formes multiples, les services sociaux et de police connaissaient parfaitement leur situation depuis longtemps (Jean-Marc Ayrault (PS) sur France Info), il manquait au ministre un argument qu'il pourrait instrumentaliser. Comme l'explique *Le Parisien* : «*Voilà une affaire qui tombe à pic pour les partisans de l'interdiction générale du voile intégral*».

**Etats-Unis. L'Etat, les institutions, les partis corrompus par l'aristocratie financière.**

**1-** Les républicains et les démocrates ont accepté de l'argent de firmes telle que la banque d'affaires américaine Goldman Sachs pour financer leurs campagnes. Ils ont accueilli de nombreux décideurs liés au secteur financier à la Maison Blanche quand ils étaient au pouvoir. Ils ont contribué à la dérégulation du secteur dans les années 1990, et ont renfloué Wall Street quand le secteur financier était au bord de la faillite.

Dans le cycle électoral actuel, le DNC a collecté 6,2 millions de dollars (4,6 millions d'euros) des services financiers, des secteurs de l'immobilier et des assurances, et 3,7 millions de dollars (2,8 millions d'euros) d'autres entreprises. Le RNC a obtenu 2,5 millions de dollars (1,9 million d'euros) du secteur financier et 2,7 millions de dollars (2,1 millions d'euros) d'autres entreprises.

Pendant la campagne présidentielle de 2008, Barack Obama a collecté 40 millions de dollars (29,9 millions d'euros) auprès du secteur financier et 37 millions de dollars (27,7 millions d'euros) auprès d'autres entreprises, alors que le républicain John McCain a collecté respectivement, auprès de ces deux secteurs, 29 millions de dollars (21,7 millions d'euros) et 16 millions de dollars (11,9 millions d'euros). (AP 24.04)

**2-** Des courriers électroniques publiés samedi montrent que les dirigeants de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs ont gagné beaucoup d'argent en misant sur l'effondrement du marché de l'immobilier aux Etats-Unis en 2007, élément déclencheur de la crise financière et économique qui allait s'étendre au monde entier.

Dans l'un de ces courriers électroniques, le chef financier de la banque, David Viniar, écrit que l'établissement a gagné plus de 50 millions de dollars (37,4 millions d'euros) en un jour en misant sur la chute de l'immobilier, selon un communiqué du bureau du président de la sous-commission.

"*Bien sûr que nous n'avons pas échappé au pétrin des subprimes. Nous avons perdu de l'argent, puis nous en avons gagné plus que nous*

*n'en avions perdu grâce aux positions courtes*", écrit pour sa part le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, dans un courriel daté du 18 novembre 2007.

Une position courte consiste à parier sur une baisse du titre. Lorsque la bulle immobilière américaine a explosé, Goldman Sachs et de puissants fonds d'investissement spéculatifs à haut risque (hedge funds) ont pris des positions courtes sur le marché, beaucoup de ces paris reposant sur le fait que d'autres investisseurs misaient sur une hausse. Le marché immobilier s'est effondré et ceux qui avaient pris des positions courtes ont touché un pactole mais se sont fait accuser d'avoir alimenté la crise financière. (AP 24.04)

---

**Le 26 avril**

Un petit complément à ce qui suit.

J'ai manqué de perspicacité à propos de cette affaire de polygamie montée en épingle par Hortefeux que j'ai traitée plus loin. Il fallait parler d'amalgame policier.

Quant à être accusé de voleur, venant de la part des représentants des capitalistes dont l'existence repose sur le vol de notre force de travail, elle est bien bonne celle-là. Bien que ce ne soit pas l'objet de cette polémique, rappelons que voler l'Etat, voler les patrons, voler les riches, ce ne devrait pas être seulement un droit mais un devoir ! Chaque jeune devrait apprendre par coeur la définition de la plus-value de Marx.

Voler les organismes sociaux et c'est l'ensemble des assurés sociaux qui paient la note, pourrait-on dire. Mais c'est une broutille à côté des centaines de millions d'euros que des praticiens de la santé, des cliniques ou des laboratoires privés escroquent à la Sécurité sociale chaque année, j'ai entendu cela lors d'un reportage à la télé et ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, à l'opposé des syndicats qui cogèrent les organismes sociaux avec le patronat et l'Etat et qui laissent faire. Qui sont les véritables voyous dans cette société : celui qui se livre à un trafic minable pour survivre ou celui qui s'enrichit en spéculant à la Bourse avec votre argent pour finalement vous réduire à l'état d'indigence et vous pousser au vol ensuite ? Qui donnent l'exemple aux jeunes de l'enrichissement facile à coup de millions d'euros en toute légalité et sans travailler, les trafiquants de drogue ou les patrons du CAC 40 ?

Ce raisonnement est-il légitime ? Qu'en pensent les partis ouvriers ? Rien comme très souvent, ils préfèrent ne pas aborder le sujet et laisser chacun en penser ce qu'il veut, voilà pour l'éducation des masses, leurs dirigeants sont des couards, ils sont incapables d'aborder un sujet de société autrement qu'en appelant au respect de leur foutu République, c'est-à-dire maladroitement, ils n'ont qu'un mot à la bouche, la légalité, autrement dit le respect du sacro-saint ordre établi que l'on doit renverser.

Me voilà parti à parler des jeunes des banlieues qui n'ont aucun avenir dans cette société ou qui ne le pensent pas forcément à tort. Ils ne seraient pas possibles de les éduquer politiquement, pas sûr, ils pourraient répliquer à ceux qui leur disent qu'ils ne respectent rien, que l'Etat ne les respecte pas en ne leur fournissant pas un travail qui leur permette de vivre décemment, c'est l'Etat qui manque à tous ses devoirs envers la jeunesse, c'est l'Etat qui les conduit à devenir des voyous ou à faire n'importe quoi pour satisfaire leurs besoins, c'est donc l'Etat qui porte l'entière responsabilité de la situation actuelle et des conneries qu'ils peuvent faire, etc.

Doit-on combattre l'Etat sur tous les fronts ou doit-on lui laisser le champ libre, dès que l'on aborde les questions élémentaires de la vie quotidienne des travailleurs que traitent les médias et les partis institutionnels ? Il ne s'agit pas d'être complaisant envers des comportements individuels anarchiques, mais de s'attaquer à leurs origines qui sont opaques pour la plupart des travailleurs qui confondent cause et effet ou conséquence et qui se font manipuler par les médias et le pouvoir en place. (A suivre)

La causerie du matin.

J'ai encore rectifié quelques erreurs d'adresses de fichiers, la gestion du site devient compliquée au fil du temps et je m'embrouille parfois. On attaque directement l'actualité, bonne semaine à tous.

**Comme un bruit de bottes en France.**

**1-** Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a estimé dimanche lors du Grand Rendez-Vous d'Europe-1/"Le Parisien/Aujourd'hui en France" qu'il "*faut appliquer la loi*", à propos du conjoint de l'automobiliste en niqab verbalisée à Nantes.

"*La polygamie, c'est insupportable*", a-t-il souligné. Mais "*la question que je me pose, c'est pourquoi elle est pas appliquée la loi*"? (AP 25.04)

On verra plus loin qu'il ne la connaît pas !

Dans ce qu'on appelle un Etat de droit, les lois qui sont votées ou les décrets qui sont promulgués sont en principe applicables, elles

correspondent au niveau de développement économique du pays ou ne constituent pas une entrave à son développement, mais lorsqu'elles constituent une contrainte insupportable pour une classe ou certaines couches d'une classe sociale parce qu'elles sont trop pauvres, l'application de ces lois ou décrets tombe sous le coup de l'arbitraire, ils ne sont appliquées qu'à la faveur d'une dénonciation ou de circonstances contingentes.

Par exemple en Inde, vous avez un banal accident de la route sans gravité, les policiers font le tour de votre véhicule et vous verbalisent parce que vous avez un pneu usé sans que cela n'ait un rapport avec cet accident, alors que des centaines de milliers de poids lourds ou de bus roulent quotidiennement avec des pneus usés jusqu'à la corde sans être inquiétés par les forces de police. Vous avez tout juste de quoi survivre et vous n'avez pas assez d'argent pour entretenir normalement votre véhicule qui vous sert pour aller travailler essentiellement, en régle générale vous enfreignez la loi mais vous n'êtes pas inquiété, jusqu'au jour où pour se faire de l'argent de poche la police décide de vous verbaliser, en réalité, la verbalisation se limite à glisser discrètement quelques billets de banque dans la main du policier en question, il n'exigera pas, que dis-je, il ne vous demandera même pas de changer le pneu usé, il s'en fout complètement.

J'aurais pu prendre un exemple plus parlant encore. Il est interdit de monter à trois ou plus sur une mobylette ou une moto, des millions d'Indiens le font tous les jours, ils passent et repassent devant les commissariats de police ou des policiers dans la rue sans être inquiétés. Chaque Indien n'a pas les moyens de s'acheter une moto et de payer l'essence, l'assurance, etc. cela représente une économie de prendre une moto au lieu de deux, alors que la loi en vigueur, calquée sur celle qui existe dans les pays plus développés économiquement, est en principe applicable à une population qui ne dispose pas du même niveau de ressources que les habitants de ces pays-là.

La règle dans un Etat de droit c'est que la loi s'applique, si son application est appelée à devenir une exception, on n'est plus en présence d'un Etat de droit, mais d'un Etat d'exception à la limite de la dictature, la corruption généralisée en prime évidemment. Le législateur peut rédiger des lois inapplicables ou en sachant pertinemment que l'ensemble de la population ne pourra pas les respecter, dès lors, leur application ou respect sera laissé à la discrétion ou à la bonne volonté des représentants de l'Etat, à l'arbitraire.

Sachant que la polygamie demeure très répandue dans de nombreux pays africains, celui ou celle qui la pratiquait dans son pays et qui vient vivre en France n'aura pas forcément l'intention de la troquer pour la monogamie, les autorités françaises qui condamnent la polygamie le savent comme elles savent très bien qu'elles n'y peuvent rien, sauf à surveiller en permanence la composition ou le comportement de chaque foyer, ce qui est impensable.

C'est la société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui est responsable du sort que les hommes réservent aux femmes, qu'ils exploitent ou réduisent en esclavage, il y a donc une forte dose d'hypocrisie derrière les dénonciations de la polygamie par des parasites tels Hortefeux, Le Pen ou encore Chérèque qui sont de farouches partisans du capitalisme.

La polygamie est aussi archaïque que la monogamie, ni l'une ni l'autre ne peuvent constituer un modèle de développement harmonieux des hommes et des femmes dans la société, sauf à couvrir une situation comparable à la traite des femmes ou la prostitution.

Un extrait du *Manifeste du parti communiste* :

"*Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle.*"

**2-** Jean-Marie Le Pen a expliqué dimanche, lors du "Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro" : "*Je pense que M. Hortefeux est un homme de bonne volonté (...) parce qu'il voulait priver, ce que je trouve tout à fait normal, cet individu de sa nationalité française, mais encore l'expulser*".

"*Il serait bon qu'il y ait une garantie donnée à la France que les gens qui sont ainsi naturalisés ne se conduisent pas seulement comme des citoyens de papier mais de coeur, qui respectent la loi*", a réclamé Jean-Marie Le Pen. (Reuters 25.04)

L'Etat pourrait donc vous accorder quelque chose et vous le reprendre selon sa volonté. Ce n'est pas nouveau, par exemple lorsqu'il revoit à la baisse le taux de remboursement de certains médicaments qui hier étaient déclarés efficaces, et qui ne le sont plus aujourd'hui par enchantement, ou encore les allocations chômages.

Mais là le cas est encore plus grave, cela peut conduire à remettre en cause votre existence, car à la prochaine étape avec un tel antécédent, c'est votre titre de séjour que l'Etat refusera peut-être de renouveler et alors vous serez expulsable du pays, mais pour aller vivre où après de longues années passées loin de votre pays d'origine ? Qu'est-ce que c'est qu'un Etat qui vous reconnaît un droit un jour et vous le retire un autre ? Une dictature. Quand nous affirmons que nous vivons sous la dictature du capital, nous craignons toujours d'être incompris, mais c'est bien hélas la vérité.

**3-** En droit français, rappelle France-Info, la polygamie est le fait de contracter un second mariage sans avoir mis fin au premier. Elle est interdite par l'article 147 du Code civil : "*On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier*". Tout contrevenant est punissable d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende (article 433-20 du Code pénal). Mais cette disposition ne concerne que

les mariages civils et non les mariages religieux, qui ne sont pas nécessairement enregistrés sur les états civils. Le fait de vivre avec plusieurs femmes sans être marié avec elles n'est pas répréhensible par la justice. En France, selon France Info, il y aurait environ 20000 familles en situation de polygamie.

Rue89 a listé les motifs possibles de condamnation pouvant entraîner la déchéance de nationalité, selon l'article 25 du code civil. Il faut avoir été condamné pour un acte qualifié de crime ou délit constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, un acte qualifié de crime ou délit pour atteinte à l'administration publique commis par des personnes exerçant une fonction publique, pour s'être soustrait aux obligations résultant du code du service national, pour s'être livré au profit d'un Etat étranger à des actes incompatibles avec la qualité de Français et préjudiciables aux intérêts de la France, un acte qualifié de crime par la loi française et ayant entraîné une condamnation à une peine d'au moins cinq années d'emprisonnement. (Slate.fr 25.04)

Finalement on s'aperçoit ici que cet homme n'a pas enfreint la loi, puisqu'elle ne reconnaît et ne punit la polygamie qu'à partir du moment où un second mariage aurait été contracté sans que le précédent ait été rompu officiellement, or cet homme n'a épousé qu'une seule des quatre femmes avec lesquelles il vit jusqu'à preuve du contraire. D'autre part, l'article 25 du code civil ne le concerne pas apparemment.

Apparemment, ni Hortefeux ni Le Pen ni Chérèque ni la meutes qui aboient à leur côté ne connaissent la loi ou ne l'ont consultée avant de s'exprimer, cela en dit long sur leurs intentions réelles.

On est donc bien en présence d'une opération infâme orchestrée par le gouvernement pour désigner un bouc émissaire aux conséquences de la crise qu'il peine de plus en plus à faire supporter au prolétariat. L'Arabe, le Noir, le musulman, l'étranger, voilà le coupable tout désigné de tous vos malheurs braves gens, foi d'Hortefeux, Besson, Le Pen, Chérèque et Cie. Tout est bon pour diviser la classe ouvrière, tout est bon pour essayer de redorer l'image de Sarkozy et de l'UMP dans la population...

**Banque Mondiale. Quand l'ordre (capitaliste) mondial règne.**

La Banque Mondiale a pris acte du poids croissant de la Chine dans l'économie mondiale, en augmentant dimanche la part de Pékin en termes de droits de vote.

La Chine figure désormais derrière les deux principaux autres contributeurs de l'établissement, les Etats-Unis et le Japon, devant 183 autres nations membres.

La Chine a emporté la majeure partie de ce transfert, ses droits de vote devant passer de 2,77 % à 4,42 %. D'autres grands gagnants sont le Brésil (2,06 % à 2,24 %) et l'Inde (2,77 % à 2,91 %), contre 15,85% pour Washington et 6,84% pour Tokyo. (AP et Libération.fr 25.04)

Quel intérêt d'augmenter sa participation à la Banque Mondiale ? Pardi, on obtient un droit de regard plus important sur des milliards versés à des Etats avec à la clé de nouveaux marchés !

C'est un peu comme lors d'un traité de paix quand il faut se répartir la dépouille du vaincu, la part du gâteau qui revient à chacun est proportionnelle à sa puissance, là en l'occurence, à la place qu'il occupe sur le marché mondial.

**Grèce. Les prédateurs. Chantage, otage, pillage...**

**1-** La Grèce doit approuver de nouvelles mesures d'austérité avant de bénéficier d'une aide financière de la part de l'Union européenne, estime le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, dimanche.

Si Athènes n'accepte pas des mesures complémentaires pour tenter de sortir de la crise financière dans laquelle se trouve le pays, cela pourrait remettre en cause ce soutien de l'Europe, précise le ministre dans l'édition dominicale du journal Bild.

"*Le fait que ni l'UE, ni le gouvernement allemand n'a pris de décision (sur la fourniture d'aide) signifie que la réponse peut être positive aussi bien que négative*", affirme Schäuble.

Athènes négocie avec les Européens et avec le Fonds monétaire international les modalités d'un soutien de 40 à 45 milliards d'euros afin de gérer une dette publique qui s'élève à 300 milliards d'euros et dont le service lui revient de plus en plus cher sur les marchés. (Reuters 25.04)

**2-** Dans une interview publiée par le *Journal du Dimanche*, la ministre de l'Economie Christine Lagarde a donné des indications sur le taux auquel la France va prêter 3,9 milliards d'euros à la Grèce, soit 5%.

Ce taux est flanqué sur l'Euribor (un des deux taux en vigueur sur le marché monétaire de la zone euro), auquel la France a rajouté une marge de sécurité de 3%.

Si une partie des sommes prêtées n'était pas remboursée intégralement, on rajouterait encore 1% et un complément de 0,5%.

Selon Christine Lagarde, la France a emprunté ces 3,9 milliards d'europs à 1,5% sur 3 ans hors assurance. Le mécanisme prévu devrait donc mettre la France «*plus qu'à l'abri*». (Libération.fr 25.04)

L'Etat français (et allemand notamment) va gagner de l'argent en saignant le peuple grec, normal non, c'est cela l'Union européenne !

**Hongrie.**

Le parti de centre-droit Fidesz a remporté au second tour des législatives un peu plus de la majorité des deux tiers des sièges au parlement, seuil décisif pour faire adopter certaines lois ou modifier la Constitution. Il inflige une déroute aux socialistes, au pouvoir depuis huit ans, qui n'auront plus que 59 sièges.

"*Le Fidesz et le parti chrétien-démocrate (qui avaient fait liste commune) ont remporté 68% des sièges*", a déclaré le chef de file du Fidesz, Viktor Orban, qui va redevenir Premier ministre.

"*Une révolution a eu lieu dans les urnes aujourd'hui!*", a-t-il lancé sous les acclamations de 4.000 de ses partisans, dans le centre de Budapest.

"*Aujourd'hui, le peuple hongrois a chassé le régime des oligarques qui ont abusé de leur pouvoir, et le peuple a porté au pouvoir un nouveau régime, le régime de l'unité nationale*", a ajouté celui qui fut déjà Premier ministre de 1998 à 2002. (Reuters 25.04)

Que la "*révolution dans les urnes*" de monsieur Mélenchon débouche sur l'unité nationale ou un front populaire, qui en doutait sérieusement ?

**Autriche.**

Le président autrichien sortant Heinz Fischer, social-démocrate, a été très largement réélu dimanche à cette fonction essentiellement honorifique, lors d'un scrutin marqué par un tassement du score de l'extrême droite, incapable d'attirer à elle le vote des conservateurs.

Par comparaison, en 2004, lorsque Fischer avait remporté son premier mandat, le taux de participation avait dépassé les 70%, alors qu'il a atteint à peine plus de 50% dimanche. (Reuters 25.04)

---

**Le 27 avril**

**Incapacité professionnelle = licenciement immédiat : Sarkozy dehors !**

Six Français sur dix ne font pas confiance à Nicolas Sarkozy pour améliorer la situation de la France lors des deux dernières années de son quinquennat, selon un sondage l'institut LH2 pour lenouvelobs.com.

Au total, 65% des sondés sont résignés sur la capacité du chef de l'Etat à modifier en bien leur situation et celle du pays, contre 32% qui pensent qu'il y parviendra. (Reuters 26.04)

**Manipulation médiatique.**

70% des Français se déclarent favorables à l'interdiction du voile intégral sur l'ensemble de l'espace public selon un sondage LH2 – Nouvelobs.com publié ce lundi. (Lepost 26.04)

Dans la causerie du 25 avril on pouvait lire le résultat d'un autre sondage qui contredit totalement celui d'hier :

Selon un sondage diffusé samedi par Europe 1, seuls 33% des Français sont favorables à une interdiction totale du voile intégral comme le préconise le gouvernement. (Reuters 24.04)

Selon le commanditaire du sondage et l'actualité du moment, ils font dire n'importe quoi aux personnes sondées. Vous avez remarqué que dans la dépêche du 24 il était question d'"*une interdiction totale du voile intégral*", alors que dans celle du 26 il est question de "*l'interdiction du voile intégral sur l'ensemble de l'espace public*", une nuance restrictive certes, mais qui n'explique pas l'invertion totale des résultats d'un sondage sur l'autre qui portent sur le même sujet, les personnes sondées n'étant pas forcément attentives à cette nuance, à moins de leur prêter un niveau de conscience ou intellectuel qu'elles n'ont pas.

**Amalgame policier, suite.**

L'avocat de l'homme accusé par Brice Hortefeux d'être polygame et de frauder les allocations familiales fait savoir qu'il envisage de poursuivre le ministre français de l'Intérieur en diffamation.

Liès Hebbadj a admis avoir des "*maîtresses*". "*Si on est déchu de sa nationalité française parce qu'on a des maîtresses, alors beaucoup de Français peuvent l'être, les maîtresses ne sont pas interdites par l'islam, peut-être par le christianisme, mais pas en France que je sache*", a-t-il déclaré à la presse.

L'homme, âgé d'une trentaine d'années, n'est pas décrit par les pouvoirs locaux comme un extrémiste. Il tient une boucherie halal dans le sud de Nantes et préside une association culturelle musulmane à Rezé, dans la banlieue nantaise.

Il ne serait marié civilement qu'avec une de ses compagnes.

Aucun des deux délits évoqués par Brice Hortefeux ne peut provoquer la déchéance de nationalité.

Lors d'un point de presse, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a évoqué une "*polygamie à des fins mercantiles*" voire une forme de "*traite des êtres humains*". Ne serait-ce pas plutôt les patrons esclavagistes qui se livrent quotidiennement et le plus légalement du monde à la "*traite des êtres humains*"?

A ses yeux, "*il serait sans doute utile d'élargir les possibilités dans notre droit de renforcer et d'accélérer les procédures de déchéance de nationalité*". (Reuters 26.04)

Ce qui est intéressant ici, c'est la surrenchère que se livrent les nazillons de l'UMP.

A y regarder de plus près : Sarkozy flic-président, Besson à l'immigration et l'identité nationale, Hortefeux au ministère du Travail, Accoyer au perchoir de l'Assemblée nationale, Bertrand président de l'UMP, Copé président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Lefebvre porte-parole de l'UMP, un super flic nommé préfet de Seine-Saint-Denis, ils ont considérablement renforcé l'arsenal législatif répressif utilisable contre le mouvement ouvrier, etc., on a là tous les ingrédients d'une dictature rampante, la structure est prête, les hommes sont en place, ils sont prêts à l'affrontement direct, physique, avec le prolétariat.

Pour ne pas être en reste, comme inspiré par la vermine de l'UMP, Le Pen a profité de l'occasion qui lui était donné pour faire hier une nouvelle fois l'apologie du régime de Vichy et de Pétain ! Il ya des rapprochements ou des coïncidences qui ne trompent pas.

**Sarkozy au coeur d'un scandale d'Etat.**

L'avocat des familles des victimes françaises de l'attentat de Karachi en 2002, Me Olivier Morice, va demander une audition d'Edouard Balladur, a-t-il indiqué lundi lors d'une conférence de presse. L'ancien Premier ministre a lui-même demandé lundi à être entendu par la mission d'information parlementaire sur cet attentat, a-t-on appris auprès du président UMP de celle-ci, Yves Fromion.

"*Il y a aujourd'hui, contrairement à ce qu'a indiqué M. Edouard Balladur, un certain nombre de preuves et de réalités qui sont incontournables et qui nous conduisent à affirmer que nous sommes en présence d'un scandale d'Etat considérable, et que l'actuel président de la République Nicolas Sarkozy est au coeur d'un système de corruption*", a déclaré lundi Me Morice.

"Libération", qui dit avoir obtenu des documents inédits, liés à l'enquête ouverte sur l'attentat de Karachi en 2002, où 11 salariés français de la Direction des constructions navales (DCN) avaient péri, affirme dans son édition de lundi que "*deux intermédiaires imposés par les balladuriens ont reçu 54 millions de francs le 2 juin 1995*", argent provenant de commissions liées au contrat de vente de sous-marins au Pakistan. Le quotidien ajoute que le 26 avril 1995, le "*compte de campagne de Balladur a enregistré un dépôt en espèces suspect de dix millions de francs*". Le directeur de campagne d'Edouard Balladur en 1995 était Nicolas Sarkozy. (AP 26.04)

**Nigéria.**

A Lagos, des hommes armés ont attaqué samedi le domicile de Edo Ugbawu, correspondant judiciaire du quotidien "The Nation", puis ils l'on abattu, d'après le porte-parole de la police Franck Mba.

Par ailleurs à Jos, dans le centre du pays, en proie aux violences entre représentants des différentes religions, deux journalistes travaillant pour le journal chrétien "The Light Bearer" ont été tués samedi en chemin vers un reportage . (AP 26.04)

**Soudan.**

Le président soudanais Omar el-Béchir a été réélu pour un mandat de cinq ans à l'issue d'un scrutin dont s'étaient retirés ses adversaires les plus sérieux en dénonçant des fraudes. Il a recueilli 68% des suffrages sur plus de 10 millions de bulletins validés, a annoncé lundi la Commission électorale.

Le président du Sud-Soudan Silva Kiir a lui aussi conservé son poste en recueillant près de 93% des suffrages dans le sud. (AP 26.04)

---

**Le 28 avril**

Pas très en forme pour causer, on va s'y risquer quand même.

A entendre tous les dirigeants syndicaux et ceux de la "gauche" officiel, ils sont tous pour le "*maintien de l'âge légal de la retraite à 60 ans*", ils n'arrêtent pas de le marteler, mais là où ils sont moins prolixes c'est quand il s'agit d'aborder la question de savoir dans quelles conditions on pourrait prendre sa retraite à 60 ans : à taux plein ou avec une décote si on n'a pas suffisamment cotisé, et si le nombre d'années de cotisation nécessaires augmentait encore, la décote qui existe déjà serait amplifiée, autrement dit, rien ne vous empêchera de prendre votre retraite à 60 ans, mais elle sera tellement réduite dans certains cas que cela vous dissuadera d'arrêter de travailler et le tour est joué, Sarkozy aura réussi son coup.

D'où au pire la nécessité de revenir à 37,5 annuités, au mieux plus près de 30 annuités pour partir à la retraite entre 50 et 55 ans, on aura quand même sacrifié plus d'un tiers de notre existence aux capitalistes. On nous expliquera que cet argument ne tient pas la route, que la population n'est pas prête à y adhérer. Etrange, j'avais cru comprendre que tout le monde en avait marre de bosser pour cette société en décomposition, non ?

Bizarrement, dès qu'on avance une revendication qui rompt avec le discours des dirigeants syndicaux qui sont tous alignés sur la perspective de la survie du capitalisme, elle ne correspondrait pas à l'état d'esprit des travailleurs, demain on nous expliquera peut-être qu'ils y croient encore dur comme fer au capitalisme, qu'ils vont travailler la joie au coeur et font pleins de projets pour l'avenir, que la société leur permet encore d'avoir un idéal dans la vie, lequel, dites-nous donc lequel pour qu'on repasse ce message salutaire à tous les travailleurs au bord du désespoir ou qui se demandent pourquoi ils continuent de travailler, quand ils ont la chance de ne pas être au chômage.

Quant à l'argument de la pénibilité du travail, il sert la même cause (en plus de la division) : mettre en place une retraite à la carte qui serait de fait la négation du système de retraites par répartition.

Le travail de l'ouvrier dans une usine ou sur un chantier, le travail d'une vendeuse ou d'une employée assise toute la journée devant une caisse enregistreuse ou un ordinateur, le travail d'un prof dans une classe surchargée et ingérable avec des problèmes quasi quotidiens de discipline, le travail d'un cadre qui doit sacrifier sa vie de famille pour l'entreprise qui l'emploie, le travail est pénible dans tous les cas de figure, usant, stressant au possible, etc., même si l'espérance de vie est plus longue pour un cadre que pour un ouvrier, l'un et l'autre auront sacrifié leur vie au boulot dans des conditions insupportables (cadence, fatigue, surmenage, humiliation, etc.), c'est cela qui constitue le lot quotidien de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes et qui est succeptible de les réunir dans un même combat pour une vie meilleure contre le capitalisme et l'Etat.

Un autre sujet.

Sur la Grèce. On peut constater que toutes les institutions européennes ou internationales du capital se jettent sur la Grèce, sur le prolétariat et la petite-bourgeoisie grecque plus précisément qu'ils veulent saigner à blanc. Les travailleurs grecs ne s'y sont pas trompés en s'en prenant à la Commission européenne, c'est la véritable nature de l'Union européenne qui éclate à la figure de ceux qui ne l'avaient pas encore comprise, cette institution est exclusivement au service du capital, elle est notre ennemi, voilà l'expérience que les Grecs sont en train de vivre et que les travailleurs des autres pays de l'UE peuvent suivre de très près.

Personne n'a encore osé nous sortir que Papandréou serait pris au "*piège*" de l'Union européenne, la ficelle serait un trop grosse à faire avaler aux militants.

S'il est impossible de redresser les comptes de l'Etat sans sacrifier nos conditions de vie et de travail qui se sont déjà gravement dégradées au cours des dernières décennies, sans sacrifier nos revendications économiques et sociales légitimes, il faut rompre avec le système économique capitaliste, il faut balayer l'Etat et ses institutions par une révolution et instaurer à la place un Etat ouvrier qui planifiera la production en fonction des besoins et des aspirations de la population, il faut passer au socialisme.

**Quelques infos en bref.**

**Le "*nouveau projet*" du PS : Le capitalisme rien que le capitalisme.**

Le PS voudrait nous refaire le coup de 81 en prétendant proposer un nouveau "modèle de société" qui est étranger au socialisme puisqu'il remet en cause ni les fondements du capitalisme ni les institutions de la Ve République.

Il écrit : "*Si la gauche de gouvernement a apporté des avancées économiques, sociales ou sociétales majeures (...), elle n'a pas suffisamment engagé le changement profond de modèle de société qui était nécessaire.*" La crise économique doit être l'occasion "*de reprendre l'initiative*", assure le texte, qui propose d'ouvrir la perspective d'un "*nouveau projet de transformation de la société.*" (Le Monde 27.04)

Soutenir le PS, c'est soutenir l'UMP, c'est soutenir le capitalisme et les institutions politiques en place, c'est au-delà des mots, des slogans et des programmes, avouer qu'on n'a aucune autre perspective politique à proposer aux travailleurs que l'adaptation au capitalisme.

**Ils ne se lâche plus !**

Le président Nicolas Sarkozy recevra le lundi 10 mai les représentants des principales organisations syndicales et patronales pour discuter de "*questions économiques, industrielles et d'emploi*", a annoncé mardi le palais de l'Elysée.

Cette réunion aura pour but de "*dresser un bilan partagé des mesures prises face à la crise et des suites qu'il convient de leur réserver*", précise le communiqué.

Elle rassemblera à l'Elysée le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, celui de la CFDT François Chérèque, celui de FO Jean-Claude Mailly, le président de la CFTC Jacques Voisin, celui de la CGC Bernard Van Craeynest, la présidente du MEDEF Laurence Parisot, le président de la CGPME Jean-François Roubaud et celui de l'UPA Jean Lardin. (AP 27.04)

**Le chômage continue d'augmenter contrairement à ce qu'affirme le gouvernement.**

Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (sans aucun emploi) a très légèrement baissé de 0,2% en mars (- 6.600) pour s'établir à 2.661.300 en France métropolitaine.

Le gouvernement se félicite de cette «*embellie positive*». «*Il faut remonter à février 2008 pour avoir un aussi bon chiffre*», a commenté auprès de l'AFP le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez, affirmant néanmoins «*rester prudent*» car «*on aura encore de moins bons mois*».

Sérieux bémol: avec les chômeurs inscrits en catégorie B et C (à la recherche d'un emploi mais ayant exercé une activité réduite), le nombre de chômeurs augmente de 18.100 (+0,5%).

Au total, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégories A, B et C s'établit à 3.891.000 en France métropolitaine.

Les chiffres de mars donnent deux autres motifs de préoccupation pour les pouvoirs publics. Chez les seniors (personnes de 50 ans ou plus), la hausse des inscriptions au chômage continue (+1,1% par rapport à février en catégorie A et +21,2% sur un an. +1,2% en A, B, C sur un mois).

Et le chômage de longue durée s'aggrave avec un nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en hausse de 2,6% par rapport à février et de 31,4% sur un an (1,374 millions de personnes catégories A, B, C), selon le ministère. (Libération.fr 27.04)

**Surrendettement.**

Depuis 2008, la Banque de France note une augmentation des cas de surendettement de l'ordre de 16% par an.

Les dernières statistiques publiées par l'organisme confirment ce mouvement. 19.380 dossiers ont ainsi été déposés à la Commission au mois de février 2010. Soit 20,5% de plus qu'au mois précédent. (Figaro.fr 27.04)

**République bananière ou népotisme.**

L'élu UMP de Seine-Saint-Denis Bruno Beschizza a été nommé, ce mardi, sous-préfet "hors cadre" par un décret du président de la République.

Pour ne pas être accusé de cumul de mandats, l'ex- secrétaire général du deuxième syndicat policier Synergie s'était mis en congé de son poste pendant les élections régionales. En tant que commandant de police fonctionnel, il percevait un salaire mensuel d'environ 4000 euros.

Elu conseiller régional, Bruno Beschizza devait renoncer à cette fonction. L'indemnité mensuelle de conseiller général de quelque 2000

euros net ne permettait cependant pas de retrouver un salaire équivalent. Il fallait donc trouver une solution: une nouvelle fonction ou mission. L'Elysée lui aurait donné l'assurance de lui dégoter un poste. (Lepoint.fr 27.04)

**La Bourse ou la vie.**

A Paris, le CAC 40 a terminé en repli de 3,82%, sa première clôture sous le seuil de 3.900 points depuis la mi-mars, effaçant quelque 40 milliards d'euros de capitalisation.

L'indice pan-européen FTSEurofirst 300 a quant à lui chuté de 2,64%. Et les reculs ont été plus marqués encore pour les marchés directement concernés par la crise: Athènes a fini sur une chute de 6,0%, Lisbonne de 5,36%. Madrid a abandonné de son côté 4,19%. A Wall Street, le Dow Jones a perdu 2% à la clôture et le Nasdaq a cèdé 2,04%. (Reuters 27.04)

**Espagne. Chômage record.**

Selon le journal ABC, la part des demandeurs d'emplois a atteint 20,05% sur les trois premiers mois de l'année, ce qui représente 4,61 millions de personnes sans emploi.

ABC précise qu'il s'agit des statistiques officielles mises en ligne par erreur par l'Institut national des statistiques pendant quelques minutes lundi sur son site internet.

"*En raison d'un incident qui s'est produit hier lors de la validation de la diffusion des résultats (....) une partie des statistiques de cette enquête ont été temporairement accessibles sur le site internet de l'INE*", déclare l'institution dans un communiqué, précisant que l'intégralité des statistiques sera communiquée vendredi. (Reuters 27.04)

**Tunisie.**

Le journaliste tunisien dissident Taoufik Ben Brik a été libéré mardi matin après avoir effectué sa peine, a-t-on appris auprès de son épouse Azza Zarrad.

Lors de son jugement, le journaliste avait dénoncé un "*procès politique*" et s'était dit victime d'un traquenard monté par les "*services spéciaux*", alors que les autorités avançaient qu'il s'agissait d'une "*affaire de droit commun*".

Taoufik Ben Brik, 50 ans, avait publié dans la presse française une série d'articles virulents à la veille des élections d'octobre 2009, qui avaient reconduit le président Zine El Abidine Ben Ali à la tête du pays, pour un cinquième mandat consécutif de cinq ans. (AP 27.04)

---

**Le 29 avril**

Pas le temps de causer l'actualité est trop chargée. J'ai oublié de vous dire qu'il y avait eu une grève générale de 24h contre la hausse des prix au Tamil Nadu et sur le Territoire de Pondichéry à l'appel des partis "communistes" et du parti AIADMK notamment, un parti bourgeois dirigé par une des plus grandes fortunes du Tamil Nadu. Elle a été particulièrement suivie, même les miniuscules échoppes sur les bords des routes étaient fermées et pas un camion ou un bus ne roulait, absolument tous les commerces et toutes les entreprises étaient fermées. Pour quel résultat ? Aucun évidemment.

Deux mots sur la question de la grève générale et de l'insurrection. Elles se produisent spontanément, quand elles sont commandées elles échouent. C'est seulement lorsque la situation est devenue totalement insupportable que les masses descendent dans la rue et disent stop, on ne marche plus, ce n'est plus possible de vivre ainsi un jour de plus. Cela ne se commande pas ou alors cela signifierait que les masses aient intégré (consciemment) le socialisme ce qui n'est jamais le cas.

Vous pouvez appeler à un "*tous ensemble*" ou à la grève générale, si les conditions d'existence des masses ne sont pas dégradées au point d'être devenues invivables, elles ne bougeront pas. Cela ne sert strictement à rien de s'époumoner ainsi et démontre seulement que vous n'avez pas compris comment fonctionnent les masses. Quand les masses sont prêtes, elles s'emparent de n'importe quelle occasion pour faire la démonstration de leurs forces, cela peut être un 1er mai, pourquoi pas. Il faut que le fruit soit mûr, c'est tout. Attention, il peut aussi pourrir avant d'arriver à maturité, tout dépend du contenu que les masses donnent à leur colère, réactionnaire ou révolutionnaire, il faut le discerner à l'avance, c'est préférable !

Le réflexe du "tous ensemble" vient spontanément aux masses le moment voulu, généralement à l'insu des syndicats et des partis ouvriers qui n'ont rien vu venir, y compris le parti bolchevik de Lénine, c'est pour dire à quel point il est difficile de saisir précisément l'état d'esprit des masses, camarades, ne nous prenons pas pour ce que nous ne sommes pas et cessons de chercher des raccourcis ou de faire des plans sur la comète qui ont pour origine nos propres illusions ou incompréhension de la situation et des rapports entre les classes ou à l'intérieur

de la classe ouvrière.

Si les masses descendent dans la rue par millions à l'insu des syndicats et des partis, cela mérite réflexion, non ? Cet élément et celui-là seulement, ne permet-il pas de mettre à bas toutes les stratégies que l'on nous a concoctées depuis 60 ans avec le résultat que l'on sait, où l'on se retrouve pratiquement complètement désarmés au moment où sonne enfin l'heure du combat final pour en finir avec le capitalisme ? N'est-il pas déjà trop tard pour y réfléchir ? Espérons que non et que le développement de la crise actuelle va durer et s'amplifier pour nous permettre de réorienter résolument notre combat dans la bonne direction, contre l'Etat et les institutions, contre le capitalisme et pour le socialisme.

Lors des précédentes grandes grèves ou manifestations, qui est descendu dans la rue ? Les éléments les plus déterminés à en découdre avec le régime, les couches les plus durement frappées de la classe ouvrière ou au contraire ses couches les plus favorisées et l'aristocratie ouvrière, les couches les moins à même de s'attaquer au régime ? Quelle était le contenu politique exact de ces grèves ou manifestations ? Le mouvement ouvrier est-il toujours bourgeois ou est-il en passe de redevenir révolutionnaire ? N'est-ce pas l'accumulation de frustrations et de sacrifices qui se traduisent par une liste de revendications insatisfaites au nombre incalculable, qui finalement à un moment donné débouche sur une situation révolutionnaire ? Si c'est le désespoir qui pousse les masses à descendre dans la rue, c'est seulement l'espoir d'une vie meilleure portée par un ou des partis ouvriers qui les convaincra d'aller jusqu'au bout de leur combat. Si aucun parti n'incarne cet espoir à leurs yeux, on peut très bien se retrouver en présence d'une situation révolutionnaire sans qu'il n'y ait de révolution. Ce serait intéressant de revoir dans quelles conditions ont eu lieu les révolutions ou les mouvements révolutionnaires de 36 et 68 en France, mais aussi en Espagne en 36, au Portugal en 74, en 1905 et en 1917 en Russie, en Allemagne à la même époque et dans les années 20, on pourrait ajouter en Allemagne de l'Est (RDA) en 53, en Tchécoslovaquie en 68 ou en 56 en Hongrie, en comparant ce qui peut l'être uniquement, pour bien comprendre comment peut évoluer l'état d'esprit et la conscience des masses...

Les masses peuvent se découvrir à l'occasion des illusions dans des partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui n'ont cessé de les trahir, par dépit ou parce qu'à leurs yeux aucun autre parti n'est crédible, sans que pour autant nous soutenions ces partis ou les gouvernements qu'ils pourraient former, la méthode de Lénine a fait ses preuves pour que nous l'adoptions, d'ailleurs les socialistes bourgeois sont déjà au pouvoir en Grèce, au Portugal et en Espagne, donc dans ces pays une insurrection se terminerait rapidement dans une impasse, par la répression, puisqu'il n'existe aucun parti suffisamment ancré dans les masses incarnant l'alternative au capitalisme, le socialisme, on ne voit pas par quel miracle elle pourrait se finir autrement malheureusement, à moins de prêter aux masses la faculté de se saisir spontanément du socialisme sans y avoir été préparées de longue date, laissons cela aux charlatans.

Maintenant nous savons aussi que la conscience des masses peut mûrir très rapidement au cours d'un processus révolutionnaire, le niveau intellectuel des ouvriers n'a plus grand chose à voir avec ce qu'il était autrefois, je ne sais pas jusqu'à quel point il faut intégrer cet élément dans notre analyse, la conscience des masses peut mûrir très rapidement dès lors qu'un parti incarne les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer, qu'il est capable d'orienter dans la bonne direction le combat des masses, faudrait-il encore (en France) qu'un parti axe son combat contre l'Etat à abattre, or ce n'est pas le cas aujourd'hui, ils n'osent même pas dans leur agitation scander que le gouvernement est minoritaire et illégitime, alors s'en prendre aux institutions, vous n'y pensez pas, ils y viendront peut-être lorsqu'il sera trop tard pour justifier après coup leurs carences politiques, je ne veux pas être médisant ou critiquer pour critiquer, mais il faut bien être lucide et reconnaître qu'on est très mal barré pour la suite.

On essaiera de poursuivre cette causerie demain, je dois tout fermer, il n'y a plus de courant depuis plus de deux heures déjà et je suis en train de crever de chaleur dans le bureau. J'ai à peine relu ce que j'ai écrit, vous corrigerez les fautes.

**Retraites. La quadrature du cercle ou l'art de masquer ses réelles intentions.**

Martine Aubry a insisté mercredi auprès d'Eric Woerth sur la nécessité de bâtir une réforme juste et efficace des retraites.

Si on continue sur cette lancée, la réforme Woerth aura "*sans doute*" les mêmes effets que les deux précédentes réformes réalisées par la droite: "*Nous amener dans le mur avec des retraités touchant des retraites plus basses et des salariés seuls à payer*", a déclaré Martine Aubry.

Elle a rappelé que le PS ne transigerait pas sur : "*la possibilité laissée à chaque Français de partir à la retraite à 60 ans s'il le souhaite*". (Reuters 28.04)

Trois remarques.

1- "*des salariés seuls à payer*", sous-entend : cela ne passera pas, faites donc un peu payer les nantis, symboliquement j'entends, pour ne pas faire fuir les capitaux à l'étranger, et cela passera au nom de "*l'équité*", vous avez notre soutien ;

2- Ne touchez pas aux 60 ans, mais faites en sorte qu'il soit impossible que les travailleurs perçoivent une retraite à taux plein à cet âge et ils seront obligés de travailler plus longtemps pour obtenir une retraite qui leur permette de vivre à peu près comme avant et le tour est joué, discrètement ou sournoisement on va peut-être réussir à les rouler de la sorte.

3- Finalement, voilà comment se décompose la manoeuvre, hypocritement au début elle prétend défendre les intérêts des retraités en dénonçant les précédentes contre-réformes des retraites, pour ensuite glisser sur le terrain du gouvernement.

La méthode consiste à lier dans un même discours une vérité et un mensonge sans que l'on puisse discerner au premier abord lequel des deux l'emporte ou l'emportera. Or dans ce genre de situation, c'est toujours le mensonge qui prime. Les deux éléments de cette contradiction ne sont liés par un rapport du type thèse contre antithèse, qu'à partir du moment où l'on prend en considération un ou des éléments contingents, qui de secondaires deviennent prépondérant et influent sur l'orientation de votre discours, alors que votre interlocuteur en ignore le contenu exact ou ne peut pas en vérifier la véracité.

Prenons un exemple.

Vous me demandez de vous aider à déménager dimanche prochain, je vais vous répondre que j'aurais bien voulu vous donnez un coup de main, mais hélas dimanche je dois me rendre à un mariage. C'est faux, mais vous ne pouvez pas me contredire, sauf à me traiter de menteur, vous n'oserez pas ou cela ne vous viendra pas à l'esprit, c'est là qu'est l'astuce ou la ruse.

Au départ nous sommes bien en présence de deux éléments, 1- l'amitié que vous me portez et votre demande ; 2- l'amitié que je vous porte et mon sincère regret de ne pouvoir vous aider, jusque là on ne peut pas parler de thèse et d'antithèse, notre amitié réciproque n'est pas remise en cause par mon refus de vous aider, c'est la nature du troisième élément qui sert à justifier mon comportement qui donne une idée pour le moins singulière de l'amitié que je vous porte, le mariage que j'ai inventé.

Donc, du côté vérité, je vous ai témoigné ma bonne intention, et du côté mensonge, je vous ai raconté n'importe quoi, pour à la fois conserver votre amitié et faire autre chose de mon dimanche à votre insu.

Ainsi je conserve votre amitié, et grâce à ce mensonge que vous avez gobé, je pourrai passer ce dimanche tranquillement avec mes potes à la campagne. L'essentiel n'est-il pas de sauver les apparences, comme l'on dit ?

Dans le cas présent, le mensonge d'Aubry sert uniquement à préserver l'image d'un parti qui serait au côté du prolétariat, alors que dans la réalité il le combat au côté de l'UMP. Et bien évidemment, Sarkozy, l'UMP, le gouvernement, les médias, les alliés ou satellites du PS, tout ce beau monde marche dans la combine, puisque qu'ils considèrent que le PS serait l'ultime recours pour sauver le régime en cas de soulèvement populaire.

J'aurais pu prendre un autre exemple plus parlant encore. Reprenons le grain de blé d'Engels dans *Anti-Dühring*, dans sa démonstration sur la dialectique. En premier on a le grain de blé, sa négation débute avec la germination et la plante qui en est issue, qui donnera ensuite un épis comportant de nombreux grains de blé nouveaux et qui, lorsqu'ils seront mûrs, marquera la fin de l'existence de notre plante. Conservons uniquement les deux premiers prémisses, le grain de blé et la plante, et imaginons maintenant que des pluies diluviennent soient venus pourrir l'épis en formation. Nous sommes bien parti d'un grain de blé et à l'arrivée nous voilà avec du foin. Le grain de blé était sain et promis à un bel avenir, sauf que les aléas du climat en a décidé autrement et nous voilà en plan avec sa négation, de la paille. Quand un processus dialectique n'est pas mené à son terme, on reste avec sa négation sur les bras. Pire, comme notre grain de blé n'a pas donné de nouveaux grains, nous ne disposons d'aucune semence pour reprendre le processus dialectique au départ ou le renouveler, on a tout perdu.

Dans le cas d'Aubry, ce que j'ai écrit dans l'avant-dernier paragraphe porte à son terme le processus dialectique (inachevé) contenu dans son discours, qui consiste précisément à dévoiler les intentions réelles du PS sur les retraites. Tout son discours ne sert qu'à camoufler l'alignement du PS sur l'UMP sur la question des retraites, elle ne peut évidemment pas livrer ouvertement le fond de sa pensée, elle défend en apparence les 60 ans tout en les piétinant, en y mettant la forme si l'on veut ou indirectement, la fatalité et les exigences du capitalisme faisant office de troisième élément pour faire accepter aux travailleurs la remise en cause de ce droit.

Finalement, la retraite à 60 ans, c'est possible, mais uniquement théoriquement, car en pratique c'est impossible du fait de cette foutue crise du capitalisme avec laquelle il faut bien faire avec, les travailleurs paieront, CQFD.

On aurait pu dire aussi qu'Aubry procédait par non-dit, par sous-entendu saisissable ou partagé par son interlocuteur, Eric Woerth, en imaginant que les travailleurs n'y verront que du feu et qu'ils partageront ainsi son analyse de la situation pour finalement accepter de nouveaux sacrifices, inévitables bien entendu.

Il faudrait peut-être compléter la revendication de défense des 60 ans, à défaut d'avancer la retraite à 50 ou 55 ans pour tous, en spécifiant que quel que soit le nombre d'annuités cotisées, tout travailleur ayant atteint les 60 ans devrait bénéficier d'une retraite à taux plein, sans décote, sans pénalité, ou avant en fonction des régimes spéciaux toujours en vigueur.

**La Bourse ou la vie.**

Paris et les Bourses de la zone euro ont rechuté mercredi en fin de séance après l'annonce de la dégradation de la note de crédit de l'Espagne par l'agence Standard & Poor's.

L'indice CAC 40 a clôturé en baisse de 1,5% à 3.787,00 points au lendemain d'une chute de 3,82%.

Francfort a perdu 1,22% et la Bourse de Madrid a plongé de 3,15%. Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a perdu 1,74% et l'EuroFirst 300 0,97%.

Sur les marchés obligataires, S&P a eu un effet limité sur le rendement de l'emprunt d'Etat espagnol qui s'est tendu de 3 points de base à 4,17% tandis que celui du 10 ans grec s'est détendu de 6,2 points de base mais est resté au-dessus de 10% (10,1%). Le rendement à 10 ans allemand, référence de la zone euro, s'est maintenu sous 3% à 2,98%. (Reuters 28.04)

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont dit que les rendements des obligations grecques à deux ans avait atteint 38%. L'info était correcte, elle a été confirmée par une dépeche de Reuters qui indiquait qu'ils avaient atteint 30% trente minutes avant, ils ont donc grimpé de 8% en à peine 30mn. On se croirait en Inde !

Depuis 13 ans je prête de l'argent à un Indien (un ami de la famille) spécialisé dans l'achat et la revente de terrains une fois viabilisés et découpés en parcelles au taux de 3% par mois, soit 36% par an, bordel, le gouvernement grec fait encore mieux ! C'est ma principale source de revenu, je le rappelle en passant, 500.000 roupies (8.000 euros environ) me rapportent 15.000 roupies par mois, à peu près ce que je dépense pour survivre chaque mois.

**Portugal. L'union nationale comme en Grèce contre le prolétariat.**

Le gouvernement portugais et l'opposition parlementaire vont coopérer pour favoriser une application accélérée des mesures d'austérité budgétaire, afin d'assurer que les objectifs de réduction du déficit seront atteints, a déclaré le Premier ministre après ce qu'il a qualifiées d'"*attaque spéculative*".

"*Le gouvernement et le principal parti d'opposition ont décidé de coopérer pour répondre à une attaque spéculative sans fondement contre l'euro et la dette souveraine portugaise*", a déclaré à la presse le Premier ministre, José Socrates, après une réunion avec le dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) Pedro Passos Coelho.

José Socrates a expliqué avoir informé le PSD de l'intention du gouvernement d'appliquer dès 2010 certaines mesures initialement prévues pour les années suivantes, notamment en matière de réduction de certains avantages sociaux. (Reuters 28.04)

**Niger.**

La crise alimentaire que traverse le Niger est d'ores et déjà plus grave que celle de 2005.

Après un déficit de pluies l'an dernier, la production agricole et les troupeaux ont fortement souffert et l'Onu prévoit que dix millions d'habitants, à travers le Sahel, vont être confrontés à des pénuries alimentaires.

Des villageois rencontrés près de Zinder, à un millier de kilomètres à l'est de la capitale Niamey, ont dit à Holmes qu'ils traversaient la pire crise alimentaire depuis 1984. (Reuters 28.04)

---

**Le 30 avril**

Pas le temps de causer, pas de courant comme tous les jours, alors qu'il y aurait tant à dire sur la situation.

Bon 1er mai quand même, camarades.

**La direction du PCF va dépenser 200.000 euros en publicité et affichage... pour soutenir la contre-réforme des retraites de Sarkozy.**

**1-** La retraite ne serait plus un droit, elle ne serait plus légitime non plus, elle devrait être "*juste*", selon le dernier slogan du PCF, autrement dit équitable, en laissant le soin évidemment au législateur de décider quel contenu il entend donner à cette valeur devenue une formule, sachant que c'est lui qui détient le pouvoir et que le pouvoir en place représente les intérêts d'une classe sociale distincte, celle des capitalistes, on est en droit d'affirmer que son sens aigü de la justice penchera du côté des intérêts de cette classe au détriment de ceux des travailleurs : «*Retraitons juste*».

Pour que l'on puisse recourir à cette valeur, faut-il encore que l'on soit en présence de deux situations comparables ou qui possèdent suffisamment de points communs pour qu'on puisse oser une comparaison, or il s'agit en l'occurence de comparer la situation des

capitalistes avec celle des travailleurs, des exploiteurs avec celle des exploités, de ceux qui possèdent les moyens de production avec ceux qui ne possèdent que leur force de travail pour survivre, autrement dit rien, dès lors qu'ils ne sont pas en mesure de mettre en oeuvre cette force de travail, parce qu'ils sont malades ou réduits de force au chômage, il s'agit donc de comparer la situation des capitalistes qui détiennent le pouvoir avec celle du prolétariat qui n'en détient aucun et qui subit celui des capitalistes, il s'agit donc de comparer la situation de deux classes que tout oppose, aux intérêts antagoniques et irréconciliables, pour finalement déclarer une fois niée ou abandonnée cette opposition fondamentale entre les classes qu'on leur a trouvé des points communs sur lesquels elles pourraient s'entendre, on ne dit plus de nos jours au nom du bon sens, mais de l'équité, de ce qui serait juste pour les deux partis comme si elles étaient logées à la même enseigne, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Soustraire 10 euros à un travailleur ou à un retraité qui a un revenu équivalent au Smic ou soustraire 100.000 euros à un patrons qui a un revenu dix fois plus important, ce n'est pas faire preuve d'équité ou de justice, c'est s'acharner sur le travailleur ou le retraité pour qu'il soit encore plus pauvre et dépendant du régime pour survivre, c'est faire preuve de cynisme et d'injustice.

Vous vous souvenez sans doute du créneau emprunté par Marie-Ségolène Royal lors de la campagne présidentielle de 2007, elle n'avait que le mot "*juste*" à la bouche. Il devait servir à camoufler l'alignement du programme du PS sur celui de l'UMP et à tromper les électeurs. Depuis cette formule a fait des émules au gouvernement et parmi les dirigeants des partis institutionnels inféodés au régime, parce que c'est un mot auquel on peut faire dire n'importe quoi, son interprétation est laissée à l'appréciation de chacun, ce qui donne l'impression avantageuse qu'une certaine liberté est laissée aux deux parties, une sorte de consensus réalisé sur une base qui est faussée dès le départ sans qu'on y pense forcément, les dés sont pipés, c'est l'analyse que fait le pouvoir de la situation en fonction des intérêts qu'il représente qui l'emportent.

En outre, pour qu'une décision ou une mesure soit déclarée juste, il faut qu'elle soit acceptée librement par les deux parties, on aura compris qu'une fois acceptée l'idée qu'une "*réforme*" des retraites était nécessaire et inévitable et prétendu que les travailleurs la souhaitaient, le PCF n'a rien trouvé de mieux pour l'imposer au prolétariat que de la présenter sous un angle "*juste*".

**2-** Plus loin, le porte-parole du PC, Olivier Dartigolles, affirme que doit s'ouvrir un débat «*populaire*» sur la future "*réforme*" et que «*le peuple doit s'en emparer, se faire sa propre opinion*», alors qu'il ne s'agit pas d'un débat d'idées mais d'un besoin, d'un droit légitime et acquis donc qui ne se discute pas, sauf à vouloir le faire progresser dans un sens positif et favorable aux travailleurs, ce qui n'est évidemment pas dans les intentions du PCF. Tenez-vous bien, il tient ces propos juste après avoir dénoncé «*l'intoxication idéologique*» du gouvernement, ils sont très forts les héritiers du stalinisme !

Là encore, il considère comme un fait acquis qu'il serait nécessaire de revenir sur le système actuel des retraites, à l'unisson du gouvernement, des dirigeants du PS et des dirigeants syndicaux, à l'exception de Mailly pour FO. Cela signifie aussi que le prolétariat doit être son propre bourreau, se situer sur le terrain de son ennemi, ce qui se traduit dans la pratique par lui laisser le champ libre pour agir. Partant de là, il ne faut pas s'attendre à ce que le PCF mobilise la classe ouvrière contre le gouvernement.

Il n'y a pas de "*débat*" à avoir sur nos retraites, on veut tout garder, il n'y a rien à négocier !

Si maintenant le maintien de nos retraites ou le retour aux conditions du début des années 80 est incompatible avec la survie du capitalisme, prenons le pouvoir et abolissons-le, et le problème des retraites sera définitivement réglé.

**3-** «*Que le ministre du Travail nous fasse l'honneur d'un débat public. Je lui apporterai la preuve que nos propositions de financement sont suffisantes à court, moyen et long terme.*» Des honneurs de cet ordre on s'en passe monsieur le philistin, on vous les laisse !

Au-delà du fait que la financiarisation des retraites conduit à la destruction progressive du système actuel par répartition, s'en tenir à la revendication de faire payer les capitalistes sans la situer dans la perspective d'en finir avec le régime, revient une nouvelle fois à subordonner le prolétariat au capitalisme et à lui interdire toute issue politique indépendante du capital. Le POI est sur la même position, j'y viendrai cet après-midi ou demain. Rappelons par ce qu'on a tendance à l'oublier que nous en sommes en présence d'un parti politique.

Cette position est contre-révolutionnaire et donc inacceptable, non pas en soi parce qu'elle aiderait le prolétariat à mieux supporter l'existence du capitalisme, mais parce qu'au lieu de préparer les masses à rompre avec le capital, elle produira l'effet inverse et renforcera ses rapports de subordination au capital. Voilà où conduit le réformisme, l'adaptation au capitalisme, au lieu de le combattre sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat dans la perspective du socialisme.

**Mobilisation du 1er mai.**

**1-** Woerth prudent. M. Woerth, interrogé jeudi sur France Inter pour savoir si une forte mobilisation lors des manifestations du 1er Mai pouvait modifier le climat du chantier des retraites, a répondu "*je ne le pense pas parce que cette réforme est nécessaire*". (Lemonde.fr 29.04 )

**2-** Emploi, pouvoir d'achat et surtout retraites seront les thèmes des 284 défilés et rassemblements prévus dans toute la France à l'occasion du "*grand 1er Mai*" auquel aspirent les syndicats (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA), samedi.

Cette année, les syndicats partent désunis. La CGC et la CFTC ont décidé de ne pas s'associer à l'appel commun. FO a boycotté les deux dernières réunions de l'intersyndicale et organisera ses propres rassemblements et meetings.

Plusieurs organisations de jeunesse, dont l'UNEF, premier syndicat étudiant, appellent également à se mobiliser sur la question précise des retraites. Dans un communiqué, l'UNEF "*dénonce*", notamment, "*l'hypocrisie du gouvernement qui prétend réformer 'pour les jeunes qui ont aujourd'hui 20 ans', mais veut leur imposer un allongement de la durée de cotisation qui les privera encore un peu plus du droit à la retraite à 60 ans*". (AP 29.04)

**Quand Thibault se place au côté des chefs d'Etat et leur donne des conseils pour sortir le capitalisme du marasme.**

Bernard Thibault a dénoncé sur France-2 les pressions exercées par les agences de notation sur les pays européens pour diminuer leurs "*dépenses publiques*".

Le patron de la CGT a souhaité que les chefs d'Etat "*décident de mettre bon ordre*" et "*de trouver des moyens d'empêcher ces agences (...) privées d'avoir un peu le droit de vie ou de mort, pas simplement sur les entreprises, mais aussi sur des Etats*". (AP 29.04)

**Un nouveau camouflet pour Sarkozy.**

Le juge des référés du Conseil d'Etat a suspendu en partie l'exécution du décret radiant des cadres, à titre disciplinaire, l'ancien chef d'escadron Jean-Hugues Matelly, qui avait critiqué le rapprochement avec la police, annonce la juridiction administrative. (AP 29.04)

**Belgique. L'occasion d'un consensus ne se loupe pas.**

Les députés belges se sont prononcés jeudi à une très large majorité en faveur de l'interdiction de la burqa dans les lieux publics.

La loi prévoit une amende allant de 15 à 25 euros pour toute personne étant dans un lieu public "*le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'elle ne soit pas identifiable*".

Une peine de prison de un à sept jours peut aussi être infligée et, dans certains cas, la sanction pourra être décidée directement par les villes ou les communes.

Après avoir été endossé à l'unanimité par une commission parlementaire fin mars, le texte a sans surprise été adopté à la Chambre par 136 votes en faveur et deux abstentions. (Reuters 29.04)

**Etats-Unis.**

Selon Neil Barofsky, inspecteur du Troubled Asset Relief Program, cité par l'agence Bloomberg, le nombre de saisies cette année devrait dépasser les 2,8 millions enregistrés en 2009. 932.000 ont déjà été comptabilisées sur les trois premiers mois de l'année. Or ces saisies font mécaniquement baisser les prix des quartiers où elles se trouvent, en venant alourdir les stocks d'invendus. (JDF 30.04)

**Afghanistan. La coalition dite la bavure.**

L'armée française a admis jeudi avoir tué par erreur en Afghanistan quatre jeunes civils, victimes d'un tir de missile lors d'une opération franco-afghane menée contre des insurgés le 6 avril dernier dans l'est du pays.

Les victimes, âgées de 10 à 15 ans, ont été tuées alors qu'elles étaient dissimulées par des arbres, a expliqué le porte-parole de l'état-major des armées, Christophe Prazuck. (Reuters 29.04)

Haut de page

# Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

## Causeries mai 2010


| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |


---

**Le 1er mai**

En raison d'une petite tempête et du nettoyage auquel je vais devoir m'atteler, plus une coupure de courant de 16 heures, je n'actualiserai pas le site aujourd'hui et demain.

Il n'avait pas plu depuis plus de 5 mois, alors c'est bien tombé, avec un vent qui a dévasté une partie de mon terrain et endommagé la clôture en feuilles de cocotier située au-dessus du mur qui entoure le terrain, le courant marin a changé de sens au profit de la pleine, les premières vagues sont à environ 70 mètres de chez moi donc pas de soucis de ce côté-là et le soleil est revenu en milieu de matinée. Je n'ai pratiquement pas fermé l'oeil de la nuit évidemment, donc je suis crevé.

Hier soir j'ai eu le temps de rajouter dans la page d'accueil deux articles économiques qui mériteraient d'être commentés. Il va falloir s'occuper des agences de notation, véritable bras armé des voyous de l'aristocratie financière pour nous plumer. Vous trouverez également les infos d'avril au format pdf ainsi que la causerie du mois écoulé.

J'ai écrit il y a plus d'un an que la crise actuelle du capitalisme présentait les caractéristiques d'une crise finale, j'avais parlé d'une étape finale de la décomposition du capitalisme mondial, puis je m'étais mis à douter de la valeur de cette analyse au regard des efforts déployés par les différents gouvernement pour l'endiguer sans en mesurer toutes les conséquences, il faut dire qu'à ce moment-là je ne disposais pas de suffisamment d'éléments pour étayer cette hypothèse, les derniers développements de la crise avec la faillite de l'Etat grec qui en annonce d'autres (Portugal, Espagne, etc.) permet de confirmer partiellement ce pronostic. Je ne voulais pas endosser le rôle d'annonceur de catastrophes imminentes sans disposer de suffisamment d'éléments concrets. Au lendemain de la seconde guerre mondiale et pendant des décennies, il y en a qui prévoyaient une troisième guerre mondiale qui n'a jamais eu lieu, je ne tenais surtout pas à colporter une théorie aussi foireuse qui vous discrédite définitivement.

On peut se tromper, mais rabâcher la même erreur pendant des décennies sans la corriger n'est plus du domaine de la politique mais de la psychiatrie. Aujourd'hui, on ne voit pas comment les différents Etats pourraient passer cette épreuve qui va forcément déboucher sur un affrontement direct entre les classes... Cela ne signifie évidemment pas que le capitalisme serait condamné à disparaître de lui-même, cela prouve qu'il n'est pas réformable, et seul la révolution socialiste mondiale en viendra à bout. Nous y reviendrons prochainement. L'avenir nous appartient, malgré la situation épouvantable dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier international, les choses vont se décanter petit à petit, il va encore falloir faire preuve de patience et ne pas chercher de raccourcis pour construire le parti ni une recette miracle qui n'existe pas.

C'est bien de dire qu'il faut faire payer les capitalistes, mais si on n'ajoute pas immédiatement que s'ils refusent de payer il faut les chasser du pouvoir, on se comporte comme de vulgaires réformistes et l'on conduit le mouvement ouvrier dans une impasse et à la défaite. Au contraire, partant de ce constat, il faut avancer nos propositions, développer notre programme, cela signifie qu'il n'y a aucune issue politique favorable à la classe ouvrière en se situant sur le terrain du capitalisme et qu'il faut avancer résolument sur le terrain du socialisme. Que l'hypothèse de la phase finale du capitalisme soit confirmée ou non n'invalide en rien cette orientation qui prend appui sur les conséquences de la crise que les travailleurs supportent de plus en plus difficilement, et qui correspond à l'objectif du combat que nous devons mener pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

C'est le 1er mai, alors vive le prolétariat international, vive la révolution prolétarienne et vive le socialisme ! Nous vaincrons !

Bon week-end à tous.

---

**Le 2 mai**

Contrairement à ce que j'ai écrit hier, j'ai trouvé le temps d'actualiser le site ce matin. Pas le temps de causer. Un mot seulement, je n'aurais pas parier une roupie sur le succés de la mobilisation du 1er mai, je l'avais gardé pour moi pour ne pas vous démoraliser.

Bon dimanche à tous.

**Le NPA en quête d'inspiration se tourne vers le PS.**

Le porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste, Olivier Besancenot, propose dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" ce dimanche de défiler pour les retraites avec le Parti socialiste.

Pour lui, les défilés du 1er mai appellent "*des suites unitaires et radicales dans le courant du mois*". "*L'urgence est d'établir un rapport de forces susceptible d'empêcher la réforme du gouvernement en construisant une mobilisation générale et prolongée des salariés*" estime Olivier Besancenot. (AP 01.05)

Besancenot semble méconnaître l'état d'esprit des travailleurs. Le "*rapport de forces*" est favorable au prolétariat, le contraire signifierait que la majorité des travailleurs sont d'accord avec Sarkozy pour s'attaquer à nos retraites, ce qui n'est évidemment pas le cas. Par ailleurs, ils se méfient de tous les partis et syndicats, ils n'ont plus confiance en personne, chat échaudé craint la pluie.

Le problème que personne ne veut aborder sérieusement ne se résumerait-il pas au fait que le mouvement ouvrier à force de ramer pour le régime serait discrédité aux yeux des travailleurs et qu'on ne leur propose aucune issue politique, aucune alternative sérieuse au capitalisme et aux institutions ? Pourquoi se mobiliser pour une cause perdue d'avance ? Ce message est d'ailleurs inclu dans la plupart des discours des dirigeants syndicaux, sans parler du PS, du PCF ou du PG.

On ne développe pas la conscience politique des travailleurs du jour au lendemain et seules des conditions d'existence devenues insupportables les pousseront à se mobiliser, sans même qu'on ait besoin de les en convaincre.

S'en remettre au PS qui ne cesse d'affirmer à la suite de Sarkozy qu'une "*réforme*" des retraites est "*inévitable*", c'est comme s'en remettre à une planche pourrie pour tenter de sauver ce qui peut l'être encore, c'est faire rentrer le loup dans la bergerie et ne pas voir plus loin que le bout de son nez, c'est la solution du désespoir qui démontre que le NPA est dans une impasse politique. Il ferait mieux de s'associer au POI pour mener ce combat.

**Grèce.**

**1-** Des milliers de personnes ont défilé samedi dans les grandes villes grecques à l'appel des deux premiers syndicats du pays pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité que le gouvernement devrait annoncer très prochainement en échange du plan d'aide de l'UE et du FMI.

Dans la capitale, quelque 17.000 personnes ont pris part dans le calme au défilé du 1er Mai, selon les estimations de la police. A Thessalonique, dans le nord de la Grèce, plus de 5.000 personnes ont manifesté.

Le gouvernement grec de centre-gauche s'apprête à annoncer des mesures d'austérité drastiques jusqu'en 2012 pour obtenir les prêts promis par les pays de la zone euro et le FMI et qui devraient s'élever à 45 milliards d'euros rien que pour cette année.

Un plan de soutien sur trois ans (2010-2012), cofinancé par le FMI et les membres de l'Eurogroupe, devrait probablement se situer dans une fourchette allant de 100 à 120 milliards d'euros, a confirmé Mme Lagarde.

"*Ces mesures, c'est la mort*", a commenté Nikos Diamantopoulos, qui manifestait samedi à Athènes. "*Je ne vois pas comment les gens vont faire pour vivre demain, comment ils vont survivre*".

Les syndicats appellent à une grève générale à travers toute la Grèce le 5 mai. (AP 01.05)

**2-** L'agence Moody's a annoncé vendredi avoir abaissé les notes de solidité financières de neuf banques grecques, dont la Banque nationale de Grèce.(AP 30.04)

**Espagne.**

Le taux de chômage a atteint un niveau record de 20,05% en Espagne au cours du premier trimestre 2010, selon des données publiées par l'Institut national de statistiques (INE). (Reuters 30.04).

**Bolivie.**

Le président bolivien Evo Morales a annoncé samedi la nationalisation de quatre entreprises d'électricité.

"*Nous nous conformons à la constitution qui dit que les services de base ne peuvent pas être gérés par le secteur privé*", a déclaré samedi Evo Morales. (AP 01.05)

Rassurez-vous, les multinationales seront indemnisées rubis sur l'ongle.

---

**Le 3 mai**

Une causerie à partir de quelques éléments épars receuillis hier.

**1-** A l'émission Kiosque diffusée sur TV5Monde Asie, j'ai entendu une journaliste grecque expliquée que le gouvernement envisage de supprimer les conventions collectives. Ils veulent atomiser le prolétariat, le priver de tout droit. Elle a dit aussi que la retraite devrait passer de 53 à 67 ans, soit plus 14 ans d'un seul coup, en ajoutant qu'il n'était pas rare que des travailleurs partent à la retraite vers 45 ans, elle a précisé que les Grecs qui avaient la possibilité de partir à la retraite se précipitaient pour échapper à la nouvelle loi qui entrera en vigueur prochainement.

45 ans, on est loin des 60 ans auxquelles s'en tiennent nos dirigeants. J'en déduis que les aspirations réelles des travailleurs ne sont pas réellement pris en compte en France. Il y en a qui vont dire : vous voyez que pendant des décennies la Grèce a pu s'accommoder avec une retraite entre 45 et 53 ans, c'est donc compatible avec le capitalisme. Alors vive le capitalisme et au diable le socialisme !

Pour concurrencer la Chine, il faut revenir aux conditions de travail du début du XXe siècle...

**2-** La marée noire aux Etats-Unis est l'oeuvre du capitalisme. Le risque d'une défaillance technique était prévisible, le puit de pétrole est situé à 1,5km de profondeur, une erreur humaine était tout aussi envisageable, or BP n'a rien prévu pour faire face à une telle situation.

Qu'est-ce que le socialisme ?

BP est une multinationale dont le seul objectif est de réaliser le maximum de profits, les coûts d'exploitation et d'entretien de ses installations pétrolières doivent être réduits autant que faire ce peut. On a appris que c'était un défaut d'entretien qui était à l'origine de cette catastrophe (lire plus loin dans les infos en bref). A l'opposé, un Etat socialiste qui a pour seul objectif la satisfaction des besoins de la population aurait creusé parallèlement un puit de secours par mesure de sécurité pour palier à tout incident grave toujours possible afin de préserver l'environnement.

Je vous laisse compléter cette argumentation. Question : pourquoi les partis ouvriers sont infoutus de présenter les choses ainsi aux travailleurs, aussi simplement ? Le socialisme pour eux, c'est quoi, un mot, un dogme ? Tous les jours l'actualité nous fournit des éléments qui nous permettent de mettre en valeur le socialisme, pourquoi ne le font-ils pas ?

Je vais vous dire ce que je pense réellement : j'ai lu les tracts du 1er mai, et pour que personne ne se sentent visé particulièrement ajoutons la littérature diffusée par les différents partis ou groupes de militants, leur contenu est insipide et le mot est encore trop faible pour exprimer ce que j'ai ressenti à leur lecture, d'ailleurs la plupart du temps je ne les lis même plus jusqu'au bout, et pour cause, j'ai mal au crâne avant et j'ai franchement l'impression de perdre mon temps, je crois lire sans cesse le même tract ou journal écrit dans les années 60, 70, 80, 90 ou

2000 au choix, inaccessible à l'immense majorité des travailleurs, la réalité ou les faits relatés ne sont pas analysés dans une autre perspective que le capitalisme qui leur sert de base, on a l'impression d'étouffer, on ressent un sérieux malaise, les faits leur servent uniquement à déballer leurs théories dont ils sont les seuls à connaître les mystères, c'est bien simple, quand les faits n'apparaissent pas sous la forme de citations très courtes qui ne permettent pas de saisir précisément de quoi il est question et par conséquence de se faire sa propre opinion, à l'opposé on est en présence de dépêches de presse bruts sans la moindre analyse, alors que les citations servent uniquement de support à une argumentation théorique incompréhensible pour la plupart des travailleurs et même des militants, on a l'impressive négative de se retrouver pris dans un cercle infernal dont on ne voit pas la sortie.

En résumé, j'ai l'impression que ces partis, tendances ou groupes ne sont capables de penser au-delà du capitalisme que sur le plan théorique, je pense au contraire qu'il faut partir du capitalisme et expliquer en détail en quoi consisterait sa négation en partant de nos besoins ou aspirations, c'est à mon avis la meilleure méthode pour relier la théorie à la réalité que vivent quotidennement les travailleurs et qui seule les intéresse, pour qu'ensuite les conclusions pratiques qu'on en tire leur devienne accessibles ou qu'ils y adhèrent.

A quoi cela va servir de gueuler contre BP, de dénoncer le capitalisme avec des grandes phrases ? A rien, absolument rien. Cela revient à dire aux travailleurs : voyez ce qu'il ne faut pas faire. Et après ? Après rien, il faut en finir avec le capitalisme, passer au socialisme, etc. Et après insisteront à juste titre les travailleurs, nous voilà bien avancés, vous êtes des rigolos, vous nous dites ce qu'il ne faut pas faire mais vous ne nous dites pas ce qu'il aurait fallu faire ou ce que vous auriez fait, alors arrêtez votre baratin, et ils auront raison.

Si vous leur expliquez qu'il aurait fallu creuser un second puit par mesure de sécurité et que BP ne l'a pas fait par mesure d'économie pour ne pas grever les dividendes des actionnaires, alors qu'un Etat socialiste l'aurait creusé parce que son action est uniquement déterminée par les besoins de la population, vous mettez à nu en cinq secondes la raison d'être et l'objectif du capitalisme, vous permettez à votre interlocuteur de comprendre par lui-même ce qui permet de distinguer le capitalisme du socialisme. On peut étayer cette démonstration, mais la méthode peut être utilisée avec n'importe quel événement se produisant dans le monde.

La mise en oeuvre du socialisme ne concerne pas uniquement les institutions, ne se limite pas à l'application de mesures, décrets ou lois prises par un gouvernement ou l'équivalent d'un soviet, assemblée constituante ou assemblée populaire souveraine, le tout demeurant pour l'heure abstrait ou plutôt hypothétique, situé dans un avenir indéterminé.

A bas BP, le capitalisme ou Obama ne constitue pas une réponse suffisante à la question qui est posée par cette pollution terrible, par contre la nécessité de forer dès le départ un second puit pour satisfaire notre besoin en pétrole en toute sécurité, au lieu de n'en forer qu'un seul pour des raisons vulgairement économique et aboutir finalement à cette catastrophe constitue une réponse précise et cohérente. (A suivre)

**3-** A propos de la loi sur la burqa. A l'étranger on va tous passer pour des islamophobes. Certains gouvernements seront tentés de prendre des mesures de rétorsion en réponse. Je vous donne un exemple que tout le monde ignore.

Le gouvernement français a rendu plus difficile les conditions pour l'obtention de visas dans certains pays, dont l'Inde. Mieux encore, dorénavant c'est une société privée indienne, qui pour le compte du consulat de Pondichéry ou de l'ambassade de Delhi qui délivre les rendez-vous au service consulaire, l'accès à ce service est interdit, il est impossible de rencontrer une personne travaillant dans ce service, j'en ai fait l'expérience en accompagnant mon beau-frère, il est entré et on m'a signifé de rester dehors. Par mesure de rétorsion le gouvernement indien a décidé de modifier les conditions de renouvellement des visas de courte durée des étrangers. Il n'y a pas si longtemps, un Français pouvait obtenir un visa de six mois, pour le renouveler il lui suffisait de se rendre quelques jours dans un pays voisin et de demander dans une ambassade indienne un nouveau visa de six mois. Maintenant il ont instauré une période de deux mois pendant lesquels vous ne pouvez pas renouveler votre visa, donc vous êtes obligé de retourner dans votre pays d'origine pendant cette longue période, et surtout de repayer un billet d'avion. Je ne suis pas concerné puisque j'ai un permis de résident de cinq ans étant marié avec une femme d'origine indienne.

Je suis opposé à une loi interdisant la burqa ou tout autre vêtement. Passons à autre chose.

**4-** Le 1er mai était férié en France et dans d'autres pays, dans l'émisssion Kiosque sur TV5Monde Asie ils ont montré une courte rétrospective sur l'histoire du 1er mai, j'ai appris que c'était le gouvernement russe en 1920 qui avait décidé le premier de faire du 1er mai un jour férié.

**5-** Empiétons sur le prochain sujet. Selon Eric Woerth, le succès de la réforme selon l'Elysée dépendra de la capacité à faire que les mesures soient perçues par l'opinion comme «nécessaires» et «justes», selon la même source. (20minutes.fr 02.05)

Les parasites qui contrôlent le mouvement ouvrier ont donc pour mission pour faciliter la tâche du gouvernement, de tenter de nous faire passer des vessies pour des lanternes auprès des travailleurs, pas sûr qu'ils y parviennent.

**Retraites.**

**1-** Thibault voudrait éviter l'affrontement avec le gouvernement.

Thibault expliqué lors du Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI : "*Je ne vais pas vous dire ce soir qu'on va forcément au conflit*", a-t-il souligné. "*Nous faisons tout pour que le gouvernement nous entende. Maintenant, (...) ça sera pas le seul sujet où nous serons peut-être pas parvenus à nous faire entendre, et à ce moment-là, il sera toujours le temps de réagir*".

"*Je pense qu'il faudra que nous discutions d'autres initiatives, d'autres rendez-vous sans tarder*" avec "*l'objectif de peser avant que des décisions ne soient prises*", a-t-il dit. "*On a besoin de tout le monde sur les retraites*" a-t-il dit. (AP 02.05)

a- S'il n'y a pas "*conflit*", cela signifie que l'un des des interlocuteurs a cédé à l'autre ou s'est aligné sur ses positions, or sachant que le gouvernement n'a pas reculé d'un iota... Un aveu qui n'en est pas un quand on lit attentivement les déclarations de Thibault, une annonce en direction des syndiqués de la CGT ou plutôt un sale coup destiné à les démoraliser.

b- L'emploi du pluriel pour parler des initiatives à venir préfigure de nouvelles journées d'action, la meilleure méthode pour casser la mobilisation et le moral des travailleurs et des militants.

**2-** Prudence. Un chemin bordé d'épines.

Interrogé sur la mobilisation du 1er mai par le Journal du Dimanche, Raymond Soubie a constaté que «les chiffres sont en net retrait par rapport aux manifestations précédentes», une preuve selon lui qu'«*une large partie des Français considère qu'une réforme est inéluctable*». «*Cela ne signifie pas que la réforme se présente comme un chemin de roses*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 02.05)

Xavier Bertrand, a remarqué cette baisse de la participation aux manifestations mais, a-t-il ajouté, "*il ne faut pas en tirer la conséquence que ça voudrait dire qu'on ne s'intéresserait pas à cette question, notamment chez les salariés*".

"*Il y a eu moins de mobilisation, il n'y aura pas moins de concertation pour autant*", a-t-il ajouté sur Radio J.

Eric Woerth, a répondu qu'il "*n'en tir(ait) pas des conclusions majeures.*" "*Il y a moins de manifestants que prévu (...). Cela dit, quand il y a une personne qui descend dans la rue pour dire des choses (...) je l'écoute, ça m'intéresse*", a-t-il ajouté sur Canal+.

a- Le gouvernement se situe sur le même terrain que les dirigeants syndicaux qui avaient appelé les travailleurs à faire du 1er mai une journée de mobilisation pour défendre les retraites. Après avoir organisé un simulacre de mobilisation tout en sachant par avance qu'elle ne serait pas massive, ils en tirent ensemble la conclusion attendue que l'heure est à la concertation ponctuée éventuellement de journées d'action pour que chacun y trouve son sompte, les dirigeants syndicaux comme le gouvernement et le tour est joué.

b- Bien que la situation semble cadenassée par les appareils, on sent poindre chez eux une certaine inquiétude, un réflex naturel peut-être : et si les Thibault, Chérèque et consorts ne parvenaient pas à contrôler leurs troupes...

Personnellement je n'y crois pas, ce serait plutôt un événement sans rapport avec la question des retraites qui pourrait faire déborder le vase et conduire les masses à descendre dans la rue par millions, les masses dont plusieurs couches sont plus radicales et déterminées que la base des syndicats. Il ne faut pas se leurrer ou prendre nos désirs pour la réalité, camarades. Les travailleurs perçoivent la remise en cause des retraites de la même manière qu'ils perçoivent les licenciements, comme une fatalité, comment pourrait-il en être autrement dans la situation actuelle, ils sont d'autant plus portée à avoir cet état d'esprit qu'aucun parti (et syndicat) ne relie la question des retraites ou des licenciements à la nécessité d'en finir avec le gouvernement, les institutions et le capitalisme, ils se retrouvent donc pieds et mains liés au capitalisme en décomposition, dès lors on peut comprendre que les travailleurs subordonnent leurs intérêts au rétablissement du capitalisme en crise puisqu'on ne leur propose aucune autre issue politique. Il est clair par ailleurs que la situation est insupportable pour des millions de travailleurs isolés mais qu'elle est encore tolérable pour la majorité d'entre eux et la petite-bourgeoisie, elle n'a pas encore atteint le point de fusion qui correspondrait à une modification effective de la quantité en qualité.

Cela donne une indication utile sur leur degré de subordination au capitalisme à l'heure qu'il est, subordination qui évoluera en sens inverse en fonction de la détérioration de la situation économique et de ses conséquences pour les travailleurs. Dans cette perspective, il faut continuer à expliquer inlassablement aux travailleurs la situation afin de les aider à prendre en mains leur destin et à s'organiser, que la seule alternative au capitalisme demeure le socialisme...

Ce n'est pas le prolétariat qui se retrouve prisonnier dans une tour assiégée, mais bien les capitalistes empêtrés dans les contradictions de leur système économique, à entendre nos dirigeants on aurait l'impression du contraire.

Alors face à une agression qui en annonce d'autres toutes aussi insupportables, nous devons passer d'une position défensive à une position offensive pour délivrer le prolétariat de ses illusions dans le capitalisme qui constituent un obstacle à sa compréhension de la situation et à sa mobilisation. Il faut procéder par ordre si l'on veut aider les travailleurs à comprendre dans un premier temps que leur prison n'est pas le capitalisme mais les illusions qu'ils ont en lui, et qu'une fois ces illusions envolées le capitalisme leur apparaîtra tel qu'il est vraiment, une fois parvenu à ce constat ils jugeront inutiles de vouloir le sauver pour tenter de sauver leur peau avec, ils seront parvenus à la compréhension et la conclusion qu'il faut l'abattre, ensuite il ne restera plus qu'à axer leur combat politique contre les institutions dans la perspective d'atteindre cet objectif...

La position que je viens de développer est autre chose que les misérables lamentations des uns et des autres en direction de la vermine qui contrôle les syndicats et les partis ouvriers ou prétendus tels. Elle est révolutionnaire tout simplement, non ?

Un dernier mot sur l'arrière-garde du prolétariat : faudra-t-il attendre qu'un intellectuel à la solde du régime évoque le risque d'une révolution, que ses propos soient repris en boucle par les médias pour que l'on remette au goût du jour la révolution prolétarienne, le socialisme ?

**Les prédateurs sont aussi des maquereaux.**

Alors que son procès s'ouvrira le 8 juin prochain, Jérôme Kerviel, l'ancien trader de la Société Générale revient sur le devant de la scène en publiant un livre chez Flammarion, L'engrenage, mémoire d'un trader.

Jérôme Kerviel revient également sur certains aspects de son livre, dont l'un des plus surprenants: selon l'ancien trader, l'activité des salles de marché est comparable à de la prostitution :

"*Pour nos chefs, on est des «gagneuses». A la fin de la journée, on entendait la phrase : «Relevé des compteurs !». «Combien t'as fait ? T'as été une bonne gagneuse aujourd'hui !». Tous les traders ont entendu ça. Dans ce milieu, c'est chacun pour soi. En salle des marchés, on peut être assis à deux mètres d'un collègue et essayer de profiter de l'erreur qu'il vient de commettre pour faire de l'argent. L'individualisme est poussé à son maximum.*" (Slate.fr 02.05)

**Sarkozy est dévoré par la luxure.**

Le président Nicolas Sarkozy a rendu hommage dimanche soir à Jean-Louis Dumas, ancien gérant du groupe Hermès décédé à l'âge de 72 ans, saluant la mémoire de ce "*grand cavalier d'industrie*" qui avait su faire de la maison de luxe un "*étendard de la marque France*".

"*C'est un deuil pour sa famille, pour tous les salariés du groupe Hermès, et c'est aussi une perte pour la France*", a déclaré le chef de l'Etat dans un communiqué.

"*Jean-Louis Dumas a su faire d'une marque historique liée au cuir et à la sellerie un emblème du luxe et de la modernité, un étendard de la marque France*", a-t-il ajouté. "*Il a exporté la marque Hermès de l'univers du cheval vers de nombreux secteurs d'activité, jusqu'à habiller des hélicoptères et concevoir un yacht écologique, en suivant le cours de ses passions et de ses fantaisies sans jamais transiger avec la très haute qualité*". (AP 02.05)

Et le yacht de Bolloré, il est écolo ou non ? Il a décidément tout pour plaire le parvenu.

**Etats-Unis.**

**1-** C'est "*une pièce d'équipement défectueuse*" qui est à l'origine de l'explosion de la plate-forme pétrolière et de la marée noire dans le golfe du Mexique, a affirmé dimanche le président de BP Amérique, Lamar McKay. (AP 02.05)

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier soir, le journaliste a dit que le pétrole continuerait de se déverser dans la mer pendant des mois, que techniquement il était pratiquement impossible de boucher la base du puit de pétrole, et que pour creuser un second puit à 1,5km de profondeur pour l'atteindre et y déverser du ciment par exemple, cela prendrait des mois.

**2-** Fusion-concentration. Les dirigeants de Continental et d'United Airlines ont approuvé dimanche un échange de titres qui ferait de leur alliance la plus grosse compagnie mondiale de transport aérien, a appris l'Associated Press. (AP 02.05)

**Australie.**

Le gouvernement australien a annoncé dimanche son intention d'instaurer, à partir de 2012, une taxe de 40% sur les super-profits des groupes miniers, taxe qui pourrait générer environ 3 milliards de dollars australiens (2,78 milliards de dollars US) de recettes la première année. «*Ce plan à long terme dévoilé aujourd'hui (dimanche) vise à bâtir une économie plus forte en utilisant les super-profits tirés de ressources appartenant à l'ensemble des Australiens*», a déclaré le Premier ministre travailliste Kevin Rudd.

Cette nouvelle taxe devrait permettre d'aider au financement des retraites, de grands travaux d'infrastructures et d'abaisser les impôts pour les petites entreprises. «*Les entreprises ne paieront pas cette taxe additionnelle tant qu'ils ne verseront que des dividendes compatibles avec un retour sur investissement normal pour les actionnaires, et seulement sur les super-profits*», a précisé le ministre du Budget Wayne Swan.

Cette taxe serait compensée par une baisse des impôts pour les activités d'exploration des groupes miniers et par la mise en place d'un fonds destiné au financement de grandes infrastructures comme des routes, des voies ferrées ou des ports, fonds qui bénéficierait en

premier lieu aux régions riches en matières premières. (20minutes.fr 02.05)

---

**Le 4 mai**

Hier j'ai écrit *receuillis* au lieu de *recueillis*, avec mes excuses, je n'avais pas relu.

Il est déjà 11h30 du matin, j'ai commencé à bosser à 7h30, je n'ai pas encore pris ma douche, je dois m'habiller et aller à Pondichéry faire des courses, régler le téléphone et l'électricité, prendre quelque chose à manger pour midi, et tout mon après-midi est pris par des tâches ménagères, donc je n'ai pas le temps de me relire, tant pis pour les fautes, je n'ai pas une minute à moi et c'est tous les jours pareils, et le soir je suis si crevé que je fous rien de préférence, je télécharge quelques articles pour le lendemain, je regarde la télé ou je vais directement me coucher.

Etant donné le peu de connections au site et les rares courriels que je reçois, je me demande à quoi cela sert-il de continuer, on va finir par croire que je me fais plaisir, alors que c'est plutôt le contraire qui est vrai. Si ce n'était pas ma contribution à la lutte de classe et la seule possible dans ma situation, je plaquerais volontiers tout immédiatement. Je ne suis pas du genre à accepter des relations à sens unique ou à alimenter l'individualisme ou encore à pédaler dans le vide. Les internautes anonymes qui se connectent sur le site sont-ils favorables au port de la burqa ? Le sens de ma question ne vous aura pas échappé évidemment. C'est mon côté provocateur.

Précision. Les titres des articles de la rubrique *Actualité* et des infos en bref sont de *Lutte de classe*, tandis que les titres des autres articles sont des agences de presse ou des quotidiens nationaux, sauf exceptions très rares.

**Dans quelle perspective se situe Thibault ? Le capitalisme est éternel !**

Thibault a souligné que le chantier des retraites allait «*engager sur des décennies, donc sur plusieurs générations*», et a demandé une «*méthodologie incontestable*». (AFP 03.05)

Ah ben, si on en a encore pour des décennies, des générations avec le capitalisme, autant dire qu'il est éternel et qu'il ne reste plus qu'à y adhérer... comme Thibault !

**Le gouvernement en quête permanente de boucs émissaires. Haro sur les fonctionnaires !**

Un contrôle renforcé des arrêts maladie va être expérimenté dans 6 régions de France, (CPAM).

Selon un décret paru ce dimanche au Journal officiel, il concernera les fonctionnaires en arrêt depuis moins de 6 mois. Cette décision est le fruit d'un partenariat entre l'Etat et les Caisses d'assurance maladie.

Le décret créé un "*outil partagé*" par les CPAM concernées par l'expérimentation, basées à Paris, Lyon, Strasbourg, Nice, Rennes et Clermont-Ferrand, ainsi que leurs échelons locaux du service médical (ELSM), chargés des contrôles.

L'objectif de ce partenariat est donc d'analyser l'ensemble des données recueillies dans ces villes sur les arrêts médicaux, les droits des sorties des malades, ou leurs visites par des inspecteurs et l'éventuel contentieux lorsque l'arrêt-maladie est considéré comme abusif par l'administration. L'expérimentation "porte sur le contrôle des arrêts de travail dus à une maladie non-professionnelle d'une durée inférieure à six mois consécutifs", précise le décret.

Les contrôles seront "*réalisés à titre expérimental, par dérogation à l'article 35 de la loi du 11 janvier 1984*", précise le décret, qui prévoit dans son article 2 des contrôles pour les arrêts de travail de plus de 45 jours consécutifs, du type de ceux prévus par le code de la sécurité sociale.

Le texte institue aussi des "*contrôles ponctuels*" qui "*peuvent être réalisés lorsqu'il est constaté plus de trois arrêts de travail de courte durée au cours des douze derniers mois, dès lors que le quatrième arrêt est d'une durée supérieure à quinze jours*". (lefigaro.fr 03.05)

Après les faux chômeurs, les fraudeurs aux prestations sociales, les musulmans polygames et forcément terroristes, les immigrés sans-papiers, les jeunes fainéants et forcément dealers, les malades qui s'enfilent des médicaments inutiles ou qui abusent de soins médicaux, les vieux qui ne veulent plus bosser, c'est au tour des fonctionnaires de se faire matraquer par le gouvernement, et ce n'est qu'un début avec dans sa ligne de mire l'alignement des retraites du public sur le privé.

On aura compris qu'avant de mettre à exécution son plan scélérat contre les fonctionnaires, le gouvernement a besoin de les livrer à la vindicte publique et à un lynchage en règle par les médias, à commencer par *Le Figaro*, ce qui est dans l'ordre des choses.

**La grève des chômeurs.**

La coordination des intermittents et précaires appelait, ce lundi, à une journée nationale d'actions un peu partout en France.

Cette journée d'action avait pour objectif d'exiger notamment la hausse des minima sociaux et des bourses d'étude, une mobilisation intitulée "*Et si on inventait la grève des chômeurs*"?

'*Des organismes comme la Caisse d'allocations familiales et le Pôle emploi font semblant de croire qu'il y a du travail partout, et que s'il y a des chômeurs c'est seulement parce qu'ils ne veulent pas bosser*', poursuit l'organisateur, qui déplore '*un système où on est obligé d'accepter des boulots de merde, très loin du domicile ou qui n'ont rien à voir avec nos qualifications, tout ça pour jouer le rôle du chômeur motivé et toucher nos allocations*'.

Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite faute de mieux (près de 1,3 million fin mars) est en augmentation constante depuis une quinzaine d'années. En 2010, ce sont près d'un million de chômeurs en fin de droits qui devraient perdre leur assurance chômage, selon les prévisions du Pôle emploi, tandis que le nombre de chômeurs de longue durée (947 000) a augmenté de 24 % entre fin 2008 et fin 2009, selon l'Insee. (AP et Lemonde.fr 03.05)

**Best and bad for ever par Robert le républicain.**

L'ancien garde des sceaux Robert Badinter (PS) s'est déclaré favorable à un '*accord républicain*' sur la burqa, dimanche 2 mai, lors de l'émission 'Internationales' sur TV5, en partenariat avec RFI et Le Monde.

Le sénateur socialiste souhaite une '*réponse ferme et graduée*' sur la burqa qui est '*un outrage à la dignité des femmes*'. 'Tout à fait d'accord pour qu'il y ait une infraction pénale et des poursuites' à l'encontre de '*ceux qui, par pression, obligent les femmes à porter la burqa*', M. Badinter est plus réservé sur une interdiction totale : '*Rien ne serait pire que des annulations soit au regard de la Convention européenne des droits de l'homme, soit au regard de la jurisprudence du Conseil constitutionnel.*' (Lemonde.fr 03.05)

Autrement dit, si ces institutions étaient favorables à l'interdiction totale de la burqa, le courageux républicain voterait cette loi.

Etre républicain, libre-penseur, franc-maçon, humaniste, c'est nier la lutte des classes pour se situer sur un terrain commun aux différentes classes qui finalement profite principalement à la classe dominante, c'est de la collaboration de classes.

En dehors des adeptes de la burqa ou du tachador, tout le monde est contre évidemment du FN à LO, donc pas besoin d'une loi pour condamner non pas celles qui le portent mais ceux qui les obligent dans certains cas à la porter. Que les hommes qui obligent leur épouse ou leurs filles à porter la burqa soient des rétrogrades habités par une culture moyennageuse, c'est évident.

La question serait plutôt de savoir pourquoi ils en sont encore là, pourquoi leur conception de la femme n'a pas évolué. Peut-être tout simplement parce que la société est rétrogarde et qu'il est de plus en plus difficile de s'y intégrer. La régression enregistrée au cours des dernières décennies sur le plan social et politique n'y serait-elle pas pour quelque chose par hasard ? L'individualisme encouragé par leur société pourrie, la concurrence de plus en plus acharnée qui existe à l'intérieur de toutes les classes pour s'en sortir au détriment de ses semblables n'y serait-elle pas pour quelque chose ?

A défaut de se trouver bien dans la société actuelle et en l'absence de toute perspective pour le futur, il y en a qui se tournent vers le passé, au même titre que les partisans du régionalisme ou de la liquidation de nos acquis sociaux collectifs au profit de la charité publique comme au Moyen-Age qui mènent le même combat réactionnaire.

**Etats-Unis.**

Le département américain de la Défense a annoncé lundi lors de l'ouverture de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) aux Nations unies, à New York, que les Etats-Unis possédaient 5.113 têtes nucléaires dans leur arsenal disponible, ainsi que "*plusieurs milliers*" d'autres ogives hors d'usage attendant d'être démantelées.

Le chiffre dévoilé lundi concerne les armes nucléaires américaines en date de septembre 2009 et représente une baisse de 75% par rapport à 1989, selon le Pentagone. Il comprend les ogives à longue portée, dites "*stratégiques*", et celles à courte portée, ainsi que les armes déployées -plus ou moins prêtes à être utilisées- et celles de réserve.

En revanche, les milliers de têtes désactivées ou démantelées à divers degrés ne sont pas prises en compte. Celles-ci pourraient, en théorie, être reconstituées ou leur matériel nucléaire recyclé. Au total, les estimations de l'arsenal complet des Etats-Unis varient de 8.000 à 9.000 unités, mais le Pentagone refuse de donner un chiffre précis.

Selon des experts indépendants, le nombre total d'armes nucléaires dans le monde serait supérieur à 22.000. La Fédération of American Scientists estime que près de 8.000 de ces têtes nucléaires sont opérationnelles, dont 2.000 américaines et russes prêtes à être utilisées en urgence.

Le TNP, en vigueur depuis 1970, est le plus important pacte à l'échelon mondial sur les armes nucléaires. Les délégués des 189 pays signataires se réunissent tous les cinq ans. Seuls l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord et Israël ne participent pas. (AP 03.05)

Etrange mansuétude à l'égard de l'Inde et d'Israël...

---

**Le 5 mai**

Les liens entre Roland Dumas et des dirigeants du FN ne se sont jamais démentis apprend-on. J'ai mis en ligne l'article que Rue89 lui a consacré hier en ajoutant le commentaire suivant :

Roland Dumas est un bourgeois, de plus il est normal qu'il ait la morale de la classe dont il représente les intérêts sur le plan politique, celle des bourgeois qu'il partage avec le FN. Quoi de surprenant là-dedans ? Rien. Qu'il ait été ou qu'il soit un dirigeant du PS ? Si ce n'était pas incompatible, c'est parce que le PS et le FN ont en réalité en commun la même nature sociale, une seule nature sociale et non une double nature comme on nous l'a expliqué frauduleusement pendant des décennies.

Dumas n'a pas de conviction, il n'a pas de morale peut-on lire, il est vrai qu'il ne faut pas s'embarrasser de principes ou de scrupules pour franchir les échelons socials dans cette société et devenir ministre sous la Ve République, néanmoins il a celles de ses intérêts personnels qui sont incompatibles avec l'appartenance au mouvement ouvrier, voilà au moins une chose dont on est certain. Honte à tous ceux qui soutiennent le PS d'une manière ou d'une autre, ce sont les fossoyeurs du mouvement ouvrier. Besancenot vient de lui tendre la main, un geste de trop.

Une devinette. Qui a dit récemment :

"*Si nous n'étions pas là, qui lutterait contre les délocalisations, contre la désindustrialisation, la paupérisation généralisée de notre société, la prolétarisation de notre classe moyenne et la disparition programmée de notre agriculture, de notre pêche, et de nos petits commerçants sous les coups de la grande distribution?*"

Ou encore à propos de ce qu'ils appellent l'extrême-gauche :

"*Cette gauche là, qui vit encore, celle de la défense des opprimés, des exploités, des petits patrons, des petits fonctionnaires, des petits paysans, est certainement plus éloignée de la gauche américaine des Strauss Kahn et des Aubry que de nous ! Elle est plus proche de nous que cette droite de l'argent roi, des Rolex et des chanteuses, celle qui finance les banques qui verse des milliards de bonus à ses traders pendant qu'un de nos paysans se suicide chaque jour !*"

Réponse : Jean-Marie Le Pen le 1er mai à Paris ! (Slate.fr 02.05) Assurément, le FN doit avoir lui aussi une "*double nature*", à moins qu'il n'en ait qu'une seule comme le PS, d'après vous ? Sans aller jusqu'à faire un amalgame, je précise.

Le PS et la SFIO avant lui, plus généralement la social-démocratie ou les partis constituant la IIe Internationale, ont ouvert la voie au fascisme ou à une dictature militaire à plusieurs reprises dans différents pays au cours du XXe siècle, indiquant par là qu'ils étaient définitivement incapables de se positionner au côté de la classe ouvrière, parce que soit il avait rompu avec la classe ouvrière (SFIO), soit il y était étranger dès sa création (PS). Inutile pour autant de traiter un adhérent du PS de tous les noms, en menant la discussion sur le plan politique - si vous n'avez rien de mieux à faire, vous pourrez facilement faire ressortir ses contradictions et le pousser dans ses derniers retranchements.

Je profite de l'occasion pour mettre en garde les militants (les plus jeunes) contre des organisations ou des groupes de militants peu connus qui se présentent comme des représentants de la classe ouvrière, ils pullulent, et que certains militants qualifient sur le Net, soit de trotskistes, soit de fascistes, ces organisations ou groupes ne figurent évidemment pas dans les quelques liens fournis par le site *Lutte de classe*. J'ai été contacté par un de ces groupes dont je ne vous donnerai pas le nom, je me suis borné à prendre des renseignements sur ce groupe sur Internet, j'ai consulté leur site et j'ai décidé de pas donner suite à ce contact, car j'estimais ne pas être en mesure de me faire ma propre opinion.

Si j'ai un conseil à donner aux militants qui ne savent pas où s'organiser et sans vouloir les influencer, à défaut de mieux, qu'ils cherchent leur bonheur dans la liste des partis, groupes ou tendances que je fournis dans le site, à l'exception toutefois du PG qui n'est qu'un appendice du PS. Si cette liste ne vous convenait pas parce que vous êtes à la recherche du parti idéal, ne cherchez plus, il n'existe pas, il n'a jamais existé comme disait Lénine et il n'existera jamais, il faudra que vous en preniez votre parti définitivement. C'est parfois aussi un prétexte pour ne pas militer, mais c'est une autre question.

A propos du site, en consultant les statistiques j'ai constaté que vous aviez visionné 571 pages ou téléchargé 571 documents entre le 27 avril et le 4 mai, alors que le nombre de connections est resté très modeste, médiocre même, 55 en moyenne par jour. Je n'en tire aucune conclusion, je n'arrive pas à les interpréter correctement, je me disais seulement que le nombre de militants qui se connectent sur le site chaque mois devait être beaucoup moins important que ce que j'avais annoncé honnêtement, plutôt aux alentours d'une centaine au lieu d'un millier, mais au regard de l'info fournie plus haut, cela ne colle pas, si c'était les mêmes militants qui se connectaient tous les jours au site, ils ne téléchargeraient pas à chaque fois des documents qui figurent dans le site depuis des mois ou des années.

Laissons tomber, peu importe le nombre de militants qui se connecte au site, le plus important c'est que chacun y trouve son bonheur, et je ne suis pas certain qu'il y ait beaucoup de sites du même genre où des internautes téléchargent des milliers de documents par mois. Je m'encourage à continuer comme je peux, mon isolement me pèse.

J'arrête là, il est déjà plus que tard, 14h et j'ai encore tout à me taper chez moi, y compris peut-être déjeuner ! Et il n'y a pas de courant évidemment.

**Encore sur la burqa.**

Une Tunisienne de 26 ans a été condamnée à payer une amende de 500 euros pour avoir porté la burqa à Novare, ville du nord de l'Italie dirigée par la Ligue du Nord.

Les carabiniers de cette ville du Piémont, bastion de ce parti de la droite ultra, ont contrôlé vendredi dernier la femme alors qu'elle se rendait en compagnie de son mari à la mosquée pour une séance de prières.

L'amende lui a été infligée en vertu d'un arrêté pris en janvier dernier par le maire de la ville, qui interdit dans les lieux publics le port de vêtements empêchant la police d'identifier une personne. (Reuters 04.05)

**Heuliez, suite.**

L'équipementier automobile Heuliez de Cerizay, dans les Deux-Sèvres, qui est en difficulté financière, va demander jeudi au tribunal de commerce de Niort un nouveau placement en redressement judiciaire, apprend-on de source syndicale.

L'investisseur turc Alphan Manas, candidat privilégié par le ministère de l'Industrie après le retrait du groupe Bernard Krief Consulting, a finalement proposé de reprendre 15% de l'entreprise avec un apport de 10 millions d'euros, une offre jugée insuffisante.

"*Il y a encore un peu de trésorerie mais à force de toujours payer sans retrouver le chiffre d'affaires nécessaire, ça ne peut plus durer. On nous dit qu'il y aurait une proposition sérieuse d'un repreneur cette semaine. Nous attendons*", a indiqué à Reuters Emile Bregeon, délégué CFDT. (Reuters 04.05)

Maintenant que j'y repense, Heuliez n'est pas forcément un nom connu de beaucoup de monde, et ce matin en lisant un nouvel article consacré à cette entreprise je me suis dit qu'il m'était familié, je me suis souvenu soudain que c'était le fabricant des fameux cars de CRS que j'avais croisés tant de fois à proximité des manifs au point que ce nom s'était fixé dans ma mémoire à mon insu, car franchement on n'en a rien à foutre de savoir qui les fabrique, c'est étrange comment fonctionne la mémoire, n'est-ce pas ?

Soyons pragmatique, pour sauver Heuliez une seule solution : brûlez les cars de CRS, je plaisante bien sûr, disons que j'anticipe...

**Airbus.**

Airbus a relevé ses dernières propositions d'augmentation salariale en France de +2,3% à +2,5% sur 2010, a indiqué la direction mardi soir en marge d'une réunion de négociations avec l'intersyndicale pour éviter la reprise de la grève massive de la semaine passée.

La réponse des organisations syndicales n'était pas encore connue à 21 heures. Elles réclament +3,5%. (20minutes.fr 04.05)

**La Bourse ou la vie. Poker menteur.**

Les rumeurs selon lesquelles l'Espagne demanderait une aide financière au FMI plombent les marchés financiers. A Paris, le CAC perd 3,6%. Ailleurs, Athènes perd 6%, Madrid 5,4%, Lisbonne 4%, Milan 4,70%. Sur le marché des changes, l'euro touche un nouveau plus bas depuis un an. La Bourse de Londres affiche, quant à elle, une baisse de 2,56%. Le Dax 30 de la Bourse de Francfort recule pour sa part de 2,6 %. A New York, le Dow Jones a perdu 2% à la clôture.

En ligne de mire ce mardi, l'Espagne. Des traders évoquent sur les marchés des rumeurs selon lesquelles certaines agences de notation -

moody's et Fitch - seraient sur le point de dégrader la note de la dette de l'Espagne , ou bien que le pays serait sur le point de demander une aide financière au FMI.

«On m'a informé de cette rumeur (d'une demande d'aide prochaine). Elle est sans aucun fondement, c'est une folie», a déclaré José Luis Zapatero lors d'une conférence de presse. Ces rumeurs «sont intolérables et seront combattues», a-t-il ajouté. De son côté, le FMI a assuré en fin de journée qu'il n'y avait «aucune vérité» dans les rumeurs qui ont fait chuter les Bourses européennes et américaines, selon lesquelles l'Espagne serait acculée à demander une aide internationale pour faire face à une crise de la dette, sur le modèle grec.

Sur le marché des changes, l'euro est tombé mardi à 1,3002 dollar pour un euro, un nouveau plus bas depuis un an. (JDF 04.05)

En voilà des bonnes nouvelles, la lutte des classes a de beaux jours devant elle, camarades ! Le nouveau monde accouchera dans la douleur comme toute naissance, au prix de nombreux sacrifices, nous n'y échapperons pas, alors il ne faut pas les craindre mais s'y préparer...

**L'euro peut-il disparaître ?**

«*C'est peut-être la fin de l'euro.*» C'est le sombre présage du prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz. Interrogé par la radio BBC 4, il a estimé que le plan d'aide UE-FMI à la Grèce, assorti d'un plan d'austérité dont il a critiqué la sévérité, ne ralentirait pas l'ardeur des spéculateurs à miser sur un affaiblissement de la zone euro.

«*Quand on aura vu à quel point il a été difficile à l'Europe d'adopter une position commune pour aider un des plus petits pays, on réalisera que si un pays un peu plus grand a des difficultés, il est probable que l'Europe aura encore plus de mal*» à se mettre d'accord, a-t-il dit.

«*Donc je pense que l'espoir que (cette aide) nuira aux pressions spéculatives est probablement infondé: ça peut marcher pendant quelque temps, mais à long terme, tant que les problèmes institutionnels fondamentaux seront là, les spéculateurs sauront qu'ils existent, et au fur et à mesure que les faiblesses de l'Europe s'aggraveront je pense qu'ils s'en donneront à coeur joie.*»

Si l'Europe «*ne règle pas ses problèmes institutionnels fondamentaux, l'avenir de l'euro sera peut-être très bref*», a-t-il conclu. (20minutes.fr 04.05)

Tout cela est du domaine de l'extrapolation gratuite pour le moment, tout comme l'éclatement de la Belgique... Et puis ce facteur (l'euro) n'est pas déterminant pour notre combat, au mieux si l'Union européenne éclatait un jour, cela permettrait de remettre les pendules à l'heure et d'axer tout notre combat contre les institutions de la Ve République, axe que l'on n'aurait jamais dû quitter ou passer au second plan.

**Bolivie.**

Le gouvernement français a prévenu mardi la Bolivie que la nationalisation de quatre entreprises d'électricité, annoncées ce week-end, devrait s'accompagner d'une "*indemnisation adéquate*".

Le président bolivien Evo Morales a annoncé samedi la nationalisation de quatre entreprises d'électricité. Parmi elles se trouvent le plus gros producteur d'électricité en Bolivie, Empresa Electrica Guaracachi, contrôlé par le Britannique Rurelec, ainsi qu'Empresa Corani, une filiale de GDF Suez.

"*Si la France respecte le droit souverain de l'Etat bolivien à assurer le contrôle direct de ses ressources naturelles, elle n'en attend pas moins que la nationalisation soit accompagnée d'une indemnisation prompte et adéquate, calculée sur la valeur réelle de l'investissement à la date de l'expropriation*", a souligné lors d'un point-presse un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Romain Nadal.

L'Etat français détient 35,7% du capital de GDF-Suez, qui était actionnaire à 50% de la centrale hydroélectrique de Corani. (AP 04.05)

L'investissement de GDF Suez a déjà été largement compensé par les profits qu'il a engrangés au cours des dernière années : pas un euro d'indemnisation ! Et même si GDF Suez n'était pas rentré dans son argent, on ne devrait rien lui verser, pas un dollar.

Que l'Etat français se rassure, Morales va casquer rubis sur l'ongle, comme Chavez, Lula et les autres dirigeants de la "*gauche*" latino-américaine au pouvoir.

Au fait, quand la direction de Total en prend à ses aises en décidant de fermer la raffinerie de Dunkerque, là le gouvernement est moins regardant sur l'utilisation des 21 milliards d'euros de profits qu'a engrangé Total au cours des deux dernières années et dont la plupart est allé directement dans les poches des actionnaires, mieux il en est le complice. Avec Morales il se veut menaçant, on comprend, l'Etat est plutôt près de ses sous en ce moment, pardon, nos sous.

A propos de Morales. Ce n'est pas une lumière, on le savait.

Lors d'un discours prononcé le 20 avril lors de la Conférence sur le climat de Cochabamba, en Bolivie, il a dit «*El pollo que comemos esta cargado de hormonas femeninas. Por eso los hombres, cuando comen este pollo, tienen desviaciones en su ser como hombre.*» que l'on peut traduire de la façon suivante : Le poulet que nous mangeons est chargé d'hormones féminines. C'est pour cela que lorsque les hommes mangent de ce poulet, ils ont des déviations dans leur identité en tant qu'homme. (Slate.fr 29.04)

Les propos de Morales ont donné lieu à des attaques d'une violence inouïe de la part des médias, dont bien sûr *Libération* et d'une multitude d'organisations à travers le monde dont le sexe est la principale préoccupation ou encore les éleveurs de poulets, les entreprises commercialisant des OGM. L'occasion était trop belle pour attaquer le régime bolivien.

Le site Slate.fr, en concurrence avec Médiapart, Rue89 et d'autres, qui cherche à se faire passer pour progressiste alors qu'il est franchement réactionnaire jusqu'à l'os, a pris position en faveur de Morales : "*Aucune allusion à l'orientation sexuelle donc, et encore moins à l'homosexualité (en revanche, Evo Morales parle bien de la calvitie: « D'ici 50 ans, nous serons tous chauves. »). Dans son discours de clôture, le premier président indigène de la Bolivie s'en est pris aux méfaits de l'alimentation transgénique sur la santé, qui reste certes sujet à polémique mais n'en demeure pas moins une thèse valable.*"

Parmi les intellectuels et les journalistes qui vivent quotidiennement au crochet du régime, il en existe qui ont ajouté un volet à leur activité, la défense des régimes opprimés par l'impérialisme, dont la Bolivie ou le Venezuela, à l'exception de l'Iran, ce qui ne les empêche pas d'écrire dans la presse nationale nauséabonde, Le Monde, Le Figaro ou Libération pour n'en citer que quelques-uns, l'argent n'a pas d'odeur. Slate.fr en fait partie. Comme en politique ou dans le syndicalisme, ils se partagent les rôles pour finalement servir les mêmes intérêts, le vieux monde.

C'est la bonne conscience du petit-bourgeois qui compatit à la misère du monde pour pouvoir encore se regarder dans un miroir le matin en se rasant sans se faire peur, tout en servant les intérêts de ceux qui sont responsables de cette misère. Il trouve ainsi sans doute son compte ou son équilibre dans cet exercice, pendant que la barbarie continue de se répandre à travers le monde, de son côté, il a le sentiment d'avoir fait son devoir, ce qui lui permet ensuite de critiquer ceux qui ne l'aurait pas fait, une manière de se distinguer ou de lutter contre la concurrence féroce qui règne dans leur milieu.

Car contrairement à ce qu'affirme Slate.fr, si l'on s'en tient textuellement au propos de Morales, il a bien suggéré qu'il y aurait un lien entre la consommation du poulet aux hormones et le développement de l'homosexualité, comme il a ait un lien entre les OGM et la calvitie. Morales a juste oublié une chose que personne n'a cru bon de relever, c'est que la plupart des viandes (surtout le boeuf) et les oeufs en contiennent aussi (des hormones, pas forcément féminines d'ailleurs). En réalité, Morales militait en faveur d'un régime végétarien et personne ne l'a compris ! Si la masturbation peut rendre sourd, attention chez un intellectuel elle peut rendre fou, voilà ce qu'on pourrait signaler aux journalistes de Slate.fr !

Morales nous fait bien marrer, mais en attendant il fait sans doute moins marrer les ouvriers et les pays boliviens dont le sort ne s'est guère amélioré depuis qu'il est au pouvoir. On soutient évidemment ces nationalisations, même si on regrette que Morales indemnise GDF Suez, donc l'Etat français.

---

**Le 6 mai**

J'actualise le site avec du retard, il est 16h53 ici, en raison de l'actualité très chargée. Je n'ai même pas le temps d'aborder la situation en Grèce. Une partie de la causerie a été rédigée hier soir.

Hier soir je n'ai pas pu m'empêcher de penser à Evo Morales. J'ai mangé des ailes de poulets avec des spaghetti, le poulet coûte 130 roupies le kilo (environ 2 euros), la carcasse pour les chiens 60 et les ailes 80. En vieillissant on a tout qui tombe y compris la poitrine, pour un peu cela nous donnerait un air efféminé qui s'ignore, de vieille femme, d'où mon inquiétude en me regardant dans le miroir après avoir pris ma douche !

Morales ferait mieux de mobiliser le prolétariat et la paysannerie pauvre bolivienne pour liquider les institutions...

Autre chose, à propos du site.

Hier j'ai écrit échelons socials au lieu de sociaux, j'ai honte, en vérité je ne fais pas attention à ce que j'écris parce que j'écris davantage comme je parle que je ne pense, à moins que les mots devancent ma pensée, donc les mots viennent comme ils viennent et ensuite je les adapte en fonction du contexte en tenant compte de la syntaxe ou la grammaire. Je ne suis pas assez rigoureux dans ce domaine, mais c'est surtout par manque de temps, sans chercher à cacher mes faiblesses, elles sont ailleurs. Je laisse parler les mots un peu comme ça vient, mais ça vient bien toujours de quelque part, c'est lié à notre expérience, je repense toujours aux séances d'écriture automatique des surréalistes... Attention à ne pas confondre ce qui vient d'expériences vécues et ce qui provient de notre imagination, sauf peut-être si on a l'âme d'un poète !

Bon, on a autre chose à faire que d'analyser comment fonctionne le psychisme de l'homme, pardon pour les femmes, je n'ai pas encore changé de sexe, même en mangeant du poulet trois fois par semaine.

**A propos du PS**

Le PS, en voterant avec l'UMP un prêt de l'Etat français en direction de l'Etat grec participe ainsi directement et ouvertement à la liquidation des acquis sociaux des travailleurs grecs décidée par le gouvernement Papandréou sous injonction de l'UE et du FMI, cela pas un adhérent, militant ou dirigeant du PS ne peut l'ignorer ou le nier. Cela démontre simplement dans quel camp se situe le PS.

Il est clair que la "*solidarité*" du gouvernement français ne s'applique pas en direction du prolétariat grec mais de ses banques et institutions financières qu'il faut sauver pour la troisième fois pour éviter l'effondrement de l'Etat.

Dès lors le prolétariat français est prévenu : il n'a absolument rien à attendre du PS qui se situe dans le camp des capitalistes, aujourd'hui, demain ou en 2012.

Tout parti qui s'aviserait de s'adresser au PS pour lui demander de participer à un combat contre le capitalisme, le gouvernement ou les institutions devrait être immédiatement dénoncé et combattu comme complice de Sarkozy et traite à la cause du prolétariat. Avis aux amateurs qui ont adressé une lettre à Aubry ou qui lui ont "*tendu la main*", inutile de les nommer vous savez tous de quels partis je veux parler..

Et on a aucun état d'âme à avoir envers ceux qui se seraient égarés en adhérant à ce parti de la réaction, qu'ils le quittent et on discutera ensuite, sinon c'est une perte de temps. Car on nous a souvent sorti que les adhérents du PS ne connaissaient pas forcément son histoire, son passé récent, qu'il fallait donc être tolérant à leur égard et j'en passe et des meilleures, mais là cela se passe sous nos yeux, personne ne peut dire qu'il n'est pas au courant et qu'il lui est impossible de prendre position, personne ne peut invoquer un argument valable pour se défiler, l'heure des comptes approchent avec l'accélération de la décomposition du capitalisme.

On a pu caractériser le PS en fonction des épreuves du passé qui l'avaient vu capituler puis rejeter l'objectif du socialisme, je ne peux pas dire abandonner car cela signifierait qu'il y avait adhéré un jour, je récuse cette interprétation sachant qu'il fut un parti bourgeois dès sa création, mais là on peut le caractériser en temps réel, en suivant quotidiennement comment évolue le processus qui conduit le PS à s'aligner sur l'UMP en partant de bases communes, dont la survie du capitalisme et des institutions.

La classe ouvrière grecque en se voyant dépouillée de tous ses acquis sociaux, se trouve piétinée, laminée, déposséder de tous ses droits chèrement conquis contre des régimes despotiques. Voilà à quoi adhère le PS. Cela vous file la nausée forcément, c'est irrespirable, on suffoque à l'idée de perdre le 13e mois et le 14e s'il existait, la 5e semaine de congés payés, de voir amputer son salaire ou sa retraite de 10 à 20%, de se retrouver privé de tout droit collectif, c'est l'individualisme et le capitalisme triomphant qui l'impose. Avez-vous envie de vous associer à cette entreprise réactionnaire, rétrograde et infâme ou de la combattre ? Telle est la question.

**A propos du POI.**

J'avais rédigé un article sur le n°95 d'*Informations ouvrières*, mais je renonce à le publier. Par contre, il y a des passages que l'on ne peut pas laisser passer :

Ils donnent la parole à une militante du PS : "*Il faut qu'à la base, on se rassemble pour créer une unité, un rapport de force pour faire barrage à sa « réforme » des retraites, et que nos dirigeants nous écoutent.*" Mais mon enfant, vos dirigeants vous écoutent et on a envie de dire qu'ils n'en ont rien à foutre ! Vos dirigeants viennent de voter le report de la retraite de 45 à 67 ans en Grèce, ce n'est pas pour défendre notre retraite à 60 ans ! Vous l'ignoriez évidemment, vous ne voulez pas en tenir compte. Question : pourquoi un parti devrait-il tenir compte de positions défendues par des militants qui nient la réalité des faits ? Où cela peut-il conduire un tel parti ? Ne serait pas par excellence la définition de l'opportunisme ?

Et au POI ils ont remis cela dans le n°96.

Ils donnent la parole à une conseillère municipale PS : "*Actuellement, il n'y a pas de position nette du PS : c'est le plus grand flou !" tiens donc, "le PS ne doit pas entrer en discussion avec Sarkozy*", il a fait mieux déjà et a prouvé qu'il n'était pas dans un "*grand flou*" : 1- il a voté avec le parti de Sarkozy l'étranglement du prolétariat grec, vous êtes sourde ou aveugle ou les deux à la fois. 2- Et le rapport de J. Attali remis à Sarkozy, vous en avez entendu parlé ? 3- Et la commission présidée par M.Rocard avec A. Juppé, ça vous dit quelque chose ? 4- Et celle présidée par P. Mauroy, vous l'ignorez aussi ? Faut-il continuer ?

Comme je l'ai expliqué à plusieurs reprises, dans le cadre du combat pour le front unique, on peut admettre que les militants s'adressent aux dirigeants de leur parti (ou syndicat) respectif pour leur demander des comptes, mais dès lors qu'ils ont clairement choisi de se positionner dans le camp de la réaction, cette interprétation du front unique devient caduc, sauf à s'acharner à refuser de regarder la réalité en face, or on ne mène pas un combat politique en se mettant la tête dans le sable quand cela nous arrange pour finalement continuer d'entretenir des

illusions qui n'ont plus raison d'exister puisque la réalité les a supplantées.

Soit ces militants tiennent compte des faits et quittent leur parti, soit ils y restent pour le pire plutôt que le meilleur et la chose est entendue. On ne peut pas déclarer défendre des positions fondamentalement opposées à celles de ses dirigeants et rester indéfiniment dans le même parti, ce qui revient finalement à cautionner la politique mise en oeuvre par ces dirigeants, à un moment donné il faut que la pratique soit en accord avec la théorie et s'exprime sur le plan organisationnel, sinon cela revient à philosopher sur la misère du monde, le propre du petit-bourgeois qui déserte le terrain de la lutte des classes.

Dans le n°95, un militant : "*Partout où nous militons, il y a une même volonté pour que notre dû soit payé...*"

Ils veulent faire payer les patrons, c'est la nouvelle mouture du "*plan de relance*" en direction des travailleurs que le POI avait avancé, et il n'était pas le seul sur cette ligne opportuniste.

Comment faire payer le patronat, autrement dit, s'il ne paie pas ce n'est pas qu'il ne peut pas mais qu'il ne veut pas, quant à la crise du capitalisme qui se traduit par une concurrence plus féroce que jamais entre capitalistes elle passe littéralement à la trappe, finalement on aurait à faire à de vilains capitalistes qui se comporteraient comme des avares, à se demander qui joue le rôle de Tartuffe dans l'histoire.

L'objectif du POI c'est faire payer les patrons et non l'abolition du capitalisme. Payez-nous "*notre dû*" et la paix sociale sera préservée, vous pourrez continuer à vaquer tranquillement à vos affaires, à nous exploiter quoi, voilà ce que dit ce travailleur et le POI ne relève pas derrière, qui ne dit rien consent.

Vous trouvez que j'exagère, soit, vérifions-le. Posons-nous quelques questions qui ne figurent pas dans la propagande du POI.

Et si les patrons ne paient pas, on en reste là, il n'existerait donc aucun moyen de les "*faire payer*", aucune issue politique, aucune alternative au capitalisme ? Ne faudrait-il pas alors mettre à bas le régime pour nous servir nous-mêmes ? Ne faudrait-il pas envisager de renverser la Ve République pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et nous donner ainsi les moyens de satisfaire tous nos besoins ou aspirations ? Pourquoi le POI ne le dit-il pas lors des réunions qu'il organise ou auxquelles il participe ? Comme vous y aller, quelle brutalité, mais vous allez faire fuir les militants et les travailleurs avec un tel discours, vous voulez nous faire passer pour des gauchistes... Tout dépend de quels travailleurs on parle, la classe est loin d'être homogène et d'être logée à la même enseigne, tout dépend quel objectif on s'est fixé, quel parti on entend construire, dans quel but.

Si le POI combattait véritablement pour en finir avec les institutions de la Ve République, il commencerait par partir de la situation et dire qu'il faut chasser Sarkozy, que le gouvernement est minoritaire et illégitime et qu'on lui refuse le droit de décider de notre sort à notre place, or il s'en garde bien. Il faut donc en conclure qu'en attendant des jours meilleurs pour la lutte de classe -on se demandera lesquels depuis que la crise a éclaté, contentons-nous de rester sur le terrain des revendications économiques ou sociales, on verra plus tard pour les mots d'ordre à caractère politique... ou ailleurs.

Après tout, pourquoi pas, peut-être ont-ils raison de procéder ainsi. A ceci près que c'est l'objectif politique dans lequel se situe le combat de la classe ouvrière qui permet de lui donner une orientation politique et par la même occasion de caractériser sa nature sociale, bourgeoise ou prolétarienne. Or en dehors de toute perspective politique, le mouvement ouvrier ou toute mobilisation se situera naturellement sur le terrain de la bourgeoisie.

Est-ce le but recherché ? Quelle valeur éducative une telle méthode peut-elle avoir pour les travailleurs ? Comment dans ces conditions leur niveau de conscience politique pourrait-il progresser si leur combat n'est pas axé dans une direction précise ? Comment le mouvement ouvrier pourrait-il aller de l'avant sans savoir vers quel objectif politique il doit se diriger, quel objectif il doit se fixer ? Je pense que ces éléments méritent qu'on en discute.

Pour terminer avec le POI, ils mettent en avant les 25.000 signatures qu'ils ont recueillies sur une pétition en défense de nos retraites. Partant de ces signatures ils tirent des plans sur la comète, mais que représentent-elles vraiment ?

Il y a environ 8.300 adhérents au POI, on est en droit de penser qu'ils ont tous signé au moins une fois cette pétition. J'écris une fois, car je me souviens lorsque j'étais à l'OCI et que l'on diffusait tous les dimanches matins sur le marché de Clichy, pour amorcer la feuille que l'on présentait aux passants on mettait notre nom et chaque dimanche notre signature était à nouveau comptabilisée, ainsi les signatures des militants étaient comptabilisés autant de fois qu'ils avaient participé à des diffusions. Ne faisons pas cas ici de ce mauvais exemple. On faisait signé aussi nos proches, notre famille, etc., autant dire des signatures sans véritable valeur politique. A ce compte, il suffirait que chaque adhérent du POI signe cette pétition et la fasse signer à deux personnes de son entourage pour arriver facilement à 25.000 signatures, sachant que parmi ces 8.300 adhérents la moitié ou les trois quart ne militent pas vraiment et que lors de certaines diffusions des dizaines de signatures sont collectées, on ne peut pas dire que ces 25.000 signatures représentent grand chose, il ne s'agit pas ici de nier le travail effectué par les militants du POI mais simplement de remettre les choses à leur place, là encore on part et l'on parle de la réalité et pas autre chose.

Je dis cela en pensant aux camarades du POI qui n'auraient pas réfléchi à cet aspect de la question et qui s'étonneraient ensuite que cette

pétition ne débouche sur rien, comme c'est le cas pratiquement à chaque fois, ceci expliquant peut-être cela. Je ne tiens pas à leur casser le morale, il vaut mieux toujours regarder la situation en face si l'on veut l'affronter dans les meilleures conditions possibles, c'est tout ce que je voulais dire, mon intervention se veut positive ou constructive avant tout, même si des militants ne l'interprètent pas de cette manière.

**Pour qu'il n'y ait pas de jaloux, j'avais préparé aussi un article sur le NPA.**

A partir d'un article du 30 avril intitulé : *Déclaration d'organisations anticapitalistes de toute l'Europe sur la crise.*

**Au royaume des aveugles.**

"*Des quantités énormes d'argent ont été injectées dans le système financier (...) Mais ces efforts seront ils suffisants pour produire un rétablissement durable, la question reste ouverte.*"

Etrange préoccupation qu'ils ne sont pas les seuls à partager. On dirait qu'ils souhaitent que le capitalisme se rétablisse, non ?

**Une crainte ou un espoir ? Faudrait-il encore regarder dans la bonne direction.**

"*Il y a des craintes qu'une nouvelle bulle financière, centrée cette fois ci sur la Chine, soit en train de se développer.*"

Le militant révolutionnaire se réjouira de l'éclatement de la crise qui pourrait aboutir au renversement du régime, à l'opposé le petit bourgeois craint la crise qui remet en cause son petit confort ou bouleverse sa petite vie bien tranquille.

La terminologie employée trahit parfois les intentions de ceux qui l'emploient.

Wall Steet est repassé au-dessus de la barre des 11.000 points, la Fed a maintenu ses taux directeurs proches de zéro, ne serait-ce pas de ce côté-là que la nouvelle bulle serait en train de se former ?

**Quand le NPA veut aider le capitalisme à s'en sortir. Le NPA veut contrôler le marché, nous, nous voulons le liquider.**

"*Nous avons besoin d'un programme de mesures qui puissent sortir l'économie de la crise sur la base de la priorité donnée aux besoins sociaux plutôt qu'aux profits et qui impose un contrôle démocratique sur le marché.*"

Le même discours qu'à l'UMP, au gouvernement, à l'UE, au FMI qui veulent contrôler et réguler l'activité des marchés financiers tout en leur laissant le pouvoir de continuer à spéculer comme si de rien n'était, ce qui revient à énoncer des bonnes intentions sans effet.

Le NPA veut "*sortir l'économie de la crise*" sans que les travailleurs aient pris le pouvoir, cela revient à sauver le capitalisme.

Quant au reste, le baratin habituel, avec en toile en de fond puisque cela n'est spécifié nulle part, la préservation des institutions de la Ve République dans le cadre duquel le programme du NPA devrait être appliqué sans doute. Les institutions de la Ve République ayant été fondées pour répondre aux besoins du capitalisme, dès lors il sera impossible d'appliquer un programme, qui pour être conforme aux besoins du prolétariat, devrait remettre en cause les fondements du capitalisme. Facile à comprendre, non ?

**Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de travailleurs grecs dans les manifestations ? Quel est leur état d'esprit ?**

«*Les Grecs sont très en colère*». Tous les témoins interrogés par 20minutes.fr ne se sont pas rendus ce mercredi aux manifestations contre le plan de rigueur adopté dimanche par leur gouvernement, mais ils prédisent une «*situation incontrôlable*» pour les semaines à venir.

**1-** S'il est lui aussi en grève ce mercredi, Emilios, 34 ans, qui travaille pour la municipalité de Salonique, n'entend pas descendre dans la rue: «*Ces manifestations sont organisées par les syndicats et ici, les syndicats sont tous affiliés à des partis politiques, ceux-là même qui ont provoqué cette situation.*»

Alors, Emilios ne «*sait pas trop quoi faire, il n'y a ni solution, ni espoir, on est dans l'impasse*». Pour lui, «*c'est bien de manifester, pour faire passer un message, mais pas avec les syndicats qui manipulent les travailleurs*».

**2-** Dorothy Mouratidou, 40 ans, qui gère un hôtel sur l'île de Spetses (sud-ouest d'Athènes). Ce mercredi, elle s'est rendue à Athènes pour participer à la grève générale: «*Je ne sais pas si le gouvernement sera capable d'arrêter la colère des citoyens grecs et j'espère que ceux-là ne s'arrêteront pas de protester contre cette injustice sociale.*»

Très remontée, la gérante d'hôtel estime que les hommes politiques doivent désormais «rendre tout l'argent qu'ils ont volé aux Grecs depuis 30 ans et être mis en prison». «Ce n'est quand même pas aux salariés et aux retraités de payer la dette et le déficit de la Grèce!», s'insurge-t-

elle encore. (20minutes.fr 05.05)

Quand Emilio dit : on ne «*sait pas trop quoi faire, il n'y a ni solution, ni espoir, on est dans l'impasse*», en ajoutant qu'il est impossible de compter sur les syndicats et les partis inféodés au capitalisme, n'exprime-t-il pas plus ou moins consciemment la situation à laquelle se trouve confronter l'ensemble du prolétariat en Europe et dans le monde ? Il a bien des partis ouvriers, les uns sont pourris et il le sait pertinemment, quant aux autres ils n'inspirent pas confiance ou sont méconnus des travailleurs.

**La Talonnette s'y voit déjà !**

Nicolas Sarkozy a laissé entendre mercredi qu'il pourrait briguer un nouveau mandat en déclarant qu'après avoir mené à bien les grandes réformes, il entendait "*parler politique*" à compter de la mi-2011.

"*Et puis j'ai cru comprendre qu'en juin-juillet 2011, on reparlerait peut-être un tout petit peu plus de politique, c'est-à-dire qu'on pourra peut-être aborder l'échéance de 2012*", a-t-il dit devant 276 députés de l'UMP. (Reuters 05.05)

**Branle-bas de combat contre la jeunesse !**

Le président de la République avait réuni mercredi à l'Elysée les préfets, procureurs généraux, recteurs et inspecteurs d'académie pour leur présenter sa vision de la lutte contre les violences à l'école et contre l'absentéisme scolaire.

"*Il est temps de rétablir et de réhabiliter les mots respect et ordre*", leur a-t-il déclaré.

"*De toutes les formes de violence qui ont cours dans la société, celle qui frappe nos établissements scolaires est sans doute l'une des plus scandaleuses*", a-t-il expliqué.

Nicolas Sarkozy a annoncé la création à la rentrée prochaine de nouvelles structures mettant l'accent sur "*l'apprentissage de la règle, le respect de l'autorité et le goût de l'effort*".

Ces "*établissements de réinsertion scolaire*" accueilleront pendant au moins un an 20 à 30 élèves de 13 à 16 ans, déjà au moins exclus une fois le leur établissement d'origine.

Il a d'autre part repris à son compte l'idée, qualifiée de "*petite révolution*", d'une nouvelle gestion des ressources humaines qui sera expérimentée à la rentrée dans une centaine d'établissements particulièrement exposés à la violence.

Le chef d'établissement pourra recruter lui-même des professeurs, sélectionnés selon leur profil et sur la base du volontariat, à qui il sera proposé des incitations financières, en matière de plan de carrière et de logement, pour les encourager à rester durablement.

Si cette expérimentation réussit, elle sera étendue à la rentrée 2011 dans un plus grand nombre d'établissements.

"*Il faut arrêter d'envoyer les enseignements les moins expérimentés, les plus jeunes, dans les établissements les plus difficiles*", a fait valoir Nicolas Sarkozy.

Il a de nouveau promis de lutter contre l'absentéisme, qui touche selon lui 3% des collégiens, 6% des lycéens et 15% des élèves de lycées professionnels, soit quelque 300.000 jeunes.

Il a ainsi réaffirmé qu'un des moyens de lutter contre ce phénomène serait la responsabilisation des parents, qui pourra aller jusqu'à la suspension des allocations familiales en cas de "carence parentale avérée". (Reuters 05.05)

Pas le temps de commenter, disons simplement que la jeunesse doit payer le prix du chaos auquel la société est dorénavant confrontée du fait de la politique réactionnaire menée par tous les gouvernements qui se sont succédés au cours des dernières décennies. C'est le parti de l'ordre qui est responsable du désordre actuelle et non les jeunes ou leurs parents.

**La Bourse ou la vie.**

En Europe. L'indice CAC 40 a terminé en baisse de 1,44% après une chute de 3,64% la veille.

Le PSI20 de Lisbonne a chuté de 1,34%, et l'Ibex de Madrid de 2,1%. Athènes a perdu 3,9%.

En Asie et Océanie. L'indice Hang Seng a perdu 2% à Hong Kong, celui de la bourse de Shanghai 2,1%, Singapour 1,2% et les marchés australiens 1,9%. (Reuters et AP 05.05)

**L'euro, c'est pour les nantis !**

Selon un sondage Ifop pour La Lettre de l'opinion diffusé mercredi, les ouvriers sont 59% et les employés 58% à se dire favorables au retour au franc, alors que 86% au sein des professions libérales et chez les cadres supérieurs.

62% des personnes interrogées se prononcent pour le maintien de l'euro, dont 86% au sein des professions libérales et chez les cadres supérieurs. (Reuters 05.05)

Près de sept Français sur dix (69%) jugent le bilan de Nicolas Sarkozy globalement mauvais, trois ans après son élection à la présidence, selon un sondage BVA pour Canal+ publié mercredi. (AP 05.05)

**Après le rappel de voitures, le retrait du marché de jouets, de médicaments, etc. c'est au tour de l'alimentation.**

Attention à vos boîtes d'haricots verts! Plusieurs lots de ce légume en conserve vendus sous la marque Notre Jardin dans les hypermarchés E.Leclerc et sous la marque U dans les magasins U ne doivent pas être consommés et sont actuellement rappelés par leur fabricant, la société BCI.

De la Datura Stramonium, une plante commune en France mais impropre à la consommation, a été détectée dans au moins deux boîtes de haricots verts, explique BCI.

Tous les lots (des boîtes de 220 ou de 440 g, de haricots verts extra-fins ou très fins) ont une date limite d'utilisation optimale au 31 août 2013, précise le communiqué. Il s'agit des numéros de lot commençant par L9244047, L9245047, L9247047. Les consommateurs sont invités à les rapporter en magasins où ils seront remboursés.

En cas de symptômes de sécheresse buccale ou de vertige après consommation d'une boîte de haricots verts de ces marques, les consommateurs sont invités à consulter un médecin. BCI a mis en place un numéro de téléphone gratuit le 0 800 091 091. (20minutes.fr 05.05)

**Etats-Unis. Il faudrait être fou pour ne pas en profiter jusqu'en 2012.**

Le géant américain du refinancement hypothécaire Freddie Mac a demandé mercredi une aide fédérale supplémentaire de 10,6 milliards de dollars (8,2 milliards d'euros) après avoir enregistré des pertes de 8 milliards de dollars de dollars (6,2 milliards d'euros) au cours du premier trimestre.

Les deux entreprises jouent un rôle crucial dans le marché du crédit hypothécaire car il détiennent ou garantissent à eux deux près de 31 milliards de prêts immobiliers représentant une valeur de quelque 5.500 milliards de dollars (4.290 mds euros), soit environ la moitié de tous les crédits hypothécaires aux Etats-Unis.

Cette nouvelle demande porte à 61,3 milliards de dollars (47,8 milliards d'euros) le total de l'aide fédérale nécessaire au sauvetage de Freddie Mac, et à 136,5 milliards (106 milliards d'euros) le montant cumulé avec Fannie Mae.

Fin 2009, l'administration Obama s'est engagée à couvrir de manière illimitée les pertes de "Freddie et Fannie" jusqu'en 2012. (AP 05.05)

---

**Le 7 mai**

**La panique !**

Les fripouilles de Wall Street ont connu hier la pire frayeur de leur vie. En quelques minutes le Dow Jones a chuté de plus de 9% entraînant dans sa course folle le Nasdaq et le Standard & Poor's, référence des gérants de fonds, il était un peu plus de 15h à New York.

Le Nasdaq a indiqué qu'il enquêtait sur les transactions potentiellement erronées concernant plusieurs titres et exécutées entre 14h40 et 15h00.

Après correction en fin de séance les trois indices ont perdu plus de 3%. (source : Reuters 06.05)

Une répétition générale avant le prochain crash qui balaiera les Bourses du monde entier ?

**Les malheureux dirigeants syndicaux vont encore tomber dans un "*piège*", suite.**

On a entendu cela sous toutes les coutures au fil des mois et des années, il y en a même qui en fait leur couverture favorite pour camoufler leur propre opportunisme et complicité avec les appareils.

Fillon a annoncé la couleur avant-hier sur TF1, il a commencé à dévoiler le plan de rigueur que le gouvernement entendait mettre en oeuvre au cours des années à venir. Comme l'on dit, la messe est dite, chacun sait dorénavant à quoi s'en tenir, pas besoin d'attendre de connaître les détails de ce qui va nous tomber dessus, cela vaut également pour les dirigeants syndicaux qui figurent parmi les interlocuteurs privilégiés du gouvernement, leurs partenaires.

Dès lors leur participation au "*sommet social*" prévu le 10 mai ne servira qu'à légitimer (une fois de plus) un gouvernement minoritaire et illégime et par voie de conséquence légitimer sa politique antisociale tout en tenant un discours critique à son égard pour faire bonne mesure, concrètement car c'est ce qui nous intéresse, il s'agira d'interdire au prolétariat de trouver une issue politique à la crise du capitalisme.

Les syndicats CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA réunis hier au siège de la CGT à Montreuil ont rédigé un communiqué dans lequel on peut lire : "*la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive*", mais en reprenant à leur compte l'argument de la "*réduction des déficits*", il se situe sur le terrain du gouvernement qui entend en faire sa priorité absolue comme l'a annoncé Fillon au détriment justement de la "*réduction des inégalités*".

Chacun aura parfaitement compris qu'il y a incompatibilité ou opposition entre "*la réduction des déficits*" d'un côté, et "*réduction des inégalités*" de l'autre. Le gouvernement ayant exprimé clairement la volonté de poursuivre sa politique en faveur de "*la réduction des déficits*", les inégalités devraient donc continuer de croître dans les mois ou années à venir.

La situation est très claire, où franchement y aurait-il un "piège" ?

Mais peut-être qu'un piège peut en cache un autre, moins avouable celui-ci. Le "*piège*" n'a-t-il pas consisté pour les syndicats à accepter d'être financés par l'Etat qu'ils sont censés combattre ? Le "*piège*" n'a-t-il pas consisté pendant un demi-siècle à soutenir loyalement les appareils pourris des syndicats en échange de postes de permanents notamment, tandis que le combat des syndicats ne se situait plus dans la perspective de l'abolition du capitalisme ? Le "*piège*" n'a-t-il pas consisté à renier les unes après les autres ses convictions, à passer des compromis honteux avec les appareils, à fermer les yeux sur leur politique qui conduisait à subordonner le mouvement ouvrier (et le prolétariat) au réformisme bourgeois ?

C'était soi-disant pour la bonne cause, on n'en doute pas un seul instant, c'est d'ailleurs le discours que tiennent les dirgeants syndicaux pour justifier leur refus de rompre leurs relations avec Sarkozy et son gouvernement. A ce jeu-là, c'est toujours le plus puissant qui l'emporte, les appareils et l'Etat.

On pourrait objecter que le plus puissant n'est pas toujours celui auquel on pense. C'est exact, le prolétariat dispose d'une force invincible, mais pour qu'elle s'exprime il doit justement faire voler en éclat le carcan des appareils avec lequel finalement tout le monde a fini par s'accommoder.

Ce n'est pas le produit du hasard ou d'une coïncidence fortuite si ce sont les mêmes qui parlent de "*piège*" dans les relations entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement, et qui expriment leur "crainte" face à la crise ou qui en parlent comme s'il s'agissait d'une calamité, alors qu'en réalité elle constitue une aubaine pour le mouvement ouvrier, une formidable occasion pour régler son compte au capitalisme que l'on attendait depuis si longtemps. Cela se tient. Que craignent-ils vraiment ? ils craignent que les coups portés à la classe ouvrière la fassent réagir et obligent les uns et les autres à monter au créneau pour défendre le régime, qu'ils se découvrent par la même occasion, que l'ensemble de l'édifice de collaboration de classes qui a été patiemment conçu et perfectionné au fil des ans et auquel ils ont tous participé soit porté sur le devant de la scène ou mis à contribution, qu'ainsi leurs propres contradictions et leur incurie politique ou encore leurs véritables intentions soient exposées au grand jour et que le piège qu'ils ont conçu se referme sur eux.

Tout cela pour dire que s'il devait exister un piège, ce serait uniquement celui que nos dirigeants ont forgé et qui les a protégé jusqu'à présent, mais qui pourrait bien finalement leur servir de tombeau. Reconnaissons-leur quand même un brin de perspicacité lorsqu'ils parlent de "*piège*" envers les dirigeants syndicaux : du gibier de potence en vérité !

**Décalage. Infantilisme, intox, manipulation.**

"*Les petits malins qui s'amusent à faire courir de la rumeur pour essayer de faire de la spéculation à la hausse ou à la baisse, ceux-là feraient bien de faire attention*", a averti la ministre de l'Economie Christine Lagarde sur Canal+. "*Certains se sont amusés à laisser filer l'idée que (la note de la dette de, NDLR) l'Italie serait dégradée*", alors qu'il s'agissait de "*rumeurs de marchés*", a-t-elle déploré.

On se croirait dans une cour de récréation, elle parle des spéculateurs, les milliardaires qui manipulent les Bourses et les Etats, les hommes les plus puissants de la planète, comme s'il s'agissait de mettre en garde des polissons voulant faire une mauvaise farce à tonton Nicolas et

tata Angela : attention, tata Christine et tonton Jean-Pierre veillent au grain !

Attention, vous allez voir ce que vous allez voir, l'aristocratie financière tout entière en tremble d'effroie !

La ministre a assuré en avoir parlé avec Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), autorité qui a le pouvoir "*d'aller vérifier qui est à l'origine de ces rumeurs*", "*de lancer des enquêtes et de prendre des sanctions*". (AP 06.05) Autorité qui en réalité n'a aucun pouvoir en la matière.

N'aurait-elle pas bien compris ce qui était en train de se passer en l'Italie ?

Le gouvernement italien revoit en baisse ses prévisions de croissance pour 2010 et 2011, tandis que ses projections pour la dette publique sont relevées.

Selon un document publié par le ministère de l'Economie, la hausse du produit intérieur brut est revue en légère baisse pour cette année à 1,0% contre 1,1% précédemment. La révision est plus conséquente pour l'année suivante avec une croissance attendue à 1,5% contre 2,0% auparavant.

Le gouvernement anticipe une hausse de la dette publique à 118,4% du PIB en 2010, alors que sa dernière prévision de janvier tablait sur 116,9%. La prévision pour 2011 a été revue en hausse à 118,7%, contre 116,5% précédemment. (Reuters 06.05)

Donc ce n'est pas la note attribuée par les agences de notation à l'Italie qui a été revue à la baisse, mais la situation économique du pays qui a continué de se dégrader. Ah bon, si ce n'est que cela !

**Propagande gouvernementale. Gun's Roses et le coup du rabot.**

La ministre de l'Economie Christine Lagarde a assuré jeudi sur Canal+ que les mesures d'austérité annoncées par le Premier ministre ne constituaient pas un "*plan de rigueur*", tout en reconnaissant que ce ne serait pas "*une partie de plaisir, ni un chemin de roses*".

"*Ce n'est pas un coup de bambou, il y a partout des économies qu'on peut réaliser*", a assuré la locataire de Bercy, en évoquant le non-remplacement d'un fonctionnaire en retraite sur deux, une révision générale des politiques publiques (RGPP) "*renforcée*", et le "*gel*" des dépenses de l'Etat "*même s'il y a de l'inflation*". "*Il faut qu'on soit extrêmement attentifs à la gestion des finances publiques*", a-t-elle résumé, et "*très stricts sur un certain nombre de dépenses*".

"*Soit on va trouver les niches fiscales qui vont nous permettre de sortir 5 milliards d'euros, soit, si on n'y arrive pas (...), on prendra toutes les niches et on passera le rabot pour trouver 5 milliards*", a-t-elle expliqué.

"*On doit restaurer les grands équilibres de nos finances publiques, parce que je ne voudrais pas qu'on se trouve dans la situation de la Grèce*", a-t-elle reconnu, et "*qu'on perde notre notation de triple A*", qui permet aujourd'hui à la France d'emprunter à des "*conditions extrêmement confortables*". (AP 06.05)

Vous ne m'en voudrez pas de m'accorder un peu de plaisir après la lecture de cet article, pendant qu'il en est encore temps en écoutant *Civil war* un morceau extrait de l'album de Gun's Roses *Use your illusion* (1991).

J'interprète les dépenses de l'Etat seront gelées "*même s'il y a de l'inflation*", comme l'annonce du blocage des salaires dans le privé ou tout du moins sa justification

**Heuliez, suite.**

Le constructeur et équipementier automobile Heuliez, en difficulté financière, a renoncé ce jeudi à faire comme attendu une demande de placement en redressement judiciaire auprès du tribunal de commerce de Niort, en raison «d'éléments nouveaux».

«*La direction nous a appelés ce matin pour nous dire qu'elle suspendait la procédure de demande de redressement, en raison d'éléments nouveaux survenus ces dernières heures*», a indiqué Jean-Emmanuel Valades, représentant du personnel CFE CGC.

Selon une source proche du dossier, un des quatre investisseurs potentiels dans le constructeur automobile aurait fait une proposition intéressante et serait prêt à finaliser une reprise de l'entreprise. (AFP et Libération.fr 06.05)

**Belgique**

La Chambre des députés belges a voté jeudi sa dissolution, ouvrant la voie à des élections anticipées le 13 juin à la suite de la démission du

gouvernement d'Yves Leterme en raison du contentieux linguistique entre Flamands et francophones. (20minutes.fr 06.05)

**Grèce.**

Le parlement grec a adopté jeudi soir le plan d'austérité du gouvernement, ouvrant la voie à une aide massive de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Les partis social-démocrates sont prêts à se sacrifier pour sauver le capitalisme, jamais pour sauver le prolétariat. Demain le Pasok, le parti du Premier ministre fera tirer sur la foule pour défendre les institutions. Voilà pour leur véritable nature sociale.

Ecoutons hier le ministre des Finances grecs :

"*Nous irons de l'avant, même si nous devons aller seuls, sans le soutien des autres partis*". Il a ajouté : "*Nous savons que le prix politique à payer est très élevé, mais nous ne doutons pas de la voie à suivre, nous l'acceptons en pleine conscience. La solution pour l'économie grecque se trouve dans ce programme, dans ces réformes et dans la réduction de notre dette publique.*" (Reuters 06.05)

**Roumanie : la saignée.**

Le président roumain Traian Basescu a annoncé jeudi d'importantes réductions de salaires pour la fonction publique, ainsi qu'une baisse des retraites et des indemnités chômage, alors que le pays tente de relancer son économie.

Traian Basescu a précisé que les salaires du secteur public seraient réduits de 25%, tandis que les retraites et les indemnités chômage enregistreront une baisse de 15%. Environ 1,3 million de personnes sont employées par l'Etat roumain.

Le président roumain a officialisé ces baisses, qui prendront effet au 1er juin, lors de la visite en Roumanie d'une équipe du Fond monétaire internationale (FMI), venue évaluer les performances économiques du pays. Le FMI avait accordé l'année dernière un prêt de 20 milliards d'euros à la Roumanie pour aider l'Etat à payer les salaires de la fonction publique. Le FMI a averti que le chômage pourrait passer la barre des un million d'inscrits cette année. (AP 06.05)

---

**Le 8 mai**

Quelques mots très brefs avant d'aborder l'actualité.

J'avais terminé d''écrire ce qui suit quand je me suis aperçu que j'avais oublié de traiter la proposition des syndicats CGT, la CFDT, FSU, Unsa et Solidaires, ce sera pour demain, je bosse depuis deux heures sur la batterie. Ils ont écrit *grève* au pluriel, quand FO propose une journée de grève générale interprofessionnelle, ce n'est pas la même chose. A suivre.

Concernant les trois morts en Grèce avant-hier, un militant m'a adressé un courriel dans lequel il relate des propos entendu sur France culture, qui indiquaient que ce n'était pas les anarchistes ou des groupes d'extrême gauche qui auraient incendié une banque alors que des employés étaient encore à l'intérieur, mais la police infiltrée dans leurs rangs, ce qu'on peut effectivement facilement imaginer.

Je l'avais évoqué dans une causerie, voilà qu'en à peine une semaine Sarkozy est remonté de 9 points dans les sondages, ces gens-là font des miracles au sens propre et figuré. Ils ont dégotté un sondage à 28% pour passer à 37% une semaine plus tard à peine, à ce rythme-là, il sera bien à 80% en mai 2012 !

La ficelle est tellement grosse que les travailleurs sont placés devant l'alternative suivante : essayer de l'avaler sans s'étouffer ou lui passer autour du cou et en finir une bonne fois pour toute. Que suggérez-vous ?

Autre chose.

Vous voulez repérer au premier coup d'oeil les opportunistes ou les valets du régime. C'est facile, ils s'emploient à faire passer Sarkozy et les autres chefs d'Etats pour les victimes des voyous de l'industrie financière, et quand pour faire bonne mesure ils lui reprochent de ne pas s'en prendre à cette racaille avec plus de courage, on pourrait en déduire que cela sous-entendrait qu'ils sont complices, sauf que, soit ils ne le disent pas ouvertement, soit ils n'en tirent pas la conséquence qui s'impose qu'il faut chasser Sarkozy du pouvoir, fermer la Bourse et reconstruire la société sur de nouvelles bases économiques...

D'autre part, on peut exiger quelque chose du pouvoir en place comme l'expliquait Lénine, l'opportuniste s'arrêtera là et vous fera signer une pétition ou vous promènera, qui au Palais, qui dans un ministère, qui à Bruxelles, le révolutionnaire enchaînera au contraire en expliquant

pourquoi il n'y a rien à en attendre et qu'il ne faut compter que sur nos propres forces, qu'il faut s'organiser.

La différence : s'en sortir avec Sarkozy ou s'en sortir contre et sans Sarkozy ; situer son combat dans la perspective de la préservation du régime ou le situer dans la perspective de le renverser, du socialisme. Voilà ce qui permet de distinguer le réformiste bourgeois du socialiste révolutionnaire.

Camarades, en passant, j'ai eu le nez fin hier en commentant la panique qui s'était emparée des Bourses avant-hier ? Voilà qui suffit à mon bonheur, c'est peu de chose, on se contente de ce qu'on a à défaut de mieux !

On doit tirer à boulets rouges sur le capitalisme, il est à nouveau à genoux, il est faible, profitons-en. Faire le lien entre le capitalisme et l'Etat ne devrait poser de problèmes à aucun militant, on regorge d'arguments pour le démontrer. Pour qui gouverne Sarkozy ? Contre qui ? Quels rôles jouent les institutions au cours de cette crise ? Elles légitiment la course folle vers l'abîme vers lequel le capitalisme entraîne tous les peuples, à commencer par le prolétariat et la paysannerie pauvre. Pendant que les dépenses d'armement explosent !

Pour que notre discours ait une chance d'être saisi par un maximum de travailleurs et jeunes, il faut impérativement ne pas oublier de préciser que nous ne nous situons pas sur le terrain du capitalisme mais sur celui de la rupture avec le capitalisme.

Tous les articles ou discours des journalistes, commentateurs, intellectuels, économistes, historiens, etc, se situent sur le terrain de la préservation du capitalisme, c'est pour eux l'horizon indépassable auquel l'humanité devrait se soumettre dans le futur, à n'importe quel prix. Il est donc très important de préciser que nous ne nous situons pas sur le même terrain qu'eux et que nos propositions ou notre programme ne peuvent pas être analysés ou critiqués à partir des argument fournis par ces larbins du régime puisque nous ne parlons pas de la même chose ; eux ils ont les yeux rivés sur le vieux monde pourri qu'ils veulent absolument sauver quitte à réduire plus des trois quarts de l'humanité en esclavage, alors que nous avons les yeux rivés vers le futur, vers une société débarassée du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce n'est pas seulement le socialisme qui est incompatible avec le capitalisme, la satisfaction de l'ensemble de nos besoins ou aspirations qui seraient incompatibles avec l'existence du capitalisme, ce sont tous les arguments économiques que nous développons ou avançons qui sont incompatibles avec la survie du capitalisme, parce qu'ils reposent sur des bases nouvelles qui sont étrangères au capitalisme, parce qu'elles en sont la négation, et c'est parce que les bases économiques du socialisme sont la négation des bases économiques du capitalisme qu'il est absolument impossible de défendre nos positions en se situant sur le terrain de notre ennemi, sans partir de la liquidation des rapports de production en vigueur.

L'expropriation sans indemnisation des capitalistes, à commencer par les banquiers, la planification de la production et de l'économie par l'Etat ouvrier, le monopole du commerce extérieur, etc. constituent les arguments de base de toute démonstration en faveur du socialisme, ils justifient sur le plan politique de liquider auparavant les institutions politiques forgées par le capital, les institutions de la Ve République et la rupture des traités signés dans le passé avec les institutions du capital à l'échelle européenne et internationales.

Ce que je voulais dire ici brièvement, c'est que c'est bien d'attaquer le capitalisme, c'est mieux de lui opposer, chaque fois et non pas une fois en passant ou les jours de fête, le socialisme en partant d'éléments concrets. En gros, une fois brossée rapidement la situation catastrophique à laquelle le capitalisme a mené l'humanité au bout de deux siècles d'existence, il faut passer à la suite et proposer nos propres solutions à la crise du capitalisme qui passe par la mise en oeuvre du socialisme. Si l'on demeure enfermé dans le carcan du capitalisme, on finira tôt ou tard par se ranger derrière les arguments de ses défenseurs. Il ne s'agit donc pas de refuser ce cadre de discussion, mais d'en partir pour ensuite le briser.

Le capitalisme est synonyme de faillites, il mène l'humanité au chaos et à la barbarie, tandis que le socialisme a abouti au stalinisme, au maoïsme, au castrisme, il n'existe donc pas d'alternative possible. Si, car le socialisme n'a jamais été mis en oeuvre, l'histoire ne lui en a jamais laissé le temps, contrairement aux exemples cités, ce n'est pas un parti qui détient le pouvoir, ce n'est pas un parti qui devient propriétaire de l'Etat et des moyens de production, c'est l'ensemble des travailleurs sous la direction du prolétariat organisé qui détient le pouvoir et qui constituent les piliers de l'Etat, dans la Russie de Staline, la Chine de Mao ou Cuba sous Castro, le peuple, la classe ouvrière était exclue du pouvoir. Jusqu'à preuve du contraire, ce ne sont pas ces régimes dictatoriaux qui ont à leur actif deux guerres mondiales et une multitude de guerres à travers le monde sur tous les continents au cours du XXe siècle, mais bien le capitalisme.

Le socialisme ne peut triompher qu'à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent il n'a jamais été mis à l'épreuve à cette échelle, il est donc impossible d'en faire le procès. Il n'a jamais pu démontrer le formidable potentiel qu'il recelle pour résoudre les problèmes auxquels est confrontée l'humanité. Donnons-lui une chance, on n'a plus rien à perdre, il n'y a pas de fatalité, il n'est pas dit que la civilisation humaine sera emportée pour ne pas avoir été capable de prendre son destin en mains, le socialisme est une science sociale qui repose sur le développement de la société et son évolution au cours des millénaires dont les lois générales de fonctionnement ont été théorisées pour nous aider à comprendre dans quelle direction l'humanité pouvait se développer dans le futur... ou périr si elle n'en prenait pas conscience à temps. Nous en sommes là aujourd'hui. (A suivre)

Bon week-end à tous.

**La Talonnette s'est encore fait remarqué hier. Vous allez voir ce que vous allez voir...**

Il a déclaré à l'issue du sommet de l'Eurogroupe qui s'est tenu hier : «*désormais les spéculateurs doivent savoir qu'ils en seront pour leurs frais*». (20minutes.fr 07.05) La réponse ne s'est pas faite attendre.

**La Bourse ou la vie. La panique, suite.**

Vendredi 7 mai. Paris : CAC 40 : -4,60%. Sur la semaine l'indice phare de la place parisienne a plongé de 11,12%.

L'indice des principales valeurs européennes a reculé de 8,75%, sa plus forte baisse hebdomadaire depuis novembre 2008.

Francfort, -3,27%, Milan -3,27%, - 4,26% la veille, Londres -2,62%, Madrid -3,28%, Moscou -5,5% , Bruxelles -4,33%, Athènes -2,86% et Lisbonne -2,94%.

Tokyo avait terminé en forte baisse -3,10%, -6% en deux jours. New York, lindice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé vendredi à la Bourse de New York en baisse de 1,3% après une baisse de 3,20% la veille, l'indice Nasdaq des valeurs technologiques a perdu 2,3%. (Reuters, AP 07.05)

**Impuissance ou laisser faire les marchés.**

La chute des marchés d'actions s'est accentuée dans la journée après une téléconférence du G7 qui s'est achevée sur une déclaration formelle, les ministres faisant simplement part de leur décision de surveiller de près l'instabilité qui règne sur les marchés financiers en réaction à la crise de la dette grecque.

"*L'incertitude sur la Grèce s'accroît. Les investisseurs ne veulent pas maintenir leurs positions durant le week-end, ne sachant pas ce qui va se passer*", explique Philippe Gijsels, chef de la recherche chez BNP Paribas Fortis Global Markets. (Reuters 07.05)

Ce qu'il faut faire ressortir dans notre agitation, c'est la complicité des chefs d'Etats avec l'aristocratie financière américaine et européenne qui tirent les ficelles de cette crise pour renforcer leurs positions à l'échelle mondiale au détriment de leurs concurrents.

**Le Palais doit être à l'"*écoute*" de la "gauche" !**

Entendu lors de la réunion publique jeudi soir à la Bellevilloise, à laquelle a participé tous les partis dits de gauche à l'exception du POI et de LO. Cette dernière a invoqué le refus de «*cautionner la position du PS sur les retraites*». Razzy Hammadi pour le PS lui a répondu qu' «*il faut faire tomber les barrières des sphères militantes*», autrement dit brader les principes au nom de l'unité, ce qui est évidemment inacceptable.

Fallait-il oui ou non aller à cette réunion ? Si l'on s'en tient à ce qu'elle a accouché, la réponse est non.

Mélenchon (PG) a déclaré qu'il fallait s'unir pour organiser «*une votation citoyenne*» d'ici le débat parlementaire prévu à la rentrée, faute d'un référendum rêvé d'initiative populaire.

Pour Pierre Laurent (PC), il faut «*amplifier la mobilisation, très au-delà de celle du 1er mai, sans se laisser impressionner par l'argumentation officielle*». Dans quelle perspective ?

La réponse est sorti de la bouche de Cécile Duflot (Verts), elle a regretté «le refus de négocier» du gouvernement, alors que ce dossier «*doit faire l'objet d'un consensus et reposer sur un sentiment de justice, celui du partage des richesses*». (figaro.fr 07.05)

Tout est dit ici.

Neutraliser, désarmer le mouvement ouvrier pour éviter une mobilisation générale de la classe contre le gouvernement au profit d'une "*votation citoyenne*" dont l'objectif serait de parvenir à un consensus avec Sarkozy, le "*partage des richesses*" servant d'alibi pour masquer leur capitulation devant le capital ! J'avais indiqué dans une précédente causerie qu'ils allaient nous refaire le même coup que La Poste, ça n'a pas manqué !

D'ailleurs, leur réunion ne s'adressait pas à la classe ouvrière qu'ils sont censés représenter en vue de sa mobilisation, mais à Sarkozy, écoutons Besancenot :

«Quand toute la gauche sociale et politique se rassemble, réagit de manière unitaire et non pas alternée, du côté de l'Élysée, on écoute le message!»

Les fossoyeurs du mouvement ouvrier sont aussi les valets du régime, on le sait pertinemment sans le répéter tous les quatre matins, cette

réunion avait finalement pour objectif, d'une part de rassurer Sarkozy sur les intentions réelles des socialistes bourgeois, d'autre part de donner un os à ronger à leurs militants et aux travailleurs qui refusent la remise en cause des 60 ans histoire de leur faire croire qu'ils sont à leur côté.

On aurait pu titrer le compte-rendu de cette réunion : unité pour un consensus avec Sarkozy !

**Grèce.**

Lors d'une conférence de presse vendredi à Paris, Daniel Cohn-Bendit a accusé Nicolas Sarkozy et François Fillon d'avoir fait pression sur le premier ministre grec, Georges Papandréou, en lui glissant sous forme de chantage lors d'une rencontre en marge du sommet de l'Otan à la mi-février : « *Nous allons lever des sommes pour vous aider, mais vous devez continuer à payer les contrats d'armements qu'on a avec vous, signés par le gouvernement Caramanlis.* » Il affirme tenir ses propos de Georges Papandréou en personne, qu'il a rencontré la semaine dernière à Athènes.

Matignon a qualifié ces accusations de « *basses polémiques dénuées de tout fondement* », tandis que l'Elysée n'a pas souhaité réagir.

« *Papandréou, il va démentir, le pauvre, qu'est-ce qu'il peut faire ?* » parie Daniel Cohn-Bendit à Rue89. Le leader d'Europe Ecologie qui annonce aussi qu'il va « *demander la semaine prochaine à la Commission européenne de faire rapport sur les contrats d'armement de la Grèce* ». Et de se montrer plus précis dans ses accusations :

« *Il faut que l'on ait les bons de ventes d'armes, nous on a que quelques informations. On sait que la France a obligé la Grèce à maintenir un contrat de 2,5 milliards d'euros sur des frégates françaises, un contrat de 400 millions d'euros sur des hélicoptères et un contrat sur plusieurs avions à 100 millions d'euros pièce. Il y a aussi en jeu des sous-marins allemands.* »

Autre question posée. En Grèce, le budget de la Défense s'élève à 4,9 milliards d'euros (4,3% du PIB contre 1,9% pour la France). Le nombre de militaires est aussi à rapporter à celui de fonctionnaires : 150 000 sur 800 000.

La justification de cette exacerbation des dépenses militaires est attribuée au risque permanent avec la Turquie, et à la partition de Chypre entre zones d'influence grecque et turque.

Mais le paradoxe est que la Grèce et la Turquie appartiennent à la même alliance militaire, et que Chypre appartient également à l'Union européenne. Alors, au lieu de forcer la Grèce à acheter des armes, si on aidait la Grèce et ses voisins à ne plus avoir besoin de dépenser autant dans la défense quand ils doivent imposer des coupes sociales dramatiques pour leur population ? (Rue89 07.05)

Chirac s'était opposé à l'intervention de l'armée française en Irak notamment parce que l'Etat et les grandes entreprises irakiennes devaient quelques milliards d'euros à leur équivalent français, et une fois la guerre terminée, il savait que les Américains raffleraient la mise et que la France pourrait s'asseoir définitivement sur la dette irakienne.

Un internaute ironise : "*Finalement ce qu'on appelle "aide d'urgence à la Grèce" c'est un prêt à 5% pour acheter nos produits. En gros, c'est l'équivalent du crédit revolving de Carrefour à l'usage des Etats surendettés.*"

Cela va beaucoup plus loin, car tous les pays qui ont mis la main à la poche pour sauver l'Etat grec de la faillite sont eux-mêmes endettés jusqu'aux dents, dont le Portugal et l'Espagne qui sont déjà dans une situation proche de celle de la Grèce.

En guise d'épilogue.

Je pense qu'il faut avoir la modestie d'affirmer qu'il nous faut un peu de temps pour réfléchir davantage au développement de la crise du capitalisme, aux réactions en chaîne qu'elle peut entraîner, afin de déterminer comment elle pourrait évoluer dans les semaines et mois à venir.

On dispose dors et déjà d'un certain nombre d'indices nous permettant d'affirmer que la crise va s'amplifier sous l'effet de la reprise américaine en trompe l'oeil, qui en réalité se réalise sur le dos de l'UE, on sait aussi dans quelle direction elle va évoluer et quelles en seront les conséquences (annoncées) pour le prolétariat en Europe (notamment).

Cependant on ne dispose pas d'une analyse complète suffisamment détaillée et sérieuse de la situation économique mondiale qui nous permettrait de saisir précisément jusqu'à quel point ils ont hypothéqué les profits à venir qui nous permettrait d'affirmer que le capitalisme a déjà brûlé ses dernières cartouches et qu'on s'achemine vers l'éclatement du marché mondial du fait de se son incapacité à contenir ses propres contradictions et de la lutte de classe du prolétariat. Car derrière la "*solidarité*" affichée par les dirigeants du vieux monde pour tenter de contenir la crise, c'est finalement le chacun pour soi qui l'emportera, tel est d'ailleurs le message très clair qui ressort de la politique menée par Pékin et Washington d'une part, et la détermination du prolétariat à refuser de nouveaux sacrifices d'autre part, ces deux facteurs accélérant et amplifiant la crise du capitalisme au lieu de lui offrir un répit ou une porte de sortie. (A suivre)

**Islande.**

Deux anciens dirigeants de la banque islandaise Kaupthing ont été placés en détention ce vendredi par un juge au lendemain de leur arrestation dans le cadre d'une enquête sur l'effondrement des grandes banques islandaises en octobre 2008.

Le procureur chargé de l'affaire enquête, entre autres, sur «*des faits de criminalité économique, d'infraction aux lois sur la sécurité commerciale, y compris des abus sur le marché, et des infractions à la loi sur les sociétés*».

Les propriétaires des trois banques islandaises Kaupthing, Landsbanki et Glitnir, nationalisées d'urgence pour éviter une faillite généralisée du pays, sont accusés dans un rapport parlementaire d'avoir abusé de leurs positions en touchant des prêts "*inappropriés*". (Libération.fr et AFP 07.05)

**Népal.**

Les anciens rebelles maoïstes népalais ont décidé de mettre fin à leur grève générale au bout de six jours en raison des conséquences du mouvement sur le fonctionnement du pays et la vie des habitants.

Au cours de la journée de vendredi, quelque 20.000 personnes se sont rassemblées dans la capitale, Katmandou, réclamant la fin de la grève. Des heurts ont éclaté à travers le pays. (AP 07.05)

---

**Le 9 mai**

Il est déjà tard et je n'aurai pas le temps d'aborder les différents sujets dont je voulais que l'on cause. Deux passent à la trappe ce matin, 1- La crise politique en Grande-Bretagne, 2- on évoque la dictature du capital via les agences de notation, pourquoi ne pas en profiter pour expliquer ce qu'est son contraire, la dictature du prolétariat ? 3- l'anarchisme, l'impatience légitime d'une partie de la jeunesse, 4- Pourquoi ne devrait-on pas aborder tous les sujets de société traités par les médias ? Parce qu'un fait divers serait monté en épingle par le gouvernement ? Quelle confiance peut inspirer un parti qui esquive ces questions ? 5- la journée d'action du 27 mai.

Avant d'en venir au grand guignole plus loin, voilà ce que j'avais commencé à rédiger hier soir.

Mission quasi impossible.

La forme du gouvernement, pour qui gouverne Sarkozy ? Les contradictions du régime. Sarkozy doit à la fois satisfaire les besoins de l'aristocratie financière américaine et ceux du capitalisme français, tout en évitant à la fois l'éclatement de l'Union européenne et de la zone euro, et de se couper de la population afin d'éviter de devoir affronter directement le prolétariat. Quel cauchemar !

Le pemier antagonisme avait donné lieu à un affrontement suivi d'un règlement de compte au sein du Medef si vous vous souvenez (avec la remise en cause des mandats de l'UIMM par Parisot), il s'inscrivait dans le prolongement de l'affrontement entre Chirac et Sarkozy via Balladur en 1995. Pour bien faire, du point de vue des besoins du capitalisme financier, Chirac aurait dû engager les contre-réformes qu'a entrepris Sarkozy dès son élection en 1996, dans le sillage des derniers soubresauts de la crise du capitalisme du début des années 90. Mais échaudé par la grève massive de décembre 95, il a préféré temporiser en attendant des jours meilleurs, qui avec un peu de chance, arriveraient bien assez tôt, si possible après la fin de son second septennat.

Les relations qu'avaient tissées le patronat et les dirigeants syndicaux entraînant l'ensemble de leurs organisations derrière eux, constituaient un gage de stabilité sociale pour le pays et la classe dominante, elles garantissaient la pérennité du régime sur le plan politique, les institutions étaient à l'abri. En sera-t-il de même demain ? De mon côté, j'attends patiemment qu'on en vienne à poser la question des institutions et du pouvoir politique, car il est impossible de poser la question du pouvoir politique sans définir le destin que l'on réserve aux institutions de la Ve République.

On ne pourra pas faire l'économie de cette discussion, camarades, j'en suis absolument convaincu. De quoi entend-on parler à propos du rejet par le peuple grec ? De l'Union européenne, du FMI, du gouvernement "socialiste" qui se fait le valet des agences de notation, en réalité de la poignée de milliardaires qui tiennent le destin du monde entre leurs mains. Comme diraient les jeunes, c'est flippant ! C'est l'ensemble des institutions nationales, européenne et internationales qui sont rejetées par la classe ouvrière grecque...

Bon dimanche.

**Quand ils jouent aux gendarmes et aux voleurs.**

Quelques extraits commentés de la déclaration du président de l'Autorité des marchés financiers, le gendarme français de la Bourse, Jean-Pierre Jouyet, dans les colonnes du Parisien.

Un aveu : "*La moitié des transactions mondiales se passe sur des marchés opaques qui sont hors de toute surveillance.*"

Questions : Comment cela a-t-il été rendu possible ? Qui a laissé faire ? Comment fonctionnent les Etats ? Conformément à leur Constitution qui définit le rôle et la place de chaque institution, ainsi que les rapports entre les classes en privilégiant les intérêts de la classe dominante, celle qui détient le pouvoir économique.

Une bonne intention : "*Il ne faut plus perdre de temps*".

Le ver était dans le fruit, avec le temps le fruit est devenu pourri, il ne reste plus que les miasmes du festin à récolter.

Trop tard ? Question inopportune car la fuite en avant a été savemment orchestrée par l'aristocratie financière américaine dès le début des années 90. Se situer sur ce registre voudrait dire que finalement les capitalistes ont commis une erreur et qu'il suffirait de la corriger pour que tout rentre dans l'ordre. Or ce n'est pas du tout ce qui s'est passé ou les choses sont un peu plus complexes que cela.

C'est délibérément et en connaissance de cause qu'ils ont d'une part détourné une part toujours croissante des profits réalisés du secteur productif ou industriel au profit du secteur financier en versant des dividendes toujours plus importantes aux actionnaires, mais ces sommes colossales n'ont pas servi qu'à spéculer comme on le dit souvent à tort, elles ont aussi permis de financer la délocalisation d'activités industrielles d'un continent à l'autre, de l'Europe et des Etats-Unis vers l'Asie et l'Amérique latine principalement ou le coût de la main d'oeuvre était meilleur marché, tandis que la part qui revenait au travail et au capital s'érodait en faveur du capital, avec pour conséquence la paupérisation de nouvelles couches du prolétariat qui pour survivre n'avaient plus d'autre possibilité que de recourir massivement au crédit, ce processus allait de pair avec l'amplification de la division du travail à l'échelle mondiale qui allait se réaliser au détriment du prolétariat européen et américain sans pour autant profiter au prolétariat surexploité des pays dits émergents dont les revenus ne représentaient et représentent encore en moyenne que le dizième de ceux du prolétariat des pays capitalistes dominants, cependant il allait permettre l'éclosion d'une nouvelle classe petite-bourgeoise dont le pouvoir d'achat allaient profiter principalement au marché local et non au marché international ou dans une proportion insuffisante pour palier la faiblesse de la consommation dans les pays capitalistes dominants, d'autre part, pour conserver leur position dominante sur le marché mondiale et palier les faiblesses du marché (saturé) dont l'expansion a été moins rapide que le développement démographique, ils ont hypothéqué les profits à venir, ils se sont lancés dans des opérations hasardeuses que l'on pourrait qualifier de crapuleuses, Madoff n'a fait que reproduire à une petite échelle l'escroquerie que l'industrie financière avait mis au point à l'échelle mondiale, il ont spéculé frénétiquement, gagné et perdu des sommes colossales pendant que les Etats s'endettaient et courraient à la faillite, les gains restant soigneusement enfermés dans leurs coffres, tandis que les Etats devaient faire payer leurs pertes à leur population en recourant à des politiques de rigueurs et de coupes sombres dans les dépenses sociales.

Le libéralisme économique mis en oeuvre par l'impérialisme américain à partir du début des années 90 a abouti à une concentration toujours plus grande du capital entre quelques mains, tandis qu'à l'opposé plusieurs milliards de producteurs et leurs familles étaient exclus du marché ou maintenus artificiellement à la lisière du marché car elles consomment quand même. Et paradoxe qui fournit une indication utile sur le niveau de pourrissement atteint par le capitalisme, il en est arrivé à devoir nourrir une masse de plus en plus gigantesque d'hommes et de femmes dont la fonction en régime capitaliste devrait être de nourrir leurs exploiteurs, les dizaines de milliards de dollars consacrés à leur entretien ou leur survie n'est pas le produit de la générosité de quelques philantropes, mais celui du vol de la force de travail de centaines de millions de travailleurs à travers le monde qui eux-mêmes sans cesse ponctionnés se paupérisent.

Un constat d'impuissance ou qui dirige le monde : "*Nous sommes entrés dans une nouvelle forme de guerre, inconnue jusqu'à présent, contre des marchés qui sont dotés de technologies sophistiquées, qui agissent sans contrôle et de façon très rapide.*"

Non, ce n'est pas "*une nouvelle forme de guerre*", ce sont les contradictions grandissantes du système capitalisme qui exigent de la part des représentants politiques du capital qu'ils consacrent une part toujours plus importante de leur budget au capital au détriment du travail, aux banquiers au détriment des travailleurs.

A ce propos, il faudrait aborder la contradiction à laquelle les chefs d'Etat sont confrontés et qu'ils doivent gérer dans l'urgence, disons des deux côtés pour éviter, soit une explosion du système économique capitaliste, soit une explosion sociale, les deux pouvant avoir des conséquences incalculables et surtout incontrôlables sur le plan politique.

D'un côté, ils doivent satisfaire les besoins gargantuesques des marchés pour éviter que les intérêts de leurs dettes atteignent des niveaux insupportables, ce qui plomberait leur croissance économique à venir et donc les affaibliraient sur le marché mondial, d'un autre côté, ils doivent composer avec une situation sociale et politique de plus en plus délicate à gérer et qui risque de dégénérer en affrontement direct et violent à chaque instant. Ce qu'ils donnent aux uns, ils n'ont pas d'autre possibilité que de le prendre aux autres, dans ce domaine les miracles n'existent pas non plus, finalement tout se paie un jour ou l'autre, ainsi les frasques et l'appétit insatiable des banksters font peser un risque social et politique sur tous les régimes. Ceux-ci sont bien obligés d'en tenir compte, une fois acculés et pour éviter un embrasement générale, ils se trouvent dans l'obligation de lacher du lest, ils doivent aller jusqu'à subventionner la misère qu'ils ont participé à créer eux-mêmes, on en revient à ce qui a été dit plus haut, ils doivent faire preuve d'une dextérité sans faille pour manier le bâton et la carotte, tout en sachant qu'un retour de bâton est toujours possible, afin d'éviter qu'une telle situation nese produise, ils s'entourent de

précautions dont la principale consiste à embarquer dans leur aventure les dirigeants du mouvement ouvrier.

Cette contradiction est présente dans tous les discours des chefs d'Etat, on peut la repérer assez facilement, ils l'ont à l'esprit en permanence, jusqu'à en faire des cauchemars, car ce ne sont que des pions entre les mains de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial. De son point de vue, on comprend parfaitement pourquoi c'est dès 1996 que Sarkozy aurait dû gouverner et entreprendre la liquidation à marche forcée des droits sociaux de la classe ouvrière...

L'Etat est complice des marchés au nom de la "*morale*".

"*Les marchés sont par nature spéculatifs. (...) Je n'ai pas de jugement moral à apporter*" (Slate.fr 08.05)

Question : qu'est-ce que spéculer ? Tirer profits d'une situation pouvant évoluer dans un sens ou dans un autre, d'où la part croissante du marché des produits dérivés où l'on parie sur une valeur à la hausse ou à la baisse, on gagne si par chance notre pari coïncide à terme avec l'évolution du marché, peu importe les conséquences qui peuvent en résulter, seul le profit compte. On pourrait dire tout simplement que le malheur des uns fait le bonheur des autres, allons plus loin, c'est un mécanisme de nature purement opportunisme qui à la base ne repose que sur le hasard, et qui est devenu tellement sophistiqué que même ceux qui en sont les acteurs sont incapables de prévoir à l'avance s'ils vont engranger des gains ou des pertes colossales, pour le coup ce mécanisme serait comparable à la roulette russe, à ceci près que la balle ne leur est pas destinée, elle est réservée au prolétariat.

On peut donc en déduire que le monde, la France, sont gouvernés par de dangereux apprentis sorciers guidés par un opportunisme débridé qui conduisent par leur folie l'humanité au chaos et à la barbarie. Que leur morale s'accommode de cette pratique et la justifie n'a rien de surprenant, elle nous fait étrangement penser à l'âge des ténèbres qui a vu naître la civilisation humaine et qui risque de l'engloutir.

Qui ose encore parler de "*moraliser*" le capitalisme à part les altermondialistes ?

**Venezuela.**

L'inflation au Venezuela a atteint 5,2% en avril, ce qui fait que l'indice des prix a augmenté de 30,4% au cours des 12 derniers mois, d'après les informations publiées vendredi par la banque centrale du Venezuela (BCV) et l'institut national des statistiques (INE). (AP 08.05)

---

**Le 10 mai**

Pas le temps de causer, bonne semaine et bon courage à tous.

**Profession : philosophe. Registre : matérialiste, idéaliste, panthéiste, épicurien, stoïcien, etc., non : charlatan.**

A propos de la prestation du philosophe Michel Onfraysur le plateau de *On n'est pas couché* animé par Laurent Ruquier.

Le petit jeu d'Onfray en rappelle d'autres. Pour discréditer moralement et intellectuellement l'adversaire, on commence par parler de son train de vie, de ses revenus, de son argent, et on présente ensuite celui-ci comme étant le fruit d'une activité louche, pas nette, pas morale, une escroquerie intellectuelle ou une entourloupe culturelle.

Dans la séquence d'hier soir, c'est exactement ce que fait Onfray. "*Freud, dit-il en substance, se fait payer 450 euros la séance, et pour cela, il réclame le droit de faire la sieste en inventant une bidonnerie, « l'attention flottante » sur les inconscients qui communiquent entre eux*". CQFD! Quel escroc ce Freud!

Magie de la télévision où quelques secondes suffisent à un manipulateur hors pair pour délivrer (avec le sourire) un petit message empreint d'un amalgame destiné à susciter dans les esprits rejet et haine du ou des individus qu'il dénonce.

Un exemple? Le détournement des propos de Freud sur la question du prix de la séance (19'00). Onfray prétend que Freud a dit « *On ne peut pas soigner quelqu'un s'il ne paye pas en liquide et cher* » et Onfray de préciser: « *Quid des pauvres?* ». Mais ce qu'Onfray n'ajoute pas, c'est que le « *cher* » en question n'est pas un absolu. Le « *cher* » dépend de la situation matérielle des uns et des autres et que le prix de la séance sera fixée par le psychanalyste dans ce contexte là, en proportionnalité des revenus de chaque patient. Mais ça, Onfray l'ignore, ou feint de l'ignorer, car cela détruirait sa rhétorique visant à sous-entendre que la psychanalyse est une escroquerie qui rapporte du pognon à un max de petits malins qui se réclament de Freud. Un « business » comme il dit.

On ne pourra pas dire qu'Onfray n'a rien compris à la télévision.

Elisabeth Roudinesco écrit notamment ceci au sujet d'Onfray: il "*projette sur l'objet haï ses propres obsessions - les Juifs, le sexe pervers, les complots - au point de faire de Freud un double inverti de lui-même, et de la psychanalyse l'expression d'une autobiographie de son fondateur transformé en criminel affabulateur. Face à cet alter-ego, rejeté en enfer, l'auteur se veut un libérateur venant sauver le peuple français de sa croyance en une idole dont il annonce le crépuscule*". (Lepost.fr 09.05)

Un internaute a posté le message suivant : "*Le plus délirant dans cette histoire c'est que nulle personne effectuant un travail psychanalytique ne soit interrogée pour savoir de quoi il retourne réellement. Marre des argumentaires pseudo-intellectuels visant à anihiler la psychanalyse sans avoir soi-même entrepris un travail ou une démarche visant à aller au fond du sujet.*"

Commentaire.

Les mêmes procédés, amalgame-fabulation-falsification-calomnie, le tout mêlé à quelques vérités pour faire plus vraisemblable, ont été employés contre les marxistes et contre le marxisme. La recette est vieille comme le monde.Onfray nous fait penser à d'autres petits hommes providentiels que la France a produits, sauf que lui, le rédempteur de tous nos péchés, s'est donné pour mission divine de sauver ses semblables de la sclérose dont il est lui-même atteint qui consiste à nier tout ce que ses prédécesseurs ont pu découvrir ou théoriser, pour qu'une fois débarrasser de tout contradicteur autorisé ou reconnu par ses pairs, s'il ne devait en rester qu'un il serait celui-ci.

Ce médiocre personnage ne veut pas avouer qu'il n'a rien découvert contrairement à ses illustres précédesseurs, voilà son drame en réalité. Il y a beaucoup de monde sur le marché de la médiocrité intellectuelle, alors il faut bien trouver un créneau pour se distinguer et enfin avoir l'air d'exister. Entre nous, le niveau de ce type ne dépasse pas celui du jeune qui fait du bruit pour attirer l'attention sur lui afin d'avoir l'impression d'exister, sauf qu'Onfray dispose d'autres moyens pour s'exprimer, il n'a aucune excuse contrairement au jeune dont j'ai pris l'exemple.

C'est finalement un genre de fouille merde à classer dans la catégorie des philosophes réactionnaires du genre Alain Finkielkraut ou Bernard Henri Levy, qui passe leur temps à remuer les poubelles de l'histoire en guise de méthode scientifique. Onfray est à l'image de l'immense majorité des intellectuels pour lesquels le capitalisme est indépassable.

**UE. La fuite en avant sur fond de désaccord.**

**1-** Les ministres des Finances de l'Union européenne ont approuvé lundi à Bruxelles la mise en place d'un mécanisme d'aide d'un montant global pouvant aller jusqu'à 720 milliards d'euros pour protéger la monnaie unique des attaques des marchés, d'après la ministre des Finances espagnole.

Les ministres des 27 ont convenu du plan d'aide qui consiste à mettre 60 milliards d'euros à disposition des pays les plus faibles de la zone, cependant que les seize pays de la zone euro promettent des soutiens bilatéraux à hauteur de 440 milliards d'euros. D'après la ministre des Finances espagnole, Elena Salgado, la contribution du FMI pourrait atteindre 220 milliards d'euros.

Selon le commissaires aux affaires monétaires européennes, Olli Rehn, "*l'accord prouve que nous défendrons l'euro quoi qu'il en coûte*". (AP 09.05)

**2-** La Grande-Bretagne ne soutiendra pas l'euro car c'est à la zone euro de le faire, a déclaré le ministre britannique des Finances Alistair Darling à la BBC. (Reuters 09.05)

Normal, elle est liée à la Fed et à l'impérailisme américain qui enfonce l'Union européenne dans la crise, à défaut de mieux pour tenter de reporter à plus tard les prochains soubresauts de la crise qui se terminera par l'éclatement du marché mondial.

**Grande-Bretagne.**

Des représentants des conservateurs et des libéraux-démocrates britanniques se sont réunis durant plusieurs heures dimanche à Londres sans parvenir à un accord sur la formation d'une coalition gouvernementale après les élections de jeudi qui ont laissé le Parlement sans majorité nette.

Le scrutin de jeudi en Grande-Bretagne était le premier depuis 1974 à conduire à une situation de "Parlement suspendu" ("hung Parliament"), où aucun parti ne détient de majorité nette. (AP 09.05)

Crise politique, si l'on veut, on ne va pas en faire un plat, vous savez sur quoi porte les désaccords entre conservateurs et libéraux-démocrates : la réforme du mode de scrutin, sur les autres questions ils sont d'accord.

Jeudi, le système en vigueur n'a permis aux libéraux-démocrates de ne récolter que 9% des sièges, avec 23% des voix donc en échange de leur participation au gouvernement conservateur, ils exigent une réforme du système électoral britannique.

**Le 11 mai**

Les faits parlent parfois d'eux-mêmes mieux que de longs discours. On se perdrait en superlatif pour qualifier le dernier coup de force de l'Union européenne et de Washington contre le prolétariat européen. Les brefs commentaires que j'ai ajoutés à la suite des extraits d'articles de presse suffisent pour se faire une idée assez précise de la situation. On n'ose même pas évoquer le sort du prolétariat qui se débat déjà dans une misère noire sur les autres continents sans être pris d'effroi.

Plan de "s*auvetage de l'euro*" comme ils le martèlent tous ou plutôt sauvetage du dollar conduisant à une subordination accrue des Etats aux marchés financiers dominés par l'impérialisme américain ? Pour le camoufler, ils ont pris un certain nombre de précautions, par exemple ils n'ont pas encore préciser qu'elle serait la répartition entre prêts aux différents Etats en difficulté et la portion de ces 750 ou 800 milliards d'euros qui serviraient de garanties d'Etat à Etat (une caution virtuelle).

Si par exemple vous avez servi de caution à un de vos amis auprès d'une banque pour qu'il puisse obtenir un crédit, et qu'à un moment donné votre ami ne peut plus rembourser son banquier, celui-ci se retournera contre vous et exigera que vous régliez sa dette à sa place, ainsi votre participation au départ indolore à son crédit deviendra soudainement une réalité sonnante et trébuchante qui n'aura rien de virtuel.

Donc si demain des Etats se retrouvaient en situation de cessation de paiement, ce seraient les Etats qui leur auraient servi de caution qui seraient sommés de casquer à leur place, donc le distingo qui figure dans leur plan entre prêt et garantie n'est qu'un tour de passe-passe pour ne pas montrer aux peuples des différents pays juqu'à quel niveau leurs dirigeants se sont engagés à les faire payer à la place des capitalistes de chaque pays respectif. On aura compris que les capitalistes ne peuvent pas se permettre de prendre le risque de laisser un Etat s'effondrer parce qu'il serait en faillite, sans que cela ne se répercute sur l'ensemble des Etats de la zone euro ou de l'UE. Ils ont pris la mesure de ce danger sur le plan politique et ils ont réagi.

Le capital a déclaré la guerre au prolétariat européen ou il a décidé de l'amplifier, notre réponse devrait se situer à la même hauteur, sauf que contrairement à notre ennemi nous sommes incapables de rassembler nos forces et il le sait parfaitement, nous ne sommes pas prêts à l'affronter directement, tout au plus nous disposons d'un arc à la corde usée pendant qu'il dispose d'un lance-missiles longue portée ultramoderne.

J'avais préparé une petite causerie critique sur le POI, mais je n'ose même pas la mettre en ligne aujourd'hui, car j'aurais l'impression de rajouter une couche au sale coup que viennent de nous asséner les représentants des capitalistes, pour une fois je tiendrai compte que bien des militants sont devenus aussi susceptibles que des vieilles filles et ils ne me le pardonneraient pas, surtout mes camarades du POI.

Je la mettrai en ligne quand j'aurai terminé la lettre de protestation que j'ai commencée à rédiger à l'adresse du président du Réseau Voltaire, après qu'un camarade m'ait adressé un nouvel article de T. Meyssan (de 2008 en fait) dans lequel il calomniait une fois de plus ce qu'il appelle les "lambertistes", P. Lambert en particulier et l'organisation à laquelle j'ai appartenu entre 1978 et 1981. Je n'en ai rien à foutre qu'il supporte le régime syrien pourri, car je suis capable de faire la part des choses, mais je ne tolère pas d'être indirectement assimilé à un agent de la CIA au même titre que mes ex-camarades de parti.

J'avais bien lu lorsqu'hier je soulignais que l'Union européenne s'apprêtait à emprunter sur les marchés financiers qui sont responsables du pillage des richesses que nous avons produites par notre travail. Voici ce qu'a écrit Lepost.fr hier dans la journée à propos du fonds de 110 milliards d'euros que la Commissions européenne s'apprête à mettre à disposition des Etats en difficulté :

"*L'accord prévoit d'étendre ce fonds à tous les pays européens et surtout de l'augmenter de 60 milliards d'euros. Milliards empruntés par la Commission sur les marchés avec la garantie des Etats membres.* " Et de préciser :"*Elle disposait déjà d'un fonds existant de 50 milliards mais au départ réservé aux pays n'ayant pas l'Euro pour monnaie.*", ce qui porte en fait la somme mise à la disposition des banksters par l'UE et le FMI à 800 milliards d'euro.

On peut donc parler de complot organisé entre l'aristocratie financière et les Bourses, la BCE et la Fed, l'UE et le FMI, contre le prolétariat européen.

C'est l'internationale du capital au grand complet, quoi. Et nous, de quelle internationale ouvrière disposons-nous pour regrouper nos forces à l'échelle européenne ou mondiale ? Aux lecteurs attentifs d'*Informations ouvrières* et aux camarades du POI, cherchez donc numéro après numéro une page consacrée à cette question, à la IVe Internationale pour ceux qui s'en réclament, à l'Entente Internationale des travailleurs et des peuples (EIT) par exemple, vous n'en trouverez pas, tout au plus vous aurez le droit à un article annonçant la tenue d'une conférence mondiale à Alger, mais s'agissant du combat quotidien des partis ou organisations qui seraient affiliés à l'EIT - ils seraient au nombre de 70 paraît-il, vous comprendrez immédiatement pourquoi j'emploie le conditionnel, vous n'en trouverez pas trace non plus, sauf dans de rares occasions qui confirment la règle.

Hier j'ai minimisé la portée de la crise politique en Grande-Bretagne, je ne sais pas s'il faut faire de même avec l'Allemagne. Elles vont alimenter temporairement la lutte de classe du prolétariat et donc nourrir la crise actuelle du capitalisme, mais sans perspective politique et sans parti pour l'incarner, il ne faudra pas en attendre des miracles, sauf une fois de plus à se leurrer soi-même, ainsi que les travailleurs, ce

qui n'est évidemment pas dans mes attributions.

Que l'on ne compte pas non plus sur moi pour condamner la violence à laquelle les anarchistes ou certains militants d'extrême gauche ont recours dans leur combat contre le capital, notamment en Grèce. De manière désordonnée ils indiquent au prolétariat l'objectif à abattre et dans ce sens leurs actions sont utiles à notre combat, sans toutefois être capables de définir une alternative cohérente et viable au capitalisme et ses institutions, d'où la portée limitée de telles actions. Avant l'heure ce n'est pas l'heure et après l'heure ce n'est plus l'heure, pourrait-on adresser aux anarchistes qui autrefois s'en sont pris aveuglément au gouvernement de la jeune République socialiste de Russie.

**Sondage, suite. Manipulation de l'opinion.**

Deux titres d'articles de presse d'hier pour l'illustrer, par ordre chronologique :

**1-** La popularité de Sarkozy en hausse, selon un sondage - AP

**2-** Nicolas Sarkozy compte sur un nouvel élan - Le Figaro

Si l'on part du sondage qui lui a été le plus défavorable en avril, il a regagné par miracle 10% pas moins pour passer de 28 à 38%.

**Heuliez, suite.**

Le conseil d'administration de l'équipementier automobile Heuliez, qui est à la recherche d'un investisseur, se donne quelques jours avant de décider d'un éventuel dépôt de bilan, annonce son mandataire.

"*Les actionnaires ont décidé de se donner un dernier répit de quelques jours*", a dit le mandataire Régis Valliot à des journalistes, après la réunion du conseil d'administration à Paris. "*Quelques jours, c'est un délai raisonnable, pour autant que ce soit le dernier.*"

Un éventuel redressement judiciaire permettrait de payer les fournisseurs et les salaires du personnel grâce aux assurances garanties des salaires (AGS) et de trouver un nouveau répit. (Reuters 10.05)

**OCDE.** Israël, l'Estonie et la Slovénie ont été invités à rejoindre l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), portant le nombre de pays membres à 34. (Reuters 10.05)

**Tunisie.**

Le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), au pouvoir, a obtenu 90,67% des suffrages aux élections municipales organisées dimanche en Tunisie, selon les résultats officiels annoncés lundi devant la presse par le ministre de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem.

Selon le ministre, le taux de participations était de 83,47%. Quelque 3,1 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes. Trois formations de l'opposition radicale se sont abstenues de participer à cette consultation.

Le parti au pouvoir du président Zine El Abidine Ben Ali a fait cavalier seul dans nombre de circonscriptions pour dépasser les 75% de sièges que lui autorise le code électoral, voire s'y approprier les 100%. (AP 10.05)

**Grande-Bretagne.**

**1-** Vingt jours de grève seront observés par le personnel de cabine de la compagnie aérienne British Airways en mai et juin, annonce le syndicat Unite qui représente environ 90% des 12.000 employés de cabine de la compagnie. Ces arrêts de travail ont été fixés du 18 au 22 mai, du 24 au 28 mai, du 30 mai au 3 juin et du 5 au 9 juin. (Reuters 10.05)

**2-** Royal Bank of Scotland annonce son intention de supprimer 2.600 emplois au sein de ses activités d'assurance d'une part, dans la banque de détail au Royaume-Uni d'autre part, après avoir déjà engagé 20.000 licenciements depuis le début de la crise économique. (Reuters 10.05)

**Etats-Unis. La pompe à dollars fonctionnera "*indéfiniment*".**

Fannie Mae, le numéro un américain du refinancement de crédits immobiliers résidentiels, a demandé aux autorités fédérales 8,4 milliards de dollars (6,5 milliards d'euros) de capitaux supplémentaires après avoir subi 13,1 milliards de pertes au premier trimestre.

"*Etant données nos prévisions concernant les pertes futures et les recours au Trésor, nous ne prévoyons pas de dégager de bénéfices*

*dépassant nos obligations annuelles de dividendes envers le Trésor avant un délai indéfini*", explique le groupe. (Reuters 10.05)

---

**Le 12 mai**

Plusieurs thémes de causerie ce matin, j'étais réveillé à 5h, je me suis mis au boulot aussitôt. Le taux de fréquentation du site a explosé depuis le 3 mai, plus 20%. Les camarades ne pourront pas dire que je ne me donne pas du mal pour les informer. Il faut bien que quelqu'un le dise !

On tient le bon bout, camarades, on vaincra ! Je ne sais pas chez vous, mais moi l'adversité, les mauvais coups, une fois encaissés, cela me stimulent, et je ne suis pas sado-masochiste, paradoxalement j'ai horreur des problèmes minables qui nous bouffent la vie pour rien. Là on va être gâtés ! ("on" pluriel donc "gâtés" pluriel, je dis cela pour les nuls en orthographe dont j'ai fait partie autrefois et cela se voit encore parfois !)

**1-** Sarkozy a annoncé la suppression de 2,5 milliards d'euros d'exonérations ou d'allocations exceptionnelles accordées en 2009 à 10 millions de ménages modestes pour soutenir leur pouvoir d'achat (Reuters 11.05), alors que de manière tout à fait illégitime, l'Etat a exonéré les patrons de cotisations sociales à hauteur de 30 milliards d'euros en 2009, je ne connais pas le chiffre exact.

Deux poids deux mesures, tout pour les banquiers, rien pour le prolétariat, à l'exception de la sueur, des larmes et de la souffrance. Il nous prévoit des jours pires encore qu'hier ou aujourd'hui, quel travailleur peut adhérer à cette perspective qui est synonyme de son anéantissement, de la perte de sa dignité ?

C'est plus que la résistance d'un peuple qui est engagée, c'est un combat à mort entre deux classes, dont la légitimité revient sans discussion à la classe la plus nombreuse, le prolétariat, et à partir de là seulement on pourra parler de démocratie, car elle sera assumée par la majorité du peuple, conformément à sa définition originelle dans l'Antiquité.

**2-** Alors que le gouvernement et le président de la République se gargarisent de l'éventualité de "faire payer les riches", thème jusqu'alors assez peu usité par la droite, ils vont faire payer les pauvres, tout de suite, constatait hier un journaliste de Le Post.

On pourrait tout aussi bien s'interroger sur ce regain d'attention envers les pauvres de la part de gens qui les ignorent habituellement.

Mais voilà, ils sont devenus trop nombreux, on en voit partout, impossible de les éviter, la bonne conscience du petit-bourgeois commence à flancher, d'autant plus que la pauvreté induit des conséquences encore plus insupportables que la vue d'un miséreux fouillant le fond d'une poubelle et qu'on a vite fait d'oublie l'instant suivant.

On n'est plus en sécurité nulle part et on doit se barricader une fois rentré chez soi, sans compter qu'il ne faut pas garer sa bagnole n'importe où sans prendre le risque de la voir cramer ou dépecée, même se balader tranquillement sur un boulevard à 11h du soir devient angoissant, ne parlons pas des transports en commun qui se transforment en cibles vivantes ou peuvent cramer aussi, quant à la sécurité de nos gosses, c'est littéralement la parano de ne pas les retrouver en entier le soir ou dans un triste état, on est en état de guerre...

Si vous voulez en finir avec ce cauchemar que vous impose le capitalisme, c'est simple adhérer au socialisme, franchement que risquez-vous de pire que ce que vous vivez au quotidien ?

**3-** Lisez bien ce passage :

"Le plan de sauvetage permettra, en cas de besoin, de réunir jusqu'à 750 milliards d'euros :

* La Commission européenne pourra emprunter jusqu'à 60 milliards d'euros sur les marchés financiers, pour les prêter aux Etats-membres en crise.

* Les Etats européens, eux, s'engagent à emprunter puis prêter jusqu'à 440 milliards d'euros (la part de la France s'élevant à 88 milliards d'euros)

* Le Fonds monétaire international (FMI) pourra apporter 250 milliards d'euros supplémentaires." (source Eco89 11.05

Ces institutions recourent aux marchés financiers pour emprunter, qui eux-mêmes empruntent pour présenter quelque chose en surface, des actifs si l'on veut. Mais en dessous ou dedans, c'est vide quand ce n'est pas pourri ou toxique ! C'est une arnaque à 750 milliards d'euros, le casse du siècle, et ça ne fait que commencer !

**4-** L'ignoble proche conseiller de l'épileptique du Palais, Alain Minc, qui a préconisé de dépouiller les vieux ou leurs ayant-droits pour payer leurs frais d'hospitalisation et de santé selon lui trop coûteux pour la Sécu ou de les laisser crever s'ils n'en avaient pas les moyens, avait cité l'exemple de son père, âgé de 102 ans, qui a été "*hospitalisé quinze jours en service de pointe*" et dont la facture se serait élevée à 100.000 euros.

Il se trouve que *Libération* a démontré que le conseiller du nabot avait exagéré sur les chiffres en multipliant par cinq les dépenses liées à l'hospitalisation de son père. Ce que Alain Minc a reconnu dans les colonnes du quotidien, avouant qu'il a "*délibérément pris un chiffre qui frappe*" pour donner du poids à son argumentaire. (source : Lepost.fr 11.05)

Il est bien entouré l'excité du Palais !

On est en droit d'affirmer que le Conseil d'orientation des retraites (COR) a utilisé le même procédé pour justifier le "*trou*" de centaines de milliards d'euros dans les caisses de retraites en 2050.

**5-** Pour qui roule le PS ? Le FMI, l'impérialisme américain.

Martine Aubry a assuré mardi se réjouir du travail de Dominique Strauss-Kahn, le directeur du Fonds monétaire international (FMI) qui est aussi son rival potentiel pour la prochaine élection présidentielle de 2012. (Reuters 11.05)

**6-** Selon un rapport du Bureau international du travail (BIT), 215 millions d'enfant de 5 à 17 ans travaillent dans le monde. On se demande comment ils ont pu arriver à ce chiffre qui est sans doute très éloigné de la réalité.

J'imagine que dans d'autres pays que l'Inde l'immense majorité des travailleurs ne disposent même pas d'un contrat de travail ou de feuilles de paie, ils ne sont enregistrés nulle part, on connaît tout juste leur nom et leur adresse ou leur numéro de téléphone quand ils en ont un, alors leur âge ne présente aucun intérêt pour un patron, il s'agit d'une masse taillable et corvéable à merci sans droit.

On peut repérer facilement les gosses qui travaillent dans les villes, c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles on en voit de moins en moins travailler en ville, mais qu'en est-il vraiment à la campagne loin des regards où vit encore plus de la moitié de la population en Asie et en Afrique, personne n'en sait rien en réalité.

Dans le village de pécheurs où j'habite, les gosses de mes voisins n'ont pas 17 ans et ils bossent tous avec leurs pères, aucun ne va à l'école. Les filles sont davantage scolarisées, mais elles arrêtent l'école avant d'avoir atteint l'âge de 17 ans, les fiancailles étant conclues avant même qu'elles soient majeures, de façon à les marier le plus tôt possible. Les filles qui quittent l'école vers les 15 ans vont souvent travailler chez des commerçants en attendant leur mariage, rares sont celles qui continuent de travailler ensuite pour la bonne (ou plutôt mauvaise) raison qu'elles tombent immédiatement enceintes, une femme qui n'a pas mis au monde son premier enfant au cours de la première année de mariage peut être répudiée.

Ici, une femme qui a dépassé les 20 ans commence à sentir le rance, c'est suspect, elle doit avoir un défaut de fabrication, à moins que ses parents aient accepté qu'elle poursuive des études pour mieux la marier ensuite, ce qui est davantage le cas en ville, cependant dans 99 % des cas le mariage demeure une opération commerciale, ce sont deux familles qui se marient en fait, pour le meilleur et surtout le pire.

Si vous vous demandez si la dote existe toujours, la réponse est affirmative, mais en réalité le mariage revient aussi cher à la famille de la fille qu'à celle du garçon, les deux familles rivalisant d'orgueil dépensent une fortune pour épater la galerie, partant du principe qu'ici on ne respecte que les gens qui ont un titre et surtout de l'argent, il n'existe pas de relations qui ne tournent pas autour de l'argent, dans tous les milieux sociaux sans exception tout passe après, y compris de plus en plus la différence de caste.

**Les infos en bref.**

**Chômage.**

Le taux de chômage en France au premier trimestre 2010 a atteint 10,1%, soit une évolution de 1,2 point par rapport au premier trimestre 2009, selon un communiqué publié mardi par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). (AP 11.05)

**Le ver était déjà dans le fruit ou les cocus du Grenelle de l'environnement, suite.**

Les députés français ont adopté mardi la loi dite Grenelle II.

Le texte Grenelle II a pour objet de mettre en oeuvre concrètement les dispositions du Grenelle I, qui décline les grandes orientations et objectifs arrêtés en octobre 2007 par le "*Grenelle de l'environnement*".

**1-** "*C'est une mutation d'un pays entier dans toutes ses acceptions*", a dit Jean-Louis Borloo à l'Assemblée nationale.

**2-** Un aveu : "*Ce n'est plus la grande loi qu'on attendait sur l'environnement*", a dit Noël Mamère à Reuters.

"*Nous on fait de la politique et on estime qu'il y a eu trahison des pouvoirs publics*", a-t-il ajouté en référence aux associations qui ont appelé à voter en faveur du texte.

**3-** "*Tout ce qui coûte est infinançable*", a dit la semaine dernière Gilles Carrez, rapporteur général de la commission des Finances. "*Ca ne passera pas, on le flinguera lors des décrets d'application. Tout ça, c'est nul et non avenu*", a dit le député UMP. (Reuters 11.05)

Le premier enthousiaste dit : c'est grandiose, le second pleurnichard dit : c'est misérable, le troisième un flingue à la main dit : on va le pulvériser. Conclusion : vide !

**Nouveau consensus UMP-PS à l'Assemblée nationale.**

Les députés français ont adopté une proposition de résolution UMP sur les pratiques attentatoires aux valeurs de la République, première étape législative en vue de l'interdiction du voile intégral.

Tous les groupes politiques ont participé au vote, à l'exception de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts). Seul André Gérin (PC), qui avait présidé la mission d'information sur le port du voile intégral, a participé au scrutin et a voté pour la résolution.

La résolution parlementaire, nouveauté sans valeur contraignante permise par la révision constitutionnelle de juillet 2008, stipule que "*les pratiques radicales attentatoires à la dignité et à l'égalité entre les hommes et les femmes, parmi lesquelles le port d'un voile intégral, sont contraires aux valeurs de la République*".

Il en connaît un rayon en la matière : Le Parti de gauche, de Jean-Luc Mélenchon, a déploré dans un communiqué que le PS s'associe à la "*mauvaise comédie*" d'une résolution "*sans autre objet que de faire du racolage*". (Reuters 11.05)

Oui à la résolution, non au projet de loi d'interdiction générale, a répété la numéro un du PS, Martine Aubry, pour qui «interdire sur l'ensemble de l'espace public ne sera pas opérant, risque d'être stigmatisant et surtout inefficace car totalement inappliqué». (20minutes.fr 11.05)

Non à la remise en cause des 60 ans pour prendre sa retraite... par pur opportunisme, oui à ce qui dans les faits contribuera à repousser l'âge du départ en retraite... par réalisme, la même méthode, le même double langage pour en réalité se conformer à la politique réactionnaire dictée par le gouvernement. C'est sans doute la faute à cette satanée fatalité si le PS est amené à mêler ses voix à celles de l'UMP.

**MoDemoniaque**

Le président du Mouvement Démocrate (MoDem) François Bayrou a estimé lundi qu'"il serait raisonnable" de demander aux Français de partir plus tard à la retraite.

"*Il faudra faire bouger l'âge de la retraite*", a-t-il dit sur France-Info. "*On gagne un trimestre d'espérance de vie par an. Il serait raisonnable que l'on fasse un partage dans cette espérance de vie nouvelle entre la part qu'on consacrera au travail et la part qu'on consacrera à la retraite*".

Selon le président du MoDem la réforme des retraites est "*nécessaire et vitale et indispensable*" et ceux qui expliquent qu'il n'y a pas besoin de réforme "*sont des illusionnistes*" qui "*sont en train de (nous) conduire, hélas, au mur.*" (AP 11.05)

Dans le cadre du régime capitalisme, assurément, d'où la nécessité de l'abolir.

**Merci au docteur va-t-en-guerre Kouchner.**

Une mission d'information du Sénat a conclu que les prisons françaises accueillaient de plus en plus de personnes atteintes de maladies psychiatriques, par l'effet presque mécanique de la baisse des capacités d'hospitalisation de ce secteur, passées entre 1985 et 2005 de 129.500 à 89.800 lits.

Outre ce phénomène, "plusieurs facteurs concourent à la reconnaissance plus fréquente de la responsabilité pénale des personnes atteintes de troubles mentaux", lit-on dans le rapport.

Une réforme de 1993 qui a distingué "*abolition*" du discernement, où la sanction pénale est impossible, et "*altération*", où l'emprisonnement

redevient une option, a abouti à l'incarcération presque habituelle de personnes démentes.

L'absence d'expertise psychiatrique, fréquente en matière correctionnelle, conduit les tribunaux à juger des personnes qui relèvent de la médecine.

Les conséquences de ce phénomène sont graves car les soins dispensés en prison sont presque toujours insuffisants, voire absents et que l'incarcération peut aggraver les troubles mentaux, ce qui amène un risque accru pour la société lors de la libération des détenus malades, dit le rapport. (Reuters 11.05)

**Vous étiez au courant ?**

Des pannes de courant de plus en plus fréquentes et longues. C'est le constat fait dans un rapport sur la gestion du réseau de distribution d'électricité en France. Ecrit par les deux vice-présidents de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et dévoilé ce mardi par Le Parisien, ce document pointe la vétusté des matériels et le manque d'entretien, qui rend le réseau particulièrement vulnérable aux phénomènes météorologiques, notamment en zone rurale.

L'année dernière, le temps moyen de coupure de courant à l'échelon communal a été d'une heure et trente minutes, soit 50% plus élevé que ces dix dernières années, indiquent les auteurs de l'étude, cités par Le Parisien.

En cause, selon ce document, les choix stratégiques d'EDF, dont «*l'expansion internationale a été financée aussi (...) par une réduction de la maintenance et de l'investissement sur le territoire national*». (20minutes.fr 11.05)

Ici ils ont changé les heures de coupure quotidienne avec l'été. Il n'y a pas de courant de 7j/7 de 11h du matin à 15h.

**Crise grecque. Les pompiers pyromanes.**

Selon Eric Heyer, directeur adjoint au Département analyse et Prévision de l'OFCE (Observatoire Français des Conjonctures économiques), les coupables désignés (hedge funds, fonds de pension, de placement, banques d'investissement,…) ne sont pas forcément ceux que l'on croit : «*Ce sont bien les spéculateurs qui ont mis à mort la Grèce en jetant de l'huile sur le feu, mais ce ne sont pas eux qui ont initié le phénomène*».

Et «*les grands fonds ont une dimension telle que leurs paris sont auto-réalisateurs*», ajoute l'économiste, joint par 20minutes.fr. «*Dans le cas de la crise actuelle, ils ont voulu jouer la baisse de l'euro. Pour que cela se réalise, il fallait mettre la panique dans sa zone, ce qu'ils ont réussi à faire grâce au point faible qu'est la Grèce.*»

Les secours européens sont arrivés trop tard, l'euro a chuté, le pari des spéculateurs a été gagné. Pire, parmi ces derniers, on trouverait des banques européennes dont des établissements français aidés par l'Etat durant la dernière crise économique. «Il les a sauvés, ils se retournent contre lui, c'est le côté amoral de la finance dans toute sa splendeur», indique Eric Heyer.

Et nul ne peut vraiment faire quelque chose à l'encontre du marché. «*Tant que les spéculateurs trouveront des failles, les attaques ne cesseront pas*», explique l'économiste. Après la Grèce, ce sont le Portugal et l'Espagne qui ont été visés. Toutefois, le plan de sauvetage européen devrait «*calmer le jeu*», car il est «bien dimensionné et garantit aux maillons faibles de la zone euro de ne pas faire faillite».

Malgré la «*mobilisation absolument générale*» décrétée vendredi soir par Nicolas Sarkozy, Eric Heyer se veut pessimiste : «C'est l'avantage des crises, on fait de grandes avancées, mais, effectuées dans l'urgence, celles-ci sont précaires et réversibles.» Selon l'économiste, les Etats ont raté l'occasion, lors de la dernière crise économique, de réguler les banques : «*Aujourd'hui, c'est trop tard. Il faudra désormais attendre la prochaine crise.*» (20minutes.fr 11.05)

Contrairement à ce qu'affirme cet économiste, il est possible de "*faire quelque chose à l'encontre du marché*", fermer la Bourse et les déclarer illégaux après avoir saisi tous les biens des gros actionnaires, cette mesure allant de paire avec l'expropriation sans indmenité des capitalistes des grandes entreprises et l'instauration du monopole du commerce extérieur par l'Etat ouvrier.

Il a oublié dans son analyse, et il n'est pas seul, le facteur politique qui a joué un rôle important dans la déstabilisation de la Grèce, l'impérialisme américain doutant de la fiabilité à long terme de ses relations avec la Turquie aurait eu intérêt à placer la Grèce sous la tutelle du FMI et de l'UE, deux institutions qui lui sont acquis.

**Roumanie.**

Vendredi dernier, en Roumanie, le Président Basescu mettait en place son plan d'austérité face à la crise économique: réduction des salaires de 25% dans la fonction publique et de 15% pour les retraites.

Les 5 principaux syndicats de Roumanie se sont entendus et se sont réunis pour définir les différentes actions pour les jours à venir. Néanmoins, on peut avançer à la lecture des articles des sites roumains, qu'une grève générale risque de poindre très rapidement.

La population a dû faire face à une taxe carbone plongeant certaines familles dans le froid. A partir d'une certaine consommation, elles devaient s'acquitter d'une taxe supplémentaire, que beaucoup n'ont pas été en mesure de payer. Résultat: plus de chauffage et plus d'eau chaude. Dans un pays où les hivers sont rudes (entre 0°C et -30°C selon les régions), cette mesure a été très mal vécue.

Les Roumains sont excédés par l'augmentation de salaire du Président Basescu et le fait qu'il a casé sa fille au Parlement européen.

Les Roumains sont excédés par la possible modification du Code du travail pour y inclure une période d'essai d'un mois... non rémunérée.

Les Roumains sont dégoûtés par les "*faveurs*" fiscales accordées par le gouvernement à certaines grosses entreprises, alors que ces dernières n'ont pas fait d'efforts sociaux (salaires-cotisations-protection).

Environ 40% de la population dépend de la fonction publique. La plupart des secteurs qui sont aujourd'hui privatisés en France ne le sont pas encore en Roumanie. D'où un réel impact en cas de grève générale: pas de transports, pas d'écoles, pas d'hôpitaux, pas de police, pas de ramassage des ordures, des risques de pertubations dans le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau.

La Roumanie a été un pays communiste pendant 70 ans environ. On ne change pas tout radicalement en quelques années. Et se servir de "*excuse européenne*" pour justifier des actions qui risquent de replonger le pays dans un véritable chaos est une insulte. C'est irresponsable. (Lepost.fr 11.05)

---

**Le 13 mai**

Il est pour ainsi dire acquis que lors des prochaines élections, les partis au pouvoir les perdront comme cela vient de se passer en Grande-Bretagne et en Allemagne, comme il est quasiment certains que nos dirigeants rédigeront de grands articles (par la taille seulement) pour nous expliquer ce qui s'est passé.

De notre côté nous nous en abtiendrons, car cela ne change absolument rien à la situation politique dans ces pays-là du fait que les partis qui s'opposent lors de ces élections font partie du même camp et défendent le même programme politique réactionnaire.

En France, si le PS avait l'idée de présenter DSK contre Sarkozy en 2012, ce dernier serait réélu, car en dehors du PS et des Verts, aucun autre parti n'oserait soutenir la candidature du dirigeant du FMI qui a saigné le peuple grec et d'autres sans doute entre temps, pas un militant ouvrier ne pourrait cautionner cette candidature. Vous voyez le tableau d'ici, délirant, et pourtant, ce serait un remake de 2002, mais à l'envers, pas tout à fait, le candidat qui aurait les faveurs du FN serait élu. Comme en 2007 alors ? Vous avez raison, c'était déjà le cas en 2007 quand Sarkozy a été élu, son programme policier était calqué sur celui du FN.

Si on ne devait s'en tenir qu'à cela, autant dire qu'on plierait bagage immédiatement, mais la crise est là et s'installe, se creuse, s'amplifie, les conditions objectives qui poussent les masses à se mobiliser se mettent en place ou mûrissent, pendant que tous les partis sont en crise.

On attend en vain pour le moment que le mouvement ouvrier se recompose sur une orientation révolutionnaire. On n'a pas encore trouvé la bonne formule pour s'adresser aux masses, à moins qu'elles n'aient pas pris encore assez de coups ou pris la mesure exacte de l'ampleur des nouveaux sacrifices que le gouvernement va leur imposer, les deux situations doivent exister propablement, la conjonction des deux est explosive pour le régime, sa propagande sert à freiner le moment où cette prise de conscience aura lieu.

Les masses n'arrivent pas au même constat en empruntant forcément le même chemin et en ayant connu les mêmes expériences, cela complique les choses avant la mobilisation des masses, mais après cela en fait sa richesse et une force invincible.

Quand vous arrivez à une conclusion, vous n'avez aucune raison de retourner en arrière, pour vous la solution vous projette dans le futur et non vers le passé.

J'ai écrit ces lignes hier soir et la suite ce matin. Avec quelques heures de recul j'ajoute le passage suivant.

Autrefois quand les travailleurs étaient violemment agressées par le gouvernement et qu'ils cherchaient une issue politique, qu'ils avaient l'espoir de pouvoir tirer quelque chose du régime en place (plus que de le renverser, ne nous racontons pas d'histoires), ils se tournaient spontanément vers les partis traditionnels du mouvement ouvrier et les syndicats, or, ce n'est pas ce qui se passe en Grèce par exemple ou ailleurs.

Aujourd'hui au contraire les travailleurs affichent leur méfiance vis-à-vis de tous les partis et syndicats, ils ne croient plus aux discours qu'on

leur tient ou ils ne sont pas convaincus qu'une issue politique existe à la crise du capitalisme. Ils sont échaudés comme l'on dit après que le PS et le PCF aient gouverné pendant de longues années sans que leur condition ne change fondamentalement, ils sont devenus nihilistes, ils ne croient plus en rien en quelque sorte.

Ne serait-ce pas le résultat d'une politique qui pendant plus de 50 ans a consisté à les présenter comme des partis ouvriers pouvant transformer la société tout en les critiquant, ce qu'ils pouvaient assimiler à un double langage, et dont ils jugèrent le contenu non pas au regard des perspectives qui s'en dégageaient, mais sur pièce, sur les faits uniquement, des faits accablants parsemés d'innombrables trahisons au cours de ces nombreuses années, au point qu'il est courant d'entendre et dorénavant admis au sein de la classe ouvrière, que tous les partis se ressemblent et qu'il n'y a pas lieu de leur accorder la moindre confiance, à tort, car ils se livrent à un amalgame. S'ils estimaient que les partis qui appelaient à voter pour le PS et le PCF étaient leurs complices ou une sorte d'appendices de ces partis, ou quand ces partis s'adressaient à leurs dirigeants pour les faire changer de politique, ce à quoi l'immense majorité des travailleurs ne croyaient plus depuis belle lurette, en quoi faudraient-ils les blâmer ? Finalement, tous ces partis n'ont-ils pas ainsi manifesté leur impuissance, leur incapacité à agir indépendamment du PS et du PCF, est-ce vraiment un hasard ou la faute à pas de chance s'ils partagent aujourd'hui leur sort, ne serait-ce pas le produit d'une incompréhension politique de la situation ?

Je comprends pourquoi les militants et encore plus les dirigeants sont hermétiques aux arguments que je développe ici, c'est parce qu'ils analysent la situation de leur point de vue, de là où ils se trouvent avec leur expérience de la lutte de classe, et ils s'imaginent que les travailleurs vivent la réalité de la même manière qu'eux, ce qui est une grave erreur, alors que l'ouvrier lambda la perçoit totalement différemment, de même qu'il n'entrevoit pas les rapports entre les classes et avec les partis de la même manière. L'ouvrier ou l'employé qui n'a pas d'expérience de la lutte de classe ou qui ne s'est pas encore forgé une conscience politique, n'en ressent pas moins quotidiennement les conséquences de la politique mis en oeuvre par le gouvernement, mais il ne les analyse pas de la même manière qu'un militant, il ne pensera pas la réalité à laquelle il est confronté sur un plan théorique ou politique, il demeurera sur un plan purement pratique, plus que les mots, c'est ce qu'il subit chaque jour qui l'instruit sur les intentions réelles de ceux qui sont au pouvoir, leurs discours il ne les écoute que d'une oreille distraite sans leur porter vraiment d'importance, il est avant tout pragmatique jusqu'au bout des ongles, il ne croit que ce qu'il voit, les grands raisonnements le laisseront sur sa faim.

Les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur explique la différence qui existe entre les paroles et les actes des uns et des autres, ils ont parfaitement compris depuis longtemps qu'ils ne correspondaient pas ou qu'ils étaient en contradiction, ils savent parfaitement que leur double langage ne sert qu'à les tromper. Quand vous allez à la rencontre d'un élu pour voir ce qu'il a dans le ventre, tout le monde le sait sauf vous apparemment, c'est triste à dire mais c'est la réalité, au lieu de tirer les travailleurs en avant vous les tirer en arrière ou au mieux cela ne sert à rien sauf à leur démontrer que finalement vous n'êtes pas plus avancés qu'eux, je parle des travailleurs qui savent à quoi s'en tenir avec les élus de tel ou tel parti. Au lieu de partir d'une situation acquise, de leur niveau de conscience élémentaire qui consiste à dire : ils sont tous pareils ou tous pourris, ce qui est exact, vous vous acharnez à vouloir leur démontrer le contraire, en fait vous les ramener un siècle en arrière quand la classe ouvrière avait confiance dans la SFIO et le PC avant qu'ils ne la trahissent.

Dès lors comment voulez-vous leur inspirer confiance, vous tournez le dos à leurs convictions profondes, dans ces conditions, vous ne vous imaginez quand même pas qu'ils pourraient partager les vôtres, dit autrement et plus simplement, c'est comme si vous me parliez et que je ne vous écoutais pas, et qu'ensuite je vous demande de bien vouloir écouter ce que j'ai à vous dire, vous n'en auriez pas envie et vous auriez raison.

Ce que voulait dire ici, c'est qu'on n'en a rien à foutre de ce qu'il y a dans la tête d'un militant quand il doit aborder une discussion avec un travailleur, il doit le mettre de côté, il doit partir de ce qu'il y a dans la tête de son interlocuteur, il faut le faire parler, le questionner, là déjà il aura l'impression qu'on s'intéresse vraiment à lui et qu'on ne le rencontre pas uniquement pour lui débiter notre science ou lui soutirer une voix, mieux encore, en le faisant parler, il va découvrir lui-même ce qu'il pense et qu'il ignorait, cela peut sembler paradoxale mais c'est ainsi que les choses se passent aussi, c'est la même démarche qu'on utilise en psychothérapie, particulièrement en psychanalyse, c'est important car cela permet à notre travailleur de mieux comprendre où il en est réellement dans sa tête, cela le ramène à sa propre expérience du capitalisme et de la société à laquelle il ne pense pas tous les jours, or c'est à partir de là qu'il s'est forgé une conviction, mal assurée d'accord, mais une conviction quand même, ce n'est pas parce qu'on n'est pas conscient qu'on ne pense pas.

On va arrêter là car il est déjà tard. On était parti du constat que les travailleurs ne croient plus en rien, en admettant que ce constat soit correct, si vous estimez le contraire faites-le moi savoir. Ils ne sont pas pour autant sourds ou aveugles, de plus quand ils prennent un coup, ils ne disent pas qu'ils ne ressentent rien. Si maintenant nous nous acharnons à reproduire indéfiniment la même erreur qui consiste à interpréter à sa place le coup qu'il vient de prendre, on ne saura jamais de quelle manière il l'interprète vraiment et nous lui serons d'aucune utilité, il manifestera son accord avec nous, mais comme nous aurons mâché le boulot et qu'il n'aura pas avancé d'un pouce par lui-même, vos relations en resteront là. Laissez-le parler le plus possible, ensuite pourquoi ne pas lui demander de vous questionner, car si les questions viennent de lui, il prêtera davantage attention à votre discours, sans partir dans des grandes phrases évidemment, sinon tout le bénéfice de votre discussion serait perdu. (A suivre)

Dernière minute, un dernier mot en rapport avec ce qui vient d'être dit.

Lu dans l'éditorial de D. Gluckstein du n°97 d'*Informations ouvrières*

"*Alors, comment comprendre que les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste se joignent au chœur de tous ceux qui se congratulent de la décision prise à Bruxelles (en réalité : à Washington) ?*".

*Comment comprendre*, les militants sont tellement cons, les travailleurs sont tellement cons qu'ils ne comprennent rien, il est complètement sclérosé le pauvre !

Lu aussi dans le communiqué du POI à propos au plan concocté à Bruxelles et du soutien du PS : " *Incroyable !*", non, désolé, normal, tout est dans l'ordre des choses et le PS est fidèle à sa nature de classe !

Si le POI devait être le seul parti sur lequel la classe ouvrière devrait compter dans l'avenir pour en finir avec le capitalisme, dans un siècle ou plus le capitalisme n'aurait pas été aboli avec de tels dirigeants. Restons calme !

Je mets quand même en ligne 6 page du n°97 d'*Informations ouvrières* au titre de le tribune libre, vous retrouverez les extraits en question à l'exception du communiqué du POI qui reprend le contenu des autres articles.

**Rectifications.**

**1-** L'article du *Monde*, *Terra Nova : "Il faut aligner la fiscalité des retraités sur celle des actifs"* n'était pas du 8 avril mais du 8 mai, avec mes excuses.

**2-** L'article intitulé *La crise après la crise (5/5): Au tour de la France? (08.05)* est disponible, j'avais mis la même adresse à deux fichiers différents par inattention.

**3-** Dans Actualité, l'article intitulé *Sommet social : la presse raille Sarkozy, «l'austère qui se cache». (12.05)* avait été réalisé à partir d'un article de 20minutes.fr de la veille, j'avais oublié de le préciser.

**Retraites. PS, UMP, CFDT, CFTC, CGT, FSU, Unsa et Solidaires : même combat.**

**1-** Mercredi sur France Info, Martine Aubry a annoncé que le PS présenterait, la semaine prochaine, «des propositions claires» pour «un changement complet de système qui permettra à la fois de faire rentrer des recettes et de regarder ce que l'on peut faire sur les paramètres de durée» de cotisation. (libération.fr 12.05)

**2-** "*Les simulations publiées mardi par le Conseil d'orientation des retraites (COR) montrent qu'il faut se poser la question de l'âge légal et de la durée de cotisation*", sinon "*on va devoir ponctionner de manière importante les actifs*", a déclaré M. Wauquiez mercredi sur BFM-TV et RMC. (Ap 12.05)

**3-** Dans un communiqué émis mercredi, les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FSU, Unsa et Solidaires, elles estiment que "la concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société". (Reuters 12.05)

Parce que si le "*dialogue social*" avec le gouvernement était "*acceptable*", on pourrait se mettre d'accord, non, nous le sommes déjà, les choses seraient plus simples.

**Juste une petite coupe ?**

Le styliste d'Avignon qui a fait fortune aux États-Unis, Christian Audigier, a confié à Nice-Matin son souvenir le plus fou de son passage à Saint-Tropez en 2009 : "Certainement le concours de champagne avec un milliardaire pakistanais. Concours que j'ai remporté évidemment. Il faut dire que j'ai dégainé le salmanazar Perrier-Jouët à 100 000 euros aux Caves du Roy! A nous deux, le budget champagne de la soirée a dû tourner autour de 450 000 euros."

C'est un duel, non au couteau mais au champagne, auquel se sont livrés un richissime Malaisien et le non moins richissime Pakistanais Javed Fiyaz. [...] Encore sous le choc, le quotidien Var-Matin, qui en a vu d'autres à Saint-Tropez, raconte même que "le club a basculé dans la quatrième dimension avec le débouchage successif de 300 bouteilles de Cristal Roederer, 24 jéroboams (3,2 litres) et 10 mathusalems (6,4 litres) tombés du ciel". [...] Au terme de cette bataille sans précédent, l'armateur a réglé en effet une note de 900 000 euros, deux fois le montant de celle payée par Audigier. Son rival a modestement réglé la sienne, soit 300 000 euros. Au total, les clients du VIP Room ont donc écoulé la bagatelle de 1,2 million d'euros en une nuit. (Lexpress.fr 12.05)

Vous êtes pris de nausée, camarades, moi aussi !

**Justice. En "théorie".**

Le ministère de la Justice a rendu public un nouveau calendrier pour l'examen du projet de réforme de la justice, qui ne fixe plus aucune date

pour sa présentation au Parlement.

"*Le nouveau projet sera transmis au Conseil d'Etat avant l'été avant d'être présenté en conseil des ministres*", lit-on dans le communiqué du ministère, diffusé mercredi soir.

La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie a déjà annoncé qu'il n'était pas question en théorie de revenir sur la suppression du juge d'instruction indépendant et son remplacement par le procureur, lié au pouvoir, et qui conduirait donc toutes les enquêtes pénales. (Reuters 12.05)

**Economie.**

**1-** France. L'économie française a enregistré une croissance modeste de 0,1% au premier trimestre, moins qu'attendu, sous le coup d'une stagnation de la consommation des ménages, du chômage, et d'une poursuite de la baisse de l'investissement.

L'Insee a en outre révisé à la baisse la croissance du quatrième trimestre, à +0,5%.

Sur l'ensemble de 2009, le PIB s'est donc contracté de 2,5% (au lieu de -2,2%), témoignant de la plus forte récession de l'après-guerre. Le chiffre de 2008 a aussi été revu en baisse à +0,1% au lieu de +0,3%. (Reuters 12.05)

**2-** Allemagne. L'économie allemande a affiché une croissance inattendue au premier trimestre, enregistrant ainsi son quatrième trimestre consécutif d'expansion, selon les chiffres provisoires publiés mercredi par le Bureau fédéral des statistiques.

Le produit intérieur brut (PIB) de la première puissance économique européenne a ainsi augmenté de 0,2% entre le quatrième trimestre 2009 et les trois premiers mois de cette année.

En rythme annuel, l'économie a progressé de 1,7% au premier trimestre, contre une baisse de 1,5% lors de la période octobre-décembre.

Les exportations allemandes ont enregistré leur plus forte croissance en près de 18 ans en mars, alors que la production industrielle a rebondi de 4% le même mois. (Reuters 12.05)

**3-** Du côté des banksters on respire. Les banques européennes, et notamment françaises, ont publié des résultats meilleurs que prévu au titre du premier trimestre 2010, les marchés montrant des signes de reprise.

- Le bancassureur néerlandais ING a fait état mercredi d'un résultat supérieur aux prévisions les plus optimistes.

- Deutsche Postbank, la plus grande banque de détail allemande, a pour sa part annoncé avoir renoué avec les bénéfices au premier trimestre

- En Italie, UniCredit a quant à lui facilement battu le consensus.

- Sa concurrente belge KBC a également dégagé un bénéfice meilleur qu'espéré.

- Mardi, la franco-belge Dexia a annoncé des résultats certes en baisse mais supérieurs aux attentes.

- Natixis a aussi fait état mardi de résultats supérieurs aux attentes.

- Les analystes de CMC-CIC ont salué un "*retour durable à la profitabilité après deux précédents trimestres qui ont affiché des résultats positifs*".

- BPCE, la maison mère de Natixis, a affiché un résultat net de 1.010 millions d'euros au premier trimestre, un chiffre "*très satisfaisant*" selon CMC-CIC.

- La semaine dernière, BNP Paribas et Société générale ont toutes deux fait état d'un bénéfice plus élevé que prévu au premier trimestre. (Reuters 12.05)

Ouf, nous voilà rassurés, ne vous en faites pas, la suite arrive, 750 milliards d'euros, cela ne se refuse pas !

**Toujours plus cher.**

Les prix à la consommation ont poursuivi leur hausse en avril: ils ont augmenté de 0,3% par rapport au mois précédent, a annoncé mercredi l'Insee. En mars, les prix avaient déjà connu une hausse de 0,5% sur un mois.

Les prix de l'énergie ont augmenté de 2,7% sur le mois et de 12,9% sur un an. Les prix du carburant ont ainsi connu une hausse de 2,3 % en avril et ceux du gaz de ville de 9,7%.

Le prix des produits frais a augmenté de 7,3% sur un an. (20minutes.fr 12.05)

**Espagne.**

Le chef du gouvernement socialiste espagnol José Luis Rodriguez Zapatero a annoncé mercredi une cure d'austérité radicale pour accélérer la réduction des importants déficits publics.

Le gouvernement va notamment réduire de 5% en moyenne les salaires des fonctionnaires à partir de juin 2010 et les geler en 2011. Les hauts salaires de la fonction publique seront plus lourdement affectés. Les membres du gouvernement vont baisser leur salaire de 15%.

Il va aussi geler la revalorisation des retraites en 2011, sauf les plus basses, supprimer en 2011 l'aide à la naissance de 2.500 euros qu'il avait instaurée en 2007 pour soutenir la natalité. L'exécutif socialiste va aussi réduire de 600 millions d'euros l'aide au développement en 2010-2011, un domaine dans lequel il se voulait à la pointe des pays riches.

L'investissement public sera diminué de 6,045 milliards d'euros d'ici 2011 et le gouvernement va demander aux régions et aux municipalités de faire 1,2 milliard d'euros d'économies supplémentaires.

"*Nous allons demander à tout le monde de faire un plus grand effort. Premièrement, à la société espagnole, mais également au gouvernement*", a déclaré M. Zapatero. L'objectif, a-t-il ajouté, "*est de contribuer, par notre stabilité financière, à la stabilité financière de la zone euro*".

La pression s'est accrue sur le gouvernement espagnol durant la semaine après le coup de téléphone de Barack Obama mardi soir exhortant José Luis Rodriguez Zapatero à une attitude "*résolue*" dans ses efforts pour mettre en oeuvre ses réformes économiques.

Ben May de Capital Economics prévient néanmoins que des mesures supplémentaires devraient être nécessaires, d'autant plus que "*la croissance espagnole va être assez faible au cours des deux prochaines années*".

"*Ces mesures confirment que le gouvernement veut mettre en place un plan d'austérité sévère. C'est la fin de la ligne de conduite tenue jusqu'à maintenant par le Premier ministre et qui va entraîner un changement dans ses relations avec les syndicats*", a prévenu Candido Mendez, chef de file de l'UGT, deuxième plus importante confédération syndicale espagnole. (AP, Reuters, Libération.fr et AFP 12.05)

Tous les partis social-démocrates combattent dans le camp de la réaction, sans exception.

---

**Le 14 mai**

Quatre sujets de causerie ce matin. Je me suis relu rapidement, il reste donc forcément des erreurs.

**1-** Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a affirmé jeudi qu'il n'était "*absolument pas d'actualité*" de baisser les salaires des fonctionnaires en France, malgré le "plan d'économie des dépenses" décidé par le gouvernement. (AP 13.05)

Ouf on respire ! Vous m'excuserez ce brin d'humour qui n'est pas sans rapport avec tout le bien que je pense des fonctionnaires en général qui malgré parfois des salaires inférieurs au privé et des conditions de travail de plus en plus pénibles font encore office de privilégiés par rapport au 75% des travailleurs du secteur privé livrés à une concurrence féroce et dévastatrice avec en prime l'épée de Damoclès du chômage en permanence suspendue au-dessus de leurs têtes. Quand on vit l'angoisse au ventre, on ne pense pas tout à fait de la même manière, je peux vous le garantir pour en avoir fait l'expérience pendant de nombreuses années. Il faut rester lucide.

Aider les fonctionnaires à comprendre quelle place ils occupent dans le système capitaliste devrait être un devoir pour chaque militant, au lieu d'en faire le fond de commerce des bureaucrates syndicaux et des partis pour assurer leur existence.

**2-** Je n'ai pas encore digéré le dernier "*comment comprendre*" de Gluckstein à propos du plan de 750 milliards d'euros et du soutien qu'il a reçu du PS. (lire la causerie d'hier)

Incroyable, incroyable, vous avez dit incroyable, incroyable, le POI a trouvé le moyen d'écrire *incroyable* pas moins de 5 fois dans un communiqué qui tient en une page pour caractériser les 750 milliards d'euros que l'UE, la BCE et le FMI vont mettre à la disposition des spéculateurs, ainsi que les plans d'austérité annoncés dans la foulée par les gourvernements français, portugais et espagnol.

Le plus incroyable est ailleurs. Pourquoi serait-il incroyable que l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial dicte sa loi aux différents Etats ? Ne s'en sont-ils pas tous faits les complices, ne gèrent-il pas déjà la société depuis plus de deux décennies pour leur compte ? Qu'y aurait-il d'incroyable là-dedans ? Rien, tout est dans l'ordre des choses.

Par contre ce qui est incroyable c'est que l'on se contente de dénoncer une situation ou de la commenter pour ainsi dire, sans à aucun moment mettre en avant le programme du socialisme, sans avancer la moindre proposition en rupture avec le capitalisme, comme si finalement que l'on se mobilise ou non il faudrait faire avec, car c'est là le fond du problème auquel est confronté directement le mouvement ouvrier. Je ne parle même pas d'une issue politique ou de la remise en cause des institutions qui sont une fois de plus les garants de la politique (commune) menée par les différents gouvernements dits de droite ou de gauche. Bref on cherchera en vain une réponse politique qui ne se situe pas sur le terrain du capitalisme.

Ce matin j'ai visité les sites Internet du NPA, de LO et du PG, à des degrès près, ils tiennent tous le même discours : pas question d'axer le combat contre le gouvernement ou les institutions. Les uns veulent faire payer les riches, les autres réclament une meilleure répartition des richesses, d'autres évoquent la nationalisation des banques, sans doute à la manière de Mitterrand, pour le compte des capitalistes, puisque temps qu'on n'aura pas liquidé les institutions ils détiendront toujours le pouvoir, y compris par le biais de l'Etat qui n'aura pas changé de nature sociale.

Pour revenir encore une fois sur le PS.

Le PS a pour fonction d'attirer les couches de la petite-bourgeoisie, des classes moyennes et des intellectuels qui se sont détournées du ou des partis officiels du capital (UMP, Nouveau Centre ou Modem) ou qui par le milieu dans lequel elles se sont développées n'étaient pas traditionnellement portées à soutenir le capitalisme, c'est par exemple le cas dans le milieu enseignant, en leur proposant un programme qui leur accorderait un traitement avantageux ou des avantages particuliers, de façon à ce qu'elles ne soient pas tentées de rejoindre un parti ouvrier. Ainsi le PS est véritablement un parti contre-révolutionnaire. Détourner les couches de la petite-bourgeoisie du prolétariat au profit du capitalisme, c'est la raison d'être du PS.

De ce point de vue là, le PS ou son ancêtre dégénéré qu'était devenue la SFIO après le 4 août 1914 (ou déjà avant), ainsi que les autres parties de le IIe Internationale, sont coresponsables de la montée du nazisme et de l'extrêmisme de droite, Allemagne, Espagne, France, Chili, Argentine, Afrique du Sud, Etats-Unis, Amérique latine, etc. Ils sont responsables avec les staliniens des pires défaites (sanglantes) de l'histoire du prolétariat.

Dès lors, en quoi serait-il incroyable que le PS soutienne le plan qui vient d'être cococté à Bruxelles ou plutôt à Washington, pour soulager principalement ou en toile de fond la dette colossale de l'impérialisme américain qui risque à tout moment d'entraîner la dislocation du marché mondial ? Quelle en est la signification politique au regard de ce qui a été dit plus haut à propos des lacunes du communiqué du POI ?

Si j'en trouve le temps, demain je caractériserai plus précisément le PCF, en attendant, si ses satellites syndicaux se réclament des dirigeants qui ont marqué le stalinisme, ce n'est certainement pas pour des prunes ou en tirer la conclusion (un peu rapide) que le PCF aurait rompu avec son "*glorieux*" passé...

En procédant ainsi, le POI (et les partis cités précédemment) entretient les travailleurs et les militants dans l'illusion que le capitalisme pourrait avoir un autre visage, que le PS pourrait être autre chose que ce qu'il est, quant au combat ou la perspective du socialisme, ils passent à la trappe, vous savez pourquoi, parce que les travailleurs ne seraient pas prêts à entendre ce genre de discours ou à engager ce combat, entre nous, c'est le meilleur moyen pour qu'ils n'y soient jamais prêts, j'en veux pour preuve qu'on leur a tenu le même discours pendant plus d'un demi-siècle pour finalement aboutir à une situation où effectivement ils sont incapables dans leur grande majorité à se saisir du socialisme. Non seulement on récolte le fruit amer de nos erreurs mais on persiste à les reproduire indéfiniment à quelques variantes près j'ajouterai pour qu'on ne m'accuse pas de manquer de partialité.

Malgré ces critiques, j'invite toujours les militants à participer aux comités d'unité mis en place par le POI et des militants d'autres partis, avoir un désaccord ne signifie pas forcément avoir la haine contre un parti contrairement à ce que certains militants malintentionnés ou stupides pensent, il faut faire la part des choses, camarades. Vous devez bien admettre, si vous en avez les capacité théoriques ou si vous avez un minimum d'honnêteté intellectuelle, que parmi tous les partis qui se sont exprimés dernièrement sur les développements de la crise du capitalisme, c'est encore le POI qui a défendu des positions intransigeantes envers l'UE et le FMI, cela ne me coûte rien de le dire, mes intérêts ne sont pas distincts de ceux de la classe ouvrière et je m'y tiens.

Autre chose.

Pour ne pas alourdir cette causerie, je mettrai ma critique du IO n°95 sous forme d'article demain.

Un dernier mot puisque cela a un rapport avec le POI (CCI)

Je ne dispose pas de l'adresse électronique du Réseau Voltaire pour lui faire parvenir la lettre que j'ai mis en ligne hier dans le site, sur leur site on tombe sur un formulaire. Si je n'ai pas de réponse de T. Meyssan d'ici lundi, j'adresserai cette lettre à un autre site qui avait reproduit l'article de Meyssan, à charge ensuite à eux de lui en transmettre une copie.

**3-** A noter au cours des dernières élections en Allemagne.

L'abstention a été de 66% et le parti social-démocrate (SPD) a perdu 2, 6% des voix par rapport à 2005, son plus mauvais résultat depuis 1950. Les Verts ont fait 12% et gagnés 5, 9% depuis 2005. Die Linke a réalisé 5, 6%, gagnant 2, 5%.

On s'aperçoit ici que la situation politique en Allemagne ressemble à celle de la France au lendemain des élections régionales avec une forte abstention de la classe ouvrière.

**4-** Tout fout le camp.

Les retraités feront-ils payer Nicolas Sarkozy pour le faible niveau des pensions de retraites en 2012? Dans sa dernière enquête, "*La majorité face à l'enjeu des seniors*", l'institut Ifop examine la cote de popularité de Nicolas Sarkozy. Déjà en baisse auprès des Français est au plus bas ces derniers mois, elle est aussi mise à mal chez les seniors, composante déterminante de son électorat.

Selon deux sondages de l'Ifop, en mars et en avril, le niveau des pensions de retraites arrive au premier rang des motifs de mécontentement des personnes âgées.

Jérôme Fourquet Directeur Adjoint du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'institut, décrypte: "*(...) on voit également émerger des griefs spécifiques à cette tranche d'âge: de manière très significative le faible niveau des pensions et les déremboursements de médicaments et de soins.*"

Aux régionales, "*l'UMP a obtenu en moyenne 28,1 % dans les cantons les plus âgés de France contre seulement 22,2 % dans les cantons les plus jeunes. Et plus la population d'un canton est âgée et mieux l'UMP a maintenu ses positions par rapport à la présidentielle*", note Jérôme Fourquet. Il souligne encore que les personnes âgées, promptes à aller voter, seront un "*enjeu électoral crucial pour 2011 et 2012*". Pour illustrer son propos, il cite un extrait de la dernière Lettre de l'Opinion: "*à l'occasion des élections régionales de 2010, 70 % des 18-24 ans ont boudé les urnes contre seulement 28 % des plus de 60 ans*". (Lexpress.fr 13.05)

Dommage que les morts ne puissent pas voter, ils voteraient sans doute UMP !

Il y a 14 millions de retraités en France. 78% sont propriétaires de leur habitation. Plusieurs millions de retraités sont en état de survie avec moins de 800 euros de retraite par mois. Ils sont directement frappés par les mesures prises par le gouvernement contre la Sécurité sociale et la hausse des prix notamment. Leurs enfants et petits-enfants connaissent des difficultés grandissantes pour maintenir leur niveau de vie ou pour simplement s'insérer dans la société, personne n'est épargné par le chômage et la précarité de l'emploi.

De plus les anciens ont vécu les trois quart de leur existence dans une société moins inégalitaire et injuste qu'aujourd'hui, où leur travail et leur expérience était reconnu et synonyme de progression sociale, pas pour tous dans les mêmes proportions évidemment car il y a toujours eu des couches importantes du prolétariat laisser pour contre. S'ils ne sont plus directement concernés par ce qui se passe dans le milieu du travail, ils ne sont pas sourds aux multiples difficultés que rencontrent leurs familles pour simplement survivre également, ils leur viennent en aide même modestement quand ils le peuvent, si le gouvernement peut briser la solidarité entre les générations en remettant en cause le droit (collectif) à la retraite, il ne peut pas casser la solidarité qui s'exprime à l'intérieur des familles, le terrain sur lequel la réaction peut avoir une emprise a ses limites.

Les vieux sont plus disciplinés que les jeunes en général, ils ont appris à faire avec une société à la marche chaotique, ils sont résignés et n'espèrent plus de jours meilleurs de leur vivant après une vie passée allant de désillusions en désillusions. Ils souhaitaient un avenir meilleur à leurs enfants, mais ils doivent constater avec amertume que c'est l'inverse qui est en train de se produire. Au cours de leur vie ils ne se sont pas forcément mobilisés pour défendre les droits et acquis sociaux dont ils profitaient pourtant, ils se sont peut-être imaginés par facilité et surtout par ignorance qu'il en serait toujours ainsi et qu'il était impossible que la société régresse dans les proportions que l'on voit depuis ces dernières années.

Ils ont eu le droit à des gouvernements dits de droite ou de gauche qui leur ont fait beaucoup de promesses et qui à l'arrivée ont mis en oeuvre la même politique en faveur des classes dominantes. La plupart d'entre eux considèrent que voter est un acquis politique qu'ils doivent honorer, même s'ils votent dorénavant sans illusion et davantage par dépit, pour remplir leur devoir civique comme ils disent souvent. Ayant vécu toute leur vie dans la subordination au capitalisme et ses institutions politiques, ils sont les premiers a estimé le pouvoir sorti des urnes comme légitime, de la même manière qu'ils sont attachés à l'ordre qu'incarne les partis institutionnels pour lesquels ils votent en masse.

Ils sont particulièrement réceptifs à la violence qu'engendre l'Etat et qui s'étale à la Une des médias quotidiennement. Ils la condamnent la plupart du temps sans trop réfléchir, on pourrait même dire aveuglément, car en vieillissant on s'affaiblit physiquement, on est plus vulnérable, du coup toute violence leur paraît insupportable et ils s'identifient facilement à ses victimes, ils sont donc tentés de soutenir toutes les mesures liberticides ou répressives prises par le gouvernement au nom du maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

Quand on a passé toute sa vie dans un état d'ignorance ou d'inconscience politique sans jamais réussir à comprendre ce qui se passait vraiment dans la société, il est plus difficile encore de rompre avec les dernières illusions qui nous habitent et auxquelles nous nous accrochons pour ne pas couler avant d'avoir rejoint l'autre rive au terme de ce dernier voyage. Il est très difficile de se défaire de convictions reposant sur des bases erronées qui ont nourrit et accompagné toute notre existence, ce n'est pas au terme de ce long périple qu'on va tout remettre en cause, il est trop tard ou on n'en a pas la force, on n'en a plus forcément les moyens intellectuels non plus. Ce qu'on appelle l'amour propre ou la dignité n'est pas toujours placée au bon endroit, s'il n'est pas trop tard pour reconnaître ses erreurs, on préfère considérer qu'il est dorénavant trop tard pour essayer de les corriger, et puis comment reconnaître au terme d'une vie qui touche à sa fin que l'on a toujours vécu dans l'ignorance ou l'erreur, cette idée est insoutenable, du coup il n'est pas rare d'entendre des vieux affirmer que si c'était à refaire ils referaient la même chose, ce qui peut paraître grotesque au premier abord ou le comble de la bêtise humaine, c'est en réalité sa principale faiblesse.

Peu nombreux sont ceux qui croient encore en quelque chose à l'issue de leur vie, encore moins dans la religion qui a accouché d'un monstre entraînant l'humanité dans la barbarie. La société qui a enchaîné les travailleurs au capitalisme et voué leur sort à sa décomposition, leur a fait miroiter que le bonheur consistait principalement à consommer et accumuler des biens matériels sans jamais leur permettre de comprendre qu'ils entretenaient ainsi jour après jour les chaînes qui les maintenaient solidement en esclavage, car leur existence n'a jamais été telle qu'ils auraient souhaité qu'elle soit. Ils ont acquis le sentiment qu'en échange de leur travail ils possèdaient quelque chose, des biens matériels auxquels ils allaient être de plus en plus attachés au point de ne plus pouvoir s'en passer comme s'ils faisaient partie d'eux-mêmes, jusqu'à craindre la mort qui les en séparerait oubliant au passage qu'ils n'étaient pas nés avec.

Le refus d'envisager de mourir s'apparente au refus de se séparer de quelque chose qui n'a plus aucune utilité parce qu'il est usé, c'est un dernier affront à la conscience humaine, c'est aussi la manifestation d'une frustration dont l'origine demeurera éternellement hors de notre portée et que par conséquence nous n'arrivons pas à assumer. Un vieux se tourne volontiers davantage vers le passé par nostalgie que vers le futur qui se déroulera sans lui. Quant au présent, on l'a suffisamment évoqué plus haut.

Bon week-end à tous.

**Quelques infos en bref**

**EAK, suite.**

Les salariés de l'entreprise EAK, un équipementier automobile de Valentigney (Doubs), ont libéré jeudi vers 01H30 les trois cadres dirigeants séquestrés depuis une trentaine d'heures, annonce la préfecture du Doubs. Lire la suite l'article

Les négociations sur le montant des primes supralégales de licenciement reprendront vendredi sur le site en présence de l'inspecteur du travail, a-t-on appris de même source. (Reuters 13.05)

**Allemagne.**

**1-** Au cours d'un entretien diffusé jeudi soir sur la chaîne de télévision allemande, ZDF, le président du directoire de Deutsche Bank, Josef Ackermann, qui a coordonné les initiatives du secteur privé allemand en vue d'aider la Grèce, a remis en cause la capacité de la Grèce à rembourser sa dette.

«Pour ce qui est de savoir si la Grèce est à l'heure actuelle réellement en mesure de fournir l'effort nécessaire, j'ai des doutes», a-t-il déclaré, ajoutant qu'il s'agissait là «d'efforts incroyables». Il a ajouté que si la Grèce venait à s'effondrer, il y aurait une contagion à d'autres pays. «*Cela pourrait se traduire par une sorte d'effondrement*». (lefigaro.fr 13.05)

**2-** "*La crise de l'avenir de l'euro n'est pas une crise comme une autre, il s'agit du test le plus difficile passé par l'Europe depuis 1990 si ce n'est depuis 35 ans*", a dit Angela Merkel dans un discours retransmis par la chaîne WDR.

Le chef du gouvernement allemand a en outre jugé qu'à terme, l'ensemble des pays européens adopteraient la monnaie unique. (Reuters 13.05)

**Portugal**

Les nouvelles mesures de rigueur annoncées par le Premier ministre portugais José Socrates se traduisent par une hausse généralisée des impôts et une baisse de certaines dépenses.

Le gouvernement va ainsi augmenter toutes les catégories de TVA d'un point - à 21% pour le taux normal - et réduire de 5% les salaires des responsables politiques et des gestionnaires d'entreprises publiques.

Une surtaxe extraordinaire, de 1 ou 1,5% selon le niveau de revenu, frappera les salaires, tandis que l'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises supérieurs à 2 millions d'euros passera de 25 à 27,5%.

Elles doivent encore être soumises au parlement, où le gouvernement socialiste de José Socrates est minoritaire.

José Socrates s'est entretenu jeudi matin avec le chef de l'opposition (PSD, centre-droit), Pedro Passos Coelho, qui s'était dit prêt à collaborer avec le gouvernement, pour s'accorder sur ces nouvelles mesures. (libération.fr et AFP 13.05)

**Etats-Unis. Pas question de renoncer à notre place de première puissance économique mondiale.**

Pour l'instant, les investisseurs plébiscitent la dette américaine aux dépens d'autres émetteurs souverains jugés moins sûrs. Mais, si le marché arrive à la conclusion que l'endettement des Etats-Unis n'est plus soutenable, la première puissance mondiale pourrait alors se retrouver prise au piège comme l'Espagne ou la Grèce.

"*Nous savons que nous avons d'importants problèmes budgétaires*", concède Douglas Holtz-Eakin, qui a été économiste dans le gouvernement de George W. Bush. "*Je pense que l'idée est en train de s'imposer que quelque chose doit se produire. Je ne vois pas de volonté réelle pour que cela se fasse cette année*".

La Maison blanche a conscience du danger. Le directeur du budget, Peter Orszag, a déclaré mercredi que les difficultés de l'Europe montraient la nécessité pour les Etats-Unis de remettre de l'ordre dans leurs finances publiques au plus tôt.

"*Nous voulons nous assurer que nous ne serons jamais confrontés aux choix que la Grèce doit faire en ce moment*", a-t-il dit dans une interview à Reuters Insider.

Les Etats-Unis, qui bénéficient de leur statut de première puissance économique mondiale et du rôle de valeur refuge du dollar, ont plus de marges de manoeuvre que la Grèce.

Mais il ne faut pas écarter un scénario cauchemar dans lequel les taux d'emprunts augmenteraient pour les Etats-Unis et où le gouvernement serait contraint de réduire ses dépenses alors que la croissance est encore molle.

Pour l'instant, la fuite des investisseurs vers la dette américaine profite aux Etats-Unis en maintenant leurs taux bas. Mais l'humeur des marchés pourrait changer brutalement, met en garde Douglas Holtz-Eakin, qui conseille les parlementaires sur des dossiers économiques et budgétaires.

Pour Allen Sinai, économiste en chef à Decision Economics, le pays va devoir assumer le lourd héritage des mesures monétaires et budgétaires massives mises en oeuvre par les autorités pour lutter contre la récession.

Même si elles étaient nécessaires, elles n'ont pas réussi à stopper le recul de l'activité et le chômage, qui approche aujourd'hui les 10%, constitue une poudrière, estime l'analyste qui reconnaît toutefois que les options du gouvernement sont limitées.

"*La politique budgétaire sera contrainte par le problème de dette souveraine américain : des déficits budgétaires records et un rapport dette publique-produit intérieur brut qui créent les conditions d'une crise de la dette souveraine*", dit-il.

Plusieurs analystes estiment cependant que les pouvoirs publics devront se concentrer sur le redressement de l'activité avant de penser aux déficits.

"*Mettre en oeuvre d'importantes réductions des dépenses dans les années à venir est déconseillé car cela entravera les efforts pour redresser une économie fragile*", explique James Horney, spécialiste de la politique fiscale au Center on Budget and Policy Priorities. (Reuters 13.05)

Vous n'avez pas l'impression après avoir lu ces lignes, que les 750 milliards d'euros sont plutôt destinés à éviter la faillite de l'empire américain ou à le soulager temporairement, car une bonne partie va atterrir dans les caisses des banquiers américains ? (A suivre)

**Etats-Unis. Pas de crise quand il s'agit de soutenir militairement l'Etat sioniste.**

L'administration Obama demande au Congrès américain d'approuver une enveloppe de 205 millions de dollars (165 millions d'euros) pour aider Israël à déployer son bouclier anti-roquettes baptisé "*Dôme de fer*", a annoncé jeudi la Maison Blanche. (AP 13.05)

**ONU. Laboratoire et suppôt de la barbarie.**

La Libye a été élue, jeudi 13 mai, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU par 155 voix sur 192. (Lemonde.fr 13.05)

---

**Le 15 mai**

Comment raisonne un patron ?

Si je suis lourdement endetté, théoriquement je ne peux plus emprunter, sauf à un taux d'intérêt proche de l'usure que je ne pourrai jamais rembourser, donc je ne peux plus investir, et si j'y parvenais une fois régler mes dettes il ne me resterait plus de profits donc impossible d'investir à nouveau, je devrais une nouvelle fois recourir à un emprunt et ainsi de suite, à condition que mon banquier soit d'accord, et si au contraire je décidais de ne pas régler ma dette mon banquier fermerait les robinets et ce serait la faillite immédiate.

Pour m'en sortir il faudrait que j'augmente mes profits, mais le marché est morose ou déjà saturé, je pourrais bien tenter quand même de produire plus pour m'y retrouver sur la quantité mais les prix ont tendance à baisser, il ne me reste plus qu'une solution, il faudrait que je gagne en compétitivité sur mes concurrents, donc en productivité, je peux compter sur des exonérations de cotisations sociales de la part de l'Etat, mais ce ne sera pas suffisant, il ne me reste plus alors qu'à rogner sur mes dépenses, mais comme je ne suis maître ni du marché des matières premières ni des tarifs des services que je paie pour faire fonctionner mon entreprise, il ne me reste plus comme solution que de faire bosser davantage mes ouvriers sans les augmenter ou de leur supprimer les avantages sociaux que je leur avais accordés précédemment, tout en licenciant une partie d'entre eux.

Quand opportunisme et populisme font bon ménage.

Au fait, ne croyez pas aveuglément ce que vous lisez. Lorsque Wall Street a plongé jeudi dernier de 1.000 points (9%), tout d'abord cela n'a pas pris "quelques heures" mais seulement 30 minutes, ensuite, contrairement à ce qui est écrit page 16 du IO n°97 "*Si les circonstances entourant cette chute vertigineuse restent floues, son origine est parfaitement claire*", en réalité, c'est un trader qui s'est trompé de bouton et qui au lieu d'appuyer sur celui de million a appuyé sur celui de milliard indiquait quelques jours plus tard une dépêche de l'agence Reuters. Tout le monde peut se tromper !

Comme j'étais certain que les supporters du Labour Party s'empresseraient de faire tout un plat de la défaite de ce parti aux dernières élections, j'en avais averti ironiquement les militants il y a quelques jours déjà. Ca n'a pas loupé, le POI s'est empressé de titrer (IO n°97 page 12) : "*La Grande-Bretagne plongée dans une crise politique sans précédent*. Tout militant de base un peu informé de la situation en Grande-Bretagne à la veille de ces élections, je ne parle même pas des dirigeants, savaient d'avance qu'elles annonçaient une cuisante défaite pour le parti de G. Brown et que les partis partis conservateur et libéraux seraient amenés à former le prochain gouvernement.

Dès le lendemain des résultats les tractations entre les deux partis ont commencé. Les médias ont fait leur choux gras de leurs désaccords qui portaient pour l'essentiel sur la répartition des postes ministériels et la réforme du mode de scrutin, les libéraux ayant obtenu 23% des voix pour seulement 9% d'élus s'estimaient lésés. C'est tout ? Oui c'est tout, pas de quoi en faire un plat, si cela vous intéresse je dispose d'une dizaine d'articles qui le prouve. Voilà à quoi s'est réduite cette "*crise politique sans précédent*".

J'allais oublier de vous dire la meilleure. Dans la présentation de l'article que consacre *Informations ouvrières* à cet événement extraordinaire, ils ont écrit :"*Toute la presse parle d'une « crise politique sans précédent »*". Voilà à quel niveau ce journal et ce parti sont tombés, on en a envie de dire avec regrets. Et je n'ai pas épluché chaque article.

Vous voulez une explication à cet opportunisme débridé, je laisse la parole à J.-P. Barrois (CCI-POI) qui a signé cet article, il s'appitoie sur le sort de ce parti pourri, le Labour Party :

"*On comprend que, dans ces conditions, le Labour Party n'ait pu, électoralement, rassembler autour de lui les voix des masses populaires contre les conservateurs. Mais ceux-ci, pour autant, ne sont pas sortis vainqueurs.*" ou l'art de parler pour ne rien dire ! Tout va bien alors, nous voilà rassurés, camarades, l'honneur du Labour Party est sauf, pas forcément celui de ceux qui le soutiennent. Il est vrai que la vie est tellement belle, tellement meilleure pour les petits-bourgeois quand les partis social-démocrates sont au pouvoir. Vous avez là en substance les intentions et la politique des dirigeants du POI, de son courant ("*trotskiste*") communiste internationaliste, si, si, ne vous marrez pas c'est très grave camarades et je ne plaisante pas malheureusement, quel gâchis !

**Retraites.**

Le ministre du Travail Eric Woerth doit adresser aux partenaires sociaux un premier "*document d'orientation*" sur la réforme des retraites, dimanche dans la soirée, a-t-on appris vendredi auprès de son cabinet. Le texte devrait dévoiler quelques grands "*principes*" arrêtés, sans

toutefois révéler précisément les intentions du gouvernement.

"*Il y aura une vingtaine de points avec les principes sur lesquels le gouvernement veut s'engager dans la réforme des retraites. Ce document fermera des portes et en ouvrira d'autres, avant la poursuite de la concertation*", expliquait-on vendredi au cabinet de M. Woerth. Le ministre recevra à nouveau les syndicats pour des rencontres bilatérales mardi.

Le document ne comportera toutefois aucune décision du gouvernement concernant l'âge légal de départ à la retraite ou la durée de cotisation, précisait-on de même source. (AP 14.05)

Traduction avant même d'avoir connaissance de ce document : la porte sera fermée au maintien de l'âge légal de départ à la retraite et de la durée de cotisation, par contre, elle restera ouverte à son report et son augmentation. Secret de polichinelle !

**Vigimark Surveillance, suite.**

La patronne de Vigimark Surveillance, société située à Meulan dans les Yvelines qui devrait être prochainement liquidée, a été libérée jeudi en début de soirée par les salariés qui la retenaient depuis la veille.

Une nouvelle réunion est prévue lundi avec l'administrateur judiciaire, le liquidateur, le sous-préfet et un représentant de l'inspection du travail, selon la CFDT.

«*La CFDT a donné comme mot d'ordre de libérer la directrice et de poursuivre la mobilisation lundi*», a dit à l'AFP un délégué. En cas d'échec, «on repartira dans le conflit», a-t-il précisé. «*D'autres actions seront prévues si rien ne ressort de la réunion lundi*», a aussi dit à l'AFP un représentant de FO.

«*Cent quatre-vingts personnes risquent d'être licenciées avec le minimum d'indemnités. Les salariés repris par d'autres prestataires vont avoir des baisses de salaires. Tout ça, la direction n'en a rien à faire*», avait alors déclaré à l'AFP un délégué.

Les syndicats CGT, CFDT, UNSA et FO réclament notamment une indemnité de départ de 1.000 euros par année d'ancienneté.

«*L'entreprise n'a aucun moyen financier étant donné que nous sommes en liquidation*», a fait valoir Valérie Figiel.

Vigimark Surveillance, qui avait perdu en 2009 des marchés de la SNCF, doit être liquidée le 20 mai. (20minutes.fr 14.05)

**La Bourse ou la vie.**

A Paris, le CAC 40 a perdu 4,59%.

L'indice MSCI monde a perdu 2,6% tandis que le FTSEurofirst 300 perdait 3,4%. La Bourse de Madrid a fini en repli de 6,64%, celle de Milan de 5,26% et celle d'Athènes de 3,4%.

A Wall Street, le Dow Jones perd 1,51%, le Nasdaq cède 1,98%.

L'euro est tombé à 1,2358 dollar en cours de séance.

Crédit agricole, Deutsche Bank et UBS, qui font l'objet d'une ou plusieurs enquêtes aux Etats-Unis, ont perdu respectivement 6,43%, 4,15% et 4,67%.

Aux Etats-Unis, les valeurs financières perdaient en moyenne 2,8% à la mi-journée.

Alors que les marchés broyaient du noir en fin d'après-midi et doutaient de la promesse de la Banque centrale européenne de procéder à des rachats de dette souveraine de pays fragiles pour éviter des attaques spéculatives, une source monétaire italienne a déclaré que les banques centrales européennes continuaient bien d'acheter la dette souveraine de pays de la zone euro.

Dans ce climat de défiance, l'écart de rendement entre les Bunds allemands de référence et les emprunts d'Etat émis par les pays dits "périphériques" de la zone euro s'est creusé, ce qui a fait monter le coût de protection de leur dette souveraine contre un défaut.

"*Clairement, l'action sur l'euro reflète le fait qu'au moins les investisseurs en devises ne pensent pas que le plan de renflouage et les mesures d'austérité soient suffisantes*", a estimé Uri Landesman, président de Platinum Partners à New York. "*L'euro entraîne le marché à la baisse*". (Reuters et AP 14.05)

Car faut-il encore que les différents gouvernements de l'UE soient en mesure d'imposer au prolétariat ces mesures d'austérité sans qu'elles se traduisent par des mobilisations sociales et débouchent sur des crises politiques qui sont toujours négatives sur le climat des affaires et les affaires elles-mêmes, CQFC.

Les agences de notation et les spéculateurs ou banquiers sont les mêmes, voilà comment ils procèdent :

1- ils émettent un doute sur la dette souveraine d'un Etat,

2- automatiquement les taux d'intérêts liés à cette dette augmente,

3- la différence entre les taux précédents et les nouveaux taux à la hausse tombent dans leur poche sans même à avoir à bouger le petit doigt, et les sommes se chiffrent en milliards d'euros ou dollars.

C'est comme si je vous prêtais aujourd'hui 10 euros à 3% à condition que vous me les rendiez dans un mois, et que le lendemain vous veniez m'emprunter à nouveau 10 euros, en prenant n'importe quel prétexte, j'estime que votre situation présente un risque accru que vous ne pourrez pas me rembourser à l'échéance convenue et je décide de vous faire payer 5% d'intérêt au lieu de 3 la veille. Vous êtes pris à la gorge, vous acceptez, vous n'avez pas le choix, personne d'autre que moi acceptera de vous prêter de l'argent dans votre situation et je le sais, donc j'en profite.

La BCE, en rachetant les dettes souveraines des Etats, fournit ainsi une garantie aux spéculateurs qu'ils seront bien payés. Dès lors, pourquoi les banquiers devraient-ils s'inquiéter et ne pas continuer à pressuriser les Etats pour qu'ils s'attaquent directement au prolétariat et continuent de liquider les services publics ?

Ce n'est pas seulement l'euro qui baisse, mais aussi le dollar et la livre, parce qu'au-delà de la zone euro, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont également endettés jusqu'aux dents et aucun de ces pays n'est en mesure de dégager des profits comparables à ceux des pays dits émergents, dont les marchés sont dans l'incapacité d'absorber les marchandises produites en Europe ou dans ces pays-là... Il y a crise de surproduction également, surproduction de marchandises mais aussi de capitaux incapables de trouver des placements leur assurant de nouveaux profits en dehors justement de la spéculation.

Les milliers de milliards de dollars de profits que l'industrie financière a détourné de la production au cours des dernières décennies, du fait qu'ils n'ont pas été réinvestis pour développer le marché mondial ou sur une trop faible échelle, l'écart n'a cessé de se creuser entre les besoins de la population qui n'a cessé de croître dans le monde et les capitaux accumulés par une minorité, au point de réduire à la misère ou à la mendicité des milliards d'hommes, femmes et enfants, ces milliards de travailleurs et leurs familles étant exclus du marché au point que les capitalistes sont placés dans l'obligation de les nourrir sans rien produire en échange, alors que c'est l'inverse qui devrait se produire, ce sont les capitalistes qui devraient vivre de l'exploitation de ces travailleurs. (A suivre)

**Le diktat du FMI ou des prédateurs de l'industrie financière**

Une tâche herculéenne attend les pays économiquement les plus avancés s'ils veulent ramener leur endettement à leur niveau d'avant la crise, mais leur incapacité à y parvenir se traduirait par une hausse de leurs coûts de financement et pèserait sur leur croissance, avertit le Fonds monétaire international (FMI).

Dominique Strauss-Kahn souligne qu'au sein du G7, le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut (PIB) est en passe de dépasser les niveaux observés après la Seconde Guerre mondiale.

Tout en soulignant l'impact prévisible du vieillissement de la population sur les finances publiques des économies avancées au cours des années à venir, le rapport estime que relever l'âge de départ en retraite contribuerait à assainir les finances publiques sans peser sur la croissance économique.

Il suggère aussi d'améliorer la collecte de la TVA dans les pays qui en sont dotés et d'instaurer une taxe sur la valeur ajoutée là où elle est encore absente, comme aux Etats-Unis.

Parmi les autres possibilités évoquées par le rapport figurent une augmentation de la fiscalité de l'alcool, du tabac et des carburants, l'adoption d'une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et le relèvement des taxes sur l'immobilier. (Reuters 14.05)

Le PS aurait-il un autre programme ?

**Russie.**

La Russie doit rapidement réorienter ses exportations pour trouver une autre destination que l'Europe dont la croissance est trop faible, a estimé vendredi la ministre de l'Economie, Elvira Nabioullina.

La crise a renforcé le rôle des marchés émergents tels que le Brésil, l'Inde et la Chine comme nouveaux centres mondiaux de la croissance, a déclaré Elvira Nabioullina lors d'une manifestation qui réunissait les ministères des Finances et de l'Economie.

Les pays de l'Union européenne ont représenté 57% des exportations russes en 2008, selon le Service fédéral des statistiques.

Mais, compte tenu de l'importante des ressources naturelles en Russie, les analystes soulignent qu'une réorientation sera difficile.

Les ressources minières, hydrocarbures compris, ont représenté près de 70% des exportations russes en 2008 et les métaux et les biens liés 13%, selon les statistiques officielles.

L'économie russe a connu une croissance de 2,9% au premier trimestre, soit sa première croissance annuelle depuis l'automne 2008. Le ministre des Finances Alexeï Koudrine a estimé que le déficit russe représenterait 5,2% à 5,4% du produit intérieur brut cette année. (Reuters 14.05)

**Russie.**

La police russe a dispersé violemment samedi une manifestation de mineurs qui exigeaient une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail suite à la catastrophe de la mine de charbon de Raspadskaïa (Sibérie) qui a fait 66 morts, selon une information d'une radio russe. (AP 14.05)

**Kirghizistan.**

Les tensions se sont accrues vendredi dans le sud du Kirghizistan, où des affrontements ont opposé des centaines de partisans du gouvernement par intérim à ceux du président déchu Kourmanbek Bakiev pour le contrôle de bâtiments officiels. Au moins une personne a été tuée et plus de 60 autres ont été blessées dans ces violences, les plus graves depuis le renversement du régime en avril, selon les autorités.

A Jalal-Abad, centre administratif d'une province du sud-ouest, des manifestants des deux camps ont échangé des coups de feu, jeté des pierres et se sont affrontés à coups de bâtons sur une place devant le bâtiment des autorités régionales.

Plusieurs centaines de manifestants pro-Bakiev, certains armés de fusils automatiques, s'étaient retranchés dans le bâtiment public au cours de la nuit après s'en être emparés jeudi soir. Des partisans du gouvernement intérimaire les en ont délogés vendredi après plusieurs heures de confrontation tendue. (AP 14.05)

**Etats-Unis. Psychose.**

En alerte depuis la tentative d'attentat de Times Square, la police new-yorkaise a inspecté jeudi soir un véhicule suspect près de Union Square. Elle a retiré deux bonbonnes de gaz, mais n'a trouvé aucun élément suspect.

Les enquêteurs ont retrouvé le propriétaire de la voiture qui leur a expliqué avoir des bonbonnes dans son véhicule car il tond des pelouses pour sa famille. Il s'était garé dans le secteur car il assistait à un concert à proximité, selon la police.

Le porte-parole de la police Paul Browne a confirmé qu'aucun élément suspect n'avait été trouvé et que la zone serait probablement rouverte. (AP 14.05)

Délirant, non ? Ce n'était pas des bonbonnes de gaz mais des jerricans contenant de l'essence (infos hier soir sur TV5Monde Asie). Quand la CIA n'est pas dans le coup, ils s'affolent !

**Brésil.**

Les ouvriers de Renault au Brésil ont débrayé vendredi, exigeant une participation aux bénéfices plus élevée.

D'après le syndicat des ouvriers automobiles, la grève des quelque 3.500 ouvriers paralyse la production.

La direction a proposé un intéressement aux bénéfices de 7.500 reals (3.400 euros) par employé, rapporte le syndicat, qui réclame 9.000 reals (4.100 euros). (AP 14.05)

**Afghanistan.**

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté vendredi dans la province de Nangahar, dans l'est de l'Afghanistan, pour dénoncer la mort de civils dans une opération menée selon elles par l'OTAN dans la nuit. L'Alliance atlantique a pour sa part affirmé que huit insurgés avaient été tués dans l'attaque.

Plus de 500 personnes sont descendues dans les rues de Surkh Rod pour protester contre l'offensive, affirmant qu'au moins neuf civils avaient été tués. Un père et ses quatre fils, ainsi que quatre membres d'une autre famille ont péri, a précisé Mohammed Arish, un administrateur gouvernemental de la ville. "*Ce sont des fermiers. Ils sont innocents. Ce ne sont pas des insurgés ou des militants*", a-t-il affirmé par téléphone à l'Associated Press.

Les manifestants ont bloqué des routes et jeté des pierres vers un édifice gouvernemental. Ils voulaient se rendre vers la capitale de la province, Jalalabad, mais en ont été empêchés par la police. Au moins trois personnes ont été blessées lors d'affrontements avec les forces de l'ordre, selon les services du gouverneur de Nangahar. Les corps de plusieurs victimes ont été exposés pendant la manifestation, tandis qu'un drapeau américain était brûlé. (AP 14.05)

**Thaïlande. Répression sanglante.**

Les affrontements dans le centre de Bangkok entre l'armée thaïlandaise et les "chemises rouges" ont fait sept morts et 101 blessés vendredi, a-t-on appris auprès du centre médical Erawan.

Les affrontements qui ont éclaté en début de journée lorsque des manifestants ont tenté d'empêcher la progression des soldats venus les déloger de leur campement fortifié qu'ils occupent depuis plus de cinq semaines, se poursuivaient dans la nuit.

Au total, huit personnes sont mortes depuis le début des troubles jeudi soir, qui ont fait en outre 112 blessés. (Reuters 14.05)

Avant-hier soir j'étais convaincu que la situation allait se transformer en bain de sang. Est-ce que l'on peut dire pour autant qu'il règne un climat de guerre civile en Thaïlande dans la mesure où apparemment l'immense masse des paysans et des ouvriers n'est pas engagé dans ce combat contre le gouvernement ?

---

**Le 16 mai**

J'ai passé un moment sur le serveur du site à explorer les renseignements fournis par le logiciel qui gère les statistiques, principalement la page erreur ou 404.

De nombreux documents ont été définitivement perdus lorsque mon disque dur a brûlé au début de l'année, notamment dans la rubrique économie. Je viens d'avoir une idée pour ceux qui voulaient télécharger un article de cette rubrique et qui ne l'ont pas trouvé : dans le moteur de recherche Google vous tapez le titre de l'article en question et vous devriez le trouver.

Vous vous souvenez peut-être que j'avais commis l'imprudence de ne rien sauvegarder sur un CD-ROM. J'ai modifié des liens dans la rubrique marxisme, tous les fichiers sont désormais disponibles au format pdf, donc si vous tombez sur des liens qui se terminent par .htm, remplassez-les par .pdf, je donne cette précison car certains fichiers étaient accessibles à partir de différentes pages et je ne suis pas sûr d'avoir corriger tous les liens. Je n'ai pas le temps de reformater tous les autres fichiers au format pdf et de modifier chaque adresse dans le site, notamment dans la rubrique tribune libre ou dans le dossier intitulé service.

Je rappelle aux camarades que je ne me connecte jamais sur le site pour vérifier si telle ou telle lien fonctionne correctement ou non, je n'ai franchement pas le temps. Je suis comme vous pris par d'autres tâches quotidiennement et les journées ne comportent que 24h, même en se levant à l'aube.

Je viens d'apprendre en regardant le journal de 20h30 sur TV5Monde Asie que la situation avait dégénéré en bain de sang en Thaïlande avec au moins une vingtaine de morts parmi les manisfestants qui réclament la démission du Premier ministre. De toutes manières en Thaïlande comme pratiquement dans tous les pays, la situation actuelle conduit à une impasse politique en l'absence de partis révolutionnaires. C'est ce qui finalement caractérise la situation, l'absence cruelle d'une direction révolutionnaire des masses laborieuses et d'une Internationale. Elle est en grande partie déterminée par l'incapacité des intellectuels de rompre avec le capitalisme et par l'impuissance de nos dirigeants d'inverser cette tendance. Comme quoi il ne faut pas cracher sur les intellectuels ce qui ne nous interdit pas de critiquer leur attitude complaisante envers le régime.

Il y en a parmi nous qui confondent polémiques, critiques, dénonciations ou combats contre des positions que l'on estime opportunistes, avec la haine ou l'expression d'un rejet, une excommunication ou je ne sais quoi encore. Quand on met face à face deux positions avec les arguments qui vont avec, qu'on les compare et les analyse en fonction des faits et parfois des déclarations, en quoi commettrions-nous un crime ? Faudrait-il se taire et laisser chacun faire sa petite affaire dans son coin ? Elle est où l'unité là-dedans ? Les donneurs de leçons en

la matière sont souvent les plus dogmatiques et les plus éclectiques pour couvrir leur sectarisme. On préfère parler de démocratie que de dictature du prolétariat pendant que la dictature du capital nous écrase. Vous voulez adhérer à ce discours anesthésiant ou rétrograde pour ne pas dire réactionnaire ?

Une importante manifestation a eu lieu hier à Madrid en Espagne en soutien au juge Garzon qui a été démis de ses fonctions par une institution héritée du franquisme et que les social-démocrates n'ont pas abolie. Cela montre encore une fois que lorsqu'on ne commence pas par abolir les institutions, tout continue comme avant. On a aussi l'expérience du Chili d'Allende, encore un social-démocrate qui n'a pas voulu armer le peuple contre le coup d'Etat en préparation du général Pinochet et de la CIA, on connaît la suite. Voyez où en est Evo Morales en Bolivie avec ses histoires de poulets aux hormones qui vous rendrait homosexuel ou d'OGM qui vous condamnerait à devenir chauve prématurément.

Au fait, très important, avant-hier aux infos sur TVMonde Asie, ils ont montré des manifestations monstres à travers la Bolivie contre le gouvernement de Morales qui aurait beaucoup promis et peu tenu, tiens donc, la grève générale durait depuis 4 jours déjà. Je n'ai vu aucune dépêche de presse sur ce sujet, c'est le black out, on coupe, les ouvriers et le corps enseignant sont à la pointe du combat pour des augmentations de salaire notamment a dit le journaliste. Chavez de son côté doit faire face à une inflation de 30% depuis le début de l'année, de quoi mécontenter le peuple qui est toujours plus proche de la misère que de la prospérité tant promise encore une fois par un président qui s'en réclame.

A ce compte là, on finit par ne plus croire personne, en qui pourrait-on avoir encore confiance quand on s'est fait avoir de tous les côtés pour ne pas être vulgaire sont en droit de se demander les travailleurs. Comment reconnaître parmi tous les discours politiques que l'on entend celui qui va nous guider sur le bon chemin ou qui propose quelque chose de concret auquel on peu adhérer ou non ? Il y a un problème de maturité qui n'a pas été réglé. Les intellectuels ne se remettent pas en question, je veux parler des théories qu'ils défendent. Regardez dans le mouvement ouvrier, il est extrêmement difficile d'avoir des relations suivies avec un autre militant ou plusieurs. Pense-t-on vraiment qu'en évitant la confrontation des idées on avancera plus vite, en admettant que l'on puisse avancer en employant un tel procédé ?

Contrairement à eux, comme je porte un regard critique sur tout ce que je fais, il m'arrive rarement d'être vraiment satisfait de moi-même ou de ma production, je suis encore plus sévère envers moi qu'envers les autres, je ne me livre pas encore à des mortifications rassurez-vous. Cela pour dire que s'il fallait être intolérant, ce devrait être envers nous-même, où on ne laisse rien passer, la proximité du fait que je suis le sujet et l'objet se traduit par une sentence immédiate, sauf dans les cas de démence, on sait parfaitement ce que l'on fait, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on le traduit correctement ou plutôt qu'on est capable de discerner les facteurs principaux des principes secondaires qui déterminent la situation, car un fait, un geste ou un acte doit être analysé en prenant compte d'un certain nombre de facteurs, à nous de trouver lesquels, ensuite on a une vue d'ensemble de la situation, on y voit plus clair, on peut enfin accéder à la compréhension de chacun de nos faits, gestes ou actes... Ce qui est valable à titre individuel l'est également pour comprendre l'évolution de la situation, on ne prend pas en compte des faits isolés mais on les considère dans leurs rapports réciproques en essayant de déterminer dans quelle direction ils vont se développer...

Je vais vous avouer un truc, vous savez pourquoi j'ai le temps d'écrire ce soir ? Parce que je ne voulais pas voir Onfray à la télé pour la troisième fois en huit jours, il me donne la nausée ce mec-là. Pour condamner la psychanalyse il épluche la vie de Freud, fouille dans les poubelles, et le voilà propulser sur le devant de la scène par les tenants de la pensée unique et invité par tous les médias. Il fait de la pub pour ses bouquins, c'est un vulgaire boutiquier, il appartient à la même famille qu'Attali, membre du PS et banquier, quand il n'est pas au service personnel de La Talonnette. On est samedi soir alors on se détend. Sans le faire exprès je lui ai collé une particule, de la Talonnette, cela va le réhausser, il prend soudain de la grandeur, le voilà qui s'envol et à court de carburant finit par s'écraser lamentablement... pour le plus grand soulagement de la plèbe qui applaudit à l'exploit. Voilà ce qui arrive à vouloir travailler plus pour gagner plus ! Gagner plus suffit, demandez aux banquiers ce qu'ils en pensent, ils ont une vie vraiment harassante !

Leur cauchemar, je l'ai vu ce soir aux infos, le peuple grec était encore dans la rue hier pour manifester contre le plan d'austérité imposé par son gouvernement, l'UE et le FMI. A ce propos, qui a mis au point (et signé ?) cet accord scélérat contre le prolétariat européen, la Commission européenne ou le FMI ? Raté, les chefs d'Etat directement, chacun a encore en mémoire les réunions entre Sarkozy et Merkel, Sarkozy et Berlusconi ou encore Zapatéro. Trichet a essayé de démentir le fait que la BCE se serait pliée aux injonctions des chefs d'Etat, mais il s'y est pris maladroitement en disant "C'est absurde. Nous prenons nos décisions dans une indépendance totale et nous nous sommes élevés à maintes reprises contre les chefs de gouvernement.", s'il reconnaît qu'il est obligé de rappeler à l'ordre les les chefs de gouvernement, c'est bien qu'ils n'en font qu'à leur tête et prennent des décisions en dehors de son contrôle. Mensonge avoué à moitié pardonné, pas vraiment, car l'autre versant de son mensonge ou ce qu'il ne peut évidemment pas avouer ouvertement, c'est qu'il est aux ordres de l'impérialisme américain qui impose son diktat à l'économie mondiale.

Leur cauchemar, c'est la lutte de classe du prolétariat. Si les banquiers ne croient pas les différents gouvernements capables d'attaquer frontalement leur prolétariat respectif pour imposer ce plan de rigueur drastique, ils peuvent opter pour la fuite en avant qui conduirait à une explosion générale dont il est encore trop tôt pour définir les contours.

Des couches entières de la petite-bourgeoisie vont se prolétariser, on va assister à une radicalisation politique pour le meilleur ou pour le pire, et l'on voit mal comment il serait possible d'éviter le pire dans un premier temps, pour l'éviter il faudrait que le prolétariat grec et les couches de la petites-bourgeoisie en rupture avec le capitalisme et l'Etat s'unissent et s'organisent à tous les niveaux à travers le pays, de façon à constituer à court terme un embryon de double pouvoir, d'Etat ouvrier, je vois plutôt ce développement dans un second temps, à moins que spontanément ils constituent l'équivalent de soviets ou comités, mais comme le mouvement ouvrier est divisé et sans direction

cela compromet à mon avis cette perspective, il n'y a plus qu'à attendre que la situation soit mûre pour que les intellectuels prennent enfin conscience qu'il faut rompre avec le système capitalisme dont les fondements et les lois de fonctionnement ont été découvertes par Marx et Engels.

Tout en écrivant ces lignes une autre idée m'est venue à l'esprit. Je me demandais à partir du constat qu'on n'arrive à rien construire par en bas, si on n'y arriverait pas par en haut, en combinant les deux seraient plus juste pour arriver à quelque chose.

Puisqu'il faut bien vivre avec son temps et tenir compte des transformations de la société, de l'existence des médias, pourquoi ne pas essayer de partir d'un parlement et d'un gouvernement parallèle constituter à partir des partis, organisations, groupes ou formations politiques qui se réclament de la classe ouvrière, qui impulserait la constitution de comités et d'assemblées populaires à travers tout le pays, pendant que l'ensemble de ces formations politiques ainsi que les comités ou collectifs existant se donneraient comme perspective un parlement et un gouvernement ouvrier, qui, parce qu'il serait anticapitaliste et aurait pour tâche l'abolition des institutions de la Ve République, serait révolutionnaire.

Le capitalisme a-t-il trop corrompu les esprits pour que cette idée se réalise, je le pense quelque part, mais je ne peux pas écarter totalement l'hypothèse qu'un jour les conditions soient réunies pour qu'elle se concrétise. Il y a une bonne part de hasard dans le capitalisme disait Marx, il doit donc bien y en avoir aussi du côté du socialisme, sans pour autant en faire une théorie. Nous savons que la révolution doit être armée théoriquement sinon elle court à la catastrophe, parce que le socialisme n'est pas une boule de cristal ou une recette magique.

Autre chose.

Je dois rectifier ce que j'ai écrit hier à propos du plongeon de Wall Street jeudi 6 mai. J'ai été induit en erreur par l'agence Reuters qui avait fourni une fausse information. C'est Reuters qui rectifie.

Je reproduis ci-dessous l'essentiel de leur nouvel article sur ce sujet qui date d'hier.

"Le mystérieux gros vendeur de contrats à terme pendant le plongeon des Bourses américaines le 6 mai n'était pas un "hedge fund" ou un spécialiste du trading à haute fréquence, comme le soupçonnaient de nombreux observateurs, mais la société de gestion Waddell & Reed Financial, selon un document que s'est procuré Reuters.

Waddel a passé le 6 mai un ordre important de contrats "e-mini" pendant les 20 minutes durant lesquelles Wall Street a plongé et effacé jusqu'à près de 1.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, explique ce document interne de l'opérateur de marchés à terme CME Group.

Les régulateurs et les responsables des marchés qui cherchent à établir les causes de ce "mini-krach" ont rapidement concentré leurs investigations sur la vente par Waddell de 75.000 contrats "e-mini", l'un des contrats à terme les plus liquides du monde, qui permet aux investisseurs de gérer leur exposition à l'indice Standard & Poor's 500.

Le document du CME ajoute que la vente par Waddell des 75.000 contrats "a semblé à première vue constituer une activité anormale".

Waddell, dont l'action perdait près de 7% à la Bourse de New York vendredi après les informations de Reuters, a réagi en affirmant n'avoir été que "l'une des plus de 250 sociétés qui ont traité le titre 'e-mini' durant la période de temps pendant laquelle le marché a chuté".

Mardi, Gary Gensler, le président de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), l'autorité de surveillance des marchés de produits dérivés aux Etats-Unis, avait déclaré lors d'une audition au Sénat avoir établi qu'une seule transaction avait représenté à elle seule environ 9% du volume total des "e-minis" pendant le plongeon des indices.

Il avait précisé que rien ne permettait de conclure que l'opérateur concerné avait enfreint les règles en passant des ordres de vente.

Il avait ajouté que, selon les données disponibles, les transactions concernées s'inscrivaient dans le cadre d'une stratégie de couverture menée de bonne foi.

Le document de CME montre que, durant le plongeon et la remontée des indices qui l'a suivi, des transactions sur les "e-minis" ont aussi été réalisées, entre autres, par Jump Trading, Goldman Sachs, Interactive Brokers, JPMorgan Chase et Citadel Group.

Pendant les 20 minutes concernées, 842.541 contrats ont été traités sur les "e-minis", selon le document de CME qui ne précise pas la part de Waddell dans ce volume.

Un porte-parole de CME, qui a refusé de commenter le document, a déclaré que l'opérateur n'avait pas pour habitude de discuter de l'activité de ses clients.

"Nous n'avons trouvé aucune preuve d'une activité contraire aux règles ou de transactions erronées émanant de la part de clients de CME Globex", a-t-il dit.

Les contrats de Waddell ont été exécutés chez Barclays Capital et ensuite transmis à Morgan Stanley."

Vous excuserez la longueur de cette citation, mais je devais corriger cette erreur dont je n'étais pas responsable, d'ailleurs en lisant la suite on se demandera si la conjugaison des deux versions ne serait pas plus proche de la vérité. Depuis l'information fournie par Reuters a été reprise par des sites Internet spécialisés dans l'économie et la bourse, comme Boursier.com ou encore l'Agefi le quotidien de l'agence économique et financière à Genève, mais une dépêche de l'AFP datée également d'hier fournit une version plus proche que la première avancée par Reuters et que j'avais repris hier.

Un e-mini est un Instrument de spéculation visant à jouer la variation du support, au même titre que les futures (contrat à terme), warrants ou options. (http://www.edubourse.com)

La meilleur vient du président de la Fed, Ben Bernanke. (Washington, 15 mai 2010 - AFP) On pourrait l'intitulé du lard ou du cochon ou l'art de camoufler maladroitement les activités frauduleuses des banquiers.

"Ce qui s'est produit à la Bourse est seulement un petit exemple de la façon dont les choses peuvent s'enchaîner ou dont la techonologie peut interagir avec la panique du marché", a déclaré M. Bernanke, cité à l'occasion d'un portrait réalisé par le quotidien new-yorkais, à paraître dimanche.

Les autorités de régulation boursière n'ont pas pu établir avec certitude la cause à l'origine de cette baisse, la plus brutale jamais enregistrée par l'indice Dow Jones, et amplifiée par les systèmes informatiques d'échanges préprogrammés.

"M. Bernanke dit qu'il s'est inquiété mais n'a pas été scandalisé par cette chute", a rapporté le New York Times. Selon lui, elle "n'a été qu'une petite indication du point auquel ces systèmes sont devenus complexes et chaotiques".

"Notre système financier est tellement compliqué et fait d'interactions - avec tellement de marchés différents dans des pays différents et tellement d'ensembles de règles...", a-t-il relevé.

"Il n'y a pas de possibilité d'éliminer les crises financières, même les plus graves, mais cela ne signifie pas qu'il n'y a aucune occasion significative de réduire les risques et les effets", a considéré le président de la Fed, en évoquant le rôle de son institution.

Comme je l'ai dit plus haut, la vérité doit être la conjugaison d'un problème informatique lié à un soudain et brutal regain de spéculation suite à une rumeur, trop d'ordres simultanés à la vente ont pu être amplifiés par le biais d'une faille informatique, d'ailleurs les 1.000 milliards de dollars qu'on aurait pu croire envolés en 20 minutes n'ont pas disparu si l'on en croit la dépêche de l'AFP qui précisait :

"Ce jour-là, les indices de la Bourse de New York se sont mis à chuter très brusquement une heure et quart avant la clôture, le cours de certaines actions tombant près de zéro, avant que les cours ne reviennent rapidement vers des niveaux plus normaux."

Donc tout est bien qui finit bien, on ne saura jamais la vérité, en attendant Bernanke couvre Waddell, Jump Trading, Goldman Sachs, Interactive Brokers, Barclays Capital, Morgan Stanley, JPMorgan Chase et Citadel Grou, qui ont dû se faire pas mal de fric au passage.

Si vous n'êtes pas encore pris de nausée après cela, vous allez peut-être être pris de vertiges si vous n'aviez pas encore lu l'info suivante, le site http://www.edubourse.com affiche les salaires 2009 de quelques dirigeants d'entreprises du CAC 40 :

- Bernard Arnault (LVMH) 9.150 K€

- Christopher Viehbacher (Sanofi-Aventis) 6.929 K€

- Lars Olofsson (Carrefour) 6.917 K€

- Franck Riboud (Danone) 5.857 K€

- Christophe de Margerie (Total) 4.546 K€

Cela vaut bien une politique d'austérité ! Quand est-ce qu'on va leur régler leur compte, car cela va se terminer ainsi ?

Bon dimanche à tous.

**Deux infos en bref seulement.**

**Trichet : Haro sur le prolétariat !**

"*Il n'y a aucun doute que l'économie se trouve dans la situation la plus difficile depuis la Seconde Guerre mondiale, voire depuis la Première*", a affirmé M. Trichet dans une interview à paraître lundi dans l'hebdomadaire allemand "Der Spiegel".

M. Trichet a réaffirmé la nécessité d'un contrôle renforcé de la politique financière et économique dans les 16 pays de la zone euro. "*Nous avons besoin de structures améliorées, pour éviter et sanctionner les écarts. Nous avons besoin d'une application réelle du contrôle mutuel, nous avons besoin de sanctions réelles pour les accrocs au pacte de stabilité et de croissance*", a-t-il dit, ajoutant que les pays européens devaient accélérer la réduction de leurs déficits. "*Ils savent ce qui est en jeu.*"

Il laisse entendre que c'est aux gouvernements européens, plus qu'aux marchés monétaires, qu'incombe la responsabilité du recul de l'euro, qui est tombé vendredi à un nouveau plus bas de 18 mois face au billet vert.

"*Ce n'est pas une question d'attaque contre l'euro. Cela concerne le secteur public et donc la stabilité financière dans la zone euro, dit-il. Il est clair que les Européens ont pour principale responsabilité de prendre des mesures appropriées pour contrebalancer les tensions actuelles en Europe.*"

Jean-Claude Trichet qualifie par ailleurs d'absurdes les allégations voulant que des gouvernements de la zone euro aient contraint la BCE à prendre des dispositions cette semaine face à la crise de l'euro.

"*C'est absurde, affirme-t-il. Nous prenons nos décisions dans une indépendance totale et nous nous sommes élevés à maintes reprises contre les chefs de gouvernement.*"(AP et Reuters 05.05)

La BCE est au service exclusif de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme et le monde, c'est ce que dit Trichet lorsqu'il explique que l'origine de la crise n'est pas le développement du capitalisme qui a conduit à la prise de contrôle de l'économie par les marchés financiers qui se livrent en permanence à une spéculation effrénée à court terme, mais les gouvernements qui n'ont pas su gérer leurs budgets et qui n'ont pas eu la volonté de liquider les services publiques et les droits sociaux des travailleurs.

Les tenants du capitalisme estiment que pour sortir de cette crise il n'existe qu'une seule solution : geler ou baisser le salaire des fonctionnaires, réduire leur nombre, en finir avec la rigidité des marchés du travail pour relancer la productivité et regagner en compétitivité, il faut réduire le coût de la main d'œuvre, je cite un économiste. Il précise : plutôt que de repousser une nouvelle fois les réformes, les chefs d'Etat doivent profiter de ce sursis pour constituer des coalitions politiques à même d'implémenter les changements nécessaires. (lire la suite dans cette page, Slate.fr 15.05)

Ils veulent la guerre, pas de problème, une seule solution : la révolution prolétarienne !

**Niger.**

Le gouvernement du Niger a annoncé samedi qu'il allait lancer un programme de distribution de nourriture dans le pays confronté à une grave crise alimentaire.

Mahamane Laouali Dan Dah, porte-parole du gouvernement, a précisé que plus de 21.000 tonnes de nourriture seraient distribuées à 1,5 million de personnes qui en ont besoin. (AP 16.05)

---

**Le 17 mai**

Comme tous les lundis, pas grand chose de nouveau à se mettre sous la dent, c'est presque un jour de repos pour moi. Un seul sujet de causerie.

Suivant l'heure à laquelle vous vous connectez vous pouvez prendre connaissance et colporter ensuite une information qui est vraie ou fausse. Un exemple datant d'hier.

Couvre-feu à Bangkok après trois jours d'affrontements, il y a 6 heures 28 min, il était 20h15 en Inde quand je me suis connecté, il était donc 14h15. (Reuters 16.05)

Thaïlande: Les autorités renoncent à imposer un couvre-feu à Bangkok - Créé le 16.05.10 à 10h48 - Mis à jour le 16.05.10 à 15h11.

(20minutes.fr 16.05)

Il s'est passé à peine une heure entre la parution de ces deux dépêches, qui croire ? En réalité le gouvernement avait bien annoncé un couvre-feu avant de faire marche arrière presqu'aussitôt sans que l'on sache pourquoi.

Au départ je me refusais à parler de la situation en Thaïlande, car je savais que les "chemises rouges" roulaient pour l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, milliardaire de son état. Que Thaksin Shinawatra et son parti aient manipulé les paysans ou les habitants pauvres des zones rurales pour se faire élire et se maintenir au pouvoir ne méritait aucune forme de soutien de notre part j'avais estimé. Qu'aujourd'hui ils en appellent au roi et à l'ONU ne peut que renforcer ma position.

Le problème dans ce genre de pays, c'est qu'il n'existe pas vraiment de partis ouvriers ou ils sont tous aussi corrompus que les partis au pouvoir.

Ici en Inde par exemple, dans l'Etat du Tamil Nadu où je vis depuis 14 ans, ce sont deux des plus grandes fortunes de cet Etat qui sont à la tête des deux principaux partis qui se relaient au pouvoir depuis pratiquement l'indépendance, le DMK et l'AIADMK, le Parti du Congrès est pratiquement inexistant ici.

Pour gagner les élections ou se maintenir au pouvoir au-delà d'une législature, le DMK et l'AIADMK rivalisent de générosité envers les plus pauvres qui constituent la majorité des électeurs. Cela va de la distribution de biens courants (aliments, vêtements) à la distribution de biens d'équipement (ventilateur, téléviseur couleur, vélo,) jusqu'à la distribution d'argent. Le tout représente une somme colossale. Il faut y ajouter et ce n'est pas rien, la distribution de terres ou de titres de propriété à ceux qui se sont installés depuis des années sur des terres appartenant à l'Etat, de quoi fidéliser un électorat à vie.

Ces partis au pouvoir maintiennent ainsi le peuple dans un état de pauvreté ou d'indigence permanente, qu'ils rendent supportables par ces distributions qui sont interprétés par une population en grande partie illettrée comme des actes de générosités à mettre au compte de leurs dirigeants qui sont littéralement vénérés comme des dieux. On aura compris que ceux qui se livrent à l'exploitation effrénée des masses laborieuses sont les mêmes qui se font passer pour des philanthropes auprès de la population. Les masses comprennent leur jeu mais elles en sont prisonnières à défaut de toute issue politique, elles parent au plus pressé en acceptant ces dons qui améliorent modestement leur quotidien et votent pour le parti qui se montre le plus généreux envers elles, et je suis presque certain qu'il en va ainsi également en Thaïlande.

Choisir de supporter les "chemises rouges" ou les "chemises jaunes" en Thaïlande , revient à devoir choisir au Tamil Nadu entre deux partis bourgeois, le DMK ou l'AIADMK, la peste ou le choléra.

Pour terminer par un seul exemple qui a lui tout seul permet de comprendre jusqu'où ils sont capables d'aller pour conserver le pouvoir ou se faire élire, mais aussi pour mesurer le degré de pauvreté de certaines couches de la population. Actuellement on ne trouve pratiquement plus de riz en dessous de 16 ou 18 roupies le kilo, un an auparavant les prix tournaient autour de 10 roupies, alors qu'aujourd'hui ils sont proche ou dépassent les 20 roupies le kilo. Et bien le gouvernement DMK continue de distribuer tous les mois à des dizaines de millions de personnes du riz à une roupie le kilo, il n'y a pas d'erreur, une roupie par kilo, un riz de bonne qualité que je rachète 5 roupies le kilo à un de mes beaux-frères parce qu'il ne lui convient pas - voyez-vous cela, les grains seraient trop longs, je ne déconne pas, et que je mange avec mes chiens.

Le cas du riz et de quelques produits alimentaires est particulier, ils font partie de la distribution mensuelle à laquelle a droit chaque famille en fonction du nombre de personnes à nourrir et de son revenu supposé, qu'il est quasiment impossible à contrôler pour la plupart d'entre elles en l'absence de feuilles de paie ou de déclarations d'impôts. C'est l'équivalent des tickets de rationnement qui a existé en France après guerre jusqu'en 1949.

Bonne semaine et bon courage à tous.

---

**Le 18 mai**

Je vous ai mis deux articles en ligne du *Figaro* qu'il n'est pas nécessaire de commenter tant leur décryptage est aisé. Heureusement que j'ai commencé à bosser hier soir et ce matin dès 5h30 car mon beau-frère m'a amené ses deux petites filles, c'est les vacances scolaires jusqu'au 2 juin, je fais donc garde d'enfants aujourd'hui. Il m'a aussi apporté un sac de riz de 25 kilos, le riz dont je vous ai parlé hier, je lui ai payé 4 roupies le kilo, il doit m'en apporter encore 75 kilos.

Donc pas le temps de causer, juste un mot.

La remise en cause de nos retraites montrent une fois de plus que rien n'est jamais acquis en régime capitaliste, et contrairement aux opportunistes qui expliquent que c'est pour cette raison qu'il faut continuer le combat pour défendre (uniquement) nos acquis, les militants

passent ainsi leur temps toujours sur le même ouvrage sans jamais que l'on avance vers notre objectif, ils ont peût-être l'impression de se rendre utile, mais ce n'est pas ce genre de considérations qui fait avancer notre cause.

Voilà la raison pour laquelle il faut orienter le combat pour la défense de nos acquis dans la perspective d'en finir une fois pour toute avec le capitalisme, et que c'est dans cette unique perspective qu'il faut construire le parti et non dans celui d'améliorer seulement nos conditions de travail ou d'existence qui sont sans cesse remises en cause, ce point de vue étant celui des classes moyennes ou de la petite-bourgeoisie qui font l'objet de tant d'attention de la part de l'UMP et du PS aujourd'hui, car ils craignent plus que tout l'union du prolétariat avec les couches de la petite-bourgeoisie les plus touchées par la crise, et non celui de militants révolutionnaires combattant pour le socialisme. (A suivre)

J'arrête là, Kilomia et Lunbiga squattent mon bureau et me parlent d'un homme qui se serait transformé en poisson, si j'ai pas écrit des conneries aujourd'hui, cela tiendra sans doute du miracle ! Demain une page sur le PG et le PCF, elle est déjà écrite.

**Quelques infos en bref.**

**Les cires-pompes du régime récompensés.**

Sur son blog, le journaliste du Point Emmanuel Beretta indique que le président de la République nomme chevalier dans l'Ordre national du mérite la directrice de la rédaction de TF1, Catherine Nayl.

Suit une liste de personnalités des médias, qui bénéficient de la même faveur présidentielle: "Christine Kelly, membre du CSA, ou encore Jacques Jublin, directeur de la rédaction de i-Télé. Parmi les autres personnalités des médias, on notera la nomination de Sofia Bengana, éditeur du pôle news du groupe Le Figaro.

Parmi les personnalités promues au grade d'officier de l'Ordre national du mérite, on trouve la productrice télé Fabienne Servan-Schreiber et l'ancien ministre de la Culture Jacques Toubon".

Trois remarques:

1/ il fut un temps où les journalistes refusaient toutes les breloques décernées par tous les pouvoirs, au motif que cela risquait de faire peser sur eux un risque légitime de suspicion quant à leur indépendance par rapport à ces mêmes pouvoirs.

Cette tradition s'est perdue, et depuis une quinzaine d'années, c'est la course au ruban rouge ou au ruban bleu. Que de grands noms récompensés! Charles Villeneuve, Rachid Arhab, Jean-Claude Narcy, Jean-Pierre Pernaud... On a même vu Daniela Lumbroso devenir chevalier de la Légion d'honneur, c'est vous dire...

2/ on notera l'absence de tout directeur issu des rangs du service public.

3/ franchement, vu la crise de confiance que traverse le journalisme contemporain, crise qui frappe notamment la télévision et notammment TF1, il le fait exprès Nicolas Sarkozy ? (Lepost.fr 17.05)

Il flatte ces larbins qui font quotidiennement le sale boulot de couvrir sa politique réactionnaire et de formater le cerveau de nos contemporains, normal. Que pour satisfaire la vanité de quelques médiocrités La Talonnette n'hésite pas se déconsidèrer ainsi un peu plus auprès de certaines couches de la population, ce n'est pas nous qui le regretterons. Cela montre au moins qu'il est entouré de fins psychologues à l'UMP, qu'il continue de s'enfoncer, on ne demande pas mieux.

**Marchandage, mensonge et affaire d'Etat.**

Dans une interview donnée dimanche dernier à Radio J, rapporte Le Monde.fr., Kouchner affirmait : "*Il n'y a eu aucune contrepartie. Cette succession de décisions judiciaires - et en France, on n'influence pas des décisions des juges - n'a rien à avoir avec un marchandage éventuel, un marchandage allégué, rien à voir.*" (Lepost.fr 17.05)

- Et le lendemain, la France accepte d'expulser vers son pays l'Iranien Ali Vakili Rad, condamné à perpétuité pour l'assassinat en 1991 de Chapour Bakhtiar, le dernier Premier ministre du Chah d'Iran jusqu'à sa chute en 1979.

Le décret pris par Brice Hortefeux est la deuxième décision française favorable à l'Iran en deux semaines, après l'arrêt le 5 mai de la cour d'appel de Paris refusant l'extradition vers les Etats-Unis de Majid Kakavand. (Reuters 17.05)

- Sur LCI, Pierre Siramy (un pseudonyme), ex sous-directeur à la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure) et auteur controversé du livre "*25 ans dans les services secrets*", a lancé une polémique suite à la libération de Clotilde Reiss.

Il prétendu que Clotilde Reiss "*a travaillé au profit de la France pour collecter des informations qui étaient de nature de politique intérieure et d'autres qui étaient sur la prolifération nucléaire* ". Il a rajouté : "*elle est immatriculée à la DGSE*".

Sur LePoint.fr, la DGSE dément ces informations.

Sur Le Post, Pierre Siramy précise l'origine de ses propos.

De qui tenez-vous vos informations ?

"*Je l'ai su par des gens qui ont travaillé sur le dossier. Des gens issus de la DGSE.*"

Travaillent-ils en Iran, sont-il encore en activité?

"*Ils sont basés à Paris et ils sont encore en activité.*"

Ce sont des hauts-responsables, des "petites mains"?

"*Il n'y a pas de petites mains dans ce métier.*"

Selon vous, quel rôle précis avait-elle à la DGSE?

"*Elle n'était pas une espionne mais un contact occasionnel de la DGSE.*"

Avez-vous vu vous-même ces rapports, des pièces qui prouvent cette collaboration entre Clotilde Reiss et la DGSE?

"*Non, je n'en ai pas vu moi-même. Mais la personne qui m'en a parlé est une personne très fiable.*"

(source : Lepost.fr 17.05)

**Ils craignent que la petite-bourgeoisie bascule du côté du prolétariat.**

Selon une étude réalisée par TNS Sofres-Logica au lendemain du premier tour (des élections régionales de 2010 -LdC), 41% des professions libérales et des cadres et 46% des professions intermédiaires ont exprimé leur «*désapprobation à l'égard du gouvernement et de Nicolas Sarkozy*». Dans ces mêmes catégories socioprofessionnelles, ils étaient plus de sept sur dix à souhaiter «*une modification de la politique menée*». Et 67% parmi les artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

Au second tour en 2007, selon une étude Ipsos, 49% des professions intermédiaires, 52% des professions libérales et cadres et même 82% des artisans et commerçants s'étaient exprimés en faveur de Nicolas Sarkozy.

« *N'oublions pas que Nicolas Sarkozy a gagné en 2007 grâce au massif soutien des classes populaires* », rappelle X. Bertrand. Et celles-ci, plus que toutes les autres, font aujourd'hui défaut à l'UMP. (lefigaro.fr 17.05)

**Heuliez, suite.**

Les dirigeants de l'équipementier automobile Heuliez ont annoncé ce lundi à leurs salariés qu'ils allaient déposer le bilan dans l'après-midi au tribunal de commerce de Niort (Deux-Sèvres), apprend-on de sources syndicales.

Les dirigeants ont également indiqué, selon le délégué CFDT Gilles Bineau, que l'offre de reprise de 25 millions d'euros présentée par le groupe financier anglo-malaisien Delamore and Owl (D&O) n'avait pas été écartée comme l'indiquait son directeur Sanjeev Kunar dans le journal Les Echos du 15 mai.

Un fonds d'investissement américain aurait également présenté une offre. (Reuters 17.05)

**Guérilla urbaine.**

Deux véhicules de police et un autobus ont été caillassés dimanche soir à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) après l'interpellation d'un mineur en scooter qui a percuté un véhicule de patrouille, a-t-on appris lundi de sources policière et judiciaire. Légèrement blessé, le conducteur du deux-roues a été admis à l'hôpital Robert-Ballanger d'Aulnay-sous-Bois sous le régime de la garde à vue. (AP 17.05)

Avant-hier j'ai regradé sur TV5Monde Asie le film *La haine* que je n'avais jamais vu, un film excellent plus proche de la réalité que de la fiction hélas, triste réalité qui est le produit de la décomposition du capitalisme qui conduit à la décomposition de la société tout entière et à des situations inextricables.

**Hard rock en deuil.**

Ronnie James Dio, chanteur de heavy metal et de hard rock américain, qui avait fait notamment partie des groupes Black Sabbath et Rainbow, est mort dimanche à l'âge de 67 ans. 'Aujourd'hui mon coeur est brisé. Ronnie est mort à 7 h 45 le 16 mai', a déclaré Wendy Dio, sa femme. Dio avait annoncé qu'il souffrait d'un cancer de l'estomac.

Né Ronald James Padavona à Portsmouth, dans le New Hampshire, l'artiste avait joué dans les années 50 avec les premiers groupes de rock. Au milieu des années 70, Ritchie Blackmore, guitariste du groupe britannique Deep Purple, l'avait engagé dans son nouveau groupe, Rainbow. En 1979, Dio avait rejoint Black Sabbath en remplacement d'Ozzy Osborne. Dio était connu pour sa voix puissante et était devenu célèbre pour avoir popularisé le signe des cornes utilisé par les fans de heavy metal. (Lemonde.fr 17.05)

Je suis toujours fan de tous ces groupes qui alliaient imagination et virtuosité, ils incarnaient la révolte de la jeunesse contre un monde injuste et cruel, stupide au possible à l'instar de la variété, de leur société. Une musique qui agit comme un défouloir salutaire ou une soupape de sécurité pour la jeunesse en proie à des tensions extrêmes et aux désillusions que lui impose la société, une musique qui explose littéralement, qui hurle de souffrance tandis que les paroles qui l'accompagne sont souvent tendres et pleines d'espoir, il en faut pour se faire une place et survivre dans ce vieux monde impitoyable.

**Economie.**

La monnaie unique a chuté à 1,2237 dollar, son niveau le plus bas depuis avril 2006, puis elle est remontée à 1,2334 dollar. Un euro valait 1,51 dollar fin 2009.

Ces sept derniers jours, la monnaie unique a dévissé de 12%, 19% depuis début décembre 2009.

La devise européenne s'est dépréciée de 7% face au billet vert depuis le début du mois et sa baisse atteint 14% depuis le début de l'année, la plus mauvaise performance de toutes les grandes devises de la planète.

Des statistiques de marché publiées vendredi ont montré que les positions spéculatives à la baisse sur l'euro avaient atteint un niveau record au cours de la semaine au 11 mai. (Reuters 17.05)

«*Dans l'ensemble de la zone euro, les échéances de dettes d'ici à 2013 représentent 2 300 milliards d'euros, soit trois fois plus que le plan de stabilisation européen*», rappelle Jean-Christophe Caffet, de Natixis. «*Auparavant, les investisseurs vendaient des titres espagnols ou portugais pour acheter de la dette française ou allemande. Aujourd'hui, ils achètent tout sauf de l'euro*», ajoute l'expert de Natixis. Les marchés se réfugient sur le dollar et l'or. (lefigaro.fr 17.05)

«*Une baisse de 10% de l'euro contre les autres monnaies, c'est 2,5 points de plus pour les exportations, soit 0,5% de plus pour la croissance la première année et 0,5% l'année suivante*», estime Jean-Christophe Caffet, de Natixis, mais la baisse de l'euro renchérit le prix des produits importés ce qui va alimenter les déficits. (lefigaro.fr 17.05)

**La Bourse ou la vie.**

A Paris le CAC-40 -0,47%, à Francfort le DAX +0,17%, à Londres -0,01%, à Madrid -0,31%, à Lisbonne +0,1%, à Athènes -1,43%, à New York Dow Jones -0,7%, la Bourse de Tokyo a fini en baisse de 2,17%.

La hausse du yen face au dollar et à l'euro pénalise fortement les valeurs exportatrices japonaises.

"*Nous sommes persuadés que l'euro est une monnaie crédible*" a assuré Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, à la sortie d'une réunion des ministres des Finances des pays de la zone euro à Bruxelles. (AP 17.05)

On y reviendra : le problème ne viendrait-il pas tout simplement de la menace qui plane sur la suprématie de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale qui à la fois concentre toutes les contradictions du capitalisme ?

**Marché mondial, anarchie et concurrence.**

L'Union européenne et le Mercosur ont officialisé lundi la reprise des négociations paralysées depuis 2004 en vue de la signature d'un accord de libre-échange entre les deux régions.

Cette décision fait cependant débat au sein des Vingt-Sept et un groupe d'une quinzaine de pays, emmenés par la France, ont fait valoir ces derniers jours que les intérêts stratégiques de l'agriculture européenne pourraient être mis en danger.

Bruno Le Maire a fait valoir qu'un accord de libre-échange entre les deux régions se traduirait par un bond de 70% des importations de boeuf et de 25% des importations de volailles.

Le commissaire européen à l'Agriculture, Dacian Ciolos, a refusé de se prononcer directement sur ces divergences de vues européennes et s'est limité à indiquer que "*le collège de la Commission (avait) considéré qu'il (était) dans l'intérêt économique de l'UE de relancer la négociation*".

"*C'est un sujet sensible pour l'agriculture, mais il est trop tôt pour dire quel sera l'impact (d'un accord) sur les agriculteurs*", a-t-il ajouté. (Reuters 17.05)

**Grande-Bretagne.**

Le nouveau gouvernement britannique présentera lundi prochain un plan de réduction de six milliards de livres (8,75 milliards d'euros) des dépenses publiques dès cette année, a annoncé le ministre des Finances, George Osborne.

Les six milliards de réduction ne sont qu'une goutte dans l'océan des 163 milliards de livres de déficit prévus pour l'année fiscale 2010-2011 (12% du PIB, l'équivalent de la Grèce), mais le gouvernement de coalition formé des conservateurs et des libéraux-démocrates envisage des coupes claires beaucoup plus drastiques dans les années à venir. (Reuters 17.05)

**Grande-Bretagne. Loi anti-grève.**

La justice britannique a bloqué lundi 17 mai le mouvement de grève du personnel de cabine de la compagnie aérienne British Airways, quelques heures avant le début de l'arrêt de travail prévu mardi.

British Airways a argué que le syndicat n'avait pas rempli ses obligations en matière d'organisation du vote : '*La loi sur les relations entre les syndicats et les employeurs de 1992 prévoit que tous ceux qui peuvent voter reçoivent les résultats complets du scrutin*' sur la grève, expliquait-elle la semaine dernière. Le juge de la Haute Cour de Londres a justifié sa décision lundi en déclarant : '*Je ne suis pas en mesure de dire s'il est suffisamment clair que le syndicat a effectué tous les actes requis par la loi au moment où ils étaient nécessaires*'.

Il n'a pas donné la possibilité au syndicat de faire appel, mais ce dernier a la possibilité de s'adresser à la cour d'appel pour obtenir une levée de cette interdiction de recours. (Lemonde.fr 17.05)

**Allemagne.**

Plusieurs milliers de médecins ont débrayé lundi en Allemagne pour exiger un salaire plus élevé et de meilleures conditions de travail.

Selon le syndicat Marburger Bund, les médecins faisaient grève dans quelque 200 établissements publics situés dans plusieurs Länder allemands.

Le mouvement doit durer toute la semaine mais l'organisation syndicale prévient qu'il pourrait se poursuivre sine die si les villes en charge des établissements ne font pas de meilleures propositions. Les employeurs proposent une hausse de salaire de 2,9% ainsi que des primes pour les nuits et les gardes.

Les médecins réclarent une augmentation de salaire de 5% et une meilleure rémunération pour less permanences. (AP 17.05)

**Danemark.**

La grève de plus de la moitié des employés danois du brasseur Carlsberg entraîne une pénurie de bière dans l'ensemble de la Scandinavie. Lundi 17 mai, ceux-ci ont décidé de la poursuite du mouvement, qui dure maintenant depuis deux semaines.

Les quelque 1 100 grévistes (ouvriers, manutentionnaires, chauffeurs), sur un total de 2 000 personnes employées par le quatrième brasseur mondial sur ses terres natales danoises protestent 'contre le gel des salaires et surtout contre les nouvelles méthodes de travail et les menaces de licenciements' faites par la direction lors de ce conflit, selon leur représentant syndical. Le conflit a éclaté le 4 mai dans l'unique brasserie danoise du groupe à Fredericia (ouest) lorsque environ 500 ouvriers s'étaient mis en grève, avant de s'étendre vendredi aux autres sites de stockage du royaume scandinave. (Lemonde.fr 17.05)

Les employés réclament des hausses de salaire de 1,6 % en 2010 et autant en 2011, mais la direction défend un gel des salaires.

**Le 19 mai**

Actualisation minimum, car nous n'avons pratiquement pas de courant depuis hier soir, parce que nous avons essuyé un orage et il pleut, il a fait plus de 40°C les derniers jours. Stop, le courant est revenu donc je continue ! Le père de mes deux petites nièces n'est pas venu les chercher hier soir à cause de la pluie, j'ai dû leur préparer un repas indien et elles passent la journée ici, je dois donc m'en occuper jusqu'à ce soir.

Lu dans les propositions du PS sur les retraites : il faudra "*un jour demander aux retraités de contribuer pour notre modèle social, par la CSG par exemple, il vaut mieux le faire pour financer la dépendance (...) sur laquelle nous ferons des propositions*", Aubry a proposé une "*augmentation modérée et étalée dans le temps*" des cotisations patronales et salariales mais uniquement à partir de 2012.

Il ne faut pas se laisser prendre au piège des déclarations sans lendemain.

Le PS n'est pas au pouvoir même s'il participe au gouvernement, il peut donc prétendre s'opposer au report de l'âge légal pour prendre sa retraite au-delà de 60 ans, il peut même aller jusqu'à refuser d'augmenter les annuités nécessaires pour avoir le droit à une retraite à taux plein, finalement cela lui coûte rien, c'est uniquement une opération pour se faire passer pour ce qu'il n'est pas et s'assurer le soutien de la petite-bourgoisie, car sans la mobilisation générale du prolétariat le gouvernement appliquera son projet de contre-réforme des retraites et le PS n'a pas du tout l'intention de se lancer dans cette aventure pour tenter de barrer la route au gouvernement.

Ensuite le PS pourra toujours affirmer : vous voyez l'UMP et le PS ce n'est pas la même chose, il fallait bien qu'il tente de se distinguer de l'UMP ne serait-ce qu'en paroles, si nous avions été au pouvoir vous auriez conservé les 60 ans...

Tu parles, et lorsqu'il sera de nouveau au pouvoir, comme chaque fois il n'abrogera pas les lois anti-ouvrières votées précédemment par l'UMP.

Gageons encore une fois qu'il y en aura pour expliquer que la position du PS constitue un "point d'appui", à quoi, on se le demande, car en dehors de tout engagement pratique, chacun sait que c'est la politique réactionnaire du gouvernement qui s'appliquera.

On ne juge pas un parti aux déclarations de ses dirigeants (déclarations contradictoires s'agissant du PS) ni même à son programme, mais à ses actes. (A suivre)

Une invitation reçue.

Conférence du CERMTRI le samedi 5 juin 2010 de 14 heures 15 à 17 heures 45, au Centre d'Histoire Sociale 9, rue Malher, amphithéâtre Dupuis 1er sous-sol - 75004 Paris (métro Saint-Paul)

L'ANTISEMITISME EN RUSSIE DE CATHERINE II à POUTINE

Réalités et légendes

Les pogromes accomplis aux cris de "mort aux Juifs, sauve la Russie!", les accusations de crimes rituels, les centaines de mesures dirigées contre les Juifs prises entre Catherine II et Nicolas II, le tsar tueur du Dimanche rouge, canonisé par l'Eglise orthodoxe en 2000, la rédaction et la diffusion du Protocole des Sages de Sion, qui inspireront les nazis, l'éxécution ordonnée par Staline des dirigeants du Comité antifasciste juif, dissous par lui l'année même où il apporte un soutien sans faille à la création et à l'armement de l'Etat d'Israél, le complot des Blouses blanches… la liste est interminable des fruits de l'antisémitisme d'Etat, de l'antisémitisme religieux et de l'antisémitisme bureaucratique, mis entre parenthèses pendant près de trente ans par la révolution d'Octobre.

Au lendemain de cette révolution, selon le journaliste russe Arkadi Vaksberg qui lui est hostile, les juifs de Russie passent politiquement de l'"enfer au paradis" …avant de se voir à nouveau confrontés, avec la dégénérescence de la révolution, à la résurgence de l'héritage provisoirement aboli du passé.

De multiples rumeurs et légendes intéressées, qui prennent trop souvent le statut de vérités incontestées voire incontestables, s'ajoutent à la réalité qu'elles déforment ou caricaturent en débouchant sur des amalgames hâtifs.

Le CERMTRI invite tous ceux que ces questions intéressent à participer pour en discuter à la conférence de Jean-Jacques MARIE, auteur du livre « L'ANTISEMITISME EN RUSSIE de Catherine II à Poutine » (Editions Tallandier)

**Retraites.**

**1- Et la collaboration de classes continue.**

Le ministre du Travail, Eric Woerth, doit recevoir mardi le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly. La présidente du Medef, Laurence Parisot, et le leader de la CGT, Bernard Thibault, seront reçus mercredi.

**2- Les médias au service du gouvernement, normal.**

François Chérèque sur RTL : "*Nous sommes toujours ouverts à la discussion, sauf que le gouvernement est en train de faire tomber deux éléments qui sont importants pour nous: les 60 ans et une réforme qui amène plus de choix, qui réduit les inégalités*", a-t-il ajouté.

Manuel Valls a estimé sur France 2 : "*Si nous voulons être crédibles (...) il faut aussi dire la vérité aux Français: nous allons vivre plus longtemps, donc nous allons travailler plus longtemps*", a-t-il dit sur France 2. "*Il faudra allonger la durée de cotisation*".

**3- Les instituts de sondages au service du gouvernement, normal.**

Selon un sondage Cecop/CSA réalisé les 14 et 15 avril paru mardi dans la *Tribune*, 64% des 1.007 sondés jugent nécessaires le relèvement de l'âge légal de la retraite et la moitié est prête à travailler jusqu'à 62 ans.

**4- Les classes moyennes seront mises au même régime que le prolétariat, mais ils n'osent pas le dire.**

Eric Woerth a confirmé l'intention de la majorité de mettre les hauts revenus à contribution, créant ainsi une brèche dans le "bouclier fiscal" mis en place en 2007, mais il n'a pas donné de précision sur le mécanisme.

"*Nous préciserons le moment venu ce que nous entendons par hauts revenus, mais sachez que les classes moyennes seront épargnées*", a-t-il dit dans un entretien au Parisien.

**5- Le patronat le martèle.**

Le Medef estime que le "*relèvement des bornes d'âge et de la durée de cotisation sont absolument nécessaires*", a déclaré Laurence Parisot.

**6- Thibault joue la diversion sur l'emploi.**

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a taxé de «*très mauvais*» le document d'orientation sur la réforme des retraites transmis dimanche à l'ensemble des partenaires sociaux par le gouvernement, critiquant notamment la volonté d'augmenter la durée de cotisations des salariés.

«*Le débat sur les retraites n'a pas de sens si on n'ouvre pas aussi un débat sur l'emploi. Il n'y aura pas de solution au problème des retraites si on laisse fermer des usines comme ici*», a-t-il défendu.

«*Le gouvernement nous explique qu'il faut travailler de plus en plus longtemps et affirme vouloir faire de l'emploi des seniors une priorité et dans le même temps il continue à (laisser) fermer des usines comme celle de Linselles*», a-t-il déclaré, prévenant qu'«il n'y aura pas d'avenir au système par répartition, si on continue à avoir 15% de chômage dans ce pays». (Libération.fr 18.05)

(source : Reuters et AP 18.05)

**Journée d'action du 27**

La CGT a annoncé mardi avoir déposé un préavis de grève à la RATP pour le 27 mai à l'occasion de la journée interprofessionnelle de mobilisation pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites. (AP 18.05)

**Heuliez, suite.**

"*Les dirigeants de l'entreprise ont prévenu ce matin (mardi, ndlr) les délégués du personnel qu'ils avaient déclaré la cessation de paiement au tribunal de commerce de Niort*", a déclaré à Reuters un délégué CFDT d'Heuliez, Gilles Bineau.

L'audience aura lieu mercredi et aucune précision n'a été apportée sur l'avancement des négociations, a-t-il ajouté.

Selon Gilles Bineau, les dirigeants de l'entreprise avaient indiqué lundi que l'offre de reprise de 25 millions d'euros présentée par D&O n'avait pas été écartée comme l'indiquait son directeur Sanjeev Kunar dans le journal *Les Echos* du 15 mai.

Cette offre sera étudiée en même temps que d'autres, toujours possibles après le dépôt de bilan. (Reuters 18.05)

**Economie.**

**Crise du capitalisme. La quadrature du cercle.**

**1-** Les pays de l'Union européenne ont décidé mardi de renforcer l'encadrement des fonds spéculatifs, ou hedge funds.

Certains craignent que de telles mesures ne fassent barrage aux fonds américains en Europe et ne conduise cette lucrative industrie à quitter la City à Londres. Environ 80% des fonds spéculatifs européens sont basés en Grande-Bretagne, qui plaidait pour donner aux fonds étrangers le droit automatique d'opérer dans n'importe quel pays de l'UE une fois qu'il était autorisé dans un Etat-membre.

Le nouveau chancelier de l'Echiquier britannique, George Osborne, n'a pas voulu reconnaître dans la position des Vingt-Sept une défaite totale pour le nouveau gouvernement conservateur, estimant qu'il restait encore de la marge lors des négociations avec le Parlement européen. Il a dit s'inquiéter que les nouvelles règles ne soient pas "*entièrement compatibles avec le marché unique*". Les hedge funds doivent "*avoir accès au marché européen tout entier*", a-t-il plaidé.

Les règles proposées ne donnent pas aux fonds le droit d'opérer dans l'ensemble de l'Union. Le secrétaire américain au Trésor Tim Geithner avait déjà déploré une initiative qualifiée de "*protectionniste*" qui pourrait fermer aux fonds américains les portes de l'UE. (AP 18.05)

On a peut-être là l'explication de la spéculation contre l'euro de la part de l'impérialisme américain soutenu par la City.

**2-** L'Allemagne va interdire à partir de mercredi jusqu'au 31 mars 2011 les ventes à découvert à nu sur les dix plus importantes institutions financières du pays, déclare un porte-parole du ministère des Finances.

Cette interdiction concerne également les emprunts d'Etat de la zone euro et les CDS adossés à ces obligations, a précisé ce porte-parole.

La vente à découvert consiste à emprunter des titres et à les revendre tout de suite dans l'espoir de les racheter plus tard à un cours plus bas afin d'empocher une plus-value avant de les restituer. La vente à découvert "*à nu*" consiste à vendre des titres qu'on n'a même pas empruntés.

Tim Ghriskey, directeur des investissements chez Solaris Asset Management, s'est montré sceptique au sujet de l'efficacité de cette décision de Berlin.

"*Les investisseurs pourront aller ailleurs pour vendre à découvert. Donc, à moins que l'interdiction soit étendue au monde entier, cette dernière, à nos yeux, n'aura guère d'effet. Ce sera peut-être un peu plus difficile (pour les investisseurs) mais qui veut peut*", a-t-il souligné. (Reuters 18.05)

**Inflation.**

Selon les chiffres publiés mardi par l'Office national de la statistique (ONS), les prix à la consommation ont augmenté de 3,7% en rythme annuel le mois dernier. (Reuters 18.05)

L'inflation dans la zone euro a bien été de 1,5% en en avril sur un an annonce Eurostat, le bureau européen des statistiques. (Reuters 18.05)

**Fusion-acquisition-restructuration-licenciements : la logique du capitalisme.**

Le groupe pharmaceutique Pfizer, numéro un mondial du secteur, va supprimer 6.000 postes, 18% de ses effectifs, dans ses 78 usines au cours des cinq ans à venir, alors qu'il consolide ses activités après le rachat l'année dernière de son concurrent Wyeth.

Pfizer a précisé qu'il était en bonne voie pour atteindre quatre à cinq milliards de dollars d'économies de coûts d'ici 2012 grâce au rachat de Wyeth. (Reuters 18.05)

---

**Le 20 mai**

Quatres sujets de causerie ce matin.

**1- Thaïlande.**

Le mouvement dit des "*chemises rouges*" étant composé essentiellement d'ouvriers pauvres des zones rurales et de paysans, il était de notre devoir d'exiger l'arrêt immédiat de la répression mise en oeuvre par le gouvernement thaïlandais.

Hier soir le présentateur des infos sur TV5Monde Asie a rappelé que la "communauté internationale" avait condamnés les précédents coups d'Etat ou les répressions sanglantes qui avaient marqué les années 70 et 90 en Thaïllande, alors que depuis les événements des dernières semaines qui secouent Bankok, elle s'est murée dans le silence. Ajoutons : Qui ne dit rien consent !

**2- A qui profite la baisse de l'euro ?**

Partons de l'hypothèse que le baril de pétrole est à 70 dollars, et voyons combien il en coûtera aux pays importateurs de la zone euro quand la parité entre le dollar et l'euro passe de 1,50 à 1,25. La même démonstration vaut avec une autre monnaie que l'euro.

Quand l'euro s'échange à 1,50 pour un dollar, le baril va coûter en euro : 70 : 1,50 = 46,66

Quand l'euro s'échange à 1,25 pour un dollar, le baril va coûter en euro : 70 : 1,25 = 56

Donc quand l'euro baisse, la facture augmente pour les pays importateurs de pétrole, sachant que ce sont les compagnies américaines qui dominent le marché mondial du pétrole, ce sont elles qui engrangent davantage de profits. Le même raisonnement vaut pour le marché des matières premières.

Quand l'euro baisse cela favorise les exportations, mais la facture des importations augmentent, sachant que la plupart des pays de l'UE ont une balance commerciale déficitaire, qu'ils exportent moins qu'ils importent, leurs dettes devraient continuer de croître.

**3- Sur la dette de l'Etat.**

Un extrait d'un courriel reçu (do@kalachnikov.org) sur la dette de l'Etat et que j'ai reformaté.

Georges Pompidou s'installa à l'Élysée le 15 juin 1969. Son mandat fut écourté par son décès le 2 avril 1974 à Paris.

3 janvier 1973, réforme de la Banque de France, sous le gouvernement de Georges Pompidou, avant il avait été nommé chef de cabinet du général de Gaulle d'avril 1948 à 1953, date à laquelle il entra à la banque Rothschild, où il occupa rapidement les fonctions de directeur général et d'administrateur de nombreuses sociétés.

Dans la loi portant sur la réforme des statuts de la banque de France, nous trouvons en particulier cet article 25 très court, qui bloque toute possibilité d'avance au trésor :

« *Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la banque de France.* »

Ce qui signifie que l'article 25 de la loi 73-7 du 3 janvier 1973 interdit à la Banque de France de faire crédit à l'État, condamnant la France à se tourner vers des banques privées et à payer des intérêts ; alors qu'avant cette loi, quand l'État empruntait de l'argent, il le faisait auprès de la banque de France qui, lui appartenant, lui prêtait sans intérêt.

Autrement dit : auparavant, l'État français avait le droit de battre monnaie, et avec cette nouvelle loi, il perd ce droit qui est du même coup légué aux banques privées, qui en profitent pour s'enrichir aux dépends de l'État en lui prêtant avec intérêt l'argent dont il a besoin. Cette décision correspond à une privatisation de l'argent et ramène la nation au même rang que n'importe lequel de ses citoyens.

La dette à fin 1979 était de 239 milliards d'euros, déjà injustifiables ; la dette à fin 2008 s'établit à 1327 milliards d'euros ! Ainsi, entre 1980 et 2008, la dette a augmenté de 1088 milliards d'euros et nous avons payé 1306 milliards d'euros d'intérêts.

1327 - 1306 = 21 Milliards d'Euros ! : Si nous avions pu créer notre monnaie — faire exactement ce qu'ont le droit de faire les banques privées —, la dette publique serait quasiment inexistante aujourd'hui.

**3- Décryptage de l'édito de D. Gluckstein dans le N°98 d'*Informations ouvrières* paru hier.**

Il commence ainsi : "*Sommes-nous encore en démocratie ?*"

Quelle démocratie ? La démocratie existerait-elle au-dessus des classes, ne serait-elle pas au service d'une classe, la classe dominante ? S'agirait-il ici de la démocratie en général que Lénine étrilla dans L'Etat et la révolution ?

Tout le monde se réclame de la démocratie, c'est la tarte à la crème des populistes de droite comme de gauche... Passons.

Il pose ensuite une question : "*Qui décide ?*". Un mystère qui vaut bien un tour de passe-passe.

"*L'Union européenne décrète*" écrit-il, puis plus loin, "*le Fonds monétaire international dicte*" la politique que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner devrait appliquer, mais en réalité, c'est bien le gouvernement qui décide en dernière instance d'appliquer ou non la politique que les institutions internationales du capital lui soumettent, sans oublier l'OCDE et la Banque Mondiale ou encore l'OMC.

Il faudrait peut-être rappeler au professeur d'histoire D. Gluckstein que les deux guerres mondiales qui ont eu lieu au XXe siècle ont commencé en brisant des accords de paix ou des traités signés entre les différents belligérants, et que finalement nul n'était tenu de les respecter aveuglément et qu'aucun pays n'avait renoncé pour autant à sa souveraineté.

Le gouvernement capitule-t-il ou est-il le complice de ces institutions du capital ?

Il écrit "*Sommes-nous encore en démocratie quand les « marchés », le FMI, l'Union européenne sont invoqués par tout gouvernement — à commencer par le gouvernement Sarkozy-Fillon — pour justifier leurs capitulations successives ?*"

Dans quelle démocratie sommes-nous quand les intérêts de la majorité sont foulés aux pieds par une minorité ? Question embarrassante qu'on aurait pu poser dès... 1789 ou 1792 si vous voulez, non ?

Capituler ou se faire le complice d'une politique, ce n'est pas tout à fait la même chose. On peut capituler sans partager au départ la politique que l'on nous propose d'appliquer, on peut très bien défendre une autre politique et céder ensuite à la pression pour en appliquer une autre. Alors que le complice n'a jamais eu l'intention de faire une autre politique que celle qu'il applique, il en a décidé ainsi en toute connaissance de cause, ajoutons, en espérant y trouver son compte. Gluckstein aurait peut-être souhaité que Sarkozy mène une politique conforme aux intérêts du prolétariat, il aurait pu en être capable s'il ne s'était pas livré à des "*capitulations successives*" devant l'UE ou le FMI, c'est ce qu'il prétend ou laisse entendre. Car, si Sarkozy a capitulé en suivant le raisonnement de Gluckstein, cela sous-entend qu'il était sur une autre ligne politique précédemment, non ? Etrange, à ma connaissance il n'en a toujours eu qu'une, celle qu'il mène aujourdhui.

Ce qui arrangerait bien Gluckstein, ce serait que sous la pression des masses Sarkozy soit obligé de satisfaire certaines de nos revendications. En passant, celui-ci pourrait s'en prévaloir lors du bilan de son mandat en 2012. Mais voilà, même avec 3 millions de manifestants dans la rue le 29 mars 2009 il n'a cédé sur rien, pas de bol, sinon la vie aurait pu continuer comme avant, on aurait été si heureux sous les cieux de la Ve République. Il objectera que cela aurait été un premier pas qui en aurait appelé d'autres. Tu parles, le XXe siècle n'a été marqué que de petits pas qui ont conduit à la subordination totale du prolétariat au capitalisme. C'est la voie du petit-bourgeois réformiste pour qui tout va bien du moment qu'il peut continuer de vivre comme avant sans se soucier du reste, des millions de travailleurs et leurs familles qui se débattent quotidiennement pour tenter de survivre.

En prétendant que le gouvernement capitulerait, Gluckstein laisse ainsi entendre que Sarkozy aurait pu mener une autre politique que celle dictée par les marchés financiers ou qu'il aurait pu en avoir l'intention, alors qu'en réalité il est le représentant de l'aristocratie financière aux commandes de l'Etat. Ainsi Gluckstein s'emploie à minimiser ou camoufler le rôle du gouvernement et laisse planer le doute sur ses réelles intentions, qui en réalité n'ont jamais changé depuis l'élection de Sarkozy, quand bien même la situation serait lourde de graves et dangereuses contradictions pour le régime, il est l'homme de la Bourse, on peut ajouter qu'il a été choisi au sein de l'UMP pour justement conduire au pas de charge cette politique de destruction systématique de tous nos droits ou avantages acquis. Le POI entretient donc une ambiguïté sur les rapports existant entre le gouvernement et les institutions internationales du capital d'une part, et d'autre part avec le prolétariat.

Le POI joue sur le registre suivant : il sait que le gouvernement est au prise avec une contradiction entre la situation sociale et politique qu'il doit gérer au plus près d'un côté, et les besoins exprimés par les capitalistes qu'il doit satisfaire, besoins qui sont contradictoires entre ceux du capitalisme français et ceux du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain. Il estime qu'il serait possible de profiter de cette contradiction pour obtenir des miettes de la part du gouvernement, d'où son refus de proposer une issue politique à la crise du capitalisme qui serait forcément minoritaire au sein du mouvement ouvrier gangrené par le réformisme, car elle serait un facteur de division qui ne permettrait pas de mobiliser les masses contre le gouvernement, mobilisation qui de fait n'interviendra jamais à l'initiative du POI ou en réponse à ses appels en direction des dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière, sauf à continuer de se leurrer indéfiniment, car la question centrale demeure le niveau de conscience politique médiocre du prolétariat qui n'a pas encore renoué avec l'espoir qu'il existait une alternative au capitalisme et à l'Etat du même nom, qui se caractérise par l'absence cruelle du parti révolutionnaire.

Il continue en confirmant le constat précédent : "*Ce sont les mêmes qui, au nom des « marchés », de la concurrence libre et non faussée, refusent de prendre la moindre mesure d'interdiction des licenciements. Et ce sont les mêmes qui s'en prennent aujourd'hui aux retraites.*". On est bien d'accord qu'il parle toujours du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. Parce qu'il aurait fallu s'attendre à autre chose de la part

du gouvernement ? C'est en tout cas le doute qu'il laisse planer ouvertement encore une fois. C'est lui qui le martèle, personne ne pourra dès lors m'accuser de déformer ses propos ou de le calomnier, vous en êtes témoins ici, j'aurais pu ajouter plus haut qu'on pourrait aussi s'interroger sur les rapports entre le POI et le pouvoir, mais je m'en suis abstenu volontairement. S'attaquer à notre retraite ne faisait-il pas partie du programme du candidat Sarkozy à l'élection présidentielle ? Sarkozy assume parfaitement ses responsabilités et l'on devrait s'en réjouir au lieu de feindre de s'en étonner ou pire de le regretter, pourrait-il ou devrait-il être autre chose que le représentant du CAC 40 ?

Sarkozy et son gouvernement réactionnaire ne sont pas les seuls dans ce cas-là, le PS et le PCF, qui ont toujours soutenu le régime, seraient eux aussi animés par de louables intentions envers le prolétariat : "*Les dirigeants du PS et du PCF, supposés représenter les intérêts des travailleurs*", le temps des suppositions ne serait-il pas révolue une fois pour toute depuis belle lurette, ne saurait-on pas en mesure de savoir quoi penser de ces partis pourris ? Le POI se cale toujours sur les éléments qui entretiennent des illusions dans ces partis, et comme il en existera aussi longtemps qu'on n'aura pas renverser le régime, ces dirigeants ne font que répéter sans cesse les mêmes balivernes depuis des lustres, sans même tenir compte des modifications intervenues dans les rapports entre le prolétariat et les appareils.

Mais voilà que ces partis prennent la défense de l'euro, quelle horreur ! Fallait-il s'attendre à autre chose de leur part ? C'est ce que laisse supposer encore une fois D. Gluckstein, qui après avoir tenté d'alimenter les illusions dans le gouvernement en rajoute une couche avec le PS et le PCF.

Où voulait-il en venir au juste ? Devinez ? La suite et fin de son éditorial consiste à nous expliquer qu'aucune autre politique ne pourra voir le jour sans rompre avec l'UE et le FMI, point, il n'est pas le seul à le penser, mais il s'arrête là, où ? Aux portes des institutions de la Ve République qu'il n'est pas question de faire sauter, or c'est la clé de la situation politique.

Donc si nous reprenons depuis le début sa démonstration, on s'aperçoit que dans un premier temps il épargne le gouvernement en faisant croire qu'il aurait pu mettre en oeuvre une autre politique, mais qu'il ne serait plus maître de ses décisions, pour ensuite épargner à leur tour les partis PS et PCF qui le soutiennent, normal ou logique, pour finalement en arriver à un scénario qui verrait le gouvernement actuel ou un autre sans doute dirigé par le PS et le PCF rompre avec l'UE sous la pression des masses, mais sans forcément rompre avec les institutions de la Ve République dont il est nulle part question dans son édito, on se demandera par quel miracle les masses pourraient y parvenir : "*l'action de masse, unie et efficace, pour l'emporter, devra imposer la rupture de tout consensus, de toute « Union sacrée » forgée sur l'autel de l'Union européenne et du FMI*", le consensus brisé, d'après vous qu'est-ce qui demeureraient en selle ? Je vous le donne en mille : les partis qui auraient rompus ce consensus, le PS et le PCF dont Gluckstein ne peut décidément pas se passer. Et bien sûr les institutions de la Ve République.

En panne d'inspiration, le POI retourne ainsi près de 30 ans en arrière (à moins que ces dirigeants aient 30 ans de retard ou plus !) quand avant même la liquidation du PCI ces dirigeants n'avaient pas d'autre perspective politique que la défense de la démocratie (bourgeoise) agrémentée ensuite par la ligne de la rupture avec l'UE qui a abouti à une impasse politique. Pourquoi ? Parce que le POI cherche à composer avec le PS et le PCF sans remettre en cause les institutions de la Ve République, parce qu'il ne situe pas son combat dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme, et qu'il ne construit pas un parti dans cette perspective, l'un n'allant pas sans l'autre.

A partir du moment où un parti était arrivé au pouvoir et pouvait abolir les lois anti-ouvrières qui avaient été votées au cours des années ou des décennies précédentes et qu'il ne l'a pas fait, ce parti doit être caractérisé comme un parti bourgeois ou capitaliste, sur ce point il n'y a aucun doute, mais le POI continue de refuser cette caractérisation, il n'est pas le seul dans ce cas.

**Les Etats demeurent les maîtres de leur politique. Deux exemples récents parmi d'autres.**

**1-** La Grèce. Le POI dans un article a été obligé de reconnaître que c'était le gouvernement Papandréou qui avait promulgué la politique d'austérité qui frappe le prolétariat grec, pour ensuite ne conserver que les slogans contre l'UE et le FMI entendus dans les manifestations, point d'analyse ou d'orientation politique, un simple constat relayant les illusions des masses, comme si le POI n'était bon qu'à cela.

"*Les manifestants protestaient contre le plan gouvernemental, contre les mesures de ce plan. Il y avait des mots d'ordre syndicaux concernant les salaires, les conventions collectives, les retraites. Mais l'exigence générale qui surgissait de toute la manifestation, c'est à bas la dictature de l'Union européenne et du FMI !*" (page 10). Sans oublier le titre de cet article "*A bas la dictature de l'Union européenne et du FMI !*".

A bas le gouvernement Papandréou à la solde des banquiers ! A bas les institutions (grecques) à la solde des capitalismes qui nous rançonnent ! Organisons-nous pour constituer nos propres organismes politiques de pouvoir, finissons-en avec ce régime... Non, voyez-vous, ces mots d'ordres sont incorrects pour le POI.

Dans la même page juste en dessous on trouve un article intitulé : "*Il est grand temps que les syndicats reconquièrent le Labour Party pour la classe ouvrière*". Ceci explique peut-être cela. Il faudrait sans doute que le prolétariat grec "*reconquière*" le PASOK, un parti bourgeois aussi pourri que le PS ou le SPD.

**2-** L'Allemagne. Angela Merkel a décidé unilatéralement l'interdiction des ventes à découvert à nu sur certains titres financiers sans demander l'autorisation de la Commission européenne ou d'autres Etats. Il est facile de le prouver :

- La Commission européenne a dit comprendre la décision du gouvernement allemand tout en estimant qu'une coordination européenne sur l'interdiction des ventes à découvert aurait été plus efficace.

- "*Il me semble qu'il faudrait quand même solliciter l'avis des Etats considérés et concernés par la mesure*", a déclaré la ministre de l'Economie Christine Lagarde. Elle a regretté une décision "*unilatérale*" des autorités allemandes.

- L'AMF indique également que les autorités allemandes ne l'ont pas consultée avant de prendre leur décision.

- Le gouvernement espagnol soutient quant à lui la décision d'Angela Merkel. (Reuters 19.05)

Cela suffira-t-il comme preuves au POI pour démontrer que l'Allemagne, la Grèce ou la France sont bien toujours des Etats souverains ?

Comme ils disent : la discussion continue...

Cette semaine je ne mettrai pas en ligne des pages d'*Informations ouvrières* pour les raisons suivantes :

1 - les infos contenues dans les deux pages sur les retraites figurent déjà pratiquement en totalité dans le site ;

2- la soit-disant "tribune libre" consacrée à des syndicalistes (page 4 et 5) n'apporte aucun élément nouveau, ceux qui se présentent comme des syndiqués sont sans doute des adhérents du POI, ils expriment uniquement les positions du POI que nous connaissons déjà. Quand ils interviewent un syndicaliste, il faudrait au moins qu'ils aient l'honnêteté de préciser s'il est ou non adhérent du POI. Idem pour le courrier des lecteurs. On déteste les manipulations, même les plus insignifiantes.

**Passons aux infos en bref.**

**La politique du FMI ou le socialisme, c'est du pareil au même.**

Martine Aubry était l'invitée de France Inter mercredi matin.

Le chroniqueur politique d'Inter, Thomas Legrand, lui a posé la question suivante : "*Est-ce qu'avec Dominique Strauss-Kahn vous représentez exactement la même tendance du socialisme français?*".

La réponse de Martine Aubry fut sans aucun détour :

"*Je pense que nous sommes sur la même ligne politique. Et cela est extrêmement important. Nous défendons la même ligne politique. Nous sommes différents, nous avons des parcours différents mais nous sommes d'accord sur l'essentiel.*"

Martine Aubry qui venait de rassurer une auditrice sur la tenue de primaires ouvertes à tous les citoyens de gauche a ajouté :

"*J'ai dit qu'aujourd'hui, je n'étais pas candidate simplement je sais qu'avec Dominique, les choses se passeront bien, parce que nous partageons aujourd'hui la même vision du socialisme*".

Et Nicolas Demorand, qui anime la matinale de France Inter, aura eu raison de souligner, qu'en quelques minutes, Martine Aubry aura réussit le tour de force de dire du bien de DSK et d'Angela Merkel, la chancelière allemande, 2 responsables des plans de rigueur qui s'abattent sur le continent européen... (Lepost.fr 19.05)

Comment ne pas comprendre que le mouvement ouvrier aurait tout intérêt à ce que ce parti bourgeois ne se réclame plus du socialisme, qu'il le banisse de son discours et qu'il cesse d'y faire référence ?

Questions : quand Aubry identifie le politique du FMI au socialisme, à qui rend-elle service : à notre cause ou à celle de nos ennemis pour détourner le prolétariat et la petite-bourgeoisie du socialisme ? Pour qui roulent véritablement ceux qui continuent de faire croire que le PS pourrait se situer dans notre camp ?

**Retraite. PS : une "*posture d'opposant*" pour laisser le gouvernement faire le "*sale boulot*" et faire passer sa contre-réforme.**

Dans son projet sur les retraites le PS veut taxer l'intéressement qui concerne "*un tiers des salariés français*" et la participation "44%" selon Fillon. C'est donc s'en prendre pas forcément aux dirigeants des grandes entreprises mais à l'aristocratie ouvrière et aux couches supérieures du prolétariat, voire l'ensemble des travailleurs concernés par l'intéressement, qui n'auront plus qu'à se tourner... vers Sarkozy !

Un journaliste de Reuters fait remarquer que "*le PS tient son rang de parti de gouvernement, notamment en actant l'allongement de la durée de cotisation à l'horizon 2020 prévu par les réformes Balladur et Fillon.*" (Reuters 19.05)

Le journal *Le Monde* note qu'avec ce dispositif, "le PS tourne une page. Il entérine les précédentes réformes de la retraite, et notamment la loi Fillon de 2003, qui avait harmonisé à 40 ans les durées de cotisations pour le public et le privé, que jusqu'à l'élection présidentielle de 2007 il envisageait purement et simplement d'abroger. "

Le texte prévoit que "si un allongement de la durée de cotisation devait être envisagé, celui-ci ne devrait pas excéder la moitié des gains d'espérance de vie."

Vis-à-vis de ses alliés potentiels – les Verts (et non Europe Ecologie), le Parti communiste et le Parti de gauche – elle donne le signal que la culture de gouvernement ne l'empêche pas d'adopter, comme eux, une posture d'opposante. Enfin, elle se rapproche des syndicats, tous opposés à la réforme du gouvernement.

Elle va sur leur terrain en mettant l'accent sur des ressources nouvelles, même si elle affiche une plus grande proximité avec la CGT et surtout FO, dont la direction est proche de l'aile gauche du PS, qu'avec la CFDT qui, avant son congrès, du 7 au 11 juin à Tours, aurait sans doute préféré une position plus ouverte. Dans le non-dit de la position du PS, il y a aussi le souhait subliminal de laisser la droite faire le "sale boulot" et de ne pas avoir à rouvrir le dossier de la réforme des retraites si d'aventure il revenait au pouvoir en 2012. 3(Le Monde 19.05)

Pour les dirigeants du PS, le courage politique ne se trouve pas dans le camp du gouvernement. "*Ils proposent du sang, de la sueur et des larmes mais pour quel résultat*", s'interroge Marisol Touraine, qui a piloté les travaux internes sur la réforme des retraites. (Reuters 19.05)

Faudrait-il accepter de se saigner, de suer ou de pleurer pour obtenir le respect de nos droits sociaux légitimes, n'y aurait-il pas là une contradiction, qu'est-ce qui pourrait justifier de subir un tel traitement pendant que les patrons du CAC 40 engrangent des milliards d'euros de profits ?

**Retraites. CGT, Eric Aubin : "*nous sommes sur la même ligne que le PS*"**

Interview de l'Express.fr du 19.05.

Eric Aubin, membre de la direction confédérale de la CGT réagit aux propositions dévoilées mardi par Martine Aubry.

**Le contre-projet socialiste colle-t-il aux revendications de la CGT ?**

Sur les 60 ans, c'est clair, nous sommes sur la même ligne que le PS : pas question de toucher à l'âge légal du départ à la retraite. Dans le projet socialiste, l'hypothèse d'un allongement de la durée des côtisations est reportée à 2025, on se donne tout le temps de regarder cela plus tard. Pour nous, c'est plutôt positif. Augmenter la durée de cotisation revient à baisser le niveau des pensions : ça signifie appliquer une décote qui pénalisera le salarié.

**Vos préconisez, comme le PS, de mettre à contribution les revenus du capital...**

Le gouvernement nous dit : "on a un problème démographique et on va le résoudre par la démographie", c'est à dire en allongeant la durée du travail. A la différence d'Eric Woerth, le ministre du Travail, nous estimons à la CGT - comme au PS - que c'est un problème de financement. En lisant le document d'orientation remis par le gouvernement, qui entretient savamment le flou, nous sommes persuadés qu'il n'y aura que quelques financements à la marge, cela ne comblera pas les besoins de notre système par répartition. Il faut trouver ailleurs de nouvelles ressources pour nos régimes.

**Par exemple ?**

Nous proposons que les revenus financiers des entreprises soient mis à contribution : cela représente 20 milliards d'euros. Il faut aussi élargir l'assiette de côtisation, dont le manque à gagner, selon la Cour des Comptes, est estimé à 3 milliards d'euros pour nos régimes de retraite. Troisième proposition : moduler les cotisations sociales en fonction du rapport masse salariale/valeur ajoutée : il n'est pas normal qu'un artisan paie des cotisations sur la même base qu'un grand groupe comme Total ! Quatrième proposition : stopper les exonérations sociales qui n'ont eu aucun effet sur le niveau de l'emploi. Enfin, nous préconisons d'augmenter les cotisations des employeurs. Pour qu'elle soit cohérente, il faut surtout remettre l'emploi au centre de la réforme, on ne peut pas rester avec un taux de chômage de 10%, sinon on court à la catastrophe.

**Question.** Je n'ai plus de feuilles de paie devant les yeux parce qu'elles sont toutes parties dans la mer lors du tsunami, mais je me souviens quand même comment c'est foutu. En haut il y a le salaire brut, en dessous il y a deux colonnes, l'une pour les cotisations sociales patronales, l'autre pour les cotisations sociales du salarié, et en bas on trouve le salaire net. L'ensemble du salaire du travailleur est constitué par le salaire net qui sera versé sur son compte en banque, auquel il faut ajouter la somme des deux colonnes.

On est bien d'accord que les cotisations sociales du salarié constituent une partie du salaire qui sert à financer les organismes de protection sociale (chômage, santé, retraite). Mais les cotisations sociales que paient l'employeur, que sont-elles sinon une partie de notre salaire versée à l'Ursaf qui les redistribuent ensuite aux différents organismes sociaux.

Aujourd'hui tout le monde s'accorde à dire du PS au POI (y compris les syndicats) qu'il faudrait augmenter ces cotisations sociales dites patronales, autrement dit pendant que le patronat et l'Etat continuent tranquillement de piller les organismes sociaux, indirectement il faudrait que les travailleurs les renflouent, qu'une partie supplémentaire de la plus-value des entreprises alimentent les comptes des organismes sociaux pendant que les salaires seraient bloqués ou augmenteraient moins rapidement que la hausse des prix ou l'ensemble des prélèvement sous forme de taxes, impôts locaux, etc, tandis que ces organismes sociaux se montrent de moins en moins généreuses envers les travailleurs, non remboursement de médicaments, baisse des allocations chômage, etc.

Qu'on le veuille ou non, cela revient à réclamer que les travailleurs paient l'addition à la place des patrons, donc cette revendication est inacceptable.

**La Bourse ou la vie.**

A Paris le CAC 40 a clôturé en baisse de 2,92%, Londres a abandonné 2,81% et Francfort 2,72%. Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a perdu 2,92% et l'Eurofirst 300 2,91%.

La Bourse de Tokyo a fini en repli de 0,54%.

**Japon.**

Le gouvernement japonais s'est réjoui de la croissance économique enregistrée au premier trimestre, plus 4,9% d'après les premières estimations. C'est la quatrième trimestre de suite que le produit intérieur brut progresse. (AP 19.05)

**Allemagne. Chacun pour soi !**

Commençons par une question pour essayer de comprendre les intentions réelles de Merkel.

Comprenant qu'il sera impossible dans un avenir proche d'imposer que l'ensemble des Etats de la zone euro puis de l'ensemble de l'UE confient leurs budgets à l'UE avant qu'il ne soit ratifié par leur parlement respectif, ne serait-ce pas un moyen de pression supplémentaire pour forcer la main aux gouvernements qui rechignent à s'en prendre à leur dette publique et qui trouvent trop contraignantes les clauses du pacte de stabilité de l'UE ?

Ayons à l'esprit que l'Allemagne est le premier pays exportateur et que ses entreprises profitent pleinement de la baisse de l'euro.

**Les causes avancées de la réaction de Berlin.**

L'Allemagne a motivé sa décision par la nécessité de réduire la volatilité sur les marchés de la dette européens et de faire cesser ce qu'elle considère comme des attaques spéculatives contre l'euro.

**Comment les médias la présentent.**

L'Allemagne a déclaré la guerre aux spéculateurs et pris à contre-pied ses partenaires européens qui ont certifié mercredi ne pas avoir été consultés sur la décision de Berlin d'interdiction les ventes à découvert à nu sur certains titres financiers.

**Les explications de Merkel. Où veut-elle en venir ?**

"*L'euro est en danger. Si nous n'écartons pas ce danger, alors les conséquences pour l'Europe seront incalculables puis les conséquences au-delà de l'Europe seront incalculables*" aussi, a prévenu la chancelière allemande.

La cheffe du gouvernement allemand a prévenu que la cause de la crise était les pays insuffisamment compétitifs vivant au-dessus de leurs moyens. "*L'Europe a besoin d'une nouvelle culture de stabilité*", a-t-elle souligné, notamment par des sanctions plus rapides et plus sévères contre les pays membres qui creusent leurs déficits publics.

**Une analyse contradictoire sur la situation de l'euro, qui dit la vérité et qui ment, pourquoi ?**

"*L'euro est une devise incontournable, elle n'est pas en danger. Elle n'est en danger qu'à partir du moment où il n'y a pas de gouvernance*

*ordonnée*", insiste Jean-Pierre Jouyet, le président de l'AMF. "*Donc tout ce qui est désordre contribue plus à affaiblir qu'à renforcer l'euro*", ajoute-t-il, alors que la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré mercredi que la devise des Seize était "*en danger*".

L'AMF rappelle que la France a maintenu l'interdiction des ventes à découvert sur les valeurs financières cotées sur le marché français, une mesure mise en place depuis l'automne 2008 à la suite de la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers.

Cette mesure n'a pas fait fuir les investisseurs de la Bourse de Paris, simple constat, alors pourquoi la décision de Merkel devrait-elle insiter les capitaux à fuir la zone euro ?

Les Allemands défendent leurs propres intérêts, comme le font les Américains ou les Chinois, au détriment du reste du monde, y compris la zone euro ou l'UE. L'impérialisme américain a-t-il intérêt à affaiblir l'UE ou l'Allemagne se défend-elle contre ses partenaires européens ?

**Quelques analyses ou hypothèses.**

**Les marchés pas concernés.**

"*Cela montre une fois de plus que les Allemands n'ont toujours pas compris que les marchés n'étaient pas le problème. Les marchés ont raison de s'interroger sur la viabilité de la zone euro dans sa forme actuelle*", commente Simon Tilford, économiste en chef au Centre for European Reform, un groupe de réflexion situé à Londres.

**Une mesure aux conséquences limitées.**

Des professionnels du secteur financier estiment par ailleurs que la mesure sera relativement facile à contourner. Aux yeux des experts, une telle interdiction ne pourrait être réellement efficace que si elle était appliquée en même temps par tous les pays de l'UE, ce qui paraît aujourd'hui peu probable.

"*Ce qui est particulier à l'Allemagne, c'est cette propension à faire des annonces unilatérales sur des mesures qui seraient applicables seulement si elles étaient mises en oeuvre collectivement*", estime Simon Tilford.

"*C'est une mesure qui non seulement ne s'applique pas aux principaux teneurs de marché mais qui en outre ne vise que les transactions réalisées en Allemagne*", remarque le président de l'AMF, ajoutant qu'elle s'adresse plutôt à l'opinion publique allemande.

**Une mesure contre les spéculateurs européens.**

Pour certains analystes, la mesure allemande pourrait être néfaste en entraînant une fuite des capitaux de la zone euro et un accroissement de l'aversion au risque. Certains comparent la décision de Berlin à un acte désespéré.

La mesure allemande, selon Stephen Jen du hedge fund BlueGold, est d'autant plus difficile à comprendre que "*les plus gros vendeurs d'emprunts européens sont les fonds de pension européens, pas les hedge funds américains*".

**Des considérations d'ordre politique au lendemain de la défaite électorale de son parti, notamment.**

"*C'est plutôt populiste*", selon Simon Tilford.

"*C'est une décision prise en Allemagne en fonction de considérations domestiques et politiques qui sont propres à l'Allemagne. Ce que je comprends, c'est qu'ils en ont besoin vis-à-vis de l'opinion publique allemande*", dit le président de l'AMF.

(source : AP et Reuters 19.05)

**Iran.**

Malgré l'accord survenu lundi entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur l'enrichissement de l'uranium iranien, les grandes puissances se sont accordées pour adopter de nouvelles sanctions contre Téhéran.

Mercredi, le Brésil et la Turquie ont écrit au Conseil de sécurité de l'ONU pour demander aux 15 pays membres de ne pas adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran en raison de son programme nucléaire, selon le ministère brésilien des Affaires étrangères. «Le Brésil et la Turquie sont convaincus qu'il est temps de donner une chance aux négociations et d'éviter des mesures nuisibles à la résolution pacifique de ce problème», ont déclaré dans ce courrier les chefs de la diplomatie brésilienne et turque.

La résolution en question, d'inspiration américaine, a été soumise au Conseil de sécurité mardi. Elle prévoit que l'Iran ne pourra investir à l'étranger dans certaines activités sensibles comme les mines d'uranium et que ses navires pourront être inspectés en haute mer. Le projet interdit aussi la vente à Téhéran de huit nouveaux types d'armements lourds, notamment des chars. (20minutes.fr 19.05)

---

**Le 21 mai**

Pas vraiment le temps de causer, je dois jongler avec les coupures de courant, le soleil est déjà revenu après une absence interminable qui a duré...deux jours, alors elle n'est pas belle la vie ? On se décontracte un peu, j'en ai besoin autant que vous. J'ai eu à peine le temps de taper ces deux phrases qu'ils ont recoupé le courant ! Si on vous raconte que l'Inde menacerait les pays dominants, surtout ne les croyez pas !

Précision rédigée hier soir.

Les camarades doivent bien comprendre que je ne peux pas intervenir en temps réel sur tous les sujets d'actualité, alors quand je me livre malgré tout à cet exercice périlleux, il peut arriver qu'il faille rectifier certaines informations par la suite. Il est plus facile d'intervenir après coup une fois qu'on a pu recouper ou vérifier les informations délivrées par les agences de presse et les différents médias ou encore par les partis politiques. On manque souvent d'éléments probants pour se faire une idée exacte de la situation dans un pays.

Ce n'est évidemment pas un inconvénient que rencontreraient les partis politiques qui disposent de sympatisants ou de correspondants à travers le monde ou qui disposent de moyens financiers, matériels ou humains dont je ne dispose évidemment pas, comparons uniquement ce qui peut être comparable.

Je suis tributaire du temps tout simplement, du temps dont je dispose pour faire mon boulot, en étant seul et obligé de me coltiner la totalité des tâches ménagères quotidiennes auxquelles je ne peux pas échapper pour essayer de vivre à peu près normalement. Même si je ne travaille pas, je ne suis pas un permanent. Pour vous donner une idée du boulot que représente l'actualisation quotidienne du site, ce matin j'y ai passé 6h30 et je dois encore mettre de l'ordre dans le disque dur.

**Escrocs de hauts vols.**

Cinq tableaux de Pablo Picasso, Fernand Léger, Henri Matisse, Georges Braque et Amedeo Modigliani ont été dérobés dans la nuit de mercredi à jeudi au Musée d'art moderne de la ville de Paris.

De précédentes enquêtes de police sur des faits similaires ont montré que des collectionneurs sollicitaient le vol d'oeuvres spécifiques à leur profit exclusif. (Reuters 20.05)

**Quand Lang le larbin de Sarkozy se fait remettre en place.**

Ce mardi 18 mai, Jack Lang et la France se sont fait remettre à leur place par un avocat et conseiller national suisse Christian Lüscher (parti libéral-radical) alors qu'ils étaient tous deux invités par la Télévision Suisse Romande à un débat intitulé : "*La Suisse doit-elle donner Polanski aux Américains ?*"

Verbatim :

"Je suis extrêmement choqué par l'attitude de certaines personnes françaises (qui défendent Roman Polanski), d'autant plus venant d'un ancien ministre d'un pays qui n'a aucune leçon à donner à la Suisse. Un pays dans lequel une partie de l'appareil judiciaire est totalement inféodée au pouvoir gouvernemental", a ainsi lancé l'avocat et élu de Genève.

"*Un pays dans lequel on a refusé des extraditions vers la Suisse*", a-t-il, par ailleurs, souligné. Avant de poursuivre :"*Un ministre français devrait faire preuve de retenue. (...) Dans notre pays, on applique la loi, et lorsqu'elle ne n'est pas à appliquer, on ne déplace pas les procureurs d'une région à une autre pour satisfaire le pouvoir*".

La réaction outrée de Jack Lang montre que visiblement il n'a plus l'habitude d'avoir de vrais contradicteurs face à lui.

Comme le fait remarquer le *NouvelObs*, c'est bien la France et Jack Lang qui se sont retrouvés sur le banc des accusés en lieu et place de Roman Polanski. Ce qui illustre la difficulté croissante de la France à s'ériger en exemple de démocratie et de défense des Droits de l'Homme après 8 ans de gouvernement de la droite. (Lepost.fr 20.05)

**La Bourse ou la vie.**

New York. L'indice Dow Jones a perdu 3,6%, le Nasdaq Composite a chuté de 4,11%, le Standard & Poor's 500 a cédé 3,9%.

L'indice CAC 40 a perdu 2,25%, Londres a lâché 1,65% et Francfort 2,02%. Les indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 et l'EuroFirst 300, ont plongé respectivement de 1,99% et de 2,24%.

Illustrant la fébrilité qui saisit les investisseurs, l'indice Vix du Chicago Board Exchange qui mesure la volatilité sur les marchés d'actions américains, également surnommé "*indice de la peur*", a bondi en séance de 28% à 45,21 points, un plus haut de séance sans précédent depuis avril 2009.

Le manque d'unité politique dans la zone euro, conjugué aux rumeurs les plus folles circulant sur les marchés, a incité les investisseurs à se réfugier vers les emprunts d'Etat allemands, signe de leur défiance à l'égard du risque.

Les statistiques américaines du jour n'ont rien fait pour améliorer la confiance des marchés. Les inscriptions hebdomadaires au chômage sont ressorties en hausse, l'indice des indicateurs avancé a reculé en avril pour la première fois depuis mars 2009.

L'euro s'échangeait en fin d'après-midi autour de 1,2377 dollar et, contrairement aux jours précédents, il a été relativement stable, évoluant entre 1,23 et 1,2437 dollar.

Le rendement de l'emprunt de référence à 10 ans de la zone euro, le Bund allemand, s'est détendu d'un demi-point de base à 2,69%, le 10 ans français aussi qui passe sous 3% à 2,95%.

Le grand gagnant de la journée a été le yen qui s'est apprécié contre dollar et euro. L'euro a ainsi touché un plus bas depuis novembre 2001 contre la devise japonaise, à 109,49.

Le baril de pétrole brut léger américain abandonne 1,96 dollar à 67,91 dollars. (Reuters 20.05)

**La crise de la dette européenne vue de la Fed.**

La crise de la dette européenne constitue un risque "*potentiellement important*" pour la reprise économique américaine car elle menace les marchés de crédit et le commerce mondial, a estimé jeudi Daniel Tarullo, un des gouverneurs de la Réserve fédérale.

"*Les investisseurs sont conscients que ce plan ne peut pas supprimer en fin de compte la nécessité de véritables, et probablement douloureuses, réformes budgétaires dans la zone euro*", estime Daniel Tarullo en référence au plan de stabilisation de 750 milliards d'euros mis en place par l'Union européenne avec l'aide du Fonds monétaire international (FMI).

"*Si les problèmes des Etats périphériques européens s'étendent jusqu'à créer de nouvelles difficultés au sein de l'Europe, les banques américaines seront confrontées à des pertes accrues sur leur exposition d'ensemble au crédit qui est très importante*", a-t-il prévenu.

"*En plus d'occasionner des pertes directes aux institutions américaines, un accroissement des tensions financières en Europe pourrait se transmettre aux marchés financiers à travers le monde.*" (Reuters 20.05)

La crainte de la dislocation du marché mondial les tenaille sur fond de lutte de classes, faisons en sorte qu'ils en fassent des cauchemars !

**Economie. Qu'est-ce que c'est la vente à découvert ?**

Dans les ventes à découvert à nu, l'opérateur de marché vend un titre qu'il ne détient pas, pariant sur la chute de son prix, sans avoir préalablement emprunté ce titre ou sans s'être assuré de sa capacité à l'emprunter, comme cela est nécessaire dans une vente à découvert conventionnelle.

Un contrat à nu sur un CDS consiste à acheter un instrument de couverture contre le défaut d'un émetteur sans avoir en portefeuille d'obligations de cet émetteur.

Le but de l'interdiction des ventes à nu sur les dettes d'Etats et les CDS afférents est d'empêcher que des fonds spéculatifs réalisent certains types d'opérations qui pourraient contribuer à faire grimper les taux obligataires, empêchant certains Etats fragiles d'emprunter sur les marchés. (Reuters 20.05)

**Leur morale et la nôtre. Tout leur est bon pour s'enrichir.**

Les prix des médicaments non remboursables présentent en France «*une très grande disparité*», pouvant être jusqu'à trois fois plus élevés d'une pharmacie à l'autre. C'est ce que souligne une étude publiée ce jeudi par l'association de consommateurs Familles rurales.

Les tarifs de 13 médicaments dans 76 magasins de 36 départements ont été passés au crible en janvier par les «*veilleurs*» de l'association.

Un traitement contre l'herpès (Activir) dont le prix varie de 2,99 à 9,60 euros. Un lait infantile Gallia qui coûte entre 11,78 et 25,65 euros... Parmi les plus forts écarts constatés figurent également le Biafineact (émulsion contre les brûlures), le Dacryum (antiseptique pour lavage optique), ou encore la solution pour bain de bouche Hextril, avec des différences de plus de 3,50 euros entre les prix minimum et maximum observés.

Les médicaments concernés «ne sont pas majoritairement en accès libre et restent derrière le comptoir» sous contrôle du pharmacien, empêchant souvent les clients d'examiner les prix, dénonce l'association. En revanche, pour ceux des médicaments qui sont proposés en accès libre, le consommateur «*a une parfaite lisibilité sur le prix*», et les tarifs sont en général «moins chers». (20minutes.fr 20.05)

Socialisme. De la recherche jusqu'à la commercialisation en passant par la prodution, le secteur pharmaceutique devrait être un monopole ou un bien collectif entre les mains de l'Etat, afin de pouvoir satisfaire les besoins légitimes en matière de santé de l'ensemble de la population. Les soins préventifs, les traitements, les opérations et les médicaments devraient être accessibles à tous, donc être gratuits. Telle serait la conception du droit à la santé en régime socialiste.

**Le gouvernement soutient la répression en Thaïlande.**

Paris a demandé jeudi à l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra de "*s'abstenir de toute manifestation ou déclaration publiques pendant son séjour*" actuel sur le territoire français, étant donné les affrontements meurtriers de ces derniers jours à Bangkok.

"*Compte tenu du contexte de violences en Thaïlande (...), nous avons fait savoir à M. Thaksin, en séjour strictement privé en France, qu'il devait s'abstenir de toute manifestation ou déclaration publiques pendant son séjour sur notre territoire*", a déclaré le ministère des Affaires étrangères, interrogé lors du point de presse électronique. (AP 20.05)

**Corée du Nord.**

Une commission d'enquête internationale rendue publique jeudi confirme que la Corée du Nord est bien responsable du torpillage d'une corvette sud-coréenne en mars dernier.

Dans leur rapport, les enquêteurs affirment que «*les preuves amènent de manière accablante à la conclusion que la torpille a été tirée par un sous-marin nord-coréen*».

Pyongyang a démenti et menacé d'une «*guerre généralisée*» en cas de sanctions internationales alors que le président sud-coréen Lee Myung-Bak, a promis «*des mesures énergiques*» contre la Corée du Nord. (20minutes.fr 20.05)

Info ou intox ?

Quoi de plus facile que d'exhiber les restes d'une torpille fabriquée en Corée du Nord et d'attribuer le tir au gouvernement nord-coréen, non ? Quel intérêt la Corée du Nord aurait-elle à une guerre ? Qui aurait intérêt à une guerre entre les deux Corées qui mettraient en scène la Chine et les Etats-Unis ? Qui est en proie à une crise du capitalisme sans précédent et qui aurait intérêt à faire pression sur Pékin pour qu'il infléchisse sa politique économique ou monétaire ? Devinez ?

---

**Le 22 mai**

Quelques sujets de causeries et de réflexions rédigés hier soir.

**1- Aux abonnés absents.**

Au fait, y a -t-il des partis politiques qui appellent à une journée de grève et de manifestation le 27 mai ou le 15 juin ? Je vais vérifier ce qu'il en est sur leurs sites Internet et nous en reparlerons demain ou dans quelques jours, il ne reste plus que 6 ou 25 jours.

**2- Comment les syndiqués interprètent-ils les appels des dirigeants ?**

La plupart y trouveront ce qu'ils avaient envie d'y trouver, cela permet aussi de mesurer la maturité politique des masses, de faire un point, une sorte de vérification pratique de la situation et des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes. Cela me permet de faire l'enchaînement avec le sujet suivant.

**3- Sur la situation politique en Grèce.**

Les masses ne parviennent pas à se doter d'organismes politiques qui seraient indépendants du régime et des institutions, même sans les violer.

En 1905 en Russie la classe ouvrière s'est dotée spontanément de soviets, les comités d'usine se sont transformés en comités de pouvoir politique défiant le régime en place...

Si à cette époque elle ne savait pas encore comment s'y prendre pour renverser le régime (manque de maturité politique), elle en viendra à bout 12 ans plus tard grâce au parti bolchevik et au léninisme, son combat était orienté vers cet objectif et vers le socialisme dès la fin du XIXe siècle par les dirigeants révolutionnaires du mouvement ouvrier russe, à la différence du prolétariat grec qui est incapable de situer son combat dans cette perspective. L'absence d'un parti comparable au parti bolchevik lui fait cruellement défaut.

**4- Pour DSK supprimer les 13e et 14 e mois aux fonctionnaires grecs, ce n'est pas s'en prendre aux bas salaires.**

Imaginez un instant ce qui nous attendrait s'il était un jour au pouvoir en France !

**5- Le PS à la manoeuvre.**

Le PS a constaté que des couches entières de la petite-bourgeoisie et des classes moyennes étaient sur le point de rompre ou pourraient se poser la question assez rapidement de la rupture avec le capitalisme et les institutions, ce qui s'est traduit par un timide recadrage de sa position sur les retraites, en sachant que cela ne lui coûtait rien puisque le PS n'est pas au pouvoir, sans oublier qu'on a eu le droit à un déferlement de déclarations contredisant ce qui était écrit dans le document du PS du 18 mai, le rendant caduc. (ce document est en ligne intégralement dans la page d'accueil du site).

Le PS veillent sur ses ouailles pour le compte du régime, quand il sent le vent tourner, il tourne aussi, pas sur le fond évidemment : un coup il soutient ouvertement les institutions, un coup il penche du côté des couches de la petite-bourgeoisie qui partent en vrille et risqueraient de devenir incontrôlables, de s'orienter dans une direction qui signerait la mort du capitalisme en s'alliant avec le prolétariat pour abattre le régime. (A suivre)

**Quelques infos en bref.**

**Le candidat du PS-FMI**

420 930 dollars par an, sans compter les frais, c'était le salaire déclaré en 2007 par le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. (Lepost.fr 21.05)

**Y aurait-il une contradiction entre la position du PS en faveur du maintien de la retraite à 60 ans dans son document du 18 mai et la position exprimée par Dominique Strauss-Kahn jeudi soir sur France 2 ?**

Les médias reproduisent généreusement les déclarations divergentes des dirigeants du PS qui se sont exprimés sur cette question depuis l'intervention de Strauss-Kahn, alors au lieu de compter les points pour arriver à la conclusion qu'ils existent des désaccords sur cette question au sein de la direction du PS ce que tout le monde sait, les uns exprimant tout haut ce que tout le monde pense tout bas en s'alignant sur la position de l'UMP, les autres déjà gagnés par la fièvre de l'emporter en 2012 préfèrent ménager hypocritement l'électorat ouvrier sans lequel le candidat sera une nouvelle fois battu, laissons la parole à Marisol Touraine en charge du dossier des retraites au PS et à Manuel Valls qui vont nous éclairer sur les réelles intentions du PS.

Hier dans le Figaro.fr : "**La strauss-kahnienne Marisol Touraine** cherche aussi à relativiser la prise de distance de l'ancien ministre socialiste en expliquant que «*pour le PS non plus, la référence aux 60 ans n'est pas un dogme*». Mais la députée d'Indre-et-Loire ajoute que les 60 ans permettent de «*garantir un droit protecteur pour les plus modestes, ceux qui ont des métiers pénibles ou qui ont commencé à travailler à 14 ou 15 ans*». Marisol Touraine affirme, au nom de la «modernité», que les Français doivent «*avoir la liberté de choix*» de leur âge de départ à la retraite."

**Manuel Valls** se félicite de la "*vision claire et adaptée*" de DSK, il est "convaincu que les socialistes, s'ils reprennent le pouvoir dans deux ans, «*ne reviendront pas*» sur la réforme des retraites, «*car la réalité s'imposera à tous*». Manuel Valls pense que la retraite à la carte, ou la retraite choisie, permettra de «*dépasser le clivage public-privé, ainsi que la problématique de l'âge légal*»."

Ajoutons quelques réactions supplémentaires pour avoir le point de vue des différents courants du PS.

**Le fabiusien Philippe Martin** est satisfait : "*Sur la forme, DSK est plus souple que nos propositions, mais sur le fond, il n'y a pas de hiatus*

*entre nous*".

**Proche de François Hollande, Bruno Le Roux** trouve qu'il y a "*beaucoup de bon sens dans les propos de Dominique*".

**Jean Glavany** : «*DSK cultive son image traditionnelle d'homme de centre gauche, bon gestionnaire.*» «*Mais en se distanciant des positions du PS, il ne prend pas le bon chemin pour être désigné par le parti en 2012. Ce n'est pas la bonne façon d'attirer les militants*»

**Pierre Moscovici**, invité vendredi matin de RTL : "*je dis la retraite à 60 ans comme droit, mais l'age effectif de la retraite, oui il doit pouvoir être reculé.*". (Lepost.fr 21.05)

Si on comprend bien, Marisol Touraine dit que les 60 ans seraient réservés uniquement à ceux qui ont commencé "*à travailler à 14 ou 15 ans*", au passage, le PS n'envisage pas de remettre la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, cela va concerner une infime minorité de travailleurs, pendant que l'immense majorité sera placée dans l'obligation de travailler au-delà de 60 ans pour obtenir une retraite à taux plein.

On a là la trame de la retraite à la carte proposée par le PS qui convient très bien au courant le plus droitier du PS représenté par M. Valls, qui se traduira par un report général de l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans à partir du moment où on aura commencé à travailler après l'âge de 18 ans compte tenu que le PS ne compte pas non plus revenir sur l'allongement de la durée de cotisation qui devrait passer à 42 annuités en 2020 (18 + 42 = 60) comme Valls l'a annoncé ou plutôt confirmé, c'est d'ailleurs écrit noir sur blanc dans le document du PS : "*Jusqu'à 2020, des dispositions sont prévues concernant la durée de cotisation* ", car le PS au pouvoir n'abolit pas les lois anti-ouvrières précédemment votées, et pour cause dans ses propositions le PS envisage même la possibilité d'un nouvel allongement de la durée de cotisation à partir de 2025, je cite "*Si un allongement de la durée de cotisation devait être envisagé, celui-ci...*". (source : lefigaro.fr 21.05)

Un spécialiste des grandes manoeuvres est appelé à la rescousse, **Pierre Laurent bras (PCF)** droit de Marie-George Buffet, dans une interview donnée au *Figaro*.

"*Je constate surtout que les socialistes, officiellement, disent autre chose que Dominique Strauss-Kahn*", pas vraiment comme on vient de le démontrer preuves à l'appui.

Un exemple qui illustre bien l'hypocrisie ambiante qui habitent le PS plus que ses contradictions : "*Le PS est traversé par ce débat comme il l'était en 2005 sur le traité constitutionnel européen. Or, la vie a montré que ceux qui s'étaient prononcés contre ont vu juste.*", ah oui tu parles, ils sont tous rentrés dans le rang, même Mélenchon avec son PG réclame plus d'UE pour ceux qui savent écouter et lire ! (source : lefigaro.fr 21.05)

La palme de l'enfumage pourrait revenir à **Jean-Christophe Cambadélis** présenté comme l'un des principaux lieutenants de Dominique Strauss-Kahn au PS :

"*Dominique Strauss-Kahn est dans son rôle: il est au FMI, il parle du FMI et de l'allongement de la vie et de la vieillesse. Le Parti socialiste est dans le moment présent*", a-t-il dit sur LCI. (Reuters 21.05)

Donc jeudi en affirmant sur France2 qu'il fallait repousser l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans, Strauss-Kahn parlait uniquement du personnel du FMI, nous voilà rassurés !

On a trouvé mieux encore : l'art de concilier les contraires, un aveu. DSK un "*homme de gauche*"... comme un certain François Mitterrand sans doute.

"Interrogé par LEXPRESS.fr, **un autre socialiste** a été plus mordant envers l'ex-ministre des Finances du gouvernement Jospin. "*DSK aurait pu mieux concilier sa fonction de directeur général du FMI et son statut d'homme de gauche, estime cet ancien ministre*" "(Lexpress.fr 21.05)

Contactée par Libération.fr, Marisol Touraine n'y voit «*pas une contradiction*»: «*ce que dit Dominique Strauss-Kahn est compatible avec nos propositions.*» (Libération.fr 21.05)

**PS. Etrange conception de la démocratie.**

"*Après plusieurs semaines de débats dans 3 916 sections, les adhérents ont conclu de la plus belle manière ce travail de réflexion qui est la première pierre de notre projet, en se prononçant très massivement à 90% pour le texte, 3,4 % contre et le reste en abstentions*", a expliqué ce 21 mai Christophe Borgel, secrétaire national du PS aux élections et à la vie des fédérations.

La participation est à "*l'aune de ce qu'on a habituellement dans nos conventions*", et se situe entre "50 et 60 000 sur 180 000" inscrits, soit "entre 30 et 33%".

Le texte pour un "*nouveau modèle de développement économique, social, écologique*" porté par Pierre Moscovici, avait été approuvé à l'unanimité en Conseil national (Parlement) du PS le 27 avril. Il sera définitivement ratifié en convention nationale le 29 mai. (Lexpress.fr 21.05)

90% de 30% cela donne 27%, donc personne ne sait ce que pense de ce texte 73% des adhérents de ce parti qui n'ont pas participé à ce scrutin interne. A quoi bon, l'essentiel est ailleurs.

50 ou 60 000 ce n'est pas pareil, la variation est de 20%. Comment peuvent-ils affirmer que 90% auraient approuvé ce texte avec une variation possible de 20% des votants ?

**Union nationale.**

Quarante-quatre maires français de tous bords appellent le gouvernement à se mobiliser réellement en faveur des banlieues les plus difficiles confrontées au chômage, au mal-logement et à un sentiment d'abandon.

Parmi les maires signataires, figurent notamment Catherine Arenou, maire UMP de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), François Asensi, maire PCF de Tremblay-en-France, Stephane Gatignon, maire Europe Ecologie de Sevran (Seine-saint-Denis), Alain Cabazonne, maire MoDem de Talence (Gironde) et Henri Bertholet, maire PS de Romans (Drôme). (Reuters 21.05)

**La Bourse ou la vie.**

A Paris le CAC 40 - 0,05%, le Footsie-100 à Londres - 0,20%, la Bourse de Francfort a reculé de 0,66%. Madrid finissait la journée en hausse de 1,48%.

La Bourse de Tokyo a clôturé sur une chute de 2,45%, Sydney a perdu 0,26%, Shanghai 0,64% et Taipei 2,51% vers 8h30 (heure français).

**La BCE fer de lance du combat du capital contre le travail en Europe.**

"*Soyons clairs, ce n'est pas l'euro qui est en danger mais ce sont les politiques budgétaires de certains pays qui doivent être examinées, comme c'est le cas en ce moment*", a dit Jean-Claude Trichet dans un entretien au journal allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung réalisé mercredi. (Reuters 21.05)

**Grande-Bretagne.**

Le nouveau premier ministre britannique, David Cameron, a réaffirmé vendredi lors de sa première visite officielle à Berlin, qu'il s'opposerait à toute modification des traités européens qui donnerait davantage de compétences à Bruxelles. "*Nous ne voulons pas voir de transfert de pouvoir de Westminster à Bruxelles*" a-t-il ainsi martelé.

Or Berlin propose, pour réformer le pacte de stabilité qui régit la monnaie unique, certaines dispositions qui exigent des modifications. "*La Grande-Bretagne n'est pas dans la zone euro et ne va pas la rejoindre, et en conséquence la Grande-Bretagne n'approuverait pas un quelconque arrangement qui nous amènerait à soutenir la zone euro*", a précisé M. Cameron. (Lemonde.fr 21.05)

**Etats-Unis. Réforme de Wall Street, qu'en est-il vraiment ?**

Le Sénat américain a approuvé jeudi soir l'ambitieuse réforme de Wall Street, présentée comme l'une des principales priorités législatives du président Barack Obama après la crise financière de 2007, qui a précipité l'économie des Etats-Unis dans l'une de ses pires récessions depuis la Grande Dépression.

Le projet adopté par le Sénat doit maintenant faire l'objet d'une synthèse avec celui adopté au mois de décembre par la Chambre des représentants. Le texte définitif sera adressé au président américain qui pourrait être en mesure de le ratifier le mois prochain, selon des spécialistes.

Les réformes proposées dans ces deux projets sont susceptibles de restreindre les activités du secteur bancaire, avec notamment de très controversées restrictions sur les swaps, et de ce fait réduire ses bénéfices sur les années à venir.

"*Il nous reste du travail à accomplir. La Chambre et le Sénat doivent harmoniser les divergences entre les deux textes.*" a précisé Obama.

Sous la direction de la Fed, banque semi privée alimentée par les banques qu'elle est censée contrôler.

Parmi les points clef, le projet de loi prévoit la création d'un organisme de protection du consommateur au sein de la Réserve fédérale

américaine et stipule que les institutions financières en difficulté ne pourront plus être sauvées aux frais des contribuables.

Les négociations de dernière minutes ont fait disparaître deux amendements controversés : l'un resserrant encore davantage les restrictions sur les activités risquées des banques et qui rencontrait une forte opposition auprès des grands groupes financiers et le second exemptant les concessionnaires automobiles d'une surveillance accrue de l'organisme de protection des consommateurs.

Ils lâchent le morceau.

Le sénateur démocrate Carl Levin, à l'origine du premier amendement retiré, s'attendait à une telle décision, et s'est inquiété devant la presse, avant son retrait, du "*pouvoir de Wall Street*" au sein du Congrès.

Le projet de loi, tel qu'approuvé jeudi soir, contient une disposition qui pourrait contraindre les banques à déléguer leurs très lucratives activités de swaps à des partenaires. Les analystes, qui anticipent le retrait d'une telle mesure, estiment qu'elle pourrait durement affecter certains établissements financiers comme JPMorgan Chase, Bank of America et Goldman Sachs. (Reuters 21.05)

---

**Le 23 mai**

Bon dimanche à tous.

**Retraites. PS. Fin de l'illusion.**

Le PS est sur la même position que le gouvernement qui consiste à obliger les travailleurs à partir plus tard à la retraite.

La référence à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans était purement formelle dans les propositions du PS du 18 mai. Dans la pratique où déjà en moyenne les travailleurs qui perçoivent une retraite complète partent à la retraite à 61,5 ans, il s'agit pour les tenants du capitalisme UMP-PS de faire en sorte que les travailleurs travaillent toujours plus longtemps pour prétendre à une retraite complète, donc au-delà de 61,5 ans.

En disant "*personne au Parti socialiste ne souhaite que l'âge réel soit le même que l'âge légal*", Jean-Marie Le Guen met fin à l'illusion qui aurait consisté à penser que le PS défendait le droit pour l'ensemble des travailleurs (hors régimes spéciaux plus avantageux) de partir à la retraite à 60 ans avec une pension complète.

Jean-Marie Le Guen, proche de Dominique Strauss-Khan :

« *Dominique Strauss-Kahn est tout à fait dans le sens de ce que dit le Parti socialiste.* »

« *Il y a l'âge réel et l'âge légal. Ceux qui font croire que la position du Parti socialiste est de mettre l'âge réel de départ à la retraite à 60 ans mentent. Le Parti socialiste est pour un âge légal de départ à la retraite à 60 ans. C'est un droit individuel, pas une obligation collective.*

*On ne doit pas toucher à l'âge légal, mais l'âge réel a vocation à reculer en raison de l'évolution démographique. Le Parti socialiste prend aussi en compte dans son texte l'évolution démographique et compte d'ailleurs dessus pour financer son plan. Personne au Parti socialiste ne souhaite que l'âge réel soit le même que l'âge légal.* »

Aubry le 26 janvier, cette fois sur le plateau de TF1 :

« *Il faut distinguer l'âge légal du départ à la retraite : nous pensons que chaque Français doit continuer à avoir le droit de partir à 60 ans, c'est le cas aujourd'hui, ça doit rester un droit. […] La réalité aujourd'hui, c'est que beaucoup de Français partent à 61 ou 62 ans, c'est ce que j'avais dit.* » (Rue89 22.05)

Le PS, le parti du capital.

Le PS est ce qu'il est, ce qu'il a toujours été. Si vous avez lu les derniers articles de presse parus hier qui reviennent sur les déclarations de Strauss-Kahn sur France 2 jeudi, vous aurez remarqué que l'ensemble des médias continuent d'affirmer que le PS serait pour conserver la retraite à 60 ans, tout en sachant que c'est absolument faux, ainsi ils couvrent l'opération d'enfumage du PS, ce que le gouvernement a parfaitement compris également, tout en étant dans son rôle en critiquant les propositions du PS.

Il s'agit dans les faits, aussi bien pour les médias que pour le gouvernement, de préserver l'image du PS comme parti d'opposition à l'UMP, comme recours à l'UMP en cas de crise ouverte du régime, pour le sauver, un parti qui se veut et que les uns et les autres s'emploient à

présenter comme étant proche des malheureux travailleurs qui souffrent, et dont finalement le PS n'a rien à foutre comme on le sait.

Il apparaît clairement que le PS mène un combat politique au côté de l'UMP contre le prolétariat pour le compte du capitalisme. Il n'y a donc rien à attendre de ce parti bourgeois. Ce qui est vrai aujourd'hui l'était déjà autrefois, mais pendant près d'un siècle on a fait mine de l'ignorer.

On a, nos dirigeants qui se réclament ou se réclamaient du trotskisme ont fait passer volontairement au second plan sa véritable nature de classe sous prétexte que des couches progressistes de la petite-bourgeoisie se reconnaissaient dans ce parti, alors qu'il se servait uniquement du prolétariat comme moyens pour faire pression sur les différents gouvernements qui se sont succédés au cours du XXe siècle pour préserver leurs privilèges ou en conquérir de nouveaux, sans se soucier de la situation dramatique que vivaient pendant ce temps-là des millions de travailleurs et leurs familles.

Il ne serait pas faux d'affirmer que nos dirigeants qui définissaient le PS comme un parti ouvrier-bourgeois, appartenant eux-mêmes pour la plupart à ces couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes privilégiés, ont ainsi fait passer leurs propres intérêts individuels avant ceux collectifs de la classe ouvrière. Pour camoufler leurs véritables intentions ils ont eu recours aux mêmes expédients que ceux utilisés par le PS en limitant leur combat à l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat qui profiterait en premier lieu à la petite-bourgeoisie qui assurerait la stabilité et la pérennité politique du régime.

Les organisations trotskistes (OCI - LCR) n'étaient en réalité que des formations politiques petites-bourgeoises opportunistes finalement plus promptes à servir les intérêts du régime en subordonnant le prolétariat au capitalisme et sans jamais rompre réellement avec le PS et le PCF ou les appareils pourris des syndicats.

C'est aujourd'hui la plus gigantesque crise que le capitalisme ait connu depuis 80 ans qui conduit le PS à monter au créneau pour tenter d'assurer la survie du capitalisme, ce qui implique de s'en prendre également aux privilèges de la petite-bourgeoisie, mais il ne peut pas aller trop loin ou ouvertement dans cette voie sans prendre le risque de se coucher des couches de cette classe qui entendent continuer de vivre comme avant, voilà à quelle contradiction le PS est confronté.

Méfions-nous des apparences. En soutenant le plan du gouvernement envers les banquiers, le PS n'a pas violé ce pacte passé avec les couches progressistes de la petite-bourgeoisie, dans la mesure où ces couches étaient totalement inféodées au capitalisme, pour elles, sauver les banquiers c'était à la fois sauver leurs propres intérêts.

On est évidemment loin ici de toutes préoccupations de sa part touchant au sort de la classe ouvrière, classe sociale qui lui apparaît totalement étrangère.

Pendant plus d'un demi-siècle on s'est employé minutieusement à fait croire à la classe ouvrière que son sort était forcément lié à celui du PS (et avant lui la SFIO) et du PCF (par le biais du front unique mis à toutes les sauces), lui interdisant ainsi tout autre perspective politique que la situation que l'on a sous les yeux aujourd'hui. Ironie de l'histoire, ceux qui ont sans cesse roulé pour les appareils du PS ou du PCF sont ceux-là mêmes qui aujourd'hui montent au créneau pour tenter de les sauver de la décomposition finale en tentant de les associer à leur combat politique, tandis que ces partis mènent une politique de plus en plus ouvertement réactionnaire au côté du gouvernement.

Les avancées sociales qui ont eu lieu entre 1945 et 1980 et dont a bénéficié la classe ouvrière dans le cadre du régime capitaliste et des institutions politiques du capital, ont surtout permis de masquer que le front unique ouvrier avait profité aux appareils du PS et du PCF. Le discours de l'époque consistait à porter nos regards et nos jugements uniquement sur les résultats obtenus sur le plan alimentaire, sans se soucier le moins du monde des conditions dans lesquels ils avaient été obtenus, conformément au comportement du petit-bourgeois pour lequel seule la satisfaction de ses besoins immédiats comptent, ce qui a interdit au mouvement ouvrier de se positionner dans une autre perspective que le capitalisme ou d'entamer sa rupture avec le capitalisme, le socialisme passant à la trappe. On en veut pour preuve qu'aujourd'hui aucun parti n'est capable de dire à la classe ouvrière ou à la petite-bourgeoisie : voilà de quelles manières nous règlerions telle ou telle question si nous étions au pouvoir, voilà comment vous vivriez quotidiennement dans une société socialiste... Normal, puisque leurs politiques ne se situent pas dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat. Tout se tient.

Tenter d'associer ces partis à leur combat politique ne peut apparaître aux yeux des travailleurs les plus avancés politiquement, que comme une tentative d'associer le prolétariat et ses militants aux projets anti-ouvriers du gouvernement. Ainsi le POI et le NPA ne peuvent que passer pour des complices du PS et du PCF qui soutiennent la politique du gouvernement. C'est en tout cas l'interprétation que ne manqueront pas de faire également les travailleurs les plus arriérés politiquement qui constituent l'immense majorité du prolétariat, la chaire à canon que le régime utilise pour détruire nos droits sociaux.

Maintenant, le POI a infléchi sa politique en privilégiant le combat en direction des militants des autres partis (notamment) et non plus leurs dirigeants, bien qu'ici ou là il continue localement à s'adresser à eux (lettre à M. Aubry par exemple). Il est lui-même traversé par de cruelles contradictions après avoir recruté des républicains, des démocrates, des syndicalistes réformistes, des militants issus du PS et du PCF qui n'ont pas complètement rompu avec l'idéologie bourgeoise de leur ancien parti, sans parler du boulet que constituent son passé et dont ses dirigeants n'ont pu se débarrasser en changeant uniquement le nom et la structure de leur parti.

Quant au NPA, c'est pire qu'un panier de crabes, il faudrait consacrer un livre entier à ses contradictions pour en faire le tour. Indépendant

du PS, Besancenot lui "tend la main" à la première occasion, le reste du temps il lorgne du côté du PG et du PCF qui demandent à l'Union européenne de mieux faire son boulot ! Passons.

Sarkozy a remis à l'ordre du jour la Constitution.

Il souhaite la modifier afin que le budget de l'Etat soit dorénavant conforme au développement économique de la construction de l'Union européenne qui représente les intérêts du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain. Ce serait les aléas du marché mondial entre les mains des banquiers et des spéculateurs qui dicteraient la politique économique et sociale de l'Etat et non plus la situation telle qu'elle existe dans le pays, on n'ose pas dire les besoins de la population bien que cela soit cela aussi, de façon très déséquilibrée en fonction des classes.

Ainsi l'Etat, c'est à dire, le Président, le gouvernement et les différentes institutions de la Ve République, ne serait plus que l'équivalent d'un conseil d'administration aux ordres de l'industrie financière internationale qui lui dicterait son budget annuel, à charge ensuite pour lui de faire en sorte que l'ordre règne, afin que les affaires puissent continuer tranquillement.

On pourrait estimer que cela ne changerait pas grands choses à la situation actuelle. Certes, sauf que ce n'est pas anodin sur le plan politique, car en inscrivant dans la Constitution que le fonctionnement de l'Etat serait soumis aux conditions dictées par le marché, tout en sachant que le PS n'abrogera pas cette clause, d'une part il ancre ouvertement le sort du pays à celui du capitalisme comme s'il devait être éternel, d'autre part, il modifie les rapports existant entre les classes au profit de la classe dominante, de telle sorte que tous les partis qui participeront aux institutions devront au préalable avoir accepté ce cadre fixé par la classe des capitalistes pour exercer leur mandat, ils devront se soumettre à la loi du marché qui dictera le fonctionnement des institutions, ce qui rendra impossible théoriquement et pratiquement toute participation à ces institutions de la part de véritables partis ouvriers.

C'est intéressant, car cela met en lumière le fait que la participation aux institutions aujourd'hui s'assimile déjà à de la collaboration de classes.

Par exemple, ce qu'un élu obtient d'un côté, prenons le blocage de la hausse du prix de la cantine dans les établissements scolaires, se traduira d'un autre côté par la hausse des impôts locaux ou la suppression d'un service communal, c'est l'histoire des vases communicants, il n'y a pas de mystère, il faut bien trouver l'argent quelque part et que quelqu'un paie. Participer aujourd'hui aux institutions revient à assumer le même rôle que les ONG, ce que l'Etat ne veut pas faire nous le faisons à sa place, mais finalement ce sont toujours les mêmes qui paient qu'on le veuille ou non.

Alors faut-il engager le combat pour la défense de nos acquis dans la perspective de l'abolition de la Constitution et des institutions de la Ve République, oui ou non ? Si ce n'est pas à l'ordre du jour demain (à défaut d'hier déjà), ce ne le sera jamais !

**Afghanistan. La situation est sous contrôle !**

Des insurgés ont attaqué samedi la principale base de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan, à Kandahar, a annoncé l'Alliance atlantique.

Mercredi, des kamikazes avaient attaqué une très grande base aérienne de l'OTAN sous commandement américain, à Bagram, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kaboul.

La veille, un attentat-suicide contre un convoi américain avait fait 18 morts dans la capitale. (AP 22.05)

---

**Le 24 mai**

Comme chaque lundi pas grand chose à se mettre sous la dent, je devrais en faire mon jour de repos.

Je n'ai pas reçu de réponse de Thierry Meyssan du Réseau Voltaire, j'ai donc envoyé ma lettre à un autre site qui avait publié son article où il qualifiait Lambert et les "*lambertistes*", donc les militants de l'OCI dont j'ai fait partie, d'agents de la CIA. Voici la réponse qu'ils m'ont adressé : "*On va renvoyer votre lettre d'utiles précisions à Thierry Meyssan, en espérant qu'il y réponde, cette fois...*.

Si Lambert et sa cours n'ont pas été foutus de défendre l'intégrité de leur parti et surtout de ses militants ou estimé utile de le faire face à la calomnie dont ils étaient l'objet, Meyssan aurait pu être attaqué en justice pour diffamation, ne serait-ce que pour l'obliger à nous fournir les arguments sur lesquels reposaient ses accusations et l'obliger à corriger les articles en question. On dit bien : cause toujours il en restera quelque chose, non ? Qu'on se comprenne bien camarades, je n'ai pas voulu prendre la défense de Lambert ou de ce que Meyssan appelle les "*lambertistes*", mais ce qu'ils représentaient à tort ou à raison, le trotskisme qui incarnait la continuité du combat pour la révolution socialiste internationale, courant politique auquel j'appartiens évidemment.

On pourrait très bien se dire qu'on n'en a rien à foutre du Réseau Voltaire et des divagations (parfois) de Meyssan, à ceci près - chose que vous ignorez sans doute, que leur site reçoit plus de deux millions de connections par mois, donc vous pouvez imaginer le nombre de personnes qui ont dû lire les conneries qu'il a racontées sur nous, donc il ne s'agit pas d'un site à caractère strictement confidentiel que quelques paumés à travers le monde en mal d'histoires d'espionnage ou je ne sais quoi visiteraient. (A suivre)

J'ai eu un entretien téléphonique hier avec un camarade à propos de l'appel au 27. J'ai ainsi pu mesurer un peu mieux l'effet produit par le manque de détermination des dirigeants syndicaux à s'opposer au projet du gouvernement et l'organisation de ces journées d'action isolées qui ne servent finalement qu'à décourager et démobiliser travailleurs et militants.

Si on devait chaque fois s'en tenir uniquement au contenu des appels des dirigeants des syndicats ou des partis, on ne participerait pratiquement à aucune grève et aucune manifestation. C'est l'ensemble des facteurs et leurs rapports qui constituent la situation sociale et politique qui déterminent notre décision de participer ou non à une action, en fonction de l'objectif que l'on s'est fixé.

Pas besoin d'attendre le matin du 27 mai pour savoir comment les choses vont se dérouler puisque seulement deux hypohèses sont possibles, elles se résument à savoir si la mobilisation aura été massive ou non. Partons de l'objectif recherché par les parasites qui contrôlent les syndicats, une mobilisation médiocre ou en demi-teinte.

1- Pour ouvrir le bal, les médias martèleront que les syndicats n'ont pas réussi à mobiliser la classe parce que celle-ci s'est déjà rangée aux conclusions du COR et du gouvernement, on ne peut rien contre la fatalité...

2- Une fois le terrain déblayé, le gouvernement se contentera de faire le même constat en ajoutant que c'est la situation qui impose ces mesures et qu'il en est vraiment désolé, que si cela ne tenait qu'à lui, pour un peu il maintiendrait en l'état le système de retraite et l'améliorerait encore, il en profitera pour marteler encore une fois qu'il en va de la survie du système de retraite que personne ne souhaite voir disparaître, fatalité là aussi, selon un discours bien huilé...

3- Pour fermer la marche, les appareils syndicaux feront mine d'être déçus, pour ensuite expliquer que de leurs côtés ils ont fait leur boulot et qu'ils n'y peuvent rien si les masses ne suivent pas le mouvement, pour finir ils déclareront que le temps leur a manqué pour construire un réel rapport de forces contre le projet du gouvernement ou qu'il va falloir s'atteler à le construire, que rien n'est foutu au-delà du 27 mai après avoir laissé entendre le contraire les semaines précédentes, c'est la formule et la méthode qu'ils reprennent à chaque fois pour siffler la fin de la partie, tandis que certains affirmeront ouvertement que les carottes sont cuites et que les travailleurs n'ont peut-être pas totalement tort de penser qu'il faudra travailler plus longtemps pour avoir le droit à une retraite, c'est en tout cas ce qui ressortira de leurs déclarations et que le gouvernement pourra utiliser par la suite.

Fatalitas, camarades ! Fatalité si les travailleurs ne se sont pas mobilisés, ce sont des veaux qui ont une mentalité d'esclave, ils sont irrécupérables. Fatalité si la situation nous impose de travailler toujours plus et plus longtemps, que pouvons-nous contre les aléas du marché mondial qui contrôle tout, n'est-ce pas ? Avec des veaux et une situation qui vous dépasse, franchement vous espériez quoi de mieux au juste ? Restons bons amis lanceront-ils à leur base, après tout, elle n'était pas belle cette journée du 27, on a eu raison de l'appeler, hein ? Les uns repartiront satisfaits du discours de leurs dirigeants, tandis que les autres les traitrons de traîtres, comme d'habitude quoi, nous ne serons guère plus avancés.

Un parti révolutionnaire appellerait à y participer sur ses propres mots d'ordre, et si la question de la défense des retraites constituerait l'axe central de son tract conformément à l'ordre du jour de cette journée de mobilisation qui lui a été imposée, il ne manquerait pas de préciser qu'aucun droit n'est jamais acquis pour le prolétariat en régime capitaliste, et que ce combat s'inscrit dans la perspective et la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République et qu'il ne constitue qu'une étape vers cet objectif, l'objet de cette journée n'étant évidemment pas de renverser le gouvernement...

Voilà ce qui me semble être une position correcte pour que les travailleurs puissent tirer un enseignement de cette expérience, s'en saisissent pour au-delà s'organiser et continuer le combat sur le terrain politique, vous m'excuserez, c'est une obsession chez mois que je souhaiterais partager avec le plus grand nombre, c'est d'ailleurs la raison d'être du site *Lutte de classe*. Par la même occasion on se donne les moyens de construire le parti sur une ligne révolutionnaire et non sur une position réformiste qui consiste à oublier (sic !) de situer notre combat dans une perspective politique.

Rien aujourd'hui n'interdit à FO et aux différents partis ouvriers d'appeler et de participer à cette journée de mobilisation sur leurs propres mots d'ordre. Maintenant on nous dit que la plupart des syndiqués des autres syndicats partagent les mots d'ordre de FO, alors qu'est-ce qui vous empêche de manifester ensemble ? Au-delà des désaccords sur le contenu de l'appel au 27, on nous explique encore que cette journée de mobilisation ne servira à rien, parce que la journée de grève interprofessionnelle appelée uniquement par FO servira à quelque chose ?

Il faudrait arrêter de raconter n'importe quoi et de nous prendre pour des cons, et s'agissant des intentions réelles de la direction confédérale de FO, elles ne valent guère mieux que celles de Thibault ou Chérèque. Je rappellerai seulement le refus de FO de voter contre une déclaration du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse qui rejettait une «*baisse non maîtrisée des pensions, le rendez-vous 2010 devra aborder sous quelles conditions il est possible (?) d'augmenter l'âge effectif de liquidation*», et *Le Figaro* du 17 mai de préciser "*entre les lignes, le conseil penche même pour un relèvement de l'âge légal.*" (Dans le site, rubrique info syndicale de mai,

*Réactions syndicales et politiques au document du gouvernement sur les retraites (18.05)* .)

Bon, stop, on ne va pas faire un procès à FO pour autant, sinon on ne s'en sortira jamais, on a dit ce qu'on avait à dire ça suffit ! Et on ne pourra pas nous accuser de couvrir la direction de FO et de ne pas avoir diffusé cette information contrairement au POI.

J'ai relevé deux positions exprimées par des syndicalistes dans *Informations ouvrières* n°98.

1- Patrick Rue, secrétaire régional FO des services publics de la région PACA et Corse, et secrétaire adjoint du syndicat des territoriaux FO de Marseille et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

"*Sur cette base, le 15 juin, appelé par Jean-Claude Mailly, résonne comme une position d'indépendance, forte et lisible pour tous les salariés*"

En voilà encore un qui se prend pour "*tous les salariés*", il vous faudra trouver un autre argument pour justifier le refus de FO de participer à la mobilisation du 27.

Si les travailleurs étaient capables de faire la distinction entre une position indépendante du gouvernement d'une position qui ne l'est pas, il y a belle lurette qu'on aurait pris le pouvoir !

Au lieu de penser à la place des travailleurs, vous feriez mieux d'essayer de comprendre comment ils pensent et pourquoi ils pensent ainsi. Avant de pouvoir lire, il faut commencer par apprendre à lire, et là je ne suis pas du tout certain que l'immense majorité des travailleurs aurait terminé cet apprentissage, sinon cela se saurait, cela se traduirait pratiquement, or ce n'est pas le cas comme chacun peut le constater quotidiennement.

2- Hugues Miller, secrétaire du syndicat CGT des communaux d'Hayange (Moselle)

"*On va se réunir et discuter de la situation, des propositions de la CFDT, de FO. Si l'on manifeste le 27 mai, ce n'est pas sur la déclaration commune CGT-CFDT et des autres organisations syndicales, mais sur des revendications précises*"

Voilà une position plus sérieuse. Il a raison de ne pas ignorer la CFDT, car il ne faut pas confondre les jaunes qui contrôlent ce syndicat et la plupart de ses adhérents qui ont toute leur place dans le mouvement ouvrier.

Pour conclure.

Rien n'interdit à FO de participer à la journée du 27 et de maintenir son appel du 15 juin. Si le 27 se traduisait par une mobilisation massive, FO pourrait s'en saisir pour s'adresser aux autres syndicats en les appelant à se joindre à son appel du 15 juin, qui de fait s'inscrirait dans la continuité de celui du 27, mais sur une base disons, plus claire (sic!) et plus déterminée, FO aurait accepté finalement de se joindre à l'appel du 27 et les autres syndicats accepteraient de se joindre à son appel du 15 juin, en cas de refus de ces syndicats, l'entière responsabilité de l'échec du 15 juin reposerait sur eux, donc on voit mal où cela coincerait en dehors d'intérêts d'appareil.

Sur Internet j'ai constaté que le NPA et le PCF appelaient à participer au 27, rien sur le site de LO qui passe apparemment son temps à préparer des "*fêtes*" dans toute la France !

Un dernier mot.

Il y en a qui en sont encore à la ligne de la "*rupture des dirigeants syndicaux avec les « négociations » de l'Élysée, le front unique des organisations du mouvement ouvrier et la grève générale*", je n'ose même pas les désigner tellement j'ai honte pour eux. Je parle de militants politiques et non de syndicalistes, gardez cela en mémoire en lisant la suite sinon vous ne comprendrez rien. Vous pouvez vous livrer à une rapide comparaison avec la position que j'ai exprimée plus haut pour comprendre où se situe notre désaccord.

Ma position tient compte de la situation réelle, mais elle est déterminée uniquement par l'objectif que je me suis fixé, si vous la comparez avec celle exprimée ci-dessus, vous vous apercevrez immédiatement que la mienne subordonne mon action à mon objectif et qu'elle n'est pas dictée par le rôle des appareils dont je suis totalement indépendant, ce qui n'est évidemment pas le cas de cette tendance politique, puisqu'aussi bien leur tactique que leur stratégie reposent finalement sur le bon vouloir des appareils, ce n'est pas moi qui l'affirme ce sont eux qui le déclarent.

Leur horizon politique est cadenassé par les appareils et ils s'en tiennent là, un constat d'impuissance... Bien, si les appareils ne veulent pas rompre avec l'Elysée, si les appareils refusent de réaliser le front unique sur une base correcte, s'ils refusent d'appeler à la grève générale comme c'est le cas (dans les trois cas), vous faites quoi, vous proposez quoi ? On cesse le combat ? On se flingue ? On passe son temps à refaire le monde entre quatre mois, exercice qu'adorent les intellectuels ? On lance une bouteille à la mer en espérant qu'elle parvienne un jour sur le bureau de Thibault par exemple ?

Si on me propose cette seule perspective de combat, autant dire que je préfèrerais faire une bonne sieste sous un cocotier, je me reposerais et cela me serait profitable au moins !

La question est-elle de faire sauter le carcan des appareils qui pèse sur le mouvement ouvrier et le prolétariat sachant très bien quelque part que ce sera impossible aussi longtemps que la classe ouvrière n'aura pas repris confiance en elle-même et qu'elle n'aura pas repris espoir qu'il pourrait exister un monde meilleur, processus qui se matérialiserait à une échelle de masse par son auto-organisation en dehors des appareils..., ou d'axer notre combat sur les droits légitimes des travailleurs dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat, du socialisme, afin de construire le parti sur la base d'une politique révolutionnaire en rupture avec le capitalisme et le réformisme qui n'est qu'une mouture de l'idéologie bourgeoise adaptée au mouvement ouvrier.

On ne peut pas combattre efficacement les appareils en les appelant sans cesse à prendre les choses en main, en leur donnant sans cesse le premier rôle, en les faisant passer pour des interlocuteurs valables et indispensables, ce discours est incompréhensible pour les travailleurs, inconsciemment vous vous faites les complices de leurs trahisons.

Deux attitudes totalement antinomiques. En agissant de la sorte, vous donnez un mandat aux dirigeants syndicaux, à l'opposé, je leur refuse tout mandat, y compris de la part des syndiqués dont le niveau de conscience politique pour l'immense majorité d'entre eux frôle la médiocrité absolue. Je ne nie pas leur existence, mais sachant à quoi m'en tenir à leur sujet, je leur refuse de prendre la direction du mouvement ouvrier, même si je sais pertinemment qu'ils sont aux commandes. Ce n'est pas moi qui crée ici un paradoxe, c'est la situation qui est ainsi. En tant que militant politique, je le rappelle, si je dois prendre en compte l'ensemble des facteurs qui composent la situation, en dernier ressort je conserve à l'esprit en permanence que c'est l'objectif politique que je me suis fixé qui déterminera mes positions et qui guidera mon action...

Les bureaucrates syndicaux, il y a bien quelqu'un qui les a mis là où ils sont, qui les ont élus lors de congrès. Partant du constat que ces dirigeants sont pourris jusqu'à l'os, pour les élire il ne fallait pas avoir grand chose dans la tête, non ? Il ne fallait pas avoir un niveau théorique et politique de la lutte de classes bien développé, non ? Donc vous prétendez qu'on pourrait aller de l'avant tout en sachant comment sont les uns et les autres aujourd'hui. Et vous voudriez qu'on vous suive dans cette voie ? Certes on doit faire avec ce qu'on a, mais ce n'est peut-être pas une raison pour faire n'importe quoi aussi. Le manque de maturité politique des syndiqués ne seraient-ils pas plutôt l'obstacle auquel il faudrait s'attaquer pour réduire ensuite les bureaucrates syndicaux à l'impuissance ou au silence, pour inverser les rapports qui existent aujourd'hui (à l'intérieur de la classe) et les contraindre malgré eux à avancer dans une voie qui leur répugne ? Mais pour que la conscience de classe des syndiqués et des travailleurs en général progresse, ne pensez-vous pas qu'il faudrait commencer par leur proposer une issue politique à laquelle ils pourraient se raccrocher pour reprendre espoir et ainsi se donner les moyens d'imposer leur conception de la lutte de classe aux bureaucrates syndicaux ? N'est-ce pas justement le rôle et le devoir des militants révolutionnaires ? La mobilisation pour la mobilisation, la grève générale pour la grève générale n'a aucun sens, cela conduit inéluctablement à une impasse politique.

Les travailleurs et les syndiqués ne disposent pas actuellement d'un axe politique qui fournirait une orientation politique à leur combat et sur lesquels ils pourraient s'unir, le problème politique que nous avons à résoudre ne serait-il pas celui-ci plutôt que l'attitude des dirigeants syndicaux vis-à-vis du pouvoir en place dont la crédibilité auprès des travailleurs ne dépasse pas le niveau de leur légitimité ?

Ce qui est curieux dans la démarche de ces militants, c'est qu'ils ne partent pas des enseignements acquis par les travailleurs sur le rôle infâme joué par les partis traditionnels dits ouvriers ou les dirigeants syndicaux, ils veulent absolument partir des illusions qui les habitent encore, qu'elles concernent les appareils, le capitalisme ou les institutions. Au lieu de prendre appui sur ce qui est positif pour essayer d'aller de l'avant, ils s'appliquent à partir systématiquement de l'aspect négatif de la situation... ou de chimères comme l'autogestion, par exemple.

Il n'existerait qu'une faible lueur de conscience politique dans la tête des travailleurs, qu'on devrait l'alimenter en permanence pour veiller à ce qu'elle ne s'éteigne jamais, d'ailleurs c'est impossible.

Entre ce qui serait souhaitable et ne pourra se réaliser que sous certaines conditions qui ne sont pas remplies aujourd'hui et ce qui paraît inévitable malgré nous, devinez de quel côté leur coeur balance ? Du mauvais côté là encore. Puisque c'est inévitable, allons-y, appelons les dirigeants à rompre avec Sarkzoy, appelons-les à prendre la direction d'un front unique, prions-les de bien vouloir appeler à la grève générale, et puis tant pis si finalement l'histoire se répète indéfiniment et qu'on en sera toujours au même point dans quelques décennies ou siècles, c'est que les choses devaient se passer ainsi, nous n'y sommes pour rien, ce sera la faute à pas de chance ou à cette foutue fatalité qui nous colle à la peau et qui aura ruiné tous nos espoirs, on pourra lire plus tard dans les livres d'histoire que le socialisme n'était qu'une mystification ou une utopie, et puis d'ici là nous serons tous morts, alors qu'est-ce que tout cela peut bien nous faire, en attendant continuons à égrainer (ou égrener) notre chapelets...

**Retraites.**

Le ministre chargé de l'Industrie, Christian Estrosi, a déclaré dimanche que le gouvernement s'orientait "*vers une augmentation de l'âge de la retraite qui devrait dépasser les 60 ans*", tout en assurant que cette option n'était pas encore définitivement "arrêtée". (Lepoint.fr 23.05)

Martine Aubry affirme, dans une interview au *Parisien Dimanche*, que si le gouvernement repoussait l'âge légal de départ à la retraite la

gauche le rétablirait à 60 ans en cas de victoire à la présidentielle de 2012. (20minutes.fr 23.05)

Mais comme par le biais de différents mécanismes déjà existant la majorité des travailleurs partent déjà à la retraite à 61,5 ans, autant dire qu'à lui seul ce critère ne suffit pas pour garantir la possibilité de partir à la retraite à 60 ans.

---

**Le 25 mai**

Le site est actualisé, plus le temps de causer, juste un petit mot personnel.

Ma compagne Magueswary n'a toujours pas le gaz et le téléphone après avoir déménagé depuis plus d'un mois à Aubagne. De plus elle a eu la mauvaise surprise après son retour en France le 17 mars dernier d'apprendre qu'une partie de ses médicaments ne lui seraient plus remboursés, du coup son médecin lui a donné gratuitement, un chic type d'origine égyptienne. Comme quoi nous sommes tous durement frappés par les mesures réactionnaires du gouvernement.

Elle doit se faire à nouveau hospitaliser cette semaine car sa santé décline rapidement. Elle devrait aller ensuite en maison de repos pendant au moins un mois. Je me suis demandé si la pose de ces deux valves cardiaques qui l'handicape à vie et la fait souffrir en permanence, n'a pas rapporté davantage à la clinique qui l'a opérée qu'à elle-même. Elle parle sans cesse de se suicider pour mettre fin à ses souffrances, il aurait peut-être été préférable pour elle qu'elle ne se réveille pas après son opération, c'est la réflexion douloureuse que je me suis faite. Elle s'accroche à la vie ce qui est compréhensible, excusez-moi mais quelle vie de merde, je ne peux même pas être à ses côtés.

Bonne semaine et bon courage, camarades, portez-vous bien et gardez le moral surtout.

**PG - PCF : Querelle de boutiquiers entre "*autocrates*".**

...les responsables PG réitèrent leur ambition d'un «parti commun de la gauche d'alternative au capitalisme», dont les communistes ne veulent pas.

Le PG reste sur ses fondamentaux dont ne veut pas le PCF (adhésions directes, parti commun, refus de discuter avec le PS et EE...) et les communistes, qui doivent remplacer Marie-George Buffet par Pierre Laurent au poste de numéro 1 lors du congrès du parti mi-juin, sont toujours crispés à l'idée d'une candidature Mélenchon qui se profile. Sur ce point, le PG menace même d'aller au clash si le rejet de l'ex-PS est répété publiquement par des responsables PCF: «*Aucune discussion sérieuse n'est possible sans le respect de chacun. Nous déplorons donc vos attaques récentes contre le Parti de Gauche en la personne de Jean-Luc Mélenchon et la campagne qui s'en est suivie.*»

En cause, une réponse de Patrice Bessac, porte-parole du PCF, précisant dans *Libération* que «*le Front de gauche n'est pas une autocratie*». Les lieutenants de l'ex-socialiste annoncent que «*si de tels débordements devaient se reproduire sans être désavoués, en dépit de cette solennelle mise en garde cette fois-ci formulée par écrit, nous en conclurons qu'il s'agit d'une ligne d'action délibérée, d'un double langage, et non d'initiatives personnelles comme cela nous a été expliqué.* » (Libération.fr 24.05)

Après avoir tenté de vampiriser partiellement le PS, imité en partie le POI, puis engagé un virage en direction du pré-carré des Vert, le PG rêve d'absorber ce qui reste du PCF !

Mélenchon n'a semble-t-il pas compris que le mouvement ouvrier était si divisé, si éclaté, si subordonné au capitalisme et dans certains cas si sclérosé par réaction, que les dirigeants du PCF estimaient ne voir (pour le moment) aucun danger poindre à l'horizon pour le régime au point de devoir constituer même hypocritement une "*alternative au capitalisme*" (qui n'en serait pas une), encore moins de se fondre dans un "*parti commun*" sur cette base avec les autres composantes du Front de gauche.

Mélenchon est un grand démocrate comme chacun sait, un furieux opportuniste ou un mégalomane qui passe son temps à échaffauder des théories foireuses ou des scénarios qui le sont tout autant, il en fait ici encore la démonstration, car il sait que la majorité des militants du PCF se sont déjà prononcés contre le scénario qu'il propose aux dirigeants PCF, il s'en tape complètement de l'avis des militants de ce parti que chacun d'entre nous devrait respecter évidemment, seuls ses dirigeants comptent à ses yeux, sauf que ceux-ci sont obligés de tenir compte à un moment donné de l'avis de leurs militants, situation qu'apparemment Mélenchon ignore, en passant, cela donne une petite idée de la conception de la démocratie qui doit régner au sein de son parti... que l'on ne recommandera à personne. Bien entendu, la direction du PCF peut passer outre l'avis de ses militants, mais dans la situation où se trouve aujourd'hui le PCF, il y a fort à parier qu'elle y aurait plus à perdre qu'à y gagner en agissant de la sorte, élément qui a semble-t-il aussi échappé à Mélenchon qui prend décidément ses rêves pour la réalité.

**LO fait la fête !**

La formation trotskiste tient jusqu'à ce lundi soir sa fête annuelle à Presles, dans le Val-d'Oise.

Une candidate de plus pour 2012. En marge de la quarantième fête de Lutte ouvrière qui se tient jusqu'à ce lundi soir à Presles, dans le Val-d'Oise, Nathalie Arthaud l'a reconnu : «Un consensus se dégage» autour d'elle pour prendre la suite d'Arlette Laguiller.

Pour autant, Arthaud tient tout de suite à préciser que «le sort des travailleurs n'est pas suspendu à 2012» . Et rarement comme ce week-end, depuis 1971, les militants n'auront eu le sentiment qu'il leur était légitime de pointer du doigt «la perversion du capitalisme», «Le système capitaliste est vraiment, vraiment au bout du rouleau» , insiste Nathalie Arthaud.

Son objectif : marteler publiquement que «*la dette, ce n'est pas notre dette, c'est la dette de ceux qui ont vidé les caisses et nous n'en sommes pas redevables…*» . Pour les retraites, la porte-parole de LO veut revenir aux 37,5 annuités. La seule limite d'âge à 60 ans «*n'est qu'un symbole*». «*Elle ne veut rien dire si vous n'avez pas votre compte d'années.*» Sur ce point, elle se sent proche des positions du NPA d'Olivier Besancenot même si ce parti, selon elle, «n'est plus communiste» . «*Et leur côté révolutionnaire, ils ne le mettent pas vraiment en avant…*» «*Ce qu'ils cherchent au NPA, dit-elle, c'est à regrouper ceux qui critiquent la société sans pour autant se sentir communistes.*»

Si Nathalie Arthaud ne croit pas aux vases communicants entre le NPA et LO, «*ça n'existe pas*», elle indique que son parti «*attire des jeunes qui rejettent la société et se tournent vers notre idéal. La situation fait d'ailleurs plus évoluer les idées qu'aucun de nos discours*».

Question affluence, LO - qui selon les organisateurs compte près de 8000 adhérents - fera son compte ce soir. Ils espéraient bien accueillir, comme les années précédentes, environ 30.000 personnes. (lefigaro.fr 24.05)

Je ne suis pas très bien placé pour parler de LO, ce serait bien si des militants de cette organisation pouvaient intervenir dans le site.

Ce que je reprocherais à LO, c'est son isolement, pour ne pas dire son sectarisme, et son discours en direction des travailleurs à forts relents dogmatiques ou à l'opposé, frôlant l'infantilisme quand il se veut populaire, c'est ce dernier qui ferait son succès paraît-il. A l'opposé, le POI et dans une moindre mesure le NPA, essaie d'organiser des travailleurs et des militants provenant de différentes formations politiques.

Je rappelle principalement aux camarades qui ont découvert le site Lutte de classe depuis peu, que je peux me permettre de critiquer le discours dogmatique de LO en direction des travailleurs, dans la mesure où le site que j'anime ne s'adresse pas aux travailleurs en général contrairement à LO, mais uniquement à des militants déjà engagés dans la lutte de classe qui sont susceptibles en principe de saisir le discours que je tiens, sachant qu'il contient des références théoriques piochées dans le marxisme. Je l'ai précisé à plusieurs reprises, mais il est bon de le rappeler.

Il ne me viendrait jamais à l'idée de m'exprimer publiquement de la sorte en direction des travailleurs ou dans un tract, en utilisant des formules théoriques ou lapidaires qui apparaissent déconnectées de la réalité, à la limite on pourrait concevoir dans le journal une rubrique politique à caractère plus théorique qui serait réservée en priorité aux militants...

S'agissant des 8000 adhérents annoncés par LO.

Un camarade, qui a participé l'année dernière à plusieurs réunions appelées par LO sur sa commune, m'a expliqué hier au téléphone qu'il y avait croisé des "*prolos*", des "*mères de famille*", et que le niveau politique de ces réunions étaient particulièrement médiocres au point que les questions essentielles n'y étaient pas abordées. Comptabiliser des adhérents ne signifie pas forcément organiser des travailleurs, surtout quand ils ne participent à aucune activité politique.

LO qui prétend ne faire aucune concession sur le plan théorique et justifie ainsi son isolement (sauf quand il s'agit de s'encanailler avec le PS lors d'élections !), compterait donc parmi ses 8000 membres un grand nombre d'adhérents qui ne militent pas vraiment si j'ai bien compris, et pour lesquels forcément les questions théoriques si chères à la direction de LO passeraient à la trappe, ce qui expliquerait d'une part qu'on les voit rarement diffuser, et d'autre part que LO puisse revendiquer ce nombre d'adhérents. (A suivre)

S'agissant de tous ces partis, je ne retiendrais qu'une seule chose : ils causent bien, mais dès lors qu'il s'agit de passer à l'épreuve pratique il n'y a plus personne, aucun n'a répondu favorablement aux différentes propositions du POI ou n'a voulu s'associer à son combat qui consistait en premier lieu à organiser la classe. La craignent-ils à ce point pourrait-on leur demander ?

Pour ma part, je continue de soutenir le combat engagé par le POI, car malgré les réserves que l'on peut formuler, il est orienté dans la bonne direction. J'estime que ceux qui refusent de s'y associer craignent avant tout de confronter leurs idées avec celles des militants du POI, à moins qu'ils n'en aient pas les moyens théoriques ou politiques. Cela dit, aucun prétexte ou désaccord entre nous ne devrait constituer un obstacle au rassemblement des militants entendant combattre le gouvernement dans les comités formés à l'initiative du POI, ce qui ne signifie pas forcément adhérer au POI, mais ce qui ne l'interdit pas non plus, chaque militant ou travailleur décidant librement quelle formation politique est la plus proche de ses convictions pour y militer.

Franchement, il y en a marre des camarades qui critiquent tout le monde et qui ne militent pas ou plus, ils ont perdu le sens de la mesure ou ils ne l'ont jamais eu, à moins qu'ils aient tout simplement perdu confiance dans le prolétariat et donc en eux-mêmes, qu'ils sachent qu'on a besoin de chaque militant, pas un n'est inutile, et puis merde, qu'ils se disent une fois pour toute que leurs convictions si elles sont

demeurées intactes, valent mieux que les divisions du mouvement ouvrier, et qu'en continuant le combat sur des bases loyales et honnêtes ils oeuvreront à son unité, pour la victoire du socialisme. Je ne vise personne en particulier évidemment, je mets seulement en adéquation mes actes avec mes paroles, ce que devrait faire ou apprendre à faire chaque militant.

Je ne suis pas un donneur de leçons, organisez-vous, c'est le seul conseil que je peux leur donner pour donner (ou redonner) un sens pratique à leurs convictions et à leur vie par la même occasion. Vous ne pouvez pas savoir à quel point le terrain me manque.

**Grèce. PASOK = FMI = UE.**

La Commission a envoyé une lettre jeudi dernier demandant que la réforme soit appliquée dans son ensemble '*à partir de 2015, et non 2018*' comme le prévoit le projet, a déclaré M. Loverdos sur une chaîne de télévision privée. La Commission réclame aussi que la retraite complète soit accordée après quarante ans de cotisations, contre trente-cinq ans actuellement, ainsi que des mesures excluant toute retraite pour les femmes avant 50 ans.

Les autorités européennes demandent par ailleurs la réforme immédiate des pensions versées à vie aux jeunes filles dont la mère est décédée avant leurs 26 ans, le regroupement des caisses de retraite avec la mise en place rapide de trois caisses pour l'ensemble des professions. (Lemonde.fr 24.05)

**Italie.**

Le Parlement italien devrait approuver mardi de nouvelles mesures d'austérité à la demande du gouvernement qui souhaite équilibrer ses comptes, grevés par le niveau élevé de la dette publique, afin de protéger cette dernière des assauts des spéculateurs.

Ces restrictions budgétaires fortement contestées pourraient inclure un gel des salaires dans la Fonction publique pendant trois ans, une baisse des plus hauts salaires de fonctionnaires et une réduction des budgets sociaux, selon de hauts responsables italiens. (AP 24.05)

**Grande-Bretagne.**

Le personnel navigant de British Airways a entamé lundi une grève de cinq jours après l'échec de discussions avec la direction durant le week-end au sujet des salaires, des suppressions de postes et des conditions de travail.

La compagnie aérienne a dit prévoir tout de même le maintien de plus de 60% de ses vols long-courriers et de plus de la moitié de ses vols court-courriers au départ de l'aéroport londonien d'Heathrow, ce qui devrait permettre à près de 70% de ses passagers d'atteindre leur destination.

Les vols au départ de deux autres aéroports londoniens, Gatwick et City, ne sont pas affectés par cette grève. (Reuters 24.05)

**Pologne. Ils sont comme chez eux.**

Des dizaines de soldats américains et une batterie de missiles Patriot se trouvent désormais en Pologne, où ils resteront stationnés pendant deux ans pour former l'armée polonaise à ce système sophistiqué de missiles téléguidés sur une base située à quelques kilomètres de la frontière russe.

Ce déploiement implique pour Washington un engagement de plus longue durée que tous les projets précédents entre les armées américaine et polonaise et marque "*la première présence continue*" de soldats et d'équipements américains en Pologne, a précisé Andrew Paul, porte-parole de l'ambassade américaine à Varsovie. (AP 24.05)

**Chine.**

Au premier jour du deuxième Dialogue stratégique et économique entre la Chine et les Etats-Unis qui se tient à Pékin, Hu Jintao a affirmé que le gouvernement chinois souhaitait développer la demande intérieure afin d'équilibrer davantage la croissance, évolution appelée de ses voeux par Washington, qui espère réduire son vaste déficit commercial avec Pékin.

En 2009, celui-ci s'est établi à 226,8 milliards de dollars, contre un record de 268 milliards de dollars en 2008. Washington espère développer ses exportations vers la Chine.

Tentant de démontrer aux Chinois qu'une appréciation de leur devise serait également de leur intérêt, le secrétaire au Trésor a indiqué qu'un taux de change plus souple permettrait de supprimer l'inflation et d'inciter le secteur privé chinois à investir dans des activités plus productives et à plus forte valeur ajoutée. (Reuters 24.05)

---

**Le 26 mai**

J'ai corrigé au passage quelques fautes : *soi-disant* au lieu de *soit-disant* ou *connaie* au lieu de *connait*, dans le premier cas j'utilise plus souvent le subjonctif présent de l'auxiliaire être, et dans le second c'était une faute d'inattention. Je n'ai pas eu le temps de tout relire, c'était juste en survolant la page d'accueil que je me suis aperçu de ces fautes, avec mes excuses, mais c'est inévitable.

Quelques réflexions très brèves.

**1-** Le modèle de "*flexisécurité*" danois qui était soi-disant la panacée en terme de condition de travail et de protection sociale a du plomb dans l'aile, les bobards et les clichés tombent... Tant mieux : vive la crise et le socialisme !

**2-** Grèce, Portugal, Espagne, Allemagne, Italie, Danemark, France, etc. maintenant plus personne ne pourra dire qu'il ne sait pas à qui les dirigeants du vieux monde entendent faire payer la crise de leur système économique, crise qui a démontré que les limites dans lesquelles étaient contenues ses contradictions poussées à l'extrême étaient atteintes ou dépassées (si besoin était) et qu'il était indispensable de passer à une société basée sur la propriété et la gestion collective des moyens de production et financier, à la fois pour s'opposer à la terrible régression sociale qui accompagnerait la survie du capitalisme, et pour enfin pouvoir satisfaire les besoins et les aspirations de l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes.

**3-** Scènes de guerre civile au Mexique, en Jamaïque, fusillades à répétition à Marseille ou en Ile-de France, la décomposition de la société qui est le produit de celle du capitalisme a atteint des sommets, elle a déjà franchi le degré de pourriture au-delà duquel la barbarie est la seule perspective que le capitalisme réserve à tous les peuples. Dans de nombreux pays dans le monde, la vie quotidienne est devenue depuis longtemps synonyme de cauchemar, du fait que tous les rapports sociaux ont été détruits ou subordonnés à la survie du capitalisme lui-même en état de décomposition profonde. La faillite du capitalisme menace donc désormais la survie de la civilisation humaine à l'échelle de la planète.

**4-** Ce serait s'engager dans la "*bonne voie*" que d'avancer dans la voie de la "*personnalisation des cours*" au collège selon l'OCDE et le ministre de l'Education, ce qui se traduirait par des cours le matin et des activités sportives l'après-midi, selon le projet en cours d'expérimentation lancé dans une centaines d'établissements scolaires. (source : Lemonde.fr 25.05)

Cela se traduirait si cette expérience se généralisait, d'une part, par moins de cours et donc la suppression de centaines de milliers de postes de professeur conformément à la politique du gouvernement de ne plus remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, d'autre part, par un appauvrissement des moyens mis à la disposition des élèves pour acquérir les connaissances qui leur sont nécessaires pour continuer leurs études et obtenir des diplômes, ce qui aurait pour conséquence à la fois de renforcer les inégalités déjà existantes entre les élèves provenant de milieux sociaux différents, et de rejeter plus rapidement encore de l'école tous les enfants des milieux ouvriers les plus défavorisés, à défaut de pouvoir les faire disparaître de la société ou de les supprimer physiquement, ce sera un "bon" moyen de s'en débarrasser à moindre frais.

Que ferions-nous si nous étions au pouvoir ? C'est quoi le socialisme appliqué à l'école ? On attend que nos dirigeants qui sont pour la plupart des enseignants veuillent bien nous éclairer sur cette question. L'école serait-elle toujours vécue comme une obligation, voire une punition ?

Nous expliquerions à nos enfants et à nos élèves, que l'on va à l'école pour découvrir le monde dans lequel nous vivons, en partant du constat qu'à notre naissance on ne sait rien, on ne comprend rien, qu'on naît esclave de notre environnement, mais qu'on n'est pas destiné à le demeurer toute notre vie, et que par conséquence le but du jeu est d'acquérir les outils nécessaires pour maîtriser notre destin ou s'en forger un, tout en participant à la transformation du monde de façon à ce que chacun (et la communauté humaine) puisse satisfaire ses besoins ou ses aspirations...

**5-** Au cours du XXe siècle, les pays dominants ont assuré la survie du capitalisme et imposé leur suprématie au reste du monde en continuant de piller les ressources des pays dominés et la surexploitation leur main d'oeuvre, jusque dans les années 70-80 où ces derniers ont accéléré leur développement industriel pour finir par concurrencer les pays dominants.

La crise, on pourrait peut-être la résumer ainsi : le gâteau a grossi, mais comme le nombre de convives a considérablement augmenté avec la forte augmentation de la démographie mondiale (la population mondiale a pratiquement doublé entre 1945 et 2010, elle a été multipliée par 6 depuis le début du XXe siècle), et que dans le même temps, la minorité qui tient le couteau pour répartir les parts qui doivent revenir à chacun, après s'être servie généreusement en premier, s'est montrée de plus en plus gourmande tout en étant toujours plus nombreuse (voyez l'augmentation du nombre de millionnaires ou milliardaires à travers le monde), il arrive forcément un moment où le gâteau s'avère trop petit pour servir tout le monde, où des limites sont atteintes, surtout que notre gâteau ressemblait davantage à un soufflé toujours prêt à retomber, gonflé artificiellement à coup de dettes et de déficits (notamment depuis le début des années 90) ou de bulles qui éclatent, où tout le monde ne peut plus être servi à sa faim (tout le monde ne l'a jamais été d'ailleurs), où il faut réduire la part de chacun aussi modeste fut-elle au départ, où au sein de cette minorité la part qui revenait à chacun doit être remise en question pour faire de la place aux nouveaux arrivants (ce qui va alimenter les tensions politiques)...

On en est arrivé au moment où le gâteau va leur exploser à la figure, où l'ensemble de ces contradictions conduisent à la paralysie du système économique (on en est à cette étape), à la dislocation du marché mondial, à une gigantesque explosion sociale qui se terminera par une révolution prolétarienne et l'abolition du capitalisme, si le prolétariat parvient à se donner une direction politique et à prendre le pouvoir, alors seulement chacun pourra enfin manger à sa faim dans tous les pays et sur tous les continents, dans le cas contraire, c'est la misère, la famine, la guerre, le chaos et la pire des barbarie qui nous attend.

Organisons-nous et engageons le combat sous le drapeau du socialisme sans attendre d'en arriver-là.

**6-** Au fait, aux camarades qui hurlent grève générale dans un mégaphone, je leur signale que les Grecs en sont déjà à leur quatrième grève générale depuis le début de l'année... avec le résultat que l'on sait.

Nos révolutionnaires sont sympathiques évidemment, on les aime bien, mais ils sont toujours incapables d'inclure le niveau de conscience politique des travailleurs dans leur analyse de la situation, on leur souhaite d'y parvenir rapidement.

A l'adresse de ceux qui estiment que 36, 47 ou 68 devrait nous servir de référence ou de modèle, qu'ils n'oublient pas d'ajouter à leur panoplie la seconde-guerre mondiale et la Ve République pour que le compte y soit. Eh oui ! l'histoire de la lutte des classes est incompréhensible ou donnera lieu à une interprétation erronée lorsque l'on procède par abstraction, il faut considérer l'ensemble des événements ou des facteurs dans leurs rapports en les situant dans leur évolution ou développement pour avoir une vision globale de la situation et pouvoir ensuite l'analyser et en tirer des enseignements théoriques et pratiques.

**Retraites.**

**1- Travailler plus longtemps serait "*logique*".**

"*Si on veut résoudre les difficultés de nos régimes d'ici à (2020) et augmenter la durée d'activité dans les prochaines années, il faut donc agir également sur l'âge légal de départ à la retraite. C'est une option logique pour le gouvernement*", affirme le ministre du Travail dans un entretien au site internet de "Paris Match", tout en précisant qu'"*aucune décision n'a encore été prise sur le niveau auquel il faudrait porter l'âge légal*". (AP 25.05)

Chargé du dossier des retraites à l'UMP, le député de la Marne Arnaud Robinet a évoqué dans des interviews un "minimum" de 62 ans pour l'âge légal, voire même 65 ans "*si on se place à l'horizon 2030*". (Reuters 25.05)

Quel dommage que l'homme ne soit pas immortel !

**2- Entre la peste et le choléra...**

Une majorité des Français (57%) estime que les propositions du Parti socialiste sur les retraites sont meilleures que le projet de réforme gouvernemental, qui ne récolte que 33% d'opinions favorables, selon le baromètre BVA-Absoluce sur la politique économique paraissant mercredi dans "Les Echos" et diffusé sur France-Info. (AP 25.05)

Le PS a été meilleur en communication que l'UMP sur ce coup-là, à moins que les "Français" ne se soient pas donnés la peine de lire attentivement le document du PS, ce qui est plus que probable, ils en sont restés aux déclarations d'Aubry, du coup ils l'ont interprété à leur avantage en y trouvant ce qu'ils y cherchaient... qui n'y figurait pas forcément.

**Quand les instituts de sondage servent d'agences de communication au gouvernement.**

Plus de neuf Français sur dix (91%) pensent que la crise financière aura un impact sur tout le monde et pas uniquement sur ceux qui ont investi en Bourse, selon un sondage Infraforces pour France Info et 20 Minutes diffusé mardi.

L'opinion publique est convaincue dans sa grande majorité (77,9%) que le gouvernement va mener une politique de rigueur - les plus de 55 ans étant les plus pessimistes (83%).

Les sondés sont plutôt favorables à des mesures fiscales qui toucheraient les plus riches ou les banques mais sont majoritairement (88,2%) contre une augmentation de la TVA. (Reuters 25.05)

Manipulation. Balancer ce genre d'infos présente au moins trois avantages :

**1-** Tout d'abord, elle n'est pas à l'initiative du gouvernement.

**2-** Ensuite, ils préparent ce qu'ils appellent l'opinion publique au pire, de telle sorte que lorsque le gouvernement dévoilera son plan d'austérité, certains s'estimeront heureux d'avoir échappé à un traitement encore plus brutal.

**3-** Pour finir, elle légitime par avance les mesures scélérates que le gouvernement prendra, il pourra dire qu'il n'a pas pris les "Français" en traitre puiqu'ils s'y attendaient, et il pourra ajouter que dans une certaine mesure elles leur semblaient inévitables, pour un peu ils les auraient souhaitées et la boucle est bouclée !

**Le mal aimé.**

Ce mardi matin, vers 10h 30, alors que Nicolas Sarkozy, se trouvait à Beauvais, dans le collège Fauqueux, un jeune élève a jeté une bouteille d'eau en plastique sur le chef de l'Etat.

La veille, les jeunes agriculteurs de l'Oise ont déversé des ballots de paille devant la préfecture du département à Beauvais, et à proximité de la salle où le chef de l'Etat doit s'exprimer. (Lepost.fr, sources : TF1 et France2 25.05)

**Le bien aimé de la famille UMP-PS**

**1-** Dominique Strauss-Kahn est en forte hausse de popularité auprès de l'électorat de l'UMP après son passage sur France 2.

Dans le baromètre Ipsos de l'action politique, paru mardi, le directeur général du Fonds monétaire international, les sympathisants de l'UMP en font leur troisième leader politique préféré à 76% juste derrière la ministre de l'Economie qui reste en tête auprès de l'électorat UMP avec 77%.

**2-** Les sympathisants du PS le placent également en troisième place à 66%. (Reuters 25.05)

Le gouvernement et les députés UMP ont renoncé à supprimer les triangulaires pour l'élection des futurs conseillers territoriaux, préférant finalement porter le seuil de maintien au second tour de 10 à 12,5 % des inscrits. (Lemonde.fr 25.05)

**Chantage et mensonge.**

**1-** La crise de la dette européenne est le principal risque qui pèse sur la reprise mondiale, déclare le directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn. (Reuters 25.05)

**2-** La Commission européenne proposera mercredi la mise en place d'une taxe sur les banques européennes qui servirait à financer d'éventuels futurs sauvetages d'établissements financiers, déclare José Manuel Barroso, président de l'exécutif européen.

"*La Commission adoptera demain une communication sur un fonds de sauvetage des banques (...) qui sera financé par les banques elles-mêmes afin de minimiser pour les contribuables le coût de sauvetage d'un établissement en faillite*", a déclaré Jose Manuel Barroso, lors d'une conférence.

D'après *Le Figaro* à paraître mercredi, le prélèvement devra s'appliquer aux banques, et non pas aux institutions financières en général. (Reuters 25.05)

**La Bourse ou la vie.**

L'indice boursier paneuropéen FTSEurofirst 300 a clôturé en baisse de 2,26%. À Paris, le CAC 40 a perdu 2,9% et les Bourses de Madrid et de Lisbonne ont lâché respectivement 3,05% et 2,75%.

New York, l'indice Dow Jones a cédé 0,23% et le Nasdaq Composite a reculé de 0,12%.

Tokyo, l'indice Nikkeia fini en baisse de 3,06%.

---

**Le 27 mai**

Pas très en forme, depuis trois jours la température frôle les 45°C à l'ombre, sans un brin de vent on crève littéralement. Il fait si chaud qu'ils ont renoncé provisoirement aux coupures de courant par crainte des réactions violentes de la population, ici ça démarre au quart de tour !

Apparemment l'état de santé de mon épouse ne serait pas aussi grave et elle devrait rester chez elle. Elle m'a confirmé qu'elle n'avait toujours pas le gaz après avoir déménagé depuis près de deux mois, ni le téléphone (free box), et il y a toujours des problèmes avec l'électricité, l'office HLM lui a dit qu'elle devrait encore déménager car le logement qu'ils lui ont attribué présenterait de graves problèmes de sécurité. Si un camarade pouvait me donner les coordonnées d'une association sérieuse pour handicapés qui pourrait l'aider, je suis preneur.

Faisons un peu de politique, pas trop quand même par crainte de se retrouver confronter rapidement avec ses propres contradictions j'ai envie d'ajouter. En voici un exemple tiré de l'actualité.

J'ai lu qu'il y en avait qui réclamaient l'annulation de la dette des Etats des pays dits développés, dont la Grèce. Ils veulent soulager qui ? Le prolétariat ou l'Etat des capitalistes ? Le gouvernement qui n'a pas d'autre choix possible que de s'attaquer frontalement au prolétariat avec les risques politiques que cela comporte ? Vous préféreriez sans doute que Sarkozy (ou Papandréou en Grèce) conduise une politique conforme à vos attentes, est-ce ce qu'il faut déduire de cette proposition ? Leur bonne conscience ne serait-elle pas celle de serviteurs zélés de l'Etat dont aucun fonctionnaire ne souhaite la disparition parce qu'il est leur employeur ?

C'est la panique tout fout le camp, au moins cela permettrait de sauver ce qui peut l'être encore... afin de permettre à certains de pouvoir continuer de vivre comme avant, car l'ensemble du prolétariat n'est pas logé à la même enseigne à ma connaissance.

Ignoreriez-vous par hasard que des millions de travailleurs et leurs familles en France et dans tous les pays de l'UE en avaient déjà plus que marre de la vie que leur réservait quotidiennement l'Etat et les patrons car pour moi et pour eux ils sont indissociables ? De toutes évidences ce n'était pas vraiment votre préoccupation prioritaire, une simple analyse de votre orientation politique suffirait à le prouver sans conteste. On comptera sur votre impartialité proverbiale pour ne pas vous y soumettre.

Ignoreriez-vous, vous qui êtes des révolutionnaires, que ce sont principalement pour ne pas dire uniquement les conditions objectives qui poussent les masses à se soulever contre l'ordre établi et que si leurs conditions d'existence ne deviennent pas un jour ou l'autre insupportables, point de révolution, point de socialisme, point de liberté ? Ah vous avez lu cela quelque part, mais vous avez oublié d'en tenir compte dans la pratique, comme c'est dommage... pour le prolétariat !

Et cela au moment même où le gouvernement ménage une partie des fonctionnaires sur la question des retraites et que ceux-ci travailleront le 27 mai, comme ils bosseront le 15 juin s'ils n'ont que la question des retraites en tête. C'est là qu'on s'aperçoit qu'il y en a qui refusent toujours de prendre en compte la réalité, qui pensent avoir toujours raison, qui détiennent leur vérité, des dogmatiques incurables, des intellectuels sclérosés qui ont oublié jusqu'aux principes fondamentaux sur lesquels reposent le socialisme et le marxisme, un simple constat, je ne veux pas les acculer plus qu'ils ne le sont, après tout une erreur cela se corrige, disons que cela devient urgent, s'il n'est pas déjà trop tard.

On doit combattre contre la remise en cause de nos droits sociaux, mais nous ne sommes pas comptables de pouvoir les sauver ou non, adopter une autre attitude reviendrait à se placer sur le même terrain que les appareils, pour lesquels le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière ne devait pas se situer dans la perspective de l'abolition du capitalisme qui a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui. Ce combat a été menée comme si les acquis sociaux arrachés ou les droits conquis au détour d'un rapport de force favorable au prolétariat l'étaient pour l'éternité.

Grave erreur dont on paie aujourd'hui le prix fort, sans disposer des moyens pour inverser la tendance une fois le prolétariat totalement subordonné au capitalisme, après avoir abandonné dans les faits le combat pour le socialisme au profit des seules revendications à caractère alimentaire. Paraît-il que c'était le meilleur moyen pour avancer vers notre objectif, la prise du pouvoir, en réalité, pour peu qu'on veuille bien faire preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, on s'aperçoit aujoud'hui que les stratégies politiques élaborées et mise en oeuvres pendant plus d'un demi-siècle étaient erronées, qu'elles ont conduit le mouvement ouvrier dans une terrible impasse.

Autrement dit, on a privilégié l'amélioration des conditions d'existence des exploités au détriment du combat pour le socialisme, et voilà qu'un beau matin on se réveille en se demandant qu'est-ce qui se passe, les travailleurs auraient un niveau de conscience politique au ras du caniveau. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, tout ce qu'ils ont obtenu, ils l'ont obtenu sous un régime capitalisme, ils ne sont pas ingrats eux au moins, ils ne demandent qu'une chose aujourd'hui : que cela continue !

Si au contraire nous avions mené notre combat politique sur la base du programme de la révolution socialiste au lieu de se cantonner au trade-unionisme ou au réformisme, sans doute que certains droits n'auraient pas pu être acquis, peut-être que certains acquis n'auraient pas pu être conservés, peu importe j'aurais envie de dire, car en échange et c'est là la question déterminante, nous aurions pu commencer à construire un solide parti révolutionnaire sur des bases politiques saines, nous aurions eu la possibilité de consacrer du temps à le consolider sachant que la révolution n'était pas pour le lendemain matin (encore aurait-il fallu ne pas faire croire le contraire aux militants) compte tenu de l'immaturité des conditions objectives, facteur que l'on a négligé ou sous-estimé, à former un par un chaque militant, à constituer et organiser un réseau de comités composés de travailleurs et de militants d'horizons divers du mouvement ouvrier qui ne réunissaient pas forcément les conditions requises pour rejoindre le parti, mais qui auraient pu constituer avec le temps un vivier pour sa construction dans toutes les couches du prolétariat, certes nous n'aurions pas recruter des centaines de milliers de travailleurs ou davantage, mais au moins nous aurions pu recruter les travailleurs les plus déterminés à rompre avec le régime ou qui auraient eu la capacité de comprendre la nécessité de rompre avec le capitalisme, et de les conserver par la suite, à défaut de conditions objectives plus favorables, c'est en nous

adressant aux meilleurs de chaque travailleur que nous aurions forgé les cadres du parti appelés à se transformer en parti de masse au moment de l'ouverture de la crise révolutionnaire...

J'écris nous ou on car je me sens concerné évidemment, bien que je n'aie jamais été un dirigeant, on partage le combat pour la même cause, c'est ce que je voulais dire par là. On a eu faux sur toute la ligne, ayons la modestie de le reconnaître, voilà la conclusion à laquelle je suis parvenue, et qu'à ma connaissance nous devons être bien peu à partager.

En voulant épargner au prolétariat de vivre plus mal demain qu'aujourd'hui, en se bornant à cet unique objectif, on a fait en sorte que le jour où effectivement la crise du capitalisme sonnerait le glas de la remise en cause de ses droits, il se retrouverait complètement désarmé théoriquement et politiquement, et que là pour le coup il en prendrait plein la figure pour pas un rond, car il ne comprend rien à la situation, il n'a même pas été foutu de tirer les leçons du constat que les candidats de l'UMP et du PS avaient en réalité le même programme en 2007, par exemple. Les dirigeants du PT et de la LCR, qui croyaient sans doute aux miracles à défaut d'analyse sérieuse de la situation, ont voulu donner un nouvel élan à leur parti en pensant qu'ils pourraient profiter de la situation, résultat : le POI et le NPA comptent guère plus de véritables militants que le PT ou la LCR. On a eu largement le temps de construire le parti (60 ans !), on a laissé passer une multitude d'occasions qui auraient permis d'accélérer sa construction, et chaque fois qu'on a cru qu'une occasion était la bonne, cela s'est révélé être une catastrophe, cela aussi devrait faire réfléchir un peu plus les militants

C'est comme si on préconisait à une personne de changer d'alimentation alors qu'elle a fini par s'habituer à celle qu'on lui imposait, même si elle reconnaîtra volontiers des mérites à celle que vous lui proposez, elle n'aura pas envie d'en changer pour autant sous peine justement de changer une habitude avec laquelle elle a fini par s'identifier, comme si elle venait d'elle-même, on pourrait dire aussi qu'elle préfèrera s'en remettre à la fatalité plutôt que d'expérimenter quelque chose qu'elle ne connaît pas. Il faut qu'elle n'ait plus rien à se mettre sous la dent ou pas suffisamment pour prêter une oreille attentive au régime alimentaire que vous lui proposez. (A suivre)

**L'actualité en titres.**

**1- Retraites : ils nous attendent au tournant.**

- Retraites: le test - AP

- Retraites : une journée-test pour les syndicats et le gouvernement - LeMonde.fr

**2- Afrique. Un continent sacrifié.**

- Les tensions risquent de dégénérer au Cameroun - Reuters

- Afflux de réfugiés ghanéens au Togo - AP

**3- Tensions internationales.**

- Le Liban ouvre le feu sur deux avions israéliens - LeMonde.fr

- Raids aériens israéliens dans la bande de Gaza - LeMonde.fr

- La Russie fustige la «démagogie politique» d'Ahmadinejad - Libération.fr

- La guerre de communiqués se poursuit entre les deux Corées - AP

**4- Ca pue la coke :**

- Le Mexique, roi du deal - Libération.fr

- L'Afrique, la plaque tournante - Libération.fr

- De la chimie plein le nez - Libération.fr

**L'esclavagisme des temps modernes qui sert de modèle à Strauss-Kahn (quand il fait l'éloge de la croissance chinoise).**

Extrait d'un article de Libération.fr et AFP d'hier.

Au total, douze employés chinois de Hon Hai Precision Industry, connu sous le nom commercial de Foxconn, se sont jetés dans le vide depuis le début de l'année.

Mercredi, le président et fondateur du groupe, Terry Gou, venu de Taïwan en jet privé, a présenté des excuses pour les suicides. «*Je présente mes excuses pour l'impact que cela a eu sur la société*», a-t-il déclaré.

Selon la chaîne de télévision taiwanaise CTI et le journal cantonais *Southern Metropolis Daily*, la direction du groupe a demandé aux employés de s'engager par écrit à ne pas attenter à leurs jours et à accepter un traitement psychiatrique «*si leur état physique ou mental est anormal*».

Haïssable leur monde, non ? Je connais des patrons en Inde, ils ont exactement la même mentalité, on a du mal à les considérer comme faisant partie de la communauté humaine.

**Ne vous fiez pas aux titres des articles de presse, on pourrait penser que la grève générale va embraser l'Europe, alors qu'en réalité...**

**1- Espagne.** Lundi le secrétaire général des Commissions ouvrières (CCOO), Ignacio Fernandez Toxo, a déclaré sur la chaîne de télévision TVE : "*Une grève générale serait la pire des choses qui puisse arriver à l'Espagne.*" (Lemonde.fr 24.05)

**2- Italie.** La CGIL, qui revendique plus de cinq millions d'adhérents, va proposer une grève générale de quatre heures fin juin.

"*Les fonctionnaires sont prêts à faire des sacrifices, mais ils refusent d'être les seuls*", a déclaré Guglielmo Epifani, secrétaire générale de la CGIL, lors d'une conférence de presse. (Reuters 26.05)

**3- France.** Trois petits tours et puis s'en vont, telle sera la journée de grève du 15 juin appelée par FO. Attendez, dans le IO (n°99) de cette semaine, une furieux de FO prédit qu'à partir du 16 juin la situation sociale aura changé, je ne plaisante pas hélas ! A moins que la journée d'action du 27 mai ne se transforme en grève générale, mais là aussi je crois qu'il ne faut rêver non plus.

**Retraites.**

**1-** Les dirigeants syndicaux ont laissé filer volontairement 42 jours pour laisser le temps à la propagande du gouvernement de faire son oeuvre.

Dès le 14 avril, soit deux jours après le début de la concertation avec les partenaires sociaux, Eric Woerth avait notamment déclaré sur RTL que le critère, "*c'est l'allongement du temps, à un moment donné, de travail*". "*On verra quelle forme ça peut prendre, mais quand vous vivez plus longtemps, à un moment donné vous devez passer plus de temps au travail, et puis vous passez plus de temps à la retraite*", avait-il expliqué.(AP 25.05)

**2-** Que recouvre le discours vindicatif du jaune Chérèque ? La contre-réforme est déjà acquise, c'est déjà demain !

A propos des décisions du gouvernement annoncées par Woerth et Bertrand : "*C'est un choix que je ne peux pas accepter et je me battrai contre ce choix et j'irai jusqu'au bout pour trouver des mesures qui atténuent, pour ces salariés là, cette mauvaise décision du gouvernement*", a-t-il assuré. Pour lui, "*la réforme, non seulement sera injuste*", mais en plus, il "*restera le problème du financement à long terme*". (AP 25.05)

Il parle au futur de "*mesures*" qui "*atténueraient*" cette "*mauvaise décision du gouvernement*" comme si elle était déjà entrée en vigueur. Et puis le congrès de la CFDT approche...

**Retraites. Rappel, ils ont dit.**

**1- La Talonnette**. Dans un entretien à RTL en mai 2008, interrogé sur la proposition de Laurence Parisot (Medef) de relever l'âge légal à 63 ans et demi, le président de la République avait en effet répondu: «*Elle a le droit de dire ça, j'ai dit que je ne le ferai pas. Je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français. Je n'ai donc pas de mandat pour cela.*» (libération.fr 26.05)

**2- M. Rocard**, qui le 19 janvier témoignait sur la radio BFM de ses sentiments à l'égard de la décision de François Mitterrand en 1982 : "*Tous les ministres compétents en économie, Jacques Delors, moi et quelques-uns, nous étions catastrophés, nous savions très bien que cette mesure n'était pas compatible avec l'évolution de la démographie française.*"

**3- L. Fabius**. A l'Assemblée nationale hier, Fillon conseillant au PS de "*participer activement, concrètement, à la consolidation des régimes*

*de retraite*" : "*En le faisant, vous ne vous trahiriez pas, vous ne trahiriez pas Laurent Fabius, ministre de l'Economie, qui déclarait le 20 mars 2002: 'Puisque l'espérance de vie augmente de trois mois, cela veut dire que les actifs doivent financer chaque année des retraités qui vivront trois de plus. Comment voulez-vous qu'il n'y ait pas un ajustement? Bien sûr qu'il y aura un ajustement*'".

**4- D. Strauss-Kahn**. Encore Fillon hier à l'Assemblée nationale en direction du PS : "*En faisant cela, vous seriez fidèles à Dominique Strauss-Kahn qui déclarait il y a quelques jours fort opportunément que lorsqu'on vivra jusqu'à cent ans, il n'y a pas de raison de maintenir la retraite à 60 ans*".

**5- M. Aubry**. Suite de l'intervention de Fillon : "*Mais surtout en faisant cela, vous seriez fidèles à Mme Aubry, qui déclarait le 17 janvier dernier: 'On va aller, on doit aller à 61 ou à 62 ans'*". (Reuters 26.05)

**La reconnaissance du ventre en guise de conscience de classe ?**

**1-** La réforme des retraites en France qui va reporter l'âge légal de la retraite, fixé actuellement à 60 ans, ne concernera pas dans l'immédiat les salariés des régimes spéciaux, notamment de la SNCF, a déclaré mercredi le ministre du Travail Eric Woerth.

Ces régimes concernent environ 500.000 actifs et 1,1 million de retraités à EDF, GDF, la RATP, la SNCF notamment. Une première réforme, adoptée laborieusement en 2007 après une vague de grèves, a porté la durée de cotisation pour une retraite à taux plein de 37,5 années à 40 ans d'ici 2012.

Leurs salariés conserveront pour l'instant la possibilité de partir à 60 ans, comme le prévoyait la réforme de 2007, a dit Eric Woerth sur LCI.

Son cabinet a précisé ensuite à Reuters que la réforme s'appliquerait bien aux personnels de la SNCF et des autres régimes spéciaux, mais de manière différée par rapport aux autres salariés.

L'échéance de 2018, qui figure dans la réforme de 2007, ne sera pas forcément retenue pour l'alignement des régimes spéciaux sur le sort général, qui pourra être plus précoce ou plus tardive. "*Il n'y a pas de date pour l'instant*", a-t-on dit à Reuters.

Le ministre s'est montré plus évasif sur un éventuel alignement des règles régissant le secteur public, où le montant de la pension est calculé sur les six derniers mois, et le privé, où il dépend des 25 meilleures années. (Reuters 26.05)

**2-** Selon *Les Echos* à paraître mercredi, la grève sera faiblement observée à la SNCF car le report de l'âge légal à la retraite que semble prévoir le gouvernement ne concernera pas les régimes spéciaux. (Reuters 26.05)

La SNCF prévoit des perturbations limitées. La RATP prévoit un trafic normal ou quasi normal sur les réseaux métro, bus, tramway et sur sa partie du RER A, mais seul un RER B sur deux circulera. Seule la CGT a déposé un préavis de grève. (Libération.fr 26.05)

Simple coïncidence ? Pas vraiment puisqu'en dehors de la CGT, les autres syndicats de l'intersyndicale (excepté FO) n'ont même pas appelé à la grève le 27. Attendons de voir la réaction des cheminots le 27 pour en dire davantage.

**Attendons-nous à de nouveaux déremboursements de médicaments.**

Le vieillissement de la population devrait entraîner d'ici à 2029 une hausse des dépenses de médicaments remboursables vendus en pharmacie comprise entre 7,5 et 12,5 milliards d'euros par rapport à 2004, selon une étude publiée mercredi 26 mai pour le compte des industriels du secteur.

Dans un premier scénario, qui prend en compte uniquement les évolutions démographiques, le vieillissement de la population se traduit par un surcroît de dépenses de médicaments de près de 9,8 milliards d'euros en 2029 par rapport à 2004, soit une croissance moyenne annuelle de 1,44 %. Dans un scénario de '*vieillissement en bonne santé*' (même âge de décès, mais maladie plus tardive), ce surcroît de dépenses atteint 7,5 milliards d'euros, soit une croissance de 1,14 %. Enfin, dans un scénario de '*vieillissement en bonne santé et de progrès médical*' (la maladie et le décès surviennent plus tard), le surcroît de dépenses atteint 12,5 milliards d'euros, soit une croissance moyenne annuelle de 1,77 %. (Lemonde.fr et AFP 26.05)

Calcul d'épicier et quel cynisme !

**Pendant 18 ans les prix des logements n'ont cessé d'augmenter.**

"De la fin des années 1990 jusqu'au début 2008, les prix des logements anciens", à savoir construits depuis plus de cinq ans, ont progressé "*de façon ininterrompue, avec une "croissance très supérieure depuis 2000 à celle des prix à la consommation, des loyers et du revenu disponible par ménage*", selon une étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) rendue publique jeudi.

Cette nette hausse a eu pour conséquences, "*pour les accédants à la propriété, des taux d'effort plus élevés et des durées d'emprunt plus longues, malgré un contexte de diminution des taux d'intérêt*". (AP 26.05)

Endettés jusqu'aux dents, ils seront peut-être moins portés à faire grève pour ne pas perdre une journée précieuse de salaire et ils seront portés à travailler plus pour s'en sortir ou tenter de maintenir leur niveau de vie... Le revers de la médaille : endettés sur 25 ou 30 ans, ils ne pourront plus compter sur eux avant longtemps avant qu'ils ne s'endettent à nouveau.

**France. 2009 : Un déficit record.**

Le déficit budgétaire de la France s'est élevé en 2009 à 138 milliards d'euros, en hausse de 81,7 milliards par rapport à 2008, selon le projet de loi de règlement présenté mercredi en conseil des ministres.

L'année 2009 a été marquée par une baisse sans précédent des recettes fiscales, de l'ordre de 19,1% par rapport à 2008, concentrée sur l'impôt sur les sociétés (-57,5%) et la TVA.

Le déficit budgétaire a fait un bond de 81,7 milliards imputable à la crise économique internationale et à la mise en oeuvre des mesures du plan de relance.

Côté effectifs de l'Etat, la réduction est évaluée à 24.592 "*équivalent temps plein*". Le décalage avec les prévisions initiales s'explique aussi par une baisse des départs en retraite. "*La crise économique a pu conduire certains agents de l'Etat à décaler leur départ*", note-t-on au ministère. (Reuters 26.05)

**Extrait d'une interview de Jean Ziegler.** (lu hier dans un blog de Libération.fr)

Dans ses livres qui ont marqué l'opinion, Jean Ziegler n'a cessé de dénoncer le caractère absurde et criminel des politiques du capitalisme envers les peuples du tiers monde. Il a été le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme aux Nations unies de 2000 à 2008. Michel Collon l'a interrogé à Genève sur la crise, la Bourse, la faim, Obama, Israël.

La crise t'a surpris ?

Dans sa violence, oui. Je ne pensais pas que les truands de la finance allaient ruiner l'économie mondiale à une telle vitesse : 1.800 milliards de valeurs patrimoniales ont été détruites. Pour les pays du tiers-monde, c'est une catastrophe totale. Mais aussi pour les pays industrialisés.

Ce sont encore les pauvres qui paient ?

Oui. Le 22 octobre 2008, les quinze pays de l'euro se sont réunis à Paris. Sur le perron de l'Elysée, Merkel et Sarkozy ont dit : « Nous avons libéré 1.500 milliards d'euro pour le crédit et pour augmenter le plafond d'autofinancement de 3 à 5% ». La même année, les mêmes pays européens ont réduit leurs subventions pour le programme alimentaire mondial (qui ne vit que de ces subventions) de 40 %. De six milliards de dollars à moins de quatre milliards. Ce qui fait qu'au Bangladesh, on a supprimé les repas scolaires. Un million d'enfants sont gravement et en permanence sous-alimentés. Ces enfants meurent donc à cause des gangsters de la Bourse. Il y a là des morts véridiques. Les spéculateurs, aujourd'hui, devraient être jugés au tribunal de Nuremberg.

Quelle leçon les puissants ont-ils tiré de la crise ?

Aucune. Prenons l'exemple de la Suisse. Le contribuable suisse y a payé 61 milliards de dollars pour le sauvetage de la plus grande banque : UBS. L'an dernier, en 2009, les dirigeants d'UBS, toujours proche de la faillite, se sont distribués entre eux des bonus pour quatre milliards de francs suisses ! Le pillage est total et l'impuissance des gouvernements qui se comportent comme des mercenaires est totale aussi. En tous les cas, en Suisse, en France, en Allemagne où j'ai quelques renseignements. C'est un scandale permanent. Le masque néolibéral est tombé évidemment, avec sa prétendue légitimité. Mais le cynisme et l'arrogance des banquiers triomphent totalement.

Tu as été, de 2000 à 2008, le rapporteur des Nations-Unies sur le problème de la faim dans le monde. Quel bilan tires-tu ? As-tu servi à quelque chose ?

Non, si tu regardes les chiffres, ils sont catastrophiques. Toutes les cinq secondes, un enfant meurt de faim. 47.000 personnes meurent de faim tous les jours. Un milliards de personnes (c'est-à-dire un homme sur six) sont gravement et en permanence sous-alimentés. Alors que l'agriculture mondiale dans l'état actuel de son développement pourrait nourrir sans problème douze milliards d'êtres humains avec 2.700 calories par individu par jour ! Rien à ajouter.

**Pékin allié de circonstance de Washington... contre l'euro.**

Selon le *Financial Times*, la Chine serait en train de revoir le montant de ses réserves en obligations souveraines de la zone euro.

La Safe (Administration d'Etat des changes), qui détiendrait environ 630 milliards de dollars d'obligations européennes aurait ainsi exprimé des inquiétudes quant à son exposition aux-dits pays périphériques de la zone euro, que sont la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne.

Si la Safe réduisait le montant de ses réserves de changes en euro, il s'agirait d'un énorme changement d'attitude de la part de la Chine, qui réduisait depuis un an son exposition au dollar.

Pour autant, impossible de savoir exactement dans quelle proportion, puisque la composition des 2.400 milliards de dollars de réserves est gardée secrète. Mais les analystes estiment qu'elles sont constituées pour les deux-tiers d'actifs libellés en dollars et pour le reste d'actifs en euro, en yens et livres sterling. (JDF 26.05)

---

**Le 28 mai**

J'ai passé trop de temps à préparer l'article sur la mobilisation d'hier et les infos en bref pour causer. J'avais commencé hier soir la suite de la causerie d'hier sur le parti, mais je n'ai pas trouvé le temps de m'y remettre, on verra cela demain.

Mon idée, c'est qu'on aurait très bien pu conserver nos principes, et les mettre en pratique tout en tenant compte des transformations qui ont eu lieu en France et dans le monde à partir de la moitié du XXe siècle, sans bouger d'un millimètre de l'objectif qui demeure le nôtre : la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme. Nous nous sommes tellement fourvoyés et nous avons accepté tellement de compromis, perdu tellement de temps et laisser passer tellement d'occasion de construire le parti, que nous nous retrouvons dans une situation quasiment inextricable qui inspire le désespoir à bon nombre de militants, bien que leurs convictions soient demeurées intactes... Voilà la trame de ma réflexion.

Très vite et à chaud sur la journée d'hier.

J'ai noté que Chérèque et Thibault qui s'est empressé de lui emboîter le pas, avaient affirmé qu'il y avait un million de manifestants en France à la mi-journée, alors qu'il leur était totalement impossible de savoir combien il y avaient de manifestants dans les 176 défilés programmés.

Comme toujours il y en aura pour ne retenir que les chiffres avancés par ces lieutenants du capital, pour ma part je préfère relativiser les chiffres avancés et procéder à une moyenne haute entre les chiffres fournis par les syndicats et ceux de la police. Entre un million et 395.000 cela laisse de la marge, on se satisfera à défaut de mieux d'un chiffre situé entre 500 et 700.000.

Bref, comme très souvent tout le monde est content, mais le gouvernement reste sur ses gardes, la preuve, il manie le bâton et la carotte envers les fonctionnaires...

D'ici je ne peux pas mesurer précisément l'état d'esprit des masses et la journée d'hier ne peut en donner qu'un vague aperçu compte tenu que la plupart des travailleurs ne pouvaient pas y participer. Si maintenant on la compare avec les mobilisations du printemps 2009, on pourrait en déduire que les travailleurs ne savent pas trop quoi penser des arguments contradictoires qu'ils ont entendus ou qu'ils sont pour ainsi dire tétanisés dans l'éventualité de connaître une situation pire encore, surtout sans aucune perspective politique à l'horizon. Si on oublie ce dernier élément dans notre analyse, on ne peut pas comprendre la situation.

Un message personnel.

Un message personnel adressé au camarade qui m'a informé hier qu'il s'était engagé syndicalement et politiquement depuis déjà plusieurs mois dans des formations auxquelles personnellement je n'aurais pas adhéré.

Je ne t'en veux absolument pas, tu es parfaitement libre de tes choix, je préfère encore cela que de te voir ruminer et malheureux de rester sur la touche. Si sur le plan syndical tu n'as pas forcément fait un mauvais choix selon moi, par contre je me garderais bien de te dire la même chose sur le plan politique, mais cela ne regarde que toi, et puis il existe franchement pire ! Je suis même satisfait que tu m'en aies informé et que tu ne m'aies pas pris pour un militant borné ou dogmatique, je t'en remercie sincèrement. Bon, tu as hésité à me dire la vérité, tu y as mis le temps, un vieux réflexe que je comprends parfaitement, toi qui as toujours été confronté à des bureaucrates dans différents partis ou dans ton syndicat. Tu as su faire la part des choses, ta franchise et ton honnêteté t'honorent, je n'en avais jamais douté.

Ta décision ne change absolument rien à nos rapports, et puis je sais que tu te connectes tous les jours sur le site et que tu partages la plupart de mes analyses ou positions. Je vais te taquiner un peu, sans le dire cachottier tu fais de l'entrisme, je déconne... à moitié seulement. Dommage qu'il n'y ait pas davantage de militants dans ton cas.

Porte-toi bien camarade et garde le moral, le combat continue c'est l'essentiel.

**Quelques infos en bref.**

**Existe-t-il une différence entre la gestion de la société par la "gauche" ou la "droite" ? Il n'y en a pas !**

A partir du 1er juillet 2010, les prix des transports en commun en Île-de-France vont augmenter.

Concrètement, la hausse devrait atteindre 3 à 3,5% en moyenne sur les billets et les tickets.

Le ticket t+ passera de 1,60 euro à 1,70 euro à l'unité. Le carnet de dix billets, lui, coûtera désormais 12 euros au lieu des 11,60 euros actuels.

L'abonnement mensuel du pass Navigo zones 1 et 2 va passer de 56,60 euros à 60,40 euros (+ 6,7%). L'abonnement mensuel zones 1 à 3 va passer de 74,40 euros à 78,20 euros (+ 5,1%). L'abonnement mensuel zones 1 à 4 va passer de 91,70 euros à 95,50 euros (+ 4,1%). Les tarifs pour les zones 1 à 5 et 1 à 6 resteront inchangés. Les prix pour la carte ImaginR, en revanche, n'augmenteront seulement de 1%.

C'est ce qu'a annoncé mercredi 26 mai le président (PS) de la région Jean-Paul Huchon, également président du syndicat des transport d'IdF (STIF).

Selon le Vert Jean-Vincent Placé, vice-président chargé des transports et membre du conseil d'administration du STIF, cette augmentation des tarifs était inévitable. (Reuters 27.05)

Réactions d'internautes :

- Il faut faire confiance à la gauche pour augmenter taxes et impots. M.Huchon peut parler du maintien du pouvoir d'achat ! Il a été réelu et il assomme l'électeur. Parlez toujours Mme Aubry de vos belles promesses !

- ils (les Verts) veulent contraindre les gens à voyager avec les transports en commun et hop, ils sont d'accord pour augmenter le ticket

- Les électeurs, les usagers des transports en commun d'ile de France, ainsi que moi même et tous les gens concernés par ce foutage de gueule, souhaitent remercier le conseil régional d'ile de France de nous avoir roulé dans la farine deux mois seulement après son élection ! (Lexpress.fr 27.05)

**République des copains et des coquins et lobbying.**

Pierre Bachelot, le fils de la ministre de la Santé Roselyne Bachelot, a été nommé à un poste de chargé de mission directement rattaché à la direction générale de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes).

Cet organisme public, créé en 2002, est chargé de mettre en œuvre les politiques de prévention et d'éducation pour la santé fixées par le gouvernement.

C'est le site d'informations pour les professionnels de la pharmacie WK-Pharma qui a publié l'information hier. «*Pierre Bachelot sera chargé de développer une stratégie d'influence ou de lobbying, notamment auprès du Parlement, et de veiller à ce que la santé soit intégrée dans toutes les politiques*», rapportait le site. (libération.fr 27.05)

**Quand monseigneur récompe ses laquets.**

Le prestigieux prix espagnol Prince des Asturies "*communication et humanités*" a été attribué jeudi au sociologue français Alain Touraine et à son homologue d'origine polonaise Zygmunt Bauman pour leur contribution à la pensée contemporaine.

La Fondation a été constituée en septembre 1980 à Oviedo dans le cadre d'une cérémonie solennelle présidée par le Prince des Asturies, héritier de la Couronne d'Espagne. (AP 27.05)

**Que ne ferait-on pas pour survivre !**

Corsairfly (ex-Corsair) se redimensionne pour faire face à la crise. La compagnie charter du groupe Nouvelles Frontières a annoncé jeudi à ses salariés la suppression de 380 postes sur 1 500 dans le cadre d'un plan de départ volontaire étalé sur vingt-quatre mois.

Ce plan ne concerne pas les pilotes de la compagnie. Seuls stewards, hôtesses et personnels au sol sont touchés, dans des proportions comparables. (lefigaro.fr 27.05)

**Toujours plus vite.**

Un avion expérimental construit par Boeing et Pratt & Whitney Rocketdyne, dans le cadre d'un programme de recherches de l'armée de l'air américaine et de la NASA, sans pilote équipé d'un statoréacteur à combustion supersonique, le X-51A, a volé pendant plus de trois minutes à Mach 6, six fois la vitesse du son, soit quelque 6.400km/h.

C'est une avancée majeure en matière de technologie des moteurs, "*comparable au passage des moteurs à hélice aux réacteurs après la deuxième guerre mondiale*", a commenté Charlie Brink, un des responsables du programme au Laboratoire de recherches de l'US Air Force.

D'après Joe Vogel, de Boeing, les 200 secondes atteintes mercredi constituent "*un nouveau record du monde*", qui "*ouvre la voie à plusieurs applications*", comme des missiles ultra-rapides, des avions ou drones de reconnaissance, des lanceurs d'engins spatiaux voire des avions de transport commercial. (AP 27.05)

**Hausse du tarif du gaz.**

GDF Suez augmentera à nouveau ses tarifs le 1er juillet prochain, dans une fourchette de 4% à 5%, écrit jeudi Le Figaro dans son édition internet. (Reuters 27.05)

**Ils avancent pendant qu'on piétine.**

L'Union européenne va supprimer les visas pour la Bosnie et l'Albanie, deux pays des Balkans où les citoyens devaient attendre des semaines avant d'être autorisés à entrer dans les Vingt-Sept. (AP 27.05)

---

**Le 29 mai**

Pas le temps de causer ce matin. Bon week-end à tous.

**Retraites.**

**1-** Hier, le ministre du Travail, Eric Woerth, a confirmé son souhait de relever l'âge légal de 60 à 61, 62 ou 63 ans.

Sur RTL, il a ajouté que l'âge auquel il est actuellement possible de bénéficier automatiquement d'une pension à taux plein (65 ans) serait lui aussi relevé. (Reuters 28.05)

On a là, si besoin était, la preuve que l'objectif du gouvernement est bien de réduire le niveau des retraites ou de nous faire crever au boulot, et de réduire à une peau de chagrin le système par répartition.

**A -** Soit vous arrêterez de travailler avant l'âge auquel vous aurez le droit de bénéficier automatiquement d'une retraite à taux plein et votre retraite sera réduite, ainsi vous serez condamnés à la misère.

**B-** Soit vous trouverez encore la force de bosser jusqu'à 67, 68 ans ou plus si vous ne crevez pas au boulot entre temps, vous serez tellement usés qu'il vous restera peu d'années à vivre, donc vous aurez cotisé toute votre vie pour finalement ne pas profiter de votre retraite, ce procédé s'apparente à une cynique et vaste escroquerie.

**C-** D'autant plus que cette machination mise au point par les croque-morts de la finance vous aura fortement incité à cotiser à un fonds de pension, qui n'aura rien à débourser ou presque en échange, puisque vous crèverez plus rapidement que prévu, pendant que les gouvernements qui se seront succédés auront continué de dépouiller le système par répartition.

**2-** La fondation Terra Nova, un cercle de réflexion proche des socialistes, dans ses propositions rendues publiques vendredi 28 mai, propose d'"*amplifier le mouvement*" et de porter la durée de cotisation à 42,5 annuités en 2050, portant l'âge moyen effectif de départ à la retraite "autour de 65 ans" contre 61,5 aujourd'hui.

En cela, Terra Nova se rapproche de la position de Dominique Strauss-Kahn, reprenant même l'expression utilisée par le patron du FMI en déclarant : "*Si l'on vit en bonne santé jusqu'à 100 ans, on voit bien qu'il ne serait pas raisonnable de continuer à partir à la retraite à 60 ans.*" (Lemonde.fr avec Reuters 28.05)

**3-** Luc Chatel a tenu à confirmer que "*les régimes spéciaux seront concernés par la réforme qui sera présentée au moins de juin*". "*Simplement, ils le seront à un calendrier et à un rythme qui seront différents*", a-t-il expliqué, en rappelant que suivant le calendrier de la réforme de 2007, la durée de cotisation de ces régimes devait passer à 40 ans en 2012, et à 41 ans en 2016. (AP 28.05)

**4-** Plaidant une nouvelle fois pour les orientations du gouvernement, Xavier Bertrand a assuré que "*Les Français sont plein de bon sens, ils savent bien que dans tous les pays européens, on a été amené à travailler plus longtemps et à remonter l'âge légal*".

La prochaine fois ils braqueront les projecteurs sur un pays comme l'Inde ou en dehors de la fonction publique et certaines grandes entreprises la retraite n'existe pas, histoire de ramener le "*bons sens des Français*" au plus près du cercueil !

Il a déclaré ne croire "*absolument pas*" à la promesse de Martine Aubry de revenir sur la réforme en cas de victoire à la présidentielle. Rappelant que les socialistes "*au pouvoir entre 1997 et 2002*" n'étaient "*jamais revenus*" sur la réforme Balladur qu'ils avaient dénoncée en 1993, et qu'aujourd'hui "*ils ne parlent plus*" de revenir sur celles de 2003 et 2007, il les a jugés "*peu crédibles*".

"*Le Parti socialiste compte sur nous pour faire des réformes courageuses, pour demander des efforts, mais jamais ils n'ont l'intention de revenir dessus parce qu'ils n'en pensent pas moins*", a-t-il jugé. (AP 28.05)

Il a raison de le dire puisque c'est la vérité, il n'y a que les crétins genre Besancenot pour prendre pour argent comptant les déclarations des dirigeants du PS... afin de leur tendre la main !

**Chômage en hausse.**

Le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A, autrement dit sans activité et en recherche active d'emploi, a augmenté de 15.700 personnes (+0,6%) le mois dernier, à 2.677.000, après une diminution de 6.600 ou 0,2% en mars, selon les chiffres publiés vendredi par le ministère de l'Economie et Pôle emploi.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre augmente de 0,9% en variation mensuelle en avril (+35.200 personnes), pour une hausse de 10,5% d'une année sur l'autre.

"Le nombre de demandeurs d'emploi envoyés en formation ou bénéficiant de contrats aidés continue de progresser. Cette évolution encourageante permet de maintenir les compétences acquises et favorise le retour vers l'emploi", souligne la ministre de l'Economie dans un communiqué.

Le nombre de chômeurs de moins de 25 ans en catégorie A a augmenté de 1,4% en avril par rapport à mars mais il a reculé de 0,4% sur un an.

Chez les plus de 50 ans, le chômage s'est accru de 0,8% par rapport à mars et sa hausse représente encore 19,4% sur un an.

"*Fin avril 2010, en France métropolitaine, 3.926.200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4.165.300 y compris Dom), dont 2.677.000 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.249.200 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C)*", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans leur communiqué commun.

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a progressé de 0,4% pour les hommes (+8,6% sur un an) et de 0,8% pour les femmes (+6,9% sur un an).

Pour les catégories A, B, C, la hausse est de 1,1% pour les hommes (+12,1% sur un an) et de 0,7% pour les femmes (+8,9% sur un an).

Le nombre de chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus - a augmenté de 1,9% en avril pour les catégories A, B, C (+31,3% sur un an).

Les sorties pour défaut d'actualisation des dossiers ont baissé de 4,9% par rapport à mars, tout en continuant de représenter 41,3% du total des sorties de Pôle emploi.

Les reprises d'emploi déclarées n'ont motivé que 22,5% des sorties du service public de l'emploi en mars. (Reuters 28.05)

**PCF.**

Le PCF choisira son nouveau secrétaire national lors de son Congrès du 18 au 20 juin a annoncé le parti dans un communiqué. (Lepost.fr 28.05)

**Quand un opiomane guide le peuple.**

**1- Le capital et le goupillon. La religion au secours du capitalisme.**

- Jeudi, à l'institut protestant, Sarkozy a dit lors de son discours selon le Figaro :

"*Alors que l'économie et la société redécouvrent dans la crise sans précédent qui secoue le monde un profond besoin d'éthique, alors que le progrès des sciences et des techniques met nos valeurs chaque jour à l'épreuve et que le capitalisme est en quête de morale, le silence des grandes religions serait incompréhensible tant elles sont dépositaires ensemble d'une partie essentielle de la sagesse humaine*" (Lepost.fr 28.05)

La crasse ignorance ou l'obscurantisme, la culpabilisation et la superstition, la justification de droit divin de l'existence du riche et du pauvre, des différentes classes sociales et de l'Etat, la justification des guerres impérialistes, notamment, voilà sur quoi repose la morale de toutes les religions sans exception.

- Le pasteur Claude Baty, président de la Fédération protestante de France, a rappelé en l'accueillant que la non-reconnaissance des diplômes de ces deux facultés privait notamment leurs étudiants de la possibilité de participer au programme d'échange européen Erasmus.

Que cela ne tienne : "*Je trouve légitime votre demande de voir reconnaître les diplômes délivrés par l'enseignement supérieur protestant et fixer la liste de leurs équivalences comme cela a été fait pour l'enseignement supérieur catholique*", a répondu Nicolas Sarkozy. (Reuters 27.05)

**2- L'infantilisme et le nationalisme comme remède pour mieux supporter la crise.**

- "*Nous, nous pensons en France que le sport c'est une réponse à la crise. C'est justement parce qu'il y a une crise, qu'il y a des problèmes, qu'il faut mobiliser tout un pays vers l'organisation de grands événements*". "*Et qu'est-ce qu'il y a de plus fort que le sport et, à l'intérieur du sport, qu'est-ce qu'il y a de plus fort que le football ?*" a dit Nicolas Sarkozy dans une brève intervention, devant le comité de sélection de l'UEFA réuni à Genève, après l'annonce que la candidature française a été retenue pour l'organisation de l'Euro 2016 de football.

Et fidèle à sa détestable habitude, il a tenu à légitimer cette mascarade en nous y associant : "*Ce n'est pas un engagement de la Fédération, ce n'est pas un engagement de la Ligue, c'est un engagement de tout un peuple.*" (Lepoint.fr 28.05) On a envie de lui répondre qu'il aille se faire foutre avec son nationalisme de pacotille !

Les dès étaient pipés. La décision d'attribuer à la France l'organisation de l'Euro 2016 de football avait été prise avant le vote du jury, c'est Michel Platini, président de l'UEFA, qui a lâché le morceau : "*Si Nicolas (Sarkozy) n'avait pas été là, la Turquie aurait certainement gagné*", et s'il avait fait le délacement ce n'était pas pour des prunes ou pour se prendre une veste, ils nous prennent vraiment pour des abrutis. Gageons que la plupart des matchs seront truqués, cela, on l'apprendra dans quelques décennies, comme le reste.

Pour revenir au sport, il est vrai que pour taper dans une balle qui ne vous a rien fait, courrir sans être poursuivi, sauter des obstacles que l'on a dressés soi-même, se prendre pour un poisson, s'inventer une cible, rouler sans aller nulle part, suer pour suer peut-être parce qu'on se fait suer, etc., il y a forcément quelque chose qui ne tourne pas rond dans votre tête ou il faut avoir besoin d'oublier ou de se délester de quelque chose, pas un trop plein d'intelligence en tout cas ! Cela témoigne que l'humanité est encore loin d'avoir atteint le stade de la maturité à partir duquel elle commencerait à façonner consciemment sa propre histoire. Le royaume de la liberté, ce sera pour plus tard.

Pratiquer un sport peut à la rigueur se concevoir pour se maintenir en forme pour les citadins ou pour ceux qui passent leur vie au bureau, mais pour en être le spectateur il faut avoir du temps à perdre, un luxe qui s'apparente à de l'inconscience dans une société qui nous laisse peu de temps libre et où tant de questions sont laissées sans réponse.

Au moment même où Sarkozy annoncait le déblocage d'un milliard d'euros pour construire de nouveaux stades et en rénover d'anciens, on apprenait que le gouvernement allait tailler à la hache dans les dépenses d'assurance-maladie à hauteur de 600 millions d'euros supplémentaires.

**Nouvelle attaque du gouvernement contre le droit à la santé.**

Le gouvernement a annoncé vendredi une série de mesures visant à économiser 600 millions d'euros supplémentaires sur les dépenses d'assurance-maladie pour combler le dépassement de d'objectif de dépenses pour 2010.

Parmi ces mesures figure une baisse supplémentaire de prix des médicaments, pour 100 millions d'euros (il doit s'agir de la réduction du taux de remboursement de certains médicaments - Lutte de classe), un gel des crédits du fonds pour la modernisation des hôpitaux (105 millions d'euros), ou un changement du mode de calcul des indemnités journalières de compensation des arrêts de travail (70 millions

d'euros). (AP 28.05)

**Quelle crise ?**

**1-** La crise ce n'est pas pour tout le monde. Selon le blog "Secret Défense" de *Libération*, le ministre de la Défense Hervé Morin a décidé d'aménager une piscine dans les futurs locaux du ministère de la Défense situés dans le 15ème arrondissement de Paris au métro Balard, pour un coût estimé à 30 millions d'euros. (Lepost.fr 28.05)

**2-** Budget du Palais. Le poste budgétaire concernant les déplacements présidentiels est passé de 14 millions d'euros en 2008 à 22 millions en 2009, soit une augmentation de 51%. (AP 28.05)

**Espagne. Agence de notation. La ficelle est un peu grosse.**

L'agence Fitch Ratings a abaissé vendredi la note souveraine de l'Espagne à AA+, contre AAA auparavant, en expliquant que la reprise de l'économie espagnole devrait être "*plus timide*" que prévu par le gouvernement en raison des mesures d'austérité adoptées ces derniers jours.

Elle a ajouté ensuite qu'elle ne procéderait à aucun autre abaissement dans l'année à venir. (Reuters 28.05)

Traduction :

**1-** Ce sont ces agences de notation, dont les principaux actionnaires sont des milliardaires de la finance, qui sont à l'origine de ces mesures d'austérités.

**2-** Une fois passé un noeud coulant au cou des Etats (du prolétariat en fait) ils se plaignent qu'ils étouffent, et en guise de remède, ils procèdent à un tour de vis qui place les Etats dans une situation si critique, qu'ils s'empressent d'accepter sans broncher cette fois toutes les exigences des marchés financiers. Et la boucle est bouclée.

**3-** En annonçant précipitemment qu'elle ne révisera pas la note souveraine de l'Espagne "*dans l'année à venir*" sans même attendre de voir si les finances de l'Etat espagnol ne vont pas continuer de se dégrader, on a là la preuve que les prises de position des agences de notation ne partent pas forcément de considérations économiques, mais sont également une tentative politique de déstabiliser les gouvernements en place. Et ce n'est certainement pas un hasard si hier Zapatero a rejeté l'idée d'organiser des élections anticipées en Espagne, question qui apparemment a du venir sur le tapis puisqu'il a dû y répondre.

**Italie. Berlusconi tire son inspiration de Mussolini.**

Jeudi, à Paris, en plein sommet de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le chef du gouvernement italien a provoqué la stupeur en concluant son intervention devant la presse par une phrase de l'ancien dictateur Benito Mussolini.

"*J'ose vous citer une phrase de celui qui était considéré comme un dictateur, un grand, un puissant dictateur, Benito Mussolini*", a déclaré le président du Conseil italien, poursuivant : "*Dans son journal, j'ai lu récemment cette phrase : 'Ils disent que j'ai le pouvoir. Ce n'est pas vrai. Peut-être est-ce le cas des responsables de mon parti. Mais ce n'est pas vrai pour moi. Tout ce que je peux faire, c'est dire à mon cheval d'avancer vers la droite ou vers la gauche. Et de cela, je dois me contenter.'*"

Il s'est désolé d'avoir peu de champ de manoeuvre :"*En qualité de président du Conseil, je n'ai jamais eu l'impression d'être au pouvoir*", a-t-il estimé, ajoutant : "*Comme homme d'affaires, avec 56.000 employés, j'ai parfois eu l'impression d'être en mesure de décider et de contrôler les choses. Mais aujourd'hui, dans une démocratie, je suis au service de tout le monde et tout un chacun peut me critiquer, voire m'insulter.*"

En 2003, il avait déjà déclaré dans une interview au magazine britannique The Spectator que Mussolini n'avait "*jamais tué personne*". "*Il envoyait les gens prendre des vacances en exil*", avait-il lancé le plus sérieusement du monde, faisant bondir des adversaires qui l'avaient alors accusé "*d'apologie du fascisme*". Silvio Berlusconi avait alors tenté de corriger le tir, assurant qu'il n'avait "*jamais voulu réhabiliter Mussolini*", et qu'il avait seulement réagi "*en patriote, en vrai Italien*".

Réaction perspicace d'un internaute que je fais mienne : La question qu'il faut se poser, c'est pourquoi il y a un Berlusconi et qu'il se sent assez fort pour parler de Mussolini !

**Afghanistan.**

Le Sénat américain a approuvé jeudi une enveloppe supplémentaire de 33 milliards de dollars pour financer l'effort de guerre américain en Afghanistan.

La somme, qui couvrira essentiellement l'envoi de 30.000 soldats supplémentaires annoncé par le président Barack Obama, s'ajoute aux 130 milliards de dollars déjà débloqués cette année par le Congrès pour les interventions militaires en Afghanistan et en Irak.

Le conflit en Afghanistan, engagé à la fin 2001 après les attentats du 11-Septembre, a déjà coûté plus de 300 milliards de dollars à Washington. (Reuters 28.05)

---

**Le 30 mai**

Les infos et la causerie du mois seront disponibles demain au format pdf. Bon dimanche à tous.

**1- Quand l'UE se porte garant pour le compte des spéculateurs.**

Lu la réflexion d'un économiste à propos de la création dans chaque pays de l'UE d'un fonds d'assurance auquel toutes les banques cotiseraient pour y puiser en cas de faillite :

"loin d'imposer des changements de comportements, ce système d'assurance encourage les banques à des prises de risque excessives en les garantissant contre la faillite." (Reuters 27.05)

L'Etat nationalise les profits et privatise les dettes qu'il fait payer au prolétariat. Normal puisque le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est le gouvernement de la Bourse et des banquiers !

**2- Je posais une quesion : Dans quelle perspective doit se situer notre combat ?**

Ma réponse plus précise :

Notre combat pour défendre chaque revendication doit-il être une étape du combat pour en finir avec le régime dans la perspective du socialisme, ou au contraire doit-il seulement être une étape du combat pour mieux vivre en régime capitaliste sous la Ve République ? Telle est la question qui est posée à l'ensemble du mouvement ouvrier et dont la réponse déterminera le sort qui attend le prolétariat.

Jusqu'à présent tous les partis ou organisations ont situé leur combat uniquement sur le terrain des revendications économiques ou sociales des exploités. Ainsi ils se sont placés aux-mêmes sur le même terrain que les appareils, simple constat.

**3- Ouvrièrisme.**

J'ai lu récemment que des camarades réclamaient la réouverture des mines de charbon comme cela s'est fait dans plusieurs pays parce qu'avec la crise énergétique elles seraient de nouveau rentables.

J'invite fortement ces militants à se présenter au bureau d'embauche de la première mine qui sera remise en exploitation afin de postuler au métier de mineur de fond, histoire de leur apprendre un peu ce qu'est véritablement la vie d'un mineur, pour ne pas dire dans notre jargon de leur apprendre à vivre tout court.

C'est dingue, je ne pense pas que le camarade Pierre dont la famille fut mineur de père en fils sur plusieurs génération me contredira, cela m'étonnerait que son père dise - s'il est encore en vie : si c'était à refaire je recommencerais, car il n'y a rien de pire que la vie du mineur au fond du trou avec les conséquences que l'on connaît sur sa santé.

**4- Cela fait un long moment qu'on n'a pas reparlé de méthode pour comprendre le monde dans lequel nous vivons.**

Prenons un sujet d'actualité ou récurrent : les droits ou acquis sociaux.

Tous les militants en parlent quotidiennement et c'est bien normal, mais combien sommes-nous exactement à nous être posés les bonnes questions ? Très peu assurément, ne parlons pas de nos dirigeants qui font systématiquement l'impasse sur toutes les questions concomittantes à ce sujet, à croire qu'elles les embarrasseraient.

- D'où viennent-ils au juste ces acquis ou droits ?

- S'agit-il de droits acquis ou de concessions de la part de la classe dominante.

- S'il s'agissait de concessions, pourquoi, dans quel contexte, avec quelles arrière-pensées en perspective ?

- Quel avantage comptait en tirer la classe dominante ?

- Dans quelles conditions ont-ils vu le jour ces droits ?

- Dans quel contexte économique et politique ?

- Qui en a vraiment tiré profit?

- Est-ce que toutes les couches du prolétariat en ont profité ?

- Quelles couches en ont profité précisément ?

- Les travailleurs ont-ils été les seuls à en profiter ?

- Y a-t-il eu contrepartie en échange ? Si oui, lesquelles ? Au cours de quelle période ?

- S'agissait-il de contreparties à l'insu des intéressés ou de contreparties ouvertement affichées ?

- Les appareils en ont-ils tiré profit ? Si oui, lesquels ?

- Quelle fut leur attitude à cette époque ? Dans quel contexte politique national et international ?

- Mêmes questions en direction des partis politiques.

- Quel fut le prix à payer pour ces droits ou acquis ? Qui régla l'addition ?

- Etc. etc. etc.

Dites-vous bien que l'on devrait se poser autant de question sur chaque question que l'on aborde. C'est peut-être couper les cheveux en quatre, mais c'est le seul moyen d'en venir à bout. Je comprends que cela répugne à la plupart des militants de se livrer à cet exercice périlleux, car au détour d'une réponse inattendue on pourrait s'apercevoir qu'on s'est totalement fourvoyé ou qu'on s'est fait rouler à croire ce qu'on nous racontait pendant des années. Mais qu'est-ce que vous croyez, c'est bien pour cette raison que je les pose, sans savoir à l'avance où elles vont me conduire ou ce que je vais découvrir, y compris mes propres erreurs.

Et puis cela permet de faire des militants capables de penser par eux-mêmes au lieu de répéter comme des perroquets le discours de leurs dirigeants, de se forger leurs propres idées, cela maintient en éveil l'esprit critique qui a tendance à s'émousser avec le temps et l'âge, à force de dire qu'on en a tellement vu dans la vie, on finit par tout relativiser ou tout mettre sur le même plan, au point de s'accorder de penser ou faire n'importe quoi sans être capable de pouvoir le justifier honnêtement, parvenu à ce stade, on se trouve toujours hypocritement une bonne raison.

Avant-hier, j'ai entendu aux infos sur TV5Monde Asie, un historien d'art contemporain suisse expliqué que l'important n'était pas d'inventer mais de découvrir ce qui compose la substance d'une situation pour mieux la faire ressortir, cela peut être un regard, un éclairage particulier, cela me fait penser spontanément à Rembrandt qui n'a rien de contemporain, c'est mon côté admiratif de la peinture des siècles précédents le XXe siècle, un jour au Louvre j'étais resté scotché pendant 20 minutes devant une petite toile de Rembrandt et je n'avais ni picolé ni fumé.

Il avait raison, c'est la méthode qu'ont utilisé Marx et Engels pour élaborer la théorie du socialisme, une chose qu'un pauvre type comme Onfray ne peut pas supporter sans devoir convenir qu'avant lui des êtres de génie ont découvert des choses qu'il n'aurait même pas le pouvoir d'imaginer en rêve tant il est borné et il a le cerveau desséché. Mettre ses capacités au service de ce qui est, au lieu de les mettre à celui qui devrait être selon notre bon vouloir, permet de garder les pieds sur terre en toute circonstance et en tout lieu, un exercice qui répugnera à ce masturbateur du vide d'où il tire semble-t-il sa jouissance.

**Manque de précision**

Une petite remarque à propos d'un passage du dernier numéro de *Débat révolutionnaire* (n°29) que je pourrais intitulée : Coupables mais pas responsables ?

Ils écrivent : "*tous les gouvernements sont les otages consentants des banquiers*", désolé ces termes s'exclus réciproquement, soit on est maître de ses décisions, soit on ne l'est pas. Un otage consentant cela porte un nom, cela s'appelle un complice.

Après les malheureux dirigeants syndicaux qui seraient pris dans un "piège" tendu par le gouvernement et le Medef, il ne faudrait pas nous faire le même coup avec le gouvernement vis-à-vis des banquiers. Au contraire, on devrait s'employer à faire ressortir clairement que le gouvernement est au prise avec une contradiction entre son rôle de garant de la paix sociale et celui de représentant des intérêts des capitalistes, pour faire ressortir qu'en dernier ressort il gouverne pour le compte de ces derniers. Il ne s'agit pas de nier cette contradiction mais de l'utiliser à bon escient pour combattre plus efficacement le gouvernement.

A ma connaissance les gouvernements ne peuvent être que les représentants des capitalistes ou banquiers ou les représentants du prolétariat, ils ne peuvent pas être les deux à fois, à ne pas confondre avec le fait qu'ils doivent parfois ménager la chèvre et le choux... Cela nous ramène à la définition de l'Etat qui est au service de la classe dominante et incarne fondamentalement ses intérêts, tout en devant tenir compte de l'existence des autres classes auxquelles il doit imposer le respect de l'ordre établi.

**Le double langage de la direction du POI envers les appareils. (IO n°99 page 2)**

"*Le gouvernement ne peut compter parvenir à ses fins qu'en imposant un consensus contre-nature aux organisations qui se réclament du mouvement ouvrier.*"

Faux, le gouvernement n'impose absolument rien aux dirigeants syndicaux aujourd'hui comme hier ou demain, ce sont eux qui ont accepté librement de participer aux discussion avec le gouvernement dans le cadre qu'il avait fixé. Rien ne les obligeait de l'accepter. J'en déduis que le POI entend ainsi justifier ou camoufler maladroitement sa propre capitulation devant les appareils.

Il faudrait réaliser "*le rassemblement des forces sur le terrain de classe pour bloquer le cours destructeur du gouvernement Sarkozy, lui refuser tout consensus...*"

Mais alors ce "*consensus*" ne serait plus imposé par Sarkozy aux dirigeants syndicaux, il serait le produit de leur volonté à parvenir à un accord avec lui que seul un "*rassemblement des forces sur le terrain de classe*" pourrait leur interdire ?

Et après, en admettant qu'un "*rassemblement des forces sur le terrain de classe*" parvienne à se réaliser, il serait suffisant pour agir sur la volonté des appareils qui du même coup apparaîtraient blancs comme neige. Et cela nous mènerait où au juste, car c'est cela qui nous intéresse, on ne traite pas chaque étape de la lutte de classe comme autant d'abstractions sans rapport les unes avec les autres. Cela changerait quoi à la situation politique, en quoi cela ferait-il progresser la conscience politique des travailleurs une fois qu'on les aurait remis entre les sales pattes des bureaucrates syndicaux, en quoi cela constituerait-il un pas en avant vers notre objectif (la prise du pouvoir) ?

Eclairez-nous, pendant près d'un demi-siècle n'avons-nous assisté une multitude de fois à un "*rassemblement des forces sur le terrain de classe*" à l'initiative des dirigeants syndicaux ou des partis PS et PCF, on est bien d'accord, et cela nous a mené où, en quoi cela nous a-t-il permis de faire ne serait-ce qu'un pas en avant vers notre objectif ? On attend avec impatience leur réponse en sachant qu'elle ne viendra jamais, car de pas en avant il n'y en a jamais eu, voilà la vérité qu'il faut absolument tenir cachée à tous les militants. Je ne nie pas le rôle (contradictoire) des appareils, je dis seulement que s'il ont facilité à une certaine époque le"rassemblement des forces sur le terrain de classe", ce ne fut jamais avec l'intention d'avancer vers notre objectif et cela ne s'est jamais traduit par une quelconque avancée sur cette voie, au contraire cela a aboutit à subordonner davantage le prolétariat au capitalisme comme on peut le constater quotidiennement.

Pour que le prolétariat réalise un pas vers son objectif, faudrait-il encore que son combat politique soit orienté dans la bonne direction, que le mouvement ouvrier ait commencé à se détourner ou à rompre avec les appareils pourris et le réformisme qui l'a complètement gangrené au point que bon nombre de militants qui se prennent pour des révolutionnaires sont en réalité sur des positions conformes aux intérêts du capital. On ne voit pas comment son combat politique pourrait avoir été orienté dans la bonne direction ou pourrait l'être aujourd'hui ou dans un futur proche, puisque le mouvement ouvrier a toujours été contrôlé par les lieutenants de la bourgeoisie qui en assure la direction pour le compte du régime en place. Si consensus il y a, il ne date pas d'aujourd'hui, il a toujours existé en réalité entre les dirigeants (officiels) du mouvement ouvrier et le capital. Ne serait-ce pas pour l'avoir ignoré pendant 60 ans qu'on en est là ? Pourquoi ne pas le dire ?

Pour faire bref, la question à résoudre ne résiderait-elle pas dans le fait que le prolétariat et le mouvement ouvrier se seraient détournés très tôt du socialisme ou l'auraient abandonné en cours de route pour ne jamais plus y revenir ?

On comprendra parfaitement que la situation politique dans laquelle se trouvent le prolétariat et le mouvement ouvrier aujourd'hui (ou hier) ne peut pas être imputée uniquement aux dirigeants du POI (ou du NPA ou de LO), car ce n'est pas un parti (ou une organisation hier) de quelques milliers de militants qui pouvait à lui seul peser de manière décisive sur le mouvement ouvrier pour qu'il s'oriente dans la bonne direction.

Par contre, ils portent l'entière responsabilité de l'inexistence d'un parti révolutionnaire profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat et au sein de la petite-bourgeoisie, et qui, s'il avait existé face à la décomposition de tous les partis se réclamant de la classe ouvrière, aurait pu constituer un pôle de regroupement déterminant pour des centaines de milliers de travailleurs et militants au moment où la crise du capitalisme a éclaté, de telle sorte qu'il aurait été un élément incontournable de la situation sociale et politique en France en 2010 et à l'échelle internationale. (A suivre)

**Quelques infos en bref.**

**PS. L'enfumage, vous allez voir ce que vous allez voir**

Le PS réuni samedi en convention nationale a ratifié son projet pour 2012 intitulé "*nouveau modèle de développement économique, social et écologique*".

Pour la Première secrétaire, qui a conclu les travaux de cette convention, il ne "*suffira pas de quelques rustines, de quelques cataplasmes pour changer le système*", ce "*modèle libéral*" qui "*nous mène au mur*".

Les intentions affichées sont en contradiction avec les faits, elles ne doivent tromper aucun militant.

Le *"nouveau modèle*" du PS se situe dans le cadre du capitalisme, partant de là, on comprend qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à "*quelques rustines*" ou "*quelques cataplasmes pour changer le système*", parce qu'il n'y aura pas de changement du tout de "*système*", car c'est l'un ou l'autre : soit on change de système et l'on exproprie les capitalistes tout en abolisant les institutions de la Ve République, soit on continue de faire avec les uns et les autres, comme le PS l'a toujours fait qu'il soit au pouvoir ou non.

Au nombre des propositions contenu dans ce projet figure celles d'un "*grand pôle public d'investissement*" pour accompagner l'industrie, d'un projet de sécurité sociale professionnelle "*pour aider chacun à progresser*", et d'un "*nouveau modèle énergétique*" avec une TVA "*éco-modulable*".

Traduction : 1- l'argent de l'Etat, donc du contribuable, les travailleurs, pour faciliter et accompagner les restructurations dans l'industrie, autrement dit un coup de main aux patrons pour les aider à licencier en toute tranquillité ; 2- le projet de Sarkozy-Chérèque-Thibault qui se traduira par l'obligation d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire dans n'importe quelles conditions en cas de chômage, cela s'assimile aux travaux forcés ; 3- une taxe équivalente à la taxe carbone de Sarkozy.

Un socle dont le concept de "*bien-être*" est la finalité et le principe de justice le "*fil rouge*", notamment sur la question des retraites.

On aura compris que le "*bien-être*" sera réservé aux privilégiés et que les inégalités et les injustices criantes dont est victime le prolétariat se perpétueront temps que le "*fil rouge*" ne sera pas atteint, autrement dit, temps que la limite de l'insupportable fixée par le PS n'aura pas été atteinte ou franchie, limite qui appliquée à lui-même ne veut strictement rien dire puisque les dirigeants du PS appartiennent aux classes priviligiées auxquelles ils réservent leur "*bien-être*".

"*Nous, nous prenons en compte le fait que l'espérance de vie s'accroît et qu'il faudra travailler plus longtemps, mais nous voulons d'abord faire en sorte que des ressources complémentaires rentrent effectivement dans les caisses des retraites*", a-t-elle fait valoir.

Voilà pour notre droit légitime à la retraite dès 50 ans quelles que soient le nombre d'années cotisées foulé aux pieds, cela a le mérite d'être clair, le PS est sur la même ligne que l'UMP.

Répondant par ailleurs au "*nouveau mensonge du Premier ministre*, elle a assuré qu'"*aucune de nos propositions ne touche les classes populaires et moyennes, (...) aucune de nos propositions ne touche les petites et moyennes entreprises*".

Un énorme mensonge qu'il nous faut dénoncer et combattre, non pas pour que le PS adopte un véritable projet socialiste, mais pour montrer aux travailleurs dans quel camp se situe le PS et qu'ils n'ont rien à en attendre.

Mme Aubry a estimé qu'il n'y avait "*qu'une seule politique à mener en France: réduire les dépenses fiscales inutiles (...) et puis relancer le pouvoir d'achat*" pour augmenter la croissance.

Le tout sur fond de chômage massif et de précarité généralisée histoire s'assurer la stabilité politique du régime, la paix sociale à laquelle adhère tous les syndicats, pendant que des pans entiers du prolétariat livrés à la pauvreté continueront de se débattre pour simplement survivre.

Chargé de piloter les travaux qui ont débouché sur l'élaboration de ce "*nouveau modèle de développement*", le député Pierre Moscovici s'est réjoui que le texte final n'ait "*pas honte à d'être à gauche*". (AP 29.05)

Un verni de gauche qui a pour seul objectif de camoufler le fait que le PS s'apprête à prendre le relais de l'UMP pour faire la même politique, afin que les capitalistes puissent continuer à vaquer tranquillement à leurs affaires.

Pour terminer, le double langage du PS sur les retraites.

Les 60 ans : "*Nous ne considérons pas qu'il s'agit d'un dogme, nous considérons simplement que c'est une affaire de justice*", a affirmé Martine Aubry, et de préciser : "*Il faut ouvrir toutes les pistes de manière équilibrée*", y compris donc celle de l'âge du départ à la retraite, l'allongement des années de cotisation et le report de l'âge auquel on peut percevoir une retraite à taux plein sans avoir cotisé le nombre d'annuités requises. (Reuters 29.05)

Leur "*équilibre*", c'est l'équité, faire payer à la fois les riches et les travailleurs, sauf qu'un riche peut se délester de quelques millions d'euros sans que cela ne change quoi que ce soit à son existence, alors que travailler plus longtemps pour un ouvrier a un impact direct sur les années qui lui reste à vivre, il est donc indécent, insupportable de parler d'"*équilibre*" en la matière.

On a appris que Benoît Hamon aurait tenu les propos suivants lors de la manifestation parisienne du 27, c'était à propos de Strauss-Kahn qui s'est prononcé pour la liquidation des 60 ans : " *Strauss-Kahn fait chier de faire de telles déclarations, en plus d'être à Washington à la tête du FMI.* "(Lepost.fr 29.05)

On a les "*camarades*" qu'on peut ! Strauss-Kahn a vendu la mèche et torpillé le projet du PS avant même qu'il ne voit le jour, on comprend la colère d'Hamon.

Il y a des camarades qui seront tentés malgré tout de s'appuyer sur les déclarations du PS sans tenir compte des contradictions qu'elles contiennent, au motif qu'elles pourraient favoriser la mobilisation pour la défense des retraites, car c'est leur seul objectif. Dans l'hypothèse ou ce scénario permettrait d'atteindre cet objectif, qui en tirerait profit sur le plan politique ? Pas vous ou votre parti qui demeure marginal ou inexistant pour la plupart des travailleurs, mais le PS, un parti dont le programme est similaire à celui de l'UMP. Ce serait une bonne occasion pour redorer le blason du PS, de gauche évidemment !

Dites-moi en quoi cela permettrait de faire progresser la conscience de classe du prolétariat compte tenu que ce qui aurait été obtenu ne l'aurait pas été dans une perspective politique précise, disons différente de la survie du régime ? Faut-il être comptable du maintien ou non du régime actuel des retraites sachant que nous n'avons pas les moyens d'influer sur le cours des choses ou tout simplement que notre discours ne parviendra même pas jusqu'à la majorité des travailleurs ? Ou à l'opposé, ne sommes-nous pas comptable uniquement de la construction du parti à partir du moment où nous avons été capable d'inscrire ce combat dans une perspective politique rompant avec le capitalisme et les institutions ? N'était-ce pas le seul moyen de faire progresser la conscience des masses que de lutter à la fois contre les illusions qu'elles peuvent avoir dans les appareils, le capitalisme et les institutions pour qu'elles rompent avec elles ? Recruter des travailleurs sur la base que nous aurions favorisé la mobilisation dont le PS aurait pris la tête, vous avouerez qu'on ne peut pas imaginer pire. Vous aurez joué le rôle d'aiguillon, de flanc gauche des appareils et rien de plus.

Les militants qui se disent déçus par le cours de la lutte de classe, qui sont parfois complètement las ou désespérés au regard des coups que l'on prend à longueur de temps depuis des décennies, ne prennent-ils pas sur eux les conséquences de la politique des appareils qui conduisent le mouvement ouvrier et le prolétariat à essuyer échec après échec ? S'ils n'avaient en tête que la construction du parti qui demeure notre tâche prioritaire et situaient leur combat dans l'unique perspective du socialisme, ils verraient dans la situation actuelle les ferments des combats décisifs qui approchent, ils verraient que des couches entières du prolétariat sont prêtes à rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques, et ils ne se détourneraient pas de notre objectif au profit d'objectifs impossibles à atteindre, dont ils ne détiennent pas la clé et qui ne peuvent que les décourager.

On devrait se battre pour la défense des retraites sur la base de notre programme révolutionnaire et recruter ainsi les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière prêts à en découdre avec le régime. Les retraites on les conserve ou on les perd, voilà c'est ainsi. On se demande quelle langue il faut parler pour se faire comprendre. Ce n'est évidemment pas la position défendue par l'immense majorité des militants pour lesquels le combat politique se réduit aux revendications immédiates.

Au passage je leur signale que c'est leur position qui a dominé pratiquement exclusivement le mouvement ouvrier depuis 60 ans avec le résultat que l'on sait. Pendant encore combien de temps cela va-t-il durer ? Il y a fort à parier que parmi eux il y en a un bon nombre qui n'ont pas si mal vécu ces décennies-là, ceci expliquera sans doute en partie cela. Commençons par vivre mieux aujourd'hui, pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, on verra plus tard un jour indéterminé, c'est ainsi que pense et agisse la majorité des militants.

On y reviendra, j'ai presque terminé un article où je reviens sur la lutte de classe depuis 1810, j'espère le mettre en ligne dans un ou deux jours.

**Retraites.**

**1-** Six Français sur dix sont opposés au recul de l'âge légal du départ à la retraite au-delà de 60 ans et 55 % sont contre l'allongement de la durée de cotisation, selon un sondage Ifop à paraître dans Dimanche Ouest-France. (lepoint.fr 29.05)

**2-** Joël de Rosnay, scientifique et prospectiviste invité de Parlons Net ! sur France Info : "*On vivra bientôt jusqu'à 140 ans. La réforme des retraites doit en tenir compte*" (Lepoint.fr 29.05)

Commentaire avisé d'un internaute : Passer directement de l'Etat de salarié usé au cimetière, voilà la "politique de civilisation" du cynique

bonimenteur de foire à la tête de l'Etat.

**Les puéricultrices dans la rue**

Plus de 5.000 personnes, selon le collectif "Pas de bébés à la consigne", un millier selon la police, ont à nouveau défilé samedi après-midi à Paris, contre le décret assouplissant les conditions d'accueil en crèches.

Depuis trois mois, le collectif exige -sans succès- le retrait du projet de décret gouvernemental assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches, dont la parution au "Journal officiel" est annoncée pour juin par le cabinet de la secrétaire d'Etat à la Famille Nadine Morano.

Ce projet prévoit de limiter les 10% d'accueil en surnombre autorisé depuis 2007 "*certains jours de la semaine*", aux seuls "*établissements ou services d'une capacité égale ou inférieure à vingt places*". Il l'augmente à 15% pour les crèches comportant jusqu'à 40 places et à 20% pour celles supérieures à 40 places, sans pour autant augmenter le nombre d'adultes présents.

Le projet prévoit également de baisser de 10 points (passant de 50% à 40% au moins de l'effectif total d'encadrement) le nombre de "*puéricultrices diplômées d'Etat, des éducateurs de jeunes enfants diplômés d'Etat, des auxiliaires de puériculture diplômés, des infirmiers diplômés d'Etat ou des psychomotriciens diplômés d'Etat*", présents dans les établissements. (AP 29.05)

**UE. Marché de dupes.**

Il y a deux semaines, la Banque centrale européenne annonçait le rachat d'obligations souveraines et privées, et notamment des dettes grecques, et ce, pour accompagner le plan d'aide de 750 milliards d'euros, crée par les Etats membres de la zone euro. Une mesure que n'a pas du tout apprécié la Bundesbank, la banque centrale allemande d'émission qui n'hésite pas à parler de «complot français» qui porte atteinte aux intérêts de l'Allemagne.

Pourquoi la France aurait-elle intérêt à ce que la BCE rachète des obligations grecques ? Deux raisons pourraient être avancées : tout d'abord, parce que les banques françaises sont les plus exposées à la Grèce, avec des créances qui s'élèvent à 53 milliards d'euros; ensuite, la France sait que si la situation grècque venait à s'aggraver, elle serait donc le prochain pays en ligne de mire des agences de notation.

Le journal allemand Der Spiegel rapporte dans son édition de lundi que la BCE a déjà racheté 40.000 millions d'obligations dont 25.000 millions de dettes grecques, causant «*une irritation importante*» de la Bundesbank. L'Allemagne, par la voix de sa chancelière Angela Merkel ou du patron de la Deutsche Bank, n'a jamais caché ses doutes quant à la capacité de la Grèce de rembourser ses dettes. En février dernier, plusieurs grandes banques allemandes avaient décidé de ne plus souscrire de nouvelles obligations de l'Etat grec, inquiètes de la situation financière du pays.

Les banques françaises ont pour 51 milliards d'obligations grecques et les banques allemandes en ont pour 31 milliards d'euros. La France va payer 5,5 milliards et l'Allemagne va payer 8,4 milliards d'euros de prêts garantis par l'Etat. On se souvient qu'après cette mesure l'indépendance de la BCE avait sérieusement été remise en cause... par l'Allemagne, puisqu'elle avait toujours clamé qu'en dépit de la situation financière plus que compliquée de la Grèce, elle ne rachèterait pas d'obligations grecques. Autrement dit, des produits qu'aucun investisseur ne voulait. (lefigaro.fr 29.05)

**Espagne.**

La date butoir pour parvenir à une réforme du code du travail négociée entre les syndicats et les représentants du patronat a été repoussée d'une semaine en Espagne, annonce le ministère du Travail.

Les syndicats menacent quant à eux d'appeler à la grève générale en cas de mesure unilatérale du gouvernement.

Ces négociations sur une réforme du travail sont menées en parallèle au plan d'austérité que le gouvernement de José Luis Zapatero a fait adopter jeudi de justesse par le Parlement.

Cette réforme, qui vise à réduire les coûts de l'embauche et du licenciement, est un des axes de la réponse des autorités espagnoles au risque d'une contagion de la crise grecque. (Reuters 29.05)

Haut de page

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes*

## Causeries juin 2010

| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | | | | | | | | | |

---

**Le 1er juin**

Vous m'excuserez, mais je ne me suis pas réveillé ce matin, je dors très mal, j'ai deux heures de retard et je dois faire des courses ce matin pour manger ainsi que mes chiens, et il vaut mieux aller chez le boucher le matin avec la chaleur qu'il fait, la viande est exposée à l'air libre sous 40°C ! Je terminerai l'actualisation du site cet après-midi.

**Quelques réactions après l'agression sanglante de l'Etat sioniste contre un convoi humanitaire en direction de Gaza**

Lire aussi l'article en ligne qui relate heures par heures le déroulement des faits et les déclarations internationales, les manifs à Paris et dans le monde, etc.

On n'ose même plus dire que l'Etat israélien apparaît au grand jour tel qu'il est vraiment, qui ne le sait pas déjà ? L'hypocrisie est totale, jugez plutôt.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, a condamné "*avec la plus grande fermeté*" un usage de la force jugé "*inacceptable et disproportionné*".

Dans un communiqué, elle demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu et une enquête sur les circonstances de l'assaut. (Pourquoi ne pas demander au gouvernement israélien de mener lui-même cette enquête pendant qu'elle y est. - Lutte de classe)

"*Après le massacre, la France et les Européens doivent contraindre Israël à lever immédiatement le blocus*", a estimé pour sa part Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste. (Stalinien for ever ! - Lutte de classe)

La CGT "*condamne fermement*" l'intervention israélienne.

Elle exige dans un communiqué la création d'une "*commission d'enquête internationale sous l'égide de l'Onu*" ainsi que "*l'intervention de la France et de l'Union européenne pour obtenir la levée du blocus de la bande de Gaza*". (Stalinien for ever ! - Lutte de classe)

La CFDT dénonce "*un acte inqualifiable qui met à mal les efforts de paix*". (Quelle paix ? - Lutte de classe)

Pour le collectif Banlieues Respect, fédération d'associations actives dans les quartiers difficiles, cet épisode sanglant "*risque d'avoir des conséquences graves dans les banlieues*".

Son responsable, Hassan Ben M'Barek, met en garde dans un communiqué contre les "*graves tensions*" susceptibles d'être ravivées "*entre juifs et musulmans dans nos banlieues*".

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) "*déplore les conséquences humaines tragiques*" de cet acte tout en évoquant une possible "*provocation du Hamas*".

"*Sans porter de jugement prématuré, le Crif constate que sur un seul des bateaux les soldats ont été accueillis avec des armes, ce qui semble démontrer la possibilité d'une véritable embuscade organisée par le Hamas, ce qui serait incompatible avec le caractère humanitaire du convoi*", ajoute l'organisation juive dans un communiqué publié sur son site internet. (Ordures de sionistes ! - Lutte de classe)

(source : Reuters 31.05)

**La liberté de la presse vue du Palais.**

A l'occasion du sommet France-Afrique qui s'est ouvert ce lundi à Nice, la présidence de la République aurait fourni un entretien pré-rédigé au magazine Les Afriques.

Une accusation lancée par Pierre Soudan, directeur de la rédaction de Jeune Afrique, concurrent du magazine. Il accuse également l'Elysée de lui avoir fait la même proposition. En vain.

"*[...] Une longue interview que, en prélude au sommet de Nice, Nicolas Sarkozy a donnée à nos confrères de l'hebdo Les Afriques. Ces derniers ne m'en voudront pas de révéler qu'il s'agit là d'un entretien prérédigé, en réponse à des questions écrites?: il suffit de le lire pour s'en rendre compte.*

*Il y a deux semaines, l'Élysée et le Quai d'Orsay avaient d'ailleurs approché Jeune Afrique avec la même proposition 'prête à publier'. Offre que nous avons poliment déclinée.*", écrit-il sur le site web de son journal. (Lepost.fr 31.05)

**Leur société sécrète la violence.**

Les agressions de voyageurs dans les transports urbains ont augmenté de 7,9 % en 2009 par rapport à 2008 (2 557 en 2008 à 2 760 en 2009), le nombre d'agressions d'employés des transports restant stable, selon l'Union des transports publics.

Concernant les agressions sur le personnel suivies d'un arrêt de travail, elles se sont élevées à 737 en 2009, contre 743 en 2008.

Autre indicateur de l'UTP, le coût du vandalisme sur le matériel (roulant et fixe) des sociétés de transport urbain : il s'est établi à 14,6 millions d'euros en 2009, soit '*le plus haut niveau atteint depuis treize ans*'. En un an, ce coût a progressé de 6,2 %. L'UTP souligne que les entreprises mettent en oeuvre '*des moyens humains et matériels considérables*' pour lutter contre l'insécurité, avec '*plus de 131 millions d'euros*' qui y ont été consacrés en 2009.

L'UTP regroupe quelque 160 entreprises de transport urbain adhérentes (bus, métro, tramway), employant au total environ 43 000 salariés. (Lemonde.fr 31.05)

**Le démantèlement de l'Education nationale continue sur fond de suppression de dizaine de milliers profs programmée.**

Un document confidentiel propose dix pistes pour diminuer le nombre de profs

Ce document '*ne devrait pas se trouver entre les mains d'un journaliste'*, soupire-t-on dans l'entourage de Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale. Le document que Le Monde s'est procuré était en effet à usage interne au ministère.

Comment continuer à dégraisser le '*mammouth*' ? Tel est l'objet de cette présentation PowerPoint accompagnée de fiches qui a été discutée lors d'une réunion, début mai, avec les recteurs d'académie. Ceux-ci sont invités à réfléchir à la manière dont chaque académie peut '*mobiliser les gisements d'efficience*' pour tenir l'objectif du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux pour 2011-2013, et ce, '*sans dégrader les performances globales*'. Ce '*dialogue*' doit aboutir à l'élaboration, d'ici au 15 juin, d'un 'schéma d'emplois 2011-2013'. Dès 2011, de 15 000 à 17 000 postes sont à supprimer.

Le document propose une méthode de travail et, surtout, des pistes d'économies. Dix '*leviers*' ont été identifiés : cinq dans le primaire et cinq dans le secondaire. A chaque académie de voir, en fonction de ses caractéristiques propres, quels leviers elle peut actionner pour

économiser des postes. (lemonde.fr 31.05)

**La Bourse ou la vie.**

En mai, Athènes a plongé de 17%, Madrid de près de 11% (-21,6% depuis le début de l'année), Paris 8,11%. La Bourse de Francfort s'en sort bien, avec une baisse mensuelle de l'ordre de 3%. L'euro a enregistré un recul de 7,5%. (JFD 31.05)

**BCE. La crise, un bon prétexte pour réaliser un pas décisif vers un Etat fédéral.**

«*Nous sommes une fédération monétaire. Nous avons maintenant besoin d'avoir l'équivalent d'une fédération budgétaire*», a défendu Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE) dans une interview au *Monde* daté de mardi.

Il appelle à un renforcement sans précédent de l'intégration européenne, afin de renforcer le «*contrôle et [la] surveillance de l'application des politiques en matière de finance publique*». A plus court terme, il exhorte les Européens à adopter des «plans de retour progressif à la sagesse budgétaire, ce que vous appelez plans d'austérité». (JFD 31.05)

Il y a encore loin de la coupe aux lèvres !

**Commerce mondial.**

Les échanges commerciaux mondiaux ont augmenté de 5,3% en volume au premier trimestre de cette année par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier, une légère décélération qui confirme néanmoins un rebond solide après la crise, montrent les statistiques de l'institut néerlandais d'études CPB.

L'institut, dont les chiffres servent de référence à la Commission européenne et à la Banque mondiale, précise dans son rapport mensuel sur le commerce mondial que celui-ci a augmenté de 5,8% sur la période décembre-février par rapport aux trois mois précédents.

La croissance des échanges a été plus soutenue en Asie et en Amérique latine mais relativement faible dans la zone euro, précise le CPB.

Il ajoute que le commerce mondial se situait en mars 4% en dessous de son pic d'avril 2008 mais 21% au-dessus du point bas de mai 2009. (Reuters 31.05)

**Allemagne.**

Horst Köhler a inopinément annoncé sa démission de la présidence allemande à la suite de remous provoqués par ses propos sur l'utilité de l'action militaire de son pays à l'étranger pour ses intérêts économiques.

L'Allemagne a déployé en Afghanistan le troisième contingent militaire étranger en effectifs, avec 4.300 militaires, et, bien qu'elle y ait perdu 43 hommes depuis 2002, elle a accepté sous la pression de Washington d'en porter le nombre à 5.350 soldats d'ici cet été.

Cet accroissement a été décidé par le gouvernement de Berlin à contre-courant de son opinion publique, mais, il y a une semaine, Köhler avait souligné, lors d'une interview à la radio qu'un pays comme l'Allemagne, dépendant fortement de son commerce extérieur, devait être consciente de l'importance de son action militaire à l'étranger

Elle est "*nécessaire pour maintenir nos intérêts, comme par exemple libérer les routes commerciales ou prévenir des instabilités régionales qui pourraient avoir un impact négatif sur nos perspectives en termes de commerce, d'emplois et de revenus*".

Köhler s'est dit surpris par les critiques suscitées par ses propos, qui sous-entendraient qu'il appuie des interventions militaires non autorisées par la constitution. "*Ces critiques sont complètement injustifiées*", a-t-il assuré, en ajoutant qu'elles portaient atteinte à sa fonction. (Reuters 31.05)

**Inde.**

Alors que l'Inde avait vu sa croissance ralentir à 6,7 % en 2008-2009, la troisième puissance économique d'Asie, après le Japon et la Chine, a rebondi de 7,4 % en 2009-2010, année fiscale terminée le 31 mars dernier. Elle devrait passer à 8,5 % l'an prochain, assure le ministre indien des Finances, Pranab Mukherjee.

Fin mars, la production industrielle du pays enregistrait un bond en avant de 13,5 % par rapport au même mois de l'an dernier.

Revers de la médaille, en avril dernier, les prix à la consommation se sont envolés de 16,8 % par rapport à avril 2009. Les céréales, le riz,

les lentilles, le sucre, toutes ces denrées de base deviennent inabordables. La banque centrale a relevé deux fois en un mois ses principaux taux d'intérêt pour l'endiguer, mais en vain. (lefigaro.fr 31.05)

---

**Le 2 juin**

J'ai encore rectifié l'adresse erronée de quelques fichiers, dont celle sur la causerie de mai. Toutes les infos des rubriques social, syndical, politique et international de mai ont été archivées et elles ne sont plus disponibles qu'au format pdf.

Je vous recommande l'article du groupe Bolchevik sur la situation en Grèce, car il fournit des indications intéressantes sur le mouvement ouvrier grec. Chacun ensuite est libre d'adhérer ou non à la ligne politique défendue par ce groupe. C'est aussi cela une véritable tribune libre que de permettre la libre confrontation des idées des uns et des autres.

Les dirigeants syndicaux ont donc appelé (à l'exception de FO et de la CGC) à une semaine d'actions entre le 21 et le 25 juin ponctuées par une nouvelle journée d'action le 24. Il fallait s'y attendre.

Dans la foulée du dernier congrès de la CGT, au risque d'être incompris, j'affirmais que l'opposition qui s'était manifestée envers la direction de la CGT n'était finalement qu'une posture pour ne pas dire une imposture, car aucun de ses participants n'avait osé remettre en cause le financement des syndicats par l'Etat et la participation des syndicats au coté du gouvernement et du patronat dans une multitude d'organismes dans le cadre de la collaboration de classes institutionalisée à partir de 1945 et qui n'a cessé de se développer jusquà nos jours.

Tous les regroupements de syndiqués CGT font aujourdhui la démonstration de leur impuissance à s'opposer efficacement au fossoyeur du syndicalisme qu'incarne Thibault, parce que finalement ils n'ont pas rompu avec le stalinisme dans ses différentes déclinaisons ou le réformisme. Ceci explique sans doute cela. Je voudrais que l'on m'explique comment on peut mener un combat contre le capital et la direction confédérale de la CGT (ou un autre syndicat) dans un syndicat corrompu par le capital, sans orienter clairement son combat dans la perspective de l'abolition du capital, en ne mettant pas à l'ordre du jour l'expropriation des capitalistes dès lors qu'ils jettent des millions de travailleurs à la rue, notamment.

Le front unique de cette racaille (les dirigeants syndicaux ainsi que ceux du PS et du PCF) inféodée au capital est la pire illusion que l'on peut colporter auprès des travailleurs, il ne peut conduire en l'absence d'un parti révolutionnaire qu'à un nouveau front populaire qui préparera les prochaines défaites de la classe ouvrière, comme chaque fois depuis 1936.

C'est bien l'absence du parti qui donne cet aspect inextricable à la situation et la caractérise. C'est finalement le résultat du refus de rompre avec les appareils et le capital pendant 60 ans que l'on paie le prix fort auourd'hui, et on est loin d'être au bout de nos peines comme c'est parti !

Les fatalistes ou pessimistes n'imaginent pas cette rupture possible aujourd'hui, ils estiment qu'elle nous marginaliserait, qu'elle nous coûterait trop cher, qu'on se placerait nous-mêmes en marge du mouvement ouvrier, qu'on apparaîtrait aux yeux des travailleurs comme des excentriques ou des gauchistes, ce ne serait pas la première fois que l'avant-garde se retrouverait dans cette situation depuis la moitié du XIXe siècle et on n'en est pas mort pour autant !

Faut-il combattre sur la base de nos convictions et notre programme de la révolution socialiste ou faut-il les troquer pour les illusions entretenues par le mouvement ouvrier (spontané) devenu bourgeois, subordonné au capital, dont la collaboration de classes et le financement par l'Etat constituent à la fois les principaux points d'appui et l'expression ? Doit-on mener notre combat en direction des masses dans la perspective de les hisser à la hauteur du socialisme ou doit-on se fondre dans le mouvement ouvrier tel qu'il existe, en espérant qu'un jour indéterminé et par lui-même, il en viendra par on ne sait quel miracle à franchir tous les obstacles pour finalement adopter le socialisme ? On a essayé la seconde formule pendant 60 ans, voyez où nous en sommes. Faut-il continuer dans la même voie ?

C'est malheureux à dire, mais on n'a plus qu'à espérer que la crise du capitalisme s'approfondisse encore jusqu'à la dislocation du marché mondial qui entraînera l'effondrement du système avec son lot de souffrances supplémentaires, les travailleurs n'étant apparemment pas capables de faire la part des choses ou de passer à l'action aussi longtemps qu'ils ne sont pas confrontés à une situation devenue totalement insupportable. Ils offrent hélas une résistance à la douleur dont on se serait bien passé !

**Ils s'en remettent aux bourreaux du peuple palestinien...**

Le PS dans un communiqué a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu.

Le PCF par le voix de Marie-George Buffet s'en est remis à " *la France et les Européens (qui) doivent contraindre Israël à lever immédiatement le blocus*".

Le PG dans un communiqué du 31 mai "*demande au gouvernement français d'exiger avec les autres pays européens*".

Le NPA dans un communiqué du 31 mai "*Il est temps que la communauté internationale condamne enfin l'État d'Israël, qui bafoue les droits fondamentaux des Palestiniens et les règles internationales depuis des décennies.*", "*La plupart des pays de l'Union européenne (UE) convoquent les ambassadeurs d'Israël. Dont acte. Mais pourquoi ne l'ont-ils pas fait plus tôt ?*", "*Nous appelons, en outre, les autorités françaises et européennes à rompre tout lien avec l'Etat d'Israël*". Ben voyons !

La CGT a réclamé dans un communiqué la création d'une "*commission d'enquête internationale sous l'égide de l'Onu*".

Sur le site du POI et de LO, rien, un silence assourdissant !

Quelle que soit l'appréciation que l'on peut porter sur cette tentative de forcer le blocus de Gaza et sur les intentions réelles des organisateurs de cette opération humanitaire, elle met en lumière le sort tragique que vivent quotidiennement les Palestiniens de Gaza et des territoires occupés, qui nécessite de notre part un soutien inconditionnel. Elle aura eu au moins le mérite de montrer une nouvelle fois à tous les peuples de quoi est capable l'Etat Israélien envers ceux qui s'opposent à sa politique, avec le soutien de Washington et de l'ONU.

**... et pendant ce temps-là.**

Une réunion en urgence du Conseil de Sécurité de l'ONU a eu lieu lundi soir suite à l'assaut de l'armée israélienne contre la flotille de bateaux transportant du matériel humanitaire pour la bande de Gaza.

Résultat des courses : une déclaration non contraignante pour Israël

C'est simplement ce à quoi sont parvenus les Etats présents autour de cette table: une demande d'enquête une demande de libération des civils arrêtés lors de cette opération. Contrairement à ce que voulait la Turquie, Israël n'est pas condamné pour cette attaque.

À noter: cette déclaration est non contraignante pour l'Etat d'Israël grâce aux Etats-Unis qui ont tout fait pour en édulcorer la rédaction (l'acte contraignant, une résolution, aurait nécessité un vote unanime des membres permanents du Conseil de Sécurité qui comprend les Etats-Unis).

Si commission d'enquête il y a, reste à ce qu'Israël accepte. (Lepost.fr 01.06)

Le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Otan et l'Union européenne ont réclamé de concert une enquête impartiale. (20minutes.fr 01.06)

Le président égyptien, Hosni Moubarak, "*a donné des instructions pour ouvrir le terminal de Rafah afin de faire entrer les aides humanitaires et médicales nécessaires pour la bande de Gaza et accueillir les cas humanitaires, les blessés et les malades qui doivent passer par l'Egypte*", a indiqué l'agence égyptienne MENA.

Cette décision, qui "*fait partie des efforts de l'Egypte pour alléger les souffrances du peuple palestinien*", selon la MENA, a été appliquée en début d'après-midi. (lemonde.fr 01.06)

Depuis 1947-48 que les sionistes occupent la Palestine, l'Etat israélien n'a jamais respecté les résolutions votées à l'ONU, et en retour à aucun moment l'ONU ou un quelconque Etat n'a prévu de sanctions contre l'Etat sioniste, par contre toutes les résolutions que cette auguste assemblée a voté contre les Palestiniens ont été scrupuleusement appliquées.

L'Etat israélien est né du redécoupage du monde à Yalta et Potsdam entre Churchill et Roosevelt d'une part et Staline d'autre part après la seconde guerre mondiale. Pour les impérialistes britannique et américain il s'agissait d'implanter une agence au coeur de la plus grande réserve mondiale en pétrole afin de la contrôler et d'en tirer de gigantesques profits, sachant qu'avec le développement prévisible de l'automobile et des transports en général, il deviendrait l'or noir que l'ensemble des Etats s'arracheraient pour satisfaire leurs besoins et pour assurer leur développement.

Véritable gendarme surarmé au Proche-Orient, les impérialistes britannique et américain allaient profiter de la division existant au sein des différents régimes monarchiques arabes de la région déjà sous protectorat impérialiste, pour chasser militairement les Palestiniens arabes de leurs terres en les spoliant de tous leurs biens et droits, sous couvert de guerre sainte après la Shoah.

Ainsi, cet Etat à caractère théocratique créé artificiellement n'a aucune légitimité, il n'est que le bras armé de l'impérialisme britannique et américain dont la fonction n'est pas d'assurer la stabilité ou la paix dans la région, mais de maintenir en permanence la division des pays arabes et leur soumission à l'impérialisme, tandis que les multinationales Exon Mobil, BP, etc. continuent d'engranger des centaines de milliards de profits.

La collusion d'intérêts entre les pays capitalistes dominants et Israël a franchi récemment une nouvelle étape avec l'adhésion d'Israël à l'OCDE.

C'est dans ces conditions que les uns et les autres s'adressent au gouvernement ou aux institutions politiques internationales du capital, l'UE ou l'ONU pour qu'ils contraignent Israël à lever le blocus de Gaza, alors qu'ils soutiennent tous l'Etat sioniste depuis sa création. Vous parlez d'anticapitalistes, d'internationalistes, ils s'en remettent aux bourreaux du peuple palestinien pour réclamer justice, les autorités israéliennent en tremblent déjà !

On lira avec intérêt l'article du Réseau Voltaire intitulé *Basculement stratégique au Proche-Orient*, qui fournit un certain nombre de précisions sur les relations entre les différents acteurs de la région avec la Russie et les Etats-Unis.

**Consensus UMP-PS, suite.**

L'Assemblée a approuvé mardi le projet de loi de finances rectificative sollicitant l'engagement de la France à hauteur de 111 milliards d'euros dans le cadre du Fonds européen de stabilité financière (FESF), mis sur pied par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

La participation française au plan de sauvetage de l'euro a été votée par 462 voix contre 33. Le texte sera soumis au Sénat jeudi, en vue de son adoption définitive. (AP 01.06)

**Autre caractérisque des sondages.**

La cote de Nicolas Sarkozy est en baisse de quatre points à 36% de bonnes opinions, son plus bas niveau depuis le mois de juillet 2008, dans un sondage BVA-Orange-L'Expres-France Inter paru mardi. (Reuters 01.06)

Ainsi, sans même qu'on ait eu le temps de s'en apercevoir il était déjà remonté à 40% ! Tandis qu'un institut de sondage (Ifop) le fait remonter, un autre (BVA) le fait descendre. On cherche à comprendre. L'opération doit consister à dire qu'il se maintient en équilibre, toujours prêt à rebondir conformément aux voeux des patrons des instituts de sondage et de Sarkozy lui-même. L'image de l'homme providentiel d'hier doit être entretenue malgré les aléas de la situation économique et sociale qui lui sont défavorables, jusqu'au moment où il s'appuiera sur son bilan pour se présenter comme l'homme providentiel de demain, mais là il va avoir du boulot pour convaincre des électeurs d'autres classes que la sienne de voter pour lui.

**Produit jetable, mais trop cher.**

«Il faut arrêter de se voiler la face, les entreprises n'embauchent pas des seniors parce qu'ils coûtent trop cher», explique Laurent Wauquiez, le secrétaire d'Etat à l'Emploi, dans une interview au Parisien daté de ce mardi.

Le dispositif "*zéro charges*" testé dans les petites entreprises durant la crise économique pourrait être transposé aux seniors, dit-il. «*Nous réfléchissons à un mécanisme permettant d'utiliser plus largement l'argent de la formation professionnelle afin de compléter le salaire du senior chargé de former les jeunes*», a-t-il ajouté.

Actuellement, le taux d'emploi des 60-64 ans est de 17% et celui des 55-59 est de 58,5%, selon les chiffres apportés par le secrétaire d'Etat. (20minutes.fr 01.06)

**Bourage de classes.**

"*Quand on est dans un collège d'une zone difficile, il faut être moins d'élèves par classe. Quand on est au lycée Henri IV à Paris (...) on peut être 33 ou 32 élèves par classe*", a affirmé Luc Chatel mardi sur RTL. (AP 01.06)

Il n'est pas possible de faire normalement son travail de prof avec autant d'élèves en classe, même s'il s'agit d'élèves issues des classes privilégiées pour la plupart. Au-delà de 20 les choses se compliquent, à 25 cela devient délicat, et à 30 ou au-dessus, c'est infernal, il n'y a plus qu'à faire son cours sans s'occuper des élèves qui ont des difficultés à suivre.

Plus ils sont nombreux en classe, et plus on doit faire de la discipline, passer son temps à dire à l'un ou à l'autre d'arrêter de parler, de faire du bruit, de s'asseoir, il y a toujours un groupe qui se forme dans un coin de la classe et qui ne participe pas au cours, j'en ai fait l'expérience au lycée français de Pondichéry avec des élèves relativement calmes, alors j'imagine ce que cela peut donner dans un lycée de banlieue, le prof doit s'arracher les cheveux !

**Chômage.**

Le taux de chômage a ainsi atteint 10,1% de la population active dans la zone euro en avril pour atteindre son plus haut niveau depuis près

de 12 ans, montrent les statistiques publiées mardi par Eurostat.

Le nombre des demandeurs d'emploi dans les 16 pays utilisant l'euro est monté à 15,860 millions. (Reuters 01.06)

**Retraites.**

La présidente du Medef Laurence Parisot propose d'allonger d'un semestre par an la durée de cotisation pour garantir la pérennité du régime des retraites.

Dans un entretien publié mercredi dans "Le Figaro", Mme Parisot estime que la réforme pourra se faire "*de toute évidence en relevant l'âge de départ à la retraite et en allongeant la durée des cotisations*". (AP 01.06)

**Les banksters nous rançonnent.**

Illisibilité et inflation des tarifs, libellés incompréhensibles, facturation d'opérations autrefois gratuites... L'UFC-Que Choisir a publié mardi une étude sur les frais bancaires qui dresse un "*constat accablant*" sur l'évolution des activités de détail de 12 établissements entre 2004 et 2009.

Selon l'étude, 40% des revenus de la banque de détail sont aujourd'hui issus des frais perçus sur les clients, lesquels "*ont augmenté 1,7 fois plus vite que le PIB". Dans le même temps, l'UFC-Que Choisir dénonce une baisse du service aux usagers: "alors que le nombre de conseillers particuliers a diminué de 10% en cinq ans, celui des traders a bondi de 58%, celui des chargés de communication de 109%*", dénonce-t-elle. (AP 01.06)

**La charrette.**

Le numéro un mondial des ordinateurs, Hewlett-Packard (HP), a annoncé ce mardi qu'il investissait 1 milliard de dollars dans des «centres de données entièrement automatisés et standardisés» et qu'en conséquence il allait supprimer 9.000 emplois sur plusieurs années. (libération.de et AFP 01.06)

**Rien de tel que le paradis terrestre !**

La justice italienne soupçonne l'Institut des Oeuvres Religieuses (IOR), la banque du Vatican, d'être impliqué dans des opérations de blanchiment d'argent et le parquet de Rome a ouvert une enquête, écrit mardi le quotidien La Repubblica.

L'Institut des Oeuvres Religieuses, qui gère les comptes des ordres religieux et des associations catholiques, est une structure bénéficiant de l'extraterritorialité accordée à l'Etat pontifical, donc non tenue de respecter les normes financières en vigueur pour les établissements italiens.

Selon La Repubblica, dix banques italiennes, dont les plus grandes comme Intesa San Paolo et Unicredit, sont également dans le collimateur des magistrats.

La justice a découvert que la banque vaticane gérait des comptes auprès des établissements italiens sans nom de titulaire, identifiés uniquement avec le sigle IOR. Sur un de ces comptes, découvert en 2004, «*environ 180 millions d'euros ont transité en deux ans*», écrit la *Repubblica*.

«*L'hypothèse des enquêteurs est que des sujets ayant leur résidence fiscale en Italie utilisent l'IOR comme "paravent" pour cacher différents délits, comme la fraude ou l'évasion fiscale*», précise le quotidien.

L'institut a fait la une de la presse avec la faillite, en 1981, de la banque italienne privée Banco Ambrosiano, dont l'IOR était le principal actionnaire.

La Banco Ambrosiano avait laissé un trou de 1,4 milliard de dollars dans ses caisses et de 250 millions de dollars dans les caisses de l'IOR. (20minutes.fr 01.06)

---

**Le 3 juin**Complément au tour d'horizon des prises de position sur l'agression israélienne sur un convoi humanitaire en route pour Gaza.

Le POI a sorti un communiqué le 31 mai qui n'était pas disponible sur son site Internet national hier matin 2 juin, je l'ai lu dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°100 page 12) que j'ai reçu hier, contrairement à tous les autres partis qui s'en remettaient au gouvernement français ou à l'UE ou encore à l'ONU, le POI "*condamne l'assaut de l'armée israélienne et exige la levée immédiate du blocus.*

*Il réaffirme l'exigence seule à même de ramener la paix pour tous les peuples de la région : la reconnaissance du droit du peuple palestinien à la paix, à la terre et à la liberté.*"

**Flottille vers Gaza, suite.**

**1-** Israël a finalement décidé mercredi d'expulser la totalité des quelque 700 militants pro-palestiniens interpellés par son armée lundi sur six navires au large de la Bande de Gaza. Les autorités israéliennes ont visiblement préféré ne pas dégrader davantage les relations avec la Turquie, dont au moins quatre ressortissants ont été tués lors du raid, vivement condamné par la communauté internationale. (AP 02.06)

**2-** Le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a condamné mercredi "l'attaque scandaleuse" d'Israël contre la flottille à destination de Gaza lundi. (AP 02.06)

**Cela ne coûte rien.**

La fédération CFTC des cheminots a appelé mercredi à se joindre à la nouvelle journée d'action interprofessionnelle prévue le 24 juin contre la réforme des retraites -laissant entendre qu'elle pourrait déposer un préavis de grève à la SNCF- avant même que la confédération CFTC ne se prononce sur sa participation.

"*Les régimes spéciaux seront bien impactés par la réforme, malgré le flou peu artistique entretenu sur le sujet par le gouvernement. Tout juste la mise en oeuvre de ce nouveau recul social est-elle décalée dans le temps, pour semer la division chez les salariés et éviter un embrasement général*", estime la CFTC-Cheminots dans un communiqué. (AP 02.06)

L'analyse est correcte, mais le moyen pour infliger une défaite à Sarkozy, les journées d'action, ne l'est pas.

**Salaires dans la Fonction publique.**

Alors que plusieurs pays européens ont annoncé des restrictions budgétaires visant notamment leurs fonctionnaires, le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, Georges Tron, a assuré ce mercredi sur France Info qu'il n'était «*pas question*» d'une baisse ou d'un gel des rémunérations des fonctionnaires français. (20minutes.fr 02.06)

Quel soulagement !

**L'Etat nous rançonne.**

Le gouvernement "*étudie*" la possibilité de faire passer de 11 à 20 euros l'amende prévue en cas de non paiement du stationnement, mais il "*ne s'est pas encore prononcé*", a expliqué le porte-parole du gouvernement Luc Chatel mercredi, à l'issue du conseil des ministres. (AP 02.06)

**Agences de notation : Terreur, soumission et illusion.**

**1-** Dans des témoignages écrits rendus publics mercredi par la commission d'enquête du Congrès sur la crise financière (FCIC), d'anciens cadres de Moody's ont décrit une atmosphère d'intimidation et de crainte.

La commission d'enquête a entendu le directeur général du groupe, Raymond McDaniel, puis l'investisseur milliardaire Warren Buffett, dont la holding Berkshire Hathaway est l'un des principaux actionnaires de Moody's.

"*Fondamentalement, ils ont eu recours à l'intimidation pour créer une population docile d'analystes effrayés à l'idée de contrarier des banquiers d'investissement et prêts à coopérer le plus possible*", a déclaré Mark Froeba, ancien vice-président de Moody's chargé des produits dérivés.(Reuters 02.06)

**2-** La Commission européenne a proposé mercredi d'instaurer un système plus centralisé de surveillance des agences de notation de crédit (ANC) à l'échelle de l'Union, avec des amendes à la clef pour celles qui n'expliqueraient pas la dégradation des notes d'entreprises ou de dettes souveraines.

L'exécutif européen souhaite que la nouvelle Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) soit investie de pouvoirs de surveillance exclusifs sur les ANC enregistrées dans l'UE ainsi que sur les filiales européennes d'agences bien connues telles que Fitch, Moody's et Standard & Poor's. "*L'AEMF aurait le pouvoir de demander des informations, d'ouvrir des enquêtes et de procéder à des inspections sur place.*"

La Commission européenne souhaite aussi une réforme du gouvernement d'entreprise dans les établissements financiers, afin de renforcer la surveillance exercée par le conseil d'administration et les actionnaires sur les dirigeants, et d'éviter que ces derniers ne prennent des risques excessifs en cédant au "*court-termisme*". (AP 02.06)

**Japon. Crise politique.**

Après seulement huit mois au pouvoir, le Premier ministre japonais de centre-gauche Yukio Hatoyama a annoncé mercredi sa démission, conséquence d'un record d'impopularité et de l'échec à tenir une de ses principales promesses de campagne: déménager la base militaire américaine de Futenma sur l'île d'Okinawa (sud).

M. Hatoyama, 63 ans, est le quatrième chef de gouvernement au Japon en quatre ans à démissionner avant la fin de son mandat.

Le chef du gouvernement a également invité le puissant secrétaire général du PDJ Ichiro Ozawa, poursuivi dans une autre affaire de financement politique illicite, à démissionner. "*Nous devons rompre avec l'argent*" et devenir irréprochables "*afin de revitaliser le parti*", a-t-il souligné. (AP 02.06)

---

**Le 4 juin**

Je suis crevé et de mauvaise humeur, il vaut mieux que je m'abstienne de trop causer aujourd'hui. Juste un mot rapide.

J'ai laissé tomber provisoirement l'article que j'avais commencé à rédiger sur le mouvement ouvrier en France, hier j'en ai commencé un autre sur le POI, en voici le début, les trois premier paragraphe, la suite a été écrite ce matin :

On peut lire dans les extraits de la résolution du bureau national du Parti ouvrier indépendant s'est tenu le 29 mai (IO n°100) : " *Bien évidemment, nous comprenons que, dans une situation aussi complexe, où la classe ouvrière cherche à se regrouper sur son terrain de classe, mais où elle se heurte à des obstacles, où son mouvement est entravé, inévitablement, les travailleurs et militants avec qui nous discutons de nos propositions politiques nous confrontent à des interrogations et une certaine perplexité.*".

Quelle clarté ! Cela s'appelle tourner autour du pot sans jamais aborder les vrais problèmes auxquels sont confrontés le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Pour le POI n'existerait-il qu'un seul obstacle : les appareils, rien que les appareils ?

Pour ces dirigeants, quand la situation n'est pas "*difficile*", elle serait "*complexe*", pour justifier qu'ils n'y comprennent rien ou que les travailleurs n'y comprennent rien, on se pose la question.

On se posera également la question de savoir si les travailleurs sont "*perplexes*" par rapport à la situation ou par rapport à la politique du POI ou les deux à la fois.

A force de vouloir faire croire aux travailleurs et militants que tout serait possible, alors qu'ils constatent exactement l'inverse par eux-mêmes quotidiennement depuis des années, il arrivera bien un moment ou ces dirigeants aussi devront rendre des comptes. Finalement, que la politique du POI suscite la perplexité parmi les travailleurs et les militants, c'est un euphémisme pour ne pas avouer qu'elle est franchement opportuniste.

Maintenant que ces dirigeants soient incapables de définir précisément l'origine de cette "*perplexité*" ou plutôt qu'ils n'y tiennent pas vraiment, car cela nécessiterait de leur part de revoir de fond en comble leur analyse de la situation au risque d'arriver à des conclusions remettant en cause pas seulement leur stratégie, mais aussi l'existence même de leur parti, ne nous étonne plus depuis longtemps.

On est en présence de gens bornés pour lesquels en dehors des appareils et accessoirement du mouvement ouvrier qui ne regroupe qu'une infime partie de la classe ouvrière, le prolétariat et ses différentes couches n'existe pas. C'est à partir de ce rapport faussé entre les classes et à l'intérieur des classes qu'ils définissent leur ligne politique, leur stratégie et le type de parti qu'ils entendent construire.

On reconnaîtra au POI le mérite d'essayer d'organiser la classe, mais comme c'est sur une ligne politique et dans une perspective qui ne tiennent pas compte de la réalité, on comprend parfaitement la "*perplexité*" qu'elles suscitent chez les travailleurs et les militants, qui quelque part pour certains d'entre eux doivent penser encore confusément que sans un changement radical des fondements de la société, rien n'est possible et ils ont en grande partie raison de le penser.

C'est justement cet aspect de la situation que ces dirigeants ne veulent pas voir et prendre en compte, du coup ils demeurent prisonniers de leurs propres contradictions, qui sont totalement incompréhensibles aux travailleurs jusqu'à leurs propres militants. C'est P. Lambert qui a

défini la stratégie suivie aujourd'hui par le POI et avant lui par le PT, le PCI, l'OCI et les formations politiques qui les ont précédés à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, qui consista à se détourner de la classe ouvrière pour se tourner uniquement du côté des appareils et des militants de leurs organisations ou partis, avec le succès que l'on sait... (A suivre)

**Amalgame et manipulation. Comment les médias soutiennent l'Etat sioniste.**

**1-** Les médias découvrent soudainement que les personnes à bord des bateaux faisant route pour Gaza avec 10.000 tonnes d'aide humanitaire seraient pro-Palestiniens, mieux que la plupart d'entre eux seraient des militants d'organisations soutenant le combat du peuple Palestinien, pour ensuite les présenter comme des partisans du Hamas, justifiant ainsi l'agression meurtrière de Tsahal.

**2-** Le gouvernement israélien a produit des photos du soi-disant armement des personnes à bord de la flotille ayant tenté de forcer le blocus de Gaza, sauf que voilà, ces photos dateraient en réalité de 2003 !

**3-** Les aurorités israéliennes ont donc tenté de faire croire qu'il y avait des armes à bord de ces navires et qu'ils en transportaient peut-être dans leurs cales à destination du Hamas, oubliant de préciser qu'ils avaient été minutieusement contrôlés par les douanes et l'armée turque avant d'appareiller.

**4-** En résumé, une fois réalisé cet amalgame et avancé cette fausse preuve, les médias n'ont plus qu'à affirmer que les quelques personnalités qui se sont embarquées dans cette aventure avaient été manipulées par des organisations à la solde du Hamas caractérisé de terroriste par Washington et Bruxelles, pour ne pas dire qu'elles en étaient complices, et que le gouvernement israélien n'avait fait que se défendre contre un danger potentiel pour assurer sa sécurité comme l'aurait fait n'importe quel Etat placé dans une situation comparable.

**Quand le Palais mène la grande vie.**

La "*garden party*" du 14 juillet à l'Elysée s'était élevé, en 2009, à 732 826 euros. (Lexpress.fr 03.06)

**Sondage, suite.**

La cote de Nicolas Sarkozy est en baisse de deux points à 28% de bonnes opinions, après une petite embellie au mois de mai, dans un sondage TNS Sofres Logica pour Le Figaro Magazine. (Reuters 03.06)

On se croirait à la Bourse ! A 20% Yukio Hatoyama vient de jeter l'éponge au Japon, tandis que son prédécesseur était descendu à 10%, donc les tripatouilleurs des instituts de sondage ont encore de la marge !

Question : Faudra-t-il attendre d'en arriver là pour scander : Sarkozy est minoritaire et illégiime : dehors ? C'est la question que nous posons une nouvelle fois aux dirigeants des différents partis ouvriers.

**On tire et on discute après.**

Nicolas Sarkozy, en visite jeudi à la brigade de gendarmerie de Lamotte-Beuvron dans le Loir-et-Cher, a fait la promotion du Taser, notamment de son efficacité, parce qu'«*avec ça, on n'a pas besoin d'être dix pour arrêter quelqu'un*». Conclusion: le Taser, «*c'est mieux que les effectifs*». (20minutes.fr 03.06)

**Espagne.**

Quatre caisses d'épargne espagnoles ont annoncé mercredi s'être mises d'accord sur un projet de fusion, dernier épisode en date de la consolidation du secteur que la Banque d'Espagne a appelé de ses voeux.

Les quatre banques ont souligné que la nouvelle société réaliserait un produit net bancaire de quelque 103 milliards d'euros, ce qui en ferait la sixième caisse d'épargne espagnole.

Le nouveau SIP va solliciter l'aide du fonds de sauvetage du secteur bancaire (FROB), ont poursuivi les quatre caisses, sans préciser à quelle hauteur.

Selon la presse espagnole, l'aide demandée pourrait se situer entre 800 millions et un milliard d'euros.

Vendredi, les deux principales caisses d'épargne espagnoles, La Caixa et Caja Madrid, ont toutes les deux annoncé des fusions avec des établissements de taille plus modeste, entrant ainsi dans un processus dont elles s'étaient longtemps tenues à l'écart.

Des sources proches de Caja Madrid ont dit mardi que le groupe avait demandé trois milliards d'euros au FROB. (Reuters 03.06)

**Ukraine.**

Le Parlement ukrainien a adopté, jeudi 3 juin en première lecture, un projet de loi permettant d'empêcher une adhésion de cette ex-république soviétique à l'OTAN et confirmant son statut de pays 'non aligné'. Ce document a été préparé à l'initiative du nouveau président, Viktor Ianoukovitch, qui depuis son élection en février mène une politique de rapprochement accéléré avec la Russie.

Le projet de loi établit les '*principes de base*' de la politique nationale, notamment '*le maintien par l'Ukraine d'une politique de non-alignement, ce qui signifie sa non-participation à des unions militaro-politiques*', dont l'OTAN, selon son texte publié sur le site du Parlement. '*Le président propose de supprimer de l'ordre du jour la question (sur l'adhésion à l'OTAN) qui divise la société*' ukrainienne, majoritairement opposée à une intégration dans l'organisation euro-atlantique, a déclaré devant les députés le premier ministre, Mykola Azarov, en leur présentant le projet de loi. '*Il n'y a aucun doute que ce choix sera perçu avec soulagement et compréhension par le monde*', a-t-il poursuivi. (Lemonde.fr 03.06)

---

**Le 5 juin**

On en a presque perdu l'habitude, on est vendredi soir, on se détend un peu, demain c'est le week-end.

Pas vraiment génial pour se détendre, hier Magueswary m'a appelé d'Aubagne pour me dire que ces problèmes d'appartement n'étaient toujours pas réglés depuis près de deux mois (gaz et téléphone, merci Free au passage !) et qu'elle allait être à nouveau hospitalisée à partir de ce vendredi à 14h30 pour une durée indéterminée. Elle s'inquiétait pour moi car elle n'avait pas pu me joindre à pluisieurs reprises, je n'ai toujours pas de téléphone portable et je n'en veux pas, elle m'a dit qu'elle ne vivait que pour moi, car si cela ne tenait qu'à elle, elle aurait déjà mis fin à ses jours. Bon, elle avait apparemment le moral, donc ne dramatisons pas inutilement.

J'ai acheté 120 kilos de riz des pauvres à un de ses cousins qui est passé hier, vous savez le riz que le gouvernement distribue à chaque famille au prix imbattable de 1 roupie au Tamil Nadu, 2 roupies dans le Territoire de Pondichéry, et que je rachète entre 4 et 6 roupies pour mes chiens et pour moi accessoirement, au lieu de 15 roupies le kilo minimum dans le commerce. Je me demande d'où ils sortent ce riz...

C'est tellement le bordel dans ce pays que n'importe qui doit figurer sur les Livrets de famille qui servent à l'établissement des carnets de rationnement, y compris les morts, comme en Corse ! Ils ont raison quand on voit les énormes inégalités qui existent en Inde : voler l'Etat, voler les riches, c'est légitime partout dans le monde, chacun se démerde comme il peut pour survivre et merde à la légalité !

En France, les braquages, les casses de bijouteries, les attaques de fourgons blindés, les fusillades en pleine ville en plein milieu de la journée se succèdent ces derniers temps, nous n'en avons jamais parlé. Le système se décompose à une vitesse accélérée. Il est trop tard pour se recycler !

En Ukraine le salaire minimum serait l'un des plus bas d'Europe, environ 700 hryvnias, soit 55€le double du minimum dans la plupart des provinces chinoises. Le gouvernement chinois n'augmente pas le Smic pour tous les travailleurs chinois d'après ce que j'ai lu, cette mesure ne concernerait que les régions fortements industrialisés ou les grandes villes.

En France notre niveau de vie n'est plus financé par la surexploitation des colonies (et encore !), au moins on n'a pas les esclaves sous le nez, chacun peut s'arranger avec sa conscience ou interpréter l'histoire à sa façon (celle de la lutte des classe depuis 60 ans surtout), en Chine c'est plus difficile, les colonies sont à l'intérieur du pays et les esclaves aussi.

Au Cambdoge, le salaire minimum est actuellement de 40 USD par mois.

En Chine, les ouvriers revendiquent et obtiennent des augmentations de salaire de 20 à 40%, en comparaison en France les bureaucrates syndicaux revendiquent 2% ou 3% tout au plus et le gouvernement et le patronat estiment que c'est encore trop, et comme personne n'osera revendiquer davantage, ils auraient tort de se gêner ! Finalement, c'est le gouvernement, le Medef et les dirigeants syndicaux qui déterminent les revendications salariales derrière lesquelles tous les partis s'alignent, et quand on dénonce cette collusion ou consensus, on passe pour des calomniateurs ou des gauchistes. 20% d'une misère cela fait toujours une misère, surtout au regard des conditions de travail digne de la fin du XIXe siècle en France ou en Europe.

Renversons le régime, prenons le pouvoir pour nous octroyer des augmentations de salaire qui nous permettront de vivre enfin décemment, pas question de revendiquer dans une autre perspective politique, ce serait subordonner davantage encore les travailleurs au capitalisme...

La part du travail dans le PIB est passé de 56,5% en 1983 à 36,7% en 2005, comparativement en France elle a perdu 10% depuis le milieu des années 70, mais elle est encore supérieure à ce qu'elle était en Chine en 1983, donc si l'on suit le raisonnement de Strauss-Kahn pour lequel la Chine doit servir de modèle au développement à venir du capitalisme mondial, il faudrait en France (et dans l'Union européenne)

réduire les salaires (et les cotisations dites patronales) de 20 à 40% pour que les milliardaires de la planète, qui sont de plus en plus nombreux, continuent de vivre normalement. Mais ce ne serait pas encore suffisant car ces 20% de réduction de salaire seraient supérieure au salaire de l'ouvrier chinois une fois augmenté de 20%, la part de salaire qui nous resterait représenterait encore 6,8, 10 fois le salaire d'un ouvrier chinois.

Ici en Inde à Pondichéry, le Smic est aux alentours de 50 euros par mois pour 48h minimum de travail par semaine, et quand un ouvrier à la chance d'avoir un meilleur salaire, tout ce qu'il perçoit en plus, il le passe dans le crédit de sa petite moto (et l'essence très cher), les frais scolaires et les événements familiaux qui le ruinent littéralement, il dispose de plus de biens d'équipement à la longue, alors qu'hier encore il survivait de peu en travaillant peu très souvent, ses besoins demeuraient élémentaires, il n'était pas spécialement heureux mais il n'était pas particulièrement malheureux, disons qu'il trouvait des compensations agréables à son existence à moitié végétative, il profitait de la vie qui passait dans un état de semi-insouciance à défaut de pouvoir en changer.

J'ai pu constater par moi-même qu'on pouvait très bien survivre de peu car il existait toujours un moyen d'améliorer le quotidien, je ne parle pas des cas d'extrême pauvreté évidemment où la vie est un cauchemar permanent, dorénavant l'ouvrier indien doit impérativement travailler pour satisfaire ses nouveaux besoins, il y consacre tout son temps en l'absence de législation du travail et de droits sociaux, s'il avait encore l'impression que sa vie lui appartenait il y a peu, même s'il n'en faisait pas grand chose, cette époque est définitivement révolue, il n'est plus qu'une machine infernale à produire et à consommer, il a perdu beaucoup de son insouciance, de sa nonchalance et de sa joie de vivre, sa vie n'est plus qu'un enfer.

C'est la triste vie de mes beaux-frères que je viens de décrire ici. J'ai pu constater les importants changement intervenus dans leur mode de vie et dans la perception qu'ils avaient de l'existence au cours des 20 dernières années. Ils sont certes matériellement plus heureux qu'autrefois, mais pour ce qui est de la qualité de la vie, ils sont mille fois plus malheureux, au point qu'ils ne se parlent plus pour ainsi dire et qu'ils ont tous évoqué dernièrement la possibilité de se suicider...

**Pour info seulement.**

Le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) appelle à manifester samedi à Paris pour dénoncer l'attaque israélienne contre la flottille pro-palestinienne Free Gaza, à l'instar de plusieurs associations et organisations non gouvernementales. Le rassemblement est prévu à 15 heures sur la place de la Bastille, à l'initiative du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestinien et Israéliens. Le cortège doit ensuite rejoindre la place de la Concorde.

Les Verts, le Parti de gauche et le Nouveau Parti anticapitaliste, les syndicats FSU et Solidaires ainsi que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples font partie des signataires de l'appel à manifester. Des rassemblements sont également annoncés samedi après-midi à Toulouse, Lyon ou encore Marseille. (lemonde.fr 04.06)

**G20. Ils veulent nous "*purger*", nous faire rendre eau et sang jusqu'à la dernière goutte !**

Purger l'économie européenne sans briser la reprise mondiale. C'est la délicate équation que tente de résoudre ce week-end le G20, à Busan, le grand port sud-coréen.

Pour les ministres des Finances des vingt plus grandes économies du monde, l'assainissement des finances publiques dans la zone euro passe avant la stimulation de la croissance. «*Il y a un courant majoritaire qui veut faire de la consolidation budgétaire la priorité numéro un* », reconnaissait vendredi Christine Lagarde, ministre de l'Économie, à l'issue du dîner à huis clos des grands argentiers de la planète.

Un appel à la rigueur qui a mis sous pression les Européens, priés d'intensifier leurs efforts pour remettre leurs comptes en ordre.

En route pour la Corée du Sud, le ministre allemand, Wolf-gang Schäuble, n'a pas manqué de renouveler la pression sur ses partenaires européens en rappelant que «les marchés avaient toujours des doutes quant à savoir si les accords négociés seraient réellement appliqués». Berlin a reçu l'appui du nouveau chancelier de l'Échiquier britannique, George Osborne, qui a appelé les membres de l'eurozone à faire le ménage dans leurs comptes.

Mais, pour sa première sortie internationale, le nouveau chancelier a également rappelé l'importance de soutenir la fragile croissance mondiale pour éviter une rechute. Un appel qui a fait écho au secrétaire d'État américain, Timothy Geithner, qui a plaidé pour des mesures de consolidation budgétaire «*compatibles*» avec la croissance, prenant ses distances avec le refrain de la -rigueur. Une perche saisie par Christine Lagarde, qui a souligné la nécessité de «ne pas étrangler la croissance», alors que Paris cherche à Washington un allié pour contenir la pression de Berlin.

«*Nous devons favoriser la reprise économique, mais, dans le même temps, nous ne pouvons renoncer à la prudence en matière budgétaire*», a prévenu le ministre indien, Pranab Mukherjee. (lefigaro.fr 04.06)

Voilà qu'un ministre d'un des pays les plus corrompus au monde et endetté jusqu'aux dents donne des conseils aux ministres de l'Economie de l'Union européenne ou des Etats-Unis ! C'est pour dire à quel niveau ils en sont tous rendus, et qu'ils ne savent pas comment se sortir de

cette crise sans prendre le risque de devoir affronter directement le prolétariat.

**La Bourse ou la vie.**

Hier le CAC 40 a plongé de 2,86%. Sur l'ensemble de la semaine l'indice parisien affiche un recul de 1,7% ce qui porte ses pertes depuis le début de l'année à plus de 12%.

Londres a perdu 1,63 % et Francfort 1,91 %, Milan 3,79 % et Madrid 3,80 %. L'Euro Stoxx 50 a lâché 3,20 %.

Et l'euro a chuté sous le seuil de 1,20 dollar. (JDF 04.06)

**Hongrie.**

Le site internet d'informations napi.hu a cité jeudi le vice-président du parti au pouvoir Fidesz, Lajos Kosa, indiquant que le nouveau gouvernement avait trouvé des finances publiques dans un état pire que prévu et qu'il n'y avait ainsi qu'une très faible chance pour le pays d'échapper à un scénario grec en la matière.

Vendredi, Peter Szijjarto, porte-parole de Viktor Orban, a déclaré à propos de ces commentaires: "*C'est le Premier ministre (socialiste) Ferenc Gyurcsany qui a parlé d'un défaut.*"

Selon Peter Szijjart, le nouveau gouvernement hongrois envisage d'ailleurs de prendre des mesures d'ici 72 heures afin d'améliorer l'état des finances publiques du pays, et souhaite également lancer des réformes importantes et réduire la fiscalité pour accroître la compétitivité hongroise.

La banque centrale hongroise a estimé que le déficit budgétaire de la Hongrie pourrait être de 4,5% du produit intérieur brut (PIB) ou 4,3% si le gouvernement gèle les réserves budgétaires restantes. Les analystes anticipent plutôt un déficit de 5%, tandis que des représentants du gouvernement ont évoqué un chiffe supérieur à 7%. (Reuters 04.06)

---

**Le 6 juin**

Très vite. J'ai reçu un courriel d'un étudiant, ex-militants de l'AJR et du POI, j'y répondrai demain. Vous trouverez trois contributions qu'un autre camarade m'a adressées. Merci à eux en attendant que d'autres militants les imitent.

**Compte-rendu succint de quelques manifestations en soutien au peuple palestinien.**

1- Des milliers d'Israéliens, juifs et arabes ont manifesté samedi soir à **Tel Aviv** à l'appel d'organisations de gauche contre la poursuite de l'occcupation des territoires palestiniens, à l'occasion du 43e anniversaire de leur conquête en 1967, selon un journaliste de l'AFP.

Plus de 5.000 manifestants ont défilé dans le calme au centre de Tel Aviv, dénonçant un «gouvernement qui coule Israël, au lieu de naviguer vers la paix», en allusion à l'assaut meurtrier de la marine israélienne contre la flottille d'aide venue briser le blocus israélien de Gaza qui a fait neuf morts civils lundi.

Les orateurs ont appelé à cette occasion à lever le blocus de Gaza et à autoriser les bateaux d'aide internationaux à accoster dans l'enclave palestinienne.

Arborant des drapeaux israéliens et palestiniens, les manifestants ont scandé: «Israël, Palestine, deux Etats pour deux peuples» et «Nous aimons notre pays mais avons honte de son gouvernement». (libération.fr et AFP 05.06)

2- Des milliers de personnes ont défilé samedi à **Istanbul** pour manifester leur colère après la mort de neuf militants pro-palestiniens turcs abattus par des commandos israéliens lors de l'abordage, lundi dans les eaux internationales, d'une flottille transportant de l'aide humanitaire et du matériel destinés à la bande de Gaza.

"Maudit soit Israël !", "Israël, assassin !", scandait la foule, qui exigeait la rupture des relations économiques entre la Turquie et l'Etat juif.

A Istanbul, les manifestants, qui brandissaient des drapeaux palestiniens et turcs, ont demandé que la Turquie boycotte les produits israéliens et invité le gouvernement du Premier ministre, Tayyip Erdogan, à décréter des sanctions contre l'Etat juif. (Reuters 05.06)

3- Des manifestations pro-palestiniennes pour dénoncer l'assaut meurtrier lundi de l'armée israélienne sur une flottille en route pour Gaza a

rassemblé samedi des milliers de personnes dans plusieurs villes de France.

A Paris, quelque 5.000 personnes selon la police, avaient ainsi répondu à l'appel de dizaines d'organisations politiques, syndicales et religieuses.

2.000 personnes à Nice, Mulhouse ou Marseille, Toulouse (300 personnes) et à Montpellier, où les manifestants étaient au nombre de 500 selon la police. Entre un demi-millier et un millier de personnes ont par ailleurs manifesté à Bordeaux. (lefigaro.fr 05.06)

4-D'autres manifestations ont eu lieu en Europe, notamment en Espagne et en Grande-Bretagne et à travers le monde. Obama a annulé sa visite prévue en Indonésie.

**G20.**

Les gouvernements doivent remettre de l'ordre dans leurs finances publiques pour ramener le calme sur les marchés financiers ébranlés par la crise budgétaire en Europe, ont déclaré les ministres des Finances du G20, les vingt premières puissances économiques mondiales.

Les ministres des Finances du G20 ont par ailleurs enterré les propositions de création d'une taxe bancaire mondiale.

Dans une lettre à ses homologues rendue publique samedi, le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, a mis en garde : pour préserver le potentiel de croissance, les autres économies de la planète devront compenser le recul de la consommation des ménages américains, qui consacrent une part croissante de leurs revenus à l'épargne.

"*Dans ce contexte, nous sommes préoccupés par la faiblesse attendue de la demande intérieure en Europe et au Japon*", écrit-il. (Reuters 05.06)

Ils tables sur deux facteurs:

**1-** Ils basent la croissance sur la consommation, mais avec le chômage de masse et les plans de rigueur mis en place par les différents gouvernement ou les restrictions sur les salaires signées entre le patronat et les syndicats (Allemagne) ou encore l'endettement des ménages, la consommation ne peut que stagner ou décroître entraînant de nouveaux licenciements, et ainsi de suite...

**2-** Ils appellent les pays comme la Chine ou l'Inde dont la croissance avoisine les 10% ou dépasse 6%, à faciliter le crédit à la consommation, l'endettement de la population comme c'est le cas dans les pays dominants.

Ce qu'ils semblent ignorer, c'est qu'en Inde, dès qu'on a un peu d'argent on le dépose soigneusement à la banque, on achète de l'or, on ne le dépense pas dans des futilités, voilà que je me prends pour un Indien, je le suis à moitié à force, à ceci près que je n'ai pas les moyens d'économiser une roupie ! Mêmes les Indiens qui ont plus d'argent qu'hier continuent de vivre chichement, par habitude, la crainte de manquer du lendemain qui ne s'évapore pas du jour au lendemain ou pour avoir toujours plus d'argent disposible. Certes, ils consomment davantage, mais pas dans les mêmes proportions qu'en France par exemple.

Bref, ils n'ont pas de solution à la crise que de s'attaquer toujours plus au prolétariat qui bénéficie encore d'avantages sociaux, pour le reste, c'est la fuite en avant qui prime, aucun des acteurs ne souhaitant voir remis en cause la place qu'il occupe sur le marché mondial.

**La condamnation par la justice de Brice Hortefeux pour injures raciales posent plusieurs questions.**

Tout d'abord, ce n'est pas n'importe quelle justice qui l'a condamné mais la sienne. Mais les contradictions du régime qui atteignent les sommets de l'Etat et le parti qui détient le pouvoir, concernent également les juges, Hortefeux peut très bien en faire les frais sans que pour autant cela ne remette en cause l'ordre établi et l'empêche de dormir tranquille.

Que leur justice ait voulu ainsi faire un exemple et montrer qu'elle demeurait indépendante du pouvoir qu'elle ne s'y serait pas pris autrement, histoire dans un premier temps de faire croire que tous les citoyens seraient égaux devant la justice et bénéficieraient du même traitement, nous verrons plus loin, loin de cette idée reçue, quelle idée le juge avait peut-être derrière la tête en agissant de la sorte ou les implications qui sont liées à sa décision.

Ensuite, on pourrait penser que c'est un sale coup pour Sarkozy qui a toujours témoigné sa confiance à Hortefeux, un de ses plus fidèles et zélés collaborateurs, au point que certains réclament sa démission.

Après, à l'UMP, ils savent parfaitement qu'ils sont minoritaires dans le pays, que la majorité de la population ne peut plus les voir en peinture et qu'ils sont de plus en plus isolés dans leur tour d'ivoire, on pourrait en conclure que le gouvernement étant désespérément en quête de légitimité, l'UMP serait prêt à tous les sacrifices pour y parvenir avant 2012, sans pour autant aller jusqu'à désavouer sa politique liberticide ou lâcher l'un des siens, bien que cela se soit déjà vu dans le passé.

Maintenant, on peut légitimement s'interroger sur les raisons politiques qui ont conduit le juge à condamner Hortefeux, qui s'est empressé de faire appel par la voix de son avocat.

Hortefeux n'est pas n'importe qui, au cours des différentes fonctions ministérielles qu'il a occupées, à de multiples reprises ses décisions ou propos ont fait l'objet de violentes critiques d'une partie de la population et du mouvement ouvrier, cela ne l'a pas empêché de passer d'un ministère à l'autre comme si de rien n'était, mieux, il a même bénéficié de promotions de la part de Sarkozy, ce qui l'a amené à occuper aujourd'hui l'un des ministères clés du gouvernement, celui de l'Intérieur. On pourrait résumer, en disant que jusqu'à présent les vives critiques qui lui étaient adressées, glissaient sur lui sans laisser de traces, elles se sont même traduites par l'effet contraire de celui auquel on pouvait s'attendre.

Le juge a pu estimer, que dans un contexte où le gouvernement doit à la fois gérer la crise du capitalisme et de vives tensions sociales, il n'était pas inutile de rappeler à la population qu'un membre du gouvernement n'était pas au-dessus des lois, qu'il était un justiciable comme un autre, histoire de justifier, sans l'avouer, la dérive liberticide du régime des dernières années qui frappe indistinctement tous ceux qui ont le malheur de tomber sous le coup de la loi devenue arbitraire dans bien des cas, et cela sans recours possible comme dans une dictature, Hortefeux ayant les reins assez solides pour encaisser un coup qui en réalité ne lui était pas forcément destiné, l'ensemble de la population qui conteste la politique du gouvernement étant visée en premier lieu.

Je n'ai pas suivi précisément cette affaire, disons, le juge qui a décidé de condamner Hortefeux sur la base de propos prononcés lors d'une réunion de l'UMP, en présence de militants de son parti, il faut le préciser pour comprendre la portée de la décision du juge, donc des propos qui assurément sont familiers dans la bouche de membres de l'UMP ou qui ne sont pas susceptibles de les choquer en tout cas, qu'un juge s'immisce de fait à l'intérieur de cette réunion, et c'est là que se situe précisément le danger de son intervention, car ce cas faisant jurisprudence, il pourra dans l'avenir agir de même lors d'une réunion de n'importe quel parti politique ou même de groupes d'individus dans lequel une oreille indiscrète se sera glissée, qu'un juge s'octroie ensuite sur la base de ce témoignage le droit de sanctionner l'auteur de propos rapportés susceptibles d'être condamnés par la loi, signifie que dans n'importe quel lieu public ou privé, toute personne pourra être poursuivie par exemple pour atteinte à la sécurité de l'Etat pour avoir fait l'apologie de la terreur, du terrorisme, de la violence envers l'Etat et pourquoi pas, du renversement du régime par une révolution qui sera forcément violente en réponse à la violence déclenchée par la classe dominante pour se maintenir au pouvoir.

On s'aperçoit ici que la décision de ce juge repose sur une loi liberticide et qu'elle ne vise pas forcément celui qui l'aurait enfreinte, et que son intention pouvait très bien être d'une autre nature, politique évidemment, notamment.

Son objectif serait également de créer un climat de psychose et de suspicion généralisée dans la société qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Personnellement, et pour les raisons qui viennent d'être invoquées, je ne m'associerai pas aux braillards qui réclament la démission d'Hortefeux.

Comme je l'ai déjà expliqué ailleurs, je ne suis pas pour baillonner les nazillons, comment voulez-vous que les travailleurs les reconnaissent pour ce qu'ils sont si vous les empêchez de s'exprimer avec leurs mots aussi insupportables soient-ils.

J'ai connu une époque, sous de Gaulle précisément, (pour l'histoire, dès son appel du 18 juin, à Londres, il sera entouré de cagoulards que l'on retrouvera ensuite dans ses différents cabinets ou gouvernements, pas forcément au rang de ministres, préfets par exemple) où l'on ne pouvait pas sortir dans la rue ou prêter l'oreille à une conversation sans entendre des propos racistes, antisémites ou xénophobes d'une violence inouïe, même chez moi ou lors de réunions familiales on avait le droit à une avalanche de saloperies immondes sur les Arabes ou les Juifs que les jeunes ont peut-être du mal à imaginer aujourd'hui, pour le millième de ce qu'on entendait à cette époque, ce juge aurait condamné des millions de travailleurs, et pourtant, de Gaulle qui n'avait pas vraiment pris le pouvoir pour donner l'indépendance aux Algériens a dû s'y résigner, parce que malgré tout une large frange de la population était favorable à l'indépendance de l'Algérie, et personne n'avait contraint la population à adopter cette position, tandis que pendant les années et mêmes les décennies qui allaient suivre le racisme allait continuer d'avoir pignon sur rue et de s'exprimer le plus librement possible, l'un n'empêchant pas l'autre.

Toute atteinte à la liberté d'expression prononcée par ce régime ne peut que se retourner contre le mouvement ouvrier ou le visera un jour ou l'autre, s'il n'est pas directement visé dès le départ, c'est tout ce que je voulais préciser ici.

Ne sortez pas une blague à deux balles sur les Belges, demain vous pourrez être condamné pour xénophobie, cela peut faire sourire. N'oubliez pas non plus que l'histoire du XXe siècles a été marquée par une multitude de chasses aux sorcières, pas seulement contre les communistes, les franc-maçons ou les libres-penseurs, des intellectuels ou des artistes engagés politiquement, les homosexuels, les tziganes et les gens du voyage en général considérés comme des dépravés sexuels, des voleurs de poules ou des pestiférés.

Ce n'est pas en se plaçant sur le même terrain que notre ennemi que nous le vaincrons, qui plus est en réclamant une juste application de la Constitution que nous devons abolir, mais en se plaçant résolument sur notre propre terrain de classe indépendant que nous le vaincrons politiquement.

Que la justice fasse ce qu'elle veut d'Hortefeux, ce n'est pas notre affaire, par contre c'est notre devoir de dénoncer toute atteinte à la liberté d'expression et comment elle s'y prend pour tenter de nous intimider, de nous museler, pour finalement nous condamner à défaut de pouvoir

nous supprimer physiquement, pour le moment...

Nous revendiquons haut et fort les têtes de Louis XVI et de Nicolas II, on ne nous fera pas taire !

---

**Le 7 juin**

J'ai rédigé cette causerie à main levée ce matin à partir du premier paragraphe écrit hier, j'ai réécrit entièrement la suite. Je répondrai plus tard au militant qui m'a adressé un courriel hier.

La majorité du prolétariat, les générations qui ont suivi la seconde guerre mondiale et qui approchent de la retraite, c'est comme un enfant gâté depuis sa naissance à qui un jour on enlèverait soudainement ses jouets. Tout d'abord il refuserait de le croire, il n'en compendrait pas immédiatement ni les raisons ni les conséquences, ensuite, habitué à la passivité ou à se laisser vivre en pensant que les choses ont été ou seront toujours ainsi ou encore que d'autres défendront toujours ses intérêts à sa place sans vouloir le reconnaître ou inconsciemment, il serait incapable de réagir ou de trouver la réaction qui convient à la situation, il ne lui resterait plus qu'à se résigner et subir en silence.

Vous me direz qu'il en a été ainsi de tout temps et que le prolétariat organisé n'a jamais rassemblé qu'une minorité, une minorité qui n'a cessé de fondre au fur et à mesure que les conditions de vie s'amélioraient et qu'elle avait acquis la conviction qu'il n'y avait plus rien à gratter au système, processus qui paradoxalement s'est accéléré depuis que le pouvoir en place s'attaque à remettre en cause tout ce qu'il avait dû concéder précédemment de gré ou de force sur le plan social, sur fond de pessimisme et de désarmement théorique ou politique des masses, le capitalisme s'imposant sur la scène de la lutte des classes internationale.

Cela non plus ce n'est pas nouveau, si au début du XXe siècle on pouvait prédire un bel avenir au socialisme sur le plan théorique, donc en se fondant sur l'analyse du développement du capitalisme et de la lutte des classes qu'en avaient faite Marx et Engels, rien sur le plan pratique avant la révolution russe de 1917 ne permettait de soutenir sérieusement cette hypothèse tant le mouvement ouvrier était déjà gangrené par le réformisme (électoralisme, parlementarisme, passage progressif au socialisme, etc.) ; certes le mouvement ouvrier était en expansion partout dans le monde, mais pas forcément orienté dans la bonne direction sur le plan politique, c'est même dans le pays où le capitalisme et la classe ouvrière étaient les plus développés que le mouvement ouvrier sera le plus bourgeois et corrompu, en Grande-Bretagne, quant aux espoirs d'Engels avait fondés dans le développement de la social-démocratie en Allemagne, ils vont rapidement tombés à l'eau, sa direction ayant rallié les thèses révionnistes du marxisme de Bernstein et Dühring notamment, processus qui sera imité dans pratiquement tous les pays jusqu'à transformer la IIe Internationale en un instrument de collaboration de classes au service du capitalisme mondial et dont les capitulations des 3 et 4 août 1914 signeront l'apothéose, si elles signeront son arrêt de mort en tant qu'instrument du combat de la classe ouvrière pour son émancipation, ses partis survivront jusqu'à nos jours comme instruments politiques au service du capitalisme.

Donc, si la révolution russe de 1917 signifiait que les conditions objectives et subjectives étaient enfin réunies pour que la théorie du socialisme se vérifie sur la plan pratique et historique, c'était loin d'être le cas dans les autres pays où le prolétariat n'avait pas été capable de se doter d'une direction révolutionnaire, or le socialisme ne pouvait se développer qu'à l'échelle mondiale, tout comme le capitalisme avant lui. Ensuite, la dégénérescence de la révolution russe et du parti bolchevik ne seront que le produit de l'impréparation du prolétariat et la faiblesse de son avant-garde dans les pays où le capitalisme était le plus développé, terrain qui favorisera le développement du stalinisme, qui en épousant la théorie du socialisme dans un seul pays adoptera de fait une thèse défendue avant lui par les réformistes, constituera l'antithèse du développement de la révolution (permanente) socialiste internationale.

Une fois ce rappel effectué, je voudrais qu'on m'explique à quel moment la théorie du socialisme élaborée par Marx et Engels, puis mise en pratique par Lénine et Trotsky, aurait été prise en défaut, une fois mis de côté les pronostics qu'ils ont formulés et qui ne se sont pas réalisés du fait qu'il leur était impossible de prévoir les rythmes ou les délais dans lesquels le capitalisme et la lutte de classes allaient se développer au-delà de leur époque, tandis que les analyses qu'ils allaient fournir sur le développement futur et l'orientation du capitalisme allaient s'avérer exactes, chacun a pu le vérifier ces derniers temps avec les derniers soubresauts de la crise du capitalisme.

Le prolétariat et le mouvement ouvrier en France (et dans de nombreux pays) en 2010 sont à peu près dans la même situation qu'ils étaient à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe, l'espoir dans le socialisme en moins. Cependant ce serait un peu léger de s'arrêter à ce constat qui pourrait décourager plus d'un militant, car à l'opposé l'espoir dans le capitalisme éternel et progressiste a sérieusement du plomb dans l'aile si je puis dire, ce qui ne peut qu'inviter chaque militant et travailleur à réfléchir à nouveau sur le cours de la lutte des classes au XXe siècle, et particulièrement sur le socialisme que les uns et les autres ont abandonné en cours de route ou dont ils se sont détournés en lui imputant à tort d'avoir produit la situation actuelle pour n'avoir jamais maîtrisé l'essence du marxisme.

Si la critique est aisée, l'art est difficile, disait je ne sais plus qui. Nous devons avoir conscience que nous sommes face à un énorme défi et que nous avons échoué jusqu'à présent à le mener à bien en toute modestie. Inutile de chercher les coupables dans nos rangs, cette question sera tranchée par la lutte de classe.

Il faut trouver là où nous avons péché par excès d'optimisme ou au contraire nous avons sous-estimé certains facteurs, au-delà des

arguments habituels qui ne nous font pas avancer d'un millimètre, je pense évidemment au stalinisme, avant lui le mouvement ouvrier était déjà gangrené par le réformisme, il faut parvenir à déterminer avec précision pourquoi nous avons été incapables de construire le parti au cours des sept décennies précédentes, quelles erreurs nous avons commises dans la lecture des enseignements du marxisme, quelles corrections il faut apporter à notre analyse de la situation et à notre stratégie pour enfin avancer dans la bonne direction. Comment doit se combiner le combat pour la défense de nos droits ou acquis sociaux avec le combat pour abattre le capitalisme et les institutions auquel il doit être subordonné, au lieu que l'un se réalise au détriment de l'autre comme ce fut toujours le cas dans le passé jusqu'à nos jours ? Comment interpréter et adapter au plus juste les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917, du léninisme, en tenant compte des transformations qu'a connu la société au cours des 60 dernières années ? Aussi longtemps qu'on se refusera à faire honnêtement ce travail, on n'avancera pas, c'est mon intime conviction.

A ceux qui prétendraient avoir déjà accompli ce travail, nous les invitons à le reprendre de fond en comble pour vérifier encore une fois que les conclusions auxquelles ils étaient parvenues sont toujours valables, car apparemment il y a un problème quelque part. En dernière analyse, nos dirigeants nous disent ceci : nous sommes face à une situation difficile, compliquée, à des problèmes complexes, à des obstacles à l'heure actuelle insurmontables, comme si le cours des choses donnait raison finalement à une conception fataliste de l'existence derrière laquelle il faudrait se retrancher sans l'avouer ouvertement, et qu'il faille de défaites en retraites battre toujours en arrière au lieu de maintenir le cap vers l'objectif que l'on s'était fixé, en estimant que la défensive nous permettrait d'échapper au péril qui nous attend, comme le renard tapit dans sa tannière qui attendrait tranquillement sa dernière heure en espérant encore secrètement sauver sa peau, face à une meute prête à l'égorger qui ne lui laissera aucune chance, quel leurre !

Si le sursaut salutaire qui nous remettra dans la bonne direction n'a pas encore eu lieu, c'est que le prolétariat (et la petite-bourgeoisie) et le mouvement ouvrier ne sont pas encore acculés le dos au mur, ils disposent encore de réserves qui leur permettent d'accepter la situation telle qu'elle est, ce n'est pas le cas de toutes couches du prolétariat évidemment.

Les grands discours qui ne partent pas de la situation telle qu'elle est parce qu'on se refuse à la regarder en face ne peuvent que laisser indifférents ou perplexes travailleurs et militants. On ne peut pas analyser et comprendre la situation en se bornant à prendre en considération uniquement les facteurs propres à la lutte des classes sur un plan strictement politique, non seulement parce que les travailleurs ne pensent pas forcément en ces termes, mais parce que c'est la totalité des facteurs qui constituent les rapports entre les classes au sein de la société qui déterminent la manière de chacun d'appréhender à la fois sa propre situation ou position à l'intérieur de ces rapports, et le société en tant que telle dans son ensemble, donc son évolution qui nous inspire confiance ou défiance, voire crainte ou désespoir, qui détermine en dernier lieu qu'on supporte passivement le sort qu'elle nous a réservé ou que l'on s'engage pour la changer.

En conclusion, c'est en partant des besoins et des apirations légitimes du prolétariat qu'il ne pourra jamais satisfaire temps qu'il n'aura pas avancé sur le chemin de son émancipation que l'on renouera également avec le socialisme, qu'il soit conscient ou non de ces besoins ou aspirations, qu'ils lui viennent spontanément ou non à l'esprit, ne changeant rien au fait que chacun aspire naturellement à davantage de liberté et de bien-être, il faut simplement -si je puis dire, l'aider à les exprimer au lieu de s'en interdire. Il faut avoir conscience également qu'un grand nombre de travailleurs et de militants pensent à tort qu'ils doivent au capitalisme l'amélioration de leurs conditions d'existence, alors qu'elle n'est que le produit de la lutte de classe des générations précédentes, qui hélas n'a pas été menée à son terme ou a été détournée de son objectif final qui était d'abattre le capitalisme.

L'illusion ou la théorie qui a germé dans leurs têtes, qu'il serait possible de passer progressivement et tranquillement du capitalisme au socialisme ou que le capitalisme, sous lequel tant de réformes ont vu le jour en un siècle, serait par nature progressiste et assurerait leur bien-être et celles des générations à venir indéfiniment, est en train de s'évaporer sous les coups de la crise actuelle. On peut donc en déduire que des milliers de travailleurs ou militants cherchent la voie de leur salut (ou celui de leur classe, c'est mieux pour des militants) ailleurs que dans le capitalisme ou les théories qui se réclament frauduleusement du socialisme, qu'ils sont aptes à saisir un discours révolutionnaire pour peu qu'on soit capable de se mettre à leur portée, de ne pas agir en vulgaire dogmatique, qu'on ait la patience de les écouter, qu'on ne les aborde pas avec nos oeillières de militant bourré d'idées préconçues ou de recettes prêtes à l'emploi.

La politique est un art assurément, alors soyons des artistes qui façonneront le monde de demain ! Mais en attendant ayons l'intelligence, la modestie et la délicatesse de prendre les choses et le monde telles qu'ils se présentent à nous au lieu de prendre (inconsciemment) nos désirs pour la réalité, faisant preuve d'impatience, pour finalement adhérer à des théories éculées toutes plus foireuses les unes que les autres et qui ont été maintes fois réfutées par les faits ou à des formations politiques qui sont le plus souvent les caricatures grotesques de celles dont nous nous sommes détournés en croyant trouver notre bonheur ; répétons-le encore une fois, ceux qui s'imagineraient qu'il pourrait exister un parti parfait avec des dirigeants parfaits se mettent le doigt dans l'oeil, peut-être trouveront-ils ainsi provisoirement satisfaction à entretenir cette chimère, jusqu'au jour où la réalité les rattrapera à force de vouloir la fuir, car personne n'y échappe, ainsi va la vie, non ? (A suivre)

**Quelques infos en bref.**

**Sondages, suite.**

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy enregistre un recul dans le baromètre mensuel réalisé par l'institut CSA et publié ce dimanche par Le Parisien/Aujourd'hui en France, avec 34% des personnes interrogées déclarant lui faire confiance, le président français perd trois points. (Reuters 06.06)

A défaut de mieux comme bonne nouvelle et pour être de bonne humeur en ce début de semaine, on suivra comment ils vont s'y prendre pour le faire grimper à 50% et si possible plus haut.

**Aux Pays-Bas aussi les "*caisses sont vides* !**

Le prochain gouvernement néerlandais, quelle que soit sa couleur politique, engagera un programme d'austérité budgétaire susceptible de dégager au moins 10 milliards d'euros d'économies annuelles.

Les dépenses de santé, les aides au logement, les allocations chômage et le système de retraite seront tous concernés, selon les programmes des partis politiques en vue des élections législatives de mercredi prochain.

Le déficit budgétaire du pays et son endettement sont inférieurs aux statistiques moyennes de la zone euro, et la Commission européenne prévoit pour 2011 un déficit budgétaire à 5,1% du PIB et un endettement représentant 69,6% du PIB.

La percée des libéraux tient à une forme de consensus social sur la nécessité de réduire les dépenses publiques.

"*L'électeur voit bien qu'après la crise financière, nous sommes passés à une 'crise pays' et que, dans la plupart des pays, y compris aux Pays-Bas, les caisses sont vides. Il voit bien qu'on dépense plus que ce que l'on gagne et il réalise que ce n'est pas possible, pas plus dans un ménage qu'à l'échelle d'un pays*", explique Frans Weekers, spécialiste des questions financières au Parti libéral, dans une interview accordée la semaine passée à l'agence Reuters.

Dans leurs programmes, les partis politiques proposent des réductions de la dépense publique allant de 10 milliards d'euros par an (Parti travailliste) à 20 milliards d'euros (Libéraux) d'ici 2015, terme de la prochaine législature.

La plupart des formations politiques proposent aussi une réduction des prestations sociales. Le relèvement de l'âge légal de la retraite (de 65 à 66 ou 67 ans) figure également sur la plupart des programmes.

Tous les partis proposent enfin de réduire les aides directes ou indirectes au logement (via une hausse des loyers dans le logement social ou une limitation des déductions fiscales sur le paiement d'intérêts liés à des crédits immobiliers).

"*Nous sommes très attachés à l'euro. Il représente nos retraites, toutes les richesses que nous détenons aux Pays-Bas. Il est donc de la plus haute importance d'avoir un euro fort*", a dit cette semaine le chef de file travailliste, Job Cohen. (Reuters 06.06)

Ah ben si tous les partis proposent la même politique antisociale, c'est qu'ils figurent bien tous dans le même camp : celui de la réaction ! Le mouvement ouvrier néerlandais est aussi arriéré ou gangrené que dans le reste de l'Union européenne.

---

**Le 8 juin**

Je n'ai plus le temps de causer, ma réponse au camarade demain, je l'ai rédigé, j'y ai passé plus de 4 heures, je finaliserai ce soir si je trouve enfin le temps. Merci aux camarades qui m'ont envoyé des mails et des documents, continuez, soyez plus nombreux à intervenir, bonne journée à tous. Au camarade étudiant, le nom et l'adresse qui figurent dans le site sont bien les miens, pour tout envoie de chèque, collez bien l'enveloppe et insérez votre chèque dans une feuille de papier pour qu'il ne soit pas visible par transparence.

**Parmi les derniers courriels et documents reçus, un communiqué instructif de l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires daté du 7 juin.**

On peut y lira à propos du projet de contre-réforme des retraites du gouvernement que celui-ci "*répond en grande partie aux revendications du grand patronat*", alors qu'il reprend à la lettre les besoins exprimés par le Medef, sans toutefois pour le moment aller aussi loin que le souhaitait Parisot. En quoi le projet du gouvernement répondrait "*en partie*" aux intérêts des travailleurs, c'est ce que ce communiqué suggère, on se le demande.

Ensuite, à propos de l'Union européenne : "*Après avoir favorisé fiscalement pendant des années les multinationales*", depuis le traité de Rome en réalité, passons. Puis : "*après avoir avancé des milliards d'euros et de dollars pour sauver les banques*", vous voilà bien modestes, en fait plus de 400 milliards d'euros, dont rien ne dit que les banquiers les rendront un jour à l'Etat c'est la première remarque, ensuite cet argent leur a servi à spéculer, ce qui est bien précisé dans ce communiqué, par contre ils ont oublié de mentionner qu'une partie de cette somme colossale a servi aux patrons pour régler des plans massifs de licenciements.

S'agissant des déficits publics des Etats, voilà qu'ils reprochent pour ainsi dire à l'UE de ne pas avoir pris des mesures plus tôt lorsqu'ils

écrivent : "*En Europe, les gouvernements (...), il y a peu, étaient laxistes sur cette question*", Solidaires le regretterait-il, regretterait-il qu'ils s'attaquent maintenant à cette question, à moins qu'ils estiment regrettable que les Etats ne continuent pas à s'endetter indéfiniment pour que certaines couches de la population puissent continuer à vivre tranquillement comme avant, ils précisent lesquels, "*les fonctionnaires et les agents publics, les retraités*" ? C'est vrai qu'on était encore tellement heureux il y a quelques années...

Il termine ainsi "*Les coups d'arrêts qui pourront être portés dans chaque pays aux opérations destructrices de ces solidarités seront autant d'actes de résistance et de reconquête*", et l'on cherchera en vain une condamnation de l'Union européenne.

Il y un an ou plus un militant du NPA voulait me convaincre que la priorité n'était pas ou plus de construire un parti mais de construire je ne sais pas quoi au niveau européen... Je lui avais répondu que c'était une façon de ne pas s'attaquer à la question de la construction du parti, de la contourner pour se lancer dans une aventure sans lendemain. Aujourd'hui, ce sont les dirigeants syndicaux qui expliquent qu'il serait impossible dorénavant de lutter efficacement contre les capitalistes dans un seul pays et qu'il faudrait axer notre combat sur le plan européen... pour finalement ne pas les combattre du tout ! Diluer à l'infini la lutte de classe jusqu'à temps qu'elle s'assèche ou la mener dans une impasse, merci on connaît avec ceux qui voulaient nous balader à Bruxelles ou Washington depuis des décennies... en oubliant de passer par Paris !

**La ligne politique du NPA conforme à celle de la LCR.**

**1-** *Retraite : le NPA en campagne* du 28 mai :

"*Il s'agit maintenant de passer des débats à la mobilisation*", il serait temps !

Vous allez voir ce que vous allez voir : "*Nous préparons activement les manifestations du 27 mai et les prochaines initiatives de juin*", autrement dit le NPA s'aligne sur le calendrier établi par les appareils, mais il n'a jamais répondu à la proposition du POI d'appeler à une marche unitaire sur Paris pour exiger le retrait du projet du gouvernement.

**2- *L'arnaque* du 2 juin :**

Le gouvernement bavarde sur l'emploi des seniors, mais n'évoque aucune mesure concrète.

**3-** Dans un article du 7 juin :

"*Partout en Europe, aux capitalistes de payer leurs dettes !*", on comprend bien qu'il s'agit de leur payer leurs dettes, mais qui va les y forcer ou plutôt les inviter poliment à bien vouloir ouvrir leurs coffres-forts, les gouvernements qui sont à leur solde ?

L'impuissance ou une impasse politique voilà où conduit cette orientation politique.

Ne faudrait-il pas déclarer plutôt : on se bat pour prendre le pouvoir afin de les exproprier pour récupérer jusqu'au dernier centime ce qu'ils nous ont extorqué ? Quel parti est sur cette ligne aujourd'hui ? Aucun ! Messieurs les banquiers ne craignez rien, nos révolutionnaires et autres anticapitalistes petits-bourgeois ne vous veulent aucun mal, dormez tranquilles !

**J'ai relevé dans l'interview que Schivardi a donné au journal *La Dépêche* le 3 juin 2010 :**

"*Claire Chazal a tenté de me faire passer pour un homme d'extrême gauche, un trotskiste, alors que je suis un vrai républicain. Même après ma mort je continuerai à avoir du ressentiment contre elle.*". Le trotskisme lui donne la nausée ou pire encore, au point que même une fois mort il veillera à ce qu'on ne lui balance pas cette caractérisation qui apparemment a valeur d'insulte à ses yeux, les militants du courant communiste internationaliste du POI apprécieront sans doute.

Et ne rigolez pas, Schivardi a affirmé à propos de l'effectif du POI « *nous serons 15 000 d'ici 2 012* »... figurants ou militants, en oubliant de décompter les morts ou les démissionnaires ? Passons, c'est franchement pitoyable. Je mets en ligne le commentaire du camarade qui m'a adressé cet article de *La Dépêche*.

Pour 2012, sauf événement exceptionnel, j'appelerai au boycott des élections compte tenu qu'il est dorénavant impossible d'utiliser les institutions à d'autres fins que soutenir le régime, par ailleurs, le déroulement de la campagne officielle et la propagande médiatique au service des partis institutionnels rendent quasiment inaudible ou impossible l'expression d'un parti politique indépendant des institutions, quand ses interventions ne sont pas carrément censurées.

On se demandera en quoi la participation aux institutions constitueraient encore pour un parti une tribune pour faire connaître son programme ou dénoncer la politique réactionnaire du gouvernement, cette époque est révolue, il existe d'autres moyens plus efficaces, Internet par exemple ou la diffusion à l'entrée des boîtes ou sur les marchés.

**Au sein de la population parmi les différentes couches sociales quelles sont celles qui soutiennent encore Sarkozy ?**

Selon un sondage réalisé par l'institut CSA pour l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) dévoilé vendredi 4 juin lors de leurs nouvelles "Rencontres du social", près des deux tiers des Français jugent négative l'action du président de la République depuis trois ans. Il n'y a que pour les 65-74 ans que la satisfaction l'emporte sur la déception. Et pour les militants UMP, cela va sans dire. (lefigaro.fr 07.06)

J'avais pris l'habitude de dire autrefois en me basant sur un simple constat dans mon entourage qui est peut-être contestable, mais que ce sondage confirme à sa façon, que les vieux étaient en majorité des réactionnaires, les uns ayant profité des améliorations de leurs conditions d'existence par rapport aux générations précédentes sans se poser de question ou avoir cessé rapidement de s'en poser ou encore sans avoir jamais participé à une grève ou une manifestation, les autres traumatisés par la guerre vouant un culte sans borne et demeurés fidèles à leur "sauveur suprême" installé tranquillement à Londres... Mais les générations passent, il ne faut donc pas généraliser.

**Heuliez, suite.**

Un investisseur, Charles Mircher, déclare avoir officiellement remis lundi un plan de sauvetage de l'équipementier automobile Heuliez, qui a été replacé en mai en redressement judiciaire, rapporte le quotidien *La Tribune* dans son édition de mardi.

L'investisseur, qui intervient à travers sa holding d'investissement Xul, assure être "*devenu le premier actionnaire*" d'Heuliez, en reprenant les parts du groupe Bernard Krief Consulting (BKC), ajoute La Tribune. (Reuters 07.06)

**Les Etats de la zone euro auraient-ils perdu leur souveraineté ?**

Réponse en trois temps:

**1-** Quelques heures après avoir finalisé le fonds de sauvetage de l'euro, le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy a annoncé ce lundi soir que les ministres européens des Finances ont accepté que la Commission européenne examine leurs budgets nationaux.

**2-** Le journaliste poursuit : Quoi qu'il en soit, cet accord va permettre à l'Europe de s'inventer une nouvelle discipline budgétaire.

**3-** Et plus loin il précise que : les ministres européens des Finances se sont également mis d'accord lundi soir pour créer de nouvelles sanctions contre les pays trop endettés, afin de renforcer le Pacte de stabilité. (...) Ces sanctions, qui restent à définir, pourraient être décidées si un pays n'a pas tenu compte de mises en garde de ses partenaires sur la dérive de ses comptes publics, ou si le niveau global de sa dette gonfle trop vite. (Journal des Finances (07.06)

Autrement dit, si on lit la dernière phrase en tenant compte de ce qui précède : la Commission européenne examinera les budgets nationaux **a postériori** puisqu'elle ne pourra pas empêcher que "*le niveau global de (la) dette (d'un Etat) gonfle trop vite*", sachant qu'elle était parfaitement au courant du niveau de la dette grecque, rien de changé sur le fond.

C'est uniquement un moyen d'accroître la pression sur les différents gouvernements pour qu'ils se plient à la volonté des marchés.

**Quand les maîtres du monde se réunissent.**

La réunion 2010 du Groupe de Bilderberg aura lieu du 3 au 6 juin à Sitges, une petite station balnéaire à 30 km au sud de Barcelone, dans un palace 5 étoiles avec golf, isolé de la zone touristique, l'hôtel Dolce Sitges.

Comme d'habitude, l'hôtel a été intégralement réservé par les Bilderbergers et sera vidé de ses autres clients avant la réunion, protégée par 2000 policiers, militaires et agents des services secrets. (Pour l'anecdote, Sitges est une station balnéaire gay, très fréquentée par les homos de Barcelone).

En 2009, la réunion avait lieu en Grèce, un pays qui a plongé financièrement dans les mois qui ont suivi. La réunion du Bilderberg sera-t-elle aussi un "baiser de la mort" pour l'Espagne, après la récente dégradation de la note de sa dette?...

D'après les sources internes de Jim Tucker (qui enquête depuis près de 30 ans sur le Bilderberg), les objectifs qui seront débattus par les Bilderbergers sont : 1- Faire chuter le niveau de vie des Européens et des Américains au niveau des pays du tiers-monde ; 2-Prolonger la récession au moins jusqu'en 2011 ; 3- Augmenter les impôts sur le revenu aux Etats-Unis et en Europe, à la fois pour faire baisser les niveaux de vie et pour que les citoyens payent au final la facture de la "crise financière" ; 4- Finir de privatiser les services.

La précédente réunion du Bilderberg en Espagne avait eu lieu en 1989, sur l'île de la Toja, une presqu'île proche de St Jacques de Compostelle.

Liste des invités.

Une liste des invités a commencé à se dupliquer sur le web mais il s'agit de la liste du Bilderberg 2009 en Grèce. Cette liste est immédiatement reconnaissable par le grand nombre de banquiers grecs parmi les invités. Mais des dizaines de sites ont dupliqué la fausse liste sans rien remarquer et sans rien vérifier, comme d'habitude.

La liste 2010 n'est pas encore connue, à l'exception d'une dizaine de personnalités: Marcus Agius, président de la banque Barclays, membre du conseil d'administration de la BBC (marié avec la fille d'Edmund Leopold de Rothschild), Joseph Ackermann, président de la Deutsche Bank, General Jack Keane, ex vice chef d'état major de l'armée américaine, administrateur du conglomérat d'armement General Dynamics, Juan Luis Cebrián, président et co-fondateur du quotidien espagnol El Pais, membre du conseil d'administration du journal Le Monde, Richard Holbrooke: envoyé spécial de Barack Obama en Afghanistan et au Pakistan, Gustavo A Cisneros Rendiles, magnat des médias au Venezuella, l'un des hommes les plus riches du monde, Victor Halberstadt, professeur d'économie à l'université de Leiden (Allemagne), conseiller international de Goldman Sachs, président de l'International Institute of Public Finance, Roger Altman, président et fondateur d'Evercore Partners, l'un des fonds d'investissement les plus actifs dans le monde, Joaquín Almunia, vice-président de la Commission europenne, commissaire européen à la concurrence (précédemment commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires), ex ministre socialiste du travail en Espagne dans le gouvernement de Felipe González, W. Edmund Clark, président de TD Bank Financial Group, Jan H.M. Hommen, président de la banque ING Group, Jyrki Katainen, ministre des finances de Finlande. (source : un internaute sur le site du Figaro.fr le 7 juin, suite à l'article *Regain de tension entre les banques*) Lire aussi les articles du Réseau Voltaire sur le même sujet.

**Allemagne.**

Le gouvernement allemand a finalisé un programme visant à économiser 80 milliards d'euros d'ici 2014, a annoncé lundi la chancelière Angela Merkel.

Et les prestations sociales seront les premières touchées : l'allocation parentale, qui a pour but de permettre aux parents qui travaillent de rester à la maison, va être réduite pour les hauts salaires et supprimée pour les RMI-stes allemands. Cela devra permettre 500 millions d'économies annuelles. Les fonctionnaires seront 15.000 de moins, et les allocations chômage vont être revues à la baisse, dans le but de pousser les sans-emploi à retrouver du travail.

Le ministre de la Défense doit étudier d'ici l'automne un plan de réduction des effectifs de 40 000 soldats, qui ferait passer l'armée allemande à 210 000 hommes. Le service militaire pourrait lui aussi, par mesure d'économie, disparaître. Mais dans un pays en crise démographique, une autre réforme douloureuse est désormais inévitable : la réforme drastique, très décriée, de l'assurance sociale. «*C'est un travail d'Hercule*», a prévenu Guido Westerwelle, alors que manquent encore 2 milliards par an dans les caisses. (lefigaro.fr 07.06)

**Roumanie.**

Environ 500 personnes ont manifesté devant le Parlement en Roumanie pour protester contre la cure d'austérité préparée par le gouvernement qui réduiraient les salaires des fonctionnaires d'un quart et les retraites de 15%.

Le gouvernement estime que 125.000 emplois dans le secteur public doivent être supprimés en 2011 pour soulager le budget de l'Etat alors que le pays connaît une récession. La Roumanie compte 1,3 million de fonctionnaires.

Le Premier ministre Emil Boc a précisé que ces mesures, qu'il doit présenter aux députés, sont nécessaires pour permettre au pays de recevoir la prochaine tranche d'un prêt du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne. (AP 07.06)

**Inde.**

Sept anciens cadres de l'usine de pesticides Union Carbide à Bhopal ont été condamnés à deux ans de prison et à une amende de 100.000 roupies chacun (1.771 euros) lundi, plus de 25 ans après la fuite toxique qui a fait environ 15.000 morts dans cette ville du centre de l'Inde. Ils ont été reconnus coupables de "négligence fatale" dans ce qui reste la pire catastrophe de l'histoire industrielle.

Le 3 décembre 1984, l'usine de pesticides de Union Carbide avait lâché environ 40 tonnes de gaz meurtrier dans l'atmosphère, tuant 4.000 personnes dans les premières heures. Mais le bilan a doublé au bout de quelques jours et encore presque doublé après quelques années, pour s'élever finalement à environ 15.000 morts, selon le gouvernement, presque le double, selon des militants locaux. Ces derniers affirment que le site, fermé après l'accident, n'a pas été nettoyé et reste dangereux pour les bidonvilles installés tout près. (AP 07.06)

---

**Le 9 juin**

Pas le temps de causer et il n'y a pas de courant, je reporte à demain ma réponse au camarade étudiant, il m'en excusera.

**La véritable nature de classe du Parti de Gauche : derrière Strauss-Kahn !**

Lors d'une rencontre hier entre Jean-Luc Mélenchon et Cécile Duflot, Mélenchon a dit que la candidature de Dominique Strauss-Kahn pour le PS, à la présidentielle rendrait «*extrêmement compliqué le rassemblement de la gauche*» au deuxième tour. Duflot juge pour sa part que la candidature de DSK lui «*chiffonnerait le nez*» car il «*assume une politique libérale et préconise une rigueur insupportable*».

Or, mardi, de son côté, Daniel Cohn-Bendit a indiqué sur LCI qu'il n'était «*pas du tout d'accord avec Cécile Duflot*». «*Moi, je crois qu'il y a deux possibilités pour le Parti socialiste : ou Dominique Strauss-Kahn ou Martine Aubry, les deux ont leur légitimité*», a-t-il dit. (lefigaro.fr 08.06)

"*extrêmement compliqué*" ou "*insupportable*" ne veut pas dire impossible, ils ne l'ont pas dit. Mélenchon a donc laissé la porte ouverte à un accord avec le PS, même en présence du candidature du FMI. Bravo monsieur Mélenchon, vous nous facilitez la tâche, on ne peut tomber plus bas.

**Retraites.**

**1-** Le gouvernement dévoilera le 15 juin prochain ses propositions sur la réforme des retraites, a annoncé mardi Jean-François Copé, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale. (Reuters 08.06)

**2-** Relèvement du taux de cotisation des fonctionnaires, FO ne dirait pas non.

«*C'est un sujet sur lequel le gouvernement avait très envie de bouger*», précise Force Ouvrière (FO). Le troisième syndicat de la fonction publique n'était «*pas complètement fermé*» mais «*ce qui ne va pas c'est que le gouvernement nous a dit qu'il ne compenserait pas la perte des rémunérations*», souligne Anne Baltazar. Au final c'est «*une baisse du salaire des fonctionnaires qui s'annonce*», poursuit-elle. (lefigaro.fr 08.06)

Nous ne doutons pas un seul instant que la prochaine résolution de la direction confédérale de FO sera encore votée à l'unanimité avec les voix des bureaucrates du POI.

**3-** Précision d'un internaute.

Ce gouvernement ment par omission ! Un fonctionnaire cotise effectivement à 7,85% et le privé à 10,55% (dont 0,10% de sur-cotisation temporaire). Mais ces deux chiffres ne recouvrent pas la même réalité.

Un salarié du privé en maladie ou au chomage ne cotise pas pour la retraite mais ces périodes "*indemnisées*" lui donnent quand même des trimestres. Un fonctionnaire sans emploi n'est pas payé mais n'est pas considéré comme étant en chomage : il est en disponibilité et ces périodes ne lui donnent aucun trimestres. En maladie, il continue de percevoir un salaire plus ou moins diminué selon la durée de la maladie. Comme c'est un salaire, il continue à cotiser 7,85% pour la retraite.

Conclusion : pendant ses 41 ans de carrière, quelque soit sa situation le fonctionnaire cotise 7,85%, alors que dans le salarié du privé cotise 10,55% seulement sur les périodes où il perçoit un salaire, toutes les autres périodes génèrent des trimestres gratuits. La différence entre les deux taux de cotisation s'explique par cette "*assurance*" que se paient les salariés du privé pour financer les accidents au cours de la carrière (chomage/maladie). Vouloir aligner les taux du public et du privé au titre de "*l'équité*" relèvent clairement de la duperie.

**Stigmatisation, acharnement, haine farouche contre ceux qui ont l'audace de se rebeller contre l'Etat.**

Le président du groupe Union Centriste du Sénat, Nicolas About, a déposé mardi une proposition de loi visant à créer «*un délit de polygamie, d'incitation à la polygamie, avec circonstances aggravantes pour fraude aux aides sociales*».

Du sur-mesure pour le cas Lies Hebbadj, l'homme soupçonné de polygamie par le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux après que sa compagne a été verbalisée pour conduite avec un niqab, et en garde à vue depuis hier lundi à Nantes.

Si le droit français n'a jamais autorisé le mariage avec plusieurs femmes, avant 1993 un arrêt du Conseil d'Etat permettait le regroupement familial pour les ménages polygames. Les lois Pasqua de 1993 ont mis fin à cette jurisprudence en instituant la «décohabitation»: pour être en règle, les épouses secondaires doivent donc divorcer et quitter le foyer.

Une étude de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) parue en 2006 estime en effet qu'il y aurait entre 16 000 et 20 000 familles polygames résidant en France, en situation régulière ou non, soit environ 180 000 personnes (0,28% de la population française) . (libération.fr 08.06)

Mon épouse handicapée, qui est de nationalité française et qui est très souvent absente pendant de longs mois pour raison de santé, m'a proposé à de multiples reprises de prendre une seconde femme (en Inde cela n'a rien de choquant) ou au mimum une maîtresse (c'est plus rare), elle m'a incité à la polygamie, sera-t-elle poursuivie demain par leur justice infâme ? Si en plus je devais m'occuper d'une seconde épouse, je ne saurais plus où j'ai la tête, de toutes manières je n'aurais pas les moyens de l'entretenir et ce serait une souce d'emmerdement en plus, mais bon, je pourrais toujours la faire trimer, je plaisante sur ce dernier point, ce qui précède est vrai par contre.

**Quand l'âge d'or du capitalisme coïncide avec sa chute.**

Nouveau record pour l'or. L'inquiétude persistante sur les marchés financiers fait monter le cours du précieux métal doré qui s'est établi à 1251,97 dollars l'once dans la matinée. Un niveau jamais atteint jusqu'à présent.

En tout, depuis la faillite de Lehman Brothers en octobre 2008 et l'inquiétude qui a suivi, le cours de l'or s'est envolé de 73%. (Lefigaro.fr 08.06)

**Heuliez, suite.**

Trois offres de reprise de l'équipementier automobile Heuliez, qui lutte pour sa survie, ont été déposées lundi au tribunal de commerce de Niort, a annoncé mardi le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi. (Reuters 08.06)

**La banalisation des travailleurs pauvres.**

Le nombre de foyers allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) s'établissait fin mars à plus de 1,7 million, dont plus de 1,3 million qui touchent le "RSA socle" c'est-à-dire l'équivalent de l'ancien RMI ou de l'Allocation de parent isolé (API) sans revenu d'activité complémentaire, selon la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). (AP 08.06)

**Hongrie.**

Le Premier ministre hongrois a présenté un plan de rigueur qui prévoit d'importantes réductions des dépenses publiques, une révision du système fiscal et une interdiction des prêts immobiliers en devises étrangères.

Parmi les mesures phares décidées par le gouvernement, un prélèvement fixe sur le revenu des ménages de 16% sera mis en place sur les deux prochaines années.

Le gouvernement va tailler dans les dépenses de l'Etat, notamment grâce à un gel des salaires des fonctionnaires qui devrait permettre 15% d'économies sur ce poste. (Reuters 08.06)

**Bolivie.**

Le président bolivien Evo Morales a été réélu à la tête du principal syndicat des cultivateurs de coca du pays, un mandat qu'il détient depuis plus de 20 ans.

Il a été investi lundi soir comme président des Six fédérations du Tropique de Cochabamba, syndicat qui représente plus de 40.000 cultivateurs. La feuille de coca est utilisée pour fabriquer la cocaïne mais également de manière plus traditionnelle dans les Andes, où elle est mâchée, infusée dans du thé ou employée dans des cérémonies religieuses. (AP 08.06)

Il devait être complètement défoncé quand il avait fait un amalgame entre les mangeurs de poulet aux hormones féminines et l'homosexualité ! Le "*socialisme du XXIe siècle*" à la Morales : les paradis artificiels (de Baudelaire) !

---

**Le 10 juin**

Je reporte à nouveau ma réponse au camarade étudiant, on a eu un bon coup de vent hier après-midi plus de la pluie, j'en ai pour plus de trois heures à tout nettoyer et faire quelques réparations de fortune, la galère ! Il est déjà 12h30, j'ai commencé à bosser à 7h pile, je ne suis pas lavé, je n'ai rien de prêt pour déjeuner, je dois aller faire des courses, etc.

Depuis plusieurs jours je ne relis plus ce que j'écris, pas le temps. Plus loin vous lirez un extrait d'un article de L'Express où il est écrit "*Le NPA, quelque soit les conditions*", il fallait écrire quelles que soient les conditions, quel... que s'écrit en deux mots devant un pronom ou un verbe. Cela pour dire qu'à force de tomber sur ce genre de fautes on finit par ne plus savoir écrire, surtout qu'on n'imagine pas que la presse nationale soit tombée si bas, par souci d'économies sans doute.

J'ai regardé hier soir sur TV5Monde Asie un numéro de l'émission *Un oeil sur la planète* consacré à la Chine. J'ai appris que Lafarge livrait aux entreprises chinoises plus de ciment que n'en consomme la France entière. Aujourd'hui les besoins de la Chine représentent déjà 50% de la consommation mondiale de ciment.

Lors de cette émission ils ont égréné la liste pratiquement sans fin des marchandises produites en Chine où elle est déjà le leader mondial, impressionnant ! On a pu voir le train à grande vitesse, l'avion long courrier ou la première centrale nucléaire made in China.

Des patrons affichant un sourire radieux ont expliqué qu'ils avaient utilisé la technologie qui leur avait été livrée clé en main par des entreprises comme Alstom ou Boeing et qu'ils avaient adapté le produit à leurs propres besoins dans la perspective à court terme de rivaliser avec les entreprises internationales du secteur et d'inonder le marché mondial, qu'ils maîtrisaient parfaitement ces technologies.

Ils ont également évoqué la délocalisation des activités les moins rentables vers les régions chinoises où la main d'oeuvre est moins cher qu'aux abords de grandes villes comme Shenzhen ou Shanghaï ou dans d'autres pays de la région comme le Cambodge, le Laos ou le Vietnam. Quant aux entreprises les plus modernes mais non rentables et qui peuvent être restructurées, elles seront reconverties pour produire des marchandises à haute valeur ajoutée. Et l'un de ces patrons de claironner : vous voyez, d'ici les toutes prochaines années la Chine n'aura plus besoin d'importer quoi que ce soit.

Autrement dit, la tendance de la dernière décennie qui a conduit à la crise actuelle du capitalisme, loin de s'atténuer dans les années à venir, va s'amplifier.

**Enfin, la crise aura eu raison d'elle !**

Pour une majorité de Français, la voiture ne fait plus rêver et n'est plus qu'un moyen de se déplacer, selon une étude organisée par AramisAuto.com, distributeur automobile multimarque et multicanal

Elle montre que pour 71% des personnes interrogées, il s'agit d'un objet qui se banalise, tandis que dans 29% des réponses, la voiture fait encore rêver.

49% des Français interrogés sont attachés à une marque française, contre 51% qui s'y disent peu ou pas du tout attachés. Parmi les premiers, on trouve majoritairement la tranche d'âge de 50 à 64 ans. (Reuters 09.06)

Mon père comme mon ex-beau-père n'ont jamais acheté d'autres bagnoles que des françaises fabriquées on ne sait où, peu importe ils s'en foutent, ils ne sont plus parmi nous aujourd'hui. Un réflexe nationaliste peut-être dans la lignée du "*produisons français*" ou sa conséquence. Si c'était le seul, chaque génération créée ses propres réflexes, modes, conditionnement, parfois en pensant se distinguer ou se démarquer des autres, alors qu'elles reproduisent indéfiniment les mêmes gestes inconscients...

Pourvu qu'il en soit de même un jour de la télévision, et que chacun s'efforce de se forger ses propres convictions sans être complètement conditionné, il y a encore du boulot à faire ! On n'atteindra pas le royaume de la liberté avec des hommes et des femmes enchaînés à leurs illusions contrairement à ce qu'on s'efforce de nous faire croire. En attendant, il nous faut faire avec une population inconsciente, ce n'est pas facile tous les jours évidemment, et là au risque de me faire étriller par les curés de la libre-pensée - Blondel a encore une pleine page (15) dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* , comme dirait Marx, camarades ayez la foi, la foi dans le prolétariat, dans sa capacité à accomplir ses tâches historiques.

**Interview de Christian Picquet (ex-tendance droitière du NPA) à L'Express, fondateur de la Gauche Unitaire, membre du Front de gauche.**

Ou quand le populisme déclinent ses "*différences*", en trois actes.

**1-** "*Je suis favorable à un nouveau Front populaire qui tourne le dos aux promesses non tenues par la gauche depuis 1981*", parce que c'est bien connu que le Front populaire ou les partis qui y ont participé ont toujours tenu leurs "promesses", envers qui ? Pardi, envers leur maître, le régime capitaliste qu'ils ont su préserver !

Le Front populaire a frayé la voie à Franco, Hitler, Pétain ou Pinochet notamment, ils en étaient directement le produit, peu importe pour ce philistin, c'est du passé tout cela, les nouvelles générations ignorent comment de tels drames ont pu se produire, trompons-les ouvertement, si cela nous permet de vivre au crochet de la Ve République on n'aura pas tout perdu.

**2-** "*Pour permettre au Front de gauche de s'installer durablement dans le paysage politique français, nous devons affirmer nos différences vis-à-vis du PS*", pourquoi, parce qu'elles ne seraient pas perceptibles à l'oeil nu, tiens donc, ils ont du boulot sur la planche et il y a de la concurrence sur le banc des opportunistes en tous genres.

**3-** "*Le NPA, quelque soit les conditions, ne veut pas discuter avec le PS et Europe Ecologie. Il est sorti lui-même du cadre unitaire. Je suis déçu de leur attitude*", il avoue ici que le Front de gauche est à la remorque du PS, qu'ils sont totalement incapables de se positionner indépendamment de ce parti et son acolyte Europe Ecologie. (source : Lexpress.fr 09.06)

**Quand Thibault fait une découverte.**

A propos du projet du gouvernement sur les retraites : "*Les principales lignes qui inspirent la réflexion du gouvernement qui est en train de rédiger sa loi sont tout à fait à l'opposé de nos attentes, c'est aujourd'hui clair.*" (Reuters 09.06)

Non, qui l'aurait cru, mais au fait, est-ce si vrai que cela ? Quand on examine comment les dirigeants syndicaux s'y sont pris pour faire en sorte qu'il n'y ait aucune mobilisation massive du prolétariat pour s'opposer au projet scélérat du gouvernement au cours des derniers mois et des semaines passées, on est bien obligé d'en conclure qu'ils étaient ses complices depuis le premier jour. Cela aussi est clair comme de l'eau de roche. Quelle est la nature de classe de ces dirigeants syndicaux corrompus, vendus ?

**Sondage, suite.**

65% des Français se disent mécontents de l'action du chef de l'Etat (+3 points), soit la plus forte proportion enregistrée depuis l'élection présidentielle de 2007, selon un sondage OpinionWay pour Metro-Krief diffusé mercredi. (Reuters 09.06)

Il ne cesse d'être au plus bas... mais il est toujours visible, c'est à peine croyable !

**Retraites.**

**1-** Pierre Méhaignerie, le président UMP de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, propose trois "*mesures de justice*", dont le rapprochement des cotisations entre le public et le privé, afin que la réforme des retraites soit bien acceptée en France.

"*J'ai toujours dit que cette réforme, pour qu'elle soit bien acceptée, il fallait qu'elle soit juste*", a déclaré Pierre Méhaignerie dans un entretien à Reuters. (Reuters 09.06)

**2-** "*Ce que demandent notamment nos militants, c'est qu'il y ait un vrai signal en termes de convergence public-privé*", a déclaré mercredi à Reuters le député UMP Yves Bur, rapporteur du budget de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale.

"*Ce signal sera donné sur la cotisation des fonctionnaires. Il faut aller vers l'égalité (avec les taux du secteur privé) mais il faut le faire progressivement*" et sans compensation salariales, a-t-il ajouté.

"*Personne ne nous oblige à fixer un âge*", glisse Yves Bur. "*Ouvrons la voie : l'espérance de vie augmente d'un trimestre par an, reculons d'un trimestre par an l'âge légal. En 2022, on sera à 63 ans. 2022 est une année d'élection présidentielle. On verra alors si on continue ou pas*" (Reuters 09.06)

**3-** «*L'impopularité de l'exécutif l'oblige à avoir une stratégie en pointillés pour éviter une explosions sociale ou un désaveu dans l'opinion alors que le président de la République est déjà au plus bas dans les sondages*», résume ainsi François Miquet-Marty, directeur associé de Vivavoice. (20minutes.fr 09.06)

**4-** En venant déposer sous la pluie ses 214.188 pétitions au ministère du Travail, Bernard Thibault faisait grise mine.

"*Il y a une écoute, ça ne veut pas dire qu'il y ait prise en compte. Au contraire*", a dit le secrétaire général de la CGT.

"*Tout arrive par petits bouts*", constate pour sa part Eric Aubin, chargé des retraites à la CGT. "*La méthode constatée depuis quelques semaines c'est d'alimenter chaque jour un peu plus ce que sera le projet de loi.*"

Pour lui, la consultation des partenaires sociaux n'est pour le gouvernement qu'une astuce de communication.

"*Nous ne sommes pas dans (une) posture de négociation de contreparties à une réforme que nous combattons*", a dit le secrétaire général de la CFDT François Chérèque lors du congrès de son organisation à Tours. (Reuters 09.06)

**Y a pas de fric !**

**1-** L'Etat, qui a besoin de remplir ses caisses, va vendre 1 700 biens immobiliers d'ici 2013. C'est le blog Contes publics du Monde.fr qui nous le signale.

Le blog rappelle par ailleurs que : « *Depuis 2005, les ventes immobilières par l'Etat ont représenté "plus de 3 milliards d'euros" dont la contribution au désendettement a représenté 427 millions d'euros.* » (Eco89 09.06)

**2-** Christine Boutin, présidente du Parti Chrétien-Démocrate (PCD, allié à l'UMP), perçoit 9.500 euros mensuels depuis avril pour une mission sur la mondialisation confiée par l'Elysée, révèle Le Canard enchaîné à paraître mercredi. Chiffre l'ex ministre a confirmé à l'AFP.

Elle dispose également d'une «voiture avec chauffeur», des «bureaux dans le XVe arrondissement de Paris» et un «secrétariat particulier», d'après le Canard enchaîné.

Deux indemnités mensuelles en plus

Christine Boutin est en effet une ancienne députée (1986-2007) et elle est toujours conseillère générale UMP des Yvelines, ce qui représente deux indemnités de plus par mois: jusqu'à 6.000 euros pour la retraite parlementaire et 2.605 euros brut du Conseil général des Yvelines, a calculé lemonde.fr. Au total, la présidente du parti chrétien-démocrate (PCD) devrait donc toucher un salaire proche de 18.000 euros mensuels.(libération.fr et 20minutes.fr 09.06)

**3-** Il n'y a pas que les schémas de jeu qui alimentent les discussions entre les joueurs présents au Mondial et leur encadrement. La fixation des primes aussi cristallise les débats.

Les Espagnols ont fait fort avec quelque 600.000 euros promis à chacun en cas de victoire finale, si l'Espagne triomphe le 11 juillet, une enveloppe de 14 millions d'euros sera allouée à l'ensemble des joueurs et au staff technique.

Les Bleus de Raymond Domenech ne sont pas mal lotis non plus: 300.000 euros pour grimper sur le toit du monde, 150.000 pour une place en demi-finale et 100.000 pour accéder aux quarts.

Parmi les équipes candidates déclarées au titre, le Brésil, l'Argentine, l'Angleterre et l'Italie se situent différemment sur l'échelle des primes. Les joueurs emmenés par Diego Maradona pointent en tête (500.000 euros promis en cas de victoire), devant les Britanniques (470.000), les Transalpins (240.000) et les Brésiliens (180.000 environ). (lefigaro.fr 09.06)

Je vous souhaite, chers camarades, que les "*Bleus*" soient rapidement éliminés, sinon vous n'avez pas fini d'en entendre parler...

**Le bras d'honneur des dirigeants de Caterpillar aux ouvriers qu'ils ont licenciés.**

Caterpillar annonce une hausse de 5% par action de son dividende trimestriel.

"*Au cours de la crise économique mondiale de 2009, Caterpillar a maintenu son taux de dividende, tout en renforçant le bilan de l'entreprise et en améliorant les flux de trésorerie. Maintenant, nous sommes heureux de récompenser les actionnaires avec une croissance du dividende, ce qui souligne la portée mondiale de Caterpillar et la force de notre modèle d'affaires*", déclare dans un communiqué le patron de Caterpillar, Jim Owens.

Caterpillar a payé un dividende en espèces chaque année depuis que la société a été créée en 1925, et le montant du dividende en espèces a presque triplé depuis 1998. (boursier.com 09.06)

**Après le FMI, l'OCDE et l'UE, c'est au tour de la Banque mondiale d'enfoncer le clou...**

La Banque mondiale déclare qu'une rechute en récession n'est pas exclue pour certains pays si les investisseurs se mettent à douter des mesures en Europe et ailleurs pour remettre de l'ordre dans les finances publiques.

Dans ses Perspectives économiques mondiales pour 2010, la Banque mondiale note qu'un ralentissement de la croissance dans les pays développés va limiter le nombre de débouchés pour les produits fabriqués dans les pays en voie de développement et, partant, se traduire par une baisse des investissements.

A ce stade, les craintes de voir les difficultés grecques se propager à d'autres pays très endettés, tels le Portugal et l'Espagne, n'a pas pesé sur l'activité économique dans les pays en voie de développement, poursuit la Banque mondiale.

"*Si les marchés commencent à remettre en cause la crédibilité des efforts pour résorber les dettes, alors la croissance mondiale pourrait être mise en danger et une rechute en récession n'est pas exclure*", poursuit l'établissement dans son rapport.

La Banque mondiale plaide pour une consolidation budgétaire de grande ampleur dans les pays développés, en notant que si l'endettement des Etats continuait à augmenter, le coût de crédit serait de plus en plus élevé. (Usinenouvelle.com et Reuters 09.06)

**Iran.**

Pour la quatrième fois depuis 2006, le Conseil de sécurité de l'Onu a infligé mercredi une série de sanctions à l'Iran en raison de son programme nucléaire jugé suspect par les Occidentaux.

La résolution a été approuvée par 12 voix pour, deux contre et une abstention, soit le plus faible soutien enregistré à une mesure du Conseil de sécurité visant Téhéran.

Le Brésil et la Turquie, membres temporaires du Conseil qui ont oeuvré à une médiation dans ce contentieux, se sont opposés aux sanctions, tandis que le Liban s'est abstenu.

"*Nous allons nous assurer que ces sanctions soient appliquées avec vigueur*", a dit le président Obama, souhaitant adresser un message sans ambigüité aux autorités iraniennes.

Les autorités iraniennes qui ont réagi très vivement à ces nouvelles sanctions, estimant qu'elles étaient une "*erreur*" et ne faisaient que compliquer la situation.

Le président Mahmoud Ahmadinejad a jugé la nouvelle résolution de l'Onu "*sans valeur*", ajoutant qu'elle pouvait être mise à la poubelle "*comme un mouchoir usagé*". (Reuters 09.06)

---

**Le 11 juin**

J'ai rectifié l'erreur de mise en page d'hier. On reviendra demain sur les grèves et manifestations en Europe, la situation en Chine, et ma réponse au camarade sans doute dans l'après-midi. On a eu un gros orage hier soir et une partie de la nuit, plus de courant évidemment, plus de télé et plus de téléphone pour tout arranger, donc plus Internet, ce matin tout est rentré dans l'ordre mais je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit.

Il est déjà 13h45 et je vais casser la croûte, je vous reparlerai du site plus tard que je souhaiterais plus populaire, tout du moins dans le niveau de langue employé, plus proche des jeunes militants et des militants ouvriers ou employés, les bataillons de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Bon week-end à tous en attendant, profitez-en pour m'envoyer un petit mot, après tout je vous écris tous les jours !

Tiens pendant que j'y pense, si l'un d'entre vous pouvait m'envoyer une copie d'un dictionnaire (un CD-Rom avec les numéros d'identification), si possible encyclopédique, que je pourrais télécharger dans le disque dur, ainsi je pourrais corriger plus rapidement mes articles, actuellement j'utilise un petit dictionnaire électronique Larousse, mais l'écran est si petit que je n'y vois rien, je dois changer de lunettes à chaque fois et il est fort incomplet, voilà qui explique je ne corrige plus ou très peu. Je m'engage à ne pas l'actualiser par Internet, j'ai l'habitude, je n'ai acheté aucun logiciel sauf XP, merci d'avance.

**La décomposition du syndicalisme et du mouvement ouvrier se poursuit.**

**1-** Le gouvernement peut être en partie rassuré, comme prévu le congrès de la CFDT a donné son "*feu vert à un éventuel allongement de la durée de cotisation pour la retraite*" (Le Monde). Les médias aux ordres cachent mal leur satisfaction : "*Au sein de la direction, on se disait "soulagé*" (Le Monde), "*Soulagement pour le patron de la CFDT*" (L'Express)... et au Palais sans aucun doute !

Il y en a qui ne manqueront pas de mettre l'accent sur les 58, 9% seulement des délégués qui se sont prononcés pour l'allongement de la durée de cotisation, certes, mais en attendant Chérèque a été réélu par 95,32% des voix exprimées au bureau national, à la direction de la CFDT, et le rapport d'activité de la direction a été approuvé par 86,8% des délégués, ce qui atténuera leur enthousiame qui n'a franchement pas lieu d'être, on ne va pas se raconter d'histoires.

Finalement sans l'avouer, le mouvement ouvrier et le prolétariat aujourd'hui sont à l'image de la CFDT : totalement subordonnés au capitalisme, un peu moins envers ses institutions de la part du prolétariat, après avoir été complètement gangrenés par le réformisme. Voilà la réalité que tout le monde connaît mais que personne ne tient à regarder en face, encore moins en tenir compte ou seulement pour mieux rendre compatible leur combat dans les limites du capitalisme, les besoins ou aspirations des travailleurs étant bradés ou rabaissés quand ils osent encore les exprimer, à ce qui peut être acceptable pour le régime.

Vous aurez remarqué qu'au cours des discussions sur les retraites qui concluent une vie de dure labeur, pas un n'a relevé qu'au temps de travail il fallait ajouter le temps de transport qui n'a fait que croître au fil des décennies et qui ne rentre pas en compte dans la fatique

quotidienne de chaque travailleur, sans parler du coût, qui de fait annule dans bien des cas les effets positifs de la réduction du temps de travail.

Que peut-on espérer de mieux avec des syndicats financés par l'Etat, des syndicats complètement corrompus, achetés, des syndicats qui participent à une multitudes d'organismes au côté du gouvernement et du patronat depuis plus de 60 ans ? N'avez-vous pas remarqué qu'à chaque fois qu'une mobilisation s'est terminée par des acquis nouveaux pour la classe ouvrière (36, 47, 68 notamment, 81-82 en prime, lois Auroux), les syndicats avaient négocié leur part avec les gouvernements ? Combien de soi-disant avancées sociales dans les entreprises, intitulées modestement les nouveaux droits des salariés, se sont soldées en réalité par une emprise encore plus importante des appareils sur le mouvement ouvrier, par une subordination croissante du prolétariat au capitalisme ?

La situation actuelle du mouvement ouvrier et du prolétariat n'est que le produit de la collaboration de classes à tous les niveaux, du délégué du personnel au dirigeant syndical en passant par le délégué du comité d'entreprise et le délégué syndical incapable d'éduquer les masses dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle. Ceux-ci militant pour une bonne partie d'entre eux dans les partis dits ouvriers, ils reproduisent sur le plan politique la collaboration de classes qu'ils appliquent sur leur lieu de travail quotidiennement et le tableau est complet.

**2-** Interview de Patrick Braouezec, chef de file des refondateurs du PCF.

Pour les staliniens, les néo staliniens ou post-staliniens social-libéraux, l'urgence c'est de survivre (en tant qu'élus) à tout prix, il n'est même pas nécessaire d'en faire la démonstration, ils la font eux-mêmes.

Leur parti ayant perdu toute crédibilité auprès des travailleurs à cause de sa politique de division et de soutien au régime (pour être bref), ne pouvant et ne souhaitant pas le reconnaître, ils accusent cette forme de regroupement des travailleurs, le parti, d'être finalement dépassée et responsable de leurs déboires. En vérité ils en sont les fossoyeurs.

Extraits d'un article de Libération.fr d'hier.

"*Pour les 200 responsables du PCF démissionnaires pas question de resigner pour un parti dont tous considèrent la «forme dépassée». Nombre de démissionnaires vont rejoindre la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), association dont les rénovateurs sont déjà membres aux côtés de Clémentine Autain et les Alternatifs, et comptent lancer des «Etats généraux de la transformation sociale et écologique».*"

Il s'agit de dilluer les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière pour les faire disparaître, de faire en sorte que son sort dépende toujours plus des besoins des capitalistes. L'opération consiste donc à nier l'indépendance de classe du prolétariat, à lui interdire toute expression propre pour défendre ses intérêts légitimes, elle s'inscrit dans l'objectif que ce sont donnés tous les gouvernements sous la Ve République depuis 1958.

Il s'agit pour eux de "*jouer à égalité avec d'autres forces politiques, y compris avec des mouvements sociaux*", de fondre toutes les classes dans le même moule en quelque sorte, avec en toile de fond la société civile, l'intérêt général, etc., partant du fait ou du constat que les "*mouvements sociaux*" (associations, Ong) n'ont pas été conçus à la base sur une conscience de classe indépendante de la bourgeoisie, par conséquence ils ne peuvent que s'aligner sur les intérêts de la classe dominante.

Pour continuer d'exister, ils sont prêts à tout comme je l'indiquais plus haut.

Extraits d'un article du Monde.fr d'hier.

Par exemple, cela ne les gênerait pas trop de s'embarquer dans une aventure avec Cohn-Bendit et Strauss-Kahn.

"*Il y a dans certains propos de Daniel Cohn-Bendit, pour n'en citer qu'un, des contenus qui sont très proches des contenus d'un libéral de droite*", "*très proche*", alors qu'ils sont ouvertement réactionnaires !

Il répond plus loin à une autre question :

Q- "*Quels sont les objectifs et le contenu du programme d'Europe Écologie qui ne vous plaisent pas ?*

R- *Pour être très clair et très direct, ce sont ses appels du pied au MoDem, au centre, à tout ce qui aujourd'hui n'est pas dans une démarche de rupture avec le libéralisme*", pas avec le capitalisme évidemment.

Leur méthode consiste à faire croire que le libéralisme ne serait pas le produit ou la conséquence naturelle du capitalisme à un certain stade de son développement à l'échelle mondiale, à l'isoler du capitalisme en le traitant comme une abstraction, une verrue qui serait venue un jour se greffer sur le capitalisme et qu'il suffirait d'extraire pour vivre dans un monde meilleur... toujours en régime capitaliste notez bien, qu'il y

aurait un bon et un mauvais capitalisme et que leur coeur balance pour le premier, au nom du communisme assurément. On a bien compris qu'ils doivent se démarquer du libéralisme qu'incarnent les mauvais capitalistes, mais pour quoi au fait ? Pardi, pour sauver les apparences pendant qu'ils continuent de soutenir le régime et la boucle est bouclée !

Q- "*Si DSK était le candidat de la gauche, le soutiendriez vous ?*

R- *(...) Il n'est pas question pour moi aujourd'hui (...) de me prononcer pour telle ou telle candidature*", il ne dit pas non, il se dérobe, car en plus ce sont des couards !

Il poursuit sa réponse : "*Travaillons sur un projet de gauche de gauche, dans un premier temps, travaillons avec le Parti socialiste pour qu'au deuxième tour nous puissions partager un programme qui pourrait faire échec à Sarkozy. Et voyons, ensuite, qui peut incarner le projet de gauche de gauche et le projet socialiste qui pourra être à même de faire converger au deuxième tour ces deux projets.*"

Traduisons, nous voulons travailler à un "*projet de gauche de gauche*" qui sera compatible avec le programme du PS calqué sur celui de l'UMP. Il s'agit donc pour eux d'aller plus loin encore dans le reniement de la direction actuelle du PCF à toute référence aux intérêts distincts de la classe ouvrière, en fait, ils lui reprochent de ne pas être suffisamment droitière, de ne pas suffisamment soutenir le régime, ce à quoi s'applique sans faille le PS depuis sa fondation et de plus en plus ouvertement, crise du capitalisme oblige.

Le PCF remplit un rôle spécifique dans les rapports entre les classes, il continue d'entretenir l'illusion qu'il serait un parti communiste pour détourner les travailleurs qui aspireraient au socialisme des autres partis comme le POI, le NPA ou LO. C'est un parti contre-révolutionnaire qui a pour principal objectif de faire barrage à la construction d'un véritable parti communiste, tout en continuant à se réclamer du communisme en le piétinant pour en dégoûter les ouvriers. Tous les partis ou regroupements politiques issus du PCF remplissent le même rôle, rôle que le PCF a de plus en plus de mal à tenir.

Une autre question relative au même sujet avec une réponse plus argumentée.

Q- "*Les gens qui ont quitté le PCF ont mis en avant que le parti était une forme d'organisation politique archaïque. Je trouve cet argument un peu court. En quoi la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) que vous pourriez rejoindre peut-elle être une meilleure organisation politique que le parti ?*

R- *Vous avez raison, il faudra en faire la démonstration. Je ne suis pas certain que ce soit aujourd'hui une organisation plus performante. Je pense réellement que nous sommes en période de décomposition des organisations politiques traditionnelles, qui touche toutes les familles politiques, et que la question de la recomposition se pose à tout le monde.*

*Il est moins simple d'inventer de nouvelles formes d'organisation que de continuer dans des formes dépassées. Mais c'est pourtant le défi que je souhaite relever. Le fossé est tel entre les institutions politiques et les couches populaires et bien au-delà, que ne pas se poser cette question de l'adéquation des organisations politiques n'a, à mes yeux, aucun sens.*

*Il est bon de rappeler que, lors des deux derniers scrutins, dans les quartiers les plus populaires d'Ile-de-France ou de la région Rhône-Alpes, pas un électeur sur cinq ne s'est déplacé. Sans compter ceux qui ont voté blanc ou nul ou ceux qui ont définitivement décidé de ne pas s'inscrire sur les listes électorales.*

*C'est la démocratie représentative qui est en jeu.* "

Vous aurez noté au passage qu'il avoue ne pas savoir si cette "*organisation*" sera finalement "*plus performante*" qu'un parti, à la limite il s'en fout complètement, comme tous ces bureaucrates pourris que les institutions recyclent ensuite généreusement pour service rendu à la nation, entendez par là à la classe dominante au pouvoir.

Il dit clairement en évoquant le taux d'abstention de la classe ouvrière aux dernières élections, que leur objet véritable objectif est de faire en sorte que le prolétariat ne rompe pas avec les "*les institutions politiques*", la Ve République, c'est leur hantise, ce sont des serviteurs zélés du régime et rien de plus. Qu'ils ne s'inquiètent pas inutilement, tous les partis et leurs satellites refusent en coeur de se pencher sur les institutions de la Ve République...

Pour finir, comme au PS, au PG et dans tous les partis institutionnels inféodés au capitalisme et aux institutions, on a à faire à de vulgaires chasseurs de postes et de prébendes.

Q- "*Si vous aviez été désigné tête de liste aux élections régionales en Ile-de-France, auriez-vous quitté le PCF? Sincèrement...*

R- *Sincèrement, je ne sais pas.*" Tout est dit.

**Inspecteur la bavure.**

L'Inspection générale des services a été saisie après une plainte pour des violences policières qui auraient été commises entre Montreuil et Bobigny à l'encontre d'un mineur de 16 ans, confirmant une information de RTL. Les faits se seraient déroulés entre 1 h 20 et 2 h 15 le 30 mai. Trois policiers pourraient être impliqués.

Une incapacité totale de travail de sept jours a été prescrite au jeune. L'enquête en cours devra déterminer la réalité des faits et le rôle de chacun des policiers dans cette affaire. Selon RTL, les trois policiers avaient arrêté à Montreuil un jeune de 16 ans soupçonné de leur avoir fait un doigt d'honneur. Au lieu de le conduire au commissariat, ils l'ont conduit sur un terrain vague, avant de le passer à tabac et de l'abandonner sur place. (lemonde.fr 10.06)

**L'Assemblée nationale aux mains des banquiers.**

**1-** L'Assemblée nationale a rejeté l'amendement anti-spéculation, qui avait l'avis favorable de la commission des Finances, mais l'avis défavorable du gouvernement craignant un «*cavalier seul*» de la France, jeudi, lors de l'examen du texte «*régulation bancaire et financière*».

Christine Lagarde a émis un avis défavorable, craignant que la France ne fasse «*cavalier seul*»: «*Il faut que nous restions sur cette logique européeenne, dans un contexte franco-allemand, et avec le souci des volatilités considérables qui risquent de se produire si l'on s'amuse à faire du cavalier seul fût-ce après les annonces qui ont été faites par l'Allemagne en mai*».

Une source gouvernementale française, citée par l'Agence France-Presse (AFP), relativise le contenu de la lettre commune franco-allemande réclamant l'accélération des travaux de la Commission européenne sur ces instruments financiers. : "*Notre orientation n'est toujours pas de promouvoir l'interdiction dans tous les cas de figure. D'ailleurs il n'y aurait probablement pas d'unanimité européenne pour l'approuver*", "*mais nous sommes ouverts à des mesures intermédiaires et conditionnelles coordonnées au niveau européen*".

Beaucoup d'économistes émettent des doutes sur l'efficacité potentielle d'une interdiction pure et simple. "*L'observation de ce qui se passe sur les marchés n'indique pas du tout que les ventes à découvert augmentent la volatilité. Au contraire, ce qui l'augmente, c'est le manque de liquidité, l'incertitude sur les prix et le sentiment que le marché ne fonctionne pas bien*", souligne Nicolas Véron, économiste au laboratoire d'idées européen Bruegel.

Gunther Capelle-Blancard, professeur à la Sorbonne, partage le même point de vue : "*On n'a pas de preuve formelle concernant l'impact des ventes à découvert sur la volatilité des marchés.*" "*Une interdiction*" serait "*avant tout symbolique*", car "*il y a beaucoup d'autres possibilités pour spéculer à la baisse*". Pour que la mesure soit efficace, une interdiction des ventes à découvert doit être "*adoptée au niveau du G20*", considère pour sa part Jean-François Robin, stratégiste obligataire chez Natixis, pour qui "*c'est plutôt ce qui se passe à Londres et à New York, voire en Asie*" qui peut "*jouer sur la volatilité des marchés*". (20minutes.fr et Lepoint.fr 10.06)

**2-** Les députés français ont renoncé à plafonner le montant des commissions payées par les commerçants lors des paiements par carte bancaire, une idée qui avait suscité beaucoup d'émoi dans le secteur des banques.

"*Cette commission soumet les commerçants et les consommateurs à une double facturation puisqu'ils payent tous deux l'utilisation du système de carte bancaire à plusieurs reprises*", expliquait Richard Mallié (UMP) dans l'exposé des motifs de son amendement.

Cette commission varie entre 0,4 à 1,8% de la transaction et rapporte aux banques de 2 à 3 milliards d'euros par an, pour 58,2 millions de cartes bancaires en circulation en France représentant près de 42% des paiements de détail, selon la commission des Finances. (Reuters 10.06)

**Vers une hausse de la CSG et de nouvelles coupes sombres dans les dépenses de santé.**

Le député UMP, rapporteur du projet de loi de Finances de la sécurité sociale, répond aux questions de 20minutes.fr.

Pourquoi sommes-nous incapable de réduire le déficit de la Sécurité sociale depuis vingt ans?

Nous avions réussi à contrôler l'accélération du déficit de l'assurance-maladie. Mais la crise a profondément déstabilisé les finances sociales. Le déficit du régime général de la Sécu est passé de 10,2 milliards d'euros en 2008 à 26,8 milliards d'euros, selon les dernières estimations pour 2010. Les recettes ont fait une chute vertigineuse tandis que les dépenses ont continué à augmenter.

Mais le déficit ne continuait-il pas déjà de se creuser avant 2008?

La crise a accéléré le déficit mais elle n'est évidemment pas la seule responsable. Le trou de la Sécu est avant tout structurel: depuis des années, nos recettes ne sont pas adaptées à nos besoins et nos dépenses augmentent trop vite. Le retour de la croissance ne résoudra donc qu'une partie du problème.

Que faut-il faire alors pour enrayer cette spirale des déficits?

Il faut avoir des objectifs pluriannuels pour arrêter de financer la dépense sociale par la dette. Nous devons d'abord aller au bout de la réforme des retraites. Et nous ne pourrons pas échapper à une hausse des cotisations et des recettes. Il faudra passer par une augmentation de la CSG, un élargissement de l'assiette de prélèvements et aussi une remise en cause des niches sociales. La France doit ensuite réduire ses dépenses. Les professionnels de santé doivent faire la juste prescription de ce qui est nécessaire pour soigner les malades. Mais nous ne pouvons plus financer tout et n'importe quoi en matière de santé. Nous devons donc tout revisiter et y aller de manière brutale car nous n'avons plus le choix. (20minutes.fr 10.06)

**Etats-Unis.**

Le déficit commercial américain s'est creusé en avril à 40,29 milliards de dollars, au plus haut depuis décembre 2008, montrent les statistiques du département du Commerce. (Reuters 10.06)

---

**Le 13 juin**

Le lundi succédant au dimanche les agence de presse sont avares d'infos le lundi, du coup le lundi pourrait bien devenir mon jour de repos ou plutôt pour vaquer à mes propres affaires. Entre nous, ce n'est pas trois courriels et deux contributions qui m'encourageront à continuer le site au-delà du mois de juin, à vous de voir... Ma réponse au camarade étudiant arrive, elle fait déjà neuf pages. Pas le temps de parler de la situation. Bon dimanche à tous.

Difficile d'analyser la situation au Kirghizstan.

Il se peut que Kourmanbek Bakiev, le président déchu et soutenu apparemment par Moscou, se serve de la détresse dans laquelle se trouve plongée une grande partie de la population pour orchestrer la chasse aux ouzbèkes, afin de mettre en difficulté le nouveau pouvoir à la solde de Washington à deux semaines du référendum qui doit se tenir sur la nouvelle Constitution.

**Ils en ont forcément une bonne opinion...**

84% des Français estiment qu'une baisse du salaire des ministres serait "*plutôt une bonne chose*" en cette période de crise économique, indique un sondage de l'Ifop à paraître dans Sud-Ouest Dimanche. (Reuters 12.06)

**Retraites.**

"*Ce qui va nous guider, ce qui nous guide depuis plusieurs mois que nous préparons cette réforme, c'est la vérité, c'est l'équité, c'est la justice et c'est la progressivité*", a souligné François Fillon lors d'un discours à Paris, salle Gaveau, devant de nouveaux adhérents de l'UMP.

Selon lui "*la vérité, elle est implacablement liée aux défis démographiques que nous devons relever...*".

"*Il serait lâche de notre part de dire aux Français que leur retraite pourrait être assurée sans prolonger la durée d'activité et sans toucher à l'âge légal et au symbole des 60 ans*", a-t-il ajouté.

Le gouvernement champion en matière de vérité, équité et justice, voilà un discours qui fera hausser les épaules de la majorité des travailleurs qui ont bien compris que Sarkozy et son gouvernement dirigeait le pays pour le compte de la Bourse, des banquiers et de leurs amis milliardaires. A ne pas confondre avec le fait qu'ils ne savent pas quel gouvernement pourrait appliquer une politique conforme à leurs intérêts ni comment.

Tiens cela tombe à pic pour savoir ce que valent les arguments du gouvernement, on vient d'apprendre qu'en Allemagne, selon un nouveau sondage Infratest dimap, 79% des personnes contactées estiment que le plan d'économies n'est pas équitable socialement (Reuters 12.06)

Bien sûr que pas un ouvrier n'a envie de travailler plus longtemps, de cotiser davantage pour percevoir une retraite au rabais, cela dit, de nombreux travailleurs semblent résignés à accepter la régression sociale comme une épreuve inévitable. Qu'ils soient gagnés par le fatalisme provient du fait qu'ils estiment qu'il est impossible dans la situation actuelle de faire entendre leur voix ou qu'aucun parti à leur yeux ne mérite leur confiance ou encore qu'il n'existe aucune issue politique cohérente et crédible à la crise du capitalisme. Pourquoi en sommes-nous arrivés à cette situation ?

On a là sous les yeux, pas seulement la conséquence du refus du PS et du PCF d'engager le combat contre le gouvernement, ce facteur étant somme toute secondaire pour les travailleurs qui n'ont aucune confiance dans ces partis, contrairement au POI qui s'acharne à vouloir démontrer le contraire, les sauver et les présenter (potentiellement) comme de véritables partis ouvriers, mais bien l'expression de l'absence

tragique d'un véritable parti communiste ancré dans toutes les couches du prolétariat capable d'incarner leurs besoins et dans lequel il se reconnaîtrait, sans qu'il soit nécessaire de préciser que cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs en auraient conscience.Le facteur principal qui permet de caractériser la situation à laquelle sont confrontés les travailleurs, ce n'est pas la défection des partis traditionnels dits ouvriers dont ils n'ont rien à attendre, mais bien plutôt l'absence cruelle du parti.

On ne peut faire cette analyse qu'à partir du moment où l'on subordonne sa politique à cet objectif (la construction du parti) dans la perspective du combat pour renverser le régime.

Dans le cas contraire, on se contentera du refrain qu'on entend depuis un demi-siècle, qui consiste à s'en remettre au bon vouloir des appareils du PS et du PCF à travers des appels au front unique. Pire encore, à vouloir leur faire jouer un rôle en contradiction avec les intentions réelles de leurs dirigeants, dans l'hypothèse où ces partis répondaient favorablement à ces appels, on s'efforcera de faire en sorte qu'ils sortent renforcés de cette épreuve de façon à pouvoir continuer de plus belle à collaborer avec le gouvernement contre le prolétariat, ils seront finalement les seuls à tirer profit de la situation, ce qui explique que ce jeu sordide dure depuis si longtemps et que ces partis existent toujours et puissent tenir toujours le même discours trompeur en direction des travailleurs ; on ne peut pas remettre en selle en permanence ces partis avec les illusions qui les accompagnent et en construire un autre à côté, cela fait un demi-siècle qu'on en fait la démonstration sans que nos dirigeants n'aient été capables d'en tirer la moindre leçon.

Dit autrement en allant plus loin.

En s'en remettant au PS et au PCF notamment, car c'est ainsi et pas autrement que les travailleurs interprètent ces appels en leur direction, que fait-on ? On dit ceci aux masses : voilà, votre sort est suspendu à ces partis, c'est ainsi, point. Mais comme dans leur fort intérieur les travailleurs savent depuis longtemps qu'ils sont totalement incapables de leur proposer une politique qui correspondrait à leurs besoins, en admettant qu'ils pourraient encore se saisir de ces partis pour se mobiliser à défaut de mieux, la question n'étant pas de le nier, c'est un fait avéré dans le passé, en admettant également qu'à l'issue d'une mobilisation massive le gouvernement recule, non seulement cette victoire profiterait à ces partis qui s'empresseraient de la revendiquer, pire, les travailleurs ne pourraient même pas s'en saisir comme point d'appui pour poursuivre le combat contre le gouvernement dans le but de l'abattre puisque leur combat n'aura été mené que dans le but de satisfaire une revendication immédiate sans contenu politique et surtout sans être relié à une perspective politique, à moins de croire que le prolétariat pourrait spontanément et par ses propres moyens emprunter le chemin du socialisme, laissons cela aux rêveurs ou aux charlatans.

En quelques lignes j'ai résumé la politique opportuniste menée par les dirigeants se réclamant du trotskisme depuis 1945 qui a conduit à l'impasse actuelle dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier et le prolétariat.

La décomposition du capitalisme entraîne celle de toutes les classes de la société ainsi que leurs partis.

Les partis traditionnels dits ouvriers sont évidemment confrontés à cette décomposition qui les poussent à monter au créneau pour sauver le régime. Ces partis ancrés au char du capitalisme et voués à connaître le même destin à terme, que fait-on en voulant les sauver de cette décomposition inévitable, sinon s'acharner à sauver le capitalisme lui-même, ce qui se traduit concrètement par assurer sa survie. Les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas ne sert qu'à masquer cette capitulation et entraîner le prolétariat à connaître le même sort. Dès lors on comprend également que le régime n'ait pas intérêt à voir disparaître ces partis qu'il soutient à bout de bras.

Le rôle de ces partis dans la collaboration de classes.

Pour que collaboration de classes il y ait, comme dans toute confrontation il faut être au moins deux, il faut donc qu'au moins deux parties aux intérêts théoriquement contradictoires existent et puissent s'affronter, etc. Si maintenant l'une des parties en présence venait à faire défaut ou disparaîtrait, la collaboration de classes ne pourrait pas se poursuivre, elle cesserait aussitôt et le pouvoir serait contraint à l'isolement. C'est pour éviter cette situation qu'il est essentiel pour le pouvoir de continuer à présenter ces partis comme des représentants des travailleurs pour qu'il continue d'exister. Finalement, favoriser la survie de ces partis revient à soutenir le régime.

Maintenant, on pourrait nous rétorquer que le front unique se justifie dans la mesure où il aurait pour objet d'isoler le gouvernement.

Cet argument ne tient pas la route car on ne procède pas par abstraction, cet isolement n'est qu'un élément de la situation, il faut l'analyser en tenant compte de la nature du PS et du PCF, nous ne sommes pas en présence de partis qui seraient capables ou auraient un jour la volonté de rompre avec le capitalisme et les institutions, c'est la raison pour laquelle j'ai précisé volontairement dans le paragraphe précédent que pour que la collaboration de classes puisse avoir lieu, il fallait qu'on soit en présence d'au moins deux parties aux intérêts théoriquement contradictoires, théoriquement suffit à cet exercice, tandis que dans la pratique les deux parties en présence défendent fondamentalement les mêmes intérêts, seul les fais nous importe, du coup le gouvernement n'aurait rien à craindre de la situation issue de son isolement puisque le PS et le PCF s'emploieraient à palier par tous les moyens cet inconvénient passager, en organisant la division dans leurs rangs par exemple ou en faisant en sorte que la mobilisation ne prenne pas un caractère politique tourné contre le gouvernement ou les institutions.

On peut se fier aux apparences ou s'en tenir à des déclarations et interpréter autrement la situation née de la rupture de la collaboration de classes, alors qu'en réalité cette collaboration n'a jamais vraiment cessé. D'où par exemple les désillusions de nombreux militants au lendemain de mobilisations massives (printemps 2009), qui s'étaient laissés aller à imaginer que les dirigeants syndicaux passeraient à la

vitesse supérieure, au contraire, ils ont repris aussitôt le train-train de la collaboration de classe avec le gouvernement qu'ils n'avaient jamais abandonnée. Ces militants n'avaient tout simplement pas compris que les dirigeants syndicaux pouvaient parfaitement s'accommoder du front unique, du moment qu'il ne remettait pas en cause l'existence du régime, du fait qu'une fois le front unique réalisé ce sont eux qui en assumeraient le contrôle et décideraient dans quelle direction il serait orienté, ainsi qu'à quel moment ils y mettraient fin. Cela leur était d'autant plus facile que le prolétariat n'avait pas été capable de créer ses propres organismes politiques indépendant, l'équivalent des soviets si vous voulez, rappelons que le mot soviet qui peut répulser certains militants, veut tout simplement dire comité, comité d'usine, comité ouvrier, etc.

Est-ce à dire que les appareils sont tout puissants ? Je ne l'ai jamais affirmé. Pas forcément, vous connaissez le couplet, les conditions objectives l'emporteront sur les appareils, c'est sans doute un des passages du Programme de transition demeuré le plus obscur à bien des dirigeants. Certes, les masses confrontées à des conditions de vie insupportables peuvent à un moment donné se soulever et submerger les appareils, mais les appareils ne disparaissent pas pour autant, et nous voilà retournés à la case départ si on peut dire les choses ainsi. Pour vaincre les appareils, quatre conditions doivent être remplies impérativement : Une, que les conditions objectives conduisent les masses se soulever ; deux, que leur combat se situe dans la perspective d'abattre le régime, même si elles n'en ont pas forcément clairement conscience au départ de leur mobilisation ; trois, qu'elles commencent à constituer leurs propres organismes de pouvoir ; quatre, qu'elles soient guidées sur la bonne voie par un parti révolutionnaire. Car c'est seulement au cours du combat pour la prise du pouvoir qu'il sera possible de liquider les appareils ou tout du moins de les neutraliser ou les réduire à l'impuissance, l'un n'étant pas possible sans l'autre, ce que chacun comprendra aisément.

En dehors de cette situation qui demeure exceptionnelle, dites-vous bien que vous ne pourrez jamais déboulonner les dirigeants pourris des syndicats ou mettre à bas l'emprise des partis dits ouvriers corrompus sur le mouvement ouvrier et le prolétariat. Vous pouvez vous pencher sur l'histoire du mouvement ouvrier international depuis le début du XIXe siècle, vous ne trouverez pas un seul exemple qui contredira ma démonstration.

Par contre, à l'opposé, ce n'est pas tout à fait notre sujet mais cela a un lien avec lui. Une fois qu'un parti ouvrier a trahi ou qu'il a été gangrené par le réformisme ou encore que des dirigeants inféodés au capitalisme en ont pris le contrôle, jamais plus ce parti ne redeviendra un véritable parti ouvrier, jamais plus ce parti ne servira la cause du prolétariat ou lui permettra de prendre le pouvoir, idem pour les syndicats. Je vous invite vivement à le vérifier par vous-même. Engels l'avait affirmé à une époque où il n'existait encore que très peu de partis ouvriers... (A suivre)

**L'austérité, la rigueur, tout de suite les grands mots...**

Dans un discours devant de nouveaux militants UMP réunis salle Gaveau à Paris, le chef du gouvernement a évoqué le chiffre de 100 milliards "*que nous allons trouver pour la moitié dans des réductions de dépenses, et pour la moitié dans des augmentations de recettes*".

Dans la première moitié, M. Fillon cite 45 milliards de réduction de la dépense publique et 5 milliards de réduction des niches fiscales. Côté recettes, il évoque "*35 milliards de rattrapage après la crise, des pertes de recettes conjoncturelles*" et 15 milliards "*qui correspondront à la fin des mesures que nous avons prises pour relancer l'économie, mais qui naturellement n'ont pas vocation à durer au-delà de cette période de relance*". (AP 12.06)

**Pays-Bas. Crise politique. Les bijoux de la couronne valent bien un compromis avec l'extrême droite.**

La reine Beatrix des Pays-Bas a demandé samedi d'examiner la possibilité de former un gouvernement de coalition auquel participeraient les libéraux du VVD et le parti d'extrême droite PVV, ont annoncé des sources concordantes.

'*Aucun parti n'a la majorité au parlement, ce qui veut dire qu'une coalition est nécessaire pour obtenir la majorité et gouverner le pays*', a expliqué à l'AFP Aernout Nieuwenhuis, professeur de droit constitutionnel à l'université d'Amsterdam. '*Idéalement, l'informateur remet à la reine un rapport dans lequel il indique quelle coalition lui semble la meilleure*', a précisé M. Nieuwenhuis.

Sur la base de ce rapport, la reine désignera un '*formateur*', chargé de mener à bien la négociation d'un accord de gouvernement de coalition, selon la même source. Les discussions de coalition peuvent durer des semaines, voire des mois. (Lemonde.fr 12.06)

---

**Le 14 juin**

J'ai reçu un second courriel du camarade étudiant ex-AJR et POI et il m'annonce qu'il va m'en envoyer un autre plus long, donc j'attendrai avant de finaliser ma réponse qui s'adressera à tous les militants.

En attendant, je comprends parfaitement que chacun tire profit à sa manière du contenu du site, je comprends également que mes causeries et analyses puissent donner lieu à des interprétations fort éloignées de leurs contenus, par contre je comprends moins que les militants m'en informent une fois seulement après avoir pris la décision de quitter un parti ou avoir adhéré à un autre, peut-être qu'ils auraient été amenés à

réfléchir davantage à certaines questions avant de prendre cette décision importante si nous avions pu en discuter librement, entendons-nous bien, je ne prétends pas par là qu'ils auraient pris une mauvaise décision, je n'ai pas à formuler de jugement de cet ordre bien que j'ai le droit d'en penser ce que je veux, mais dans la mesure où j'ai pu influencer leur décision d'une manière ou d'une autre, il aurait été préférable ou normal selon moi qu'on en discute avant et non après, ensuite chacun demeure libre de faire et de penser ce qu'il veut.

Déjà que nos rapports sont à sens unique et se déroulent sous le sceau de l'anonymat ce qui n'est pas très agréable croyez-moi, si en plus je m'escrime à définir une ligne politique et que des militants prétendant être en accord avec moi sur l'essentiel dans la pratique démontrent exactement l'inverse, je me dis que mon discours est peut-être totalement incompréhensible et je ferais mieux d'arrêter immédiatement, j'ai franchement l'impression désagréable de perdre mon temps pour vous parler franchement. Excusez-moi, je ne comprends pas que l'on puisse se complaire dans ce genre de relations. En quelque sorte et je ne pense pas que vous vous en rendiez compte, vous donnez raison aux dirigeants dont vous vous plaignez et qui estiment que moins on en dit aux militants et mieux on se porte, c'est un comble ! Je pensais depuis le temps vous avoir démontré que j'avais un profond respect pour tous les militants que l'on soit d'accord ou non, et qu'un minimum de confiance pouvait exister entre nous. Je ne suis pas en colère, je me dis simplement que ces militants manquent encore de maturité.

De mon côté je vais essayer de voir là où j'ai péché pour corriger le tir, je suis hanté à l'idée que je pourrais me scléroser, d'être un vieux con borné et dogmatique, alors que je n'ai de cesse de tout remettre en cause, d'y passer un temps fou. J'ai sans doute eu tort de ne pas terminer et publier mon article sur le mouvement ouvrier depuis le début du XIXe siècle où j'abordais en détail ma conception de la lutte de classe en relation avec la construction du parti en essayant de tirer partie du développement de la situation mondiale et des enseignements du marxisme. J'ai pu donner l'impression de m'accrocher désespérément au léninisme comme à la branche morte d'un arbre à défaut de vouloir regarder la réalité en face, le léninisme pour de nombreux militants n'étant plus qu'un souvenir rance ou une curiosité d'un autre temps à ranger au musée des antiquités, ainsi ils ont pu se méprendre et ne pas voir ce qui me distinguait fondamentalement de LO que l'on pourrait prendre au premier abord (seulement) pour une organisation fidèle au trotskisme ou encore du CCI-POI sur le plan théorique... J'essaierai de reprendre cet article quand j'en trouverai le temps.

Bonne semaine à tous et bonne continuation pour la suite.

Plusieurs sujets de causerie aujourd'hui, en fait j'ai bossé ce matin, de 7h à 13h55 pour être précis. Je n'ai pas corrigé les fautes contenues dans cette causerie, plus le temps, il me reste tout à faire chez moi.

**1-** Vous avez forçément remarqué que le gouvernement n'a même pas attendu 24h après la fin du congrès de la CFDT pour annoncer son plan de rigueur de 50 milliards d'euros. Comme quoi il l'a apprécié à sa juste valeur ! Peut-être a-t-il fait preuve là d'un excès d'optimisme, car à trop charger la barque il arrive un moment où elle chavire !

Maintenant, il est parfaitement capable de juger la situation et il ne manque pas d'alliés dans le mouvement ouvrier.

Tous les partis qui ont répondu à l'appel de la Fondation Copernic sont sur une ligne de capitulation sans combat, pas question pour eux de lancer un appel à la mobilisation générale contre le gouvernement, un hypothétique référendum fera l'affaire, comme avec La Poste pour le même résultat.

De son côté le POI est totalement isolé et il n'a pas les moyens d'inverser le cours des choses.

L'intersyndicale n'a rien trouvé de mieux que de programmer de nouvelles journées d'action sans lendemain et totalement inoffensives. Quant à FO, elle appelle seule à une grève et organise une manifestation à Paris qui rassemblera des milliers de militants et travailleurs ; si les précédentes manifestations qui avaient rassemblé des centaines de milliers de travailleurs n'ont pas suffi à faire reculer le gouvernement, on voit mal pourquoi il devrait agir autrement au soir du 15 juin.

Seule une grève générale de fait dans le pays ou appelée par les syndicats et les partis pourraient le forcer à reculer, une grève générale qui deviendrait illimitée jusqu'au retrait sans condition de son projet. Les travailleurs y sont-ils prêts, y ont-ils été préparés, leurs conditions de travail et de vie sont-elles devenues insupportables au point d'envisager sérieusement de recourir à cette forme d'action ? Vous êtes mieux placés que moi pour répondre à ces questions.

Je constate simplement que dans tous les pays où le prolétariat est durement frappé par les mêmes mesures réactionnaires, la majorité d'entre eux ne sont pas prêts à se mobiliser, bien qu'apparemment ce ne soit pas l'envie qui leur manque. Alors qu'est-ce qui leur fait défaut aujourd'hui ? Pourquoi demeurent-ils dans l'expectative ? Penseraient-ils que ces mesures sont inévitables même si ils les rejettent ou les trouvent injustes ? Pourquoi devraient-ils le penser, comment est-ce possible qu'ils en arrivent à cette extrémité ? J'ai ma petite idée sur ces questions qui se réduisent à une seule : ne se diraient-ils pas qu'il n'existe aucune alternative politique crédible et cohérente au capitalisme et au sort qu'il leur réserve, et que finalement il existe bien pire dans le monde, que pour la plupart d'entre eux ils peuvent encore malgré tout continuer de vivre comme avant ? La barque ne serait-elle pas encore assez lourde pour qu'elle coule et qu'il soit temps d'essayer de se sauver par n'importe quel moyen, une révolution par exemple ?

Si les conditions ne sont pas encore remplies pour une révolution, ne serait-elle pas pour autant à l'ordre du jour ? Quel autre gouvernement qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait mettre fin au chômage, à la précarité, à la précarité, au rouleau compresseur du capitalisme qui liquide un par un tous nos droits sociaux ? N'est-ce pas cette question qu'il faudrait poser aux travailleurs ? Ne répond-elle

pas à toutes les questions qu'ils peuvent se poser sur la situation, ne renferme-t-elle pas les réponses à toutes leurs questions, la situation ne sous-entend-elle pas qu'il n'existe pas d'autre solution à moins d'accepter de vivre de plus en plus mal ? Pourquoi aucun parti n'est sur cette ligne ? Pourquoi aucun parti ne leur tient-il pas ce discours ? Par crainte d'être à contre-courant ? De qui, de quoi au juste ?

**2-** Que vaut la violente diatribe de Martine Aubry, dimanche sur France 5, contre le gouvernement à propos de la remise en cause des 60 ans ? A coup sûr, il y a encore des crétins qui vont lui sortir : chiche, on n'y coupera pas.

A mon avis, cette opération s'adresse en priorité aux médias qui sont les alliés les plus sûrs du régime, mais pas seulement. Elle consiste à attirer ou concentrer l'attention vers le PS pour qu'il devienne un acteur incontournable de la mobilisation de ce qu'ils appellent la gauche, pour mieux détourner l'attention des travailleurs et des militants des éléments déterminants du projet du gouvernement que le PS partage notamment, l'allongement de la durée de cotisation et l'alignement du public sur le privé, tandis que le PS n'a finalement pas du tout l'intention d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation, son véritable objectif étant de facilité la tâche au gouvernement. Notez bien qu'à aucun moment le PS ne réclame le retrait pur et simple du projet du gourvernement.

A y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'elle reprend exactement la même méthode que Chérèque à la veille, pendant et après le congrès de la CFDT : ils vitupèrent contre un élément du projet du gouvernement qui prit isolément n'a qu'une importance secondaire ou ne concernera qu'une infime minorité de travailleurs qui partiront à la retraite dans les années à venir, pour mieux endosser ou faire passer ceux qui ont un caractère essentiel et détermine le contenu antisocial de ce projet qui concernera dans l'avenir l'ensemble des générations nées à partir des années 60.

**3-** A propos de la situation en Belgique.

A l'heure où j'écris les agences de presse n'ont pas encore diffusé les résultats définitifs des élections législatives d'hier. On entend dire beaucoup de choses sur la Belgique, ce pays serait en proie à un mouvement séparatiste et pourrait éclater, disparaître, il serait paralysé politiquement, etc. Je vous avoue ne pas m'y être intéressé, aussi pour essayer de comprendre de quoi il retourne vraiment, nous pourrions partir de cet extrait d'un article d'Associated Press paru hier soir.

"*Pendant toute la campagne électorale, le discours séparatiste a constitué le principal argument de Bart de Wever, partisan du "confédéralisme". Il consisterait à confier diverses compétences (santé, justice, fiscalité, sécurité sociale, etc.) à des entités régionales, l'Etat fédéral ne conservant pour sa part que certaines prérogatives régaliennes comme la défense ou la politique étrangère. A terme, les séparatistes ne cachent pas leur intention de se dissocier totalement de la partie wallonne.*"

La Belgique deviendrait la Suisse du nord de l'Europe, le chocolat en moins et les frites en plus !

Plus sérieusement, qu'est-ce que des "*entités régionales*" de la santé ou de la sécurité sociale par exemple, sinon la politique actuelle du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner en France qui vise à terme la privatisation du système de santé et de protection sociale. Le patronat belge s'est servi de la diversité linguistique qui existe en Belgique comme un moyen de pression sur les partis politiques qui participent au pouvoir et sur le gouvernement, pour qu'ils prennent en compte les besoins qu'il a exprimés dans tous les secteurs de la vie économique et sociale du pays et dont l'objectif correspond au démantèlement des services publics et à leur privatisation. Ce que le pouvoir fédéral ne parvient pas à réaliser du fait de la résistance du prolétariat, le patronat comptait bien y parvenir par d'autres moyens quite à faire planer la menace de l'éclatement de la Belgique.

**4-** A propos de la situation au Kirghizistan.

J'ai lu un article du Monde d'hier qui confirmait la brève analyse que j'avais donnée dans ma causerie du 13.

"*Ce qui se passe actuellement dans le Sud n'est pas un conflit ethnique*", estime M. Massoulov, un politologue interrogé par l'AFP, "*mais une provocation classique de forces destructrices et groupes criminels qui cherchent à destabiliser le pays et interrompre le processus politique engagé par le nouveau pouvoir*". Dans cette région par ailleurs confrontée à une forte criminalité organisée - spécialisée dans le traffic de drogue - les habitants sont nombreux à voir dans les émeutes la main de l'ancien président déchu, Kourmanbek Bakiev, chassé du pouvoir par des manifestations en avril.

Dans cet article, *Le Monde* rectifie le tir discrètement et fait dire à ces "habitants" ce qui semble être une interprétation de la situation plus proche de la réalité, après qu'avec l'ensemble des médias il ait présenté les émeutes des derniers jours comme le produit d'un conflit ethnique, sans nier pour autant qu'il n'existerait pas de tensions dans le pays entre Kirghize et Ouzbeks.

Les médias se font un malin plaisir à présenter tous les conflits qui se produisent dans le monde comme le produit de différents entre des personnes aux origines diverses qu'ils classent volontiers et malicieusement en communautés, alors qu'en réalité il sont les conséquences de problèmes économiques et politiques auxquels les gouvernements sont incapables de faire face autrement qu'en montant une partie de leur population contre une autre pendant qu'ils tirent les ficelles.

L'origine de chaque conflit mettant en scène des communautés distinctes repose avant tout sur des inégalités économiques et sociales que

le pouvoir s'est employé à créer ou à exploiter à des fins qui n'ont rien à voir avec les besoins de la population, ce que les médias s'emploient soigneusement à camoufler aussi longtemps que possible ou évoquent rapidement sans s'y arrêter, préférant donner une interprétation des faits conforme aux intérêts des régimes en place, quite à passer ensuite auprès de leurs lecteurs ou auditeurs pour de vulgaires manipulateurs, du fait que les moyens de communication modernes permettent à chacun de s'informer parallèlement en temps réel par le canal d'Internet et de faire la part des choses entre info et intox. Ce n'est pas pour rien que l'on parle de médias aux ordres, à l'ordre établi à l'échelle mondiale.

**5-** A propos de la situation en Chine.

La mobilisation sociale est en train de gagner du terrain. De Canton, elle a gagné la région de Shanghai et maintenant le centre de la Chine, peut-on lire dans un article de RFI publié samedi.

Le journaliste précise : "*Mais il y a plus grave pour le gouvernement : les grévistes, pour la première fois, ont refusé de s'en remettre au syndicat officiel chinois, un syndicat unique, sous contrôle du Parti communiste (PCC). Un syndicat accusé d'être au service de la direction de l'entreprise.*

*C'est un acte très politique de la part des grévistes qui revendiquent le droit de désigner leurs propres représentants. Un vrai défi qui explique sans doute la réaction du gouvernement.*"

Le développement de la situation en Chine est intéressant, pour autant il ne faut pas s'emballer, ces grèves ne concernent pour le moment qu'une minorité du prolétariat chinois et le gouvernement conserve le contrôle de la situation. Cela dit, pour la première fois la classe ouvrière parvient à revendiquer son indépendance de classe face au régime sans qu'il puisse la museler ou la réprimer, qui plus est, à obtenir satisfaction sur ses revendications.

Ces mouvements sociaux se déroulent dans des régions industrielles où sont concentrés des millions d'ouvriers travaillant dans des entreprises privées à capitaux étrangers et dont les marchandises sont destinées à l'exportation. Au début du XXe siècle en Europe, aux Etats-Unis et en Russie, c'est dans les grands centres industriels où se trouvaient rassemblés des centaines de milliers d'ouvriers que les syndicats se sont développés et où la classe ouvrière à revendiquer son indépendance de classe, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le développement de la lutte de classe en Chine emprunte la même voie.

Il est plus facile à la classe ouvrière de prendre conscience de sa force et de la place qu'elle occupe dans les rapports de production, du rapport de forces qui par le nombre lui est favorable par rapport aux patrons dans ces conditions, que lorsque le prolétariat est atomisé ou isolé dans des millions de petites ou moyennes entreprises comme on peut le constater aujourd'hui en France par exemple.

Maintenant la question est de savoir dans quelle situation ces mouvement sociaux interviennent et pourquoi le régime a été incapable de les réprimer avant qu'ils ne se répandent dans d'autres régions de la Chine. Je manque de données précises pour répondre à cette question et je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir jusqu'à présent.

D'une part, le prolétariat entend profiter du redémarrage l'économie chinoise pour revendiquer des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail, d'autre part, travaillant dans des entreprises dont les marchandises sont destinés à l'exportation vers des pays où il existe des syndicats libres, il revendique le même statut et son indépendance de classe face à des capitalistes qui les surexploitent et engrangent des profits énormes. Cela n'explique pourquoi le régime et les patrons de ces entreprises se sont sentis obligés de céder à ses revendications.

On peut évidemment évoquer la crise du capitalisme et le fait que les capitalistes des pays dominants comptent sur la Chine pour relancer l'économie mondiale, qu'ils considèrent l'instabilité sociale préjudiable aux affaires, on peut aussi évoquer le développement de la Chine au cours des deux dernières décennies à partir de ses activités tournées vers l'exportation, développement qui est loin d'être achevé et qui s'est réalisé jusqu'à présent au détriment du prolétariat rural au point de renforcer les inégalités entre les grandes villes et le reste du pays, sachant qu'un grand nombre des ouvriers de ces entreprises viennent de provinces défavorisées et versent une partie de leur salaire à leur famille, les immigrés de l'intérieur comme on les appelle aussi, augmenter leurs salaires c'est peut-être aussi une manière de faire patienter ces millions de prolétaires et de paysans pauvres abandonnés par le régime avec lesquels la rupture pourrait déboucher sur une situation totalement incontrôlable et rendre le pays ingouvernable. On peut ajouter que les augmentations de salaire vont stimuler la consommation intérieure et contrebalancer les effets de la crise qui se sont traduits par une baisse des exportations notamment, cet argument est à relativiser dans l'immédiat compte tenu que les réserves en devises de l'Etat se monte à 2 400 milliards de dollars, inconvénients, ces augmentations de salaire rendent le coût de la main d'oeuvre chinoise moins attractif pour les capitalistes et ils vont alimenter l'inflation...

J'ai envie d'ajouter encore un élément car ceux évoqués ci-dessus ne suffisent pas à mon avis à expliquer le comportement "*compréhensif*" des autorités chinoises envers ces mouvements sociaux, je ne fais que reprendre ici l'expression qu'elles ont employée, pourquoi se montreraient-elles subitement si "*compréhensives*" aujourd'hui par rapport à seulement hier ?

Cela n'aurait-il pas un rapport avec le développement effréné du capitalisme en Chine, avec l'orientation politique du régime favorisant ce développement et son incapacité à gérer les contradictions nées de la mise en concurrence de l'économie planifiée avec l'économie capitaliste dans leur pays, au point de reconnaître que ce développement lui échappe en partie ainsi que ses conséquences pour la

population, notamment les inégalités croissantes entre les masses laborieuse et ces milliardaires qui étalent au grand jour avec insolence leur richesse, au point de devoir intervenir en faveur des ouvriers en grève...

Pour aller plus loin, il faudrait tenir compte de la culture du peuple chinois sous la coupe du maoïsme depuis 1949 et des différentes étapes qui ont marqué l'ouverture du pays au capitalisme depuis les années qui ont suivi la mort de Mao. Ils sont passés de l'époque de l'égalitarisme à celle de l'enrichissez-vous anarchique dont les conséquences aboutissent à une remise en cause de tous les rapports sociaux qui régissaient la société. Il faudrait approfondir cette question. A terme, c'est le régime lui-même, le pouvoir du parti communiste chinois qui est menacé par la dislocation des rapports sociaux existant depuis le milieu du XXe siècle... (A suivre)

---

**Le 15 juin**

Il y a eu 1901 connections au site au mois de mai et 6 700 pages ou documents ont été vues ou téléchargés. Si vous ne voulez pas participé au fonctionnement du site, essayez au moins de le faire connaître auprès d'autres militants, par contre il est inutile de donner son adresse à des travailleurs qui n'ont aucune expérience du mouvement ouvrier.

**Belgique, suite.**

Hier j'affirmais que la situation au lendemain des élections législatives n'allait pas aboutir à l'éclatement de la Belgique, tant pis pour les furieux opportunistes qui voient disparaître des Etats tous les quatre matins, ils seraient bien en mal d'en citer un seul en dehors de la Yougoslavie tandis que l'Allemagne et le Vietnam ont été réunifié.

Passons à l'extrait d'un article de Reuters daté d'hier et dont j'ai pris connaissance quelques heures seulement après avoir rédigé ma causerie. Son contenu confirme et conforte mon analyse.

Le principal dirigeant du N-VA, Bart de Wever, a revendiqué la victoire en fin d'après-midi devant ses sympathisants réunis à Bruxelles.

"*La N-VA a gagné les élections aujourd'hui. Nous avons obtenu 30% des voix (en Flandre). Nous sommes le plus grand parti de Flandre (...) Les Flamands ont opté pour le changement, nous n'allons pas les décevoir. Il faut réformer l'Etat et il faut assainir les finances publiques*", a-t-il déclaré.

Le chef du Parti socialiste wallon, Elio di Rupo, pourrait ainsi devenir le premier chef de gouvernement francophone depuis 1974.

"*Nous sommes ouverts à une réforme de l'Etat. Ensemble, Flamands, Bruxellois et Wallons, nous devons avoir le courage de conclure un accord équilibré*", a-t-il dit dimanche soir. (Reuters 14.06)

**Chine, suite.**

Les mouvements sociaux qui se développent depuis quelques semaines se déroulent dans des entreprises privées à capitaux étranger (Honda, Brother) tournées vers l'exportation où les travailleurs sont soumis à l'exploitation capitaliste, pas dans des entreprises d'Etat, tout du moins à notre connaissance.

Ces mouvements sociaux interviennent dans le cadre de la restauration à marche forcée du capitalisme, ils auraient été impossibles autrement si l'on en juge par l'expérience de l'URSS et ses satellites. Ce qui est fort compréhensible du fait que sous une dictature de type stalienne toute puissante il est impossible au prolétariat de s'organiser et de donner naissance à des syndicats ou des partis indépendant du pouvoir. J'ai lu quelque part, mais je n'arrive pas à remettre la main sur l'article en question, que ces grèves intervenaient dans le cadre de l'économie planifiée faisant croire que tout serait possible sous la dictature chinoise, or c'est faux comme je viens de le démontrer, la restauration du capitalisme en Chine est tellement avancée et a pris une place tellement importante dans le développement du capitalisme mondial et sa tentative de surmonter ses contradictions, que l'on ne peut pas ou plus définir (seulement) l'économie chinoise comme une économie planifiée, même si elle demeure largement majoritaire au sein de la production globale du pays, elle est orientée de telle sorte qu'à terme l'économie planifiée devrait disparaître ou être réduite à une portion congrue, histoire peut-être de tirer profit de la dictature en place, car sur le plan politique elle présente bien des avantages pour les capitalistes.

La caste de bureaucrates en Chine ne pouvait se maintenir à la tête de l'Etat ouvrier dégénéré qu'en réprimant toute tentative du prolétariat de s'exprimer ou de s'organiser indépendamment du parti maoïste au pouvoir depuis 1949. Avec le développement du capitalisme et la concentration de millions d'ouvriers dans des zones industrielles livrés aux lois du marché, donc à d'autres lois que celles en vigueur en Chine, il lui est devenu impossible de museler plus longtemps le prolétariat.

On a là la confirmation que cette caste parasitaire n'était pas et n'est pas une nouvelle classe sociale, même si la plupart de ses attributs sont similaires à ceux d'une classe, même si une partie des capitalistes chinois sont issus de ses rangs. Ce sont les rapports de production

qui déterminent les rapports sociaux entre les classes ou entre la classe et la caste qui gère les moyens de production collectivisés pour son propre compte.

Le capitalisme engendre des rapports de classe qui conduisent chaque classe à revendiquer des droits spécifiques correspondant à des besoins distincts des autres classes, il est l'instigateur de la lutte des classes que le prolétariat se charge de propager pour défendre ses propres intérêts.

Il y a quelque temps déjà, j'avais écrit sur la base de l'expérience de l'URSS et ses satellites avant et après la liquidation de la propriété collective des moyens de production, qu'il était impossible au prolétariat de s'organiser temps qu'une dictature bureaucratique concentrant tous les pouvoirs demeuraient en place. Ce qui se passe en Chine le confirme, bien que le scénario qui est en train de se dérouler ne soit pas exactement le même que dans l'ex-URSS.

Dans un pays capitaliste, le patron ou le chef d'entreprise ne concentre pas tous les pouvoirs, son pouvoir s'arrête à la porte de son entreprise, tandis que dans un pays contrôlé par une caste bureaucratique son pouvoir (tentaculaire) s'étend jusqu'à l'atelier, le bureau ou le champ. Un patron ne détient pas un pouvoir absolu sur ses salariés, son pouvoir se limite à ce qui se passe dans l'enceinte de son entreprise, tandis qu'une caste bureaucratique détient un droit de vie ou de mort sur chaque citoyen sur la totalité du territoire nationale, c'est le côté absolument terrifiant du stalinisme ou sa version maoïste ou cubaine.

Dans un pays capitaliste il y a une répartition des pouvoirs entre ceux qui détiennent les moyens de production , le pouvoir économique, les patrons, et ceux qui détiennent le pouvoir politique, les institutions dont les élus ou les membres sont issus de partis politiques. Tandis que dans un pays capitaliste l'usine est un lieu privé, dans un pays de type stalinien l'usine est un lieu public si l'on peut dire où le pouvoir politique peut intervenir et s'exerce en réalité quotidiennement, c'est lui qui nomme ou destitue les directeurs d'usines par exemple. C'est cette distinction ou cette répartition des rôles et des responsabilités qui existe de fait, qui explique à la fois l'audace des ouvriers chinois et l'impossibilité du gouvernement de recourir à la vieille méthode de la répression violente. (A suivre)

**Quelques infos en bref.**

**Une lamentable mise en scène sur mesure pour La Talonnette.**

L'Elysée a donné des "*ordres précis*" pour sélectionner les employés d'une usine, qui figureront auprès du président lors d'une prochaine visite.

C'est ce qu'affirme au Post un salarié de l'entreprise Turbomeca, de Bordes (Pyrénées-Atlantiques), où Nicolas Sarkozy doit se rendre le 22 juin, confirmant une information de *La République des Pyrénées*.

Le quotidien régional affirme que "*deux émissaires de l'Elysée sont venus à Bordes, il y a plus d'une semaine, pour sélectionner les salariés de l'usine" avec des critères bien précis. "Impératif : ne pas mesurer plus d'1 mètre 70 pour ne pas souligner la 'petite' taille du chef de l'Etat*", assure *La République des Pyrénées*.

Le journal cite le cas d'une ingénieure, qui dirige la ligne de fabrication que visitera Nicolas Sarkozy. Selon le quotidien, cette dernière "*aurait été écartée à cause de sa taille – 1,85 mètre –, pour être remplacée par quelqu'un de moins grand*". "*Certains penseront qu'il vaut mieux se plier aux caprices du prince plutôt que risquer une délocalisation chez les Pygmées*", conclut, ironique, le quotidien régional.

Contacté par Le Post, un salarié de l'entreprise Turbomeca -qui souhaite rester anonyme- affirme que "*des dispositions*" ont bien été "prises" pour sélectionner les employés qui figureront auprès du président.

"*Il y a une quinzaine de jours, deux émissaires de l'Elysée sont venus dans l'entreprise. Après leur passage, le DRH de Turbomeca a convoqué les délégués syndicaux pour les informer que des dispositions avaient été prises pour la visite du président*", explique-t-il au Post.

"*Dans l'entreprise, nous avons remarqué que la direction n'a pas choisi les plus grands. Même si nous n'avons aucune preuve formelle que l'Elysée a ordonné un 'casting' -car les consignes ont été données à l'oral- nous en avons tous déduit que l'Elysée a donné des ordres précis à la direction quand nous avons vu les personnes sélectionnées. La direction de l'usine s'est donc exécutée en choisissant des personnes ne mesurant pas plus de 1,70 m*", assure ce salarié de l'usine au Post.

Avant d'expliquer en détail ce qu'il s'est passé avec l'ingénieure, qui dirige la ligne de fabrication que visitera Nicolas Sarkozy. "*Dans un premier temps, elle a été écartée. En interne, plusieurs personnes ont râlé, estimant qu'elle était la plus qualifiée pour présenter la ligne de fabrication...*", explique-t-il.

Avant de raconter la suite: "*Du coup, même si elle mesure 1,85 m, elle va quand même pouvoir figurer aux côtés de Nicolas Sarkozy, lors de sa visite. Mais il est d'ores et déjà prévu que le président montera sur une estrade pour être surélevé par rapport à elle, qui aura les pieds à terre. Sur les images, Nicolas Sarkozy sera donc sur cette espèce de marche-pied, placé devant chaque machine.*" (Lepost.fr 14.06)

Cela confirme l'idée qu'on se faisait de l'état mental du nabot de Palais, pas seulement, de la cour qui l'entoure aussi. Tout le monde le prend pour un minable et se fout de sa gueule. Il est tellement complexé qu'on comprend pourquoi il est si hargneux. Le plus lamentable encore ce sont ceux qui se pressent pour être sur la photo de famille. Bref, l'argent et le pouvoir ne font pas forcément le bonheur !

**Fébrilité au Palais.**

L'Elysée s'active pour isoler Dominique de Villepin, qui lance son mouvement politique samedi prochain. Un mouvement, qui se présente comme "*une alternative*" deux ans avant la présidentielle de 2012. Comment? En continuant à dépouiller son rival de ses partisans.

L'ex-Premier ministre se retrouve en effet "*coupé*" de plusieurs de ses proches.

Après l'entrée au gouvernement de l'ex-directeur de cabinet de Dominique de Villepin, Bruno Le Maire, fin 2008, Georges Tron, a été nommé, en mars dernier, secrétaire d'Etat à la fonction publique.

Un autre villepiniste, le député de la Drôme Hervé Mariton, a annoncé vendredi dernier qu'il n'adhèrera pas au mouvement politique de Dominique de Villepin. "*Un retrait négocié en direct par le président. Hervé Mariton ayant été reçu à l'Elysée il y a quelques jours*", affirme le chef du service politique d'Europe 1, Fabien Namias.

La radio précise que deux autres proches de Dominique de Villepin ont aussi eu droit à un tête-à-tête avec Nicolas Sarkozy ces derniers temps: le député UMP du Morbihan, François Goulard, et le député de Seine-et-Marne Guy Geoffroy. (Sources: Le Post, Europe1.fr, Le Journal du Dimanche, Les Echos.fr)

**Rencontre Merkel Sarkozy : Le minimum syndical.**

La rencontre à Berlin hier entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy a mis en évidence leurs désaccords et s'est soldée par un catalogue de bonnes intentions. Pour décrypter le contenu de cette rencontre : "*il faut" et "il faut que*" à lire au conditionnel, "*on pourrait prévoir que*" dans un avenir indéterminé...

Angela Merkel a dit lors d'une conférence de presse commune avec le chef de l'Etat français : "*Il faut renforcer le pacte de stabilité et de croissance*" européen.

"*On pourrait prévoir que les pays particulièrement laxistes seraient sanctionnés par un retrait de leur droit de vote européen*", a précisé Angela Merkel.

"*Il faut que les 27 chefs d'Etat et de gouvernement s'entendent comme un gouvernement économique de l'Europe*", a-t-elle dit, précisant que les 16 pays de la zone euro devaient pouvoir se rencontrer en cas de besoin.

"*Il ne s'agit pas de créer de nouvelles institutions, il s'agit de pouvoir agir de façon pragmatique et efficace*", a-t-elle dit, ce qui signifie que l'institutionnalisation de ces réunions, voulue par Nicolas Sarkozy, était abandonnée. (Reuters 14.06)

**Nouveau camouflet pour Sarkonapoléon.**

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, s'est opposé ce lundi à la proposition française de doter la zone euro d'un gouvernement institutionnalisé au plus haut niveau de chefs d'Etat et de gouvernement, à trois jour d'un sommet de l'UE ou le sujet sera discuté.

Il estime que le forum des ministres des Finances de la zone euro qu'il dirige devait rester responsable de la coordination des politiques économiques, sans avoir besoin de mettre sur pied une nouvelle institution au-dessus.

«*Nous avons un Eurogroupe qui fonctionne au niveau des ministres des Finances. Une fois par mois nous échangeons des points de vue*», a-t-il déclaré à l'issue d'une rencontre avec José Manuel Barroso, à Luxembourg. (Libération.fr et AFP 14.06)

**Les travailleurs ne se poseraient pas de questions ?**

75% des Français se disent préoccupés par le chômage et l'emploi, 56% par le financement des retraites et 52% par les questions de santé et la qualité des soins, constate un sondage mensuel TNS Sofres pour La Croix et Covéa Finance et publié lundi.

86% des jeunes de 18 à 24 ans, et 77% des plus âgés de 50 à 64 ans se déclarent les plus préoccupés par la situation du chômage et de l'emploi.

Sur le financement de la retraite, les jeunes de 25 à 34 ans se disent préoccupés à 55% et les plus âgés, de 50 à 64 ans, à 68%.

Quant à la santé et la qualité des soins, les plus préoccupés se situent dans la tranche d'âge des 35 à 49 ans (53%), des 50 à 64 ans (54%), et plus particulièrement dans celle des 65 ans et plus (58%). (AFP 14.06)

**Trompe l'oeil.**

La production industrielle européenne n'a jamais connu une croissance aussi forte sur un an, selon les derniers chiffres d'Eurostat. L'indicateur a progressé de 9,5% d'avril 2009 à avril 2010, rapporte ce lundi l'Institut européen de la statistique. Les chiffres ont également été revus à la hausse en mars, donnant 1,5% mensuel et 7,7% annuel.

«*Les données annuelles traduisent surtout un effondrement colossal de l'activité industrielle en avril 2009*», tempère Bruno Cavalier, chef économiste chez Oddo. «*Le niveau de la production actuelle se trouve encore 8% en dessous de celle d'août 2008, avant la crise.*»

Les chiffres, pris dans le détail, trahissent toutefois un creusement entre pays du Nord et du Sud. Ces derniers s'enfoncent à nouveau en avril par rapport à mars. La production industrielle a chuté de 3,4% en Grèce, de 4,4% au Portugal, de 2,6% en Slovénie. Et de 10,9% en Irlande. «*L'austérité budgétaire fait déjà sentir ses effets dans ces pays-là*», note-t-on chez Exane BNP Paribas. En France, l'activité industrielle a baissé de 0,4% par rapport à mars.

Dans sa composition, la reprise de la production trahit la faiblesse de la demande en Europe. Les biens de consommation durables ont baissé de 0,1 en zone euro, et les biens non durables de 1,2%. La croissance est donc tirée par les entreprises qui reconstituent leurs stocks et par les exportations.

«*Si la tendance ne change pas, il existe un risque évident que la croissance ralentira significativement alors que le rebond des stocks faiblira*», note Société Générale. «*Les livraisons récentes de l'indice PMI des directeurs d'achat traduit d'ailleurs une chute de l'activité dans les prochains mois. C'est l'effet de la crise de la dette en Europe sur la confiance et les nouvelles commandes.*» (JDF 14.06)

**Grèce.**

L'agence de notation Moody's annonce avoir abaissé la note de la dette souveraine de la Grèce en catégorie spéculative de "A3" à "Ba1", en arguant des risques liés au mécanisme de soutien apporté à Athènes par la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI). (Reuters 14.06)

---

**Le 16 juin**

Pas le temps de causer, on a eu un nouvel orage et une coupure de courant durant 14 heures dont toute la nuit, donc je n'ai pas pu vraiment dormir il faisait environ 35°C dans la maison, à étouffer !

**Retraites.**

"*L'objectif, c'est de réussir septembre, c'est là que ça va être le plus chaud. C'est la rentrée et le contexte sera différent*", a dit le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, au départ du cortège parisien.

Pour Bernard Thibault, le projet en préparation est "*une loi qui va être un véritable recul social d'ampleur pour les futures générations*".

La mobilisation "*commence maintenant et tout va dépendre maintenant du degré de réaction des salariés*", a jugé le secrétaire général de la CGT sur France Info. "*Maintenant, les choses sérieuses vont commencer*". (Reuters 15.06)

Jurer cracher, en septembre vous aller voir ce que vous aller voir... Soit, s'ils organisent de nouvelles journées d'action sans lendemain, ils pourront afficher leur unité sur le mot d'ordre du retrait du projet du gouvernement, il ne reculera pas. Seule une grève générale illimitée pourrait le forcer à reculer, dans la mesure où à la question des retraites d'autres revendications pourraient venir se greffer, de telle sorte que la grève et la mobilisation pourraient gagner tous le pays et prendre une tournure politique contre le régime.

Reste à savoir ensuite si les masses parviendront à s'organiser indépendamment des appareils des syndicats et des partis, en intégrant les militants des syndicats et des partis qui se placent à leur côté...

**Privatisation de l'électricité, suite.**

Les députés ont adopté mardi le projet de loi relatif à la nouvelle organisation du marché français de l'électricité (Nome) qui prévoit qu'EDF cèdera jusqu'à 25% de sa production nucléaire à ses concurrents comme GDF Suez, Poweo ou Direct Energie, afin de renforcer la concurrence sur le marché interne comme le demandent les instances européennes. (Reuters 15.06)

**Heuliez, suite.**

Le comité d'entreprise du constructeur et équipementier automobile Heuliez examine ce mardi deux offres de reprise, dont une a été remaniée, a indiqué l'administrateur judiciaire Me Régis Valliot. (Libération.fr et AFP 15.06)

---

**Le 18 juin**

Je me suis demandé hier si j'allais continuer le site ce matin... Je réfléchis à n'actualiser le site qu'une ou deux fois par semaine. Je pense aussi revoir la formule actuelle qui me prend trop de temps, tout mon temps en fait. Si j'étais certain que mes articles seraient diffusés sur le Net par un autre canal, je fermerais le site immédiatement. Le site ne sera pas actualisé d'ici lundi ou mardi.

A la longue, le fait d'être à 10.000 kms de la France se transforme en inconvénient majeur pour aller au-delà de l'activité politique que j'ai commencée en 2004. Rien ne remplacera jamais la présence physique et les discussions entre militants, par téléphone ou pas courriel cela demeure insatisfaisant. D'ici je ne peux même pas créer un comité de soutien ou réunir les militants qui partagent une grande partie de mes positions, je ne peux faire participer personne au site, bref, c'est nul sur le plan pratique. Et je ne tiens pas à me transformer en commentateur de l'actualité comme le font les dirigeants, cela ne m'intéresse pas. Chez eux le plan pratique ne sert qu'à faire vivre leur boutique ou leur caste, au contraire je considère qu'il doit nous permettre d'avancer vers notre objectif.

Vous vous demandez peut-être ce qui me tracasse en ce moment, je vais vous le dire : l'absence du parti et le fait qu'on soit très mal barré pour résoudre ce problème.

Il y a deux semaines environ dans le site des militants d'*Où va la CGT ?* j'ai lu une intervention d'un cheminot de la CGT qui disait qu'il avait eu une discussion avec un militant du POI qui lui aurait répondu, je cite en substance : les travailleurs ne sont pas prêts pour la révolution, donc il ne faut surtout pas en parler ou leur proposer une issue politique, dire qu'il faut virer Sarkozy, les institutions, etc.

Peu de temps après, je reçois un courriel d'un ex-militant du POI qui m'écrit que les militants du CCI-POI expliquent que les conditions objectives et subjectives ne sont pas réunies pour une révolution, donc il était urgent de parler d'autre chose, même discours qu'avec notre cheminot.

Hier je reçois une copie du Plénum des 12 et 13 juin 2010 du CCI-POI dans lequel il est écrit, vous avez le droit de sourire après ce qui vient d'être dit : "*Dans cette phase qui transite d'une période pré-révolutionnaire vers l'ouverture d'une crise révolutionnaire, la question centrale est et sera celle de la construction du parti révolutionnaire*.". On nage en plein délire ou en pleine crise de mégalomanie incontrôlée ! Cette caractérisation de la situation s'apparente à un fantasme de furieux dogmatiques qui confondent la théorie et la réalité ou qui voudraient que la réalité se plie aux quelques éléments théoriques qu'ils ont plus ou moins assimilés, mais laissons cela de côté pour le moment. Si la situation est "pré-révolutionnaire", alors pourquoi le tenir soigneusement caché aux travailleurs et aux autres militants ?

Que s'imaginent-ils, que les masses prendront le chemin de la révolution et du socialisme du jour au lendemain sans y avoir été préparées de longue date ou jamais ? Ce sont des charlatans au regard de l'expérience passée du mouvement ouvrier international. Ces gens-là évoquent la révolution comme on évoque un rendez-vous de dernière minute qui ne demanderait aucune préparation, qu'il ne serait pas bien grave de louper si par malheur cela se produisait, un peu comme un train succède à un autre, peu importe si on rate le premier, on prendra le suivant, comme si finalement les conditions pour qu'une révolution voie le jour et soit victorieuse se présentaient finalement tous les quatre matins, car à l'opposé ce qui nous importe, ce n'est pas la révolution en soi mais qu'elle ait une chance de triompher, et si on ne peut pas prévoir à l'avance son issue, au moins on essaie de faire en sorte qu'elle ait la possibilité de bien se terminer, or tout est fait pour qu'elle soit vaincue avant même d'avoir vu le jour, dès lors on comprend le discours de ces militants du CCI-POI en contradiction avec le discours lénifiant de leurs dirigeants et la politique opportuniste qu'ils mettent en oeuvre quotidiennement, leur stratégie de front unique qui conduit tout droit à la catastrophe.

En résumé, la révolution, c'est tout juste bon pour la théorie, on est des révolutionnaires sur ce plan-là, c'est ce qu'ils s'imaginent. Et sur le plan pratique on fait en sorte de préserver les appareils et le régime en ne proposant aucune perspective politique aux travailleurs.

Depuis le début des années 90, on pourrait prendre comme référence le traité de Maastricht de 1992 si l'on veut, tous les gouvernements qui se sont succédés se sont attaqués à nos droits sociaux, ont privatisé, etc. pendant les deux dernières décennies ils se sont employés minutieusement à nous reprendre de la main droite ce que le capital avait été obligé de nous céder ou qu'il nous avait concédé au cours des décennies précédentes de l'autre main, ces remises en cause remontaient même parfois au début du XXe siècle, face à ce constat que chacun a pu faire, ces faits qui se déroulaient chaque jour sous nos yeux étaient l'occasion où jamais d'expliquer aux travailleurs et aux militants du mouvement ouvrier que s'il en était ainsi, c'était parce que notre combat n'avait pas été mené jusqu'au bout, parce que nous

n'avions pas liquidé le capitalisme et ses institutions politiques et que le prolétariat n'avait pas pris le pouvoir et constituer son propre Etat (ouvrier), et que la question à l'ordre du jour si on ne voulait pas tout perdre était de terminer le boulot... Ces révolutionnaires de salon quelle politique ont-ils mise en oeuvre à la place ? Ils ont appelé à défendre la démocratie qui selon Engels n'était plus notre combat à partir du moment où la bourgeoisie avait pris le pouvoir, ils se sont comportés en vulgaires défenseurs de l'ordre en place, en guise de théorie révolutionnaire on ne pouvait imaginer pire reniement.

A quoi cela leur sert-il donc à ce sdirigeants de proclamer devant leurs militants que la situation serait pré-révolutionnaire et évoluerait vers une situation révolutionnaire, tandis qu'ils n'y préparent pas le prolétariat sinon préparer sa défaite ?

Je reviendrai plus tard sur ce document que je n'ai lu qu'en diagonale. J'ai relevé rapidement quelques passages accablant pour ces renégats du marxisme :

1-"*S'il s'agit d'un cadre politico-syndical, nous le dénonçons et, en aucun cas, nous ne signerons communiqué, tract ou autre, mélangeant partis et syndicats.*" Même s'il s'agit d'un communiqué ou un tract appelant au retrait du projet du gouvernement sur les retraites, par exemple ? Ce sont de fieffés manipulateurs à l'encontre de leurs militants, camarades du POI réagissez !

2- Il faut que "*soit posée la question des partis nationalement*", il s'agit pour le POI de s'adresser "*aux dirigeants nationaux*, y compris ceux du PS ou des Verts ! Le passage suivant le précise et les précautions d'usage qu'ils mettent à cet appel minable n'y change rien : "*Soyons clairs, il ne peut s'agir d'une « supplique » adressée aux directions. On ne les prie pas de réaliser l'unité. On adresse une ferme interpellation aux directions. Elle doit répondre à l'état d'esprit du moment des masses et des militants, y compris à l'état d'esprit de ceux du PS, du PCF et du PG. C'est, au moment actuel, l'expression la plus élevée du combat pour le front unique.*", des balivernes qu'on entend depuis plus de 50 ans avec le résultat que l'on a sous les yeux quotidiennement, car messieurs vous êtes comptables de la situation actuelle du mouvement ouvrier pour avoir servi ainsi la soupe aux appareils au cours de ces très longue années. Au fait pourquoi tant de précautions de langage envers vos militants ? Seraient-ils eux aussi "*perplexes*" par hasard ?

3- Et de se prendre une énième fois pour ce qu'ils ne sont pas, d'imaginer que si "*l'une des directions visées faisait le plus petit quart de pas en avant, sous la pression des masses. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, mais que la vigoureuse action politique du POI, à l'échelle de ses forces, a pour objectif de contribuer à modifier.*", ben voyons à quelques milliers ils vont changer le cours de l'histoire ! Est-il convenable ou non de prétendre que l'on nage ici en plein délire ? (A suivre)

En complément pour bien montrer qu'on est face à des manipulateurs. "*Le 15 juin s'inscrit d'ores et déjà dans la conscience des masses et constitue un point d'appui dans la maturation en cours.*", peut-on lire dans le dernier numéro (102) d'*Informations ouvrières*, ils consacrent pas moins de trois pages à Force ouvrière (en comprenant la couverture) et reprennent à leur compte le nombre de participants à la manifestation parisienne avancé par la direction de FO (70 000) sans la moindre réserve. Ils font feu de tout bois et racontent des histoires, alors que cette journée de grève est passée totalement inaperçue pour l'immense majorité des travailleurs comme chacun sait.

C'est franchement pitoyable d'en arriver-là. Ils peuvent supporter une initiative syndicale, s'y associer s'ils le souhaitent, c'est leur droit évidemment, mais on se doit d'interpréter les faits tels qu'ils se sont déroulés au lieu de bricoler la réalité pour lui faire dire autre chose... et démontrer qu'on a forcément raison ! Allez Martine, Marie-Georges, Jean-Luc, faites un geste bordel, appelez au retrait du projet du gouvernement, c'est Gluckstein et sa cour qui vous le demande, avec des gants s'il vous plaît !

Ne faut-il pas se mobiliser et s'organiser pour chasser Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions de la Ve République, pour satisfaire notre droit à la retraite, pour en finir avec le chômage, la précarité, la pauvreté ?

**Quelques sujets de causerie.**

**1-** Mondial: battus par le Mexique, les Bleus ont un pied dans la tombe - LePoint.fr. Il ne manque pas d'humour au Point quand on pense à la situation au Mexique où ça cartonne grave ! Enfin, une bonne nouvelle.

**2-** Les fonctionnaires, pour leur part, "*se voient imposer une augmentation drastique de leur cotisation conduisant à une baisse de leur pouvoir d'achat*", dénonce l'intersyndicale. (AP 17.06)

Réaction de Chérèque au Figaro le 16 : "*Une augmentation de 0.27 % par an sur 10 ans, c'est quand même raide. C'est une sorte de double peine en matière de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires. Non seulement leurs salaires n'augmentent plus mais on va leur prélever des cotisations supplémentaires qui vont peser sur leur pouvoir d'achat.*"

0,27% d'augmentation de leur cotisation sociale chaque année pendant 10 ans, je suis contre évidemment parce que je suis contre toute hausse de cotisation sociale payée par les travailleurs, mais de là à parler d'augmentation "*drastique*", on est là au coeur du problème du mouvement ouvrier contrôlé par des appareils vendus au capital et qui ont fait des fonctionnaires leur fond de commerce, le régime aussi pour assurer sa stabilité.

Bon, cela date de l'après-guerre, il fallait bien qu'à cette époque les représentants du capital, les staliniens, les réformistes et tous ceux qui

les ont soutenus jusqu'à nos jours s'accordent pour que chacun s'y retrouve sur le dos du prolétariat et que la machine capitaliste (et l'Etat se relève) reparte de plus belle dans de bonnes conditions.... Le gouvernement a décidé de poursuivre la même politique en s'attaquant de préférence au gros du bataillon de la classe ouvrière du secteur privé où les syndicats ne sont pas representés et dont ils n'ont vraiment rien à foutre pour cette raison, idem pour l'ensemble des partis malnommés ouvriers, il faut dire les choses telles qu'elles sont à un moment donné, même au risque de choquer les âmes sensibles, les bonnes consciences, les hypocrites de première qui ne défendent que l'existence de leurs appareils et les intérêts de leurs castes de privilégiés, les intellectuels en tête évidemment.

**3-** Lu dans des blogs

- Quand les capitalistes peuvent tout se permettre...

"Ma fille va tous les mois en Chine acheter 10 millions de $ de marchandises. Les marchandises sont envoyées directement de Shangaï à Roissy. Les cicuits financiers sont totalement différents : les chinois envoient leurs factures dans un paradis fiscal des caraïbes où le groupe français a ouvert une filiale. Quand les chinois facturent et reçoivent 10 m de $, la filiale caraïbe refacture à la société française 25 m de $. On a donc escamoté au passage 15 m de $ sur lequels il n'y aura pas d'impôts ni charges sociales ! et la société française ne paiera pas d'impôts puisqu'elle ne fait pas de bénéfices grace à cette manoeuvre. Bercy est bien au courant et laisse faire ! tous les produits chinois vendu en france sont concernés par cette manipulation. Ceci incite évidemment les sociétés à acheter en Chine pour bénéficier du système. "

Maintenant, comparez cette pratique de gangsters qui doit être étendue à toutes les grandes et moyennes entreprises qui se fournissent à l'étranger avec les discours de nos dirigeants sur le capitalisme et le respect de la légalité "républicaine" qui leur est cher, n'y aurait-il pas là comme un décalage... insupportable, ne s'emploieraient-ils pas à faire en sorte qu'on n'attaque pas frontalement le capitalisme ? La révolution brise la légalité, ne serait-ce pas pour cette raison qu'ils ne veulent pas en entendre parler ?

- Avec des si...

"Si nous avions 5% de croissance annuelle comme dans les "trente glorieuses", le problème des retraites ne se poserait pas. Si nous avions un marché du travail aussi performant que les pays européens les plus dynamiques, le problème se poserait aussi dans des termes très différents. Si la valeur ajoutée dans notre pays n'avait pas été captée depuis une vingtaine d'années par le capital au détriment du travail, là aussi, les choses seraient différentes."

Vous avouerez que ces arguments n'ont aucun poids ou sont très loin du compte au regard des pratiques frauduleuses des capitalistes dont il a été question plus haut.

Le système capitaliste pour survivre est prêt à tout, mais le combat pour le socialisme ne doit pas dépasser le stade des revendications économiques compatibles avec le régime capitaliste, il ne doit surtout pas se situer dans une perspective politique le remettant en cause ainsi que les institutions. D'après vous, qui défend réellement les intérêts de sa classe, qui se couchent devant qui, qui capitulent ?

Question : on en reste à faire des plans sur la comète avec des hypothèses qui n'ont rien à voir avec la réalité ou sérieusement on admet que seul une révolution et le renversement du régime permettrait de poser les bases politiques pour résoudre les problèmes auxquels est confronté le prolétariat ?

**Quelques infos en bref.**

**Vous avez dit République bananière ?**

Qui a déclaré le 25 mars 2009 : "*Je me fais taper dessus mais j'ai la banane*" ? Réponse : L'hystérique complexé du Palais.

Christian Blanc (Grand Paris) et ses 12.000 euros de cigares qui auraient été payés par l'Etat et dont il n'aurait remboursé qu'un quart et la mise en doute par le fisc de l'exactitude de ses dernières déclarations d'impôts.

Rama Yade (Sports) et son supposé séjour à 45.000 euros en Afrique du Sud, avec une suite à 667 euros la nuit, après avoir dénoncé le «clinquant» de l'hôtel des Bleus.

Alain Joyandet (Coopération) et son déplacement ministériel en jet privé à 116.500 en mars et en juin, l'histoire de son permis de construire illégal pour une villa près de Saint-Tropez.

Christine Boutin et ses 9.500 euros mensuels pour une mission confiée par l'Elysée sur les «conséquences sociales de la mondialisation» (auxquels elle a renoncé après la polémique), somme qu'elle cumule avec une indemnité de conseillère générale des Yvelines et sa retraite de députée (17.500 euros par mois à l'arrivée).

Fadela Amara (Ville) qui héberge un de ses frères dans son logement de fonction de 120 m2 (avec vue sur la tour Eiffel, cuisinier et maître d'hôtel), logement qu'elle n'a jamais occupé.

Christian Estrosi (Industrie) et son déplacement à 138.000 euros en jet privé en janvier 2008 et qui posséderait deux logements de fonction à Paris, dont un occupé par sa fille dans le VIIe arrondissement.

Liste non exhaustive et susceptible d'être rallongée.

Guy Birenbaum sur son blog se demande (persuadé je suis, qu'il en a une petite idée) qui, cette avalanche de révélations arrange ? Médiapart, dans un article intitulé, « *Casseroles des ministres, pourquoi l'UMP reste muette?* » a interrogé mardi, certains députés UMP dans les couloirs de l'Assemblée. Les réponses sont pour le moins... surprenantes. En voici un florilège :

«*Il ne faut pas tomber dans le populisme.*» «*Ce sont plus des broutilles qu'autre chose*», «*C'est peanuts! C'est secondaire, regardez-vous les journalistes avec vos hôtels!*», «*De la maladresse» plutôt que «de la malhonnêteté*», «*C'est un manque de métier*», «*une course à l'antiparlementarisme qui fleure le populisme*»...

Mais le plus intéressant, reste tout de même la conclusion de l'article de Médiapart et la question qui reste en suspend, je cite :

Si ni l'Elysée ni l'UMP ne réagissent, c'est aussi parce que certains pensent connaître l'auteur des «*fuites*» sur ces affaires: Matignon. C'est en tout cas le bruit que font courir certains dans l'hémicycle. Un député UMP explique: «*Ce type d'affaires sort généralement de l'intérieur, lorsqu'il y a des conflits. Là, on a une concentration d'affaires. Les ministres mis en cause ont de très mauvaises relations avec le premier ministre: Yade, Boutin, Blanc, etc. D'où ça sort à votre avis... de Matignon!*»

Matignon a-t-il voulu viser les ministres gênants... ou l'Elysée a-t-il distillé quelques rumeurs? (Lepost.fr 17.06)

Karachigate et l'affaire Woerth - Pécresse - Sarkozy / Bettencourt...

**TF1, c'est ma télé...**

C'est l'un des Secrets de fabrication que l'ancien haut-commissaire Martin Hirsch raconte dans son livre (Grasset).

A la fin de 2009, il est reçu par un président de la République intarissable: "*Il ne faut jamais écouter les autres, les conservateurs, même mon entourage, et tous ces communicants. C'est moi qui ai fait inviter Guillaume Pepy au 20 Heures hier. Tout le monde me conseillait le contraire. Alors qu'avec ce qui se passait à la SNCF, bien sûr qu'il fallait y aller.*" (Lexpress.fr 17.06)

**Cohn-Bendit "*pote avec la N-VA*"**

Le correspondant de l'Union européenne au sein du journal *Libération*, relève que Daniel Cohn-Bendit se réjouit de la victoire des nationalistes flamands.

Quatremer a interrogé à ce sujet Dany suite à un communiqué révélateur de François Alfonsi, nationaliste corse recyclé en député vert européen (plus précisément en député de l'ALE, associée aux verts).

On lit dans le communiqué de M. Alfonsi, sur le site des Verts, ces lignes enthousiastes sur les nationalistes flamands : "*le parti de Bart de Wever, le très charismatique dirigeant de N-VA, a des objectifs clairs et nets, et il entend arriver à ses fins : faire reconnaître la Flandre comme une nation d'Europe à part entière. Et ouvrir ainsi la voie aux autres nations que l'ALE représente à Bruxelles, à commencer par l'Ecosse, la Catalogne et Euskadi.*"

Alfonsi se réjouit à l'avance des perspectives de guerres pichrocolines ainsi ouvertes :

"*N-VA et Bart de Wever apportent chaque jour la preuve de leur sens politique, déjouant leurs détracteurs, et inscrivant leur détermination fondamentale dans une démarche souple et pleine d'intelligence politique. N-VA a pris désormais un poids considérable, en Flandre certes, mais aussi pour l'ensemble de la Belgique car il sera incontournable dans les futurs équilibres gouvernementaux. Or, la Belgique va présider pendant les six mois à venir l'Union Européenne, à la suite de l'Espagne. Pour l'ALE, s'ouvre donc une période politique pleine de potentialités nouvelles.*"

Premier point d'information : l'Europe sera donc prochainement pilotée par la N-VA, à noter, cela risque en effet d'être plein de potentialités nouvelles. Ce sera le moment pour les bretonnants, occitanisants et autres bidulants de demander des subventions.

Deuxième élément d'information, Dany Cohn-Bendit, interrogé par Quatremer trouve que le Bart de Wever est "*d'abord européen*" (européen

uber alles, c'est bon comme traduction ?). Europe écologie est donc parfaitement à l'aise avec les flamands qui refusent de payer pour les wallons etc. Les verts ou l'idéologie not in my backyard and furthermore not with my money. Rappelons tout de même que Dany Cohn-Bendit est censé représenter ce qui se fait de mieux en matière européenne : ouvert, intelligent, démocrate ; il faudra maintenant ajouter "*et pote avec la N-VA*". (http://www.lalettrevolee.net 15.06)

**Flicage et psychose en entreprise.**

Ce n'est pas nouveau: les entreprises surveillent les salariés. Et c'est légal à partir du moment où les employés sont mis au courant par les employeurs. 50 % le font illégalement

Mais, selon BFM TV, la moitié des entreprises contrôlées par la Cnil (Commission nationale informatique et liberté) n'est pas règle avec la législation.

C'est le genre de surprises auxquelles peuvent s'attendre certains employés. Mais ce n'est pas tout: caméra braquée sur un local syndical, voiture localisée par le GPS à l'insu des salariés, des lignes téléphoniques sur écoute...

Des demandes en augmentation

7.000 demandes supplémentaires d'autorisation on été présentées à la Cnil en 2009, une augmentation "*phénoménale*" indique BFM TV.

Selon le *Nouvel Obs*, 4.265 plaintes ont été enregistrées par la Cnil en 2009, conduisant à 270 contrôles et 91 "*mises en demeure*".

5 sanctions ont été prononcées... (Lepost.fr 17.06)

5 sanctions pour 4.265 plaintes, autant dire que les patrons agissent en toute impunité. Et nous devrions rester au garde-à-vous devant l'arbitraire, nous devrions être les seuls à respecter la légalité ? La révolution renverse la légalité...

**Retraites.**

**1-** Selon un sondage CSA - Le Parisien, publié ce jeudi, 60 % des Français désapprouvent le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans en 2018.

Le PS n'est pas épargné par le mécontentement du panel CSA, puisque 52% estiment que le Parti socialiste ne tiendrait pas sa promesse de revenir à un âge légal de départ à la retraite à 60 ans, si il gagnait les prochaines élections! (Lepost.fr 17.06)

**2-** 51% des Français voient d'un bon oeil le projet de réforme des retraites du gouvernement mais 57% pensent qu'il faut se mobiliser contre ce texte qui repousse l'âge légal de départ à la retraite de 60 ans à 62 ans, selon un sondage Harris mis en ligne par RTL jeudi.

Les deux-tiers des personnes interrogées s'opposent à un report de 65 ans à 67 ans l'âge de la retraite à taux plein.

L'enquête fait aussi apparaître un clivage gauche-droite sans précédent. (lepoint.fr 17.06)

51% favorable au projet du gouvernement et 57% prêts à descendre dans la rue contre ce projet !

**3-** Après l'annonce, mercredi, du projet de réforme des retraites, la CGT et FO ont boycotté ce jeudi la «concertation express» proposée par Eric Woerth.

«*La négociation nous est refusée. Le ministre a dit clairement qu'il ne reviendrait pas sur la philosophie du texte. Or nous, c'est tout le texte qu'on veut changer*», explique Eric Aubin (CGT).

La CFDT, elle, «*refuse la politique de la chaise vide*». Mais elle ne se fait «aucune illusion» pour autant. «*Avec ce gouvernement, il n'est jamais question de négociation. Simplement de discussion*», souligne Jean-Louis Malys, chargé des retraites à la CFDT. «*C'est un gouvernement schizophrène. Avec nous, il promet que la réforme est juste, équitable, sociale. Et avec les marchés, avec l'Europe, il se vante de faire une réforme dure, encore plus sévère qu'en Allemagne.*» (20minutes.fr 17.06)

**4-** "*L'évaluation de ce genre de réforme par les agences de notation ne peut être que positive*", déclarait-on mercredi au ministère français de l'Economie.

Les économistes interrogés par Reuters se montrent plus sceptiques, même s'ils accueillent plutôt bien la réforme.

"*Manifestement, le gouvernement a pour objectif de combler le plus rapidement possible les déficits*", notamment ceux liés à la crise économique, a dit à Reuters Gérard Cornilleau (OFCE).

"*Ça ne résout pas le petit déficit supplémentaire qui devrait apparaître vers 2020-2030*", a-t-il ajouté.

Un avis partagé par Gilles Moec (Deutsche Bank) ou Marc Touati (Global Equities), lequel juge trop optimistes les hypothèses macroéconomiques du gouvernement, en particulier pour le chômage (6,7% en moyenne en 2014-2020, 4,5% en 2024).

"*Il ne faudra pas s'étonner si, dans quelques années, une nouvelle réforme des retraites vient empoisonner la vie des futurs dirigeants du pays*", estime Marc Touati.

L'alignement des taux de cotisations des fonctionnaires : "*C'est une manière d'étaler les choses qui permet d'éviter (...) les affrontements sociaux*", souligne Gérard Cornilleau, pour qui la réforme est cependant "*relativement injuste*". (Reuters 16.06)

**5-** Cadeau.

Le gouvernement propose en outre d'intégrer le 13e mois et les primes dans le calcul des allègements de charges des entreprises sur les bas salaires. (Reuters 16.06)

**La liberté de circuler bientôt payante.**

Députés et sénateurs, réunis mercredi en commission mixte paritaire (CMP) pour trouver un compromis sur le projet de loi Grenelle 2, ont donné leur feu vert à l'expérimentation du péage urbain pour les villes --volontaires-- de plus de 300.000 habitants.

Les conclusions de la CMP doivent encore faire l'objet d'un ultime vote de chaque chambre, fin juin (le 28 juin au Sénat et le 29 à l'Assemblée).

Cette expérience, souligne le sénateur UMP des Alpes-Maritimes Louis Nègre dans un communiqué, est assortie de trois conditions: elle ne concernera que les grandes agglomérations (plus de 300.000 habitants) qui se porteront volontaires, le péage urbain "*ne pourra être instauré qu'après enquête publique à charge et à décharge*" et qu'à la condition qu'existe déjà "*un minimum d'infrastructures de transports en commun*". (lepoint.fr 16.06)

**Grèce.**

Le taux de chômage en Grèce est ressorti à 11,7% au premier trimestre 2010, son niveau le plus élevé depuis 10 ans annonce le service des statistiques du pays. (Reuters 17.06)

**Espagne.**

Le Trésor espagnol a vendu pour trois milliards d'euros d'obligations sur 10 ans au taux d'intérêt de 4,86%, contre 4,04% lors de la dernière émission le mois dernier. Il a aussi vendu pour 479 millions d'euros en obligations sur 30 ans au taux moyen de 5,9%, contre 4,8% en mars. (AP 17.06)

**Etats-Unis**

En 2009, 46,3 millions de personnes -- dont plus de six millions d'enfants de moins de 18 ans -- n'étaient pas couvertes par une telle assurance (soit 15,4% de la population), contre 43,8 millions de personnes en 2008 (14,7%).

Selon les CDC, la proportion d'adultes âgés de 18 à 64 ans dépourvus d'assurance santé s'élève à 21%, cependant que chez les seniors, dont la plupart sont couverts grâce au programme Medicare, ce pourcentage s'établit à 17,5%. (Reuters 16.06)

**Economie.**

**1-** Selon 250 économistes interrogés entre le 10 et le 16 juin, le rythme de la croissance des Etats-Unis s'éloigne de plus en plus de celui de la zone euro et de la Grande-Bretagne. Il surpasse également celui du Japon. (Reuters 16.06)

**2-** La panique sur les marchés financiers pourrait bien hypothéquer la reprise, s'alarme le Fonds monétaire international (FMI). «La volatilité des marchés financiers a considérablement augmenté ces dernières semaines, les coûts de financement se sont accrus, et des actifs risqués ont été vendus dans toutes les régions», s'inquiète l'institution dans un document préparé pour le G20 des 4 et 5 juin derniers, mais publié ce mercredi. (lefigaro.fr 16.06)

---

**Le 19 juin**

Bon week-end à tous.

**Affaire d'Etat.**

Le juge d'instruction chargé de l'enquête sur un attentat anti-français au Pakistan en 2002 a confirmé la piste d'une affaire de corruption en France, a-t-on appris de source judiciaire.

Le procureur Jean-Claude Marin a dit dans un communiqué cette semaine qu'il jugeait les faits prescrits.

L'avocat des familles qui assistait à la rencontre, Me Olivier Morice, a rapporté les propos du juge et souligné que le magistrat manquait de latitude. (Reuters 18.06)

**Riche et escroc, cela ne va-t-il pas ensemble ?**

La milliardaire Liliane Bettencourt aurait disposé de comptes bancaires non déclarés en Suisse pour un montant de près de 80 millions d'euros, selon des enregistrements clandestins de conversations révélés par le site Mediapart, qui en a publié des extraits. Dans l'un de ces extraits, daté du 27 octobre 2009 par Mediapart, le gestionnaire de fortune de Mme Bettencourt, Patrice de Maistre, lui déclare : "*Il faut qu'on arrange les choses avec vos comptes en Suisse. Il ne faut pas que l'on se fasse prendre avant Noël.*"

M. de Maistre assure à l'héritière de L'Oréal : "*Je suis en train de m'en occuper et de mettre un compte à Singapour. Parce qu'à Singapour, ils ne peuvent rien demander.*"

Selon cette conversation enregistrée par le maître d'hôtel de Mme Bettencourt, ce compte bancaire en Suisse "*est de 12 ou 13 millions*". "*Et vous en avez un autre, paraît-il, beaucoup plus important*", ajoute M. de Maistre. "*Je suis allé voir ce compte à Vevey (canton de Vaud), où vous avez quand même 65 millions d'euros*", annonce le gestionnaire à la milliardaire lors d'un rendez-vous trois semaines plus tard, le 19 novembre, toujours selon Mediapart.

D'après Mediapart, l'hebdomadaire Le Point et le quotidien *Libération*, Liliane Bettencourt serait également la propriétaire d'une île des Seychelles, Arros, qu'elle n'aurait toutefois pas déclarée au fisc français. (Lemonde.fr et AFP 18.06)

**Charrette.**

Le distributeur allemand Metro a annoncé vendredi qu'il prévoyait de supprimer 900 emplois et de vendre ou de fermer quatre points de vente en Allemagne dans le cadre d'un plan destiné à améliorer la rentabilité de ses activités Cash and Carry. (Reuters 18.06)

---

**Le 20 juin**

On causera demain, je répondrai au courriel puant que j'ai reçu hier.

Bon dimanche. **Visite en sarkolangue.**

Lors des commémorations à Londres du 70e anniversaire de l'appel du Général de Gaulle, le chef de l'Etat a rendu un vibrant hommage aux résistants : «*Quelles qu'avaient pu être avant la guerre leurs opinions, ils se batturent tous au fond pour la même idée de la liberté, la même idée de la civilisation*».

Et les antécédents :

- «*On commence par les infirmières parce qu'ils sont les plus nombreux*» - Rambouillet le 13 mars 2009, plan de réforme des hôpitaux.

- «*Je sors de ma douche parce que j'étais faire sport*» - Rencontre avec des lectrices de Femme Actuelle en mai 2009.

- «*Qu'est-ce que j'm'aperçois?*» et «*Si y en a que ça les démange d'augmenter les impôts...*» - Le 17 mars 2009, devant les ouvriers d'Alstom

à Ornans.

- «*C'est quand même agréable de voir des hauts fonctionnaires à qui vous comprenez quand y parlent*» - Provins, 20 janvier 2009. (Slate.fr 19.06)

En quoi un ouvrier devrait-il être complexé ou se sentir inférieur face à ce minable ? En quoi ne serions-nous pas capables de prendre la direction de la société et de faire mieux qu'eux quand on voit qu'il mène l'humanité au chaos et à la barbarie ?

**Les médias ne sont pas à une approximation près.**

- L'ex-Premier ministre Dominique de Villepin a officialisé samedi à Paris, devant plus de 3.000 sympathisants... (lepoint.fr 19.06)

- L'ex-Premier ministre a officialisé samedi, devant 6000 sympathisants... (libération.fr 19.06)

On reviendra plus tard sur le mouvement créé par de Villepin, candidat potentiel en 2012. Ils vont se bousculer dans le camp de la réaction, le Nouveau Centre veut absolument présenter un candidat, Bayrou pour le Modem ne renonce pas non plus, J. Cheminade sera également candidat...

---

**Le 21 juin**

Je n'ai pas le temps d'évoquer le mini congrès du PCF, d'ailleurs c'est sans intérêt. En Colombie le parti d'Uribe a remporté les élections présidentielles, une grande victoire selon les médias, alors qu'il y avait eu 49% d'abstention au premier tour et plus de 44% au second tour hier. Au premier tour le parti social d'union nationale d'Uribe avait obtenu 30% des voix, soit 15% en tenant compte de l'abstention, une grande victoire de la démocratie, la leur.

Je n'ai pas terminé ma réponse au militant du POI, demain sans doute. J'ai oublié de mentionner avant-hier après avoir reproduit un passage de son courriel, que le POI était suspendu aux basques des appareils, mais chacun l'aura compris à la lecture de ce passage, il aurait voulu nous le démontrer qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Passons aux infos en bref.

**Retraites.**

La journée de mobilisation du 24 juin à l'appel de six syndicats, "*je ne la redoute pas. J'imagine qu'elle sera suivie* " a déclaré le secrétaire d'Etat à la Fonction publique Georges Tron dimanche sur BFM.

"*Une manifestation est l'expression d'une angoisse. On en tirera les enseignements. Le président de la République nous a demandé avec Eric Woerth de faire en sorte d'avancer sur certains dossiers, comme la pénibilité, on va le faire. Reste que, sur le fond des choses, l'architecture est bien positionnée après des semaines et des semaines d'entretiens avec les syndicats*", selon lui.

A propos des fonctionnaires : "*Je suis profondément convaincu qu'ils comprennent ce que nous faisons. Ils ont sans doute des souhaits de modification mais ils comprennent la philosophie. C'est la raison pour laquelle je ne redoute pas cette mobilisation*", a-t-il ajouté. (lepoint.fr 20.06)

Qui ne comprend pas que les dirigeants syndicaux tiennent un double langage et jouent un double jeu, tout comme le gouvernement avec sa "*réforme équilibrée et juste*" qui ne peut pas l'être. Les militants qui ne sont pas des lumières pour la plupart s'en rendraient comptent... mais pas les travailleurs !

Chacun a pu se rendre compte depuis que Sarkozy a été élu qu'il était le Président des banquiers et des nantis, comme chacun sait que le gouvernement représente et défend les intérêts du patronat et qu'il n'y avait rien de bon à attendre de ce côté-là pour les travailleurs, mais en participant pendant "des semaines et des semaines" à des "entretiens" avec lui, les dirigeants syndicaux se sont évertués en réalité à démontrer le contraire, à cautionner l'idée qu'il pourrait sortir quelque chose de positif de ces "entretiens" pour les travailleurs. Ils n'ont eu de cesse de tenir des discours contradictoires.

Leur seule présence à ces "entretiens" suffisait à légitimer le processus engagé par le gouvernement qui devait conduire à la remise en cause de notre droit à la retraite, qui par ailleurs était déjà très imparfaitement pris en compte ou carrément insatisfaisant auparavant. Les dirigeants syndicaux, en participant à cette mascarade, ont signifié aux yeux des travailleurs que c'était Sarkozy le maître de cérémonie, le véritable maître de la situation, ils lui ont donné la main, mieux, en passant outre le fait qu'il était minoritaire et illégitime dans le pays, qu'il était le président le plus impopulaire de la Ve République dont le parti fut défait lors des deux dernières élections, il lui ont redonné un pouvoir qui lui échappait de plus en plus dans la réalité, afin de mieux l'aider à faire passer son projet scélérat.

Une fois manifestée aux yeux de tous leur soumission devant leur maître, après avoir été jusqu'à accepter l'agenda qu'il leur avait imposé unilatéralement, ces lieutenants du capital sont ressortis naturellement bredouilles de ces "entretiens" dont le contenu et l'objectif étaient connus d'avance, seul le patronat s'estimant satisfait de cette nouvelle régression sociale annoncée, conformément à ce qu'on pouvait attendre de ces "entretiens".

Après s'être employé minutieusement pendant "des semaines et des semaines" à faire croire aux travailleurs qu'il pourrait sortir autre chose de ses "entretiens", afin de laisser le temps à la propagande gouvernementale d'agir sur les esprits et d'arriver sans encombre à la fin juin, les médias se chargeant de leur côté de relayer en boucle la bonne parole du COR, tandis que les dirigeants des partis dits ouvriers s'emploieraient également à tout dire et son contraire pour mieux embrouiller les esprits, une fois réalisé ce travail de sape en direction des travailleurs, voilà que ces dirigeants syndicaux expliquent que finalement ils rejettent le projet du gouvernement et qu'ils sont prêts à se lancer dans la bataille pour obtenir son retrait (FO) ou son amélioration (l'intersyndicale), et cela après avoir organisé plusieurs journées d'action qui avaient pour unique fonction de démoraliser les militants et d'interdire à la classe de se dresser contre le gouvernement, en admettant qu'elle y serait prête. Ils pousseront même le cynisme jusqu'à expliquer que tout dépendrait maintenant de leur mobilisation.

Soyons lucide, qui franchement peut encore leur faire confiance après nous avoir offert un spectable aussi misérable ? C'est si vrai que même lorsque le PS affirme qu'il rétablira les 60 ans s'il arrivait au pouvoir en 2012, la majorité des travailleurs n'y croit pas, ils n'ont aucune confiance dans les dirigeants du mouvement ouvrier ou ceux qui se prétendent tels.

La même situation prévaut dans tous les pays de l'Union européenne, tous les droits sociaux des travailleurs sont liquidés ou gravement amputés les uns après les autres qu'il y ait eu mobilisation ou non, la Grande-Bretagne et l'Allemagne dirigés par des partis social-libéraux pendant des années ayant pris les devants et montré l'exemple à suivre à tous les gouvernements.

Ce constat est valable pour l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la Grèce notamment où d'importantes manifestations ou plusieurs grèves générales (en Grèce) ont eu lieu sans qu'aucun gouvernement n'ait reculé.

Le point commun à tous ces pays, c'est qu'aucun parti révolutionnaire n'existe, qu'aucun parti ouvrier parmi ceux qui existent ne situe son combat dans la perspective de renverser le régime en place et d'en finir avec le capitalisme, ils sont totalement incapables de proposer la moindre issue politique au prolétariat et à la petite-bourgeoisie, du coup, partant de ce constat, il est parfaitement normal que les masses situent leurs aspirations (illusions) ou leurs combats dans le cadre de l'ordre établi, et compte-tenu qu'elles savent qu'elles n'ont rien à espérer dans le cadre du capitalisme en crise et que c'est le seul horizon qu'on leur propose, elles n'ont plus qu'à se résigner à de nouveaux sacrifices. Tel est le message que l'ensemble des syndicats et des partis dits ouvriers ont adressé aux travailleurs dans chaque pays.

Si on ne prend pas en considération cet aspect de la situation, on ne peut pas comprendre en quoi consiste la politique opportuniste mise en oeuvre par chaque parti ou les manoeuvres des dirigeants syndicaux. Sarkozy et le gouvernement peuvent marteler quotidiennement qu'ils ne reviendront pas sur leur projet, les dirigeants du mouvement ouvrier feignent de ne pas l'entendre, aucun n'ose avancer que dans ces conditions il faut les chasser et prendre le pouvoir, à des degrés divers et plus ou moins ouvertement ils sont tous sur une ligne de capitulation devant le capital, les uns réclamant du gouvernement qu'il améliore son projet, les autres réclamant son retrait tout en étant impuissant à proposer la moindre issue politique en cas de refus du gouvernement, ce qui revient finalement à faire croire que tout serait encore possible sous ce régime et conduit fatalement dans une impasse politique sans que le prolétariat ne puisse tirer le moindre enseignement de sa mobilisation.

Obnubilé par la recherche à tout prix de résultats immédiats, dans le moins pire des cas - juste pour montrer à quel niveau est tombé le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde, on se trouve en présence d'une politique de type réformiste ou trade-unioniste qui dans la situation actuelle consiste à colporter de nouvelles illusions dans le régime, duquel il faudrait tout attendre ou avec lequel la satisfaction de nos droits serait encore compatible, niant au passage la crise du capitalisme mondial.

On aura parfaitement compris que ceux qui appellent au retrait du projet du gouvernement se satisferaient bien d'un recul du gouvernement, la vie continuant comme avant ensuite, cela fait plus de 60 ans que l'on nous sert cette politique réactionnaire qui a conduit à la situation actuelle, à la subordination du prolétariat au capitalisme et à son désarmement théorique et politique.

Ceux qui se réfèrent à 36, 47 ou 68 oublient soigneusement de préciser que les améliorations de la condition ouvrière obtenues à ces différents moment de la lutte des classes l'ont été au détriment du combat pour la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme, qu'ils ont été le produit d'une capitulation, d'une trahison qui annonçaient les pires défaites ou des décennies de paix sociale favorable aux affaires.

Dans les années 70-80 on nous servit sur un plateau une théorie selon laquelle la bourgeoisie avait cédé chaque fois par crainte de tout perdre, entendez par là le pouvoir et ses privilèges. Or, en y regardant de plus près, on s'est aperçu qu'en l'absence d'un parti révolutionnaire, en 36, 47 ou 68, à aucun moment elle ne s'était retrouvée dans une telle situation. Cette théorie qui s'apparentait à une falsification de l'histoire ne devait servir qu'à couvrir la trahison des appareils ou masquer l'incurie politique de ceux qui la professaient ou les deux à la fois.

Marx et Engels avaient défini le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière comme un moment ou une étape du combat pour l'émancipation du prolétariat du capital, le premier étant subordonné au second. Au début du XXe siècle, c'était encore l'orientation et l'objectif du combat d'une fraction importante du mouvement ouvrier. Depuis plus d'un demi-siècle, l'un et l'autre ont été abandonnés par le

mouvement ouvrier au profit du seul combat pour des revendications alimentaires compatibles avec l'existence du capitalisme, le combat pour le socialisme sur le terrain de classe du prolétariat étant passé à la trappe.

Les opposants à une ligne politique révolutionnaire conforme au marxisme, en abandonnant l'objectif du combat du prolétariat en quoi ont-ils fait progresser notre cause, en quoi ont-ils permis de faire progresser la conscience politique des travailleurs, en quoi leur stratégie minimaliste a-t-elle permis de construire un parti véritablement révolutionnaire ? La réponse à toutes ces questions est négative, chacun peut facilement le vérifier par lui-même. A quoi cela a-t-il abouti de brader les principes, le léninisme, le programme de la révolution socialiste ? A strictement rien, sauf à se retrouver au moment où la plus formidable crise du capitalisme éclate complètement désarmés pour l'affronter et les masses désorganisées et désemparées. Voilà le fardeau, le boulet que nous ont cédé les Lambert, Franck et autre Barca et que l'on n'a pas fini de traîner derrière nous...

Leurs disciples oseront-ils prétendre que leurs combats ont permis au prolétariat d'acquérir des droits nouveaux ou de préserver ceux qu'il avait acquis précédemment et que c'était déjà pas si mal ? On leur répondra : au détriment de qui, de quoi, de l'essentiel ? Pourquoi ont-ils ignoré que la classe dominante nous reprendrait un jour où l'autre ce qu'elle avait dû nous concéder en d'autres circonstances ? Pourquoi n'ont-ils pas tenu compte de cet enseignement de notre histoire ? Pourquoi n'ont-il pas instruit le prolétariat de ce qui l'attendait ? Que cela leur plaise ou non, ils doivent répondre aujourd'hui à toutes ces questions et rendre des comptes à la classe ouvrière et à ses militants. Le jeu en valait-il la chandelle ? Manifestement non. Ils imaginaient sans doute qu'en supportant de mieux en mieux le capitalisme, les masses auraient soudainement un jour envie de s'en séparer, qu'une fois enchaînées solidement au char du capitalisme elles trouveraient spontanément et par leurs propres moyens le chemin de leur émancipation, du socialisme ? Sachant que ce serait impossible, une fois rangés sous l'aile protectrice du capitalisme et ses institutions auxquelles ils collaborent tous, il leur sera facile de répondre qu'ils n'y ont pas cru un seul instant, avouant ainsi que telles n'étaient pas leurs intentions de mener ce combat jusqu'au bout, ce que de notre côté nous avions parfaitement compris.

Soit Sarkozy retire son projet, soit on le chasse et on prend le pouvoir, ainsi on fera d'une pierre deux coups et le retrait de ce projet sera définitif. Pourquoi ne serait-il pas possible de défendre cette position qui est la seule conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs et qui rencontrerait un écho auprès des ouvriers les plus déterminés à refuser de nouveaux sacrifices ? Parce que vous êtes incapables de défendre cette ligne politique. Pourquoi ? Parce qu'elle ne correspond pas à l'objectif de votre combat, parce que vous l'avez abandonné, ce que vous avouez du reste en expliquant que les travailleurs ne sont pas prêts à entendre un tel discours, à vous entendre ils n'y seront jamais, tout le problème est là.

Ils peuvent nous répondre que chasser Sarkozy n'est pas la question ou que ce n'est pas à l'ordre du jour ou encore que c'est impossible, parce que les travailleurs n'y seraient pas prêts, donc il faudrait abandonner cette stratégie. En appliquant ce principe à leur stratégie, si on ne parvenait pas à faire reculer Sarkozy après avoir évacué toute perspective politique pour ne pas diviser la classe, c'est l'un de leur argument favori, il faudrait en déduire que finalement plus rien n'est possible, que tout est foutu, voilà à quelle absurdité on arrive, notez bien que c'est ce que suggère ou sous-entend leur stratégie. On ferait peut-être mieux d'arrêter tout combat maintenant.

Et quand le CCI-POI affirme que la situation serait pré-révolutionnaire et pourrait évoluer vers une crise révolutionnaire, on a envie de leur poser une seule question : et vous faites quoi pour que les travailleurs prennent conscience de la situation, vous faites quoi pour les préparer aux combats décisifs de demain ? La réponse : rien, on ne leur en parle pas de crainte de les effaroucher, à moins qu'il ne s'agisse de vos amis républicains et démocrates qui ont horreur de la violence d'où qu'elle vienne, une révolution étant forcément violente. Vous avez raison, c'est lorsqu'il y aura un char au coin de la rue que les travailleurs auront le temps de se demander quoi faire et qu'ils trouveront forcément la bonne réponse, ce ne sera plus seulement de sueur ou de larmes que vous aurez à répondre, mais de leur sang, le nôtre !

En attendant, continuez de tout attendre des appareils pourris des partis et des syndicats à coups de front unique stériles, allez-y continuez de creuser notre tombe...

Quand on mène un combat sur une revendication, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle soit satisfaite, or tous les combats sont menés systématiquement dans cet optique. Résultat, comme dans plus de 95% des cas le résultat est négatif et que leur combat ne s'inscrivait pas dans une autre perspective (plus générale), travailleurs comme militants n'en tirent aucune leçon ou aucun profit. On comprend qu'il y en ait qui finissent par être écoeurés et se découragent. Et quand bien même serait-elle satisfaite, comme elle ne constituait pas une étape dans le combat plus général contre le régime, on aboutit au même résultat et on n'avance pas d'un pas vers notre objectif.

**Les loosers et le nul (Le Point). Ils vont très bien ensemble.**

"*Lui, comme moi, prenons la mesure de l'indignation des Français, et c'est vrai que nous en appelons à la dignité et à la responsabilité*", a déclaré ce dimanche Roselyne Bachelot sur TF1, après s'être entrenue avec Nicolas Sarkozy.

La ministre de la Santé et des Sports a indiqué qu'elle réunirait demain Patrice Evra, Raymond Domenech et Jean-Pierre Escalettes "*parce qu'effectivement il faut que nos joueurs se resaisissent*". (Lepost.fr 20.06)

Un bien mauvais présage pour La Talonnette.

**Colombie.**

Selon des résultats portant sur 99,3% des bulletins dépouillés, Juan-Manuel Santos, ex-ministre de la Défense et candidat du parti social d'union nationale (Partido de la U), le parti d'Alvaro Uribe, a obtenu 69% des suffrages.

Son rival, l'ex-maire de Bogota Antanas Mockus a pour sa part obtenu 27,5% des voix.

Quelque 13,2 millions d'électeurs ont participé au scrutin, où le taux de participation tournerait autour de 44%. (Lepoint.fr 20.06)

---

**Le 22 juin**

Nous avons essuyé un gros orage la nuit dernière, ils ont rétabli le courant à 8h ce matin pour le recouper à 11h, il est 15h et il n'y a toujours pas d'électricité. Je n'ai pas dormi plus de trois heures sans la climatisation. Donc je serai très bref.

Pas le temps de terminer mes différents textes car j'ai consacré ma matinée à la question des retraites. J'ai reçu le chèque de 25 euros du camarade étudiant ex-AJR et POI, je l'en remercie chaleureusement. Bonne continuation à tous.

**Confidence.**

Claude Guéant, secrétaire général de Nicolas Sarkozy, confie ce lundi au *Financial Times* que de nouvelles mesures d'économies sont en préparation. Elles devraient être annoncées à l'automne.

A en croire «Les Echos», le gouvernement s'apprête à confirmer son objectif de 100.000 nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires entre 2011 et 2013, après les 100.000 déjà obtenues ces dernières années.

Les économistes estiment que l'Etat pourrait procéder à un gel des salaires des fonctionnaires, leurs rémunérations représentent près d'un tiers des dépenses publiques. (lefigaro.fr 21.06)

Camarades travailleurs de la fonction publique, l'Etat (capitaliste) n'est pas votre sauveur suprême, il est votre maître ou employeur et vous en êtes l'esclave, débarrassez-vous de lui, seul un Etat ouvrier garantira votre avenir et rémunèrera votre travail à sa juste valeur...

**Comment figer au sein de l'Union européenne le rapport de forces entre les différents pays en fonction de leur puissance économique ou comment privilégier les pays dominants, l'Allemagne et la France principalement.**

**1-** Une agence européenne indépendante de surveillance budgétaire devrait être créée et intégrée à la Commission européenne pour appliquer le pacte de stabilité et de croissance, a estimé lundi Jean-Claude Trichet.

"*Nous pensons qu'il y a dans certains domaines, au sein même de la Commission, des entités qui peuvent être indépendantes*", a-t-il déclaré, précisant que cette agence pourrait être chargée des diagnostics et d'un "*monitoring*" permanent des situations budgétaires des Etats membres. (Reuters 21.06)

**2-** Un Luxembourgeois a un pouvoir d'achat sept fois plus élevé qu'un Bulgare. Les écarts de richesse au sein de l'Union européenne restent toujours aussi importants, selon des chiffres de l'office européen des statistiques, Eurostat, publiés ce lundi.

L'enquête a évalué le PIB par habitant des 27 Etats membres, exprimé en standard pouvoir d'achat (SPA). Cette mesure permet d'éliminer les différences de niveau de prix entre les pays et donc de pouvoir les comparer. (20minutes.fr 21.06)

**Etats-Unis. Quand démocratie rime avec dictature des multinationales.**

La Cour suprême des Etats-Unis a donné raison lundi 21 juin au groupe agrochimique Monsanto en annulant la suspension de la vente de semence de luzerne génétiquement modifiée, décidée parce que des agriculteurs bio craignaient la contamination de leurs cultures.

Un juge fédéral de Californie avait, en mai 2007, émis une injonction, confirmée en appel en 2009, interdisant la vente par Monsanto de ces semences pour résister aux herbicides. Le jugement demandait aussi au ministère de l'agriculture (USDA) de mener une vaste étude d'impact environnemental, ce qu'il avait omis de faire en dérégulant en 2004 la commercialisation de ces semences. Il s'agissait du premier dossier traitant des OGM devant la plus haute juridiction américaine.

Les juges ont estimé par sept voix contre une (un juge s'est récusé) que les tribunaux inférieurs avaient agi de façon "*prématurée*", alors que

le ministère américain de l'agriculture n'avait pas encore mené d'étude d'impact environnemental sur la luzerne Monsanto. Le tribunal fédéral "*n'avait aucun besoin d'empêcher l'administration de mettre en œuvre une dérégulation partielle conforme à la loi*", a estimé la Cour. (lemonde.fr et AFP 21.06)

---

**Le 23 juin**

Pour les militants révolutionnaires, les articles qui figurent aujourd'hui dans la page d'accueil ont de quoi alimenter la discussion avec les travailleurs qui se posent le plus de questions ou qui cherchent une issue politique. Et le gouvernement ose parler d'équité, de justice sociale, il y a de quoi là le pilonner et le démolir !

Ne tombez pas dans le panneau qui consisterait à vouloir "*faire payer les riches*" ou à réclamer une "*meilleure répartition des richesses*" pour satisfaire nos besoins, parce que cette perspective est incompatible avec le maintien en place du système de la propriété privée des moyens de production, puisqu'avec ce système la production n'est pas organisée dans cette perspective mais dans celui d'accumuler toujours davantage de profits. Ce sont donc les bases économiques et sociales sur lesquelles repose la production qu'il faut changer, pour qu'enfin les richesses produites correspondent à nos besoins et qu'ils soient possible de les satisfaire. Il faut donc changer les rapports de production, c'est-à-dire exproprier les capitalistes sans les indemniser, confisquer tous leurs biens et avoirs et les déclarer propriété collective (de l'Etat ouvrier), à commencer par les banquiers et les patrons des grandes entreprises, afin de planifier la production en fonction des besoins de la population sous la direction des producteurs eux-mêmes.

Ensuite, si la propriété privée des moyens de prodution est compatible avec les institutions de la Ve République, la propriété collective des moyens de production ne peut être qu'incompatible avec l'existence de ces institutions, c'est la raison pour laquelle il faut au préalable liquider les institutions politiques en place qui ont été conçues dans le seul but de permettre au système d'exploitation actuelle de fonctionner pour le compte de la classe dominante, celle des capitalistes.

Seul un Etat ouvrier révolutionnaire, une République socialiste, seul un gouvernement révolutionnaire et un parti communiste s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation révolutionnaire du prolétariat seront à même de mettre en oeuvre cette politique économique et sociale progressiste conforme aux besoins et aspirations de l'immense majorité de la population. Rompre avec le capitalisme et toutes ses institutions internationales, rompre avec les institutions de la Ve République et tous les partis qui les soutiennent, s'organiser dans la perspective de la prise du pouvoir et du socialisme, telle est la seule voie de salut pour la classe ouvrière.

Je n'ai pas eu le temps de terminer mes autres articles ou réponses, cela peut attendre, il est déjà 12h10.

Au fait, je n'ai pas mis en ligne un article de presse sur la situation en Bolivie où apparemment la réaction soutient (financièrement au moins) une marche de paysans mécontents de l'action du gouvernement. Par contre, j'ai admiré la réponse du Mouvement vers le Socialisme (MAS) à ces "*indiens d'Amazonie bolivienne*" qui réclament plus d'autonomie, il reproche aux peuples indigènes de "*ne pas comprendre qu'une Constitution se respecte*", constitution qui n'a pas remis en cause le pouvoir des grands propriétaires terriens notamment, encore moins ceux des capitalistes ni même les institutions qui existaient avant que Morales n'arrive au pouvoir, laissant ainsi les mains libres à la réaction pour combattre le gouvernement. Allende avait commis la même "erreur"... (source : Lepoint.fr et AFP 21.06)

**Quelques infos en bref.**

**Chiffres.**

200.000, c'est le nombre d'emplois qui ont été supprimés dans l'industrie en France en 2009.

50.000, c'est le nombre d'emplois qui ont été supprimés dans le bâtiment en France en 2009.

**Le lobbying du patronat ne connaît pas de limite.**

Le patron des députés UMP, Jean-François Copé, a déclaré mardi avoir informé François Fillon qu'il voterait contre l'un des articles importants (article 6) du projet de loi sur le dialogue social dans les TPE (très petites entreprises).

L'article 6 du texte prévoit la création de commissions paritaires territoriales chargées d'assurer un suivi de l'application des conventions et accords collectifs et d'apporter une aide en matière de dialogue social aux salariés et employeurs des TPE. En réalité, ces commissions seront facultatives et ne pourront pas conclure des accords, ni pénétrer dans une entreprise sans l'accord du patron.

"*J'estime que les TPE sont des structures à part, dont la taille ne permet pas d'ajouter des lourdeurs qui viendraient porter atteinte à leur équilibre économique et donc à l'emploi. Je suis donc tout à fait défavorable à cette disposition*", a fait valoir Jean-François Copé. (Lepoint.fr 22.06)

Imaginez un seul instant que le pouvoir arbitraire, pour ne pas dire dictatorial dont disposent les patrons de droit divin des TPE (entreprises de moins de 10 salariés) puisse simplement être écorné, est totalement impensable pour les plus farouches défenseurs de la propriété privée des moyens de production.

**Quand l'Etat rend hommage à l'un des siens, un barbouze.**

**La présidence de la République a fait déposer une gerbe au pied de la dépouille du général Marcel Bigeard lors de ses obsèques religieuses qui se sont déroulées lundi à Toul. (Lepoint.fr 22.06)**

**Héro des guerres coloniales dont celle du Vietnam, il n'hésitera pas à vanter les mérites de la torture.**

**Etats-Unis. Quand démocratie rime avec dictature des multinationales, suite.**

**Un tribunal de La Nouvelle-Orléans a annulé le moratoire de six mois décrété par l'administration Obama sur les forages en eau profonde à la suite de la marée noire dans le golfe du Mexique.**

**La Maison blanche a annoncé qu'elle allait sans attendre faire appel de cette décision, prononcée après le recours d'une douzaine de compagnies pétrolières hostiles au moratoire. (Reuters 22.06)**

**Etats-Unis. Guerre en Afghanistan : un cauchemar !**

**Le général Stanley McChrystal, commandant des forces internationales en Afghanistan, s'est lâché dans une interview au magazine Rolling Stone, provoquant une polémique aux Etats-Unis. A tel point que selon le porte-parole de la Maison blanche, Barack Obama «*n'exclut pas de*» limoger le général. (20minutes.fr 22.06)**

**Brésil. De la décomposition du capitalisme à la dégénérescence de l'espèce humaine.**

**Les Brésiliens sont de plus en plus gros, selon une étude du ministère de la Santé.**

**Le document, rendu public lundi, montre que 46,6% des 190 millions de Brésiliens étaient en surpoids l'an dernier, contre 42,7% en 2006. Le taux d'obésité a également progressé, passant de 11,4% en 2006 à 13,9% en 2009. 51% des hommes et 42,3% des femmes sont en surpoids.**

**Les Brésiliens restent toutefois moins gros que les Américains: une étude récente a montré que 68% de la population des Etats-Unis est en surpoids. (AP 22.06)**

**De nos origines.**

**Le squelette partiel de cet Australopithecus afarensis, découvert dans la région de l'Afar, a été daté à environ 3,6 millions d'années. Il est ainsi 400.000 ans plus vieux que Lucy, l'un des plus célèbres fossiles du monde, mis au jour en 1974, et longtemps considéré comme le plus vieil hominidé connu.**

**Les ossements indiquent qu'il marchait debout, comme Lucy, mais était beaucoup plus grand qu'elle. En raison de sa taille -il mesurait plus de 1,50m-, le nouveau spécimen a été baptisé "*Kadanuumuu*", "*grand homme*" en afar.**

**"*Cet individu était complètement bipède et pouvait marcher presque comme les humains modernes*", explique le principal auteur de l'étude Yohannes Haile-Selassie, du Muséum d'histoire naturelle de Cleveland.**

**"*En conséquence de cette découverte, nous pouvons maintenant dire avec confiance que Lucy et sa lignée étaient presque aussi adaptés que nous le sommes à la marche sur deux jambes, et que l'allongement de nos jambes s'est produit plus tôt dans notre évolution qu'on ne le pensait auparavant*", ajoute-t-il dans un communiqué. (AP 22.06)**

---

**Le 24 juin**

Actualité très chargée, ma réponse au militant du POI demain ou dans la soirée.

**Retraites.**

Les syndicats français espèrent une forte mobilisation ce jeudi dans la rue contre la réforme des retraites, dans l'espoir d'une montée en puissance à la rentrée pour faire reculer le gouvernement.

Le numéro un de la CGT, Bernard Thibault, a appelé les Français, dans une déclaration, à être "*beaucoup plus d'un million*" dans la rue pour que "*le chef de l'Etat perçoive qu'ils ne sont pas d'accord*" avec la réforme des retraites.

Le leader de la CFDT, François Chérèque (CFDT), a parié sur Europe 1 sur "*une très grosse manifestation*" contre la réforme des retraites "*la plus violente en Europe*".

Pour la quasi-totalité des syndicats, qui feront le bilan de la journée de jeudi le 29 juin, le projet du gouvernement est "*inacceptable*" et "*injuste*".

Nicolas Sarkozy a affirmé mardi qu'il serait "*très attentif au fait qu'on maintienne le dialogue*" avec les syndicats. (Reuters 23.06)

**Une atmosphère de fin de régime.**

**1-** L'humoriste Stéphane Guillon, auteur d'attaques à répétition à l'antenne contre ses dirigeants et Nicolas Sarkozy, a prononcé mercredi sa dernière chronique sur France Inter, annonce le PDG de Radio France Jean-Luc Hees. Didier Porte quittera également la radio publique, ajoute-t-il.

Cette annonce a suscité une vague de réactions, la gauche dénonçant la tentative de "*remise au pas*" d'une station appréciée pour son indépendance.

Le PDG de Radio France a été nommé en 2009 en conseil des ministres, en vertu de la réforme de l'audiovisuel public.

"*Emissions emblématiques à la trappe, journalistes sur la touche, rédacteurs en chefs remplacés, mais surtout, mesdames et messieurs, liquidation totale des humoristes*", a-t-il dit pour décrire la grille de rentrée 2010 de France Inter.

Les journalistes de la radio ont voté la semaine dernière une motion contre Philippe Val, directeur de France Inter, concernant la grille annoncée.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) de Radio France dénonce une "politique de la terre brûlée" et une "entreprise d'autodestruction" de la part de la direction.

"Nous ne sommes pas l'équipe de France. Nous n'attendrons pas d'avoir touché le fond pour réagir", écrit-il dans un communiqué.

Martine Aubry, première secrétaire du PS: "*Cest la force et l'honneur d'une démocratie de laisser libre la parole des humoristes et leur droit à la moquerie et même à l'outrance (...) Le Parti socialiste exprime sa pleine solidarité aux deux chroniqueurs ainsi congédiés et, au-delà, à tous les journalistes qui font vivre le débat démocratique*", estime-t-elle dans un communiqué.

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de Gauche (PG): "*Le licenciement des humoristes Didier Porte et Stéphane Guillon de France Inter coupe le souffle. Qui peut croire que l''humour soit soluble dans la peur du licenciement ? Cela dépasse tout ce que l'on pouvait craindre en matière de normalisation intellectuelle. La conception selon laquelle l'humour n'aurait pas sa place sur le service public d'information radio relève d'un autre âge. Sa mise en oeuvre à France Inter traduirait une régression majeure de la liberté de conscience et du pluralisme sur cette antenne. L'éviction des humoristes de l'antenne de France Inter nous prive d'un veille et d'une alerte humoristique indispensables à l'hygiène mentale du citoyen !*", écrit-il dans un communiqué.

Jean-Louis Roumégas et Djamila Sonzogni, porte-parole des Verts : "*Le grand ménage pré-électoral a commencé. Cette annonce illustre une nouvelle fois que le pouvoir en place est plus sévère avec les libres penseurs qu'avec les fraudeurs fiscaux (...) Cette énième affaire intervient dans le cadre d'un recul généralisé de l'indépendance de la presse en France: mise en examen d'un journaliste de Rue89 (...) intervention élyséenne dans la reprise du Monde, éviction annoncée du président de France Télévision au profit d'un favori de la cour présidentielle, plainte contre Médiapart (...) Le rythme des abus de pouvoir s'accélère à mesure que la date butoir de 2012 se rapproche. La berlusconisation du paysage médiatique français n'est hélas plus une lointaine menace mais bel et bien une réalité*", écrivent-ils dans un communiqué. (Reuters et Lepost.fr 23.06)

Sans soutenir le PDG de Radio France et sans écouter France Inter ici en Inde, on a le droit d'avoir un avis sur ces "*humoristes*" qui n'ont aucun talent à côté d'un Pierre Dac, Francis Blanche, Desproges, Devos ou encore Bedos et bien d'autres.

Après avoir entendu Stéphane Guillon à plusieurs reprises dans différentes émissions à la télé, je me suis dit qu'on était en présence d'un comique de bas étage, minable ou raté, que sa vulgarité faisait le plus souvent office d'imagination ou d'inspiration, et qu'à défaut d'humour

ses blagues foireuses ou son discours provocateur était d'un grotesque consternant.

Bref, c'est le genre de pauvre type qui reflète assez bien la médiocrité intellectuelle de notre époque et la décomposition du régime, on se demandera comment il a pu être propulsé à l'antenne d'une radio en traînant un tel boulet de connerie derrière lui. Cela vaut pour d'autres soi-disant humoristes, par exemple Michaël Young ou Bigard (le grand pote du complexé du Palais) qui feraient bien de consulter un proctologue, le spécialiste des pathologies du rectum et de l'anus ! Mélenchon a encore perdu une occasion de se taire, à croire qu'il ne vaut guère mieux.

Finalement, ce n'est pas notre problème, à moins que vous vouliez soutenir la direction d'une radio publique dont le PDG est sous la coupe de Sarkozy ou pour défendre un abruti fini, qui ne concoure pas vraiment à réhausser le niveau intellectuel de la population ou à divertir qui que ce soit à part peut-être des écervelés pour qu'ils le demeurent.

**2-** La garden-party organisée traditionnellement au Palais de l'Elysée pour la Fête nationale du 14 juillet est supprimée cette année pour cause d'austérité, apprend-on de source parlementaire UMP.

L'Elysée confirme l'annulation, également pour des raisons économiques et budgétaires, du concert gratuit en plein air organisé le soir du 14 juillet au pied de la Tour Eiffel, qui rassemble chaque année des centaines de milliers de personnes sur le Champ de Mars, au coeur de Paris. La présidence de la République en assurait le financement depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Elysée. (Reuters 23.06)

Une décision qui n'est pas sans rapport avec la situation sociale et politique de plus en plus tendue, histoire de dramatiser un peu plus la situation pour faire passer son plan d'autérité. Et si c'est pour redorer son image, c'est trop tard, c'est foutu !

**3-** Le ministère public a demandé mercredi la relaxe de l'ancien pdg de Vivendi Universal Jean-Marie Messier et ses six coprévenus estimant qu'ils ne sont rendus coupables d'aucune malversation à la tête du groupe de médias et communication au début des années 2000. (Lepoint.fr 23.06)

Et le délit d'initié qui a permis à Messier notamment de s'en mettre plein les poches ? Enterré, c'est bien joué !

**4-** L'eurodéputée Eva Joly (Europe Ecologie) a estimé, mercredi 23 juin, que '*la position*' du ministre du travail Eric Woerth, mis en cause pour '*conflit d'intérêts*' dans l'affaire Bettencourt, était '*intenable*' et que le premier ministre devrait procéder à 'un remaniement'. '*Je reproche à M. Woerth de s'être mis dans une situation impossible*', a expliqué l'ancienne juge financière lors d'un point presse.

'*Lorsqu'on passe trois minutes à regarder les chiffres et c'est un calcul que tout le monde peut faire, 16 milliards [d'euros] de fortune [celle de de Liliane Bettencourtn - NDLR] et 40 millions d'impôts en moyenne par an, on voit bien que cela ne colle pas*', a-t-elle expliqué en reprenant des chiffres fournis par la milliardaire.

'*Même un élève de troisième se serait rendu compte qu'il y avait un mystère dans la gestion de la fortune de Liliane Bettencourt, alors a fortiori lorsqu'on est Florence Woerth, femme de ministre qui a fait HEC et a vingt ans d'expérience de gestion du patrimoine*', a-t-elle ajouté, en appelant au lancement d'une enquête 'pour élucider ce mystère'.

Le ministre du travail, Eric Woerth, avait annoncé mardi que son épouse allait porter plainte contre Eva Joly, mais l'avocat de la députée européenne a indiqué qu'à sa connaissance, aucune procédure n'était encore engagée par Florence Woerth. '*On peut dire que chercher à me faire un procès en diffamation est une menace, mais si on pense que cela va me faire taire...*', a lancé Eva Joly en dénonçant '*un assez pauvre contre-feu à un énorme scandale*'. (Lemonde.fr 23.06)

C'est ce qu'on appelle se faire prendre la main dans le sac ! Morale de l'histoire : Qui n'est pas corrompu au gouvernement n'y a pas sa place !

**5-** Nicolas Sarkozy a demandé l'organisation d'états généraux du football français en octobre pour tirer les leçons de la piteuse élimination des Bleus dès la première phase du Mondial sud-africain.

"*Le chef de l'Etat a demandé aux ministres de faire en sorte que les responsables tirent rapidement les conséquences de ce désastre*", précise le communiqué de l'Elysée.

Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé et des Sports, a déclaré mercredi 23 juin qu'elle allait mener «*un audit très approfondi de ce qui s'est passé avant et pendant la compétition*»: «*Je souhaiterais que chaque joueur de l'équipe de France soit entendu. Il y a certains joueurs qui ont souffert de ne pas avoir complètement la parole. Il faut mettre tout le monde dans une confrontation loyale.*».

Les députés UMP Marc Le Fur et Philippe Meunier ont pour leur part demandé la création d'une commission d'enquête sur l'organisation par la Fédération française de football de la participation de l'équipe de France à la coupe du monde.

Cette commission "*devra évaluer les moyens financiers mis en oeuvre, les conditions dans lesquelles se sont déroulées la préparation des épreuves, la mise en oeuvre des sanctions pour les joueurs ayant dérogé à leurs obligations professionnelles et fédérales, et la gouvernance de la fédération lors de cette compétition*", affirment-ils.(Reuters, Lepoint.fr et Slate.fr 23.06)

Il veut tout régimenter le flic-président. Personne ne lui a dit qu'il était trop petit pour jouer au ballon et qu'il ferait mieux d'en rester à la Bourse entre amis ? Tiens son pote Bolloré pourrait avoir des ennuis avec la Commission européenne, j'ai lu cela ce matin...

**6-** La Cour des comptes sonne l'alarme sur la situation financière de la France, qui risque selon elle d'hypothéquer la souveraineté du pays.

Didier Migaud, qui présentait le rapport de la Cour sur la situation et les perspectives des finances publiques devant les commissions des Finances et des Affaires sociales de l'Assemblée, recommande de "*réexaminer l'ensemble des dépenses publiques*", en particulier les plus coûteuses: les prestations sociales, les rémunérations des fonctionnaires et les dépenses d'assurance maladie, dont le déséquilibre est aussi important que celui des retraites, a-t-il précisé.

"*Le gouvernement me parait avoir entendu et être tout à fait conscient de la situation, qui est sérieuse mais pas irréversible*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.06)

On se doutait bien que Sarkozy n'avait pas nommé Migaud (PS) à la Cour des comptes pour des prunes ! Alors on la fait ou non cette unité avec le PS ?

**Les banquiers et les multinationales nous saignent. Il faut les exproprier sans leur verser un centime.**

**1-** GDF Suez a demandé à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) de l'autoriser à augmenter les tarifs du gaz de 5% au 1er juillet, rapporte Le Parisien Aujourd'hui en France.

Si la CRE donne un avis favorable, la facture des 10,8 millions d'usagers du gaz dans l'Hexagone aura augmenté en tout de 15% l'hiver prochain en comptant la hausse de 10% déjà intervenue en avril, ajoute le quotidien. (Reuters 23.06)

J'ai fait un rapide calcul, le tarif du gaz a augmenté de 25% de 2006 au 1er juillet 2010. Normal que 300.000 familles ne puissent plus payer leurs factures. Merci à J-C Le Duigou de la CGT qui siège dans cette commission. Vive le syndicalisme indépendant !

**2-** L'objectif gouvernemental de réduction rapide des déficits publics appelle de nouveaux efforts dans tous les ministères, déclare Christine Lagarde dans un entretien que publie jeudi le quotidien Les Echos.

"*D'une manière générale et absolument certaine, il va falloir en faire plus que ce que pensent tous les ministres ! Je peux vous le confirmer*", déclare-t-elle à propos de la réduction des déficits publics.

A l'approche du G20 de ce week-end à Toronto, Christine Lagarde dit avoir "*bon espoir*" que cette réunion "*définisse un cadre et les principes généraux*" d'une taxe bancaire.

Sa mise en place en France pourrait rapporter "*entre 300 millions, qui correspond au produit de la taxation sur les bonus cette année, et un milliard d'euros*", estime-t-elle.

"*J'aimerais bien un milliard. Les banques ont les moyens de supporter cette charge. L'année 2009 a été excellente au regard des bonus et des dividendes distribués*", ajoute-t-elle.

Quel cynisme ! (Reuters 23.06)

D'un côté ils vont tailler à la hache dans les dépenses sociales à coût de dizaines de milliards d'euros, et d'un autre ils ont des scrupules à faire payer un tout petit milliard aux banquiers. Rien de plus normal. De quoi devenir révolutionnaire et socialiste, non ?

**Qu'est-ce que le capitalisme ? Suite.**

**1-Plus pauvre que pauvre, l'extrême pauvreté**

Selon les dernières estimations de la Banque mondiale citée par un rapport l'ONU publié mercredi, il y aura 64 millions de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté en 2010. Il s'agit de leur plus forte baisse jamais enregistrée en pourcentage depuis que le lancement de cette série statistique en 1963.

Mais l'objectif de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour peut toujours être atteint.

Cette proportion devrait baisser à 15% d'ici 2015, soit environ 920 millions de personnes, moitié moins qu'en 1990. (AP 23.06)

La pauvreté devait être éradiquée en 2000 avaient-ils affirmé quelques années plus tôt. Au contraire, c'est l'extrême pauvreté qui s'est développée dans le monde, tandis que la pauvreté s'est développé dans les pays capitalistes dominants. D'un rapport à l'autre, ils procèdent comme les instituts de sondage, ils changent les critères pris en compte pour pouvoir ensuite présenter un meilleur résultat, non sans peine. Ces calculs sont sordides, à l'image du capitalisme.

**2- Plus riche que riche.**

Le pdg du constructeur automobile Nissan, Carlos Ghosn, a touché 8 millions d'euros pour l'année budgétaire d'avril 2009 à mars 2010, ce qui fait de lui l'un des patrons les mieux payés du Japon. Il a fait cette annonce lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du groupe japonais, tenue mercredi à Yokohama (région de Tokyo).

La paie de Carlos Ghosn n'inclut pas la rémunération de 1,24 million d'euros qu'il a touchée en 2009 en tant que pdg du constructeur automobile Renault, premier actionnaire de Nissan avec 45,7 % des titres.

Parmi les dirigeants des sociétés cotées dont la rémunération est connue, le Français est le mieux payé du Japon, devant son homologue de Sony, l'Américain Howard Stringer, qui a perçu au total l'équivalent de 7,4 millions d'euros sur la même période, selon des chiffres publiés vendredi par le fabricant d'électronique. (Lepoint.fr 23.06)

Messieurs les délégués syndicaux, pourquoi n'osez-vous pas revendiquer des augmentations de salaire de 20, 30 ou 70% comme en Chine ? Auriez-vous par hasard des scrupules, mal placés assurément ? Ah vous ne voulez pas mettre en difficulté les capitalistes, vous cédez à leur chantage, comme on vous comprend !

**Economie.**

**1- Zone euro.**

- Le secteur des services et l'activité manufacturière de la zone euro subissent une décélération en juin, selon les premiers résultats de l'enquête Markit publiée ce mercredi, mettant un terme à une période de progression des indices PMI.

Ces indices décevants jettent le doute sur la solidité de la demande au sein de la zone euro, notamment en Allemagne, première économie de la zone.

"*La croissance est menée par le secteur manufacturier et plus particulièrement par ses exportations. Cependant, la baisse de plusieurs indicateurs (croissances de l'activité, des nouvelles commandes et des exportations) en fin de trimestre donne à penser que la croissance économique va fléchir à mesure que nous progresserons dans le second semestre*", selon le chef économiste de Markit Chris Williamson.

"*Cela peut également signifier que le retour, plus précoce que prévu, à la croissance de l'emploi pourrait s'essouffler au cours des prochains mois, mettant en évidence la dépendance actuelle de la région aux exportations plutôt qu'à la demande intérieure pour soutenir la reprise.*" (Reuters 23.06)

Je propose un titre pour ce passage : A bout de souffle !

Ils comptent sur les exportations, mais le niveau de vie de la population des pays dits en voie de développement est au bas mot 10 fois inférieur à celui des pays dits développés et leurs classes moyennes sont déjà endettées... Et puis il y a une sacrée concurrence sur le marché mondial. Une fois les stocks refaits pour approvisionner le marché ou satisfaire les besoins courants, l'activité économique va ralentir à nouveau. Quant à la faiblesse de la consommation intérieure, elle devrait être amplifiée après l'annonce des plans d'austérité par les différents gouvernement, le tout sur fond de chômage de masse.

- De nombreux analystes européens conviennent que la priorité la plus urgente est la lutte contre les déficits.

Les politiques d'austérité en Europe "*seront un frein majeur sur l'économie pendant quelques années*", estime M. Loynes, mais "*le climat politique et du marché aujourd'hui est tel*" que les Européens "*n'avaient pas le choix*". (AP 23.06)

Cette formulation n'est pas correcte. Rectifions ainsi : les différents gouvernement de la zone euro et plus largement de l'Union européenne ont saisi la perche que leur tendait le marché pour mettre en place des plans d'austérité, sans que le climat politique ne s'en trouve trop affecté jusqu'à présent, compte tenu à la fois de la collaboration de classes et de l'absence de perspective politique pour le prolétariat.

**2- France.**

Après s'être repliée de 2,5% en 2009, l'économie française devrait croître de 1,4% en 2010, selon la note de conjoncture publiée mercredi soir par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Le PIB a légèrement augmenté au premier trimestre (+0,1%) et devrait enregistrer une croissance plus prononcée les trois trimestres suivants: +0,5% puis +0,4% et enfin +0,4%. D'après l'INSEE, les services devraient constituer le "*principal moteur de l'activité*" sur les trois derniers trimestres 2010.

La production manufacturière redémarre "*à pas comptés*" mais son niveau devrait rester encore bien inférieur à celui d'avant la crise. La construction devrait demeurer en net recul (-4,7% en 2010 après -5,1% en 2009). Après avoir réduit leur investissement de 7,9% l'an passé, les entreprises devraient le diminuer encore de 2% cette année.

Après s'être fortement dégradé en 2009 (337.000 destructions), l'emploi pourrait connaître un "*léger rebond*" en 2010 (+63.000 postes). Cela ne suffirait pas à rabaisser le taux de chômage. Il devrait rester stable en 2010 à 9,5% en France métropolitaine, 9,9% avec les départements d'outre-mer.

Les ménages devraient voir leur pouvoir d'achat progresser de 1,1% cette année, après +1,6% l'an dernier. En effet, la reprise devrait contribuer à un "*redressement des revenus d'activité*" mais les prélèvements fiscaux devraient également repartir à la hausse, écrit l'INSEE. En outre, les prix à la consommation devraient augmenter de 1,6% en 2010, ce qui devrait peser sur le pouvoir d'achat. (AP 23.06)

L'INSEE a perdu toute crédibilité en fournissant précédemment des chiffres et des analyses sur mesure au gouvernement. Malgré tout il ressort des données fournies ici que l'activité économique est en panne.

**3- Grèce.**

Le rendement de l'obligation grecque à 10 ans est repassé mercredi au-dessus de 10 %, un niveau plus vu depuis mi-mai au plus fort de la crise grecque. À 15 h 10, le taux à 10 ans était à 10,373 % contre 9,774 % mardi soir et celui à deux ans était à 9,798 %, signe de l'inquiétude, à court terme, des investisseurs sur la solvabilité de la Grèce.

Les CDS grecs ont également bondi pour renouer avec leurs niveaux de début mai, en raison de problèmes de liquidité, selon l'agence DowJones Newswires. (Lepoint.fr 23.06)

L'Etat grec va bientôt être déclaré en faillite, ce n'est pas possible autrement avec de tels taux d'intérêt ou alors il nous manque un facteur déterminant pour analyser correctement sa position.

**4- Etats-Unis.**

- Nike a publié mercredi un bénéfice trimestriel en hausse de 53%.

Le fabricant d'articles de sport a fait état d'un bénéfice net de 521,9 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 mai, contre 341,4 millions un an auparavant.

Le CA a augmenté de près de 8% à 5,08 milliards de dollars. Hors effets de change, sa hausse est de 4%. La marge brute a été de 47,4% contre 43,4% un an auparavant. (Reuters 23.06)

- Les ventes de logements neufs aux Etats-Unis ont chuté de 32,7% à 300.000 en mai en rythme annualisé.

Il s'agit de leur plus forte baisse jamais enregistrée en pourcentage depuis que le lancement de cette série statistique en 1963. (Reuters 23.06)

- La Réserve fédérale a pris acte mercredi d'une reprise économique hésitante aux Etats-Unis en renouvelant son engagement à maintenir des taux exceptionnellement bas pendant une période prolongée (de 0% à 0,25%)

Dans son communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours, la banque centrale revoit à la baisse son évaluation du rythme de la reprise, décelant des poches de faiblesse.

"*Les conditions financières soutiennent moins la croissance économique dans l'ensemble, ce qui reflète pour l'essentiel ce qui se passe à l'étranger*", explique la Fed dans son communiqué.

Spéculation oblige !

Le président de la Fed Ben Bernanke a également estimé qu'il faudrait "*un bon bout de temps*" pour restaurer les près de 8,5 millions d'emplois perdus de 2008 à 2009. (Reuters 23.06)

Ceci explique cela !

- Le fossé transatlantique sur les remèdes à apporter à la crise financière européenne se creuse à l'heure où les dirigeants de la planète se préparent au sommet du G-20 de ce week-end à Toronto: alors que la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont opté pour l'austérité budgétaire, Washington appelle à ne pas sacrifier la reprise mondiale sur l'autel de la rigueur.

"*Nous devons démontrer un engagement à réduire les déficits sur le long terme, mais pas au prix de la croissance à court terme*", affirment le secrétaire au Trésor américain Timothy Geithner et le chef du Conseil national économique de la Maison Blanche, Lawrence Summers dans une tribune publiée mercredi dans le "Wall Street Journal". "*Sans une croissance maintenant, les déficits augmenteront davantage et saperont la croissance future.*"

La quadrature du cercle, quoi ! Et la fuite en avant aux Etats-Unis... Le futur nous appartient camarades !

- Le général David Petraeus, choisi mercredi par le président Barack Obama pour remplacer le général Stanley McChrystal à la tête des forces américaines en Afghanistan, est l'ancien patron du contingent US en Irak.

Choisi par George Bush pour succéder au général George Casey, ce "*soldat-intellectuel*" ("warrior-scholar") était considéré dans les rangs tant démocrates que républicains comme le mieux à même pour tenter d'inverser le cours des choses en Irak. (Reuters 23.06)

Les Américains sont-ils certains d'avoir changé de président ? Obama ne doit pas être au courant que tous les jours il y a des attentats en Irak et que la guerre contre l'occupant se poursuit, que ce général n'a pas réussi à "inverser le cours des choses en Irak".

**Chine.**

Honda Motor a annoncé qu'il avait stoppé la production dans une des deux usines de Guangqi Honda, l'une de ses coentreprises en Chine, en raison de perturbations dans son approvisionnement en pièces détachées. (Reuters 23.06)

---

**Le 25 juin**

Pas vraiment le temps de causer.

Entre 800.000 et 2 millions de manifestants selon les sources hier dans toute la France pour défendre notre droit à la retraite. 20% en grève dans la fonction publique selon le ministère, un peu plus selon les syndicats, s'ils ont participé aux manifestations cela fait 1 million, auxquels il faut ajouter quelques centaines de milliers de travailleurs du secteur privé, des retraités, ils sont 14 millions dans le pays.

Une mobilisation meilleure que prévue à la veille des vacances scolaires ou d'été sans pour autant qu'il faille en faire un plat, désolé. A suivre demain... ou le 7 septembre !

**Chômage.**

"*Fin mai 2010, en France métropolitaine, 3.942.900 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4.182.800 y compris Dom), dont 2.699.600 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.243.300 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C)*", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans un communiqué commun.

En mai, 22 600 personnes supplémentaires se sont inscrites sur les listes du chômage en France métropolitaine, a annoncé jeudi 24 juin le ministère du travail.

Le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté de 30,4% sur un an, soit 1.399.400 personnes.

Le nombre d'inscrits au chômage en France métropolitaine a augmenté en mai de 0,8 %, à 2,699 millions et de 0,4 % en incluant les personnes ayant une activité réduite, a annoncé jeudi le ministère de l'Emploi.

Chez les plus de 50 ans, le chômage s'est accru de 18,9% sur un an, à 470.600.

Une partie n'est pas comptée comme demandeurs d'emploi car inscrits en stage, formation, reclassement (+ 24 % sur un an en catégorie D, qui inclut aussi les malades) ou bénéficiaire d'un contrat aidé (+ 42 %). Les radiations administratives, plutôt en baisse depuis 2008, ont augmenté en mai.(Lemonde.fr, AFP et Reuters 24.06)

**Total Dunkerque. L'entourloupe.**

EDF reporte sa décision d'investir dans un terminal méthanier à Dunkerque (Nord), a déclaré une porte-parole du groupe public. (Reuters 24.06)

**Un peu plus tôt un peu plus tard.**

L'australien Frank Fenner est un scientifique reconnu: membre de l'Académie des sciences australienne et de la Royal Society. Son travail a été récompensé par de nombreux prix et il est l'auteur de centaines de textes scientifiques. Pour lui, le destin de l'Homme est scellé. Cette éminence en ce qui concerne l'extinction des espèces est plus que sceptique quant à l'avenir de l'espèce humaine: "*L'espèce humaine va s'éteindre. Peu importe ce que nous faisons maintenant, c'est trop tard.*".

A 95 ans, le scientifique accorde très peu d'interviews. En matière d'évolution, il s'y connaît. Il a étudié le phénomène sous toutes les coutures: au niveau moléculaire, au plan de l'écosystème jusque dans l'espace.

Selon Fenner, nous allons disparaître parce que nous sommes trop nombreux. C'est donc la croissance de la population mondiale qui est en cause. Si l'on en croit l'ONU, la population mondiale atteindra les 6,9 milliards cette année. Une tendance démographique qui, couplée à ce que Fenner appelle notre «*consommation débridée*», mènera à terme à la disparition de l'espèce humaine.

L'Homo sapiens va disparaître, peut-être en l'espace d'un siècle. Et beaucoup d'animaux aussi. C'est une situation irréversible. Je pense qu'il est trop tard. J'essaie de ne pas trop le dire car il y a des gens qui essaient de faire changer les choses.

Impossible d'échapper à notre destin pour Fenner: on ne fait que repousser l'incontournable.

Si beaucoup de scientifiques partagent ce constat, tous ne sont pas aussi catégoriques sur l'impossibilité de changer les choses. Ainsi, son collègue Boyden, immunologue reconverti dans l'écologie humaine, est plus optimiste:

Frank a peut-être raison, mais certains d'entre nous caressent l'espoir que l'on prenne conscience de la situation. Et qu'on en arrive aux changements nécessaires pour en arriver au développement durable. (Slate.fr 24.06)

C'est l'évidence même que l'humanité court à la catastrophe si le capitalisme n'est pas rapidement aboli, c'est dialectique ! C'est peut-être la seule conviction solide qu'il nous reste, ce qui légitime encore plus si besoin était notre combat pour le socialisme.

**Etats-Unis. Quand démocratie rime avec dictature des multinationales, suite.**

La Cour suprême des Etats-Unis a décidé, jeudi 24 juin, d'annuler les condamnations de Jeffrey Skilling, ancien PDG d'Enron, et de l'ancien magnat de la presse Conrad Black pour manquement à leurs 'obligations morales'. (LeMonde.fr avec AFP 24.06)

---

**Le 26 juin**

J'ai passé trop de temps sur le second sujet de causerie pour terminer la mise à jour du site aujourd'hui, il est déjà 15h25 et j'y suis depuis 8h ce matin, le reste attendra aussi, rien ne presse ! J'ai mangé un paquet de gâteaux en buvant un coup devant l'écran pour gagner du temps !

Quand je lis les articles ou tracts des uns et des autres, je me demande où l'on va, c'est franchement désespérant. Ne me demandez pas de vous soutenir, adressez-vous à vos dirigeants syndicaux ! Allez Martine, Pierre, Jean-Luc, faites un petit effort, c'est pour la bonne cause ! Réponse attendue et implacable : Laquelle ?

Par contre, ceux qui soutiennent la ligne politique que je défends ont le droit de soutenir financièrement le site que je m'acharne à actualiser quotidiennement. J'ai envie de dire aux militants : choisissez ! Soyez socialistes et... matérialistes ! Un petit soutien vaut mieux qu'un grand chagrin, pensez-y ! Eh oui, c'est cela la dialectique ! Vous voyez à quoi cela sert le marxisme ! On se détend un instant camarades, on l'a bien mérité bordel !

J'ai oublié un truc, il y avait grève et manifestation en Roumanie hier, j'ai aperçu cela aux infos sur TV5Monde Asie hier soir, ce fut assez mouvementé apparemment, par contre rien dans les articles des agences de presse ce matin.

Bon week-end.

**1-** Réaction d'un internaute au double langage du gouvernement :

"Nous y sommes dans la rigueur. Les impôts ont déjà augmentés puisque les tranches ont changé, et ceux qui payaient peu d impôts, payent maintenant quasiment un mois de salaire. Quand ils vont annoncer la rigueur, on va nous dépouiller. Mais dans un sens, ce sera peut être un mal pour un bien. Les gens qui critiquent les grévistes, les syndicats, les fonctionnaires et plus encore, vont peut être se réveiller ?" (Lepoint.fr 25.06, suite à l'article : Budget : Le double discours du gouvernement)

**2-** C'est grave d'être aussi aveugle. Comment peut-on comparer le CPE (en 2006) avec les retraites ? Comment peut-on comparer l'attitude des dirigeants syndicaux face à deux questions dont la portée est sans commune mesure et imaginer un seul instant que le gouvernement pourrait être contraint d'adopter la même attitude, c'est-à-dire retirer son projet sur les retraites comme il l'avait fait avec le CPE ?

Vous prenez vos désirs pour la réalité, vous confondez tout, du coup vous n'êtes même pas en mesure de discerner ce qui saute pourtant aux yeux. Cela vient du fait que vous tenez un raisonnement d'appareil à l'adresse des appareils, par mimétisme et inconsciemment peut-être, vous vous identifiez à ceux auxquels vous dites ne pas vouloir ressembler. On doit étudier cela en première année de psychologie.

Vous en êtes restés à la version qui veut que l'unité des dirigeants syndicaux sur le mot d'ordre du retrait du CPE soit à l'origine de la mobilisation contre le CPE, puis son retrait par le gouvernement Chirac-de Villepin, idem pour la mobilisation contre la remise en cause des régimes spéciaux en 1995. Avant en 2003, puis après en 2009, on a connu des mobilisations aussi importantes en vain. Et pour ce qui était du CPE, le patronat pouvait s'en passer du fait déjà de l'existence d'une vingtaine de contrats de travail précaires. Il ne vous aura pas échappé non plus que depuis le nombre d'apprentis et de stagiaires a augmenté, le patronat compensant ainsi à moindre frais encore le CPE, sans parler de la possibilité de négocier "à l'amiable" la rupture du contrat de travail avec l'employeur ou les nouvelles dispositions qui sont intervenues entre temps et qui permettent au patron de licencier encore plus facilement que par le passé, bref de remplacer les CDI par des CDD ou de se débarrasser des travailleurs ayant de l'ancienneté et qui coûtent le plus cher au profit de jeunes en contrats précaires, etc. Bref, en deux mots le patronat n'en avait rien à cirer du CPE, il a tenté un coup, il a échoué, il s'est rabattu sur d'autres dispositions en vigueur qui lui permettent d'atteindre les mêmes objectifs, une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci à moindre frais quand elle n'est pas carrément gratuite, par exemple la semaine d'essai non payé...

La question des retraites a une toute autre portée, car l'objectif à terme du patronat c'est d'aboutir à leur privatisation, le remplacement du système par répartition par un système par capitalisation géré par des entreprises cotées en Bourse, exactement comme pour la Sécurité sociale, et dans ce domaine il n'existe pas d'équivalent, il ne peut se rabattre sur rien.

L'enjeu se monte à des centaines de milliards d'euros.

Les salaires et retraites des fonctionnaires étant intégrés dans le budget de l'Etat à la case dépense, une fois le gouvernement passé sous la coupe des marchés et la satisfaction des besoins des capitalistes devenue sa seule préoccupation et raison d'être, une fois diminuées ou pas augmentées les recettes tandis que les dépenses tendent à toujours augmenter, donc endetté dans des proportions colossales, pour l'Etat les fonctionnaires deviennent un boulet insupportable dont il faut se séparer au plus vite. Et il y parvient partiellement en ne procédant pas au remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, mais cela n'a aucune incidence sur les comptes des caisses de retraite du secteur privé. L'Etat n'entend pas revenir sur les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les patrons qu'il compense en grande partie auprès des organismes sociaux, car c'est un moyen de rendre plus compétitive les entreprises françaises et d'éviter davantage de délocalisations, donc sur le plan social de voir encore plus augmenter le chômage.

Le gouvernement français n'a pas d'autre possibilité que de gérer le pays et le budget de l'Etat en s'alignant sur le modèle du capitalisme dominant, l'impérialisme américain et chinois, pour assurer à la fois la survie du capitalisme français, garantir tant bien que mal ses parts de marché dans le monde, s'assurer le soutien des marchés et des agences de notation, et ne pas voir l'influence politique du pays déclinée au point de devenir insignifiante. Il ne faut pas oublier non plus que dans les sommets internationaux qui réunissent les chefs d'Etat, l'influence de chaque Etat et pour ainsi dire sa part du gâteau du marché mondial est proportionnelle à sa puissance économique.

La concurrence mondiale faisant rage a un degré jamais atteint dans le passé, le gouvernement doit s'aligner autant que possible sur le moins social de ses concurrents, c'est la tendance qu'il doit favoriser absolument, la seule orientation compatible avec la survie des entreprises françaises. Ne pouvant pas agir directement sur les salaires, il peut les bloquer ou permettre qu'ils n'augmentent que très faiblement, il lui est impossible de les ramener au niveau de ce qui existe en Chine par exemple, il lui faut donc se rabattre sur un des aspects du salaire, les retraites. Il lui est difficile d'augmenter les cotisations sociales des travailleurs, encore moins de baisser directement les retraites, il s'y prend là aussi autrement pour arriver à ses fins, mais dans des proportions qui demeurent limitées, insuffisantes à son goût lorsqu'on garde à l'esprit qu'il vise un hold up sur les centaines de milliards d'euros que représentent l'ensemble des retraites du secteur privé.

L'allongement du nombre d'années de cotisation nécessaires pour prendre sa retraite, le report de 60 à 62 ans, celui de 65 à 67 ans, l'ensemble de ces mesures correspond à un seul objectif, diminuer le niveau des retraites pour ceux qui en profiteront par chance après avoir cessé de travailler et faire en sorte que les travailleurs crèvent littéralement au boulot ou peu de temps après avoir pris leur retraite de façon

à leur verser une retraite sur une durée moins longue. Le système qu'ils sont en train d'instituer s'apparente à une véritable escroquerie, qui consiste à nous faire travailler toute notre vie, à cotiser durant toute notre vie pour au bout du compte ne rien avoir à nous verser à l'arrivée.

Une véritable guerre de rapine est engagée par le gouvernement contre le prolétariat et l'ensemble des exploités.

Si vous regardez bien, c'est exactement ainsi que fonctionnent les banques et les compagnies d'assurance : vous déposez votre salaire à la banque, la banque dispose de votre argent sans vous verser le moindre intérêt, par contre elle va s'en servir pour spéculer et empocher de juteux profits, mieux encore, comme cela ne suffit pas, elle vous taxe pour la gestion de votre compte qui ne vous rapporte rien mais lui rapporte à elle, génial non ! Il paraîtrait même que c'est sa principale source d'enrichissement ! Tandis que vous versez de l'argent à une compagnie d'assurance pour assurer votre habitation et/ou votre moyen de transport, vous n'avez pas le choix, c'est obligatoire, la plupart du temps elle ne vous reversera rien tout au long de votre vie, elle accumulera ainsi les milliards que l'ensemble des assurés lui auront versés et qui seront toujours supérieurs à l'argent qu'elle aura déboursé au titre de l'indémnisation des sinistres, la balance est toujours positive et ses profits s'accumulent chaque année, elle spéculera sur les marchés avec ces supers profits et ses actionnaires se rempliront indéfiniment les poches pratiquement en dormant.

L'air de rien, ils sont en train de procéder de la même manière avec la Sécurité sociale et leur objectif est de parvenir au même résultat avec les retraites. Vous payez des cotisations sociales, mais vos soins médicaux ou vos traitements sont de moins en moins remboursés. Cela revient à verser des cotisations sociales qui ne vous servent à rien tant que vous êtes en bonne santé, et le jour où vous tombez malades, c'est encore à vous de passer à la caisse, vos cotisations ne suffisant pas à couvrir l'ensemble de vos dépenses de santé, c'est donc à vous de payer le complément ou de crever comme un chien. Sans parler des mutuelles auxquelles on vous invitent à souscrire, quand ce n'est pas obligatoire dans les entreprises, mais qui ne vous remboursent pas non plus 100% vos dépenses de santé.

Banques, assurances, mutuelles, caisses de retraite, assurance maladie sont en passe de correspondre au même modèle que l'on peut qualifier de mafieux, puisqu'on vous prend votre argent et qu'on ne vous donne rien en échange ou de moins en moins. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la question des retraites. On est loin d'une simple abstraction qui serait soustraite aux lois de fonctionnement du régime capitaliste.

Et quand on va encore plus loin, on se rend compte que leur intention est tout bonnement d'appliquer à la protection sociale la même loi qui est à l'origine et qui régit le capitalisme et qui repose sur le vol, le vol et rien d'autre. Stupéfiant quand on y pense et c'est pourtant la stricte réalité.

L'existence du système de retraite par répartition est à l'origine aussi incomptable avec la loi générale qui régit le capitalisme, que l'existence de deux modes de production antinomiques dans la société sans que finalement l'un n'élimine l'autre, la propriété privée des moyens de production ou capitalisme et la propriété collective des moyens de production ou socialisme. Le système de retraite par répartition est une anomalie dans le fonctionnement du capitalisme, ils tentent donc d'y remédier, et à défaut de pouvoir le réformer pour lui appliquer les mêmes lois que celle du capitalisme ou de l'intégrer tel quel dans le système capitaliste, ils doivent le vider de son contenu, le détourner de sa mission d'origine, bref, le liquider. Ne pouvant pas y parvenir d'un coup du fait de la lutte de classe du prolétariat, ils s'y attaquent petit bout par petit bout. Et ils progressent dans cette voie.

Hier en URSS, aujourd'hui en Chine, on ne peut que constater que c'est la même loi qui est à l'oeuvre et qu'elle aboutit toujours à la disparition ou à la survie d'un mode de production au détriment d'un autre...

Alors en ne plaçant pas le combat pour la défense de nos retraites dans la perspective du renversement du régime, on se condamne à l'impuissance et à voir disparaître le système de répartition des retraites ou à le voir complètement vidé de son contenu pour des millions de travailleurs, qui dans l'avenir ne profiteront jamais d'une retraite, j'ai envie d'ajouter que cela concerne en premier lieu toujours les mêmes couches du prolétariat qui n'intéressent ni les syndicats ni les partis ouvriers qui sont inféodés au capitalisme. A un degré différent mais dans des proportions identiques au niveau d'un pays, la liquidation du système par répartion est pour les capitalistes aussi déterminant que le retour dans l'économie de marché des pays où le capitalisme avait été exproprié. A côté le CPE, c'est du pipi de chat !

Abrogation des lois de 1993 et 2003, retrait du projet de loi du gouvernement qui doit être soumis au Parlement à partir du 7 septembre, en cas de refus du gouvernement il faut le chasser du pouvoir !

A bas le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner au service des banquiers, à bas le capitalisme et les institutions de la Ve République des nantis, tout le pouvoir aux travailleurs !

**Retraites.**

**1-** Au lendemain de la manifestation de l'intersyndicale contre l'actuel projet de réforme des retraites, les leaders syndicaux de la CGT et de la CDFT ont mis en garde le gouvernement et le chef de l'État contre de nouvelles manifestations en septembre. Ainsi, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a-t-il assuré que "*si le gouvernement, le chef de l'État font comme s'il ne s'était rien passé, s'ils jouent les apprentis sorciers compte tenu du mécontentement qui existe sur ce projet de loi (...), il ne faudra pas s'étonner que le conflit prenne une autre intensité à la rentrée*". "*On sera plus nombreux à la rentrée*", a affirmé de son côté François Chérèque. (Lepoint.fr 25.06)

Thibault : "*On ne peut pas prendre les Français pour des ignares ou des illettrés*" (Lepost.fr 25.06)

**2-** Jeudi dans une interview accordée à France Soir, Michel Rocard avait affirmé que le PS "*se tromp(ait) de combat*" en défendant le droit à la retraite à 60 ans.

"*Je crois que le PS se bloque sur une carte perdante. Quant à faire reposer les retraites sur la fiscalité, c'est absurde et 'dangerosissime'. Je parlerai même d'imbécillité*", déclarait-il au journal.

Ce vendredi, la reponsable socialiste lui a répondu au micro d'Europe1 en mettant les points sur les "i"

"*Peut-être Michel Rocard s'est-il laissé intoxiquer par le gouvernement qui pense que nous demandons que tout le monde parte à 60 ans ?*", a ironisé Martine Aubry.

Elle a ajouté : "*Ce n'est pas ça que nous demandons. Nous disons qu'il faut laisser la possibilité à ceux qui ont commencé tôt, qui ont leur durée de cotisation, de partir à 60 ans*" (Lepost.fr 25.06)

**3-** Selon M. Fillon, on ne peut financer les retraites "*que par l'allongement de la durée du travail*". "*On peut tourner le sujet dans tous sens, faire miroiter*" d'autres solutions "*dont l'augmentation des impôts*", la "*seule*" mesure "*véritablement efficace est le relèvement de l'âge de départ à la retraite*", a-t-il insisté. (Lemonde.fr 25.06)

François Fillon, jusqu'alors en retrait dans ce dossier, a dit lors d'un "*point d'étape*" comprendre "*les inquiétudes*" et écouter "*l'avis des Français qui ont manifesté*" comme celui de ceux "*qui n'ont pas manifesté*". (Lepoint.fr 25.06)

"*L'intérêt général nous commande de ne pas transiger sur les principaux paramètres de la réforme*", a-t-il précisé vendredi. (Reuters 25.06)

**L'indépendance de la justice à géométrie variable.**

L'ex-Premier ministre, Dominique de Villepin s'est demandé, ce vendredi matin sur RMC-BFM TV, si la justice était "*aujourd'hui indépendante*" au sujet de l'affaire Bettencourt.

"*Ce qui me parait grave, c'est d'abord l'absence de réaction de la justice, le doute qui pèse sur elle. (...) Est-ce qu'elle est capable d'aller jusqu'au bout d'un dossier comme celui-ci?*", s'est demandé Villepin. (Lexpress.fr 25.06)

**Tarif en hausse.**

Les tarifs de la SNCF pour les trains Corail, Intercités et TER augmenteront en moyenne de +2,5% au 1er juillet prochain, a annoncé vendredi la SNCF. (Lepoint.fr 25.06)

**Etats-Unis.**

L'économie américaine a crû de 2,7% en rythme annualisé au premier trimestre, d'après l'estimation définitive publiée vendredi, une progression inférieure aux attentes des économistes et à la projection précédemment annoncée. (Reuters 25.06)

**Canada.**

L'organisation du G8 à Huntsville, ce vendredi, et du G20 à -Toronto, ce week-end, devrait coûter la bagatelle de 1,2 milliard de dollars (960 millions d'euros) aux contribuables canadiens.

La sécurité, à elle seule, devrait coûter quelque 930 millions de dollars (758 millions d'euros). 20.000 policiers ont été mobilisés et les mesures sont telles que Toronto va ressembler à une ville fantôme ces prochains jours.

En comparaison, le sommet du G20 de Londres en avril 2009 n'aurait coûté que 30 millions de dollars (24 millions d'euros). (20minutes.fr 25.06)

---

**Le 27 juin**

Ci-dessous voilà à quoi j'ai passé les trois quarts de la matinée, pas le temps de faire autre chose, il est 13h59 et j'ai commencé à bosser à

7h45h. Je compte évidemment sur votre soutien...

Je suis un peu loin pour estimer la situation en France, apparemment tout le monde semble satisfait de la journée de mobilisation du 24, dont acte. Comme dira Engels en 1892 (?) en refusant de participer au congrès du parti ouvrier social-démocrate allemand parce qu'il avait mieux à faire (terminer le troisième volume du *Capital*), j'ai mieux à faire que d'extrapoler sur la suite du 24 qui n'a rien changé. Pour le NPA c'est un "*tournant*", chez eux aussi tous les quatre matins ils feront le monde à défaut de faire un pas en avant pour le changer !

On ferait mieux de se concentrer sur notre analyse de la situation afin qu'elle soit la plus précise possible, sinon il est impossible de défendre sérieusement une ligne politique et d'être crédible aux yeux des militants. A tort peut-être, mais c'est inévitable, par facilité ou économie, pour gagner du temps, il nous arrive de reprendre des formulations émises par les uns ou les autres qui sont très approximatives ou dont on n'a pas forcément vérifié auparavant la justesse, il faut donc y revenir ou prendre le temps de s'y arrêter.

Il y en a qui parlent d'un "*régime capitaliste en faillite*". Est-ce vrai ? Que faut-il entendre par là ? D'un autre côté, les mêmes nous expliquent que tout serait possible en régime capitaliste comme s'il n'était pas en crise. Est-ce vrai ? Qu'est-ce que cela signifie ? Il faudrait s'entendre, le régime capitaliste ne peut pas être à la fois en faillite et capable de satisfaire tous nos besoins, ce discours est inaudible pour les travailleurs.

Et puis si le capitalisme n'est plus qu'un champ de ruines, que faut-il espérer à sa suite sinon toujours et encore des larmes et de la sueur, cela donne vraiment envie de combattre pour le socialisme ! Ils feraient tout pour détourner les travailleurs du socialisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Sans issue politique à l'horizon, on aura envie de venir en aide au capitalisme pour éviter qu'il ne s'effondre totalement, non ? Quel espoir pour le futur peut-il jaillir de ce catastrophisme ? Aucun, tout est foutu ! Merci le POI, vous rendez un fier service aux travailleurs. Dites-nous, c'est dans cette perspective que vous organisez les travailleurs ? Ah ils sont *perplexes* face à votre discours, et nous donc !

Dans faillite il y a à l'origine le mot faille synonyme de faiblesse ou d'imperfection dans le cas présent. Une faillite est donc le produit d'une faille poussée à l'extrême et avec laquelle la réalité se confond, elle a pris une telle importance qu'elle met en danger l'existence du système dont elle est issue. Un système en faillite, c'est un système où le passif a fini par engloutir l'actif réduit à néant

Une faiblesse ou une imperfection, cela peut se résorber mais pas forcément, elle peut être inhérente à un système ou à une cause originelle, dans ce cas-là elle aura une existence permanente, mais selon son degré d'acuité elle apparaîtra plus ou moins à la surface de la réalité, de telle sorte qu'on en percevra plus ou moins nettement les contours ou les conséquences.

Le régime capitaliste est un système économique qui comme tout système comporte ses propres contradictions et limites, mieux il repose sur ces contradictions. Or ces contradictions ne sont pas figées pour l'éternité, les rapports par lesquels elles s'expriment évoluent sans cesse de même que chacun des éléments qui composent ces rapports. C'est la loi du mouvement qui s'applique ici comme dans toute chose et être, à ceci près qu'en s'appliquant dans le cadre d'un système, ces rapports tendent à créer en permanence les conditions de la négation de ce système lui-même.

C'est un peu comme avec une cocotte-minute. Elle est conçue pour supporter une certaine pression créée sous l'effet de l'élévation de la température qui transforme l'eau en vapeur de 0 à 100°C, cette limite ayant été atteinte si on obstruait le petit trou permettant d'évacuer la vapeur en trop et de limiter ainsi la pression à l'intérieur de notre récipient, elle finirait par exploser sous la pression devenue incompatible avec sa structure.

Cette analogie n'est pas parfaite non plus, à défaut de mieux on peut dire que le système capitaliste présente la particularité d'avoir à l'origine un trou trop petit pour permettre à la pression qui s'est accumulée (forces productives) de s'évacuer normalement, du coup à intervalle régulier il risque d'exploser et donne lieu à une crise qui finalement lui sert de soupape de sécurité. Au fil du temps, la pression tend à augmenter plus rapidement car le petit trou se rétrécit encore du fait qu'il est obstrué par un dépôt de calcaire (accumulation du capital à un pôle de notre contradiction). Deux éléments et les rapports qu'ils entretiennent ont donc subit une transformation, qui à terme condamne l'existence de notre système ou conduit notre cocotte-minute à exploser, la pression qui augmente davantage qu'auparavant du fait que la soupape de sécurité ne remplit plus sa fonction d'origine, dans l'hypothèse où le rapport de cause à effet qu'entretiennent ces deux facteurs évoluerait constamment dans la même direction, il arriverait un moment où l'inéluctable se produirait.

On aurait pu faire l'économie de cette démonstration et se contenter de proclamer qu'un jour où l'autre on finira bien par nous séparer de notre cocotte-minute pour une raison ou une autre ou qu'on finira bien par avoir la peau du régime capitaliste, mais on se priverait d'un exercice sur la dialectique qui permet de cerner, qu'avant de passer d'une situation à une autre qui en constitue la négation, il nous faut considérer avec attention les différents stades par lesquels chaque facteur et chaque rapport évoluent dans certaines conditions sans perdre de vue que leur destin ainsi que celui de l'ensemble de notre système était inscrit dès l'origine de leur formation.

Cette démonstration semblera peut-être académique ou inutile à certains militants. Si maintenant on la transpose sur le terrain pratique, ils en comprendront sans doute tout l'intérêt.

Si dès l'origine le système capitaliste porte en lui sa négation, le communisme, c'est qu'il est voué à disparaître un jour ou l'autre, certes, mais il peut disparaître aussi d'une autre manière, par exemple en emportant dans sa folie l'humanité toute entière et dans ce cas-là, pas de

communisme, c'est la première chose.

Ensuite, s'il porte en lui sa négation dès sa naissance, cela signifie que tous les ingrédients conduisant à sa disparition existent, il suffirait donc de profiter de la première occasion qui se présente à nous pour précipiter sa fin et passer à autre chose, au socialisme, puis au communisme, du royaume de la nécessité à celui de la liberté, c'est la deuxième chose.

Si l'on tient compte qu'il porte en germe les éléments de sa propre destruction - qui ne coïncide pas forcément avec la destruction de la société, c'est en s'appuyant sur les facteurs susceptibles de faire monter la pression le plus vite possible (l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat que l'on recrute pour construire le parti) que l'on parviendra à rendre l'existence de ce système insupportable et à le faire exploser (révolution). Autrement dit, on a tout intérêt à lier notre combat politique quotidien à l'objectif final que l'on s'est fixé (prise du pouvoir) pour avoir une chance de l'atteindre, à maintenir en permanence la pression à un niveau élevée (la question de l'Etat et du pouvoir en relation avec chaque revendication) jusqu'au moment où les conditions (objectives et subjectives) seront enfin réunies pour que le long travail de sape du régime capitaliste porte ses fruits, c'est la troisième chose.

Si à l'opposé on se contente d'entretenir une faible pression dans notre cocotte-minute ou que l'on fait en sorte de la contenir dans des limites acceptables (les revendications alimentaires ou démocratiques bourgeoises) quand elle monte malgré tout (période de crise) , elle ne risquera pas d'exploser un jour.

Vous aurez compris que ne pas poser clairement et en toute (n'importe lesquelles) circonstance la question du pouvoir et de l'Etat, ne proposer aucune issue politique, refuser de mettre en avant la nécessité de renverser le gouvernement et les institutions, revenait en fait à soulager la pression dans notre cocotte-minute, à soulager le gouvernement ou à le soutenir indirectement, à s'interdire finalement de faire exploser notre récipient ou de faire sauter le régime en place. On le comprendra d'autant mieux qu'en agissant de la sorte, on a réussi à faire en sorte que les conditions subjectives (le parti et l'organisation des masses) ne soient jamais réunies pour parvenir à cet objectif.

Etait-ce voulu de la part de nos dirigeants ? C'est absolument certain et établi pour ceux du PS (admettons ici qu'ils en fassent partie, ce n'est pas mon point de vue), du PC et du PG, le destin de ces partis est lié à celui du capitalisme et ils n'ont pas leur place au côté des partis ouvriers combattant pour le socialisme, les travailleurs n'ont rien à en attendre. Ils sont le produit de l'incapacité du prolétariat jusqu'à présent à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, d'un véritable parti communiste, autant que de la décomposition du capitalisme dont ils sont l'expression au sein du mouvement ouvrier.

Etait-ce le produit d'une incompréhension de la part des dirigeants se réclamant du marxisme du POI, du NPA ou encore de LO, ne sont-ils pas à la hauteur de leurs responsabilités, tout simplement parce qu'ils n'auraient pas les qualités requises ? Ils sont le produit déformé des enseignements que les marxistes du milieu du XIXe siècle au XXe siècle ont tiré de l'histoire et du développement du capitalisme et de la lutte des classes, ce qui ne les place pas dans le même camp que le PS, le PCF ou le PG dont la place est auprès de l'UMP, du Nouveau Centre et du MoDem au sein des institutions bonapartistes de la Ve république.

Tandis que le POI, le NPA et LO tiennent leur légitimité du combat qu'ils mènent au côté du prolétariat, le PS, le PCF et le PG tirent leur légitimité des institutions qui les nourrissent et sans lesquelles ils n'existeraient pas ou plus, ce qui devrait suffire à les caractériser sans ambiguïté comme des partis contre-révolutionnaires, fondamentalement réactionnaires. Mais hélas il y en a toujours dans nos rangs pour les présenter sous un jour plus favorable et entretenir l'illusion qu'ils pourraient un jour servir notre cause ; c'est aussi une manière au moment où sonnera l'heure de régler son compte au capitalisme de faire baisser la pression pour préserver l'ordre établi.

Cela dit, je vous laisse répondre librement à ces questions et réfléchir au meilleur moyen de faire sauter le plus tôt possible notre cocotte-minute.

Je ne sais pas pourquoi j'ai pris cet exemple puisque je n'ai jamais voulu posséder de cocotte-minute, la température y est trop élevée pour conserver les quelques vitamines présentes dans nos légumes et puis cela dénature leur goût.

On n'a plus le temps aujourd'hui d'aborder d'autres formulations plus ou moins bidons, le capitalisme porte en lui sa faillite depuis le premier jour, tout comme la Ve République est le produit depuis 1958 d'un régime déjà en crise...

Une autre causerie sur la dialectique pourrait porter sur les rapports de cause à effet qui sont omniprésents, et montrer comment tous les partis se concentrent uniquement sur les effets ou les conséquences (par exemple de la crise), pendant qu'ils font minutieusement passer à la trappe dans leur propagande les causes qui en sont à l'origine, pour bien montrer qu'en ne reliant pas en permanence cause à effet, il est impossible de saisir comment une même cause pourrait aboutir dans certaines conditions à d'autres effets, ce qui explique pourquoi ils font passer à leur tour ces effets à la trappe, par exemple comment se traduirait dans la vie pratique de chaque travailleur la mise en oeuvre d'un programme économique et social socialiste, ce qu'aucun travailleur dans ce pays ou ailleurs n'est en mesure de définir aujourd'hui, ce qui explique en grande partie l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons.

Dès lors que le fil est rompu entre notre point de départ (les fondements du capitalisme) et notre point d'arrivée (la question de l'Etat, du pouvoir, le socialisme), pas besoin d'être un intellectuel pour comprendre qu'on ne l'atteindra jamais. C'est comme si vous montiez dans votre voiture, que vous mettiez le contact, que vous commenciez à rouler sans savoir au juste où vous allez, vous avez décidé de vous passer d'une carte, vous avez une boussole à la place du cerveau paraît-il, c'est le meilleur moyen de ne jamais arriver nulle part, en tout cas

certainement pas à l'endroit que vous vous destiniez de rejoindre si vous ne connaissez pas la route.

Les militants et les travailleurs sont vaccinés à force d'être trompés ou trahis ou encore menés en bateau. Ils veulent tout savoir, trop parfois, parce qu'il y a des choses qu'ils ne sont pas forcément en état de comprendre mais ils l'ignorent. Qui, quoi, comment, ils sont exigeants et ils ont raison, ils sont méfiants et ils ont raison de l'être plutôt deux fois qu'une, à leurs yeux seul un discours cohérent susceptible de répondre à toutes les questions qu'ils se posent à grâce à leurs yeux, les généralités les laissent perplexes, ils voient dans les grandes théories un moyen de les enfumer et ils n'ont pas tout à fait tort, dans les programmes un catalogue de bonnes intentions sans lendemain, au regard de l'activité pratique des partis on est bien obligé de leur donner raison là aussi, etc. ce qu'ils veulent en premier lieu c'est parvenir à comprendre par eux-mêmes comment fonctionne la société et cela personne ne leur en donne les moyens, du coup ils restent sur leur faim ou ne franchissent pas le pas de l'organisation.

Nos dirigeants sont des aventuriers, des combinards, des manoeuvriers qui tentent des coups, qui cherchent en vain des raccourcis, qui égrainent à longueur de temps les mêmes généralités ou dogmes - c'est le seul moyen qu'ils leur restent pour continuer de se réclamer du marxisme, ils semblent ignorer que les militants et les travailleurs finissent toujours par s'en apercevoir, à moins qu'ils s'en foutent en se disant qu'un militant en remplacera un autre et ainsi de suite ; c'est ce que pense le boutiquier au coin de ma rue qui est honnête avec moi pendant un certain temps, et qui s'imagine qu'une fois mis en confiance il pourra me voler sans que je m'en aperçoive, il fait certes un mauvais calcul, mais en même temps il sait que d'autres clients s'approvisionnant chez ses concurrents sont victimes des mêmes pratiques et qu'il en récupèrera forcément quelques-uns, alors un client de perdu dix de retrouvés, pas de quoi se formaliser et changer d'habitudes...

Un dernier mot quand même, car il y a des choses insupportables qu'on ne peut pas laisser passer. Ils creusent notre tombe.

Quand le POI affirme que *"les travailleurs sont en droit de s'adresser aux dirigeants du PS, du PCF, du PG*", que leur dit-il au juste : placez votre destin entre les mains de vos bourreaux d'hier qui vous trahissent aujourd'hui à travers leur double langage et qui seront vos bourreaux demain, c'est la seule issue que nous POI pouvons vous proposer. Après ils s'étonnent que les travailleurs ou militants soient "*perplexes*" en entendant ce genre de discours. On le serait à moins ! Vraiment sans façon, ce sera non merci en ce qui nous concerne !

**Trois infos en bref.**

**Le sommet de l'Etat se fissure**

Le président Nicolas Sarkozy a exprimé samedi son soutien total à son ministre du Travail Eric Woerth, en pleine affaire Bettencourt.

Nicolas Sarkozy a renouvelé sa confiance à son ministre du Travail alors que le directeur général des finances publiques Philippe Parini a affirmé n'avoir "*reçu aucune instruction de la part d'Eric Woerth, alors ministre du Budget, concernant le dossier fiscal de Mme Liliane Bettencourt*".

Patrice de Maistre, qui gère une partie de la fortune de Liliane Bettencourt, a par ailleurs confirmé que la milliardaire française possédait 78 millions d'euros sur deux comptes à l'étranger. "*S'il y a eu des négligences, ce n'était pas volontaire de sa part*", a-t-il assuré dans un entretien publié samedi dans "Le Figaro".

M. Woerth fait l'objet d'accusations de conflit d'intérêts depuis la divulgation par le site Mediapart d'enregistrements audio pirates suggérant de possibles fraudes dans la gestion de la fortune de Liliane Bettencourt. On y entend Patrice de Maistre, le patron de Clymène, la société qui gère certains actifs de L'Oréal et pour laquelle travaillait l'épouse du ministre, Florence Woerth. M. de Maistre y évoque notamment des manoeuvres pour échapper au fisc, tout en faisant allusion à Florence Woerth.

Patrice de Maistre affirme n'avoir "découvert qu'en novembre dernier l'existence d'un compte (de Liliane Bettencourt) en Suisse. (AP 26.06)

Si on comprend bien, ni la propriétaire de ces 78 millions d'euros ni celui qui gérait sa fortune ne savaient qu'en planquant ce fric dans des paradis fiscaux, donc en le détournant du fisc, ils commettaient un délit au regard de la loi ! Autrement dit, on ne peut raisonnablement rien leur reprocher puisqu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, pour un peu ils ignoraient même l'existence de cet argent ! Et il y a un juge qui va croire cette fable ? Pourquoi pas. Faute avouée à moitié pardonnée, mieux, amnistiée, pourquoi la charité chrétienne ne s'appliquerait-elle pas à soi-même, enfin ?

Derrière son masque propret d'homme comme-il-faut Woerth serait en réalité une crapule, tout comme l'était Strauss-Kahn lorsqu'il régularisa a minima la situation du très fortuné Karl Lagarfield, ou encore l'avocat Roland Dumas, une autre tempe grise qui inspire confiance au premier abord, mais qui est véreux à l'intérieur (affaire Elf, Giacometti, etc.).

Une gamelle de plus à trimballer pour l'épileptique du Palais, à force de les accumuler, selon la dialectique de la transformation de la quantité en qualité elles devraient déboucher sur une crise politique...

**L'arlésienne.**

Les principaux pays industrialisés réunis au sein du G8 ont renoncé à s'engager pour un accord sur la libéralisation du commerce mondial dans le cadre du cycle de Doha cette année, tout en estimant que des négociations bilatérales ou régionales pouvaient en attendant contribuer à lever les obstacles au libre échange.

Lors du sommet du G8 de l'Aquila, en juillet 2009, tout comme lors du dernier sommet du G20 de Pittsburgh, en septembre dernier, l'échéance de 2010 pour un accord à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait été confirmée.

Entamées en 2001, les négociations du cycle de Doha se sont enlisées faute d'accord sur des questions comme la suppression des subventions agricoles dans les pays riches et l'ouverture des marchés dans les pays émergents. (Reuters 26.06)

**Roumanie.**

Le gouvernement roumain a décidé de faire passer la TVA de 19 à 24% à compter du 1er juillet afin de réduire le déficit budgétaire et de garantir l'octroi de l'aide internationale (20 milliards d'euros), a déclaré samedi le Premier ministre Emil Boc. (Reuters 26.06)

Et étrangement aucun article de presse sur les manifestations qui ont eu lieu avant-hier, elles ne sont même pas évoquées.

---

**Le 28 juin**

Pas le temps de causer, alors quelques réflexions en vrac que je me suis faites hier?

**1-**Une fois le "coup" plutôt foireux ou pour ainsi dire inutile du 15 juin de FO-POI, il ne restait plus à Mailly qu'à annoncer sa participation à l'intersyndicale du 29. Je dis coup, parce qu'ils ne pensent qu'en termes d'appareils ou d'institutions.

**2-**Le 24 juin la direction de FO est apparue aux yeux des travailleurs comme responsable de la division, ceci explique sans doute cela.

**3-**Pour revenir sur la déclaration de Thibault les "*Français ne sont pas des ignares*". Sachant que tout flatteur vit aux crochets de ceux qui l'écoutent, c'est à croire qu'il est à la recherche de légitimité, mais on peut penser aussi exactement le contraire, qu'il s'emploie à le faire croire alors qu'il s'en fout, son objectif n'étant pas de mobiliser des millions de travailleur pour faire barrage au plan du gouvernement.

Si maintenant les travailleurs sont prêts à se mobiliser pour défendre leur droit à la retraite, tandis que les dirigeants syndicaux sont disposés à laisser appliquer le projet du gouvernement, en concentrant l'attention sur eux, ne feraient-ils pas en sorte d'entraîner les travailleurs à leur suite, ne serait-ce pas le meilleur moyen d'en garder le contrôle pour les emmener dans une impasse ? Qu'est-ce qui est déterminant à ce moment précis de la situation, que le gouvernement fasse passer son projet sur les retraites ou que les dirigeants syndicaux n'apparaissent pas une fois de plus comme des traitres ? Je penche pour la première option car la question des retraites est capitale autant pour le gouvernement que pour le capitalisme, donc Thibault est prêt à sacrifier l'idée (favorable) que les travailleurs peuvent avoir des syndicats. Les syndicalistes de la CGT apprécieront sans doute.

**4-**Après Strauss-Kahn, c'est au tour de Rocard d'obliger Aubry à préciser que le PS est favorable à l'allongement de la durée de cotisation, autrement dit reporter l'âge effectif du départ à la retraite ou réduire la retraite de ceux qui décideront de la prendre avant de crever au boulot.

**5-**Je regrette les quelques lignes que j'ai écrites sur les deux "humoristes" virés par la direction de France Inter, elles étaient déplacées à ce moment-là, c'était une erreur. J'en ai commises d'autres du même genre et pas des moindres, en réagissant trop rapidement peut-être.

Tiens par exemple, il y a quelques années lorsque j'avais apprécié la biographie de Lénine de Jean-Jacques Marie, je ne l'ai pas relu depuis, je me suis dit plus tard qu'elle devait servir à justifier l'abandon du léninisme, le parti de type bolchevik au profit du PT à l'époque, bref, à force de faire dire à Lénine *fusillé, fusillé, fusillé*, il aurait voulu le faire passer pour un horrible dictateur auprès des lecteurs qu'il ne s'y serait pas pris autrement, et ce ne sont certainement pas les précisions qu'il apporta qui devaient retenir l'attention des lecteurs, chose qu'il ne pouvait pas ne pas ignorer avec son expérience. D'ailleurs *fusillé* est le seul mot que j'ai retenu de cette lecture ou que je pourrais encore citer quelques années après et je suis sincère.

Par contre, je n'ai pas commis l'erreur de certains qui ont critiqué FO ou le POI sur la question des retraites sans faire la part des choses, car les positions défendues par FO et le POI étaient globalement correctes, même si l'on a à l'esprit des déclarations contradictoires ou des manoeuvres en coulisses, l'essentiel était qu'ils rejettaient en bloc le projet du gouvernement, y compris l'allongement de la durée de cotisation ou l'alignement du public sur le privé.

Qu'est-ce qui est le plus important ma poule, que la volaille ait une patte déformée et un plumage défraîchi ou qu'elle continue de pondre des

oeufs ? Le prochain coup ont prendra des cubes pour leur expliquer et essayer de leur faire comprendre, qui sait ?

Bonne semaine ou bonnes vacances à tous.

**Quelques infos en bref.**

**Quand sélection naturelle et marchandage font bon ménage ou les deux mamelles du social-libéralisme.**

**1-** "*On n'est pas obligé de se disputer pour se sélectionner. Si vous avez deux personnalités, Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn, qui sont globalement sur la même orientation, pourquoi voulez-vous que l'on offre le spectacle, à un an des élections présidentielles, d'une division majeure? Non*".

Pour lui, les critères de sélection du candidat sont "*évidemment les sondages*" mais aussi "*l'adéquation politique, l'adéquation à la demande française, l'adéquation à l'alliance des forces de gauche*".

M. Cambadélis pense qu'aux primaires prévues à l'automne 2011, "*les militants de l'extrême gauche, de l'UMP, voire du FN, sont assez connus et que le déplacement de ces foules pour peser dans le débat des socialistes sera marginal*".

Il espère "*entre huit cent mille et un million de personnes qui voteront, ça donnera à notre candidat ou à notre candidate une force qu'il n'a pas nécessairement en étant désigné par les seuls militants du Parti Socialiste*". (lepoint.fr 27.06)

Le PS en quête de légitimité. Plus opportuniste tu meurs ! Darwin a manqué quelque chose, la sélection naturelle... par les sondages !

**2-** Le Mouvement républicain et citoyen (MRC), regrettant la tournure qu'ont prise les primaires, a décidé de soutenir un "*candidat républicain*" pour la présidentielle de 2012 qui pourrait bien être Jean-Pierre Chevènement, désormais président d'honneur du parti.

Lors du 5e congrès du MRC ce week-end à Paris, à l'Auditorium George V (VIIIe arr.), les quelque 200 délégués ont voté à la quasi-unanimité pour "*se préparer à présenter un candidat républicain*" à cette "*élection primordiale, la mère des batailles*", selon les mots de l'ancien ministre de la Défense et de l'Intérieur.

"*Nous avions répondu oui aux primaires de toute la gauche dès lors qu'un contenu politique précédait les primaires proprement dites*", a expliqué à la tribune Jean-Luc Laurent élu, à 53 ans, nouveau président du MRC à 91,7%.

Mais il n'est pas question de "*participer aux primaires dans les conditions définies par le PS, entraînant inéluctablement notre ralliement automatique au candidat socialiste sans connaissance ni discussion du projet*", a ajouté M. Laurent, maire du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne).

Dénonçant un PS qui "*nous écrase*" et "*reste prisonnier d'une vision libérale et européiste dépassée*", M. Chevènement a estimé, devant le secrétaire national PS aux élections Christophe Borgel, que ces primaires risquaient de "se résumer à une campagne médiatique arbitrée par les sondages" après le "*pacte*" Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Ségolène Royal.

Dans un parti qui reproche au PS d'avoir renié les accords électoraux aux régionales (19 élus obtenus au lieu de 26 prévus), la candidature de M. Chevènement qui doit rencontrer Martine Aubry en juillet, semble donc se profiler.

Mais une autre ambition pourrait changer la donne. Selon un proche du sénateur de Belfort, "*M. Chevènement pourrait être un bon candidat à la présidence du Sénat*" en cas de basculement à gauche aux sénatoriales de 2011, car il est "respecté à droite et apparaîtrait comme une candidature d'équilibre". (Lepoint.fr 27.06)

Que serait la République sans l'Auditorium George V, franchement ? Ils sont bourrés de fric ces gens-là dites-donc ? Normal, ce sont des bourgeois et ils ne s'en cachent même pas ! Après on devrait s'interdire de dire que le PS et ses satellites sont des partis bourgeois, de dire la vérité aux travailleurs quoi.

Au fait, vous allez sceller votre front unique avec ces gens-là au Georges V ou au Ritz ?

**Doha enterré.**

Obama a noté qu'en l'état, les propositions de Doha feraient perdre aux Etats-Unis leur avantage comparatif sur les pays aux marchés émergents dans le domaine des services, a rapporté le responsable sous le sceau de l'anonymat.

Il ne s'agit pas de "*légères modifications et les dispositions du projet d'accord doivent être modifiées*", a-t-il ajouté en citant Obama.

L'ambassadeur de Chine à l'OMC à Genève a accusé dimanche les Etats-Unis de demander de fait à ce que le cycle de Doha soit repris avec leurs revendications.

Signe du peu de chances d'une issue rapide, les dirigeants du G20 ont abandonné leur référence à 2010 comme objectif pour la conclusion des discussions et ils n'ont fixé aucune nouvelle date, d'après le projet de communiqué final. (Reuters 27.06)

L'impérialisme américain veut demeurer le maître du marché mondial, alors que les Chinois n'acceptent pas qu'en échange de leur souten à l'économie américaine de nouvelles concessions ne leur soient pas accordées.

La position américaine ne changera rien à la tendance actuelle qui conduira la Chine à devenir rapidement la première économie mondiale, et les restrictions sur les échanges dans le secteur des services sont un leurre car elles sont compensées par des accords bi-latéraux entre les Etats dans ce secteur ou plutôt.

Si Obama peut empêcher qu'une entreprise privée chinoise délocalise ses services aux Etats-Unis, mais on n'en voit pas l'intérêt pour les Chinois, en revanche il ne peut empêcher qu'une entreprise privée américaine délocalise ses services en Chine, par conséquent sa sortie hier s'apparente davantage à un aveu d'impuissance à contrer l'inexorable domination de la Chine dans tous les secteurs de l'économie mondiale, pas seulement, ce n'est pas parce que des sociétés américaines délocalisent déjà leurs services dans les pays dits émergents ou même moins développés, qu'il faudrait encourager les autres pays à les imiter.

---

**Le 29 juin**

Pas le temps de causer.

**Que la population consomme davantage et que la machine capitaliste tourne à plein régime, amen !**

Avec 5 millions de fonctionnaires, les dépenses de personnel représentent à elles-seules 36,7% des dépenses de l'Etat en 2010, selon la loi de Finances.

La hausse de 1% du point d'indice coûte ainsi près de 1,8 milliard d'euros pour les trois fonctions publiques (Etat, territoriale, hospitalière), d'après les derniers chiffres de la Cour des comptes.

«*Entre l'augmentation des cotisations retraites et le gel de l'indice jusqu'en 2013, nous estimons que les fonctionnaires vont perdre 7% de pouvoir d'achat*», explique Anne Baltazar, secrétaire générale de FO-fonctionnaires. «*Ce n'est pas qu'une question pour la fonction publique. La reprise économique sera mise à mal si ces ménages ne peuvent plus consommer, faute de pouvoir d'achat*», analyse-t-elle. (20minutes.fr 28.06)

Quel malheur !

D'après vous, quelle autre motivation peut-on avoir pour se faire embaucher dans la fonction publique que d'attendre tranquillement la retraite et de se foutre au passage du sort réservé aux trois quarts des travailleurs du secteur privé dans ce pays ? On comprend pourquoi la fonction publique est le fond de commerce des bureaucrates syndicaux et pourquoi le mouvement ouvrier est si gangrené par le réformisme.

En devenant fonctionnaire on épouse pour ainsi dire définitivement l'idéologie dominante, sauf de rares exceptions qui confirment la règle. On souhaitera naturellement longue vie à l'Etat qui nous garantit le couvert et la retraite, on ne le combattra pas pour l'abattre, on se syndique ou combat uniquement pour améliorer notre propre sort. De la même manière, on devient prof pas spécialement par vocation comme me l'ont expliqué des enseignants, mais de préférence pour profiter de vacances toutes les huit semaines, plus les deux mois d'été...

Les uns et les autres ont raison quelque part même si personnellement je ne suis pas d'accord avec eux, il ne s'agit pas de les juger, il n'y a que des arriérés pour taper sur les fonctionnaires, mais de les aider à comprendre qu'il faudrait peut-être un jour penser un tout petit peu plus loin que le bout de leur nez et que finalement le sort des travailleurs de l'ensemble du pays est lié... et leur avenir, car si la crise finissait pas prendre une vilaine tournure dans le style de celle des années 30 à 45, personne ne serait épargné. Mais de cela aussi on peut se foutre en affirmant que c'est impossible que cela se (re)produise, il y a donc un véritable travail de fond à faire avec les fonctionnaires pour les ramener sur la voie du socialisme. C'est un défi passionnant à relever, non ? Vous désertez ?

Qu'ils ne craignent rien, au contraire, le socialisme leur donnerait quasiment le pouvoir, mais cela les fonctionnaires l'ignorent comme ils ignorent tout du socialisme, c'est bien là qu'est le drame. Imaginez maintenant l'énorme responsabilité de nos dirigeants qui se refusent à mener campagne en direction des fonctionnaires pour les aider à se détacher du capitalisme et de l'Etat du même nom. S'il fallait trouver un responsable ou un coupable il est là et pas ailleurs, ce n'est pas le fonctionnaire qui spontanément va adhérer au socialisme, ce n'est pas

l'Etat qui va lui montrer le chemin, c'est uniquement le boulot des syndicats et des partis dont malheureusement ils ne veulent pas du tout entendre parler. A qui profite ce refus ? Poser la question c'est y répondre : à l'Etat des capitalistes. A les entendre ces messieurs combattent le capitalisme, l'Etat, les institutions, ce sont des socialistes, des communistes, des trotskistes, tu parles !

Un camarade m'a adressé un nouveau courriel à propos d'un groupe qui s'intitule Les communistes. Très critique et virulent en apparence, mais en y regardant de plus près on s'aperçoit rapidement qu'ils font la retape pour... l'union nationale entre toutes les forces de progrès du PCF aux gaullistes socials ou de gauche, tout un programme qui se termine comme il se doit par une référence au Conseil National de la Résistance. J'ai été visité (rapidement) leur site Internet par curiosité et j'ai lu quelques articles, nulle part je n'y ai trouvé trace des institutions de la Ve République. A chacun les références qu'il peut !

**Retraites.**

Les plus grands syndicats ont refusé d'émettre un avis sur le projet de loi en expliquant que la Commission nationale de la négociation collective (CNNC) qu'Eric Woerth réunissait ce lundi n'était pas le cadre approprié.

La CGT a critiqué une "*instrumentalisation*" de cette commission, tandis que la CFDT a fait part de sa surprise de voir le sujet à l'ordre du jour de la réunion.

"*Il n'y a pas de négociation, c'est simplement un effet d'affichage de la part du gouvernement pour montrer qu'il consulte les organisations syndicales*", a dit à Reuters Mohammed Oussedik, représentant CGT, à la sortie du ministère.

"*Il n'y a pas eu de discussion, on n'a pas donné d'avis parce qu'on considérait que ce n'était pas le lieu*", a ajouté Mijo Isabey, responsable retraites de la CGT.

Pour la CFDT, "*j'ai dit que ce n'était pas la peine de rappeler la position de mon organisation*", qui est elle aussi hostile au projet de réforme, a dit Laurence Laigo à Reuters.

Le ministre du Travail a exclu de revenir sur le relèvement de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans mais a laissé ouvertes les discussions sur trois points : la pénibilité, les carrières longues et les polypensionnés. (Reuters 28.06)

Vous avez bien lu, ils ont "*refusé d'émettre un avis sur le projet de loi*" du gouvernement, ils ont donc décidé de ne pas le rejeter ou d'en exiger le retrait, le gouvernement peut être provisoirement rassuré.

Après avoir pris connaissance des propositions de différentes formations politiques, on pourrait peut-être proposer à l'appel des syndicats et des partis l'organisation d'une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale le samedi 4 septembre pour exiger le retrait du projet du gouvernement, assorti d'un appel à la grève générale illimitée dès le lundi 6 septembre (premier jour de l'examen du texte du gouvernement à l'Assemblée nationale) en cas de refus du gouvernement de céder, ainsi cela laisserait une journée pour commencer à organiser la grève générale avec comités de grève élus ou assemblée populaire dans chaque commune, les militants rassemblant, organisant la population, puis se répartissant les tâches... L'important étant de dresser l'ensemble du prolétariat contre le gouvernement et le régime dans la perspective de le renverser, ce qui implique dès le départ un minimum d'organisation pour que cette proposition soit cohérente et crédible.

L'appel à la grève pourrait être lancé dès le 4, mais le débrayages des agents de la SNCF pourrait perturber la montée en masse à Paris par le train. Pourquoi un samedi, parce que la plupart des ouvriers ne travaillent pas ce jour-là et comme nombreux sont ceux qui terminent plus tôt le vendredi, ils auraient le temps d'organiser leur départ pour Paris...

**Bienvenue dans le monde des "*zombis*.**

Pour le directeur général de la BRI, Jaime Caruana, il n'y a pas de temps à perdre.

"*Nous ne pouvons attendre le retour à une forte croissance pour amorcer la réorientation des politiques*", a-t-il dit devant l'assemblée générale de la BRI.

"*Retarder l'assainissement des finances publiques, en particulier, risquerait simplement de raviver la volatilité financière, les dysfonctionnements des marchés et les tensions sur les financements.*"

La BRI, qui joue le rôle de banque des banques centrales et celui de forum de discussions pour les autorités monétaires, estime que la réforme des systèmes financiers reste capitale pour prévenir de nouvelles crises.

Les banquiers centraux réunis à Bâle, en Suisse, où se trouve le siège de l'institution, ont souligné l'importance des effets collatéraux des mesures de soutien et ajouté que les risques créés commençaient à apparaître.

Elle estime qu'un maintien exagérément long des mesures extraordinaires de soutien risquerait de créer des banques ou des entreprises "*zombies*", dépendantes des aides publiques.

Mais elle reconnaît que les décideurs se trouvent dans une situation délicate et, en particulier, les banques centrales.

Le système bancaire est loin d'être assaini, les bénéfices générés ces derniers mois par les activités obligataires et de changes dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas n'étant sans doute pas pérennes, alors que les pertes liées à la crise ne sont pas encore totalement comptabilisées.

"*Plus les taux directeurs resteront bas dans les grandes économies avancées, plus les distorsions qu'ils créeront au niveau national ou international seront fortes*", ajoute la BRI.

Des taux réels extrêmement bas altèrent les décisions d'investissement, retardent la comptabilisation des pertes, accentuent la prise de risque et encouragent l'endettement, explique-t-elle.

De plus, les banques centrales pourraient sous-estimer les risques inflationnistes, la crise ayant réduit le potentiel de croissance. (Reuters 28.06)

---

**Le 30 juin**

Etant donné la longueur de la causerie d'aujourd'hui, le site ne sera actualisé que partiellement.

Dans tous les pays de l'Union européenne les différents gouvernements composés de partis représentant officiellement les intérêts du capital ou totalement inféodés au capitalisme, ce qui revient exactement au même, appliquent les mêmes mesures réactionnaires contre les fonctionnaires, contre notre droit à la retraite ou au travail, s'attaquant au niveau de vie du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, accentuant encore la précarité.

De plus en plus souvent comme hier en Espagne et en Grèce, les manifestations contre ces mesures se terminent par des affrontements entre une partie de la jeunesse attirée par le discours radical des anarchistes et les forces de l'ordre qui défendent le régime en place. Ce sont les dirigeants du mouvement ouvrier (tous partis confondus sans exception) incapables de proposer la moindre issue politique au prolétariat et sa jeunesse révolutionnaire qui portent seuls la responsabilité de cette situation et de la répression qui s'abat sur la jeunesse.

En France, alors que les affaires d'Etat qui secouent le sommet du pouvoir font chaque jour la Une des médias et alimentent les discussions partout dans le pays, vous ne trouverez pas un seul parti politique pour poser directement la question de l'Etat et du pouvoir politique, à croire qu'ils ont déjà tous démissionné.

Une fois ce triste constat dressé, que tous les militants ont quotidiennement sous les yeux et que par conséquent personne ne peut nier, serait-il exagéré de prétendre qu'ils préparent tous le prolétariat à connaître de nouvelles défaites si ce n'est pire encore ?

Nous savons pertinemment que la plupart des militants refusent encore de regarder la réalité en face, encore moins de la dire aux travailleurs. Cette fuite en avant devant la vérité des faits sera-t-elle le prélude d'un nouveau cauchemar pour le mouvement ouvrier ou marquera-t-elle la fin d'une époque dominée par l'incurie politique de ses dirigeants incapables d'analyser le développement de la situation à l'échelle mondiale, d'organiser le prolétariat et de donner une orientation révolutionnaire à son combat politique ? Au regard de la situation, c'est-à-dire en prenant en compte les principaux facteurs qui la constituent, en tenant compte de leur évolution au cours des dernières décennies et plus particulièrement des trois dernières années, on est en droit d'être profondément pessismiste pour la suite de notre combat, et l'on ne voit pas comment le socialisme pourrait l'emporter.

Chacun préfère se raconter des histoires et les colporter aux premiers naïfs venus qui en y adhérant vous donne l'impression d'avoir raison et renforce ainsi vos propres illusions. Le trait le plus frappant et le plus déterminant de la situation au cours du demi-siècle écoulé à l'échelle internationale, demeure l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction (révolutionnaire). Quand on évoque cette question, les militants se disent spontanément qu'elle s'adresse au prolétariat, pour un peu elle ne les concernerait pas directement, c'est une très grave erreur, car en réalité elle s'adresse en premier lieu à leurs propres dirigeants, c'est d'eux dont il est principalement question ici et non des dirigeants qui n'existent pas. C'est une façon comme une autre de ne pas aborder cette question. Quel militant peut croire sincèrement un instant que c'est ainsi qu'on règlera cette question ? La question n'est pas de tirer à boulets rouges sur ces dirigeants, bien que rien ne doit nous interditre de dire ce que l'on en pense, mais de reconnaître honnêtement les faits tels qu'ils se présentent à nous aujourd'hui.

La crise du capitalisme qui a surgit de nouveau il y a trois ans déjà devait être une aubaine, une occasion exceptionnelle pour le mouvement ouvrier et son avant-garde pour repasser à l'offensive contre l'Etat et le régime, pour les remettre en cause, or elle se transforme en un champ de lamentations stériles et de larmes avant de céder la place à un torrent de sang.

Qui en a pleinement conscience ? Apparemment aucun dirigeant du mouvement ouvrier. Ils sont tous tombés dans un état cataleptique proche de la mort clinique, ils sont totalement incapables de saisir les événements qui se présentent à eux et qui sont si riches d'enseignements sur le système capitaliste et l'avenir épouvantable qu'il réserve à tous les peuples, pour en faire autant d'éléments susceptiques d'organiser les masses et d'élever leur niveau de conscience politique à la hauteur du programme de la révolution socialiste. Ils ont déserté ce combat, préférant se réfugier dans un réformisme nauséabond teinté de social-patriotisme qui ne fait qu'alimenter les illusions des travailleurs dans le capitalisme et les institutions, au lieu de les aider à s'en détacher dans la perspective du socialisme.

Aujourd'hui en France (et ailleurs), je vous mets au défi de trouver un seul travailleur qui serait capable de vous expliquer en quelques mots en quoi le socialisme changerait sa condition, autrement dit cela signifie que le prolétariat ne peut concevoir son existence et son devenir que dans le cadre étroit et décomposé du capitalisme et de la Ve République. Voilà à quoi a abouti concrètement la politique de la totalité des partis ouvriers en France.

Dès lors, certes la situation est grave, mais le plus grave demeure encore l'état de décomposition avancée dans lequel se trouve plongé le mouvement ouvrier et plus particulièrement son avant-garde et l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'en sortir.

Mon propos n'est pas de faire dans le catastrophisme pour marquer les esprits, ce n'est pas ma méthode, ce qui ne m'empêche pas de me demander si les militants et surtout les cadres et les dirigeants sont encore capables d'une réaction salutaire face à la politique profondément réactionnaire du gouvernement, j'en doute fortement et je vous dirai plus loin pourquoi je suis fondé à le penser, la catastrophe on l'a déjà sous les yeux tous les jours quand on a à l'esprit en permanence les deux milliards d'hommes et de femmes avec leurs enfants qui par le monde survivent dans la misère et connaissent au quotidien les pires souffrances sans espoir d'en voir un jour la fin.

L'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction, c'est aussi l'incapacité dans laquelle se trouvent les militants et les cadres du mouvement ouvrier de progresser sur les plans théorique et politique, de s'attaquer à la sclérose ou au dogmatisme qui a frappé leurs dirigeants, de parvenir à faire la part des choses dans les enseignements du marxisme pour n'en retenir que l'essentiel qui correspond à la société et au monde tels qu'ils ont évolué au cours du XXe siècle, et de se rassembler sur cette base pour construire un nouveau parti communiste.

Je ne prétends pas avoir inventé le fil à couper le beurre, je ne suis ni un intellectuel ni un théoricien, je ne fais pas partie de ces dirigeants qui se prennent pour ce qu'ils ne sont pas, par contre, au cours des dernières années je me suis employé minutieusement à essayer de renouer avec le fil conducteur du marxisme en passant au crible de la critique l'essentiel des leçons qu'il nous a légués et c'est armé de cette enseignement et de cette méthode que je me suis livré à l'examen de la lutte des classes au cours des 65 dernières années afin de tenter de comprendre pourquoi nous en étions là aujourd'hui, comment les choses s'étaient passées et quelles erreurs avaient été commises pour les corriger et éviter de les reproduire dans l'avenir. Je me suis livré à cette étude sans aucun a priori, sans savoir ce que j'allais découvrir.

Je suis revenu cent fois sur les mêmes questions en les reprenant sous des angles différents, parfois je suis parvenu aux mêmes conclusions, d'autre fois j'ai dû corrigé l'appréciation que j'avais porté auparavant sur certaines questions, d'autre fois encore j'ai dû laisser de côté certaines questions par manque de données suffisamment précises. J'ai été amené à aborder des sujets extrêmement divers que Marx, Engels, Lénine ou Trotsky avaient étudié à leur époque, et à cette occasion je me suis aperçu qu'un grand nombre d'entre eux n'avaient jamais été abordés par les différents partis aussi bien dans leurs journaux que dans leurs revues théoriques, comme s'ils étaient tabous ou que leurs dirigeants les fuyaient comme la peste. Evidemment, il n'en fallait pas davantage pour aiguiser encore plus ma curiosité et approndir l'étude de chaque sujet ainsi banni de nos discussions entre militants. J'ai repris à la lettre la méthode de Marx que Trotsky appelait couper les cheveux en quatre, afin de trouver des réponses satisfaisantes à toutes les questions qui me venaient à l'esprit chaque fois que je poussais plus à fond l'analyse d'un sujet particulier. Je ne vais pas dresser ici la liste des sujets que j'ai abordés dans mes articles ou mes causeries, vous les connaissez aussi bien que moi, et si je n'ai pas abordé certaines questions qui vous viennent à l'esprit, rien ne vous empêche de me les soumettre, je tenterai d'y répondre dans la mesure du possible, immédiatement ou un peu plus tard, une fois réuni suffisamment d'éléments pour vous soumettre une réponse cohérente reposant sur des faits connus ou vérifiables.

Je ne vais pas m'éterniser sur cette causerie. Elle avait deux objectifs, le premier de vous dire ce que je pense de la situation sans se leurrer ou chercher à tromper quiconque, le second pour vous confirmer que je ne pensais pas continuer le site tel qu'il existe aujourdhui parce que cela me prend vraiment trop de temps et qu'il n'est pas normal que je n'ai pas une minute pour lire ou étudier sérieusement. Je vous avouerais que je n'ai pas encore trouver la bonne formule, ce qui explique que j'ai continué malgré tout jusqu'à aujourd'hui. Je me pose des questions sur l'intérêt de ma contribution politique.

Pour en revenir à ce que je disais plus haut, ce qui caractérise la situation du mouvement ouvrier et de son avant-garde, c'est une sorte de pensée unique qui l'a envahi et dans laquelle elle est engluée. Certes, tous les dirigeants ou responsables politiques ne sont pas tous exactement sur la même longueur d'onde, mais en y regardant de plus près on s'aperçoit qu'ils présentent tous les mêmes défauts ou faiblesses.

Par exemple, vous n'en trouverez pas un dans ce pays pour remettre en cause le financement des syndicats par l'Etat, or c'est l'un des aspects fondamentaux de la corruption qui a gagné le syndicalisme, c'est l'un des principaux piliers sur lequel repose la collaboration de classe entre les dirigeants syndicaux et l'Etat, l'autre est essentiellement idéologique et s'identifie à leur adhésion au capitalisme. Cette question est d'une importance cruciale pour le prolétariat, pour le syndicalisme, pour l'ensemble du mouvement ouvrier et son avant-garde,

et personne ne tient à l'aborder. Faut-il en déduire qu'ils sont tous pourris pour faire court ?

Ce n'est pas tout, j'ai aussi abordé des questions apparemment embarrassantes (un euphémisme !) qui nous concernent directement, telles que la place et le rôle de l'aristocratie ouvrière, ceux des fonctionnaires dans l'appareil d'Etat et comment ils ont assuré la stabilité du régime pendant plus d'un demi-siècle, la place des intellectuels dans la société, la disparition des emplois dans l'industrie au profit des services, un ouvrier ne porte pas tout à fait le même regard qu'un employé sur le capitalisme, la généralisation du travail des femmes, etc., bref, j'ai aussi tordu le cou à bien des généralités dont nos dirigeants s'accommodent sans que l'on sache au départ pourquoi, par facilité mais pas seulement, j'ai persévéré et j'ai poussé des portes pour en savoir davantage et ce que j'ai découvert allait à l'encontre de tout ce qu'on nous avait servi sur un plateau jusqu'à présent...

A l'arrivée, sachant que les dirigeants et cadres des différents partis connaissent parfaitement l'existence du site Lutte de classe, constatant qu'aucun d'entre eux ne s'était signalé par courriel ou en m'adressant une contribution critique, qu'aucun d'entre eux n'avait essayé d'engager la discussion avcec moi sur un des thèmes abordés dans mes causeries, à la limite je conçois très bien qu'ils me méprisent profondément, constatant qu'aucun d'entre eux n'a depuis abordé dans son parti une des questions que j'avais traitées dans mes longues causeries, auquel cas je m'en serais rendu compte ou des militants me l'auraient signalé, j'en suis arrivé à la conclusion que vous trouverez sans doute péremptoire qu'aucun de ces partis, aucun de ces dirigeants n'est capable de mener le prolétariat au combat et qui plus est à la victoire contre l'Etat et son gouvernement ultra réactionnaire, et que dans ces conditions-là la défaite est assurée d'avance. Vous comprendrez j'espère, qu'il est inutile que je poursuive le travail que j'ai engagé sous la même forme et au même rythme, non pas que je déserterais ou que j'aurais finalement opté pour la sieste sous les cocotiers, mais je m'épuise en pure perte de temps et d'énergie au profit de quelques militants seulement, qui de plus semblent comprendre tout de travers ou presque d'après les derniers témoignages qui m'ont été adressés, ce n'est pas un reproche mais un constat.

Trouver une autre formule pour continuer ce travail va me demander un nouvel effort, une formule plus efficace si possible. Je me demande ce que les uns et les autres ont dans la tête, dans quelle langue il faut parler pour se faire comprendre, et je le répète l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction concerne avant tout ce qui se passe dans les partis qui existent aujourd'hui et pas ailleurs, partis dans lesquels il n'existe apparemment de près comme de loin aucun dirigeant ou cadre disposant des qualités d'un Marx ou d'un Lénine, auquel cas là aussi cela se saurait, je pense que l'on est au moins d'accord sur ce point. Le camp de la réaction n'a pas ce problème, il regorge de champions pour mener à bien sa barque, de Napoléon à Sarkozy, ils détiennent tout le pouvoir et ils sont la classe dominante, donc pour eux c'est facile, mais pour nous quelle galère !

Je ne veux pas croire pour autant qu'on n'y arrivera pas, mais on n'est pas au bout de nos peines camarades. Vous voyez, on peut taper sur les dirigeants, cela aussi c'est facile, puérile la plupart du temps, mais on doit convenir qu'on a besoin d'eux autant qu'on a besoin du parti pour s'en sortir, il nous faut donc être patient par dessus tout, plus que jamais sans doute.

La morale de cette histoire s'il devait y en avoir une : le pire ce serait encore se bercer d'illusions pour se rassurer, de croire que les choses pourraient se passer autrement, que par miracle même sans un Marx ou un Lénine pour nous guider ou nous montrer la voie on s'en sortir... Pour avoir étudié un peu la nature humaine et ses horribles faiblesses, en réalité je n'ai jamais cessé de m'y intéressé quotidiennement depuis 30 ans, je crains que cela soit impossible, je voudrais bien me tromper, quel soulagement ce serait franchement, mais honnêtement je ne peux pas vous tenir un tel discours.

**Retraites.**

**1-** Les principaux syndicats français (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires) ont confirmé leur intention d'organiser une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 7 septembre contre la réforme des retraites au moment où s'ouvrira le débat parlementaire. (Reuters 29.06)

**2-** Le PS, VRP de l'UMP.

Le Parti socialiste ne défend pas le retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans pour tout le monde, a fait valoir Martine Aubry mardi soir lors d'un meeting à Roubaix. "*Nous allons vivre de plus en plus longtemps et donc il va falloir travailler plus longtemps: nous en sommes tous d'accord*", a dit la maire de Lille aux journalistes, avant de le répéter à plusieurs reprises sur la scène du théâtre Pierre de Roubaix.

Elle a insisté "*Nous ne demandons pas le retour à 60 ans pour tout le monde: nous ne l'avons jamais demandé*". (Reuters 29.06)

Continuez à faire le sale boulot au PS, au moins on sait dans quel camp vous êtes... sauf les dirigeants du POI !

**Les allocations chômage sous le coup du rabot.**

Les allocations chômage seront revalorisées de 1,2% le 1er juillet, annonce l'Unedic, le gestionnaire de l'assurance chômage. Alors que l'inflation a atteint 1,6%. Fin avril, 2.572.500 chômeurs étaient indemnisés par l'assurance chômage, selon Pôle Emploi. (Reuters 29.06)

**La France : un régime policier et liberticide.**

**1- Enseignants et proviseurs dans le rôle de délateurs et d'affameurs.**

Les députés ont adopté mardi en première lecture la proposition de loi UMP sur le nouveau dispositif de suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire.

Le texte porté par le député UMP des Alpes-Maritimes Eric Ciotti prévoit de placer l'inspecteur d'académie dans le rôle de "*pivot*", à la place du conseil général, qui était chargé de demander la suspension des allocations dans l'ancien système mis en place par la loi de 2006.

Après quatre demi-journées d'absence non justifiées en un mois, le chef d'établissement devra signaler l'élève à l'inspecteur d'académie, lequel se chargera de convoquer la famille pour lui adresser un "*avertissement*". Les parents seront alors rappelés à leurs obligations légales et informés des différents outils d'accompagnement à leur disposition.

Si l'élève réitère ses absences au cours de l'année scolaire, l'inspecteur d'académie aura l'obligation de saisir la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour "*suspendre immédiatement*" les versements liés à l'enfant, selon le texte.

Les allocations ne seront à nouveau débloquées que si l'élève est assidu pendant au moins un mois. Leur versement sera alors rétroactif, sauf si de nouvelles absences ont été constatées depuis la date de leur suspension. (AP 29.06)

Quand j'étais prof chaque matin je devais remplir le cahier de présence et le responsable de classe le portait au secrétariat à la fin du cours. Si demain j'étais prof et qu'un élève manquait dans ma classe, je ne le signalerais pas.

**2- Qui est le plus raciste?**

Le 31 juillet 2009, M. Girot de Langlade, alors préfet chargé des Etats généraux de l'Outre-Mer pour la Réunion, se présente à un portique de sécurité d'Orly alors qu'il est en transit avec son épouse.

Le couple est fatigué par le voyage et pressé. Mais au moment du contrôle, l'alarme retentit et le ton monte avec les agents de sécurité.

Une certaine confusion s'ensuit et, en quittant le portique, M. Girot de Langlade s'emporte: "*On se croirait en Afrique ici!*", dit-il. Trois agents de Securitas, dont deux femmes noires, portent plainte.

A l'audience, l'ancien haut fonctionnaire de 63 ans, carrure imposante et voix de stentor, le reconnaît sans mal : il a bien tenu ces propos mais, jure-t-il, "*il n'y avait rien de raciste*".

"*J'ai simplement voulu dire que c'était le bordel (...) Si le contrôle avait été rigoureux, j'aurais pu dire: +on se croirait à Singapour ou aux Etats-Unis*", déclare l'ancien haut fonctionnaire, qui nie avoir évoqué la couleur de peau des agents.

Résultat : 5.000 euros d'amende ont été requis devant le tribunal correctionnel de Créteil contre l'ex-préfet Paul Girot de Langlade, jugé pour injures racistes pour avoir lâché cette phrase lors d'un contrôle à l'aéroport d'Orly. (Lepoint.fr 29.06)

Combien de fois quand je suis retourné en France en voyant le bordel qu'était devenu ce pays, je me suis exclamé : on se croirait en Inde ! Je n'ai même pas besoin d'aller aussi loin, il suffit de se rendre à 4kms de chez nous au consulat de France de Pondichéry pour constater que tout se délite en France. Magueswary d'origine indienne, qui passe 9 mois par an en France à Aubagne, ne cesse de le répéter et moi de lui répondre de quitter ce pays pourri, pas l'Inde mais bien la France. Et me voilà raciste envers les Français ! On doit être forcément racistes puisqu'on dit les choses telles qu'elles sont. A quel niveau de connerie on en est arrivé en France ! Moi je dis en France, on se croirait en Inde, parce que j'y ai passé près de 20 ans de ma vie, je sais de quoi je parle, tout comme j'imagine M. Girot de Langlade qui revenait de La Réunion et qui a dû passer quelque temps en Afrique.

La meilleure encore, c'est que l'avocat de M. Girot de Langlade, Me Collard, courbe l'échine devant ces salopards de la Licra, du Mrap et de SOS Racisme qui se sont portés parties civiles pour faire parler d'eux et récupérer du fric, en déclarant que l'ex-préfet "*a dit une connerie mais ce n'était pas raciste*". Quelle connerie ? Il n'a pas dit une "*connerie*" il a dit la vérité, la France est devenu un vrai bordel digne de ce qui se passe en Afrique, je dirai même mieux, c'est devenu pire en France par certains aspects. Mais M. Girot de Langlade a eu le malheur de prononcer ces mots anodins devant des personnes originaires d'Afrique qui ont saisi immédiatement l'occasion qui se présentait à eux pour porter plainte, faire parler d'elles et se faire un peu de fric. En réalité, ce sont elles que l'intelligence n'a pas encore eu le temps d'atteindre qui sont racistes ; en haut on est raciste par idéologie, en bas on est raciste par ignorance ou pure connerie.

Tous ces "*anti-racistes*" ne sont que des mouches à merde, en réalité ils sont plus racistes que ceux qu'ils accusent de l'être. Bien le bonjour à la ribambelle de crétins du mouvement ouvrier qui les soutiennent, ils partagent avec l'UMP et le FN la responsabilité de l'atmosphère délétère qui règne dorénavant dans ce pays. A vomir. A tout prendre, je préfèrerais encore la compagnie de cet ex-préfet à celle de ces misérables "*anti-racistes*" qui font le lit des dictatures en Afrique et au Proche-Orient... et en France !

**3- A droite toute !**

La "*droite décomplexée doit peser davantage au sein de l'UMP.*" Pétris par cette conviction, treize députés de la majorité ont lancé leur "*laboratoire politique*", baptisé Collectif de la droite populaire, lors d'un petit-déjeuner à l'Assemblée nationale, le 23 juin.

"*Notre leitmotiv est clair. C'est : Touche pas à mon pays et Touche pas à mon drapeau. Nous avons notre pays à fleur de peau*", résume Lionnel Luca

Le député de Seine-Saint-Denis Patrice Calméjane - qui a rallié le collectif à la première heure - abonde en ce sens. "*Les citoyens en ont assez de l'insécurité. Et puis aujourd'hui, il est urgent de mieux respecter la Marseillaise et notre drapeau français*", note-t-il. Autre préoccupation du collectif : renouer avec "*l'électorat populaire*" formé par "*les classes moyennes, le monde rural, les artisans et les commerçants*". "*En échangeant entre députés sur ces sujets, des idées nouvelles pourront naître pour notre pays*", se réjouit Thierry Mariani, qui a fait des questions de sécurité ou d'immigration sa spécialité.

Après le revers des régionales, une partie de l'UMP a conscience que le FN est une "*menace réelle*" pour 2012.

La "*droite populaire*" entend donc bien damer le pion au parti frontiste d'ici à la présidentielle. "*Il n'est pas question de laisser au FN le terrain de l'immigration ou de la sécurité, ni le monopole des valeurs de la nation*", répètent à l'envi les députés du collectif. (Lepoint.fr 29.06)

Les nazillons de l'UMP montent au créneau, normal en période de crise... Et ce n'est qu'un début !

**4- Que l'ordre règne en Sarkoland.**

Raymond Domenech et Jean-Pierres Escalettes seront entendus mercredi par les députés. N'en font-ils pas un tout petit peu trop, quand même, sur ce sujet ? Certes, le football passionne, mais de là à mobiliser jusqu'au plus haut sommet de l'Etat. (Lepost.fr 29.06)

**Les grandes manoeuvres avant la saigner.**

**1-** La lettre adressée lundi par le chef de l'Etat au Premier ministre François Fillon répondait à une double nécessité : montrer que l'Etat est exemplaire quand un effort est demandé à tous les Français et allumer un contre-feu après les révélations à répétition des dernières semaines sur les abus de ministres.

Il a annoncé que les budgets des différents ministère vont être réduits de 10%, mais en 2009 les dépenses de personnel avaient augmenté de 21%. Par ailleurs ni l'Elysée ni Matignon ne sont concernés, alors la vie de château continue. De l'aveu même de sénateurs de l'UMP les économies attendues sera de quelques dizaines de millions d'euros.

"*C'est l'épaisseur du trait. Ce n'est pas ça qui va faire chuter les déficits publics*", souligne le sénateur centriste Jean Arthuis. Ce que l'on ne nie pas à l'Elysée. Evidemment cet effet d'annonce est destiné à la plèbe qu'ils s'apprêtent à saigner. (Reuters 29.06)

**2-** La France n'échappera pas à une politique de rigueur, estime Alain Juppé dans un entretien à l'express.fr, qui juge par ailleurs inéluctable une hausse de la TVA pour favoriser la réduction des déficits publics.

"*Je dis parfois que mon rêve est de faire aimer la TVA aux Français ! C'est un bon impôt. Ils sont absolument convaincus du contraire, parce qu'il apparaît sur toutes les notes qu'ils paient. Pourtant, il ne frappe ni l'investissement ni les exportations. En 1995, en baissant les charges sociales (la ristourne Juppé) et en augmentant parallèlement la TVA, j'avais fait une forme de TVA sociale*", dit-il.

"*La contrainte est telle qu'on n'aura pas le choix, on ne pourra pas attendre 2012. On parle d'une taxe carbone européenne, pourquoi le relèvement de la TVA dans les pays européens, une forme de TVA verte, ne pourrait-il pas en faire office?*", suggère-t-il. (Reuters 29.06)

L'impôt le plus injuste qualifié de "*bon impôt*, il fallait oser le dire, c'est fait !

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, déclare que le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur la baisse de la TVA de 19,6 à 5,5% dans la restauration. "*Je pense que, si les restaurateurs faisaient un effort sur les prix, ça arrangerait tout le monde*", a-t-elle fait valoir.

Dimanche, le ministre du Budget, François Baroin, a prôné, à titre personnel, un "*coup de rabot*" sur la TVA à 5,5%. (Reuters 29.06)

**3-** Il faudra cinq à dix ans de rigueur budgétaire pour sortir totalement de la crise actuelle, a estimé mardi sur Europe 1 le gouverneur de la Banque de France. Il a ajouté que les banques françaises se portaient bien et qu'elles n'auraient aucun problème à rembourser leurs échéances auprès de la BCE.

**4-** Jean-Pierre Raffarin a lancé mardi soir l'idée d'une "*commission éthique*" pour réguler la fonction ministérielle, en suggérant le nom de "Lionel Jospin" pour la co-présider avec un ancien Premier ministre de droite.

"*Pourquoi pas une commission qui serait co-présidée par (le socialiste) Lionel Jospin et un autre ancien Premier ministre de droite?*", a-t-il encore suggéré. L'ex-locataire de Matignon, aujourd'hui vice-président de l'UMP, n'a avancé aucun nom pour le co-président de droite.

Il entend ainsi apporter sa contribution à "*l'apaisement*" des récentes polémiques liées au train de vie des ministères, et veut éviter leur répétition à l'avenir, a-t-il expliqué. (Lepoint.fr 29.06)

Haut de page

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

# Causeries juillet 2010

| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |

---

**Le 1er juillet**

Les infos et les causeries du mois de juin sont en ligne au format pdf. Je remercie le camarade P. qui m'a fait savoir hier par courriel qu'il m'envoyait un chèque de soutien.

J'aurais voulu poursuivre la causerie d'hier mais je n'ai pas le temps.

J'ai reçu le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (104), il m'a laissé plus que "*perplexe*" à plus d'un titre.

La campagne du POI en direction des appareil du PS, du PCF et du PG est vraiment lamentable, pire encore. Le POI semble ignorer que l'immense majorité des travailleurs n'ont aucune confiance dans ces partis à la solde du capital. Le POI leur sert la soupe et colporte ainsi des illusions dans ces partis, dès lors qu'il le veuille ou non il en est le complice, le double langage habituel des dirigeants du POI. Le POI semble aussi ignorer les dernières prises de positions des dirigeants de ces partis, dont celle de M. Aubry qui a martelé encore avant-hier à Roubaix "*Nous allons vivre de plus en plus longtemps et donc il va falloir travailler plus longtemps: nous en sommes tous d'accord*", d'accord avec Sarkozy, position que le PS défend depuis le début et maintes fois répétée. Alors, dés lors que le PS tient publiquement ce discours, y compris dans des meetings rassemblant des travailleurs, cela signifie que ce parti a décidé que ce serait sa position officielle et qu'il n'y avait pas lieu de revenir dessus.

C'est formidable, le PS apparaît tel qu'il est vraiment, on devrait s'en réjouir, cela devrait faciliter la rupture avec ce parti de la part de tous ceux qui parmi les intellectuels et les couches moyennes le soutenaient, et bien non au POI ils pensent le contraire, il faudrait continuer de le faire passer pour un parti ouvrier - Gluckstein l'écrit textuellement dans son éditorial. Qu'est-ce que cela signifie ? Que le POI n'a pas d'autre horizon politique à proposer aux travailleurs que l'amélioration de la condition ouvrière sans cesse remise en cause et finalement leur soumission au régime capitaliste que le PS et sa politique expriment directement et suffisamment clairement, qu'en réalité le POI n'a pas du tout l'intention de combattre pour renverser l'ordre établi.

Vous connaissez sans doute la formule : se placer sur le terrain des illusions des masses pour les combattre, elle appartient au même registre que le front unique en direction de ces partis, elle sert en même temps à le justifier, à condition que les masses aient vraiment des illusions dans ces partis. Or ce n'est pas cas, peu importe martèlent-ils au POI, on va faire en sorte qu'il n'en soit rien par un tour de passe-passe, on va commencer par prétendre que le PS serait un parti ouvrier, ensuite comme il ne se comporte pas vraiment comme un parti ouvrier, on va proclamer que ce sont les travailleurs qui le pensent et non pas nous, ce qui permettra de justifier sournoisement nos adresses en sa direction et le front unique qui va avec pour qu'il se comporte enfin comme un vrai parti ouvrier, au passage on lui fait la leçon pour être

plus crédible et le tour est joué, on aura prouvé une fois de plus qu'on a raison et que notre stratégie est la meilleure, à qui ? c'est une autre paire de manches apparemment. Ce tour de prestidigitation est basé encore une fois sur un syllogisme partant d'un postulat erronné, volontairement fabriqué et faux notez bien.

Y. Legoff écrit : "*Alors, les dirigeants du PS, du PCF et du Parti de gauche doivent cesser de tergiverser. Qu'attendent-ils pour se prononcer ?* ". Mais c'est déjà fait, vous ne savez pas lire, vous êtes sourds ou quoi ? Vous imaginez un instant les conséquences de la même politique opportuniste au cas où le PS accèderait au pouvoir en 2012 ? Voyez ce qui s'est passé entre 1981 et 1995 sous Mitterrand et vous aurez compris. C'était le seul objectif des dirigeants de l'OCI qui dirigent le POI aujourd'hui comme l'affirmera P. Lambert dès... 1972. Sauf qu'avec la crise actuelle, le front populaire pourrait se terminer plus rapidement qu'à cette époque et dans des conditions beaucoup plus dramatiques pour le mouvement ouvrier.

Dans son éditorial Gluckstein fait preuve d'un cynisme incroyable : "*Signant la lettre ouverte dont le Parti ouvrier indépendant a pris l'initiative, ils sont nombreux à dire, et parmi eux des militants du PS et du PCF : «Quelque chose ne tourne pas rond : pourquoi les dirigeants des partis s'obstinent-ils à noyer le poisson ? Que veulent-ils en réalité ? »*". Ces militants complètement arriérés, il a été les chercher où Gluckstein ? Ils sont combien dans ce pays dans ce cas ?

Et la réponse ? Mais quelle réponse, il n'y a pas de réponse camarades, chacun pense ce qu'il veut du PS, chacun a le droit d'avoir des illusions dans ce parti bourgeois, alors que l'on sait très bien ce qu'il veut, ses dirigeants le disent suffisamment clairement tous les jours, il veut que le projet du gouvernement soit adopté avec quelques améliorations ici ou là, voilà qui ne prête pas à confusion, pourquoi, parce que c'est le frère jumeau de l'UMP, seule la sémantique (le langage ou la terminologie) empruntée au mouvement ouvrier change quelque peu pour mieux tromper les naïfs. Dès lors, pourquoi ne pas dire la vérité aux travailleurs ? A ne pas la dire, quelle crédibilité à le POI ? Aucune. En quoi devrait-il inspirer confiance ? En rien.

Il faut bien comprendre que pour les dirigeants du POI, la retraite est tout et le combat pour en finir avec les institutions et le capitalisme n'est rien, au lieu que la tactique soit subordonnée à la stratégie, ils inversent les rôles, ce qui rend caduc ou impossible le combat contre le régime, ce que confirme la politique du POI et explique qu'il ne propose aucune issue politique aux travailleurs, c'est un parti petit-bourgeois opportuniste et rien d'autre, pour lequel vivre sous un régime capitaliste n'est pas vraiment un problème du moment qu'on arrive à en sous-tirer encore des miettes, miettes destinées en priorité à son fond de commerce qui est le même que celui des syndicats pour continuer à exister politiquement.

Répétons-le, qui est contre la défense de nos retraites ? Personne en dehors de quelques attardés, dès lors s'en tenir à ce créneau suffit à légitimer notre combat, on n'en demande pas plus, telle est la politique du POI à l'heure où la crise de l'Etat prend une tournure politique avec l'affaire Woerth, le POI le sait et le dit mais ne veut pas le traduire concrètement dans sa politique, c'est donc délibérément que les dirigeants du POI ont adopté une position révisionniste par rapport au marxisme. Comment ne pas voir qu'ils conçoivent chaque combat de la classe ouvrière comme une abstration détachée de l'objectif de son combat, cela saute aux yeux, de plus en plus au fur et à mesure que la crise du capitalisme et du régime s'amplifient. C'est le meilleur moyen d'empêcher le prolétariat de chercher et de trouver une issue à la crise du capitalisme.

Lorsque le combat pour les retraites sera terminé et quelle qu'en soit l'issue, ils procèderont comme depuis 60 ans, ils passeront à autre chose et ainsi de suite sans jamais poser la question de l'Etat et du pouvoir politique, protégeant ainsi le pouvoir en place sans que la conscience de classe du prolétariat ne progresse, l'air de rien, sans que leurs militants ne s'en aperçoivent, soit parce qu'ils sont déjà complètement gangrenés par le réformisme, soit parce qu'ils ont cessé de combattre pour le socialisme. Comme disaient les socialistes en 1902 aux ouvriers de Carmaux : on a remporté une bataille mais pas la guerre, on est en guerre contre les capitalistes, le combat continue car ce qu'on veut c'est notre émancipation totale du capital... Quel parti aujourd'hui a le courage de tenir un tel discours ? Aucun.

Bref, Gluckstein s'adresse aux appareils dans son éditorial, donc il ne nous concerne pas.

Cependant, il semblerait qu'il soit difficile de faire avaler cette nouvelle couleuvre à tous leurs militants, les dirigeants du POI sont obligés d'y mettre les formes (page 11) : "*La déclaration du bureau national et la lettre aux dirigeants des partis doivent être correctement comprises ce n'est pas une supplique aux dirigeants ; elles doivent être la base de discussions organisées avec les travailleurs autour de nous...*", sur la base d'illusions distillées en direction du PS, PCF et PG, une supplique qui ne veut pas dire son nom et qu'ils sont incapables d'assumer en plus.

Cela a peut-être un rapport avec la perte de près de 3.000 adhérents depuis la fondation du POI, en effet dans le même article on apprend qu'il n'y a plus que 7.100 adhérents au POI. Souvenez vous l'interview de Schivardi à la *Dépêche* du 3 juin 2010, donc il y a moins d'un mois : "*Le Parti ouvrier indépendant (POI) compte 10 000 adhérents. « Nous serons 15 000 d'ici 2 012 », prédit Gérard Schivardi*", passons.

Je n'ai pas encore eu le temps de lire entièrement le IO n°104, j'ai remarqué que pour la troisième fois en quatre numéros ils servaient aussi la soupe à ce qu'il faut bien appeler désormais un appendice du POI, la Libre Pensée ou la bonne conscience appliquée commence par soi-même pour faire oublier leur incurie politique ou leur couardise.

IO n°101 page 14, une pleine page, *Le serment laïque de Vincennes* - Un entretien avec Marc Blondel, président de la Fédération nationale de la Libre Pensée.

IO n°102 page 14, une moitié de page, Communiqué de la Libre Pensée - *La logique concordataire à l'œuvre dans le Code de l'éducation.*

IO n°104 page 14, un trois quart de page, Célébration du 50e anniversaire du serment de Vincennes (19 juin 1960), *Discours prononcé le 19 juin 2010 à Vincennes au rassemblement pour la laïcité (extraits)*, par Marc Blondel, président de la Fédération nationalede la Libre Pensée (FNLP).

L'opportunisme du POI ne s'arrête pas là, en page 8 on peut lire un article insignifiant de Jeanneney (ex-PS), vous savez celui qui avait déclaré dans un interview du 4 avril 2007 : "*Je ne suis pas pour le Grand soir.* Je n'y avais pas pensé avant, cela m'est venu en écrivant ces lignes : Les Schivardi, Jeanneney et consorts ne voulaient pas rejoindre un parti (le PT) issu d'un parti se réclamant du trotskisme, le PCI, du coup Lambert et Gluckstein ont eu l'idée de changer une nouvelle fois le nom de leur parti, ainsi, après pour ainsi dire avoir fait disparaître toute trace du PCI, plus rien ne s'opposait à ce qu'ils rejoignent un parti ayant rompu avec le trotskisme qu'ils doivent proprement détester, comme tous les républicains d'ailleurs. Quant aux militants du CCI-PT, ils ont été les otages et les spectateurs impuissants de ce marchandage qui s'est conclu dans leur dos et à leur insu, leur parti appartenant à ses dirigeants à la façon d'un vulgaire boutiquier propriétaire de son fond de commerce et des salariés qu'ils emploient.

Cet historien amateur écrit : "*A l'époque (en 1910 -LdC), le patronat recherchait de toutes ses forces l'association capital-travail, avec l'image du patron « bon papa » avec ses ouvriers...*" et plus loin, "*Il y a bien longtemps que le patronat a abandonné ce genre d'idées : aujourd'hui, c'est l'époque du « tout pour les mêmes », du « bosse et tais-toi »...*", parce qu'en 1910 les ouvriers auraient eu une existence meilleure qu'aujourd'hui pour un peu, alors qu'ils grattaient de 12 à 14 heures par jour dans des conditions effroyables, y compris les enfants, curieux non ?

Au début du XXe siècle quand les ouvriers ou les mineurs se mettaient en grève le gouvernement envoyait l'armée qui leur tirait dessus, les syndicalistes étaient emprisonnés puis licenciés, les patrons ne leur appliquaient pas la formule « *bosse et tais-toi* » mais bien bosse et crève ! Et dire que cette année, lors de la commémoration de la Commune au Père Lachaise, le POI avait confié à Schivardi et Jeanneney de rédiger et lire un article en hommage aux Communards, on en a honte pour les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI !

Il termine son article ainsi : "*...c'est Guesde qui avait raison (contre Jaurès - LdC) en affirmant que la lutte des classes ne s'arrête jamais et qu'elle est toujours une question de rapport de force* ", c'est vrai qu'en passant d'une revendication à une autre et ainsi de suite sans qu'elle s'inscrive dans la perspective politique du socialisme, quand chaque droit ou avantage acquis est remis en cause lorsque le rapport de force est au désavantage de la classe ouvrière, vient ensuite l'heure de les reconquérir et ainsi de suite pour l'éternité amen, sans que finalement on se donne un autre objectif, les capitalistes peuvent dormir tranquille avec des gens comme ce Jeanneney.

En fait, la lutte des classes, tout comme la politique ou la démocratie, ne prendra fin qu'avec l'extinction des classes et de l'Etat, perspective dans laquelle ne se situe manifestement pas le combat du POI. Ceux qui par ignorance affirment que le POI est un parti trotskiste se trompent, le courant CCI dit encore trotskiste du POI dirige ce parti, mais la politique qu'il met en oeuvre n'a rien à voir avec le trotskisme avec lequel ses dirigeants ont rompu, d'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement avec dans ce parti des républicains, des démocrates ou d'ex-membres du PCF qui rêvent encore de l'*époque glorieuse* du parti stalinien (J-C Marquiset), en réalité la politique du POI est faite sur mesure pour ces contre-révolutionnaires et ce parti n'en a pas d'autres. Est-ce que tous les militants du CCI-POI y ont déjà réfléchi ?

**Revalorisation des salaires des fonctionnaires.**

Les salaires des cinq millions de fonctionnaires français de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux seront augmentés de 0,5% au 1er juillet mais gelés en 2011, annonce le gouvernement.

Les huit organisations CGC, CGT, CFTC, FO, FSU, Solidaires et Unsa ont annoncé avoir quitté la réunion avec Eric Woerth en forme de protestation.

"*Les organisations ont exprimé leur colère et celle des agents publics dans un contexte: de perte de pouvoir d'achat, d'aggravation des conditions de travail, de suppressions massives d'emplois et de réforme des retraites*", disent-elles dans un communiqué.

"*Elles ont refusé que les salariés du public comme du privé paient le prix fort d'une crise dont ils ne sont pas responsables*", ajoutent-ils, appelant à la "*mobilisation*". (Reuters 30.06)

**Reprise en main au sommet.**

Nicolas Sarkozy a confirmé mercredi aux députés UMP qu'il envisageait un remaniement gouvernemental et une réorganisation du parti cet automne, une fois la réforme des retraites votée, rapportent des parlementaires. (Reuters 30.06)

**Dette publique.**

Le gouvernement français a relevé à la hausse ses prévisions de dette publique à 83,7% du PIB en 2010, 86,5% en 2011, 87,5% en 2012 et

87% en 2013, dans le rapport préparatoire au débat d'orientation budgétaire.

Selon les données publiées mercredi par l'Insee, la dette publique a augmenté de 46,5 milliards d'euros au premier trimestre 2010 pour atteindre 1.535,5 milliards, soit environ 80,3% du PIB.

Ce pourcentage représente une hausse de 2,2 points par rapport à la fin 2009 quand la dette au sens de Maastricht s'élevait à 1.489,0 milliards d'euros ou 78,1% du PIB.

Sous l'effet de la hausse de l'endettement, la dette de l'Etat a augmenté de 43,4 milliards d'euros au premier trimestre pour s'élever à 1.206,0 milliards.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens du traité de Maastricht prend en compte celle des administrations de sécurité sociale (63,0 milliards), des administrations publiques locales (159,3 milliards) et des organismes divers d'administrations centrales (Odac, 112,6 milliards).

La dette des administrations de sécurité sociale a augmenté de 8,6 milliards d'euros alors que celle des administrations publiques locales et des organismes divers d'administration centrale a diminué de 2,8 milliards dans un cas comme dans l'autre. (Reuters 30.06)

En admettant que la dette des organismes sociaux serait de 63 milliards d'euros, sur 1.535,5 milliards cela représenterait à peine 4% environ de la dette publique, et cela nécessiterait de tailler à la hache dans nos retraites ou les dépenses de santé ? Non bien sûr, le gouvernement poursuit un autre objectif : la privatisation des retraites et de la santé.

**Tout, tout, tout pour les banquiers !**

La Banque centrale européenne (BCE) a cherché à rassurer des marchés financiers très tendus mardi, assurant que le système bancaire ne serait pas perturbé par l'arrivée à échéance cette semaine de près de 500 milliards d'euros de prêts d'urgence.

Les établissements financiers de la zone euro vont ainsi devoir rembourser jeudi à la BCE 442 milliards d'euros. Il s'agit de la première tranche de trois opérations à un an offertes aux banques commerciales au plus fort de la crise.

Les banques de la zone euro, "*pourront toutes rembourser*" même s'"*il y a quelques banques qui sont en moins bonne situation qui peuvent éventuellement souffrir*", a déclaré mardi Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France et membre du Conseil des gouverneurs de la BCE.

Interrogé sur Europe 1, il a ajouté: "*Nous ferons en sorte qu'il n'y ait aucun problème et que tout cela se passe bien*".

Les deux tranches suivantes à un an viennent à échéance en septembre et en décembre.

Pour alléger la charge de remboursement des banques, la BCE a présenté des facilités d'emprunts supplémentaires. Ainsi, mercredi, à la veille de l'échéance, l'institution présidée par Jean-Claude Trichet va offrir aux banques des fonds illimités à trois mois.

L'offre totale de liquidité dans le système bancaire de la zone euro devrait dépasser 900 milliards d'euros - une première - avant le remboursement de jeudi, ce qui suggère que le marché monétaire n'aura pas de problème à traiter les sorties de fonds.

"*Il y a beaucoup de liquidités disponibles pour combler le fossé, et il y a beaucoup d'argent dans les dépôts*" de la BCE, estime Simon Maughan, analyste bancaire chez MF Global au Royaume-Uni.

Menace peut-être plus importante pour les marchés, estime Andrew Lim, analyste chez Matrix Securities à Londres : le risque que la demande de fonds à trois mois soit beaucoup plus forte que prévu. Les analystes interrogés par Reuters s'attendent à ce que les banques empruntent 210 milliards à trois mois, ce qui serait un plus haut record.

Dans la mesure où le taux Euribor à trois mois est nettement inférieur à celui de 1% auquel la BCE prêtera son argent, une demande très élevée lors de cette opération constituera un signal d'inquiétude.

Cela donnera à penser que les banques ayant perdu accès au financement interbancaire sont plus nombreuses que prévu.

Signe que les banques sont en train de stocker des fonds, la BCE a reçu un accueil mitigé pour ses dépôts à une semaine, une opération destinée à absorber la liquidité créée par les achats d'urgence d'emprunt d'Etat par la BCE.

Les banques n'ont déposé que 31,9 milliards d'euros malgré le taux pratiquement sans risque de 0,54% offert par la BCE. Celle-ci avait

espéré que 55 milliards lui seraient présentés. (Reuters 29.06)

**Heuliez, fin du dernier épisode.**

Le binôme composé de la société française BGI (Baelen de Gaillard Industries) et de la société allemande ConEnergy a été choisi pour reprendre l'entreprise Heuliez.

Le projet présenté par le tandem franco-allemand prévoit que BGI reprenne les activités traditionnelles d'emboutissage et de carrossage de la société Heuliez New World, placée en redressement judiciaire avec la holding Heuliez Concord.

ConEnergy et le groupe Kohl reprendraient les activités autour de la voiture électrique regroupées au sein de Heuliez Véhicules Electriques (HVE), confiée en attendant à Trans Consult International (TCI), société spécialisée dans la gestion de crises, qui assure un management de transition.

Les deux sociétés se sont engagées à reprendre 481 salariés (70 en portage, c'est-à-dire en chômage technique et formation) dont 333 pour BGI (20 en portage). (Reuters 30.06)

**La charrette.**

Grande-Bretagne. Lloyds Banking Group va supprimer 650 emplois et cesser d'utiliser un réseau d'agences indépendantes, précipitant la fermeture de 265 d'entre elles et donc la possible suppression de centaines d'emplois en plus. (Reuters 30.06)

---

**Le 2 juin**

J'avais oublié de télécharger les documents de la Tribune libre de juillet, avec mes excuses.

Etonnant de voir monter au créneau au quart de tour tous ce que ce pays comporte de bonnes consciences, à commencer par le PS et le PCF ou encore des dirigeants de la CGT, des gens qui se mobilisent pour défendre deux "humoristes" licenciés dans des conditions qui demandent à être éclaircies pour ma part, alors que ces partis et ce syndicat refusent obstinément d'appeler au retrait du projet scélérat du gouvernement sur les retraites.

On assiste au même spectacle pitoyable de récupération avec les sans-papiers, les sans-abris et j'en passe qui sert utilement à faire oublier qu'ils soutiennent le régime... et qui ils sont véritablement. Ces spécialistes des causes perdues parce qu'impossibles à résoudre sans renverser au préalable le régime en place ou de causes prêtant à réserves ou confusion et pour ainsi dire à la limite du défendable ou carrément indéfendables, cela existe, n'hésitent pas à recourir à la démagogie ou à des amalgames pour faire parler d'eux ou se faire remarquer par les médias qui reprennent en boucle leurs déclarations ; les médias aux ordres ayant compris depuis longtemps quel intérêt il y avait pour le régime à présenter parfois ces gens-là sous un angle avantageux de manière à sauver les apparences, cela faisant partie du jeu institutionnel auquel se livrent sans réserves cette fois les uns et les autres.

Voyez braves gens comment le PS, le PCF et la direction de la CGT défendent la liberté d'expression ou la démocratie, alors qu'en réalité ils la piétinent quotidiennement en se présentant comme des représentants de la classe ouvrière tout en refusant de prendre en compte son rejet massif et majoritaire de la contre-réforme du gouvernement sur les retraites par exemple, son droit légimite à la retraite (à taux plein sans condition) dès 50 ans.

L'amalgame ici consiste à prétendre qu'en licenciant deux "humoristes" intervenant sur une radio du service public, la direction de France Inter aurait forcément outrepassé ses droits. Si tel est le cas, cela ne devrait pas être difficile de le prouver en se penchant sur les faits qui leur sont reprochés au regard de la législation du travail en vigueur, or personne n'y fait référence, étonnant, non ?

L'amalgame consiste aussi à prétendre qu'un humoriste pourrait absolument tout se permettre, y compris tenir des propos qui relèvent de la diffamation ou pire encore, qu'il serait au-dessus des lois. Les fous du roi pourraient agir pour ainsi dire indéfiniment en toute impunité... jusqu'au moment où ils tombent en disgrâce et sont remerciés, ce que ces bonnes consciences semblent avoir oublié ou se moquer. Pourquoi et c'est là qu'on en vient au vif du sujet, parce qu'en tant que salarié d'un service public il serait pratiquement impossible d'être licencié, sauf en cas exceptionnel de faute professionnelle grave ou lourde. Tout ce qui touche au service public est considéré comme sacré, tabou. Pas touche au capitalisme d'Etat, c'est sacré, c'est un sanctuaire qui doit demeurer inviolable, inattaquable, inamovible, etc. A tel point que même le POI s'en est mêlé ! (voir le n°104 d'*Informations ouvrières*)

L'humour qui tourne sans cesse à la vulgarité gratuite ou à la diffamation n'est pas particulièrement une perversité de l'esprit, mais plutôt le produit d'un manque d'imagination ou d'inspiration de leur auteur, de leur incapacité à renouveler leur registre terminologique et de leur médiocrité sémantique, pour ne pas dire franchement culturel ou intellectuel ou les deux à la fois. On pourrait faire une analogie avec les

militants ou les gens qui à court d'arguments vous insultent ou vous calomnient.

Ce travers ou cette débauche de vulgarités ou de propos diffamatoires tient lieu à lui tout seul de révélateur des limites ou des faiblesses intellectuelles de ceux qui s'y livrent. Il indique qu'une limite a été franchie en s'exposant parfois à des conséquences désagréables ou imprévues. Il est également le témoin de la décadence et de la décomposition de la société, de l'impuissance dans laquelle nous nous trouvons à la changer radicalement, des miasmes (odeurs pestilentielles) qui se dégagent de son état de putréfaction avancée.

Je me souviens avoir fait ce constat avec Coluche quelque temps avant qu'il ne disparaisse.

Au début, son humour était agrémenté à la marge de quelques vulgarités comme on en trouve dans le langage populaire, c'était osé mais banal. Il continua sa carrière sans encombre pendant quelques années, jusqu'au moment où il sembla que la source de son inspiration s'était tarie, et à partir de ce moment-là il ne pouvait plus prononcer trois mots sans glisser systématiquement une vulgarité. Le clown était devenu franchement pathétique, alors que le bonhomme m'était plutôt sympathique. Il était déjà fini comme comique. Il était sur la pente descendante, incapable de se renouveler, il ne lui restait plus que des "cons", "merde" ou des "enculés" à la bouche, bref, il est parti au bon moment.

On est en train d'analyser un fait et on n'en a rien à faire des états d'âme des uns et des autres, j'espère que l'on se comprend.

Oui j'ai apprécié Coluche à ses débuts, il faisait partie de notre milieu et il nous faisait marrer, mais ce serait malhonnête de ma part de ne pas avouer qu'à la fin je le trouvais franchement pitoyable, j'en avais même de la peine pour lui c'est pour dire, car je prédisais que les médias finiraient par le lâcher, parce que son vocabulaire ordurier était devenu insupportable à entendre à la longue.

Ce qui est intéressant aussi dans cette histoire, c'est de voir l'ex-patron d'un journal satirique, Charlie Hebdo, Philippe Val, à la manoeuvre à la direction de France Inter. Cela devrait donner à réfléchir sur la place et le rôle de ce genre de journal dans le pays, sur tous ces gens qui sont soi-disant de gauche ou anarchisants et dont la bonne conscience ou les traits d'humour ne servent qu'à faire oublier à la fois leur manque de volonté ou de courage et leur propre incapacité intellectuelle à concevoir la société au-delà du capitalisme, à affronter le régime en place. Ces gens-là supportent très bien la présence de la misère humaine ou l'existence des contradictions que la survie du capitalisme engendre, c'est même principalement leur fond de commerce, et gageons que ce n'est pas cela qui les empêche de dormir.

Cela nous fait penser également à tous ces contestataires, tous ces révolutionnaires ou anticapitalistes qui trouvent toujours un bon prétexte pour ne pas s'organiser, pour ne pas participer au combat du prolétariat en refusant de s'associer librement au combat que mène le POI ou le NPA, qui sont les deux seuls partis dans ce pays, qui chacun à leur façon essaient d'organiser les travailleurs, sans se sentir forcément obligé d'adhérer à ces partis, entre les différents engagements qui leur sont proposés, ils sont incapables de se décider et préfèrent s'abstenir, comme si seule la critique serait constructive ou servirait à quelque chose...

Mes voisins, des Français d'une trentaine d'années maximum, comme pratiquement tous les matins dès que le soleil commence à taper, ont pris leur planche et sont partis se baigner, ils n'ont que quelques dizaines de mètres de plage à parcourir pour être en contact avec les premières vagues. Ensuite ils prendront une bonne douche et le thé sous les cocotiers. Après ils feront un petit brin de lecture ou de causette assis sur les marches de l'escalier de la maison qu'ils ont louée, et sur les coups de midi ils partiront déjeuner dans une gargotte indienne à Pondichéry. De retour chez eux, l'heure de la sieste aura sonné. Puis, profitant du coucher de soleil, ils iront faire trempette à nouveau, c'est tellement agréable avec une eau proche de 30°C. En fin de journée, ils iront faire quelques courses avant de passer la soirée entre potes tranquillement installés sous les cocotiers à discuter de ce qui leur passe par la tête, gageons qu'eux aussi refont le monde à l'occasion. Dure la vie, dur le capitalisme, dur de supporter la misère environnante, n'est-ce pas ?

Absolument rien ne m'empêcherait de vivre comme eux dès demain matin, c'est tellement facile. Et puis pendant 20 ans je n'ai pas milité et je me suis détouné de toute activité politique sans que mes convictions n'en aient souffertes, rien ne serait plus facile que d'avoir bonne conscience en me disant qu'au bout du compte mon activité politique ne sert à rien ou presque, qu'on n'a qu'une vie après tout et que je la gâche en la passant devant cet écran d'ordinateur qui me bouffe quotidiennement les yeux, pour en retour ne retirer aucune satisfaction de ce travail ingrat, lassant et épuisant.

Vous comprendrez j'espère qu'étant placé dans cette situation, j'ai franchement du mal à avaler certaines critiques ou à supporter certains comportements, non pas spécialement de la part de militants, mais quand je vois les manifestations d'hypocrisie et de bonne conscience que l'affaire de ces deux "humoristes" a déclenchées, je ne peux me retenir de dire ce que je pense, et vous noterez que je n'ai employé aucune vulgarité, je me suis retenu ou plutôt j'ai passé une meilleure nuit que la veille, donc mon petit cerveau fonctionnait mieux ce matin.

Bon week-end à tous.

**Quelques infos en bref.**

**Affaire Woerth-Bettencourt, la suite du feulleton de l'été. Le trésorier de l'UMP et ministre du Travail mis en cause.**

**1-** Avec l'annonce mardi par François Baroin d'une enquête confiée à l'Inspection générale des finances sur l'affaire Bettencourt, l'UMP

espère que la polémique autour d'Eric Woerth va s'éteindre. Les résultats de l'investigation devraient être rendus sous les 10 jours, a expliqué jeudi matin sur France inter Frédéric Lefebvre. «Ainsi, ceux qui se posent des questions honnêtement vont avoir des réponses: l'administration fiscale a-t-elle reçu des pressions ou non, a-t-elle fait son travail ou non? Et ensuite (...) tout le monde devra se taire et certains devront s'excuser publiquement auprès de M. Woerth», a expliqué le porte-parole de l'UMP.

Un vœu pieux pour l'instant, puisque les critiques ont continué de s'abattre sur la double casquette – ministre et trésorier de l'UMP – d'Eric Woerth. Le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer (UMP), a lui-même estimé qu'Eric Woerth serait «probablement» le dernier à pouvoir cumuler un portefeuille ministériel avec la fonction de trésorier de parti.

Bernard Accoyer a jugé légitime leur demande (des députés de l'opposion -LdC) de création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Bettencourt-Woerth. D'après lui, elle «ne pose pas de problème de recevabilité sur le fond». Autre victoire, sur le plan médiatique cette fois-ci: Le tribunal de grande instance (TGI) de Paris a rejeté ce jeudi les demandes de Liliane Bettencourt et de son gestionnaire de fortune, Patrice de Maistre, d'un retrait des sites Médiapart et Le Point des enregistrements pirates réalisés au domicile de l'héritière de L'Oréal.

Pas un jour ne passe sans une nouvelle information sur le sujet, plus ou moins importante. Lemonde.fr a révélé que le ministre du Travail, à l'époque au Budget, a dîné chez Liliane Bettencourt le 30 janvier 2008. Par ailleurs, l'avocat de Florence Woerth a fait savoir que sa cliente avait porté plainte le 24 juin pour diffamation contre Eva Joly et Arnaud Montebourg pour «manifester son souci de vérité et de transparence». Son mari, le ministre du Travail Eric Woerth, avait annoncé le 20 juin l'intention de son épouse de porter plainte contre le député socialiste et, le 22, contre l'eurodéputée. (20minutes.fr 01.07)

**2-**Le fisc a remboursé 30 millions d'euros à la milliardaire Liliane Bettencourt en mars 2008 au titre du bouclier fiscal, une opération qui a dû recevoir l'aval de l'ancien ministre du Budget, Eric Woerth, affirme jeudi le site internet Mediapart.

Le versement a été opéré par le trésor public via un virement bancaire sur un compte détenu par Liliane Bettencourt à la BNP, selon une source fiscale proche du dossier citée par Mediapart.

Ce remboursement a eu lieu après une demande en ce sens faite par les conseils de Mme Bettencourt, héritière de L'Oréal, adressée entre la fin du mois de janvier 2008 et le début du mois de février 2008, selon Mediapart.

D'après ce site, qui rapporte les propos d'un fonctionnaire des impôts ayant requis l'anonymat, "*les remboursements opérés par l'administration fiscale, lorsqu'ils sont supérieurs à plusieurs millions d'euros, nécessitent l'aval du ministre de tutelle*".

"*Eric Woerth, ministre du budget au mois de mars 2008, a donc dû donner son accord pour le versement de cette somme colossale*", ajoute Mediapart.

Selon les chiffres officiels, les 47% de bénéficiaires redevables de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) captent plus de 99% des sommes remboursées, soit en moyenne 75.674 euros par personne. (Lepoint.fr 01.07)

**Conjoncture industrielle.**

La croissance de la production manufacturière s'est ralentie en juin en Europe, celle de la zone euro tombant même à un plus bas de quatre mois, indication supplémentaire du manque de souffle de la reprise économique dans la région.

"*Dans beaucoup de pays occidentaux, on va voir le rythme de croissance économique ralentir au second semestre de l'année. C'est le chemin que l'on emprunte*", commente Mark Miller, économiste chez Lloyds TSB Corporate Markets, à Londres.

"*Pour l'Europe continentale, les exportations restent toujours un moteur de la croissance économique mais je ne sais pas combien de temps cela peut continuer.*"

En France, la croissance de l'activité manufacturière a ralenti pour le deuxième mois consécutif et le secteur a continué de détruire des emplois.

Le ralentissement de l'activité manufacturière n'est pas propre à l'Europe et touche aussi les pays émergents, puisque l'Inde et surtout la Chine sont également concernés.

La croissance de l'activité manufacturière a ralenti aux Etats-Unis en juin, pour tomber à son plus bas niveau depuis décembre 2009, le secteur affichant toutefois son onzième mois de croissance d'affilée. (Reuters 01.07)

**Ils y pensent tout haut et le font savoir. Augmenter la TVA pour financer la baisse des impôts sur les bénéfices des entreprises.**

Interview de Frédéric Bedin qui a été réélu pour un an à la tête de Croissance Plus, association patronale des sociétés à fort potentiel.

Le Figaro.fr/JDF.com - Quel bilan tirez-vous pour l'année 2009 ? Frédéric Bedin - Nous avons d'abord obtenu le renouvellement du crédit impôt-recherche. Nous avons également décroché, aux côtés d'autres organisations, la nomination d'un médiateur de la sous-traitance.

Et notre campus de printemps à Avoriaz a été un succès: nous avons réuni trois ministres, la présidente du Medef Laurence Parisot, et les représentants de tous les syndicats.

Comment les entreprises de croissance ont-elles vécu la crise ?

Elles continuent à grandir! Par divers moyens: fusions, ouverture du capital, recherche de nouveaux marchés à l'étranger, etc. Les 350 membres de Croissance Plus ont créé 50.000 emplois sur les cinq dernières années. Les entreprises de service adhérentes de Croissance Plus ont vu leur chiffre d'affaires croître de 50% en 2009.

Nous encourageons d'ailleurs les Français à utiliser leur énergie pour soutenir les entreprises de croissance plutôt qu'à tenter de sauver celles qui périclitent. Nous sommes un foyer de croissance potentiel, et un nid d'optimisme!

Quels chantiers vous attendent en 2010?

Notre principal cheval de bataille sera la fiscalité. On ne peut pas durablement avoir un impôt sur les sociétés «en cloche», avec des petites et grandes sociétés payant peu d'impôts et les moyennes, en croissance, soumises à plus de charges!

De façon plus générale, le taux moyen de l'impôt sur les sociétés en Europe est de 25-26%, alors qu'en France nous culminons à 33%. Nous demandons une baisse de l'impôt sur les sociétés et une hausse de la TVA. C'est possible, le nouveau gouvernement britannique l'a même fait en 15 jours. (Lefigaro.fr 01.07)

Même dans ce genre de réunions patronales on trouve les syndicats !

**Vive les vacances !**

Les syndicats d'avitailleurs -personnels qui ravitaillent les avions en carburant- ont décidé jeudi de lever leur appel à une grève nationale à partir de vendredi, après avoir obtenu l'ouverture de négociations sur les conditions de travail, a-t-on appris auprès de la CGT.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et FO avait appelé à ce mouvement de grève reconductible à compter du 2 juillet pour dénoncer la dégradation des conditions de travail et de sécurité. Le mouvement aurait pu sérieusement perturber les premiers départs des grandes vacances. (AP 01.07)

---

**Le 3 juillet**

J'ai rectifié la date de la causerie d'hier, un copier/coller inachevé quoi.

**Un parvenu, paranoïaque, psychotique, corrompu, flambeur, frimeur, etc., dirige le pays.**

De Dominique de Villepin à propos du remaniement ministériel annoncé par Sarkozy et qui aura lieu... dans trois mois : "*C'est une grande première, un remaniement annoncé par anticipation avec un effet différé de plusieurs mois. Dans quelle situation sont aujourd'hui les ministres montrés du doigt, qui sont supposés devoir partir? Dans quelle situation sont-ils vis-à-vis des Français, vis-à-vis d'eux mêmes, mais surtout vis-à-vis de leur administration? Un ministre, c'est le chef d'une administration, or un ministre en sursis, qui est désigné comme partant, c'est un ministre qui perd immédiatement tout son crédit auprès de son administration*"

On imagine la joie qui est la sienne à exhiber à la face du monde sa toute puissance sur le destin des uns et des autres. Sans parler du déni de responsabilité que cela révèle. « *Ca n'est pas moi qui échoue, mais les nuls qui sont tout autour de moi et m'ont trompé. Donc, je vais les punir et les faire souffrir* ».

Durant trois mois, le souverain va pouvoir amuser la galerie des journalistes politiques avec son remaniement. Qui sera disgracié ? Qui sera épargné ? Qui sera élevé ? Étonnant spectacle que ce narcissime pathologique érigé en modèle politique, terrible alliance de la corruption des mœurs et de la perversité d'un caractère.(Lepost.fr 02.07)

**Retraites. UMP et PS : même combat.**

Ajustement de communication ou stratégie électorale, le premier secrétaire du PS insiste désormais sur le fait qu'il sera inévitable de "*travailler plus longtemps*" et que sa formation ne prône pas le retour à l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans pour tout le monde si elle arrive au pouvoir.

La contre-réforme des retraites, approuvée par tous les courants internes en mai au terme de longues négociations, acte l'allongement de la durée de cotisation mais "*la droite nous matraquait sur le mode: ils sont barjots, ils veulent obliger tout le monde à partir à 60 ans*", explique un membre de la direction du PS. "Cela n'a jamais été le cas".

"*(Nicolas Sarkozy) voudrait une opposition qui dit n'importe quoi, qui soit irréaliste, mais les Français savent que nous savons gérer*", a fait valoir l'ancienne ministre des Affaires sociales mardi à Roubaix lors d'un meeting sur les retraites.

"*Il va falloir travailler plus longtemps, nous en sommes bien d'accord*", répète-t-elle dorénavant, défendant une réforme "*équilibrée*": un tiers de mesures d'âge, un tiers de mesures fiscales et un tiers de réforme de société - un argumentaire qu'elle n'avait jamais utilisé jusqu'alors.

Pas question non plus de nier l'état désastreux des finances publiques de la France: les mots rigueur et austérité font de plus en plus partie de son vocabulaire - un changement sémantique qui hérisse la gauche du PS.

On assiste à la "*première étape du recentrage de la première secrétaire candidate*", analyse un proche du porte-parole du parti, Benoît Hamon. "*On savait que ça allait arriver mais la rapidité avec laquelle elle enclenche la deuxième est un peu déconcertante*", déplore-t-il.

Le nouveau discours de Martine Aubry a en revanche les faveurs des partisans de Dominique Strauss-Kahn, qui saluent un retour au réalisme.

"*On sait tous qu'on ne peut pas sauver le système de retraites sans mesures d'âge*", explique François Kalfon, secrétaire national aux études d'opinion. "*Penser qu'on gagne une présidentielle par la gauche, ça n'a plus cours.*" (Reuters 03.07)

No comment, c'est assez clair !

**Etats-Unis**

Quelque 125.000 emplois ont été détruits en juin aux Etats-Unis, chiffre le plus important depuis octobre dernier, selon les statistiques diffusées vendredi par le ministère du Travail. (AP 02.07)

**Chine**

La Chine a annoncé vendredi la révision de la croissance de son produit intérieur brut 2009 à 9,1% contre une estimation antérieure à 8,7%.

Sur son site internet, le Bureau national de la statistique explique cette modification par une réévaluation à la hausse de la production industrielle et une meilleure contribution du secteur des services. (Reuters 02.07)

---

**Le 4 juillet**

Un petit problème informatique, j'actualiserai les rubriques demain.

On est dimanche, c'est l'été, c'est les vacances paraît-il, on en profite pour se détendre.

Il est 9h du matin, 5h30 en France, Magueswary m'appelle pour me rassurer dès fois que j'aurais lu tôt ce matin un article sur ce qui s'est passé cette nuit à Aubagne, elle vient juste de rentrer chez elle.

Sur les coup de 3h30 des individus ont mis le feu à des poubelles situées en bas de chez elle à quelques mètres d'importantes canalisations de gaz. Police et pompiers arrive rapidement sur les lieux, tout le quartier est évacué car une odeur de gaz aurait été détectée. Heureusement qu'elle n'a pas pris son somnifère car il est si puissant qu'elle ne se serait pas réveillée. Elle me dit que son coeur bat un peu vit, mais que tout va bien, elle ajoute "c'est tout le pays qui est comme ça, tout le monde en a marre, il y a vraiment trop de violences et de problèmes...".

On a discuté encore un moment au téléphone, elle attend que la Cotorep lui confirme (définitivement) son statut d'handicapée depuis plus de trois mois, pour la seconde fois en un an ils ont perdu son dossier ! Je lui ai répété que lorsqu'elle en aurait terminé avec ses papiers, le

mieux serait de quitter définitivement ce pays puisque son coeur est réparé et fonctionne correctement, que dans notre situation on a tout intérêt à vivre en Inde plutôt qu'en France, elle craint un nouveau tsunami, puis elle me parle de son mal de tête persistant depuis son opération du coeur, qu'elle le vive en France ou en Inde c'est du pareil au même, oui mais en France en cas de problème elle sera mieux soignée, sans doute, peut-être, elle n'a pas encore admis qu'elle devra continuer de vivre le restant de ses jours avec des douleurs quotidiennes et je n'ai pas réussi davantage que ses médecins à lui faire comprendre que sa survie était à ce prix-là et qu'on n'y pouvait rien...

En quittant la France en août 96, c'était une façon de dire merde au capitalisme, merde à la vie à laquelle il nous destinait et qui allait forcément empirer au fil du temps, quand on n'a pas le choix et qu'on ne peut pas s'en sortir quelque part, on tente sa chance ailleurs, c'est un réflex de survie plus qu'autre chose dans mon cas, surtout quand on n'entend pas transiger sur nos principes ou convictions, il arrive un moment où on se retrouve dans une situation intenable, au chômage, en location dans le privé et sans revenu, sans aucun soutien familial ou autres que faire d'autres que de partir quand on en a encore la possibilité, on prend certes un énorme risque mais on n'a pas le choix.

Il y a des gens qui peuvent compter sur leur famille ou des amis, ce n'est pas mon cas, il faut dire que je n'ai rien fait pour non plus, j'ai horreur de l'hypocrisie. Il y a des gens qui économisent et qui sont propriétaires de leur habitation, j'ai choisi avant tout de vivre et de ne pas m'embarrasser la vie avec un titre de propriété, d'être tenu au système par un crédit, je considérais que c'était déjà hypothéquer le peu de liberté que leur société nous accorde, je ne pouvais m'y résoudre compte tenu des incertitudes qui planaient sur notre avenir. Je ne regrette pas ce choix, ai-je eu vraiment le choix, oui entre la lèpre et le choléra comme toujours pour tous ceux de notre classe.

On n'est pas partis en Inde pour faire fortune ou exploiter la misère humaine, mais pour travailler et essayer de vivre de notre travail sans avoir en permanence à rendre des comptes à une saloperie de patron et angoisser à l'idée de se retrouver une énième fois au chômage pour délit d'opinion ou refus de servir comme esclave. Maintenant les choses ne se sont pas déroulées exactement comme on l'espérait, je voulais monter une cocoteraie pour assurer nos vieux jours et personne ne nous a aidé du coup ce projet a avorté, j'ai bossé comme prof de français, je me suis cassé la tête pour passer mon premier diplôme universitaire à 45 ans, mais là encore il aurait fallu que je me batte et courbe l'échine pour conserver mon emploi ou en trouver un autre, j'ai refusé de me plier à cette exigence, l'être humain en général est superficiel et médiocre, j'étais parti de France justement parce que je ne le supportais plus.

Pour peut-être obtenir un poste de prof de français à plein de temps au lycée français en contrat local, on m'a expliqué que je devais faire du lobbying, je ne déconne pas, la secrétaire du proviseur m'a dit que je ne passais pas assez souvent, que je ne savais pas m'y prendre, qu'on ne me voyait jamais, il faut vous montrer monsieur Tardieu, etc. La dernière prof que j'ai remplacée et qui prendra sa retraite cette année est une catholique fanatique, dans le hall d'entrée de sa maison qui donne sur la rue elle a accroché des panneaux vantant les mérites de Jésus, et une fois qu'on a pénétré chez elle on s'aperçoit tout de suite qu'il y en a sur tous les murs, plus des statues de la Vierge, des Saints, des crucifix, la Bible entourée de guirlandes en papier, de fleurs et de petites lumières, bref, il aurait fallu que je me lie d'amitié avec cette femme pour qu'elle me recommande au proviseur et qu'ainsi j'ai une bonne chance de la remplacer, non franchement je ne pouvais pas me résoudre à faire preuve d'une telle hypocrisie. Elle m'avait invité à venir avec Magueswary le dernier jour de mon remplacement, on pourrait déjeuner ensemble m'avait-elle dit, je n'ai jamais donné suite.

Je ne suis pas un homme de compromis, dans la vie comme en politique, et je ne suis pas du genre à dire aux autres faites ce que je vous dis mais ne faites pas ce que je fais. Je commence par m'appliquer à moi-même les principes que j'ai adoptés, c'est la raison pour laquelle je ne laisse jamais passer la moindre accusation de faiblesse, surtout pas de la part de militants qui se comportent en procureurs et dont nous serions bien curieux de connaître le comportement dans la vie de tous les jours, car cela ne doit pas être plus brillant que chez nos contemporains en général.

Vous pouvez comparer sur le plan politique (et dans la vie) le comportement de Lénine et Trotsky. Le recours au compromis se justifie en dernier lieu, lorsqu'il n'existe aucune autre possibilité de parvenir à ses fins ou d'avancer vers l'objectif qu'on s'est fixé.

Lénine a toujours eu une profonde aversion pour le compromis, contrairement à Trotsky qui présentera en permanence cette faiblesse. Que ce penchant de Trotsky se retrouve dans ses écrits et certaines de ses analyses ou positions, cela n'a apparemment jamais effleuré le moins du monde l'esprit de ses "héritiers". Je serais même tenté d'affirmer qu'ils ont fait pire en les généralisant jusqu'à la caricature, je pense bien sûr au front unique que l'on ne devrait utiliser qu'en dernier recours tant il présente d'inconvénients, à défaut de mieux il peut arriver que l'on soit obligé d'en passer par une sorte de compromis avec des partis que l'on considère comme nos ennemis et ceux du prolétariat, au point, si l'on s'acharne à y recourir tous les quatre matins, de favoriser le développement d'une confusion dans la tête des travailleurs entre ce que ces partis sont réellement et ce qu'ils ne sont pas et ne seront jamais, alors que la classe ouvrière les a vus à l'oeuvre pendant des décennies ou davantage et sait déjà quoi en penser, mais ses certitudes sont fragiles et mal étayées en l'absence d'une conscience politique développée, cette opération quand elle prend une tournure répétée et quasi névrotique s'apparente à un lavage de cerveau où l'on oublie toutes nos certitudes pour les remplacer par d'autres du jour au lendemain sans autre forme de procès. Je ne suis pas sûr que Trotsky et Lénine aient conçu le front unique à cette fin, un euphémisme. Le POI est passé de la caricature au grotesque en appelant le PS a réaliser l'unité pour le retrait du projet du gouvernement sur les retraites, alors que ses dirigeants s'emploient quotidiennement à expliquer qu'ils soutiennent ce projet et donc Sarkozy. Il est passé maître dans l'art de colporter des illusions dans le PS et le PCF chez les travailleurs.

On peut très bien définir une orientation politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière et que ses représentants devraient en principe adopter, reprendre ou défendre si leurs actes étaient conformes à leurs intentions, sans qu'il soit nécessaire de les appeler à le faire, une fois constaté qu'ils en ont adopté une qui constitue l'antithèse de la nôtre. Dès lors, on aurait davantage intérêt à démontrer aux travailleurs le côté foncièrement réactionnaire de ces partis et de leurs politiques pour qu'ils s'en détachent ou ne leur accorde aucune confiance, ces partis

constituant des obstacles à la résolution des problèmes auxquels est confronté le prolétariat.

Une autre voie, une autre stratégie existe.

D'un côté, on expose notre propre politique, de l'autre, on expose honnêtement et loyalement en quoi la politique des autres partis est réactionnaire, sans recourir à des insultes ou des procédés foireux pour en détouner les travailleurs, partant du principe que l'on construit un parti pour prendre le pouvoir. Or, comme ce n'est pas l'objectif du POI ou du NPA, dont l'existence et la raison d'être consistent à enchaîner des batailles les unes après les autres qui n'ont aucun lien entre elles, et oui fatalement puisqu'ils font abstraction volontairement du seul lien susceptible de fournir une orientation à leur combat, la question de l'Etat et du pouvoir politique, le combat pour renverser le régime. Même dans leur propagande il n'en est nulle part question.

Les dirigeants de ces partis se sont détournés de cette stratégie parce qu'ils n'y croient pas ou plus, pour eux il est impossible d'envisager que dans l'avenir un parti ouvrier pourrait prendre un jour le pouvoir, ils considèrent concrètement qu'il n'y a aucun enseignement à tirer de la révolution russe et du parti bolchevique, la révolution d'Octobre fut une exception, un anachronisme, et en remontant plus loin ou en se demandant pourquoi, on arrive au constat qu'ils ne croient plus non plus le prolétariat capable un jour de prendre le pouvoir. Pour eux la solution ne peut être qu'institutionnelle, alors que la révolution brise la légalité des institutions, ce qui expliquent qu'ils lorgent sur les élus jusqu'à s'encanailler avec des membres de partis bourgeois sous des prétextes divers, par exemple la défense de la laïcité, des départements, etc.

En réalité, c'est dans le socialisme qu'ils ne croient pas ou plus, d'où l'adhésion possible à leurs partis de personnes rejetant le socialisme, dès lors le marxisme ne leur sert plus à rien, ils peuvent construire des partis qui n'y font pas référence. Ainsi ils peuvent donner l'impression d'oeuvrer à notre cause, alors qu'en réalité ils s'éloignent et nous éloignent de plus en plus de notre objectif qu'ils ne partagent pas. (A suivre)

Une autre histoire qui remonte au début de l'année.

Magueswary mon épouse était retournée en Inde début décembre et elle n'est repartie en France que le 18 mars. Elle s'imaginait que le gouvernement lui avait versé la prime de Noël qu'il avait alloué aux Rmistes en 2008, elle était d'environ 120 euros, plus de 7.000 roupies, de quoi faire une super java en Inde ! Manque de bol, en consutant son relevé bancaire à son retour, pas trace de l'aumône de La Talonnette. Manju qui ne peut pas piffré le locataire du Palais questionne des gens, qui lui apprennent qu'elle avait été supprimée sous prétexte que le RSA avait rempacé le RMI, le gouvernement subventionne la misère, il ne faut pas lui en demander trop sous peine de ruiner l'Etat déjà fortement endetté. Donc on s'en passera.

Elle a gardé l'habitude de rincé le sac plastique contenant un demi-litre de lait avec de l'eau et de la mélanger avec le lait lors de la préparation du thé au lait, un truc de pauvre qui ne perd pas une goûte de lait et qui connaît la valeur de l'argent. Alors le mauvais coup de l'ami des clients du Fouquet's passe mal, normal.

La dernière sortie de Stéphane Guillon confirme ce que j'ai écrit avant-hier dans ma causerie : "*Jean Cule Hees*", le PDG de Radio France. (Le Monde 02.07)

Excusez-moi camarades fonctionnaires, pour le centième de cela dans le privé vous êtes viré sur le champ sans aucune indemnité pour faute lourde indéfendable devant les prud'hommes. Je me souviens de violentes altercations avec des patrons pour avoir seulement osé leur tenir tête, du genre : "vous me prenez pour un menteur ? ", et moi de répondre, "si vous le dites", pourquoi devrais-je être le menteur", "vous insistez, cela va mal se terminer", et ma réponse "on verra", et le patron d'enchaîner "c'est tout vu, vous êtes virés", avec quelques variantes j'ai bien connu cela une bonne dizaine de fois. J'ai bossé dans plus de 45 boîtes donc je connais la musique, si tu oses répondre à un patron dans le privé ou un de ses petits chefs de merde, tu peux commencer à chercher du boulot ailleurs.

Pour le centième chez mes parents quand j'étais môme jusqu'à l'âge de 16 ans, j'en prenais une dans la figure, c'était automatique. Le champ lexical de ce monsieur ne fait pas partie de mon éducation et je n'ai pas envie de l'y ajouter. On vise un idéal dans la vie, pas la médiocrité. Moi aussi je suis vulgaire parfois, par économie de langage ou pour me défouler, mais Guillon dépasse les bornes, vous avez déjà traité votre patron ou votre chef d'enculé ? Ne vous marrez pas, il y en a qui ne doutent de rien et qui entre nous ne valent guère davantage, qui vont réclamer sa réintégration !

Pour revenir sur l'ex-préfet condamné hier à 1.500 euros d'amende pour avoir soi-disant tenu des propos racistes envers des employées de la douane, les agences de presse et les médias nationaux ont fourni deux versions. Avant que le juge ne se prononce, donc avant-hier, ils ont repris textuellement ce qu'il avait dit "on se croirait en Afrique ici" en précisant que deux employées d'origine antillaise l'auraient entendu ajouter "il n'y a que des Noirs". Dès que le verdict est tombé, donc hier, les médias se sont empressés de relier les deux propositions qui ne forment plus qu'une seule phrase : "on se croirait en Afrique ici, il n'y a que des Noirs".

Pas de quoi en faire un plat, même si ce genre de réflexions ne nous viendrait pas à l'esprit. Ce qui n'est pas le cas de beaucoup de gens qui n'ont pas vraiment conscience de l'interprétation que l'on pourrait donner de leurs propos ni de leur portée, alors qu'ils ne sont pas spécialement racistes. Un ouvrier qui sort une blague sur les Belges est-il pour autant xénophobe ? Ce monsieur qui a vécu en Afrique sait sans doute de quoi il cause et son allusion malheureurse n'était pas fortuite, elle reposait sur une expérience. S'il généralise c'est qu'il a ses

raisons.

Au cours des trois derniers mois, je suis allé sept fois au bureau d'électricité pour qu'ils viennent changer le collier complètement rouillée et brisée en deux qui tient au poteau électrique la barre en fer à laquelle les fils électriques de ma maison sont raccordés. Au total, je me suis adressé à une, deux, trois, quatre, cinq personnes travaillant dans ce service, plus leur chef qui m'a reçu deux fois. J'ai déposé une lettre parce qu'ici c'est la procédure, chaque fois on m'a répondu : demain matin, j'attends toujours que la réparation de fortune qui a été effectuée il y a trois mois soit suivie du remplacement de ce collier ; ce sont aussi les cables électriques situés le long de la rue qui pourraient atterrir par terre et électrocuter quelqu'un ou foutre le feu à une cabane, ils s'en foutent complètement, alors que cela m'inquiète, les gens du village se retourneraient contre moi en cas de problème, bref, ils sont complètement irresponsables, il n'y en a pas un pour relever l'autre, on est donc en droit de généraliser, puisque cela correspond à la stricte réalité malheureusement. Et tout est ainsi en Inde.

Est-ce être raciste de le dire, faut-il fermer sa gueule et dire que c'est un pays merveilleux avec des gens agréables à vivre ou à cotoyer ou développés ? Pourquoi les choses sont ainsi est une chose que l'on peut aborder avec un certain détachement lorsqu'on n'y est pas confronté soi-même quotidiennement, on peut se permettre de juger une situation et des gens sur lesquels en fait on ignore tout ou presque, c'est facile, mais lorsque chaque jour on est confronté à cette réalité, aux mêmes problèmes qui reviennent sans cesse parce que des gens n'ont pas été capables de faire preuve d'un minimum de responsabilité ou tout simplement de faire leur boulot correctement, affecter un air détaché devient un luxe qu'on ne peut vraiment pas se payer, surtout avec la chaleur écrasante qu'il fait ici.

Faudrait-il jouer les hypocrites ou les flatteurs que cela ne servirait à rien, car ces fonctionnaires savent qu'ils ont tous les pouvoirs et que vous n'en avez aucun, que vous êtes à leur merci, rien que pour vous emmerder ils peuvent décider que vous n'aurez pas d'électricité pendant plusieurs jours, cela va très loin, je parle du simple employé en bas de l'échelle, donc vous avez intérêt à leur parler tranquillement, à ne pas vous énerver surtout, sinon vous pouvez attendre indéfiniment le règlement de votre problème, ils sont tous corrompus et en plus nous en sommes les otages, de quoi forcément les prendre en sympathie naturellement. Comme dirait l'autre, il y a des limites à ce que l'on peut supporter. Ils sont tellement inconscients ou irresponsables que tout se passe avec le sourire, ils vous offrent le thé et s'enquière de votre famille, etc., c'est complètement délirant... et rageant ! Il faut prendre la vie avec philosophie, cela ira mieux après, allez donc faire une prière au temple pour vous calmer, cela pourrait être pire, et ici il existe partout pire que pire que pire jusqu'aux malheureux qui bouffent directement dans les poubelles que les chiens ont déjà faites...

Magueswary qui est d'origine indienne, tamoule et noire a déménagé fin mars, c'est l'OPAC qui lui a attribué un nouveau T1 (HLM) à Aubagne près de Marseille. Nous sommes le 4 juillet, il s'est donc écoulé plus de trois mois, elle n'a toujours pas le gaz et lorsqu'elle branche un appareil électrique les fusibles sautent, de plus, elle est handicapée à 80%, elle a son problème cardiaque et elle est asthmatique, cet appartement est situé en plein centre ville à quelques dizaines de mètres d'un terminal de bus si j'ai bien compris, bonjour la pollution. Elle est en droit de dire "on se croirait en Inde, c'est même pire encore" et si elle n'a que des Blancs en face d'elle et qu'ils la traitent de raciste, elle pourra toujours leur répondre que la connerie humaine ne connait pas de distinctions entre Noirs et Blancs !

Des militants expliquent qu'il faut réactiver le réseau des collectifs qui avaient contribué à la victoire du non le 29 mai 2005. Pourquoi pas, pourquoi pas avant, passons, et que s'est-il passé depuis le 29 mai 2005 ? Sarkonapoléon a signé le Traité de Lisbonne qui reprenait à la lettre le TCE à l'exception de la troisième partie qu'il veut maintenir inscrire dans la Constitution française.

Il bafoue la démocratie, il piétine nos droits, tout fout le camp quoi, et on nous propose comme au POI d'engager bataille après bataille sans se fixer pour objectif de renverser le régime, à ce compte-là dans un siècle on y sera encore après sans doute avoir été transformés en esclaves...

Des manifestants grecs scandaient il y a quelques jours : "*il faut brûler le parlement*". Se préparer à l'assaut contre les institutions, les désigner comme responsables de la situation sociale, c'est la bonne voie, dit peut-être avec d'autres mots pour le moment. Le POI s'était fait le relais des manifestants grecs qui scandaient notamment à bas l'Union européenne et le FMI il y a quelques semaines déjà, question : reprendra-t-il ce dernier mot d'ordre : il faut en finir avec les institutions de la Ve République ?

---

**Le 5 juillet**

Vive la République, Vive la démocratie et Vive la France :

- Raffarin en appelle au «*consensus républicain*» - Lefigaro.fr
- Aubry s'oppose à «*une République abîmée*» par «trois ans de sarkozysme» - Libération.fr
- Aubry : "*Le pouvoir en place abîme notre démocratie*" - LePoint.fr

Restaurons la démocratie, restaurons la République, restaurons ces piliers qui permet à Etat de remplir sa fonction, peu importe leur nature sociale, on s'en tape, l'essentiel n'est-il pas de paraître face à ce peuple de demeurés, et puis qui nous contredira, personne ou presque, quelle aubaine, c'était quasiment inespéré par les temps (difficiles) qui courent !

Voilà des mots d'ordre mobilisateurs qui permettent de comprendre clairement le rôle des différents acteurs politiques, des mots d'ordre partagés par le plus grand nombre, la "vraie" démocratie en marche, c'est beau quand même, cela inspire le respect, non ? Des mots d'ordre qui ne sentent pas la démagogie, le populisme, l'hypocrisie, l'opportunisme, mais non, mais non, camarades, c'est l'avenir ! Toutes classes et partis confondues chantons en coeur : Allons enfants de la patrie, le jour de gloire est arrivée... Dommage quand même que personne ne trouve à ajouter : Et vive le socialisme !

La crise politique est ouverte, on devrait s'en réjouir comme on devrait le faire pour la crise du capitalisme, mais devant le spectacle minable que le POI et le NPA nous offrent, on a plutôt envie d'hurler de douleur. Quand est-ce que ces partis vont se décider enfin à faire de la politique, quand est-ce qu'ils vont se décider à poser la question de l'Etat et du pouvoir politique ?

Le PRG demande la dissolution de l'Assemblée nationale, il y a quelques jours c'était Marie-Ségolène Royal et Noël Mamère qui affirmaient chacun de leur côté que le gouvernement était corrompu, pourri quoi, alors qu'est-ce qu'on attend pour dire : Sarkozy et les banquiers DEHORS ! Parce que cela ne suffit pas évidemment, il faut avoir quelque chose de consistant à proposer ensuite. Ne serait-il pas là leur problème ? : la répartition des richesses sans en finir au préalable avec la Ve République, c'est tout juste bon pour amuser la galerie entre naïfs ou ignorants, l'Assemblée constituante sans désarmer sur le plan économique et politique la réaction, au pire c'est frayer la voie au fascisme, au mieux au Front populaire donc à aucun changement radical de société, dans les deux cas voir la situation en Bolivie...

Non la situation n'est pas "difficile", "grave", "complexe", pourquoi pas désespérée pendant qu'on y est. Ceux qui le prétendent insidieusement ne tenteraient-ils pas ainsi de démoraliser les militants qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, de les décourager, de les démobiliser, de leur faire croire qu'il n'existerait aucune issue politique ? Les militants ou les travailleurs qui sont prêts à en découdre avec le régime et qui constatent quotidiennement qu'on ne leur propose aucune issue politique peuvent sombrer dans la violence individuelle ou le désespoir de ce fait.

Devrait-on combattre uniquement pour des objectifs réalisables immédiatement ? Bien sûr que non, mais ce n'est pas parce qu'on ne peut pas les atteindre aujourd'hui qu'il faudrait les abandonner, au contraire il faut maintenir notre orientation, car le jour où les conditions seront réunies pour se les fixer concrètement et les atteindre, vous ne serez pas surpris, vous serez ainsi en mesure d'analyser la situation à sa juste valeur, vous serez parmi les premiers à comprendre quelles tâches le prolétariat doit se fixer à cette étape de la lutte des classes, condition essentielle pour aller de l'avant, toujours aller de l'avant car à partir du moment où le processus révolutionnaire sera ouvert il ne sera plus question de piétiner ou de reculer, toute hésitation pourra être fatale, il s'agira de toujours avancer pour finalement terrasser notre ennemi et prendre le pouvoir.

Tout cela peut vous sembler bien loin ou utopique, souvenez-vous des révolutions du passé, en quelques jours la conscience de classe du prolétariat peut faire un bond de dix ans en avant, donc ne nous fions pas aux apparences qui peuvent être trompeuses, travaillons à saper les bases du régime comme l'avait fait Lénine, alimentons en permanence la haine de la classe ouvrière dans les institutions et le capitalisme, gravons dans l'esprit des travailleurs que seule une révolution viendra à bout du vieux monde et qu'ils en seront les acteurs principaux, ayons le courage et la volonté de les éduquer au socialisme, à défaut de grandes avancées pour le moment, satisfaisons-nous de gagner travailleur après travailleur à notre combat émancipateur, c'est le seul objectif dont nous sommes comptables aujourd'hui, car nous n'avons pas les moyens à nous tout seul d'entraîner la classe au combat et de vaincre Sarkozy, ne vous tracassez pas, la classe se mettra en route quand son heure aura sonné, soyez patient par dessus tout, pas plus la grève que la révolution ne se décrètent et pourtant elles sont toutes deux légitimes, si les choses ne se passent pas comme on les aurait souhaitées ou comme on les avait prédites, c'est que nous n'avons pas résolu un problème, le problème ce n'est pas la classe, le pouvoir en place ou les appareils, mais notre interprétation de la situation qui n'est pas correcte et donc notre incapacité à intervenir dans la lutte de classes de telle sorte que nous construisions le parti pas à pas mais surement.

Il y a un siècle, on pouvait gagner puis perdre autant de militants très rapidement, c'était normal étant donné le niveau intellectuel de la population à cette époque, depuis bien des choses ont changé, il est possible d'élever le niveau de conscience des militants au-delà des phrases apprises par coeur sur le socialisme, il est possible d'en saisir la substance et de la faire couler dans nos veines pour qu'il n'en sorte plus jamais, profitons du temps qui nous est accordé pour s'atteler à cette tâche car lorsque les choses sérieuses seront à l'ordre du jour et le combat engagé, nous n'en aurons plus le temps et nous serons plus en mesure de corriger nos faiblesses, pire on n'en comprendra pas la nature. Nous mêmes, militants, lisons, étudions, discutons, formons-nous au marxisme, avant de faire table rase du passé dans les faits, commençons par examiner attentivement sur quoi reposent nos convictions, nos positions, nos arguments, soyons sans concession avec nous-même, refusons la facilité, c'est refuser la fatalité, essayons d'agir consciemment, livrons-nous à l'examen de chacun de nos gestes, chacune de nos paroles avant de critiquer les autres, donnons-nous pour objectif de toujours progresser, c'est seulement au prix de cet effort que nous vaincrons. (A suivre)

Je répondrai cette semaine aux deux courriels du camarade étudiant, sans faute ! J'ajouterai un article sur l'Inde. J'allais oublier de vous dire qu'il y a une nouvelle grève générale de 24h contre la hausse des prix, je m'en suis aperçu tout à l'heure en voulant aller faire des courses. En fait tout est fermé et tous les commerces ouvriront à 18h ce soir.

Je n'ai pas le temps de commenter chaque article de presse que je mets en ligne, vous aurez constaté si vous suivez le site depuis 2005, que tous les facteurs dont j'avais prédits qu'ils prendraient rapidement une place essentielle dans la situation mondiale, occupent aujourd'hui le devant de la scène, la démographie, la hausse des prix et des salaires en Chine, etc. et lorsque j'ai été convaincu que la crise actuelle durerait, vers la fin 2007, j'avais expliqué que pour s'en sortir ils compteraient sur la Chine et les pays dits émergents, j'ai aussi été l'un des premiers à évoquer les dizaines milliers de milliards de dollars qui étaient en jeu dans cette crise, j'ai même osé avancer que c'était la crise

finale du capitalisme sans pronostiquer de quelle manière elle prendrait fin puisque tout dépendra du développement de la lutte des classes à l'échelle internationale, j'étais donc bien en phase avec la situation. Pour un "mégalomane" ou un "gauchiste", ce n'est pas mal, non ? N'hésitez surtout pas à comparer avec ce que les uns et les autres ont pu nous raconter, comparez la profondeur des analyses, les facteurs et arguments de chacun... Si je peux vous donner mon avis, ils se sont contentés de débiter ce qu'on savait déjà sans s'aventurer plus loin, craignant sans doute que la moindre erreur leur soit fatale ! On va terminer par un trait d'humour.

En fait chacun détient un petit bout de la vérité ou chacun privilégie un facteur au détriment des autres, il y a des militants extraordinaires dans toutes les formations politiques, il faut le rappeler parfois, mais personne jusqu'à présent n'est capable de les relier entre eux, quand on y parviendra on aura résolu notre problème de la direction du prolétariat. Mon boulot est de faire en sorte qu'on y parvienne le plus tôt possible, et je n'ai évidemment pas la prétention d'y parvenir seul ou d'être le militant qui résoudra ce problème. Disons les choses telles qu'on les pense sans tourner autour du pot, mais soyons modeste et patient.

Bonne semaine à tous.

**Quelques infos en bref.**

**Le ministère de l'Injustice et de l'Insécurité.**

**1- Affaire Bettencourt : il court il court le furet...**

Le gouvernement français ne fera pas obstacle à une enquête pour blanchiment de fraude fiscale visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt, a déclaré la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie.

Le procureur de Nanterre, Philippe Courroye, prépare cette enquête sur la base notamment des enregistrements clandestins des propos du gestionnaire de fortune de la femme la plus riche de France, qui est au coeur d'un vif débat qui éclabousse le gouvernement en période de crise.

"*Le parquet le peut*", a dit Michèle Alliot-Marie sur Europe 1. "*Il est évident que je n'y mets pas d'obstacle.*"

"*Ce qui s'est passé, semble-t-il, c'est que parmi les gens qui étaient autour d'elle, certains avaient organisé une fraude visiblement bien organisée puisqu'elle a échappé au contrôle normal qui est effectué par les services fiscaux*", a-t-elle dit.

Cette affaire a provoqué une tourmente politico-médiatique, le ministre du Travail Eric Woerth, qui était ministre du Budget et donc à la tête des services de contrôle fiscaux jusqu'en mars 2009, étant soupçonné de conflit d'intérêt dans ce dossier.

Son épouse Florence Woerth, qui travaillait chez Clymène, gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, a récemment démissionné après la publication des enregistrements.

Dans son édition de vendredi, *La Tribune de Genève* cite un banquier suisse anonyme qui affirme qu'elle avait ses habitudes à Genève, où elle gérait les comptes de l'héritière de L'Oréal.

Michèle Alliot-Marie a également démenti que Liliane Bettencourt n'ait plus fait l'objet d'un contrôle fiscal depuis 15 ans, comme l'affirme le site internet Mediapart.

"*Mme Bettencourt (était), comme tous les très gros contribuables français, soumise régulièrement à des contrôles*", a-t-elle expliqué. "*En ce qui concerne les très gros contribuables, vous avez systématiquement des contrôles tous les trois ans.*" (Reuters 04.07)

A croire que ces "*contrôles*" sont superficiels ou complaisants, normal, non ?

**2- Police, la haine !**

Le policier nantais qui, en avril dernier, avait verbalisé une conductrice parce qu'elle était vêtue d'un niqab vient d'être promu.

Il y a trois mois, l'affaire avait fait grand bruit. Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, était même monté au créneau pour que le mari de la contrevenante soupçonné de polygamie et de fraude aux aides sociales soit déchu de sa nationalité française. Trois mois plus tard, le brigadier a reçu en récompense le grade de brigadier-chef.

Cette promotion, qui n'était absolument pas à l'ordre du jour avant l'affaire, a été accordée, le 30 juin, lors de la commission paritaire nationale, où se décident les avancements. C'est le secrétaire général du syndicat Unité Police SGP-FO, majoritaire chez les gardiens, qui a directement demandé la promotion. Habituellement, c'est au niveau de la commission paritaire régionale que se décident les avancements.

Mais quand il s'agit d'un "*ponctu*", un piston dans le jargon policier, c'est à l'étage national que les syndicats distribuent les récompenses, main dans la main, avec le ministère de l'Intérieur. En l'occurrence, pour pouvoir récompenser le policier, il a fallu carrément ouvrir un poste sur place qui n'était pas prévu... (Lepoint.fr 03.07)

**3- Wanted morts ou vifs : Eric Besson et Brice Hortefeux.**

A Eric Besson et Brice Hortefeux , qui osent parler de chasse à l'homme au sujet d'Eric Woerth, je conseille de lire ce qui suit:

L'homme qui s'est noyé jeudi matin dans la Seine à Draveil, dans l'Essonne après y avoir sauté pour échapper à la police, était un Guinéen de 28 ans, arrivé en France en 2006. Selon une source proche de l'enquête, il se trouvait en situation irrégulière et habitait Grigny .

Un témoin l'a vu, vers 10h00 du matin, courir, poursuivit par des policiers, puis se jeter dans la Seine.

D'après *Le Figaro* les policiers l'ont sorti de l'eau et tenté de le réanimer car l'homme était toujours en vie.

Malheureusement, ce jeune homme, dont la seule faute était de n'être pas muni du bon morceau de papier, est décédé peu de temps après.

Voilà une chasse bien réelle qui malheureusement s'est terminé, comme pour un animal, par la mort du "*chassé*".

Je crois que vos outrances langagières, votre façon de parler de chasse à l'homme, juste au moment où le résultat de votre politique de l'immigration nauséabonde aboutit, encore une fois, à la mort d'un être humain, est totalement déplacée et indécente .

- Vous poussez des hommes à en traquer d'autres, alors que le cœur de leur métier est de protéger et de garantir le sécurité des personnes, sans distinction de nationalité.

- Vous poussez des êtres humains à choisir la mort parce qu'ils n'ont pas le petit morceau de plastique qui vous convient…

Alors, messieurs Besson et Hortefeux, fiers de vous, des résultats concrets de votre action au gouvernement qui encourage la chasse à l'homme... sans papiers?

Croyez moi, votre responsabilité morale est bien plus grande en matière de "*chasse à l'homme*" que celle de ceux que vous tentez piteusement de stigmatiser. (Lepost.fr 03.07)

Bien dit, le pauvre monsieur est mort parce qu'il ne savait pas nager ou avait des problèmes respiratoires et non parce que les flics le pourchassaient... Quel acharnement ! Personne ne s'étonnera lorsque l'heure de l'insurrection aura sonné qu'on les tire comme des pigeons, chacun saura se souvenir de ce qu'ils nous ont fait subir, on te vengera.

**Nouvelle du ministère de la Guerre.**

Le nombre de militaires français engagés en Afghanistan va "*bientôt*" passer de 3.750 à 4.000 avec l'envoi d'instructeurs supplémentaires, selon l'état-major des armées (EMA).

"*L'Afghanistan pour nous, militaires, c'est une guerre compliquée, une guerre, meurtrière, une guerre inscrite dans la durée*", a souligné l'amiral Guillaud. (AP 04.07)

**Grande-Bretagne.**

Le Premier ministre britannique a demandé à la plupart des ministères de se préparer à des coupes budgétaires pouvant aller jusqu'à 40%. (20minutes.fr 04.07)

**Société. Quelle fatique !**

Le taux d'humidité est la clé pour comprendre pourquoi il est beaucoup plus difficile de supporter 25 °C dans un environnement humide que 35 °C dans un environnement sec. Pour garder le corps à une température constante de 37 °C, l'organisme évacue de la sueur par les pores de la peau. En s'évaporant, elle refroidit le corps : c'est le mécanisme naturel de la transpiration, qui régule la température du corps.

Cette mécanique s'enraye quand l'atmosphère est chargée en humidité. L'évaporation de la sueur devient plus difficile, jusqu'à devenir quasiment impossible passé 90 % d'humidité. La sueur colle à la peau, et l'organisme ne peut plus se refroidir normalement. La chaleur ressentie est alors plus importante que la chaleur réelle, et peut devenir insupportable, jusqu'à provoquer des évanouissements et des coups de chaleur. Ce phénomène explique également les sensations de chaleur accablante dans des lieux confinés, peu ventilés et où la présence

humaine est importante, comme le métro.

Au Canada, la différence entre température réelle et chaleur ressentie a été théorisée par les météorologues J. M. Masterton et F. A. Richardson en 1979, avec la création de l'index Humidex. Ce dernier établit grâce à une formule mathématique une relation entre la température et le taux d'humidité dans l'air pour donner une estimation de la chaleur ressentie par le corps humain. Le résultat n'est pas exprimé en degrés, car "*l'Humidex est un indice et non une quantité physique. En d'autres termes, ces quantités sont calculées et non pas mesurées*", explique la météo canadienne.

La météo canadienne précise cependant : "*Ce n'est qu'une simple indication des réactions physiologiques, non une mesure absolue.*" La perception de la température diffère en effet selon les personnes. (Le Monde 02.07)

Selon ces météorologues canadiens quand il fait 35°C à l'ombre, la personne est en danger à partir d'un taux d'humidité de 50%, or dans les pays tropicaux le taux d'humidité est très nettement supérieur à 50% tout au long de l'année et la température ne descend en dessous de 30°C que la nuit pendant quelques mois par an seulement.

Ici le taux d'humidité est plutôt voisin de 80 ou 90% voire plus, vous comprenez pourquoi une fois que j'ai fait tout ce que j'avais à faire la journée sans prendre le temps de m'arrêter une minute, le soir je suis tellement claqué que je ne fais rien, je ne peux pas me concentrer sur une lecture ou étudier, c'est impossible, surtout après avoir dîné et bu une vodka et un verre de bière, sans parler des cigarettes, du commerce je précise...

Au fait j'ai une petite annonce à passer.

Je n'ai pas le temps et pas très envie de faire mes travaux, alors si cela intéresse un camarade qui a envie de voir du pays, en échange d'un peu de peinture, de maçonnerie et divers bricolages en menuiserie ou électricité, je propose le gîte, nourri, logé, blanchi gratuitement pendant quelques mois, ces travaux représentent peut-être deux semaines de boulot. Seules restrictions, alcoolique s'abstenir et drogues dures prohibées. Il faut supporter les fortes chaleurs et l'humidité, la présence des fourmis, des rats et des corneilles, des souris et des écureuils, des chauves-souris et des araignées, des cafards, des lézards et autres familles de petits caméléons (je ne connais leur nom qu'en tamoule, "onane") et insectes en tous genres, et bien sûr les chiens, j'en ai deux, j'espère que je n'ai oublié personne ! Ah si les oiseaux et les crabes puisque je vis sur une plage, et occasionnellement les serpents, il ne manque que les scorpions !

Soleil et baignade garantis pendant toute la durée du séjour, savoir conduire une petite moto pour être plus libre, être en bonne santé de préférence, y compris mentalement, dragueur s'abstenir également car passé l'âge de 20 ans toutes les femmes sont mariées, camarade de sexe féminin ou couple accepté.

Cette offre est valable à partir du mois de septembre, car en juillet août le prix du billet d'avion double, mon épouse Magueswary sera présente, cuisine française ou indienne au choix. Le prix du billet aller/retour est de 600 euros de Marseille en septembre, un peu moins au départ de Paris et le visa est valable 6 mois. L'ambassade de l'Inde à Paris est située au 15, rue Dehodenq (?) dans le 16e arrondissement.

---

**Le 6 juillet**

Pas le temps de causer.

**Retraites.**

Pas un seul article d'agences de presse sur les retraites ces derniers jours... mais la Commission européenne veille.

'*Faire en sorte que le temps passé à la retraite ne continue pas à augmenter par rapport au temps passé à travailler aiderait à la viabilité*' des caisses de retraite des pays européens, fondées sur un système de répartition où les retraités voient leurs allocations payées par les cotisations des actifs, souligne l'exécutif européen dans son rapport qui sera présenté mercredi.

'*Cela signifie augmenter l'âge auquel on cesse de travailler et l'on commence à bénéficier de sa retraite*', ajoute le document. '*Prolonger la période de travail au cours de la vie pour tenir compte de la hausse de l'espérance de vie permettrait d'enregistrer deux bénéfices : de meilleures conditions de vie et des systèmes de retraites plus viables*', argumente la Commission. (Lemonde.fr 05.07)

**Air France va supprimer 4.109 emplois sur la période 2010-2012.**

Air France, qui a accusé une perte record l'an dernier, prévoit de supprimer 4.109 emplois sur la période 2010-2012 afin de répondre à la crise du transport aérien.

Lors d'un Comité central d'entreprise, qui se tenait lundi, la direction générale du groupe a précisé que ce plan, qui ne concerne que le personnel au sol, en particulier administratif, ne prévoyait aucun licenciement sec, ni de clause de mobilité géographique obligatoire.

Air France-KLM emploie au total 103.000 salariés, dont 63.000 chez Air France. (Reuters 05.07)

**Quand ils vendent des immeubles appartenant à l'Etat pour engraisser des fonds de pension.**

Le ministère de l'Intérieur s'acquitte d'un loyer d'un million d'euros par an, depuis près de deux ans, pour un immeuble vide et inoccupé situé à Lognes, en Seine-et-Marne, destiné au logement et à la formation des policiers, a-t-on appris lundi 5 juillet. Lire la suite l'article

Selon des sources proches de ce dossier, cet immeuble aurait dû être acheté par l'intérieur il y a deux ans afin d'y loger des structures de la direction nationale de la formation de la police nationale (DNFP), située à proximité. L'opération n'a pu se faire et, selon les mêmes sources, il a été décidé de louer cet immeuble acquis depuis par un fonds de pension un million d'euros par an, mais il n'y a '*toujours personne dedans à ce jour*'.

Le syndicat majoritaire des personnels administratifs de la police, le Snipat-FO, a dénoncé récemment à cet égard le '*fiasco*' de cette '*opération immobilière*'. Il estime en outre que l'intérieur n'a pas tenu ses engagements de reloger dans cet immeuble des employés de l'institut de formation des personnels administratifs et ceux du centre de formation et d'études de Gif-sur-Yvette (Essonne), qui est vétuste.

Le ministère de l'intérieur, par la voix de son porte-parole Gérard Gachet, a confirmé que cet immeuble a été loué en 2008 afin d'y installer des personnels de la DNFP. Mais, selon lui, les bureaux n'étaient 'pas aux normes' et donc '*pas opérationnels*'. '*Il a donc fallu y faire des travaux*', a-t-il dit, qui '*vont commencer*' et cela permettra d'y installer les personnels qui devraient emménager '*d'ici la fin de l'année*'. (Lemonde.fr 05.07)

**Des Etats en perdition**

Au classement des pays les plus risqués sur le plan de la dette souveraine, la Grèce vient de réussir la performance de passer de la neuvième à la seconde place en un trimestre, selon une étude de CMA DataVision publiée lundi consacrée.

Le coût de l'assurance contre un défaut de paiement de la Grèce a ainsi bondi de 190% au deuxième trimestre 2010: les investisseurs estiment qu'il y a aujourd'hui une probabilité de 55,6% que le pays ne puisse pas rembourser ce qu'il doit d'ici à 2015.

Elle est suivie de près par la Belgique et l'Espagne. Le Portugal et la France occupent les quatrièmes et cinquièmes places avec une augmentation de 129,2% et 112,3% du coût de la protection sur leur dette. Le Venezuela garde cependant son rang de pays le plus risqué au monde en matière de défaillance sur les dettes.

La Norvège et la Finlande sont les deux pays les plus sûrs au monde en la matière. Les Etats-Unis passent de la dixième à la troisième place du classement vertueux grâce à une amélioration de la situation du crédit dans le pays.L'Allemagne a en revanche reculé de la troisième à la sixième place. (20minutes.fr 05.07)

---

**Le 7 juillet**

Coïncidence.

**1-** Le Post.fr du 06.07 itrait : "*Accusés de* "faire le jeu de l'extrême droite"*, les députés PS quittent l'Assemblée.*", parce que le PS tient un discours semblable au FN à propos de l'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt ou parce que les mésaventures de l'UMP pourraient profiter au FN, dès lors pas une tête ne devrait dépasser, tous derrière l'UMP...

**2-** Et ce matin j'ai reçu un courriel de Daniel Coquema (ex-militant du PCI) dont voici un extrait, je le mettrai intégralement en ligne plus tard : "*Quand on ne comprend rien au Front unique ouvrier, on évite d'en parler !*", "*Ceux qui sont les pires ennemis du Front unique, ce sont justement les dirigeants PS et PCF ( il n'y a pas de différence de nature entre les deux) et les dirigeants syndicaux ( ajoutons leur, pour polémiquer un peu, leur opposant en peau de lapin Tardieu!)*" et de terminer ainsi sa diatribe d'intellectuel complètement sclérosé " *A bas le Front unique...tiens c'est aussi le mot d'ordre des Buffet, Aubry, Thibault et consorts! Mais pour qui peut bien rouler Tardieu, tout en se protégeant bien sûr en demandant à ses lecteurs d'adhérer malgré tout au POI et à ses initiatives! Comprenne qui pourra!*".

Mais pour la Kaïser bien sûr !

En guise de réponse pour le moment, un extrait de l'article dont j'ai écrit le brouillon hier après-midi, vous noterez qu'il ne fait que reprendre

ce que j'ai déjà publié à de multiples reprises mais que cet intellectuel malhonnête s'emploie à faire passer à la trappe, à moins qu'il ne l'est pas lu :

"*...il faudrait réorienter résolument le combat à la fois contre Sarkozy dans la perspective de le chasser, et contre les institutions pour les abattre puisqu'elles sont au service des capitalistes, redéfinir le front unique en direction des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier et des partis ouvriers POI, NPA, PCF et LO uniquement, en acceptant que s'y joignent tous les groupes de militants politiques ou syndicalistes qui acceptent cette orientation révolutionnaire, avec pour objectif la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire...*"

"*Que dit l'Internationale communiste*", "*que dit Trotsky*", que dit, que dit, que dit, etc. voilà en guise d'analyse pour ce cerveau ramoli ou plutôt mal rempli ! Un copier/coller littéral de positions ou de théories qui datent de près d'un siècle sans la moindre réflexion ou le moindre recul... Plus dogmatique tu meurs ! Et ne rigolez pas, il m'accuse d'avoir les yeux rivés sur les appareils comme... Besancenot et Laguiller ! A ma connaissance je n'ai jamais "*tendu la main*" (Besancenot) à Martine Aubry ou je n'ai jamais appelé à voter pour des candidats du PS (Laguiller), peu importe ce monsieur fait feu de tout bois, c'est minable.

Passons sur la calomnie "*pour qui peut bien rouler Tardieu*", elle est l'apanage des gens qui sont à court d'arguments et qui recourent à ce genre de méthodes détestables. Ce qu'il avoue à moitié en écrivant "*comprenne qui pourra*".

Il a pris deux exemple, un qui date de 1921, un qui remonte à 1934. C'est intéressant car durant les années qui séparent ces deux dates des événements capitaux se sont déroulés au sein du mouvement ouvrier internationale, ce dont évidemment il ne faudrait pas tenir compte une fois de plus.

En 1921, l'Internationale Communiste était dirigé par Lénine et Trotsky pour faire bref, le front unique pouvait se justifier du fait de l'existence de partis communistes, de véritables partis communistes ou ce qui y ressemblaient en ce qui concerne le PCF? Ces partis communistes étaient donc en mesure de donner un contenu correct au front unique, de l'orienter dans la bonne direction et d'en prendre la direction, ce qui ne sera plus le cas plus tard, mais pour notre dogmatique de service, ce n'est qu'un détail insignifiant qu'il s'empresse d'oublier. Donc en 1921, le front unique était parfaitement justifié dans la perspective de la révolution socialiste dans un certain nombre de pays où existait un parti de l'Internationale Communiste.

Par contre en 1934, la situation était radicalement différente, Staline avait pris la direction du parti bolchevik et de l'Internationale Communiste, il avait réussi à liquider l'Opposition de gauche organisée autour de Trotsky. Jusqu'à quel point les staliniens avaient réussi à gangrener les différents partis communistes qui existaient dans le monde, je n'en sais rien précisément, par contre une chose dont on peut être sûr, c'est qu'un grand nombre de militants de ces partis avaient été formés à l'école de la révolution russe et entendaient continuer de combattre dans la perspective de la révolution socialiste dans leur pays respectif, les staliniens avaient commencé leur travail de sape dès la mort de Lénine 10 ans plus tôt, je ne suis pas en mesure d'affirmer jusqu'à quel degré ils étaient parvenus à leur fin, il n'en demeure pas moins que raisonnablement on pouvait estimer qu'un grand nombre de militants des différents PC continuaient malgré tout le combat dans la perspective de la prise du pouvoir, à l'instar de Trotsky qui semble-t-il le pensaient.

Donc le mot d'ordre de Trotsky du front unique en 1934 pouvait peut-être se justifier, personnellement je n'en suis pas absolument certain, cela aussi je l'ai expliqué dans un article, Trotsky estimait peut-être que cette orientation politique permettrait aux militants du PC et de la SFIO d'y voir plus clair dans le jeu de leurs dirigeants qui prônaient le Front populaire avec le Parti Radical et de renforcer par la suite la Ligue communiste où s'était regroupé les militants restés fidèles au marxisme.

Il écrira dans le *Programme d'action français de 1934* destiné à la section française de la IVe Internationale :

" *Il s'agit avant tout d'assurer l'unité d'action de la classe ouvrière elle-même dans les usines et les quartiers ouvriers des centres industriels. L'entente entre les importantes organisations ouvrières (P.C., P.S., C.G.T., C.G.T.U., L.C.), n'aurait de valeur révolutionnaire que si elle est orientée vers la création :*

*a) De comités de lutte représentant la masse elle-même (embryons de Soviets) ;*

*b) de la milice ouvrière, toujours unie dans l'action, même si elle est organisée par des partis et organisations différents.*

*Pour renforcer la lutte des uns et des autres, des comités ouvriers établiraient une étroite liaison avec les comités paysans.*

*Constitués comme organes de défense commune contre le fascisme, ces Comités d'Alliance ouvrière et ces Comités paysans se transformeraient dans le cours de la lutte en organismes directement élus par la masse, en organes du pouvoir des ouvriers et des paysans.*"

On voit ici que Trotsky envisageait le front unique d'une part au niveau de la classe ouvrière elle-même, ce que fait également le POI et c'est en cela que je le soutiens, ensuite, il prit soin de préciser qu'il "*n'aurait de valeur révolutionnaire*" qu'en étant orienté à destination des " *importantes organisations ouvrières* dans une perspective politique précise que l'on ne retrouve nulle part dans le front unique tel que le propose le POI aujourd'hui, en adaptant son contenu à notre époque évidemment, mais en en conservant l'esprit, la substance, il fallait donc poser la question de la nécessité de chasser Sarkozy et de liquider les institutions, etc., ce que ne fait pas le POI, d'où mon rejet de sa

version pervertie ou au rabais du front unique, il n'y a donc aucun "mystère" Tardieu ; le POI se borne à appeler au retrait d'un projet de loi, bien, et on vient de voir les jours derniers que n'importe qui pouvait s'en saisir pour l'orienter dans une direction opposée aux intérêts de la classe ouvrière, le PS, le PCF et le NPA notamment demandent le retrait du projet du gouvernement sur les retraites tout en s'empressant de demander à Sarkzoy d'en rédiger un autre, c'est leur problème. Maintenant en quoi cela peut-il justifier qu'il ne faille pas proposer une issue politique à la classe ouvrière simultanément, en quoi cela aurait-il changé quelque chose à l'attitude des appareils qu'une telle issue politique leur soit proposer, puisque l'on constate qu'elle existe ou non cela revient exactement au même, ils se prononcent pour le rejet de ce projet pour immédiatement demander à Sarkozy d'en rédiger un autre qui serait cette fois plus acceptable, qu'est-ce que les travailleurs y gagnent au change, quel avantage en tire le POI, j'irai même plus loin que personne ne s'imagine que les appareils ont appelé au retrait du fait de l'existence du POI, il demeure un parti inconnu ou complètement marginalisé au sein de la population? Aucun, il faut bien l'admettre.

Je peux me tromper, mais je pense que Trotsky avait parfaitement conscience de la faiblesse et l'impuissance dans laquelle l'Opposition de gauche se trouvait en 1934 face à la social-démocratie et au stalinisme d'influer le cours des choses et que les prochains combats étaient perdus d'avance, ce qu'il ne pouvait peut-être pas expliqué aussi crûment à des militants déjà fortement démoralisés par la tournure dramatique de la situation à la veille de la seconde guerre mondiale. Maintenant, il est vrai que je me méfie de son penchant au compromis et d'une certaine manière le front unique en constitue un. En 1921, il était possible et facile de tenir cette position, elle était devenue quasiment intenable en 1934, la situation était désespérée, il faut aussi avoir cela à l'esprit. Alors en 2010, quand le mouvement ouvrier n'est plus l'ombre squelettique de ce qu'il était à l'époque que nous venons d'évoquer, retranscrire à la lettre le front unique relève de la démence ou de la psychiatrie.

Mon contradicteur ne peut pas admettre ou concevoir qu'une théorie conçue au départ comme une tactique et non comme une stratégie (orientation officielle défendue par le POI), à utiliser dans certaines circonstances précises et délimiteé dans le temps, ce qui n'est pas le cas des dirigeants du POI qui nous la servent sans interruption depuis 1945, excusez du peu, à travers les différentes formations politiques qui ont précédé ce parti, doit, si on décide d'y recourir, tenir compte des modifications intervenues dans les rapports entre la classe ouvrière et les appareils ou ses partis ou encore au sein de la société au cours des 65 dernières années, qu'il est totalement délirant de prétendre la mettre en oeuvre dans les termes qui prévalaient un siècle auparavant comme si finalement rien n'avait changé dans la société. Je suis déjà intervenu plusieurs fois en détail sur cette question dans le site pour ne pas y revenir ici.

Il ne peut pas admettre non plus, qui plus est, que Trotsky ou d'autres dirigeants marxistes aurait pu commettre des erreurs, contrairement à ces mêmes marxistes qui le reconnaissaient eux-mêmes bien volontiers, Trotsky dira un jour qu'avec Lénine ils en avaient fait au moins "*mille*", mais pour ce fétichisme c'est totalement inconcevable, comment nos maîtres auraient-ils pu se tromper, c'est insensé voyons. Quand on en est encore là, c'est normal qu'on ne comprenne pas grand chose et qu'on recourt à la calomnie.

Tout compte fait terminons-en maintenant avec ce courriel ou se mêle ignorance et confusion.

Il écrit encore : "*Rappelons que la révolution russe ne l'a pas emporté sur des mots d'ordre radicaux, révolutionnaires! mais sur les mots d'ordre de la démocratie bourgeoise "le pain, la terre, la paix", tout en réalisant le Front unique par les Soviets.*"

Vous êtes sûr que Lénine n'avait pas ajouter le beurre, le miel et la confiture pour mettre sur le pain ! Il oublie de préciser que le mot d'ordre "*le pain, la terre, la paix*" s'accompagnait du mot d'ordre politique A bas le tsar, finissons-en avec ce régime et cela depuis la fin du XIXe siècle ! Faussaire va ! En fait, il ne retient de l'histoire que ce qui l'arrange et il fait abstraction de ce qui ne colle pas avec sa vision étriquée et petite-bourgeoise de la situation. Passons sur le fait que c'est le prolétariat russe qui a imposé le front unique ou qui s'est doté de soviets en 1905 en dehors de l'intervention des bolcheviks qui n'en comprirent pas immédiatement la signification, y compris Lénine, quel crime je commets là de le rappeler !...

Il poursuit : "*Mais c'est bien connu, les ouvriers sont repus par le capitalisme, chaque revendication obtenue ne fait que les intégrer davantage au système!!*". Exactement comme vous ! Il n'est pas sans ignorer les caractérisations d'Engels qui parlait de "*prolétariat embourgeoisé*", de "*mouvement ouvrier bourgeois*", inutile pour lui d'analyser ce que cela peut signifier, quelles en sont les conséquences ou comment en tenir compte dans notre intervention pratique, non, le prolétariat est révolutionnaire une fois pour toute en toutes circonstances, c'est gravé dans le marbre, on doit s'en tenir à cette définition, mais dans ce cas-là, on ne comprend rien à l'état d'esprit des travailleurs et on leur proposera une politique qui les laissera forcément "*perplexe*. Si le prolétariat était si révolutionnaire, on s'étonne qu'on en soit encore là deux siècle plus tard !

Effectivement, à partir du moment où le combat du mouvement ouvrier a cessé de s'inscrire dans la perspective du socialisme, c'est-à-dire dès le début du XXe siècle, il ne pouvait s'inscrire que dans la perspective du maintien en place du régime capitaliste puisqu'il n'existe pas d'autre alternative en terme de système économique. Partant de ce constat, oui, le combat du mouvement ouvrier une fois mal orienté ne pouvait que contribuer à subordonner davantage et durablement la classe ouvrière au capitalisme. Ce monsieur refuse de regarder la réalité en face et ensuite il veut nous donner des leçons, c'est un peu fort !

Enfin, la meilleure "*A bas les "privilèges" de ces salauds de nantis de fonctionnaires...tiens c'est aussi le mot d'ordre de Sarkozy et du Medef!!*", il n'a pas dû lire les différents articles que j'ai publiés dans lesquels je dressais un état de la situation du fonctionnaire en général où j'abordais des questions comme l'aristocratie ouvrière, et ces derniers jours j'ai évoqué brièvement la situation des cadres. Coquema est carrément ordurier, cela ne m'étonne pas, tel maître, tel disciple ! Pour tout vous dire, le vrai bonheur, c'est de ne pas lui ressembler. Au fait, il y a des fonctionnaires dans ma famille dont ma fille et je ne lui pisse pas dessus, pauvre crétin !

On va lui ressortir quelques bonnes vieilles citations pour flâtter son culte de la personnalité.

Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 :

« *En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique.* »

Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parlait des « *pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient* ».

Engels dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882),

« *Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial.* »

Lénine dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme :

« *Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres.* »

Ce sont des extraits d'un article que j'ai publié le 6 février 2009 intitulé *Travailleurs du secteur public et privé : tous contre le gouvernement et le capitalisme, pour le socialisme.*. Pour le télécharger et vérifier par vous-mêmes ce que je pense réellement des fonctionnaires : www.luttedeclasse.org/service/fonctionnaire060209.pdf, ce sera mieux que d'écouter les fabulations de cet intellectuel.

Puisqu'il se demande "*pour qui je roule*", bien le bonjour au RG qui nous lisent ! Au fait le portrait de Gluckstein entouré de Strauss-Kahn et Attali vous dérange tant cela ? Vous êtes le seul à vous être manifesté, les centaines de militants qui se connectent chaque semaine sur le site trouvent cela correcte. Etonnant, non ? Allez sans rancune, je recrute pour l'UMP, chutt !

Je terminerai cette causerie en remerciant le camarade P. pour son chèque de 80 euros que je viens de recevoir, un metallo à la retraite, de la CGT et du PCF, ex-PT, on a le soutien qu'on peut monsieur Coquema, au moins je suis en famille, entre ouvriers on se comprend toujours mieux.

L'air de rien cela m'a emmené jusqu'à 16h40, depuis 8h ce matin, et j'ai encore cassé la croute devant l'écran en écrivant cette causerie dont je me serais bien passé.

**Quelques infos en bref.**

**Le vieux monde en décomposition en titres :**

**1- La barbarie sous divers aspects.**

- Bavure en Irak: un soldat américain inculpé après la divulgation d'une vidéo - LePoint.fr
- Grande-Bretagne: enquête sur les accusations de torture contre le MI5 et MI6 - LePoint.fr
- Opération Plomb durci: plusieurs militaires israéliens vont être poursuivis, selon l'armée - AP
- Japon: la NHK renonce à diffuser en direct un tournoi de sumo sur fond de scandale - AP
- Pédophilie: l'ancien chef du clergé belge longuement entendu par la police - LePoint.fr

**2- Affaire d'Etat. Quand ils respirent et attirent la haine sur eux.**

- Soutenu par les députés UMP, Woerth «*essaie de garder son calme*» - Libération.fr
- Woerth: "*Je ne craque pas du tout!*"- Le Post
- Eric Woerth à ses détracteurs : «*J'ai envie de les étrangler*» - Le Figaro
- Éric Woerth : "*Je ne savais pas qu'il y avait autant de haine dans ce pays*" - LePoint.fr
- Eric Woerth sur l'affaire Bettencourt: «*Je n'ai rien à me reprocher!*» - 20minutes.fr
- Woerth "*scandalisé par la calomnie*" - L'Express

**Une déclaration très médiatique qui va enfoncer un peu plus Sarkozy.**

Brigitte Bardot a décidé mardi de pousser "*un coup de gueule*" contre la politique du président de la République en affirmant dans un communiqué que "*la trace du passage au pouvoir de Nicolas Sarkozy est d'une négativité et d'une médiocrité inquiétantes*".

"*Vous, et vos ministres aussi inutiles que lâches, à la limite de la malhonnêteté et du ridicule, n'arrivez pas et n'arriverez plus à satisfaire la population française qui vous a élu en 2007 croyant dur comme fer à vos promesses non tenues !*" écrit Brigitte Bardot dans un communiqué. (Lepoint.fr 07.07)

Nous ne devrions pas relayer ce genre de déclarations penseront les esprits simplets accrochés désespérément à leurs dogmes, à ceci près qu'une déclaration fracassante contre Sarkozy provenant d'une personnalité appréciée par la majorité des travailleurs ne passera pas inaperçue et elle aura plus de poids qu'un discours lénifiant d'un de nos dirigeants inconnu ou que personne n'écoute pour cette raison.

Nous sommes en présence d'un paradoxe, mais la période actuelle en regorge au point que nombreux sont ceux qui ont du mal à s'y retrouver. Bref, la réalité est telle qu'elle est et il faut faire avec, c'est toujours mieux que de prendre ses désirs pour la réalité.

**Affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt.**

Coïncidence, hier soir je me suis posé les deux questions suivantes qui devaient me servir à une réflexion ultérieure : Les travailleurs se situent-ils sur le terrain de leurs droits ou sur celui du capitalisme ? Jusqu'à quel degré sont-ils subordonnés au capitalisme ou jusqu'à quel point sont-ils prêts à rompre avec le capitalisme pour défendre leurs droits sociaux, etc. ? Questions récurrentes certes, mais qu'il faut reposer sans cesse au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

**1- Réaction d'un internaute à l'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt (Rue89 06.07).**

Elle reflète assez bien me semble-t-il l'état d'esprit de la majorité de la population ou je me trompe. Elle est très intéressante car elle fournit des indications précieuses sur la façon dont un travailleur lambda ou sans conscience politique développée perçoit l'Etat et le capitalisme. Tout y est ou presque, cela mériterait vérification et une analyse approfondie.

"Plein de belles réactions et de jolies formules ici. Je n'ai pas ce talent. Avec mes mots sans fioritures, j'ai juste envie de dire que je suis vexé.

Ce type (Woerth - LdC), ces types et ces femmes, me prennent pour un crétin. Ils se foutent de moi, sans aucune gêne.

On peut dire tout ce qu'on veut, mais fondamentalement, on ne peut pas trouver normal qu'une vieille dame ait autant d'argent sans jamais avoir rien fait de ses dix doigts. C'est fondamentalement dégoutant et injuste. Et on ne peut pas raisonnablement penser qu'une fortune pareille se soit bâtie uniquement par l'honnêteté.

(mon cher monsieur, comme disait Marx en substance : pour être devenu riche, il faut être voleur, et le capitalisme repose sur le vol, c'est un système économique voyou si vous voulez, dont l'existence ne peut être justifiée par aucun argument, sauf à légitimer les inégalités et l'injustice, un régime basé sur l'exploitation et l'oppression, la violence de l'Etat. - LdC)

Ca fait démagogue, mais on ne peut pas croire M. Woerth. Ce type ment comme il respire. Pas besoin d'argumenter, de hurler au complot ou je ne sais quoi : il ment effrontément, ça se voit. Pour le paraphraser, j'ai envie de dire qu'il a une tête de menteur. Bettencourt ment. Sarkozy aussi. Comme Chirac l'a fait avant lui. Comme Mitterrand. Ces gens ont parfois fait le bien. Mais ils sont aussi des menteurs.

(Ils sont surtout des menteurs ! - LdC)

Je ne sais pas si le pouvoir et l'argent corrompent, j'en sais foutre rien, ça m'intéresse même pas. Aujourd'hui, des gens, une minorité, prennent le pouvoir et l'argent, le confisque et se foutent de la gueule de ceux qui ne l'ont pas. Oh, c'est subtil, ils y mettent les formes. Mais ils se foutent bien de nous.

(Bien vu, comme dit une chanson du groupe Scorpion : "no pain no gain", autrement dit pas de travail pas d'argent, sauf que l'argent dont disposent les capitalistes ne provient pas de leur travail mais de la force de travail qu'ils ont extorquée à ceux qui travaillent, c'est bien un vol. - LdC)

Je paie mes impôts, je me plains même pas, parce que je trouve ça normal, bien et sain. J'ai un travail, un salaire modeste mais suffisant pour sortir et me faire plaisir de temps en temps. Je suis aussi honnête que possible. Franchement, j'en demande pas plus. D'autres par contre aimeraient un peu mieux qu'un carton pour dormir, au hasard.

(voilà un citoyen "modèle", votre confort relatif est le pendant de la misère que vous cotoyez quotidiennement et de la stabilité politique du

régime que vous n'êtes pas encore parvenue à remettre en cause. Il est là le problème, l'incapacité des couches moyennes de comprendre qu'aux périodes de relatives prospérités succèdent inexorablement des périodes de régressions sociales plus ou moins longues et profondes en régime capitaliste, ajoutons que celle que nous traversons est la pire depuis plus d'un demi-siècle et que tous les économistes prévoient qu'elle pourrait encore s'amplifier et durer entre cinq et dix ans voir davantage encore, pour ne pas dire que le régime capitalisme est entré dans une phase de décomposition accélérée qui conduit inévitablement des millions de travailleurs et de membres de la petite-bourgeoisie en situation de prolétarisation à venir grossir les rangs des millions de pauvres qui existent déjà dans ce pays. - LdC)

On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, plus d'argent, que le monde coure à sa perte si on ne réduit pas la dette. On me fait presque culpabiliser : « allons allons, c'est mal de s'endetter autant monsieur ! » On croirait entendre mon banquier.Ca doit être de ma faute si on s'endette alors. Et puisqu'il faut réduire la dette, supprimons, réduisons ce qu'il y a de mieux ou du moins ce qui fonctionne relativement bien : aides, fonction publique, hôpitaux, etc. C'est pour notre bien on nous dit. Et toutes façons, c'est à cause de tout ça si on est tant endetté. Pas à cause des chèques que l'Etat signe à Mme Bettencourt, ni à cause des comptes que cette même Mme Bettencourt cache à l'Etat. Non non. C'est à cause de moi qui vais trop à l'hôpital et qui touche des allocations. On ne nous laisse même pas miroiter un possible meilleur avenir après cette « rigueur » bien méritée. On ne nous laisse même pas croire qu'on sera plus heureux, que le bonheur est pour bientôt. Non, même pas l'espoir d'un avenir si ce n'est radieux, du moins un peu moins triste. Non, un simple coup de règle sur les doigts. J'ai été trop gourmand, il est temps pour moi de payer. Mais Mme Bettencourt, elle n'aura jamais un coup de règle sur les doigts.

(Effectivement, et ce n'est pas un changement de gouvernement qui y changera quelque chose, il ne faut pas se leurrer, aucun "espoir" n'est permis, mais dans quoi, dans ce gouvernement uniquement ou dans le système économique actuel ? Ce monsieur n'a semble-t-il pas encore tranché cette question, pourtant plus haut il a relevé que Chirac ou Mitterrand ou un autre, ils étaient tous "menteurs", donc le problème n'est la personne qui se trouve à la tête de l'Etat ou le parti qui est majoritaire au sein des institutions, mais autre chose, quoi alors, sinon le système lui-même. Il en faut peu pourqu'il aille au bout de son analyse et interprète correctement la situation, pour qu'il reprenne "espoir" ou entrevoit un avenir meilleur, faudrait-il encore que quelque chose de sérieux l'incarne, or aujourd'hui on ne lui propose aucune issue politique en dehors ou au-delà du régime actuelle. C'est cette absence de perspective politique qui est désespérante et le contraint à continuer de penser son avenir dans les limites de l'ordre établi qu'il n'envisage évidemment pas de remettre en cause. S'il avait une idée précise de l'avenir qui l'attendrait une fois aboli le régime en place, peut-être que cela l'intéresserait d'en savoir davantage sur le socialisme et les moyens pour mettre fin à la situation que nous connaissons aujourd'hui. - LdC)

On nous dit qu'on doit souffrir, qu'on doit lutter, pendant que d'autres se foutent de nous. Est-ce qu'ils s'en rendent compte ? Si ça se trouve, M. Woerth, il est même convaincu d'avoir fait le bien. Je ne sais même pas ce que je lui dirais à M. Woerth si je l'avais devant moi. En fait, je ne sais pas trop quoi penser. Peut être qu'on s'habitue à voir tous ces mensonges d'Etat asséné avec aplomb, sans que jamais – ou si rarement – la justice ose condamner…

Je demande pas forcément des hommes politiques irréprochables. Je demande juste qu'ils soient respectueux des autres. En l'occurrence, ils ne sont pas respectueux des autres. Ils se foutent de notre gueule. Et c'est très vexant."

(les couches moyennes et la petite-bourgeoisie sont directement frappées aussi par les mesures prises ou annoncées par le gouvernement, elles le digèrent mal, pour le moment leur réflexion ne va pas plus loin, ce monsieur a dit au début qu'il avait encore de quoi vivre confortablement, donc il n'est pas encore prêt à se soulever contre le régime ni même peut-être à chercher une issue politique pour mettre un terme au capitalisme et aux institutions. - LdC)

**2- Pas l'affaire des syndicats !**

Surtout garder ses distances et ne pas en rajouter : malgré la succession d'accusations à l'encontre d'Eric Woerth, les syndicats restent fidèles à la ligne qu'ils se sont fixée dès le début de l'affaire. La question n'est « *pas de leur ressort* », martèlent-ils, et faute de preuve ou de démission, Eric Woerth reste leur interlocuteur sur la réforme des retraites. Ils font donc « *avec* ».

« *Pas question de mettre le doigt là-dedans ; ce n'est pas notre rôle* », explique l'Unsa. « *C'est un terrain compliqué. Nous n'avons aucune raison ni envie de s'y aventurer* », abonde la CFDT. Mais tous sentent le vent tourner et commencent à s'irriter des conséquences. « *Eric Woerth a forcément la tête à autre chose que les retraites et cela va devenir de plus en plus dur de discuter* », note la CGT, tandis que la CFDT regrette que « *la question des retraites passe à présent au second plan* ». (LesEchos.fr 07.07)

L'Etat les finance grâcement, vous ne voudriez pas qu'ils s'emmèlent quand éclate une affaire d'Etat ! Chiasseux, hypocrites, vendus, misérables !

Ce sont les mêmes qui se plaignent aujourd'hui que « *la question des retraites passe à présent au second plan* » et qui pendant des mois ont refusé de mobiliser la classe contre le projet scélérat du gouvernement sous prétexte qu'ils ne connaissaient pas ses intentions, et dès qu'elles ont été connues ils ont organisé une journée d'action à la veille des vacances d'été en espérant très fortement qu'elle sera un échec.

**Espagne. La crise fait reculer la barbarie.**

Le nombre de corridas en Espagne devrait chuter à 800 ou moins cette année, contre un millier en 2008, alors que les municipalités qui subventionnent ces manifestations réduisent leurs dépenses sur fond de crise économique et de rigueur budgétaire.

Dans des petites villes à travers le pays, des corridas sont purement et simplement annulées faute de subventions.

La station balnéaire d'Estepona, sur la Méditerranée, n'a pas pu trouver de promoteur pour organiser une corrida lors de son festival d'été qui a débuté mardi. (AP 07.07)

**Chine.**

Agricultural Bank of China (AgBank), troisième banque chinoise, a fixé le prix de sa double introduction en Bourse à Hong Kong et à Shanghai, ce qui devrait lui permettre de lever plus de 22 milliards de dollars (17,5 milliards d'euros) en hypothèse haute, plus grosse mise sur le marché jamais réalisée. Auparavant, la plus grosse introduction en Bourse jamais réalisée avait été celle d'Industrial & Commercial Bank of China avec 21,9 milliards de dollars en 2006.

AgBank, fondée par Mao Zedong en 1951, exploite un réseau important de succursales dans les campagnes chinoises ainsi que dans les grandes villes.

Il y a trois ans, AgBank était techniquement en faillite. Son redressement, à l'issue d'un sauvetage de 30 milliards de dollars, a été favorisé par la forte croissance que connaît le pays et le contrôle de l'Etat sur le secteur bancaire.

China International Capital Corp (CICC), Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan, Macquarie et Morgan Stanley sont les banques organisatrices de l'opération à Hong Kong, avec la société de Bourse d'AgBank.

Pour la mise sur le marché à Shanghai, les banques sont CICC, Citic Securities, Galaxy et Guotai Junan Securities.

AgBank se fait coter en Bourse pour permettre au gouvernement d'atteindre son objectif, à savoir avoir les quatre plus grosses banques du pays cotées en Bourse.

Après avoir pour plusieurs d'entre elles connu des périodes d'insolvabilité, elle figurent maintenant parmi les plus importantes banques - et sociétés - en termes de capitalisation boursière.

De source au fait du dossier, on indique que l'offre d'AgBank à Shanghai a été environ 20 fois sursouscrite par les investisseurs institutionnels.

A Hong Kong, la demande institutionnelle provenait à 4% d'Asie, 30% des Etats-Unis et 25% d'Europe, selon une des sources concernées.

Les particuliers se sont en revanche montrés peu enthousiastes, à Shanghai, comme à Hong Kong.

L'introduction en Bourse, option de surallocation comprise, valorise AgBank à environ 150 milliards de dollars (près de 120 milliards d'euros), ce qui en fait la quatrième banque mondiale en terme de capitalisation boursière derrière ICBC, China Construction Bank et HSBC.

Présidée par Xiang Junbo, scénariste titré et héros de guerre, AgBank exploite 24.000 agences, emploie 441.000 personnes et revendique 320 millions de clients. (Reuters 07.07)

---

**Le 8 juillet**

En raison de la réponse que j'ai apporté à un courriel que j'ai reçu ce matin, je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site, j'ai seulement télécharger les principales infos d'hier dans mon disque dur. Je vous conseille vivement de lire ce courriel et ma réponse, 7 pages au total. Je ne me livrerai pas au même exercice tous les jours. J'attends vos réactions.

---

**Le 9 juillet**

Je n'ai pas le temps de causer ce matin, juste une réflexion à creuser.

Nous sommes dans une situation inextricable où il n'existe en réalité aucune issue politique. Pourquoi ? Parce que nous avons eu plus de 60 ans pour construire un parti ancré profondément dans toutes les couches du prolétariat et de la petite-bourgeoisie qui aurait pu devenir un

pôle de regroupement pour l'ensemble des exploités au moment où la crise du capitalisme allait éclater, et que nous en avons été incapables.

Bien des militants vont se dire que je suis complètement obnubilé par la question du parti et que cela me rend aveugle. Je pense au contraire regarder la réalité en face et ne pas m'en détourner. Prenez n'importe quelle question sociale ou politique et dites-nous comment on pourrait envisager de la résoudre. C'est tout simplement impossible en dehors des miettes dont il faudrait se contenter et dont l'ensemble du prolétariat est loin de profiter, ce qui ne veut donc pas dire qu'il n'y aurait rien à faire et que tout serait foutu. Les esprits malintentionnés à mon égard ne retiendront que l'introduction de la phrase précédente, qu'ils aillent voir ailleurs personne ne leur a demandé de se connecter sur ce site qui s'adresse à des militants et des travailleurs qui entendent réfléchir librement et qui sont encore capable de progresser politiquement.

Prenez le cas des retraites.

1- Sarkozy maintient son projet et le fait passer,

2- Sarkzoy retire son projet et le réécrit sans rien changer sur le fond,

3- Sarkozy est débarqué et Aubry en écrit une version quasi identique sur le fond en 2012.

Vous voyez une autre issue ?

A quoi cela aura-t-il servi de **se contenter** du mot d'ordre du retrait, quel bénéfice en retirer, notamment en terme de construction du parti ? Absolument aucun, car la question déterminante n'est pas le problème des retraites mais l'Etat et le gouvernement qui seraient à même de représenter nos droits et nos besoins et qui ne peut pas être l'Etat actuel des capitalistes ou un gouvernement dirigé par l'UMP ou le PS, mais un gouvernement dirigé par un véritable parti communiste auquel participerait différentes tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier.

Or cet Etat ouvrier et ce gouvernement révolutionnaire ne sont pas prêts de voir le jour, et ce parti n'existe pas ou il n'a pas encore été construit, dès lors il n'y a pas de solution immédiate au problème que nous devons affronter en dehors de lier (subordonner) chaque combat pour nos revendications à la construction de ce parti pour que la perspective de cet Etat ouvrier et du socialisme deviennent plausibles ou représentent un nouvel espoir pour les millions de travailleurs et jeunes qui sont prêts à en découdre avec le régime. Est-ce à dire que nous allons encore perdre des droits ? On combat pour les préserver évidemment, mais il faut admettre que dans certaines conditions se soit impossible. Admettre la réalité, ce n'est quand même pas bien compliqué, non ? C'est dur à avaler, mais si on se positionne dans une perspective politique au-delà d'une bataille isolée ou considérée comme une abstraction détachée de notre objectif final, on digère déjà mieux nos défaites inévitables.

Ne cherchez pas ailleurs que dans l'absence du parti les raisons pour lesquelles nous nous retrouvons dans cette situation impossible, la même constatation vaut pour tous les pays (avec l'absence de l'Internationale). Si vous refusez ce constat, que pouvez-vous lui opposer ? Vous allez accuser le monde entier, vous en prendre au premier venu que vous allez traiter de con, cela vous avancera à quoi, à rien, allez-y cherchez, cherchez, creusez cette question, retournez-la dans tous les sens, vous ne parviendez jamais à trouver une autre réponse cohérente qui ne sera pas réfutée immédiatement, par les faits tout simplement et non par une quelconque théorie, on n'a même pas besoin de recourir à une théorie pour prouver que sans le parti nous n'atteindrons jamais notre objectif...

Voilà la réalité de la situation dont les militants doivent prendre conscience. Et c'est parce qu'on ne veut pas l'admettre qu'on cherche des raccourcis qui mènent infailliblement dans des impasses ou que l'on pense qu'en reniant les uns après les autres nos principes ou en abaissant notre programme au niveau du trade-unionisme on parviendra à avancer vers notre objectif, nous avons la preuve du contraire sous le nez chaque matin en ouvrant les yeux.

Je n'ai pas le temps d'argumenter ce matin, cependant sur la question du parti, son rôle et sa place dans le combat que nous menons, de nombreux militants rejettent la version que j'en donne et qui correspond aux enseignements de la révolution russe, pas seulement d'ailleurs, on pourrait remonter au *Manifeste* de Marx et Engels, à leur analyse de La Commune de Paris notamment, d'autres influencés par l'anarchisme estiment mêmes qu'il serait purement inutile. Qu'ils réfléchissent à ces deux articles de la Constitution de la Ve République où l'on comprend à la première lecture que l'Etat et les institutions sont organisées à partir des partis politiques, nous y reviendrons plus tard :

ARTICLE 3. La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret. Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

("ses représentants" qui sont issus des partis politiques - Lutte de classe)

ARTICLE 4. Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

Ils contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au second alinéa de l'article 1er dans les conditions déterminées par la loi.

La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation.

On combat des partis par un ou des partis, vous n'allez pas affronter un soldat armé d'un fusil avec un bâton, on remplace un Etat par un autre Etat, on ne remplace pas une casserole percée par une assiette, etc.

Un dernier mot, je m'excuse auprès du camarade étudiant à qui je n'ai pas encore répondu, il comprendra. Bon week-end à tous.

**Quelques infos en bref.**

**Affaire d'Etat Woerth-Sarkozy-Bettencourt, suite.**

**La télé de Sarkozy 1er en première ligne.**

Le gouvernement a reçu un soutien implicite du directeur adjoint de l'information de TF1 et présentateur du JT de 13 heures, Jean-Pierre Pernaut, qui a parlé « *de nouvelles rumeurs une nouvelle fois lancées par un site Internet* ».

**UMP se déchaîne contre la liberté d'expression.**

Le ministre du Budget François Baroin a dénoncé mardi à l'Assemblée une « *cyber-cabale* »

Le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, a accusé Mediapart d'utiliser des « *méthodes fascistes* », ce qui lui vaut une plainte en diffamation de la part d'Edwy Plenel.

Mercredi le Premier ministre a reçu quelque 180 parlementaires de la majorité pour un discours digne d'un chef de guerre, devant Eric Woerth, il a fustigé les "*imprécateurs*" et assuré qu'il ne céderait pas "*à l'agitation*".

François Fillon a aussi pris la défense de Nicolas Sarkozy, "*cible des faiseurs de scandale*".

Le chef de l'Etat a déclaré, devant les députés du Nouveau Centre reçus à l'Elysée, au sujet du directeur de la rédaction de Mediapart : "*Au niveau déontologie, c'est inimaginable. Mais ça va lui retomber sur la tête*", selon un témoin de cette réception.

Nadine Morano, en sortant de Matignon mercredi après-midi :

« *Aujourd'hui, ce sont des méthodes des années 30 avec des sites Internet qui utilisent des méthodes fascistes. J'en appelle à votre vigilance. Un jour, cela peut vous arriver d'avoir votre honneur jeté aux chiens.* »

"*Un jour, cela peut vous arriver d'avoir votre honneur jeté aux chiens*", a-t-elle dit à la presse, dénonçant "*une espèce de collusion médiatico-politico-trotskyste qui essaie de jeter l'honneur d'Eric Woerth*" en pâture.

Elle faisait allusion à la jeunesse militante trotskyste d'Edwy Plenel, fondateur de Mediapart et ancien directeur de la rédaction du Monde.

Rectifions "*médiatico-politico-hitlero-trotskyste* !

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi s'est fait plus précis, sur France Info :

« *Lorsque je vois ce fameux site-là qui me rappelle, dans son comportement, une certaine presse des années 30, j'ai en mémoire Clemenceau, Salengro, plus proche de nous Bérégovoy.* »

Eric Raoult, député UMP de Seine-Saint-Denis et maire du Raincy, pense lui que le site Mediapart "*pourrait être implanté à Cuba*".

**Pression sur les témoins et rapport bidouillé.**

Claire Thibout se rétracte, même partiellement ? Pour Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, "*la vérité est rétablie*".

Dans un chat sur Le Monde.fr, le journaliste du *Monde* Gérard Davet estime que "*personne n'a forcé [Claire Thibout] à s'exprimer dans Mediapart*", et que son revirement est dû à la pression médiatique et politique. (J'ai entendu hier soir aux infos sur TV5Monde Asie un journaliste de Mediapartqui s'était exprimé sur France 2, il a dit qu'il avait interviewé Claire Thibout à deux reprises devant un témoin afin que personne ne puisse crier à la manipulation. - Lutte de classe)

L'Inspection générale des finances "*aura finalisé son rapport*" sur la gestion du dossier fiscal de Liliane Bettencourt lundi "*au plus tard*" au lieu de vendredi annoncé précédemment a-t-on appris jeudi soir dans un communiqué laconique, précisant sans plus de détails que ce rapport faisait suite à une lettre de mission du 1er juillet du ministre du Budget François Baroin.

"*Je compte beaucoup*" sur le "*rapport de l'Inspection générale des finances*", avait déclaré mardi le ministre du Travail Eric Woerth, après de nouveaux rebondissements dans l'affaire.

Au Palais ils comptent sur les trois prochains jours pour voir comment évolue la situation de façon à définir le contenu qu'ils vont donner à ce rapport, on n'est pas dupe !

**Sarkozy contesté, Fillon se contredit.**

"*Je ne vois pas comment ça peut durer longtemps*", estime cependant le sénateur centriste Jean Arthuis, pour qui "*les conditions de la sérénité*" ne sont pas remplies.

"*Il faudrait des actes pour sortir de cette crise de régime*", a de son côté estimé le député Jérôme Cahuzac (PS), jugeant que pour cela le chef de l'Etat a "*deux solutions*": "*soit il dissout, soit il remanie le gouvernement*".

Cette seconde possibilité a les faveurs de l'ex-Premier ministre, Alain Juppé, qui a ébréché l'union de son camp en plaidant pour un "*profond remaniement*" et un "*changement de méthode*" afin de "remettre le gouvernement en situation de gouverner". Certains deputés UMP demandent aussi une intervention publique de Nicolas Sarkozy.

Fillon a repoussé l'idée d'un remaniement ministériel à très court terme n'y voyant pas une "priorité politique". Deux jours plus tôt, il défendait le contraire, selon des sources UMP. (Rue89, Lepost.fr, Lepoint.fr, AP et Reuters 07.07)

**Le PS aussi pourri que l'UMP**

La députée PS des Bouches-du-Rhône Sylvie Andrieux a été mise en examen jeudi soir par le juge Franck Landou pour "*complicité de détournement de fonds publics et complicité de tentative d'escroquerie*", a-t-on appris de source judiciaire.

Sylvie Andrieux se voit reprocher son rôle dans l'attribution de plus de 700.000 euros de subventions par le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur à des associations fictives. (AP 08.07)

**La concurrence mondiale entre capitalistes fait rage.**

**1- France**

Le déficit commercial de la France a fortement augmenté à 5,5 milliards d'euros en mai après 4,258 (révisé) le mois précédent en raison d'un recul des exportations, selon des données CVS/CJO publiées mercredi par les Douanes.

Les exportations FAB en données CVS/CJO ont reculé à 29,886 milliards d'euros contre 31,532 milliards en avril tandis que les importations se sont élevées à 35,386 milliards d'euros contre 35,790 milliards le mois précédent.

Le déficit commercial cumulé depuis le début de l'année se monte à 21,239 milliards d'euros en données CVS contre 19,013 milliards sur les cinq premiers mois de 2009. (Reuters 07.07)

**2- Etats-Unis**

Les Etats-Unis sont en bonne voie pour doubler leurs exportations en cinq ans, a déclaré mercredi Barack Obama à l'occasion de la nomination des derniers membres de son Conseil à l'Export.

En réponse aux craintes au sein de son propre parti, le parti démocrate, et des syndicats sur le libre-échange et ses effets sur l'emploi, Barack Obama a pris soin de souligner qu'il se battrait pour assurer aux exportations américaines un accord équitable. Il a cité la Chine

comme un marché clé pour les entreprises américaines.

En réponse aux craintes au sein de son propre parti, le parti démocrate, et des syndicats sur le libre-échange et ses effets sur l'emploi, Barack Obama a pris soin de souligner qu'il se battrait pour assurer aux exportations américaines un accord équitable. Il a cité la Chine comme un marché clé pour les entreprises américaines.

En conséquence de ces politiques, et d'une reprise économique mondiale, les exportations ont crû lors des quatre premiers mois de 2010 de près de 17% par rapport à la même période de l'an dernier, note la Maison Blanche dans son rapport sur les exportations.

Cela place les Etats-Unis en bonne voie pour atteindre l'objectif du président (annoncé en janvier lors de son discours sur l'état de l'Union) de doubler les exportations et de soutenir plusieurs millions de nouveaux emplois sur cinq ans.

Selon la Maison blanche, l'accord commercial avec la Corée du Sud annoncé lors du sommet du G20 à Toronto en juin, devrait accroître les exportations de 10 à 11 milliards de dollars (8 à 8,7 milliards d'euros) et soutenir 70.000 emplois, selon ses estimations. (Reuters 07.07)

---

**Le 10 juillet**

Depuis la parution du dernier courriel et ma réponse ainsi que la causerie d'hier qui en était pour ainsi un complément, j'ai reçu trois courriels, le premier provient d'un metallo à la retraite de la CGT (ex-PCF puis PT), le second de l'auteur (CCI-POI) du précédent courriel auquel j'avais répondu dans une causerie, le troisième de l'auteur (sympathisant du POI, ex-PCI) du dernier courriel

1- "*Pas un seul mot à retirer*", notamment "*à la causerie du 19*",

2- "*C'est vrai : sept grosses pages bien tassées pour répondre à un courriel inconsistant ! Y en a qui ont vraiment du temps à perdre…*"

3- "*Que d'acharnement, de lignes, de pseudo-arguments pour un courriel inconsistant!!! Quant à la citation de Trotsky " dans l'absolu....", on voit qui est le falsificateur, adepte des forces productives qui n'en finissent plus de croître, alors que depuis des décennies la barbarie déferle sur l'ensemble de la planète*."

Ce n'est pas parce qu'un courriel serait inconsistant, c'est ainsi que l'on appelle les arguments produits à l'emporte-pièces, qu'il faudrait forcément immiter son auteur ou qu'il serait impossible de développer un argumentaire à partir d'un sujet ou fait évoqué, un mot suffit parfois, par exemple le mot Etat que bon nombre de dirigeants ont beaucoup de peine à prononcer sans se brûler la langue apparemment, Lénine en avait fait un sujet de causerie en 1919.

L'auteur du troisième courriel ne se rend même pas compte de la confusion dans laquelle il est tombé, on le remercie de l'exposer ici clairement. C'est ce qui arrive quand on reproduit aveuglément une idée ou une position, à travers son témoignage il s'emploie à nous le prouver, il n'y a donc rien à ajouter, cependant pour ceux qui ne seraient pas familiarisés avec la question évoquée ici, je vais leur traduire.

Les "*forces productives qui n'en finissent plus de croître*", c'est parfaitement exact à l'échelle mondiale avec l'augmentation de la démographie et de la main d'oeuvre, on pourrait ajouter les moyens de production, les usines, les machines, la production elle-même, l'ensemble étant incomparablement plus développé qu'en 1938, même un gosse de 10 ans le comprendrait, ensuite, "*depuis des décennies la barbarie déferle sur l'ensemble de la planète*", c'est exact aussi mais pas contradictoire avec l'augmentation des forces productives, c'est là que se situe la confusion évoquée plus haut, la barbarie s'exprime par la transformation d'une partie des forces productives en forces destructives, une partie seulement mais pas la totalité, on peut évoquer les milliers de milliards de dollars ou d'euros consacrés à l'économie de guerre ou d'armement dans le monde qui engloutissent une masse colossale de forces productives ou encore les dizaines de milliers de milliards de dollars envolés lors de crises, il n'en demeure pas moins que globalement ou dans l'absolue les forces productives continuent de croître à l'échelle mondiale de même que le PIB mondial qui en est la traduction la plus visible ou parlante. Pour Marx et Engels notamment dans l'"*Adresse à l'autorité centrale de la ligue des communistes*", les forces productives étaient synonymes de moyens de production, dans le *Capital* également dans différents chapitre, je n'ai pas le temps ici de faire des recherches. Parfois ils intégreront aux forces productives la force de travail elle-même, les travailleurs en chaire et en os ou ils les aborderont uniquement sous cet aspect, selon les besoins de leurs démonstrations. Vaut mieux préciser !

Lénine dans *Impérialisme stade suprême du capitalisme* ou Trotsky lorsqu'il a rédigé le *Programme de transition* devaient être des sots pour ne pas avoir compris que les forces productives continuaient de croître bien qu'une partie soient voués à la destruction ou la "*barbarie*", selon l'auteur de ce courriel. Que certains dirigeants n'aient pas cru bon de retenir l'analyse de Lénine et Trotsky, qu'ils ne l'aient pas compris ou qu'ils aient trouvé utile de la falsifier, ce n'est pas une raison pour leur emboîter le pas et les croire sur parole ou répéter indéfiniment leur erreur.

On ne va pas s'éterniser sur cette question, citons deux autres "crétins" qui n'avaient rien compris au développement du capitalisme

1- "*Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce.*

*Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein.*

*Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir.*" (Le Manifeste du parti communiste - Marx et Engels - 1847-48)

Ce qui explique que sans guerre mondiale depuis 65 ans "*en conquérant de nouveaux marchés* (Les "tigres" et les "dragons" asiatiques dans les années 70, puis la Chine et d'autres pays dits émergents depuis le début des années 90) *et en exploitant plus à fond les anciens*", la bourgeoisie a réussi à surmonter plusieurs crises du capitalisme, notamment je précise, sinon on va m'accuser de faire l'impasse sur le stalinisme (et la lutte des classes) qui n'est pas le sujet ici, bien qu'il ait été déterminant sur le plan politique pour permettre au capitalisme d'assurer sa survie.

"*Cependant la plus-value étant le but de la production capitaliste, la baisse du taux du profit ralentit la formation de capitaux nouveaux et favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la surabondance de capital et la surpopulation. Aussi les économistes comme Ricardo, qui considèrent la production capitaliste comme une forme définitive, constatent-ils qu'elle se crée elle-même ses limites et attribuent-ils cette conséquence, non pas à la production, mais à la Nature (dans la théorie de la rente). Ce qui les épouvante surtout dans la baisse du taux du profit, c'est le sentiment que le régime capitaliste rencontre dans le développement des forces productives, des bornes qui n'ont rien à voir avec la production de la richesse en elle-même, des limites qui établissent le caractère historique, passager, du mode capitaliste et montrent qu'à un moment donné il doit forcément se trouver en conflit avec les conditions mêmes de son développement.*" (Extrait du Capital de K. Marx – Livre III - Chapitre XIII - Loi de la baisse tendancielle du taux de profit – Nature de la loi).

La distinction que Marx a pris soin de préciser entre forces productives et la production de la richesse, n'invalide pas le fait qu'elles continuent de croître, d'ailleurs si ce n'était pas le cas, il n'y aurait tout simplement pas ou plus de crises du capitalisme !

On voit ici à quelle absurdité ou non-sens aboutit la théorie qui consiste à prétendre que les forces productives auraient cessé de croître, elles entrent au contraire en permanence en conflit avec le mode de production devenu trop étroit pour les contenir avec les conséquences que Marx a décrites. falsificateur" ?

On peut ajouter que par bien des aspects le *Programme de transition* manquait de précision ou que certaines questions économiques y ont été traitées très sommairement, pour ne prendre qu'un exemple :

"*Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'État et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre.*"

Quand on compare le mode de vie des années 30 avec celui de notre époque, force est de constater que la première proposition ne peut pas être retenue. La seconde n'évoque que les périodes de crise, or aux périodes de crises et de destruction massive de forces productives succèdent des périodes de relatives croissances économiques ou nouveaux développements économiques, ce constat n'est donc pas à prendre non plus dans l'absolu. Les deux dernières traduisent certains développements qui accompagnent chaque crise à des degrés divers et demeurent valables.

Quand on évoque les différents aspects du capitalisme pour en comprendre le développement ou l'orientation, pour en avoir une vision la plus proche possible de la réalité, il faut les considérer à l'échelle mondiale. Si l'on s'en tient à ce qui se passe dans un pays pour en tirer des conclusions générales ou à l'échelle mondiale, on prend le risque de se méprendre sur la situation. En France par exemple tout fout le camp, la protection sociale et les conditions de travail, les emplois, le niveau de vie, etc. et si on se tourne vers la Chine, on constate que le mouvement inverse est en train de s'amorcer, timidement, partiellement, certes, tandis qu'en France des pans entiers de la petite-bourgeoisie sont en train de se prolétariser, en Chine se développe une importante petite-bourgeoisie, etc. (il y a ce matin un article de presse qui traite justement de l'implantation soutenue des marques de luxe en Chine car le marché chinois est devenu juteux pour elle, Arnault (LVMH) va encore accroître sa richesse !).C'est pour ainsi dire en schématisant l'histoire des vases communicants, il nous faut donc prendre en compte à la fois ce qui se passe en France et en Chine pour comprendre la situation qui se développe en ce moment même sous nos yeux à la fois dans chaque pays et dans le monde, sinon on ne comprend plus rien ou on interprète tout de travers.

J'actualiserai les différentes rubriques plus tard dans la journée ou demain, je dois absolument aller à Pondichéry pour régler ma facture de

téléphone, c'est le dernier jour avant la coupure, donc plus d'Internet !

**Le complément de la mi-journée**

Lu la réaction suivante d'hier d'un internaute à propos de l'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt sur un blog Lepost.fr : "*Vous trouvez ça normal que le Figaro dispose du compte-rendu de l'audition de la comptable à peine cette audition terminée ? Vous trouvez normal qu'aucun journal ne parle du nombre de partis politique en France : 28 en 1995, 283 aujourd'hui (dix fois plus) ?*"

Je ne les ai pas comptés, il doit s'agir des partis et formations politiques assimilées (organisations, groupes, comités, etc)... Cette explosion de formations politiques regroupant de un à quelques centaines de milliers d'adhérents traduit les réserves ou les a priori de la population envers les partis traditionnels, mais pas seulement, vis-à-vis aussi des solutions ou programmes politiques qu'ils proposent, des idéologies ou des théories qu'ils véhiculent après le constat qu'aucune n'avait permis d'éviter la situation que nous connaissons aujourd'hui, à tort ou à raison...

La question du parti n'est pas remise en cause en soi, c'est la crédibilité des principaux partis qui l'est et là pour le coup à raison.

**Le morveux du Palais mouché.**

Invité sur BFM TV pour réagir aux attaques du gouvernement contre Mediapart, Jean-François Kahn a donné sa définition de ce qu'on appelle un lynchage médiatique.

"*Je peux vous dire une chose, c'est qu'on a assisté à un lynchage médiatique, qui est le lynchage de Chirac la dernière année. Mais qui nous donnait les infos pour lyncher Chirac? Qui distillait les informations? C'était Nicolas Sarkozy*". (Lepost.fr 09.07)

**Haineux et revenchard.**

Secrétaire d'Etat "*démissionnaire*" du gouvernement, Alain Joyandet est redevenu maire de Vesoul et député. Il va par ailleurs abandonner son siège au conseil régional de Franche-Comté, pas assez intéressant pour le monsieur sans doute.

A peine rentré, le revoilà aux affaires. Et quand le maire de Vesoul a un souci à régler, il peut compter sur la bienveillance des journalistes de son hebdo pour le défendre.

Mais cette fois, c'est carrément Alain Joyandet en personne qui a décidé de prendre la parole dans son journal, La Presse de Vesoul.

Dans une tribune intitulée "*Je suis au travail malgré la désinformation de France 3 Franche-Comté*", il s'en prend directement au travail des journalistes de la chaine de télévision régionale.

Plus grave, l'ex-membre du gouvernement met directement en cause l'indépendance et le traitement des journalistes de France 3 : "*cette tribune est destinée (...) à mes concitoyens de Haute-Saône et de Franche-Comté pour illustrer la fiabilité de l'information qu'ils reçoivent en provenance de France 3 Franche-Comté (...)*"

"*Jusqu'où peut dériver un ex-secrétaire d'Etat ?*" se demande en toute logique le syndicat national des journalistes (SNJ) à la suite de cette campagne de dénigrement d'Alain Joyandet à l'encontre de France 3.

Dans un communiqué, le seul syndicat représentatif de journalistes à France Télévisions, affirme son total soutien aux journalistes en poste à Vesoul visés en partie par cette basse attaque. "*Après vérification, nous pouvons affirmer que contrairement à l'ex-secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, nos confrères n'utilisent pas de jet privé à 116 500 euros le déplacement, ce qui préserive les contribuables qui financent France Télévisions par la redevance, et que le permis de construire de leur bureau de France 3 à Vesoul ne suscite aucune interrogation*".

L'Express du 25 septembre 2008 consacrait un dossier complet au "*système Joyandet*". Dans ces pages, l'un de ses proches s'exprimait : "*c'est vrai, nous n'attaquerons jamais Alain Joyandet dans les journaux du groupe.*"

Avant de reconnaitre quelques lignes plus loin que "*en 1995, (...) une partie du programme électoral (d'Alain Joyandet qui se présentait aux municipales, ndlr)*" a été écrit dans les locaux de La Presse (de Vesoul, ndlr).(Lepost.fr 09.07)

**Le record de la honte à battre.**

Quelque 14 670 immigrés en situation irrégulière ont été expulsés de la France métropolitaine et 115 filières d'immigration clandestine ont été démantelées au premier semestre de l'année en cours, selon un bilan du ministère de l'Immigration.

Eric Besson a fixé un objectif de 28 000 reconduites à la frontière et de 200 filières démantelées à la fin de l'année. En 2009, plus de 29 000 sans-papiers ont été expulsés pour un objectif de 27 000.

Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, 115 filières ont été démantelées contre 77 au premier semestre 2009, soit une progression de 50%.

Dans le même temps, 2421 trafiquants de migrants (organisateurs, passeurs, logeurs, fournisseurs) et 880 employeurs d'étranger sans titre de travail ont été interpellés .

En revanche, la France a délivré 90 838 titres de long séjour, dont 13 077 pour motif professionnel (-2,7%), 41 238 dans le cadre du regroupement familial (+3,1%), 31 744 pour les étudiants (+28,6%) et 4779 pour les demandes d'asile.

Par ailleurs, le nombre d'étrangers ayant accédé à la nationalité française par mariage ou par décret a augmenté de 11,7%, passant de de 56 251 au premier semestre 2009 à 62 824 au premier semestre 2010. (Lexpress.fr 09.07)

**Le journal du parti de l'ordre au cynisme sans borne s'inquiète et titre : *Canicule : la chaleur diminue la productivité des salariés.***

En cas de canicule, les personnes travaillant à l'extérieur, plus vulnérables que les autres, 15 personnes sont mortes au travail à cause de la chaleur en 2003, essentiellement des employés du BTP -, pourront par exemple s'abstenir de travailler.

Surtout, les entreprises non équipées de climatiseurs devraient mettre en place des ventilateurs, des brumisateurs, des stores extérieurs ou encore des volets. Ou encore aménager les horaires de travail de façon à travailler aux heures les moins chaudes de la journée et éviter le travail physique, comme le préconise l'Inrs.

Et ce n'est pas seulement le bien être du salarié qui est en jeu. C'est aussi la productivité de l'entreprise.

Car si l'on a trop chaud, «*on est plus fatigué, moins concentré*», explique Jean-Pierre Meyer, chercheur à l'Inrs. La qualité du travail des salariés, forcément, s'en ressent. De nombreuses études mettent en évidence une augmentation du taux d'erreur en atmosphère chaude. Les temps de réponse sont plus longs, le degré de précision plus faible. «*C'est pourquoi il faut être particulièrement vigilant aux professions qui requièrent une forte attention, comme les contrôleurs aériens ou les agents de surveillance, et veiller à ce qu'ils travaillent dans une ambiance tempérée*», précise Jean-Pierre Meyer. Et pour lutter contre la baisse de la vigilance, la perte de concentration, se reposer ou faire une pause ne servent à rien. Une seule solution : se rafraîchir. (Lefigaro.fr 09.07)

**Chine.**

Le luxe profite pleinement de l'émergence d'une classe moyenne avide de consommation.

Hausse des salaires, émergence d'une classe moyenne avide de consommation... la nouvelle phase de développement dans laquelle entre la Chine profite pleinement aux entreprises de luxe françaises. Implantée depuis treize ans dans l'empire du Milieu, le géant français des cosmétiques L'Oréal y trouve son salut. L'an dernier, en pleine crise, l'enseigne voyait ses ventes progresser de 25%, profitant pleinement de l'émergence d'une classe moyenne avide de consommation. Le luxe en profite aussi.

La nouvelle phase de développement chinoise pourrait sourire aux Français. Président de la Hutong School, et membre fondateur de la Jeune Chambre économique des Français de Pékin, Jérémie Rossignol constate qu'il y a eu «*trois vagues*» d'arrivée pour les entreprises étrangères.

La première, il y a une vingtaine d'années, concernait surtout les grands groupes venus chercher les coûts bas, pas le consommateur. Puis, une deuxième vague, il y a une dizaine d'années, avec les débuts d'un marché intérieur offrant notamment des opportunités pour la grande distribution.

Aujourd'hui, la troisième vague voit l'élargissement de la classe moyenne d'une part, et d'une classe très aisée d'autre part. «Et ce n'est qu'un début, estime Jérémie Rossignol, avec une forte demande pour les marques et les secteurs à forte valeur ajoutée, la partie change de terrain.

Directrice d'Ubifrance en Chine, Isabelle Fernandez incite ainsi à regarder vers ces villes dites «s*econdaires* », qui, ici, sont nombreuses à aligner des millions d'habitants. «*La politique de rééquilibrage du gouvernement chinois au profit de l'ouest du pays crée de belles opportunités* », assure-t-elle, donnant pour exemple la ville de Chengdu, dans la province du Sichuan. Une mission est ainsi organisée en septembre à Chongqing, cette gigantesque métropole aux 32 millions d'habitants. En 2009, le taux de croissance y était de 14,9 %, contre 8,7 % pour le reste de la Chine. (Lefigaro.fr 09.07)

---

**Le 11 juillet**

Pas le temps de causer. J'ai mis en ligne des articles intéressants dans la rubrique *Info social et politique*. Je remercie le camarade Philippe pour son courriel d'hier. Il s'agit d'un enseignant (ex-PCI) qui soutient financièrement le site, il est en chimiothérapie depuis des mois, on lui souhaite un prompt rétablissement.

Ton soutien m'est précieux, car tu as bien compris en tant que fonctionnaire, que dans mon discours sur les fonctionnaires je faisais la part des choses et que mon objectif n'était pas de leur taper dessus, mais d'exposer simplement la place et le rôle qu'ils remplissent dans les rapports entre l'Etat et le prolétariat dont ils sont une composante, ajoutons, et dont ils sont très peu à avoir conscience, comme le reste du prolétariat d'ailleurs.

Les partis et nos dirigeants s'emploient à vouloir expliquer à des travailleurs qui n'ont pas le permis de conduire comment on pilote un bolide sur un circuit de Formule 1, donc ils sont inaudibles et ils l'ont toujours été, car c'est une constante chez eux. C'est comme si un prof voulait expliquer l'emploi du conditionnel passé à un élève qui sait à peine lire, c'est hallucinant, délirant, mais nos dirigeants ne s'en rendent même pas compte, et le pire c'est que la plupart sont eux-mêmes des profs ! Quels profs ils doivent être entre nous ! Il y a de quoi se frotter les yeux et se demander si on ne rêve pas, hélas non, c'est la stricte réalité.

Je pensais répondre plus longuement à ce courriel, mais comme je crains de ne pas en trouver le temps, on se contentera de la brève réponse que j'ai rédigée hier soir. Les passages en italique sont de Philippe, ma réponse entre parenthèses.

"*Je suis toutefois toujours régulièrement tes causeries. Certes, tout cela n'est pas très productif, j'en conviens ! Seul devant son ordinateur on ne sert pas à grand chose. Mais c'est faute de mieux pour l'instant. Je peux difficilement te donner un point de vue politique étayé, puisque comme je viens de te l'expliquer, je suis plutôt "hors de la réalité sociale et politique".*

*- Je ne serai donc pas en mesure de te proposer des argumentaires étayés pour t'aider dans tes réflexions. Je peux cependant (et je vais essayer de le faire dans la mesure où mon état de forme me le permet, comme aujourd'hui), d'intervenir de façon courte mais plus fréquente, sur quelques aspects ponctuels que je peux percevoir.*

*- J'ai particulièrement apprécié tes réponses aux courriels des dogmatiques qui se prétendent marxistes et qui n'ont pas d'autres arguments à proposer que l'invective. Tu as raison de prendre le temps de développer tes réponses, car si leurs couriels sont effectivement inconsistants, n'oublie pas finalement que ce n'est pas à eux que tu réponds (je pense que leur dogme relève de la catéchèse et qu'ils sont irrécupérables), mais à tous ceux qui se connectent sur le site et auxquels tu apportes des réponses face à ces olibrius qu'is rencontrent dans leur activité militante. Je t'invite toutefois à rester le plus poli possible, et ne ne pas user de l'invective toi-même. Tu seras d'autant plus crédible aux yeux des autres militants, et donc d'autant plus efficace. Rien de tel qu'une réponse froide, posée et argumentée face à des agités du bocal qui ne sont capables que de crier, comme des roquets, des dogmes stupides. Ils se discréditent d'eux-mêmes face à tout militant qui tente de réfléchir un tant soit peu. Quant aux autres (ceux qui ne réfléchissent pas !), ils ne nous intéressent pas.*

(J'hésite parfois entre être naturel comme si je laissais de côté ma conscience politique, alors que c'est elle qui me guide. Quand on observe les réactions des gens, on se rend compte que parfois ils sont davantage guidés par leurs émotions et d'autres fois ils sont guidés par une réflexion, pour qu'elle se développe cela nécessite du temps, on a perdu beaucoup de temps ces dernières décennies, le "on" est inclusif. Tu as raison, on a tous des faiblesses, il faut savoir garder son calme, je vais me replonger dans le stoïcisme ! On peut avoir développé un certain niveau de conscience et avoir un caractère pas toujours facile ou être confronté à des problèmes dans la vie que l'on supporte plus ou moins bien, l'un n'empêche pas l'autre, donc parfois certaines réactions le rappellent, j'ai presqu'envie d'ajouter, utilement, car on a tendance à exiger des autres qu'ils soient parfaits, alors qu'on ne l'est pas non plus, à la différence de beaucoup de gens, je ne m'en cache pas, on est comme on est comme disait Prévert. Marx avait un caractère de cochon parfois, c'est F. Mehring qui raconte cela dans la biographie qu'il lui a consacré, il n'était même pas capable de respecter un engagement avec ses éditeurs, et quand ils s'avisaient de lui rappeler, le père Marx s'emportait violemment... Vous m'excuserez d'évoquer Marx ici, on a les références qu'on peut ou qu'on veut. )

*- je suis effaré de voir le décalage incommensurable que je perçois en France entre, d'un côté, une situation politique et sociale qui permet d'éclairer plus que jamais les gens sur la réalité du capitalisme et la nécessité d'en finir avec lui, et l'absence criminelle d'orientation politique claire et résolue des partis ouvriers contre le capitalisme et ses représentant en France, le gouvernement Sarkozy-Kouchner etc, soutenu par le PS et consorts.*

(J'ai fait le même constat, c'est criminel et dramatique !)

*- Il n'y a pas si longtemps encore, mes enfants se moquaient gentiment de moi et de mon anticapitalisme, me prenant pour un phénomène d'un autre temps n'ayant rien compris au monde moderne. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus attentifs à mon discours, et ne me considèrent plus comme un doux dingue. Ma fille est même venue me raconter l'autre jour comment l'une de ses copines, d'une famille petite bourgeoise sarkozyste qui défendait jusque là la politique de ce gouvernement, était elle et sa famille devenus virulents et prêts à faire grève parce qu'eux aussi en prenaient plein la figure avec l'offensive du capitalisme contre les peuples à l'échelle de l'Europe. Revenant d'un voyage en Angleterre où elle a logé dans des auberges de jeunesse, ma fille m'a également raconté que les nombreuses rencontres avec des jeunes*

*d'autres pays européens qu'elle y a faites ont mis en évidence que partout c'est la même politique avec les mêmes arguments qui s'applique: chaque gouvernement explique à son peuple qu'il faut "réformer" le système de retraite parce que c'est indispensable à la préservation des retraites, et qu'il faut s'aligner sur les autres pays européens qui l'ont déjà fait !!!!*

(Un parti qui se construirait véritablement dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs consacrerait au moins une ou deux pages de son journal à expliquer aux travailleurs ce qu'est le socialisme, ce qu'ils seraient en droit d'en attendre, cette rubrique n'existe pas dans IO et j'image dans les journaux des autres partis. Le capitalisme a le champ libre. En quoi la critique du capitalisme suffirait-elle en soi à constituer une issue politique aux travailleurs ? En rien. En quoi le combat pour nos revendications permettrait-il de susciter l'espoir dans une société meilleure au-delà du capitalisme ? En rien. Nos dirigeants nous proposent un mur, une impasse, ils participent directement à créer une situation où il est impossible de percevoir la moindre issue politique. Le font-ils consciemment ou est-ce leur incompétence politique qui s'exprime ainsi ? On laissera chacun libre d'en penser ce qu'il veut, mais disons qu'un tel acharnement à refuser obstinément de s'attaquer à l'Etat et ses représentants, à ses institutions, au moment même où une crise politique s'est ouverte en France sur fond de crise profonde du capitalisme ne peut que faire douter les militants sur leurs réelles intentions.)

*- Bon courage à toi. Je sais que tu t'interroges souvent sur l'utilité ou non de poursuivre le site. C'est vrai que s'il ne sert qu'à quelques "spectateurs" comme moi, c'est bien de l'énergie dépensée inutilement. J'ose espérer que nombre de militants actifs s'y connectent régulièrement. C'est pour eux qu'il faut poursuivre. Toi seul est en mesure de savoir s'il y en a. Peut-être la mise en place d'un forum simplifié sur le site permettant à ces militants d'amorcer un dialogue, et ainsi d'entrer concrètement en contact entre eux sur le terrain en France pourrait être une piste.*

(Je ne sais pas si cela vaut le coup ou serait faisable, on pourrait imaginer que les militants qui se connectent sur le site et qui partagent une grande partie des positions que je défends se rencontrent, malheureusement je n'ai pas pu récupérer leurs adresses électroniques après que mon disque dur ait été détérioré, je dois avoir moins de dix adresses sous la main. On en reparlera plus tard. La plupart des forums sont inintéressants, tu as une poignée de militants qui interviennent et ce sont toujours les mêmes, et quand on voit le niveau des discussions on zappe rapidement, personnellement je n'ai pas visité un forum depuis au moins un an, sans intérêt. En plus il faut le gérer, éliminer les parasites, c'est ce qu'il y a de plus, dès qu'un tel forum existerait, les parasites que tu as évoqués dans ton courriel se jetteraient dessus, tiens un d'entre eux m'a renvoyé un nouveau courriel, je ne lui répondrai pas et plus.)

**Quelques infos en bref.**

**Opération blanchiement en cours.**

Le dossier professionnel de Florence Woerth a été saisi par la police, vendredi, dans les bureaux du gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, écrit samedi le Journal du Dimanche.

La police a saisi les bulletins de salaire de l'épouse du ministre du Travail Eric Woerth, qui gagnait 180.000 euros par an, ainsi que des échanges de courriers entre la salariée et son patron, qui était mécontent de la voir aussi siéger au conseil d'administration d'Hermès.

"*Je m'en réjouis. Ça permettra d'éclairer, de tordre le cou à des fantasmes ou à des opérations de déstabilisation*", a dit l'avocat de Florence Woerth à Reuters, sans pouvoir confirmer la saisie de ces documents.

Florence Woerth a demandé à être entendue par le procureur de Nanterre, Philippe Courroye, qui a accepté, a ajouté Antoine Beauquier.

"*J'ai rencontré le procureur de la République qui m'a dit: 'Je vais l'entendre'*", a déclaré l'avocat. "*Je lui ai remis une lettre de Mme Woerth dans laquelle elle précise toute une série de choses sur sa carrière professionnelle et ses activités au sein de la société Clymène, et qui démontre qu'elle n'avait en rien la charge des aspects fiscaux.*" (Reuters 10.07)

Faire saisir serait-il plus juste de dire, des documents et des lettres et faire ensuite disparaître tout ce qui pourrait être compromettant... Le juge Courroye ami de Sarkozy va s'en charger.

**Espagne. Décomposition du régime et décomposition politique.**

Plus d'un million de personnes se sont rassemblées samedi à Barcelone pour réclamer une plus grande autonomie de la Catalogne et pour protester contre une récente décision de justice interdisant à cette région espagnole de se qualifier de "Nation". Les manifestants étaient 1,1 million selon la police, 1,5 million selon Omnium Cultural, qui organisait le rassemblement. La Gran Via et le Paseo de Gracia étaient noirs de monde.

Au dessus de la foule étaient brandis des drapeaux catalans et des banderoles proclamant "Nous sommes une Nation".

Environ 1.400 organisations -partis politiques, syndicats, associations culturelles et commerciales- avaient appelé leurs membres à manifester, selon Daniel Jove, porte-parole des organisateurs. (AP 10.07)

**Le 12 juillet**

Plusieurs sujets de causerie aujourd'hui. Je me suis relu rapidement, il est déjà midi et je dois sortir. Bonne semaine à tous.

1- Je vous conseille de télécharger, lire, étudier et discuter le document élaboré par le département des Affaires économiques et sociales de l'ONU intitulé *Plan de réforme du système financier international*, tout y est ou presque (je n'ai pas eu le temps de l'étudier en détail) sur l'évolution du capitalisme, la crise actuelle, les moyens qu'ils ont mise en oeuvre pour la contenir, comment ils comptent s'en sortir, la lutte des classes est omniprésente en filigrame ainsi que les contradictions fondamentales du système économique capitaliste plus explicitement. Il intéressera tous les responsables politiques.

2- Lu dans les publications de deux tendances ou courants du NPA.

Vous voulez savoir ce que c'est une falsification, en voici un exemple, je ne fournis pas la source volontairement car j'ai honte pour les militants qui ont écrit ces lignes :

2.1- La première tendance ou le premier courant.

-" *le POI s'aligne totalement sur la politique de la direction de FO, en refusant de critiquer clairement la tactique des journées d'action dispersées et de se battre pour l'auto-organisation des travailleurs afin d'imposer les conditions de la grève générale.*"

Faux, dans chaque numéro d'Informations ouvrières le POI dénonce clairement les journées d'action, prenez n'importe quel numéro pour le vérifier immédiatement. De plus en prenant l'initiative de constituer des comités d'unité, le POI s'emploie en permanence et pas seulement occasionnellement (collectif contre le TCE ou le CPE et puis plus rien) à organiser travailleurs et militants d'horizons divers. Les militants qui emploient ce genre de méthodes ont un sérieux problème à résoudre qui porte atteinte à leur crédibilité.

Vous noterez que je suis intransigeant quand il s'agit de dénoncer ces méthodes détestables, on doit être impartial en toute circonstance (au singulier, signifiant dans n'importe quelle circonstance). Je ne défends pas particulièrement le POI, je rétablis la vérité des faits, c'est tout et c'est très clair.

- Et plus loin, ces camarades proposent : "*Il faut tout faire pour que les travailleurs s'auto-organisent et prennent eux-mêmes en main la discussion sur les revendications comme sur les moyens d'action.*"

Comprendre qui pourra, c'est ce que fait le POI sans relâche (licenciements, retraites, etc.). Un témoignage d'impuissance et d'incompréhension de la situation et des tâches à accomplir...

Au lieu de tout attendre des travailleurs comme cela est indiqué ici, ce qui ne semble pas être la bonne méthode, commencer par leur proposer une issue politique, ces camarades ont en commun avec ceux qu'ils critiquent d'oublier systèmatiquement l'Etat et les institutions dans leurs argumentations.

- "*Partout, il faut inciter les militants NPA à se battre dans les syndicats pour interpeller les directions confédérales pour qu'elles appellent à la grève générale jusqu'au retrait en septembre, pour refuser de façon explicite qu'il y ait une succession de journées d'action et de « temps forts » en septembre.*"

Le NPA l'aiguillon de "gauche" des appareils... comme le POI ou LO. Et puis il faut bien assurer une légitimité qu'ils n'ont pas ailleurs. Bref, pour finalement se retrouver à lancer des suppliques en direction des appareils... et critiquer ailleurs ceux qui emploient cette méthode ! Pas crédible pour un rond !

2.2- La seconde tendance ou le second courant.

- "*Oui, il faut une « perspective politique » aux luttes, toute la question est de savoir laquelle.*"

- "*Il faut une perspective au mécontentement, c'est-à-dire un programme pour les luttes, pour les penser en termes politiques et de rapport de force.*"

- "*C'est en pensant politiquement le rôle des luttes...*"

Voilà des gens qui doivent passer leur temps à penser, on en a mal à la tête pour eux ! Ils posent une question, et quelle réponse ils proposent ? Aucune, rien, le néant, le grand vide. Quel aveu ! Pour eux aussi l'Etat et les institutions passent à la trappe. Comment peut

s'articuler le combat pour nos revendications avec la question du pouvoir politique demeure un mystère. Un jour un responsable d'un groupe m'avait indiqué que la question des institutions ou de la Constitution n'était pas à l'ordre du jour parce que les travailleurs ne la posaient pas, donc il ne fallait pas la poser directement. En réalité elle se trouve posée dès que l'on avance une revendication de nature sociale qui concerne l'ensemble du prolétariat, donc en permanence, de plus il se trouve que le catalogue de revendications de ce genre ne cesse de s'allonger au fil des ans.

Faudrait-il attendre que les travailleurs aient conscience du lien qui existe entre la non satisfaction de leurs revendications avec la question des institutions qui gèrent la société pour le compte du capitalisme pour la poser ? Ne serait-ce pas plutôt le devoir des militants combattant pour le socialisme de la poser directement puisqu'ils sont sensés en avoir conscience afin de les amener à y réfléchir, puis de les organiser, de les recruter et d'en faire ensuite des combattants révolutionnaires ou de les gagner au socialisme ?

Cette manière de poser les problèmes à l'envers n'est pas propre à ce que certains appellent malintentionnellement les "pablistes", elle est commune à ce que certains appellent tout aussi malintentionnellement les "lambertistes", ce qui me fait dire que finalement "pablistes" et "lambertistes" appartiennent bien à la même crêmerie révisionniste, leur différence tient au fait que leur méthode diverge pour faire tourner le lait et nous le faire avaler !

Ces camarades ont raison toute lutte est politique, tout dépend maintenant quelle orientation et quel contenu on lui donne, dans quelle perspective elle s'inscrit.

Prenons la question des retraites.

1- Retrait du projet de Sarkozy, retour aux conditions qui prévalaient avant la contre-réforme de 1993, très bien.

2- Et si Sarkozy maintient son projet, cela signifie que l'existence de ce gouvernement est incompatible avec notre droit à la retraite.

3- Ensuite, le PS a pris position pour l'allongement de la durée de cotisation notamment, donc un simple changement de gouvernement avec le PS aux commandes ne résoudrait pas notre problème. Le PS n'envisage évidemment pas de liquider l'Etat bourgeois et la Ve République.

4- Dès lors se trouve posée la question de la rupture avec ces partis et l'Etat.

5- Dès lors se trouve posée la question de la nature de l'Etat et du gouvernement qu'il faudrait pour que notre droit à la retraite soit satisfait, des conditions politiques à remplir pour que cet Etat et ce gouvernement voient le jour, ce qui nécessite que la classe ouvrière s'organise et se dote d'un parti combattant dans cette perspective puisque ce sont les partis qui assurent le fonctionnement des institutions.

Ce n'est quand même pas sorcier à comprendre et à expliquer aux travailleurs. Qu'est-ce qui vous empêche de réunir ces quatre paragraphes dans le même tract, dans une seule démonstration ? Tout y est, vérifions-le immédiatement :

1 - On part concrètement de notre revendication,

2- On prend en compte la position de l'UMP et du PS, des appareils,

3- On fournit une perspective politique conforme aux intérêts fondamentaux des masses laborieuses qui ne se limitent pas à une revendication particulière (la dialectique : du particulier au général, etc.),

4- On se donne les moyens de construire le parti, pas n'importe quel type de parti :

4.1- Dans la perspective du socialisme,

4.2- Tout en tenant compte des enseignements de la révolution russe.

Rien à voir avec la politique trade-unioniste que propose le POI ou le NPA qui est en fait une politique de capitulation devant le régime.

Je vais être désagréable volontairement ici, on en a franchement rien à faire de votre combat dans les syndicats, des millions de travailleurs et jeunes qui ne sont pas syndiqués sont dix fois plus révolutionnaires que la majorité des syndiqués, mais ils ne vous intéressent pas, cela doit être passionnant apparemment de refaire le monde entre militants qui finalement sont tous incapables de se hisser à la hauteur des intérêts collectifs de la classe, les dirigeants syndicaux et les syndicats plus généralement ne défendent que leur fond de commerce, ce que Sarkozy sait pertinemment pour ne pas avoir trop chargé la barque des fonctionnaires, c'est même uniquement dans ce domaine qu'il a amorcé un recul, il faut bien laisser un peu de *grain à moudre* au Thibault, Mailly, Chérèque et consort pour qu'ils conservent le contrôle de leurs troupes et terminent leur sale besogne.

Je vais vous raconter une petite histoire personnelle.

Mon père a été menuisier en bâtiment jusqu'à l'âge de 55 ans environ, sous le coup d'un avis négatif du médecin du travail son état physique étant tellement délabré, il dut se reconvertir et devint chauffeur de taxi, comme salarié puis comme artisan, comment il a trouvé le pognon pour acheter sa plaque de taxi, c'est un mystère pour moi, peu importe.

Il ne cessera de raconter à tout le monde qu'il avait finalement pris sa retraite après avoir cotisé plus de 42 ans, alors qu'à l'époque la loi était à 37,5 annuités, il sera atteint d'une terrible maladie nerveuse dégénératrice qui le rendra grabataire en trois ans, et il en mourra il y a 6 ans sans avoir réellement profité de sa retraite.

Je vais vous dire camarades, quand on a vécu dans un milieu ouvrier aussi arriéré, on ne porte pas le même regard sur le prolétariat que lorsqu'on est issu d'un milieu plus favorisé, je ne dis pas nanti. On a à l'esprit que toutes les couches de la classe ouvrière ne réagissent pas de la même manière confrontées à un problème, le plus souvent parce qu'elles ne sont pas logées à la même enseigne ; je ne sais plus au juste combien de travailleurs travaillent dans le bâtiment, des centaines de milliers, plus d'un million peut-être, vous entendez souvent parler de grèves ou de mouvements sociaux dans ce secteur d'activité ? Jamais ou presque, c'est extrêmement rare. Il n'est pas le seul dans ce cas-là, et pourtant leurs conditions de travail sont parmi les pires qui existent avec l'usine ou la mine.

Parmi ces différentes couches du prolétariat, il existe une proportion plus ou moins importante de travailleurs arriérés politiquement, mais l'inverse est vrai également, dans certains secteurs d'activité il existe une proportion plus importante de travailleurs se posant des questions politiques, dans les usines, les bureaux, partout où les travailleurs ne se retrouvent pas isolés sur leur lieu de travail, car c'est leur atomisation qui les empêche en partie de progresser, c'est l'incapacité d'échanger ou de confronter leurs points de vue avec des collègues de travail là où ils subissent l'exploitation qui les confine dans leur ignorance ou contribue à subir sans broncher le sort que leur patron leur réserve... Imaginez un instant quel peut être le niveau de concsience politique d'un travailleur qui durant toute sa vie n'a eu finalement comme seul interlocuteur, son patron et son écran de télévision. Ajoutez l'état de soumission à laquelle il a été livré toute sa vie et vous aurez les conditions qui produisent un parfait réactionnaire, état qui n'est pas forcément définitif... Ils sont des millions de travailleurs à être isolés (cela n'en fait forcément des réactionnaires, je précise), 4 millions rien que dans les TPE, ajouter tous les travailleurs qui occupent des postes où ils sont relativement isolés les uns par rapport aux autres, tous ceux qui sont en situation de précarité, et vous pouvez multiplier ce chiffre par 2 ou 3.

Il faut donc porter un regard objectif sur le prolétariat et comprendre qu'il existe différents degrés entre ceux qui sont totalement arriérés et la minorité qui serait prête à en découvre avec le régime, qu'entre les deux il existe des millions de travailleurs qui peuvent être attentifs à un discours révolutionnaire à partir du moment où nous sommes capables de les aborder autrement qu'en leur servant des arguments théoriques qui ne leur inspirent pas confiance ou qu'ils soupçonnent de servir avant tout les intérêts d'un parti plutôt que les leurs ou qui leur paraissent étrangers parce qu'incompréhensifs. Vous n'avez pas idée, semble-t-il, lorsqu'on lit vos documents à quel point on a l'impression que vous récitez une leçon apprise par coeur, cela ne peut produire qu'un effet négatif.

**3- La Chine nouveau terrain de manoeuvre du capitalisme mondial pour sortir de la crise.**

On pourrait comparer l'essor économique que pourrait prendre la Chine avec celui des Etats-Unis à l'issue de la seconde guerre mondiale, à ceci près qu'aujourd'hui les Etats-Unis aussi sont en crise ainsi que tous les pays les plus développés. A développer : le développement à deux vitesses de la Chine, hier le capitalisme s'est développé grâce à ses colonies, aujourd'hui le prolétariat des campagnes ou éloigné des grandes villes l'a remplacé, pas qu'un peu puisqu'il se compte en dizaine et dizaine de millions d'ouvriers rémunérés moins de 25 dollars par mois ; l'essor de la classe moyenne chinoise pour consommer les marchandises produites en Chine mais aussi aux Etats-Unis et en Europe, au Japon, son endettement colossale à ne pas oublier aussi qui a déjà formé une bulle... (A suivre)

**Quelques infos en bref.**

**La guerre de guerre est déclarée ! La Talonnette : toujours plus bas !**

Selon un sondage Opinionway pour Metro-Krief-Group diffusé dimanche, 74% des Français estiment que la France va connaître un mouvement social de grande ampleur à la rentrée.

Nicolas Sarkozy tombe à son niveau le plus bas depuis son élection en 2007 avec 30% de bonnes opinions. (Reuters 11.07)

Pour rappel, un sondage antérieur réalisé par un autre institut le donnait à 26%.

**Des pans entiers de la petite-bourgeoisie se détournent de l'UMP.**

La candidate Europe Ecologie, Anny Poursinoff, a été élue dimanche au second tour de l'élection législative partielle dans la 10e circonscription des Yvelines, battant le candidat UMP Jean-Frédéric Poisson.

La candidate écologiste a obtenu 51,72% des suffrages exprimés (15.198 voix) contre 48,28% % pour le candidat de l'UMP (14.104 voix).

Le taux de participation, qui avait été de 26,75% au premier tour le 4 juillet, a été de 29,42%%. (Reuters 11.07)

Même avec un très fort taux d'abstention le candidat de l'UMP a été battu, on peut donc en déduire que Sarkozy et son parti serait battu s'il y avait des élections générales demain. Sauf coup de théatre de dernière minute, Sarkozy un petit tour et puis s'en va ! Ce qui ne résoud pas notre problème, c'est un constat.

Le PS au pouvoir dans la situation actuelle, comme en 1981, aboutira à amplifier l'idée qu'il n'y a pas de solution à la crise du capitalisme, ce qui permettra au régime de se maintenir en place. Gageons que, comme en 1981, tous les partis de "gauche"s'empresseront de lui proposer leur service en échange de quelques miettes pour satisfaire leur électorat, que j'appelle leur fond de commerce, et pendant ce temps-là des millions de travailleurs et leurs familles continueront de connaître, chômage, précarité et pauvreté.

Derrière le masque populiste du PS le capitalisme, masque qu'aucun parti de "gauche" ne tient à arracher, demandez-vous pourquoi et vous aurez compris la nature réelle de ces partis et leurs dirigeants. Par dépit on se raccroche à n'importe quoi, on est prêt à se contredire et faire renaître des illusions que l'on croyait envolées pour toujours dans l'espoir d'un avenir meilleur. A défaut de certitude et par manque de volonté souvent, on préfère se mentir à soi-même en se disant que cette faiblesse ne concerne que nous-même et que par conséquent personne ne pourra nous critiquer.

Et cela fonctionne à merveille, puisque lorsque l'on combat pour faire tomber le voile trompeur qui camoufle les véritables intentions du PS et ainsi mettre fin à cette funeste mascarade, il s'en trouve toujours pour nous traiter de gauchistes, notez bien que ceux qui nous adressent cette critique acerbe ne sont jamais les plus mal lotis par cette société dans laquelle ils se retrouvent finalement, ceci expliquant cela. Socialistes en parole... seulement !

**Un Etat synonyme de "*déclin*".**

Une large majorité des Français (71%) juge que la France est "en déclin" bien qu'elle dispose pour 79% d'entre eux de "*beaucoup d'atouts*", selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche.

Par rapport à une précédente enquête menée il y a cinq ans, l'idée de déclin progresse de cinq points, puisque les sondés étaient 66% à exprimer cet avis en 2005, après le rejet par référendum de la Constitution européenne. (Reuters 11.07)

Inutile de demander à des politiciens ce qu'ils pensent de l'état d'esprit de la population puisqu'ils sont tous corrompus ou qu'ils répondront en fonction de ce qui les arrange, il ne reste plus que les sondages, le bouche à oreille, ainsi que le taux de participation aux grèves ou aux manifestation ou les résultats d'élections pour s'en faire une idée aussi précise que possible avec une marge d'erreur pas toujours facile à évaluer.

Il reste le sentiment d'injustice qui naît toujours face à une politique résolument antisociale et que la majorité de la population partage, ce qui est cependant insuffisant pour forger une conviction. Les 79% de ce sondage fournit une indication intéressante, ils signifient que l'immense majorité de la population n'est pas résignée, qu'elle ne croit pas à la fable de la fatalité dans laquelle tous essaient de l'enfermer en ne lui proposant aucune issue politique au-delà du capitalisme et de la Ve République.

N'étant pas résignée, la classe ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie ne se considèrent pas vaincues, elles sont prêtes à se mobiliser pour influer ou inverser le cours des choses, elles ne sont pas forcément révolutionnaire pour autant, mais parmi elle il est évident qu'il existe des centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui cherchent une issue politique qui rompt avec le carcan dans lequel les uns et les autres veulent absolument les cantonner.

C'est en priorité à ces travailleurs et jeunes à qui il faut s'adresser, ils sont l'avant-garde du prolétariat, ce sont eux qui pourront par la suite entraîner le gros des masses derrière eux, ils sont prêts à entendre et saisir un discours révolutionnaire, pour peu qu'il soit dynamique et corresponde effectivement aux besoins fondamentaux et collectifs des exploités, au lieu d'exprimer uniquement les besoins des couches de la société dont sont issus les dirigeants des différents partis ouvriers ou auxquelles leur politique est habituellement destinée, à tort en toute circonstance d'ailleurs.

J'ajoute qu'il ne faut pas chercher ailleurs l'origine de la décomposition théorique et politique des partis ouvriers qui s'exprime à travers leur refus de définir leur orientation politique en fonction ou à partir des intérêts collectifs de la population laborieuse, et dont l'absence d'issue politique dans leur politique constitue un témoignage sans appel, se bornant à défendre les intérêts particuliers de certaines couches comme autant de batailles sans lien entre elles, au lieu de s'en servir comme un point d'appui pour poser directement la question de l'Etat et du pouvoir politique...

**L'indépendance de la presse vue par un Internaute intervenant hier sur le site... Rue89.**

"*Une réunion s'est ainsi tenue le 21 décembre, au cours de laquelle les fameux sites Rue89, Mediapart et Slate ont pu obtenir une somme proche de 200 000 euros chacun. Rue89 a pour sa part demandé (et obtenu) 249 000 euros afin de développer un projet qui coûtera au total*

*plus de 400 000 euros.*"

Cela confirme et précise l'info que j'avais déjà donnée dans le site.

La limite de l'indépendance de ces sites si vous voulez savoir où elle se situe, lisez attentivement leurs articles sur les questions sociales et vous aurez rapidement trouver la réponse à cette question. Ils sont tous à la solde du régime évidemment, ne comptez pas sur eux pour promouvoir le socialisme ! Cela étant quand ils sont attaqués, on est bien obligé de les défendre, sauf s'ils font dans la calomnie ou l'insulte.

---

**Le 13 juillet**

Je n'ai pas le temps de réagir à l'intervention de Sarkozy, une tentative de manipuler les esprits une fois "blanchi" de tout soupçon de corruption qui ne convaincra pas grand monde, sauf les esprits faibles ou qui aspirent à la paix sociale... et il y en a dans le pays ! Reste à savoir s'il réussira à désamorcer la bombe à retardement des retraites avant le début septembre, l'opération de communication d'hier devait y contribuer. A suivre.

Je répondrai demain à l'un des courriels que j'ai reçus hier. Je le reproduis ici en attendant, les militants peuvent m'adresser les réflexions qu'il leur inspire.

"*Une autre réflexion m'est venue quant à l'une des explications des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans la construction du parti révolutionnaire dont nous avons besoin. Les courriels d'invectives que tu as reçus montrent qu'il y a en fait peu de progression dans la réflexion individuelle des militants.*

*L'invective, la pseudo caractérisation politique s'appuyant sur des "vérités" inaliénables que l'on ne de doit surtout pas remettre en question sous peine d'excommunication sont la base de formation politique de la plupart des militants. J'en sais quelque chose, puisque c'est à cette "école" que j'ai été formé à la fin des années 70 à l'OCI.*

*Et je me rends compte que c'est seulement maintenant, après de nombreuses années de coupure politique, que je commence à me dégager de cette emprise pour accepter de ne plus voir les autres militants comme des "ennemis" du mouvement ouvrier qui "roulent" forcément pour une structure organisée étrangère à la classe ouvrirère. La situation actuelle d'éclatement en multiples partis, organisations, chacun persuadé de déternir sa "vérité en est l'expression.*

*Certes nous avons été formés à une époque où sévissait le stalinisme, véritable gangrène, mais on a finalement combattu le dogmatisme par un autre dogmatisme. Il faut aujourd'hui apprendre ou réapprendre à voir les autres militants comme des personnes qui cherchent sincèrement une voie pour en finir avec le capitalisme, et avec lesquels il convient d'approfondir la progression de la réflexion politique en n'hésitant pas à rééxaminer toutes les questions, sans tabou.*

*Avec le recul on perçoit combien ces dogmes ont inhibé toute réflexion. Le fameux "les forces productives ont cessé de croître" , typique de l'OCI (aujourd'hui CCI) que tu as encore reçu en sont un exemple. Je me souviens, avant la chute du mur de Berlin, du fameux "la réunification de l'Allemagne ne pourra se faire que sur la base du socialisme". On voit ce qu'il en a été. L'un de mes anciens camarades de l'OCI s'est aujourd'hui détourné du marxisme parce que, de formation scientifique, et formé à l'esprit critique, il a assimilé ces dogmes, dont il voyait bien l'inanité, au marxisme. Et il n'est certainement pas le seul.*

*La reconstruction devrait se faire autour de bases simples, et ne pourra pas être l'oeuvre d'un seul des partis ou organisations actuelles. Elle devra se faire sur la base du regroupement de militants oeuvrant chacun dans son parti ou organisation autour de lignes politiques directrices telles que:*

*- l'objectif de tout parti ou organisation ouvrière est d'en finir résolument avec le capitalisme.*

*- Pour cela il utilise chaque revendication particulière comme l'occasion d'expliquer en quoi elle relève de la politique économique générale du capitalisme, et que si elle doit être défendue ponctuellement, elle ne pourra l'être définitivement qu'avec l'abolition du capitalisme.*

*- il dénonce en le démontrant à chaque fois que l'occasion s'en présente le rôle contre-révolutionnaire joué par la sociale-démocratie à travers les partis et organisations syndicales qu'elle dirige. Il démontre la nécessité pour les travailleurs de s'organiser indépendamment de ces partis, et de combattre au sein de leur organisation syndicale pour qu'elle se réoriente sur ce qui a fondé le mouvement syndical, la perspective d'abolition du salariat.*

*- il revendique clairement la prise du pouvoir, seul moyen d'en finir avec les gouvernements et institutions nationales et internationales qui sont tous aujourd'hui des armes entre les mains du capitalisme pour asseoir sa domination économique et politique.*

*Cette plate-forme n'est sans doute pas complète, mais évite les dogmes et permet ensuite toute discussion tactique ou stratégique sur les meilleurs moyens d'y parvenir. C'est peut-être un simple retour à un ouvrage de référence, "Le manifeste du parti communiste" de Marx et Engels qu'il faudrait que je relise.*"

**Retraites, rappel quelques chiffres par un Internaute.**

Quelques chiffres clés. (Sources : doc Cnav l'Assurance Retraite et rapport C.O.R.)

- Prévision déficit 2010 tous régimes confondus : 32 milliards d'euros (info C.O.R.)
- Total des cotisants tous régimes confondus : 24 998 818 (info Cnav)
- Total des retraites servies: 21 906 578 (info Cnav) Cnav
- Régime général: 17,2 millions d'actifs cotisants (info Cnav) 12,1 millions de retraités (info Cnav)
- Déficit prévisionnel 2010 : 10 milliards d'euros (info Cnav)

AUTRES RÉGIMES.

- Secteur publics et assimilés + les régimes spéciaux + les non salariés (commerçants, artisans, exploitants agricoles, etc) 7,8 millions d'actifs cotisants ( par soustraction) 9,8 millions de retraités ( par soustraction)
- Déficit prévisionnel 2010 : 19,9 milliards d'euros (par soustraction)

COMPARAISON DES DÉFICITS GÉNÉRÉS SUIVANT LES RÉGIMES

- Cnav Régime général : 10 milliards / 12,1 millions de retraités = 826,4 euros par an et par retraité
- Les autres régimes : 19,9 milliards / 9,8 millions retraités = 2030,6 euros par an et par retraité

**Russie.**

**1-** Deux artistes russes, Iouri Samodourov et Andreï Ierofeïev, ont été reconnus coupables d'extrémisme et condamnés à de fortes amendes par un tribunal de Moscou pour une exposition qui a choqué les sensibilités orthodoxes en mêlant images profanes et religieuses.

"*Cela montre que l'Etat soutient les factions orthodoxes ultranationalistes qui attaquent la culture russe*", a déclaré à Reuters Ierofeïev, qui fut conservateur de la galerie nationale Tretiakov de Moscou.

Parmi les oeuvres jugées litigieuses à l'exposition de 2007 figuraient une icône orthodoxe sur laquelle figurait un Mickey Mouse, une peinture représentant un général russe violant un soldat et une médaille de l'Ordre de Lénine servant d'auréole à un Christ.

Les commissaires de l'exposition avaient pris soin de dissimuler ces oeuvres derrière une tenture et seules les personnes qui le souhaitaient pouvaient les apercevoir par un trou percé dans le tissu.

Les photographies étaient interdites pour empêcher la diffusion de ces images.

Mikhaïl Nalimov, chef du mouvement de la Jeunesse orthodoxe unie, a déclaré à des journalistes au tribunal que les commissaires de l'exposition devraient être envoyés en exil.

"*Le gouvernement doit décider aujourd'hui s'il est du côté de Dieu ou du côté de Satan*", a-t-il dit à Reuters.

Alors que le tribunal se préparait à rendre son verdict, l'artiste Piotr Verzilov a fait irruption dans la salle d'audience et a ouvert un sac dont se sont échappés des dizaines de cafards.

Tandis que la police l'évacuait vers un fourgon, Verzilov a lancé des appels en faveur de la libération de Ierofeïev et de Samodourov et a dénoncé un "*tribunal de cafards*". (Reuters 12.07)

**2-** L'Iran est proche d'avoir les moyens de mettre au point des armes nucléaires, a estimé lundi le président russe Dimitri Medvedev, soulignant que les nouvelles sanctions votées en juin par le Conseil de sécurité de l'ONU pourraient "*stimuler le processus de négociations*".

"*L'Iran se rapproche*" du moment où il disposera "*du potentiel qui, en principe, peut être utilisé pour produire des armes nucléaires*", a expliqué M. Medvedev lors d'une réunion avec les ambassadeurs de Russie au ministère des Affaires étrangères à Moscou. (AP 12.07)

---

**Le 14 juillet**

Pas le temps de causer ce matin : pas de courant depuis 3h déjà, une facture de téléphone à récupérer à Pondichéry, une autre d'électricité à payer, dernier jour avant coupure... Je complèterai plus tard à la date de demain, ma priorité est de répondre aux courriels que j'ai reçus.

Vous avez lu ce qui figure dans le bandeau déroulant : dès 1895 Lénine posait directement la question du pouvoir et du renversement du régime, en réalité il ne cessera de la poser jusqu'en octobre 1917, elle ne disparaîtra jamais de son discours. Et 115 ans plus tard on devrait s'en priver ? Sa conclusion vaut pour nos dirigeants. Il faudrait peut-être écrire une nouvelle biographie de Lénine qui rétablisse la vérité sur le léninisme, non ? Ce qu'en a dit Trotsky qui avait finalement admis que c'était Lénine qui avait eu raison sur les principes et la question du parti, fera l'affaire en attendant. On ne peut se déclarer honnêtement trotskiste et nier les enseignements du léninisme ou de la révolution russe. Prochainement je tordrai le cou à deux autres contrevérités colportées par les dirigeants du CCI-POI, l'une concernant l'interprétation du témoignage de Ioffé, l'autre à propos du testament de Lénine.

Pour vous occuper l'esprit un moment en ce jour férié, un bref extrait de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels :

"*Révolution prolétarienne. Résolution des contradictions : le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie en propriété publique. Par cet acte, il libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer. Une production sociale suivant un plan arrêté à l'avance est désormais possible.* "

1- On s'empare du pouvoir politique, ce qui signifie que l'on fixe au combat du prolétariat cet objectif ;

2- Ensuite on nationalise ou on s'approprie socialement les principaux moyens de production ;

3- Après on planifie la production en fonction des besoins de la population pour les satisfaire.

Voilà la marche à suivre et il n'en existe pas d'autres pour en finir avec les institutions et le capitalisme, avancer vers le socialisme.

**Quelques infos en bref.**

**Les approximations ou les mensonges de Sarkozy lors de son "interview" du 12 relevés par deux médias.**

- Monsieur Courroye est un "*juge*" : Faux, il est procureur. Un procureur n'est pas un juge. Le premier est un défenseur de l'ordre public alors que le second applique la loi et dit le droit. (Lepost.fr 13.07)

- "*Liliane Bettencourt paie plusieurs millions d'euros d'impôts par mois*" : Approximation (http://blogs.lexpress.fr/les-couloirs-de-bercy/2010/06/liliane-bettencourt-championne.php) (Lepoint.fr 13.07)

- "*Il existait avant mon élection des contribuables qui payaient 100% d'impôt, c'est-à-dire il gagnait 1000, ils payaient 1000*" : Faux (http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/le-bouclier-fiscal-aura-coute-pres-de-700-millions-d-euros-en-2009_229937.html)

- La France est "*avec la Suède, le pays d'Europe où les impôts sont les plus élevés*" : Approximation, au classement des pays d'Europe où les impôts sont les plus élevés, la France arrive... quatrième. (Lepost.fr 13.07)

- "*Mme Merkel et moi (...). Nous nous faisons confiance*" : Faux (http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/pourquoi-la-france-et-l-allemagne-ne-se-comprennent-pas_232693.html) (Lepoint.fr 13.07)

- L'Allemagne a un bouclier fiscal : Faux, *Le Monde* avait expliqué en 2009 que le dispositif était inexistant outre-Rhin. "Cette référence n'existe plus depuis un spectaculaire revirement de jurisprudence", indiquait Le Monde. (Lepost.fr 13.07)

- "*Le G20 est une invention française*" : Faux (http://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_des_20V) (Lepoint.fr 13.07)

**UE. OGM : "marché de dupe".**

La Commission européenne a recommandé mardi de laisser aux Etats membres de l'Union européenne la responsabilité d'autoriser ou non la culture sur leur sol d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dont l'innocuité pour la santé et l'environnement a été scientifiquement validée par l'UE.

Les gouvernements des 27 ont besoin "*d'une plus grande marge de manoeuvre pour organiser la coexistence entre les cultures*

*génétiquement modifiées et d'autres types de cultures, conventionnelles ou biologiques par exemple*", a estimé le commissaire européen à la Santé et à la Politique des consommateurs, John Dalli.

L'UE, a-t-il ajouté, ne devrait intervenir que si les OGM représentent un danger pour la santé ou l'environnement. A ce jour, l'UE n'a autorisé la culture que d'un type de maïs et d'une pomme de terre OGM.

Sa proposition de compromis "*est en fait une tentative de marché de dupe*", estime Arnaud Apoteker, chargé de campagne OGM pour Greenpeace France, car elle "*ne permettra pas que les Etats membres interdisent la culture d'OGM pour des motifs pourtant sérieux liés à l'environnement et à la santé (déjà pris en compte dans les textes européens) alors même qu'ils ont été unanimes à constater l'insuffisance de l'évaluation environnementale et sanitaire des OGM*".

On compte environ 134 millions d'hectares de cultures OGM dans le monde, dont près de la moitié aux Etats-Unis, où elles occupent 62 millions d'hectares. L'Allemagne est quant à elle le plus gros producteur européen de plantes OGM, avec 35 millions d'hectares. (AP 13.07)

**Portugal. Charger la barque... jusqu'où !**

L'agence de notation financière Moody's a annoncé mardi avoir abaissé de deux crans la note souveraine du Portugal, à A1 contre AA2. Moody's a également dit s'attendre à une détérioration "*pour au moins deux ans encore*" des paramètres de la dette, dont le poids par rapport au Produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre 90% avant de se stabiliser. (Lepoint.fr 13.07)

**Estonie.**

Les ministres des Finances de l'Union européenne ont donné mardi leur accord définitif à l'entrée de l'Estonie dans la zone euro.

Le petit Etat balte, membre de l'UE depuis 2004, pourra devenir le 17e pays à adopter la devise européenne le 1er janvier 2011.

Les Estoniens considèrent qu'échanger leur couronne contre l'euro encouragera l'investissement étranger dans le pays qui a connu l'an passé une croissance en baisse de 14,1%.

L'euro sera "*très important pour ramener notre économie sur les rails*", a estimé le ministre estonien des Finances Jurgen Ligi. Il a salué la décision de l'Union européenne en remettant à ses homologues des pièces d'euro de l'Estonie en chocolat. (AP 13.07)

C'est tout ce que vaut l'euro face au dollar !

---

**Le 15 juillet**

J'ai presque terminé ma réponse au second courriel du camarade Philippe et ensuite je vais m'attaquer à refaire entièrement la réponse que j'avais rédigée au courriel du camarade étudiant. Ce délai est dû aussi au fait que dans mes réponses je ne me contente pas de phrases apprises par coeur, d'arguments à l'emporte-pièce ou de reproduire des citations.

1- La page d'accueil du site en elle-même est représentative de la situation actuelle et de notre combat. Notre ennemi n'est pas un parti en particulier en dehors de l'UMP et de tous les partis de la réaction, notre ennemi c'est l'Etat qui nous opprime et nous exploite pour le compte des capitalistes, sous cet angle travailleurs du public et du privé sont logés à la même enseigne et doivent combattre ensemble. L'unité doit se forger contre le gouvernement, l'Etat et ses institutions qui mettent en oeuvre une politique réactionnaire impulsée en grande partie par le FMI et l'Union européenne pour le compte des intérêts des impérialistes les plus puissants, dont les Etats-Unis et l'Allemagne. Nous sommes face à un ennemi qui veut nous confiner dans la servitude et qui ne nous fera aucun cadeau, dès lors doit-on collaborer avec lui ? Sarkozy s'attaque à nos vieux avec sa contre-réforme des retraites, ensuite il veut enchaîner avec nos grands malades pour les faire crever plus tôt, si possible dans l'anonymat le plus total. Cette question doit être posée et toute hésitation qui accompagnerait la réponse qu'on y apporterait trahirait un penchant pour une capitulation, il faut donc bien réfléchir avant d'y répondre.

2- Voilà ce qui a attiré l'attention du POI dans l'interview de Sarkozy du 12 juillet (IO n°106) : "Où est la justice, quand on ponctionne à l'agent de service, à l'aide-soignante, à l'instituteur 3 % de leur salaire net, par l'augmentation de leur retenue pour pension ?", tandis que 20 millions de travailleurs du secteur privé sont livrés à la terrible loi du Talon de fer du capital... et passe au second plan pour ce qui se prétend un parti ouvrier...

3- Force ouvrière réclame aussi une "*réforme*" conduite par... Sarkozy.

Extrait de l'*Éditorial* de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 7 juillet 2010.

"*Dans une telle situation, il faut zapper ce projet de loi avant d'exiger une réforme conforme aux droits et besoins des salariés. C'est pourquoi Force Ouvrière revendique en priorité un retrait de ce projet.*"

Serait-il possible d'envisager le respect de notre droit à la retraite, au minimum le retour à la situation d'avant 1993, avec Sarkozy (ou Aubry-DSK) aux commandes ? Parce que Sarkozy pourrait rédiger "*une réforme conforme aux droits et besoins des salariés*" ? Mais dites-moi c'est génial, vous avez votre de l'UMP en poche monsieur Mailly ou du PS ce qui revient au même ? Et les dirigeants du POI qui dirigent FO à vos côtés et que vous engraissez au passage grâce à la générosité de l'Etat, avec notre argent en somme, ils en pensent quoi au juste ? Ils voteront comme un seul homme la prochaine résolution du bureau confédéral comme s'ils n'avaient rien lu rien entendu ?

Allez-y, continuez votre double langage en colportant des illusions dans le gouvernement et le régime capitaliste au lieu de les combattre, vous êtes parfaitement dans votre rôle. Au moins on n'a pas besoin de vous demander pour qui vous roulez, vous le revendiquez, au moins vous assumez ouvertement vos convictions politiques réformistes, vos petits camarades du POI feraient bien d'en prendre de la graine en terme d'honnêteté.

Sur le plan syndical : il faut se battre pour obtenir le retour aux conditions qui prévalaient jusqu'en 1993 et si elles sont devenues incompatibles avec l'existence du capitalisme comme le suggère Sarkozy et le Medef, il faut immédiatement engager le combat pour préparer les conditions qui nous permettront d'exproprier (sans indemnité) les capitalistes, à commencer par les banquiers et les patrons ou actionnaires des grandes entreprises. Cela peut se traduire concrètement par la création de comités combattant dans la perspective de la prise de contrôle de l'ensemble de l'économie par les travailleurs eux-mêmes avec pour objectif la transformation sociale des rapports de production...

Sur le plan politique : nous n'exigeons rien du gouvernement ou du patronat, nous disons simplement, si le retour aux conditions qui prévalaient jusqu'en 1993 est incompatible avec l'existence du capitalisme comme le suggère Sarkozy, il faut préparer les conditions politiques nécessaires à l'abolition des institutions de la Ve République qui ont été conçues pour servir les intérêts du capital et qui consitutent un obstacle à la remise en cause des fondements du régime capitalisme, à l'expropriation des capitalismes et à la prise de contrôle de l'économie par les travailleurs pour satisfaire ensuite leurs revendications légitimes.

Seul un Etat ouvrier dirigé par un gouvernement révolutionnaire constitué des partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant résolument pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, pour le socialisme, s'appuyant sur l'organisation politique indépendante des masses laborieuses, pourra mener à bien cette tâche, liquider les privilèges de la classe des capitalistes, s'attaquer aux inégalités et aux injustices léguées par la classe des exploiteurs, et reconstruire la société sur la base des besoins fondamentaux de l'ensemble des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes. Sans un puissant parti ouvrier révolutionnaire combattant dans cette perspective et impulsant cette politique au sein d'un gouvernement ouvrier, cet Etat ouvrier ne verra jamais le jour et aucun changement politique radical ne pourra se produire. Notre tâche prioritaire est donc de combattre et de nous rassembler pour le construire.

J'ai évité ici toute forme de polémique ou d'invective, pour montrer que c'est possible selon le contexte dans lequel on se trouve et le but recherché. La politique que je mets en avant s'inscrit en rupture totale avec toutes celles qui ont été menées au cours de la seconde moitié du XXe siècle et que je qualifierai d'opportunistes à des degrés divers.

J'estime qu'elle est conforme aux enseignements du marxisme, de la révolution russe qui constitua l'apogée du combat révolutionnaire du prolétariat au XXe siècle, au cours duquel le parti bolchevik et le prolétariat russe mirent en pratique les leçons que Marx et Engels tirèrent ou théorisèrent de l'expérience de la Commune de Paris, en replaçant au centre de notre combat la question du pouvoir politique et du parti à laquelle toutes les autres questions et tous nos combats doivent être impérativement subordonnés, sous peine de sombrer inévitablement dans l'opportunisme ou l'aventurisme comme nous pouvons le constater quotidiennement, où d'accrocs insignifiants à nos principes en compromissions honteuses on en arrive à s'adapter au capitalisme et à abandonner le combat pour le socialisme.

Demain ou les jours suivants, je vous livrerai les brouillons de causeries inachevées et que je n'ai pas mises en ligne et qui pourront servir à développement futur de la part des militants, car je ne peux pas être partout à la fois, je n'ai pas la capacité de travail d'un Marx, je fatigue assez rapidement malheureusement et je ne dispose pas de la totalité de mes facultés intellectuelles 24h/24. De plus je dois me coltiner la totalité des tâches ménagères, l'entretien quotidien de mon petit terrain, etc. ; ici on vit avec les fenêtres ouvertes en permanence, au bord de la mer il y a plus ou moins du vent en permanence également, cela aide à supporter la chaleur écrasante, mais l'intérieur de la maison est très rapidement poussiéreux pour ne pas dire crasseux (et dire qu' avant j'étais un maniaque de la propreté... et de l'ordre !) , le terrain à peine nettoyer se recouvre de petits morceaux de feuilles sèches de cocotiers ou d'autres arbres, sans compter que les dizaines de corneilles qui établissent domicile dedans recueillent toutes sortent de brindilles pour faire leurs nids, dont des branches de bougainvilliers qui jonchent le sol et qu'il faut ramasser avant qu'elles soient recouvertes par le sable avec les chiens et que l'on marche dessus !

Ces petits détails peuvent vous paraître insignifiants, mais quand on met le pied sur une épine de plus d'un centimètre de long aussi grosse qu'un crayon, je vous assure qu'on pense rapidement le contraire, bien sûr que cela m'est arrivé ainsi qu'à mes chiens. Je passe donc des heures et des heures à assurer un minimum d'entretien de l'endroit où je vis. J'essaie de rationaliser tout ce qui peut l'être afin d'avoir le plus de temps possible pour assurer mon activité politique, mais il y a un moment où la limite est atteinte, je peux faire des courses en gros par exemple, en moto c'est limité, mais je ne peux pas stocker le pain. On fait ce qu'on peut et au mieux, voilà.

**Quelques infos en bref.**

**La République des copains et des coquins, suite. Actualisé : des ripoux et des voyoux**

Martin Bouygues, PDG du groupe de construction, de médias et de télécommunications, ainsi que plusieurs autres proches de Nicolas Sarkozy, des intellectuels et des artistes se voient attribuer la Légion d'honneur dans la traditionnelle promotion du 14 juillet, lit-on dans le Journal officiel.

Elevé au grade d'officier au titre du ministre de l'Industrie, Martin Bouygues a été le témoin du deuxième mariage de Nicolas Sarkozy et il est le parrain de son plus jeune fils Louis.

François Pérol, ancien conseiller du chef de l'Etat porté en 2009 à la tête du groupe Banque populaire-Caisse d'épargne (BPCE,), est quant à lui élevé au grade de chevalier, tout comme le directeur général du Crédit Agricole, Jean-Paul Chifflet. François Pérol est en ce moment visé par une enquête pour "prise illégale d'intérêt". Il avait joué un rôle essentiel dans la fusion de la Banque Populaire et de la Caisse d'épargne du temps où il était conseiller de l'Elysée, avant de prendre la tête du nouveau groupe, fin février 2009, rappelle Le Nouvel Obs.

Jean-François Dehecq, président d'honneur du groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis, est promu grand officier tandis qu'Alain Juillet, ancien responsable de l'intelligence économique, est élevé au grade de commandeur à l'instar de Bertrand Collomb, l'ancien patron de Lafarge, leader mondial des matériaux de construction. Le président de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) Jérôme Bédier est promu officier.

La journaliste au Figaro et présidente de l'association des journalistes parlementaires Sophie Huet devient officier tandis que l'ancienne directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, Emmanuelle Mignon, ancienne directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, est nommée chevalier.

La magistrate Maryvonne Caillibotte, directrice des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, est élevée au grade de chevalier. Les "affaires" les plus sensibles sont suivies de ce poste au ministère, via les procureurs, qui peuvent aussi recevoir des instructions par son intermédiaire.

Sans oublier l'historien Jean Favier, spécialiste de Napoléon, élevé à la dignité de grand'croix. (Reuters et 20minutes.fr 14.07)

On aurait pu titrer aussi : Le pouvoir de l'argent et des médias à l'honneur, des intellectuels et des artistes valets du pouvoir récompensés. Vous imaginez le spectacle pitoyable de ce ramassis de minables en train d'attendre leur tour pour recevoir leur petite médaille de la main d'un Président décrié, conspué, honni par l'immense majorité de la population. Leur morale et la nôtre, quoi.

Des présidents en uniforme comme Sarkozy les aime.

Des putschistes

Les militaires nigériens, qui ont renversé le gouvernement en mars dernier, et n'ont toujours pas organisé d'élections (mais ils disent que ça va venir). En Mauritanie, les militaires au pouvoir ont laissé le pouvoir après avoir subi les foudres de Paris.

Des "démocratures"

Paul Biya dirige le Cameroun d'une main ferme depuis 1982. Dans ce pays, 2 assemblées exercent le contrôle du pouvoir, mais on attend toujours la mise en place du Sénat.

La Côte d'Ivoire, en froid avec la France, a envoyé son ministre de la défense la représenter, et zéro soldat pour défiler. Il faut dire qu'on attend les élections présidentielles depuis plus d'un an, et que le président Gbagbo ne se presse pas plus que ça pour les organiser.

Le président du Burkina Faso est au pouvoir depuis 1987 suite à un coup d'Etat. La constitution, adoptée en 1991, précise que le président peut être élu pour 2 mandats de 5 ans maximum. Cherchez l'erreur. En fait, il y a eu 2 modifications de la constitution depuis qui lui permettent de rester en place.

Au Tchad, le président Déby a fait modifier la constitution par référendum pour pouvoir se présenter autant de fois qu'il le veut aux élections présidentielles. Ca tombe bien, ça fait 20 ans qu'il est là.

Au Congo, Denis Sassou N'Guesso dirige le pays depuis 1979 (avec une interruption de 5 ans dans les années 90).

Au Togo, le président s'appelle Gnassingbé. Celui d'avant Gnassingbé. Ca dure depuis 1967. Au Gabon, Ali a succédé à Omar Bongo, sans changer grand chose aux pratiques.

Réaction de trois Internautes. 1- Une "petite" erreur concernant le Burkina Faso:

A son adoption le 2 juin 1991, la formulation était la suivante ; "Le Président du Faso est élu pour sept ans au suffrage universel direct, égal et secret. Il est rééligible une fois".

La première modification, celle opérée par la loi constitutionnelle du 27 janvier 1997, tout en maintenant le septennat, a supprimé la limitation du nombre de mandats par la suppression du groupe de mots "une fois".

La seconde modification, celle opérée par la loi constitutionnelle du 11 avril 2000 a introduit le quinquennat et réintroduit la limitation du nombre de mandats, sans effet rétroactif. Ainsi, si le président Compaoré est réélu cette année, ce sera son dernier mandat. Sauf nouvelle modification de la constitution....

2- La France-Afrique illustre assez bien le mariage heureux entre le capitalisme amoral et antisocial avec la dictature ou du moins l'absence de démocratie. Il y a là une parfaite compatibilité,une véritable adéquation. Le 14 juillet devenu le jour de la fête des princes selon MM. Kouchner, Sarkozy, Fillon et Guaino risque fort de devenir le jour de la honte nationale. Les dictateurs paradent, la République française confisquée leur rend un hommage appuyé. Le 14 juillet,la fête populaire par excellence, la fête de la liberté a été dévoyée et sert aujourd'hui à célébrer le système ABJECT de la "France-Afrique" qui n'est que le masque hideux du soutien massif à des régimes non démocratiques voire dictatoriaux. La "France-Afrique" est aussi un tremplin politique pour certains politicards français et le moyen de gagner beaucoup d'argent. Où sont passés les peuples?

3- Retenons juste, le seul coté positif l'annonce officiel que les pensions des anciens combattants Africains seraient d'un montant égales a leurs homologues Français !

Il est juste regrettable que beaucoup ont depuis disparu avant de bénéficier de la réparation d'une injustice ! Point négatif, ns va faire pareil avec les retraites .....des Français, malgré la propagande, avec une retraite prise..... sur le tard peu de retraité auront le privilège d'en profiter longtemps !

Pas tous auront une bonne santé a 62,65,70 ans, après des périodes de chômages qui comme beaucoup vous savez, qu'elles contribuent a une fragilisation psychique et favorise la déclaration de maladies et de cancers engageant le processus vital ! (Lepost.fr 14.07)

**Retraites. Quand chacun se saisit du mot d'ordre du retrait...**

Dominique de Villepin a déclaré mercredi sur Europe 1 que les députés appartenant à son mouvement ne voteront pas «en l'état» la réforme des retraites qui est «ni équilibrée dans son financement, ni juste».

«*En matière de retraite, le devoir du président de la République c'est de faire une réforme juste*», a-t-il critiqué, appelant à ce que «*la négociation s'engage*». «*Un geste fort doit être fait en matière de justice sociale, dès lors que l'on sollicite tous les Français, il faut que les riches apportent leur contribution*» a-t-il encore dit.

Il a précisé qu'il aurait «*souhaité une perspective, c'est-à-dire un régime unique de retraite et la possibilité de retraite à la carte*». (20minutes.fr 14.07)

Chacun situe ce mot d'ordre dans une perspective différente. Mon propos n'est pas de me livrer à un amalgame, il est juste de préciser que le mot d'ordre de retrait en soi est insuffisant et peut prêter à confusion, car chacun peut l'interpréter à sa manière. Or il s'agit de lui donner un contenu politique précis ou de le situer dans une perspective politique conforme aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, dans le cas contraire cela sous-entend qu'on entend apporter une réponse à la question des retraites dans le cadre du régime, pour le coup il serait justifier d'affirmer qu'a des degrés divers tous les appels en faveur du retrait se situent finalement dans la même perspective politique. Vous saisissez la nuance ?

**Italie. Contagion.**

Un sous-secrétaire d'Etat italien à l'Economie, soupçonné d'avoir cherché à faire pression sur la justice et d'avoir porté atteinte à la réputation d'opposants, a quitté ses fonctions mercredi.

Cosentino avait déjà présenté sa démission en février après avoir été soupçonné d'entretenir des liens avec la mafia napolitaine, mais Berlusconi l'avait refusée.

Il s'agit de la troisième démission au sein du gouvernement en deux mois.

Le ministre de l'Industrie Claudio Scajola, touché par une affaire de contrat immobilier douteux, a quitté ses fonctions en mai. Début juillet, le responsable du Fédéralisme au gouvernement, Aldo Brancher, qui fait l'objet d'un procès pour détournements de fonds, l'a imité. (Reuters

14.07)

---

**Le 16 juillet**

Pas le temps de causer.

**Inde.**

L'Inde a dévoilé jeudi le signe graphique qui représentera désormais la roupie, la monnaie nationale. L'objectif, pour la troisième puissance économique d'Asie, est de placer la devise sur un pied d'égalité avec l'euro, le dollar, le yen, le yuan ou la livre sterling.

Le gouvernement s'est réuni lors d'un conseil des ministres pour choisir entre cinq symboles différents imaginés autour de la lettre «R» et dessinés à partir de l'alphabet latin et de la calligraphie Devanagari, utilisée en hindi.

Jusqu'à présent, la roupie était simplement évoquée avec les abréviations «Rs», «Rps» ou «INR» (Indian rupee).

Le symbole sera en outre imprimé ou frappé sur des billets de banque et les pièces de monnaie, a déclaré Ambika Soni. (Libération.fr et AFP 15.07)

---

**Le 17 juillet**

J'ai consacré ma matinée à finaliser ma réponse aux deux courriels que le camarade étudiant m'avait adressés les 5 et 14 juin dernier, pour cette raison je n'ai pas pu actualiser les rubriques du site, on verra cela demain.

Bon week-end à tous, ici le temps est à l'orage avec plus de 40°C, à l'ombre bien sûr !

---

**Le 18 juillet**

Complément de la mi-journée.

Suite de causerie de ce matin. J'en ai profité pour me réconcilier avec les gens de mon village, comme quoi circonstantiellement et pour la bonne cause je suis capable de passer des compromis. 10 minutes après avoir actualiser le site ce matin je suis sorti et j'ai constaté qu'il y avait quatre voitures de polices à 20 mètres de chez moi avec tous les gens de mon village. En discutant avec mon ex-élève de l'Alliance française, j'ai appris que les pécheurs du village voisin avaient attaqué trois jeunes de mon village et que le village n'en était pas à sa première plainte contre les gens du village voisin.

J'ai retrouvé les policiers qui me connaissent bien, trop bien (sic !), ils savent que je suis le genre d'emmerdeur par lequel le scandale arrive, je leur ai demandé de prendre une décision radicale et définitive en interdisant aux pécheurs du village voisin de mettre les pieds dans notre village, surtout devant chez moi où je vis un cauchemar depuis environ un an. Ils ne semblaient pas très convaincus, mais constatant que j'étais blessé, ils ont pris la mesure de la gravité de la situation, pour les convaincre j'ai pris une poignée de clous que j'ai jetée sur la chaussée à l'endroit où ces voyoux garaient habituellement leurs motos, les policiers m'ont demandé d'aller les ramasser, j'ai refusé et ils y sont toujours, je leur ai dit que s'ils faisaient leur boulot ce genre de problèmes auraient été évité, et que s'ils ne voulaient pas le faire, on allait le faire à leur place.

Une heure plus tard je suis allé enregistrer ma plainte au commissariat, on m'a délivré un reçu, il y avait là la moitié de mon village, j'ai répété que je soutenais les gens de mon village pour qu'on soit débarrassés de cette racaille - les gens de mon village ne valent pas mieux, mais pour l'occasion il fallait bien se résoudre à un front unique ! Ce mois-ci, cela fera 10 ans que je vis dans ce village, 10 ans d'emmerdement à n'en plus finir, 10 ans de tensions perpétuelles, mais je tiens bon ! J'en ai profité pour passer mes nerfs sur un de mes voisins français qui a cru bon de l'ouvrir en me demandant ce que je foutais encore dans ce village, je l'ai broyé littéralement !

Au fait, j'ai vu avant-hier soir que vous alliez passer une bonne soirée samedi soir en compagnie de M. Drucker *La nuit avec les gendarmes*, et dire que j'ai raté cela, comme cela me fait regretter la France ! Vous me raconterez ! Vous savez où est située l'Inspection générale des finances, en France bien sûr pas en Inde, cela ne doit pas exister ? Devinez : rue des châteaux des Rentiers ! Cela ne s'invente pas, je l'ai entendu aux infos sur TV5Monde Asie. A demain.

**La causerie du matin.**

Ce matin j'ai été attaqué par les gens du village voisin qui passent leur temps à foutre le bordel devant chez moi. Ils étaient en train de se battre avec les pécheurs de mon village quand je suis sorti pour voir ce qui se passait, j'entendais hurler, cela aurait pu être un tsunami. Je leur ai simplement dit de retourner dans leur village, ils se sont mis à me caillasser puis ils ont tenté de franchir la grille d'entrée me blessant légèrement à la main droite, et à ce moment-là bien entendu mes chiens étaient à l'intérieur de la maison et je n'avais pris aucune arme avec moi.

Je vais porter plainte immédiatement. A plus, suit la chronique rédigée hier soir et inachevée.

Hier je n'ai pas pu accéder au serveur avant 18h heure locale parce la société Tata m'avait coupé le téléphone, j'y étais allé régler ma facture le dernier jour, je l'avais reçue la veille (sic !) et quand je me suis présenté à l'agence où j'ai souscrit mon contrat ,ce jour-là ils étaient en travaux et ils avaient débranché tous les ordinateurs, du coup mon paiement n'a pas été enregistré immédiatement, donc coupure ! Cela ne badine pas ici, c'est la même chose si vous ne réglez pas votre facture d'électricité en temps et en heure, et quand vous leur parlez du service merdique que l'on a en échange, ils rigolent !

Allez on se fait la chronique du jour.

Pas un jour ou une semaine sans que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ne soit secoué dorénavant par une nouvelle affaire (Wauquiez) ou le rebondissement d'une affaire en cours (Woerth). Pas un jour ou une semaine sans que des membres du gouvernement démentent ce qu'ils avaient affirmé encore la veille (Fillon à propos de la "rigueur"). Bref, ils sont cuits et malheureusement nous ne sommes pas prêts, aucune issue politique n'apparaît à l'horizon.

Dans les nombreux articles de presse que je lis chaque jour, je note en lisant les commentaires qui les accompagnent parfois, que de plus en plus d'électeurs qui ont voté Sarkozy affirment qu'on ne les y reprendra pas deux fois dans des termes d'une violence à faire palir nos dirigeants timorés qui n'osent pas dire : Dehors Sarkozy ! Ils expriment même le souhait qu'il n'aille pas au bout de son mandat en espérant que l'automne sonnera le glas de son quinquennat. Ils disent : tout sauf Sarkozy jusqu'en 2012, on a touché le fond et on risque de couler avec lui s'il demeure au pouvoir plus longtemps.

Même le Figaro d'hier titrait *L'audition de Maistre met Woerth en difficulté*. L'hystérique du Palais aurait-il trop tiré sur la corde au point d'être sur le point d'être lâché par les siens ? Pas avant qu'il en ait terminé avec la contre-réforme des retarites. Ce serait le signal de la fin de la partie pour le Nabot précipitée par ses pairs. Car à force de le soutenir dans des conditions de plus en plus inconfortables, ses mentors n'ont pas envie de se griller pour ce minable qui n'est qu'un pion à leur service, vous verrez qu'une fois débarqué ils seront parmi les premiers à admettre que s'ils se sont foutus dans un tel merdier c'est avant tout de sa faute. Ces gens-là ne connaissent que la gratitude du portefeuille ou du compte en banque, ils ne sont pas aux ordres de Sarkozy mais des banquiers et des patrons des multinationales.

Paradoxalement le mot d'ordre de Sarkozy "travailler plus pour gagner plus" semble faire son petit bonhomme de chemin, les attaques de casinos et les braquages en tous genres sont en constante augmentation, il y en a qui appliquent son mot d'ordre à la lettre ce qui nous les rend particulièrement sympathiques ! On ne confondra pas les voyoux qui sont des déchets de leur société et qui sont à son image sans foi ni loi en s'en prenant aux plus faibles, et les gangsters qui s'attaquent au point sensible de leur système. (J'arrête là parce que je dois sortir.)

**Réactions avisées d'Internautes à l'annonce de la réforme impossible de Wall Street.**

- croire qu'Obama qui a été mis en place par Bilderberg où l'on retrouve le cartel bancaire, fasse une loi contraignant les banques est une vue de l'esprit. Ce qu'il en ressortira au final? Les consommateurs pourront moins faire de crédits. Moins de salaires, moins de travail, moins de crédits, moins de consommation, moins de dépenses sociales= appauvrissement généralisée du peuple américain.

- La réforme d'Obama est de la poudre aux yeux concoctée en accord avec Goldman Sachs qui détient quasi de droit le secrétariat au trésor.

Aucun gouvernement occidental et surtout pas Obama ou Sarkozy ne sont en posture de réformer un marché financier totalement incontrôlable.

- 533 règles, 4 ans pour valider chacune d'elles, le tout freiné par les lobbys... Rendez vous à l'année 4142 pour voir les résultats

- la seule réforme de wall street qui vaille ( et pour les autres pays c'est pareil ) c'est une reforme de type Glass Steagall qui sépare complètement les activités bancaires de dépôt et celles d'investissement ... comme ca si les investisseurs se cassent la gueule , ils le feront avec leur fric , et si ils perdent tout , ils iront se faire foutre un point c tout ...

si on ne va pas dans cette direction en europe ( c'est pourtant du bon sens ) , on va droit a la catastrophe .... de tte façon , on y va droit quand meme ...

- Oui, séparer ces activités bancaires, c'est ce que préconise le prix Nobel d'économie Maurice Allais. Il pourrait l'expliquer à la télévision ou à la radio, s'il y était invité.

Et selon Lyndon LaRouche, "Obama ment". Un sénateur aurait été "instrumentalisé pour introduire la Règle Volcker, dans le but de remplacer l'amendement qui demandait la réintroduction de la loi Glass-Steagall."

- Le problème essentiel des pays développés est que depuis 20 ans, le salariat a été sacrifié sur l'autel de la Finance. En gros les salaires stagnent alors que les dividendes explosent. Mais pour continuer à consommer et donc nourrir l'économie, les salariés ont été poussés à s'endetter. Les États Unis et le Royaume Uni sont dans une situation catastrophique, l'État et les ménages sont sur endettés. La France est un peu mieux lotie car l'épargne des ménages est très conséquente (le meilleur du monde après le Japon si je ne m'abuse).

Il n'y aura pas de reprise durable sans un profond changement dans le rapport Travail/capital et utilisation judicieuse de ce capital. Faire de l'argent avec de l'argent est une démarche vaine mais surtout dangereuse. Je rappelle enfin que la Bourse a été inventée pour financer la production, pas pour jouer au Loto.

**Affaire Bettencourt: guerre entre le procureur et la juge.**

L'animosité entre le procureur de Nanterre Philippe Courroye et la juge de Nanterre Isabelle Prévost-Desprez, tous deux en charge de l'affaire Bettencourt, n'est un secret pour personne.

Selon le Mediapart, le parquet de Nanterre a refusé vendredi de transmettre à la juge Isabelle Prévost-Desprez la retranscription des enregistrements pirates réalisés par le majordome de l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Suite au report du procès de François-Marie Banier, la juge a pourtant obtenu mardi l'autorisation de la cour d'appel de Versailles de poursuivre son enquête.

Alors comment faut-il interpréter cette décision du parquet?

Nouvelles interrogations

En refusant de se soumettre à la décision de la cour d'appel, le procureur déclare donc la guerre à la juge et pose une nouvelle fois la question de son indépendance.

Soumis hiérarchiquement à la Chancellerie de part son statut de procureur, il n'a en outre jamais caché son amitié pour Nicolas Sarkozy. (Lepost.fr 17.07)

---

**Le 19 juillet**

Dire que la situation sociale et politique est explosive en France est en passe de devenir un euphémisme. Les différents gouvernements de l'UE savent que l'automne va être très chaud, ils n'ont plus aucune légitimité mais ils tiennent encore en l'absence d'issue politique, les masses hésitent encore à se mobiliser, pendant combien de temps, on n'en sait rien au juste.

En février 1917 lors du déclenchement de la révolution (démocratique bourgeoise) et lors des manifestations de juillet de la même année en Russie, le parti bolchevik ne s'était pas particulièrement mobilisé, il s'était montré hésitant, il n'était pas non plus sur une ligne de front unique, pourtant les masses sont descendus dans la rue, les conditions objectives et subjectives étaient mûres.

On ne peut pas mobiliser les masses artificiellement, encore moins les faire participer à une insurrection. On peut difficilement évaluer l'impact de la propagande et de l'agitation contre le régime ou disons jusqu'à quelle profondeur elles opèrent, on sait seulement qu'elle agit en profondeur dans les consciences et que lorsque les conditions sont réunies elles se manifestent au grand jour et surprennent tout le monde par leur spontanéité et leur radicalité ou violence.

Notre devoir est donc de montrer la voie à suivre au prolétariat dans une perspective politique claire et cohérente, de le préparer à passer à l'action, alors qu'il ne s'imagine pas un instant comment cela pourrait se produire ou qu'il prendrait un jour cette voie. La question suivante est d'une extrême importance aussi, la suite dépendra de son degré de maturité politique au début de sa mobilisation, il déterminera en grande partie sa capacité à progresser rapidement pour s'élever au niveau des tâches qu'il a à accomplir.

Le succès d'une révolution prolétarienne repose sur la capacité des masses à s'organiser au niveau politique indépendamment des institutions existantes, c'est l'une des conditions pour pouvoir les renverser, mais elle ne suffit pas, faut-il encore pour y parvenir qu'il existe

un parti luttant pour briser ces institutions qui peuvent se trouver neutralisées ou paralysées temporairement et qui peuvent reprendre le dessus à tout moment, d'où le rôle irremplaçable du parti pour gagner la majorité au sein des organismes que le prolétariat a créés pour que leur combat au cours du processus révolutionnaire reflète le mûrissement politique de la classe ouvrière et qu'il soit orienté dans la bonne direction.

L'incapacité du prolétariat de s'organiser ou de se doter d'une nouvelle direction conduirait infailliblement à un échec qui se matérialiserait par la mise en place d'un gouvernement de front populaire ou d'union nationale avant que la bourgeoisie ne reprenne les choses en mains. Il n'existe pas d'autre solution pour briser le carcan des appareils et parvenir dans un premier temps à une situation de double pouvoir que l'auto-organisation des masses. Pour autant les appareils n'aurait pas disparu, ils tenteraient de dévoyer ces organismes politiques indépendants, l'existence, le développement et le rôle de ces institutions ouvrières amenées à constituer les piliers de l'Etat ouvrier dépendraient ensuite de l'existence ou non du parti. Il peut très bien être faible numériquement au début de la crise révolutionnaire et multiplier par dix ou davantage ses effectifs en à peine quelques mois. Les appareils peuvent donner naissance à un gouvernement de front populaire pour faire obstacle à la chute du régime et tenter d'y asservir ces organismes. Dénoncer et combattre leur double langage devient alors une priorité, ce qui se traduisit par exemple en Russie par le mot d'ordre *Tout le pouvoir aux soviets* pour démasquer leur compromission avec les capitalistes (ou les féodaux), sachant que les partis bourgeois ou petits-bourgeois opportunistes qui formaient le gouvernement ne rompraient jamais avec le capitalisme. Cette stratégie a pour objectif de détouner les travailleurs de ces partis pour les gagner au parti révolutionnaire. Une fois cette étape sur le point d'être franchie, quand les masses ont compris qu'elles n'avaient rien à attendre de ces partis, le combat sur le mot d'ordre de *Tout le pouvoir aux soviets* est dépassé et doit être abandonné, il doit céder la place au combat pour renverser le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, l'heure a alors sonné pour le parti révolutionnaire ayant acquis la majorité dans les organismes constitués par le prolétariat de préparer l'insurrection pour prendre le pouvoir.

Jusqu'à quel point peut-on s'inspirer de cette expérience, telle est la question. Si on s'en écarte ou qu'on la rejette, par quoi la remplacer ? Il y a des situations de double pouvoir qui peuvent durer un long moment, mais une chose est sûr, un jour ou l'autre un des deux camps remportera cette bataille et l'un des deux pouvoirs existant devra disparaître. Voyez ce qui se passe en Bolivie où Morales à force de tergiverser et de passer des compromis avec l'ennemi prépare le terrain au retour de la bourgeoisie au pouvoir, en réalité elle ne l'a jamais totalement quitté, ceci explique cela. Donc la question du double pouvoir est importante parce qu'incontournable, à moins d'envisager une révolution directement socialiste qui liquiderait immédiatement les institutions en place, mais cela ne s'est jamais vu. On peut difficilement imaginer que le prolétariat pourrait se hisser d'un seul coup à la hauteur du programme de la révolution socialiste. L'exemple de la révolution russe peut nous servir de trame, sans pour autant chercher à la copier à la lettre. Une révolution ne peut être menée à son terme que si l'ensemble du prolétariat -on ajouterait aujourd'hui et des couches entières de la petite-bourgeoisie, est entraînée dans la révolution, la théorie (blanquiste) du coup de force d'une minorité qui prend le pouvoir est obsolète depuis 1848 affirmait Engels, et la suite de la lutte de classes lui a donné raison. (A suivre)

Pour répondre à Philippe, je ferais mieux de me concentrer sur le combat contre le gouvernement et les institutions plutôt que perdre du temps à analyser l'attitude des différents partis. Si l'on se met dans la peau d'un parti qui combat pour prendre le pouvoir, il faudrait populariser le socialisme, que chaque couche de travailleurs ou jeunes dans le pays s'imaginent un instant puis sachent ce que lui apporterait un véritable Etat ouvrier, comment cela se traduirait dans sa vie de tous les jours. On devrait s'atteler à cette tâche urgente au lieu de polémiquer sans fin ou de commenter l'actualité afin que le prolétariat dispose d'un point de repère auquel il pourrait se référer au fur et à mesure du développement de la situation au cas où une crise révolutionnaire éclaterait.

A deux ou trois reprises j'ai abordé brièvement cette question, il faudrait l'aborder sérieusement et mener ce travail jusqu'au bout, seul je ne le peux pas. Chacun a besoin de se représenter même succintement ce que serait sa vie dans une autre société que celle que nous connaissons aujourd'hui. Je ne comprends pas pourquoi nos dirigeants n'y pense pas. Un document de trois ou quatre pages par couche ou milieu sociale ou encore secteur d'activité dans lequel chacun pourrait se reconnaître, redonnerait espoir aux travailleurs, briserait la fatalité dans laquelle on veut les enfermer, leur indiquerait qu'il existe bien une alternative au capitalisme, ce serait autre chose que des mots ou des promesses qui s'envolent, ils pourraient prendre conscience que leurs aspirations ou besoins sont parfaitement légitimes et qu'il est possible de les satisfaire, pour un peu ils s'y verraient déjà et c'est bien l'objectif, car cela les aiderait à prendre confiance en eux-mêmes, à prendre conscience qu'ils peuvent et doivent devenir les acteurs de leur propre destin et en laisser le soin à personne d'autres.

En résumé, il ne faut pas que les travailleurs se représentent le socialisme uniquement sur le plan politique, ce qui peut porter à confusion ou à contestation après l'épouvantable expérience du stalinisme et du réformisme, mais qu'ils se le représentent dans la vie de tous les jours. Pour le coup Trotsky avait raison, c'est un art de réaliser ce matériel, avant de s'y attaquer il faudrait s'assurer que l'on maîtrise bien notre sujet car il nécessite de bien connaître toutes les couches de la société sous tous ces aspects, de la vie pratique à sa psychologie, aux rapports que chacune d'entre elles entretient avec le reste de la société, de quelle manière elle interprète la situation, leurs aspirations et besoins spécifiques, etc. Mais là aussi, une fois qu'on a listé pour chacune d'entre elles les facteurs à prendre en compte et leur ordre de priorité, on dispose de la trame pour réaliser ce travail. Un tel document n'aurait rien à voir avec le contenu des tracts ou le matériel de propagande que l'on utilise aujourd'hui. (A suivre)

**Quelques infos en bref.**

**Règnerait-il un climat de guerre civile en France ?**

**1-** Violences urbaines à Grenoble: nouveaux tirs à balles réelles sur la police - LePoint.fr 18.07

**2-** Attaque de la gendarmerie: une centaine de militaires déployés à Saint-Aignan - LePoint.fr 18.07

**Et dans le Monde ?**

**1-** Double attentat-suicide en Irak: 48 morts - AP

**2-** Week-end sanglant au Mexique : près de 60 morts, 17 jeunes tués dans une fête - LePoint.fr

**L'équivalent de quatre emplois au Smic (cotisations incluses) pendant 6 ans.**

Ingrid Betantcourt a refusé une offre d'indemnisation proposée par la France pour ses six années de détention par les FARC, comme l'indique Le JDD.fr.

On apprend que la France lui aurait fait une offre d'indemnisation pour ses six années de détention. Une offre du Fonds de garantie des Victimes à hauteur de 450.000 euros, explique Le Monde.fr.

En effet, le JDD s'apprêtait à publier des informations à ce propos, relatant notamment que notre ex-otage aurait considéré que les 450.000 euros proposés en première intention "*constituaient une indemnisation insuffisante au regard de son préjudice*" précise le journal, "*son cas devait être à nouveau débattu au mois de septembre*". (Lepost.fr 17.07)

450.000 euros, c'est de l'argent de poche pour cette grande bourgeoise ! Pas un centime !

**L'UE et le FMI, le bras armé de l'aristocratie financière contre les peuples.**

Le Fonds monétaire international et l'Union européenne ont suspendu samedi l'évaluation du programme d'aide accordé en 2008 à la Hongrie pour lui permettre de surmonter la crise financière, soulignant que des mesures difficiles doivent être prises pour réduire les déficits.

La suspension des consultations signifie que, tant que l'évaluation n'aura pas été achevée, la Hongrie ne pourra avoir accès aux fonds qui n'ont pas encore été utilisés dans le cadre du prêt de 25,1 milliards d'euros débloqué par l'UE et le FMI .

Le prêt de l'UE et du FMI sert aujourd'hui de filet de sécurité à la Hongrie qui se finance sur les marchés depuis la fin d'année dernière.

"*Dans un contexte de surveillance accrue par les marchés des déficits des gouvernements et des niveaux de dette, les objectifs de déficit budgétaire précédemment annoncés - 3,8% du PIB en 2010 et moins de 3,0% du PIB en 2011 - restent une base appropriée pour le processus nécessaire de consolidation et la soutenabilité de la dette (...) mais des mesures supplémentaires devront être prises pour atteindre ces objectifs*", a estimé le FMI.

Dans un communiqué distinct, l'UE a fait savoir que la conclusion de l'évaluation avait dû être reportée et que de nouvelles consultations seraient organisées.

"*La Hongrie est revenue sur la voie d'une croissance économique positive et enregistre aujourd'hui l'un des plus faibles déficits de l'UE. Je salue l'engagement des autorités envers l'objectif 2010 de réduction du déficit*", a déclaré Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires.

"*Toutefois, la correction du déficit excessif à partir de l'an prochain nécessitera des décisions difficiles, notamment en matière de dépenses*", a-t-il ajouté.

La Hongrie a besoin de conserver le filet de sécurité que constitue le prêt de l'UE et du FMI afin de garder la confiance des marchés auprès desquels elle emprunte. Le pays reste vulnérable à sa dette publique élevée, qui représente 80% du PIB, et à sa dépendance aux financements étrangers. (Reuters 18.07)

Donc si on comprend bien, la Hongrie avec un déficit budgétaire annoncé de 3,8% du PIB en 2010 fait partie des meilleures de l'école des cancres de l'Union européenne, donc les mêmes punitions devraient être appliquées à tous les peuples qui la composent, y compris la France bien entendu.

---

**Le 20 juillet**

Pas le temps de causer.

**La jaunisse.**

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, estime que "l'automne sera chaud" dans un entretien au Télégramme à paraître mardi.

"Il est important que la mobilisation du 7 septembre soit forte, car la loi ne doit pas être votée en l'état", souligne M. Chérèque.

"Nous arracherons tout ce que nous pourrons pendant le débat parlementaire qui se tiendra du 7 septembre à la mi-octobre", prévient-il. (Lepoint.fr 19.07)

Le gouvernement en a des sueurs froides !

**1-** il faut que la loi soit votée, c'est ce qu'exige Sarkozy ;

**2-** mi-octobre fin de la partie, c'est ce qu'a décidé Sarkozy ;

**3-** la loi est passée, Sarkozy est soulagé.

**4-** il peut s'attaquer aux dossiers de la dépendance des plus vieux.

**5-** à moins que...

**Total Dunkerque.**

"*Total confirme son intention (...) d'arrêter le raffinage et de reconvertir le site*", a déclaré un porte-parole.

Qu'il arrête le raffinage ou redémarre l'usine, le groupe doit de toute façon extraire les résidus de gaz dans la raffinerie pour des raisons de sécurité. Un redémarrage brutal présente des risques d'explosion.

Suite à ce dégazage Total vérifiera le bon fonctionnement de toutes les composantes de la raffinerie, a ajouté le groupe.

"*Il faut tout ouvrir, tout inspecter, ça doit aussi prendre plusieurs semaines*", a dit un porte-parole du groupe.

Selon un responsable CGT, "*Total ne satisfait pas ses obligations. Nous voulons un calendrier de redémarrage*".

"*Nous avons le sentiment que Total s'arrange pour arriver au mois d'octobre sans redémarrer la raffinerie,*" a-t-il dit.

Du fait d'un problème de procédure, la cour d'appel de Douai a ordonné en juin le redémarrage de la raffinerie avant le 16 juillet sous peine d'une sanction financière de 100.000 euros par jour.

Total a assigné les syndicats et le comité d'entreprise devant le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) le 17 septembre, mais cette démarche n'est pas suspensive, pas plus que le pourvoi en cassation qu'il devrait déposer contre l'arrêt de Douai. (Reuters 19.07)

**Etats-Unis.**

Selon une vaste enquête publiée lundi par le *Washington Post*, 1.271 agences gouvernementales et 1.931 compagnies privées, réparties sur 10.000 sites à travers les Etats-Unis, travaillent sur des programmes liés à la lutte contre le terrorisme ou au renseignement.

Intitulée "L'Amérique top secrète", l'enquête est le fruit de deux ans de travail à laquelle ont participé une vingtaine de journalistes du prestigieux quotidien américain, à l'origine du scoop du Watergate qui avait entraîné la démission du président américain Richard Nixon en 1974.

Le quotidien note que 1.271 agences gouvernementales et 1.931 compagnies privées, réparties sur 10.000 sites à travers les Etats-Unis, travaillent sur des programmes liés à la lutte contre le terrorisme ou au renseignement.

Le dispositif emploie près de 854.000 personnes, qui disposent d'accès à des informations secrètes, et 33 bâtiments ont été construits ou sont en cours de construction rien que dans l'agglomération de la capitale fédérale Washington.

Le journal observe par exemple que 51 organisations fédérales situées dans 15 villes différentes sont chargées de surveiller la circulation des fonds des réseaux terroristes.

L'énorme machine de renseignement américaine produit des rapports en si grand nombre -quelque 50.000 rapports par an- que "*beaucoup d'entre eux sont tout simplement ignorés*". (Lepoint.fr 19.07)

**Irlande.**

L'agence de notation Moody's a annoncé lundi l'abaissement de la note souveraine de l'Irlande, en soulignant la lente sortie de crise du pays et le coût croissant du sauvetage de son secteur bancaire.

La note a été abaissée d'un cran, à Aa2 avec une perspective stable, ce qui la met au même niveau que la notation AA de Standard & Poor's, mais elle reste en revanche un cran supérieure à celle de Fitch.

Moody's a fait cette annonce à la veille de la mise sur le marché d'obligations irlandaises à six et dix ans pour un montant compris entre un et 1,5 milliard d'euros dans le cadre des adjudications mensuelles habituelles.

"*Le calendrier n'est pas bon, compte tenu de l'adjudication de demain et cela va certainement s'ajouter à la prime qui devra être payée pour lever de l'argent*", souligne Alan McQuaid, chef économiste à Bloxham.

L'initiative de l'agence de notation, qui était attendue selon le ministre des Finances irlandais, a fait reculer l'euro face au dollar et a pesé sur les Bourses européennes.

L'écart de rendement entre les obligations irlandaises et allemandes à dix ans s'est accru pour atteindre 300 points de base, au plus haut depuis le 2 juillet. (Reuters 19.07)

**Grèce.**

Trois inconnus ont abattu à bout portant un journaliste grec lundi 19 juillet devant son domicile à Athènes, le premier crime du genre depuis plus de vingt ans en Grèce, rapporte la police.

Sokratis Giolias, 37 ans, était directeur de l'information à la radio Thema 98.9 et écrivait sur le blog d'information politique et sociale Troktiko, très populaire, qui a révélé de nombreux scandales. Il est mort devant chez lui, abattu de dix ou quinze balles, selon les sources.

"*Quelqu'un voulait faire taire un très bon journaliste d'investigation qui a dérangé beaucoup de gens avec ses papiers*", a dit à son égard le président du syndicat des journalistes d'Athènes, Panos Sabolos. (Lemonde.fr 19.07)

**Italie.**

Quelque 40.000 interventions chirurgicales ont été repoussées en Italie, en raison d'une journée de grève lundi contre les mesures d'austérité du gouvernement, selon le syndicat de médecins Simet.

Une manifestation a été organisée devant le Parlement à Rome pour protester contre les pénuries de personnels médicaux prévues en raison des projets du gouvernement de ne pas renouveler de nombreux contrats d'intérim. (AP 19.07)

---

**Le 21 juillet**

Une causerie rédigée rapidement.

Tout privatiser, réduire le budget social de l'Etat, réduire les salaires, c'est réduire le niveau de vie, l'ouvrier coûte trop cher, il vend sa force de travail qui corrrespond ce qu'il a besoin pour vivre, ses besoins, il a donc trop de besoins, il faut les réduire, lui faire tout payer un maximum et qu'il se passe de ce qu'il ne peut plus se payer, se soigner ou s'instruire par exemple, les vacances ou vivre dans une habitation décente. Il doit travailler autant ou davantage pour satisfaire moins de besoins qu'auparavant, donc il vit plus mal qu'avant, l'humanité régresse. Régresserait-elle sur certains continents ou pays tandis qu'elle progresserait ailleurs, pas vraiment, ils empruntent exactement la même voie que ceux qui sont condamnés à la régression aujourd'hui.

Le prolétaire en a-t-il conscience, pas le moins du monde il continue de procréer comme un lapin, c'est grotesque, la France est championne

d'Europe de la reproduction. Jadis on donnait naissance à de nombreux enfants parce que la moitié mourraient en bas âge et la durée de vie était très courte, de plus il n'existait aucun moyen de contraception...

Nous sommes officiellement 6,7 milliards sur terre, cela fait froid dans le dos quand on pense au niveau de conscience ou plutôt d'inconscience de cette masse manipulable à souhait.

Par hasard hier après-midi, en rangeant un peu le bordel qui règne dans mon disque dur, je suis tombé sur un texte que j'avais téléchargé mais que je n'avais jamais lu, il est du 15 juillet 1947 et signé par André Ferrat (?), il portait sur la révolution russe de 1917. En fait, il faisait le procès du bolchevisme, mieux de la révolution russe tout court qui n'aurait jamais dû se produire. Mais comme dans tout texte polémique étayé par des arguments, il y avait à boire et à manger.

La partie incomestible se composait d'amalgames ou de confusions grossières pour démontrer que Lénine et les bolcheviks avaient manipulé le prolétariat et la paysannerie pauvre et qu'il était responsable de la dégénération de l'Etat ouvrier donc des soviets... sous Staline. La partie digeste faisait ressortir l'une des faiblesses (subjectives) de la situation en Russie au moment où la révolution se produisit : le niveau de conscience politique de la classe ouvrière. Cela tombe bien, c'est l'un de mes axes de bataille.

Peu de temps avant toujours hier après-midi, j'avais lu quelques pages de la biographie de Marx rédigé par F Mehring et j'étais tombé sur le passage consacré au séjour de Marx en Belgique au moment où se constitua la Ligue des communistes. Je venais de lire qu'ils commencèrent par organiser des soirées de discussions auxquelles étaient invités à participer des ouvriers pour les aider à mieux comprendre le monde dans lequel ils vivaient... Cela ne débouchait sur aucune action précise dans l'immédiat, il s'agissait simplement d'instruire les ouvriers, les masses laborieuses plus largement, car cela ne concernait pas exclusivement les ouvriers. Bien entendu j'imagine que le rassemblement de tous ces éléments conscients avait pour objectif de s'organiser et de constituer un parti, et les initiateurs de ce genre de réunions montraient l'exemple en se regroupant sur une initiative commune, car l'action était quand même au bout. A la suite de ces réunions des divertissements étaient prévus ou le lendemain ils se retrouvaient pour passer du bon temps ensemble.

On était loin de l'individualisme ambiant ou du dogmatisme teinté de sectarisme que nous connaissons aujourd'hui. Comme très souvent aucun parti ne propose l'ensemble de ces activités. La tactique du POI avec les comités d'unité et les fêtes de LO, et il ne manque plus que le matériel politique approprié (journal, brochures, fiches, etc.) en direction de la classe ouvrière et des couches moyennes, de la petite-bourgeoisie. J'extrapole évidemment.

Il faudrait peut-être sortir des sentiers battus comme je le préconisais en 2005. Pourquoi ne pas organiser périodiquement au plan local des conférences -c'est un grand mot mais cela fait sérieux, sur des thèmes d'actualité ou sur des questions de fond qui intéressent la population ? Pourquoi ne pas essayer surtout, qu'est-ce que cela coûterait ? Si ça foire, on essaie de comprendre pourquoi et de rectifier le tir, si ça foire toujours après plusieurs essais infructueux, on laisse tomber, c'est que ce n'était pas une bonne idée dans la situation actuelle ou qu'on ne sait pas comment s'y prendre ou les deux à la fois.

Le problème d'un petit parti qui n'a jamais été au pouvoir et qui demeure peu connu, c'est qu'il se présente à la population de telle sorte qu'on a l'impression qu'en dehors de l'agitation et la propagande il ne saurait rien faire d'autre, surtout pas gouverner, d'où l'intérêt qu'il peut susciter sur l'instant (ou lors d'élections) et qui s'évapore l'instant suivant, ce dont témoigne les militants lorsqu'ils expliquent qu'ils rencontrent des centaines de travailleurs qui se disent en accord avec leurs discours, sans toutefois que cela se concrétise au niveau de l'organisation des travailleurs ou des liens qu'ils peuvent établir par la suite avec eux.

On a deux défis à relever, faire en sorte que les travailleurs ne se détournent plus de la politique, ensuite, tout faire pour leur permettre d'élever leur niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons, et si nous utilisons la bonne méthode pour les aborder et que nous parvenons à un résultat positif, il ne suffit plus alors qu'ils adoptent ou se saisissent de cette méthode librement, consciemment, pour aborder le socialisme sereinement et les recruter au parti sur des bases solides et correctes sachant qu'ils pourront encore progresser.

Pour réussir ce genre de réunions-conférences il faudraient qu'elles soient minutieusement organisées, avec affichage massif sur la localité, tracts dans les boîtes aux lettres, diffusion d'un appel à y participer, etc. C'est quelque chose qui doit être pensé à l'avance dans les moindres détails pour mettre le maximum de chance du côté de sa réussite. De quelle manière on présente cette conférence, plutôt générale pour ne pas décourager d'y participer ceux qui ont un complexe d'infériorité ou qui savent ne pas savoir grand chose du thème proposé pour ne pas les choquer, son objectif, plus précis mais laisser à l'appréciation de chacun des participants potentiels pour qu'il n'ait pas l'impression qu'on cherche à le manipuler, satisfaire le besoin de comprendre la société des uns, la curiosité des autres qui sont disposés à entendre un autre discours que ceux qu'on leur sert habituellement...

Ces réunions-conférences pourraient être suivies d'un verre de la fraternité pour commencer, quelque chose qui favorise l'établissement de liens durables, que ce ne soit pas un "coup"... pour rien, cette mentalité et cette méthode sont à proscrire. Des dizaines de millions de travailleurs sont plus sensibles à certaines questions plutôt que d'autres ou abordent la situation par des angles différents, chacun est conscient d'une partie de la réalité que nous vivons, mais ils ne parviennent pas à se faire une idée générale de la situation, notre méthode doit donc permettre de leur rendre accessible cette compréhension, ils doivent y parvenir par eux-mêmes au lieu qu'on leur mâche le travail, ce qui ne sert à rien neuf fois sur dix. Chacun affirme détenir la vérité, alors qu'en réalité chacun n'en détient qu'un petit bout, il s'agit donc de rassembler ces petits bouts pour en faire un ensemble cohérent au lieu d'opposer les unes aux autres. Une fois qu'on y est parvenu, on explique comment on a procédé pour que chacun s'approprie cette méthode, pas de mystère là-dedans.

Ces conférences pourraient avoir comme trame les moyens de décrypter l'actualité, la situation dans le monde, etc., donner des outils à chacun afin de mieux comprendre le fonctionnement du vieux monde. Face à une multitudes de nouvelles provenant du monde entier, face à une multitude de discours provenant de sources diverses, face à la multiplication des moyens d'information, comment s'y retrouver, qui croire, comment ne pas se faire berner, etc.

Ces réunions-conférences seraient organisées par un seul parti, sinon ce serait le foutoir ou une tribune où chacun vanterait les mérites de son propre parti. Tout le bénéfice d'une telle expérience devrait revenir au parti qui l'organiserait puisque son but serait aussi (surtout) de se construire. Entre un club de discussion et un parti de militants professionnels ou d'activistes, il doit être possible de trouver un compromis qui respecte tous nos principes. L'idée qui doit germer dans tête de chacun ensuite est de rejoindre un parti qui sera amené à se développer rapidement pour prendre le pouvoir, on rejoint ici l'idée de départ exposée plus haut en lui donnant une orientation et un objectif pratique précis.

Autre chose. J'ai déjà indiqué que je n'ouvrirai plus les courriels de militants qui se sont livrés à des procès d'intention à mon égard, alors ils perdent leur temps en m'écrivant car leurs courriels partent dorénavant directement dans la poubelle sans être lus, avec tout le respect que je leur dois, il y a des limites à tout.

Cela me fait penser au commissaire de police avec lequel j'ai eu un entretien hier matin (le troisième en quatre jours !). Il m'a reprocher mon agressivité envers les gens qui m'ont agressé il y a quatres jours en me ressortant que j'étais étranger, etc. Mais pas une seconde il n'a pensé à les convoquer ou les arrêter pour les interroger, pensez-vous, ils tentent de forcer la grille de chez moi en me blessant dans l'intention de me massacrer et c'est encore à moi de fournir des explications, le monde à l'envers quoi, pour un peu ce serait à moi de m'excuser, franchement je ne supporte plus ce comportement, je vais porter plainte contre ce flic, je n'en ai rien à foutre de ces considérations de flics corrompus.

**Quelques infos en bref.**

**Pas d'avenir pour les dictateurs.**

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux soutient "*sans réserve*" les policiers et gendarmes qui "*n'ont fait que riposter à des agressions qui auraient pu être mortelles*". "*Dans notre pays, il n'y a pas d'avenir pour les délinquants*", déclare-t-il dans un entretien au "Figaro" daté de mercredi.

Interrogé sur l'inflation des lois sécuritaires, le ministre de l'Intérieur dit n'avoir "*aucun complexe sur ces textes et souhaite même qu'il y en ait d'autres*", "*car les formes de délinquance évoluent sans cesse. Il faut anticiper*".

Brice Hortefeux précise qu'il entend "*systématiser la saisie des véhicules de luxe acquis avec de l'argent sale*". "*Quand on recense 350 Ferrari en Seine-Saint-Denis, on est en droit de se poser quelques questions*", lance-t-il. (AP 20.07)

Il couvre la police en cas de "*bavures*", alors elle a la gâchette facile, normal. Cette déclaration les encourage, peut importe le PS réclame un "Grenelle de la sécurité", l'union nationale autour du flic-président, toutes les occasions sont bonnes.

Comment se fait-il monsieur Hortefeux que vous sachiez qu'il y a 350 propriétaires de Ferrari domiciliés en Seine-Saint-Denis et que vous ne vous soyez jamais intéressé avant à cette situation pour le peu surprenante ? Laissez faire pour qu'un climat de paranoïa général se développe parmi la population ainsi que la violence, afin ensuite de justifier le quadrillage policier de banlieues ouvrières entières et de nouvelles lois liberticides qui pourront toujours être utilisées dans d'autres occasions, contre le mouvement ouvrier de préférence.

**Ne touchez pas aux riches !**

L'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt s'est fait rembourser 100 millions d'euros en quatre ans au titre du "bouclier fiscal", écrit le *Canard enchaîné* dans son édition de mercredi.

L'hebdomadaire satirique cite Pascal Wilhelm, l'avocat du gestionnaire de fortune de la milliardaire, Patrice de Maistre.

Selon le *Canard enchaîné*, les premiers remboursements sont intervenus en 2007 avec la création du "bouclier fiscal" par le Premier ministre d'alors, Dominique de Villepin. Le remboursement s'est élevé à 30 millions d'euros pour la seule année 2008. (Reuters 20.07)

**Ça baigne pour l'industrie du luxe !**

Hermès International a relevé mardi son objectif de croissance de ses ventes pour l'ensemble de l'année au vu d'un deuxième trimestre vigoureux venu confirmer le rebond amorcé dans le secteur du luxe.

Hermès a réalisé au deuxième trimestre un chiffre d'affaires de 567 millions d'euros, soit une hausse de 19,8% à taux de change constants.

Sur l'ensemble du premier semestre, les ventes ressortent à 1.074,7 millions d'euros, soit une hausse de 20% à taux de change constants et de 22,8% après prise en compte de l'impact favorable des parités monétaires.

"*Nous pensons que le marché (du luxe) se porte bien (...) Oui, il y a un rebond*", a déclaré la directrice financière d'Hermès, Mireille Maury, dans une interview téléphonique à Reuters. "*Il y a une clientèle internationale qui est toujours là, notamment une clientèle chinoise.*" (Reuters 20.07)

**Surexploitation et chantage au chômage.**

(Après le vote par plus de 70% du personnel de GM en faveur de la baisse des salaires en échange de la reprise d'activité et de garanties bidons sur l'avenir de l'usine. - LdC)

Le pire exemple est celui du groupe volailler Doux qui, en 2004, a appliqué la même équation. Quatre ans plus tard, en juillet 2008, l'entreprise a fermé trois sites en Bretagne et dans le Cher, entraînant la suppression de plus de 600 emplois. Un plan social tous les trois ans chez Hewlett-Packard

Toujours en 2004, Bosch menaçait de fermer son site de Vénissieux (Rhône) où 300 emplois étaient en jeu. Les salariés ont alors accepté de passer de 35 à 36h et de renoncer à six jours de RTT sur vingt. Sauf que six ans plus tard, l'activité s'est considérablement réduite à Vénissieux et l'avenir du site est à nouveau compromis. «*Si fin 2011 nous n'avons pas de nouveaux contrats, nous n'avons plus de travail*», avait indiqué à 20minutes.fr un employé de l'usine en mai dernier.

En 2005, Hewlett-Packard est bénéficiaire, mais annonce des licenciements partout dans le monde, dont plus d'un millier pour la filiale française. Il a fallu un an pour que le plan social s'opère avec au bout du compte 250 emplois sauvés contre une renonciation à douze jours de RTT. Trois ans plus tard, des centaines de suppressions de postes sont annoncées. «*Chez Hewlett-Packard, il y a un plan tous les trois ans*», déplore Laurent Viallard, délégué syndical CGT, joint par 20minutes.fr. Réduire les RTT dégrade les conditions de travail

«*La réduction des RTT n'a rien changé, au contraire, cela a dégradé les conditions de travail et cela a poussé les gens à partir. De ce côté-là, c'est une vraie réussite*», ironise cet employé du site de Grenoble. Aujourd'hui encore, l'avenir est sombre pour les salariés français du groupe américain: «*Il y a des signes avant-coureurs: des salariés sans activité, des postes supprimés dans le reste du monde, on nous demande de prendre des congés sans solde…*»

Enfin, chez Continental, seule la durée de travail avait augmenté fin 2007 pour pérenniser le site de Clairoix (Oise) mais, peine perdue, le groupe allemand a annoncé la fermeture du site deux ans plus tard et le licenciement de ses 1.120 salariés. Pas vraiment de bonne augure pour leurs homologues de General Motors. (20minutes.fr 20.07)

Complément d'un internaute.

En 2007 sabena technics fait signer à deux syndicats (CGC et FO) un accord faisant travailler les salariés 39 heures payées 35 heures. Vous savez, la société ou le monsieur du "travailler plus pour gagner plus" fait préparer son bel avion. Même M.Xavier Bertrand à l'époque (19/10/2008) avait jugé cet accord "inacceptable et chantage à l'emploi". Aprés trois années de substantiels bénéfices l'actionnaire annonce même qu'il pourrait revendre l'entreprise.

**Production mondiale d'acier.**

La production mondiale d'acier brut a augmenté de près de 28% sur les six premiers mois de l'année, mais le rythme de croissance a continué de ralentir en juin à mesure que les aciéries à travers le monde ont revu à la baisse leurs programmes de production.

Les analystes pensent que cette décélération va aller en s'accentuant au cours des mois à venir avec la pause estivale et des indicateurs suggérant une fragilisation de la reprise économique.

La production d'acier brut sur la période janvier-juin a atteint 705,8 millions de tonnes contre 551,9 millions il y a un an, selon des chiffres de l'Association sidérurgique mondiale publiés mardi.

La production du premier semestre 2010 est même supérieure de 7,2% à celle de la même période 2007, année où la production totale d'acier avait atteint un record historique annuel de 1,346 milliard de tonnes sur fond de forte croissance chinoise. (Reuters 20.07)

**Brésil. Bonnes vacances !**

Près de 25.000 personnes sont mortes victimes d'actes de violence en trois ans dans l'Etat de Rio de Janeiro qui compte 17 millions

d'habitants, selon les chiffres collectés par l'ONG Rio de Paz.

L'Etat de Rio est l'un des plus violents du Brésil, pays qui enregistre chaque année plus de 40.000 assassinats, soit un taux annuel de 23,8 homicides pour 100.000 habitants, selon des chiffres publiés en 2009 par le ministère de la Justice. (Lepoint.fr 20.07)

---

**Le 22 juillet**

Une courte causerie rédigée hier soir, je n'ai pas trouvé le temps de la terminer.

Si vous avez suivi l'activité sociale des derniers jours, l'appel des dirigeants de la CGC de participer à la journée d'action du 7 septembre ne vous aura pas échappé. Il témoigne du refus des adhérents de ce syndicat représentant les couches moyennes de se sacrifier davantage pour assurer la survie du capitalisme.

Peut-on en déduire pour autant que les couches moyennes et la petite-bourgeoisie seraient prêtes à se ranger au côté du prolétariat contre le capital, il ne faut pas aller trop vite en besogne. On a là une indication sur les doutes exprimés par une frange croissante de cette couche des exploités envers l'avenir que lui réserve le capitalisme et plus précisément son représentant, Sarkozy et son parti l'UMP.

Toujours est-il que lorsque l'on lit quotidiennement des dizaines de commentaires d'Internautes sur les blogs du Monde, de l'Express, du Figaro ou du Point ou encore de Libération qui ne sont pas particulièrement classés à "gauche", on s'aperçoit qu'une multitudes d'entres eux qui n'hésitent pas à rappeler qu'ils ont voté pour Sarkozy et déclarent maintenant qu'ils sont littéralement en guerre contre lui en souhaitant qu'il ne finisse pas son mandat, dans des termes d'une violence à côté desquels mes critiques envers les dirigeants du mouvement ouvrier sont de la guimauve ou presque. Je suis évidemment cela quotidiennement avec la plus grande attention, car on on a là véritablement la température d'une classe, qui bien que non déterminante, n'en joue pas moins un rôle charnière dans la stabilité du régime...

Ma causerie d'hier était médiocre, je n'étais pas en forme, j'étais trop préoccupé par la situation dans mon village, depuis je me suis refait une santé, ce matin les pécheurs du village voisin sont venus prendre leurs filets, moteurs et bateaux et ils ont dégagé discrètement dans leur village pourri, du coup j'ai l'esprit plus tranquille, je dis pourri pour l'avoir visité quelques fois et avoir constaté qu'il n'était pas possible de faire un mètre sur la plage sans marcher sur une dizaine de sacs plastiques ou d'autres détritus, je n'ai jamais vu cela ailleurs, c'est bien triste mais ce n'est certainement pas moi qui y changerait quelque chose. Du coup, j'ai rompu le "front unique" avec les gens de mon village une fois notre objectif commun atteint, car ce serait une grave erreur de ma part de croire qu'ils auraient changé d'attitude pour autant à mon égard, j'ai bien l'intention de ne jamais leur céder mon terrain et ma maison sur lesquels ils n'ont aucun droit de regard. Le calme est revenu, c'est le principal.

J'ai lu attentivement à plusieurs reprises l'éditorial (IO n°107) de D. Gluckstein de cette semaine. Autant je le suis sur la première partie de ce qu'il écrit, il dresse le constat qu'Hollande au nom du PS estime que Sarkozy doit aller au bout de son mandat, tout comme les députés et le projet de loi sur les retraites, sans en tirer les conclusions qui s'imposent. Au lieu de cela dans la deuxième partie, je ne comprends pas pourquoi les travailleurs devraient être "*fondés à considérer comme intolérable que les dirigeants du PS, du PCF, s'obstinent à refuser de dire clairement et nettement « retrait »*", puisqu'ils ont exprimé à une multitude de reprises à demi-mot ou très ouvertement leur soutien à la contre-réforme que veut imposer Sarkozy, donc les travailleurs savent à quoi s'en tenir en ce qui concerne ces partis qui sont vertement brocardés et à juste titre ailleurs dans ce numéro d'*Informations ouvrières*, pour finalement terminer avec une citation des *Echos* :« *Si péril il y a, il vient moins de l'hémicycle que de la rue, de cette manifestation syndicale unitaire du 7 septembre, dont les responsables de la majorité craignent qu'elle n'agrège les ressentiments.*», et si effectivement un mouvement mûrit ne faudrait-il pas lui donner un contenu et une orientation politique ? Il est l'heure d'écrire une nouvelle page de la lutte de classe des exploités qui ne peut se donner comme objectif que l'émancipation du capital et de la servitude, ce que ressentent toutes les classes, y compris certaines couches au sein de la bourgeoisie qui comprennent bien qu'à ce rythme-là l'économie mondiale court à la catastrophe, ce qui n'en fait pas des socialistes je vous rassure ou je vous le confirme.

Pourquoi ne pas indiquer si Sarkozy maintient son projet de loi au soir du 7 septembre, que seul un gouvernement ouvrier pourrait garantir nos retraites dans l'avenir ? Pourquoi ne pas donner clairement cette perspective à notre combat contre le régime dont les militants et le prolétariat pourrait se saisir ?

Les cadres se rebiffent, mais ils ont une vie de chiens, je ne souhaite à personne de le devenir, car c'est bourré de contraintes qui finissent par vous épuiser et vous user moralement. J'ai été cadre pendant 8 mois, un exploit ! Si le patron avait envie de se faire un gueuleton dans une auberge ou un manoir faisant office de restaurant à 19h, je devais téléphoner à Magueswary qu'elle ne m'attende pas pour manger car je devais l'accompagner, lui tenir compagnie et lui faire la conversation... J'ai conservé un très mauvais souvenir de cette expérience. On parle de la pénibilité du travail, elle est différente selon les postes de travail, pour certains c'est physique, pour d'autres c'est moral ou mental, les cadres ne sont pas plus épargnés que les ouvriers, certes ils ont de meilleurs salaires, mais au prix de quels sacrifices, la vie de l'entreprise passe avant la vie privée ou de famille, on a franchement l'impression d'être des esclaves, on vous le fait tellement sentir...

En tant que délégué du personnel chez U-Bix (Konica) j'ai assisté de nombreux cadres à des entretiens avant licenciement (art. L 122-12, le seul que je connaisse par coeur, et pour cause !), qui s'y attendaient depuis un moment, ils avaient été mis en condition psychologique,

officieusement, sournoisement par une rumeur que la direction avait balancée et qui était arrivée à l'oreille de l'intéressé. Il suffisait que la direction invoque n'importe quel prétexte pour les virer, c'est un peu comme pour les heures de travail, il n'y a pas de limite pour un cadre, il est censé être disponible 24h/24 et 365 jours par an pour "son" entreprise. Un matin vous arrivez dans votre bureau et il est vide, plus de dossiers, plus rien à faire, les jours ou les semaines s'écoulent ainsi jusqu'au jour où vous craquez et acceptez n'importe quelle condition pour partir, vous pouvez aussi vous retrouvez dans le même bureau que votre futur remplaçant qui vient d'être embauché, vous pouvez aussi vous retrouvez sans bureau du tout, on vous case dans un coin sans vous donner de travail, le plus efficace c'est encore de vous fournir des objectifs que vous ne pourrez jamais atteindre, c'est alors un motif de licenciement, on peut aussi doubler votre charge de travail sans vous donner les moyens pour l'assumer, du coup vous enchaîner les erreurs et les retards, la direction n'a plus qu'à les comptabiliser et quand elle estime que le compte est bon, elle vous vire pour faute professionnelle, dans ce cas-là vaut mieux négocier son départ avant c'est plus avantageux... On pense à tort que les ouvriers ou les employés sont les seuls maltraités par les patrons, en réalité c'est l'ensemble des salariés qui doivent être corvéables à merci selon eux. Je n'ai jamais bossé autant de ma vie que lorsque j'étais cadre, quelle punition ! Je me suis rattrapé en quittant la France quelques mois plus tard, fin décembre 90 ! (A suivre)

Grâce à la pluie qui est tombée les derniers jours et à l'absence de vent hier encore, j'ai gagné trois heures par jour pour bosser en plus pour le site. Hier après-midi j'en ai profité pour télécharger quelques textes des marxistes que j'ai perdus quand mon disque dur avait brûlé, j'en ai découvert d'autres dont un sur le front unique de Trotsky qui date de juillet 1922. J'ai passé la matinée depuis 7h ce matin à le lire et à le commenter. Je mettrai ce document et mon article en ligne demain si possible. Dans une des réponses aux courrriels que j'ai reçus, j'ai commis une erreur à propos de la manifestation en Russie en juillet 1917, je voulais parler d'une autre manifestation dont j'ai oublié la date, j'ai une mémoire horrible, avec mes excuses !

Merci au camarade qui m'a adressé plusieurs courriels ce matin ou hier soir. Je te souhaite bonne continuation camarade, et le bonjour à ton épouse qui je l'espère se porte mieux.

**Quelques infos en bref.**

**L'hystérique flic-président en état de "*guerre*" permanent.**

Albert Dupuy, préfet de l'Isère remercié mardi par Nicolas Sarkozy après les violences dans le quartier de la Villeneuve était en poste depuis décembre 2008. Interrogé par 20minutes.fr, il revient sur cette décision.

Comment avez-vous appris la décision de Nicolas Sarkozy de vous remplacer au poste de préfet de l'Isère? Je l'ai appris mardi soir de la bouche de Brice Hortefeux, une façon rarissime. En général, c'est le secrétaire général du ministère qui appelle. Je l'ai remercié d'avoir pris le temps de m'appeler. De son côté, il m'a rapporté la déclaration du président, qui estime que dans un état de guerre il fallait que le préfet soit un policier.

Que pensez-vous de cette décision? Je n'ai pas à la commenter, je la reçois, je l'accepte et je l'applique. Je reste préfet jusqu'au 29 juillet, mon successeur sera installé le 30. Je n'ai pas d'autre affectation pour le moment, je fais mes valises et je vais aller rejoindre ma famille à côté de Montpellier.

Considérez-vous que Grenoble soit en «*état de guerre*»? Grenoble, non. Mais la situation est extrêmement préoccupante, difficile. Il y a un malfaiteur qui est mort, même si c'est dans un contexte de légitime défense, il y a eu des tirs et des menaces de morts envers des policiers, des insultes sur les murs...

Mais pourtant, la situation semble se calmer? Oui, ça se calme. Je pense que c'est lié au fait que les obsèques du malfaiteur ont lieu jeudi. Les proches sont dans le recueillement. Ça peut repartir. Certains le disent, je n'en sais pas plus. (20minutes.fr 21.07)

Pour le PS la solution est la suivante : "*Nos concitoyens ont droit à une véritable politique de sécurité, plus efficace que l'envoi ponctuel de quelques unités supplémentaires qui sont reparties dès que les ministres ont tourné le dos.*"

Martine Aubry réclame dans un communiqué publié hier soir la tenue d'une rencontre nationale sur la sécurité. Et de conclure : "*Le moment est venu de réagir fortement*". (Lepost.fr 21.07)

Au lieu d'avoir le GIGN, la brigade anti-terroriste et une armada de CRS ponctuellement dans vos cités aux allures de ghettos, vous les aurez en permanence... Vivez heureux braves gens, le PS va transformer vos ghettos en casernes ! Ce parti n'a rien d'autre horizon à vous proposer aujourd'hui comme hier ou demain.

J'ai lu dans un autre article que les flics viraient les jeunes de cages d'escaliers jusqu'à 6 fois en une seule journée, à ce niveau-là c'est de l'acharnement ! Un gouvernement ouvrier leur proposerait de choisir entre une formation à leur convenance ou un emploi correspondant à leur qualification dans les deux cas rémunéré 1600 euros nets par mois, il mettrait fin également à ces ghettos, les familles seraient relogées immédiatement dans des habitations proche de leur lieu de travail après accord de leur part, etc.

**Une compagnie aérienne infréquentable.**

La compagnie low-cost irlandaise Ryanair a exigé mercredi que l'armée prenne en charge le contrôle aérien en France en cas de grève, "*pour que les passagers aériens innocents ne soient pas pris en otages*", a justifié la compagnie dans un communiqué. "*Le gouvernement doit tenir les aéroports vitaux de France et les services de contrôle du trafic aérien ouverts même pendant les périodes de troubles sociaux*", ce qui se fait "*dans de nombreux autres pays européens*", soulignait le porte-parole de la compagnie, qui dessert de nombreux aéroports régionaux en France et à Beauvais, en région parisienne.

En prenant l'exemple européen, Ryanair fait sans doute référence à l'Espagne, où le gouvernement a déclaré qu'il enverrait, si nécessaire, des militaires pour remplacer les contrôleurs aériens du pays en arrêt-maladie, un mouvement qu'il soupçonne d'être une grève déguisée et qui a provoqué des retards dans la région de Barcelone. (Lepoint.fr 21.07)

A plusieurs reprises cette compagnie s'est illustrée en refusant d'embarquer des personnes se déplaçant en chaises roulantes.

**Et les affaires continuent...**

Battre le consensus signifie que ces sociétés ont atteint les objectifs de croissances qu'elles s'étaient fixées.

- Les sociétés du CAC 40 devraient encore battre le consensus - Reuters
- Airbus compte dépasser son objectif de commandes sur l'exercice - Reuters
- Fiat multiplie son bénéfice trimestriel par deux - Reuters
- Faurecia relève ses objectifs 2010 - Reuters
- Plastic Omnium voit un 2e semestre "dynamique" - Reuters
- Morgan Stanley bat le consensus au 2e trimestre, le titre monte - Reuters
- United Technologies bat le consensus au 2e trimestre - Reuters
- Coca-Cola fait mieux qu'attendu au deuxième trimestre - Reuters
- Le fonds PAI est ouvert à des propositions de rachat de Yoplait - Reuters
- Berli Jucker convoite les actifs thaïlandais de Carrefour - Reuters

**Etats-Unis.**

La banque centrale américaine est prête à prendre si nécessaire des mesures supplémentaires pour soutenir la croissance compte tenu du niveau élevé d'incertitude, a annoncé mercredi son président.

"*La Réserve fédérale continue certes à organiser de façon prudente le retrait définitif des mesures d'accommodation de la politique monétaire, mais nous reconnaissons aussi que les perspectives économiques restent extraordinairement incertaines*", a déclaré Ben Bernanke devant la Commission bancaire du Sénat.(Reuters 21.07)

---

**Le 23 juillet**

Je n'ai pas le temps de faire plus aujourd'hui.

**La violence de l'Etat.**

C'est au tour des gens du voyage et des Roms d'être stigmatisés par le flic-président. On peut préciser la distinction entre gens du voyage et Roms, les premiers sont de nationalité française contrairement aux seconds qui sont les plus pauvres parmi les gens du voyage et qui sont originaires de Roumanie ou de Hongrie ou encore des pays limitrophes à ces derniers, au-delà jadis ils viendraient du sous-continent indien.

Hier en Conseil des ministres il a dit : «*Je tiendrai une réunion à ce sujet le 28 juillet. Cette réunion fera le point de la situation de tous les départements et décidera les expulsions de tous les campements en situation irrégulière*», il a donc parlé d'explusion avant même d'avoir examiné la situation. Comme l'écrit un journaliste du Post : "*l'amalgame délinquance-Roms ainsi formulé au plus haut niveau de l'État donne le vertige. (...) quand le Chef de l'Etat se trouve un os à ronger, il ne le laisse pas tomber comme ça. Nous voilà partis pour la chasse aux Roms de l'été 2010.*"

J'ai relevé ce passage d'un Internaute : "*En prenant prétexte des situations de violences pour jeter à la vindicte publique, non des personnes éventuellement responsables mais des catégories de population à priori coupables, il attise les brasiers et libère le pire démon qu'une société peut connaître: le racisme . Et ceci est d'autant plus détestable qu'il lui confère une justification politique et institutionnelle. Si le Président désigne les Roms, les Arabes ou les Africains comme groupes dangereux, pourquoi se gêner et s'interdire des propos si ce n'est des actes de racisme?*"

**Retraites.**

Le gouvernement a confirmé jeudi qu'il voulait repousser à la rentrée l'examen des mesures principales sur la pénibilité au dernier jour de l'examen du dossier des retraites en commission à l'Assemblée.

"*Comme cette question (de la pénibilité) doit être revue avec les partenaires sociaux, l'idée est d'examiner les amendements juste avant la séance publique en septembre pour tenir compte des arbitrages entre le gouvernement et les partenaires sociaux*", a expliqué la députée UMP Valérie Rosso-Debord. (Lepoint.fr 22.07)

*Le Figaro* précise la tactique du gouvernement : " *Les sarkozystes ont bien conscience que cette première étape parlementaire n'était qu'une formalité. Sans surprise, les débats ont été bouclés sans problème*". En attendant ils ont l'esprit ailleurs, et pour cause : "*Paradoxalement, la majorité semble plus inquiète par l'évolution de l'affaire Bettencourt et son volet Woerth que par la tournure du débat sur les retraites.*". Il s'inquiète " *«La gauche va matraquer Woerth à la rentrée. Tiendra-t-il le coup ?», se demande déjà un ministre*", s'il pose cette question c'est qu'elle serait dans l'air. *Le Figaro* poursuit : "*L'Élysée espère que la pause estivale fera baisser la pression*", les grandes chaleurs rendent nerveux ! " *Nicolas Sarkozy et François Fillon ont répété qu'Éric Woerth défendrait bel et bien le texte le 7 septembre. Autrement dit, qu'il ne sera pas conduit à démissionner d'ici là.*", après peut-être... "*«On est tranquille car on sait qu'il n'y a rien dans le dossier» , confie le premier ministre*", c'est le procureur Courroye à la solde de Sarkozy qui l'affirme, mais entre ce qu'il veut faire croire à la population et ce qu'elle serait prête à gober après les affaires des derniers mois le fossé n'a cessé de croître.

L'ampleur de la mobilisation du 7 septembre témoignera du degré de rupture de la la population laborieuse avec Sarkozy et son gouvernement...

**Chérèque briseur de grève professionnel.**

A propos de la grève des contrôleurs aériens : "*Je suis en désaccord avec cette grève, c'est une grève qui à mon avis n'a pas lieu d'être pour deux raisons : la première chose c'est que le gouvernement a retiré sont texte de fusion, donc je crois qu'il est temps de négocier. Et de temps en temps mieux vaut faire de bonnes négociations que de grèves qui gênent les usagers*" déclare-t-il.

"*Et puis je crois que beaucoup de personnes partent en vacances, ils sont fatigués, ils ont vécus une année difficile c'est la crise, et je crois que ben leur vacances, ils les ont méritées et ils méritent de partir. C'est pas le moment de les embêter !*" (Lepost.fr 21.07, sources: I>Télé, RTL)

Hier soir aux infos de 20h30, le journaliste sur TV5Monde Asie a affirmé le contraire de ce qu'a dit Chérèque.

**A la jaunisse des syndicats, répond "*l'appétit*" de GM...**

**1-** Trois des quatre syndicats (CFDT-CFTC-FO) de l'usine General Motors de Strasbourg, dont la CFDT, majoritaire, ont donné leur accord jeudi au projet de reprise présenté par le constructeur automobile américain, a-t-on appris de source syndicale. Les syndicats doivent signer formellement l'accord vendredi, date butoir fixée par le groupe américain. L'attitude de la CGT, qui a jusqu'ici refusé le projet d'accord, pourrait toutefois être déterminante, la firme de Detroit ayant demandé à ce que le texte soit paraphé par les quatre organisations syndicales.

"*On a toujours fait valoir qu'on était sur un recul social, mais que nous étions d'accord, CFDT, CFTC et FO, avec les conditions de reprise pour préserver l'emploi et la pérennité du site*", a précisé Jean-Marc Ruhland, secrétaire du comité d'entreprise et de la CFDT. (Lepoint.fr 22.07)

C'est la Fed qui est propriétaire, l'actionnaire majoritaire de GM à hauteur de 60%, mais ces syndicalistes inféodés au capital font comme s'ils l'ignoraient. Mailly : Retirez son mandant au délégué syndical FO de chez GM !

**2-** GM débourse 3,5 milliards pour la société de crédit AmeriCredit, un établissement de Fort Worth (Texas). L'appétit de GM est tel que le constructeur offre aux actionnaires de la firme texane une prime de 24 % par rapport au cours de clôture de mercredi soir. (Lefigaro.fr 22.07)

La direction de GM aurait tort de se gêner...

**Il faut bien remplir les caisses de l'Etat !**

Les frais d'inscription universitaire pour la rentrée 2010 vont augmenter. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a fixé par arrêté une augmentation moyenne de 2,1%.

Le montant des droits d'inscription pour les diplômes conduisant au grade de licence vont augmenter de 1,7% et ceux pour les masters de 2,5%. Le tarif de la sécurité sociale étudiante va elle aussi passer de 117 à 200 euros et le prix du ticket de restaurant universitaire de 2,90 à 3 euros. (Lepost.fr 22.07)

**Dure la crise !**

American Express fait état d'un triplement de son bénéfice au deuxième trimestre à 1,02 milliard de dollars, favorisé par la reprise des dépenses de ses clients et une baisse des défauts sur cartes de crédit. (Reuters 22.07)

**Etats-Unis.**

Les nouvelles inscriptions au chômage aux Etats-Unis ont bondi fortement et plus que prévu après deux semaines de baisse notable, selon des chiffres publiés jeudi 22 juillet par le département du travail à Washington.

Le ministère a recensé le dépôt de 464 000 nouvelles demandes d'allocations dans le pays du 11 au 17 juillet, soit 8,7 % de plus que la semaine précédente.

Depuis le début de l'année, les nouvelles inscriptions au chômage n'ont pas baissé plus de deux semaines de suite.

Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a déclaré mercredi que les créations d'emplois du secteur privé observées depuis le début de l'année étaient "*insuffisantes*" pour faire baisser réellement le chômage, qui atteignait 9,5 % fin juin.

La persistance d'un chômage élevé couplée à une croissance molle a fait ressurgir récemment les craintes d'une rechute de l'activité, qui torpillerait la reprise de l'économie américaine engagée pendant l'été 2009.

En outre, le niveau très bas de l'inflation ravive l'hypothèse d'une éventuelle déflation aux effets dévastateurs. (Lemonde.fr 22.07)

---

**Le 24 juillet**

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site ce matin, car j'ai dû faire de la plomberie ! Hier soir je me suis retrouvé sans eau ! A force de négliger la baraque, voilà ce qui arrive ! Deux vannes hors d'usage depuis plus de 5 ans se sont retrouvées complètement obstruées par un agglomérat...de terre rouge ! Il faut savoir que les canalisations sont en plastique, y compris celles de la ville, comme il arrive fréquemment qu'elles pètent, je ne vous fais pas un dessin vous avez compris où se situe le problème. Tout est délirant dans ce pays. Bon, il est 13h20 et par chance ce matin ils n'ont pas coupé le courant, du coup j'ai pu remplir entièrement le réservoir grâce au moteur.

Je mets en ligne le document sur les retraites que m'a signalé Olivier (Combattre pour le socialisme), cela me fait toujours plaisir d'avoir de tes nouvelles. (http://www.luttedeclasse.org/tribune/cps030610.pdf)

A propos du congrès de la CGT Finances Publique, deux extraits pour vous mettre en bouche :

"*Appliquant la méthode initiée au congrès confédéral consistant à ne plus décompter les abstentions (13% des voix), ce qui permet de majorer considérablement la proportion des « pour » et de minorer toute critique même partielle, les directions avaient ouvert le congrès en se prévalant d'une approbation sans précédent (pour ce qui est du syndicat des impôts) du bilan propre à chaque syndicat et de leur projet commun de document d'orientation.*

*Il faut dire que ce vote d'approbation sans précédent dans le syndicat des impôts trouve pour partie son origine dans le fait que le Parti Ouvrier Indépendant, qui y détient des positions importantes n'a pas voté contre le bilan d'activité de la direction nationale. Et ceci alors que son « bilan », c'est la prise en charge d'une des applications les plus abouties de la RGPP en ne revendiquant jamais le retrait du projet de fusion. Fusion dont la conséquence immédiate est de permettre à l'administration fusionnée de battre des records en nombre de suppressions de postes (2 départs à la retraite sur trois non remplacés en 2010) et d'être à l'avant garde de la mise en coupe réglée du statut de la fonction publique en supprimant les statuts particuliers nationaux des agents des impôts et du trésor.*

*Le POI dans le compte rendu du congrès qu'il fait dans Informations Ouvrières a le toupet d'affirmer " les délégués ont réaffirmé leur hostilité à la fusion"…. a ceci près que les prises de position contre la fusion au moment où les personnels y sont confrontés c'est une chose, une fois que c'est fait c'en est une toute autre dans laquelle les appareils excellent pour mieux dissimuler le soutien qui a été le leur. NE pas s'opposer au rapport d'activité, c'est, sur cette question décisive pour les agents, capituler. Concernant le document d'orientation, le POI a certes fait voter des amendements, mais cela lui a surtout servi à exécuter un tour de passe-passe, car au bout du compte les délégués membre de ce parti ont fini par voter, dans les A.G. puis dans le congrès, « pour » le texte « amendé ». Or l'orientation de ce texte est celle du syndicalisme de concertation avec le gouvernement.*"

Plus loin : "*Les militants du POI, sont eux intervenus sur l'axe d'une journée de grève interprofessionnelle sur les revendications… toute ressemblance avec l'appel de la direction Force Ouvrière au 15 juin ne serait pas fortuite.*

*Sur les « revendications » ? Oui mais pas une, pas celle du retrait du projet du gouvernement !*
*Et la « concertation » ? Les militants du POI ont expliqué que la rupture de la concertation ne pouvait faire l'unité et qu'il fallait en rester aux revendications…. dans lesquelles encore une fois il n'y avait pas celle du retrait du projet Sarkozy !*

*Il se trouve que le POI a aussi une influence certaine dans le syndicat FO des Finances, et par exemple à Paris.*
*Or dans un centre des Finances, une adresse aux directions syndicales ayant recueilli plusieurs dizaines de signatures fin mai a été soumise par un militant FO à la section départementale… Les dirigeants de cette section, membres du POI, ont appelé à voter contre ce texte qui a été rejeté. Que dit ce texte ?*
*« Le 17 mai, le gouvernement a rendu aux directions syndicales son « document d'orientation sur les retraites », avec les déclarations du ministre Woerth aucun doute ne subsiste sur le projet de contre- « réforme » de Sarkozy :*
*C'est la fin de la retraite à 60 ans ;*
*C'est l'allongement de la durée de cotisation ;*
*Et c'est la hausse des cotisations pour les retraites pour les fonctionnaires. Alors que nous n'avons pas de caisse de retraite, cela signifie la baisse des salaires des fonctionnaires.*
*C'est une attaque sans précédent, qui demande donc des dirigeants syndicaux une réaction d'urgence. Ce projet n'est ni négociable ni amendable, alors : prononcez vous, retrait PUR ET SIMPLE du projet DE "REFORME" DU GOUVERNEMENT,*
*Et en conséquence, rompez toutes discussions qui ne servent qu'à finaliser cette contre « réforme ».*
*Adressez vous à la direction du syndicat CGT Finances et à la Fédération de Fonctionnaires CGT pour qu'ils en fassent de même.*
*Alors, les conditions du combat pour la défense de nos retraites seraient réunies. »*

*Voilà qui est clair : ni « retrait du projet Sarkozy », ni rupture des concertations, c'est la ligne qu'applique dans les syndicats le Parti Ouvrier Indépendant.*"

Plus loin sur la question spécifique des retraites.

"*« Aucun recul n'est négociable » ? En rester là signifiait que le congrès adoptait une généralité, un couteau sans lame. C'est pourquoi un amendement a été formulé qui ajoutait à la suite de « aucun recul n'est négociable »: « C'est pourquoi notre syndicat se prononce pour la rupture des discussions, actuellement en cours, organisées par le gouvernement pour préparer son projet de loi. Il demande à l'UGFF et à la Confédération de quitter ces discussions. »*
*Cet amendement a recueilli 25 à 30 voix sur un total de délégués approchant les 400, ce qui est certes non négligeable, mais indique aussi le degré de verrouillage politique de ce congrès.*
*Et les militants du POI ont refusé de voter pour l'amendement des militants combattant pour la rupture du dialogue social.*
*Ils ont par contre voté sans hésiter la motion de la direction…. qui ne demande ni le retrait du projet de réforme gouvernemental, ni la rupture des discussions ! On peut le dire, le POI a donc joué un rôle très important dans ce congrès…au service de l'appareil.*
*C'est ce qui explique sans doute que deux de ses militants les plus connus aient même été appelés à présider deux séances du Congrès, dont la séance de clôture, ce qui en constitue un symbole particulièrement éloquent.*"

Les dirigeants du POI tels qu'ils sont pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris. Dommage !

J'ai quand même trouvé le temps en fin de matinée d'analyser rapidement un passage du derniers numéro de *Débat révolutionnaire* (NPA) avant de le mettre en ligne.

Les militants du NPA qui diffusent Débat révolutionnaire prennent position contre la rupture avec l'Union européenne. Extrait du n°33 du 23 juillet 2010 :

"*...le combat pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale posera comme une question cruciale l'attitude du mouvement ouvrier par rapport à l'Europe. Une rupture avec l'Europe de la finance et de la BCE sous la seule forme d'une sortie de l'euro et de l'Union européenne serait une impasse, sans avenir.*

*La rupture avec l'Europe de la finance c'est la perspective d'une Europe débarrassée de la dictature de l'oligarchie financière et du carcan des frontières nationales, une Europe des travailleurs et de la libre coopération entre les peuples. Seul le mouvement ouvrier, reconstruit sur des bases politiques d'indépendance de classe, est capable de construire cet avenir progressiste.*"

Comment serait-il possible au prolétariat européen de "*mettre un coup d'arrêt à la régression sociale*" orchestrée par l'UE sans rompre avec cette institution fondée pour servir les intérêts des multinationales ? En se débarrassant de la "*dictature de l'oligarchie financière*" affirment-ils. Peuvent-ils nous citer un seul exemple qui démontrerait que l'UE n'est pas une institution tournée exclusivement contre les intérêts du prolétariat **depuis le Traité de Rome** ?

La Communauté du charbon et de l'acier qui marqua les débuts de l'UE se solda par la fermeture des mines et des hauts-fourneaux, la liquidation presque totale de la sidérurgie en France. Donc le caractère ultra réactionnaire de l'UE ne date pas d'hier où de la domination écrasante de l'aristocratie financière sur l'industrie que nous connaissons depuis plusieurs décennies, parce que l'industrie financière était déjà aux commandes en 1950, l'impérialisme stade suprême du capitalisme ne date pas des crises du capitalisme des dernières décennies, mais du début du XXe siècle.

Dès l'origine de l'UE on trouvait cette orientation du capitalisme qui tendait à privilégier la recherche du profit sous le contrôle des banquiers, disons que depuis le début des années 90 cette tendance s'est confirmée et s'est amplifiée au point de devenir la seule orientation possible pour les capitalistes les plus puissants qui dominent le capitalisme mondial, face à de nouveaux concurrents auxquels ils n'entendent pas céder du terrain, encore moins leurs places.

Parole, parole, parole...

Pourquoi employer le futur quand il s'agit d'aborder la question de "*l'attitude du mouvement ouvrier par rapport à l'Europe*", parce qu'il ne faudrait pas avoir déjà engagé depuis longtemps "*le combat pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale*" orchestrée par l'UE ?

Par ailleurs, la rupture avec l'UE capitaliste ne doit pas se réduire à une rupture avec l'oligarchie financière que l'on pourrait traduire pas l'appropriation sociale sans rachat des banques, des assurances et des institutions financières, un Etat capitaliste peut très bien nationaliser banques et compagnies d'assurance sans que les rapports de production ne changent pour autant dans le pays pour les 99% de travailleurs restants, donc sans remettre en cause le régime capitaliste et sans toucher non plus aux institutions politiques en place.

Que l'appropriation sociale des banques s'accompagnent de leur contrôle par le prolétariat, c'est une nécessité, mais comment pourrait-on parvenir à une "*Europe des travailleurs*" sans que cette condition soit remplie, ce qu'admettent ces militants, mais sans nous dire comment ils comptent s'y prendre sur le plan politique pour aboutir à cet objectif, car c'est bien beau d'avancer la perspective d'"*une Europe des travailleurs*", faudrait-il encore pour y parvenir que le prolétariat de tous les pays de l'UE aient liquidé au préalable les institutions politiques et la Constitution qui gèrent de fait les rapports sociaux au sein du régime capitalisme et se portent garants du respect et de la survie de ce système économique dans leur pays respectif, dans le cas contraire, ce serait se fixer pour objectif de vivre mieux en régime capitaliste une fois mis au pas l'aristocratie financière, qui peut croire une telle fable sachant à quel point les intérêts de l'aristocratie financière et des dirigeants des multinationales sont liés, imbriqués, pour ne pas dire qu'ils sont identiques.

Pourquoi la bourgeoisie au XVIIIe siècle a-t-elle été amenée à liquider le pouvoir politique de l'Ancien régime ? Pourquoi une révolution ? Parce qu'aussi longtemps que les représentants de l'Ancien régime conserveraient le pouvoir politique, il serait impossible à la classe aspirant à devenir la classe dominante de mettre en oeuvre une politique économique correspondant à ses propres intérêts, car elle entrerait forcément en contradiction ou conflit avec celle de la classe qui détient réellement le pouvoir.

Il me semble que ces camarades n'aient pas compris que la classe qui détient le pouvoir en dernière analyse est celle qui est maître des moyens de production, et que le pouvoir politique ne peut être que le reflet ou l'expression de ce pouvoir. Le pouvoir politique ne fait que traduire les rapports sociaux (de production) existant qui reposent sur la place qu'occupe chaque classe au sein de ces rapports (ou de la production), et il est impossible de briser ces rapports sans s'emparer du pouvoir politique qui est entre les mains de la classe qui tire profit de sa position dominante au sein de ces rapports.

Au-delà, ces militants n'ont pas compris les rapports qui existent entre le combat sur le terrain économique et sur le plan politique, le premier devant être subordonné au second, d'où leur incapacité à poser clairement la question de l'Etat et du pouvoir politique, ce qui se traduit par leur incapacité à proposer une issue politique à la crise du capitalisme.

Cette position des militants de *Débat révolutionnaire* qui se refusent à rompre avec l'Union européenne aurait-elle un rapport avec l'adhésion récente du Parti de gauche au Parti de la gauche européenne (PGE) qui légimite à la suite du PS et du PCF l'UE qu'il prétendait combattre ? Il faut dire qu'en échange le PG va être financé par l'UE, inutile de commenter ! Rappelons que ces partis s'engagent selon le règlement du Parlement européen et du Conseil de l'Europe à « *respecter, notamment dans son programme et par son action, les principes sur lesquels l'Union européenne est fondée* ».

Question : la position défendue par les militants de *Débat révolutionnaire* serait-elle l'annonce d'un tournant encore plus droitier de la direction du NPA dans la perspective d'un "*rassemblement de toute la gauche*" en vue des présidentielles de 2012 dans lequel le NPA compterait jouer un rôle, tous les partis composant ce *rassemblement de toute la gauche*" devant partager la même position (fondamentale) sur l'UE, c'est-à-dire se soumettre à son joug dévastateur pour la classe ouvrière ?

Bon week-end à tous et à demain.

---

**Le 25 juillet**

Pas le temps de causer, il est déjà 14h50 et je bosse depuis 8h30 ce matin. Les infos en bref me prennent vraiment trop de temps. Bon dimanche.

**Une histoire de volaille...**

"*Un bon poulet est un poulet libre.*" La dernière campagne du groupe avicole Loué fait grincer des dents les syndicats de police.

Les Gardiens de la paix (SGP-FO) ne trouvent pas normal "*qu'un groupe avicole aussi important ait besoin d'une publicité aussi simpliste*". Dans une lettre à Loué, Nicolas Comte, secrétaire général du SGP, relaye le "*mécontentement de [ses] collègues qui sont dénigrés d'une manière les plus vulgaires*".

Selon le directeur général des Fermiers de Loué, l'objet de la campagne est d'interpeller les consommateurs sur la différence entre un poulet élevé en plein air et un poulet élevé en batterie. (Lexpress.fr et Lepoint.fr 23.07)

**Sympôme de la décomposition de la société et des tensions qu'elle engendre.**

Le nombre des gardes à vue en France a augmenté de 22,89% entre 2004 et 2009, près de deux fois plus vite que celui des personnes mises en cause, selon un rapport de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESI) rendu public vendredi.

Par grandes catégories d'infractions, l'augmentation la plus élevée du nombre des gardes à vue a concerné des atteintes à l'intégrité physique (hors vol), soit + 55,19%, tandis que la plus faible a concerné les infractions économiques et financières: + 10,03%. (Lepoint.fr 23.07)

**Parole de gitan contre parole de gendarme.**

Il s'était rendu pour donner sa version des faits. Miguel Duquenet, le conducteur qui accompagnait Luigi, le jeune gitan tué par balle par un gendarme dans le Loir-et-Cher il y a une semaine, a été écroué vendredi soir et mis en examen pour «tentative d'homicide volontaire», selon le parquet de Blois.

Avant de se rendre, il avait expliqué qu'il contestait la thèse de la légitime défense des gendarmes, qu'il n'avait pas forcé de contrôle routier, ni participé à une quelconque course poursuite.

Les gendarmes, qui ont été entendus au lendemain du drame survenu dans la nuit de vendredi à samedi, assurent de leur côté que le véhicule a refusé de s'arrêter et leur a foncé dessus par deux fois, ce qui a poussé l'un deux à ouvrir le feu.

La mort du jeune homme avait entraîné dimanche matin des violences de la part de la communauté de gens du voyages, qui avaient alors pris pour cible la gendarmerie de Saint-Aignan.

Le tribunal de Blois a condamné jeudi deux hommes pour ces dégradations, l'un à 10 mois de prison ferme, l'autre à 4 mois avec sursis. Un mineur de 17 ans a été mis en examen et laissé en liberté sous contrôle judiciaire pour les mêmes faits tandis qu'un autre prévenu a été relaxé. (20minutes.fr 24.07)

**Sortez les drapeaux rouges.**

L'outrage au drapeau français est désormais passible d'une amende de 1.500 euros sur l'ensemble du territoire, selon un décret du ministère de la Justice paru vendredi au Journal officiel.

Le décret sanctionnera le fait "*lorsqu'il est commis dans des conditions de nature à troubler l'ordre public et dans l'intention d'outrager le drapeau tricolore*", de "détruire, détériorer ou utiliser de manière dégradante" le drapeau "*dans un lieu public ou ouvert au public*". Le texte précise qu'est également puni, "*pour l'auteur de tels faits, même commis dans un lieu privé, de diffuser ou faire diffuser l'enregistrement d'images relatives*" à ces faits.

Jusqu'à présent, les seuls outrages au drapeau susceptibles d'être poursuivis étaient ceux intervenant "*au cours d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques*", c'est-à-dire principalement les manifestations culturelles ou sportives. (Lepoint.fr 23.07)

**Affaire Woerth-Bettencourt, suite.**

La banque Dexia, où l'ex-comptable de Liliane Bettencourt a retiré à sa demande 100.000 euros en espèces quatre mois avant la présidentielle de 2007, a refusé au préalable un retrait de 500.000 euros à la milliardaire, affirme l'hebdomadaire Marianne à paraître samedi.

Selon *Marianne*, qui cite des documents internes de la banque découverts lundi par les enquêteurs de la brigade financière, "*Liliane Bettencourt avait demandé à tirer non pas 100.000, mais 500.000 euros*" à la banque Dexia, en décembre 2006.

Dans un entretien accordé début juillet à Mediapart, l'ex-comptable a évoqué un financement politique illégal par le couple Bettencourt,

assurant notamment que le ministre du Travail, Eric Woerth, trésorier de l'UMP, avait reçu 150.000 euros en espèces au printemps 2007 pour financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy.

Le gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt, Patrice de Maistre, aurait rencontré Eric Woerth en qualité de trésorier de l'UMP le 19 janvier 2007, selon l'agenda de l'ex-comptable Claire Thibout, a révélé samedi le site Internet de l'hebdomadaire *Marianne*.

Dans l'agenda de Claire Thibout, dont l'hebdomadaire reproduit un fac-similé, la rencontre, à la ligne du 19 juillet à 8h30, est mentionée ainsi: «*Patrice et trésorier*».

Selon l'édition papier de Marianne datée de samedi, l'agenda du gestionnaire de fortune faisait également mention d'un rendez-vous «au café» à la même heure avec Eric Woerth.

L'agenda de Claire Thibout révèle qu'un autre rendez-vous était programmé la veille à 13h30 entre Patrice de Maistre et Liliane Bettencourt «pour donner enveloppe qui donnera à Patrice». *Marianne* affirme que «*ce jour-là, Claire Thibout se souvient avoir remis 50.000 euros en liquide dans une enveloppe à Mme Bettencourt, qui l'a ensuite confiée à Patrice de Maistre*». (Lepoint.fr et 20minutes.fr 23.07)

**"*Dans notre pays, on ne croit plus aux mots. On croit aux décisions*", Sarkozy vendredi devant les ouvriers de STX.**

**1-** M. Sarkozy s'est estimé en mesure d'annoncer que deux autres Mistral seraient construits. "*Avec nos amis russes, vous allez fabriquer les deux BPC. Le contrat, on est en train de le négocier, mais la décision de le faire, elle, est certaine…*"

Le président de la République a demandé l'embauche de jeunes et expliqué devant l'actionnaire coréen de STX qu'il refuserait toute délocalisation et transfert de technologie. (Le Monde 23.07)

**2-** La Russie maintient son exigence d'un transfert de technologie avant d'acquérir des navires français de type Mistral, a prévenu, samedi, le commandant en chef de la marine russe, l'amiral Vladimir Vissotski, faute de quoi le marché n'aboutira pas."*Ce qui est important ici, c'est que nous obtenions la possibilité d'un transfert de technologies-clés, fondamentales (...) pas seulement en matière de construction navale, mais dans d'autres domaines*", a déclaré l'amiral Vissotski à la radio *Écho de Moscou*. "*Cela est sans aucun doute la principale condition pour cette transaction. Si cela ne se produit pas, alors il n'y a aucune raison d'aller de l'avant*", a-t-il dit.

Ses propos interviennent au lendemain de l'annonce par le président Nicolas Sarkozy que la France allait construire deux puissants porte-hélicoptères de type Mistral pour la Russie. Il n'a pas cependant évoqué la question du transfert de technologie réclamé par Moscou. Ce marché portant sur la vente de quatre bâtiments de projection et de commandement (BPC) à la Russie, pour lequel les deux pays sont entrés en mars en "négociations exclusives", suscite les inquiétudes des pays voisins de la Russie, États baltes et Géorgie en tête. Une telle vente de matériel de défense à la Russie constituerait aussi une première pour un pays de l'Otan. (Lepoint.fr 24.07)

Le journal *Le Monde* relevait que les cinq navires mis en chantier ou sur le point de l'être par STX avaient été commandés par l'Etat ou avaient été subventionnés par l'Etat, l'armateur du navire italien s'est vu avancer des fonds d'une banque française avec la caution de l'Etat, la commande du navire de croisière lybien avait dû faire l'objet d'un marchandage avec Kadafi dans le cadre d'un contrat d'armement, c'est moi qui rajoute cette précision.

**Etats-Unis.**

Six banque américaines ont été déclarées vendredi en faillite par les autorités de régulation, portant à 102 le nombre d'établissements dans cette situation aux Etats-Unis depuis le début de l'année. En 2009, la barre des cent banques en faillite n'avait été atteinte qu'en octobre. (Reuters 24.07)

**Inde.**

L'Inde vient de dévoiler le prototype d'une tablette à écran tactile destinée aux étudiants dont elle espère lancer la production en 2011. Son coût: seulement 35 dollars (27 euros).

La tablette fonctionne sous Linux et n'a pas de disque dur, utilisant à la place une carte mémoire, un peu comme un téléphone portable. Elle peut être utilisée pour diverses applications comme le traitement de texte, la navigation sur Internet et les conférences vidéo. Elle propose une option énergie solaire, importante pour les régions du pays où l'accès à l'électricité pose problème, même si ce "plus" renchérit le coût de l'appareil.

L'Inde prévoit de subventionner la tablette pour ses étudiants, ce qui abaisserait son prix d'achat autour de 20 dollars (15,50 euros).

Le projet s'inscrit dans initiative éducative ambitieuse qui vise également à doter les universités du pays de connexions à haut débit et à mettre en ligne du matériel pédagogique. (AP 2407

Pendant que des centaines de millions d'Indiens doivent se contenter quotidiennement de riz entre 1 et 4 roupies le kilo que les gouvernements de chaque Etat leur vendent généreusement pour qu'ils ne crèvent pas de faim dans le cadre du Ration card, le carnet de rationnement qui fait office de Livret de famille. Dans le commerce le prix du riz est de 15 à 40 roupies le kilo selon la qualité, plus de 100 roupies pour le riz basmati. Ajoutons que les études universitaires sont payantes et hors de prix pour les familles d'ouvriers ou de paysans, un peu comme si vous deviez débourser chaque année des milliers d'euros pour simplement inscrire votre enfant à l'université en France.

---

**Le 26 juillet**

Je n'ai pas trouvé le temps de finir mon article sur le front unique, dans la semaine. En revanche je vous ai mis en ligne quelques textes de Trotsky assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline, pour ne pas laisser aux franc-maçons qui se prétendent ses "héritiers" (CCI-POI) le monopole d'y rendre hommage.

J'ai appris dans le blog du responsable du Post.fr que Jean-François Kahn avait décidé de fermer son blog car il ne supportait plus la connerie humaine qui s'y déversait quotidiennement. On peut se demander pourquoi il n'a pas utilisé le filtrage des messages avant qu'ils se retrouvent en ligne ou de les mettre en ligne, je ne sais pas trop comment cela fonctionne, j'imagine que lorsqu'il y a un filtrage les messages ne peuvent pas être mis en ligne en temps réel et le blog ne peut pas être actualisé 24h/24 non plus, dans le cas contraire cela signifierait qu'une ou plusieurs personnes se relaieraient devant un écran et ne feraient que cela.

Dans une chanson des Beatles on entendait ces paroles : "*you say yes, I say no, you say no, I say yes, you say goodbye, I say hello...*" qui résument bien le fait qu'aucun homme n'étant identique à un autre, ils seront portés à interpréter différemment le même fait ou la même expérience, c'est naturel et inévitable, c'est ce qui fait le charme et la richesse de la nature humaine, jusqu'à un certain point. Par contre ce qui l'est moins, c'est qu'on ne l'admette pas ou qu'on n'en ait pas conscience. A partir de là toutes les dérives comportementales sont possibles. L'imperfection du langage ou de la langue, ce qui n'est pas la même chose, ne présente pas un obstacle à la communication ou à la compréhension d'un message, il est même en grande partie à l'origine de son développement.

Si maintenant on a à l'esprit sur quoi repose l'existence de l'homme, de la société et de l'univers, à savoir que celle-ci repose sur un processus dialectique que l'on nomme le mouvement, le mouvement sans lequel rien n'existerait, le mouvement étant en soi le produit d'une contradiction entre deux éléments au moins ou le reflet des rapports complexes et instables qu'ils entretiennent, en constante évolution, on pourra peut-être parvenir à comprendre que les rapports qu'entretiennent les hommes entre eux reposent avant tout sur l'ignorance de leurs conditions d'existence, sur l'inconscience de leur place et de leur rôle au sein des rapports sociaux (de production) qui déterminent l'ensemble de tous les rapports qui se manifestent dans la société, de leurs faits, gestes et pensées, de l'ensemble de leur production comme aurait dit Engels dans sa jeunesse hégélienne.

Le problème de gens comme J-F Kahn, c'est qu'ils n'ont pas cette compréhension-là en tête, ils voudraient que la réalité corresponde à l'idée qu'ils s'en font. Au lieu de fonder leur réflexion sur les rapports de classe et la conscience qu'on en a qui déterminent le comportement des hommes en général, elle repose sur un a priori qui ne correspond pas à la réalité et qui leur saute à la figure, et elle se traduit dans leur discours par une confusion permanente entre ce qui correspond à une connaissance déterminée objectivement et une forme de pensée privilégiant un intérêt subjectif plus ou moins conscient ou avoué.

Leur incapacité à assumer les contradictions qui existent entre leurs paroles et leurs actes et qui donnent lieu à de violentes critiques qu'ils supportent mal, traduit sur le plan politique leur incapacité à assumer la contradiction qui existe entre leur condamnation stérile (populiste ou intéressé) des dérives du capitalisme et leur incapacité à analyser à fond le fonctionnement du système capitaliste pour aboutir à la conclusion qu'il faut le liquider, du coup ils se retrouvent attaqués de tous les côtés à la fois, par les partisans de l'ordre établi qui ne supportent pas leurs critiques, par ceux qui considèrent que leur critique de l'ordre établi ne va pas assez loin parce qu'ils y sont attachés malgré tout.

C'est le drame de tous ces républicains, démocrates, intellectuels brillants mais inconséquents, dès qu'il s'agit pour eux d'analyser à fond les rapports sociaux qui régissent la société ou les lois fondamentales qui déterminent le développement de l'humanité depuis la nuit des temps, ce qui les amèneraient à se placer sur le terrain du marxisme ou le même terrain que le marxisme, perspective impensable puisqu'ils le honissent par ignorance.

Les intellectuels ont remplacé le combat pour parvenir à une meilleure interprétation du monde et son évolution qui devrait reposer sur les bases matérielles à l'origine de toutes les idéologies, par un combat idéologique qui consiste à opposer des idées entre elles tels des philosophes ou des métaphysiciens, ce qui ne peut les conduire qu'à se débattre indéfiniment avec des contradictions inextricables et incompréhensibles pour leur auditoire.

Des camarades avaient émis l'idée que je pourrais créer un blog dans lequel des militants pourraient intervenir directement. Je leur avais répondu que je n'aurais pas le temps de m'en occuper et que je ne savais pas comment cela fonctionnait, j'avais ajouté qu'ayant constaté que tous les blogs politiques donnaient lieu à des dérives inacceptables, je n'en voyais franchement pas l'utilité. J'ai noté ce matin l'expérience d'un Internaute qui confirme mon appréciation :

"*J'ai moi-même, habitant en pleine campagne, voulu ouvrir un petit forum pour trouver à discuter, à échanger. Peine perdue, j'ai été obligée de le fermer rapidement devant tant de violence et de bêtise humaine. C'est tellement facile sous l'anonymat et derrière un écran de déverser tous ses sentiments plus ou moins vils. L'homme est un drôle d'animal pas toujours très courageux !*"

Pour finir avec une réflexion sur les intellectuels dont certains sont assimilables à des bourgeois, je pense à Jean Ziegler. Ce bourgeois, membre du Parti socialiste helvétique et rapporteur spécial des Nations Unis, proche du milieu altermondialiste, est connu pour sa dénonciation féroce des dérives du capitalisme, j'ai lu un de ces livres Les nouveaux maîtres du monde dans lequel il dresse un tabelau et un verdict sans appel contre le capitalisme, je le répète avec une violence inouïe à faire pâlir nos dirigeants. Mais incapable d'aller au bout de son analyse il finit par s'en remettre... à l'ONU comme seul recours pour sauver l'humanité du chaos et de la barbarie dans lesquels le capitalisme entraîne tous les peuples. Il manque vraiment peu de choses pour qu'il ne bascule sur le terrain du marxisme.

Ce qui vaut dans son cas vaut dans le cas de bien des démocrates ou républicains dont il a été question plus haut, il est symptômatique que sa réflexion s'arrête aux portes de l'ONU dont il est membre et dont il n'a pas dû analyser sérieusement le fonctionnement depuis sa création après guerre, auquel cas s'il était fidèle à son analyse du capitalisme, il condamnerait également cette institution du capital. Il ne le peut pas parce que c'est elle qui le nourrit ! Qui nourrit J-F Kahn, de qui dépend l'existence de son journal Marianne ? Son banquier. Son banquier accepterait-il de financer un journal ou une entreprise qui prônerait le renversement du régime, on est en droit d'en douter.

Ces gens-là ne sont pas prêts à sacrifier leur confort matériel pour ce qu'ils considèrent être que des idées, alors que c'est le sort de l'humanité qui est en jeu. Il n'est pas dit que l'un d'entre eux ne franchira pas le pas un jour, cependant on ne peut pas se baser sur cette hypothèse plausible pour définir une stratégie politique, c'est vers le prolétariat qu'il faut se tourner résolument, quand on observe quelle dure réalité il doit affronter quotidiennement pour survivre, on ne risque pas de s'enfermer dans un débat d'idées qui ne peut mener que dans une impasse.

Bonne semaine à tous.

**UMPS**

Le député PS et président du Conseil général de l'Isère André Vallini a estimé dans une interview au *Journal du Dimanche* que "*La gauche et la droite doivent +déposer les armes+. Chacun devrait faire un pas vers l'autre : la gauche doit accepter sous condition la vidéosurveillance et la droite doit relancer la police de proximité*". (Lepoint.fr 25.07)

**Irak. La survie du capitalisme : exterminator !**

Selon *The Independent*, une étude récente réalisée par le Britannique Chris Busby (expert en radiation et auteur d'une étude sur le syndrome de la guerre du Golfe) fait ressortir que d'autres substances plus toxiques que le phosphore blanc ont été utilisées part l'armée américaine lors des combats de Falloujah en 2004, il y aurait bien quelque chose d'inhabituel qui serait arrivé dans la ville depuis cette époque. Les recherches — qui ont porté sur près de 5.000 personnes en janvier et février 2010 — montre désormais que le taux de cancer a été multiplié par quatre, tandis que les cancers parmi les enfants de moins de 14 ans ont été multipliés par 12. Dont les leucémies, multipliés par 38 : c'est le double de ce qui a été constaté parmi les survivants d'Hiroshima.

Autre donnée dramatique : la baisse des naissances d'enfants de sexe masculin, en chute de 18%, ce qui, selon *The Independent*, est l'indication d'un dommage génétique. Ce n'est d'ailleurs pas tant les nombres qui frappent les chercheurs, mais la vitesse à laquelle les maladies se développent.

Personne ne connaît réellement la raison de ces chiffres, mais un des responsables de l'étude estime que ce changement ne peut arriver qu'en cas d'exposition majeure à un élément mutagène. De quoi suspecter les Marines américains d'avoir utilisé des munitions qui contiennent de l'uranium, affirme le responsable de l'étude. (Slate.fr 25.07)

---

**Le 27 juillet**

Je n'ai pas le temps de causer, l'actualisation du site me prend trop de temps. Je pense sérieusement à supprimer toutes les rubriques infos et les infos en bref dès le mois d'août pour me consacrer à des articles de fond ce qui nécessite d'avoir du temps pour lire. J'aurais voulu commenter des écrits des marxistes aussi. J'aurai montré depuis août 2008 ce qu'un parti pourrait faire sur Internet, notamment, seul je ne peux pas tout faire. Ma décision est prise pour ainsi dire.

Seule la causerie sera conservée sous forme de chroniques deux ou trois fois par semaine ou de discussions sur des questions diverses. Je dois encore y réfléchir. Le mois d'août peut servir de ballon d'essai. De toutes façons, je suis lucide, le site a une audience limitée, on est dans une sacrée merde sans parti, donc quoi qu'il puisse se passer, il n'y a pas urgence en la demeure, et ce n'est pas ce que vous allez lire ci-dessous qui me fera changer d'avis.

**Prémonition, hypothèse envisagable sérieusement ou crainte du pire exprimée à haute voix ?**

Le journal patronal *La Tribune* a mis en ligne ce qu'il appelle Un récit de politique-fiction en sept dates sur le thème : Et si le président de la République s'apprêtait à se relancer par un coup d'éclat politique dont lui seul a le secret ? Cet article-fiction est d'une longueur inhabituelle. Rapidement voilà de quoi il s'agit.

La contre-réforme des retraites ne passerait décidément pas, Woerth aurait été débarqué et les manifestations monstres dans le prolongement du 7 septembre auraient dégénérées en affrontement violent avec la police, le pays serait paralysé et la situation quasi insurrectionnelle au point que La Talonnette a décidé de démissionner...

Voilà ce qu'ils lui font dire : "*Moi, le boulot je le voulais, et je l'ai eu ! J'avais cette boule, vous savez, au creux de l'estomac. Le jour où j'ai été élu, elle est partie. Le reste, c'est du superflu. Je ne suis pas là pour être aimé, je suis là pour faire mon travail. La 'big picture', comme ils disent les Américains. Je suis là pour moderniser la France. Elle en a besoin, la France. Et, honnêtement, j'ai pas mal réussi déjà non ? Alors voilà, il faut parfois savoir tout remettre en jeu. Il faut savoir repartir de zéro. Demain, je démissionne.*".

Et d'imaginer son discours à la télévision le 6 octobre : "*Mes chers compatriotes, en mai 2007, vous m'avez élu pour que j'assure la rupture avec les méthodes du passé, avec les comportements qui, si souvent, ont conduit la France dans l'abîme. Aujourd'hui, les forces de l'immobilisme et du conservatisme se liguent pour ruiner vos efforts, pour entraver la marche en avant de ce pays qui nous tient tant à cœur. J'ai fait le choix du courage et de la responsabilité. Je démissionne ce jour de mes fonctions de président de la République. Une élection présidentielle anticipée sera organisée dans les délais prévus par la Constitution. Il vous reviendra de dire si vous voulez que la France s'engage résolument dans la modernisation. J'aurais pu, comme le demandaient des esprits irresponsables dans l'opposition, vous interroger par référendum sur la réforme des retraites qu'Éric Woerth, tombé au champ d'honneur de la politique, avait lancée avec noblesse. Je préfère vous saisir de l'ensemble des questions qui se poseront dans les années qui viennent à ceux qui auront la charge de diriger la France. Parce que mon vœu le plus cher est de continuer de la servir. Pour garantir à chacun d'entre vous l'avenir auquel il a droit. Je vous remercie. Vive la République, vive la France...*" (source : La Tribune.fr 26.07)

On serait guère plus avancé, sauf si au-dessus des combinaisons des partis pour sauver le régime, les masses laborieuses parvenaient à s'organiser...

**Riches, voleurs, fraudeurs, et quoi encore ? Légitimes ?**

Le contrôle fiscal a rapporté à l'Etat français près de 15 milliards d'euros en 2009, moins qu'en 2008 et en 2007, écrivent lundi *Les Echos.*

Selon les chiffres du quotidien économique, qui cite le rapport d'activités de la Direction générale des finances publiques, les contrôles fiscaux ont permis d'engranger 14,7 milliards d'euros l'an dernier, contre 15,7 milliards en 2008 et 16,4 milliards en 2007. (Reuters 26.07)

Ils n'ont pas trouvé ces milliards d'euros dans la poche des pauvres.

**Derrière la concurrence se cache un monopole.**

Depuis le 1er janvier 2007 et l'ouverture du marché à la concurrence, EDF côtoie de nouveaux opérateurs. Mais 95% des Français ont choisi de garder les tarifs réglementés proposés par le fournisseur historique. Dans ses recommandations adressées à la France, l'AIE pousse cependant le pays à envisager leur suppression.

Dans un rapport publié lundi, elle estime que ces tarifs freinent la libéralisation du marché de l'énergie. «*Parmi les obstacles au développement d'un marché effectivement concurrentiel, le plus important est le maintien de tarifs régulés qui coexistent avec des tarifs de marché*», critique le rapport. (20minutes.fr 26.07)

Réaction d'un Internaute : "*la concurence a pour but de faire baisser les tarifs. Or plus on avance dans la concurrence, plus les tarifs augmentent, c'est quand même pas logique*". Si, quand le service en question est privatisé, c'est le côté monopolistique du capitalisme qui prime, en réalité il n'y a pas véritablement de concurrence, donc les opérateurs appliquent les tarifs qu'ils veulent. Tandis que le monopole de l'Etat favorise la notion de service, le monopole privé favorise le profit, ce qui ne veut pas dire qu'EDF entreprise nationalisée ne rapportait pas d'argent aux entreprises capitalistes qui lui fournissaient le matériel, au marché ou aux banquiers sollicités par l'Etat pour collecter les capitaux nécessaires à son développement.

**Comment virer une employée encombrante, mode d'emploi.**

Marie Pezé est victime de ce qu'elle a combattu pendant 13 ans. Spécialiste des souffrances au travail, psychanalyste et docteur en psychologie, elle a été licenciée, mardi 20 juillet, du Centre d'accueil et de soins hospitaliers (Cash) de Nanterre. La raison? "*Inaptitude définitive*".

Handicapée physique depuis la fin des années 90, Marie Pezé n'avait pas le droit de porter de lourdes charges et devait éviter au maximum les "*va-et-vient*". Une condition fixée par la médecine du travail pour que la spécialiste puisse continuer d'exercer son activité. Accumulant les pépins de santé, Marie Pezé, avec l'appui de son médecin du travail, a réclamé des aménagements, comme la mise à disposition d'un secrétariat.

Si certains de ces agencements ont été pris en compte, la charge de travail de la spécialiste est allée crescendo: le nombre de ses consultations pour "*souffrance au travail*" ne cessait d'augmenter. Un climat délétère a fini par s'installer entre elle et sa hiérarchie. La psychanalyste accumulait les arrêts maladie jusqu'à ce que la médecine du travail la déclare "définitivement inapte à son poste", à la mi-juin. Faute de lui trouver un autre emploi, plus adapté, la direction de l'établissement l'a renvoyée. (Lexpress.fr 26.07)

Au lieu de prendre en compte son handicap et réduire sa charge de travail, la direction en a rajouté pour lui pourrir la vie et la faire craquer, résultat : ambiance délétère, donc arrêts de travail plus nombreux, condition qui devait déterminer la décision du médecin du travail : inapte, donc virée !

Je vous ai parlé de la situation des cadres dans un précédent courriel, j'ajoute un mot. Pour virer un cadre, saviez-vous qu'un patron peut invoquer ses mauvaises relations avec lui ? C'est suffisant. Autre cas qui m'est revenu à l'esprit, il suffit que vous émettiez un avis négatif ou des réserves sur la politique de l'entreprise pour qu'on décide que vous ne serez peut-être pas le meilleur cadre pour la mener à bien : viré ! J'ai été témoin de ces deux cas une bonne dizaine de fois, les cadres en question ont été amenés à négocier leur départ discrètement, le lendemain matin ils ne faisaient déjà plus partie du personnel.

**Régime policier.**

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé lundi avoir déposé plainte contre deux sites internet hostiles à la police.

Selon une source proche du ministère de l'Intérieur, il s'agit de juralibertaire.over-blog.com et grenoble.indymedia.org.

Le ministre a dit avoir déposé plainte pour «*injure et diffamation publiques contre la police*». «*Il y a des campagnes qui me choquent et que je ne laisserai pas passer*», a-t-il expliqué. Selon lui, le contenu de ces sites «*porte atteinte à l'honneur de la police*». «*Les policiers sont traités de "troupes d'assassins" et la BAC est traitée de "bande armée de criminels*», a-t-il précisé. Sur le portail du premier de ces deux sites, apparemment proche du mouvement anarcho-autonome, on peut notamment lire: «*la police travaille... à l'apartheid social*». (Libération.fr 26.07)

Interdit de siffler La Marseillaise, interdit de piétiner le drapeau des Versaillais, interdit de critiquer la police, interdit de retourner au flic-président ses propres insultes, par contre les sites Internet faisant l'apologie de perversités sexuelles, du racisme ou de la xénophobie, du fascisme, etc. sont autorisés car ils servent les intérêts de leur République.

Le flic de service fait son métier avec plus ou moins de zèle, il n'est pas responsable des lois qu'on lui demande de faire respecter, donc il ne faut pas le confondre avec le flic-président qui pond tous les quatre matins une loi liberticide qu'ensuite les policiers doivent appliquer en se mettant évidemment une grande partie de la population à dos. Il faut noter que ce ne sont pas des policiers qui portent plainte ici mais le ministre de l'Intérieur.

On plaisante souvent sur les policiers, on n'aime pas la police en général parce que lorsqu'on a à faire à eux, c'est le plus souvent pour se faire verbaliser ou taper dessus, donc ce n'est pas agréable. Ce n'est pas le policier en soi après lequel on doit en avoir, il y en a qui adhèrent à l'Unsa ou à FO, d'autres à Alliance ou l'Honneur de la police qui est encore plus à droite, mais après les missions à caractère répressive ou liberticide que leur confie l'Etat, ne tombons pas dans le gauchisme, là aussi il faut faire la part des choses.

**Etats-Unis.**

Les ventes d'habitations ont bondi de 23,6% pour s'élever à 330.000 unités en rythme annualisé par rapport au chiffre de 267.000 finalement publié pour le mois de mai.

Malgré le rebond, le rythme de juin n'en reste pas moins le deuxième plus faible niveau enregistré depuis le début du suivi de cette statistique en 1963.

En pourcentage, ce rebond est le plus fort observé depuis mai 1980. Il se compare à une chute sans précédent de 36,7% du mois de mai.

Le nombre de logements neufs en vente est tombé à 210.000, le plus bas depuis septembre 1968. Le prix médian d'un logement neuf a reculé de 1,4% à 213.400 dollars. (Reuters 26.07)

**Etats-Unis. Eliminator.**

**1-** Le président afghan a accusé lundi les forces internationales d'avoir attaqué à la roquette et tué 52 «civils innocents» dans le sud de l'Afghanistan.

Samedi, deux habitants interrogés par un journaliste de l'AFP à l'hôpital de Kandahar, dans la province voisine, avaient affirmé qu'une quarantaine de civils pourraient avoir été tués et blessés la veille et que les roquettes avaient été tirées par des hélicoptères des forces internationales.

Selon les deux témoins, des habitants avaient quitté leur village sous la pression de talibans assurant qu'une attaque de l'Otan était imminente. Les habitants avaient alors trouvé refuge dans un village voisin, qui a été bombardé par l'Otan, selon eux. Abdul Ghafar, 45 ans, a déclaré avoir perdu «deux filles, un fils et deux soeurs» dans l'attaque.

Avec six autres familles, ils avaient fui leur village et s'étaient réfugiés à 500 m, dans le village de Regey. Vers 16h30, «*les hélicoptères ont commencé à tirer sur une maison et tué quasiment tout le monde à l'intérieur*», a-t-il affirmé. (20minutes.fr 26.07)

**2-** Dimanche, le site WikiLeaks a mis en ligne quelque 91.000 documents militaires américains confidentiels sur six années de guerre en Afghanistan, faisant notamment état d'opérations secrètes contre des talibans et d'incidents sur la mort de civils n'ayant pas été rapportés.

Le fondateur du site web WikiLeaks Julian Assange a déclaré lundi que des documents militaires américains confidentiels diffusés sur Internet semblaient contenir des preuves de crimes de guerre commis en Afghanistan. "*Il revient à un tribunal de décider*" s'il s'agit de crimes, a-t-il expliqué à des journalistes. (AP 26.07)

---

**Le 28 juillet**

Pas de causerie.

Hystérie sécuritaire à la tête de l'Etat et c'est reparti de plus belle pour créer un climat de psychose généralisé et tenter de rassembler le bon peuple de France autour de "son" monarque déjà usé.

**1- L'Etat français, Sarkozy responsable de la mort de Michel Germaneau... s'il est mort !**

- Mort de l'otage français Michel Germaneau: Sarkozy dénonce un "*assassinat programmé*" - AP

- François Fillon: «*Nous pouvions penser que Michel Germaneau était déjà mort*» - 20minutes.fr

- Sarkozy promet des représailles après la mort de l'otage français au Sahel - LePoint.fr

- Michel Germaneau assassiné? "*On ne le sait pas*" - Le Post.

Alors que Sarkozy avait justifié l'escapade militaire au Mali par la mort certaine qui attendait Michel Germaneau selon un ultimatum de ses ravisseurs, le lendemain Fillon déclarait qu'avec Sarkozy il pensait qu'il était déjà mort, dans ce cas-là le prétexte à l'opération militaire avancé par Sarkozy pour tenter de le libérer ne tenait plus, pour ensuite, une fois cette grave erreur d'appréciation de la situation sur place ayant peut-être précipité la décision de ses ravisseurs de l'exécuter, se rabattre sur des représailles histoire de faire oublier la responsabilité de Sarkozy et son gouvernement dans sa mort sur laquelle personne ne sait rien au juste, car après tout il est peut-être encore vivant !

A en croire le va-t-en-guerre Sarkozy, ils n'avaient jamais eu de contacts avec les ravisseurs, ils ne savaient pas ce qu'ils réclamaient, ils ne savaient pas ou était détenu Michel Germaneau, bref, ils ne savaient rien mais ils ont organisé ce raid qui a tourné au fiasco une fois de plus.

En attendant, cela permet de justifier le maintien de Vigipirate au niveau maximum sur une grande partie du territoire, et après le Karcher, la "racaille" des banlieues, les sans-papiers, les femmes voilées, les Roms et les gens du voyage, la menace d'Al-Qaïda Maghreb est à votre porte ma brave dame, le FN vous le dit, nous à l'UMP nous sommes au pouvoir, faites-nous confiance, on est en guerre...

**2- A cas "*extrême*", mesure "*extrême*".**

Des mesures ont été prises pour protéger les familles des policiers de Grenoble menacés de mort après la fusillade dans le quartier de La Villeneuve, ainsi que pour retrouver les auteurs de ces menaces, déclare François Fillon.

"*On est en face de gens extrêmement dangereux, extrêmement violents, et donc nous allons donc devoir répondre avec une extrême*

*détermination*", a-t-il dit.

Selon *Lepoint.fr*, plusieurs policiers feraient l'objet d'un "*contrat*" et la plupart des 45 hommes de la BAC de Grenoble ont obtenu d'être mis "au repos" et certains d'être mutés.

"*Pour les remplacer, on a fait appel à d'autres BAC, notamment celles de Lyon et de Marseille*", écrit le site de l'hebdomadaire, selon lequel les policiers auraient appris qu'un lance-roquettes circulerait dans la cité.

Des syndicats de police ont souligné récemment que ce type de menaces était courant dans les banlieues sensibles, raison pour laquelle les organisations recommandent aux fonctionnaires de ne pas vivre à proximité de leur lieu de travail. (Reuters 27.07)

**3- L'Etat dit la menace intimide la pègre.**

Un local municipal dans le quartier sensible de la Villeneuve à Grenoble (Isère) a été incendié dans la nuit de lundi à mardi, a-t-on appris de source policière et auprès de la mairie. Ce geste criminel qui n'a pas fait de blessé. (AP 27.07)

**S'ils avaient pu lui tirer dans le dos...**

Les avocats de la famille de Luigi Duquenet, le gitan tué par balle par un gendarme à un contrôle routier dans le Loir-et-Cher dans la nuit du 16 au 17 juillet, ont déposé plainte auprès du doyen des juges d'instruction de Blois, a-t-on appris, mardi, auprès d'eux.

Ils ont demandé au juge d'instruction Xavier Girieu une reconstitution des faits. Selon eux, la victime aurait été atteinte au cou et de profil. "*Nous voulons connaître les circonstances du tir*", ont-ils dit. (Lepoint.fr 27.07)

**Chômage.**

Le nombre des demandeurs d'emploi dans la catégorie A, qui regroupe les personnes sans activité et en recherche active d'emploi, a diminué de 8.600 (-0,3%) le mois dernier en métropole, à 2.691.000, après une augmentation de 0,8% en mai.

Par rapport à juin 2009, il croît de 6,9%.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre augmente de 0,4% en variation mensuelle en juin (+15.600 personnes), comme en mai, pour une hausse de 9,3% d'une année sur l'autre.

"*Fin juin 2010, en France métropolitaine, 3.958.500 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4.201.100 y compris Dom), dont 2.691.000 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.267.500 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C)*", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans un communiqué commun.

Pour les catégories A, B et C, le chômage des jeunes augmente encore de 2,6% sur un an.

Chez les plus de 50 ans, le chômage s'est accru en catégorie A de 19,1% sur un an et de 17,9% pour les trois principales catégories.

Le nombre de chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus pour les catégories A, B, C - a augmenté de 29,1% sur un an. (Reuters 27.07)

**Une particule en remplace une autre sous l'uniforme, comme au bon vieux temps de l'Ancien Régime.**

Xavier Bout de Marnhac remplacera un autre Français, Yves de Kermabon, comme chef de la Mission européenne de police et de justice au Kosovo (Eulex), a annoncé mardi une responsable de l'Union européenne. (AP 27.07)

**Prisonniers de la concertation.**

Le ministère de la Justice a annoncé lundi soir que 23 petites maisons d'arrêt vétustes, représentant environ 9.000 places, seront fermées "*pour la plupart entre 2015 et 2017*", tandis que 14.000 places seraient ouvertes dans une vingtaine d'établissements.

Les 191 prisons françaises sont régulièrement critiquées en raison de leur surpopulation (62.113 détenus au 1er juillet pour 56.400 places), leur vétusté fréquente, voire leur saleté, et un fonctionnement inadéquat vu comme à l'origine d'un nombre de suicides record en Europe - 115 en 2009 et 76 depuis début 2010 selon l'association Ban public.

Les syndicats disent ne pas être opposés au principe d'une refonte de la carte pénitentiaire mais déplorent ne pas avoir été consultés sur le choix des établissements à fermer et voient derrière le projet des motivations purement économiques.

"*Nous n'avons été associés à aucune réflexion. Cette annonce est faite un lundi soir à la fin du mois de juillet. Il y a de la part du gouvernement une volonté de faire ça dans son coin, sans concertation*", a dit à Reuters Céline Verzeletti, secrétaire général de la CGT Pénitentiaire.

"*Nous sommes d'accord pour la fermeture de prisons vétustes, mais nous demandons qu'elles soient remplacées à proximité par de petites structures de 200 places et non pas des grandes institutions de 700 ou 800 places*", explique-t-elle.

Pour les organisations syndicales, dont l'UFAP (Union fédérale autonome pénitentiaire), c'est la taille des futures prisons qui va constituer le principal problème.

Les grandes structures pénitentiaires sont moins favorables au travail de réinsertion et "*d'humanisation*" car elles génèrent plus de tensions, plus de violences entre les détenus et plus de suicides.

"*On va créer des places mais pas dans des conditions idéales pour la population pénale", a dit Stéphane Barraut, secrétaire général adjoint de l'UFAP sur i-Télé. "Nous sommes favorables à des établissements à taille humaine et pour l'instant ce n'est pas ce vers quoi on se dirige*", a-t-il ajouté.

"*Il est clair que construire une prison de 800 places coûte moins cher que d'en construire quatre de deux cents places*", note Céline Verzeletti.

Pour FO Pénitentiaire, l'annonce de Michèle Alliot-Marie est perçue comme un déclenchement des hostilités car elle porte "*un grave coup aux personnels et à leurs familles*" en les obligeant à des déplacements plus longs pour se rendre sur leur lieu de travail.

Le syndicat appelle "*dès à présent tous les personnels à se préparer au vent de fronde qui va se lever pour renverser (...) les fossoyeurs du système pénitentiaire*".

La CGT annonce qu'elle va tenter d'explorer différentes voies de négociation mais n'exclut pas devoir recourir à une "*mobilisation forte*" si cela est nécessaire.

Sur son site, l'UFAP/UNS dit prendre acte de l'annonce du ministère de la Justice et réitère son opposition à une politique "*quantitative, économique et antisociale*". (Reuters 27.07)

S'il ne s'agit que d'associer les syndicats aux décisions du gouvernement, que cela ne tienne, monsieur Sarkozy s'il vous plaît, faites le nécessaire, si possible en concluant votre réunion par un bon repas bien arrosé, et n'oubliez pas les cigares, tous les participants en graderont un excellent souvenir ! Décidément tout est bon pour collaborer avec le régime, pourquoi pas sur la couleur du papier à chiottes ? Et après il nous parle de "*mobilisation forte*", c'est l'orientation générale du syndicalisme qui est insupportable.

**Privatisation du nucléaire.**

Un rapport sur l'industrie nucléaire française remis en mai à Nicolas Sarkozy juge celle-ci menacée si des mesures d'urgence ne sont pas prises pour la redresser, selon une synthèse publiée mardi par l'Elysée.

Il conforte le modèle "intégré" d'Areva mais souligne que cela ne dispense pas le groupe "*d'achever (sa) rationalisation*" et d'aller vers une "*meilleure maîtrise des coûts*".

Il plaide pour l'ouverture de la filière nucléaire aux investisseurs privés, la condition étant de créer des conditions de rentabilité attractives.

"*Vouloir créer les conditions économiques d'un financement privé du nucléaire n'est pas un choix idéologique mais un principe de réalité*", écrivent ses auteurs, pour qui le développement de cette industrie "*ne se fera plus par un vaste programme national piloté par l'Etat*". (Reuters 27.07)

**14,2 millions d'euros pour service rendu... et même pas viré !**

Pour remercier le futur-ex DG de ses bons et loyaux services, le directeur général de BP, Tony Hayward, ce dernier touchera quelque 1,045 million de livre d'indemnités (1,2 million d'euros), soit un an de salaire, conformément aux pratiques du groupe.

Il recevra également ses droits à la retraite accumulés en cours de carrière. Ces derniers s'élèvent à 10,8 millions de livres (13 millions

d'euros), soit 584.000 livres (697.000 euros) versés annuellement à partir de ses 65 ans.

Au total, Tony Hayward va donc toucher 11,8 millions de livres, soit 14,2 millions d'euros, de la part de BP, sans compter ses actions dans le groupe. Il en détiendrait 576.000, plus une série d'options d'achat d'actions accumulées au cours de sa carrière. D'après un calcul de l'AFP, ces actions valaient ce mardi environ 2,4 millions de livres, soit près de 2,9 millions d'euros.

Tony Hayward prendra la direction non exécutive de TNK-BP en Russie. (20minutes.fr 27.07)

---

**Le 29 juillet**

La causerie dans l'article sur GM.

**Affaire Woerth-Sarkozy- Bettencourt. Même pas un soupçon d'ingratitude chez La Talonnette...**

Le dossier d'attribution de la Légion d'honneur à Patrice de Maistre, ancien employeur de l'épouse du ministre du Travail Eric Woerth, a été saisi par le parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine), apprend-on auprès du cabinet du procureur.

Patrice de Maistre a reçu la décoration des mains d'Eric Woerth fin janvier 2008, deux mois après l'embauche pour 200.000 euros par an de Florence Woerth dans sa société Clymène, qui gère la fortune de Liliane Bettencourt, l'héritière de L'Oréal.

La décoration a été attribuée sur le contingent du ministère de l'Economie.

Florence Woerth a nié tout arrangement mais confirmé que c'était bien Patrice de Maistre qui lui avait proposé cet emploi à l'été 2007, soit quelques semaines après l'arrivée de son mari au Budget.

Patrice de Maistre a expliqué qu'Eric Woerth lui avait préalablement demandé de voir son épouse pour parler de l'évolution de sa carrière.

L'enquête a montré qu'à l'époque et depuis au moins 2006, Patrice de Maistre remettait des chèques de Liliane Bettencourt à Eric Woerth au titre du financement légal de l'UMP dont il était trésorier. (Reuters 28.07)

**Après le tête de Turc, la tête de Rom de Sarkozy.**

La réunion sur « *les gens du voyage et les Roms* », convoquée par Nicolas Sarkozy après les heurts dans le Loir-et-Cher, a eu lieu ce mercredi après-midi 28 juillet.

Première décision prise: le démantèlement d'ici trois mois de la moitié des quelque 600 «*camps ou squats*» illégaux recensés en France, a annoncé Brice Hortefeux . Dans un communiqué, l'Elysée parle de 200 camps pour les seuls Roms, originaires de l'est de l'Europe.

Deuxième mesure, le gouvernement va procéder «à la reconduite quasi-immédiate des Roms qui auraient commis des atteintes à l'ordre public ou à des fraudes en direction de la Bulgarie ou de la Roumanie».

Troisième mesure, l'exécutif promet en outre d'«*affecter dix inspecteurs du fisc afin de contrôler la situation des occupants de ces camps illicites et illégaux*». Car, a dit Brice Hortefeux , «*beaucoup de nos compatriotes sont à juste titre surpris en observant la cylindrée de certains véhicules qui traînent les caravanes*». (20minutes.fr 28.07)

Autrement dit les gens du voyage sont soupçonnés d'être des voleurs potentiels, des trafiquants, des délinquants, etc., l'hystérique du Palais va donc les faire contrôler... y compris par le fisc qui avait "oublié" de contrôler les affaires de Liliane Bettencourt au cours des trois dernières années, c'est étrange, cela correspond justement avec la durée que vient de passer Sarkozy à l'Elysée !

**Compromission un peu trop tapageuse pour les Verts.**

Rama Yade aux Journées d'été des Verts ?! À première vue, ça a tout l'air d'un canular. Eh bien non ! L'idée vient de Daniel Cohn-Bendit.

L'initiative n'a pas fait rire tout le monde. Hier, la nouvelle a créé un vent de panique chez les écolos. Sur des e-mails internes à Europe Écologie, que *Le Point.fr* a pu consulter, les critiques allaient bon train. Certains n'osant pas y croire : "*Vous êtes sûrs ? N'est-ce pas une blague de mauvais goût ?*" ; "*J'avoue que les bras m'en tombent*". D'autres s'indignant de la venue d'"*une ministre de Sarkozy*" : "*Cette invitation à droite est du n'importe quoi, alors pourquoi ne pas inviter Sarko, Fillon, etc. ?*" ; "Franchement, c'est très déprimant. Où allons-nous ?"...

Alors qu'une pétition était en cours de rédaction, la réponse de Dany n'a pas tardé. Il vient d'annoncer en fin de matinée qu'il annulait la tenue du fameux atelier "*foot*" auquel devait participer l'euro-député Yannick Jadot, Dany Cohn-Bendit et Rama Yade. (Lepoint.fr 28.07)

**OGM : coup de force de La Commission européenne.**

La Commission européenne a autorisé mercredi 28 juillet la commercialisation dans l'Union européenne de six maïs génétiquement modifiés utilisés pour l'alimentation humaine et animale, faute d'accord entre les Etats membres sur une position commune.

"*La Commission fait une proposition pour autoriser la commercialisation. Les Etats doivent (ensuite) se prononcer à la majorité qualifiée et s'ils ne parviennent pas à s'entendre pour ou contre, la Commission est obligée de les autoriser*", a expliqué un de ses porte-parole, rappelant les règles en vigueur au sein de l'Union européenne.

Lors d'une réunion des ministres de l'agriculture, le 29 juin, aucune majorité ne s'était dessinée pour ou contre l'autorisation de trois maïs hybrides développés par le groupe américain Pioneer, de deux maïs de Monsanto et du Bt11xGA21, de Syngenta. De même, aucune majorité n'a pu être dégagée sur une demande de renouvellement d'une autorisation du maïs Bt11. La Commission a donc tranché, mercredi, un mois après ce constat d'échec, "*pour sortir de l'impasse*", a souligné le porte-parole. Les autorisation sont valables dix ans.

Les maïs concernés sont destinés surtout à l'alimentation animale et ont obtenu un avis scientifique favorable. Cette autorisation va surtout permettre d'éviter le blocage des cargaisons de maïs naturels qui auraient été contaminés par des OGM, a précisé la Commission. La règle de la tolérance zéro prévoit en effet l'interdiction de débarquer dans l'UE toute marchandise dans laquelle des traces de produits OGM non autorisés ont été décelées. Bruxelles reconnaît que ce mécanisme d'autorisation est loin de donner satisfaction, car il la désigne comme "*bouc émissaire*" à la vindicte des opposants aux OGM.

L'exécutif a soumis aux gouvernements et au Parlement de l'UE une proposition pour tenter de débloquer les processus d'autorisations pour les cultures et pour la commercialisation en laissant le choix aux Etats d'appliquer ou non les autorisations de culture décidées au niveau européen. (Lemonde.fr 28.07)

**Grèce.**

Le gouvernement grec a ordonné mercredi la réquisition des chauffeurs de camions-citernes, dont la grève entamée dimanche était en train d'assécher les pompes à essence du pays

La plupart des stations-service du territoire, dont 70% de celles d'Athènes, sont à cours de carburant, selon la fédération des pompistes, des pénuries commençaient à toucher l'approvisionnement alimentaire et les voyagistes et entreprises s'inquiétaient.

Le dirigeant syndicaliste Georges Tzortzatos avait annoncé un peu plus tôt l'échec des négociations, expliquant que le gouvernement de centre-gauche avait rejeté les principales exigences des chauffeurs. Dans ces conditions, "*la grève continue*", avait-il conclu.

Les chauffeurs protestent contre le changement des règles d'attribution des licences. Ces mesures font partie du programme d'économies budgétaires imposé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international à la Grèce. (AP 28.07)

**Russie.**

Conséquence de la canicule et de la sécheresse, la Russie annonce le plafonnement des prix des denrées alimentaires de base, en prévision d'un retour en force de l'inflation à l'automne.

Plus un jour ne passe sans qu'un nouveau record de température ne soit franchi: la Russie n'avait pas eu si chaud depuis 130 ans! Vingt-trois régions ont été placées en état d'urgence par le ministère de l'Agriculture, et 20% des récoltes ont été détruites par la sécheresse soit plus de 9 millions d'hectares, l'équivalent de la superficie du Portugal. Le prix du blé pourrait doubler, selon l'Union nationale des producteurs de blé.

Craignant un effet ricochet, la Douma a donc rédigé «en urgence» une liste de 24 produits alimentaires de base dont la farine de blé, la viande, le poulet, le poisson, le lait, les œufs, le beurre, le sel et le sucre. Si leur prix de vente au détail augmente de plus de 30% en un mois, un plafond entrera en vigueur pour les trois mois suivants.

Le gouvernement a également décidé d'intervenir sur le marché en vendant 3 millions de tonnes de grain aux producteurs de viande et de lait «pour contenir les prix», explique le ministère de l'Agriculture.

Pour la première fois de son histoire, la production de blé russe s'apprêtait cette année à dépasser les États-Unis, avec plus de 61 millions de tonnes. (Lefigaro.fr 28.07)

**Etats-Unis.**

La loi devait entrer en vigueur jeudi dans l'Arizona. Ce sera finalement dans une version dépouillée de ses mesures phares. Mercredi, une juge fédérale de Phoenix a en effet suspendu les points les plus controversés de la réforme de l'immigration voté dans par Etat du grand ouest américain, en attendant qu'elle analyse le texte dans son ensemble. (20minutes.fr 28.07)

---

**Le 30 juillet**

Comme annoncé l'ensemble des infos économiques, sociales, politiques, justices et internationales sont supprimées. Disparaissent également du site les articles du Réseau Voltaire et les documents ou rapports divers qui sont disponibles sur Internet, seuls les archives seront conservés. Les causeries ne comporteront plus d'infos en bref. Cela ne signifie pas pour autant que je cesserai de suivre l'actualité quotidiennement et de lire un certain nombre de documents, rapports ou articles, au contraire j'aurai plus de temps à y consacrer. Les annonces ou infos qui figureront dans la rubrique INFO ne seront pas archivées. J'archiverai demain ou dimanche les infos et la causerie de juillet au format pdf, en attendant vous pouvez y accéder au format html dans le menu en haut de l'écran.

Pendant ces dernières années j'ai fourni un exemple de ce que pourrait être un site d'informations aussi complet que possible au service des militants, ce qui n'existe nulle part ailleurs sur Internet s'agissant de l'actualité quotidienne en France et dans le monde, avec évidemment les limites qu'imposait le fait d'avoir été seul à faire ce travail harrassant, il était possible de faire beaucoup plus et beaucoup mieux avec une équipe de militants. Qu'aucun parti ne fasse ce travail est révélateur du peu d'enthousiasme que manifestent leurs dirigeants à informer leurs militants.

Bien sûr que chacun peut se connecter sur des sites d'informations comme Google ou Yahoo news, faut-il encore avoir le temps de parcourir les centaines de titres d'articles d'agences de presse ou de médias, de télécharger les articles qui nous semblent intéressants, puis les lire en prenant le temps de réfléchir à leur contenu, puis les archiver, ce qui prend un temps considérable quand on veut le faire sérieusement. Pour les militants qui travaillent et j'imagine que c'est le cas de la plupart d'entre vous, il est impossible de se livrer à cet exercice quotidiennement. Il ne reste plus qu'à s'abonner à un quotidien papier genre *Le Monde* pour se tenir informer, mais ce n'est pas sans risque, car la presse nationale ne retient des dépêches de presse que ce qui l'intéresse ou que ce qui est conforme au besoin de sa ligne éditorialiste, c'est ainsi que des faits peuvent être tronqués et les éléments fournis inexploitables, pire ils peuvent carrément vous induire en erreur. Pour être à peu près sûr d'être informé correctement, pour bien faire il faut comparer les faits à la source, c'est-à-dire auprès des différentes agences de presse, ce qui veut dire que l'on va télécharger la même info donnée par Reuters, Associated Press, etc, c'est ce que je faisais en fonction de l'importance du sujet traité. On doit donc admettre qu'un minimum d'erreurs se glissent dans les infos que l'on collecte et que l'on répercute ensuite sans que l'on en soit responsable. Vous voyez que j'avais étudié sérieusement mon sujet avant de tenir ces rubriques ces dernières années. Si j'ai horreur qu'on me raconte des blagues, j'ai encore plus en horreur d'en raconter aux autres, tel est le principe qui m'animait.

Changer de cap n'est jamais facile. Je vous avouerais que je ne sais pas encore comment je vais organiser mon travail à présent. Une chose est sûre, c'est que je pouvais pas continuer ainsi. Je suis un peu face à une page blanche si vous voulez. J'ai bien quelques idées, mais je dois les trier et les classer par ordre d'importance. Je ne dois pas décrocher de l'actualité non plus, sinon on raconte facilement n'importe quoi ou l'on finit par se taire définitivement par crainte de passer pour un dilettante, ce dont j'ai horreur également. Il y aurait tellement de choses à faire. Je me dis à quoi bon s'attaquer ici à Sarkozy et au gouvernement puisqu'en principe tous les militants qui se connectent sur le site les combattent déjà. Et si je passe une partie de mon temps à dénoncer et combattre l'opportunisme des partis ouvriers, je risque de passer pour un démolisseur du mouvement ouvrier, alors que ce sont eux qui s'emploient à le dévoyer et à le conduire dans une impasse, c'est un paradoxe difficile à comprendre pour les militants et à gérer de mon côté en vérité. Ce travail est indispensable, donc je ne le laisserai pas tomber. Je peux aussi affiner mes positions politiques et continuer d'étudier l'ensemble des questions que je vous ai soumises au cours des dernières années, notamment sur l'orientation du capitalisme mondial, pour ce faire je pensais relire tout ce que j'ai écrit pour rassembler les passages les plus intéressants. J'envisage également de commenter des articles ou textes des marxistes, mettre en relief les leçons que l'on peut encore en tirer en précisant dans quelles contextes précis, donc en tenant compte des transformations de la société ou du monde depuis leur parution. Voilà à quoi je vais m'atteler dorénavant.

L'actualisation quotidienne du site était une contrainte telle qu'elle a désorganisé mon existence au point de rencontrer de graves problèmes que je n'aurais jamais eu autrement. Ces problèmes se sont tellement accumulés que parfois il était devenu impossible d'y apporter une solution, je vous passe les détails, entre un chat et un chien que j'ai pour ainsi dire laissé crever, un autre atteint maintenant d'une maladie de peau au point qu'il n'a plus de poils et dégage une odeur pestilentielle, il aurait fallu que j'y consacre du temps et je n'en avais pas, ma baraque qui se délabre de partout, j'ai repoussé depuis des années des travaux aussi essentiels que la toiture ou la façade qui s'effrite, alors que la rémunération d'une journée de travail d'un ouvrier était de 200 roupies par jour, elle est passé à 450 roupies, idem pour le matériel, le transport des matériaux, d'avoir tardé va me coûter plus du double alors que je n'ai pas de fric, et puis il faut savoir que lorsque des ouvriers travaillent chez vous, vous devez les surveiller en permanence, c'est obligatoire sinon ils ne font que des conneries, de grosses conneries (monter une fenêtre à l'envers !) ou ils ne foutent rien de la journée, c'est indescriptible et je ne sais pas si vous pouvez le comprendre sans le voir de vos propres yeux, donc il faut tout arrêter ou aller voir ce qu'ils sont en train de faire 50 fois en une journée, autant dire que l'on ne peut plus rien faire d'autres sérieusement, or pour actualiser le site qui n'est pas un blog, la moindre erreur d'écriture peut nécessité de

longues heures de recherche pour la trouver, la corriger ne prend pas plus de temps qu'un clique de souris, je ne suis pas informaticien.

Actualiser le site quotidiennement cela voulait dire aussi être sous tension perpétuellement, se plier à un emploi du temps très stricte dans un pays où tout est bordélique et où l'on perd forcément un temps fou, au point d'être sur les nerfs en permanence, de ne plus avoir de temps à consacrer à réfléchir au meilleur moyen de résoudre les problèmes que je rencontrai, notamment dans le village où j'habite. Je suis devenu agressif, alors que je ne l'étais pas particulièrement auparavant, ce qui s'est ressenti aussi dans mon travail politique. Et je n'évoque même pas le fait que ma compagne est handicapée, ce qui est une autre contrainte pas toujours facile à gérer, surtout quand on manque de temps. Je l'ai sacrifiée pour continuer le site, donc vous comprendrez pourquoi cela ne pouvait pas durer indéfiniment de la sorte. Je passe aussi le fait que je n'ai plus trouvé le temps de lire, de me distraire l'esprit aussi, on en a tous besoin pour décompresser et nourrir notre inspiration par de nouvelles expériences, cela pourra sembler banal de dire qu'après une balade d'une heure en moto dans la campagne on arrive à résoudre une question sur laquelle on butait depuis des jours, mais c'est pourtant ainsi que cela se passe, idem après une lecture de Balzac par exemple.

La nouvelle formule du site démarrera donc lentement, car je dois éponger le passif de ces années passées, pendant lesquelles j'ai négligé mes propres affaires, elle sera au point d'ici le début septembre, avant le début de la mousson !

Je vous souhaite un bon week-end ou de bonnes vacances.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

# Causeries août 2010

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |

---

**Le 1er août**

Deux sujets de causerie, demain plus d'infos à partir de l'actualité. Je n'ai reçu aucun courriel depuis que le site a changé de formule, à croire que tout le monde s'en fout, dont acte. Entre nous, j'espère que rien ne vous surprendra dans le cours des choses ? Et ce n'est qu'un début !

1- Après le congrès de la CGT finances publiques.

Je voudrais bien que le responsable du groupe qui publie CPS nous explique comment il analyse le refus des militants du POI de voter une motion qui appelle au retrait de la contre-réforme des retraites, pour finalement voter la motion de la direction de la CGT Finances publiques qui n'appelle pas au retrait, tandis que le POI appelle au retrait par ailleurs. Quelle explication donner au comportement des militants du POI de la CGT finances, telle est ma question.

Ce n'est pas à moi d'échafauder des hypothèses, ce sont les camarades de ce groupe qui étaient en première ligne sur cette question, c'est donc à eux de nous fournir une réponse, sinon à quoi bon nous fournir cette information ? Quand on met le doigt dans un engrenage, il faut aller jusqu'au bout, sinon cela ne sert strictement à rien, j'ajouterais qu'à défaut de répondre à cette question, ils fournissent un prétexte à leurs contradicteurs qui auront le bon rôle d'affirmer qu'ils n'ont pas suivi le déroulement des événements et qu'ils n'ont rien compris, pour un peu ils leur permettent de prétendre qu'ils se livrent à un procès d'intention à l'égard du POI en tentant de retourner la situation en leur faveur, d'où la nécessité de répondre à cette question.

J'ai évidemment une idée sur les intentions réelles du POI, mais je préfèrerais que CPS nous fournisse sa propre interprétation avant de vous livrer la mienne.

2- Sur la situation politique, très rapidement.

Combien de fois des militants n'appartenant pas aux milieux les plus défavorisés de la société, intellectuels ayant passés leur existence à se gargariser de grandes phrases auxquelles ils n'avaient jamais rien compris et s'érigeant à la première occasion en procureurs à l'instar de leurs maîtres à penser tout aussi médiocres, m'ont traité de gauchiste pour m'en prendre violemment au pouvoir en place quand je traitais Sarkozy de dictateur notamment, j'exagérais forcément et je n'étais pas le seul dans ce cas-là, tous les militants de l'avant-garde ouvrière qui avaient reconnu au premier coup d'oeil dans ce personnage minable et dangereux un représentant du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, de l'aristocratie financière, comment les dirigeants de leur cher parti (le PT à l'époque) pouvaient-ils s'abaisser à demander audience à un

dictateur, impensable voyons, le ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire était tout à fait fréquentable selon eux.

J'avais avec d'autres militants une longueur d'avance sur ceux qui aujourd'hui se rendent compte que Sarkozy était bien la copie conforme de Le Pen. Et lorsque j'ai qualifié les dirigeants de l'UMP de nazillons, ce n'était pas pour me distinguer ou pour me livrer à une surenchère langagière ou démagogique, mais seulement pour indiquer quelle orientation politique l'UMP serait forcément amenée à prendre dans les années à venir dans un contexte social dominé par la crise du capitalisme, et que dans ces conditions la rupture des relations avec le gouvernement et les institutions s'imposait immédiatement aux organisation syndicales et aux partis ouvriers, rupture qu'aucun n'envisage encore à l'heure actuelle notez-le bien, le POI organisent en ce moment même des délégations en direction des préfets qui ont pour tâche principale de relayer sur le terrain la parole venimeuse du flic-président.

Le devoir de l'avant-garde du mouvement ouvrier n'est pas de suivre (impuissant) le cours des évènements ou de commenter l'actualité après coup, mais d'indiquer aux travailleurs quelle orientation va prendre le régime en fonction du développement probable de la situation sur le plan économique, social et politique en France et à l'échelle mondiale, pour les armer théoriquement et politiquement, les organiser en vue des prochains affrontements entre les classes dans la perspective du combat pour la prise du pouvoir, la question de l'Etat et du pouvoir politique transpirant quotidiennement à travers toutes les initiatives prises par le chef de l'Etat depuis son élection (et avant), ce dont les dirigeants des partis ouvriers se sont efforcés volontairement de minimiser, d'occulter ou de nier conformément au petit-bourgeois qui sommeille en eux, qui effarouché par la tournure des évènements préfère attendre de se retrouver le dos au mur pour réagir, quand il est alors trop tard la plupart du temps, envoyant le prolétariat et son avant-garde se faire massacrer inutilement...

Quand on est incapable de caractériser avec précision la nature sociale du régime politique en place et qu'on s'en tient à des généralisations du type nous sommes sous un régime bonapartiste ou qu'en guise de clarification politique on se contente d'affirmer que le capitalisme et les institutions sont en crise depuis plus d'un demi-siècle, il paraît normal que l'on soit aussi incapable de définir une stratégie pour les combattre ou proposer une issue politique aux travailleurs à la crise du capitalisme, l'inexistence d'un puissant parti révolutionnaire ancré dans les masses traduisant à elle seul l'ampleur de l'incurie politique de nos dirigeants depuis plus de 60 ans.

Pour avoir analysé la nature sociale de la candidature de Sarkozy à l'élection présidentielle dès qu'elle fut annoncée, avant même que la dernière crise du capitalisme éclate, j'avais prévu qu'il serait amené à mettre en oeuvre une politique ultra droitière, les militants peuvent le vérifier en consultant les articles que j'avais écrits à cette époque et qui figurent toujours dans le site. L'orientation politique développée aujourd'hui par Sarkozy ne tient pas particulièrement à sa personnalité, il a été choisi par ses pairs pour conduire cette politique antisociale et répressive parce qu'il semblait être le plus qualifié pour la mener jusqu'au bout (contrairement à Chirac et au courant qu'il incarnait au sein de l'UMP), ce qu'il ne cesse de répéter comme vous l'aurez remarqué, ils l'ont choisi parce que c'était lui qui incarnait le mieux l'alliance de l'Etat et de la Bourse ou des marchés, la subordination totale de l'Etat aux besoins du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain et chinois, à l'Union européenne, ainsi ils ont estimé qu'il serait le meilleur président pour défendre les intérêts de l'aristocratie financières ce qui impliquait d'engager une guerre sans fin contre la classe ouvrière et l'ensemble de ses droits dans tous les domaines.

Qu'il en arrive à empiéter (sur) ou liquider les principes universels de la démocratie n'a rien d'étonnant, cette étape s'inscrit logiquement dans le prolongement des rapports qu'il a voulu imposer au mouvement ouvrier et que les dirigeants syndicaux ou des principaux partis se réclamant de la classe ouvrière se sont empressés d'accepter, poussant toujours plus loin la collaboration de classes au point de perdre leur indépendance de classe par rapport à l'Etat (capitaliste), mais ne parvenant pas malgré tout à museler totalement le mouvement ouvrier et le prolétariat pour faire passer sa contre-réforme des retraites et les conséquence de la crise du capitalisme, il en vient à tenter de dresser les différentes couches du prolétariat les unes contre les autres pour affaiblir la résistance de la classe ouvrière, pour la diviser et créer un climat délétère dans le pays dont il espère encore tirer profit pour terminer son oeuvre de démolition, le tout dans la perspective des élections présidentielles de 2012, bien que cette question soit finalement secondaire.

Nous savions pertinemment que rien n'était acquis définitivement sous un régime capitaliste et qu'il fallait sans cesse combattre pour conserver nos droits sociaux et politiques, mais pour avoir cessé consciemment de mener ce combat dans la perspective du renversement de ce régime et du socialisme, nos dirigeants portent une énorme responsabilité dans la situation actuelle. Si quelque part je me suis réjouis de l'élection de Sarkozy après avoir appelé au boycott de l'élection présidentielle, je pensais que la situation politique se dégraderait rapidement avec un tel hystérique à la tête de l'Etat, par contre je n'imaginais pas que les différents courants ou tendances qui constituaient l'avant-garde du mouvement ouvrier continueraient de se déchirer entre eux ou de s'ignorer comme s'il ne s'était finalement rien passé avec l'élection de Sarkozy, un président en remplaçant un autre, pas de quoi en faire un plat en quelque sorte, le train-train habituel, la routine dans laquelle la plupart des militants sont englués depuis des décennies quand ils ne sont pas totalement sclérosés.

Demain, vont-ils appeler à constituer un front unique avec les partis pourris tels le PS, le PCF ou le PG, les démocrates et les républicains, pour sauver la démocratie comme ce fut le cas en Espagne en 1936 avec le résultat que l'on sait, au lieu de se rassembler pour engager la bataille pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire constitués des partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant pour renverser les institutions et avancer sur la voie de l'expropriation du capital ?

Camarades nous allons payer très cher le prix fort de toutes ces décennies d'opportunisme, de révisionnisme du marxisme, ce refus de se situer sur le terrain des intérêts collectifs et fondamentaux du prolétariat. On nous dit que Sarkozy est revenu aux "fondamentaux" de sa campagne électorale, serons-nous capables de revenir aux principes fondamentaux du marxisme, du socialisme ? Telle est la question à laquelle chacun doit répondre immédiatement, sans délais, on ne peut accepter aucun prétexte ou argument pour s'y soustraire ou se défiler.

Nos dirigeants seront-ils capables d'avoir une réaction salutaire qui permettrait de rassembler l'ensemble de l'avant-garde révolutionnaire aujourd'hui éclatée dans une multitude de partis, tendances, courants, groupes ou comités ? Voyez-vous, l'histoire finit toujours par nous rattraper un jour ou l'autre, il arrive toujours un moment où l'heure de vérité finit par sonner, faisons en sorte qu'elle sonne le glas des institutions et du capitalisme.

On a bien entendu dans un passé récent certains dirigeants affirmer que le capital nous avait déclaré la guerre, mais force est de constater que jusqu'à présent pour répondre à cette déclaration de guerre qui depuis s'est largement transposée dans le faits, ils n'y ont pas répondu par une déclaration de guerre à un degré équivalent, ils s'en sont tenus à des déclarations qui ne sont jamais traduites sur le plan organisationnel dans les faits. On attend donc qu'ils prennent l'initiative d'un appel au rassemblement de tous les militants révolutionnaires qui se réclament du socialisme, de l'ensemble des travailleurs qui veulent en finir une fois pour toute avec Sarkozy et son gouvernement, avec les institutions de la Ve République et le capitalisme. Nous soutiendrions sans condition un tel appel à partir du moment où son orientation constituerait une rupture nette et sans appel avec l'ordre établi et s'inscrirait dans la perspective de la constitution d'un Etat ouvrier.

---

**Le 2 août**

Caractérisation précise du régime actuel.

"*Par bonapartisme, nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un "sauveur" couronné. Une semblable situation se crée dans les périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës : le bonapartisme a pour but d'empêcher l'explosion. La société bourgeoise a traversé plus d'une fois de telles périodes, mais cela n'a été pour ainsi dire que des répétitions. Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement sapé la démocratie, mais a aussi dévoilé toute l'insuffisance du bonapartisme de l'ancien type: à sa place est venu le Fascisme. Cependant, comme un pont entre la démocratie et le fascisme (en Russie, en 1917, comme un "pont" entre la démocratie et le bolchevisme) apparaît un "régime personnel", qui s'élève au-dessus de la démocratie, louvoie entre les deux camps et sauvegarde en même temps les intérêts de la classe dominante: il suffit de donner cette définition pour que le terme de bonapartisme soit pleinement fondé.*" (Bolchevisme contre stalinisme - Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique - Léon Trotsky)

En période de déclin ou de crise du capitalisme, de politiques ouvertement antisociales, de crise politique et de réaction sur toute la ligne, "*les contradictions de classes (deviennent) particulièrement aiguës*", et le bonapartisme est parvenu jusqu'à présent par "*empêcher l'explosion*", la question est de savoir comment il s'y prend. Diviser, opposer les différentes couches sociales du prolétariat entre elles, matraquer les unes, soulager les autres, l'ensemble pour le compte de la classe dominante.

Si l'Etat s'est en partie délesté de sa fonction de régulateur social collectif en limitant ou réduisant la part revenant aux budgets des ministères à vocation sociale, dans le même temps, il a veillé à faire en sorte que la majorité des couches les plus pauvres de la population ne soient pas plongées dans la misère extrême par l'intermédiaire du financement public d'une multitude d'organisations caritatives, qui prennent en charge une partie des besoins élémentaires que ces couches ne peuvent pas ou plus satisfaire par leurs trop faibles revenus, en quelque sorte, il subventionne la pauvreté dont il est responsable, pour qu'elle demeure à un niveau supportable sur le plan social pour ces couches du prolétariat et sur le plan politique pour assurer la stabilité du régime.

L'Etat tient à la fois le rôle d'incendiaire et de pompier face à ces couches les plus pauvres : d'un côté, alors qu'il porte l'entière responsabilité de la pauvreté il prétend le contraire, mieux il affirme la combattre, de l'autre, à défaut de mieux il fait en sorte que ces couches soient en mesure de satisfaire leurs besoins élémentaires à coups d'allocations, exonérations d'impôts, d'aides en tous genres par le biais d'associations qu'il finance. Le capitalisme joue de son côté le même double rôle en proposant aux plus pauvres des marchandises à bas prix et de moindre qualité (développement des magasins alimentaires hard discount) pour qu'ils aient l'impression de continuer de vivre comme avant.

Dans les deux cas, l'Etat, dans son discours pour ce qui est de sa responsabilité dans la pauvreté, dans la pratique pour ce qui est de la gestion des conséquences de sa politique antisociale, se place au côté des plus pauvres les mettant ainsi dans une situation de dépendance permanente vis-à-vis de l'Etat qui par ses bienfaits les soustrait à une situation bien pire et qu'il ne leur souhaite pas évidemment, pas plus que leur situation actuelle qu'il regrette volontiers la main sur le coeur. Retirez les allocations, les exonérations d'impôts et supprimer les aides fournies par les organisations caritatives et vous avez des millions de prolétaires réduits à la misère et à vivre dans la rue. L'Etat ne peut pas se le permettre sous peine de déclencher une guerre civile ou une révolution.

Cette largesse si l'on peut dire de l'Etat envers les plus pauvres a un prix, et comme l'Etat n'entend pas taxer davantage les plus riches, il faut bien qu'il trouve l'argent quelque part pour financer la stabilité politique du régime, il ne lui reste plus qu'à s'en prendre aux autres couches du prolétariat et à la petite-bourgeoisie.

Il y a quelques semaines environ je ne sais plus quel ministre a sorti qu'il fallait cesser de taxer les ménages des classes moyennes dont les revenus se situaient dans une tranche allant de 1.400 à 4.500 euros nets par mois. J'ignorais que cette tranche de revenus des ménages

correspondait aux couches (plutôt que classes) moyennes. Cela signifie qu'un couple au Smic et percevant des allocations logements, familiales ou autres appartient à cette couche de la population.

Je ne prétends pas qu'il faille prendre pour argent comptant ce qu'a dit ce ministre, ce n'est pas non plus parce qu'il a dit une chose qu'elle serait forcément erronée ou qu'il faudrait forcément en prendre le contre-pied, il a mis la barre un peu basse à mon avis, peu importe pour ma démonstration, on aura compris qu'il voulait parler des ménages qui disposent de revenus leur permettant de faire face à des besoins qui sortent du cadre des dépenses ou charges incompressibles, en attendant cela confirmerait qu'une grande partie du prolétariat dispose de revenus lui permettant encore de vivre normalement malgré la crise, dans des conditions plus difficiles qu'hier certes, ce qui expliquerait que cette couche intermédiaire du prolétariat qui est la plus nombreuse ne se mobilise pas massivement pour défendre ses droits sociaux, aussi longtemps qu'elle est en mesure de payer pour compenser la disparition des services publics ou la hausse des prix.

Ce ministre mentait effrontément quand il affirmait qu'il fallait cesser de taxer ces couches du prolétariat, car ce sont les seules que l'Etat peut mettre à contribution à défaut de s'en prendre au capital pour augmenter ses recettes et financer la pauvreté. Là où il rencontre un sérieux problème, c'est avec la jeunesse qui refuse d'être sacrifiée et de devoir vivre dans un état de frustration ou de pauvreté permanent, elle refuse cette injustice quand d'autres font étalage quotidiennement de leur richesse et qui plus est entendent lui donner des leçons de morale, ce qui d'une certaine manière constitue une provocation de trop envers la jeunesse et peut se traduire ainsi : si les privilégiés sont en plus des escrocs et qu'ils se soustraient à la loi, pourquoi ne leur ressemblerions-nous pas, le risque de se faire prendre en plus, mais au point où nous en sommes...

Là où les adultes acceptent de vivre dans un état d'indigence et d'assistés permanent tout en respectant l'ordre établi, les jeunes recourent facilement à des moyens individuels, discrets, plus rapides et en dehors de toutes institutions, violents et illégaux, pour assurer la satisfaction de leurs besoins qui sont parfaitement légitimes.

Pour tirer une conclusion provisoire de ce chapitre, on peut affirmer que nous sommes en présence d'une société en décomposition sans rien avoir apporté de plus à l'analyse superficielle que l'on faisait de cette société il y a déjà quelques décennies ou plus loin encore dans le passé, car la situation que nous venons de décrire existait déjà il y a un demi-siècle ou même dans les années 70, le chômage en moins, mais pour ce qui est de la pauvreté, elle était aussi étendue qu'en 2010 ou pire encore.

Quand on nous explique qu'hier encore on pouvait vivre même pauvre de son travail, tout dépend de ce qu'on entend par là, ce sont des gens qui n'ont jamais côtoyé de près la pauvreté qui tiennent ce discours ou parce qu'ils n'y ont jamais été confrontés eux-mêmes, en réalité il a toujours existé des millions de travailleurs pauvres dans ce pays, on en parlait autant qu'aujourd'hui si ce n'est plus, mais voilà nos dirigeants ont la mémoire courte ou sélective semble-t-il. Il en est de même de la xénophobie, du racisme, des discriminations envers les minorités, les jeunes, les femmes, etc.

Il y en a ainsi qui passent leur temps à refaire le monde tous les quatre matins en comptant sur l'amnésie générale qui frapperait les générations les plus âgées, tandis que les plus récentes baigneraient dans une profonde ignorance du passé, comme si les unes et les autres avaient toujours vécu on ne sait où quelque part en dehors de la société, n'en auraient jamais rien su ou n'auraient jamais eu les moyens de s'informer sur ce qui se passait réellement dans la société, bref, en dehors des dirigeants de ce pays et ceux des partis ouvriers qui savent forcément de quoi ils causent, nous serions un peuple inculte et ignorant à qui on peut raconter n'importe quelles balivernes ou servir des discours politiques éculés et cent fois réchauffés en imaginant que nous allons y adhérer.

En réalité les mêmes causes continuent de produire les mêmes effets, à ceci près que ceux-ci sont amplifiés parce que les besoins de la population n'ont cessé de croître au fil du développement du capitalisme, ce qui se traduit quand on ne peut pas les satisfaire par une accentuation du degré de frustration qui ne porte plus uniquement sur des produits de bases nécessaire à la survie quotidienne, avoir un toit, de quoi s'alimenter et se vêtir pour ce qui est de l'essentiel, mais sur des biens d'équipement ou de consommation courante qui sont devenus indispensables pour la population, comme la voiture, le réfrigérateur, la télévision, les vacances ou les loisirs, et demain l'ordinateur, le téléphone portable, etc.

Ces besoins nouveaux, on les retrouve dans le coût de la force de travail qui a augmenté au fil des ans. Le salaire que perçoit le travailleur correspond à ce qui est nécessaire au renouvellement de sa force de travail qui est incarné à son tour par l'ensemble de ses besoins et leur coût. Réduire le coût du travail engendre donc une réduction équivalente des besoins du travailleurs, on dit que son niveau de vie stagne ou diminue, qu'il dispose de moins de moyens pour consommer, que son pouvoir d'achat baisse. Là encore très souvent il peut palier cet inconvénient, par exemple en se passant de dépenses superflues, en reportant à plus tard le remplacement de certains biens, voiture ou téléviseur, il peut également recourir au marché de l'occasion ou aux soldes qui se sont développés dans tous les domaines, bref, il peut facilement se donner l'impression d'avoir conservé le même niveau de vie avant de se poser des questions politiques et de remettre en cause l'ordre établi qui en vaut bien d'autres encore pires à travers le monde.

On s'aperçoit ici que notre prolétaire en dehors des situations extrêmes s'en tire encore bien sur le plan matériel. C'est ce que pense tous les ménages qui disposent de deux revenus quel que soit leur niveau, ce que pense celui ou celle qui vit seul avec environ 1 500 euros net par mois tous revenus confondus. Quant aux plus pauvres, ils ne sont pas tous logés à la même enseigne non plus, certains se retrouvent à payer des loyers qui les étranglent littéralement, tandis que d'autres sont pour ainsi dire logés gratuitement ou presque. Oui, cela peut surprendre, j'ai deux exemples à vous donner pour l'illustrer.

Mon épouse Magueswary qui est handicapée et qui vit à Aubagne proche de Marseille, vient de se voir proposer un T2 pour 50 euros par mois, elle paie actuellement 40 euros pour un T1. Une de ces copines d'origines indiennes comme elle et qui a 5 enfants vit dans une HLM T5 et son loyer lui revient à 90 euros par mois, il n'y a pas d'erreur vous avez bien lu. Magueswary vit uniquement de son allocation handicapée, soit 700 euros par mois. En 2010, elle aura envoyé en Inde 2 000 euros auxquels il faut ajouter 1 400 euros pour deux voyages Marseille/Chennai (ex-Madras). Elle est partiellement nourrie par les Restos du coeur et le Secours populaire, et pour ce qui est des vêtements, des meubles, de la TV, etc. elle a tout obtenu en très bon état pour une poignée d'euros auprès des mêmes associations. Et comme elle est pauvre, c'est le médecin qui lui fournit gratuitement les médicaments qui ne sont plus pris en charge par la CMU. Voilà une femme heureuse de vivre en France ! Elle ne travaille pas et ne le peut pas, mais j'ose un parallèle, vous comprenez maintenant quel intérêt les patrons ont à avoir une telle main d'oeuvre à la portée de la main dont les besoins se réduisent à peu de choses ? Je n'insisterai pas sur ce sujet, c'est une question qui vous dépasse apparemment, on est dogmatique ou on ne l'est pas.

Je ne me suis pas attardé sur les couches moyennes ou la petite-bourgeoisie, en l'absence de conscience politique elles réagissent de la même manière que les autres couches du prolétariat qui parviennent encore à s'en sortir : temps qu'il s'agit de payer et qu'on le peut pour satisfaire nos besoins, pas de quoi fouetter un chat ou se mobiliser, si avec l'argent on peut tout acheter et qu'on en a encore suffisamment pour vivre confortablement tout va bien ou presque, étant donné que la consommation ou l'accumulation de biens matériels est devenue leur seule raison de vivre, certes la société est de plus en plus pourrie, violente, nauséabonde, injuste, mais quand on est enfermé dans son bureau, dans sa bagnole ou dans sa baraque, on ne pense plus à ce qui existe au dehors, ce qu'on voit à la télévision ou sur l'écran de l'ordinateur, c'est comme un mauvais film qui ne nous concerne qu'indirectement ou pas du tout...

Il faut que les gens soient frappés où cela fait mal pour qu'ils réagissent, dit-on, c'est-à-dire au porte-monnaie. Sur le plan de la conscience politique on est encore au ras du caniveau. C'est aussi le refus de revenir à une situation antérieure où l'on vivait plus mal qu'aujourd'hui qui peut favoriser la mobilisation de certaines couches d'exploités. En Inde, il y a encore 20 ans, très souvent on s'éclairait avec une lampe à pétrole, dans 9 maisons ou cabanes sur 10 il n'y avait aucun appareil fonctionnant à l'électricité, pas de téléviseur, pas de réfrigérateur, pas même de ventilateur, j'ai connu la feuille de palme que l'on agitait pour se rafraîchir un peu, aujourd'hui quand les coupures de courant s'enchaînent on assiste à des scènes d'émeutes parce qu'on ne peut plus suivre notre feuilleton préférée à la télé ou que le ventilateur ne fonctionne pas !

Pour finir, le seul gros problème du régime pour le moment c'est la jeunesse, insouciante, impatiente, indomptable et imprévisible, provocatrice ou audacieuse... Elle défit l'autorité de l'Etat, elle ne se reconnaît pas dans les institutions, elle a horreur des injustices et des inégalités, elle rejette les discours moralisateurs du parvenu qui gouverne le pays, des va-t-en-guerre qui assassinent le peuple afghan ou qui soutiennent les bourreaux du peuple palestinien.

Elle refuse d'être surexploitée par des négriers des temps modernes assoiffés de profits, elle veut tout tout de suite et elle a parfaitement raison, ce droit est légitime. En réalité la jeunesse montre la voie à suivre aux partis ouvriers dans son rejet, sa rupture avec le régime en place, mais ces derniers préfèrent s'en accommoder pour tenter de sauver ce qui est déjà perdu d'avance, leur dignité et la confiance qu'ils pourraient inspirer en prime.

Pour comprendre à quoi correspond l'arrivée au pouvoir du "*régime personnel*" qu'incarne Sarkozy, s'en tenir au rôle des appareils qui soutiennent le régime est pour le moins réducteur, c'est confondre le mouvement ouvrier avec l'ensemble de la classe qu'il est très loin de représenter et d'organiser de nos jours. On peut aussi se gargariser de formules pour finalement confondre la théorie et la réalité. En réalité, c'est l'inexistence d'un parti capable de gagner la confiance de larges masses et d'entraîner (d'unifier) le mouvement ouvrier dans le combat contre le pouvoir en place, c'est dans l'absence de ce parti que se cristallise l'ensemble des contradictions de la situation actuelle, dans la mesure où face à un gouvernement le plus antisocial des 50 dernières années et son rejet par la majorité des masses laborieuses, aucun parti n'est capable de proposer une perspective politique au-delà ou en dehors des institutions de la Ve République et du système capitaliste, autrement dit, bien que la situation porte en elle la négation du régime actuel, il n'existe aucun parti pour l'incarner ou en tout cas aucun parti n'est reconnu comme tel par le prolétariat. On pourrait ajouter d'où la crise qui secoue tous les partis.

On poursuivra cette analyse plus tard. Aujourd'hui on a vu qu'il ne fallait pas confondre les conditions objectives du capitalisme qui sont plus que mûres pour passer au socialisme, c'est la théorie retenue jusqu'à présent, avec celles auxquelles les masses sont confrontées et qui ne le sont pas pour la majorité d'entre elles, ainsi que les conditions subjectives où la manière dont elles interprètent les conditions objectives auxquelles elles sont confrontées qui ne sont pas mûres non plus.

Demain peut-être nous aborderons l'orientation du capitalisme mondial. Vous ne l'avez peut-être pas remarqué mais on entend dire de plus en plus souvent que la crise est passée, les Bourses sont dans le vert, les multinationales et les banques engrangent les profits, c'est la vérité, dans quel contexte on le sait aussi, un chômage de masse dans de très nombreux pays, mais sur quoi repose au juste cet optimisme des marchés ?

---

**Le 4 août**

J'ai reçu une réponse du principal responsable du groupe qui publie CPS à propos de l'intervention des militants du POI au congrès de la CGT finances publiques. Il m'a également transmis une lettre d'un militant démissionnaire du CCI-POI qui a rejoint leur groupe. Avant de la

mettre éventuellement en ligne et évoquer le contenu de son courriel, je dois le contacter, donc à suivre.

Je terminerai mon article sur le front unique dans quelques jours. Entre temps vous aurez eu le temps de lire (et étudier) les brefs articles de Trotsky que j'ai mis en ligne récemment et qui traitent directement ou indirectement du front unique et du gouvernement ouvrier, ainsi vous pourrez juger le contenu de mon article en connaissance de cause ou dans de meilleures conditions, mon objectif n'étant pas d'avoir absolument raison ou de manipuler qui que ce soit, ce dont chacun pourra juger librement sur pièce.

Nous poursuivons maintenant la causerie du 2 août.

- Hitler fut nommé chancelier du Reich en 1933 par Hindenburg. S'il fustigera les capitalistes comme on lance un os à ronger à un peuple désemparé et affamé, ce sera pour le compte des industriels Krupp, Siemens et Cie. qu'il gouvernera en contrepartie de leur soutien à la dictature fasciste, tandis qu'ils alimenteront la machine de guerre nazi qui broiera les peuples en Europe et en Afrique du Nord...

- Sarkozy sera en 2007 le candidat désigné des Bolloré, Bouygue, Bettencourt, Pinault et Cie., de la Bourse et de l'aristocratie financière, pour amplifier la guerre contre les droits sociaux et politiques de la classe ouvrière, il profitera des droits exceptionnels et antidémocratiques que lui confère la Constitution bonapartiste de la Ve République pour renforcer son pouvoir personnel, si nécessaire en modifiant la Constitution, pour finalement agir comme un dictateur une fois placés aux postes clés de l'Etat et de la magistrature des partisans de sa politique liberticide et répressive tournée contre le prolétariat, particulièrement contre ses couches les plus faibles, en les désignant à la vindicte publique comme les responsables de la dégradation de la situation devenue délétère du fait de sa politique antisociale...

Le PS, PCF, PG, les Verts, la LDH, le MRAP, etc, demandent plus de moyens à Sarkozy pour lutter contre "l'insécurité" et la délinquance, plus de flics et encore plus de lois liberticides au bout du compte, ils font le jeu de Sarkozy, mais aucun de ces philistins n'entend s'attaquer à l'origine sociale du problème qui conduit à la situation nauséabonde que nous connaissons aujourd'hui, car cela nécessite de liquider les institutions de la Ve République et de s'attaquer aux fondements du capitalisme, ce que ni les uns ni les autres ne tiennent vraiment.

Dans un contexte économique mondial défavorable aux économies de pays comme la France, cette situation devrait empirer dans les mois et années à venir. Pour qu'il en soit autrement dans le cadre du régime capitaliste, il faudrait que le développement économique des pays émergents et le niveau de vie de leurs population aient rejoint celui de la France ou que l'orientation du capitalisme mondial actuellement favorable aux pays en développement prenne fin pour parvenir à une sorte d'équilibre entre l'ensemble de ces pays. Mais cet équilibre précaire ou impossible à se réaliser totalement en réalité ne sera qu'une façade fragile ou temporaire dans un monde dominé par l'anarchie et la concurrence entre capitalistes.

Cela ne ferait pas disparaître pour autant les contradictions du capitalisme, au contraire, au bout du compte cela ne ferait que les renforcer à partir du moment où la source de la main d'oeuvre bon marché dans le monde se tarira et que l'ensemble de la population mondiale revendiquera l'accès pour tous aux mêmes besoins que les classes dominantes, chaque Etat capitaliste devra se retourner contre son propre prolétariat pour s'assurer le meilleur niveau de compétitivité sur le marché mondial qui sera en proie à une concurrence plus féroce que jamais.

Rien de changer en quelque sorte serions-nous tenté de dire, à ceci près que cette guerre qu'ils devront livrer contre le prolétariat sera généralisée à l'échelle de la planète, permanente et atteindra un niveau inconnu à ce jour. Les prolétaires de tous les pays seront logés à la même enseigne, ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui lorsqu'un ouvrier du textile au Bangladesh perçoit un salaire de 33 euros par mois, un ouvrier en France reçoit un salaire minimum net de 900 euros environ.

Sur le plan politique, les capitalistes de tous les continents tenteront de s'entendre et d'ériger un gouvernement mondial pour neutraliser politiquement le prolétariat et prévenir toute révolution, une fois dissoutes les institutions politiques de chaque Etat ou réduit leur pouvoir au profit d'une institutions aux prérogatives tentaculaires à l'échelle mondiale, il sera devenu difficile, voire impossible de renverser l'ordre établi ou d'avoir prise à partir d'un seul pays sur le pouvoir en place qui sera omniprésent et nulle part à la fois, insaisissable pourrait-on dire...

Il nous reste encore du temps, deux ou trois décennies avant que les pays émergents d'aujourd'hui aient rattrapé les pays comme la France, beaucoup plus, un siècle, peut-être plus, avant que l'ensemble des pays du monde aient atteint le même niveau de développement et un niveau de vie équivalent. Il est évident que dans un premier temps l'ensemble des pays les plus développés continueront de profiter de la position de faiblesse des autres pays afin de retarder le moment où ils devront s'en prendre violemment à leur propre prolétariat en dernier recours. Si des guerres seront toujours envisageables, elles n'auront plus le même caractère (d'annexion) qu'autrefois et s'avèreront de plus en plus ruineuses pour ceux qui les entreprendront.

On peut donc concevoir deux nouvelles étapes dans le développement du capitalisme qui correspondent à son orientation actuelle. Une première étape que l'on peut diviser en deux, la première partie correspondant au développement de la Chine à brève échéance maintenant, la seconde à celui des nouveaux pays dits émergents une ou deux décennies plus tard, quant à la seconde étape qui s'étendrait forcément sur une période plus longue et qui procèderait par palier, verrait l'ensemble des pays aboutir à un niveau de développement comparable à l'échelle de l'humanité.

J'ai employé le futur dans la première partie de ma démonstration et le conditionnel dans la seconde pour bien marquer qu'à l'heure actuelle on ne voit pas comment le prolétariat sans parti communiste et sans Internationale pourrait s'opposer au cours suivi par le capitalisme

mondial, encore moins prendre le pouvoir, il faut bien être lucide, ce qui ne signifie pas pour autant que notre combat soit perdu d'avance car chaque nouvelle étape du développement du capitalisme s'accompagnera de tensions extrêmes entre les classes et de nouvelles crises et sera donc lourde de menaces pour son existence, le prolétariat sera-t-il alors capable de se doter d'une nouvelle direction au cours de la lutte des classes des décennies à venir, le destin de l'humanité toute entière en dépend, si maintenant on n'a pas confiance dans sa capacité à s'élever au niveau de cette tâche historique, autant dire que le socialisme n'était qu'une magnifique utopie.

Pendant près d'un siècle les pays capitalistes dominants ont conservé leur statut tout en freinant le développement d'autres pays à travers le monde, mais finalement ils n'ont pu assurer leur survie qu'en se résignant à participer à leur développement afin d'étendre toujours plus le marché mondial, c'est une des contradictions du capitalisme à laquelle ils ont dû se plier et c'est loin d'être la seule.

Les capitalistes se font la guerre entre eux, mais ils sont condamnés à s'entendre pour assurer la survie du système capitaliste. On insiste souvent sur la concurrence à laquelle ils se livrent, on insiste moins sur la notion de monopole qui a marqué l'orientation du capitalisme mondial depuis le début du XXe siècle et qui devrait encore se renforcer à terme, même si provisoirement avec l'arrivée de nouveaux capitalistes sur le marché la concurrence a encore de beaux jours devant elle.

Sur le plan politique. Le développement du capitalisme sur tous les continents nécessite un minimum de démocratie dans tous les pays pour assurer la stabilité politique et la paix sociale afin que la classe dominant puisse vaquer tranquillement et durablement à ses affaires, alors que l'orientation actuel du capitalisme mondiale, qui conduit à une guerre sans fin contre le prolétariat, est incompatible avec l'existence de la démocratie qu'incarne la reconnaissance des droits politiques du prolétariat qui s'exprime à travers son droit à s'organiser en syndicats et partis indépendants des institutions en place. En Amérique Latine, les pays comme le Brésil ou la Bolivie notamment ont commencé vraiment à se développer une fois qu'il fut mis fin aux dictatures militaires. Objection : et au Chili ? Au Chili, une fois liquidée l'avant-garde du prolétariat, sous la dictature de Pinochet l'économie s'est développée de façon très inégale comme l'a révélé le séisme qui a frappé récemment ce pays, par ailleurs, le régime militaire profitera discrètement de la neutralité ou de la collaboration de classe de la social-démocratie et des staliniens qui permettra aux capitalistes d'exploiter tranquillement le prolétariat.

La démocratie, une nécessité et un obstacle politique à la fois qui se traduit par l'encombrante reconnaissance de la lutte des classes. C'est une autre contradiction du capitalisme cette fois sur le plan politique qu'il réussit à contenir en corrompant et achetant littéralement les dirigeants du mouvement ouvrier, qui ont cessé depuis longtemps de subordonner le combat du prolétariat à son émancipation du capital, au combat pour le socialisme.

En guise d'épilogue sur le plan politique.

En 2010, plus aucun parti ne combat pour le socialisme, aucun parti n'est capable de proposer un projet de constitution dans la perspective de la liquidation de la Ve République, aucun parti ne défend les valeurs du socialisme et n'inscrit son combat dans la perspective d'une société sans classe et sans Etat, aucun parti ne relie les revendications transitoires dites aussi démocratiques bourgeoises au programme de la révolution socialiste, le terme même de révolution est banni de la bouche de leurs dirigeants, aucun parti ne pose directement la question du pouvoir politique ou de l'Etat, plus aucun parti n'est capable de traduire concrètement auprès des travailleurs en quoi l'existence d'un Etat ouvrier changerait leur existence, l'expression même d'Etat ouvrier a totalement disparu de leurs discours ou de leurs programmes, ce qui revient finalement à interdire toute issue politique au prolétariat, à le livrer pieds et mains liés au capital, et à soutenir ce dernier ainsi que le régime politique qui incarne ses intérêts.

Ajoutons que toute référence à la marge ou les jours de fête au marxisme par nos dirigeants n'a plus qu'une valeur purement symbolique, quand elle ne sert pas de puissant repoussoire à la jeune avant-garde révolutionnaire du prolétariat qui cherche à s'organiser dans un véritable parti communiste, du fait de la politique opportuniste ou contre-révolutionnaire qu'ils mettent en pratique quotidiennement. Tous les repères théoriques essentielles ont été abandonnés au profit d'un aventurisme sans lendemain, l'éclectisme est devenu la règle et se traduit par la réhabilitation frauduleuse de théories que l'on croyait disparues depuis la Commune de Paris ou la révolution d'Octobre ou par un amalgame de différentes théories que tout oppose, tous les courants du mouvement ouvrier étant mis sur le même pied d'égalité, l'opération consiste à produire une politique aux contours mal définis, sans objectif ou orientation précise, de telle sorte que la critique ne puisse pas avoir d'emprise sur elle, et que ceux qui malgré tout y adhèrent par ignorance ne se rendent pas compte de cette mystification infâme, cynique et criminelle...

Etait-ce une fatalité ? On se refuse à l'envisager, mais il faut bien admettre que jusqu'à présent le prolétariat a été incapable de se doter d'une nouvelle direction politique, il se retrouve donc dans les pires conditions envisagées par Trotsky pour affronter directement son ennemi de classe, et l'on ne voit pas par quel miracle il pourrait sortir vainqueur des prochains combats qui s'annoncent décisifs. Comme disait Marx à défaut d'éléments auxquels se raccrocher pour demeurer optimiste, à défaut d'une compréhension aigue du développement historique du capitalisme qui conduit infailliblement au socialisme, Trotsky dira plus brièvement qu'on a le droit de douter (mais pas d'abandonner le combat), il nous reste la foi -le terme est de Marx, dans la capacité de la classe ouvrière à surmonter les multiples obstacles qui se dressent sur le chemin de son émancipation et du socialisme.

En désespoir de cause dans un registre plus à la portée de tous les militants, on peut toujours se dire que notre expérience des rapports sociaux en vigueur n'est pas différente que celle qu'en font quotidiennement les masses laborieuses, qu'il n'existe aucun motif valable qui permettrait d'affirmer que des millions de travailleurs n'emprunteront pas un jour le chemin qui nous a conduit au socialisme, rien ni personne n'auraient pu affirmer au cours de notre enfance ou de notre adolescence qu'un jour nous acquièrerions le niveau de conscience politique qui est le nôtre aujourd'hui, dans ce sens, oui tout est possible, oui tout demeure possible, je ne sais pas si c'est ce que voulait dire Marx en

parlant de foi, je pense sans le trahir lui avoir donné un contenu matérialiste et dialectique qu'il n'aurait sans doute pas renié.

L'homme a créé Dieu parce qu'il n'existait pas, par contre les hommes ou les femmes que nous sommes existent bel et bien en dehors de l'existence de Dieu ou sans avoir besoin de sa bénédiction pour exister, alors camarades, ayons donc foi en nous-même et le reste suivra ! L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, n'est-ce pas, gravons-nous cette formule dans le cerveau et commençons par l'appliquer à nous-même, mais ne nous leurrons pas, ce n'est pas gagné d'avance, travaillons-y inlassablement avec persévérance dans tous les domaines quotidiennement, quoi de plus fabuleux dans la vie que de briser jour après jour les chaînes de l'ignorance qui nous emprisonnent depuis notre naissance, il n'existe rien d'équivalent au monde, c'est le meilleur exemple que nous puissions fournir aux travailleurs que nous rencontrons pour qu'ils avancent lentement mais sûrement sur la voie qui mène à la libération de la servitude humaine qu'incarne l'exploitation de l'homme par l'homme. Renoncer à ce combat, c'est déjà périr ou se dire que notre sort nous condamne à vivre éternellement dans l'obscurité ou la médiocrité, qui peut s'y résoudre, aucun d'entre nous.

Oui notre idéal (humaniste) se situe au-delà de ce que le commun des mortels peut s'imaginer aujourd'hui, et alors, serait-ce une raison valable pour l'abandonner ? Certainement pas, au contraire, plus l'humanité semble s'en éloigner, plus il n'en a jamais été aussi proche. Il lui reste à le réaliser, c'est tout, c'est une entreprise titanesque, certes, souvenez-vous ce que nous avons dit précédemment, tout est possible, alors oui nous vaincrons tous les obstacles qui nous en séparent encore aujourd'hui ! En attendant, ne nous gargarisons pas trop de formules, ce ne sont finalement que des pense-bêtes destinés à l'espèce animale que nous sommes et qui ne demande qu'à évoluer au-dessus de sa condition d'esclave, et oui, il faut bien garder les pieds sur terre et commencer par regarder la réalité en face, c'est le prix à payer pour gagner un jour le royaume de la liberté et non des cieux !

Ne vous posez pas la question de savoir si vous en profiterez un jour personnellement, elle doit en agiter plus d'un parmi vous inconsciemment, si, si, dites-vous bien qu'en menant ce combat vous en profitez déjà et que pour le coup c'est une réelle bénédiction, non pas des Dieux mais du génie humain. Vous voyez, vous voilà avec une nouvelle étiquette, et pas n'importe laquelle s'il vous plaît, je ne plaisante pas en plus. Osez abandonner un tel statut et c'est l'enfer assuré, là aussi je suis sérieux. En veillissant on voit ses parents ou ses proches disparaître les uns après les autres, j'aurais pu prendre l'exemple du peintre Bernard Buffet ou de l'intellectuel Claude Lévy Strauss que j'ai encore à l'esprit, qui à l'approche de la mort ont souffert un martyr intérieur qu'ils ont parfois extériosé en poussant d'abominables soupirs car la force leur manquait déjà pour hurler d'effroi, non pas par crainte d'affronter la mort ou de quitter à regret ce monde ou des êtres chers, mais tout simplement pour avoir entrevu un bref instant qu'ils n'avaient rien compris ou presque à l'existence, alors qu'ils avaient passé leur temps à se convaincre justement du contraire. Quel destin cruel ! Je vous garantis que cela fait réfléchir. Bon, en ce qui me concerne je vous avouerais en toute simplicité que je n'en avais pas vraiment besoin, mais tout de même, chaque fois que l'on assiste à cette épreuve ou qu'on vous en rapporte un témoignage, il y a comme un frisson qui vous parcourt le corps de la tête au pieds comme si on avait besoin de s'assurer qu'on est encore bien vivant et qu'il nous reste un peu de temps pour se remettre une dernière fois en question, dès fois que...

Demain ou les jours suivants, nous continuerons cet article et nous aborderons la question des conditions objectives sous l'angle du développement du capitalisme mondial en entrant davantage dans les détails. J'ai listé quelques facteurs qui en feront partie :

- la machine capitaliste ne doit pas s'arrêter de produire, la population ne doit pas cesser de consommer pour que les capitalistes empochent leurs profits ;
- la production toujours à l'origine de la plus-value, du profit et de l'exploitation ;
- dans les pays où le capitalisme est le plus développé, l'économie repose à plus de 70% sur la consommation ;
- créer en permanence des besoins nouveaux auxquels correspondent des marchandises nouvelles ;
- l'endettement à tous les niveaux de la société par le biais de l'accès au crédit, toujours pour consommer ;
- investir dans la recherche et l'inovation pour demeurer dans le peleton de tête des pays dominants ;
- l'écologie ou l'économie verte, le contraire de l'économie des matières premières, un gigantesque gaspillage de forces productives ;
- la population mondiale va continuer de croître amplifiant les contradictions du capitalisme ;

Nous reviendrons également sur la question du pouvoir personnel qu'incarne aujourd'hui Sarkozy, qui ne date pas d'hier, mais depuis que la société est divisée en classes sociales et que l'Etat existe.

Je tiens à préciser que pour produire ces causeries en un temps extrêmement limité, elles sont rédigées chaque jour en quelques heures, vous aurez compris que je n'ai pas le temps de consulter des ouvrages traitant des sujets abordés, d'où certaines imprécisions qui à mon avis n'en altère pas la portée. Je prends un risque que j'assume, si je m'apercevais que j'avais commis une erreur grossière, je vous en informerais immédiatement comme je l'ai toujours fait dans le passé.

J'ai eu le temps de préparer quelques infos en bref. J'ai laissé de côté les infos internationales.

**Soldats d'exception, flics assassins.**

**1- Sahel.**

Contrairement à ce qu'ils ont affirmé, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner était bien en train de négocier les conditions de la libération de Michel Germaneau avec le groupe se revendiquant d'Al-Quaïda au Sahel lorsqu'il a décidé de lancer son raid sur une de ses bases, ce

qui a précipité les événements et entraîné la mort de monsieur Germaneau, dont la responsabilité est à porter au compte de Sarkozy et son gouvernement.

**2- Grenoble**

Mort du jeune braqueur Karim Boudida tué par un policier de la BAC. Selon les témoignages recueillis sur place auprès de plusieurs habitants du quartier présents sur les lieux au moment des faits, "*le jeune homme était à terre à côté du véhicule ayant servi au braquage, une balle dans le pied, incapable de fuir, tandis que son complice s'était enfui. Aucune sommation n'aurait été faite avant le deuxième coup de feu, mortel celui-ci.*

*Il semblerait que la BAC ait refusé l'accès au Samu. Le corps aurait été laissé au sol plusieurs heures sans même qu'on n'ait pris la peine de le recouvrir d'un drap ou d'une couverture.*"

On peut donc en déduire qu'il a été froidement assassiné par la police du flic-président.

**Décryptage. Manipulation. Il en faut pour tout le monde.**

**1- A bas la jeunesse !**

Voici le titre d'un article de *Libération* du 2 août : *Un quart des jeunes conducteurs prêt à rouler sans permis.*

Et cet article de commencer ainsi :

"*Plus d'un quart des jeunes conducteurs sont prêts à rouler sans permis. C'est ce qu'il ressort d'un sondage de l'institut CSA pour Volvo, concernant les 15-24 ans et détenteurs d'un permis B ou AL (conduite des deux roues de moins de 125cm3) publié mardi matin.*"

Spontanément un raccourci : Incroyable mais vrai, 25% des jeunes ne respectent décidément plus rien, pas même la loi, et sont donc assimilables à des délinquants en puissance. Bref, il y a bien quelque chose de pourri dans cette jeunesse, quand on vous le dit ma brave dame qu'il faut les avoir à l'oeil, mieux les encadrer, les matraquer, les enfermer si nécessaire pour garantir le maintien de l'ordre public... Gageons que cette information aura été reprise en boucle ce mardi par tous les médias.

Et voilà ce qu'on pouvait lire à la fin du paragraphe suivant dans une formule laconique :

"*Un chiffre à nuancer. Selon la Prévention Routière, seul 2 à 3% de personnes en France conduisent sans permis.*" (libération.fr 02.08)

"*2 à 3% de personnes*", donc adultes compris. Cela signifie qu'en réalité le nombre de jeunes conduisant sans permis seraient 10 fois inférieur au chiffre indiqué précédemment et qui portait seulement sur une intention et non un fait avéré, chiffre qui malgré tout avait été retenu pour faire le titre de cet article.

Gageons là encore que la plupart des commentateurs aux ordres n'auront retenu que le premier chiffre fourni par ce rapport fabriqué de toutes pièces, histoire de monter encore une fois les différentes générations les unes contre les autres, une partie de la population contre une autre, les adultes contre les jeunes, de la même manière que le gouvernement s'emploie à livrer à la vindicte publique à tour de rôle différentes minorités qui seraient finalement responsables de tous les maux de la société et non la survie du capitalisme.

**2- A bas les vieux !**

Voici le titre d'un article du *Figaro* du 3 août : *Le boom annoncé de la délinquance des seniors.*

Ce n'est pas un canular.

Et de présenter ainsi cet article : "*Un rapport officiel conclut à une augmentation «mécanique» liée au vieillissement de la population.*

*«Aussi choquant que cela puisse paraître, le vieillissement de la population a vocation à entraîner une augmentation quasi automatique de la délinquance des seniors»*". Ce constat est issu d'un rapport du Centre d'analyse stratégique placé directement auprès du premier ministre.

Diable, mais alors si c'est "*mécanique*", c'est qu'il s'agit d'un engrenage, d'une machine infernale que personne ne pourra plus arrêtée, un nouveau fléau qui va s'abattre sur la société, c'est grave, la paix civile est menacée, il faut prendre des mesures d'urgence...

Plus loin on pouvait lire :

"*(...) cet organisme affirme que «si les personnes âgées de plus de 60 ans ne représentent pour l'instant que 2,13 % des mis en cause par les services de police, ce pourcentage devrait augmenter de manière mécanique dans les prochaines années»*". Et attention "*«Et ce ne sont pas de fébriles vieillards qui cachent chez eux la marchandise sous la contrainte d'un gang de jeune qui les menace. Ils trafiquent délibérément, souvent pour améliorer substantiellement leur retraite», précise un fin connaisseur des dossiers*", selon le journal du parti de l'ordre.

2,13%, voilà un chiffre significatif, impressionnant, inquiétant même, surtout qu' «*un habitant sur cinq est âgé de 60 ans ou plus*», mais «*cette proportion passera à un sur trois en 2050*», rendez-vous compte de la menace que représente potentiellement pour la société cette couche de la population laborieuse.

Tous suspects où quand l'Etat policier fait appel à la dialectique.

A l'aube une graine de délinquant va voir le jour et s'épanouir, en partie à l'ombre, le reste du temps au soleil, et quand viendra le crépuscule les nuages s'amoncelleront de nouveau au dessus de sa tête avant de tirer sa révérence à l'astre bienveillant, qui telle la société, lui aura réservé un fabuleux destin qu'il n'aura malheureusement pas été capable d'apprécier à sa juste valeur, et ce cycle se reproduira sans cesse, s'amplifiera sous la protection d'un ange gardien...

Les jeunes habités par une insouciance à caractère pathologique pouvant dégénérer en tendance criminogène veulent tout tout de suite et sont prêts à faire n'importe quoi pour l'obtenir, tandis que les vieux seraient prêts à passer à l'action pour obtenir ce que la société leur a refusé toute leur vie. Normal en quelque sorte, non ? On ne vient pas au monde pour vivre éternellement dans la frustration et l'on n'a pas envie de quitter leur vieux monde comme on y est entré. Une réaction désordonnée certes, compréhensible, salutaire tout de même.

En fait, ces gens-là, la classe dominante et ses représentants, détestent tout ceux qui ne leur ressemblent pas, exceptés toutefois les individus totalement soumis à l'ordre établi. La cupidité ou la soif du profit porte en elle la haine de toutes les couches du prolétariat du jeune au vieillard qui se fait voleur ou trafiquant pour tout simplement satisfaire un besoin ou survivre.

**Un régime corrompu ? Woerth de nouveau sur la sellette.**

Eric Woerth est intervenu en 2008 alors qu'il était ministre du Budget pour obtenir un dégrèvement fiscal de 27 millions d'euros sur la succession du sculpteur César, affirme le quotidien Libération à paraître mercredi.

*Libération* reproduit des extraits d'une lettre datée du 24 avril 2008 et signée d'Eric Woerth qui, selon le journal, "*démontre sans ambiguïté qu'Eric Woerth a fait peser tout le poids de sa fonction pour obtenir un dégrèvement fiscal*" sur cette succession.

Cette intervention aurait eu lieu après des "*pourparlers avec l'exécuteur testamentaire du sculpteur*", Alain-Dominique Perrin, président de la Fondation Cartier pour l'art contemporain, "*comptant par ailleurs parmi les grands donateurs de l'UMP*", affirme *Libération*. (Lepoint.fr 03.08)

**Endettez-vous !**

Le gouvernement veut créer un "*prêt à taux zéro renforcé*" sans condition de ressource, déclare Christine Lagarde. (Reuters 03.08)

**Que font les syndicats dans la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ? Réponse.**

Les tarifs réglementés de l'électricité en France augmenteront au 15 août de 3% en moyenne pour les ménages et de 4% à 5,5% pour les entreprises, annoncent les ministères de l'Ecologie et de l'Economie.

La facture d'électricité avait augmenté de 2,3% en moyenne en août 2009 (+1,9% pour les ménages et +4 à 5% pour les entreprises), de 2% en 2008 et de 1,1% en 2007.

Les tarifs sont révisés chaque année au 15 août et fixés conjointement par les ministères de l'Ecologie et de l'Economie après avis consultatif de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Mais après la forte hausse du prix du gaz (5%) début juillet, cette augmentation des tarifs d'électricité risque de ne pas passer auprès des consommateurs. (Reuters 03.08)

---

**Le 8 août**

J'ajouterai un complèment au document que j'ai mis en ligne hier dans un ou deux jours.

La capitulation du POI devant les appareils de la CGT, de FO et de la FSU en moins de trois mois vaut bien cela ! Pour un parti qui ose se dire "*indépendant*"... Pour un parti qui ose marteler qu'il défend farouchement l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, force est de constater qu'on est bien face à une entreprise de mystification (entre nous, qui date l'air de rien du milieu des années 40 !), dont sont évidemment victimes en premier lieu les militants du POI qui ne sont pas encore complètement embrigadés par leurs dirigeants.

Comment comprendre que le POI vote contre une résolution présentée par des militants appelant au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites pour voter une résolution de l'appareil lors du congrès de la CGT finance qui n'appelle pas au retrait ?

Comment comprendre que le POI vote contre une résolution présentée par des militants appelant au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites pour voter une résolution de l'appareil lors du congrès de la FSU qui n'appelle pas au retrait ?

Comment comprendre que le POI vote une résolution de la direction confédérale de FO, tandis que Mailly se prononce ouvertement pour une augmenter de la CSG comme si c'était aux travailleurs de payer, au nom sans doute de "*l'équité* chère à Woerth et Parisot ?

Comment comprendre que pendant ce temps-là les militants de base du POI se démènent pour rassembler l'ensemble des syndiqués sur la position du retrait ?

C'est à ces questions que le texte mis en ligne tente de répondre et que celui des jours prochains complètera.

---

**Le 10 août**

J'essaierai autant que possible de continuer les infos en bref une ou deux fois par semaine en fonction du temps que je pourrai y consacrer.

**Tous républicains : de l'UMP au POI !**

Dans l'éditorial du numéro 109 d'*Informations ouvrières* D. Gluckstein s'en prenait à tous les partis siégeant au Parlement de l'UMP au PCF, qui horreur et damnation avaient osé prétendre qu'"*un vrai débat parlementaire*" avait eu lieu sur les retraites, sans avoir rappelé auparavant que sous la Ve République le Parlement était aux ordres du Bonaparte (et son gouvernement) qui trône au Palais situé rue du Faubourg Saint-Honoré, pour finalement terminer ainsi : "*Des institutions de la Ve République, anti-ouvrières et antidémocratiques, il n'y a rien à attendre pour qui veut défendre et préserver les droits de la classe ouvrière*". D. Gluckstein entamerait-il un tournant à "gauche" ? Vérifions-le immédiatement.

Et alors, que fallait-il en déduire ? Mystère camarades ! Rien, absolument rien, vous restez sur votre faim, son analyse s'arrête à mi-chemin, le pire procédé qui soit comme le soulignait Trotsky je crois, qui précisait qu'à partir de là chacun pouvait en donner l'interprétation qu'il voulait et écrire la suite à sa convenance, ce qui revenait à frayer la voie à toutes les versions opportunistes possibles.

Provenant du POI embourbé dans des contradictions sans fin ne nous étonne pas, car il est impossible pour un parti dit ouvrier de définir une politique qui satisfasse à la fois des militants se réclamant du trotskisme et de la révolution socialiste et des adhérents petits-bourgeois républicains ou démocrates opposés au renversement du régime et toujours inféodés à l'idéologie bourgeoise.

Nous allons donc suppléer à cette carence et écrire la suite pour nos camarades du CCI-POI particulièrement et l'ensemble des militants :

Effectivement, il n'y a rien à attendre du Parlement sous la Ve République, plus généralement le prolétariat n'a absolument rien à attendre de l'Etat capitaliste quel que soit sa Constitution ou la forme de ses institutions, son gouvernement, seul un gouvernement ouvrier constitué des partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant sans relache au côté du prolétariat pour le socialisme et s'appuyant sur les organismes politiques indépendant (Comité ou Assemblée populaire ou constituante, par exemple) que les travailleurs devront constituer au cours de leur mobilisation révolutionnaire pour renverser les institutions bonapartistes et anti-démocratiques de la Ve République et s'attaquer aux fondements du capitalisme, organismes politiques qui constitueront au début les embryons et à terme les piliers d'un Etat ouvrier, un Etat réellement démocratique parce que représentant les intérêts de la majorité de la population et directement contrôlé par elle, seul un tel gouvernement sera à même de défendre et satisfaire l'ensemble des besoins et aspirations des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes de ce pays, et qu'il n'existe pas d'autres alternatives au régime politique actuel aussi loin qu'on se penche vers le passé, toutes les Constitutions, toutes les formes de gouvernement qui ont été expérimentées sous les cinq républiques qui se sont succédées depuis 1789 ont toute abouti au maintien au pouvoir de la classe des capitalistes dont Sarkozy est le représentant...

Plus simplement, j'ai repris dans une causerie dernièrement comment Trotsky avançait cette perspective, précisons, perspective qui n'était pas destinée à finir au fond d'un tiroir ou à figurer sur un programme qu'on arbore seulement les jours de fête, rappelons-en le contenu une énième fois : chaque fois que les travailleurs sont confrontés à une situation, une mesure ou une loi inique s'attaquant à leurs intérêts, donc en réalité quotidiennement, il faut les interpeller et leur demander si une telle situation serait possible avec un véritable gouvernement ouvrier au pouvoir, bien sûr que non, constatant qu'un tel gouvernement n'existe pas, c'est donc dans cette perspective qu'il faut situer notre combat,

constatant également qu'un tel gouvernement ne pourra reposer sur des partis totalement corrompus par le capitalisme, partis qui ont déjà été au pouvoir ou leurs principaux dirigeants, tels que le PS, le PCF ou le PG, pour que cette perspective s'ancre concrètement et profondément dans la réalité dès à présent, il faut sans perdre une minute construire le parti qui constituera l'ossature de ce gouvernement ouvrier et ouvrira la voie à la classe ouvrière à la construction de son propre Etat sur les décombres de l'Etat (capitaliste) actuel...

On part donc d'une revendication élémentaire ou un besoin immédiat, on les relie à la question de l'Etat, du pouvoir politique et du parti, tout y est, il ne manque rien. Formidable non, vous avez là la réponse à toutes vos questions.

Que demandez-vous de plus camarades ? Où avez-vous la tête ? C'est si simple à saisir, c'est enfantin même, et de plus cela n'est pas sorti de la tête d'un farfelu ou d'un mégalomane, c'est le produit de l'expérience de La Commune de Paris et de la révolution d'Octobre, chacun peut le vérifier. Vous cherchez quoi au juste, la recette miracle, un raccourci qui n'existe pas, comme feu Bensaïd (NPA) vous voulez "*inventer*" une autre voie ? Vous ne voulez pas vous appuyer sur l'expérience de la lutte de classe du prolétariat des siècles passés, vous voulez réécrire l'histoire à votre façon à défaut de vouloir l'étudier, si c'est de cela dont il s'agit dites-le ?

Voilà une formule simple mais un peu longue que chaque militant peut adapter en fonction des particularités de son interlocuteur ou de son auditoire. Allez, cela doit bien prendre 20 secondes pour l'énoncer, elle peut s'appliquer à la totalité de nos revendications, besoins, aspirations. Combien de fois camarades l'avez-vous utilisée ces derniers jours, ces derniers mois, ces dernières années ?

Aucun parti ne la reprend, est-ce vraiment un hasard ? Ils soutiennent tous les institutions.

Qu'a fait en réalité Gluckstein dans son éditorial en citant par deux fois la Ve République sans proposer la moindre issue politique, sinon laisser mariner travailleurs et militants dans le cadre de la Ve République, contrairement aux apparences, à aucun moment son discours ne se situe au-delà du régime actuel, il le dénonce et l'on devrait s'en contenter, c'est l'attitude du parfait opportuniste qui n'entend pas dévoiler ses réelles intentions, mais que l'attitude du POI à l'égard des appareils de la CGT, de la FSU et de FO permet de cerner avec suffisamment de précision pour ne plus avoir aucun doute sur la nature de ce parti opportuniste petit-bourgeois qui n'a d'ouvrier et d'indépendant que le nom finalement.

Il y en a qui ne comprennent pas ou qui n'admettent pas que je puissse critiquer violemment le mouvement ouvrier ou dresser le constat qu'il est complètement gangrené par l'idéologie bourgeoise, par contre ils admettent que les différents partis se comportent comme le POI, car il en est exactement de même du NPA ou de LO. Pourquoi ? C'est facile à comprendre, parce qu'ils font partie eux-mêmes des militants qui ont abandonné le combat exclusivement sur le terrain de la classe ouvrière et qu'ils n'en ont pas conscience, ils s'imaginent bien faire, ils s'imaginent qu'il suffirait de combattre pour une revendication pour que leur combat se situe automatiquement dans la bonne direction, ben voyons, quel esprit simpliste ou quelle ignorance ! dès lors il serait indécent de les critiquer, leurs dirigeants ou leur parti.

Enfonçons le clou.

Pour ceux qui ne s'en était pas aperçus, le titre de l'éditorial de Gluckstein était éloquent et pouvait se passer de tout commentaire : "*Confrontation républicaine ?*", parce que pour lui la "*confrontation*" entre de véritables républicains pourrait constituer les bases d'une issue politique, au profit de quelle classe ? c'est ce que sous-entend sournoisement ce titre, oubliant ou niant que la caractérisation élastique de républicain renfermait en soi la négation de la lutte des classes dans la mesure où les membres de toutes les classes (tout Etat) peuvent se réclamer à des degrés divers des valeurs universelles sur lesquelles en principe repose toute République sans en préciser la nature de classe, il ne faut pas manquer de le préciser sinon on ne comprend rien.

Une " *Confrontation républicaine* " serait impossible sous la Ve République mais elle serait envisageable en dehors de la Ve République entre républicains qui se respectent, parce qu'il existerait une base sur laquelle une telle "*confrontation*" pourrait avoir lieu entre les représentants des capitalistes et les représentants de la classe ouvrière, une base qu'ils auraient en commun et qui s'appuierait sur des principes ou des valeurs qui primeraient finalement sur les intérêts antinomiques et irréconciliables entre les classes, alors que depuis Marx et Engels il semblait admis que c'était cette contradiction entre les classes qui constituait à la fois le moteur du développement du capitalisme et de la lutte des classes, en poursuivant sa démonstration jusqu'au bout, en perspective cette " *confrontation républicaine* " si elle avait lieu, signifierait la fin de la lutte des classes, laissant supposer au passage que celle-ci se déroulerait de manière forcément loyale, sincère et à armes égales, comme si les deux protagonistes en présence avaient autant à perdre, la classe dominante étant prête à s'avouer vaincue et à se défaire de ses privilèges au détour d'une joute oratoire... Qui peut croire un instant ce genre de balivernes digne d'un vulgaire aventuriste ?

Gluckstein, c'est Lambert, Hébert et Pablo réunis dans le même cynique personnage. Après avoir abandonné le terrain du marxisme, avoir élevé les élus (de tous bords pour reprendre une expression chère à Schivardi) au rang ou statut de classe sociale, voilà qu'il abandonne le terrain de la lutte des classes pour lui substituer la "*confrontation républicaine*", la nouvelle mouture de la défense de la République entonnée pendant des années par le PT et qui avait conduit ce parti à demander audience à... Sarkozy en 2005, puis à la Commission européenne à Bruxelles ! Il a oublié ou il n'a jamais saisi que le meilleur moyen de défendre les valeurs universelles de la République que foulent aux pieds tous les partis présents à l'Assemblée nationale, ne consistait pas à vouloir la sauver des griffes de ceux qui entendent continuer de la vider de son contenu au profit de la classe dominante pour laquelle elle a été forgée, mais de combattre pour une République socialiste qui ne pourra voir le jour qu'à l'issue d'un combat violent et féroce pour le pouvoir entre les deux seules classes indépendantes en présence, la classe des capitalistes et le prolétariat auquel se joindra des pans entiers de la petite-bourgeoisie.

A sa façon Gluckstein vient de nous prouver que l'orientation politique du POI n'avait pas pour objectif de renverser à terme cette République démocratique bourgeoise, mais bien de la sauver du triste sort auquel elle est vouée ou de s'en accommoder pour peu que la classe dominante accepte d'en améliorer le fonctionnement, de la même manière que le combat de sa tendance politique depuis 65 ans n'a jamais eu d'autre objectif que de concourir à l'amélioration des conditions de vie des masses laborieuses qui a conduit à mieux les enchaîner au char du capitalisme et à les subordonner à l'ordre établi, abandonnant de fait le combat pour le socialisme, au nom du trotskisme dont il ose encore se réclamer, bien entendu.

Pour rappel. En Espagne en 36, lorsque la démocratie et la République furent menacées, républicains, démocrates, réformistes, staliniens, anarchistes et le POUM appelèrent à leur défense n'écoutant pas l'avis de Trotsky, mais comme elles ne représentaient pas vraiment les intérêts du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, ce mot d'ordre contribua à diviser leurs forces au lieu de les rassembler, résultat : c'est Franco qui les liquidera dans un bain de sang établissant une dictature de fer pendant près de 40 ans. Encore un enseignement de notre histoire que les intellectuels du POI ont oublié ou auquel ils tournent le dos sciemment, ne parlons pas des autres partis...

Dans les déclarations qui suivent, vous constaterez qu'ils sont nombreux dans ce pays à défendre la République (en générale), la démocratie (en générale)... et la Constitution pour ne rien oublier... et que la boucle soit bouclée.

Vive la République... qui a assuré la stabilité du régime pour le compte des capitalistes !

Pour Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national du Parti socialiste, chargé des questions de sécurité, Nicolas Sarkozy fait ainsi "*ce que personne dans l'arc républicain n'a jamais osé faire*". (Reuters 31.07)

"*Les dernières déclarations du ministre de l'Intérieur et de sa majorité (...) marquent (...) une dérive antirépublicaine qui abîme la France et ses valeurs (...)*", affirme la numéro un du PS, Martine Aubry, dans un communiqué. (Reuters 01.08)

"*Le principe que nous devons conserver en mémoire, c'est que tous les Français, tous les Français, sont égaux devant la République, devant loi quelle que soit leur origine*", a martelé l'ancien garde des Sceaux Robert Badinter lundi sur France-Inter. (AP 02.08)

"*Seul le régime du maréchal Pétain a eu recours à la remise en cause de la nationalité comme politique d'ensemble. La déchéance de la nationalité française est une mesure inefficace, stupide et anti-républicaine*", a écrit Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, samedi sur son blog. (Reuters 31.07)

"*Ce qui est en cause, ce n'est pas le débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sécurité républicaine, c'est l'expression d'une xénophobie avérée*", a dit la Ligue des droits de l'homme (LDH) dans un communiqué. "Nicolas Sarkozy est en train de menacer les fondements mêmes de la République", ajoute-t-elle. (Reuters 31.07)

**Vive la démocratie... qui permet de maintenir des millions de travailleurs et jeunes dans la pauvreté !**

Selon Noël Mamère : "*Ils sont en train de corrompre les fondements de notre démocratie et, en ce sens, ce sont des gens dangereux*", a-t-il dit sur i>Télé.(Reuters 01.08)

Vendredi un éditorial du *New York Times* borcardait Sarkozy dont l'attitude «*attise dangereusement les passions anti-immigrés pour des calculs politiques à court terme*». Et d'ajouter «*Et ce, dans un pays qui a longtemps défendu avec orgueil le principe d'égalité devant la loi de tous les citoyens français*». (20minutes.fr 06.08)

Pour Corinne Lepage, présidente de Cap21 et députée européenne, "*le chef de l'Etat ne respecte pas la Constitution en parlant de deux types de Français*". (Reuters 31.07)

Arnaud Montebourg invite à Sarkozy et Hortefeux à "*faire attention au respect de la Constitution*". (Reuters 07.08)

**Et la bonne conscience de véritables républicains.**

A droite, le député UMP Marc Bernier dénonce dans le Journal du dimanche des propositions "inapplicables et choquantes". "Ce n'est pas le rôle du président de la République d'opposer des catégories de population les unes aux autres", estime-t-il.

Le sénateur UMP Philippe Dallier se déclare "*inquiet que l'UMP se focalise uniquement sur la sécurité*". Pour ce proche de l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, "*la déchéance de la nationalité ne peut pas régler tous les problèmes*".

Les propositions présidentielles "*me mettent très mal à l'aise car elles heurtent ma sensibilité humaniste et centriste*", dit un autre élu de la majorité, Yannick Favennec.

"*Je crains qu'on ne perde une partie de notre électorat, alors que nous ne sommes même pas sûrs de récupérer les électeurs courtisés par ces propositions, à savoir ceux du FN*", estime-t-il. (Reuters 08.08)

**Pour une République propre sur elle, qui inspire le respect... pendant que la classe dominante vaque tranquillement à ses affaires...**

Sur RMC, Jean-François Kahn, co-fondateur de Marianne, a justifié le choix de l'expression "*Voyou de la République*" en reprochant au chef de l'Etat de se comporter comme un "*caïd des cités*" de banlieue.

"*Il y a eu des réactions sur Sarkozy : pétainiste, vichyste, facho, raciste, xénophobe ! Dans cet article, je dis: ce n'est pas vrai*", explique-t-il.

"*Mais en revanche, dans le fond Sarkozy c'est un type qui, pour conquérir le pouvoir, ou pour garder le pouvoir avec talent, est capable de tout ! Rien ne l'arrête (...) C'est ça, l'idée, c'est ça un voyou.*"

Jean-François Kahn ajoute que "*pour conserver le pouvoir*", Nicolas Sarkozy "*est capable de tout, exactement comme les caïds des cités de banlieue.*" (Reuters 09.08)

**Manipulation organisée par la réaction en quête de légitimité. Médias aux ordres.**

**Quelques titres qui datent de quelques jours :**

- Sécurité : soutien massif pour les mesures du gouvernement - LeMonde.fr
- Adhésion aux mesures sécuritaires de Sarkozy: un défi pour la gauche - LePoint.fr
- Sécurité : les annonces de la majorité plébiscitées - Le Figaro
- Les annonces de Nicolas Sarkozy sur la sécurité plébiscitées - Reuters

Et que pouvait-on lire en introduction de l'article du Point.fr : Un sondage IFOP pour '*Le Figaro*' rapporte que des mesures comme le retrait de la nationalité française pour les étrangers polygames ou les délinquants étrangers '*en cas d'atteinte à la vie d'un policier ou d'un gendarme*' recueillent un large soutien.

Les manipulateurs :

- Le Figaro, le journal de la classe dominante, de l'UMP, du gouvernement, de Sarkozy.
- L'IFOP, l'institut de sondage de L. Parisot qui est à la tête du Medef, le principal syndicat patronal.

Le commanditaire de cette manipulation :

Au micro d'Europe 1, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a affirmé jeudi que "*chacun sait qu'il y a des liens*" entre immigration et délinquance, voyant dans "*la question des étrangers*", un "*problème majeur dans notre pays*". "*Il faut faire très attention parce qu'il y a une différence entre immigration, liens avec l'immigration, issus de l'immigration et étrangers*". (Lepoint.fr 05.08)

L'info qu'il s'agissait de relayer au second plan :

256. 100 emplois détruits en 2009, la pire baisse de l'emploi salarié depuis 1945: les chiffres définitifs publiés par Pôle emploi ce jeudi sont sans appel. Avec ce recul de l'emploi de 1,5% en 2009, le marché du travail en France atteint «un niveau jamais observé depuis l'après guerre», souligne l'organisme.

Le secteur industriel, dans lequel travaillent 19% des salariés français, a été le plus touché (-5,2), suivi par le secteur de la construction , qui a perdu 2,9% d'emplois, après onze années de hausse consécutive.

Le secteur tertiaire tient mieux. Ultra majoritaire, avec 72% des salariés français, il ne baisse que de 0,4%. (20minutes.fr 05.08)

Il est d'autant plus important d'expliquer en détail très précisément aux travailleurs comment est fabriquée et fonctionne la propagande gouvernementale qu'en période de crise à défaut de déterminer clairement

**Parti de l'ordre. L'union fait la force au-delà des tensions et des désaccords.**

Il y a bien eu un accord entre Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac en ce qui concerne l'indemnisation de la ville de Paris. Le *Canard Enchaîné* confirme ainsi ses informations publiées la semaine passée, indiquant que Nicolas Sarkozy avait pris cet engagement lors d'un déjeuner dans le restaurant parisien Tong Yen avec l'ancien chef de l'Etat le 15 juin dernier.

Dans les faits, l'UMP indemniserait la ville de Paris pour le coût des emplois présumés fictifs de la Ville de Paris - une facture allant de 3,5 à 5 millions d'euros - et la ville ne se porte pas partie civile dans le procès de Jacques Chirac. L'ancien président doit en effet être jugé, soit en novembre, soit en février prochain, devant le tribunal correctionnel de Paris, pour «*détournement de fonds publics*», pour 21 emplois présumés fictifs de chargés de mission à son cabinet de maire de la capitale, entre 1992 et 1995.

Le procès Chirac aurait donc bien lieu, mais le tribunal statuerait alors sans plaignant ni accusation, puisque le parquet a requis un non-lieu à la fin de l'instruction et ne demandera donc pas, en principe, de condamnation de Jacques Chirac. (20minutes.fr 05.08)

**Straus-Kahn (PS) et le FMI, fer de lance du capitalisme mondial.**

Le Fonds Monétaire International, dans son bulletin en ligne du 30 juillet n'est pas avare de compliments pour la politique menée actuellement par le gouvernement.

Des économies toutes trouvées pour réduire le déficit :

"*Pour préserver la viabilité budgétaire sans compromettre la reprise, les efforts d'ajustement doivent être concentrés sur les mesures qui nuiront le moins à l'activité économique, à savoir la réforme des prestations des systèmes de retraite et de santé*".

Une réforme des retraites for-mi-da-ble :

"*Dans cette optique, la grande et difficile réforme des retraites annoncée récemment vise à réduire à terme le déficit du système des retraites; elle met à juste titre l'accent sur le relèvement de l'âge du départ effectif à la retraite, en faisant passer progressivement de 60 à 62 ans l'âge légal du départ en retraite et de 65 à 67 ans l'âge légal minium ouvrant droit à une pension complète.*"

Un jugement flatteur pour le gouvernement :

"*Il est essentiel que les autorités mettent pleinement en oeuvre leur ambitieux programme de réformes structurelles pour combler les pertes de production essuyées pendant la récession et insuffler une nouvelle vigueur à la reprise.* "

Le salaire voilà l'ennemi :

"*Pour accroître la compétitivité de l'économie française et mettre à profit l'expansion du commerce international, il faut de nouveau privilégier les mesures propres à modérer la croissance des coûts salariaux, intensifier la concurrence et promouvoir l'innovation.*"

Un SMIC vraiment minimum :

"*Outre les politiques d'activation engagées sur le marché du travail et les mesures de formation, la modération du salaire minimum devrait être poursuivie afin d'établir progressivement une échelle des salaires incitative pour les jeunes et les travailleurs peu qualifiés.*"

Obliger les plus âgés à travailler :

"*Pour soutenir l'emploi des travailleurs plus âgés, il convient d'améliorer les incitations à continuer de travailler, notamment par la mise en oeuvre effective d'exigences en matière de recherche d'emploi, parallèlement à la réforme du système de retraite.*"

Et tout ça, c'est pour notre bien :

"*Une déréglementation plus poussée des marchés des produits serait de nature à accroître l'efficience économique et le bien-être. La directive services de l'UE doit être suivie pour assurer une plus grande libéralisation, y compris dans les services professionnels.*" (Lepost.fr 04.08)

**Confirmation.**

Dans un enregistrement diffusé sur des sites internet islamistes, le chef d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Abdelmalek Droudkal, assure que la France a négocié avec le mouvement djihadiste en vue d'obtenir la libération de Michel Germaneau.

"*Le président français a lancé une lâche opération alors que des négociations étaient en cours pour libérer Michel Germaneau*", déclare une voix qui ressemble à celle de Droudkal - également connu sous le nom de guerre d'Abou Mouassab Abdoul-Wadoud - sur cet enregistrement qui n'a pu être authentifié de source indépendante. (Reuters 01.08)

**Et c'est reparti de plus belle... jusqu'à quand ?**

**1-** La Société Générale a publié mercredi un bénéfice net muliplié par 3,5 au deuxième trimestre 2010. La banque s'est fixé un objectif d'un profit annuel de 3 milliards d'euros, a déjà engrangé un bénéfice net de 2,1 milliards sur le seul premier semestre. (Lefigaro.fr 04.08)

**2-** Assicurazioni Generali annonce une hausse de 73% de son bénéfice net au premier semestre, dopé par l'assurance-vie, et il anticipe une croissance de son résultat annuel. Le troisième assureur européen, numéro un en Italie, a fait état d'un bénéfice net de 873 millions d'euros. (Reuters 05.08)

**3-** Le bénéfice courant du géant minier Rio Tinto, le deuxième producteur mondial de minerai de fer, sur les six premiers mois de l'exercice s'est établi à 5,8 milliards de dollars, contre 2,6 milliards un an plus tôt. Rio Tinto a ainsi dégagé son bénéfice semestriel le plus élevé depuis au moins 10 ans.

Le groupe a réaffirmé sa volonté de verser 1,75 milliard de dollars en dividendes cette année, comme en 2008. (Reuters 05.08)

**... un début de réponse.**

**1-** Le département du Travail a annoncé vendredi que 131.000 emplois non agricoles avaient été détruits le mois dernier, tandis que 143.000 emplois liés au recensement ont été détruits. Le chiffre de destructions de postes du mois de juin a en outre été fortement révisé à la hausse, à 221.000 contre 125.000 annoncé initialement. (Reuters 06.08)

**2-** Freddie Mac, numéro deux américain du refinancement de crédits hypothécaires, a annoncé avoir perdu six milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) au deuxième trimestre et devra solliciter 1,8 milliard de dollars de fonds publics supplémentaires. (Reuters 09.08)

**3-** Il y a une probabilité "significative" que l'économie américaine plonge à nouveau dans la récession d'ici les deux prochaines années, jugent des chercheurs de la Réserve fédérale de San Francisco.

Les inquiétudes relatives à une récession en "W" sont de plus en plus vives aux Etats-Unis à mesure que s'égrènent les mauvais indicateurs économiques qui tendent à montrer que la reprise marque le pas. (Reuters 09.08)

**GM. Voilà qui méritait bien une baisse des salaires !**

C'est la première fois que le constructeur automobile américain confirme préparer son retour sur le marché boursier, qui permettrait à l'Etat de réduire sa participation de 61% un peu plus d'un an après la sortie du groupe du dépôt de bilan et l'injection dans ses caisses de 50 milliards de dollars (38 milliards d'euros) d'argent public.

Ed Whitacre a déclaré que GM présenterait la semaine prochaine des résultats trimestriels qui montreront, a-t-il assuré, que le groupe dégage des bénéfices malgré la lenteur de la reprise de l'économie américaine.

Il a ajouté que les résultats trimestriels de GM devraient être accueillis favorablement par les investisseurs et les créanciers bancaires du groupe. (Reuters 05.08)

**De vrais faux "*cadeaux*" aux patrons...**

- Renault a annoncé vendredi son intention de rembourser, par anticipation «*au cours du deuxième semestre*», une partie du prêt de 3 milliards d'euros accordé l'an dernier par l'Etat aux constructeurs automobiles pour faire face à la crise. (Libération.fr 01.08)

**... qui en cachent d'autres bien réels dont on n'avait pas entendu parler !**

- Selon Mediapart, en 2004, Nicolas Sarkozy, alors ministre des Finances, serait donc intervenu dans le dossier fiscal de la succession de Jean-Luc Lagardère.

Le fils de ce dernier, Arnaud Lagardère, un ami proche du président, n'aurait eu à régler qu'environ 10 millions d'euros de droits de succession. "*Une misère par rapport aux 320 millions d'euros transmis*", écrit Mediapart. (Lepost.fr 06.08)

**Charité bien ordonnée commence par soi-même.**

Toutes les apparitions publiques du pape Benoît XVI au cours de son voyage en Grande-Bretagne du 16 au 19 septembre seront payantes: les pèlerins devront débourser entre 12 et 30 euros pour assister aux messes et concerts, ont rapporté ce mercredi les médias italiens.

La messe la plus coûteuse sera celle organisée le dimanche 19 septembre à Birmingham, dans le centre de l'Angleterre, au cours de

laquelle sera béatifié le cardinal John Henry Newman, un protestant converti au catholicisme et décédé en 1890. Au total, 70.000 billets seront proposés aux pèlerins au tarif de 25 livres (30 euros) afin notamment de couvrir les frais de voyage et de location du site, selon l'agence italienne Ansa.

Les pèlerins moins fortunés pourront se consoler avec la messe célébrée le 16 septembre à Glasgow, en Ecosse, qui est proposée à 20 livres (24 euros).

Autre possibilité: la veillée organisée à Hyde Park à Londres le 17 septembre à «seulement» 10 livres (12 euros), pendant laquelle le trio de curés The Priests se produira en concert devant 130.000 personnes.

Le budget de la visite papale, qui selon la presse britannique devrait s'élever à environ 23 millions de livres (27,4 millions d'euros), fait polémique en Grande-Bretagne, qui compte 4,2 millions de catholiques sur 61 millions d'habitants. Le gouvernement va en effet payer la moitié du séjour du pape (10 à 12 millions de livres soit 12 à 14,5 millions d'euros) en plus des frais de police et de sécurité. (20minutes.fr 05.08)

**Après l'exploitation forcenée et le pillage organisé des colonies pendant un siècle pour assurer le développement du capitalisme, d'une classe moyenne et d'une aristocratie ouvrière et financer l'amélioration des conditions de vie et de travail du prolétariat pour garantir la survie du capitalisme et la stabilité politique des Etats capitalistes.**

**1- Chine. Pays poubelle pour vous permettre de continuer de consommer normalement.**

Le barrage chinois des Trois Gorges, le plus grand du monde, situé sur le Yangtsé, risque d'être obstrué par les tonnes d'ordures qui se sont amoncelées, a rapporté lundi la presse officielle.

Les détritus sont si compacts par endroits qu'il est possible de marcher à la surface, affirme le *China Daily*.

Près de trois tonnes de déchets sont ramassées quotidiennement autour du barrage, mais la pénurie de personnel et d'équipement a entraîné une dangereuse accumulation des immondices. Les inondations provoquées par les pluies torrentielles ont en outre accéléré le phénomène.

Plus de 150 millions de personnes vivent en amont du barrage et, dans certaines localités voisines, les ordures ménagères sont directement jetées dans le Yangtsé, faute de système adéquat, selon le journal.

Environ 10 millions de yuans (1,5 million de dollars) sont dépensés chaque année dans les opérations de nettoyage.

Le pharaonique barrage des Trois Gorges (22 milliards de dollars) achevé en 2008 est un ouvrage de 185 m de haut avec une retenue d'eau d'une capacité de plus de 39 milliards de mètres cubes. (Libération.fr 02.08)

**2- Bangladesh. Un pays d'esclaves pour vous permettre de continuer de vous vêtir comme avant.**

Le Bangladesh a décidé d'augmenter de 80% le salaire mininum de ses quelque deux millions d'ouvriers dans l'industrie textile, a annoncé jeudi le ministre du Travail. La mesure intervient après des mois de manifestations contre les bas salaires et les conditions de travail dans ce secteur.

Pour sa première revalorisation depuis 2006, le salaire minimum des ouvriers du textile passera à 3.000 takas (33 euros) par mois contre 1.662 takas (18 euros) actuellement, a précisé le ministre du Travail Khandaker Mosharaff Hossain.

Les ouvriers et les organisations défendant leurs droits demandaient que le salaire mensuel minimum soit porté à 5.000 takas (55 euros). Selon la Confédération syndicale internationale, basée à Vienne, les ouvriers du textile au Bangladesh sont les moins bien payés au monde et n'ont pas les moyens d'acheter de la nourriture et de s'assurer un toit avec leurs maigres salaires.

Les exportations de vêtements, principalement vers les Etats-Unis et l'Europe, rapportent plus de 12 milliards de dollars (9 milliards d'euros) par an au Bangladesh, soit près de 80% de ses revenus d'exportation. Le secteur de la confection dans le pays compte 4.000 usines qui emploient plus de deux millions d'ouvriers, essentiellement des femmes.

Les groupes Wal-Mart, Tesco, H&M, Zara, Carrefour, Gap, Metro, JCPenney, Marks & Spencer, Kohl's, Levi Strauss et Tommy Hilfiger importent l'essentiel de leurs produits textiles du Bangladesh. (AP 03.08)

**Mystification. Nouvelles offensives sur les services publics en perspective à travers le monde ou quand l''opération Giving Pledge vient en aide au FMI.**

Près de 40 milliardaires américains se sont engagés à reverser plus de 50% de leur fortune à des œuvres caritatives. L'initiative, baptisée «*Giving Pledge*» («Promesse de don»), a été lancée à la mi-juin par Bill Gates (53 milliards de dollars), le fondateur de Microsoft, et Warren Buffett (47 milliards de dollars), le célèbre financier à la tête de la holding Berkshire Hathaway et l'homme le plus riche d'Amérique.

Mais au-delà de cet aspect purement lié à l'image, leurs dons pourraient se traduire par des rentrées de fonds colossales pour les organismes caritatifs. Gates et Buffett escomptent en effet obtenir des promesses de dons auprès de l'ensemble des 400 milliardaires américains répertoriés. (Libération.fr et Lefigaro.fr 04.08)

Les milliardaires américains qui sont à la tête des multinationales, des hedge funds, des banques et qui sont les principaux responsables des génocides, des guerres, des guerres civiles, des coup d'Etat militaires, des famines, des déplacements de millions d'hommes, femmes et enfants, des souffrances sans nombre qui accablent quotidiennement des milliards de travailleurs et leurs familles, qui ont fondé leur immense fortune sur le pillage, l'exploitation à outrance de tous les peuples, les voilà prêts la main sur le coeur à soulager la misère humaine qu'ils ont engendrée, propagée et maintenue à travers le monde, qui peut croire un instant cette fable cynique ?

Pratiquement au même moment une nouvelle avait de quoi nous rassurer sur les moyens dont disposait encore Warren Buffet pour assurer ses vieux jours, il a 79 ans.

Berkshire Hathaway a fait état vendredi d'une baisse de 40% de son bénéfice net au deuxième trimestre, la baisse des marchés d'actions ayant déprécié la valeur de certains contrats dérivés qu'il détient. Le fonds dirigé par Warren Buffett a toutefois fait état d'un bénéfice d'exploitation en hausse de 73% porté par l'acquisition de l'opérateur ferroviaire Burlington Northern Santa Fe.

Le bénéfice net est tombé à 1,97 milliard de dollars contre 3,3 milliards un an auparavant. Le bénéfice d'exploitation hors investissements est quant à lui ressorti à 3,07 milliards de dollars contre 1,78 milliard. (Reuters 07.08) Ouf !

**Bolivie.**

Un conflit social paralysait mercredi la ville minière de Potosi, dans le sud de la Bolivie, coupant le principal axe routier avec l'Argentine voisine et bloquant en ville plusieurs dizaines de touristes étrangers, dont des Français, des Américains, des Allemands et des Espagnols.

Les protestations, qui se sont tendues depuis 48 heures, ont commencé la semaine dernière. Un comité civil local, regroupant des entreprises et des organisations sociales, réclame que l'Etat s'engage sur des investissements locaux pour la construction d'un aéroport, d'une route (Tarija-Potosi), d'usine de ciment et d'une mine de zinc.

Les axes routiers menant à Potosi sont bloqués depuis plusieurs jours par des grévistes qui ont élevé des barrages, retenant de fait des dizaines de touristes, dont 40 Français environ, dans ou aux abords de la cité historique de 150.000 habitants située à 4.000 m d'altitude, et 550 km environ de La Paz.

Selon une source policière, plus de cent autobus ou autocars sont immobilisés par les barrages.

Dans la nuit de mardi à mercredi la grève générale régionale a pris une tournure violente : des heurts ont ponctué une manifestation de près de 100.000 personnes hostiles au pouvoir central, tandis que le gouverneur de la province a été pris à partie par une foule.

Le domicile d'un vice-ministre du gouvernement à Potosi a également été attaqué avec une charge explosive qui a provoqué des dégâts matériels.

Le gouvernement socialiste bolivien d'Evo Morales a dénoncé une grève "*politique*", qui s'est accompagnée mardi de revendications fédéralistes, et a accusé le maire de Potosi, Rene Joaquino, opposant au pouvoir central, d'en être l'instigateur.

Le gouvernement a exclu à ce jour une intervention par la force, et le ministre à la Présidence, Oscar Coca, a annoncé qu'une délégation ministérielle était prête à se rendre à Potosi pour négocier dès que la grève sera levée.

La province où se trouve Potosi est l'une des six (sur neuf dans le pays) contrôlées par le Mouvement vers le socialisme (MAS) de M. Morales. Mais la ville en elle-même est dirigée par un de ses opposants. (AFP 04.08)

---

**Le 13 août**

Quelques infos très vite.

La suite du dernier document mis en ligne sur le soutien du POI aux appareils devrait être terminée dans quelques jours. L'article sur la question du front unique est pratiquement achevé. La rédaction de ces deux documents prennent pas mal de temps parce que je préfère y réfléchir à deux fois avant de les publier et parce qu'ils sont assez longs, ils doivent être en quelque sorte exemplaires étant donné l'importance des questions traitées.

Les articles de presse que je mets en ligne pendant quelques jours avant de renouveler cette rubrique figureront dans un fichier unique en fin de mois au format pdf. Il se peut que je continue d'alimenter directement le dossier économie par des articles de presse au format pdf sans que l'info figure dans la page d'accueil du site, car ce sujet est particulièrement importante. J'ai mis en ligne les pages d'*Informations ouvrières* consacrées aux retraites, celles du n°109 ne comportent pas les images parce que j'ai eu un problème informatique.

Il est difficile de maintenir constamment au même rythme de front les deux activités qui prennent énormément de temps.

Un mot très bref sur la crise du capitalisme et ses derniers développements auxquels on s'attendait pour les raisons évoquées ci-dessous :

**1-** Disons qu'au cours des trois années qui se sont écoulées depuis son déclenchement, pas suffisamment de forces productives ont été détruites à l'échelle mondiale en comparaison avec les destructions qu'aurait engendré une guerre mondiale mondiale et qui étaient nécessaires (pas la guerre, mais la destruction massive de forces productive !) pour assurer un redémarrage de l'économie capitaliste sur le moyen ou long terme ;

**2-** en engendrant un chômage de masse dans les pays où le niveau de rémunération ou de vie est le plus élevé, les capitalistes se sont privés de dizaines de millions de consommateurs pour écouler leurs marchandises ; en trois ans le désendettement des travailleurs a forcément été très faible ;

**3-** le soi-disant rédemarrage de l'économie et la montée du chômage s'est accompagné du recours de plus en plus fréquent de la part des patrons à des contrats précaires (intérim, CDD ou apprentissage des jeunes) et des niveaux de rémunérations très faibles, qui n'encourage pas vraiment à consommer davantage ;

**4-** en s'attaquant aux salaires et aux acquis sociaux ou en réduisant le niveau de vie de centaines de millions de travailleurs dans le monde (blocage ou baisse des salaires), ils ont réussi à réduire leur capacité à consommer ;

**5-** ils ont produit le même effet ou aggravé cette situation en augmentant les tarifs des charges incompressibles des travailleurs ou des ménages (assurance, eau, électricité, gaz, timbre, etc.) ;

**6-** les quatre derniers facteurs cités, dans un contexte de crise, n'ont pas permis ou ont dissuadé des millions de travailleurs de s'endetter à nouveau ;

**7-** il leur a été impossible en trois ans de développer le marché mondial, même en développant à marche forcée la classe moyenne dans les pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil...), son pouvoir d'achat demeure forcément extrêmement faible et insuffisant par rapport à ce qu'il est aux Etats-Unis ou en Europe notamment pour pouvoir s'endetter dans des proportions comparables ;

**8-** la reconstitution des stocks des entreprises pour satisfaire la demande à court terme est achevée ;

**9-** les politiques d'incitation à consommer davantage ou à renouveler certains biens pour soutenir certains secteurs industriels (prime à la casse dans le secteur automobile par exemple) qui ont profité à ceux qui en avait encore les moyens, ont pris fin ou sont sur le point de prendre fin ;

**10-** l'ensemble de ces données coïncide ou concoure à amplifier la crise de surproduction déjà existante à l'échelle mondiale, tandis que dans le même temps la spéculation a repris de plus belle sur toutes les places boursières...

Les infos en bref seront actualisées dans la journée ou demain.

---

**Le 14 août**

J'avais donné le nom de *Lutte de classe* au site lors de sa création fin 2004, il m'avait été inspiré à l'époque par la politique du PT, avant de rompre rapidement avec ce parti.

La reconnaissance de la lutte des classes ne suffisant pas à éclairer les travailleurs ou militants sur la nature du site que j'anime, j'ai décidé de lui donner un nom davantage en rapport avec son orientation politique et la tradition révolutionnaire dont il se réclame. J'y pensais déjà

depuis un moment, c'est le vote des militants du POI lors du congrès de la FSU qui m'a finalement décidé.

Au moment où l'UMP vire à droite toute, où tous les partis sans exception entendent défendre les valeurs de la République qui ont fait les beaux jours du capitalisme depuis 229 ans sans situer leur combat dans la perspective d'un gouvernement ouvrier (révolutionnaire) et d'une République basée sur l'appropriation sociale des moyens de production, les discours et positions des uns et des autres se situant dans le cadre de la préservation du régime en place, ce qui distingue finalement la droite de la gauche n'est plus qu'une question de nuance à la marge, l'opposition au gouvernement et à l'Etat, l'opposition aux appareils des syndicats, l'opposition aux partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui ont déjà gouverné le pays pour le compte des capitaliste, n'est plus qu'un exercice oratoire ou un moyen pour assurer la survie de leurs appareils, dans ces conditions il m'a semblé nécessaire de se démarquer résolument de cette opposition qui n'a dans bien des cas de gauche que le nom.

Le clin d'oeil à Trotsky et aux bolcheviks qui s'étaient rassemblés pour mener le combat contre Staline dès la mort de Lénine n'est pas fortuit. En même temps je ne me suis pas cassé la tête à chercher un autre nom, il m'est venu comme cela à l'esprit, il correspond à l'esprit du site, à mes convictions politiques, au combat politique que je mène, pour le reste on peut toujours critiquer ce choix, cela ne change rien au moyen et au but modestes du site. Vous avez le droit de penser que je me fais plaisir si vous voulez, et si je me disais trotskyste, je me revendiquerais du Trotsky léniniste et non du Trotsky conciliateur, le premier est encore vivant alors que le second appartient à un passé révolu, un peu comme les jeunes hégéliens de gauche Marx et Engels qui étaient devenus communistes.

J'ai changé le bandeau dans la plupart des pages d'accueil des différentes rubriques du site, hormis les pages déjà archivées.

J'ai mis en ligne deux articles sur l'économie : *GDF Suez, n°2 mondial de l'électricité avec Intl Power.* et *Les pays émergents en ligne de mire.*

Bon week-end à tous.

**Retraites.**

Sud RATP a déposé un préavis de grève illimité concernant tous les salariés de l'entreprise publique à partir du 7 septembre au matin dans le cadre de la journée d'action nationale contre la réforme des retraites organisée par toutes les centrales, a annoncé le syndicat mercredi.

Réaffirmant son "*opposition à toute idée de recul concernant les droits à la retraite des salariés, en particulier ceux spécifiques des agents de la RATP*", Sud RATP explique qu'elle appelle ainsi les agents à "*se mobiliser massivement et dans la durée aux côtés de tous les salariés*", dans un courrier au PDG Pierre Mongin, transmis à l'AFP.

Le délégué central de Sud RATP, Philippe Touzet, rappelle dans cette lettre que son syndicat avait déjà refusé en 2007 "*toute négociation/régression de notre régime spécial de retraite dans le cadrage contraint imposé par le gouvernement*".

"*C'est pourquoi, et dans le même état d'esprit, nous avons à nouveau décliné votre invitation du 25 juin dernier relative au nouveau projet de réforme du gouvernement, dont nous savons tous qu'il n'est pas favorable aux salariés, qu'ils soient du privé, du public ou de la RATP*", ajoute-t-il.

Sud RATP réclame une retraite à taux plein calculée sur les six derniers mois de traitement dès 37,5 annuités de cotisation, la restauration des bonifications liées à la prise en compte des pénibilités (tableaux S.A.B) pour tous les nouveaux embauchés, agents statutaires ou CDI, le retrait du projet de loi réformant les retraites. (Lepoint.fr 10.08)

**Intox, manipulations et propagande gouvernementale.**

**1- Emploi.**

L'amélioration du marché du travail en France s'est confirmée au deuxième trimestre avec la création de 35.000 postes dans les secteurs principalement marchands, selon l'estimation flash publiée vendredi par l'Insee.

Ce chiffre fait suite aux 23.900 créations d'emplois du premier trimestre, qui mettaient fin à deux ans de destructions de postes.

L'emploi dans les services a augmenté de 0,5% au deuxième trimestre, soit 53.500 postes créés, avec une hausse de 4,9% (25.700 postes) pour l'intérim.

Dans la construction, l'emploi salarié s'est en revanche tassé de 0,1% avec 1.500 postes perdus et l'hémorragie s'est poursuivie dans l'industrie avec un solde net de 17.000 postes détruits, soit une baisse de 0,5%. (Reuters 13.08)

La précarité s'amplifie, voilà la vérité !

**2- Prix.**

Après avoir été stable en juin, l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,3% en juillet, affichant une hausse de 1,7% sur un an, selon les chiffres publiés vendredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

- habillement -8,9%, produits frais -4,4%, meubles -2,6%, équipement audiovisuel -2%.

- services postaux +2,6%, les transports combinés +2,7% et ferroviaires +0,8%, gaz +4,8%. (AP 13.08)

En dehors des produits frais pour cause saisonnière et donc passagère, les prix des marchandises ou des services à usage quotidien augmentent.

**3- Personnalités**

Tous les six mois le Journal du Dimanche publie le top 50 des personnalités préférées des Français. En vingt-deux ans, seules cinq personnalités se sont succédées en tête du classement. Ce classement incarne le plus faible dénominateur commun des Français, le consensus le plus mou reflété par les médias, mais certainement pas la «*vérité*» culturelle, artistique et intellectuelle de l'époque.

En fait, le conservatisme du classement est contenu dans sa méthodologie. Le Journal du Dimanche le dit peu, mais la liste des 50 qui apparaît dans ses colonnes n'est pas dressée par les Français mais par le JDD lui-même. Histoire que rien ne puisse jamais vraiment bouger, tous les six mois, seules 5 à 8 personnalités sont ejectées du top sur un critère objectif: ce sont les derniers du baromètre précédent. (Slate.fr 10.08)

**Woerth le ripou , suite.**

Le ministre du Travail Eric Woerth a attribué il y a deux ans la Légion d'honneur au comptable qui avait certifié ses comptes de campagne aux dernières élections municipales, indique vendredi le site d'information Mediapart.

Le 13 juillet 2008, Bernard Godet, un expert-comptable qui avait certifié deux mois plus tôt les comptes de campagne municipale d'Eric Woerth à Chantilly (Oise) a été nommé officier de la Légion d'honneur sur le contingent du ministre du Budget de l'époque, selon Mediapart.

Deux mois plus tard, le même comptable aurait certifié les comptes du micro-parti du ministre, baptisé "*association de soutien à l'action d'Eric Woerth*".

"*Dans ces conditions, Bernard Godet a-t-il pu, en 2009, quelques mois après avoir reçu la Légion d'honneur, se plonger dans les comptes 2008 du parti de poche du ministre et les certifier (c'est-à-dire évaluer leur sincérité et leur régularité) en toute indépendance ?*", s'interroge le site d'information. (Reuters 13.08)

**A droite toute ! Régime policier et couacs au sein du parti de l'ordre.**

**1-** Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille, a déclaré, mercredi sur RTL, vouloir "*dire stop*" aux parents qui "*font preuve de défaillance*", dénonçant une "*caricature*" autour de la proposition de l'UMP en faveur de peines de prison pour les parents de mineurs délinquants.

"*Nous mettons les moyens de dire +stop ça suffit+. Quand les parents, même accompagnés, font preuve de défaillance, et bien à un moment il faut les mettre face à leurs responsabilités et c'est la politique que nous menons*", a-t-elle estimé. (Lepoint.fr 10.08)

**2-** La députée UMP du Tarn-et-Garonne, Brigitte Barèges, s'est déclarée mercredi opposée à la mesure proposée par son parti de condamner à de la prison ferme les parents de mineurs délinquants, une proposition "*ni judicieuse, ni réaliste*".

Pour l'élue, "*il est illusoire de penser qu'en mettant en prison des parents, leur autorité parentale jusqu'alors inexistante s'en trouvera miraculeusement renforcée!*".

Mme Barèges, membre de la Droite populaire, un collectif de 35 députés UMP créé en juillet et qui défend une "*droite de conviction*", estime néanmoins que "*l'héritage de mai 68 a mis en lambeaux toute forme d'autorité*". (Lepoint.fr 11.08)

**3-** Dans une interview au *Journal du Dimanche* à paraître samedi, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi en appelle à "*l'union sacrée*" contre l'insécurité : "*En tant que maire de la cinquième ville de France, je lance un appel républicain à l'union sacrée en matière de lutte contre l'insécurité*", déclare Christian Estrosi qui "*en appelle à tous les élus de gauche comme de droite afin qu'ils participent à une lutte acharnée, coordonnée et non partisane contre la délinquance*".

"*Il est temps de former une équipe de France de la sécurité où enfin tous les maires assument pleinement leur responsabilité aux côtés de la police et de la justice*", poursuit le maire de Nice. Faisant valoir les "*disparités énormes*" entre les villes de France dans l'application de la loi de prévention de la délinquance de 2007, il "*propose que les municipalités qui ne se conforment pas à leur obligation de sécurité (...) soient condamnées à une très forte amende en conséquence*".

Ces obligations, précise Christian Estrosi, seraient aussi celles de "*prévention de la délinquance, de lutte contre l'absentéisme scolaire et de réformes des règles d'urbanisme*". Selon lui, les municipalités en infraction devraient avoir aussi l'obligation de "*publier tous les mois un observatoire de la tranquillité publique*" et, "*sous peine de sanction, de mettre à jour régulièrement leur CLSPD*", le contrat local de la sécurité et de la prévention de la délinquance. "*Ceux qui ne s'y conformeront pas seront hors la loi*", insiste-t-il. (Lepoint.fr 13.08)

A quand la photo et le nom des "mauvais parents" placardés sur les murs des communes ? Ils pourraient aussi les affubler d'un signe distinctif pour qu'on puisse les reconnaître plus facilement dans la rue...

**4-** Alain Juppé (UMP) recommande sur son blog d'éviter les lois de "*pure circonstance*" et les "*exagérations peu compatibles avec nos valeurs fondamentales*", dans le débat sur la sécurité.

Selon M. Juppé, "*durcir la loi*" (...) "*peut être nécessaire*", "*à condition que la loi nouvelle ne soit pas de pure circonstance et surtout qu'elle soit applicable et appliquée dans la durée*".

"*L'argument selon lequel une mesure recueille la faveur des +sondés+ est à manier avec modération. Il est probable que, si au lendemain d'un crime odieux, on demandait, par sondage, aux Français leur opinion sur le rétablissement de la peine de mort, leur réponse serait sans ambiguïté*", poursuit Alain Juppé.

"*Faudrait-il pour autant suivre la tendance majoritaire? Ou croyons-nous toujours qu'il existe des principes eux aussi +fondamentaux+*", demande-t-il. (Lepoint.fr 13.08)

**5-** "En faisant de la sécurité un étendard, nous risquons de perdre une partie de notre socle électoral", met en garde le député UMP Yannick Favennec.

"*Heurté*" par la proposition de son collègue Eric Ciotti, qui entend punir sévèrement les parents d'enfants délinquants, l'élu de la Mayenne regrette que "*la voix humaniste-centriste de l'UMP ne soit pas davantage entendue*".

"*La sécurité ok! Mais il ne faudrait pas que celle-ci masque d'autres sujets essentiels comme l'emploi ou l'agriculture*", fait remarquer Yannick Favennec. (Lexpress.fr 12.08)

**6-** Marie-Anne Montchamp, députée villepiniste, note : "*Beaucoup de collègues sont perplexes, voire consternés, par le climat actuel*".

"*L'UMP se met en ordre de bataille pour 2012, avec à la clé un renforcement de sa ligne sécuritaire et droitière. Raccourcir le discours conduit à rouvrir le clivage politique à droite*", explique-t-elle. (Lexpress.fr 12.08)

**7-** Ils ont écrit au préfet des Pyrénées-Atlantiques pour se plaindre de sa politique d'expulsion, assimilée à celle du gouvernement de Vichy. Résultat: le tribunal correctionnel de Pau a infligé jeudi des amendes de 1.000 euros avec sursis aux cinq militants du Réseau éducation sans frontières (RESF). Les cinq prévenus avaient dénoncés en juillet 2008 par mail la situation d'une famille albanaise placée en centre de rétention avec deux enfants de 5 et 7 ans.

Les cinq militants, tous des hommes âgés de 45 à 68 ans, ont également été condamnés à verser solidairement un euro symbolique à «*la personne*» de Philippe Rey, préfet des Pyrénées-Atlantiques - c'est-à-dire pas au titre de ses fonctions. (20minutes.fr 12.08)

**8-** Deux syndicats de policiers, Alliance Police et Synergie Officiers, ont interpellé jeudi Brice Hortefeux pour qu'il engage des poursuites contre le rappeur Abdul X, auteur d'un clip intitulé «*Tirer sur les keufs*».

Dans la soirée, c'est le ministère de la Justice qui a «*demandé au parquet de Paris d'ouvrir une enquête préliminaire à la suite de certains propos - relevant de l'apologie de crime - tenus par le rappeur Abdul X dans un clip diffusé sur internet*», selon un communiqué de la Chancellerie.(20minutes.fr 12.08)

La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie a annoncé jeudi soir avoir demandé l'ouverture d'une enquête préliminaire. (AP 12.08)

La police dicte... les minitres s'exécutent ! Ne serait-ce pas la définition d'un régime policier en gestation ?

**9-** Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille, a estimé mercredi sur RTL que le magazine Marianne devait changer de nom ou présenter

"*des excuses publiques*", après sa Une présentant Nicolas Sarkozy comme "*le voyou de la République*".

"*C'est antirépublicain et on ne peut pas véhiculer des valeurs antirépublicaines en utilisant le nom de Marianne. Les journalistes de Marianne sont en train de salir un des symboles de la République*", a ajouté Mme Morano. (Lepoint.fr 12.08)

Pourquoi ne pas interdire ce journal ou mettre J-F Kahn en prison ? J'en ai profité pour changer le "nom" du site !

**10-** Une partie de l'UMP a obtenu gain de cause contre Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé, qui s'est dite favorable aux salles de shoot. Ce n'est «*ni utile, ni souhaitable*», a rétorqué Matignon, ce mercredi en fin de journée. «*La priorité de Matignon est de réduire la consommation de drogue, non de l'accompagner, voire de l'organiser*», a-t-on affirmé au bureau du Premier ministre. (20minutes.fr 11.08)

Conclusion : Vous aurez noté que leurs désaccords ne portent pas sur le fond mais sur la forme.

**Le Tchad, une colonie française.**

La France est "*prête à examiner*" la demande formulée par le président tchadien Idriss Deby Itno, qui a réclamé une contrepartie financière pour le maintien de l'opération militaire Epervier, a annoncé mercredi le porte-parole du ministère de la Défense, Laurent Teisseire à l'AFP.

Le président tchadien Idriss Deby Itno a remis en cause l'opération Epervier mercredi, à l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance, demandant une contrepartie financière à la présence militaire française au Tchad. (Lepoint.fr 11.08)

**Grande-Bretagne.**

Plongés dans un conflit avec l'opérateur aéroportuaire BAA, les employés des principaux aéroports du pays, dont celui d'Heathrow, ont majoritairement voté en faveur d'une grève dont la date sera fixée lundi. Les syndicats n'excluent pas une fermeture des sites.

Le personnel au sol de l'opérateur aéroportuaire britannique BAA s'est prononcé jeudi à 74% en faveur de la grève selon le syndicat majoritaire Unite. Les syndicats fixeront la date lundi 16 août mais selon les médias, la grève pourrait être décrétée pour le dernier week-end de ce mois, traditionnellement très chargé.

Pour sa part, BAA a fait valoir que ce vote n'était pas crédible. «*Moins de la moitié des personnes appelées à voter la grève l'ont fait*». En effet, sur les 6185 syndiqués appelés à voter, seuls 3055 se sont déplacés. «*Nous n'estimons pas que ce résultat apporte un mandat clair en vue d'une grève*», a-t-il ajouté. Avant même de connaître l'issue du vote, le premier ministre conservateur David Cameron avait estimé que «*ce genre de grèves n'aboutit jamais à rien si ce n'est de faire du mal aux entreprises, à l'emploi, aux touristes...*». (Lefigaro.fr 12.08)

Cela pue la tentation de déclarer cette grève illégale, non ?

**Grèce.**

Les rues commerçantes d'Athènes et des grandes villes de Grèce sont bien calmes depuis plusieurs semaines. Entre les vitrines qui affichent osten-siblement des soldes allant de -50 à -70 % se succèdent des boutiques abandonnées et des portes condamnées par d'énormes verrous. Des affiches «*à louer*» sur fond jaune en lettres rouges ornent les vitrines.

Dans la rue Stadiou, en plein cœur de la capitale grecque, un commerce sur quatre a déposé le bilan.

Les chiffres sont alarmants. Selon une étude de la Confédération nationale du commerce grec (ESEE) près de 15 % des boutiques et magasins de la région d'Athènes ont mis la clé sous la porte depuis le début de l'année. Et sur un total de 3 421 magasins situés dans les rues commerçantes de la capitale, 17,2 % ont fermé.

«*La plupart des propriétaires ont gelé ou baissé de 30 % les loyers. Le meilleur loca-taire n'est donc plus celui qui paye le plus cher mais celui qui peut payer*», déplore Vassilis Korkidis, le président de l'ESEE.

Au-delà de la crise économique qui frappe le pays, il reconnaît la complexité du problème : «*98 % des PME en Grèce sont des entreprises familiales. Elles sont trop nombreuses, mais il faut tout de même les sauver pour ne pas faire exploser le taux de chômage.*» Selon lui, le secteur du petit commerce pourrait perdre plus de 150 000 emplois dans les prochains mois, si les fermetures continuent à ce rythme.

Dans une précédente étude, l'ESEE avait estimé à 100 000 le nombre d'emplois détruits à l'échelle nationale dans les commerces depuis le déclenchement de la crise. «*Cette situation et les fermetures de magasins à venir créent des transformations violentes et changent les équilibres dans le commerce de détail*», souligne Vassilis Korkidis. (Lefigaro.fr 10.08)

**Etats-Unis.**

General Motors a publié jeudi un bénéfice trimestriel net de 1,3 milliard de dollars (un milliard d'euros) le plus élevé en six ans, contre 865 millions de dollars au trimestre précédent. (Reuters 13.08)

Les travailleurs de GM Strasbourg apprécieront sans doute...

**Amérique latine.**

La première compagnie aérienne brésilienne TAM Linhas Aereas veut fusionner avec son concurrent chilien LAN, ce qui donnerait naissance au plus grand transporteur d'Amérique latine, le groupe Latam Airlines. (Reuters 13.08)

---

**Le 15 août**

J'ai rectifié le lien vers le document de la Tribune libre :*Extraits de Au CLAIR de la Lutte n°7 (Tendance Claire du NPA) (12.07)*, avec mes excuses.

J'ai reçu un courriel d'un camarade auquel je réponds, son courriel et ensuite ma réponse :

"*Surpris, un peu consterné sur le coup, mais après relecture de tes explications, si je les ai bien comprises, cela va regrouper tous ceux qui sont effectivement dans cette opposition et pas seulement trotskyste. Ce n'est pas mal.*"

Ma réponse.

C'est un de nos objectifs. Les commentateurs parlent volontiers ces derniers temps de la lutte des classes qui a jailli en Asie, c'est devenue un sujet d'actualité planétaire, il sera bientôt à nouveau banalisé et détourné, il fallait donc passer à la vitesse supérieure ou rester à la traîne ! Comme la reconnaissance de la faim dans le monde dont on s'accommode finalement très bien, et qui se traduit sur le plan pratique par une indifférence ou un laxisme envers les inégalités et les injustices qu'entraîne la survie du capitalisme.

Et puis je ne le savais pas, c'était aussi le titre d'une publication de LO, cela évitera une confusion ou un amalgame toujours possible et fâcheux. Il y a la gauche qui accompagne le capitalisme, caviar, corrompue ou ouvriériste, et il y a l'opposition de gauche qui le combat sans répit sur tous les fronts, il était aussi nécessaire de mettre en relief cette distinction, l'essentiel étant la politique que nous défendons et l'objectif pour lequel nous nous battons.

Pour finir, le nom du site n'a pas tellement d'importance, ce n'est pas celui de la tendance dont je me réclame, léniniste, marxisme-révolutionnaire ou communiste et révolutionnaire peut importe, sa fréquentation est tellement faible que je ne vais pas commencer à me prendre au sérieux comme l'on dit, même si notre sujet l'est et qu'on essaie de le traiter sérieusement et honnêtement.

Je crois que c'est Juppé qui a sorti que le clivage gauche droite était de retour après les dernières dérives autocratiques et policières du régime qu'il soutient.

Coller à la situation ou à la spontanéité des masses sans s'y soumettre, sans qu'elle vous ordonne, vous absorbe ou vous dévore entièrement, tout en étant l'expression ou le produit de nombreuses illusions. On s'y brûle facilement les ailes, dit-on.

Coller à la réalité en combattant l'Etat, ses institutions, ses partis et ses valets et leurs politiques jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat qui demeure notre objectif, donc en ayant toujours à l'esprit la nécessité d'élever le niveau de la conscience politique des travailleurs, la question du pouvoir politique et de l'Etat, sans oublier le gouvernement ouvrier qui sera forcément révolutionnaire, c'est cela l'idée que je me fais de l'opposition de gauche.

La voix de l'opposition de gauche, cela me fait penser à un journal, à une feuille qui circule et qu'on se repasse, à une émission radiophonique... La voix se rapporte davantage au verbe et la voie à l'action, j'ai bien conscience que le site fait plus appel à la réflexion qui ne conduit à l'action qui si on la mène jusqu'au bout. La voie de l'opposition de gauche peut indiquer son orientation politique que sa voix transmet oralement ou par écrit. A l'heure ou une partie de la droite et la gauche se réclame des mêmes valeurs lorsqu'aucun parti ne se réclame des enseignements du marxisme, un recadrage s'imposait.

On n'est pas très avancé en affirmant que toute lutte est politique, pas plus qu'en reconnaissant la lutte des classes, d'une part cela ne signifie nullement que toute lutte se situerait sur le plan politique, ce n'est d'ailleurs pas le cas, d'autre part il faut que certaines conditions soient réunies pour qu'une lutte prenne un caractère politique conscient ou s'inscrive dans une perspective politique, or tout est fait aujourd'hui pour empêcher le prolétariat de se saisir de la situation pour situer ou orienter son combat contre le gouvernement sur le terrain

politique, alors même que l'ampleur prise par le chômage de masse, par la précarité, par l'indigence à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs et leurs familles et par les attaques incessantes de la réaction contre toutes les couches du prolétariat mettent à l'ordre du jour les conditions à réunir pour enfin pouvoir en finir avec le régime et instaurer un Etat ouvrier sur la base de l'appropriation sociale des moyens de production, tous les partis retiennent ou tirent le prolétariat en arrière, aucun n'entend se construire sur cette base politique.

On pourrait prendre un exemple pour l'illustrer.

Effectivement les travailleurs menacés de rejoindre l'armée de réserve du capital, les millions de chômeurs que comptent déjà le pays, avaient raison de se battre pour obtenir la meilleure prime de licenciement possible de la part des patrons avant d'être jetés à la rue, ils avaient raison d'occuper les usines, de s'organiser et d'élire leur comité de grève, de s'adresser aux syndicats et aux partis ouvriers pour qu'ils soutiennent leur combat, dans la situation actuelle ils ne pouvaient espérer guère mieux...

Certes, mais il était du devoir des militants révolutionnaires d'avancer la nécessité d'exproprier les patrons ou actionnaires, de les aider à comprendre que la situation dans laquelle ils se trouvaient était finalement partagée par l'ensemble de la classe à laquelle ils appartenaient, et que le sort que leur réservait le capital pour défendre ses intérêts ou ses profits sous la forme d'une délocalisation ou d'un plan de licenciement aurait été inconcevable si un véritable gouvernement ouvrier avait été au pouvoir, et que par conséquence leur combat ne devait pas s'arrêter là sous peine de n'avoir finalement servi à rien, d'autant plus que la perte de leur travail n'est qu'un des aspects de la situation de plus en plus difficile qu'ils vont devoir affronter dans un avenir immédiat avec la remise en cause de tous leurs droits par le gouvernement (retraite, santé, instruction, etc), ils ne sont pas au bout de leurs peines, sinon le jour où ils se retrouveront confrontés à une situation similaire dans des conditions plus favorables sur le plan politique, ils seront incapables d'en tirer partie pour n'avoir pas pu ou su tirer les enseignements de cette expérience, dès lors la seule manière de capitaliser cette expérience, de lui donner une suite, c'était de participer à la construction du parti ouvrier qui s'est donné pour objectif l'instauration d'un Etat et d'un gouvernement ouvrier qui aura pour tâche de reconstruire la société sur la base des besoins et des aspirations de l'ensemble des exploités...

La voix de l'opposition de gauche est un mot d'ordre politique, c'est l'engagement de combattre sur le terrain politique contre l'Etat des capitalistes et le capitalisme lui-même sur tous les fronts.

Comme l'expliquait Lénine, on doit se saisir de la moindre mesure prise par le gouvernement (et relayée par les médias aux ordres) contre une couche particulière du prolétariat, pour montrer qu'en réalité elle est tournée contre l'ensemble de notre classe qu'il entend ainsi mater, réduire au silence ou maintenir dans un état de servitude qui dure déjà depuis plus de deux siècles.

C'est ainsi que lorsque le gouvernement se sert du moindre fait divers pour s'attaquer aux couches les plus faibles de la classe ouvrière, il est inconcevable de ne pas y répondre ou d'y répondre par le mépris sous divers prétextes ou de ne pas démontrer publiquement comment le gouvernement s'y prend pour s'attaquer à tous nos droits et réduire encore le peu de liberté dont nous disposons, car un jour ou l'autre il retournera ces nouvelles lois à caractère antisociale, répressive ou liberticide contre l'ensemble du prolétariat. C'est de plus en plus souvent par ce biais que le gouvernement diffuse sa propagande et entend nous soumettre à ce qui ressemble de plus en plus à un Etat policier dans la perspective d'un affrontement général et violent entre les classes.

La voix de l'opposition de gauche, ce n'est pas la voix d'un seul militant, c'est la voix de tous les courants, tendances ou regroupements politiques qui combattent pour la révolution prolétarienne et le socialisme qui figurent dans la Tribune libre du site, je n'ai pas retenu ce nom avec la prétention ou l'intention de représenter à moi tout seul le combat pour la révolution socialiste mondiale.

J'espère que ces explications rassureront définitivement ce camarade. Ce n'est que le nom du site et rien de plus. A quelques jours du 70e anniversaire de l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline, les camarades auront en mémoire que le courant politique que dirigeait Trotsky et qui s'était regroupé autour de lui pour mener le combat contre le stalinisme après la mort de Lénine avait pris pour nom L'opposition de gauche.

C'est donc aussi en hommage à Trotsky que j'ai adopté ce nom pour le site. Et comme je vous l'ai déjà dit, il m'est passé par l'esprit un soir et je me suis dit : pourquoi pas après tout, sans davantage réfléchir ou sans faire le moindre calcul, sur un coup de tête si vous voulez, histoire aussi de tourner la page d'un site commencé en 2004 quand je soutenais encore le PT et d'en ouvrir une autre tournée résolument vers l'avenir, mais sans rien renier du passé.

---

**Le 16 août**

J'ai corrigé les nombreuses fautes qui figuraient dans ma réponse au camarade, hier. (y compris le fichier pdf)

J'ai écrit en grande partie ce texte hier après-midi alors que 14 personnes avaient débarqué chez moi sans que j'en aie été prévenu à l'avance, dont 8 enfants, et j'ai dû m'occuper d'eux seul puisque Manju est en France. Ils étaient venus pour un repas de famille pour célébrer l'Independance day, l'indépendance de l'Inde le 15 août 1947, et aujourd'hui 16 août c'est au tour de Pondichéry, ancien comptoir de l'impérialisme français. Donc j'ai été très perturbé dans mon travail faisant 50 allers et retours entre le jardin, la cuisine et le bureau.

La page *Présentation du site* sera actualisée dans quelques jours.

Sauf événement imprévu, la journée de mobilisation du 7 septembre devrait être une des plus importantes des dernières décennies, si j'en crois l'ampleur du rejet que suscitent à la fois le projet de loi du gouvernement sur les retraites et sa politique en générale, qui s'exprime sur Internet. J'ai relevé deux propos significatifs à cet égard :

1- "*Même si je ne suis pas syndiqué ni de gauche, ni fonctionnaire ni aux 35h, mais à mon compte à 11h de travail par jour et sur 305 jours, je serai dans la rue le 7 septembre pour manifester...*"

2- "*J'y serai, par colère. Jamais été dans la rue mais là je ne supporte pas le mépris, le manque de moralité...*"

Le combat contre le projet du gouvernement aurait dû mettre davantage en évidence sa principale contradiction : alors que les jeunes sont livrés au chômage ou à la surexploitation sur fond de précarité généralisée, le gouvernement veut repousser l'âge du départ à la retraite des vieux travailleurs repoussant d'autant la date d'embauche de jeunes. Le combat contre le projet du gouvernement aurait dû être tourné vers la jeunesse qui n'a rien à attendre de leur société...

**FO. Constat, regret et satisfaction.**

"*Mais le 7 septembre ne suffira pas. Si on veut obtenir satisfaction en matière de retraite comme sur d'autres dossiers il faudra un rapport de force plus fort*", a jugé M. Mailly dans une vidéo réalisée vendredi. "*Il n'y a qu'une seule chose qui peut faire reculer le gouvernement, c'est à la fois une mobilisation forte et une mobilisation avec des suites*", à ses yeux.

C'est quoi monsieur Mailly "*une mobilisation avec des suites*" ? Une grève générale illimitée jusqu'au retrait inconditionnel du projet du gouvernement ? Une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale pour exiger le retrait du projet du gouvernement ? Les deux ? Qu'est-ce qu'un "*rapport de force plus fort*" ? N'existe-t-il pas déjà sur la question précise des retraites ? S'il ne peut s'exprimer, cela ne viendrait-il pas du fait que les dirigeants syndicaux refusent d'avancer ces deux mots d'ordre ? Pourquoi ne le peuvent-ils pas ? Cela ne viendrait-il pas par hasard du fait qu'ils devraient rompre leurs relations avec le gouvernement et le patronat et qu'ils n'y tiennent pas ?

FO, favorable au retrait du projet de réforme des retraites "*qui ne convient pas et qui n'est pas amendable*", à l'exception de l'augmentation des cotisations sociales pour laquelle FO s'est prononcé à plusieurs reprises.

"*la crise est loin d'être finie, malheureusement, parce que les incertitudes sont encore très nombreuses notamment au niveau international*" ajoute-t-il.

Quel malheur ! Au moins si la crise du capitalisme était terminée, la menace qui plane sur son avenir serait levée.

Les travailleurs peuvent se mobiliser en période de crise parce qu'ils refusent d'en supporter leurs conséquences, leur combat dans ce contexte ne peut que les amener à s'attaquer au capitalisme et ses institutions politiques, c'est la situation la plus dangereuse pour le capitalisme.

Les travailleurs peuvent se mobiliser dans la période qui suit la crise car ils veulent profiter à leur tour de la reprise économique, leur combat dans ce contexte ne peut que les amener à revendiquer une part infime des profits engrangés par les capitalistes, c'est la situation la moins dangereuse pour le capitalisme.

"*Il vaut mieux avoir de bons chiffres que de mauvais chiffres...*" (Lepoint.fr 14.08)

Quel soulagement ! Mailly partage ainsi le bonheur de Christine Lagarde qui se réjouit de la hausse du PIB de 0,6% au deuxième trimestre, à croire qu'ils partagent les mêmes intérêts.

**Crise au sommet de l'Etat, suite.**

**1-** L'évacuation d'un camp de Roms, samedi 14 août à Montreuil, a été vivement dénoncée par le député villepiniste Jean-Pierre Grand (UMP), qui estime que la "*politique de démembrement des camps illégaux*" menée par le gouvernement "*tournait à l'ignoble*".

"*Peut-on être un député de la République et laisser faire cela sans réagir quand on découvre que les forces de l'ordre, intervenant très tôt le matin, trient les familles, les hommes d'un côté, les femmes et enfants de l'autre, avec menace de séparer les mères et les enfants?*", s'est insurgé M. Grand, qui avait déjà appelé Nicolas Sarkozy "*à revoir sa politique*" en matière d'accueil des gens du voyage dans une lettre adressée au président au début du mois d'août.

"*Tous les Républicains ne pourront que condamner ces méthodes qui rappellent les rafles pendant la guerre*", a ajouté le député de l'Hérault,

qui appelle à la démission du préfet de Seine-Saint-Denis, Christian Lambert. L'ancien patron du RAID a été nommé en avril à ce poste par Nicolas Sarkozy. (Lemonde.fr et AFP 14.08)

**2-** L'ex-ministre Christine Boutin, présidente du Parti Chrétien Démocrate (PCD, allié à l'UMP), critique certaines propositions sécuritaires avancées par son camp, appelant à cesser de "*cultiver la peur*" et "*monter les gens les uns contre les autres*".

"*La stigmatisation de telle ou telle communauté exacerbe la violence*", commente Mme Boutin dans le Parisien-Dimanche/Aujourd'hui en France.

"*Et de qui parle-t-on, quand on évoque les Français d'origine étrangère ? Beaucoup de Français sont d'origine étrangère, nous le sommes tous peu ou prou, à commencer par le président de la République lui-même ! Comment peut-il oublier ça ?*", dit-elle à propos de l'ascendance hongroise du chef de l'Etat. (Lepoint.fr 14.08)

**Nouvelles de la "gauche".**

À gauche, certains semblent apprécier la décision du chef de l'État. À l'instar du maire PRG de Carrières-sous-Poissy (Yvelines), Eddie Aït, qui a écrit cette semaine à Nicolas Sarkozy pour lui demander d'évacuer les camps de Roms installés dans son département. «*En tant qu'élu de gauche, et dans un souci de salubrité et de sécurité publique, je demande leur évacuation et leur expulsion dans les meilleurs délais*», explique Eddie Aït. (Lefigaro 13.08)

**Niger**

Le Niger risque de connaître la pire crise alimentaire de son histoire, près la moitié de la population vit dans la pénurie et un enfant sur six est atteint de malnutrition aigüe, estiment des responsables humanitaires.

Les villageois décrivent une situation plus grave qu'en 2005, quand des dizaines de milliers d'enfants dénutris avaient été traités par les organismes d'aide, pire même que la famine de 1973 qui avait fait des milliers de morts, selon Malek Triki, porte-parole régional pour le PAM (Programme alimentaire mondial) de l'ONU. "*Ils disent que c'est la pire crise de mémoire d'homme*", ajoute-ti-l.

Selon des études menées en mai et juin, 16,7% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë. Soit un chiffre supérieur à celui de 15%, repère au-dessus duquel l'ONU considère qu'il s'agit d'une situation d'urgence.

Pour le PAM, 7,3 millions de personnes, soit près de la moitié de la population totale de ce pays désertique ont désespérément besoin de vivres. Dans des zones rurales comme Diffa, précise M. Triki, la plupart des habitants ne se nourrit qu'une fois par jour, au mieux.

Cette année, la sécheresse a détruit les récoltes et le bétail est mort de faim, faute de fourrage, selon Christy Collins, directrice de l'ONG américaine Mercy Corps. Dans le nord et le centre, des carcasses d'animaux parsèment le paysage. (AP 14.08)

**Thaïlande.**

Ce site internet a été bloqué en vertu du décret d'urgence, «page inaccessible» ou simplement trois lettres rouges sur fond noir : «BAN» («interdit»). Ces messages sont désormais familiers pour les internautes thaïlandais.

Cette censure silencieuse, qui s'apparente à une chasse aux sorcières dans les médias et sur Internet, s'appuie notamment sur les pouvoirs exceptionnels d'un décret d'urgence appliqué depuis le 7 avril. Selon l'ONG Freedom Against Censorship Thailand (Fact), 210 000 sites ont été bloqués par le «big brother» du Web, le ministère des Technologies de l'Information et de la Communication (MICT). Qui préfère évoquer 50 000 pages, suspendues car «pornographiques» ou «contraires à la morale», selon lui. Pourtant, la censure frappe aussi l'ensemble des sites proches de l'opposition. Au rang des indésirables, on trouve entre autres, le site d'analyse Asia Sentinel, de nombreux blogs, certaines pages sur Facebook, Youtube, ou encore Pantip, l'un des forums de discussion les plus fréquentés. Des journaux en ligne indépendants sont aussi touchés. Le respecté Prachatai, qui revendique 40 000 visiteurs quotidiens, a dû changer plusieurs fois d'adresse URL pour échapper à la censure.

«Propagande». Même acharnement à l'encontre des médias traditionnels. Plusieurs dizaines de radios communautaires jugées proches des «Chemises rouges» ont aussi cessé d'émettre à la suite d'opérations musclées des forces de l'ordre. Même punition pour la chaîne People's TV et l'hebdomadaire Thai Red News. «Ces médias ont été fermés car ils incitaient à la violence. Même une démocratie ne peut laisser des médias véhiculer des messages de haine», se justifie Panitan Wattanayagorn, le porte-parole du gouvernement.

De nombreux observateurs confirment pourtant qu'un climat de peur s'est installé dans le monde des médias. Plusieurs ministres ont accusé les journalistes locaux et les correspondants étrangers d'avoir pris parti lors du conflit politique et d'avoir accentué les divisions sociales. Dans ce contexte, l'autocensure, déjà très présente dans la presse et l'audiovisuel thaïlandais, a tendance à se généraliser. Une journaliste de la télévision Channel 3 avoue avoir été fermement encouragée à «*coopérer avec la politique gouvernementale*». «*Nous devenons des*

*instruments de propagande, mais il n'y a pas d'autre manière de survivre sous ce décret d'urgence*», surenchérit un animateur radio du nord du royaume. Ce décret, mis en place le 7 avril (au pire des manifestations antigouvernementales) et récemment reconduit «*sans raison apparente*» d'après le vice-président du Sénat, a renforcé l'arsenal répressif. Au nom de la «*sécurité nationale*», il permet de bâillonner n'importe quel média, sans jugement. «*Ce décret viole la liberté d'expression, un droit pourtant garanti par la Constitution. On dirait une loi martiale déguisée*», réagit l'universitaire Ubonrat Siriyuvasak.

La loi sur la cybercriminalité de 2007 et le crime de lèse-majesté avaient déjà réduit la liberté d'expression. Dans un pays où le roi est quasi sacré, tout propos critique est passible de quinze ans de prison selon le code pénal. «*Comme tout le monde, nous faisons maintenant très attention à ce que nous écrivons, confie Sawatree, une blogueuse de 24 ans. Au-delà de la censure, on a surtout peur des arrestations.*» Pour avoir publié des images déformées de la famille royale, l'internaute Suwicha Thakor a passé dix-huit mois derrière les barreaux. La directrice du journal en ligne Prachatai est, elle, jugée pour avoir tardé à effacer de son site des commentaires déposés par des internautes, jugés insultants pour la monarchie. Acculé, le journal alternatif vient de supprimer son forum de discussion. «*Nous ne pouvons plus assurer notre sécurité ni celles de nos usagers*», lâche l'équipe dans un communiqué. Même les profils Facebook sont décortiqués par les autorités à la recherche de contenus subversifs. «*Le gouvernement a gagné la bataille de la rue, mais Internet constitue un nouveau front, commente Supinya Klongnarong, qui milite pour la liberté d'expression au sein du Thai Netizen Network. Près de 23% des Thaïlandais y ont accès. On peut y évoquer des sujets tabous, comme la monarchie, alors que les médias traditionnels s'autocensurent.*» (Libération.fr 14.08)

Haut de page

---

**Le 18 août**

**Retraites.**

1- FO RATP a annoncé lundi le dépôt d'un préavis de grève illimitée à partir du 6 septembre au soir. Il concernera tous les salariés de l'entreprise publique. (20minutes.fr 16.08)

Pourquoi ne pas appeler tout simplement l'ensemble des travailleurs du pays à la grève générale illimitée à partir du 6 septembre au soir jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites et le retour aux conditions d'avant 1993 ? Ne serait-ce pas cette motion qui devrait être proposée et votée par les assemblées générales de syndiquées de façon à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière avec ses revendications dans la grève générale contre le gouvernement et le patronat ?

2- Les quatre syndicats représentatifs de la SNCF ont appelé jeudi 19 août les cheminots à se "*préparer*" à la journée d'action du 7 septembre, lancée par la totalité des confédérations contre la réforme gouvernementale des retraites.

Dans un communiqué commun, les fédérations syndicales de cheminots CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT invitent, dans un communiqué commun, les agents de l'entreprise publique à se "*préparer à intervenir massivement par la grève et les manifestations le 7 septembre prochain*".

"*Des millions de salariés se positionnent à l'heure actuelle contre un projet de réforme injuste, refusant notamment le report brutal de l'âge de départ en retraite*", affirme le communiqué. (LeMonde.fr 19.08)

**Tant de bruit nuit à l'"*union sacrée des maires avec l'Etat*".**

**1-** Jacques Pélissard, président UMP de l'Association des maires de France, juge dans une interview au *Parisien*, à paraître mardi, " *ni réaliste, ni applicable*" l'idée de Christian Estrosi de sanctionner les maires laxistes en matière de sécurité.

Si Jacques Pélissard approuve l'idée du ministre de l'Industrie d'une union sacrée des maires avec l'Etat pour faire face au problème de l'insécurité, il exprime son désaccord avec sa proposition. (Reuters 16.08)

**2-** Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a pris ses distances mardi sur Europe 1 avec la proposition de Christian Estrosi de sanctionner les maires laxistes en matière de lutte contre l'insécurité. (Reuters 17.08)

**3-** En déplacement à Toulon (Var), le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a été le second responsable du gouvernement à rejeter la proposition de Christian Estrosi. (Reuters 17.08)

Après tout, des milliers de maires ne respectent toujours pas la loi imposant un quota de 20% de logements sociaux dans leur commune, idem pour la mise à disposition d'ères de stationnements pour les gens du voyage...

**Chasse aux Roms : L'aveu.**

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé ce mardi matin à Toulon (Var) que «*ce sont quelque 700 Roms qui seront raccompagnés dans leurs pays d'ici la fin du mois*». Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a pour sa part affirmé ce mardi sur RTL que la France ne mettrait pas en place des «*vols spéciaux*» pour reconduire les Roms dans leur pays d'origine, reconnaissant en même temps que les personnes expulsées pourront revenir «*puisque c'est la loi*». (20minutes.fr 17.08)

On tient là l'argument le plus évident pour démontrer aux travailleurs que la chasse aux Roms était un coup monté par Sarkozy pour faire diversion et éviter de parler des retraites ou du chômage notamment, diviser les travailleurs, sinon pourquoi chasser les Roms en sachant très bien qu'il sera impossible d'éviter qu'ils reviennent puisqu'ils sont citoyens d'un des pays de l'Union européenne et qu'ils ont le droit de circuler librement dans les 27 pays de l'UE.

**Qui le mieux défendra la Constitution et manipulera l'opinion publique ?**

Dominique Paillé, porte-parole adjoint de l'UMP, a accusé mardi Edwy Plenel d'"*être un vrai délinquant du journalisme*" après que le fondateur de Mediapart a qualifié, dans la matinée, le président Nicolas Sarkozy de "*délinquant constitutionnel*".

Le fondateur de Mediapart avait accusé, mardi matin sur France Inter, le président de la République d'avoir "*violé la Constitution*", dans son discours de Grenoble, en proposant la déchéance de la nationalité pour certains criminels d'origine étrangère.

"*La possession d'une carte de presse n'autorise pas toutes les outrances et ne justifie en rien de proférer des insultes pour salir les institutions du pays ou ses représentants élus*", affirme Dominique Paillé.

"*La recherche permanente de la publicité pour soi, la volonté d'être au centre de toutes les manipulations pour tenter de façonner l'opinion publique (...) sont des comportements dévoyés qui ne mériteraient que mépris s'ils ne sapaient les fondements mêmes de notre pacte social et de nos valeurs institutionnelles*", ajoute-t-il. (Lepoint.fr 17.08)

Paillé doit parler de Sarkozy ! Il a raison, Sarkozy et l'UMP ne mérite que mépris pour avoir manipulé les électeurs lors de la campagne des élections présidentielles de 2007... et n'avoir depuis jamais cessé de recourir à cette méthode pour appliquer sa politique réactionnaire.

Dans leur camp ils parlent volontiers de la Constitution, dans le nôtre c'est un sujet tabou !

**Quand les patrons font la loi.**

Serge Dassault, sénateur UMP de l'Essonne, souhaite déposer une proposition de loi au Sénat afin de modifier l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Le sénateur a annoncé ce mardi vouloir appliquer la majorité pénale "*dès 16 ans et non plus 18 ans*". (Libération.fr 17.08)

Je rajouterais le travail forcé pour ces gosses emprisonnés... pour le compte de patrons comme Dassault.

**Italie.**

Alors qu'il participait à un débat sur le thème « *Rome est-elle vraiment une voleuse ?* », le maire de la ville a évoqué les difficultés financières de la mairie devant l'augmentation du nombre de manifestations. Ces six derniers mois, on a en effet dénombré plus de 525 manifestations à caractère national, deux fois plus qu'en 2009. Et l'année n'est pas terminée.

Un cortège de 10 000 manifestants coûterait 18 000 euros à la commune (dont 7 000 euros de frais de police municipale et 5 000 euros de frais d'entretien et de nettoyage). Un chiffre proportionnel au nombre de participants : une manif de 100 000 contestataires coûterait ainsi près de 215 000 euros à la commune.

Sans compter les conséquences pour les habitants qui doivent supporter les désagréments d'une ville totalement désorganisée (trafic paralysé, transports en communs interrompus).

Une facture bien trop lourde pour le maire Pdl (« Popolo della Libertà », parti de Silvio Berlusconi) qui projette d'instaurer une taxe : pour manifester dans la Rome éternelle, « *vitrine médiatique* » de l'Italie, il faudra que les organisateurs mettent la main au portefeuille en contribuant substantiellement aux dépenses.

Douche froide pour les syndicalistes qui dénoncent une « *provocation antidémocratique* », une « *boutade ferragostienne* », tandis que l'opposition se déchaîne contre « *une initiative qui cherche à limiter le droit de manifester des forces politiques et sociales* » garanti par la Constitution. (Rue89 17.08)

Menaces sur le droit de grève, menace sur le droit de manifester, présence de milices patrouillant dans les quartiers des grandes villes, etc.

l'ombre des chemises noirs plane sur l'Italie...

**Chine.**

Plus de trente ans après le début de son ouverture économique, la Chine, grâce à une croissance à plein régime, a - successivement - dépassé la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et, tout dernièrement, le Japon, pour devenir la deuxième puissance économique mondiale.

Toutefois, reconnaît un responsable du ministère du Commerce chinois, si l'on s'en tient au revenu par habitant et non pas seulement au PIB, la Chine arrive loin derrière ses rivaux et a encore beaucoup à faire: «*Nous ne devrions pas nous soucier seulement du PIB, mais nous devrions être attentifs au revenu par habitant.*»

Le revenu par habitant en Chine est de 3.800 dollars. Ce qui classe le pays au 105e rang mondial. Tandis que 150 millions d'habitants, sur une population de 1,3 milliard de Chinois, vivent sous le seuil de pauvreté.

Et si son PIB dépasse désormais celui du Japon, la Chine est dix fois plus peuplée que son voisin et est aussi dix fois moins riche par habitant.

«*La qualité de la croissance économique chinoise doit encore être améliorée, que ce soit en termes de qualité de vie, de protection de l'environnement, de science ou de technologie*», a souligné le représentant du Commerce chinois. «*Au niveau d'une nation en développement*»

Pour autant, écrit le Quotidien du peuple, «*l'économie chinoise est encore au niveau d'une nation en développement. La deuxième économie mondiale n'est donc pas l'équivalent de la deuxième puissance économique mondiale*».

Pour le journal de langue anglaise China Daily, la communauté internationale «*ne doit pas attendre trop d'une économie en développement au revenu par habitant encore faible*». (Libération.fr 17.08)

Haut de page

---

**Le 20 août**

Les agriculteurs du Lot-et-Garonne ont vendu hier 10 tonnes de fruits et légumes place de la Bastille à Paris. Une bonne affaire, des prix imbattables ? Ils ont pris les consommateurs pour des cons en vérité, ils les ont vendus environ le double que les prix pratiqués sur un marché de Marseille. Déjà à Aubagne qui est situé à 35 minutes en bus de Marseille, sur le marché les mêmes fruits et légumes sont souvent vendus aussi chers qu'à Paris, en pleine saison, c'est mon épouse Magueswary qui me l'a signalé, elle me téléphone tous les deux jours grâce à un abonnement forfaitaire (40 euros par mois). Ensuite ils se plaignent, qu'ils ne comptent pas sur nous pour les soutenir car ils se comportent exactement comme les grandes surfaces qu'ils dénoncent.

Pas le temps de causer ni l'envie.

**Peut-on en douter un seul instant ?**

De quoi diantre ? Un peu de patience, on aborde une question sérieuse. Bon, c'est vite dit, jugez plutôt.

Extrait de l'éditorial d'*Informations ouvrières* n°111 de cette semaine :

"*Des personnalités (1) appellent à manifester le 4 septembre contre la « démarche » du gouvernement. Elles se prononcent pour « le nécessaire respect de l'ordre public », invitent le gouvernement à cesser de « fouler aux pieds la Constitution » et de «mettre en péril la paix civile ». Est-ce vraiment de cette manière que l'on va s'opposer à la dérive en cours ? La Constitution de la Ve République ? Insérée dans l'Union européenne, elle est le cadre qui organise la destruction massive des emplois, des services publics et des droits ouvriers et démocratiques. Défendre la Constitution permettrait de bloquer l'offensive contre la démocratie ? On est en droit d'en douter.*"

En douter, en douter seulement ? C'est tout ? En réalité Gluckstein refuse de trancher.

Vous vous souvenez sans doute qu'il nous avait fait le même coup deux semaines auparavant lorsqu'il avait écrit : " *Des institutions de la Ve République, anti-ouvrières et antidémocratiques, il n'y a rien à attendre pour qui veut défendre et préserver les droits de la classe ouvrière.*".

Affirmer qu'on pourrait très bien se passer de la Constitution et des institutions de la Ve République n'engage à rien, quand on demeure incapable de dire par quoi il faudrait les remplacer, vous ne trouvez pas ? Une proposition.

Ne serait-ce pas une excellente occasion pour engager une campagne politique pour l'abrogation de la Constitution de la Ve République sur laquelle repose les institutions, l'Etat des capitalistes ? Qui osera encore affirmer qu'il est impossible de poser la question de l'Etat, du pouvoir politique ? Qui osera encore affirmer que le développement de la situation ou de la lutte des classes ne permet pas de la poser en toutes circonstances ? Lénine osait l'affirmer, mais c'était un affreux gauchiste.

Cela forcerait tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière à prendre position clairement pour ou contre son abolition et ainsi cela permettrait aux militants et aux travailleurs de savoir quels partis se situent à leurs côtés et quels partis se trouvent dans le camp de leurs ennemis ? Ne serait-ce pas un bon moyen pour aider à clarifier la situation au sein du mouvement ouvrier et forcer les uns et les autres à préciser leurs réelles intentions ? Si le POI n'y tient pas vraiment, c'est peut-être parce qu'il a autant intérêt que les autres partis à ce que cette campagne n'ait jamais lieu. Cette stratégie serait bien entendue incompatible avec la tactique du front unique.

Une telle campagne permettrait donc de vérifier une fois pour toute les réelles intentions de ceux qui se prononcent régulièrement contre la Ve République sans avoir à le démontrer dans la pratique, au-delà des déclarations orales ou écrites ou des programmes des différents partis dans lesquels cette question figure et qui n'engage finalement à rien aussi longtemps qu'un processus révolutionnaire ne la mettra pas directement à l'ordre du jour. Mais qui y tient vraiment ? Pas le POI apparemment, à deux reprises Gluckstein en a eu la possibilité et il s'est bien gardé d'avancer sur ce terrain.

Les responsables de la situation délétère que nous connaissons aujourd'hui sont bien connus comme le rappelle Gluckstein "*ce sont ceux qui, aux sommets du gouvernement et des multinationales*", certes, mais qu'est-ce qui leur en donne le pouvoir sinon la Constitution ? Abolissez la Constitution et vous abolissez la totalité des institutions de la Ve République, l'Etat des capitalistes n'a plus de bases légales ou juridiques pour continuer à exister, ainsi se trouve poser la question de l'Etat ouvrier qui doit le remplacer sur la base de la mobilisation révolutionnaire et l'organisation de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels du pays. C'est cette organisation qui constituera la base de cet Etat ouvrier.

Maintenant ce n'est pas parce que vous abolissez la Constitution que vous abolissez du même coup les rapports de production basés sur la propriété privée des moyens de production. Il faut donc que le prolétariat révolutionnaire se dote d'une Constitution dans laquelle sera inscrite l'abolition de la propriété privée des moyens de production, et que dans un premier temps, les grands ou les principaux moyens de production soient désormais le bien commun de la collectivité de telle sorte qu'il soit impossible dans l'avenir à quiconque d'en devenir le propriétaire tout ou en partie, et pour que leur fonctionnement repose réellement sur les besoins de la population, que les richesses qu'ils produisent profitent vraiment à l'ensemble des producteurs, leur contrôle devra être assuré par les travailleurs eux-mêmes. Il serait urgent de rédiger un projet de Constitution qui remplacerait celle de la Ve République.

Sarkozy, qu'une grande partie de ceux qui ont voté pour lui en 2007 traitent dorénavant d'*imposteur*, amuse la galerie avec ses déclarations fracassantes, et cela marche. J-L. Mélenchon le traite de "*Zorro de service* ", P. Laurent de "*xénophobe*" ou de "*raciste*", etc. Après plus républicain que moi tu meurs, meilleur défenseur de la Constitution que moi tu meurs, vaut mieux encore parler d'autres choses, des retraites par exemple. Pourquoi pas, pourquoi ne pas relier la question des retraites, du chômage, etc. à celle de la Constitution, des institutions ? Mais ce serait forcément orienter résolument notre combat dans une perspective politique, contre l'Etat ? En voilà une histoire ! Justement, ne serait-ce pas ce qui manque le plus aujourd'hui aux travailleurs pour reprendre espoir que vivre dans une société meilleure c'est possible ?

Si au cours des 52 dernières années il a été impossible d'en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté notamment, cela n'aurait-il rien à voir avec l'existence de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que les directives réactionnaires de l'Union européenne ont été adoptées ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que la Bourse, les banquiers et les actionnaires des multinationales ont pris le pouvoir ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que des milliers de militaires ont été envoyés aux quatre coins du monde pour faire la guerre à des peuples qui ne leur avaient rien demandé ou pour soutenir des régimes antidémocratiques ou des dictatures ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que tous nos acquis ou droits sociaux sont systématiquement remis en cause puis liquidés ? Ne serait-ce pas dans ce cadre précis que s'est développée l'exclusion, toutes les formes de discrimination et de violence que nous connaissons aujourd'hui, le racisme, la xénophobie, tant d'injustices et d'inégalités qui frappent des couches entières de la population, principalement la classe ouvrière ? Ne serait-ce pas dans ce cadre précis que s'est développée une forme de décadence intellectuelle, culturelle ou artistique dont la médiocrité est récompensée par une légion d'honneur ? Ne serait-ce pas dans ce cadre précis que tous les rapports sociaux ou familiaux sont en train de se déliter pour céder la place à un individualisme suicidaire ? Etc. Ce ne sont pas les arguments qui manquent pour tailler en pièces les instititutions ou le régime en place.

Cette proposition n'intéressera évidemment pas les dirigeant du POI (CCI) qui en plus de devoir gérer les contradictions au sein de leur propre parti ont apparemment beaucoup de mal à suivre le développement de la situation, ce qui explique peut-être qu'ils aient besoin tous les quatre matins de recourir à des déclarations fracassantes du genre : "*Passer sur les retraites, c'est ouvrir la voie à des mesures qui auraient pour résultat un véritable basculement de société*" (L. Gauthier page 2), car voyez-vous désormais la transformation de la quantité en qualité se produirait à la vitesse de la lumière, ce qui n'est pas totalement faux, sauf qu'à cette vitesse-là elle passera inaperçue même à l'oeil nu d'un initié, lumière sans doute nécessaire pour se projeter dans le futur et qui demande en plus de faire preuve d'un peu d'audace quand on dirige un parti. Bon il ne faut pas trop leur en demander et nous ne nous faisons aucune illusion de ce côté-là.

Remettre en cause la Constitution et les institutions de la Ve République, c'est une chose, indiquer la voie à suivre pour l'abolir ou les renverser en s'inspirant des enseignements de la lutte de classe du XXe siècle, principalement de la révolution russe, c'est une autre paire de manches, surtout qu'il faudrait préciser par quels organismes politiques elles pourraient être remplacées... Inutile d'aller plus loin pour le moment, bien qu'on puisse proposer une ou des réponses à cette question, puisque sans une révolution aucun changement politique n'aura jamais lieu. Et oui, même le mot *révolution* est devenu imprononçable, tabou, tant ils divisent à l'intérieur des partis dits ouvriers, n'est-ce pas ?

En guise d'épilogue.

La pauvreté, le racisme, la xénophobie, la violence, etc. qui alimentent les conversations et font l'objet de grandes déclarations ne datent pas d'hier. Hier, pour tous ces gens-là ils étaient tolérables, quand ils prennent une forme plus aigue du fait de la crise du capitalisme et constituent une menace pour leur petit confort personnel et l'ordre établi, ils se souviennent soudain de leur existence... avant de passer à autres choses les jours suivants.

Le chômage de masse existe depuis plus de 30 ans, on vit avec, la pauvreté n'a jamais cessé, on ne la voit même plus en temps ordinaire, le racisme a toujours été présent, il fait partie des meubles lui aussi, la violence n'a jamais disparu, on y prête attention que lorsqu'elle nous concerne directement ou qu'elle sert de propagande au gouvernement, lorsqu'elle ne concerne plus que les quartiers défavorisés et tend à se généraliser.

Par bien des côtés le racisme et la xénophobie étaient bien pire dans les années 60 qu'aujourd'hui, un résidu nauséabond de la guerre et de la décolonisation inachevée... Le chômage de masse s'est développé à la suite de la crise du capitalisme du début et du milieu des années 70. La violence à l'école ou dans les banlieues existait déjà dans les années 60-70, j'en ai été suffisamment victime pour en témoigner si nécessaire.

**Ecologie capitaliste.**

Génération Ecologie (GE) a affirmé jeudi qu'elle ne soutenait pas un appel à une candidature de Nicolas Hulot à la présidentielle de 2012, "*déplorant*" un tel appel lancé, sans son aval, par l'Alliance écologiste indépendante dont GE est membre. Lire la suite l'article

"*C'est avec surprise que Génération Ecologie découvre*" que "*l'Alliance écologiste indépendante en appelle à Nicolas Hulot pour être le candidat des écologistes à la prochaine élection présidentielle*", affirme dans un communiqué Michel Verna, porte-parole national de GE.

"*Cette décision*" de l'AEI a été prise de "*façon unilatérale, sans avis des instances de Génération Ecologie et du bureau politique de l'AEI et nous le déplorons*", ajoute-t-il.

"*Génération Ecologie ne soutient pas l'appel à la candidature de Nicolas Hulot et souhaite un candidat écologiste indépendant issu de l'Alliance Ecologiste Indépendante*", ajoute le communiqué. (Lepoint.fr 19.08)

**Des policiers d'extrême droite dictent, le ministère de l'Injustice applique.**

Le parquet d'Evry a interjeté appel jeudi de la condamnation à sept et trois mois de prison ferme à l'encontre de deux hommes de 18 et 20 ans pour des violences commises sur des policiers dans le quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes (Essonne), a indiqué le parquet. Mercredi, le tribunal correctionnel d'Evry a condamné ces deux hommes à respectivement un an de prison, dont cinq mois avec sursis mise à l'épreuve, et trois mois ferme, pour des violences volontaires et des outrages sur des policiers. Les deux condamnés n'ont toutefois pas passé la nuit en prison, aucun mandat de dépôt n'ayant été prononcé à l'audience.

Jeudi, le syndicat Alliance, second syndicat de gardiens de la paix, a déclaré que "*les policiers ne comprennent pas la légèreté des peines*", s'interrogeant "*sur ce verdict d'une clémence sans commune mesure avec les faits graves reprochés aux prévenus*". (Lepoint.fr 19.08)

**Le gouvernement mondial des banques.**

**1-** Le président de BNP Paribas, Michel Pébereau, et son directeur général Baudouin Prot ont dégagé un total d'1,2 million d'euros de plus-value en actions, après avoir exercé puis revendu des stock-options en août, selon des informations de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Michel Pébereau a exercé (acheté) le 9 août des stock-options pour un total de 1.894.800 euros à un prix préférentiel de 47,37 euros l'action, selon des déclarations publiées mercredi par l'AMF. Il a ensuite revendu les actions au prix du marché (56,922 euros), pour un total de 2.276.880 euros, réalisant une plus-value de 382.080 euros.

Dans une opération similaire de stock-options, il avait acquis le 3 août 40.000 actions au prix préférentiel de 47,37 euros pour un montant de 1.894.800 euros, avant de les revendre le même jour au prix de 56,06 euros, pour un montant total de 2.242.400 euros, d'où une plus-value

de 347.600 euros.

Baudouin Prot a pour sa part cédé le 9 août pour 2.846.100 euros d'actions au prix unitaire de 56,922 euros, après avoir exercé des stock-options le 3 août pour un montant de 2.368.500 euros, selon des documents de l'AMF. La plus-value atteint 477.600 euros. (libération.fr 18.08)

**2-** Un juge américain a validé mercredi un accord à l'amiable conclu entre Barclays et le ministère de la Justice mettant un terme aux poursuites engagées à l'encontre de la banque pour avoir enfreint des sanctions commerciales.

Ce juge fédéral, Emmet Sullivan, avait pourtant estimé la veille que cet accord, qui prévoit le versement par l'établissement britannique de 298 millions de dollars (232 millions d'euros), constituait un traitement de faveur.

Il a finalement donné son feu vert mercredi au terme d'une audience d'une heure pendant laquelle il s'est dit préoccupé par le fait que Barclays avait choisi de ne pas plaider coupable, qu'aucune personne n'était poursuivie à titre individuel et que l'amende serait réglée par les actionnaires et non les dirigeants de la banque.

Barclays est accusée d'avoir commercé avec des banques à Cuba, en Iran, en Libye, au Soudan et en Birmanie de 1995 jusqu'à septembre 2006, montrent des documents de justice.

Les Etats-Unis ont imposé des sanctions et des embargos commerciaux contre Cuba, l'Iran, la Libye, le Soudan et la Birmanie. Barclays est accusée d'avoir masqué des transactions pour le compte de banques dans ces pays.

L'accord à l'amiable porte sur une durée de deux ans et si Barclays remplit ses engagements, les charges seront levées au terme de ce délai. (Reuters 18.08)

**Grande-Bretagne. Recyclage.**

L'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown demande 100.000 dollars (78.000 euros) par discours, maigre pitance par rapport à son prédécesseur Tony Blair, le mieux payé au monde avec des cachets qui peuvent aller jusqu'à plus de 400.000 euros (487.000 euros), selon la presse britannique, notamment pour deux discours donnés aux Philippines.

Gordon Brown a demandé à une agence londonienne spécialisée de sonder des clients potentiels au Moyen-Orient et en Asie pour des interventions à propos du livre qu'il est en train de finaliser et qui portera sur la crise économique, indique le magazine The Spectator (droite).

Gordon Brown demande que lui soit également accordé une chambre dans un hôtel cinq étoiles, un billet d'avion en première classe et trois business class pour sa suite. Son épouse Sarah peut être «louée» pour 20.000 dollars (16.000 euros) afin de décerner un prix lors de cérémonies officielles, précise le Spectator. (Libération.fr 19.08)

**Suisse.**

Swiss Life Holding a fait état mercredi un bénéfice net en hausse de 94% au premier semestre, à la faveur d'une amélioration des performances de sa filiale allemande AWD et de réductions de coûts. (Reuters 18.08)

**Irak. Un pays livré à des mercenaires pour le compte de l'impérialisme américain.**

Le nombre de personnes employées par des entreprises de sécurité privées et travaillant pour le compte de l'administration américaine en Irak va doubler pour atteindre 7.000 après le départ des troupes de combat, a indiqué jeudi le département d'Etat.

Confirmant un article du New York Times, M. Crowley a indiqué à la presse que la plus grande partie des entreprises de sécurité allaient continuer à assurer des missions variées. (Lepoint.fr 19.08)

Haut de page

---

**Le 21 août**

Causerie en grève pour cause de manque de participants.

**Le ver du capitalisme était dans le fruit.**

**1- Vendredi, Daniel Cohn-Bendit lors des Journées d'été d'Europe Ecologie.**

"*La réalité est complexe, et les slogans sont bêtes. Dire que nous sommes anticapitalistes, par exemple, c'est bête.*" (Reuters 20.08)

**2- Gabriel Cohn-Bendit, président des Amis d'Europe Ecologie.**

Lefigaro.fr : Selon vous, quelle forme le futur rassemblement doit-il adopter ?

Pour moi, il devra d'abord s'appeler Europe Ecologie. Les Verts doivent comprendre qu'il faut ouvrir une nouvelle page. Parmi eux, certains répètent sans cesse qu'il ne faut pas mélanger la gauche et la droite, qu'il faut se déclarer anti-capitaliste… Nous, nous leur disons : «*Qu'est-ce que la gauche aujourd'hui ? Qu'est-ce que cela signifie de se dire anti-capitaliste ?*» Aujourd'hui, ces clivages et ces slogans sont dépassés. Nous devons en finir avec ces petites phrases qui ne veulent plus rien dire. En Île-de-France, un militant Vert sur deux n'a pas renouvelé sa carte afin de rejoindre Europe Ecologie. Cela montre une évolution.

Lefigaro.fr : Jusqu'où le rassemblement peut-il s'étendre ?

Au moment des européennes, j'avais dit qu'on pouvait très bien aller de José Bové à quelqu'un comme Nathalie Kosciusko-Morizet, en passant par le MoDem. Mais la question n'est pas de savoir si Europe Ecologie doit s'ouvrir aux gens de gauche ou aux gens de droite. Si NKM aurait à mon sens sa place à Europe Ecologie, d'autres à l'UMP ou chez les villepinistes ne l'auraient évidemment pas. (Lefigaro.fr 20.08)

**3- Corinne Lepage, présidente de Cap 21.**

Le Point.fr : Les Verts-Europe Écologie sont-ils toujours capables d'ouverture ?

Corinne Lepage : C'est la question que je leur pose : "*Est-ce que vous êtes prêts à un grand arc républicain ?*" Mais j'ai le sentiment que les Verts ont gagné la bataille. Ils vont prendre l'appareil. C'est pour ça que Dany Cohn-Bendit râle. Le problème, c'est qu'Europe Écologie n'est pas une force organisée face à l'appareil des Verts, très organisé, lui, et extrêmement dur. Si les Verts ont accepté la fusion, c'est pour mettre leur structure à disposition d'EE. Ça n'a plus grand-chose à voir avec le rassemblement que voulait Dany.

Le Point.fr : Que pensez-vous d'une ligne "*anticapitaliste*", prônée par certains Verts ?

Je ne suis clairement pas anticapitaliste. Le capital, ce n'est pas un gros mot. Il faut arrêter ! On a besoin d'un capitalisme entreprenarial. De même qu'il faut se pencher sur les questions de sécurité. (Lepoint.fr 20.08)

**Attac : soyons solidaire du régime capitaliste.**

Après une grave crise interne au milieu de la décennie écoulée, l'organisation altermondialiste Attac réunit ses militants à Arles, dans les Bouches-du-Rhône.

Les ateliers d'Arles privilégieront donc "*la construction d'alternatives qui soient à la fois en rupture radicale avec la finance et porteuses d'émancipation des citoyens vis-à-vis de toutes les formes de domination*", indique un communiqué.

Les participants s'interrogeront donc notamment sur "*comment bâtir un système bancaire et monétaire au service de tous, comment redistribuer les richesses, au plan national et international*" ou encore "*comment entamer la transition vers une société solidaire et économe en ressources*". (Lexpress.fr 20.08)

**Inde.**

Le milliardaire américain George Soros a racheté 4 % de la Bourse de Bombay pour près de 35 millions de dollars. Un investissement effectué via son fonds spéculatif Quantum.

Les investisseurs étrangers possèdent près de 30 % de la Bourse de Bombay (BSE).

La Deutsche Börse et la Bourse de Singapour en détiennent notamment 5 %. (Lefigaro.fr 20.08)

Haut de page

**Le 22 août**

Les agences de notation sont au capitalisme, ce que les instituts de sondage sont à la politique.

A ceux qui observent la lutte des classes par le petit bout de la lorgnette.

Tiens donc, le PS plébiscité par la majorité des "*Français*" selon un sondage. "*Retour en grâce*" titre certains médias, d'autres plus sarcastiques sans toutefois trop en dire pour ne pas vendre la mèche parlent de "*miracle*".

La nouvelle tactique du gouvernement des banquiers pour faire passer la contre-réforme des retraites, s'appuyer sur son fidèle allié quand l'enjeu en vaut la chandelle? Vous n'avez pas remarqué que dans le passé chaque fois que les courants de ce parti mettaient en veilleuse leurs désaccords c'était que le gouvernement préparait un mauvais coup contre la classe ouvrière ou qu'il était en difficulté pour l'appliquer ?

L'unité, ce parti ne la réalise que dans ces circonstances ou sur des questions ne présentant aucun intérêt fondamental du point de vue des institutions. Même les élections passent au second plan, car après tout, en étant dans "l'opposition" la situation est confortable, les postes et les prébendes qui vont avec demeurent alléchants, surtout qu'on n'a pas vraiment de compte à rendre ne gouvernant pas, élus sur un mandat reposant sur des illusions qui finalement ne trompent plus personne permet de dire et faire n'importe quoi, et quant à ceux qui leur demanderaient des comptes, ils pourront toujours leur rétorquer qu'ils savaient à quoi s'en tenir en votant pour eux, vous êtes nos complices que vous le vouliez ou non...

A moins que ce sondage reflète l'état d'esprit de la majorité de la population qui en a plus qu'assez de Sarkozy et de sa bande de furieux réactionnaires illégitimes et minoritaires dans le pays. Les deux hypothèses se rejoignent plus qu'elles ne s'excluent. La majorité des travailleurs est contre le projet de loi du gouvernement sur les retraites, cela tombe bien puisque même le PS prétend s'y opposer, alors qu'en réalité chacun sait qu'il va tout faire pour aider Sarkozy à le faire passer. Ainsi le PS n'apparaît pas coupé des masses... pour finalement mieux servir les intérêts du capital, toujours la même histoire en quelque sorte depuis un siècle.

Et puis avant-hier lors de la plénière des Journées d'été d'Europe Ecologie, Pierre Moscovici, secrétaire national du PS chargé de la "convention nationale sur le nouveau modèle de développement" était entouré de Cécile Duflot et Daniel Cohn-Bendit (Europe Ecologie), mais aussi de Corinne Lepage (Cap21, ex-MoDem), Patrice Bessac (PCF) et Corinne Morel d'Arleux (Parti de Gauche) (Reuters 20.08).

Si tout ce beau monde, qui a rappelé ces derniers jours qu'il n'était pas anticapitaliste, se dit maintenant prêt à se ranger derrière le PS sachant que parvenu au pouvoir il poursuivra consciencieusement la politique antisociale de l'UMP, cela valait bien un geste de reconnaissance de la part des médias et des instituts de sondage.

Pour que la boucle soit bouclée, l'Ifop a fait monter Sarkozy et Fillon de deux points, vaut mieux avoir deux fers au feu prêts à servir, on ne sait jamais par les temps qui courent...

Question aux opportunistes de service : Vous avez vraiment envie de faire l'unité avec ce panier de crabes réactionnaires ?

Bien entendu, le capital préfèrerait que son parti officiel, l'UMP, conserve le pouvoir en 2012. Pourquoi ? Parce qu'il pourrait ainsi se prévaloir d'être légitime pour appliquer sa politique réactionnaire, de plus il serait en droit d'estimer que le rapport de force lui étant favorable, il serait en mesure d'appliquer sa politique jusqu'au bout, alors que si le PS parvenait au pouvoir ce serait sur la base d'un rapport de force inverse donc défavorable à l'application de la même politique jusqu'au bout. On sait maintenant qu'une fois le PS arrivé au pouvoir, le mouvement ouvrier se retrouve pour ainsi dire cadenassé, neutralisé, désarmé politiquement de l'intérieur, du coup le rapport de force qui était favorable au prolétariat avant les élections se retourne en son contraire, et une fois le sale boulot accompli pour le compte du capital, le parti de l'ordre retournera au pouvoir et ainsi de suite.

C'est juste le petit bout qui fait la différence, petit bout qui sur le plan de la dialectique peut retarder ou repousser à plus tard la transformation de la quantité en qualité, la liquidation pure et simple de la Sécu par exemple, d'où le soutien dont a toujours bénéficié le PS de la part des autres partis dits ouvriers depuis des lustres, y compris ou surtout dans les syndicats, c'est moins visible mais tout aussi efficace, ce qui n'a pas empêché le capital de parvenir à ses fins et d'appliquer sa politique jusqu'au bout, disons pas directement, moins brutalement, mais sûrement et lentement, par petits bouts, par des moyens détournés pour finalement conserver le pouvoir, l'essentiel quoi.

Mais ce jeu sordide qui passionne nos dirigeants n'en finira-t-il pas un jour direz-vous ? A force de tirer sur la corde elle finit bien par casser un jour effectivement, mais en attendant à ce jeu-là on peut facilement s'épuiser, des vies, des générations entières peuvent être sacrifiées, qui s'en soucie réellement aussi longtemps qu'on ne sent pas concerné personnellement, n'est-ce pas ? Toute la question est là.

Jusqu'où et jusqu'à quand peut-on accepter de se sacrifier ? Facile à prévoir théoriquement, difficile à pronostiquer dans la pratique. A défaut d'imaginer une société fondée sur d'autres rapports sociaux et en l'absence d'un véritable parti communiste, le capitalisme aurait encore de beaux jours devant lui, mais rongé jusqu'à la corde par ses contradictions, elle peut céder plus rapidement qu'on ne le pense...

**Consensus pour empêcher que les couches moyennes et la petite-bourgeoisie ne basculent dans le camp de la classe ouvrière.**

**1- Ils sont prêts à faire la police et gérer les conséquences de la survie du capitalisme contre le prolétariat.**

"*Il y a certes une insécurité sociale ou écologique, mais il y a aussi une insécurité tout court ! Si on n'a pas peur d'innover, de dire des choses qui ont toujours été incorrectes dans nos têtes, alors on pourra conquérir un électorat qui se dit ni de droite, ni de gauche*", avait plaidé Daniel Cohn-Bendit lors des Journées d'été du rassemblement d'Europe Ecologie et des Verts. (Reuters 20.08)

**2- Quand un discours de "*gauche*" sert à couvrir une politique de collaboration de classes.**

La fusion entre Europe Ecologie et les Verts devrait être officiellement entérinée mi-novembre, lors des assises de l'écologie. Quant à la direction du futur parti unifié, à qui sera-t-elle confiée ? Si rien n'est officiellement tranché pour le moment, un schéma bicéphale semble privilégié. Cécile Duflot pourrait ainsi rester secrétaire nationale, mais se verrait accompagnée d'un président (les noms de Yannick Jadot, eurodéputé cohn-bendiste, et de Jean-Paul Besset, eurodéputé hulotiste, sont les plus cités en coulisses). (Lefigaro.fr 21.08)

Réaction d'un Internaute : "*La fusion hold up ! tout bénèfice pour les neo-liberaux, pro europe inféodée à l'OTAN d'Europe Ecologie sur le dos de l'aile gauche républicaine des verts. Cela rappel le hold up des neo-liberaux du PS sur les socialistes républicains (82) et celle des neo-liberaux de l'UMP sur les gaullistes (2002)... trop fort ces neo-libéraux, encore une victoire pour la concurrence libre et non faussée et le marché dérégulée. On peut se demander à quel moment les salariés du pays vont ils comprendre l'ampleur de ce qui est en train de se passer.*"

**3- Placez-vous dans les starting-blocks dans la perspective de 2012, il y aura des places à prendre, foi de Placé !**

Jean-Vincent Placé : "*Je reste sur l'unité. L'unité et le rassemblement des écologistes se concrétise par une ligne politique claire, une stratégie claire avec un candidat à la présidentielle qui sera désigné après des primaires en 2011. C'est la fin de la séquence de bisbilles qui ont pollué le mouvement au printemps dernier.*" Et de poursuivre : "*il y a un consensus de fait*"... avec la verrue Cohn-Bendit.

Répondant à Moscovici (PS) : "*Le débat n'est pas sur le groupe parlementaire. Il faut qu'on trouve un accord sur le fond pour réussir à battre Nicolas Sarkozy en 2012.*", ce ne devrait pas être bien difficile d'y parvenir, quant à enfumer leurs militants et leurs futurs électeurs, la réponse à la question que lui pose le journaliste *Comment comptez-vous y parvenir?* se passe de commentaire : "*Il faudra être subtil*". (20minutes.fr 21.08)

**Intimidation. CIA, Pentagone ?**

Le fondateur du site internet WikiLeaks spécialisé dans la publication de documents confidentiels, Julian Assange, a été durant quelques heures samedi accusé de viol par la justice suédoise, qui a finalement annulé son avis de recherche. Julian Assange avait immédiatement nié les faits reprochés et, avec son entourage, il avait dénoncé une manoeuvre malveillante contre WikiLeaks. Le parquet, qui avait annoncé dans la matinée que M. Assange était recherché pour viol et agression, a publié un bref communiqué en fin d'après-midi expliquant succinctement que finalement, "la procureur en chef Eva Finné avait décidé que Julian Assange n'était pas suspect de viol" et que, de ce fait, il n'était plus "*recherché*".

Au cours de la journée, Julian Assange, un Australien de 39 ans, s'est interrogé lui-même sur le timing de l'affaire : "Pourquoi ces accusations tombent-elles maintenant ? Ça, c'est une question intéressante", soulignait-il sans plus de détails sur le site internet du quotidien suédois de référence Dagens Nyheter. En début d'après-midi, Twitter a publié un message de WikiLeaks attribué à Julian Assange : "*Les accusations sont sans fondement et leur objectif à un tel moment est profondément dérangeant.*" Ce message ne se retrouvait pas sur le site officiel de WikiLeaks qui a publié, en revanche, un autre commentaire Twitter affirmant : "*On nous avait dit de nous attendre à des coups bas. Nous venons de recevoir le premier.*" L'auteur de ce commentaire est identifié comme "*rxdazn*".

WikiLeaks, qui a apporté son soutien à son fondateur dans un communiqué publié sur son blog officiel, s'est attiré les foudres de l'administration américaine en publiant sur l'internet quelque 77.000 documents confidentiels sur la guerre en Afghanistan. Et Julian Assange a annoncé la semaine dernière à Stockholm sa volonté de publier, malgré leur confidentialité, les 15.000 autres documents militaires sur cette guerre qu'il possède. Une tentative du site pour obtenir l'aide de l'armée américaine afin d'expurger de ces documents certains éléments trop sensibles pour la sécurité de "*parties innocentes*" a rapidement avorté, chacun rejetant la responsabilité de l'échec sur l'autre. (Lepoint.fr 21.08)

Commentaire d'un Internaute. C'est de la dictature : Julian Assange gêne le Pentagone, subitement il est recherché pour viol, d'où vient la combine ? Viktor Bout vend des armes, comme beaucoup d'autres pays, mais il concurrence les Etats - Unis, curieusement alors qu'il est citoyen russe il est extradé vers les USA. [... ] Et vous voulez parler de démocraties ?

**Italie. La xénophobie est au pouvoir.**

Le gouvernement italien va demander à l'Union européenne l'autorisation d'expulser des ressortissant d'Etats membres tels que les Roms lorsque leurs conditions de vies sont jugées inadéquates, annonce le ministre de l'Intérieur, Roberto Maroni.

"*Oui, des expulsions comme pour les immigrés clandestins, pas des retours volontaires ou assistés. Naturellement, juste pour ceux qui enfreignent les règles de la vie dans un autre Etat membre: avoir un revenu minimum, un logement adéquat et ne pas être un fardeau pour le système social du pays d'accueil*", dit le ministre, membre de la Ligue du Nord, le parti xénophobe d'Umberto Bossi.

"*Les expulsions doivent concerner tous les citoyens de l'UE qui ne répondent pas à certains critères, pas seulement les Roms*", poursuit-il

Le gouvernement de centre-droit de Silvio Berlusconi a souvent été taxé de racisme lors de précédentes campagnes contre l'immigration clandestine et l'insécurité.

"*En tout état de cause, le problème est ailleurs: à la différence de la France, beaucoup de Roms (...) possèdent la nationalité italienne. Ils ont le droit de rester ici. On ne peut rien faire*", conclut Maroni, dont les propos ont aussitôt suscité de vives réactions dans l'opposition. (Reuters 21.08)

Le problème est "*ailleurs*" ? Ou peut-il bien être alors, à quoi pense cette chemise noire, à leur retirer la nationalité italienne s'ils ne disposent pas d'un "*revenu minimum*" et sont au chômage ?

Haut de page

---

**Le 25 août**

En raison des fortes pluies des derniers jours le relais Tata Indicom a été endommagé, résultat plus de téléphone ni Internet jusqu'à hier soir. Plus de télévision non plus et le courant qui va qui vient. Quant à la mer, elle est restée calme et n'a pas avancé, elle doit être à 80 mètres de l'endroit où je vous écris.

J'ai pratiquement terminé mon article sur le front unique, j'ajouterai dans les jours qui viennent des extraits d'un texte de Trotsky que j'ai eu le temps d'annoter hier (La "troisième période" d'erreurs de l'Internationale Communiste -L.Trotsky- 8 janvier 1930), ils se rapportent au même sujet, ils traitent aussi de l'attitude du prolétariat avant, pendant et après une crise du capitalisme.

Mon épouse Magueswary sera de retour en Inde pour trois mois à partir du 12 septembre.

Question qui mérite réflexion.

La crise est-elle terminée oui ou non ? Qui a intérêt à prétendre qu'elle continue ? Quel intérêt y aurait-il à affirmer le contraire ? Si elle est terminée, tout le monde va réclamer une part des nouveaux profits, y compris la classe ouvrière, on sait que chaque sortie de crise donne lieu généralement à un regain de la lutte des classes... Les représentants du capitalisme n'ont donc pas du tout intérêt à chanter sur tous les toits que la crise serait terminée, ils n'en ont pas besoin pour rassurer les marchés qui connaissent par coeur la musique. La crise (en soi) ne suffit pas à entraîner le prolétariat au combat...

Alors dans quelle situation sommes-nous précisément pour ajuster notre tactique ? En 1930 Trotsky analysait aussi bien les cours de la Bourse, les bilans comptables des entreprises, que le nombre de grèves au cours des années et des mois passés, le taux de fréquentation des ouvriers aux réunions des partis ouvriers, notamment, pour s'en faire une idée précise, et vos chers dirigeants, ils font comment au juste, on se pose la question puisqu'on n'a pas encore vu de leur part le début d'une réflexion nous permettant de nous en faire une idée. Trotsky précisait à propos de l'état d'esprit des masses : "*la radicalisation, il faut la démontrer, non par des déductions, mais par des faits*". (La "troisième période" d'erreurs de l'Internationale Communiste -L.Trotsy- 8 janvier 1930). Pour mesurer l'état de la situation, il précisait encore qu'il fallait prendre en compte l'ensemble des secteurs économiques, des grandes aux petites entreprises, l'ensemble de la classe ouvrière et ne pas se focaliser sur certaines couches, que ce qu'il appelait la "conjoncture" jouait un grand rôle, il entendait par là l'état d'esprit dans lequel les masses abordaient cette crise, si elles venaient de remporter des victoires ou de subir des défaites sur le plan économique ou politique, etc.

Vous avez le temps apparemment de vous amuser avec Facebook mais pas de m'écrire un courriel en cinq minutes, vous trouverez bien le temps de plancher sur cette question, à moins qu'elle ne vous intéresse pas ou que vous attendiez qu'on vous mâche le boulot. Quelle corvée le militantisme !

J'arrête là, j'ai au moins 5 heures de nettoyage à me taper, plus mon repas et celui du chien à préparer, et tout ce que je n'aurai pas le temps de faire aujourd'hui, je ne trouverai décidément jamais le temps d'aller sur Facebook !

**Retraites.**

Le ministre du Travail, Eric Woerth, s'est dit prêt à recevoir les syndicats, s'ils le souhaitent, pour d'ultimes réunions sur la réforme des retraites avant le début du débat parlementaire le 7 septembre prochain. (20minutes.fr 24.08)

Est-ce que le 2 septembre sur les coups de 11h vous ira ? Comme cela on pourra aller manger ensuite un morceau ensemble au frais de notre chère République, chez un de vos amis restaurateurs de préférence, histoire de ne pas perdre les bonnes habitudes, qu'en pensez-vous monsieur le ministre ?

**Un courtisan au bord d'une crise de nerf, non, d'une crise cardiaque !**

Le ministre du Budget, François Baroin, s'est dit frappé par "*la curieuse inversion des valeurs*", après les réactions de l'Église contre l'expulsion des Roms par le gouvernement, lors d'un déplacement, lundi, à Grenoble. "*Une victime devient douteuse, et quand un prêtre, dans une sortie dominicale, souhaite en quelque sorte la mort du président de la République, oui, il y a une curieuse inversion des valeurs*", a-t-il déclaré. (Lepoint.fr 23.08)

**Le tri sélectif de l'Union européenne.**

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (Ecri), un organe du Conseil de l'Europe, a mis en garde mardi la France contre une stigmatisation des Roms.

L'Ecri rappelle avoir demandé en juin aux autorités françaises de combattre les attitudes racistes vis-à-vis des Roms et de "*respecter les droits sociaux*" de cette population et exprime "*sa déception face à cette évolution particulièrement négative*".

"*Une politique fondée sur des expulsions forcées et des mesures 'incitant' à quitter la France ne peut fournir une réponse durable*", ajoutent les experts européens.

"*L'antitsiganisme, qui constitue une forme particulière du racisme, devrait être combattu de manière efficace dans tous les pays européens*", concluent-ils. (Reuters 24.08)

Renvoyer par charters des immigrés illégaux, y compris dans des pays en guerre (Afghanistan), l'Union européenne n'y voit aucun inconvénient par contre.

Ils jouent sur tous les tableaux, car d'un autre côté ils savent très bien que nulle part en Europe les Roms sont correctement traités sans qu'ils s'en inquiètent, au contraire cela fait partie de la règle du jeu : il faut dans chaque Etat un quota de personnes particulièrement mal traitées dont ils se désintéressent la plupart du temps, pour pousser certaines d'entre elles excédées à enfreindre les lois en vigueur qui seront ensuite jugées insuffisamment dissuasives pour ensuite justifier qu'ils faillent les renforcer, quite par la suite à s'en servir contre d'autres couches de la population, la méthode est bien rodée et ne date pas d'hier.

Ils créent une situation dont ils dénoncent ensuite les aspects insupportables quand cela les arrange, situation sociale ou calendrier électoral oblige par exemple. Ils créent pour ainsi dire malgré eux cette situation, comme le chômage qui sert à augmenter la concurrence entre ouvriers et à faire baisser les salaires notamment, ensuite ils sont surpris que la consommation baisse, pour un peu ce serait la faute des chômeurs ! Et si un chômeur se met à voler pour survivre, ce qui est légitime, leur justice s'en prend à lui et non aux capitalistes qui l'ont exploité avant de le jeter à la rue, encore moins à l'Etat qui est complice des patrons.

En résumé, ils créent une situation intenable à terme, et lorsque ceux qui en sont victimes se rebellent, ils s'en prennent à eux. Avec la panoplie impressionnante de directives antisociales que l'Union européenne a adoptées et fait adopter à chacun des Etats de l'UE au cours des dernière décennies, cette agence du capital est directement responsable de la situation des Roms en France et en Europe. Bizarrement ils savent très bien comment s'y prendre pour faire plier un gouvernement et lui faire adopter un tas de mesures réactionnaires en échange d'un prêt (idem pour le FMI), mais lorsqu'il s'agit de l'obliger à respecter les droits légitimes des Roms, là il n'y a plus personne, deux poids deux mesures que leur bonne conscience relayée par le Pape sert utilement à camoufler ou faire oublier.

**Républicains de tous bords, unissez-vous !**

L'ex-premier secrétaire du PS François Hollande a appelé mardi "*tous les républicains*" à se rassembler pour défendre les principes de la République violés, selon lui, par le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy sur les Roms et la déchéance de la nationalité.

Selon lui, "*à travers le discours de Grenoble, deux violations de principes fondamentaux ont été exprimées*" par le président Sarkozy : "*la stigmatisation d'une communauté*", les Roms, et "*la distinction entre les citoyens français, selon qu'ils sont d'origine étrangère ou qu'ils sont français de souche*".

"*Tous ceux qui considèrent qu'il n'y a pas besoin d'affaiblir les principes de la République pour renforcer la protection de nos concitoyens sont les bienvenus*", a-t-il lancé en soulignant que dans l'UMP aussi "*des hommes et des femmes*" se sont exprimés. (Lepoint.fr 24.08)

**Les barbouzes du régime Sarkozy à l'image de leur maître : ridiculisés par plus médiocres qu'eux !**

Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) a affirmé lundi soir que la libération des deux otages espagnols constituait une "*leçon pour les services secrets français*", après l'échec d'un raid franco-mauritanien et la mort de l'otage français Michel Germaneau, dans un message diffusé par El Pais.

"*Grâce à Dieu, les moudjahidines ont résolu de manière positive l'affaire des Espagnols retenus, Albert Vilalta et Roque Pascual, qui a fini avec la libération le douzième jour de ramadan. Et c'est une leçon pour les services secrets français, qui devront en tenir compte à l'avenir. Les Français auraient pu penser et agir de manière responsable avec les moudjahidines. Ils auraient ainsi évité la folie et la colère qui provoquèrent la mort de leurs concitoyens*" (notamment celle de Michel Germaneau, NDLR), écrit l'Aqmi, dans son communiqué traduit en français par le quotidien espagnol. (Lepoint.fr 24.08)

**Le goût amer du profit.**

**1-** L'association de consommateurs Familles Rurales qui publie son Observatoire des prix relève une augmentation conséquente sur un an atteignant 11,1% pour les fruits et de 5,5% pour les légumes. Selon l'étude publiée ce matin dans *La Croix*, les plus fortes hausses concernent le melon - dont le prix a flambé de près de 60% - les nectarines et les haricots. Cette forte augmentation s'explique notamment par les caprices météorologiques. Pluie et froid ont pesé sur les récoltes et réduit l'offre de marchandises, poussant les prix à la hausse.

Cette hausse est d'autant plus regrettable que, parallèlement, la qualité des produits s'est réduite, note une autre association de consommateurs, la CLCV vient aussi de publier une enquête sur le «goût des fruits». Elle révèle un taux de satisfaction assez moyen des consommateurs : si les melons s'en sortent plutôt bien avec 80% d'avis favorables, les autres fruits ont nettement moins la côte. La moitié des Français interrogés dédaigne pêches et nectarines, jugées peu sucrées. La faute cette fois-ci aux grandes surfaces qui proposent des produits pas assez mûrs et surtout stockés dans de mauvaises conditions, notamment à des températures trop froides, pour permettre une conservation plus longue et réduire les pertes. Au détriment des saveurs. (Lefigaro.fr 24.08)

**2-** Les cours de l'arabica se rapprochent des 2 dollars la livre à New York, du jamais vu depuis 1997. Les industriels n'excluent pas de répercuter la hausse sur leurs produits.

La hausse des cours s'est faite très brusquement au mois de juin. A cette date, les principaux pays producteurs d'Amérique latine, et notamment la Colombie, le Brésil et le Mexique, subissaient des aléas climatiques laissant envisager une baisse des récoltes. Même chose pour le Vietnam.

D'après le département américain de l'Agriculture (USDA), une hausse de 10 cents sur le prix des graines de café entraîne une hausse de 2 cents du prix de détail. Mais une augmentation persistante des cours de la matières première sur une longue période entraîne une hausse équivalente à terme sur les prix de détail.

Bill Patterson, analyste chez Mintel International Group, prédit dans les colonnes de MarketWatch, une hausse des prix du café en supermarché de l'ordre de 9 à 10% d'ici à la fin de l'année. (JDF 24.08)

Dans les deux cas, c'est la faute aux mauvaises conditions climatiques, pas à la spéculation !

**Allemagne.**

L'Allemagne a connu au deuxième trimestre une croissance de 2,2%, du jamais vu depuis la Réunification pour un trimestre, mais, le déficit public de l'Allemagne a plus que doublé en un an passant de 18,7 milliards au premier semestre 2009 à 42,7 milliards d'euros au premier semestre 2010. Il équivaut à 3,5% du PIB. (Libération.fr 23.08)

**Etats-Unis. La quadrature du cercle.**

Les ventes de logements anciens aux Etats-Unis ont dévissé de 27,2% en juillet par rapport à juin, selon les chiffres publiés mardi par l'Association nationale des agents immobiliers (NAR).

Ces chiffres catastrophiques sont certes pire qu'attendus mais ne sont pas une surprise totale. Ils correspondent en effet à l'arrêt du crédit d'impôts mis en place par l'Etat fédéral afin de soutenir les ventes.

L'aggravation de la situation sur l'immobilier survient alors même que les taux d'intérêt sont au plus bas. Habituellement, cela devrait relancer le marché. Ce paradoxe «*peut s'expliquer par le fait que les perspectives d'emploi sont mauvaises*», avance Aneta Markowska,

économiste Etats-Unis chez Société générale CIB. «*Les entreprises ne partagent pas vraiment leurs profits avec les salariés, fragilisant ainsi la reprise.*»

Or, «*pour avoir une reprise solide dans l'immobilier, il faut que l'emploi reparte*», analyse Scott Brown, économiste en chef chez Raymond James, cité par Bloomberg. Il faut aussi que les ménages finissent de se désendetter, ajoutent d'autres analystes. Ainsi, pour Thomas Julien, de Natixis, «*le secteur immobilier ne se redressera que lentement, tiré par des facteurs structurel (hausse de la population par exemple) mais freiné par le désendettement en cours des ménages*». (JDF 24.08)

**Chine. L'envers du décor d'un développement à marche forcée ou l'enfer au quotidien des Chinois.**

Un immense embouteillage de 100 kilomètres de long bloque une autoroute du nord de la Chine depuis désormais dix jours. Des travaux sur l'axe Pékin-Zhangijiakou de la Voie Rapide Nationale 100 sont la cause principale de l'engorgement, qui ne devrait pas se résorber avant un mois et demi, selon les autorités.

Certains conducteurs sont coincés depuis cinq jours sur l'autoroute selon la télévision. Au pire de la congestion, les voitures ne peuvent avancer que d'un kilomètre par jour. L'embouteillage a débuté le 14 août dans une portion d'autoroute de plus en plus fréquentée. Le trafic routier sur cet axe augmenterait de 40 % chaque année. (Lemonde.fr 24.08)

Haut de page

---

**Le 26 août**

Deux courriels reçus.

**1-** Extrait de celui d'un camarade du NPA : "*cette histoire de crise commencée/terminée/renforcée/durable/illusoire commence à m'enerver serieusement. Si crise = misère et exploitation, alors le capitalisme est en crise depuis le début. Si ça veut dire "moins de thunes pour nos amis les riches", qu'on se rassure : ils vont trés bien ! J'ai l'impression que "crise" est devenu le nouveau vocable à la mode pour justifier les attaques contre notre classe (on voudrait bien faire du social, mais les caisses sont vides!) comme les plus honteuses trahisons (en periode de crise, les travailleurs ne s'engageront que sur des luttes défensives, donc ne surtout pas lancer de nouvelles revendications, les masses ne sont pas prêtes, etc.). Et puis finalement, ça change quoi? Crise ou pas, on a toujours les mêmes "journées d'action" tous les 2 mois, les mêmes "négociations" avec le patronat et le gouvernement, les mêmes dirigeants incapables, et la même gauche reformiste qui nous crache à la gueule. Vivement que ça pète!*"

**2-** Extrait de celui d'un camarade du PRCF : "*pour moi la crise c'est du pipo, cela voudrait dire que c'est un accident!! ( pour eux oui) pour nous c'est la normalité de leur système pourri.*"

Je n'ai pas le temps de répondre maintenant à ces deux courriels, pour faire court, si la crise n'éclate pas toujours de la même manière ou dans le même secteur de l'économie capitaliste, fondamentalement elle a toujours la même origine.

Les forces productives et le marché mondial s'étant développés au-delà de ce que pouvaient imaginer les marxistes de la fin du XIXe siècle au milieu du XXe siècle, paradoxalement c'est la force d'inertie du système qui permet aujourd'hui d'éviter qu'il ne s'écroule totalement. Entendez par là, d'une part la division du travail qui s'est encore accrue depuis le développement du capitalisme en Asie et principalement en Chine ces dernières années permettant de maintenir des taux de profit élevés grâce à la surexploitation de cette main d'oeuvre, d'autre part, pour survivre au quotidien la population continue malgré tout de consommer les marchandises produites ce qui permet à l'arrivée aux capitalistes d'empocher leurs profits.

D'un côté, les gigantesques masses de capitaux que les exploiteurs ont accumulés, l'état permanent de surproduction de marchandises auquel le monde est confronté, de l'autre, le développement de la population mondiale qui est passé d'un milliard d'habitants en 1900 à 3 milliards au milieu du siècle pour atteindre aujourd'hui près de 6,8 milliards dont les trois quarts ne disposent pas de plus de 2 dollars pour vivre par jour, c'est cette contradiction qui est à l'origine de la crise.

Il n'y a pas crise dans le sens où les capitalistes n'ont jamais été aussi riches, il y a crise dans le sens où proportionnellement la population mondiale exclue du marché n'a jamais été si nombreuse et le reste de la population n'a jamais été aussi endettée, ce qui lui interdit de consommer davantage pour continuer de faire marcher la machine capitaliste.

Il y a crise dans le sens où les pays capitalistes dominants entendent conserver leur place sur le marché mondial, alors qu'ils n'en ont plus les moyens face à de nouveaux concurrents, il n'y a pas crise dans la mesure où les multinationales des pays dominants engrengent toujours des profits records grâce à leur implantation dans les pays dits émergents qui ont développé une nouvelle classe moyenne qui peut consommer davantage. Par exemple, le marché automobile chinois est devenu le premier marché mondial, la Chine consomme la moitié de la production mondiale de ciment.

Il y a crise dans le sens où dans les pays capitalistes dominants, les représentants de l'Etat entendent dorénavant faire payer exclusivement aux travailleurs la différence de productivité qui existe avec des pays comme la Chine, d'où la nécessité pour eux de liquider nos droits sociaux, afin de satisfaire l'avidité des marchés, de se conformer aux exigences des agences de notation entre les mains des banquiers, ces besoins exhorbitants avancés par les capitalistes résultant de l'amplification de la concurrence entre capitalistes à l'échelle mondiale pour conserver leurs parts de marchés ou en conquérir de nouveaux.

Il y a crise dans le sens où l'aristocratie financière a pris le pouvoir ou accentuer son pouvoir à partir du début des années 90 et n'entend plus procéder au partage des richesses produites avec la classe des exploités dans le cadre des rapports établis entre les classes lors de la lutte des classes des décennies antérieures, ce qui se doit se traduire par l'abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière à ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de sa force de travail.

Plus vous avez de besoins, plus il vous faudra un salaire important pour les satisfaire. Pour continuer de satisfaire vos besoins comme par le passé, étant donné que les prix augmentent, il faut que votre salaire augmente, mais comme les salaires sont pour ainsi dire bloqués ou n'augmentent que très faiblement ou moins vite que les prix, il vous faut travailler plus ou plus longtemps, vous devez être encore plus exploité. Dans le cas contraire, s'il vous est impossible de travailler plus où que vous le refusiez, petit à petit vous ne pourrez plus satisfaire certains besoins et votre salaire finira par correspondre à ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de votre force de travail, à votre survie dans un état d'esclavage. Parvenu à ce stade, vos besoins et le salaire correspondant se rapprocheront de ceux d'un ouvrier chinois par exemple.

De la même manière que les capitalistes ont davantage intérêt à délocaliser leur production dans les pays où la main d'oeuvre est bon marché, ils ont intérêt à favoriser le développement d'une nouvelle couche moyenne tout aussi exploitée. En Inde où je vis par exemple, j'ai constaté que les couches moyennes étaient logées à la même enseigne que le prolétariat, elles bossent six jours sur sept et n'ont pas plus d'avantages que les ouvriers, elles se retrouvent même dans une situation encore plus périlleuse car fortement endettée, elles sont dans une telle situation de dépendance vis-à-vis de leurs employeurs qu'elles ne peuvent rien leur refuser. On pourrait dire que les couches moyennes des pays en développement paient le prix fort des avantages (le salaire) qui leur sont concédés par les capitalistes, prix que les couches moyennes des pays développées se refusent à payer, d'où l'acharnement contre les couches moyennes et la petite-bourgeoisie en France qui se sentent littéralement rackettées par l'Etat.

Il y a crise dans la mesure où la classe ouvrière, les couches moyennes et la petite-bourgeoisie des pays capitalistes dominants, particulièrement en Europe, refusent de travailler plus ou plus longtemps pour conserver leur niveau de vie, d'où la nécessité de se battre jusqu'au bout contre le projet de loi du gouvernement sur les retraites notamment. C'est donc la lutte de classe et la résistance des masses laborieuses qui donne tout son sens à cette crise et non les aléas de la Bourse.

Il y a crise dans la mesure où les capitalistes en Europe ne peuvent pas s'attaquer frontalement à la classe ouvrière, de plus, l'Etat confronté à une armée de plusieurs millions de travailleurs pauvres et de chômeurs se retrouve obligé de subvenir à leurs besoins afin d'éviter une révolution. Les capitalistes à l'échelle mondiale, qui devraient s'engraisser sur le dos du prolétariat, se retrouvent forcés d'en nourrir des centaines de millions, si ce n'est plusieurs milliards avec leurs familles, sans qu'ils ne produisent rien. Si ce n'est pas là la manifestation d'une gigantesque crise qui frappe le capitalisme alors qu'est-ce que c'est ?

Pour bien comprendre la nature de la crise du capitalisme, il faut analyser la situation en prenant en compte toutes les contradictions qu'engendre le système capitalisme, leur développement et leur orientation, leur degré de maturité, jusqu'à quel degré les rapports qu'elles expriment peuvent se développer avant de se transformer qualitativement (en leur contraire), faisant voler en éclat (temporairement ou définitivement) le cadre dans lequel ils évoluaient précédemment...

Maintenant, les représentants du capitalisme ont tout intérêt à mettre l'accent sur la crise du capitalisme pour contenir les ardeurs revendicatives de la classe ouvrière. C'est la crise, donc tout le monde doit se serrer la ceinture, tel est leur message en direction des exploités. D'où la nécessité d'informer quotidiennement la classe ouvrière sur les profits que réalisent les capitalistes, les salaires mirobolants des dirigeants des grandes entreprises ou des actionnaires, leur train de vie, etc. Cela devrait faire partie de la propagande quotidienne, permanente d'un parti, pour que les travailleurs comprennent ce que signifient la crise du capitalisme, crise qui n'a rien d'extraordinaire ou de mystérieux, qui n'est pas un accident imprévisible, mais qui est inséparable des lois du fonctionnement interne du système économique capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production, le capitalisme engendrant ces crises depuis qu'il existe comme il conduit à la concentration des richesses entre quelques mains à un pôle, et infaillement à la paupérisation une masse toujours plus importante de la population mondiale à l'autre pôle.

Une autre fois on pourrait aborder ce qu'on entend par richesse. Il y a l'argent, notre revenu, les biens que l'on possède. Est-on plus riche qu'autrefois parce qu'on peut se payer un téléphone portable, une télévison et un réfrigérateur, alors que l'on est cent fois plus exploité que jadis, alors que notre mode de vie s'est dégradé, que l'on travaille 6j/7, que l'on n'a toujours pas accès à la santé, aux études supérieures, aux loisirs ou à la culture, lorsqu'on ne bénéficie d'aucune protection sociale, qu'on n'a même pas le droit aux congés payés, à la retraite, lorsque la législation du travail n'existe pour ainsi dire pas, bref, quelques biens matériels en plus et une véritable vie d'esclave jusqu'à la mort, est-ce cela être plus riche par rapport au passé ? Est-ce véritablement un développement ou une régression sociale ?

Quand tous les rapports dans la société deviennent vraiment pourris et insupportables (en France) ou le demeurent (en Inde), manque de

respect, violence gratuite, etc, est-ce qu'on doit parler de développement ou de décomposition de la civilisation humaine ? Quel est le pendant du développement en régime capitaliste ? Qui en fait les frais ? Hier les esclaves des colonies, aujourd'hui les esclaves chinois ou bangladeshi. A ne regarder que sa propre situation ou la situation qui existe dans le pays où nous vivons on ne comprend pas grand chose à la société et au monde tels qu'ils sont. La paix succède à la guerre, est-ce que cela a permis un jour de justifier la guerre ? Non, alors c'est exactement la même chose concernant le développement de la société. Si cela vous coupe l'appétit de devoir penser que votre assiette est pleine parce que quelque part dans le monde une assiette est vide au même moment, dites-vous bien que vous n'y êtes pour rien et que seul le système capitaliste en est responsable, et si vous dénoncez cette situation ou qu'elle vous est insupportable, il ne vous reste qu'une chose à faire, vous organiser pour le combattre jusqu'à ce qu'on est sa peau. Voilà ce qu'il faut expliquer en long, en large et en travers aux travailleurs et aux jeunes.

Que n'ont-ils pas dit sur la situation économique de la Grèce et de l'Espagne par exemple, voici les titres de deux dépêches de presse qui l'illustrent très bien : Le PIB grec se contractera de moins de 4% en 2010. (Reuters 25.08) et La contraction du PIB espagnol en 2009 révisée à 3,7%. (idem) (A suivre)

**Chômage.**

Le nombre de chômeurs sans activité a baissé de 14.400 en juillet en France métropolitaine. C'est le contraire pour les personnes ayant une activité puisque leur nombre a augmenté de 5.300. En prenant en compte les Dom, le nombre de demandeurs d'emploi est donc passé à 4,2 millions de personnes pour le mois de juillet, soit une hausse sur un an.

Si on ajoute les demandeurs d'emploi en stage, en formation (dont les licenciés économiques en CTP ou CRP) ou en maladie (catégorie D) et ceux en contrats aidés (catégorie E), plus de 4,57 millions de personnes étaient inscrites à Pôle emploi fin juillet en métropole.

Le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, s'est félicité de cette baisse des inscrits sans activité, la qualifiant de «succès encourageant». (libération.fr 25.08)

**Retraites.**

La CFTC s'est dite prête mercredi à poursuivre les discussions avec le gouvernement sur la réforme des retraites avant la journée de mobilisation intersyndicale du 7 septembre, en réponse au courrier adressé la veille par le ministre du Travail Eric Woerth aux syndicats.

"*Nous restons disposés à poursuivre les discussions dans le souci d'une évolution favorable du texte*", a écrit au ministre le président de la CFTC, Jacques Voisin, dans un courrier transmis à l'AFP. (Lepoint.fr 25.08)

Discuter avant ou après le 7 septembre ou rompre les relations avec le gouvernement et le patronat, telle est la véritable question. Dans le premier cas, les intérêts des travailleurs font l'objet d'un marchandage et sont donc subordonnés à ceux du patronat, dans le second, on privilégie l'indépendance de classe du prolétariat qui seule permet de défendre les droits ou intérêts spécifiques des travailleurs.

**Sarkonapoléon va-t-en-guerre.**

Nicolas Sarkozy, lors de son discours devant la Conférence annuelle des ambassadeurs réunie à Paris, a répété mercredi que le contingent français resterait en Afghanistan "*aussi longtemps que nécessaire*", au moment où plusieurs pays retirent leurs soldats du pays ou envisagent de le faire.

Pour Jean-Pierre Raffarin, "*une forme d'impasse se dessine*" en Afghanistan où la guerre est "*terriblement meurtrière*". La France devrait se retirer "*à l'horizon 2012*", a plaidé l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac mardi sur RMC. (Reuters 25.08)

**Réprimons avant tout.**

Le député-maire PS d'Evry Manuel Valls a estimé mercredi qu'en matière de "lutte contre l'insécurité", la gauche devra s'"attaquer aux causes du fléau tout en assumant une politique répressive sans complexe".

Parmi les moyens à mettre en oeuvre, l'élu de l'Essonne cite "le soutien à la parentalité", l'éducation "qui doit redevenir la priorité des priorités" ainsi que "rétablir la confiance entre police et population".

Il juge que "*le concept de police de proximité imaginé il y a 10 ans n'est sans doute plus opératoire aujourd'hui dans des quartiers où la loi s'applique difficilement*".

Comme le député PS de l'Essonne Julien Dray, M. Valls pense qu'"*il faut des unités spécialisées liées géographiquement et durablement à ces territoires*" et propose de recruter des policiers issus des "*quartiers*" "*à condition qu'ils soient formés, bien payés, bien encadrés*". (Lepoint.fr 25.08)

La violence individuelle ou en petits groupes, aveugle ou débridée, anarchique, mal ciblée, est le produit de la décomposition du régime qui est la conséquence de l'orientation du capitalisme mondial favorisant les pays où le coût de la main d'oeuvre est le plus bas, au détriment des vieux pays capitalistes dont le développement ne retrouvera jamais le niveau des dernières décennies et la population est endettée et livrée au chômage de masse.

Sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, donc aux institutions de la Ve République, c'est manipuler la population que de faire croire qu'on pourrait s'attaquer aux causes de la violence individuelle qui est un cri de désespoir face aux inégalités et aux injustices dont la jeunesse est la principale victime.

Dans l'impossibilité de s'engager dans cette voie de rupture avec le capitalisme, le PS appelle la population à collaborer avec la police pour assurer la survie de l'ordre établi qui est devenu insupportable à des millions de travailleurs et jeunes. Ainsi ce serait des travailleurs des quartiers ouvriers transformés pour l'occasion en flics, en balances, en délateurs, qui devraient imposer à d'autres travailleurs de leur quartier de subir tranquillement les conséquences dramatiques de la survie du capitalisme sans entrevoir à l'horizon un autre avenir.

**Qui ne dit rien consent. Le monarque et ses courtisans.**

Le député UMP des Yvelines Etienne Pinte a appelé mercredi les membres de la majorité et les ministres à rompre leur silence "*quelquefois assourdissant*" pour protester contre l'expulsion des Roms et "*la politique ultra sécuritaire*" du gouvernement.(Lepoint.fr 26.08)

**Etats-Unis. L'impérialisme, stade suprême de la barbarie capitaliste.**

Selon le site de la chaîne NBC, les gardiens de la prison du comté de Los Angeles (près de Castaic) vont prochainement tester une arme laser anti-émeute. Son principe: grâce à un joystick, les gardiens dirigeront un laser brûlant et invisible sur les détenus afin d'interrompre leur rebellion.

Fabriquée par Raytheon, cette arme est capable d'émettre son faisceau brûlant –d'une largeur comparable à celle d'un disque laser– sur une trentaine de mètres. L'appareil sera testé pendant six mois dans toutes les prisons du pays.

Cité par le Dailymail, le vice-président de Raytheon, Mike Booen, est sûr de l'efficacité du produit:

«*Si vous passez dans son faisceau, vous allez vite le comprendre. Vous sentez l'effet en moins d'une seconde. Personne ne peut y rester plus que trois secondes, car cela fait vraiment mal.*»

Raytheon évoque même une «*intolérable sensation de chaleur, mais qui s'arrêterait dès que les cibles sortent du faisceau.*»

Sur son blog, The Stir, l'ex-journaliste du *New York Times* Sasha Brown Worsham regrette l'utilisation de cette arme, symbolique selon elle de la déshumanisation des prisons:

«*Quand les surveillants pénitentiaires ont testé l'arme dans des conditions réelles, ils ont dirigé le faisceau sur eux-mêmes, puis ils ont ri, comme si c'était drôle... Cela m'a rendu nerveuse. Les histoires racontant la cruauté des gardiens sur des prisonniers sont aussi courantes que les affaires de violences entre détenus. Les deux doivent prendre fin. Mais je ne pense pas que donner un jouet de torture géant aux gardiens soit la meilleure méthode.*» (Slate.fr 25.08)

---

**Le 27 août**

Je continue temporairement ces causeries, car je trouve démoralisant qu'en ouvrant Internet chaque jour on ait accès à aucun site destiné aux militants faisant le point sur la situation ou qui ne porte un regard critique sur l'actualité. Je me mets à la place des militants qui m'en ont déjà fait la remarque, car du côté moral, je tiens le coup, on n'a pas le choix !

Demain on fera un point sur les différentes stratégies des uns et des autres en vue de 2012. On peut déjà s'en faire une idée assez précise.

Je voudrais aussi intervenir sur la crise au sein du NPA mais je manque de matériels pour cela. J'ai constaté que le POI n'adressait plus ses lettres au NPA, mais seulement au PS, au PCF et au PG. J'ai aussi relevé que le PS et la CGT avaient décliné l'invitation qu'ils avaient reçue de participer à l'université d'été du NPA. Dans les deux cas, la tactique de l'isolement ? Ce serait bien que des militants du NPA m'adressent des documents ou leur point de vue. (A suivre)

Pour compléter la causerie d'hier, à savoir : crise ou plus crise.

On aurait pu se contenter de voir comment avaient évolué les symptômes les plus visibles de cette crise entre 2007 et 2010 : le gel des crédits de banque à banque, la raréfaction de liquidités sur le marché, ces deux facteurs conduisant à une quasi-paralysie de l'économie, la chute des cours en Bourse, la mise en faillite de nombreuses entreprises, le ralentissement de la production industrielle, ces deux facteurs se traduisant par une hausse brutale du chômage.

Alors sommes-nous encore dans cette situation ? Apparemment non et nous savons pourquoi en ce qui concerne les deux premiers facteurs évoqués plus haut, les Etats et les banques centrales ayant versé plus de 14 000 milliards de dollars (dans le monde) aux banquiers et autres institutions financières ainsi qu'à des industriels pour débloquer la situation. Les cours de la Bourse et les profits des entreprises sont repartis à la hausse, tandis que la hausse du chômage s'est stabilisée. Quant aux seules conséquences encore visibles de la crise, elles concernent le niveau du chômage, autrement dit ce sont les travailleurs qui ont fait les frais de cette crise, pas vraiment une découverte, et le niveau d'endettement de l'Etat qui permet de justifier la politique de rigueur et les attaques contre tous nos droits ou encore contre la fonction publique.

Pour conclure, à proprement parlé, ils ont réussi à passer le cap de cette crise, cependant contrairement aux crises des dernières décennies, ils vont trainer derrière eux pendant des années comme un boulet les conséquences des moyens qu'ils ont dû employer pour y parvenir, le chômage de masse et l'endettement des Etats, l'affaiblissement de la capacité de la population à consommer de nouveau et à s'endetter du fait de la stagnation des salaires ou leur baisse due à l'augmentation des prix et des divers taxes ou impôts (locaux).

Habituellement chaque sortie de crise se signalait par un redémarrage de la production et une augmentation des profits des entreprises suivie par une baisse importante du chômage, une augmentation de l'inflation suivie d'une augmentation des salaires du fait de l'amplification de la lutte des classes, sauf cette époque est révolue, aujourd'hui c'est l'aristocratie financière qui gouverne le monde sans partage et dicte sa loi aux Etats et rien n'a changé dans ce domaine depuis 2007, la spéculation a repris de plus belle et les profits réalisés ne sont pas réinvestis dans la production dans les pays où la main d'oeuvre est plus chère qu'ailleurs, en Asie particulièrement, d'où la persistance des conséquences de la crise en France à un niveau insupportable à terme pour le gouvernement...

Avec son cynisme habituel, le gouvernement s'appuie sur cette partie visible de la crise qui n'en est que la conséquence, pour claironner sur tous les toits que la crise est loin d'être terminée quand cela l'arrange, et le contraire à l'adresse des marchés et autres agences de notation, ainsi il peut tromper facilement les travailleurs qui n'y entendent pas grand chose en économie, mais qui au regard de leur situation peuvent estimer que la crise continue puisqu'ils continuent d'en faire les frais, les frais en réalité de la sortie de crise qui ne concerne que les capitalistes.

En résumé. L'argent pour les banques, pas pour les travailleurs ; les profits pour les capitalistes, les dettes pour les travailleurs ; la grande vie pour les privilégiés et la crise pour la plèbe qui trime comme un esclave. Facile à comprendre et expliquer, non ?

Proposition. Pourquoi ne pas imprimer ce passage sur une feuille A4, le photocopier à quelques centaines d'exemplaires et le distribuer dans les boîtes aux lettres de votre quartiers ou à vos collègues de travail... Vous avez besoin qu'un parti vous tienne la main pour le faire ou vous en donne l'autorisation ? Pour bien faire il faudrait appeler à une réunion pour organiser les travailleurs, etc. Pas besoin du front unique des partis pour aller de l'avant, le front unique n'est pas la seule tactique à la portée des militants pour construire le parti, pas même besoin d'un parti implanté nationalement pour mener ce genre d'actions, c'est un faux prétexte.

En complément les infos suivantes qui confirment ce qui vient d'être dit.

**Profits.**

- Accor vise un résultat d'exploitation 2010 en hausse - Reuters
- Malgré l'affaire Bettencourt, L'Oréal se porte bien - 20minutes.fr
- Bureau Veritas renoue avec la croissance - Le Figaro
- Le DG de Fiat satisfait du déroulement du 3e trimestre - Reuters
- Le Crédit agricole réalise un deuxième trimestre meilleur que prévu - LePoint.fr
- La Poste annonce de meilleurs résultats que prévu - Libération.fr
- Lagardère relève ses objectifs annuels - Le Figaro
- Stallergenes livre des semestriels en hausse - Reuters

**Fusion-acquisition.**

- Nestlé finalise la cession d'Alcon à Novartis - Reuters
- Une série de bonnes nouvelles pour BioAlliance Pharma - Le Figaro
- Berkshire Hathaway lance une offre sur le solde de Wesco - Reuters
- Les magazines féminins Be et Envy seraient en passe de fusionner - Reuters
- Berkshire Hathaway lance une offre sur le solde de Wesco - Reuters

**Banque, crédit.**

- Ralentissement en vue dans le secteur bancaire chinois - Reuters
- Les prêts au secteur privé progressent en juillet en zone euro - Reuters
- Timide croissance trimestrielle de 0,2% confirmée en Espagne - Reuters
- Les prêts au secteur privé progressent en juillet en zone euro - Reuters

**Nouveaux marchés.**

- LVMH confiant pour ses activités montres-joaillerie en Chine - Reuters
- Renault lancera 5 modèles en Inde entre la mi-2011 et la mi-2013 - Reuters
- Atos rachète un spécialiste des moyens de paiements en Inde - Reuters

Ca baigne quoi... pour eux seulement !

**Retraites.**

**1-** Nicolas Sarkozy a réuni jeudi à l'Elysée les ministres chargés de la réforme des retraites et souhaité que les éventuelles évolutions sur la pénibilité puissent faire l'objet d'amendements au projet de loi.

A ce sujet, François Fillon a indiqué à l'issue de la réunion que le gouvernement devait être "*ouvert aux propositions, aussi bien des organisations syndicales, lorsqu'elles en font, qu'éventuellement des formations politiques, (et de) tout l'échiquier qui peut faire des propositions constructives*".

Le gouvernement et l'intersyndicale à l'exception de FO sont calés sur la même longueur d'onde, puisque les dirigeants syndicaux ne réclament pas l'annulation ou le retrait du projet du gouvernement contrairement à FO, ils réclament seulement que le gouvernement revoit sa copie afin de tomber d'accord sur la "*meilleure*" réforme possible, dans l'intérêt "*équitable*" des deux partis évidemment, les travailleurs et les patrons, comme si cela pouvait être possible. Le seul fait d'admettre une "*réforme*" qui ne peut être que régressive, subordonne les intérêts du prolétariat à ceux des capitalistes.

Le mot d'ordre de "*retrait*" seul ne suffit pas. Il fallait ajouter ou insister sur la nécessité de revenir à la situation antérieure à 1993 pour lui donner un contenu qui soit crédible, lier impérativement et en permanence les deux mots d'ordre, ce qui aurait abouti à la rupture des relations des syndicats avec le gouvernement, ce qu'aucun dirigeant syndical ne souhaitait, d'où le constat qu'aucun syndicat n'a osé s'aventurer dans cette voie, tous sans exception et chacun à leur façon soutiennent ainsi le gouvernement.

**2-** Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a adressé au ministre du travail une fin de non-recevoir sur une éventuelle et ultime rencontre au sujet de la réforme des retraites, lui reprochant de "*manquer de transparence et de franchise*". Il "*ne se prêtera donc pas à des échanges qui seraient de pure forme pour accréditer la thèse d'un dialogue social toujours vivant alors qu'aucune véritable négociation n'est encore à l'ordre du jour*", ajoute le numéro un de la CGT. M. Thibault critique le "*refus*" du ministre "*de mettre dès aujourd'hui sur la table [les] éléments*" figurant dans les futurs amendements. (Lemonde.fr 26.08)

Thibault s'aligne donc sur Sarkozy à qui il reproche de ne pas "*négocier*" maintenant les futurs amendements, ce qui permettrait aux différents syndicats de s'en emparer pour mieux afficher leur division et porter ainsi un coup à la mobilisation en préparation du 7 septembre. C'est une façon maladroite de camoufler son soutien à cette contre-réforme et ses réelles intentions.

Thibault hésite, il avance un moyen de désamorcer la mobilisation du 7 septembre qui s'annonce massive, mais il n'ose pas aller plus loin pour ne pas se mettre à dos maintenant la base de son syndicat qui dans sa majorité exige le retrait pur et simple du projet de loi du gouvernement et non un aménagement de celui-ci. Il aurait bien voulu éviter à Sarkozy de devoir subir l'épreuve de cette journée de mobilisation, mais face au rejet qu'inspire le projet du gouvernement à la majorité des travailleurs, il ne peut faire autrement que la subir lui-même, sachant qu'il lui reste plus d'un tour dans son sac pour faire passer cette loi et laisser pourrir le mouvement de contestation qu'elle a déclenché.

**L'aveu.**

Interview du député UMP de Paris Bernard Debré par le journal *Le Point* .

Question : Pensez-vous que la politique du gouvernement concernant les Roms ramènera l'électorat populaire à Nicolas Sarkozy ?

Réponse : Je ne suis pas sûr que cela fasse revenir l'électorat du FN qui préférera toujours l'original à la copie. (Lepoint.fr 28.08)

No comment !

**Charité bien ordonnée...**

Les catholiques français sont majoritairement favorables à la reconduite dans leur pays des Roms dont les camps ont été démantelés, selon un sondage CSA pour La Croix rendu public jeudi. (Reuters 26.08)

**Sur la situation des Roms.**

Malgré le principe de libre circulation, les Roms rencontrent de nombreux obstacles pour accéder à l'emploi. Le rapport annuel publié ce jeudi par le collectif Romeurope insiste sur la taxe imposée aux employeurs souhaitant embaucher une personne Rom (avoisinant parfois les 806 euros) et la nécessité d'attendre une autorisation administrative avant de commencer à travailler, soit une attente «de un à trois mois dans le meilleur des cas».

Or, si les Roms peuvent entrer en France en présentant passeport ou carte d'identité comme tout citoyen européen, au bout de trois mois, ils doivent notamment justifier d'une activité ou de ressources suffisantes s'ils ne veulent pas risquer l'expulsion. (20minutes.fr 26.08)

Alors que plus de 8000 d'entre eux ont encore été reconduits depuis le 1er janvier selon le décompte livré cette semaine par le ministre, «*le nombre de Roms en France est stable depuis des années, de l'ordre de 10 à 15.000. C'est les mêmes qu'on expulse chaque année*», conclut Malik Salemkour, vice-président de la Ligue des droits de l'homme et membre du collectif.

Citant une étude de la Commission européenne de novembre 2008 sur les répercussions de la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, le collectif souligne que «si l'on considère l'ensemble de la population roumaine et bulgare immigrée dans les autres pays de l'UE, seuls 36.000 d'entre eux vivaient en France en 2007, contre 843.000 en Espagne ou 659.000 en Italie». Autrement dit, «*on est loin du mythe de l'invasion*».

S'élevant contre l'idée de «*problèmes spécifiques "roms"*», le collectif réclame que leur soient reconnus, en tant que citoyens roumains et bulgares donc ressortissants européens, «*les droits et libertés inaliénables à respecter comme pour tout autre individu résidant en France*». En particulier en matière de droit au séjour, de droit d'asile, de droit au travail (l'accès en est restreint aux Roms en vertu des mesures transitoires d'intégration à l'Union européenne) et de protection sociale. (Libération.fr 26.08)

**Dehors l'auteur de Casse toi pauv'con et son ministre de l'Éducation nationale qui le soutient !**

Les "*violences verbales*" feront l'objet d'une procédure disciplinaire, mais les exclusions de plus de huit jours vont être supprimées, dans le cadre de la refonte des sanctions à l'école, a annoncé le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, dans Le Figaro de jeudi. Toute violence verbale à l'égard des personnels entraînera une procédure disciplinaire, et toute violence physique donnera lieu à un conseil de discipline. (Lepoint.fr 26.08)

La violence de l'Etat qui s'exprime à travers le chômage de masse, la généralisation de la précarité de la jeunesse, la paupérisation qui frappe les couches les plus faibles de la classe ouvrière, est à l'origine de toutes les formes de violences individuelles. Cette violence de l'Etat à l'égard des masses laborieuses conduit inévitablement à une situation inextricable dont les conséquences devraient être supportées par ceux qui en sont les victimes, dans ces conditions, pour maintenir l'ordre établi menacé par la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société, l'Etat n'a plus qu'une seule solution : recourir à la répression.

Les violences verbales ou les insultes sont le produit des inégalités et des injustices que sécrètent en permanence leur société divisée en classes sociales qui se traduisent par un nombre croissant de privations ou de frustrations, la jalousie ou la haine aveugle de l'autre notamment, leur société a élevé au rang d'idéal la concurrence et la compétition que les individus se livrent entre eux pour survivre sans avoir été capable d'en mesurer les conséquences et d'en fixer les limites, une mission impossible dès lors que l'individualisme à outrance nommé méritocratie a été favorisé par l'Etat au détriment des valeurs collectives... pour mieux continuer de régner.

Sur l'idée de mettre en place des sanctions alternatives, comme des travaux d'utilité collective. «*Est-ce qu'on va avoir les moyens de mettre en œuvre?*», s'interroge le secrétaire général SE-Unsa, Christian Chevalier. (20minutes.fr 26.08)

Christian Chevalier n'est pas contre cette "*une procédure disciplinaire*", il s'interroge simplement sur les moyens de l'appliquer.

C'est dur pour un intellectuel qui n'en a pas l'habitude de se retrouver confronté aux difficultés que vivent au quotidien les prolétaires, aux conséquences de la survie du capitalisme. L'intellectuel syndicaliste ou non qui depuis des lustres s'accommode de l'existence du capitalisme parce qu'il en retire des avantages individuels au lieu de combattre pour son abolition, découvre un jour effaré que sa bonne conscience ou son humanisme à cent balles ne suffisent pas à l'aider à supporter cette dure réalité qui est le quotidien de millions de familles ouvrières, qu'il se creuse un peu les méninges s'il en est encore capable et peut-être trouvera-t-il le chemin du combat pour le socialisme, ce qui ne résoudra pas son problème immédiat mais lui offrira une compensation en échange, au moins il n'aura pas ou plus l'impression de perdre son temps.

Cela me rappelle ma triste scolarité passée dans des établissements privés confessionnels, hélas ! Dans ma classe j'étais très souvent le

seul élève issu du milieu ouvrier. J'étais la tête de Turc des professeurs. Pas plus indiscipliné que la moyenne des élèves, j'étais régulièrement puni ou collé. J'étais même plus poli que la plupart des élèves, car il suffisait que je lâche un "gros mot" à la maison, merde par exemple, pour me faire bastonner par mon père qui avait des bras et des mains de boxeur.

Un jour, je ne sais plus pourquoi, j'avais dû chahuter sans plus, le professeur m'a envoyé au bureau du directeur. Celui-ci m'a immédiatement demandé de rester debout les mains sur la tête dans un coin de la pièce en attendant la sortie de l'école, soit pendant plus d'une heure, après m'avoir tiré violemment les oreilles et infligé un coup sur les doigts de chaque main avec une règle en bois très dur. Il m'infligera comme punition de nettoyer avec un seau d'eau et une éponge le bas du mur de l'escalier menant à son bureau le jour de la fête de l'école, on ne pouvait imaginer pire humiliation. A la fin de l'année (en 5e) j'ai été viré ! L'école se situait à Neuilly-sur Seine juste en face de la mairie qui deviendra plus tard le quartier général d'un certain Nicolas Sarkozy. Le directeur s'appelait Pichoit (?), je m'en souviens encore, le genre Pasqua, même sale gueule, même costard !

**Recyclage des courtisans du régime.**

L'ancien ministre français Jack Lang a été nommé conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour les questions juridiques liées à la piraterie au large de la Somalie, a annoncé jeudi le porte-parole de l'ONU, Martin Nesirky.

Jack Lang sera chargé «*d'identifier de nouvelles mesures pouvant être prises pour aider les Etats, notamment ceux de la région, à poursuivre en justice et incarcérer les personnes qui se livrent à la piraterie*», a indiqué Martin Nesirky.

L'ambassadrice américaine Susan Rice a «*salué*» cette nomination et dit «*se réjouir de collaborer étroitement avec lui et de pouvoir coordonner nos efforts*».

Membre du Parti socialiste français, Jack Lang, qui aura 71 ans le 2 septembre, est actuellement député. Il a été ministre de la Culture de 1988 à 1992, puis ministre de l'Education à deux reprises, de 1992 à 1993 et de 2000 à 2002. En 2009, il a été émissaire spécial du président Nicolas Sarkozy successivement à Cuba, puis en Corée du Nord. (20minutes.fr 26.08)

**Russie. Ils en avaient oubliée !**

Un tribunal russe a ordonné jeudi au parquet de rouvrir l'enquête sur le meurtre du tsar Nicolas II et de sa famille, bien que les bolchéviques auteurs présumés de ce crime commis en 1918 soient morts depuis longtemps.

"*C'est un pas important dans notre quête pour la vérité*", a déclaré German Loukianov, avocat de la grande duchesse Maria Vladimirovna Romanova, héritière de la dynastie impériale.

La dynastie Romanov a régné sur la Russie durant trois siècles, jusqu'à l'abdication de Nicolas II en 1917. (Reuters 26.08)

Ce n'était pas un "*crime"*, mais juste la monnaie de la pièce rendue à la dynastie Romanov qui avait maintenu tout un peuple en esclavage en recourant à la violence pendant trois siècles avant de le précipiter dans une guerre impérialiste. On n'imagine pas combien de millions de morts la famille Romanov a à son actif. Elle pourrait contacter Robert Hossein qui s'était spécialisé dans la réhabilitation des têtes raccourcies !

Ils n'ont jamais digéré la révolution russe de 1917, rassurez-vous, en dehors des jours de fête ou des commémorations où l'on fleuri les cimetières, plus aucun parti ne s'en inspire vraiment... mais on ne sait jamais, le communisme continue de hanter bien des esprits, le nôtre par exemple et nous ne sommes pas les seuls. Au fait, votre excellence la grande duchesse Maria Vladimirovna Romanova, n'oubliez pas de nous fournir votre adresse exacte, la prochaine fois on fera en sorte que personne ne manque à l'appel !

**Chine.**

En Chine, l'énorme embouteillage (plus de 100kms) qui s'était formé aux portes de Pékin depuis la mi-août, a fini par se résorber, apparemment d'un seul coup. (Slate.fr 26.08)

Avant-hier Slate.fr annonçait que cet embouteillage allait durer un mois ! Sérieux ces journalistes ? Ils ont rectifié immédiatement, dont acte.

---

**Le 28 août**

On continue sur le sujet de la crise abordé lors des deux dernières causeries.

La crise latente qui ronge le capitalisme et qui s'exprime à travers l'exacerbation croissante de ses contradictions a des conséquences sur la totalité des rapports sociaux de la société dans tous les pays. Il y a deux manières de les aborder :

- soit on analyse ces conséquences comme le produit de la survie du capitalisme qu'il faut abolir à l'échelle de l'humanité ;

- soit on analyse ces contradictions comme le produit de la dérive d'un secteur du capitalisme qu'il suffirait de réformer pour que tout rentre dans l'ordre.

Le prolétariat et le mouvement ouvrier dans son immense majorité ont adopté la seconde analyse, c'est un constat. Elle entre en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière et son indépendance de classe, elle l'affaiblit et la divise.

Elle aboutit au niveau des partis dits ouvriers, le PS et ses satellites, à gérer la société pour le compte du capitalisme, à accepter la liquidation de nos droits sociaux, retraite, Sécu, à concurrencer le parti de l'ordre, l'UMP, sur son propre terrain.

Les associations ou organisations à caractère social ou humanitaire sont sur la même ligne : aménager le capitalisme, soulager les plus durement frappés par les conséquences de la survie du capitalisme sans combattre véritablement les causes de cette situation, ce qui revient à laisser les mains libres aux représentants du capitalisme pour continuer à s'attaquer au prolétariat dans son ensemble.

Le choix est donc facile à faire :

- soit on se place sur le terrain du capitalisme qui demeure l'horizon indépassable en assumant ou partageant la responsabilité des conséquences les plus violentes de sa survie,

- soit on se place sur le terrain du combat pour en finir avec le capitalisme, sachant que le socialisme est la seule alternative possible.

D'où vient l'impossibilité de se placer sur le terrain du socialisme ?

De l'incompréhension des fondements du capitalisme, du refus de la remise en cause de la propriété privée des moyens de production. On pourrait ajouter, de la confusion ou de l'amalgame entre socialisme et stalinisme dans ses différentes versions (maoïste, castriste), donc de l'incompréhension de la lutte des classes au XXe siècle.

Pourquoi est-ce si difficile de se placer sur le terrain du socialisme ?

Parce que cela nécessite d'interpréter l'évolution de la société et du monde selon d'autres critères que ceux distillés par la classe dominante, qui estime que l'exploitation capitaliste n'a pas besoin d'être justifiée et que la division de la société en classes sociales aux intérêts antagoniques existe depuis toujours et qu'elle sera éternelle, ce qui ne correspond évidemment pas à la réalité car les classes sociales et l'Etat sont apparus seulement à un moment donné du développement des forces productives.

Il est plus facile d'adopter l'interprétation du monde que délivre les représentants du capitalisme, parce qu'elle ne repose pas réellement sur une connaissance des forces motrices qui sont à l'origine de la transformation de la société au cours des siècles et des millénaires précédents, le développement des forces productives et la lutte des classes, mais sur l'idée déformée qu'on en a en fonction de sa propre expérience ou position sociale dans la société, ce qui revient à interpréter le monde d'une multitude de façons différentes sans être capable de saisir ce qui est à l'origine de son évolution, ce qui interdit au bout du compte d'envisager de le changer.

On pourrait ajouter la multitude de formations politiques qui se réclament du socialisme, bien que cet obstacle n'en soit pas un dès lors qu'on observe de quelle manière elles mettent en pratique au quotidien leur soi-disant combat pour le socialisme

Rompre avec cette interprétation erronée du développement de la civisation humaine est difficile, parce que cela nécessite un haut degré de compréhension ou de conscience du fonctionnement du capitalisme (sur le plan économique et politique) qui conduit infaillement le monde au chaos et à la barbarie.

Une interprétation du monde basée sur les forces motrices à l'origine du développement de la société aboutit au constat que la classe des capitalistes doit céder le pouvoir à la classe des producteurs, que l'avenir de l'humanité ne peut se concevoir que collectivement, la tâche historique que le prolétariat a à accomplir ne consistant pas à prendre le pouvoir pour exploiter une autre classe comme ce fut toujours le cas dans le passé, elle ne l'a pas engendrée, elle n'existe pas, mais à libérer l'humanité de toute forme d'exploitation et d'oppression, ce qui nécessite d'envisager sa propre existence et ses intérêts individuels subordonnés aux intérêts de sa classe (travailleurs manuels et intellectuels confondus), à abandonner une conception individualiste de l'existence basée sur la concurrence que se livrent les travailleurs entre eux pour survivre, sans se sentir pour autant frustrer ou flouer compte tenu qu'il faudra un certain temps pour venir à bout du capitalisme à l'échelle de l'humanité.

Les intellectuels qui refusent de se situer sur le terrain de la révolution socialiste internationale, n'ont pas compris comment fonctionne le

capitalisme, comment s'est développé la société à travers les siècles ou millénaires, ou ils refusent de le comprendre parce qu'ils tirent profits de la situation actuelle et que la situation telle qu'elle est leur va très bien sur le plan individuel.

Maintenant, ils subissent de plus en plus souvent de plein fouet les conséquences de l'exacerbation des contradictions du capitalisme qui à leur tour leur deviennent insupportables, ce qui va les obliger à remettre en question leur interprétation du monde. Ce contexte va donc devenir de plus en plus favorable à la construction d'un véritable parti révolutionnaire, car l'alternative devant laquelle ils vont se retrouver une fois le dos collé au mur est simple : soit continuer avec le capitalisme, c'est être assuré de connaître une vie de plus en plus infernale, soit le liquider et passer au socialisme avec l'espoir de pouvoir aller jusqu'au bout cette fois, le prolétariat n'a pas engendré une nouvelle classe sociale, il n'existe pas davantage de troisième voie. Facile à expliquer et à comprendre, non ?

Pourquoi est-ce si difficile pour un parti ouvrier de se situer sur le terrain du socialisme ?

Parce qu'il faut assimiler les enseignements de la lutte des classes du XIXe et du XXe siècle, principalement la révolution d'Octobre, ce qui nécessité de les dégager de la fange du révisonnisme, du stalinisme et du réformisme qui les empestent, tout en tenant compte des transformations intervenues dans la société depuis un siècle. Chaque révolution s'est inscrite dans le prolongement de la précédente, et si à chaque fois elle a permis de faire un pas en avant vers notre objectif, c'est uniquement parce qu'elle s'était appuyée sur les enseignements de la révolution précédente. Se détourner des enseignements de la révolution russe de 1917 ou refuser de les prendre en considération ne peut conduire qu'à une impasse et à un échec. Là aussi le choix est simple à faire, il tient de la logique la plus élémentaire ou du bon sens comme l'on voudra, pas besoin d'être normalien pour le comprendre, c'est dans le cas des intellectuels une question de volonté politique et pas autre chose.

Imaginer un jeune chercheur ou scientifique, il a le choix entre poursuivre les travaux de ses prédécesseurs pour aller plus loin dans ses découvertes quite à revisiter certaines hypothèses autrefois abandonnées le cas échéant pour vérifier à nouveau leurs conclusions, etc., soit il se lance dans ses travaux au petit bonheur la chance uniquement sur la base de sa propre expérience qui demeure forcément limitée, on devine sans effort lequel des deux parviendra propablement à faire avancer la science.

Ce qui est difficile à concevoir et donc à accepter, c'est que cette question ne comporte pas cinquantes réponses possibles, elle fonctionne en binaire dans ses conclusions, alors qu'en réalité elle sera le produit d'une analyse dialectique ou d'une analyse empirique, mécanique et éclectique du développement de l'humanité jusqu'à nos jours.

Le capitalisme est synonyme de destruction massive de forces productives, de régression sociale, de paupérisation, de guerres sans fins, de destruction de l'environnement, etc., elle n'est donc pas une classe progressiste. La seule classe progressiste dans la société, c'est celle qui par son travail produit les richesses nécessaires à la satisfaction de la population.

On a le choix entre une interprétation du monde qui prétend que le capitalisme est toujours une classe progressiste, argument impossible à soutenir au regard de la misère humaine qui s'étend sur tous les continents et du saccage en règle de notre planète dont rendent compte chaque jour les médias, ou une interprétation du monde qui prétend au contraire que c'est la classe ouvrière qui produisant les richesses tout en en étant privée est la seule classe progressiste, et que pour cette raison, c'est elle qui doit assumer le pouvoir, planifier et contrôler la production sur la base des besoins de la population afin de les satisfaire.

A vous de compléter cette argumentation qui ne laisse la place à aucun "*doute*" ; j'ai lu dans une dépêche que Besancenot doutait, vue la voie ou l'absence d'orientation politique du NPA, il a effectivement le droit de douter... de lui et son parti. Quand on affirme que les intellectuels vont se retrouver dans une situation intenable où ils seront bien obligés de se poser les questions que nous venons d'évoquer, on a aucun doute à avoir partant de la radicalisation des conditions objectives (le stress de la vie quotidienne, l'ambiance délétère qui règne dans la société) qui se traduira par la radicalisation des conditions subjectives, pratiquement, ils auront le choix entre continuer de se morfondre dans leur coin et épouser le sort du capitalisme qui mène au chaos ce qui les conduira à soutenir l'UMP ou l'extrême droite, ou ils chercheront une issue politique au capitalisme en décomposition et ils se rangeront résolument au côté de la classe ouvrière, il en ira ainsi pour l'ensemble des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie : socialisme ou barbarie.

Le sort de la classe ouvrière et de l'humanité est en grande partie suspendu à leur choix, même si en dernière analyse, la classe ouvrière de part sa position au sein des rapports sociaux de production demeure bien la seule classe capable de diriger la société pour le compte de l'ensemble de la population.

Juste une remarque à propos de l'article du Front syndical de classe mis en ligne aujourdhui, à propos de mai-juin 68 et Renault Billancourt. Ils vantent la combativité de la CGT à l'usine Renault Billancourt et écrivent "*même si la direction CGT n'a malheureusement plus rien à voir avec ce qu'elle était à l'époque...*, ils oublient de dire que les ouvriers de Billancourt avaient rejeté le projet d'accord conclu entre les dirigeants de la CGT et le gouvernement qu'ils considéraient comme une trahison, et qu'ils avaient dû prendre la fuite où se mettre sous la protection du service d'ordre musclé du PCF pour ne pas se faire luncher, si j'ai bonne mémoire.

La direction de la CGT est aussi pourrie aujourd'hui qu'hier ou avant-hier, il ne faut pas nous raconter d'histoires, disons que c'est plus visible aujourd'hui qu'hier au quotidien parce que les contradictions du capitalisme se sont accentuées.

**En complément des deux dernières causeries sur la crise.**

**La crise est terminée...**

- Les banques françaises tournent la page de la crise financière - LePoint.fr

**... mais le redémarrage est lent et laborieux....**
- La croissance américaine revue fortement à la baisse - Le Figaro
- Bernanke s'inquiète pour la croissance américaine - LePoint.fr
- Etats-Unis: l'immobilier toujours aussi déprimé - Le Figaro
- «Plutôt une croissance faible qu'une rechute de l'activité» - Le Figaro
- Les industriels voient l'investissement repartir en 2010 - Le Figaro -
- Airbus aurait revu en baisse les objectifs de production d'A350 - Reuters
- Où sont passés les emplois ? - Slate.fr

**...et inégal selon les pays.**

- La croissance britannique à son rythme le plus soutenu en 9 ans - Reuters
- Timide croissance trimestrielle de 0,2% confirmée en Espagne - Reuters

**Le "*recul*" de Sarkozy : il concerne quelle couche de la population ? La petite-bourgeoisie et les couches moyennes.**

"*Attentif aux préoccupations exprimées par les représentants de partenaires sociaux et par les représentants des organisations d'étudiants, le président de la République a décidé de ne pas modifier, pour les jeunes rattachés au foyer fiscal de leurs parents, les règles d'attribution des aides personnalisées au logement dont bénéficient actuellement plus de 650.000 étudiants*", a annoncé jeudi l'Elysée.

L'hypothèse d'un aménagement de celui-ci en le liant à des conditions de ressources avait été évoqué ces derniers jours dans la presse.

Alors que le logement représente plus de 50% du budget des étudiants, les aides leur sont accordées sans condition de ressources des parents. Sur les plus de 650.000 étudiants qui touchent l'APL ou l'APS, pour un montant moyen d'environ 200 euros par mois, 80% sont aussi rattachés au foyer fiscal de leurs parents, ce qui permet à ces derniers de déduire une demi-part fiscale supplémentaire. (Reuters 26.08)

Bernard Thibault a cité vendredi sur RTL les gestes annoncés la veille en direction des étudiants, qui n'auront finalement pas à choisir entre aides au logement et bonus fiscal pour leurs parents. (Reuters 27.08)

Quels "*gestes*" monsieur Thibault ?

Dans le n°112 d'*Informations ouvrières* on trouvrait un encadré intitulé *Le côut de la rentrée étudiante* avec quelques postes chiffrés : Loyer à Paris 824 €en province 455 €, inscription en licence 174 €en master 237 €en doctorat 359 €, ticket RU (restaurant universitaire) 3 €

Considérons la situation d'un étudiant faisant ses études à Paris ou la région parisienne, il lui en coûtera mensuellement hors inscription, 824 €+ 3 €x 2 x 30 jours = 1004 €et c'est un minimum. (+ téléphone, transport, petits déjeuners), 635 €minimum en province.

Question : quel prolo avec un salaire tournant autour de 1 000 €par mois peut se permettre de débourser cette somme ? Même dans l'hypothèse d'un ménage avec deux salaires autour de 1 000 €par mois c'est impossible de supporter une telle dépense, surtout qu'à cet âge-là un jeune ne peut se contenter d'une petite pièce comme argent de poche, et puis ses études entraînent d'autres frais. A l'arrivée une famille quand elle fait ses calculs, elle doit prendre en compte la totalité de ce que lui coûte un ou plusieurs enfants, sans parler qu'elle est généralement endettée.

Le prolo, c'est toujours la dernière roue du carrosse des syndicats et des partis ouvriers... sauf en périodes électorales ou pour redorer leurs blasons. Sarkozy soigne les couches moyennes et la petite-bourgeoisie, on comprend, on comprend.

**Retraites.**

"*Le gouvernement compte sur un calendrier très serré pour passer très rapidement en force, nous allons relever le défi*", a dit Bernard Thibault vendredi sur RTL. (Reuters 27.08)

Autrement dit, c'est le gouvernement qui fixe le calendrier aux syndicats et ils s'y tiennent, les actions proposées par les syndicats doivent y être subordonnées. Le gouvernement a donc fixé le cadre facilitant les grandes manoeuvres des uns et des autres pour parvenir à ses fins, CQFD.

**Virez-moi ces pauvres de ma vue !**

**1-** «*Jamais le président de la République n'a stigmatisé une minorité en fonction de son origine. Jamais nous n'accepterons qu'une minorité soit sanctionnée pour ce qu'elle est*», a déclaré Bernard Kouchner vendredi.

Le ministère des Affaires étrangères précise que le maintien du séjour est conditionné par «*le respect de l'ordre public*» et «des ressources suffisantes» et que «*l'appréciation de ces éléments résulte d'un examen particulier de chaque situation individuelle*». (Libération.fr 27.08)

**2-** Le quotidien *Libération* publie les deux amendements que le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, veut voir adopter.

Le premier crée un "*délit de 'polygamie de fait, escroquerie, abus de faiblesse'*" passible de cinq ans d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende.

Si l'infraction est commise en profitant de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse du partenaire, les peines seraient portées à sept ans de prison et 100.000 euros d'amende. A cela s'ajoute la déchéance de la nationalité.

L'autre amendement prévoit que les personnes naturalisées depuis moins de dix ans perdraient la nationalité française en cas de condamnation à cinq ans de prison ou plus pour un crime ou délit visant un représentant des forces de l'ordre mais aussi un pompier, gardien assermenté d'immeuble, juré ou avocat, voire un conjoint, descendant, ascendant ou toute personne vivant habituellement au domicile de ces personnes, écrit Libération. (Reuters 27.08)

**Ma p'tit entreprise (Bashung) a du plomb dans l'aile.**

Plus d'un auto-entrepreneur sur deux n'a pas déclaré de chiffre d'affaires en 2010, selon les derniers chiffres rendus publics par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss) cette semaine. Si certaines de ces nouvelles entreprises sont restées inactives pour mieux être lancées plus tard, la plupart ont été clairement abandonnées.

Reste que ces auto-entrepreneurs inactifs embarrassent le gouvernement. Hervé Novelli envisagerait d'ailleurs de les radier au bout de deux ans, au lieu de trois actuellement. Histoire de prouver l'utilité du dispositif. (20minutes.fr 27.08)

**Société.**

Le pacte civil de solidarité (pacs) est de plus en plus prisé par les Français. Créé en 1999, il a été réformé en 2005 pour rapprocher son statut de celui du mariage, notamment au niveau fiscal. 175 000 couples ont choisi le pacs en 2009.

Les couples font de plus en plus souvent ce choix pour officialiser leur union : en 2008, deux pacs avaient été conclus pour quatre mariages ; en 2009, ce sont deux pacs pour trois mariages. Cette année-là, on a célébré en France 256 000 mariages, soit 3,5 % de moins qu'en 2008. Et l'on se marie plus tard : en quatre ans, l'âge moyen du mariage a augmenté d'un an : 29,7 ans pour les femmes et 31,6 ans pour les hommes. (Lemonde.fr 27.08)

**Australie. Crise politique.**

Près d'une semaine après le vote, l'Australie semble encore loin de se doter d'un gouvernement, aucun des deux grands partis n'étant pour l'heure en mesure de trouver un accord avec les cinq députés n'appartenant à aucun d'entre eux. (Reuters 28.08)

---

**Le 29 août**

A propos de la stratégie en vue de 2012.

Ce n'est pas un sujet qui nous passionne, mais le positionnement des uns et des autres sur certaines questions se situant déjà dans cette perspective nous oblige en quelque sorte à nous pencher sur cette question pour comprendre certaines de leurs positions.

Deux cas de figure en ce qui concerne le PS, soit DSK sera son candidat, soit il ne le sera pas.

Dans le premier cas, le PS ne pourra pas compter sur les voix de LO, du NPA, du POI ou du PCF. Il pourra compter au second tour sur une partie des voix du PG, d'Europe écologie et du Modem, ainsi que les voix d'une partie des gens pour lesquels peu importe le parti et ayant voté Sarkozy en 2007.

Les voix se portant sur LO, le NPA, le POI ou du PCF étant sans commune mesure avec leur nombre de militants mais demeurant extrêmement faibles, leurs électeurs ne suivront pas forcément les consignes de vote de ces partis au second tour, on peut imaginer qu'ils ne donneront aucune consigne de vote si DSK est le candidat du PS. Un mauvais report des voix du PG et d'Europe écologie suffirait dans ces conditions à favoriser l'élection de Sarkozy, dans l'hypothèse fort probable qu'il sera le candidat officiel de l'UMP, mais d'ici là bien des choses peuvent encore bouleverser de fond en comble la situation politique.

La candidature de DSK pourrait briser le Front de gauche et ouvrir une crise dans le PG, tandis que le PCF se retrouverait totalement isolé, donc cette candidature n'est pas sans risque pour le PS car il aura besoin de la majorité des voix populaires pour l'emporter. Un autre facteur peut venir perturber tous les pronostics : le taux d'abstention qui profiterait davantage au candidat de l'UMP. Pourquoi ? Parce qu'il est possible qu'une partie des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie se disent qu'elles n'ont finalement pas grand chose de bon à attendre de l'ex-directeur du FMI pas plus que du candidat de l'UMP qui les a floués la dernière fois.

L'avantage de la candidature de DSK pour le PS, c'est qu'elle serait plus en adéquation avec la poursuite de la politique de l'UMP, elle serait moins porteuse d'illusions et permettrait de faire patienter les masses plus longtemps.

Dans le second cas, le PS pourra compter sur le report des voix provenant de LO, du NPA, du POI, du PCF, du PG, d'Europe écologie et une partie des voix du Modem, ce qui favoriserait l'élection de son candidat qui serait pratiquement sûr de l'emporter.

Inconvénient, l'élection de ce candidat soutenu par la quasi-totalité des partis dits de gauche à l'exception peut-être du POI, de LO et du NPA serait porteuse d'illusions trompeuses ou tout du moins d'espoir de la part des masses que leur situation va s'améliorer ou tout du moins cesser de se dégrader, or elles se rendront compte rapidement que tel n'est pas le cas. La même situation qu'entre 1981 et 1995 se reproduira-t-elle lorsque les appareils des syndicats s'étaient employés à neutraliser le mouvement ouvrier pour ne pas gêner l'action du gouvernement sur fond de désenchantement ou d'incompréhension totale de la situation de la part du prolétariat et des militants ?

Sauf que la situation n'est plus tout à fait la même, la situation économique et sociale s'est agravée, les masses attendent des réponses immédiates à leurs questions, le PS et le PCF n'ont plus la même audience au sein des syndicats, rien ne dit qu'ils auront la capacité de contenir longtemps l'impatience et la colère grandissante des masses

A tout prendre, la candidature de DSK serait moins périlleuse ou présenterait moins d'inconvénients pour le PS qu'on pourrait le penser au premier coup d'oeil, on a envie de dire pour le capital, car elle alimenterait la crise au sein de tous les partis se disant de gauche, pendant que les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs occupations. La candidature de DSK s'inscrirait dans le prolongement du consensus établi entre l'UMP et le PS, pour un peu on pourrait assister au renversement des rôles où ce serait l'UMP qui soutiendrait ouvertement la politique qu'il mettrait en oeuvre et favorable aux capitalistes.

Maintenant la multiplication des candidatures peut conduire à modifier légèrement cette estimation. Le Nouveau Centre aura sans doute un candidat au premier tour, il se peut que de Villepin se présente mais c'est peu probable, il faudrait que Sarkozy ait perdu sur les retraites pour que cette candidature s'avère plausible dans leur camp. Les petits partis de Devilliers, Boutin ou Bockel peuvent être tentés par l'aventure, mais elle risque de s'avérer dévastatrice pour l'UMP si les voix du parti de l'ordre sont trop dispercées au premier tour pour se reporter intégralement sur le candidat de l'UMP au second tour.

Le parti radical n'a pas manifesté son intention de présenter un candidat jusqu'à présent, il demeure lié au sort de l'UMP. Le Parti radical de gauche et le MRC de Chevènement ne semble pas en situation de pouvoir présenter un candidat et on ne voit guère quels avantages ils pourraient en tirer. Les écologistes qui ne sont pas intégrés à Europe écologie parce qu'étiqueté trop à "gauche", présenteront sans doute un candidat.

En fonction de l'évolution de la situation sociale et politique d'ici les élections, l'extrême droite présentera deux candidats, encore faudra-t-il que les deux obtiennent les signatures d'élus nécessaires pour se présenter. Si Sarkozy était le candidat de l'UMP, il pourrait être amené à le soutenir compte tenu du virage droitier de l'UMP, tout dépendrait également du choix du candidat du PS, s'il était plus ou moins bien placé pour l'emporter, dans le cas où il serait donner gagnant d'avance, il ne servirait alors à rien au FN de soutenir le candidat de l'UMP, car cela ne porterait pas à conséquence sur les tractations qui auraient lieu entre les deux partis en vue des élections législatives, lors desquels le sort des deux partis pourrait être liés et leur imposer de passer des accords. Si le candidat de l'UMP n'était pas Sarkozy mais un candidat se réclamant du gaulliste, le FN n'aurait aucun intérêt ou presque à le soutenir. Tout dépendrait en dernier lieu du nombre de voix que récolteraient les deux partis. Si le FN dépassait les 10% et talonnait l'UMP, on voit mal comment un rapprochement entre les deux partis ne pourrait pas avoir lieu. Dans tous les cas de figure, il semble acquis que sans les voix du FN le candidat de l'UMP ne sera pas en position d'être élu, et il semble improbable que le FN s'écroule d'ici 2012 ou que l'UMP puisse siphonner la majorité de ses électeurs potentiels.

Les élections sous un régime capitaliste ne rendent compte que très imparfaitement du rapport de force entre les classes. Même si l'immense majorité des travailleurs estiment à raison qu'ils n'ont pas grand chose à attendre du PS au pouvoir, ils sont prêts à voter pour son candidat juste pour chasser l'actuel locataire du Palais.

Notre devoir est de les aider à faire progresser leur niveau de conscience politique et non d'alimenter ou faire naître dans leurs têtes de nouvelles illusions dans le PS et ses satellites. Si sur ce plan (objectif) nous en sommes encore à la même situation qu'il y a des décennies,

c'est que rien n'a été fait pour qu'il en soit autrement, les partis qui se disent ouvriers ont failli à leur mission, il n'y a aucune raison de refuser de dresser ce constat que chaque militant a quotidiennement sous les yeux, et s'y refuser ou ne pas l'admettre, c'est se refuser d'en tirer les leçons pour l'avenir.

En vouloir aux travailleurs serait une grave erreur, la pire entre toutes. Ce n'est pas parce qu'ils vont voter en masse pour le candidat du PS que nous devons forcément les immiter, ce serait le plus mauvais service que nous aurions à leur rendre. Ces derniers jours, les candidats potentiels aux primaires du PS ont rivalisé de zèle pour démontrer qu'ils étaient aussi capables que l'UMP de prendre en charge les question de sécurité, de faire respecter l'ordre établi, de gérer la société pour le compte des capitalistes, dans ces conditions on ne voit pas comment ni pourquoi on pourrait appeler à participer à la mascarade des élections présidentielles de 2012 qui ne changeront rien au sort de la classe ouvrière. (A suivre)

**PS. Parlons de tout... surtout de rien ou l'art de brasser du vent, les promesses électorales suivront.**

**1-** Ségolène Royal a conseillé samedi à ses alter ego socialistes d'éviter les "*sujets qui peuvent nous diviser*" dans la perspective de la présidentielle de 2012.

"*Si on veut construire une France unie où les gens ont envie de reconstruire un avenir commun, il faut commencer par donner l'exemple*", a-t-elle dit.

"*Tous les sujets qui peuvent nous diviser ne sont pas souhaitables*", a-t-elle insisté.

A propos des primaires au sein du PS en vue de 2012 : "*Je ne veux pas rentrer dans les querelles de calendrier*", a dit Ségolène Royal. "*Si le problème de la date (devient) une occasion de se diviser, il ne faut pas aborder ce problème*". Elle a plaidé pour le plus de "*loyauté*" possible lors du scrutin des primaires et ensuite. (Reuters 28.08)

Comme dès qu'on discute politique il y a tellement de sujets sur lesquels des désaccords peuvent intervenir, les éviter revient à ne parler pour rien dire. Mais alors comment départager les différents protagonistes ? En donnant raison au plus fort, à celui qui a le plus de pouvoir ou d'influence, qui vous comptera parmi ses lieutenants ou vous obtiendra un poste quelconque en compensation de votre soutien. Et les idées dans tout cela ? Quelles idées, on vient de vous dire qu'il était "souhaitable" de s'abstenir d'en avoir, il y en a qui en ont pour les autres et c'est bien assez, non ?

Je sens que je vais adhérer au programme de Marie-Ségolène Royal, "*une France unie où les gens ont envie de reconstruire un avenir commun*", patrons et ouvriers bras dessus bras dessous, "*reconstruire un avenir commun*", non merci !

**2-** Porté par des sondages flatteurs, Dominique Strauss-Kahn occupe les esprits des socialistes réunis à La Rochelle.

"*Personne n'est habilité à parler en son nom*", a prévenu François Pupponi, qui a succédé à Dominique Strauss-Kahn à la mairie de Sarcelles (Val d'Oise).

"*La demande de Dominique, c'est que nous le laissions travailler. Il dira le moment venu s'il est candidat. Pendant ce temps là, nous devons travailler pour l'intérêt du parti*", a-t-il ajouté.

"*Tout le monde parle de sa candidature et nous on ne devrait pas? Entre fébrilité et effacement, il y a un juste milieu à trouver*", plaide le président de la région Bourgogne, François Patriat.

Reste que la gauche du PS et les autres partis de l'opposition ne goûtent pas vraiment une candidature de Dominique Strauss-Kahn, qui pilote depuis trois ans une institution réputée pour ses cures de rigueur.

"*Quand il est parti à Washington, il nous a dit : 'Si je suis candidat, je dois montrer que je fais autre chose que du libéralisme'*", raconte la députée Marisol Touraine.

Pour elle, qui met en avant ses déplacements en Afrique ou son "*inflexion sociale*" de l'institution, la mission est accomplie: "*Il est resté Keynésien. DSK, ce n'est pas Trichet !*" (Reuters 28.08)

Elle a raison, ce n'est ni Trichet ni Bernanke (Fed), c'est les deux réunis ! C'est parce qu'il est "*resté Keynésien*" que le FMI a appelé tous les gouvernements en Europe à tailler à la hache dans les droits sociaux des travailleurs !

La hausse spectaculaire du prix des céréales due à la spéculation risque de se traduire à nouveau par des émeutes de la faim, pouvait-on lire avant-hier dans une dépêche de presse. Et sur quel continent avaient-elles eu lieu ces émeutes du ventre ? En Afrique !

**Soutien au sionisme à Paris et Jérusalem.**

**1-** Quelque 200 personnes ont participé samedi à Paris à une manifestion organisée par l'association de défense des droits des femmes Ni putes ni soumises, la Ligue du droit international des femmes, et le Mouvement pour la paix et contre le terrorisme, contre la condamnation à mort par lapidation de l'Iranienne Sakineh Mohammadi Ashtiani, ont constaté des journalistes de Reuters.

"*Le féminisme n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours*", "*sauvons Sakineh*", "*ni lapidées ni soumises*", pouvait-on lire sur les banderoles des manifestants.

"*Notre mobilisation paye puisque déjà l'Iran a fait savoir que la sentence a été suspendue*", a dit aux journalistes la présidente de l'association Ni putes ni soumises, Sihem Habchi.

"*Mais ce n'est pas suffisant, il faut que, comme l'a dit le président de la République, la France soit responsable de Sakineh et du sort de Sakineh*", a-t-elle ajouté. (Reuters 28.08)

La connerie humaine tue plus sûrement, et dans ce domaine, force est d'admettre que l'association Ni putes ni soumises en connaît un rayon en citant Sarkozy en pleine chasse aux Roms ! Il fallait oser en France ce 28 août 2010 prétendre défendre une cause humaniste en mêlant sa voix à celle de Sarkozy et de Kouchner qui a demandé vendredi aux pays de l'Union européenne d'envisager une menace de sanctions contre l'Iran pour le pousser à épargner Sakineh Mohammadi Ashtiani, selon le journal Le Point.

L'obscurantisme entretenu par les religieux et l'ignorance des forces motrices qui sont à l'origine du développement de la société entretenue par les représentants de l'idéologie dominante concourent à maintenir l'homme dans la servitude qui a pris la forme de l'exploitation de l'homme par l'homme au détour du passage au néolithique et qui aujourd'hui porte un nom : le capitalisme.

**2-** Des milliers d'Israéliens ont manifesté samedi pour la libération du soldat Gilad Shalit détenu depuis 2006 à Gaza, lors d'un rassemblement à Jérusalem à l'occasion de ses 24 ans, au cours duquel a été lu un message de soutien du président français Nicolas Sarkozy.

Dans un message à cette occasion, lu par le Premier conseiller auprès de l'ambassade de France à Tel-Aviv, Alexis Dutertre, M. Sarkozy souligne sa "*détermination à oeuvrer en vue de la libération de Gilad Shalit pour qu'il revienne enfin, au plus vite, auprès de vous*".

"*Gilad n'est pas un prisonnier de guerre, car les prisonniers de guerre ont des droits. Celui de recevoir la visite d'organisations humanitaires, celui d'échanger du courrier avec leurs proches. Gilad n'a pas ces droits car Gilad -disons les choses- est un otage*", y affirme-t-il.

Il dénonce "*cette manière révoltante de traiter un être humain qui suscite notre indignation collective, en Israël, en France et partout dans le monde*".

Les manifestants ont brandi des pancartes avec l'inscription "*Nos soldats n'ont pas de prix*". (Lepoint.fr 28.08)

La vie des Palestiniens non plus : elle ne vaut rien aux yeux des autorités israéliennes !

Erreur, le peuple Palestinien est en guerre permanente depuis 1947 contre l'occupant sioniste qui lui a volé ses terres et ses biens, et en temps de guerre la prise d'otages fait partie des multiples stratégies utilisées pour faire plier l'ennemi ou obtenir quelque chose de sa part en échange de leur libération.

Sarkozy n'aura pas manifesté la même attention envers les prisonniers de Guantanamo et il n'a pas déployé la même énergie pour dénoncer les mauvais tratements infligés par l'Etat d'Israël à ses prisonniers palestiniens, normal puisqu'il soutenait Bush et maintenant Obama, ainsi que les autorités israéliennes.

**L'extrême droite donne de la voix aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.**

**1-** Plusieurs dizaines de milliers d'ultra-conservateurs américains se sont rassemblés samedi devant le Lincoln Memorial à Washington pour "*rendre son honneur à l'Amérique*" à deux mois des élections de mi-mandat.

Cette manifestation organisée par le commentateur de Fox TV Glenn Beck s'est tenue le jour même du 47e anniversaire du discours prononcé par le pasteur Martin Luther King, au même endroit, et son fameux "*I have a dream*" ("Je fais un rêve").

Beaucoup de manifestants revendiquaient leur appartenance au "*Tea Party*", dont Sarah Palin, ancien gouverneur de l'Alaska et candidate républicaine à la vice-présidence en novembre 2008, mouvance de l'ultra-droite qui se plaint du poids de la fiscalité, fustige le "*socialisme*" et milite pour "*moins d'Etat*".

"*Quelque chose qui dépasse l'imagination est en train de se produire. Aujourd'hui, l'Amérique commence à revenir vers Dieu*", a affirmé Beck.

"*Vous avez le même courage moral (...) que Washington, Lincoln et Martin Luther King*", a dit Palin à la foule. "*Fiers du (drapeau) rouge-blanc-bleu, pleins de reconnaissance pour les hommes et les femmes de chez nous qui portent l'uniforme, rassemblons nous, dans l'honneur, et relevons l'Amérique.*"

Une nièce de Martin Luther King, Alveda, a également pris la parole devant cette assistance très majoritairement blanche. Elle a affirmé que "*l'Oncle Martin*" aurait été certainement heureux de voir cette manifestation en l'honneur des soldats et des gens qui font du bien autour d'eux.

A quelques centaines de mètres, des dirigeants noirs, parmi lesquels le pasteur Al Sharpton, avaient organisé une contre-manifestation pour dénoncer le "*détournement*" du message de Martin Luther King par Beck et ses partisans. (Reuters 28.08)

**2-** Des affrontements ont opposé environ 700 manifestants anti-musulmans d'extrême droite et des centaines de policiers en tenue anti-émeute samedi à Bradford, dans le nord de l'Angleterre. Aucun blessé n'a été signalé mais la police a fait état de cinq arrestations.

Des sympathisants de la Ligue de défense anglaise ((EDL) ont jeté des bouteilles, des pierres et une bombe fumigène sur les policiers qui les tenaient à l'écart d'une contre-manifestation organisée par le groupe de gauche Unis contre le fascisme (UAF).

L'EDL dit vouloir faire barrage à une présumée progression de l'islam, de la loi coranique (charia) et de l'extrémisme islamique en Angleterre.

Bradford accueille l'une des plus grosses communautés pakistanaise de Grande-Bretagne et a été le théâtre d'émeutes entre Blancs et immigrés d'Asie du Sud en 2001. (AP 28.08)

**Etats-Unis.**

Les autorités antitrust américaines ont donné vendredi leur accord à l'acquisition de Continental Airlines par la maison-mère d'United Airlines, UAL. Cet accord donnera naissance à la première compagnie aérienne mondiale. (Reuters 28.08)

---

**Le 30 août**

Plus le temps de mettre les infos en bref en ligne, demain. J'ai peut-être vendu ma maison, c'est sûr à 90%, pas le prix que j'escomptais en tirer mais ce n'est pas important, je vous en reparlerai dans quelques jours.

Voici la causerie du jour. J'espère qu'elle est fidèle au marxisme dont je me suis inspiré, je l'ai écrite d'un trait sans consulter aucun ouvrage, il faut bien que je vérifie où j'en suis de temps en temps, c'est le condensé d'années d'études. J'ai fait bref parfois pour ne pas qu'elle soit trop indigeste à lire et relire peut-être. On démarre par un article de presse.

Le député UMP du Vaucluse Thierry Mariani déclare dans le JDD de dimanche souhaiter durcir les conditions d'accès à l'Aide médicale d'Etat (AME), destinée aux étrangers les plus démunis, et que la déchéance de nationalité puisse toucher tous les criminels.

L'AME, gratuite, est destinée aux personnes de nationalité étrangère résidant en France depuis plus de 3 mois, sans titre de séjour. "*Les dépenses de l'AME ont augmenté quatre fois plus vite que les dépenses du régime général ou de la CMU (Couverture maladie universelle, ndlr), ce n'est pas normal*", estime le député, cité par le JDD dans un article titré "*La surenchère continue*".

L'élu envisage donc une participation financière des bénéficiaires, soulignant que "*les Français ou les étrangers en situation régulière se voient appliquer un forfait hospitalier, pas les clandestins!*" Il justifie aussi sa démarche par les fraudes, "*nombreuses car il n'y a pas de contrôles*". "*Je pense qu'il faut que le Parlement se saisisse de cette question rapidement*", ajoute-t-il. Un fonctionnaire anonyme du ministère de la Santé, cité par le JDD, parle de "*fraudes marginales*".

Une mesure déjà mise sur la table par Bachelot

Le 16 juin, la ministre de la Santé Roselyne Bachelot avait déjà dit, devant la commission des Finances du Sénat, qu'une "participation financière des bénéficiaires" s'imposait et qu'elle comptait "*la proposer dans le prochain projet de loi de Finances*" pour 2011. Les conditions d'accès à l'AME avaient déjà été durcies par la droite en 2005. Le 11 janvier 2007, le candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy avait promis de maintenir la gratuité de l'AME pour "*les plus nécessiteux*".

Toujours dans le JDD, Thierry Mariani estime également qu'il "*ne voit pas pourquoi on limiterait la déchéance de nationalité aux agresseurs de policiers*", comme l'a proposé le gouvernement cet été. "*On ne peut hiérarchiser les victimes. Je pense que cette mesure doit s'appliquer quelle que soit la nature du crime*", juge-t-il. (Lepoint.fr 29.08)

Réaction de deux internautes :

- L'AME donne, aux immigrés irréguliers, plus de possibilité de se faire soigner qu'aux français, ou immigrés réguliers. Les smicards ne sont pas à la CMU et qui souvent ne peuvent se payer une mutuelle. Ceci n'est ni normal ni juste, certains ont l'impression d'être des laissés pour compte dans leur propre pays. Pourtant, il faut faire preuve de charité envers les autres.

- Il est anormal que des personnes n'ayant jamais cotisé à sécu puissent ainsi en profiter alors que tous les français qui ont toujours cotisé sont de moins en moins remboursés.

Voilà le produit de la propagande réactionnaire du gouvernement !

Notez bien que ces deux personnes ne sont certainement pas personnellement dans un des cas cités, ni smicard ni immigré illégal, dont entre nous ils n'ont strictement rien à foutre, ce qui les chagrine c'est d'être trop ponctionnés à leur goût par l'Etat, que leur petit confort matériel ou leur petite vie paisible soit menacé, et comme ils sont incapables de se retourner contre l'Etat, de le combattre sur le plan politique, il faut bien qu'ils se retournent contre quelqu'un, ici les étrangers en situation irrégulière, ailleurs les Arabes, les Roms, les Juifs, les jeunes, les vieux qui coûtent trop cher à soigner, etc.

C'est la réaction de gens, qui, parce qu'ils n'ont pas développé leur conscience politique, épousent celle que leur sert les représentants du parti de la classe dominante, rien de plus normal à ce stade puisque les idées dominantes dans la société sont les idées de la classe dominante.

C'est la réaction normale de gens qui se situent sur le terrain du capitalisme ou qui sont subordonnés au capitalisme.

A l'opposé, quand on a commencé à développer sa conscience de classe et qu'on se situe sur le terrain de classe indépendant du prolétariat, on cherchera à comprendre la situation en observant le comportement de la classe dominante, puis on impliquera la responsabilité de la situation à l'Etat capitaliste, aux capitalistes eux-mêmes et à leurs représentants, ce qui est normal puisque ce sont eux qui détiennent le pouvoir et que la situation est le produit des rapports sociaux existant, qui eux-mêmes reposent et traduisent une inégalité et une injustice fondamentale qui a pour origine la division de la société en classes sociales.

C'est là que l'on comprend à quel point il est important, déterminant même, de faire figurer dans le programme du parti que l'objectif de notre combat est la liquidation (extinction) de la société divisée en classes sociales et de l'Etat.

Ce qu'avait parfaitement intégré Marx, Engels, Lénine et Trotsky, mais pas nos dirigeants.

La reconnaissance de la lutte des classes n'est pas suffisante ou est impuissante pour nous aider à comprendre les réactions contradictoires qui se manifestent dans la société face à une situation. Reconnaître la lutte des classes est insuffisant pour interpréter correctement la société et son évolution, elle est insuffisante pour se situer sur le terrain du marxisme, pas besoin d'être marxiste pour la reconnaître, en passant Gluckstein et Cie. devraient réviser leurs leçons.

Pourquoi, c'est très simple à comprendre : parce que la lutte des classes n'est que la conséquence et non l'origine d'une situation, des rapports sociaux existants. Son origine, c'est la division de la société en classes sociales dont les pouvoirs ne sont pas et ne peuvent pas être déclarés identiques puisque l'une possède tout et l'autre rien... Si les pouvoirs dont dispose chaque classe ne sont pas identiques, les responsabilités non plus de fait, sauf à ajouter une injustice à une injustice déjà existante. Dès lors, c'est seulement la classe qui détient le pouvoir qui est la seule responsable de la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société. Un gosse de 10 ans peut parfaitement le comprendre dès lors qu'on lui explique simplement et clairement, c'est logique et tellement simple à comprendre que cela en est déconcertant.

Cette incapacité ou refus à remonter à l'origine d'une situation, on la retrouve au quotidien dans le comportement de la totalité des partis ouvriers.

Ils s'attardent volontiers sur les conséquences de la survie du capitalisme ou ils combattent pour la défense de nos droits sociaux, mais ils se refusent ou ils se révèlent incapables de proposer une issue politique conforme aux intérêts collectifs du prolétariat, parce que nécessairement elle reposerait et intégrerait les contradictions sur lesquelles reposent l'existence du capitalisme qui conduisent le prolétariat à revendiquer le pouvoir politique et à administrer la société.

Ce que manifeste au grand jour leur incapacité de poser la question du pouvoir politique ou de l'Etat, c'est qu'ils n'ont pas saisi suffisamment les conclusions qu'il fallait tirer du développement du capitalisme, et s'ils sont incapables de les intégrer dans leurs stratégies ou de les traduire sur le plan stratégique, c'est finalement parce qu'en amont ils n'ont pas réellement saisi ou ils font abstraction ou encore parce ils

n'ont pas sans cesse à l'esprit les origines de la lutte des classes, la division de la société en classes qui a donné naissance à l'Etat.

Il faut être plus précis et aller au bout de notre analyse.

La division de la société en classes et l'Etat sont le produit du développement des forces productives parvenues un certain stade. Le développement des forces productives est donc à l'origine du processus inconscient qui a mené à la division de la société en classes et de l'Etat à une étape ultérieure. Les forces productives se développent dans le cadre d'un mode de production particulier qui lui-même permet un nouveau développement des forces productives. Lorsque celles-ci ont atteint les limites permises par ce mode de production, il faut passer à un nouveau mode de production pour qu'elles continuent de se développer, sinon c'est la société toute entière qui est menacée de régression sans fin ou de disparition, c'est l'incapacité jadis de civilisations très avancées pour leur époque de passer d'un mode de production à un autre qui explique leur disparition. C'est ainsi que trois modes de production se sont succédés depuis l'Antiquité, l'esclavage, le servage puis le salariat.

Lorsque le mode de production est devenu trop étroit pour contenir les forces productives, elles entrent en conflit avec lui et cette contradiction se traduit par l'exacerbation de la lutte de classes. Lors du passage de l'esclavage au servage, puis au salariat, chaque fois les forces productives ont continué de croître au point de constituer un point d'appui politique qui facilita le passage d'un mode de production à un autre, le passage du pouvoir politique des mains de la classe dominante à la classe dominée qui aspirait au pouvoir. Ce n'est plus le cas avec le passage du capitalisme au socialisme, les forces productives continuent de croître mais au prix d'énormes destructions, car aucune classe ne peut canaliser ou capitaliser les forces productives engendrer à la fois par le développement de la population mondiale et le mode de production capitaliste lui-même, et au lieu de constituer un point d'appui politique pour la classe dominée qui aspire à devenir la classe dominante, le prolétariat, elles constituent au contraire un obstacle à son combat pour passer à un nouveau mode de production qui libèrerait ces forces productives.

L'incapacité dans laquelle nous sommes aujourd'hui de passer du mode de production capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production au mode de production socialiste basé sur la propriété collective des moyens de production, se traduit par la putréfaction de tous les rapports sociaux au sein de la société qui à terme menace jusqu'à l'existence de la civilisation humaine, puisque le capitalisme est devenu pratiquement le seul mode de production en vigueur sur tous les continents, c'est donc l'espèce humaine toute entière qui est menacée de connaître le même sort que d'anciennes civilisations autrefois fleurissantes et qui ont disparu sans laisser de traces pratiquement, en dehors de quelques vieilles pierres qui font le bonheur des archéologues ou des touristes.

Avant que le passage de l'esclavage au servage soit achevé ou celui du servage au salariat, les deux modes de production ont coexisté durant une période plus ou moins longue selon les pays ou les continents, le second avait pu commencer à se développer en absorbant le trop plein de forces productives engendrées par le premier, ce qui lui permit de se renforcer sur le plan politique et de postuler au pouvoir en se servant des positions qu'il avait acquises sur le plan économique. Lors du passage du pouvoir politique d'une classe à une autre, chaque fois la classe dominée (la bourgeoisie) s'est appuyée sur la nouvelle classe qu'elle engendrait elle-même (la classe ouvrière) ainsi que la classe exploitée par la classe dominante (la paysannerie pauvre ou les serfs).

Avec la classe des capitalistes au pouvoir, la situation ne se présente pas de la même manière ; si elle a engendré la classe ouvrière, celle-ci n'a engendré aucune classe depuis l'avènement du mode de production capitaliste. Contrairement aux féodaux et aux bourgeois qui avaient pu bénéficier du développement des forces productives pour commencer à asseoir leur pouvoir politique puis le conquérir en entraînant dans leur sillage l'ensemble des classes dominées, la classe ouvrière doit compter uniquement sur ses propres forces pour conquérir le pouvoir. Elle ne peut pas profiter des forces productives excédentaires en régime capitalisme pour commencer à asseoir son pouvoir politique et elle ne peut pas compter non plus sur une nouvelle classe qu'elle serait amenée à exploiter à son tour, puisqu'elle n'existe pas. Cela s'explique par le fait que tous les modes de production antérieures incluant le capitalisme étaient basés sur la propriété privée des moyens de production, il devait en être ainsi aussi longtemps que les forces productives ne seraient pas développées au point de pouvoir satisfaire les besoins de l'ensemble de la population mondiale, le passage d'un mode de production à un autre jusqu'au capitalisme et en l'incluant n'a jamais eu pour objectif de satisfaire les besoins de la totalité de la population mais uniquement d'enrichir la minorité de propriétaires des moyens de production.

On peut comprendre facilement pourquoi il y a incompatibilité entre une économie sociale planifiée, un mode de production basé sur les besoins de la population afin de les satisfaire, et une économie capitaliste, un mode de production basé sur l'accumulation du capital ou des richesses produites qui a pour seul objectif d'enrichir une infime minorité de la population. Ces deux modes de production poursuivent donc des buts diamétralement opposés et inconciliables, donc leur coexistence dans la société est impossible. Ils peuvent coexister pendant toute une période, mais à terme l'un doit l'emporter et l'autre disparaître, et ce qu'on observe en Chine ou au Vietnam le confirme, de la même manière que le mode de production capitaliste a existé parallèlement au servage avant que celui-ci ne disparaisse totalement, l'économie sociale planifiée coexiste dans ces pays avec l'économie capitaliste avant que celle-ci ne l'emporte si le prolétariat chinois ne parvenait pas à prendre le pouvoir dans les années à venir.

Si autrefois le passage d'un mode de production à un autre s'est nourri, puis a favorisé l'augmentation de la population mondiale et des forces productives, c'est exactement l'inverse qui se produit aujourd'hui, il existe un abîme qui ne cesse de se creuser entre l'accroissement gigantesque de la population mondiale (environ 6,8 milliards d'habitants) avec les besoins à satisfaire qui vont avec et les quelques dizaines de millions de millionnaires ou milliardaires qui s'accaparent l'essentiel des richesses produites dans le monde. Cette contradiction est explosive, et en dehors d'une guerre planétaire qui réduirait le monde en cendre ou le passage au socialisme, il n'existe pas d'autre alternative à la civilisation humaine. Ce développement exponentiel de la population au cours du XXe siècle représente l'ultime défi que le

capitalisme a à relever, tout en sachant qu'il n'en a pas les moyens, d'où tous ces peuples littéralement sacrifiés, en dresser la liste ici serait trop long. Il faut ajouter que sans la lutte de classe du prolétariat et de la paysannerie pauvre à travers le monde, la situation de tous les peuples seraient encore pire, car pire que tout ce que nous avons connu jusqu'à présent demeurera envisageable aussi longtemps que le capitalisme existera, en sachant qu'il ne disparaîtra jamais de lui-même.

Qu'avons-nous dit au début de cette causerie ? Que la reconnaissance de la lutte des classes ne suffisait pas et qu'il fallait se donner comme objectif et inscrire impérativement dans notre programme la liquidation (extinction) de la société divisée en classes sociales et de l'Etat. Puis nous avons vu que le développement des forces productives était à l'origine d'une part, de la division de la société divisée en classes ainsi que la naissance de l'Etat qui représente les intérêts de la classe dominante, celle qui détient les moyens de production, d'autre part du passage d'un mode de production à un autre. Qu'est-ce qui définit ou permet de distinguer le mieux les différentes classes sociales ? La place qu'elles occupent au sein des rapports de production. Et ces rapports de production sur quoi reposent-il, qu'expriment-ils, quel en est l'origine ?

C'est le fait de posséder ou non des moyens de production pour tirer profit de la force de travail d'autrui qui détermine qu'on appartienne à la classe des exploiteurs ou des exploités, des capitalistes ou des prolétaires, qu'on est un patron ou un ouvrier. On ne peut pas envisager de libérer les forces productives ou de les utiliser pour satisfaire les besoins de la population sans liquider le mode de production capitaliste qui les étouffe ou les transforme en forces destructrices, sans remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation qui existent entre les classes, donc sans (commencer à) remettre en cause l'existence même des classes. Si l'existence des exploiteurs et des exploités peut se concevoir dans un mode de production basé sur l'exploitation d'une classe par une autre, en régime capitaliste par exemple, on a vu plus haut que la classe ouvrière n'avait aucune classe à exploiter, donc le passage au mode de production socialiste constituera forcément une rupture avec les modes de production antérieures, dès lors, le processus conduisant à l'extinction des classes commencera le jour même où le prolétariat détiendra tous les pouvoirs et s'attaquera aux fondements du capitalisme.

La tâche historique que la classe ouvrière a à accomplir est bien de libérer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais pourquoi est-ce si important d'en avoir conscience ou de l'avoir toujours à l'esprit ? Parce que c'est la seule classe capable de l'accomplir, ce qui signifie que dans notre combat quotidien, c'est uniquement ou exclusivement sur son terrain de classe indépendant que nous devons impérativement nous situer, donc pour éviter de chercher s'il n'existerait pas par hasard un autre moyen de parvenir à notre objectif, sachant qu'il faudra passer par certaines étapes avant de venir à bout de la servitude humaine et que règne le royaume de la liberté.

Haut de page

---

**Le 31 août**

Tous les articles de presse du mois dans un fichier pdf avec table des matières et renvois à chaque article demain. Je repousse la parution de mon article sur le front unique après le 7 septembre, j'ai encore quelques points particuliers à étudier, notamment l'influence des partis dans les syndicats.

J'ai reçu plusieurs courriel dont un de "Pierre le cheminot". Je vais lui répondre avant de voir si je mets en ligne son courriel, car avant j'ai une précision à lui demander et une question à lui poser, à travers ses critiques je ne comprends pas l'objet de son courriel, ce qu'il veut démontrer, est-ce si important et pourquoi ?

L'autre courriel du camarade P. que je remercie chaleureusement, ne présente pas d'intérêts pour les militants, il m'a simplement écrit qu'il avait particulièrement apprécié ma causerie de dimanche, c'est encourageant et cela fait du bien parfois.

Je suis peut-être parfois un peu dur dans mes propos, cela s'explique sans doute parce que contrairement à nos dirigeants, je suis issu d'une des couches les moins favorisées de la classe ouvrière. Outre mon père qui était menuisier en bâtiment et ma mère blanchisseuse (avant son opération à la colonne vertébrale), j'ai du sang de forain qui coule dans mes veines de mes grands-parents et arrières-grands-parents du côté maternel, et j'ai commencé ma vie professionnelle comme apprenti mécanicien dans un garage avant de faire un tas de boulots.

Je n'ai donc pas été élevé dans du coton mais à la dure et je dois me faire violence en permanence pour ne pas exploser en lisant les déclarations des uns et des autres ou en prenant connaissance du triste sort qui accable quotidiennement notre classe partout dans le monde. Un intellectuel est posé et conceptualise ce qu'il voit ou entend et éventuellement ensuite il manifeste une émotion. Un ouvrier fonctionne exactement à l'inverse, du coup l'émotion qu'il a ressenti est profondément gravée en lui, il peut la conserver intacte indéfiniment, il ne s'en séparera que s'il l'estime nécessaire après coup, après réflexion. Son émotion est au départ brute de décoffrage, elle peut être excessive ou le contraire, elle est spontanée, épidermique mais pas forcément mal à propos, tandis que celle de l'intellectuelle est généralement déjà polluée pour ainsi dire par l'interprétation qu'il donne d'un fait dont il a pris connaissance, il pense avant de ressentir les choses ou simultanément, il a été formaté ainsi et il ne s'en rend même pas compte, donc on est parfois injuste dans nos critiques.

L'intellectuel présente l'avantage sur l'ouvrier de prendre du recul plus facilement sur les évènements, il est plus mesuré mais cela ne présente pas que des avantages. L'inconvénient, c'est qu'il a systématiquement tendance à vouloir arrondir les angles, apaiser les querelles,

trouver un terrain d'entente, un compromis. L'ouvrier a tendance à réagir brutalement ou sèchement dans un sens ou un autre comme si chaque question présentait un danger pour sa survie, tandis que l'intellectuel adoptera un comportement en apparence stoïque ou prendra un air de penseur avant d'aborder une question délicate par exemple, comme s'il avait tout son temps et qu'il ne se tracassait pas pour sa situation personnelle à venir, quelque part la société se montre suffisamment généreuse à son égard pour qu'il conserve son sourire ou son sang froid en toutes circonstancess ou presque, les compensations que lui octroie la société lui permettent de mieux supporter des épreuves difficiles, ce qui n'est pas le cas de l'ouvrier qui s'enferme rapidement dans un raisonnement à se fracasser la tête contre un mur ou à frapper plus faible que lui, sa compagne, ses gosses ou son chien.

Bref, on n'aborde pas du tout la réalité de la même manière, on n'a pas les mêmes rapports avec elle. Tiens, je ne sais même pas pourquoi je vous parle de cela ce matin ! C'est sans doute parce que j'appréhende davantage et toujours la réalité comme un ouvrier plutôt qu'un intellectuel, ce qui me va très bien, et puis je n'y peux rien ! Je pourrais prendre un autre exemple pour le démontrer. Un ouvrier va se mettre une idée en tête et ne plus en démordre, il a décidé de changer de bagnole, rien ne le fera changer d'avis, c'est pour ainsi dire acquis, ensuite seulement il va se demander comment il va faire pour financer sa nouvelle acquisition, entre temps il aura bien ancré profondément cette idée en tête, et s'il ne pouvait pas la réaliser il en serait fort malheureux. Tandis qu'un intellectuel va commencer par se demander dans quelles conditions il pourrait changer de bagnole, il va étudier tranquillement différentes hypothèses en fonction de sa situation financière et ensuite seulement il prendra posément sa décision ; je généralise pour ma démontration car les choses ne se passent pas toujours ainsi évidemment, j'ai pris comme exemple un intellectuel qui n'a pas forcément en tête d'épater la galerie ou d'étaler son statut social.

Si les deux sont enclins à la dépression, cela ne se présente pas de la même manière. L'ouvrier aura davantage tendance à la paranoïa, s'il ne parvient pas à son objectif, cela ne vient pas de lui, la cause est extérieure ou lui est étrangère, il y a forcément quelqu'un qui en est responsable. Pour l'intellectuel aura davantage tendance à la schizophrénie, il croit en sa belle étoile et se croit supérieur aux autres, si son projet échoue c'est qu'il n'a pas tout fait pour qu'il en soit autrement, cela peut provenir de la société bien sûr, mais aussi ou surtout de lui.

Tiens je viens de trouver une chute à cette causerie, on aura une pensée au passage pour le réalisateur Alain Corneau qui nous a quité hier suite à un cancer et dont j'avais apprécié l'ensemble de son oeuvre cinématographique, je crois qu'il avait été proche du CCI-POI : selon Trotsky, la principale qualité de Lénine était d'avoir su allier fermeté sur les principes et souplesse dans leur application, mettons la fermeté au compte de la dure réalité qu'affronte quotidiennement l'ouvrier et la souplesse au compte du talent de l'intellectuel qui dans certaines circonstances se range au côté de l'ouvrier, les deux finalement appartenant à la même classe sociale, même si leur expérience de la société n'est pas exactement la même. Lénine avait autant de l'ouvrier que de l'intellectuel, comme les marxistes qui l'avaient précédés.

Comme presque toujours quand je commence une causerie, je ne sais pas où elle va me mener, je viens d'en imaginer la suite en me disant que l'intellectuel devait se ranger derrière l'ouvrier mais ce n'est pas forcément exact, la classe ouvrière étant hétérogène et comportent de nombreuses couches, quand on parle des intérêts collectifs de la classe ouvrière, on devrait pour les définir et nous servir de guide si l'on ne veut oublier personne dans notre combat, considérer la situation ou prendre appui sur les couches les plus exploitées du prolétariat, ce qui répugne à tous les partis ou syndicats, désolé de finir ainsi sur une note désagréable, mais cela correspond hélas à la réalité.

**Parti de l'ordre ou la réaction sur toute la ligne.**

**1-** Dominique Dord, député UMP de Savoie et ex-salarié de L'Oréal, a été élu lundi trésorier de la formation présidentielle en remplacement d'Eric Woerth à l'unanimité du bureau politique du parti.

C'est le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand qui a proposé le nom de Dominique Dord en le présentant sur Europe 1 comme "*quelqu'un de particulièrement rigoureux, de sérieux, qui est engagé au service de son parti politique et qui a accepté que je propose sa candidature*".

Un porte-parole de L'Oréal a indiqué lundi que Dominique Dord avait travaillé pour le fabricant de cosmétiques de 1985 à 1987 en tant que directeur produits.

L'intéressé a trouvé "*assez hallucinant*" qu'on puisse lui reprocher d'avoir travaillé pour L'Oréal.

Il a précisé qu'il dormait parfois chez sa belle-mère lorsqu'il séjournait à Paris. Cette dernière habite le même immeuble que Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt qui a été entendu à plusieurs reprises par la brigade financière de Paris pour le régime de la garde à vue.

"*Xavier Bertrand m'a suggéré de vous dire, tant qu'à faire, pour que ça ne fasse les grands titres demain et après-demain : ils se trouve que ma belle-mère habite deux étages au-dessus d'un Monsieur qui s'appelle de Maistre*", a-t-il expliqué. (Reuters 30.08)

Simple coïncidence !

**2-** Le gouvernement français a annoncé lundi qu'il poursuivrait et intensifierait sa politique à l'égard des Roms malgré les protestations en France et à l'international ainsi que la gêne exprimée par deux ministres.

Eric Besson a annoncé lundi un projet d'amendement à la loi sur la sécurité intérieure, dite Lopssi, pour étendre les possibilités d'expulsion en cas de «*menace à l'ordre public à l'occasion d'actes répétés de vols ou de mendicité agressive*».

Brice Hortefeux déplore l'insalubrité de certains camps, où se développent selon lui des cas de saturnisme et de tuberculose. «*Pouvons-nous accepter que des enfants grandissent dans de telles conditions ?* », s'interroge le ministre de l'Intérieur. «*Nous devons faire en sorte qu'ils vivent dans la légalité et la dignité. La France n'est pas un terrain vague.*»

Invité de France Inter, François Fillon qui a repris en main la communication de l'exécutif sur ce sujet, a dit que "*le mode de vie nomade est de moins en moins adapté à la vie d'une société moderne*". (Lefigaro.fr et Reuters 30.08)

Ces gens-là ont décidément la main sur le coeur à les entendre.

Mais dites-donc messieurs, combien de familles pauvres dans ce pays vivent encore dans des immeubles insalubres ? Combien de familles pauvres vivent actuellement dans la rue ? Cela ne les gêne pas vraiment que des enfants "*grandissent dans de telles conditions*", normal ce sont des gosses de travailleurs pauvres, qui plus est issue de l'immigration, de la graine de délinquants en puissance c'est bien connu. Bon ceux-là ils sont en règle avec vos lois scélérates, vous ne pouvez pas les expulser, ils sont de nationalité française, et pas de bol vous ne pouvez pas les faire disparaître.

Mais qui sont-ils au juste ? Les victimes innocentes de la politique du gouvernement des banquiers et de la survie du capitalisme. Qu'avez-vous fait de leur "*dignité*" ? Vous la piétinez tous les jours et lorsqu'ils se révoltent ou tentent de s'en sortir par n'importe quel moyen, vous les matraquez ou les expulsez. La légalité est de plus en plus un luxe de nos jours, ceux qui ne la respectent pas n'en ont manifestement pas les moyens. Donc, ce sont ceux qui ne leur en donnent pas les moyens qu'il faut chasser du pouvoir !

**3-** Le député UMP du Vaucluse Thierry Mariani déclare dans le JDD de dimanche souhaiter durcir les conditions d'accès à l'Aide médicale d'Etat (AME), destinée aux étrangers les plus démunis, et que la déchéance de nationalité puisse toucher tous les criminels.

L'AME, gratuite, est destinée aux personnes de nationalité étrangère résidant en France depuis plus de 3 mois, sans titre de séjour. "*Les dépenses de l'AME ont augmenté quatre fois plus vite que les dépenses du régime général ou de la CMU (Couverture maladie universelle, ndlr), ce n'est pas normal*", estime le député, cité par le JDD dans un article titré "*La surenchère continue*".

L'élu envisage donc une participation financière des bénéficiaires, soulignant que "les Français ou les étrangers en situation régulière se voient appliquer un forfait hospitalier, pas les clandestins!" Il justifie aussi sa démarche par les fraudes, "*nombreuses car il n'y a pas de contrôles*". "*Je pense qu'il faut que le Parlement se saisisse de cette question rapidement*", ajoute-t-il. Un fonctionnaire anonyme du ministère de la Santé, cité par le JDD, parle de "*fraudes marginales*".

Les conditions d'accès à l'AME avaient déjà été durcies par la droite en 2005. Le 11 janvier 2007, le candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy avait promis de maintenir la gratuité de l'AME pour "*les plus nécessiteux*".

Toujours dans le JDD, Thierry Mariani estime également qu'il "*ne voit pas pourquoi on limiterait la déchéance de nationalité aux agresseurs de policiers*", comme l'a proposé le gouvernement cet été. "*On ne peut hiérarchiser les victimes. Je pense que cette mesure doit s'appliquer quelle que soit la nature du crime*", juge-t-il. (lepoint.fr 29.08)

Le temps où leur généreuse République octroyait des aides aux plus pauvres sous les différents gouvernements qui se sont succédés au cours de la seconde moitié du XXe siècle pour maintenir la paix sociale ou cacher cette misère que l'on ne veut pas voir, est révolu...

Quand ils en auront terminé avec tous ces boucs émissaires, ce sera notre tour !

**4-** Le ministre de l'Education, Luc Chatel, s'est dit dimanche "*favorable*" à ce que les élèves se lèvent à l'entrée de l'enseignant dans la classe, "*dans le cadre du respect du professeur et de l'incarnation de l'autorité*".

"*C'est le cas dans beaucoup de classes et beaucoup de professeurs pratiquent de la sorte mais ce n'est pas systématique*", a déclaré M. Chatel au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro.

"*Dorénavant, il va y avoir dans le règlement intérieur de chaque lycée et collège une charte sur les droits et devoirs. Eh bien, ça peut très bien figurer dans la charte de l'établissement*", a dit le ministre.

"*Je n'ai pas lancé d'obligation sur le sujet*", a-t-il toutefois précisé.(lepoint.fr 29.08)

Remettons les choses à l'endroit. Si les jeunes manquent de respect à un professeur ou à quelqu'un d'autre, c'est parce que leur société ne respecte pas les droits de la jeunesse ou est incapable de satisfaire leurs besoins ou aspirations.

Le principe d'autorité est déjà en soi une violation des libertés individuelles auxquelles chaque citoyen devraient avoir droit. De la même manière que l'existence de la propriété privée des moyens de production constitue une entrave ou une violation de notre droit légitime à satisafaire l'ensemble de nos besoins.

Le recours à l'autorité est aussi indispensable dans leur société que le recours à l'Etat.

Si les rapports sociaux dans la société n'était pas le reflet ou l'expression de l'existence de la société divisée en classe dominante et classe dominée, le principe d'autorité n'aurait aucune raison d'être. Le professeur ou les parents devraient remplir le même rôle que la classe dominante ou se comporter de la même manière, sauf qu'ils n'appartiennent pas à cette classe, imposer leurs points de vue aux jeunes ou aux enfant qui devraient adopter l'attitude souvent docile de la classe dominée, dans la joie et la bonne humeur de préférence, sauf que voilà, cela vient heurter de plein fouet la nature insouciante, fougueuse ou révolutionnaire de la jeunesse qui ne comprend pas pourquoi ils existent tant d'inégalités et d'injustices dans leur société et pourquoi elle devrait accepter de se priver ou d'en faire les frais.

Pour Chatel, le prof devrait se transformer en flic dans la classe. Pourquoi en sommes-nous arrivés là, à tant de violence où plus personne ne respecte les autres, ce n'est pas propre à la jeunesse, voilà la seule question qui vaut le coup d'être posée. Finalement l'Etat ou l'orde établi ne se maintient qu'en recourant à la violence contre la classe dominée, la classe ouvrière et sa jeunesse, dans la mesure où le professeur et ses élèves appartiennent à la même classe sociale, Chatel ne fait rien d'autres que les dresser l'un contre l'autre.

**Nouveau Centre.**

Damien Abad, eurodéputé et ex-président des jeunes centristes, a expliqué à la presse à l'université d'été de La Grande-Motte "*que la candidature de son champion (Hervé Morin)*" devrait être considérée par Nicolas Sarkozy comme "*une bonne nouvelle*", un "*antidote à François Bayrou et Dominique de Villepin*". (lepoint.fr 29.08)

**PS.**

"*Nous serons prêts pour 2012 et nous ne décevrons pas*", "*nous voulons incarner une alternance crédible face à Nicolas Sarkozy*", a affirmé la patronne du Parti socialiste devant plusieurs milliers de militants (4.000 selon les organisateurs) dans un discours d'une heure et demie aux allures de programme, visant à bâtir "*Une autre France*".

Alors que les sondages témoignent d'une embellie pour le PS mais d'un déficit de crédibilité, la patronne des socialistes a déclaré : "*Nous sommes la gauche de transformation et de gouvernement*". "*Notre détermination est entière, notre combativité inentamée, notre ambition immense : nous voulons incarner demain une alternative crédible à la politique de la droite*", a affirmé Mme Aubry.

Si la première secrétaire assure qu'elle prendra la décision personnelle de se présenter ou pas avant la fin 2010, c'est forcément pour tenter de coincer DSK en le mettant sous pression, pensent-ils. Or Aubry et DSK sont censés décider ensemble qui de l'un ou l'autre sera le candidat.

Si DSK a illuminé l'université d'été par son absence, c'est aussi parce que tous les candidats à la primaire, déclarés ou potentiels, sont suspendus à sa décision. Dans l'incertitude, chacun se fait des nœuds au cerveau pour élaborer sa stratégie. Car si DSK revient, certains ont d'ores et déjà annoncé qu'ils retireraient leur candidature. C'est le cas de Pierre Moscovici. Manuel Valls laisse planer le doute. François Hollande ne veut pas y penser. Quant à Ségolène Royal, s'étant invitée d'elle-même dans le pacte Aubry-DSK, elle pourrait se retirer elle aussi: elle se dit prête à réfléchir à un «dispositif gagnant». (lefigaor.fr et lepoint.fr 30.08)

Commentaire d'un internaute : "*Moi, je suis de droite et je ne suis pas du tout inquiet au sujet de ce que fera DSK. Pleine confiance*", il a raison ! DSK... une "*alternance crédible*" pour les capitalistes !

**PCF.**

"*Pour les communistes, la rentrée doit être plus que jamais sur tous les fronts*", a déclaré Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, lors de son discours de clôture de l'université du PCF qui se tenait à Seignosse (Landes) depuis vendredi et a réuni quelque 500 militants.

Pour le PCF, loin de tout "*exercice de politique spectacle*", "*un seul et unique objectif*" doit être poursuivi : "*affûter les idées*".

Pierre Laurent, "*ultra-mobilisé*" pour cette rentrée "*combative et constructive*", a enjoint ses camarades à poursuivre "*un seul et unique objectif*" : "*faire dominer le débat du projet*" face à la droite.

Aussi, l'idée d'un "*pacte d'union populaire*", "*programme partagé*" pour 2012, sera lancée à la fête de L'Humanité (10-12 septembre) par Pierre Laurent, Jean-Luc Mélenchon et Christian Picquet (Gauche unitaire).

"*Le problème n'est pas de rédiger entre nous un programme mais d'associer les forces syndicales, sociales et associatives*", affirme M.

Laurent.

Mais le communiste l'a souligné : "*Nous ne cherchons pas à rassembler l'extrême gauche*" mais à "*remettre au centre de gravité de la gauche les défis dont elle n'aurait jamais dû se détourner*" pour obtenir une "*majorité de gauche*" en 2012. Comme une fin de non recevoir à Olivier Besancenot (Nouveau Parti Anticapitaliste) qui souhaite une gauche de la gauche totalement autonome du Parti socialiste (PS). (lepoint.fr 29.08)

Pour Mélenchon (lire ci-dessous), 2012 ce serait de "*l'attrape-gogo*", il ne s'y intéresserait pas, il ne veut pas passer pour un vulgaire électoraliste, c'est ce qu'il veut faire croire. Mais au fait, la fête de l'Humanité, c'est quand, dans deux semaines, donc 2012 cessera d'être un "*attrape-gogo*" à cette date, où l'art de prendre les travailleurs et militants pour des abrutis, et nous sommes polis.

Vous aurez noté que pour Pierre Laurent l'objectif de la politique du PCF ce n'est pas d'imposer un recul ou une défaite à Sarkozy sur la question des retraites, mais d'"*affûter les idées*" ou de "*faire dominer le débat du projet*" face à la droite, diable, le gouvernement à de quoi bien se tenir, il en tremble déjà d'effroi !

**PG.**

**1-** Devant quelque 400 militants réunis sur le campus universitaire de la ville de Saint-Martin-d'Hères, Jean-Luc Mélenchon a lancé un appel pour faire de la journée d'action nationale du 7 septembre portant sur la défense des retraites, "*le plus grand rapport de force que le pays n'a jamais vu*" et appelé au "*rassemblement des forces de l'autre gauche*".

"VNous avons le devoir de nous rassembler. Et le premier rassemblement c'est la fête de l'Humanité. Ce jour-là commence la discussion d'un programme partagé entre le parti communiste, le parti de Gauche et les formations qui veulent bien se joindre à la discussion de ce programme", a-t-il souligné.

"*Pas question d'avoir pour tout potage +A bas Sarkozy, vive le vote utile!+, pour ensuite se manger du Papandréou (...) Il ne faudra pas compter sur nous pour marcher au fouet. Regardez nos cous, il n'y pas de traces de laisse*", a-t-il lancé.

Le leader du Parti de gauche a encore expliqué qu'il ne fallait pas se focaliser sur la prochaine élection présidentielle: "*2012, c'est de l'attrape-gogo. Pendant qu'on parle de ça, on ne parle pas du reste*". (lepoint.fr 29.08)

Commentaire d'un internaute qui doit être bien placé pour savoir de quoi il cause : "*Quelle maestria dans la démagogie de ce politique ! [...] Comme dirait le PS, aux JO des plus démagogues, il aurait la médaille d'or...*".

Il a raison, Mélenchon mérite bien la palme toutes catégories de l'opportunisme, car chacun sait qu'il fera tout pour "*battre la droite*" en 2012, traduire : se coucher devant le PS et aux diables les grands discours et les principes d'un jour ! Il a déjà pris les devants en soutenant Delanoë, lire plus loin.

Le Die Linke ne "*mange*" pas du Papandréou, il soutient le SPD, c'est en Allemagne, ce n'est pas pareil !

Alors que le PCF est "*ultra-mobilisé*" selon Pierre Laurent, pour Mélenchon le 7 septembre sera "*le plus grand rapport de force que le pays n'a jamais vu*", ajoutons-y la déclaration de Thibault qui a affirmé lundi (lire plus loin) «*nous allons tout faire pour que cette journée soit la plus impressionnante possible*", devant tant de superlatifs et de bonnes intentions qui en imposent (aux esprits faibles) nous devrions sans doute applaudir à tout rompre, pas de bol ils nous laissent de marbre, pire, nous les dénonçons comme une manoeuvre pour camoufler que pendant des mois le PCF et le PG ont refusé de répondre positivement à l'initiative du POI de mener le combat ensemble contre le gouvernement et d'appeler à une manifestation nationale à Paris pour défendre notre droit à la retraite.

Pour enfumer les militants, Laurent et Mélenchon utilisent la même méthode : seule leur déclaration du jour a de l'importance et devrait retenir notre attention, comme si tous leurs actes ou toutes leur paroles de la veille appartenaient déjà à un passé lointain dans lequel il ne faudrait surtout pas fouiller par craintes d'y trouver des contradictions à la pelle.

On vit dans une société de consommation dit-on, une société ou tout devrait connaître le même sort qu'un kleenex, on vit dans l'immédiat, de la même manière que le profit doit être impérativement réalisé à court terme, le passé et le futur ne présentent aucun intérêt, il faut absolument se focaliser sur le présent car c'est à cet instant précis en satisfaisant vos besoins que le cycle du capital s'achète et qu'un nouveau cycle va pouvoir commencer, c'est l'idéologie dominante qui impose ce mode de pensée conforme aux besoins du capitalisme, il faut que le capital circule le plus vite possible... et les idées qui lui sont subordonnées avec !

**2-** Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a défendu ce week-end la position du maire PS de Paris Bertrand Delanoë à propos du projet d'accord pour que l'UMP et Jacques Chirac remboursent à la ville de Paris la facture d'emplois fictifs remontant aux années 90.

Selon un projet d'accord révélé il y a quelques jours, la facture de ces emplois estimée à 2,2 M EUR sera remboursée aux trois-quarts par

l'UMP et pour un quart par l'ancien chef de l'Etat. Avec ce règlement à l'amiable avant le procès, la Ville retirerait sa constitution de partie civile.

M. Mélenchon a ajouté qu'il n'était pas "*enchanté*", "*comme beaucoup de Français*", à "*l'idée de voir un président de la République dans un prétoire*". (lepoint.fr 29.08)

Mélenchon est tellement mégalomane qu'il craint peut-être de se retrouver un jour dans cette situation s'il était élu président de la République ! A part cela Mélenchon combattrait les institutions de la Ve République ! Chirac appréciera sans doute. Alors que dire de la "*triste*" fin de Louis XVI ou de Nicolas II ! Abominable erreur sans doute pour ce minable.

**Retraites.**

**1-** Etablir 62 ans comme âge de départ à la retraite en France d'ici à 2018, au lieu de 60 ans aujourd'hui, revient à retenir un "*âge de raison*", estime le ministre du travail, Eric Woerth, dans un entretien accordé au *Figaro*. (Lemonde.fr 30.08)

Menteur va, il n'y a pas d'âge ! D'ailleurs, n'avez-vous pas déjà prévu de repousser l'âge du départ à la retraite en 2020 ?

La preuve : "*Après Bernard Giraudeau en juillet, le cinéma français est à nouveau frappé par une perte cruelle. Avec Alain Corneau disparaît un très grand réalisateur, vaincu lui aussi dans la force de l'âge par la maladie*", peut-on lire dans un communiqué du président de la République. (Reuters 30.08)

Alain Corneau n'avait que 67 ans, un peu moins Giraudeau je crois, "*vaincu dans la force de l'âge*" ou un "*âge de raison*", ne travaillait-il pas encore à 67 ans ? Alors bande de fainéants, vous pourriez en faire autant, non ?

**2-** Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, assure que le gouvernement ne sera «*pas au bout de ses peines s'il persiste après le 7 septembre*», journée de mobilisation contre le projet de loi de réforme des retraites, dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de lundi.

«*Nous allons tout faire pour que cette journée soit la plus impressionnante possible et que le président de la République prenne enfin la véritable mesure de la situation*», affirme le leader cégétiste.

Bernard Thibault prévient que, «*si malgré cela, Nicolas Sarkozy reste sourd, nous envisagerons des suites rapidement*», précisant que les syndicats feront «le point dès le 8 septembre» avec, du côté de la CGT, «*des assemblées générales de personnel dans un maximum d'endroits*». (20minutes.fr 30.08)

**Belgique. Crise politique.**

Chargé le 9 juillet de mener les discussions pour la formation d'une coalition gouvernementale, Elio Di Rupo était depuis quelques jours dans une situation de blocage, les divergences entre partis flamands et francophones restant insurmontables.

Dimanche, le président du PS "*a demandé au roi d'être déchargé de sa mission*", a indiqué le palais royal dans un communiqué, à l'issue d'une audience de plus de trois heures. (lepoint.fr 29.08)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

# Causeries septembre 2010

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | | | | | | | | | |

---

**Le 2 septembre**

Je n'ai en général pas plus de deux minutes à accorder à chaque sujet abordé dans les dépêches ou articles de presse de la veille, du coup mes commentaires sont forcément sommaires ou incomplets.

Ci-dessous le commentaire que je rajoute à la contribution de Pierre le cheminot, elle figure en ligne intégralement dans la *Tribune libre*.

"*9) En lisant le tract, vous avez bien dénoter que le mot d'ordre principal était le retrait du projet de loi sur les retraites, mais qu'il ne donne aucunes revendications sur les acquis à obtenir pour la classe ouvrière dans ce domaine. Juste un retour à 1993 (comme si la situation d'avant cette date était idéale pour les travailleurs en matière de retraite). La raison à "cet oubli" : c'est le copier-coller d'un tract fédéral de FO et les militants du POI ont tout fait pour que ce tract serve de base, malgré les demandes de revendications supplémentaires de Sud Rail (retraite à 55 ans pour tous).*"

Le but était, me semble-t-il, de réaliser l'unité la plus large possible et de donner un contenu au mot d'ordre de "retrait" en prenant comme base une date correspondant à une situation qui pouvait servir de repère lisible pour chacun sans repartir dans des discussions interminables qui auraient abouti à ce que chacun défende des positions différentes et se seraient terminées par le constat d'un désaccord et la division, l'objectif inverse de celui recherché. Pourquoi 55 ans, pourquoi pas 57, 53, 50, etc.

"*11) Alors pourquoi me direz-vous le tract de l'URIF demande l'abandon du projet de loi sur les retraites? C'est simple. Certains anciens secrétaires de son syndicat ont un poids politique plus fort que lui (dont un ex-PT) et qu'ils ont réussi par un mouvement de prise en tenaille à lui faire admettre (par la force) qu'il fallait mettre ce mot d'ordre d'abandon à l'ordre du jour. Vous noterez que ce n'est pas le mot "retrait" qui a été utilisé. La vérité, c'est une tactique pour éviter de faire le lien entre les revendications des cheminots de Paris Saint-Lazare et celle de l'URIF.*"

Retrait ou abandonné, où est la différence franchement ? Vous pinaillez inutilement. Peu importe la tactique du moment qu'elle permet de parvenir au but qu'on s'est fixé et que celui-ci est correct, c'est peut-être cela l'essentiel, non ?

La seule information que je trouve intéressante dans votre intervention concerne le jeu des appareils en vue des élections professionnelles : "*La raison est qu'au niveau fédéral, FO, la CGC et la CFTC ont décidé de faire liste commune pour les futures élections professionnelles de 2011*". Cette manoeuvre est discutable mais peut-être pas condamnable, tout dépend de l'objectif des dirigeants du POI, que l'on ne saisit

pas forcément au premier coup d'oeil. En même temps facilité l'élection de représentants du personnel de la CGC ou de la CFTC, c'est comme faire entrer deux loups de plus dans la bergerie, d'un autre côté cela permet à FO d'avoir des élus ou davantage d'élus, est-ce que ceci compense cela, je n'en sais rien, vous êtes mieux placé que moi pour répondre à cette question.

C'est vrai maintenant que cela fait bifteckard, sans principe, et que l'objectif de FO n'est pas forcément saisissable par les cheminots, la preuve c'est que vous dénoncez cette manoeuvre. Est-elle justifiée, je n'en sais rien et vous ne nous fournissez aucun élément probant pour nous aider à nous faire une idée impartiale à ce sujet, en dehors d'un jeu de piste "qui est qui" qui aurait plutôt le don de m'énerver et de mettre de côté votre intervention sans la diffuser.

Vous ne pourrez pas m'accuser de faire le jeu du POI puisque vous savez déjà que je ne leur épargne aucune critique, mais je ne peux pas et je ne veux pas utiliser des arguments contre le POI lorsqu'ils ne sont pas suffisamment étayés ou qu'ils manquent de crédibilité, on se doit d'essayer d'être impartial en toutes circonstances, ce n'est pas toujours facile, j'en sais quelque chose pour avoir commis des erreurs dans ce domaine et les avoir rectifiées ensuite quand je m'en suis rendu compte.

Selon que l'on appartient ou non à un syndicat ou un parti on ne perçoit pas de la même manière leur tactique ou politique, qui parfois correspond à un objectif qui n'est pas celui affiché, et s'il n'est pas affiché, ils ne vont pas expliquer dans un tract en quoi il consiste, évidemment, sinon cela ne servirait à rien de ne pas le dévoiler au grand jour !

Un tract ou un article n'est pas non plus forcément écrit correctement à l'insu de celui qui l'a rédigé et qui s'est mal exprimé, cela arrive aussi ; par exemple il arrive parfois dans la presse que le titre d'un article n'ait rien à voir avec son contenu, dans ce cas le titre révèle souvent la réelle intention ou l'état d'esprit de son auteur ou de la cause qu'il défend.

De l'intérieur ou de l'extérieur, on ne percevra pas un syndicat ou un parti de la même manière, il faut faire très attention à cette donnée quand on lit leur littérature et qu'on en fait l'analyse ou la critique, on peut facilement se méprendre et commettre une erreur d'appréciation, cela nous arrive involontairement hélas ! Prenons un exemple.

Du point de vue des principes ou en partant de la nature des syndicats CGC et CFTC, on peut concevoir l'unité avec ces syndicats, mais de là à faire liste commune avec eux, cela passe mal, cela va trop loin, c'est contre nature, compromettant, on qualifiera cet accord d'opportuniste, c'est un point de vue de l'extérieur, souvent purement dogmatique ou sectaire.

Maintenant de l'intérieur on peut peut-être concevoir une liste commune si c'est le seul moyen d'obtenir des élus, ce sera mieux que rien, ce qui compte ce sont nos propres forces, on a confiance en notre propre capacité à combattre ensuite la CGC et la CFTC.

Qui a raison ou qui a tort ? J'aurais tendance à dire que celui qui a raison c'est celui qui sait ce qu'il fait et pourquoi il le fait, si son objectif est correct, pourquoi le critiquer ? Attention à ne pas tomber dans le procès d'intention. Le problème, c'est que son objectif n'est pas forcément lisible par tous les militants.

A l'inverse, dans un syndicat ou un parti les militants ont la fâcheuse tendance à suivre aveuglément leurs dirigeants, du coup ils considèrent toute critique extérieure comme malveillante, alors que ce n'est pas forcément le cas, ils oublient qu'une critique repose sur une analyse politique qui n'est pas forcément la même que celle que font leurs dirigeants de la situation par exemple. Et puis nous ne défendons pas forcément non plus les mêmes intérêts ou nous n'avons pas forcément les mêmes priorités dans notre combat à chaque instant.

Parfois les dirigeants se disposent par rapports à leurs appareils, parfois par rapport à d'autres appareils, parfois par rapport à leurs mililants, à certains de leurs militants, à une tendance particulière, tandis que généralement leur politique s'adresse aux travailleurs, tous les militants ne sont pas forcément capables de s'y retrouver dans leurs motivations, tout dépend de quelle manière ils les formulent. En dehors des fripouilles qui contrôlent les syndicats au niveau confédéral, il ne faut pas accabler inutilement les dirigeants du POI ou du NPA, j'ai ajouté le NPA pour que vous ne pensiez pas que je favoriserais le POI.

En conclusion, on peut facilement se tromper sur les intentions des uns et des autres, notez bien que je ne dis pas que vous avez tort dans vos critiques, leur fondement ne me paraît pas suffisamment clair pour les partager ou les soutenir, ce qui ne veut pas dire que nos critiques seraient infondées ou qu'on devrait se passer de critiquer les dirigeants, tel n'est pas mon propos, on doit avoir toujours à l'esprit notre objectif et tenter de discerner loyalement et honnêtement si leur politique nous permet de faire un pas dans sa direction ou si au contraire elle nous en éloigne.

D'un côté Sarkozy et son gouvernement organise la chasse aux Roms, de l'autre elle est vigoureusement dénoncé de l'ONU à l'UE en passant par le Vatican ou Pékin, toutes les bonnes consciences que comporte la "gauche", sans oublier le philosophe et réactionnaire André Glucksmann.

Finalement, les Roms comme toute autre couche de la population bénéficient de droits et de devoirs, mais comme les autorités ne leur permettent pas de remplir leurs devoirs, dont celui de disposer d'un minimum de revenu pour demeurer sur le territoire français, leurs droits sont bafoués et ils sont traités comme des chiens qui auraient la rage.

Prenons un autre exemple.

Le gouvernement exige que les parents s'occupent correctement de leurs enfants, mais comme il ne leur en donne pas les moyens ou que les deux parents doivent travailler pour survivre, leurs enfants font des conneries, par conséquence le gouvernement veut leur supprimer les allocations familiales, donc un de leur droit, ce qui ne peut que contribuer à empirer leur situation.

On vous donne des droits, mais à vous de vous débrouiller pour les mériter, si ce n'est pas possible on ne vous les accorde pas, on vous les supprime ou on vous réprime ou les deux à la fois pendant qu'on y est, il faut bien des exemples pour faire rester l'ordre, le leur.

Cette situation ne concerne que les plus pauvres, ceux qui sont déjà livrés à la précarité, le gouvernement ajoute donc une injustice à une injustice.

Bizarrement, personne ne demande l'abrogation de la loi (et de la directive européenne) qui conditionne l'obtention du droit de demeurer en France pour les Roms. Il faut savoir que cette condition de revenu minimum est valable pour tout étranger demandant un visa de trois mois, elle n'est pas réservée qu'aux Roms. C'est la sélection par l'argent des personnes qui veulent s'installer légalement en France pendant un certain temps. Tous les Indiens que j'ai aidés à partir en France remplissaient cette condition ou plutôt ils avaient dû prouver qu'ils disposaient de suffisamment d'argent en Inde pour financer leur séjour en France ou leur rapatriement en cas de problème avant qu'on leur délivre un visa.

Ces âmes charitables ne peuvent pas s'attaquer à cette loi parce qu'ils défendent leur niveau de vie privilégié par rapport à celui qui existe en dehors des pays où le capitalisme est le plus développé. Cette loi protège leurs privilèges, pour s'y attaquer il faudrait qu'ils remettent en cause l'existence du capitalisme à l'origine des inégalités qui existent à travers le monde, il faudrait qu'ils s'attaquent aux institutions de la Ve République qui sont garantes de l'application de cette loi discriminatoire envers les pauvres ou encore à la directive européenne correspondante, pas question, il faut que les pauvres restent chez eux en Afrique ou en Asie, mais aussi dans certains pays de l'UE, car il faut qu'ils continuent à produire pour des salaires de misère pour qu'on puisse continuer de consommer et de vivre tranquillement, au passage on saisit l'ampleur de l'hypocrisie que cache leur engagement en faveur des sans-papiers, leur bonne conscience là aussi. On pourrait ajouter, pas question non plus pour eux de rompre les relations avec les régime tyranniques, business is business.

Les Roms sont une couche particulière de la population avec un mode de vie particulier, mais voilà la loi en vigueur n'en tient pas compte, elle les considère comme n'importe quel étranger qui voudrait séjourner en France et qui retournerait ensuite dans son pays, alors que les Roms n'ont pas de pays par définition puisqu'ils sont nomades, même s'ils sont originaires de Roumanie ou de Bulgarie pour la plupart, il aurait donc besoin d'une loi adaptée à leur situation et qu'ils seraient aptes à respecter, ainsi le problème Roms n'existerait plus. Quel gouvernement sinon un gouvernement ouvrier pourrait adopter cette loi ?

C'est l'Etat qui est incapable de remplir son devoir envers cette population comme il est incapable d'en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs et leurs familles dans le pays, et pas seulement le gouvernement actuel ou les précédents. C'est donc à l'Etat qu'il faut s'attaquer, donc les institutions et la Constitution de la Ve République, non ?

Mais voilà, personne ne veut s'y attaquer.

D. Gluckstein écrit dans son dernier éditorial (IO n°103) à propos du PS et ses satellites : "*Leur politique — d'hier, d'aujourd'hui et celle qu'ils promettent pour 2012 — reste cadrée par l'allégeance aux plans de l'Union européenne et du FMI*", et pas à la Ve République, institutions garantes de la propriété privée des moyens de production ? Ailleurs, il dénonce le consensus qui existe à l'Assemblée nationale entre l'UMP et la soi-disant "gauche" institutionnelle. Mais qu'est-ce l'Assemblée nationale, sinon une des principales institutions de la Ve République, non ? En quoi la rupture avec l'UE et le FMI garantirait qu'un gouvernement mènerait une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière ? Absolument rien.

C'est bien d'attirer l'attention des travailleurs sur ce qui se trame dans leur dos dans les coulisses des institutions de la Ve République, c'est mieux de leur indiquer que leur émancipation devra forcément passer par leur abolition et qu'ils n'ont rien à attendre de ces institutions conçus pour satisfaire les intérêts des capitalistes.

**Le point sur la situation en titres.**

**Situation économique.**

En Allemagne.

- Ralentissement de l'activité industrielle en août en Allemagne - Reuters
- Recul inattendu des ventes au détail en juillet en Allemagne - Reuters

Aux Etats-Unis.

- Les Etats-Unis préparent de nouvelles mesures de relance - Le Figaro
- Soutien accru de la Fed envisageable en cas de nette dégradation - Reuters
- Léger rebond de la confiance du consommateur américain en août - Reuters
- Standard and Poor's prévoit un ralentissement de la croissance à l'automne - LePoint.fr

Et le pendant de la "reprise".

- Le chômage stable à 10% dans la zone euro en juillet - 20minutes.fr

Grandes entreprises ou multinationales.

- Vivendi relève ses prévisions pour l'année en cours - Le Figaro
- Wendel renoue avec les profits - Le Figaro
- Bolloré publie un résultat opérationnel en hausse de 35% - Reuters
- Vinci livre un résultat supérieur aux attentes grâce à Cegelec - Reuters
- Havas affiche une croissance organique modeste au 1er semestre - Reuters
- Le résultat opérationnel semestriel d'Hermès bondit de 52% - Reuters
- Rusal affiche un 2e trimestre meilleur qu'attendu - Reuters

Crise à l'UMP et au sommet de l'Etat.

- UMP : la rivalité Copé-Bertrand au grand jour - Le Figaro
- Le match Bertrand-Copé plombe la rentrée de l'UMP - Libération.fr
- Fillon veut la fin des petites phrases et des états d'âme - Le Figaro
- Sécurité : Copé prend le parti de Sarkozy contre Fillon - Le Figaro -Hier
- Politique de sécurité: ne pas "*en rajouter*" selon Le Maire - LePoint.fr
- Les doutes de certains ministres agacent les élus UMP - Le Figaro
- La sécurité n'en finit pas de pourrir la rentrée de l'UMP - LePoint.fr
- A l'UMP, la tension monte entre modérés et '*sécuritaires*' - LeMonde.fr
- Emplois fictifs de Chirac: Christian Vanneste (UMP) hostile à l'accord avec la mairie de Paris - Libération.fr
- Fadela Amara : "*Je suis contre l'élargissement de la déchéance de nationalité*" - LePoint.fr
- Sécurité: le patron des députés centristes appelle l'UMP à garder son calme - LePoint.fr
- Bayrou constate "*un climat d'incroyable décomposition*" au sein de l'UMP - LePoint.fr
- Marine Le Pen : "*L'UMP va imploser*" au profit du Front national - LePoint.fr

**NPA. Opportunisme débridé.**

Au NPA, Pierre-François Grond, membre de la direction, se réjouit de l'invitation à l'université d'été du courant du porte-parole du PS, Benoît Hamon.

«*Pour nous, ce n'est rien d'autre qu'un meeting unitaire de plus contre la réforme des retraites*». Il regrette «*les réticences de la direction du PS*». «*On peut marcher séparément et frapper ensemble, surtout sur un sujet aussi crucial*», soutient celui qui était l'invité, l'an dernier, d'Hamon.

Lieutenant de Jean-Luc Mélenchon, Éric Coquerel juge «*aberrantes*» les réticences socialistes et se félicite qu'il existe, au sein du PS, «*un courant qui manifeste son refus clair et sans ambiguïté du projet du gouvernement*». (lefigaro.fr 31.08)

**La jeunesse sacrifiée.**

**1-** Etat policier, militarisation, des soldats en guise de professeurs pour mater la jeunesse : la réponse à ses attentes. Ségolène Royal va demander au ministère de la Défense la possibilité d'expérimenter l'une de ses propositions de la campagne de 2007, l'encadrement militaire des jeunes délinquants, dans sa région Poitou-Charentes.

"*Nous devons avoir le régiment de La Rochelle qui doit être fermé. J'en ai discuté avec Maxime Bono, député-maire de la Rochelle, nous allons faire ensemble une demande au ministère de la Défense pour expérimenter dans ma région l'encadrement militaire des délinquants. Comme ça, on aura plus de polémiques*", a-t-elle ajouté.

"*On va leur redonner de l'utilité sociale, on va leur apprendre un métier, tout ça de façon encadrée*", a dit l'ancienne candidate à l'élection présidentielle pour expliquer ce projet. (30.08)

**2-** Le revenu de solidarité active (RSA) va être étendu, sous de strictes conditions, aux moins de 25 ans à partir de mercredi, une mesure qui

ne devrait concerner que quelques dizaines de milliers de jeunes, pourtant parmi les premières victimes du chômage et de la pauvreté.

Nicolas Sarkozy avait donc annoncé en septembre 2009 l'extension du dispositif aux plus jeunes, mais avec des conditions très strictes : il faudra avoir travaillé l'équivalent de deux ans au cours des trois dernières années. Les premiers versements auront lieu début octobre, au titre du mois de septembre.

Selon l'Élysée, 160.000 jeunes devaient être concernés à terme, pour un coût en année pleine de 250 millions d'euros. On compte 5,5 millions de 18-24 ans en France. Parmi eux, selon l'Insee, plus de 20 % vivent sous le seuil de pauvreté (910 euros mensuels) contre 13,4 % tous âges confondus (chiffres 2007, derniers disponibles).

Le gouvernement a budgété seulement 20 millions d'euros pour verser la prestation entre octobre et décembre. Ces 20 millions permettront de verser une allocation à moins de 15.000 personnes. Près du quart des actifs de moins de 25 ans sont au chômage, dont près d'un sur cinq depuis plus d'un an. (Lepoint.fr 01.09)

**Chômage.**

Le nombre total des inscrit(e)s n'a jamais été aussi élevé.

Ils sont 4 574 000 inscrit(e)s, sans compter 300 000 chômeurs de plus de 58 ans dispensés de recherche d'emploi et 217 000 chômeurs dans les départements d'outre-mer. En deux ans, le nombre total de chômeurs a augmenté de 1 150 000. C'est du jamais vu dans notre pays.

Pas moins de 505 000 hommes et femmes se sont inscrits au chômage en juillet, et 505 000 en un mois, c'est absolument catastrophique !

D'où vient l'impression d'accalmie qui permet à Chiristine Lagarde de parler d'une « *stabilisation du chômage* » ? Pourquoi la courbe qui récapitule le « *stock* » de chômeurs ne monte-t-elle pas de façon verticale ?

Parce que, dans le même temps, 495 000 personnes ont quitté Pôle emploi. Mais sur ces 495 000 sorties, il n'y en a que 104 000 qui déclarent avoir retrouvé un emploi. Il y a un flou pour 100 000 d'entre eux, mais le ministère lui-même admet que « *moins de 40% de ceux qui quittent Pôle emploi retrouvent un emploi* ».

La majorité de ceux qui quittent Pôle Emploi sont en fin de droits

Ils ont été licenciés il y a un an ou deux et n'ont plus droit aux indemnités. Ils sont dans la précarité la plus totale : ils vont survivre -ou sousvivre- avec le RMI-RSA… ou n'auront droit à aucune allocation si leur conjoint a un revenu correct. En deux ans, le revenu du couple a été divisé par deux, mais leur problème n'apparaît dans aucune statistique.

L'Insee estime que 400 000 ménages vont être confrontés cette année à cette situation : voir leurs revenus divisés par deux !

Les CDD de moins de un mois représentent plus de 60% des embauches

Quant à celles et ceux qui retrouvent un emploi (il y en a quand même, heureusement), ils doivent de plus en plus se contenter d'emplois très précaires : l'Acoss, qui reçoit toutes les déclarations d'embauche, a publié en juillet une étude sur les embauches au deuxième trimestre.

En résumé : jamais le chômage n'a atteint un tel niveau et jamais le marché du travail n'a connu une telle précarité. N'en déplaise à Christine Lagarde, il n'y a donc aucune raison de se féliciter de quoi que ce soit. (Rue89 30.08)

**Crise du parti de l'ordre.**

**1-** Clôturant le campus d'été des jeunes de l'UMP, le Premier ministre s'est évertué à resserrer les rangs du parti présidentiel en défendant le bilan de son gouvernement.

"*Avoir des état d'âme maintenant que le pire de la crise est derrière nous n'a pas de sens*", a-t-il dit, ajoutant : "*Renoncer, faiblir, douter alors que c'est nous qui avons essuyé les plâtres du nouveau siècle est inconcevable*".

"*Les petites phrases, les états d'âme, la majorité a le devoir de s'en dispenser*", a dit François Fillon. "*Mais elle a aussi le devoir de répondre calmement et fermement à ceux qui n'ont pour seule obsession que de 'tirer' à vue sur le président de la République*".

François Fillon a surtout mis l'accent dans son intervention sur les succès de sa politique économique face à la crise, sa lutte contre les déficits et sa volonté de réformes illustrée par le projet de loi sur les retraites.

Le campus des Jeunes populaires aura été marqué par une passe d'armes entre Xavier Bertrand et le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, Jean-François Copé.

Ce dernier a reproché au parti son absence de dynamisme et évoqué devant la presse un besoin de réorganisation interne à son arrivée à Port-Marly, où il n'aura effectué qu'un très court passage.

"*Dans notre camp plus qu'ailleurs, on n'aime pas les diviseurs, on n'aime pas les snipers, on n'aime pas ceux qui jouent contre leur camp*", a répliqué le secrétaire général. (Reuters 31.08)

**2-** Woerth, menteur, ripou, suite.

Alors que le ministre du travail a estimé, dans une interview au Parisien, lundi 30 août, qu'il était victime d'une "*sorte de lapidation médiatique*", et d'"*une chasse à l'homme*" destinée à "*le tuer*", *L'Express* et *Le Canard enchaîné* publient deux nouvelles informations qui jettent le trouble sur les récentes affirmations d'Eric Woerth.

Dans son édition du 1er septembre, *Le Canard* fait état d'une lettre de 2003 d'Hervé Gaymard, alors ministre de l'agriculture, expliquant que la vente d'une parcelle de la forêt de Compiègne à la Société des courses de Compiègne était illégale. *Compte tenu de la législation sur les forêts domaniales, je vous informe qu'une cession par vente n'est pas possible*", lit-on dans ce courrier reproduit dans l'hebdomadaire.

Cette parcelle de 58 hectares, comprenant un hippodrome et un golf, a pourtant été cédée de gré à gré à la Société des courses, juste avant le départ d'Eric Woerth du ministère du budget en mars, sans appel d'offres et pour 2,5 millions d'euros. Alors que Le Canard du 14 juillet accusait le ministre d'avoir "*bradé*" la parcelle pour une société "*amie*" (Florence Woerth, l'épouse du ministre, passerait beaucoup de temps à l'hippodrome selon le journal), le ministre du travail avait démenti toute anomalie dans la vente.

Toujours selon l'édition du *Canard Enchaîné* du 1er septembre, et ainsi que l'a révélé *L'Express* mardi, une autre lettre, découverte à la mi-août lors d'une perquisition, contredit l'une des déclarations d'Eric Woerth dans l'affaire Bettencourt, concernant la Légion d'honneur de Patrice de Maistre. Contrairement à ce qu'il n'a cessé d'affirmer, y compris devant les enquêteurs, l'actuel ministre du travail serait bien intervenu personnellement en mars 2007 auprès de Nicolas Sarkozy pour lui demander d'attribuer la décoration à M. Maistre, gestionnaire de fortune des Bettencourt et employeur de son épouse, Florence.

Le courrier, daté de mars 2007, est adressé à Nicolas Sarkozy, place Beauvau. Signée d'Eric Woerth, alors trésorier de l'UMP, cette lettre recommande Patrice de Maistre pour l'obtention de la Légion d'honneur. Eric Woerth y vante notamment les mérites de ce membre du Premier Cercle, un club chargé de rassembler les principaux donateurs de Sarkozy. Patrice de Maistre faisait partie des collecteurs de fonds de l'UMP, rappelle *L'Express*. Il a été décoré de la Légion d'honneur en janvier 2008, par le ministre en personne.

Cette nouvelle preuve de collusion entre le ministre et Patrice de Maistre vient accréditer les soupçons sur la nature de leurs rapports. Le ministre a affirmé dans un premier temps ne pas connaître Patrice de Maistre, avant de concéder l'avoir rencontré à quelques reprises en tant que trésorier de l'UMP, alors que le gestionnaire cherchait à obtenir la Légion d'honneur selon *Le Canard enchaîné*. (Lemonde.fr 31.08)

**Encore à propos des Roms.**

Le Premier ministre a défendu lors du campus d'été des jeunes de l'UMP l'efficacité de la politique sécuritaire du gouvernement ainsi que son attitude envers la minorité Rom. Elle n'est à ses yeux "*pas différente de celles des autres Etats européens qui ne peuvent pas accepter de recevoir sur leur territoire des citoyens européens qui n'ont aucun moyen d'existence et qui sont pour beaucoup d'entre eux acculés à la délinquance pour survivre*". (Reuters 31.08) Donnez-leur les moyens de ne pas être "*acculés à la délinquance pour survivre*" et vous n'aurez plus à vous plaindre du comportement supposé ou réel des Roms ! Quand on est acculé à la misère par la société, il est légitime de voler pour survivre, ce l'est moins quand on s'appelle Bolloré ou Pinault, Chirac ou Blanc par exemple !

**Comment Attac légitime le capitalisme... et la misère qu'il génère.**

Susan George, présidente d'honneur de l'association Attac refuse de céder à toute incantation ou rhétorique de la révolution.

Car où sont les Bastille et les Palais d'hiver à prendre ? " *Ni à Wall Street ni à la City de Londres*", répond-elle avec ironie, tout en prenant soin de préciser que ces hauts lieux de la finance ont été renfloués par des Etats dépendant des Bourses et des banquiers. L'auteure cherche une utopie réaliste et n'a donc aucun problème à "*se passer de la fin de l'histoire*" et de la mythologie du "*grand soir*".

Nous avons les moyens de vivre autrement, dans l'égalité, le partage des savoirs et le respect de la biodiversité, affirme-t-elle. Si la révolution est une mystification, il n'est pas sûr que la seule taxation des riches suffira. Ainsi l'auteur parie sur l'innovation sociale, la coopération et la mutualisation. Un "*new deal vert*" afin de reconvertir l'économie vers un marché de l'écologie, placement des banques sous "*contrôle citoyen*", annulation de la dette du tiers-monde contre la garantie de politique sociale...

Face à leurs crises, celles des "*hommes de Davos*", Susan George propose donc les solutions de l'économie et de l'écologie sociales pour sortir du "*turbo-capitalisme*" débridé. Avec beaucoup moins de pétrole, mais toujours autant d'idées. (Le Monde 28.08)

Sauf que ce n'est pas avec des idées que l'on va changer le monde, et surtout pas avec celles d'Attac ! new deal vert" du capitalisme, n'est rien d'autre que le moyen de créer de nouveaux besoins pour permettre à la machine capitaliste de continuer à fonctionner. Imaginez que vous gardiez la même voiture pendant 20 ans, 90% des usines automobiles seraient aujourd'hui fermés, le même raisonnement vaut pour tous les biens d'équipements (téléviseur, téléphone, réfrigérateur, etc) ou de consommation courante (vêtements, etc.) que l'on jette ou remplace avant qu'ils ne soient hors d'usage...

Avant-hier, une dépêche annonçait la mise au point aux Etats-Unis de la première voiture volante, elle était en photo. Ce n'est pas un canular, comme quoi ils ne savent décidément plus quoi inventer pour assurer la survie du capitalisme. Ne levez pas la tête quand même, ce n'est pas pour demain !

**Grande-Bretagne. Un aveu, en voilà un qui ne manque pas de cynisme.**

Dans plusieurs extraits des mémoires de Blair, diffusés avant la publication de l'ouvrage mercredi, l'ancien locataire du 10 Downing Street répète sa position, plusieurs fois exprimée, selon laquelle l'invasion était justifiée par la menace que représentait Saddam Hussein, qui était en mesure de fabriquer des armes de destruction massive.

"*Je ne peux regretter la décision de partir en guerre. (...) Mais jamais je n'ai imaginé le cauchemar qui allait se dérouler*", commente-t-il à propos des années de violences intercommunautaires qui ont suivi l'invasion.

"*Je me suis souvent demandé si je m'étais trompé. Je souhaite que vous vous demandiez si j'ai pu avoir raison.*" Ce sera difficile, impossible !

"*Je pense que des paroles exprimant mes condoléances et ma sympathie seraient tout à fait insuffisantes. Ils sont morts, tandis que moi, qui ait décidé des circonstances dans lesquelles ils ont péri, suis toujours en vie*", ajoute-t-il à propos des victimes du conflit. (Reuters 01.09) Malheureusement, il n'en est pas mort !

**Russie. La politique de la matraque.**

Au moins 130 opposants ont été interpellés mardi en Russie au cours de manifestations non autorisées en faveur de la liberté de rassemblement, dispersées parfois avec brutalité par la police après les "*coups de matraque*" promis par le Premier ministre Vladimir Poutine.

Ces manifestations organisées à Moscou et Saint-Pétersbourg par différents mouvements d'opposition et des défenseurs des droits de l'homme ont lieu tous les 31 du mois depuis près d'un an, en référence à l'article 31 de la Constitution russe qui garantit le droit de manifester.

Selon la radio Echo de Moscou, certains manifestants ont été frappés "*très brutalement*" par la police qui avait déployé des centaines d'hommes des unités anti-émeutes.

Vers 22H00 locales (18H00 GMT), tous les manifestants interpellés à Moscou ont été relâchés, a déclaré aux journalistes un porte-parole de la police, cité par l'agence RIA-Novosti. "*Environ 70 personnes ont été appréhendées lors d'une manifestation non autorisée à Moscou (...). En ce moment, ils sont tous relâchés*", a indiqué le porte-parole.

Un demi-millier de policiers a été déployé autour de la place Trioumfalnaïa et au-delà pour assurer le maintien de l'ordre, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la police.

A Saint-Pétersbourg, près de 300 personnes se sont rassemblées sur la perspective Nevski et une soixantaine d'entre elles ont été interpellées, a constaté une journaliste de l'AFP. Selon un responsable de la police cité par l'agence RIA Novosti, environ 90 personnes ont été appréhendées. (Lepoint.fr 31.08)

**Afghanistan. Une bonne nouvelle qui en cache une mauvaise. Nouvelle offensive en perspective.**

Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan s'amorcera à l'été 2011, a réaffirmé mardi le président Barack Obama, qui a toutefois souligné que le rythme du départ des GI's dépendrait de la situation sur le terrain.

"*Comme en Irak, nos forces resteront sur place pendant une période limitée pour permettre aux Afghans de bâtir leurs capacités (militaires) et d'assurer leur avenir*", a répété M. Obama.

"*Grâce à notre retrait d'Irak, nous pouvons désormais utiliser des ressources pour passer à l'offensive*" en Afghanistan, a expliqué le président, qui a rappelé l'objectif ultime de l'intervention en terre afghane: "*vaincre Al-Qaïda*".

Plus des deux tiers des quelque 141.000 soldats des forces internationales en Afghanistan viennent des Etats-Unis et les renforts dépêchés essentiellement par Washington depuis plusieurs mois vont porter cet effectif à 150.000 dans les prochaines semaines. (Lepoint.fr 31.08)

---

**Le 3 septembre**

7 Septembre.

Lu dans un article d'un quotidien de province qu'un camarade m'a adressé, les propos d'un secrétaire d'une union locale CGT : "*même avec un débrayage d'un quart d'heure ou d'une demi-heure, c'est une petite contribution qui va peser* ", c'est sûr, Sarkozy et le patronat en sont effrayés d'avance !

Etant donné que le 7 tombe un mardi et que plus de 90% des 30 millions environ de travailleurs que compte le pays ne sont pas syndiqués, si les chômeurs, les jeunes, les étudiants et les retraités ne se joignent pas en masse aux manifestations du 7 septembre, leurs niveaux ne dépasseront pas celles du printemps 2009 dans le meilleur des cas.

Vous lirez dans cette page l'interview d'hier de Thibault et Chérèque au journal patronal *Les Echos*. Pas question pour Thibault de faire du 7 septembre une manifestation anti-Sarkozy, "*ce n'est ni le sujet ni le message*", puisqu'il réclame une "*discussion sérieuse*" avec lui, quant à Chérèque il réclame un "*un vrai dialogue*" avec le gouvernement. Et de réaffirmer en coeur leur attachement aux 60 et 65 ans mais sans remettre en cause l'augmentation de la durée de cotisation que Chérèque revendique au même titre que le PS précise-t-il.

Pas question non plus de dresser un parallèle avec la grève de décembre 1995, quant à la tarte à la crème du "*partage de la valeur ajoutée*, Chérèque "*attend pour cela des messages forts de Laurence Parisot*", alors qu'elle vient de réaffirmer son opposition à toute taxation supplémentaire du capital... Finalement comme *ce ne sont pas les syndicats qui décident mais les salariés*" selon Thibault, si la contre-réforme des retraites passait ce serait de la faute des travailleurs !

**En titres. Economie.**

**1- Créer sans cesse de nouveaux besoins pour faire tourner la machine capitaliste...**

- Samsung, Toshiba et LG ripostent à l'iPad - Le Figaro
- À Berlin, les fabricants dévoilent leurs tablettes. Un marché estimé à 30 millions d'unités - Reuters

**2-** Un secteur économique important en recul.

- Recul de 27% des nouvelles immatriculations en août en Allemagne - Reuters
- Recul des ventes de voitures en net recul en août aux Etats-Unis - Reuters

**3- Hausse d'impôt.**

- Bercy envisagerait d'augmenter la TVA sur la télé payante - Reuters
- Augmentation des impôts - Lagarde exclut une hausse avant la présidentielle de 2012 - LePoint.fr

**Sortie de crise, ils ont dit.**

- Pascal Lamy, le secrétaire général de l'Organisation mondiale du commerce, ne veut pas y croire. "*Si je regarde les chiffres du commerce mondial, on est sorti de la crise*", affirme-t-il, prudent, lors de l'université d'été du Medef. (lepoint.fr 02.09)

- La reprise, a déclaré jeudi le président de la BCE Jean-Claude Trichet, se fera à un "*rythme modéré*" et pour l'instant, c'est encore l'incertitude qui prévaut.

"*Nous devons rester prudents. Nous ne crions pas victoire*", a déclaré le président de la BCE tout en soulignant que la BCE n'avait pas prévu un scénario de rechute en récession. (Reuters 02.09)

**Interventions à l'Université d'été du Medef à propos de la crise.**

A la question de Laurence Parisot, présidente du Medef, « *Sommes nous en sortie de crise ?* » :

Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) :

« *Dans ma petite boutique du commerce international, on est en sortie de crise. Le commerce mondial a chuté de 12% en volume en 2009, il remonte de plus de 10% en 2010. Et le système commercial est resté ouvert pendant la crise (…) Le problème européen majeur est de savoir si l'Europe va pouvoir entretenir son système social, qui la distingue dans le monde. Dans les années qui viennent, la croissance démographique n'est pas là en Europe, et si la culture de l'immigration ne change pas, elle sera bloquée ». « La gouvernance globale ne peut pas ressembler à la gouvernance nationale ». « Il faut accepter un système dans lequel les fonctions de la gouvernance mondiale ne sont pas exercées dans la même boîte institutionnelle. Vous aurez une fonction « leadership » exercée par le G20 (…), une fonction « légitimité » qui ne peut être exercée que par les Nations unies, et une fonction « mobilisation des ressources » assurée par les agences spécialisées. Pour les esprits français cartésiens, cela fait un peu bazar mais c'est dans ce triangle que va se passer la gouvernance ». « Tant que le G20 n'acceptera pas de rendre des comptes aux Nations unies, il y aura des problèmes. Tant que les Nations unies se considèrent comme un exécutif plutôt que comme un Parlement, il y aura des problèmes (…) Notre influence n'est qu'extrêmement marginale par rapport à la vôtre (électeurs, NDLR) ». La société civile « doit s'approprier ces questions et faire pression pour que les politiques prennent des décisions* ».

Juan Somavia, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) :

« *Si on ne met pas l'emploi au coeur, on ne pourra jamais dire que la crise est terminée. Il faut dire que l'emploi est un objectif macroéconomique. L'emploi est aujourd'hui une résultante de la croissance, moi je dis : l'emploi est un objectif* ».

Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) :

«*... Il faut une conscience pour que les règles soient appliquées, ce qui est loin d'être le cas ». « Les vraies autorités, ce sont les marchés. Et le problème, c'est qu'ils sont segmentés, pas transparents, spéculatifs et que se développent un certain nombre de manipulations sur ces marchés à l'insu même des entreprises. Le véritable problème est dans le rapport de force inégal entre les marchés, les régulateurs et les entreprises : les entreprises ne savent pas qui intervient. Il y a pire que le temps médiatique : le temps des marchés...*». (Les Echos 02.09)

Pour les uns, c'est l'UE ou le FMI avec lequel il faut rompre, pour les autres c'est le marché qui détient le pouvoir, pour tous l'Etat ou les Etats donc les institutions n'en auraient aucun, cherchez l'erreur... cela évite de poser des question embarrassantes et d'y répondre.

**La BCE au service de la spéculation. Comment continuer d'accumuler du capital...**

La Banque centrale européenne a maintenu ses taux d'intérêt à un point bas record jeudi et prolongé ses mesures de soutien à la liquidité dans un contexte de fragilité de la reprise économique en général et de certaines banques en particulier.

Le taux de refinancement, reste au plus bas record de 1% pour le 16e mois d'affilée. Le taux de facilité de dépôt demeure à 0,25% et celui de la facilité de prêt marginal à 1,75%. (Reuters 02.09)

Difficile de maintenir leur marge, difficile de faire face à la concurrence mondiale, difficile d'augmenter les prix de vente des marchandises, difficile de diminuer davantage les coûts (les salaires et avantages sociaux), alors pour compenser la BCE prête de l'argent à des taux très bas aux banques via les entreprises... et la spéculation.

**Non-événement. Pas touche aux marchés !**

Une taxe sur les transactions de change pour financer le développement des pays pauvres? C'est l'idée défendue mercredi par soixante pays, réunis à Paris, comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, le Brésil ou le Sénégal.

Avec un taux à 0,005%, cette taxe s'appliquerait aux transactions entre les banques sur les opérations de change et serait collectée au niveau international. Elle pourrait rapporter entre 30 et 40 milliards d'euros par an.

«*Sur 1.000 euros, la taxe que nous proposons, c'est cinq centimes d'euros. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est suffisant pour déclencher le mouvement*», a expliqué le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner. «*Techniquement il n'y a plus beaucoup d'obstacles, juridiquement non plus, politiquement il faut de la volonté*», a-t-il ajouté.

Ces conclusions se basent sur un rapport d'experts censé évaluer la faisabilité d'une telle taxation, complémentaire de l'aide publique au développement.

L'étude devait se prononcer sur cinq options principales: TVA sur les produits financiers, taxe sur les activités financières (profits et

rémunération des banques), taxe monodevise sur les transactions de changes, contribution internationale sur les transactions de changes, taxation large des transactions financières (changes et autres produits).

C'est cette dernière option qui semble recueillir le plus de soutiens. «*Il y a un consensus assez fort sur l'impôt sur les transactions financières en devises internationales*», a indiqué Soraya Rodriguez Ramos, secrétaire d'Etat espagnole à la Coopération.

L'avantage de ce dispositif est qu'il est «*complètement indolore*», a assuré Bernard Kouchner. Contrairement à la taxe «Tobin» par exemple, dont l'objectif est de stopper la volatilité sur les marchés de change, cette nouvelle taxe ne les pénalisera pas. Car l'objectif n'est pas de réguler le système financier international mais de financer le développement. (20minutes.fr 02.09)

Ouf, cette taxe hypothétoque ne "*pénalisera*" pas les marchés ! 30 et 40 milliards d'euros par an à comparer avec les quelques 1 000 milliards de dollars qu'à dépenser en 7 ans l'impérialisme américain dans sa guerre en Irak...

Ils vont encourager le change au marché au noir.

La BNP me taxe chaque fois que je fais un retrait au distributeur à Pondichéry, du coup j'évite de m'en servir pour engraisser ces parasites, et c'est Magueswary qui apporte directement le peu d'argent que nous arrivons à économiser à chaque voyage que je change évidemment au marché noir, ensuite on le place sur un compte rémunéré à 7 ou 8% (en ce moment) dans une banque d'Etat, c'est plus sûr !

**La hausse des impôts... le programme de Sarkozy à partir de 2012.**

La ministre de l'Économie Christine Lagarde a réaffirmé, jeudi, qu'elle excluait toute hausse d'impôt avant la présidentielle de 2012. Elle se garde toutefois de se prononcer sur une éventuelle augmentation en 2013, évoquée récemment par le ministre du Budget François Baroin. (lepoint.fr 02.09)

**Salaire.**

Les hausses globales de salaires n'auront atteint que 2,6 % en 2010, selon le cabinet Hewitt. Soit le plus bas niveau depuis 25 ans. Et 2011 ne s'annonce guère plus favorable. Les augmentations générales sont inférieures à 1 %. (Les Echos 02.09)

Pour avoir accès à la suite de cet article il faut être abonné aux Echos, ce qui n'est pas mon cas, et vue le peu de soutien financier que j'ai reçu, je n'ai pas l'intention de dépenser un euro de plus pour le site.

**Chômage.**

Il faut lire les stats de l'INSEE au lieu de copier coller les communiqués de presse, selon un Internaute.

Le décompte est donc:

- 2,6 millions de personnes au chômage total, c'est-à-dire inscrites au Pôle Emploi et qui n'ont pas travaillé du tout durant le semestre

- 1,48 millions de personnes en position de "sous-emploi", c'est-à-dire les salariés à temps partiel désireux de travailler plus, ou les chômages techniques ou partiels

- 4,78 millions de personnes dites "proches du chômage", à savoir sans emploi mais qui ne remplissent pas les critères pour être comptabilisées comme chômeurs (car ils ne sont pas disponibles pour une recherche active, par exemple)

Ce qui nous fait sur une population active établie à 28,1 millions (2008) cela nous fait près de 7,38 millions de chômeurs - chômeurs partiels c'est à dire plus de 25% de la population dite active... (20minutes.fr 02.09)

**Quand les pieds nickelés font main basse sur l'argent de la vieille.**

Liliane Bettencourt aurait confié à François-Marie Banier avoir donné de l'argent à Nicolas Sarkozy. L'artiste ami de la milliardaire l'a relaté dans un journal intime en avril 2007 saisi par la police en juillet, annonce Mediapart "*de sources concordantes*". Interrogé par la police, François-Marie Banier aurait confirmé les écrits. Avant d'assurer que la vieille dame aurait pu lui mentir, ou se tromper de nom, bref qu'il n'y croit pas.

Le 13 juillet, François-Marie Banier déclarait à L'Express que Liliane Bettencourt ne lui avait "*jamais parlé de Sarkozy ni de Woerth*". (lexpress.fr 02.09)

**Quand l'Etat en est réduit à racketter les immigrés.**

L'information est presque passée inaperçue du grand public fin juin, sans doute pas des étrangers qui doivent s'en acquitter : un décret du 24 juin 2010 a considérablement augmenté trois taxes payées par les étrangers en situation régulière en France pour la délivrance ou le renouvellement de leurs papiers, à l'exception des ressortissants de l'Union européenne.

La délivrance d'une première carte de séjour au titre de la "*vie privée et familiale*", coûte désormais 340 euros contre 300 euros avant le 24 juin, soit une augmentation de 13 %. Le renouvellement annuel des cartes de séjour temporaire ou la délivrance de duplicata a connu, lui, une augmentation considérable, de 57 %, passant de 70 à 110 euros.

"*Comme l'accès à une carte de résident de 10 ans est actuellement laissé dans la plupart des cas à l'appréciation du préfet, et que du coup ce sont surtout des cartes d'un an qui sont délivrées, la majorité des étrangers en situation régulière doit payer chaque année 110 euros pour le renouvellement de son titre*" écrit le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés) dans un communiqué. En 2008, plus de 81 000 cartes de séjour ont été délivrées, selon les chiffres du ministère de l'immigration, et le renouvellement ou la délivrance de duplicata concernerait 500 000 personnes par an, selon le Gisti. "*Ce sont ainsi au total 21 millions d'euros de plus chaque année qui vont rentrer dans les caisses de l'État du fait des nouveaux montants des taxes sur les titres de séjour*". L'association dénonce une mesure par laquelle, en ces temps de crise, "*une fois de plus, le gouvernement va chercher l'argent chez les plus pauvres et les plus précaires*".

A titre de comparaison, la délivrance d'une carte d'identité française est gratuite, son renouvellement coûte 25 euros. La délivrance ou le renouvellement d'un passeport, valable dix ans, coûte entre 86 et 89 euros, selon les cas. (Lemonde.fr 02.09

**Mozambique. Emeute de la faim.**

Le Mozambique a déployé des troupes jeudi afin d'enlever des barricades dressées à Maputo où, pour le deuxième jour consécutif, des habitants ont bloqué des rues avec des pneus en feu et pillé des boutiques pour dénoncer un relèvement des prix du pain, de l'eau, de l'électricité et du carburant.

Ces violences ont coïncidé avec l'entrée en vigueur d'une hausse de 30% du prix du pain dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Ce relèvement s'ajoute à une flambée des prix de l'essence et d'autres produits de première nécessité. Environ 70% des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Le gouvernement a fait savoir jeudi qu'il ne reviendrait pas sur le relèvement des prix.

"*Les hausses de prix sont irréversibles*", a déclaré Alberto Nkutmula aux journalistes après la réunion du cabinet.

Les écoles et la plupart des commerces étaient fermés jeudi et les habitants formaient de longues files d'attente devant les rares boulangeries ouvertes.

Le ministre de l'Intérieur, José Pacheco, a indiqué jeudi qu'une enquête était ouverte en vue d'identifier la source des courriels et SMS diffusés depuis mardi qui invitent la population de la capitale à rallier les manifestations.

Selon des responsables de la police, des balles réelles ont bien été tirées mercredi en certains points de la capitale par des policiers à court de projectiles en caoutchouc.

Le Mozambique, qui souffre encore des effets de la longue guerre civile qui l'a déchiré entre 1976 et 1992, est tributaire de ses importations en provenance d'Afrique du Sud, dont le coût a augmenté récemment en raison de la hausse du rand.

En 2008, des "*émeutes de la faim*" contre le coût de la vie et la hausse du prix de l'essence avaient fait au moins six morts. Le gouvernement avait accepté de baisser le prix du diésel pour les taxis minibus.

Pour Americo Ubisse, porte-parole de la Croix-rouge nationale, «*ces émeutes sont plus graves que celles de 2008 parce qu'elles ont atteint tous les bidonvilles*». (Reuters et 20minutes.fr 02.09)

Haut de page

---

**Le 4 septembre**

La rubrique *Articles de presse* est actualisée presque quotidiennement. Afin que vous puissiez retrouver ces articles sans attendre la fin du

mois, j'ai créé un fichier pdf qui sera actualisé chaque fin de semaine jusqu'au dernier jour du mois, il vous suffira de télécharger le nouveau fichier qui remplacera le précédent, etc.

Je choisis des articles économiques accessibles à tous ou presque et dont le contenu permet de comprendre d'où vient la politique antisociale du gouvernement ou à quoi elle correspond sur le plan social pour les travailleurs. Ils permettent aussi de comprendre plus généralement l'orientation du capitalisme mondial.

On aurait envie de dire que tout a déjà été dit à ce sujet, il n'y a pas de "mystères" ou d'évènements qui seraient le produit du hasard dans la voie suivie par le capitalisme mondial et qui demeureraient inexplicables. Si on part sur ce terrain dans une discussion, il est impossible de s'en sortir. Le seul moyen d'avancer, c'est de se situer strictement et résolument sur le terrain de classe du prolétariat et ne pas en dévier.

Nos droits, nos besoins, nos aspirations, nos revendications sont-ils légitimes oui ou non ? Stop : oui ou non ? Si oui, qu'est-ce qu'on fait pour les défendre, pour qu'ils soient satisfaits demain ou plus tard ? On s'organise ou on continue de se morfondre dans son coin ? On fait quoi ? Doit-on attendre de perdre le peu qu'il nous reste pour réagir, quand il sera trop tard ? Doit-on se résoudre à vivre de plus en plus mal ? A tout problème correspond une solution, c'est valable aussi en politique, la fatalité c'est bon pour les ignorants ou les crétins, les faibles d'esprit, les êtres sans volonté, les esclaves, et encore faudrait-il en trouver qui soient satisfaits de leur sort...

A côté des arguments que nous développons habituellement, c'est ce langage qu'il faut aussi tenir aux jeunes, à la classe ouvrière, aux couches moyennes, à la petite-bourgeoisie. Chacun se questionne sur le sens de sa vie, chacun se dit forcément qu'il vit dans une société profondément injuste, un monde épouvantable, chacun aspire à en voir le bout, mais chacun estime-t-il encore qu'un monde meilleur est possible, pas forcément, loin de là même. N'est-ce pas cela qui donne des ailes au camp de la réaction qui sait le mouvement ouvrier profondément divisé et dans une impasse ? C'est nous qui finalement faisons tourner les usines, contruisons les routes, nourrissons la population, instruisons les enfants, etc. ne serait-ce pas à nous de décider quoi produire, dans quelles conditions et pour qui ? Nous sommes le nombre, nous sommes unis une force imbattable, irrésistible, mobilisons-nous, organisons-nous, prenons notre destin entre nos mains, prenons le pouvoir qui nous revient de plein droit de gré ou de force... (A suivre)

**Le gouvernement envisage-t-il de déménager à Vichy en 2014... au plus tard ?**

Le ministre de l'Intérieur et conseiller régional d'Auvergne, Brice Hortefeux, n'a pas souhaité démentir ni confirmer vendredi lors d'un déplacement à Vichy (Allier) son intérêt pour la mairie de cette ville, dans la perspective des élections municipales de 2014. (Lepoint.fr 03.09)

**Justice. Deux poids, deux mesures. Les miasmes de la Ve République.**

**1-** Le principal syndicat de magistrats français a vivement réagi vendredi aux critiques contre un juge des libertés de Grenoble attaqué par le gouvernement et les syndicats de policiers pour avoir laissé en liberté le suspect d'un "braquage".

Moncif Ghabour, mis en examen jeudi pour l'attaque à main armée du casino d'Uriage-les-Bains (Isère) dans la nuit du 15 au 16 juillet et une tentative d'homicide visant des policiers, a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

"*Les magistrats n'ont pas de leçons à recevoir du ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux. Ils n'ont pas l'intention d'être les boucs émissaires des carences de sa politique sécuritaire*", a dit à Reuters Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (majoritaire).

Le suspect reste présumé innocent. "*Il y a deux poids, deux mesures au gouvernement. Pour (le ministre du Travail, ndlr) Eric Woerth, on insiste constamment sur la présomption d'innocence, mais pour les suspects de Grenoble, ils devraient être systématiquement incarcérés ab initio*", a-t-il dit.

Le gouvernement est directement intervenu dans l'affaire de Grenoble, la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie suscitant un appel du parquet contre la remise en liberté et le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux faisant part de son "*indignation*" en invoquant la "*gravité des faits*".

Le syndicat Synergie-officiers parle de "*forfaiture*". Christophe Régnard a répliqué en annonçant qu'il étudiait une éventuelle plainte pour "*outrage à corps constitué*".

Sur le fond du dossier, la remise en liberté du suspect Moncif Ghabour semble être fondée sur une analyse divergente des éléments à charge entre le parquet et le juge des libertés.

Sa mise en cause repose essentiellement sur des témoignages et une expertise en "*odeurs*" prélevées sur la scène de crime, un procédé très contesté. Mais il nie les faits, avance un alibi et des témoins déposent en sa faveur.

Le même juge des libertés a envoyé en prison la même journée de jeudi quatre autres personnes dans des affaires distinctes, dont deux mineurs, font valoir les syndicats de magistrats.

Le principe général du droit français est que, dans une enquête, la liberté et la règle et la détention l'exception. Un placement en détention peut notamment être fondé sur des risques de fuite, de destruction des preuves ou, en matière criminelle, sur la notion de "*trouble à l'ordre public*". (Reuters 03.09)

**2-** Nicolas Sarkozy a jugé vendredi "*difficilement compréhensible*" la remise en liberté sous contrôle judiciaire, la veille, par un magistrat, du second braqueur présumé du casino d'Uriage-les-Bains (Isère), en marge d'un déplacement en Côte-d'Or. "*Je pense aux policiers qui se sont donné tant de mal pour retrouver ce délinquant, c'est bien difficilement compréhensible qu'on le remette en liberté dans ces conditions*", a déclaré le président à la presse.

Dans un communiqué publié jeudi soir, Brice Hortefeux avait exprimé sa "*très vive indignation*" et sa "*consternation*" après la remise en liberté sous contrôle judiciaire de Monsif Ghabbour. (Lepoint.fr 03.09)

Monsieur Ghabbour a nié les faits, il aurait un alibi et des témoins ont déposé en sa faveur, dans ces conditions il doit bénéficier de la présomption d'innocence et demeurer en liberté. A défaut de traces ADN, ils envoient leurs fins limiers qui tels des chiens vont relever les "*odeurs*" !

Monsieur Woerth a menti à plusieurs reprises à la justice, les preuves matérielles qu'il a trempé dans de multiples magouilles financières s'accumulent contre lui (lettres, carnets, enregistrements sonores, etc), plusieurs témoins ont témoigné à charge contre lui notamment dans l'affaire Bettencourt-Maistre et Cie., il devrait être en détention préventive à l'heure qu'il est en attendant son procès, mais il demeure libre, contre-réforme des retraites oblige.

Monsieur Hortefeux a été jugé coupable de propos à caractère raciste, mais il demeure à son poste, chasse aux Roms oblige.

Pendant ce temps-là des milliers de personnes innocentes placées en détention provisoire croupissent en prison dans l'attente de leur procès, mais parmi elles, aucun ministre, aucun policier, aucun patron !

**Rémunération. Inégalité, injustice.**

Comme en 2009, le gel des rémunérations sera de mise, selon la dernière étude du cabinet Hewitt Associates réalisée auprès de plus de 150 entreprises françaises.

Les hausses générales des salaires n'auront atteint que 2,6% en moyenne cette année, soit le plus bas niveau observé depuis vingt-cinq. 2011 ne s'annonce guère plus favorable avec une augmentation prévue de 2,7%.

Ces chiffres sont très inferieurs aux taux moyens de 3,3 % à 3,5 % enregistrés ces trente dernières années.

Pour la première fois depuis des années, les hausses générales de salaires sont ainsi inférieures à 1%. Critiques des salariés

Cette stratégie est cependant de plus en plus mal accueillie par les salariés. Seul un Français sur cinq est satisfait de sa rémunération, selon cette enquête.

Au total, 91% des salariés concernés par l'étude déclarent en outre ne pas vraiment comprendre la politique de rémunération de leur entreprise.

Voici dix ans, 70% des sociétés procédaient à des rémunérations variables pour les cadres, contre 95% en 2010. Pour les non-cadres, le constat est identique: 20% à 30% des entreprises l'utilisaient en 2000 contre 70% en 2010. (20minutes.fr 03.09)

**Les hausses des prix à venir, en titres hier.**

- Le prix du vin pourrait augmenter - 20minutes.fr
- L'envolée du blé fait grimper le cours de la viande - Le Figaro
- Blé : hausses de prix à venir dans les magasins français - Le Figaro

**Extrait du rapport de la commission Attali.**

La commission, qui vient de trouver un terrain d'entente, chiffre à 75 milliards les économies nécessaires d'ici à 2013 pour réduire le déficit. Outre une action résolue contre les niches, elle prône un gel durable du salaire des fonctionnaires.

Tant que le déficit ne sera pas ramené à 3 % du PIB, un « *axe* » préconisé par la commission serait de prendre des « *mesures exceptionnelles* » : prolongation du gel du point d'indice pour les salaires des fonctionnaires (déjà décidée par le gouvernement pour 2011),

élargissement de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite aux collectivités locales et à la Sécurité sociale, gel de certaines prestations sociales et mises sous condition de ressources des allocations familiales. Le tout devant permettre d'économiser 10 milliards d'euros sur trois ans. A cela devraient s'ajouter 40 milliards provenant d'un effort de maîtrise des dépenses réalisé pour moitié par l'Etat et pour le reste par les collectivités locales et la Sécurité sociale.

Dans un deuxième scénario où la croissance n'atteindrait pas 2 % en moyenne, des efforts supplémentaires seraient nécessaires pour ramener le déficit à 3 % avec des hausses d'impôts ciblées (TVA réduite, notamment), ainsi qu'une accélération des réformes structurelles. A moyen terme, la commission plaide pour une refonte du système fiscal visant à alléger le coût du travail avec, en contrepartie, un renforcement de la fiscalité écologique et sur la consommation.

Le rapport doit être remis au chef de l'Etat dans les prochaines semaines. Celui-ci comportera une grosse vingtaine de propositions et sera scruté de près, car la commission rassemble des personnalités de tous bords. (Les Echos 03.09)

Les Echos précise qu'"*un consensus a été trouvé sur les finances publiques*", car "*la première urgence est de « regagner la maîtrise des finances publiques », elle constitue « le socle de la croissance et de la solidarité* ». Consensus entre l'UMP et le PS, cela allait de soi pour justifier les coupes à la hache dans tous les budgets sociaux et de s'en prendre une nouvelle fois aux fonctionnaires.

**Commerce mondial.**

Une envolée de 26% pour les exportations mondiales et de 25% pour les importations, selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC) confirment la reprise. Pour l'ensemble du premier semestre 2010, la valeur des échanges commerciaux a grimpé de 25%.

«*Si je regarde les chiffres du commerce mondial, on est en sortie de crise*», a déclaré mercredi Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC, invité de l'université d'été du Medef à Jouy-en-Josas, en banlieue parisienne. Après une chute de 12% l'an dernier, l'OMC table sur une hausse de 10% pour l'ensemble de 2010.

Pour l'heure, les derniers chiffres publiés, concernant le deuxième trimestre,confirment le rôle de locomotive des pays émergents, et de l'Asie en particulier. Les exportations asiatiques ont bondi de 35% au deuxième trimestre,par rapport à la même période en 2009. Les exportations et importations chinoises se sont propulsées de 41 et 44% respectivement. Les Etats-Unis ne sont pas en reste avec des exports en hausse de 25% et des imports en progression de 32%. La reprise est plus modérée pour l'Union européenne, dont les exportations et les importations ont augmenté au deuxième trimestre de 13 et 14% respectivement.

Ces statistiques sont exprimées en valeur, et par conséquent reflètent non seulement une reprise des échanges en volume, mais aussi la forte hausse des prix des matières premières (plus de 30% pour le pétrole brut au deuxième trimestre sur un an, plus de 45% pour les métaux). (lefigaro.fr 02.09)

J. Attali, P. Lamy, D. Strauss-Kahn, tous dirigeants du PS, un parti du capital ou du travail ?

**Pays-Bas. Crise politique, suite.**

Les discussions visant à former un gouvernement minoritaire de droite aux Pays-Bas ont abouti à un échec vendredi, sept mois après la chute du cabinet précédent, le parti populiste de Geert Wilders ayant décidé de s'en retirer.

Les Pays-Bas sont sans gouvernement stable depuis la chute du précédent le 20 février. (Reuters 03.09)

**Belgique. Crise politique, suite.**

Les négociations visant à accorder plus d'autonomie aux régions francophones et néerlandophones en Belgique ont rompu, faisant craindre que ce pays reste sans un nouveau gouvernement (depuis le13 juin) pendant plusieurs semaines supplémentaires. (AP 03.09)

Pays-Bas, Belgique, Australie, Afghanistan, Liban, Irak, etc., on ne compte plus les pays qui ont décidément beaucoup de mal à former un gouvernement...

**Chine. L'enfer au quotidien.**

Plusieurs milliers de camions et d'autres véhicules étaient bloqués vendredi dans un nouvel embouteillage monstre dans le nord de la Chine.

Selon la chaîne de télévision publique CCTV, environ 10.000 camions étaient bloqués dans l'embouteillage. Certains médias ont évoqué notamment un ralentissement de 120 kilomètres sur un tronçon situé entre les comtés de Zhouzi et Xinghe, en Mongolie intérieure.

Le dernier bouchon en date a été déclenché par un accident de la route mercredi dans la province d'Hebei, limitrophe de Pékin, selon le "Beijing News". (AP 03.09)

**Mozambique.**

La police a tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes vendredi à Maputo, la capitale mozambicaine, pour disperser de nouvelles émeutes de la faim motivées par la hausse du prix du pain.

Depuis trois jours, les émeutes ont fait dix morts et plusieurs centaines de blessés dans l'ex-colonie portugaise d'Afrique australe, l'un des pays les plus pauvres du monde.

Des manifestations ont également éclaté à Chimoio, dans le centre du pays, à 760 km au nord de la capitale, où six personnes ont été blessées lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur la foule, a indiqué l'agence de presse portugaise Lusa. (Reuters 03.09)

Haut de page

---

**Le 6 septembre**

Un lien inaccessible à corriger dans les articles de lutte de classe: *Fréquentation du site en août* - http://www.luttedeclasse.org/service/flash0810.pdf, à rectifier en http://www.luttedeclasse.org/service/Flash0810.pdf. Il faut une majuscule à Flash dans le bon lien. Merci Philippe, l'erreur est corrigée, j'aurais dû faire un copier/coller de l'adresse !

Je m'abstiendrai de tout commentaire avant la journée de demain car je suis trop loin du terrain.

Les camarades du groupe CPS proposent un cadre et un objectif qui me paraissent corrects, rompre avec Chérèque et engager l'affrontement contre le gouvernement pour sauver notre droit à la retraite en rassemblant la classe et ses organisations et partis dans une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale.

L'appel de 44 postiers de Nante à l'initiative du Groupe Bolchevik (je suppose ?) signé par des militants de la CGT, de FO et de SUD montre qu'il est possible de poser les bonnes questions, d'avancer une perspective de combat de l'ensemble de la classe contre le gouvernement, ce que n'a osé faire aucun parti se réclamant de la classe ouvrière, alors que ce devrait être son rôle, son devoir. Je souscris à cet appel.

Le FSC a rectifié une imprécision contenue dans un de leur tract précédent que j'avais évoquée dans une causerie ces derniers jours, en indiquant cette fois que c'était la grève illimitée déclenchée à l'initiative des ouvriers de Renault à Billancourt le 16 mai 1968 qui avait entraîné "*en 48 heures 10 millions de grévistes à leurs cotés et imposant le plus grand succès revendicatif d'après guerre*", encore un petit effort et ils pourront ajouter : contre la direction de la CGT de l'époque qui y était aussi farouchement opposée que peut l'être Thibault aujourd'hui. Saluons cette évolution qui espérons-le n'est pas une manoeuvre, et reconnaissons qu'il n'était pas nécessaire de rappeler dans un tract le double jeu constant des dirigeants de la CGT... et du PCF au côté du parti de l'ordre depuis, on a envie d'écrire depuis qu'ils existent pour éviter de se chamailler inutilement sur une date, des camarades qui ont milité au PCF pendant des décennies et qui ont fini par le quitter sont prêts à l'admettre, donc je ne vois pas pourquoi je devrais me priver d'apporter cette précision. A propos du PCF.

Comme on n'a pas tout en tête en permanence ou qu'on ne sait pas tout, eh oui il faut bien l'admettre, c'est sans doute dur pour certains, car bien que nous saurions beaucoup de choses, il y en a forcément qui nous échappe, incroyable, non, d'où la nécessité de se pencher à nouveau et régulièrement sur l'histoire du mouvement ouvrier, afin de mieux comprendre le jeu des uns et des autres et affiner notre tactique et notre stratégie.

En relisant l'histoire de la SFIO et du PCF à partir de 1920, on a une multitude de données ou d'arguments à portée de la main pour comprendre comment le mouvement ouvrier français s'est gangrené, comment et pourquoi il s'est détourné puis il a abandonné aussi facilement le combat pour le socialisme dès le premier quart du XXe siècle, mais aussi pour démontrer que le stalinisme n'est pas issu du bolchevik, mais qu'il s'en est servi pour mener à bien sa politique criminelle.

Je suis tombé par hasard sur le mémoire d'une étudiante en DEA sociale (Université de Lille) qu'elle a consacré aux syndicats et aux partis politiques (en 2001-2002), dans lequel elle revient sur le début du syndicalisme en France et les années qui ont précédé le Congrès d'Amiens de la CGT en 1906 où fut adopté ce qu'on appellera plus tard La Charte d'Amiens (en 1910).

Cette Charte fut précédé du Congrès de Montpellier en 1902 qui précisait que "*le syndicalisme doit 'conserver son indépendance à l'égard des partis politiques, mêmes animés de préoccupations annalogues*'". Dès 1895, l'article 2 des statuts de la CGT précisait déjà "*les éléments constituant la Confédération général du travail devront se tenir en dehors de toute école politique*".

L'auteur de ce mémoire apporte une précision intéressante, elle rappelle que si les fondateurs de la CGT ou son courant majoritaire avaient pris position pour l'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques, ils avaient réaffirmé que ce n'était pas pour autant que le syndicat devait s'abstenir de se prononcer sur les questions politiques, ce qui est rarement le cas des syndicats de nos jours.

Plus loin, elle en conclut que la Charte d'Amiens "*laisse apparaître une ambigüité*", complétons, dont les uns se serviront pour mieux arrimer la classe ouvrière au char du capitalisme, les réformistes, les autres en profiteront pour s'aligner sur les besoins du Kremlin, le PCF, et pour finir, les anarchistes pour justifier leur opposition à la construction d'un parti ouvrier conformément à leur théorie, trois positions qui ne pouvaient que conduire à la dégénérescence du syndicalisme et à la subordination de la classe au capitalisme.

Plus loin, elle précise que cette "*ambigüité*" repose sur l'affirmation que le syndicat poursuit le même objectif politique que le Parti socialiste (à cette époque), et que "*l'apolitisme de la Charte d'Amiens consacre donc l'autonomie des syndicats face aux partis politiques et non un apolitisme, entendu comme aujourd'hui, consacrant l'autonomie du syndicat face au politique*".

Que le syndicat doit être autonome par rapport au parti du fait qu'ils n'interviennent pas sur le même terrain n'est pas une révélation, ce qui est inacceptable en revanche, c'est qu'un syndicat dit ouvrier cesse de combattre ou ne combatte pas dans la perspective d'en finir avec le capitalisme mais s'en accommode. Ce qui est inacceptable également, c'est que syndicats et partis ne mènent pas (plus souvent) le combat ensemble contre le gouvernement chaque fois que c'est possible.

Les syndicats ne sont pas seulement "*méfiants*" ou "*neutres*" vis-à-vis des partis politiques comme elle l'explique, par exemple, aucun d'entre eux n'ose avancer qu'aujourd'hui aucun des partis au pouvoir ou postulant au pouvoir en 2012 s'exprimant au nom des travailleurs ne mérite leur soutien du fait qu'ils proposent tous une politique qui tourne le dos à l'objectif du combat du mouvement ouvrier : l'émancipation de l'exploitation capitaliste, renvoyant dos-à-dos tous les partis en présence, y compris ceux qui ne sont pas en position de prendre le pouvoir en 2012, donc favorisant de fait les partis du camp de la réaction et les partis du mouvement ouvrier qui ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes.

Entre soutenir ouvertement un parti ou s'exprimer sur la politique des partis sans être obligé de les citer précisément, il y a une marge qui peut être ou qui devrait être exploitée par le syndicalisme sans forcément remettre en cause son autonomie. Un syndicat réellement au service de notre cause devrait se prononcer clairement pour le socialisme dans la mesure où c'est la seule alternative possible au capitalisme, sans faire référence à un parti en particulier, et si aucun n'en est capable aujourd'hui, c'est parce qu'ils sont tous subordonnés au capitalisme, CQFD. Cela confirme que l'autonomie du syndicat s'est rapidement transformée en une sorte d'apolitisme (à géométrie variable !) qui profite finalement au régime qu'il est censé combattre et abattre. (A suivre)

Bonne semaine à tous et bonne manif demain, camarades !

**Retraites. La stratégie du Palais par Les Echos.**

Tourner la page avec le moins de dégâts possibles, tel est donc l'objectif de l'exécutif, qui développe une stratégie alternant détermination et souplesse.

Sur le fond, le gouvernement continue (mais) l'exécutif sait qu'il n'a aucune chance, contrairement à 2003, d'arracher cette fois-ci le soutien officiel de la CFDT.

Le gouvernement s'attend à une ou plusieurs autres journées d'action d'ici à la fin de l'examen du texte au Sénat, fin octobre, mais mise sur la perte de vitesse progressive du conflit et la résignation des salariés. (...) Les gestes qui seront dévoilés ces prochains jours pourraient en outre, à défaut de la briser, enfoncer un coin dans l'unité syndicale entre les réformistes et les contestataires.

L'enjeu et la nouvelle offensive du gouvernement en préparation.

La réforme des retraites qui devait boucler avec maestria l'action réformatrice du quinquennat Sarkozy apparaît aujourd'hui celle qu'il faut sauver à tout prix afin d'espérer reprendre ensuite du souffle pour 2012. Le mot « *pause législative* » qu'employait le chef de l'Etat pour définir sa dernière étape avant la présidentielle a de façon éloquente disparu du vocabulaire élyséen. Par deux fois hier, Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée, a affirmé sur Europe 1 qu'il « *y avait encore beaucoup de réformes et d'innovations à faire* ». (Les Echos 06.09)

**Retraites. Faisons mentir Le Figaro.**

Les syndicats sont persuadés que du nombre de manifestants - ils ont rassemblé entre 800.000 et 1,9 million de personnes le 24 juin - dépendra la réponse du gouvernement. «*Il y aura beaucoup de monde car c'est une réforme importante*», a confirmé Éric Woerth. Mais peu de chances que la réponse aille dans le sens de ce que souhaitent les syndicats. Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée, a été sur ce point très clair hier sur Europe 1.

«*Le fond de la réforme ne peut pas changer*», a-t-il martelé au prétexte que «cette réforme est nécessaire».

Pas question donc de revenir sur la mesure phare du projet de loi : le passage de 60 à 62 ans de l'âge de départ à la retraite. Tous les pays occidentaux ont touché au curseur de l'âge pour équilibrer leurs régimes de retraite. Le diagnostic est partout le même (...) La crise et l'envolée des déficits ont rendu plus criant le besoin de réformes.

Solutions retenues un peu partout ? L'augmentation du nombre d'annuités pour toucher une retraite à taux plein et le recul de l'âge légal de départ à la retraite, soit exactement le chemin suivi par la France, mais dans des proportions bien plus importantes. Sous la pression du FMI, la Grèce a ainsi relevé le nombre d'annuités de cinq ans et fait passer d'ici à 2015 l'âge de départ à 63 ans. Même thérapie de choc en Espagne et en Allemagne, où l'âge de départ va progressivement se caler à 67 ans.

Une autre tendance est d'aligner le régime des femmes sur celui des hommes. C'est le cas au Portugal, en Italie et en Grande-Bretagne, où la différence entre les femmes (60 ans) et les hommes (65 ans) va être supprimée et l'âge légal passer à 68 ans en 2045 !

Autre enseignement des réformes étrangères : le relatif consensus politique dans lequel elles ont été menées. La réforme allemande de 2007 a ainsi été adoptée par la grande coalition associant conservateurs et sociaux-démocrates. «L'avantage du système allemand, c'est qu'il est très responsabilisant, explique l'économiste Jacques Bichot. Chacun choisit sa date de départ et touche une pension en fonction.»

Idem en Suède, où la limite d'âge a carrément disparu. Dans ce système scandinave, chacun dispose d'un »compte virtuel où s'accumulent des points tout au long de la carrière. Chaque année, les Suédois reçoivent une enveloppe orange qui leur indique le montant de leur pension, calculée en fonction de l'espérance de vie, de la croissance économique et du respect de l'équilibre financier du système.

Autant dire que la France fait figure d'exception avec ses 60 ans d'âge légal et ses 58,7 ans d'âge effectif, les plus bas de l'OCDE. Mieux, c'est aussi dans l'Hexagone que l'on passe le plus de temps à la retraite : 24,5 années en 2007, contre 19,8 en moyenne dans l'Union européenne et 14 au Japon, le plus bas.

Le gouvernement mobilise les médias.

Mardi soir Éric Woerth (sera) l'invité du journal de TF1. (Lefigaro.fr 05.09)

Ici en Inde, pas de retraite du tout, tous les jours on peut croiser au boulot sur des chantiers ou sur le bord des routes des vieillards sans âge cassés en deux, des femmes usées et émaciées qui portent toute la journée des récipients contenant du ciment, six jours sur sept, le travail des enfants étant officiellement interdit, trop visible en ville mais pas à la campagne, ce sont les vieux qui les ont remplacés, mais que le journaliste du Figaro se rassure, c'est parfaitement légal, donc légitime, normal, quoi ! C'est terrible en vérité ! Je vous passe mes états d'âme.

**Crise du parti de l'ordre sur la "*forme*".**

**1-** "*Il ne faut pas se payer de mots, le président, le gouvernement, la majorité ont perdu la confiance d'une partie de leur électorat*", a estimé dimanche le maire UMP de Bordeaux et ancien Premier ministre Alain Juppé, invité du Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro.

Cette perte de confiance intervient selon M. Juppé "*plus pour des raisons de forme que de fond*". Depuis l'élection du président Sarkozy en mai 2007, "beaucoup de bonnes choses ont été faites", a estimé M. Juppé, qui a cité notamment la gestion de la crise financière ou des "*réformes positives*" comme celle de l'université, "*en plein bouleversement, dans le bons sens*". Mais "*sur la forme, il y a quelque chose qui ne marche pas bien*", a-t-il expliqué. (AP 05.09)

**2-** Dans une interview au *Parisien* de ce dimanche, Patrick Devedjian, s'en prend vigoureusement à Xavier Bertrand. Il n'a pas "*le sentiment que ça aille très fort en ce moment à l'UMP*", "*Un parti politique, ce n'est pas le Club Med. On n'a pas besoin de gentils organisateurs!*", a clamé Patrick Devedjian à l'encontre du secrétaire général de l'UMP. (Lepost.fr 05.09)

**Hôpitaux en danger.**

Le nombre d'hôpitaux assurant les services de nuit en Ile-de-France devrait passer de six à onze actuellement à un seul, selon un projet de l'Agence régionale de santé (ARS) révélé dimanche par le journal "*Le Parisien*".

Selon ce document de travail de l'ARS présenté lors d'une réunion le 9 juillet, "*trop de blocs opératoires tournent au ralenti la nuit*". L'ARS Ile-de-France, présidée depuis avril dernier par l'ancien ministre socialiste de la Santé Claude Evin, propose une réorganisation drastique de l'organisation des hôpitaux entre 18h30 le soir et 8h le matin, ainsi que le week-end et les jours fériés.

"*Un seul bloc devrait être ouvert pendant 24h dans chaque département*", suggère ce document intitulé "*Permanence des soins hospitaliers: organisation et financement*". L'objectif de cette "rationalisation" est d'"assurer un égal accès aux soins sur tout le territoire" et rendre le "dispositif plus efficace", selon le projet.

Interrogé par "*Le Parisien*", Claude Evin assure que "*rien n'est arrêté*" et que ce "*document de travail vise juste à lancer la réflexion*". Il fait part toutefois de sa "*détermination à réorganiser en profondeur les gardes de nuit en Ile-de-France*". Mutualiser les moyens la nuit permettrait de "*sécuriser d'avantage les hôpitaux la journée*", fait-il valoir.

Le président de la Coordination médicale hospitalière François Aubard dénonce un projet "*impensable*" qui pourrait mettre selon lui des vies en danger. Une réforme "*d'ampleur*" est effectivement "*nécessaire*", explique-t-il au "*Parisien*", mais "*dans le projet de l'ARS, bâti à la va-vite, on a le sentiment d'un grand n'importe quoi, potentiellement dangereux" pour les patients "qui se font opérer la nuit*".

En outre, déplore-t-il, "*on met dans le même panier la période 18h-minuit, pendant laquelle la vie continue et où les patients arrivent en masse à l'hôpital, et la période après minuit où l'activité est quasi nulle*".

L'Association des médecins urgentistes de France (AMUF) a également jugé inacceptable ce projet dont la logique est "*uniquement financière*".

"*Nous ne sommes pas là pour répondre à des objectifs de productivité, nous sommes présents pour répondre à l'inattendu et à l'imprévisible, pour répondre à ce qui n'est pas programmable*", souligne l'AMUF dans un communiqué. "*Est-il envisageable de supprimer des centres de secours des pompiers au motif qu'il n'y a pas assez de feux la nuit?*", s'interroge l'association. (AP 05.09)

Magueswary (mon épouse) devrait être morte si un chirurgien n'était pas intervenu il y a quatre ans déjà sur les coups d'une heure du matin, quand une infirmière constata qu'elle était en train de faire une hémorragie au niveau du coeur quelques jours après son opération.

Pour rappel, Claude Evin est médecin et un des dirigeant du PS. Criminel !

Haut de page

---

**Le 7 septembre**

**Retraites.**

**UMP.**

Interview au journal *Le Point* de Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP et secrétaire national en charge des relations avec les organisations syndicales.

Question : Selon un sondage, 60 % des Français pensent pourtant qu'il faut qu'il s'en aille...

Réponse : Et alors ? On n'a pas besoin du soutien de l'opinion quand on est ministre...

Question : Si le mouvement syndical contre le projet rencontre du succès mardi, l'UMP va-t-elle faire des concessions sur le fond ?

Réponse : Ce n'est pas la rue qui gouverne en démocratie. (Lepoint.fr 06.09)

Dans votre démocratie... c'est bien la raison pour laquelle nous prenons la précaution de ne pas nous en réclamer ! Qu'a-t-il dit en fait ? Vous votez, vous élisez des candidats qui vous font un tas de promesses et une fois élus ils font ce qu'ils veulent, envolées les promesses et les illusions, et si cela ne vous convient pas, allez vous foutre !

Une telle démocratie, c'est un devoir de la renverser pour instaurer une véritable démocratie basée sur le pouvoir politique des travailleurs, afin de réorganiser la société en fonction des besoins des masses exploitées pour les satisfaire.

**PS. Le relais de l'UMP dans le mouvement ouvrier.**

"*Il y aura un vrai débat projet contre projet*", a assuré Alain Vidalies à l'issue d'une réunion extraordinaire du groupe PS de l'Assemblée nationale.

"*Des amendements de proposition*", a-t-il souligné. "*Il n'y a pas d'opposition systématique dans cette affaire*", a assuré le député. (Reuters 06.09)

On le savait, merci de cette précision !

**CFTC. '*Chez nous c'est très tendu*'**

La CFTC, seul syndicat à avoir répondu favorablement à la proposition d'Eric Woerth de rediscuter de la réforme des retraites avant le débat parlementaire, est sortie bredouille, lundi 6 ministre, de son rendez-vous avec le ministre.

Selon M. Voisin, '*le débat est ailleurs, on a un désaccord profond*'. '*Chez nous c'est très tendu*', car la réforme marque '*le passage d'un système par répartition à un système assurantiel : aujourd'hui, c'est les retraites, demain l'assurance-maladie, puis la dépendance'*, a-t-il poursuivi. '*Elle enclenche un nouveau processus qui touche au pacte social basé sur la solidarité*'. '*Tant qu'on n'aura pas bougé sur le financement, on aura un conflit de fond*', a ajouté M. Voisin.

Interrogé sur la suite des importantes manifestations prévues mardi, M. Voisin n'a pas souhaité préjuger, tout en soulignant qu'"*on ne va pas attendre la fin des décisions*' au Parlement. '*La culture CFTC est plutôt concertation, médiation et la grève le moins possible, mais là c'est essentiel à plus d'un titre.*' (Lemonde.fr 06.09)

Attention à bien faire la distinction entre les dirigeants et les adhérents de la CFDT et de la CFTC, ces adhérents n'étant pas différents de ceux des autres syndicats...

**NPA.**

"*Le 7 septembre s'annonce déjà comme un succès à mon avis*", a déclaré Olivier Besancenot sur LCI. Pour lui, "*le plus important c'est la suite*", car "*personne n'est naïf, je ne crois pas une seule seconde qu'Eric Woerth va débarquer à la télé le soir en disant: 'Ecoutez, j'ai entendu la rue et je retire ma réforme et puis comme j'ai deux, trois casseroles en plus, je vais démissionner'*", a-t-il poursuivi.

"*Il ne va pas nous faire ce cadeau-là*", "*il faudra une suite et une suite rapprochée, c'est le rôle de l'intersyndicale*" d'en décider, a-t-il ajouté, appelant à participer au meeting unitaire qui se tient mercredi soir à Montreuil à l'appel du collectif initié par Attac et la Fondation Copernic.

Pour Olivier Besancenot, "*la rue peut avoir un pouvoir supérieur à celui des gouvernants*", comme en 1995 contre le plan Juppé ou en 2006 sur le Contrat première embauche (CPE). "*Il ne s'agit pas de réécrire la réforme, il s'agit de la retirer*", car "*il y a des moyens financiers pour un système de retraites à 60 ans à taux plein*".

De plus, "*l'issue de la présidentielle se joue maintenant*" et "*il faut affaiblir Nicolas Sarkozy en lui infligeant une défaite sociale*", a-t-il affirmé. (Lexpress.fr 06.09)

Et si les moyens financiers faisaient défaut, on devrait renoncer à ce combat ? De son côté le gouvernement et le Medef affirment le contraire et justifient ainsi la contre-réforme. Qui a raison, allez savoir ma bonne dame, p'être ben l'un, p'être ben l'autre ! Merci à O. Besancenot d'avancer cet argument qui fait le jeu de la division de nos forces. Voilà ce qui arrive quand on se place sur le terrain choisi par le gouvernement, au lieu de s'en tenir strictement aux droits des travailleurs, sur un terrain de classe indépendant.

Il n'est pas le seul malheureusement, tous les partis sans exception expliquent que tout serait possible en régime capitaliste, que les moyens existent, que les patrons doivent payer, etc., la question n'est pas de savoir si c'est exact ou non, mais quelles conséquences cela peut avoir sur l'état d'esprit et la mobilisation des travailleurs, ils donnent ainsi l'impression de défendre nos revendications, mais comme ils se placent en réalité sur le terrain choisi par les représentants du capital, c'est comme s'ils voulaient nous faire courrir un cent mètre avec un boulet aux pieds, ils participent à la division de la classe ouvrière, finalement, ils défendent les intérêts du régime en place, consciemment ou non peu importe ici, simple constat.

**PCF**

Quatre organisations de privés d'emplois et de travailleurs précaires (le MNCP, AC !, la CGT chômeurs et l'APEIS) lancent un appel commun à participer aux manifestations du 7 septembre.

Les quatre associations réclament le retour au calcul de la pension sur la base des dix meilleures années, au lieu des vingt-cinq meilleures. Elles revendiquent un « *relèvement substantiel des minima de retraite et de l'indemnisation de toutes les formes de chômage à au moins 80 % du smic* ». Elles réclament également « *des droits à trimestres pour tous, y compris les personnes au RSA ou non indemnisées* ». Des mesures qui pourraient être financées si l'on « *s'attaquait à la répartition des richesses* », fait valoir Alain Marcu, responsable d'AC ! (L'Humanité 02.09)

**Rentrée scolaire.**

**1-** La division ne fait pas recette. Près de 6% des enseignants des collèges et lycées étaient en grève lundi à l'appel du seul syndicat Snes-

FSU contre la politique budgétaire et éducative, selon le ministère, le Snes-FSU annonçant un taux de 30% pour l'ensemble des personnels.

Selon le ministère de l'Education, 6,92% des professeurs des collèges étaient en grève dans l'ensemble des académies métropolitaines, 5,24% de ceux des lycées d'enseignement général et technologique et 2,04% de ceux des lycées professionnels. (Reuters 06.09)

Je ne sais pas si c'est vraiment une bonne idée d'organiser une grève le jour de la rentrée scolaire, lorsque les enseignants doivent accueillir parents et élèves.

**2-** Des parents d'élèves et élus occupaient une école maternelle de Boussy-Saint-Antoine (Essonne), lundi en milieu de journée, pour demander une ouverture de classe. '*Le campement est toujours en place, a précisé le maire de la commune, le socialiste Romain Colas. On continuera à dormir ici si on n'obtient pas satisfaction*'.

Dans la nuit de dimanche à lundi, environ cent vingt parents d'élèves et élus ont dormi sous des tentes, dans la cour de l'école maternelle Nérac, située en zone urbaine sensible. Les cours ont toutefois eu lieu normalement lundi. '*Nous attendons de l'éducation nationale qu'elle applique les critères qu'elle a elle-même définis : le seuil d'ouverture d'une sixième classe [dans cette école] est de cent cinquante-six élèves. Or, l'effectif actuel est de cent cinquante-huit élèves*', a expliqué le maire.

Des logements situés à proximité ont été mis en location et de nouveaux élèves devraient rejoindre l'école. '*Le risque est grand de voir des enfants de 3 à 6 ans se retrouver dans les prochaines semaines à trente-quatre ou trente-cinq par classe*', craint Romain Colas. (Lemonde.fr 06.09)

**PS. Sa véritable nature sociale par lui-même. Ils font l'apologie des exploiteurs.**

Invité de l'université d'été du Medef, Michel Rocard a caressé les patrons dans le sens du poil. Comme l'a relevé Marianne, l'ex-Premier ministre, qui débattait jeudi dernier sur le thème de "*l'émergence des nouvelles autorités*", a en effet assuré, après un très long exposé parfois confus, que les patrons étaient les seuls à connaître réellement le monde.

Citation exacte de Michel Rocard, aujourd'hui ambassadeur aux Pôles : "*Le seul milieu qui connaisse quelque chose au monde extérieur, ce n'est pas vraiment les journalistes. Ce n'est pas les hommes politiques, ils ne sont référés qu'à leurs seules traditions. Ce n'est pas le monde salarial et ses syndicats. Ce n'est pas beaucoup nos intellectuels, trop sensibilisés par leur langue et leur culture. C'est vous les patrons. Vous n'avez pas de substituts. Vous êtes la seule expertise en connaissance du monde extérieur par rapport à ce qu'il s'y passe*".

Une vrai déclaration d'amour, qui se conclut par un conseil : "*Faites pression*". Un conseil qui a visiblement plu à l'assistance, essentiellement composée de dirigeants d'entreprises, même si ces derniers n'avaient pas attendu Michel Rocard pour organiser leur lobbying. (Lexpress.fr 06.09)

**Woerth. Plus menteur que moi tu meurs !**

Les enquêteurs de la brigade financière tentent toujours de démêler le vrai du faux dans l'affaire de la Légion d'honneur remise à Patrice de Maistre par Eric Woerth. Quand le premier ne se souvient pas être intervenu auprès du ministre pour l'obtenir, le second ne se souvient pas d'avoir eu «*un rôle*» dans le processus. Sauf que ces déclarations sont contredites par les lettres sur lesquelles sont tombés les enquêteurs. Dans l'une d'elles datant de mars 2007, révélée par *Le Monde* et *Mediapart* ce lundi, Eric Woerth relaie auprès de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, la demande d'attribution de la Légion d'honneur de Patrice de Maistre, accompagné d'un CV. Le courrier comporte surtout une annotation manuscrite du ministre du Travail: «*Je t'en reparle*».

Dans la lettre, Eric Woerth indique que son attention a été «*appelée par Monsieur Patrice de Maistre (...) Il a bien voulu me faire part de son souhait d'être décoré de la Légion d'honneur*». Des écrits qui, soulignent les deux médias, vont à l'encontre des déclarations aux enquêteurs d'Eric Woerth et de Patrice de Maistre. «*Je ne suis jamais intervenu directement auprès d'Eric Woerth*», a déclaré aux policiers le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, rapportent les deux médias. Aux policiers, Eric Woerth aurait déclaré: «*Je n'ai pas eu de demande directe, ni par allusion (..) Je ne suis pas sûr d'avoir eu un rôle*» tout en précisant qu'il a «fourni un avis positif». (20minutes.fr 06.09)

**Le ver était déjà dans le fruit. Privatisation à la mairie de Bègle.**

C'est en plein été que le climat social a tourné à l'orage à la Saemcib. Tract de la CGT et de la CNL, puis un communiqué du conseiller municipal d'opposition PCF Jean-Jacques Paris ont mis le sujet sur la table. Au centre du débat : le licenciement économique de quatre ouvriers d'entretien à la Saemcib (Société anonyme d'économie mixte de construction immobilière de Bègles). « *La question n'a pas été examinée au conseil d'administration de la Saemcib* », s'étonnait notamment Jean-Jacques Paris, qui y siège comme élu de l'opposition. Le sujet pourrait justement être évoqué dès cette semaine lors de la réunion de rentrée de l'organisme que préside Noël Mamère.

L'union locale du syndicat a publié un tract durant l'été sur le thème : « *Licenciements économiques : la Saemcib serait-elle en difficultés financières ?* » Et demandant « qui va assurer l'entretien du parc locatif ? Ces licenciements sont injustifiés, le travail de ces salariés existe et

existera après leur départ ». Externalisation Selon la Saemcib, ces quatre suppressions de poste marquent l'achèvement d'une politique d'externalisation de la maintenance des résidences engagée par la Saemcib de longue date. Selon son directeur, André Lassansaa : « *La Saemcib était auparavant une société de maintenance, avec une cinquantaine de salariés, qui s'occupaient d'un parc de 1 300 logements anciens. Avec l'ORU, le patrimoine neuf et réhabilité nécessite beaucoup moins d'entretien. Le choix a été fait de se tourner vers des prestataires spécialisés, qui ont en permanence du personnel disponible. Nous avons anticipé tout cela ces dernières années en terme d'effectifs. Il s'agit-là des quatre derniers ouvriers de maintenance* ».

Anny Lartigue, représentante de la CNL au conseil d'administration. L'externalisation de l'entretien ? « *Le danger, c'est le recrutement de prestataires dont certains font du travail saboté ! Et il n'y a aucune transparence sur les coûts. Certains ont triplé, on ne sait pas pourquoi. Dans d'autres sociétés, qui avaient externalisé l'entretien, les bailleurs sont en train de revenir à la régie directe, contrôlée directement par la société.* »

La Saemcib est-elle dans le rouge ? «*Récemment, on a embauché trois directeurs et un secrétaire général.* » Et de persifler : « *Le président de la Saemcib (Noël Mamère, ndlr) vient d'être médaillé pour sa politique d'insertion. Et il licencie ! Bravo !* ». (Sud-Ouest 31.08)

**Délocalisation de la main d'oeuvre taillable et corvéable à merci.**

Le chantier de la centrale photovoltaïque de Curbans est au cœur de la polémique. En effet, la CGT dénonce les conditions de travail que subiraient certains salariés des entreprises espagnoles employées en sous-traitance par GDF-Suez, le maître-d'oeuvre.

Des journées de 11 heures, le travail le samedi, un kebab pour seul repas tous les midis, des logements non adaptés, le non-respect des normes de sécurité... Selon le syndicat, la liste serait longue.

« *Le problème c'est que certaines sociétés emploient leurs salariés sans contrat de travail en France, faisant appliquer sur ce site le droit du travail espagnol, et non français* » explique Philippe Cottet, secrétaire départemental de la CGT 05.

La majorité des ouvriers seraient roumains, vivant en Espagne, et ne parleraient pas français. (Le Dauphiné 31.08)

**La mort aux trousses.**

**1-** Un ouvrier de 27 ans a trouvé la mort, lundi soir à Colomiers, sur son lieu de travail, écrasé par un chariot de marque Fenwick dans l'enceinte de la société Knauf sud-ouest. (La Dépêche 01.09)

**2-** Deux ouvriers d'une entreprise de construction métallique (l'entreprise Chausson) de Laboutarié travaillaient sur la toiture de l'établissement. Ils avaient pour tâche de changer des tôles de la couverture. Pour une raison qui reste à déterminer, une tôle en fibrociment a cédé entraînant la chute d'un ouvrier âgé de 53 ans. Ce dernier s'est écrasé sur le sol à l'intérieur de l'entrepôt. (La Dépêche 04.09)

**Secteur automobile.**

**1-** Le nombre de véhicules en Chine devrait dépasser 200 millions en 2020, rapporte lundi le China Securities Journal qui cite un responsable du gouvernement.

Le marché automobile chinois est l'un des principaux soutiens à l'industrie automobile mondiale qui se remet toujours du net ralentissement subi l'an dernier. (Reuters 06.09)

**2-** Le japonais Suzuki Motor va construire une quatrième usine de construction automobile en Inde, pour porter sa production annuelle à 1,5 million de véhicules dans l'un des marchés enregistrant la plus forte croissance du secteur.

Suzuki, qui contrôle environ la moitié du marché automobile indien grâce à sa filiale Maruti Suzuki India, a annoncé que la nouvelle usine commencerait à être opérationnelle en 2013 avec une capacité de production annuelle de 250.000 véhicules.

Le groupe japonais termine actuellement la construction de sa troisième usine en Inde, ce qui va lui permettre d'afficher une production annuelle dans le pays de 1,25 million de véhicules en 2012.

Lorsque la quatrième usine de Suzuki fonctionnera totalement, le constructeur nippon réalisera 1,5 million de véhicules en Inde, alors qu'il prévoit de produire cette année 2,68 millions de voitures au niveau mondial. (Reuters 06.09)

**3-** Nissan est prêt à s'allier avec des constructeurs automobiles chinois dans le domaine de la voiture électrique, a déclaré samedi un de ses dirigeants.

Interrogé sur l'intérêt éventuel de Nissan à rejoindre d'un groupe autour de la voiture électrique constitué de 16 constructeurs automobiles publics, Hashimoto a répondu : "*Nous sommes ouverts à toutes les possibilités*". Il a rappelé que les autorités chinoises n'avaient pas exclu que cette alliance à 16 soit élargie.

Le gouvernement vient de mettre en place une expérimentation-pilote dans cinq villes du pays pour subventionner les acquéreurs de voitures non polluantes. Les aides vont de 3.000 yuans (340 euros) pour un modèle qui économise le carburant à 60.000 yuans (6.800 euros) pour une voiture électrique. (Reuters 05.09)

Ajoutons PSA qui a annoncé il y a quelques jours la construction de sa deuxième usine en Chine.

**Belgique. Une et indivisible, une fois !**

Interview - Pour Régis Dandoy, chercheur au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol), «La fin de la Belgique n'est pas pour demain».

Question : Tout est donc prêt pour une division?

Réponse : Non, dans le contexte actuel, la fin de la Belgique telle qu'on la connaît aujourd'hui n'est pas pour demain, pour la simple raison que l'opinion publique n'est pas du tout favorable à une division. Les enquêtes d'opinion révèlent que seulement 10% de la population flamande (soit environ 6% de la population belge) est favorable à l'indépendance. Ce chiffre n'a quasiment pas bougé en 20 ans!

Question : Alors pourquoi le spectre de l'éclatement de la Belgique plane-t-il autant sur la vie politique?

Réponse : Parce qu'il y a un véritable décalage entre les élites politiques et l'opinion publique. Cette dernière ne comprend pas que les hommes politiques se focalisent sur des sujets comme le redécoupage électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, où il n'y a pas d'enjeux, sinon symboliques, plutôt que de gérer le pays et régler les problèmes qui les touchent vraiment.

Question : Pourtant, en juin, la Flandre a voté pour le NV-A, dont la principale revendication est l'indépendance de la Flandre…

Réponse : Ils ont voté pour un parti qui demande l'indépendance mais ce n'est pas un vote indépendantiste. Beaucoup d'électeurs du NV-A votent pour d'autres raisons que pour l'indépendance: c'est un parti qui promet de régler les problèmes de chômage, de sécurité, ou encore de réformer le monde politique. Toutes les questions qui préoccupent le Belge moyen. Lorsqu'on lui demande quels enjeux de société sont les plus importants à ses yeux, la réforme de l'Etat et la question communautaire n'arrivent qu'en septième ou huitième position. (20minutes.fr 06.09)

**Grande-Bretagne. Grève dans le métro londonien.**

Les agents de maintenance du métro londonien ont donné le coup d'envoi d'une série de mouvements sociaux qui risquent fort de paralyser le trafic dans les mois à venir, préviennent les syndicats. Deux cents salariés d'Alstom-Metro ont cessé le travail dimanche 5 septembre au soir sur les lignes Jubilee et Northern, ce qui a perturbé le service aux heures de pointe de la matinée, selon le syndicat Rail Maritime and Transport.

Dix mille adhérents du RMT et de TSSA, syndicats qui représentent les agents administratifs, devraient débrayer à leur tour en fin d'après-midi lundi pour une grève de vingt-aquatre heures. Le RMT proteste contre un projet de réduction des effectifs aux guichets et en station, qui prévoit 800 suppressions de postes. La direction du métro londonien (LU) a fait savoir que ces suppressions reflétaient la tendance des usagers à acheter leurs billets en ligne ou à des distributeurs automatiques plutôt qu'à des guichets.

Ils seront rejoints à 21 heures par les conducteurs de trains pour une nouvelle grève de vingt-quatre heures.

Les agents de maintenance doivent à nouveau cesser le travail le 2 octobre ainsi que les 1er et 27 novembre. Le RMT et le TSSA ont en outre lancé des appels à la grève conjoints pour le 3 octobre et les 2 et 28 novembre. (Lemonde.fr 06.09)

**Italie. Crise politique.**

**1-** Le président de la Chambre des députés Gianfranco Fini a annoncé, dimanche, "la fin" du PDL (Peuple de la liberté, droite), le parti qu'il a fondé avec le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi, mais a proposé un "pacte" pour mener la législature actuelle à son terme.

Clôturant la fête de ses partisans de Futur et liberté pour l'Italie (FLI) à Mirabello, près de Ferrare (450 kilomètres au nord-est de Rome), Gianfranco Fini a durement critiqué le président du Conseil, l'accusant aussi bien de "*s'aplatir*" devant son allié de la Ligue du Nord que de "*faire des génuflexions*" devant le leader libyen Mouammar Kadhafi, reçu récemment avec faste à Rome. (Lepoint.fr 06.09)

Précision d'un internaute :"*Il est impossible de comprendre la politique italienne quand on ne la vit pas.*

*Tout est une question de gros sous. Le salaire de base d'un conseiller régional atteint selon les régions, 16630 (plus de seize milles euros). Un député italien gagne (sans cumul et autres avantages qui double son salaire) 255 000 euros par an (dans les faits, il gagne plus du double de Sarkozy). Bref, presque tous les politiciens italiens ne pensent qu'à une chose : quand on arrive à un poste, on y reste.*".

**2-** Le maire d'un village près de Naples, connu pour son engagement contre le crime organisé, a été exécuté à la manière de la mafia, ont annoncé lundi l'agence de presse italienne ANSA et la justice.

Angelo Vassallo (57 ans) a été retrouvé lundi dans son village d'Acciaroli, le corps criblé de balles, dans sa voiture, près de son domicile.

Le village d'Acciaroli est situé à 150km au sud de Naples dans une région gangrenée par la Camorra. (AP 06.09)

**Afghanistan.**

Un responsable de l'OTAN a annoncé lundi que 2.000 soldats supplémentaires de l'Alliance atlantique allaient être déployés en Afghanistan, où se trouvent déjà 140.000 hommes de la force internationale. (AP 06.09)

**Afrique du Sud.**

Les syndicats de la fonction publique sud-africaine ont annoncé lundi la suspension d'une grève qui était suivie depuis trois semaines par plus d'un million de fonctionnaires.

"*Les travailleurs ont accepté de suspendre la grève mais cela ne veut pas dire que nous avons accepté l'offre de l'Etat*", disent les 19 organisations signataires dans un communiqué commun.

Les fonctionnaires réclament une hausse de salaire de 8,6% et une allocation logement mensuelle de 1.000 rands (108 euros). Le gouvernement leur a proposé la semaine dernière 7,5% d'augmentation et 800 rands d'allocation logement.

Un représentant syndical a fait état lundi de divisions au sujet de cette proposition. Les syndicats se sont donné 21 jours pour rédiger un projet d'accord. (Reuters 06.09)

**Liban. Etrange revirement ?**

Le Premier ministre libanais Saad Hariri a estimé lundi avoir commis une "*erreur*" en accusant la Syrie d'être responsable de l'assassinat de son père Rafik en 2005, un changement de position notable.

Dans une interview au quotidien "Asharq al-Awsat" publié lundi, Saad Hariri reconnaît que, "*pendant un certain temps, nous avons accusé la Syrie d'être derrière l'assassinat (...) C'était une accusation politique, et elle a pris fin*". (AP 06.09)

Le Hezbollah a rendu public récemment des prises de vue réalisées par l'armée israélienne de l'endroit où a été assassiné Rafik Hariri quelque temps avant cet assassinat. Le Hezbollah qui a toujours nié être l'auteur de cet assassinat accuse les services secrets israéliens et américains d'en être les responsables. Y aurait-il un lien de cause à effet dans ce revirement ?

Haut de page

---

**Le 8 septembre**

La journée de mobilisation d'hier est manifestement une réussite et les différents commentateurs n'ont pas pu faire autrement que de constater qu'elle avait eu un contenu politique : Sarkozy dehors ! Mot d'ordre dont nos dirigeants ne veulent absolument pas entendre parler, pas plus que celui de grève générale ou une manifestation nationale à Paris pour obtenir le retrait du projet de loi du gouvernement ou chasser Sarkozy et sa "majorité" fantôme s'il persistait. (A suivre)

Je remercie le camarade qui m'envoie régulièrement des infos sur ce qui se passe dans le secteur du bâtiment. J'ai rectifié le lien vers l'appel du PRCF, avec mes excuses.

Je vous livre la causerie que j'ai écrite hier après-midi en attendant de savoir ce qui se passait en France, décallage horaire oblige.

Quand 73% des personnes interrogées lors d'un sondage trouvent justifiées la journée de grève et de manifestation du 7 septembre, ils expriment leur rejet massif du projet de loi du gouvernement, et quand 65% estiment qu'elle n'aura pas d'impact sur le projet du gouvernement, les médias aux ordres en déduisent naturellement que la majorité des travailleurs seraient fatalistes !

Ne faudrait-il pas plutôt en déduire qu'ils attendent qu'on leur propose une autre forme d'action qu'une journée d'action isolée ? N'ont-ils pas intégré dans leur expérience que les deux journées de mobilisation du printemps 2009 n'avaient finalement servi à rien, sans parler du 23 mars, du 27 mai et du 24 juin 2010 ? N'expriment-ils pas là leur rejet des journées d'action et le fait qu'ils sont dans l'attente d'une véritable issue politique conforme à leurs intérêts qui en tout état de cause ne passera pas par les partis qui ont déjà gouverné ?

Quand 48% pensent que la "gauche", si elle parvenait au pouvoir en 2012 ne reviendra pas sur la contre-réforme Woerth-Sarkozy, peut-on dire qu'ils sont fatalistes ou qu'en absence d'une alternative crédible à la politique de l'UMP ou du PS qui sont sensiblement sur la même ligne, les travailleurs ne se font aucune illusion sur tous les partis susceptibles de gouverner le pays aujourd'hui comme en 2012 ? Comment pourrait-on prétendre qu'ils ont la moindre illusion dans le PS et ses satellites ou alliés ? L'affirmer serait contraire à la réalité qui se manifeste clairement ici, pour la énième fois il faut le préciser.

Dans ces conditions, que valent les appels à l'unité en direction de ces partis dans lesquels les travailleurs n'attendent rien de bon, sinon de mieux les subordonner au régime que le PS soutient et incarne ? On s'aperçoit ici que le front unique en direction de ces partis s'inscrit en contradiction avec l'expérience et la conscience politique que les travailleurs ont acquis au sujet de ces partis, qu'au lieu de les aider à aller de l'avant, il les tire au contraire en arrière en tendant à faire renaître chez eux les illusions qu'ils ont perdues dans ces partis.

Les travailleurs attendent autre chose d'un parti ouvrier qui aspire à prendre le pouvoir et à gouverner conformément à leurs intérêts. Ce qui n'est le cas d'aucun parti aujourd'hui, mais imaginons qu'il existe pour notre démonstration.

Comment pourraient-ils avoir la moindre confiance dans un ou des partis qui finalement s'en remettent à ces partis au service du capital (PS, MRC, PG, PCF, Verts), qui leur expliquent qu'aucune solution ne serait possible en dehors de ces partis dont ils se détournent justement, bien que par dépit et n'ayant pas le choix, ils continuent de voter pour eux lors de chaque élection, sauf quand son enjeu ne vaut même pas la peine de se déplacer pour voter ?

Comment peut-on imaginer un instant que la conscience de classe du prolétariat pourrait évoluer lorsqu'on lui explique que ce sont ces partis qui doivent prendre le pouvoir, alors qu'ils défendent tous ouvertement le capitalisme ou le revendique ?

Comment concevoir que la perspective politique proposée par ce ou ces partis serait sérieuse ou aurait une chance d'aboutir un jour aux yeux des travailleurs - en admettant qu'ils en aient une, quand ils appellent le PS, le PG et le PCF à s'y rallier ?

Comment dans ces conditions ne pas se demander quelles sont les réelles intentions de ce ou ces partis, s'ils ne sont pas finalement comme les autres ? Cette question ou réflexion ne serait-elle pas légitime ?

Je ne suis pas en France pour le constater, mais je suis absolument certain qu'il suffit de tendre l'oreille autour de soi pour entendre dire qu'il y en a marre de Sarkozy et son gouvernement, qu'il faudrait les chasser, etc. Pourquoi aucun parti ne se fait l'écho de l'état d'esprit de la majorité des travailleurs et jeunes qui ne supportent plus la société dans laquelle nous vivons ? Pourquoi aucun n'avance de mots d'ordre contre Sarkozy, le gouvernement et les institutions, l'Etat ? Comment peuvent-ils le justifier ? Impossible en réalité.

Tandis que le gouvernement UMP-PS gère comme il peut la crise du capitalisme, ces partis gèrent la crise du mouvement ouvrier et se détournent de l'immense masse des exploités qui ne sont pas organisés, mais sans lesquels rien n'est possible. Empétrés dans d'incessants jeux d'appareils au même titre que ceux qu'ils critiquent, il est normal qu'ils n'inspirent aucune confiance aux travailleurs. Cela fait plus de 60 ans qu'ils se livrent à ce manège avec le résultat pitoyable que l'on sait.

Le chef de file toutes catégories de l'opportunisme, Mélenchon et son PG, soutient le Die Linke en Allemagne, il s'imaginait déjà qu'au file des élections il allait ravir la place du SPD, sauf qu'aux dernières élections, il a à peine franchi la barre des 5% des voix, si ma mémoire est bonne, une fois passée l'illusion liée à l'effet d'annonce, le soufflé est rapidement retombé proche de zéro pour ces partisans du capitalisme qui s'étaient présentés comme une alternative au SPD, vaut mieux encore l'original que sa copie en quelque sorte, les travailleurs allemands ne s'y sont pas trompés, par dépit précisons toutefois, comme en France et ailleurs où il existe des partis issues de la sociale-démocratie.

Toute les combinaisons, alliances, coalitions, formes de gouvernement (union nationale ou cohabitation, front populaire) ont été testées en France et en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale, elles ont toutes abouti au même constat : le maintien en place des institutions (ou de l'Etat bourgeois) et du régime capitaliste, dont on ne cesse de nous dire pourtant depuis cette époque qu'ils sont en crise.

Une crise, c'est comme un cancer, il se développe, il mûrit puis éclate et devient insupportable, soit on le soigne et on en réchappe, la vie reprend son cours à peu près normalement, soit il est incurable et on en meurt plus ou moins rapidement. La (prochaine) crise, le capitalisme n'a eu de cesse de la préparer, elle s'est tranquillement développée, puis elle a éclaté à l'échelle mondiale. Durant toutes les années où elle était encore en gestation ou en train de se développer, des couches de la population continuaient de vivre comme avant dans la même insouciance du lendemain, mais c'était loin, très loin d'être le cas de millions de travailleurs vivant déjà dans la précarité ou la pauvreté, pour

eux la crise était omniprésente au quotidien, qui s'en soucia réellement, quel parti se tourna vers eux, personne, aucun à dire vrai. Pendant des décennies le patronat continua de matraquer ces couches les plus faibles de la classe ouvrière (et sa jeunesse), dans l'indifférence des gouvernements qui se sont succédés et qui en étaient les complices. A ces couches sont venues s'en ajouter d'autres et les partis et syndicats ont continué à s'en détourner, à les ignorer ou à les fuir comme si de rien n'était, l'essentiel se passant ailleurs selon leurs dirigeants.

Si aucun parti n'est parvenu à les organiser et à les aider à progresser sur le plan politique, à se construire, à moins de coller cela sur le dos de ces travailleurs eux-mêmes, il faut bien reconnaître la responsabilité de ces partis qui ont failli à leur mission, non ? Leur politique s'adressait-elle à ces travailleurs, pouvaient-ils s'en saisir ou se reconnaître dedans ? Force est de répondre négativement à cette question.

J'ai lu dans un article de *La Montagne* du 6 septembre que « *chaque ouvrier est amené à se déplacer sur différents chantiers. Or, certains employeurs ne comptabilisent plus les temps de trajet. Il en va de même pour le matériel, qui n'est plus financé par l'entreprise.* », il doit s'agir par matériel de l'outillage ; quand mon père était mensuisier, c'était lui qui achetait la totalité des outils et des machines-outils qu'il utilisait pour travailler, quand à ses frais de déplacements pour raison professionnelle, il percevait une prime dite de panier qui était dérisoire, il était bien obligé de prendre sa voiture (à condition d'en avoir une, sinon pas de boulot !) pour transporter sa caisse à outils qui occupait la totalité du coffre arrière d'une Simca 1301 break et qui pesait une bonne centaine de kilos. Donc, d'après la CGT, le patronat remet en cause le peu qu'il avait concédé à ces ouvriers dont les conditions de travail sont très dures et les rémunérations misérables. Le bâtiment est un des secteurs clés de l'économie capitaliste, au même titre que l'automobile, il emploie des centaines de milliers ou des millions d'ouvriers avec leurs familles. Qui se soucie de leur sort ? Ceux de l'automobile sont nettement mieux lotis.

La CGT ? J'ai lu le compte-rendu d'appels de plusieurs fédérations du bâtiment (bois, construction, BTP) de la CGT, aucun n'appelle au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites. Voilà les ouvriers du bâtiment entre de bonnes mains ! Ensuite ? Ensuite, quoi, rien. Ce qui se passe à la poste, à la SNCF, dans les écoles ou les universités ou encore dans je ne sais quelle administration est bien plus important aux yeux de nos dirigeants, et puis il y a des postes de permanents syndicaux à prendre...

Dans l'*Histoire du socialisme en France* sur le site http://fr.wikipedia.org on peut lire ceci :

"*Le socialisme politique en France s'unifie en 1905 sur injonction de l'Internationale, au congrès du Globe avec la fusion des différents courants socialistes (guesdistes, blanquistes, allemanistes, réformistes...) dans la nouvelle Section française de l'internationale ouvrière (SFIO). Peu à peu, le député du Tarn Jean Jaurès s'impose comme la figure majeure du socialisme français, par son combat pour l'unité, par sa volonté de synthèse entre la république et le socialisme, entre le patriotisme et l'internationalisme, entre les idées marxistes et la tradition de la Révolution française libérale. La SFIO, qui se veut parti ouvrier, a acquis une large base électorale et militante (en particulier avec le socialisme municipal) : les paysans, les ouvriers, les artisans côtoient les intellectuels et les fonctionnaires.*".

Courants "*socialistes*", c'est un grand mot quand on lit attentivement la suite. On y trouvait plutôt tous les ingrédients d'un opportunisme débridé qui ressemble furieusement à l'orientation politique du PT puis du POI : le combat pour l'unité en soi, la contradiction entre le combat pour la république et le socialisme, pire encore avec l'amalgame du patriotisme et de l'internationalisme, et crime suprême entre "*les idées marxistes et la tradition de la Révolution française libérale*". Et la comparaison entre la SFIO et le POI est également valable à propos de leur composition, à l'exception toutefois des ouvriers qui doivent être ultra minoritaire dans ce parti, pour référence, il n'y avait que 2% d'ouvriers à la LCR avant sa mutation en NPA.

Qu'il ait existé une tendance marxiste ou révolutionnaire dans la SFIO à ses débuts, on ne le nie pas, par contre, force est de constater que dès lors que ce parti s'est développé, la majorité de ses adhérents qui n'étaient pas sous le contrôle de cette tendance s'est retrouvée sous l'emprise de ou des tendances les plus droitières et patriotiques qui contrôlaient les instances de la SFIO et étaient majoritaires au sein de sa section de parlementaires, pour finalement voter les crédits de guerre à sa bourgeoisie en août 1914.

C'est dans un contexte différent, la même mésaventure qui est arrivée au parti bolchevik, avant, mais surtout après le 25 octobre 1917, quand des centaines de nouveaux adhérents sans formation politique se sont retrouvés à élire les instances du parti, ce dont profitera quelques années plus tard Staline et sa clique de bras coupés pour liquider l'Opposition de gauche dirigée par Trotsky.

Imaginer que demain des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs rejoignent le POI ou le NPA comme cela s'était passé avec la SFIO ou le parti bolchevik, on aurait pu prendre aussi comme exemple le parti ouvrier social-démocrate allemand, que se passerait-il ? Les "économistes" l'emporteraient sur les marxistes, les réformistes sur les socialistes et nous revivrions le même drame qu'autrefois, parce qu'on n'a pas voulu tenir compte de cet enseignement capital de la lutte de classe et qu'on s'est détourné des leçons d'Octobre et du léninisme. Pourquoi ?

Par incompréhension, incapacité à assimiler les enseignements du marxisme, pour trouver un raccourci qui n'existe pas pour construire le parti, par facilité, c'est ce qui fait le succès du PS ou du PG auprès des couches moyennes ou de la petite-bourgeoisie, tout le monde est pour l'amélioration de ses conditions de vie et peu importe si le socialisme est relégué aux calendes grecques et que des millions de travailleurs vivent dans l'indigence, seul l'immédiat compte (le spontané), par contre il est plus difficile d'être convaincu de la nécessité de la révolution prolétarienne pour avancer un jour vers le socialisme, parce leurs dirigeants n'ont plus la foi (Marx) dans la classe ouvrière, sans l'avouer, pour eux le socialisme était peut-être une magnifique utopie...

Nous parlons ici d'un parti dans lequel les adhérents élisent leurs dirigeants et votent librement pour ou contre les résolutions présentées par les différentes tendances qu'il comporte.

Le CCI-POI ne peut pas aller plus loin dans le combat contre Sarkozy et le régime capitaliste, parce que la majorité de ses adhérents ne le suivrait pas, ce parti est déjà muselé par ses couches les plus droitières (républicains, démocrates, syndicalistes, élus de tous bords) qui en constituent la majorité, du coup ses dirigeants estiment qu'il vaut mieux un compromis pourri sur les principes que de perdre des milliers d'adhérents. Le même constat vaut pour le NPA, à ceci près que la direction majoritaire est plutôt droitière par rapport à certaines de ses tendances ou fractions qui sont ultra minoritaires.

Ceci pour dire qu'on peut retourner le même problème dans tous les sens pendant des décennies pour finalement en arriver au même constat ou à la même conclusion : qu'il n'existe pas de recette miracle pour élever le niveau politique des masses, qu'il n'existe pas de recette miracle pour construire le parti, qu'il est impossible de le construire sans se tourner résolument vers les couches les plus frappées par la crise du capitalisme, un parti ouvrier sans ouvrier finit toujours par dégénéré au file du temps, on le sait par expérience, prendre à la lettre ou se détourner des enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes abouti infailliblement à l'aventurisme et à l'opportunisme, à vouloir "*inventer*" (Bensaïd - NPA) une autre voie qui n'existe pas davantage, il y en a même qui ont émis l'hypothèse (d'ex-militants de la LCR) qu'il ne fallait plus construire de partis ouvriers nationaux (en Europe), mais directement un parti ouvrier européen, pourquoi pas construire l'Internationale et ensuite ses sections, on nage parfois en plein délire.

Personnellement, j'ai fait mien les mots d'ordre du groupe qui publie CPS, j'ai adopté les mots d'ordre du groupe Bolchevik ainsi que ceux du groupe CCI-T, ces mots d'ordre ne sont pas identiques, ils ne sont pas contradictoires, ils se complètent, ces trois groupes sont d'accord sur l'essentiel, le retrait inconditionnel du projet de loi du gouvernement sur les retraites, le retour aux conditions d'avant 1993, ils sont d'accord sur l'objectif, chasser Sarkozy et son gouvernement, liquider les institutions de la Ve République, commencer à s'attaquer aux fondements du capitalisme, un gouvernement ouvrier révolutionnaire s'appuyant ou issu de la mobilisation révolutionnaire des masses, ils font pratiquement la même analyse de la situation, alors je vais vous dire, leurs désaccords à côté ne pèsent pas lourd, ils font partie de la vie sans plus, et quand on regarde ce qu'écrivent les camarades de la tendance Claire du NPA ou les militants de Débat révolutionnaire ou d'autres encore, on peut dire qu'ils sont à peu près sur la même longueur d'onde, si demain il constituait un parti, je signerais immédiatement et je m'engagerais loyalement à leur côté, sachant que bon nombre de militants du POI, du NPA, de LO et du PCF nous rejoindraient.

Chacun avance à partir de sa propre expérience, respectons ce processus. Chacun met en relief un aspect de la situation, on ne peut pas dire que les uns ont raison ou tort, ils ont tous raison à leur manière, et comme les travailleurs et les militants ne se représentent pas la situation exactement de la même manière cela tombe très bien, il y en a pour tous ceux qui veulent en découdre, à défaut de pouvoir conquérir la classe pour le moment, gagner son avant-garde nous suffirait amplement. Pour certains travailleurs le mot d'ordre de grève générale suffit, pour d'autres celui de manifestation nationale à Paris leur convient mieux, pour d'autres encore il est urgent de chasser Sarkozy, qui osera dire qu'un de ces mots d'ordre n'est pas correcte dans la situation actuelle ?

Il suffirait de définir sur quelle orientation on interviendrait dans la lutte des classes, une fois cette étape franchie, chaque sensibilité pourrait intervenir pour développer son point de vue, dans les instances et les publications du parti, publiquement aussi, loyalement et honnêtement, que le meilleur gagne dans le seul objectif de faire avancer notre cause, d'avancer collectivement.

Il y en a qui estime par exemple que le PS est un parti ouvrier-bourgeois, d'autres que c'est un parti bourgeois, où est le problème, c'est relativement secondaire, si la majorité du parti adopte la première caractérisation et qu'elle estime nécessaire de s'adresser à ce parti, la minorité doit s'y plier (centralisme démocratique) tout en continuant de défendre son point de vue, sans un minimum de discipline on ne pourra jamais rien construire, et puis on peut adopter comme principe qu'il faut en cas de désaccord chercher un compromis entre les différentes théories en présence, on peut s'adresser aux adhérents du PS mais pas à ses dirigeants par exemple, si l'on partait du principe que les enseignements du marxisme sont gravés dans le marbre pour l'éternité, ce serait suicidaire, ce serait contraire au marxisme lui-même qui n'est qu'un guide pour l'action et non une vérité révélée, on serait d'affreux dogmatiques ou sectaires, on ne transige pas sur les principes de base, le parti, la méthode, le moyen, notre objectif, pour le reste tout doit pouvoir se discuter, rester ferme sur les principes, souple dans leur application, telle était la méthode de Lénine. (A suivre)

**Infos en bref.**

**Mozambique. La voie à suivre pour faire reculer Sarkozy sur les retraites.**

Face à la violence des émeutes contre la vie chère la semaine dernière, le gouvernement mozambicain a renoncé mardi à augmenter le prix du pain. Treize personnes sont mortes et 400 ont été blessées.

«Le gouvernement a décidé de (...) maintenir le prix du pain à son niveau précédent grâce à une subvention», selon un communiqué du gouvernement lu par le ministre du Plan, Aiuba Cuereneia, lors du conseil des ministres.

Le gouvernement doit également annuler certaines augmentations des prix de l'eau et de l'électricité et tentera de «diminuer les dépenses publiques pour dégager des fonds et subventionner les prix des produits de base», a-t-il ajouté.

L'annonce d'une hausse du prix du pain a enflammé les faubourgs pauvres de la capitale, Maputo. Les manifestations ont tourné à l'émeute

mercredi avant de s'étendre à d'autres villes du pays jeudi et vendredi.

Depuis des mois, les prix ont flambé au Mozambique en raison de la dépréciation de la devise nationale, dans un pays très dépendant des importations. Mais la hausse s'explique aussi par l'envolée des cours mondiaux de céréales. (20minutes.fr 07.09)

**Ukraine.**

Rentrée agitée au Parlement de Kiev. Pour leur première séance depuis les vacances d'été, des députés ukrainiens ont échangé des coups mardi tandis qu'étaient censées être débattues la hausse du prix du gaz et la réforme des retraites.

Devant le bâtiment, quelque 6.000 manifestants protestaient contre les mesures d'austérité du gouvernement.

L'opposition dénonce notamment le doublement des tarifs du gaz pour les ménages et le recul de l'âge du départ en retraite pour les femmes - de 55 à 60 ans. L'âge de la retraite pour les hommes reste inchangé, à 60 ans.

Le Fonds monétaire international (FMI) avait posé ces deux mesures comme conditions à l'octroi d'un prêt de 15 milliards de dollars (12 milliards d'euros), finalement approuvé cet été. (AP 07.09)

Haut de page

---

**Le 9 septembre**

"*Les travailleurs des entreprises privées, y compris de petites entreprises, ont été largement présents, ainsi que nombre de jeunes, de chômeurs, de retraités*" écrit LO.

Les travailleurs des petites entreprises représentent 3,2 millions de salariés, les jeunes peut-être la moitié des 12 millions qui ont repris le chemin de l'école le 6 septembre, soit 6 millions, les retraités 14 millions, total 23,2 millions. Dès lors peut-on affirmer qu'ils "*ont été largement présents*", sachant que sur 5 millions de fonctionnaires, 26% environ ont participé à la journée de mobilisation du 7, soit 1,2 millions sur un total de manifestants variant entre 1,1 et 3 millions selon les sources ?

Nathalie Arthaud écrit plus loin :

"*Alors, la question qui se pose impérativement au lendemain de cette journée est celle de la suite. Si Juppé en 1995 et Villepin en 2006 ont dû reculer, ce n'est pas à la suite d'une seule journée, mais parce que la succession de débrayages, de manifestations, de moments forts, ont témoigné d'un mouvement qui se généralisait et dont ils craignaient de ne pas pouvoir contrôler le développement.*

*Maintenant que les salariés ont largement répondu présents, les dirigeants des confédérations syndicales sont mis devant leurs responsabilités. Il faut qu'ils annoncent tout de suite quel prolongement ils comptent donner à la journée d'aujourd'hui afin que la réaction légitime du monde du travail puisse se préparer, s'organiser et se généraliser.*"

Que propose LO, une "*succession de débrayages*", bref, de journées d'action comme s'apprêtent à l'imposer les dirigeants syndicaux pour aider Sarkozy à faire passer sa contre-réforme criminelle ?

LO ne propose donc rien.

Le NPA propose :

"*L'enjeu aujourd'hui est bel et bien d'obtenir le retrait de cette réforme qui n'est ni amendable , ni négociable, en construisant un mouvement d'ensemble, généralisé de grève et de blocage de l'économie.*"

Bon, ce n'est pas très bien exprimé comme très souvent avec le NPA, pour ne pas dire que syntaxiquement ils ont des progrès à faire. On est d'accord sur l'objectif au départ, c'est ensuite que cela se gâte, qu'est-ce que cela veut dire "*un mouvement d'ensemble*", avec qui, dans quels rapports, c'est le néant, consternant mais pas surprenant. "*généralisé de grève*" ne veut rien dire non plus, généralisation de la grève ou des grèves car elles ont des origines diverses, c'est mieux. Cela me fait penser aux petits bourgeois qui se la pètent sur des blogs de *Libération* ou du *Monde* et qui écrivent comme des cochons, c'est là que je me rends compte que j'ai fait de réels progrès... et surtout que je ne leur ressemble pas !

Le NPA ne propose donc rien, aucune ligne politique, les appareils et le gouvernement ont le champ libre.

Le POI écrit : « *Le moment n'est-il pas venu de se dresser en un seul bloc, travailleurs et organisations unis, sur le seul mot d'ordre de : retrait immédiat du projet de loi ? Le moment n'est-il pas venu que les organisations, en toute clarté, décident la date et lancent l'appel à la grève pour le retrait ?* ».

Quelle grève ? Ils ont oublié les partis qui devraient compter pour des prunes dans cette affaire, hypocritement bien sûr. Grève d'une journée, d'une heure, grève interprofessionnelle pour éviter de dire un gros mot, grève générale, grève d'une journée reconductible ? Mailly a déjà répondu à cette question en se prononçant contre la grève générale, gageons que le POI se callera sur l'appareil de FO.

Quand ils se perdent en superlatifs.

Les secrétaires nationaux du POI ont vu dans la journée du 7 "*des millions et des millions*" de travailleurs en grève, puis ils se sont callés sur les chiffres des syndicats "*trois millions d'entre eux ont manifesté*", les " *millions et millions*" n'étaient déjà plus que trois en forçant la dose certainement, il s'agissait d'un "*mouvement gigantesque*" ou encore d'une "*journée de mobilisation exceptionnelle*", "*ce 7 septembre exceptionnel*", ils en ont oublié : titanesque, pharaonique...

Alors tout est possible, pardon c'est un slogan du NPA, ils le partagent, bon vous l'aviez déjà remarqué, mais alors, même avec une mobilisation aussi formidable - j'en ai trouvé un autre, il est impossible de venir à bout de l'obstacle des appareils pourris des syndicats et des partis dits ouvriers ? C'est à désespérer dites-donc, non ? A moins qu'il y ait une autre explication qui ne colle pas vraiment avec l'analyse que fait le POI de la situation, ce n'est qu'une hypothèse...

Au fait, quel est l'état d'esprit précis des masses, quel est leur niveau de conscience politique ? Ne cherchez pas la réponse dans *Informations ouvrières*, vous ne la trouverez pas : la classe est révolutionnaire un point c'est tout ! C'est malheureux à dire, mais c'est encore dans la presse de nos ennemis qu'il faut aller puiser pour trouver un début de réponse à cette question ou dans les déclarations des membres du gouvernement qui ne disent pas que des conneries et qui eux sont parfaitement au courant de l'état d'esprit de la population.

J'avais rédigé une petite causerie deux jours avant la journée du 7, je ne l'ai pas mise en ligne pour ne pas vous casser le moral, dedans j'expliquais notamment que la contre-réforme des retraites était déjà passée dans pratiquement tous les pays en Europe sans que des dizaines de millions de travailleurs ne descendent dans les rues, j'imaginais que la même chose allait se produire en France et que la journée du 7 ressemblerait aux précédentes avec le même résultat...

Néologisme d'un internaute : démocrassie, de démocratie et de crasse, mot valise.

Un rappel d'un camarade :

Article 35 de la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1793* : "*Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.*".

Le droit du peuple au travail, à la santé, à la retraite, aux études, au logement, etc, étant sans cesse violé dans le cadre des institutions et du régime existant, c'est une révolution qu'il faut pour mettre un terme aux institutions de la Ve République et au capitalisme.

L'insurrection ou la révolution est parfaitement légitime comme le soulignaient les révolutionnaires de 1793 avant Marx et Engels, nos droits étant bafoués en permanence, ce "*devoir*" n'aurait-il pas dû être, ne devrait-il pas être rappelé au peuple en permanence, notre combat pour faire valoir nos droits aurait-il, devrait-il être mené dans une autre perspective ?

N'y aurait-il pas par hasard une contradiction dans la politique de ceux qui se réclament de 1793 et qui *oublient* systématiquement de rappeler ce "*devoir*" aux classes exploitées ? En déclarant avant-hier qu'il était contre la grève générale, quelle légitimité Mailly a-t-il pour parler au nom des travailleurs ? Aucune, sinon celle que lui accorde grâcieusement ses amis politiques, inutile de les nommer vous les connaissez.

**Retraites.**

**1- Paroles du Palais. Le mépris.**

- "*Le gouvernement ne renoncera pas aux mesures d'âge, parce que s'il renonce aux mesures d'âge il n'y a plus de réforme*", a dit la présidence.

- "*Le président ne se cache pas. Il est derrière la réforme des retraites, c'est une réforme qu'il veut*", dit-on à l'Elysée.

- Les "*mesures d'âge*" représentent en effet l'essentiel des économies de quelque 18 milliards d'euros qui seraient réalisés en 2018 grâce à la réforme des retraites. (Reuters 08.09)

**2- Quelques réactions aux annonces de Sarkozy.**

- CFDT. Ces annonces «*ressemblent à du bricolage*», a estimé la CFDT dans un communiqué, et «ne règlent pas les problèmes de fond de la réforme».

- Unsa. Pour le syndicat autonome Unsa, les amendements proposés par Nicolas Sarkozy restent «*nettement insuffisants*». «*Si le président de la République et le gouvernement veulent vraiment que le conflit s'apaise, ils doivent faire des concessions sur les mesures qui sont au cœur du projet: les mesures d'âge*», a-t-il expliqué dans un communiqué. (20ùinutes.fr 08.09)

- PS. Selon Benoît Hamon, si le gouvernement « *veut renégocier un projet qui soit juste, efficace, et pérenne, il faut le retirer et recommencer à zéro* ». Le porte-parole du PS estime ainsi que les éventuelles concessions que pourrait accorder l'exécutif aux opposants à la réforme ne sont « *pas acceptables* ». (Lepost.fr 08.09)

**3- Compte-rendu de la réunion de l'intersyndicale d'hier. Ainsi font font font... trois petits tours et puis s'en vont !**

Des syndicats ont appelé mercredi à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 23 septembre contre la réforme des retraites, jugeant insuffisantes les modifications proposées par Nicolas Sarkozy.

Force ouvrière et Solidaires ne se sont pas associés à cet appel lancé par les six autres centrales (CFDT, CGT, CFTC, FSU, UNSA, CFE-CGC).

Mais l'unité n'est pas rompue et FO "*participera en principe aux grèves et manifestations du 23 septembre*", après avoir réuni son bureau national, a-t-on précisé dans l'entourage du secrétaire général Jean-Claude Mailly.

Solidaires se prononcera jeudi lors d'un bureau national, a indiqué sa porte-parole Annick Coupé.

Les syndicats signataires du texte appellent à interpeller les députés, les membres du gouvernement et le président le 15 septembre, jour du vote du projet de loi à l'Assemblée.

"*Les annonces du président de la République, qui se voulaient une réponse aux mobilisations, ne modifient pas le caractère injuste et inacceptable de la réforme proposée*", déclarent-elles dans un communiqué.

Au lendemain d'une journée de grèves et de manifestations qui ont vu défiler mardi entre 1,1 et 2,7 millions de personnes selon les sources, Nicolas Sarkozy a lâché un peu de lest sur la réforme, notamment pour les métiers pénibles.

Mais les centrales syndicales ont opposé une fin de non recevoir à ces gestes jugés insuffisants.

"*Les annonces du président de la République, qui se voulaient une réponse aux mobilisations, ne modifient pas le caractère injuste et inacceptable de la réforme proposée*", déclarent-elles dans un communiqué.

Les organisations se sont réunies pendant quatre heures au siège de la CGT, à Montreuil, près de Paris, pour tenter de gérer leur succès de la veille. Elles ont fait le pari d'une "dynamique en évolution", c'est-à-dire d'une montée en puissance de l'opposition au projet actuel.

Elles décident "*une nouvelle étape de grande ampleur avant le débat au Sénat*" en octobre, a souligné Nadine Prigent, au nom de la CGT, lors d'une conférence de presse.

"*La réussite du 7 septembre est très supérieure au 24 juin, cela démontre une détermination des salariés à relever ce défi de gagner une autre réforme, une réforme plus juste, plus solidaire*", a-t-elle ajouté.

"*Nous considérons indispensable que la mobilisation se poursuive et s'amplifie. Il nous paraît essentiel de réussir une mobilisation très forte le 23 septembre*", a dit Marcel Grignard, le numéro deux de la CFDT.

Il s'est dit convaincu que la mobilisation pouvait "*permettre d'infléchir le projet à l'ordre du jour*".

Un responsable de l'Unsa a souligné qu'à ses yeux l'unité n'était pas menacée par le refus de FO et de Solidaires de signer le texte.

"*Nous sommes toujours sur le même fondement. Nous estimons qu'il faut retirer le projet de texte et les annonces de Nicolas Sarkozy nous confortent*" dans cette position, a expliqué Michèle Biaggi, responsable de FO. (Reuters 08.09)

"*Je ne vois pas comment on peut échapper à une autre journée (d'action, ndlr), c'était très réussi*", a également déclaré Jean-Claude Mailly. (Lepoint.fr 08.09)

Surtout les malheureux patrons, vous n'avez pas l'impression comme moi qu'il regrette de devoir redescendre dans la rue, car il savait pertinemment que la journée du 7 ne suffirait pas ?

Rompez vos relation avec le gouvernement et le Medef, grève générale jusqu'au retrait, on n'a rien d'autres à dire à ses lieutenants du capitalisme.

**Crise politique, suite.**

**1-** La commission des Lois du Sénat a rejeté mercredi plusieurs amendements sécuritaires déposés par le gouvernement dans le cadre du projet de loi sur la sécurité, a-t-on appris de sources parlementaires.

La possibilité, pour les mineurs délinquants, de comparution immédiate sans passer par l'étape du juge des enfants a été écartée par les sénateurs à l'unanimité.

Enfin, un amendement qui prévoyait une peine se sûreté de 30 ans ou une peine incompressible pour les crimes commis contre les représentants des forces de l'ordre a également été rejeté par 17 voix contre 15. (Reuters 08.09)

**2-** L'Assemblée nationale a annulé mercredi, en commission des Lois, les profondes modifications apportées en juillet par le Sénat au projet de loi sur la réforme des collectivités territoriales, ce qui promet un vrai bras de fer, au sein de la majorité, entre les deux chambres.

Les députés UMP ont ainsi approuvé plusieurs amendements visant à rétablir le texte dans sa version votée fin mai en première lecture à l'Assemblée nationale, notamment sur l'élection du futur conseiller territorial au scrutin uninominal majoritaire à deux tours et la nouvelle répartition des compétences des collectivités avec la limitation de la "*clause de compétence générale*". La commission des Lois est également revenue sur une modification du Sénat en rétablissant le seuil de qualification pour le second tour pour les élections cantonales (puis territoriales) de 10 % à 12,5 % des inscrits. Le conseiller territorial, dont la création a été voulue par le président Nicolas Sarkozy, doit remplacer en 2014 les conseillers généraux et les conseillers régionaux. (Lepoint.fr 08.09)

**Coté jardin. (du capital)**

**1-** Le timing n'aurait pas pu être plus mauvais pour Bernard Tapie. Au lendemain d'une journée de forte mobilisation sociale, et alors que les radicaux de gauche l'envisagent comme possible candidat à la présidentielle, Le Canard enchaîné révèle dans son édition d'hier qu'il pourrait finalement recevoir 210millions d'euros de l'Etat. : 45millions pour les époux Tapie au titre de préjudice moral et 165millions d'euros de dommages et intérêts pour sa société personnelle. (20minutes.fr 08.09)

**2-** Le laboratoire américano-britannique GlaxoSmithKline (GSK) a finalement accepté l'indemnisation proposée par l'Etat français après l'annulation par le ministère de la santé d'une commande de 32 millions de vaccins contre la grippe A en janvier. Le laboratoire recevra 35,8 millions d'euros.

GSK a rejoint ainsi la position de Sanofi-Pasteur et Novartis qui ont obtenu respectivement 2 et 10,46 millions d'euros. L'ensemble des indemnités que devra payer la France pour des vaccins dont elle n'aura jamais disposé se monte donc à 48,26 millions d'euros.

En acceptant la somme proposée par la France, les trois laboratoires se privent de la possibilité de procéder à des recours devant la justice. Néanmoins, ils préservent leurs bonnes relations avec l'Etat français en prévision de nouvelles pandémies.(Lemonde.fr 08.09)

**3-** Le déficit budgétaire de l'Etat s'élevait à 93,1 milliards d'euros fin juillet, contre 108,8 milliards d'euros à la même date en 2009, selon les chiffres communiqués mercredi par le ministère du Budget.

L'incertitude sur la conjoncture des prochains mois peut inciter l'exécutif à conserver sa prévision de croissance, mais c'est surtout le climat politique qui pourrait peser.

Selon Gilles Moec, de Deutsche Bank, "*à 8%, l'objectif pour 2010 n'était guère ambitieux et je pense qu'ils comptaient déjà sur un meilleur résultat*".

"*Dans le contexte actuel, Nicolas Sarkozy a intérêt à garder les bonnes nouvelles sous le coude*", explique Gaël Sliman, de l'institut de sondages BVA.

L'annonce d'un surplus de recettes aiderait les opposants à la réforme des retraites et pourrait pousser le gouvernement à revoir ses ambitions à la baisse, souligne-t-il.

"*Ce n'est pas le moment d'annoncer des 'cagnottes', c'est certain. Une fois que la réforme des retraites sera passée, que le remaniement aura eu lieu, là ca tombera très bien*", dit-il. (Reuters et AP 08.09)

**4-** Quand le PS foule aux pieds notre droit à la santé... pour le compte des capitalistes.

La Cour des comptes a prôné mercredi des mesures pour redresser les comptes de la Sécurité sociale, en soulignant que le retour de la croissance ne permettrait pas de retrouver l'équilibre à court terme.

La Cour des comptes prône des économies de gestion, des mesures concernant l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) ou sur les hôpitaux, a précisé Didier Migaud (PS), qui présentait à la presse le rapport sur l'application des lois de financement de la Sécurité sociale. (Reuters 08.09)

**Coté cour. (du travail)**

**1-** Mauvaise nouvelle pour les internautes, le gouvernement va bien relever la TVA sur les offres triple play. «Les demandes de Bruxelles nous conduisent à relever ce taux à 19,6%», annonce jeudi le ministre du Budget François Baroin dans un entretien dans Les Echos.

La moitié de la facture des abonnés aux «*box Internet*» était jusqu'ici soumise à un taux de TVA réduit, de 5,5%.

Bercy a chiffré à «*plusieurs centaines de millions d'euros*» les recettes supplémentaires pour l'Etat, au moment où le gouvernement cherche encore près de 4 milliards d'euros pour boucler son budget 2011. (20minutes.fr 08.09)

**2-** Les ménages français en situation de surendettement sont toujours plus nombreux. Sur un an, le nombre de dossiers déposés auprès de la Banque de France a augmenté de 4,5% à la fin du mois de juillet, selon le baromètre du surendettement. Et depuis le début de la crise, soit près de deux ans, le nombre de dossiers de surendettement déposés a crû de 20%, observe La Tribune. Plus alarmant encore, le nombre de cas d'endettement grave envoyés vers la procédure de rétablissement personnel (PRP) - elle permet au juge d'effacer les dettes - a augmenté de 48%, ajoute le journal.

Et le profil des personnes surendettées n'a rien de rassurant. Le surendettement touche de plus en plus de personnes âgées et il est davantage «*passif*», c'est-à-dire qu'il fait suite à un événement de la vie tel qu'une perte d'emploi, une maladie ou un divorce, et non à un excès de crédit. Par ailleurs, on observe un vieillissement des personnes surendettées. Dernièrement, la Banque de France a reçu un dossier de surendettement de la part d'une femme de 90 ans, note *La Tribune*. Autre phénomène récent, si le nombre de surendettement tend à se stabiliser en province, il augmente en Ile-de-France. (Lefigaro.fr 08.09)

**Syndicalisme. Les collabos.**

Le premier constructeur automobile français, qui a lancé à l'automne dernier un plan de performance prévoyant notamment des gains de productivité, veut pouvoir mettre en place des équipes de nuit pour des vacations de durée variable et dont l'horaire pourra être réduit selon les commandes, comme cela se pratique sur son site espagnol de Vigo.

"*Le texte rappelle la nécessité de poursuivre l'amélioration de la compétitivité des bases industrielles en France (ce qui) nécessite (...) la capacité à répondre, sans délai, aux fortes variations de la demande*", explique PSA dans un communiqué.

Il propose également de renforcer les possibilités de rotation des intérimaires au sein des équipes pour s'adapter aux à-coups d'activité.

La signature de l'accord, dont PSA indique qu'il a déjà reçu un avis favorable de quatre syndicats - CFE/CGC, CFTC, FO et GSEA - et un commentaire favorable de la part de la CFDT, conduira le groupe à embaucher 900 personnes, pour l'essentiel sur les sites de Sochaux, Poissy, Mulhouse et Vesoul. Ces recrutements s'ajouteront aux 1.100 déjà annoncés en juin.

Les syndicats feront connaître leur position définitive dans les prochains jours, ajoute PSA dans le communiqué. (Reuters 08.09)

De compromis en compromis pourris, ces lieutenants du capital se font les fossoyeurs du syndicalisme et des droits des travailleurs.

**Grande-Bretagne. Le gouvernement des banques.**

Le président de la première banque britannique HSBC, Stephen Green, a été nommé secrétaire d'État au Commerce dans le gouvernement dirigé par le conservateur David Cameron, a annoncé, mardi, Downing Street.

Conformément à la tradition parlementaire britannique, qui veut que les membres du gouvernement fassent partie d'une des deux chambres

du Parlement, il sera nommé à la Chambre des lords préalablement à son entrée au gouvernement.HSBC, qui est l'une des premières banques mondiales, a précisé dans un communiqué que Stephen Green quitterait la présidence du groupe avant la fin de l'année, avant d'intégrer le gouvernement en janvier prochain. Il laissera une entreprise florissante, qui a passé la crise financière sans subir de dommage. Stephen Green abandonnera au passage ses autres fonctions patronales, dont celles de président de l'Association des banques britanniques, la BBA, et de vice-président de la Confédération des patrons britanniques, la CBI. (Lepoint.fr 08.09)

**Allemagne. La "*recette*" du "*miracle*" allemand.**

L'Allemagne est le pays de l'Union européenne où les salaires ont le moins progressé en dix ans, selon une statistique de l'Office fédéral des statistiques (Destatis) parue mercredi 8 septembre. Outre-Rin, les salaires bruts au premier trimestre 2010 affichaient une hausse de 21,8 % par rapport à leur niveau moyen en 2000. La progression des coûts du travail était, elle, de 18,9 %. Il s'agit des taux les plus bas des vingt et un pays dont Destatis a publié les résultats.

La progression moyenne pour l'Union européenne sur la même période était de 35,5 % pour les salaires et de 36,1 % pour les coûts du travail. Pour la seule zone euro, la hausse moyenne était de 29,5 % pour les salaires et 30,3 % pour les coûts.

La modération salariale dans la première économie européenne est, selon les économistes, l'un des facteurs de sa forte croissance actuelle.

Le niveau des salaires en Allemagne ne dépend pas de l'Etat mais résulte de négociations entre partenaires sociaux. Le pays n'a pas de salaire minimum, sauf dans certaines branches où patrons et syndicats se sont entendus sur des rémunérations-plancher qui ont pris force de loi. (Lemonde.fr 08.09)

En Allemagne (comme en France ou ailleurs à travers la politique contractuelle), ce sont patrons et syndicats qui s'entendent sur la fixation des salaires de misère. Question : est-ce le rôle d'un syndicat ? Dès lors qu'un accord est intervenu entre eux, avec un tel boulet aux pieds, allez donc revendiquer une augmentation de salaire !

**Moldavie. Crise politique.**

Privée de président depuis le printemps 2009, la Moldavie peine a retrouver une stabilité politique. Le gouvernement pro-occidental au pouvoir a annoncé la tenue d'élections législatives anticipées le 21 novembre après l'échec, dimanche 5 septembre, d'un référendum constitutionnel sur l'élection du président au suffrage universel.

Les manifestations et les émeutes d'avril 2009 contre la victoire aux législatives du Parti communiste moldave, au pouvoir depuis 2001, avaient conduit à une impasse politique, provoquant de nouvelles élections anticipées en juillet 2009, remportées cette fois par les pro-européens. Ces derniers ont pourtant échoué à faire élire au Parlement leur candidat à la présidence. Le référendum de dimanche visait justement à permettre de résoudre la vacance à ce poste.

Le taux de participation au référendum sur l'élection présidentielle directe n'a atteint que 29,05 %, alors qu'un minimum de 33 % était requis pour que la consultation soit jugée valide. Neuf personnes sur dix (87,8 %) se sont prononcées en faveur de l'élection présidentielle directe.

L'ancien président communiste Vladimir Voronine, dont le parti avait appelé à boycotter le référendum, a jugé lundi "*logique*" l'échec du scrutin. "*Le peuple a choisi la république parlementaire comme la plus démocratique et la plus juste*", a-t-il déclaré, affichant son opposition à l'élection du président au suffrage universel.

Selon le politologue moldave Igor Botsan, le résultat du référendum "*montre la faiblesse du niveau de confiance envers l'Alliance pour l'intégration européenne*", coalition au pouvoir. "*En même temps, la société reste toujours divisée*" entre les partisans des communistes et ceux des pro-européens, souligne le politologue. (Lemonde.fr 08.09)

On ne va refaire la liste de tous les pays en proie à une crise politique tous les jours, cependant on peut constater l'existence d'un point commun à tous ces pays, à savoir que dans tous ces pays des élections libres et dites démocratiques ont eu lieu et elles ont toutes débouché sur une crise politique à court ou moyen terme, lorsque leurs résultats ne sont pas souvent contestés, ne faudrait-il pas en déduire que ce n'est pas le bon moyen pour obtenir la satisfaction des besoins des peuples et qu'il faudrait en envisager un autre, la révolution prolétarienne, qui donnerait véritablement le pouvoir à la classe ouvrière ?

Une proposition intéressante à soumettre aux travailleurs de tous les pays, non ? Non, nos dirigeants n'en veulent décidément pas !

**Etats-Unis.**

**1- Côté jardin. Histoire de vases communicants.**

Le discours de Barack Obama ce mercredi à Cleveland, dans l'Ohio, ne laisse pas de place au doute. Le président américain s'est montré

ferme en officialisant son choix de ne pas prolonger les avantages fiscaux pour les Américains les plus riches accordés par son prédécesseur George Bush, et qui prennent fin en décembre.

«*Nous sommes disposés à offrir des allégements fiscaux à chaque Américain touchant 250.000 dollars par an ou moins. Pour tout autre montant supérieur, les taux reviendront à ce qu'ils étaient sous le président Clinton*», a déclaré Barack Obama. «*Ce n'est pas pour punir les gens qui sont mieux lotis, c'est parce qu'on ne peut s'offrir de payer 700 milliards de dollars*», a-t-il ajouté. «*Ces gens sont ceux qui sont le moins susceptibles de dépenser de l'argent, c'est pourquoi les économistes ne pensent pas que les allégements d'impôts pour les plus riches font beaucoup pour l'économie*».

Le président a par ailleurs mis en avant son plan destiné à autoriser les entreprises à déduire entièrement de leurs impôts le coût de leurs investissements en 2011. Ce programme consisterait en 200 milliards de dollars d'allégements fiscaux sur deux ans, dont la plupart seraient ensuite remboursés à l'Etat fédéral. Le président américain a également confirmé son nouveau plan de 50 milliards de dollars pour construire ou rénover des infrastructures aux Etats-Unis.

Barack Obama propose enfin de relancer un plan de déductions fiscales pour les entreprises qui investissent dans la recherche et l'expérimentation. Un dispositif évalué à 100 milliards de dollars sur 10 ans.

«*Une partie du problème de l'économie américaine réside en ce que les entreprises ne dépensent pas leur revenus et conservent une approche très prudente*», analyse Aneta Markowska, économiste chez Société générale CIB.

«*Obama veut éviter que l'investissement ne retombe comme un soufflet avec l'expiration de la première batterie de mesures de relance*», explique Florence Pisani, économiste chez Dexia AM.

Problème, «*les entreprises ne vont pas investir seulement pour profiter de la mesure fiscale, il faut qu'elles observent ou anticipent une hausse de la demande pour cela*», rappelle Florence Pisani. (Lefigaro.fr 08.09)

**2- Côté cour. Taxe ou plutôt racket.**

Survoler l'Atlantique vous coûtera 14 dollars (soit 11 euros). Depuis mercredi matin, une nouvelle mesure est entrée en vigueur concernant l'entrée aux Etats-Unis. Les citoyens issus des 35 pays bénéficiant d'une exemption de visa, dont la France fait partie, doivent désormais s'acquitter d'une «taxe de promotion des voyages».

Cette dernière s'applique aux voyages de 90 jours au plus, a indiqué la douane américaine sur son site Internet.

L'impôt en lui-même s'élève à dix dollars. Les quatre autres sont prélevés dans le cadre des frais de gestion du «formulaire électronique d'autorisation de voyage» ESTA. Depuis janvier 2009, celui-ci doit être rempli avant le départ par les voyageurs des pays concernés, sur le site Internet de la douane. Dès mercredi matin, la validation du formulaire est devenue payante. (20minutes.fr 08.09)

Haut de page

Haut de page

---

**Le 10 septembre**

Complément de la mi-journée.

**Collaboration de classe.**

Parmi les membres du Conseil d'orientation des retraites (COR) - Liste mise à jour le 23 avril 2010 (http://www.cor-retraites.fr/article269.html) :

- Pierre-Yves CHANU, Conseiller confédéral de la **Confédération Générale du Travail**
- Jean-Christophe LE DUIGOU, **Confédération générale du travail**
- Bernard DEVY, Secrétaire confédéral de **Force ouvrière**
- Philippe SOUBIROUS, Secrétaire fédéral de la Fédération générale des fonctionnaires de **Force ouvrière**
- Jean-Louis BESNARD, Représentant l'**Union nationale des syndicats autonomes**
- Didier HORUS, Représentant de la **Fédération syndicale unitaire**
- Yves CANéVET, Secrétaire confédéral de la Confédération française démocratique du travail
- Jean-Louis MALYS, Secrétaire national de la Confédération française démocratique du travail

- Patrick POIZAT, Secrétaire confédéral chargé des retraites à la Confédération française des travailleurs chrétiens
- Danièle KARNIEWICZ, Secrétaire nationale du pôle protection sociale de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres

Avec la collaboration notamment de :

- Martine DURAND, Chef statisticien et Directeur, Direction des Statistiques - **OCDE**

Ont été membres du Conseil d'orientation des retraites (en qualité de), autrement dit, ont participé activement à l'élaboration du document qui sert de base au projet de contre-réforme que Sarkozy veut nous imposer :

- Vlady Ferrier, Conseiller en charge des questions de retraites de la **Confédération générale du travail** / UGICT
- Roland Gaillard, Secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires de **Force ouvrière**
- Gérard Nogues, Secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires de **Force ouvrière**
- François Labroille, Membre du bureau délibératif fédéral de la **Fédération syndicale unitaire**
- Arnaud Parienty, Membre du bureau délibératif fédéral de la **Fédération syndicale unitaire**
- Daniel Rallet, Représentant de la **Fédération syndicale unitaire**
- Marie-Claude Lasnier, Secrétaire confédérale de la Confédération française démocratique du travail
- Michel Périer, Représentant la Confédération française démocratique du travail
- Alain Petitjean, Secrétaire confédéral de la Confédération française démocratique du travail
- Jean-Marie Toulisse, Secrétaire national de la Confédération française démocratique du travail
- Bernard Merten, Conseiller confédéral des retraites à la Confédération française des travailleurs chrétiens
- Jean-Louis Deroussen, Responsable confédéral des retraites à la Confédération française des travailleurs chrétiens

Que font-ils dans le COR, sinon légitimer la contre-réforme des retraites qu'ils prétendent combattre au côté des travailleurs ? Pourquoi les sections syndicales ne reprennent-elles pas dans leurs adresses à leurs dirigeants l'exigence de la rupture avec le gouvernement et le Medef, avec tous les organismes de collaboration de classes mis en place par Sarkozy ou son prédécesseur ?

Dans ces conditions, le mot d'ordre du retrait au regard de leur participation au COR, que vaut-il vraiment ?

La causerie de la matinée.

Pas le temps de causer.

Sous la pression de la classe ouvrière qui refuse de nouveaux sacrifices et les multiples prises de position souvent unitaires de syndicats d'entreprises ou de services publics, les dirigeants syndicaux sont contraints de gauchir leurs discours et leurs positions, le tout sous fond de manoeuvres en tous genres. (A suivre)

**Méritocrassie. Quand Sarkozy vante les mérites de l'excellence...ou parle de ce qu'il ne connaît pas.**

Sa majesté en visite à l'internat d'excellence de Marly-le-Roi, dans les Yvelines.

- "*Les internats d'excellence, ce n'est pas une machine où on prend les meilleurs pour en faire les super meilleurs. C'est un milieu où tous les jeunes qui veulent s'en sortir, qui veulent réussir et qui font des efforts [vont avoir] une chance supplémentaire*", parce qu'il y a des jeunes qui témoignent de la volonté farouche de ne pas s'en sortir, c'est bien connu !

- "*L'élève méritant n'est pas seulement celui qui a des bons résultats à l'école (...), c'est celui qui, face à des difficultés immenses, continue à se battre, qui ne renonce pas, qui ne baisse pas les bras*"... et qui malgré tout échoue parce qu'il vit dans un milieu de merde que vous lui avez cococté monseigneur !

- "*La République, c'est celle qui doit promouvoir celui qui le mérite et qui doit sanctionner celui qui le mérite*", le rejeton du président par exemple ou Patrice de Maistre !

- Un discours qui témoigne à la fois de la rupture de l'Etat avec certaines couches du prolétariat et du refus du représentant de l'Etat de regarder la réalité en face : "*Je veux qu'on sorte de ce discours de misérabilisme, de fatalité et de renoncement, qui consiste à assimiler origine, quartier et échec*".

- "*Parce que je vis dans tel quartier, parce que j'ai tel problème social, c'est trop facile de dire je renonce. Vos parents ne renoncent pas, vous ne renoncez pas, c'est pour ça qu'on vous aide*", admirons au passage le cynisme, leurs parents au chômage ne renoncent pas à trouver un jour un emploi, il faut bien survivre, une question qui ne se pose pas à Neuilly-sur-Seine, mais ils ont sans doute renoncé à entrevoir un jour meilleur pour leurs enfants. (source : Lepoint.fr 09.09)

Décryptage.

La méthode consiste à mettre en avant l'exception en faisant croire qu'elle pourrait devenir la règle, pour ensuite dénoncer et/ou matraquer, culpabiliser ceux qui feraient en sorte que l'exception ne devienne pas la règle et qui en serait évidemment les principaux responsables ; qu'un jeune de banlieue ouvrière sur dix s'en sorte mieux que les autres par exemple, démontre ou signifie forcément que les neuf autres n'ont pas tout fait ce qui était en leur pouvoir pour réussir eux aussi, c'est de leur faute, tel est le message du locataire du Palais.

**Retraites. Grève générale illimitée : c'est sur les rails !**

**1- A la SNCF.**

Les syndicats de cheminots CGT, Unsa, CFDT et Sud ont déposé un préavis de grève pour la journée d'action du 23 septembre contre la réforme des retraites, a-t-on appris jeudi de sources syndicales.

La CGT, l'Unsa et la CFDT ont opté pour un préavis de 24h pour "*traduire dans les faits les décisions prises par l'intersyndicale de se mobiliser le 7 septembre. Mais nous sommes prêts à tout*", a souligné Didier Le Reste.

'*Nous sommes prêts à aller plus loin [qu'une grève de vingt-quatre heures] s'il le faut, mais ce sera dans un cadre interprofessionnel*', a souligné Arnaud Morvan, de la CFDT-Cheminots.

Le syndicat FO-Cheminots appellera aussi à la grève le 23 septembre, a indiqué son secrétaire général, Eric Falempin. '*Nous déciderons la semaine prochaine si nous appelons à un mouvement reconductible, mais nous pensons qu'on ne fera pas reculer le gouvernement sans bloquer l'économie au-delà de vingt-quatre heures*', a ajouté le syndicaliste.

La CFTC s'est dite, quant à elle, '*très réservée*' quant à une nouvelle grève de vingt-quatre heures. '*Il faut s'engager dans un bras de fer avec le gouvernement via un mouvement reconductible, car avec seulement des journées de vingt-quatre heures, on risque d'affaiblir la mobilisation*', a déclaré Bernard Aubin, de la CFTC-Cheminots.

Seul Sud-Rail va déposer un préavis reconductible "*pour ne pas briser la dynamique construite par les salariés depuis le 7 septembre*", a dit à Reuters Julien Troccaz, secrétaire fédéral Sud-Rail. (Reuters et Lemonde.fr 09.09)

**2- Interview de Thibault au journal Le Monde.**

Dans une interview au journal Le Monde, daté du 10 septembre, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, met en garde le chef de l'Etat contre un blocage. "*Plus l'intransigeance dominera, plus l'idée de grèves reconductibles gagnera les esprits*", dit-il.

"*On peut aller vers un blocage, vers une crise sociale d'ampleur. C'est possible, mais ce n'est pas nous qui avons pris ce risque*". "*Nous n'avons pas l'intention de lâcher*", ajoute-t-il.(Reuters 09.09)

**3- Position de FO et de Solidaires**

Les deux centrales syndicales, qui n'ont pas signé l'appel de six syndicats lancé mercredi, souhaitaient battre le fer tant qu'il est chaud et ne pas attendre le 23 septembre pour redescendre dans la rue après la journée de mardi dernier.

FO souligne que ses syndicats mèneront des actions le 15 septembre - journée choisie par les syndicats pour interpeller les députés sur la réforme et organiser des rassemblements - "*en fonction des possibilités au plan local.*"

Jean-Claude Mailly, qui exige depuis le début du mouvement une remise à plat complète du projet de réforme, et non de simples concessions, tient à prendre date pour l'avenir.

De son côté, Solidaires a confirmé sa position prise mercredi de ne pas signer le communiqué.

"*Nous ne sommes pas d'accord sur la stratégie d'action qui consiste à reporter au 23 les suites du 7*", a dit à Reuters Thierry Lescant, membre du secrétariat général. "*Il faut inscrire un mouvement dans la durée, impulser un rythme, une montée en puissance. Le 23 doit être suivi du 24, du 25, du 26...*"

Solidaires ne restera pas pour autant isolé ou inactif, a-t-il ajouté. "*Nous appellerons à manifester le 23 sur la base de nos revendications et nous nous réservons le droit de lancer nos propres initiatives d'ici là.*" (Reuters 09.09)

"*Interpeller les députés*"... UMP qui consistent la majorité à l'Assemblée nationale, revient à légitimer le projet de loi sur les retraites... de l'UMP ! Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays, donc ils sont illégitimes pour toucher à nos retraites. Question : pourquoi aucun dirigeant ne le dit-il pas aussi clairement ?

Quand on dit que Sarkozy est illégitime à décider de notre sort, on doit mettre en relief qu'il est un des piliers des institutions bonapartistes de la Ve République qu'il faut renverser et abolir, au même titre que la Constitution d'où il détient son pouvoir et non du suffrage universel dont chacun sait qu'il ne reflète pas, n'a jamais reflété et ne reflètera jamais les besoins et les aspirations des masses laborieuses, mais ceux de la classe dominante pour laquelle la Constitution et les institutions ont été crées en 1958.

**Laissez-nous en un morceau ! Et une prédiction.**

La couverture du très libéral hebdomadaire économique britannique *The Economist* de son édition du 11 septembre risque de déplaire fortement à l'Elysée. On y voit Carla Bruni-Sarkozy suivi d'un bicorne de Bonaparte dont dépassent deux pieds... Avec ce titre de Une: "*Le président qui rétrécit*".

S'il ne veut pas connaitre le même sort que Valéry Giscard d'Estaing en 1981, "*M. Sarkozy sait qu'il doit restaurer sa crédibilité et son emprise*", écrit le magazine. Qui conclut: "*Il ne gagnera peut-être pas beaucoup d'amis en menant la réforme des retraites. Mais il perdra ceux qu'il a encore s'il échoue.*" (Lexpress.fr 09.09)

**L'aveu. L'Union européenne : une institution antidémocratique, un parlement fantoche.**

Le Parlement européen a demandé jeudi aux Etats européens, en ne citant que la France, de "*suspendre immédiatement toutes les expulsions de Roms*".

Dans l'entourage du président Nicolas Sarkozy, on minimise toutefois l'importance de la résolution de Strasbourg, qui n'a qu'une portée politique et morale, les députés européens ne disposant d'aucune compétence précise en la matière.

"*Le Parlement est dans son rôle*", dit-on à l'Elysée. "*La Commission a reconnu que la France était irréprochable en matière de respect de la loi européenne.*" (Reuters 09.09)

Quelle aveu, on savait que l'UE était une institution réactionnaire ! Et puis, normal, les commissaires européens ne sont pas élus, ils sont nommés par les chefs d'Etat !

**C'était un assassinat !**

Le gendarme qui a tué un gitan de 22 ans le 16 juillet dernier à Saint-Aignan (Loir-et-Cher) lors d'un contrôle routier pourrait être bientôt mis en examen, a déclaré à l'AP Me Jean-Claude Giudicelli, l'avocat de la famille de la victime, reçue jeudi matin par le juge d'instruction de Blois.

"*Je suis étonné que celle-ci ne soit pas déjà intervenue au vu des éléments accablants du dossier*", a-t-il indiqué. "*Il était convoqué pourtant, comme il a changé d'affectation, il ne l'a pas reçue, on nous prend vraiment pour des imbéciles!*"

Selon lui, l'autopsie de la victime qui se trouvait sur le siège avant droit et les expertises balistiques démontrent que le militaire mis en cause, âgé de 35 ans, a tiré à deux reprises "*latéralement*" sur le véhicule lors d'un contrôle routier. "*Le gendarme n'était pas en danger, c'est de l'illégitime défense*", a ajouté Me Giudicelli. (AP 09.09)

**Economie. Plombée par le chômage de masse...**

**1- OCDE.**

La reprise de l'économie mondiale pourrait être «*plus lente que prévu*», sans que l'on sache si cet «*essoufflement*» sera durable ou temporaire, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publié ce jeudi.

Plusieurs «*incertitudes considérables*» planent sur la reprise, poursuit l'OCDE, citant notamment l'évolution de la consommation privée qui «*pourrait être freinée par de nouveaux ajustements des dépenses des ménages*» en raison du chômage élevé et des doutes sur la robustesse de l'économie. (libération.fr 09.09)

**2- Grande-Bretagne.**

Le déficit de la balance commerciale britannique a encore augmenté en juillet pour atteindre son plus haut niveau depuis près de cinq ans,

les importations de produits chimiques et pétroliers augmentant alors que les exportations diminuaient, montrent les statistiques officielles publiées jeudi. (Reuters 09.09)

**3- Etats-Unis.**

Les prévisions de croissance aux Etats-Unis pour cette année et l'an prochain ont été révisées à la baisse pour le troisième mois consécutif, montre jeudi la dernière édition de l'enquête "*Blue Chip Economic Indicators*" menée chaque mois auprès d'une cinquantaine d'économistes.

"*Etant donné l'ampleur de la récession, une prévision d'une croissance globalement conforme à la tendance cette année et l'an prochain équivaut à un rythme de reprise très décevant, et très peu de progrès sont attendus en matière de baisse du taux de chômage*", poursuit l'étude. (Reuters 09.09)

**Afghanistan. Que les âmes des malheureux GI tombés au champ d'honneur reposent en paix...**

Des documents publiés mercredi 8 septembre accusent des soldats américains d'avoir coupé et conservé des doigts de dépouilles afghanes, et apportent de nouveaux détails sur le procès à venir d'une douzaine de militaires qui ont servi pendant un an dans la région de Kandahar au sein de la brigade d'infanterie Stryker.

Dans ce qui représente une des plus importantes affaires de crime de guerre depuis le début de la guerre en Afghanistan, les accusations les plus graves concernent le meurtre de trois Afghans en janvier, février et mai 2010. Cinq soldats sont accusés d'être impliqués dans au moins un des trois meurtres, et risquent des peines allant jusqu'à la prison à perpétuité ou même la peine de mort.

Un des soldats est accusé de possession d'os de doigts, de jambes et d'une dent prélevés sur un corps afghan, ainsi que d'avoir poussé un autre soldat à couper un doigt sur un cadavre.

Selon les enquêteurs, l'idée de tuer des Afghans est venue après l'arrivée du sergent Calvin Gibbs sur la base militaire. Gibbs aurait vanté à plusieurs reprises la facilité de tuer des gens en Irak et ce sans se faire attraper, et aurait décidé de créer une «*équipe de tueurs*» au sein de l'unité, rapporte le Guardian. (Slate.fr 09.09)

Haut de page

---

**Le 11 septembre**

J'ai actualisé le fichier contenant les articles de presse de septembre, j'ai ajouté une table des matières. Pour aller à la page où figure l'article que vous avez choisi, il suffit de cliquer sur son titre une ou deux fois selon le paramétrage de votre souris. Ce fichier sera remis à jour chaque semaine environ.

Mon épouse Magueswary arrivera demain matin sur les coups de 3h, mon activité sera donc réduite pendant trois mois, dans quelle proportion, je n'en sais rien, on passe de plus en plus notre temps à nous engueuler, je dois subir son humeur excécrable, sa mauvaise foi, ses crises d'hystérie, son chantage au suicide, pire, je dois me méfier de ses coups tordus (sur fond d'hypocrisie), du genre je vais me barrer avec tout le fric et te planter là comme un con, je vous passe les détails, ambiance sympathique garantie, quoi !

Bien évidemment, je serais un type épouvantable, invivable, l'horreur, mon ex m'avait fait le même coup au bout de 10 ans, même déjà plus tôt. Avec mon boulot de technicien SAV en bureautique, je disposais toujours de temps libre, d'une à quelques heures par jour, j'en profitais pour faire la vaisselle, le ménage, passer l'aspirateur, laver les vitres et le sol de la cuisine, préparer des bons petits plats, faire les courses, j'allais même la chercher à son travail en voiture, c'est elle qui choisissait où nous allions en vacances, ce qu'on allait faire le soir ou le week-end, je lui faisais toujours un super cadeau pour son anniversaire, j'avais toujours des sujets de conversation pour passer un bon moment et ne pas s'emmerder, pas le genre café du commerce, on causait d'anthropologie ou de littérature du XIXe siècle par exemple, je me pliais à ses quatre volontés, je ne l'ai jamais trompé malgré des dizaines d'occasions, je ne picolais pas, je ne jouais pas, j'étais économe, prévenant, attentionné, je lui disais absolument tout, etc., bref, après coup je me dis que j'étais sans doute le compagnon idéal dont rêve d'avoir de nombreuses femmes, certains penseront un bon pigeon, et bien non, en me quittant elle m'a appris que j'étais un sale type, "*comme les autres*", suprême insulte pour quelqu'un qui essaie sans cesse de s'amémiorer sur tous les plans... Je n'ai pas changé pour autant et à 55 ans (c'est aujourd'hui !) cela ne risque plus d'arriver !

Vous me pardonnerez parfois ma mauvaise humeur, merci d'avance camarades pour votre compréhension.

**Qu'est-ce qu'ils ont derrière la tête ?**

Les contrôles ou redressements fiscaux qui font ensuite l'objet de dégrèvements se pratiquent dans tous les services des impôts du pays.

Lors de mon retour en France après mon premier séjour en Inde en 1991-92, les impôts m'ont présenté une facture de 12 000 Frs correspondant à l'impôt sur le revenu de l'année 1990 que je n'avais pas réglée avant de partir. Après discussion avec le receveur des impôts de Clichy-sur-Seine où j'habitais, je m'en suis sorti en lui faisant un chèque de 4 000 Frs, j'ai donc économisé 8 000 Frs et je ne m'appelle pas K. Lagarfield où L. Bettencourt.

Alors à quel jeu jouent *Libération* et d'autres médias en accusant Woerth d'avoir accordé des dégrèvements fiscaux à untel ou untel ? Un bouc émissaire pour épargner Sarkozy au moment où la contre-réforme des retraites vient sur le tapis ?

En passant, pour les camarades qui s'estiment rackettés par l'Etat, ils peuvent ne pas payer leur impôt sur le revenu et attendre que le percepteur leur fasse signe, il suffit ensuite de se rendre à son bureau pour obtenir un rendez-vous avant même qu'on vous adresse une convocation, ensuite leur de votre entretien il suffira de lui témoigner votre sincérité et de lui expliquer que vous croulez sous les problèmes et le tour sera joué, il vous accordera un dégrèvement significatif, trop facile direz-vous, mais pourtant vrai et efficace. Franchement, quand on connaît le truc, et les privilégiés qui sont bourrés de fric sont les premiers à le connaître, on aurait tort de s'en passer puisqu'ils ne s'en privent pas, disons au moins une fois...

**Retraites.**

**1-** François Fillon jeudi soir dans l'emission "A vous de juger" sur France 2 : "*Le coeur de la réforme, c'est l'allongement de la durée de travail*", a-t-il martelé. "*Le seul allongement de la durée de cotisation, ce n'est pas suffisant pour convaincre les Français de travailler plus longtemps*" et de préciser "*qu'il n'y aura jamais de réforme définitive*" après avoir cité "*nos voisins*" où "*le débat c'est de passer à 65, 66 ou 67*", puis à 68, 69, etc. puisque la réforme n'est pas "*définitive*", autrement dit puisque malgré tout vous n'êtes pas encore mort à cet âge, quoi ! (Lepost.fr 10.09)

Qu'est-ce que c'est "*l'allongement de la durée de travail*" sinon l'augmentation de la productivité, l'amplification de l'exploitation... Refuser de passer à 62 et 67 ans, c'est bien, refuser tout allongement de la durée de cotisation, c'est mieux, revenir aux conditions antérieures à 1993, c'est encore mieux, étrangement peu mettent en avant cette exigence, unité oblige sans doute.

Fillon a raison, rien n'est acquis définitivement en régime capitaliste pour la classe ouvrière, raison de plus pour combattre pour son abolition et renverser le pouvoir politique en place.

**2-** ... ce jeudi soir à l'Assemblée nationale. A 21h30 précises, la soixantaine de députés présents ont pris place pour au moins trois heures de discussions. (20minutes.fr 10.09)

Voilà pour le contexte démocratique dans lequel le capital tente de nous imposer cette contre-réforme.

**3-** Les députés français ont adopté vendredi l'article-clé du projet de loi de la réforme des retraites qui porte l'âge légal de départ de 60 à 62 ans à l'horizon 2018, malgré l'importante mobilisation de la rue.

Le texte reporte également de 65 à 67 ans l'âge permettant d'obtenir une retraite à taux plein quel que soit le nombre de trimestres cotisés, une disposition -l'article 6- qui a été adoptée vendredi en séance de nuit par les députés. (Reuters 10.09)

... puis les députés littéralement épuisés ont quitté l'hémicycle fiers du sale boulot accompli... pour aller s'en jeter un, c'est que cela donne soif un tel exercice, en famille bien sûr !

**4-** Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA et Autonome des policiers municipaux ont appelé vendredi leurs troupes à rejoindre les nouvelles manifestations interprofessionnelles prévues dans toute la France le 23 septembre contre le projet de réforme des retraites.

La plupart des policiers municipaux bénéficient du classement en "*catégorie active*" (fonctionnaires territoriaux de catégorie B) et peuvent à ce titre partir à la retraite à 55 ans, qui pourrait être relevé de deux ans avec l'actuel projet de loi sur les retraites. (AP 10.09)

**5-** La CGT, l'Unsa, la CFDT, les indépendants, la CFE-CGC et la CFTC ont appelé vendredi à la grève à la RATP le 23 septembre, nouvelle journée de mobilisation contre le projet de réforme des retraites du gouvernement.

Force ouvrière a déposé de son côté un préavis pour les seuls bus de l'agglomération parisienne. (Reuters 10.09)

**6-** Les fédérations de cheminots FO et Sud-Rail appellent à une grève reconductible à la SNCF à compter du 22 septembre au soir contre le projet de réforme des retraites

"*Soit on appelle à un mouvement reconductible, soit à rien du tout parce qu'il n'est pas question de refaire une grève de 24 heures qui ne sert à rien. Nous sommes en train d'y réfléchir*", a déclaré à l'Associated Press le porte-parole de la CFTC-Cheminots Bernard Aubin.

"*Le 23 ce sera une grève carrée. S'il faut aller plus loin, on est prêt à le faire, mais ça ne se fera que dans un cadre interprofessionnel. S'il y a un appel interprofessionnel à durcir le mouvement, on est prêt à le durcir*", prévient ainsi le secrétaire général de la CFDT-Cheminots Arnaud Morvan, interrogé vendredi par l'Associated Press. Le son de cloche est le même du côté de la CGT-Cheminots. (AP 10.09)

**Un régime qui pue l'injustice.**

«*Les yeux vitreux, l'élocution difficile, ainsi qu'une forte odeur d'alcool émanant du conducteur.*» L'homme que décrivent les policiers a été interpellé dans la nuit de mercredi à jeudi. Il s'agirait, selon les informations d'Europe1.fr, de Gilles Dufeigneux, le chef-adjoint du cabinet de François Fillon qui, après avoir refusé de se soumettre à l'éthylotest, est reparti sans être verbalisé.

Les policiers lui auraient demandé de laisser sa voiture de fonction sur place avant de le raccompagner chez lui. A 2 kilomètres de là. (20minutes.fr 10.09)

Message à destination des fêtards, des jeunes : si vous avez picolé un peu ou davantage, premièrement, faites comme Gilles Dufeigneux, refusez de souffler dans le ballon, deuxièmement, comptez sur sa compréhension pour ne pas vous verbaliser en citant l'exemple du chauffeur de Fillon, troisièmement, demandez poliment à la police de vous raccompagner chez vous à condition d'habiter à moins de 2Kms, sirène en option selon que vous êtes plus ou moins pressé de rentrer chez vous !

**Allo, les pompes funèbres, c'est la direction de France Télécom, votre meilleur client...**

Cinq employés de France Télécom se sont suicidés en quinze jours, a-t-on appris vendredi de source syndicale, sans pouvoir affirmer un lien avec l'activité professionnelle de ces personnes.

Un responsable syndical de CFE-CGC/Unsa, Sébastien Crozier, a précisé à Reuters que ces derniers cas portaient à 23 le nombre de suicides dans l'entreprise publique depuis le début de l'année contre 19 en 2009. (Reuters 10.09)

**Grande-Bretagne.**

**1-** Le gouvernement conservateur a annoncé vendredi le dépôt avant la fin de l'année d'un projet de loi sur la privatisation des services postaux britanniques.

Cette décision a été prise sur la base d'un audit indépendant effectué par Richard Hooper, un ancien médiateur, qui conclut à la nécessité d'injecter des fonds privés dans Royal Mail pour assurer la survie de ce service public. (Reuters 10.09)

**2-** Les syndicats britanniques vont lancer une offensive contre les coupes budgétaires sans précédent que prépare le gouvernement, agitant la menace de grèves massives des fonctionnaires, lors de leur congrès annuel qui s'ouvre lundi à Manchester.

Le Trades Union Congress (TUC), principale confédération du Royaume-Uni, qui rassemble une soixantaine de syndicats et leurs plus de 6 millions d'adhérents, a choisi l'ex-bastion industriel du nord-ouest de l'Angleterre pour son 142e rassemblement annuel.

Le congrès du TUC, qui précède traditionnellement les conférences des grands partis britanniques, est placé cette année sous le signe de la lutte contre l'austérité. Le nouveau gouvernement d'alliance conservateur-libéral démocrate dirigé par David Cameron, arrivé au pouvoir au printemps, a annoncé en juin un plan de rigueur budgétaire d'ampleur jamais vue dans l'histoire du pays, visant à éliminer en cinq ans la quasi-totalité d'un déficit public qui devrait s'élever cette année à 10,1 % du PIB.

La répartition des coupes budgétaires entre les différents ministères ne sera dévoilée que le 20 octobre mais, selon des estimations officielles, 600 000 postes pourraient être supprimés dans le secteur public.

Brendan Barber, le secrétaire général du TUC, a prévenu que les syndicats ne resteraient pas les bras croisés et donneraient du fil à retordre au gouvernement. "*Il y a un cocktail assez volatil de problèmes, comme le gel des salaires des fonctionnaires, les menaces de nouvelles privatisations, la restructuration des services publics, et des inquiétudes sur les retraites*", a-t-il prévenu cette semaine, ajoutant : "*C'est une potion dangereuse, qui pourrait déclencher des conflits durs.*" Unison, un des principaux syndicats de fonctionnaires, a déjà qualifié les projets du gouvernement de "*déclaration de guerre au secteur public*". (Lemonde.fr 10.09)

Haut de page

---

**Le 12 septembre**

Complément de la mi-journée.

J'ai mis en ligne la déclaration du Bureau national du POI à laquelle je souscris entièrement : "*Reconquérir la démocratie politique, ce n'est pas attendre 2012 pour une « alternance » sous contrôle de l'Union européenne. C'est, tout de suite, combattre pour la rupture avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Union européenne, institutions au seul service de la classe capitaliste engagée dans une offensive sans précédent contre la force de travail, contre la jeunesse et les travailleurs des villes et des campagnes*".

Comme les grands esprits se rencontrent, je plaisante car en ce qui me concerne je n'ai pas cette prétention, hier j'ai mis une photo de l'Assemblée nationale où je posais la question : quand est-ce qu'on s'y attaque ?

Cependant à la question "*les travailleurs et les jeunes se posent chaque jour davantage la question : où est l'issue ? Pour l'heure, pour tous, la première des questions est l'unité d'action pour le retrait du projet Sarkozy, projet ni amendable ni négociable.*", tout en comprenant que "*la contre-réforme des retraites doit être immédiatement retirée*" et que c'est cette question qui concentre toutes les autres dont le combat que nous menons contre le régime, il aurait peut-être été judicieux de préciser qu'étant donné qu'aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs ne pourra voir le jour aussi longtemps que Sarkozy sera au pouvoir et plus largement dans le cadre des institutions de la Ve République, il faut se mobiliser à la fois pour le chasser et dissoudre ces institutions antidémocratiques, à chacun ensuite de voir en fonction de son analyse de la situation quel mot d'ordre peut être avancé sur le plan de l'agitation : Sarkozy : dehors ! Sarkozy : démission ! A bas Sarkozy, son gouvernement et les institutions au service des capitalistes ! Gouvernement des seuls partis ouvriers combattant au côté de la classe ouvrière pour la satisfaction de ses besoins ou aspirations !

Notre soucis constant doit être d'inscrire les mots d'ordre qui correspondent aux revendications immédiates des travailleurs dans une perspective politique qui constitue une issue politique à la crise des institutions et du régime capitaliste, histoire de leur montrer la voie à suivre et de les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions. Ce devrait être le devoir de tout parti ouvrier. Cette précision répond à la nécessité de ne pas isoler le combat contre le projet de loi du gouvernement de l'objectif que nous nous sommes fixés d'abattre les institutions et de constituer un gouvernement ouvrier. Ne pas procéder ainsi pourrait avoir deux conséquences possibles : soit on laisse entendre aux travailleurs qu'une autre réforme des retraites serait possible en conservant Sarkozy au pouvoir, soit on s'en remet à l'hypothétique gouvernement présidé par le PS à partir de 2012 pour abolir une partie de la loi Sarkozy-Woerth et non l'essentiel, l'allongement de la durée de cotisation, et dans les deux cas il est clair que le combat contre les institutions passe à la trappe. Ni le maintien en place de Sarkozy ni la perspective d'un nouveau gouvernement présidé par le PS ne peuvent constituer un objectif pour l'avant-garde du prolétariat et une issue politique pour les travailleurs.

Maintenant que la majorité des militants et des travailleurs ne soient pas exactement sur cette longueur d'onde, on peut le concevoir, c'est peut-être le cas, je n'en sais rien, peu importe si dans le même temps la classe continuait de se mobiliser et que le parti se construisait, c'est le devoir d'un parti ouvrier de les aider à se défaire des quelques illusions qu'ils peuvent encore avoir à la fois dans l'UMP et dans le PS qui le soutient, dans les institutions, afin d'élever leur niveau de conscience politique à la hauteur des tâches politiques qu'ils ont à accomplir dans la situation présente.

L'orientation politique contenue dans le communiqué du BP du POI prend en compte cet objectif, peut-être pas suffisamment au goût de certains militants, mais l'essentiel y est, donc ne soyons pas médisant ou de mauvaise foi pour des raisons plus ou moins obscures ou à tort, soyons impartial ou sachons faire la part des choses camarades, il ne lui manque plus que la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour être parfait, ajoutons qu'on ne comprend toujours pas pourquoi le POI ne précise pas qu'il combat effectivement pour prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière, puisque cela devrait être l'objectif de son combat.

Un autre sujet. Voilà le commentaire que j'ai adressé hier au blog *Où va la CGT ?* et que ces camarades ont eu l'amabilité de mettre en ligne, je les en remercie chaleureusement.

Vous fustigez à juste titre les permanents qui sont coupés de la base et qui ne défendent que leurs propres intérêts qui se confondent avec ceux des appareils des syndicats, intérêts des appareils qui eux-mêmes se confondent avec ceux de l'Etat. Comment cela ? De deux manières (3 en réalité, précision ajoutée ce jour) :

1- Aujourd'hui les syndicats sont financés à hauteur de plus d'un milliard d'euros par l'Etat, ils doivent leurs postes et leurs rémunérations à l'Etat, vous ne voudriez quand même pas que par dessus le marché ils le combattent, alors ne faudrait-il pas mener campagne dans tous les syndicats pour la fin du financement des syndicats par l'Etat, ainsi les permanents n'auraient de compte à rendre qu'aux syndiqués et non à celui qui les engraisse, l'Etat ?

Comment voulez-vous que des permanents qui participent également aux conseils d'administration d'entreprises (Didier Le Reste à la SNCF, 7 000 euros mensuels d'indemnité, pour ce seul poste, par exemple ) et qui ont des rémunérations avoisinant 10 000 euros par mois, défendent des positions qui remettraient en cause à terme leurs postes et les prébendes qui vont avec et ne nous trahissent pas finalement ?

2- Les syndicats participent à une multitude d'organismes avec les représentants de l'Etat et du patronat, par exemple dans le Conseil d'orientation des retraites (COR), et quand ils ne collaborent pas directement à la rédaction des lois anti-ouvrières du gouvernement, par leur seule présence dans ces organismes ils légitiment leurs décisions ou les mesures qui s'inspirent de leurs travaux, alors ne faudrait-il pas pour que les syndicats récupèrent leur indépendance de classe par rapport à l'Etat des capitalistes qu'ils sortent immédiatement de tous ces

organismes, qu'ils rompent toute relation avec l'Etat et le patronat pour enfin engager le combat classe contre classe ?

3- Il faudrait aussi que les les permanents soient élus lors des congrès par les délégués des différentes tendances en présence, leur mandat devrait être limité dans le temps et non renouvelable indéfiniment, l'exécution de leur mandat devrait pouvoir être contrôlée par la base et les élus révocables à tout moment au cas où ils seraient avérés qu'ils ont collaboré avec l'Etat ou le patronat. Est-il normal que le même travailleur soit délégué syndical ou permanent pendant des décennies ? Ne serait-ce pas le meilleur moyen de former des générations de bureaucrates serviles aux ordres du capital !

Ne faudrait-il pas attaquer les problèmes à la racine ? En cas de réponse négative, il ne faut pas s'étonner que la gangrène réformiste qui a pourri le syndicalisme continue de faire autant de ravages.

Un dernier mot, car il y aurait encore beaucoup à dire à propos des commentaires des camarades.

Vous vous trompez de combat camarades, notre ennemi de classe, ce n'est pas le fonctionnaire "zélé", les couches moyennes ou la petite-bourgeoisie qui acccouchent des lois scélérates qui nous sont imposées, mais bien l'Etat par son représentant, Sarkozy et son gouvernement, pour le compte de la classe des capitalistes.

D'où provient le comportement de bon nombre de syndiqués et de représentants syndiqués élus du personnel qui "suivent comme des moutons" les directives des buraucrates des appareils ? Ne serait-ce pas à cette question qu'il faut essayer de répondre, le peut-on sans avoir analysé minutieusement la situation, le peut-on sans cerner au plus juste quel est l'état d'esprit réel des travailleurs, de quoi est-il fait, qu'est-ce qu'il lui manque pour progresser, etc. ?

En dehors de toute issue politique à la crise du capitalisme, en dehors de tout espoir de voir un jour leur vie s'améliorer, en dehors de toute perspective au-delà du régime capitaliste, puisque tous les partis ouvriers sont résolument muets sur cette question déterminante, comment voudriez-vous que le prolétariat et ses représentants ne se résignent pas à accepter la terrible régression sociale que leur impose le gouvernement et le patronat, comment voudriez-vous que le mouvement ouvrier et le prolétariat combattent sur des positions révolutionnaires ou sortent du marasme du réformisme bourgeois, quand aucun des partis ouvriers, dont c'est en principe le devoir, ne les éclaire sur la voie à suivre, si les masses pouvaient s'élever spontanément à la hauteur des tâches qui découlent d'un programme véritablement socialiste, cela se saurait depuis belle lurette.

Dans ces conditions, qu'est-ce qui se passe ? On se mobilise quand on nous en donne l'occasion pour tenter deconserver ce qui nous reste encore de nos acquis ou droits sociaux, on essaie d'obtenir quelques miettes de la part des capitalistes, et puis c'est tout, de toutes manières Sarkozy et Parisot nous ont déjà prévenu, il faudra s'en contenter, au-delà on mettrait en péril les entreprises, donc l'emploi, donc nos salaires... Notre combat est légitime dans le cadre acceptable du capitalisme, au-delà, mystère, c'est l'aventure, le grand vide, donc n'essayons pas d'aller plus loin. Qu'est-ce que manifeste cet état d'esprit partagé par des dizaines de millions de travailleurs ? Qu'en l'absence de théorie pour mener son combat et nous guider, on est faible et vulnérable à toutes les sirènes réformistes, on abandonne rapidement l'objectif qu'on s'était fixé, on est incapable d'avancer d'un pas.

Autrefois, c'était l'ensemble du mouvement ouvrier qui était porté par la perspective du socialisme, cette perspective ayant été abandonné depuis des lustres, le mouvement ouvrier est depuis sous l'emprise de l'idéologie de la classe dominante, celle des capitalistes, normal, non, il n'existe pas cinquante idéologies différentes, il n'existe pas cinquante alternatives possible au capitalisme, en ayant tourné le dos ou en ayant abandonné la perspective du socialisme, le mouvement ouvrier s'est retrouvé dans la situation où il n'a plus d'orientation indépendante du capitalisme, où il est incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant, il est devenu incapable de faire la part des choses, il se fourvoie en permanence, chacun cherche de son côté la solution miracle pour remédier à cette situation dramatique, alors qu'il suffirait de renouer avec la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire international du début du XXe siècle, avec ses enseignements qu'il ne s'agirait pas copier à la lettre faut-il préciser, pour entrevoir des réponses théoriques et pratiques à toutes les questions que nous pose la lutte des classes de nos jours...

Tardieu Jean-Claude. (ex-militant de l'OCI et de FO) Pour de plus ample détail : www.luttedeclasse.org.

La causerie du matin.

Pas d'infos suffisantes sur les manifestations d'hier à Salonique en Grèce, en dehors de quelques lignes : Les manifestants étaient réunis à l'appel des principales centrales syndicales et des partis de gauche dans le centre de la deuxième ville du pays, brandissant des banderoles portant les slogans: «*La crise c'est le capitalisme qui doit la payer*» ou «*Nationalisation des banques*». (20minutes.fr 11.09)

Faire payer la crise aux capitalistes est un discours qui ne se situe pas sur le terrain de classe indépendant du prolétariat et sur le plan de l'éducation politique des masses c'est une catastrophe : les capitalistes paient et on passe l'éponge, la vie continue comme avant, voilà ce que cela signifie, pire encore, en subordonnant les travailleurs au joug du capital on leur interdit d'entrevoir la possibilité d'en finir avec le capitalisme...

Allons plus loin : Du fait que ce sont les capitalistes qui sont au pouvoir et non les travailleurs, c'est leur demander de bien vouloir avoir

l'obligeance de se taxer eux-mêmes, pas trop quand même, juste ce qu'il faut, ensuite vous pourrez continuer tranquillement de spéculer et de nous exploiter jusqu'à l'os, pas de problèmes, on est consentant, c'est notre destin, etc., voilà ce que signifie encore ce mot d'ordre.

Nous préfèrerons comme slogan : puisque le capitalisme est incompatible avec nos droits et nos besoins, ne faudrait-il pas envisager de reconstruire la société sur d'autres bases sociales une fois débarrassés du capitalisme pour les satisfaire et faire en sorte qu'ils ne soient plus jamais remis en cause ? Pour y parvenir, organisons-nous, mobilisons-nous, renversons le pouvoir politique en place, prenons le pouvoir, instaurons une République sociale (ou socialiste).

**Retraites.**

**1- Retrait ? Non, "*faire bouger les lignes*", diviser, marchander sur notre dos un compromis pourri !**

Pour François Chérèque jeudi soir sur France 2, les "*désaccords au sein de l'UMP, c'est la preuve qu'on peut encore faire bouger les lignes*".

De 37,5 à 41 annuités par exemple, merci monsieur le jaune !

**2- Rompre les relations avec le gouvernement parce qu'il n'y a rien à négocier ? Non, il faut une vraie "*concertation*"... pour mieux se faire rouler à l'arrivée !**

Pour Jean-Claude Mailly, les rencontres avec le ministre du Travail, "*c'était pas de la discussion, c'était pas de la concertation, c'étaient des auditions*", a-t-il déploré sur Europe 1.

Grève générale ? Non, "*des grèves reconductibles*" par ci, des grèves isolées qui pourrissent par là...

Force ouvrière réclame le retrait du projet de réforme et ne parle plus de grève générale "*mais des grèves reconductibles, on ne peut pas l'exclure aujourd'hui*".

"*C'est jamais terminé (...) Tous ceux qui pourraient faire de la prévision sociale prennent des risques*", a prévenu Jean-Claude Mailly. (Reuters 11.09)

"*C'est jamais terminé*", alors comme dit la chanson : *c'est la lutte finale, groupons-nous*... pas vraiment dans la bouche de Mailly !

**3- Faites confiance à Thibault, Chérèque, Mailly et consorts, ben voyons !**

Entendu à la Fête de l'Humanité. Foin de critique des syndicats comme le fait le NPA. Le PCF sera "*à fond*" derrière. "*Les syndicats ont fait leur boulot et même très bien. Faut pas mégoter mais leur faire confiance*" , a martelé M. Laurent. Ajoutant, en faisant référence à la mobilisation contre le CPE en 2006 : "*Qui dit que le mouvement social va en rester à une journée tous les 15 jours ?*". (Lemonde.fr 11.09)

Simple constat ! Les journée d'action qui n'aboutissent qu'à faire passer la politique réactionnaire du gouvernement, ça c'est du bon boulot assurément !

**4- Voilà qui va les faire marrer au Palais... et les réconforter surtout.**

Jean-Luc Mélenchon, s'il "*fait semblant de croire*" à ce que dit le PS, a aussi souligné qu'il ne fallait pas "*créer une polémique qui viendrait perturber le mouvement*" unitaire. Même son de cloche chez Olivier Besancenot, invité de l'université d'été du courant de Benoît Hamon (PS), le 19 septembre, dans les Landes. "*Hamon se mouille un peu plus, c'est important pour le rapport de force global*" face au gouvernement, a-t-il dit. (Lepoint.fr 11.09)

Le PS a de nouveau affirmé à l'Assemblée nationale qu'il soutenait l'allongement de la durée de cotisation, pour Mélenchon c'est un détail insignifiant, pas de quoi "*polémiquer*" pour si peu, une paille, tu parles, c'est l'essentiel du projet scélérat du gouvernement dont plus personne ne parle.

Face à ce genre de "*rapport de force global*", Sarkozy en tremble sur ses talonnettes !

**5- "*Une crise sociale est imprévisible*".**

Malgré la pression accrue des syndicats, la mobilisation contre la réforme des retraites en France a peu de chances d'aboutir à une crise sociale mais Nicolas Sarkozy doit se garder de tout faux pas, estiment des analystes.

(Manifestement ces "analystes" aux ordres ne se sentent pas vraiment concernés par cette crise sociale qui est déjà installée. Elle est la

combinaison de la crise du capitalisme qui a éclaté il y a trois ans et de la volonté affichée par Sarkozy et Parisot d'en faire payer les conséquences aux travailleurs, ce qu'ils refusent. On peut ajouter tous les scandales qui touchent le sommet de l'Etat et l'UMP, qui finalement mine la crédibilité ou la légitimité du gouvernement et sa politique. L'ensemble concourt à terme à transformer la crise sociale en crise politique ouverte... - Ndlr)

Pour Hubert Landier, spécialiste des relations sociales, on ne déclenche pas une crise sociale - risque évoqué par le dirigeant de la CGT Bernard Thibault - en appuyant sur un bouton et, pour l'instant, chaque acteur s'en tient à son rôle. (C'est en grande partie les couches moyennes et la petite-bourgeoisie qui refusent de voir leur situation se dégrader plus longtemps et de se ranger derrière l'UMP, qui aliment la crise sociale et politique, au point que le PS et ses satellites sont obligés de monter au créneau pour dénoncer la politique du gouvernement et de s'associer à la mobilisation sur les retraites initiées par les syndicats. Il y a crise sociale lorsque la majorité du prolétariat rejette les arguments que le gouvernement leur a concoctés pour justifier ses projets anti-ouvrier, et précisément aujourd'hui lorsqu'une partie croissante de la petite-bourgeoisie se range à ses côtés contre le gouvernement. Effectivement, si on devait attendre après les Thibault et Cie. pour qu'une crise sociale se déclenche, on pourrait attendre longtemps ! - Ndlr)

"*Nous assistons à une commedia dell'arte avec des acteurs qui connaissent leur rôle et qui s'est jouée sans trop de couacs jusqu'ici*", dit-il.

Face à la fin de non-recevoir de Fillon jeudi soir sur France 2, la situation ne devrait pas pour autant s'envenimer, estime Guy Groux, chercheur au Cevipof.

"*Jusqu'à présent, la CGT et la CFDT font preuve d'une attitude raisonnable en ne demandant pas le retrait du texte et ne parlant pas de 'texte scélérat' comme cela a pu être le cas par le passé*", dit-il.

(Il ne sait pas lire et il doit être sourd ou il cherche à se rassurer comme il peut, au-delà du double langage permanent des dirigeants de la CGT et de la CFDT, ils ont été obligés de déclarer sous la pression des militants et des travailleurs qu'il fallait "*remettre à plat*" tout le projet du gouvernement, ce qui revient au même que réclamer son retrait avec des mots différents. - Ndlr)

"*Leur objectif est d'obtenir des concessions pour sortir de cette affaire sans avoir l'air d'avoir tout perdu aux yeux des adhérents et de l'opinion publique.*" (Comme chaque fois, pas un seul dirigeant syndical depuis les années 20 ou 30 n'a eu une autre idée en tête. - Ndlr)

"*En 1995, le mouvement était parti non pas d'une loi mais d'un discours d'Alain Juppé. Pour le CPE, c'était une décision personnelle de Dominique de Villepin, qui était isolé dans l'opinion publique et dans son propre gouvernement. Le contexte actuel est différent, on est face à une réforme qui est inéluctable dans un contexte de déficit budgétaire,*" dit Hubert Landier.

(En 1995, le gouvernement voulait remettre en cause la retraite d'une catégorie de personnel qui pouvait relativement facilement s'unir pour faire bloc contre le gouvernement, aujourd'hui, c'est l'ensemble des travailleurs qui est concerné, ce n'est donc pas la même chose, c'est plus facile pour les bureaucrates syndicaux de manoeuvrer compte tenu de l'hétérogénéité du prolétariat. S'agissant du CPE, il s'agissait de livrer la jeunesse à la précarité, de s'engager dans un processus conduisant à la banalisation/généralisation de la précarité, ce qui était une véritable provocation. Au-delà, de Villepin a cédé, mais la vingtaine de contrats de travail précaire n'a pas été abolie pour autant, il n'avait donc aucune raison de vouloir maintenir coûte-que-coûte le CPE.

Parce que le gouvernement et ces "expert" déclarent que cette contre-réforme serait "inéluctable", ils voudraient qu'il en soit ainsi pour l'ensemble de la population, ce qu'ils ne voient pas et ne peuvent pas voir, c'est que les uns et les autres ne sont pas logés à la même enseigne et que ce qui peut convenir à Fillon ou à un "expert" ne satisfera pas forcément un ouvrier, même en y mettant les formes pour tenter de le persuader du contraire. Et l'on sait par expérience que plus une question est débattue publiquement pendant des mois, plus les travailleurs ont tendance à ne plus savoir quoi penser pour finalement rejeter massivement les arguments du gouvernement par crainte de se faire rouler. - Ndlr)

Céline Bracq, directrice adjointe de BVA Opinion, note "*une résignation plus forte pour cette réforme que pour une autre*".

(On se demande où elle a vu cela, de la fenêtre d'un bureau de l'UMP à observer les quelques pigeons qui croient encore que l'on peut "*travailler plus pour gagner plus"* sans doute ! - Ndlr)

"*La majorité de la population ne croit pas en la promesse du PS de rétablir l'âge légal de la retraite à 60 ans s'il revient au pouvoir*", estime-t-elle.

(Cela n'a aucun rapport ou alors la population serait résignée sur tout, ce qui ne semble pas être le cas - Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre du PS et ses satellites qui ont déjà gouverné le pays pour le compte des capitalistes. Rappelons encore que c'est l'allongement de la durée de cotisation, le coeur de la contre-réforme des retraites, mesure soutenue par le PS.

Prendre sa retraite à 60 ans dans n'importe quelle condition, c'est cela que dit le PS, cela concerne qui en réalité ? Les ouvriers ou les employés qui n'auront jamais suffisamment d'annuités à 60 ans pour prendre une retraite à taux plein, les ouvriers qui auront des retraites de base médiocres et qui par dessus le marché se verront infliger une forte décôte de cette retraite ? Non, cela concerne principalement ceux

qui n'auront pas cotisé 41 ou 42 ans et qu'une décôte de 20 ou 30% ne gênera pas pour vivre tranquillement à la retraite, les couches moyennes, les intellectuels, tous ceux qui ont des revenus confortables, le fond de commerce du PS, ils défendent leur boutique, quoi. - Ndlr)

Si l'opinion soutient les manifestations, la majorité des Français ne sont pas prêts à descendre dans la rue, dit-elle. "*Il s'agit plus d'un soutien de coeur que d'un soutien effectif. Les grévistes sont une part marginale de la population.*"

(Attention, le coeur a parfois ses raisons que la raison ne connaît pas ! Cela n'a rien à voir non plus. Dans 9 cas sur 10, les travailleurs ne sont pas en situation de quitter leur poste de travail pour aller manifester. - Ndlr)

Pour obtenir le retrait du projet de loi, réclamé par FO et Solidaires, il faudrait que les dirigeants syndicaux provoquent une crise sociale. Mais selon Hubert Landier, les conditions pour y parvenir ne sont pas réunies.

"*Une crise sociale est imprévisible et n'est jamais décidée par les états-majors syndicaux*", explique-t-il. "*Une crise sociale est une réaction du corps social qui est prise en charge par les syndicats.*"

(On constate que les dirigeants syndicaux sont obligés de durcir leurs discours face au gouvernement compte tenu de la volonté exprimée par les travailleurs de refuser cette contre-réforme, il suffirait que cette volonté s'amplifie encore dans les jours ou semaines qui viennent pour que leurs positions rejoignent leurs discours, au-delà que la rupture avec le gouvernement soit consommée, ce que tentent d'éviter à tout prix Thibault, Mailly et Chérèque, car dans ce cas-là la crise sociale basculerait en crise politique et ce serait directement le régime qui serait la cible de la mobilisation du prolétariat, la pire situation qui soit pour le gouvernement et ses lieutenants à la direction des syndicats.

Dès lors que la rupture avec le gouvernement est consommée, il n'est plus considéré comme légitime pour proposer une loi ou diriger le pays, la question de son départ se trouve donc directement posée, ainsi que la question par quoi le remplacer, la mobilisation prend alors une tournure politique dont l'objectif peut être le renversement des institutions et du régime, la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire... - Ndlr)

Pour autant, le gouvernement doit prendre garde à ne pas faire de faux pas dans les semaines qui viennent.

(Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, le gouvernement qui s'est illustré à plusieurs reprises en orchestrant des manipulations de toutes pièces s'est abstenu lors des manifestations du 24 juin et du 7 septembre de recourir à cette méthode, on n'a pas entendu parler d'incidents majeurs en fin de manifestation, pas de blessés graves, à ma connaissance, à croire que des consignes strictes ont été données aux forces de police pour que les manifestations se terminent proprement, car un grave incident pourrait être l'étincelle à partir de laquelle tout le pays s'embraserait. - Ndlr)

"*Il faut que le gouvernement, l'Elysée fassent très attention dans la période actuelle. Les gens comprennent qu'il faut faire des efforts sur les retraites mais veulent que ce soit une répartition juste des efforts à faire et ne toléreront pas d'écart*", souligne Hubert Landier. (Reuters 11.09)

(Quel crétin, et ce n'est pas le triste pédagogue Fillon qui y changera quelque chose maintenant, les travailleurs ont bien compris qu'ils étaient face à un gouvernement des banquiers et que dans ces conditions, il ne peut que leur proposer qu'une loi injuste. Le Fouquet's fut l'écart de trop, et depuis cela n'a pas cessé. - Ndlr)

**Comment le gouvernement vole purement et simplement une partie de notre salaire.**

Après l'assurance-vie , l'épargne salariale. Moins de deux semaines après avoir décidé de réduire de trois milliards d'euros les avantages fiscaux dont bénéfice le secteur de l'assurance-vie, le gouvernement envisagerait, selon le *Journal du Dimanche*, de doubler de 4% à 6% la taxe sur l'intéressement et la participation . Longtemps défendus par le gouvernement et plus spécialement par Nicolas Sarkozy qui souhaitait renforcer l'accès à la participation, ces deux dispositifs d'épargne salariale pourraient donc faire les frais du rabot sur les niches sociales.

Cette information intervient après que la Cour des comptes, mercredi, a incité le gouvernement à faire preuve de «*plus de vigueur*» dans la réduction des niches sociales. Alors que le déficit de la Sécurité sociale doit atteindre en 2010 en viron 27 milliards d'euros pour le régime général, la Cour des comptes avance des pistes pour faire économiser à l'Etat 15 milliards d'euros, parmi lesquelles l'épargne salariale.

Considérée comme une niche sociale, la taxe sur l'intéressement et la participation avait déjà été doublée en 2010, de 2% à 4%. (Lefigaro.fr 11.09)

Vous travaillez, on vous verse à regret un salaire, vous vous dites que vous l'avez bien mérité, eh bien non, on vous en repique une partie au tournant, ce sont des méthodes de tenanciers de bordels ou de racketteurs ! Il faut bien que l'Etat compense d'une manière ou d'une autre les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les patrons.

Haut de page

**Le 13 septembre**

L'article que j'ai mis en ligne est léger et destiné à des lycéens selon son auteur. On commence la semaine dans la bonne humeur camarades, vous devinez avec qui...

**A bas les privilèges !**

Une centaine de personnes, selon la police, 150 selon les organisateurs, se sont rassemblées ce dimanche à la mi-journée à l'entrée de Montignac en Dordogne, où Nicolas Sarkozy s'est rendu pour visiter avec son épouse la grotte de Lascaux, à l'occasion des 70 ans de sa découverte.

A l'appel de tous les partis de gauche (sauf le POI, Ndlr du site), de plusieurs syndicats et d'organisations comme la LDH, Réseau éducation sans frontières, Attac ou la confédération paysanne, les manifestants ont installé deux mannequins à l'effigie du couple présidentiel et distribué des tracts pour «*dénoncer la politique régressive menée par Nicolas Sarkozy*».

Au sortir de la grotte, Nicolas Sarkozy a déclaré avoir «*vu quelque chose d'extraordinaire*». «*C'est quelque chose qui nous a bouleversés et on a ressenti profondément, Carla et moi, le privilège extrême de rentrer dans la grotte de Lascaux*», a ajouté le chef de l'Etat. (20minutes.fr 12.09)

Dommage qu'ils en soient ressortis ! Cette grotte est fermée au public depuis 1963, sa visite est restreinte depuis 1990 à 5 personnes et 5 visites par mois, selon les sources. Les pitreties de ces gens de "gauche" sont vraiment lamentables, c'est l'horreur !

**Régime, côté jardin. Propagande et manipulation gouvernementale.**

**1- Le thème de la sécurité : Un prétexte pour adopter un arsenal de lois répressives, diviser la population et ne pas parler du chômage...**

Selon un sondage TNS-Sofres pour La Croix, quelque 74% des personnes interrogées citent le chômage et l'emploi comme une de leurs préoccupations, 54% les retraites, 50% la qualité des soins, 47% le pouvoir d'achat, mais seulement 26% la sécurité, c'est-à-dire que trois quarts des personnes interrogées ne la mentionne pas comme préoccupation. (Reuters 12.09)

**2- L'épouvantail de Strauss-Kahn pour venir en aide à Sarkozy sur la question des retraites ou comment diviser pour mieux régner.**

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn est considéré par une forte majorité de Français comme le meilleur candidat socialiste potentiel pour la présidentielle de 2012, selon un sondage Ifop pour France-Soir. (Reuters 12.09)

Et l'ensemble des médias d'embrayer :

- Présidentielle: Dominique Strauss-Kahn le mieux placé pour faire gagner la gauche, selon un sondage - AP

- Strauss-Kahn meilleur candidat de gauche pour 2012, selon Ifop - Reuters

- DSK le mieux placé pour faire gagner le PS, selon un sondage - Libération.fr

- Aubry est «*la plus fidèle aux idées de gauche*», mais DSK est le plus à même de «*gagner*» - 20minutes.fr

**3- Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays, peu importe, faisons comme si c'était le contraire qui était vrai.**

- Sondage : +4 points pour Nicolas Sarkozy - AP

- Remaniement : Une majorité de Français veut garder Fillon à Matignon - 20minutes.fr

- Remaniement: 55% des Français souhaitent que François Fillon reste Premier ministre, selon un sondage - AP

- 55% des Français veulent garder Fillon comme Premier ministre. Qu'en pense Sarkozy? - Le Post

- Alliot-Marie favorite des Français si Fillon part - Le Figaro -Hier

**Régime, côté cour. Entre manoeuvre et hypocrisie. L'unité à n'importe quel prix, un argument servi sur un plateau pour le gouvernement.**

Pierre Laurent, secrétaire général du Parti communiste français, dans son discours de clôture à la Fête de l'Humanité, a appelé la gauche française à s'unir pour défendre la retraite à 60 ans tout en rendant publiques ses divergences avec les socialistes.

Le programme du PCF, a-t-il dit, est de défendre le droit à la retraite à 60 ans, mais à taux plein.

"*Les salariés dans le pays sont unis. Ils ont besoin d'un engagement sans faille en faveur du maintien de la retraite à 60 ans à taux plein et sans rallongement de la durée de cotisation*", a-t-il ajouté.

Le Parti socialiste, principal parti d'opposition, a annoncé son intention de rétablir la "*liberté*" de partir à 60 ans en retraite s'il revenait au pouvoir, mais avec un allongement de la durée de cotisation à terme à 41,5 années, ce qui signifie qu'il sera quasi-impossible d'avoir une pension à taux plein à l'âge de 60 ans.

«*Personne ne brisera ni le front syndical ni le front politique*», a assuré le porte-parole du PS, Benoît Hamon.

Alors que ce "*front*" syndical et politique ne se prononce pas contre tout allongement de la durée de cotisation. On pourrait imaginer que Sarkozy soit obligé de reculer sous la menace d'une mobilisation grandissante, qu'il maintienne finalement les 60 ans, ainsi sa position serait en accord avec celle du PS et l'affaire serait réglée en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, Chérèque et Cie. s'engouffrerait dans cette brêche...

En remettant sur le tapis l'élément essentiel du projet du gouvernement que ni Sarkozy ni Fillon ni Woerth n'ont osé prononcer dernièrement (à ma connaissance), l'allongement de la durée de cotisation, le PCF et les médias aux ordres qui lui ont emboîté le pas jouent avec le feu, un peu comme s'il s'agissait de leur dernière cartouche pour essayer de briser la mobilisation dans la perspective du 23 et l'unité qui existe parmi les travailleurs et les militants contre le projet du gouvernement, car les masses pourraient s'emparer à leur tour de ce facteur déterminant pour en exiger l'annulation à force d'en entendre parler, et dès lors leur position se retrouverait figée ou calé sur la question des retraites, au grand dam du gouvernement qui espérait parvenir à l'objectif opposé, les diviser.

Interrogé sur Europe 1 à propos de la position du PS, Mélenchon s'est voulu limpide : «*Je vais vous répondre aussi hypocritement que je peux le faire, nous avons décidé de faire semblant de croire qu'ils sont d'accord avec nous et nous sommes parfaitement conscients du fait que ce n'est pas le cas.*».

Cela confirme que Mélenchon est vraiment prêt à tout et à accepter l'inacceptable de préférence pour vendre la camelote avariée de son parti. Vous aurez noté que ce félon est "*conscient*" de tromper militants et travailleurs, pour la bonne cause sans doute, entendez par là, quelques places dans les ministères en 2012 si le candidat du PS était élu. Ce type est vraiment la pire caricature du militant qui soit ! (Lefigaro.fr 12.09)

Il fallait au préalable jeter un coup d'oeil côté jardin pour comprendre le sens et l'origine de l'offensive de P. Laurent contre le PS :

- François Fillon: "*Ne croyez pas ceux qui vous promettent aujourd'hui qu'ils reviendront sur les lois*" - Le Post

- Promettre le retour de la retraite à 60 ans est "*un miroir aux alouettes*", selon Éric Woerth - LePoint.fr

- Retraites : les désaccords se font jour à gauche - Le Figaro

Ils ont raison, car sans revenir aux 37,5 annuités pour tous, un jeune qui aurait commencé à travailler entre 20 et 25 ans et qui subirait forcément quelques périodes de chômage, partirait obligatoirement à la retraite (à taux plein) après 60 ans, entre 65 et 70 ans.

**Tout, tout, tout, pour les banquiers, suite.**

**1- Et le multiple de zéro, ça fait combien ? Pas plus que cela.**

Aux termes de la réforme, dite de "Bâle III", les banques devront porter le ratio de leurs fonds propres de meilleure qualité, correspondant aux actions ordinaires et aux bénéfices mis en réserve, encore appelé "ratio core tier 1", à 4,5% de leur total de bilan contre 2% actuellement.

(Qu'est-ce que c'est des "*fonds propres de meilleure qualité*", parce qu'elles auront toujours des fonds propres de mauvaise qualité ? -Ndlr)

Elles devront constituer en sus un "*matelas de précaution*" sous forme d'actions ordinaires et représentant 2,5% du total de bilan. Le montant minimal des fonds propres de meilleure qualité sera ainsi porté à 7%.

Afin que ces nouvelles règles n'entravent pas la fragile reprise de l'économie mondiale, les banques disposeront de plusieurs années pour s'y conformer.

(Et avant cette échéance, les banquiers auront eu tout le temps de contourner cette "*réforme*", si cela s'avère nécessaire... -Ndlr)

Les nouvelles exigences sur le ratio Tier 1 prendront effet à partir de janvier 2015 et la constitution du "*matelas de précaution*" interviendra progressivement de janvier 2016 à janvier 2019.

Les régulateurs en attendent des stratégies moins risquées de la part des banques et une capacité accrue à faire face à des chocs financiers éventuels sans que les contribuables soient mis à contribution comme cela s'est avéré nécessaire au cours de la récente crise financière.

(Au-delà de cet aveu, cela ne remet pas en cause les stratégies à risque qui alimentent et se nourrissent de la spéculation dont tous les peuples font les frais, pas seulement en période de crise, mais en permanence. - Ndlr)

Les nouvelles règles prudentielles de Bâle III devraient être avalisées par les dirigeants du G20 lors du sommet de novembre à Séoul.

Les principales banques mondiales, qui ont en grande partie surmonté les conséquences de la crise financière, ne devraient pas se précipiter pour augmenter leurs fonds propres en réponse à ces nouvelles règles prudentielles. (Reuters 12.09)

**2- Belgique. Dexia dégraisse pour engraisser ses actionnaires.**

La banque franco-belge Dexia prévoit la suppression d'environ 700 emplois, rapporte le quotidien belge *L'Echo*, samedi, sans fournir de source à l'appui de ce nombre.

Ces suppressions de poste, dont le nombre était estimé entre 700 et 800 par la presse belge, fait partie des dernières mesures d'un plan d'économie de 600 millions d'euros.

Dexia a déjà réalisé 360 millions d'économies grâce à la suppression d'environ 1.500 emplois, mais n'a pas indiqué comment elle comptait réussir les 240 millions d'économies supplémentaires. (Reuters 11.09)

Haut de page

---

**Le 14 septembre**

Nouveau scandal au sommet de l'Etat avec l'affaire du Monde, c'est encore directement Sarkozy qui est visé. Fidel Castro se demande si l'hystérique du Palais n'est pas devenu "*fou*", il n'est pas le seul, La Talonnette qui dispose d'un pouvoir quasi dictatorial de par la Constitution bonapartiste de la Ve République, en use et en abuse sans modération en confondant l'exception et la règle, fragilisant d'autant l'Etat et son gouvernement de plus en plus isolés et contestés dans le pays.

Comment analyser la violente hostilité à l'encontre de Sarkozy de trois magazines, Marianne, Le Point, L'Express ? A qui s'adressent-ils, qui en sont les lecteurs, à quelles classes sociales appartiennent-ils ? Ce n'est certainement pas les ouvriers ou les employés qui achètent et lisent ce genre de magazines. Leurs lecteurs appartiennent aux couches moyennes ou à la petite-bourgeoisie, mais aussi à certaines couches de la bourgeoisie.

L'hostilité grandissante d'une partie de la presse acquise au capitalisme envers Sarkozy exprime (temporairement) le refus des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie de voir rogner toujours plus leurs privilèges pour sauver le capitalisme en crise et garantir la paix sociale dans le pays. Si leur opposition à Sarkozy peut signifier que ces couches et cette classe auraient commencé à basculer dans le camps du prolétariat, il faut se souvenir que ce sont elles qui ont largement contribué à son élection, ce qui démontre une fois de plus que la petite-bourgeoisie est incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant.

Selon la situation et le rapport de force existant à un moment donné entre les deux principales classes en présence, la classe ouvrière et celle des capitalistes, la petite-bourgeoisie se rallie à l'une ou à l'autre, de préférence elle soutient celle qui s'engage àpréserver ses intérêts ou d'en obtenir d'autres, et à tout moment elle peut opérer une volte-face, c'est une classe instable et indécise par excellence, seuls ses

intérêts propres guident son positionnement politique.

L'UMP, le PS, le Modem et les Verts sont les principaux partis vers lesquels penche la petite-bourgeoisie (et les couches moyennes), sa préférence allant lors d'élections vers le parti qui affiche la plus grande cohérence et détermination dans son discours ou ses propositions pour gouverner le pays conformément à ses intérêts. Elle accuse aujourd'hui Sarkozy de ne pas être à la hauteur de ses ambitions et d'être incapable de préserver les intérêts du capitalisme français après la crise qui a éclaté il y a trois ans, sans toutefois exiger de lui qu'il s'en prenne davantage à la classe ouvrière, car elle sait qu'elle serait visée également, au-delà du fait qu'elle ne souhaite pas une aggravation de la situation du prolétariat qui ne peut se traduire que par une détérioration de tous les rapports sociaux dans la société, dont elle subirait inévitablement les conséquences. Elle aspire à vivre confortablement dans une société où elle peut s'épanouir, dans laquelle un certain nombre de valeurs sont partagés et respectés par le plus grand nombre, or ce n'est plus le cas aujourd'hui, elle ne peut donc plus jouir tranquillement de ses privilèges, son niveau de conscience politique ne va pas plus loin, il se situe dans le cadre des institutions et du capitalisme.

Cela ne concerne qu'une partie des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie, apparemment la majorité d'entre elles, d'où le fait que le PS se sente revigoré, puisque c'est son fond de commerce.

A l'opposé, une minorité d'entre elles exigent que Sarkozy s'attaque directement au prolétariat, quitte à mettre le pays à feu et à sang ou soutiennent le FN. Une nouvelle défaite de la classe ouvrière pourrait entraîner un nouveau basculement de ce rapport de force et conduire à la réélection de Sarkozy en 2012, bien que cela semble peut probable avec toutes les gamelles qu'il traîne derrière lui. Par contre, elles voteraient bien pour Strauss-Kahn... qui les assassinera ensuite !

En conclusion. Les couvertures de ces magazines peuvent faire sourire, tout le monde les a vues en kiosque, tout le monde en a parlées, mais personne n'explique à quoi cela correspond, elles ont un contenu politique et là encore chacun est livré à lui-même pour les décrypter, sans conscience politique cela semble difficile ou impossible d'en comprendre la signification exacte et la portée, un parti ouvrier se devrait de combler cette lacune, cela devrait faire partie intégrante de l'éducation politique de la classe ouvrière, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie.

Si nous ne pouvons pas attendre que les conditions d'existence et de travail du prolétariat soient rendues à la situation qui prévalait à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe pour entrevoir une révolution, il nous faut tabler sur la conjonction d'une situation sociale et politique exceptionnelle et l'élévation du niveau de conscience politique du prolétariat, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie.

Cette question mérite d'être développée, car elle pourrait déboucher sur une nouvelle orientation politique qui prendrait en compte à la fois les enseignements de la lutte de classes et les transformations de la société depuis un siècle. On devrait porter autant d'attention à la lutte de classe qu'à la nécessité d'aider la conscience des masses à progresser, l'un et l'autre contribuant à contruire le parti, non pas dans le but d'atteindre un objectif particulier ou général à court terme, mais dans le seul but de se préparer à aborder les prochains affrontements avec l'Etat dans les meilleures conditions posssible pour pouvoir éventuellement le renverser et prendre le pouvoir. (A suivre)

Un autre sujet très vite sous forme de question.

Lorsque l'on dit que les travailleurs sont majoritairement opposés au projet de loi du gouvernement sur les retraites, est-ce qu'on veut dire par là qu'ils se situent sur le terrain exclusif de leurs besoins et qu'ils refusent de travailler plus longtemps, ou qu'ils estiment qu'il est injuste et qu'il fait la part belle aux capitalistes ? Dans le premier cas on peut s'attendre à leur radicalisation politique, dans le second beaucoup moins ou pas du tout... On reviendra sur cet aspect de la situation.

**Ils sacrifient la jeunesse et la conduisent au désespoir.**

Plusieurs rapports récents - de l'OCDE, de l'Organisation internationale du travail (OIT) - ont révélé une hausse du risque de chômage des 15-24 ans, déjà en général structurellement plus élevé que celui des adultes.

Selon l'OIT, alors que, durant la décennie précédente, l'augmentation du nombre de jeunes chômeurs dans le monde ne dépassait pas 190 000 par an du fait de situations favorables dans certains pays, celle-ci a atteint près de 8 millions entre 2007 et 2009, portant l'effectif total des jeunes sans emploi à 81 millions, soit 40 % des chômeurs dans le monde (le double de leur poids dans la population totale).

Quant à la croissance du chômage de longue durée, elle est sans précédent chez les moins de 25 ans (+ 72 % de 2008 à 2009 et + 47 % de 2009 à 2010 en France). Phénomène nouveau, cette aggravation affecte tous les débutants, y compris diplômés, qui accèdent à des emplois dont les conditions générales sont souvent dégradées. (Le Monde économie 13.09)

Après ils s'étonnent du comportement parfois débridé de la jeunesse, alors qu'ils ont eux-mêmes créé les conditions qui la poussent au désespoir, à la violence, à faire usage de drogues, etc. chômage, précarité et pauvreté. Ils lui promettent un avenir pire que l'existence déjà difficile que leurs parents ont connue, de quoi pousser la jeunesse à ne pas se reconnaître dans leur société et à s'attaquer à tout ce qui représente l'Etat, ce qui lui vaut de se retrouver avec une partie de la population contre elle pour ne rien arranger.

La survie du capitalisme entraîne la décomposition de tous les rapports dans la société, et si toutes les classes sont concernées, ce sont les couches les plus fragiles du prolétariat dont la jeunesse qui en subissent les plus brutales conséquences...

**Chine.**

La Chine continue à être le «*moteur*» de la reprise économique mondiale, a affirmé hier le premier ministre chinois Wen Jiabao, à l'occasion du Forum économique mondial d'été qui se tient à Tianjin, à une heure de Pékin.

Le «*Davos chinois*» ouvre en effet alors que les récents indicateurs économiques démontrent que l'économie chinoise continue à accélérer, là où la plupart des analystes prévoyaient un freinage. Pour Wen Jiabao, la Chine a eu depuis deux ans l'énorme mérite «*d'offrir d'importantes opportunités de croissance aux multinationales*», ainsi que de « *créer une énorme demande pour les grandes économies et les pays voisins*». (Lefigaro.fr 13.09)

**Cuba.**

Au moins 500.000 fonctionnaires cubains vont être licenciés d'ici la mi-2011, a annoncé lundi la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), l'unique syndicat du pays. La Havane promet d'assouplir les régulations encadrant le secteur privé afin que les personnes concernées puissent retrouver un emploi ou créer leur entreprise. (AP 13.09)

**Etats-Unis.**

L'administration Obama annoncera prochainement au Congrès un contrat d'armement avec l'Arabie saoudite qui pourrait atteindre à terme 60 milliards de dollars, mais le royaume ne devrait dans un premier temps s'engager que sur la moitié environ de cette somme, a déclaré lundi un responsable américain de la Défense.

Le responsable a précisé sous le sceau de l'anonymat que le contrat porterait notamment sur 84 nouveaux chasseurs F-15 de Boeing et sur la modernisation de 70 autres chasseurs, 72 hélicoptères Black Hawk construits par Sikorsky Aircraft, filiale de United Technologies Corp, 70 hélicoptères Apache de Boeing et 36 Little Birds.

Les Etats-Unis et l'Arabie saoudite discutent aussi d'une vente de matériel destinée à la marine du royaume, qui pourrait atteindre 30 milliards de dollars, mais aucun délai n'est encore fixé pour ce contrat et il ne figurera pas dans la prochaine notification au Congrès, a dit le responsable.

Selon le Service de recherche du Congrès américain, l'Arabie saoudite a été, sur les quatre ans allant de 2005 à 2009, le premier acheteur d'armes américaines, avec des contrats totalisant 11,2 milliards de dollars. (Reuters 13.09)

Haut de page

---

**Le 15 septembre**

**Précision sur la situation chez Continental.**

Seuls ceux du site de Foix se sont majoritairement prononcés contre. En dépit d'un appel au boycott lancé par la CGT et la CFDT, 83 % des inscrits ont voté. Ces deux syndicats ont d'ores et déjà prévenu qu'ils ne signeront pas d'accord avec la direction. Si les syndicats minoritaires, à savoir la CGC, CFTC et FO (qui devrait se prononcer ce matin sur le sujet), devaient le signer, la CGT et la CFDT le dénonceraient. Cela rendrait l'accord inapplicable.

CGT et CFDT rappellent le précédent de Clairoix, où les 1 100 salariés avaient accepté une augmentation du temps de travail en 2007, contre la garantie de l'emploi. Leur usine a été fermée deux ans plus tard. La situation est certes sensiblement différente dans le secteur automotive et celui du pneu, où la production européenne est en surcapacité. Mais une partie des salariés et de leurs représentants n'en restent pas moins circonspects.

Paradoxalement, ces sites sont bénéficiaires. Ceux du Sud-Ouest devraient dégager 32 millions d'euros de bénéfice cette année. Mais la direction met en avant une anticipation nécessaire d'une baisse alarmante des commandes en 2012-2013. De quoi nourrir les reproches sur un manque d'investissements de Continental pour renouveler l'offre et assurer la compétitivité de ces usines qui fabriquent des injecteurs essence, des capteurs de pression des pneus.

Les équipementiers automobiles, particulièrement les filiales de groupes étrangers, ont multiplié ce type d'accord. Bosch a été le premier à mettre en cause le temps de travail sur son site de Vénissieux. D'autres ont suivi depuis. À Amiens, de dénonciations en recours, un des

deux sites de Goodyear Dunlop a finalement fermé l'année dernière. (Lefigaro.fr 14.09)

Difficile d'intervenir ici puisqu'on ne sait pas dans quelles conditions s'est déroulé ce scrutin. Il ne serait pas étonnant que même correctement informés les travailleurs de Continental acceptent les sacrifices que veut leur imposer la direction, parce qu'en dehors de toute perspective politique, ils ne pensent leur avenir qu'à court terme, et en demeurant isolés ils n'ont rien à espérer de mieux que ce qu'on leur propose. C'est compréhensible et c'est sans doute l'état d'esprit d'un grand nombre de travailleurs dans le pays, qui ne se font aucune illusion sur leur sort et qui n'ont aucun espoir dans l'avenir, y compris dans les changements que le PS leur promet après 2012, ce n'est pas nous qui leur dirons le contraire sur ce point.

**Dans le camps des menteurs : n'en jetez plus la cour est pleine !**

**1-** Eric Besson était-il au courant de la circulaire relative aux expulsions visant les Roms ? D'après Le Canard Enchaîné, oui. Selon le journal, le ministre de l'Immigration avait un représentant à la réunion du 4 août place Beauvau où a été élaborée le texte, ce que le ministre dément.

Une convocation par courriel a été adressée à Lucien Guidicelli, conseiller d'Eric Besson, avec un double à sa secrétaire, selon le journal qui publie l'en-tête du courriel en fac-similé mercredi. La convocation a été envoyée le 3 août à 11h21 par le conseiller chargé de la sécurité au cabinet du ministre de l'Intérieur.

Il s'agissait, selon le Canard, de la première réunion de la «*cellule de coordination nationale de lutte contre les campements illicites*».

A l'ordre du jour: appliquer les consignes du discours de Sarkozy le 30 juillet (à Grenoble) qui demandait de «*mettre un terme aux implantations sauvages des campements de Roms*».

La réunion a donné lieu à la circulaire aux préfets du 5 août, ciblant expressément l'évacuation de campements de Roms, un texte annulé lundi par Brice Hortefeux après le tollé qu'il a soulevé.

Interrogé par l'AFP sur ces révélations, le ministre de l'Immigration a démenti. «*Je ne veux polémiquer avec personne mais je persiste et signe: ni mon cabinet ni moi-même n'avons été saisis du projet de circulaire du 5 août*», a affirmé M. Besson. (20minutes.fr 14.09)

En résumé, les Roms n'étaient pas visés par Sarkozy, mais l'existence d'une circulaire prouve le contraire, Besson n'était pas au courant, mais un de ces conseillers l'était, donc il l'était forcément aussi...

**2-** Le gouvernement a affirmé mardi qu'il était légitime d'identifier un fonctionnaire déloyal à l'origine de fuites dans l'affaire Woerth-Bettencourt et a nié l'existence de consigne de l'Elysée ou d'écoutes illégales.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a cherché avant tout à préserver l'Elysée, une ligne de défense amorcée lundi.

"*Il n'y a eu aucune consigne, aucune demande de l'Elysée à quelque niveau que ce soit, il n'y a eu aucune demande d'écoutes téléphoniques*", a-t-il dit lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale.

Il a répété que des "*vérifications techniques*" avaient été effectuées dans le cadre "*de la mission de protection de la sécurité*".

Les "*vérifications techniques*" évoquées par Brice Hortefeux auraient consisté à obtenir des relevés téléphoniques mais le délégué général de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) a affirmé ne pas avoir été saisi.

Une telle requête aurait été rejetée "*puisque celle-ci ne peut agir que dans le cadre de la prévention du terrorisme*", a-t-il dit à plusieurs médias. (Reuters 14.09)

En résumé, Hortefeux prétend avoir saisi la CNCIS, mais son délégué général dit ne pas être au courant en affirmant qu'une telle demande aurait été rejetée...

**3-** A propos de l'affaire où est apparue une circulaire visant les Roms alors que le gouvernement niait avoir voulu s'en prendre à eux, et celle où le journal Le Monde entend porter plainte."*On voit bien aujourd'hui ce qui ne va pas, c'est qu'on nous ment en permanence. On nous raconte quelque chose et le lendemain on apprend que ce n'est pas vrai. C'est un vrai problème de crédibilité*", a déclaré mardi Martine Aubry sur France 3. (Reuters 14.09)

En résumé, le PS prétend défendre le droit de partir à la retraite à 60 ans, mais en soutenant l'allongement de la durée de cotisation, il fait ainsi en sorte que plus personne ou presque ne puisse partir à la retraite à 60 ans, il s'aligne sur l'UMP en prétendant proposer une autre politique...

**Du côté du chenil présidentiel. Bonjour les dégâts !**

Le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner a déclaré mardi 14 septembre n'avoir pas vu de "*stigmatisation*" des Roms dans le discours de Grenoble du président Nicolas Sarkozy sur la sécurité, déplorant les "*dégâts*" à l'image de la France causés par la polémique.

Bernard Kouchner a encore relevé la "*mauvaise surprise*" de la circulaire gouvernementale qui ciblait expressément les Roms pour les expulsions et qui a été remplacée lundi : "*Ce que nous avons vu hier et aujourd'hui et qui a été corrigé par le gouvernement est une mauvaise surprise*", a-t-il dit. "*Il y a d'autres dégâts*" pour l'image de la France à l'étranger. "*Il y a eu des dégâts et il faut maintenant les corriger par notre attitude et notre engagement*" sur le plan des droits de l'homme, a-t-il dit. (Lepoint.fr 14.09)

**Quand un voile en cache un autre.**

Le projet de loi destiné à interdire le port du voile intégral -niqab et burqa- dans l'espace public a été définitivement adopté mardi par le Parlement français. (AP 14.09)

Vive la République ! Laquelle ?

**Laissez donc la misère reposer tranquillement en paix !**

La politique de la France envers les Roms est honteuse et fera sans doute l'objet d'une procédure d'infraction d'ici fin septembre, a dit lundi la Commission européenne.

"*J'ai été personnellement consternée de cette situation dans laquelle des gens sont expulsés d'un Etat membre de l'UE simplement parce qu'ils appartiennent à une certaine minorité ethnique*", a déclaré la commissaire européenne à la Justice et aux Droits fondamentaux, Viviane Reding, lors d'une conférence de presse.

"*Je vais être très claire: la discrimination sur la base des origines ethniques et de la race n'a pas sa place en Europe. C'est incompatible avec les valeurs sur lesquelles l'Union européenne est construite*", a-t-elle dit.

"*Il est important que pas seulement les mots changent mais également que le comportement de la France change*", a-t-elle ajouté en référence à la nouvelle circulaire signée lundi soir par le ministre français de l'Intérieur, Brice Hortefeux. (Reuters 14.09)

**Retraites. Opérations diversion.**

**1-** Mercredi 15, distributions de tracts, rassemblements, et "*pique-niques revendicatifs*" sont annoncés dans de nombreuses villes, devant les préfectures, les permanences des députés, et les sièges locaux de l'UMP ou encore du MEDEF.

A Paris, un rassemblement est annoncé à partir de 12h30 place de la Concorde par l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires rejointe par FO.

Cette dernière initiative a d'ailleurs suscité des tensions avec la préfecture de police qui n'avait pas, mardi après-midi, donné son feu vert pour la place de la Concorde aux syndicats. Ces derniers ont malgré tout décidé de maintenir le lieu du rendez-vous, confirmant la présence sur place des secrétaires généraux des différentes confédérations, notamment Bernard Thibault (CGT), François Chérèque (CFDT) et Jean-Claude Mailly (FO). (AP 14.09)

**2-** Le syndicat CGT des Mines et de l'Energie a appelé mardi à des arrêts de travail les 15, 23 et 29 septembre dans le secteur pour protester contre le projet de réforme des retraites du gouvernement français. (Reuters 14.09)

**Des grévistes inhabituels.**

"*Les experts en colère*" : les fonctionnaires de la police technique et scientifique (PTS) se sont mis mardi en grève afin de protester contre leurs conditions de travail et ont organisé des rassemblements, vêtus de leurs blouses blanches, à Paris et à Marseille notamment. Un peu plus de 200 personnes se sont rassemblées mardi midi, à Paris (XVe), devant les locaux de l'administration de la police. À Marseille, ils étaient plusieurs dizaines sur le Vieux Port.

"*Touche pas à mon labo !*", "*Les experts en colère*" et "*en grève*", "*Et si les experts s'arrêtaient ?*", pouvait-on lire sur des tracts et banderoles. Les 1.500 agents spécialisés, techniciens et ingénieurs des laboratoires de la PTS répondaient à un appel lancé par le Syndicat national des personnels de police scientifique (SNPPS) et le Syndicat national indépendant des personnels administratifs de la police (Snipat-FO), tous deux majoritaires.

Ils ont dénoncé le "*manque de moyens*" et de "*considération*" des personnels de la PTS, évoquant une "démotivation générale", à l'instar de Cécile, 35 ans, en poste dans un laboratoire de province, qui a manifesté à Paris. Selon elle, les locaux "*se dégradent*", ils n'ont plus "*les moyens de traiter les affaires de petite et moyenne délinquance*". "*C'est énorme*", a dit à Marseille, à propos de la mobilisation, Vincent Grand, responsable du SNPPS, évoquant plusieurs rassemblements en France et relevant que ces personnels ont rarement été vus dans la rue jusqu'ici. (Lepoint.fr 14.09)

**Economie mondiale. Ils sont inquiets.**

L'or a établi mardi un nouveau record historique, dépassant la barre des 1.270 dollars l'once après avoir gagné 25 % en un an, dopé par des marchés qui cherchent à tout prix à se mettre à l'abri des incertitudes sur la réalité de la reprise économique mondiale.

Selon les analystes, ce record ne fait en fait que souligner les inquiétudes persistantes des investisseurs sur l'état de l'économie mondiale et américaine, continuant ainsi à favoriser les actifs jugés les plus sûrs. (Lepoint.fr 14.09)

Haut de page

---

**Le 16 septembre**

J'ai mis en ligne les 4 pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* consacrées à la question des retraites, il manque les illustrations, un problème dû à ma version d'Adobe que je ne peux pas actualiser, c'est une copie ! Je n'ai pas les moyens d'acheter ce logiciel.

J'ai actualisé le fichier économie en mettant en ligne séparément les articles économiques du mois d'août. Le fichier contenant les articles de presse depuis le 1er septembre a été actualisé, par contre la table des matières de la première page ne sera fonctionnelle qu'à la fin du mois pour raison technique, vous pouvez accéder rapidement aux différents articles en utilisant la table des matières située à gauche de l'écran sous forme de signets (bookmarks en anglais), les articles figurent par ordre chronologique. Il me reste quelques détails à corriger pour que la présentation de ce fichier soit satisfaisante et pratique.

Il m'est difficile d'intervenir en temps réel sur le combat engagé sur les retraites étant donné mon éloignement, je préfère être prudent que de dire n'importe quoi. J'attends de voir la suite, mais dors et déjà je me dis qu'on jugera les stratégies des uns et des autres au regard du résultat final, sachant que ce qui est en train de se passer était largement prévisible, pour ne pas dire inscrit d'avance.

Si la loi était définitivement adoptée d'ici la fin octobre ou le début novembre, il faudrait non pas se demander quels en sont les aspects positifs puisqu'on aurait perdu l'essentiel, mais quel avantage la classe ouvrière et son avant-garde auront su tirer de leur combat, en quoi il aura permis de faire progresser la conscience politique du prolétariat, comment il s'est traduit en terme de construction du parti, nos deux objectifs prioritaires en toute circonstance, le reste n'étant pas de notre responsabilité sauf à vouloir partager celle des appareils.

**Retraites.**

**1- Ils en appellent à... l'UMP !**

Quelques milliers de salariés et militants syndicaux étaient rassemblés, mercredi à la mi-journée, place de la Concorde face à l'Assemblée nationale, pour exhorter les députés à ne pas voter la réforme des retraites. Ce rassemblement était à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, CFTC et CFE-CGC. On notait aussi la présence de militants FO, syndicat ayant appelé séparément à manifester contre la réforme, dont l'adoption en première lecture était prévue dans la journée. Les militants cégétistes et des syndicats Sud étaient les plus nombreux.

Sur le pont de la Concorde était déployée une grande banderole blanche de dix mètres sur trois, où on pouvait lire : "*Messieurs et mesdames les députés, ne votez pas, cette réforme est injuste*". (Lepoint.fr 15.09)

**2- Quelques réactions syndicales.**

**CGT.** «*Ce rassemblement vise à redire publiquement, au-delà des péripéties du débat à l'Assemblée, que ce vote ne changera rien*», a affirmé Bernard Thibault. Cela évite de se demander comment ce vote a été rendu possible alors que l'immense majorité des travailleurs est opposé au projet de loi du gouvernement, donc de tenter d'épargner sa propre responsabilité.

**CFDT.** «*Le débat parlementaire continue pendant un mois et l'action syndicale ne s'arrête pas,* a martelé François Chérèque, le leader de la CFDT. «*On a encore le temps et l'opportunité de changer les choses.*».

«*On est dans une démocratie, on utilise donc tous les moyens à notre disposition pour faire passer le message qu'une autre réforme est*

*encore possible*», a justifié François Chérèque. Message que bien entendu ses amis députés de l'UMP devraient s'approprier ! Tous les moyens sauf le seul à même d'infliger une défaite à Sarkozy : dresser la classe dans la grève générale illimitée et paralyser l'économie du pays.

**FO.** «*On est là pour marquer le coup*», a reconnu Jean-Claude Mailly.

«*On est dans un rapport de forces dont personne ne peut présager de l'issue*», a-t-il commenté.

S'exprimant sur une tribune installée près du pont menant à l'Assemblée nationale, un responsable syndical FO a expliqué que la seule solution était "*un retrait inconditionnel*" du texte qui prévoit le report de 60 à 62 ans de l'âge de départ en retraite.

Il a également précisé qu'il ne "*faisait pas confiance à ceux qui promettent le retrait de la réforme en 2012*".

**Unsa.** «*On se devait d'être là, notre présence est symbolique*», a dit Alain Olive.

«*On garde le même cap*», a-t-il ajouté, et pour conclure «*On doit sauver ce qui peut encore l'être*». Garder le "*même cap*"... des journées d'action isolées ou espacées dans le temps jusqu'à ce que la mobilisation retombe...

Une ligne de fracture est apparue au sein de l'intersyndicale, la FSU et les syndicats SUD voulant radicaliser le mouvement, avec un blocage total dans les transports, tandis que la CFDT et l'Unsa militent pour organiser des manifestations le week-end afin de faire le plein dans le privé. (Lefigaro.fr et Reuters 15.09)

**3- Ils veulent encore "*négocier*" avec le gouvernement !**

Les fédérations syndicales CGT, CFDT, CFTC et CGC des transports ont appelé mercredi à se joindre aux grèves et aux manifestations prévues dans toute la France le 23 septembre contre la réforme des retraites. Outre la RATP et la SNCF, le mouvement concernera donc également les réseaux de transports urbains des villes de province.

Elles "*exigent l'ouverture immédiate de négociations sur la reconnaissance de la pénibilité*", et "des engagements écrits de la part du gouvernement sur le maintien des dispositifs existants en particulier le congé de fin d'activité dans le transport routier". (AP 15.09)

**Impossible de le cacher.**

La politique économique de Nicolas Sarkozy et du gouvernement est jugée mauvaise par 71% des Français, un chiffre record depuis son élection à l'Elysée, dit un sondage BVA pour le quotidien Les Echos et France info.

Ce score semble lié à la très impopulaire réforme des retraites. Le désaveu est le plus fort chez les actifs de 25 à 64 ans (72% à 75%), les ouvriers et employés (81%), les salariés du public (80%). (Reuters 15.09)

**Frapper, matraquer les plus faibles de préférence ou leur haine du prolétariat.**

Le Parlement a adopté définitivement ce mercredi soir une proposition du député UMP Eric Ciotti prévoyant la suspension des allocations familiales pour absentéisme scolaire, sur demande d'un inspecteur d'académie. Sans enthousiasme, le Sénat a voté sans le modifier le texte déjà adopté le 29 juin dernier par les députés, ce qui rend l'adoption définitive.

Ce texte répond à un voeu répété à de nombreuses reprises par Nicolas Sarkozy, qui a qualifié de «priorité absolue» la lutte contre ce «*cancer*». «*Pour certaines familles, l'aide et le dialogue ne suffisent pas. Certaines familles refusent d'assumer leur autorité sur leur enfant, laissent libre cours à son absentéisme*», a plaidé le ministre de l'Education, Luc Chatel, pour qui la suspension des allocations est «*un ultime recours*».

Lorsque le chef d'établissement constate l'absentéisme de l'élève -au moins quatre demi-journées d'absence non justifiées en un mois-, il le signale à l'inspecteur d'académie. Ce dernier adresse alors un avertissement à la famille et «l'oriente vers des dispositifs d'aide». Parallèlement, il saisit le président du conseil général afin que soit mis en place un contrat de «responsabilité parentale».

Si, au cours du mois suivant, l'absentéisme de l'élève est à nouveau constaté, l'inspecteur d'académie a alors «*l'obligation*» de saisir le directeur de la CAF qui suspendra le versement des allocations familiales. Si l'enfant retrouve le chemin de l'école et que son «*assiduité*» est constatée sur une durée d'au moins un mois, le versement des allocations pourra alors être rétabli. La possibilité de suspendre les allocations familiales est déjà inscrite dans la loi du 31 mars 2006 relative à l'égalité des chances, mais, jusqu'à présent, la décision était du seul ressort des présidents de conseils généraux. (20minutes.fr 15.09)

Ces parents ne "*refusent*" pas "*d'assumer leur autorité sur leur enfant*", ils n'y parviennent pas parce que votre société profondément injuste les a placés dans une situation qui ne leur permet pas. C'est l'Etat, donc le gouvernement et les institutions, qui sont directement responsables de la situation souvent désespérés dans laquelle se trouve ces parents et leurs enfants. C'est aussi dresser ces parents contre leurs enfants, comme si leurs rapports déjà difficiles avaient besoin de cela, c'est les enfoncer un peu plus. Aux questions sociales qui concernent l'ensemble des exploités, ce gouvernement ne connaît que deux réponses la régression sans fin sur fond de chantage et la répression, la réaction sur toute la ligne, il faut le chasser !

**La saignée continue.**

Les mesures d'économies envisagées par le gouvernement pour l'assurance-maladie représentent un effort de 2,5 milliards d'euros, selon *Les Echos*, à paraître jeudi.

Trois d'entre elles concernent directement les assurés, selon le quotidien économique.

Les taux de remboursement seront légèrement réduits pour certains médicaments - ceux qui sont pris en charge à 35 % - pour les consultations de médecin ou encore ou encore certains frais d'hospitalisation.

Mais la plupart des malades ne seront pas touchés au portefeuille, car les mutuelles devraient chaque fois prendre en charge la différence, précisent Les Echos.

Budgétairement, le plan affectera surtout les laboratoires pharmaceutiques.

Du côté des recettes, les entreprises devront cotiser 400 millions de plus au titre des accidents du travail. (Reuters 15.09)

400 millions de recettes du côté des entreprises, le reste soit 2,1 milliards d'euros du côté des travailleurs, la même équation que pour les retraites. Tous les travailleurs ne cotisent pas à une mutuelle, ce sont donc ceux-là qui seront les plus durement frappés par ces mesures.

**Bourre-toi le pif, tu risques rien ! A bas les privilèges !**

Jean-Luc Delarue a passé dix heures en garde à vue mardi à la Sûreté départementale des Hauts-de-Seine, près de Paris, sur commission rogatoire d'une juge d'instruction de Nanterre.

Dès sa sortie de garde à vue, l'animateur avait participé à un nouvel enregistrement de "*Toute une histoire*" et présenté ses excuses devant son public en affirmant ne pas vouloir "*donner le mauvais exemple.*" Il a ensuite posté cette vidéo sur Youtube.

Le PDG de France Télévisions est resté prudent sur l'avenir de l'animateur au sein de la chaîne, déplorant qu'il ne s'agisse pas d'un bon exemple.

"*Je ne sais pas, il faut qu'on examine ça avec lui. Je pense que c'est un incident dans sa vie qui est sérieux et qui traduit un malaise chez lui*", a déclaré Rémy Pflimlin sur France Bleu.

"*Chacun fait ce qu'il veut, il croit pouvoir faire ce qu'il veut avec l'argent qu'il gagne, c'est un autre problème, mais ça n'est pas un bon exemple*", a-t-il ajouté.

Selon le parquet de Nanterre, Jean-Luc Delarue était le principal objectif d'un coup de filet visant huit personnes car l'enquête a montré que l'animateur achetait de grandes quantités de cocaïne. Seize grammes de cocaïne ont été saisis au domicile de l'animateur et producteur d'émissions de télévision, dans le centre de Paris, avait précisé une porte-parole.

Les policiers cherchaient à savoir si Jean-Luc Delarue réservait cette cocaïne à sa consommation personnelle ou s'il en faisait bénéficier d'autres personnes.

Selon une source policière, Jean-Luc Delarue dépense plusieurs milliers d'euros par mois pour s'approvisionner et consomme entre trois et quatre grammes de cocaïne par jour. (Reuters 15.09)

Un traitement d'exception, encore une injustice qui va en faire bondir plus d'un, surtout parmi les jeunes. L'Etat reproche ensuite aux parents de ne plus avoir d'autorité sur leurs enfants qui sèchent l'école, mais qui montre dans tous les domaines le mauvais exemple ? L'Etat !

On comprend mieux d'où vient la bonne humeur permanente de Jean-Luc Delarue, sauf quand il est en état de manque, en 2007 il avait mordu un steward et insulté des hôtesses de l'air lors d'un vol Paris-Johannesburg. C'est la défonce préférée du haut du panier, intellectuels, artistes, comédiens, sportifs, la jet-set et le show-business quoi, mais aussi banquiers ou hommes d'affaires, qui coûte une fortune, avantage

: que de la bonne humeur, la cocaïne rend facilement euphorique. Qu'y a-t-il de naturel dans le comportement de certains présentateurs de télé qui sont toujours joyeux, ivres de bonheur ?

**La charrette.**

La société biotechnologique américaine Genzyme Corp a présenté mercredi un important projet de réduction de ses coûts prévoyant le licenciement de 1.000 salariés sur 15 mois afin d'accroître sa rentabilité et de lui permettre d'investir dans des domaines essentiels pour son activité, comme la production. (Reuters 15.09)

**Russie.**

La Russie prévoit de lever 50 milliards de dollars (38,5 milliards d'euros) par le biais de privatisations au cours des cinq années à venir et le gouvernement passera outre aux éventuelles objections des dirigeants d'entreprises mises en vente, a déclaré mercredi le ministre des Finances, Alexeï Koudrine.

Si le programme est mis en oeuvre, il s'agira des plus importantes privatisations en Russie depuis les années 1990. Certains analystes se demandent toutefois si des participations dans d'importantes sociétés vont être réellement mises en vente, de précédents engagements dans ce sens n'ayant pas été tenus.

Aujourd'hui toutefois, le gouvernement a besoin de fonds pour réduire les déficits et maintenir le niveau élevé des prestations sociales dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012. (Reuters 15.09)

Haut de page

---

**Le 17 septembre**

J'ai dû aller en urgence chez le dentiste ce matin et faire quelques courses, du coup j'ai perdu la matinée et le site n'est actualisé qu'en fin de journée, ici il est 17h56. Plus trop le temps de me relire. Bon week-end à tous.

**NPA (article du 8 septembre sur Internet)**

Extraits : "*Il faut continuer le mouvement, s'appuyer sur les nouvelles journées annoncées par l'intersyndicale nationale et les intersyndicales locales pour pouvoir structurer la lutte en profondeur sur tout le territoire, dans le maximum de secteurs professionnels.*

*L'intersyndicale nationale vient d'appeler à une nouvelle journée de grève et de manifs le jeudi 23 septembre ainsi qu'à des actions le 15 septembre, jour du vote de la loi. La question de la reconduction est en débat dans de nombreux endroits. Il faut que le mouvement s'amplifie, gagne en puissance, se généralise.*"

(...) "*Il ne fait aucun doute que la mobilisation monte en puissance et qu'il y a encore de la réserve.*"

(...) "*Ce que nous voulons c'est le retrait pur et simple du projet de loi sur les retraites.*"

Bravo, le NPA soutient "*l'intersyndicale nationale*" qui est alignée... sur le jaune Chérèque ! C'est sans doute le meilleur moyen d'aboutir au "*retrait pur et simple du projet de loi sur les retraites*", ben voyons !

"*Il faut*", il faut, ils n'ont que cela à la bouche, alliez-vous donc au POI qui a pris position pour le retrait, au lieu de vous afficher et de soutenir des partis qui sont contre le retrait du projet de loi du gouvernement ou qui prônent ouvertement l'allongement de la durée de cotisation. De la "*réserve*" il n'en manque pas effectivement, quelques dizaines de millions de travailleurs, retraités ou jeunes, qui pour le moment s'ils ne sont pas convaincus par les arguments du tandem Sarkozy-Woerth, ne le sont pas davantages par les vôtres apparemment.

De deux choses l'une :

- Soit vous vous placez sur le terrain du capitalisme en expliquant que les patrons doivent payer pour préserver notre système de retraite par répartition, alors que les arguments ne manquent pas à l'UMP et ailleurs pour faire valoir que cela aurait pour conséquence d'affaiblir encore plus le capitalisme français et favoriserait les délocalisations, donc cela contribuerait à l'augmentation du chômage et à rendre la situation des organismes sociaux pire encore, arguments qui peuvent sembler plausibles à bon nombre de travailleurs, au passage vous liez ainsi le sort de nos retraites à la bonne marche de l'économie capitaliste, pendant qu'on y est vous n'avez plus qu'à souhaiter que les capitalistes continuent de s'enrichir puisque nos intérêts seraient liés aux leurs, c'est à cela qu'aboutit en pratique la théorie opportuniste du partage des

richesses sans remettre en cause les fondements du capitalisme et les institutions ;

- Soit vous vous situez résolument sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire que vous décidez de défendre notre droit à la retraite sans tenir compte de l'état du capitalisme, de l'endettement de l'Etat, des recommandations de l'OCDE, du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE, etc., vous refusez tout compromis avec le gouvernement, avec les représentants du capital des différents partis qui siègent au sein des institutions (Assemblée nationale et Sénat), avec le patronat, avec les appareils des syndicats et des partis qui se réclament à tort de la classe ouvrière, sans craindre de rompre les relations avec les appareils des syndicats et ces partis traitres, si par exemple vous estimez qu'à 50 ou 55 ans c'est un âge convenable pour prendre sa retraite sans aucune contrainte de durée de cotisation, c'est votre droit (devoir) d'avancer cette revendication, et si elle s'avère incompatible avec l'existence de l'Etat et du capitalisme, c'est qu'il faut engager le combat pour le renverser et le faire disparaître au lieu de capituler devant, et si maintenant cet objectif demeure temporairement hors de portée (comme c'est le cas aujourd'hui), d'une part vous permettez à la classe ouvrière de conserver son indépendance de classe pour continuer son combat, aucun combat ne doit être conçu comme une abstraction, le fait d'une corporation ou d'une couche d'exploités séparée des autres, demeuré isolé, il doit toujours s'inscrire comme un moment du combat de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir, le socialisme, que la mobilisation de la classe ouvrière parvienne ou non à faire reculer le gouvernement ou à lui infliger une défaite n'est pas de notre responsabilité ni de celle des travailleurs, puisque ce sont les appareils qui contrôlent le mouvement ouvrier, en cas de défaite eux seuls en porteront l'entière responsabilité, d'autre part, en procédant de la sorte vous montrez au prolétariat la voie dans laquelle il doit s'engager sur le plan politique pour défendre pas seulement un droit mais la totalité de ses droits, pour satisfaire l'ensemble de ses besoins ou aspirations, vous l'aidez à progresser sur le plan politique, à s'organiser et à se donner les moyens de vaincre son ennemi de classe, de construire le parti dans la perspective du socialisme.

Cette stratégie n'est évidemment pas incompatible sur le plan tactique avec l'objectif d'associer ou d'organiser des militants provenant de différents partis dans des comités indépendants pour mener ensemble ce combat politique contre l'Etat, pour le socialisme.

A nos contradicteurs qui ne conçoivent la lutte de classe que sous la forme du front unique et qui sans victoire, même partielle, désespèrent, nous leur disons qu'une victoire regonfle certes le moral de nos troupes, mais d'une part, on peut se demander quel profit peut en tirer la classe ouvrière lorsque l'on sait qu'elle a pu faire naître ou entretenir des illusions dans les appareils, dans l'Etat et le capitalisme, parce qu'elle n'a pas les moyens seule d'en tirer les enseignements, une victoire est toujours bonne à prendre mais faut-il encore s'interroger dans quel contexte et dans quelle perspective politique elle se situe, d'autre part, nous savons par expérience que pour une victoire remportée nous subirons cent défaites ou plus, alors si nous devions attendre après des victoires pour que la conscience de classe du prolétariat et du mouvement ouvrier progresse, autant dire qu'on pourrait attendre indéfiniment, c'est donc à partir de ses défaites qu'on doit les aider à tirer les enseignements de la lutte des classes et à élever leur niveau de compréhension de la société dans laquelle nous vivons, c'est un peu comme dans la vie où s'est en essayant de trouver une solution à nos problèmes que la réalité nous paraît soudain sous un autre jour ou plus clairement et qu'on va de l'avant, qu'on arrive le plus souvent à s'en sortir, on prend conscience des possibilités qui existent, de nos capacités, de notre force, or c'est ce qui manque le plus à la classe ouvrière aujourd'hui, prendre conscience que c'est elle qui détient la réponse à tous les maux que lui impose cette société, qu'elle a les moyens de la transformer en fonction de ses propres besoins et qu'entrevoir un monde meilleur est à la portée de sa main.

**LO : enhardissez-vous enfin !**

Le site Marianne2.fr a révélé jeudi la mort de Hardy, survenue… le 12 juillet 2009 à Créteil.

Il a vécu et il est mort dans le secret: Robert Barcia, alias Hardy, co-fondateur du parti trotskiste Lutte ouvrière, dont le décès il y a plus d'un an a été révélé jeudi, fut une des figures les plus mystérieuses de la politique française.

Né à Paris le 22 juillet 1928 dans un milieu ouvrier, Robert Barcia milite très jeune. En 1943, à 15 ans, il s'engage dans un groupe clandestin de la jeunesse communiste, et fera plusieurs mois de prison pour avoir distribué des tracts. Marqué par le meurtre d'un de ses camarades du PC dans le cadre d'une purge interne, il rejoint alors le trotskisme.

Lutte Ouvrière est fondé en 1968. Mais Barcia, qui a pris le pseudonyme de Hardy, n'apparaît jamais et propulse Arlette Laguiller sur le devant de la scène.

La candidature à la présidentielle de 1974 de Mme Laguiller, qui réalise 5,72% des voix, fait véritablement entrer LO sur la scène politique française.

A la fin des années 90, la presse commence à s'intéresser à ce dirigeant mystérieux, parfois décrit comme «*le gourou d'une secte*» objet d'un «*véritable culte de la personnalité*» de la part des militants de LO, qu'il dirige d'une poigne de fer.

«*Nous sommes contre le mariage*», expliquait-il par exemple à l'AFP en 2003. «*Un cadre de Lutte ouvrière qui se marie ne défend pas nos idées*».

Mais pour Mme Laguiller, «*la légende du gourou et de la secte ça a toujours été ridicule. C'est le fantasme de la presse depuis longtemps*», «*c'est aussi ça qui a contribué à ce qu'Hardy n'ait pas envie que sa mort soit rendue publique*», a-t-elle dit jeudi.

La presse s'est également penchée sur ses activités professionnelles: ancien visiteur médical, Robert Barcia a fondé à la fin des années 60 ses propres sociétés de prestation de services et formations de visiteurs médicaux.

Accusé d'avoir des intérêts dans le lobby pharmaceutique, il gagnera ses procès en diffamation. (Libération.fr 16.09)

Je ne suis pas Belge, la preuve je me suis marié deux fois, tant pis je ne serais jamais un dirigeant, quelle connerie enfin ! Dommage on ne pourra pas lui demander s'il est autorisé à LO d'avoir une ou des maîtresses ! Pour ne pas m'attirer le courroux des militants de LO je leur laisse volontiers Laguiller et Arthaud !

Vaut mieux en rire qu'en pleurer, un parti de puceaux et de pucelles, cela fait un parti de gens aigris, c'est pas très bon pour le développement intellectuel... On a le droit de se détendre un peu on est vendredi et demain c'est le week-end, LO a inventé l'anticapitalisme platonique, cela manquait à la panoplie du mouvement ouvrier !

**Retraites. Le suppositoire anesthésiant du PS.**

Pour le PS, «*juste avant l'examen au Sénat, il est impératif de maintenir la mobilisation la plus forte face au gouvernement». «Le passage en force n'est pas acceptable sur un sujet qui concerne l'avenir de tous les Français, et de la sécurité sociale qui est leur bien commun*».

«*Le Parti socialiste, par ses propositions, a montré qu'une autre réforme, juste et efficace, est possible*», ajoute-t-il dans un communiqué. (Libération.fr 17.09)

Projet en réalité identique sur le fond à celui de l'UMP, l'allongement de la durée de cotisation. Face à un enjeu d'une telle importance et devant une telle manipulation, on a tout juste envie de leur répondre qu'ils aillent se faire foutre au PS, la place du PS est au côté de l'UMP qu'il s'y tienne, qu'il y reste !

60 ans de front unique en direction de ce parti qui a toujours soutenu le capitalisme et les institutions, a abouti à la situation que nous connaissons aujourd'hui et le pire reste encore à venir, à gangrener ou pourrir littéralement le mouvement ouvrier, il y en a plus que marre, à bas la collaboration de classes !

**Régime bonapartiste. Injustice, passe-droit, corruption de fonctionnaire, la coupe est plus que pleine, elle dégueule !**

Le directeur général de la police nationale Frédéric Péchenard, nommé à ce poste en 2007 par Nicolas Sarkozy, son ami d'enfance, est critiqué pour une intervention qui a empêché des poursuites contre son fils arrêté en état d'ivresse et pour insultes contre un policier.

Il est déjà critiqué pour avoir demandé en juillet une enquête des services de renseignement visant à identifier la source du journal Le Monde qui a publié des extraits d'audition dans l'affaire qui éclabousse le ministre du Travail Eric Woerth pour ses liens avec l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Des documents internes à la police relatant l'incident de 2009, publiés jeudi par *Le Parisien*, n'ont pas été contestés. Un rapport du commissariat du VIIIe arrondissement daté du 18 février relate qu'il a été donné ordre de ne pas placer en garde à vue le fils de Frédéric Péchenard et de ne pas prévenir le procureur, en contradiction avec les obligations légales.

Frédéric Péchenard s'est "*déplacé dans les locaux pour récupérer son fils*", dit le rapport. Il a ensuite parlé avec le policier insulté et l'affaire n'a pas eu de suite.

D'autres documents montrent que son fils, arrêté alors qu'il roulait sur le trottoir en scooter, avait 0,79 gramme d'alcool par litre de sang et avait déclaré aux gardiens de la paix : "*Tu fais qu'un métier de con, je vais te muter à la circulation*", puis "*Je vais t'exploser, t'es qu'une merde*".

Ces faits sont en théorie passibles de prison ferme.

Une porte-parole du parquet de Paris a déclaré que les faits qui lui avaient été cachés étaient toujours susceptibles de poursuites. Il n'a pas dit s'il allait en engager.

Le procureur de Paris Jean-Claude Marin a demandé à Frédéric Péchenard la communication des éléments ayant permis d'identifier la source présumée du *Monde* dans l'affaire Woerth-Bettencourt, un magistrat en poste au ministère de la Justice, David Sénat.

Dans les médias, Frédéric Péchenard dit que les services de renseignement sont parvenus jusqu'à cet homme en consultant le relevé détaillé de ses communications téléphoniques, ce qui est potentiellement irrégulier s'il n'y a pas eu d'autorisation. (Reuters 17.09)

Une nouvelle affaire pour son "*ami d'enfance*", le flic-président !

La ministre de l'Injustice n'a plus qu'à annuler toutes les peines prononcées contre les personnes poursuivies pour alcoolisme au volant ou pour insulte à agent de la force publique et à leur rembourser les amendes qu'elles ont payées à l'Etat, à moins qu'elle décide d'envoyer en prison le rejeton du directeur général de la police nationale

**Social. Licenciements, et cela continue...**

Les salariés du site vendéen de Plysorol, ex-leader européen du contreplaqué en liquidation judiciaire, retiennent depuis jeudi en milieu d'après-midi trois de leurs dirigeants pour obtenir plus d'information sur les offres de reprise de l'entreprise.

Le 8 septembre, Plysorol a été placé en liquidation judiciaire avec une période de poursuite d'activité de deux mois. D'après Stéphane Coutant, cinq offres de reprises ont été déposées pour Plysorol mercredi, «*deux globales et trois partielles*».

Plysorol emploie 450 personnes sur ses trois sites français de Lisieux (Calvados), Epernay (Marne) et Fontenay-le-Comte (Vendée). Les quelque 600.000 ha de forêt que Plysorol possède au Gabon via des filiales sont très convoités. L'okoumé qui y est exploité est un composant clé du contreplaqué. (Libération.fr 17.09)

L'Etat et le gouvernement des riches.

Le bouclier fiscal a coûté en 2009 à l'Etat 678,99 millions d'euros de remboursements à 18.764 contribuables bénéficiaires, selon les chiffres définitifs d'un rapport, révélés jeudi par *Le Parisien*. Selon ces chiffres du ministère du Budget transmis aux commissions des Finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, la restitution moyenne a été de 36.186 euros par contribuable concerné par le bouclier fiscal, dispositif très contesté qui plafonne l'impôt à 50 % des revenus. Mais ces chiffres cachent des disparités, selon les revenus et le patrimoine des intéressés.

En bas de l'échelle, les 9.789 contribuables les moins aisés ont obtenu une restitution de 559 euros en moyenne chacun. A l'opposé, les 1.169 les plus fortunés ont empoché un chèque du Trésor de 362.126 euros chacun. Ceux-là se sont partagé 423,32 millions d'euros, soit plus de 62 % de l'enveloppe totale. (Lepoint.fr 17.09)

**Confimation. L'Etat des nantis rançonne les malades.**

Trois mesures seraient notamment envisagées selon le quotidien économique "Les Echos" : le taux de remboursement des médicaments "*dont le service médical est considéré comme modéré (vignette bleue)*" passerait de 35% à 30%, le ticket modérateur serait relevé de 0,5 point, de 70 % à 69,5 %, et certains "*actes réalisés à l'hôpital*" pourraient être moins bien pris en charge par le Sécurité sociale, les actes tarifés entre 91 et 120 euros seraient moins remboursés par l'application du ticket modérateur.

Selon Les Echos, ces mesures "*viennent d'être validées par l'Elysée*", bien que rien ne soit "*totalement définitif*" puisque les grandes lignes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2011 ne seront présentées officiellement que le 28 septembre.

Ces mesures "*auront pour conséquence de sanctionner directement les patients*", dénonce FO dans un communiqué diffusé jeudi.

"*Cette démarche entraînera nécessairement une hausse du coût des complémentaires santé, un reste à charge accru pour les assurés, une aggravation de la situation des 10% de la population ne bénéficiant pas d'une couverture complémentaire et à terme une moindre couverture globale des assurés" poursuit le syndicat. Il estime que "les assurés sociaux vont payer la note de la crise*".

Pour le collectif inter-associatif sur la santé (CISS) qui regroupe une quarantaine d'associations dont la Ligue contre le cancer, Vaincre la mucoviscidose ou encore Médecins du monde, "*le cru 2011 renoue avec les plus mauvaises habitudes: faire payer les usagers*". "*La recherche*" d'équilibre du PLFSS "*ne doit pas reposer exagérément sur les usagers*".

"*Il y a d'autres solutions*", ajoute le collectif. "*Elles sont indiquées dans le rapport de la Cour des Comptes publié il y a une semaine mais dont la lecture n'a manifestement pas convaincu le gouvernement. Elle indique pourtant que le renoncement à certaines niches sociales permettrait largement de rééquilibrer l'assurance maladie: 178 dispositifs d'exonérations, dont 10 ont été créés entre 2005 et aujourd'hui, pourraient rapporter 67 milliards d'euros*".

La Mutualité Française dénonce elle aussi ces mesures "*qui pénaliseraient nos concitoyens et rendraient plus difficile l'accès aux soins*", selon un communiqué.

Pour son président Jean-Pierre Davant "*ces mesures purement financières ne régleraient en rien les dysfonctionnements et la dérégulation de notre système de santé*".

"*Les plans de sauvetage succèdent aux plans de redressement toujours aussi douloureux pour les médecins et leurs patients et inefficaces pour les finances et la santé de nos concitoyens*", déplore pour sa part dans un communiqué MG-France, premier syndicat des médecins généralistes. (AP 17.09)

Passons sur la bonne conscience et les "*protestations*" de ces acteurs qui se situent tous sur le terrain du capitalisme, leurs inquiétudes manifestent leur inquiétude devant l'amoncellement de mesures injustes prises par le gouvernement qui risquent à la longue de dresser l'ensemble de la population contre l'Etat.

**Confirmation. L'Etat des nantis rackettent les travailleurs.**

Tant les entreprises que les salariés ont profité d'un "effet d'aubaine" lié à l'exonération d'impôts et de charges sur les sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation. Résultat : celles-ci ont plus que doublé depuis 1999, alors que la masse salariale n'a progressé que de 40 %. Au point de se substituer progressivement aux salaires - dont elles représentent 7,7 % du total - alors qu'elles ne profitent qu'à 57 % des salariés...

Face à cette tendance qui lui coûte 5 milliards d'euros par an, le gouvernement a instauré un forfait social sur la participation et l'intéressement en 2009, fixé pour cette année-là à 2 % et à 4 % pour 2010. En passant à 6 % l'année prochaine, le forfait est tout simplement multiplié par trois en deux ans !

La patronat craint en fait de voir augmenter le coût d'une forme de rémunération de plus en plus pratiquée par les grandes entreprises et qui a l'avantage d'être plus flexible que les augmentations de salaires. D'autant que le rapporteur du budget à l'Assemblée nationale, Gilles Carrez, envisage de raboter le crédit d'impôt de 20 % accordé aux entreprises qui versent des primes d'intéressement et de participation. Un dispositif qui coûte actuellement 400 millions d'euros à l'État... Mais que le patronat se rassure. Il pourrait bénéficier du soutien des syndicats, pour qui un éventuel coup de rabot s'apparenterait à un risque de baisse de la rémunération des salariés. (Lepoint.fr 16.09)

La participation ou l'intéressement est une forme de collaboration de classe particulièrement perverse. Que les syndicats y tiennent autant que le patronat n'est pas étonnant. Faut-il se battre pour empêcher que le gouvernement revienne sur son intention de les taxer davantage ? Ce n'est pas notre combat, nous sommes pour des augmentations de salaires, contre la participation et l'intéressement et il n'y a pas lieu de changer de position si l'on veut aider le prolétariat à rompre les chaînes qui le tiennent dans un état de subordination au capital. Défendre la participation ou l'intéressement à la marche et aux profits de l'entreprise, c'est se situer sur le terrain du capitalisme et non sur celui de la classe ouvrière. Le gouvernement peut abolir la participation ou l'intéressement, on ne se battra pas pour l'empêcher.

**L'Etat des multinationales.**

Le prix du tabac augmentera avant la fin 2010 de 6 %, a confirmé jeudi le ministre du Budget, François Baroin, devant le congrès annuel des buralistes à Paris. François Baroin va "*donner une suite favorable à la demande de hausse des prix de la part des industriels et des fournisseurs à un niveau identique à celui de l'an dernier, de l'ordre de 6 %, et ceci, avant la fin de cette année*".

Le ministre du Budget a estimé que cette hausse était "*modérée et raisonnable*".

La précédente hausse, en novembre 2009, a eu peu d'effets sur les ventes de cigarettes, faisant reculer de 0,2 % le nombre de paquets vendus entre janvier et août 2010 par rapport à la même période de 2009. Mais en valeur, le marché du tabac a augmenté de plus de 5 % sur la même période en raison de la hausse des prix, au bénéfice de l'État (les taxes représentent 80 % du prix d'un paquet), des buralistes (qui sont rémunérés 8 % sur chaque paquet vendu) et des industriels. (Lepoint.fr 17.09)

**L'Etat épargne les privilégiés.**

Le gouvernement a tranché. Ce sont donc finalement 22 niches fiscales qui seront rabotées dans le budget 2011, révèle mercredi matin Le Figaro, citant la ministre de l'Économie Christine Lagarde.

Voici la liste des niches fiscales qui vont être rabotées de 10 % :

Investissements dans l'immobilier de loisirs (3 niches concernées)
Investissements forestiers
Investissements dans des résidences hôtelières à vocation sociale
Certains investissements outre-mer (4 niches concernées)
Souscriptions au capital des sociétés non cotées et souscriptions de parts de FCPI et de parts de FIP (2 niches concernées)
Souscription au capital de Sofica (financement du cinéma)
Travaux de conservation ou de restauration d'objets mobiliers classés
Dépenses supportées en vue de la restauration complète d'un immeuble bâti
Souscriptions en numéraire au capital des Sofipeche (société de financement de la pêche)
Sommes versées sur un compte épargne codéveloppement

Investissement immobilier locatif neuf (dispositif Scellier)
Investissements immobiliers dans le secteur de la location meublée non professionnelle
Dépenses effectuées en vue du maintien et de la protection du patrimoine naturel (espaces naturels classés et assimilés)
Équipements en faveur du développement durable et des économies d'énergie (chaudière, fenêtres...)
Dépenses en faveur de la prévention des risques technologiques
Contrats d'assurance pour loyers impayés des logements locatifs conventionnés. (Lepoint.fr 17.09)

Haut de page

---

**Le 18 septembre**

Je n'ai plus le temps de répondre au courriel critique qu'un camarade du NPA m'a adressé suite au trait d'humour que j'avais ajouté hier sur LO, ce sera pour demain. Les militants de LO ne m'en voudront pas de cet écart, c'est bien moins pire qu'un coup de chapeau de Geneviève de Fontenay à monsieur Robert Barcia, alias Hardy, on a les supporters qu'on peut, je n'invente rien !

Au fait, a-t-il pris connaissance du message qu'un internaute a laissé sur le blog d'un militant du NPA dont il m'a donné l'adresse ? Je le reproduis ici, car je crois que cela le concerne ou je me trompe :

"*Petit Vince a dit : Au fait, vous avez vu ? Le Cpn proposera au congrès de ne plus considérer le CRI/Tendance Claire comme "comme partie prenante du NPA". Faut lire leur réponse, c'est le meilleur argumentaire pour les virer ! - 17 septembre 2010 11:24*"

Ou a-t-il lu cela, je n'en sais rien, j'ai cherché rapidement et je n'ai rien trouvé. Entre nous, c'était couru d'avance, on y reviendra plus tard si nécessaire.

**Retraites.**

"*La CFTC-Cheminots a déposé (...) les préavis de grève qui permettront, le cas échéant, la reconduction de l'action contre le projet de réforme des retraites au delà du 23 septembre*", prévient l'organisation syndicale dans un communiqué.

La CFTC-Cheminots "*rappelle son opposition au principe d'une nouvelle grève 'carrée' de 24 heures, action qui n'aurait pour effet que d'affaiblir la mobilisation des salariés*".

Elle précise toutefois qu'elle n'appellera ouvertement "*à la grève illimitée que si toutes les conditions d'un bras de fer avec le gouvernement sont réunies d'ici le 23 septembre*".

Elle dénonce "*les atermoiements des grandes confédérations syndicales*" et estime qu'il faut "*faire place à une réelle détermination, sans quoi les actions à venir risquent d'être vaines*".

"*Salariés du public et du privé se doivent de poursuivre leur mobilisation unitaire*", ajoute la CFTC pour laquelle "*il n'appartient pas aux seuls cheminots de s'impliquer dans la défense des intérêts de tous*".

FO et Sud-Rail ont pour leur part appelé à une grève reconductible à partir du 22 septembre au soir à la SNCF. Les syndicats CFTC, Sud et FO représentent à eux trois 31,05% des voix aux dernières élections professionnelles de mars 2009 à la SNCF.

Les syndicats majoritaires (CGT, CFDT et UNSA) ont de leur côté déposé des préavis de grève de 24 heures pour le 23 septembre. (AP 17.09)

Il y a des arrières-pensées dans la position de la CFTC... en vue des élections professionnelles début 2011, à la limite on s'en fout si cela sert notre cause, l'essentiel c'est de tout faire pour infliger une cinglante défaite à Sarkozy ou le chasser du pouvoir maintenant et pas en 2012.

**PS. Comment il soutient Sarkozy.**

Le PS est-il ambigu sur les retraites ?

C'est ce que répète à l'envi la majorité, après les propos d'Aubry qui rappelle que le PS n'a «*jamais demandé la retraite à taux plein à 60 ans*». Précision qui «*facilite le travail de la droite*», selon un responsable PS

« *C'est une construction de la droite* », tempête la députée Marisol Touraine, en charge des retraites au PS. « *Le taux plein à 60 ans n'a jamais été la position du PS* », rappelle à Public Sénat la socialiste, qui regrette qu'on caricature la position du PS. « *La question des 60 ans, c'est d'abord une protection pour les plus modestes* ». (20minutes.fr 17.09)

Le PS est aligné sur la position de l'UMP un point c'est tout, c'est un constat, partant de là, vous voulez faire l'unité avec ce parti, vous avez encore quelque chose à dire à ses dirigeants ? Qu'ils apparaissent ouvertement tels qu'ils sont et qu'ils cessent de se réclamer du socialisme nous rendrait un énorme service. Ceux qui se sont adressés aux dirigeants du PS et ses satellites sachant pertinemment quelles étaient leur position sur les retraites, auront des comptes à rendre aux militants et aux travailleurs, car eux aussi ils ont ainsi «*facilité le travail de la droite*».

**PG : Na !**

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, n'a pas été invité à l'université d'été d'Un monde d'avance, l'aile gauche du PS, animée par Benoît Hamon, du 17 au 19 septembre dans les Landes - contrairement à Olivier Besancenot (NPA), Pierre Laurent (PCF) et Jean-Vincent Placé (Verts). Une simple question de temps de parole, assure Hamon. "*De toute façon, je n'ai pas envie de lui servir de caution radicale s'il se présente à la primaire socialiste*", rétorque Mélenchon en privé. (Lexpress.fr 17.09)

Au concours du plus hypocrite et opportuniste, ils se valent !

**UMP. Tension et décomposition, suite.**

Maurad Goual, adjoint UMP de la mairie du 5e secteur de Marseille, a écrit, vendredi, au maire de la ville Jean-Claude Gaudin et à Nicolas Sarkozy pour leur faire part de sa démission de son poste d'adjoint, refusant de servir les idées d'un parti "fascisant", écrit-il. "*Je renonce à servir la République d'un despote et les idées d'un parti fascisant*", écrit Mourad Goual dans une lettre au président. "*Vous avez fait de la France un laboratoire populiste*", écrit-il, ajoutant que "*l'islam et les musulmans de France ne sont pas tels que vous les décrivez dans votre course effrénée à l'électorat du Front national*".

Cette démission sera effective au 1er janvier pour "*assurer la transition*". Maurad Goual a précisé avoir remis sa démission de l'UMP en mars, mais qu'elle avait été refusée par les instances du parti. "*Je n'ai pas renouvelé mon adhésion à l'UMP, donc pour moi, je n'en fais plus partie*", a-t-il dit. Il a précisé vouloir créer un parti baptisé "*l'Union des minorités de la patrie*" (UMP).

Le 30 août, il a déposé plainte contre Roland Chassain, maire UMP des Saintes-Maries-de-la-Mer pour incitation à la haine raciale. Selon Mourad Goual, Roland Chassain avait dit "*en résumé que les gitans et les Arabes sont responsables de l'insécurité des Français*". (Lepoint.fr 17.09)

**Revue de presse internationale sur l'épileptique du Palais.**

- Pour le Frankfurter Allegemeine Zeitung, Sarkozy est "*un opportuniste sous la lumière des projecteurs*". (LeMonde.fr)
- Vu d'Europe: "*La France mérite d'être boutée hors de l'Union*"
-"*La vérité, c'est que derrière la France de Sarkozy c'est l'Italie de Bossi et Belusconi*", écrit La Stampa (Libération.fr)
-"*L'Europe ne sort pas grandie du pugilat verbal entre Bruxelles et Paris*" selon Le Temps. (20minutes.fr)

**Amalgame. Le mythomane de l'Elysée pris en flagrant délit.**

La chancelière allemande Angela Merkel n'a pas parlé de camps de Roms en Allemagne avec Nicolas Sarkozy, "*ni lors du Conseil européen, ni lors d'entretiens en marge, et en aucun cas de leur évacuation*", a déclaré son porte-parole jeudi soir à Berlin, contredisant le président français. Nicolas Sarkozy a affirmé, jeudi à Bruxelles, que la chancelière allemande lui avait confié avoir, elle aussi, l'intention de procéder dans les prochaines semaines à "*des évacuations de camps*", une information qui avait aussitôt été démentie par des diplomates allemands.

"*Mme Merkel m'a indiqué sa volonté de procéder dans les prochaines semaines à l'évacuation de camps, nous verrons à ce moment-là le calme qui règne dans la vie politique allemande*", avait dit Nicolas Sarkozy dans un point presse à l'issue d'un sommet animé à Bruxelles où la question des Roms a dominé. Le président français s'était prévalu à Bruxelles du "*soutien complet, total et entier une fois encore d'Angela Merkel sur cette question comme sur tellement d'autres*". A Berlin, le porte-parole d'Angela Merkel a indiqué que "*le gouvernement (allemand) soutient la France en ce qui concerne les critiques sur la forme et le ton des propos de la commissaire européenne (Viviane) Reding*", qui a dressé un parallèle entre les expulsions de Roms et la déportation. Elle avait exprimé mercredi soir ses "regrets" pour cette comparaison.

Pour sa part, Berlin avait apporté mercredi son soutien à la Commission européenne sur la question des Roms, en rappelant que le droit de libre circulation au sein de l'Union européenne (UE) était "*inconditionnel*", et qu'"*aucune discrimination n'est autorisée à l'encontre de minorités ethniques*". Des Roms, essentiellement originaires du Kosovo, sont également renvoyés chez eux à partir de l'Allemagne. Toutefois à la différence de la Roumanie et de la Bulgarie, pays vers lesquels Paris renvoie des Roms, le Kosovo ne fait pas partie de l'Union

européenne, au sein de laquelle des règles spécifiques sur la libre circulation des citoyens sont prévues. (Lepoint.fr 17.09)

**Un coussin pour continuer de s'enrichir en dormant**

Les règles prônées par le Comité de Bâle ne sont toutefois que des recommandations. Les régulateurs nationaux sont libres de les adapter avant de les inscrire en droit local d'ici au 1 er janvier 2013. Ils devront notamment définir le niveau du coussin contracyclique prévu pour éviter des bulles de crédit.

Plusieurs questions restent encore en suspens, sur lesquelles le Comité de Bâle devra s'exprimer. Il s'agit de la redéfinition des fonds propres, mais aussi de l'introduction d'un ratio de liquidité - point qui s'est révélé tout aussi fondamental que la solvabilité lors de la crise - ou encore de la supervision de grands établissements dont la disparition représenterait un risque systémique. (Lefigaro.fr 17.09)

**Social. Grève chez venteprivee.com.**

Des salariés de venteprivee.com, site internet spécialisé dans le déstockage de grandes marques, travaillant au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), ont entamé jeudi une grève pour protester sur les salaires et les horaires.

Une cinquantaine de salariés sur une centaine était en grève vendredi, selon le représentant local de la CGT, Wilfried Cardon, qui assure que le mouvement se poursuivra lundi.

La direction estime de son côté qu'il s'agit d'un mouvement «monté en épingle par la CGT», et souligne que venteprivee.com, «c'est six entrepôts en France et 1.450 salariés».

Les employés «*protestent contre un changement d'horaires imposé par l'employeur, contre des licenciements abusifs et demandent un treizième mois au lieu des primes données à la tête du client*», a expliqué Wilfried Cardon. (libération.fr 17.09)

**Ils nous rackettent.**

Les mutuelles vont-elles être contraintes d'augmenter les cotisations ? Jean-Martin Cohen Solal, directeur général de la Mutualité française, tire la sonnette d'alarme vendredi dans une interview accordée à *La Tribune*. Il affirme que les cotisations des mutuelles pourraient augmenter de 8 % pour faire face aux nouvelles mesures envisagées par le gouvernement pour réduire le déficit de la sécurité sociale.

Le président de la mutualité française, Jean-Pierre Davant, va même plus loin que son directeur général. Il évoque une hausse pouvant aller jusqu'à 10 % l'an prochain. (Lepoint.fr 17.09)

**La blanchisserie d'un régime d'exception ou antidémocratique à l'oeuvre.**

**1- Une justice d'exception acquitte un assassin. Normal face à un gendarme la vie d'un gitan n'a aucune valeur !**

La Cour d'assises du Var a acquitté vendredi Christophe Monchal, un gendarme jugé pour avoir tué en 2008 un gitan qui tentait de s'enfuir des locaux d'une brigade alors qu'il était entravé.

Christophe Monchal avait tiré sept balles sur Joseph Guerdner, 27 ans, poursuivi pour vol à main armée et qui cherchait à s'enfuir à l'occasion d'une pause pendant sa garde à vue. Il était alors entravé aux mains et à un pied.

Trois projectiles ont touché le fuyard qui s'est réfugié dans un arbre avant d'en tomber et de décéder. La loi ne permet les tirs mortels des forces de l'ordre qu'en dernière extrémité.

Me Régine Ciccolini, avocate de la famille Guerdner, avait souligné la réaction excessive, à ses yeux, du gendarme. (Reuters 17.09)

7 balles tirés sur un homme "*entravé aux mains et à un pied*" qui ne risquait pas de s'enfuir bien loin, qui dès lors ne présentait pas un danger pour autrui, il n'était pas armé, donc une situation qui ne rentre pas dans le cadre de la loi permettant à un policier de faire usage de son arme en cas de menace de mort, c'est donc un assassinat, une exécution... blanchie ! C'est l'application de la politique expéditive raciste et xénophobe de Sarkozy-Hortefeux-Besson.

**2- Cul et chemise ou le pif dans le cul ou le paf !**

Le ministre de la Culture et de la Communication Frédéric Mitterrand a estimé vendredi qu'il fallait donner une "*deuxième chance*" à Jean-Luc Delarue, tout en soutenant la décision de France Télévisions de suspendre l'animateur de France 2 après sa garde à vue dans une affaire de trafic de drogue. "*Il faut donner des deuxièmes chances à tout le monde*", a déclaré M. Mitterrand sur RTL.

"*Jean-Luc Delarue, c'est une histoire triste. Il y a une sorte d'enchaînement fou des années de travail, d'une générosité très forte dans ses émissions, de la notoriété qui est un fardeau qu'on a peur de perdre. Et puis un moment ça déraille*", a plaidé le ministre.

"*Je connais les phases de désamour brutal, de ruptures de ce genre, il faut en profiter pour se reprendre et se reconstruire. Le talent de Delarue n'est pas en cause*", a-t-il conclu. (Lepoint.fr 17.09)

Haut de page

---

**Le 19 septembre**

Un courriel reçu d'un camarade enseignant. Je n'ai pas pu regarder ces vidéos à cause des problèmes rencontrés avec ma connection Internet.

"Je te donne ce lien que j'ai reçu par courriel, de 2 vidéos dans lesquelles deux humoristes, sur la question des retraites, donnent une explication économique simple.

Ce qui prouve qu'on peut aussi faire de la politique simplement et avec humour, et donc la rendre plus accessible à tous.
http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/l-arnaque-aux-retraites-deux-81011"

Voici le courriel que j'avais reçu avant-hier suite à la causerie du 17 septembre et ma réponse.

"*je trouve dommage que ta causerie du 17 s'attaque de manière facile peu constructive à LO. Je n'en suis pas membre, ni même sympathisant, mais les taxer de sectarisme et "d'anticapitalisme platonique" sur la foi d'un article de ce torche-cul bourgeois qu'est Marianne est quand même limite. LO a des defauts, qu'il nous faut combattre en tant que revolutionnaires, mais rire avec les bourgeois de ses règles d'organisation internes, que je trouve par ailleurs positives (centralisme, rigueur militante), me mets profondement mal à l'aise.*

*Quant à cet histoire sur le marriage, LO a dementi ces rumeurs, donc c'est la parole d'un parti ouvrier contre celle d'un journal bourgeois. Pour moi, le choix est vite fait...*

*Un billet sur la mort de Hardy (sur le blog d'un militant NPA), que je trouve pas mal: http://comite-de-salut-public.blogspot.com/2010/09/au-moins-robert-barcia-naura-t-il-pas.html*"

Camarade, je n'ai pas traité nulle part LO de "*sectarisme*", relis bien ce que j'ai écrit. Et puis je n'y suis pour rien si LO prête à rire aux bourgeois et leur presse, c'est peut-être parce qu'il y a de quoi, non, est-ce une raison pour s'interdire d'en rire. Et puis rien ne dit que l'on en rit pour les mêmes raisons, ce que tu suggères sans y avoir réfléchi peut-être. De plus le site ne s'adresse qu'à des militants, on ne peut donc pas confondre avec la clientèle de Marianne. Est-ce parce que de Villepin se moque ouvertement ou ridiculise Sarkozy qu'on devrait s'en priver ? On aurait tort franchement. On peut rire de tout mais pas avec n'importe qui, or ici nous sommes entre nous, le site ne s'adresse pas aux adhérents de l'UMP ou du Modem ou encore du PS à ce que je sache.

Quant à la rigueur politique de LO et sa conception du centralisme démocratique, elles les ont amenés à appeler à voter Royal en 2007 ou à partager des listes électorales avec le PS pour obtenir des places de conseillers municipaux, si je me rappelle bien.

Pour ce qui est de la "*parole d'un parti ouvrier*", je m'en méfie comme de bien des choses dans ce vieux monde, certains diraient comme de la guigne, ce n'est pas un gage de vertu ou d'authenticité, et tu te trompes en parlant de "*rumeurs*", il s'agissait d'un (ou une) interview de Hardy dont les propos ont été rapportés par plusieurs sites Internet appartenant à des agences de presse ou des médias nationaux, ce discours appartient à monsieur Hardy et personne ne peut le contester.

Je suis allé à l'adresse que tu m'as indiquée, ce militant reconnaît qu'il est pratiquement impossible d'avoir une discussion sérieuse avec un militant de LO, il pousse peut-être le bouchon un peu loin, partant de là ce n'est pas la peine de perdre son temps à essayer d'en savoir plus sur LO ou de s'y intéresser, cela pourra paraître arbitraire, cela l'est et je le revendique, il faut bien s'imposer des priorités et aller à l'essentiel dans la vie comme dans le militantisme une journée ne comporte que 24 heures.

Ce militant du NPA reproche aux militants de LO de ne reconnaître que leur propre conception de la société ou de la lutte des classes, il a en partie raison et tort à mon avis, il a tort dans la mesure où l'on milite en principe dans un parti dans lequel on estime que nos convictions sont défendues ou représentées, dans le cas contraire on va militer ailleurs, il a raison de critiquer l'attitude qui consiste à ne pas prêter attention ou ne pas prendre en compte dans notre réflexion les arguments avancés par des militants appartenant à un autre parti que le nôtre, ce qui effectivement interdit toute discussion, si c'est ce qu'il a voulu dire.

Pour ma part, j'examine attentivement tous les faits ou arguments qui me sont soumis d'où qu'il vienne sans a priori, car c'est seulement la confrontation des idées qui permet aux militants et au mouvement ouvrier de progresser dans son ensemble ; de ce point de vue-là, avoir raison tout seul n'avance pas à grand chose, même si c'est parfois inévitable et qu'on ne cherche pas à créer ce genre de situation, car c'est uniquement collectivement qu'on s'en sortira, l'objectif n'étant pas d'avoir raison ou de développer la meilleure stratégie possible, mais qu'elle soit partagée par le plus grand nombre possible de militants et de travailleurs.

Que faut-il penser d'un parti et de ses dirigeants quand ils tiennent secret à leurs militants pendant un an le décès de leur principal dirigeant, comme l'affirme ce militant qui semble bien renseigné sur le fonctionnement de LO, ce qui n'est pas mon cas je l'avoue et je ne vois pas comment il pourrait en être autrement ? Je te pose cette question, c'est une maison de fous ou quoi LO ?

Quelle crédibilité veux-tu accorder à un dirigeant aussi invisible que mystérieux, quelle contribution a-t-il réellement apporté au mouvement ouvrier pour le faire progresser ? Pas davantage que ceux qui ont eu la même attitude que lui à des degrès divers, c'est-à-dire rien ou presque. Pendant les 70 dernières années le mouvement ouvrier n'a cessé de régresser, je ne vais pas en chanter les louanges non plus au nom de je ne sais quelle solidarité que j'appelle ouvrièrisme.

Le vieux Engels avait cru bon de ne pas participer au dernier congrès du parti ouvrier social-démocrate allemand peu de temps avant de nous quitter, parce qu'il avait franchement mieux à faire et parce que des choses plus importantes se déroulaient ailleurs selon lui, je le cite de mémoire, alors entre "*combattre*" les "*défauts*" de LO ou aider 55 millions de travailleurs, retraités ou jeunes à rompre avec le capitalisme et les institutions, à se soulever contre le régime pour le renverser, mon choix est vite fait. Et puis le meilleur moyen de combattre les idées des autres que l'on ne partage pas, consiste principalement à développer et défendre nos propres idées sur le terrain de la lutte des classes.

Pour finir, je me suis permis ce trait d'humour parce que j'ai toujours trouvé pitoyable les prestations de Laguiller au nom du trotskysme, qui ont pu séduire une certaine Genevieve de Fontenay ! Après tous les coups que l'on prend quotidiennement, si on n'a pas le droit d'en rire, on n'a plus qu'à se tirer une balle dans la tête.

Autre chose.

"*Lutte des classes, l'expression renaît depuis quelque temps sur les claviers*", notait hier *Le Point* sur un ton désabusé, sans ajouter de commentaires, comme si elle avait disparu un jour !

**Soeur Marie-Ségolène Royal vous invite à la "*Fête de la Fraternité*"... "*au-delà de la gauche et tous les républicains.***

- "*«Nous sommes à moins de deux ans du changement». Lors de sa troisième édition de la Fête de la fraternité, Ségolène Royal a lancé samedi à Arcueil un appel à «résister et à contribuer au redressement de la France»*", parce qu'il est bien connu que tous les Français ont les mêmes intérêts, c'est la négation de la lutte des classes au profit de la classe dominante, un discours purement nationaliste.

- "*Proposant de «rétablir la République du respect»*"... de l'ordre établi évidemment !

- " *Pour Ségolène Royal, «redresser la France, c'est sortir la France du chômage». Elle a proposé «la mise en place d'un pacte de confiance pour l'emploi des jeunes»*", elle ressort les "*emplois-jeunes*" qui ne répondent pas à l'attente des jeunes d'avoir un vrai travail avec un vrai salaire, elle propose de maintenir la jeunesse dans la précarité.

Quelle "*confiance*" accordée à un parti qui a gouverné pendant de nombreuses années sans jamais s'être attaqué au chômage, à la précarité, à la pauvreté ? Aucune !

- "*S'adressant particulièrement à la jeunesse des quartiers populaires, elle l'a exhortée à «travailler dur et d'abord à l'école*».", le même discours que le gouvernement ! "*Travailler dur*" pour se retrouver au chôamge, pour un salaire de misère pendant que d'autres engrangent des millions d'euros en boursicotant, en spéculant, ou vivent confortablement en faisant de beaux discours pour endormir le peuple, tel Royal !

- Elle prône la "*construction d'un avenir commun appuyé sur les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité*" et comme apparemment cela ne suffit pas, elle a ajouté «*on peut rassembler au-delà de la gauche et tous les républicains*», donc des gens de "droite" et des anti-républicains... à l'image de ce qu'est déjà en réalité le PS.

- La tarte à la crème : il faut «*conditionner les aides publiques à l'interdiction de délocaliser quand il y a des profits*».

- D'après le Parisien, Jean-Luc Mélenchon participera, au cours de cette fête et au côté de syndicalistes, à un débat sur les retraites et la nécessité d'un « *référendum populaire* » sur les 60 ans, une exigence que Mélenchon partage avec Ségolène Royal. (Slate.fr, Libération.fr et Lepost.fr 18.09)

Le « *référendum populaire* » sur les 60 ans, c'est la négation de la mobilisation générale de la classe ouvrière pour obliger Sarkozy à retirer

son projet de loi scélérat, c'est la négation de la lutte des classes. Ainsi le PS et le PG se situent bien résolument et clairement au côté de l'UMP et du patronat contre la classe ouvrière.

Vouloir réaliser l'unité de ces partis au profit de la classe ouvrière alors qu'ils sont engagés au côté de l'UMP, nier au passage que l'origine de cet engagement remonte à la nature sociale même de ces partis, c'est comme décider de faire avec les ingrédients prévus pour faire une tarte aux pommes un souflet au crabe !

Laissons-là ce panier de crabes et leur cuisine indigeste.

**Vive la France et vive la République !**

SOS Racisme, Libération et la Règle du jeu appellent à un rassemblement public contre la discrimination des étrangers, dimanche, à 18 heures, au théâtre du Châtelet, à Paris, sous le thème «Touche pas à ma nation».

La stigmatisation des Roms et le projet de déchéance de la nationalité finissent par porter atteinte aux principes mêmes de la République.

Une pétition nationale a déjà réuni plus de 40.000 signatures.

Pour défendre l'idée républicaine de la Nation, ouverte, tolérante et universaliste, une pléiade d'artistes, d'intellectuels et de personnalités politiques seront présents au théâtre du Châtelet : Jane Birkin, Michel Boujenah, Jeanne Moreau, Laurent Fabius, Jean-Luc Mélenchon, etc. (Libération.fr 18.09)

Quand la République des de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand ou Chirac à l'ombre de laquelle ils ont vécu tranquillement et confortablement leur allait comme un gant... L'union du PS et de la banque Rothschild, c'est émouvant, elle aurait fait trembler Franco !

**Quand la fine pellicule vergeté tourne au jaune. Un lieu et un mot d'ordre qui ne trompent pas.**

Cécile Duflot a salué samedi "*la fin d'une histoire*" avec les seuls Verts et le "*début d'une autre*" avec le rassemblement des écologistes, lors de son discours devant le dernier parlement des Verts avant la fusion avec Europe Ecologie en novembre. C'est "*pour une part la fin d'une histoire (...) pour une autre part, le début d'une autre histoire*", a déclaré la secrétaire nationale des Verts devant la petite centaine de représentants du dernier Conseil national interrégional (Cnir) du parti écologiste qui se tient jusqu'à dimanche.

Dans cette salle de la CFDT à Paris où Cécile Duflot avait prononcé son premier discours de secrétaire nationale le 16 décembre 2006, elle a remercié, émue, les militants "*pour avoir fait ce pari de l'histoire du rassemblement*". (Lepoint.fr 18.09)

Cela ne vous fait-il pas penser au "*syndicalisme rassemblée*" sous la houlette du jaune Chérèque ?

Note. Vergeté est un adjectif qui s'applique aux peaux marquées de petites raies rougeâtres ou violacées.

**Social. Occupation du siège social de Lejaby.**

Pour la deuxième nuit consécutive, les ouvrières de Lejaby ont occupé vendredi soir le site du siège social de l'entreprise de lingerie haut de gamme à Rillieux-La-Pape (Rhône). «*Certaines ont passé la nuit dans les escaliers, d'autres sur le parking dans leur voiture et nous sommes déterminées à continuer*», a raconté l'une de ces salariées au Progrès .

Jeudi soir, une cinquantaine de salariées en grève avaient déjà dormi sur place, «*dans des tentes installées dans la cour et d'autres à l'intérieur des locaux du siège, sur des cartons à même le sol*», a déclaré vendredi Janine Caillot, déléguée CGT, à l'AFP. Ces ouvrières sont arrivées de trois sites de production du groupe de lingerie - ceux de Bellegarde-sur-Valserine et de Bourg-en-Bresse dans l'Ain et du Teil en Ardèche - menacés de fermeture dans le cadre d'une restructuration annoncée par la direction en avril dernier.

Lejaby a dévoilé, le 1er avril, son intention de fermer trois sites, sur ses quatre usines en France, et de supprimer 197 postes sur 653 dans le but de produire à moindre coût à l'étranger, à savoir en Tunisie, au Maroc, en Chine et en Pologne. Le groupe a justifié sa décision par le «*fort ralentissement*» de ses ventes, dont 30% de la production est encore assurée en France, contre 0 à 5% pour la concurrence. «*Lejaby souhaite conserver son savoir-faire en confection en maintenant entre 7 et 10% de sa production en France*», a-t-il indiqué.

Dès lors, s'est engagé un bras de fer avec les salariés, majoritairement des femmes. Le 12 avril, ils ont manifesté devant le siège du groupe, en portant soutiens-gorge et culottes par-dessus leurs vêtements. Hier, selon Janine Caillot, «*les négociations avec la direction étaient bloquées*». Les salariés réclament 70.000 euros d'indemnisation de départ, alors que la direction propose 10.000 euros, plus 420 euros par année de travail, a précisé Marie-Christine Ronchon, qui travaille sur le site de Bourg-en-Bresse, à l'agence

L'affaire sera portée en justice mardi. Le tribunal de grande instance de Lyon doit examiner une demande d'annulation de la procédure déposée par les salariés. L'actuel propriétaire de Lejaby, le groupe autrichien Palmers Textil, a entamé une procédure à l'encontre du précédent propriétaire, le groupe américain Warnaco, car il lui reproche de l'avoir trompé sur la valeur d'achat de Lejaby. Palmers Textil veut faire annuler la vente, qui a été conclue en 2008.

Une procédure dont les employés de Lejaby ont entendu parler... par la presse. «*Palmers a caché le fait qu'il avait engagé, depuis novembre dernier, un procès contre l'américain Warnaco pour faire annuler la vente de Lejaby*», a expliqué Me Pierre Masanovic, l'avocat des salariés de Lejaby, à Reuters. «*On est en présence d'une situation tout à fait inédite. Si la vente de Lejaby était effectivement cassée, on repartirait sur une situation totalement nouvelle.*» (JDF 18.09)

Haut de page

---

**Le 20 septembre**

J'ai rectifié l'adresse vers le fichier *Sur les retraites du POI* du 16, avec mes excuses.

Puisque vous ne voulez pas nous faire part de votre point de vue sur la situation, même anonymement, j'ai trouvé un autre moyen pour aborder l'actualité ou des questions de fond en partant de réflexions d'internautes. Au fait, le taux de fréquentation du site a fait un bon de 40% en une semaine. Si vous indiquiez l'adresse du site lorsque vous intervenez dans des blogs, on ne passerait pas de 50 ou 60 visites à 80 ou 85 par jour mais rapidement à plusieurs centaines... Vous comprendrez que je ne peux pas à la fois actualiser le site quotidiennement et intervenir sur des blogs.

Bonne semaine à tous.

**Quelques éléments de réflexion sur le développement de la société et du capitalisme.**

**1- Surpopulation.**

De 1800 à 1900, la population mondiale a augmenté de 700 millions d'habitants

De 1960 à 2010, la population mondiale a augmenté de 4 milliards d'habitants.

Soit une croissance démographique 11 fois plus rapide qu'au 19e siècle.

**Commentaire.**

Voilà un fait impossible à nier qui prouve à lui seul que l'homme n'a pas encore commencé à faire son histoire consciemment...

**2- Chômage de masse à l'échelle de l'humanité.**

Dans le monde d'avant la crise, 3,2 milliards de personnes avaient un emploi (on parle ici d'un emploi «formel» au sens du BIT) - une croissance de 500 millions en dix ans, dont la moitié en Asie. Le taux de chômage «mondial», longtemps calé sur 6%, avait commencé à décliner de 2004 à 2007. Puis la crise a cassé ce dynamisme: aujourd'hui, 210 millions de personnes cherchent un emploi, 30 millions de plus qu'en 2007, dont les trois quarts dans les pays dits «avancés».

**Commentaire.**

Le chiffre de 6% est plus qu'approximatif, il est fantaisiste, à l'échelle du monde il faut le multiplier par 2, 3 ou plus, car dans la plupart des pays en Asie ou en Afrique qui concentrent près des deux tiers de la population mondiale, il n'existe pas l'équivalent de Pôle emploi, il est donc impossible de comptabiliser le nombre des chômeurs. En Afghanistan, ils ne savent même pas combien il y a au juste d'habitants ! (lire l'article de presse d'aujourd'hui)

En Inde par exemple, un travailleur sur deux a peut-être un emploi à plein temps, et encore en étant optimiste, le reste vit au jour le jour de petits boulots ou de contrats de gré et à gré de quelques jours ou le temps d'un chantier. Ce qui fausse les calculs, c'est peut-être que davantage de femmes travaillent par rapport à il y a dix ans seulement, mais pas dans le sens de diminuer l'ampleur du chômage, au contraire, si hier encore les femmes n'étaient pas comptabilisées parce que leur place était censée être à la maison selon les traditions, ces traditions se sont largement fissurées depuis et les hommes acceptent de plus en plus que leur épouse travaille à l'extérieur, ce qui était inimaginable dans de nombreuses familles il y a quelques années seulement.

Ce serait trop long d'expliquer ici l'origine de ce changement radical de comportement, disons qu'il provient de la pénétration ou du développement rapide du capitalisme dans ces pays-là au cours des dernières années, dont le secteur de la communication avec la télévision, puis maintenant Internet, qui font entrer le monde (développé) dans chaque foyer et brisent toutes les barrières, y compris celles issues des traditions ou de la culture des peuples et qui coïncidaient avec un certain niveau de développement économique, c'est l'aspiration au développement en général de toute la société donc l'accès à de nouveaux besoins et leur satisfaction, qui pousse et conduit finalement à briser tous les tabous et met en pièces bien des interdits provenant de l'obscurantisme rétrograde des religions.

Il y a encore deux ans, pour un de mes beaux-frères, une femme qui travaillait était une pute ou pas loin, elle allait être en contact avec d'autres hommes en dehors de sa présence, elle allait donc forcément céder aux avances de l'un d'entre eux. La tradition veut qu'une femme seule chez elle ne laisse jamais entrer un homme en l'absence de son mari, son frère ou son père. Face à leurs difficultés matérielles, il est menuisier et ne travaille pas régulièrement, voyant qu'autour de lui de plus en plus de gens qui n'avaient pas auparavant une situation sociale meilleure que la leur s'en tiraient désormais mieux qu'eux parce que les femmes travaillaient et qu'ils possédaient maintenant un téléphone portable, une moto, un réfrigérateur, etc. il a fini par franchir le pas et autoriser son épouse à travailler.

Une autre de mes belles-soeurs travaille en usine, les deux autres sont toujours femmes au foyer, donc au total deux sur quatre travaillent. Pour revenir sur les chiffres qu'on nous balancent, ils sont tous erronés, on peut ici en donner la preuve : hier mes quatre belles-soeurs n'étaient compatibilisées nulle part, aujourd'hui les deux qui travaillent figurent parmi le nombre des actifs, les deux autres continuent de ne pas exister, or, au moins l'une d'entre voudrait bien travailler, mais elle n'a pas trouvé de boulot, elle n'est pas comptabilisée comme chômeur.

Sur mes cinq beaux-frères encore en vie et en âge de travailler, deux n'ont pas de travail et vivent au crochet des autres ou d'expédients, ils n'ont jamais été comptabilisés comme chômeurs, un autre a un travail fixe à temps plein sans contrat de travail, il est chauffeur-livreur depuis des années chez un grossiste Canon pour un salaire de misère, 3 000 roupies par mois (environ 50 euros), deux autres, le menuisier et le technicien en climatisation travaillent à la tâche, ils travaillent en fonction de la demande, de la saison, ils n'ont pas de revenus fixes, eux non plus n'ont jamais été comptabilisés comme chômeurs.

Maintenant, qu'est-ce que c'est "*un emploi «formel» au sens du BIT*" ? Un emploi avec un contrat de travail ? En dehors des grandes entreprises, cela n'existe pas en Inde, des centaines de millions d'Indiens travaillent à plein temps toute l'années dans des petites ou moyennes entreprises sans être enregistrés nulle part, les patrons peuvent les jeter à la rue du jour au lendemain sans avoir à leur donner un certificat de travail puisqu'ils n'ont pas signé de contrat de travail, ils n'existent pas, sauf pour engraisser leurs patrons qui les exploitent jusqu'à la corde.

En dehors de ma belle-soeur qui travaille en usine et qui a un contrat de travail, aucun de mes beaux-frères et mon autre belle-soeur n'a un contrat de travail, quant à Karnan et Suguna, ils travaillent à temps plein toute l'année pour un employeur qui a pignon sur rue, officiellement ils ne figurent nulle part dans les statistiques, et ils n'occupent pas un emploi informel, il faut donc en déduire que les chiffres du BIT sont très loin de correspondre à la réalité.

**3- Quand les pays dominants veulent le rester à tout prix.**

Tout compte fait, le FMI explique que la richesse produite par le monde est une quantité finie et non une course inépuisable. Le FMI explique que les pays occidentaux, durant des décennies ont imposé leur conception du partage de ce fromage en s'assurant de loin la plus grosse part de ce gâteau et ne laissaient que les miettes. Car, au final, pour qu'un pays soit en excédent, d'autres doivent être en déficit, et inversement.

Le FMI explique donc qu'aujourd'hui, les pays qui parviennent à prendre une part de gâteau plus importante ne doivent pas être égoïstes et tirer les autres vers le haut.

Tout compte fait, le FMI a la mémoire courte et je doute que ceux qui se voient enfin gagner une part acceptable l'acceptent aussi facilement.

Tout compte fait, le discours est très classique : moralisons l'économie, les marchés financiers et tout le reste, car au jeu des requins nous ne sommes plus les plus forts. Il n'est pas question que les pays émergents nous jouent le même scénario que celui que nous leur avons imposé tant de temps.

S'agit-il vraiment de relance ou de préoccupation du chômage? Rien n'est moins sur, il semble surtout que l'on veuille changer des règles qui ont assuré le leadership et qui se retournent contre nous au niveau mondial.

**Commentaire.**

Le FMI est à la solde de l'impérialisme qui détient le pourcentage de vote le plus important au sein de cette institution du capital, l'impérialisme américain, puis les impérialistes des pays dominants dont la France... Maintenant ces différents impérialistes ne peuvent plus se passer des pays dits émergents où ils ont délocalisé une bonne partie de leur production et d'où proviennent leurs profits gigantesques, pays qu'ils ont également contribué à se développer rapidement au cours des dernières années ou décennies et qui aujourd'hui viennent les

concurrencer sur leurs propres marchés, ce qu'ils ne sont pas prêts à accepter, mais ont-ils vraiment le choix, car ce sont ces pays qui d'une part concentrent plus de la moitié de la population mondiale, de la force de travail mondiale, d'autre part qui tirent l'économie mondiale ou l'empêche de sombrer dans une récession sans fin aboutissant à l'éclatement du marché mondial, ajoutons que les marchés des pays émergents sont appelés à terme à supplanter ceux des pays dits développés, par exemple, pour General Motor ce n'est plus le marché américain le premier marché mondial, mais le marché chinois et cette tendance va se confirmer, s'amplifier dans l'avenir, parallèlement le déficit de la balance des paiements entre les Etats-Unis et la Chine, en faveur de cette dernière, ne cesse de croître. On pourrait ajouter que c'est la Chine et le reste du monde qui doit supporter ou financer le formidable déficit américain.

Tous ces éléments mettent en évidence que la donne ou le rapport de force entre pays dominants et dominés est en train de changer ou sera forcément amené à connaître de profondes transformations (et tensions) très rapidement, car au-delà de la solidarité affichée au G20 des différents pays capitalistes qui ne concerne finalement que leur volonté commune de contenir la lutte de classe du prolétariat mondial, aucun d'entre eux n'est prêt à sacrifier ses propres intérêts, chacun s'en tient au poids et à la place qu'il a acquis sur le marché mondial dans une perspective suffisamment lisible ou qui semble tracée d'avance, sans forcément tenir compte des critéres qui étaient retenues jusqu'à présent et qui sont devenus volatiles ou obsolètes avec le développement de la démographie mondial des cinquante dernières années (la population mondiale a doublé pendant cette période), le PIB de chaque pays, mais du rapport de force actuel qui place des pays comme la Chine en position de force face aux Etats-Unis qui s'accrochent à son statut de première puissance mondiale, de la complémentarité indispensable entre ces pays et les pays dominants, sans laquelle l'économie mondiale s'écroulerait.

Les Etats-Unis pourront jouir encore de ce statut aussi longtemps qu'ils continueront de jouer le rôle de gendarme du monde avec son millier de bases militaires installées sur tous les continents et dont finalement s'accommodent très bien les autres Etats capitalistes, y compris le régime chinois, mais il n'est pas dit que les peuples le supporteront encore longtemps, ni même les autres pays capitalistes qui ont autant besoin des matières premières que convoitent les Etats-Unis sous couvert du maintien de l'ordre capitaliste pour continuer de se développer ou développer leur gigantesque marché intérieur (Chine, Inde, 2,8 milliards d'habitants et de consommateurs potentiels). (A suivre)

**4- La survie du capitalisme met en péril l'avenir de l'humanité.**

440 millions de nouveaux diplômés sur dix ans et on ne crée que 45 millions d'emplois pas an, où est le problème?

Sinon je ne rentrerais pas dans les problématiques sans fin (entrée de la Chine dans l'Omc tel un loup sous stéroïde face aux innocents agneaux que nous sommes, surpopulation, destruction de notre environnement ...), avant c'était tellement mieux.

Juste choqué une fois de plus par cet "impérialisme" qui veux que quand les pays riches sont "vainqueurs" tout va (un peu comme un croupier de Casino), mais que cela est trop injuste quand ce sont des pays émergents qui gagnent au "jeu" d'un capitalisme ultra-libéral.

Ce que n'ont pas encore compris tous les partis de gauche, c'est que le système actuel , ne tient que sur une consommation à outrance qui sera l'origine de la destruction à plus ou moins long terme. (source : Slate.fr 19.09)

**Commentaire.**

Si la population mondiale (la production et la consommation) devait continuer d'augmenter dans les mêmes proportions qu'au cours du demi-siècle passé, la fin de la civilisation humaine, de l'espèce humaine, de toute vie sur terre pourrait être envisagée sérieusement, cela ne fait aucun doute.

Ainsi le combat pour en finir avec le capitalisme qui est l'unique cause de cette situation prend un autre relief, c'est une question de salut public pour l'ensemble de l'humanité et notre planète, on a dépassé l'alternative socialisme ou barbarie en quelques décennies, c'est devenue une question de vie ou de mort purement et simplement, sans vouloir dramatiser la situation pour convaincre quiconque du bien-fondé du combat pour le socialisme.

Au lieu d'éparpiller nos forces et de se quereller sans cesse souvent pour des broutilles montées en épingle, on ferait mieux de se regrouper dans le même parti et que chacun s'emploi à sa manière à y être utile en fonction de ses capacités, en acceptant d'y être en minorité, l'essentiel n'étant pas que la politique du parti corresponde à l'ensemble de nos idées personnelles, mais que l'ensemble des militants du parti oeuvrent dans la même direction et pour les mêmes objectifs, en admettant pas seulement en théorie, mais dans la pratique, que des désaccords persistent entre nous (d'où la nécessité des tendances), s'il faut que le parti soit adapté au combat que nous avons à mener tout en tenant compte des profondes transformations qu'a connu le monde en 60 ans. On a perdu le sens de la mesure, on est devenu incapable de faire la part des choses entre l'essentiel qui nous réunit et les questions secondaires que l'on place dorénavant au premier plan et nous divise à n'en plus finir, on privilégie le particulier au détriment du collectif, c'est improductif et suicidaire, il faut donc de reprendre rapidement.

Pour reprendre la méthode de Lénine en l'adaptant à notre époque, la fermeté doit s'appliquer à notre objectif et au moyen pour l'atteindre, en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République par la mobilisation (et l'organisation) révolutionnaire du prolétariat, la révolution prolétarienne et socialiste, la souplesse doit s'appliquer au niveau de chaque nouveau militant (à l'ensemble des militant en réalité) qu'il faut encadrer, former ou aider à progresser politiquement sachant qu'ils viennent d'horizons politiques différents ou ont vécu des expériences différentes, qu'ils ne sont pas issus du même milieu social, on ne peut pas exiger le même degré de compréhension du programme ou du socialisme par exemple de la part d'un ouvrier qui n'a jamais été organisé, d'un intellectuel syndiqué ou d'un militant

familiarisé avec le marxisme et provenant d'une autre formation politique, exiger qu'ils soient exactement sur la même longueur d'onde sur toutes les questions politiques relève de l'utopie ou de la tyrannie, discipline et tolérance doivent se cotoyer et non s'exclure en gros, ils sont complémentaires, l'objectif étant que l'ensemble du parti progresse sur tous les plans tout en étant ouvert à la totalité des exploités et ceux qui en partagent le mode de vie. On aura ainsi le parti ouvrier (révolutionnaire) le plus démocratique du monde à l'image du parti bolchevik dont beaucoup parlent et que très peu connaissent en réalité.

La modestie ou l'humilité n'est pas un témoignage de faiblesse ou une posture d'opportuniste, mais un moyen ou une force incomparable quand elle sert à aider l'être humain à s'élever vers un idéal supérieur, existe-t-il un idéal humaniste plus élevé que celui du socialisme et du communisme (défini par le marxisme) qui a pour objectif de libérer l'humanité de toute forme d'exploitation ou de servitude humaine ?

**Quelques infos en bref.**

**Entendu à l'université d'«Un monde d'avance», le courant de B. Hamon par ailleurs porte-parole du PS.**

**1-** Selon le journaliste de *Libération*. Avant l'objectif de l'élection présidentielle de 2012, la priorité affichée par tous les dirigeants de la gauche présents était le retrait de la réforme des retraites qui passe par le succès espéré et attendu de la journée de mobilisation sociale du 23 septembre.

C'est une posture pour sauver les apparences qui ne trompent plus personne ou presque, car seule la journée de mobilisation du 23 ne suffira pas à faire plier Sarkozy, encore moins à le vaincre, or c'est notre objectif qu'il soit forcé de partir avant 2012, le plus tôt sera le mieux, tout de suite, ce qui n'est pas l'objectif du PS, Hollande a dit que le PS devait accélérer les préparatifs à l'alternance, pas pour demain, mais bien au terme du mandat de Sarkozy "*On ne peut en rester au constat de la République abîmée, il faut nous projeter dans la France de 2012*" (Lemonde.fr 18.09), d'ailleurs nous ne sommes pas demandeur d'une telle alternance, une simple révolution de palais du même style qu'en 81 ou en Grèce par exemple récemment.

D'autant plus que le PS s'est prononcé pour l'allongement de la durée de cotisation qui est en fait la négation de la retraite à 60 ans à taux plein. Une unité sans principe à laquelle participe Besancenot, les militants révolutionnaires du NPA apprécieront sans doute.

**2-** "*Au-delà des désaccords politiques, qu'il y a et qu'il y aura encore, il s'agit d'arrêter les conneries et de dire que, si on marche séparément, on frappe sur les mêmes clous (...), et ce qu'on peut faire, c'est affaiblir le camp d'en face*", a déclaré le responsable du NPA. (Lepoint.fr 19.09)

Parce que le PS ne serait pas dans "*le camp d'en face*" quand il prône l'allongement de la durée de cotisation avec l'UMP ? Décidément, il n'y a que le POI comme parti ouvrier pour demeurer fidèle à ses engagements politiques, simple constat sans a priori.

**Un aveu de taille. Quand le PS a propulsé Royal candidate en 2007 en comptant sur les voix de "droite" pour battre Sarkozy.**

Alors que les socialistes n'ont pas encore choisi celle ou celui qui se lancerait dans la course à l'Elysée, en 2012, Henri Emmanuelli a tranché. Selon le député PS des Landes, Martine Aubry serait la mieux placée.

«*Les instituts de sondages nous répètent que Dominique Strauss-Kahn est le plus populaire. Ce n'est pas correct: chacun sait que si les sondages parviennent à cette conclusion, c'est parce qu'ils mélangent les électeurs de gauche et ceux de droite. Mais ce n'est pas parce que les électeurs de droite disent qu'ils préfèrent Dominique Strauss-Kahn, qu'ils voteront pour lui dans deux ans, explique-t-il dans une interview au figaro.fr, dimanche. On nous a fait la même chose avec Ségolène Royal en 2007. La vérité, c'est qu'à gauche, Martine Aubry est la plus populaire*.». (20minutes.fr 19.09)

Quand on a à l'esprit qu'Aubry a scellé un pacte avec Strauss-Kahn, soutenir Aubry, c'est soutenir son ombre nommé Strauss-Kahn.

Vous avez le droit d'en rire, surtout qu'Henri Emmanuelli est le coresponsable d'«Un monde avance», soi-disant le "*courant de gauche*" du PS ! Je veux bien que différentes sensibilités politiques s'expriment dans le PS, mais de là à les qualifier de gauche, il y a un pas que je me refuse à franchir... et pour cause !

**UMP, rancunier et xénophobe.**

"*J'aurais préféré qu'en 1867 Napoléon III et Bismarck aient un entretien qui débouche autrement et que le Luxembourg n'existe pas. Il y a beaucoup de livres, de travaux historiques sur ce tournant et c'est la faiblesse de Napoléon III qui a permis à ce pays d'exister*", affirme le sénateur Philippe Marini au micro de France Culture repris par TF1.

Le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, avait estimé que les attaques contre son pays n'étaient "*pas convenables*". Sa réaction après la sortie de Marini devrait valoir son pesant de cacahuètes... (Lepost.fr 19.09)

**Sarkozy de plus en plus isolé. Un régime au bord de l'explosion.**

**1-** "*C'est du dérapage généralisé, c'est la perte de contrôle comme au volant d'une voiture, qui fait que tout dérape, zigzague, fauche des gens au passage*", a dit François Bayrou à l'émission Dimanche Soir Politique France Inter-Le Monde-I>Télé.

"*Tous les pays du monde voyaient la France comme un pays formé autour d'un idéal, ce pays des droits de l'homme et de la Révolution qui avait annoncé au monde que les hommes pouvaient être égaux, ça c'est un trésor d'influence, de respect, qui fait que la voix de la France ne ressemble pas aux autres*", a expliqué François Bayrou. "*Là on vient de porter atteinte à ce qui est un trésor pour notre pays, à mon sens c'est très dangereux*".

**2-** Plus tôt dans la journée sur Radio J, le député socialiste Pierre Moscovici avait parlé de "*dérapage de moins en moins contrôlé*" de la part de Nicolas Sarkozy depuis l'échec de son camp aux élections régionales du printemps.

On est "*actuellement dans un esprit, dans un climat très pourri et très Vichy*", a-t-il estimé.

"*On est en train de cibler des populations, d'essayer de stigmatiser les Français d'origine étrangère. Je trouve que c'est tout à fait indigne de la part du président de la République*", a-t-il estimé.

**3-** Pour la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot, ce qui s'est passé à Bruxelles, la manière dont le "*président de la République s'est conduit en notre nom (...) c'est quand même un peu la honte*".

Le député européen Daniel Cohn-Bendit fait pour sa part un rapprochement entre Nicolas Sarkozy et le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, qu'il qualifie de "*super clown politique*".

"*Que le soutien du président français soit cet homme, c'est grave et inquiétant pour lui*", estime-t-il dans *Le Parisien*. "*C'est l'image de Sarkozy qui s'abîme ! Pas celle de la France*".

"*Sarkozy a une tentation de faire n'importe quoi pour rester au pouvoir, qui ressemble aux gesticulations du président du Conseil italien. Quelque part, il se berlusconise...*", ajoute Daniel Cohn-Bendit.

**4-** Selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche, près des trois quarts des Français (71%) estiment que l'image de la France à l'étranger s'est dégradée ces dernières semaines. (Reuters 19.09)

Depuis trois ans en réalité. Bayrou n'a pas totalement tort, à l'étranger on se demande comment un personnage aussi grotesque ou caricatural que Sarkozy a pu accéder à la fonction de président de la République, il oublie au passage la lutte des classes qui se déroule en France et qui est répercutée par les médias du le monde entier, normal, cela ne doit pas être sa tasse de thé !

**Le gouvernement des banquiers vous souhaitent beaucoup de bonheur... à sa façon.**

Le gouvernement aurait décidé de mettre fin à la règle qui permet aux jeunes mariés de voir leur impôt sur le revenu baisser la première année, affirme lefigaro.fr ce dimanche.

Ces derniers rédigent trois déclarations de revenus pour l'année de leur union, une chacun pour la période allant du 1er janvier à la date du mariage, et une autre ensemble pour la période allant jusqu'au 31 décembre. Le fait de scinder les revenus de l'année permet aux couples de payer moins au fisc, le mécanisme de l'impôt étant progressif.

Selon le site Internet du quotidien, à partir de la déclaration sur les revenus 2011 - pour l'impôt payé en 2012 -, les nouveaux conjoints devront choisir entre deux déclarations séparées ou une seule, commune, pour toute l'année pendant laquelle ils se sont mariés. Ce qui sera moins avantageux. Une règle qui s'appliquera également aux couples tout juste divorcés. Ils devront rédiger deux déclarations de revenus séparées pour toute l'année. Contacté par 20minutes.fr, Matignon n'avait pas encore réagi.

La mesure, qui figurera dans le projet de loi de Finances pour 2011 selon lefigaro.fr, pourrait rapporter quelques centaines de millions d'euros. (20minutes.fr 19.09)

**Suède. Et un pays de plus en proie à une crise politique.**

Le bloc suédois de centre-droit a remporté les élections législatives de dimanche, mais il a perdu la majorité absolue au Parlement où siègera pour la première fois un parti d'extrême-droite, d'après des résultats préliminaires.

L'Alliance quadripartite du Premier ministre Fredrik Reinfeldt a obtenu 173 des 349 sièges du Parlement.

Le bloc de centre-gauche emmené par les sociaux-démocrates obtient 156 sièges et les Démocrates suédois (SD, extrême-droite), 20 sièges, ce qui prive le centre-droit de la majorité absolue. (Reuters 19.09)

Haut de page

---

**Le 21 septembre**

Pas le temps de causer.

**La "*troisième voie*" : développer des besoins nouveaux pour continuer de faire tourner la machine capitalisme.**

Ce sera un mouvement écolo élargi aux miliants de tous horizons. Yannick Jadot explique qu'il aura "*deux piliers*" : "*un pilier/ parti politique et un pilier coopérative*".

Le "*pilier parti*" regroupera des militants classiques avec leur carte de membre et votant sur les décisions.

Par pilier "*coopérative*", Yannick Jadot explique qu'il regroupera "*des militants associatifs, des citoyens engagés qui pourront participer au mouvement, débattre sans être membre du parti*". Ces personnes n'auront en revanche pas le droit de vote sur les décisions finales.

En clair, le futur mouvement écolo sera un parti politique classique ouvert à toutes les personnes partageant ses idées sans pour autant avoir pris leur carte de membre.

"*A la différence du NPA où il y avait un verrou de la part des militants LCR, nous avons choisi de lier le fonctionnement démocratique d'un parti à l'ouverture d'un réseau. Il y a une dynamique collective*", précise Jean-Vincent Placé.

"*Des postes-clés à la direction iront à des non-Verts*", explique encore Yannick Jadot, proche de Daniel Cohn-Bendit.

Pour l'instant, il existe un texte, encore à débattre, qui fixe la ligne du mouvement. Ce texte fustige tant le "libéralisme économique" que le "*socialisme étatique*".

Jean-Vincent Placé se dit "*tout à fait satisfait*" de ce texte qui adopte une "*position claire*" selon lui. Toutefois, il dit lui-même avoir "*une tradition personnelle plus à gauche*" et estime qu'il voit "*des différences entre le socialisme et le libéralisme*".

Yannick Jadot dit lui que les écolos ne sont "*pas dans le ni-ni*" mais dans "*une troisième voie*" entre le libéralisme et le socialisme.

Non. Si Yannick Jadot dit "*refuser le bipartisme*", il affirme que ses alliances "*sont à gauche*" tout en adoptant une "*pensée autonome*". (Lepost.fr 20.09)

L'autonomie en politique, c'est l'éclectisme qui se traduit par l'absence de direction ou d'orientation précise qui les permet toutes, sauf celle de la rupture avec le capitalisme et son Etat !

Ces gens-là sont "*plus à gauche*"... tout en étant quand même un peu à "*droite*", leur bonne conscience penche à "*gauche*" et leur porte-monnaie penche à "*droite*", leur coeur est à "*gauche*" et leur raison à "*droite*" en somme, d'où leur soutien logique au capitalisme. Ils sont assis à cheval sur la barricade, ils ont un pied de chaque côté, attachons-les solidement dans cette position, puis découpons la barricade en son milieu à la scie électrique pour voir ce qu'il en restera à l'arrivée. Je vous laisse ramasser les morceaux si vous n'avez rien de plus urgent à faire.

**PS. Au moins sous Chirac la République était à l'endroit ! On nageait dans le bonheur !**

Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : Le thème de nos journées de rentrée est "La République". Nous avions arrêté cela en juillet mais l'actualité nous conforte dans notre choix ! La République est abîmée dans ses principes, dans ses fondamentaux. Quelles que soient leurs opinions politiques, les Français sont rassemblés derrière ce constat. Le pacte social est défait, comme le prouve le coeur de la réforme des retraites qui touche d'abord les classes populaires et moyennes. (...) Il y a urgence à remettre la République à l'endroit. (Lepoint.fr 20.09)

A l'endroit ou à l'envers, leur République ne peut pas être la nôtre, la preuve elle convient à tous les "Français" "*quelles que soient leurs opinions politiques*". Nous ne défendons pas des valeurs ou des principes en soi en dehors de toute référence à la lutte des classes, mais

dans une perspective politique précise conforme aux intérêts d'une classe sociale : un Etat ouvrier, une République sociale ou socialiste.

Avant l'éclatement de la crise en 2007 et l'élection de Sarkozy, le consensus UMP-PS c'était pépère, on échangeait des politesses et des courbettes, on se partageait tranquillement les rôles et les prébendes, la vie était agréable on baignait dans le bonheur, mais depuis il faut monter au créneau, on a dû changer de ton et de masque, qu'est-ce que c'est désagérable à la fin, la rue s'est réveillée et elle en demande toujours plus, voilà notre vrai problème, mais chut il ne faut pas le dire, c'est cette foutue lutte de classe qui est la source de toutes ces tensions regrettables, car sur le fond on s'entend bien avec nos petits camarades de l'UMP, du Nouveau Centre et du Modem, on défend les mêmes intérêts l'air de rien...

**Retraites.**

**1-** Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : Dans le pays, l'envie d'une autre réforme ne faiblit pas. Si le gouvernement et la majorité veulent passer en force, c'est qu'ils craignent que la mobilisation prenne de l'ampleur. Jusqu'à présent, ils n'ont jamais voulu reculer sur les mesures essentielles, à savoir le report de l'âge légal de départ à la retraites de 60 à 62 ans et celui du départ à taux plein de 65 à 67 ans. L'effort de la réforme des retraites est porté à 95 % par les salariés et à 5 % par les revenus financiers. Nous souhaitons un équilibre à 50/50. (Lepoint.fr 20.09)

Va te faire voir avec tes 50/50 : un vrai travail et un vrai salaire pour tous, augmentation générale des salaires, le Smic et la retraite minimum à 1 500 euros net et la question du financement des retraites est réglée, pas besoin de "réforme".

La question des retraites pose en fait directement la question de l'Etat, des fondements du capitalisme : soit les conditions du financement des retraites (mais aussi de la Sécurité sociale) sont compatibles avec l'existence ou la survie du capitalisme et de l'Etat, soit ils ne le sont pas.

Dans un monde où l'économie est globalisée, où la division du travail a été poussée à l'extrême, où les travailleurs du monde entier sont en concurrence les uns avec les autres, les capitalistes se livrent une guerre impitoyable à armes inégales.

Pour certains, les pays dits émergents dont le développement industriel est plus tardif, les législations économiques et sociales sont peu contraignantes, ils participent peu au financement du budget de l'Etat, les profits des entreprises sont peu taxés et les travailleurs n'ont pratiquement aucun droit ou avantages sociaux, la législation du travail est réduite au minimum, l'exploitation de la force de travail a pour seule limite ou contrainte ce que peuvent endurer quotidiennement et physiquement leurs esclaves, les besoins des travailleurs sont peu développés, leurs droits politiques (d'organisation) sont quasi inexistants, les rapports sociaux qui prévalent dans la société sont encore largement inspirés de l'époque féodale, la corruption généralisée permet d'enfreindre les lois en vigueur (en matière d'environnement), tandis que pour d'autres, les pays dits développés ou dominants, cette liberté que les Etats octroient aux capitalistes est plus ou moins contrebalancée ou entravée par la lutte de classe du prolétariat et les acquis sociaux et politiques que la classe ouvrière a conquis ou qui ont accompagné le développement du capitalisme au cours du XXe siècle.

Aujourd'hui, ces capitalistes qui ne bénéficient pas de la même histoire et des mêmes traitements ou avantages sur les plans économiques, sociaux et politiques sont en concurrence. Cette concurrence s'applique aux législations des différents Etats. Au-delà, ce sont les différentes formes d'Etats qui entrent en concurrence. Les formes d'Etat bridant le développement de la démocratie et les plus favorables aux capitalistes, correspondent aux pays émergents, mais aussi au capitalisme le plus puissant, les Etats-Unis. Entre les deux, on trouve les pays comme la France qui possède une tradition de lutte des classes très développée depuis la fin du XVIIIe siècle ou du milieu du XIXe siècle et qui a donné naissance à une République parlementaire, une République démocratique bourgeoise dans le cadre de laquelle les différentes classes combattent pour défendre leurs intérêts respectifs.

Pour les uns, l'absence de démocratie est un frein à leur développement, pour les autre, elle est devenue un handicap face aux premiers avec lesquels ils sont en concurrence sur le marché mondial. Telle est en gros la situation. Notons au passage que ce qui vient d'être dit confirme l'analyse de Marx et Engels sur le développement de l'humanité qui repose à la fois sur le développement des forces productive et la lutte des classes, le marxisme.

Pour en avoir confirmation si nécessaire, on peut observer que les pays où la lutte des classes n'est pas développé ou bien où elle a été entravée pendant des décennies (dictatures, régimes militaires, régimes semi féodaux), malgré les richesses naturelles dont ils disposent, ces pays figurent toujours au rang des pays les plus pauvres (Bolivie, Nigéria) ou au mieux des pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil), au mieux c'est vit dit puisque la majorité de leur population vit dans la pauvreté ou la misère.

La lutte des classes est donc à la fois un facteur de progrès économique et social, et un obstacle à l'enrichissement de la classe des capitalistes au sein de laquelle fait rage une concurrence féroce, dans un contexte qui demeure limité par le marché mondial tel qu'il existe. C'est cette contradiction qui s'exprime à travers la remise en cause des droits politiques du prolétariat dans les pays dits développés ou la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, la tentation d'étouffer toute forme d'opposition pour permettre aux capitalistes français ou aux capitalistes installés en France de concurrencer les capitalistes des pays où le prolétariat est exploité dans des conditions dignes du début du XXe siècle et ne dispose d'aucun droit politique.

La remise en cause des principes ou des valeurs qui ont été adoptés par la bourgeoisie au cours de la période du capitalisme ascendant,

correspond à la nécessité pour la classe dominante de remettre en cause les rapports établis entre les classes pour assurer la survie du système économique capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Bien que ce ne soit pas toujours le cas, on a là la confirmation qu'à l'origine de la politique ultra réactionnaire de Sarkozy se trouve bien une question économique.

Défendre les valeurs ou les principes que partagent ou qui définissent la République sans remettre en cause les fondements du capitalisme ou sans inscrire notre combat dans la perspective du règlement de la question économique qui est à l'origine de la politique réactionnaire du gouvernement, qui ne peut se traduire sur le plan politique que par le combat pour un Etat ouvrier et le socialisme, c'est laisser le champ libre à ceux qui ont entrepris de les liquider ou mêler sa voix à ceux qui n'ont d'autre horizon que le capitalisme, l'UMP, le PS et ses satellites. (A suivre)

**2- Hamon craint-il que Bertrand pointe que le PS est aligné sur l'UMP ?**

"*Moi je souhaite proposer à Mme Aubry un débat public sur cette question des retraites pour que l'on y voie clair*", a dit Xavier Bertrand sur France Inter.

"*J'aimerais bien aujourd'hui que Mme Aubry ne se réfugie pas dans les faux-fuyants, qu'elle n'invente pas des prétextes pour refuser d'aller sur une émission de télévision*", a-t-il ajouté.

Benoît Hamon a fermement rejeté ce lundi la proposition de "*débat*" sur les retraites adressée dans la matinée par le patron de l'UMP Xavier Bertrand. Pour Benoît Hamon, ce dernier "*se moque du monde*".

"*Ca confine au ridicule. La gesticulation démocratique de Xavier Bertrand me désole*", a ajouté Benoît Hamon. (Reuters et Lexpress.fr 20.09)

Tiens, à l'UMP ils ont détecté une faille dans l'argumentation du PS, trop fastoche, c'est la position de l'UMP !

**La majorité des magistrats se mobilise.**

Dix-sept syndicats et organisations du monde judiciaire français ont entamé lundi une grève du zèle dans les tribunaux pour demander davantage de moyens et protester contre la réforme de la procédure pénale.

Ils entendent appliquer strictement les règles de fonctionnement des juridictions, comme l'obligation de disposer d'un greffier à l'audience, pour protester contre l'engorgement de la chaîne judiciaire.

Cette action fait suite à une première journée d'action menée le 9 mars dernier, qui avait vu des milliers de magistrats, avocats, gardiens de prison et autres personnels de justice manifester dans toute la France.

La justice française a fonctionné en 2009 avec 6,6 milliards d'euros (2,5% du budget de l'Etat). Le Conseil de l'Europe classe la France au 35e rang sur 43 pour son effort financier en faveur de la justice.

Pour Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), le but du mouvement est d'adresser un message à l'opinion.

"*Le monde judiciaire veut exprimer son ras-le-bol sur l'absence de moyens donnés à la justice depuis des années. S'il n'y avait pas la conscience professionnelle de tout le monde, la machine pourrait s'arrêter de fonctionner*", a-t-il dit à Reuters.

Les protestataires demandent aux juges de faire en sorte que les audiences ne durent pas plus de six heures de suite et aux magistrats siégeant seuls de renvoyer l'examen des affaires devant des formations collégiales.

Le projet de réforme de la procédure pénale, avec notamment l'idée de supprimer le juge d'instruction, a été repoussé sine die. Alors qu'il était question d'une présentation au Parlement en 2011, aucune date n'est plus fixée.

Le gouvernement assure cependant que le projet est maintenu. Les magistrats s'inquiètent en outre du fait que, en raison de limitations de crédits, de nombreuses juridictions sont depuis plusieurs mois dans l'incapacité de payer leurs frais. (Reuters 20.09)

**EDF : antisocial.**

Selon Le Parisien/Aujourd'hui en France, EDF aurait privé les populations les plus défavorisés du tarif social de l'électricité qui leur est réservé.

Selon le quotidien, «*sur les quelque 3 millions de titulaires de la couverture médicale universelle complémentaire (CMUC), seuls 20 % ont*

*obtenu le tarif social de l'électricité*». Pire encore, selon lui «*le nombre de bénéficiaires est en chute libre. De 940.000 fin 2009 il est passé à 650.000 à la mi-2010*».

Début août, l'association de consommateurs UFC-Que Choisir avait déjà sonné l'alerte: «*Aujourd'hui seuls 31 % des ayant-droits en bénéficient car il est peu connu et le système pour l'obtenir et le conserver est un vrai parcours du combattant.*»

De son côté, EDF estime que la baisse vient avant tout des usagers eux-mêmes: «*Les ayants droit ont de moins en moins tendance à entreprendre les démarches.*» Même si l'électricien reconnaît avoir privé 6 000 foyers par an depuis cinq ans, soit 30.000 ayant-droit du tarif social.

L'article 2 du décret de 2004 prévoit que le calcul du montant du TPN doit se faire sur la base d'un abonnement simple ou heures creuses et pleines et d'une puissance maximale de 9 kVa.

D'après le Parisien, «*EDF a interprété le décret de telle façon qu'il a décidé d'exclure du TPN les usagers ayant souscrit un abonnement plus cher de type Tempo ou d'une puissance supérieure à 9 kilovoltampère [kVa]*».

Mais la recommandation du médiateur stipule que «*l'option tarifaire et la puissance souscrite ne sont pas des conditions d'éligibilité au TPN.*»

EDF déclare qu'il va reconsidérer sa position. (Libération.fr 20.09)

Au fait, les syndicats (le CE) n'étaient pas au courant ? Mais l'UFC-Que Choisir l'était ! C'est comme les 800 millions d'euros ou davantage escroqués chaque année à la Sécu par des laboratoires, cliniques privées ou autres praticiens sans scrupules, les syndicats gèrent la Sécu et les organismes sociaux avec les patrons et le gouvernement et ferment les yeux, il faut bien caser et payer la tripotée de bureaucrates pourris qui parasitent les syndicats, idem pour les gros CE qui brassent des millions d'euros.

**Fin de la grève chez Vente-privee.com.**

Le mouvement aura duré trois jours. Les salariés grévistes de Vente-privee.com, le site internet spécialisé dans le déstockage de grandes marques et la vente évènementielle, ont repris le travail ce lundi en fin d'après-midi sur le site logistique du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis).

Pour le PDG, Jacques-Antoine Granjon, le mouvement est parti d'un «*manque de communication*». «*Un changement d'horaires a été proposé aux délégués du personnel, et a par la suite été mis en place par l'équipe de management de l'entrepôt*», explique le patron du site. «*Certaines femmes se sont retrouvées avec des horaires nocturnes, ce qui, pour moi, est hors de question*». Pour régler ces problèmes de sécurité et de vie de famille, la direction s'est engagée à ce que les tranches de travail les plus tardives (13h50-21h) ne soient plus attribuées aux femmes.

Concernant le treizième mois de salaire, Jacques-Antoine Granjon explique que «*cette question sera abordée au moment de la négociation salariale annuelle au mois de janvier*». Le représentant de la CGT avait déclaré un peu plus tôt à l'AFP que les employés avaient obtenu ce treizième mois. «*Aujourd'hui, certains sont déjà payés sur 14 mois, avec la prime au mérite*», souligne toutefois le PDG de Vente-privee.com.

Le salaire annuel d'un manutentionnaire employé par le groupe est de 26.000 euros bruts en moyenne, soit 19.500 euros bruts de salaire, plus 3000 euros bruts de prime au mérite et 3500 euros de participation, détaille Jacques-Antoine Granjon, qui regrette cette grève «*inutile*». «*Ma porte est toujours ouverte pour discuter des problèmes du quotidien*», conclut-il. (Lefigaro.fr 20.09)

Commentaire d'un internaute.

26 000 euros bruts moins 6 500 euros de primes et de participation (revenus aléatoires par nature), cela nous fait 19 500 euros bruts par an, soit 1 625 euros bruts par mois, je dirais même que c'est un peu faible à mon sens.

Commentaire.

Ce n'est certes pas la panacée, mais il s'agit d'emplois sans qualification, si vous ajoutez le salaire de la conjointe, vous n'êtes pas encore rendu au point de crier misère et de vous mobiliser, ceci permet peut-être de comprendre cela, non ? Je ne dis pas qu'il faudrait forcément que la classe ouvrière en soit rendue à l'état de misère pour se mobiliser, mais en l'absence d'une conscience politique développée, ceux parmi les militants qui espèrent encore qu'un miracle se produise peuvent encore attendre longtemps !

C'est l'une ou l'autre situation ou les deux à la fois qui peuvent aboutir à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, en leur absence, le capitalisme a encore de beaux jours devant lui. Il faut commencer par regarder la réalité en face avant de partir dans de vouloir élaborer de nouvelles théories ou de vouloir "inventer" une nouvelle voie ou je ne sais quoi, on sais ce qu'il en est...

**Russie.**

Le ministre russe des finances, Alexeï Koudrine, a annoncé, lundi 20 septembre, son intention de supprimer plus de 100 000 postes de fonctionnaires en trois ans, espérant réaliser près de 43 milliards de roubles d'économies (plus d'un milliard d'euros).

Fin juin, le président russe, Dmitri Medvedev, avait appelé à réduire de 20 % le nombre de fonctionnaires au cours des trois prochaines années en Russie, un pays miné par la corruption, notamment au sein de la bureaucratie. En décembre 2009, il avait aussi lancé une réforme de la police prévoyant notamment une réduction de 20% des effectifs du ministère de l'Intérieur d'ici à 2012. (Lemonde.fr 20.09)

Haut de page

---

**Le 22 septembre**

Dans le graphique plus haut, on voit très bien que la part des exportations allemandes a nettement augmenté à partir du passage à l'euro qui a profité aux pays dont la monnaie était la plus forte, dont l'Allemagne. Envoyez-nous votre témoignage sur le déroulement de la journée de mobilisation demain, merci d'avance. Certains commentaires choqueront peut-être quelques militants habitués à bien des compromis qui ne veulent pas dire leurs noms, vous voulez combattre classe contre classe, contre la collaboration de classes, et bien c'est ce à quoi nous nous appliquons à faire ici.

On passe directement aux infos en bref.

**Dernier point retraite et rappel.**

Une réunion de l'intersyndicale est programmée pour vendredi pour décider des suites à donner au mouvement.

Bernard Thibault, qui appelle de ses voeux des "*assemblées de personnel*" dans les entreprises jeudi, ne veut pas entendre parler de "*grève générale*". "*Nous ne faisons pas dans le slogan*", a-t-il dit lundi, visant à mots couverts FO.

Même si les piques sont légion, les huit organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa) tentent de préserver leur unité, pour contrer ce qu'elles appellent un "*moment noir de l'histoire sociale*" de France.

"*Il y a des tentatives de lancer un mouvement reconductible mais elles sont aujourd'hui très minoritaires (...) Les organisations qui comptent, CGT, CFDT ou Unsa, ne sont pas sur cette ligne*", constate une source gouvernementale.

Pour autant, ajoute-t-on, "*il n'y aura pas d'éclatement du front syndical, car personne n'y a intérêt*". (Reuters 21.09)

CGT, CFDT ou Unsa, ils auraient très bien pu dire : PS, MRC, PRG, PG, PCF !

**L'aristocratie ouvrière, c'est quoi ? Réponse. Qui finance les appareils pourris des syndicats ? Nous avec l'aval de l'Etat !**

Dans un pré-rapport, la Cour des comptes fait le bilan, trois ans après une première enquête qui avait mis en cause le fonctionnement et la gestion de la Caisse centrale des activités sociales (CCAS), pilotée par la CGT. Et le constat est sévère, selon *Les Echos* datés de ce mardi.

Ce pré-rapport offre «juste la description clinique d'une institution livrée à elle-même, sapée par les gaspillages et les dysfonctionnements en tout genre», écrit le quotidien.

Au centre des critiques, le système de financement de la CCAS. Cette dernière touche chaque année 1% des ventes de gaz et d'électricité. Un prélèvement qui s'est accru mécaniquement de 100 millions d'euros au cours des dix dernières années, sous l'effet des hausses des prix de l'énergie, calculent Les Echos.

En 2010, le budget s'élève ainsi à 470 millions, essentiellement pour financer les cantines, les centres de vacances et les loisirs de près de 700.000 électriciens-gaziers et de leurs familles.

Pourtant, «*le CE d'EDF a essuyé l'an dernier un déficit de 32 millions*», avance le quotidien, et selon un membre du CCAS cité, «fin 2010, le déficit sera proche de 70 millions».

Une réforme visant à simplifier l'organisation a été mise en place mais, selon Les Echos, elle n'a pas conduit à une baisse des effectifs, qui sont même passés de 3.541 à 3.929 en 2009. Les sages de la rue Cambon s'inquiètent aussi du montant des études et conseils (22 millions d'euros entre 2007 et 2009) pour accompagner cette réforme. Le pré-rapport interroge aussi le financement et l'utilisation d'un fonds du

«*comité de coordination*», la structure chargée de répartir le produit du 1% entre la Caisse centrale et ses différentes antennes décentralisées. (20minutes.fr 21.09)

Il y a quelques jours on m'a reproché de me moquer de LO alors que de son côté la presse aux ordres avait critiqué le mystère ayant entouré la mort de son principal dirigeant il y a un an. Là, c'est le journal patronal *Les Echos* et j'imagine l'ensemble des médias qui pointe du doigt le CE d'EDF, donc il ne faudrait pas relayer cette information.

Pour *Les Echos* et les médias, balancer cette info trois jours avant la mobilisation du 23 n'est peut-être pas un hasard. Pour nous, c'est montré comment l'Etat et les appareils s'entendent comme larrons en foire pour subordonner les fonctionnaires au capitalisme et aux institutions. Vous vous demandiez peut-être pourquoi, comment et d'où provenaient les soutiens dans les syndicats aux Thibault, Chérèque, etc., vous avez là une partie de la réponse.

Ce n'est pas seulement avec le financement par l'Etat des syndicats qu'il faut en finir, mais aussi avec les Comités d'entreprise qui sous couvert d'information au personnel sur la marche de l'entreprise et d'oeuvres sociales, collabore avec le patronat ou le gouvernement, finance des milliers de bureaucrates syndicaux à la solde des appareils contre-révolutionnaires, sans parler des détournements de fonds, 22 millions d'euros dépensés entre 2007 et 2009 pour des "*études*" ou des "*conseils*", c'est délirant, c'est tout bonnement scandaleux et intolérable !

A l'opposé des ennemis de la classe ouvrière qui tireront de cette situation qu'il faut supprimer les syndicats, nous dirons que c'est aux syndiqués de se réapproprier leurs syndicats pour en faire des outils d'organisation de la classe dans la perspective de l'émancipation du salariat.

**Lock-out et "*grève*" bien orchestrés.**

La direction du groupe Total a décidé mardi de fermer le dépôt pétrolier de Chignin (Savoie), bloqué par des manifestants depuis lundi dans le cadre du mouvement de contestation contre le projet de réforme des retraites, a-t-on appris auprès de la préfecture. "*La direction a décidé de fermer le dépôt jusqu'à nouvel ordre*", a indiqué à l'AFP un porte-parole de la préfecture.

La préfecture a également retiré le dispositif de sécurité mis en place suite au refus de la direction du groupe de saisir en référé la justice pour faire intervenir les forces de l'ordre. Mardi après-midi, seule une petite dizaine de manifestants, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et Sud des agents territoriaux de Chambéry, se maintenait devant l'entrée du dépôt, selon la préfecture.

Mercredi, "*nous y retournerons pour vérifier si le site est bien fermé*", a assuré à l'AFP le secrétaire CGT des agents territoriaux, Alain Goubet. Ce blocage "*ne perturbe pas le système de distribution des hydrocarbures*" a précisé le porte-parole. "*La direction du site a pris des dispositions pour réapprovisionner ses gros clients et un certain nombre de chargements ont été détournés sur d'autres sites*", a-t-il ajouté. (Lepoint.fr 21.09)

Bref, direction, préfecture et CGT se sont entendus pour que cette "*grève*" n'ait aucune conséquence et ne serve à rien.

**A défaut d'être organisée, la jeunesse se mobilise spontanément.**

Lundi, ils étaient 250 à bloquer les entrées des lycées Georges-Cormier et Jules Ferry à Coulommiers en Seine-et-Marne.

Un mouvement de protestation lié à leurs emplois du temps, indique Le Pays Briard. « *On fait ça parce que c'est la seule manière qu'on a trouvé pour être écoutés* » explique Elodie, élève en terminale.

Des emplois du temps qui ne permettraient pas à certains élèves de prendre leurs repas à midi. Ce qui pour Charlène, une autre lycéenne, « *est inadmissible* ».

L'appel au blocage des lycées a démarré sur Facebook, où une page a été crée par quelques lycéens columéiens. (Lepost.fr 21.09)

**Elle n'est pas belle la vie dans le vieux monde ?**

Les Français qui vivent en appartement sont heureux chez eux. Ils sont en effet 84% à déclarer se sentir bien dans leur immeuble (dont 48% tout à fait bien), d'après un sondage effectué par Ipsos Observer pour l'Observatoire national du bien-être dans les immeubles et dévoilé ce mardi.

D'après l'étude annuelle, «*ceux qui se sentent bien ou tout à fait bien sont plutôt propriétaires de leur logement*», et bénéficient des revenus les plus élevés. «*Ils sont également plutôt seniors*», ajoute l'étude. S'ils sont heureux, c'est d'abord grâce à la tranquillité de leur immeuble (57%), qui comprend du calme, un voisinage sympathique et un sentiment de sécurité. Viennent ensuite l'environnement (habitat en centre-ville, à proximité de commerces, d'espaces verts) pour 35% des Français et la conception de leur logement (29%). (20minutes.fr 21.09)

Où ont-ils réalisé ce sondage d'après vous : à Neuilly-sur-Seine ou à la Courneuve ?

**Le PS.**

**1-** un parti "*révolutionnaire*", foi de Fillon !

«*Voir ce week-end des membres du Parti socialiste et du Nouveau parti anticapitaliste souligner leur complicité, c'est le signe que la nostalgie révolutionnaire a encore quelques restes*», a affirmé le Premier ministre, devant les parlementaires centristes à Nice. (Libération.fr 21.09)

Mais le PS a encore un rôle important à jouer dans la survie des institutions. On se passerait bien du soutien empoisonné du PS sur les retraites... pour faire passer l'allongement de la durée de cotisation. Mais comment s'en passer, ne serait-il pas incontournable, indispensable ? Grand dieu, quel drame affreux ! Allez donc demandez ce qu'en pensent les victimes du franquisme (lire plus loin), le PS ou le PSOE, c'est du pareil au même !

**2-** M. Aubry dans une interview accordée ce mardi à la République des Pyrénées :"*La crédibilité sur le plan économique a changé de camp (...) Chacun sait que non seulement nous savons gérer, mais également faire des choix.*" (Lepost.fr 21.09)

Ah oui pour "*gérer*" la société et faire des "*choix*" pour le compte du capitalisme, vous avez une longue expérience derrière vous !

**3-** «*Il existe des républicains sincères à droite aussi. Nombreux parmi ceux-là ont jusqu'ici fermé les yeux, préférant ne voir que des dérapages. Ils constatent désormais qu'il s'agit bien de dérives*», a lancé Jean-Marc Ayrault à Pau dans un discours lors des journées parlementaires du PS.

«*Je les appelle - avec humilité - à forcer leur courage. A sortir du rang*», a-t-il exhorté. (Libération.fr 21.09)

Deux jours plus tôt c'était Royal qui lançait "*on peut rassembler au-delà de la gauche et tous les républicains*", au-delà des républicains qu'est-ce qu'il y a, peut-être les monarchistes, les nostalgiques de l'Ancien régime, les curés ? Ne rigolez pas comme des baleines, c'est très sérieux, certains parmi eux avaient pris partie pour la République, que ce soit en 1789 ou en 1940, et il y a aujourd'hui des châtelains qui sont des élus de la République, des maires ! Des gens bien, pardon "*juste*", qui aime le peuple de France, de vrais progressistes !

**4-** Pour Marie-Ségolène Royal, Strauss-Kahn "*c'est la candidature la plus plausible*", "*Il faut dire aussi que DSK est le meilleur.*" (Lepost.fr 21.09)

Elle voulait sans doute dire le meilleur candidat potentiel du capital en période de crise ouverte, donc celui du PS !

**La "*meute*" des prédateurs est lâchée.**

Pierre Gattaz, président du Groupement des fédérations industrielles (GFI), l'organisation professionnelle qui regroupe les fédérations industrielles représentant 85 % de l'industrie française, appelle à une «*solidarité citoyenne*» entre les entreprises.

«*Il faut chasser en meute sur les marchés émergents, plaide Pierre Gattaz. Les grands groupes du CAC 40 doivent embarquer leurs fournisseurs stratégiques. Les grandes entreprises entraînent les moyennes entreprises. Les moyennes entreprises, les petites entreprises*». (Lefigaro.fr 21.09)

**Patron dès le biberon ou sous le régime de l'auto-exploitation à outrance.**

Ce sera effectif au 1er janvier 2011. Les mineurs âgés de 16 ans au minimum pourront monter et gérer eux-mêmes leur entreprise, selon *Le Parisien* daté de ce mardi. Le nouveau dispositif a été présenté lundi par Hervé Novelli, secrétaire d'Etat au Commerce, à Bercy.

Jusque là, les moins de 25 ans, qui représentent 6% des entrepreneurs, ne pouvaient monter leur entreprise que grâce au nom d'un adulte ou en s'y associant. Et ils ne pouvaient pas la diriger.

Le nouveau dispositif sur «*l'entreprise individuelle*», voté en juin 2010, «*change la donne*», précise *Le Parisien*. Dès le 1er janvier prochain, le jeune entrepreneur pourra remplir les formalités en son nom, sous le statut d'auto-entrepreneur ou d'entreprise individuelle à responsabilité limitée (la nouvelle EIRL).

Il devra toutefois disposer d'une autorisation des deux parents (ou de son administrateur légal). Cette dernière devra être délivrée par acte sous seing privé ou par acte notarié, et listera également les achats autorisés. (20minutes.fr 21.09)

Cela fait penser aussi à l'économie informelle qui serait juste enregistrée, encadrée par la loi.

**Espagne. Le PSOE blanchit une nouvelle fois les crimes du franquisme.**

L'Espagne a refusé, mardi, devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, d'enquêter sur les disparus de la guerre civile et de la répression franquiste, s'opposant ainsi à une recommandation faite en mai par plusieurs pays latino-américains. En mai, cinq pays latino-américains avaient demandé à Madrid, dans le cadre de la procédure d'examen périodique universel (EPU) que mène le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, d'enquêter sur ces crimes.

L'ambassadeur espagnol auprès de l'ONU, Javier Garrigues, a souligné devant le Conseil que les juges et tribunaux espagnols instruisaient et jugeaient "*toutes les dénonciations de disparitions (...) selon les principes qui régissent la fonction judiciaire en Espagne*" selon la loi et le droit espagnols. Or l'Espagne a voté en 1977, deux ans après la mort du dictateur Francisco Franco, une loi d'amnistie générale qui, selon l'Espagne, vise les crimes du franquisme. (Lepoint.fr 21.09)

Normal, le franquisme fut le produit de la complicité du PSOE (notamment) avec Franco pour assurer la survie de l'Etat bourgeois en Espagne en 36.

Question à cent balles : d'après vous, un parti au pouvoir qui n'a pas aboli les institutions franquistes (les Cortes), qui refuse que les auteurs des crimes du franquisme soient recherchés et poursuivis, est-ce un parti ouvrier ?

**Grèce.**

Plus de 2.000 camionneurs grecs défilaient mardi vers le Parlement, dans le centre d'Athènes, au neuvième journée de manifestations contre les réformes prévues dans le marché du travail. (AP 21.09)

**République tchèque.**

Plus de 40 000 fonctionnaires ont défilé des les rues de Prague ce mardi 21 septembre 2010 en République tchèque. Une grande journée de mobilisation pour protester contre les coupes budgétaires prévues en 2011 par le gouvernement de Petr Necas. Parmi les mesures les plus contestées, il y a le projet de réduire de 10% les moyens destinés à la fonction publique faisant craindre aux syndicats une baisse des salaires.

Les dix millions de Tchèques n'ont pas l'habitude de manifester en masse. Et avec au moins 40 000 participants dans les cortèges à Prague, les syndicats de fonctionnaires ont réussi leur journée de mobilisation.

Sous un ciel bleu où vrombissaient les hélicoptères, pompiers, policiers, enseignants, personnel de santé et même employés du ministère de la Défense, ont dit « *non* » aux baisses de salaire de 10 à 40%, projetées par le gouvernement de centre-droit pour le budget 2011.

Quelques policiers ont réussi à forcer un instant les grilles du ministère de l'Intérieur. Mais ailleurs, au cœur de la vieille ville de Prague, sur les ponts enjambant la Vltava, c'est aux sons des vuvuzelas et dans la bonne humeur que les fonctionnaires ont fait connaître leur message : « *Peut-on nous prendre encore quelque chose alors que, depuis vingt ans, nos salaires sont si bas que nous perdons le respect de nos élèves* », a déclaré une enseignante.

« *Moins de moyens, moins de protection* », pouvait-on lire sur la banderole des syndicats de policiers tandis que médecins et infirmières continuaient de menacer de partir à l'étranger. Les fonctionnaires tchèques se disent conscients des économies à réaliser pour réduire les déficits publics, mais plutôt que les services sur le terrain, ils aimeraient bien voir maigrir la bureaucratie des ministères. (RFI 21.09)

**Egypte. Népotisme ou la monarchie Moubarak.**

Une manifestation d'opposants à une possible succession héréditaire du président égyptien Hosni Moubarak par son fils Gamal a été violemment réprimée mardi 21 septembre au Caire. Au moins une manifestante aurait été violentée et plusieurs autres arrêtés selon AP.

Environ 300 personnes s'étaient rassemblées à proximité du palais Abdine, dans le centre de la capitale, résidence présidentielle officielle. Ils avaient été empêchés d'avancer par plusieurs milliers de policiers, tandis que tous les accès aux abords du palais étaient bloqués.

Ce rassemblement réunissait des militants du mouvement Kefaya ('Assez', en arabe égyptien), des militants de gauche ou des membres de partis d'opposition. Le mouvement des Frères musulmans, principale organisation d'opposition, interdit mais toléré dans les faits, n'était pas présent.

L'Egypte doit connaître en novembre des élections législatives, qui seront suivies l'an prochain d'un scrutin présidentiel. (AP 21.09)

**Russie.**

La Russie va dépenser 466 milliards d'euros pour l'achat d'armements neufs de 2011 à 2020, a déclaré mardi 21 septembre le ministre de la défense russe Anatoli Serdioukov. '*C'est la somme minimale pour nous permettre de doter les forces armées d'armements modernes*', a-t-il déclaré. (Lemonde.fr 21.09)

Haut de page

---

**Le 23 septembre**

**Retraites. Le prix de la privatisation des retraites.**

Résultats d'une étude que vient de réaliser le cabinet Deloitte pour le compte d'Aviva, le sixième assureur mondial.

Ses experts ont réalisé une série de projections pour estimer la somme que devrait idéalement épargner chaque Européen pour s'assurer un train de vie décent (avec, on s'en doute, cette arrière-pensée un peu cynique : il faut acheter des produits financiers aux professionnels de l'assurance). Ainsi, en moyenne, le Français qui se verrait comme une fourmi a tout intérêt à épargner 8 000 euros par an pour compléter sa retraite future. (Lepoint.fr 22.09)

Alors que 75% environ des travailleurs ont un salaire mensuel inférieur à 2 000 euros...

**Des classes et des profs pas des flics !**

Les ministres de l'Intérieur et de l'Education nationale Brice Hortefeux et Luc Chatel ont installé lundi un policier-référent au lycée de La Mare Carrée à Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne).

Les ministres ont été accueillis par les sifflets des professeurs et les huées des élèves.

Le Parisien.fr précise que les professeurs ont scandé au passage des ministres des slogans hostiles: "*Les policiers hors du lycée!*" (Lepost.fr 22.09)

**PS. L'alternance par "*défaut*" pour assurer la "*stabilité*" du régime.**

"*Face à ce grand désordre*" que provoque la majorité en France, "*notre devoir c'est d'être un pôle de stabilité, d'incarner la confiance et la sérénité*", a déclaré M. Aubry devant les parlementaires socialistes réunis à Pau.

Elle ne se fait guère d'illusions et nous non plus : "*Nous ne voulons pas seulement une victoire par défaut*", a-t-elle assuré. (Reuters 22.09)

**Le "*mandat*" du PS : collaborer avec l'UMP à l'élaboration de lois scélérates ou liberticides.**

Le porte-parole des députés PC et apparentés, Roland Muzeau, a proposé mardi à ses collègues PS et Verts de boycotter les instances de l'Assemblée, notamment la Conférence des présidents qui se réunit chaque semaine pour arrêter l'ordre du jour.

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, a dit mercredi accepter cette proposition.

"*Oui, nous allons boycotter la Conférence des présidents. Nous n'y reviendrons que quand il y aura eu une discussion sérieuse sur la manière de traiter les députés de l'opposition et les non inscrits*", a-t-il déclaré par téléphone à Reuters.

"*Mais nous irons en séance et en commission car nous ne voulons pas faire la grève de notre mandat qui nous a été confié par les Français*", a poursuivi le président du groupe socialiste, radical et citoyen (SRC).

Bernard Accoyer a trouvé cette attitude "*surprenante*".

"*S'il y en a un qui doit être heurté, c'est moi*", a-t-il dit sur La Chaîne Parlementaire (LCP) et France Info en rappelant que la date du vote de la réforme des retraites avait été fixée d'un commun accord avec tous les partis. (Reuters 22.09)

Tiens donc, le PS et le PC avec leurs relais à la direction des syndicats nous avaient expliqué que le calendrier sur la contre-réforme des retraites leur avait été imposé par le gouvernement.

**Racket des capitalistes. Assurance, tarif en forte hausse.**

La majorité des compagnies d'assurances ont déjà annoncé des hausses pour leurs contrats automobiles. Elles s'apprêtent à en faire autant en multirisque habitation, entre 5 à 10 % en 2011. (Lefigaro.fr 22.09)

**La gouvernement épargnent les banquiers.**

La taxe sur les banques rapportera 504 millions d'euros à l'Etat français en 2011, 555 en 2012 et 810 en 2013, déclare la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, dans un entretien aux Echos à paraître jeudi.

Elle sera déductible de l'impôt sur les sociétés, précise Christine Lagarde. (Reuters 22.09)

Ouf ! J'ai lu récemment qu'une grande partie de leurs profits provenaient directement des taxes liées à la gestion des comptes de leurs clients. Ils n'auront qu'à les augmenter pour nous la faire payer, comme cela on se fera rançonner une deuxième fois.

N'oublions pas qu'une banque ne produit aucune richesse, que tout ce qu'elle possède provient d'un vol... légal, à l'opposé de leur expropriation pour récupérer notre argent qui est illégale, la révolution a bien pour objet de briser cette légalité pour faire valoir nos droits, récupérer ce qui nous appartient collectivement.

**A ce tarif-là, la vie elle n'est pas belle en régime capitaliste ?**

L'enveloppe globale d'intéressement pour les 18.000 salariés du groupe Total atteint 98 millions d'euros, au titre des résultats de l'entreprise en 2009. Après régularisation, le minimum d'intéressement s'élèvera à 5.000 euros, le maximum à 7.300 euros par salarié. (Libération.fr 22.09)

**Le ministère de l'Injustice accusé de subordination de témoin.**

Marche arrière. Christophe Bénard, un témoin à charge du procès des tireurs de Villiers-le-Bel (Val d'Oise) où quatre jeunes ont été condamnés à des peines de 3 à 15 ans de prison, en juillet, s'est rétracté.

"*Mon client a fait un faux témoignage sous la pression du parquet et des policiers, a déclaré ce mercredi Me Alexandra Hawrylyszyn, son avocate. Je vais déposer plainte contre X la semaine prochaine pour subornation de témoin.*"

La procureure de Pontoise, Marie-Thérèse de Givry, a affirmé que Christopher Bénard n'a subi "*aucune pression de la part du parquet*".

Christopher Bénard avait déposé à la barre à visage découvert lors du procès des tireurs de Villiers-le-Bel. Défendu à l'époque par Me Gilbert Collard, il avait repoussé plusieurs fois son témoignage, réclamant une protection policière.

Le jeune homme s'était finalement présenté pour déclarer avoir entendu deux des accusés discuter de l'affaire et reconnaître les faits alors qu'ils se trouvaient dans les geôles de la cour d'appel de Versailles, alors en attente d'une décision de la chambre de l'instruction. "*Il les a entendu discuter mais nullement avouer, au contraire explique Me Alexandra Hawrylyszyn. L'un d'eux a dit que ce n'était pas lui pusiqu'il était à la mosquée*". (Lexpress.fr 22.09)

**Les meilleures intentions du monde soulagent la souffrance, mais sans direction politique elles contribuent inconsciemment à la prolonger.**

En France, douze millions de bénévoles s'engagent chaque année dans quelque 800 000 associations à but non lucratif. (Lemonde.fr 22.09)

**La guerre de rapine du capitalisme financier contre les peuples continue.**

Le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne ont emprunté 21 milliards d'euros depuis le début du mois. Les rendements ont atteint des niveaux historiques, au-dessus des 6 % pour les obligations à 10 ans. (Lefigaro.fr 22.09)

Haut de page

---

**Le 24 septembre**

Complément de la mi-journée.

J'ai mis en ligne deux contributions supplémentaires. LO ne propose absolument rien dans son communiqué, le néant ! Je suis allé sur le site du NPA, rien, sur celui du POI, rien, sur celui du PG, rien... Ils sont tous suspendus aux basques des appareils pourris des syndicats. En aparté, j'ai noté le titre d'un article du NPA *États-unis. Obama à la peine*, le malheureux Obama plein de bonne volonté, ben voyons ! Quand on a lu les articles du Réseau Voltaire sur les liens de la famille Obama et d'Obama lui-même avec la CIA, sur le financement de sa campagne électorale par le gratin de l'aristocratie financière américaine (à télécharger dans le site), on se dit que les dirigeants de ce parti sont vraiment en dessous de tout.

Mailly se moque des militants : qui peut croire qu'une grève de 24h suffira à faire reculer le gouvernement en sachant que le lendemain matin tout rentrera dans l'ordre ? Le sachant, parce que les travailleurs ne sont pas complètement débiles, la plupart n'y participeront pas, de plus, la plupart n'ont même pas les moyens de faire grève, il faudrait que le pays soit paralysé pendant plusieurs jours ou semaines pour conduite la majorité des travailleurs à faire grève, et encore il faudrait qu'ils y soient pratiquement obligés par la force des choses (absence de moyens de transport, pénurie de stock pour alimenter les postes de travail, lock-out décidé par les patrons, etc.).

"*Nous souhaitons une journée de grève unitaire à l'appel des syndicats*", a déclaré Jean-Claude Mailly sur France Info. "*Je ne suis pas sûr que ce soit la position de la majorité des syndicats*", a-t-il ajouté.

"*Avoir le sentiment que, sur 24 heures, le pays a tourné au ralenti, ça peut amener le gouvernement à évoluer*", a estimé le secrétaire général de FO. (Reuters 24.09)

En 2003 Blondel avait attendu deux mois et que la mobilisation faiblisse pour appeler à la grève générale avec les conséquences que l'on sait. Les militants ou cadres du POI qui sont présents dans les instantes dirigeantes de FO vont-ils (une nouvelle fois) voter la prochaine résolution de la direction confédérale proposée par Mailly et ainsi légitimer la participation de FO aux "*négociations*" avec le gouvernement et le patronat, autrement dit soutenir Sarkozy ?

Pour Dominique de Villepin, le gouvernement doit faire des concessions sur le deuxième volet de la réforme, le report de 65 à 67 ans de l'âge légal pour l'obtention d'une retraite à taux plein.

"*On peut améliorer cette réforme en s'attaquant au deuxième seuil*", a déclaré l'ancien Premier ministre sur Canal Plus.

"*Le gouvernement doit savoir faire ce que je n'ai pas su faire au moment du CPE, c'est-à-dire un compromis*", a-t-il ajouté. (Reuters 24.09)

Demain Sarkozy peut même revenir sur la remise en cause des 60 ans, cela ne lui coûterait rien si dans le même temps il n'annulait pas l'allongement de durée de cotisation, car personne ou presque demain ne pourra partir avant 65 ou 70 ans. Admettons qu'un jeune poursuive ses études jusqu'à 22 ou 23 ans, ajouter 42 annuités, vous arrivez à 64 ou 65 ans, ajoutez au cours de ces quatres décennies de travail une période cumulée d'un ou deux ans de chômage et vous voilà rendu à 66 ou 67 ans, en étant optimiste ! En aucun cas, sauf quelques rares exceptions, il ne sera possible demain à un travailleur de partir à la retraite à taux plein avant au moins 65 ans.

Inutile d'évoquer la proposition du PG reprise semble-t-il par le PS d'un "*référendum*", qui aurait pour résultat de démobiliser et diviser les travailleurs comme ce fut le cas avec celui organisé sur la privatisation de La Poste... pour finalement aider Sarkozy à faire passer sa loi.

"*En démocratie, seul le vote du peuple peut défaire ce qu'un vote du peuple a fait*" a écrit le PG dans un tract, ils ont déjà oublié comment le Traité de Lisbonne fut adoptée par Sarkozy, passons, ils oublient une chose, c'est que dans cette démocratie au service des capitalistes il ne sera jamais proposé au peuple de voter une loi portant atteinte aux intérêts fondamentaux du capital, or la liquidation du système de retraite par répartition au profit d'un système par capitalisation qui permettrait aux compagnies d'assurances et autres fonds de pension de gérer les centaines de milliards d'euros que représentent les retraites, est une priorité pour le capitalisme français et pour l'Etat endetté jusqu'au cou, afin à la fois de pouvoir concurrencer les capitalistes des pays où la main d'oeuvre est meilleure marché et pour attirer de nouveaux investisseurs s'ils ne veulent pas que le chômage continue de progresser ou demeure au niveau actuel qui est lourd de menace sur le plan social et politique.

C'est marrant, ce sont ceux qui sont les plus prompts à parler de la "mondialisation" qui sont les premiers à en oublier les conséquences au niveau de chaque capitaliste et chaque Etat ! A les entendre, on pourrait parvenir au socialisme par un bulletin de vote, alors que nous savons par expérience que seule une révolution prolétarienne permettra d'avancer vers le socialisme.

La causerie du matin.

Je suis un peu loin pour rendre compte de la journée d'hier et de la situation, je fais ce que je peux !

Bataille de chiffres autour du nombre de manifestants hier entre le gouvernement et les syndicats.

Question : les menteurs Thibault et Chérèque valent-ils mieux que les menteurs Sarkozy et Woerth ?

En réalité les deux racontent n'importe quoi et ce n'est certainement pas un hasard. Avant même que les manifestations ne commencent le gouvernement affirmait qu'il y avait moins de participation que le 7 septembre (La présidence avait déjà estimé que la mobilisation était «en baisse», alors même que les manifestations n'étaient pas terminées. - 20minutes.fr 23.09 ), et les syndicats de leur côté indiquaient qu'il y en avait davantage, chacun avait dû consulter une boule de cristal ou une voyante la veille au soir !

Pour le gouvernement, la barre symbolique du million ne devait pas être franchie, il a donc décidé d'arrêter les compteurs à 997 000 manifestants, quelle précision ! Pour le syndicat, c'était la barre des 3 millions qu'ils visaient, ils ont donc monté les compteurs jusqu'à 2,9 millions.

Le journal Libération fournit une explication.

Au printemps 2006, lors d'une manifestation contre le CPE, nos confrères du Parisien ont voulu en avoir le cœur net. Ils ont pris des photographies depuis la nacelle d'une grue élévatrice placée à hauteur du pont d'Austerlitz, point de passage obligé. En comptant sur chaque cliché le nombre de personnes situées entre deux banderoles, ils ont trouvé un chiffre de 40% inférieur à celui des syndicats, et de 20% supérieur à celui de la police. (Libération.fr 23.09)

Laissons de côté le décompte effectué par un huissier à Albi pour le compte de la police, son "*pouce*" a dû être "*usé*" avant la fin de la manifestation :

La police s'est adjoint les services d'un huissier pour compter en même temps qu'elle les manifestants qui défilaient jeudi à Albi contre la réforme des retraites et pour prendre en défaut ceux qui l'accusent de tricher sur les chiffres, a-t-on appris de source policière.

'Je me suis positionné dans un endroit du défilé plutôt resserré et étroit afin de compter fiablement', a expliqué l'huissier, Laurent Vialelle, dépêché dans les rues d'Albi avec une collègue. 'J'étais muni d'un appareil de comptage pour donner une impulsion à chaque tête qui passait. J'en ai usé mon pouce !', a-t-il ajouté. Il a admis 'une marge d'erreur de 100 personnes car, à certains moments, la grappe humaine était plus compacte'. Résultat de l'opération : 4 380 manifestants selon l'huissier, 4 200 selon la police, 20 000 selon les syndicats. (Lemonde.fr 23.09)

Si on appliquait la méthode du journaliste du *Parisien*, on arriverait à des chiffres fantaisistes ! Bref, dans ce pays personne n'est capable de se servir d'un appareil photo ou d'une caméra... ou ne sait compter !

Plus sérieusement, cette journée de mobilisation a été un succès incontestable. Rien que le nombre de manifestations dans tout le pays, 231, démontre le refus de l'immense majorité des travailleurs d'accepter le projet de loi du gouvernement sur les retraites. Si la participation aux manifestations a été aussi ou plus importante que le 7 septembre, il a été noté que le nombre de grévistes avait diminué, l'écart entre les deux a été comblé par une plus forte mobilisation de la jeunesse contre le gouvernement, ce qui permet de dire que la mobilisation a pris ou est en train de prendre une tournure politique, ce que les dirigeants des syndicats et du PS ainsi que ses satellites voulaient éviter à tout prix.

La jonction des travailleurs et de la jeunesse est le pire scénario qui soit pour le gouvernement et ceux qui le soutiennent, car elle pose la question des moyens à mettre en oeuvre pour obtenir satisfaction aux revendications de l'ensemble des couches du prolétariat et les dresse contre le gouvernement qui constitue dès lors l'objectif à abattre. Se trouve donc posée la question de la grève générale ou de la mobilisation générale pour chasser Sarkozy et son gouvernement, qu'il faut situer dans la perspective (immédiate) de l'organisation du prolétariat et sa jeunesse pour constituer ses propres organismes de pouvoir politique, les piliers d'un Etat ouvrier, d'une République sociale ou socialiste.

Thibault, Mailly et Chérèque dans leur rôle de dirigeants contre-révolutionnaires se sont empressés d'appeler le gouvernement à accepter d'ouvrir des "*négociations*", afin de désamorcer la mobilisation dont le contrôle risque de leur échapper à tout moment désormais. (extrait du communiqué de la CGT : "*Le président de la République et les parlementaires doivent prendre l'exacte mesure de l'exaspération provoquée par une loi inspirée exclusivement par les positions du Medef*"- Lemonde.fr 23.09). Ils demandent également que les parlementaires revoient leur copie, alors que le l'UMP et le PS sont sur la même position sur l'allongement de la durée de cotisation !

Le gouvernement table sur la lassitude des Français et sur une certaine division du front syndical sur la suite. (20minutes.fr 23.09)

Attendons les résultats de la réunion de l'intersyndicale d'aujourdhui pour en dire plus, et des assemblées générales qui doivent avoir lieu dans plusieurs grandes entreprises vendredi, ou lundi prochain, notamment à la SNCF, à la RATP, chez Total ou encore à EDF et GDF.

Je ne suis pas contre une manifestation nationale à Paris un samedi ou un dimanche contre le gouvernement contrairement à certains, car il est vrai que l'immense majorité des travailleurs ne peuvent pas se mettre en grève sans prendre le risque de se faire virer, d'autres en ont marre de perdre une journée de salaire pour rien.

Tout dépendrait comment elle serait organisée, si elle l'était et sur quel mot d'ordre, bien que cet aspect soit relativement secondaire dans le cas présent puisque l'ensemble des travailleurs refusent de travailler plus longtemps ce qui revient à rejeter en bloc le texte du gouvernement.

Reste à voir si la position sur laquelle est la majorité des travailleurs correspond bien à ce qu'en disent les militants et s'ils ne prennent pas une fois de plus leurs désirs pour la réalité.

De mon côté j'ai une petite idée sur cette question, mais le moment ne me semble pas propice pour vous la livrer, disons seulement qu'en dehors de toute perspective politique, compte tenu du fait que la majorité des travailleurs n'ont aucune confiance dans le PS pour rétablir la retraite à 60 ans en 2012, surtout sans revenir sur l'allongement de la durée de cotisation, compte tenu du double langage constant des dirigeants syndicaux et des partis ouvriers, de leur refus à rompre leurs relations avec le gouvernement et le patronat, de ne proposer que des journées d'action qui ne servent strictement à rien sauf à faire perdre une journée de salaire, alors entre plus de retraite du tout ou ce que propose l'UMP qui détient le pouvoir, un bon nombre de travailleurs décideront de ne pas ou plus se mobiliser... Je ne veux pas vous casser le moral, mais je ne vais pas non plus raconter n'importe quoi dans le seul but de se faire plaisir. (A suivre)

**A institution d'exception, rémunérations d'exception !**

Heureux comme un ex-commissaire européen. Bénéficiant au cours de leur mandat de cinq ans d'un revenu mensuel de 20.300 euros, auxquels s'ajoutent quantité d'indemnités - de résidence, à hauteur de 15 % du traitement de base, de représentation (911 euros) -, les membres de la Commission peuvent aussi compter sur un généreux système "d'indemnités transitoires", une indemnité de chômage à faire pâlir d'envie à Pôle Emploi.

Selon le quotidien allemand *Financial Times Deutschland*, dix-sept anciens commissaires, qui n'ont pas été reconduits dans la deuxième équipe dirigée par José Manuel Barroso en février 2010, continuent de toucher cette indemnité, soit, au maximum, entre 40 % et 65 % de leur ancien salaire, malgré le fait qu'ils occupent actuellement de nouvelles fonctions, rémunérées. Confirmation et explications de Michael Mann, porte-parole de la Commission : "*Le système a été mis en place pour faciliter le retour des commissaires sur le marché du travail et maintenir leur indépendance. L'indemnité peut être versée pendant trois ans, même si un ancien commissaire trouve un autre job. Mais, dans ce cas, le cumul des deux revenus ne peut pas excéder le montant de l'ancien salaire. L'indemnité est plafonnée.*" (Lepoint.fr 23.09)

Haut de page

Haut de page

---

**Le 25 septembre**

Le front unique PS-PCF avait abouti en 1981 à un gouvernement bourgeois de front populaire décidant de bloquer les salaires, il était tellement au service des travailleurs que l'aristocratie financière s'y était pleinement reconnue, rassurée par les intentions du gouvernement la Bourse se mit à flamber, pendant que le mouvement ouvrier était neutralisé, paralysé. Le capitalisme et les institutions ne s'en portèrent pas plus mal, tandis que le chômage, la précarité et la pauvreté progressèrent.

Aujourd'hui le front unique qui a pris la forme de l'intersyndicale n'est pas davantage au service des travailleurs, les dirigeants des syndicats en appelant à de nouvelles journées de mobilisation et de grèves les 2 et 12 octobre jouent le pourrissement pour aider Sarkozy à faire passer sa contre-réforme.

Ainsi est démontré dans la pratique sur le plan syndical et politique que le front unique peut aussi desservir notre cause et devenir un obstacle au combat de la classe ouvrière.

On ne veut pas comprendre que c'est en développant notre propre politique que l'on peut conquérir la majorité des masses, et non en introduisant les appareils (contre-révolutionnaires) dans un processus devant conduire à la prise du pouvoir, ils doivent en être exclus, de la même manière qu'ils furent exclus du gouvernement provisoire révolutionnnaire issu de la révolution d'Octobre.

Tous les partis se disposent les uns par rapport aux autres, nous nous devons nous disposer par rapport aux besoins de la classe ouvrière, ses droits, ses aspirations, c'est le seul terrain sur lequel on peut se disposer. Dans la vie, il arrive que l'on soit amené à prendre des décisions qui nous concernent individuellement, là c'est la même chose mais sur le plan collectif, c'est apparemment plus difficile à envisager pour chacun...

Si les partis et la politique en général sont discrédités parmi la population, cela provient peut-être du fait qu'aucun ne va au bout de son analyse de la situation ou développe entièrement son programme ou encore qu'il est incompréhensible au plus grand nombre. Comment les masses pourraient-elles discréditer un parti ou une politique conforme à leurs droits, besoins ou aspirations ? Pourquoi pour défendre leurs droits devrait-on en passer par les appareils ? Revendiquer le pouvoir est un droit imprescriptible du prolétariat, il doit se le réapproprier pour

renouer avec la tradition révolutionnaire (internationale) de la classe ouvrière.

Le moyen le plus efficace de combattre les appareils, c'est encore de développer notre politique en direction des travailleurs en leur proposant de s'organiser. Soustraire les travailleurs à l'emprise des appareils est un de nos objectifs prioritaires. (A suivre)

**Retraites.**

**1-** François Fillon a opposé un "*non ferme et tranquille*" aux manifestants et grévistes qui ont de nouveau réclamé, jeudi, le retrait du projet de réforme sur les retraites, jugeant celui-ci "*nécessaire et raisonnable*", lors des Journées parlementaires UMP vendredi à Biarritz. "*Il faut répondre calmement à la rue, parce que gouverner, c'est écouter chacun, gouverner, c'est respecter chacun, mais gouverner la France, c'est aussi parfois savoir dire non*", a déclaré le Premier ministre devant des parlementaires et des membres de son gouvernement.

"*Non, avec le président de la République, nous ne retirerons pas ce projet de réforme parce qu'il est nécessaire et raisonnable*", a-t-il enchaîné. "*Nous ne renoncerons pas à l'augmentation de la durée d'activité, parce que si, par malheur, nous le faisions, alors nos régimes de retraite s'écrouleraient sous le poids des déficits*", a aussi dit le chef du gouvernement.

"*Dans ce non ferme et tranquille, il n'y a aucun orgueil, car je refuse de considérer les manifestants comme des adversaires. Il n'y a aucun mépris, car aucun Français n'est coupable d'avoir des convictions*", a-t-il affirmé.

"*Mais je le dis posément, nous conduirons cette réforme jusqu'à son terme, car si nous tenons à notre héritage social, si nous tenons à garantir le niveau de nos pensions, alors il n'y a qu'une seule façon sérieuse et responsable d'agir : il faut élever l'âge légal de la retraite*", a encore déclaré François Fillon.(Lepoint.fr 24.09)

**1-** Le calme affiché par Fillon avait pour fonction de témoigner de la détermination du gouvernement d'aller au bout de sa contre-réforme et de faire oublier l'isolement de Sarkozy ou le rejet qu'il inspire à la majorité de la population, et qu'il y a bien encore un capitaine à bord du vaisseau de la Ve République qui prend l'eau de partout.

**2-** L'autre méthode consiste à lier une vérité et une contre-vérité, un exercice démagogique éprouvé qui s'est traduit par "*gouverner, c'est écouter chacun, gouverner, c'est respecter chacun*", mais prié par ses commanditaires, banquiers et assureurs, de tenir bon et d'aller au bout de sa logique dévastatrice pour nos retraites, il a été obligé d'affirmer qu'il fallait "*parfois savoir dire non*", indiquant par là pour qui il gouvernait en réalité.

**3-** L'autre méthode employé par Fillon a consisté à prétendre qu'il partageait les intérêts des travailleurs ("*garantir le niveau de nos pensions*") pour qu'ils adhérent au projet du gouvernement, pour affirmer dans la foulée qu'il fallait "*élever l'âge légal de la retraite*", ce dont ils ne veulent pas entendre parler.

**4-**Sachant que son discours risquait fort de tomber dans l'oreille d'un sourd mais ne doutant de rien, il n'a pas le choix, il a cru bon de sortir l'artillerie lourde en recourant à la dramatisation et au scénario catastrophe, en brandissant la menace que "*nos régimes de retraite s'écrouleraient sous le poids des déficits*" si nous refusions "*l'augmentation de la durée d'activité*", croyant peut-être naïvement que ce genre de chantage pourrait faire plier la détermination des travailleurs qui ont à l'esprit toutes les casseroles que se trimballent Sarkozy, Woerth, Hortefeux, Besson, la politique réactionnaire menée par le gouvernement depuis plus de trois ans.

A-t-il vraiment pris conscience que la situation qui a précédé l'élection d'un homme providentiel à la tête de l'Etat, le locataire actuel du Palais, était révolue ? Sans doute, mais il est dans son rôle de faire publiquement comme s'il l'ignorait, là non plus il n'a pas vraiment le choix.

En dernier ressort, il ne peut compter que sur les dirigeants contre-révolutionnaires des syndicats, du PS et ses alliés pour maintenir son projet jusqu'au bout. Les journées d'action programmées par l'intersyndicale pour les 2 et 12 octobre doivent le rassurer, sans que personne ne puisse dire comment la situation peut évoluer dans les jours qui viennent, car l'opposition à ces journées d'action est de plus en plus forte dans les syndicats et les partis qui se réclament de la classe ouvrière, les militants exigeant que les dirigeants appellent à la grève générale jusqu'au retrait.

**5-** Réaction de deux internautes.

- La seule chose qui peut faire plier un gouvernement, c'est le blocage des transports. Le reste, ils n'en ont rien à cirer, et le gouvernement, malin, a pris la précaution de négocier bien avant les régimes spéciaux des transports, en leur accordant des avantages appréciables, pour qu'ils restent tranquilles.

Et ils restent tranquilles dans les transports, vous avez remarqué ? On les entend plus.

Commentaire.

Quels sont les partis qui sont en position de force dans les transports parisiens notamment ? Le POI et le NPA, ensuite le PCF.

- Ce qui pourrait également faire reculer le gouvernement, c'est l'adhésion des lycéens et des étudiants au mouvement contre cette réforme. Car les salariés risquent de perdre beaucoup de journées de salaires si le gouvernement joue le pourrissement. Les étudiants n'ont pas ce problème et peuvent soutenir un mouvement très longtemps. De plus ce gouvernement, qui ne parle pas beaucoup aux jeunes, aura de la peine à les convaincre.

Commentaire.

Très juste, c'est justement pourquoi il ne s'adresse pas à la jeunesse. Plus sourd qu'un jeune qui ne veut pas entendre, tu meurs ! Tous les parents et les profs savent cela par coeur, le gouvernement aussi.

**2-** L'Union nationale lycéenne (UNL, premier syndicat lycéen) appelle les jeunes à se mobiliser en vue des manifestations du samedi 2 octobre en France contre la réforme des retraites.

Pour faire monter la pression, l'UNL appelle ses adhérents à organiser des assemblées générales dans toute la France pour préparer les manifestations du 2 octobre. Le syndicat organisera un meeting parisien sur les retraites la veille.

"*Alors qu'un million de jeunes sont aujourd'hui au chômage, le gouvernement veut retarder l'âge de départ à la retraite, créant encore plus de difficultés pour leur insertion socioprofessionnelle*", explique l'organisation lycéenne.

"*Il aggrave la précarité existante plutôt que de trouver les solutions pour y mettre fin*", ajoute-t-elle dans un communiqué. (Reuters 24.09)

**Chômage.**

Le nombre de chômeurs sans aucune activité, même réduite, (inscrits à Pôle emploi en catégorie A) en France métropolitaine a augmenté de 0,6% en août, soit 15.900 demandeurs d'emploi de plus sur un mois, s'établissant à 2.692.500, selon les chiffres diffusés vendredi par le gouvernement. Sur un an, la hausse est de 4,9%.

Au total, en prenant les trois catégories de demandeurs d'emploi, la France métropolitaine comptait fin août 3.970.900 chômeurs inscrits à Pôle emploi (4.216.800 en comptant les DOM).

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an a augmenté de 26,7% sur un an, depuis plus de 2 ans de 30,3%, et depuis plus de 3 ans de 15%. (AP 24.09)

**Le PS toujours plus à "*gauche*". Quelle perspicacité !**

"*Je suis persuadé qu'il y aura comme candidature ou celle de Dominique Strauss-Kahn, ou celle de Martine Aubry, et que nous aurons à partir de là un candidat qui permettra à la gauche de gagner et au pays de retrouver un minimum d'espoir*", a déclaré Claude Bartolone vendredi sur France-Inter, affirmant qu'il y aurait une "*entente*" entre Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn pour la candidature à la présidentielle de 2012. (Lemonde.fr 24.09)

Ils désigneront Aubry comme candidate s'ils estimaient qu'il y aurait un trop grand risque à ce que Strauss-Kahn une fois élu soit confondu avec Sarkozy dans la tête des travailleurs, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie et qu'il soit rejeté de la même manière très rapidement et qu'ils fassent le lien avec son lourd passé au service du FMI, dans ce cas-là le PS ne pourrait plus jouer efficacement son rôle protecteur des institutions et du régime, ce qui laisserait un boulevard aux autres partis, principalement à ceux qui ne participeraient pas au gouvernement, le NPA, le POI et accessoirement LO, le pire scénario pour le camp de la réaction.

**Le linge sale se lave en famille.**

1 partout. Jean-François Copé (UMP) a répliqué ce vendredi aux accusations de conflit d'intérêts portées contre lui dans un livre par Martin Hirsch, reprochant à ce dernier de présider l'Agence du service civique créée alors qu'il était Haut commissaire aux solidarités actives.

Dans son ouvrage Pour en finir avec les conflits d'intérêts, Martin Hirsch reproche à Jean-François Copé de cumuler ses fonctions politiques avec celles d'avocat d'affaires. «*J'ai trouvé que ce qu'a fait Martin Hirsch n'est vraiment pas très bien*», a affirmé le député-maire de Meaux (Seine-et-Marne).

Lui retournant le compliment, il a rappelé à l'ex-Haut commissaire qu'il avait, lorqu'il était au gouvernement, «*fait voter une loi qui prévoyait la création*» de l'Agence du service civique en fixant notamment «*la rémunération de son personnel*» et de «*son directeur*».

Or «*qui est son directeur aujourd'hui?*» feint de s'interroger Copé. «*C'est Martin Hirsch. Ca, c'est le plus joli conflit d'intérêts qu'on pourrait imaginer, et il n'en a pas parlé dans son livre.*» (Libération.fr 24.09)

**Racket de l'Etat policier. Un contrôle pas fiable.**

Le test salivaire utilisé pour détecter la consommation de cannabis des automobilistes est-il fiable? Non, répond l'Académie nationale de Pharmacie qui a estimé que ce test ne fournissait pas «*les performances requises*». «*Plusieurs études récentes ont montré que sa mise en oeuvre est à l'origine d'un grand nombre de résultats faussement positifs ou faussement négatifs*», assure l'Académie pour qui «*seul le contrôle sanguin permet de confirmer l'usage de stupéfiants*». (20minutes.fr 24.09)

**L'or à la peau dure.**

L'or a continué d'aligner les records vendredi en Europe pour s'approcher de la barre des 1.300 dollars l'once, soutenu par la baisse du dollar et les anticipations d'un nouvel assouplissement quantitatif qui accroîtrait la volatilité sur le marché des changes. Les cours à terme ont franchi la barre symbolique des 1.300 dollars l'once, pour toucher le record de 1.301,60 dollars.

Dans le sillage de l'or, l'argent a inscrit un pic de 30 ans de 21,45 dollars l'once.

L'or a monté de 4% depuis le début du mois et de 18% depuis le début de l'année et, d'un point de vue technique, peut encore monter. (Reuters 24.09)

**Comment la Commission européenne recycle les "*actifs toxiques*".**

La Commission européenne a exprimé vendredi ses doutes sur la viabilité à long terme de l'établissement de crédit allemand Hypo Real Estate (HRE) , tout en autorisant pour l'heure une nouvelle aide de plusieurs milliards d'euros.

Nationalisé l'année dernière, Hypo Real a été la principale victime allemande de la crise du crédit.

La Commission a dit qu'elle étudiait notamment le transfert d'environ 200 milliards d'euros d'"*actifs toxiques*" non-stratégiques vers une structure de défaisance et une aide supplémentaire pouvant atteindre 40 milliards d'euros, une décision qui risque de gonfler mécaniquement la dette publique, sans toutefois pénaliser Berlin sur les marchés selon les analystes. (Reuters 24.09)

**Etats-Unis. Une dictature, celle du capital.**

**1-** Quand Obama "*exige*" et se prend pour le maître du monde.

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, a exigé vendredi 24 septembre que le référendum sur l'avenir du Soudan se déroule dans le calme et à la date prévue, avertissant que le sort de millions de personnes était en jeu, au début d'un sommet sur ce dossier à l'ONU. (Lemonde.fr 24.09)

Les travailleurs américains exigent que leur droit au travail, au logement, à la santé, à l'instruction, etc. soit respecté ce qui n'est pas le cas pour des dizaines de millions d'entre eux...

On reviendra plus tard sur ce référendum devant déboucher ou non sur la partition du plus grand pays d'Afrique de l'Est...

**2-** Teresa Lewis, une Américaine de 41 ans, a été exécutée jeudi par injection mortelle, peu après la tombée de la nuit en Virginie (est), malgré une déficience intellectuelle qui en fait un symbole de la lutte contre la peine de mort pour les abolitionnistes. Le décès a été prononcé à 21 h 13 locales à la prison de Greensville, à Jarratt, a indiqué Larry Traylor, porte-parole des autorités pénitentiaires de l'Etat, lors d'une conférence de presse sur place.

Commentaire d'un internaute : "*Contrairement à ce que beaucoup de gens croient encore, les USA ne sont pas une démocratie, c'est un semblant de démocratie. Les manipulations de l'opinion américaine par les politiciens, les médias, par l'utilisation à outrance des fibres nationalistes, religieuses, sectaires, sécuritaires, n'ont pas de limites. La peine de mort fait partie de ces dérives. Leur système libéral, la malbouffe organisée, leur agriculture destructrice pour l'environnement et pour la santé des gens, leur excès de consommation avec toutes les conséquences pour l'environnement mondial, leur comportement dans la guerre d'Irak... montrent clairement que le respect de la vie n'a pas du tout le même sens que pour nous Européens.*"

Et il est encore loin du compte !

Haut de page

**Le 26 septembre**

Complément de la mi-journée.

Extraits de quelques articles trouvés sur le Net.

**POI.**

- L'appareil du POI ou de FO, c'est du pareil au même. Après avoir reproduit un extrait du communiqué de l'intersyndicale du 24, ils écrivent : "*La confédération CGT-Force ouvrière n'est pas signataire de ce communiqué*", mais ils se gardent bien de préciser que Mailly a appelé Sarkozy à de nouvelles "*négociations*" !

**NPA.**

- Comment le NPA s'aligne sur les appareils des syndicats : "*nous appelons à faire des temps forts de mobilisations à l'appel de l'intersyndicale des réussites qui montrent que le mouvement ne faiblit pas, qu'au contraire il s'enracine et progresse*", voilà pour le soutien aux journées de démobilisation des 2 et 12 octobre prochain !

- Le COR, une référence : "*L'argent existe pour conserver la retraites à 60 ans sans augmenter le nombre d'annuités voire même en retournant à la situation d'avant 1993, les 37, 5 annuité pour une retraite à taux plein dans le privé comme dans le public. Il suffirait d'y consacrer 3 points du PIB comme le dit Conseil d'orientation des retraites qui n'est pas un organisme infesté de dangereux gauchistes. C'est une question de répartition des richesses...*" Ah ben si le COR le dit, c'est que cela doit être vrai, y compris qu'il faut reporter l'âge du départ à la retraite !

**PCF.**

- Quand *La Riposte*, la "*gauche*" du PCF s'en remet aux "*partis de gauche*" pour "*s'attaque (er) sérieusement au pouvoir de la classe dirigeante*", la Bourse et les capitalistes en tremble d'avance !

"*Une lutte générale contre le gouvernement Sarkozy pose la question de l'alternative immédiate à la droite au pouvoir, sans attendre 2012. Toutes les conditions sont réunies pour qu'un appel à des élections anticipées – présidentielles et législatives – rencontre un puissant écho, dans la population, et renforce la mobilisation. Sarkozy, Woerth et toute la droite, dehors ! Dans le même temps, les partis de gauche doivent présenter un programme qui s'attaque sérieusement au pouvoir de la classe dirigeante. Les banques et les grands leviers de l'économie doivent être arrachés des mains des capitalistes et placés sous le contrôle démocratique des salariés. Ce programme socialiste est la seule alternative sérieuse au capitalisme en crise.*"

La causerie du matin.

**Pas négociable... la liquidation des institutions réactionnaires de la Ve République !**

Le président du Sénat Gérard Larcher évoque "*une refonte du régime*" des retraites "*pour aller, par exemple, vers un système par points*", dans un entretien publié dans "Le Journal du dimanche".

"*les nouvelles bornes d'âge à 62 ans et 67 ans ne sont pas négociables*" a-t-il précisé. (AP 25.09)

Même discours à l'Elysée, à Matignon et à l'Assemblée nationale, il faut donc en conclure que notre droit à la retraite n'est pas compatible avec l'existence à la fois du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Dès lors de deux choses l'une, soit on rompt les relations avec le patronat et les institutions et on engage le combat dans la perspective de les liquider, soit on continue d'entretenir des rapports avec leurs représentants pour assurer la survie du capitalisme et de la Ve République.

Dans le premier cas on se place sur le terrain des intérêts de classe du prolétariat, on défend son indépendance de classe pour lui donner les moyens de pouvoir mener le combat contre son ennemi, dans le second on passe un compromis avec le capital et on lie le destin de la classe ouvrière à celui que le capitalisme lui réserve.

Il faudrait qu'on nous explique pourquoi le combat pour défendre nos droits devrait fatalement passer par la collaboration de classes.

Si l'immense majorité des travailleurs sont contre le projet de loi sur les retraites du gouvernement, c'est parce qu'ils estiment que c'est leur droit de décider de partir à la retraite plus tôt que plus tard, et non en référence à la position défendue par tel ou tel syndicat ou parti. On devrait s'en tenir à ce constat le prendre comme base de notre combat politique. Et s'il ne s'agissait que d'une minorité, nous nous appuyerions sur elle, seule notre tactique s'en trouverait peut-être modifiée, mais en rien notre stratégie, que l'on soit ou non en mesure d'entraîner toute la classe au combat.

Le PS et ses satellites sont montés au créneau sur la question des retraites et remplissent dorénavant la fonction de porte-parole du projet de loi du gouvernement au sein du mouvement ouvrier en prônant avec l'UMP l'allongement de la durée de cotisation (notamment), vous vous retrouvez donc avec un front unique dont le contenu et l'objectif, en réalité sa raison d'être, est d'aider Sarkozy à faire passer son projet. La même situation et le même constat prévaut pour la totalité des syndicats, puisque FO qui n'a pas signé le dernier communiqué de l'intersyndicale réclame de nouvelles "*négociations*" avec Sarkozy, alors qu'il n'y a rien à négocier.

Comment voudriez-vous qu'il en soit autrement avec des syndicats complètement gangrenés ou presque par 65 ans de collaboration de classes, par des syndicats dont pas un ne mène le combat dans la perspective de liquider le capitalisme ? C'est comme si vous aviez laissé pourrir de vieux fusils dans une cave humide et qu'un beau matin vous vous réveilliez attaqués par l'ennemi et que vous décidiez de vous en servir pour vous défendre, pour constater amer qu'ils sont inutilisables en l'état et vous seriez vaincus.

Maintenant de deux choses l'une, soit vous décidez d'acquérir de nouveaux fusils, soit vous prenez le parti de remettre en état vos vieux fusils, mais cela va prendre du temps, pour cette bataille c'est foutu. Si vous choisissez la deuxième option, n'attendez pas le prochain combat car vous le perdrez une fois de plus sans rien en tirer pour l'avenir puisque vous reproduisez indéfiniment la même erreur.

Il est certain que cette question ne se poserait pas ou nous ne serions pas obligé de l'aborder dans ces termes, si nous avions été capable de construire le parti. C'est plutôt cette question qui devrait hanter jour et nuit tous les militants jusqu'à en faire des cauchemars, peut-être qu'ils trouveraient ainsi la réponse à la question de savoir pourquoi nous en sommes arrivés à une situation en apparence inextricable et permettrait au mouvement ouvrier de se reconstruire sur des bases saines.

Ce que craignent le plus les appareils, ce n'est pas de devoir changer de position sous la pression des travailleurs, c'est que la classe ouvrière se radicalise et s'organise indépendamment des appareils, si c'est la maturation politique du prolétariat sur des positions de classe conformes à ses intérêts qui les inquiète, c'est parce qu'elle serait le signal annonçant la rupture du prolétariat avec les institutions et le capitalisme, le pire scénario possible pour ces défenseurs de l'ordre établi. Or, la classe ne peut avoir les mains libres pour combattre en direction des objectifs qu'elle s'est fixée dans le cadre d'un front unique qui lui est hostile et dans lequel les dirigeants mènent le combat dans une direction opposée.

On nous rétorquera que la nature du front unique peut changer sous la pression des masses, certes, mais est-ce bien notre objectif de redorer le blason des appareils et des partis contre-révolutionnaires, en quoi serait-ce un facteur déterminant pour la suite de notre combat, dans ces conditions quel avantage politique en retirera la classe ouvrière, quels enseignements en tirera-t-elle, aucun, or notre combat n'a pas pour fonction d'aider la classe ouvrière à mieux supporter le capitalisme, mais de faire en sorte que chaque bataille constitue un moment de son combat pour son émancipation du capital ; en se plaçant dans l'unique perspective de satisfaire une revendication, on abandonne le combat dans la perspective du socialisme, on n'avance pas d'un millimètre vers notre objectif final. Et en politique, qui n'avance pas, recule forcément !

Vous avez le droit aussi de vous interroger sur le bien-fondé de la stratégie des partis qui a consisté à partir de 1945 à passer des compromis pourris avec les appareils des syndicats dans l'objectif de les affaiblir sur le long terme ou d'éliminer les réformistes et les staliniens de la direction des syndicats. 65 ans plus tard, on peut constater que cette stratégie a échoué lamentablement et qu'il n'y a pas lieu de s'attendre à un revirement de situation avant une date indéterminée...

Toute politique qui a pour seul objectif de faire payer les capitalistes contribue à mieux asservir le prolétariat au capitalisme et aux institutions, à les légitimer. Si c'est maintenant la politique qu'entendent continuer de défendre tous les partis, autant dire adieu tout de suite au socialisme. A chacun ses responsabilités.

Haut de page

---

**Le 27 septembre**

Sarkozy et son équipe de nazillons, pas raciste, pas xénophobe ? Un rappel d'un lecteur du *Monde* (26.09) :

"*Au moment où Eric Besson va présenter au Parlement un projet de loi très inquiétant pour le droit français, qui va restreindre une nouvelle fois les droits des migrants, comment ne se rappelle-t-on pas que, le 22 juin 2006 à Agen, dans un discours* "Pour la France du travail", *le candidat Sarkozy déclarait déjà :* "Le mal français ne vient pas de notre histoire (...). Il ne vient pas de notre culture (...). Il ne vient pas de nos valeurs" *et que, pour être plus explicite encore, il achevait un passage consacré aux immigrés en affirmant* "le mal français ne vient pas des

Français". *Après ça, devinez donc de qui ce mal peut bien venir... C'était en 2006.*"

Peut-être l'état d'esprit actuel de la majorité des intellectuels et des classes moyennes en France. Extraits d'un blog du Monde du 26 intitulé : Nicolas Sarkzoy : président contesté.

Voici comment ils se définissent eux-mêmes pour ceux qui ont fourni cette précision :

- "Français vivant à l'étranger, à Stockholm"

- "J'habite aux Etats-Unis, où je suis arrivé sous la présidence de George Bush."

- "Je ne suis ni de droite ni de gauche, je me considère comme du centre, ni du centre droit ni du centre gauche, d'un centre pragmatique et dénué d'idéologie autre que la démocratie."

- "Je fais sans doute partie d'une minorité d'intellectuels privilégiés versée au "droit de l'hommisme", mais j'ai voté pour M. Sarkozy."

- "Une chose est certaine : tous les Français ou presque sont écœurés par l'ambiance délétère actuelle ; une majorité souffre en silence et se replie sur elle-même, ne se sent plus concernée par le politique ; d'autres veulent la révolution et sentent des signes d'encouragement."

- "Il étonne, inquiète, et parfois il est impulsif, omniprésent, manque d'éducation, de rondeur, fait preuve d'un goût douteux."

- "Je suis profondément choqué, blessé, humilié par le comportement du président de la République française dans l'affaire des Roms ainsi que par celui des ministres de l'intérieur et des affaires européennes. J'habite aux Etats-Unis, où je suis arrivé sous la présidence de George Bush. C'était une époque où certains Américains nous enviaient Nicolas Sarkozy. Quel chemin parcouru depuis !"

- "Hypertrophie de l'ego, accès de colère quasi pathologiques, personnalité caractérielle à la limite de la paranoïa, tels sont les mots qui caractérisent l'attitude de Nicolas Sarkozy depuis l'été, l'acmé ayant été atteint lors du sommet européen. Est-il bien raisonnable de laisser à un individu aussi impulsif et peu maître de ses émotions le pouvoir d'appuyer sur le bouton rouge ?"

- "Décidément, le pouvoir rend fou ! Ce qui explique que Nicolas Sarkozy se croie tout permis : violer la Constitution et le principe d'égalité des citoyens, dont il est censé être le garant, se moquer des valeurs fondamentales de l'Europe, et violer la loi à l'application de laquelle il doit veiller. Il est dommage que n'existe pas en France quelque chose d'analogue à la procédure d'empeachment aux Etats-Unis. M. Sarkozy mérite largement d'être déchu de ses fonctions."

- "Je constate aussi que les mensonges, la manipulation de l'information et une dérive d'abus de pouvoir sont les méthodes quotidiennes qu'utilise l'Elysée dans l'affaire Woerth."

- "Après avoir promis, entre autres, une République irréprochable, Nicolas Sarkozy nous fait vivre toujours davantage dans une caricature de démocratie. Rien ne doit lui résister..."

- "Il ne fait preuve que de mauvaise éducation en se comportant d'une manière infantile, en y ajoutant le mensonge et la mauvaise foi... M. Sarkozy nous a promis le changement et il nous a fait entrer dans une présidence qu'on peut qualifier d'hystérique. Il est malheureusement la preuve vivante des excès auxquels peut nous amener cette Constitution de la Ve République dirigée, dans tous les sens du terme, par un président irresponsable."

A part deux ou trois intervenants qui souhaiteraient le départ immédiat de Sarkozy, pratiquement pas un n'a mis ses vives critiques envers Sarkozy dans la perspective de 2012, un seul à évoquer Ségolène Royal et son face-à-face à la télévision avec Sarkozy en 2007, comme s'il n'existait aucune alternative crédible à La Talonnette, donc sans soutenir pour autant le PS. Une confirmation en quelque sorte.

Cela peut expliquer en partie le comportement débridé du voyou de Neuilly-sur-Seine et le zèle avec lequel il applique son programme réactionnaire, qui considère qu'il n'existe aucune opposition organisée bénéficiant du soutien de la majorité de la population et que seul existe l'UMP dans le pays, que l'UMP demeure le parti incontournable qu'on soit d'accord ou non avec sa politique et ses pratiques pour une large frange des intellectuels et de la petite-bourgeoisie, et que dans ces conditions il est loin d'être battu d'avance et peut encore rassembler une majorité autour de lui dans la perspective de rester au pouvoir en 2012.

**UMP. Ont-ils vraiment l'esprit à ce qu'ils disent ? A ce qu'ils savent faire le mieux ? Réponse.**

S'en prenant aux fonds d'investissements étrangers, Rachida Dati était l'invitée de Dimanche Plus, sur la chaîne cryptée : «*Quand je vois certains qui demandent des taux de rentabilité à 20, 25 %, avec une fellation quasi-nulle*»... Il est plus probable que la maire du 7e arrondissement souhaitait parler d'inflation. En tout cas, elle n'a pas semblée gênée par son lapsus à l'antenne. (20minutes.fr 26.09)

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir ! Ce sera mieux la prochaine fois, vous voyez qu'on finit par tout savoir ! On n'osera pas lui demander combien elle prend, quel est "*le taux de rentabilité*" de cette modeste coquetterie !

On se détend camarades, on est lundi et il y a une semaine à tirer, sans faire de vilain jeu de mots !

**PS. La solidarité et la fraternité entre les classes : non merci !**

"*On veut changer le modèle de développement dans lequel on est*", a dit Martine Aubry , ajoutant que les socialistes qui "*aiment la solidarité et la fraternité*" allaient continuer à proposer "*une autre France*" à Soustons (Landes), où elle s'est exprimée devant 1.500 militants réunis pour la fête de la Rose. (Reuters 26.09)

S'il manque l'égalité, c'est peut-être parce qu'il est de plus en plus grotesque d'affirmer qu'elle pourrait exister dans un régime capitaliste que le PS soutient. Nous ne revendiquons pas l'égalité ou le partage des richesses, nous revendiquons tout le pouvoir aux travailleurs, la dictature du travail qui devrait remplacer la dictature du capital qu'une infime minorité impose actuellement à l'immense majorité.

Quelle égalité peut-il exister entre les exploiteurs et les exploités, entre un retraité qui perçoit 700 euros par mois et un patron qui se verse un salaire annuel de quelques millions d'euros, entre celui qui s'ébat dans une villa cossue de 700 000 euros et un clochard qui agonise sur un trottoir crasseux ? C'est l'infâmie la plus criminelle qui soit que d'affirmer qu'il pourrait exister une "*solidarité et la fraternité*" entre eux, c'est pourtant ce que prétend Aubry : à bas le PS ! Pas fréquentable (ses dirigeants) !

Il faut démolir son programme et montrer en quoi il est aussi réactionnaire que celui de l'UMP.

Il faut s'appliquer à mettre en évidence que les propositions aux allures progressistes du programme du PS ont pour seule fonction de faire oublier son contenu réactionnaire qui en constitue le fond commun avec celui de l'UMP. Il faut mettre en évidence que chacune de ses propositions destinées à certains couches sociales comporte une contrepartie négative ou son contraire qui n'apparaît pas forcément dans son programme et dont la majorité des travailleurs devront s'acquitter puisque le PS ne s'attaquera pas aux fondements du capitalisme. Les illusions qu'il pourraît faire naître dans la tête des travailleurs et surtout des intellectuels, doivent être dénoncées et combattues avec la même vigueur et la même intransigeance que nous combattons le parti de l'ordre, ils sont dans le même camp.

Il nous faut briser le mythe de l'alternance qui s'est nourri de la fable colportée pendant des décennies par des "révolutionnaires" prétendant que le PS était un parti ouvrier, alors qu'il est en réalité un parti totalement inféodé au capitalisme et aux institutions de la Ve République... Il faut aider les couches moyennes et la petite-bourgeoisie à comprendre qu'en liant leur sort à celui du PS ou de l'UMP, elles lient leur destin à celui du capitalisme qui entraîne l'humanité dans le chaos et la barbarie et ruine l'avenir de notre planète, que leur salut ne peut pas passer par ces partis et leurs satellites.

C'est se tromper lourdement de penser parce que les couches moyennes et la petite-bourgeoisie pencheraient vers le PS que le combat de la classe ouvrière s'en trouverait facilité ou renforcé, car le PS n'est pas l'allié des exploités mais des exploiteurs, le PS se sert du soutien des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie pour mieux combattre le prolétariat au côté de l'UMP au profit des capitalistes. C'est tellement évident que s'en est navrant de devoir encore le préciser.

Un exemple concret. Le PS participe au côté des partis se réclamant de la classe ouvrière et des syndicats à la mobilisation contre le projet de Sarkozy sur les retraites, et dans le même temps il défend l'allongement de la durée de cotisation qui figure dans le projet du gouvernement. Cela permet ensuite à l'UMP d'affirmer que finalement tous les manifestants ne sont pas forcément contre son projet, qu'ils ne l'ont peut-être pas bien compris et qu'il serait possible d'y apporter encore quelques améliorations sans toucher à l'essentiel. Le PS fournit ainsi des arguments à Sarkozy pour continuer son offensive contre la classe ouvrière.

Ainsi le PS fait d'une pierre deux coups, d'une part il introduit un élément de division dans les rangs des travailleurs et vient à la rescousse de Chérèque qui s'est prononcé également pour l'allongement de la durée de cotisation, d'autre part, en procédant de la sorte non seulement le PS légitime le projet de Sarkozy, il fait en sorte, du moment que sa présence est acceptée dans les manifestations, qu'en le soutenant la rupture ne soit totale entre le gouvernement et la classe ouvrière, ses représentants syndicaux, de manière à ce que l'Elysée et les bureaucrates syndicaux puissent si la mobilisation ne faiblissait pas, reprendre ensuite en coeur l'illusion que des négociations seraient encore possibles ou les réclamer ou encore réclamer une autre "réforme", le pire scénario à éviter pour l'UMP et le PS demeurant la rupture des relations, du "dialogue social", entre le gouvernement et la vermine à son service qui contrôlent les syndicats.

Chérèque et le PS sont les bras (armés) du bourreau Sarkozy.

Donc au lieu de rechercher leur participation à notre combat à travers des appels au front unique dont on voit le résultat, on ferait mieux de les fuir comme la peste et de mener le combat sur nos propres objectifs, cela aurait au moins une valeur éducative pour le prolétariat et donc de faire un pas en avant, que l'on remporte ou non cette bataille n'étant pas de notre responsabilité dès lors qu'on s'en est tenu aux besoins de notre classe et que nous ne sommes pas en position de diriger le mouvement ouvrier, comme disait Marx et Engels, il ne faut pas craindre les défaites qui seront forcément beaucoup plus nombreuses que nos victoires, l'essentiel demeurant que le niveau politique et d'organisation de la classe progresse.

Il faut rejeter le chantage insupportable des apôtres du front unique sans principe en direction des partis ouvriers ou dits ouvriers, qui prétendent pour forcer les militants à l'accepter qu'une nouvelle défaite importante constituerait un basculement de société, pour un peu si on les prenait aux mots, à force d'enregistrer des défaites les militants devraient être portés à croire que la situation est désespérée et qu'il est inutile de poursuivre le combat pour le socialisme. Plus d'un militant le pense, non ? Il est vrai qu'à force de supporter la gangrène dans nos rangs au lieu de se séparer du membre malsain, elle va bien finir par complètement pourrir le mouvement ouvrier et son avant-garde... si ce n'est pas déjà fait en grande partie, hélas !

Camarades, si vous restez enfermés dans le cadre du front unique au lieu de développer toute votre politique, vous aurez dépensé beaucoup d'énergie pour rien, vous êtes foutus, surtout les travailleurs à qui vous vous serez adressés qui n'auront plus qu'à sombrer dans le désespoir en attendant que le PS et le PCF veuillent bien un jour devenir des partis ouvriers puisque vous leur aurez expliqué en long et en large que rien n'était finalement possible sans eux.

Quand aux appels pitoyables en direction des dirigeants, des militants répondent : pendons-les, vous voulez leur répondre quoi ? Qu'ils se trompent, qu'ils sont des gauchistes, qu'ils n'ont rien compris à la lutte des classes, vous tenez à ce point à ce qu'ils cessent tout combat politique que vous ne vous y prendriez pas autrement.

Parce que vous avez toujours été incapables d'organiser la classe ouvrière, parce que vous refusez de vous tourner résolument vers elle, vous jetez votre sort sur les intellectuels, les couches moyennes, la petite-bourgeoisie. Qu'est-ce qui s'est passé en mai-juin 68 lorsqu'ils se sont mêlés de la partie alors que la classe ouvrière n'avait pas d'autre perspective politique que le capitalisme et la Ve République ? Vous avez décidément la mémoire courte et bien sélective.

F. Hollande a déjà prévenu ceux qui s'apprêtent à voter pour le PS dans une interview ces derniers jours : tout ne sera pas possible, il y aura des priorités, il faudra que tout le monde fasse des efforts, etc. Traduction : il ne sera pas possible d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, il ne sera pas possible d'abolir toutes les lois anti-ouvrières ou liberticides qui ont été votées précédemment, il ne sera pas possible de s'attaquer au capitalisme par crainte de se faire épingler par les agences de notation, la priorité sera le désendettement de l'Etat, la Bourse comme à l'époque de Mitterrand, assurer la stabilité des institutions, les profits des capitalistes et des actionnaires, quant aux efforts qu'il fera supporter à la classe ouvrière, il entonnera le chant de l'équité pour les justifier et le prolétariat hébété se dira que c'est la fatalité et que c'est bien pire ailleurs dans le monde, il distribruera quelques miettes par ci par là pour avoir la paix sociale et tout ce beau monde vivra dans le bonheur, après les années Sarkozy tous ceux qui gravitent autour du PS s'en contenteront en proférant un cri de satisfaction à peine perceptible mais de trop et indécent au regard de la situation des couches les plus défavorisées du prolétariat, pour les mâter ou les calmer ils mettront des flics dans tous les quartiers et leurs gosses seront encadrés par l'armée... On connaît le programme et le scénario sur le bout des doigts, on les a déjà vécus pour l'essentiel !

Ils ont inventé la CMU, car voyez-vous ce sont de grands humanistes... pour mieux dépouiller la totalité des travailleurs du droit à la santé, il n'y a jamais rien eu à attendre de mieux de la part du PS et ses alliés. (A suivre)

**Grande-Bretagne. Un "*Rouge*" à la direction du Labour party : Quelle image "*stupide*" !**

Le nouveau chef du parti travailliste a réaffirmé que "*l'ère du New Labour faisait partie du passé*" tout en se défendant d'opérer "*un virage à gauche*" à la tête du parti, dans sa première grande interview à la télévision BBC1 dimanche.

Il a souligné que c'était la victoire "*d'une nouvelle génération*". "*L'ère du New Labour (lancé par Tony Blair en 1993) fait partie du passé*", a-t-il affirmé, tout en assurant que "*sa porte était ouverte*" aux membres du parti, notamment les proches de Tony Blair qui ne l'ont pas soutenu.

Mais il a aussi vigoureusement nié que son élection entraîne un "*virage à gauche du parti*". Interrogé sur le soutien massif dont il bénéficié de la part des grands syndicats britanniques, il a pris ses distances en assurant : "*Je ne suis l'homme de personne. Moi c'est moi*".

"*Franchement, ces images (de moi) comme "Ed le Rouge" sont à la fois fatigantes et aussi stupides*" a-t-il lancé, en réponse aux médias conservateurs qui l'ont caractérisé ainsi.

S'affichant en leader d'une "*opposition responsable*", Ed Miliband a assuré qu'il n'"*allait pas s'opposer à chaque coupe budgétaire présentée par la coalition*", mais qu'il jugerait au cas par cas.

Il faut réduire le déficit budgétaire, a-t-il convenu, mais "*à un rythme prudent, un rythme qui aide l'économie et ne la mette pas en péril*".

"*Je pense qu'on peut faire plus pour taxer les banques*", à l'origine de la crise financière, a-t-il ajouté.

"*Vous n'avez pas besoin d'être à gauche pour penser que certains excès (...) n'étaient pas justifié*", a-t-il indiqué, faisant allusion aux bonus des banquiers. "*Bien sûr, pour les gens qui créent de la richesse, il faut des incitations, mais pour ceux qui la détruisent, les gens étaient écoeurés à raison*". (Lemonde.fr 25.09)

Haut de page

**Le 28 septembre**

Aux infos sur TV5Monde Asie on voit rarement Sarkozy, à croire qu'il n'est plus présentable ! Mais hier soir j'ai eu l'occasion de le voir à deux reprises pendant au moins 30 secondes et d'observer encore une fois son comportement. Il donne franchement l'impression d'un individu perturbé mentalement.

Il est de plus en plus bourré de tics, semble-t-il, comme il ne peut pas s'empêcher de vouloir se mêler de tout et de la ramener, ce qui n'est pas toujours possible, il faut bien qu'il laisse les autres parler avant de l'ouvrir éventuellement, j'ai remarqué qu'en signe d'acquiessement ou de réprobation au discours d'un intervenant, pas le pauv'con du coin, un chef d'Etat, un ministre, un commissaire européen par exemple, il piétine et se met à dandiner comme si quelque chose le démangeait des pieds à la tête ce qui lui donne l'allure d'un pantin, d'un individu impatient, instable, un brin hystérique ou incapable de se maîtriser.

Bref, même s'il est insignifiant sur la scène internationale le regard de l'auditoire ou des téléspectateurs se porte forcément sur lui puisqu'il est le seul à se comporter de cette manière, il n'y en a qu'un qui bouge à l'écran, cela attire l'attention.

Il n'a pu s'empêcher d'embrasser le président de l'autorité palestinienne en visite à Paris, une sale habitude qui doit répugner à pas mal de chefs d'Etat, ce type-là ne sait décidément pas se tenir, c'est un rustre, certains disent un imposteur dans son camp, qui se prend pour un monarque absolu. Ses familiarités (déplacées) envers les "grands de ce monde" qu'ils côtoient, doit avoir pour fonction inconsciemment de faire oublier qu'il lui manque leurs talents, car on aurait du mal à lui trouver une seule qualité à lui envier.

Que les représentants du parti de l'ordre l'ait choisi pour les représenter en dit plus long sur la décomposition du régime que de longs discours. Tirons la chasse et passons aux infos en bref.

**Les affaires continuent.**

Le chinois Bright Food convoiterait United Biscuits - Reuters
Vivendi cède 7,66% de NBC Universal à l'américain GE - Reuters
Unilever rachète Alberto Culver pour 3,7 milliards de dollars - Reuters
Nestlé se renforce dans l'alimentation à visée médicale - Reuters
Sanofi chercherait à relever son offre sur Genzyme - Reuters
L'américain Spirit envisage de racheter Latécoère - Le Figaro

**Mauvais calcul ou un cadeau empoisonné, pour qui ?**

Le président de la cour d'appel de Paris a renoncé à choisir les magistrats qui conduiront le procès en appel de l'affaire Clearstream, où doit comparaître l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin.

L'affaire sera jugée par la chambre spécialisée dans les affaires financières, normalement compétente suivant l'ordre d'un tableau de service, a annoncé lundi Jacques Degrandi.

Le procès est de ce fait différé au deuxième trimestre de 2011, ce qui représente un retard de plusieurs semaines. (Reuters 27.09)

Pour peu que ce procès soit encore retardé et qu'il traîne en longueur, il interviendra en pleine période pré-électorale, de quoi faire penser aux électeurs à toutes les affaires ayant ponctué sa mandature. Un moyen comme un autre de se débarrasser de l'épileptique du Palais ?

**Expropriez les patrons et appelez la classe ouvrière de tout le pays à vous soutenir et vous imiter.**

La direction de Lejaby a saisi lundi en référé le tribunal de Lyon pour obtenir l'évacuation de son siège social, occupé depuis le 16 septembre par des ouvrières en grève contre un projet de délocalisation du fabricant français de lingerie féminine.

Cinq ouvrières sont assignées devant le juge, alors qu'une centaine d'entre elles occupent le siège social de Rillieux-la-Pape, près de Lyon, où elles empêchent l'entrée et la sortie des camions de livraison.

Dans l'attente de la décision du tribunal, les salariées n'ont pas l'intention de lever le camp et certaines s'apprêtaient lundi soir à passer leur douzième nuit sur place.

Lejaby a déjà licencié 225 salariées en 2003 pour délocaliser une partie de sa production. L'entreprise envisage aujourd'hui de fermer ses sites de production de Bourg-en-Bresse (Ain), Bellegarde (Ain) et Le Teil (Ardèche) à la mi-novembre en licenciant 197 personnes, sur un effectif total de 653. (Reuters 27.09)

**La culture à la mode Bolkestein.**

Les travaux de réhabilitation du théâtre Le Trianon sont réalisés par des ouvriers roumains, « *détachés* » par une agence d'interim de leur pays.

Depuis plusieurs mois, la réhabilitation du Trianon, un théâtre situé dans le 18e arrondissement de Paris, est réalisée par des salariés roumains, embauchés sur ce chantier par une entreprise d'intérim roumaine. Ils seraient, selon les sources, entre 25 à 40 ouvriers à manier la truelle dans des conditions de sécurité plus qu'approximatives. Ainsi, mardi dernier sur le chantier que Ben Benyahia de la CGT construction qualifie de « *bricolage* », un ouvrier était en train d'attaquer un mur au marteau piqueur, sans casque !

Sur le chantier, tout vient, semble-t-il, de Roumanie, y compris les matériaux, les salariés eux, étant employés par une société d'intérim et « *détachés* » spécialement pour ce chantier. Cette pratique n'est pas illégale mais n'en reste pas moins du dumping social. Les ouvriers sont logés et nourris sur place par une cantinière. Ils travaillent, y compris le samedi, plus de 35 heures par semaine. Selon le calcul de la CGT, ce rythme de travail, même s'ils touchent un smic mensuel, leur laisse une rémunération de 2 à 3 euros de l'heure.

« *On ne peut faire les travaux que comme ça, et tout est en règle* », s'énerve Abel Nahmias (l'un des deux propriétaires -Ndlr). Pour eux, l'objectif avoué est d'économiser « *900 euros* » par tête, selon la CGT jusqu'à 3 000 euros en comptant les heures supplémentaires. Car les ouvriers roumains ignorent bien souvent le droit du travail français et sont motivés par le fait de toucher plus de 1 200 euros quand le salaire minimum roumain ne dépasse pas les 250 euros par mois. En attendant, le chantier continue à un rythme effréné pour que le théâtre puisse rouvrir en novembre. L'inspection du travail est passée au mois d'août mais ne s'est pas encore prononcée sur la fermeture ou non du chantier. (L'Humanité 21.09)

**Précarisation de l'emploi à l'échelle mondiale : c'est l'avenir ou la "*maturité*" du capitalisme !**

« *Là, où il y a un redémarrage de l'emploi, on observe que cela se fait souvent avec un travail intérimaire. C'est vrai en Asie, tout particulièrement en Chine et en Inde. On l'observe également dans des pays émergents comme le Brésil. Dans les pays développés, on constate cette dynamique en Australie et en Corée du Sud* », explique Raymond Torrès, directeur de l'Institut international d'études sociales à l'Organisation internationale du travail (OIT).

D'ailleurs, les géants de l'intérim - Adecco, Randstat et Manpower - ne s'y sont pas trompés. A côté des marchés européens plus « *matures* », ils se tournent aujourd'hui vers les émergents : Brésil, Afrique du Sud, Inde... pour développer leurs activités. (La Tribune 23.09)

**Les fers de lance de la dictature du capital.**

**1-** Les Etats membres de l'Union européenne sont resté divisés lundi sur les détails de la réforme qui doit être appliquée au Pacte de stabilité.

Deux jours avant la présentation par la Commission européenne de ses propositions en la matière, les ministres des Finances des Vingt-Sept étaient réunis à Bruxelles pour une réunion de la "task force" présidée par Herman Van Rompuy.

Consacrée à la question de l'automaticité des sanctions et du critère de réduction de dette, cette réunion devait permettre de rapprocher les positions de l'Allemagne, qui défend une ligne dure susceptible d'imposer la rigueur dans toute l'Europe, de celle de la majorité des Etats, dont la France, désireux de se préserver des marges de manoeuvre.

La rencontre a finalement débouché sur un communiqué d'une page et demie donnant la liste des accords existant entre les Vingt-Sept sur une série de principes généraux liés à cette réforme comme une attention accrue portée aux niveaux de dette, l'instauration d'un nouveau système de sanction ou une surveillance des déséquilibres macroéconomiques.

Il reprend aussi deux idées chères à l'Allemagne : l'instauration d'une semi-automaticité des sanctions et la conditionnalité du versement des fonds européens à une application stricte du Pacte de stabilité, point que la Commission a finalement laissé de côté dans ses propositions.

Mais, faute de consensus entre les Vingt-Sept, le texte ne précise pas par exemple un élément clé tel que le critère retenu pour évaluer les niveaux de dette et leur rythme de réduction.

Sont aussi laissées pour plus tard des questions telles que le type de majorité - simple ou qualifiée - qui serait nécessaire pour bloquer l'enchaînement automatique des étapes des sanctions ou encore le cadre de sanctions associé à la nouvelle surveillance des déséquilibres de compétitivité.

La Commission européenne présentera mercredi cinq propositions législatives en vue de réaliser la plus importante réforme du Pacte de stabilité et de croissance depuis sa création en 1997.

Ces propositions, qui doivent recevoir l'aval des Vingt-Sept et du Parlement européen, prévoient notamment des sanctions automatiques lorsqu'un pays de la zone euro s'éloigne des limites fixées par le Pacte d'un déficit et d'une dette publics inférieurs respectivement à 3% et 60% du PIB.

Selon le système imaginé par la Commission, un Etat devrait ensuite recueillir une majorité qualifiée dans un délai de dix jours pour empêcher le déclenchement des étapes suivantes.

La Commission proposera également que les Etats réduisent leur dette selon un rythme chiffré pluriannuel s'ils veulent éviter de lourdes amendes.

L'exécutif communautaire souhaite que la part de la dette d'un pays au-delà de 60% du PIB, limite fixée par le Pacte de stabilité et de croissance, baisse à un rythme annuel de 5% pendant au moins trois ans.

Dans le cas contraire, le pays serait sanctionné par un dépôt financier équivalent à 0,2% de son PIB.

Cette règle serait la même pour les déficits publics, que les Etats devront réduire à un rythme annuel de 0,5% jusqu'à retour à l'équilibre pour éviter une procédure à leur encontre.

Enfin, un tableau de contrôle des déséquilibres macroéconomiques et de compétitivité serait créé, associé lui aussi à un mécanisme de sanctions prévoyant des amendes équivalentes à 0,1% du PIB d'un pays. (Reuters 27.09)

**2-** La plus haute instance de décision du FMI, son conseil d'administration, a voté pour rendre obligatoires les «*Programmes d'évaluation du secteur financier*» pour les pays jugés les plus importants pour le système financier mondial, a annoncé le FMI dans un communiqué.

Il s'agit des plus grands pays développés dont l'ensemble des membres du G7, et au total 12 pays d'Europe de l'Ouest, mais également de l'Australie, d'économies asiatiques nouvellement développées (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour) et d'économies émergentes (Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie, Turquie).

Ces rapports ont été créés après la crise asiatique de la fin des années 1990, dans le but de pouvoir détecter les déséquilibres qui grandiraient dans un pays en particulier. Les premiers datent de 2001.

Ils étaient jusque-là rédigés sur la base du volontariat. Les Etats-Unis, à l'origine de la crise financière mondiale qui a éclaté en 2007, se sont vu reprocher de ne s'être soumis à l'un de ces rapports qu'à la fin 2009.

Le conseil d'administration n'a pas encore décidé quelle devrait être la périodicité de ces rapports, bien que la direction FMI ait proposé d'en rédiger un tous les trois ans. (Libération.fr 27.09)

Maintenant se soumettent au diktat de l'UE ou du FMI, les chefs d'Etat qui le veulent bien, ne jamais le perdre de vue, sinon on pourrait en arriver facilement à appeler à rompre avec l'UE et le FMI en oubliant au passage les institutions de la Ve République, par exemple.

**Roumanie. Crise sociale et politique. Des "*chiens*", pas seulement les Versaillais !**

Le ministre de l'Intérieur roumain a démissionné lundi, expliquant que la manifestation des policiers contre une coupe de 25% de leurs salaires l'avait déshonoré tout comme ceux qui y avaient participé. Ce départ s'inscrit dans la crise social que traverse ce petit pays des Balkans depuis le début de la récession.

Les Roumains ont manifesté à plusieurs reprise dans les rues de la capitale Bucarest la semaine dernière pour contester les mesures d'austérité et les réductions de salaire décidées par le gouvernement pour tenter de réduire le déficit budgétaire exigé notamment par le Fonds monétaire international (FMI).

Le ministre de l'Intérieur Vasile Blaga a estimé lundi que les manifestants avaient mené une action illégale et "*oublié le serment qu'ils avaient prêté*" en devenant policiers. Blaga, un proche du président Traian Basescu, a qualifié sa démission d'acte d'"*honneur*".

Selon le ministre de l'Intérieur, la manifestation a affaibli l'autorité de l'Etat. En réponse à ces protestations, lui-même et le Premier ministre Emil Boc avaient mis un terme à leur protection policière, et engagé des gardes de sécurité payé sur le budget présidentiel, un des rares qui n'a pas été touché par les mesures d'austérité.

Près de 6.000 policiers avaient défilé vendredi devant le palais présidentiel et lancé des oeufs contre la façade, criant "*sortez, sale chien!*". (AP 27.09)

J'ai vu aux infos sur TV5Monde Asie hier soir, qu'il y avait eu aussi des manifestations de fonctionnaires en Slovénie je crois, mais je n'ai pas trouvé de dépêches de presse ce matin à ce sujet.

**Argentine. Les séquelles de la dictature. Flics à 9 ans !**

Dans la ville d'Esquel, située dans la province de Chubut au nord de la Patagonie, ils sont environ 45, de 9 à 14 ans, à jouer aux "*flics*" le samedi. "*L'endoctrinement policier*" est assuré par l'aumônier de police locale, le père Adrian Alberto Mari. Des officiers viennent saluer les enfants et animer des ateliers pratiques, notamment sur la prévention des délits. On leur apprend aussi à défiler et à respecter symboles patriotiques, parents et adultes.

"*Nous leur demandons de bonnes notes à l'école, de bien se comporter à la maison et de saluer les policiers. Nous leur disons qu'il ne faut pas avoir peur d'utiliser l'uniforme*", explique le père Mari. Pas de quoi convaincre Juan Arcuri, sous-secrétaire des droits de l'homme de la province, qui s'est plaint à la police. Les activités du père Mari sont en suspens. Margarita Stolbizer, député de la Coalition civique (opposition), a même présenté un projet invitant le gouvernement à "*prendre rapidement des mesures*" afin d'en finir avec ces pratiques violatrices, selon elle, de la Convention internationale des droits de l'enfant. Nora Schulman, responsable du comité d'application de la Convention, dénonce, elle, "*la présence de mineurs au sein de services de police et de gendarmerie dans plusieurs provinces*". Selon ses calculs, il existe plus de 8.000 enfants-policiers dans toute l'Argentine.

Dans la province de Misiones, au nord du pays près de la frontière avec le Paraguay et le Brésil, on compte 32 unités avec plus de 2.000 intégrants et leur propre site Internet. L'initiative, née à la fin des années quatre-vingt, est soutenue par les parents. Ces derniers y voient un bon moyen d'encadrer et de distraire leurs enfants. "*C'est bien cela qui est préoccupant*", pense Nora Schulman. "*Dans la province de Salta, la société considère cette militarisation comme un geste courageux pour sortir les enfants de la rue. On peut s'en inquiéter si l'on regarde comment en Colombie les enfants participent au conflit armé*".

À Esquel, les parents ont récemment manifesté avec leurs bambins afin de réclamer le retour de la police des enfants. (Lepoint.fr 27.09)

Je ne voudrais pas dire de bêtises, mais je crois que les élèves de certaines écoles reçoivent une formation militaire ou y ressemblant au cours de leur scolarité, car j'en vois parader dans les rues de Pondichéry chaque fois que j'y vais faire des courses, marchant au pas, saluant, etc. Je vais me renseigner et je vous tiendrai au courant. On n'imagine pas le nombre de pays dans le monde où les élèves commencent la journée à l'école par le garde-à-vous et le salut au drapeau avant d'entonner l'hymne national.

Haut de page

---

**Le 29 septembre**

Alerte, à la bombe, non, à l'orage ! Plus le temps de causer : il y a un gros orage ! Il n'y a plus de courant évidemment et je dois tout débrancher, y compris les trois gros fusibles situés après le compteur.

Le climat est détraqué, on n'a jamais vu cela en 20 ans, il pleut tous les deux jours depuis près de trois mois, alors que la mousson arrive seulement maintenant de ce côté-là de l'Inde du Sud. Avantage, la température est plus fraîche, si l'on peut dire, un petit 30°C au lieu de 35 ou plus. C'est bon pour la culture du riz, mais les légumes pourrissent ! Le vent et le principal courant marin n'ont pas changé de sens comme tous les ans entre la mi et la fin mai, alors qu'on est fin septembre. Quant à la mer et au rivage, pas de changement, le calme plat et la mer est toujours à environ 80 mètres de l'endroit où je vous écris. On passe aux infos en bref.

**Le monarque et ses courtisans. Un régime de parti unique.**

1- Le chef de l'Etat «*exclut toujours une candidature venant du centre droit*» de sa majorité, malgré les ambitions présidentielles affichées ou envisagées par certains ténors centristes alliés à l'UMP, affirme ce mardi l'ancien Premier ministre sur son blog, le «*carnet de Jean-Pierre Raffarin*».

«*C'est l'avance au premier tour qui crée la dynamique du second*», justifie Nicolas Sarkozy, cité par le sénateur de la Vienne après le petit-déjeuner hebdomadaire de la majorité à l'Elysée. (20minutes.fr 28.09)

**2-** "*Je représente une vingtaine de députés du groupe, qui n'osent pas parler pour ne pas perdre leur investiture [aux prochaines élections législatives en 2012, ndlr] ou parce qu'ils veulent se placer*", explique Lionel Tardy, un député indépendant, qui, pour préciser sa position au sein de l'UMP, confie seulement vouloir la reconduction de François Fillon. (Lepost.fr 28.09)

**Acceptez de vivre sous le joug du capitalisme et vous deviendrez de "*bons petits Français*", des esclaves modèles des temps modernes.**

"*Si cela vous choque que des étrangers deviennent de "bons petits Français", moi je trouve que c'est une excellente nouvelle*", déclare Éric Besson au *Parisien*. "*Être des 'bons Français', ça ne veut pas dire renier son histoire, ses origines ou sa culture française*", poursuit le ministre avant d'ajouter : "*Si mon ministère peut être une machine à fabriquer de bon Français, je serai très heureux.*" (Lepoint.fr 28.09)

Quelle histoire, quelle culture, quelle origine, les vôtres qui coïncident avec celles de la classe dominante et qui figurent dans les manuels scolaires d'histoire, celles qui sont enseignées dans les universités pour former de bons petits soldats aux ordres du capital, celles qui perpétuent l'oeuvre obscurantiste des religieux et qui a pour fonction de détouner la jeunesse du véritable savoir, de la compréhension des rapports sociaux sur lesquels repose le fonctionnement de la société...

Leur histoire, leur culture, l'origine qu'il nous prête, c'est celle de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il s'agit de légitimer à défaut de pouvoir la justifier, de la servitude humaine qui se perpétue depuis des millénaires avec la bénédiction des religions et qui devrait se poursuivre pour l'éternité, amen et ave le prince des ténèbres : Sarkozy !

**La conception des "*bons petits Français*" selon les nostalgiques du régime de Vichy de l'UMP.**

Le projet de loi sur l'immigration que l'Assemblée nationale examine à partir de mardi 28 septembre, donne à Thierry Mariani (UMP), 52 ans, l'occasion de se mettre en avant sur les questions d'immigration.

Avec Christian Estrosi, Lionnel Luca ou Eric Ciotti, M. Mariani représente ces élus UMP du Sud-Est - où l'implantation du Front national est importante- qui flirtent avec les thématiques d'une extrême droite qui les met sous pression et à laquelle ils disputent une clientèle infidèle.

Thierry Mariani est ainsi l'une de ces pièces maitresses de l'UMP dont la mission est de siphonner l'électorat lepéniste.

Avec 35 autres députés, dont Lionnel Luca ou encore Christian Vanneste - député du Nord qui s'est notamment illustré par des propos polémiques sur les homosexuels- Thierry Mariani a crée La Droite populaire. Ce collectif entend occuper le créneau laissé par le MPF, entre la droite et l'extrême droite.

Dans leur charte, les élus affirment qu'ils sont "*fiers d'appartenir à la droite de conviction*". Et égrènent leurs priorités. D'abord, "*la Nation […] seul cercle d'appartenance à la fois à l'échelle de l'homme et à l'échelle du monde. Nous souhaitons la promouvoir comme gage de stabilité entre les peuples et comme élément fondamental de notre identité.*"

Reprenant une sémantique très identifiée à l'extrême droite, ils se prononcent "*contre les tabous du 'politiquement correct'*". Ils soulignent: "*Nous sommes attachés au patriotisme pour redonner fierté, espoir et ambition aux Français. Fiers de notre langue et de notre histoire, nous défendons aussi les symboles de notre Nation : la Marseillaise comme le drapeau tricolore.*" Et plus loin : "*Nous croyons en l'identité de notre Pays et en l'unité de la République […] Ceux qui choisissent de vivre en France doivent adhérer aux valeurs de notre République par une démarche volontaire. L'immigration doit être contrôlée et maîtrisée.*"

Enfin, affirmant que "*la sécurité est la première des libertés*", La Droite populaire estime que "*ceux qui ne respectent pas les règles de la société et les valeurs de la République doivent être sanctionnés avec rigueur. Nous rejetons le sentiment d'impunité et le laxisme qui conduisent au désordre dont souffrent les plus faibles.*" (Lemonde.fr 28.09)

**Sixième projet de loi sur l'immigration en huit ans. Une hypocrisie entretenue bien au-delà de l'UMP.**

Éric Besson a justifié mardi, à l'Assemblée nationale, le nouveau projet de loi sur l'immigration en soulignant que la France avait "*l'obligation de transposer*", dans les prochains mois, trois directives européennes. "*On ne peut pas à la fois présenter l'Europe comme la seule solution aux problèmes d'immigration et s'opposer au Pacte (sur l'immigration), adopté à l'unanimité des 27 États membres, et à la transposition des directives*", a dit le ministre de l'Immigration dans un hémicycle quasi désert.

Le ministre a ensuite énuméré les trois directives européennes qu'il souhaite transposer dans le droit français. La première met en place une "*carte bleue européenne*" (l'équivalent de la "green card" américaine) pour les travailleurs étrangers hautement qualifiés. La deuxième, la directive "*sanctions*", vise "*ceux qui exploitent l'immigration clandestine*". La troisième, enfin, dite "*directive retour*", ouvre "la possibilité" pour l'autorité administrative d'assortir une décision d'expulsion d'une "*interdiction de retour*" sur le territoire européen d'une durée de 3 à 5 ans. En commission, le rapporteur du projet Thierry Mariani (UMP) a durci cette "*possibilité*" en la transformant, contre l'avis du gouvernement, en "*obligation*".

"*Ces mesures de lutte contre l'immigration illégale sont la condition de l'intégration de l'immigration légale*", a dit M. Besson, citant Lionel Jospin dans un de ses discours sur l'immigration, prononcé alors qu'il était Premier ministre. (Lepoint.fr 28.09)

A l'origine de ces directives on trouve les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE qui les ont "*adoptées à l'unanimité*", merci monsieur Besson de cette précision. Ce n'est donc pas l'UE qui impose son diktat aux différents Etats, mais les chefs d'Etat qui se servent de l'UE pour appliquer des lois anti-ouvrières ou antisociales qu'ils n'osent pas proposé eux-mêmes dans leur propre pays.

**Si Hortefeux pris récemment en flagrant délit de mensonge le dit, c'est forcément vrai !**

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a assuré mardi, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, que le gouvernement ne pratiquait "*aucune écoute téléphonique illégale*" en France.

Mais voilà, *Le Canard enchaîné* fait état dans son édition de mercredi le contenu d'une lettre du 17 février 2010 de Jean-Paul Faugère, directeur de cabinet de François Fillon, qui mentionne cette mesure bénéficiant aux ministères de l'Intérieur et de la Défense dans les cas de "*sécurité nationale*", une décision classée "*confidentiel-défense*" du Premier ministre autorisant en février dernier la police française à se dispenser d'autorisation pour examiner les factures détaillées de téléphone de tout citoyen, dont les journalistes du Monde afin d'identifier leurs sources (affaire Woerth-Bettencourt),.

Auparavant, selon une loi de 1991, les policiers ne pouvaient accéder à ces données que sur ordre d'un magistrat dans le cadre d'une enquête judiciaire, ou avec le feu vert de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), une instance indépendante, dans un cadre administratif.

Matignon a nié l'interprétation du *Canard enchaîné* sans toutefois démentir l'existence du document évoqué. (Reuters et Lepoint.fr 28.09)

**Les présidents et les élus des régions du PS et ses satellites vont-ils démissionner en bloc ?**

Le ministre du Budget, François Baroin, a annoncé, ce mardi, le gel sur trois ans des dotations de l'Etat aux collectivités locales, ainsi qu'un système global de péréquation suite à la réforme de la taxe professionnelle.

Le ministre a fait ces annonces lors d'une réunion du Comité des finances locales.

Le gel s'inscrit dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques 2011-2013 qui sera présenté mercredi en conseil des ministres, en même temps que le projet de loi de finances 2011.

L'enveloppe des dotations d'Etat aux collectivités locales s'élève à 50,4 milliards d'euros. (Libération.fr 28.09)

Inutile d'attendre la réponse à la question posée dans le titre, vous la connaissez. Par contre, ils vont réclamer la démission du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer : normal, cela ne leur coûte rien !

**Suite sur la précarité et la pauvreté en France : "*il n'y a pas de perspective*".**

"*On a constaté que la pauvreté grandissait. Nous avons une hausse de fréquentation de 20% dans nos permanences, ce qui est considérable*", souligne Henriette Steinberg, secrétaire nationale du Secours populaire.

Toutes les régions sont concernées, y compris les zones rurales jusqu'ici plutôt épargnées.

La crise a fait affluer dans les centres d'aide des populations nouvelles: jeunes, retraités financièrement étranglés pour s'être portés caution pour leurs enfants, classes moyennes brusquement confrontées au chômage.

"*Travailleurs en CDD et intérimaires ont été victimes dès septembre 2008 des premiers éléments de la crise*", témoigne Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation Abbé Pierre. "*Des gens dans une grande détresse car confrontés à des codes sociaux qu'ils ne connaissaient pas jusqu'ici*".

"*Ceux qui étaient à fleur de l'eau, les mères seules, les employés à temps partiel qui gagnent les deux tiers du smic, ceux-là ne s'en sortent absolument pas*", dit Patrick Doutreligne.

Les jeunes souffrent aussi, à l'heure où 23% des 16-24 ans sont au chômage et où 120.000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme.

"*Ils vivent non seulement un moment difficile dans leur vie, mais il n'y a pas de perspective*", déplore Véronique Davienne, déléguée nationale adjointe d'ATD Quart-Monde.

Selon la Fondation Abbé Pierre, le coût de la vie a augmenté de 20% en dix ans, les loyers HLM ont été relevés de 29%, et les prix de

l'immobilier, de 107%, obligeant certains ménages à consacrer plus de 50% de leurs revenus à leur logement.

Au-delà des chiffres, l'ancrage de la misère dans le pays change le rapport de la population à la détresse économique.

"*Il y a une manière de plus en plus décomplexée de parler de personnes en situation de pauvreté*", remarque Véronique Davienne. "*Les familles se sentent mal perçues, comme si elles y mettaient de la mauvaise volonté. Ces choses-là ne sont pas vraiment dites mais elles sont induites, et c'est pesant*".

L'activité des bénévoles, toujours importante, se teinte d'inquiétude. "*Les yeux s'ouvrent et il y a une vigilance sociale qui fait que les gens se demandent: 'Est-ce que demain, ça ne va pas être moi ?'*", dit Henriette Steinberg. (Reuters 28.09)

Quel creuset extraordinaire pour construire le parti !

**Le régime la rigueur fait pour durer, jusqu'à quand ?**

«*Le projet de budget que nous vous présentons est sévère. Et il va falloir continuer après 2011*», a dit Fillon à des députés de l'UMP qui réclament une augmentation de la CRDS.

Puis, s'adressant aux «*plus rigoureux d'entre vous*», dont il se sent «proche», le premier ministre a expliqué qu'il y a «*toujours une partie du cerveau qui veut plus de rigueur et une autre partie, que j'ai régulièrement au téléphone, qui demande à ce que l'on fasse attention aux étudiants, aux chômeurs, etc.*». (Lefigaro.fr 28.09)

Et comme la liste des couches de la population qui n'en peuvent plus de ce régime ne fait qu'augmenter au fil du temps, on comprend qu'à force de tirer sur la corde ils "*fassent attention*" à ne pas atteindre le point de rupture...

**Rappel. Comment ils ont taillé à la hache dans notre droit à la santé.**

**2005:** Une participation forfaitaire de 1 euro est laissée à la charge de l'assuré pour les actes et consultations médicales et pour tous les actes de biologie médicale dans la limite de 1 euro par jour. Les mineurs, femmes enceintes et bénéficiaires de la CMU ou AME sont exclus.

**2006:** La loi de financement de la Sécurité sociale prévoit un forfait de 18 euros restant à la charge des usagers pour les actes médicaux de plus de 91 euros ou affectés d'un coefficient supérieur ou égal à 50.

**2007:** La loi de financement de la Sécurité sociale du 19 décembre instaure les «franchises médicales». Des sommes sont déduites du remboursement de certaines prestations: 0,50 euro par boîte de médicaments et par acte paramédical et 2 euros par transport sanitaire, avec un plafond annuel de 50 euros.

**2010:** Le forfait hospitalier passe à 18 euros. Cette somme, restant à la charge du patient hospitalisé, était de 13 euros en 2004, et de 16 euros depuis 2007.

Par vagues successives: Déremboursement de médicaments: 82 à l'été 2003, 156 en mars 2006, 200 en 2010… Leur remboursement passe de 35 à 15%. (20minutes.fr 28.09)

**A bas les licenciements : expropriation !**

Des salariés de Teleperformance, le numéro un mondial des sociétés de centres d'appels externes, ont débrayé mardi 28 septembre dans plusieurs centres d'appel pour protester contre un plan social qui prévoit 689 suppressions de postes et pour dénoncer la "*précarisation du travail*".

A l'appel de l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-FO-SUD, la mobilisation a été la plus forte sur le site de Rennes, qui doit fermer en 2011. Plus d'une centaine de salariés du centre ont manifesté à l'extérieur de l'entreprise portant une banderole "*Teleperformance, locaux vétustes, 160 licenciements*". Ils ont distribué des tracts aux automobilistes. Des débrayages d'une à deux heures ont également eu lieu au Mans et à Orléans, à Bordeaux et à Pantin (Seine-Saint-Denis). La CFTC, premier syndicat de l'entreprise, a fait état d'une participation autour des 70 %, que la direction a évaluée à 5 %.

Dans un communiqué, les syndicats dénoncent "*la réduction massive d'emplois en CDI alors que 700 intérimaires continuent de travailler dans l'entreprise*". A la suite du plan social du premier semestre, près de 600 salariés d'Ile-de-France ont été licenciés, mais "*aucune embauche n'a été faite à Villeneuve-d'Ascq et Orléans*", dit l'intersyndicale, qui relève également "*l'existence de nouveaux contrats importants pour Amazon et Free, directement produits dans les centres off-shore*". Présent dans cinquante et un pays, Teleperformance possède notamment quatre centres en Tunisie et un au Maroc.

La direction précise que "*les discussions avec les organisations syndicales se poursuivent*" et qu'une "*réunion intermédiaire*" est prévue le 5 octobre pour répondre "*à toutes les questions complémentaires des élus du personnel de manière à permettre aux CCE et CE de rendre un avis éclairé*". (Lemonde.fr 28.09)

**Bientôt le marché français comptera pour du beurre !**

PSA Peugeot Citroën espère vendre cette année plus de 350.000 voitures en Chine (738.000 en France en 2009), pays appelé à devenir, à terme, son premier marché, déclare le président de son directoire dans un entretien à paraître mercredi dans *Le Figaro*.

"*Si notre croissance se déroule comme prévu, ce marché est effectivement destiné à devenir notre premier débouché. Au total, nous visons 8% de part de marché en Chine entre 2015 et 2020.*" a précisé Philippe Varin.(Reuters 28.09)

A l'échelle du monde la France est un pays minuscule, moins de 1% de la population mondiale, avec le développement de classes moyennes en Chine et en Inde, de leur marché intérieur, l'élévation du niveau de vie de la population, l'accès au crédit, etc. en comparaison le marché français sera insignifiant d'ici une ou deux décennies.

**La locomotive du capitalisme mondiale.**

La croissance économique de l'Asie atteindra cette année son rythme le plus rapide depuis 2007 grâce à la vigueur de la reprise, avant de ralentir en 2011, a déclaré mardi la Banque asiatique de développement (BAD).

L'Asie en développement, qui regroupe 45 pays de la région, devrait connaître une croissance de 8,2% en 2010 et de 7,3% en 2011, selon les nouvelles perspectives 2010 de l'institution.

"*Un regain d'appétit pour le risque et les actifs des marchés émergents de la part des investisseurs conjugué à une forte reprise économique sont à l'origine d'un afflux de capitaux vers les pays émergents d'Asie*", explique la BAD.

Pour la Chine, la BAD table sur une croissance de 9,6% cette année, soutenue par les exportations et la demande intérieure, et une légère décélération en 2011 à 9,1%.

La croissance indienne devrait en revanche légèrement progresser en 2011 et s'établir à 8,7% après 8,5% cette année, grâce à la demande intérieure, aux bénéfices des entreprises et aux conditions de financement favorables.

Les prévisions de croissance pour les 10 économies du sus-est asiatique ont été révisées nettement à la hausse, à 7,4% en 2010, soit leur rythme le plus soutenu depuis 1996, avant le déclenchement de la crise financière asiatique. (Reuters 28.09)

**Roumanie. Le président Traian Basescu : dehors !**

Plus de 5.000 Roumains ont manifesté mardi contre les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement pour réduire son déficit budgétaire après une profonde récession.

Des salariés des secteurs de la santé, du transport ferroviaire, de la défense et d'autres secteurs publics venus de tout le pays ont manifesté devant les bureaux du gouvernement dans la capitale Bucarest.

Des dizaines de manifestants ont brièvement affronté la police devant le ministère de l'Agriculture.

Les manifestants étaient équipés de sifflets et de sirènes. Ils ont demandé le départ du président Traian Basescu tout en bloquant la circulation sur une des principales artères de la capitale, la Calea Victoriei.

La Roumanie est le théâtre de succession de manifestations depuis que le gouvernement a réduit les salaires des fonctionnaires de 25%. (AP 28.09)

Et en France : on le garde ou on le met dehors Sarkozy ?

**Japon. Un yakuza de la finance au tapis.**

Takefuji, la première société de crédit à la consommation du Japon, a annoncé mardi un dépôt de bilan de 5,1 milliards de dollars (3,8 milliards d'euros), conséquence, entre autres, d'une réglementation devenue beaucoup plus stricte.

Les sociétés de crédit à la consommation ont la vie rude au Japon depuis qu'un jugement intervenu en 2006 les a obligées à rembourser leurs clients, estimant qu'elles avaient eu la main trop lourde sur les taux d'intérêt.

De surcroît, le gouvernement a récemment plafonné ces taux d'intérêt, ce qui n'a fait qu'aggraver leurs déboires.

L'obligation de rembourser une partie des intérêts facturés à la clientèle a déjà conduit à la faillite nombre de sociétés de crédit à la consommation plus petites que Takefuji. Ses concurrentes redoutent que leurs clients ne réclament en masse leurs remboursements, de crainte de ne plus pouvoir toucher leur argent si elles aussi faisaient faillite.

Selon un avocat participant à la procédure de dépôt de bilan, Takefuji s'expose à quelque 2.000 milliards de yens (18 milliards d'euros) de demandes de remboursement d'un trop-perçu d'intérêts émanant de deux millions de clients au plus.

Les analystes minimisent toutefois les retombées de la chute de Takefuji sur le secteur financier. "*Takefuji a levé la plus grande partie de son capital par l'intermédiaire d'obligations, détenues pour une bonne part par des investisseurs étrangers, surtout des fonds spéculatifs; son dépôt de bilan n'aura donc pas de gros impact sur le système financier*", estime Junichi Shimizu, analyste de Deutsche Securities.

Le passif de Takefuji représentait 433,6 milliards de yens (3,8 milliards d'euros) à la fin juin, selon Tokyo Research, dont 135 milliards environ en obligations.

Les sociétés de crédit à la consommation ont prospéré dans les années 1990, l'économie japonaise donnant alors des signes de faiblesse et les banques commençant à freiner le crédit. Elles pouvaient emprunter à des taux très bas, tout en facturant des intérêts de près de 30%, ce qui leur permettait d'absorber des taux de défaut élevés sur des prêts sans garantie.

Le jugement de 2006 et l'intervention de l'Etat ont mis le holà. "*Il se peut que les prêteurs doivent augmenter leurs réserves et accroître les dépréciations de leurs fonds propres en conséquence d'une hausse des demandes de remboursement*", constate Junichi Shimizu, chez Deutsche Securities.

Takefuji a connu des débuts modestes après sa fondation en 1966 pour ensuite devenir la première société de crédit à la consommation du Japon. Son fondateur Yasuo Takei fut classé deuxième fortune du Japon par Forbe's en 2005, avec un patrimoine évalué à 5,6 milliards de dollars.

L'offensive de l'Etat sur le crédit à la consommation a culminé en juin avec le plafonnement des intérêts à 20%, contre 29,2% précédemment, et l'instauration de la règle limitant l'endettement des ménages au tiers de leurs revenus au maximum. (Reuters 28.09)

Haut de page

---

**Le 30 septembre**

Les 50 articles de presse de septembre sont en ligne au format pdf avec une table des matières renvoyant aux différents articles, à l'exception de ceux du 24 que j'ai efffacés par erreur.

**Craquement à l'UMP, suite.**

Le sénateur du Cantal Pierre Jarlier quitte le groupe UMP pour rejoindre le groupe centriste, qui passe à 30 membres. Membre du Parti radical de Jean-Louis Borloo mais aussi du mouvement République solidaire de Dominique de Villepin, il veut « *être libre de (ses) positions* » et voter comme bon lui semble. (Leposte.fr 29.09)

**Respecter les institutions de la Ve République : c'est cela être "Français" !**

Interrogée sur la définition du « *bon Français* », Nadine Morano, invitée de Bourdin Direct ce mercredi sur RMC : « *Je dirais ce qui permet d'être un Français. Parce que « qu'est-ce qu'un bon Français ? Qu'est-ce qu'un mauvais Français ?»… C'est un peu compliqué. Pour moi les valeurs qui incarnent la France, c'est le respect de nos institutions, c'est le respect de nos règles et de nos lois, c'est le respect de nos coutumes, de nos traditions. C'est ça être Français pour moi*", a-t-elle déclaré.

Avant de poursuivre: "*C'est le respect de notre devise, le respect du drapeau, c'est le respect de la Marseillaise, c'est tout ça.*". Et plus loin à propos des Français d'origine immigrée : "*Lorsque vous êtes vraiment en situation de trouver un emploi et de répondre à des critères, vous devez y arriver. Ne pas dire la vérité aux jeunes, c'est ne pas les aider.*". (Lemonde.fr 29.09)

Commentaire d'un internaute.

"Tu as déjà assisté à un entretien d'embauche d'un de ces jeunes dénoncés par cette brave dame? Moi c'est mon taf et ceux, qui d'après toi n'arrivent pas à communiquer et s'habillent comme des loques, font tous les efforts qu'il faut pour décrocher le saint Graal. Costume cravate, présentation impeccable, et même parfois coaches pour l'occasion. Seulement voilà, le recruteur scrute leur adresse (habiter Bobigny, quelle plaie...), leur expérience (longue période de chomage = pas de chance pour eux) et un zeste d'amalgames (ils existent et ceux qui disent le contraire sont de mauvaise foi, pour ne pas dire plus...).

Croire que les fameuses "cailleras" se comportent en milieu professionel de la même façon que dans leurs cités relève de la naïveté ou de l'idéologie."

Commentaire.

A l'écouter, il suffirait de se placer en "*situation de trouver un emploi*" et de claquer dans les doigts pour en trouver un !

Assurément Madame Morano qui n'a pas dû inventer le fil à couper le beurre se verrait bien à Matignon, ce n'est pas un canular, c'est elle-même qui l'a affirmé, elle ferait un sacré duo avec l'hystérique du Palais !

Nous sommes de "*mauvais Français* madame Morano car nous ne respectons ni votre devise ni votre drapeau ni la Marseillaise et "*tout ça*, l'artillerie du camp de la réaction ! Notre seule devise : l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, notre seul drapeau, celui du communisme, notre seul hymne l'Internationale !

**Il faut combler un retard inexcusable.**

La capitale a connu neuf alertes à la bombe en septembre 2010 contre trois en septembre 2009, a indiqué mercredi le chef d'Etat-major de la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DESPAP) qui a lié cette augmentation à l'actualité récente.

En 2009, 39 alertes à la bombe ont été comptabilisées contre 37 au 29 septembre 2010, a précisé Jérôme Foucaud, le chef d'Etat-major de la DESPAP lors d'une conférence de presse.

Depuis une quinzaine de jours, le ministre de l'Intérieur, ainsi que de hauts responsables policiers, ont affirmé que la menace terroriste était élevée en France. (AP 29.09)

Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ce soit le ministère de l'Intérieur qui ait sifflé le coup d'envoi des alertes à la bombe. A la prochaine étape, si les poseurs de bombe se faisaient encore désirer, Hortefeux trouverait bien le moyen de remédier à cette fâcheuse situation via ses barbouzes.

**L'un en perd la raison, l'autre en a l'estomac dans les talonnettes. La situation sociale les rendrait-elle si nerveux ?**

**1-** Bernard Accoyer, a commis un malencontreux lapsus lors de la séance de questions d'actualité, mercredi 29 septembre.

M. Accoyer a présenté le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de son vrai nom Mevlüt Çavusoglu, comme Mevlüt Ceausescu, du nom du tristement célèbre dictateur roumain. (Lemonde.fr 29.09)

**2-** Peu tenté par le déjeuner servi au dernier sommet européen, le chef de l'Etat s'est fait servir une omelette.

Lors de la dernière réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, le 16 septembre, il a de nouveau critiqué le menu du déjeuner et réclamé une omelette. Nicolas Sarkozy n'est certes pas un grand gastronome, mais le plat de résistance de la discussion - la politique française de rapatriement des Roms - était sans doute particulièrement dur à avaler. (Lexpress.fr 29.09)

**Quand la "*transparence*" consiste à ne surtout rien dire ! Laissez-les donc s'enrichir tranquillement.**

Ce mercredi, le porte-parole du gouvernement Luc Chatel a prié Martin Hirsch, auteur d'un essai intitulé Pour en finir avec les conflits d'intérêt (Ed. Stock), de balayer devant sa porte: «*Quand on se veut chevalier blanc, il faut commencer par respecter la loi et ne pas divulguer des informations confidentielles auxquelles on a accès parce qu'on est membre d'une commission qui a été installée par le Parlement et qui vise à la transparence.*»

Allusion à la Commission pour la transparence financière de la vie politique - créée en 1988 à la suite de plusieurs scandales politico-financiers - dont Hirsch, conseiller d'Etat, a fait partie. Composée de neuf membres issus du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour de cassation, cette commission est chargée de collecter les déclarations de patrimoine des ministres et de certains élus -

parlementaires, députés européens, présidents de certaines collectivités locales, maires de communes de plus de 30.000 habitants. Et ce pour s'assurer qu'il n'y a pas eu un enrichissement personnel anormal au cours d'un mandat ou d'une mission ministérielle.

La loi du 11 mars 1988 sur la transparence financière prévoit en effet que «*la commission assure le caractère confidentiel des déclarations reçues ainsi que des observations formulées, le cas échéant, par les déclarants sur l'évolution de leur patrimoine*». (Libération.fr 29.09)

**Social.**

**1-** Le trafic pétrolier du port de Grand port maritime de Marseille (GPMM) est paralysé par une grève des agents portuaires, a indiqué mercredi un porte-parole du port. Les deux terminaux de Fos-Lavéra (Bouches-du-Rhône), à une trentaine de kilomètres de Marseille, ne fonctionnent pas.

Une trentaine de navires sont en attente de déchargement au large des bassins de Fos-sur-Mer. Le conflit trouve son origine dans la mise en oeuvre de la réforme portuaire, et plus particulièrement dans la création d'une filiale chargée des activités hydrocarbures.

La fédération CGT des ports et docks appelle en outre l'ensemble des ports français à observer un mouvement de grève les 1, 2 et 3 octobre. (AP 29.09)

**2-** Manifestation hier à Bruxelles. "*La politique sociale ne peut pas se limiter à l'assouplissement de la législation sur le travail ce qui ne créera pas d'emplois ou de croissance*", affirme John Monks, secrétaire général de la CES.

Les syndicats européens réclament une véritable "*Europe sociale*". (Lemonde.fr 29.09)

La CES qui est une création de l'UE des banquiers et des multinationales est parfaitement dans son rôle en ne dénonçant pas "*l'assouplissement de la législation sur le travail* ". Que les dirigeants corrompus des syndicats réclament aux destructeurs de tous les droits des travailleurs de l'UE une véritable "*Europe sociale*" comme si cela était possible est dans l'ordre des choses, il n'y a rien à en attendre.

**Budget 2011.**

**1-** Dans un entretien au *Monde* daté du 30 septembre, le ministre du budget, François Baroin, insiste sur la maîtrise des dépenses et défend le principe de la stabilité fiscale. '*Le budget 2011 constitue une rupture historique*' en matière de réduction de la dépense publique, indique-t-il, ajoutant : '*On n'a jamais vu , en cinquante ans, une réduction de près de deux points du déficit public en un an.*' (Lemonde.fr 29.09)

**2-** Le gouvernement vient de dévoiler son projet de loi de finance pour 2011. Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, répond aux questions du Point.fr.

**Le Point.fr : Quel jugement portez-vous sur ce projet de budget 2011 ?**

**Jean-Hervé Lorenzi :** Les augmentations d'impôts restent assez limitées : ce ne sont pas les 10 milliards récupérés sur les niches fiscales et sociales qui bouleverseront l'évolution des revenus des Français. D'autant plus que cela touche surtout des gens qui ont des moyens importants.

**Est-ce un budget de rigueur ?**

Bien sûr. Mais ce n'est pas non plus un budget d'extrême rigueur qui aurait impliqué des hausses d'impôts massives.

**La répartition des efforts entre réduction des dépenses et hausse d'impôts est-elle équilibrée ?**

Les dépenses publiques ne vont pas augmenter dans les dix années qui viennent.

**... un budget qui fait payer les classes moyennes, notamment via la suppression prévue des 15 % d'exonération de cotisations sociales pour les emplois à domicile...**

C'est vrai, mais ça ne date pas d'aujourd'hui. Les classes moyennes sont les grands perdants des dix dernières années dans tous les pays développés, y compris la France. Elles paient les impôts alors que leurs revenus n'augmentent pas, que leur patrimoine est trop faible pour réaliser des plus-values importantes. C'est une tendance structurelle. Ce n'est pas la réduction des niches fiscales qui fera passer les classes moyennes de l'opulence à la pauvreté ! (Lepoint.fr 29.09)

**3-** Sur Canal+ Martine Aubry a critiqué "*un certain nombre d'impôts nouveaux*", ciblant les classes moyennes, citant notamment la suppression prévue des 15% d'exonération de cotisation sociale pour les emplois familiaux.

Un avis partagé par son prédécesseur à la tête du PS, François Hollande: "*On fait payer les impôts supplémentaires aux ménages, aux classes moyennes quand les plus favorisés seront dispensés*", a-t-il affirmé. (Lexpress.fr 29.09)

**4-** Un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ne sera pas remplacé. La loi édictée par le président Nicolas Sarkozy continuera bien à être appliquée par le gouvernement en 2011. Même si le nombre de postes supprimés, en équivalent temps plein (ETP), est légèrement inférieur à celui de 2010 (-33.749), il atteindra 31.638 en 2011. Sur trois ans, de 2011 à 2013, ce sont plus de 97.000 postes qui seront supprimés (avec -33.000 suppressions de postes programmées en 2012 et -33.100 en 2013).

La Fonction publique compte près de 2,3 millions de fonctionnaires d'Etat (en ETP), selon le rapport annuel 2009-2010, portant sur des chiffres au 31 décembre 2008.

Eternel perdant dans la course aux postes, l'Education nationale subira 16.000 suppressions de postes, comme en 2010. Juste derrière arrive le ministère de la Défense , qui perdra 8.250 postes, comme en 2010 aussi, et le ministère du Budget et des Comptes publics, amputé de 3.127 postes (contre 3.020 en 2010).

Sont également concernés le ministère de l'Intérieur (-1.595), celui de l' Ecologie (-1.287), celui de l'Agriculture (-650) et du Travail (-443), devant ceux de l'Economie (-273), des Affaires étrangères (-160) et de la Culture (-93).

A l'inverse, le ministère de la Justice verra ses effectifs augmenter de 400 postes, et les services du Premier ministre de 55 postes. Enfin, sont épargnés le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de l'Immigration et de l'Intégration, qui ne perdent aucun poste, tout comme celui de l'Aménagement du territoire (-1). (Lefigaro.fr 29.09)

**International. Economie.**

**Un point sur les monnaies.**

Le dollar est au plus bas de cinq mois face à l'euro (1,3638 dollar) et de deux ans face au dollar australien (0,9730 dollar) alors que la rumeur d'une deuxième série de mesures dites d'assouplissement quantitatif de la part de la Réserve fédérale des Etats-Unis se fait de plus en plus insistante.

"*Avec un déficit budgétaire fédéral parti pour être supérieur à 1.000 milliards de dollars pendant plusieurs années, une économie qui ne peut produire assez pour répondre à l'appétence de Barack Obama à taxer et à imposer, voilà les investisseurs contents de vendre du dollar en se chargeant en or*", commente Peter Morici, professeur à l'université du Maryland, dans une note. "*Voilà pourquoi l'or est à 1.300 dollars.*"

"*Le contexte continue à se détériorer pour le dollar*", estime JPMorgan qui conseille à ses clients de vendre le billet vert sur tout rebond.

Par ailleurs, le yuan est monté à son plus haut niveau depuis la réévaluation historique de la devise chinoise en juillet 2005.

"*Nous sommes optimistes. L'économie américaine est faible et la Fed va lancer des mesures supplémentaires de sauvetage*", assure Ronald Leung, chez Lee Cheong Gold Dealers, à Hong Kong.

"*L'appréciation du yuan incite certains acheteurs de Chine continentale à acheter de l'or.*"

L'euro monte malgré les difficultés des pays dits périphériques de la zone euro. La prime exigée par les investisseurs pour détenir du papier souverain portugais ou irlandais plutôt que des emprunts d'Etat allemands a atteint des niveaux inédits depuis la création de la zone euro.

L'écart entre les Bunds allemands et le papier italien a atteint 173 points de base, son plus haut depuis le 9 juin.

L'euro a gagné environ 11% face au dollar entre juillet et septembre. La monnaie unique pourrait afficher son gain trimestriel en pourcentage le plus élevé sur huit ans environ, selon les données Reuters.

Le dollar apparaît également vulnérable face au yen. Le billet vert a touché son niveau le plus bas depuis l'intervention japonaise sur les marchés des changes il y a deux semaines alors qu'il était à un plus bas de 15 ans.

Dans la matinée, le dollar était en petite hausse à 83,64 yens, ce qui reste tout de même son niveau le plus bas depuis l'intervention du 15 septembre. (Reuters 29.09)

**Japon.**

Le secteur manufacturier japonais se montre davantage pessimiste pour l'avenir, et ce pour la première fois en près de deux ans, reflétant l'inquiétude suscitée par la hausse du yen, ce qui plaide en faveur d'un nouvelle assouplissement de la part de la Banque du Japon (BoJ) la semaine prochaine. (Reuters 29.09)

**International. Social et politique.**

**Portugal.**

Le Premier ministre portugais a annoncé mercredi soir une baisse de 5% des salaires des fonctionnaires, un gel des retraites dans la fonction publique, une hausse de la TVA de 21% à 23% et une nouvelle taxe sur le système financier en 2011.

Le ministre des Finances, Fernando Teixeira dos Santos, a en outre annoncé un gel des investissements publics jusqu'à la fin de l'année 2010.

Il a aussi déclaré que le gouvernement avait engagé des négociations avec Portugal Telecom pour récupérer le fonds de retraite de cet ancien monopole public, ce qui ferait rentrer 2,6 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat.

"*Le Portugal ne peut pas se permettre de ne pas respecter ses engagements internationaux*", a souligné José Socrates lors de la conférence de presse annonçant les mesures.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a tenu un discours similaire quelques heures auparavant.

"*Nous sentons que la situation est sérieuse*", a dit José Manuel Barroso, lui-même ancien Premier ministre portugais. "*Le Portugal doit faire preuve de responsabilité.*"

Lors de leur réunion prévue jeudi, les ministres des Finances de la zone euro vont essayer d'exercer des pressions sur le Portugal pour qu'il mette en oeuvre des mesures radicales et qu'il apaise les craintes des marchés, a-t-on appris de sources proches des discussions. (Reuters 29.09)

**Espagne.**

Piquets devant les usines, files d'attente aux arrêts de bus, kiosques vides faute de journaux : l'Espagne a vécu au ralenti, mercredi, la première grève générale de l'ère Zapatero. Les syndicats se sont empressés de saluer l'importance de la mobilisation, contrebalançant les appels au calme du gouvernement.

Les syndicats ont annoncé que 10 millions de salariés, soit un sur deux, étaient en grève. Le gouvernement a affirmé que moins de 10% des fonctionnaires et 21% des employés de transports publics madrilènes avaient cessé le travail.

Le ministre du Travail, Celestino Corbacho, a indiqué que le service minimum qui avait fait l'objet d'un accord avec les syndicats était respecté. Ecoles et hôpitaux étaient quant à eux relativement peu touchés par le mouvement social.

Dans la capitale espagnole, où une manifestation a eu lieu à partir de 18 h 30, les métros auraient circulé à 75 % selon la municipalité. Dans les rues du centre-ville, de nombreux policiers et gardes civils avaient été déployés pour garantir la sécurité des commerçants et organiser la circulation. (Lemonde.fr 29.09)

A l'heure qu'il est il est impossible de savoir comment s'est déroulée cette journée de grève générale tant les informations sont contradictoires pour oser un commentaire. Il y a tout lieu de penser qu'elle n'a servi à rien.

**Pays-Bas.**

Les dirigeants des partis libéral (VVD) et chrétien-démocrate (CDA) néerlandais ont soumis mercredi un programme de gouvernement à leurs groupes parlementaires permettrait la formation d'un gouvernement minoritaire, assuré du soutien du parti xénophobe PVV de Geert Wilders au Parlement.

Le groupe VVD l'a approuvé à l'unanimité, a annoncé en fin d'après-midi le dirigeant du parti, Mark Rutte, qui devrait devenir le premier chef de gouvernement libéral depuis près d'un siècle aux Pays-Bas.

Cependant, le projet pose un problème éthique à une partie de la CDA, dont les parlementaires devaient se prononcer plus tard dans la journée.

Selon des journaux néerlandais, le programme prévoit que la réduction du déficit budgétaire soit ramenée de 18 à 16 milliards d'euros. Les économies porteraient sur un gel des salaires des fonctionnaires, un remaniement des ministères et une réduction des effectifs des collectivités locales.

L'aide au développement devrait être ramenée de 0,8 à 0,7% du PIB et certaines dépenses, telles que les missions de paix ou les émissions internationales de la radio néerlandaise, y seraient incluses.

Les dépenses pour les soins aux personnes âgées et la construction de routes seront augmentées, il y aura 3.000 policiers supplémentaires et l'âge de la retraite sera porté de 65 à 66 ans et non 67. (Reuters 29.09)

Pour sortir de la crise politique qui durait depuis 111 jours, le VVD a décidé de passer un accord avec le parti d'extrême droite, le PVV, comme Sarkozy et l'UMP avec le FN dont il met en oeuvre les thèses racistes et xénophobes, en annonçant un programme de rigueur équivalent entièrement tourné contre les travailleurs.

**Venezuela.**

Le Parti socialiste d'Hugo Chavez a devancé de justesse l'opposition aux élections législatives de dimanche, selon les résultats définitifs du scrutin communiqués mercredi.

Avec 5,45 millions de voix au niveau national, le PSUV obtient un score de 48,9%. L'Unité démocratique, qui regroupe plusieurs formations de l'opposition, est à 120.000 voix derrière, avec 5,33 millions des voix (47,9%).

Transposés en représentation parlementaire, ces résultats donnent au parti de Chavez 97 sièges au Parlement - deux sièges sous le seuil des trois cinquièmes qui lui permettrait de gouverner par ordonnance sans devoir passer par la voie parlementaire.

L'Unité démocratique obtient 65 élus. Les trois sièges restants vont à des petites formations. (Reuters 29.09)

Il faut ajouter que le taux de participation a été d'environ 66%, l'opposition à Chavez s'étant fortement mobilisée après avoir réalisé l'unité, on peut donc estimer que la plupart des 34% d'abstentionnistes appartiennent aux couches les plus pauvres des travailleurs vénézuéliens. Par ailleurs, pour rappel, 40% de la population continue de survivre sous le seuil de pauvreté.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

# Causeries octobre 2010

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |

Le 1er octobre

Pas le temps de causer. Les pages du IO117 sur les retraites ne seront disponibles que demain, car je ne parviens pas à les télécharger, il y a un problème avec le serveur (ici en Inde) qui coupe sans cesse, la connection est trop lente !

Tous dans la rue demain, travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, jeunes, lycéens, étudiants, retraités, contre le gouvernement et sa politique anti-ouvrière, antisociale, liberticide.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, les manifestations de demain sont appelées par tous les syndicats ouvriers, lycéens et étudiants, par tous les partis se réclamant de la classe ouvrière, au-delà du double langage des uns et des autres, des positions contradictoires des uns et des autres, bref des manoeuvres des appareils pour diviser, ne pensez-vous pas que la mobilisation de samedi nous donnera une indication plus précise sur l'état d'esprit des masses laborieuses ?

Selon un sondage 70% soutiennent les manifestations de demain, selon un autre sondage 72% rejettent Sarkozy et sa politique, alors s'ils ne descendaient pas dans la rue par millions, qu'est-ce que cela signifierait, ne serait-ce pas que le problème se situe ailleurs que ce qu'on veut bien nous raconter, peut-être parce qu'ils n'entrevoient pas de solution politique à la crise du régime ? Wait and see... (A suivre dans deux jours)

Bonne manif à tous et n'hésitez pas à nous faire part de vos témoignages.

Autre chose.

Une frange de la bourgeoisie se radicalise, des couches du prolétariat également en direction inverse, chez les intellectuels certains s'interrogent sur le bien-fondé de conserver la Constitution de la Ve République, et pendant ce temps-là, comme si de rien n'était, nos dirigeants continuent de nous servir les mêmes discours !

1- Commentaire d'un internaute sur un blog Lepost.fr du 30.09 : "*Le président se fait élire, son parti passe aux législatives, puis c'est la dictature pure et simple pour cinq ans, par la "majorité" et un président qui a une "légitimité" issue des urnes, même si après deux ou trois ans son parti se prend une déculottée aux élections régionales, européennes ou autres, et perd donc tout soutien populaire.*

*Sarkozy se croit encore légitime dans tout ce qu'il fait, même si les deux tiers de la population l'exècre. Le système est à revoir. Sarkozy a tué la cinquième république. Je serais assez pour un retour à une constitution où le président a le rôle plus secondaire de garant des institutions, et où le gouvernement (éjectable en cas de défaite de son camp à toute élection de portée nationale) gouverne vraiment. La dictature, non merci. Si Sarkozy est réélu, je pars.*"

Commentaire.

Vous pouvez remercier le PS qui a fixé les élections présidentiels avant les législatives, bien que nous soyons contre une Constitution comportant un chef de l'Etat.

Vous pouvez aussi remercier le PS pour avoir conservé cette Constitution bonapartiste et antidémocratique lorsqu'il était au pouvoir, ce qui met ce parti hors tout gouvernement ouvrier qui serait issu d'un soulèvement révolutionnaire, pour ne pas dire toute institution politique démocratiquement constituée et élue par la classe ouvrière.

2- "*Je suis convaincu qu'elle sera un jour dans un gouvernement de droite, mais dans longtemps, dans dix ans. Elle n'est pas pire que la CSU bavaroise allemande et plus modérée que la Ligue du Nord italienne !*"

C'est ce que lâche un conseiller de l'Elysée au Parisien de ce jeudi, en parlant de Marine Le Pen, vice-présidente du FN et favorite pour prendre la place de son père à la tête du parti d'extrême-droite, en janvier prochain.

Dans cet article intitulé "*Sarkozy prend la menace au sérieux*", *Le Parisien* explique que le chef de l'Etat confie à ses conseillers, en petit comité, qu'il craint de voir Marine Le Pen devant lui au premier tour de la présidentielle de 2012. Une sorte de "*21 avril à l'envers*".

Mais pourquoi une telle crainte? Selon le Parisien, Marine Le Pen a "" en le rendant plus fréquentable.

Un ministre souhaitant garder l'anonymat déclare par exemple dans le quotidien que grâce à son habileté, la vice-présidente du FN donne "*l'impression qu'elle est moins raciste et moins vulgaire*" que son père, "*ce qui malheureusement la rend plus respectable*".

Marine Le Pen est en effet créditée de 12 à 13% des intentions de vote au premier tour de la présidentielle de 2012 et récolterait même plus de 20% des voix chez les ouvriers. (Lepost.fr 30.09)

La Talonnette ne s'est-il pas fait élire en donnant "*l'impression*" qu'il était "*moins raciste*" et "*moins vulgaire*" que Le Pen, "*ce qui malheureusement*" le rendait "*plus respectable*" que le président du FN ? N'a-t-il pas "*su lisser l'image*" de l'UMP avec sa bande de nazillons au cours de sa campagne électorale ? Les similitudes ne s'arrêtent pas là comme on peut le constater quasi-quotidiennement.

Cela étant, à défaut de conscience politique, n'oublions pas que c'est bien sur de fausses impressions que les masses se déterminent.

3- Nicolas Sarkozy, visage du «*nouvel extrémisme en Europe*», c'est la une de *Newsweek*, paru mercredi. (20minutes.fr 30.09)

Et c'est pourtant leur "ami" *Sarkozy l'américain*, celui de G.W. Bush !...

4- Ils sont sur la bonne pente.

En octobre, Nicolas Sarkozy atteint son plus haut niveau parmi ceux qui ne lui font pas confiance (72 %,+5 points) et François Fillon est au plus bas chez ceux qui lui font confiance (34 %,-3 points).

Et Le Figaro de noter : Cela étant, les socialistes ne profitent guère de la situation et voient leur cote descendre dans des proportions parfois supérieures à celle des responsables gouvernementaux. (Lefigaro.fr 30.09)

Il est avec sa politique tellement impopulaire que Le Figaro ne peut pas le passer sous silence ou le nier.

Faudra-t-il attendre 2012 pour que les murs du pays se couvrent d'affiches *Sarkozy dehors, à bas les institutions de la Ve République, à bas le capital, République sociale, gouvernement ouvrier* ? Cette question s'adresse à ceux qui dénoncent les partis se fixant 2012 comme seul objectif.

Sarkonapoléon en visite dans l'Yonne jeudi. Une occasion de plus pour célébrer l'alliance du sabre et du goupillon. Extrait de ses érections verbales.

1- "*L'avenir, c'est l'entretien d'un patrimoine qui est notre histoire et qui est notre ciment national*", a-t-il souligné. "*C'est une affaire de l'identité nationale*", a-t-il ajouté faisant référence à l'héritage chrétien de la France.

La nation, le pays tel que nous le connaissons aujourd'hui n'existait pas à l'époque où les tyrans en soutane guerroyaient au côté

des seigneurs et se partageaient les terres avec eux, terrorisant les paysans, leur imposant servitude, châtiments corporels, misère et la pire crasse ignorance qui soit, pendant qu'eux baignaient dans la luxure et laissaient cours aux perversités sorties de leur imagination déjà très féconde. C'est seulement une fois qu'ils furent renversés par une révolution et leurs privilèges abolis que ce pays prit la forme d'un hexagone qui a pour nom la France.

Voilà le triste héritage que célèbre ce monarque en quête de royaume... et de légitimité !

2- "*C'est le chômage qui aliène. C'est le travail qui libère*", a-t-il souligné.

Dans les deux cas cela ne change rien pour lui !

En régime capitaliste, dans la mesure où le producteur n'exerce aucun contôle sur la production, que cette production lui est imposée, le produit de son travail lui échappe totalement et lui devient étranger, il se retrourne contre lui et il constitue la principale source de son aliénation.

En régime socialiste, dans la mesure où ce sont les producteurs eux-mêmes qui planifient la production en fonction de leurs besoins, ceux de l'ensemble de la population, le produit de son travail devient un bien social participant au bien-être de l'ensemble des producteurs et une source d'épanouissement individuel et collectif.

3- "*votre régime de retraite, à vous les Français, sera non seulement équilibré en 2018 mais bénéficiaire*". "*Je peux dire aux 15 millions de retraités et aux 700.000 retraités de plus chaque année, vos retraites seront payées*", a-t-il souligné.

Il a reconnu que cela suscitait "*du mécontentement*", mais qu'avec cette réforme, les Français n'auront "pas de souci à se faire" pour leur retraite.

Il a raison, nous n'aurons plus de "*souci*" à nous faire pour notre retraite... puisque nous ne pourrons plus en profiter, nous serons crever avant ! Il s'est surpassé sur ce coup !

4- Au lendemain de l'annonce du projet de budget pour 2011, il a aussi noté qu'il fallait "*réduire les déficits parce qu'on ne peut pas continuer comme ça*" et qu'il fallait "*qu'on rembourse nos dettes*". (AP 30.09)

Désolé, nous n'avons aucune dette à rembourser : ce ne sont pas les nôtres mais celles de vos amis banquiers et capitalistes !

## Retraites. L'intersyndicale jaune à la rescousse de Sarkozy.

Les syndicats CGT, CFDT, CGC, FSU, UNSA et Solidaires appellent à un rassemblement le 5 octobre à Paris, à proximité du Sénat qui entamera ce jour-là l'examen du projet de loi portant réforme des retraites adopté à l'Assemblée nationale le 15 septembre.

"*Malgré un refus majoritaire du pays, le gouvernement reste sourd et bafoue la démocratie. Ainsi, le parlement vient de voter ces dispositions rétrogrades et c'est maintenant au Sénat que ces textes vont être débattus à partir du 5 octobre 2010!*", déclarent les six syndicats dans un communiqué diffusé jeudi.

"*Pour défendre la retraite à 60 ans*", et "*faire entendre l'exigence d'un financement efficace*", avec notamment la "*contribution des revenus financiers des entreprises*", les six syndicats appellent à participer à un "*rassemblement régional unitaire*", le 5 octobre à proximité du Sénat. (AP 30.09)

Il s'agit pour ces valets de la Ve République, d'une part de proposer une alternative à ceux que la date du 2 octobre ne conviendrait pas, ils refont le coup du début septembre qui avait échoué, mais à l'envers cette fois, c'est une opération de division, d'autre part cette initiative est conforme à la position de Chérèque en s'adressant au Sénat dont la majorité UMP-PS soutient également l'allongement de la durée de cotisation.

Ajoutons qu'en voulant faire croire aux travailleurs et aux militants qu'ils devraient attendre quelque chose des institutions de la Ve République dont le Sénat est un des piliers, ils s'opposent à la mobilisation de la classe sur son propre terrain qui peut seule infliger une défaite au gouvernement. Ils viennent ainsi au secours des institutions dont le sommet est rejeté et conspué dans tout le pays : Sarkozy et son gouvernement. On va l'appeler dorénavant l'intersyndicale jaune.

## Droit au logement : il doit être sacrifié lui aussi !

Les organismes HLM réunis en congrès ont exhorté jeudi le Parlement à revenir sur le projet de taxe de 2% pendant trois ans sur les loyers sociaux mais le gouvernement leur a opposé une fin de non-recevoir.

Ce qu'ils comparent à un "*hold-up de l'Etat*", représentera, selon ces organismes qui gèrent le parc d'habitations sociales, un surcoût de 80 euros par an et par locataire et empêchera la construction de 20.000 logements par an.

Le prélèvement, contesté également par la principale association de locataires et l'opposition parlementaire, doit rapporter 340 millions d'euros par an à l'Etat.

Au tollé, le gouvernement répond impératifs budgétaires et politique du "*donnant-donnant*".

Le ministre du Budget, François Baroin, et le secrétaire d'Etat au Logement, Benoist Apparu, ont rappelé jeudi que la nouvelle taxe, qui figure dans le projet de loi de Finances pour 2011, s'accompagnerait d'un plafonnement des loyers qui empêchera les bailleurs sociaux de répercuter la hausse sur les locataires.

"*L'objectif est d'amener les bailleurs sociaux à proposer des loyers modérés pour des gens qui ne peuvent pas se loger ailleurs*", a déclaré François Baroin lors des questions d'actualité au Sénat.

Invité à conclure le congrès des organismes HLM, Benoist Apparu a eu du mal à se faire entendre.

"*Que cela nous plaise ou non, l'argent public va devenir plus rare dans les 10 ou 15 années qui viennent*" mais le budget 2011 consacre "*20 milliards d'euros pour le logement dont neuf milliards pour le logement social*", a-t-il dit dans un discours ponctué de sifflets et de quelques cris de "*démission*".

Lors d'une conférence de presse, il a précisé ensuite que l'intégralité des 340 millions d'euros récupérés par l'Etat seraient affectés au logement social, les deux tiers au bénéfice de l'Agence nationale de la rénovation de l'habitat (Anru), un tiers pour les aides à la pierre.

Le secrétaire d'Etat a suggéré aux organismes HLM de développer la vente des logements sociaux à leurs locataires qui en ont les capacités: "*Un pour cent de vente par an, c'est deux milliards de fonds propres*", a-t-il calculé.

Mais pour les membres de l'Union sociale pour l'habitat (USH), "*cette taxe sur les loyers HLM entraînerait une diminution de la production de 60.000 logements sur trois ans avec ses conséquences sur l'emploi et le bâtiment*".

"*Ce sont dix milliards de travaux qui ne seraient pas engagés*", précise une résolution adoptée à la quasi-unanimité en conclusion du congrès de Strasbourg.

Même si le produit de la nouvelle taxe revient au logement social, puisqu'il abondera en partie les "*aides à la pierre*", l'USH insiste sur la baisse programmée de ces dernières: de 630 millions d'euros en 2010 à 500 millions en 2011, 450 millions en 2012 et 400 millions en 2013. (Reuters 30.09)

Dictature du capital. Sur le plan économique et social.

1- L'Espagne a perdu jeudi la dernière note souveraine suprême "triple A" dont elle bénéficiait encore, le jour même de la présentation au parlement d'un projet de budget qui vise à convaincre les marchés de la résolution du gouvernement à réduire les déficits malgré une conjoncture sombre.

L'agence de notation Moody's a abaissé à Aa1, contre Aaa jusqu'à présent, sa note souveraine de l'Espagne, emboîtant ainsi le pas à ses concurrentes Standard & Poor's et Fitch.

"*Une grande partie de la consolidation budgétaire cette année et l'an prochain reposera sur des augmentations d'impôts et des mesures qui ne peuvent être poursuivies pendant de nombreuses années*", a expliqué à Reuters par téléphone la principale analyste de Moody's pour l'Espagne, Kathrin Muehlbronner. (Reuters 30.09)

2- L'Irlande a annoncé jeudi que la restructuration de ses banques pourrait coûter au final plus de 50 milliards d'euros à l'Etat, une révision à la hausse qui obligera le gouvernement à adopter de nouvelles mesures d'austérité pour juguler les déficits.

"*Bien sûr, ces chiffres sont terribles, mais ils sont gérables sur une période de dix ans*", a dit leministre des Finances, Brian Lenihan. (Reuters 30.09)

Dictature du capital. Sur le plan politique. A bas la répression !

Grèce.

Le gouvernement socialiste grec a menacé de prison jeudi les chauffeurs routiers en grève (depuis le 13 septembre) contre les mesures d'austérité s'ils refusent de se plier à un ordre de reprendre le travail.

Un texte approuvé par 53 voix contre 46 au Parlement verrait les grévistes réfractaires privés de leur licence et passibles de peines allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement.

Il s'agit d'une "*question de responsabilité sociale, et à un certain point, vous devez fixer une limite quand le marché n'est pas approvisionné de façon correcte*", a déclaré le ministre de la Justice Kastanidis jeudi avant le vote au Parlement. La voie des "*négociations a été épuisée, et les chauffeurs routiers qui veulent travailler sont menacés*".

Les partis d'opposition ont tous voté contre le texte, estimant qu'il violait le droit des Grecs à manifester. "*C'est une action dangereuse. Je n'ai jamais rien vu de tel*", a lancé le parlementaire de gauche Fotis Kouvelis. "*C'est la pire façon possible de traiter un problème*", a-t-il ajouté en parlant de "*grave erreur*". (AP 30.09)

Allemagne.

La police allemande a eu recours jeudi à des canons à eau pour disperser un millier de manifestants qui protestaient contre le projet de construction d'une immense gare dans le centre de Stuttgart, capitale du Land de Bade-Wurtemberg.

Des heurts ont opposé des manifestants aux policiers, pour certains montés à cheval, dans le parc du Schlossgarten, proche de la gare actuelle, où une centaine d'arbres doivent être abattus d'ici février pour faire de la place à la nouvelle gare.

Centrés tout d'abord sur ce projet, les rassemblements se sont transformés peu à peu en l'expression d'un mécontentement plus large contre le gouvernement fédéral, et la chancelière Angela Merkel a estimé que ce projet serait un facteur de premier plan lors des élections au Landtag de Bade-Wurtemberg en mars prochain. (Reuters 30.09)

Haut de page

---

Le 2 octobre

Les pages du IO117 sur les retraites ne sont pas encoredisponibles, je vous tiendrai informer lorsqu'elles le seront. Ce fichier fait 890 KB et ma connection se coupe à la moitié. Je ne vous raconte pas les emmerdements réguliers auxquels je suis confronté pour pouvoir actualiser le site, j'y passe un temps fou. Je ne peux pas changer de serveur, c'est la seule société qui assure ce service en Inde, un téléphone de bureau sans fil comportant un modem et une connection informatique. En fait c'est l'antenne relais située à proximité de chez moi qui déconne dès qu'il pleut ! Apparemment, car ils m'ont quand même changé trois fois d'appareil depuis le mois de janvier !

Retraites.

1- La grève reconductible, du domaine de "***l'incantation syndicale***".

"*Nous ne sommes pas dans l'incantation syndicale. Si nous avons programmé une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 12 octobre, c'est aussi pour poser dans les entreprises le débat avec les salariés sur les modalités d'action*", a déclaré le secrétaire général de la CGT sur Europe-1.

"*Il y a déjà un certain nombre de secteurs qui réfléchissent, qui discutent, du principe de grèves reconductibles. Mais nous n'allons pas plaquer une seule forme d'action, pour permettre à tous ceux qui sont très largement mécontents de pouvoir s'exprimer*", a dit hier Thibault sur Europe-1.

Mais, prévient-il, la grève reconductible "*non seulement, ça n'est pas exclu, mais ce n'est absolument pas à exclure*". (AP 01.10)

2- Le jaune Chérèque remet cela avec le soutien de ses "***amis***" sénateurs de l'UMP.

"*On va élargir le spectre des gens qui nous soutiennent*", a dit François Chérèque ce vendredi sur RTL. "*Je pense que les sénateurs sont très attentifs à ce que l'on dit et à ce qu'on va faire.*"

"*Les manifestations sont susceptibles d'être importantes*", a déclaré le secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Georges Tron,

vendredi sur Canal+, mais "*Ça ne changera pas en réalité des points précis*" comme les '*mesures d'âges*' contestées par les syndicats et l'opposition de gauche. (Reuters 01.10)

Opposition de gauche, où a-t-il vu cela dans la vermine qui ose encore parler au nom des travailleurs (PS et Cie.) ? Voilà un amalgame, involontaire, qui ne me plaît pas beaucoup monsieur le ministre ! Pas de quoi changer le nom du site.

3- Faire payer les travailleurs, tous les dirigeants syndicaux y pensent en coeur avec Sarkozy.

La confédération de Bernard Thibault demande aussi une hausse et une réforme des cotisations patronales "*qui pourraient être modulées en fonction, notamment, des politiques d'emploi des entreprises*". Selon FO, favorable aussi à une hausse des cotisations patronales, une augmentation d'un point rapporterait 4 à 5 milliards d'euros.

"*Enfin, il peut être envisagé, si nécessaire, une augmentation des cotisations salariées*", estime la CGT, ce que les autres syndicats ne mettent pas forcément en avant.

Plusieurs syndicats se disent par ailleurs favorables à une augmentation de la CSG. Selon la CFTC, "*une augmentation d'un point de la CSG permettrait de générer plus de 11 milliards d'euros de ressources supplémentaires*", une position partagée par l'UNSA, et par FO qui chiffre le gain à 12 milliards d'euros. (AP 01.10)

Vous retirez votre projet de loi sur les retraites et l'on s'arrange pour que ce soit l'ensemble des travailleurs qui paient la note du soi-disant déficit des caisses de retraite, en réclamant bien sûr une augmentation de la participation financière des entreprises sachant qu'elle ne sera pas suivie d'effet, peu importe finalement, l'essentiel étant de sauver les apparences sur fond d'allongement de la durée de cotisation, CQFD.

Cette position des syndicats expriment les intérêts de l'artistocratie ouvrière, les couches supérieures ou moyennnes du prolétariat pour lesquelles cette baisse du salaire mensuel net perçu sera supportable, d'autant plus qu'elle sera compensée tout ou partie lors de négociations contractuelles ou par le biais de grèves corporatistes que les bureaucrates syndicaux organiseront spécialement pour elles, quand elles ne disposent pas de régimes spéciaux de retraite auxquels l'immense majorité des travailleurs n'ont pas le droit.

Au lieu de s'appuyer sur les besoins des couches de travailleurs les plus défavorisées pour élever leurs conditions aux niveaux de celles des couches supérieures du prolétariat, donc au lieu d'exiger que le sort des premiers soit aligné sur celui des seconds, les bureaucrates syndicaux font exactement l'inverse, quand ils ne bradent pas les intérêts des couches de travailleurs les plus favorisées ou ne les flattent pas, ils abandonnent les autres à leur triste sort. Mais à jeu-là, ils risquent aujourd'hui de tous y perdre, pas dans les mêmes proportions, sans que cela n'ait le même impact sur leurs conditions de travail ou d'existence, c'est sur cet aspect particulier que compte ces alliés de Sarkozy pour les diviser.

La politique contractuelle, les négociations et les accords passés avec le gouvernement et le patronat, bref, la collaboration de classes qui sévit depuis 65 ans, a-t-elle abouti à un autre résultat, renforcer les inégalités au sein de la classe ouvrière qui servent ensuite à mieux la diviser, l'affaiblir, pour finalement mieux préserver les intérêts du régime en place ? Inévitable ? On en reparlera.

Vous êtes jeunes et vous cherchez une "***voie de sortie***", une "***voie positive***", la "***gauche***" vous une propose une : devenez flic à 16 ans !

Charline Belardi a 17 ans et, dans quelques jours, elle fera ses premiers pas sous l'uniforme de la police municipale des Mureaux avec quatre autres adolescents de cette commune des Yvelines proche de Paris.

A partir de lundi, elle se lance dans une formation inédite, créée par la municipalité du maire divers gauche, François Garay, pour tenter d'apporter une réponse aux problèmes d'emploi, de civisme, et de prévention et sécurité.

"*Si, à 16 ans, on sort du système éducatif, on doit disposer d'un ensemble de voies de sortie (...) On ne regarde pas aujourd'hui le coût induit du fait de ne pas mettre les gens dans des voies positives*", souligne-t-il.

"*La question est de savoir si on est dans une société qui distribue des cartons rouges ? Il y aura toujours des gens qui se mettront en marge. Mais souvent, quand on parle de sécurité, c'est parce qu'on n'a pas su travailler sur la règle. Et la règle, ça commence tout petit*", dit François Garay.

Fin 2008, les moins de 26 ans représentaient 20% du total des chômeurs aux Mureaux et 23,3% dans les Zus, contre 11,8% pour l'ensemble de la région. (Reuters 01.10)

Renseignez-vous monsieur Garay, en Argentine c'est à 9 ans qu'ils les recrutent ! Et dans certains pays d'Afrique ils en font de bons petits soldats !

Pour Sarkozy, ce sont les retraites et les 35 heures qui sont responsables des déficits, non les privilèges accordés aux capitalistes : normal, il est leur représentant, leur président !

En visite au Salon de l'automobile, le chef de l'Etat a vanté l'action de l'Etat en faveur du secteur, notamment le Grenelle de l'Environnement, les bonus écologiques et la prime à la casse, et il a évoqué aussi les aides publiques accordées à Renault et PSA Peugeot Citroën au plus fort de la crise en 2008, ainsi que les incitations au développement de véhicules électriques.

"*Tout ce qu'on fait, c'est pas simplement pour que vous créiez des usines à l'autre bout du monde !*", a-t-il déclaré en s'adressant au cours d'une table ronde aux PDG de Renault et PSA, Carlos Ghosn et Philippe Varin.

Avec la suppression de la taxe professionnelle, le crédit impôt recherche et l'augmentation de la contribution de l'Etat au chômage partiel, c'est près d'un milliard d'euros de plus dont bénéficie selon lui l'industrie automobile française chaque année.

Il a assuré que les efforts du gouvernement ne se heurteraient pas aux impératifs budgétaires. "*Je veux que vous pensiez bien qu'il y aura une stabilité fiscale et sociale, qui vous permet d'envisager vos investissements sur le long terme*", a-t-il dit.

"Personne ne reviendra sur les décisions qui sont prises" a-t-il précisé.

Philippe Varin a jugé que le CIR et la suppression de la taxe professionnelle étaient des facteurs "*extrêmement favorables*", et il a ajouté qu'il fallait s'assurer que "*le coût du travail ne dérive pas*" par rapport aux autres pays européens, "notamment nos voisins allemands". "*Il nous paraît essentiel de renverser une tendance que l'on voit depuis plusieurs années*", a-t-il dit.

Nicolas Sarkozy lui a répondu que la réforme des retraites et la lutte contre les déficits participaient aussi de l'effort de compétitivité de l'économie française, qui a payé aussi ces dernières années le prix des 35 heures, qualifiées de "*puissant levier qui pousse à délocaliser*". (Reuters 01.10)

Sarkozy a avoué que l'Etat finançait les délocalisations en disant "*Tout ce qu'on fait, c'est pas simplement pour que vous créiez des usines à l'autre bout du monde !*", ce n'est pas "*simplement*", mais entre autres choses !

Les capitalistes bénéficient d'aides publiques de l'Etat et d'exonérations de cotisations sociales qui contribuent à faire baisser le coût du travail pour rendre les entreprises plus compétitives vis-à-vis de leurs concurrents, afin de permettre à la fois à leurs dirigeants de se verser des salaires mirobolants et à leurs actionnaires d'empocher des dividendes à des niveaux équivalents aux années précédentes. Au même moment le gouvernement et le patronat imposent de nouveaux sacrifices aux travailleurs en bloquant leurs salaires et en taillant à la hache dans leurs acquis sociaux, dont les retraites.

Sarkozy a raison de préciser que "*personne ne reviendra sur les décisions qui sont prises*", entendez par là le PS et ses satellites s'ils parvenaient au pouvoir en 2012, puisqu'ils n'entendent pas rompre avec le capitalisme mais s'apprêtent à gouverner pour les capitalistes comme entre 81 et 95 ou entre 97 et 2002, il sait de quoi il parle.

Social. «***Bachelot démission***» !

Plusieurs manifestants infirmiers anesthésistes auraient été arrêtés en marge d'échauffourées devant le ministère de la Santé, ce vendredi, selon un manifestant, contacté par 20minutes.fr. «*Ça a été très chaud sur le carrefour, raconte Pascal. Il y a eu des fumigènes et des lacrymos. Pour le moment, ça se calme, mais les CRS sont très armés, il y a des barrières, des boucliers. On se demande s'ils ne sont pas prêts à l'action*».

Pendant ce temps, une délégation était reçue au ministère de la Santé. Selon Marie-Ange Saget, présidente du syndicat national des infirmiers anesthésistes, contactée par 20minutes.fr, la personne les ayant reçus n'était pas habilitée à négocier. Ils demandent donc à rencontrer quelqu'un d'autre et le syndicat Sud a d'ores et déjà prévenu vendredi en fin de soirée: «*lundi, on reprend le mouvement*».

Un peu plus tôt, les infirmiers anesthésistes avaient bloqué les Champs-Elysées. Sur place, les militants, vêtus de blouses, criaient «*Bachelot démission*». Ils étaient 2.000 selon la chaîne d'informations en continu i-télé et réclamaient d'être reçus par la ministre de la Santé. Sur Twitter, ActuSoins a posté une image de la manifestation.

D'autres manifestations ont eu lieu en France ce vendredi. (20minutes.fr 01.10)

Démission, démission, comme vous y allez, vous ne voudriez quand même pas mettre dehors Sarkozy et son gouvernement ?

Ces infirmières sont de vulgaires provocatrices, de sales gauchistes !

2011, l'année des procès de l'UMP.

Le procès de Jacques Chirac pour détournement de fonds publics visant 21 emplois présumés fictifs dans son cabinet de maire de Paris entre 1992 et 1995 se tiendra du 7 mars au 8 avril 2011, a décidé vendredi le tribunal correctionnel de Paris. (Reuters 01.010)

Après l'annonce du procès en appel sur l'affaire Clearstream à la même époque à la demande du ministère de la Justice où sera jugé notamment de Villepin... La campagne électorale va donner lieu à une furieuse cacophonie où l'on entendra encore tout et son contraire, sauf l'essentiel !

Etat policier, régime d'exception ? Touchez pas à nos policiers, ils sont au-dessus des lois et forcément innocents... comme en Equateur !

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a apporté son soutien vendredi au gendarme mis en examen pour la mort d'un jeune gitan en juillet dernier dans le Loir-et-Cher.

"*Je tiens à manifester publiquement mon soutien moral et matériel à ce militaire aujourd'hui dans l'épreuve, à sa famille ainsi qu'à ses 97.000 camarades de la gendarmerie nationale*", poursuit Brice Hortefeux.

Pour le syndicat de la magistrature (SM), en manifestant son soutien au gendarme mis en examen "*Brice Hortefeux instille dans les esprits l'idée selon laquelle cette décision (de justice) serait illégitime*".

Dans une lettre ouverte adressée à la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, le SM rappelle que Brice Hortefeux n'en est pas à ses premiers commentaires sur le fonctionnement de la justice et suggère, avec ironie, à la ministre de lui "*faire parvenir une demande d'intégration dans la magistrature*".

"*Le port d'une arme ne donne pas le droit de tuer*", a dit Me Jean-Claude Guidicelli, avocat de la famille de Luigi Duquenet.

Dans son communiqué, Brice Hortefeux précise que le gendarme mis en examen bénéficiera "*de la protection juridique que l'Etat garantit à ses agents en pareilles circonstances*". (Reuters 01.010)

Pour rappel, Luigi Duquenet n'a pas fait usage d'une arme a feu contre les gendarmes et il a pris une balle tirée de profil ce qui suffit à démontrer que le gendarme en question se situait en dehors de la trajectoire de la voiture qui aurait foncé sur lui. Une simple reconstitution des faits aurait dû suffire à mettre en évidence le mensonge de ce gendarme et à l'inculper pour meutre.

Que vaut la vie d'un gîtan à côté de celle d'un gendarme ? Rien pour ce nostalgique de Vichy !

L'internationale syndicale jaune en action en Europe.

1- Grande-Bretagne.

Deux syndicats ont appelé à une nouvelle journée de grève de 24 heures dans le métro londonien lundi, après celle du 7 septembre.

Le mouvement débutera dimanche soir. Les syndicats protestent contre un plan de la régie Transport for London prévoyant 800 suppressions de postes, principalement à la vente de tickets. Selon Transport for London, ces suppressions de postes s'effectueront sur la base de départs volontaires. (AP 01.10)

Vive les journées d'action inutiles... sauf pour le pouvoir en place !

2- Portugal.

La CGTP, principale confédération syndicale portugaise, a lancé vendredi 1er octobre un appel à la grève générale pour le 24 novembre contre les nouvelles mesures d'austérité budgétaire du gouvernement socialiste. Cet appel est à destination de '*tous les travailleurs de l'administration publique et du secteur privé*', selon un membre de la direction de la CGTP. Le secrétaire général de la CGTP, Manuel Carvalho da Silva, avait promis jeudi une '*intensification de la lutte*' contre '*le chantage des usuriers internationaux*'.

Face à la pression des marchés financiers et de Bruxelles, le gouvernement socialiste portugais a annoncé mercredi soir une série de mesures supplémentaires afin d'atteindre son objectif de réduire le déficit public de 7,3 % du PIB cette année à 4,6 % fin

2011. Selon les grandes lignes de sa loi de finances, le gouvernement prévoit notamment une baisse de 5 % de la masse salariale de la fonction publique et une hausse de deux points de la TVA à 23 %, ainsi qu'une diminution du revenu minimum d'insertion et le gel des retraites.

La deuxième confédération syndicale du pays, historiquement proche des socialistes, a également dénoncé jeudi des '*mesures socialement inacceptables*' et une '*attaque brutale contre les travailleurs*'. L'UGT s'est dit prête à discuter avec les autres syndicats d'une action commune. (Lemonde.fr 01.10)

Nous sommes le 2 octobre. Question : Le 24 novembre de quelle année ?

Ukraine. La Ve République : une dictature ? Comme vous y allez...

Le président ukrainien Victor Ianoukovitch s'est prononcé vendredi pour une révision de la Constitution, quelques heures après la décision de la Cour constitutionnelle d'accroître les pouvoirs présidentiels.

"*Je suis favorable à l'idée d'un référendum et aussi à l'idée d'une assemblée nationale constituante (...) afin de consolider la réforme du système politique*", a-t-il dit, dans un discours à la nation.

La Cour constitutionnelle ukrainienne a estimé que la loi de 2004 restreignant les pouvoirs du chef de l'Etat n'était pas conforme à la Constitution.

Cet arrêt devrait permettre à Victor Ianoukovitch, élu en février, d'en revenir rapidement à un régime présidentiel plutôt que parlementaire, et de choisir lui-même son gouvernement.

Sa principale adversaire politique, l'ancien Premier ministre Ioulia Timochenko, a qualifié la décision de la Cour d'"*usurpation du pouvoir de l'Etat*".

"*Aujourd'hui restera dans l'Histoire comme le jour de la destruction de la démocratie, de l'établissement de la dictature*", a-t-elle dit à des journalistes. (Reuters 01.10)

Le Bonaparte du Palais fait des envieux !

En réalité, tous les régimes présidentiels qui existent dans le monde, tous les Etats qui ont doté leur Constitution d'un président sont antidémocratiques, qu'ils soient élus au suffrage universelle ou par une assemblée de députés. Leur poste est une survivance de l'Ancien régime monarchique dans lequel le roi ou le tsar concentrait à lui seul tous les pouvoirs de l'Etat. Les parlementaires ont juste remplacé les seigneurs qui constituaient leur cour.

Dans ces conditions, c'est se faire des illusions que de penser que le parlementarisme pourrait servir à autre chose que conforter la dictature de la classe qui détient le pouvoir ou qu'il pourrait servir au combat de la classe ouvrière pour son émancipation. Ce n'était peut-être pas le cas à l'époque où Engels était encore en vie, car les partis ouvriers n'étaient pas entièrement subordonnés au capitalisme et ils n'avaient jamais gouverné pour son compte.

Il faut donc revoir l'analyse que l'on en fait ou la préciser, si l'on veut continuer le combat politique sur un terrain de classe indépendant et avant de décider si l'on doit ou non participer à des élections dans le cadre d'institutions antidémocratiques conçues uniquement pour maintenir le prolétariat un état de servitude.

La théorie doit évoluer en fonction des transformations de la société et des rapports entre les classes, elle ne doit être en aucun cas figée pour l'éternité, ce que les militants et a fortiori les travailleurs ont ou auront forcément encore beaucoup de mal à saisir.

Comment ne pas comprendre que participer à des institutions antidémocratiques, c'est déjà se compromettre et légitimer un régime que l'on prétend combattre ? Nulle part dans le monde au cours du XXe siècle on a pu observer que le prolétariat soit parvenu au pouvoir en participant à un tel processus, hormis lorsqu'il était dirigé par un véritable parti communiste, celui des bolcheviks, qui avait justement pour objectif de liquider ces institutions, la Douma et l'Assemblée constituante, et d'instituer un Etat ouvrier, une République démocratique et socialiste.

Un mot après le coup d'Etat manqué d'avant-hier en Equateur.

Les présidents dits de gauche des Etats d'Amérique latine sont parvenus au pouvoir par la voie légale, à l'issue d'un processus électoral s'inscrivant dans le cadre d'une Constitution antidémocratique, sans que la majorité qui les a élue n'ait développé une conscience de classe permettant à la classe ouvrière en s'alliant avec la paysannerie pauvre de devenir la classe dominante, donc sans qu'elle parvienne à détenir tout le pouvoir pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et

aux institutions en place. Cette contradiction est à l'origine du risque permanent de coups d'Etat militaire qui existe dans cette région.

Si ces présidents avaient réellement épousé le sort de la classe ouvrière, fort du constat qui vient d'être dressé, comprenant qu'il était impossible dans une telle situation de passer immédiatement au socialisme sans risquer un coup d'Etat militaire, qu'il faudrait se contenter au départ de quelques réformes sociales pour soulager le fardeau qui pèse sur les couches les plus défavorisées du prolétariat, ils disposaient néanmoins des moyens d'éduquer le peuple, de développer des instruments pour favoriser l'élevation de son niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde, de l'organiser dans la perspective d'une confrontation générale avec la classe dominante, ce qu'aucun n'a entrepris.

Ils sont donc tous destinés à être évincés un jour du pouvoir, par la voie électorale ou par un coup d'Etat au cas où les couches moyennes et la petite bourgeoisie impatientes de voir leur sort s'améliorer s'allieraient avec la bourgeoisie pour les renverser, tandis que le prolétariat s'en détournera, préférant se réfugier dans l'abstention ou la neutralité politique plutôt que soutenir un candidat ou un parti qui finalement n'ont rien changé fondamentalement à sa condition.

Si les brèves informations qui nous ont été communiquées par les agences de presse sont exactes, Correa a commis l'erreur de s'en prendre aux revenus des policiers et des militaires qui sont issus du prolétariat ou de la paysannerie pauvre, peut-être aussi à d'autres couches de travailleurs qui ne se sentent pas particulièrement privilégiés, au lieu de les mettre de son côté pour mieux pouvoir s'attaquer aux vrais privilégiés, les capitalistes et les grands propriétaires terriens. (A suivre)

Barbarie. Juste "***pour rire***".

1- Australie.

Des Taser pour les professeurs. Véritable projet politique pour rétablir la discipline à l'école ou plaisanterie de mauvais goût ? Dans l'État du Queensland, en Australie, cette question a semé le doute dans tous les esprits pendant vingt-quatre heures. À l'origine de la polémique : un texte de l'opposition, le Liberal National Party, proposant d'équiper tous les professeurs de pistolets électriques afin de contrôler leurs salles de classe. Après tout, quoi de plus convaincant qu'une décharge de 50.000 volts afin de rappeler un élève à l'ordre !

Le document se présentait comme une réponse à la plainte perpétuelle des professeurs en matière de discipline. "*Le Taser est un outil de discipline efficace qui permettra aux élèves de rester concentrés*", précise-t-il. Côté financement, tout était prévu : les frais d'armement du personnel scolaire seraient compensés par la réduction du stress et, par conséquent, des arrêts pour maladie des enseignants, désormais en sécurité.

De quoi soulever l'indignation d'associations de parents d'élèves. Pour rien ! Le leader du LNP John-Paul Langbroek s'est excusé publiquement, le 26 septembre, de ce qui était en réalité une blague de mauvais goût de la part de ses assistants parlementaires. Ceux-ci avaient rédigé ce projet "*pour rire*" et l'avaient glissé dans les propositions qui devaient être présentées officiellement. (Lepoint.fr 01.10)

2 Guatemala.

Les Etats-Unis ont présenté vendredi des excuses à des centaines de Guatémaltèques qui ont été infectés à leur insu par la syphilis et la blennorragie dans le cadre d'une étude, dans les années 40. Des excuses? Pas suffisant, selon le chef d'Etat de ce pays d'Amérique centrale, qui ne compte pas en rester là.

«*Ce qui est arrivé à l'époque est un crime contre l'Humanité et le gouvernement se réserve le droit de porter plainte*», a aussitôt lancé Alvaro Colom.

Les chercheurs américains qui ont mené cette étude avaient choisi comme cobayes des personnes vulnérables, y compris des malades mentaux, et ne les ont informées ni de l'objet de leur recherche, ni de ce qui allait leur arriver. Ils les ont encouragés à transmettre des maladies sexuelles et n'ont pas traité ceux d'entre eux qui ont contracté la syphilis.

Bien que ces événements aient eu lieu il y a plus de 64 ans, nous sommes révoltées qu'une recherche aussi répréhensible ait pu être menée en invoquant la santé publique», écrivent les deux ministres. «*Nous regrettons profondément que cela ait eu lieu et présentons nos excuses aux personnes qui ont été affectées par des pratiques de recherche aussi répugnantes*», poursuivent-elles, annonçant le lancement d'une enquête approfondie sur ce qui s'est passé.

L'étude était financée par une bourse des Instituts américains de la santé accordée au Bureau sanitaire panaméricain. (20minutes.fr 01.10)

Peut-on "*excuser*" ou blanchir un acte de barbarie consciemment organisé ? Le vrai visage de la la soi-disant démocratie américaine, quoi !

C'est là qu'on s'aperçoit que ceux qui n'ont que le mot démocratie à la bouche sont incapables de définir précisément la nature des régimes en place depuis la seconde guerre monde (ou avant). Partant de ce constat, il est normal qu'ils soient incapables de proposer aux travailleurs une issue politique.

Haut de page

---

Le 3 octobre

La participation aux manifestations hier a été à la même hauteur que lors des deux dernières journées de mobilisation pour nos retraites. Au total c'est peut-être 4 millions de travailleurs, jeunes ou retraités (différents) qui sont descendus dans la rue depuis trois mois.

Fallait-il s'attendre à ce que davantage de travailleurs et jeunes se mobilisent un samedi ? Pas sûr, en tout cas tel n'a pas été le cas, même si pour un quart ou moins, ceux qui ont manifesté hier n'avaient pas pu le faire lors des précédentes journées de mobilisation, tandis que d'autres sont restés chez eux parce qu'ils en ont marre de ces journées d'action sans lendemain qui ne sont pas susceptibles d'obliger Sarkozy à retirer sa contre-réforme, ajoutons que bon nombre de travailleurs qui sont opposé au projet du gouvernement n'ont jamais participé à une manifestation de leur vie et qu'ils n'ont pas franchi le pas hier, reste à savoir pourquoi. Voilà pour le constat.

Maintenant on peut estimer qu'une grande partie des travailleurs sont perplexes devant l'obstination de Sarkozy, non pas qu'ils seraient influencés par le discours du gouvernement totalement discrédité dans le pays, mais parce qu'ils ne voient pas qui pourraient résoudre le problème du financement des retraites compte tenu qu'ils pensent que ce problème existe, d'une certaine manière ils n'ont pas tort, la question étant de savoir qui, quel gouvernement prendra les mesures nécessaires pour garantir notre droit à la retraite, sachant que d'un côté l'UMP et le PS ainsi que ses satellites sont sur la même longueur d'onde en préconisant l'allongement de la durée de cotisation, et de l'autre les syndicats qui préconisent tous de relever le niveau des cotisations sociales à la charge des travailleurs ce qui se traduirait par une diminution de leur salaire net mensuel, ce à quoi ils ne tiennent pas vraiment et ils ont raison, finalement, ils se retrouvent face à une situation où ni les syndicats et ni les principaux partis dits ouvriers ne leur proposent de réponses satisfaisantes à leurs questions.

Cette situation traduit l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons en l'absence d'un parti révolutionnaire, sans parler du fait qu'absolument aucun parti ouvrier ne pose la question du combat politique qu'il faudrait engager dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui serait le seul à même de garantir notre droit à la retraite.

Pourquoi voudriez-vous que ces millions de travailleurs se mobilisent lorsqu'ils n'ont confiance dans aucun des syndicats ou des partis dits ouvriers, lorsqu'ils estiment avoir été abandonnés ou trompés par les uns et les autres et ne croient plus en rien ni en personne ? Pour défendre leur statut ? Quel statut, ils n'en ont pas ! Pour défendre leurs avantages acquis ? Ils n'ont même pas de treizième mois, pas de primes, etc. Pour défendre leurs salaires ? Défendre un salaire de misère, c'est une blague ou quoi ! Défendre leurs conventions collectives ? Celle du commerce par exemple est misérable, indéfendable ! Défendre leur garantie d'emploi ? Ils n'en ont pas ! Même défendre le droit à la retraite à 60 ou 65 ans doit leur paraître grotesque tellement c'est tard pour eux 60 ans, que dire des 65 ans, l'odeur du sapin leur monte déjà au nez ! Même le droit de grève les laissera indifférent car ils n'y ont pas le droit dans les faits. Ils ont servi de monnaie d'échange à la collaboration de classes pendant 65 ans entre les syndicats , les capitalistes et leurs représentants, gouvernements ou Medef, et vous voudriez peut-être que du jour au lendemain ils abandonnent le ressentiment qui les habite envers les couches supérieures ou privilégiés de la classe ouvrière, c'est franchement se leurrer et bien mal connaître l'état d'esprit de la classe ouvrière.

D'ailleurs, quand on y regarde de plus près, sur la question des retraites précisément, on s'aperçoit que les syndicats refusent l'alignement du public sur le privé, mais à aucun moment ils ne défendent l'alignement du privé sur le public ou les régimes spéciaux ; y a-t-il un syndicat qui défend la retraite à 55 ans ? Aucun ! Vous croyez que ces travailleurs ne s'en sont pas rendu compte ? Le gouvernement et les médias se sont chargés de leur dire et plus d'un a à l'esprit cette différence de traitement injuste de la part des syndicats et des partis qui leur sont liés.

Au niveau de la mobilisation et des manifestations on retrouve la division qui existe au sein de la classe ouvrière depuis 1945 entre travailleurs du secteur public et du secteur privé, qui n'a cessé d'être renforcée au cours des décennies suivantes pour assurer la stabilité politique du régime. Qu'a-t-il été entrepris pour contrebalancer l'hétérogénéité de la classe ouvrière qui n'a jamais été aussi grande ? Rien. A cela s'ajoute le fait que c'est le secteur privé qui s'est développé ces dernières décennies au détriment du secteur public, dont des pans entiers ont été privatisés. Les syndicats n'ont absolument rien fait pendant ces très longues années pour favoriser le développement d'une conscience de classe collective du prolétariat, et l'on a le droit de traiter avec ironie ceux qui prennent comme référence de mobilisation réussie 1995. Ils s'y sont tellement bien pris que les privatisations sont passées comme une lettre à la poste pour ainsi dire.

Tout finit par se payer un jour, la collaboration de classes, l'opportunisme et la gangrène réformiste qui rongent le mouvement ouvrier depuis des lustres n'échappent pas à cette règle, malheureusement pour les couches les plus défavorisées du prolétariat qui en sont les principales victimes aujourd'hui, une fois de plus.

Comment une grande masse des travailleurs ne se réfugieraient-ils pas dans le désespoir ou la passivité en l'absence d'une issue politique conforme à leurs intérêts ?

Pourquoi se mobiliser quand on sait à l'avance que personne ne vous écoutera ? Et que font ceux qui leur expliquent que les capitalistes doivent payer, qu'il faut procéder à une meilleure répartition des richesses quand ils pressentent que c'est impossible en conservant le régime actuel, en l'absence d'issue politique pour y parvenir ? Ils les jettent dans les bras de l'UMP ou du PS. Existerait-il une issue de ce côté-là ? En réalité une bonne partie de ces travailleurs qui ne se mobilisent pas sont plus révolutionnaires que les dirigeants des partis qui se réclament du socialisme et qui prétendent chacun à leur façon qu'il serait encore possible d'obtenir de bonnes réformes, des mesures progressistes dans le cadre du capitalisme et des institutions, ce que ces travailleurs ne croient pas un instant, mais demeurent incapables d'exprimer...

Notre conception de la lutte de classe est complètement faussée par l'adaptation progressive du mouvement ouvrier aux besoins des capitalistes. On entend parler des militants de syndicats de lutte, de syndicats de classe, de combattre classe contre classe, mais en vérité cela ne correspond à absolument rien dès lors que l'on ne remet pas en cause ce qui est à l'origine de la collaboration de classe, qu'on refuse de rompre avec le financement des syndicats par l'Etat par exemple, le nerf de la guerre... contre la classe ouvrière, qu'on refuse d'en finir avec la gestion des organismes sociaux par les syndicats au côté du gouvernement et du patronat, idem avec la politique dite contractuelle ou de négociations systématiques avec eux qui est l'antithèse de la mobilisation de la classe sur son propre terrain, etc. La corruption des syndicats et des partis a atteint un tel degré que les prétendre indépendants de l'Etat relève de la falsification, et bien entendu les travailleurs n'auraient pas leur idée sur la question, ils sont tellement abrutis dès lors qu'ils ne sont pas organisés, c'est bien connu.

Notons enfin qu'il n'y a qu'en France qu'une mobilisation d'une telle ampleur a lieu en Europe pour défendre notre droit à la retraite, alors que tous les gouvernements ont mis en oeuvre la même politique réactionnaire ou s'apprêtent à le faire. Quelque part, il est permis d'affirmer que le sort du prolétariat européen (et mondial) est suspendu à la détermination de la classe ouvrière en France à imposer une défaite à Sarkozy, et qu'elle constituerait un formidable exemple à suivre pour l'ensemble du prolétariat international.

Tout repose maintenant sur la capacité des travailleurs et des militants engagés dans ce combat à poursuivre l'organisation de la classe dans l'unité pour imposer leur volonté aux appareils syndicaux, pour qu'ils cessent d'appeler à des journées de mobilisation disloquées et sans lendemain, et leur imposer la grève générale jusqu'à satisfaction, qui dressera immanquablement classe contre classe, débouchera sur une grave crise politique, entraînera la chute du gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth-Kouchner et posera la question d'un Etat et d'un gouvernement ouvrier des partis ayant toujours combattus à ses côtés, et non la question d'élections présidentielles et législatives anticipées, encore moins celle d'un référendum sur les retraites. On se demandera aussi au passage, pourquoi toutes les grèves ou tous les mouvements sociaux qui se déroulent actuellement dans le pays ne sont pas reliés entre eux, pourquoi ils demeurent isolés, sans doute parce que les bureaucrates pourris des syndicats y trouvent leur compte, Sarkozy aussi.

Sarkozy et son gouvernement, le PS et ses satellites expliquent que l'allongement de la durée de vie de la population nécessite l'allongement de la durée de cotisation pour équilibrer les régimes des retraites, soulager le déficit de l'Etat, préserver l'existence du système de retraite par répartition, si tel était le cas, cela signifierait qu'il y aurait incompatibilité entre le vieillissement de la population et l'existence du régime capitaliste, dès lors de deux chose l'une, ne pouvant pas imposer aux travailleurs de crever plus tôt, ne pouvant pas dissoudre le peuple, la seule alternative possible est donc d'en finir avec ce système économique synonyme d'inégalités et d'injustices, de régressions sociales sans fin, de chaos et de barbarie.

Si nos besoins et nos droits qui sont parfaitement légitimes - et nous défendons à quiconque d'en juger à notre place, sont incompatibles avec le régime capitaliste, il doit disparaître, à commencer par les institutions de la Ve République qui sont exclusivement à son service. C'est dans cette perspective politique qu'il faut organiser les travailleurs et non pour mieux les soumettre au capitalisme en leur faisant croire que tout serait possible sans renverser au préalable le régime en place.

Retraites. Sur la journée du 2 et déclarations.

1- Pour commencer un témoignage apparemment fiable sur le comptage des manifestants pour solder cette question.

C'était sans doute un secret de polichinelle mais là, ça a le mérite d'être clair. Le secrétaire général du syndicat Unité police SGP-FO, Nicolas Comte, qui défilait samedi à Paris contre le projet de réforme des retraites, a expliqué que lors des manifestations, «*le nombre compté sur le terrain par les policiers n'est pas toujours celui communiqué*» ensuite.

Selon lui, derrière les chiffres, il y a «*un enjeu politique*» donc «*le chiffre qui est compté sur le terrain par les policiers n'est pas*

*toujours celui communiqué*» par la préfecture ou le ministère de l'Intérieur.

A titre d'exemple, Nicolas Comte a cité une manifestation de policiers à l'automne 2009. «*Nos collègues avaient compté 5.000 manifestants (...). Pour finir, la préfecture a donné moins d'un millier de manifestants*», a-t-il raconté. (20minutes.fr 02.10)

Ses "*collègues*" ont pu aussi compter à leur avantage, mais à défaut de mieux nous ferons quand même plus confiance à Nicolas Comte qu'au ministre de l'Intérieur.

2- Déclarations de dirigeants syndicaux.

CGT. "*On ne reculera pas*", a prévenu Bernard Thibault.

"*Cette journée (contribue) à élargir le mouvement, avec un public de nouveaux participants. C'est la preuve que la zone de mécontentement populaire s'amplifie parmi les salariés. De ce point de vue, l'objectif va être grandement réussi*".

CFDT. "*Ce soutien populaire nous engage à continuer*", a déclaré en écho François Chérèque, qui réclame "*des gestes apaisants du gouvernement pour enfin ouvrir le dialogue et construire une vraie réforme*".

La mobilisation sur les retraites est «*de longue durée*» et la suite dépendra «*de ce que le gouvernement dira*». Le numéro un de la CFDT se dit convaincu que «*le gouvernement fait une erreur d'analyse sur ce qui se passe*».

Au printemps, "*il y avait une campagne publicitaire du gouvernement qui disait: 'nous avons fait une réforme juste'. On est trois mois après et les gens se sont rendu compte qu'on leur a menti*", a fait valoir le leader syndical.

"*Le mouvement a commencé début juin. On en est à la quatrième journée de mobilisation: j'espère que le gouvernement va commencer à dire quelque chose. On est quand même dans une situation extraordinaire où le gouvernement ne dit rien*", a déploré le dirigeant syndical.

FO. "*Réunir trois fois trois millions de personnes, c'est forcément une réussite*", a déclaré le numéro un de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, qui juge le gouvernement "*complètement gelé*" sur sa réforme.

FSU. Jean-François Longo (à Marseille) : "*Le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion*", a-t-il affirmé. "*Ici nous avons su bâtir une unité qui sait assumer ses nuances. C'est un point d'appui pour les prochaines échéances* ".

UNSA. (à Lyon) : "*On a vu des gens qu'on ne voit pas habituellement dans les défilés*", s'est réjouit Gilbert Debard, secrétaire départemental de l'Unsa, "soit parce qu'ils travaillent dans de petites entreprises, où il est mal vu de faire grève, soit parce que manifester n'est pas dans leurs habitudes."

Selon M. Debard "*le mouvement n'est pas seulement syndical, il s'est popularisé*".

3- Déclaration de dirigeants politiques

PS. "*Puisqu'il dit qu'il pense différemment, le Premier ministre devrait dire: 'On arrête tout, on recommence, on met tout sur la table et on fait une nouvelle réforme juste et efficace*'", a déclaré Martine Aubry.

Martine Aubry demande au Premier ministre François Fillon de "*remettre tout à plat*". "*Nous sommes dans une démocratie, on ne peut pas réformer sur un sujet si difficile sans écouter*", a-t-elle déclaré.

Verts. "*beaucoup de simples citoyens sont très résistants*", résolus à dire non au gouvernement, estime Cécile Duflot

PG. Jean-Luc Mélenchon assure que le rapport de forces est favorable à la gauche et aux syndicats. "*Le rapport de forces est de notre côté*", affirme-t-il devant quelques journalistes dans la manifestation parsienne.

NPA. Pour Olivier Besancenot , "*Sarkozy s'est gaufré en disant que le mouvement allait s'essouffler. Ca ne s'essouffle pas. C'est une marche supplémentaire de la mobilisation et c'est un bon indice de la préparation du 12*".

Le collectif "***la retraite une affaire de jeunes***", qui regroupe 26 organisations politiques et syndicales, a fait état de 15.000 jeunes dans le cortège parisien.

Gouvernement. "*La mobilisation est forte mais du même ordre*", a dit le ministre du Travail Eric Woerth sur France 3.

"*Il y a un supplément d'information à donner à nos concitoyens*", mais "*il y a un cadre général de la réforme (...) qu'on ne peut pas changer*", a-t-il souligné. (Reuters 02.10)

4- Compte-rendu des manifestations.

Entre 900.000 et 3 millions de personnes ont battu le pavé ce samedi. Au total, 229 cortèges ont été recensés par la CGT.

- A Paris, la police annonce 63.000 manifestants, soit 2.000 de moins que le 23 septembre. Les syndicats comptent 310.000 personnes.

- A Toulouse, grosse mobilisation avec 125.000 personnes selon les syndicats, 28.000 selon la préfecture.

- A Clermont-Ferrand, 45.000 manifestants selon les syndicats, 14.000 pour la police.

- A Nice, la police a compté 7.900 manifestants.

- A La Roche-sur-Yon, 20.000 personnes ont battu le pavé, 8.000 selon la police.

- A Montpellier, entre 13.000 et 20.000 personnes ont battu le pavé.

- A Rennes, les syndicats annoncent 20.000 manifestants.

- A Tarbes, il y aurait 30.000 manifestants (18.000 selon la police).

- A Saint-Etienne: 50.000 manifestants selon les syndicats et 8.200 selon la police.

- A Narbonne 6.000

- Entre 4.800 et 10.000 à Besançon, indique Le Pays.fr.

5- Quelques éléments complémentaires sur la situation.

Toute la semaine, des mouvements de grève reconductibles ont émaillé la vie sociale marseillaise. Les salariés de la Régie des Transports Marseillais ont effectué un mouvement de grève reconductible de 48h. Depuis le 26 septembre dernier, les agents territoriaux de Marseille et de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole multiplient les mouvements de grève à l'appel de cinq organisations syndicales, notamment dans les cantines scolaires et les crèches. C'est aussi le cas dans plusieurs communes autour de l'Etang de Berre. Dockers et agents du port autonome de Marseille-Fos ont également lancé un mouvement jusqu'à dimanche soir et qui pourrait être reconduit.

Lors de son intervention à l'issue de la manifestation, Mireille Chessa (CGT) a annoncé que des assemblées générales s'étaient tenues dans les six raffineries du département et que des préavis de grève avaient été déposés dans chacune d'entre elles.

6- Quelques extraits choisis de commentaires d'internautes.

- Je rentre de l'opéra. Une œuvre qui se passe durant la Révolution française. Un moment une tête d'aristocrate est exhibée au bout d'une pique. Des gens ont applaudi dans la salle. Réel.

- Selon les *Echos*, les fonds de pension des 100 premières entreprises américaines accusent un déficit de 460 milliards de dollars. Et ces fonds possèdent des capitaux qui ne couvrent que 70% des pensions qu'ils se sont engagés à couvrir.

Depuis août 2009, l'accroissement en France du chômage selon les statistiques, s'accompagne du fait que le nombre d'inscrits de plus de 50 ans à Pôle Emploi s'est accru de 16,5%.

Selon les Echos à nouveau, la rémunération des administrateurs du CrACk40 a augmenté en moyenne de 36% entre 2006 et 2009.

- La manifestation des 3500 dans la ville de 15 000 habitants où j'habite ne peux que me redonner du courage… Là les chiffres de la police et des syndicats sont les même…Mais je ne doute pas qu'en arrivant au ministère de l'intérieur les 3500 deviendront 359…!!!

## 7- L'internationale socialiste du capitalisme.

Will Hutton, familier des deux frères Miliband, est l'un des principaux penseurs britanniques de l'avenir des gauches au Royaume-Uni comme en Europe continentale. Ancien rédacteur en chef de l'Observer, il est vice-président du think-tank The Work Foundation, proche du Labour, Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, il appelle les gauches européennes à proposer aux citoyens un nouveau contrat social.

### Le Monde : Samedi 2 octobre, les Français manifestent de nouveau contre la réforme des retraites. Comprenez vous ce combat ?

Will Hutton : En soi, ce n'est pas absurde d'envisager l'allongement de la durée de cotisation alors que l'espérance de vie ne cesse d'augmenter. D'ailleurs en Grande-Bretagne, l'âge de la retraite va être porté à 66 ans en 2016. Et je suis certain qu'en 2030, ce sera 70 ans. Cela ne peut pas être autrement. Aucun Etat ne peut se permettre de financer un système de retraite quand les gens vivent plus de 20 ans après avoir arrêté de travailler.

### La gauche française est elle équipée pour une telle tâche ? (un New Deal)

Will Hutton : Malheureusement, le poids qu'a eu le parti communiste en France complique les choses : les socialistes ont du mal à penser par eux mêmes et à envisager ce genre de réformes. Ils ne sont pas capables de se poser la bonne question. A savoir : comment construire un bon capitalisme, qui satisfasse les Français. La gauche française, certainement la plus ancrée à gauche en Europe, est trop utopiste. Elle a pourtant les valeurs les plus sûres mais elle semble incapable de les transposer dans un programme de gouvernement. (Lemonde.fr 02.10)

### Social. Quand ils en arrivent à gouverner par décret ou arrêté.

L'Etat (le ministère de l'Ecologie et le ministère de l'Intérieur) a pris un arrêté autorisant la circulation des poids-lourds de plus de 7,5 tonnes dimanche pour empêcher toute pénurie de carburant dans les stations-service, que pourrait provoquer la grève des terminaux pétroliers de Fos-Lavera, dans les Bouches-du-Rhône.

Au sixième jour de grève pour protester contre la réforme portuaire, la situation restait bloquée samedi sur les terminaux pétroliers de Fos et de Lavera.

Selon la direction du Grand port maritime de Marseille (GPMM), 38 bateaux attendent de pouvoir être déchargés, dont 11 pétroliers de brut, 13 pétroliers de produits raffinés, neuf gaziers, trois chimiquiers et deux péniches.

Aucune réunion entre les grévistes et la direction du port n'est prévue avant lundi.

La Fédération nationale CGT des Ports et Docks a de surcroît lancé un appel à la grève jusqu'à dimanche dans tous les ports français pour s'opposer à la mise en place d'une nouvelle convention collective prévue par la réforme portuaire.

Le mouvement réclame en outre la prise en compte de la pénibilité des métiers dans le secteur dans le cadre de la réforme des retraites.

Selon l'Union française des industries pétrolières (Ufip), une grève de deux à trois semaines risquerait de provoquer une fermeture des raffineries et affecterait l'approvisionnement pour les consommateurs.

A l'exception du trafic des ferries à destination de la Corse et du Maghreb, tous les autres secteurs d'activité du port de Marseille, le premier de France, sont à l'arrêt. (Reuters 02.10)

Haut de page

---

## Le 4 octobre

Mon problème avec le serveur sera résolu demain, en principe ! Je n'ai pas corrigé les fautes que j'ai repérées dans les causeries précédentes, je réalise et formate cette page en écrivant directement dans le bloc-note (notepad) prévu à cet usage pour perdre un minimum de temps et je ne prends pas toujours le temps de me relire, je me demande même si je n'ai pas parfois laissé des phrases inachevées ou employés des formules qui voulaient dire le contraire de ce que je pensais ! C'est un boulot de dingue en vérité.

Bonne semaine et bon courage à tous.

Retraites.

1- Forts d'un sondage CSA montrant que 71% des Français ont de la sympathie pour le mouvement et du renfort samedi d'un nouveau public composé de familles et de jeunes, les dirigeants syndicaux affirment qu'ils ne reculeront pas.

"*C'est l'une des dernières occasions pour le gouvernement de modifier son texte*", a prévenu François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT.

Et ensuite ? Il n'y aura plus qu'à faire avec !

"*Si le gouvernement confirme son intransigeance, il ne faudra pas s'étonner si la mobilisation prend d'autres formes*", a renchéri Bernard Thibault, le leader de la CGT.

Lâché de ballons, pétition, délégation, grèves isolées, référendum...

Jean-Claude Mailly, le numéro un de Force ouvrière, a appelé dimanche le gouvernement à donner un "*signe d'apaisement*" en suspendant son projet de loi pour rouvrir les discussions.

Pour faire baisser la pression qui pèse sur le gouvernement... et sur les appareils !

Les syndicats se réuniront lundi pour faire un nouveau point de la situation avant la prochaine étape du 12 octobre, qui sera de nouveau accompagnée de grèves.

Tous considèrent que l'exécutif n'a pas pris la mesure de la contestation. Et certaines organisations envisagent désormais des grèves reconductibles, au risque d'ébranler quelque peu l'unité syndicale.

Les fédérations de cheminots doivent ainsi décider lundi d'une éventuelle grève reconductible unitaire à partir du 12 octobre. Une idée désormais appuyée par la CGT, qui pourrait l'étendre au secteur de l'énergie, selon le JDD.

A Marseille, où perdurent plusieurs mouvements sociaux, l'intersyndicale a toutefois repoussé samedi l'idée d'une grève générale. (source : Reuters 03.10)

Ouf !

60 ans contre l'allongement de la durée de cotisation, retrait contre rupture des relations avec le gouvernement et maintenant, grève reconductible contre grève générale. On sent ici que la base pousse et se radicalise.

Les dirigeants syndicaux à la manoeuvre s'arc-boutent pour empêcher une mobilisation générale de la classe contre le gouvernement, d'autant plus que les attaques du gouvernement contre toutes les couches sociales depuis trois ans, leurs liens affichés ou révélés avec les capitalistes milliardaires et leur détermination à ne soutenir que les nantis du régime, leurs attaques notamment contre la justice et les médias pour les mettre au pas, les affaires qui les ont secoué ces derniers mois, l'ambiance délétère qu'ils ont contribué à créer dans le pays pour diviser la population et la détourner des questions sociales brûlantes, l'ensemble de leurs mesures antisociales et leur comportement méprisant envers la quasi-totalité de la population à l'exception d'une poignée de privilégiés de la Bourse conduit chaque mouvement social à prendre un contenu politique de plus en plus marqué et axé contre Sarkozy et le gouvernement, ce qu'observent les dirigeants syndicaux et dicte leur stratégie pour tenter d'éteindre l'incendie qui couve et qui menace la stabilité du régime qu'ils soutiennent par ailleurs.

Car à aucun moment un dirigeant syndical n'a tenu une position correcte depuis qu'est lancée la bataille pour nos retraites.

Ceux qui défendaient les 60 ans étaient pour l'allongement de la durée de cotisation, ceux qui étaient contre l'allongement de la durée de cotisation proposaient une augmentation des cotisations sociales versées par les travailleurs, quand ils réclamaient le retrait du projet de loi du gouvernement, c'était pour immédiatement l'inviter à négocier, ceux qui dénoncent les journées d'action et se prononcent pour une grève de 24h ne veulent pas entendre parler de grève générale ou de manifestation nationale à Paris, et pour finir, ceux qui parlent de grève reconductible dans certains secteurs d'activité rejettent l'idée d'une grève générale, car ils tablent sur l'isolement de ces grèves et leur pourrissement, ils tendent la perche au gouvernement (et au déchaînement des médias aux ordres) qui n'aura plus qu'à expliquer qu'une minorité de grévistes prennent en otage la majorité qui veut continuer de travailler, pour ensuite réprimer les grèves en recourant à la force. On peut imaginer au cas où la radicalisation des masses et des militants se poursuivrait, que certains dirigeants syndicaux se prononceront pour une grève générale de 24h qui ne servirait à

rien, une fois constaté qu'elle n'aura pas été davantage suivie qu'une grève dans le cadre d'une journée d'action.

On ne peut peut-être pas généraliser une expérience isolée, je me souviens, au début des années 80, que lorsque j'avais proposé de se mettre en grève illimitée à des salariés qui n'avaient jamais fait grève de leur vie et qui n'étaient évidemment pas organisés, ils avaient adhéré à l'idée de cette grève parce que je leur avais indiqué qu'on ne la cesserait qu'une fois qu'on aurait gagné, et à aucun moment je ne leur avais tenu un double langage susceptible d'entamer leur détermination ou de les faire douter. Mais avant de les engager dans cette bataille j'avais pris soin de les consulter, je n'avais fait que leur soumettre une action en leur expliquant comment elle se déroulerait (assemblée générale souveraine chaque jour, discussion avec la direction en leur présence, etc.) et qu'elle risquait d'être longue et dure.

En réalité, ce sont eux qui avaient décidé cette grève illimitée et non le délégué syndical qui devait avoir pour seul rôle de leur porposer et ensuite de l'organiser si les salariés y étaient favorables, car d'une part on n'entraîne pas à la légère des travailleurs dans une grève, d'autre part la grève ne se décrète pas. Il ne suffit pas qu'une situation soit propice à la grève pour la déclencher ou y appeler, il faut que les travailleurs l'envisagent eux-mêmes sérieusement comme le seul moyen d'action pour obtenir satisfaction à leurs revendications.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est bien beau de connaître cette formule par coeur, c'est mieux d'en comprendre la signification et de commencer à la mettre en application quotidiennement sur le plan syndical et politique. Comment voudriez-vous que ce soit le cas de dirigeants syndicaux étrangers à la classe ouvrière, c'est exiger l'impossible et se leurrer éternellement.

En principe, on appelle à la grève générale quand elle existe déjà dans les faits, entendez par là lorsque des centaines de milliers de travailleurs ou des millions sont déjà engagés dans des actions dans tout le pays pour défendre leurs droits, lorsque ces grèves ou mouvements sociaux concernent de nombreuses couches sociales dans une multitude d'entreprises ou secteurs de la fonction publique. L'appel à la grève générale a pour objectif de rassembler la classe déjà entrée en action pour entraîner l'ensemble de la classe au combat, dans la perspective d'un affrontement direct avec la classe dominante au pouvoir. En paralysant le système économique et en se dressant contre les institutions politiques au service du capitalisme, elle est la négation du régime et du pouvoir en place, elle acquière un caractère politique et pose la question de savoir quelle classe doit gouverner ou détenir le pouvoir, la question de l'Etat et du pouvoir politique.

La grève générale en soi ne suffit pas pour entrevoir la possibilité de renverser les institutions en place, faut-il encore qu'elle soit organisée, que la classe parvienne à s'organiser indépendamment des appareils corrompus du mouvement ouvrier et qu'elle se dote d'organismes politiques indépendant dans lesquels ses besoins ou aspirations seront réellement pris en compte, afin de définir les tâches qu'elle doit accomplir et les moyens qu'elle doit se donner pour parvenir aux objectifs qu'elle s'est fixée.

L'issue du processus révolutionnaire ainsi engagé dépend ensuite de la capacité de la classe à rompre avec le capitalisme et les institutions bourgeoises qui n'ont pas disparu pour autant, à élire une majorité de délégués parmi le ou les partis combattant pour le socialisme, des délégués ayant une vision claire de la situation et de son développement, bref, de l'existence ou non d'un parti révolutionnaire constuit sur les bases du marxisme pour la guider sur voie de la prise du pouvoir, sachant que ce parti peut se construire au cours du développement de la lutte de classe dans ces circonstances exceptionnelles, et dont l'intensité permet d'y voir plus clair parmi toutes les théories en présence et de briser tous les obstacles au rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. On comprend ainsi pourquoi Mailly a écarté l'idée de la grève générale en expliquant récemment qu'elle était par nature "*insurrectionnelle*".

Soit la grève générale demeure contrôlée par les appareils, au quel cas on ne peut en attendre que des miettes ou une défaite du gouvernement sur une revendication particulière, tandis que le lendemain la vie reprendra son cours comme avant. C'est la raison pour laquelle on fera toujours référence à 36 ou 68 avec des réserves. Soit elle débouche sur l'organisation des masses et il est permis d'espérer que le développement du processus révolutionnaire contribuera au mûrissement de leur conscience politique jusqu'à se hisser au niveau des tâches inclus dans le programme de la révolution socialiste.

Pour conclure. Une grève appelée par les appareils est généralement moins suivie qu'une grève spontanée décidée par les travailleurs eux-mêmes avec leurs syndicats. Reste à savoir quel est le nombre de grèves ou de mouvements sociaux actuellement, quels secteurs d'activité ils concernent, quels types d'entreprises, combien de travailleurs y participent, etc. afin de déterminer si le mot d'ordre de grève générale serait suivi ou non et si la mobilisation pourrait se transformer en grève générale illimitée.

On peut toujours échaffauder des hypothèses ou de belles théories, mais si elles reposent sur du vent au lieu de partir de la réalité... On peut justifier un mot d'ordre tout en sachant qu'il n'aura aucune chance d'aboutir et en expliquant qu'il ne servira qu'à montrer la voie qu'il faudrait suivre, encore faut-il en avoir pleinement conscience et savoir quel objectif on poursuit véritablement, sinon les travailleurs ou les militants auxquels vous vous adressez n'y comprendront rien, ils auront le droit d'être "perplexes" ou de ne pas vous prendre très au sérieux.

Si vous avez des éléments de réponses fiables à ces questions, ce serait bien de nous les faire parvenir pour qu'on puisse

les analyser tranquillement. (A suivre)

2- Le député socialiste Arnaud Montebourg a de son côté réclamé que le projet prévoyant le recul de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans soit soumis à référendum. "*Là, ce sera un vrai comptage*", a plaidé l'élu de Saône-et-Loire sur Europe-1. (AP 03.10)

Un référendum qui permettrait à toutes les classes, aux patrons et à tous les réactionnaires que compte ce pays de s'exprimer sur notre droit à la retraite ? Un référendum dont Sarkozy aurait concocté le contenu avec Parisot et ses partenaires de l'Ifop, de telle sorte que la position défendue conjointement par l'UMP et le PS sur l'allongement de la durée de cotisation sortirait automatiquement vainqueur ?

Cette proposition de référendum s'oppose à la mobilisation générale de la classe comme nous l'avons déjà dit, elle est un élément de division introduit dans nos rang. Des travailleurs vont forcément estimer que c'est une bonne idée, meilleure qu'un jour de grève ou de manifestation sans lendemain toutes les deux semaines, sur ce dernier point ils n'ont pas tort. Ils ne se mobiliseront pas le 12 en attendant cet hypothétique référendum, et comme il n'aura pas lieu, ses promoteurs pourront affirmer qu'ils n'y sont absolument pour rien si la mobilisation s'est relâchée et le tour sera joué. Le PS et le PG sont là parfaitement dans leur rôle de diversion et de soutien au régime.

Cette proposition étant l'antithèse de la mobilisation de la classe ouvrière sur son propre terrain, il est permis d'affirmer qu'elle provient d'éléments étrangers à notre classe agissant pour le compte de Sarkozy et du capitalisme, ni le PS ni le PG n'ayant l'intention aujourd'hui ou jamais de rompre ni avec les institutions ni avec le capitalisme comme ils ne cessent de le marteler.

On entend dire que Sarkozy aurait violé la Constitution, l'esprit des institutions de la Ve République, en réalité il ne fait que profiter des pouvoirs dictatoriaux que la Constitution accorde au chef de l'Etat depuis 1958. Pas étonnant que cette Constitution ait servi depuis de modèle à de nombreux régimes qui n'ont de démocratique que le nom.

On entend dire aussi que Sarkozy aurait violé les principes de la République, alors qu'en fait il n'a fait que pousser à l'extrême les contradictions contenues dans ces principes et qui profitent en priorité à la classe dominante. Sous prétexte que Sarkozy serait le président le plus impopulaire de la Ve République, il y en a qui oublient un peu vite que ce sont les mêmes principes qui ont permis pendant 52 ans à la classe des capitalistes de nous exploiter tranquillement, à croire que ceux qui adressent ce reproche à Sarkozy ont vécu confortablement au cours du règne de ses prédécesseurs, ce qui n'a jamais été le cas de millions de travailleurs et leurs familles.

Les nostalgiques des temps heureux que nous n'avons jamais connu ont une mémoire décidément très sélective, qui sert à légitimer leur propre capitulation ou à camoufler leur participation active à la collaboration de classes entre 1945 et 1958, puis leur incapacité à s'opposer au gaullisme (à l'Etat) avec lequel ils ont sans cesse composé. On comprend qu'ils n'osent pas qualifier la démocratie qu'ils entendent défendre ou le contenu de la démocratie politique dont ils réclament le retour, de crainte de dévoiler leurs véritables natures. Les arguments avancés par la plupart de ceux qui critiquent le PS ou les appareils ou la terminologie qu'ils emploient dans leurs discours, quand on les examine d'un peu plus près, révèlent ou trahissent leurs véritables intentions et les liens qu'ils entretiennent avec le régime... C'est très intéressant et passionnant à la fois. On mesure là la distance qui les séparent de la classe ouvrière et du socialisme.

On constatera encore, que s'il est de bon ton d'employer dans le mouvement ouvrier le langage employé par la classe dominante ou celui des staliniens d'hier et d'aujourd'hui, il est devenu pour ainsi dire incorrect d'utiliser celui employé il n'y a pas encore si longtemps par les militants se réclamant du marxisme ou du léninisme. Ce conformisme linguistique témoigne de l'appauvrissement théorique du mouvement ouvrier en général, autant que du manque de détermination et de courage de la part de l'avant-garde à défendre le programme de la révolution socialiste. Même son drapeau il faudrait le cacher dans notre poche ! Chacun peut en faire le constat quotidiennement de son côté, je n'invente rien malheureusement.

Après on nous dit qu'il serait difficile de militer, que les militants n'auraient pas trop le moral, etc. on ne comprend pas vraiment pourquoi puisque la situation sociale est particulièrement favorable à la construction du parti, à moins que ce ne soit le mouvement ouvrier lui-même tel qu'il est devenu qui constitue un obstacle à notre combat pour le socialisme, d'où la nécessité absolue de combattre l'opportunisme sous tous ses masques sans se soucier des critiques que l'on s'attirera forcément.

Pour écrire ces lignes je me suis inspiré de plusieurs documents qui m'ont été adressés et que j'ai décidé de ne pas mettre en ligne, parce qu'ils contenaient la panoplie quasi complète du parfait opportuniste, le site et notre tendance n'ayant pas pour vocation de diffuser des arguments ou positions s'inscrivant dans une perspective politique en grande partie ou en totalité en contradiction avec le combat que nous menons et notre objectif. Ce n'était peut-être pas le cas il y a encore quelques mois, mais depuis nous avons assisté à la radicalisation de la situation politique et nous devons en tenir compte impérativement, y compris à ce niveau-là.

Certains militants ont contesté le bien-fondé de la présence de certains documents dans la Tribune libre au cours des mois précédents, je leur accorde volontiers, c'était volontaire de ma part. A ce moment-là j'avais estimé qu'il était bon que les militants puissent suivre et observer l'évolution du comportement de certaines formations ou organisations, afin qu'ils

puissent comparer leurs arguments ou positions avec ceux que je développais parallèlement dans le site ou ceux d'autres camarades de divers groupes ou partis, à eux ensuite de se forger librement leurs propres convictions. On pourrait concevoir de porter à la connaissance des militants un article volontairement bourré de fautes, pour voir s'ils sont capables de faire preuve de suffisamment d'attention pour les détecter et mesurer leur maîtrise de la langue. Le concept de démocratie est loin d'être parfait et ne répond pas forcément à toutes les situations.

Nombreux sont ceux qui prétendent vouloir combattre classe contre classe, théoriquement seulement, ce serait d'ailleurs une très grave erreur de les croire sur parole, et nous avons constaté que dès lors que les choses commençaient à se préciser et que le moment de l'affrontement avec le pouvoir approchait, les socialistes ou communistes en parole d'hier ressortaient leur idéologie à relent stalinien ou purement réformiste qu'ils n'ont en réalité jamais abandonnée sous les nouveaux masques qu'ils ont revêtus au cours des dernières années ou décennies. On pourrait dresser le même constat avec les démocrates ou républicains qui se révèleront être demain parmi les plus antisocialistes ou contre-révolutionnaires. On ne va pas passer notre vie à mettre en garde les militants contre le danger qu'ils représentent pour le mouvement ouvrier, notre priorité est de le remettre sur la voie du socialisme et de développer nos propres arguments afin qu'un nombre toujours plus grand de militants et de travailleurs s'en saisissent. (A suivre)

---

a name="

Le 5 octobre

Les techniciens de Tata me suggèrent de changer d'ordinateur en réponse au mauvais fonctionnement du logiciel de la compagnie du même nom ! C'est cela l'Inde en plein développement ! Je leur ai expliqué qu'il avait été mal téléchargé par un de leur technicien au mois de janvier et qu'il fallait le télécharger à nouveau et que j'en était incapable, mais apparemment pas un ne veut comprend pourquoi. Ma connection coupe automatiquement au bout de 7 ou 8 minutes, ce qui fait que c'est impossible de charger un fichier volumineux dans le serveur du site, et cela depuis 5 jours, disons que le problème s'est amplifié, sans compter qu'il m'est impossible de télécharger des vidéos encore plus volumineuses.

Un technicien est passé ce matin à 8h30, ensuite j'ai reçu 4 coups de téléphone de personnes différentes de Tata en moins d'une heure, elles ont parlé avec moi puis avec Magueswary en tamoul, donc ils ne peuvent pas dire qu'ils n'ont pas compris mon anglais, bref, un autre technicien doit passer en fin de journée. Vous comprenez pourquoi je n'ai jamais fait appel à eux pour résoudre ce problème qui date de janvier, c'était la prise de tête assurée ! Je vous garantis qu'il faut bien réfléchir avant de faire appel à quelqu'un ici, pour n'importe quoi, que ce soit un médecin ou un mécanicien, et il faut s'armer de patience.

Voilà pourquoi parfois j'en arrive à faire de grosses conneries, j'attends, j'attends, jusqu'au jour où je me retrouve coincé car unproblème que j'avais bien identifié quelques mois ou années (sic!) auparavant s'est accentué, je me retrouve acculé, c'est ainsi qu'au lieu de me faire soigner une dent, il a finalement fallu me l'arracher, j'ai un problème sous le pied gauche depuis des années, pourvu qu'il ne faille pas un jour me couper le pied, et je n'ose pas me faire soigner les yeux par crainte de devenir aveugle, je n'exagère rien cela arrive régulièrement à des Indiens, j'ai vu cela à la télé ! Cela vous fait peut-être marrer, tenez depuis environ trois semaines je ne peux plus lever le bras gauche sans ressentir une douleur très vive, j'attends que cela se passe, que faire d'autre de mieux ?

S'il y en a encore qui pensent encore que je suis un privilégié, qu'ils viennnent donc partager le quotidien des Indiens que je partage, et on en rediscutera après. Mais bon, c'est cela la vie dans leur vieux monde ! Passons aux news du jour.

Social.

1- Retraites.

- Selon un communiqué, les syndicats CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FSU, Solidaires et UNSA ont décidé lors d'une réunion de se revoir vendredi, car ils considèrent "*qu'il faudra donner des suites*" à la journée d'action du mardi 12 octobre.

A la veille de l'ouverture du débat au Sénat, elles exhortent leurs organisations à "*élargir*" et à "*amplifier*" la mobilisation unitaire par des "*initiatives dans les territoires, des rencontres avec les salariés*" et à "*interpeller les sénateurs en utilisant très largement la lettre ouverte unitaire au président de la République et aux parlementaires*". (AP 05.10)

- Premier syndicat de l'entreprise publique, la CGT-RATP a déposé un préavis de grève illimité à compter du 12 octobre, nouvelle journée d'action interprofessionnelle contre le projet de réforme des retraites du gouvernement.

Force ouvrière a également déposé un préavis illimité, a précisé la direction. (Lepost.fr 04.10)

- Gérard Rodriguez, conseiller confédéral CGT en charge des retraites "*La suite dépendra de la réussite du 12. Mais la question*

*de plus en plus posée est celle des modalités d'action. Tout cela sera ébauché lors de l'intersyndicale. On va notamment voir comment consolider les appels dans les différents secteurs. Les salariés ont vraiment le sentiment de ne pas être entendus. Dans ce cadre là, est posée la question d'actions reconductibles. Nous allons poursuivre des actions au niveau des entreprises et interpeller les sénateurs.*" (Lepost.fr 04.10)

- Plaidant pour que le 12 octobre prenne "*une autre configuration que l'arrêt de travail et la manifestation classiques que nous avons connus ces dernières semaines*", le secrétaire général de la CGT cheminots a souhaité que plusieurs secteurs professionnels soient "*en capacité, après en avoir débattu avec les salariés, d'engager un mouvement plus long que le 12 octobre avec des actions reconductibles, qui peuvent être des grèves*". (Lepoint.fr 04.10)

- 70% des personnes interrogées sont contre le projet de loi du gouvernement mais sont-elles "*derrière les organisations syndicales*" comme l'a affirmé Alain Olive de l'Unsa ?

- L'Elysée serait "*convaincu que la répétition des journées d'action tient du rituel social en France et que le mouvement de contestation (...) finira par s'effriter comme en 2003*", note *Le Monde*.

D'où la stratégie adoptée par l'exécutif de jouer la montre, en ne dévoilant rien pour "*garder des cartouches en réserve avant la prochaine mobilisation, le 12 octobre*", expliquent*Les Echos*.

"*L'exécutif pense que le temps joue pour lui et sait que la CFDT et la CGT n'ont aucune envie de s'engager dans des grèves reconductibles qu'elles estiment à hauts risques pour les salariés et pour le syndicalisme*", note encore *Le Monde*, qui juge cette stratégie "*dangereuse*".

"*La CGT n'appelle pas de ses voeux la radicalisation mais il y a une volonté de se faire entendre de la part des salariés. Ce sont eux qui décident. S'ils décident de durcir leurs actions, ce n'est pas un problème pour nous*", déclare au Post Gérard Rodriguez. (Lepost.fr 04.10)

La suite est entre les mains des militants qui combattent à la base quotidiennement au côté de la classe ouvrière pour assurer l'unité des militants et des travailleurs sur la position du retrait inconditionnel du projet du gouvernement, à la fois contre les appareils, le gouvernement, le patronat et les médias. C'est l'unité des militants de tous les syndicats et de tous les partis qui fait actuellement obstacle à la capitulation des appareils dont l'unité est au service du gouvernement.

2- Mouvements sociaux en cours.

- Le mouvement de grève d'infirmiers anesthésistes se poursuivait ce lundi.

La ministre de la Santé Roselyne Bachelot avait assuré samedi sur RTL avoir "*écouté et entendu*" les infirmiers anesthésistes en colère, ajoutant avoir déjà "*apporté des garanties*" pour répondre à leurs revendications. (Lexpress.fr 04.10)

- Les terminaux pétroliers de Fos-Lavera, dans les Bouches-du-Rhône, étaient toujours bloqués lundi par une grève des salariés qui s'opposent à la réforme portuaire.

Une réunion entre la direction et le syndicat CGT n'a pas permis de débloquer une situation qui pourrait se durcir, les syndicats de l'industrie pétrochimique prévoyant de rejoindre le mouvement avant le 12 octobre et n'excluant pas un blocage des raffineries du pourtour de l'Etang de Berre.

Interrogé sur la perspective d'un blocage des raffineries, Jean-Marie Michelucci, délégué syndical CGT chez Arkema a déclaré: "*Bien sûr que cela peut s'imaginer, tout peut s'imaginer, c'est une piste. Dans tous les cas, ce sera avant la journée du 12*".

"*Quand on est au bout d'un processus social, ça gratouille un peu et comme il y a en plus le débat sur les retraites, ça gratouille fort*", a estimé Dominique Bussereau.

"*Je ne suis pas inquiet parce que cette réforme, il la faut*", a-t-il ajouté. "*Sinon, la France perd son rôle de grande puissance exportatrice capable d'avoir des ports compétitifs*". (Reuters 04.10)

3- Suppression d'emplois.

Le groupe industriel Alstom va supprimer 4.000 postes d'ici mars 2012 dans ses activités "Power" (fabrication de turbines et de centrales électriques), dont 1.000 par non-renouvellement de contrats temporaires et "*départs naturels*", a-t-il annoncé lundi dans un communiqué. Les 3.000 autres suppressions de postes seront menées "*avec l'ensemble des mesures d'accompagnement disponibles*", écrit Alstom dans son communiqué.

Une centaine de postes sont concernés en France sur 5.400 personnes employées par Alstom Power dans l'Hexagone, a indiqué un porte-parole du groupe. (Lepoint.fr 04.10)

## Politique.

### 1- La survie du capitalisme = Psychose mondiale.

Sécurité renforcée à Sanaa en raison d'une menace terroriste, selon des responsables yéménites - AP

Un vaste complot terroriste aurait été déjoué au Nigeria - Reuters

### 2- TVA antisociale. Pourquoi ne pas amplifier les injustices ? En voilà une bonne idée.

'*Si on augmente la TVA et si on baisse parallèlement les cotisations sociales employeurs et salariés, on fait reculer notre coût du travail, donc on favorise l'emploi dans le pays en faisant contribuer les importations aux ressources de la Sécurité sociale*', explique J-F. Copé dans un entretien à paraître mardi dans *Le Figaro*.

"*Il s'agit tout bonnement de ne plus faire peser tout le financement de notre protection sociale sur les travailleurs*", ajoute Jean-François Copé, qui suggère de baptiser cette hausse d'impôts "*TVA antidélocalisation*". (Lemonde.fr 04.10)

Privatiser les organismes sociaux, le droit à la santé ou la retraite, augmenter la TVA, c'est pour le bien-être des travailleurs évidemment ! Mieux encore, s'ils taxent les importations provenant d'Asie, ce sont toutes les marchandises à bas prix que les plus pauvres achètent de préférence parce qu'ils n'ont pas le choix qui seront taxées en priorité, c'est donc taxer les plus pauvres. Il fallait y penser. Continuez dans cette voie messieurs du parti de l'ordre, vous allez bien finir par embraser tout le pays...

### 3- Xénophobie d'Etat, suite.

La controverse enfle entre le ministre de l'Immigration, Eric Besson, et le cirque tzigane Romanès, qui s'estime menacé par les mesures prises par le gouvernement français sur les Roms.

"*Nous sommes tous menacés, ils veulent nous mettre dans l'avion*", a déclaré lundi à Reuters le responsable de la troupe, qui a représenté la France à l'exposition universelle de Shanghai en juin.

Alexandre Romanès explique avoir appris à son retour de Chine, au début de l'été, que les permis de séjour initialement délivrés à ses musiciens roumains étaient annulés.

Selon une porte-parole du cirque, l'Inspection du travail a justifié son revirement par le fait que le salaire minimum n'était pas respecté.

"*C'est faux, la législation du travail est strictement respectée, mais ils sont payés au cachet*", a-t-elle dit, insistant sur le fait que le spectacle aurait beaucoup de mal à exister sans les musiciens roumains.

L'Inspection du travail a toutefois mis en avant une autre infraction à la législation française: la participation des enfants de la troupe au spectacle.

"*On vient nous chercher des poux dans la tête, jusqu'à présent c'était toléré*", rétorque Alexandre Romanès.

"*De multiples infractions au Code du travail ont été relevées, notamment aux règles relatives à l'emploi d'enfants dans le spectacle, aux dispositions concernant le travail dissimulé, et aux sanctions qui s'appliquent en cas d'obstacles aux fonctions d'agents de l'Inspection du travail, d'outrage, et de violence*", a-t-il dit, ajoutant qu'un inspecteur du travail avait été agressé.

Une soirée de soutien au cirque, qui tentera de reprendre ses spectacles le 6 novembre, était organisée lundi soir à Paris.

Le cirque Romanès, créé il y a 17 ans, parcourt l'Europe pendant toute l'année et s'installe généralement l'hiver dans la capitale française. (Reuters 04.10)

### 4- Les médias attaquent Sarkozy, insupportable : réformons les institutions !

L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin (UMP) a déploré dimanche sur BFM-TV un climat politique actuellement "*très tendu, d'une brutalité extrême*", alimenté selon lui par les Unes "*violentes*" de certains hebdomadaires contre Nicolas Sarkozy.

"*Au fond, c'est vrai que le climat politique devient très tendu, d'une brutalité extrême et je trouve que c'est très préoccupant pour l'équilibre de notre démocratie*", a-t-il ajouté.

Alors qu'on lui présentait la dernière couverture de L'Express (une photo de Nicolas Sarkozy surmonté du titre "*Pourquoi il suscite la haine*"), le sénateur de la Vienne a fustigé "*une Une d'une violence, d'une brutalité difficilement acceptables*".

Parlant de "*dérives liées, non pas aux personnes, mais à la pratiques des institutions*", il a aussi jugé que le président de la République était actuellement "*trop exposé*", alors que l'esprit de la Constitution de la Ve voulait qu'il soit davantage protégé par son Premier ministre.

"*Aujourd'hui, le président en première ligne en permanence fragilise notre système institutionnel, et pour l'apaisement il faudrait inventer une nouvelle pratique institutionnelle*", a poursuivi l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac en prônant "*une nouvelle réforme*" des institutions. (Lexpress.fr 04.10)

Les médias doivent refléter la situation qui existe dans le pays s'ils ne veulent pas perdre leur clientèle, voilà tout. Cela n'en fait pas pour autant des instruments au service de notre classe. Que la liberté de presse, déjà conditionnée par l'inégalié des moyens financiers dont disposent les patrons de presse ou les partis politique soit remise en cause, parce qu'elle n'est plus compatible avec la politique de réaction sur toute la ligne du gouvernement, n'a rien d'étonnant.

## Economie.

### 1- Sommet Europe-Asie.

Aux États-Unis, en particulier, le mécontentement monte. La Chambre des représentants américaine vient d'adopter un projet de loi prévoyant des mesures de rétorsion contre la Chine, que nombre d'élus américains accusent de sous-évaluer volontairement sa monnaie. Ce texte permettrait l'imposition de droits de douane pénalisant les produits importés de pays dont la monnaie est sous-évaluée.

Les responsables européens ne disent pas autre chose. Mardi, le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, et le président de la Banque centrale européenne ont prévu de convoyer ce message une nouvelle fois auprès de Wen Jiabao, qu'ils doivent rencontrer en marge du sommet de l'Asem.

Récemment, Jean-Claude Juncker a jugé que l'Europe devait faire preuve de "*plus d'insistance*" dans ses discussions sur les taux de change avec la Chine et que "*le yuan est toujours sous-évalué*", car les efforts des Chinois ne sont pas "*suffisants*" à ses yeux. Les États-Unis et les Européens ne sont plus les seuls à perdre patience. Le Brésil vient à son tour de s'inquiéter d'une "*guerre des changes*" alimentée selon lui par les pays asiatiques désireux de maintenir leurs monnaies au plus bas niveau possible pour exporter le plus possible.

Et samedi, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a appelé les grandes économies mondiales à coopérer pour prévenir une "*guerre de devises*" qui risque d'empêcher la reprise économique mondiale. "*Nous voyons dans le monde la possibilité d'un éclatement d'une guerre de devises*", a-t-il déclaré. (Lepoint.fr 04.10)

### 2- France.

Les taux d'intérêt des crédits immobiliers n'en finissent pas de baisser. Ils ont atteint en septembre leur plus bas niveau depuis l'après-guerre, à 3,30% en moyenne, selon une étude de l'Observatoire Crédit Logement/CSA publiée lundi.

En revanche les prix de l'immobilier continuent eux d'augmenter. Depuis la fin des années 90, la hausse a été de 140% et les prix ont même été multipliés par 22 depuis 1964, soit bien plus que l'inflation. (20minutes.fr 04.10)

### 3- Grèce.

Le gouvernement grec a proposé lundi un projet de budget 2011 encore plus austère, avec l'objectif de ramener le déficit à 7% du PIB d'ici à la fin de l'année 2011.

Cet objectif est encore plus ambitieux que les 7,6% fixés par le Fonds monétaire international et les pays de la zone euro ayant accordé des aides financières à Athènes. (AP 04.10)

---

Le 6 octobre

Dictature du capital. Un bouc émissaire. Il faudrait juger et condamner les banksters.

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné mardi l'ex-trader de la Société générale Jérôme Kerviel à cinq ans de prison dont trois ferme, retenant sa responsable exclusive dans la perte historique de 4,9 milliards d'euros subie par la banque en 2008.

Jérôme Kerviel devra rembourser cette somme, le tribunal ayant conclu qu'aucun élément ne permettait de penser que la banque avait pu tolérer ou suspecter ses agissements.

"*Par leur ampleur, leur spécificité et le contexte de crise dans lequel ils se sont inscrits, ces actes ont incontestablement porté atteinte à l'ordre public économique international*", ont ajouté les juges.

Rien ne permet de penser qu'il ait eu "*l'appui, même tacite de sa hiérarchie*", dit le tribunal et il est donc impossible de dire que la banque a ordonné ou même suspecté ses agissements.

Il a donc agi de manière "*occulte*", disent les juges, qui condamnent son "*cynisme*" et estiment qu'il a tenté de "*renverser les rôles en se positionnant en victime d'un système*".

L'ex-trader, tout en admettant lors du procès des fautes et exprimé des "*regrets*", avait incriminé sa hiérarchie, qui aurait selon lui fermé les yeux sur ses agissements et avait accusé plus largement le système financier et son fonctionnement. (Reuters 05.09)

Comment peut-on croire un seul instant qu'un employé aurait pu engager la banque pour laquelle il travaillait dans des opérations à hauteur de 50 milliards d'euros sans que personne n'en ait été informé, sans que personne parmi sa hiérarchie ne s'en aperçoive ? La ficelle est un peu grosse à avaler.

Qu'on se souvienne de l'escroquerie à 50 milliards de dollars de B. Madoff, certains de ses proches qui en profitaient s'étaient rendu compte qu'il ne répondait pas aux questions qu'ils lui posaient ce qui leur avait mis la puce à l'oreille sur la légalité des opérations auxquelles il se livrait, plusieurs acteurs à Wall Street parmi les "*gendarmes*" de la Bourse new-yorkaise en étaient arrivés au même constat sans pour autant lever le petit doigt.

Et puis on a connu pire, lorsque Bush décida d'attaquer l'Irak sous prétexte que le dictateur Saddam Hussein possédait des armes de "*destruction massive*" sans jamais en fournir les preuves, ce qui n'a pas empêché pratiquement tous les Etats de le suivre aveuglément dans son entreprise guerrière. On pourrait aussi évoquer le 11 septembre 2001 et l'empressement qu'ont témoigné tous les chefs d'Etat à se ranger derrière la version officielle donnée par Bush aujourd'hui largement contestée, alors qu'on n'a jamais retrouvé le plus petit morceau du boeing qui se serait soi-disant écrasé sur l'une des façades d'un bâtiment du Pentagone.

Pour un peu ce trader nous serait sympathique, car c'est le système pour lequel il travaillait qui l'a conduit à prendre des risques inconsidérés pour engrenger un maximum de profits en un minimum de temps pour le compte de ses patrons, les actionnaires de la Société générale.

L'acharnement des banquiers avec la complicité de l'Etat, du gouvernement, la sévérité du parquet et de ses juges qui en résulte, le grotesque de leurs arguments, pour un peu avec une perte de quelques milliards d'euros c'était la planète financière entière qui menaçait d'exploser, pourquoi ne pas lui imputer la crise actuelle, ce que suggèrent ses procureurs qui agissent comme des empereurs tout puissants de l'univers, c'est insupportable.

Les banquiers se goinfrent et doivent ressortir blancs comme neige, ils ne sont pas responsables et doivent bénéficier de l'impunité, tel est le message.

Commentaire d'un internaute client de la Société Générale : On ne me fera pas croire que la Société Générale ne s'est aperçue de rien. Dès que l'on dépasse le découvert autorisé de 1€ le compte est débité de 40€ d'agios et la banque ne nous prévient pas (c'est de la malhonnêteté, soit dit en passant!). Au début de la crise l'Etat a versé des millions à la SG qui s'est empressée de les rembourser bien avant la date prévue pour pouvoir continuer à nous arnaquer tranquillement. Signe que la SG n'allait pas si mal. Jérôme Kerviel sert d'alibi à leur irresponsabilité. (Lexpress.fr 05.10)

Retraites.

1- Rassemblement devant le Sénat.

- Mardi, quelques heures avant le début du débat, 2.000 personnes, selon la police, se sont rassemblées à proximité du Sénat

à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC, FSU, Solidaires et UNSA pour exiger une remise à plat complète du texte et l'ouverture de négociations sur la réforme.

- Le numéro un de la CGT n'a pas découragé l'organisation de grèves reconductibles, insistant surtout pour que les formes d'action choisies "*reposent sur des décisions collectives*". "*Ne cherchons pas une uniformité des modes d'expression et d'action (...) Qui dit mouvement social dit multiples formes*", a-t-il déclaré.

- La Première secrétaire du PS Martine Aubry a mis en exergue "*l'exaspération qui est en train de monter dans le pays*", lançant un "*appel*" au gouvernement : "*il faut arrêter, suspendre ce débat et il faut remettre tout sur la table, et convoquer l'ensemble des organisations syndicales*".

- Aveu. Quand le renégat Mélenchon comptait sur les centristes.

« Les centristes, comme d'habitude, sont comme des bouffons flottants. Il ne faut avoir aucune confiance en eux parce qu'ils nous ont toujours manqué dans les moments difficiles », lance Mélenchon, ex-sénateur PS.

Il ajoute, sans nuance : « *Donc un centriste est toujours un être fourbe et faux qui trahit au moment où on a besoin de lui* »…

Ils "*vous ont toujours manqué*" parce que vous espériez secrètement une autre attitude de leur part ? Quel philistin celui là et comme "*fourbe et faux*" il se pose là en créant un parti soi-disant de gauche qui finalement s'aligne sur la politique des sociaux-libéraux. Socialiste en parole... La preuve.

"*Le Sénat doit pour une fois montrer que cette chambre peut être autre chose qu'un lieu de réaction*", a dit Jean-Luc Mélenchon, devant le Sénat.

Comme s'il fallait attendre quelque chose des sénateurs UMP-Nouveau Centre-Modem-PS !

2- Les dernières prises de position par secteurs d'activité.

- A la RATP, plusieurs organisations (CGT, FO, Sud et l'UNSA-Transport notamment) ont déjà déposé des préavis de grève reconductible à compter du 12 octobre. La CFDT doit en décider mercredi.

L'UNSA-Transport, premier syndicat parmi les conducteurs du métro parisien et deuxième pour les bus et les RER, "*va déposer un préavis reconductible*", a déclaré M. Babec mardi à l'Associated Press.

- A la SNCF, FO, la CFTC et la CFE-CGC ont également annoncé, mardi, avoir déposé un préavis de grève reconductible pour la même date. Les syndicats majoritaires des cheminots (CGT, CFDT, UNSA et Sud-Rail) doivent se réunir mercredi pour prendre une décision. Mais la fédération Sud-Rail ne cache d'ores et déjà pas qu'elle prendra le même chemin.

'*Dans certains secteurs, les salariés sont disponibles pour des grèves qui ne se limiteront pas à vingt-quatre heures*', a déjà prévenu le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, l'un des deux principaux syndicats de la SNCF avec SUD. Le responsable de la CGT Cheminots, Didier Le Reste, s'est dit prêt à durcir le mouvement 'si les cheminots ne sont pas seuls' et si 'd'autres secteurs stratégiques' suivent.

- Les principales fédérations syndicales du transport (qui regroupent notamment les syndicats des transports urbains des villes de province) doivent également se réunir mercredi pour décider des suites à donner à la journée de mobilisation du 12 octobre.

Selon la CGT, les premières remontées de la base "*tendent vers un durcissement du mouvement à partir du 13. Reste à en trouver les formes*". Sans attendre la réunion, la CGT-Transports a déposé un préavis de grève couvrant la période du 12 au 30 octobre pour tous les transports urbains de province.

"*On a la responsabilité de créer un phénomène d'entraînement. S'il y a un mouvement interprofessionnel qui se déclenche dans la durée, on a une chance de faire bouger les choses. Mais s'il n'y a que les transports et pas d'autres secteurs d'activité, ce sera très compromis*", a toutefois prévenu Philippe Touzet, porte-parole du syndicat Sud-RATP, mardi à l'Associated Press.

- "*Les salariés du transport routier marchandises sont aussi prêts à se mobiliser à partir du 12 octobre 2010*", prévient la CGT.

- Dans le secteur de la chimie, la CGT du groupe Total -majoritaire- appelle elle aussi à la grève reconductible, une question également en débat dans toute la fédération CGT de la Chimie.

La CGT-Total appelle à une grève reconductible à compter du 12 octobre "*dans toutes les raffineries*" du groupe contre la réforme des retraites, a-t-on appris mardi auprès du porte-parole du syndicat Charles Foulard.

- La question se pose dans d'autres fédérations syndicales. La CGT-Métallurgie de l'Isère a ainsi décidé de réunir l'ensemble de ses syndicats en assemblée générale, jeudi, afin de "*décider et de débattre ensemble de nouvelles actions permettant de durcir le mouvement et de la suite à donner*" aux grèves de mardi prochain, selon un communiqué du syndicat.

Et c'est dans ce contexte que l'intersyndicale nationale, qui a déjà confirmé la mobilisation du 12 octobre, doit se réunir vendredi.

3- Les dernières déclarations.

- «*On fait face à un mur, a justifié mardi Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, invité de l'Association des journalistes de l'information sociale. On réunit par deux fois trois millions de manifestants et le gouvernement n'en tient pas compte. C'est donc normal qu'il y ait, ici ou là, une radicalisation.*» Mais pas question pour autant que la confédération FO appelle à la grève générale. «*C'est aux salariés, par secteur ou entreprise, de décider*», précise Jean-Claude Mailly.

- Même son de cloche à la CFDT, où l'on ne croit guère à la vertu de la grève. Tant par idéologie que par crainte de l'échec. «*On aurait l'air fin si on appelait les salariés à la grève illimitée et qu'ils ne nous suivaient pas*», avoue l'un de ses cadres, qui préfère s'en tenir aux manifestations régulières pour tenter d'arracher des concessions aux sénateurs.

- Quant à la CGT, elle ne cesse de mettre en garde le gouvernement des conséquences d'un durcissement, mais se garde bien de donner des consignes claires à ses militants. «*Le principe d'arrêts de travail doit être discuté partout*», s'est borné à déclarer mardi Bernard Thibault. Le patron de la CGT souffle le froid et le chaud, coincé entre la nécessité de rassurer sa base radicale et son souhait de ne pas se couper de la CFDT, hostile à toute radicalisation. (Lefigaro.fr 05.10)

- Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, a mis en garde mardi contre le "*désastre que pourraient constituer des grèves reconductibles ou à caractère illimité*" contre la réforme des retraites. Il faut que chacun prenne "*la mesure du désastre que pourraient constituer des grèves reconductibles ou à caractère illimité, comme certaines formations syndicales l'évoquent*", a déclaré Jean-François Copé sur Radio Classique. "*Ce serait évidemment très préoccupant pour notre économie*", a-t-il dit.

(source : AP, Lepost.fr, Lemonde.fr, Lepoint.fr 05.10)

## Mouvement social.

1- France.

Quelque 38% des 10.000 conseillers bancaires de La Banque Postale, selon la direction, plus de 40% selon les syndicats, ont fait grève mardi pour réclamer de meilleures conditions de travail et des augmentations de leur rémunération.

Les grévistes étaient «*plus de 40%*» selon FO, «*environ 50%*» selon Sud PTT. Ces deux syndicats ainsi que la CGT, la CFDT, la CFTC et la CGC appelaient les conseillers financiers, clientèle et patrimoine à se mobiliser.

Pour FO, le mouvement de mardi «*est un avertissement adressé à la direction de La Poste, d'autant plus que cette mobilisation a atteint une ampleur historique*». (Libération.fr 05.10)

2- Roumanie.

Environ 6 500 enseignants roumains, selon la gendarmerie, ont manifesté mardi 5 octobre à Bucarest afin de protester contre la baisse de leurs salaires dans le cadre d'un plan d'austérité.

Le gouvernement roumain a décidé d'appliquer une baisse des salaires du secteur public de 25 % depuis le mois de juillet dans l'espoir de contrôler le déficit public. La TVA a également été augmentée de 19 % à 24 %.

"*L'année dernière à la même période, mon salaire mensuel net était de 1 800 lei (421 euros), aujourd'hui, après les coupes de 25 % et de certaines primes, il est de 1 200 lei [281 euros]. On s'en sort seulement grâce à l'aide de la famille*", explique Oana Leauta, professeur de mathématiques dans un lycée de Bucarest, venue manifester devant le siège du gouvernement. "*Dans la nouvelle grille harmonisé des salaires, les professeurs sont au bas de l'échelle, ce n'est pas normal*", ajoute-t-elle.

Les manifestants ont scandé "*démission, démission*" en se tournant vers le siège de l'exécutif. (Lemonde.fr 05.10)

## Politique.

### 1- La DCRI et le procureur de Paris aux ordres du monarque .

- Invoquant le "*secret-défense*", la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a refusé de livrer au parquet de Paris les résultats de son enquête sur les sources du journal *Le Monde* dans l'affaire Woerth-Bettencourt, écrit le *Canard enchaîné*.

Prié de réagir à cette information, le cabinet du procureur de Paris Jean-Claude Marin n'a fait aucune déclaration. La direction de la police nationale s'est refusée à tout commentaire. (Reuters 05.10)

### 2- La blanchisserie.

En 2008, lorsqu'elle était garde des sceaux, Rachida Dati a demandé que soient 'clôturées les investigations' du juge d'instruction, magistrat indépendant, dans l'affaire Visionex, affirme *Le Canard enchaîné* à paraître mercredi 6 octobre.

Selon le Canard, l'ex-ministre de la justice a écrit en marge d'une lettre de sa collègue Michèle Alliot-Marie, à l'époque ministre de l'intérieur, concernant Visionex : '*Merci de clôturer les investigations dans le cadre de la commission rogatoire, car la bonne foi a été prouvée.*' Ce document a été saisi par les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) lors de la perquisition du domicile de David Sénat, ex-conseiller ministériel de Michèle Alliot-Marie au ministère de la justice, mis en examen le 1er octobre dans ce dossier Visionex, selon l'hebdomadaire.

L'ancien directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie au ministère de l'intérieur, Michel Delpuech, a confirmé devant les policiers que les annotations avaient été portées par Mme Dati. Citant un procès-verbal de la police, le journal assure que M. Delpuech a déclaré aux enquêteurs : '*Je peux vous dire que c'est Mme Dati qui a écrit ces annotations en marge d'un courrier de Michèle Alliot-Marie sur Visionex.*' (Lemonde.fr 05.10)

### 3- Quand un complexé gouverne le pays, tout peut arriver.

Daniel Bouton, l'ancien PDG de la Société générale, a été la cible d'une vengeance de Nicolas Sarkozy furieux d'avoir été tenu à l'écart lors de la découverte de la perte de 4,9 milliards d'euros en janvier 2008, estime dans un livre Hugues Le Bret, l'ancien directeur de la communication de la banque.

Daniel Bouton a fini par démissionner de ses fonctions de président de la Société générale en avril 2009, se disant la cible d'attaques et de pressions répétées.

"*Il (Nicolas Sarkozy - NDLR) ne réagit pas en homme d'Etat qui chercherait à préserver l'une des grandes banques du pays en équilibre sur un fil, mais en homme humilié d'avoir été écarté de la gestion de la crise*", précise Hugues Le Bret à propos du président de la République. "*Il en fait une affaire personnelle.*" (Reuters 05.10)

### 4- Déballage... et ce n'est que le début de la fin de "***l'ouverture***".

Lundi soir, France 2 dressait le portrait de la secrétaire d'Etat à la Ville, Fadela Amara.

Alors que la ministre faisait le point sur la politique menée par le gouvernement pour la banlieue, Fadela Amara tacle les conseillers du Premier ministre François Fillon.

"*Par exemple, à Matignon, autour de Fillon, vous avez des conseillers qui sont à l'ouest, complétement à l'ouest.*"

"*Ils ne comprennent pas du tout la politique de la Ville. Cela ne leur parle pas.*"

"*Ils ne savent pas ce qu'est le malaise de la banlieue, la souffrance sociale. C'est des mecs qui ont fait l'ENA, des types qui ne souffrent pas le quinze du mois.*" (Lepost.fr 05.10)

## International.

### 1- Australie.

La vidéo date de 2008 mais n'a été diffusée que lundi. Elle montre un homme en garde à vue, sans arme, qui refuse de se soumettre à une fouille à nu. Pour le maîtriser, les neuf policiers présents lui envoient des décharges à treize reprises, à l'aide de leurs pistolets à impulsions électriques de type Taser. Une vidéo qui tombe mal, puisque ce même jour un homme est mort dans le pays après

avoir été tasé en pleine poitrine.

Après une enquête interne de la police, deux agents ont écopé d'amendes de 1.200 dollars canadiens (environ 850 euros) et $750 (530 euros) pour recours excessif à la force. Mais la polémique est relancée concernant l'utilisation des pistolets électriques. Un rapport de la commission du crime a noté que ces derniers sont de plus en plus employés pour faire obéir les contrevenants, alors qu'il est recommandé de ne les utiliser qu'en cas de menace imminente grave. (20minutes.fr 05.10)

2- Italie.

Le dirigeant de droite italien, Gianfranco Fini, pose actuellement les fondations d'un nouveau parti, venant contester le vote conservateur à son ex-allié, le président du Conseil Silvio Berlusconi. (AP 05.10)

3- Irlande. Boycott de Ryanair !

La compagnie aérienne irlandaise Ryanair a appelé, mardi, à retirer le droit de grève aux contrôleurs aériens en Europe, après un nouveau mouvement la semaine dernière en Belgique qui l'a obligée à annuler des vols.

"*Il est ridicule que les contrôleurs du ciel belges, français et espagnols puissent faire grève de manière répétée sans aucune pénalité financière, tandis que les compagnies aériennes sont obligées de s'occuper de leurs passagers et supportent le coût de ces interruptions*", s'est insurgé le patron de Ryanair, Michael O'Leary, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. "*Il est temps de retirer le droit de grève pour ce service essentiel, comme c'est le cas aux États-Unis. Si ces gens ne veulent pas travailler, alors remplaçons-les par des militaires ou d'autres contrôleurs du ciel qui veulent travailler*", a-t-il insisté.

"*Ryanair va entamer une action judiciaire contre Belgocontrol après les grèves sauvages de mardi dernier en Belgique, qui ont causé l'annulation de plus de 90 vols Ryanair, touchant plus de 15.000 passagers*", a indiqué la compagnie dans un communiqué. (Lepoint.fr 05.10)

Haut de page

---

Le 7 octobre

Les documents d'octobre de la Tribune libre ne sont toujours pas disponibles. Je ne sais pas comment résoudre le problème dont je vous ai parlé ces derniers jours, je ne sais pas s'il provient de mon ordinateur, du serveur de Tata ou du serveur qui héberge le site. A suivre donc.

En Inde, rien ne fonctionne correctement hormis la poste ! Tiens, ils viennent de couper le courant, il est 12h02, c'est la cinquième ou sixième fois en quatre heures, normal quoi ! Camarades, n'exigez pas de moi que je sois plus patient que je ne le suis déjà !

Juste un mot sur les manoeuvres des appareils.

Les dirigeants syndicaux n'appellent pas à la grève reconductible ou générale dans tout le pays dans l'espoir que peu de secteurs se lanceront dans une grève reconductive en attendant que les autres s'y lancent et ainsi de suite, pour ensuite pouvoir expliquer que puisque peu de secteurs s'y sont lancés, c'est que les travailleurs n'y sont pas favorables, etc. par conséquence il faut abandonner ce mot d'ordre et oublier celui de la grève générale qui leur fait faire des cauchemars, et le tour est joué pensent-ils... pas si sûr !

Il faudrait coordonner tous les secteurs en grève, qu'ils élisent leurs délégués, qu'ils appellent toute la classe et leurs représentant à les suivre, à les soutenir, etc.

Passons aux news du jour.

Retraites.

1- Luc Chatel a estimé que les centrales syndicales "*ne sont pas dans une logique de grève reconductible, de durcissement, et autre*", aucune n'appelant nationalement à la grève reconductible.

Il a estimé mercredi matin que la menace de grèves reconductibles brandies par certains syndicats du transport seraient sans effet en raison de la loi sur le service minimum.

"*Le droit de grève ne peut pas aboutir au blocage du pays*", a-t-il dit sur RMC.

2- Interrogé par Le Monde daté 8 octobre, Raymond Soubie, conseiller social de Nicolas Sarkozy, relativise lui aussi le tournant pris mercredi, jugeant que les organisations syndicales veulent "*occuper le terrain*" pendant le débat au Sénat.

"*Des grèves reconductibles, j'aurais préféré qu'il n'y en eût point. Mais ce n'est pas anormal compte tenu de l'importance du projet*", explique-t-il.

Selon lui, il y aura des "*actions de jonction*" du 12 au 16 octobre et des assemblées générales dans le secteur public, mais sans appel à des grèves illimitées.

3- À l'Élysée, on souligne que les centrales syndicales ont été prudentes en laissant la base se déterminer au cas par cas. «*Il n'y a jamais eu de réforme des retraites sans mouvement de ce genre*», analyse le conseiller social du président, Raymond Soubie. «*En 2003 et 2007, les grèves ont duré neuf jours*», rappelle-t-il. Autant dire qu'à ce jour, les journées d'action et de grèves restent très raisonnables, vues de l'Élysée.

Les menaces des partenaires sociaux résonnent donc toujours, à l'Élysée, comme celles d'un film connu par cœur.

«*On est plus dans le rituel que dans le combat*», notait, il y a quelques jours, un conseiller du président . L'Élysée attend donc la fin du rituel.

4- Les salariés des terminaux pétroliers du port de Marseille, en grève depuis dix jours, ont été rejoints mercredi par les agents du port de marchandises et tentaient de rallier ceux des raffineries.

"*Il faut que ces mouvements, qui sont scandaleux pour l'avenir du port de Marseille, cessent*", a déclaré le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, à l'Assemblée.

5- La CFDT a déposé mercredi un préavis de grève reconductible à la RATP à partir du 12 octobre dans le cadre du mouvement national contre la réforme des retraites, a annoncé le syndicat dans un communiqué.

"*La reconduction du mouvement dépendra de l'importance de la mobilisation (du 12 octobre) et de la réponse du gouvernement*", précise la CFDT-RATP.

6- "*Avec une grève reconductible, on a les moyens de faire plier le gouvernement, au moins de l'obliger à ouvrir des négociations*", a estimé Bruno Duchemin, secrétaire général de la CFDT-Fgaac, qui représente les cheminots.

7- La Fédération nationale des Mines et de l'Energie CGT (FNME-CGT, majoritaire dans ce secteur) a annoncé mercredi dans un communiqué le dépôt d'un préavis de grève "*illimitée*" à partir du 12 octobre, contre la réforme des retraites. Lire la suite l'article

"*La FNME-CGT, couvrant 140 entreprises du secteur de l'énergie (170.000 salariés), déposera (jeudi matin) un préavis de grève illimitée à partir du 12 octobre 2010*", annonce la fédération.

"*Ce préavis de grève a pour objectif de permettre aux salariés d'élargir et d'amplifier le rapport de forces suite à l'action unitaire du 12 octobre 2010*", précise le syndicat fortement présent notamment à EDF et GDF.

(source : Reuters, AP, Lemonde.fr et Lefigaro.fr 06.10)

8- Dans son éditorial daté du mercredi 6 octobre 2010 *Maintenant, quelles suites?*, J-C Mailly martèle "*nous voulons une autre réforme des retraites*".

Il écrit "*Si les manifestations ne suffisent pas, alors la responsabilité des confédérations est de lancer un appel unitaire (pour que ce soit efficace) à vingt-quatre heures de grève interprofessionnelle. Si au soir de cette journée, on a le sentiment que pendant vingt-quatre heures le pays a été quelque peu bloqué, la donne est aussi différente pour le gouvernement. S'il ne répond pas, alors il appartient aux salariés, avec leurs syndicats dans l'unité d'action, de décider de poursuivre ou non le mouvement.*".

Donc pas question de continuer le 13, surtout pas ! Pourquoi un appel à vingt-quatre heures de grève interprofessionnelle serait-il plus suivi ? Est-il certain que les travailleurs saisiront la différence avec un appel classique à la grève et à une journée de mobilisation ? S'ils font un amalgame des deux formules, ils ne seront pas plus nombreux à faire grève et les appareils pourront en déduire que les travailleurs ne sont pas prêts à se lancer dans une grève générale pour défendre leur droit à la retraite... N'est-ce pas l'objectif recherché par tous les appareils, y compris celui de FO ?

Pourquoi les syndicats n'ont-ils pas organisé la coordination de tous les secteurs et entreprises déjà en grève ou qui ont manifesté leur intention de se mettre en grève à partir du 12 afin de rompre leur isolement ? Pour les affaiblir et éviter que la grève ne se répande à tout le pays dès le 12 ? Il n'y a pas que le gouvernement qui a choisi la stratégie du pourrissement pour faire passer cette contre-réforme.

## Politique.

### Le stalinisme est mort ? Pas ses méthodes.

Jeudi 30 septembre, à la veille de la clôture des inscriptions pour participer au processus de fusion des Verts et d'Europe Ecologie, quelque 400 adhésions (dont 200 émanant de la communauté tamoule de Sevran) étaient arrivées au siège, de manière groupées avec un chèque collectif ou du liquide.

Les dirigeants écolos avaient immédiatement suspecté une adhésion "*clientéliste*" pour faire plaisir à Stéphane Gatignon, maire de Sevran et ardent défenseurs de la communauté tamoule. L'élu, ex-communiste, qui est arrivé voici un an à Europe Ecologie a pris sa plume pour justifier sa démarche.

Dans une lettre ouverte à Cécile Duflot, numéro un des Verts, datée du 5 octobre, il s'indigne tout d'abord du "*discrédit*" jeté sur l'engagement de ses amis tamouls "*qui sont une composante à part entière de notre société*" et "*libres de s'engager ou non dans Europe Ecologie*".

"*Je peux garantir que toutes [les adhésions] ont été le fait d'un engagement individuel dûment acté par la signature du bulletin d'adhésion*", écrit M. Gatignon. Il dément que ces adhésions soient "*louches*" et contre-attaque en accusant ceux qui les ont mises en doute de racisme latent.

"*Ce faux procès me révolte, réagit Pascal Durand, délégué général d'Europe Ecologie. On n'a aucun problème à discuter avec des associations communautaires qui veulent rejoindre notre mouvement. Mais elles n'ont pas vocation à intégrer en masse et à une semaine d'un vote important.*"

D'autres ne cachent pas leur exaspération face à ce qui ressemble à leurs yeux à une "*leçon de cosmopolitisme malvenue*", précisant que les adhésions déposées n'ont pas été bloquées. "*Les principes ont été rappelés*", explique Jean-Paul Besset, possible président du futur mouvement.

Les adhérents sont maintenant appelés à se prononcer sur les textes fondateurs et les statuts lors d'assemblée régionales le 9 octobre. Quant aux 400 nouveaux adhérents de Sevran, ils pourront voter comme les autres. (Lemonde.fr 06.10)

J'entame ma 17e année au Tamil Nadu (1990-92 et 1996-2010) et ma compagne est d'origine tamoule. Trouver autant de Tamouls dans une seule association qui se préoccupent des problèmes d'environnement au point d'adhérer en groupe à la même formation politique, c'est plus que "*louche*", c'est impossible ! Je pourrais questionner 10 000 Tamouls autour de moi que je n'en trouverai pas une poignée pour adhérer à une formation "écologiste".

Enfonçons le clou pour les tiers-mondistes débiles : les Tamouls qui ont passé 20 ou 30 ans ou plus en France se comportent quand ils reviennent en Inde comme s'ils n'y avaient jamais mis les pieds, aussi incroyable que cela puisse paraître, j'en ai fait plus d'une fois l'amère expérience, ils n'ont pas eu besoin de se laver le cerveau, ils n'ont tout simplement rien appris au cours de ces longues années passées en France. Je parle de personnes aisées, médecins, architestes, militaires, chefs d'entreprises, etc.

Un exemple. Le docteur Nalam, propriétaire de la clinique du même nom, président de l'Alliance française depuis plus de 10 ans, décoré de la légion d'honneur par Chirac, lorsqu'il consulte, il regarde en même temps la télévision et mange pendant que cinq ou six patients debouts en file indienne devant son bureau attendent leur tour, deux trois questions, il gribouille quelques mots sur un bout de papier et au suivant... Quand il m'a opéré en 1997, j'étais allongé sur la table d'opération, il a fait installer une toile cirée sur moi pour éviter que l'eau qui égouttait du plafond ne me transforme en éponge... Dans ma chambre plutôt crade, il y avait un nid de fourmis et un maçon est passé faire quelques petits travaux, la routine quoi. Et attention, cette clinique était encore conseillée il n'y a pas si longtemps aux Français installés ici par le consulat et le lycée français ! J'ai plein d'autres histoires du même tonneau, je n'invente rien malheureusement.

Je tiens à préciser que l'Inde est un pays à part, où si l'on ne se conforme pas au mode de vie de la majorité on est rejeté. Quand ma belle-mère jette un papier par terre ou urine dans la douche au lieu de se servir des toilettes, mon épouse n'ose pas lui dire quelque chose, et quand Magueswary revient en Inde, elle reprend systématiquement ses vieilles mauvaises habitudes en oubliant au passage jusqu'aux règles d'hygiène élémentaires, ce qui peut avoir des conséquences catastrophiques sur sa santé déjà très précaire. Quand elle est seule avec moi et sa mère, elle reste couchée la plupart du temps car elle a besoin de repos, et quand sa (nombreuse) famille nous rend visite, c'est-à-dire plusieurs fois par semaine, elle passe la journée debout à

s'agiter dans tous les sens car elle doit donner l'impression qu'elle est une femme forte, déjà qu'une femme ne vaut pas grand chose ici, alors une femme faible, imaginez, c'est un sous-être humain... La suite, après elle est de mauvaise humeur et épuisée et c'est moi qui paie les pots cassés, je passe évidemment après sa famille, ses coutumes, l'Inde et le reste, mais bon, j'ai l'habitude, je m'en tape et cela ne change en rien mon comportement.

## Economie.

### Etats-Unis.

L'emploi dans le secteur privé aux Etats-Unis s'est contre toute attente dégradé au mois de septembre, ravivant les anticipations de nouvelles mesures d'assouplissement monétaire par la Fed pour soutenir la reprise économique dès le mois prochain.

En septembre, 39.000 postes ont été détruits dans le secteur privé montre mercredi l'enquête mensuelle du cabinet spécialisé ADP.

Un autre rapport publié également mercredi montre que le nombre de licenciements prévus a augmenté légèrement en septembre, selon l'enquête Challenger, Gray & Christmas.

Le Fonds monétaire international (FMI) a de son côté déclaré mercredi que la croissance économique américaine serait plus faible qu'attendu cette année ainsi qu'en 2011, ne laissant donc pas présager d'une reprise rapide de l'emploi. (Reuters 06.10)

Pourquoi créer des emplois aux Etats-Unis (ou en France) quand la main d'oeuvre (les coûts de production, l'électricité et les services) coûte par exemple dix fois moins chère en Chine ou dans un autre pays dit émergent ? Elémentaire, non ? Les conditions existantes en Chine sont arrivées à maturité, comme par exemple en Corée du Sud depuis bientôt trois décennies, pour produire toutes les marchandises dont le monde a besoin, de la serpillière au satellite, et même si le côut de la main d'oeuvre était multiplié par 3, 5 ou 10, il demeurerait toujours nettement inférieur (en comptant les cotisations sociales) à celui pratiqué dans les pays occidentaux.

A défaut d'une guerre mondiale qui aurait constitué un moyen de sortir de cette crise en provoquant de gigantesques destructions à l'échelle planétaire et 50, 100, 300 millions de morts ou plus, l'équivalent officiel du nombre de chômeurs dans le monde, le chômage de masse va s'inscrire dans la durée ou augmenter encore dans tous les pays dominants dont la capacité à exporter est faible et l'endettement intérieur élevé. C'est un des principaux éléments fiable de l'orientation du capitalisme mondial.

L'autre conséquence à prévoir de cette orientation du capitalisme sera la précarisation et la paupérisation croissante de couches toujours importantes du prolétariat en Europe notamment, au cas où le mouvement ouvrier enregistrait encore de sévères défaites et la résistance de la classe ouvrière serait vaincue, autrement dit, si les différents gouvernements parvenaient à imposer une augmentation importante de la productivité, de l'exploitation, en remettant en cause tous nos droits sociaux dont les aspects de la législation du travail encore favorables aux travailleurs, ce qui n'est pas à écarter, il suffit de voir ce qui s'est passé en Allemagne notamment, où le patronat et les syndicats ont signé des accords de modérations salariales ou de blocage des salaires, Hartz IV ou les salaires à 1 euro de l'heure...

Le combat contre la fermeture des usines textiles dans les années 70-80 en France pour ne prendre qu'un exemple, a été mené sur le seul mot d'ordre : à bas les délocalisations, ce qui signifiait ou sous-entendait que le capitalisme pouvait continuer d'exister en France, mais pas au Bangladesh, ce qui était une position purement opportuniste puisque rien ne pourrait entraver dans l'avenir le développement du capitalisme dans d'autres pays alors en situation de sous-développement.

Ce combat s'est situé strictement sur le terrain du capitalisme et non sur celui des intérêts de la classe ouvrière, par conséquence il ne pouvait être que stérile et conduire à une impasse, pire, la classe ouvrière n'en tirera absolument aucun enseignement. Pour qu'il en fut autrement, pour aider la classe à rompre avec le capitalisme, il aurait fallu mener ce combat en avançant la nécessité d'exproprier les propriétaites des usines dans la perspective d'un Etat et un gouvernement ouvrier les seuls capables de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Cela ne signifie pas pour autant qu'on aurait pu éviter ces fermetures d'usines, mais au moins ce combat aurait eu une valeur éducative sur le plan politique pour l'ensemble des travailleurs, et une partie des ouvriers qui ont participé à ce combat auraient pu saisir qu'il existait une issue politique au problème auquel ils étaient confrontés, ce qui aurait permis de construire le parti...

A bas les délocalisations, quand ce mot d'ordre ne s'inscrit pas dans la perspective du socialisme, c'est un mot d'ordre social-patriote.

### Irlande.

L'agence Fitch a abaissé mercredi la note de l'Irlande en arguant du coût énorme de l'assainissement de son système bancaire, alors que les autorités irlandaises s'inquiètent d'une montée des risques de crédit dans l'immobilier et que le moral des ménages s'effondre.

Cette nouvelle série de mauvaises nouvelles, au lendemain de l'avertissement d'une autre agence de notation, Moody's, sur le risque de dégradation de la note souveraine de Dublin, a provoqué de nouvelles tensions sur le marché de la dette irlandaise, ce qui pourrait accroître les difficultés du gouvernement à reprendre le contrôle des finances publiques.

Non contente de ramener sa note à A+ contre AA- jusqu'à présent, Fitch a assorti cette nouvelle note d'une perspective négative, laissant entendre qu'une nouvelle baisse était envisageable à court ou moyen terme.

Le président de l'autorité nationale de régulation du secteur financier, Matthew Elderfield, a déclaré mercredi devant une commission parlementaire que 36.000 ménages étaient déjà en situation de défaut sur leur emprunt immobilier, soit 4,3% du nombre total des prêts.

"*Nous savons que ces statistiques ne reflètent pas la situation dans son ensemble parce qu'elles ne montrent pas le niveau des prêts rééchelonnés*", a-t-il ajouté. Il a aussi expliqué que de nombreux établissements de crédit avaient insuffisamment provisionné leurs portefeuilles de prêts immobiliers.

La dégradation de la situation économique et budgétaire du pays a fait considérablement monter ces derniers mois le coût de sa dette: l'Irlande est aujourd'hui forcée de rémunérer près de trois fois mieux les investisseurs que l'Allemagne pour se financer sur les marchés. (Reuters 06.10)

Corée du Sud.

L'Union européenne et la Corée du Sud ont paraphé mercredi un accord de libre-échange qui pourrait doubler les échanges entres les deux parties, estimés à 55 milliards d'euros en 2009.

Cet accord, qui est le premier de ce type signé par le bloc communautaire avec un pays asiatique, doit prendre effet le 1er juillet 2011, une fois que les parlements européen et coréen l'auront à leur tour approuvé.

Il prévoit l'élimination de barrières douanières et de régulations dans une série de secteurs de l'industrie manufacturière et des services.

L'automobile, la pharmacie, les produits électroniques ou encore les spiritueux devraient être les principaux bénéficiaires de l'accord, qui pourrait pousser les Etats-Unis ou le Japon à offrir un accès plus grand à leurs marchés nationaux aux producteurs européens et coréens afin d'obtenir eux-mêmes des concessions en Europe et en Corée. (Reuters 06.10)

FMI.

La Chine et d'autres puissances émergentes contrebalancent la faiblesse des Etats-Unis et de l'Europe et tireront probablement l'économie mondiale en 2010 et 2011, selon les prévisions publiées mercredi par le Fonds monétaire international (FMI).

Le FMI estime que les pays présentant de lourds déficits commerciaux et budgétaires comme les Etats-Unis doivent donner un coup de fouet à leurs exportations tandis que ceux qui enregistrent un fort excédent commercial comme la Chine doivent réduire leur dépendance aux exportations et renforcer leur demande intérieure.

L'organisation souligne que la reprise, après la récession, reste vulnérable, notamment à l'explosion des déficits budgétaires dans de nombreux pays, et que des programmes de réduction de ces déficits s'imposent de façon urgente. (AP 06.10)

Qui a dit, il faut :

- "*Accroître le nombre d'actifs, rééquilibrer les finances publiques et encourager la concurrence.*"

- " *il faut que davantage de gens travaillent et que le travail devienne plus productif.*"

- " *L'Europe a bien avancé en matière de modération des salaires et de suppression des retraites anticipées. Au cours de la décennie passée, il y a eu aussi des réformes du marché du travail et, même si les changements ont été plutôt timorés, les résultats sont là.*"

- "*On ne peut pas, d'un côté, parler de réformes visant à pérenniser le modèle social et, de l'autre, adopter des budgets impliquant un accroissement des déficits et des taux d'endettement publics alors que le vieillissement de la population va s'accélérer.* "

-" *il existe des actifs disponibles pour participer au financement de ces prestations et ainsi sauvegarder le modèle social. Les politiques à mener pour susciter la création d'emplois sont certes politiquement difficiles, mais elles sont bien connues : plus de souplesse dans les règles d'embauche et de licenciement, poursuite de la modération salariale et, pour les chômeurs, meilleures incitations à rechercher un emploi.*"

- "*En outre, en disciplinant la fixation des prix, la concurrence plus forte se traduit par un accroissement des revenus réels et donc de la consommation, ce qui aide à compenser l'effet de freinage de la modération salariale seule. On peut ainsi tirer davantage de la modération salariale en termes de croissance de l'emploi et de la production.*"

(source : le bulletin du 19 septembre 2005 du FMI, Michael Deppler, Directeur du Département Europe)

J'ai retrouvé ce passage dans un des articles que j'avais publié en 2005.

Etrange, on pourrait penser que la crise a servi à accélérer la mise en oeuvre de cette politique réactionnaire prônée par le FMI et que tous les gouvernements s'emploient aujourd'hui à appliquer à la lettre. A ceci près qu'ils en ont rajouté une couche depuis, car ils n'avaient pas imaginé quelle ampleur prendrait cette crise. Les prix ont baissé pour repartir rapidement à la hausse et ils ont augmenté les tarifs de tous les services sur fond de pillage de la Sécu et de privatisations, ce qui contribue à appauvrir la population, donc réduire sa capacité à consommer... Peu importe, ce sont les couches moyennes et la petite-bourgeoisie en Chine, en Inde, au Brésil et dans d'autres pays dits émergents qui ont pris la relève, certes, elles ne disposent peut-être pas d'un niveau de rémunération équivalent à celles des pays dits développés, mais sur la masse ou le volume les capitalistes s'y retrouvent.

---

Le 8 octobre

Complément de l'après-midi.

Les documents de la Tribune libre sont disponibles.

J'ai copié sur un CD-ROM tous les fichiers du logiciel FTP qui sert à télécharger les documents d'un serveur vers un autre, j'ai pris soin de vérifier chez moi que l'application fonctionnait correctement à partir du CD-ROM, puis je suis allé en moto à Pondichéry dans un webb center et en 20 secondes l'affaire était réglée pour une somme dérisoire, je suis stupide de ne pas y avoir pensé avant ! Ce soir un informaticien doit passer chez moi, car il se pourrait que le problème provienne de mon ordinateur.

A demain et bon week-end.

Mon problème avec le serveur n'est toujours pas résolu, donc je ne peux mettre en ligne que de petits fichiers. Pour vous dire à quel point on nage ici en plein délire, hier soir et il y a dix minutes nous avons reçu un coup de téléphone de Tata, mon opérateur téléphonique, la personne nous a demandé si nous avions bien payé la dernière facture, on lui répond par oui, elle insiste malgrès tout et nous demande à combien elle se montait avant de lui raccrocher au nez. Immédiatement après je téléphone au bureau où j'ai réglé le 2 octobre ma facture, une personne me répond que c'est normal qu'on me contacte pour s'assurer que j'ai bien payé, en ajoutant que cette personne ne dispose pas des données pour le vérifier et que c'est la routine ! No comment ! Souvenez-vous de cette petite histoire lorsque vous lirez l'extrait d'un article sur l'Inde plus loin. Passons aux choses sérieuses.

Tout d'abord il faut briser le service minimum dans les transports et les écoles, ce régime n'a aucune légitimité pour imposer une restriction de notre droit de grève. La grève pose la question de la remise en cause de l'ordre établi et des fondements du capitalisme dont la légalité est contestée. Donc de deux choses l'une, soit il est possible de remettre en cause la légalité du système économique en place par la grève, soit ce n'est pas possible parce que le capitalisme n'a pas besoin de justifier son existence et ni rien ni personne ne peut lui contester.

Les appareils s'arc-boutent pour empêcher à tout prix que l'ensemble de la classe se dresse contre le gouvernement. Y est-elle prête ? C'est la question qu'on évitera de se poser, n'est-ce pas ? Il semble acquis que Sarkozy et le gouvernement se sont trop avancés sur cette question des retraites pour pouvoir retirer leur projet de loi, seul un affrontement direct avec la classe pourrait le forcer à reculer. L'atomisation et l'hétérogénéité de la classe sont-elles favorables à une grève générale qui entraînerait la majorité de la classe à engager le combat contre le gouvernement en l'absence de toute perspective politique ? N'est-ce pas la question qui va déterminer l'attitude des travailleurs en dernier ressort ?

Les bataillons de la fonction publique peuvent se lancer dans une grève reconductible ou illimitée, ils sont en mesure de bloquer l'économie du pays, mais ils peuvent devenir très vulnérables si le secteur privé et la jeunesse ne suivent pas et la mobilisation retomber au bout de quelques jours. A l'opposé, ils peuvent entraîner le secteur privé dans la bataille, mais sur une

seule revendication, aussi importante soit-elle, il n'est pas certain que les quelques 20 ou 23 millions de travailleurs du privé soient sur la même longueur d'onde sachant qu'ils sont loins d'être tous logés à la même enseigne et perçoivent la question des retraites sous le même angle.

Il faut se mettre dans la peau des travailleurs isolés qui ne sont en contacts avec aucun militant et qui forgent leur opinion à partir de ce que les médias principalement leur disent à travers les différents moyens de communication qui relaient la bonne parole du gouvernement et des dirigeants syndicaux ou des partis. Si l'ensemble des travailleurs a bien compris le sens de la contre-réforme de Sarkozy, il n'en demeure pas moins que pour des millions, c'est la question du chômage et du salaire qui demeure prioritaire au quotidien, car il faut bien trouver les moyens de survivre en attendant de partir peut-être un jour à la retraite.

Se mettre en grève, lorsque ce n'est pas prendre le risque de se faire virer, représente un énorme sacrifice pour des millions de travailleurs et leurs familles, ils ne vont certainement pas prendre cette décision à la légère. Par contre, s'ils sont de la partie, en fonction du développement de la situation, une fois passée l'étape décisive où ils auront acquis la certitude qu'ils n'ont plus rien à perdre et qu'ils ne peuvent plus reculer non plus, devenus totalement insensibles au discours du gouvernement et ses valets, ils seront les plus déterminés à aller jusqu'au bout pour obtenir satisfaction, y compris monter en première ligne pour affronter violemment l'Etat. Les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises peuvent lancer le coup d'envoi de cette bataille contre le gouvernement, mais ce sont ces bataillons les plus défavorisés et les plus résolus qui mettront à bas le régime et les institutions.

Tout dépendra de l'organisation de la classe avant, pendant et après cette mobilisation contre le gouvernement, si elle trouve les moyens de s'organiser indépendamment des institutions pour qu'elle parvienne à poser clairement la nécessité d'une issue politique à la crise du capitalisme...

Toute solution politique qui ne remplirait pas cette condition serait vouée à l'échec, je ne parle même pas d'un gouvernement dirigé par le PS, on a déjà donné et on a vu à quoi cela avait mené dans une situation politique plus favorable qu'aujourd'hui, tout du moins sur le plan des conditions subjectives, à cette époque le niveau théorique et politique des militants et de la classe était plus élevé qu'aujourd'hui, le mouvement ouvrier était moins divisé, moins soumis au capitalisme, la classe également, et il suffit d'observer ce qui se passe dans tous les autres pays soumis aux mêmes mesures antisociales alors que des partis similaires au PS et ses alliés sont au pouvoir, pour se convaincre qu'un tel processus en France aboutirait infailliblement au même résultat.

Il y en a encore qui prônent un gouvernement de ces partis en guise de gouvernement ouvrier, ce n'est pas une blague malheureusement, mais en l'absence de l'organisation de la classe, ce serait quoi ce gouvernement sinon un gouvernement anti-ouvrier, un gouvernement reposant sur la seule classe organisée dans la société, la classe des capitalistes, et il ne leur vient pas un instant à l'esprit que les travailleurs ne le sauraient pas, alors pourquoi ne se précipitent-ils pas par centaines de milliers ou millions vers ces partis s'ils estimaient qu'ils pourraient leur proposer une issue politique conforme à leurs intérêts, tout simplement parce qu'ils n'ont aucune illusion dans ces partis, et ce n'est certainement pas à nous de les jeter dans les sales pattes de ces partis ou de faire naître des illusions dans ces partis dans la tête des travailleurs, tout simplement parce qu'on n'a rien de mieux à leur proposer, autrement dit, parce qu'on n'a pas été foutu de construire un parti révolutionnaire en 70 ans...

Le paradoxe de la situation fait que les masses n'ont aucune illusion dans le PS et ses satellites, encore moins dans l'UMP, et qu'elles en ont de moins en moins dans le capitalisme sans toutefois adhérer au socialisme, tout en étant toujours incapables de s'organiser et de se doter d'une nouvelle direction.

Sur quel facteur déterminant l'Etat qui organise la classe dominante peut-il compter en dernier lieu pour parvenir à ses fins ou assurer sa survie ? Sur l'inorganisation de la classe qui coïncide ou fournit une indication précieuse sur son niveau de conscience politique.

## Retraites.

1- Quelque 1 500 lycéens, selon la police, ont parcouru jeudi matin le centre-ville de Rodez, et 250 autres ont bloqué une avenue devant leur établissement à Toulouse, pour protester contre la réforme des retraites.

A Toulouse, plus de 200 élèves du lycée d'enseignement professionnel Galliéni ont pour leur part bloqué une partie de la matinée l'avenue menant à leur établissement, avec des palettes et des poubelles. Ils ont établi un barrage filtrant à l'entrée du lycée, sous l'oeil de policiers et de CRS et ont accroché sur les grilles de l'établissement une banderole indiquant : '*La retraite à 67 ans. Pourquoi pas à 69 tant qu'à se faire baiser.*' (Lemonde.fr 07.10)

Jusqu'à présent, les lycéens étaient plutôt discrets dans les cortèges, mais jeudi, des centaines de lycéens ont défilé dans de nombreuses villes moyennes de province pour protester contre le projet de réforme des retraites.

En fin de journée, le ministère de l'Education nationale indiqué que 116 lycées, soit "*moins de 3 %*" des 4.302 lycées du pays, avaient connu des "*perturbations*" et "*six*" un "*blocage*". (Lexpress.fr 07.10)

2- Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, se refuse, jeudi matin sur RTL, à avancer le mot d'ordre de grève générale contre la réforme des retraites et dénonce '*le syndrome de l'avant-garde éclairée*' dont est frappé selon lui le gouvernement. Interrogé à plusieurs reprises sur le principe de la grève générale, Bernard Thibault a notamment répondu : '*C'est un slogan pour moi qui est tout à fait abstrait, abscons (...) Ça ne correspond pas à la pratique par laquelle on parvient à élever un niveau de rapport de force.*' L'absence d'appel à la grève générale, a-t-il ajouté, '*n'a pas empêché des dizaines de millions de salariés de participer déjà, d'une manière ou d'une autre, depuis le mois de mai, à des initiatives de protestation à l'égard du gouvernement*'.

"*J'appelle tous ceux qui sont encore un peu hésitants à être présents le 12 octobre et (il faut) pousser à la tenue d'assemblées générales pour définir ensemble le rythme, le contenu de la reconduction de ce mouvement*", a-t-il souligné.

"*J'ai dit dès septembre que si le gouvernement maintient sa position, nous serons dans une situation de blocage. J'ai dit aussi que la CGT irait jusqu'au bout sur ce sujet mais nous n'allons pas décréter, nous, ce que veulent ou peuvent faire les salariés face à ce projet*", a fait valoir le dirigeant syndical.

"*Il n'y a aucune ambigüité de notre côté sur les objectifs et la démarche à suivre dans les rangs de la CGT. Ceux qui pensent pour se rassurer qu'il y aurait un problème de stratégie vont être démentis par les faits*", a prévenu Bernard Thibault. (Reuters 07.10)

3- Les syndicats d'Air France ont appelé jeudi à une grève de 24 heures le 12 octobre, dans le cadre la nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites.

Dans un communiqué, la CFDT, la CFE/CGC, la CFTC, la CGT, l'UGICT/CGT et UNSA Aérien appellent les salariés à "*participer le plus largement possible*" au mouvement mardi prochain.

Dans un communiqué distinct, la CGT dit réfléchir "*dès à présent*" à appeler les salariés à une grève reconductible, comme l'ont fait les syndicats de la SNCF et de la RATP. (Reuters 07.10)

4- La CGT compte se faire entendre au Mondial de l'Automobile. Le syndicat appelle les salariés de ce secteur à manifester, vendredi à Paris, pour la défense de l'emploi et des conditions de travail, des salaires, et contre la réforme des retraites.

Un rassemblement est prévu en fin de matinée dans le XVe arrondissement, à proximité de la station de métro Javel, avant un défilé qui devrait conduire les protestataires porte de Versailles où se tient le Mondial de l'Automobile. (AP 07.10)

5- Le syndicat FSU de la protection judiciaire de la jeunesse a appelé jeudi à la grève reconductible à compter du 12 octobre contre la réforme des retraites.

"*C'est maintenant qu'il faut peser: tous en grève reconductible!*", déclare le SNPES-PJJ/FSU dans un communiqué diffusé jeudi. "*Tout au long de cette mobilisation, le SNPES-PJJ a défendu l'idée que la grève reconductible était indispensable pour faire céder le gouvernement, que, face à son refus d'entendre les revendications, il fallait construire la reconduction. Aujourd'hui nous y sommes*", ajoute le syndicat.

Le SNPES-PJJ appelle donc "*l'ensemble des personnels*" de la protection judiciaire de la jeunesse à "*être massivement en grève le 12 octobre*", et à "*se réunir en assemblées générales le lundi 11 ou le mardi 12 octobre pour décider des modalités de la reconduction de la grève*".

Le syndicat appelle aussi les personnels à "*prendre tous les contacts avec les secteurs en lutte pour construire des actions locales interprofessionnelles*". (AP 07.10)

5- La voix du gouvernement et son écho.

Face au risque de radicalisation du mouvement contre sa réforme des retraites, Nicolas Sarkozy a concédé jeudi des aménagements en faveur des femmes et des parents d'enfants handicapés.

Pour le directeur de l'institut Viavoice, François Miquet-Marty, "*ce sont des concessions secondaires qui ne remettent pas en cause l'architecture du projet et le coeur de la réforme*" et elles ne constituent certainement pas un "*recul*".

"*Le scénario le plus envisageable maintenant c'est le pourrissement*", estime le directeur de Viavoice.

"*Mais cela ne résoudrait pas les problèmes de fond et le risque serait d'une accentuation de l'exacerbation sociale*", avertit cet analyste. Car la réforme des retraites "*cristallise*" la révolte d'une bonne partie des Français contre la situation économique et sociale et ce ne sont pas ces concessions qui "changeront la donne".

Guy Groux, du Centre de recherches politiques (Cevipof) de Sciences Po Paris, voit également dans l'annonce de ces aménagements une "*tentative de neutraliser*" les appels à la grève reconductible dans le secteur public, qui pèsent sur le débat au Sénat en menaçant le pays de paralysie.

"*Est-ce que cela peut suffire ? J'en doute*", juge ce spécialiste des mouvements sociaux en France. "*Aujourd'hui, la question essentielle posée par les syndicats, notamment par la CGT, c'est l'ouverture de vraies négociations.*"

Mais lui aussi est sceptique sur les suites du mouvement en l'absence d'une véritable mobilisation dans le secteur privé.

"Si la question est de savoir s'il peut y avoir une mobilisation de type mai 1968, la réponse est non. Nous n'en sommes certainement pas là", explique-t-il

"*Ce ne sont pas là des éléments de nature à modifier la critique fondamentale sur le projet de réforme*", a cependant déclaré le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

La CFDT a salué une "*avancée*" et un "*pas en avant*" mais son secrétaire national chargé du dossier a déclaré à Reuters que cela ne remettait en rien en cause l'appréciation globalement négative de la réforme par la centrale. (Reuters 07.10)

5- Les dernières déclarations de responsables syndicaux.

«*C'est la base qui nous demande de faire une grève reconductible*», a affirmé sur France Info ce jeudi le cheminot Bruno Duchemin, de la FGAAC-CFDT, qui estime que les syndicats de la SNCF sont «*dans l'obligation de durcir*» le mouvement.

«*C'est la dernière cartouche, sinon il faudra plier les gaules*», estime Philippe Touzet, délégué central Sud-RATP, contacté par 20minutes.fr. «*On va quand même essayer, mais ça va dépendre de comment ça embraye ailleurs [dans les autres secteurs]*», ajoute-t-il, estimant que la RATP et la SNCF sont les porte-étendards du mouvement.

«*On voit qu'il y a quelque chose qui cloche et ça déçoit tout le monde. On attend des leaders qu'ils invitent les gens au sens large (à se mobiliser) et pas qu'à défiler dans la rue. Les préavis de 24h, ça déstabilise, mais ça ne suffit pas. La grève, c'est bloquer l'économie, sinon, il faut tourner la page*», ajoute Philippe Touzet.

Ce fatalisme n'est pas partagé par Eric Nabet, son homologue de la CGT-RATP, qui estime, «*déterminé et confiant*», que sa confédération dans son ensemble va «*dans la même logique*», et pas seulement la base. «*La CGT travaille à ce que l'ensemble des secteurs, selon leur capacité, puisse se mettre en marche*», indique le syndicaliste à 20minutes.fr, promettant que sa confédération «*ne baissera pas les bras au-delà du 12 octobre*». «*Ce n'est pas un baroud d'honneur. On est dans la continuité, dans la même dynamique d'élargissement du mouvement*», ajoute-t-il.

Pourtant, tout en haut de l'échelle, le discours est beaucoup plus mesuré. «*La CGT n'appelle pas à la grève reconductible. Mais nous, on l'a toujours dit: ce sont les salariés qui décideront de ce qu'ils feront. Si certains veulent reconduire, ils reconduiront*», indique Eric Aubin à 20minutes.fr. Même son de cloche à la CFDT. «*On n'a aucun appel en faveur d'une grève illimitée. Et c'est loin d'être la majorité pour une grève reconductible. Ils sont en situation de crise, ils ne peuvent pas se le permettre financièrement*», explique Jean-Louis Malys, secrétaire national du syndicat, à 20minutes.fr.

«*La grosse question, c'est: Est-ce que les salariés vont suivre?*», s'interroge pour sa part Jean-Louis Besnard, de l'Unsa, joint par 20minutes.fr. L'autre risque, récurrent lors des grèves reconductibles, c'est la réaction de l'opinion publique, malgré les sondages favorables au mouvement. «*Le public est versatile, c'est un mouvement à gérer prudemment*», estime-t-il. Et Jean-Louis Malys d'ajouter: «*La force du mouvement, c'est sa largeur. S'il y a radicalisation, il y a un risque que l'opinion se retourne*». (20minutes.fr 07.10)

## Social.

### 1- France.

Payer sa chambre individuelle à l'hôpital à un tarif digne d'une chambre d'hôtel ? La mesure est envisagée très sérieusement par l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Une mesure déjà appliquée par de nombreux CHU de province, mais inédite dans les hôpitaux parisiens.

Le premier à évoquer cette mesure pour s'en indigner a été le professeur André Grimaldi, chef du service de diabétologie de la Pitié-Salpêtrière, le 29 septembre sur France Culture : '*J'ai appris hier que désormais, quand vous voudrez une chambre seul à la Pitié-Salpêtrière, il vous en coûtera 40 euros la nuit. On était l'hôpital-entreprise, maintenant on est l'hôpital-hôtel !*'

Contactée par Le Monde.fr, l'AP-HP confirme cette information, faisant valoir qu'elle ne fait qu'appliquer, '*par souci d'équité vis-à-vis des autres établissements (à Lyon ou Marseille par exemple)*', une disposition prévue par le code de la Sécurité sociale. L'Assistance publique espère que la mesure sera effective fin 2010 ou début 2011. (Lemonde.fr 07.10)

### 2- Grèce.

Moins de 3.000 personnes ont défilé dans le calme aux cris de "*Voleurs*", "*Escrocs*", sous des banderoles proclamant "*Taxez les riches*" ou "*Pas de sacrifices pour le FMI*".

Le cortège était bien plus réduit que lors de défilés similaires pendant l'été. En juillet, 12.000 personnes avaient marché dans les rues de la capitale. Ils étaient 50.000 le 5 mai.

Les syndicats ont organisé six grèves générales cette année sans parvenir à faire reculer le gouvernement et la mort de trois personnes lors d'une violente manifestation en mai a encore ajouté au sentiment de découragement.

Le syndicat du secteur privé GSEE a dit qu'il ne prévoyait pas de nouvelles grèves avant un moment, levant une partie de la pression sur les épaules des socialistes au pouvoir. Le principal syndicat du secteur public, Adedy, a en revanche prévenu qu'il ne renoncerait pas à protester contre les baisses de salaires qui frappent la fonction publique. (Reuters 07.10)

## Politique.

### 1- Un flic-président hystérique à la tête de l'Etat. La police fait du zèle.

La gendarmerie a constitué un fichier sur les Roms et les gens du voyage, illégal et clandestin. Ce fichier ethnique, dont *Le Monde* révèle l'existence ( édition papier du 8 / 10) est d'ailleurs baptisé MENS – minorités ethniques non sédentarisées.

Des associations de Roms et de gens du voyage ont porté plainte, mercredi 6 octobre, pour constitution de fichier non déclaré, et conservation "*de données à caractère personnel qui font apparaître les origines raciales et ethniques*".

Alain Bauer, le président du groupe de contrôle des fichiers, dit au *Monde* ne pas connaître pas lui non plus le fichier MENS, et annonce qu'il va faire son enquête : "*Beaucoup de ces institutions mentent avec aplomb, ce n'est pas le premier fichier non déclaré qu'on découvrirait*", rapporte le blog Libertés surveillées sur Le Monde.fr.

Le Monde.fr, dans sa version pour les abonnés, mentionne plusieurs exemples, indiquant que ce fichier "non existant" a été utilisé .

Par exemple: Dans une fiche, à "*diffusion restreinte*", les gendarmes écrivent sans sourciller : "*L'environnement généalogique effectué par l'OCLDI (Office central de lutte contre la délinquance itinérante) à partir des procédures et des renseignements recueillis, ainsi que la consultation de notre base documentaire de données (fichier MENS), permet d'indiquer que certains individus suspectés appartiennent à la communauté française des gens du voyage, se connaissent soit par des liens familiaux, soit par relations criminelles d'habitude.*" (Lepost.fr 07.10)

### 2- Le parquet de Paris est une officine de l'UMP.

Le parquet de Paris s'est opposé jeudi à l'ouverture d'une enquête par un juge indépendant sur des soupçons de corruption lors d'une vente de sous-marins au Pakistan en 1994, un dossier susceptible d'inquiéter Nicolas Sarkozy.

Peu après la signature par le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke d'une ordonnance lançant des investigations pour "*corruption et abus de biens sociaux*", le procureur Jean-Claude Marin, lié hiérarchiquement au pouvoir, a annoncé qu'il faisait appel en invoquant des problèmes de "*procédure*". (Reuters 07.10)

### 3- Sarkozy le ridicule.

Nul n'ignore plus que l'UMP, après nous avoir expliqué pendant trois ans qu'il fallait un bouclier fiscal en France parce que les Allemands en avaient un... a désormais le toupet d'expliquer qu'il faut supprimer ledit bouclier au nom de la convergence avec l'Allemagne, qui n'a pas de bouclier. Or, il semble que la majorité soit décidée à utiliser la même grosse ficelle au sujet de la TVA sur la restauration.

Depuis juillet 2009, la TVA dans la restauration a été abaissée à 5,5%.

Le 14 décembre 2009, lors d'une conférence de presse Nicolas Sarkozy est interrogé par une journaliste de Paris Match sur l'opportunité de maintenir une TVA réduite qui donne de si piètres résultats. Il sort alors son "*joker*" allemand : "*Si c'était si étrange que cela, je vous pose la question : pourquoi Mme Merkel vient-elle de décider de faire la même chose? Si c'était un tel échec, je pose la question de savoir pourquoi Mme Merkel, à la tête de la première économie d'Europe, vient de décider de baisser la TVA sur la restauration à 7%? Madame Merkel est quelqu'un de censé, quelqu'un qui réfléchit*".

Et Sarkozy de continuer son numéro: "*Essayez d'élargir votre réflexion aux autres. Non seulement cette décision qu'a prise la France n'est pas combattue par les autres, mais dans son programme, Madame Merkel a dit: "une des premières décisions économiques que je vais prendre, c'est de baisser la TVA dans la restauration en Allemagne".*"

Problème, il n'y a pas plus de TVA abaissée sur la restauration en Allemagne que de bouclier fiscal. La TVA dans la restauration est à 19%. Au moment où parle Sarkozy, il y a tout au plus outre-Rhin une décision d'abaisser le taux de TVA... dans l'hôtellerie au 1er janvier .

Sarkozy ignore visiblement aussi que la décision de baisser la TVA dans l'hôtellerie n'est pas une lubie de Merkel comme il le présente, mais qu'elle émane du libéral FDP, parti de coalition. Bref, Sarko a tout faux. Mais au moins le mensonge a réussi à faire taire l'insolente auteure de la question.

Comme le bouclier fiscal, la mesure pourrait donc être supprimée. D'aucuns à l'UMP suggèrent ainsi que la TVA sur la restauration soit remontée à un niveau intermédiaire, entre 10 et 12%. Reste à trouver un moyen de faire passer le retour en arrière.... Et ce moyen est visiblement tout trouvé : la fameuse convergence fiscale... avec l'Allemagne. Après avoir découvert qu'il n'y avait pas de bouclier fiscal en Allemagne... l'UMP s'apprête à découvrir que la TVA sur la restauration y est de 19%...

Le 25 août, lors de son déplacement à Berlin, le ministre du Budget François Baroin a évoqué le rapprochement des taux de TVA entre les deux pays. Quelques jours plus tard, Jerôme Chartier, secrétaire national de l'UMP en charge de la fiscalité, a été plus explicite. Sur le site de l'UMP, il expliquait ainsi benoitement, à propos des pistes de convergences fiscales entre les deux pays: "*Nous regarderons par exemple les taux de TVA. On parle beaucoup de la TVA sur la restauration, on regardera quelle est la TVA sur les activités d'hôtellerie, de restauration, qui est pratiquée en Allemagne. Ce sera un bon enseignement*" (à partir de 1mn30 sur la vidéo). Or, l'enseignement est d'ores et déjà connu : en dépit de ce qu'affirmait Sarkozy, il n'y a pas de taux réduit de la TVA sur la restauration en Allemagne. Les restaurateurs français peuvent commencer à se faire du souci... (Libération 07.10)

### 3- Inde. Le pays où la délation fait office de civisme, un devoir.

Grâce à Facebook, les habitants de New Delhi se substituent à la police pour relever les infractions des automobilistes.

La page créée par la police de circulation de la mégalopole recense des commentaires sur l'état du trafic, mais aussi des photos, et des vidéos d'automobilistes violant les règles de la circulation. On y voit des motards, y compris des policiers, sans casques, des automobilistes qui empruntent les couloirs de bus, voire même des éléphants qui empruntent la sacrosainte voie de circulation réservée aux athlètes et officiels des Jeux du Commonwealth.

Depuis sa création, en mai 2010, 32 000 habitants utilisent déjà le service sur Facebook. Deux ou trois agents de la circulation passent désormais leur journée assis devant leur ordinateur pour relever les numéros de plaque d'immatriculation aperçus sur les photos et envoyer les contraventions aux fautifs pris en flagrant délit. Ceux qui reçoivent la contravention ont la possibilité de contester la faute. "*Mais jusqu'à maintenant, les 1000 qui ont été envoyées n'ont jamais été contestées*", explique Satyendra Garg, le commissaire adjoint de la police de la circulation.

Les utilisateurs de la page Facebook de la police de circulation de Dehli sont désormais plus nombreux que les agents de circulation. Ces derniers ne sont que 5000 dans une mégalopole qui compte 14 millions d'habitants, soit un agent posté, en moyenne, tous les six kilomètres. Difficile, dans ces conditions, de repérer le moindre embouteillage ou le feu de circulation tombé en panne, surtout que les caméras de surveillance dans les avenues sont encore rares. Les conducteurs signalent alors un embouteillage, l'effondrement d'une chaussée ou la procession religieuse improvisée sur Facebook, en temps réel, grâce à leurs téléphones portables. La police relaie les informations sur Twitter et dépêche sur place des agents de la circulation. (Lemonde.fr 07.10)

Lu cette inscription en anglais et en tamoul repeinte régulièrement depuis des lustres sur la façade du commissariat de police de Bussy street à Pondichéry, une des plus grandes artères de la ville : il y a un citoyen sous chaque uniforme et il y a un policier dans chaque citoyen. Cela doit être un héritage du Raj britannique ! Mais ce serait une démocratie paraît-il, une démocratie policière quoi ! Vous imaginez l'ambiance, les rapports nauséabonds que les gens entretiennent.

Il existe même des associations de citoyens du type *Les amis de la police*, je l'ai découvert en me connectant sur la page Internet de la police du Tamil Nadu. J'ai été jusqu'à imprimer des pages entières que j'ai déposées sur le bureau du commissaire de police de mon district pour le rappeler à son devoir et que tous les citoyens (et étrangers) avaient les mêmes droits et que la police était censée les faire respecter et les respecter par la même occasion. Il a beaucoup apprécié, surtout que je lui ai demandé ce

qu'il faisait dans la police ! Des réunions sont organisées conjointement entre les gens de ces associations et la police, ils patrouillent la nuit accompagnés par un ou quelques policiers... Cela vous donne une autre image, pas très sympathique, de l'Inde exotique, non violente, religieuse et j'en passe.

4- Chine. Quand le parti unique et l'économie planifiée qui y est liée sont des obstacles au développement du capitalisme en Chine.

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao est-il entré en dissidence? Ses surprenantes déclarations faites dimanche dans une interview accordée à CNN pourraient le donner à penser. Il appelle ouvertement à la liberté de parole, à l'abandon du rôle dirigeant du parti et, à demi-mots, au multipartisme.

Conséquence de ce qui apparaît être une audace inédite, les propos du Premier ministre sont totalement censurés en Chine. Aucun journal ni forum officiel n'en a fait état depuis dimanche. Par contre, sur les rares forums Internet échappant à la censure, on ne parle que de ça.

«*Si le premier ministre parvient réellement à pousser les réformes politiques, il deviendra le premier grand homme du nouveau siècle», dit un internaute. D'autres sont plus sceptiques. «Ne soyons pas naïfs (...) vous pensez vraiment qu'ils vont creuser leur propre tombe?*»

Le Premier ministre chinois s'est distingué cet été en appelant à des «réformes politiques» - sans toutefois en définir le contenu. «*Le besoin de démocratie du peuple chinois est irrésistible*»

Dimanche, il est allé beaucoup plus loin: «*Je crois que la liberté de parole est indispensable pour tous les pays, les pays développés comme les pays en développement. La liberté de parole est d'ailleurs dans la constitution chinoise (...) le désir et le besoin de démocratie du peuple chinois est irrésistible*», dit-il en réponse à une question du journaliste de CNN Fareed Zakaria, qui lui demande de préciser ce qu'il entend par «*réformes politiques*».

«*J'ai profondément réfléchi à la question, lui répond sereinement Wen. Mon opinion est qu'un parti politique, une fois qu'il est au pouvoir, doit être différent de l'époque à laquelle il luttait pour le pouvoir. La principale différence est que ce parti doit agir conformément à la constitution et au droit.*»

Wen poursuit en préconisant de dissoudre le parti communiste dans l'Etat. «*Les politiques et les propositions de ce parti peuvent être fondues dans la constitution et les textes de loi par des procédures appropriées.*»

En disant cela, Wen remet en cause la sacro-sainte «*suprématie du parti*» - tout comme l'avait fait vingt ans plus tôt l'un de ces prédécesseurs, le premier ministre Zhao Ziyang, purgé après l'écrasement du mouvement de Tiananmen en 1989. Suggérant que le multipartisme est le but à atteindre, Wen ajoute: «*Tous les partis politiques, toutes les organisations, et tout le monde sans exception, doivent se soumettre à la constitution et aux lois en vigueur. C'est, de mon point de vue, l'essence même d'un système politique moderne.*»

Plus surprenant encore, Wen brise l'une des règles fondamentales du parti communiste auquel il appartient - le «*centralisme démocratique*» - en étalant les divisions du politburo au sujet des réformes politiques. «*En dépit de certains débats et points de vues, et en dépit de certaines résistances, je vais agir en accord avec mes idéaux, sans relâche, et faire avancer la refonte politique dans les limites de mes capacités.*»

Sachant pertinemment qu'il risque très gros, Wen se présente déjà en martyr potentiel de la cause. «*Je voudrais vous dire, afin de souligner davantage encore ce que je viens de dire, que je ne faiblirai pas devant la force des bourrasques et de la pluie, et que je persisterai jusqu'au dernier jour de ma vie.*»

Dans une dernière tirade digne de Mirabeau, il assène: «*On ne peut pas arrêter les désirs et la volonté du peuple. Le succès appartient à ceux qui suivront la vague, et l'échec à ceux qui tenteront d'aller dans le sens inverse.*»
«*Paradoxalement, remarque le sinologue australien Geremie Barmé, les propos tenus par Wen Jiabao ne sont pas très différents de ceux qui ont valu onze ans de prison au dissident prodémocrate Liu Xiaobo...*». (Libération.fr 07.10)

Il a dit «*Tous les partis politiques, toutes les organisations, et tout le monde sans exception, doivent se soumettre à la constitution et aux lois en vigueur. C'est, de mon point de vue, l'essence même d'un système politique moderne.*», à partir de là, si la constitution intime l'ordre à chacun de respecter la propriété privée des moyens de production, où est le problème, l'essentiel est sauvé pour les dirigeants du PC chinois !

Il semblerait que ce qui demeure de l'économie planifiée constitue dorénavant un obstacle au développement du capitalisme en Chine et que les autorités aient décidé de remédier à cette situation. Les dirigeants du parti au pouvoir n'auront qu'à se partager le gâteau des entreprises privatisées ou s'octroyer des postes en or comme cela s'est produit en URSS et le tour sera joué. (A suivre)

## Economie.

Comment faire semblant de s'attaquer aux plus riches.

Quatre-vingts députés UMP ont réclamé jeudi la suppression simultanée du "*bouclier fiscal*" et de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) dès 2011 pour lutter contre les déficits et partager l'effort de rigueur.

Le député UMP Michel Piron, qui a déposé un amendement en ce sens dans le cadre du débat à venir sur le budget 2011, a annoncé que la liste, qui compte donc plus d'un quart des 314 députés du parti présidentiel, allait encore grossir.

Le bouclier fiscal et l'ISF seraient, selon l'amendement, "*remplacés par l'imposition des revenus du patrimoine ainsi que la création d'une nouvelle tranche d'impôt supplémentaire sur les revenus supérieurs à 100.000 euros*".

Un nouveau taux marginal d'impôt sur le revenu de 46% serait appliqué pour la fraction supérieure à ce montant. (Reuters 07.10)

Haut de page

---

Le 9 octobre

## Retraites.

1- Gouvernement.

Le conseiller syndical de l'Elysée, Raymond Soubie, a réaffirmé vendredi matin que le gouvernement ne lâcherait rien sur les principaux points de la réforme, qu'il espère voir votée d'ici le 23 octobre. "*Il est clair que sur le coeur du projet, à savoir les mesures d'âge, la retraite à 62 ans pour l'essentiel, le gouvernement ne bougera plus*", a-t-il déclaré sur RTL.

Commentaire.

Aucun gouvernement en Europe n'a lâché, car dans aucun pays le mouvement ouvrier divisé, corrompu et gangrené par le réformisme n'est prêt à affronter le gouvernement en place, pourquoi devrait-il en être autrement en France ? Une grande partie de la classe ouvrière est prête à en découdre immédiatement dans tous les pays de l'UE, mais en l'absence de perspective politique une minorité seulement se mobilise et seule une infime minorité se reconnaît dans les syndicats et les partis dits ouvriers, devrait-il en être autrement ?

Le double langage ou les lacunes politiques des trois partis POI, NPA et LO fait qu'ils ne sont pas crédibles aux yeux des travailleurs. Le premier se souvient en parole (dans une déclaration) les jours de fête qu'il se réclame du socialisme, le second a oublié jusqu'à l'existence des institutions de la Ve République depuis sa fondation, quant au troisième il est incapable de relier le programme transitoire au programme socialiste, en réalité ce défaut est partagé par ces trois partis.

Exiger le retrait du projet de loi du gouvernement sans immédiatement poser la question du gouvernement ouvrier qui serait capable de satisfaire notre droit à la retraite, revient à brasser du vent en guise d'action et à opposer au gouvernement une impasse politique. Devrait-il en être autrement sachant que cette question du pouvoir politique et de l'Etat a été systématiquement écartée, bradée ou niée pendant des décennies au profit des revendications immédiates ou de réformes, laissant le soin au régime capitaliste d'en tirer tout le profit sur le plan politique ?

Pourquoi du jour au lendemain les travailleurs devraient-ils se dire : mais c'est bien sûr, pourquoi n'y avons-nous pas pensé plus tôt, voilà la solution, un gouvernement ouvrier ? Ce sont ceux qui n'ont eu d'autres perspectives à proposer pendant des décennies que les revendications spontanées des masses, qui voudraient nous faire croire que la majorité des travailleurs pourraient rompre avec cette vieille habitude ancrée dans leur esprit que tout serait possible en régime capitaliste et que dans le cas contraire c'était uniquement parce que la situation ne le permettait pas, sans remettre un instant en cause le système économique en place, que tout hélas n'était finalement pas possible dans ce bas monde et qu'il faudrait faire avec. C'était le meilleur moyen sans en avoir l'air de subordonner plus solidement le prolétariat au capitalisme. Même en étant les principales victimes des conséquences de la crise du capitalisme les masses ne sont pas parvenues à commencer à poser la question déterminante de leur rupture avec le capitalisme.

Si demain la contre-réforme des retraites passe, le gouvernement expliquera que finalement c'est la raison qui l'a emporté et qu'il a le soutien de la majorité des exploités, alors qu'en réalité, c'est seulement au capitalisme que les masses demeurent soumises.

Pour bien montrer à quel point ces partis et les syndicats tentent de préserver le régime en place chacun à leur manière, on pourrait ajouter que si la majorité des travailleurs sont contre le projet sur les retraites du gouvernement, mais ne voit pas comment ils pourraient lui infliger une défaite compte tenu de la détermination qu'il affiche quasi-quotidiennement sur cette question précise, ils se sont bien gardés de joindre à l'exigence du retrait l'ensemble des revendications non satisfaites du prolétariat, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie qui n'ont cessé de s'accumuler au cours des dernières années, car alors serait apparu un peu trop clairement qu'il n'y avait rien à attendre de ce gouvernement et des institutions et qu'il fallait orienter résolument le combat contre l'Etat.

A l'opposé, et ceci explique cela, ils ont expliqué aux travailleurs et aux militants que le PS et ses satellites n'étaient pas vraiment ce qu'ils croyaient, idem pour les malheureux dirigeants syndicaux tombés dans le "piège" tendu par Sarkozy, que la solution passerait forcément par ces partis qui ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes comme si les travailleurs et les militants étaient amnésiques, qui plus est soutiennent ouvertement Sarkozy, idem envers les dirigeants syndicaux dont tout le monde a bien évidemment oublié les multiples trahisons et leurs liens avec le pouvoir, le tout tendant à affaiblir la détermination des travailleurs et devant servir à les empêcher de trouver une issue politique en dehors du régime en place et des institutions dont font partie le PS et ses alliés. Ils ont été jusqu'à leur expliquer que tout était possible dans ce régime capitalisme, par exemple, voyez les réformes qui ont été adoptées entre 1945 et 1958 quand le pays était en ruine, pourquoi ce qui a été possible à cette époque ne le serait-il pas aujourd'hui, faisant au passage les louanges de l'union nationale en vigueur, un argument qui a dû empêcher de dormir Sarkozy et ses amis du CAC 40 !

Opposer au gouvernement et aux institutions, à l'Etat, la longue liste des revendications non satisfaites de toutes les couches d'exploités revenait à dresser un jugement sans appel contre le capitalisme, qui aurait indiqué aux masses quel contenu et quelle orientation politique elles devaient donner à leur combat, ce qui ne devait pas manquer de les mettre sur la piste de la seule alternative existante au capitalisme, le socialisme. Impensable, quelle horrible perspective !

On peut également concevoir que les travailleurs et les militants estiment que c'est le capitalisme mondial qui est à l'origine de leurs problèmes et souffrances, et que par conséquence il leur est impossible de lutter sur ce terrain, ils se sentiront impuissants à s'attaquer au FMI, à la Banque Mondiale, etc. Par contre, il leur est possible de combattre sur le terrain politique contre le gouvernement et les institutions qui sont en fait les représentants de ces institutions internationales du capital. Or, et ce n'est pas un hasard non plus si c'est justement sur ce terrain que personne ne veut mener le combat ou relier le combat pour la défense de nos droits ou acquis à la question politique du pouvoir politique.

Vous ne voudriez quand même pas après que tout a été fait pour mieux embrouiller les travailleurs, qu'ils se fassent une idée claire de la situation et qu'ils soient en mesure de se situer sur un terrain de classe indépendant du capitalisme, le croire serait se leurrer une fois de plus. Avez-vous analysé le contenu politique de la résistance des travailleurs ? Quelle est aujourd'hui 9 octobre 2010 la nature sociale du mouvement ouvrier ?

Mon analyse n'a pas pour objet de prétendre que la révolution serait possible demain matin ou qu'elle aurait été possible depuis 1945, mais de démontrer qu'on aurait pu (et qu'on peut encore) s'y prendre autrement afin d'élever le niveau de conscience politique de la classe, de l'organiser et de construire le parti qui nous fait tant défaut, et que si ces conditions avaient été réunies on ne serait peut-être pas aujourd'hui dans cette situation quasi inextricable. La résurgence de théories toutes plus foireuses ou opportunistes les unes que les autres et que l'on pouvait penser remisées au musée des antiquités, suffit à démontrer à quel point le mouvement ouvrier et son avant-garde se sont fourvoyés au cours des décennies précédentes, après qu'il s'est écarté ou qu'il a rompu avec le socialisme.

J'ai oublié de préciser un point important.

Pourquoi le mot d'ordre du retrait n'a-t-il pas été accompagné depuis le début systématiquement du refus de l'allongement de la durée de cotisation pour lequel Chérèque (et la CGC) est favorable ? Pour éviter de briser l'intersyndicale jaune ? Pour mieux permettre à chacun (des appareils) de manoeuvrer et de sortir les mains propres de cette bataille ?

2- Intersyndicale jaune.

L'intersyndicale appelle à une nouvelle journée d'action contre la réforme des retraites le samedi 16 octobre et annonce une nouvelle rencontre entre les syndicats le 14 octobre "*pour évaluer à nouveau la situation et envisager les suites*", selon une déclaration commune diffusée vendredi et signée par les syndicats CGT, CFDT, CFTC, FSU, UNSA, et Solidaires.

Commentaire.

Ils jouent la carte du pourrissement déjà adoptée par le Palais, normal, non ? Vous vous attendiez à quoi au juste ?

3- Sur le terrain.

- Des préavis de grève ont été déposés dans 85 réseaux de transports urbains, dont 29 préavis reconductibles

- La contestation contre la réforme des retraites gagne du terrain dans les lycées avec une hausse du nombre d'établissements bloqués.

Le mouvement a touché vendredi, à des degrés divers, 81 lycées, avec des blocages ou des tentatives de blocage et un fort taux d'absentéisme, a-t-on appris auprès du ministère de l'Education nationale, qui souligne que moins de 2% des 4.302 établissements du pays étaient concernés.

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, a critiqué dans un communiqué "*l'irresponsabilité de tous ceux qui mettent les lycéens en danger en les appelant à des actions qui risquent de dégénérer*".

4- Syndicats pro-capitalistes.

Unsa.

L'Unsa-RATP a ouvert une brèche dans le front syndical en renonçant à appeler à la grève le 12 octobre contre une réforme des retraites que ses adhérents estiment jouée d'avance.

Le deuxième syndicat du métro parisien a pris sa décision après avoir consulté sa base. Il en ressort qu'elle estime être manipulée politiquement, a expliqué vendredi à Reuters Frédéric Sarrassat, l'un des responsables de l'Unsa-Transports.

"*Encore une fois, on met les transports en première ligne en sachant pertinemment qu'au Sénat on est en train de voter les lois et que rien ne sera vraiment modifié sur le fond*", a-t-il dit, ajoutant qu'on a "*l'impression qu'on utilise les gens des transports comme de la chair à canon*".

Pour Frédéric Sarrassat, les syndicats ne se sont pas donné les moyens de combattre la réforme. "*Une fois de plus, on se sert de nous pour faire fléchir le gouvernement mais on ne met pas toutes les armes de notre côté, à savoir les transports routiers, les grandes entreprises, notamment*", a-t-il dit.

"*On va faire grève en sachant pertinemment que structurellement, la réforme va passer. Donc, à un moment il y a un jeu de dupes qui s'instaure et visiblement nos adhérents ont été très sensibles à ça*", a ajouté Frédéric Sarrassat.

Commentaire.

L'Unsa a lâché le morceau.

Effectivement, pour empêcher cette contre-réforme de passer et demain pour obtenir son abrogation il faudrait quasiment un soulèvement de la classe ouvrière menaçant l'existence du régime qui entraînerait une grave crise politique sur fond de situation pré-révolutionnaire, perspective totalement impensable évidemment pour des lieutenants du capital déguisés en syndicalistes ouvriers.

CFTC.

Le président de la CFTC, Jacques Voisin, s'est opposé vendredi au mot d'ordre de grève reconductible à la SNCF, affirmant que son syndicat chez les cheminots n'est plus représentatif depuis 2009.

Dans un communiqué, il explique que sa confédération "*ne cautionne en aucun cas les grèves reconductibles*" à la SNCF.

Selon lui, d'anciens dirigeants dissidents de la CFTC-Cheminots ont déposé des préavis de grève reconductible en région Alsace, Lorraine, à Lyon et au dépôt Paris-Est où ils sont représentatifs.

Mais ces dissidents "*ont été déchus à titre définitif de leurs mandats syndicaux par une décision du conseil confédéral de la CFTC au mois de septembre*".

Commentaire.

Camarades cheminots de la CFTC : quittez ce syndicat jaune, adhérez à la CGT, à FO ou à SUD !

6- FO

Pour Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, les choses sont toutefois loin d'être jouées.

"*Beaucoup de préavis reconductibles sont déposés - FO, systématiquement, y est présent. Moi je dis 'bien malin celui qui peut dire 'voilà ce qui peut se passer la semaine prochaine et la semaine d'après'*", a-t-il déclaré sur France Inter.

Commentaire.

Pourquoi FO n'appelle-t-il (à ma connaissance) nationalement à reconduire la grève à partir du 12 ?

7- Sarkozy-Woerth = DSK-Hamon, UMP=FMI=PS.

Dans un document publié cette semaine, le FMI assure noir sur blanc que le recul de l'âge légal de la retraite est la meilleure méthode pour assurer à l'avenir le niveau des pensions. «*Une augmentation de deux ans de l'âge légal de départ à la retraite suffirait à stabiliser la part des pensions dans le PIB pour les deux prochaines décennies*», peut-on lire.

Dès sa diffusion, la droite s'est emparée du rapport pour enfoncer un coin chez les socialistes. Le ministre du Travail, Éric Woerth, s'est fendu d'un hommage sur Public Sénat : «*Merci Dominique Strauss-Kahn de ne pas être, au fond, dans une posture idéologique et uniquement électoraliste et d'être un homme d'État responsable.*»

Autant d'éléments qui apportent de l'eau au moulin du gouvernement.

Au PS, on minimise donc l'impact du rapport. «*On ne va pas feindre la surprise. Le FMI est une institution au diapason des traditions libérales*», a expliqué le porte-parole, Benoît Hamon. «*C'est une position du FMI, ce n'est en rien une position qui concerne le PS*», a renchéri le numéro deux du parti, Harlem Désir. Marisol Touraine relativise elle aussi : «*Le rapport ne dit pas que le relèvement de l'âge de départ est la seule politique possible.*»

Les socialistes rappellent qu'ils défendent l'allongement de la durée de cotisation, ce qui implique pour beaucoup de personnes un report de l'âge de départ effectif. À les entendre, il faudrait distinguer le directeur et le Fonds : DSK, c'est DSK, le FMI, c'est le FMI. «*Ce rapport est indépendant de sa volonté*», explique Jean-Christophe Cambadélis. «*Le principe de fonctionnement de cette institution implique que le directeur n'assiste pas aux débats qui portent sur son pays.*»

Selon Cambadélis «*Les gens ont compris que DSK n'est pas Nicolas Sarkozy et que le FMI n'est pas l'Élysée. Dominique Strauss-Kahn ne décide pas seul.*»

Commentaire.

Exercice périlleux, impossible en réalité de pouloir faire croire qu'il existerait une différence entre la politique réactionnaire de Sarkozy et celle menée par le FMI en Grèce sous la direction de Strauss-Kahn, par exemple. Autre point commun entre l'UMP et le PS : leurs dirigeants ont l'art de prendre les travailleurs pour des abrutis ! Pas sûr que cela prenne toujours.

Et ne rigolez pas, selon certains Benoît Hamon représenterait la "*gauche*" du PS : «*C'est une position du FMI, ce n'est en rien une position qui concerne le PS*», et la position de DSK n'est celle ni du FMI ni du PS bien que les uns et les autres sont exactement sur les mêmes positions avec le soutien à l'allongement de la durée de cotisation.

Au PS (et leurs satellites), qu'est-ce qu'ils en ont à foutre de rester dans "*l'opposition*", ils conservent leurs postes, leurs retraites et leurs prébendes, c'est l'essentiel quand on a pour seul objectif d'assurer la stabilité et la survie de l'ordre établi, non ?

(source des différents extraits d'articles : Reuters, AP et Lefigaro.fr 08.10)

## Social.

1- Belgique.

Le syndicat socialiste CGSP, majoritaire au sein de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB), a décrété jeudi une grève de 24 heures qui devrait paralyser l'ensemble du rail belge le lundi 18 octobre, a-t-il annoncé dans un communiqué.

Cette grève sera précédée par le "*blocage total du trafic marchandise sur le réseau ferré belge*" lundi 11 octobre, selon le communiqué.

La CGSP, qui compte dans ses rangs 65% des cheminots syndiqués, proteste contre le blocage des discussions avec la direction dans plusieurs dossiers, a précisé à l'AFP son président, Gérard Gelmini.

Le second syndicat de la SNCB, la centrale chrétienne CSC, ne s'est à ce stade pas associé à ces actions. (Lexpress.fr 07.10)

2- Italie.

Des milliers d'étudiants et d'enseignants ont manifesté vendredi dans une cinquantaine de villes italiennes contre des réformes et des coupes budgétaires décidées par le gouvernement dans l'éducation.

En plus des manifestations dans les villes du pays, enseignants et assistants annoncent des grèves régulières jusqu'en décembre contre les réformes. (Reuters 08.10)

## Economie.

1- France. 12% d'augmentation en deux ans... la hausse des salaires et des retraites ? Tu fumes trop...

Le prix des cigarettes et du tabac augmentera le lundi 8 novembre de 6 % en moyenne, a annoncé vendredi 8 octobre la Confédération des buralistes, un an tout juste après la précédente hausse.

Le ministre du budget, qui ne décide pas du prix mais doit homologuer les tarifs chaque trimestre, avait indiqué qu'il allait 'donner une suite favorable à la demande de hausse des prix de la part des industriels et des fournisseurs à un niveau identique à celui de l'an dernier, de l'ordre de 6 %, et ce avant la fin de cette année'.

En valeur, le marché du tabac a augmenté de plus de 5 % sur la même période en raison de la hausse des prix, au bénéfice de l'Etat (les taxes représentent 80 % du prix d'un paquet), des buralistes (qui sont rémunérés 8 % sur chaque paquet vendu) et des industriels. (Lemonde.fr 08.10)

2- Chine. Sur fond de guerre et de crise économique mondiale.

Extrait de la Charte 08 qui a valu le Prix Nobel de la paix au Chinois Liu Xiaobo (traduction réalisée en décembre 2008 par le site Rue 89).

"*14- Protection de la propriété privée. Nous devrions établir et protéger le droit à la propriété privée, et promouvoir un système économique de marché libre et honnête. Nous devrions abolir les monopoles gouvernementaux sur le commerce et l'industrie, et garantir la liberté de créer de nouvelles entreprises. Nous devrions créer un comité des entreprises d'État, responsable devant le Parlement, qui supervisera le transfert de la propriété de l'État vers le secteur privé d'une manière honnête, concurrentielle, et ordonnée. Nous devrions mettre en oeuvre une réforme agraire qui favorise la propriété privée de la terre, qui garantisse le droit d'acheter et de vendre la terre, et permettre à la véritable valeur de la propriété privée de se refléter dans le marché.*"

Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a réitéré vendredi l'appel de Paris à la libération du dissident. Le président américain Barack Obama a également exhorté la Chine à libérer rapidement Liu Xiaobo.

L'organisation Reporters sans frontières a accueilli cette nouvelle "*avec une immense émotion*", évoquant "*un geste d'une portée historique en faveur du mouvement pour la liberté d'expression en Chine*". "*Nous y voyons un message d'espoir pour le lauréat (...) mais également pour les dissidents en détention à travers le monde et pour le peuple chinois*", souligne RSF dans un communiqué. (AP et Lepoint.fr 08.10)

Commentaire.

On comprend l'empressement des dirigeants du vieux monde et ses laquets de soutenir le successeur du dernier prix Nobel de la paix qui terrorise quotidiennement le peuple afghan depuis qu'il a été élu, Obama.

Lire les articles du Réseau Voltaire sur RSF, une officine réactionnaire soutenue par l'impérialisme américain.

3- Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont perdu des emplois en septembre pour le quatrième mois d'affilée, et à un rythme bien plus rapide que le

mois précédent, selon des chiffres officiels publiés vendredi 8 octobre. Les économistes et analystes anticipaient en moyenne une stabilité du marché de l'emploi. Le taux de chômage est resté stable à 9,6 %.

Comme les mois précédents, l'Etat a mis fin aux contrats d'un grand nombre de personnes embauchées temporairement pour le recensement décennal. Cela a touché encore 77 000 personnes en septembre, auxquelles sont venues s'ajouter 76 000 suppressions de postes dans les administrations des Etats fédérés et les collectivités locales.

Le secteur privé, vers lequel se porte tous les regards, a continué d'embaucher, mais moins rapidement que les mois précédents. Le solde net des créations d'emplois n'y a été que de 64 000, soit moins que les 74 000 attendus par les analystes, et 31 % de moins qu'en août, qui avait déjà marqué une baisse par rapport à juillet. (Lemonde.fr 08.10)

Haut de page

---

Le 10 octobre

Quelques mots à propos du site.

J'ai actualisé quelques pages d'accueils de plusieurs rubriques du site. Je n'ai pas encore résolu le problème de transfert de fichiers volumineux vers le serveur qui héberge le site, en fait cela proviendrait de la lenteur de la connection. A vol d'oiseau j'habite dans un village de pécheurs à moins de 3 kms de Pondichéry, mais c'est comme si je me trouvais à 200 kms ! Je vais voir si l'opérateur public BSNL couvre la zone où j'habite, ce n'était pas le cas il y a deux ans, mais les choses évoluent très vite ici. En attendant je suis obligé de me taper 10 Kms en moto pour actualiser le site, mais bon je n'ai pas le choix.

Un de mes anciens élèves qui bosse dans une boîte d'informatique m'a proposé de m'aider. Il est passé hier soir avec un de ses potes informaticiens de retour de Singapour avec des copies des versions les plus récentes des logiciels que j'utilise, dont la totalité des logiciels d'Adobe.

De mon côté je me débrouille pour trouver tous les logiciels dont j'ai besoin pour le fonctionnement du site et faire des économies, par contre je ne peux souvent pas vous copier les articles entiers parus dans *Le Monde* ou *Les Echos* notamment, parce qu'ils sont réservés aux abonnés, dont je ne fais pas partie évidemment par mesure d'économie. Vous vous comptez en euros, moi je compte en roupies, un euro c'est peu de chose, sauf pour les plus pauvres, mais 60 roupies c'est déjà le prix d'un paquet de cigarettes ou de 3 litres de lait, vous multipliez cela par dix ou par cent et vous arrivez à une somme non négligeable ici, je ne vais pas dépenser pour seulement deux abonnements l'équivalent de la moitié de ce que je dépense pour vivre un mois, je dois penser que je n'aurai pas de retraite, donc je dois restreindre et contrôler en permanence mes dépenses. Si je me prive de certains produits alimentaires que je sais bénéfique pour la santé, si je n'ai pas mis les pieds dans un restaurant depuis plus d'un an, ce n'est certainement pas pour m'abonner au *Monde* ! Si je ne compte pas le temps que je consacre à l'actualisation du site, il me faut bien compter pour avoir de quoi vivre le restant de mes jours, comme mes parents l'ont toujours fait pour survivre, comme quoi je n'ai pas changé de classe !

Tenez j'ai un exemple tout frais. Ce matin je voulais mettre en ligne un article intéressant d'un banquier d'affaires chez Rothschild paru dans *Le Monde* d'hier, selon lui "*notre société ressemble de plus en plus à celle de l'Ancien Régime*", mais ne figurait en ligne gratuitement qu'un court extrait, du coup j'ai laissé tomber. Vous ne le saviez peut-être pas parce que j'ai oublié de vous le signaler, mais dans bien des cas dans les articles de presse que je mets en ligne, ne figurent que les premiers paragraphes. Avis aux militants qui souhaiteraient soutenir financièrement le site et améliorer le service qu'il vous apporte, en toute indépendance de l'Etat et du capitalisme, dans tous les sens du terme je précise.

Retraite.

1- Une majorité des Français estiment justifié la mobilisation contre la réforme des retraites du 12 octobre, selon un sondage Ifop repris par L'Express.fr. A près de 71 %.

Les catégories populaires approuvent davantage les manifestants, de même que les salariés du secteur public, précise le site de l'hebdomadaire.

Autre enseignement de ce sondage : 90 % de sympathisants de gauche et 66 % adhèrent à cette opinion. (Lepost.fr 09.10)

C'est la quasi-totalité des travailleurs manuels et intellectuels de tout le pays qui est contre le projet scélérat de Sarkozy au profit du capitalisme financier. Cependant chacun n'en fait pas la même lecture, ce qui explique en partie pourquoi la mobilisation piétine.

La question est donc de savoir de quelle manière ce rejet peut s'exprimer ou être organisé pour avancer sur la voie qui conduirait au retrait de cette contre-réforme.

Nous ne reconnaissons aucune légitimité à Sarkozy à toucher à nos retraites, nous exigeons même qu'elles soient améliorées et que chaque travailleur partant à la retraite entre 50 et 55 ans soit certain de disposer de quoi vivre normalement jusqu'à son dernier souffle, ce qui inclus qu'aucune retraite soit inférieure à 1 500 euros, ainsi que le respect de notre droit à la santé qui va avec, dans lequel le gouvernement ne cesse de tailler à la hache...

Les militants auront sans doute apprécié à sa juste valeur les appels au front unique en direction du PS sachant que ce parti était sur la même ligne que l'UMP.

Le PS a ainsi fournit opportunément matière à Woerth et au gouvernement pour expliquer que finalement "*tout le monde*" était pour une réforme, réforme qui devrait forcément se traduire par une nouvelle remise en cause du droit à la retraite pour l'ensemble des travailleurs, réforme qu'ils accepteraient de bon coeur à partir du moment où "*l'effort*" demandé serait réparti entre toutes les classes précisait le PS, au nom de "*l'équité*", c'était la seule distinction purement démagogique et au demeurant insoutenable avec le projet du gouvernement, puisque les propositions du PS consistaient à amplifier la financiarisation des organismes de retraite, processus qui devrait justement conduire à la privatisation complète des retraites, l'objectif final que s'est fixée l'aristocratie financière dont Sarkozy défend les intérêts.

Cette position affichée par le PS depuis le départ aurait dû entraîner immédiatement le rejet de ce parti dans le camp de l'UMP, puisqu'ils étaient d'accord sur l'essentiel de cette contre-réforme (l'allongement de la durée de cotisation), au lieu de vouloir l'associer à tout prix au combat du mouvement ouvrier et du prolétariat et d'introduire de ce fait dans leurs rangs un élément qui leur est étranger, en réalité un facteur supplémentaire de division pour affaiblir notre combat, prêter main-forte à Chérèque... et peut-être finalement aboutir à la dislocation de la mobilisation contre le gouvernement.

J'ai pris soin ici de bien distinguer le PS du PCF et du PG qui s'opposent à l'allongement de la durée de cotisation, distinction que je n'ai peut-être pas toujours faite quand il le fallait d'ailleurs, par précipitation et non volontairement. Ceci pour dire qu'il aurait fallu isoler le PS de ces partis pour tenter de les amener sur le terrain d'un front unique de classe conforme aux intérêts du prolétariat, ce qui n'est évidemment pas le cas du front unique qui s'est constitué autour des formations politiques réunies autour de l'appel de la Fondation Copernic. Une fois le PS remisé dans son camp naturel au côté de l'UMP, il aurait été plus difficile au PCF, au PG et au NPA de s'y associer sans passer à leur tour pour des partisans de la contre-réforme du gouvernement aux yeux de leurs militants, et il aurait été plus difficile à leurs dirigeants de justifier leur refus de s'associer au POI.

Le loup est entré dans la bergerie en soutenant l'allongement de la durée de cotisation rejeté unanimement par l'immense majorité des travailleurs, il a poursuivi son travail de sape en martelant qu'une réforme s'imposait puisqu'il n'était pas question de s'attaquer aux intérêts des capitalistes, voyant que cela ne suffisait pas, il a tenté un coup de bleuf en prétendant qu'il rétablirait la retraite à 60 ans s'il parvenait au pouvoir en 2012, constatant que cet enfumage des masses n'avait pas suffit à affaiblir la détermination des travailleurs, le PS a sorti l'artillerie lourde en reprenant à son compte la proposition de Mélenchon et Royal d'un référendum dans l'espoir que cela suffirait cette fois à éteindre le feu qui couve. Voilà où nous en sommes en gros sur fond de journées d'action dispercées et sans lendemain pour permettre à Sarkozy de parvenir à ses fins.

L'opportunisme qui consiste à faire appel au PS comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier et d'en attendre quelque chose, ne pourra jamais palier ou faire oublier l'absence du parti révolutionnaire. Il conduira sans doute la classe ouvrière et les militants dans une impasse et à connaître un échec politique qui aura des répercussions dans toutes l'UE, sans que le prolétariat n'en tire le moindre enseignement politique pour la suite de son combat, comme d'habitude depuis 60 ans. Ne parlons même pas de la construction du parti, qui sur de telles bases relève de la fabulation ou de l'escroquerie. La suite va dépendre de la capacité des masses à se situer exclusivement sur le terrain de ses intérêts. On aura l'occasion d'en reparler d'ici peu.

2- Ces derniers jours, la mobilisation étudiante à commencé à croître avec une multiplication des assemblées générales au sein des campus.

Ces AG n'ont pas encore réuni en masse, mais ont déjà permis d'organiser de petits comités de mobilisation et de prendre un certain nombre de décisions. Les assemblées vont se poursuivre la semaine prochaine, avec sûrement davantage d'étudiants à la clé.

Voici les chiffres des AG organisées la semaine dernière dans différentes universités. Au total, près de 2.000 étudiants se sont réunis :Rennes : 150 ; Montpellier : 150 ; Paris : 270 ; Orléans : 110 ; Metz : 80 ; Perpignan : 40 ; Toulouse : 110 ; Reims : 120 ; Brest : 70 ; Lyon : 60 ; Bordeaux : 320 ; Angers : 100 ; Clermont : 200 ; Nantes : 110. (Lepost.fr 09.10)

## Politique.

1- France.

Le conseil national du Nouveau Centre (NC) a entériné samedi le principe d'une candidature de centre droit à la présidentielle de 2012 même s'il a repoussé la décision finale au début de la campagne électorale, dans un an.

Avec 15.000 adhérents revendiqués, 2.000 élus locaux et 40 parlementaires, le Nouveau Centre se veut le pôle d'attraction d'une famille centriste aujourd'hui éclatée mais qui, bien que fidèle à la droite, a toujours eu un candidat pour porter ses couleurs à la présidentielle. (Reuters 09.10)

2- Belgique.

Selon le sondage TNS Media réalisé pour radiodiffusion publique flamand VRT et le journal De Standaard, 18% des Flamands veulent l'indépendance de leur région, qui forme la partie nord de la Belgique. (Reuters 09.10)

3- Italie.

Des milliers d'Italiens actifs et retraités ont participé samedi à Rome à une manifestation organisée par deux des principaux syndicats du pays pour réclamer une réforme du système fiscal propre à stimuler la croissance économique.

La CISL et l'UIL, deuxième et troisième syndicats du pays, font pression en faveur d'une série de réductions d'impôts pour les salariés, les retraités, les familles et les entreprises. Ils prônent aussi une lutte accrue contre la fraude fiscale.

"Nous avons besoin de récupérer notre argent, l'argent que nous payons en impôts, et nous payons beaucoup d'impôts", a déclaré Emilio Baratto, syndicaliste et retraité, au milieu d'un groupe de manifestants qui agitaient drapeaux et ballons.

Le plus important des syndicats italiens, la CGIL, n'a pas pris part à la manifestation, signe de divergences marquées entre les divers groupes syndicaux sur les efforts du constructeur automobile Fiat pour accroître la productivité dans ses usines italiennes.

La CISL et l'UIL soutiennent les initiatives prises par des employeurs comme Fiat pour réaménager les contrats de travail dans une perspective de flexibilité plus grande. Ils reprochent à la CGIL sa position sur cette question, nettement plus dure que la leur. Les adhérents de la CGIL envisagent des manifestations séparées dans les prochaines semaines.

La plupart des syndicats italiens sont restés assez calmes jusqu'ici, le pays traversant la crise financière internationale sans adopter de budgets d'austérité aussi drastiques que ceux de la Grèce ou de l'Espagne.

Dans le cadre d'un plan d'austérité italien portant sur 25 milliards d'euros, les âges d'accession à la retraite sont repoussés de trois à six mois, les salaires de la fonction publique font l'objet d'un gel et ceux des hauts fonctionnaires subissent des réductions.

Vendredi, étudiants et enseignants ont manifesté dans une cinquantaine de villes italiennes contre des réformes et des coupes budgétaires décidées par le gouvernement dans le secteur de l'éducation. (Reuters 09.10)

Economie.

Cadeau de l'Etat des banquiers... aux banquiers bien sûr !

La Société générale a récupéré 1,7 milliard d'euros sur les 4,9 milliards perdus en 2008 dans l'affaire Kerviel grâce à un dispositif fiscal.

La fiscalité des sociétés leur permet de bénéficier, en cas de pertes exceptionnelles sur un exercice donné, d'une déduction d'impôt. Elle atteint un tiers de la somme perdue, soit le taux d'imposition normal des sociétés. (Libération.fr 09.10)

Haut de page

---

Le 11 octobre

Retraites.

1- Quelque 31% des Français souhaitent que le mouvement de grève reconductible à partir de mardi, journée d'action pour les retraites, dure au-delà de quelques jours, et 44% pensent que cela va être le cas, selon un sondage Ipsos pour Europe 1 communiqué dimanche. (Libération.fr 10.10)

2- Les deux tiers des Français soutiennent le durcissement du mouvement contre la réforme des retraites qui s'exprime par les préavis de grève reconductibles dans les transports, selon un sondage BVA diffusé dimanche qui montre que les jeunes sont les plus en pointe.

D'après ce sondage réalisé pour M6, 66% des Français soutiennent ce durcissement et 31% sont contre.

Les jeunes y apparaissent comme les plus favorables à ce durcissement de la contestation: parmi les 15-24 ans, la proportion est de 72%; elle est de 71% parmi les 25-34 ans, de 67% chez les 35-49 ans, de 64% auprès des 50-64 ans et de 58% pour les 65 ans et plus. (Reuters 10.10)

Hier après-midi, donc avant de prendre connaissance de ces sondages, je me posais ces questions : Les masses sont-elle résolues à affronter le régime ? Dans quelle proportion ? Quels secteurs et quelles couches de travailleurs ? Je me méfie autant des instituts de sondage que des déclarations de dirigeants proclamant que tout serait possible alors que l'absence d'orientation et d'objectif politique fait cruellement défaut à la mobilisation des masses, or c'est l'élément déterminant pour la suite du combat engagé contre le gouvernement.

Trotsky notait en 1936 (Où va la France ?) : "*le chiffre de deux millions de grévistes témoigne d'un esprit de lutte élevé de la part du prolétariat français*", alors qu'il y avait "*sur le papier*" 4 millions de syndiqués à la CGT. 74 ans plus tard, le nombre de travailleurs a doublé et celui des syndiqués a été divisés par 3, et le nombre de grévistes le 7 octobre 2010 n'a pas dû dépasser le chiffre de 1936. Par conséquent, on ne peut donc pas dire que le rapport de force serait particulièrement favorable à la classe ouvrière.

Cependant, si l'on tient compte des transformations qui ont eu lieu au sein de la classe ouvrière depuis cette époque, on peut en déduire que 2 millions de grévistes concentrés dans les secteurs clés de l'économie pourraient suffire à paralyser le pays et entraîner l'ensemble du prolétariat au combat.

Qu'on ne vienne pas nous dire que les précieuses analyses ne valent plus rien aujourd'hui, voici ce qu'il écrivait et dites-nous en quoi les choses auraient changé fondamentalement :

"*Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "contre-réformes" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière.*"

On croirait ces lignes écrites spécialement pour nous, non ?

"*La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir*" écrivait-il encore, raison de plus pour poser la question du pouvoir dans notre agitation, ce que refusent de faire encore aujourd'hui tous les partis.

"*L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes: c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère "prudence" qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton: "De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace".*"

C'est justement ce dont nos dirigeants sont incapables jusqu'à présent.

"*Le parti du prolétariat est le plus important facteur politique quant à la formation d'une situation révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires, en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non pas une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.", on remplacera de nos jours le Parti radical par le Parti socialiste qui s'est avéré être depuis longtemps un formidable outil de gestion de la société pour le compte du capitalisme en période de crise et dont la classe ouvrière s'est détournée.*

*"L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que*

*par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.*

*La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout.*

*Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.*"

Comme vous y allez camarade Trotsky, vous allez effrayer nos dirigeants ! Ils exigent le retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites mais ils sont incapables d'aller plus loin, écrivons donc la suite à leur place : si notre droit à la retraite est incompatible avec l'existence du capitalisme en crise, soit on accepte la liquidation de ce droit et de crever au boulot, soit il nous faut s'attaquer aux fondements du capitalisme et pour cela commencer par chasser Sarkozy et son gouvernement, renverser les institutions conçues uniquement pour servir les intérêts du capitalisme, construire un Etat ouvrier sur la base de nos besoins, dont celui de ne pas passer toute sa vie au travail, partant du principe que l'on travaille pour vivre et non que l'on devrait vivre pour travailler.

"*L'idée finale de la résolution programmatique du Comité central (du PC - Ndlr) couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement :*

*"En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat."*

*Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le "programme minimum", en "soulignant" bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le "but final" du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !*

*Quand ils "soulignent" que l'"affranchissement définitif" ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable: les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.*

*La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :*

*En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice - les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.*

*Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité central citées plus haut. La différence, espérons-nous, est claire. D'un côté le stalinisme, de l'autre, le léninisme. Entre eux, un abîme.*"

La différence était si claire, que les partis de l'avant-garde du prolétariat ont été incapables de concevoir qu'il était possible de continuer le combat pour le socialisme en avançant conjointement sur le terrain des revendications transitoires et celui de la révolution socialiste, privilégiant l'un ou l'autre, privilégiant l'un au détriment de l'autre, en l'excluant de leur propagande, alternant gauchisme, dogmatisme et sectarisme, et socialisme réformiste le reste du temps à la remorque des appareils pourris du PS et/ou du PCF, celui-ci l'emportant dans la dernière période, plus aucun parti ne mettant en avant sur le plan politique les tâches de la révolution socialiste sous des prétextes aussi nombreux que divers, ainsi va l'opportunisme.

Il ne suffit pas d'affirmer dans une déclaration "*tels sont (nos) positions*" comme l'a fait le Conseil fédéral du POI le 3 octobre en attendant la prochaine déclaration pour en entendre parler, faut-il encore mener l'agitation sur ces "positions" pour que

les travailleurs puissent s'en saisir, pour les convaincre qu'il existe une issue à la crise du capitalisme, afin de donner une orientation politique à leur combat.

Voici un extrait de cette déclaration parue dans le n°118 d'*Informations ouvrières* :

"*Quel gouvernement prendra de telles mesures d'urgence ?*

*A l'évidence, un gouvernement qui déciderait de rompre toute attache vis-àvis de la classe capitaliste, refusant en particulier de se soumettre à l'impératif de la « dette » au nom de laquelle on prétend imposer les plans meurtriers contre les travailleurs et le peuple.*

*Un tel gouvernement ne pourrait être qu'un gouvernement qui décide de rompre avec l'Union européenne et de remettre en cause les institutions antidémocratiques de la Ve République, celles-là mêmes qui ont vu l'Assemblée croupion adopter la contre-réforme.*

*Un tel gouvernement tirerait sa légitimité du mandat donné par la majorité du peuple souverain représenté par ses délégués élus dans une Assemblée constituante.*

*Telles sont les positions du Parti ouvrier indépendant.*"

Si nous partageons le constat dressé dans la première partie de ce passage, nous ne pouvons pas adhérer au moyen que préconise le POI pour parvenir à mettre fin à la crise du capitalisme, car il y manque l'essentiel.

D'une part, la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et son organisation à l'échelle de tout le pays, condition indispensable sans laquelle le prolétariat ne prendra jamais le pouvoir, ils sont incapables de nous dire d'où sortiraient ces "*délégués élus*" qui devraient constituer une Assemblée constituante, ce serait sans doute aux travailleurs et aux militants d'éclaircir cet épais mystère ! Déléguer le pouvoir à une Assemblée constituante sans qu'elle s'appuie sur l'organisation permanente des masses, revient à dessaisir les masses du pouvoir, conduit à leur démobilisation et fraie la voie à la réaction. Observez donc ce qui se passe en Bolivie, où chaque jour qui passe la réaction reprend du poil de la bête... sans parler de la majorité des travailleurs qui demeurent dans un état de pauvreté, comme si finalement rien n'avait changé dans le pays. Votez, élisez vos députés, on se chargera du reste... Remplacez députés par délégués et vous avez le contenu de l'issue politique que nous propose le POI.

D'autre part, le refus du POI d'indiquer qu'il combat pour prendre le pouvoir en tant que parti, comme si le pouvoir devrait forcément tomber entre les mains d'autres partis, revient pratiquement à refuser de construire le parti qu'il nous faut pour vaincre notre ennemi de classe en s'inspirant des enseignements de la révolution russe de 1917 et de tenir compte de toutes les tentatives qui ont systèmatiquement avorté ou conduit à des échecs au cours du XXe siècle pour s'en être écartées, rabaissant au passage le parti au rôle de simple aiguillon de la lutte de classe au lieu d'affirmer qu'il combat pour prendre la direction du mouvement ouvrier et de constituer le premier gouvernement ouvrier provisoire révolutionnaire avec les partis qui seront restés fidèles aux intérêts de la classe ouvrière...

A ceux qui estiment qu'il ne faut surtout pas poser la question du pouvoir avant que la situation soit mûre pour la révolution, voici ce que Trotsky en pensait :

"*Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie (aux alentours de 1902 - Ndlr) , il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles: ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre: "A bas l'autocratie!" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine Jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste.*"

Aujourd'hui avons-nous préparé le prolétariat et la petite-bourgeoisie dans cette perspective ? Vous connaissez la réponse.

Trotsky ajoutait un peu plus loin "*Il est en général absurde de tenter de transporter mécaniquement en France les diverses étapes et les divers épisodes du mouvement révolutionnaire russe. (...) A l'école de Lénine, il faut apprendre la méthode d'action et non pas changer le léninisme en citations et en recettes, bonnes pour tous les cas de la vie.*", d'où la nécessité d'adapter les enseignements du marxisme à notre époque, ce que l'on essaie de faire pour ne pas tomber dans le piège du dogmatisme.

Puisque nous sommes partis à citer Trotsky, continuons à propos de la grève générale, cela pourraît donner des indications précieuses aux militants pour mieux comprendre la situation actuelle. Cela va ravir les adeptes des citations des marxistes dont je ne suis pas ! Je ne vais pas commenter chaque citation, à vous de le faire et de nous faire part de vos réflexions.

1- "*La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la*

*légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes: la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation.*"

2- "*Mais la grève générale est-elle possible dans un proche avenir ?*

*A une question de ce genre, il n'y a pas de réponse a priori, c'est-à-dire toute faite d'avance. Pour avoir une réponse, il faut savoir interroger. Qui ? La masse. Comment l'interroger? Au moyen de l'agitation.*

*L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tels ou tels mots d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de sonder son état d'esprit et ses pensées et, selon les résultats, de prendre telle ou telle décision pratique. C'est seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard : pour les marxistes, pour les léninistes, l'agitation est toujours un dialogue avec la masse.*

*Mais pour que ce dialogue donne les résultats nécessaires, le parti doit apprécier correctement la situation générale dans le pays et tracer la voie générale de la lutte prochaine. A l'aide de l'agitation et du sondage de la masse, le parti doit apporter dans sa conception les corrections et les précisions nécessaires, en particulier dans tout ce qui concerne le rythme du mouvement et les dates des grandes actions.*

*La situation dans le pays a été définie plus haut : elle a un caractère pré-révolutionnaire avec le caractère non-révolutionnaire de la direction du prolétariat. Et puisque la politique du prolétariat est le principal facteur dans le développement d'une situation révolutionnaire, le caractère non-révolutionnaire de la direction prolétarienne entrave la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire déclarée, et par cela même contribue à la transformer en situation contrerévolutionnaire.*

*Dans la réalité objective il n'y a pas, bien entendu, de strictes délimitations entre les différents stades du processus politique.*

*Une étape s'insère dans l'autre, en résultat de quoi la situation révèle diverses contradictions. Ces contradictions, assurément, rendent plus difficiles le diagnostic et le pronostic, mais ne les rendent nullement impossibles.*"

Maintenant on doit se méfier du compte-rendu de l'agitation des partis qui comptabilisent le nombre de signatures sur une pétition en oubliant de préciser le nombre de travailleurs auxquels ils l'ont proposée par exemple, ce qui ne permet pas de se faire une idée exact de l'état d'esprit des travailleurs. 100 signatures obtenus le dimanche matin lors d'une diffusion peut sembler important, reste à savoir combien de militants étaient présents sur le marché et combien de travailleurs sont passés sans la signer, sans parler du contenu de leur signature qui reste à analyser.

3- "*Or, dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour.*

*Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.*"

Quelles "*organisations ouvrières sont prêtes*" aujourd'hui à les mener à ce combat ? Réponse : aucune du côté des syndicats ! On pourrait répondre le POI, le NPA et LO, mais ces partis sont faibles et n'ont qu'une influence très limitée sur le reste du mouvement ouvrier et les masses.

4- "*Les masses veulent-elles lutter ?*

*Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. L'histoire nous enseigne que quelques semaines et même quelques jours avant l'insurrection d'octobre, des bolcheviks marquants comme Zinoviev, Kamenev, Rykov (de certains comme Losovsky, Manouilsky, etc., inutile de parler) affirmaient que les masses étaient fatiguées et ne voulaient pas se battre. Et pourtant Zinoviev, Kamenev et Rykov, comme révolutionnaires, étaient cent coudées au-dessus des Cachin, Thorez et Monmousseau.*

*Celui qui dit que notre prolétariat ne veut ou n'est pas capable de mener la lutte révolutionnaire, celui-là lance une calomnie, en reportant sa propre mollesse et sa propre lâcheté sur les masses laborieuses. Jusqu'à maintenant il n'y a eu aucun cas ni à Paris*

*ni en province où les masses soient restées sourdes à l'appel d'en-haut.*

*Le plus grand exemple est la grève générale du 12 février 1934. Malgré la complète division de la direction, l'absence de toute préparation sérieuse, les efforts tenaces des chefs de la C.G.T. de réduire le mouvement au minimum, puisque ne pouvant pas l'éviter complètement, la grève générale eut le succès le plus grand qu'elle pût avoir dans les conditions données. C'est clair: les masses voulaient combattre. Tout ouvrier conscient doit se dire: la pression de la base doit être bien puissante, si Jouhaux lui même est sorti pour un moment de l'immobilité. Certes, il ne s'agissait pas d'une grève générale au sens propre, mais seulement d'une manifestation de 24 heures. Mais cette limitation ne fut pas apportée par les masses : elle fut dictée d'en haut.*

*La manifestation de la place de la République, le 10 février de cette année, confirme la même conclusion. Le seul instrument qu'aient utilisé les centres dirigeants pour la préparation fut la lance de pompiers. Le seul mot d'ordre que les masses entendirent fut: Chut! Chut! Et, néanmoins, le nombre des manifestants dépassa toutes les attentes. En province, la chose s'est présentée et se présente dans la dernière année absolument de la même façon. Il est impossible d'apporter un seul fait sérieux qui témoignerait que les chefs veulent lutter et que les masses se refuseraient à les suivre. Toujours et partout, on observa un rapport absolument inverse. Il garde toute sa force encore aujourd'hui. La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.*"

Nous sommes exactement dans la même situation en l'absence du parti révolutionnaire.

5- "*Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les "chefs", c'est-àdire: dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des "revendications partielles immédiates". Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter.*

*Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées- et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. A la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre.*

*Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation.*"

6- "*Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire.*"

Excellente idée, non ?

7- "*L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.*

*Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ?*

*Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie: les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme.*

*Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat.*"

Je ne sais pas si la question de la grève générale correspond précisément à l'état d'esprit actuel des masses, les masses ne

se limitent pas aux fonctionnaires plus prompts à se mettre en grève que le reste du prolétariat ou aux 8 ou 9% de syndiqués dans le pays, une chose est certaine en revanche, c'est que la décomposition du pouvoir en place et son rejet par l'immense majorité des travailleurs pose avec accuité un peu plus chaque jour la question du pouvoir politique, par quoi remplacer cet Etat aux ordres de l'aristocratie financière. Par contre, les masses ne se sont pas encore données d'orientation politique, c'est l'aspect le plus préoccupant de la situation, si elles n'y parvenaient pas, elles seraient vaincues une fois de plus.

8- "*La question de la grève générale se complique par le fait que la C.G.T. proclame son monopole à déclarer et à conduire la grève générale. Il en résulte que cette question ne regarde pas du tout les partis ouvriers. Et ce qui est, à première vue, le plus étonnant, c'est qu'il se trouve des parlementaires socialistes qui pensent que cette prétention est dans l'ordre des choses; en vérité, ils veulent simplement se débarrasser de cette responsabilité.*

*La grève générale, comme l'indique déjà son nom, a pour but d'embrasser, autant que possible, tout le prolétariat. La C.G.T. ne réunit dans ses rangs probablement pas plus de 5 à 8 % du prolétariat. L'influence propre de la C.G.T. en dehors des limites des syndicats est absolument insignifiante, dans la mesure où, dans telle ou telle question, elle ne coïncide pas avec l'influence des partis ouvriers. Peut-on, par exemple, comparer l'influence du Peuple à l'influence du Populaire ou de l'Humanité?*

*La direction de la C.G.T., par ses conceptions et ses méthodes, est encore incomparablement plus loin des tâches de l'époque actuelle que la direction des partis ouvriers. Plus on va des sommets de l'appareil vers la base des syndiqués moins il y a de confiance en Jouhaux et en son groupe. Le manque de confiance se change de plus en plus en méfiance active. L'appareil conservateur actuel de la C.G.T. sera inévitablement balayé par le développement ultérieur de la crise révolutionnaire.*

*La grève générale est, par son essence même, une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'Etat bourgeois. Elle rassemble les ouvriers syndiqués et non-syndiqués, socialistes, communistes et sans-parti. Elle a besoin d'un appareil de presse et d'agitateurs tels que la C.G.T. seule n'en dispose absolument pas.*

*La grève générale pose carrément la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat. La C.G.T. tourna et tourne le dos à cette tâche (les chefs de la C.G.T. tournent la face vers le pouvoir bourgeois). Les chefs de la C.G.T. eux-mêmes sentent assurément que la direction de la grève générale est au-dessus de leurs forces. S'ils proclament, néanmoins, leur monopole à la diriger, c'est uniquement parce qu'ils espèrent par cette voie étouffer la grève générale avant même sa naissance.*

*Bien entendu, dans la préparation et la conduite de la grève générale, les syndicats auront un rôle très influent; mais non pas en vertu d'un monopole, mais côte à côte avec les partis ouvriers. Du point de vue révolutionnaire, il est particulièrement important de collaborer étroitement avec les organisations syndicales locales, sans la moindre atteinte, bien entendu, à leur autonomie.*"

Bien entendu que partis et syndicats doivent lutter ensemble pour la grève générale à partir du moment où l'on estime qu'elle est à l'ordre du jour, y compris pour la prise du pouvoir.

9- "*"Attendre", "faire durer", "gagner du temps", tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation pré-révolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous.*"

Nous avons déjà perdu tellement de temps que ce serait criminel de ne pas indiquer clairement aux travailleurs que la situation met à l'ordre du jour la question du combat pour le pouvoir face à la décomposition du régime qu'incarne l'épileptique du Palais et sa bande de nazillons.

10- "*Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles: il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont les soviets de députés ouvriers.*"

Mais non, mais non camarade Trotsky, tu n'y es pas, ces "*précédents historiques*" sont tombés dans les oubliettes de l'histoire de la lutte des classes, ce sont des "*délégués élus*" par on ne sait qui au cours d'un processus dont on ignore tout, provenant d'on ne sait quels partis, qui doivent constituer cette "organisation" nommée Assemblée constituante, dixit le POI qui se trompe de révolution et de classe à la fois. Le POI a au moins le mérite de proposer une orientation, ensuite on a le droit de la partager ou de la critiquer loyalement, le NPA et LO ne sont même pas foutus de proposer quoi que ce soit !

11- "*Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme*

*français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issus dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915: "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif.*"

Il semblerait que Trotsky ait sous-estimé la puissance contre-révolutionnaire du stalinisme ou plutôt l'absence d'un parti révolutionnaire en 36 qui est l'élément déterminant au cours d'un processus révolutionnaire ; je l'avais déjà écrit ailleurs puisque je ne pratique pas le culte de la personnalité, et si je m'autorise de critiquer Trotsky c'est sans me prendre pour autant pour ce que je ne suis pas.

La situation que décrit Trotsky ressemble à celle que nous connaissons aujourd'hui, et c'est peut-être à tort que j'ai rejeté la caractérisation de D. Gluckstein qui prétendait que la situation était pré-révolutionnaire.

Cependant, je ne suis pas certain que la situation objective des masses soit vraiment mûres, qu'elles ne disposent pas encore des moyens de continuer de vivre comme avant compte tenu des importantes améliorations de ses conditions d'existence au cours de la seconde moitié du XXe siècle, à l'exception des couches les plus défavorisées du prolétariat dont les conditions de vie sont restées pratiquement inchangées et proche de l'indigence, il faut noter aussi que les différents gouvernements qui se sont succédés se sont employés à multiplier les mesures sociales en faveur des plus pauvres (relayées par les associations à vocation "humanitaire") afin d'éviter que la situation ne tourne à l'émeute dans les quartiers ouvriers et d'assurer la stabilité du régime.

Quant au "*désarroi extrême de la bourgeoisie*", il se manifeste à travers la crise qui secoue le parti de l'ordre, l'UMP, et les sommets de l'Etat avec les multiples affaires auxquelles sont mêlés Sarkozy et les membres de son gouvernement, de son parti, sans pour autant entraîner jusqu'à présent l'éclatement de l'UMP, bien qu'il soit en proie à des tensions très vives et des désaccords sur la stratégie a adopté pour imposer au prolétariat une batterie de mesures antisociales sans aller jusqu'à déclencher une révolution et mettre en péril le régime.

Il faut tenir compte aussi du fait que les générations des années 80 et suivantes n'ont jamais connu autre chose que la société telle qu'elle est devenue aujourd'hui avec son lot d'injustices et d'inégalités de plus en plus accentuées et banalisées par les médias, les Ong, etc., comme si le fatalisme qui s'est emparé de la majorité de la population et la régression sociale qui l'accompagne ne faisaient que suivre le destin du monde écrit quelque part depuis l'éternité, contre lequel on ne peut pas lutter ou plutôt sans qu'on puisse inverser le cours de l'histoire, et qu'il fallait s'estimer déjà heureux de ne pas connaître pire situation au regard de ce qui se passe dans d'autres pays. Il faut donc compter sur l'extraordinaire faculté de l'homo sapien sapien de s'adapter aux situations les plus extrêmes qui dessert notre cause, en se demandant s'il possède réellement les moyens de développer les facultés nécessaires à la compréhension du monde dans lequel il vit pour le changer, nous le pensons mais jusqu'à présent il n'en a pas vraiment donné la preuve.

Admettons provisoirement que le refus de vivre de plus en plus mal, d'accepter de nouveaux sacrifices, suffit à palier l'immaturité des conditions objectives, par contre il ne peut pas palier l'absence de maturité des conditions subjectives, de perspective politique, il ne faut pas se raconter d'histoires.

Tout n'est pas perdu pour autant comme le notait Trotsky, car le parti peut encore se construire au cours du processus révolutionnaire, il s'appuyait encore sur l'exemple du parti bolchevik pour avancer cet argument.

## Politique.

### 1- Toujours plus bas... jusqu'à la chute finale !

Nicolas Sarkozy a perdu quatre points en un mois à 30% de Français satisfaits de son action, selon un sondage OpinionWay diffusé dimanche.

Nicolas Sarkozy retrouve ainsi ses niveaux de satisfaction et de mécontentement de juillet, les plus défavorables depuis son élection à la présidence de la République en 2007. (Reuters 10.10)

Petit à petit ils le font descendre au niveau le plus bas enregistré par un institut de sondage il y a déjà environ un mois, c'est-à-dire à 26%, estimation sans doute encore généreuse. En dehors de la classe des capitalistes qu'il représente et les couches supérieures de la petite-bourgeoisie, il n'a plus aucun soutien parmi le reste de la population.

### 2- Hypocrisie et gesticulation médiatique.

François Hollande s'est étonné dimanche que 'le contribuable paie' au sujet des milliards d'euros perdus par la Société Générale dans l'affaire Kerviel et en partie récupérés en déductions d'impôts par la banque.

'Parmi toutes les choses choquantes dans cette affaire, et il y en a beaucoup, maintenant on apprend que la Société Générale va être remboursée pour son manque de vigilance et de diligence par rapport à ce qui devait être fait pour surveiller un de ses traders', a-t-il dit. 'C'est pour cela qu'il faut changer aussi un certain nombre de lois', a-t-il ajouté. (Lemonde.fr 10.10)

Parce qu'Hollande ignorait jusqu'à présent l'existence de ce privilège accordé par l'Etat aux capitalistes...

### 3- Israël. Un Etat théocratique ne peut pas être démocratique.

Le gouvernement israélien s'est prononcé dimanche en faveur d'un projet de loi qui exige que tout candidat à la citoyenneté israélienne promette loyauté "*à l'Etat juif et démocratique d'Israël*".

"*Quiconque demande à recevoir la citoyenneté israélienne par la naturalisation déclarera qu'il sera un citoyen loyal à l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique*", a dit à la presse Benjamin Netanyahu.

"*C'est l'essence du sionisme et de l'Etat d'Israël*", a ajouté le Premier ministre. (Reuters 10.10)

---

## Le 12 octobre

J'ai corrigé le lien vers le tract du CCI-T, avec mes excuses.

Les camarades ont sans doute entendu parler du *Programme du Conseil national de la Résistance* auquel font références certaines formations politiques tout en ignorant son contenu. Je le mets en ligne pour ceux qui ne le connaîtraient pas et qui penseraient encore à tort que certains droits de la classe ouvrière seraient des acquis de sa lutte de classe, alors qu'en réalité ils ont été finalement le produit d'un marchandage, de la collaboration de classes à l'issue de la seconde guerre mondiale, de la soumission et de la capitulation des réformistes et des staliniens devant de Gaulle qui représentait à l'époque les intérêts de l'Etat des capitalistes. Une simple lecture de ce document permet de ne laisser place à aucun doute sur cette question. Le Conseil national de la Résistance n'était qu'une forme d'union nationale.

Si vous vous demandiez encore comment s'est mise en place la collaboration de classe entre l'Etat et les syndicats à partir du milieu des années 40, comment fut-elle pour ainsi dire institutionalisée, d'où proviennent les importantes concessions (mal nommées acquis) accordées aux syndicats par les capitalistes et leurs représentants, vous trouverez une partie des réponse à ces questions dans ce document, qui vous permettront également de comprendre comment par la suite elle n'a pas cessé de se développer pour assurer la stabilité du régime jusqu'à nos jours. Une autre fois, si j'en trouve le temps, on reviendra sur la IVe République qui prépara le terrain au retour de de Gaulle au pouvoir et à l'avènement de la Ve République en 1958.

J'ai terminé mon boulot pour ce matin, alors que devez être en train de prendre votre petit-déjeûner, il est 11h59 ici. La suite peut-être dans la journée. Bonne manif camarades !

## Retraites.

### 1- Leur principale préoccupation.

- Bernard Vivier, directeur de l'Institut Supérieur du Travail : "*Les centrales confédérales ne poussent pas aux grèves reconductibles. Mais attention, il arrive un moment où les appareils ne contrôlent plus leurs bases, leur ligne dure en interne.*". (Lexpress.fr 11.10)

La question est de savoir si cette "*ligne dure*" est seulement le produit de la conscience de classe des militants ou si elle exprime également la radicalisation des travailleurs.

- «*Toute la question est maintenant de savoir si les grèves seront effectivement reconduites par les assemblées générales à partir de mercredi. Il est clair que le mouvement ne peut pas continuer sous la forme de journées de mobilisation de 24 heures tous les quinze jours. Il va sinon s'essouffler*», analyse pour 20minutes.fr Joël Sohier, auteur d'un ouvrage sur Le syndicalisme en France (éd. Vuibert).

Pour le spécialiste, une seule chose décidera les salariés à reconduire leur mouvement: l'appel de l'intersyndicale à la grève générale.

«*Soit l'intersyndicale parvient donc cette semaine à unifier le mouvement pour aller au choc frontal avec le gouvernement, soit la mobilisation risque de faiblir*», conclut Joël Sohier. (20minutes.fr 11.10)

Ce "*spécialiste*" n'a pas observé que les dirigeants syndicaux appellaient à la grève générale lorsqu'elle existait déjà pratiquement dans le pays... A entendre cet ignare qui en plus est sourd, si le mouvement n'est pas "*unifié*", cela ne proviendrait pas du manque de volonté de l'intersyndicale d'y parvenir, car voyez-vous ce serait son objectif !

Il vient au secours des Chérèque et consorts qui expliqueront d'ici peu, que si la contre-réforme de Sarkozy est passée, c'était finalement la faute des travailleurs qui ne sont pas mobilisés à la hauteur des espérances de l'intersyndicale, car de son côté elle a fait son travail et ne doit souffrir aucun reproche.

2- Jeunes : circulez il n'y a rien à voir ! La "***rue***" est dangereuse (Chatel) : dites donc cela aux chômeurs de plus de 50 ans !

- Chérèque : appeler les lycéens à manifester, ce serait "*l'arme du faible*. (Lexpress.fr 11.10)

Et appeler les vieux, les retraités à manifester, usés physiquement, faibles, incapables de courrir devant une charge de CRS, c'est insupportable !

- M. Sarkozy n'est pas téméraire avec les jeunes. Il avait retiré illico la réforme des lycées de Xavier Darcos fin 2008, lorsque les lycéens ont commencé à en découdre. Dès la rentrée 2010, il a renoncé à supprimer l'aide au logement des étudiants fiscalement rattachés à leurs parents. (Lemonde.fr 11.10)

Ils craignent par dessus tout la jeunesse idéaliste, rebelle, insoumise, désobéissante, indomptable, bref : révolutionnaire !

3- Parole de briseur de grève.

- Chérèque : "*C'est une des dernières occasions de faire reculer le gouvernement.*" (Lepoint.fr 11.10)

- Chérèque : "*Inévitablement, nous remettrons ce sujet des retraites dans le débat des élections de 2012*". (Lepoint.fr 11.10)

"*Reculer*" dans la bouche de Chérèque signifie obtenir des concessions à la marge sans remettre en cause les points essentiels de cette contre-réforme chère à Sarkozy et à l'industrie financière. Sa première déclaration est à double tranchant, car des travailleurs peuvent se dire : si c'est la dernière occasion d'empêcher le report de l'âge du départ à la retraite, j'en serai.

Justice..

Souvenez -vous, on vous avait parlé de ce jeune homme, condamné à trois mois de prison ferme et 750 euros de dommages et intérêts, pour "outrage sur un agent de l'autorité" via Facebook.

Dans un article publié vendredi, l'avocat Maitre Eolas affirme sur son blog que la condamnation est illégale.

Contacté par Le Post, Maitre Eolas nous explique en quoi cette condamnation est illégale.

Pourquoi cette condamnation est illégale ?

Les faits remontent au 24 janvier, Alexandre P. se fait contrôler à bord d'une voiture en état d'ivresse. Une fois rentré chez lui, il fait part de sa colère sur son compte public Facebook.

"*BAIZE LES KEPI NIKER VS MERE BANTE DE FILS DE PUTE DE LA RENE DES PUTE… NIKER VS MERE VS ARIERE GRAN MERE ET TT VOTRE FAMILLE BANDE DE FILS DE PUTE DE VS MOR*", a-t-il écrit sur son profil Facebook.

Six mois plus tard, les gendarmes sont amenés à rechercher l'identité du jeune homme impliqué dans une affaire de voiture brûlée. C'est là, qu'ils découvrent les propos injurieux mis en ligne par Alexandre P.

Ce dernier se trouve donc convoqué par le tribunal de Brest pour "*outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique*". Il écope de trois ans de prison ferme.

Selon Me Eolas, cette condamnation ne tient pas.

S'appuyant sur la définition de l'outrage énoncée dans l'article 433-5 du Code pénal, l'avocat constate qu'il ne s'agit pas d'un outrage.

Pourquoi ?

"*Constituent un outrage (…) les paroles, gestes ou menaces, les écrits ou images de toute nature non rendus publics.*"

Or, les propos d'Alexandre P. ont été rendus public. C'est d'ailleurs ce que confirme la copie du jugement que s'est procuré Le Post : "*Attendu qu'en tenant des propos outrageants à l'égard de la gendarmerie sur Facebook, facilement accessible à tous*"

"*Si le jeune homme avait envoyé une lettre privée aux gendarmes, il aurait pu être condamné pour outrage, mais, ce n'est pas le cas*", nous explique Me Eolas.

"*Il aurait dû être relaxé*", ajoute-t-il.

Pour autant, le jeune homme aurait pu être condamné pour injure publique, relevant de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Cet article de loi prévoit une condamnation de 12.000 euros, mais en aucun cas à de la prison.

Par ailleurs, ce délit pouvait faire l'objet de poursuite sous un délai de trois mois. Mais, l'écrit injurieux a été découvert 6 mois plus tard...

L'injure ne pouvait pas être poursuivie, affirme Me Eolas sur son blog.

"*Ce jeune homme risque de faire 3 mois de prison pour un délit qu'il n'a pas commis. C'est dramatique. Je n'ai jamais vu ça*", s'insurge au Post l'avocat.

L'absence d'avocat est sans doute à l'origine de cette erreur judiciaire explique-t-il.

"*Le parquet ne respecte pas la loi en toute connaissance de cause. Il viole la loi en toute impunité. La loi est la même pour tous. Quelle leçon le parquet se permet de donner au jeune condamné après cela?*", s'interroge l'avocat sur Le Post.

Pour sa défense, le procureur de Brest, qui avait requis 6 mois de prison ferme à l'encontre d'Alexandre P, affirme au *JDD* que son lourd dossier "*explique en partie la sévérité de la peine*".

Mais sur la copie du jugement, il apparaît clairement que le jeune Alexandre P. comparait seulement pour "*outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique*".

Alexandre P. aurait appris sa condamnation dans la presse locale.

"*Ok, je suis toujours le premier à foncer dans les embrouilles. Mais là, c'est pas normal. Faut arrêter! Je ne veux pas aller en prison pour ça. Tout le monde insulte les schmidts [gendarmes] sur Facebook. Moi je prends trois mois ferme alors que personne ne prend jamais rien !* ", a-il-déclaré dans un entretien au *JDD*.

Il a ajouté qu'il comptait faire appel de son jugement. (Lepost.fr 11.10)

Le parquet est placé directement sous les ordres d'un flic-président qui se prend pour un monarque au pouvoir absolu, il se croit donc tout permis, rien de plus normal en somme.

Commentaires d'internautes :

- Brassens Brel et Léo Férré auraient été en prison s'ils avaient vécu aujourd'hui ! et Gainsbourg aurait passé le reste de ses jours en prison aussi pour avoir calomnié maintes fois les Autorités ! Drole d'époque !

- Brassens et Gainsbourg, c'est de l'insulte... Un gorille qui enfile un policier, ça ferait scandale aujourd'hui !

- Et après on va s'indigner que des discidents chinois soient en prison en raison de leurs écrits sur le net.

Economie.

1- France

Le Parlement français a adopté définitivement lundi soir le projet de loi sur la régulation bancaire et financière qui entend tirer les leçons de la crise en renforçant les pouvoirs des organismes de contrôle.

Le texte présenté par la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, doit transposer en droit français des décisions du G20 de Pittsburgh de septembre 2009 et plusieurs directives européennes. (Reuters 11.10)

Ah ben alors, déjà qu'il fallait rompre avec l'UE avant de pouvoir rompre avec la Ve République, voilà qu'il va falloir rompre aussi au préalable avec le G20... On en connait qui vont avoir du pain sur la planche pour tenter de nous faire avaler cela.

2- Le mode d'emploi de l'esclavagisme des temps modernes récompensé.

Le prix Nobel d'économie 2010 a été décerné aux Américains Peter Diamond et Dale Mortensen ainsi qu'au Britannico-chypriote Christopher Pissarides pour une méthode d'analyse des marchés portant sur les difficultés à harmoniser offre et demande, en particulier pour l'emploi, a annoncé lundi à Stockholm le comité Nobel.

Officiellement dénommé «*prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel*», le Nobel d'économie, le seul non prévu dans le testament du philanthrope suédois, est le dernier prix à être décerné pour la saison 2010.

Le résultat de leurs travaux démontre notamment comment «plus les allocations chômage sont importantes, plus le taux de chômage est élevé et la durée de recherche est longue», détaille le Comité Nobel. «*Par exemple, si les chômeurs ne reçoivent pas d'allocations, ils vont accepter le premier job venu*», explique l'économiste Alexandre Delaigue. «*Avec des allocations, ils vont pouvoir allonger leur durée de recherche et trouver un emploi qui correspond mieux à leur qualification.*» (Libération.fr et JDF 11.10)

Que disent-ils ces laquais de l'impérialisme américain à propos des 250, 300, 400 millions de chômeurs dans le monde et dont l'immense majorité d'entre eux vivent dans des pays où il n'existe pas d'allocations chômages ? Il faut croire qu'ils doivent être pour eux génétiquement fainéants et donc irrécupérables, tout juste bon à faire de la chair à canon.

Hier en fin de journée.

Il est déjà 17h à Pondichéry ce lundi, j'ai bossé toute la journée en prévision de la bataille qui va peut-être prendre une autre tournure à partir de demain. Je vous livre mes dernières réflexions. A demain, on vaincra !

Question : sur une question aussi déterminante pour le capital que la privatisation à terme des retraites, peut-on envisager sérieusement que Sarkozy pourrait "*reculer*" autrement dit, dans quelles conditions Sarkozy pourrait-il être amené à retirer son projet de loi ou doit-on considérer dors et déjà qu'il le maintiendra jusqu'au bout quel qu'en soit le prix politique à payer et que seul le combat engagé pour le renverser pourrait en venir à bout afin de préserver l'essentiel, le régime ?

Le capital et ses représentant n'ont pas vraiment à s'inquiéter des conséquences politiques qui découleraient d'une telle défaite, puisque les masses sont loin d'adhérer à une issue politique remettant en cause le régime, elles ignorent même encore dans leur immense majorité qu'une telle issue politique existe, le socialisme. Et puis, le PS et ses acolytes prendraient le relais de l'UMP au pouvoir sans que rien ne change, comme en Espagne ou en Grèce par exemple, les deux partis continuant de collaborer tranquillement au sein des institutions comme ils l'ont toujours fait.

Pour mettre fin provisoirement au "*désordre*" de la rue, ce serait même plus avantageux pour les capitalistes que le PS, le PCF, le PG et les Ecologistes soient aux commandes de l'Etat pour gérer la société pour leur compte, cela embrouillerait un peu plus la tête des travailleurs qui n'ont certes pas d'illusions dans ces partis, mais qui ne sont jamais parvenus à comprendre qu'ils combattaient en réalité au côté de leur ennemi de classe parce qu'ils étaient organiquement liés au régime. Si l'on doit bien faire une distinction entre l'UMP et le PS, il n'en demeure pas moins qu'ils ont en commun que leur existence est liée au régime et à sa survie, et que la chute du régime sous les coups de buttoirs d'une révolution signerait leur arrêt de mort.

Avec la crise aigue du capitalisme mondial et particulièrement du capitalisme français, la petite-bourgeoisie s'impatienterait et se tournerait vers l'extrême droite qui serait leur dernier recours, tandis que les positions de la frange la plus droitière de l'UMP se radicaliseraient et entraîneraient l'adhésion de l'ensemble des adhérents du parti l'ordre sous prétexte de ne pas céder du terrain au FN, pour sauver la démocratie !

L'hypothèse que les capitalistes s'en remettraient au FN ne paraît pas plausible à partir du moment où l'UMP pourrait réunir les conditions pour remplir la même fonction, mieux encore, tout en se transformant en un parti fasciste. Le FN peut leur paraître trop indiscipliné et trop hétérogène pour qu'ils mettent leur sort et la survie du régime entre ses mains.

Quant aux nostalgiques de la démocratie bourgeoise (quelques pans de l'UMP, le Modem, le Nouveau Centre et le Parti radical principalement), réduits à l'impuissance et au silence, il y a fort à parier qu'une fois de plus leur fourberie proverbiale et totalement justifiée leur servirait de bonne conscience en attendant de revenir au premier plan et de reprendre les commandes de l'Etat une fois le prolétariat écrasé, son avant-garde décimée et l'ordre rétabli.

Pour que la petite-bourgeoisie se tourne au contraire vers le prolétariat, il faudrait que celui-ci manifeste son intention d'en finir avec le régime et aspire à prendre le pouvoir. Or, en l'absence d'un parti révolutionnaire pour le guider sur cette voie, on ne voit pas comment spontanément la classe ouvrière pourrait emprunter ce chemin, sauf à se faire de dramatiques illusions.

Le développement de la situation peut tourner à la catastrophe pour la classe ouvrière, comme il peut tourner à son avantage pour peu qu'un parti développe un programme socialiste révolutionnaire et qu'elle réussisse à s'en saisir à temps. En dehors du POI et à condition qu'il corrige rapidement son orientation politique, on ne voit pas quel parti pourraît être en mesure de lui proposer un programme transitoire et socialiste capable d'emporter l'adhésion de larges masses, pour construire le parti indispensable à la conquête du pouvoir. (A suivre)

Extraits commentés d'un article du 6 octobre du NPA intitulé : *Une seule solution: grève générale reconductible !*

- "*Il n'y a pas d'autre solution pour bloquer ce plan de destruction de notre système de retraites, que de bloquer l'activité économique et sociale du pays".*

*- "Partout nous devons susciter, amplifier les mobilisations, les grèves, les débrayages, les blocages. Il ne faut plus seulement débattre de la grève reconductible mais gagner partout l'engagement de la mobilisation sur cette voie."*

*"L'action concertée des équipes syndicales et des militants convaincus et sincèrement engagés dans la construction de l'affrontement peut modifier le rapport de forces et faire reculer le gouvernement.*"

Vous aurez noté que le NPA est totalement incapable de proposer la moindre orientation politique aux travailleurs engagés dans cette mobilisation contre le gouvernement. Il n'envisage pas un seul instant que le retrait du projet de loi du gouvernement pourrait intervenir autrement que sous le règne de Sarkozy et des institutions de la Ve République, alors qu'en réalité, c'est la chute de Sarkozy qui est la condition préalable à remplir à l'annulation ce projet de loi.

Peut-on faire "*reculer*" le gouvernement sans le faire chuter ? C'est ce que prétend le NPA, j'ose émettre un avis contraire.

C'est mal connaître les ressources dont dispose encore le régime qui peut compter sur les médias et le rôle de briseurs de grève des appareils des syndicats et du PS ainsi que ses satellites, afin d'éviter que la situation ne dégénère en affrontement direct entre les classes. Il faudrait que la mobilisation des masses échappe au contrôle des appareils traîtres, qu'elles parviennent à s'organiser indépendamment des appareils et que Sarkozy réprime violemment les grévistes, pour que la chute du gouvernement soit envisageable sérieusement et que dans ces conditions il retire in extremis son projet de loi ou qu'il soit annuler de fait.

Du côté de Lutte ouvrière. Arlette Laguiller a écrit le 9 octobre dans un article intitulé *Réussir le 12 octobre ! Continuer et amplifier la lutte !*, extraits :

"*Alors, puisque nous n'avons rien à attendre des changements électoraux, il ne nous reste qu'une seule voie, celle de la lutte, d'une grève explosive allant en se généralisant et faisant réellement peur au gouvernement et au grand patronat.*

*De Gaulle était un dirigeant de la bourgeoisie d'une toute autre envergure que ceux qui sont en place aujourd'hui. Et, pourtant, devant les grèves de mai 68, massives et imprévisibles, il s'était affolé au point de se jeter dans les bras du général Massu.*

*Nous avons la force de les faire reculer non seulement sur les retraites mais aussi sur les licenciements, sur le chômage et sur les salaires. Il nous faut apprendre à nous servir de notre force.*"

Quelle incurie politique ! Comme ils doivent avoir "*peur*" à l'UMP en lisant ces lignes ! Sarkozy est tout simplement le produit du capitalisme à une autre époque caractérisée par l'aggravation sans précédent de ses contradictions, ce que ne peut pas comprendre Laguiller.

Nos désaccords avec le NPA et LO proviennent notamment du fait que nous ne faisons pas la même analyse de la situation, du développement et de l'orientation du capitalisme depuis un demi-siècle.

Dans la mesure du possible, j'actualiserai le site aussi souvent que nécesaire dans les jours qui viennent selon le développement de la situation, n'hésitez pas à nous transmettre vos réflexions ou documents que nous mettrons immédiatement en ligne.

A bas Sarkozy et son gouvernement au service des banquiers et des capitalistes : dehors ! Notre droit à la retraite n'est pas négociable...

Haut de page

---

Le 13 octobre

Je cavale pour actualiser le site et il me reste à peine du temps pour réfléchir ! Car je m'active toujours pour vendre ma maison, quelle corvée ! et par exemple pour actualiser le fichier des articles de presse je dois encore aller à Pondichéry, j'espère régler le problème de connection dans les jours qui viennent... Passons à l'essentiel.

Depuis un peu plus de trois ans, Sarkozy s'est employé avec acharnement et persévérance à s'attaquer à toutes les couches exploitées de la société, et finalement il a réussi à les dresser contre le gouvernement et les capitalistes dont il est le représentant.

Son obstination contraste avec la fragilité du régime qui craque de partout jusque dans les rangs de son parti, et de toute évidence sa tentative de détourner l'attention des travailleurs sur des boucs émissaires a échoué, et sa farouche détermination à s'en prendre systématiquement aux couches les plus faibles des masses tandis qu'il n'a pas cessé de répondre favorablement aux besoins pressants de l'aristocratie financières et des capitalistes en général, conduit à un affrontement direct entre les classes.

S'il a pu compter jusqu'à présent sur le soutien des appareils des syndicats et des principaux partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme (PS et ses satellites) pour appliquer son programme de démolition de tous nos droits, ces derniers sont dorénavant obligés de tenir compte du refus croissant des masses d'accepter de nouveaux sacrifices comme en témoigne la mobilisation hier, pour ne pas perdre le contrôle des masses entrées en action, le pire scénario pour Sarkozy serait que les travailleurs parviennent à submerger les obstacles dressés par les appareil pour protéger le régime en s'organisant indépendamment d'eux, en se dotant d'organismes politiques indépendant à l'échelle de tout le pays qui pourraient constituer un embyon d'Etat ouvrier mettant à l'ordre du jour à la prochaine étape, l'objectif de liquider les institutions de la Ve République, l'Etat des capitalistes.

Nous n'en sommes visiblement pas encore là, mais c'est l'orientation politique que nous devons proposer aux travailleurs à partir du moment où il n'existe aucune issue politique possible à la crise du capitalisme dans le cadre des institutions de la Ve République, où il est impensable, où il a été amplement démontré au cours des décennies précédentes, qu'il est impossible d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté qui ne cessent de croître, d'entrevoir la satisfaction de nos besoins et droits légitimes sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, sans liquider l'Etat des capitalistes et avancer sur la voie du socialisme.

Développer cette orientation politique devant les travailleurs répond au besoin de les armer théoriquement et politiquement pour qu'ils se saisissent de l'idée que vivre dans une société et un monde meilleur est possible à partir du moment où l'on prend notre destin en mains et que l'on part du principe que nos besoins et nos droits sont légitimes, qu'absolument rien ne peut justifier le chaos et la barbarie dans lesquels le capitalisme entraîne l'humanité entière.

La mobilisation de millions de travailleurs et jeunes s'incrit en contradiction avec l'idée que la décomposition de la société dont ils sont les principales victimes serait une fatalité. A nous de nourrir ou de les aider à approfondir cette idée, à les convaincre qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme et que pour qu'elle se concrétise ils doivent s'organiser.

La propagande du gouvernement et ses laquais du PS, des médias et de la majorité des intellectuels, a pour principale fonction d'éviter à tout prix que cette idée ne germe un jour dans la tête des travailleurs et de la jeunesse, car une fois qu'elle aura pris pied dans leur tête, il deviendra impossible de l'en extraire, elle ne pourra plus que se développer jusqu'au moment où ils auront acquis la certitude qu'une alternative au capitalisme existe : le socialisme. Voilà une bonne base pour construire le parti, non ?

Je n'ai plus le temps d'analyser en détail la situation.

## Retraites.

### 1- Vue par les médias.

1.1- "*Record battu, depuis le début de la mobilisation contre la réforme des retraites*", doit concéder Public Sénat.

1.2- "*Les syndicats ont réussi à mobiliser davantage ce mardi contre la réforme des retraites, notamment avec l'entrée remarquée*

*de lycéens dans le mouvement* selon *Les Echos* dépités par cette mauvaise nouvelle.

1.3- "*Records battus! Pour la sixième fois depuis fin mai et la quatrième en à peine plus d'un mois, les syndicats ont réussi à mobiliser en masse les Français contre la réforme des retraites. Ils affichent leur meilleure mobilisation de ces vingt dernières années*", si c'est Le Figaro qui le dit, c'est que cela doit être vrai !

1.4- "*A l'Elysée, on s'attendait à "une journée suivie", avait déclaré un proche de Nicolas Sarkozy ce mardi matin. Peut-être pas à ce point". Alors que les protestations au long cours ont tendance à "s'essouffler", et les cortèges à mincir au fil des journées d'action, la réforme des retraites semble fédérer de plus en plus contre elle*", relève L'Express.

1.5- "*A l'évidence, Nicolas Sarkozy n'avait pas prévu ça. Loin de s'essouffler, la mobilisation contre la réforme des retraites s'est accentuée, ce mardi, dans toute la France*", note 20minutes.fr.

1.6- "*Aujourd'hui, alors que le cocktail est potentiellement plus explosif au cas où trois phénomènes prendraient corps (grèves reconductibles, mobilisation massive des jeunes et pénuries d'essence), l'Elysée la joue donc profil bas pour ne pas mettre de l'huile sur le feu*", selon Lepost.fr.

2- Témoignage de la radicalisation.

A Lisieux. La mobilisation contre la réforme des retraites a été égale, voire supérieure à 1995 : plus de 3.500 personnes dans la rue !

A l'opposé, on a eu peu de retour sur la mobilisation dans le secteur privé, par exemple dans l'automobile, la construction...

3- Comptage.

A Marseille, au lieu de 24.500, les policiers auraient en fait compté au moins 100.000 manifestants, selon Europe 1.

Unité SGP police, syndicat majoritaire chez les gardiens de la paix, redoute que cette façon de "*travestir*" la contestation sociale risque en définitive de "*ridiculiser la police.*"

4- Quelques réactions.

4.1- Gouvernement.

Le Premier ministre François Fillon qui a jugé "*irresponsable*" la "*tentation de l'extrême gauche et d'une partie du PS*" de "*mettre des jeunes de 15 ans dans la rue*", s'adressant à des députés UMP à l'Assemblée.

« *Nous sommes décidés à mener cette réforme à son terme* » parce qu'elle est « *raisonnable, juste et indispensable* », a lancé le premier ministre à l'Assemblée nationale.

Pour M. Fillon, le gouvernement ne peut tout simplement plus revenir en arrière car "*on est au bout de ce qui est possible*" sur les concessions sur les retraites. "*Maintenant, ce qu'il faut, c'est du sang-froid et pas de provocation*", a-t-il lancé à sa majorité. L'Elysée a rappelé en début de journée que "*des avancées ont été faites*" pour répondre "*aux légitimes inquiétudes des syndicats et salariés: pénibilité, carrières longues, parents d'enfants handicapés ou de trois enfants*".

"*Dans deux ans, les Français nous diront : 'Oui, vous avez raison d'avoir fait la réforme des retraites'*", s'est convaincu Eric Woerth. M. Woerth assure que le gouvernement "*n'a pas perdu la bataille de l'opinion. Nous sommes très calmes, il faut qu'on soit raisonnable*".

4.2- CGT.

«*C'est une participation exceptionnelle qui témoigne d'une mobilisation grandissante, d'une détermination renforcée des salariés, des privés d'emploi, des retraités*», s'est félicité Bernard Thibault, le patron de la CGT.

«*La réussite de cette journée d'action est un encouragement à continuer*», a lâché Bernard Thibault.

*Les Echos* affirment que la CGT a donné des consignes pour «*favoriser le vote à bulletins secrets en assemblée générale, afin d'éviter une trop grande radicalisation*». «*Il y a longtemps, au niveau de la SNCF, que l'on a usité à certains endroits les votes à bulletins secrets. Tout ça, ça se décide de façon tout à fait démocratique*», dit aussi le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste, sur France Info.

4.3- CFDT.

L'absence de réponse du gouvernement, véritable «appel à une forme de radicalisation», selon François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, pour lequel «*la fermeté est aussi dans notre camp*».

«*Le gouvernement et le Parlement doivent répondre aux mobilisations croissantes et faire enfin le choix du dialogue*, a martelé la CFDT. *Ils ne peuvent prendre le risque de l'affrontement ou de la désespérance alors que le pays doit relever les défis majeurs de l'emploi, de la rénovation des protections sociales et de la fiscalité.*»

"*Le gouvernement et le parlement doivent répondre aux mobilisations croissantes et faire enfin le choix du dialogue. Ils ne peuvent prendre le risque de l'affrontement ou de la désespérance alors que le pays doit relever les défis majeurs de l'emploi, de la rénovation des protections sociales et de la fiscalité*", déclare la CFDT dans un communiqué.

4.4- FO

«*Malgré tout ce que le gouvernement essaie de faire comprendre depuis plusieurs semaines et ces derniers jours, ça ne freine pas la mobilisation, ça l'amplifie*», a abondé Jean-Claude Mailly, son homologue de FO.

A propos du vote en assemblée générale. Sur Europe 1, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, ne dément pas : «*Cela ne me choque pas du tout que ce soit un vote à bulletin secret.*»

4.5- FSU

«*Nous n'en resterons pas là», a promis Bernadette Grison, la patronne de la FSU, qui clame: «Le gouvernement accélère les procédures, alors accélérons la riposte.*»,

4.6- Solidaires.

« *On n'a plus d'autre choix que de monter le rapport de force et de tout faire pour que, dans les jours qui viennent, on soit dans un situation de blocage du pays* », estime Annick Coupé, porte-parole de Solidaires.

4.7- CFE-CGC

«*Chaque journée d'action, on a des personnes différentes qui manifestent et c'est l'addition de ces mobilisations qui montrent qu'on a des dizaines de millions de Français (sic) insatisfaits de cette réforme*», a surenchéri Bernard Van Craeynest, le président de la CFE-CGC.

4.8- UNEF et FIDL

Selon les étudiants de l'UNEF, quelque 150 000 jeunes ont manifesté, dont 90 000 lycéens selon l'UNL, premier syndicat lycéen, qui affirme que 800 lycées ont été "*mobilisés*". La FIDL recensait "*des actions diverses et variées allant du simple barrage filtrant avec distribution de tracts au blocage, notamment à Paris*".

4.9- PS.

Pour Ségolène Royal, "*le gouvernement doit entendre l'avertissement que viennent de lui lancer les Français. Il doit suspendre sa réforme, autrement il sera tenu responsable de ce qui se passera ces prochains jours dans la rue*". "*Peut-on raisonnablement conduire une réforme comme celle-ci contre les Français ?*", a demandé la socialiste, qui a également appelé le gouvernement à étudier la possibilité d'une référendum sur la question. "*Les Français sont entrés en résistance. Car si cette réforme des retraites passe, elle fera s'effondrer un des premiers piliers du modèle social français.*"

Martine Aubry, première secrétaire du Parti Socialiste, a dénoncé dans un communiqué l'"*entêtement*" du gouvernement sur les retraites "*qui ne mène nulle part, sauf à des risques d'affrontement*", appelant l'exécutif à "*faire preuve de responsabilité*".

5- La grève par secteurs d'activité.

5.1- Transports. Grève reconduite à la RATP et à la SNCF. A la SNCF, la direction recense 40,4 % de grévistes, la CGT 53,8 %. La direction prévoit de nouveau des perturbations mercredi, d'un niveau comparable, les premières assemblées générales ayant voté la reconduction du mouvement.

La RATP n'a pas attendu la fin de journée pour reconduire le mouvement de grève. Les assemblées générales des réseaux bus, métro et RER ont largement voté la reconduction à main levée pour mercredi. Le mouvement était suivi à hauteur de 17 % selon la direction, plus que lors de la grève du 23 septembre.

Côté transports aériens, environ 30% des vols étaient annulés à l'aéroport parisien de Roissy et 50% à celui d'Orly.

5.2- Secteur pétrolier. La grève est également très suivie dans le secteur pétrolier. Dans les raffineries, la mobilisation était très suivie. Onze des douze raffineries en métropole étaient touchées par des grèves, parfois partielles, mais reconductibles sur la plupart des sites. Les six raffineries Total étaient affectées par des grèves, mais le mouvement n'avait pas de répercussions sur le ravitaillement des carburants d'après la direction.

A une grande majorité, la grève reconductible a été votée mardi matin à la Raffinerie de Normandie de Gonfreville-L'Orcher (Seine-maritime).

L'intersyndicale SUD-CGT de la plus grande raffinerie de France a annoncé par la voix de son porte-parole Didier Bocquet que "la production allait être minimum et qu'aucun produit n'entrerait ni sortirait de la raffinerie jusqu'à nouvel ordre".

A Marseille, quatre-vingt-cinq navires, dont 56 pétroliers et 29 bateaux de marchandises, sont bloqués en mer pour cause de grève

5.3- Dans l'Education, 22,13% de grévistes selon le ministère, 48% dans le primaire et 45% dans le secondaire selon la FSU.

5.4- A La Poste, 16,53% d'agents sont en grève selon la direction, soit autant que le 23 septembre mais moins que le 7 septembre (22,07%). Le syndicat Sud-PTT annonce lui plus de 30% de grévistes.

(source : Les Echos, Reuters, AP, Lemonde.fr; Lepost.fr; Lefigaro.fr et Lepoint.fr 12.10)

## Economie.

### Monnaie

Après une assemblée générale du Fonds monétaire international (FMI) sans résultat tangible ce week-end, les pays asiatiques redoublent d'efforts pour contenir des flux de capitaux qui tendent à faire monter leurs monnaies au détriment de leurs exportations.

Le gouvernement thaïlandais a imposé une retenue à la source de 15% sur les plus-values et les revenus des intérêts des investissements étrangers dans la dette souveraine dans le but d'infléchir le baht, qui est au plus haut depuis la crise financière asiatique de 1997.

Une semaine avant que la Thaïlande n'annonce sa mesure, le Brésil avait doublé une taxe sur investissements étrangers en obligations souveraines et autres actifs financiers, et ce pour le même motif: freiner le réal.

Le Japon, aux prises avec un dollar à un plus bas de 15 ans face au yen, a souligné qu'il reviendrait à nouveau sur le marché des changes si le besoin s'en faisait sentir, même si son intervention en solitaire le mois dernier lui a valu quelques reproches.

Quant à la Chine, elle ne lie pas forcément réforme des changes et appréciation du yuan. Le fait que la Chine insiste sur le fait que la hausse du yuan doive être progressive contribue largement à freiner une appréciation des taux de change en Asie, nécessaire à la résorption des déséquilibres mondiaux, affirment certains responsables monétaires.

La Chine, mais aussi d'autres pays, soutiennent eux que la perspective de voir la Réserve fédérale faire marcher la planche à billets risque de se traduire par un afflux massif de dollars sur le marché mondial.

Cet afflux provoquerait un affaiblissement du billet vert et a contrario une hausse des devises des pays émergents, les investisseurs s'employant à trouver ailleurs des rendements qu'ils ne trouvent plus dans les grandes puissances économiques où les taux sont très bas voire nuls.

Ce mouvement généralisé des pays émergents contre une appréciation trop vive de leurs monnaies fait craindre l'apparition de mesures plus ou moins protectionnistes susceptibles de donner un coup d'arrêt à la croissance mondiale.

Un journal chinois a de fait pris acte de ce risque. "*La crise financière pourrait dégénérer en une crise des monnaies*", écrit le

*China Securities Journal*. "*Personne n'en sortira gagnant.*" (Reuters 12.10)

Haut de page

---

Le 14 octobre

Ceux qui pourraient se mettre en grève ou poursuivrent la grève ne le font pas forcément d'après les dernières infos, et ceux qui voudraient s'y mettre ne le peuvent pas sans prendre le risque d'être virés. Nous y reviendrons plus tard.

"*Ce gouvernement ne conserve les mains libres que parce que, dans leur majorité, les dirigeants des confédérations syndicales se refusent à avancer l'exigence du retrait et à lancer dans l'unité l'appel à la grève à laquelle aspirent tous les travailleurs*" écrit le POI dans la déclaration de son conseil fédéral national du 3 octobre.

Et quand ils appellent au retrait, FO et SUD, c'est pour aussitôt demander à Sarkozy de négocier sans doute une "*bonne réforme*", ce qui revient à dessaisir les travailleurs de la question pour laquelle ils se mobilisent.

Cette analyse du POI est superficielle et incomplète.

L'offensive de Sarkozy depuis son arrivée au Palais coïncide avec l'absence d'issue politique à laquelle la classe ouvrière pourrait adhérer. A l'UMP ils savent pertinemment où en est l'état d'esprit et le niveau de conscience politique des travailleurs. Si la politique antisociale du gouvernement contribue à la radicalisation de l'état d'esprit du prolétariat, qui se traduit concrètement par l'amplification de la mobilisation que nous avons observé au cours des semaines et des mois précédents, il n'en demeure pas moins que leur conscience politique peine à progresser, et il leur est toujours difficile d'entrevoir une solution politique au-delà du régime capitaliste et des institutions en place.

C'est à la fois sur cette subordination des travailleurs au capitalisme et aux institutions que s'appuient les appareils des syndicats, le gouvernement et les fidèles serviteurs du régime, le PS en tête. C'est l'incapacité des masses d'imaginer que la société pourrait être organiser et fonctionner sur la base de l'appropriation sociale des moyens de production et rompre avec le système économique capitaliste, qui constitue la toile de fond de la situation politique et qui explique l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

C'est quand même extraordinaire qu'on ne mette pas l'accent sur ce point précis et déterminant pour tenter de déclencher un déclic dans la tête des travailleurs. Comment est-il possible que l'on évoque quotidiennement tout un ensemble de problèmes économiques ou sociaux liés à la survie du capitalisme en France ou dans le monde sans leur opposer nos propres besoins, sans même y penser, sans se dire que toutes nos revendications sont parfaitement légitimes et que l'on n'a pas besoin de les justifier, devrait-on par exemple justifier notre droit à la santé, à la retraite ?

C'est bien de dénoncer et de combattre les capitalistes qui continuent d'accumuler des milliards d'euros ou de dollars, tandis que tous nos droits ou acquis sont systématiquement remis en cause et qu'on devrait accepter de nouveaux sacrifices, c'est mieux de leur opposer nos propres besoins, car c'est se situer sur un terrain de classe indépendant qui contribue à indiquer ou à faire comprendre aux travailleurs qu'une issue politique conforme à leurs intérêts ne peut être envisagée sans rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République forgées pour servir les intérêts de la classe des capitalistes.

Ce qu'on veut dire par là, c'est qu'il sera impossible aux travailleurs d'orienter leur combat dans la bonne direction aussi longtemps qu'ils n'auront pas commencé à rompre avec le capitalisme, qu'ils ne réussiront pas à imaginer leur destin à partir de leurs propres besoins et non à partir de ce qu'il leur paraît possible ou raisonnable d'obtenir dans le cadre du régime capitalisme.

Bref, il manque aux travailleurs une réelle conscience de classe, et ce n'est pas parce qu'ils manifestent leur opposition au gouvernement ou à une mesure quelconque qu'ils auraient acquis une conscience de classe indépendante.

Comment le pourrait-il quand tout est fait pour qu'ils demeurent enchâinés au capitalisme ?

On est effaré de lire les réponses apportées aux questions de travailleurs qui se demandent à quel jeu jouent les appareils ou les dirigeants du PS et ses satellites (voir le IO n°116 très instructif). En réalité, on ne leur fournit aucune réponse, on les laisse imaginer ce qu'ils veulent, ils peuvent en arriver à penser que ces dirigeants sont des traîtres, mais sans comprendre pourquoi cela ne sert strictement à rien, puisqu'on ne leur explique pas qu'ils agissent de la sorte parce qu'ils sont liés au capitalisme et qu'ils ne le remettront jamais en cause, que leur raison d'être est justement de protéger le régime contre toute tentative de la classe ouvrière de le remettre en cause ou de le renverser. On peut être un traître un jour et ne plus l'être un autre, on peut se tromper aujourd'hui par ignorance et demain adopter une orientation correcte, après tout, une lacune, une faiblesse, une erreur, cela se corrige, ce n'est pas bien grave ou irrémédiable, irréversible, pourquoi devrait-on en faire tout un plat, laissant

place au passage à toutes les illusions possibles.

On nous explique et on l'a bien compris, que le meilleur moyen de combattre les appareils consiste à développer notre politique et non à les traîter de tous les noms, encore faut-il que lorque nous dénonçons leurs manoeuvres, nous allions au bout de notre analyse au lieu de s'arrêter en chemin.

Autre point de désaccord avec le POI et sa méthode, toujours dans cette déclaration : "*Car c'est une évidence : en contraignant le gouvernement à retirer sa loi sur les retraites et à renoncer aux contre-réformes qu'il veut engager dans la foulée, la classe ouvrière ouvrira une première brèche dans la voie d'une issue politique conforme aux intérêts de la population laborieuse et de la démocratie.*". Ne serait-ce pas parce que la classe ouvrière est incapable d'entrevoir une issue politique qu'elle est incapable de se mobiliser à un niveau qui mettrait en échec Sarkozy ? N'est-ce pas sa principale faiblesse avec son faible niveau d'organisation ? Je suis décidé à changer de boulot parce que je n'en peux plus, mais je ne suis pas irresponsable au point de quitter mon emploi avant d'en avoir trouvé un autre ailleurs. Et si je me mets à chercher un autre boulot, c'est parce que j'estime que c'est possible d'en trouver un, sinon je m'abstiens, non ?

Pas un travailleur normalement constitué n'a envie de travailler plus longtemps, alors qu'est-ce qui les empêche de concevoir que ce serait possible demain de ne pas travailler plus longtemps, sinon l'absence des conditions politiques qui permettraient de partir à la retraite (à taux plein) plus tôt, non ? L'unité des travailleurs sur la question des retraites est largement réalisée, le problème n'est donc pas là, par contre, l'unité sur une issue politique qui permettrait de satisfaire tous nos besoins ne peut pas exister, puisque les travailleurs n'ont aucun idée de ce que pourrait être cette issue politique.

Répétons-le au risque de faire encore bondir des militants, notre seul objectif est d'aider la classe ouvrière à comprendre la nécessité de rompre avec le capitalisme et d'adhérer au socialisme, de construire le parti sur cette base, tout le reste est secondaire. Au-delà de l'issue du combat que nous menons et dont nous ne sommes pas comptables, puisque nous ne dirigeons pas le mouvement ouvrier, devrions-nous nous fixer une autre tâche ?

Une fois ces précisions apportées, on peut soutenir l'initiative du POI de préparer une conférence pour l'unité le 11 décembre prochain, et appeler tous les militants à y participer loyalement dans le respect des convictions de chacun. L'appel à cette conférence a le mérite de partir de la situation et de poser la question du gouvernement ouvrier, de la liquidation des institutions de la Ve République et de la rupture avec le capitalisme, ce que ne fait aucun autre parti, simple constat.

Un courriel d'un camarade.

"*Ce mail pour te signaler que les étudiants de la fac de Rennes 2 ainsi que de l'IUT carrières sociales de Rennes 1 sont en grève avec blocage.*

*Mentions aussi succinctes que malhonnêtes de ces faits dans la presse bourgeoise : http://www.rennes.lemensuel.com/actualite/article/2010/10/13/rennes-2-lassemblee-generale-vote-le-blocage-7069.html http://www.rennes.maville.com/actu/actudet_-Des-assemblees-generales-a-Rennes-2-et-a-l%E2%80%99IUT-carrieres-sociales-votent-le-blocage_loc-1547329_actu.Htm*

*Toujours à Rennes, les personnels des lycées rennais Émile Zola, Coëtlogon et Chateaubriand sont en grève reconductible ! Enfin, présence massive des lycéens à la manifestation du mardi 12 et un nouveau défilé lycéen (environ 2500 participants) a eu lieu ce mercredi.*

*Je fais court, la mobilisation contre le saccage de nos retraites m'occupe 16h par jour donc je suis fatigué...*"

Merci à toi et bonne continuation !

On enchaîne sur ce qui se passe dans d'autres secteurs.

Pas facile de savoir ce qui se passe réellement. On nous dit qu'à 100% les assemblées générales de cheminots ont reconduit la grève, formidable, sauf que le niveau de la mobilisation et donc le taux de participation ont diminué, on ne vous le dit pas aussi ouvertement, on vous dit seulement en substance que le nombre de grévistes a baissé, ceci étant à mettre en rapport avec cela.

Compte-rendu arrangé et propagande du gouvernement, désinformation et falsification des faits par les médias, donc quand on rend compte d'une situation, il faut être aussi précis qu'un horlogier, il faut de la rigueur et de la discipline en toute chose si l'on veut être crédible et pris au sérieux.

## Retraites.

### 1- La tactique des grèves tournantes ou isolées, du pourrissement.

Un point sur quelques secteurs en grève en fonction des informations distillées par les médias.

- A la SNCF, la quasi totalité des assemblées générales de cheminots ont reconduit la grève jusqu'à jeudi mais l'entreprise comme les syndicats ont constaté une baisse du nombre de grévistes.

"*Le sentiment global est qu'il y a une situation contradictoire entre la baisse du nombre de grévistes et la mobilisation qui reste très forte aux assemblées générales*", a déclaré Roger Dillenseger, numéro deux de l'Unsa cheminots.

- A EDF, 70 assemblées générales se sont tenues mercredi et la plupart ont reconduit des grèves de deux à quatre heures, a annoncé la CGT-Energie.

Selon la CGT-Energie, qui avait déposé un préavis de grève reconductible, «un décompte du nombre de grévistes et de grèves n'est pas encore possible».

"*Ces actions vont se poursuivre tous les jours*", a déclaré Marie-Claire Cailletaud, responsable de la CGT-Energie.

- A la RATP, le mouvement avait été reconduit dès mardi par la CGT, FO, Sud et la CFDT mais l'Unsa, deuxième organisation, n'appelait pas à la grève et le trafic était normal ou quasi normal mercredi, dans le métro comme dans le RER. La CFDT-RATP a annoncé la levée de son préavis.

- A La Poste: tout juste 4 % de grévistes selon la direction. La mobilisation est concentrée dans certains départements selon les deux syndicats (FO et Sud) qui ont déposé un préavis de grève illimité.

- Le port pétrolier de Fos-Lavera, près de Marseille, est par ailleurs entré dans son 17e jour de grève, empêchant les pétroliers bloqués en mer de ravitailler les raffineries.

Selon le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), Jean-Louis Schilansky, des problèmes localisés de ravitaillement pourraient survenir la semaine prochaine et le gouvernement doit se poser dès maintenant la question de l'utilisation des stocks stratégiques.

- Les enseignants des écoles primaires (maternelles et élémentaires) de Paris sont appelés à reconduire la grève contre la réforme des retraites «dès jeudi», annonce dans un communiqué la section parisienne du SNUipp-FSU.

L'Union nationale lycéenne (UNL) appelle à une journée spécifique d'actions des lycéens demain jeudi, contre la réforme des retraites, avec assemblées générales, rassemblements et manifestations. A Paris, l'UNL prévoit un rassemblement devant le siège du Medef, à 15h30.

- Dans les hôpitaux, une grève reconductible d'au moins une heure par jour a été votée par une intersyndicale au CHU de Nice. Idem à l'hôpital de La Timone à Marseille. Dans la Fonction publique territoriale, 27 départements ont voté mercredi la reconduction de la grève jeudi, d'après la CGT. Sont notamment concernés: les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne, la Gironde, le Nord, Paris, la Seine-et-Marne, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Dans le privé, des débrayages ont affecté plusieurs entreprises (Alstom et Bombardier dans le Nord, Rhodia dans le Rhône...). Chez Arkema, 6 des 18 sites ont connu des débrayages, selon la direction.

- Depuis 6h mercredi matin, l'intersyndicale SUD-CGT bloque les accès de la zone industrielle et portuaire du Havre (Seine-Maritime), provoquant de grosses difficultés de circulation aux abords de la ville, a-t-on constaté sur place.

Un barrage avec feux de palettes et embrasement de pneus été érigé au carrefour du boulevard Jules Durand qui mène au Pont VII bis, "*l'un des points stratégiques de la zone industrielle*", a expliqué Ludovic Leblanc, de l'union locale CGT.

- Le ramassage des ordures ménagères est largement perturbé à Marseille depuis mardi, les agents du nettoiement ayant décidé de se joindre au mouvement de protestation contre la réforme gouvernementale liée aux retraites, a-t-on appris mercredi auprès du syndicat FO.

Patrick Rué, délégué FO, a précisé mercredi sur France Bleu Provence qu'il s'agissait là du "*seul moyen de se faire entendre*". (Reuters, AP, 20minutes.fr et Libération.fr 13.10)

2- Quelques déclarations.

CGT.

Bernard Thibault a appelé à «*trouver les moyens d'augmenter la pression sur le gouvernement*» pour obtenir une négociation sur les retraites, alors que des assemblées générales doivent décider d'éventuelles reconductions de grèves. «*Nous avons besoin d'un engagement qui demeure de la part des salariés*», a déclaré le secrétaire général de la CGT sur France Inter.

PG.

Mélenchon l'extincteur !

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, appelle Nicolas Sarkozy à «*sortir par le haut*» du conflit en organisant un référendum sur le projet de loi, au lieu de jouer à un «*Thatcher ou un Reagan du XXIe siècle*». «*Chiche! faites voter le peuple!*», lance l'eurodéputé, invité de l'Association des journalistes parlementaires. (libération.fr 13.10)

Gouvernement.

Lors d'un déjeuner à l'Elysée auquel était convié les députés du Nouveau centre, le Président a affirmé que le gouvernement «ne peut plus aller plus loin» dans les concessions sur la réforme des retraites. (Libération.fr 13.10)

Nadine Morano a affirmé que le «*blocage des lycées est totalement interdit*».

Michèle Alliot-Marie a jugé que "*des manifestations dans la rue, cela présente toujours un certain risque*".

Xavier Bertrand a répété «*la détermination*» du gouvernement «*à aller jusqu'au bout de la réforme*». (20minutes.fr 13.10)

3- CRS sarkoSSistes.

Le préfet de police de Paris a décidé mercredi de saisir l'Inspection générale des services (IGS) suite à une vidéo montrant un journaliste, exhibant sa carte de presse, se faire molester par des CRS à la fin de la manifestation mardi à Paris contre la réforme des retraites. Vidéo disponible sur le site lepost.fr. (20minutes.fr 13.10)

## Social.

Dans son édition du 6 octobre, *Le Canard enchâiné* raconte que le ministre a lancé une grande campagne contre l'absentéisme des fonctionnaires : les congés maladie abusifs représenteraient 10% de l'ensemble et coûteraient 500 millions d'euros à la Sécurité sociale. Sauf qu'en juillet 2009, une étude de la Direction générale de l'administration de la fonction publique (DGAFP) démontrait exactement le contraire :

""Réalisé sur la base de l'enquête emploi effectuée en 2008 par l'INSEE, ce document affirme qu'en moyenne, selon la DGAFP citée par Le Canard, 14% des fonctionnaires "ont été absents pour raisons médicales la semaine précédent l'enquête", contre "19% des salariés du secteur". Si on limite ce pointage à la seule fonction publique d'Etat (sans les hôpitaux et les collectivités locales), ce pourcentage tombe à 9%. Ce n'est pas tout : l'arrêt maladie qui a causé l'absence au travail des fonctionnaires durant la semaine de référence est plus court que dans le secteur privé : 89 jours contre 93"".

Pourquoi le ministre a-t-il caché ce rapport plutôt positif ? D'après Le Canard, il y aurait d'autres rapports du même type, mais un haut fonctionnaire explique dans l'hebdomadaire que ""ce n'est pas le moment pour féliciter les agents de l'Etat. Particulièrement sensibles à la réforme des retraites, soumis à des purges dans leurs rangs (32 000 fonctionnaires en moins dans le prochain budget) et au gel de leurs salaires, ils risqueraient d'en tirer argument pour revendiquer"". Une bonne raison pour cacher ce rapport effectivement." (d'un internaute sur 20minutes .fr 13.10 à la suite d'un article sur les retraites.)

## Politique.

Allemagne.

Selon Gesine Lötzsch (la dirigeante de ce parti -Ndlr), Die Linke qui a recueilli 11,9% des voix aux élections fédérales de 2009 et se situe à environ 12% dans les sondages, a de bonnes chances d'obtenir pour la première fois le poste de ministre-président dans deux Länder aux élections régionales de l'an prochain.

Die Linke (La Gauche) pourrait jouer les arbitres à l'issue du prochain scrutin fédéral si les sociaux-démocrates (SPD) et les Verts ont besoin d'un troisième partenaire.

Son score a progressé de 8,8% en 2005 à 11,9% en 2009 tandis que celui du SPD tombait de 34,2% à 23% en 2009. Die Linke continue de réclamer le retrait des troupes allemandes d'Afghanistan, raison pour laquelle le SPD a refusé en 2009 de former une coalition au niveau fédéral avec ce parti.

Mais depuis, les deux formations ont tempéré leurs positions.

"*Nous ne voulons bien sûr pas rester à jamais dans l'opposition*", reconnaît Gesine Lötzsch. "*Nous voulons que le gouvernement de centre droit quitte le pouvoir. Mais nous ne nous joindrons à un gouvernement fédéral que si nous pouvons exercer une influence. Nous ne voulons pas n'être que des potiches*".

Selon elle, il existe désormais une convergence d'idées entre Die Linke, le SPD et les Verts sur le salaire minimum et les réformes concernant la politique sociale et la santé.

Mais ils restent en désaccord sur l'Afghanistan, bien que Lötezch dit comprendre qu'un retrait ne sera pas immédiat et prendra du temps.

"*L'important est que nous soyons d'accord sur le fait que l'armée quittera l'Afghanistan à un moment donné*", dit-elle. (Reuters 13.10)

Pas seulement... mais notamment "*des potiches*", merci pour cet aveu qui nous évitera de nous faire traiter de calomniateur, une potiche, ce que serait assurément le PG dans un gouvernement PS-PCF-MRC-PRG-Ecologistes-PG !

La dernière affirmation donne une idée assez précise du degré d'opportunisme de ce parti : il suffirait que le SPD se prononce pour le retrait des soldats allemands présents en Afghanistan un jour, dans un avenir indéterminé, pour que la dirigeante de Die Linke s'en satisfasse. C'est ce qu'on appelle être rigoureux sur les principes que l'on prétend défendre. Et l'abolition d'Hartz IV ? Un jour indéterminé sans doute !

## Economie.

### France. Ryanair : boycott !

La compagnie aérienne irlandaise à bas coûts Ryanair a annoncé mercredi, lors d'une conférence de presse dans l'enceinte de l'aéroport Marseille-Provence, à Marignane (Bouches-du-Rhône), qu'elle fermerait son unique base française, à compter du 11 janvier 2011. Lire la suite l'article

Cette décision fait suite, selon son PDG Michael O'Leary, présent en personne mercredi, à l'ouverture d'une procédure judiciaire à l'encontre de sa société. Ryanair a été mise en examen le 28 septembre dernier pour "*travail dissimulé et prêt illicite de main-d'oeuvre*". La procédure faisait suite à une plainte d'un syndicat de pilotes.

La compagnie aérienne est soupçonnée d'avoir embauché 120 salariés sous contrat irlandais, alors qu'ils travaillent sur le territoire français, ce qui lui permet de payer moins de charges.

"*Nous sommes très déçus par la décision de la France d'engager des poursuites contre la base de Ryanair à Marseille*", a tenu à indiquer Michael O'Leary, qui a estimé que la législation appliquée par sa société est "*totalement conforme à la réglementation de l'Union européenne pour les travailleurs mobiles des transports*". (AP 13.10)

### Grande-Bretagne.

- Le gouvernement britannique a amorcé mercredi la privatisation de Royal Mail, les services postaux britanniques, dont il prévoit de céder 90% du capital, le solde étant réservé aux salariés du groupe.

Selon un article publié mercredi par le Times, l'entreprise pourrait être évaluée à 700 millions de livres, dette incluse.

Vince Cable a affirmé que le gouvernement, en plein effort de réduction du déficit budgétaire, ne pouvait pas financer les investissements nécessaires au développement des activités du groupe.

"*Si Royal Mail a dû faire face à de terribles difficultés, l'entreprise est en train de se moderniser, et on peut soutenir qu'elle a potentiellement un bon avenir devant elle; mais cet avenir dépendra de la capacité à engager d'importants investissements*", a-t-il déclaré.

"*Or le gouvernement ne peut engager ces investissements, pour des raisons financières évidentes.*" (Reuters 13.10)

- Une coalition sans précédent de médias a appelé le gouvernement britannique à se pencher avec attention sur les ambitions de Rupert Murdoch de rachat de British Sky Broadcasting Group, susceptibles à ses yeux d'avoir de graves conséquences sur la pluralité de l'information.

Les terres médiatiques de Murdoch au Royaume-Uni sont déjà étendues et controversées. Les journaux que contrôle le magnat âgé de 79 ans représenteraient 37% de la presse nationale britannique en termes de tirage. Le "Sun", le principal quotidien de Grande-Bretagne, se vante d'être en mesure de peser sur les élections. Quant au "News of The World", il a été accusé d'avoir procédé à des écoutes téléphoniques illégales, avec des journalistes espionnant des personnalités politiques, des vedettes sportives, des célébrités et même des membres de la famille royale.

Le pouvoir de ces journaux a porté ses fruits sur le plan politique. L'ancien rédacteur en chef du "News of The World", Andy Coulson, est désormais conseiller en chef communication du Premier ministre David Cameron, en dépit du fait qu'il ait été accusé d'avoir eu connaissance de ces écoutes -ce qu'il dément farouchement.

Mais la volonté de Murdoch de prendre le contrôle total de BSkyB, dont son groupe News Corporation détient déjà 39,1%, amène ses adversaires à se mobiliser et à faire du lobbying auprès du gouvernement pour le pousser à intervenir.

Une lettre, qu'a pu voir Associated Press, a été envoyée lundi au ministre du Commerce Vince Cable pour l'informer des inquiétudes suscitées par le projet Murdoch. Ce courrier émanait notamment des dirigeants de la BBC, du Guardian Media Group et de l'opérateur de télécommunications BT Group.

Le rôle dans la vie politique britannique de celui qui a révolutionné Fleet Street au cours des années 1980 a souvent fait l'objet de débats, mais cette dernière controverse est différente dans la mesure où elle rassemble quasiment tous les grands médias qui ne font pas partie de News Corp., du Telegraph Media Group au "Daily Mail".

Le "Guardian", l'un des acteurs de cette offensive, a porté le combat devant ses lecteurs avec cette question: "Rupert Murdoch est-il en voie de devenir le Berlusconi de la Grande-Bretagne?". Une référence au président du Conseil italien et maître d'un empire médiatique Silvio Berlusconi, accusé par l'opposition d'étrangler la démocratie italienne.

Le contrôle total de BSkyB serait un grand coup pour l'empire international de Murdoch, qui contrôle de l'autre côté de l'Atlantique Fox Filmed Entertainment ("Avatar" de James Cameron), la chaîne conservatrice Fox News et le "Wall Street Journal", acquis il y a près de trois ans.

BSkyB représente les deux tiers des abonnements en matière de télévision payante en Grande-Bretagne, et détient une "position dominante incontestée" dans la diffusion télévisée des événements sportifs au Royaume-Uni, selon un récent rapport préparé par la société Enders Analysis.

Les opposants craignent que Murdoch ne lie ses titres de presse au divertissement populaire ou aux produits Internet. Par exemple, les clients de Sky pourraient obtenir un abonnement en ligne au "Times" de Londres avec leur accès à Internet.

Outre ces inquiétudes sur le plan commercial, les rivalités sont d'ordre idéologique. James Murdoch a ouvertement attaqué la BBC, "vieille dame" financée par la redevance, quand le "Guardian", qui penche à gauche, n'a pas fait secret de ses objections à la ligne éditoriale des titres de l'empire Murdoch. (AP 13.10)

Etats-Unis.

JPMorgan Chase, numéro deux du marché américain par les actifs, a réalisé au troisième trimestre un bénéfice net de 4,4 milliards de dollars (3,1 milliards d'euros), contre 3,6 milliards un an auparavant. (Reuters 13.10)

Haut de page

---

Le 15 octobre

Pas le temps de causer, alors qu'il y a encore tellement à dire.

Par exemple et ce serait à développer, ne dites pas Sarkozy se trompe ou nous trompe, il a tort ou il est dans l'erreur, il défend simplement des intérêts qui ne peuvent pas être les nôtres. Dites plutôt qu'il a parfaitement raison du point de vue où il se place qui ne peut pas être le nôtre, demeurrons strictement sur notre propre terrain de classe, et si on vous reproche de faire

preuve d'intolérance, nous revendiquons cette intransigeance, effectivement nous avons un esprit rigides, étroits et bornés, nous ne pensons qu'à nos intérêts de classe.

On perd souvent notre temps à commenter ses arguments bien que ce soit nécessaire. Partons plutôt des besoins de notre classe, habituons les travailleurs et les militants à penser à partir de leurs propres besoins pour qu'ils parviennent à les considérer comme les seuls légitimes, c'est une des conditions déterminantes pour aller de l'avant et les aider à rompre avec le capitalisme. C'est d'ailleurs l'attitude de la jeunesse, ce qui préoccupe et complique la vie de Sarkozy en ce moment. Cessons de baisser la tête et de marcher courber, redressons-nous, prenons conscience de notre propre force, comment avancer sinon...

Quand on lit les articles relatifs au fonctionnement de l'économie mondiale, on ne peut s'empêcher de penser que ce sont de véritables gangsters qui dirigent le monde... Et il y en a encore dans nos rangs qui veulent discuter ou faire prendre conscience aux banquiers et aux rentiers qui ne savent plus quoi faire de leurs milliards et mènent l'humanité à la barbarie, des conséquences catastrophiques de leurs actes criminels, on croit rêver ! Ne devrait-on pas caractériser la situation comme étant la dictature mondiale du capital que le parti de l'ordre et ses valets légitiment et soutiennent, pour lui opposer la dictature du prolétariat ? Après tout ils ont bien trouvé les mots pour la justifier, on ne devrait pas avoir trop de difficultés à en trouver pour justifier la dictature du prolétariat, non ? Bien entendu, il ne faut pas craindre d'effaroucher le petit-bourgeois !

Autre sujet à développer qui a un rapport avec le conditionnement des masses à travers la propagande gouvernementale et des institutions, les médias et les prestations des représentants des partis à la télévision. Suite à la grève d'une partie du personnel de TV5Monde Asie le 12 au soir, on a eu le droit à 20h30 au journal de 13h de France 2, puis hier soir j'ai regardé la présentation de l'émission*Mots croisés* consacrée aux retraites, avant de couper pour commencer à préparer les infos en bref d'aujourd'hui. C'est surtout cette dernière qui m'a choqué.

Je n'ai pas noté les noms et les titres de chacun des participants, il y a avait D. Le Reste de la CGT, G. Longuet de l'UMP, B. Hamon du PS, un représentant du patronat et un économiste de service notamment. Tout ce beau monde était apprêté comme des sous neufs, maquillés, bien propres sur eux, tous habillés en gris je crois, le regard droit, hautain, des gens qui assurément savaient de quoi ils allaient parlé et ce qu'ils allaient dire. C'était tellement parfait, trop même, que j'en ai ressenti un malaise, un profond dégoût pour être honnête en les regardant, on ne pouvait pas s'empêcher de penser que tout avait été arranger d'avance, qu'ils étaient tous de connivences, chacun jouant sa partition sans fausse note pour baiser des téléspectateurs réputés pour être des "*veaux*", et salut à la prochaine. Bref, une comédie bien réglée qui avait pour objectif de nous faire avaler la contre-réforme de Sarkozy. En voyant ces comédiens bien trop polis pour être honnêtes, je me suis senti spontanément étranger à tous ces gens, au monde qu'ils représentent, je vous avouerais que j'aurais voulu regarder cette émission mais j'en ai pas trouvé la force, j'ai coupé au bout de deux minutes.

Je me suis demandé ensuite, si les travailleurs, qui en France assistent à cette misérable mise en scène, perçoivent la même chose que moi, comprennent-ils qu'on se fout ouvertement d'eux, qu'on les prend quotidiennement pour des abrutis ? Ces beaux parleurs affichent une telle assurance, qu'ils doivent ainsi en épater encore plus d'un me suis-je dit, quand on les observe, ils nous paraissent tellement supérieurs que l'on arrive même à comprendre pourquoi Sarkozy le complexé ne les supporte pas, ce qui est normal par ailleurs puisqu'il ne supporte personne d'autre que lui-même et sa Barbie insignifiante à la démarche langoureuse, au teint laiteux et le regard vide. Ils sont la vérités faite homme, ils en imposent à la plèbe qui apparemment est encore assez arriérée pour les écouter.

Pour conclure, ce qui est frappant au premier abord et ne se dément pas par la suite, c'est la distance qui existe entre ces gens-là à qui de toute évidence rien ne manque, le régime fait en sorte qu'ils ne manquent de rien et vivent confortablement, et la situation modeste, difficile, compliquée de la majorité de la population du pays qui trime dure et doit souffrir pour s'en sortir ou tout simplement survivre. Un gouffre énorme sépare ces deux mondes qui n'ont rien en commun, qui n'ont rien à se dire, ce qui est finalement dans l'ordre des choses. Je me demande si les militants portent le même regard que moi sur ces gens-là et s'il est partagé par beaucoup de monde.

Demain je reçois la personne qui en principe doit acheter notre maison, reste à fixer le prix, en principe, et je suis prêt à la brader pour m'en débarrasser, quel boulet la propriété privée !

Sur ce, bonne manif demain camarades, je serai comme toujours en pensée avec vous.

## Retraites.

### 1- Répression.

1.1 - De violents affrontements ont eu lieu, mardi 12 octobre, entre policiers et manifestants devant un local du Medef à Caen.

L'intersyndicale du Calvados a qualifié d'"*agression policière*" le recours à des gaz lacrymogènes, selon elle en "*tir tendu*", par les forces de l'ordre. "*Nous condamnons l'agression policière et les arrestations, indiquent les syndicats CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FSU, FO, UNSA et Solidaires. Le pouvoir a ainsi consciemment mis en danger les jeunes et pris le risque de les*

*blesser par tir tendu*".

Thierry Lepaon, secrétaire régional de la CGT, affirme que le jeune homme souffre d'une "*fracture du crâne*" et a "*huit points de suture*". Le manifestant a été ensuite évacué, conscient, un bandage et du sang sur la tête. "*Il a pris une cartouche à la suite d'un tir tendu de bombe lacrymogène. Il a été procédé à un acte interdit par la réglementation policière*", seuls les tirs en cloche étant autorisés, indique M. Lepaon. "*Il a saigné abondamment. Heureusement un médecin était à ses côtés et l'a soigné et il a pu être évacué par des militants puis par les pompiers. Les tirs tendus sont dangereux, on peut y perdre un œil*". (Lemonde.fr 14.10)

1.2- Un lycée a été «légèrement» blessé au visage ce jeudi matin, en marge d'une manifestation lycéenne contre la réforme des retraites, à Montreuil, selon la préfecture de Seine-Saint-Denis, contactée par 20minutes.fr. Véronique Bourdais, adjointe à la sécurité de la ville évoque sept tirs de flashball en début de matinée. Un chiffre non confirmé par les autorités. (20minutes.fr 14.10)

2- Sur la mobilisation

2.1- Education nationale.

- L'université Rennes-2 a été fermée ce jeudi pour toute la journée "*pour des raisons de sécurité*", a annoncé la direction. Cette fermeture intervient alors qu'une assemblée générale d'étudiants a voté le blocage du site dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites. (AP 14.10)

- Il n'y a quasiment pas d'enseignants grévistes dans les écoles primaires (maternelles et élémentaires) à Paris, avec un taux de 0,8%. Les sections parisiennes du SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, du Snudi-FO, de Sud-Education, de la CGT Educ'action et de la CNT avaient appelé mercredi à reconduire la grève dans écoles de la capitale. (Libération.fr 14.10)

- L'UNL, premier syndicat de lycéens dispose de nouveau chiffres à la mi-journée. Quelque 1.100 établissements sont mobilisés à divers degrés (sitting, tractage, blocage, etc.), dont 40 à Paris. Dans la capitale, 30 d'entre eux sont bloqués, selon le syndicat joint par Libération. Les lycéens ont prévu de se rassembler, cet après-midi, notamment à 15h30, devant le siège parisien du Medef. (Libération.fr 14.10)

À Paris, des lycéens ont marché toute la journée aux cris de "*Sarko, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue !*"

Le plus important cortège a rassemblé 5.000 personnes, selon l'UNL, entre Saint-Sulpice et l'Opéra Garnier. Un autre rassemblement prévu devant le siège du Medef a mobilisé 2.500 jeunes, selon l'Unef.

Selon le syndicat étudiant, quelque 10.000 jeunes ont défilé à Toulouse, 8.000 à Rennes, 7.000 à Bordeaux, 5.000 à Brest, 4.000 à Reims, 2.000 à Perpignan, 2.000 à Orléans, 2.000 à Tours, 1.500 à Montpellier, 1.000 à Caen. (Reuters 14.10)

2.2- Secteur privé.

- Une trentaine d'entreprises industrielles du Nord Pas-de-Calais, notamment dans la métallurgie, la chimie, l'agro-alimentaire et le textile, connaissent des débrayages de plusieurs heures à l'appel de la CGT. Parmi elles, Alstom et Bombardier, près de Valenciennes. (libération.fr 14.10)

- Entre 3.000 et 3.500 personnes -salariés et lycéens-, manifestent dans les rues de Bordeaux. Sont notamment représentés, dans un premier cortège, France Telecom, Ford, des agents territoriaux et beaucoup de cheminots. La jonction avec quelque 2.000 lycéens s'est faite place de la Victoire. (libération.fr 14.10)

3- Déclarations et communiqués.

3.1- L'intersyndicale jaune.

Les organisations de l'intersyndicale, qui se réunissaient au siège parisien de la CFDT pour convenir de la suite du mouvement, viennent d'appeler à une nouvelle journée de grève et de manifestations, mardi prochain (le 19). A la veille de la date prévue pour le vote solennel de la réforme au Sénat. (libération.fr 14.10)

3.2- NPA Olivier Besancenot (NPA) appelle à «un nouveau Mai 68», jugeant que «*pour faire échec à ce gouvernement qui pratique le mépris et la répression*» face aux manifestants opposés à la réforme des retraites, «*il faut être plus fort qu'en 1995 ou en 2003*».

Pour rempiler pour 42 ans sous la Ve République ? Non merci !

3.3- PS.

- Hamon. «*Il faut retirer ce projet, tout remettre à plat, engager (...) une négociation qui aille au-delà et qui pose aussi la question des salaires, la question du droit du travail», réclame Benoît Hamon, porte-parole du PS, sur France Info, regrettant qu'«aujourd'hui, le gouvernement n'est pas à la hauteur de cette tâche*». (libération.fr 14.10)

Négocier quoi avec l'hystérique du Palais, la facture du banquet au Fouquets avec les patrons du CAC40 ? Même pas, car ce sont sans doute eux qui ont réglé la facture, c'était la moindre des choses. Hamon regrette parce qu'il attendait quelque chose de Sarkozy, nous, nous n'avons jamais rien attendu d'autres de sa part, que des coups.

- Aubry. La patronne du PS, Martine Aubry, a appelé jeudi 14 octobre le président de la République Nicolas Sarkozy à "*suspendre le débat*" sur les retraites en cours au Sénat. "*La France ne veut pas de cette réforme. Je m'adresse au président de la République : je lui demande de suspendre ces discussions au Sénat, mais aussi de mettre aussitôt les syndicats autour de la table, de remettre tout à plat*", a-t-elle déclaré lors de l'émission "A vous de juger" sur France 2

"*Il faut une réforme des retraites, on est tous d'accord. Pour la faire, il faut discuter, il faut négocier, et il faut surtout la justice*", a-t-elle dit, en appelant le gouvernement à "*ne pas jouer la politique du pire*".

"*Nous reviendrons aux 60 ans pour ceux qui ont travaillé tôt et qui ont fait des travaux pénibles*", a-t-elle assuré. Le Parti socialiste accepte par contre l'allongement de la durée de cotisations à l'horizon 2020, prévu dans la réforme Fillon de 2003. "*Il y aura demain 41,5 ans de cotisation, il faut prendre en compte la démographie*", a-t-elle justifié. Elle a fait valoir que le PS souhaitait "*la liberté individuelle*". Ainsi, ceux voulant "*travailler plus longtemps*" bénéfieront alors "*de surcotes*". (Lemonde.fr)

Vive le front unique avec le PS et ses satellites qui tiennent le même discours que Sarkozy et soutiennent le régime ! La Talonnette a dû lui téléphoner après l'émission pour la féliciter de sa prestation. A bas le PS !

4- Sondage.

Les Français sont favorables à 54% à ce que «*les syndicats organisent une grève générale comme en 1995*» si le gouvernement refuse de revenir sur sa décision de repousser l'âge de départ à la retraite, selon un sondage BVA pour Canal Plus, diffusé jeudi.

Les plus favorables sont les 25 à 34 ans (68%), les salariés du secteur public (71%) et les ouvriers (70%). Les plus de 65 ans sont au contraire seulement 35% à y être favorables. (Libération.fr 14.10)

5- Comptage.

Mardi dernier, France Soir fait venir un institut espagnol spécialisé dans le comptage, le site Mediapart envoie sur le pavé des journalistes armés de clics-clics. L'AFP ici, France Bleue là se mettent à compter. Leurs résultats se recoupent tous : partout où ils ont oeuvré, ces enquêteurs-compteurs ont relevé des chiffres inférieurs à ceux de la police. À la louche, 80.000 à Paris quand les syndicats en annoncent 330.000. 20.000 à Marseille pour 230.000 de source syndicale. À les croire, la manifestation à 3,5 millions se dégonflerait au million. (Lepoint.fr 14.10)

Pas le temps de cherchez comment ils ont monté cette manipulation. Mediapart se referait-il une santé (morale et financière) pour continuer d'être financé par l'Etat ? C'est marrant les policiers de Marseille ont compté 100 000 manifestants le 12, alors que la préfecture en a annoncé 24 500. Plénel plus royaliste que les fidèles serveurs du monarque du Palais, il faut bien assurer son avenir...

6- Les braves petits-patrons.

La Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) a demandé au ministère de l'Industrie le déblocage prioritaires des stocks de carburant pour faire face à des difficultés d'approvisionnement. (Reuters 14.10)

Quelques heures plus tard.

Le gouvernement français a autorisé jeudi l'ouverture des stocks de réserve et l'importation de carburant pour les transporteurs routiers, a annoncé la Fédération nationale des transporteurs routiers.

Les pouvoirs publics ont annoncé d'autres mesures aux transporteurs routiers, comme l'autorisation pour les camions de 44 tonnes de transporter des hydrocarbures - et non plus 40 tonnes -, la possibilité de transporter des hydrocarbures le dimanche dans toute

la France, et l'interdiction pour les pétroliers de contingenter ou restreindre les fournitures de carburant aux entreprises.

"*Ça va permettre de fluidifier le marché ou de remédier aux difficultés d'approvisionnement, constatées dans le Sud-Est, en Alsace ou en Bretagne*", a dit Nicolas Paulissen.

Mais la poursuite des grèves dans les raffineries poserait "*des problèmes beaucoup plus sérieux au-delà d'une semaine*", a-t-il dit. (Reuters 14.10)

## Social.

### 1- Patrons voyous.

1.1- Le groupe américain Molex a annoncé mercredi qu'il enclenchait la liquidation judiciaire de sa filiale française Molex Automotive SARL, chargée du paiement des congés de reclassement et du Plan de sauvegarde de l'emploi pour son ancienne usine de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), et que de ce fait il cessait de financer le plan social.

Cette décision intervient suite au recours déposé le 24 septembre dernier devant le tribunal des prud'hommes de Toulouse par 188 anciens salariés de l'usine, licenciés en octobre 2009, qui contestent leur licenciement pour motif économique.

L'usine Molex de Villemur-sur-Tarn a fermé ses portes en octobre 2009, entraînant le licenciement de 283 salariés. Ces derniers s'opposaient depuis plusieurs mois à cette décision, estimant que le site était économiquement viable. Le 15 septembre 2009, le fonds d'investissement américain HIG avait signé une reprise partielle de l'activité de l'usine de connectique automobile et s'était engagé à reprendre entre 20 et 60 salariés la première année. Actuellement, 39 anciens employés de Molex travaillent au sein de la société Villemur-Industrie, la filiale d'HIG créée spécialement pour reprendre le site.

Sur les 283 salariés licenciés, 19, tous représentants du personnel, sont encore en congés de reclassement. Ils n'ont pas reçu l'intégralité des sommes qui leur sont dues au titre du PSE, dont le versement de leur congé de reclassement pour le mois de septembre. (AP 14.10)

1.2- L'équipementier automobile américain Dura Automotive (220 salariés ) a utilisé des hélicoptères, jeudi, pour contourner les piquets de grève installés depuis quatre jours aux entrées de son usine de La Talaudière (Loire), près de Saint-Etienne, a-t-on appris de sources syndicale et judiciaire.

Plusieurs hélicoptères sont repartis avec des produits finis pour aller livrer, à plusieurs centaines de kilomètres de distance, les commandes les plus urgentes destinés aux chaînes d'assemblage de ses clients, qui sont principalement les constructeurs français Renault et PSA Peugeot Citroën.

Vingt-deux salariés de l'entreprise ont comparu jeudi devant le TGI de Saint-Etienne, à la demande de leur direction qui les a assignés en référé pour le "*caractère illicite de la grève*", eu égard à l'entrave à la circulation des marchandises. Le tribunal rendra sa décision vendredi matin. (AP 14.10)

### 2- Réduire le nombre de représentants du personnel dans les entreprises.

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris propose, au nom d'une meilleure efficacité, la fusion des instances représentatives des salariés : délégués du personnel, comité d'entreprise et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Subsisteraient à leurs côtés seulement les délégués syndicaux.

La nouvelle instance, baptisée RUP (représentation unique du personnel), aurait les mêmes attributions et le même nombre d'heures pour exercer ses fonctions que les trois organes supprimés, ses membres ne siégeant plus que dans une seule assemblée qui se réunirait une fois. Le rapport préconise, en revanche, une réduction des effectifs de 20 % pour les titulaires et de 50 % pour les suppléants. (Lepoint.fr 14.10)

## Politique.

### Le roi a dit : moi je, le peuple a dit : nous voulons !

Nicolas Sarkozy ce jeudi lors d'un déplacement en Gironde, pour la deuxième fois en deux jours, le chef de l'Etat a fait l'éloge de la réforme. Mercredi 13 octobre, en recevant à déjeuner les députés Nouveau Centre, Nicolas Sarkozy a indiqué qu'il mènerait des réformes "jusqu'à la dernière minute" de son quinquennat. "*Les majorités qui sont mortes sont mortes parce qu'elles n'avaient plus d'idées (...) Moi, je travaillerai jusqu'à la fin de mon quinquennat*", a-t-il annoncé, à quelques semaines d'un remaniement que l'on imagine d'ampleur. (Lexpress.fr 14.10)

Sa "*dernière minute*" pourrait être aussi son dernier souffle, c'est ce qu'on lui souhaite. C'est la bassesse et la médiocrité qui caractérisent le mieux ce régime, le propre de toutes les dictatures.

Il a dit aussi qu'il se consacrerait entièrement à son combat politique pour rempiler en 2012 pour 5 ans. Il peut déraper grave, comme disent les jeunes qui écrivent le mot *révolution* sur les pancartes en carton qu'ils brandissent dans les manifestations. Il est discrédité dans tout le pays, même dans le sud-est tranquille et cossu les lycéens sont dans la rue.

De quelle majorité peut-il se revendiquer, il est ultra minoritaire et par conséquent illégitime.

## Economie.

### 1- France. Racket de l'Etat, suite.

1.1- Les amendes de première catégorie vont passer de 11 à 20 euros en 2011, en cas d'adoption définitive d'un amendement UMP voté en commission des Finances à l'Assemblée nationale dans la nuit de mercredi à jeudi.

«*Cette majoration entraînera un surcroît de recettes de 382 millions d'euros pour l'Etat, si le nombre d'amendes reste constant*», écrit le rapporteur général du Budget, Gilles Carrez (UMP), dans son amendement au projet de budget 2011.

Les amendes de première catégorie s'appliquent aux infractions simples au Code de la route, comme les mauvais stationnements. (Libération.fr 14.10)

1.2- Confirmant la poursuite du rebond du secteur du luxe, LVMH a vu ses ventes grimper de 24% au troisième trimestre, tirées par une dynamique asiatique toujours très vigoureuse mais aussi par une solide demande en Europe et aux Etats-Unis.

Premier groupe du secteur à publier ses chiffres, le numéro un mondial du luxe a dépassé les attentes avec un chiffre d'affaires de 5,11 milliards d'euros. Surtout, sa croissance organique s'est maintenue à 14%, comme au premier semestre.

Sur neuf mois, la croissance organique atteint deux chiffres pour l'ensemble des divisions. Les ventes de vins & spiritueux (Dom Perignon, Moët & Chandon, Ruinart) grimpent de 17%, celles de la mode-maroquinerie progressent de 14%, tirées par une hausse "à deux chiffres" de Louis Vuitton, principal centre de profit du groupe.

La hausse atteint 22% pour les montres et la joaillerie (Tag Heuer, Chaumet ou Zenith), qui avaient le plus souffert de la crise. Elle ressort à 10% pour les parfums et les cosmétiques (Dior, Givenchy ou Guerlain) et à 14% pour la distribution sélective (parfumeries Sephora, réseau DFS de ventes hors taxes et Le Bon Marché).

Le titre LVMH a signé depuis le début de l'année une hausse de plus de 42%, une performance comparable à celles des grands noms du luxe portés par une forte reprise de la consommation.

Le géant suisse Richemont, propriétaire de Cartier ou de Van Cleef & Arpels, s'adjuge 40% depuis janvier, PPR (Gucci, Balenciaga) progresse de 41,3% et Swatch de 41%. Le groupe Hermès a vu sa valeur s'envoler de plus de 90% depuis le début de l'année. (Reuters 14.10)

### 2- Etats-Unis

2.1- Le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé plus que prévu en août. La balance des échanges affiche un déficit de 46,35 milliards de dollars, selon les chiffres publiés jeudi par le département du Commerce. (Reuters 14.10)

2.2- Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté contre toute attente aux Etats-Unis lors de la semaine au 9 octobre, à 462.000, a annoncé jeudi le département du Travail. (Reuters 14.10)

2.3- Les 50 Etats américains ont ouvert mercredi une enquête conjointe sur les pratiques du secteur du crédit immobilier, une initiative qui pourrait, selon certains spécialistes, menacer la reprise des ventes de logements.

Moins de deux heures avant la clôture, Bank of America, la première banque américaine, cède 6,3%, JPMorgan Chase abandonne 4,0%, tandis que l'indice KBW des bancaires recule de 3,8%.

A plus long terme, certains craignent que la profitabilité des banques ne soit réduite à néant lorsqu'elles rachèteront des milliards de dollars de prêts immobiliers détenus par des investisseurs qui ont acquis des titres adossés à des créances immobilières (MBS).

Bank of America, numéro un des crédits immobiliers aux USA, pourrait ainsi se voir obligée de racheter jusqu'à 74 milliards de dollars de prêts, selon une estimation de Branch Hill Capital.

Le marché s'interroge aussi sur la pratique des "*signataires robot*" et sur le retour de bâton qu'elle pourrait impliquer pour les banques.

Le Financial Times, citant une déposition faite au tribunal, écrit ainsi qu'une employée de Wells Fargo signait jusqu'à 500 documents de saisie par jour.

Cette employée, au nom de Xee Moura, signait les documents au nom de Wells Fargo et se contentait de vérifier que son nom et son titre apparaissaient correctement, poursuit le quotidien financier.

L'enquête ouverte par les procureurs généraux tente notamment de déterminer si certaines banques ont fait preuve de négligence dans l'examen de tels documents ou si elles ont fait de fausses déclarations pour chasser les mauvais payeurs de leur domicile. (Reuters 14.10)

3- Monnaie.

Le dollar a inscrit un nouveau plus bas de 15 ans face au yen et est retombé à son niveau d'il y a huit mois par rapport à l'euro, après l'annonce inattendue par Singapour d'un élargissement de la fourchette de fluctuations de sa monnaie.

Par ricochet, la baisse du billet vert profite aux métaux, comme le cuivre, à son plus haut niveau depuis deux ans, et surtout l'or dont le cours spot a enregistré un nouveau record historique, à 1.380,45 dollars l'once.

L'euro est monté à un point haut de huit mois face au dollar, s'approchant de 1,41 dollar, à 1,4083 dollar tandis que le dollar australien frôlait la parité avec le billet vert.

En attendant le prochain sommet du G20 le 11 novembre à Séoul, les investisseurs continuent de vendre du dollar pour acheter des actifs dans les pays émergents ainsi que des matières premières. (Reuters 14.10)

---

Le 16 octobre

J'ai rectifié le lien vers le fichiers *Sur les retraites. (POI)* du 6 octobre, avec mes excuses.

La polémique sur le nombre de participants aux manifestations a pris de l'ampleur sans que l'on puisse dire quel chiffre correspond à peu près à la réalité, les deux partis n'étant pas plus honnêtes l'une que l'autre, d'un côté les dirigeants syndicaux annoncent en coeur à 10h du matin le nombre total de participants alors que de nombreuses manifestations n'ont même pas commencé et d'autres se dérouleront dans l'après-midi, de l'autre côté, le gouvernement, la police et les médias s'ils attendent la fin des manifestations pour communiquer leurs chiffres, il semble avéré qu'ils soient systématiquement inférieures à la réalité.

Pourquoi on revient sur ce sujet ? Parce que 76 ou 89 000 manifestants et 330 000, ce n'est pas du tout pareil. A Albi, quand un huissier et la police comptent 4 380 et 4 200 manifestants, les syndicats en comptent 20 000 pour une population de 50 000 habitants environ. On peut admette une marge d'erreur assez large de 20 ou 30%, mais là c'est de l'ordre de 300 à 400% ! A Marseille les policiers ont compté 100 000 manifestants, la préfecture en déclare officiellement 24 500, les syndicats 230 000.

Personnellement, et sans le moindre outil fiable pour me prononcer, je préfère le préciser, je retiens un chiffre correspondant à la moitié environ de celui indiqué par les syndicats, ainsi le comptage des policiers de Marseille doit être assez proche du nombre réel de manifestants le 12 octobre. Si ce genre de manipulations est conforme à ce que l'on est en droit d'attendre de dirigeants syndicaux qui doivent dorénavant gagner la bataillle de la représentativité syndicale pour continuer à exister, on se demandera ce que les partis dits ouvriers qui leur emboîtent le pas ont à y gagner, certainement pas de la crédibilité auprès des travailleurs.

Surestimer consciemment dans de telles proportions le nombre de manifestants faussera forcément l'appréciation que les travailleurs porteront sur la mobilisation en cours et plus généralement sur la situation, est-ce souhaitable et dans quel but, la question est alors de savoir si l'on peut ou doit recourir à cette méthode au titre de l'agitation, personnellement je répondrais par non, car personne n'est dupe en dernier ressort. Quel intérêt aurions-nous à faire partie du club peu honorable des menteurs et des manipulateurs professionnels ? Aucun, car qui triche sur les chiffres peut très bien tricher sur ses réelles intentions.

On ne cesse de répéter que tout est embrouillé dans la tête des travailleurs, de remarquer que tout est fait dans cette société pour

les empêcher de faire la part des choses, et voilà qu'on devrait collaborer à une entreprise qui n'a pas vraiment vocation à les aider à résoudre ce problème, il faudrait peut-être savoir un jour ce que l'on veut en tant que militant et dans la vie. Cela fait penser au refus de regarder la réalité en face et de ne pas dire la vérité aux travailleurs, aussi dure soit-elle. Comment définir une tactique et une stratégie correctes en partant d'un tel principe ? Impossible ! Comment convaincre les travailleurs et gagner leur confiance ? Impossible.

Cet état d'esprit qui consiste à tromper délibérément les autres ne nous épargne pas car on se trompe soi-même, il n'est pas le produit du hasard ou il ne correspond pas à un état d'âme passager, il a pour origine l'incompréhension de la situation et notre incapacité à définir les tâches qui permettraient un jour d'agir dessus ou de la changer. Comment peut-on envisager ou prétendre sérieusement aller de l'avant en partant d'une analyse erronée de la situation ? Quand on ment sur le nombre de grévistes, de manifestants, de militants véritablement actifs dans son parti, camouffler ses réelles intentions, falsifier les rapports entre les classes ou à l'intérieur des classes pour justifier sa ligne politique ne pose plus véritablement de problèmes non plus, non ?

A ce propos justement et je terminerai par là aujourd'hui, il est plus facile de commenter l'actualité ou d'analyser superficiellement la situation que de se pencher sur les rapports entre les classe et à l'intérieur des classes, apparemment un exercice qui répugne à nos dirigeants, quand je dis se pencher sur ces rapports, je veux dire par là les examiner à la loupe, les décortiquer minutieusement, couper les cheveux en quatre dans ce domaine également, au lieu de se contenter de généralités ou de généraliser une situation particulière, procédé qui aboutit par exemple à proclamer que tout serait possible... avec des si, à prendre ses désirs pour la réalité en guise d'orientation politique... et à déchanter par la suite.

Pourquoi les différents sujets abordés dans ce site ne le sont-ils pas dans la presse ouvrière ou pourquoi nos dirigeants ne traitent-ils pas certaines questions sous des angles différents ; vous les avez déjà vu écrire ou prononcer par exemple les expressions suivantes : ouvriérisme, aristocratie ouvrière, embourgeoisement de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier ? Non, et pour cause, pour eux la classe serait forcément une et indivisible, homogène, révolutionnaire ! Comme la nation et la République quoi ! Nous savons que ce n'est pas le cas parce que nous employons la méthode de Marx et Engels, alors pourquoi ne pas le dire aux travailleurs ?

Hier dans deux articles de presse j'ai relevé ces précisions : dans le premier, un journaliste affirmait que le mouvement s'amplifiait mais ne se radicalisait pas, alors que la plupart des militants estiment qu'il se radicalise. Dans le second, un autre journaliste expliquait que si les jeunes sont plus nombreux à descendre dans la rue, c'est sans orientation ou direction précise, donc sans danger pour le gouvernement. C'est juste et c'est juste également pour l'ensemble des travailleurs qui sont mobilisés, comment pourrait-il en être autrement sans direction politique et sans qu'ils entrevoient une issue politique à la crise du capitalisme ? Pourquoi ne pas le dire aux travailleurs et aux militants puisque c'est là l'élément déterminant de la situation ?

On nous dit encore que des millions de travailleurs descendent dans la rue pour exiger le retrait du projet de loi de Sarkozy. Est-ce vraiment exact ou un nombre important d'entre eux exigent-ils une autre réforme ? Refusent-ils tout nouveau sacrifice ou sont-ils prêts à en accepter sous certaines conditions, ce qui n'est pas du tout la même chose ? Là-dessus non plus, on ne nous fournit aucune analyse précise et fiable. Dans le premier cas, ils seraient au bord de la rupture avec le capitalisme en se situant sur leur propre terrain de classe. Dans le second ils ne feraient que manifester leur subordination au capitalisme en se situant sur son terrain.

Comment peut-on aborder les travailleurs et construire le parti quand on n'a pas tous ces éléments-là en tête ?

La déclaration du bureau national du POI permet de poser ces questions pour peu qu'on en ait la volonté, et elle a cela d'intéressant qu'en posant la question du gouvernement ouvrier, en fonction de l'accueil que lui réserveront les travailleurs, nous aurons une idée plus précise sur leur niveau de conscience politique. Je m'avance peut-être un peu, car sans vouloir être médisant mais connaissant suffisamment bien ce parti, il paraît peu probable que c'est cette question que les militants du POI mettront systématiquement en avant lors de leurs discussions avec des travailleurs.

Bonne manif camarades !

## Retraites.

### 1- La situation vue par un média.

Depuis le début du mouvement de grogne contre la réforme des retraites, les grands leaders syndicaux ont toujours cherché à éviter de souffler sur les braises. Ainsi Bernard Thibault qui a répété à plusieurs reprises que "notre but n'est pas de bloquer le pays". Problème: sa base la plus radicale organise des grèves reconductibles, qui n'entraînent pas les autres (les taux restent faibles à la RATP, et pas si importants que ça à la SNCF).

Face au spectre de la grève générale et illimitée, brandie par les syndicats les plus remontés (SUD), la CGT et la CFDT ont pris la main sur l'organisation des journées de mobilisation, et reconduisent la stratégie des 2 rendez-vous par semaine. Mais

sans convaincre tout le monde.

Les acteurs syndicaux sont divisés sur la stratégie à adopter:

- il y a ceux qui estiment qu'il faut continuer sur la lancée du succès des manifs précédentes. "*Je ne sais pas si on arrivera à faire changer les choses, mais notre rôle est de répondre aux demandes des salariés. Ils estiment que la réforme est injuste, on doit répondre à cette aspiration de justice sociale*" explique Jean Grosset de l'UNSA sur RMC.

- ceux qui trouvent que 2 jours par semaine, ça ne résout rien Au sein même de la direction du premier syndicat de France, on critique l'action du patron, comme Jean-Paul Delannoy, dans Le Monde: "*La stratégie de mobilisations épisodiques à répétition type 'saute-mouton' n'est pas la bonne et sera un échec si nous n'amplifions pas le mouvement et si nous n'écoutons pas la base, qui nous réclame des actions concrètes*".

- ceux qui estiment qu'on ne peut pas trop compter sur les lycéens Le renfort des lycéens est vu comme un trompe l'oeil par plusieurs responsables, car les vacances de Toussaint approchent, comme par hasard au moment où le gouvernement veut tourner la page en promulgant la réforme (votée mercredi prochain au Sénat normalement) et en remaniant (d'après RMC, c'est prévu pour le 24 ou le 26 octobre).

- et ceux qui craignent qu'on fasse la manif de trop... La nouvelle journée d'action, décidée pour le mardi 19 octobre, n'a pas fait l'unanimité, notamment auprès des petits syndicats (UNSA, CFE-CGC, CFTC) qui auraient préféré des rassemblements symboliques. Dans Le Monde, un responsable confie: "le 19 octobre risque d'être la journée de trop car la mobilisation n'atteindra pas le niveau du 12 octobre". (Lepost.fr 15.10)

2- Mobilisation

2.1- Secteur pétrolier.

Trois dépôts pétroliers ont été débloqués vendredi sous la pression des forces de l'ordre et sur décision de l'Elysée tandis que se précisait la menace d'une pénurie de carburant.

La décision de le faire a été prise jeudi soir à l'Elysée, a-t-on appris de source proche de la Présidence.

Les salariés des 12 raffineries françaises sont en grève vendredi, ont annoncé les représentants des syndicats CGT et CFDT.

Dix raffineries ont entamé ou vont entamer dans les heures qui viennent des procédures d'arrêt complet de la production qui prennent plusieurs jours. (Reuters 15.10)

"*L'objectif en soi des mouvements de grève, notamment dans le secteur de l'énergie, n'est pas de stopper l'activité économique. L'objectif de cette mobilisation c'est bien d'obtenir des discussions pour un autre avenir de nos retraites.*", selon Thibault vendredi matin sur LCI. (Lepost.fr 15.10)

2.2- Chauffeurs routiers.

La CFDT, premier syndicat de chauffeurs routiers, a appelé les salariés du secteur à se joindre au mouvement en organisant des barrages filtrants ou des opérations "*escargot*".

Est envisagée aussi l'aide aux syndicalistes du secteur de l'énergie pour bloquer les dépôts de carburant et les raffineries ainsi que les plates-formes de ravitaillement desservant la distribution, a dit à Reuters le secrétaire général de la CFDT Route, Maxime Dumont. (Reuters 15.10)

2.3- Lycées.

Le nombre de lycées touchés à des degrés divers était vendredi de 306 selon le ministère de l'Education nationale et de 900 selon l'UNL, premier syndicat lycéen.

La mobilisation des lycéens et des étudiants s'est amplifiée jeudi en dépit des mises en garde du gouvernement contre des risques de "*manipulation*" et de dérapages qu'il voit dans la participation de jeunes à ce mouvement social.

Lemonde.fr publie un télégramme du ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, envoyé vendredi à tous les préfets et leur demandant de limiter l'usage de la force. "*J'attire votre attention sur la nécessité d'être particulièrement vigilant sur les conditions d'intervention*

*et de limiter l'usage de la force au strict nécessaire*", écrit-il. (Reuters 15.10)

## Economie.

### 1- France. Les conseils d'un banquier du PS à Sarkozy.

La commission Attali remet ce vendredi à Nicolas Sarkozy 25 propositions pour améliorer la croissance de la France et réduire ses déficits records.

Près de la moitié des propositions portent sur la maîtrise des finances publiques et justifient a posteriori la politique d'austérité lancée par le gouvernement actuel.

Elle juge impératif de réduire de 50 milliards d'euros en trois ans les dépenses publiques et d'augmenter de 25 milliards les recettes en élargissant l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux.

La commission suggère en outre de geler jusqu'à 2013 le point d'indice sur lequel est calculée la rémunération des fonctionnaires et de prolonger le principe de non remplacement d'un fonctionnaire partant en retraite sur deux aux collectivités locales et à la Sécurité sociale.

Pour réduire le déficit de l'assurance maladie, la commission propose de nouveaux déremboursements de médicaments et la prise en charge d'une partie des coûts des affections de longue durée par certains malades.

Ils suggèrent un rôle accru des assurances santé complémentaires, une assurance-dépendance complémentaire obligatoire et la concentration de l'allocation personnalisée d'autonomie sur les personnes les plus dépendantes.

La commission préconise en outre une baisse de 1,0% en valeur, c'est-à-dire sans correction de l'effet de l'inflation, des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales.

Elle propose aussi la mise en place de la taxe carbone, provisoirement enterrée par le gouvernement.

Pour favoriser la création d'emploi, en particulier en faveur des jeunes, les auteurs du rapport proposent notamment de transférer une partie des charges sociales sur la TVA.

Ils recommandent de rémunérer, sous la forme d'un contrat d'activité à durée indéterminée - un "*contrat d'évolution*" - la phase de recherche d'emploi et de formation et suggèrent de renforcer les formations initiales en alternance.

Ils proposent de confier aux partenaires sociaux le soin de définir un contrat de travail "*à droits progressifs*".

Pour garantir un bon niveau du système éducatif, ils proposent "*une évaluation rigoureuse de l'engagement des enseignants*", susceptible d'influer sur leur carrière, et l'augmentation des obligations de service. (Reuters 15.10)

Vive l'unité avec Attali, Strauss-Kahn, Lamy et Cie ! Après on nous expliquera qu'il est parfaitement justifié de se tourner vers ce parti, au nom du front unique évidemment. On vous laisse faire les poubelles !

On vient d'apprendre qu'un journaliste, François Malye, et un historien, Benjamin Stora (ex-dirigeant de l'OCI), ont enquêté pendant deux ans sur le rôle joué par François Mitterrand pendant la guerre d'Algérie, avant de publier leur livre *François Mitterrand et la guerre d'Algérie* selon La Dépêche.

François Mitterrand a été ministre de la Justice du gouvernement socialiste de Guy Mollet pendant seize mois du 1er février 56 au 21 mai 57.

A cette période, il y avait la guerre d'Algérie. Les auteurs révèlent que François Mitterrand "a laissé sans broncher couper les têtes des nationalistes algériens, qu'ils aient ou non du sang sur les mains".

A son départ du ministère en mai 1957, ce ne sont pas moins de 45 nationalistes qui avaient été guillotinés.

Selon l'ouvrage, François Mitterrand s'était opposé à 80% des demandes de graces. Les auteurs décrivent l'ex-chef de l'Etat qui avait alors 40 ans comme étant "dur et ambitieux". (Lepost.fr 15.10)

Pour rappel, un "trotskyste", le dénommé Stentor avait osé écrire dans *Informations ouvrières* que Mitterrand avait été de gauche...

Au diable les principes ! A part cela, on devrait s'interdire de se poser des questions sur les réelles intentions et la politique menée par feu Pierre Lambert et les dirigeants de son parti qui était aussi le mien à la fin des années 70, ben voyons !

2- Portugal.

Le gouvernement socialiste a présenté ce vendredi au Congrès un plan d'économies drastiques.

José Socrates joue son va-tout. Le premier ministre portugais présentait ce vendrediau Congrès un nouveau budget d'austérité pour 2011, le troisième en moins d'un an, le plus sévère depuis quinze ans.

Coupes de 5 à 10% sur les salaires des fonctionnaires à partir de 1500 euros brut mensuels, gel de pensions, relèvement de deux points de TVA à 23%, suppression de plusieurs abattements fiscaux et sociaux, imposition des retraites les plus élevées, taxe bancaire…

Pendant une décennie, le pays a vécu à crédit, consommant plus de richesses qu'il n'en produisait. Les ménages et les entreprises se sont massivement endettés et le secteur public n'a cessé de gonfler. «*De nombreux secteurs, comme l'énergie, les télécoms ou les banques, pratiquent des prix biens supérieurs aux standards internationaux, explique Nicolau Santos, le directeur adjoint d'Expresso. L'ajustement pour restaurer la compétitivité ne pourra se faire que sur les salaires.*» De quoi réveiller la contestation sociale. Pour la première fois depuis près de vingt ans, les deux grandes centrales syndicales, CGTP et UGT, font front uni et appellent à une grève générale le 24 novembre. (Lefigaro.fr 15.10)

3- Etats-Unis. Faites chauffer la planche à billets !

Le niveau élevé du chômage et la faiblesse de l'inflation appellent un nouvel assouplissement de la politique monétaire aux Etats-Unis, dont l'ampleur doit encore être évaluée, a déclaré vendredi le président de la Réserve fédérale américaine Ben Bernanke.

Avec la multiplication des signes d'un affaiblissement de la reprise aux Etats-Unis dans le courant de l'été, la Fed a activement nourri les anticipations des marchés sur une reprise de ses rachats massifs d'actifs pour soutenir la croissance.

La plupart des économistes s'attendent à un programme de rachats de titres à long terme d'environ 500 milliards de dollars d'ici la fin de l'année, selon une enquête Reuters publiée jeudi.

La Fed, qui maintient son principal taux directeur à des niveaux proches de zéro, dispose encore de moyens d'assouplir les conditions financières, a déclaré Ben Bernanke en ajoutant qu'elle devait faire preuve de prudence. (Reuters 15.10)

Politique.

1- La France est favorable à la mise en place en Europe du bouclier anti-missile proposé par les Etats-Unis.

"S'agissant du bouclier anti-missile, non seulement la France n'est pas contre mais elle est franchement pour", a déclaré vendredi l'Elysée. "Elle conçoit le bouclier comme un complément utile à la force de dissuasion, qui demeure, elle, irremplaçable."

"*Non seulement nous ne sommes pas contre mais nous sommes prêts à y apporter notre contribution, qu'il s'agisse d'une contribution financière ou en nature*", a-t-on ajouté de même source. "*La France a des capacités technologiques non négligeables dans ce domaine.*" (Reuters 15.10)

2- Martine Aubry a réaffirmé jeudi que les deux grands favoris des sondages, le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn, et elle-même n'iraient "*pas l'un contre l'autre*" aux primaires. "*Moi et Dominique c'est clair, parce que nous sommes sur la même ligne*", a-t-elle dit. (Lepoint.fr15.10)

Vaut mieux que les militants se le gravent une fois pour toute dans le crâne : PS = DSK = FMI.

---

Le 17 octobre

Un extrait de trois commentaires d'internautes :

1- "Que vous soyez de droite ou de gauche, peu importe: ce à quoi nous assistons de la part de nos politiques doit s'arrêter maintenant. A quand des gens moraux?! Si cela doit passer par un pays sans essence pour enlever le vers de la pomme

et enfin assainir les assemblées des représentants du peuple français de ces sangsues de droite comme de gauche qui se fichent totalement du commun des mortels et ne servent que leurs propres intérêts, alors qu'il en soit ainsi."

Commentaire :

Il n'est pas loin de poser correctement le problème : que dit-il quand il affirme qu'il faudrait trouver "*des gens moraux*" ? Des "*gens*" qui prennent comme base ou qui prennent en compte les besoins légitimes de la majorité de la population, des dirigeants qui partent exclusivement de nos besoins sans se soucier de savoir si leur satisfaction est compatible avec l'existence du capitalisme.

Quant aux "*sangsues de droite comme de gauche*, elles ne font pas que "*(servir) leurs propres intérêts*", elles servent en premier lieu les intérêts des capitalistes, elles agissent en fonction des besoins du capitalisme, ce que cette personne n'a pas compris apparemment.

Nous sommes donc là en présence d'une personne qui a parfaitement compris que l'UMP et le PS était aussi pourri l'un que l'autre, mais qui n'a pas compris que la politique qu'ils mettaient en oeuvre leur était dictée par les besoins des capitalistes, c'est donc bien le fonctionnement du capitalisme que cette personne n'a pas encore compris.

Finalement, elle fait face à une contradiction qu'elle a très bien exprimée, qui consiste à exiger que les besoins des travailleurs soient pris en compte par ceux qui dirigent le pays, sans comprendre que pour satisfaire ces besoins il fallait rompre au préalable avec le capitalisme, condition que cette personne est encore incapable de saisir. Ses illusions ne se concentrent pas sur les partis institutionnels, mais sur le capitalisme.

2- "Je l'ai toujours dis ! Les représentants du parti socialiste ne sont rien d'autre que des centristes, aujourd'hui ! Rien à voir avec le PS des années 70. Ils sont loin, très loin des préoccupations des salariés, employés et travailleurs, qui eux sont payés à coups de lance-pierres, n'est-ce pas ? Moi, je n'ai pas les moyens de partir à Venise en pleine période de travail ! Des baratineurs avérés ces responsables socialos et bourrés de fric, en plus ! Représentent-ils vraiment les pauvres gens ? J'en doute fortement, vraiment."

Commentaire.

Passons sur les années 70 puisque la situation a évolué depuis, disons seulement que les représentants du parti socialiste n'étaient que des socialistes en parole, ce qu'ils ont amplement démontré par la suite lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, en gérant la société pour le compte des capitalistes, sans remettre en cause ni les fondements du capitalisme ni les institutions de la Ve République.

Cette personne explique que le PS est étranger à la classe ouvrière, que ses dirigeants sont des bourgeois ou des petits-bourgeois plein de fric et puants, faudrait-il la désavouer et lui répondre : mais non, mais non mon brave monsieur, vous faites fausse route, le PS n'est pas un parti au service du capital, c'est un parti ouvrier ?

Voilà sans doute une personne appartenant aux couches moyennes qui n'a aucune illusion dans le PS, devrait-on lui dire qu'elle se trompe ? Au contraire, il faudrait l'aider à aller au bout de son analyse en lui posant deux questions : d'après vous pourquoi le PS est-il "*très loin des préoccupations des salariés, employés et travailleurs* ? Un parti n'est pas une coquille vide, il agit au quotidien, il fait de la politique, s'il ne défend pas les intérêts des travailleurs, quels intérêts défend-il alors et pourquoi ? Si vous oubliez de lui demander pourquoi, vous faites comme les dirigeants (du POI notamment) qui ne vont pas au bout de leur analyse et qui ne veulent pas se prononcer sur la nature sociale du PS, parce qu'ils ne veulent pas rompre avec ce parti ou son idéologie, celle de la classe dominante.

3- "Bernard, 45 ans, cadre informatique dans une société d'aéronautique. "C'est ma deuxième journée, j'étais venu aussi le dernier samedi. Je pense que si on continue, ça peut bouger. Ce sont quasiment mes premières manifs. Des collègues qui n'étaient jamais venus sont là aussi. Je trouve que plus ça va, et plus ça devient difficile. La finance prend le pas sur la politique. Bientôt on va se demander à quoi servent les politiques... Je suis allé quelques fois dans les pays anglo-saxons, j'ai vu des papis de 70 ans vendre des chaussures. Je ne trouve pas que ce soit un bon modèle de société... "

Commentaire.

Toutes les couches exploitées dans leur immense majorité sont contre le projet du gouvernement, mais ils ne sont pas forcément pour une solution qui remettrait en cause le capitalisme, ne nous emballons pas camarades.

La dictature du capital sous l'égide des gangsters de l'aristocratie financière est incompatible avec toute forme de démocratie politique, ce que l'on comprend lorsque l'on observe l'évolution des Etats-Unis. C'est le modèle américain qui est en train de s'imposer à tous les pays du monde ou plutôt que les représentants du capital au pouvoir dans chaque pays tentent petit à petit d'imposer.

C'est la seule réponse possible de la part du capital aux exigeances croissantes de tous les peuples à vivre mieux ou à pouvoir accéder au marché, à pouvoir satisfaire leurs besoins au même titre que les peuples vivant dans les pays les plus riches (en ignorant que ce n'est pas toujours le cas pour des millions de travailleurs), qu'il ne veut pas satisfaire... sans ne plus être le capital !

Tout est possible effectivement, à condition de liquider le capitalisme, ce qui passe par une issue politique puisque son pouvoir est suspendu aux institutions politiques, à l'Etat. Si le pouvoir des capitalistes repose sur les rapports de production existant, la propriété privée des moyens de production, c'est l'Etat qui à travers les institutions et la législation en vigueur permet seul à ces rapports de continuer d'exister, l'Etat n'étant pas au-dessus des classes, mais représentant et défendant à la fois les intérêts et l'existence d'une classe déterminée, en l'occurence celle des capitalistes, d'où la nécessité impérative de "*détruire de fond en comble*" (Marx-Engels) cet Etat, et de le remplacer par un Etat ouvrier pour pouvoir s'attaquer vraiment aux fondements du capitalisme. Et non l'inverse, comme le scandent par ignorance ceux qui réclament une "*meilleure répartition des richesses*" sans renverser au préalable les institutions.

Quand cette personne dit "*la finance prend le pas sur la politique*", inconsciemment ce qu'elle veut dire notamment, c'est qu'en fait la finance voudrait faire disparaître la lutte des classes, celle du prolétariat évidemment, son ennemi de classe, ce qui est évidemment impossible.

Elle ne comprend pas non plus que le système capitalisme a ses propres limites, au-delà desquelles il entre en putréfaction et entraîne dans sa chute l'ensemble de l'humanité, parce que plus le temps passe et plus l'existence et les besoins de 6,7 milliards d'habitants sont incompatibles avec l'appriopriation des richesses produites par une infime minorité et dont l'origine se trouve être la propriété privée des moyens de production, cette contradiction conduisant à terme à la guerre et à la révolution.

Donc pour " *prend le pas*" sur la finance, pour la combattre sérieusement et efficacement, il faut s'engager dans un parti politique, car c'est seulement sur le terrain politique que nous pourrons la vaincre et enfin vivre dans un monde meilleur.

Plus le temps de commenter les déclarations ou la journée d'hier, juste un mot très rapidement.

Les dirigeants syndicaux accusent le gouvernement de jouer la carte du pourrissement pour qu'on ne retourne pas cet argument contre eux, ruse minable qui ne trompera pas la majorité des travailleurs et des militants mobilisés.

Les appareils contre-révolutionnaires en appellent à Sarkozy, aux sénateurs, donc aux institutions, normal en somme, puisque ce devrait être contre elles, contre l'Etat, que notre combat devrait être dirigés, ce dont ces lieutenants du capital ne veulent absolument pas entendre parler. Aux millions de travailleurs mobilisés encore en grande partie inconsciemment contre l'Etat, ils en appellent aux institutions, ainsi sans le vouloir mais ils n'ont pas le choix, ils leur désignent l'objectif qu'ils doivent se donner d'abattre, participant (involontairement) de la sorte à la maturation politique des masses.

Nos dirigeants ont le choix entre, réorienter le combat de la classe ouvrière contre le gouvernement et l'Etat dans la perspective de les renverser puisque c'est le seul moyen politique pour garantir à terme notre droit à la retraite et satisfaire l'ensemble de nos revendications ou plier bagages en lançant un énième appels stériles en direction des appareils des partis contre-révolutionnaires qui oeuvrent au côté de l'UMP. Il faut s'appuyer sur l'avant-garde du prolétariat, sur ces éléments les plus déterminés qui sont dors et déjà mobiliser, donner une orientation politique à leur combat car c'est ce qu'il leur fait le plus défaut aujourd'hui, c'est aussi la condition sans laquelle l'unité de la classe est un vain mot, nourrir la maturation politique en cours des travailleurs pour que les plus larges masses prennent conscience des tâches politique qu'elles doivent accomplir.

Le mot d'ordre de grève générale illimitée et de manifestation nationale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale correspond aux tâches que devrait accomplir le prolétariat dans la situation actuelle, afin d'avancer vers une issue politique mettant à l'ordre du jour la constitution d'un Etat ouvrier.

J'arrête là.

Il m'est venu une idée qui mérite peut-être d'être creusée, je n'ai pas encore eu le temps d'y réfléchir, je vous la livre brut de décoffrage.

Puisqu'il y a des manifestations dans plus de 200 villes du pays, pourquoi ne pas envisager qu'à l'issue de ces manifestations, les participants à l'appel des partis ouvriers se constituent en assemblée populaire (ou une autre appellation) en élisant démocratiquement leurs délégués, ou que soient distribués des centaines de milliers de tracts appelant l'ensemble des travailleurs à se réunir à une date déterminée pour constituer cet organisme politique indépendant intégrant les partis ouvriers combattant au côté de la classe ouvrière, un embryon de pouvoir politique, d'Etat ouvrier face aux institutions de la Ve République. Cet appel s'adresserait à la classe ouvrière, aux couches moyennes et plus largement à la petite-bourgeoisie.

Maintenant la situation n'est peut-être pas encore mûre pour lancer une telle initiative, cela se discute évidemment. Au moins

on proposerait une issue politique concrète, sérieuse, crédible, qui romprait avec le carcan des institutions et renouerait avec la tradition révolutionnaire du prolétariat et les enseignements de la révolution russe de 1917, ces assemblées étant l'équivalent des soviets (comité en français).

A quoi bon manifester tous les trois jours entend-on dire, à quoi voter tous les cinq ans pour finalement constater que la situation sociale ne cesse de se dégrader entend-on encore, au moins cette proposition aurait le mérite de répondre à ces questions, de leur apporter une réponse politique conforme aux intérêts collectifs de l'ensemble des exploités. Les travailleurs ont besoin d'objectifs politiques concrets pour s'en saisir le moment venu et non de déclarations comportant de graves lacunes ou des mystères (sic !) et qui les laisseront forcément "*perplexes*".

Dites-vous bien que c'est l'absence de toute perspective politique qui retient des millions de travailleurs de se mobiliser ou de s'organiser, et quand bien même nous leur en proposerions une, ils nous demanderaient par quelles étapes il faudra en passer avant d'atteindre notre objectif finale, la prise du pouvoir. Négliger cette question sous prétexte qu'on ne connaît pas à l'avance les rythmes et les délais dans lesquels nous pourrions avancer vers cet objectif, relèverait de l'amalgame qui consisterait à prétendre que, parce qu'on ne saurait pas avec certitude comment le processus révolutionnaire va se développer, et il ne peut pas en être autrement, on serait forcément incapable de définir les différentes étapes qui nous séparent de notre objectif, or ce n'est pas le cas si l'on s'inspire des enseignements de notre histoire, précisons, qu'il faut forcément adapter à notre époque.

Au lieu de gaspiller des centaines de milliers d'euros en campagnes électorales, les dirigeants du POI, du NPA et de LO pourraient s'emparer de cette idée et la proposer comme perspective politique aux travailleurs. Chacun de ces partis peut se saisir de cette proposition, ils en ont séparément les moyens financiers si leurs dirigeants en ont la volonté. Vous aurez remarqué que cette proposition s'appuie sur la mobilisation des masses, que je ne propose pas de constituer des soviets ou une assemblée constituante comme on sort un gadget d'une pochette surprise, soyons sérieux ! Faites-moi part de vos réactions à cette proposition. (A suivre)

## Retraites.

La CGT a estimé à «*près de trois millions*» le nombre de manifestants contre la réforme des retraites samedi, un nombre identique à celui du samedi 2 octobre. A l'inverse, le ministère de l'Intérieur fait état du «*plus bas niveau de participation*» depuis la rentrée, avec quelque 825.000 personnes qui ont défilé dans 264 cortèges.

### 1- Déclarations.

- Les syndicats ont réclamé une suspension du débat parlementaire, à l'instar de Bernard Thibault qui a demandé au Sénat de " *ne pas voter en l'état* " le projet de loi. Le Parti socialiste qui avait d'abord demandé le retrait pur et simple du texte, avant de constater que ce n'était pas la position de la majorité des syndicats, est désormais sur la même ligne, une suspension devant permettre l'ouverture de négociations.

- Une fois franchie l'étape de samedi et celle de mardi, le plus dur ou presque restera à faire pour les syndicats : s'accorder sur la suite et trouver les moyens de préserver une unité d'action, que le vote du Sénat va mettre à rude épreuve.

Jeudi 14 octobre, lors de la dernière intersyndicale, de premiers désaccords étaient apparus entre le camp des réformistes, emmené par la CFDT et l'UNSA, et celui des contestataires (Solidaires, Force Ouvrière, et parfois la CGT). Les syndicats réformistes considèrent que le vote du projet de loi au Sénat imposera d'autres formes d'action, autrement dit la fin du mouvement. "*Nous sommes en démocratie. A un moment donné, le politique prend le pas sur le social. Quand le Parlement vote une réforme, même si elle ne nous convient pas, nous ne pouvons pas faire comme s'il ne se passait rien*", analyse Jean Grosset (UNSA).

Le numéro deux de la CFDT, Marcel Grignard, est sur la même ligne. Il l'a dit avec beaucoup de fermeté à ses partenaires de l'intersyndicale, y compris à Nadine Prigent de la CGT. Cela n'a pas empêché Bernard Thibault et François Chérèque, le "patron" de la CFDT d'afficher leur entente sur Canal +, mais cela laisse augurer des tensions fortes dans les jours à venir.

La direction de la CGT n'a pas poussé ses troupes aux grèves reconductibles. Bien au contraire. Mais elle ne veut pas assumer le risque politique de mettre fin, même avec d'autres, à la mobilisation. Ce serait admettre que les luttes ne paient pas toujours, du moins à court terme. Et surtout ce serait ouvrir une crise frontale avec cette partie de la CGT qui reste opposée à la ligne d'ouverture défendue par Bernard Thibault.

Signe de ces tensions, la centrale ouvrière a été l'une des rares organisations à ne pas reconnaître que les grèves s'essoufflaient. Elle n'exclut pas de proposer de poursuivre le mouvement après mercredi 20, voire d'"*enjamber*" les vacances de la Toussaint pour le relancer ensuite.

Une telle perspective n'est pas du tout du goût des réformistes. Eux font valoir que le syndicalisme a démontré dans la contestation

de la réforme des retraites son sens des responsabilités, sa force et sa capacité à se faire entendre. Ce qu'il a engrangé pèsera à leurs yeux à l'avenir, et notamment au moment de l'élection présidentielle de 2012. Fort de cette conviction, le camp réformiste pense que le syndicalisme gagnerait à reconnaître qu'il ne peut pas tout. Et qu'il est temps de penser à sortir de l'impasse actuelle, plutôt que de prendre le risque de voir le mouvement s'effilocher, s'affaiblir ou dégénérer. Dans ces conditions, l'intersyndicale du 21 octobre promet d'être tout sauf facile.

1.1- CGT. Le leader de la CGT, Bernard Thibault, juge notamment que le mouvement «*s'élargit*». «*On va aller aussi loin qu'il le faut et continuer aussi longtemps qu'il le faut*», a-t-il averti.

Bernard Thibault a demandé aux sénateurs "*de ne pas voter en l'état*" le projet de loi sur les retraites.

1.2- FO. «*Cela augure d'une mobilisation encore plus forte*» pour la journée d'action de mardi prochain, a pour sa part indiqué Jean-Claude Mailly (FO), avant de mettre en garde le gouvernement : «*Ce n'est pas parce qu'une réforme est votée qu'elle s'applique*».

1.3- CFDT. «*Je fais une proposition simple, une proposition de bon sens : puisqu'il est toujours temps avant le vote du Sénat, on suspend le débat (au Sénat, ndlr) et on construit cette réforme, a dit le numéro un de la CFDT sur TF1 samedi. Si le dialogue reprend cette semaine, le problème est réglé dans le blocage d'une partie de l'économie*».

1.4- FSU. Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU, a souligné que lorsque le processus parlementaire serait achevé, " *ça restera une loi injuste, inefficace et inacceptable et nous n'en resterons pas là* ".

1.5- UNSA. Alain Olive a estimé sur RTL qu'«*il y a deux batailles: la bataille de la légalité devant le Parlement. La réforme peut effectivement être votée, le gouvernement a une majorité pour ça*». Mais «*il y a une autre bataille, pour nous aussi importante, c'est une bataille pour la légitimité. Même votée cette réforme sera entachée d'une forme d'illégitimité dans le pays, et tôt ou tard il faudra la remettre sur les rails et rediscuter*», a-t-il ajouté.

1.6- UNEF. Jean-Baptiste Prévost a déclaré à l'Associated Press : "*plus le gouvernement dira aux jeunes que leur place n'est pas dans la rue, plus ils se mobiliseront*".

1.7- PS. «*Arrêtez, suspendez aujourd'hui votre projet au Sénat, mettez tout le monde autour de la table*», a réclamé la chef de file du PS, Martine Aubry, en marge d'une manifestation à Lille.

"*Il reste des jours et des jours de discussion encore au Sénat, c'est l'occasion de dire maintenant on suspend, je l'ai dit au président de la République, quand on écoute le peuple, on ne se diminue pas, on se grandit*", a estimé la maire de Lille.

Pour Harlem Désir, le numéro 2 du PS, «*Nicolas Sarkozy met, par son attitude, la France en colère*». Il a par ailleurs rappelé que le Parti socialiste proposait «*une sortie de crise par le dialogue, la suspension du texte et l'ouverture d'une véritable négociation avec les syndicats*». «*C'est la voie de la responsabilité et de la sagesse*», a-t-il conclu.

Pendant ce temps-là, ce samedi, pas de Ségolène Royal sous les feux des projecteurs. Tandis que se déroulait la cinquième journée de mobilisation contre les retraites, l'ex-candidate à la présidentielle ne s'est pas jointe aux manifestants. La présidente de Poitou-Charentes a préféré s'offrir un week-end de détente à Venise.

NPA. Olivier Besancenot, le porte-parole du NPA, a pour sa part affirmé que le gouvernement devait «*céder sur la réforme*» ou sinon «*céder sa place*». «*S'il y a un moyen plus efficace que la grève générale reconductible pour gagner, eh bien il faut dire quel est ce moyen: moi je ne le connais pas*», a-t-il assuré, appelant à «*établir un rapport de force qui soit supérieur à celui du gouvernement*».

Besancenot n'a rien compris à la situation, il est loin d'être le seul !

2- Mobilisation.

2.1- La mobilisation dans le transport routier contre la réforme des retraites pourrait s'amplifier la semaine prochaine, les syndicats du secteur appelant les salariés à se prononcer à partir de lundi matin sur de nouvelles actions et notamment d'éventuelles grèves. (20minutes.fr 16.10)

2.2- Dans le secteur des transports de fonds, des grèves ont déjà été décidées localement et les salariés seront appelés lundi matin lors d'assemblées générales à se prononcer sur d'éventuelles grèves. «*Des agences comme Chambéry (Brinks, Loomis, Banque de France) seront en grève à partir de lundi, des agences comme Valence suivront derrière et nous sommes en attente pour des grosses agences comme Paris, Toulouse, Marseille*», a indiqué Stéphane Debosque, de la CGT Loomis.

«*usqu'à présent, les convoyeurs ont participé aux manifs mais de façon minoritaire. Là, le but est de passer à une étape supérieure*», a ajouté Patrick Noszkowicz, de la CGT Brink. (20minutes.fr 16.10)

### 3- Quand le banquier du PS J. Attali préconise de liquider le régime de retraite par répartition.

Dans le rapport qu'elle a rendu vendredi au président Nicolas Sarkozy, la commission Attali "*pour la libération de la croissance*" propose d'étudier pour l'après-2020 une refonte plus profonde du système français par répartition pour l'orienter vers une retraite à la carte.

Elle suggère d'accompagner la réforme de mesures favorisant le recrutement et le maintien dans l'emploi des seniors.

Mais elle recommande surtout de mettre dès maintenant à l'étude deux pistes, proches de celles proposées par le syndicat CFDT, par exemple, pour préparer l'après-2020.

La première consiste à permettre aux actifs d'arbitrer "*plus librement*" entre durée de retraite et niveau de pension par le jeu de la durée de cotisation et des surcotes ou décotes.

La commission insiste sur le rôle essentiel du niveau des décotes et surcotes (diminution ou augmentation du niveau des pensions en fonction de la durée de cotisation).

"*Les montants actuels découragent les départs précoces et n'encouragent pas du tout les départs retardés*", écrit-elle.

La deuxième orientation consisterait à mettre en place un système de comptes individuels de cotisation retraite, inspiré du modèle suédois.

Chacun cotiserait le même pourcentage de son salaire et ces cotisations, qui continueraient à financer le régime par répartition, seraient créditées sur des comptes individuels.

"*Tout euro versé ouvrirait des droits, à tout âge, quel que soit son statut*", expliquent les auteurs du rapport.

Les actifs pourraient, là aussi, arbitrer librement entre montant de leur pension et durée de leur retraite. Au départ à la retraite, le compte individuel serait converti en pension et le niveau de celle-ci calculé selon l'âge et la génération.

Pour la commission, ce dispositif a l'avantage de clarifier les droits à la retraite des jeunes générations et de bénéficier directement aux salariés modestes qui ont des carrières longues et dont le compte serait alimenté plus longtemps. (Reuters 16.10)

Vous serez "*libre de choisir*" entre une retraite misérable si vous voulez partir tôt à la retraite ou si vous y êtes contraint parce que vous êtes trop usé pour continuer à travailler, et une retraite décente si vous travaillez jusqu'à un âge très avancé aux alentours de 70 ans ou plus, autrement dit si vous travaillez jusqu'à votre dernier souffle. Bien entendu cette fausse alternative ne concerne pas les nantis qui auront pu amasser un capital substantiel tout au long de leur vie ou qui dispose déjà d'un capital qui leur est tombé tout cuit dans le bec à la naissance.

Vous avez dit liberté, égalité, fraternité ? La liberté de crever dans la misère ou de crever au boulot, choisissez ! A bas la République du capital, vive la République sociale !

## Social.

### 1- Patrons voyous, suite.

Décidément, Air France est dans le viseur de la justice en ce qui concerne les contrats de travail. Après le travail illégal au sein de sa filiale Cityjet , la répétition de contrats intérimaires de façon abusive.

Il sont 16 à se plaindre de n'avoir touché aucune indemnité de licenciement de la part d'Air France alors qu'ils avaient travaillé plusieurs années pour la compagnie, par le biais de contrats intérimaires.

Air France a abusé de l'«exploitation permanente d'une main d'oeuvre précaire», explique Maître Philippe Missamou, leur avocat, dont les propos sont rapportés par Le Parisien ce samedi.

Certains des plaignants ont travaillé presque dix ans dans des conditions de contrats courts et renouvelables, dans l'espoir, un jour,

de passer la porte des ressources humaines d'Air France. Ces intérimaires portaient «le même costume, les mêmes badges» que les permanents... mais ne bénéficiaient pas «du même traitement».

«*Air France, qui ne pouvait ignorer cette situation, a violé délibérément les lois*», accuse l'avocat des plaignants dans les colonnes du journal parisien.

Les seize intérimaires souhaitent que leurs contrats soient requalifiés en CDI par la justice afin de justifier leur demande de 100.000 euros d'indemnités de licenciement par personne. (Lefigaro.fr 16.10)

2- Dictature du capital. Etat voleur. Une méthode d'escroc.

Laurent Hénart, député UMP et président de l'Agence nationale des services à la personne, dans un entretien accordé au Journal du dimanche, propose aux Français de sacrifier une journée de RTT pour financer les dépenses liées à la dépendance des personnes âgées. (Lefigaro.fr 16.10)

Après la vignette auto, le lundi de Pentecôte, vous avez fait des heures supplémentaires pour vous payer un jour de congé supplémentaire, donnez-nous le, on en fera bon usage ! C'est du vol pur et simple, ils veulent nous voler un jour de travail. C'est machiavélique, ils ont pondu une loi permettant aux travailleurs de capitaliser des heures supplémentaires pour les transformer en jours de congés au lieu de se les faire payer par les employeurs s'ils le souhaitaient, pour ensuite faire main basse dessus, c'est un procédé d'escrocs !

Quand ils parlent de taxer la participation avec la bénédiction des dirigeants syndicaux, c'est le même procédé qui est à l'oeuvre : on n'augmente pas votre salaire, mais en échange on vous verse une partie des profits réalisés par l'entreprise (par vous en fait !) que vous pourrez capitaliser sur un compte, puis on ponctionnera ce compte en vous imposant ou en augmentant la cotisation sociale attachée à ce compte.

---

Le 18 octobre

A terme, c'est la conjonction et la maturation des conditions objectives et subjectives qui permettra d'aboutir à un soulèvement général des masses exploitées, faisant voler en éclats les obstacles dressés par les appareils. Ce processus est en cours et s'accélère. S'il ne parvenait pas à son terme sur la question des retraites, ce ne serait que partie remise, car Sarkozy a décidé de continuer son offensive contre tous les acquis ou droits des travailleurs, ce qui ne pourra que conduire à la radicalisation sociale et politique de la situation.

Il arrivera bien un moment où quoi que dise ou fasse le gouvernement il s'attirera les foudres de la majorité de la population, jusqu'au moment où excédée elle deviendra totalement sourde à ses appels au calme ou à la retenue, incontrôlable, la situation lui échappera ainsi qu'aux appareils, la classe ouvrière cherchera une issue politique sur son propre terrain de classe et les moyens de l'affrontement avec l'Etat, elle s'organisera massivement pour vaincre son ennemi de classe.

Nous ne sommes manifestement pas encore parvenus à cette situation, mais la question est bien de s'y préparer et d'y préparer les militants et les travailleurs, d'où l'importance des initiatives qui sont prises par différents partis pour les organiser, dont le POI et le NPA.

Autre chose.

Il est significatif que les 33 mineurs chiliens tout juste sortis à l'air libre aient lancé en direction des travailleurs du monde entier un appel à combattre en faveur de l'amélioration des conditions de travail. Effet inattendu et paradoxal de la médiatisation planétaire de leur "sauvetage", dans la foulée et la précipitation les autorités chinoises annonçaient qu'elles allaient programmer une inspection de toutes les mines du pays pour régler les problèmes de sécurité, au même moment on apprenait que des dizaines de mineurs chinois venaient encore de périr dans une mine...

Cela rappelle la fin de la Première et la Seconde guerre mondiale, lorsque le prolétariat s'était soulevé pour faire payer à la bourgeoisie le prix des années de souffrances atroces qu'il venait de subir, ne se trompant pas d'ennemi en désignant la classe des capitalistes comme la seule responsable de la situation sociale catastrophique à l'issue de la guerre.

Quelle ingratitude franchement ces ouvriers, alors que les représentants du capitalisme mondial se sont mis en quatre pour les sauver - le matériel et la technologie employés pour les sortir de l'enfer de la mine où ils étaient retenus prisonniers et voués à la mort provenaient des quatre coins du monde, notamment du Japon, d'Allemagne et d'Afrique du Sud (entendu hier soir sur TV5Monde Asie lors de l'émission Kiosque), voilà qu'ils appellent le prolétariat international à combattre le capital !

Bref, la lutte des classes va redoubler d'intensité à l'échelle mondiale dans les mois et les années à venir, il n'y a pas si longtemps on disait encore que c'était la révolution socialiste mondiale qui était en marche, peut-être faudrait-il à nouveau la mettre au gôut du jour si l'on veut que la classe ouvrière renoue avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle et règle son compte une fois pour toute au capitalisme, non ? Face à la réaction mondiale, face à la dictature de plus en plus ouverte du capital, y aurait-il une autre perspective à proposer aux travailleurs du monde entier ? Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

## Retraites.

### 1- Mobilisation et déclarations.

1.1- Les routiers sont "*contents de rentrer dans l'action. La semaine prochaine sera décisive, tout le monde le sait*", a lancé Maxime Dumont, de la CFDT-Transport. Le syndicat, majoritaire du secteur, a promis des "*actions en tout genre dans l'hexagone*" dès l'aube lundi, n'excluant pas d'investir des sites pétroliers ou des axes stratégiques.

1.2- Les convoyeurs de fonds envisagent des grèves, qui pourraient à terme entraver l'approvisionnement des distributeurs bancaires. "*Ca peut partir très vite*", prévient Patrick Noszkowicz, de la CGT Brinks.

1.3- Chez les cheminots, qui malgré des préavis de grève reconductible n'ont pas réitéré la paralysie de 1995, l'appel aussi est lancé. Didier Le Reste, secrétaire général de la fédération CGT, a exhorté ses troupes à "*poursuivre la grève et à la renforcer à partir de dimanche soir*".

"*Nous avons recensé 26,55% de grévistes parmi le personnel devant travailler dimanche*", a indiqué Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-Cheminots

Quatre syndicats de cheminots - CGT, Unsa, Sud-Rail et CFDT - ont appelé à étendre les grèves dimanche soir et demandé à ceux qui avaient suspendu le mouvement de le reprendre.

1.4- Du côté de la RATP, le taux de grévistes était samedi de 5%, identique à celui de vendredi, a précisé la direction.

1.5- CGT. "*Le pays n'est pas bloqué. Ceci étant, la perturbation sur la vie quotidienne commence à être réelle. Le pays est ancré dans la mobilisation durable*", a averti le leader de la CGT Bernard Thibault, qui a appelé à "*suspendre*" le vote au Sénat et reprendre des négociations.

1.6- CFDT. "*Si le dialogue reprend cette semaine, le problème est réglé*", a insisté son homologue de la CFDT, François Chérèque, à propos du "*risque de blocage de l'économie*".

1.7- PS. Ségolène Royal a dit pour sa part: "*Personne ne souhaite le blocage d'un pays*".

(source : Libération.fr, Lexpress.fr et Reuters 17.10)

Ainsi le PS apparaît à visage découvert, réactionnaire, pourri jusqu'à la moelle, en tenant exactement le même discours que Sarkozy, Fillon, Hortefeux ou Estrosi. (lire ci-dessous leurs réactions)

Nous attendons ou plutôt nous exigeons de la part des dirigeants du POI notamment, qu'ils veuillent bien fournir des explications aux travailleurs et aux militants après pendant des mois et des décennies (à l'époque du PT, du PCI et de l'OCI) leur avoir expliqué qu'il fallait s'adresser aux dirigeants de ce parti afin qu'ils réalisent l'unité sur les revendications de la classe ouvrière, comme s'il était un parti ouvrier, alors qu'il apparaît clairement aujourd'hui que c'est un parti fondamentalement réactionnaire dont la place est au côté de l'UMP dans le camp des ennemis du prolétariat.

Vous avez sans cesse colporté auprès des travailleurs et des militants des illusions criminelles dans le PS et le PCF en ayant parfaitement conscience de la nature contre-révolutionnaire de ces partis, au nom du front unique ouvrier que vous avez complètement dénaturé, vous avez induit consciemment en erreur les travailleurs, vous partagez donc avec les dirigeants du NPA et de LO la responsabilité de la situation et l'absence du parti révolutionnaire. On pourrait ajouter les terribles défaites à venir. Vous allez dénoncer demain les propos de Marie-Ségolène Royal ou d'autres dirigeants du PS qui tiennnent le même discours de briseurs de grève, mais quelle crédibilité aura votre propre discours ? Les militants et les travailleurs perdraient-ils la mémoire d'une semaine sur l'autre, après avoir voulu leur faire croire que le plomb pouvait se transformer en or ?

Attention camarades, je n'accuse pas le POI, le NPA ou LO d'être responsable des déclarations ou des positions du PS, ce qui serait absurde et grotesque, de la même manière que le PS serait monté au créneau pour défendre le régime que ces partis existent ou non, la question n'est pas là, je les accuse d'avoir camouflé leur véritable nature et d'avoir prétendu qu'ils pourraient être autre chose que ce qu'ils sont en réalité, d'avoir tenu en permanence un double langage à propos de ces partis, d'avoir

prétendu que ces partis étaient incontournables en référence à leur origine avec laquelle ils avaient rompu en fait depuis belle lurette, niant au passage que l'évolution de ces partis n'avait pas échappé aux lois dialectiques de la transformation de la quantité en qualité au cours de la lutte des classes au XXe siècle. Par exemple, bien que le PS ait été au pouvoir pendant de longues années, ils n'ont pas estimé nécessaire de modifier la caractérisation qu'il en donnait avant, comme si en réalité ces années-là n'avaient jamais existé, très fort, non ? Après cela, ils vous donneront des cours de dialectique ou de marxisme ! Stop, la cour est pleine on n'en peut plus !

Tous les militants ont encore en mémoire vos appels récents en direction des dirigeants de ces partis, donc personne ne pourra nous accuser de fabuler ou de vous calomnier, à chacun d'assumer ses responsabilités. Les faits, rien que les faits répétez-vous à satiété pour qu'on ne vous soupçonne pas de vous arrangez avec la réalité, alors allons-y. Dites-nous quels avantages la classe ouvrière a-t-elle pu tirer de ces appels ? Absolument aucun. Voilà un parti qui se place ouvertement au côté de l'UMP contre les travailleurs en grève dans les raffineries et les cheminots et demain -comme hier, c'était prévisible, inévitable évidemment, oserez-vous encore prétendre que ceux qui vont adhérer au PS ne savaient pas à quel type de parti ils avaient à faire, briseur de grèves... pour justifier vos appels opportunistes en direction de ce parti ?

L'heure des comptes et de la clarification théorique approche camarades, on l'attend avec impatience et l'on s'en réjouit d'avance.

Certains camarades jugeront peut-être, sûrement même, mon langage outrancier, c'est volontaire et j'assume, c'était aussi la méthode de Lénine qui estimait sans doute qu'il fallait secouer les esprits engourdis pour qu'ils se réveillent ou les âmes sensibles pour qu'elles s'endurcissent ! Ceci dit, pas plus tard qu'hier, donc vous pouvez le vérifier, j'ai appelé les militants à participer au combat initié par le POI, seuls ceux qui sont capables de faire la part des choses le comprendront, je ne me fais aucune illusion à cet égard non plus compte tenu de la décomposition théorique du mouvement ouvrier et des militants en général.

Finissons par une note un peu plus légère pour se détendre.

Tenez, hier, j'ai eu un message dans ma boîte aux lettres électronique m'annonçant que j'avais été sollicité par des militants pour participer à 8 groupes sur Facebook, rien que cela, et que d'autres personnes étaient en attente de ma réponse, je sens qu'avec cette causerie je vais m'être fait de nouveaux amis !

2- Atteinte au droit de grève.

Invité au journal de 20h de TF1, le Premier ministre François Fillon a lancé un avertissement aux protestataires.

"*Le droit de grève, ce n'est pas le droit d'empêcher l'accès à un dépôt de carburant, ça c'est une action illégale. Je ne laisserai pas bloquer notre pays, je ne laisserai pas l'économie française étouffée par un blocage de l'approvisionnement en carburant*", a-t-il dit.

"*Le gouvernement est responsable, il n'y aura aucun blocage*", a dit le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, sur RTL. "*Il n'y aura pas de blocage pour les entreprises, pas de blocage pour les transports, pas de blocage pour les usagers de la route.*"

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a prévenu que le gouvernement ferait "*débloquer les dépôts*" pétroliers qui seraient bloqués par des manifestants, lors du Grand jury RTL-Le Figaro-LCI. "*Nous avons déjà procédé à des mises en route de ces dépôts sans problème majeur*", a ajouté le ministre.

Traduction immédiate: la préfecture de Seine-et-Marne a pris dimanche un arrêté que l'AFP s'est procuré, afin de requérir du personnel "*pour procéder au chargement et à la livraison des clients de la raffinerie*" Total de Grandpuits, pour répondre aux "*difficultés d'approvisionnement en carburants en Seine-et-Marne ainsi que dans la région Ile-de-France*", selon le texte administratif.

Il concerne trois salariés de la raffinerie, a expliqué à l'AFP Charles Foulard, coordinateur CGT du groupe Total, qui se trouvait sur place. Ces salariés ont, selon lui, "*été menacés de cinq ans d'emprisonnement s'ils refusaient*".

Pour Charles Foulard "*le groupe Total et le gouvernement sont en train de se livrer à une atteinte caractérisée du droit de grève, en procédant à des réquisitions.*"

Selon lui, "*si c'est pour les services publics et les hôpitaux, on s'y conformera*", mais "*si c'est pour alimenter des stations-service, c'est une atteinte au droit de grève*", a-t-il insisté.

L'arrêté a été pris en vertu du Code général des Collectivités territoriales (CGCT) qui dispose que "*lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige*", le préfet peut "*réquisitionner tout bien ou service, requérir toute personne nécessaire au fonctionnement de ce service (...)*".

Le ministre du Travail Eric Woerth a affirmé ce dimanche qu'il "*n'y aura pas de pénurie d'essence*". "*La police ou la gendarmerie, d'ailleurs dans de très bonnes conditions, ont dégagé un certain nombre de dépôts, voilà, il n'y a pas de risque et le gouvernement est très vigilant là-dessus*", a déclaré à l'AFPTV Eric Woerth.

Interrogé par l'AFP, un porte-parole de Total a indiqué que la grève continuait "*de toucher l'ensemble des raffineries du groupe. Les manoeuvres d'arrêt se poursuivent*".

"*S'il y a eu réquisition, il s'agit de réquisition préfectorale à la seule demande des pouvoirs publics*", a-t-il ajouté. (Libération.fr et Reuters 17.10)

La question est dorénavant posée à l'ensemble des partis, des syndicats, des militants et des travailleurs : Qu'est-ce qui est légitime : le combat de la classe ouvrière sur son propre terrain de classe qui consiste à recourir à la grève quite à bloquer l'économie capitaliste pour défendre ses droits légitimes dont celui à la retraite, ou la prétention de l'Etat des banquiers et des rentiers de continuer à liquider tous nos droits sociaux pour qu'une poignée de privilégiés continuent de s'enrichir indéfiniment au prix de la liquidation de tous nos droits sociaux ?

Qu'est-ce qui est légitime, l'aspiration de l'immense majorité de la population de vivre dans une société et un monde meilleur ou la marche au chaos et à la barbarie que voudrait nous imposer le capitalisme en pleine décomposition ? Nous y reviendrons.

## Politique.

### 1- France. Ils ne pensent qu'à cela !

Après Rachida Dati qui avait confondu inflation et fellation, le 26 septembre, c'est au tour de Brice Hortefeux, invité du "Grand Jury" sur RTL dimanche soir, de commettre un lapsus : "*Il y a deux fichiers majeurs : le fichier des empreintes génitales, et le fichier des empreintes génétiques.*" (Lepost.fr 17.10)

### 2- Allemagne. Bouc émissaire : du juif au musulman, il n'y a qu'un pas...

La chancelière allemande Angela Merkel a affirmé samedi devant le congrès des jeunes de son parti CDU et de son pendant bavarois CSU, à Potsdam près de Berlin, que le modèle d'une Allemagne multiculturelle, où cohabiteraient harmonieusement différentes cultures, avait "*totalement échoué*", alors que le débat sur l'immigration s'enflamme en Allemagne.

La classe politique a condamné ses thèses mais selon les sondages une majorité des Allemands les approuvent. Une étude publiée cette semaine montre même que plus de 50% d'entre eux tolèrent mal les musulmans. Plus de 35% estiment que l'Allemagne est "submergée" par les étrangers et 10% que l'Allemagne devrait être dirigée "d'une main ferme" par un "Führer".

Angela Merkel semblait ainsi ménager l'aile libérale de sa formation et l'aile conservatrice, incarnée par le chef de la CSU, Horst Seehofer.

Ce dernier avait déjà lancé vendredi devant le même public: "*Nous nous engageons pour la culture de référence allemande et contre le multiculturel. Le Multikulti est mort*".

Tout en affirmant que l'Allemagne restait un pays ouvert au monde, Angela Merkel a estimé: "*Nous n'avons pas besoin d'une immigration qui pèse sur notre système social*".

Cependant, le pays ne pourra faire l'économie de spécialistes étrangers même s'il forme des chômeurs allemands, a estimé la chancelière.

Selon le président de la chambre de commerce et d'industrie allemande (DIHK), Hans Heinrich Driftmann, il manque à l'économie allemande environ 400.000 ingénieurs et personnels diplômés.

"*Cela nous coûte environ 1% de croissance*", a-t-il estimé dans le journal Welt am Sonntag à paraître dimanche, en plaidant pour une immigration qualifiée.

M. Seehofer avait fait scandale une semaine plus tôt en déclarant que son pays n'avait "*plus besoin d'immigrants de pays aux cultures différentes, comme les Turcs et les Arabes*", car s'intégrer "*est au final plus difficile*" pour eux. (Libération.fr 17.10)

Après avoir désigné le juif comme le responsable de tous les maux de la nation allemande, ce fut le tour ensuite de l'étranger en général d'être considéré comme son ennemi numéro 1, puis celui de son pays d'être accusé d'étrangler économiquement le

peuple germain, une fois réunies les conditions consistant à monter les prolétariats les uns contre les autres il ne restait plus qu'à détruire ses organisations, enfin la grande boucherie pouvait commencer...

Haut de page

---

Le 19 octobre

Il m'est toujours difficile de saisir la situation en étant à 10 000 kms de la France et en n'ayant pas mis les pieds dans ce pays depuis plus de huit ans. On entend dire tout et son contraire sur l'état d'esprit des masses, à tel point que j'ai redemandé à Magueswary, mon épouse qui est arrivée de France depuis un mois, ce qu'elle en pensait.

J'ai fait le tour avec elle de tous les gens qu'elle a pu rencontrer, elle m'a affirmé qu'ils en avaient tous plus que marre de la situation, que tout le monde était conscient que la société était en train de se décomposer. Bon, partant de là, elle n'a pas eu besoin de me donner des précisions sur le contenu de ce ras-le-bol général car je le connais. Ce que je voulais mesurer c'était le degré de ce ras-le-bol et quelles couches il concerne particulièrement.

Il y avait deux hypothéses possibles, la première consistait à dire que les gens en ont marre mais qu'ils supportent finalement assez bien dans leur majorité ce qui leur arrive en se débrouillant tant bien que mal, ils seraient toujours sous le coup de la fatalité en quelque sorte, la deuxième faisait le constat que le niveau de l'insupportable avait été atteint et était partagé par la majorité, il semblerait que ce soit cette seconde hypothèse qui soit la bonne.

Quand on s'exprime, il vaut mieux dire d'où l'on part ou sur quelle base concrète pour éviter des malentendus.

On ne peut pas raisonnablement se fier à ce qu'on lit ici ou là. Par exemple, j'ai lu dans un document provenant d'un parti qu'un camarade m'a adressé avant-hier, que les masses ne seraient pas "démoralisées" si le combat engagé contre Sarkozy sur les retraites se terminait par un échec, très fort, sans que l'on puisse dire à l'avance de quelle manière il pourrait prendre fin et si la classe serait en mesure d'en tirer des enseignements pour la suite, sous-entendant que le mouvement ouvrier et le prolétariat tiraient toujours profit de leurs défaites, ce qui est très loin d'être le cas, on se demandera alors pourquoi après 65 ans de lutte de classe nous en sommes toujours au même point et nous n'avons pas été foutus de construire le parti.

Maintenant il est vrai que Sarkozy a joué gros, à quite ou double en annonçant à l'avance qu'il allait poursuivre son offensive contre la classe ouvrière. Cette stratégie est à double tranchant, car elle peut contribuer à renforcer l'idée qu'aucune autre politique n'est possible, dans ce cas-là elle se traduirait par la démoralisation des masses, qui ne pourrait être de toutes manières que temporaire, à l'opposé elle pourrait alimenter la détermination des travailleurs à s'opposer par tous les moyens à sa politique antisociale et favoriser le développement de la mobilisation et la recherche d'une véritable issue politique.

J'ai constaté, mais je ne sais pas si la majorité de la classe fait le même constat, que dès qu'il ouvre la bouche c'est pour lâcher une énorme connerie ou pour annoncer une nouvelle grosse saloperie, par exemple lorsqu'il a affirmé qu'il était en faveur d'un bouclier européen anti-missiles et qu'il n'y aurait pas de problème pour le financer, au moment même où il martèle qu'il n'y aurait pas d'argent pour financer les retraites et que c'est pour cette raison que sa contre-réforme doit être appliquée.

Il faut tenir compte également qu'à partir du moment où son projet de loi sera adoptée, le mot d'ordre d'abrogation va cristalliser et rassembler tous les opposants sans distinction à cette loi scélérate, Sarkozy va ainsi réussir là où nous avons échoué, à unifier le mouvement ouvrier contre le gouvernement et l'Etat, développant ou alimentant une crise aigue dans tous les syndicats, mettant pour ainsi dire au pied du mur les appareils, tandis que la nature sociale de tous les partis dits ouvriers va apparaître plus clairement aux yeux des travailleurs, il va finalement réussir à dresser classe contre classe dans un combat où l'Etat est plus isolé et faible que jamais.

C'est donc dans cette perspective politique qu'il faut dès à présent nous positionner, afin d'aider la classe à prendre conscience des tâches qu'elle a à accomplir à cette étape de sa mobilisation. La question centrale demeure son organisation pour l'aider à briser les obstacles dresser par les appareils, en attendant de pouvoir les expulser du mouvement ouvrier.

L'orientation politique que nous devons proposer aux travailleurs doit s'appuyer à la fois sur la nécessité de comprendre que la société ne peut plus progresser ou fonctionner sous un régime capitaliste, que la satisfaction de nos besoins est incompatible avec ceux des banquiers et la survie en général du système économique actuel, que le capitalisme mène inexorablement à la paupérisation et à une régression sociale sans fin, au-delà à la guerre, il existe des antécédents pour le prouver si nécessaire, d'où la nécessité d'exproprier les banquiers et les propriétaires des grandes entreprises, cet aspect de notre combat est indispensable pour les aider à rompre avec le capitalisme, il doit être relié ou partir de chacune de nos revendications, les syndicats et les partis peuvent s'en saisir, ensuite il faut leur indiquer clairement l'objectif politique qu'ils doivent se fixer d'atteindre au préalable pour pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme, abattre l'Etat et les institutions de la Ve République

conçus uniquement pour perpétuer le régime capitaliste et créer nos propres organismes de pouvoir indépendant qui seront les embryons du nouvel Etat, un Etat ouvrier ou social, une République sociale ou socialiste, peu importe ici son appellation, que la victoire finale dépendra de l'engagement politique et de la mobilisation de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels dans tout le pays, à nous ensuite de faire en sorte que le degré de conscience politique de cet engagement soit le plus élevé possible pour que les masses se saisissent du programme de la révolution socialiste...

Maintenant rien ne dit que la situation va se développer dans cette direction dans les semaines qui viennent ou prendre cette tournure à court terme, car si l'Etat est faible, l'avant-garde du prolétariat l'est également, or si rien n'est possible sans la mobilisation générale de la classe, la victoire est impossible sans le parti pour guider (ou éclairer) les masses dans la bonne direction.

Notre combat doit donc se dérouler sur deux fronts qui n'en forment qu'un, parce que les deux questions sont intimement liées, sur le plan économique et politique.

Je ne vais pas commencer à chercher une autre maison où habiter, alors que je ne me suis pas encore séparé de celle où je vis, il me faut auparavant trouver un acheteur parce que je n'ai pas d'argent. Je ne vais pas commencer à imaginer ce que ma vie serait sous un régime socialiste, à quoi bon alors que je n'ai pas encore trouvé les moyens de me séparer du capitalisme, pour le moment je vis, mal certes, mais je vis ou survis, d'autres près de moi ou dans le monde n'ont même pas cette "chance", quand je serai convaincu qu'il est possible de faire fonctionner la société sur d'autres bases économiques et de vivre mieux, à ce moment-là seulement je me débarrasserai du capitalisme et j'adhèrerai au socialisme. Facile à dire, en fait ce processus se déroule toujours au départ plus ou moins inconsciemment et c'est seulement s'il parvient à maturité qu'il peut être mené à son terme. Il arrive aussi un moment où l'on se dit qu'on n'a plus rien à perdre et on se lance tête baissée à l'aventure dans un processus sans savoir vraiment où il nous conduit, sans en maîtriser à l'avance les différentes étapes. Ainsi va tout processus révolutionnaire.

Jusqu'à présent les masses ne savaient pas au juste ce qu'elles ne voulaient plus, elles sont tellement habituées à vivre en régime capitaliste, elles commencent seulement à prendre conscience qu'elles ne veulent plus du capitalisme, et si elles savent ce qu'elles veulent c'est seulement sur le plan économique mais pas sur le plan politique, de plus elles ne savent encore comment l'obtenir. Le chemin sera donc encore long et tortueux, semé d'embûches et de nombreux obstacles à briser avant qu'elles renouent avec le socialisme et qu'elles comprennent qu'une révolution est indispensable.

On ne peut saisir la situation qu'à travers ses contradictions.

Pour revenir et terminer sur la situation. J'ai eu à peine le temps de prendre connaissance des articles des agences de presse d'hier, d'où certaines approximations dans mon analyse, c'est inévitable.

L'UNSA et la CGC ont déjà annoncé qu'ils ne participeront plus aux prochaines journées de mobilisation ou grèves. Il y a tout lieu de penser que la CFDT et la CFTC va leur emboîter le pas rapidement. Donc l'intersyndicale va éclater, nous nous en réjouissons. Il reste la CGT, FO, SUD et la FSU. Vont-ils appeler ensemble à une grève interprofessionnelle de 24h ? Ce serait le maximum que leurs dirigeants seraient prêts à concéder à contre-coeur à leurs bases. Attendons de voir ce qui va se passer aujourd'hui pour évoquer la suite, on se demandera seulement si une grève de 24h sera plus mobilisateur ou efficace qu'une journée de grève et de mobilisation, pas sûr du tout, mais cela peut peut-être servir de nouvelle étape à la mobilisation générale de la classe, nécessaire ou non, vous êtes mieux placés que moi pour en juger.

Quoi qu'il en soit, il faut continuer inlassablement de pilonner Sarkozy, puisqu'il incarne à lui tout seul le gang du Fouquets, la Bourse, le régime bonapartiste de la Ve République, il concentre sur lui la haine du régime et de la classe des privilégiés, il nous facile la tâche.

Je n'ai plus le temps d'aborder les autres aspects de la situation, les lycéens par exemple, il peut y avoir des provocateurs payés par la police qui sévissent ici ou là, mais pas dans toutes les manifs simultanément à travers tout le pays, les jeunes commencent à comprendre qu'ils n'auront aucun avenir dans cette société, et qu'il faut une révolution pour nous débarrasser de toutes ces ordures comme disait Lénine...

Bonne manif camarades !

## Retraites.

### 1- Mobilisation.

1.1- Au total, les douze raffineries de métropole étaient toujours paralysées.

Sur l'ensemble de la France, «*on est largement au-dessus des 2000 stations touchées*» au total, estime ainsi un porte-parole de la FF3C (Fédération française des combustibles, carburants et chauffage). En agrégeant les chiffres de Total, des indépendants et des grandes surfaces, le nombre de stations touchées par un manque de carburant dépasse en effet les 2500 stations. (Lefigaro.

fr 18.10)

1.2- Quatre fédérations syndicales des transports (CFDT, CFTC, CGT, FO) appellent les convoyeurs de fonds à participer à la mobilisation contre la réforme des retraites par des grèves ou des débrayages.

1.3- Des préavis de grève ont été déposés dans 32 réseaux de transports urbains pour la journée de demain. Lors des précédentes journées nationales, mardi dernier 85 préavis avaient été déposés, le 23 septembre 77 préavis, le 7 septembre 103.

1.4- Les sapeurs-pompiers professionnels de Seine-Maritime ont déposé un nouveau prévis de grève pour le début de semaine prochaine et rédigé à l'intention du gouvernement une motion évoquant une «déconstruction sociale».

1.5- Le site PSA-Mulhouse est bloqué par des salariés.

1.6- Des salariés de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche) ont voté pour un arrêt de travail de 48 heures avec baisse de production «*d'au moins 50%*» annonce la CGT.

1.7- La Direction générale de l'aviation civile prévoit 50% de vols annulés à Orly, et 30% dans les autres aéroports pour la journée de grève de mardi.

1.8- Un peu plus de 10 % d'enseignants du primaire (écoles maternelles et élémentaires) vont faire grève mardi, selon le ministère de l'Education nationale.

Selon le ministère de l'Education, 261 lycées étaient perturbés lundi. L'UNL, premier syndicat de lycéens, a annoncé de son côté 950 lycées mobilisés, dont 600 bloqués.

Ces chiffres sont similaires à ceux de vendredi et les syndicats lycéens promettent qu'ils grossiront mardi, pour la journée d'action interprofessionnelle.

"*La dynamique est partie chez les lycéens et commence chez les étudiants*", a dit à Reuters Juliane Charton, membre du bureau nationale de l'UNL.

Vingt-et-une universités sur 83 ont tenu lundi des assemblées générales ayant rassemblé par endroits plus de 1.000 étudiants, et 12 ont voté la grève selon l'Unef, premier syndicat étudiant.

Quatre d'entre elles (Rennes-II, Caen, Bordeaux-III et Paris-VIII) ont voté le blocage de l'université mardi.

Le mouvement lycéen continue de se caractériser par son improvisation et l'aspect spectaculaire de ses actions.

Lundi à Paris, quelques centaines de lycéens ont tenté en vain de bloquer le rond-point de l'Arc de Triomphe puis les Champs-Elysées. D'autres, à l'appel de l'UNL, se sont rassemblés devant l'Hôtel de Ville mais une grosse centaine seulement était au rendez-vous pour entraver la rue de Rivoli.

Ces actions "*pacifiques*", selon les mots des lycéens, n'ont pas rencontré autant d'écho que les affrontements avec les forces de l'ordre qui se répètent chaque jour depuis la semaine dernière en marge des défilés ou blocages de lycéens.

Des rues de Nanterre (Hauts-de-Seine) et Lyon étaient jonchées de cailloux et de poubelles brûlées après des affrontements entre les forces de l'ordre et des individus, selon les autorités, extérieurs au mouvement lycéen. (voir et )

"*Le gouvernement joue un jeu très dangereux. Il provoque les violences. On sait que s'il veut qu'il n'y ait pas de violences, il n'y en a pas*", dit Juliane Charton.

"*Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des violences quand il y a déjà trois camions de CRS devant la grille du lycée à 7 heures du matin*", ajoute-t-elle en évoquant le cas de Nanterre.

À Combs-la-ville (Seine-et-Marne) un défilé a été ponctué de jets de cocktails molotov et un manifestant a brandi un fusil à pompe, a-t-on appris de sources syndicale et policière.

À Epinay (Seine-Saint-Denis), le lycée et les trois collèges étaient fermés après des attaques à la voiture-bélier et aux cocktails molotov par des jeunes d'une cité voisine criant "*Sarko facho*", a-t-on appris auprès du personnel du collège Jean-Vigo.

A Lille, Valenciennes, Nantes ou Mulhouse, les mêmes scènes de violence ont été rapportées. Les principales cibles sont le mobilier urbain, les voitures, les forces de l'ordre et parfois les établissements scolaires.

D'autres manifestations, rassemblant à chaque fois quelques centaines de lycéens, ont eu lieu dans le calme à Paris, Bordeaux ou Toulouse. (Reuters 18.10)

1.9- A compter de ce lundi, plus de trois milliards d'aides directes sont versés par anticipation aux agriculteurs, précisent ses services. Ces aides sont habituellement versées autour du 1er décembre.

Au total, 345.000 exploitations agricoles, soit 99% des demandes potentiellement éligibles, vont bénéficier d'une avance de 50% de leurs aides découplées, pour un montant de 2,768 milliards d'euros. Cette somme "*ne prend pas en compte les dispositions liées au bilan de santé de la PAC, lesquelles seront intégrées au paiement du solde intervenant au 1er décembre*", souligne le ministère.

Par ailleurs, 26.850 éleveurs ovins et caprins, soit 96% de ceux qui en ont fait la demande, vont percevoir une avance de 50% sur les nouvelles aides instaurées en 2010 pour un montant de 58,2 millions d'euros. Trente-huit mille éleveurs bovins bénéficieront également d'une avance de 60% sur la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) et sur l'aide nationale complémentaire à cette prime pour un montant de 188,4 millions d'euros. (AP 18.10)

2- Déclarations.

2.1- CFE-CGC.

La CFE-CGC condamne «les actions de blocage et de grève généralisée» contre la réforme, précisant par ailleurs que la centrale syndicale ne participerait plus aux manifestations après celle de demain. (Libération.fr 18.10)

La contestation contre la réforme des retraites a ravivé la guerre interne à la CFE-CGC. Les opposants au président Bernard Van Craeynest et à son projet de créer une «*troisième force syndicale généraliste*» - et non plus catégorielle, centrée sur les seuls cadres et techniciens - lui reprochent d'avoir embarqué leur centrale dans un conflit qui ne concerne pas leurs militants. Peu d'entre eux défileront d'ailleurs aujourd'hui lors de la huitième journée de mobilisation contre le texte discuté au Sénat.

«Cela ne sert à rien de perdre son temps dans les rues», tranche Philippe Jaeger, le président de la fédération chimie. «Il est regrettable que l'on se soit opposé au report de l'âge de départ à la retraite à 62 ans, alors que cette mesure ne touche pas les cadres», abonde un autre opposant interne. «*On a glissé sur un terrain de contestation politique qui n'a plus rien à voir avec les raisons pour lesquelles nous étions entrés dans le conflit*», ajoute un troisième, qui regrette que la CFE-CGC ait soutenu les appels à la grève. «*Que reste-t-il de notre message? s'interroge un dernier "contestataire". Rien, si ce n'est que cette réforme est injuste pour les femmes, et sur la base d'éléments qui ne sont pas l'essentiel de la réforme.*»

Karniewicz critiquée comme présidente de la Cnav

Devant la fronde - émanant des grosses fédérations de la chimie et de la métallurgie -, la direction confédérale a lancé il y a une semaine une consultation interne par mail pour sonder les patrons de branche sur la suite du mouvement. «*Je leur ai demandé de me dire s'ils souhaitaient que la CFE-CGC soutienne la mobilisation du 16 octobre et celles qui pourraient être décidées par la suite*», explique Carole Couvert, la secrétaire générale.

«*On a eu vingt-quatre heures pour se positionner et personne ne nous a informés des résultats*», critique Philippe Jaeger. Selon Carole Couvert, 80% des fédérations auraient répondu. Parmi elles, seules 40% auraient exigé de sortir de la contestation. Qu'importe, le président de la métallurgie, Gabriel Artero, a demandé officiellement à ses troupes de rester chez elles les 16 et 19 octobre. Une prise de position prémonitoire puisque Carole Couvert a annoncé dans Le Figaro que la CFE-CGC ne s'associerait plus à des appels à la mobilisation après le vote de la loi au Sénat cette semaine. «*On a d'autres combats à mener, notamment devant le Conseil constitutionnel où nous voulons contester les dispositions relatives à la médecine du travail*», justifie la secrétaire générale. (Lefigaro.fr 18.10)

Quel avenir le capitalisme réserve-t-il aux cadres et techniciens ? Le même qu'à la classe ouvrière et au reste de la population.

2.2- PS. Le piège se referme sur le PS.

Il y a des engagements qu'on n'est pas prêt à prendre au sein de la gauche du PS: accepter sans rien dire l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans et demi pour financer le système de retraites. Alors, lorsque Martine Aubry a cherché à clarifier la position du Parti socialiste sur la réforme des retraites, jeudi dernier sur France 2, en précisant que les socialistes y étaient favorables, la première secrétaire en a inquiété plus d'un.

À les entendre, le message est mal perçu en pleine mobilisation sociale. «*Avant, dans les manifestations, on n'entendait qu'un "Non à Dominique Strauss-Kahn". Maintenant, on entend aussi "Non aux 41 ans et demi"*», rapporte un membre du courant de Benoît Hamon. Cela grincerait donc. «*L'électorat s'interroge sur notre volonté réelle à faire une autre réforme des retraites*» que celle du gouvernement, poursuit-on. Le retour à un âge de départ à 60 ans serait une promesse inaccessible pour le plus grand nombre.

«*Martine Aubry va dans le mur*», s'alarme donc le maire du XIVe arrondissement de Paris, Pascal Cherki. «*Affirmer une position sur les 41 ans et demi, c'est nous mettre en décalage avec la mobilisation sociale. Au moment du contrat première embauche, est-ce qu'on a dit qu'on était d'accord avec une partie du projet du gouvernement?*» Dimanche soir, il a publié sur son blog un message éloquent à destination de la première secrétaire, intitulé: «*J'ai un doute*». Dans l'entourage de Benoît Hamon, Razzy Hammadi, secrétaire national aux services publics, s'interroge aussi: «*La différence avec la droite ne peut pas être une question de curseur.*»

L'inquiétude est là: la gauche du Parti socialiste craint plus que tout la non-différenciation politique. «*Une partie de notre électorat risque de s'abstenir si on donne le sentiment que le PS c'est la droite en moins pire*», explique-t-on. On attend une mise au clair avec la première secrétaire, mais pas lors d'un bureau national. Hors de question de mettre en scène une division, promet-on.

Pour Martine Aubry, la fronde de son aile gauche risque d'être gênante, au-delà du débat sur les retraites. Sa candidature potentielle aux primaires est portée notamment par le courant de Benoît Hamon et d'Henri Emmanuelli qui défendent la «*légitimité*» de sa candidature. Ils ne souhaitent pas voir la ligne de Dominique Strauss-Kahn l'emporter. (Lefigaro.fr 18.10)

Ils se foutent du monde !

Ces gens sont de mauvaise foi ou ils racontent n'importe quoi , car si "*avant, dans les manifestations, on n'entendait qu'un "Non à Dominique Strauss-Kahn"*", nous avons tous entendu Aubry maintes fois répéter qu'elle était sur les mêmes positions que Strauss-Kahn, elle a même été jusqu'à dire que Strauss-Kahn ou elle c'était du pareil au même, pour ceux qui n'auraient pas encore compris sur quelle ligne elle était.

Que disent les bifteckards Hamont, Hammadi et Emmanuelli ? Il fallait la fermer sur l'allongement de la durée de cotisation, rendez-vous compte nous sommes sur la même position que l'UMP, il fallait laisser passer tranquillement cette contre-réforme après plus personne n'y aurait pensé. On faisait soutenait du bout des lèvres la mobilisation des travailleurs en espérant qu'elle s'essouffle rapidement et basta. Comment allons-nous faire pour tromper ensuite les électeurs en 2012, vous vous rendez compte dans quelle situation vous nous mettez, CQFD.

Le PS n'est pas en "*décalage avec la mobilisation sociale*" il y est étranger puisqu'il s'aligne sur l'UMP, son camp naturel !

Pour la clique à Aubry, l'essentiel c'est que Sarkozy fasse passer sa loi, pour l'autre clique que représente Hamon, l'essentiel ce sont les postes ministériels en 2012. Où y-a-t-il trace d'un parti ouvrier dans tout cela ? Les travailleurs ne sont pas dupe, alors ils s'affolent ! Cohn-Bendit exprime la même crainte d'une autre manière ci-dessous.

### 2.3- Europe Ecologie

«*Aujourd'hui, la situation est quand même très compliquée puisque le gouvernement va tenir. Donc, si on dit grève générale, on dit on tient jusqu'à la démission du gouvernement*» a expliqué Daniel Cohn-Bendit (Europe Ecologie) ce midi sur RTL. «*Ça serait catastrophique que le gouvernement ne plie pas, que ces grèves soient pour du beurre et qu'il n'y ait pas vraiment préparation d'une alternative réelle crédible*». (Libération.fr 18.10)

Il prédit déjà que "*le gouvernement va tenir*", qu'en sait-il après tout, il exprime en réalité un souhait, le sien !

### 2.4- Sondage.

Selon un sondage lundi, 71% des Français expriment leur soutien ou de la sympathie pour la journée de mardi organisée par l'intersyndicale. (20minutes.fr 18.10)

## International.

### 1- Grèce.

Bravant ouvertement l'interdiction de fumer dans les lieux publics, gérants de bars et de restaurant ont symboliquement remis lundi en Grèce des cendriers sur les tables de leurs établissements.

Les restaurateurs refusent d'appliquer l'interdiction de fumer, prise et ignorée à plusieurs reprises ces dernières années dans ce pays de grande tabagie. Ils expliquent qu'elle fera fuir les fumeurs à un moment où le secteur de la restauration est durement frappé par la crise financière et les mesures d'austérité.

La plupart des cafés et bon nombre de restaurants ont tranquillement ignoré cette interdiction, entrée en vigueur le 1er septembre, en autorisant leur clientèle à fumer en salle après avoir, dans un premier temps, supprimé les cendriers.

Lundi, les restaurateurs, cafetiers et limonadiers ont franchi une nouvelle étape en proclament ouvertement leur refus d'appliquer la loi malgré des menaces d'amendes et de retrait de licence.

Le ministère de la Santé a fait savoir que les pouvoirs publics étaient résolus à faire appliquer l'interdiction, tout en n'imposant pas dans l'immédiat les amendes, disant préférer la pédagogie et la persuasion à la sanction.

Le gouvernement réexaminera pour sa part sa stratégie en la matière en décembre.

Les Grecs sont les plus gros fumeurs d'Europe, avec plus de 40% d'adeptes du tabac. Ils dépensent chaque année 4,5 milliards d'euros pour le tabac, à peu près autant que pour leur facture d'électricité. (Reuters 18.10)

Rejeter la Constitution et les lois en vigueurs, ne pas les respecter, c'est remettre en cause la légalité, la légitimité de l'Etat et du régime qu'il incarne... C'est l'une des étapes par laquelle passera le combat de la classe ouvrière quand elle s'engagera sur le chemin qui la mènera à la prise du pouvoir.

La légalité est du côté de la classe qui peut se prévaloir d'un rapport de forces favorable, habituellement la classe qui détient le pouvoir, jusqu'au moment où la lutte de classe du pro

létariat ou le rejet du pouvoir en place prend une telle ampleur qu'ils entraînent un basculement de ce rapport de forces, dès lors la légalité change de camp. Voilà un bon exemple de dialectique.

2- Suède.

Les autorités suédoises ont rejeté lundi une demande de permis de travail et de résidence pour Julian Assange, fondateur du site internet Wikileaks spécialisé dans la divulgation de documents ultraconfidentiels sur la politique militaire des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak.

Assange, qui est Australien, a choisi de s'installer en Suède pour profiter de la législation très stricte dans ce pays sur la protection des sources des journalistes.

Hakan Gestrin, porte-parole du Service suédois des migrations, qui a annoncé la nouvelle, n'a pas fourni de raison pour ce refus en invoquant le caractère confidentiel de la décision. (Reuters 18.10)

Effectivement et pas seulement en Suède, en France également et sans doute d'autres pays. Le service des visas d'une ambassade ou d'un consulat peut rejeter votre demande de visa sans avoir à le justifier, c'est le règne de l'arbitraire le plus total puisque vous n'avez aucun recours, et il faut savoir aussi qu'après un refus, ce refus figure dans votre dossier, il est donc impossible de faire une nouvelle demande de visa sans qu'elle paraisse suspecte et soit rejetée également le plus souvent.

Il est étrange que cette personne soit en possession de tels documents, cela pose de nombreuses questions auxquelles nous ne pouvons pas répondre. Qui lui a adressé et dans quel but précis ? Qui est vraiment Julian Assange ?

## Economie.

### Etats-Unis.

1-Trompe l'oeil.

Citigroup a annoncé lundi avoir dégagé un bénéfice trimestriel meilleur qu'attendu à la faveur d'un ralentissement de ses pertes de crédit ( 2,2 milliards de dollars, soit 1,6 milliard d'euros), mais son produit net bancaire est ressorti moins élevé qu'espéré et les analystes se demandent si la crise des saisies immobilières ne pourrait pas peser sur les résultats à venir.

Le produit net bancaire (PNB) a légèrement progressé par rapport à l'an dernier, à 20,7 milliards de dollars, mais a reculé si on le compare à celui de la période d'avril à juin, la banque ayant dû puiser dans ses réserves pour couvrir des créances douteuses.

Citigroup explique que son PNB, qui ressort en deçà de ses performances des deux premiers trimestres de cette année, a souffert d'une chute de son activité de trading et de pertes sur des couvertures de dérivés de crédit.

Comme JPMorgan, Citigroup ne doit sa performance trimestrielle qu'à la baisse de ses provisions sur créances douteuses.

Les analystes se demandent pendant combien de temps les bénéfices des banques vont encore croître si le ralentissement économique se traduit par une faiblesse de la demande de crédit et un niveau relativement élevé de pertes de crédit.

"*C'est actuellement un problème pour toutes les banques, elles ont du mal à accroître leur activité*", souligne Matt McCormick, gérant de portefeuille chez Bahl & Gaynor Investment Counsel.

"*Réduire les provisions pour créances douteuses n'est pas une chose que l'on peut répéter indéfiniment.*"

Après déduction du montant de provisions pour pertes sur crédit, le montant des prêts en cours de Citigroup a reculé de 5,5% en raison de la baisse de la demande de crédit émanant des particuliers. Pour l'heure, la situation pour les entreprises reste meilleure. (Reuters 18.10)

2- La reprise... à reculons ! La production industrielle aux Etats-Unis a reculé de 0,2% en septembre.

Le taux d'utilisation des capacités de production a légèrement reculé à 74,7% en septembre (taux révisé à 74,8% en août). S'il est à 4,2 points au-dessus de son niveau d'il y a un an, il reste 5,9 points sous son niveau moyen de la période 1972-2009. (Reuters 18.10)

Haut de page

---

Le 20 octobre

J'actualise le site à nouveau après avoir reçu plusieurs documents.

La situation en France vue par la presse internationale.

- "*Situation explosive*", titre le Financial Times au dessus de la photo d'une voiture incendiée à Nanterre, près de Paris. S'il est le seul de la presse britannique a consacrer sa Une aux événements, son ton donne le la.

- Le tabloïde The Daily Mail choisit la même illustration pour titrer: "*les rues françaises en feu*". "*La France dans le chaos*", pour le Daily Telegraph. "*Epreuve de force entre Sarkozy et des +guérilleros urbains+*", juge le Times.

- "*La révolte de la France qui fait le siège de Sarkozy*", titre de son côté le quotidien La Repubblica (gauche), seul des grands journaux italiens à évoquer en Une la grogne sociale en France.

- "*Des millions de citoyens dans les rues contre la réforme des retraites. Des travailleurs qui risquent leur emploi mais aussi des étudiants qui craignent pour leur avenir. Les grèves dans les transports et le carburant sur le point de finir. C'est l'automne chaud du président, assiégé par ceux qui l'avaient élu et jamais aussi bas dans les sondages*", résume le quotidien.

- "*La France bloquée, Sarkozy ne fait pas marche arrière*", écrit le Corriere della Sera (centre), principal tirage d'Italie.

- Pour l'espagnol ABC (conservateur), qui loue le "*courage*" du président Nicolas Sarkozy, "*les graves incidents en France (...) sont plus qu'une manifestation de rue contre une mesure concrète: c'est l'avenir de l'Etat providence qui est en question parce que la crise économique a déclenché toutes les alarmes sur un système (...) maintenant incapable de répondre aux attentes qu'il a suscitées*".

- Mais pour Publico (gauche) "*la position prédominante dans l'opinion publique semble indiquer que, en dépit d'accès de violence indésirables lors des manifestations, ceux-ci sont la conséquence d'un climat généré par une violence bien plus grande: celle d'un libéralisme économique sauvage*".

- "*Emeutes en France*" au dessus d'une photo de jeunes manifestants poursuivis par des forces de l'ordre: les grèves et échauffourées se retrouvent en Une du quotidien allemand Berliner Zeitung.

- La Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) publie un cliché d'un dépôt de fioul et gazole à Caen (ouest) bloqué par des manifestants et se demande: "*Le Pirée? Caen!*" en référence à la crise grecque il y a un an.

- "*La France victime de grèves et d'émeutes*" titre également le conservateur Die Welt tandis que le quotidien du sud de l'Allemagne, Süddeutsche Zeitung, insiste sur "*Le feu de la colère*".

- Sur son édition internet, der Spiegel s'exclame: "*Mutinerie de Français frustrés contre Sarkozy*".

- Le danois Politiken titre, "*les Français sur les barricades pour le sixième jour*".

- En Norvège, le journal d'affaires Dagens Naeringsliv fait le parallèle entre la France et la Grande Bretagne pour mettre en valeur leurs différences.

- "*Demain à Londres, le gouvernement va annoncer une réduction révolutionnaire des prestations sociales. A Paris, on redoute une révolution d'un genre plus classique*", écrit un des éditorialistes.

- "*Le Premier ministre britannique David Cameron a réussi à faire comprendre la crise (à son opinion publique), ce qui n'est pas le cas du président français Nicolas Sarkozy. Il faut dire que c'est peut-être impossible*", ajoute-t-il, doutant des aptitudes des Français à se réformer.

La suite peut-être en fin de journée, le site est à votre service. C'est parti !

### Causerie du matin

Pas de causerie, pas le temps.

## Retraites.

1- Mobilisation.

### 1.1- Les manifs.

- 277 manifestations étaient prévues ce mardi, un peu partout en France.

- A Paris : 60.000 personnes, selon une première estimation de la préfecture de police à 15 heures. La CGT en annonce 330.000.

- A Toulouse : 155.000 manifestants selon les syndicats, 35.000 pour la préfecture.

- A Lyon : 45.000 manifestants d'après les syndicats, 18.000 selon la police.

- A Bordeaux : entre 140.000 et 34.000 manifestants.

- A Marseille : entre 240.000 et 23.000 personnes.

- A Rennes : entre 26.000 et 50.000 personnes.

- A Brest : entre 11.000 manifestants et 20 000 manifestants. Ouest France en compte 15.000.

### 1.2- Les différents secteurs en grève.

- Un tiers des agences de la Brink's sont touchées par la grève.

- La moitié des 520 éboueurs de la Communauté urbaine de Toulouse (CUT) étaient en grève mardi matin avec l'objectif de durcir le mouvement de contestation de la réforme des retraites. Guy Mongin, secrétaire CGT, a précisé que les éboueurs en grève n'avaient pas effectué le ramassage des ordures et que les non grévistes n'avaient pas pu vider leurs camions à l'usine d'incinération de Monlong (sud de Toulouse), bloquée par un piquet de grève.

- Le Centre régional de transport (CRT) de Lesquin, importante plate-forme de transport et de logistique de la région lilloise est bloqué.

- Transports ferroviaires : 30,4 % des agents étaient en grève mardi selon la direction de la SNCF.

- RATP : 9 % des personnels étaient en grève.

- Dans les bus et sur les lignes de tramway, le trafic est quasi normal, annonce la RATP.

- Aéroports : la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a demandé la réduction de 50 % du programme de vols à Orly et 30 % dans les autres aéroports métropolitains. A l'aéroport de Lyon, 112 vols ont été annulés, soit 31 % du trafic total. A Bordeaux, l'accès à l'aéroport a été coupé durant plus de deux heures dans la matinée par des manifestants de la CGT, FO, SUD, FSU et de la CNT. Ils ont mis fin à leur action sans intervention des forces de l'ordre. La fédération CGT des transports veut mobiliser les salariés des aéroports partout en France mercredi pour une journée de grève contre la réforme des retraites, a-t-elle indiqué mardi dans un communiqué.

- Poste et telecoms : le taux de grévistes est de 10,23 % selon la direction. SUD PTT annonce un taux de grévistes de près de 25 %.

- Energie : la baisse de la production d'électricité liée aux mouvements sociaux représentait 5 200 mégawatts mardi matin, a annoncé la CGT, dont 3 000 MW dans le nucléaire.

- Les 12 raffineries du pays ont reconduit la grève. Onze sont à l'arrêt et la dernière, celle d'Exxon à Fos-sur-mer, près de Marseille, fonctionne partiellement au débit minimum. La grève continue également dans les terminaux pétroliers de Fos-Lavera. Les dépôts de Bassens, Toulouse, Brive, Portes-les-Valences, Nanterre, Ouistreham, Rubis et Genevilliers sont bloqués, a-t-on appris de sources syndicales et pétrolières.

Sur les réquisitions, la direction de Total ne fait aucun commentaire, elle se borne à dire que l'entreprise exécute une injonction du préfet. Les grévistes, eux, dénoncent une volonté du gouvernement de "*casser le mouvement*", qui renforce leur résolution. "*Je n'ai jamais vu une détermination comme celle-ci, assure Franck Manchon, délégué CGT, la question de savoir si on continue ou non la grève ne se pose même plus.*"

Sur les 12 500 stations-service que compte la France, au moins 2 750 sont en rupture de carburant (1 000 stations Total, 750 stations Intermarché, 1 000 stations d'indépendants), selon des sources officielles.

- Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que 379 lycées étaient perturbés. Selon la FIDL, plus de 1 200 lycées sont mobilisés et 850 bloqués.

Douze des 83 universités ont voté la grève pour ce mardi, dont cinq avec des mesures de blocage, selon l'UNEF, premier syndicat étudiant. Le ministère fait état dans la matinée de quatre universités entièrement bloquées (Bordeaux-3, Paris-8, Pau et Rennes-2) et de deux partiellement (Caen et Tours), Lyon-2 étant fermée administrativement par la direction. De son côté, l'UNEF assure que dix universités étaient bloquées, six entièrement (Bordeaux-3, Clermont-2, La Havre, Montpellier-3, Paris-8 et Pau) et quatre partiellement (Caen, Orléans, Poitiers, Tours). De nouvelles assemblées générales sont prévues à la mi-journée.

Les enseignants sont 13,95 % à faire grève mardi, dont 14,14 % en primaire et 13,79 % dans le secondaire, selon le ministère de l'éducation nationale, soit moins que lors des précédentes journées. Selon le Snuipp-FSU, principal syndicat du primaire, le nombre d'enseignants grévistes dans les écoles (maternelles et élémentaires) était de 31 %.

- Plusieurs affrontements entre les forces d'ordre et les dockers ont eu lieu mardi matin au Havre (Seine-Maritime) lors de la manifestation contre la réforme des retraites, a-t-on appris auprès de la police.

Les affrontements se sont déroulés en fin de matinée en tête du cortège. Des pierres et des pavés ont été lancés en direction des CRS qui ont répliqué par des bombes lacrymogènes.

A l'issue de cette manifestation, la CGT du port du Havre a lancé un appel à la grève générale sur la zone portuaire qui sera, selon les syndicats, impossible d'accès mercredi matin.

Selon la CGT, plus de 60.000 manifestants ont défilé dans les rues du Havre mardi matin, 15.000 selon la police.

2- Déclarations.

2.1- CGT.

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a appelé le gouvernement à "*entendre l'ampleur de cette protestation*" contre

la réforme des retraites et à accepter "*des négiociations avec les syndicats*".

"*Soyez raisonnable, acceptez les discussions avec les syndicats, ne vous enfermez pas dans ce choix unilatéral*", a déclaré le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

"*La mobilisation nous permettra d'envisager d'autres initiatives*", a souligné Bernard Thibault.

2.2- FO.

Jean-Claude Mailly, leader de FO, appelle à "*24 heures de grève public-privé, de manière coordonnée et unifiée*" pour poursuivre le mouvement.

2.3- FSU.

La secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, constatant que "*la contestation s'amplifie*", envisage une "*nouvelle mobilisation nationale*" contre la réforme des retraites qui, une fois votée au Sénat, "*restera injuste*".

2.4- CFE-CGC

Le président de la CFE-CGC Bernard van Craeynest a estimé mardi que face aux "*dérapages*" et "*débordements*", "*il faudra sans doute marquer une pause pour réorienter (les) actions*" des syndicats, mardi au départ du défilé parisien contre la réforme des retraites.

2.5- UNL et la Fidl.

L'UNL et la Fidl, les deux principales organisations lycéennes, ont annoncé mardi les lycéens à une nouvelle journée nationale d'actions jeudi, pour «amplifier la mobilisation» contre la réforme des retraites «de manière pacifique».

2.6- Comédie et regrets

«Dès le départ, le gouvernement a mis en place une "*concertation*" qui n'en avait que le nom, peste Jacques Voisin, le président plutôt modéré de la CFTC. Un dialogue de sourds dont nous n'avions d'éventuels retours que par médias interposés.»

Même sentiment de «*vrai gâchis*» pour le réformiste Alain Olive, responsable de l'Unsa : «*Je ne dis pas que la négo aurait été facile mais là, le pouvoir a délibérément choisi de mettre les syndicats hors jeu*». Un choix rendant «*impossible la recherche d'un compromis social*» et laissant «*les acteurs politiques seuls maîtres du jeu*». Même quand il s'est agi d'adoucir le texte, «*le ministre du Travail refermait aussitôt les portes que nous essayions d'entrouvrir*», rapporte Laurent Berger, de la CFDT. Du coup, et à défaut de dialogue social, «*le pouvoir a décidé d'attendre de voir à chaque manif s'il y aurait plus de monde, avant de lâcher quelque chose, décrypte un dirigeant syndical. Mais en procédant ainsi, il a créé lui-même un climat de surenchère*».

«*Nicolas Sarkozy a privilégié un clivage politique, où les partenaires sociaux n'ont pas leur place, analyse un dirigeant confédéral. Mais en matière sociale, on ne joue pas sans les corps intermédiaires, ou alors nous n'avons plus de raison d'être.*» Reproche identique à la CGT : «*Le Président a politisé la réforme dès le début, la présentant comme un marqueur de son quinquennat, explique Eric Aubin. Une grosse erreur qu'il paie aujourd'hui dans la rue.*» Même la CGC (syndicat des cadres), favorable au recul de l'âge légal et qui devrait quitter l'intersyndicale après le vote de la loi, n'a pas eu de mots assez durs contre le gouvernement ces dernières semaines. Quant au responsable de l'Unef (étudiants), il n'a pas été reçu une seule fois par le ministre du Travail, Eric Woerth, «*alors que nous en avions fait la demande à plusieurs reprises, se plaint son président, Jean-Baptiste Prévost. A croire que le tête à tête entre jeunes et police les arrange*».

Sarkozy se retrouve désormais seul face à la base. «*Avec la mobilisation d'aujourd'hui, impossible de ne pas appeler à une nouvelle journée*», glissait un dirigeant réformiste hier, pourtant tenté de lever le pied après le vote de la loi demain. «*En nous marginalisant, Sarkozy a ainsi transféré le pouvoir à la rue.*» Problème : la rue, elle, ne négocie jamais.

Commentaire.

On ne peut pas imaginer un seul instant que cette racaille n'ait pas compris que Sarkozy n'avait pas le choix et qu'il ne lâcherait pas, et que par conséquent il n'y avait rien à négocier avec lui. Ils lui reprochent de s'y être mal pris, mais pouvait-il s'y prendre autrement, non évidemment, cela aurait été inutile de chercher un autre moyen pour faire passer cette loi scélérate, puisque le contenu aurait été le même, et c'est sur son contenu que les masses se sont mobilisées et non sur la manière de l'avoir présentée, les masses sont pragmatiques avant tout... et lucides pour peu qu'on les éclaire, les appareils à côté sont de vulgaires illusionnistes à l'image de leur maître, Sarkozy.

2.7- PS.

Le Parti socialiste négocierait avec les syndicats sa position sur la durée de cotisation pour obtenir une retraite s'il accédait au pouvoir en 2012, a dit mardi son porte-parole Benoît Hamon.

"*Le Parti socialiste a arrêté une position. La question c'est : s'il vient au pouvoir, cette position, la négociera-t-il ou pas ? Evidemment que oui. Il la mettra en débat*", a-t-il dit.

"*Si demain les conditions économiques sont réunies pour qu'on le fasse, bien évidemment qu'on préfèrera faire travailler les salariés 40 ans que 41 annuités et demie ou 42 ans*", a-t-il ajouté.

Un appel au dialogue, lancé ce mardi par Laurent Fabius, qui pointe les «*risques de débordements*».

Le PS mise aussi sur l'ampleur des cortèges pour peser sur le choix des sénateurs: «*Plus la mobilisation sera déterminée, puissante, sereine, plus le Sénat sera en situation de demander au gouvernement de reprendre le dialogue*», espère Ségolène Royal.

«*Les socialistes doivent être clairs. Nous ne reviendrons pas à la retraite à 60 ans de type 1981*», assène Manuel Valls. Chargée des retraites au PS, la députée strausskahnienne Marisol Touraine renchérit: «*Il est bon d'être crédible lorsqu'on s'approche de l'élections présidentielle, ne pas être uniquement dans la posture de contestation* ».

«*Le PS ne peut pas être le parti de la rue* », gronde de son côté un cadre strausskahnien qui éloigne aussi sec le spectre du retour de la division au PS. «*Quand on dit "unité, unit !", ce n'est pas artificiel*», jure-t-il.

Commentaire

«*Le PS ne peut pas être le parti de la rue* » et à la fois celui du capital et de la Ve République, logique en somme !

Le voile de l'illusion du parti ouvrier se déchire, faisons en sorte qu'il tombe !

Nous avons bien lu : "*si demain les conditions économiques*" sont réunies, le PS reviendra sur l'allongement de la durée de cotisation, comme l'on sait par avance que tel ne sera pas le cas en 2012, cela signifie qu'il ne reviendra pas sur cette loi. Il indique par là ouvertement qu'il est subordonné au capitalisme.

Que "*négocie*" discrètement dans le dos des travailleurs le PS avec les dirigeants syndicaux : la neutralité du mouvement ouvrier et la paix sociale à partir de 2012 pour que les capitalistes puissent tranquillement continuer à vaquer à leurs occupations... comme en 81 ? A votre avis, que peut-il négocier d'autres ? Il risque d'y avoir une erreur de timing dans leur scénario car la situation économique et sociale n'est plus la même, depuis la crise du capitalisme n'a cessé de s'amplifier...

2.8- PCF.

Le PCF accusait aussi, lundi, le gouvernement de jouer «*la carte de l'exaspération, de la tension et du pourrissement du conflit*». Et appelait le Président à «*retirer son projet de loi et [à] reprendre les discussions*».

Commentaire

Toujours fidèle à lui-même, on ne se refait pas !

2.9- Gouvernement.

Le président de la République a annoncé qu'il tiendrait « *une réunion dès (son) retour à Paris pour débloquer un certain nombre de situations, car il y a des gens qui veulent travailler, c'est même l'immense majorité, et qui ne doivent pas être privés d'essence, ça ne doit pas exister dans une démocratie.* »

Le Premier ministre, la «*négation de la démocratie et du pacte républicain*»: «*personne n'a le droit de prendre en otage un pays tout entier.*»

Commentaire

La démocratie est du côté de l'immense majorité des exploités toutes couches confondues qui rejette le projet du gouvernement,

et non du côté d'un chef de l'Etat et d'un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.

"*La Constitution de notre République prévoit le droit de grève qui doit être respecté, elle ne prévoit pas le droit de bloquer le pays, son économie et ses emplois*", a déclaré le Premier ministre François Fillon à l'Assemblée nationale.

Commentaire

Il a raison, la Constitution a pour fonction de permettre à l'Etat pour le compte de la classe dominante d'exploiter et d'opprimer tranquillement les classes dominées, et il est normal qu'il ne puisse pas admettre que la grève remette en cause le bon fonctionnement de l'économie capitaliste et soit l'antithèse de l'ordre établi.

Le patron des députés UMP, Jean-François Copé, mise donc sur un vote définitif par le Parlement «*mardi (26) ou mercredi (27) ou en tout cas en milieu de semaine prochaine*».

2.10- Sondages.

- Le duo de l'exécutif bat des records d'impopularité depuis mai 2007, en pleine contestation contre la réforme des retraites, selon le baromètre BVA-Orange-L'Express-France Inter publié mardi.

Nicolas Sarkozy recueille 69% de mauvaises opinions, battant de cinq points le record atteint au mois de septembre. Il recueille 30% de bonnes opinions (- 2 points), un autre record à la baisse depuis mai 2007.

L'impopularité de François Fillon est en hausse de quatre points à 52%. Pour la première fois depuis sa nomination à Matignon, plus d'un Français sur deux désavoue le Premier ministre. (Reuters 19.10)

- Les Français soutiennent la mobilisation contre la réforme des retraites et désapprouvent la fermeté de Nicolas Sarkozy face aux grèves et manifestations, selon un sondage Viavoice à paraître mercredi dans Libération.

Une majorité souhaite que le projet de loi soit partiellement modifié (61%) ou profondément modifié (60%) et 79% souhaitent une reprise des négociations avec les syndicats.

Les grèves et manifestations sont approuvées par 67% des Français, la mobilisation des jeunes par 51% et les grèves dans les transports en commun par 50%. En revanche, le blocage des raffineries est désapprouvé par 54% des Français .

Soixante-cinq pour cent des Français désapprouvent "*la fermeté de Nicolas Sarkozy face aux grèves et aux manifestations*".

Seuls 18% des Français sont contre une reprise des négociations, 34% sont contre une modification partielle du projet de loi et 37% contre une modification profonde.

Un retrait complet du projet est souhaité par 43% des Français et rejeté par 53% d'entre eux. (Reuters 19.10)

2.11- Titres et regard des médias en France.

- Nouveau record d'impopularité pour Sarkozy - L'Express

- La cote de popularité de Sarkozy au plus bas depuis 2007 - LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy récolte 61% d'opinions négatives, selon un sondage - AP

- Nicolas Sarkozy jamais aussi... impopulaire - Le Post

- Séquence inquiétante pour la majorité. Le rêve élyséen d'une réforme des retraites adoptée au forceps, permettant d'asseoir l'image d'un président courageux, est en passe de virer au cauchemar. - Libération

- Rien n'est écrit, comme le rappelle Dominique Seux dans *Les Echos*: "*La division syndicale, elle, est possible, probable, mais pas certaine. Thibault et Chérèque ont fait cause commune jusqu'à maintenant, et la CFDT ne va pas vouloir donner l'impression de reculer. Donc, c'est le flou sur leurs stratégies à eux*". Mais ces stratégies ressemblent d'ores et déjà à des stratégies de sortie de crise. "*Tous les leaders savent que Nicolas Sarkozy ne cédera pas et cherchent le moyen de sortir de ce conflit sans trop de casse*", décrypte ainsi un expert en relations sociales cité par *Le Figaro*.

- Malgré les derniers débordements, ce soutien "*gagne même en fermeté*", selon Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département Opinion de l'institut de sondages Ifop. Il agrège en fait des mécontentements plus larges, de l'affaire Woerth-Bettencourt au bouclier fiscal, qui viennent nourrir le thème de l'injustice, choisi par les syndicats pour dénoncer la réforme des retraites. Jusqu'à quand?

- "*Le soutien populaire à l'action des syndicats a atteint son apogée la semaine dernière et devrait retomber*", explique Jérôme Sainte-Marie, directeur du département Opinion de l'institut de sondages CSA à L'Expansion.com. Selon lui, "*la pénurie d'essence, les blocages routiers et surtout les risques de débordements et de violences liés à l'entrée des jeunes dans le mouvement, qui échappent au contrôle des syndicats, peuvent faire se retourner une grande partie de l'opinion publique.*" Mais on n'en est pas encore là.

- Edwy Plenel, le patron du site d'information Mediapart, remplacera le chroniqueur Eric Naulleau dans le prochain numéro d'On n'est pas couché, le talk show de Laurent Ruquier diffusé chaque semaine sur France 2, signale l'AFP.

Par conséquent, comme la société de Catherine Barma produit On n'est pas couché pour le compte de France 2, une rémunération de la pige de Plenel signifierait que France Télévisions se retrouverait à payer Mediapart. Une situation un brin cocasse, moins d'un mois après un échange musclé entre le patron du service public, Rémy Pflimlin, et Edwy Plenel! Le JDD.fr rapportait alors que Pflimlin s'en était pris à Mediapart en critiquant la façon dont le site avait traité l'affaire Woerth-Bettencourt. (Slate.fr 19.10)

Mais en bon petit serviteur du régime et pour faire tourner son affaire subventionnée par l'Etat, donc l'UMP, entre temps Plénel a fait acte de contrition en déclarant qu'il y aurait en réalité encore moins de manifestants lors des journées de mobilisation que les estimations de la police. Cela vous ouvre bien des portes ! On se demande comment ce genre d'individus peut encore se regarder dans un miroir. Au lieu de payer un abonnement à Médiapart pour accéder à tous leurs articles, participez au financement du site indépendant de l'Etat *La voix de l'opposition de gauche* !

### 2.12- Vu de l'étranger.

- En regardant Fox News et CNN ces derniers jours, le téléspectateur américain ne peut arriver qu'à une conclusion: la révolution n'est pas loin.

- Même refrain côté britannique: «*De nombreuses personnes craignent une répétition des événements de mai 68*», lâche le *Daily Mail*

- *The Guardian* titre également sur «le spectre de 1968» tandis que *The Independent* fait l'amalgame avec les émeutes de 2005.

(source : AP, Reuters, Lexpress.fr, Libération.fr, Lefigaro.fr, Lepoint.fr, 20minutes.fr, Lepost.fr 19.10)

## Economie.

### 1- Chine.

À trois jours de la réunion des ministres des Finances du G20, en Corée la Chine relève ses taux d'intérêt de 0,25 %. Les taux de dépôt et de prêt à un an sont relevés chacun d'un quart de point, à respectivement 2,5% et 5,56%. Une première depuis 2007. Pékin accepte ainsi de voir le yuan s'apprécier un peu. Le dollar remonte face à l'euro et à la livre.

Les cambistes estiment que le relèvement des taux d'intérêt, signe avant coureur d'une appréciation du yuan, s'inscrit dans le cadre d'un accord entre Pékin et Washington sur les changes, visant à freiner la glissade du dollar.

L'annonce de Pékin intervient en effet au lendemain d'une déclaration du secrétaire américain au Trésor, Tim Geithner, assurant que les États-Unis ne dévaluaient pas le billet vert pour devenir compétitif. «*Ce n'est pas une stratégie faisable, viable, nous ne ferons pas*», a martelé Tim Geithner, alors que la Fed semble décidée à faire marcher la «*planche à billets*» en rachetant des bons du Trésor, pour aider l'économie américaine à se redresser.

Le Trésor américain a annulé vendredi la publication d'un rapport dans lequel il était susceptible d'accuser la Chine de manipuler sa monnaie.

En position d'accusé avant le G20, le «G2» -Chine-Etats-Unis- semble s'être entendu en coulisse pour jouer l'apaisement sur la guerre des changes.

"*La récente hausse de l'inflation (3,5% sur un an en août) a conduit les taux (d'intérêt réel) en territoire négatif et je pense que c'est la raison pour laquelle la banque centrale a dû relever ses taux aussi rapidement*", souligne Zhu Jiangfang, chef économiste chez CITIC Securities. (Lefigaro.fr et Reuters 19.10)

## 2- Etats-Unis.

2.1- Chez Goldman Sachs, les revenus tirés du trading obligataire, de devises et de matières premières ont diminué de 37% à 3,77 milliards de dollars. Ceux du seul trading actions ont plongé de 43% à 1,05 milliard de dollars.

En dépit de ces vents contraires, la banque new-yorkaise a dépassé les attentes des analystes en publiant un bénéfice par action de 1,9 milliard de dollars.

Autre bonne nouvelle pour Goldman, sa division de banque d'investissement a fait état d'un produit net de 1,12 milliard de dollars, en hausse de 24%.

Depuis l'adoption de la Volcker Rule, qui limite le champ d'action des banques en matière d'opérations pour compte propre, Goldman Sachs a décidé de démanteler sa division Principal Strategies Group, justement chargée de réaliser ce type d'opérations.

Elle s'est en outre lancée dans une opération de relations publiques destinée à redorer un blason terni par des accusations de fraude en provenance de la Securities and Exchange Commission, le gendarme américain de la Bourse.

Goldman Sachs a été accusé d'avoir créé et commercialisé un produit nommé Abacus, soit des titres de dette adossés à des crédits immobiliers subprimes, sans dire aux investisseurs qu'un fonds spéculatif avait aidé à choisir les titres sous-jacents au produit pour ensuite parier contre ce produit à la vente.

Pour éviter un procès, elle a accepté de verser 550 millions de dollars à la justice. (Reuters 19.10)

2.2- Bank of America (BofA) a fait état mardi d'un bénéfice d'exploitation trimestriel meilleur qu'attendu et d'une amélioration de la situation de son portefeuille de crédits.

Certains analystes se demandent toutefois si la plus grande banque des Etats-Unis par les actifs pourra continuer de dégager des bénéfices en réduisant ses provisions sur créances douteuses, si son coeur de métier n'affiche qu'une croissance atone.

"*La baisse des provisions pour risque est une chose que nous relevons dans toutes les banques. Dans le cas de BofA, la question est de savoir si elle va pouvoir maintenir cette tendance*", note Heinz-Gerd Sonnenschein, stratège chez Postbank.

Hors exceptionnels, le groupe bancaire a affiché un bénéfice net trimestriel de 3,1 milliards de dollars.

En incluant cependant une dépréciation de survaleur relative à son activité de cartes de crédit de 10,4 milliards de dollars, la banque affiche une perte nette de 7,3 milliards de dollars.

L'établissement avait déjà annoncé cette dépréciation lors de la publication de ses résultats du deuxième trimestre. Cette charge résulte d'une nouvelle loi limitant les frais bancaires sur les transactions réalisées avec une carte de crédit.

BofA estime qu'elle pourrait perdre entre 1,8 milliard et 2,3 milliards de dollars de recettes annuelles avec cette nouvelle réglementation.

Son produit net bancaire (PNB) s'est élevé à 26,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 2,2% par rapport à l'année précédente.

Comme ses concurrentes, Bank of America a annoncé une amélioration de ses perspectives en matière de crédit. Le montant net de ses provisions pour créances douteuses a baissé de 24% par rapport au deuxième trimestre, à 7,2 milliards de dollars et ses provisions pour pertes sur crédit ont été divisées par près de deux, à 5,4 milliards de dollars.

Mais certains moteurs traditionnels du profit de la banque calent quelque peu. Le produit net des intérêts a diminué pour le quatrième trimestre d'affilée, à 12,7 milliards de dollars, en recul de 3% sur le deuxième trimestre. La banque pense que cette baisse se poursuivra dans les trimestres à venir, mais à un rythme plus lent.

Le total des prêts a encore diminué, à 933 milliards de dollars au 30 septembre, en baisse de 2,4% sur le total au 30 juin, mais en hausse de 2% sur la période comparable de 2009. (Reuters 19.10)

## International.

## Chili. Patron criminel.

Les 33 mineurs, sauvés la semaine dernière au Chili après 69 jours à plus de 600 mètres sous terre, avaient demandé à sortir de la mine trois heures avant l'éboulement qui les a piégés le 5 août, en raison de bruits anormaux, mais leurs responsables le leur auraient interdit.

C'est ce qu'a révélé le député Carlos Vilches, de l'Union démocratique indépendante (UDI, majorité), membre d'une commission d'enquête sur les causes de l'accident. Le parlementaire se base sur le témoignage de l'un des "33", Juan Illanes, recueilli à l'hôpital de Copiapo (nord) après son retour à l'air libre. "*Il m'a signalé qu'ils ont commencé à entendre des bruits très forts à 11 heures. Ils ont demandé à sortir, mais on ne leur a pas donné l'autorisation. Ils pensent que les propriétaires et les gérants ont commis une négligence*", a déclaré le député, cité mardi par le quotidien La Tercera. "*Les conditions et les risques étaient connus, mais ces messieurs ont fait comme si de rien n'était (...). La raison commandait de faire sortir*" les mineurs, a-t-il ajouté.

Deux autres rescapés, Omar Reygadas y Jimmy Sanchez, ont confirmé à la presse locale qu'il y avait un problème à l'intérieur du site de San José. "*La mine faisait du bruit et ils nous ont laissés dedans, mais je ne peux pas en dire plus*", a raconté Jimmy Sanchez, le benjamin des mineurs (19 ans).

Omar Reygadas a expliqué qu'il avait entendu l'appel à l'aide lancé par le chef de quart Luis Urzua ou le contremaître Florencio Avalos pour avertir le directeur opérationnel de la mine, Carlos Pinilla, du problème. "*Pinilla savait très bien ce qui se passait dans la mine. Il ne peut pas le nier. Cela faisait plusieurs jours que ça grinçait*", a affirmé le mineur, qui compte témoigner devant la commission d'enquête parlementaire. (Lepoint.fr 19.10)

Haut de page

---

## Le 21 octobre

Deux brefs sujets en hors d'oeuvre aujourd'hui.

### 1- Bourgeois, la bourgeoisie, une terminologie obsolète appartenant au XIXe siècle ?

*Lyon la bourgeoise connaît des scènes de "guérilla urbaine"* titrait hier Reuters. Lyon "*une ville à la réputation bourgeoise*" pouvait-on lire encore dans cet article.

### 2- Rappel. En famille

Patrick Devedjian : "*j'ai été rapporteur du budget de la justice sous le gouvernement de Lionel Jospin*" (Lemonde.fr 20.10)

Ils ont vieilli, des pépères bien inoffensifs, pour un peu on en oublierait leur parcours politique et ce qu'ils sont vraiment, à quelle école politique ils ont été formés, en 68 Devedjian faisait partie d'une organisation d'extrême droite, Occident, si je ne me trompe pas. Jospin le savait forcément sans que cela ne lui pose un problème.

## Retraites.

### 1- Provocation-répression. Quand le mauvais exemple vient d'en "haut". Ils haïssent le prolétariat et sa jeunesse.

Hortefeux en visite à Lyon. Une dizaine de jeunes ont hué le ministre de l'Intérieur qui descendait la rue Victor Hugo et crié sur son passage "*fasciste*", "*raciste*" ou encore "*t'es pas le bienvenu ici*".

Trois d'entre elles ont été interpellées sur le champ par les forces de police qui entouraient le ministre. (Reuters 20.10)

- Allez, au hasard, vous trois par ici, vous êtes en état d'arrestation

- Mais et les autres ils criaient aussi

- Pas de discussion, c'est comme cela.

L'arbitraire le plus total quoi !

Et après cela ils voudraient que les jeunes qui manquent de repères ne commettent pas des actes individuels violents et aveugles et respectent un certain nombre de principes ? Ils voudraient que les jeunes respectent la police et les institutions, alors qu'ils piétinent leur droit à s'exprimer tout simplement avec des mots. Rappelons qu'Hortefeux a été récemment condamné pour des propos qualifiés de racistes.

Nous exigeons la libération immédiate et sans conditions de toutes les personnes arrêtées lors de manifestations organisées ou spontanées par un pouvoir minoritaire et illégitime.

2- Mobilisation.

- Les douze raffineries de métropole sont en grève.

- A Marseille, le préfet fait appel à 150 personnels de la Sécurité civile pour ramasser les ordures amoncellées dans les rues depuis le 12 octobre, début de la grève des éboueurs.

- A Toulouse, les éboueurs intensifient leur mouvement en bloquant quatre de leurs cinq dépôts, paralysant le ramassage des ordures dans la Communauté urbaine. Mercredi, seulement 5% des camions habituellement mobilisés ont pu sortir ramasser les ordures.

- A Marseille, aucun bus ni aucun tramway n'a circulé mercredi en raison du blocage des quatre dépôts de la ville.

- A Rennes, des chauffeurs de bus cessent le travail après avoir été victimes de gaz lacrymogènes tirés par les forces de l'ordre venues libérer l'accès du principal dépôt de bus de la ville.

- Education. Cent soixante-dix-huit lycées ont été bloqués mercredi par des élèves, selon le gouvernement, six cents selon l'Union nationale lycéenne.

Le blocage de l'université Lille III (lettres et sciences humaines) est voté pour jeudi, lors d'une assemblée générale qui a réuni 600 étudiants.

Une assemblée générale d'étudiants de l'université de Caen vote le déblocage de son principal campus, entamé lundi.

La poursuite de la grève jusqu'à vendredi midi est votée à l'université de la Sorbonne-Tolbiac (Paris).

3- Déclarations.

3.1- FO.

"*Ils sont enfermés dans leur tour d'ivoire, ce sont eux qui sont complètement bloqués*", a dit le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, sur Canal+.

3.2- CFDT.

Réaction à l'annonce d'un amendement du président du groupe centriste du Sénat, Nicolas About, en faveur d'«*un régime universel par points ou en comptes notionnels*». Jean-Louis Malys : «*Comme depuis le début, nous engrangeons tout ce que nous pouvons engranger.*»

3.3- Gaucheritude.

Les présidents des trois groupes de gauche au Sénat, où le vote sur le projet de réforme est prévu demain soir, demandent solennellement au président de la République de suspendre le débat et d'ouvrir une «*très large concertation*» avec tous les partenaires. «*Suspendez le débat, reprenez le chantier, saisissez ce moment, agissez avec sagesse*», implore le chef de file des sénateurs PS, Jean-Pierre Bel. «*Nous ne suspendrons pas les débats au Sénat*», répond Eric Woerth.

Que craignent-ils le plus : que la mobilisation continue et se radicalise ou que la classe finisse par s'en prendre aux institutions de la Ve République. Sans doute les deux à la fois, on les comprend.

3.4- Gouvernement.

- "*Mon devoir est de garantir le respect de l'ordre républicain au service de tous les Français*", a déclaré Nicolas Sarkozy en conseil des ministres.

Commentaire

Pas "*tous*, loin s'en faut puisqu'ils sont plus de 70% à rejeter votre projet de loi infâme sur les retraites et votre politique en générale.

- "*Dans quelques jours, la réforme des retraites sera la loi de la République*", a ainsi déclaré François Fillon lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

Commentaire

Une "*loi*", cela s'abroge, de gré ou de force !

- "*La réforme actuelle n'est ni de droite ni de gauche, c'est la réforme du bon sens*", a ajouté le Premier ministre. "*Dans quelque temps, cette réforme fera l'objet, comme les autres (réformes des retraites), d'un large consensus.*"

Commentaire

Une pure vue de l'esprit, où a-t-il vu que les travailleurs avaient accepté la remise en cause des 37,5 annuités par exemple ?

Mais peut-être pensait-il aux partenaires de l'UMP, le PS et ses satellites, qui peaufinent les textes de loi dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social, et qui défendent ces lois antisociales une fois qu'elles ont été adoptées ou ne les abrogent pas quand ils sont au pouvoir. Dans ce cas-là il a eu raison d'évoquer "*un large consensus.*".

- Le ministre du Travail, Éric Woerth, s'apprêtait mercredi soir à donner son feu vert à un amendement du président du groupe centriste du Sénat, Nicolas About. Cet amendement prévoit, «*à compter du premier semestre 2014*», une «*réflexion nationale*» en vue d'une remise à plat de tout le système de retraite, en envisageant «*un régime universel par points ou en comptes notionnels*».

Commentaire

Après avoir justifié le projet de loi actuel en expliquant qu'il était "*indispensable*" pour préserver le système de retraite par répartition, voilà qu'il lâche le morceau, il ne servirait en réalité qu'à préparer sa liquidation, ce que nous n'avions eu aucune difficulté à comprendre. Alors pourquoi ne pas le programmer dès maintenant.

En voilà une bonne idée qui va sans doute contribuer à désarmorcer la mobilisation en cours ! Continuez dans cette voie-là...

- Hortefeux "*La France appartient aux honnêtes gens qui veulent travailler paisiblement.*"

Commentaire

Les grévistes sont des fainéants, c'est bien connu, pire ce seraient des gens malhonnête, l'amalgame avec les voyous ou les casseurs n'est pas loin.

Au fait, ils sont quoi les "*honnêtes gens*" qui voudraient bien "*travailler paisiblement*" mais qui ne le peuvent pas ou qui sont livrés au chômage par les capitalistes dont vous représentez les intérêts, donc avec votre complicité ?

(source : Lemonde.fr, Lefigaro.fr, Reuters et AP 20.10)

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- C'est le bordel au Palais !

Les ministres, François Fillon en tête, qui ont affirmé en boucle le week-end dernier qu'il n'y avait «*pas de pénurie*», assurent s'être exprimés sur la foi «*des éléments de langage de l'Élysée, construits sur la base des informations fournies par le ministère*

*de l'Écologie*». L'un d'entre eux précise: «*Borloo s'est juste trompé d'un zéro. Il a parlé de 300 stations en rupture de stock au lieu de 3.000!*»

Lundi, l'Élysée a demandé des comptes au ministre de l'Environnement. Le même jour, le ton a monté entre Fillon et Borloo, via leurs conseillers respectifs, lors de la réunion hebdomadaire des «*communicants*» du gouvernement. «*Comment pouvez-vous nous dire qu'il n'y a pas de problèmes d'essence alors que vous êtes incapable de nous fournir des chiffres?*», a lancé la conseillère com de Matignon à son homologue de l'Écologie.

Le lendemain, la colère présidentielle n'est pas retombée, au contraire. «*Nicolas Sarkozy a eu le sentiment qu'on ne lui avait pas donné les bonnes informations*», raconte un ministre. Le soir, à l'Élysée, et en présence de Borloo, Fillon a évoqué «*une communication inadaptée*».

Mercredi encore, il a «*esquissé un recadrage de Borloo au Conseil des ministres*», selon un participant. Le ministre de l'Écologie a cru pouvoir détourner le tir en mettant en cause l'efficacité du déblocage du dépôt de Donges, en Loire-Atlantique. Mal lui en a pris: le chef de l'État a profité du Conseil pour féliciter le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, de sa gestion de la crise. (Lefigaro.fr 20.10)

Borloo la lavette Premier ministre de La Talonnette ? L'hystérique du Palais n'a tout simplement pas besoin de Premier ministre, mais comme il ne peut pas supprimer cette fonction sans modifier de fond en comble la Constitution de la Ve République, il lui faut trouver, non pas son clône sinon il choisirait Besson son "ami", problème, il est aussi grillé qu'Hortefeux, non, il lui faut un expert dans la langue de bois qui ne trimballe pas trop de gamelles derrière lui, discret et qui s'efface naturellement devant sa majesté, maléable mais pas trop quand même, une personnalité sans personnalité pour ne pas lui faire de l'ombre, pas trop grand de taille si possible, sinon il devra faire réajuster ses talonnettes, au frais de l'Etat de préférence, encore un scandale en perspective, ferme et qui la ferme de préférence quand il ne l'a pas autorisé à l'ouvrir, on lui aurait bien proposé un de ses amis du gang du Fouquets, Bolloré par exemple, mais cela ferait désordre, la France n'est pas la Grande-Bretagne, ou bien son frère, mais il préside un fond de pension à qui va profiter la privatisation larvée des retraites, quel casse tête vraiment !

1.2- UMP + FN.

En confirmant ce mercredi lors d'un entretien accordé au Figaro.fr son souhait de voir son parti s'associer au Front National, le député UMP Christian Vanneste ne craint pas d'entretenir la polémique.

Le 6 octobre, sur l'antenne de Radio Courtoisie-orientée extrême-droite-, ce Christian Vanneste était monté au créneau, en compagnie de l'élu UMP Xavier Lemoine. Les deux hommes avaient alors affiché leur volonté d'une alliance avec le FN dans la perspective des élections législatives de 2012.

Ce mercredi, le député du Nord a réitéré de manière non équivoque son désir de rapprochement avec le FN. "*A partir du moment où le FN renonce à certaines mauvaises habitudes, pourquoi s'en priverait-on? Tant qu'on aura un ennemi à droite, on perdra les élections !*" explique-t-il.

Christian Vanneste étaye son propos en faisant allusion à Silvio Berlusconi, qui s'est un temps associé avec l'Alliance nationale de Gianfranco Fini et la Ligue du Nord: "*Au moment où nous perdions les régionales en France, Berlusconi emportait les siennes*", insiste-t-il. (Lexpress.fr 20.10)

Il aurait été plus judicieux qu'une partie des fascos en accord avec la politique de Sarkozy et plus discrets sur leur accord avec les méthodes du FN, rejoignent le parti de Le Pen, au lieu d'avoir rejoint la tendance la plus droitière de l'UMP, trop tard, on ne refait pas l'histoire. Du coup ils sont obligés d'apparaître au grand jour tels qu'ils sont.

2- Afghanistan. Quel "***succès***", demain ils proclameront que le régime est une démocratie !

Près d'un quart des 5,6 millions de bulletins de vote déposés lors des élections législatives du 18 septembre en Afghanistan ont été invalidés, ont annoncé mercredi des responsables de la commission électorale qui ont toutefois qualifié le scrutin de succès.

L'émissaire spécial de l'Onu en Afghanistan, Staffan de Mistura, a félicité la CEI pour les "*progrès significatifs*" réalisés depuis le précédent scrutin tout en indiquant que les responsables des fraudes devraient être poursuivis en justice.

Les premiers résultats étaient attendus le 8 octobre mais leur annonce a été reportée à deux reprises par la CEI pour permettre de nouvelles vérifications et de nouveaux comptages de voix. Les résultats définitifs ne devraient pas être connus avant le mois prochain.

Plus de 4.000 plaintes officielles ont été déposées auprès de la Commission des plaintes électorales (CPE) soutenue par l'Onu. La moitié de ces plaintes pourraient influer sur le résultat final, a fait savoir la CPE. (Reuters 20.10)

### 3- Pakistan. Chaos et barbarie.

La capitale économique et financière du Pakistan, Karachi, était à l'arrêt mercredi pour une journée de deuil après une vague de violences qui a fait au moins 56 morts en cinq jours.

"*Il semble qu'il n'y ait pas de gouvernement à Karachi*", a déclaré depuis son exil londonien le chef du Mouvement Muttahida Qaumi (MQM), Altaf Hussein. (Reuters 20.10)

## Economie.

### 1- UE.

La commission de Bruxelles a proposé que des superviseurs soient autorisés à suspendre les dividendes, remplacer les directeurs de banques ou obliger des ventes d'actifs pour éviter aux gouvernements un "*terrible dilemme*": celui d'avoir à décider entre laisser une banque faire faillite -au risque de perturber tout le système financier- ou laisser les contribuables la renflouer. (AP 20.10)

Comment l'UE pourrait-elle avoir le pouvoir de virer des directeurs de banques et obliger les banques à vendre des actifs si l'aristocratie financière n'était pas aux commandes de cette institution ? Et dire qu'il y en a encore, de moins en moins, qui se demande quelle peut bien être la nature sociale de l'UE !

### 2- Grande-Bretagne. Le Talon de fer.

La Grande-Bretagne va procéder aux plus importantes réductions de ses dépenses depuis la Seconde guerre mondiale. Le ministre des Finances George Osborne a annoncé mercredi un plan d'austérité sur cinq ans et 83 milliards de livres (94,3 milliards d'euros), qui va principalement frapper les emplois du secteur public et les prestations sociales, même si les secteurs de la santé et de la lutte contre le terorrisme seront protégés.

La conséquence sera la suppression de quelque 500.000 emplois publics, une baisse importante des prestations sociales - sept milliards de livres (7,9 milliards d'euros) supplémentaires en plus des 11 milliards (12,5 milliards d'euros) déjà annoncés depuis l'été- et l'arrêt des dizaines de programmes gouvernementaux. Même la reine sera touchée, le budget du palais royal réduit de 14% sur quatre ans, a-t-il ajouté.

L'âge de la retraite sera augmenté à 66 ans d'ici 2020, soit quatre ans plus tôt que prévu, ce qui représentera une économie potentielle de cinq milliards de livres (5,6 milliards d'euros). (AP 20.10)

### 3- Etats-Unis. Le prochain Lehman Brother ?

Morgan Stanley a fait état mercredi d'une perte trimestrielle de de 91 millions de dollars (66 millions d'euros).

"Morgan Stanley est une chenille au stade de la chrysalide. Elle va soit se transformer en superbe papillon soit être dévorée par un merle", estime Brad Hintz, analyste chez Sanford C. Bernstein.

Les recettes des activités de marché de Morgan Stanley ont d'ailleurs chuté de 57% au troisième trimestre par rapport à l'an dernier, à 846 millions de dollars.

La banque estime que sa perte nette résulte en outre d'une dépréciation de 229 millions de dollars relative à Revel Entertainment Group, son projet d'hôtel casino à Atlantic City (New Jersey).

Son activité de gestion de fortune a dégagé un produit net bancaire (PNB) de 3,1 milliards de dollars, soit 1% de mieux que l'an dernier.

La banque a également dit être en train de restructurer FrontPoint Partners, le hedge fund dont elle est propriétaire. (Reuters 20.10)

### 4- Russie.

Le gouvernement russe a approuvé un programme de privatisations pour un montant estimé de 42 milliards d'euros sur cinq ans, a annoncé mercredi 20 octobre le vice-premier ministre russe, Igor Chouvalov.

La liste comprend neuf cents entreprises, parmi lesquelles figurent le pétrolier Rosneft, la banque semi-publique Sberbank ou encore la banque publique VTB, deuxième du pays en termes d'actifs. '*Selon les données préliminaires, grâce à la réalisation*

*du programme de privatisations, le gouvernement pourrait recevoir 1 800 milliards de roubles [42 milliards d'euros]*", a déclaré M. Chouvalov, cité par l'agence Itar-Tass. (Reuters 20.10)

## Sciences et technologies.

Des astronomes européens pensent avoir découvert la plus ancienne galaxie jamais observée dans l'univers, selon une étude publiée mercredi dans l'édition en ligne de la revue "Nature".

Apparaissant sur une image du télescope spatial Hubble sous la forme d'une lueur ténue, cette galaxie aurait 13,1 milliards d'années et serait également la plus lointaine jamais observée. Il y a plus de 13 milliards d'années, l'univers était encore très jeune, avec seulement quelque 600 millions d'années d'existence.

La galaxie est si ancienne qu'il est probable qu'elle n'existe plus dans sa forme initiale et a fusionné avec des voisines plus importantes, souligne Matthew Lehnert, de l'Observatoire de Paris, principal auteur de l'étude.

Il y a 13,1 milliards d'années, l'univers n'avait qu'un vingtième de son âge actuel, note Richard Ellis, de l'Institut de technologie de Californie, qui n'a pas participé à l'étude.

Les astronomes européens ont calculé l'âge de la galaxie après 16 heures d'observations à partir d'un télescope au Chili. La nouvelle galaxie n'a pas reçu de nom à proprement parler, et est seulement identifiée par une série de lettre et de chiffres.

Les astronomes voient la galaxie telle qu'elle était il y a 13,1 milliards d'années, époque où elle était très jeune et n'avait peut-être que 100 millions d'années, précise M. Lehnert. Le carbone ou de métal que l'on observe dans les étoiles plus matures y sont très peu présents, et elle est remplie de jeunes étoiles bleues massives, ajoute-t-il. (AP 20.10)

---

Le 22 octobre

## Retraites.

1- Mobilisation.

Plusieurs milliers de lycéens et d'étudiants (4.000 selon la police et 17.000 selon l'UNEF) ont défilé jeudi après-midi à Paris contre la réforme des retraites, dans le cadre d'une journée nationale de mobilisation à l'appel de leurs trois principales organisations (UNL, FIDL et UNEF).

Environ 35.000 personnes, selon les organisateurs, 8000 selon la police, ont de nouveau défilé dans les rues jeudi à Toulouse contre la réforme des retraites, sans attendre un éventuel nouvel appel national à manifester.

- SNCF : Entre 13,3 % de grévistes (direction) et 24,6 % (CGT).

- Transports urbains : des dépôts de bus ont été bloqués à Poitiers, Niort, Limoges, Tours.

- Education : Entre 312 (ministère de l'éducation nationale) et 1 300 (syndicats lycéens) lycées étaient "perturbés". Des manifestations ont eu lieu dans la matinée dans plusieurs villes, notamment à Marseille, Toulouse, Bordeaux, Brest, Rennes, Caen, Grenoble, Perpignan. Entre sept (ministère) et onze universités (UNEF) étaient perturbées ou bloquées jeudi matin et 4 à 5 fermées administrativement.

- Fonction publique : La grève se poursuivait dans plusieurs services des collectivités territoriales (crèches, cantines, ramassage d'ordures) : à Toulouse, les éboueurs bloquaient les dépôts. Ils sont aussi en grève à Nantes, Montpellier, Agen. Les agents du centre hospitalier psychiatrique d'Agen ont voté la grève reconductible.

- Gaz et électricité : Les deux principaux terminaux méthaniers, Fos-Tonkin (Bouches-du-Rhône) et Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique), étaient encore arrêtés, le troisième fonctionnant à "débit minimum". Environ 300 personnes ont bloqué l'usine hydroélectrique EDF d'Ottmarsheim (Haut-Rhin) et l'écluse sur le canal Rhin-Rhône à proximité.

- Raffineries et dépôts pétroliers : Les douze raffineries de la métropole sont toujours bloquées. Il est impossible d'accéder à la raffinerie Total de Grandpuits (Seine-et-Marne), malgré la réquisition du personnel.

- Barrages filtrants ou opérations escargot : Plusieurs barrages fixes ou filtrants ont été organisés près du Havre et de Rouen. A Strasbourg, une opération escargot a été menée sur l'autoroute A 35 entre l'aéroport d'Entzheim et Strasbourg. A Limoges, des manifestants ont bloqué les trois ponts enjambant la Vienne et, à Lille, des militants ont installé un barrage filtrant au port fluvial. A Toulon, d'autres ont bloqué partiellement les accès de l'arsenal. Le pont de Pirmil à Nantes (Loire-Atlantique) a été bloqué par des étudiants et des lycéens.

- Industries et commerces : Près de Bordeaux, des manifestants ont bloqué la plate-forme logistique de Carbon-Blanc qui approvisionne les supermarchés Auchan du Sud-Ouest. Au Luc (Var), d'autres paralysaient une centrale d'achats qui alimente de grandes enseignes de la région PACA. Une plate-forme de transport et de logistique a également été bloquée près de Lille, ainsi que la principale zone industrielle d'Amiens. En Bretagne, la plus grande zone commerciale de Saint-Brieuc a été bloquée une bonne partie de la matinée par des barrages formés par quelque 500 manifestants, qui ont allumé des feux de pneus et de palettes et bloqué également, comme la veille, la RN 12 (Rennes-Brest).

## 2- Déclarations.

### 2.1- Intersyndicale jaune. Le pourrissement.

Lire dans le site le communiqué du 21 de l'intersyndicale jaune CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FSU, UNSA.

Elle appelle à "*une journée nationale de grèves et de manifestations*" le 28 octobre et à "*une journée de mobilisations et de manifestations*" le 6 novembre, s'opposant ainsi à l'organisation et à l'appel à une grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement, ainsi qu'à une manifestation centrale à Paris contre les institutions de la Ve République qui ont décidé d'adopter ce projet scélérat.

Eh oui, c'est bien le chef de l'Etat, l'Assemblée nationale et le Sénat, donc les institutions de la Ve République qui ont décidé d'adopter cette loi et non le patronat, bien que cette loi soit taillée sur mesure pour satisfaire ses intérêts. D'ailleurs ils le confirment en disant que : "*les organisations syndicales appellent solennellement le gouvernement et les parlementaires à ne pas adopter cette réforme en l'état*".

Voyant que la détermination et la mobilisation du prolétariat et sa jeunesse ne faiblissent pas, ils ne peuvent pas en rester là.

Ils se livrent à un amalgame en prétendant que la mobilisation confirmerait "*que c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites*", poursuivant plus loin en reprenant exactement la même formulation mais au nom des syndicats : "*Les organisations syndicales confirment que c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites*", histoire de justifier leur stratégie qui leur serait imposée par les travailleurs, entendez par là que s'ils n'appellent pas à la grève générale, c'est parce que les travailleurs et la majorité des militants y seraient opposés, se disposant de telle sorte que l'échec éventuel de cette bataille sera à porter au compte des travailleurs mais pas à celui des dirigeants syndicaux de l'intersyndicale.

Pour bien montrer dans quel camp se situe cette intersyndicale, ils ont pris soin de préciser que "*ces organisations (...) veilleront au respect des biens et des personnes*" sans faire la moindre distinction entre les actes de violence ou de vandalisme commis par des provocateurs professionnelles à la solde du régime et les témoignages légitimes d'exaspération d'une partie des manifestants notamment les jeunes, apportant ainsi leur soutien à la répression aveugle du tandem de choc Sarkozy-Hortefeux.

Cette intersyndicale est calée sur la position de la CFDT dit-on, vérifions-le une nouvelle fois.

La mobilisation contre la réforme des retraites «*exige une prise de distance avec toute forme de radicalité*» afin de rester populaire, affirme le Conseil national de la CFDT, au moment où les blocages d'installations économiques se multiplient. «*Nous avons jusqu'ici gagné la bataille de l'opinion (...). Une majorité de Français valide une approche qui est aussi la nôtre: la nécessité d'une réforme juste et négociée*», souligne le syndicat.

### 2.2- Répression. Matracage de journalistes, suite.

L'agence Moas Presse a mis en ligne le 14 octobre une vidéo sur laquelle on voyait un journaliste de TF1, preneur de son, malmené par des CRS.

"*On a clairement senti qu'ils se défoulaient, qu'ils avaient envie de taper*", expliquait un des collègues de ce journaliste de TF1 à Rue89.

La société des journalistes de TF1 vient d'écrire à Brice Hortefeux pour dénoncer cet acte qui est "*une atteinte à la liberté de la presse*", rapporte LeMonde.fr

"*La SDJ de TF1 considère cet acte comme une atteinte à la liberté de la presse. Des forces de l'ordre qui sont censées protéger les journalistes (…) s'arrogent régulièrement le droit d'entraver le travail des reporters en les forçant à quitter les lieux, en obstruant les objectifs des caméras ou appareils photos, quitte à employer la violence*", écrit la SDJ.

Elle poursuit : "*Plusieurs de nos confères, de différents médias, ont vécu des expériences similaires cette année (…). Ces incidents nous indignent et nous inquiètent*". (Lepost.fr 21.10)

2.3- FO.

Extrait de l'éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 20 octobre 2010.

"*À ce point du mouvement, il faut rappeler que la responsabilité des confédérations, de manière unitaire, serait d'appeler ensemble à 24 heures de grève pour coordonner et unifier le mouvement. Ce qui, pour le moment, ne recueille pas l'accord majoritaire des autres syndicats, hormis la CFTC lors de la dernière réunion des syndicats.*

*Selon quelques médias, certaines organisations syndicales s'interrogeraient sur la poursuite du mouvement une fois la «réforme» votée par le Parlement. Ce serait, paraît-il, une question de démocratie.*

*Autant nous ne contestons pas le rôle du Parlement, autant nous n'avons pas à accepter une loi d'austérité pour les salariés et futurs salariés.*

*Quand les amendements sont annoncés et écrits à l'Élysée, quand le Parlement accepte des marges de manœuvre très réduites, l'équilibre des pouvoirs, une des bases de la démocratie, n'est pas respecté.*

*C'est non seulement le droit des salariés de contester cette loi, c'est aussi un devoir.*"

Mailly précise dans les premiers paragraphes "*Rien du côté des pouvoirs publics, qui demeurent arc-boutés sur un projet à destination des marchés financiers et à vocation politique.*"

Si ce projet de loi a une "*vocation politique*", il faut tout faire pour que la mobilisation des travailleurs se dote d'un contenu politique, sinon elle demeurera en décalage et ne correspondra pas à l'enjeu du projet du gouvernement. Comment aider les travailleurs à trouver les moyens de donner un contenu politique à leur mobilisation sans appeler à la grève générale qui a notamment pour fonction de dresser la classe contre les institutions ? Oui mais voilà, Mailly se prosterne devant les institutions quand il dit "*nous ne contestons pas le rôle du Parlement*, donc il ne peut être qu'opposé à la radicalisation politique du mouvement en cours et tenter de le freiner, car une grève de 24h ne changerait absolument rien à la situation et au rapport de forces.

C'est de la foutaise, où a-t-il vu qu'une grève de 24h pourrait "*coordonner et unifier le mouvement*" ? Même les grèves générales de 36 et de 68 qui ont duré un peu plus de 24h n'en ont pas été capables ou n'ont pas permis à un tel processus conscient de voir le jour, la maturité politique des masses n'ayant jamais atteint le niveau nécessaire pour l'imposer aux appareils, car le mouvement ne pourrait se "*coordonner et (s') unifier* " que contre à la fois les institutions et les appareils des syndicats et des partis qui soutiennent le régime.

Il veut peut-être dire par là qu'une grève de 24h entraînerait l'ensemble des travailleurs d'un même secteur à faire grève, oui, au lieu de 40% de grévistes à la SNCF il y en aurait 80%, pendant 24h et le lendemain tout le monde retournerait bosser, on serait bien avancé. Et puis qui, combien de travailleurs seraient en mesure de se mettre en grève ne serait-ce qu'une journée ? Ceux qui sont syndiqués seulement ? En dehors de la fonction publique, pourquoi aujourd'hui l'opacité la plus totale règne sur le nombre d'entreprises touchées par des grèves et combien au juste de travailleurs sont en grève ? Ce reproche s'adresse à tous les syndicats et pas seulement à FO.

Mais dites-nous monsieur Mailly, avec les subventions que l'Etat accorde grâcieusement à FO (et aux autres syndicats), votre syndicat aurait les moyens de mettre à la disposition des travailleurs et des militants un site Internet où figueraient tous les mouvements sociaux en cours avec les coordonnées des élus et des délégués syndicaux des entreprises concernées pour qu'ils puissent prendre contacts entre eux ou que des travailleurs ou militants d'autres entreprises les contactent, pas secteurs d'activité ou corps de métier, ainsi ils pourraient plus facilement agir ensemble, se coordonner, se rencontrer, non ? Pourquoi ne le faites-vous pas ?

2.4- CFDT.

Sur les amendements UMP et centristes sur la retraite par points adoptés mercredi au Sénat, Jean-Louis Malys estime que c'est une bonne chose, mais qu'ils arrivent trop tard : « *Les sénateurs ont décidé d'ouvrir un chantier qui aurait du être ouvert avant.*

*Le débat national sur les retraites aurait du avoir lieu avant que le gouvernement décide. Le Sénat a bien fait. On va pouvoir démontrer qu'il y a d'autres solutions que de repousser l'âge. C'est une mise à plat qui est utile* ».

Sur les blocages, « *ce qui nous gêne se sont les blocages qui ne se font pas dans l'entreprise* » a conclu Jean-Louis Malys. (Publicsenat.fr 21.10)

Commentaire.

Que chacun s'enferme dans "son" entreprise et n'en sorte surtout pas, éviter à tout prix que les travailleurs et les jeunes de toutes les couches exploitées ne se regroupent, tel est le message de ce jaune. L'antithèse de la fédération de tous les mouvements sociaux en cours qui pourrait déboucher sur un appel à la grève générale.

2.5- UNSA.

"*L'intersyndicale ne se fissure pas*", a déclaré Jean Grosset (Unsa)

Commentaire.

Elle est reconduite uniquement pour faire barrage à la grève générale, pour le compte de Sarkozy.

2.6- CGC.

Anne Couver (CFE-CGC) : "*Nous ne cèderons pas aux sirènes de la division, ce sujet est trop important*".

2.7- UNEF.

"*Les étudiants entendent construire leur mobilisation dans la durée, au côté des salariés, et privilégient les actions de blocage les jours de manifestations nationales*", selon l'Unef.

2.8- UNL.

«*Ce n'est pas une petite semaine de vacances qui va nous démobiliser. Il y aura des actions pendant les vacances, ce n'est pas près de s'arrêter. Nous resterons mobilisés jusqu'au retrait de cette loi injuste*», prévient Victor Grezes, secrétaire national de l'Union nationale lycéenne (UNL, première organisation lycéenne)

UNEF et UNL, même stratégie des actions dispersées et du pourrissement que l'intersyndicale jaune.

2.9- PS.

Martine Aubry a dénoncé "*le coup de force permanent de Nicolas Sarkozy*", en l'accusant d'avoir imposé l'accélération des débats au Sénat sur la réforme des retraites.

"*Face aux Français qui sont dans la rue pour manifester, le gouvernement brandit le respect du vote du Parlement. Mais quand le Parlement fait son travail, il n'a qu'une obsession: l'en empêcher!*", ajoute-t-elle. (Lepost.fr 21.10)

Commentaire.

On se demande de l'UMP ou du PS lequel soutient le plus ce projet de loi, car au point où en est la situation, on a tout intérêt à ce que cette loi soit adoptée le plus rapidement possible pour que l'ensemble des travailleurs et des militants se rassemblent sur un seul mot d'ordre : abrogation !

On voit clairement ici quel précieux concours le PS apporte à la stratégie de Sarkozy.

2.10- Satellites du PS

Des petites piècettes jaunes pour masquer leur soutien au gouvernement.

Le Front de gauche veut organiser la solidarité avec les grévistes. Parce que la bataille est "*difficile*" mais que le "*pays mobilisé ne reculera pas*", le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, qui composent le Front de gauche, ont décidé

de lancer un "*grand week-end de collecte*" en solidarité avec les salariés mobilisés. Samedi 23 octobre, les trois organisations de gauche se retrouveront devant Beaubourg pour une collecte géante avec des prises de parole expliquant ce mouvement de soutien aux salariés opposés à la réforme des retraites, ont-elles annoncé lors d'une conférence de presse à Paris, jeudi 21 octobre.

"*Il faut marquer une nouvelle fois la nécessité de retirer le projet de réforme, d'arrêter le débat parlementaire et d'ouvrir les discussions sur des bases complètement différentes*", a plaidé M. Laurent. "*La bataille peut encore durer des jours*", a-t-il ajouté. Alors, pour aider "*le pays mobilisé*" - ces salariés qui ont un "*engagement courageux mais qui est dur pour des gens qui gagent peu*".

"*On voit bien que le mouvement s'enracine*", analyse Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, qui sent dans la rue "*cette volonté tranquille d'aller au bout de cette mobilisation mais aussi une grande tension résultant de la souffrance que la lutte engendre.*"

"*Notre responsabilité politique est de dire que ce pouvoir n'a plus la légitimité pour gouverner contre la volonté générale. Il doit se soumettre ou se démettre*", a ajouté Christian Picquet, de la Gauche unitaire. (Lemonde.fr 21.10)

L'opportunisme débridé de cette confrérie des contre-révoloutionnaires réunis alterne entre cynisme et discours vindicatifs qui ne doivent pas tromper les militants. Ces socialistes en parole se refusent à dénoncer et combattre la stratégie des appareils de l'intersyndicale et d'appeler à marcher sur Paris pour imposer le retrait du projet de loi de Sarkozy, et ensuite ils versent une larme sur les difficultés matériels que les travailleurs en grève rencontrent.

Il n'est pas étonnant qu'ils reprennent la même stratégie que le PS qui verrait bien la discussion s'éterniser au Sénat pendant que la mobilisation s'essoufflerait. Décidément Sarkozy a de bien mauvais conseillés, qu'il écoute donc ces lieutenants zélés des institutions, qu'il fasse un pas en arrière en décidant de rouvrir un simulacre de négociations et de repasser son texte devant les deux chambres du Parlement une fois amendé sur les 67 ans, par exemple en repoussant cette mesure de quelques années sans toucher à l'allongement de la durée de cotisation, entre temps l'intersyndicale appellerait au calme sans proposer d'autres journées de mobilisation ou de grève, en se débrouillant bien cela devrait bien prendre quelques semaines ou davantage, avec un peu de chance le soufflé de la contestation sera retombé et sa contre-réforme passerait tranquillement... ou presque.

Que dit d'autre Aubry quand elle dénonce un nouveau "*coup de force*" de Sarkozy, mettez-y la forme, associez davantage les syndicats à ce projet, avec un peu de vaseline vous parviendrez à vos fins sans trop de douleurs.

Mais voilà, rien n'est moins sûr maintenant, car l'ensemble des travailleurs ont bien compris l'enjeu de cette contre-réforme à force d'en entendre parler quotidiennement, ils sont parvenus à discerner l'ivraie du bon grain. Il se peut aussi que cette loi soit la goutte d'eau qui fasse déborder le vase du ras le bol général de la politique antisociale du gouvernement.

D'ailleurs, si l'intersyndicale et l'ensemble des partis dits ouvrier s'opposent au mot d'ordre de grève générale, c'est parce qu'ils veulent éviter à tout prix que la mobilisation actuelle ne se charge pas d'un contenu politique et que les travailleurs orientent consciemment leur combat contre les institutions, car cela pourrait les conduire à se doter de leurs propres organismes pour poursuivre le combat, faisant voler en éclat l'obstacle dressé par les appareils pour protéger le régime.

Il ne faut pas pour autant se détourner de la réalité, les travailleurs demeurent divisés entre ceux qui exigent le retrait et ceux qui estiment qu'une autre "*réforme*" serait possible ou nécessaire, y compris parmi ceux qui sont mobilisés, ce qui est normal en l'absence de toute orientation ou perspective politique unissant la classe, à des degrés divers les travailleurs témoignent ainsi encore leur soumission au capitalisme et aux institutions. Ce sont ces illusions que le PS compte capitaliser...

La question des retraites et de l'ensemble des revendications de toutes les couches exploitées trouvera une issue seulement sur le plan politique, ce que les travailleurs n'ont pas encore saisi, c'est notre devoir de les aider à en prendre conscience. Mais compte tenu de l'état lui même du mouvement ouvrier, de la gangrène réformisme qui le ronge, de la multitude de formations politiques existant, des profondes divisions de son avant-garde révolutionnaire, la tâche s'avère très compliquée pour les militants qui par faiblesse théorique ou pour suivre leurs appareils rejetteront cette orientation politique.

Ils devraient peut-être se demander quels partis proposent d'organiser les travailleurs et les militants dans la perspective d'en finir avec le régime et les institution et les rejoindre ; j'ai employé le pluriel pour que les militants ne s'imaginent pas que je voudrais sournoisement les diriger vers un parti en particulier, maintenant un simple constat suffira à déterminer que le POI est le seul parti qui remplit ces conditions, chacun demeure libre de participer à son combat ou d'adhérer à ce parti.

Trotsky a mis environ 15 ans avant de rejoindre le parti bolchevik, il a choisi le moment qui lui semblait le plus opportun pour le faire, une fois que les conditions qu'il estimait nécessaire étaient remplies. Le POI n'est certes pas le parti de Lénine, mais son orientation politique actuelle est sensiblement conforme à celle qu'on serait en droit d'attendre d'un parti communiste. J'admets d'avance que seuls les militants habitués à faire la part des choses comprendront ma position, qui pour autant ne consiste pas à enterrer les désaccords que j'ai avec ce parti. Il faut mesurer les avantages et les inconvénients qu'il y a dans la situation actuelle à demeurer isolé ou à militer dans une petite structure ou à militer dans un parti en construction. Ce n'est

pas simple, je vous l'accorde.

Il y a des camarades qui militent dans différentes formations politiques et qui ont des profonds désaccords tout en étant d'accord sur l'essentiel. En principe ils devraient militer dans le même parti, pour cela il faudrait que les dirigeants de ce parti puissent concevoir que certains de leurs militants ne se battent pas exactement sur la même ligne que la leur au même moment, qu'ils puissent constituer une tendance si nécessaire, or ils en sont le plus souvent incapables, d'où l'impossibilité de regrouper l'avant-garde dans le même parti, aucune des deux parties en présence ne voulant faire un pas en avant vers l'autre de crainte de renier ses principes ou sous des prétextes qui n'ont rien à voir avec l'intérêt collectif du parti. Si vous imaginez qu'au sein du courant communiste internationaliste (CCI) du POI tous les militants partagent ou suivent aveuglément la politique impulsée par leurs dirigeants, vous vous trompez lourdement, pour qu'il en soit autrement il faudrait que leurs dirigeants commettent moins d'erreurs et qu'ils sachent toujours où ils vont, ce qui est loin d'être le cas, on s'en rend facilement compte quand on suit pendant des années ce parti (ou le PT et avant le PCI).

Ce n'est pas facile d'aborder cette question, généralement on se fait tirer dessus des deux côtés à la fois, il faut encaisser, personnellement je suis blindé, mais je sais que ce n'est pas le cas de tous les militants, disons qu'un jour ou l'autre pour la plupart d'entre nous, nous nous retrouverons dans le même parti, un peu plus tôt, un peu plus tard comme dit la formule, c'est une question qui doit être laissée à l'appréciation personnelle de chacun. (A suivre)

## Social.

### 1- Charrettes.

1.1- Le groupe suisse Petroplus a annoncé jeudi sa décision de fermer la raffinerie de Reichstett (Bas-Rhin) qu'il avait rachetée à Shell en 2008, a déclaré jeudi son PDG, Jean-Paul Vettier.

Construite en 1963, la plus petite des douze raffineries françaises, avec une capacité de 84.800 barils par jour, a elle-même perdu 54 millions de dollars l'an dernier.

Les investissements de remise à niveau auraient nécessité de 150 à 220 millions de dollars d'investissement au cours des cinq prochaines années, selon Jean-Paul Vettier.

"*Aujourd'hui, c'est la colère. Demain, on verra*", a dit à Reuters Jean-Luc Bildstein, au nom de l'intersyndicale CFDT, CGT, FO.

"*Ce que les salariés ont du mal à comprendre, c'est que ces deux dernières années, on leur a demandé des efforts sur leur temps de repos pour que le site soit aux normes et, en remerciement, on leur annonce qu'il va être fermé*", a-t-il ajouté. (Reuters 21.10)

Peut-être que si vous vous étiez placés à l'époque sur le terrain de votre classe au lieu de vous situer sur celui du patronat, ils auraient compris dès le début qu'il n'y avait aucune concession à lui faire. Votre culture du compromis vous aveugle et vous empêche de progresser dans votre compréhension du fonctionnement de la société. Voilà ce qu'on pourrait leur dire.

1.2- Le numéro un mondial des téléphones mobiles, le finlandais Nokia, a annoncé jeudi la suppression de 1.800 emplois dans le cadre d'une restructuration de ses activités dans le secteur des smartphones, malgré un bénéfice net de 529 millions d'euros au troisième trimestre et le rebond de ses bénéfices sur un an. (AP 21.10)

1.3- La firme américaine Xerox a annoncé jeudi qu'elle comptait supprimer 2.500 postes, soit environ 2% de ses effectifs, au cours de l'année à venir.

Ces suppressions de postes s'ajoutent aux 2.500 déjà annoncées en janvier. Le fabricant de photocopieurs et d'imprimantes emploie 133.000 personnes.

Jeudi, Xerox a annoncé avoir doublé ses bénéfices au troisième trimestre. La firme a rapporté un bénéfice net de 250 millions de dollars (178,5 millions d'euros), soit 17 centimes par action, contre 123 millions (87,8 millions) soit 14 centimes par action il y a un an. (AP 21.10) 2- Italie. "*On croirait la guerre civile*"

De violents affrontements ont éclaté jeudi à Naples entre les forces de l'ordre et des manifestants opposés à la création d'un nouveau centre de traitement des ordures ménagères.

La police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser des centaines de manifestants lançant des pierres et des pétards, lors de heurts qui ont éclaté dans la nuit de mercredi à jeudi près de l'actuel centre de traitement des déchets à Terzigno.

La tension est montée d'un cran dans la journée quand des manifestants ont brisé des vitrines de magasins à coups de clubs de

golf et ont mis le feu à au moins cinq camions-poubelles à Terzigno et Bosoreale.

"*On croirait la guerre civile*", a déclaré un porte-parole de la mairie de Bosoreale, une ville que les manifestants ont isolée en dressant des barricades.

"*Nous voulons respirer, c'est notre droit*", pouvait-on lire sur l'une des nombreuses pancartes accrochées dans les rues de Naples.

La collecte des ordures est devenue un problème chronique dans la région napolitaine.

Cette activité, dans laquelle le crime organisé possède des intérêts depuis des années, est entravée par le manque d'efficacité des opérateurs et aussi par les enjeux politiques.

Les habitants se plaignent des mauvaises odeurs et des risques sanitaires que présente déjà le site de Terzigno, situé à une vingtaine de kilomètres au sud-est de la ville et proche de la saturation. Des centaines de tonnes de détritus s'entassent dans les rues de Naples.

Le gouverneur de Campanie, la région de Naples, a fait savoir que les mouvements de protestation n'enterreraient pas les plans de construction de nouveaux sites de traitement de déchets.

"*Pendant 15 ans, la Campanie a été un dépotoir pour les déchets toxiques et rien n'avait été fait contre cela. La loi stipule qu'il doit y avoir un site d'élimination des déchets dans chaque région, elle doit être respectée*", a dit Stefano Caldoro à la presse.

La crise des ordures est source d'embarras pour Silvio Berlusconi qui répète régulièrement que le nettoyage de rues de Naples peu après son arrivée au pouvoir en 2008 est l'une des plus grandes réalisations de son gouvernement.

"*Il y a une urgence qui n'a pas été résolue. Le gouvernement doit cesser de nous parler de miracles et trouver une solution à une situation qui risque de provoquer une véritable révolte*", a mis en garde Pierluigi Bersani, du principal parti d'opposition, le Parti démocrate. (Reuters 20.10)

### 3- Haïti.

Plus de cinquante personnes sont mortes ces derniers jours dans plusieurs villes d'Haïti suite à une épidémie de diarrhée accompagnée de vomissements liée à la mauvaise qualité de l'eau potable, ont indiqué jeudi les autorités sanitaires nationales. Une forme de choléra serait à l'origine de ces décès selon le ministère haïtien de la santé publique. (Lexpress.fr 21.10)

## Politique.

### 1- UE. Anticommunisme primaire.

Le Parlement européen a décerné jeudi son prix Sakharov "*pour la liberté de l'esprit*" au dissident cubain Guillermo Farinas, a annoncé son président Jerzy Buzek.

C'est la troisième fois depuis 2002 que le prix Sakharov échoit à un dissident cubain. (Reuters 21.10)

### 2- Espagne. Nostalgie.

Le chef du gouvernement socialiste espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé mercredi un profond remaniement de son gouvernement, en espérant imposer sa politique d'austérité face à la crise qui a fait chuter sa popularité et mener le pays jusqu'aux élections de 2012.

En devenant à la fois premier vice-président, ministre de l'Intérieur et porte-parole du gouvernement, Rubalcaba devient le ministre "*qui cumule le plus de pouvoirs dans un gouvernement depuis 1977*", année des premières élections après la mort de Francisco Franco, souligne El Pais. Il s'agit "*d'une concentration des pouvoirs sans précédent*", écrit El Mundo, pour lequel Zapatero a "*abdiqué de ses responsabilités*".

Pour Publico (gauche), "*la lecture la plus immédiate du remaniement fait ressortir Alfredo Perez Rubalcaba comme 'l'homme fort' de l'exécutif, y compris comme le 'dauphin' en cas de succession hypothétique de Zapatero*". (Lexpress.fr 21.10)

En France un flic-président a été élu pour mener la plus grande offensive antisociale depuis un demi-siècle contre la classe

ouvrière, en Espagne, ils écopent d'un flic-vice-président pour faire le même sale boulot. Cherchez la différence !

### 3- Birmanie. Ah ces républicains, comme on les aime !

La junte militaire au pouvoir en Birmanie a modifié jeudi le nom, le drapeau et l'hymne du pays, ont rapporté les médias officiels.

Ces changements figuraient dans la nouvelle Constitution adoptée en 2008 mais le gouvernement n'avait toujours pas annoncé leur entrée en vigueur.

Le pays s'appelle désormais la République de l'Union du Myanmar et non plus l'Union du Myanmar. Les militaires, au pouvoir depuis 1962, avaient transformé la Birmanie en Myanmar en 1989, un an après l'échec d'un soulèvement populaire.

Le nouveau drapeau comporte une bande horizontale vert clair au sommet, une autre vert foncé au milieu et une rouge en bas, avec une étoile blanche au centre. Aucune signification officielle n'a été fournie à ces couleurs ou à l'étoile, ni même à tous ces changements, parmi lesquels figure aussi un nouveau sceau officiel.

Des responsables de différents services gouvernementaux ont dit à Reuters avoir reçu l'ordre de changer les drapeaux. "*Nous avons été pris au dépourvu lorsque l'ordre nous a été transmis au dernier moment. Nous avons aussi reçu l'ordre de brûler les anciens drapeaux*", a dit un responsable ayant requis l'anonymat.

Ces ordres précisent que les anciens drapeaux devaient être amenés par une personne née un mardi et hissés par une personne née un mercredi, a ajouté ce responsable. "*Il doit s'agir d'instructions d'astrologues*", a-t-il dit.

Les responsables de la junte consulteraient régulièrement des astrologues. (Reuters 21.10)

## Economie.

### UE.

La reprise économique a marqué le pas en octobre dans la zone euro.

"*La reprise est de plus en plus dépendante du secteur manufacturier et de l'Allemagne en particulier. La périphérie souffre de plus en plus*", a commenté Chris Williamson, économiste de Markit.

En France, le ralentissement de l'activité dans le secteur privé s'est accentué en octobre, la croissance tombant à son plus bas niveau depuis plus d'un an. (Reuters 21.10)

Haut de page

---

### Le 23 octobre

Actualisation avec un peu de retard. D'autres articles demain que je n'ai pas eu le temps de traiter (G20, La Poste, Clichy-sous-Bois).

Plus le temps de causer ! Ici il est déjà 18h, il fait nuit et j'ai commencé à bosser à ... 6h30 ce matin, je suis lessivé.

L'automne s'annonce très chaud chez vous en France ! Ici un petit 30°C environ en fin de journée... on est en Inde, pas au pays de la Commune de Paris !

Bon week-end à tous, camarades.

## Retraites

Peu avant 20h30, par 177 voix pour, 153 contre, le projet de loi de réforme des retraites a achevé son parcours parlementaire de trois semaines au Sénat.

### 1- Mobilisation.

- En fin de journée hier, les salariés de la raffinerie Total de Feyzin (Rhône), ont reconduit leur grève lancée le 13 octobre «sans date butoir».

- Plusieurs dizaines de manifestants ont bloqué vendredi la gare de péage de la frontière espagnole à Biriatou (Pyrénées-Atlantiques) afin d'empêcher les poids lourds, et notamment ceux transportant de l'essence, de rentrer sur le territoire français.

- Des mouvements de grève continuaient vendredi à perturber certains services dans les collectivités territoriales (crèches, cantines, ramassage d'ordures, etc.). A Marseille et à Agen, le ramassage des ordures n'est pas assuré.

- Transports urbains. Dans de nombreuses villes, le retour à la normale pourrait intervenir ce week-end. A Marseille, les prévisions de la RTM annoncent un retour à la normale pour samedi.

-En région parisienne, la RATP prévoit un trafic normal samedi sur l'ensemble de ses lignes, tout comme les réseaux de Bordeaux, Rennes, Dijon, Lille, Metz, Montpellier, Nantes et Strasbourg.

-Le trafic sur les routes, dans les gares et les aéroports français s'est sensiblement amélioré vendredi, et dans plusieurs villes de France le retour à la normale est prévu pour ce week-end. En revanche, les débrayages sont toujours particulièrement suivis dans le secteur de l'énergie, provoquant des pénuries de carburant dans les stations-service et un ralentissement de l'activité dans plusieurs secteurs.

- Le ministère de l'enseignement supérieur a comptabilisé vendredi trois universités fermées administrativement (Rennes-II, Lyon-II, Montpellier-III), une bloquée (Pau) et quatre perturbées à des degrés divers (Le Havre, Saint-Etienne, Le Mans et Limoges). "*C'est un peu moins qu'hier*", a précisé un porte-parole. Selon l'UNEF, dix universités étaient "*totalement ou partiellement bloquées*" vendredi : Paris-I Tolbiac, Poitiers, Nantes, Limoges, Pau, Le Mans, Amiens, La Rochelle, Clermont-II et Paris-X Nanterre.

Ce chiffre est en baisse par rapport à celui communiqué jeudi par l'UNEF, qui faisait état de 14 universités bloquées à l'occasion de la journée de mobilisation des lycéens et étudiants. Au total, 34 universités sur 83 en France ont voté le principe de la grève en assemblée générale, précise l'UNEF, même si les cours sont maintenus dans la plupart d'entre elles.

2- Déclarations.

2.1- UNEF. Opération dislocation, démoralisation, trahison.

L'UNEF appelle les étudiants à "*multiplier les actions*" mardi prochain -sans toutefois appeler à des manifestations dans toute la France- afin de "*passer le cap*" des vacances de la Toussaint et de préparer les mobilisations interprofessionnelles des 28 octobre et 6 novembre contre la réforme des retraites.

"*On appelle les jeunes à multiplier les actions mardi, par des rassemblements, des sit-in, plusieurs formes. Mais nous ne prévoyons pas de manifestations comme jeudi. C'est une journée qui a pour objectif de préparer les journées de mobilisation interprofessionnelle du 28 et du 6 novembre et de passer le cap des vacances*", a déclaré vendredi à l'Associated Press le président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) Jean-Baptiste Prévost. (AP 22.10)

2.2- PS.

2.2.1- Sur la position de Benoît Hamon sur les retraites.

"*Ça ne m'empêche pas d'être unitaire*", assure-t-il. "*Ce n'est pas pour jouer ma propre partition. J'essaie de placer le PS dans une position optimale pour 2012*", explique au Post Benoît Hamon.

Avant de se montrer un peu plus virulent : "*Mon objectif, c'est que le PS prenne en compte les aspirations des classes populaires. Des fois, au PS, je sens plus la tentation d'être crédible par rapport aux agences de notation, que par rapport aux salariés.*"

Que pense-t-il des critiques des strauss-kahniens ? "*Ça ne m'a pas bouleversé*", ironise-t-il. Avant de lâcher avec le sourire : "*La prochaine fois que Le Guen et Valls participeront à un colloque du club de Copé, 'Génération France', je me souviendrai d'eux...*" "*Être social-démocrate, ça ne veut pas dire être social-libéral*", selon lui. Et quand on lui demande s'il redoute un retour de DSK, il ne préfère pas répondre...

Et Martine Aubry ? Il l'a bien plongée dans l'embarras... "*Je ne dis pas qu'elle n'aurait pas préféré que cela ne se passe pas... [sa prise de position sur RTL, ndlr].*"

Veut-il occuper l'espace à gauche pour ne pas laisser le champ libre à Mélenchon et/ou Besancenot ? Benoît Hamon

confirme : "*Besancenot et Mélenchon peuvent se faire une belle pelote à gauche si le PS n'est pas assez fort sur les questions économiques et sociales.*"

En somme, Benoît Hamon entend bien peser sur la ligne de son parti pour qu'elle soit le plus à gauche possible en 2012. Au risque de créer des remous au PS, qui en ce moment, ne jure que par l'unité. (Lepost.fr 22.10)

Commentaire.

L'important c'est la rose, pas les épines ! Lire l'article suivant et vous mesurerez à quel point cela va être difficile pour le PS se retrouver en *position optimale pour 2012*" ! Mission impossible !

Tiens donc Le Guen et Valls participent à des colloques organisés par l'UMP... Espèce d'âne, sort un peu de ta torpeur : depuis toujours ils sont complices et appartiennent à la même famille, réveille-toi !

2.2.2- Le PS briseur de grève monte en première ligne, normal, non ?

Le président (PS) de la Communauté urbaine de Marseille a demandé vendredi la réquisition des personnels pour assurer le fonctionnement des deux centres de collecte des déchets bloqués par les éboueurs.

Les salariés du ramassage des ordures ont entamé vendredi leur 12e jour de grève dans 12 des 16 secteurs de la ville. Quatre sociétés privées ont poursuivi la collecte des ordures dans le reste de la cité phocéenne.

Les grévistes ont toutefois bloqué les deux centres de traitement des déchets, interdisant ainsi le déchargement des bennes à ordures. C'est la remise en marche de ces lieux qui a été réclamée par le président socialiste de la communauté urbaine, Eugène Caselli

"*Cette décision a été rendue nécessaire par l'état sanitaire de plus en plus préoccupant des rues de Marseille après 12 jours de grève, et à la veille d'un week-end qui s'annonce pluvieux, ce qui pourrait encore aggraver la situation*", a expliqué la collectivité locale dans un communiqué.

L'Etat a pour sa part fait appel mercredi à la sécurité civile pour s'attaquer au ramassage des 7.000 à 8.000 tonnes d'ordures qui s'amoncellent sur les trottoirs de la ville.

Pour justifier cette intervention, le préfet Michel Sapin s'est appuyé sur un texte de loi datant de 1884, qui fixe les prérogatives de l'Etat en matière d'hygiène et de sécurité. (Reuters 22.10)

Commentaire d'un internaute : ce marché est détenu par les copains et même le frère de Jean-Noël Guérini, actuel président PS de la région. Et même qu'une enquête est en cours depuis pas mal de temps et que des mises en examen ont déjà été prononcées par la justice pour faits de corruption passive, complicité d'escroquerie, et faux et usage de faux, rien que cela. Lire à ce propos l'article de l'AFP de Juin 2010 http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hrLFsL1c9QgMt1exyfic_4XpLtbA (L'express.fr 22.10)

2.3- UMP

2.3.1 - La stratégie de Sarkozy.

Nicolas Sarkozy fait le pari d'incarner le parti de l'ordre. Avec le recours à la force pour dégager dépôts et raffineries et des paroles de grande fermeté envers les casseurs, le chef de l'État pense toucher une large part de l'opinion exaspérée par les débordements du mouvement social.

"*En mettant en grève les raffineries et en bloquant les dépôts, les syndicalistes ont fait une grosse erreur,* a confié Sarkozy à ses fidèles. *Les Français ne supportent pas que l'on touche à leur liberté de circulation en voiture. L'opinion va finir par se retourner.*"

Le président pense être entré dans l'ultime ligne droite du conflit. Le vote du projet de loi sur les retraites sera définitivement acquis la semaine prochaine et promulgué dans la foulée. Les deux journées de manifestations prévues par le front syndical devraient, selon l'Élysée, être le chant du cygne d'un mouvement voué à l'échec. Nicolas Sarkozy ne pouvait pas reculer sur "sa" réforme. Les chefs syndicalistes le savaient très bien. Ils ont été débordés par leur base et ont dû en tenir compte. (Lepoint.fr 22.10)

Commentaire d'un internaute.

Moi qui suis de droite, je ne revoterai jamais pour Sarkozy : c'est encore un gosse, un enfant gâté, arrogant, suffisant, narcissique... Son fils en plus vieux. Il ne repassera pas, et j'espère qu'il en a conscience. En se présentant, il désservirait la droite et livrerait la France à la gauche.

### 2.3.2 - Ils ne pourront pas dire "***on ne savait pas***" quand viendra l'heure de régler nos comptes.

La veille, sur France 24, Benoist Apparu avait affirmé à propos du relèvement de de 60 à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite, la mesure phare de la réforme voulue par le gouvernement: "*Pour beaucoup de syndicats, et je les comprends, c'est une forme de régression sociale. Oui, bien sûr, clairement*".

Prié par la journaliste de la chaîne de confirmer qu'il reconnaissait bien qu'il s'agit d'une "*régression sociale*", il avait enchaîné: "*Evidemment. Comment pourrait-il en être autrement?*"

De quoi donner du grain à moudre aux opposants à la réforme des retraites. Et une maladresse qui pourrait côter cher à son auteur, à quelques semaines du remaniement... Interrogé vendredi sur RMC pour savoir s'il avait "*fait une boulette*", Benoist Apparu a fait son mea culpa : "*Oui, on peut appeler ça comme ça. J'ai repris maladroitement la formulation de la journaliste*". (Lexpress.fr 22.10)

(source : Lemonde.fr, Lexpress.fr, 20minutes.fr, Reuters et AP 22.10)

## Justice.

### 1- France.

### 1.1- Une «***atteinte au droit de propriété***»

La police procédait tôt samedi matin à l'expulsion des squatteurs de la place des Vosges à Paris, dont la cour d'appel avait ordonné vendredi l'expulsion sans délai, selon le collectif Jeudi Noir, confirmé par la préfecture.

La police est arrivée vers 7h et a «défoncé la porte d'entrée», a assuré vers 8h la porte-parole du collectif, Margaux Leduc. La préfecture de police de Paris a confirmé l'évacuation, précisant qu'elle était «*bientôt terminée*».

La cour d'appel de Paris avait ordonné vendredi l'expulsion sans délai des squatteurs membres du collectif Jeudi Noir qui occupent depuis un an un somptueux hôtel particulier de la place des Vosges à Paris (IVe arrondissement), expulsion assortie du versement d'indemnités d'environ 80.000 euros.

Une trentaine de squatteurs avaient envahi en octobre 2009 cet hôtel particulier d'environ 1.500 mètres carrés, orné de plafonds à la française avec poutres peintes, aux gigantesques cheminées de pierre, qu'ils ont pris grand soin de ne pas dégrader. Le bâtiment était inoccupé depuis 1966, un vrai «*scandale alors que la capitale manque cruellement de logements*», dénonce Jeudi Noir.

Mais la propriétaire des murs, Béatrice Cottin, 88 ans, ne l'avait pas entendu ainsi. Elle avait attaqué les squatteurs en justice pour obtenir leur expulsion.

Les squatteurs se sont rendus coupables, selon la cour d'appel, d'une «*atteinte au droit de propriété*». (20minutes.fr 23.10)

### 1.2- Affaire Woerth-Sarkzoy-Bettencourt sur fond de subordination de témoin.

L'ex-comptable des Bettencourt, Claire Thibout, a assuré que François-Marie Banier avait voulu acheter son silence, notamment en lui promettant de lui ouvrir un compte en Suisse, indique jeudi le site Mediapart.

Mme Thibout, interrogée le 13 octobre par la juge Prévost-Desprez à propos d'un projet de donation de trois appartements en sa faveur, lui a précisé qu'elle n'avait pas reçu d'appartement. Elle a révélé à la magistrate qu'à cette période l'entourage de Liliane Bettencourt aurait cherché à la "*piéger*" en achetant son silence, selon Mediapart. "*C'était l'époque où il m'était promis beaucoup de choses pour que je reste et que je me taise. D'ailleurs en novembre 2007, ils ont doublé mon salaire*", a-t-elle déclaré à la magistrate.

Elle a ainsi révélé qu'il y avait eu "*une discussion au cours de laquelle François-Marie Banier voulait convaincre Liliane Bettencourt de me verser de l'argent en Suisse sur un compte que j'aurais ouvert. Il disait que c'était très facile. J'ai évidemment refusé tout net cette proposition. Lors de cet épisode Liliane Bettencourt était un peu hagarde. Elle ne suivait pas la conversation*", indique le site.

En revanche, Mme Thibout a admis avoir été bénéficiaire de deux donations, en avril et juin 2001, pour un montant total de 53

000 euros, toujours selon le site. La comptable explique que "*MM. François-Marie Banier et de Maistre ne voulaient pas que je parle de l'île d'Arros [aux Seychelles, dont l'achat, caché au fisc, est révélé par les enregistrements] et surtout que je parle à Françoise Bettencourt-Meyers de ce qui se passait. A l'époque mon mari avait parlé à Patrice de Maistre pour que cela s'arrête sinon il allait parler à la police*". (Lemonde.fr 22.10)

2- Pays-Bas. Epidémie. Sur les pas de Bush, Berlusconi, Sarkozy...

Le dirigeant politique néerlandais Geert Wilders a obtenu vendredi la désignation de nouveaux juges dans son procès pour incitation à la haine raciale. Un tribunal néerlandais a fait droit à une requête en ce sens déposée par l'avocat de Geert Wilders. L'accusé soupçonnait les juges actuels de partialité après leur refus d'entendre un témoin jugé essentiel par la défense. Geert Wilders, chef de file du Parti pour la liberté (PVV), est poursuivi pour incitation à la haine raciale et à la discrimination envers les musulmans. Le parquet a requis son acquittement vendredi dernier. (Lemonde.fr 22.10)

## Economie.

### 1- France.

#### 1.1- Hausse du chômage en perspective.

La reprise devrait s'essouffler en 2011 en raison des mesures d'austérité. Et la faible croissance sera très pauvre en création d'emplois, selon les prévisions publiées vendredi par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

L'étude prévoit une croissance de 1,7% cette année, soit davantage que le gouvernement (plus 1,5%). L'activité ne devrait cependant croître que de 1,6% l'année prochaine alors que l'exécutif table sur 2%.

«*La cure d'austérité va empêcher l'enclenchement d'un enchaînement vertueux permettant à l'économie française de croître à un rythme supérieur à son potentiel et donc au chômage de baisser*», estime l'OFCE.

Du coup, «*la croissance sera moins riche en emplois, voire toujours destructrice d'emplois*», a déclaré l'économiste Eric Heyer en présentant ces prévisions.

«*L'ancienneté au chômage devrait progresser fortement*», a surtout prévenu Eric Heyer. Davantage de demandeurs d'emplois se retrouveraient donc aux minima sociaux. (20minutes.fr 22.10)

#### 1.2- Racket de l'Etat côté cour, privilèges côté jardin.

Les députés ont décidé vendredi de porter de 5,5 à 19,6% la TVA sur les offres "*triple play*" qui regroupent télévision, téléphone et internet dans le cadre du projet de budget pour 2011.

Cette mesure, a précisé le rapporteur du budget, Gilles Carrez (UMP), devrait faire rentrer 1,1 milliard d'euros dans les caisses de l'Etat.

Les députés ont aussi voté contre l'avis du ministre du Budget, François Baroin, un amendement qui limite le montant des indemnités de départs, ou "*parachutes dorés*", au double de la plus élevée des indemnités de départ prévue en cas de licenciement par les accords d'entreprise ou de branche. (Reuters 22.10)

Haut de page

---

## Le 24 octobre

Peu de nouvelles sur le front de la bataille pour les retraites.

Lacune et faiblesse de la mobilisation. Où sont donc passés les comités de grève ou d'usine, de chantier, de bureau ?

Vous ne cessez d'entendre dire depuis des mois que les appareils sont les principaux obstacles à la mobilisation générale de la classe ou à la grève générale pour contraindre Sarkozy à capituler sur son projet de loi ou à se démettre... Cela ne cache-t-il pas un aspect de la situation qu'il ne faudrait surtout pas évoquer : l'absence de l'organisation des travailleurs au-delà des syndicats qui n'organisent qu'une infime minorité de travailleurs ou dans lesquels la majorité des travailleurs ne se reconnaissent

pas, indépendamment des appareils ?

Depuis le début de la mobilisation en cours, vous avez entendu parler d'assemblées générales du personnel, d'intersyndicales d'entreprises ou de secteurs du service public, de piquets de grève, mais avez-vous entendu parler de comités de grèves ou d'usines avec élection de ses délégués, avez-vous lu des appels de partis à en constituer dans chaque entreprise ou zone industrielle ? A quel moment a été lancé un appel à l'organisation permanente de la classe pour rassembler ses forces et se donner les moyens de tenir et de poursuivre son combat jusqu'au bout contre le gouvernement ?

Je parle à ma connaissance, si vous disposez d'appels ou de tracts qui contredisent ce qui vient d'être dit ici, n'hésitez pas à nous contacter, nous rectifierons immédiatement.

Si l'immense majorité des travailleurs rejetaient le projet de loi Woerth-Sarkozy sur les retraites, si des millions de travailleurs ont participé à différentes actions au cours des derniers mois pour s'y opposer, à aucun moment cela n'a débouché sur l'organisation de ces millions de travailleurs au cours de ce combat.

Certes le POI et le NPA ont proposé de regrouper travailleurs et militants dans des comités constitués à leur initiative, mais ces initiatives sont demeurées isolées ou marginales, sans jamais entraîner l'adhésion de ces millions de travailleurs, de même que nous n'avons pas assisté à une ruée vers les syndicats ou les partis pour y adhérer comme ce fut le cas en 36 ou dans la foulée de la fin de la seconde guerre mondiale. On peut donc affirmer qu'à aucun moment les travailleurs n'ont réussi à trouver la voie qui leur auraient permis de vaincre, laissant ainsi aux syndicats et aux partis soutenant le régime en place, l'initiative de contrôler le mouvement engagé, la suite étant pour ainsi dire écrite d'avance.

Lorsqu'en 36, 47 ou 68 des millions de travailleurs étaient organisés dans les syndicats et quelques centaines de milliers dans le PC et le PS (ou la SFIO), voire plus d'un million, ils ont certes réussi à submerger les appareils pour leur imposer la grève générale (36 et 68) et conquérir de nouveaux droits ou une amélioration substantielle des conditions de travail ou d'existence de la classe ouvrière, mais à aucun moment ils ne sont parvenus à poser directement et consciemment la question du pouvoir, à briser l'obstacle des appareils qui soutenaient le régime.

Les appareils ont réussi à bloquer le processus qui aurait permis de mener à son terme le processus de maturation en cours de la conscience politique des masses, car les travailleurs sont demeurés incapables de se doter de leurs organisations indépendantes qui auraient pu leur permettre de déterminer les tâches qu'elles devaient accomplir pour aller de l'avant, contrôlant eux-mêmes leur mobilisation et brisant ainsi le carcan des appareils. Maintenant, qu'il y ait deux ou dix millions de syndiqués ne change en rien les données de notre problème si l'on compare ces différentes époques avec la situation actuelle, la question déterminante n'est pas le nombre de syndiqués mais bien la prise de conscience que les travailleurs doivent prendre eux-mêmes leur destin entre leurs mains et s'organiser, au lieu de laisser les appareils corrompus et vendus au capital s'en occuper à leur place.

Cette attitude envers les appareils n'est pas une marque de confiance envers eux comme on nous l'explique parfois, pas plus qu'un travailleur n'adhèrera à la CGT par exemple, parce qu'il adhèrerait au discours de Thibault, on adhère à un syndicat parce qu'on a commencé à prendre conscience qu'il fallait défendre ses intérêts et ses droits, cela n'en fait pas une conscience politique pour autant, encore moins un engagement à combattre jusqu'à l'abolition du capitalisme ou pour le socialisme.

Si l'adhésion a un syndicat est loin de signifier que l'on s'engage à combattre pour la liquidation du capitalisme, le soutien que les travailleurs non syndiqués peuvent apporter aux syndicats ne le signifie pas davantage, sauf à se faire de graves illusions. Que les travailleurs rejoignent des syndicats ou qu'ils se contentent de les soutenir, ne remet pas pour autant leur subordination au capital et aux institutions, dont finalement on se soucie peu ou qu'on évoque discrètement du bout des lèvres quand l'heure de la défaite à sonner, et encore, il y a fort à parier que l'incurie de nos dirigeants va encore se manifester en ne retenant comme seul facteur de cette défaite l'obstacle des appareils, sans chercher à en déterminer l'origine, ainsi nous pourrons continuer à reproduire indéfiniment les mêmes erreurs et nous en seront toujours au même point dans un siècle !

En l'absence d'alternative au capitalisme à laquelle une partie des masses auraient commencé à adhérer, le socialisme, cette défaite était prévisible. Elle l'était d'autant plus que Sarkozy n'aurait jamais cédé, sauf si la mobilisation avait atteint une ampleur faisant craindre aux capitalistes de tout perdre. Nous le savions, nous l'avons écrit à de multiples reprises, mais personne n'a voulu nous écouter, de toutes manières il était trop tard, les uns et les autres préférant induire les travailleurs en erreur en leur faisant croire que tout était possible dans le cadre du capitalisme et des instutions politiques en place, alors que nous ne sommes pas dans une situation comparable à 36, 47 ou 68 et que le capitalisme mondial est entré dans une phase de crise quasi permanente... ^

Si sur le plan de l'agitation il était correct de dire : soit Sarkozy cède, soit il doit partir, cela l'était déjà beaucoup moins sur le plan de la propagande, car cela laissait supposer qu'il pourrait céder, or aussi bien sur le plan économique que politique il ne pouvait pas se payer un tel luxe, car la situation aurait débouché sur une grave crise politique et amplifié la crise économique actuelle, sans compter que parti sur sa lancée, le prolétariat pouvait aller plus loin et chercher une issue politique à la crise du capitalisme, le pire des scénarii pour le pouvoir en place, et le pire exemple à donner au prolétariat de tous les autres pays soumis à la remise

en cause de leur droit à la retraite.

Aujourd'hui comme en 36, 47 et 68, l'issue du combat était liée à l'organisation indépendante du prolétariat, associant syndicats et partis engagés à ses côtés.

On pourrait s'arrêter un instant sur ce que signifie l'organisation indépendante du prolétariat.

Quand peut-elle intervenir, à quelle occasion, quel facteur est nécessaire pour que cette condition se réalise ? Quand les masses prennent l'initiative de s'organiser, elles le font indépendamment de l'Etat et des institutions, contre l'Etat et les institutions en place, elles indiquent par là qu'elles n'ont plus confiance dans ces institutions, elles situent donc leur combat sur le plan politique après qu'il eut commencé sur le plan économique, elles cherchent ainsi à résoudre sur le plan politique un problème qui remonte aux fondements du capitalisme sans en avoir encore pleinement conscience. Elles cherchent à se donner les moyens politiques de résoudre un problème essentiellement économique et social à l'origine.

Maintenant ce sont leurs conditions d'existence plus ou moins insupportables et leur degré de soumission au capitalisme qui les conduiront à se mobiliser et à le remettre en cause ou non, à envisager ou non une alternative économique remettant en cause les rapports de production existant, à adhérer à un programme socialiste... Si c'est l'ampleur de l'offensive du gouvernement et leurs conditions d'existence qui se confond avec leur état d'esprit présent qui déterminera leur mobilisation, c'est seulement leur niveau de conscience politique acquis au début de leur mobilisation et sa capacité à mûrir au cours de cette expérience, qui déterminera dans quelles conditions elles parviendront à poser consciemment la question du pouvoir et de l'Etat et à se donner les moyens de la résoudre. Or leur niveau de conscience politique repose sur le degré de compréhension du fonctionnement des institutions et du capitalisme qu'elles ont acquis au cours de leurs expériences en les combattant, or tout a été fait jusqu'à présent par la plupart des partis pour les épargner, plus particulièrement en ce qui concerne les institutions.

Si maintenant leur niveau de conscience politique est très faible au départ et qu'elles n'entrevoient aucune alternative politique au capitalisme, ce n'est certainement pas lors d'un mouvement de grèves ou de manifestations qu'il va franchir une étape décisive ou que les masses vont rompre avec les institutions et le capitalisme, sauf à se leurrer bien sûr.

Généralement on attache plus d'importance à l'état d'esprit du moment des travailleurs, au détriment de leur degré de compréhension de la société dans laquelle nous vivons. D'où l'éternellement recommencement ! Or, si c'est bien le premier facteur qui est l'élément déclencheur de la mobilisation, c'est le second qui déterminera le plus souvent son issue. On pourrait comparer cela à un combat mené sans orientation politique précise et qui finalement ne nous ferait pas avancer d'un millimètre ; dans certaines conditions, l'unité sur une revendication partielle ou ne concernant pas l'ensemble de la classe, on pourra l'emporter mais sans être capable de capitaliser cette victoire en terme de construction du parti et en terme d'élévation du niveau de conscience des travailleurs...

On a constamment négligé cet aspect déterminant de la lutte de classe pendant plus d'un demi-siècle, et après on s'étonne de se retrouver acculer à une situation où finalement aucun pas en avant vers notre objectif n'est possible, où seules les illusions et le désespoir demeurent et l'emportent. Comme aurait dit Marx ou Engels -je me couvre, il va falloir attendre la prochaine offensive déjà annoncée de Sarkozy qui frappera plus violemment encore le prolétariat et la petite-bourgeoisie pour qu'ils se mobilisent à nouveau. Peut-être que d'ici là ils auront tiré le bilan du combat actuel, de cet échec, et qu'ils auront commencé à comprendre que rien n'est possible en gardant le régime et les institutions en place, rien n'est moins sûr tant l'avant-garde est faible et éparpillée, tout repose désormais sur les initiatives engagées pour organiser les travailleurs, principalement celle du POI que nous soutenons, afin que le prolétariat adhère au socialisme et renoue avec l'espoir qu'il est possible de vivre dans une société meilleure à condition de se débarrasser du capitalisme et les institutions qui ont été uniquement créées pour assurer sa survie.

Cette défaite qui était attendue est l'échec de la stratégie employée à de multiples reprises depuis le premier quart du XXe siècle, depuis que les syndicats et les principaux partis se réclamant de la classe ouvrière sont totalement subordonnés au capitalisme et aux institutions.

C'est finalement l'échec de la stratégie reposant sur le front unique des partis se réclamant de la classe ouvrière consistant à subordonner le combat de la classe ouvrière à ces partis, à entretenir des illusions dans ces partis, qui finalement ne pouvait conduire qu'à une impasse politique, à désarmer ou neutraliser les masses, pire sans qu'elles soient en mesure d'en tirer des enseignements puisque le problème qu'elles avaient à résoudre n'a même pas été effleurée. Cela augure mal de la suite évidemment, mille fois hélas, mais il est toujours préférable de regarder la réalité en face et de dire la vérité aux travailleurs.

Sarkozy a réquisitionné par la force les ouvriers de la raffinerie de Grandpuits, à Marseille, c'est le PS qui a demandé vendredi la réquisition des personnels pour assurer le fonctionnement des deux centres de collecte des déchets bloqués par les éboueurs. (Reuters 22.10, voir les infos en bref d'hier)

Questions à ceux qui s'adressaient encore hier aux dirigeants du PS pour qu'ils se rangent au côté de la classe ouvrière : Qu'allez-vous raconter comme balivernes aux travailleurs qui pensent qu'un parti briseur de grève ne peut pas combattre dans leur camp ? Qu'ils n'ont rien compris, que ce parti est formidable et que seuls ses dirigeants seraient pourris, que malgré tout ce

serait un parti ouvrier ? Dites-donc, quand la SFIO faisait bombarder Sétif en Algérie, quand Mitterrand participait au bombardement de l'Irak en 1991, ne teniez-vous pas déjà le même discours ? Jusqu'à quand encore ? Jusqu'à ce que mort s'en suive ? La mort du mouvement ouvrier organisée.

## Retraites

«*Il faut qu'il y ait une reprise du travail des raffineries*», a-t-il déclaré à France 2, alors que l'ensemble des 12 raffineries du pays sont à l'arrêt. (20minutes.fr 23.10)

## Social 1- Secteur privée ou droit privé : travaillez gratis pour augmenter la productivité et la compétitivé.

Une information judiciaire visant La Poste pour travail dissimulé, heures supplémentaires non déclarées et entrave à l'inspection du travail a été ouverte à Besançon.

Elle s'appuie sur des procès verbaux de l'inspection du travail alertée par le syndicat Sud PTT, précise le quotidien.

"*La Poste paye les facteurs non à l'heure mais pour une charge de travail*", a expliqué à Reuters Julien Juif, délégué Sud PTT du Doubs dont le syndicat s'est porté partie civile.

"*Les gens, pour réaliser leur travail, arrivent parfois avant l'heure, ne prennent pas de pause, et ce temps n'est jamais comptabilisé*, a-t-il ajouté.

Ces dépassements horaires représentent fréquemment quatre à cinq heures par semaine, selon le syndicaliste.

L'inspection du travail a constaté les faits le 16 mars dernier et demandé à la direction d'établir un système d'enregistrement des temps de travail, sans succès semble-t-il.

La mission des inspecteurs ne concerne que les salariés de droit privé qui sont désormais majoritaires, souligne Sud, au sein de La Poste, devenue société anonyme le 1er mars dernier.

En cas de condamnation de l'entreprise, le syndicat estime que la jurisprudence devrait bénéficier aux 100.000 facteurs de France. (Reuters 22.10) 2- Après avoir licencié 22 000 salariés en 2009, dont 600 en France...

L'américain Caterpillar a conclu le rachat du fabricant allemand de moteurs MWM (Motoren-Werke Mannheim) au fonds de capital-investissement britannique 3i Group pour environ 580 millions d'euros.

Jeudi, le directeur financier de Caterpillar, Ed Rapp, avait indiqué à Reuters que son entreprise se préparait à employer une partie de ses 2,3 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros) de trésorerie pour conclure différentes acquisitions, après une opération de ce type en août, pour 820 millions de dollars (588 millions d'euros). (Reuters 22.10)

Rappel. Caterpillar à payé un dividende en espèces chaque année depuis quie la société a été créée en 1925, et le montant du dividende en espèces à presque triplé depuis 1998. (boursier.com 09.06.2010)

## Justice.

### France.

Deux policiers ont été renvoyés en correctionnelle vendredi pour la mort accidentelle de deux adolescents en 2005 près de Paris, affaire qui avait déclenché une vague de violences sans précédent dans les banlieues françaises.

Deux juges d'instruction de Bobigny (Seine-Saint-Denis) ont ordonné leur procès pour "*non-assistance à personnes en danger*", contre l'avis du parquet qui avait requis un non-lieu pour "*charges insuffisantes*" le mois dernier, a dit à Reuters Me Emmanuel Tordjman, un des avocats des familles de victimes.

Le procès devrait se tenir l'année prochaine. (Reuters 22.10)

## International.

### Etats-Unis.

Les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) estiment que le diabète touche aujourd'hui un Américain adulte sur dix, mais le ratio pourrait passer à 1 sur 5, voire 1 sur 3 d'ici 2050, si la tendance actuelle se poursuit. "*C'est alarmant*", souligne Ann Albright, des CDC.

Contrairement aux précédentes projections, la nouvelle estimation inclut les personnes qui souffre de diabète mais n'ont pas été diagnostiquées, explique Edward Gregg, chef du service des CDC en charge de l'épidémiologie et des statistiques pour le diabète. (AP 23.10)

---

Le 25 octobre

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, car j'ai été victime d'une agression ce matin de la part des pécheurs du village voisin qui foutaient le bordel devant chez nous, bien qu'un mois et demi auparavant ils aient été priés par la police de ne plus revenir remettre les pieds dans notre village. J'ai simplement demandé à un pécheur de bien vouloir arrêté le moteur (sans échappement, imaginez le bruit d'enfer !) qu'il faisait tourner depuis déjà quelques minutes, quand j'ai été une première fois menacé par un type tenant un marteau à la main, avant qu'il ne rameute une cinquantaine d'exités. Il s'en est suivi quelques échanges, rames et batôns de deux mètres de long contre barre de fer, car contrairement à la fois précédente je n'étais pas sorti les mains dans les poches, je connais trop bien ces dégénérés qui ne sont qu'une horde de voyous, c'est ainsi que les qualifient à juste titre tous les Indiens qui les savent abrutis au dernier degré et extrêmement violents, ce qui expliquent d'ailleurs que les plages dans les villages de pécheurs sont très peu fréquentées par les Indiens.

A un moment donné l'un d'entre eux m'a envoyé un caillou dans la figure, j'ai une ouverture d'environ 5 centimes au dessus de l'oeil gauche et j'ai pissé le sang pendant un bon moment. J'ai immédiatement pris quelques photos. J'ai appelé le commissariat de police pour qu'il envoie un inspecteur, mais c'était impossible parce qu'il n'y avait personne de disponible pour donner suite à mon appel. J'ai attendu que cela se calme pour aller porter plainte au commissariat de police qui était évidemment vide, il était un peu plus de midi. J'y suis retourné à 14h45 où ma plainte a été enregistrée.

Je suis tombé sur l'inspecteur pourri que je connais bien et qui a mis en doute mes explications, selon lui les gens de mon village auraient autorisé les pécheurs du village voisin à revenir se poster devant chez nous, or le chef et le conseil de mon village m'ont affirmé par la suite que c'était totalement faux. Bref, je dois y retourner à 17h30 pour avoir une explication avec ces voyous, cela promet ! D'ailleurs j'ai déjà dit à cet inspecteur qu'il était hors de question que j'adresse la parole à des gens qui ne parlent pas mais aboient, en lui rappelant que tous ces problèmes provenaient du fait que personne ne respectait la police ou ses décisions, je n'ai pas eu besoin de lui rappler pourquoi pour lui avoir déjà expliqué à plusieurs reprises, parce qu'elle est corrompue. Il sait que je vais porter cette affaire au consulat, je n'ai pas manqué de lui dire, via son supérieur hiérarchique jusqu'au Chief minister du Tamil Nadu, l'équivalent de Sarkozy dans cet Etat, du coup il m'a écouté contrairement aux fois précédentes.

Bonne nouvelle quand même, j'en ai profité pour m'en prendre aux gens de mon village qui ne m'ont jamais donné le papier dont j'avais besoin pour revendre ma maison et quitter ce village, je leur ai dit que s'ils avaient été honnêtes et m'avaient fourni ce document, j'aurais déjà revendu la maison depuis trois ou quatre ans, juste après l'opération du coeur de Magueswary (mon épouse), et que par conséquent, indirectement ils portaient la responsabilité de l'incident de ce matin, et comme ils voulaient me racketter au moment où je revendrai ma maison, j'en ai profité pour leur dire qu'ils n'auront pas une roupie et qu'ils pouvaient aller se faire foutre.

En rentrant du commissarait je me suis arrêté à la hauteur de mon ancien élève de l'Alliance française, qui m'a dit que le fils du chef du district était prêt à m'acheter ma maison au prix que j'en réclamais et qu'ainsi tous mes problèmes seraient réglés en une ou deux semaines. J'attends confirmation de sa part ou plutôt je vais aller le trouver ce soir, s'il est d'accord l'affaire est entendue, mon terrain qui vaut plus de 8 millions de roupies, je vais lui céder pour 4,5, je n'en ai rien à taper de perdre une grosse somme lors cette transaction, j'aurai suffisamment de quoi vivre en déposant cet argent à la banque et louer une petite maison, je me fous qu'il revende ensuite la maison beaucoup plus chère et empoche une grosse plus-value, je ne regarde que mes propres intérêts qui me commandent d'aller vivre ailleurs et de pouvoir continuer mon activité politique, sans sans cesse vivre sous la menace ou être emmerder régulièrement, ce qui a été le cas pendant 10 ans dans ce village. Et puis je serai prêt à rentrer en France du jour au lendemain si je le décidais, ce qui m'est impossible aujourd'hui.

Qu'aucun militant ne s'avise surtout pas de m'accuser de manquer de patience, je deviendrais féroce. Idem pour les leçons provenant des tiers-mondistes ou des ouvriéristes à la con qui finalement se complaisent dans ce monde de merde en collaborant à sa survie. Je me défoule, j'en ai besoin. Je pense que vous aussi camarades, dites-moi si je me trompe ? Mais pas aveuglément. Alors vive la France ! le pays par excellence de la lutte des classes, un phare pour le prolétariat international. Le combat continue...

Voilà pour aujourd'hui.

Haut de page

Le 26 octobre

Suite de la causerie d'hier.

Je me suis rendu au commissariat de police de mon district à 17h30 comme convenu avec l'inspecteur Gobal. Il m'a fallu poiroter une heure avant que l'autre partie ne daigne se présenter. Je me doutais par expérience que la discussion allait tourner court avec cet inspecteur pourri jusqu'à l'os, et cela n'a pas manqué.

Avant même que la confrontation commence avec ces voyoux, je lui ai demandé de pouvoir rentrer chez moi car j'estimais que toute discussion était inutile avec eux, les faits parlant suffisamment d'eux-mêmes, il n'avait pas besoin de ma présence pour leur adresser un avertissement ou en envoyer au moins un en tôle pour la nuit. Il a commencé par me demander quel accord avait été passé entre eux et moi il y a un peu plus de deux mois. Je lui ai répondu que j'avais écrit qu'ils n'avaient pas respecter l'accord qui avait été conclu entre les conseils (panchayat) des deux villages en sa présence, et que cet accord engageait la totalité des habitants des deux villages et pas seulement une partie, les Blancs comptant pour de la merde. Il a insisté lourdement sans tenir compte de ma remarque, je lui ai répété exactement la même chose, alors il s'est emporté en me posant pour la troisième fois la même question à laquelle j'ai répondu de la même manière que précédemment, il s'est mis à aboyer quand je lui ai dit qu'il cherchait à tout prix à reporter sur moi l'origine de l'incident du matin et que ce n'était pas correct. Il n'a rien trouvé de mieux que me répondre qu'il était le "boss" et qu'il avait le droit de dire et de penser ce qu'il voulait, tout les droits en somme, je lui ai répondu très calmement ce qui a dû l'exciter encore plus, qu'il était peut-être le chef de son commissariat mais que j'avais les mêmes droits que tout citoyen de ce pays et qu'il devait les respecter que cela lui plaise ou non. Il m'a dit alors de dégager en hurlant, je lui ai dit que son attitude était inqualifiable mais qu'elle ne m'étonnait pas et je porterai cette affaire au consulat de France et que je porterai plainte à ses supérieurs, il m'a répondu qu'il en avait rien à faire. En tout cet échange à durer dix minutes.

Par chance, deux minutes à peine avant j'avais rencontré le fils du chef de district qui souhaite acheter mon terrain. Je l'avais appris par une tierce personne et je voulais en avoir confirmation de sa bouche, ce qu'il a fait, du coup c'est le sourire aux lèvres et très décontracté que j'ai engagé la discussion avec cet inspecteur ripou, me foutant par avance de son issue. Si cette personne ne m'a pas raconté n'importe quoi -c'est la spécialité en Inde, la vente de ma maison devrait intervenir d'ici huit jours. Bon débarras !

A cause d'un violent orage qui s'est déclenché sur les coups de minuit, ils ont coupé le courant et je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit, j'en ai profité pour cogiter et me questionner sur la meilleure définition à donner à tous ces pays que l'on qualifie abusivement de démocratie, alors qu'en réalité ce sont des dictatures déguisées.

Le terme de démocratie ne peut s'appliquer qu'à la façade trompeuse constitutionnelle et institutionnelle, tandis qu'une dictature sévit quotidiennement à tous les échelons de la société jusqu'aux conseils des 365 000 villages environ que compte l'Inde. L'Inde est un Etat de droit en théorie, sur le papier, en pratique c'est une dictature, puisque du juge de la cour suprême au flic de quartier toutes les instances judiciaires sont corrompus par les classes dominantes, les potentats locaux, les chefs de village ou les voyoux quand ils détiennent un certain pouvoir et de l'argent les deux allant ensemble.

Face à cette dictature, l'Indien lambda n'a absolument aucun recours, sauf à se faire justice lui-même ou à entretenir indéfiniment sa haine envers cette société. Les Indiens, un peuple souriant, heureux, insouciant, c'est tout l'inverse en vérité, la population vit un véritable cauchemar de la naissance jusqu'à la mort, surexploité, opprimé, il vit dans la crainte en permanence et je n'exagère rien, il n'a aucun droit en réalité, ceux qui figurent dans la Constitution sont destinés aux corrompus et ne servent qu'à faire croire au monde entier que cet Etat serait comparable à des pays comme la France par exemple.

Au cours de cette nuit blanche, je me suis dit que plus de 5 milliards d'habitants vivaient sous une dictature qui ne veut pas dire son nom, englobant pratiquement toute l'Asie et la quasi-totalité de l'Afrique, le Moyen et Proche-Orient, une bonne partie de l'Amérique du Sud, les Etats-Unis bien entendu, auxquels il faut ajouter la plupart des Etats de l'ex-URSS, la Russie évidemment avec son régime mafieux, ce qui ne gêne pas le moins du monde les Ong qui interviennent dans tous ces pays et légitiment ces régimes au passage.

Que dire du Brésil de Lula quand on sait que Rio de Janeiro se transforme en coupe-gorge dès la tombée de la nuit, du Mexique livré aux barons de la drogue via la mafia et l'aristocratie financière américaine américaine qui sème la terreur dans le pays, de Johannesbourg recordman du monde de la criminalité, etc ? Des démocraties ? Parce que des élections sont organisées dans ces pays ? Ce serait là se cantonner aux apparences. Que ceux qui n'en sont pas convaincus aillent donc passer quelques mois dans un de ces pays et ils changeront vite d'opinion.

Aux Etats-Unis ou au Japon où ils n'existent pas de partis ouvriers, comment voudriez-vous que ce soient des démocraties ? Quand les électeurs ont le "choix" entre Bush et Obama son clône en couleur, vous appelez cela une démocratie ? Cela fait penser à ceux qui disent que le PS c'est mieux que l'UMP, alors qu'à l'arrivée le résultat est exactement le même, leur idéal ne doit pas être très élevé, s'ils en ont encore un. Je n'ai pas encore trouvé la formule qui résumerait ce que sont tous ces Etats, on pourrait

peut-être employé un oxymore : des dictatures démocratiques, les autres pays à l'instar de la France conservant la dénomination de république démocratique bourgeoise... en attendant de basculer dans la première catégorie ? (A suivre)

Info du Cermtri.

Les organisations syndicales viennent de décider de convoquer une manifestation contre la contre-réforme gouvernementale sur les retraites le samedi 6 novembre à 14h30 Place de la République… Il nous semble donc difficile de maintenir notre conférence ce jour-là.

En accord avec Florence Gauthier, la conférencière, nous avons donc décidé de reporter notre conférence : Révolution haïtienne et Révolution Française au samedi 15 janvier 2011 après-midi. Le lieu et l'heure précise vous seront communiqués ultérieurement.

## Retraites.

### 1- Mobilisation.

1.1- Les salariés des deux raffineries françaises du groupe américain Exxon Mobil, à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) et Port-Jérôme (Seine-Maritime), ont voté la reprise du travail, a annoncé la CFDT.

Ceux de celle de Reichstett (Bas-Rhin) ont décidé quant à eux la fin du blocage des expéditions, a-t-on appris de même source.

Neuf des 12 raffineries françaises, en comptant Dunkerque, étaient toujours en grève lundi. (Reuters 25.10)

1.2- Le syndicat Force ouvrière (FO), majoritaire chez les agents de nettoiement de la Communauté urbaine de Marseille, a voté lundi la suspension du mouvement de grève de la collecte des ordures dans la ville. (Reuters 25.10) Une vingtaine de départements étaient touchés lundi par des perturbations dans le ramassage des ordures.

1.3- A la SNCF les taux de grévistes lundi, entre 6,5 % et 15,7 %, étaient les plus bas depuis le début du mouvement de grève reconductible entamé le 12 octobre. (Lemonde.fr 25.10)

1.4- "*Demain, ce n'est ni une journée-test ni un baroud d'honneur*", a déclaré à Reuters Jean-Baptiste Prévost, qui dirige l'Unef. "Le but est de faire le lien avec la mobilisation des salariés et de passer le cap des vacances".

L'Unef n'appelle pas à des manifestations mardi mais à des actions allant de sit-in devant les locaux de parlementaires, de l'UMP ou du Medef, à des rassemblements et à des "opérations coups de poing", sans plus de précision.

Le syndicat Sud Etudiants appuie les initiatives de mardi et prône une "multiplication des actions conjointes salariés-étudiants", comme des opérations péages gratuits ou des relais de jeunes dans les sites industriels bloqués.

"*Le mouvement salarié contre la réforme des retraites n'est pas en vacances donc le mouvement étudiant, qui s'appuie dessus, non plus*", a déclaré à Reuters Marie Prieur, porte-parole de Sud Etudiants qui réclame le retrait du projet de loi. (Reuters 25.10)

1.5. Les syndicats CGT, CFDT, CFTC et UNSA d'Air France ont appelé lundi les salariés de la compagnie aérienne à la grève le 28 octobre dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites.

Les syndicats précisent qu'ils appellent les salariés d'Air France "*à se mobiliser sous forme de grève, de 1h à 24h", et "à participer massivement aux mobilisations unitaires interprofessionnelles organisées dans toute la France*", jeudi prochain. (AP 25.10)

### 2- Déclaration.

#### 2.1- Abolition de la loi sur les retraites !

La commission mixte paritaire (CMP), composée de sept députés et de sept sénateurs, a abouti à un texte commun qui sera soumis mardi au Sénat, qui se prononcera dans la foulée.

L'Assemblée se prononcera mercredi après-midi par un vote solennel et le projet de loi réformant les retraites, qui reporte de 60 à 62 ans l'âge légal de départ et de 65 à 67 ans l'âge pour une retraite à taux plein, quel que soit le nombre de trimestres cotisés, sera alors définitivement adopté. (Reuters 25.10)

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde a déclaré "On est sorti de la crise dans des conditions plutôt bonnes". (Reuters 25.10)

2.2- Trois syndicats de policiers attaquent Mélenchon, nous le défendons.

Le président du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a affirmé dimanche soir à France Inter et i-Télé que des policiers avaient des «consignes» pour «infiltrer» et «jeter des pierres» dans les manifestations sur les retraites.

«*La question est de savoir qui donne de tels ordres*», a-t-il ajouté. «*Personne ne peut croire que des policiers de leur propre initiative décident de se déguiser en manifestants et de jeter des pierres pour ensuite interpeller*», a-t-il dit. «*Je pense que le ministre de l'Intérieur est au courant*», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 24.10)

Un syndicat de police, Synergie Officiers, a demandé ce lundi au ministère de l'Intérieur "*d'engager des poursuites*" contre le président du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, qui a accusé les policiers d'"infiltrer" les manifestations contre la réforme des retraites sur France Inter.

"*Nous sommes vraiment indignés par les propos de cet élu, ce sont des propos irresponsables et injurieux à l'égard des forces de l'ordre dont la seule motivation est d'assurer le bon déroulement des manifestations*", a réagi un responsable de Synergie Officiers, deuxième syndicat d'officiers de police, Mohamed Douhane.

"*Ce que décrit Jean-Luc Mélenchon, ce sont des pratiques qui n'ont pas cours. Il n'a pas le droit de salir une profession qui va tous les jours sur le terrain pour que l'ordre républicain règne*", affirme Jean-Claude Delage, secrétaire général d'Alliance, selon Le Point.

Sur Le Post, Nicolas Comte, secrétaire général d'Unité police SGP-FO, s'inquiète des conséquences de ces accusations dans les cortèges étudiants, mardi.

"*Ces propos sont à la fois scandaleux et dangereux. Les policiers ne sont pas des provocateurs. C'est irresponsable de le prétendre car cela risque d'attiser les tensions entre les jeunes et les policiers lors des prochaines manifestations. Ça risque de compliquer notre travail de policiers.*"

"*Dire que le ministère de l'Intérieur incite à la violence ne correspond à aucune réalité. Ce sont des accusations gratuites. La présence des policiers vise justement à ce que les choses se passent le mieux possible.*"

"*Lorsque des policiers sont outragés, c'est au ministre de l'Intérieur de réagir. Nous attendons une réaction ferme. Et celle-ci se fait attendre. Nous rencontrons le ministre demain (mardi) et lui demanderons de réagir fermement. Et s'il est possible de porter plainte, nous lui demanderons de porter plainte.*" (Lepost.fr 25.10)

Chacun sait depuis l'aube de la lutte des classes, que lorsque le pouvoir en place est en difficulté, il fait appel à des provocateurs déguisés en manifestants pour entraîner la répression du mouvement ouvrier. La différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'avec les progrès des sciences et de la technologie il est plus facile de prendre les provocateurs en flagrant délit et de constituer une preuve irréfutable. Est-ce que Mélenchon est en possession de cette preuve, on l'espère pour lui.

Quoi qu'il en soit, nous condamnons la tentative d'intimidation à l'encontre de Mélenchon de la part de ces trois syndicats de police qui en appellent à leur maître honni par l'ensemble du mouvement ouvrier et le prolétariat, et nous soutenons son droit de s'exprimer librement sur une question aussi grave, puisqu'elle a servi de prétexte à Hortefeux pour réprimer et procéder à l'arrestation de plus de 2 400 manifestants au cours des semaines précédentes.

On a le droit d'être en profond désaccord sur le plan politique avec Mélenchon, sans pour autant le placer dans le camp de nos ennemis, il faut savoir faire la part des choses. Si un tel procès était attenté envers le PS ou le PCF, nous serions obligés d'adopter la même attitude, car à travers ses partis ce serait le mouvement ouvrier et le prolétariat tout entier qui seraient visés.

Commentaires avisés de deux internautes.

- Pleins de vidéos témoignent de ce que vous dites ! des policiers en civil provoquent et vont jusqu'à commencer de casser ! Amis manifestants, filmez, témoignez, et postez sur des sites les preuves de policiers-casseurs ! Comme de nombreux internautes commencent à le faire ! tous à vos caméra téléphone pour Jeudi !

- Quand on a connu quelques manifs, disons depuis Charonne, on sait que ces manifs sont infiltrées par des flics déguisés en casseurs, ce qui permet aux forces de répression d'agir avec violence sous les applaudissement des petits-bourgeois frileux. Il ne s'agit donc pas d'une nouveauté, et personne ne peut contester sérieusement la réalité de ces usages. Maintenant, qu'un leader politique de l'envergure de Mélenchon s'empare du sujet, c'est assez nouveau pour être remarqué. Mais il faut souligner

que, par définition, la violence est TOUJOURS du côté de la répression...

### 3- Parisot et l'IFOP au secours des appareils.

Dans un sondage Ifop pour le JDD, 57% des Français sont satisfaits du rôle des syndicats dans la crise sociale actuelle.

80% de l'électorat de gauche se déclarent "*satisfaits*" de leur engagement et encore plus massivement grâce aux sympathisants PS, 86%. (Lexpress.fr 25.10)

Demain les appareils pourront clamer sur tous les toits que c'est de la faute des travailleurs qui ne sont pas suffisamment mobilisés, si la contre-réforme des retraites est passée.

## Justice.

### 1- La blanchisserie de l'Etat.

1.1- Le parquet a décidé ce lundi de faire appel du renvoi en correctionnelle des deux policiers mis en cause dans la mort par électrocution de Zied et Bouna en 2005. (20minutes.fr 25.10)

1.2- Le parquet de Paris a requis un non-lieu en faveur du groupe Total, de son PDG Christophe de Margerie, du sénateur UMP Charles Pasqua et de huit salariés de la société pétrolière mis en examen dans l'enquête sur d'éventuels détournements en marge du programme onusien "*pétrole contre nourriture*" en Irak, a-t-on appris lundi de sources judiciaires. (AP 25-10)

Haut de page

---

## Le 27 octobre

Camarades, je suis trop loin pour estimer la situation avec précision, depuis quelques jours on peut lire tout et son contraire sur la mobilisation.

Certains syndicalistes et partis estiment que la mobilisation ne faiblit pas et qu'elle va encore se développer, selon des infos diffusées par les médias et agences de presse c'est exactement le contraire qui est en train de se produire. De mon côté j'ai noté qu'un peu partout des appels à la reprise du travail avaient été votés ou que les grèves ne concernaient plus qu'une infime minorité de travailleurs dans les principaux secteurs engagés dans la bataille, à l'exception des raffineries dont la majorité demeuraient bloqués mardi. Qu'en est-il au juste ?

Le gouvernement a répondu favorablement à l'appel de Chérèque soutenu par Parisot de passer à poursuivre son offensive contre le prolétariat les jeunes et nos vieux travailleurs, avec le soutien de la CGT et de FO qui juge cette initiative "prématurée". (publicsenat.fr 26.10)

Bon, quoi qu'il en soit, j'ai rédigé un article, il y a déjà deux jours, dans lequel je tire le bilan et les premiers ensignements de cette bataille, je vous le soumets, il vaut ce qu'il vaut. Vous verrez que je porte un regard sur cette bataille sans doute très différend de celui que l'on va vous servir dans les jours qui viennent.

On a tendance à confondre les discours qui relèvent de l'agitation pour entraîner les masses au combat et l'analyse lucide de la situation, qui, il faut bien le préciser, fait particulièrement défaut la plupart du temps ou plutôt comporte de graves lacunes ou imprécisions généralement volontaires, ce que ne détectent pas toujours les militants.

Dans toute analyse de ce genre, lorsqu'elle est effectuée par un syndicat ou un parti, il ne faut pas oublier qu'elle est généralement faussée par les intérêts de leurs appareils qui n'apparaissent pas forcément clairement... et pour cause, ce qui n'est pas notre cas puisque nous ne roulons pour aucun syndicat ou parti en particulier.

## Retraites.

### 1- Mobilisation.

1.1- Le syndicat socialiste belge Setca bloque deux dépôts pétroliers dans l'ouest de la Belgique, par «solidarité» avec les grévistes français qui s'opposent à la réforme des retraites.

1.2- À Paris, un millier de personnes, selon un comptage de l'AFP, se sont rassemblées aux abords du Sénat, où se déroulait le vote solennel de la réforme. Ils étaient 950 selon la police, et 2.000 selon l'Unef.

Entre 4 et 7 universités selon les sources, sur 83 au total, sont bloquées ou perturbées mardi matin, dans le cadre du mouvement de protestation étudiant contre la réforme des retraites.

Selon l'Unef, premier syndicat étudiant, 7 universités sont bloquées: Paris-1 Tolbiac, Paris-10, Paris-13, Amiens (lettres), Caen, Montpellier-3 et Pau.

1.3- Environ 6.500 personnes selon la préfecture, 20.000 selon les organisateurs, ont manifesté Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, à l'appel du LKP.

1.4- Les fédérations du transport CGT, CFDT, FO, CFTC ont appelé mardi à une journée de "*mobilisation et de grèves*" dans tout le secteur aérien (personnels sol, aiguilleurs, personnels navigants) en France pour le 4 novembre contre la réforme des retraites, en laissant toutefois leurs syndicats décider localement des modalités d'actions.

Les quatre organisations précisent qu'elles appellent leurs syndicats "*à amplifier la dynamique enclenchée lors des précédentes actions sur les aéroports et à décider ensemble localement des modalités d'actions*".

2- Déclarations.

2.1- CFDT.

«*On ne remet pas en cause la légitimité du Parlement*» a expliqué François Chérèque, lors de l'émission Mots Croisés.

Commentaire.

La légitimité du Parlement constitué d'une majorité UMP-PS favorable à l'allongement de la durée de cotisation, contre l'immense majorité des travailleurs et jeunes qui y sont opposés, alors que l'UMP et Sarkozy sont ultra minoritaire dans le pays. La CFDT fidèle à elle-même.

2.2- UNEF.

L'Unef demande «une pause, un retrait, une renégociation» du texte, avant sa promulgation prévue à la mi-novembre. (20minutes.fr 26.10)

2.3- Front de gauche : gesticulation et autosatisfaction pour camoufler leur trahison.

"*Les parlementaires communistes et du Parti de gauche ont mené une bataille sans nom pour faire échouer la réforme des retraites : dépôt d'une proposition de loi alternative pour le financement de la retraite à 60 ans et à taux plein, initiatives répétées dans les hémicycles et dans les rues pour faire entendre le refus des Français du projet gouvernemental, collectes pour soutenir les salariés grévistes...*", est-il précisé dans le communiqué.

Que vont demander ces élus ? "*Nous allons demander à Nicolas Sarkozy de ne pas promulguer le projet de loi sur les retraites et de le retirer, comme nous le faisons depuis plusieurs semaines*", explique Éric Coquerel du Parti de gauche.

"*Ce rassemblement d'élus est un acte symbolique. C'est une manière de faire le lien avec la rue*", selon lui. (Lepost.fr 26.10)

Sarkozy étant isolé et rejeté par la majorité des travailleurs, il faut donc éviter que la rupture de ce "*lien*" persiste, car c'est mauvais pour la stabilité du régime, CQFD.

2.4- PS.

"*La loi est la loi et le Parti socialiste est un parti légaliste*", a déclaré sur Europe 1 l'ancien ministre socialiste de la Justice Robert Badinter

"*Ce que nous avons à faire c'est que cette colère qui n'a pas trouvé son résultat social trouve sa traduction politique en 2012*", lors de la présidentielle, a ainsi déclaré l'ancien Premier secrétaire du PS François Hollande sur RTL.

«*Sur les retraites, nous avons été plutôt bons*», *se félicite Pierre Moscovici, sur BFM. Le député (PS) estime que, même si le texte sur les retraites «sera sans doute promulgué*», «*il sortira de tout ça un perdant, Nicolas Sarkozy, et des gagnants, les syndicats et le Parti socialiste*».

La légalité du côté des banquiers, assureurs et autre fonds de pension, l'illégalité du côté de l'immense masse des exploités qui entendent défendre leurs droits, bref, le PS tel qu'il est : un parti de l'ordre au même titre que l'UMP.

2.5- Gaucheritude

Une délégation de six personnes, composée de Marie-George Buffet ex-numéro un communiste, Pierre Laurent, Cécile Duflot, des députés Yves Cochet (Verts), Martine Billard (Parti de gauche), ainsi que de Christian Picquet (Gauche unitaire), s'est rendue à l'Elysée où elle a été reçue par Christian Frémont, directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy et Marguerite Bérard, collaboratrice de Raymond Soubie, conseiller social de l'Elysée.

Voilà comment les contre-révolutionnaires légitiment et donc soutiennent Sarkozy. Le PS n'avait pas besoin de s'associer à cette démarche, Badinter s'en est chargé à sa manière. C'est La Talonnette qui doit jubiler !

2.6- Gouvernement.

"La phase de démocratie politique est achevée, le mouvement n'a plus de sens", a déclaré le Premier ministre, François Fillon, lors d'une réunion devant les députés UMP.

"*Il y a 15 jours, nous sommes passés à côté d'une crise d'une extrême gravité, d'une asphyxie totale de l'économie française*", a déclaré à l'Assemblée nationale le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo.(Reters 26.10)

S'ils ne pourront pas cette fois remercier leurs partenaires syndicaux d'avoir fait preuve d'un grand esprit de "*responsabilité*", mais ils le pensent très très fort qu'on l'entend d'ici !

## Social.

1- Nouvelle offensive de Sarkozy-Parisot orchestrée par les dirigeants syndicaux, Chérèque en tête.

Le secrétaire général de la CFDT a jugé, lundi soir sur France 2, qu'il y avait "*urgence*" à ouvrir une négociation sur l'emploi des jeunes et des seniors, une question liée à la réforme des retraites.

La présidente du patronat français, le Medef, a saisi la balle au bond lors de l'émission "Mots croisés" sur France 2. "*Je suis d'accord pour qu'on ouvre une délibération sociale pour voir si on peut (...) commencer à travailler ensemble*", a déclaré Laurence Parisot.

Pour FO : "*C'est un coup de « com'» de la CFDT (...) C'est un appel du pied au patronat qui n'attend qu'une chose, s'engouffrer dans la main tendue par Chérèque et remettre les gens au travail. Une grande organisation syndicale qui lui fait des offres de service, ça ne mange pas de pain.*"

Question : En essayant de trouver une porte de sortie, considérez-vous que la CFDT tourne le dos aux salariés ?

Réponse : "*C'est les prendre pour des billes. Pour nous, son intervention était prématurée. Nous aussi étions partants pour organiser un agenda de travail avec le Medef. D'ailleurs, nous projetons toujours d'aborder toute une série de sujets avec le patronat.*"

Question : Cela sonne t-il le début de la fin pour le mouvement de contestation ?

Réponse : "*C'est un échec momentané. Mais les organisations syndicales rebondiront. Le président de la République pourra dire qu'il a vaincu la rue, mais c'est une victoire à la Pyrrhus. Les syndicats sauront s'en souvenir. Ne pas laisser une porte de sortie honorable aux syndicats créera des surprises par la suite. Mettre en échec les organisations syndicales n'est jamais bon pour la démocratie.*" (Publicsenat.fr 26.10)

FO ne condamne pas l'initiative de Chérèque, elle était seulement "*prématurée*", ce qui signifie que FO l'approuve. Que vont "*négocier*" les bureaucrates syndicaux avec le gouvernement, la mise au travail forcé des jeunes et des vieux au chômage, conditionner les allocations ou aides versées par l'Etat à l'obligation d'accepter le premier emploi que le Pôle emploi leur propose, à n'importe quel tarif ?

Peuvent-ils négocier autre chose que la régression sociale pour l'ensemble des travailleurs et des miettes pour certaines couches afin de garantir la stabilité du régime ? La seule position correcte à défendre consiste à prôner la rupture des relations des syndicats avec l'Etat, le patronat et l'Union européenne ou son syndicat jaune, la CES.

Soucieux d'apaiser le climat social et de renouer avec les syndicats, le gouvernement a aussitôt salué la proposition.

"*Je pense que le dialogue social reprendra sous des formes à déterminer*", a déclaré Raymond Soubie à Reuters. "*Je pense en particulier, comme l'a suggéré François Chérèque et accepté Laurence Parisot, qu'il faut réactiver des négociations entre les syndicats et le patronat.*" (Libération.fr 26.10)

«*On sort de cette crise en promulguant la loi et ensuite, on propose aux partenaires sociaux d'engager un dialogue sur l'emploi des jeunes et l'emploi des seniors*», a lancé le Premier ministre, François Fillon, selon des participants à la réunion hebdomadaire à huis clos du groupe UMP à l'Assemblée nationale. (20minutes.fr 26.10)

2- Chômage.

En hausse de 28 300 en septembre (+ 0,7 %), le nombre de chômeurs dans les catégories A, B et C les trois principales revient à un niveau jamais vu depuis plus de onze ans. Il faut y ajouter environ 250 000 chômeurs dans les Dom.

Fin septembre, 3.999.200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi en France métropolitaine et 4.249.100 en ajoutant les Dom.

Le nombre de demandeurs d'emploi des plus de 50 ans a augmenté de 16,3% sur un an.

Le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté de 24,9% sur un an.

Les effets de la crise sont loin d'être terminés en matière d'emploi. Ensuite, l'écart va croissant entre le nombre de chômeurs de catégorie A, dont la progression n'est plus aussi spectaculaire que fin 2008, et le nombre de chômeurs en catégories B et C (ayant exercé une activité réduite). Cela signifie que les créations d'emplois qui, malgré tout, existent, concernent surtout les «petits boulots», CDD courts et autres emplois intérimaires. Des données cohérentes avec celles d'autres sources comme les Urssaf. (Lefigaro.fr et Reuters 26.10)

A bas le chômage, la précarité et la pauvreté associé à la nécessité de liquider les institutions pourrait ou devrait être le mot d'ordre du mouvement ouvrier.

3- Régression.

Selon une étude publiée mercredi par l'Institut national de la statistique, le tau de mortalité infantile a légèrement progressé l'an dernier, atteignant 3,7 décès pour 1.000 "naissances vivantes". La France est ainsi passée du 5e rang européen en 1999 au 14e en 2008.

L'espérance de vie augmente par ailleurs régulièrement: elle atteint ainsi 84,5 ans pour les femmes et 77,8 ans pour les hommes en France métropolitaine. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les hommes gagnent en moyenne chaque année trois mois d'espérance de vie, contre deux mois pour les femmes. (AP 26.10)

## Politique.

1- Vous êtes des "***cons***" de ne pas soutenir l'occupation de l'Afghanistan.

Sur la radio Beur FM cette semaine, le ministre de la Défense a tenté de justifier la présence française en Afghanistan en expliquant qu'il était difficile de faire comprendre "*à des cons*" que la défense de la France se jouait à 7000 km de son territoire. (Lexpress.fr 26.10)

Décidément, au sommet de l'Etat ils ont de plus en plus de mal à se maîtriser !

2- Hortefeux le casseur morveux pris à son propre piège.

D'après les informations recueillies par Le Post, Brice Hortefeux ne portera pas plainte contre Jean-Luc Mélenchon après ses propos contre les policiers qu'il accuse de s'être déguisés en casseurs.

Le ministre de l'Intérieur ne souhaite "*ni faire de la publicité pour le leader du Parti de Gauche, ni le victimiser*", explique un syndicaliste policier au Post.

Contacté par Le Post, Jean-Luc Mélenchon se réjouit de cette décision et affirme que "*ce sont les journalistes qui ont abordé le sujet des policiers casseurs*". (Lepost.fr 26.10)

Commentaire avisé d'un internaute.

Ce qui change un peu la "*donne*" aujourd'hui en effet, ce sont les caméras de surveillance omniprésentes qui ont bien dû "*immortaliser*" quelques temps forts du genre qui pourraient bien, si les citoyens mettaient la main dessus, poser quelques problèmes au pouvoir en place.

Les députés communistes et du Parti de Gauche demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les violences en marge de certaines manifs. «*Des doutes sérieux existent sur l'implication possible d'agents de la force publique dans les actes de violence dont ont été victimes des manifestants et notamment des jeunes, à plusieurs reprises et dans plusieurs villes de France*», précise le communiqué. (Libération.26.10)

Le leader de la CGT Bernard Thibault affirme dans un entretien à Libération que «*la présence de policiers en exercice camouflés sous des badges syndicaux, à Lyon, à Paris ne fait aucun doute*». «*Des manipulateurs s'infiltrent et poussent au crime dans des piquets de grèves, des manifestations, des occupations de ronds points, violentent les situations en fin de manifs pour avoir des images chocs pour le JT de 20h et créer des climats de tension*», accuse-t-il.

«*On a vu, ajoute-t-il, des policiers avec des badges CGT repérés par les nôtres, qui se réfugient dans un hall d'immeuble, et finissent par se faire exfiltrer par des CRS. Quand on en vient à ce genre de procédés, c'est que l'on ne sent pas très fort de l'autre côté.*» (Libération.26.10)

Pourquoi ne pas avoir enregistré ces scènes avec des téléphones portables ou des appareils photos numériques ? Pour ne pas augmenter la pression qui pesait de plus en plus sur le pouvoir, sans compter qu'un tel témoignage sorti au bon moment aurait pu être explosif, surtout du côté des jeunes.

### 3- Les barbouzes à l'oeuvre.

Selon LePost.fr, Hervé Gattegno, journaliste d'investigation au magazine *Le Point*, qui a beaucoup travaillé sur l'affaire Woerth-Bettencourt, a été victime du vol de son ordinateur portable, survenu dans les locaux du magazine, dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 octobre. Soit le même jour où le journaliste du Monde Gérard Davet, qui travaillait également sur ce dossier sensible, s'est fait voler le sien, mais à son domicile.

Selon LePost.fr, les auteurs du larcin 'étaient bien renseignés, puisque Hervé Gattegno venait de changer de bureau au journal'. Le câble antivol de son portable a été sectionné. (Lemonde.fr 26.10)

### 4- Le monarque en vacances chez un monarque.

Pour profiter de quelques jours de repos, Nicolas et Carla Sarkozy ne se sont pas rendus au Cap Nègre, comme prévu initialement, mais ont honoré une invitation du roi du Maroc, qui leur a prêté sa résidence pendant qu'il chassait. (Lexpress.fr 26.10)

## International.

### Irlande. La spirale infernale.

Le gouvernement irlandais a annoncé mardi que les économies nécessaires pour ramener le déficit public sous contrôle se monteraient finalement à 15 milliards d'euros sur quatre ans.

Ce montant représente le double de ce qui avait été annoncé l'an dernier.

"*Les raisons de cette augmentation importante par rapport aux chiffres annoncés dans le budget 2010 sont des perspectives de croissance plus faible à la fois chez nous et à l'étranger et un coût plus élevé du service de la dette*", déclare le gouvernement dans un communiqué.

"*Le gouvernement réalise que les ajustements de dépenses et les mesures de relèvement des recettes qui doivent être maintenant introduites auront un impact sur le niveau de vie des citoyens. Mais il n'est ni crédible ni réaliste de retarder ces mesures*", ajoute le gouvernement.

Les détails de ces mesures seront annoncés dans un plan de quatre ans le mois prochain. (Reuters 26.10)

Grèce. Cynisme.

La Grèce est toujours en situation d'urgence et ne doit pas diminuer ses efforts pour réduire les déficits et sortir de la crise de la dette, a déclaré lundi le Premier ministre grec George Papandréou.

"*Il n'y aura pas de nouvelles mesures pour les salariés ou les retraités, a lancé le chef du gouvernement. Ils ont suffisamment payé.*" (Reuters 25.10)

Haut de page

---

Le 28 octobre

Pas le temps de causer et d'actualiser la rubrique des infos en bref.

Je ne sais pas si j'aurai le temps demain, car je suis convoqué au commissariat de police de mon district demain matin à 10h et j'ai ensuite une réunion avec le conseil de mon village. J'ai trouvé le temps de mettre en ligne la suite de l'article d'avant-hier et je n'ai pas tellement la tête à ce qui se passe en France étant donné les graves problèmes que j'ai ici, un nouvel incident avec les mêmes voyous vient d'avoir lieu il y a à peine une heure.

Samedi je dois finaliser la vente de ma maison si aucun incident grave n'intervient d'ici là. C'est ma propre sécurité et mon avenir qui est en jeu, il faut bien que je leur accorde un peu de temps.

---

Le 29 octobre

J'ai préparé cette rubrique hier soir et ce matin car mon rendez-vous a été reporté à midi. Par contre je n'ai pas le temps de commenter les infos.

Retraites.

1-Mobilisation.

Cette septième journée de mobilisation depuis la rentrée et la plus faible, organisée en pleines vacances scolaires, a rassemblé 560.000 manifestants, selon le ministère de l'Intérieur. La CGT a compté près de deux millions de personnes dans les rues.

1.1- La manifestation dans la capitale a rassemblé 170.000 personnes, selon la CGT, 31 000 selon la préfecture de police.

Marseille: 12.000 personnes (police) à 150.000 (syndicats) ont manifesté.

A Lyon : 32.000 manifestants, selon les syndicats, 11.000 d'après la préfecture.

A Toulouse : La manifestation a rassemblé 120.000 personnes, affirment les syndicats. La préfecture de Haute-Garonne annonce 15.000 manifestants.

A Auch 4.000 personnes ont défilé, selon les syndicats, 1.500 selon la police.

1.2- Par secteur d'activité.

4,06% des fonctionnaires d'Etat en grève. 3,4% chez les agents territoriaux et 4,25% chez les hospitaliers.

SNCF: 16,8% de grévistes selon la direction, 26,5% selon la CGT.

A la poste : quelque 5,33% des postiers étaient en grève à 10H00.

Entre 5 et 6 universités sur 83 au total, sont perturbées ou bloquées partiellement dans le cadre de la journée interprofessionnelle à laquelle appellent les étudiants de l'Unef et Sud étudiant.

Lille: espace aérien fermé - Les contrôleurs aériens du 12è aéroport du pays sont en grève. La fermeture est prévue jusqu'à 19H00.

Orly, aéroport le plus touché - 50% des vols y sont annulés.

2- Déclarations.

2.1- CGT. Autosatisfaction. Il ne manque pas une occasion de légitimer le gouvernement.

"*Je peux vous l'annoncer, la participation sera inférieure aux fois précédentes*", a-t-il ajouté. "*Je n'ai pas de chiffres mais c'est la première fois, au lendemain d'un vote du Parlement, qu'on a une manifestation d'une aussi grande ampleur. Il y a un énorme soutien populaire.*"

Bernard Thibault : "*Depuis des mois, on est dans la rue, on est dans la grève pour dénoncer un gouvernement qui prend des décisions unilatérales (...) C'est à lui maintenant de trouver les termes, la posture, les sujets sur lesquels il prétend refaire du social*."

Le leader de la CGT, Bernard Thibault, explique jeudi dans Libération que l'"*objectif n'est pas de battre des records*" tout en tablant sur "*un bon niveau de mobilisation, qui montrera que le niveau de la révolte n'a pas diminué*".

Sans se prononcer sur le fond de la proposition de François Chérèque, Bernard Thibault prévient la majorité: "*Si certains pensent qu'il suffit de photos autour d'une table pour tourner la page, ils se trompent lourdement*".

Commentaire.

Thibault n'avait même pas besoin de se retrouver "*autour d'une table pour tourner la page*", avant même le début de cette bataille il l'avait déjà tournée en acceptant "*l'agenda*" du gouvernement.

2.2- FO. Un "***minimum de délai***" pour faire avaler cette défaite aux travailleurs.

Le leader de FO Jean-Claude Mailly explique sur France 2, ne pas être d'accord avec Bernard Thibault. Le leader de la CGT avait dénoncé la présence de policiers dans les manifestations. "*J'ai l'impression que c'est un peu pour faire diversion*".

"*C'est compliqué de raidir les choses après sept jours de grève. L'atterrissage était un peu prévisible*", analyse René Valladon, le secrétaire confédéral de FO.

En réponse à François Chérèque qui a réclamé lundi l'ouverture de négociations sur l'emploi des jeunes et des seniors, pour le syndicat de Jean-Claude Mailly, la proposition de François Chérèque était même "*à la limite de la décence*". "*Qu'il cherche un autre sujet pour rebondir est une chose mais il y a un minimum de délai à respecter avant de dire aux salariés qu'on a incité à faire grève: 'terminé, on passe à autre chose'*", dit René Valladon.

2.3- CFDT. Jaune et cynique.

"*Une certaine forme de fatigue plus les vacances égalent moins de personnes dans les rues*", a expliqué le leader de la CFDT, François Chérèque, en tête du cortège parisien.

"*C'est un risque que nous assumions mais ce n'est pas parce qu'une loi est votée qu'elle est juste et qu'il ne faut pas continuer à la contester*", a-t-il ajouté.

François Chérèque : "*Nous continuerons à la contester (la loi -Ndlr) et à tout faire pour qu'elle soit réformée*". "*Les salariés sont encore très majoritairement contre cette loi, notre devoir c'est de continuer à le dire*".

Le responsable CFDT Jean-Louis Malys. "*Le contexte change et les formes d'action aussi doivent changer*", explique-t-il.

2.4- FSU. Grotesque. L'art de dire une chose et de faire son contraire.

La secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, estime que les syndicats ont "*toute légitimité*" pour "continuer la bagarre sur les retraites". Il faut "*corriger la loi*".

"*On a déclenché dans le pays un débat sur la situation économique et sociale qui ne faiblira pas et qui aura des suites importantes*", juge ainsi Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU, principale fédération de fonctionnaires.

Avant cela, "tant que la loi n'est pas promulguée, on peut continuer à faire pression. Il faut tout faire pour éviter que ce texte sorte", a-t-elle déclaré à Reuters.

2.5- Solidaires.

Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, affirme sur Canal+ que la "*page de la mobilisation sur les retraites n'était pas tournée*", tout en admettant que "*les grèves s'affaiblissent peut-être*". Mme Coupé estime qu'en appelant à une journée pendant les vacances, l'intersyndicale avait pris un risque.

2.6- PS. La "***loi***" de leur République et la grande illusion.

- "*Jusqu'au bout*" - Martine Aubry (PS) estime que "les Français ont compris que tant que la loi n'était pas promulguée, ce n'était pas la loi de la République". "*je me bats pour que cette loi sur les retraites ne soit pas promulguée*".

Commentaire.

Pour faire oublier ou qu'on ne pense surtout pas qu'ils ont tout fait pour que cette loi scélérate passe, il demande qu'elle ne soit pas promulguée.

- Marisol Touraine a qualifié la réforme de "provocation, d'irresponsabilité, d'injustice".

"*Avec ce vote, vous tournez le dos au mouvement du progrès social, vous refusez la volonté d'une société de justice et de solidarité qui était celle héritée du Conseil national de la Résistance*", a-t-elle déclaré.

Commentaire

Vive l'union nationale !

2.7- PG. Coup de "pipeau" avant l'heure des comptes.

Jean-Luc Mélenchon manifeste à Paris et assure que "*rien n'est fini*". "*On ne va pas se laisser impressionner par la propagande du pouvoir*". Dire que la mobilisation faiblit, "*c'est du pipeau*" et ceux qui renvoient la question à 2012 sont "*des poules mouillées*".

2.8- NPA. La lutte, la lutte , la lutte... jusqu'à que mort s'ensuive !

"*Même la loi votée, on continue à lutter*", dit-il. "*Personne n'attendra 2012 pour gagner sur les retraites*".

2.9- Gouvernement.

2.9.1- Nicolas Sarkozy a prévenu, lors d'un petit-déjeuner de la majorité ce jeudi, qu'il ne« *fallait pas agresser les syndicats*» et éviter les «*mots qui blessent*», a rapporté un responsable de l'UMP.

Commentaire.

Il faut bien les ménager et leur préparer une porte de sortie "*honorable*" !

2.9.2- Parole de ripou : plus "juste" tu meurs !

"Cette réforme est efficace au sens où elle va amener un équilibre de nos régimes de retraites. C'est aussi une réforme juste, profondément juste", a déclaré Eric Woerth.

2.9.3- Copains-coquins ou culs et chemises.

Pour les dirigeants de la majorité, Premier ministre en tête, la contestation n'a plus lieu d'être puisque la phase de la "*démocratie parlementaire*" est terminée.

"*Le plus facile, dans une mobilisation sociale, c'est de la lancer. En sortir, c'est une autre affaire*", reconnaît en écho un syndicaliste.

2.9.4- Coup de force.

Le Premier ministre français François Fillon a estimé mercredi que la loi impopulaire sur la réforme des retraites, définitivement adoptée par le Parlement, devait "*être désormais acceptée par tous*" et appelé à "*sortir de cette crise*", après des semaines de contestation.

"*La vigueur des débats fut légitime, mais la loi de la République doit être désormais acceptée par tous. Chacun doit savoir sortir de cette crise avec responsabilité et dans le respect réciproque*", affirme M. Fillon dans un communiqué.

La "*responsabilité*" selon lui, c'est d'accepter la régression sociale, la surexploitation, l'oppression, la répression et le muselage du mouvement ouvrier et de tous les exploités de l'ouvrier au chercheur, la dictature du capital doit s'imposer, du coup il ne nous reste pas d'autre alternative que la renverser pour nous émanciper.

2.9.5- Etat... policier casseur provocateur : l'aveu.

- Mercredi, lors d'une conférence de presse, le préfet du Rhône a répondu à Bernard Thibault et officiellement reconnu que des policiers s'étaient bien fait passer pour des manifestants, munis de badge CGT, évoquant même une "tradition" : "*Il y a une tradition dans la police d'infiltrer la population, ils le font couramment*", a dit Jacques Gérault. (Lemonde.fr 28.10)

- Sur les images captées par I-Télé, on voit en effet des manifestants siffler et huer ce qui semble être des policiers en civil. L'un d'entre eux, suivi par une manifestante brandissant derrière lui un panneau portant l'inscription ironique "*Flics en civil (pas grillé)*", se réfugie alors derrière des CRS.

Les autres manifestants et le cameraman d'I-Télé, bloqués, le voient alors s'éloigner. Des images intrigantes.

A 18h 22, Le Monde fait part "*de policiers en civil repérés et se faisant poursuivre par les manifestants qui les poussent hors de la manifestation sous les huées. Ils se sont réfugiés derrière les CRS, les manifestants hurlent 'police, casseurs'*", lit-on encore.

Des policiers civils déguisés en syndicalistes ? L'ancienne ministre de l'Intérieur et actuelle Garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie affirme sur I-Télé que "*ça elle ne l'a jamais vu*". (Lepost.fr 28.10)

Commentaire d'un internaute.

Il ne s'agit pas de faire "la révolution" ! On ne sait plus ce que ça veut dire ! En revanche, on peut chasser du pouvoir la clique qui le détient actuellement, en contraignant Sarkozy à retirer sa loi anti-retraites, ou même à démissionner. Tout cela est politiquement possible. C'est pourquoi l'issue du conflit actuel est politique, et non plus syndical. Chacun sent bien que si la mobilisation reste forte, c'est à cause de Sarkozy qui est rejeté par une grande majorité de l'opinion. Ce qui peut expliquer la "timidité" des leaders syndicaux qui n'ont pas de solution politique...

2.9.6- Sondage.

Selon un sondage CSA dans Le Parisien/Aujourd'hui en France, près de deux Français sur trois (65%) soutiennent cette journée de grève.

(source : Reuters, 20minutes.fr, Lemonde.fr, Lexpress.fr 27 et 28.10)

Vous m'excuserez d'avoir parfois oublié de préciser les sources, en fait les agences de presse et les principaux quotidiens nationaux.

## Politique.

1- Le monarque et sa cour.

1.1- Bernard-Henri Lévy entre au conseil de surveillance du Monde - sur l'initiative de l'un des actionnaires du titre, Xavier Niel (Lexpress.fr 27.10)

1.2- L'avocat Arno Klarsfeld a été nommé au Conseil d'Etat, mercredi en conseil des ministres, selon le compte-rendu de l'Elysée.

Le Conseil d'Etat conseille le gouvernement pour la préparation des projets de loi et des décrets. Il est aussi le juge administratif suprême qui tranche les litiges relatifs aux actes des administrations.

Le conseiller de Nicolas Sarkozy pour les affaires sociales, Raymond Soubie, a été nommé mercredi au Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Un autre collaborateur du chef de l'Etat, Pierre Charon, est au nombre des quarante personnalités qualifiées choisies par le gouvernement pour siéger au CESE, dont la liste a été adoptée en conseil des ministres. Il siégeait déjà dans l'ancien Conseil économique et social, rebaptisé CESE. Raymond Soubie, 70 ans, avait annoncé son départ de l'Elysée après la promulgation de la loi sur la réforme des retraites.

Parmi les personnalités nommées au CESE, figure également le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, un ancien ministre de Jacques Chirac, qui fait figure de favori pour prendre la présidence du Conseil.

Les membres du CESE, au nombre de deux cent trente-trois, sont nommés pour cinq ans. (Lemonde.fr 27.10)

2- Le club des « zozos ».

Invité mardi soir du Grand journal sur Canal+, s'est lâchée sur le premier ministre. Question : « *Est-ce que, comme François Fillon, vous trouvez que Jean-Louis Borloo est un « zozo » ?* » Réponse de Fadela Amara : « *Non, pas du tout. Lui oui* »... Donc comprendre François Fillon est un zozo. C'est clair.

Surprise sur le plateau de l'émission. « *C'est un zozo ?* ». La secrétaire d'Etat se rattrape : « *Non... non, non, non. J'ai compris, j'ai compris.... Bayrou, j'ai compris* ». Mouais. « *François Filon, c'est un homme que je respecte, j'aime son côté droite sociale. Et d'ailleurs, on partage en profondeur les valeurs de la République. Mais c'est vrai que j'ai plus d'affinité très clairement avec Jean-Louis Borloo, parce que sur les sujets que je porte au sein du gouvernement, il a été un soutien énorme pour moi, il m'a beaucoup aidé* », reconnaît-elle, comme l'a déjà fait samedi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France. La journaliste Ariane Massenet lui demande si elle se place vis-à-vis de Jean-Louis Borloo, « *comme on dit qu'il va être premier ministre* ». Réponse d'Amara : « *Non, j'en ai rien à foutre franchement, c'est pas mon truc* »... (Publicsenat.fr 27.10)

3- A droite toute !

Un tiers des sympathisants du parti présidentiel sont d'accord Christian Vanneste de l'UMP qui s'est prononcé en faveur d'une alliance avec le Front national.

En effet, selon un sondage Ifop pour le Nouvel Obs, 32% d'entre eux sont favorables à des accords électoraux entre l'UMP et le FN aux élections locales. Dans les régions où le FN est fort, le chiffre monte même à 37%.

Côté FN, 62% des sondés se montent favorables à cette idée. Dans les deux cas, cependant, les dirigeants des partis ne veulent même pas en entendre parler. Pour le moment. (20minutes.fr 27.10)

4- Dictature du capital.

4.1- Taxer le capital, non, saigner les travailleurs, oui.

Les députés français ont rejeté jeudi une proposition d'instaurer une nouvelle taxe pour les fabricants de cigarettes, à laquelle s'opposait le gouvernement.

La commission des Affaires sociales prévoyait notamment une contribution de 5% sur le chiffre d'affaires hors taxe pour les cigarettiers. Il était examiné dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2011.

François Baroin a souligné que les prix du tabac en France avaient augmenté de 70% en huit ans et réaffirmé la "*détermination*" du gouvernement de poursuivre sa lutte contre le tabagisme. (Reuters 28.10)

Taxer les multinationales du tabac, mais vous n'y pensez pas, on va continuer de piller la Sécu et on décidera en accord avec ces multinationales des hausses du prix du tabac que les travailleurs devront payer pour renflouer ses caisses.

4.2- UE : des Etats livrés aux gangsters de la finance... comme aux Etats-Unis.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont donné jeudi leur feu vert à la préparation d'une révision limitée du traité de Lisbonne dans le but de créer un mécanisme permanent de gestion des crises réclamé par Paris et Berlin.

Selon un diplomate européen participant jeudi à Bruxelles à la réunion des dirigeants des Vingt-Sept, ces derniers se sont mis d'accord pour donner au président du Conseil européen Herman Van Rompuy le mandat de sonder les Etats membres sur cette possibilité et à la Commission européenne celui d'en étudier les aspects techniques.

Les Etats membres envisagent par ailleurs de recourir à l'article 48 du traité qui permettrait de ne pas faire entrer le Parlement européen dans la danse, et ainsi d'éviter un processus trop long et potentiellement dangereux.

"*Il y a un consensus sur le fait que le président du Conseil européen soit chargé d'explorer la possibilité d'un changement limité du traité en vue d'obtenir un accord sur ce point en décembre*", a expliqué une source diplomatique au fait des discussions des chefs d'Etat.

"*Il n'y a pas eu jeudi de négociation sur le mécanisme en lui-même mais il devrait y avoir dans les conclusions du sommet européen une référence à la participation du secteur privé à ce mécanisme*", a ajouté cette source. (Reuters 27.10)

Pour satisfaire les besoins du "*secteur privé*", l'aristocratie financière qui entend faire payer le prix de la crise du capitalisme au prolétariat des 27 pays peut compter sur l'UE, CQFD.

Haut de page

---

Le 30 octobre

C'est la mousson ici, l'actualisation du site sera donc perturbée pendant quelques jours ou semaines à cause de longues coupures de courant.

Retraites.

1- Mobilisation.

Les douze raffineries françaises ont cessé leur grève contre la réforme des retraites.

Les salariés des terminaux de Fos-Lavera (Bouches-du-Rhône), maillon crucial de la chaîne pétrolière, ont eux aussi décidé de vendredi de reprendre le travail, au 33e jour de leur grève contre la réforme portuaire, tout comme ceux du Havre (Seine-Maritime).

2- Déclarations.

2.1- Du Palais.

Les grand syndicats ont veillé eux-mêmes à limiter les dérapages pour préserver la popularité du mouvement, ce qui fait aujourd'hui dire à l'Elysée qu'ils ont été "*hyper-responsables*".

Commentaire.

Au Château, on comprend qu'ils ne manquent pas de superlatifs pour témoigner leur gratitude aux dirigeants de l'intersyndicale qui se seront opposés jusqu'au bout à la grève générale pour affronter Sarkozy et les institutions de la Ve République, afin que leur loi scélérate sur les retraites soit adoptée et finalement s'applique.

L'intersyndicale a ainsi démontré dans quel camp elle se situait, quelle était la nature de ses dirigeants syndicaux : inféodés au régime et à l'Etat qui les financent.

Ajoutons, quand bien même elle aurait appelé à 24h de grève interprofessionnelle ou générale, elle aurait continué de remplir le rôle de rempart des institutions et du capitalisme, car elle aurait tout fait pour empêcher que la mobilisation ne se place résolument sur le plan politique, ce qu'elle n'a pas cessé de faire en réalité depuis le début de cette bataille, afin d'interdire aux masses d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme qui corresponde réellement à leurs besoins, non pas un gouvernement du PS et ses satellites qui poursuivrait la politique réactionnaire de Sarkozy, mais un gouvernement ouvrier révolutionnaire avançant

sur la voie du socialisme...

Une question se pose désormais aux militants et aux travailleurs : si les syndicats (et l'intersyndicale), les principaux partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme n'ont pas été en mesure de définir les moyens qui permettraient d'affronter le pouvoir en place, qu'à aucun moment ils n'ont réussi à entraîner au combat les masses, ce n'est pas qu'ils n'ont pas pu mais qu'ils ne l'ont pas voulu. Il faut donc en conclure qu'il a manqué quelque chose à l'ensemble de la classe pour qu'elle parvienne à briser les obstacles des appareils et se mobilise.

Il y a maintenant deux façons d'interpréter la situation ou de tirer les leçons de cette bataille.

La première qui n'est pas à proprement parlé une analyse, mais plutôt un constat stérile de commentateurs impuissants, elle consiste à relever que les appareils ont parfaitement rempli leur fonction de rempart du régime et qu'il a été impossible de les submerger, autrement dit, on essaiera de faire mieux la prochaine fois, comme si ces appareils pourraient remplir une autre fonction dans une autre situation, cela fait un siècle qu'ils ont démontré le contraire, peu importe. Ensuite, une fois cet argument nié, ils continueront tranquillement sur la ligne du front unique en direction des appareils reproduisant ainsi indéfiniment la même erreur...

La seconde qui prend en compte le rôle contre-révolutionnaire des appareils ne s'arrête pas là, elle intègre tous les facteurs qui ont empêché la classe de se soulever contre le régime, partant de l'hypothèse d'un quart ou un tiers de la classe y était disposé, dont les rapports entre la classe et les appareils, les différents partis et syndicats, le gouvernement, les institutions, et avec le capitalisme. Cette analyse prend ainsi en compte l'ensemble des conditions objectives et subjectives qui concernent directement les masses : ses conditions d'existence et de travail, ainsi que son état d'esprit et son niveau de conscience politique. Oublier, négliger ou surestimer un de ces facteurs et notre analyse de la situation est faussée, d'où la nécessité de bien y réfléchir avant de dire ou d'écrire quoi que ce soit, sans qu'on en ait toujours les moyens, ce qui est mon cas ici par exemple, c'est un risque que j'assume tout comme mes erreurs.

Qu'a-t-il manqué à la classe, le parti évidemment, des comités de grève ou d'action qui centralisés nationalement auraient pris le relais des appareils à la direction de sa mobilisation, un degré suffisant de conscience politique qui aurait pu mûrir à chaque étape du développement de son combat, sachant qu'il existe un rapport de cause à effet entre ces différents facteurs.

Il est caractéristique que ceux qui expliquent que seuls les appareils seraient responsable de la défaite de notre combat sur les retraites, seront demain les premiers à s'en remettre à ces appareils, ce sont les mêmes qui ne veulent absolument pas entendre parler de la question du niveau de conscience politique des masses, car selon eux poser cette question reviendrait à faire porter aux travailleurs le poids de cette défaite, alors qu'en réalité cette question permet de comprendre en partie pourquoi cette bataille s'achève ainsi...

En résumé, parce que je n'ai pas le temps de m'éterniser sur cette question ce matin, faut-il continuer de faire croire aux militants et travailleurs que l'issue de la crise du capitalisme passera forcément par les appareils des syndicats et les partis PS et ses satellites, ou faut-il rassembler nos forces pour construire le parti ouvrier révolutionnaire qui portera la classe ouvrière au pouvoir, et dans cette perspective organiser dans des comités d'action (ou une autre dénomination) militants et travailleurs qui auront pour tâche aussi bien de participer à la lutte des classes que de favoriser leur compréhension de la société dans laquelle nous vivons.

Souvenez-vous de ce qu'écrivaient Marx et Engels à propos du mouvement ouvrier, il peut être bourgeois ou révolutionnaire selon le contenu et l'orientation politique de son combat... S'il a pu vaincre à une autre époque en étant situé sur la première orientation, de nos jours c'est devenu impossible. Maintenant, soit nous tenons compte de ce constat, soit nous le rejetons et disons-le franchement : place à la barbarie. (A suivre)

2.2- PG. A la botte de l'intersyndicale !

Mélenchon a rappelé: «*Le rendez-vous, c'est le 6 novembre prochain, et malheur à qui rompt les rangs au moment où l'union syndicale les appelle au combat.*» (Libération.fr 27.10)

Pour qui se prend-il le député européen qui n'a rien d'autre à proposer qu'une "*révolution citoyenne par les urnes*"... avec ses amis du PS et du PCF, pour vouloir nous imposer de nous tenir au garde-à- vous devant les lieutenants du capital de l'intersyndicale ?

Que représente-t-il en dehors d'une forme d'opportunisme nauséabond pour le compte du régime ou de théories frelatées taillées en pièces par le socialisme scientifique et réfutées par l'expérience de la lutte des classes au XXe siècle ? Uniquement les intérêts particuliers d'une couche privilégiée de petits-bourgeois ou de l'aristocratie ouvrière qui entend continuer de vivre confortablement en régime capitaliste, quitte à défendre ce régime si nécessaire, par exemple en préférant s'encanailler avec le PS lors de la bataille contre les licenciements ou sur les retraites, plutôt que répondre favorablement aux initiatives du POI.

2.3- PS.

2.3.1- La *"gauche*" du PS telle qu'elle est et a toujours été : une escroquerie !

Fin octobre, plusieurs de ses adversaires lui ont reproché d'avoir remis en cause, sur RTL, l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite à taux plein, pourtant acté par le PS. Ce qui lui a valu un recadrage de la part de Martine Aubry, qui a rappelé le principe du passage à 41,5 annuités d'ici à 2020. Un point issu de la réforme de 2003, menée par le ministre des affaire sociales de l'époque, François Fillon.

Interrogé aujourd'hui, Benoît Hamon endosse l'allongement, précisant que "*sur RTL, j'ai surtout dit qu'il faudrait négocier, c'est-à-dire tout le contraire de ce que ce gouvernement est en train de faire, avec les syndicats.*"

N'y a-t-il donc aucune différence entre la position du parti et celle de Benoît Hamon ? Le porte-parole ne "*répond pas à cette question*" : "*les positions des partis sont toujours le fruit de compromis. Ce n'est pas le temps de parler de positions personnelles. (...) Je ne suis pas schizophrène. Il n'y a pas un Benoît Hamon qui représente l'aile gauche du PS et un autre qui représente le parti.*". (Lemonde.fr 29.10)

Le temps des grandes manoeuvres et des gesticulations verbales est terminé monsieur Hamon et le soutien du PS au "coeur" du projet de loi du gouvernement demeurera dans toutes les têtes, comme vous n'avez pas pu empêcher les contradictions dans lesquelles votre parti était empêtré d'éclater au grand jour au point d'en faire apparaître clairement la véritable nature : réactionnaire.

Les choses auraient été évidemment beaucoup plus simples ou moins périlleuses si l'ensemble des dirigeants syndicaux avaient adopté l'allongement de la durée de cotisation et l'alignement du public sur le privé, mais voilà l'immense majorité des militants y étaient farouchement opposés et la majorité de la classe qui était déterminée à défendre son droit à la retraite en a décidé autrement.

Aucun militant ou travailleur n'oubliera que sur la question des retraites le PS s'est placé délibérément au côté de l'UMP, nous n'aurons de cesse de leur rappeler si nécessaire, vous pouvez compter sur nous.

2.3.2- Quand le PS soutient Hortefeux... et indirectement la répression contre les manifestants.

Contacté par Le Post, le secrétaire national au PS chargé de la sécurité, Jean-Jacques Urvoas, indique qu'il n'est "*pas d'accord*" avec les affirmations de Jean-Luc Mélenchon et de Bernard Thibault.

Et rappelle que "*ceux qui sont dépositaires de la parole publique doivent mesurer leurs propos*".

"*Je n'imagine pas que la direction générale de la police puissent donner de telles consignes aux policiers [de se déguiser en manifestants pour faire dégénérer une manif, ndlr]. Je n'ai aucune raison de remettre en cause les propos du ministre de l'Intérieur sur le sujet*", déclare au Post le "M. sécurité" du PS.

2.4- FO

Pour le leader de FO, Jean-Claude Mailly, la polémique autour de ce sujet relève plus d'"*une opération de diversion qu'autre chose*", car des policiers "*sous badge syndical, ça a toujours existé*". "*Les policiers sont en plus une catégorie très fortement syndicalisée. Des choses comme ça, ça ne passerait pas*", a-t-il dit jeudi sur France Info.

De son côté, Brice Hortefeux dénonce "*un retour aux vieilles ficelles de l'extrême gauche*". (Lepost.fr 29.10)

Parce que cela a "*toujours existé*" il ne faudrait rien dire ou faire, à FO ils en sont encore à l'âge de pierre de la lutte des classes, sauf qu'aujourd'hui avec le développement de nouvelles technologies dans le domaine de la communication, caméra et appareil photo numérique, téléphone portable, il est possible de suivre le parcours d'un individu dans une manifestation et d'établir avec certitude que certains policiers se transforment parfois en casseurs, sur ordre de leur hiérarchie évidemment, donc du ministre de l'Intérieur, B. Hortefeux.

Quand Mailly précise que "*Les policiers sont en plus une catégorie très fortement syndicalisée*", nous lui répondrons que cela ne veut absolument rien dire ou prouver, M. Bonnemaison du FN, familié de Le Pen et de feu le dirigeant anarcho-syndicaliste également dirigeant de la fédération de Loire-Atlantique de FO, A. Hébert, avait bien été accepté dans les rangs de votre syndicat pendant de nombreuses années, lui aussi il devait être un syndicaliste au-dessus de tout soupçon...

Bref, Mailly aurait mieux faire de se taire sur ce coup ou de soutenir les accusations publiques de Mélenchon et Thibault, ou encore de visionner les documents qui circulent sur Internet.

(source : Lemonde.fr, Reuters, 20minutes.fr, Lepost.fr 29.10)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*

# Causeries novembre 2010

| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | | | | | | | | | |

## Le 2 novembre

Je n'ai pas vraiment envie de causer, à quoi bon ! Toutes les analyses ou articles que j'ai pu lire ces derniers jours consistent à ne surtout pas aborder les questions que je m'acharne à poser depuis des années, et que j'ai évoquées encore une fois dans les trois dernières contributions que j'ai mises en ligne. Parler d'analyses est exagéré, car on n'en trouvera pas la moindre trace en réalité, on nous sert des commentaires mille fois réchauffés du genre : c'est la faute des appareils, c'est la faute du PS, parce qu'il faudrait en attendre quelque chose, c'est désespérant, quelle incurie politique, quelle lâcheté aussi !

Mais au fait, pourquoi tous les syndicats sont-ils dirigés par des bureaucrates vendus au régime ? Pour quoi se syndique-t-on aujourd'hui ? Pourquoi n'y a-t-il pas un seul syndicat combattant pour en finir avec le capitalisme ? Pourquoi les dizaines de millions de travailleurs, jeunes et retraités qui rejettaient le projet de loi du gouvernement ne sont-ils pas descendus dans la rue, pourquoi les millions de travailleurs qui pouvaient se mettre en grève ont-ils préféré continuer de travailler ? Toutes les réponses à ces questions figurent dans le site, je les ai traitées en long, en large et en travers, sous tous les angles ou rapports possibles, à des moments différents, à de multiples reprises dans des démonstrations où nous partions des faits, nous avons vérifiées et revérifiées des dizaines de fois la validité des réponses que nous avions trouvées, nous les avons parfois affinées, précisées, complétées, nous avons fait en sorte de ne rien oublier, de ne sous-estimer ou surestimer aucun facteur, chaque fois nous nous sommes évertué à reprendre à zéro notre analyse de la situation, à tout remettre à plat, pour finalement parvenir toujours aux mêmes conclusions, en vain.

Il y en a aujourd'hui qui vont jusqu'à reproduire dans le titre d'un article l'appel à la "*grève générale*" de syndicalistes de la CGT le 19 octobre, ce qui pourrait laisser croire aux lecteurs qu'ils y ont appelé également, alors que ce ne fut jamais le cas ! Mais jusqu'où iront ces dirigeants dans la manipulation des militants et des travailleurs, jusqu'où ?

Si maintenant vous me demandiez ce que je pense de ce mot d'ordre, je vous répondrais qu'on ne pouvait pas faire autrement que l'avancer au regard de l'évolution de la situation, mais si vous avez encore en mémoire ce que j'en disais quelques mois plus tôt, vous vous souviendrez que je prétendais que c'était se faire de graves illusions que de croire que les masses étaient prêtes à se mobiliser à ce niveau-là, que la grève générale ne se décrétait pas, etc. Le meilleur ouvrier du monde avec de mauvais outils ou un bras dans le plâtre ne produira jamais une oeuvre d'art !

Certes, la question des retraites cristalisait tout les ressentiments accumulés par les travailleurs contre le régime au cours des dernières années et promettait une grande bataille, mais en demeurant lucide. Vous pensez franchement que c'était faire preuve de lucidité de faire croire aux travailleurs que tout était possible ? C'était les induire en erreur, leur cacher la vérité. Dès le début de ce combat j'ai écrit que Sarkozy ne renoncera jamais à sa loi scélérate, sauf si le régime était en danger, or pour qu'il soit en danger il aurait fallu que la mobilisation se situe sur le terrain politique pour affronter Sarkozy, or cette condition était quasi impossible à remplir compte tenu de la faiblesse du niveau de conscience politique des masses, de l'état du mouvement ouvrier profondément divisé, gangrené par le réformisme, subordonné au capitalisme et aux institutions, en l'absence du parti

et d'issue politique à leur portée, sans parler de l'incapacité des masses à s'organiser en dehors du contrôle des appareils, etc. J'avoue ne pas avoir insisté pour ne pas décourager les militants qui n'avaient sans doute rien compris ou pas grand chose à mon argumentation. Aujourd'hui, leur parle-t-elle davantage ? Je n'en sais rien.

Que dire de plus ? Quels mots faut-il employer pour se faire comprendre ? Je n'en sais rien. Le PS était calé sur la position de Sarkozy dès le départ avec l'allongement de la durée de cotisation pour finalement se transformer en briseur de grève (Marseille et Paris avec les éboueurs en grève), cela n'a pas empêché le POI d'appeler au front unique avec le PS ou le NPA de signer des appels communs ou d'apparaître à ses côtés. Il n'y a rien à ajouter sur le PS.

S'agissant des appareils pourris des syndicats, on prend les paris que tous les partis vont continuer d'entretenir avec eux les mêmes rapports ? Le meilleur moyen de les combattre, c'est d'aider la classe à comprendre ou à prendre conscience de la nécessité de liquider le capitalisme synonyme désormais de régression sans fin, de relier chaque revendication à cette perspective, de l'organiser comme essaie de le faire le POI.

Il faut aussi réfléchir à la meilleure manière d'aborder les travailleurs et jeunes. C'est bien de vouloir les associer à des actions, mais si leur niveau de conscience politique n'évolue pas, cela ne servira strictement à rien. Croire que cela se réalise mécaniquement est faux ou qu'il suffirait de discussions régulières avec eux pour qu'ils parviennent à une compréhension claire du fonctionnement de la société, c'est se leurrer. Il faut mettre en place un programme de formation pratiquement sur mesure adaptée à chaque travailleur ou nouveau militant, à un contact ou un nouveau militant doit être associé un militant expérimenté, un tuteur qui suit pas à pas sa progression. Il faut aussi cesser de considérer les travailleurs comme des gens qui seraient forcément intéressés par la politique en leur balançant des tracts où l'on récite finalement notre leçon. Ah ils sont d'accord avec vous, mais ils n'y comprennent rien et ne vous suivent pas ! Vous voulez convaincre qui avec des arguments à l'emporte-pièces ou en assénant des mots d'ordre ? J'ai déjà expliqué cela sous toutes les coutures, en vain également. Vous êtes contents, vous vous êtes retrouvés entre vous dans la rue pour le gros des manifestants, mais sans les masses, vous vouliez faire quoi de plus ? Arrêtez de vous gargariser en comparant le nombre de manifestants dans une ville de province avec sa population, vous oubliez que des travailleurs de tout le département aux alentours y ont participé, votre calcul est faussé, Sarkozy lui il sait compter ! Même avec un parti de 100 000 militants, sans les masses nous n'aurions pas vaincu Sarkozy. Vérifiez-le en étudiant notre histoire. A suivre.

(Je n'ai pas pris le temps de corriger les fautes, j'ai cavalé toute la journée après des papiers d'un bureau à l'autre et je suis complètement crevé.)

A propos du site.

J'ai réparé plusieurs liens vers des fichiers que vous n'avez pas pu télécharger, avec mes excuses. J'ai repéré ces erreurs en consultant la page des statistiques qui répertorie tous les fichiers ou pages visités ou téléchargés. J'avoue ne pas comprendre pourquoi vous ne me signalez pas ces problèmes, mais bon, nous vivons dans un drôle de monde et ce n'est pas en agissant de la sorte ou en ayant une telle mentalité qu'on le changera, si vous me permettez de vous dire ce que j'en pense.

Les camarades qui utilisent Opera ou Konqueror comme navigateur peuvent rencontrer des problèmes pour télécharger certains documents, parce qu'ils ne reconnaissent pas les signes employés dans les adresses des fichiers, dans ce cas-là essayez avec Mozilla ou Explorer. C'est notamment le cas avec les adresses comportant des crochets "[]" ou parfois des adresses trop longues. Je précise que je n'emploie jamais ces signes, ni le tiret ni les majuscules ni les accents dans l'adresse de mes fichiers. Ces signes ne sont pas forcément reconnaissables par les différents navigateurs (IE, Mozilla, Opera, Konqueror, etc.) dans une autre langue que le français, ce qui est mon cas puisque tous mes logiciels sont en anglais. A ne pas confondre avec le code source des pages internet qui concerne le formatage de leur contenu et que l'utilisateur peut modifier à sa guise.

Je signale également aux camarades qui m'adressent des documents que lorsqu'ils laissent un espace entre deux lettres ou mots dans l'adresse de leur fichier, si je ne le vois pas et que je ne le supprime pas, si je le charge tel quel dans le serveur, il sera peut-être impossible aux militants de le télécharger. Je précise aux camarades qu'outre les adresses que je dois vérifier, je dois formater pas mal de documents que je reçois ce qui me fait du boulot supplémentaire et une source d'erreur supplémentaire.

J'ignore comment fonctionne un blog ou un site fabriqué à partir d'un logiciel puisque le mien est entièrement fait sur mesure, je n'appuie pas sur un bouton pour mettre un mot en couleur ou en italique par exemple, je dois l'encadrer par ce qu'on appelle des balises <...> comportant un ou plusieurs caractères, chaque page comporte ainsi des dizaines ou des centaines de balises qu'il faut écrire correctement. La moindre erreur se traduit par un défaut d'affichage à l'écran, reste ensuite à en chercher l'origine, cela peut prendre de trois secondes à une heure ou plus, avec l'expérience on répère les erreurs de plus en plus rapidement. Vous comprendrez mieux pourquoi j'y attache plus d'importance qu'aux fautes dues essentiellement à des copier/coller. Pour finir, je ne suis pas informaticien, le site est comme il est, s'il n'apparaît pas en pleine page vous pouvez réduire la résolution d'affichage pour remédier à cet inconvénient.

## Social.

1- Voter PS = voter pour les briseurs de grève.

"*Nous pouvons tenir jusqu'à Noël*": une vingtaine d'éboueurs de la ville de Paris opposés à la réforme des retraites bloquaient toujours samedi le centre de traitement de déchets d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), le plus important de France. A l'entrée du site, en bordure du périphérique parisien, un panneau indique "*12e jour d'occupation*".

Le syndicaliste dénonce les "*mesures anti-grève*" prises par Bertrand Delanoë, notamment l'appel à des camions-bennes privés pour la collecte des déchets, rendant les effets du blocage presque insensibles aux Parisiens.

Depuis le début du mouvement, 11.700 tonnes de déchets ménagers ont été détournés du centre d'Ivry, selon une porte-parole du Syctom, syndicat intercommunal de traitement des déchets qui regroupe 84 communes d'Ile-de-France.

"Nous avons obtenu trois points de plus, soit une augmentation de 15 euros pour environ 350 agents sur 5.000, a déclaré à l'AFP Régis Vieceli, secrétaire général CGT-Nettoiement.

"*C'est maigre, trop maigre pour qu'on lâche l'affaire*", a-t-il ajouté, évoquant un "*changement de mode d'action*" si la mairie de Paris n'accédait pas aux revendications des grévistes qui portent également su les salaires.

Le centre d'Ivry-sur-Seine a incinéré 662.000 tonnes d'ordures ménagères en 2009 et en a recyclé 38.000 autres.

Treize communes franciliennes et douze arrondissements de Paris acheminent chaque année sur le site les déchets de près de 1,2 million de personnes.

"*C'est le premier centre de France*", indique-t-on au Syctom. (Libération.fr 30.10)

Tiens donc, Delanoë briseur de grève, non, qui l'aurait cru ?

### 2- Paroles de milliardaire.

Extrait d'un entretien au *Monde* de Claude Bébéar, président d'honneur de l'assureur Axa – groupe qu'il a créé et dirigé – qui figurait au sein de la commission Attali.

Le PS à fournie des armes aux capitalistes pour combattre la retraite par répartition... depuis 30 ans !

"*Il y a trente ans, nous, les assureurs, avions confié à deux jeunes économistes, Denis Kessler et Dominique Strauss -Kahn, une étude sur le financement des retraites. Ils concluaient à la nécessité de créer des fonds de pension.*"

Les travailleurs sont des fainéants.

"*Les Français ont une relation très particulière au travail. Ils sont productifs, appréciés comme tels à l'étranger. En même temps ils dénigrent le travail, se disent fatigués, aspirent aux congés, à la retraite. Au Canada, aux Etats-Unis jamais vous n'entendrez un tel discours.*" ; et dans le Grand Nord où il n'y a pas de chauffage central, personne ne s'en plaint, j'ajoute.

Il faut liquider le contrat de travail à durée indéterminée.

"*Les difficultés que connaissent les jeunes ont des causes multiples, qui tiennent à l'éducation, aux erreurs d'orientation, au mauvais fonctionnement du marché du travail, à cette stupidité que représente le contrat à durée déterminée, devenu le moyen d'utiliser le personnel comme variable d'ajustement. Il faut le supprimer et le remplacer par un contrat de travail unique, avec des droits renforcés au fil des ans.*" (Lemonde.fr 30.10)

## Politique.

### 1- La politique au ras du gazon ou quand la beaufitude se met au vert.

Daniel Cohn-Bendit rejoindra l'équipe de consultants de Canal + sur le football en janvier prochain.

Une nouvelle carrière à la télévision? "*Sur le principe, l'idée m'amuse beaucoup*", explique le député européen, qui a déjà commenté des matches pour la télévision allemande et participé à de nombreuses émissions sportives en France.

Après les fêtes, il figurera parmi les consultants attitrés de l'émission "*Les spécimens*", diffusée le vendredi soir sur Canal +.

Il travaille actuellement, selon le *Journal du dimanche*, à la préparation d'un film consacré à la Coupe du monde 2014, qui doit se dérouler au Brésil. (Reuters 31.10)

Il a raison, il y a tellement de pognon brassé dans le monde corrompu du foot, que c'est un vrai bonheur de fréquenter ce milieu là. En haut, ils lui fournissent une tribune pour faire sa campagne électorale...

C'est vrai que pour regardez des types jouer à la baballe, il faut en avoir dans la tête... et pas grand chose à faire de mieux !

2- Cohésion sociale, dialogue social, consensus : une obsession chez eux.

2.1- Jean-Louis Borloo interrogé sur Canal+ : "*Il faut reprendre le chemin de la cohésion sociale*". (Reuters 31.10)

2.2- "*Les syndicats auront du mal à relancer un mouvement de cette ampleur puisque le mouvement n'a rien obtenu, encore qu'ils aient été responsables et modérés en face d'une partie de leur base*", a jugé François Bayrou, lors du "*Grand rendez-vous Europe 1/Le Parisien*".

"*Le pouvoir se trouve dans une situation où il a ruiné la perspective du dialogue social dont pourtant il faisait un totem, verbal certes, mais un certain nombre de gens l'avait cru*", a-t-il attaqué. (Reuters 31.10)

2.3- "*Ce qui s'est produit avec la réforme des retraites a profondément altéré le dialogue social, la confiance n'est pas là*" a estimé M. Hollande sur «Dimanche soir politique» I-Télé/France Inter/Le Monde.(Libération.fr 31.10)

Quel dommage ! Comme on voudrait bien avoir confiance dans l'hystérique du Palais et le Medef !

Qu'ils se rassurent, Chérèque le jaune et le PS assument !

3- NPA. Euphémisme.

Besancenot interviewé par Le Parisien : "*dire, comme les socialistes qu'il faut défendre la retraite à 60 ans tout en appelant à un allongement de la durée de cotisation, c'est illogique et totalement contradictoire*" (Lemonde.fr 31.10)

C'est plus qu'"*illogique et totalement contradictoire*", cela confirme que le PS défend les mêmes intérêts de classe que l'UMP... ou Claude Bébéar par exemple, qu'il est prêt à monter au créneau pour combattre la classe ouvrière au côté de son ennemi.

L'allongement de la durée de cotisation est la négation de la retraite à 60 ans, Sarkozy repousse la retraite à 62 ans, l'UMP et le PS sont donc bien alignés sur la même position, tout le reste était du baratin destiné à favoriser le passage de cette contre-réforme. C'était la seule raison de la présence du PS dans les manifestations, il aurait fallu l'en chasser !

Société.

Selon un sondage, 94% des Français sont favorables à une loi pour légaliser l'euthanasie selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche. (Lexpress.fr 30.10)

Haut de page

---

Le 3 novembre

La causerie et les infos en bref ainsi que les articles de presse d'octobre sont en ligne au format pdf. J'ai aussi actualisé la page économie du site.

Peu d'infos, inutile de commenter les élections qui ont eu lieu au Brésil ou en Côte d'Ivoire, car elles ne présentent que peu d'intérêt. En revanche la victoire des conservateurs aux Etats-Unis va se traduire par une nouvelle offensive de l'impérialisme américain sur tous les fronts. Si le programme ultra réactionnaire du Parti républicain était mis en oeuvre, il amplifierait encore les effets de la crise du capitalisme et sèmerait le chaos sur tous les continents. On pourrait s'en réjouir si le prolétariat était en ordre de bataille pour affronter le capital, or tel n'est pas le cas, aux Etats-Unis moins qu'ailleurs.

Les conservateurs ont déjà annoncé qu'ils allaient revenir sur les timides "réformes" entreprises par Obama, notamment

celles concernant la santé, les impôts payés par les plus riches ou plus généralement l'industrie financière. On peut envisager à court terme de nouvelles tensions entre les Etats-Unis et la Chine ou l'Iran, mais aussi avec le reste du monde dont l'UE, où la situation sociale et politique est déjà tendue dans de nombreux pays sous fond de chômage de masse. Iront-ils jusqu'à prendre le risque de tout faire péter pour conserver leur suprématie sur la scène mondiale, si c'était le seul moyen pour y parvenir, on peut penser qu'ils en seraient parfaitement capables.

Peut-on parler de crise poliitique aux Etats-Unis ? Ce serait exagéré dans la mesure où Obama a poursuivi la politique de Bush. Il va seulement devoir la droitiser davantage, ce qui va rendre la situation encore plus insupportable à des dizaines de millions de travailleurs américains. On peut émettre l'hypothèse que dans cette situation le mouvement ouvrier américain va tenter de se recomposer, mais rien n'est moins sûr s'il demeurait incapable de se donner une orientation politique en rupture avec le capital, là non plus il ne faut pas se faire d'illusions.

En France, il y a encore quelques jours certains affirmaient que la mobilisation ne faiblissait pas, qu'on allait voir ce qu'on allait voir dans les jours ou les semaines qui viennent, on se demande dans quel monde ils vivent, c'est complètement délirant ! Et dire que ce sont des responsables syndicaux ou de formations politiques qui tiennent un tel discours, et qu'il se trouve encore des militants pour les écouter ou leur faire confiance. Cela donne une idée assez précise de l'état déplorable dans lequel se trouve le mouvement ouvrier.

Ces critiques ne plaisent pas aux militants qui pratiquent l'autosatisfaction ou la masturbation intellectuelle ou encore qui prennent leurs désirs pour la réalité, de notre côté, on préfère observer lucidement la situation aussi cruelle soit-elle. Les uns et les autres font comme si nous n'avions pas subi une nouvelle défaite, dès lors ne vous attendez pas à ce que nos dirigeants soient capables d'en tirer le moindre enseignement ou qu'ils en manifestent la volonté, mille fois hélas !

A chacun ses boucs émissaires.

Sarkozy a les siens, les Roms et les travailleurs issus de l'immigration, légale ou illégale, les grands malades, les vieux, les handicapés, etc., les couches les plus faibles de la société ; les appareils ont les leur, les travailleurs qui ne se sont pas suffisamment mobilisés et qui sont d'horribles individualistes ; le PS et ses satellites, l'évolution du capitalisme mondiale contre lequel on ne peut pas lutter ; et pour le POI, le NPA et LO, les affreux appareils et le PS.

La difficulté que nous rencontrons pour redonner une orientation correcte au combat du mouvement ouvrier provient du fait que pour y parvenir il doit opérer un virage à 180° et rompre avec plus d'un demi-siècle de collaboration de classe ancrée dans les esprits et les comportements.

En vivant dans mon trou en Inde loin de la lutte des classes, pour survivre, il me faut cependant défendre mes intérêts et parfois mes droits. Je suis en train de revendre ma maison à un membre de la classe dominante, il réalise un chiffre d'affaire de 700 millions de roupies par mois, et il me fait tout un cinéma pour que je lui concède une nouvelle ristourne, alors que je brade déjà ma maison. J'ai le choix entre écouter ses lamentations pitoyables et lui donner satisfaction ou rester bloquer sur ma position au risque de laisser passer cette occasion de quitter ce village pourri. J'ai décidé de ne plus négocier avec lui, et pour ne pas le braquer j'ai évité d'évoquer sa situation de privilégié, en revanche j'ai mis en avant la mienne particulièrement délicate en lui précisant qu'il n'était pas le seul à avoir des intérêts à défendre dans cette transaction et que de nous deux il n'était pas le plus mal loti. Finalement, ce matin nous avons signé une promesse de vente et il m'a remis un acompte sans que je baisse à nouveau mon prix. Je m'étais fixé une limite en dessous de laquelle je perdrais trop pour estimer mes intérêts respectés.

Le mouvement ouvrier a franchi cette limite le jour où son combat a cessé d'être orienté dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions au profit des seules réformes dans le cadre du respect du régime et des institutions en place. Après vous vous étonnez ou vous ne comprenez pas pourquoi les masses sont légalistes ou fatalistes, mais tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, minutieusement, patiemment et non sans un certain acharnement et cynisme. Les travailleurs respectent les patrons et les institutions qui les exploitent et piétinent leurs droits ouvertement, ne leur en voulez pas, on les a éduqués dans ce sens.

Lors de la bataille sur les retraites, les uns et les autres se sont donnés beaucoup de mal pour démonter les arguments du gouvernement et du patronat, ils se sont placés sur leur terrain pour critiquer ce projet de loi, mais ont-ils été capables de se situer strictement sur celui de la classe ouvrière, c'est l'impression qu'ils ont donné en procédant de la sorte, mais en réalité ils ont été totalement incapables de prendre en compte les besoins de la classe qui se situaient bien au-delà de la situation actuelle des retraites ; comment se satisfaire d'une situation où un conducteur de train part à la retraite à 55 ans et un métallo bossant en usine 5 ans plus tard par exemple, sans parler des années prises en compte pour le calcul de la retraite, à aucun moment ils ont défendu l'alignement du privé, de l'ensemble des travailleurs sur les conditions les plus favorables dont bénéfient certaines couches de travailleurs.

Il existait des arguments chocs pour défendre la retraite par répartition et le départ à la retraite à taux plein à 50 ou 55 ans (pour tous), 30 à 35 annuités, 1600 euros nets minimum : du travail pour les jeunes, les vieux à la retraite, à bas le chômage et la précarité ; augmentation générale des salaires de 20 ou 30%, le Smic à 1600 euros nets, à bas la pauvreté et l'indigence. Aberrant, déjà qu'il était difficile de défendre les 60 ans, alors avancer 50 ou 55 ans, vous n'avez pas les pieds sur terre mon

pauvre monsieur... Au contraire, où est-il écrit que l'on devrait consacrer les meilleures années de sa vie, pour ne pas dire toute sa vie à se crever au boulot, alors qu'on aurait envie de faire autre chose, qui et qu'est-ce qui peut justifier que l'on devrait demeurer l'esclave d'un patron ou de l'Etat toute notre vie ? On bosse donc on engraisse un capitaliste, on consomme donc on engraisse d'autres capitalistes, la vie devrait-elle se résumer à cela ? Ce qui est complètement dingue, c'est qu'on s'interdit de nos jours de poser des questions que les travailleurs se posent tous à un moment donné de leur vie. Et pourquoi devrait-on travailler 5 jours et se reposer 2, pourquoi pas l'inverse, la productivité a été multiplié par quatre en quelques décennies, non ? Ah mais elle a progressé ainsi pour enrichir davantage les patrons ! On comprend, on comprend, il faut s'incliner... devant l'ordre établi.

Certes, ces arguments ont été évoqués par les différents partis, à la marge seulement, ils étaient noyés dans un ensemble d'arguments. Pourquoi ? Quelles questions posaient-ils ? Chômage, précarité, pauvreté, comment les résoudre sans entrevoir la nécessité de liquider le capitalisme et les institutions, sans se dresser contre le régime pour le renverser, impossible évidemment, dès lors c'était directement donné une orientation politique à la mobilisation des masses, vous n'y pensez pas sérieusement, quelle horreur ! Et puis, imaginez, les travailleurs ne vous auraient pas suivi. Qu'est-ce que vous en savez ? La majorité n'aurait pas suivi, et alors, on se serait bien contenté d'une minorité que l'on aurait pu organiser et recruter sur cette base, c'était peut-être mieux qu'un combat et une défaite dont finalement on sera incapable de tirer le moindre profit, non ? Quel dommage penserez-vous peut-être, ne vous tracassez pas trop quand même, c'est chaque fois la même histoire et on n'en est pas mort, pas encore, pas tout à fait, mais on s'en rapproche dangereusement, voyez dans quel état se trouve le prolétariat des autres pays qui sont soumis à la même politique, c'est à peine s'il remue encore, donc tant qu'il y a de la vie il y a de l'espoir !

Autre sujet.

Pendant ma pause thé, j'ai lu deux articles du NPA sur Internet. Le premier intitulé *Intersyndicale: se confronter ou accompagner ?* est datée du 27 novembre.

Une histoire d'amour qui dure...

Le NPA se félicite que cette intersyndicale ait duré tout au long de la mobilisation sur les retraites. Ils sont évidemment incapables de la caractériser, puisqu'ils se refusent à admettre qu'il s'agissait d'une coalition contre-nature, dans la mesure où la CFDT s'était prononcée pour l'allongement de la durée de cotisation, dès lors tous les syndicats qui acceptaient de s'asseoir à la même table que Chérèque en était l'otage ou le complice quoi qu'ils puissent dire ou écrire à côté. Accepter la présence de Chérèque dans cette intersyndicale revenait à envoyer le message suivant en direction de Sarkozy : rassurez-vous tout n'est pas perdu, en acceptant ma présence à leur table, les autres dirigeants syndicaux acceptent indirectement les positions que je défends au détriment des leurs, la seule question importante est de tenir bon jusqu'au bout et votre loi passera.

Rappelons aux autistes du NPA la déclaration au *Monde* de Chérèque du 12 octobre : " *L'intersyndicale n'a jamais appelé aux grèves reconductibles* " et elle « *n'appelle pas au retrait de la réforme* ». Clair, non ? Vive l'intersyndicale jaune !

Et ses bavards de terminer par un constat d'impuissance : "*On le voit encore à travers ce mouvement, les directions syndicales n'ont pas choisi clairement la confrontation pour maintenir un acquis social aussi important que celui des retraites. Mais est-ce bien étonnant?*", ah ben alors ! ils ne l'ont pas choisi du tout, pire, ils ont tout fait pour l'éviter ! Et après ? Rien, le néant !

J'ai apprécié particulièrement la fin d'un éditorial du « Socialist Worker », journal de l'International Socialist Organisation (ISO) des États-Unis, reproduit sur le site du NPA :"*Seule une alternative politique à la gauche du Parti Démocrate offrira aux partisans de la justice sociale une forme adéquate de s'affranchir de ce dilemme pourri.* ", parce que ces gens-là se situent par rapport au Parti Démocrate ! Bravo, vous êtes sur la bonne voie... de garage ! J'exagère en parlant d'incurie politique ou je suis encore en dessous de la vérité ? A vous de juger.

Les infos en bref demain seulement.

Haut de page

---

Le 4 novembre

Pas le temps de causer car j'ai de nouveaux ennuis dans mon village.

Retraites.

1- Mobilisation.

Le ministère de l'Enseignement supérieur fait état de trois universités perturbées à des degrés divers : Le Mans, Nantes et Limoges.

Pour l'Unef, premier syndicat étudiant, au moins quatre universités sont bloquées, a dit une porte-parole citant les établissements de Pau, Limoges, Saint-Etienne et Grenoble.

L'Union des étudiants communistes (UEC) affirme dans un communiqué que les universités de Rennes-2, Tours, Caen et Toulouse-2 Le Mirail sont également bloquées. (Reuters 03.11)

2- Déclaration.

2.1- CGT. "*Nous serions partisans, par exemple, de reprogrammer une autre journée de mobilisation interprofessionnelle dans le courant du mois de novembre*" a déclaré Bernard Thibault dans une interview accordée à Reuters.

La CGT propose la multiplication d'initiatives plus locales, au niveau des entreprises ou des agglomérations, afin de rendre permanente la protestation contre la réforme.

Bernard Thibault évoque "*une mobilisation tous azimuts qui sache coller au terrain, une protestation plus décentralisée, multiforme, qui restent des initiatives de masse*". (Reuters 03.11)

2.2- FO." *Parler de nouvelles formes de mobilisation, c'est de la langue de bois syndicale. Ça veut dire qu'on plie les gaules*", tempête Jacques Valladon, de Force ouvrière.

"*Nous ne lâchons pas les retraites, on ne passe pas à autre chose*", prévient le secrétaire confédéral du syndicat qui ne siège pas au sein de l'intersyndicale mais s'est joint à toutes les initiatives communes depuis le début de la contestation, au printemps.

2.3- CFTC. Jacques Voisin, qui dirige la CFTC, tempère. "*On ne va pas continuer à faire des manifestations tous les huit jours comme cet automne*", souligne-t-il.

2.4- CFE-CGC. La CFE-CGC a ouvert le bal cette semaine. D'autres rendez-vous sont fixés entre le patronat et la CFTC, FO et la CFDT, qui veut l'ouverture de négociations sur l'emploi des jeunes et des seniors, a-t-on appris de sources syndicales.

2.5- UNSA. Dans les semaines qui viennent, "*il faut mettre le Medef sous pression*", prescrit Alain Olive, secrétaire général de l'Unsa. (Reuters 03.11)

2.6- MEDEF. Quasiment silencieuse de bout en bout de la réforme, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a commencé à recevoir les syndicats pour des "*délibérations sociales bilatérales*".

## Social.

### Délinquant dès la naissance.

Délinquance: Le débat sur la détection des troubles chez les 2-3 ans est relancé.

L'idée est régulièrement évoquée par la majorité. Dans son rapport sur la prévention de la délinquance juvénile, commandé après le discours sécuritaire de Nicolas Sarkozy à Grenoble et remis ce mercredi à l'Elysée, le secrétaire d'Etat à la Justice relance le débat sur la détection précoce des enfants dits difficiles, âgés de deux ou trois ans.

En des termes choisis, Jean-Marie Bockel propose que, dès l'école maternelle ou avant, des psychologues, professeurs et assistants sociaux puissent procéder au «*repérage précoce des enfants en souffrance*». (20minutes.fr 03.11)

## Politique.

Le *Canard enchaîné* écrit mercredi que Nicolas Sarkozy a chargé Bernard Squarcini, patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), de surveiller la presse concernant le traitement par les médias de l'affaire visant l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Un groupe spécialisé a été constitué, selon l'hebdomadaire, avec d'anciens policiers des Renseignements généraux, service aujourd'hui dissous et fondu dans la DCRI en 2008 avec la DST. (Reuters 03.11)

## Economie.

### 1- France. Le gouvernement des patrons.

Selon nos informations, Bercy a décidé de faciliter la vie aux entreprises en matière de TVA. Et c'est dans le projet de loi de finances rectificative pour 2010, qui va être présenté à la mi-novembre en Conseil des ministres, que serait intégrée la mesure. Celle-ci consisterait à compenser les plus et les moins en matière de TVA au sein d'un groupe.

En clair, si une filiale est en attente d'un remboursement de TVA de la part du fisc et qu'une autre filiale doit, elle, de la TVA, le groupe n'aurait à régler que le solde entre la créance et la dette des deux filiales. Il s'agit donc d'une mesure plutôt favo-rable à la trésorerie des entreprises. (Lefigaro.fr 03.11)

### 2- Etats-Unis. La fuite en avant continue.

La Réserve fédérale a, comme prévu, annoncé mercredi un nouveau train de mesures d'assouplissement quantitatif (QE2), s'engageant à racheter encore pour 600 milliards de dollars d'emprunts d'Etat d'ici à la mi-2011 afin de relancer la croissance aux Etats-Unis.

La Fed a réaffirmé également son engagement à maintenir des taux ultra-bas pendant une période prolongée et conserve ainsi pour le taux des Fed funds une fourchette de 0% à 0,25%.

Le président de la Fed de Kansas City Thomas Hoenig est une fois de plus allé contre le consensus en jugeant que les rachats d'actifs mobiliers n'étaient pas pertinents.

Quant au plan de rachat de Treasuries proprement dit, dont la maturité moyenne devrait être de cinq à six ans, il intègrera également le réinvestissement d'actifs échus, et la Fed de New York pense ainsi racheter au total 850 à 900 milliards de dollars de Treasuries jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2011. (Reuters 03.11)

Haut de page

---

## Le 5 novembre

Extrait du communiqué de l'intersyndicale jaune d'hier (en ligne dans le site) : "*Le gouvernement porte seul la responsabilité de la situation actuelle. Il doit entendre qu'un véritable débat sur le devenir des retraites reste indispensable.*". Ils veulent encore "*débattre*" avec Sarkozy ! Il faut les pilonner à défaut de pouvoir les supprimer maintenant.

Non seulement ce sont ces dirigeants syndicaux qui portent la responsabilité du vote de cette loi avec leurs complices du PS et leurs satellites, de plus, ils n'exigent même pas son abrogation. Nous n'appellerons pas travailleurs et syndicats à participer aux prochaines actions décidées par cette intersyndicale, pas plus qu'au 6 novembre.

Ne rigolez pas, c'est petit, minable, misérable, le NPA a écrit le 27 octobre dans un article intitulé *Intersyndicale: se confronter ou accompagner?* : "*Seuls la FSU et Solidaires revendiquent clairement le retrait de la loi.*". Pour notre part, sans a priori mais en se basant sur les faits seulement, on constate que seul FO a refusé de signer le communiqué de l'intersyndicale du 4 novembre et les précédents qui n'appelaient pas au retrait. Vous lirez plus loin que nous n'épargnons pas Mailly pour autant.

Camarades, vous pensez sérieusement qu'en employant de tels procédés le mouvement ouvrier va se recomposer sur des bases correctes ? Rassurez-nous, c'est une mauvaise plaisanterie, n'est-ce pas ? Un peu de rigueur, bordel, il y en a plus que marre de ces méthodes qui ne font que discréditer davantage notre combat.

Après s'être encanaillé avec le PS, la fondation Copernic, le PG, les Verts, etc., on comprend que le NPA doit camoufler auprès de ses militants le coup de main qu'ils ont apporté à Sarkozy pour arriver à ses fins. On ose espérer que les autres dirigeants ne recourront pas ou plus à ces méthodes indignes du mouvement ouvrier, qu'ils veilleront scrupuleusement à nous éviter cette honte dans le futur.

## Social.

### 1- Ils prétendent qu'une "***véritable concertation***" est possible avec Sarkozy et Parisot !

Les principaux syndicats de Pôle emploi appellent à un mouvement de grève nationale le 9 novembre pour dénoncer les conditions

de travail des personnels et de suivi des chômeurs, et la suppression de quelque 1.800 postes en 2011.

Après la CGT, FO, et Sud, notamment, la CGC et l'UNSA de Pôle emploi ont appelé, ce jeudi dans un communiqué, les personnels à la grève le 9 novembre pour exiger l'amélioration des conditions de travail, "*la transparence et une véritable concertation sur les objectifs stratégiques de Pôle Emploi (évolution de l'offre de services, de l'organisation du travail et des sites)*", ou encore "*le maintien, a minima, des effectifs de 2010*". (AP 04.11)

Ils appellent à une "*véritable concertation sur les objectifs stratégiques de Pôle Emploi*", avec Sarkozy et Parisot, parce qu'ils seraient capables de prendre en compte d'autres intérêts que ceux du patronat ?

2- L'intersyndicale jaune ou le front unique avec Sarkozy et Parisot.

Les syndicats français ont appelé jeudi à l'organisation d'une journée d'action dans la semaine du 22 au 26 novembre, dont elles préciseront lundi les modalités et le contenu. Le communiqué publié à la fin de la réunion au siège de la CFE-CGC a été signé par sept centrales, mais pas par Force ouvrière.

Cette journée d'action ne concernera pas que les retraites et sera élargie à des revendications sur le salaire et la pénibilité, selon un communiqué lu par sept centrales syndicales (Unsa, CFDT, CFE-CGC, CFDT, CFTC, Solidaires, FSU).

Dans ce texte, l'intersyndicale réitère sa «détermination face à une réforme gouvernementale qui demeure injuste, inefficace, inacceptable et qui ne répond pas aux enjeux actuels».

«*Les organisations syndicales, comme les salariés, sont attachées au travail intersyndical qui perdure depuis deux ans et aux actions unitaires. Elles décident de poursuivre le travail commun sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat et les conditions de travail en actualisant leur déclaration commune du 29 janvier 2009*», ajoute le texte.

"*Le leadership de certains sur le groupe des sept a disparu*", a commenté un membre de FO, laissant entendre que la CGT, la centrale la plus puissante, n'avait plus l'emprise sur les autres.

"*On est satisfait de cette prise de position unitaire et de cette unité qui perdure*", a assuré Nadine Prigent, secrétaire confédérale de la CGT.

"*On pense, nous à la CGT, qu'il y a en effet une mobilisation contre les retraites (...) mais aussi une exigence d'une autre démocratie sociale dans ce pays sur d'autres sujets revendicatifs*", a-t-elle ajouté. (Reuters et 20minutes.fr 04.11)

Mailly écrit dans son éditorial daté du jeudi 4 novembre : "*Nous savons aussi que le dialogue social avec les pouvoirs publics a du plomb dans l'aile. Comment pourrait-il en être autrement? Enfin, nous savons que face au couple CFDT/CGT lie à la représentativité, nous pouvons être fiers que Force Ouvrière, clairement, défende les couleurs et la pratique de l'indépendance syndicale.*"

Comment peut-on revendiquer le "*dialogue social*" qui légitime la régression sociale sur tous les fronts et un gouvernement minoritaire et illégitime ayant entrepris de démolir systématiquement tous nos droits ou acquis, et prétendre "*défendre les couleurs et la pratique de l'indépendance syndicale*" ? C'est un tour de passe-passe grotesque qui ne sert qu'à camoufler la subordination de FO au capital et sa capitulation devant ses représentants au pouvoir.

Il écrit encore revenant sur la mobilisation sur les retraites : "*Dans de nombreux endroits, des salariés se demandaient s'ils n'auraient pas été plus utile de faire grève plusieurs jours d'affilée plutôt que de manière séquencée. D'autres, et parfois les mêmes, attendaient un appel clair et commun des confédérations à cesser le travail*", c'est un euphémisme des plus cynique.

Mais monsieur Mailly, les grèves et les manifestations sans lendemain n'ont pas été moins "*utiles*" qu'une grève illimitée jusqu'à satisfaction, dites-le franchement, elles ont été totalement inutiles, sauf bien sûr pour Sarkozy qui a obtenu gain de cause. La question de l'évolution des rapports entre la classe et le pouvoir ou les appareils ou encore avec les différents partis au cours de cette bataille ou à son issue est autre chose.

La question est maintenant de savoir pourquoi l'ensemble des dirigeants n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Cette question est tabou. Pourquoi la majorité des délégués syndicaux sont sur la ligne Chérèque-Thibault ? Encore une question tabou. Page 4 du n°122 d'*Informations ouvrières*, ils reproduisent les propos d'un travailleur sans y apporter de réponse : " *Il y a une complicité des organisations syndicales avec le gouvernement. Chérèque, on le savait... MaisThibault est aussi d'accord avec lui*", pourquoi ? Mystère !

Question : Faut-il laisser le moindre doute dans la tête des travailleurs et des syndiqués sur la nature des dirigeants

syndicaux inféodés au régime, leur véritable maître, ou faut-il au contraire leur expliquer les raisons exactes et profondes qui sont à l'origine de leur ligne politique de capitulation ? Pourquoi, puisque les travailleurs et les syndiqués posent cette question tout à fait légitime, ne pas profiter de cette occasion pour leur faire comprendre quelle est la nature sociale des dirigeants syndicaux ?

Les traîter de "*racaille*" ne sert à rien, si on n'explique pas aux travailleurs et particulièrement à ceux qui sont syndiqués, que l'orientation politique des dirigeants syndicaux n'est pas le produit d'une erreur ou d'une faiblesse quelconque de leur part, mais provient bien de leur subordination inconditionnelle et irréversible au capitalisme et aux institutions de la Ve République, à l'ennemi qu'ils sont censés combattre et renverser. Leur soumission totale au capital est l'antithèse du combat du mouvement ouvrier qui se fixait comme objectif au début du XXe siècle l'émancipation du capital, autrement dit le socialisme.

C'est parce que les dirigeants syndicaux estiment que le capitalisme est le seul modèle économique possible à l'échelle de l'humanité, qu'ils s'y adaptent et bradent finalement tous nos droits ou acquis sociaux pour assurer sa survie.

Le respect de nos droits ou la satisfaction de nos revendications étant antinomiques avec les intérêts des capitalistes, dès lors se pose la question : soit accepter la régression sociale sans fin que veulent nous imposer le capital et ses représentants, donc accepter l'aggravation des inégalités et des injustices qui découlent de la survie du système économique capitaliste, soit le combattre et préparer les conditions qui permettront de remettre en causes les fondements du capitalisme, afin de réorganiser la société sur la base des besoins de la majorité de la population en procédant à l'appropriation sociale collective des moyens de production.

Quand on examine pas à pas le cours de la lutte des classes au cours du XXe siècle, sans même avoir besoin d'entrer dans les détails, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que les dirigeants syndicaux ont toujours défendu les intérêts de la classe des capitalistes, et que même lorsqu'ils ont semblé se placer au côté de la classe ouvrière en reprenant ses revendications, c'était finalement pour empêcher que sa mobilisation ne prenne une tournure politique et pose la question déterminante du pouvoir, bref, pour garantir la stabilité du régime et assurer le retour à la paix sociale le plus rapidement possible, afin que les capitalistes puissent continuer tranquillement de vaquer à leurs affaires. C'est notre devoir de mettre cette analyse à la portée des travailleurs syndiqués ou non, afin que leur conscience politique progresse. Les masses ne peuvent par leurs propres moyens comprendre qu'est-ce qui est à l'origine du double langage et jeu des appareils.

La totalité des négociations qui se sont déroulées depuis 1945 ou des accords signés entre les syndicats (ainsi que le PS et le PCF) d'une part, les différents gouvernements et le patronat d'autre part, ont consisté à marchander des avantages sociaux en échange du désarmement politique de la classe ouvrière afin de préserver le régime en place. C'est bien la raison pour laquelle nous ne nous réclamons pas de 36, 45 ou 68 qui ont finalement été des défaites pour la classe ouvrière. C'était des marchés de dupe dont la classe ouvrière était la seule perdante, ce qu'elle ne pouvait pas soupçonner étant donné la faiblesse de son niveau de conscience politique...

Les dirigeants syndicaux se sont employés à manipuler sans cesse les masses jusqu'à présent, en leur faisant croire que leur combat ne pouvait consister qu'à revendiquer une amélioration de leurs conditions de travail ou d'existence dans le cadre du régime capitaliste, que c'était le seul objectif qu'elles pouvaient se fixer "raisonnablement", ce qui sous-entendait que le capitalisme était le seul système économique possible, pour l'éternité ! Une fois les masses solidement enchaînées ou subordonnées au capitalisme, plus sûrement que jamais, elles ne devaient plus entrevoir une issue politique au-delà du capitalisme ou concevoir leur combat dans la perspective de le renverser ou d'une société débarrassée de l'exploitation, une utopie de nos jours pour l'immense majorité, dès lors le capitalisme et ses lieutenants, les dirigeants syndicaux, devaient apparaître comme leurs bienfaiteurs auxquels ils doivent l'amélioration de leurs conditions, cela vaut pour le mouvement ouvrier uniquement, à l'exception des syndicats quand il s'agit de l'immense majorité des travailleurs qui n'ont jamais participé à la moindre grève ou manifestation ou exceptionnellement au cours des six décennies précédentes.

Sur les 99% ou plus de syndiqués qui sont subordonnés au capitalisme, la majorité d'entre eux estiment logiquement que les dirigeants syndicaux ont fait un bon travail au cours des derniers mois, ils ont essayé de sauver ce qui pouvait l'être, sans pouvoir réfléchir au-delà puisqu'ils considèrent qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme. Ils leur reprocheront peut-être d'avoir commis quelques erreurs tactiques, mais pas davantage, leur réflexion n'ira pas plus loin. L'immense majorité des travailleurs ne pensent pas autrement. Si vous vous demandiez sur qui ou quoi reposait la politique du tandem Chérèque-Thibault ou de l'intersyndicale, vous avez là la réponse. Ils connaissent parfaitement l'état d'esprit des travailleurs et leur niveau de conscience politique, comme ils savent pertinemment qu'ils ne sont pas encore en mesure de se saisir d'une issue politique à la crise du capitalisme.

C'est la raison pour laquelle il ne faut s'attendre à aucun changement dans les rapports entre la classe et les appareils à court terme ou s'imaginer que la mobilisation pourrait repartir de plus belle et franchir une étape décisive en s'orientant résolument contre le gouvernement et les institutions.

Pour qu'un tel changement se produise, pour que la conscience de classe du prolétariat progresse, il faut donner un contenu et une orientation politique à son combat, il faut l'organiser... Puisque tel est semble-t-il l'objet de la conférence pour l'unité ouvrière le 11 décembre prochain proposée par le POI, nous soutenons cette initiative et nous appelons tous les militants à y participer pour en faire un succès.

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Le parti de l'ordre règle ses comptes avec un larbin indélicat et ingrat.

La joute entre Jean-François Copé et Martin Hirsch au sujet des conflits d'intérêt se poursuit sur le terrain législatif. Examiné vendredi, l'amendement n°II-94 à l'article 48 de la loi des Finances prévoit de «*supprimer dans les charges de l'agence [de service civique] l'indemnité du président de l'agence*», rapporte *Libération* ce jeudi.

Or, cet amendement a été signé par Messieurs Debré, Giscard d'Estaing et Dhuicq, «*trois proches de Jean-François Copé*», selon le quotidien. Il s'agirait là, pour *Libération*, d'une petite vengeance du chef de file des députés UMP qui n'avait pas vraiment apprécié () les accusations de conflit d'intérêts portées contre lui par Martin Hirsch dans son livre «*Pour en finir avec les conflits d'intérêts*». (Libération.fr 04.11)

#### 1.2- Le parti de l'ordre a la hargne tenace, la vengeance féroce, la haine viscérale du prolétariat.

Le procès de 13 syndicalistes de la Poste poursuivis pour séquestration, violences et outrages à huissier lors d'une action à Bègles (Gironde) en 2005, s'est ouvert jeudi à Bordeaux.

Les syndicalistes, déjà sanctionnés par la Poste de peines d'exclusions de 6 mois à 2 ans et de mutations d'office ainsi que du licenciement du seul agent contractuel, encourent pour certains d'entre de lourdes peines de prison.

"*Les incidents ont été minimes et la répression a été disproportionnée. Il s'agit d'un piège monté par La Poste pour se débarrasser d'une quinzaine de syndicalistes, pour casser un mouvement social*", estime l'un des avocats des prévenus, Me Gérard Boulanger.

Le conflit social était tendu et des salariés ont retenu cinq cadres, dont le directeur du site, pour obtenir l'ouverture de négociations. L'action s'est terminée le lendemain par l'intervention des policiers du GIPN et le placement en garde à vue de neuf des syndicalistes.

Gérard Boulanger parle d'acharnement et plaidera la relaxe.

"*La séquestration ne tient pas juridiquement. On poursuit les responsables syndicaux qui étaient à l'intérieur et pas ceux qui bloquaient les accès à l'extérieur. Les cadres prétendent avoir été empêchés d'aller aux toilettes, ce qui n'est pas vrai, et ils ont refusé les sandwiches qui leur avaient été fournis*", dit l'avocat, qui dénonce les 440.000 euros de dommages et intérêts demandés par La Poste en tant que personne morale.

La CGT indique dans un communiqué que "*l'action des salariés et de leurs militants syndicaux était juste et légitime*".

"*Prendre les responsables syndicaux comme boucs émissaires est inacceptable. La CGT, qui a combattu depuis le début cette répression syndicale, exige aujourd'hui la relaxe pour nos 13 camarades*", peut-on y lire. (Reuters 04..11)

#### 1.3- Des barbouzes en action pour étouffer l'affaire Woerth-Bettencourt-Sarkozy.

Deux journalistes de *Mediapart*, enquêtant sur les affaires Karachi et Bettencourt, ont été pistés et «*géolocalisés*» par les services français lors de leurs déplacements pour rencontrer leurs informateurs, ont affirmé jeudi le site d'informations *Mediapart* et les intéressés.

«*Nous avons appris que nous avons été géolocalisés lors de nos déplacements en mars-avril, alors que nous enquêtions sur les rétrocommissions et l'attentat de Karachi avec Fabrice Arfi*», a expliqué Fabrice Lhomme, journaliste à *Mediapart*.

«*A l'époque, nous avions des rendez-vous aussi bien avec Claude Guéant, Brice Hortefeux ou Bernard Squarcini, mais aussi avec des informateurs discrets comme d'anciens responsables des services secrets*», a-t-il ajouté.

Ces opérations «*ont été réactivées quand à partir de juin nous avons commencé à travailler sur l'affaire Bettencourt*», a-t-il ajouté.

Dans un éditorial de *Mediapart*, son fondateur Edwy Plenel interpelle jeudi Nicolas Sarkozy sous le titre «*Espionnage d'Etat des journalistes: Monsieur le Président, cela vous concerne*».

«*Des confidences anonymes ne sont certes pas des preuves probantes, et c'est bien pourquoi nous sommes jusqu'ici restés prudents et discrets*», écrit Edwy Plenel.

«*Reste qu'aujourd'hui, ces témoignages de sources au cœur de l'Etat sont trop insistants et les faits qu'ils rapportent sont trop concordants pour que nous gardions cette réserve professionnelle*», ajoute le directeur de *Mediapart*. (20minutes.fr 04.11)

### 1.4- La Talonnette à quatre pattes devant le dictateur Hu Jintao : l'argent n'a pas d'odeur !

"*Les Chinois sont incontournables, autant être avec eux*", souligne un conseiller de Nicolas Sarkozy.

«*La Chine ne doit pas être vécue comme un risque mais comme une opportunité*» a dit pour sa part Sarkozy.

Hu Jintao a déclaré au dîner que la France et la Chine étaient convenues de doubler leurs échanges commerciaux d'ici 2015 pour les porter à 80 milliards de dollars par an.

Les entreprises chinoises et françaises vont signer pour «*plus de 20 milliards de dollars*» de contrats, à l'occasion de la visite d'Etat en France du président chinois, Hu Jintao, comme l'a annoncé sa vice-ministre chinoise des Affaires étrangères, Fu Ying.

Le dialogue franco-chinois "*n'a aucune limite, aucune frontière, aucun sujet tabou*", a assuré Nicolas Sarkozy.

Les sujets qui fâchent, comme les droits de l'Homme, seront éclipsés. D'ailleurs, il n'y aura qu'une prise de parole publique ' les toasts des deux présidents lors du dîner ' et aucune conférence de presse qui pourrait permettre à des journalistes d'embarrasser Nicolas Sarkozy. Un dispositif là aussi exceptionnel mais dont ne s'est pas vanté l'Elysée.

Contacté par Le Post, l'ex-président UMP du groupe d'information du Sénat sur le Tibet "*ami du Tibet*" illustre ce type de "Realpolitik" à la française.

Si Louis de Brossia pense que "*Nicolas Sarkozy évoquera les droits de l'Homme en privé avec Hu Jintao*", il résume la position française en une phrase : "*La diplomatie, c'est assurer les droits de l'Homme, tout en prenant en compte les impératifs économiques*", déclare-t-il au Post.

Lors de sa visite à Troyes, Nicolas Sarkozy a justifié sa volonté de ne pas braquer la Chine, déclarant qu'une compréhension mutuelle était la base de tout compromis : "*Quand on reçoit quelqu'un, pour bien le recevoir, ce n'est pas en reprochant aux gens les choses qu'on fait avancer les dossiers. C'est en essayant de les comprendre que eux vous comprennent aussi.*" L'objectif étant de "*trouver un compromis qui soit à l'avantage des deux partenaires*". (Reuters et Lepost.fr 04.11)

## Economie.

### 1- France. Dictature du capital, suite.

Philippe Marini, rapporteur général UMP du budget au Sénat, a plaidé en faveur d'une réduction de moitié du poids de l'impôt sur la fortune, dans une interview parue ce jeudi dans *Les Echos*.

«*Il faut réduire significativement le poids de l'ISF*», a ajouté Philippe Marini. Il suggère notamment de «*relever le seuil de déclenchement de l'impôt, de 770.000 à 1 million d'euros par exemple*» et préconise d'"accroître, de 30% à 50%, l'abattement prévu pour la résidence principale». (20minutes.fr 04.11)

### 2- G20 de Séoul les 11 et 12 novembre. La quadrature du cercle. Chacun pour soi !

"*Tant que le monde ne s'efforcera pas de limiter les émissions de devises internationales telles que le dollar - ce qui n'est pas facile - il est inévitable qu'une nouvelle crise ait lieu, comme le déplorent quelques Occidentaux éclairés*", a commenté un conseiller de la banque centrale chinoise, Xia Bin, dans une publication de la Banque populaire de Chine.

Le ministre sud-coréen des Finances a quant à lui prévenu qu'il envisagerait "*de façon résolue*" un contrôle des flux de capitaux.

A Brasilia, son homologue brésilien, Guido Mantega, a estimé que la décision de la Fed ne favoriserait sans doute pas la croissance mondiale et qu'elle risquait d'aggraver les déséquilibres internationaux.

Quant à la Thaïlande, elle a évoqué la possibilité d'une action concertée destinée à lutter contre l'afflux de dollars attendu sur

les marchés émergents.

Le ministre turc de l'Economie a estimé que la décision de la Fed risquait de se retourner contre les Etats-Unis et un haut responsable indien a souligné que, si Washington avait le droit de relancer son économie, les autres pays avaient celui de défendre leurs intérêts.

Tout accord qui sera conclu à Séoul, a-t-il ajouté, devra représenter "*une victoire pour les deux camps*".

Les ministres des Finances et grands argentiers du G20 ont cherché le mois dernier à concilier les points de vue diamétralement opposés de Washington et de Pékin sur les changes en appelant les Etats à éviter les dévaluations compétitives et à mettre au point des mesures politiques de rééquilibrage des balances commerciales.

Mais leur communiqué s'est gardé d'appeler explicitement à une appréciation de certaines devises, et notamment du yuan chinois.

Jeudi, Xia Bin a prévenu que Pékin poursuivrait ses intérêts propres. "*Nous devons penser à ce qui est bon pour nous*", a-t-il souligné.

Les analystes n'attendent donc guère de résultat lors du sommet de Séoul.

"*Il ne me semble pas que l'environnement actuel soit de nature à inciter les pays à annoncer des objectifs*", a déclaré Olivier Desbarres, stratège changes au Credit Suisse.

Officiellement, les autorités sud-coréennes se disent optimistes quant aux chances d'un accord significatif à l'issue du sommet du G20. En privé, les responsables reconnaissent que l'introduction d'objectifs chiffrés sera rendue difficile par l'opposition de la Chine et de l'Allemagne.

"*Il est très difficile de dire que nous aurons des chiffres*" à l'issue du sommet, a déclaré sous couvert d'anonymat un responsable sud-coréen proche des négociations. (Reuters 04.11)

---

Le 6 novembre

J'ai l'habitude de dire ce que je pense et je commente rarement les articles que je mets en ligne dans la Tribune libre. Le jeu qui consisterait à les commenter pourrait s'appeler chercher l'erreur, mais je n'ai pas vraiment envie de jouer à ce jeu-là, car il nous entraînerait sur un autre terrain que celui de la lutte des classes. Quant aux articles que je reçois et qui s'écartent de notre objectif ou plutôt qui nous en proposent un que l'on ne peut pas partager, je ne les mets pas en ligne. C'est ainsi que je peux mettre en ligne certains articles d'une formation politique et pas d'autres que j'estime contraire à notre combat. Je fais donc preuve, me semble-t-il, d'une grande tolérance ou ouverture d'esprit, mais sans pour autant tomber dans le laxisme ou l'opportunisme.

Hier j'ai brocardé le NPA pour son comportement indigne d'un parti ouvrier, j'ai constaté que deux formations politique au moins, je ne les nommerai pas ici, s'employaient à nommer tous les partis dits ouvriers, en oubliant systématiquement de citer le POI, comme si leurs responsables avaient un problème à la fois personnel et politique avec ce parti, ce qui n'est pas la meilleure façon de procéder pour faire avancer la discussion au sein du mouvement ouvrier. Ajoutons que cette méthode contribue à disqualifier d'avance leurs auteurs aux yeux des militants, ce qui est franchement dommage puisque les idées qu'ils développent sont très souvent d'une grande qualité et utiles à tous les militants. Je ne veux pas là m'ériger en redresseur de torts ou en donneur de leçons, disons que cette censure d'un parti est trop grosse pour qu'on la passe sous silence.

Quand on est en désaccord avec un parti, on se doit d'expliquer pourquoi et d'argumenter loyalement la position que l'on défend, sans déformer celle du parti que l'on critique. Qu'on ait quitté ce parti en plus ou moins bons termes avec ses dirigeants hier ou autrefois, ne peut justifier non plus une telle pratique.

Les camarades savent que j'ai milité à l'OCI à la fin des années 70, que j'ai quitté cette organisation pour des raisons purement personnelles et non sur la base d'un désaccord politique, et qu'après une traversée du désert de plus de 20 ans, après avoir pris contact avec le PT, j'ai rompu mes relations avec ce parti en 2005. Ne me reconnaissant pas ou plus dans ce parti, j'ai entrepris d'essayer de comprendre l'origine de notre désaccord politique le plus honnêtement possible, je veux dire par là, en laissant de côté les a priori qui pouvaient fausser les conclusions de mon analyse sur l'évolution du PT en remontant jusqu'aux années 40.

Je ne vais pas retracer ici chaque étape ou détail de ce travail laborieux effectué dans des conditions particulèrement difficiles étant donné mon éloignement, je ne prétends pas non plus qu'il ait été mené avec toute la rigueur qui aurait été souhaitable pour

le mener à bien, d'autant plus que simultanément j'ai entrepris de me réapproprier l'essentiel du marxisme, ce qui me prenait beaucoup de temps, sans oublier que parallèlement j'animais le site que j'ai créé à la fin 2004. Bref, ma position vis-à-vis de ce parti a évolué, parfois ambigue ou contradictoire, elle est le produit d'un processus intellectuel semé d'embûches et d'interrogations sans toujours trouver immédiatement des réponses cohérentes ou satisfaisantes, j'en avais parfaitement conscience et je ne l'ai jamais caché aux militants qui se connectaient sur le site. Je n'ai cessé de les mettre en garde et de ne pas m'accorder une confiance aveugle.

J'ai commis de nombreuses erreurs que je me suis employé à corriger au fur et à mesure... Je ne suis pas dans la même situation que les camarades qui ont quitté l'OCI, le PCI ou le PT en de mauvais termes avec leurs dirigeants sur la base de désaccords politiques et dont certains ont constitué des groupes de militants, du coup je n'aborde pas ce parti et ses dirigeants sous le même angle, comment dire, avec la même expérience. Sans prétendre que ce serait leur cas, je n'ai personnellement aucun compte à régler avec le POI ou ses dirigeants, je n'ai pas d'appareil à défendre ou de militants à perdre, rien à vous vendre, je suis guidé par un seul objectif : faire triompher notre cause, le socialisme.

Je ne suis pas là pour vous livrer mes états d'âme, mais vous devez savoir à quel point je suis malheureux quand on en vient à se déchirer entre nous, cela me rend littéralement malade, comment peut-on en arriver-là ? Je ne peux m'empêcher de penser ou d'en conclure qu'on a perdu le sens de la mesure parce que l'on s'est écarté de notre objectif, je n'ai pas trouvé à ce jour une meilleure explication. Cette explication pourrait peut-être convenir pour comprendre l'origine de l'éclatement de l'avant-garde en une multitude de formations politiques et l'incapacité dans laquelle nous sommes aujourd'hui de nous rassembler dans le même parti. Il faudrait préciser pour éviter tout malentendu, que chacun a bien encore en tête cet objectif, mais que c'est sur l'analyse de la situation (mondiale) et la stratégie à mettre en oeuvre pour l'atteindre que porte l'essentiel de nos désaccords.

Maintenant, avec le développement de la lutte des classes et l'approfondissement de la crise du capitalisme, les différents points de vue devraient se rapprocher et l'avant-garde se rassembler. Si la défense de la démocratie ou de la République n'est pas vraiment notre tasse de thé, en revanche rassembler militants et travailleurs dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République en posant la question du gouvernement ouvrier, ouvre une perspective politique à la classe et à tous les militants combattant pour le socialisme. Le POI a avancé cette perspective politique dans son document qui sert à la préparation de la conférence ouvrière du 11 décembre. On ne peut donc pas faire comme si elle n'existait pas. Elle correspond à la politique défendue par les uns et les autres depuis de nombreuses années. Devrait-on mettre en doute la sincérité de leur engagement politique ? Telle n'est pas notre intention évidemment. Dès lors pourquoi censurer le POI, pourquoi ne pas s'associer à cette initiative, pourquoi ne pas souhaiter le succès de cette conférence ? Comment faudrait-il interpréter une autre attitude ? Et si les dirigeants ou cadres du POI refusaient que l'on s'associe à leur initiative, cela ne justifierait-il pas notre attitude envers ce parti ? Le diaboliser, certainement pas. Il faudrait d'abord que ce refus soit acté pour ensuite le dénoncer, mais avant d'en arriver à cette situation que personne ne souhaite, il faudrait peut-être au préalable en discuter avec eux.

Je ne sais pas si vous avez à l'esprit ce que j'ai appris autrefois je ne sais plus où, qu'en tout état de cause on s'adressait au meilleur des travailleurs et qui plus est des militants, à leur intelligence, à leur capacité à réfléchir, à comprendre les tenants et les aboutissants d'une situation, à faire preuve de discernement, à faire la part des choses, à évoluer dans leur jugement, etc. Si maintenant on considère que tel n'est pas le cas dès que la discussion s'engage entre dirigeants ou responsables de différentes formations politiques, autant dire tout de suite qu'ils sont complètement pourris et leur parti avec et qu'on ne tient pas à avoir des relations avec eux de ce fait.

Je suis peut-être naïf au point de croire qu'une discussion serait possible avec les dirigeants du POI. J'ai parfois pensé le contraire je ne m'en cache pas, j'ai certainement manqué d'impartialité à leur égard, je l'avoue et je m'en excuse, je n'avais pas alors trouvé le meilleur moyen d'aborder nos désaccords ou de défendre mes propres positions, j'ai cédé à la facilité. Je me suis peut-être laissé influencer involontairement. Ils ont leur tort aussi, dans la mesure où ils n'ont jamais été capables de poser publiquement les questions légitimes que les travailleurs et les militants pouvaient se poser, de se mettre à leur hauteur...

On attend toujours qu'ils nous expliquent par exemple, pourquoi leurs militants ont voté des motions incorrectes sur les retraites proposées par les appareils de la CGT ou de la FSU, alors que d'autres militants avaient proposé des motions correctes. Partant de là, il est légitime que le doute s'installe dans la tête des militants sur les réelles intentions du POI et qu'ils en viennent à traiter ce parti comme les appareils pourris des syndicats. Le POI doit ces explications aux militants et aux travailleurs. Les dirigeants de ce parti en ont-ils conscience ? Je n'en sais rien. Les dirigeants du POI donnent ainsi l'impression qu'ils auraient quelque chose à cacher, qu'ils jouent un double jeu, qu'ils reconnaissent que les militants sont en droit de le penser, que faudrait-il penser de militants qui ne se poseraient pas ces questions, que ce sont des bénis oui-oui s'ils sont adhérents du POI, des crétins qui n'ont rien remarqué d'anormal dans tous les autres cas, ce serait peu fratteur pour les uns et les autres, on n'ose pas imaginer que les dirigeants du POI seraient animés par un état d'esprit aussi méprisable envers tous les militants, y compris ceux de leur parti.

J'ai l'impression qu'ils ne comprennent pas du tout la psychologie des masses et donc des militants, qu'ils sont enfermés dans leur bulle (intellectuelle) ou leur conception de la lutte de classe qui n'est pas ou plus adaptée à notre époque, si elle le fut un jour d'ailleurs, ce que je réfute. Si on devait schématiser, on pourrait dire qu'ils nous balancent leur politique, ensuite tu y adhères ou non, tu suis le troupeau ou non, après moi le déluge, eux ce sont la tête, et les militants les jambes. On ne va pas revenir ici sur ce sujet, ils ont liquidé le PCI au milieu des années 80 parce qu'il ne correspondait pas ou plus à la situation selon eux, mais ils

ont conservé la même manière de s'adresser aux militants et aux travailleurs, absolument rien n'a changé dans leur conception des rapports du parti aux masses, comme si rien n'avait changé dans la société.

Ce n'est pas parce que les travailleurs n'ont pas réussi jusqu'à présent à élever leur niveau de compréhension de la société dans laquelle nous vivons au niveau des tâches historiques qu'ils ont à accomplir, qu'ils se poseraient moins de questions qu'autrefois ou que leurs exigences sur le plan intellectuel seraient demeurées figées à ce qu'elles étaient il y a un siècle ou il y a 70 ans. Au contraire, avec le formidable développement des moyens d'informations, hier la multiplication des chaînes de télévision, aujourd'hui avec Internet, chaque déclaration ou article est analysé, osculté à la loupe, épluché, décortiqué par une multitude de commentateurs plus ou moins bien intentionnés ou autorisés, la moindre contradiction est mise en lumière, la moindre expression qui porte à confusion est interprétée comme la preuve de l'usage d'un double langage, etc.

Les masses s'emparent de tous les sujets de la société, elles sont informées sur tout ce qui se passe dans le monde pour peu qu'elles en manifestent la volonté, ce qui est de plus en plus le cas si l'on en croit le succès des sites Internet d'information, sans oublier que tous les travailleurs sont passés par l'école et de plus en plus par l'université... Que faut-il penser d'un article qui ne reprend pas les questions que se posent les travailleurs ? Son auteur prétendra le contraire, ce qu'il ne comprend pas, c'est que pour les travailleurs il se présente sous un autre angle. Que faut-il penser d'un article qui pose davantage de questions qu'il n'en résoud ? Il plonge son lecteur dans la perplexité et c'est légitime. Que faut-il penser de la lecture d'un article qui vous laisse sur votre faim, qui se réduit à un commentaire de la situation et qui se termine systématiquement par ce qui ressemble à un mot d'ordre d'un parti ? Il sera troublé, il se dira : peut-être qu'ils ont écrit tout cela pour finalement m'amener sur leur terrain, au lieu de se forger une certitude, on ne fait qu'entretenir le doute dans sa tête.

Le travailleur aujourd'hui se fout de savoir ce que vous pensez, il se fout éperdument des conclusions auxquelles vous êtes parvenus, il veut savoir ou comprendre comment vous en êtes arrivés à ces conclusions ou cette synthèse, il veut vérifier que vous ne le roulez pas, il est méfiant presque jusqu'à la paranoïa, il n'est pas nihiliste, il n'a plus confiance en personne, ce n'est pas du tout la même chose, il a une réaction saine, il veut pour ainsi dire que vous mettiez à sa portée ou maîtriser le processus, le mécanisme, la méthode que vous avez employée pour parvenir à vos conclusions.

Il existe une multitude de formations politiques dont une bonne partie tiennent un discours très proche, c'est en tout cas ainsi que les travailleurs les perçoivent. Ils sont totalement incapables de s'y retrouver. Et pour cause, ils utilisent tous la même méthode qui consiste à occulter systématiquement leurs véritables intentions, on pourrait résumer ainsi le fait de ne pas expliquer comment on est parvenu à telle ou telle conclusion ou position.

Personnellement, je suis désolé de me mettre encore une fois en avant car je déteste cela, j'ai pris délibérément le parti de livrer aux militants et aux travailleurs qui se connectent sur le site, la totalité des faits, des arguments, des idées ou des hypothèses qui me viennent à l'esprit au cours de mes réflexions ou études, ainsi chacun dispose du même matériel que moi pour reprendre à son origine chaque analyse et la poursuivre pour en tirer les conclusions qui lui semblent satisfaisantes, sans bien sûr qu'elles correspondent forcément aux miennes, chacun demeurant libre de penser ce qu'il veut.

Quand on dit qu'il nous faut convaincre les travailleurs d'adhérer au socialisme ou de rejoindre notre combat, la formule est inexacte et trompeuse, car en réalité c'est à eux de s'en convaincre, c'est à eux de faire le chemin qui nous a conduit au socialisme, et comme nous ne pouvons pas nous mettre à leur place, on peut seulement essayer de mettre le socialisme à leur portée, c'est seulement par leurs propres moyens à partir de leurs propres expériences qu'ils peuvent y parvenir. Procéder autrement revient à ne pas avoir confiance dans leur capacité à y parvenir ou à vouloir leur imposer notre point de vue, point de vue qu'ils disent volontiers partager... pour quelque temps plus tard les perdre ou disparaître dans la nature !

On devrait consacrer une causerie entière à la dialectique... Qu'est-ce qui définit le mieux *Le Capital* de Marx et Engels ? Le mouvement, c'est l'étude du mouvement du capital, son évolution, son développement à travers ses contradictions, etc. Le mouvement c'est aussi ce qui caractérise la vie, toute forme d'existence matérielle, y compris minérale, serait impossible sans mouvement. Sans mouvement l'univers n'existerait pas. Le développement des sciences est l'étude du mouvement dans tous les domaines, y compris les sciences sociales dont fait partie le socialisme scientifique ou marxisme.

Dans la vie quotidienne nous devons tous faire face à des contradictions, nous en avons plein la tête, personne ne peut y échapper, la manière dont elles évoluent nous échappe très souvent, elles appartiennent à notre inconscient... Nous devrions prendre le temps de nous pencher sur cette question en l'abordant sous l'angle de notre choix, pour ensuite transposer sur le plan politique les leçons que l'on aurait tirées de cette étude ou réflexion, à condition de le faire sérieusement. Peut-être qu'ensuite on pourrait mieux se comprendre, non ? Comment comprendre que je critique parfois férocement le POI et que j'invite les militants à participer à son combat, sans forcément adhérer à ce parti ? Voilà un mystère que j'espère avoir résolu.

Bon week-end à tous.

## Politique.

### 1- Sarkozy l'ignare, aveuglé par sa haine de la classe ouvrière.

Dire du mal des 35 heures est un plaisir que Nicolas Sarkozy se refuse rarement, y compris quand cela n'a rien à voir avec le sujet de ses interventions.

Le 21 octobre, lors d'une table ronde avec les maires ruraux d'Eure-et-Loir, le Président s'est ainsi laissé aller à une digression sur son sujet favori : «*Quand on est les seuls au monde à expliquer qu'en travaillant trente-cinq heures, on préservera nos emplois, nos cadres de vie et nos salaires, on a menti aux Français. D'ailleurs, les syndicalistes allemands, lorsque la France a connu les 35 heures, ont dit : "Les 35 heures en France, c'est une bonne nouvelle pour les ouvriers allemands."*»

En 1984, après sept semaines de grèves dans la métallurgie et treize dans l'imprimerie, le syndicat allemand de la métallurgie IG Metall obtenait le passage progressif à la semaine de trente-cinq heures dans la sidérurgie, l'imprimerie et la métallurgie. Dans les années qui suivirent, bon nombre d'accords prévoyant un passage de quarante à trente-huit ou trente-cinq heures furent signés. Fin 1993, Volkswagen lança la semaine des quatre jours, soit trente-deux heures.

Mieux, en 2002, suite à la généralisation de la réduction du temps de travail à l'ensemble de l'économie française, Frank Bsirske, président du plus grand syndicat allemand, Ver.di (représentant le secteur tertiaire), déclarait au quotidien Die Welt que la semaine des trente-cinq heures devait être introduite «*le plus tôt possible*» en Allemagne, parce qu'elle répondait aux souhaits des actifs, et qu'elle permettait de combattre efficacement le chômage. L'année suivante, IG Metall lançait une grève - qui sera un échec - pour la mise en place des 35 heures dans l'ex-Allemagne de l'Est.

Au milieu des années 2000, la crise aidant, le mouvement s'inverse outre-Rhin. Les patrons de certaines entreprises industrielles obtiennent alors des syndicats un allongement de la durée du travail en échange de la préservation de l'emploi. Il n'empêche : l'Allemagne fait encore partie, comme les Pays-Bas, des pays européens affichant une durée moyenne du travail inférieure à celle de la France. Selon l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), la durée annuelle moyenne du travail en 2007 était de 1 559 heures pour les actifs français, contre 1 432 heures en Allemagne. (Libération.fr 05.11)

2- Sarkozy l'intox.

Contrats signés entre la France et la Chine.

*Les Echos* avancent le chiffre de 14,125 millions d'euros. *Libération* explique que l'Elysée évoque "*16 milliards d'euros*" de contrats "*mais seulement 14 milliards selon les Chinois*". Si même les principaux intéressés ne sont pas d'accord ! Enfin dans *Le Parisien*, il est question de 20 milliards d'euros.

Airbus : Pour un tiers, il s'agit déjà d'anciennes commandes remontant à fin 2007, tempère France Info.

Areva : Un contrat qui prolonge un accord signé en novembre 2007, indique TF1news. Areva a aussi signé un accord pour la construction en Chine d'une usine de retraitement des déchets nucléaires. Mais aucune date n'étant avancée, nous n'en sommes qu'à l'état de projet.

Total : Signature d'une lettre d'intention portant sur un projet pétrochimique. Rien ne dit, donc, que cela se concrétisera.

Groupama : Un contrat cadre prévoyant la création d'une société d'assurance dommages commune, montant non précisé, indique Le JDD.fr.

Beaucoup de contrats signés entre la France et la Chine sont assortis de clauses de transferts de technologies, détaille *France Info*.

Cela signifie que les groupes français devront aussi exporter leurs recettes et leur savoir-faire. "*Et les Chinois apprennent très vite*" ne manque pas de souligner France Info. (Lepost.fr 05.11)

Selon Jean-Joseph Boillot, économiste spécialiste de l'Asie, sur les montants, ce sont des effets d'annonce. C'est en réalité entre 5 et 10 milliards d'euros sur trois à cinq ans. Si on le rapporte au déficit commercial de la France avec la Chine, c'est une petite goutte d'eau.

Le PIB de la Chine en parité de pouvoir d'achat est en gros de 8 000 milliards de dollars. Celui de la France est de 2000 milliards de dollars. Nous sommes dans un rapport de 1 à 4, et de 1 à 10 dans une dizaine d'années. (Publicsénat.fr 05.11)

3- Sur le G20 des 11 et 12 novembre prochain.

La Chine est une puissance qui en 2020 va peser 20 000 milliards de dollars. Pour donner un ordre d'idée, les Etats-Unis

pèsent aujourd'hui 13 à 14 milliards de dollars. Et en-dessous, il n'y a plus rien. L'Union européenne est trop divisée en général, le Japon est paralysé par sa proximité avec la Chine, et la plupart des autres pays, à l'exception notable de l'Inde, se contentent plutôt de compter les points. (Publicsénat.fr 05.11)

Nicolas Sarkozy a jugé vendredi à Nice devant la presse "*bien difficile*" d'être optimiste dans la perspective du G20, dont la France prendra prochainement la tête avec pour ambition de réformer le système monétaire international et la gouvernance mondiale. (20minutes.fr 05.11)

## Social.

### Etat et patrons voyous.

#### 1- Viré par SMS.

Treize salariés travaillant en Indre-et-Loire pour ERDF via le sous-traitant Energy 30 ont été licenciés par ce simple SMS, selon France 3 : « *Rendez-vous demain, 16 heures à l'entrepôt.* ».

La méthode est choquante, le contenu du message est illégal.

Car le licenciement n'est pas évoqué dans le message téléphonique. Une fois arrivés au rendez-vous, ils ont découvert, dans un courrier remis en main propre, qu'ils seraient mis à la porte quelques jours plus tard.

La direction, contactée par *France Soir*, a regretté « *un oubli malheureux* ». (Rue89 05.11)

#### 2- 22 ans de CDD.

Un facteur corrézien, qui a aligné 22 ans (de 1976 à 2001) de contrats à durée déterminée, a obtenu jeudi du Conseil de prud'hommes de Tulle la condamnation de La Poste, qui devra lui verser un total de 36.577 euros pour «*comportement fautif*».

Jean-Claude Vialle, atteint aujourd'hui d'une grave maladie, avait travaillé au service de La Poste pendant 22 ans en CDD, dont «*un nombre très important présentaient des irrégularités*», puis, pendant 3 ans en contrats à durée indéterminée à temps partiel qui «*présentaient les mêmes désagréments*» que les CDD, selon le jugement des prud'hommes.

«*La Poste, malgré une direction des ressources humaines disposant de tous les moyens juridiques et humains, a un comportement fautif en ignorant, volontairement ou pas, de nombreux éléments du droit social*», estime le Conseil des prud'hommes, qui juge que «*M. Vialle a subi un réel préjudice moral et financier pendant 22 ans*». (Libération.fr 05.11)

Haut de page

---

### Le 8 novembre

Complément de la mi-journée avec les dernières infos en bref.

J'invite tous les camarades à lire le témoignage de L. A., étudiante à l'Ecole Normale Supérieure, Master Sociologie, *A propos des évènements de la place Bellecour du jeudi 21 octobre à Lyon : la violence d'Etat contre les travailleurs et la jeunesse* . (groupe CCI-T).

J'ai lu attentivement ce témoignage bouleversant. Les faits relatés par cettte étudiante ne m'ont pas étonnés, encore moins choqués, j'ai à l'esprit en permanencedepuis mai 2007 que c'est un flic qui est installé au Palais, un dictateur qui n'attend que son heure pour réprimer et écraser le mouvement ouvrier dans un bain de sang. Quand le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'aristocratie financière, se donne un flic pour représenter et défendre ses intérêts, ce n'est pas pour laisser la plèbe lui en compter.

Je n'ai eu de cesse de le répéter et de mettre en garde les camarades sur la nature du régime depuis 2007, sur la tentation du pouvoir en place de recourir aux mêmes moyens qu'une dictature sur le plan politique et judiciaire. J'étais excessif dans mes propos, un gauchiste quoi, qui alertait inutilement les militants... J'ai aussi insisté sur la nécessité de préparer travailleurs et militants à la dérive policière de l'Etat, en vain.

J'ai enfoncé le clou, en expliquant que puisque seule une révolution pourrait venir à bout du régime, elle serait forcément violente et déboucherait immanquablement sur une guerre civile, que pour vaincre, cela exigerait des sacrifices de la part du prolétariat, etc. Les révolutionnaires, jeunes et moins jeunes doivent en avoir parfaitement conscience insistais-je, en vain, à l'opposé, on leur a fait miroiter que le passage du capitalisme au socialisme s'effectuerait tranquillement au cours d'un processus "*démocratique*" ou par les "*urnes*" (Mélenchon, irresponsable et criminel à la fois).

Aujourd'hui, ils sont "*choqués*" par la brutalité dont ont fait preuve les forces de police à leur égard dans les récentes manifestations. On les invite à lire ou relire attentivement le développement de la lutte des classes au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle jusqu'aux années 40 en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne notamment, ils comprendront peut-être qu'est-ce que signifie réellement la dictature du capital et de quoi les représentants du capital sont capables, des pires atrocités, qu'ils relisent aussi l'histoire de la guerre civile en Espagne, comment Franco, soutenu militairement par Hitler et Mussolini, à organiser le massacre systématique du mouvement ouvrier révolutionnaire espagnol, le bombardement de Guernica...

Sur la subordination sociale de la classe ouvrière au capital est venue se greffer l'idée criminelle que le combat (politique) de classe serait une balade tranquille contre un ennemi loyal et démocratique, qui vous cèderait le pouvoir pour peu qu'on lui demande poliment, alors qu'en réalité il est totalement dépourvu de scrupules et peut faire preuve d'une férocité impitoyable dans la lignée des barbares d'autrefois, dès qu'il estime que son régime serait menacé. Le mouvement ouvrier gangrené par le réformisme, adepte de la négociation tout azimut sans combat préalable, il est devenu comme un couteau dont la lame est en guimauve. D'où l'urgence de réarmer théoriquement les militants, car certaines illusions peuvent être fatales !

Quand on parle de "*guerre de classe*", qu'est-ce que vous croyez, que ce serait un simpe effet de style, non, c'est une véritable guerre que nous livrons, ce n'est pas une expression ou une formule creuse que l'on emploierait à la légère, c'est un processus dialectique qui passe par plusieurs étapes de l'agitation et la propagande jusqu'au combat les armes à la main, jusqu'à la liquidation physique de l'un des deux protagonistes en présence...

Si cela pouvait au moins vous servir de leçon. Cela s'adresse à tous ceux qui nient que sans le parti nous ne vaincrons jamais.

Vous comprendrez peut-être pourquoi il faut impérativement construire un parti de combattants révolutionnaires aux caractères indestructible ou trempés comme de l'acier, qui ne seront pas effarouchés et ne prendront pas leurs jambes à leur cou quand l'ennemi se déchaînera sur la classe ouvrière. Vous imaginez un peu la débandage dans un parti dont les militants ne seraient pas préparés psychologiquement à cette situation. Il éclaterait infailliblement, il se disloquerait au premier coup de canon, et cela en serait fini de la révolution, du socialisme...

Alors camarades, on le construit ce parti communiste sur le modèle de l'armée de combattants qu'était le parti de Lénine et Trotsky, ou on continue de bricoler (chacun dans son coin) avec des lavettes (démocrates, républicains, laïcs, syndicalistes réformistes, anarchistes sachant pouvoir comptés sur papa et maman pour assurer les lendemains, etc.) qui fuiront les combats pour tenter de sauver les avantages individuels que le régime leur avaient consentis ?

Voilà une expérience enrichissante qui nous donne raison, merci aux camarades du groupe CCI-T.

## Politique.

### 1- Tension à l'UMP.

La charge de Dominique de Villepin contre Nicolas Sarkozy, qualifié de "*problème*" pour la France, ne doit pas permettre à l'ancien Premier Ministre de remplir l'espace médiatique, a jugé dimanche dans la matinée sur Europe 1, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand.

"*Je dis que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui un des problèmes de la France, et parmi les principaux problèmes qu'il faut régler*", a-t-il déclaré. "*Cette parenthèse politique que nous vivons depuis 2007 doit être refermée.*"

"*Les résultats ne sont pas là, notre pays est amoindri, nous sommes divisés, nos principes sont affectés*", a-t-il estimé. (Reuters 07.11)

Si au moins les "*résultats*" étaient là !

### 2- Réaction cléricale.

"*L'Eglise résiste à toute forme de déni de la vie humaine et accorde son soutien à tout ce qui promeut l'ordre naturel dans le domaine de l'institution familiale*", a déclaré le pape lors de la messe de consécration de la Sagrada Familia (Sainte Famille), qu'il a qualifiée d'"*espace de beauté, de foi et d'espoir*".

"*L'amour indissoluble d'un homme et d'une femme forme le contexte véritable de la vie humaine, dans sa gestation, sa naissance, sa croissance et sa fin naturelle*", a souligné Benoît XVI, faisant clairement allusion au mariage homosexuel.

Benoît XVI, dont c'est la seconde visite en Espagne, pays à 76% catholique, s'est attiré les critiques des commentateurs de gauche pour avoir dénoncé le "laïcisme agressif" du pays, à bord de l'avion qui l'amenait samedi à Saint-Jacques-de-Compostelle, sa première étape.

Les autorités espagnoles n'ont pas réagi au parallèle qu'il a dressé avec le mouvement anticlérical des années 1930 mais certains commentateurs y ont vu un soutien implicite au franquisme qui a fait barrage au mouvement républicain espagnol.

"*L'Etat dépense chaque année six milliards d'euros pour financer des activités catholiques - écoles, cours de religion, reconstructions d'églises, salaires des évêques. Est-ce du laïcisme agressif ou une menace anticléricale?*", s'interroge l'éditorialiste Juan G. Bedoya dans l'édition dominicale du journal *El Pais*. (Reuters 07.11)

Les deux faces de la même pièce.

D'un pile, Benoît XVI n'hésite pas à avouer qu'il est nostalgique du franquisme, ce qui n'a rien d'étonnant. Côté face, l'Etat dirigé par le PSOE finance l'Eglise catholique à coup de milliards d'euros avec des fonds publics.

### 3- Corée du Sud. A bas le capitalisme mondial !

Entre 20.000 et 40.000 personnes ont participé à une manifestation dimanche à Séoul pour protester contre le sommet du G20 prévu jeudi et vendredi dans la capitale sud-coréenne.

Quelque 10.000 participants, dont 32 dirigeants politiques et chefs d'organisations internationales, sont attendus pour cette réunion.

L'armée nationale est, elle, en état d'alerte maximum et environ 50.000 policiers - le tiers des effectifs nationaux - sont mobilisés pour des patrouilles renforcées depuis samedi. (Reuters 07.11)

### 4- Birmanie. Mauvaise farce électorale.

Un quart des sièges du Parlement étant réservé aux généraux en activité, les deux partis, le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP) et le Parti de l'unité nationale (UNP), tous deux appuyés par l'armée, n'ont besoin de glaner que 26 % de ceux restant pour assurer à l'armée et à ses pendants politiques une majorité absolue.

La Chine est le principal soutien politique et partenaire commercial de la junte au pouvoir depuis 1962. (Lemonde.fr 08.11)

## Social.

### Grande-Bretagne. Le ministre du Travail est une ordure !

L'objectif affiché du ministre britannique du Travail, Iain Duncan Smith, est ambitieux : réduire la facture des allocations, qui coûtent chaque année 190 milliards de livres sterling (220 milliards d'euros), et «*casser le cycle de la dépendance*».

Iain Duncan Smith décrit ce nouveau plan anti-chômage comme un «*contrat*» qu'il entend passer avec les 1,4 million de chômeurs de longue durée qui touchent des allocations hebdomadaires de 65 livres sterling (75 euros). Ces derniers se verraient contraints d'effectuer 30 heures par semaine de travail bénévole, donc non rémunéré, comme le ramassage d'ordures, le balayage des rues ou l'entretien des parcs et jardins. Et ce, pendant quatre semaines. En échange, le gouvernement compte garantir au bénévole un nouveau «*crédit universel*» qui remplacerait les catégories d'allocations existantes. Si le demandeur d'emploi ne se présentait pas à son poste, en revanche, il perdrait ses allocations pendant au moins trois mois.

«*Il s'agit simplement de redonner aux chômeurs une routine de travail, ce qui rendra leur profil bien plus intéressant pour un employeur qui cherche à pourvoir un poste*», explique une source proche du ministère britannique du Travail au *Guardian*. Par ailleurs, des sanctions comme la suppression des allocations existent déjà pour les bénéficiaires qui refuseraient de participer à une formation ou de se rendre à des entretiens d'embauche. (JDF 07.11)

Ce ne sera pas un travail "*bénévole*" puisque s'ils refusent de le faire, leurs maigres allocations chômages leur seront supprimées.

300 euros mensuels pour 120 heures de travail, cela fait 2,5 euros de l'heure. C'est beaucoup trop, en Allemagne G. Schröder a inventé les petits boulots de misère à 1 euro de l'heure.

L'idée généreuse d'Iain Duncan Smith doit être que les chômeurs qui font déjà les poubelles pour survivre seront en plus payés pour les faire, que demande de plus la plèbe, vous être trop bon mon prince ! Imaginez un peu, jusqu'à maintenant vous plongiez le bras jusqu'au fond des poubelles sans toujours en retirer quelque chose, c'était franchement frustrant, là grâce à l'infime bonté du ministre du Travail, ce sera bingo à tous les coups, vous repartirez avec 2,5 euros par jour, la gloire quoi ! C'est cela le progès social, l'avenir !

Au fait, si les chômeurs passent leur temps à bosser pour ainsi dire gratis pour l'Etat, au passage, gageons qu'ils remplaceront les postes de fonctionnaires qui auront été supprimés, quand est-ce qu'ils vont trouver le temps pour chercher un travail ?

## Economie.

### Le pillage impérialiste continue.

Le G20 subit un nouveau revers, peu avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra jeudi et vendredi à Séoul. Selon un rapport publié par le bureau d'études Global Trade Alert et intitulé «*des tensions contenues…jusqu'à présent*», les pays les plus riches de la planète seraient de plus en plus protectionnistes, en dépit des mesures prises pour permettre une plus grande ouverture des marchés. Une tendance qui nuit avant tout aux pays les moins développés.

Depuis leur dernier sommet en juin, les pays du Groupe des Vingt qui réunit les pays industrialisés et les principales puissances émergentes, ont mis en œuvre 111 mesures qui nuisent aux échanges internationaux, établit le rapport de Global Trade Alert. Le nombre de mesures de ce type prises durant la crise et dans les mois qui ont suivi dépasse 500, souligne encore le texte publié avant le sommet. «*Le franchissement de ce triste seuil jette de nouveaux doutes sur la qualité du leadership du G20 en matière de protectionnisme*», estime Simon Evenett, professeur d'économie à l'université de Saint-Gall, en Suisse, et membre fondateur de GTA.

Ce groupe d'économistes indépendants exhorte ainsi les membres du G20 à s'assurer que les mesures prises par les pays les plus riches ne soient pas prises au détriment des pays les moins développés. (JDF 07.11)

### La causerie mise en ligne en début de journée.

Cette causerie a été écrite hier matin, j'ai dû l'interrompre en raison de fortes pluies et d'une coupure de courant qui a duré 24h. Je l'ai relue ce matin avant de la mettre en ligne. J'ai profité de la journée d'hier pour préparer une autre contribution sur la bataille des retraites, je la mettrai en ligne demain.

Il y a l'appréciation que portent sur l'intersyndicale jaune les dizaines de millions de travailleurs, retraités, étudiants ou lycéens qui n'ont participé à aucune mobilisation tout en les soutenant, et il y a celle ultra minoritaire (5% environ) des militants et des syndiqués qui ont participé aux différentes grèves ou manifestations, et enfin il y a celle de l'avant-garde réduite à une poignée de militants, quelques milliers. Confondre les trois, penser qu'elles ne font qu'une, nier ou écarter la première serait une grave erreur, qui ne permettrait pas de comprendre le jeu des appareils ou encore la situation.

L'intersyndicale jaune a pris acte de la détermination de millions de travailleurs, pour la plupart syndiqués ou militants dans un parti, de rejeter le projet de loi des retraites de Sarkozy. Pour leur donner le change, ils ont appelé à des journées de mobilisation sans lendemain en espérant qu'ils finiraient par se lasser, tandis qu'ils observaient semaine après semaine que le gros des bataillons ouvriers ne s'engageait pas dans la bataille et se contentait de compter les points en quelque sorte.

Fort de ce constat et après avoir tout fait pour qu'il en soit ainsi, l'intersyndicale s'est estimée légitime pour ne pas en rajouter et appeler à la grève générale, puisque finalement le nombre de manifestants et de grévistes n'a jamais atteint le niveau qui les y aurait obligés.

Je n'étais pas sur place pour prendre la température exacte de la situation et je comprends l'enthousiasme des camarades qui parlent d'une formidable mobilisation depuis le début septembre, mais il faut rester lucide si on veut tirer les leçons de cette bataille.

L'intersyndicale dirigée par le tandem Chérèque-Thibault s'est appuyée sur la non-mobilisation de ces dizaines de millions de travailleurs, retraités, étudiants ou lycéens pour rejeter le mot d'ordre de grève générale, donc sur le manque de détermination de ces travailleurs ou jeunes à s'engager dans la bataille. La question est de savoir ce qu'il y a derrière ce manque de détermination, quel en est le contenu, pourquoi alors même qu'ils le pouvaient (un samedi), pourquoi ne sont-ils pas descendus dans la rue ? S'agissant de ces travailleurs ou jeunes qui ne sont pas organisés, qui ne sont ni syndiqués ni militants dans un parti ouvrier, sur lesquels les syndicats et les partis n'ont qu'une influence secondaire ou pas du tout, l'argumentation qui consiste à dire que ce serait l'absence d'un appel à la grève de la part des appareils qui serait la cause de leur refus de se mobiliser ne tient pas. Cet argument est sans doute valable s'agissant des syndiqués ou des militants qui n'ont pas fait grève, car ils estimaient qu'ils allaient perdre une ou des journées de salaire pour rien étant donné la stratégie adoptée par l'intersyndicale qui n'a rien fait pour unifier les grèves, ce en quoi ils n'avaient pas totalement tort.

Maintenant il ne faut pas se raconter d'histoires, en dehors de certains secteurs comme les raffineries, à ma connaissance je précise, à aucun moment les appels à la grève n'ont été suivis à 70, 80% ou plus, alors que si tel avait été le cas, la question de leur reconduction dans le contexte d'un mouvement d'ensemble de la classe aurait été d'actualité, cette réflexion était à la portée des travailleurs (fonctionnaires et grandes entreprises) qui avaient la possibilité de se mettre en grève sans qu'on ait besoin de leur souffler. Les transports n'ont jamais été bloqués à cause du faible taux de grévistes, pas davantage les écoles ou les universités, on n'a pas entendu parler du secteur automobile, ce ne sont que quelques exemples qui illustrent ce qui vient d'être dit. Là aussi, la question est de savoir pourquoi.

On ne se mobilise pas si on ne sent pas concerné, si on est convaincu par les arguments du gouvernement, tel n'était pas le cas de l'immense majorité des travailleurs, si on estime qu'il sera impossible d'aboutir au retrait de ce projet de loi infâme, cet argument est déjà plus plausible, mais pourquoi le pensaient-ils : parce que les conditions n'étaient pas réunies pour imposer le retrait à Sarkozy, pourquoi, parce qu'ils estimaient qu'il ne s'y résoudrait jamais, pourquoi, parce qu'ils le perçoivent comme un chef d'Etat coriace et incapable d'envisager une défaite, autrement dit, soit il en faudrait plus pour le battre et ils ne savaient pas comment s'y prendre, soit il faudrait le chasser pour que cette loi ne passe pas et cela leur paraissait impossible dans la situation actuelle où il n'y étaient pas préparés politiquement, au-delà, la crainte du vide politique en l'absence d'une alternative crédible à leurs yeux ne les poussait pas à se mobiliser.

S'imaginer qu'un appel à la grève générale conduirait automatiquement à la paralysie du pays pendant plusieurs jours ou semaines est une vue de l'esprit, voyez ce qui s'est passé en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Camarades, les grèves générales de 36 et 68 ont été traitées le plus souvent comme des fables où l'on nous a voulu nous faire croire que la totalité de la classe était en grève, alors que du seul fait de la paralysie des transports et des pompes à essence à sec, plus personne ne pouvait aller bosser, mais parmi tous ceux qui n'allaient pas bosser et qui ont été comptés comme grévistes, combien étaient véritablement en grève ou participaient à ce mouvement, combien la soutenaient au point de se mobiliser et de participer aux manifestations, combien avait acquis une conscience politique qui aurait permis d'aller plus loin, jusqu'au bout, jusqu'à envisager de renverser le régime ? (A suivre)

## Retraites.

### 1- Mobilisation.

Près de 245 manifestations étaient prévues dans toute la France.

Les manifestations contre la réforme des retraites ont rassemblé samedi 1,2 million de personnes dans toute la France, a annoncé la CGT. Le ministère de l'Intérieur a annoncé de son côté 375.000 manifestants.

### 2- Déclarations.

#### 2.1- CGT. Jusqu'au boutisme... au côté de Sarkozy et du patronat ! Le cynisme en prime.

M. Thibault. "*Certains poussent à des alternatives qui consistent soit, à se donner rendez-vous aux élections présidentielles, soit à prendre pour argent comptant le rendez-vous de 2013 fixé par le gouvernement pour remettre à plat le système de retraite*". *S'il s'avérait impossible de continuer la bataille sur les retraites avec un engagement unanime de tous les syndicats, la CGT continuerait le combat avec ceux qui le souhaitent*", a-t-il déclaré dans un entretien paru, samedi, dans l'*Humanité*.

«*C'est jusqu'au bout, c'est jusqu'à obtenir des négociations pour d'autres mesures pour l'avenir de nos retraites*», a-t-il expliqué. «*Nous allons tout faire pour empêcher ces nouvelles mesures d'entrer en application.*»

Pour Bernard Thibault, "*l'échéance principale est celle du 1er juillet 2011 à partir de laquelle les mesures que nous contestons entreront en application*". "*D'ici là, nous avons largement la possibilité de créer le rapport de forces nécessaire pour obtenir l'ouverture de négociations*"

Il estime que l'adoption du texte de loi n'aura pas automatiquement un effet démobilisateur car "*toutes [les lois] sont révisables en permanence*". "*Il y a aujourd'hui unanimité syndicale, non pas pour remettre en cause la légitimité institutionnelle des représentants du peuple, mais pour considérer qu'ils ne peuvent pas légiférer en ignorant ce que dit justement le peuple*", explique-t-il.

"*Le caractère injuste de la loi va s'appliquer rapidement. Je ne vois donc pas pourquoi il faudrait renoncer à tout faire pour empêcher son application. D'ailleurs beaucoup de salariés considèrent que ce n'est pas possible d'en rester là*", conclut le patron de la CGT, regrettant au passage que "*la plupart des médias ont tiré le rideau*" sur la mobilisation. Car, à ses yeux, "*le mouvement est profondément installé dans le pays*".

"*Il n'est pas aberrant qu'il y ait dans une séquence de long combat du flux et du reflux*", a-t-il dit tout en soulignant que la

mobilisation avait été exceptionnellement longue.

2.2- CFDT. Pour le jaune Chérèque, battre Sarkozy relève désormais du «***rêve***»... hier, aujourd'hui comme demain !

Vendredi sur Canal +, Chérèque "*on va maintenant s'éloigner petit à petit malheureusement du sujet des retraites*". Selon lui, penser faire reculer le président de la République relève désormais du «*rêve*».

«*Il est normal qu'il y ait une mobilisation légèrement inférieure, compte tenu du fait que la loi a été votée*», a reconnu le secrétaire général de la CFDT François Chérèque à la presse.

"*La CFDT sera toujours, comme on l'a fait, comme l'intersyndicale l'a décidé, dans ce mouvement unitaire*", a -t-il ajouté. Selon lui, "*cette manifestation est un élément comme un autre pour dire qu'on est en désaccord sur les politiques économiques de notre pays*".

2.3- FO. Entre euphémisme et vérité.

Selon Jean-Claude Mailly , «*il y a eu un certain gâchis dans la conduite du mouvement*» par les syndicats.

Pour le secrétaire général de Force ouvrière, la CGT et la CFDT portent la responsabilité de la faiblesse des cortèges.

"*Ça signifie quoi ? Ça signifie qu'aujourd'hui il y a des dissensions entre les organisations syndicales*", a-t-il dit. "*Si la CGT voulait vraiment cogner sérieusement et exiger le retrait, ce qu'elle n'a jamais demandé, il fallait aussi accepter d'appeler à la grève*".

Bernard Thibault l'a renvoyé à ses "*erreurs*".

"*Depuis le début du mouvement, FO cherche à diviser le mouvement qui a pris de l'ampleur*", a-t-il dit. "*Ils ont fait une erreur en étant à côté dès le départ, maintenant ils cherchent à rattraper le temps passé en se présentant comme étant les plus radicaux.*"

Commentaire.

Un syndicat ne craindrait pas d'être isolé et d'apparaître à contre-courant aux yeux des masses au début d'un mouvement s'il était réellement indépendant de l'Etat et si son existence ou son fonctionnement ne dépendait que des syndiqués, mais voilà, il y a la tirelire, les milliers de postes de permanents, les prébendes, tout ce qui gangrène le syndicalisme, qui, s'il s'en privait, le réduirait à une portion congrue ou conduirait à sa disparition.

Il faut le répéter, il ne peut y avoir de syndicats indépendants financés par l'Etat, on peut ici en mesurer les conséquences dramatiques.

2.4- Solidaires. "***Jusqu'au bout***" de la capitulation avec Chérèque et Thibault

"*Les manifestations sont numériquement plus faibles*", mais "*on ne capitule pas, on ira jusqu'au bout*", martèle, à Paris, Annick Coupé, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires.

2.5- UNSA.

Pour sa part, l'Unsa met en garde ses partenaires les plus déterminés contre «*des modalités d'action qui ne correspondraient pas à la situation*» et risqueraient de provoquer un effondrement de la participation.

2.6- CFTC.

La mobilisation doit "*passer à d'autres formes de démarches*", car "*la manif peut tuer la manif*", estime le président de la CFTC, Jacques Voisin, qui défile à Paris.

2.7- CFE-CGC.

Le président de la CFE-CGC, Bernard Van Crayenest, affirme avoir déjà appelé l'intersyndicale "*à faire preuve d'imagination pour trouver d'autres formes d'expression pour maintenir ce débat*". Observant que le patronat avait été "*silencieux*" ces derniers mois, il l'invite à se mettre autour de la table "*pour débattre des questions d'emploi des jeunes, des seniors et un vrai débat sur*

*la qualité de vie au travail*".

Politique.

Le monarque empêtré dans les scandales veut museler la presse.

Accusé par Mediapart de piloter des opérations illégales de surveillance de journalistes, le bras droit du président Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, a décidé de porter contre le site d'information en ligne. Le secrétaire général de l'Elysée explique qu'il porte plainte pour "*diffamation*". "*Je poursuis Mediapart pour diffamation par voie de citation directe*", détaille-t-il, en précisant que ce serait "fait la semaine prochaine".

"*C'est l'hôpital qui se moque de la charité*", a aussitôt réagi le patron de Mediapart, Edwy Plenel. "*Si [Guéant] maintient cette décision, ce sera une superbe occasion d'un procès où la liberté de l'information mettra en évidence la part d'ombre de cette présidence*".

Dans son édition de samedi, le *Journal du Dimanche* affirme que non seulement Claude Guéant mais aussi Bernard Squarcini, directeur de la DCRI, le contre-espionnage français, déposent plainte et visent le *Canard Enchaîné*. "*On ne peut pas laisser dire n'importe quoi, il y a des limites à tout. Et puis, il y a tellement de journalistes disant du mal du Président, je le déplore, que cette tâche que l'on m'impute serait gigantesque!*", explique Claude Guéant au JDD. Bernard Squarcini ajoute que ces informations visent à "*déstabiliser la boutique à un moment où la menace terroriste n'a jamais été aussi forte*". Selon l'hebdomadaire, il a demandé à son avocat, Me Patrick Maisonneuve, de rédiger une plainte en diffamation. (Lexpress.fr 06.11)

Haut de page

---

Le 9 novembre

Je ne peux pas travailler normalement à cause de coupures de courants très longues et quasi quotidiennes. J'ai dû commencer à préparer la suite de mes contributions sur la bataille des retraites sur le papier. Je profite que le courant soit revenu, il est 10h42, pour écrire quelques mots.

Chacun aura pu remarquer que le mouvement ouvrier se positionne par rapport au gouvernement et aux appareils ou se place systématiquement sur son terrain, on discute et on critique leurs arguments, on explique bien qu'ils ne sont pas conformes à ceux de la classe ouvrière, mais on renâcle à se positionner délibérément et strictement sur celui du prolétariat, on évoque ses besoins (au rabais !) au passage, mais on prend bien soin de ne pas en faire le point de départ d'une bataille ou de les mettre en avant, un peu comme s'il fallait absolument demeurer dans les limites fixés par le régime, car au-delà il faudrait poser les conditions nécessaires pour le renverser et préciser par quoi il faudrait le remplacer, questions, qui, parce qu'elles ne sont pas posées directement par la classe ne mériteraient pas d'être abordées ou seulement en coup de vent, alors qu'elles indiquent quel objectif politique le prolétariat doit se fixer pour en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté notamment.

En finir avec le chômage par exemple, ce serait parfaitement possible, comment et dans quelles conditions, on peut très bien l'expliquer simplement, mais plus personne ne veut y croire pense-t-on, du coup on finit par tellement s'en convaincre soi-même qu'on s'imagine que plus personne ne peut plus ou ne veut plus entendre dorénavant ce discours, donc on n'ose même plus combattre sur cette ligne. C'est quelque part déjà capituler, le pessimisme et le fatalisme ont envahi le mouvement ouvrier. En réalité, on se comporte inconsciemment ou non comme si on ne croyait plus dans les idées que l'on prétend défendre, à force d'hésiter à aller au bout de nos analyses on s'arrête de nous-même en chemin, ce qui rend notre discours encore plus incompréhensible, car c'est l'objectif politique que l'on s'est fixé qui en assure la cohérence.

La mobilisation des masses peut spontanément atteindre un certain niveau en dehors de toute orientation précise ou même sur la base d'une orientation incorrecte, mais si à un moment donné elles demeurent incapables de s'en donner une correcte qui lui permettre d'aller plus loin, la mobilisation s'essouffle et le mouvement se disloque.

Dès le départ de la bataille sur les retraites, donc dès le mois de mai, il était entendu que Sarkozy ne retirerait jamais son projet de loi, nous le savions pertinemment. Il s'attaquait, contrairement à 1995 avec les régimes spéciaux ou en 2006 avec le CPE, à la totalité des travailleurs et jeunes, donc pour le mettre en échec, il fallait une réponse, une mobilisation de l'ensemble de la classe, or les conditions objectives et subjectives n'étaient pas réunies pour qu'une telle mobilisation ait lieu. On n'a pas voulu en tenir compte, on a préféré se convaincre du contraire en prétendant que le seul obstacle pour y parvenir était les appareils, il s'agissait d'une grave erreur d'appréciation des rapports entre la classe et le capitalisme ou les institutions.

La mobilisation s'est amplifiée jusqu'au moment crucial où elle devait se donner un contenu politique, les masses n'y étant pas préparées, elles ont été incapables de franchir cette étape et d'imposer la grève générale aux appareils. Complètement

obnubilés par les appareils, dans vos calculs vous avez tout simplement oublié les masses qui à plus de 90% ne sont organisées nulle part, pour être plus précis encore, vous ne vous êtes même pas donnés la peine de faire ce calcul, puisque vous avez reproduit fidèlement la même erreur que l'on répète depuis maintenant plus d'un demi-siècle. En schématisant, la mobilisation a fait le plein ou presque de tout ce que comptait le pays de travailleurs organisés dans les syndicats et les partis dit ouvriers, mais sans les masses, dans le cas contraire, ce ne sont pas deux ou trois millions qui seraient descendus dans la rue mais dix millions ou beaucoup plus.

En gros, la mobilisation est restée cantonnée à la mobilisation du seul mouvement ouvrier organisé. Celui-ci étant sous la coupe des Thibault, Chérèque et consorts, réélus triomphalement récemment lors des congrès de leurs syndicats, ils conservaient la main et le contrôle de la situation pour mener à bien leur sale besogne au profit de Sarkozy-Parisot, et ils pouvaient traiter avec le mépris habituel les appels des syndicats ou intersyndicales d'entreprises, de services ou d'administrations les sachant minoritaires, exactement comme lors de leurs congrès. Je ne sais pas si l'on peux taxer ces appels d'opportunisme, ce qui est certain en revanche, c'est que d'en avoir attendu quelque chose l'était effectivement.

Autre réflexion.

Peut-on organiser la classe sans qu'elle soit engagée dans une lutte ? Sur quel contenu, quelle base politique et dans quel objectif précis, que peut-on ou doit-on en attendre ? Cette question mériterait d'être développée. Pour y répondre il faudrait se poser au préalable de nombreuses autres questions, se fixer le cadre dans lequel on doit l'aborder pour ne pas partir dans tous les sens et se perdre, tout dépend au départ de l'analyse que l'on fait de la situation et de l'évolution des rapports entre les classes depuis le début des années 80 ou plus loin encore, quelle transformation a subi la société, comment les masses la perçoive, qu'est-ce qu'elles en attendent, etc.

Peut-on concevoir l'existence permanente d'un réseau de comités (d'action ou autre) à l'échelle nationale qui aurait pour principal objectif d'aider la classe à comprendre le fonctionnement de la société pour la changer ? Est-ce que cela correspond à un besoin et lequel ? Cela n'a jamais existé dans le passé, une sorte d'institution où l'on entrevoierait ce que pourrait être une société débarrassée du capitalisme, un monde meilleur. Elle ne remplacerait pas le parti, mais serait un creuset formidable pour le construire. Ce qui caractèrise la situation se résume à la faiblesse d'organisation des travailleurs et de leur niveau de compréhension de la société, il faut donc essayer d'y remédier par tous les moyens, et il faut bien admettre que les moyens actuellement à leur disposition ne peuvent remplir cette fonction ou qu'ils les rejettent.

On peut évidemment concevoir que ces comités participeraient à des batailles politiques, mais ce ne serait pas leur fonction principale. Des millions de travailleurs participent à des associations très diverses, mais aucune ne se fixe pour objectif d'élever leur niveau de conscience de classe. Pour qu'un tel projet soit mené à bien, cela nécessiterait au départ une approche psychologique adaptée à chaque travailleur, donc il faudrait que les militants qui animeraient ces comités soient formés à cet effet. Ces comités s'adresseraient à toutes les couches exploitées, ils seraient animés par un esprit de fraternité et de profond respect entres elles, que l'on soit ouvrier, employé, étudiant, ingénieur, intellectuel, médecin ou artisan par exemple, l'idée étant que c'est ensemble et uniquement ensemble que l'on pourra agir pour changer cette société...

A l'heure où plus personne ou presque ne peut plus exercer son métier ou et être satisfait de son travail, car c'est le résultat immédiat qui compte, la productivité et la concurrence qui prime sur la qualité, cela permettrait à chacun de redonner un sens à sa vie, d'acquérir un nouvel idéal, de prendre conscience qu'il n'est pas un cas isolé et de ne plus penser que tous ceux dans la société qui ne leur ressemblent pas leur sont hostiles ou indifférents à leurs problèmes, etc. Entre le comité de quartier, l'association à but humanitaire, la section du parti, on pourrait concevoir quelque chose calqué sur les GER (groupe d'études révolutionnaires), mais en plus souple, plus diversifié par les sujets qui y seraient traités, où le terrain de classe serait le seul principe qui guiderait discussions et travaux de ces comités, le fil conducteur qui servirait de lien et de repère permanent à chacun pour évoluer ensemble, chacun à son rythme.

Bon, tout cela est peut-être utopique, car pour animer un tel comité, il faudrait avoir acquis de sérieuses compétences aussi bien théoriques (en politique) que psychologiques, posséder si possible de solides connaissances générales, il faudrait être équilibré ou bien dans sa tête, modeste, et considérer chacun tel qu'il est vraiment et non tel qu'on voudrait qu'il soit ou avec des a priori, il faudrait maîtriser la dialectique, autant de qualités qui se rencontrent assez rarement chez le même individu ou militant ou plutôt cadre.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir disait Lénine. Acquérir la méthode, le matérialisme dialectique, qui permet de comprendre le monde pour ensuite envisager de le changer... Contourner l'obstacle de l'hétérogénéité de la classe, son atomisation, mettre à mal l'individualisme ambiant, lui faire prendre conscience de sa force, combattre sa tendance au fatalisme, la rassembler, l'aider à défendre sa dignité, à se redonner un idéal (humaniste), un sens à sa vie qui ne se réduise pas à accumuler des biens matériels ou à trouver son plaisir le plus souvent éphémère dans des choses superficiels... Savoir écouter et faire parler les autres plus que parler à leur place, un exercice qui n'est apparemment pas à la portée de chacun, mais avec un peu d'entraînement on peut y arriver, faut-il encore concevoir au départ qu'on a toujours quelque chose à apprendre des autres... (A suivre)

Syndicat.

L'intersyndicale a acté lundi soir un programme de mobilisation a minima pour le 23 novembre.

Cinq des sept syndicats membres de l'intersyndicale appellent à des "*actions multiformes*" localement mais pas à des manifestations nationales.

Les modalités exactes sont renvoyées aux "*organisations territoriales et professionnelles*", qui pourront décider de faire des rassemblements, des meetings, des conférences de presse, des manifestations ou appeler à des arrêts de travail.

"*Rester visible, rester mobilisés, rester en intersyndicale avec des formes adaptées qui parlent aux salariés*", c'était l'objectif et il est atteint, s'est félicitée Laurence Laigo, de la CFDT, qui ne veut plus entendre parler de grève.

Au terme d'une réunion de près de trois heures au siège de la CGT, la CFE-CGC et la CFTC n'ont pas signé l'appel commun, prenant soin d'expliquer qu'il ne fallait pas y voir le signe d'une implosion de l'intersyndicale.

Simplement, a plaidé Joseph Stouvenel de la CFTC, "*des appels aux arrêts de travail, ça ne nous semblait plus adapté*".

"*Le combat n'est pas fini*", a renchéri Carole Couvert, qui représentait la CFE-CGC, mais son syndicat voulait "*sortir des manifestations pour porter nos revendications*".

A l'unisson avec les six autres confédérations, la CFE-CGC a insisté sur la "*responsabilité*" des syndicats dans la conduite de ce mouvement "*exceptionnel*".

"*Nous avons changé la donne par cette mobilisation sociale*", a estimé la secrétaire générale de Solidaires, Annick Coupé.

"*La légitimité est du côté de ceux qui luttent, le rapport de force est du côté des syndicats. Le gouvernement et le patronat peuvent se réjouir de promulguer la loi mais pour autant je pense qu'ils auraient tort de penser qu'ils en ont fini avec le mouvement*", a-t-elle ajouté lors de la conférence de presse commune.

Avec la journée du 23 novembre, "*et d'une, nous indiquons que jusqu'au bout nous ne sommes pas d'accord (sur la réforme des retraites), et de deux nous restons ensemble et de trois l'intersyndicale continue son travail sur des questions essentielles*" telles que l'emploi des jeunes et des seniors, a justifié Jean Grosset, de l'Unsa.

Le syndicat de Jean-Claude Mailly, qui parle désormais ouvertement de "*gâchis*" dans la gestion du conflit, a refusé de prendre part à l'intersyndicale, dont il ne faisait pas formellement partie même s'il s'était joint à tous les appels à la mobilisation

"*Force ouvrière ne saurait s'engager ni dans une stratégie d'oubli ou d'épuisement*", a déclaré la confédération, qui militait depuis le printemps pour une journée de grève générale.

Parler de l'emploi des jeunes, des seniors, du pouvoir d'achat relève de "*l'opération de diversion à laquelle nous refusons de nous livrer*", a souligné le secrétaire confédéral Jacques Valladon. (Reuters 08.11)

A quoi bon commenter ? On a envie de dire : on a les dirigeants syndicaux qu'on mérite quand on se refuse à regarder la réalité en face et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Je vous laisse vous époumonner à leur lancer des appels... aussi inutiles que stériles !

## Social.

### Leur moral et la nôtre.

Interrogé lundi sur RMC et BFM TV, Benoist Apparu s'est dit séduit par le principe retenu par le gouvernement britannique du travail obligatoire pour les chômeurs recevant une allocation de l'Etat. «*Que, moralement, celui qui reçoit une allocation de la collectivité redonne quelque chose à la collectivité et reste dans la mécanique du travail me paraît plutôt une bonne chose*», a-t-il martelé. (20minutes.fr 08.11)

Avant d'être des chômeurs, ces travailleurs travaillaient et consommaient donc ils rapportaient de la plus-value aux capitalistes ou leur permettaient de l'encaisser, de plus ils payaient des impôts directs et indirects à l'Etat, il serait donc "*moralement*" normal que les capitalistes et l'Etat qui les privent autoritairement de leur seul moyen de subsistance subviennent à tous leurs besoins en leur octroyant une allocation chômage correspondant au minimum à 1600 nets par mois sans avoir de compte à leur rendre.

A l'opposé, c'est à l'Etat et au capitalisme de justifier le sort épouvantable qu'ils réservent à la classe ouvrière en la vouant au chômage, à la précarité et à la pauvreté, mission évidemment impossible, comme il est impossible de justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme.

## Politique

### 1- France.

"*Le mouvement sur les retraites a illustré qu'il n'y avait pas deux gauches irréconciliables*", a dit Benoît Hamon dimanche au grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. "*Et ce serait une faute politique que de continuer à vouloir le faire croire*", a-t-il ajouté à l'adresse de Jean-Luc Mélenchon en évoquant "*une gauche de gouvernement et une gauche radicale*".

Mais, a-t-il ajouté, "*le point le plus important pour moi, c'est que Jean-Luc Mélenchon clarifie la question de savoir si oui ou non à ses yeux il existe aujourd'hui deux gauches irréconciliables, notamment sur le plan programmatique*".

"*C'est ce discours-là que je n'apprécie pas et qui pourrait être à mes yeux extrêmement dommageable pour la gauche s'il devait se confirmer*", a-t-il ajouté en disant espérer que l'ancien ministre de l'Enseignement professionnel du gouvernement Jospin appelle à voter PS au second tour de la présidentielle de 2012.

"*En tout cas, il est clair que, pour les socialistes, la place du Parti de Gauche est au coeur demain, s'il le souhaite, d'une majorité qui gouverne*", a-t-il précisé. (Lexpress.fr 08.11)

Il a raison parlant du PS et ses satellites : ils soutiennent tous le régime !

### 2- Russie.

Un journaliste de la banlieue de Moscou a été sauvagement agressé dans la nuit de dimanche à lundi. Anatoli Adamtchouk, violemment frappé par deux inconnus dans la ville de Joukovski, "*souffre d'un traumatisme crânien et d'une commotion cérébrale*", a déclaré son collègue Sergueï Grammatine à la radio indépendante Echo de Moscou.

Deux jours plus tôt, le correspondant de Kommersant Oleg Kachine était lui aussi passé à tabac. Il est toujours plongé dans un coma artificiel. Le Comité d'enquête du parquet a indiqué là aussi privilégier "*la piste de l'activité professionnelle du journaliste et de son engagement civique*". (Lexpress.fr 08.11)

### 3- Maroc.

Des affrontements sanglants entre police marocaine et manifestants ont éclaté lundi dans la principale ville du Sahara occidental après le démantèlement par les autorités d'un campement provisoire ayant servi pendant un mois de lieu de revendication à des habitants de la région.

Ces violences sont survenues peu de temps avant le début, près de New York, de nouvelles négociations sous l'égide des Nations unies au sujet du Sahara occidental, ancienne colonie espagnole annexée par le Maroc en 1975.

Pendant un mois, environ 20.000 personnes ont séjourné dans ce campement de 8.000 tentes, selon les estimations d'un journaliste de Reuters qui était ce week-end sur place, pour exiger des emplois et de meilleures conditions de vie.

Les forces de sécurité marocaines ont pénétré dans le camp aux premières heures de la journée de lundi pour en déloger les manifestants.

"*Le gendarme et le pompier ont été tués au moment où les forces de sécurité entraient dans le camp. Ils ont été poignardés à mort à l'intérieur du camp*", a dit un responsable marocain à Reuters. "*C'est la première fois que des manifestants (au Sahara occidental) utilisent des armes blanches pour tuer des agents de sécurité gouvernementaux*", a-t-il ajouté. (Reuters 08.11)

## Economie.

L'or a atteint lundi un nouveau record, au-dessus de 1.400 dollars l'once, les investisseurs jouant le métal précieux comme protection contre l'inflation après le nouveau programme d'achat de dette souveraine de la Réserve fédérale des Etats-Unis.

La banque centrale américaine a annoncé le 3 novembre son intention d'acheter pour 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor américain, une utilisation de la 'planche à billet' techniquement inflationniste. (Reuters 08.11)

Haut de page

Le 10 novembre

J'ai essayé de suivre au fil des mois les différentes étapes de la mobilisation sur les retraites et de m'en sortir comme je le pouvais entre info et intox (sur Internet), pas facile de ne pas commettre des erreurs en n'étant pas sur le terrain, j'espère que les camarades le comprendront. Je n'ai ni télévision française en dehors de TV5Monde Asie, ni radio ni journaux à l'exception d'*Informations ouvrières*, je glane mes infos sur le Net uniquement et le temps m'est compté.

Cette bataille a mis une nouvelle fois en relief la stérilité des appels en direction des appareils des syndicats, bien qu'ils étaient justifiés, en attendre quelque chose l'était beaucoup moins, un euphémisme. Ce qui est inqualifiable en revanche, c'est de ne pas avoir expliqué aux travailleurs pourquoi ils ont refusé d'appeler au retrait et à la grève générale jusqu'à satisfaction ; l'explication selon laquelle ils faisaient le jeu de Sarkozy ne suffisant pas à faire comprendre aux travailleurs syndiqués ou non la véritable nature sociale des dirigeants des syndicats. Etait-ce bien le meilleur moment pour essayer leur faire comprendre ? S'ils ne parviennent pas à le comprende au cours d'une bataille pour peu qu'on leur fournisse les éléments pour le comprendre, d'après vous à quel moment pourraient-ils le comprendre ? Réponse : jamais ! C'est peut-être le but du jeu de certains, qui sait ?

Quant aux appels en direction du PS et ses satellites, ils relevaient de l'opportunisme.

Estimer que le mot d'ordre de retrait avait un contenu politique était correct, à moitié seulement, car ce constat reposait sur une analyse faussée ou tronquée de la situation, de la même manière que considérer que les appareils étaient le seul obstacle pour vaincre Sarkozy, ou encore qu'il était possible qu'il retire son projet de loi était une vue de l'esprit, alors que l'une des conditions déterminantes pour y parvenir faisait défaut : l'absence de toute perspective politique du fait de la subordination des masses au capitalisme et aux institutions, et si l'on avait bien voulu faire preuve d'un minimum d'honnêté intellectuelle, on aurait constaté que seule une infime partie des travailleurs, retraités et jeunes s'étaient mobilisés, moins de 5% de l'ensemble des personnes concernées par cette loi dans le pays. On a pu lire que "*la masse des travailleurs s'étaient rassemblés*"... au balcon sans doute, mais certainement pas dans la rue !

Evidemment que pas un travailleur n'a envie de travailler plus longtemps ou de percevoir une retraite misérable, encore fallait-il être capable de faire la distinction entre ce que les travailleurs ne veulent pas ou plus, et le fait qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent ou comment l'obtenir, c'est sur ce second élément que se sont appuyés tous ceux qui ont prêté main forte à Sarkozy et Sarkozy lui-même pour que cette loi soit adoptée.

Dès le départ il aurait fallu dire la vérité en face aux travailleurs et aux militants au lieu de leur faire miroiter que tout était possible, en leur expliquant que les conditions politiques n'étaient pas remplies pour que Sarkozy retire son projet de loi, mais qu'en s'organisant et en se rassemblant on pouvait réunir ces conditions et le vaincre, autrement dit le forcer à le retirer, le chasser du pouvoir, à démissionner ou/et à dissoudre l'Assemblée nationale dans la foulée...

Ce n'est pas parce qu'une bataille semble perdue d'avance qu'il ne faudrait pas la mener, tout dépend comment on l'aborde et on l'organise, sur quelle orientation et dans quelle perspective politique, afin que les travailleurs et militants puissent en tirer tous les enseignements nécessaires pour la suite de leur combat. C'est mieux que de dire et faire n'importe quoi, par exemple appeler le PS à prendre position pour le retrait, alors qu'au même moment ses dirigeants expliquaient qu'ils étaient sur la même ligne que Sarkozy, signifiant par là dans quel camp le PS se situait et qu'il n'en changerait pas évidemment. A croire que les travailleurs n'écoutent pas la radio, ne regardent pas la télévision, ne lisent pas de journaux ou n'ont pas de connection Internet !

On a assisté en fait à la même funeste mascarade qui dure depuis 70 ans et qui nous a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Des camarades ont très justement signalé qu'il ne fallait pas tomber dans le piège de la mobilisation "*par en bas*" pour ensuite faire porter aux travailleurs la responsabilité de cette défaite, la tactique adoptée par les staliniens, les néo staliniens, les crypto-staliniens et autres gauchistes de tous poils. La responsabilité écrasante des appareils dans cette défaite, les travailleurs et les militants ne pouvaient le comprendre et en tirer les leçons nécessaires, qu'à partir du moment où on allait au bout de notre analyse sur le rôle des appareils, s'arrêter à mi-chemin ne signifiait pas autre chose que leur laisser le champ libre pour remettre cela la prochaine fois, répétons-le une énième fois, cela fait des lustres que l'on commet la même erreur. Dirigeants du POI, NPA, LO rompez avec les appareils pourris des syndicats !

De la même manière que Sarkozy n'aurait jamais retiré son projet de loi, jamais les appareils des syndicats, le PS et ses satellites ne rompront avec le capital et les institutions, ils n'existent que par les liens qu'ils entretiennent avec eux, ils en sont le produit en quelque sorte, alors faire croire que ce serait possible dans certaines circonstances est criminel et ne peut que concourir à

faire naître dans la tête des travailleurs et des militants des illusions dans ces agents du capital et leurs partis. Si les traîter de tous les noms ne sert à rien - on comprend toutefois que les militants aient parfois besoin de se défouler, les caractériser précisément pour ce qu'ils sont n'est pas interdit, c'est même le devoir de tout militant qui se réclame du socialisme.

Une question pour continuer la discussion : 100% des travailleurs refusent de travailler plus longtemps, 70% d'entre eux soutiennent la mobilisation sur les retraites, moins de 5% se mobilisent en réalité. Vous en tirez quelle conclusion ?

## Social.

L'appel à la grève à Pôle Emploi a été bien suivi mardi, la direction faisant état de plus de 36% de grévistes quand les syndicats évoquent entre 40 et 45% de participation au mouvement.

"*On s'apprête à reconduire des mouvements*", a dit à Reuters Philippe Sabater, du Snu-FSU, le premier syndicat de Pôle emploi.

"*On ne baisse pas la garde car on n'a eu aucune réponse satisfaisante*", a-t-il ajouté à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale après une rencontre avec le directeur de Pôle emploi, Christian Charpy.

"*On n'a absolument rien obtenu. Le directeur est resté intransigeant sur les effectifs ou sur les moyens, il n'a rien lâché*", a ajouté Philippe Sabater.

Les syndicats dénoncent les 1.800 suppressions de postes prévues en 2011, sur les 49.000 que compte Pôle emploi, qui devraient se traduire par la non reconduction de 1.500 contrats à durée déterminée et 300 CDI en moins.

Ils dénoncent également l'augmentation de la charge de travail qui nuit selon eux à la prise en charge des chômeurs.

Une manifestation à Paris a rassemblé 2.000 personnes mardi selon les syndicats et 1.300 selon la police.

Selon Christian Charpy, les effectifs sont passés de 45.000 personnes avant la fusion Assedic-ANPE qui a donné naissance à Pôle emploi en janvier 2009 à plus de 49.000 aujourd'hui.

"*Fusionner deux grandes maisons au moment d'une crise économique que personne n'avait vue venir, c'est forcément compliqué (...) mais je pense qu'aujourd'hui les choses se sont très largement améliorées*", a-t-il déclaré sur RTL.

Alors qu'il était prévu qu'un conseiller Pôle emploi puisse suivre 60 demandeurs d'emploi, "*nous sommes autour de 105-110, pour certaines personnes on est à 150-200*" notamment en région parisienne, a-t-il ajouté. (Reuters 09.11)

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Abrogation de la Constitution de la Ve République !

Le Conseil constitutionnel a levé mardi le dernier obstacle à la promulgation de la réforme des retraites en la jugeant conforme à la Constitution. (Reuters 09.11)

#### 1.2- La nostalgie de l'Ancien Régime.

«*Le président de la République est le premier depuis Louis XIV à avoir soumis le budget de l'Elysée à l'appréciation de la Cour des comptes*», a lancé M. de Raincourt mardi dans l'hémicyle de l'Assemblée nationale. (20minutes.fr 09.11)

#### 1.3- Etat barbouze.

Le Canard enchaîné porte mardi de nouvelles accusations concernant les supposées opérations de surveillance de la presse par l'Elysée, affirmant être l'objet d'un enquête et parlant même d'une "*conspiration*".

Le patron du Canard enchaîné, Claude Angeli, spécialiste du monde du renseignement qui avait lancé le sujet la semaine dernière, affirme dans un nouvel article qu'une enquête a été lancée pour identifier la source de ses premiers écrits.

Il cite un cadre de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) qui parle de "*suspicion généralisée*".

L'hebdomadaire impute aussi à l'Elysée une manoeuvre qui a permis selon lui à la police de se passer d'autorisation pour examiner les factures d'appels téléphoniques de journalistes.

Selon le Canard enchaîné, le secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant a organisé en septembre 2009 une réunion avec des représentants de la DCRI, un membre du cabinet du Premier ministre François Fillon et un conseiller de Nicolas Sarkozy.

Il s'agissait selon lui de trouver une parade à l'interdiction faite aux opérateurs téléphoniques de livrer sur demande à la police les factures détaillées de téléphone.

La Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), instance indépendante, venait de rappeler à ces opérateurs une loi de 1991, qui impose son autorisation préalable.

Il aurait été décidé entre l'Elysée, Matignon et les principaux services de police de faire valoir un "*intérêt supérieur de l'Etat*" pour se passer d'autorisations, alors que la loi de 1991 ne prévoit cette dérogation que dans certains cas limités d'écoutes ou de surveillance hertziennes.

L'Elysée aurait ensuite nommé en octobre 2009 un président de la CNCIS plus "*accommodant*" que le précédent, Hervé Pelletier. Sur ordre de l'Elysée, il a fait adopter en catimini selon le Canard la nouvelle interprétation de la loi, lors d'un vote technique le 21 janvier 2010.

Depuis, la police examine sans autorisation les factures détaillées de téléphone des journalistes, affirme le Canard.

Ainsi, la DCRI a reconnu avoir identifié l'été dernier par des "*vérifications techniques*" une source du journal Le Monde dans le dossier de l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

La DCRI invoque le "*secret-défense*" pour refuser de livrer les éléments de cette enquête au procureur de Paris, qui les demande après une plainte du Monde. (Reuters 09.11)

### 1.4- D'où vient peut-être l'inspiration du ministre du Travail forcé britannique ?

Programme du candidat Sarkozy en 2007. Page 7, section 4 intitulée "*Réhabiliter le travail*" de son projet pour la France.

L'actuel président de la République avait écrit : "*Je ferai en sorte que les revenus du travail soient toujours supérieurs aux aides sociales et que les titulaires d'un minimum social aient une activité d'intérêt général, afin d'inciter chacun à prendre un emploi plutôt qu'à vivre de l'assistanat*". (Lexpress.fr 09.11)

## 2- Etats-Unis.

2.1- Les Etats-Unis ont rejeté mardi les appels de pays membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU demandant aux autorités américaines d'abolir la peine de mort.

D'autres pays ont demandé aux autorités américaines de réduire la surpopulation carcérale, de ratifier des traités internationaux sur les droits des femmes et des enfants et de prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre le profilage racial. (Reuters 09.11)

2.2- Les Etats-Unis se sont engagés mardi à s'attaquer aux discriminations raciales et à humaniser leurs prisons, conformément à des recommandations énoncées la semaine dernière au Conseil des droits de l'homme de l'Onu.

"*Même si la tâche qui reste à accomplir nous appelle à l'humilité, les Etats-Unis sont fiers de leur bilan (en matière de droits de l'homme), déterminés à le prolonger et à poursuivre ce dialogue*", a dit Harold Hongju Koh, conseiller juridique du département d'Etat. (Reuters 09.11)

## Economie.

L'agence d'évaluation financière chinoise Dagong a abaissé la note de «AA» («qualité de crédit très élevée» selon son échelle) à «A+» («qualité de crédit élevée»), avec une perspective «*négative*».

Dans un rapport disponible sur son site internet et extrêmement pessimiste sur la première économie mondiale, Dagong justifie l'abaissement de la note des Etats-Unis par «*la détérioration de leur capacité de remboursement et le recul très fort de l'intention de l'Etat fédéral de s'acquitter de sa dette*».

L'agence juge que Washington, avec la décision de la Fed de se lancer dans une politique de création monétaire, fait délibérément baisser la valeur du dollar, décision qui «*va dans la direction opposée des intérêts des créanciers*».

«*Par essence, la dépréciation du dollar choisie par l'Etat américain indique que la solvabilité de celui-ci est au bord du gouffre, et qu'il souhaite par conséquent diminuer sa dette par une dévaluation, conformément à la volonté nationale*», ont affirmé les analystes de Dagong.

Selon eux, «*les Etats-Unis pourraient être confrontés à des risques imprévisibles pour leur solvabilité sous un an ou deux*».

Pour l'économie du pays, ils tablent sur «*une récession de long terme*». (20minutes.fr 09.11)

---

Le 12 novembre

Lu sur Internet : "*Depuis la fin de l'étalon or, les pays industrialisés se sont développés sur l'endettement qui ne repose sur rien.*

*Le recours à la planche à billet depuis deux ans s'apparente à de la fausse monnaie, crée une bulle obligataire sans précédent, une dévaluation de la monnaie dollar qui est la monnaie de référence dans les échanges internationaux mettant les pays satellites (monnaie indexée en dollar) dans une situation difficile et prépare à une hyperinflation.*"

On reviendra sur le G20 demain... quand la petite souris sera sortie !

Politique.

1- Opération récupération-séduction ou visite dans la poubelle du Palais. La matraque et la carotte.

Nicolas Sarkozy a rendu hommage jeudi à des lycéens résistants à l'occasion des cérémonies de commémoration de l'Armistice du 11 novembre 1918 à Paris.

Ce 11 novembre 2010 est aussi l'occasion d'un hommage aux quelque 100.000 combattants musulmans morts pour la France lors des deux guerres mondiales. (Reuters 11.11)

2- A se tordre de rire ou presque.

«*Il faut vraiment être tordu pour se dire que Dominique n'est pas de gauche*», s'est insurgée l'épouse du directeur du FMI, mercredi sur le plateau du Grand Journal. (Lefigaro.fr 22.11)

Il n'est plus possible de se dire de gauche sans provoquer l'hilarité ou la colère de notre interlocuteur ou de nous adresser un bras d'honneur qui se passe de commentaires. C'est à coup sûr se ridiculiser ou passer pour quelqu'un de pas très sérieux. Il faut être un fou furieux pour se réclamer du capitalisme ou de l'économie de marché.

Se prétendre socialiste, communiste ou marxiste n'est pas plus crédible de nos jours notez bien, à ceci près que c'est le capitalisme qui est aux commandes et qui pourrit la vie quotidienne des travailleurs et non le socialisme. Dès lors qu'ils sont amenés à s'interroger de plus en plus souvent sur les conséquences de la décomposition du capitalisme et celle de la société en générale, il est facile de leur glisser à l'oreille qu'on leur a peut-être menti à propos du socialisme et que ce qu'ils ont entendu dire ou ce qu'ils ont lu à son sujet n'était peut-être pas la vérité, et que contrairement au capitalisme, s'il existe plusieurs versions du socialisme, il ne doit finalement n'en exister qu'une qui corresponde au véritable socialisme, le socialisme scientifique.

Il est tellement facile dans la vie de se faire passer pour ce qu'on n'est pas ou de se prendre pour ce qu'on n'est pas, qu'une méprise est toujours possible, qu'on peut se tromper ou avoir été trompé à notre insu, cette hypothèse mérite qu'on s'y arrête et qu'on vérifie ce qu'elle vaut. Si l'on part de l'objectif du socialisme qui est de porter au pouvoir la classe ouvrière, force est de constater que tel est le cas nulle part dans le monde, or des Etats se proclament socialistes ou communistes, donc ils sont forcément autre chose.

La révolution russe de 1917 dirigée par le parti bolchevik avait bien porté le prolétariat et la paysannerie pauvre au pouvoir, mais dès le milieu des années 20, après la mort de Lénine et l'arrivée au pouvoir de Staline, ils en ont été chassés, dès lors l'expérience du socialisme s'est arrêtée nette et n'a pas pu être menée à son terme. Pour qu'il en fut autrement, il aurait fallu que le prolétariat parvienne au pouvoir dans d'autres pays, notamment dans les pays les plus développés, mais tel ne fut pas le

cas malheureusement. Du coup une caste de bureaucrates, véritables parasites, s'empara du pouvoir et de l'Etat pour imposer sa dictature à la classe ouvrière. Le même scénario se réalisa en Europe centrale, en Chine, à Cuba, à la différence près avec la Russie qu'à aucun moment la classe ouvrière ne détiendra le pouvoir, il sera chaque fois usurpé dès le départ par une caste de bureaucrates qui imposera à son tour une féroce dictature. Conclusion : il n'a jamais existé le moindre Etat socialisme ou communiste dans le monde depuis 1924...

Maintenant, le socialisme est l'antithèse du capitalisme, autrement dit ils sont inconciliables. Le socialisme repose sur la propriété collective des moyens de production, le capitalisme sur la propriété privée des moyens de production. Le socialisme organise la production sur la base des besoins de la population afin de pouvoir les satisfaire, tandis que le capitalisme l'organise dans le seul but de permettre aux propriétaires des moyens de production qui constituent une infime partie de la population de réaliser toujours plus de profit, de s'enrichir toujours davantage.

Dans une société ou un Etat socialiste, ce sont les travailleurs qui détiennent réellement le pouvoir à travers les organismes politiques qu'ils ont constitués au cours de leur révolution, dans un Etat capitaliste les travailleurs ne détiennent aucun pouvoir, c'est la classe ultra minoritaire des capitalistes qui le détient à travers des institutions politiques qu'elle a créées à cet effet, et dans un Etat ouvrier dégénéré ou sous la coupe d'une caste bureaucratique, c'est soit un parti qui s'appuie sur les institutions créées initialement par la classe ouvrière pour assumer le pouvoir après l'en avoir chassée qui détient le pouvoir (Russie stalinienne), soit un parti qui a créé des institutions sur le modèle de ceux de la Russie révolutionnaire ou soviétique pour parvenir au pouvoir et dont il est le seul à tirer profit, sans que la classe ouvrière n'ait à aucun moment la possibilité d'assumer le moindre pouvoir (Chine, Cuba, etc.).

Quant au socialisme dont se réclame le PS et ses satellites, pour faire bref, il repose sur la théorie selon laquelle le capitalisme se transformerait petit à petit en socialisme ; il suffit d'observer l'évolution de l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est ou de la Chine pour comprendre immédiatement qu'on est en présence d'une théorie frauduleuse, elle confirme également qu'il est impossible à terme que la propriété privée et la propriété collective des moyens de production se côtoient dans le même pays, d'où la seule alternative possible : capitalisme ou socialisme. Ajoutons, que l'on prenne la phase ascendante ou déclinante du capitalisme, le capitalisme demeure à ce jour synonyme de chômage, précarité, pauvreté, inégalités et injustices grandissantes, guerres et mille autres terribles souffrances imposées à tous les peuples sur tous les continents, nous sommes en présence d'un témoignage accablant et sans contestation possible qui contredit la théorie du passage progressif du capitalisme au socialisme.

Voilà qui en réalité n'est pas bien compliqué à comprendre et à expliquer aux travailleurs et militants pour peu qu'on veuille bien s'en donner la peine. Cela tient en une page. Ensuite du doute à l'espoir, au socialisme, il n'y a qu'un pas ! Attention, tout le boulot reste à faire pour parvenir à une compréhension claire de la nécessité historique de passer au socialisme. Le nôtre est d'aider les travailleurs à avancer dans cette compréhension, il s'arrête là sur le plan théorique, c'est à eux ensuite de progresser par leurs propres moyens, leur participation à la lutte de classe doit favoriser cette évolution, d'où l'importance de les organiser.

Les adeptes de l'activisme forcenés, qui nous ont conduit à la situation ou impasse actuelle, considèrent que toute approche, tout discussion qui n'aurait pas exclusivement un contenu politique seraient inutiles ou nous écarteraient de l'objet du militantisme, que seule la lutte compterait, ils nient ou ne veulent pas voir les transformations qu'a subi la société en un ou un demi-siècle, de la même manière qu'ils ne tiennent pas compte de l'extrême hétérogénéité des travailleurs ou de l'existence d'une multitude de couches de travailleurs, ils sont tellement aveuglés par leur conception élitiste ou obsolète du militantisme qu'ils sont incapables de concevoir qu'il existerait une manière simple de s'adresser à ces millions de travailleurs et jeunes, qu'ils ne vivraient peut-être pas exactement la même chose au quotidien, mais qu'ils percevraient bien la réalité de la même manière, aussi sûrement qu'on doit s'alimenter quotidiennent pour survivre par exemple sans qu'on ait à se poser de questions politiques, avant même de s'en poser, je ne sais pas si je me suis exprimé clairement. Ce que je voulais dire, c'est que chacun quotidiennement est amené à se poser des questions d'ordre pratique, matériel, le plus souvent sans qu'elles débouchent sur une réflexion politique. C'était d'ailleurs sans doute l'état d'esprit de ces dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui ne se sont pas mobilisés sur les retraites, bien qu'ils rejettaient le projet de loi de Sarkozy pour en avoir compris les conséquences sur leur destin.

Parmi tous les tracts ou articles que j'ai mis en ligne dans la Tribune libre au cours du mois d'octobre, d'après vous, répondez franchement, combien étaient accessibles à ces dizaines de millions de travailleurs et jeunes ? Vous voulez ma réponse : aucun. Je n'ai même pas eu besoin de poser cette question à toutes les personnes que je connais ou aux membres de ma famille qui sont tous issus du milieu ouvrier, mais qui ne sont organisés nulle part, quelques mots de leur part au téléphone ou par courriel m'a suffi à le comprendre sur le champ. Chaque fois, je me dis : mais c'est dingue, on a l'impression qu'ils ne vivent pas dans le même monde, qu'ils ne vivent pas la même chose, alors qu'ils sont tous soumis aux mêmes lois, je parles des militants et des personnes avec lesquelles je suis en relation. C'est de là qu'est partie la réflexion que je viens de vous soumettre, je n'ai rien inventé ou sorti de ma tête pour me distinguer, ce n'est d'ailleurs pas la première fois que j'aborde cette question.

On ne veut pas comprendre que pour que les travailleurs se situent sur le terrain politique, on pourrait dire plus simplement pour qu'ils s'y intéressent, il faut s'y prendre autrement, car pour eux politique = mensonges, magouilles, trahison, pouvoir obscur d'intérêts qui leur échappe et ils n'aiment pas cela du tout, ils sont devenus plus que méfiants, en dehors de ce qu'ils peuvent toucher ou voir de leurs propres yeux, ils ne croient plus en rien et c'est normal, on ne peut pas les en blâmer, ils en ont tant vu et entendu !

Quant à ces dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui étaient opposés au projet de loi de Sarkozy sur les retraites et qui n'ont pas du tout envie de bosser plus longtemps, que ce sont-ils dit, pourquoi ne se sont-ils pas mobilisés, qu'avaient-ils réellement dans la tête, ne se seraient-ils pas dit par hasard : on nous dit qu'il doit retirer son projet, on est d'accord avec cela, mais on ne nous propose rien à la place, rien qui pourrait être mis en oeuvre maintenant, or si on ne fait rien nous n'aurons peut-être pas de retraite, alors il vaut mieux encore une mauvaise "réforme" et admettre la mort dans l'âme qu'il faudra bosser plus longtemps plutôt que pas de retraite du tout, qui sait ! Ces travailleurs ont tout entendu et son contraire sur la question des retraites, et qu'en ont-ils retenu au juste, car c'est là la question déterminante, que finalement il leur était impossible de faire la part des choses parce que les partis politiques étaient vraiment trop pourris dans ce pays, entre une situation encore pire ou l'aventure, ils ont préféré s'en tenir à la première solution, répétons-le la mort dans l'âme, car pas un travailleur n'a envie de crever au boulot. Ils ont manifesté leur méfiance envers le mouvement ouvrier qu'ils ont dit pourtant soutenir, mais avait-il vraiment le choix, non évidemment, leur compréhension de la société n'allait progresser d'un coup de baguette magique sachant d'où elle partait.

Un autre élément déterminant, s'il en est, que je n'ai pas encore abordé et que les uns et les autres fuient comme la peste : après tout, peut-être que ma retraite basée sur les seules cotisations sur mon salaire ne me permettra pas d'arrêter de travailler à la date que je m'étais fixé ou conformément à la loi, mais ce n'est pas vraiment un problème, j'ai une assurance vie, j'ai les moyens de cotiser à une assurance ou un fond de pension, finalement la loi ne changera rien pour moi, je vais me payer ma retraite, je partirai à la retraite quand je le déciderai. En gros, chacun pour soi ! Combien de travailleurs se sont faits cette réflexion ? Combien de millions en avaient les moyens financiers ? On touche là aux conditions objectives, alors que jusqu'à présent on n'avait abordé que les conditions subjectives, les appareils, l'état d'esprit des masses, leur niveau de conscience politique, l'absence du parti. Qui a osé mettre cette question sur le tapis ? Vous voyez que l'on commet toujours la même erreur depuis un demi-siècle, je m'adresse là aux lecteurs de longue date du site. Quand je dis "on", je veux parler de nos dirigeants.

Ces dizaines de millions de travailleurs qui ne veulent pas s'impliquer dans la politique, vous leur dites quoi, vous leur répondez par un grand discours politique ou vous essayez de les aborder sous un autre angle en employant leur langage ? Vous continuez de les ignorer, ils vous l'ont bien rendu mais cela ne vous a pas servi de leçon apparemment. Ah vous vous dites que si à quelques millions on bloquait le pays, tout serait alors possible, qu'ils vous suivraient spontanément comme un seul homme, ben voyons, parce qu'en face la classe dominante resterait les bras croisés et oublierait du même coup qu'elle peut compter sur leur indécision, leur passivité ou leur neutralité, elle n'aurait pas les moyens de les manipuler et de les retourner comme des carpes, etc. La spontanéité des masses a des limites, mais on peut toujours se fourvoyer et penser le contraire. Vous pouvez aussi aller fleurir la tombe de Blanqui pendant que vous y êtes... (A suivre)

### 3- Verts-Europe Écologie.

### 3.1- Poubelle recyclable. De "***l'entre-soi***" à l'entrejambe UMP-PS-MoDem.

Interview du *Figaro* du député Verts Yves Cochet, extraits.

Question : En attendant, ce nouveau parti semble être fait pour les militants. Ne craignez-vous pas d'oublier les nouveaux électeurs d'Europe Écologie venus de divers horizons ?

Réponse :Bien au contraire ! L'entre-soi a été le drame des Verts durant des années. Notre nouvelle organisation est donc moins partisane que nous ne l'étions. Plus de la moitié de nos organes, comme ceux de la Coopérative, est ouverte aux non-adhérents. L'appartenance à un autre parti, que ce soit l'UMP, le PS ou le MoDem, est même possible pour les coopérateurs ! C'est dire si nous sommes ouverts…

Question : La primaire pour désigner votre candidat en 2012 devrait être organisée à l'automne 2011. Êtes-vous toujours candidat à la candidature ?

Réponse :(...) En revanche, si Nicolas Hulot, qui doit venir ce week-end à Lyon, se déclare avant le printemps, je retire ma candidature. Il serait un bon candidat, mais il doit se décider vite ! (Lefigaro.fr 11.11)

Ils ne réussiraient même pas à faire un bon compost, les vers n'en voudraient pas !

### 3.2- La décomposition de la société comme modèle.

Le député européen Daniel Cohn-Bendit a affirmé dans *Le Parisien* de jeudi que «*le sectarisme n'a pas disparu chez les Verts*». «*L'idée avec cette fusion, c'est d'organiser un parti de réseau, une coopérative politique*», a-t-il expliqué sur RTL. «*La construction est encore devant nous*».

«*Je me bats pour qu'on mette une forme d'organisation souple qui existe réellement dans la société*», a-t-il ajouté. Daniel Cohn-Bendit a affirmé par ailleurs ne pas comprendre les critiques émanant de son propre camp liées à sa décision de participer à

des émissions sur le football sur la chaîne Canal +.

Signe de divisions qui coûtèrent électoralement cher aux Verts par le passé, plusieurs mouvances écologistes ne seront pas représentées à Lyon. C'est le cas de Génération écologie, du Mouvement écologiste indépendant (MEI), fondé et présidé par Antoine Waechter et de Corinne Lepage, députée européenne et présidente de CAP 21.

«*Toute la frange modérée de l'Ecologie politique ne s'y retrouve pas*», a estimé l'ancienne ministre sur France 2. «*En fait c'est un "relookage" des Verts, ce qui est en train de se passer, c'est une OPA des Verts sur Europe Ecologie. On a une "gauchisation" du discours qui vient à la gauche du parti socialiste*», a-t-elle déploré.

Dans une tribune intitulée «*Pourquoi je n'irai pas à Lyon*» publiée mercredi dans *Libération*, Gabriel Cohn-Bendit, le frère de Daniel, explique lui aussi les raisons de son absence, évoquant «*un verre à peine à moitié vide*». «*Le rassemblement écologiste a pour l'instant échoué*», déplore-t-il. «*Nombreux sont ceux qui nous ont déjà tourné le dos, le PS peut se frotter les mains (...) Nous allons de nouveau jouer dans la cour des petits*». (20minutes.fr 11.11)

La coupe du populisme est pleine, n'en jetez plus ! A vomir ces gens-là !

3.3- Cohneritude.

Cohn-Bendit à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon "*ce qu'il dit sur les Boches (dans son livre -Ndlr), c'est insoutenable, intolérable, je trouve même que son discours va labourer sur les terres du Front National*".

Réponse du PG dans un communiqué : «*Daniel Cohn-Bendit ment : c'est lui (…) qui utilise le terme de "boche", ce qui est absolument inadmissible, et non Jean-Luc Mélenchon dans son livre*». (Libération.fr 11.11)

A côté du très réactionnaire Cohn-Bendit, Mélenchon nous serait presque sympathique !

---

Le 11 novembre

Les camarades de Lyon peuvent-ils nous en dire plus sur Fabien Philipoff, 22 ans, condamné à 12 mois de prison dont six avec sursis pour "*rébellion*". Il a également été condamné à deux mois de prison ferme supplémentaires pour avoir refusé de se soumettre à des tests ADN. Le tribunal a également prononcé une peine de deux ans de privation de ses droits civiques, civiles et de famille ainsi que 3.500 euros de dommages et intérêts. (Reuters 10.11)

Au Nigéria, travailleurs et syndicats exigent une augmentation du salaire minimum de 700%, vous avez bien lu, 700%, de 50 à 150 dollars environ. Ils sont fous ces travailleurs, gauchistes va ! (lire plus loin l'article de presse dans cette page). En France, on se contente de 2% et on dit merci patron encore. Cherchez l'erreur !

Guerre au capital !

"*L'argent est devenu le bourreau de toutes choses.* " - "*La finance est l'alambic qui a fait évaporer une quantité effroyable de biens et de denrées pour faire ce fatal précis. - L'argent déclare la guerre à tout le genre humain. Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs*, édit. Daire; Economistes financiers, Paris, 1843, p. 413, 417, 419.) (Extrait - K . Marx : Le Capital (Livre I - Section I)

Extraits du n°123 d'*Informations ouvrières*.

Et c'est reparti !

"*organiser des délégations auprès des élus et des partis sur l'exigence de l'abrogation de la loi*". Ben voyons ! Ils se sont prononcés pour l'allongement de la durée de cotisation, sont-ils au moins au courant au POI ? Ah, ils l'ont déjà oublié !

"*Si les directions syndicales ne veulent pas entendre, il va falloir leur dire un peu plus fort*". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant. Ben voyons ! Ils doivent êtres sourds, c'est cela, c'est cela et leurs prédécesseurs depuis 70 ans aussi, faites attention cela doit être héréditaire et c'est peut-être contagieux !

Et le cauchemar des illusions de reprendre de plus belle :

"*Alors n'est-il pas temps de se donner les moyens d'imposer aux dirigeants cette volonté de millions de travailleurs ?*"

A quoi servent-elles ? A en faire naître de nouvelles et ainsi de suite, c'est une façon comme une autre de soutenir le régime :

"*Alors, ce n'est pas possible qu'aucun parti n'ait proposé autre chose que 2012* ". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant.

"*Si on veut avancer, il faut leur donner des coups de pied dans le c...*". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant. Parce qu'au POI on se refuse à vous expliquer ce que sont réellement ces partis, le PS et ses satellites inféodés au régime, criminel !

"*Les gens se demandent finalement pour qui ils roulent. J'ai l'impression qu'ils tirent tous dans leur sens, alors que c'est pour la classe ouvrière qu'il faut se battre*". Citation d'un intervenant dans une réunion. Réponse du POI : néant. L'immense masse des travailleurs et jeunes qui ne se sont pas mobilisés ne sauraient-ils pas plutôt à quoi s'en tenir, à savoir qu'il n'y a rien à attendre de ces partis vendus au capital ? Dans cette histoire, lesquels ont le plus d'illusions et s'emploient à en colporter ?

La déclaration du POI du 6 novembre en apparence radicale, qui en réalité se situe sur la même ligne opportuniste :

"*C'est le sens que le Parti ouvrier indépendant donne à son combat pour la rupture avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Europe, pour un gouvernement à même de prendre en charge les mesures d'urgence de défense de la population.*

*Telle est la contribution que le POI apporte à la légitime discussion engagée avec les travailleurs et les militants de toutes tendances, hier dans le combat pour l'unité pour le retrait, aujourd'hui et demain dans le combat pour l'unité pour l'abrogation de l'infâme contre-réforme.*"

Le POI serait pour l'abrogation des institutions de la Ve République, dès lors qui devraient rompre avec ces institutions ? Le PS et ses satellites qui n'existent que parce qu'ils sont inféodés au régime, c'est une mauvaise plaisanterie ou quoi ? Trotsky, dont vous vous réclamez, expliquait que les réformistes et les staliniens pourraient dans certaines circonstances aller plus loin qu'ils ne le voulaient..., en ajoutant que jamais ils ne s'attaqueront aux fondements du capitalisme, ce qui signifiait et c'est nous qui le rajoutons, qu'ils ne rompront jamais avec les institutions politiques qui servent exclusivement ses intérêts. Pourquoi vous acharnez-vous à faire croire le contraire aux travailleurs et aux militants ?

Vous voulez faire l'unité avec des partis qui se sont placés délibérément au côté de Sarkozy conformément à leur nature sociale-libérale ? Sachant qu'ils mettraient en place un nouveau gouvernement de Front populaire en 2012 s'ils parvenaient au pouvoir, afin de pouvoir continuer la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Il faut que les jeunes militants sachent que la situation actuelle et l'absence du parti révolutionnaire est justement le produit de cette politique.

Nous soutenons l'initiative du POI d'organiser une conférence ouvrière, mais cela ne doit pas pour autant nous empêcher de dire ce que l'on pense de l'orientation politique de ce parti.

Cela ne plaît évidemment pas à ses dirigeants et ses militants, qu'ils lisent ou relisent attentivement les déclarations des différentes tendances (une dizaine, excusez du peu !) du parti bolchevik à la veille de la révolution d'Octobre, ils découvriront peut-être avec stupeur que les opposants à l'insurrection s'exprimaient librement (publiquement) dans les organes du parti contre la ligne défendue par Lénine. Notez bien, à un moment crucial pour la révolution. Mais à la différence de nos dirigeants, Lénine avaient une confiance totale aussi bien dans son analyse de la situation que dans la capacité des cadres, la base du parti et les travailleurs de faire la part des choses et finalement de s'en saisir, pour être plus précis, la politique impulsée par Lénine s'appuyait sur la classe ouvrière et la base du parti qui étaient plus révolutionnaires que la plupart des dirigeants de son parti, partant de là, il ne doutait pas qu'elle triompherait et qu'il finirait par se ralier la majorité du comité central du parti bolchevik, ce en quoi il ne s'était pas trompé.

## Social.

### 1- France.

Deux cents employés d'une entreprise de Pavilly (Seine-Maritime) ont bloqué les accès de Rouen mercredi midi pour soutenir leur patron en grève de la faim depuis lundi, après que l'Inspection du travail lui a refusé le licenciement pour vols d'un de ses salariés.

Les salariés de cette entreprise de couverture et de charpente ont, de leur propre initiative, bloqué les entrées de Rouen (Seine-Maritime) avec les camions et camionnettes de la société et ont distribué des tracts aux automobilistes.

Comme leur patron, ils ne comprennent pas la décision de l'Inspection du travail qui a refusé le licenciement pour vols et fautes graves d'un salarié protégé, délégué du personnel.

Ce dernier, interpellé par les gendarmes, avait été mis en examen en septembre dernier pour le vol de matériel dans l'entreprise, à hauteur de 50.000 euros.

Pour l'Inspection du travail, la procédure de licenciement n'a pas été respectée. (AP 10.11)

On se demandait pourquoi 95% des travailleurs, retraités ou jeunes n'ont pas participé à la mobilisation sur les retraites, vous avez là sous les yeux un début de réponse, faut-il encore les garder ouverts ! Quand je dis 95%, c'est une approximation bien sûr, disons entre 80 et 95% si vous préférez, cela ne remet pas en cause mon analyse.

### 2- Grande-Bretagne. Inégalité insupportable, la sélection par l'argent ou la dictature des banksters.

Des incidents se sont produits lors d'une manifestation organisée contre le projet gouvernemental d'augmenter les frais de scolarité dans les facultés anglaises qui rassemblait, selon la police, au moins 20.000 étudiants. Il s'agit de la plus importante manifestation organisée depuis l'entrée en fonction du gouvernement du conservateur David Cameron, en mai dernier.

«*Les politiques semblent se foutre (de ce qui se passe). Ils devraient prendre l'argent des personnes qui en gagnent beaucoup, qui ont des salaires à sept chiffres, pas aux étudiants qui n'ont pas d'argent*», a déclaré Anna Tennant-Siren, une étudiante de l'université d'Ulster à Coleraine.

«*Les députés devraient y penser à deux fois avant de mener cette politique scandaleuse*», a affirmé le président du Syndicat national des étudiants, Aaron Porter. Actuellement, les frais d'inscription pour les étudiants britanniques et européens dans les universités anglaises ne peuvent pas dépasser 3.290 livres (3.777 euros, 5.275 dollars) par étudiant et par an.

Mais le gouvernement du conservateur David Cameron veut autoriser les universités à les fixer à 6.000 livres maximum, et dans «*des circonstances exceptionnelles*» à 9.000 livres (10.500 euros).

Le gouvernement de coalition formé par les conservateurs et les libéraux démocrates compte réduire de 2,9 milliards de livres l'aide financière publique aux universités, ceci pour contribuer à juguler un déficit budgétaire atteignant près de 11% du produit intérieur brut (PIB) du fait de la crise financière internationale.(Libération.fr et 20minutes.fr 10.11)

Commentaire.

Tu es fils d'ouvrier, comme en Inde, ne rêve pas, les études supérieures ne sont pas pour toi. Et si tu te retrouves au chômage, estime-toi heureux, on t'imposera un boulot d'éboueur ou de cantonnier pour 300 euros par mois ! Elle n'est pas belle la vie en régime capitaliste ?

### 3- OIT-ONU.

L'Organisation internationale du travail (OIT), cette agence de l'ONU chargée de promouvoir les droits au travail, fait face mercredi à un rare mouvement social sur le plan mondial.

"*Alors que nous, le personnel et les chercheurs de l'OIT, écrivons et voyageons dans le monde entier pour promouvoir le dialogue comme réponse à la crise financière mondiale, ici [à l'OIT], chez nous, nos propres droits sont érodés*", souligne le syndicat du Bureau international du travail.

Syndicat et direction du personnel divergent quant aux procédures de recrutement et sélection, les représentants des employés critiquant une utilisation croissante des contrats à court terme notamment. (Lemonde.fr 10.11)

L'OIT une agence de l'ONU, mais alors, les syndicats collaborent avec le principal organisme politique international du capital... qu'ils prétendent combattre ? Non, qui l'aurait cru ?

## Politique.

### 1- Coup de force et contrevérité.

"*J'ai signé hier soir le décret de promulgation de la loi portant réforme des retraites, qui a été publiée ce matin au Journal officiel*", a déclaré le chef de l'Etat en conseil des ministres, selon un court texte diffusé par l'Elysée.

Cette loi, qui recule de deux ans l'âge légal de la retraite, à 62 ans, et l'âge de la retraite à taux plein, à 67 ans, "*devient ainsi la loi de la République*", a-t-il ajouté.

"*En 2018, le risque existait que les pensions baissent de 15% (...) or, grâce à cette réforme, les retraités pendant les dix ans à venir n'ont aucun risque de voir baisser leur retraite*", a expliqué le conseiller présidentiel.

"*En 2018, l'heureux gouvernement qui sera là n'aura plus aucune dette sur les retraites nées entre 2010 et 2020*", s'est-il félicité.

La bataille "*a été rude*" mais c'est normal parce que "*c'était la plus importante réforme des retraites jamais entreprise en France*", a estimé Raymond Soubie, qui a conseillé quasiment tous les gouvernements et présidents de droite au cours des trente dernières années.

"*Je pense que les Français n'aiment pas beaucoup ce genre de mesures mais qu'ils savent que c'était nécessaire et que c'était dans leur intérêt*", a-t-il expliqué. "*Le temps passant, comme pour toutes les autres réformes des retraites, les Français les accepteront*". (Reuters 10.11)

## 2- République bananière du général-président... au flic-président, les barbouzes du Palais à pied d'oeuvre, une tradition, de Gaulle n'est pas mort !

Après le refus de Bernard Accoyer de transmettre des documents à la justice, c'est le rapporteur de la mission d'information parlementaire sur l'attentat de Karachi, Bernard Cazeneuve, qui s'est fait voler son ordinateur portable, révèle Le Point.

Le vol a eu lieu il y a un an, le 26 novembre 2009, dans son bureau de la communauté urbaine de Cherbourg, dont le député PS de la Manche est le président. Mais cela n'avait jamais été rendu public. «*Je ne dispose strictement d'aucun élément qui me conduise à relier (ce vol) à mes activités parlementaires, ni a fortiori à la mission d'information sur l'attentat de Karachi*», a indiqué à l'hebdomadaire Bernard Cazeneuve.

L'ordinateur n'a jamais été allumé.

D'après *Le Point*, le vol, accompli peu après le début des travaux de la mission parlementaire, s'est déroulé «*sans effraction*» et son auteur reste introuvable. En effet, «*le dispositif de géolocalisation contenu dans l'appareil n'aurait jamais été déclenché, ce qui signifie qu'il n'a pas été allumé depuis qu'il a été dérobé*», explique l'hebdomadaire qui écarte ainsi l'hypothèse «*d'un simple acte crapuleux*». Seul le contenu serait visé. (20minutes.fr 10.11)

Je ne suis pas informaticien mais je sais un peu comment fonctionne un ordinateur, j'ai été technicien en bureautique pendant une quinzaine d'années. Le "*dispositif de géolocalisation* est situé dans le microprocesseur si je ne dis pas de bêtise et non dans le disque dur où figurent tous les fichiers, il suffit donc de connecter celui-ci sur un autre ordinateur et le tour est joué, cela prend deux minutes.

## 3- Rétention d'informations. Un régime aux abois.

Des familles de victimes de l'attentat de Karachi vont porter plainte contre le président de l'Assemblée nationale, qui refuse de remettre des auditions parlementaires à la justice, a dit mercredi leur avocat.

Pour Olivier Morice, avocat de familles de victimes, le président UMP de l'Assemblée cherche à empêcher l'enquête d'avancer car elle pourrait impliquer des hommes politiques.

"*On considère que la motivation du refus de transmission des auditions est totalement non fondée et, qu'en réalité, c'est une décision politique pour éviter de transmettre à la justice des infos compromettantes sur un certain nombre d'hommes politiques français*", a-t-il dit à Reuters.

La plainte pour "*délit d'entrave à la justice*" vise également le député UMP Guy Teissier, président de la commission de la Défense, qui a le premier refusé de remettre au juge les procès-verbaux d'auditions.

"*Le rôle du contrôle du Parlement au travers notamment de missions parlementaires doit être complémentaire mais distinct de celui de l'autorité judiciaire*", a dit Bernard Accoyer, mis au courant de cette plainte, aux agences de presse.

Cette justification "*est un leurre*", a répondu Olivier Morice, visant à "*masquer une décision qui est politique et n'a aucun fondement juridique sérieux*".

Dans l'enquête sur l'attentat ayant déclenché le génocide rwandais, en 1994, le juge Jean-Louis Bruguière avait d'ailleurs obtenu la transmission d'informations de même nature, avance l'avocat. (Reuters 10.11)

4- Aveu. Sarkozy-Hortefeux ont pété les plombs. Fillon colmate les fuites !

Les services du Premier ministre ont rappelé en octobre au ministère de l'Intérieur qu'il était interdit de se procurer directement les factures détaillées auprès des opérateurs téléphoniques, révèle mercredi France Info.

Pour la radio, cette note de Matignon est la preuve que cette pratique a non seulement existé mais qu'elle est illégale alors qu'elle a notamment permis aux services de renseignement de se procurer cet été la liste des appels d'un journaliste enquêtant sur l'affaire Bettencourt.

Fin septembre, la commission nationale des interceptions de sécurité (CNIS), chargée du contrôle des écoutes administratives en France, avait déjà rappelé cette interdiction.

La note de Matignon signée par Jean-Paul Faugère, le directeur de cabinet de François Fillon, est classée "*confidentiel défense*" et a été envoyée courant octobre, précise France Info.

Le document rappelle que "*l'article 20 de la loi de 1991 sur les interceptions de sécurité ne peut être invoquée pour recueillir des données personnelles*", ajoute la radio.

Le *Canard enchaîné* et Mediapart accusent la Direction centrale du renseignement et l'Elysée d'avoir organisé la surveillance des journalistes couvrant l'affaire Woerth-Bettencourt.

Dans son édition de mercredi, le *Canard enchaîné* renouvelle ses accusations et affirme qu'il fait l'objet d'une enquête pour identifier la source de ses premiers écrits sur l'affaire. (Reuters 10.11)

5- En famille chez les intégristes de la loi des marchés.

En 2007 François Pupponi (PS) a succédé à l'Assemblée nationale et à Sarcelles à Dominique Strauss-Kahn.

"*Pupponi est un intégriste du strauss-kahnisme, comme moi du sarkozysme*", résume Pierre Charon, conseiller à l'Elysée. Les deux hommes se connaissent bien: ils se rencontrent fréquemment au Café de Flore; lors d'un séjour en Corse, Pupponi a invité le proche du président dans sa maison familiale. (Lexpress.fr 10.11)

- Je ferais bien un petit front unique avec ce parti ouvrier...

- L'UMP ?

- Mais non crétin, avec le PS voyons !

-Mais dis-moi, pour avoir de telles idées, tu dois militer dans un parti indépendant de l'Etat et tous ces partis ?

- Qu'est-ce que tu crois, mais enfin, cette question ne se pose même pas, tu me calomnies...

- Non, je pose simplement une question, c'est interdit ?

- Et puis on peut soutenir le PS quand il a de bonnes idées...

- Tu peux soutenir aussi l'UMP ou le FN quand il en a, cela lui arrive, il a appelé à voter non en 2005.

- Oui mais ce n'est pas pareil, attention aux amalgames, le PS n'est pas le FN ou l'UMP.

- Tu me prends pour un demeuré ou quoi, je le sais, il n'empêche que le FN ou l'UMP et le PS représentent bien les intérêts de la même classe, je parle fondamentalement. Si tu soutiens l'UMP, tu soutiens le régime et quand tu soutiens le PS qui le soutient aussi, tu fais quoi au juste, tu veux nous faire croire que tu défends les intérêts de la classe ouvrière, tu te fous de ses intérêts en réalité ou tu nous prends pour des imbéciles, non ?

- Pas de réponse.

### 6- Le bal des courtisans continue.

Dans *Le Point*, il publie un "*plaidoyer*" pour le chef de l'Etat, dans lequel il estime que "Nicolas Sarkozy a montré qu'il savait résister aux défilés et aux manifestations" sur la réforme des retraites.

"*Par ailleurs, Sarkozy a montré qu'il savait aussi ne pas plier pour défendre un ministre qu'il juge capable et honnête. C'est une vraie innovation !*", écrit l'ancien ministre de l'éducation, dans une défense d'Eric Woerth.

Pour M. Allègre, Nicolas Sarkozy a "*créé le G20 (...), entraîné l'Europe dans une action solidaire de recapitalisation des banques (...), stoppé net la panique qui avait saisi les épargnants*". Il salue également la politique internationale de la France, "*de nouveau en bons termes avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde ou le Brésil*".

"*Dans les circonstances de cette terrible crise, qui aurait fait mieux pour la France ? Celle que l'on n'a pas élue ? Chaque Français doit réfléchir à cette question !*", s'interroge-t-il. (Lemonde.fr 10.11)

Rien à ajouter au précédent commentaire.

## Economie.

### 1- France. Impôts déguisés ou racket de l'Etat des banquiers, suite.

Dans un entretien au journal le *Figaro*, mercredi le rapporteur général UMP de la commission des Finances du Sénat, Philippe Marini, souhaite que la redevance audiovisuelle touche les résidences secondaires et plus seulement l'habitation principale. Mais le rapporteur de la commission des Finances milite surtout pour qu'elle concerne également ordinateurs et tablettes.

«*Il faut en outre tenir compte de l'évolution des modes de consommation des médias, en fonction de la technologie. Aujourd'hui, on ne regarde plus seulement les programmes sur un poste de télévision traditionnel. Ordinateurs et autres tablettes qui reçoivent la télévision doivent aussi être taxés. Il n'y aurait néanmoins qu'une seule contribution par résidence, quel que soit le nombre de supports récepteurs*», explique Philippe Marini. (20minutes.fr 10.11)

### 2- G20. Jeu de dupes. Opération médiatique à l'usage de la plèbe internationale.

Pour cadrer ce sujet, une réflexion.

Hier soir pour résumer les différentes déclarations à la veille du G20, aux infos de TV5Monde Asie, le journaliste a tout d'abord précisé qu'une dernière réunion préparatoire avait eu lieu mardi entre les différents protagonistes de ce vilain drame et qu'elle s'était soldée par un nouvel échec, selon lui ce qu'il en est ressorti ou le seul point d'accord auquel ils sont parvenus, c'est qu'en l'absence de toute solution il faudrait s'en remettre au marché pour réguler le marché des changes. Sachant que c'est l'impérialisme américain avec le dollar qui mène la danse, je vous laisse apprécier les éléments ou prises de position qui suivent.

C'est marrant, aucune agence de presse hier après-midi n'a repris les propos de ce journaliste qui ne les avait pourtant pas inventés. Il en a trop dit ou pas assez. On a le droit d'en sourire pour se détendre, on en a franchement besoin.

#### 2.1- Sur fond de crise persistante.

A la veille de l'ouverture du sommet du G20 à Séoul, les participants fourbissent leurs armes. Les chefs d'Etat et de gouvernement s'apprêtent à publier une liste sur laquelle figure une vingtaine d'institutions financières «too big to fail» selon le célèbre adage américain(que l'on pourrait traduire par «trop importantes pour qu'on les laisse faire faillite»car une failite aurait des répercussions mondiales) , a affirmé le Financial Times.

Les deux françaises BNP Paribas et Société Générale figurent sur cette liste. Une banque allemande (Deutsche Bank), quatre établissements britanniques (Barclays, HSBC, Royal Bank of Scotland, Standard Chartered), deux italiennes (Banca Intesa, UniCredit) deux espagnoles (Santander, BBVA), les deux suisses Credit Suisse et UBS ainsi que la néerlandaise ING devraient ainsi compter également parmi les banques d'importance mondiale. Les établissements américains sont minoritaires puisque la liste compte cinq établissements américains (Bank of America-Merrill Lynch, Citigroup, Goldman Sachs, JPMorgan Chase, Morgan Stanley) et un canadien (RBC). En Asie, seules quatre banques japonaises font partie du classement : Mitsubishi UFJ, Mizuho, Nomura et Sumitomo Mitsui.

L'objectif des membres du G20 est de demander aux régulateurs nationaux d'être particulièrement attentifs à ces établissements. Toutefois, aucun accord sur les moyens de coordonner un plan d'action international entre régulateurs pour gérer

de telles faillites ne devrait être spécifié, précise le quotidien britannique. La question est jugée trop complexe.

De fait, l'adoption des accords de Bâle III, qui est l'un des objectifs du sommet du G20, est une véritable partie de poker. «*Le G20 est parti pour reporter cette décision*», rapporte le *Financial Times*. Pourtant, ces nouvelles normes imposent aux établissements de relever le niveau de leurs fonds propres afin d'éviter de connaître une nouvelle faillite d'établissements financiers, après l'impact colossal du dépôt de bilan de la banque américaine Lehman Brothers, en septembre 2008.

Les grands établissements bancaires ont pointé du doigt une réduction de leurs marges engendrée par Bâle III et des effets négatifs sur l'emploi. Certains pays dont le secteur bancaire est concentré, comme la France, estiment en outre qu'ils subiraient une concurrence déloyale en cas de promulgation de ces lois.

Outre la régulation bancaire, les membres du G20 discuteront de plusieurs autres dossiers : la réforme du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, d'une plus grande coordination économique, d'un encadrement des hedge funds, d'une plus grande surveillance des paradis fiscaux. La « *guerre des changes* » devrait toutefois venir chambouler l'agenda. (JDF 10.11

2.2- Un "***G2***".

Marc Touati, économiste chez Global Equities, interviewé par Publicsénat.fr sur le G20. Extraits.

Question d'une perspicacité confondante : Il y a semble t-il beaucoup d**'**attente autour de ce G20**...**

R. "*Il y a un rôle médiatique à jouer pour la France*".

Plus loin : "*Les G20 accouchent régulièrement d'une souris. Depuis le G20 de Londres d'avril 2009, ils n'ont servi à rien. Ça va donc surtout être du marketing.*"

Q. Les Etats-Unis et la Chine n**'**ont ils pas intérêt à jouer le jeu pendant ce G20 ?

R. Ils ont intérêt à jouer le jeu mais ensemble. Donc pour l'instant, c'est un G2 que nous avons parce que l'Europe n'a pas de pouvoir politique pour agir. (Publicsénat.fr 10.11)

2.3- Un "***énorme problème***". S'ils le disent eux-mêmes...

BCE. "*Nous avons à affronter une crise mondiale qui remet en cause la gouvernance mondiale, la gouvernance continentale, et les gouvernances nationales*", a dit mercredi Jean-Claude Trichet, lors des Journées de l'économie, à Lyon.

"*Donc nous avons un énorme problème au niveau mondial, au niveau continental et au niveau national, c'est de rendre leurs systèmes de gouvernance, leurs structures, leur solidité beaucoup plus établie*", a-t-il ajouté. (Reuters 10.11)

2.4- L'empire et ses vassaux. Puisqu'ils le disent...

Interview du *Figaro* du gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer. Extraits.

Q. La Réserve fédérale américaine a mis la semaine dernière 600 milliards de dollars sur la table et a été vivement critiquée. Comment jugez-vous cette décision?

R. Ils nous ont assuré qu'ils n'avaient donc aucune intention délibérée de faire baisser le dollar. Et je n'ai pas de raison de ne pas les croire.

Q. Reste que le dollar baisse et que l'on semble s'éloigner de la concertation qui était de mise entre banques centrales au moment de la crise**...**

R. D'abord, tout ne se résume pas au dollar. (...) Ensuite, si chaque banque centrale mène une politique adaptée à la situation de son pays, personne ne veut s'éloigner de l'objectif de cohérence. (...) Comme l'a réaffirmé le dernier G20 des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales, personne ne doit ni ne peut manipuler sa monnaie.

Q. L'euro n'est-il pas la grande victime des évolutions récentes des changes?

R. Mais il n'y a pas que l'euro qui «flotte» vis-à-vis de toutes les autres monnaies. (...) Cette idée, que j'entends, selon laquelle l'euro serait la variable d'ajustement du reste du monde me paraît… bizarre.

Q. Le G20 pourra-t-il avancer sur le terrain monétaire alors que le climat est pour le moins tendu?

R. La solution ne passe pas que par la politique monétaire. (...) Et pour ce qui concerne le système monétaire international, nous avons tous intérêt à le réformer, mais de façon structurelle, méthodique, apaisée, et certainement pas dans la précipitation. C'est un travail de longue haleine...

Q. Ce G20 devrait aussi être l'occasion de valider les nouvelles normes prudentielles dites de Bâle 3. Sont-elles pour vous satisfaisantes?

R. Nous avons abouti à un accord équilibré. Il est hors de question d'être confronté à une situation où les États voleraient à nouveau au secours des banques. C'est pourquoi nous renforçons à la fois la quantité et la qualité des fonds propres exigés aux banques. Mais en même temps, nous avons prévu une très longue période d'adaptation pour éviter une baisse artificielle des financements.

Q. Êtes-vous favorable à des exigences renforcées pour les grandes banques, considérées comme systémiques?

R. Cela ne doit pas être automatique, mais être seulement une option.

Q. Les États-Unis vont-ils appliquer Bâle 3?

R. Nous y serons très attentifs. Je n'ai aucun doute sur l'engagement de l'Administration américaine et de la Fed. (Lefigaro.fr 10.11)

Commentaire.

Naïf, hypocrique, menteur ou tout simplement ignare ? Le tout à la fois sans doute !

3- Irlande.

Le redressement de l'Irlande sera long, a déclaré mercredi le gouverneur de la banque centrale, ajoutant que les emprunts d'Etat irlandais ne retrouveraient jamais leurs rendements d'avant-crise, quand le pays était encore considéré comme le "tigre celtique".

S'exprimant devant une commission parlementaire, Patrick Hohohan, a cependant déclaré que le rendement des obligations souveraines irlandaises était actuellement des niveaux de crise qui ne devraient pas durer.

Il a ajouté qu'il était possible que les garanties d'Etat apportées aux banques soient encore nécessaires pendant deux trimestres.

L'écart de rendement entre les obligations d'Etat irlandaises à 10 ans et le papier équivalent allemand était en hausse de plus de 50 points de base dans l'après-midi, à 632 pdb, un niveau sans précédent dans l'histoire de la zone euro, en raison d'une hausse du rendement du papier irlandais à plus de 8,75%.

Patrick Honohan a également déclaré devant les parlementaires qu'il fallait s'attendre à ce que le redressement des comptes publics du pays s'étale sur une longue période.

"*Les banques, les ménages, les entreprises et le gouvernement se sont tous trouvés sous pression, et une longue période de redressement des comptes par la consolidation des dépenses a débuté*", a-t-il dit. (Reuters 10.11)

4- Portugal.

Le Portugal a adjugé mercredi pour 1,242 milliard d'euros d'obligations à six et 10 ans, non loin du montant maximal indicatif, mais il a dû payer son rendement le plus élevé depuis son intégration à la zone euro.

Le rendement de la tranche à 10 ans a été de 6,846% contre 6,251% lors de la précédente adjudication fin septembre. Celui de la tranche à six ans a bondi à 6,194% contre 4,407%.

L'organisme de gestion de la dette publique (IGCP) a indiqué que les banques étrangères avaient acheté environ 70% des

obligations émises.

"*Nous devons concentrer nos efforts sur la réduction du déficit budgétaire afin de ne pas envisager un recours au FMI*", a déclaré à la presse mercredi, le ministre des Finances portugais Fernando Teixeira dos Santos.

"*Nous devons prendre les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif, aussi dur cela soit-il.*"

Le vote du budget est désormais assuré, a-t-il ajouté, à la suite d'un accord trouvé avec le parti d'opposition. Cet accord était nécessaire car le gouvernement ne détient par la majorité au Parlement. (Reuters 10.11)

Haut de page

---

Le 13 novembre

Suite de l'offensive gouvernementale, l'ennemi se dispose : Titre du *Figaro* : Sarkozy élabore son «*gouvernement de combat*». Répondre qu'on l'attend de pied ferme serait exagéré puisqu'on vient de démontrer qu'on n'était pas en ordre de bataille pour l'affronter et que le mouvement ouvrier demeurait toujours aussi divisé.

Dans le respect de l'appartenance de chacun à des formations politiques différentes, il est aberrant que les dirigeants de partis ou responsables de tendances ou courants qui partagent pour l'essentiel les mêmes convictions et objectifs, ne trouvent pas les moyens politiques de constituer au moins une plate-forme commune d'action pour mener le combat ensemble contre Sarkozy.

Chacun s'emploie comme il peut à justifier cette nouvelle défaite et au passage sa politique, en refusant obstinément de prendre en compte la totalité des facteurs qui ont concouru à cet échec et qui constituaient en toile de fond la situation, de telle sorte que les travailleurs et militants ne pourront en tirer aucune leçon pour la suite. A les entendre, ils auraient tous eu raison de leur côté, cela nous fait une belle jambe ! Pour parvenir à ce constat qui ne contentera que leurs auteurs, ils ne sont pas vraiment embarrassés de scrupules, les uns ont fait passer le POI à la trappe, les autres FO ou encore leur alignement sur les appareils ou leur tendance au gauchisme, bref, on va aller loin avec de tels procédés.

Chacun savait, on ose l'espérer mais on se fait peut-être des illusions, que Sarkozy ne capitulerait jamais et que le seul moyen pour y parvenir était de dresser l'ensemble de la classe pour le chasser du pouvoir, dans le cas contraire on allait droit à une défaite, ce qu'évidemment personne n'a osé dire ouvertement aux travailleurs et aux militants, pensez donc, ils en auraient été effarouchés et ne se seraient pas mobilisés, c'est sans doute l'arrière-pensée qui animaient les uns et les autres, à moins qu'ils ne pensaient que "tout" était possible. Pour eux, cette bataille et les enseignements qu'ils en retirent se résument à l'impossibilité de réaliser un front unique des partis dits ouvriers sur les mots d'ordre du retrait, de la grève générale et la montée sur Paris, à l'obstacle infranchissable des appareils syndicaux, et dans certains cas au refus des organisations et des partis de rompre avec Sarkozy ou les institutions.

Pourquoi des travailleurs qui rejettaient le projet de loi de Sarkozy ne se sont-ils pas mis en grève ou ne se sont-ils pas mobilisés alors qu'ils en avaient les moyens matériels et financiers ?

On nous répond : parce que l'intersyndicale n'a pas appelé au retrait, encore moins à une grève franche de 24h. Avaient-ils vraiment besoin qu'on les prenne par la main pour se mettre en grève ou ont-ils estimé que le projet de loi de Sarkozy s'attaquant à l'ensemble des travailleurs du pays, il ne serait possible de le vaincre que si l'ensemble de la classe participait à cette mobilisation ? Voir plus loin l'autre explication que je fournis. N'étaient-ils pas portés à le penser, vivaient-ils dans un bocal étanche complètement séparée du reste de la classe, qui elle n'était manifestement pas prête à en découdre bien qu'elle rejetait le projet de Sarkozy, autrement dit, l'état d'esprit de l'immense majorité des travailleurs qui soutenaient la mobilisation mais sans intention de la rejoindre, n'a-t-elle pas pesé également sur leur détermination ? Ce serait donc la conjonction d'un ensemble d'éléments qui serait la cause de cette défaite dont personnellement je n'ai jamais douté, car je ne partageais pas du tout l'analyse de la situation qu'avaient faite les dirigeants.

Cette expérience ne devrait-elle pas inciter chacun à revoir sa copie ? On croirait que la lutte de classe se réduit aux appareils, que ce serait le seul facteur déterminant de la situation dans un pays qui ne compte que 8% à peine de syndiqués (en comptant les cadres), divisez ce chiffre par quatre et mettez un zéro et une virgule devant pour le nombre de militants combattant sur le terrain politique, laissons de côté les doublons, ceux qui sont syndiqués et militent également dans un parti, leur nombre est insignifiant, si après vous continuez de penser que la situation se réduit à ce seul facteur, toute discussion entre nous est impossible. Il faut être un furieux dogmatique pour tenir une telle position. C'est désolant à la fin.

On ne va pas s'éterniser sur cette question puisque finalement cela ne sert strictement à rien, autant pisser dans un violon au moins cela soulage !

Le document que je mettrai en ligne demain et qui retrace à grands traits les mots d'ordre et la tactique du POI de fin mai à novembre 2010, ne doit pas être interprété comme une attaque en règle contre ce parti, il sert uniquement de support à la réflexion sur la bataille des retraites. J'apporte cette précision pour les camarades du POI qui pourraient me prêter des intentions qui ne sont pas les miennes, mais surtout à destination des militants malintentionnés vis-à-vis de ce parti, qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre ma démarche pour des raisons que je connais plus ou moins et que je ne partage pas forcément ou pas du tout. Je suis d'autant plus critique envers le POI que je l'ai en sympathie et que je suis exigeant envers ses dirigeants, ce qui me semble légitime.

En dehors des responsables de quelques groupes de militants issus du PCI ou du PT ou encore du NPA, j'estime que le courant communiste internationaliste du POI rassemble les militants et les intellectuels les plus qualifiés du mouvement ouvrier, je l'ai déjà dit dans d'autres termes, je le répète puisque c'est mon intime conviction, donc tout désaccord avec eux me désole profondément, sans prétendre rivaliser avec eux notez bien, je ne suis qu'un modeste ouvrier qui essaie de penser, et si j'y parviens tant bien que mal, c'est parce que je consacre la totalité de mon temps à mon activité politique.

Les profs qui font l'éloge de Rimbaud se foutent bien qu'il ait été marchand d'armes ou d'esclaves, quand ils célébrent le philosophe J-J Rousseau, ils se foutent bien qu'il ait abandonné ces quatre ou cinq gosses (selon les sources), ils appartiennent à un autre siècle ou ils sont morts, seule leur oeuvre compte, bien des génies ont été des tyrans pour leur entourage ou ont eu un comportement fort discutable au cours de leur vie... Je me suis toujours refusé à adopter cette attitude préférant faire la part des choses, à moins de vouloir se priver de ce que l'homme à produit de mieux à une époque donnée, dans ce cas-là, il ne nous resterait plus qu'à patauger éternellement dans le marais de la médiocrité, ce serait franchement dommage. Vladimir Horowitz était plutôt raciste, je crois me souvenir, et un être irrascible à la fois, mais c'était un pianiste exceptionnel, tiens, cela me rappelle que le journaliste et romancier J. London l'était aussi envers les Noirs, j'ai lu cela récemment, je ne l'ai pas vérifié ensuite, mais c'était un conteur formidable. Et madame Badinter, pourquoi avoir reproché au POI de lui avoir consacré une page dans IO, n'auraient-elles pas des qualités ? Chez nos contemporains, certains se servent de leur talent ou de leur position dans la société pour se donner bonne conscience, ils se servent de la classe ouvrière aux mêmes fins tandis qu'ils la combattent, dès lors il est impossible de traiter un volet de leur personnalité et d'occulter l'autre.

Il y en a qui passe leur temps à chercher de nouveaux maîtres, comme si chaque siècle en créait à profusion ou à suivre des disciples qui n'arrivent pas à la cheville des leurs, des charlatans très temps, dans mon cas, je m'en tiens au principe que je me suis fixé il y a plus de 30 ans et qui m'a permis de sortir de ma crasse ignorance et de progresser en recherchant la compagnie de ce qui se faisait de mieux dans tous les domaines, y compris en politique. Quand j'évoque les marxistes, en fait je veux parler de Marx, Engels, Lénine et Trotsky uniquement, en dehors de Rosa Luxembourg, le reste ne m'intéresse pas, je l'assume, je n'ai pas de temps à perdre. Quand on est animé par un idéal aussi élevé que le nôtre, on n'a pas le droit d'être aveuglé par ses déceptions passées ou ses désaccords présents, ses petits états d'âme, absolument rien ne doit nous détourner de l'objectif que l'on s'est fixé.

La dureté parfois de mes propos est à relier à la dureté de la vie, je pourrais me contrôler, adopter un autre style, rien de plus facile, mais j'aurais franchement l'impression d'être coupé de ce que les masses vivent au quotidien, de vivre dans un autre milieu que le mien, je n'en vois pas l'intérêt. Les imperfections qui sont nombreuses dans ma manière de m'exprimer peuvent être utiles aux intellectuels pour leur permettre de mieux comprendre comment peut penser un ouvrier ou comment il appréhende la réalité. Nous avons chacun nos faiblesses, pourquoi s'en cacher, c'est stupide.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Je ne propose évidemment à personne d'adopter cette conduite, chacun est libre de mener sa vie comme il l'entend.

## Social.

### A propos des retraites.

J'ai lu dans un site qu'environ 30 millions de personnes avaient souscrit un contrat d'assurance-vie. Ce contrat peut servir à améliorer sa retraite en cas de faible retraite, de décote due à divers facteurs, manque d'annuités ou décision de partir à la retraite avant d'avoir cotisé suffisamment pour percevoir une retraite à taux plein par exemple.

On remarquera au passage que parmi le nombre de personnes ayant souscrit un contre d'assurance-vie et bien d'autres contrats par capitalisation figurent des dizaines de millions de travailleurs, sans doute plus des trois quart de ces 30 millions ; on entend par travailleurs tous ceux qui vivent de leur travail, blouses bleues, grises ou blanches, ouvriers, cadres ou intellectuels, artisans ou commerçants, professions dites libérales, médecins, etc.

Hypothèse. Ne pensez-vous pas que des millions de travailleurs opposer à la loi de Sarkozy sur les retraites se seraient dit que finalement ils la contourneront et partiront à la retraite quand ils le décideront, et qu'ils compenseront la décote sur leur retraite par l'argent qu'ils auront capitalisé via différents placements ? Combien ont-ils fait ce calcul, un calcul qui correspond à l'indivualisme ambiant qui règne maintenant depuis deux décennies ou plus ? Ne serait-ce pas un des éléments qui aurait affaibli

leur détermination à combattre le projet de loi de Sarkozy avec lequel ils étaient en désaccord ? Ce n'est qu'une supposition ou une hypothèse, il me semble qu'elle ne soit pas dépourvue de fondement, non ? Bien entendu, elle ne concerne pas la masse des plus pauvres qui sont les éternels et principales victimes du capitalisme.

Quand on prétend analyser la situation ou une question particulière, définir une tactique ou une stratégie, on se doit de prendre en compte l'ensemble des facteurs (et leurs rapports) qui entrent ou qui peuvent entrer en ligne de compte, surtout quand on a des comptes à rendre à des militants ou aux travailleurs, c'est la moindre des choses pour qu'ensuite chacun puisse examiner librement en fonction des propres éléments en sa possession, si aucun facteur n'a été oublié, sous-estimé ou surestimé et vérifie ainsi la validité ou le sérieux de l'analyse qu'on lui a proposé. Qu'on se situe sur le terrain de la lutte des classes est une chose, que l'on avance des mots d'ordre (agitation) pour sensibiliser ou mobiliser les travailleurs sur une question en est une autre, qu'on développe des arguments au titre de la propagande en est encore une autre, mais rien ne peut justifier que l'on cède à la tentation d'occulter ou tronquer la réalité, ce qui semble avoir été le cas une fois de plus à des degrés divers sur la question des retraites.

La croissance du marché français de l'assurance-vie a atteint 7% au cours des huit premiers mois de l'année, avec des cotisations totalisant 100,8 milliards d'euros, selon les chiffres publiés mardi par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA). (http://www.agefi.fr 28.09)

A fin septembre, la collecte atteint 111,6 milliards d'euros, soit une progression de 6 %. (http://www.ffsa.fr)

Commercialisés depuis 2004, les Perp connaissent une croissance relativement modeste mais régulière avec aujourd'hui 2,1 millions de plans en cours. Le montant des sommes épargnées par les souscripteurs s'élève à ce jour à près de 5,7 milliards d'euros.

A la différence de l'assurance-vie, le Perp prépare exclusivement à la constitution d'un complément de revenus versé pendant la retraite. Si la loi va bientôt permettre une sortie en capital à hauteur de 20%, le Perp privilégie le versement d'une rente. (20minutes.fr 12.11)

## Politique.

### La grande famille.

Après Yves Cochet qui expliquait avant-hier que l'appartenance à l'UMP n'était pas incompatible avec l'adhésion à Europe Écologie (voir la causerie d'hier), c'était au tour hier du numéro 2 des Verts d'embrayer sur le même registre.

"*Ce n'est pas la même écologie que celle que nous portons, mais je ne suis pas pour la politique du pire et si, effectivement, Alain Juppé est nommé et qu'il relance la politique par un Grenelle III ou un Grenelle IIbis, eh bien j'en serai très content*", a lancé sur LCI le n°2 des verts, Jean-Vincent Placé. (Lexpress.fr 12.11)

## Economie.

### 1- G20. Une crise qui n'en finit pas.

Au terme de deux journées de débats tendus et houleux, grandes puissances économiques anciennes et émergentes ont convenu d'établir de vagues "*directives indicatives*" destinées à rendre compte des déséquilibres entre elles.

Elles ont toutefois laissé à leurs ministres des Finances le soin d'être plus explicites à ce sujet dans le cadre de discussions qui auront lieu au premier semestre 2011.

Le communiqué final du sommet de Séoul, le cinquième du G20 depuis la crise financière de 2008, ratisse large.

Les chefs d'Etat et de gouvernement s'y engagent à évoluer vers des taux de change qui soient davantage déterminés par le marché.

Il juge enfin qu'il existe une possibilité importante, mais limitée, de conclure les négociations commerciales du Cycle de Doha lancé en 2001 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

"*Le travail que nous accomplissons ici n'apparaît pas forcément toujours spectaculaire*", a déclaré le président Barack Obama lors d'une conférence de presse donnée à l'issue du sommet.

"*Ça ne peut pas changer le monde tout de suite à tous les coups mais ce que nous faisons, pas à pas, c'est de bâtir des mécanismes et institutions internationaux plus solides, qui permettront de stabiliser l'économie, d'assurer la croissance économique et de réduire certaines tensions.*"

Le président Nicolas Sarkozy a pour sa part parlé d'un "*accord qui vaut mieux qu'un désaccord (mais) qui ne résout pas suffisamment les problèmes qui sont posés*".

Après des semaines de joutes verbales, Washington et Pékin, deux capitales mises en cause à des degrés divers pour les déséquilibres mondiaux de la planète, ont tenté d'arrondir les angles.

"*Les taux de change doivent refléter les réalités économiques (...) Les pays émergents doivent faire en sorte d'avoir des monnaies qui évoluent en fonction du marché*", a encore dit Barack Obama. "*C'est quelque chose que j'ai évoqué avec le président chinois Hu (Jintao) et nous surveillerons de très près l'appréciation de la monnaie chinoise.*"

Il demeure que les dirigeants du G20 n'ont pu se mettre d'accord sur la manière de déterminer à partir de quand les déséquilibres mondiaux représentent une menace pour la stabilité économique, renvoyant à des discussions sur une batterie d'indicateurs économiques témoins au premier semestre 2011.

"*La crédibilité du G20 dépend vraiment de la production de résultats (...) On ne peut pas s'en sortir en faisant du chacun pour soi*", a dit le Premier ministre canadien Stephen Harper. "*Il faut au contraire continuer à coordonner nos actions; la reprise est fragile.*"

"*Je ne pense pas que le fait que nous n'ayons pas résolu tous ces problèmes implique que nous rechuterons.*"

Pour Tim Condon, responsable de la recherche d'ING Financial Markets à Singapour, il est "*difficile de ne pas être d'accord*" avec les voeux exprimés par le G20 mais il n'a pas répondu aux attentes.

"*Ils ont décidé de coucher par écrit bon nombre d'objectifs louables, dans l'espoir de faire mieux et d'accomplir davantage lors des futurs sommets*", a-t-il dit. (Reuters 12.11)

L'espoir fait vivre... la lutte des classes aussi ! On a perdu une bataille sur les retraites, mais on n'a pas perdu la guerre de classe, désolé monsieur W. Buffet !

La Talonnette a dit.

Le chef de l'Etat, qui va assurer la présidence du G20 pendant un an, a par ailleurs relevé que « *ce qui était important, c'était de se mettre d'accord sur la création d'un mécanisme de surveillance des déséquilibres persistants* ». «*La première étape sera l'élaboration d'indicateurs permettant d'identifier les déséquilibres* ». Ceci devrait intervenir au premier semestre 2011, a-t-il précisé.

Commentaire. Parce qu'ils ne sauraient pas que ce sont les banksters qui mènent la danse !

« *Nous poursuivrons les priorités qui ont toujours été les nôtres* », a ajouté le chef de l'Etat, faisant référence à « *la moralisation du capitalisme* » et « *à une stricte surveillance des rémunérations des traders et des paradis fiscaux* ».

Commentaire. De la part d'un président dont la première mesure a été d'augmenter son salaire de 172%, c'est tout à fait crédible !

Le chef de l'Etat, qui recevra Dominique Strauss-Kahn à l'Elysée courant décembre, a déclaré souhaiter « *travailler main dans la main avec le FMI* », a-t-il assuré. (Publicsénat.fr 12.11)

Commentaire. On n'en attendait pas davantage !

Attention monsieur Sarkozy, quand à faire les choses proprement, la Bourse pourrait se choisir Strauss-Kahn comme candidat en 2012, pardon, j'oubliais qu'il pourrait être le candidat du PS, il est vrai qu'il n'y a pas vraiment là d'incompatibilité.

Le G20 en titre dans la presse.

- ONU-G20 - D'un "*machin*" à l'autre - LePoint.fr
- Le G20 accouche d'un accord a minima - Libération.fr
- Les bonnes résolutions du G20 de Séoul - L'Express
- Le G20 accouche d'une souris mais reste pertinent - Reuters
- Le G-20 accouche d'une souris - AP

Après le Fouquet's, pour le prochain G20, Sarkozy choisit Cannes (source : LePoint.fr 12.11)

Versailles aurait été mieux, mais bon ! Il a dû se souvenir que le monarque va au soleil et non l'inverse.

En marge du G20. Je te prête ce que je t'ai volé et estime-toi heureux !

Nicolas Sarkozy a annoncé vendredi la restitution des archives royales coréennes, à l'issue du sommet du G20 qui se tient à Séoul. Le président français a promis à son -homologue, Lee Myung-bak, de retourner sous la forme d'un prêt renouvelable de cinq ans les 297 livres qui avaient été pillés par la marine de Napoléon III en 1866.

Jack Lang a salué la percée et le geste «*noble*» de Nicolas Sarkozy. (Lefigaro.fr 12.11)

Encore un nostalgique de l'Ancien Régime ! A défaut d'un titre de noblesse, Lang se contentera de celui de valet.

2- Grèce.

La Grèce s'enfonce un peu plus profondément dans la récession. Son PIB trimestriel est en chute de 4,5% sur un an. Il s'agit de loin de la plus mauvaise performance des 27 pays de l'Union européenne (UE), qui donne à la crise grecque une allure de quasi-dépression.

Alors que les magasins ferment les uns après les autres à Athènes, que l'inflation et le chômage s'envolent, le pays, qui prévoit pour 2011 une troisième année consécutive de croissance négative, n'en finit pas d'aligner les mauvais indicateurs, malgré un relatif assainissement de ses finances budgétaires imposé par l'UE et le FMI.

Le décrochage est d'autant plus sévère que ces trois années noires interviennent après 13 ans de croissance ininterrompue, où la moyenne de hausse du PIB grec s'élevait à 3,7% par an.

Vendredi, en publiant les chiffres du troisième trimestre 2010, l'autorité des statistiques grecque (Esa) a noirci le tableau des deux trimestres précédents en affichant des contractions plus sévères du PIB qu'annoncées initialement.

Par ailleurs, une série d'indicateurs publiés depuis le début de la semaine illustrent tous l'ampleur du ralentissement subi par le pays: chute de 7,1% de la production industrielle en septembre sur un an, hausse du chômage à un taux record (12,2%) en août. Les jeunes grecs sont les plus touchés, avec près du tiers de la génération des 15-24 ans non scolarisés, qui sont sans emploi.

Seule l'inflation a semblé marquer le pas en octobre, mais à un niveau très élevé, plus de double de la moyenne des pays de la zone euro (+5,2% sur un an contre +1,9% en moyenne dans les 16 pays de la zone euro).

«*Le sentiment de confiance dans l'économie aussi bien du côté des consommateurs que des aspirations des chefs d'entreprise, s'est considérablement détérioré*», note Dimitrios Maroulis, économiste à la banque Alpha.

«*Nous avons besoin de faire renaître la confiance afin que les consommateurs soient persuadés que le pays ne va pas à la faillite et recommencent à dépenser*» ajoute-t-il en espérant que les réformes passées en 2010 (flexibilité du marché du travail, ouverture des professions fermées à la concurrence, etc.) allaient porter leur fruit en 2013.

Mais pour Jens Bastian, économiste à la Fondation hellénique pour les politiques européennes (Eliamep), les chiffres montrent plutôt «*une accélération de la récession*» qui n'a «*pas encore atteint son point de non retour*».

«*Réalistement je crains une chute sévère de la consommation*» au moment de Noël, ajoute-t-il, qualifiant la situation «*d'inquiétante*». Selon lui, les Grecs ont le sentiment que le gouvernement, qui se trouve de fait sous tutelle budgétaire de l'UE et du FMI depuis le prêt de 110 milliards d'euros accordé en mai, «*ne leur dit pas tout*».

A part la Chine et le Qatar, qui ont, selon lui, «*les poches pleines*», aucun investisseur étranger ne veut actuellement investir en Grèce, «*ni même rester en Grèce*», souligne Jens Bastian. Les industriels italiens, allemands et d'autres pays européens sont «en train de regarder comment ils pourraient quitter le pays».

Après la décision l'été dernier de la Fnac (France) de fermer ses magasins, les supermarchés Aldi (Allemagne) ont annoncé la fermeture de leurs succursales en Grèce. (AFP et 20minutes.fr 12.11)

3- Cuba.

Le «*Projet d'orientation de la politique économique et sociale*» vient d'être adopté par un groupe d'experts et de hauts responsables

du Parti communiste cubain, sous la présidence de Raul Castro. Il sera discuté à partir de décembre dans le pays afin d'être adopté par le VIe congrès du Parti communiste cubain qui se réunira en avril prochain.

«*L'armée est la seule institution capable de prendre en charge les secteurs économiques en déshérence, explique un économiste occidental en poste sur l'île. Elle a déjà mis la main sur le tourisme. Il faut maintenant lui permettre d'élargir son action sur l'ensemble des secteurs. Mais, pour cela, les chefs militaires exigent que les entreprises publiques soient assainies. Il faut démanteler les conglomérats non rentables. D'où le projet de licencier un million de personnes, dont 500.000 dans les 12 prochains mois ! Parallèlement, il faut intégrer les activités informelles dans la sphère formelle pour ouvrir des opportunités aux personnes qui vont perdre leur emploi.*»

Cuba connaîtra un déficit commercial de 11 milliards de dollars en 2010.

Le projet qui doit être discuté et surtout «*vendu*» aux Cubains d'ici à avril est particulièrement sévère. Toutes les sociétés publiques non rentables doivent disparaître au profit d'entreprises mixtes. L'État favorisera le développement des petites exploitations agricoles pour lutter contre l'important déficit de Cuba en matière de productions agricoles. Pour cela, des services bancaires vont être créés pour permettre l'attribution de prêt au secteur privé. Le projet prévoit une baisse de la participation publique et une hausse de celle des travailleurs dans le financement de la sécurité sociale. Cette société vieillissante connaît des besoins de financement chaque jour croissants en matière de retraites.

Le projet confirme aussi l'ouverture assez large de nouvelles activités au secteur privé. L'initiative privée sera notamment favorisée dans le tourisme contre le paiement d'impôts sur les profits générés. Les restaurants et les hôtels privés subissent aujourd'hui de lourdes contraintes qui les confinent à un rôle marginal. Pour stimuler la productivité, il est prévu que le revenu des employés d'entreprises publiques soit «*lié aux résultats obtenus*», sans précision de la façon dont seront mesurés ces résultats.

Enfin la réforme prévoit de supprimer la libreta, le «*carnet d'alimentation*». Il permet de se fournir à des prix très bas en denrées de première nécessité (farine, huile, sucre, café, etc.). Pour beaucoup de Cubains, cette mesure est catastrophique, la libreta compensant des salaires très faibles que le projet de loi ne prévoit pas d'augmenter. Washington a dit «*voir d'un bon œil*» ces changements par la voix de son secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique latine, Arturo Valenzuela. (Lefigaro.fr 12.11)

En Inde si le gouvernement supprimait l'équivalent du «*carnet d'alimentation*», le pays serait immédiatement à feu et à sang !

---

Le 14 novembre

Politique.

1- Europe Ecologie-les Verts. Le bonheur est dans le pré... du capitalisme.

Un titre de Reuters qui tombe à pic : Un nouveau parti pour faire rêver les écologistes

1.1- La béquille du régime.

"*Bienvenue dans ce monde écolo que nous construisons ensemble*" : c'est avec ces mots que les Assises nationale du rassemblement des écologistes se sont ouvertes, samedi 13 novembre, au palais des congrès de Lyon. Une grande messe unissant toutes les figures qui ont fait le succès d'Europe Ecologie et des Verts depuis les Européennes de 2009 : on a ainsi vu poser ensemble sur scène José Bové, Antoine Waechter, Cécile Duflo, Yannick Jadot, Jean-Paul Besset, Daniel Cohn bendit, Dominique Voynet, avec Noël Mamère en Monsieur Loyal.

Les avis ne sont pas les mêmes sur les contours des alliances et du projet. Mais l'heure n'était pas aux débats.

Sur place, vingt urnes transparentes avaient été disposées pour permettre aux 2 000 militants présents de se prononcer. C'est finalement Europe Ecologie-les Verts qui a été choisi avec 53 % des voix. (Lemonde.fr 13.11)

1.2- Ils sont tout simplement des adeptes du capitalisme.

«*Nous ne sommes pas de gauche, nous ne sommes pas de droite. Nous sommes nous, intransigeants avec les productivistes qu'ils soient de gauche ou de droite.*» Et l'ex-leader de 68 de réclamer un droit d'inventaire sur le clivage droite/gauche: «*Si on prend la pauvreté, l'inégalité, il ya un vrai clivage traditionnel. Si on prend les problèmes sociaux, l'écologie politique se place sur le terrain de la gauche et contre la droite qui fait grandir les inégalités*» a-t-il lancé.

En revanche «*si on prends la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme, le clivage ne veut plus rien dire. Rappelez-vous tous ceux de gauche qui ont soutenu je ne sais quel totalitarisme de gauche. Nous ne sommes pas de droite nous ne sommes pas de gauche nous sommes pour l'écologie politique intransigeante sur les droits de l'homme.*» (Libération.fr 13.11)

1.3- Ils bouffent à tous les râteliers !

Philippe Meirieu, vice-président Europe Ecologie de la région Rhône-Alpes, explique à notre partenaire LyonCapitale.fr l'enjeu de ce rassemblement lyonnais :

Q.Quels peuvent être les points essentiels en vue d'un accord avec le PS ?

R. Je pense que nous ne nous mettrons pas d'accord sur un programme commun, mais sur un contrat de mandature. (Rue89 13.11)

Les petits-bourgeois instables et indécis par nature mais soucieux de leur petit confort tournent le dos au PS dont la politique et le programme sont de plus en plus calqués sur celui de l'UMP, maintenant il ne faudrait pas qu'ils soient tentés par l'idée de lorgner à gauche ou vers d'autres partis, disons qui ont repris à leur compte le réformisme que le PS a abandonné au profit du social-libéralisme ou pire, vers un parti comme le POI, Europe écologie-Les Verts a donc pour fonction de maintenir l'illusion que le capitalisme ne serait pas incompatible avec les intérêts particuliers du petit-bourgeois, les garder au bercaille en quelque sorte.

1.4- Institutionaliser la collaboration de classes qui profite toujours à la classe dominante.

Entretien avec l'eurodéputé Jean-Paul Besset, proche de Nicolas Hulot, pressenti pour présider le parlement du nouveau parti.

Q. Quel est le sens de la présence de Nicolas Hulot à Lyon samedi ? (Hulot grand "ami" de Chirac, Bouygue et Cie., )

R. (...) Il connaît l'histoire de ce mouvement et sait que son action n'est pas pour rien dans sa naissance. Dès ce jour du baptême d'Europe Ecologie-les Verts, il s'agit pour lui de rappeler la nécessité d'un dialogue permanent entre cette nouvelle force de l'écologie politique et les représentants de la société civile, les ONG et les associations.

Q. Pourquoi avoir claqué la porte au nez de Corinne Lepage ? (ex-ministre de l'Environnement d'un gouvernement de droite (1995-1997))

R. Beaucoup de militants de Cap 21 sont déjà avec nous. On veut que ce soit un mouvement souple et ouvert sur la société. Tout le monde est là. Antoine Waechter sera là. Je ne comprends pas que Corinne Lepage préfère rester dans son huis-clos.

Q. Cette maison de l'écologie est-elle à gauche ?

R. Le défi, c'est de constituer une force d'influence à partir du projet de transformation écologique de la société. Qui ne se définit pas par rapport à la gauche et à la droite. L'enjeu est de confirmer l'existence de l'autonomie stratégique et programmatique de l'écologie politique. Comme c'est le cas en Allemagne ou au Brésil. Ensuite, on passe des alliances et des partenariats. (...) Face au ronron binaire gauche-droite, on compte faire entendre un rythme à trois temps.

Q. Pourquoi faut-il un mouvement autonome de l'écologie au lieu d'«écologiser» les partis ?

R. Après l'intervention de Nicolas Hulot et son pacte écologique, signé par 750 000 personnes, on aurait pu choisir de pousser à la roue en intégrant le PS ou l'UMP pour les alimenter en biocarburant. On a choisi de jouer en autonome, en créant une force indépendante pour affirmer l'irréductibilité du paradigme écologiste sur le dogme productiviste. (Libération.fr 13.11)

Economie.

L'or a la peau dure. Trois réflexions d'internautes.

1- " L'or est d'une instabilité notoire."

C'est justement l'inverse ! L'or est d'une stabilité notoire !

" Par exemple, son prix vient de doubler en deux ans."

Ceci prouve une méconnaissance totale du marché de l'or et de la finance ... Voyez-vous l'or à une particularité : sa quantité n'a pas varié avec le temps, 90% environ de l'or extrait depuis 4000 ans existe toujours, certes sous forme différente (fonte et refonte). Le stock d'or mondial tiendrait dans un cube de 25m de côté et représente environ 24g par habitant de la terre. L'or ne se créé pas, il ne se détruit pas. Sa quantité est fixe, c'est ce qui en fait un élément d'échange parfait. Mieux, on connait les quantités dans les gisements et on connait donc le stock mondial. C'est l'étalon parfait car sa quantité est donc ... FIXE ! Et qui dit quantité fixe, dit prix fixe.

Non, l'or n'est pas instable, c'est l'argent qu'il faut pour l'acquérir qui l'est !

S'il faut 2 fois plus d'euros en 2010 pour en acheter qu'en 2008, c'est parce que l'euro à perdu de sa valeur. L'or lui, a toujours la même valeur !

Si vous avez 1 milliard d'euro en circulation et que vous en imprimez 1 autre sans créer de la richesse en contre partie, vous doublez la valeur des choses. Si avant il fallait 1 euro pour acheter une baquette, après l'impression il en faut 2, mais la baguette, elle reste la même. Cela s'appelle de l'inflation ! Si l'or a tant monté depuis des mois/années, c'est parce que les américains (et les européens) ne savent pas créer de la richesse, mais seulement imprimer en masse des billets. Et après on s'étonne d'avoir de l'inflation !

2- Le problème est que le système monétaire actuel s'apparente à une planification centralisée du crédit fondée sur le création ex nihilo de monnaie. Les taux directeurs sont déterminés par des logiques politiques (échéances électorales) et non économiques (loi de l'offre et la demande) et cette déconnexion de la réalité génère des bulles de mal-investissement qui finissent inexorablement par éclater lorsqu'il faut remonter les taux.

Ce modèle de l'argent bon marché encourage la consommation et l'endettement tandis qu'il décourage l'épargne et l'investissement composantes indispensables d'un développement économique durable et équilibré et pourtant ignorées par les Keynésiens ou les socialistes. Cette inflation s'apparente à une spoliation de l'épargnant et profite en priorité au gouvernement et à toutes les institutions, privées ou non, qui savent obtenir les faveurs du pouvoir politique (lobby militaro-industriel, Wall Street etc...). C'est un transfert de richesse immoral et destructeur des classes pauvres et moyennes vers les plus puissants et les plus riches.

Dans ces conditions il ne parait pas aberrant de préférer l'étalon-or à l'étalon-Bernanke. Adosser la monnaie à une contrepartie tangible, comme ce fut le cas pendant plusieurs siècles, permet de limiter les cycles économiques de boom et bust. Il est normal que cette option déplaise fortement aux keynésiens ou aux politiciens puisqu'elle les prive d'un financement majeur de leur sorcellerie économique.

3- Pour ce qui est de l'épisode de 1971, il est bon de rappeler qu'il s'agissait en réalité d'un semi-étalon or mis en place lors des accords de Bretton Woods. Le dollar était remboursable en or auprès des institutions bancaires étrangères mais cela était associé à la possibilité d'inflater la monnaie ce qui rendait ce système voué à l'échec dès le début.

Dans les années 60 le gouvernement a usé de cette facilité pour financer ses programmes sociaux massifs et la guerre du Viet-Nam.

En imprimant d'énormes quantités de dollars, Johnson a naturellement perdu la confiance des étrangers qui commencèrent à réclamer le remboursement en or conformément aux accords de Bretton Woods. Au bout du compte les USA se sont retrouvés avec 36milliards de dette étrangères en or tandis qu'ils ne disposaient plus que de 18 milliards de dollars de réserves en or. Plutôt que de réaliser des budgets équilibrés Nixon a préféré suspendre les remboursement. Ce fut la fin de Bretton Woods et de la modération monétaire, 25 ans après 1971 l'inflation cumulait à 300%. Le principe de l'étalon-or est au contraire de borner l'émission monétaire en adossant la monnaie à une contrepartie physique.

4- Mais pourquoi vouloir encore libéraliser les échanges internationaux ? Depuis 20 ans et une Super Crise on sait maintenant parfaitement que cela augmente bien les échanges, mais que l'apport de richesse n'est qu'apparent et temporaire ! Les échanges se résument à drainer tout l'argent dans une seule poche en appauvrissant tout le reste... Si le mirage s'est maintenu si longtemps c'est à cause des bulles de crédits, qui finissent par exploser, révélant la désertification laissé derrrière.. (Slate.fr 13.11)

Haut de page

---

## Le 15 novembre

Le monarque minoritaire dans le pays et illégitime a reconduit logiquement ses ministres qui pourraient figurer dans un gouvernement présidé par monsieur Le Pen et qui ne cachent pas leur haine du prolétariat et leur xénophobie, Bertrand, Hortefeux, Besson, il a reconduit ou rajouté quelques aboyeurs aux relents fascisants, Lellouche, Morano, Mariani, Lefebvre, il

a conservé la représente de la Bourse et du Medef, Lagarde, et pour finir les va-t-en-guerre sont à l'honneur, Alliot-Marie et Juppé. Tout est dans l'ordre des choses.

Non, le peuple n'a pas le gouvernement qu'il mérite, il est le gouvernement que méritent l'intersyndicale jaune ainsi que le PS et ses satellites, véritables béquilles d'un régime en crise. Ce gouvernement est le produit de leur refus d'aller à l'affrontement avec le gouvernement sur la question des retraites ou de se positionner au côté de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts et vaincre Sarkozy.

C'est aussi le genre de gouvernement qui arrive logiquement au pouvoir à la suite de la défaite d'un front populaire, en quelque sorte la politique mise en oeuvre par l'intersyndicale jaune et le PS et ses satellites sur les retraites en s'alignant sur les besoins du capital avec lequel ils sont évidemment incapables de rompre.

C'est un gouvernement de combat, de guerre, nécessaire à Sarkozy pour poursuivre son oeuvre de destruction de tous nos droits.

Gageons que Lefebvre marchera sur les pas de Poujade, que le zélé Mariani redoublera d'imagination pour imposer de nouveaux impôts ou nouvelles taxes, que Bertrand taillera à la hache dans ce qui reste de la législation du travail encore favorable au prolétariat, qu'Hortefeux continuera de terroriser des couches entières de la population et de s'attaquer aux différentes formes de la liberté d'expression, etc.

Voilà ma réaction "à chaud". Que dire d'autres, que les syndicats et les partis dits ouvriers devraient rompre leur relation avec Sarkozy et son gouvernement, avec les institutions de la Ve République, certainement, en sachant qu'ils en seront toujours incapables puisqu'ils sont inféodés au régime et lui doivent leur survie, encore faut-il expliquer aux travailleurs et aux militants pourquoi. Notez bien que je n'appelle pas à s'adresser à ces parasites.

Sarkozy a dit à droite toute, le mouvement ouvrier devrait décider à gauche toute, mais chacun sait qu'il en est incapable, pour cela il faudrait qu'il se positionne strictement sur les besoins de la classe ouvrière, autrement dit qu'il cesse d'être subordonné au capitalisme et aux institutions et qu'il renoue avec le socialisme, il ne faut pas rêver camarades. Tenez, hier je suis allé sur les sites Internet de plusieurs groupements de militants de la CGT opposés à la ligne de Thibault, ils sont tous en panne sèche, KO debout, incapables de tirer le moindre enseignement de la défaite de la bataille sur les retraites. Même constat chez LO et au NPA. Ne parlons pas du PS et ses satellites qui n'ont jamais mené le combat au côté de la classe ouvrière sur les retraites et qui n'ont plus d'yeux que pour 2012. Il reste la proposition du POI.

Le PS et ses satellites accusent régulièrement le NPA et LO de ne pas vouloir prendre leur responsabilité et de refuser tout compromis qui permettrait de les associer à un gouvernement de front populaire, de ne pas vouloir gouverner pour être bref. Le POI devrait faire preuve de davantage d'audace et prétendre combattre pour prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière, ce qui n'aurait rien de grotesque puisque tous les autres partis prétendent combattre pour accéder au pouvoir et gérer la société pour le compte des capitalistes.

Qu'est-ce qu'un parti qui ne combat pas pour arriver au pouvoir, quelles sont ses réelles intentions, son objectif, c'est la question légitime que peuvent se poser les travailleurs et les militants. Objection : cette démarche pourrait être perçue comme antidémocratique. Parce qu'il y aurait quelque chose de démocratique dans celle de l'UMP ou du PS et ses appendices ? Se refuser à combattre dans cette perspective, ne serait-ce pas se plier à "l'opinion publique" façonnée par les médias aux ordres, par le pouvoir lui-même ?

Un parti qui prétend combattre pour le socialisme sait pertinemment qu'il devra renverser par une révolution la démocratie en place, une démocratie au rabais ou étriquée qui ne représente que les intérêts de la classe dominante ultra minoritaire dans la société, qui n'est finalement que l'expression de la dictature du capital, pour imposer une démocratie représentant les intérêts de l'immense majorité de la population, de tous ceux qui ne vivent que de la vente de leur force de travail, les ouvriers et les intellectuels. A l'opposé, ne pas combattre résolument dans la perspective de prendre le pouvoir, ne pas oser l'affirmer, revient à reconnaître ou accepter la légitimité du pouvoir en place ou en tout cas c'est ainsi qu'on peut l'interpréter.

La révolution n'est pas un acte démocratique, c'est un coup de force qui brise la légalité démocratique dont se pare le régime en place, de la même manière qu'il est impossible d'établir une véritable démocratie au cours ou dans la foulée d'une révolution socialiste, il faut au préalable que la classe ouvrière devienne la classe dominante et qu'elle en ait pris pleinement conscience ce qui ne se fait pas en un jour ou par un coup de baguette magique, qu'entre temps face au déchaînement féroce de la réaction, seul le ou les partis ayant été portés à la direction de la révolution par les masses, parce qu'il est ou qu'ils sont à même d'avoir pleinement conscience de l'évolution des rapports entre les classe et de définir à chaque étape du développement du processus révolutionnaire les tâches que la classe révolutionnaire doit accomplir pour aller de l'avant et vaincre, seul ce ou ces partis doivent détenir provisoirement le pouvoir, former un gouvernement ouvrier révolutionnaire ou socialiste, sachant que tout autre scénario est voué infailliblement à l'échec, comme nous l'enseigne plus d'un siècle de lutte de classe.

Voilà ce que tout militant se réclamant du socialisme, du communisme, du trotskisme, du léninisme, se disant révolutionnaire ou anticapitaliste devrait absolument avoir conscience. Les discours sur la démocratie ou la République ne peuvent

qu'embrouiller davantage les travailleurs et militants ou ramollir leur cerveau, entamer leur détermination, les détourner de la révolution socialiste...

Quelle différence existe-t-il entre les théories qui prétendent que par étapes successives en régime capitaliste ou par les urnes on pourrait atteindre les objectifs du socialisme, et la théorie qui prétend qu'on pourrait les atteindre par un processus démocratique, une Assemblée constituante tout droit sortie d'une pochette surprise ? Finalement aucune, le socialisme demeurera en devenir éternellement.

Une révolution et la guerre civile qu'elle déclenche à l'initiative de la classe des capitalistes, n'a rien d'une ballade tranquille, c'est une guerre de classe qui ne s'achève que par l'écrasement militaire, la mort violente de l'un des deux protagonistes. L'heure n'est plus au dialogue ou au compromis, si elle l'a été un jour, les amabilités de salon du genre, je vous en prie monsieur après vous, mais non mon brave tirez donc le premier, nous sommes vous et moi des démocrates, ce temps-là est résolu, c'est le premier qui tire qui reste en vie et l'emporte, toute hésitation ou état d'âme peut être fatale à la révolution. Prétendre que finalement n'importe qui ou n'importe quel parti pourrait très bien diriger un processus permettant d'avancer sur la voie du socialisme est totalement irresponsable ou criminel, il n'existe d'ailleurs aucun exemple dans le monde qui pourrait corroborer cette théorie opportuniste.

Pour vaincre Sarkozy, pour vaincre le capital, pour renverser les institutions de la Ve République, pour constituer un Etat ouvrier, pour former un gouvernement ouvrier révolutionnaire, pour avancer vers le socialisme, pour pouvoir entrevoir la satisfaction des besoins ou aspirations des masses exploitées, seule une révolution permettra d'atteindre ces objectifs, mais sans un parti de militants conscients combattant pour atteindre ces objectifs et s'appuyant sur les masses organisées, jamais nous n'y parviendrons. Notre priorité demeure la construction de ce parti et d'associer à notre combat toujours plus de travailleurs et militants qui ne sont pas encore prêts à adhérer au socialisme.

S'inspirer de la révolution russe, s'inspirer du parti de Lénine et Trotsky, adapter les enseignements qu'ils nous ont transmis à notre époque, en préserver l'esprit et non les copier bêtement à la lettre, voilà ce que je propose, inlassablement !

## Politique.

### 1- France. Gouvernement : à droite toute !

François Fillon apparaît dimanche comme le principal vainqueur d'un remaniement marqué par un virage à droite qui lance la deuxième phase du quinquennat de Nicolas Sarkozy en tournant le dos à l'ouverture.

Le portefeuille de l'Immigration est désormais rattaché au ministère de l'Intérieur et l'intitulé "Identité nationale" a purement et simplement disparu.

Le nouveau gouvernement, fait unique dans l'histoire politique française, comprend un couple dans la vie civile, Michèle Alliot-Marie, aux Affaires étrangères, et Patrick Ollier, son compagnon, qui fait son entrée comme ministre chargé des relations avec le Parlement.

Sans surprise, Bernard Kouchner ne fera pas partie du nouveau gouvernement Fillon, annoncé dimanche soir. "*Kouchner n'avait pas été choisi pour sa meilleure compréhension du monde, mais parce que l'Élysée voulait faire une opération de politique politicienne*", résume Dominique Moïsi, de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Eric Woerth est sorti dimanche du gouvernement français après huit mois compliqués au ministère du Travail, où il a dû défendre la réforme des retraites en même tant que sa probité dans l'affaire Bettencourt.

Le ministre sortant de l'Ecologie a renoncé à rester au gouvernement après d'ultimes tractations avec le président Nicolas Sarkozy et repris une liberté de parole dont il a aussitôt fait usage contre le Premier ministre.

Jean-Louis Borloo a publié un communiqué en forme de rupture enrobée dans les amabilités d'usage : "*Je préfère (...) retrouver ma liberté de proposition et de parole au service de mes valeurs, qui ne sont pas de circonstances, au premier rang desquelles je place la cohésion sociale.*"

"*L'ambiance entre Jean-Louis Borloo et François Fillon et entre leurs entourages était devenue si délétère qu'il était difficile pour Jean-Louis Borloo de rester au gouvernement*", a ainsi dit à Reuters un député UMP sous couvert de l'anonymat.

Alors que le nouveau gouvernement n'est pas encore annoncé, Hervé Morin a déjà annoncé son départ.

"*La France a besoin de pluralisme, et la démocratie a besoin d'équilibre. Depuis avril 2010, le président est en désaccord avec*

*cette démarche: je ne pouvais pas rester au gouvernement*", a-t-il déclaré devant les caméras.

"*J'attendais une représentation plus juste au gouvernement. J'attendais une représentation plus équilibrée des sensibilités de la majorité et des Français. Alors que la France traverse une crise majeure (...), j'attendais un geste de rassemblement. Au lieu de ce geste de rassemblement, j'ai vu apparaître une équipe de campagne, une équipe de campagne électorale UMP et j'ai vu apparaître une équipe de campagne UMP proche du RPR.*".

Fadela Amara, écartée du nouveau gouvernement, a affirmé, dimanche, dans un communiqué avoir "*pu mesurer*" à son poste de secrétaire d'État à la Ville depuis 2007, "*les limites que constitue le poids de l'inertie et du sectarisme*".

Rama Yade a déclaré dimanche soir qu'elle quittait "*sans regret*" le gouvernement.

"*J'ai toujours fait le choix délibéré de rester fidèle à mes valeurs humanistes et républicaines. Je ne regrette absolument rien. Je n'ai jamais voulu renier les idéaux auxquels je crois profondément*", souligne dans un communiqué l'ex-secrétaire d'Etat.

(Source : Reuters, AP, Lepoint.fr, Lefigaro.fr, Libération.fr, 20minutes.fr 14.11)

2- Grèce.

Les socialistes du Pasok, au pouvoir en Grèce, étaient en tête dimanche soir dans une majorité des régions du pays, mais le taux d'abstention a atteint un niveau record, selon les premières estimations.

Alors qu'un tiers des bulletins de vote avaient été dépouillés, le taux de participation s'établissait à seulement 45%, un record à la baisse qui reflète le mécontentement de nombre d'électeurs face aux mesures d'austérité draconiennes prises par le gouvernement Papandréou. (Reuters 14.11)

3- Bangladesh.

De violents affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre dimanche à Dacca et dans d'autres villes du Bangladesh, où le parti d'opposition BNP avait appelé à une grève générale pour dénoncer l'expulsion de chez elle de sa dirigeante, la bégum Khaleda Zia.

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de la capitale. La police a fait usage de gaz lacrymogènes et a dû charger pour disperser la foule. Il y a eu des blessés et des interpellations, ont rapporté des témoins. Plusieurs véhicules, dont des bus, ont été détruits par les manifestants.

La grève générale d'une journée décrétée par le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) a quasiment paralysé les transports à Dacca, ville de 12 millions d'habitants.

L'expulsion de Khaleda Zia, ancien Premier ministre, fait suite à une décision de justice. La maison, située dans l'enceinte d'une caserne à Dacca, lui avait été allouée par le gouvernement après la mort de son mari, le général-président Ziaur Rahman, tué lors d'une tentative de putsch en mai 1981. (Reuters 14.11)

## Economie.

### APEC. La loi des marchés ou l'esclavage au XXIe siècle.

Les dirigeants des 21 pays membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) sont convenus dimanche d'accélérer l'évolution vers une zone de libre échange tandis que la Chine mettait en garde contre les incertitudes entourant la reprise de l'économie mondiale et la montée du protectionnisme.

L'APEC regroupe en son sein trois des économies les plus puissantes du monde (les Etats-Unis, la Chine et le Japon) et certains pays connaissant des taux de croissance parmi les plus élevés du moment. Au total, les pays de l'APEC représentent plus de 40% du commerce mondial.

"*Libéraliser et faciliter le commerce et les investissements continueront d'être l'objectif central de l'APEC*", réaffirment-ils dimanche.

"*Nous nous dirigerons vers des systèmes de taux de change davantage déterminés par les marchés, améliorerons une flexibilité des taux qui reflète les fondamentaux économiques sous-jacents et nous abstiendrons de dévaluation compétitive des devises*", peut-on lire dans leur déclaration finale. (Reuters 14.11)

## Internationale.

### Haïti. Le cauchemar au quotidien de la survie du capitalisme.

Le dernier bilan de l'épidémie de choléra fait état de 917 morts à Haïti, où la maladie est présente désormais dans six des dix départements, a annoncé dimanche le ministère haïtien de la Santé.

A la date du 12 novembre, selon la dernière actualisation du site du ministère, on dénombrait 917 morts et plus de 14.600 cas d'hospitalisations pour cause de choléra depuis le début de l'épidémie, voici plus de trois semaines.

Près de 200.000 Haïtiens risquent de contracter le choléra, qui commence à se propager parmi les dix millions d'habitants du pays.

Haïti présente tous les facteurs de risque classiques en ce qui concerne cette maladie : camps surpeuplés regroupant des personnes déplacées par le séisme, rareté de l'eau potable, élimination insuffisante des déchets et contamination d'aliments pendant ou après leur préparation. (Reuters 14.11)

---

### Le 16 novembre

Réflexions lucides ou désabusées de quelques internautes :

1- "Au fur et à mesure que vous montez d'un niveau dans la société vous profitez de plus en plus du système jusqu'à que vous soyez arrivé au sommet où vous bénéficiez de tous les systèmes, c'est ce que l'on appelle un système pyramidal.

Ce système n'est pas prêt d'être remis en cause par les politiques et autres oligarques qui ont totalement verrouillé le système et confisquent pour leur seul intérêt tous les biens du pays, parce que plus il y a de marches à monter, plus ils s'éloignent de la première et donc plus ils se protègent.

Par contre, eux l'ont très bien compris et pour mieux se protéger et mieux profiter de tous les systèmes ils nous divisent."

2- "Jusqu'à il y a peu de temps, la majorité des gens pensaient que l'avenir serait meilleur que le présent. Ce n'est plus le cas, et la plupart ont compris que nous allons vers un futur des plus incertains.

Nous avons laissé l'Empire financier mondial s'emparer des gouvernements. Cela va se traduire par une paupérisation des peuples. Les jeunes, manipulés et formatés, privés de leçons d'histoire, ont déjà accepté, même s'ils ont parfois des coups de colère dans les zones où la nouvelle société a le plus avancé, c'est-à-dire les banlieues.

Les vieux ont encore leur retraite, mais elle fondra pour se mettre au niveau de la pauvreté sociale ambiante.

Les actifs seront de plus en plus pressés et exploités. La plupart fermeront leur g..., car pris en otages par leurs crédits immobiliers.

Ils auront juste le droit de se défouler en regardant les spectacles sportifs ou en participant à des journées de manifestations syndicales...

Les seuls qui s'amuseront vraiment, ce sont ceux qui lutteront contre cette dictature douce de la Finance.

Si j'ai bien compris, quelques manifestations récréatives bien encadrées, un peu de pain rassis et des jeux suffiront à anesthésier les plus remuants.

Demain prolongeant aujourd'hui, nous sommes tentés de croire qu'il lui ressemblera, parce que nous voyons plus l'avenir comme prolongement de la situation vécue que la rupture qui se manifeste parfois.

Et si les pains et les jeux du cirque d'autrefois étaient aujourd'hui les "infos" et la "communication" à outrance - un même endormissement ?"

3- "La campagne électorale, c'est d'abord un spectacle au même titre que les autres spectacles que nous montre la télé, comme celui de vingt-deux millionnaires derrière un ballon rond.

C'est un spectacle destiné à nous détourner des vraies questions importantes, que nous nous poserions si on nous laissait un instant penser tout seul.

Ainsi, chacun dans la foule s'emballe pour l'un des gladiateurs. Ce spectacle se termine dans l'isoloir, où, à la manière des Romains, nous allons lever ou baisser le pouce pour les concurrents.

Mais, vous l'avez deviné, il existe des organisateurs de ce spectacle, car les acteurs n'improvisent pas. Si nous avions levé un peu le rideau qui se trouvait en arrière plan de la scène, nous aurions découvert les vrais patrons du cirque, des patrons qui ne sont nullement les politiques que nous connaissons, même si derniers se démènent à la manière de la mouche du coche.

Que nous élisions l'un ou l'autre des hommes politiques, les patrons resteront les mêmes, et notre vie quotidienne ne changera pas.

D'ailleurs, ces organisateurs du spectacle font tout ce qui est en leur pouvoir pour formater notre pensée. A cet effet, ils ont acheté l'ensemble de la presse télévisée et écrite, par l'intermédiaire des grandes multinationales. Et bien sûr, il ne faut pas s'étonner que les journalistes ne posent pas les questions qui nous intéresseraient vraiment, car ils ont peur d'être virés si – par extravagante hypothèse - ils désobéissaient.

Une petite envie de manif, oui, mais cela ne servira à rien... Je crois que même les manifestations font partie du système, car l'envie de révolte est partiellement assouvie après une manif, comme le petit téton de la cocotte minute est là pour réduire la pression quand celle-ci devient trop importante.

Les manifs aussi, ce sont les jeux du cirque... en complément éventuel de leur incontournable « donnez leur du pain et des jeux ».

Et puis, une manif contre Sarko ? Sarko n'est que le fruit du système financier global, et si ce n'était lui, ce serait un autre qui mènerait la même politique. Il suffit de voir ce qu'on fait les "socialistes".

Ne nous trompons pas quand nous cherchons le sommet de la pyramide, car il est bien plus haut que Sarko. Il faut le chercher du côté du système financier global."

Commentaire.

Je n'ai plus le temps de commenter ces réflexions qui semblent refléter assez bien la réalité ou l'état d'esprit de la majorité de la population, sans forcément les partager entièrement évidemment.

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Un parti dirige le pays : l'UMP.

L'entourage de Nicolas Sarkozy fait déjà savoir que «*l'organigramme du parti présidentiel se décide à l'Élysée*».

Une seule chose est sûre: la passation de pouvoir au secrétariat général de l'UMP entre Xavier Bertrand et Jean-François Copé aura lieu mercredi, au cours d'un bureau politique auquel doit participer François Fillon. (Lefigaro.fr 15.11)

Voilà encore un argument qui peut servir à démontrer aux ignorants ou aux naïfs en quoi le parti est important, déterminant en fait pour chaque classe. C'est marrant, c'est exactement ce que je me suis encore employé à expliquer dans la causerie d'hier.

C'est un parti qui devra diriger le gouvernement ouvrier provisoire issu de la révolution en attendant que les masses aient constitué leurs propres organismes de pouvoir... On nous rétorquera que ce n'est pas très démocratique, soit, mais si c'est un parti construit sur le modèle du parti bolchevik qui détient le pouvoir avec des éléments issus de différentes tendances révolutionnaires d'autres formations politiques, il sera toujours plus légitime et démocratique que n'importe quel gouvernement issu des institutions de la Ve République, non ?

#### 1.2- Le capital en ordre de bataille... contre la classe ouvrière.

Nadine Morano : "*C'est plutôt un gouvernement de combat*". (Reuters 15.11)

#### 1.3- Ce qui est "***révolutionnaire***", c'est une ministre de l'Economie nulle en calcul !

Christine Lagarde a déclaré que le nouveau gouvernement Fillon est "*totalement révolutionnaire.*" Etant donné que "*le principe de la révolution est de faire un tour complet à 360 degrés*", ajoute-t-elle. "*On est revenu à l'impératif de la solidité et du professionnalisme*", a-t-elle insisté, affirmant qu'il n'y avait "*pas de place pour l'improvisation*". (Lexpress.fr 15.11)

Quand on fait "*un tour complet à 360 degrés*", on revient exactement au point de départ, on se retrouve exactement à la même place ou position. Elle a peut-être voulu dire que le gouvernement Fillon avait viré deux fois à 180°... à droite, se rapprochant un peu plus de l'extrême droite, ce qui expliquerait pourquoi les Yade, Amara et Kouchner ne pouvaient plus y avoir leur place. Pour le "*professionnalisme*", elle devait penser sans doute à Lefebvre !

1.4- Travail forcé des chômeurs, des jeunes, des vieux, des handicapés, grâce au "***dialogue social***".

Emploi. Xavier Bertrand a souligné qu'"*on ne pourra pas réussir sans le soutien des partenaires sociaux*" et précisé qu'il avait déjà pris contact avec eux et qu'il multiplierait les rencontres dans les prochains jours. (Reuters 15.11)

«*Le dialogue social est important pour rechercher des solutions et moderniser notre pacte social*», a affirmé Xavier Bertrand. (Lefigaro.fr 15.11)

Question à cent balles : pourquoi tous les opposants à la ligne de Thibault, tous ceux qui se réclament d'un syndicalisme de classe n'engagent-ils pas le combat pour la rupture des syndicats avec le régime, contre le financement des syndicats par l'Etat ? Voilà deux éléments qui pourraient servir de trame au combat de tous les syndicalistes pour en finir avec la soumission des syndicats au capital, non ? S'ils répondent négativement, ne faut-il pas alors entourer le mot *opposant* de guillemets ?

1.5- Quel dommage que l'identité nationale est disparue de l'intitulé du ministére de l'Intérieur !

L'arrivée au gouvernement de Thierry Mariani, membre de la frange dure de l'UMP, montre d'ailleurs que celle-ci a toujours l'oreille du président. Pour autant, Lionnel Luca n'y trouve pas son compte. «*C'est dommage, le débat sur l'identité nationale n'est pas clos*», regrette le député UMP des Alpes-Maritimes et membre du «*collectif de la droite populaire*», interrogé par lefigaro.fr.

Alors pourquoi ce revirement de Nicolas Sarkozy, moins de deux ans avant la présidentielle ? «*Cela prouve simplement que la création du ministère de l'Identité nationale n'était portée que par des considérations électoralistes*», poursuit Olivier Le Cour-Grandmaison. «*Mais la montée du FN dans les sondages a montré que l'opération était un échec et Nicolas Sarkozy a considéré qu'il fallait trouver un autre biais*» pour siphonner le parti d'extrême droite. En attendant, pronostique le chercheur, «*les mêmes orientations politiques vont être poursuivies*». Le politologue en veut pour preuve la reprise des dossiers liés à l'immigration par Brice Hortefeux, qui était titulaire du ministère de l'Identité nationale à sa création. (Lefigaro.fr 15.11)

Les nazillons de l'UMP et du gouvernement sont rassurés, en liant l'immigration à l'Intérieur, donc à la sécurité et la lutte contre le "terrorisme", les boucs émissaires demeurent les mêmes... comme au FN, c'est le principal !

1.6- Après les gaullistes et les radicaux de "***gauche***", le capitalisme à "***visage humain***" (avec une touche de vert éventuellement !), Marie-Ségolène Royal invente les "***centristes humanistes***" !

En marge d'une réunion de l'Internationale socialiste, Ségolène Royal a estimé qu'à l'occasion du remaniement, les centristes ont été « *très mal traités* ».

Et la présidente de Poitou-Charentes de lancer un appel explicites aux centristes : « *Nous avons la lourde tâche de rassembler les socialistes, de rassembler toute la gauche, les écologistes et les centristes humanistes(...) J'espère qu'ils auront le courage d'aller jusqu'au bout de cette démarche. Il faut absolument battre Nicolas Sarkozy en 2012 et tout ceux qui pensent qu'il faut redresser la France (...) tous ceux là devront se rassembler dans l'entre deux tours de la présidentielle* ». (Publicsénat 15.11)

Tout un programme ! Qu'elle garde ce genre de discours pour ses amis francs-maçons ! Au fait, ceux qui appellent à rompre avec les institutions de la Ve République, quand est-ce qu'ils rompront avec la franc-maçonnerie où l'on trouve aussi bien des bureaucrates syndicaux pourris, des patrons des multinationales du CAC 40, des banquiers, des militaires, tout ce que comptent de racailles les partis institutionnels du capital et assimilés de "*gauche*" ?

2- Crises politiques

2.1- Union pour la Méditerranée plombée et condamnée par la politique de l'Etat sioniste, l'impérialisme américain quoi !

Malgré de nombreuses tentatives de conciliations diplomatiques, le deuxième sommet de l'Union pour la Méditerranée, prévu dimanche 21 novembre à Barcelone, a été une nouvelle fois reporté. La coprésidence franco-égyptienne de l'UPM, ainsi

que l'Espagne, en ont pris la décision lundi, face à "*l'évidence que le blocage actuel du processus de paix au Proche-Orient*" rendrait impossible la tenue du rendez-vous dans des conditions satisfaisantes.

Les experts s'accordent à dire que ce nouvel ajournement constitue un coup dur pour l'UPM : l'Egypte, la France et l'Espagne ont certes appelé lundi "*à une reprise rapide des négociations entre Israéliens et Palestiniens*", mais n'espèrent pas que le sommet puisse être organisé à Barcelone avant "*les prochains mois*". (Lemonde.fr 15.11)

### 2.2- Union européenne.

Toujours à la recherche d'un compromis, les membres de l'Union européenne tentaient, lundi 15 novembre, d'arracher un accord sur son budget 2011.

Le traité de Lisbonne a renforcé les pouvoirs du Parlement européen dans les négociations budgétaires avec les Etats, le mettant sur un pied d'égalité avec les Vingt-Sept pour s'entendre sur les dépenses de l'UE.

Le Parlement veut aussi un engagement des Vingt-Sept à débattre de la question de nouvelles ressources propres pour le budget européen qui remplaceraient au moins partiellement les contributions nationales. Ce que lui ont clairement refusé jeudi une poignée de pays conduits par la Grande-Bretagne, hostiles à tout nouveau impôt européen, et qui rappellent que les eurodéputés n'ont qu'un pouvoir consultatif en matière de ressources. (Lemonde.fr 15.11)

L'argent c'est le nerf de la guerre, c'est celui qui le détient qui détient réellement le pouvoir.

Alors qui détient le pouvoir à l'UE ? Pardi, les Chefs d'Etat ! Ah bon ! Mais on nous a expliqué pendant de longues années qu'ils n'avaient plus aucun pouvoir, qu'ils devaient accepter les diktats de Bruxelles, qu'ils étaient eux aussi pris au "*piège*" de cette institution supranationale malfaisante... Ah, c'était une blague de dirigeants en panne d'inspiration pour déterminer la politique de leur parti ou qui ne voulait pas axer leur combat contre le gouvernement et les institutions de la Ve République... Rassurez-vous, par la force des choses ils sont ou seront obligés d'y venir comme nous l'écrivions alors.

### 3- Haïti. Dehors les forces d'occupation !

Des émeutes ont éclaté lundi dans deux villes haïtiennes mettant en cause la responsabilité des casques bleus des Nations unies dans l'épidémie de choléra qui ravage actuellement le pays.

La Mission de stabilisation des Nations unies en Haïti a été contrainte de démentir des rumeurs généralisées selon lesquelles la maladie aurait été introduite sur l'île par des casques bleus asiatiques.

Selon la police et des témoins, les manifestants ont incendié un commissariat de police à Port-Haïtien, deuxième ville de l'île caraïbe située dans le Nord, après s'être heurté à des casques bleus de la Minustah

"*Toute la ville est paralysée, les commerces et les écoles sont fermés, des véhicules ont été incendiés*", a raconté à Reuters un homme d'affaires de Cap-Haïtien, Georgesmain Prophete. "*C'est le chaos ici*".

Joaney Caneus, directeur de la police pour la région Nord dont fait partie Cap-Haïtien, a indiqué que la foule avait mis le feu au commissariat de police de Pont-Neuf.

"*Vous pouvez imaginer combien c'est difficile ici alors qu'on ne dispose pas du soutien habituel des forces de l'Onu parce qu'elles sont elles-mêmes en grande difficulté*", a-t-il confié à Reuters.

A Hinche, dans le centre, des casques bleus népalais ont été accueillis par des jets de pierres et des manifestants leur demandant de quitter le pays. (Reuters 15.11)

## Social.

### Le produit du capitalisme.

Alors que les cours ont tout juste repris ce lundi au collège Volney, à Craon, en Mayenne, un autre établissement de réinsertion scolaire fait parler de lui.

La semaine dernière, c'est à Portbail, dans la Manche, que des incidents ont éclaté. Selon *Le Parisien*, deux élèves ont été renvoyés jeudi dernier pour s'en être pris au patron du bar-tabac local. Samedi, ce sont les six élèves restants qui sont retournés

dans leur famille après une nouvelle altercation dans ce même bar-tabac.

A Craon, cinq élèves, également originaires de Seine-Saint-Denis, avaient été renvoyés après un affrontement avec des collégiens dans la cour de récréation. Ce lundi matin, entre 50 et 75% des élèves sont tout de même restés chez eux, selon l'inspection académique et les syndicats. (20minutes.fr 15.11)

## Economie.

### Chine.

La Chine pourrait être en mesure de concevoir et construire elle-même un modèle d'hélicoptère civil d'ici 2020, a jugé lundi le directeur général d'Eurocopter, leader mondial du secteur.

"*Je pense que la Chine construira de nouveaux hélicoptères dans les années 2020, et je prévois un hélicoptère entièrement développé en Chine d'ici la fin de la décennie*", a déclaré lundi à la presse Lutz Bertling, le directeur général d'Eurocopter, leader mondial du secteur.

La plupart des modèles d'hélicoptères chinois actuels comportent des éléments conçus à l'étranger ou sont produits sous licence.

On ne compte en Chine que 200 hélicoptères en service commercial, contre 12.000 aux Etats-Unis.

L'industrie aéronautique table cependant sur une réforme des textes en vigueur dans les deux ou trois ans à venir, qui entraînerait l'explosion du marché en faisant venir de nombreux constructeurs étrangers mais aussi en incitant l'industrie locale, a déclaré Lutz Bertling, directeur général d'Eurocopter.

Le salon aérien de Zhuhai s'ouvre mercredi en Chine, non loin de Hong Kong, et Pékin devrait y déployer ses ambitions en matière d'aviation en annonçant d'importantes commandes pour son premier modèle d'avion de ligne civil, le C919.

Selon les dirigeants présents à Zhuhai, le constructeur public chinois Comac devrait annoncer les premières commandes de cet appareil, émanant probablement des grandes compagnies nationales.

Le C919, d'une capacité de 150 passagers et devant entrer en service en 2016, est en concurrence directe avec la série A320 d'Airbus et le Boeing 737. Selon des analystes, il est peu probable que des compagnies étrangères l'achèteront tant qu'il n'aura pas fait ses preuves en vol et que le réseau de maintenance du constructeur ne sera pas reconnu mondialement. (Reuters 15.11)

---

### Le 17 novembre

Je n'ai pas vu la prestation télévisuelle de La Talonnette apparemment dans ses petits souliers ou plutôt feignant la modestie pour la commenter. Ce que j'ai lu des agences de presse ne m'inspire pas.

On pourrait dire que le nouveau gouvernement est un gouvernement de crise, de crise politique au sein même du parti de l'ordre prêt à sacrifier celui qu'ils avaient élevé au pinacle en 2007, qui traduit la contradiction entre la nécessité et la volonté de continuer l'offensive contre la classe ouvrière et tenter de demeurer au pouvoir en 2012, mission pour le moins délicate pour ne pas dire impossible.

Après s'être affiché tel qu'il est vraiment et s'être mis à dos l'immense majorité de la population, Sarkozy aura du mal à redorer son blason, du coup c'est Fillon qui monte en première ligne pour prendre les coups... et connaître rapidement le même sort !

Il pensait profiter de la présidence du G20 pour se refaire une santé, pas de bol, il va lui falloir gérer simultanément plusieurs crises : le sommet de l'Union pour la Méditerannée est reporté sine die, aucun accord n'a été trouvé sur le budget 2011 de l'UE, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne sont au bord de la banqueroute, et pour finir le sommet de Séoul qui s'est terminé dans la confusion, un nouvel échec avec en prévision de nouvelles tensions entre impérialismes peu propices à résorber la crise qui ne cesse de s'approfondir à l'échelle mondiale.

C'est encore le parti qui nous a le plus manqué au cours de la bataille sur les retraites. Le parti qui aurait pu contrebalancer le PS et ses satellites, prendre la direction d'un front unique ou lui donner un contenu et une orientation politique correcte. Le construire devrait être notre priorité absolue. Des désaccords profonds existent sur la stratégie à mettre en oeuvre pour le construire. Cependant, ne pourrait-on pas concevoir un accord sur un plan d'action et une ligne politique face au gouvernement ?

On n'est pas obligé d'adhérer à la totalité de la politique d'un parti pour y militer ou pour s'associer aux actions qu'il propose, appuyons-nous sur ce qui nous unit pour organiser la classe et oeuvrons ensemble à favoriser le mûrissement de sa conscience politique au lieu de diviser nos forces déjà très faibles. Le temps joue en notre faveur, sachons en profiter car ce ne sera pas toujours le cas. A quoi bon lancer en direction des travailleurs *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* si on ne montre pas l'exemple à notre niveau ? Je croyais que c'était la lutte des classes qui confirmerait ou infirmerait les différentes théories en présence et rien d'autre, alors pourquoi s'obstiner à vouloir faire en sorte qu'il en soit autrement ? Mais bon, on a l'impression de brasser du vent et c'est désespérant.

## Collaboration de classes, suite

Le Conseil d'orientation pour l'emploi (COE).

Que font les syndicats dans cet organisme sinon légitimer par avance les mesures qu'il préconisera au gouvernement et qui se transformeront en projets de loi, comme ce fut le cas avec le Conseil d'orientation de retraites (COR) ? Notez que la composition et le fonctionnement de tous ces "*conseils*" sont calqués sur ceux de l'OIT, à la différence près que ce sont des élus et des représentants de différentes administrations qui font office de représentants de l'Etat.

Parmi les missions du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE) "*placé auprès du Premier ministre*", on trouve "*formuler un diagnostic*", " *formuler des propositions* " au gouvernement. Y participe notamment, pour la CGT, M. Thierry Le Paon, secrétaire général de l'union des syndicats CGT du Calvados M. Nasser Mansouri-Guilani, responsable des activités économiques, pour FO, M. Stéphane Lardy, secrétaire confédéral Mme Sylvia Veitl, assistante confédérale.

La méthode : celle employée pour s'attaquer à nos retraites.

Dimanche sur Europe 1 la présidente du Medef a déclaré : «*nous croyons à la force du paritarisme*», autrement dit à l'institutionalisation de la collaboration de classes ou à la participation (pour ne pas dire intégration) des syndicats à la gestion de l'Etat qui a fait merveille depuis 1945, *Le Figaro* de préciser qu'elle va inviter les leaders des différentes organisations syndicales à se réunir pour établir un «*agenda social sur les deux années à venir*» comme l'a fait (avec succès) le gouvernement avec son agenda sur les retraites sur lequel s'étaient callés les dirigeants syndicaux pour orchestrer des journées de mobilisation dispersées pour assurer le passage du projet de loi de Sarkozy.

Elle a également affirmé ou repris les termes inclus dans la présentation du COE «*nous ferons un diagnostic du marché de l'emploi*» qui sera soumis à l'impératif fixé par Fillon dans un communiqué «*s'engager avec détermination dans un nouvelle étape qui doit permettre à notre pays de renforcer la croissance de son économie au service de l'emploi*», qui une fois traduit signifie : subordonner la politique de l'emploi à l'impératif de diminuer le déficit, autrement dit une détérioration des conditions de travail, une aggravation de la précarité et une amplification de l'exploitation, c'est ce que les syndicats sont appelés une fois de plus à légitimer. Pour parvenir sans encombre, elle a appelé le gouvernement à "*établir plus de concorde dans notre pays*", à ménager ses partenaires syndicaux qui pourront ainsi justifier auprès de leurs troupes leur participation à cette énième mascarade.

Comme madame Parisot était en verve ce dimanche, elle a lâché que «*sur la réforme des retraites, le patronat et les syndicats n'ont pas cessé de discuter*», plus discrètement que d'habitude car même les médias nationaux généralement bien informés de ces rencontres avaient cru le contraire et nous avec par voie de conséquence.

Après cela, s'en trouvera-t-il encore pour oser prétendre que les malheureux dirigeants syndicaux seraient tombés dans un "*piège*", eux qui siègent délibérément dans cet organisme et une multitude d'autres ?

Qui osera prétendre combattre le chômage et la précarité sans engager immédiatement le combat pour la rupture des relations entre les syndicats et le gouvernement et le patronat ? Si vous en êtes incapables, cessez donc vos discours sur le syndicalisme de classe qui ne servent finalement qu'à masquer votre propre capitulation, nous ne sommes pas dupe !

## Politique.

### 1- Pagaille au sommet.

1.1- Les députés ont désavoué mardi le ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, François Baroin, qui voulait limiter les exonérations de cotisations sociales (environ 200 millions d'euros) dont bénéficient hôpitaux et maisons de retraites en milieu rural.

Dans le détail, il s'agissait de limiter aux structures de moins de dix salariés «*l'exonération de cotisations sociales dont bénéficient les organismes d'intérêt général ayant leur siège social dans les zones de revitalisation rurale (ZRR)*». Une exonération évaluée à 219 millions d'euros. (Libération.fr 17.11)

1.2- Le groupe public France Télévisions va conserver sa publicité en journée avant 20h00, ont décidé mardi les députés.

Ces amendements modifient le projet de loi de finances pour 2011 qui prévoyait de reporter la suppression de la publicité avant 20h00 au début de l'année 2014. Ils proposent de maintenir la publicité en journée de façon permanente. (Reuters 17.11)

2- Un gouvernement de combat.

"*C'est un gouvernement de combat contre l'endettement, c'est un gouvernement de combat contre le chômage, c'est un gouvernement de combat contre l'injustice, c'est un gouvernement de combat contre l'insécurité*", a dit François Fillon aux députés.

En matière économique,"*nous devons relancer l'économie. Nous devons réduire les déficits. Nous devons protéger notre modèle social*" a-t-il dit. (Reuters 17.11)

3- Union sacrée... derrière Sarkozy qui dirige le parti de l'ordre.

A la suite d'un accord conclu dimanche avec Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé va quitter ses fonctions de président du groupe UMP de l'Assemblée pour prendre la tête du parti.

"*Le mot d'ordre, c'est de dire qu'au lendemain de ce remaniement, où il y a eu quelques petites difficultés, l'heure est maintenant à l'union sacrée parce que nous sommes à 16 mois de l'élection présidentielle, que nous avons un objectif: c'est de contribuer tous ensemble à la réélection du président de la République et à celle de notre majorité parlementaire pour poursuivre les réformes*", a-t-il dit. (Reuters 17.11)

## Social.

1- La pauvreté soit-disant stable gagne du terrain en réalité.

L'Insee, dans son étude «France Portrait social», rapporte que le quart de la population aux revenus les plus bas a un risque 53 % supérieur à la moyenne d'avoir une qualité de vie dégradée. Bref, la pauvreté «*monétaire*» et la mauvaise qualité de vie vont de pair. Plus inquiétant, 22 % des adultes ont été une fois entre 2004 et 2007 «*pauvres en condition de vie*», c'est-à-dire pauvres selon les critères de qualité de vie. Néanmoins, seulement 4 % des personnes l'ont été quatre ans d'affilée. La pauvreté est donc assez souvent transitoire. C'est le cas par exemple pour les jeunes ménages avec enfants.

Le quart des salariés les moins bien payés ne gagne sur une année que 73 % d'un smic annuel.

En 2006, le coût du logement (loyers, charges, remboursements d'emprunt diminués des allocations) a absorbé 39 % du budget des ménages à faibles ressources, contre 27 % en moyenne nationale. Il faut dire qu'en dix ans, les loyers des foyers les plus modestes ont augmenté de 42 % et de seulement 28 % pour les autres ménages ! L'amélioration de la qualité des logements (surface, chauffage…) est loin d'expliquer toute cette hausse. Il y a bien eu un dérapage des loyers en France ces dernières années. (Lefigaro.fr 17.11)

2- Discrimination et racisme.

"*Le taux d'emploi des Français descendants d'immigrés du Maghreb est beaucoup plus faible que celui des Français dont les parents sont Français de naissance: 56% contre 74% pour les femmes, et 65% contre 86% pour les hommes*", note ainsi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

"*Les différences d'expérience, de diplôme, de situation familiale et de lieu de résidence entre les deux populations n'expliquent qu'un tiers de cet écart*", précise l'INSEE.

Pour l'institut, "*le reste peut provenir de l'existence de discrimination, mais aussi de tout ce qui n'est pas mesurable directement (réseaux professionnels, capital culturel, etc.)*".

L'INSEE constate également que cette situation est spécifique "*aux Français descendants d'immigrés du Maghreb*". Ainsi, "*les Français dont au moins un des parents est originaire d'Europe de l'Est, du Nord ou du Sud ont quant à eux des taux d'emploi plus proches de ceux des Français de parents français de naissance*". (AP 17.11)

## Economie.

1- Zone euro : en sursis ?

L'Irlande pressée d'accepter d'urgence une aide financière de ses voisins européens, le Portugal menacé par la contagion, la Grèce incapable de réduire son déficit budgétaire, la croissance qui s'annonce anémique en 2011... La zone euro traverse la pire crise de son histoire, au point de faire planer le spectre d'une éclatement. Le sujet n'est, en tout cas, plus tabou parmi les dirigeants européens.

Le président de l'UE, Herman Van Rompuy, a lancé un cri d'alarme très inhabituel : «*Nous devons tous travailler de concert afin de permettre à la zone euro de survivre. Car si la zone euro ne survit pas, l'Union européenne ne survivra pas non plus*». «*Mais j'ai confiance dans le fait que nous allons surmonter cela*», a-t-il ajouté.

Pour les ministres des Finances, réunis à Bruxelles, il s'agit d'abord de gérer l'urgence, c'est-à-dire de réagir vigoureusement pour soigner le nouvel accès de fièvre des marchés financiers inquiets du déficit public irlandais. Déjà, les investisseurs réclament des taux d'intérêt de plus en plus élevés afin d'acheter de la dette irlandaise, portugaise et même espagnole... (Lepoint.fr 17.11)

2- Irlande.

Selon une information du Wall Street Journal, les responsables européens réfléchissent à un plan de sauvetage pour l'Irlande de 80 à 100 milliards d'euros, spécifiquement destiné aux banques du pays.

Une chose est sûre, «l'aide ne serait pas gratuite», rappelle Benjamin Carton, économiste au Cepii (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). L'UE et le FMI ne manqueraient pas d'exiger de Dublin des hausses d'impôt et des réductions de dépense assez sévères pour garantir sa capacité de financement. Ce qui équivaudrait à une mise sous tutelle de l'économie, un changement dur à faire accepter à une opinion qui vit déjà une ère d'austérité sans précédent.

Pire, l'économiste rappelle que «*demander de l'aide, c'est reconnaître que le pays ne va pas s'en sortir seul*». Pas franchement rassurant, alors que le but est justement de redonner confiance aux investisseurs sur la solidité du pays. «*Il est certain que le déblocage d'une aide va faire augmenter les taux d'emprunts du pays*», avance même Benjamin Carton. L'Irlande, qui fait partie des pays européens les plus en difficulté, n'a donc pas très envie d'être aidée à ce prix. Mardi soir, le Premier ministre du pays Brian Cowen reconnaissait qu'il «*travaille à des questions relatives à la zone euro*», mais assurait qu'un plan de sauvetage «*n'est pas inévitable*» et que le pays n'a formulé aucune demande. «*L'Irlande sait déjà ce qu'elle va y perdre, mais elle n'est même pas sûre de ce qu'elle peut y gagner*», poursuit-il.

Si l'Irlande ne demande pas d'aide, l'UE pourrait envisager d'autres solutions, comme l'injection directe de liquidités dans les banques irlandaises. «*Cela aurait l'avantage de montrer que le problème de l'Irlande vient de ses banques, et non pas d'un défaut structurel. On rassurerait alors les investisseurs sur la situation économique du pays*», analyse Céline Antonin. C'est cette solution que semblent privilégier les ministres des Finances européens, comme les autorités irlandaises.(20minutes.fr 17.11)

---

Le 18 novembre

Deux sujets de causerie aujourd'hui. Je ne suis pas très en forme, mais comme il pleut tous les jours j'ai le terrain en moins à nettoyer et arroser donc plus de temps pour bosser. Au fait, je suis toujours en négociation pour vendre mon terrain, ce sont les voyous de mon village qui veulent me racketter qui retarde la conclusion et peuvent la faire avorter.

On reviendra plus tard sur la mobilisation sur les retraites car tout n'a pas été dit, il faut dire que j'ai toutes les peines du monde pour m'y retrouver entre infos et intox. J'ai pu donner l'impression que j'avais minimisé cette mobilisation, cela serait involontaire, disons que je me méfie de ce je lis, et des gauchistes qui se sont manifestés bruyamment à cette occasion.

1- Parti radical, Nouveau Centre, MoDem, leurs principaux dirigeants se sont relayés ces derniers jours pour commenter le remaniement ministériel et rappeler qu'ils existaient encore. La fable du centrisme est épuisé depuis la crise du capitalisme des années 70, à cet égard l'élection de Giscard avait davantage correspondu au crépuscule qu'à l'aube du centrisme, une anomalie spécifique à la France en proie à la crise de ses institutions.

L'évolution du capitalisme mondial depuis le début des années 90 a fini par réduire à néant l'espace politique jusqu'alors réservé au centrisme. La radicalisation de la guerre de classe du capital sous la direction de l'aristocratie financière aurait dû le faire disparaître si en réponse la guerre de classe du travail s'était développée, mais tel ne fut pas le cas, lui offrant ainsi un nouveau sursis.

Ardents partisans de l'Union européenne, cultivant l'illusion de son indépendance face à l'impérialisme américain qu'ils vénèrent par ailleurs, les centristes connaissent en quelque sorte le sort qui était réservé à l'UE dès sa fondation.

La radicalisation de la guerre de classe du capital sous la direction de l'aristocratie financière a mis fin également au réformisme,

cette fois en réduisant à une peau de chagrin l'espace politique dans lequel peut évoluer le PS, au point de devoir proclamer ouvertement qu'il se réclamait de l'économie de marché, du capitalisme, c'était en 1983. Face à cette situation, l'avant-garde du prolétariat aurait dû elle aussi se radicaliser, le terme n'est pas approprié ici, disons plutôt qu'elle aurait dû prendre acte de cette évolution et en profiter pour changer de tactique, or elle fit exactement l'inverse en continuant sur la ligne du front unique en direction du PS et du PCF au nom du combat pour des réformes, alors que l'ère des contre-réformes et de la liquidation de tous les droits acquis ou concédés par le capital à la classe ouvrière depuis la fin de la Seconde guerre mondiale avait sonné.

La réforme bancaire américaine de 1990, le développement du capitalisme en Asie du Sud-Est, l'implosion de l'URSS et le traité de Maastricht à la même époque, annonçait ou précédait une nouvelle offensive du capitalisme contre le prolétariat mondial. Dès lors, sur le plan économique et social la classe ouvrière devait engager une lutte défensive pour conserver tous ces acquis ou droits, et sur le plan politique elle devait passer à l'offensive et se regrouper dans un parti menant une lutte à mort contre les partis parlant en son nom et liés au régime qui avait décider d'avoir sa peau, de lui reprendre un à un tout ce qu'il avait dû lui concéder au cours de la lutte des classes depuis 1945.

Aucun parti n'a décidé de se positionner sur cette ligne, les uns et les autres préférant collaborer avec les appareils du PS ou du PCF et ceux des syndicats qui leur étaient liés, colportant des illusions criminelles dans ces partis, qui à les écouter, étaient encore des partis ouvriers ou pourraient le redevenir un jour indéterminé. Cette confusion savamment entretenue jusqu'à l'heure où nous écrivons ces lignes a eu notamment pour conséquence de ne jamais pouvoir construire le parti. Cette politique mise en oeuvre dès les années 83-84 avait pour objectif de regrouper dans le même parti les militants provenant de ces partis et opposés à la ligne politique de leurs directions, elle a totalement échoué, un constat que l'on peut dresser près de trois décennies plus tard.

"Dans la Neue Rheinishe Zeitung, Engels exprimant cet état d'esprit – à savoir qu'il fallait accepter l'idée que pendant un temps indéterminé tout espoir révolutionnaire était interdit – écrivait : " *En présence de cette prospérité générale où les forces de la production de la société bourgeoise s'épanouiront avec toute la luxurieuse somme possible dans le cadre bourgeois, il ne saurait être question d'une véritable révolution* ". (J. Droz, *L'Internationale ouvrière de 1864 à 1920*)

Si l'amélioration du sort de la majorité de la classe ouvrière ainsi que celle de la petite-bourgeoisie renvoyait la révolution à plus tard, nous n'irons pas jusqu'à dire que tous les partis ont alors abandonné cette perspective, ils ont profité de ce rapport entre les classes pour se détourner des couches les plus défavorisées du prolétariat, les plus aptes à rompre avec le capitalisme et les institutions, au profit de ses couches les plus favorisées dont finalement la résistance ou le combat s'inscrivait uniquement dans la perspective de la survie du capitalisme auquel elles étaient totalement subordonnées.

Ainsi ces partis se sont de plus en plus éloignés de la cheville ouvrière indispensable à la construction d'un véritable parti communiste, au profit d'élément petits-bourgeois davantage préoccupés par leur propre sort que par celui de la classe ouvrière dans son ensemble, au point d'occulter désormais totalement le combat pour le socialisme. Il ne faut pas s'étonner ensuite que cette dérive opportuniste se soit traduite par l'absence de toute issue politique à proposer aux travailleurs. Gouvernement PS-PCF, gouvernement ouvrier composé de ces partis et d'autres, Assemblée constituante dont l'essentiel des représentants seraient issus de ces partis, voilà en gros tout ce qu'ils ont été capables de proposer aux travailleurs qui depuis des lustres n'ont plus aucune illusion dans ces partis pour les conduire au socialisme ou transformer radicalement la société.

Ils n'ont pas été capables de trouver la bonne combinaison pour s'adresser aux couches du prolétariat les plus durement frappées par la crise du capitalisme et susceptibles d'être gagnées au socialisme, et de situer chaque combat comme une étape sur la voie du socialisme et non une fin en soi.

Il y avait dans le n°123 d'*Informations ouvrières* à la page 6, une réflexion intéressante d'une étudiante en première année de droit que j'ai relevé et qui conforte mon analyse : "*Je me dis que les gens qui se sont battus dans le temps pour avoir ce qu'on a, ils ne l'ont pas fait pour que tout soit remis en cause. (...) Tout cela, ç'aura été fait pour rien ?*"

Mais comme ils ne l'ont pas fait dans la perspective du socialisme, ce qui arrive aujourd'hui était parfaitement prévisible malheureusement.

Pourquoi ne pas le dire franchement aux travailleurs et jeunes et se contenter d'une citation ? Parce qu'aucun parti n'est sur une ligne politique de rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques malgré les déclarations de certains d'entre eux.

Et cette étudiante de conclure après avoir pointé "*La classe moyenne est en train d'être détruite. Il n'y aura plus que des très riches ; et nous, qu'est-ce qu'on a comme avenir ? SDF ?", "C'est peut-être exagéré, ce que je dis, mais pour faire changer les choses, il faudrait une révolution.*"

Elle a raison, il faut l'encourager à approfondir sa réflexion, le conditionnel en moins, la révolution, c'est la seule solution !

Cette étudiante en droit se lamente parce qu'elle aspire à faire partie de la classe moyenne, elle observe qu'elle est en train de fondre et de se prolétariser au fur et à mesure que le capitalisme s'enfonce dans la crise, si tel n'était pas le cas, sans doute qu'elle porterait un autre regard sur la situation et qu'elle serait indifférente au sort de la classe ouvrière dont elle ne sera sans

doute jamais vouée à partager le triste sort qu'elle se rassure.

Le POI est-il un parti ouvrier ou un parti représentant les intérêts de la petite-bourgeoisie ou des couches moyennes ?

On conçoit très bien que les militants du POI se soient abstenus de répondre dans cette réunion aux propos de cette étudiante, elle et l'assistance auraient pu le prendre de travers ou n'y rien comprendre, mais dans les colonnes d'un journal qui en rend compte c'est parfaitement possible en y mettant la forme bien entendu, nous ne sommes pas là pour formuler des jugements ou jouer les procureurs, mais pour aider la conscience de classe des travailleurs à progresser.

Il était facile de relier l'affirmation contenue dans sa première question à la nécessité d'abattre la Ve République, elle vous avait tendu la perche, pourquoi ne l'avez-vous pas saisie ? Et après vous vous étonnez que l'on puisse affirmer que le POI ne combat pas vraiment les institutions ?

Cette critique que je formule ici, on pourrait la renouveler plusieurs fois à la lecture de chaque numéro de ce journal. Ce Parti fonctionne comme une chambre d'enregistrement des illusions des masses que finalement il ne combat pas vraiment.

Les masses abordent la situation avec leurs illusions, le constat qu'elles dressent de la réalité est souvent juste, mais dès qu'il s'agit de l'interpréter, c'est là qu'elles s'emmêlent les crayons et que leurs illusions remontent à la surface. Notre devoir est alors de les aider à les repérer dans un premier temps, pour qu'ensuite elles en comprennent elles-mêmes la signification politique, ensuite seulement la discussion peut continuer, procéder autrement serait perdre son temps.

Dans le même registre et pour confirmer ce qui vient d'être dit.

Lu IO n°123 page 9, à propos du Bureau national du POI du 6 novembre : "*En effet, dans le combat contre la réforme des retraites, les travailleurs se sont heurtés au refus des dirigeants des partis de gauche de rompre avec les diktats des institutions capitalistes internationales (Union européenne, FMI…) — soumission aux impératifs de la dette, exigence d'une « bonne réforme » —, ce qui a permis de faire passer la réforme de Sarkozy.*"

Essayons de comprendre.

Les dirigeants des partis dits de "*gauche*" - c'est déjà plus précis et conforme à la réalité comme formulation, ont cédé à l'exigence d'une « *bonne réforme* » souhaitée également par les représentants du capital en France, Sarkozy et Parisot, à moins qu'ils aient été contre ou qu'ils soient eux-mêmes tombés dans le "*piège*" tendu par l'UE et du FMI, hypothèse totalement invraisemblable évidemment mais que peut sous-entendre le discours du POI, car il n'est plus question ici de la rupture des partis dits de "*gauche*" avec les institutions de la Ve République dont Sarkozy est le sommet et le chef d'orchestre, le Bonaparte de service.

Ni les travailleurs ni les partis dits de "*gauche*" ne se sont heurtés aux institutions de la Ve République, ce qu'il fallait lire et comprendre finalement. A part cela, le POI ne chercherait pas à ménager les institutions...

Ne cherchez pas non plus la réponse à la question de savoir pourquoi les partis dits de "*gauche*" ne tiennent pas à "*rompre avec les diktats des institutions capitalistes internationales*, car il faudrait affirmer que l'existence de ses partis est liée organiquement à celle du régime et que pour cette raison ils ne rompront jamais avec lui, la chute du régime et une révolution menée à son terme entraineraient la disparition de ces partis, véritables appendices du capital, quelle horreur, ils sont tellement indispensables à la classe ouvrière selon le POI, et puis cela en serait fini du front unique en direction de ces partis et le POI est incapable de mettre en oeuvre une autre tactique pour en avoir fait une stratégie, ceci expliquant cela.

2- Le NPA ne propose rien aux travailleurs et militants à part perdre leur temps dans des discussions interminables, vérifions-le.

Déclaration de la direction du NPA : *A celles et ceux qui luttent et qui ne lâchent rien* - 15 novembre

Que les autres, les passifs et les capitulards, l'immense majorité des travailleurs, aillent se faire foutre autrement dit, cet article n'est pas pour eux ! Merci pour eux quand même !

Elle se termine ainsi : "*C'est pourquoi le NPA en appelle au regroupement pour construire et imposer l'alternative anticapitaliste. Nous proposons que toutes celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien, jeunes, salariés, précaires, chômeurs, retraités, équipes de militantEs radicaux du mouvement social, formations engagées dans la lutte en débattent ensemble pour avancer dans cette voie.*"

Le mot *socialiste* doit leur brûler la langue ! Quelle forme de regroupements propose-t-il ? Aucun. Propose-t-il de préparer une conférence ou quelque chose d'autre du même genre ? Rien. Des bavards, quoi !

Le PS a défendu l'allongement de la durée de cotisation, peu importe, on ne peut pas s'en passer : "*Le Parti Socialiste présent aux manifs – et c'est tant mieux*", pour dire plus loin que c'est un parti pourri et infréquentable !

L'hystérique du Palais a fait des émules parmi les médias, par exemple sur TV5Monde Asie les journalistes qui se relaient au journal de 20h30 ne peuvent pratiquement plus faire une phrase sans employer au moins un superlatif absolu ou une expression à valeur de superlatif jusqu'à l'extravagance, grotesque, tout y passe, substantifs, adjectifs, adverbes, ils y mettent même le ton pour être plus persuasifs quand ne s'y mêlent pas des grimaces, des sourires débiles ou déplacés qui étonnent parfois leurs invités, à croire qu'ils sont sous l'emprise d'amphétamines ou de la cocaïne ou ses dérivées, pour montrer qu'ils sont bien à la hauteur des attentes de leur cher président, Sarkozy, et recevoir les félicitations du directeur de l'information de leur chaîne. !

J'ai relevé trois superlatifs absolus dans cet article du NPA totalement déplacés : "*hyper-austérité*", "*manifestations multimillionnaires*", "*ultra majorité de la population*".

S'il existe un régime d'hyper-austérité en France, comment alors qualifier le régime infligé aux travailleurs par le gouvernement Papandréou en Grèce, d'hyper hyper hyper-austérité : ridicule ! ; les manifestations les plus importantes ont rassemblé au mieux peut-être trois millions de participants, et encore ce chiffre paraît peu crédible, il était annoncé avant même le début des manifestations sur les coups de 10h du matin, il est vrai qu'au-delà de un commence la multitude ! quelle expression faudrait-il donc employer pour parler des dizaines de millions de travailleurs, retraités ou jeunes qui ne se sont pas mobilisés ? ; quant à la proportion de la population soutenant les mobilisations elle a atteint selon des sondages 70%, il s'agissait de sondages qui n'avaient qu'une valeur purement indicative à prendre au conditionnel sur les intentions réelles des personnes sondées, donc pas de quoi en faire un plat !

On a l'impression qu'ils veulent absolument se convaincre de quelque chose, dans un autre article du 10 novembre intitulé Colère intacte, pouvoir discrédité...., j'ai relevé les expressions suivantes : à propos de la mobilisation sur les retraites "*l'expérience cumulée est colossale*", gigantesque aurait été mieux, ils n'ont pas été capables de capitaliser celle de 2005 sur le TCE, de 2006 sur le CPE ; Sarkozy fait face à "*une grande très grande impopularité*", une hyper impopularité aurait été du meilleur effet, mais quel est son contenu réel, cela ne les intéresse pas ; le 6 novembre "*la participation est restée très élevée, très combative et radicale*", bref révolutionnaire, pour renouer souvent avec le gauchisme ou un aventurisme débridé et dangereux et envoyer des travailleurs et des jeunes inutilement au casse-pipe ou se faire matraquer, c'était faire preuve, comment dire, d'une "grande très grande" irresponsabilité !

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Une faillite sans "***faille***.

"*La volonté d'avoir une solidarité gouvernementale sans faille, l'idée 'd'un pour tous et tous pour un', c'est un peu ça la feuille de route politique*", a dit François Baroin après le premier conseil des ministres de la nouvelle équipe, au lendemain de l'interview télévisée de Nicolas Sarkozy. (Reuters 17.11)

#### 1.2- Les premières gamelles du nouveau gouvernement.

##### 1.2.1- Conflit d'intérêt. Nora Berra défend son ex-employeur.

"*Ses déclarations sur le Mediator sont scandaleuses*", s'insurge Gérard Bapt. Il évoque l'intervention de Nora Berra sur iTele qui déclarait mardi : "*il faudra voir la relation d'imputabilité entre le médicament et ses effets*" alors que le Mediator est accusé, dans une étude présentée par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) d'avoir causé 500 décès et 3500 hospitalisations pour des pathologies cardiaques.

"*Ce sont ses premières déclarations en tant que secrétaire d'Etat et elle remet en cause des études de la CNAM et de l'Afssaps. C'est fort !*", poursuit le député, accusant la secrétaire d'Etat de défendre le laboratoire Servier, qui a commercialisé ce produit de 1976 à 2009 en France. (Lepost.fr 17.11)

Les dirigeants du laboratoire Servier devraient être excutés ! C'est cela la démocratie ouvrière.

##### 1.2.2- Il en avait "***assez***" de votre société monsieur Chatel. Un élève du lycée Toulouse-Lautrec de Bordeaux a tenté mercredi de s'immoler par le feu et a été transporté au CHU de la ville dans un état très grave selon les pompiers.

Le lycéen âgé de 18 ans s'est aspergé d'acétone auquel il a mis le feu dans un couloir du premier étage de l'établissement. Les pompiers l'ont transféré au service des grands brûlés du CHU de Bordeaux.

Selon le chef d'établissement, le lycéen, en bac pro de communication graphique, est "*réputé bon élève et rien ne laissait présager son geste*".

"*Juste après, et avant d'être évacué vers l'hôpital, il était conscient et m'a dit qu'il en avait assez*", a ajouté le proviseur.

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, annonce dans un communiqué qu'il se rendra sur place "*au cours de la soirée pour s'entretenir avec la communauté éducative et les membres de la cellule psychologique*". (Reuters 17.11)

### 1.2.3- Karachi, corruption et paradis fiscal : quand le porte-valise s'appelait... Sarkozy !

La piste d'une affaire de corruption pendant la campagne présidentielle de 1995, susceptible d'impliquer Nicolas Sarkozy, a été confirmée par des auditions de justice, notamment celle d'un ex-ministre, Charles Millon.

Par ailleurs, un autre témoin auditionné par le juge Renaud Van Ruymbeke, Gérard Menayas, ancien dirigeant de la DCN, qui construisait les sous-marins, a confirmé que les commissions passaient par le Luxembourg, où deux sociétés, Heine et Eurolux, avaient été créées pour les récolter.

Ce témoin, selon la même source proche du dossier, confirme d'autres éléments du dossier judiciaire, notamment un rapport de la police luxembourgeoise, selon lesquels c'est Nicolas Sarkozy, ministre du Budget (1993-1995) et porte-parole de la campagne Balladur qui avait organisé ce transit au Luxembourg. (Reuters 17.11) (lire l'article en entier dans cette page)

### 2- Irak.

Le président irakien Djalal Talabani annonce dans un entretien diffusé mercredi qu'il ne signera pas l'acte de condamnation à mort de Tarek Aziz, ancien vice-Premier ministre de Saddam Hussein.

"*Non, je ne vais pas signer l'ordre d'exécution à l'égard de Tarek Aziz et je ne vais pas signer un ordre de ce genre parce que je suis socialiste*", a dit Djalal Talabani à France 24. (Reuters 17.11)

On ne réclamera pas la tête de Tarek Aziz parce que Saddam Hussein devait être socialiste aussi !

### 3- Afghanistan.

La mission de combat de l'OTAN en Afghanistan pourrait se prolonger au-delà de 2014, date retenue pour le transfert de la sécurité aux forces afghanes, a déclaré mercredi Mark Sedwill, le représentant civil de l'OTAN dans le pays. (AP 17.11)

## Social.

### 1- France.

La Cour des comptes préconise pour financer l'amélioration des transports ferroviaires en Ile-de-France à continuer d'augmenter les tarifs pour les usagers.

Une telle hausse "*apparaît difficilement évitable si les pouvoirs publics font le choix d'un rattrapage rapide du niveau des investissements*", dit Didier Migaud. (Reuters 17.11)

### 2- Suisse.

Le groupe pharmaceutique suisse Roche a annoncé mercredi son intention de supprimer 4.800 emplois dans le monde ces deux prochaines années, soit 6% de ses effectifs, la plupart aux Etats-Unis. Cette restructuration doit lui permettre d'économiser 1,79 milliard d'euros par an d'ici 2012.

En 2009, le groupe, qui comptait 82.000 employés dans le monde, a enregistré un chiffre d'affaires de 36,3 milliards d'euros.

La multinationale prévoit par ailleurs de transférer 800 postes vers d'autres sites et d'en externaliser quelque 700. Au total, ce sont donc 6.300 emplois qui sont concernés par la restructuration: 3.550 aux Etats-Unis, 1.300 en Europe, et 680 dans d'autres pays du monde.

"*Ces mesures sont nécessaires pour garantir durablement les résultats de Roche*", assure le patron du groupe, Severin Schwan,

cité dans un communiqué publié mercredi par la multinationale.

Le syndicat suisse Unia rappelle que Roche a engrangé l'an dernier un bénéfice de 6,3 milliards d'euros et accru ses profits de 80% en cinq ans. (AP 17.11)

6,3 milliards d'euros + 1,79 milliard d'euros = 8,09 milliard d'euros, c'est mieux ! 4.800 emplois dans le monde en moins aussi !

## Economie.

### Russie.

Le gouvernement russe a approuvé mercredi un plan de privatisation impliquant la vente d'environ 23,5 milliards d'euros d'actifs publics sur les trois prochaines années.

Il implique la cession de participations dans les deux plus grandes banques du pays, dans son principal producteur pétrolier et dans son monopole ferroviaire. (Reuters 17.11)

---

### Le 20 novembre

Hier j'ai été occupé avec l'affaire de ma maison et il n'y a pas eu d'électricité toute la journée, je n'ai donc pas pu travailler. Je suis sûr à 90% de quitter ce village pourri avant le 10 décembre, je serai fixé lundi en principe. Je ne sais pas encore où je vais aller vivre, j'aurai à peine une semaine pour trouver une location et déménager, etc. Il me reste encore un mois environ pour renouveller l'abandonnement du site au serveur, j'hésite comme tous les ans à continuer, compte tenu que je ne reçois aucune contribution, j'ai très envie de continuer mon activité politique sous une autre forme, à un autre rythme avec moins de contraintes.

Je pensais qu'Internet serait propice à développer une riche correspondance, je me suis trompé. Je pensais également qu'en abordant le militantisme sous un autre angle ou des angles différents, les militants apprécieraient, je me suis trompé aussi apparemment. Bref, j'accorde tellement d'importance à la qualité des relations humaines, que je ne supporte plus du tout celles qui prévalent sur Internet que je trouve futiles ou inutiles. Je ne compte pas perdre mon temps encore longtemps, et si ce travail ne m'aidait pas à réfléchir, j'aurais déjà fermé le site depuis belle lurette. Maintenant, je ne suis pas enchaîné à ce mode d'expression pour progresser ou nourrir ma réflexion. Sur ce, vos partis, vos dirigeants et leurs politiques sont merveilleux, eh bien, je vous laisse en leur compagnie ! Je ne suis pas de mauvaise humeur, le mouvement ouvrier est un véritable cauchemar !

Bon week-end quand même.

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- L'étau se resserre sur Sarkozy et sa cour.

Des familles des victimes de l'attentat de Karachi en 2002 demandent à la justice l'audition comme témoins de Nicolas Sarkozy, de son prédécesseur Jacques Chirac et de l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin.

Sandrine Leclerc, porte-parole de familles de victimes de l'attentat, s'est adressée au président de la République devant la presse, rappelant qu'il avait promis d'être à leurs côtés en 2006, mais qu'il refusait maintenant de les recevoir.

"*Non seulement vous nous avez abandonnés mais nous nous sommes aperçus que vous nous aviez menti. Aujourd'hui, nous vous demandons des comptes, vous nous devez la vérité, vous ne pouvez plus continuer à mentir de la sorte*", a-t-elle dit.

L'Elysée ne fait pas de commentaires, a dit l'entourage du chef de l'Etat. Nicolas Sarkozy a qualifié publiquement de "fable" l'hypothèse d'un lien entre l'attentat et une affaire de corruption, dont il conteste l'existence.

La Constitution semble rendre impossible une audition de Nicolas Sarkozy, puisqu'elle interdit toute poursuite ou interrogatoire du chef de l'Etat sur des faits susceptibles de le mettre en cause.

Me Olivier Morice, avocat des familles de victimes, met le président au défi de se présenter. "*Si Nicolas Sarkozy n'a rien à*

*se reprocher, pour quelle raison ne répondrait-il pas à la justice en qualité de témoin, pour expliquer la 'fable' qu'il a exposée ?*", a-t-il dit jeudi aux journalistes.

Les dépositions de Jacques Chirac et de son ex-secrétaire général à l'Elysée Dominique de Villepin sont également sollicitées, car Charles Millon a raconté au juge que les services secrets, la DGSE, leur avaient rendu compte oralement et directement en 1995 de leur enquête sur l'affaire.

La DGSE a placé sur écoutes l'entourage d'Edouard Balladur et de son ministre de la Défense François Léotard en 1995, a aussi raconté Charles Millon dans sa déposition. (Reuters 18.11)

Le nouveau témoin entendu jeudi, Michel Mazens, un haut fonctionnaire alors chargé par l'Etat français de négocier les contrats d'armements, a déclaré au juge, selon sa déposition relatée à Reuters par une source proche du dossier, que Jacques Chirac avait bien fait cesser les paiements en 1995.

Michel Mazens a aussi indiqué que des intermédiaires recrutés par le gouvernement Balladur, les Libanais Ziad Takiedinne et Abdul Rahman al Assir, ont été privés d'autres commissions de 200 millions d'euros concernant une autre vente de frégates à l'Arabie saoudite.

Michel Mazens, qui agissait selon ses dires sous la direction de Dominique de Villepin, alors secrétaire général de l'Elysée, a expliqué être allé voir un dirigeant de la branche commerciale de la DCN, Dominique Castellan, pour lui faire part de la décision d'arrêt des paiements.

"*Il a réagi en me disant que, pour lui, c'était compliqué, car c'était faire courir des risques à ses personnels*", dit Michel Mazens dans un passage de sa déposition publié par le site internet d'information Mediapart.

Une nouvelle plainte pour mise en danger d'autrui et homicides involontaires va donc être déposée et elle visera Dominique de Villepin, Jacques Chirac et les anciens dirigeants de la DCN, dit Me Morice. (Reuters 19.11)

### 1.2- Retour de bâton.

David Sénat, ex-conseiller pénal de Michèle Alliot-Marie au ministère de la Justice, le magistrat soupçonné d'avoir informé un journaliste dans l'affaire Woerth-Bettencourt, a décidé d'assigner en référé Brice Hortefeux, il lui reproche d'avoir enfreint la présomption d'innocence en l'accusant d'être la source d'un journaliste du Monde sur ce dossier.

Le magistrat réclame 10.000 euros au ministre de l'Intérieur et poursuit également Le Figaro Magazine pour diffamation et atteinte à la présomption d'innocence.

David Sénat lui reproche ses déclarations au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro du 17 octobre. Le ministre de l'Intérieur avait alors dit que la "*vérification technique*" avait confirmé qu'un haut fonctionnaire, magistrat, membre de cabinet ministériel, ayant donc accès à des documents précisément confidentiels, avait alimenté un journaliste.

"*Je dis que ça tombe sous le coup du non-respect du secret professionnel*", avait-il ajouté.

Selon l'assignation déposée par David Sénat, citée par le quotidien, Brice Hortefeux "*a violé, de manière évidente, l'article 9-1 du code civil qui protège la présomption d'innocence des personnes.*"

Brice Hortefeux fait valoir qu'"*ainsi qu'il résulte des termes mêmes de l'assignation, le ministre n'a pas cité le nom d'un conseiller de cabinet ministériel*". Le ministre se réserve la possibilité de répondre à ce référé "par toutes les voies de droit adéquates", ajoute le ministère de l'Intérieur. (Reuters 19.11)

### 1.3- La vengeance est un plat qui se mange froid... ou chaud, au choix !

Patrick Devedjian accuse Nicolas Sarkozy d'avoir manoeuvré pour le priver de la direction de l'UMP des Hauts-de-Seine, au motif qu'il aurait perturbé les ambitions politiques du fils du président, Jean Sarkozy.

Dans un entretien au Monde daté de samedi, l'ex-ministre de la Relance, qui a quitté le gouvernement à l'occasion du récent remaniement, décrit une fédération des Hauts-de-Seine dirigée de l'Elysée au service de Jean Sarkozy.

Nicolas Sarkozy aurait décidé de se venger de Patrick Devedjian lorsqu'il a appris que son fils Jean, 24 ans, avait des opposants lors d'élections internes.

"*Le 15 octobre, j'ai été convoqué en urgence par Nicolas Sarkozy à l'Elysée. Il s'est ému que cinq candidats se présentent contre son fils Jean aux élections internes de l'UMP à Neuilly*", raconte l'avocat. "*Il m'en a rendu responsable. J'ai dit que c'était faux. Il ne m'a pas cru et, très mécontent, m'a dit que j'aurais bientôt 'une surprise'*."

Quelques jours plus tard, le député-maire de Chaville, Jean-Jacques Guillet, s'est porté candidat contre Patrick Devedjian pour présider l'UMP dans les Hauts-de-Seine.

Selon Patrick Devedjian, des élus ont reçu des pressions de conseillers de Nicolas Sarkozy ou du chef de l'Etat en personne pour les inciter à voter en faveur de Jean-Jacques Guillet.

Le jour du scrutin, "*les électeurs étaient accueillis par Patrick et Isabelle Balkany*", proches du président et protecteurs de Jean Sarkozy, "*qui leur demandaient pour qui ils allaient voter*".

Patrick Devedjian a été battu par 319 voix contre 180, et très largement dans les circonscriptions de Neuilly et Levallois, fiefs respectifs de Jean Sarkozy et du couple Balkany. (Reuters 19.11)

1.4- Hypocrisie.

Jeudi dernier, un suspect a été mis en examen après que les enquêteurs découvrent, à son domicile en Seine-Saint-Denis, une valise contenant 1,5 kg de cocaïne, une kalachnikov, un pistolet-automatique avec silencieux, une centaine de cartouches.

Mardi dernier, au regard des déclarations du trafiquant présumé, une juge des libertés et de la détention de Seine-Saint-Denis a pris la décision de remettre en liberté, parce qu'"*Il prétend avoir été dupé*", par un ami, mis à la porte de chez lui, qui lui aurait demandé de garder cette valise, rapporte une source proche de l'affaire, selon Le Parisien. (Reuters 18.11)

Sur ce des policiers et leur ministre hurlent au scandale. Mais qu'en est-il vraiment ?

En 1976 un de mes potes qui prenaient de la cocaïne se fournissait auprès de dealers à Boulogne Billancourt (92), dont l'un était fils de banquier et la plupart de ses potes étaient issus du même milieu. Un jour les flics ont arrêté 42 personnes, de simples consommateurs et des petits dealers. Je me souviens encore la réflexion de Jean-Pierre : ils n'ont pas péché les gros poissons, dont le fils du banquier en question.

A peu près à la même époque, ce sont les fils de Giscard et de Poniatovsky qui atterrissaient en pleine nuit au commissariat de police de Saint-Cloud à moitié à poil et le pif bien rempli. Une fois la vérification d'identité terminée, les chauffeurs des ministres en question viendront chercher leurs rejetons.

A Saint-Cloud, une ville de pauvres comme chacun sait, j'y avais loué une chambre de bonne minuscule pour 500 Frs par mois, la moitié de mon salaire de misère, il existait un café qui s'appelait Le beau soleil, situé à deux cent mètres du lycée dans la même avenue, dans une rue parallèle située en contrebas, mais à l'opposé de ce café, se trouvaient les bureaux d'Interpol.

Le Beau soleil était le point de rendez-vous de tous les camés et dealers du coin, des gosses de riches, moi, j'étais coursier en mobylette et je n'avais pas tous les jours de quoi bouffer. Un jour un pote m'a présenté Nono, un type beaucoup plus âgé que nous, la trentaine passée, Norbert était dealer, on pouvait tout lui commander en quantité illimitée. Il nous raconta qu'il fournissait le showbusiness et la Jet-set de l'époque, je me souviens de quelques noms qu'il a cité, Cocatrix, Halliday, le patron du Crazy Horse, etc., il allait directement chercher la marchandise à la descente de l'avion via le Liban très souvent, il roulait dans une modeste 4L blanche dont il avait retiré le siège arrière pour pouvoir installé son chien, un énorme dogue allemand, c'était aussi dissuasif qu'un flingue sans doute, il règlait ses plus grosses affaires dans un appartement qu'il avait loué à un autre nom situé sur le même palier que celui où il habitait. Ces conversations se déroulaient tranquillement dans ce bistrot à deux pas d'Interpol sans qu'il ait jamais été inquiété, et il n'y a jamais eu la moindre descente de flics dans ce café.

J'ai une autre histoire dans le même registre, elle date de 1975. Bon pour le service militaire, j'ai atterri directement à l'infirmerie de la base aérienne de Villacoublay. Je jouais la comédie pour être réformé, je n'avais rien bu ni fumé, mais j'étais tellement déterminé à ne pas rester un jour de plus dans cette caserne que j'ai fini par convaincre les militaires que je risquais de me suicider. Ils m'ont traîné de force pour me passer leur saloperie d'uniforme, pour tenter de casser ma résistance ils m'ont fait deux piqûres de valium, en vain. C'est là qu'ils se sont résolu à m'envoyer à l'infirmerie sans passer par la case coiffeur, j'avais les cheveux frisés et très longs à l'époque, mes modèles étaient Led Zeppelin, Pink Floyd, etc. Un matin au réveil je découvre un paquet de gâteau sur la table de chevet. J'avais entamé une grève de la fin, donc je décide de ne pas y toucher. On frappe, un gradé d'une cinquantaine d'années entre. Il me dit que tout va bien et que c'est lui qui m'a apporté ces gâteaux, qu'il est avec moi. Sur le coup je ne comprends rien, je crois rêver, en fait il était le second officier le plus gradé de la base. Il m'explique qu'il va quitter l'armée pour reprendre des études et qu'il en a plus que marre, qu'il a fait une sacrée connerie en s'engageant... Il devine à mon look que je ne fumais pas que des cigarettes, et là il me raconte une histoire invraisemblable. Quand les Mirages reviennent du Liban ils ne sont jamais vides, ils sont bourrés de came... A qui était-elle destinée, il ne me l'a pas dit et je n'ai pas souvenir de lui avoir

demandé, cela aurait été inutile. Il faudrait poser la question au ministre de la Défense de l'époque, il doit forcément connaître la réponse. Elle était peut-être revendu à des banquiers ou leurs rejetons pour alimenter les caisses du RPR ou de l'UDF, qui sait ? Où alors à de gros dealers comme Norbert. Il m'avait dit récupérer parfois la came directement à la sortie de l'avion, il ne m'a pas dit où ni lequel !

En 1986, j'habitais alors Clichy-sur-Seine, j'ai revendu ma voiture, une Golf 1600, à un jeune policier de la brigade antigang ou antiterroriste. Alors qu'il conduisait la voiture pour l'essayer, j'ai engagé la conversation avec lui sur son métier. Il m'a alors raconté tranquillement qu'ils savaient très bien où nichaient toutes les personnes soi-disant recherchées par toutes les polices de France, il évoqua Action direct, qu'il avait parfois les boules de les croiser dans la rue sans pouvoir les arrêter. A ma question de savoir pourquoi, il m'a répondu qu'il devait attendre les ordres d'en haut, que c'était uniquement un calcul politique, on en arrête un ou deux quelques mois avant une élection par exemple, cela fait remonter automatiquement la cote du parti au pouvoir... Je me rappelle parfaitement cette conversation, car un peu naïf je ne soupçonnais pas que de telles pratiques existaient, et dire que j'avais milité un peu plus de trois ans dans un parti !

Donc, pour revenir à notre affaire du jour, tout se serait bien passé si elle n'avait pas été ébruitée, médiatisée, si elle n'avait pas atterri dans l'oreille de journalistes, à croire que Sarkozy et son gouvernement ont plus d'ennemis qu'ils ne pensent, finalement c'est le produit de la crise qui continue de ronger le régime et contre laquelle Sarkozy est impuissant.

Et puis, comment créer un climat de psychose permanent dans le pays et justifier auprès de la population la présence policière, l'installation de caméras de vidéosurveillance, etc., si on arrête les gangsters avant même qu'ils flinguent dans tous les coins, franchement, c'est une grave erreur stratégique. On est prêt à parier qu'à défaut de pouvoir s'en prendre à cette juge, Hortefeux va se retourner contre les flics qui ont fait un excès de zèle en menant cette enquête, il faut bien que la responsabilité de ce couac retombe sur quelqu'un.

### 1.5- Il n'y a pas de risque que cela arrive !

Jean-Christophe Cambadélis : "le PS n'est pas en voie de gauchisation", sur son blog le 18 novembre. (Lepost 18.11)

Ouf, ils sont rassurés à la Bourse ! Au FMI ils savent déjà à quoi s'en tenir !

### 1.5- Cachez-moi ce réactionnaire.

Le président du Parti de gauche (PG) a estimé sur i>Télé que les formations à la gauche du PS ne pourraient se ranger derrière la bannière du directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

"*Si les socialistes ont la bêtise de désigner Dominique Strauss-Kahn comme candidat et que je ne puisse pas passer devant lui, nous aurons le plus grand mal à rassembler la gauche autour du programme du directeur du FMI*", a-t-il dit. (Reuters 19.11)

Exprime-t-il un regret ?

Que le programme du PS soit calqué sur celui de l'UMP qui est lui-même calqué sur la politique préconisée par le FMI n'est pas vraiment un problème pour Mélenchon, il faut seulement éviter de trop l'ébruiter avant 2012. Désolé, c'est trop tard !

### 1.6- La philosophie au secours du capitaliste pour le légitimer, la fatalité.

Afin d'assurer le "*succès*" du développement de la philosophie "*en seconde et en première*", le ministre a cependant posé trois conditions, la première étant qu'il n'ait pas d'impact sur les programmes et les horaires de la classe de terminale.

Une "*expérimentation d'un enseignement anticipé de la philosophie*" sera lancée à l'échelle nationale, aussi bien en seconde qu'en première, sur la "*base du volontariat et d'appel à candidatures*", selon le ministre. Les professeurs de philosophie pourront par exemple intervenir de façon ciblée au sein des cours d'autres disciplines pour en "*éclairer la portée philosophique*". (AP 18.11)

La philosophie n'a pas pour objectif d'interpréter le monde dans la perspective de le changer contrairement au socialisme scientifique. Principalement idéaliste ou matérialiste sans être dialecticien, le philosophe s'emploie à ériger en système l'idée qu'il se fait du monde à partir de la représentation qu'il en a et non à le décrire en partant de l'évolution des bases matérielles qui sont à l'origine de sa transformation.

Jusqu'au début du XXe siècle, plutôt qu'au milieu du XIXe siècle, la réflexion du philosophe était le produit des contradictions des rapports de production de son époque, dans son esprit toute transformation de la société ne pouvait intervenir que dans les limites imposées par ces rapports qui déterminaient l'ensemble des rapports existant. C'est par exemple pour cette raison qu'Aristote pouvait justifier l'esclavage. Souvenons-nous également que le droit ne peut pas être supérieur au

développement économique de la société à une époque donnée.

Le philosophe idéaliste se représente le monde à travers le prisme déformant de son cerveau, pour ainsi dire comme issu de son cerveau, le verbe précède l'action, le monde serait à l'image de l'idée qu'il en a, il serait sa création. Pour le philosophe matérialiste, la transformation du monde serait le produit de l'enchaînement mécanique de faits sans qu'il existe forcément de liens entre eux ou qu'un fil conducteur les relie les uns aux autres. Il fallut attendre le milieu du XIXe siècle et le développement du capitalisme pour qu'une autre interprétation du monde voie le jour et que soit découvert ce fil conducteur qui relie non seulement les faits entre eux mais également les différentes étapes qui ont marqué le développement de la civilisation humaine depuis le néolithique. En découvrant que le développement des forces productives et la lutte des classes étaient les véritables moteurs du développement de l'humanité, Marx et Engels ont démontré que toutes les philosophies élaborées jusqu'à Hegel inclu n'avaient été que le produit inconscient de ces deux facteurs à des époques déterminées.

Jusqu'à l'avènement du capitalisme, les forces productives n'étaient pas suffisamment développées pour permettre de satisfaire les besoins de la totalité de la population, les différentes philosophies s'employèrent à justifier l'existence des classes et de l'Etat ainsi que les inégalités, à défendre les intérêts de la classe dominante au pouvoir ou ceux de la classe qui aspirait à prendre sa place pour exploiter à son tour la plèbe dans un grand élan d'humanisme. Ils étaient impossibles aux philosophes de concevoir autrement la société que diviser en différentes classes sociales, l'une exploitant et opprimant l'autre.

Le passage au mode de production capitaliste qui allait favoriser le développement des forces productives dans des proportions gigantesques, permettait pour la première fois dans l'histoire d'entrevoir la possibilité de délivrer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme, dans la mesure où contrairement aux rapports de production précédents, si la classe au pouvoir engendrait sa négation, le prolétariat, elle n'engendrait aucune classe pour la remplacer au pouvoir lorsque les forces productives ne pourraient plus tenir enfermées dans le cadre étroit du mode de production capitaliste, il reviendrait donc à la classe ouvrière de prendre le pouvoir et de libérer les forces productives de toute entrave et ainsi pouvoir satisfaire les besoins de la totalité de la population.

Lorsque Marx et Engels affirmèrent que le système d'Hegel avait signifié la fin de la philosophie, sans doute pensaient-ils que le concept de l'idée absolue développé par Hegel était le plus élaboré ou l'aboutissement de toutes les philosophies élaborées dans le passé, ils faisaient peut-être également référence aux conclusions de leurs propres travaux et à l'élaboration du socialisme scientifique, ce qui ne signifait pas pour autant que la philosophie allait disparaître du jour au lendemain, il voulait dire par là que toutes les philosophies à venir ne feraient que ressasser les vieux concepts devenus obsolètes et qu'elles auraient forcément un contenu réactionnaire, qu'il en serait ainsi aussi longtemps que le mode de production capitaliste existerait ou que le prolétariat n'aurait pas pris le pouvoir, ce que l'on a pu vérifier depuis à de multiples reprises.

Maintenant, quelle idée peuvent bien avoir derrière la tête les représentants du capital Sarkozy-Chatel en promouvant la philosophie au lycée ? Dans quel contexte ? Nos chers professeurs ne sont pas vraiment des marxistes ne l'oublions pas. Favoriser chez les lycéens la prise de conscience des rapports sociaux (de production) qui régissent la société pour parvenir à la compréhension de la nécessité historique de les liquider ou au contraire les justifier et les légitimer pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée qu'ils ont fait leur temps et que l'heure du combat pour le socialisme a sonné ? Ne s'agirait-il pas de mieux les soumettre au régime, de leur faire admettre que tout n'est pas possible, et que tout ce qu'ils rejettent dans cette société n'est que le produit d'une terrible fatalité dont nous serions tous responsables et contre laquelle finalement personne ne pourrait rien, comme autrefois à l'époque de l'esclavage ou du servage ?

## Etats-Unis. Une démocratie ?

Au terme de cinq journées de délibérations, les jurés new-yorkais n'ont retenu qu'une charge Ahmed Khalfan Ghailani, premier détenu de Guantanamo jugé devant un tribunal civil américain, celle d'avoir comploté en vue de détruire des biens américains au moyen d'explosifs. Elle pourrait lui valoir une lourde condamnation - au minimum vingt ans de prison. Le procureur fédéral Preet Bharara a annoncé qu'il demanderait la réclusion criminelle à perpétuité.

Ce Tanzanien de Zanzibar, âgé de 36 ans, était accusé d'implication dans les attentats commis en 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. L'opération menée par Al Qaïda avait fait 224 morts.

Ghailani a en revanche été acquitté des 276 chefs d'homicide et tentative d'homicide et des accusations de conspiration dont il devait répondre.

"*Ce verdict tragique démontre la folie totale de la décision de l'administration Obama de juger des terroristes d'Al Qaïda devant des tribunaux civils*", a dénoncé Peter King, élu républicain à la Chambre des représentants.

"Ce verdict est une réaffirmation de ce que le système judiciaire de notre nation est le meilleur qui ait jamais été conçu", s'est félicité son avocat, Peter Quijano. (Reuters 19.11)

Alors que son implication directe dans les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie n'est pas avérée,

il risque entre 20 ans de prison ou la perpétuité, à part cela "*le système judiciaire de notre nation est le meilleur qui ait jamais été conçu*" !

## Social.

### 1- France.

L'usine Renault de Sandouville va encore tourner au ralenti l'année prochaine. Les salariés seront au chômage technique pendant plusieurs mois, a annoncé ce vendredi France Info sur son site Internet.

«*Au premier semestre, les chaines de l'Espace seront 44 jours à l'arrêt, 35 jours pour la Laguna*», indique France Info. Deux mois de chômage techniques supplémentaires son prévus l'été prochain en raison de travaux dans l'usine et un autre mois entre septembre et décembre 2011.

«*On nous parle de mévente mais celle-ci a bon dos parce que Renault a préféré faire fabriquer son haut de gamme Latitude en Corée plutôt qu'à Sandouville*», a affirmé à l'AFP Nicolas Guermonprez, délégué CGT.

Il s'agit donc d'une très mauvaise nouvelle pour les salariés. En cas de chômage technique, ils avaient droit jusqu'alors à la totalité de leur salaire grâce à une aide de l'Etat. Mais ce dispositif s'arrête à la fin de l'année. (20minutes.fr 19.11)

Hypothèse : peut-être que si l'Etat ne s'était pas montré si généreux à leur égard, les travailleurs du secteur automobile se seraient davantage mobilisés sur la question des retraites. N'était-ce pas un calcul "*négocié*" entre les dirigeants syndicaux, le gouvernement et le patronat ? Privilégier certains secteurs de la classe ouvrière, diviser pour mieux régner et matraquer à coup de contre-réformes l'ensemble de la classe au bout du compte, autrement dit, réunir les conditions pour arriver à ses fins tout en garantissant la paix sociale dans le pays...

On est évidemment heureux pour ces ouvriers qui ont perçu la totalité de leur salaire quand ils étaient en chômage technique, on l'est moins en constatant une fois de plus que cet avantage ne leur a pas été accordé dans la perspective de continuer le combat contre leur patron et le gouvernement. Là non plus ils n'y sont pour rien, ce sont les dirigeants de leurs syndicats qui portent l'entière responsabilité de leur subordination au régime.

### 1- Suisse.

Bayer supprimera 4.500 emplois et en créera 2.500 dans les marchés émergents d'ici à 2012, ce qui doit lui permettre d'économiser 800 millions d'euros par an à partir de 2013.

"*Pour financer l'expansion de nos activités de croissance, nous devons rediriger les ressources, améliorer l'efficacité et réduire les coûts*", dit le président du directoire Marijn Dekkers. (Reuters 18.11)

## Economie.

### 1- France.

#### 1.1- Le Sarkozy nouveau est arrivé... avec un cadeau de 2,5 milliards d'euros aux plus riches.

Sarkozy a décidé de supprimer l'ISF qui a rapporté 3,2 milliards d'euros à l'Etat cette année et le bouclier qui lui a coûté 679 millions d'euros, résultat : un cadeau en perspective de 2,5 milliards d'euros supplémentaires aux plus riches.

#### 1.2- Fumisterie.

Actuellement, la législation française prévoit des limites quantitatives concernant la circulation (1 kg, soit 5 cartouches) et la détention (2 kg, soit 10 cartouches) sur le territoire français de tabac manufacturé, pour les particuliers ayant acheté ces produits dans d'autres pays de l'UE. Or, la Commission européenne a considéré que "*cette situation n'est pas conforme aux principes de libre circulation*" et à la législation, et elle a exigé en novembre 2009 de la France qu'elle assouplisse ces règles avant de décider, en juin, de la traduire devant la Cour européenne de justice.

Pour se mettre en conformité, le gouvernement "*propose de supprimer dans le Code général des impôts toute notion de quantité*", selon le projet de loi de finances rectificative. La seule limite serait désormais celle de la "*consommation personnelle*" qui n'est pas chiffrée.

En Espagne, en Belgique ou au Luxembourg les cigarettes se vendent 20 à 30 % moins cher que dans le réseau des 28.000 buralistes en France. (Lepoint.fr 18.11)

Je fume un paquet par jour, j'en consomme donc 365 par an, je peux donc passer une fois la frontière avec par exemple la Belgique avec 365 paquets de clopes dans mon coffre, c'est ma consommation annuelle, ce sera légale... une fois par an, avec la Belgique bien sûr !

En réalité ils ne contrôlent plus rien du tout, donc toute législation nouvelle est obsolète avant même de voir le jour.

Réaction d'un internaute désabusé.

Preuve est faite que le libéralisme et la soi-disant libre circulation n'a que faire de la santé ! Il est scandaleux qu'on ne puisse avoir une politique de santé (qui est justifiée).

La déréglementation qui va avec le libéralisme est tout sauf humaine.

Avant d'avoir des règles communes sur le commerce il aurait été juste et intelligent d'harmoniser la fiscalité et les règles sociales ainsi que les politiques sanitaires et règles protectrices de la santé ou de l'écologie.

Car on se saborde !

C'est notre santé, nos emplois, nos systèmes sociaux que l'Europe nous force à sacrifier !

Il est très curieux que l'Europe nous oblige à ne pas réglementer certains biens mais n'oblige pas à ce moment les autres pays à protéger la santé des citoyens en considérant le tabac autrement qu'un biens de consommation.

2- Etats-Unis.

2.1- Le coup monté de Government Motors pour liquider 25.000 emplois.

11 novembre 2008 : General Motors a cumulé 88 milliards de dollars de pertes depuis 2005. Le titre GM plonge immédiatement de 22,94% sur le New York Stock Exchange. La capitalisation boursière du groupe est désormais inférieure à 2 milliards de dollars, soit 85% de moins qu'en novembre 2007.

19 décembre 2008 : la Maison Blanche lâche 9,4 milliards de dollars dans le cadre du plan Paulson pour sauver General Motors. "*Cette mesure aide à préserver de nombreux emplois*", déclare à l'époque le constructeur.

31 mars 2009 : Obama somme le groupe de mettre au point un nouveau plan et de prouver qu'il est viable dans les 60 jours. Sinon, le groupe sera placé sous le régime des faillites. Pas vraiment la pire des punitions.

1 Juin 2009 : Après 77 ans de leadership sur le marché automobile mondial, GM dépose le bilan.C'est sous perfusion de l'Etat qu'il va débuter sa restructuration draconienne. Une nouvelle société est créée pour reprendre les actifs les plus rentables du groupe. L'Etat fédéral américain apporte 30,1 milliards de dollars et contrôle 60% de son capital. L'Etat canadien et la province d'Ontario, où GM possède de nombreuses usines, versent 9,5 milliards de dollars et obtiennent 12% du capital. GM ferme onze sites et en met trois au chômage technique. Le groupe lance un plan de licenciements pour passer de 62.000 ouvriers en 2008 aux Etats-Unis à 38.000 en 2011. GM est renommé Government Motors.

10 Juillet 2009 : Le nouveau General Motors sort du régime de faillite. Pour donner une nouvelle image et une meilleur gestion au groupe, 20% des cols blancs et 35% des dirigeants ont été évincés. Au total, GM aura bénéficié directement ou indirectement de 50 milliards de dollars d'aides. En échange, GM est quasi-nationalisée, et doit commencer à en rembourser une partie des aides, soit 5,8 milliards de dollars. C'est chose faite dès avril 2010.

9 novembre 2010 : Le groupe annonce 2,16 milliards de dollars de bénéfices au second trimestre, ce qui porte à 4,8 milliards ses gains depuis le début de l'année. (20minutes.fr 18.11)

18 novembre 2010 : Le constructeur automobile avait fixé mercredi un cours d'introduction à 33 dollars, soit le haut de la fourchette attendue, ce qui lui a permis de lever 20,1 milliards de dollars (14,8 milliards d'euros), en actions ordinaires et préférentielles, soit le plus gros montant levé en Bourse de l'histoire des Etats-Unis.

Le prix de 33 dollars valorisait GM à environ 63 milliards de dollars (milliards d'euros).

La plus grosse mise sur le marché de l'histoire américaine devrait avoir engendré un total d'honoraires de 273,6 millions de dollars pour les banques, option de surallocation comprise, selon les chiffres fournis par GM.

A 33 dollars l'action, la vente des titres de l'Etat représente une perte d'environ 9 milliards de dollars par rapport à l'investissement initial. L'Etat rentrerait théoriquement dans ses frais s'il parvenait à solder le reste de sa participation à une moyenne de 52 dollars par action, soit 50% de plus que le prix de clôture de GM jeudi.

Cela n'a pas empêché Obama de déclarer à la presse jeudi après-midi : "Le contribuable américain est maintenant en position de récupérer plus que ce que mon administration a investi dans GM". (Reuters 19.11)

2.2- Economie d'armement.

2.2.1- Le président américain Barack Obama a annoncé vendredi que l'OTAN avait accepté son projet de bouclier antimissile élargi en Europe qui protégerait l'ensemble des 28 pays membres de l'OTAN, dont les Etats-Unis. (AP 19.11)

2.2.2- Selon Jennifer Berlin, une des porte-parole de la commission des affaires étrangères du Sénat, le Congrès des Etats-Unis n'a pas soulevé d'objection à une exceptionnelle vente d'armes, d'environ 60 milliards de dollars, pour l'Arabie saoudite, destinée à faire face notamment à la menace jugée croissante de l'Iran. Du côté de la Chambre des représentants, aucune objection n'avait été signalée, vendredi 19 novembre.

Le plan présenté au Congrès prévoit d'autoriser la vente de 84 chasseurs bombardiers F-15 et la modernisation de 70 autres. Il compte aussi 178 hélicoptères d'attaque 70 Apache, 72 Black Hawk, 36 AH-6i et 12 hélicoptères légers d'entraînement MD-530F, selon le département d'Etat. La livraison des armes sera échelonnée sur quinze à vingt ans.

En ces temps difficiles pour l'économie, les parlementaires américains accueillent favorablement les nouvelles créations d'emploi qui devraient résulter du méga-contrat. L'avionneur Boeing, qui produit le F-15 ainsi que plusieurs modèles d'hélicoptères figurant au contrat, prévoit que 77 000 emplois découleront de cette partie du programme, qui pourrait apporter jusqu'à 24 milliards de dollars. (Lemonde.fr 19.11)

---

Le 21 novembre

J'ai actualisé la page *Défense du marxisme*. La lecture (et étude de préférence) des différents ouvrages que j'ai mis en ligne devrait alimenter la réflexion et la discussion sur l'échec de la bataille sur les retraites et les leçons qu'on peut en tirer.

J'ai l'impression ou plutôt la conviction par expérience, que la plupart des militants se refusent à réfléchir à une question dès lors qu'elle n'a pas été posée par leurs dirigeants ou par une autorité supérieure ou qu'ils considèrent comme telle ou encore qu'elle n'était pas sortie de leur propre tête, ne figurant dans aucune de ces catégories tout ce que je peux écrire n'a strictement aucune valeur, autrement dit, n'a de légitimité pour s'exprimer au nom de la classe ouvrière que ceux qui ont grâce à leurs yeux. Or l'objet du site que j'anime avait pour unique vocation de favoriser la réflexion des militants et non d'apporter - encore moins d'imposer - des réponses toutes faites aux questions que pose la lutte des classes à notre époque.

Si nous prenons la bataille sur les retraites, vous aurez remarqué que j'ai été un des seuls, pour ne pas dire le seul publiquement, à aborder cette question, à analyser la situation en prenant en compte l'ensemble des facteurs qui à mon sens étaient déterminants dont certains ont été systématiquement occultés par les uns et les autres comme s'ils craignaient de regarder la réalité en face et qu'ils seraient possible ainsi d'y échapper, c'était bien sûr se leurrer soi-même, comme si finalement la situation se résumait, pire se réduisait à un rapport de force entre les masses et les appareils, et encore sous un angle étriqué puisqu'ils ont réussi l'exploit de faire disparaître de leurs analyses les dizaines de millions de travailleurs inorganisés ou dont l'existence se réduisait à des sondages !

On aurait pu penser qu'en évoquant certains éléments ou aspects de la réalité qui entraient en ligne de compte dans les rapports entre les classes et que personne ne voulait voir, des militants réagiraient dans un sens ou un autre, en vain. Je n'ai pas joué au provocateur, j'ai essayé de comprendre la situation, tout simplement. Cette absence quasi-totale de réaction est plutôt inquiétante et augure mal de la suite, car même si une maturation politique était en cours au sein du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde, elle n'interdisait pas une réflexion et une discussion sur l'ensemble des éléments qui constituent la situation, ne serait-ce que pour mesurer et vérifier qu'on ne les sous-estime pas par exemple, or manifestement ce n'est pas le cas.

On a franchement l'impression que les militants ne veulent pas savoir dans quelle mesure tel ou tel facteur peut influencer l'état d'esprit ou le comportement des masses, cela ne les intéresse pas. Ils agissent comme si les masses partageaient forcément

les mêmes paradigmes qu'eux, or ce n'est pas le cas. Par exemple, vous avez abordé le projet de loi du gouvernement sur le plan politique, admettons-le même si ce n'est pas tout à fait exact, c'était plutôt pour vous une question de principe, de justice sociale, idéologique, tandis que les travailleurs en général l'on abordé sur un plan purement pratique et pas au-delà.

Quels étaient les éléments inclus dans cette approche pragmatique ? Quelles étaient la ou les questions posées par le projet de loi du gouvernement, comment était-il possible de l'aborder ? Sous des angles bien différents en vérité, mais cette vérité bien des militants ont refusé de la regarder en face, car elle posait elle-même un certains nombres de questions auxquelles les militants n'avaient pas réfléchi antérieurement, ils n'étaient pas préparés à les aborder, encore moins à y répondre, du coup il valait mieux les faire passer à la trappe, avec un peu de chance elles n'auraient qu'une influence secondaire sur la suite de la mobilisation, ces militants n'avaient pas de mal à s'en convaincre puisque cela coïncidait avec leur propre état d'esprit.

On se focalise aujourd'hui comme hier sur le seul obstacle des appareils à la grève générale, qui n'aurait pu concerner au départ et dans le meilleur des cas que les travailleurs dont les conditions de travail le permettaient, c'est-à-dire, les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises ou celles où existent des syndicats, les travailleurs qui pouvaient se mettre en grève sans craindre de se faire virer. On nous explique en se basant sur l'expérience de 1995, qu'il aurait été ainsi possible de paralyser tout le pays et d'entraîner l'ensemble du prolétariat dans le mouvement, ce qui aurait permis de vaincre Sarkozy. C'était une hypothèse qui méritait d'être étudiée à fond avant d'en arriver à la conclusion qu'elle était forcément vraisemblable.

Pour commencer, il fallait se poser la question de savoir si nous étions bien dans la même situation sociale et politique qu'en 1995, ensuite on pouvait se demander si ce projet de loi concernait bien les mêmes couches de travailleurs et uniquement celles-là, après on devait déterminer si ce projet de loi affecterait les différentes couches de travailleurs de la même manière, si ses conséquences seraient les mêmes pour l'ensemble des travailleurs, au-delà on devait se demander s'il n'existait pas un moyen pour certaines couches de travailleurs de limiter ou réduire au minimum l'impact de cette loi sur leur départ à la retraite, auquel cas, à défaut de pouvoir empêcher cette loi de voir le jour ils feraient avec, dans le même ordre d'idée, on devait examiner combien de millions ou dizaines de millions de travailleurs cotisaient déjà à une retraite par capitalisation auprès d'une banque ou une compagnie d'assurance, quelles couches étaient concernées en particulier, etc. Il fallait ensuite croiser les différentes données obtenues pour voir dans quelle mesure les couches les moins affectées par ce projet de loi étaient ou non les mêmes qui avaient souscrit une assurance vie ou un plan d'épargne quelconque pouvant servir à arrondir leur retraite plus tard, etc.

Refuser tout report du départ à la retraite, exposer notre conception du droit à la retraite en se plaçant strictement sur le plan des intérêts collectifs de la classe, revendiquer le retour à la situation d'avant 1995 était une chose, analyser précisément la situation sous tous les angles en était une autre pour déterminer quelle tactique, quelle stratégie ou quel mots d'ordre adopter, dans quelles conditions nous pourrions vaincre Sarkozy, comment la mobilisation pourrait ou devrait se développer, quel contenu politique elle devrait se donner, comment l'état d'esprit des masses pourrait évoluer, dans quelle direction, jusqu'à quel degré leur conscience politique pourrait s'élever, comment il serait possible d'affaiblir les appareils, d'organiser les travailleurs afin qu'ils prennent le contrôle de leur mobilisation, comment organiser ceux qui ne peuvent pas se mettre en grève...

Un élément, certes intervenu tardivement, permettait de mieux saisir la situation, mais là encore, il a été dénigré ou volontairement sous-estimé, je veux parler des manifestations organisées un samedi. Ces manifestations réunissaient syndicats et partis. Nous avons tous participé un jour à des manifestations organisées un samedi, à des conférences organisées un dimanche ou commencées un samedi et se terminant le lendemain après-midi. L'occasion était donnée aux dizaines de millions de travailleurs qui n'avaient pas pu participer aux manifestations organisées en semaine d'y participer, or tel n'a pas été le cas, l'immense majorité d'entre eux n'ont pas estimé utile de manifester leur opposition à ce projet de loi.

Seule la grève comptait a-t-on pu lire ici ou là, seule la grève pouvait obliger Sarkozy à retirer son texte. Certes, mais ces manifestations permettaient aussi de se compter, de manifester l'unité de la classe, sa formidable puissance face à la classe dominante ultra minoritaire, sa détermination à vaincre, or rien de tout cela ne s'est manifesté à travers ces manifestations qui n'ont pas rassemblé davantage de participants. Dès lors, il fallait se demander pourquoi, encore une question passée à la trappe, trop embarrassante sans doute, car la réponse qu'on aurait pu y apporter ne correspondait pas vraiment avec la ligne politique des uns et des autres, elle nous aurait emmené trop loin dans la réflexion sur les rapports entre les classes, la politique suivie par les différents partis depuis des décennies, etc. Valait mieux dire, manifester un samedi, c'est une connerie, on passe à autre chose. Cet argument ne tenait pas, car le projet de loi du gouvernement concernait la totalité des travailleurs, elle avait donc un caractère politique, tout comme la défense de la Sécurité sociale ou l'opposition à l'occupation de l'Afghanistan par exemple.

Je vais arrêté là, en conclusion, cette bataille sur les retraites à mis en évidence deux éléments déterminants pour la suite de notre combat : d'une part la subordination de l'immense masse des travailleurs au régime et aux institutions, d'autre part la nécessité d'organiser les travailleurs indépendamment des appareils pour qu'ils puissent contrôler leur mobilisation et aller au bout ou le plus loin possible de leur combat.

Un militant de Sud résume bien la situation et la question que nous avons à résoudre, ce qui a manqué lors de cette bataille (IO n° 124 page 4) quand il dit :

"*Il était juste de s'adresser comme nous l'avons fait aux confédérations. Mais je me pose une question : une fois que l'on a*

*constaté que les dirigeants résistent à l'appel de la base, qu'est-ce que l'on fait ? Le rôle des militants qui sont sur le terrain de classe ne se résume pas à une supplique aux appareils, qui devient alors incantatoire. C'est pourquoi, on a vu non seulement des milliers continuer, malgré tout, à manifester lors des journées d'action, mais aussi des milliers de militants de tous bords prendre des initiatives sans directives des dirigeants pour obtenir satisfaction...*"

Une fois qu'on s'est adressé aux dirigeants et qu'on a eu leur réponse négative, on passe à autre chose, on ne continue pas sur le même registre, on a pris bonne note qu'ils se situaient au côté du gouvernement et du patronat et qu'ils ne voulaient pas se donner les moyens de les battre, il nous faut dès lors se doter d'organismes politiques indépendant pour organiser travailleurs et militants pour essayer de mener le combat le plus loin possible et vaincre si possible, en combattant à la fois le gouvernement et ses valets, les appareils des syndicats et des partis dits ouvriers qui le soutiennent, sans tomber dans le gauchisme et sans nier l'existence des appareils comme eurent tendance à le faire certains militants.

Ce qu'il a manqué, c'est une direction politique à la classe ouvrière pour la guider tout au long de cette bataille, le parti bien sûr.

Je viens à peine de terminer cette causerie que je m'aperçois que j'ai oublié certains éléments, par exemple, comment les masses ont abordé le projet de loi de Sarkozy, dans quel état d'esprit, comment leur a-t-il été présenté, par les appareils, les médias, les différents partis, le gouvernement ; les mots d'ordre ont évolué au cours de la mobilisation jusqu'au moment ou celui de "retrait" a été repris majoritairement, pourquoi, dans quelle circonstance exacte, suite à l'inflexibilité de Sarkozy ou parce que l'audience des partisans du retrait avait soudainement augmenté ; Il ne fallait pas confondre le fait que la question des retraites avait un contenu politique parce qu'elle concernait l'ensemble de la classe, et l'absence de tout issue politique à la crise du capitalisme et du régime, dans quelle mesure ce dernier élément a pesé sur l'état d'esprit des masses ; quel était leur niveau de conscience politique au début de la mobilisation, en mai, partant de là, jusqu'où pouvait-il évoluer, jusqu'à quel point et quel moment la propagande favorable au projet Sarkozy-Woerth pouvait-elle agir sur leur détermination... (A suivre)

En conclusion, on doit mener le combat sur deux fronts simultanément, à la fois en direction des militants et des travailleurs qui se sont mobilisés sur les retraites et en direction de l'ensemble de la classe pour les organiser, et bien sûr construire le parti, notre priorité absolue.

Comme je suis très loin et que je n'ai pas pu participer directement à cette bataille, j'en profite pour saluer fraternellement l'ensemble des militants qui se sont battus avec une détermination sans faille pour faire échouer le projet de Sarkozy, les camarades de tous les partis et syndicats sans exception, l'heure n'est pas au règlement de compte, mais plutôt à tirer les enseignements théoriques et pratiques de cette formidable bataille.

Manifestement les conditions (objectives et subjectives) n'étaient pas réunies pour vaincre, les masses n'étaient pas prêtes ou mûres non plus sur le plan politique à mener ce combat (sauf pour ceux qui considèraient que la bataille des retraites était une fin en soi, les trente-sixards ou soixante-huitards attardés), il faut en déterminer les causes (les appareils mais pas seulement), tranquillement, sereinement, le temps joue en notre faveur si on l'utilise à bon escient, à nous de voir si nous en serons capables.

En attendant, rien ne vous empêche de participer à la préparation de la conférence ouvrière du 11 décembre avec les militants du POI et d'autres partis, c'est toujours mieux que de perdre son temps à refaire le monde entre militants ou entre quatre murs.

## Politique.

### 1- France. Liberté d'expression surveillée.

Le journaliste et directeur de Backchich, Nicolas Beau, a lui aussi vu ses factures téléphoniques, les fameuses 'fadettes', épluchées dans le cadre d'une enquête judiciaire, écrit samedi le journal Libération, qui publie des documents attestant de cet espionnage. (Lemonde.fr 20.11)

### 2- L'OTAN va continuer son sale "travail" en Afghanistan.

Les 28 chefs d'Etat et de gouvernement réunis deux jours à Lisbonne ont donné leur aval à une stratégie de sortie d'une majorité de leurs 150.000 soldats à mesure que la responsabilité des combats sera transférée à l'armée afghane, tout en s'engageant à soutenir à long terme le gouvernement de Kaboul.

"*Nous avons lancé le processus par lequel le peuple afghan va redevenir maître de sa propre maison*", a souligné M. Rasmussen.

Ce passage de relais devrait débuter au plus tard à l'été 2011, et se poursuivre jusqu'à la fin 2014.

"*Si les talibans ou qui que ce soit d'autre attend de nous voir dehors, ils peuvent l'oublier. Nous resterons aussi longtemps que nécessaire pour finir le travail*", a affirmé M. Rasmussen.

M. Rasmussen a souligné qu'avec le président afghan Hamid Karzaï avait été conclu "*un partenariat à long terme qui va perdurer au-delà de notre mission de combat*". (Libération.fr 20.11)

## Social.

### Le capitalisme et la paupérisation. Les exclus de la lutte des classes.

Au total, plus de 1,89 million de personnes sont venues chercher de l'aide alimentaire en 2009 dans les permanences d'accueil du Secours populaire et l'équivalent de 81,5 millions de repas ont été distribués.

Sur les 40.747 tonnes de marchandises distribuées par l'organisation, 49% provenaient des collectes ou achats réalisés par les permanences d'accueil et 51% de l'Union européenne (UE) et de l'aide de l'Etat français.

Lors de la publication en octobre d'un livre-témoignage sur les pauvres et les précaires, le Secours Populaire précisait qu'en 2010 il avait déjà accueilli 2,4 millions de personnes depuis le 1er janvier, contre 2 millions en 2009.

De son côté, le Secours catholique vient récemment d'annoncer qu'en 2009, et pour la deuxième année consécutive, le nombre de personnes accueillies par ses bénévoles avait augmenté, atteignant 1,48 million, soit 80.000 personnes de plus qu'en 2008, du fait de la crise économique. (20minutes.fr 20.11)

Haut de page

---

### Le 22 novembre

Clearstream, Epad, Latran, Bettencourt, Grenoble, retraites, Karachi, la crise du régime s'amplifie mais demeure supportable du fait du soutien du PS et ses satellites qui n'entendent pas remettre en cause la légitimité de Sarkozy, légitimité qui se limite en fait au gang du Fouquet's.

La crise du capitalisme entretient et amplifie la crise au sein de l'UMP, coalition à la fois de différentes formations politiques et de courants politiques divers, mais également au sein du Parti radical, du Nouveau Centre et du Modem, le FN n'est pas épargné avec la guerre de succession entamée pour remplacer Le Pen à sa direction.

Au PS, les prétendants à la candidature en vue de 2012 se bousculent au portillon et fourbissent leurs armes en vue d'un combat fratricide lors duquel il apparaîtra nettement que le PS est un parti du capital. Quel intérêt y aurait-il à l'aider à accéder au pouvoir en 2012 lorsque l'immense majorité des travailleurs savent déjà qu'ils n'ont rien à attendre de bon de ce parti ? Aucun. Si les masses manifestaient de profondes illusions dans ce parti, nous ferions en sorte qu'il parvienne au pouvoir afin que les masses se délivrent de ces illusions, mais tel n'est pas le cas.

A Europe écologie-les Verts, ils ont provisoirement enterré leurs contradictions en se déclarant ni de droite ni de gauche, sachant qu'elles ressurgiront à la première occasion.

Quant au PG, au PCF ou au FG, ils ne peuvent exister qu'en tant qu'appendices ou supplétifs du PS, sans même avoir besoin d'examiner en détail leurs programmes, c'est leur lien avec le PS qui permet de les définir comme des partis contre-révolutionnaires, ils sont donc traversés par les mêmes contradictions, socialiste en parole, capitaliste en acte.

Le PG prône la "*révolution par les urnes*" ou la "*révolution citoyenne*" en prenant pour exemple le régime de Chavez ou Morales, alors que ces pays comptent 40% ou plus de prolétaires pauvres et la classe des capitalistes détient toujours le pouvoir.

Quant au PCF, il ne peut que nous ressortir le Front populaire qui a servi à décapiter le mouvement ouvrier et imposer d'effroyables défaites au prolétariat en frayant la voie au fascisme et à la guerre au cours du XXe siècle. Stalinien for ever !

Je ne suis pas très bien aujourd'hui, j'arrête là.

## Politique.

### 1- France.

1.1- Monnaie de singe.

Le président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, qui s'efforce de construire un parti entre l'UMP et le Front national, Debout la République, est la première personnalité politique à annoncer officiellement qu'il brigue l'Élysée.

Lors du discours de clôture du deuxième congrès de son parti, qui s'est déroulé à Paris devant environ mille personnes, Nicolas Dupont-Aignan a justifié sa décision par sa volonté de «*rendre le pouvoir aux Français*». «*Je veux symboliquement vous présenter le poison qui est en train de tuer la France : l'euro !*», a lancé le candidat à l'Élysée.

«*L'euro, c'est la vie chère, a accusé le président de Debout la République. L'euro, ce sont les délocalisations ! L'euro, c'est le chômage ! L'euro, c'est la misère ! Et bien moi, je serai candidat à l'élection présidentielle de 2012 pour en finir avec ce poison !*» Aux sceptiques, Dupont-Aignan a lancé : « *Ne vous laissez pas impressionner par ceux qui vont prédire l'apocalypse. La Suède, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Pologne et bien d'autres (qui ont conservé leur monnaie nationale, NDLR), sont-ils en enfer ?*». (Lefigaro.fr 21.11)

1.2- Illusionnisme.

Réunis en congrès au Mans, le leader du PG, Jean-Luc Mélenchon, a martelé que le FG n'était pas un "*supplétif de circonstance*" du PS et qu'il ne participerait "*à aucune coalition contre nature*, tout en dénonçant les "*alliances totalement inacceptables des écolos et des socialistes contre des sortants*" de la gauche radicale aux prochaines cantonales.

La participation de monsieur Mélenchon au gouvernement Chirac-Jospin n'était pas contre-nature, ouf, on aurait pu se tromper en imaginant le contraire !

Contre la politique de Nicolas Sarkozy, il a par ailleurs plaidé pour la nationalisation de "*l'eau et l'énergie*" et "*le partage*" des richesses, en "*prenant tout ce qui dépasse au-dessus d'une certaine somme*".

M. Mélenchon met en garde les électeurs contre "*le piège mortel du vote utile du PS*" contre Nicolas Sarkozy, voulant "*échapper à la +Papandréouisation+ de la gauche*". Et de lancer aux socialistes: "*si c'est moi qui suis en tête de la gauche au premier tour, à supposer que ce soit moi le candidat, est-ce qu'ils se désistent pour moi au second?*". (Libération.fr 21.11)

2- Afghanistan. Le pouvoir en place n'a aucune légitimité.

Vingt et un candidats élus aux législatives afghanes du 18 septembre, soit un sur dix, ont été disqualifiés pour fraude, a annoncé dimanche la Commission des plaintes électorales (ECC).

Deux alliés de Karzaï au moins figurent parmi eux. Il s'agit, en plus de son cousin germain qui dirigeait naguère une entreprise de sécurité, de Haji Niaz Mohammad Lalai, ancien chef de guerre proche du président. L'un et l'autre étaient candidats à Kandahar. (Reuters 21.11)

---

Le 23 novembre

Pas le temps de causer, en principe la vente de ma maison devrait être finalisée la semaine prochaine, c'est en bonne voie, je commence à visiter des maisons à louer pour être prêt à déménager dès que l'affaire sera conclue. J'aurais alors deux questions urgentes à résoudre, celle du téléphone pour me connecter à Internet et au serveur du site, et la connection au cable ou au satellite pour recevoir TV5Monde Asie. Je vais essayer de faire en sorte que l'actualisation du site n'en soit pas affectée plus de deux jours si possible, mais bon je me casse bien la tête pour pas grand chose j'ai l'impression.

Aucun militant ne m'a adressé de courriels au cours de la mobilisation sur les retraites, en étant à 10.000 Kms de la France, j'étais sans doute censé m'imprégner de l'ambiance sur place et tout comprendre dans la foulée... Vous voulez savoir ce que j'en pense sans juger quiconque. C'est sympathique quoi, alors s'il vous plaît, surtout ne reprochez à personne d'être indifférent à votre situation ! Ce n'est pas un état d'âme de ma part, c'est une question de principe qui dénote un certain état d'esprit, une certaine conception des rapports humains qui n'a pas forcément un lien avec la lutte des classes, c'est peut-être aussi une question d'éducation. Sur ce, salut !

Politique.

Karachigate.

Le Premier ministre François Fillon a refusé vendredi d'autoriser le juge Renaud Van Ruymbeke, en charge du volet financier de l'enquête sur l'attentat de Karachi en 2002, à perquisitionner à la DGSE, a-t-on appris lundi de source judiciaire.

La loi du 29 juillet 2009 de programmation militaire instaure la notion de lieux protégés. Dans la réponse adressée au magistrat instructeur, le directeur de cabinet du Premier ministre, Jean-Paul Faugère, souligne que le président de la CCSDN a donné un avis défavorable à cette perquisition.

Toutefois, il souligne avoir demandé au ministère de la Défense, dont dépend la DGSE, d'identifier les documents sollicités par le juge dans son courrier au président de la CCSDN.

Cette mesure permettra d'engager une procédure de déclassification sur les documents concernés, a précisé à l'AP une autre source proche du dossier.

Le juge Marc Trévidic, saisi de l'enquête sur l'attentat de Karachi, ouverte pour assassinats, a demandé une nouvelle fois la déclassification de documents qu'il avait déjà sollicitée. (AP 22.11)

## Social.

### 1- France

#### 1.1- Dirigeants syndicaux à la soupe chez Parisot !

La CGT, tiraillée par de violents débats sur la ligne suivie lors du conflit -Bernard Thibault est accusé d'avoir accompagné la réforme plus que de s'y être opposé-, entend continuer à donner des gages à ses bastions contestataires. «*La CGT craint de voir une partie de ses opposants rejoindre les syndicats SUD ou de perdre des voix lors des prochaines élections au profit de centrales plus radicales*», analyse un expert en relations sociales.

La FSU, majoritaire chez les enseignants, est dans la même situation. Certains adhérents reprochent à la direction de les avoir poussés à faire grève sans résultat. Mais pas question pour autant de quitter l'intersyndicale, même réduite à cinq membres. Collée à la CGT, la FSU, comme Solidaires, bénéficie d'une exposition médiatique inédite à laquelle elle ne souhaite pas renoncer pour l'instant.

La situation est différente à la CFDT où la ligne suivie n'est pas contestée. La centrale de François Chérèque ne veut pas rompre son idylle retrouvée avec la CGT et ne sortira qu'avec elle de l'intersyndicale. Idem à l'Unsa qui suit, elle, la ligne de la CFDT.

Laurence Parisot devrait toutefois offrir aux syndicats une porte de sortie honorable. Selon nos informations, la patronne des patrons commence dès aujourd'hui ses rencontres bilatérales avec les leaders des centrales représentatives pour tenter de se mettre d'accord sur un agenda social. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, ouvrira le bal à 15h30. (Lefigaro.fr 22.11)

Et c'est reparti pour un tour ! A bas la collaboration de classes !

Ne faites pas comme les crétins qui prennent pour argent comptant la moindre déclaration d'un dirigeant syndical qui semble aller dans le sens des intérêts de la classe ouvrière. Il faut toujours l'analyser en ayant à l'esprit qu'elle se situe dans le cadre de la collaboration de classes, et que tout acquis qui ne se situe pas dans la perspective de l'émancipation du capital se transformera en son contraire et deviendra dans le temps un obstacle à la lutte de classe. Quand le patronat lâche des miettes, il faut toujours se demander qu'est-ce qu'il a obtenu en échange ou de quelle manière il va s'y prendre pour reprendre de la main gauche ce qu'il a dû concéder de la main droite.

Bien entendu que nous sommes favorable à l'amélioration de la condition ouvrière, tout dépend maintenant dans quelles conditions elle a été obtenue et comment les travailleurs l'interprèteront : comme une étape dans la perspective de la liquidation du capitalisme ou comme un juste retour des choses dû à la générosité du régime capitalisme qu'il faut évidemment préserver...

#### 1.2- Comment la pauvreté est légitimée.

Selon une étude du ministère du Travail dévoilée ce lundi par les Echos, 12% des salariés sont encore couverts par une branche dont le premier coefficient est inférieur au minimum légal.

Alors que plus de la moitié des 11 millions de salariés étaient couverts en 2008 par un accord de branche dont la grille salariale commençait en-dessous du SMIC, ils ne sont plus que 12% cette année, après un recul déjà significatif à 23% en 2009, révèle une étude du ministère du Travail remise aux partenaires sociaux, et publiée ce lundi par les Echos.

Sur 175 branches professionnelles passées au peigne fin par le ministère, 21 branches font encore défaut à leurs obligations légales, pénalisant quelques 1,4 million de salariés. Si le SMIC se substitue automatiquement aux rémunérations qui lui sont inférieures, l'application d'une grille qui débute en-dessous pénalise les niveaux de salaire supérieurs, en tassant de fait la grille salariale.

Parmi les 21 branches actuellement récalcitrantes, les Echos citent celle du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire comme étant la principale. Regroupant 653.300 salariés, elle invoque de son côté le coût généré par l'annualisation des allègements de charges pour ne pas procéder à l'alignement demandé par le ministère. Un argument que d'autres branches pourraient également invoquer.

Cependant, lorsqu'au 1er janvier prochain le SMIC sera à nouveau réévalué, probablement de 1,6%, 56 autres branches verront de nouveau leur premier coefficient dépassé par le minimum légal, portant à 6 millions le nombre de salariés non couverts par un accord de branche commençant au SMIC. Sauf si elles augmentent leur plus bas salaire d'ici-là. (Lefigaro.fr 22.11)

Comment est-ce possible, "*21 branches font encore défaut à leurs obligations légales*", on ne comprend pas, donc le patronat enfreint la loi ouvertement en toute impunité ?

1.3- Dégradation des conditions de travail et d'existence.

Plus d'un Français sur trois a du mal à mener de front les différents aspects de sa vie (travail, couple, famille...) et ne trouve pas suffisamment de temps pour s'occuper de son bien-être, selon une enquête Ipsos rendue publique lundi. Elle relève aussi les difficultés croissantes dans le monde du travail.

A propos de la situation au travail, 70 % des actifs estiment qu'elle s'est dégradée ces dernières années, notamment en ce qui concerne le niveau de stress (52 %), la charge de travail (49 %), d'après cette enquête. L'impression de ne pas réussir peut conduire à un malaise plus profond : les trois quarts des personnes interrogées disent avoir déjà ressenti un réel mal-être ou frôlé le "burn out" (épuisement professionnel).

Si plus d'un Français sur trois (37 %) rencontre des difficultés importantes à concilier les différents aspects de sa vie, les trentenaires sont les plus touchés (51 %) ; les quadragénaires (45 %) rencontrent également des difficultés. La proportion est similaire (46 %) chez les parents d'enfants de moins de 15 ans.

Faute de temps pour mener tout de front, les Français ont le sentiment de négliger leur sommeil (59 %), leur couple (57 %) et leur corps (55 %). Et pour les parents, les loisirs avec les enfants (62 %). D'ailleurs, répondent-ils, s'ils avaient plus de temps, 46 % des Français expliquent qu'ils s'accorderaient plus de détente et de sommeil.

Néanmoins, 77 % pensent qu'en s'organisant un minimum, ils finiront plus ou moins par arriver à concilier tous les aspects de leur vie. Mais, pour plus de la moitié (52 %), c'est l'argent qui manque le plus pour atteindre cet objectif. (Lemonde.fr 22.11)

En comparaison en Inde, hormis les patrons, le pourcentage à toutes ces questions atteindrait 100% ! Il ne peut en être qu'ainsi dans tous les pays où l'on travaille six jours sur sept sans congés payés, sans protection sociale. La vie est véritablement un cauchemar au quotidien pour toutes les couches de la population, de la plus misérable qui fait les poubelles pour survivre à la petite-bourgeoisie ou à la couche moyenne haute dont la vie s'identifie à son travail, à l'exception des oisifs des classes dominantes.

On pourrait commenter les propos d'Evelyne Jardin, journaliste et auteure de «Mutation et organisation du travail» (Bréal), recueillis lors d'un interview par 20minutes.fr.

Question : Les conditions de travail en France se sont-elles vraiment dégradées?

Réponse : Oui, les informations du sondage ne sont pas surprenantes. Les conditions de travail des cadres sont impactées par l'utilisation des nouvelles technologies, qui les obligent à réagir très vite, même en dehors de leur temps de travail, et cela influe sur le stress. Pour les ouvriers et les employés, c'est différent. C'est plutôt l'augmentation des cadences qui est en cause. La France est l'un des pays où l'on travaille le moins, mais où la productivité est la plus élevée, grâce à des cadences élevées. Sans oublier la flexibilité du temps de travail, qui a augmenté et donne beaucoup moins de contrôle aux gens sur leur travail. Résultat, les accidents de travail et les arrêts maladie ne faiblissent pas.

Question : D'autres facteurs que le travail en lui-même existent-ils?

Réponse :Il y a par exemple les temps de transports qui se sont allongés, notamment en région parisienne, l'urbanisation, les lieux de travail qui ne correspondent plus au lieu de vie. Dans une société rurale, on travaille sur son lieu de vie alors que dans une société urbaine, les deux sont complètement disjoints.

Question : Quelle est la génération la plus touchée par ce mal-être?

Réponse : C'est la génération des 30-45 ans qui subit tout parce que c'est la plus active, la plus en charge des enfants, celle qui a le plus de responsabilités. En France, tout est concentré sur cette tranche d'âge à cause d'une mauvaise répartition du temps de travail. (20minutes.fr 22.11) J'avais déjà relevé il y a quelque temps, que le temps de transport s'était considérablement allongé, car du fait du chômage on doit accepter un emploi situé à une heure ou plus de notre domicile, on n'a pas le choix. Voilà un élément important qui n'est jamais pris en compte par les dirigeants syndicaux lors de leur "négociations" avec le patronat et le gouvernement sur le temps de travail, sans doute parce que le Medef ne veut pas en entendre parler, donc les syndicats se couchent, c'est une façon comme une autre de brader nos conditions de travail et d'existence.

2- Le droit à la santé bafoué dans le monde.

L'Organisation Mondiale de la Santé, dans son rapport 2010 sur la santé dans le monde, évalue à 100 millions le nombre de personnes plongées chaque année dans la pauvreté en raison de dépenses de santé qu'elles ne peuvent assumer. Aux Etats-Unis en particulier, 62% des faillites personnelles leur sont imputables, selon une étude de Harvard citée par l'OMS. (Lefigaro.fr 22.11)

Economie.

Etats-Unis.

Selon Warren Buffett, dimanche, sur le plateau de la chaîne ABC, dont la fortune personnelle est évaluée à 47 milliards de dollars, «*les riches n'ont jamais eu la vie aussi facile*».

«*Si on taxe moins les riches et les PME, ils investissent davantage et font croître l'économie*»? «*Les riches vont toujours dire ça. 'Donnez-nous davantage, on va dépenser plus et cela ruissellera sur ceux en dessous'*», répond Buffett. Qui conclut: «*Ça fait 10 ans que cela ne marche pas. J'espère que les Américains s'en rendent compte.*». (20minutes.fr 22.11)

---

Le 24 novembre

Il y a peut-être une chose qu'oublient de préciser ceux qui hurlent à juste titre à la " *barbarie*" à propos des mesures d'austérité prises aujourd'hui contre les peuples en Grèce, en Irlande, au Portugal et en Espagne notamment par les différents gouvernements au service de l'aristocratie financière, c'est que pendant des décennies la relative stabilité des rapports entre les classes dans ces pays et les améliorations de la condition ouvrière ont été possible et supportables pour les pays capitalistes dominants dans la mesure où le prolétariat des pays dominés était exploité dans des conditions effroyables dignes de la seconde moitié du XIXe siècle en Europe. La colonisation, puis la balkanisation de l'Afrique, du Proche et Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Amérique du Sud, la promotion de régimes dictatoriaux qui devait paracher l'oeuvre des différents impérialistes devait permettre à ces derniers de poursuivre leur politique de pillage des peuples de tous ces continents, afin d'assurer leur développement à venir, d'accroître leur puissance et de conserver leur place prédominante sur le marché mondial.

L'évolution du capitalisme mondial s'est traduite par le développement du capitalisme dans des pays qui jusqu'alors étaient demeurés sous-développés et sous la tutelle des différents impérialistes, jusqu'à l'étape récente où de nouveaux pays aspirent à passer de la catégorie de pays émergents à celle de pays dominants ou impérialistes, tel la Chine, l'Inde ou le Brésil... Cette concurrence accrue entre Etats capitalistes ne s'est pas traduite par l'expansion du marché mondial dans les mêmes proportions, si le gâteau à se partager n'a pas grossi aussi vite que le nombre de milliardaires en dollar à travers le monde, à défaut de pouvoir réduire les coûts de production (principalement celui de la main d'oeuvre) qui sont déjà extrêmement faibles dans les pays dominés et de réduire du même coup le marché dans ces pays-là, les capitalistes des pays dominants n'ont plus d'autre alternative pour conserver leurs parts de marché et concurrencer ces nouveaux venus sur le marché que de s'attaquer à tous les droits sociaux de leur prolétariat respectif et réduire des dizaines de millions de travailleurs au chômage, l'arme de la dette des Etats sert uniquement cet objectif.

Pendant des décennies on a fait croire aux travailleurs en Europe et aux Etats-Unis que le progrès social était le produit du miracle capitaliste, et qu'il en irait ainsi les décennies à venir, pour ne pas dire pour l'éternité, au mieux on leur a expliqué que la lutte des classes s'inscrivait dans cette perspective, pour un peu, pas à pas le capitalisme permettrait d'atteindre les objectifs du socialisme, jusqu'au jour, c'est-à-dire aujourd'hui, où l'on s'aperçoit que le capitalisme est finalement toujours miné par les mêmes contradictions, que c'est un système économique qui fonctionne toujours selon les mêmes lois internes et qu'il ne pouvait pas en être autrement puisque ses fondements sont demeurés inchangés depuis son avènement au milieu du XVIIe siècle en Grande-Bretagne.

Si le nombre de parasites millionnaires en dollar à travers le monde a été multiplié par 10 pour atteindre un chiffre insignifiant par rapport à la population mondiale, le nombre de personnes exclues du marché ou vivant dans un état de pauvreté permanent

se chiffre en milliards d'individus. Temporairement pour éviter l'effondrement du système capitaliste et lui donner un second souffle artificiellement, ils ont permis aux peuples (à ses couches solvables) de s'endetter comme jamais dans le passé, détournant plus qu'hypothéquant les profits de demain pour les jeter sur le marché de la spéculation où une bonne partie s'est volatilisée au cours des différentes crises depuis le début des années 90.

Si chaque sortie de crise s'est soldée par un nouveau développement du capitalisme, elle s'est accompagnée d'une part par la destruction massive de forces productives, par de nouvelles guerres (Irak, Afghanistan, peut-être demain entre les deux Corée), d'autre part par une offensive généralisée du capital contre les droits sociaux du prolétariat, l'augmentation de la productivité et l'amplification de l'exploitation, de la division internationale du travail... L'industrie financière, qui a pris le pouvoir au début des années 90, s'est lancée dans une course effrénée et incontrôlable au profit à court terme destabilisant successivement le secteur industriel, puis le secteur bancaire, ainsi que les Etats qu'elle est en train d'étrangler et de conduire à la banqueroute avec la complicité des différents gouvernements.

Le capitalisme a largement démontré que son existence était inconciliable avec la satisfaction des besoins et des aspirations légitimes des masses laborieuses, qu'il était responsable des souffrances sans nombre que subissent quotidiennement tous les peuples, il doit donc disparaître au plus tôt et céder la place au socialisme.

Les travailleurs devraient être instruits que sous la paix d'aujourd'hui couve la guerre de demain.

Dans un numéro récent d'*Informations ouvrières*, un travailleur faisait la remarque qu'on nous reprenait aujourd'hui tout ce qui avait été conquis ou concédé hier, il se demandait comment cela était possible. On pourrait lui répondre que c'est la faute des appareils ou des partis pourris qui se réclament du socialisme, mais je ne pense pas qu'il serait plus avancé, il vaudrait mieux lui dire que c'est parce que le combat du mouvement ouvrier au XXe siècle pour l'amélioration des conditions de travail ou d'existence du prolétariat n'a pas été subordonné au combat pour en finir avec le capitalisme et les institutions, dans la perspective du socialisme. Pourquoi ?

Tout droit ou acquis social, toute réforme progressiste à notre époque ou disons au cours des six dernières décennies, a été le produit de la lutte des classes ou d'un rapport de force entre les classes quand il était favorable à la classe ouvrière, et la perte d'un droit ou d'un acquis correspondait à une période où ce rapport de force entre les classes s'inversa, aucun acquis ne l'est définitivement et il en sera ainsi aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir.

Maintenant, on ne peut pas envisager sérieusement la lutte pour le pouvoir sans poser la question de la construction du parti qui permettra à la classe ouvrière de vaincre son ennemi de classe. C'est à cette tâche que nous devons nous ateler résolument, si nous voulons vraiment mettre fin à la barbarie capitaliste. Hier, dans une dépêche de presse on apprenait que 200.000 personnes pourraient être affectées par le choléra en Haïti, combien de dizaines et dizaines de milliers de morts en perspective à mettre encore au compte de l'impérialisme ? Insupportable !

Le POI organise un meeting international contre la guerre et l'exploitation, vendredi 17 décembre 20h, à Paris, Espace Charenton 327, rue de Charenton, Paris XIIe - Métro Porte-de-Charenton, nous appelons tous les militants à y participer, ne craignez pas d'y perdre votre *âme* si vous n'êtes pas adhérents de ce parti ! Des meetings auront également lieu en province :

— Vendredi 3 décembre : Lyon
— Mercredi 8 décembre : Lille
— Vendredi 10 décembre : Chartres
— Vendredi 10 décembre : Amiens
— Jeudi 16 décembre : Bordeaux
— Vendredi 17 décembre : Dole
— Vendredi 17 décembre : Marseille
— Samedi 8 janvier : Montchanin
— Mercredi 12 janvier : Dijon
— Jeudi 20 janvier : Rennes
— Vendredi 21 janvier : Chambéry
— Samedi 22 janvier : Le Mans

## Politique.

### 1- Karachigate, suite.

Le député PS de la Manche Bernard Cazeneuve a évoqué à l'Assemblée, lors des questions d'actualité, des éléments de l'enquête judiciaire qui montrent que Jean-Marie Boivin, ancien administrateur de Heine, a sollicité en 2006 et 2007 plusieurs ministres du gouvernement de l'époque, dont Nicolas Sarkozy.

Selon des dirigeants de la DCN interrogés chez les juges, il demandait un dédommagement pour ses anciennes activités.

Plusieurs médias disent qu'il a eu satisfaction en 2009, avec un versement de huit millions d'euros de fonds publics de l'Etat français, dans le cadre d'un accord passé sur le paradis fiscal de l'Ile de Man, sous l'égide du ministère de la Défense.

Les familles de victimes estiment que c'est le fruit d'un chantage fructueux au silence, avant l'élection présidentielle de 2007, et ont déposé plainte pour "*extorsion de fonds*".

"*Cette transaction a-t-elle eu lieu ? Si huit millions d'euros ont été versés à M. Boivin, quel était le motif de cette indemnisation ?*", a demandé Bernard Cazeneuve.

Le nouveau ministre de la Justice, Michel Mercier, a d'abord répondu: "*Les magistrats instructeurs instruisent ces dossiers librement. le gouvernement veillera à leur fournir l'ensemble des informations qui sont en sa possession*". (Reuters 23.11)

2- Le langage nauséabond de l'hystérique du Palais.

Entretien avec Claude Angeli, redacteur en chef du Canard enchaîné.

Tout le monde est surveillé. Le Monde, Mediapart, Libé, peut-être d'autres journaux. L'autre jour, le Président a piqué une colère contre Franz-Olivier Giesbert : il l'a traité de « *rat d'égout* » et de « *personnage fétide* ». Je ne sais pas si Giesbert est sur écoutes, je n'en sais rien… Mais il y a une espèce de paranoïa contre les journalistes qui se mêlent de ce dont ils doivent se mêler. (Rue89 23.11)

Camarades, franchement, est-ce que nous exagérions lorsqu'il y a quatre ans nous présentions Sarkozy comme le détonateur qui pouvait tout faire péter ? Et quand on pense qu'il y en a encore pour lui donner du "*monsieur le président de la République*" par ci, du " *président Nicolas Sarkozy*" par là... Il en a la taille, mais il n'arrive même pas à la hauteur de Thiers, à croire que les égouts sont plus profonds à Neuilly qu'à Versailles !

3- L'UMP craque de partout.

Pas de groupe, mais un mouvement. Le sénateur UMP et ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin annonce ce mardi qu'il crée avec « *une trentaine de sénateurs* » son propre mouvement, « *République et territoires* », au sein du groupe UMP du Sénat. Ce matin, il a même été reçu à l'Elysée par Nicolas Sarkozy avec 25 élus de la Haute assemblée.

Il officialise ce qui existait déjà en partie : tous les mercredi matin, ses soutiens se retrouvaient au Sénat autour de lui. L'éventualité de créer un groupe différent de celui de l'UMP avait même été évoquée. Finalement, il n'en n'est rien. Certains, à l'UMP, glissent que tous ses soutiens ne l'auraient pas suivi dans l'aventure.

« *Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du cercle de sénateurs qui se réunit chaque semaine depuis deux ans et a exprimé à diverses reprises sa différence tant en ce qui concerne la réforme de la taxe professionnelle que les politiques relatives à l'emploi, la santé ou les territoires* », précise le sénateur de la Vienne dans un communiqué, où il rappelle sa « *loyauté à Sarkozy* » mais aussi sa « *liberté de vote* ». « *Les valeurs portées par ces sénateurs sont celles de l'humanisme social et libéral* », ajoute Jean-Pierre Raffarin.

« *Il n'y a pas de volonté de scission. On reste à l'UMP* », précisait ce matin le sénateur. A l'UMP, mais avec un mouvement interne. Manière de peser un peu plus et de faire entendre, pour Jean-Pierre Raffarin, sa propre voix au sein de la majorité. (Publicsénat.fr 23.11)

4- Quand on manque de cran...

Une épine de moins dans le pied de Brice Hortefeux. La plainte pour «*incitation à la haine raciale*» contre le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur qui avait rédigé la circulaire sur les Roms a été retirée, a annoncé ce mardi le président du Cran (Conseil représentatif des associations noires).

Sur lepost.fr, Patrick Lozès explique avoir obtenu d'une part des regrets de Michel Bart, d'autre part l'engagement du ministre Brice Hortefeux de relancer la politique de lutte contre le racisme. Le Cran a ainsi renoncé aux poursuites lors de l'audience, ce mardi, devant le tribunal de Paris.

Michel Bart, énarque et ancien préfet de Basse-Normandie, est le signataire de la circulaire du 5 août dernier sur le démantèlement des camps illégaux de gens du voyage. La missive demandait aux préfets de faire de l'évacuation et de l'expulsion de Roms une «*priorité*», selon des «*objectifs précis*» fixés par le président de la République. Ce texte jugé «*discriminatoire*» avait provoqué un véritable tollé en France et à l'étranger. (20minutes.fr 23.11)

Le Cran doit faire partie de ces associations financées par le Château, on comprend, on comprend...

5- Ils le martèlent... en vain !

Pierre Moscovici (PS) entretient avec le Point, extrait :

Question : Qu'avez-vous retenu du passage à Paris de Dominique Strauss-Kahn la semaine dernière ?

Réponse : J'ai retenu un message : Dominique Strauss-Kahn est de gauche et ne se laissera pas enfermer dans une image droitière. (Lepoint.fr 23.11)

Strauss-Kahn de gauche, ils sont les seuls au PS à encore oser le dire ! Y croire, il ne faudrait pas pousser le bouchon trop loin, car ils savent très bien tous autant qu'ils sont, qu'ils ne sont pas plus de gauche que lui.

6- Utopie.

"*Pour parler de la révolution, on ne va pas prendre les armes, on ne va pas aller tuer des gens. Il y a une chose très simple à faire. Le système est bâti sur le pouvoir des banques. Donc il peut être détruit par les banques. S'il y a 20 millions de gens qui retirent leur argent, le système s'écroule*", avait ainsi lancé dans un entretien au journal régional Presse Océan celui que les supporters de Manchester United avaient élu "*Joueur du siècle*".

Le clip, sous-titré en plusieurs langues, a été visionné par plusieurs dizaines de milliers de personnes, faisant ainsi écho aux propos du parrain d'une campagne de la fondation Abbé Pierre sur le "*mal-logement*" en France : "*Au lieu d'aller dans les rues faire des kilomètres pour manifester, tu vas à la banque de ton village et tu retires ton argent. Trois, dix millions de gens, et là il y a une vraie menace. Le système s'écroule : pas d'arme, pas de sang, rien du tout. A la Spaggiari.*"

Si nous n'en sommes pas encore là, force est de constater que l'idée séduit. Sur une page du réseau social Facebook, il ne sont pas moins de 12 000 à se dire prêts à participer à l'évènement nommé "*Révolution ! Le 7 décembre, on va tous retirer notre argent des banques*". (http://www.metrofrance.com 23.11)

## Social.

1- Journée du 23.

La préfecture a compté 3.200 manifestants dans le cortège parisien composé, comme ailleurs en province, de militants syndicaux plutôt que d'étudiants et lycéens.

Selon les sources, les manifestants étaient entre 1.500 et 6.000 à Bordeaux, 2.500 à 10.500 à Toulouse, 3.500 à 7.000 à Lyon et environ 2.000 à Marseille selon la CGT.

Les rares préavis de grève ont été peu suivis : de source ministérielle, le taux de grévistes était d'environ 1% dans la fonction publique comme dans l'éducation nationale.

"*Nous sommes dans une séquence particulière, il y a eu énormément de monde de mobilisé, il n'est pas aberrant et surprenant qu'il y ait besoin de reprendre de la respiration*", a dit Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT.

En parallèle, le nouveau ministre du Travail, Xavier Bertrand, reçoit à sa demande les dirigeants syndicaux, dont Bernard Thibault mercredi.

"*Je n'y vais pas avec un registre de revendications, dans la mesure où nous avons à faire face à un gouvernement qui se fout comme de l'an 40 des revendications syndicales*", a dit le dirigeant de la CGT à veille de l'entrevue rue de Grenelle.

"*Nous allons maintenant poser toutes les questions qui ont émergé autour des retraites : emploi, salaires, conditions de travail, justice sociale, service public*", a dit Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

"*Aujourd'hui, on est en train de bâtir un socle. C'est le début d'une nouvelle démarche*", a-t-elle ajouté.

Le fondateur du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a répété sa demande à François Fillon de déposer la loi rendant possible un référendum d'initiative populaire sur le sujet : "*La bataille ne finira pas tant qu'on n'aura pas épuisé tous les moyens à*

*notre disposition*", a-t-il dit à Reuters.

Pour Olivier Besancenot, "*les braises brûlent encore, c'est un piqûre de rappel qu'on est venu faire aujourd'hui*".

"*La mobilisation sociale pourrait parfaitement rebondir, que ce soit sur les retraites, sur les salaires, sur les emplois, sur tous les autres dossiers, comme la dépendance, que le gouvernement a décidé de mettre sur la table*", a estimé le porte-parole du NPA. (Reuters 23.11)

Plus cynique que Thibault tu meurs : démission, dehors !

Ta "*piqûre*" de rappel : on achève bien les chevaux !

2- Mouvement social du personnels pénitentiaire.

Les syndicats des personnels pénitentiaires CGT, CFDT, FO et FSU appellent les surveillants de prison à des actions reconductibles à partir de mercredi pour exiger des créations de postes, une revalorisation des salaires, et l'arrêt des fermetures d'établissements "sans concertation préalable". (AP 23.11)

3- Suppression d'emplois chez Thales

Thales devrait annoncer mercredi la suppression de 1.100 à 1.500 postes lors d'un comité de groupe, selon des informations publiées mardi par le site Internet de Challenges qui cite des sources syndicales anonymes.

Des suppressions qui représenteraient environ 1,7% à 2,3% des effectifs de Thales. (20minutes.fr 23.11)

4- On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Une écrasante majorité des banquiers et traders français (89%) s'attendent à recevoir un bonus cette année et une moitié d'entre eux anticipe même une hausse de cette prime par rapport à 2009, selon une étude du site spécialisé eFinancialcareers.fr publiée mardi.

Près de la moitié des financiers français (48%) pensent que leur prime sera plus élevée que l'an dernier, dont quasiment un tiers (14%) qui disent s'attendre à un bond de 50%.Ils sont 29% à la prévoir stable, tandis que 12% l'attendent en baisse.

Les salaires des traders et des banquiers comprennent une part de rémunération fixe et une part variable (bonus, primes et stocks-options) très importante liée aux gains générés individuellement et à la rentabilité de l'institution. (20minutes.fr 23.11)

5- Sénat contre gouvernement, nouvel épisode de la crise du régime.

Les Echos rapportent que la commission des Finances du Sénat a voté la semaine dernière un amendement rabotant de 10 % la prime pour l'emploi (PPE) sur proposition des sénateurs UMP.

Selon le quotidien économique, cette baisse de 10 % sur l'ensemble des taux de la PPE abaisserait le montant maximum de la prime de 960 euros à 864 euros, pour réaliser 300 millions d'économies. Le rapporteur général, Philippe Marini (UMP) a jugé vendredi cet amendement « *excellent* ». Il a toutefois peu de chances d'être voté en séance, le gouvernement ayant exclu de s'attaquer à la PPE.

Idem pour un amendement voté par la même commission des Finances, visant à ôter pas moins de 600 des 700 millions d'euros du fonds qui finance le RSA. Les sénateurs UMP ont souhaité ponctionner ce fonds excédentaire, mais l'éxécutif devrait là encore s'y opposer indiquent Les Echos. (20minutes.fr 23.11)

6- Manipulation. Les chiffres bidons de Sarkozy et Hortefeux.

Selon une étude de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) parue mardi, 4,7 millions de Français ont été victimes de vols ou de tentatives de vol en 2009. C'est trois fois plus que les chiffres officiels. (Lepoint.fr 23.11)

## Economie.

1- Irlande.

### 1.1- Démission, maintenant !

A la crise financière s'ajoute désormais une crise politique en Irlande, où le Premier ministre Brian Cowen est confronté à une rébellion dans ses propres rangs. Il a annoncé des élections pour le début de l'année prochaine, après l'adoption prévue du budget d'austérité pour 2011 qui permettra le déblocage du plan de sauvetage de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Le gouvernement doit présenter dès mercredi un programme de coupes claires et de hausses d'impôts destiné à réduire le déficit de 15 milliards d'euros entre 2011 et 2014, en contrepartie de l'aide internationale, qui pourrait s'élever à 100 milliards d'euros.

Sans cet argent, l'Irlande, qui croule sous le poids du sauvetage de ses banques après en avoir déjà nationalisé trois, risque la faillite l'an prochain. Son déficit cette année représente 32% de son produit intérieur brut (PIB), ce qui en fait le plus élevé d'Europe depuis la Deuxième guerre mondiale. (AP 23.11)

Brian Cowen et son gouvernement n'ont aucune légitimité pour adopter et imposer un nouveau plan d'austérité à la classe ouvrière, ils doivent démission maintenant.

### 1.2- Les prédateurs font du chantage.

Google, IBM, Microsoft, Dell, Bank of America, Intel, le secteur de la pharmacie et de la chimie: de nombreuses entreprises étrangères ont posé leurs valises en Irlande ces dernières années.

«*Au début des années 80, l'Irlande a divisé par quatre son taux d'imposition. Il est aujourd'hui à 12,5% contre 25,7% en moyenne dans la zone euro et 34% en France*», explique à 20minutes.fr Jacques Le Cacheux, économiste à l'OFCE.

«*La loi irlandaise permet en outre de déclarer ses profits dans l'île même si l'entreprise n'a qu'une activité minimale sur le territoire. Cela permet à l'Irlande d'être un petit paradis fiscal en Europe*», analyse-t-il.

Une stratégie payante puisque les entreprises étrangères emploient plus de 100.000 personnes sur l'île, soit quasiment 7% de la population active. Ces multinationales réalisent 70% des investissements en recherche et développement et 70% des exportations.

L'Irlande craint donc de voir ce moteur de la croissance quitter le pays en cas de hausse de la fiscalité. Dans une lettre adressée ce week-end au gouvernement, plusieurs sociétés américaines évoquent ainsi une possible délocalisation vers des contrées fiscales plus hospitalières. (20minutes.fr 23.11)

### 2- Argentine. Fin d'une illusion.

Le Fonds monétaire international a annoncé mardi 23 novembre que l'Argentine lui avait demandé une aide technique pour son indice d'inflation et qu'il allait envoyer à Buenos Aires sa première mission depuis 2006. (Lemonde.fr 23.11)

---

### Le 25 novembre

Quelques réflexions lucides et mesurées d'internautes qui nous ressemblent

1- (En Irlande) "Le salaire horaire minimum sera abaissé de 8,65 à 7,65 euros. Si j'ai bien calculé,cela représente une baisse de 11,56% sur le salaire pour les personnes qui ont déjà le revenu le plus bas. De combien va-t-on diminuer les salaires plus élevés ??? Apparemment pas d'un seul centime! ! ! Et les bénéfices des banques ? Et les profits du capital ? Ce sont encore les plus démunis qui vont payer alors que ce ne sont pas eux les responsables !"

Lisez ma causerie d'hier ou plus loin ce qu'a dit hier Fillon à l'Assemblée nationale pour comprendre pourquoi tous les gouvernement en Europe conduisent la même politique : tout pour le capital.

2- "Ce qui se passe actuellement dans le monde est à vomir. Alors que les riches n'ont jamais été aussi riches, ce sont les pauvres et les classes moyennes qui payent. C'est vrai aux US, c'est vrai en Angleterre, c'est vrai en Grèce, c'est vrai en France... et maintenant c'est vrai en Irlande. Nos gouvernants nous prennent pour des cons. Le système capitaliste neo-liberal est entrain de nous exploser à la gueule. Tout est entrain de se mettre en ordre pour une bonne révolte, pour ne pas dire plus."

Ce n'est pas un gros mot, la situation est grosse d'une révolution à des degrés divers dans chaque pays en Europe.

3- "Bien oui, les banquiers ont menti. Les trous sont des abysses. Les préteurs veulent récupérer leur argent et les intérets des prets qu'ils ont consentis. Mais les intérets ont servis à faire d'autres prets... On commence seulement à s'apercevoir qu'on nous paie avec de l'argent virtuel. Il faut de l'argent : du vrai... Ce sera bientot notre tour. Le problème, c'est que les vrais fautifs ne sont pas inquiètés."

Le capitalisme dominé par l'industrie financière a vécu ou plutôt survit à crédit dans des proportions gigantesques pour tenter de masquer et contourner ses contradictions internes, etc., en vain, il arrive forcément un moment où il faut passer à la caisse, et de son point de vue ce sont les classes dominées qui doivent payer l'addition, la petite-bourgeoisie et le prolétariat en premier lieu.

Vous n'avez l'impression qu'une idée rampante fait son chemin lentement mais sûrement ?

Si finalement pour eux, la seule solution c'est de réduire la dette, pour nous, la seule solution c'est la révolution !

Qui l'aurait cru, cela sonne comme un slogan, si des gens que l'on ne peut pas vraiment soupçonner d'être de furieux révoltés ou des gauchistes y pensent, c'est peut-être que quelque part cela commence à correspondre à une aspiration, faire table rase de ce vieux monde pourri par la force, à force de tout tenter en vain sur le plan politique et d'observer que la situation sociale ne cesse de se dégrader, cette idée va bien finir par germer et s'enraciner dans la tête du prolétariat et une partie de la petite-bourgeoisie qui ne se reconnait plus dans le capitalisme.

Dès lors une question se pose à nos dirigeants : doivent-ils indiquer au prolétariat que c'est le seul moyen pour se débarasser des institutons, exproprier les capitalistes, prendre le pouvoir pour enfin pouvoir satisfaire tous nos besoins et aspirations, et qu'il faut s'organiser, contruire le parti dans cette perspective ? Seront-ils encore les derniers, à la traîne des masses, à promouvoir la révolution prolétarienne et socialistes, c'est la question légitime que tout militant est en droit de se poser. Leur constat, leurs observations, quelle valeur ont-ils, à quoi servent-ils s'ils ne sont pas capables d'indiquer à la classe ouvrière par quelle méthode elle vaincra ? C'est la question que nous leur posons.

Qu'attendez-vous, les masses sont en train de se dresser en Irlande, en Grande-Bretagne, au Portugal, en Espagne, en Grèce, en Italie et en France contre le pouvoir en place et les institutions nationales et internationales du capital, qu'attendez-vous pour leur indiquer la marche à suivre, qu'il soit trop tard ? Ce ne serait pas encore le moment, en fait ce ne serait jamais le moment... Peut-on espérer que nos dirigeants sortent enfin de la torpeur qui les habitent depuis la main mise du stalinisme sur le mouvement ouvrier puis la disparition de l'URSS et qu'ils se situent enfin sur le programme de la révolution socialiste mondiale ? Faudrait-il laisser la voie libre aux anarchistes et aux gauchistes qui provoquent le régime pour que finalement il organise et justifie la répression contre le mouvement ouvrier, dresse une parti de la classe contre une autre, n'avons-nous pas déjà suffisamment d'obstacles à abattre sur le chemin qui mène au socialisme ?

Les banquiers et assureurs engraissent (à crédit) avec l'argent de leurs clients (450 milliards d'euros environ en France) et celui que leur accordent généreusement les banques centrales, les marchés spéculent (à crédit) avec l'argent qui ne leur appartient pas ou qui n'existent pas, les capitaines d'industrie vivent à découvert et sont couverts de dettes, ils vivent donc à crédit eux aussi, les recettes des Etats sont inférieures à leurs dépenses et s'endettent auprès des marchés, bref, tout ce beau monde n'existe et ne survie que grâce au pouvoir politique qu'il détienne et qui leur permet en toute légalité de s'accaparer la majeur partie des richesses produites par les travailleurs, et comme cela ne leur suffit pas ou plus, il faut en plus qu'ils hypothèquent les richesses qui seront produites par les générations à venir.

C'est cette légalité, cette république du Fouquet's, cette démocratie du CAC40 qui ne profite qu'à l'infime minorité de la classe dominante qui détient tout le pouvoir, que la révolution brisera en socialisant les banques et les compagnies d'assurance, en expropriant les grands propriétaires et les actionnaites, en fermant la Bourse, une fois liquidé de fond en comble l'appareil de l'Etat capitaliste, son appareil bureaucratique, policier, judiciaire et militaire, telle sera la tâche de la révolution socialiste et de l'Etat ouvrier qui se construira sur ses cendres.

De l'audace camarades, après avoir titrer que le gouvernement Fillon bis était un "*gouvernement de combat*", Le Figaro titrait hier après son intervention à l'Assemblée nationale, "*un discours de combat*", ce qui signifie que le capital est bien en guerre ouverte contre la classe ouvrière et qu'il est bien décidé à la mener à son terme.

De deux choses l'une, soit on continue à tergiverser et à faire croire aux travailleurs que tout serait possible en régime capitaliste, ce qui ne peut que contribuer à faire naître ou nourrir dans leur cerveau des illusions dans le capitalisme, car après tout, si tout est possible en régime capitaliste mais que dans les faits tel n'est pas le cas, ce n'est peut-être pas le régime capitaliste qui est en cause mais ses représentants, ses dirigeants politiques, il suffirait alors de changer de gouvernement ou de promulguer quelques lois pour que la situation s'améliore, soit on leur explique que si tout était possible en régime capitaliste cela fait longtemps que cela se saurait et qu'il aurait permis d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté en France et partout dans le monde. Or, c'est à exactement l'inverse que nous assistons quotidiennement et qui est la vérité, c'est parce que le profit et l'accumulation du capital (basée sur la propriété privée des moyens de production) est à la fois la seule raison d'être et le seul objectif du système capitaliste, qu'il conduit infailliblement à des crises de plus en plus gigantesques et dévastatrices pour tous

les peuples, à une paupérisation croissante de la population et à la guerre, d'où la nécessité de le faire disparaître.

Il serait possible immédiatement à la fois d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, et de satisfaire la totalité des besoins de la population à partir du moment où la production serait organisée non plus dans le seul objectif d'augmenter le profit d'une minorité de capitalistes, mais en fonction des besoins de la population, ce qu'on appelle encore le socialisme. Pour y parvenir, notre premier objectif doit consister à retirer le pouvoir politique des mains des capitalistes, pouvoir politique concentré au niveau de l'Etat et des institutions, puisque c'est pas ce moyen qu'ils peuvent légalement s'accaparer les richesses produites par les travailleurs, voler le fruit de notre travail.

L'Etat et les institutions, le pouvoir politique étant détenu par des partis politiques au service de la classe qui détient le pouvoir, le pouvoir économique, la classe des capitalistes, pour que le prolétarait parvienne au pouvoir et construise un nouvel Etat, un Etat ouvrier socialiste, il lui faudra renverser les institutions en place et détruire l'Etat qui ont été conçus pour représenter et défendre les intérêts de la classe des capitalistes, mais pour y parvenir il faut impérativement que la classe ouvrière soit organisée, il faut qu'elle dispose d'un parti révolutionnaire qui incarne et défende ses intérêts, qui la guide au cours de son combat, un parti révolutionnaire qui combatte les partis du capital et leurs supplétifs dits de gauche qui sont en réalité ses alliés, qui combatte consciemment pour atteindre cet objectif, étant entendu que sans ce parti elle ne pourra jamais vaincre, et le fait qu'il n'existe pas ou qu'il ne soit pas encore construit permet de comprendre pourquoi le capitalisme est parvenu à survivre à toutes les crises depuis 40 ans. (A suivre)

## Politique.

### 1- Fillon : entre mépris et provocation.

"*Contre vents et marées, dans le calme et la tempête, contre les conservatismes et pour vaincre les peurs, l'élan de la réforme est intact*" a dit François Fillon mercredi lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale.

«*Tous ces efforts sont concentrés autour d'un choix politique que nous assumons, le choix de la vertu budgétaire*», a-t-il martelé, indiquant qu'il ne sera pas question de dépenser davantage pour la relance.

La crise n'est pas finie. "*L'Europe est menacée de stagnation*" et la crise du surendettement, illustrée par les difficultés de l'Irlande, n'y est pas encore jugulée, a-t-il averti.

Chine, Inde et Brésil avancent à marche forcée et "*ce sont des continents entiers qui se dressent et nous défient*", a-t-il poursuivi. "*Dans ce contexte, notre but c'est la maîtrise de notre souveraineté (...) La liberté face à une compétition qui dépossède de leur destin les pays insouciants.*"

(L'air de rien, il vient de résumer la situation et l'orientation du capitalisme mondiale, ainsi que la situation du capitalisme français - Note du site)

Pas question, donc, de laisser filer les déficits en engageant de nouvelles dépenses publiques pour relancer la croissance, a dit François Fillon, qui propose en revanche de réorienter l'épargne vers l'investissement à long terme.

Dans un signal adressé à la Commission européenne et aux partenaires européens de la France, qui gardent celle-ci sous surveillance, il a également réactivé l'idée de l'inscription dans la Constitution de principes garantissant la maîtrise des finances publiques, un peu à l'image de l'Allemagne.

(Tiens donc, la Constitution, il y a une Constitution en France, ah oui j'oubliais, ils sont les seuls à ne pas l'ignorer ! - Note du site)

Il a ainsi fait de l'emploi une priorité de l'action de son gouvernement d'ici l'élection présidentielle de 2012 et promis le doublement de la formation en alternance pour les jeunes - ils sont actuellement 600.000 concernés.

(De la main d'oeuvre gratuite supplémentaire pour les patrons - Note du site)

Il a confirmé le lancement en 2011 d'une consultation nationale sur une cinquième branche de la Sécurité sociale pour financer l'aide aux personnes âgées dépendantes - une dépendance dont il a évalué le coût à 22 milliards d'euros par an dans un premier temps, 30 milliards plus tard.

(Un cadeau pour le frère de Sarkozy notamment - Note du site)

"*Renoncer, douter, serait se parjurer devant l'Histoire*", a-t-il lancé à ses propres troupes. "*Ce serait laisser le terrain libre à tous ceux qui avancent des idées fausses et des fausses pistes, ces mirages désastreux que sont le partage du travail, la retraite le plus*

*tôt possible, l'endettement sans fin, la diabolisation du capital, le protectionnisme*." (Reuters et 20minutes.fr 24.11)

(C'est le parti du capital qui est au pouvoir, voilà ce qu'il a tenu à rappeler. Un propos choquant ? Non, normal dans sa bouche qui pue la haine du prolétariat ! - Note du site)

### 2- Les méthodes d'un Etat policier.

Amine Benalia-Brouch, l'ex-militant UMP raillé en 2009 par Brice Hortefeux, raconte, un an après avoir défendu le ministre de l'Intérieur, comment des dirigeants du parti lui ont demandé de mentir pour le protéger.

Dans un livre à paraître et dans Le Parisien paru mercredi, le jeune homme d'origine maghrébine, qui avait assuré dans un premier temps que les propos de Brice Hortefeux n'étaient pas insultants, revient complètement sur sa position.

Selon lui, c'est un proche de Brice Hortefeux, le député Edouard Courtial - secrétaire national aux fédérations UMP -, qui lui a demandé de la tourner et a validé le texte.

"*Il faut que les gens t'entendent et te voient dédouaner le ministre*", aurait-il dit au jeune militant.

De même, il accuse une responsable de la fédération UMP des Landes de lui avoir dicté un texte à communiquer aux médias.

Plus tard, le ministre l'a reçu deux fois, raconte-t-il, pour s'enquérir de sa situation, lui disant notamment qu'il allait l'aider à trouver un emploi.

"*Vous avez bien fait de parler des Auvergnats, je n'y aurais pas pensé*", lui aurait dit Brice Hortefeux. Le ministre a affirmé, avant que la polémique ne s'éteigne, que le "*prototype*" dont il parlait était celui des Auvergnats.

Un mois avant son procès pour injure raciale, le ministre lui aurait également dit : "*Vous savez, là où il y a justice, il y a danger.*" (Reuters 24.11)

Chaque fois que j'ai porté plainte au commissariat de mon district (en Inde) et que j'ai élevé le ton car on ne voulait pas m'écouter, pour faire valoir mes droits, les flics m'ont rappelé mon statut d'immigré en me faisant comprendre qu'en insistant un peu plus j'encourrais le risque d'une expulsion.

### 3- Ce sera Strauss-Kahn ou son clone en jupon... pour mieux faire passer Sarkozy.

Martine Aubry a assuré mercredi que le pacte de non-agression tenait bon entre elle, Dominique Strauss-Kahn et Ségolène Royal et qu'ils décideraient ensemble d'une seule candidature à la primaire présidentielle. (Reuters 24.11)

## Social.

### 1- France.

#### 1.1-Les salaires sont bloqués.

Six Français sur dix n'ont pas vu leurs revenus augmenter depuis 2 ans. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par l'institut BVA via Internet, publié mercredi par le mensuel L'Expansion. Plus de 40% des personnes interrogées affirment même n'avoir eu aucune augmentation depuis plus de 5 ans. (20minutes.fr 24.11)

#### 1.2- 3 milliards d'euros d'aide de l'Etat... pour financer la suppression de plus de 7.000 emplois sur 6 ans.

Le projet de Renault de proposer un départ anticipé à la retraite à 58 ans au titre de la pénibilité, qui concerne environ 3.000 salariés sur trois ans.

Entièrement financé par Renault, qui refuse de communiquer sur son coût, ce dispositif, applicable de 2011 à 2013, est ouvert à 3 000 salariés de 58 ans et plus présentant une "*incapacité permanente*" d'au moins 10 % ou quinze années de travail à la chaîne. Ces salariés toucheront alors 75 % de leur salaire net, jusqu'au jour où ils pourront faire valoir leurs droits à la retraite.

Renault a supprimé 4.400 postes sur ses sites français en 2008 et 2009. L'entreprise compte environ 55.000 salariés en France et 121.000 dans le monde en incluant Dacia.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a exprimé sa crainte devant ce qui apparaît selon lui comme "*un outil de dégraissage des effectifs*". François Chérèque (CFDT) soulignait lui une question plus large, celle de la réforme des retraites : ce plan montre qu'il "*faut revoir la réforme. On voit bien que les grandes entreprises, en particulier du CAC 40, ne veulent pas garder les seniors*".

"*Quel syndicat pourrait dire qu'il n'est pas satisfait ? s'interroge Dominique Chavin, de la CFE-CGC. Les salariés qui partent sont gagnants. (...) On pense même que cela va faire des frustrés, car tout le monde ne pourra pas partir.*"

Dans un contexte de crise économique, la décision de Renault illustre la délicate question de l'emploi des seniors. "*Avec un chômage de masse, on s'aperçoit que faire travailler les seniors plus longtemps, c'est un vœu pieux,*" avance Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision à l'OFCE. Pour l'économiste, le dispositif du constructeur automobile apparaît comme une forme de plan social moins coûteux : indemniser des salariés près de la retraite, "*c'est moins cher qu'un plan social avec le paiement de reclassement, d'indemnités et de formation, sans parler des tensions sociales*".

Alors que le prêt de 3 milliards d'euros de l'Etat à Renault était conditionné à l'absence de licenciements et après avoir joué à la marge sur les emplois intérimaires, les décisions du groupe sur l'emploi sont structurelles. "*Cela ne veut pas dire que Renault va arrêter d'embaucher, mais cela signifie très clairement que l'emploi n'est pas porteur*", estime Xavier Timbeau. "*On voit bien que les seniors ont du mal à rester dans l'emploi : ils sont perçus comme peu productifs dans les entreprises qui veulent s'en séparer.*" (Lemonde.fr et Reuters 24.11)

Les travailleurs de chez Renault vont se déchirer entre ceux qui sont favorables à la proposition de la direction et ceux qui privilégient les emplois, on ne peut pas leur en vouloir, leur état d'esprit est le produit de la politique de subordination au capital menée par les syndicats au cours des 65 dernières années.

Si vous dites que vous êtes favorables au départ en pre-retraite de ces 4.000 ouvriers à conditions seulement que Renault embauche 4.000 jeunes ou chômeurs, ceux qui ceux concernés par cette mesure ne vont pas comprendre. Voilà où mène la politique de collaboration de classes, toujours à la même chose : dresser (diviser) les ouvriers les uns contre les autres pendant que le patron ou les actionnaires comptent les points, au lieu de les dresser dans l'unité contre la direction de Renault.

### 1.3- La révolte de policiers, un régime à bout de souffle.

Explosion du nombre de gardes à vue, suicides, petits arrangements avec les statistiques de l'insécurité, etc., le FPC, un collectif de policiers qui réunit officiers et gardiens de la paix, a mis en ligne trois vidéos sur le site de partage de vidéos en ligne YouTube pour contester le discours officiel. À l'aide d'exemples concrets, ils remettent en cause la course aux chiffres, "*les interpellations à tour de bras*" ou encore le harcèlement des automobilistes en vue de les verbaliser "*alors qu'auparavant, une petite remontrance suffisait*".

Le ministère de l'Intérieur s'inquiète du nombre croissant de policiers qui s'affranchissent du devoir de réserve. Sont également pointées par la DGPN les inscriptions croissantes de policiers sur les réseaux sociaux. (Lepoint.fr 24.11)

### 2- Portugal.

Ce mercredi, le mouvement organisé de longue date par les deux principaux syndicats a été massivement suivi. Un événement au Portugal puisque les deux principales centrales syndicales CGTP et UGT sont unies pour la première fois depuis 1988. «*C'est la plus grande grève qui ait jamais eu lieu, plus importante que celle de 1988*», année de la dernière grève générale unitaire du pays, a ainsi déclaré Joao Proença, secrétaire général de la centrale UGT, lors d'une conférence de presse.

La mobilisation a provoqué la paralysie quasi-totale des transports publics, alors que tous les vols commerciaux au départ comme à l'arrivée au Portugal étaient annulés. A Lisbonne, le réseau du métro était totalement fermé, et seul un bus sur 4 était en circulation à la mi-journée. Le transport fluvial entre les deux rives du Tage était également interrompu, et la compagnie publique des chemins de fer a annoncé la suppression de 75% des trains. A Porto, seule une ligne de métro sur 6 était en service. (JDF 24.11)

Sous la pression des marchés financiers, le gouvernement a adopté un budget 2011 de rigueur, le plus sévère en quinze ans. Hausse de la TVA de deux points à 23%, baisse de 5% à 10% des salaires des fonctionnaires à partir de 1500 euros brut mensuel, gel des retraites, suppression des allocations familiales pour les salaires supérieurs à 600 euros, remise en cause des déductions fiscales sur les dépenses de santé, d'éducation ou de logement... figurent au programme.

Avec un objectif affiché de ramener le déficit de 7,3% cette année à 4,6% en 2011, le Portugal signe l'un des budgets les plus austères d'Europe, après la Grèce, l'Espagne et l'Irlande. Mais cette cure d'austérité devrait peser sur le pouvoir d'achat dans un pays où le salaire moyen est inférieur à 800 euros. Le risque est ainsi de retomber en récession: les prévisions visent au mieux une stagnation en 2011.

3- Grande-Bretagne.

Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté mercredi 24 novembre à Londres et dans le reste de la Grande-Bretagne contre la hausse des droits d'inscription à l'université.

"*On va faire tout ce qu'on peut pour arrêter ça. L'austérité veut dire évidemment plus d'inégalités sociales*", a expliqué un étudiant de 23 ans, inscrit en allemand au King's College de Londres. "*Nous sommes ici pour montrer au gouvernement comment ça se passe quand on est en colère*", a déclaré un autre étudiant masqué, après qu'il eut grimpé jusqu'aux fenêtres du Foreign Office. "*Je veux aller à l'université, je veux faire quelque chose de ma vie, mais ces coupes vont rendre cela presque impossible. Ma mère vit des allocs et a déjà du mal à joindre les deux bouts*", a témoigné une collégienne de 15 ans, en uniforme noir et chemise blanche, qui a manqué les cours de son établissement avec deux amis pour venir manifester.

En tout, ce sont quelque 10 000 étudiants qui ont manifesté sur plusieurs sites londoniens, tandis que les autres villes universitaires du pays ont vu des défilés allant de quelques centaines à 3 000 personnes réunies contre les hausses des frais d'inscription à l'université et le Parti libéral-démocrate du vice-premier ministre, Nick Clegg. Le parti et ses dirigeants sont devenus la cible de la colère des étudiants pour avoir renié leur promesse de campagne électorale de combattre toute augmentation.

Nick Clegg a déclaré à la BBC "*regretter énormément*" d'avoir trahi une de ses promesses électorales, qui était de s'opposer à une trop forte hausse des droits universitaires. Il a ajouté avoir appris à ne pas s'émouvoir outre mesure face aux manifestations estudiantines. (Lemonde.fr et Reuters 24.11)

4- Italie.

A Rome, des échauffourées ont marqué de nouvelles manifestations contre la réforme des universités voulue par le gouvernement Berlusconi. Un groupe de protestataires a notamment tenté d'envahir le Sénat, réussissant à franchir les barrières de sécurité entourant le Palazzo Madama (siège de la chambre haute), avant d'être repoussés par les forces de l'ordre au terme de nombreux accrochages. Les étudiants ont ensuite essayé de forcer un cordon de sécurité lors d'un sit-in devant la chambre des députés, où se déroulait l'examen de la réforme de l'université proposée par la ministre de l'éducation, Mariastella Gelmini .

Les manifestants ont lancé des œufs et des fumigènes vers l'entrée de la chambre haute, aux cris de "*Démissions, démissions !*"

Un autre rassemblement d'étudiants, dans le centre de Rome, s'est terminé par des affrontements avec la police, d'où plusieurs contestataires sont ressortis légèrement blessés. Selon le quotidien La Repubblica, plusieurs d'entre eux se sont également retrouvés devant le Palazzo Grazioli, la résidence de Silvio Berlusconi, l'appelant à quitter son poste.

"*Non aux coupes*", "*Rendez-nous notre avenir*", affichaient les banderoles des étudiants, alors que le texte doit être voté jeudi. La réforme de l'université prévoit notamment la fusion des établissements les plus petits, l'entrée dans les conseils d'administration d'experts externes au monde académique, et réduit le mandat des recteurs. Ses détracteurs estiment qu'elle vise surtout à faire des économies, par exemple via le non-renouvellement des contrats à durée déterminée de dizaines de milliers de chercheurs. (Lemonde.fr 24.11)

5- Irlande.

Suite au plan de rigueur draconien dévoilé mercredi des "*désordres sociaux*" sont à prévoir, a estimé Eamon Devoy, un responsable du TEEU, un des principaux syndicats du pays, qui appellent à une manifestation massive samedi. (Lemonde.fr 24.11)

## Economie.

L'Irlande a dévoilé, mercredi 24 novembre, un plan de rigueur draconien qui vise à dégager 15 milliards d'euros d'ici à 2014.

Selon un document remis à la presse, le plan sur quatre ans prévoit 10 milliards d'euros d'économies budgétaires et 5 milliards de revenus supplémentaires, générés par des hausses d'impôts. 40 % du plan, soit 6 milliards d'euros, doivent être réalisés dès l'année prochaine.

Parmi les économies prévues, les dépenses sociales baisseront de 2,8 milliards d'euros d'ici à 2014. Ainsi, les allocations familiales seront réduites de 10 % tandis que l'âge de départ à la retraite sera porté à 66 ans en 2014, 67 en 2021 et 68 ans en 2028. Parallèlement, 24 750 emplois publics seront supprimés, pour revenir au niveau de 2005. Le salaire horaire minimum sera abaissé de 8,65 à 7,65 euros. Enfin, 3 milliards d'euros seront économisés sur les dépenses de santé, d'éducation ou pour l'agriculture.

Du côté des revenus supplémentaires, le taux de TVA doit augmenter de 21 % à 22 % en 2013, puis à 23 % en 2014, dans le but

de lever 620 millions d'euros. Un nouvel impôt sur la consommation d'eau sera créé, tandis que les frais de scolarité des étudiants seront relevés. En revanche, l'Irlande laissera inchangé son taux d'imposition sur les sociétés à 12,5 %, l'un des plus faibles d'Europe la moyenne dans la zone euro est de 25,7 %. '*C'est une pierre angulaire de notre politique économique tournée sur la libre entreprise*', affirme le document remis à la presse. (Lemonde.fr 24.11)

---

Le 26 novembre

Notre conception de la lutte de classe ne peut pas être calquée sur celle du passé, c'est mon intime conviction. On ne peut pas la concevoir en 2010 comme on la concevait déjà avec ses nombreuses imperfections au cours de la première moitié du XXe siècle, et reproduire ainsi indéfiniment les erreurs commises tout au long de la seconde moitié du XXe siècle qui nous ont conduits où nous en sommes aujourd'hui.

Elle devrait s'articuler en deux volets distincts :

Le premier reprendrait la conception classique du militantisme que nous connaissons tous : adhésion à un parti, réunion de cellule ou section, diffusion, vente du journal, pétition, tractage, collage, meeting, manifestation, etc. Le tout employant la terminologie politique propre à chaque parti au service de l'agitation et de la propagande, mêlant théorie et politique, sans oublier si possible la formation des militants et des cadres.

Le second consisterait à s'adresser à la population dans un langage plus accessible à chaque travailleur, par lettre qui ressemblerait à un courrier personnalisé ou individuel, dans lequel le lecteur aurait l'impression d'appartenir au même monde que celui des rédacteurs, ainsi il se sentirait en confiance et lirait détendu et sans a priori ce qu'on lui a écrit, de telle sorte qu'il pourrait se reconnaître dans son contenu, il aurait alors plus de chance d'en retenir quelque chose et pourquoi pas d'éveiller sa curiosité et de vouloir en savoir plus.

C'est une approche psychologique des travailleurs différente de celle à laquelle nous sommes habitués, qui nécessiterait pour être efficace de valoriser le lecteur de cette lettre, donc d'être rédigée avec la plus grande attention qui soit, corrigée, lue et relue par plusieurs militants avant d'être distribuée. On pourrait aborder les travailleurs sans au départ traiter forcément de questions politiques ou sans partir de questions politiques, il existe suffisamment de rapports dans la société pour les aborder sous des angles très divers, la culture et les arts, la laïcité, les médias, les sciences et les technologies, l'instruction, l'histoire, la santé et l'alimentation, l'environnement, l'économie, etc.

L'objectif est de leur faire prendre conscience qu'un parti ou qu'un militant n'est pas une machine à faire de la politique, que ce parti et ses militants leur ressemblent, qu'ils ne sont pas seulement intéressés ou qu'ils n'ont pas seulement une opinion sur la politique, mais qu'ils sont capables d'embrasser tous les rapports qui existent dans la société, qu'ils ont la capacité d'analyser tous ces rapports du point du vue du matérialisme dialectique, cela ils l'apprendront plus tard, cependant le but est bien de les familiariser avec cette méthode d'analyse de la société pour qu'ils finissent par se l'approprier ou tout du moins par sentir qu'elle est supérieure à toute autre méthode.

C'est pas à pas, à partir de petites vérités en apparence anodines que l'on commence par pressentir sans forcément les comprendre, puis que l'on apprend à détecter, avant d'y adhérer à l'étape suivante, qu'un grand nombre de travailleurs de milieux fort différents peuvent se convaincre qu'ils ont à faire à un parti et des militants sérieux et cohérents par rapport à la politique qu'ils proposent et défendent.

Il faut partir du constat que les travailleurs sont confrontés à une situation où on s'emploie à leur mentir quotidiennement et qu'ils le savent plus ou moins, plutôt plus que moins d'ailleurs, au point d'être incapables de discerner le vrai du faux et de ne plus croire rien ni personne, de mettre tous les arguments et toutes les personnes sur le même pied d'égalité, pour finalement en arriver à la conclusion que tous les malheurs qui leur arrivent seraient peut-être bien à mettre au compte de cette foutue fatalité dont on leur rebat les oreilles matin et soir dans les médias.

La crise de la direction du prolétariat, c'est aussi une crise du mouvement ouvrier, une crise de confiance aussi de chaque travailleur envers lui-même, s'il ne croit plus dans le monde ou la société, en rien, il ne croit plus non plus en lui-même. On évoque souvent la nécessité de la classe de prendre confiance en elle-même, en sa force, etc. mais sans aller au bout de notre analyse, ce n'est plus qu'une formule creuse, il ne nous vient pas à l'esprit que le manque de confiance en soi commence par frapper individuellement chaque travailleur avant d'atteindre la classe collectivement, or à l'étape où en est le développement de l'avant-garde, négliger cet aspect de la psychologie du travailleur ne peut que freiner la construction du parti (en admettant qu'il existe).

Comment voulez-vous convaincre un travailleur de quoi que soit quand il est convaincu quelque part qu'on lui raconte encore des histoires ? Vous pouvez être un habile orateur ou manier l'art de l'éloquence à merveille, maîtriser la dialectique, etc., vous impressionnerez sans doute sur le coup votre interlocuteur qui affirmera adhérer à votre discours et conservera un bon

souvenir de votre rencontre, et après, en quoi a-t-il fait un travail sur lui-même, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Qu'est-ce que je veux dire pas là ? Procédons par analogie, vous serez d'accord avec moi qu'il ne suffit pas de lire un livre pour en avoir compris le contenu ou retenu quelque chose. Et bien là c'est exactement la même chose.

On vient de voir que ni vous ni moi ne pouvaient permettre à un travailleur de reprendre confiance en lui-même malgré lui, sans sa collaboration, sans que ne saute le verrou du doute qui le mine ne finisse par sauter, on peut l'aider à le faire sauter, mais on ne peut pas le faire sauter à sa place, souvenez-vous, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, et bien cette formule s'applique individuellement à chaque travailleur dès sa première réflexion sur n'importe quelle question qu'il se pose ou qui s'impose à lui.

Les travailleurs sont sans cesse sollicités intellectuellement, les esprits malintentionnés envers les ouvriers rigoleraient sans doute en lisant cela, car ils estiment que s'ils étaient capables de penser, il ne serait pas si facile de les manipuler, nous leur répondrons que si la classe dominante et ses serviteurs se donnent autant de mal pour les induire en erreur, ce n'est pas seulement parce qu'ils craignent qu'ils comprennent trop bien comment fonctionne la société, mais bien parce qu'ils savent que les travailleurs en ont la capacité, et c'est justement cette capacité qu'ils ont en eux et qu'ils doivent libérer. Je ne propose rien d'autre que de les y aider.

Camarades, voyez le chemin que vous avez parcouru individuellement depuis votre adolescence, certains comme moi sont peut-être parvenus au marxisme ou en sont arrivés au militantisme uniquement par leurs propres moyens, alors que rien ne nous y prédisposait au départ, nous ne sommes pas des exceptions ou nous n'appartenons pas à une espèce rare en voie de disparition digne d'être étudiée en laboratoire, c'est uniquement parce que nous nous sommes posés un tas de questions au contact de la société et que nous avons persévéré dans la recherche de réponses satisfaisantes, que nous avons progressé et que notre connaissance de la société s'est améliorée, avec un peu de chance nous avons fait des rencontres qui nous ont permis d'avancer plus vite ou nous ont évité de nous égarer, il n'en demeure pas moins qu'à l'arrivée, nous sommes bien tout seul à maîtriser (ou non) le cours de ce processus, absolument personne ne peut comprendre quelque chose et s'élever à notre place. C'est dialectique du début à la fin évidemment, c'est une expérience formidable qui donne un sens à notre vie, car elle est avant tout pratique, je ne parle pas seulement du militantisme, mais dans tous les actes de la vie quotidienne.

Les sceptiques appartiennent au même monde que les alchimistes qui voulaient transformer le plomb en or, ils ne croient pas que les travailleurs ont la capacité de s'émanciper de l'exploitation et de l'oppression, ceux qui veulent renverser le régime sans les masses ou à la place des masses appartiennent également à cette catégorie inconsistante à l'esprit fertile mais volatile.

On va arrêter là pour aujourd'hui.

Pour conclure sur ce volet du militantisme, j'ai évoqué une lettre adressée à la population, aux gens de son quartier ou de sa commune, en fait elle serait la première d'une longue série qui permettrait de tisser des liens (de confiance) avec les travailleurs et déboucherait sur des rencontres ou des réunions qui seraient animées dans le même esprit, au cours desquelles en fonction de l'avancée des discussions avec chaque travailleur individuellement on avancerait plus loin sur le terrain politique en leur proposant de les associer à notre combat ou de rejoindre un comité ou le parti. Il ne s'agit évidemment pas de remplacer le parti ou les comités regroupement des travailleurs et militants d'horizons divers.

Maintenant on peut s'obstiner à ne voir que l'aspect politique de la situation et continuer d'aborder les travailleurs sans tenir compte de leur état d'esprit. Je pars du constat qu'ils exècrent tout ce qui a un rapport à la politique et qu'ils ne croient plus en rien et que si l'on ne commence pas par s'attaquer à ce problème en le prenant à la base, on ne s'en sortira pas.

Vous me direz que le développement de la lutte des classes peut remédier à un moment à cet inconvénient, je vous l'accorde, mais il faut avoir à l'esprit qu'il ne suffira pas de prendre le pouvoir, il faudra le garder et comme nous savons que le chemin sera long et semé d'embuches avant que le socialisme ait définitivement vaincu le capitalisme, et que nous n'y parviendrons pas dans un seul pays, mais uniquement au niveau mondial, il faudra entre temps que la classe redouble d'efforts et trouvent en elle-même la capacité pour ne pas céder au désespoir...

Autre chose.

Une réponse à ceux qui nous renvoient à 2012 ou nous promettent un jour indéterminé une "*révolution par les urnes*" ou une "*révolution citoyenne*" qui ne s'apparenterait qu'à une révolution de salon.

Extrait de *La révolution et l'Etat* de V.Lénine :

"*Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est :"... l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel."*

*Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks, de même que leurs frères jumeaux, tous les social-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose "de plus" du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, "dans l'Etat actuel", est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.*

*Nous ne pouvons ici que relever cette idée fausse, en indiquant simplement que la déclaration absolument claire, précise et concrète d'Engels est altérée à chaque instant dans la propagande et l'agitation des partis socialistes "officiels" (c'est-à-dire opportunistes).*"

On pourrait dire aujourd'hui que la "*maturité de la classe ouvrière*" est diluée, le terme est volontairement imprécis, proportionnellement à l'hétérogénéité de la classe et des obstacles qu'elle rencontre pour franchir une nouvelle étape, elle est sans consistance, sans partis de masse et sans direction, sans orientation comment pourrait-il en être autrement ?

Même sur l'interprétation du résultats d'élections, nous trouvons le moyen d'être profondément divisés et nous donnons une mauvaise image du mouvement ouvrier à la classe ouvrière qui tarde à se recomposer sur une ligne politique offensive, on n'ose même pas dire révolutionnaire, à rompre avec les démons du réformisme dans lequel il baigne depuis de longues décennies, à sortir de sa torpeur et à regarder en face la réalité, cette dernier constat s'adresse particulièrement à son avant-garde.

C'est apparemment un exercice fort difficile et périlleux qui va réserver des surprises désagréables à certains, car avec la crise toutes les théories et stratégies vont être mises à l'épreuve, on va vérifier leur validité, leur degré de maturité (conscience), leur profondeur, certains disent leur épaisseur, leur volume, leur ampleur et bien d'autres choses encore...

Quels sont les obstacles qui empêchent la conscience politique du prolétariat de progresser, comment les travailleurs interprètent-ils la situation, quels sont leurs rapports au capitalisme, aux institutions, aux différents partis, à la classe dominante, aux appareils des organisations et des partis dits ouvriers ? En province, à la campagne, dans les communes rurales, en ville, dans les cités ouvrières ; jeunes, adultes, retraités ; dans les bureaux, sur les chantiers, dans les usines, dans les champs, dans les ports ; dans tous les milieux, défavorisé et pauvre, qui arrive à s'en tirer, à l'aise financièrement, privilégié, etc. Quelle est leur attitude face aux élections, aux grèves, aux manifestations, aux conséquences de la crise, au chômage, à la précarité, à la vie chère, aux riches, etc. ? Que pensent-il de ce qu'on appelle la "mondialisation", la religion, les privatisations, les banquiers, les patrons, le gouvernement, Sarkozy, mais aussi le socialisme, etc. ?

Toutes ces questions, on doit se les poser sans cesse et essayer d'y trouver des réponses satisfaisantes, ce qui n'est pas facile, surtout en étant à 10.000 Kms de la France. Mais peut-être avez-vous une petite idée ? A vos claviers !

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- La régression sociale sans fin est une fatalité !

Tout en respectant le "*génie français*" et l'art de vivre à la française, les Français doivent comprendre qu'ils vivent dans un monde où la compétition est la règle, a dit le président en déplacement dans l'Allier.

"*Nous devons réduire nos dépenses parce que je n'accepterai pas que nous augmentions nos impôts*", a-t-il ajouté. (Reuters 25.11)

Réduire les dépenses... parce que les recettes ne cessent de baisser ils oublient de dire volontairement, cadeaux oblige aux banquiers.

Au moins les choses sont claires, vous vous soumettez au capitalisme et vous savez ce qui vous attend, ce que vous vivez au quotidien en pire, soit vous vous révoltez et vous vous organisez pour le combattre, le renverser et faire triompher le socialisme.

#### 1.2- La gamelle, la gamelle, la gamelle !

L'ancien fidèle de Jacques Chirac Jean-François Probst, pense carrément que "*Fillon est sur le point d'être candidat à la présidentielle*".

Giscard, selon lequel Fillon a toute l'étoffe pour devenir président de la République. "*C'est un des rares hommes que la France doit avoir en réserve*" pour occuper le palais de l'Elysée, a déclaré VGE mardi à Public Sénat. (Lepost.fr 25.11)

"*Karachi, Woerth-Bettencourt... Si les affaires se développent et prennent trop d'ampleur, Fillon pourrait bien prendre la place de Sarkozy en 2012*", confie au Post un député UMP, sous couvert de l'anonymat.

"*On dit que Fillon vise 2017, comme Copé. Mais franchement, pourquoi ne serait-il pas un recours dès 2012 ?*", s'interroge un autre, toujours en off.

"*Fillon ou Sarkozy, peu importe le cheval sur lequel il faut miser, l'important, c'est de gagner la présidentielle et les législatives derrière*", confie de manière cynique, l'un d'eux, au Post. (Lepost.fr 25.11)

La première gamelle, c'est Sarkozy et les affaires, la seconde gamelle c'est la déroute de l'UMP aux prochaines élections, et enfin la troisième gamelle, c'est celle que l'Etat réserve à ses bons et loyaux serviteurs.

1.3- Copé flingue Bertrand !

Le nouveau patron de l'UMP, Jean-François Copé, a réservé ses premières flèches à Xavier Bertrand, en déroulant, mercredi, sa feuille de route pour le parti, et en se démarquant nettement de son prédécesseur. Exit le point de presse du lundi au siège national, rue La Boétie.

L'ancien patron des députés UMP l'a délocalisé à l'Assemblée nationale et décalé au mercredi, jour du Conseil des ministres. Il prendra lui-même la parole avec ses deux adjoints, Hervé Novelli et Marc-Philippe Daubresse, et entend "*réformer en profondeur l'expression publique*" du parti. Car un parti "*se grandit lorsqu'il exprime des positions de fond beaucoup plus que quand il laisse des porte-parole taper sur les personnes (...) et régler des comptes avec un tel ou tel autre qui a déplu*", selon Jean-François Copé.

Exit aussi le "*Mouvement populaire*" cher à Xavier Bertrand qui avait tenté sans succès d'imposer le nouveau label du parti. "*Le problème de la formule Mouvement populaire, c'est que personne ne l'utilisait... en dehors de Xavier bien sûr*". Balayé l'objectif du demi-million d'adhérents UMP fixé par son prédécesseur à l'horizon 2012. "*500.000, et pourquoi pas 700.000 ? Si on ne l'atteint pas - d'ailleurs Xavier en est un petit peu la victime -, on dit il n'y est pas arrivé. C'est pas sympa !*" a ironisé Jean-François Copé, entouré de Marc-Philippe Daubresse et d'Hervé Novelli, tout sourire. (Lepoint.fr 25.11)

1.4- Barbie sait de quoi elle cause, elle n'a pas besoin de se forcer !

On la savait énervée, "*irritée par les questions*" de Chazal et/ou Pujadas et/ou Denisot. Le Parisien rapportait en effet que la première Dame "*a levé les yeux au ciel en entendant parler d'écoutes téléphoniques*".

A en croire LePoint.fr, elle n'aurait pas simplement levé les yeux... Au moment de la question de David Pujadas sur les vols d'ordinateurs et les écoutes, Carla Bruni aurait lâché : "*Mais qu'ils sont cons, ces journalistes !*". (Lepost.fr 25.11)

2- Italie.

Des étudiants italiens ont occupé jeudi plusieurs sites touristiques comme la tour de Pise et le Colisée à Rome pour protester contre le projet de réforme de l'université du gouvernement prévoyant des réductions dans les dépenses.

D'autres manifestations ont eu lieu dans des villes de la Péninsule, avec des défilés et des occupations symboliques de bâtiments universitaires. (Reuters 25.11)

3- Grèce.

Deux jours après les demandes d'assouplissement du marché du travail grec formulées par l'UE et le FMI, un rassemblement est prévu jeudi 25 novembre après-midi à Athènes à l'appel des syndicats du privé et du public. Des arrêts de travail dans les transports urbains ont eu lieu jeudi dans la capitale pour protester contre des projets décrits comme '*visant à supprimer les conventions collectives*' par les syndicats, qui appellent à une grève générale dans tout le pays le 15 décembre, juste avant la présentation du budget 2011, qui contient de nouvelles mesures d'austérité, au Parlement.

Jeudi, des arrêts de travail de quatre heures en dehors des heures de pointe ont eu lieu dans les transports en commun (bus, métro, tramways, train de banlieue et trolleys) à Athènes. Sous le mot d'ordre '*Non à la suppression des accords de branche*', la GSEE, principal syndicat du privé grec, dénonce '*les mesures inacceptables*' qui visent à '*donner la priorité aux accords d'entreprise sur les conventions collectives de branche*'.

Selon le quotidien Kathimerini, le gouvernement doit proposer le mois prochain un projet de loi permettant aux entreprises de contourner les accords de branche, très protecteurs pour les salariés en Grèce, en cas de difficultés financières. Selon la même source, dans des conditions qui restent à déterminer, les entreprises devraient obtenir la possibilité de réduire les salaires, tout en les maintenant au-dessus du salaire minimum (740 euros en Grèce).

Les responsables de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne, qui surveillent le programme d'assainissement des finances publiques grecques, ont en effet demandé mardi au gouvernement des mesures additionnelles de rigueur, passant par une réduction du secteur public, une accélération des privatisations et un marché du travail plus "*flexible*".

Après la réduction déjà effective du salaire des fonctionnaires, le ministre des finances a également annoncé un tour de vis supplémentaire dans le secteur public, avec le non-remplacement de quatre fonctionnaires sur cinq partant à la retraite. (Lemonde.fr 25.11)

Ah décidément ces travailleurs grecques sont des réactionnaires, des ingrats, ils osent s'opposer au FMI dirigé par un homme de gauche, Strauss-Kahn !

### 4- Brésil. On ne peut pas à la fois rembourser le FMI et s'attaquer à la pauvreté.

Des véhicules blindés ont fait leur apparition jeudi dans les favelas de Rio de Janeiro où forces de l'ordre et narcotrafiquants se sont affrontés pour la cinquième journée consécutive.

Les troubles ont éclaté dimanche par l'attaque de plusieurs postes de police et des incendies de véhicules. Selon le responsable des services de sécurité de Rio, ces actes ont été ordonnées par des chefs de gang emprisonnés en représailles à leur éviction d'une douzaine de favelas, ces deux dernières années.

Parmi les 30 morts recensés par la police militaire figure une adolescente de 14 ans, tuée mercredi par une balle perdue. (Reuters 25.11)

Merci Lula, merci le PT !

### 5- Corée du Sud.

Le ministre sud-coréen de la Défense a démissionné, a annoncé jeudi le gouvernement deux jours après le bombardement nord-coréen de l'île de Yeonpyeong, qui a coûté la vie à quatre Sud-Coréens, dont deux civils. (AP 25.11)

## Social

### En bref quelques mouvements sociaux qui vous ont peut-être échappés.

### 1- Changement de statut du personnel chez Veolia Eau Ile-de-France

L'intersyndicale de Veolia Eau Ile-de-France, CGT et Force ouvrière en tête, a, dans la matinée du mardi 16 novembre, bloqué l'usine de production d'eau de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) en empêchant, notamment, les livraisons de produits de traitement. Deux autres sites, de Méry-sur-Oise (Val-d'Oise) et Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), ont également été affectés par des grèves.

Les salariés protestent contre leur changement de statut, devant s'appliquer au 1er janvier 2011, à l'occasion de la nouvelle délégation attribuée par le Syndicat des eaux l'Ile-de-France (Sedif) à Veolia et qui concerne 980 de ses salariés.

"*Nous bénéficions d'un statut assimilé aux fonctionnaires de la ville de Paris mais nous allons le perdre*", déplore Alain Bonnet, représentant FO. "*Il y a à peine 10 % de grévistes, rétorque Bernard Cyna, directeur de l'exploitation de Veolia Eau banlieue de Paris, et nous ne comprenons pas leur mécontentement étant donné que l'emploi, les rémunérations et leur évolution sont garantis, même après le changement de statut.*" (Lemonde.fr 17.11)

### 2- Un constat d'huissier trafiqué avec la complicité de la direction de La Poste pour virer des syndicalistes.

Sud-PTT a porté plainte mardi contre X pour faux et usage de faux, en accusant la direction d'avoir "*revu et corrigé*", selon le syndicat, pour sanctionner des militants, un rapport d'huissier réalisé lors d'une grève à la Poste en mai à Asnières (Hauts-de-Seine).

La plainte fait suite à un constat d'huissier réalisé à la demande de l'entreprise lors d'un mouvement de grève au centre courrier d'Asnières (Hauts-de-Seine) le 7 mai, contre un projet de réorganisation des tournées de facteurs. La plainte fait état de "*doutes pesant sur la réalité des constations réalisées par l'huissier*" ce jour-là, et cite plusieurs modifications observées entre la première version du constat d'huissier, que Sud-PTT s'est procuré, et la version finale, dont s'est ensuite servi l'entreprise dans des mesures disciplinaires contre deux militants Sud-PTT.

Le texte de la plainte souligne que l'huissier a participé à une réunion avec des responsables locaux de la Poste des Hauts-de-Seine le soir du 7 mai et a ensuite transmis son "*projet de procès verbal*" à plusieurs de ces responsables, le 9 mai dans un mail. "*Le simple fait de solliciter l'avis de ses mandants sur la rédaction du procès-verbal de constat censé relater objectivement des événements (...) est pour le moins suspect*", note le texte de la plainte.

Dans sa plainte, Sud-PTT évoque "*un travail de relecture*" de la direction, observant que la version finale cite à plusieurs reprises le nom des deux syndicalistes, qui ont fait ensuite l'objet de procédures disciplinaires. Le syndicat remarque aussi que dans sa version finale, l'huissier évoque 150.000 plis non distribués, alors qu'il n'en faisait pas état dans son projet initial. Le syndicat souligne aussi que des photos prises lors de la grève vont à l'encontre des constations de l'huissier. L'inspection du travail, saisie par la Poste d'une demande de licenciement d'un des syndicalistes pour entrave, s'est également appuyé sur ces photos pour refuser le licenciement, ajoute Sud. (Lhumanité.fr 17.11)

### 3- CB News mis en liquidation, 69 chômeurs suplémentaires.

CB News, magazine hebdomadaire consacré à l'actualité de la publicité et des marques, sera fixé sur son sort jeudi. Le tribunal de commerce de Nanterre doit en effet se prononcer jeudi matin sur la cession ou la liquidation de l'entreprise.

En attendant, les salariés (50 CDI et 19 CDD et pigistes) ont voté une grève de 48h, mardi, inquiets pour leur avenir. «*Les offres de reprise améliorées déposées lundi dernier ont confirmé les inquiétudes déjà très fortes des salariés, selon un communiqué publié sur le site de CB News. En effet, aucune de ces deux propositions ne formule de projet d'entreprise clair. Quant aux projets éditoriaux, ils sont inexistants.*». (20minutes.fr 16.11)

## Economie

### 1- Auto-entrepreneur : un statut qui coûte plus qu'il ne rapporte.

De nombreuses personnes inscrites à ce régime viennent en effet de recevoir un courrier leur demandant de régler la CFE, la cotisation foncière des entreprises, qui remplace en partie l'ancienne taxe professionnelle. Une très mauvaise nouvelle pour beaucoup, qui voyaient en l'auto-entreprise un dispositif non imposé, à moins de réaliser un gros chiffre d'affaires.

Grégoire Leclercq, président de la FEDAE (Fédération des Auto-entrepreneurs) chiffre le nombre de personnes qui devront régler cette CFE en cette fin d'année à 100.000, soit «*environ un tiers des auto-entrepreneurs*». Beaucoup auront alors perdu de l'argent dans l'opération, puisque 51% des auto-entrepreneurs ne font aucun chiffre d'affaires. Ils se sont inscrits pour lancer leur activité, pour arrondir les fins de mois, mais n'ont pas réussi. Et ils vont tout de même devoir sortir leur chéquier.

Grégoire Leclercq explique ces mauvaises surprises par un aspect méconnu du dispositif. «*Lors de l'inscription au statut, il y a deux choix. On peut s'acquitter d'un prélèvement fiscal de 2%, qui libère alors de l'impôt sur le revenu. Ou alors on peut, sous un certain seuil de revenus et de chiffre d'affaires, choisir de ne pas régler de prélèvement fiscal mais payer un impôt sur ses revenus*», détaille-t-il.

Beaucoup de personnes non imposables on choisit la seconde solution, pour éviter toute taxation. D'autres, mal informées, non tout simplement pas coché la case qu'il fallait sur leur fiche d'inscription. Mais, dans les deux cas, très peu savaient qu'ils devraient payer une cotisation foncière après deux ans d'inscription au dispositif. Pire, cette cotisation est variable selon les communes. Elle varie de 200 à 2.000 euros, selon la libre appréciation des collectivités. (20minutes.fr 25.11)

L'Etat réduit les impôts et les taxes des grandes entreprises, il ne peut pas soulager tout le monde enfin, le malheureux prolo qui en avait marre d'être humilié sans cesse par les patrons et du chômage, et qui pensait se démerder tout seul pour survivre en sera pour ses frais, normal, il faut bien que quelqu'un casque, non ? C'est dégueulasse, cela lui apprendra à être trop honnête, il ne lui reste plus qu'à bosser au noir.

### 2- Immobilier. L'argent va à l'argent ou quand les privilégiés investissent dans la pierre plutôt qu'à la Bourse.

Les prix de l'immobilier à Paris et en Ile-de-France atteignent de nouveaux records. Ils ont connu une hausse sans précédent au troisième trimestre 2010, a révélé jeudi la Chambre des notaires de Paris et de l'Ile-de-France.

Par rapport au second trimestre, le prix du m2 a augmenté en moyenne de 4,1% et de 10% sur un an.

Au-delà des 7.000 euros/m2 à Paris

La hausse est particulièrement soutenue à Paris intra-muros. Le prix moyen du m2 a dépassé la barre symbolique des 7.000 euros, en hausse de 5,1% sur trois mois et de 13,8% sur un an. Désormais, plus aucun arrondissement de la capitale ne propose de

prix médian inférieur à 5.000 euros le m2.

Dans le reste de l'Ile-de-France, la hausse est légèrement plus modérée. Les prix ont augmenté de 4% en petite couronne et de 3,1% en grande couronne ce trimestre. Sur un an, l'augmentation est respectivement de 11,5% et de 8,9%. (20minutes.fr 25.11)

Si l'immobilier retrouve des couleurs et s'emballe même à Paris, c'est aussi en raison de la facilité à emprunter actuellement à bon compte. Les taux des crédits restent bas et le robinet du crédit, qui s'était bloqué au plus fort de la crise, est maintenant largement rouvert aux emprunteurs «*solides*».

Il est ainsi possible avec un très bon dossier d'emprunter aux alentours de 3% sur 15 ans à taux fixe (le taux moyen se situant à 3,40% sur 15 ans et à 3,55% sur 20 ans selon le courtier Empruntis). Et les particuliers n'ont plus aucune difficulté à trouver des financements. «*Les vannes sont ouvertes, les établissements financiers prêtent à des clients qui n'ont que 10% d'apport, voire pas d'apport du tout dans certains cas*», relève Mael Bernier chez Empruntis.

Si les banques sont généreuses dans leurs octrois de crédit, on est encore loin d'avoir retrouvé les niveaux de 2007. «*Les crédits distribués aux particuliers représentaient 175 milliards d'euros en 2007 et étaient tombés à 145 milliards en 2008 et à 110 milliards en 2009. Ils devraient être de l'ordre de 145 à 150 milliards cette année*», rappelle Philippe Taboré, directeur général du réseau de courtiers en crédit Cafpi. (Lefigaro.fr 25.11)

Rassurez-vous camarades, à 5.000 balles le m², ce ne sont pas les ouvriers qui peuvent se permettre d'acheter même une cave dans Paris, par contre ça baigne pour les nantis du régime qui peuvent bénéficier de crédits à taux réduits.

3- Vous êtes au courant ?

Les députés ont définitivement adopté mercredi soir la loi NOME qui réforme le marché de l'électricité. Mais l'une des conséquences directe pourrait être une hausse des prix pour les particuliers.

Transposition d'une directive européenne, le texte prévoit de réorganiser les relations entre le fournisseur historique, EDF, et ses concurrents comme GDF Suez, Poweo ou Direct Energie.

Actuellement, EDF est la seule à pouvoir disposer de son parc nucléaire pour des bas coûts de production. Une situation contraire au droit de la concurrence européen et qui pénalise les nouveaux fournisseurs.

Le texte prévoit qu'EDF devra céder jusqu'à 25% de la production de son électricité d'origine nucléaire à ses concurrents.

La loi ne précise pas cependant le prix de vente. Le gouvernement puis la Commission de régulation de l'énergie (CRE) seront chargés de fixer ce tarif qui pourrait être largement en faveur d'EDF.

Après de multiplies tractations, le groupe public devrait pouvoir vendre son électricité à un prix supérieur à ses coûts de production et pouvoir ainsi réaliser les investissements nécessaires à la rénovation et à l'entretien de son parc nucléaire.

Les tarifs réglementés pour les particuliers existeront toujours tandis qu'ils disparaîtront pour les grandes entreprises fin 2015. Mais la facture pourrait bien augmenter. L'UFC-Que Choisir a dénoncé jeudi dernier dans un communiqué un projet de loi «*détourné de son objectif initial par des amendements cousus main pour EDF*».

Comme le prix de vente de sa production nucléaire devrait être au-dessus de ses coûts de production et du niveau actuel intégré dans les tarifs réglementés, ces derniers vont mécaniquement exploser pour l'associations de consommateurs.

«*L'augmentation de la facture d'électricité sera, selon le niveau retenu, de 7% à 11% dès la mise en place de la loi et de 21% à 28% d'ici 2015*», précise le communiqué. (20minutes.fr 25.11)

Commentaire d'un Internaute.

Vous avez certainement vu des voitures ERDF / GRDF et des véhicules EDF / GDF. Ils ne sont pas de la même direction. En fait, ERDF s'occupe du réseau de distribution d'électricité alors qu'EDF celui de la vente.

Avec les décisions de Bruxelles, cette solution est souvent adoptée en France car les sociétés avaient le monopole en France : elle gérait à la fois le réseau et la distribution ; Il y avait une peréquation qui permettait de limiter les hausses de tarif. A présent, comme le monopole est tombé, le réseau est loué et cette location se paye pour chaque fournisseur (EDF, Direct Energie ...) en plus de la vente d'électricité.

Pour le coup, EDF ne pourra plus vendre les 25% d'électricité qui provienne de l'énergie nucléaire. Cela va créer un déficit pour eux qu'il va falloir combler ... de fait, le prix au Kw/h monte alors que la production restera identique.

La vraie concurrence (celle que devrait imposer Bruxelles), c'est celle qui installera en France des moyens supplémentaires de production et de distribution, ce qui du coup générera une augmentation de l'offre donc une baisse des tarifs. Nous en sommes encore loin !!!

C'est le même principe qui s'est produit avec l'ouverture de la concurrence du téléphone/internet et qui se produira pour toute entreprise dont le monopole est remis en cause ...

Haut de page

---

Le 27 novembre

Je ne peux que vous conseiller de lire attentivement les trois articles du groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire mis en ligne aujourd'hui. En dehors du front unique en direction du PS et ses satellites, je partage leurs analyses pour lesquelles il faut les remercier. On aurait pu penser ou plutôt espérer que l'EIT s'affirmerait comme une organisation internationale regroupant des organisations ou des partis indépendants des Etats et du capitalisme, or, on s'aperçoit que la Conférence d'Alger autorisée par le "démocrate" Bouteflika ne répondra pas à cette exigence.

Les dirigeants du POI justifieront sans doute auprès de leurs militants les positions défendues par le PT algérien en expliquant que l'Algérie n'est pas la France, que des compromis inacceptables en France avec le pouvoir le sont beaucoup moins dans des pays comme l'Algérie, cela leur sera d'autant plus facile que ces militants n'ont jamais vécu dans un pays dominé et qu'ils sont pour ainsi dire incapables de se représenter les rapports entre les classes dans ce type de pays.

Imaginez un instant que je fasse l'apologie du gouvernement de Mahnmoan Singh qui par sa politique policière est parvenu à maintenir l'ordre et l'unité de l'Inde contre les tentatives séparatistes de mouvements islamistes au Cachemire, sans jamais résoudre les problèmes quotidiens auxquels la population doit faire face, vous appuieriez immédiatement sur la touche fermer de votre clavier pour faire disparaître ce site de votre écran et vous auriez raison.

Que dans certaines circonstances, dans des pays sous-développés où la classe ouvrière est faiblement organisée ou représentée, où la révolution prolétarienne n'est pas pour demain ni après-demain, que l'on puisse s'associer temporairement à des couches progressistes de la bourgeoisie pour faire évoluer les droits de l'ensemble de la population, y compris le prolétariat et la paysannerie pauvre, ou pour mener un combat contre le pouvoir en place sur une question spécifique, on peut le concevoir, Marx et Engels l'ont fait en leur temps, Lénine également contre le tsar, mais là nous ne sommes pas dans la même configuration puisque Bouteflika est au pouvoir soutenu par l'armée, pourquoi ne pas soutenir Bismarck ou Nicolas II pendant qu'ils y sont, pourquoi ne pas soutenir demain en France de Villepin ou Bayrou !

L'articles de ces camarades sur le PT algérien est accablant et sans appel, jusqu'à inviter à son 6e congrès l'ambassadeur de la République d'Iran ! Le POI invitera peut-être le "camarade" Medvedev à son prochain congrès !

L'EIT s'inspirerait de la Première Internationale paraît-il. A la différence du milieu du XIXe siècle, on ne peut pas dire en 2010 que le mouvement ouvrier n'existe pas, qu'il ne s'est jamais structuré dans le passé, que la classe ouvrière ne s'est jamais constituée en partis et ne possèderaient pas de syndicats, nous voyons donc que la situation actuelle n'a absolument rien à voir sous aucun rapport avec celle qui a vu naître la Ière Internationale en 1864. Il faut donc en conclure que la méthode - c'est un grand mot quand on a lu la correspondance de Marx et Engels, qui a été employée pour aboutir à la proclamation de la Ière Internationale est obsolète.

Les initiateurs de l'EIT répondront que leur objectif n'est pas de constituer à terme une nouvelle Internationale, et qu'ils en veulent pour preuve qu'ils s'emploient par ailleurs à construire la IVe Internationale. Quel objectif se fixent-ils alors ? Regrouper des partis et des organisations qui se situent sur le terrain du réformisme qu'a abandonné la IIe Internationale social-démocrate ? Le réformisme aurait-il encore un avenir de nos jours ? Le combat pour les revendications démocratiques bourgeoises peut-il se situer dans une autre perspective que la révolution socialiste mondiale ? L'EIT ne combat pas dans cette perspective, dès lors son combat ne peut se situer que sur le terrain de l'adaptation au capitalisme auquel ses participants tenteront de soutirer quelques miettes pour soulager les maux et la colère des peuples, sans à aucun moment poser la question de la remise en cause des fondements du capitalisme et ses institutions politiques. La confusion ou le désarroi dans lequel est plongé le mouvement ouvrier international ne doit pas faire illusion ou nous rendre amnésique. Un jour j'ai écrit que je soutenais l'EIT, parce que je pensais que c'était peut-être une bonne chose d'essayer de regrouper des militants de sensibilités diverses à travers le monde, malgré la participation d'éléments que je jugeais avec d'autres infréquentables, avec aujourd'hui le soutien affiché, confirmé ouvertement et bruyamment du PT algérien au régime de Bouteflika, je me demande si ce n'était pas une erreur.

Que le mouvement ouvrier dans chaque pays et au niveau international ne sache plus où il en est ou qu'il soit entièrement ou presque subordonné au capitalisme, c'est la réalité, qu'il ait été pourri par le réformisme et le stalinisme pour finalement abandonner le combat pour le socialisme, c'est un amer constat que l'on peut faire tous les jours, sans pour autant faire disparaître plus d'un siècle de lutte de classe et considérer qu'il repartirait de zéro.

Voici comment Marx, Engels et Bebel posaient la question des rapports de leur parti à Bismarck.

Extraits : Karl Marx, Friedrich Engels : *La social-démocratie allemande*.

Engels à A. Bebel, 10 mai 1883.

"*Si certains de nos députés votaient effectivement pour les lois de Bismarck (1) et répondaient donc à son coup de pied aux fesses en lui baisant le cul, et si ces gens n'étaient pas exclus de la fraction, je serai alors obligé de me désolidariser officiellement d'un parti qui tolérait des choses pareilles. Pour autant que je sache, c'est absolument exclu la minorité devant voter comme la majorité si elle se conforme aux règles de la discipline du parti. Mais cela, tu le sais mieux que moi.*"

Note 1- Pour compléter sa législation industrielle et la loi anti-socialiste. Bismarck avait préparé des projets de loi en matière sociale, qui étaient évidemment autant de pièges posés à la social-démocratie. Fin avril-début mai, les projets de loi sur l'assurance-maladie des travailleurs et les compléments à la législation professionnelle furent adoptés en seconde lecture par le Reichstag. Ces deux lois faisaient partie du programme de réforme sociale annoncé à grands cris par Bismarck fin 1881. Le 2 mai, Bebel écrit à Engels que quelques députés sociaux-démocrates voulaient voter pour la loi d'assurance-maladie, et cita les noms de Max Kayser et de Moritz Rittinghausen, dont l'intention était d'engager le parti dans la voie de la politique de réforme. Par discipline de parti. les sociaux-démocrates votèrent contre le projet de Bismarck, mais Grillenberger, par exemple, prononça à cette occasion un discours ouvertement opportuniste.

Ce ne fut pas la bourgeoisie allemande qui, concéda le fameux système d'assurance sociale aux ouvriers allemands, mais Bismarck, le représentant des hobereaux, tout heureux de jouer un mauvais tour à la fois à la bourgeoisie et à la social-démocratie, selon la bonne recette bonapartiste.

Dès 1844, Marx avait dénoncé le caractère fallacieux des mesures sociales prises par des représentants de classe semi - féodales :

« *Étant un aristocrate et un monarque absolu, le roi de Prusse déteste la bourgeoisie. Il n'a donc pas lieu d'être effrayé si celle-ci va lui être encore, plus soumise et devient d'autant plus impuissante que ses rapports avec le prolétariat se tendent. On sait que le catholique déteste plus le protestant que l'athée, tout comme le légitimiste déteste davantage le libéral que le communiste. Ce n'est pas que l'athée et le communiste soient plus proches du catholique et du légitimiste, au contraire, ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, parce qu'ils se situent en dehors de leur sphère. Ainsi, en politique, le roi de Prusse trouve une opposition directe chez les libéraux. Pour le roi, l'opposition du prolétariat n'existe pas davantage que le roi lui-même n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat eût atteint déjà une puissance décisive pour supprimer ces antipathies et ces oppositions politiques, et s'attirer l'hostilité de tous en politique.* »

(Marx, Notes critiques relatives à l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien , 7-8-1844, trad. fr. : Marx-Engels, Écrits militaires, Édit. L'Herne, pp. 157 - 158.)

Jamais Marx ou Engels n'aurait soutenu la moindre mesure sociale proposée par Bismarck, le PT algérien : sans hésitation !

Le 24 mars 1884, Bebel fit cette mise au point au Reichstag : « *Certes, ce que le gouvernement veut est clair et simple : il veut que nous formions le choeur inconditionnel de sa réforme sociale. Voici ce que je lis dans les considérants de votre projet de loi : si vous êtes contre les réformes sociales du gouvernement, la loi anti-socialiste sera prorogée, et si vous êtes pour, elle sera abrogée. Messieurs, nous ne vendons pas nos principes, même si vous prolongez dix fois votre loi.* ».

(Le discours de Bebel fut publié sous le titre « *Extraits des débats sur la prolongation de la loi socialiste* » par l'éditeur C. Grillenberger à Nuremberg en 1884.)

On est là très loin de la position du PT algérien : Merci monsieur Bouteflika pour votre Constitution que nous votons ! Et Bismarck était encore plus féroce que Bouteflika !

Engels à Bebel, 6 juin 1884.

"*L'ami Bismarck a baissé les culottes plus vite que je ne l'escomptais et a montré le derrière de son droit au travail au peuple rassemblé 1: la loi anglaise sur les pauvres de la quarante-troisième année du règne d'Elizabeth avec tout son arsenal d'embastillement de 1834 ! Quelle joie pour nos Blos, Geiser et Cie [sociaux-démocrates de droite], qui depuis un*

*certain temps déjà ont enfourché le dada du droit au travail et semblaient se figurer qu'ils avaient déjà pris Bismark dans leurs rêts ! Or comme j'en suis à ce thème, je ne peux te cacher que les interventions de ces messieurs au Reichstag - pour autant que je puisse en juger d'après de piètres comptes rendus de journaux et dans leur propre presse - m'ont de plus en plus convaincu que moi au moins je ne me situe absolument pas sur le même terrain qu'eux et que je n'ai rien de commun avec eux. Ces prétendus « éléments cultivés » sont en réalité de parfaits ignorants et des philanthropes qui se rebellent de toutes leurs forces contre l'étude. Contrairement aux voeux de Marx et en dépit des avertissements que je prodigue depuis de longues années, on ne les a pas seulement admis dans le parti, mais on leur a encore réservé les candidatures au Reichstag.*"

Et Engels de s'en mordre les doigts ! Au PT algérien, ils les suceraient comme des sucres d'orge !

Note de Roger Dangeville

La polémique engagée par Bernstein dans le Sozialdemokrat avec l'appui d'Engels est en quelque sorte le rebondissement de l'affaire Kayser, député social-démocrate qui s'était déclaré favorable au projet de loi de Bismarck, tendant à taxer fortement les importations de fer, de bois, de céréales et de bétail. En 1879, Engels avait dénoncé Kayser qui voulait voter « de l'argent à Bismarck comme pour le remercier de la loi anti-socialiste ». L'affaire des subventions maritimes était plus grave encore. Premièrement, la fraction parlementaire social-démocrate commençait à s'engager dans une politique de collaboration avec l'État existant et effectuait ainsi ses premiers pas dans la voie d'une politique de réformes. Deuxièmement, avec les subventions à la navigation à vapeur pour des lignes transocéaniques, la bourgeoisie nationale se lançait dans la politique impérialiste et jetait les bases d'un immense Empire colonial.

En effet, Bismarck projetait rien moins que la création de lignes de liaison maritimes avec les territoires d'outre-mer au moyen de subventions de l'État. La majorité opportuniste se préparait donc à soutenir par ce biais l'expansion coloniale de sa bourgeoisie, et la fraction parlementaire eut le front, à l'occasion de cette affaire, de vouloir contrôler la politique du parti tout entier. Les menaces de scission au sein de la social-démocratie avaient à présent un fondement politique de première importance.

Lors du premier débat, le député social-démocrate Blos avait déclaré que son groupe voterait pour le projet gouvernemental à condition qu'en soient exclues les lignes avec l'Afrique et Samoa et que pour toutes les autres (vers l'Asie orientale et l'Australie) les grands navires soient strictement construits par les chantiers allemands et des mains... allemandes. Bebel se trouva en minorité dans la fraction. Le reste du groupe parlementaire, conduit pas Dietz, Frohme, Grillenberger etc. avait l'intention de voter pour le projet de subvention parce qu'il développait les relations internationales (?!?!). Sous leur pression, le groupe adopta une résolution selon laquelle la question des subventions n'était pas une question de principe, si bien que chaque membre de la fraction pouvait voter à sa guise.

Engels dut intervenir pour soutenir Bebel et la rédaction du Sozialdemokrat. Celui-ci publia pendant des semaines des lettres et résolutions émanant de militants de la base contre l'opportunisme des parlementaires sociaux-démocrates. et leur prétention de s'ériger en puissance dominante dans le parti. Finalement. toute la fraction vota unanimement contre le projet de subvention maritime, et les protestations de la base aboutirent à faire reconnaître par tous que le Sozialdemokrat était l' « organe de tout le parti ». Nous traduisons la déclaration des députés parlementaires fidèlement, dans le style qui leur est propre.

Extrait : Au sujet des compromis - septembre 1917 - V. Lénine - OEuvres t. 25, pp. 333-339, Paris-Moscou)

"*Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire n'est pas de proclamer une renonciation impossible à tout compromis, mais bien de savoir rester, à travers tous les compromis, dans la mesure on ils sont inévitables, fidèle à ses principes, à sa classe, à sa mission révolutionnaire, à sa tâche de préparation de la révolution et d'éducation des masses en vue de la victoire révolutionnaire.*"

## Politique.

### 1- Les dessous d'un "***pacte***" de non-agression... enver le capital.

Ségolène Royal contredit Martine Aubry, qui a annoncé l'existence d'un "*pacte*" de non-agression entre les trois présidentiables du PS aux primaires du PS.

"*Il n'y a aucun pacte*" entre elle, DSK et Aubry, a assuré Royal jeudi midi, à Europe 1. "*Il n'a aucun pacte pour empêcher les primaires. Elles ont été promises aux Français, qui doivent pouvoir venir choisir le candidat de la gauche donc je ne veux pas qu'il y ait de malentendu. Les dirigeants socialistes sont conscients de la nécessité de se rassembler, le moment venu, pour battre la droite.*" (Lepost.fr 26.11)

Le PS, dernier recours pour la classe dominante en cas de déroute de l'UMP pour assurer la défense des institutions de la Ve République et du régime capitaliste, ses dirigeants n'aspirent qu'à une chose : un poste et les prébendes qui vont avec, ils se foutent bien du reste !

2- Le voile de la crise du NPA tombe.

La candidate voilée du NPA aux dernières élections régionales, Ilham Moussaïd, ainsi que sept autres adhérents dans le Vaucluse, ont décidé de quitter le parti d'Olivier Besancenot, a-t-on appris ce vendredi auprès d'un porte-parole du NPA dans ce département. Sa présence sur les listes du NPA avait engendré une scission au sein des effectifs du parti dans ce département.

Selon un porte-parole du NPA, Jacques Fortin, huit membres de cette équipe, dont Ilham Moussaïd, ont décidé de quitter le parti. Dans une lettre révélée jeudi dans Mediapart et évoquée dans Libération, l'un des chefs de file de ce groupe, Abdel Zahiri, a déploré une «*véritable chasse aux sorcières*» et s'est plaint que lui et ses camarades soient «*montrés du doigt comme des pestiférés*».

«*Ce départ est lié au débat, aux remous qui ont secoué notre organisation suite à la candidature (d'Ilham Moussaid), sur les questions de religion, le féminisme, la laïcité. C'est un débat qui sera tranché au congrès, on regrette qu'ils soient partis avant*», a-t-elle ajouté.

Le congrès du NPA a déjà été repoussé deux fois. Prévu dans un premier temps du 10 au 14 novembre, il avait déjà été renvoyé, en septembre, au 10-12 décembre. Lors d'un Conseil politique national (CPN, parlement) qui s'est tenu mi-novembre, le NPA a décidé à nouveau de repousser son congrès national aux 4, 5 et 6 février. (20minutes.fr 26.11)

Le NPA traverse une profonde crise qu'il ne peut masquer en repoussant à nouveau son congrès national. En octobre il devait communiquer son nombre d'adhérents, on attendra encore, bien que cela ne nous passionne pas. Ce parti est un vrai bordel, pas sérieux, il peut tenter des jeunes par son côté radical, en apparence seulement, beaucoup moins les travailleurs.

## Social.

### Bolivie.

A contre-courant de la plupart des pays, la Bolivie du socialiste Evo Morales s'apprête à abaisser l'âge de la retraite de sept ans, à 58 ans, une réforme radicale et controversée à l'impact économique incertain, au delà-des dividendes politiques.

Socialement ambitieux, ou économiquement suicidaire selon les avis, la réforme prévoit la nationalisation des retraites, la fermeture de caisses privées (l'Espagnol BBVA et le Suisse Zurich) qui géraient la retraite de 1,3 million de Boliviens, et l'abaissement de la retraite de 65 à 58 ans.

Pour des travailleurs exposés, comme les mineurs, elle pourrait intervenir dès 51 ans, à 55 ans dans le cas d'une mère de trois enfants. Le système, fondé sur la solidarité, verra l'apport patronal augmenter de 3%, celui des employés de 0,5%, avec une contribution spéciale, «*l'apport solidaire*», des Boliviens gagnant plus de 13.000 bolivianos (1.320 euros). Soit 19 fois le salaire minimum, d'environ 70 euros.

Les défenseurs du projet soulignent cependant qu'une retraite à 65 ans ne signifie par la même chose en Bolivie, où l'espérance de vie est de 66 ans, qu'en France (81) par exemple. (Libération.fr 26.11)

Formidable hurleront les partisans aveugles de Morales, tout dépend du niveau des retraites, et si l'on compare l'espérance de vie en France, 81 ans, et l'âge du départ à la retraite, 62 ans, un travailleur peut espérer profiter de sa retraite pendant 19 ans, 6 de moins dans le cas d'un ouvrier (en moyenne), avec l'espérance de vie en Bolivie, 66 ans, l'âge du départ à la retraite fixé à 58 ne laissera en moyenne aux travailleurs que 8 ans pour profiter de leur retraite, moins encore dans le cas des ouvriers, des mineurs par exemple, ce n'est donc pas la panacée ! Je crois me souvenir que l'année passée Morales avait octroyé une retraite de 40 euros mensuel à quelques centaines de milliers de Boliviens qui n'en avaient pas. Pour le socialisme, les travailleurs boliviens devront attendre encore un peu, beaucoup...

## Economie.

### 1- Irlande.

La crise irlandaise, porte le sceau des banques, tombées dans le piège des «actifs toxiques.»

«*Les banques ont investi en Bourse sur la base de crédits qui n'ont pas été remboursés. Leurs actifs boursiers ont donc perdu toute valeur*», détaille Jérôme Creel, économiste à l'Institut OFCE et à l'école ESCP. C'est la première étape de la crise. Elle passe ensuite un cap, et devient un problème européen. «*Parce que le gouvernement irlandais s'est engagé, et que nous partageons la même monnaie*», poursuit l'économiste.

Le mécanisme est simple: pour éviter une panique générale, où «*tous les habitants retireraient leurs économies*», le gouvernement irlandais rachète à ses banques 50 milliards d'euros de dette. Celle-ci devient une dette publique, que compagnies d'assurance et fonds d'investissement peuvent acheter en Bourse. Sur les marchés, cette dette prend la forme de titres de créances, qui promettent un remboursement à une échéance et un taux déterminés.

Plus un pays est endetté, plus son taux d'intérêt grimpe. Le taux de l'Irlande a explosé d'un coup. Et toute la zone euro en ressent les secousses: sur les places boursières, les taux d'emprunt de la monnaie augmentent. «*Tous les pays qui partagent l'euro ont plus de mal à financer leur dette*», explique Jérôme Creel. Il leur faut calmer le jeu en promettant que les Etats forts, Allemagne en tête, soutiendront l'Irlande en cas de défaut de paiement. Les sommes annoncées ne sont pas prêtée : elles sont promises, en cas de besoin.

Pourtant, en France et ailleurs, les plans de soutien ont déjà des conséquences. «*Elles légitiment les restrictions budgétaires, désastreuses pour la croissance, juge Jérôme Creel. Elles sont donc instrumentalisées par les hommes politiques.*» (20minutes.fr 26.11)

C'est la spirale infernale qui va se terminer par l'explosion du marché mondial qui ouvrira la voie à une nouvelle ère de guerres et de révolutions.

2- Venezuela.

Casino, le groupe français de grande distribution, a annoncé vendredi qu'il recevrait 622,5 millions de dollars du gouvernement vénézuélien dans le cadre de la nationalisation des supermarchés Exito dont il était l'actionnaire majoritaire. (Reuters 26.11)

Toujours aussi généreux le colonel Chavez !

Haut de page

---

Le 28 novembre

Vous aurez remarqué que je n'ai pas placé le texte de la Convention nationale du PS dans la Tribune libre, mais dans la rubrique "Document", le PS étant étranger au mouvement ouvrier et son combat selon nous. J'avais fait de même avec un document des Verts.

Je vous avoue que je n'ai eu ni le temps ni la patience de lire entièrement ce texte du PS, j'ai seulement parcouru les premières pages, il y en a 46 au total. J'ai relevé qu'ils écrivaient "*nous, socialistes*", "*le projet des socialistes* par ci "*les socialistes*" par là, bref, en France si vous voulez savoir ce qu'est le socialisme suivez le PS puisqu'ils sont les seuls à s'en réclamer à chaque paragraphe ou chapitre. Idem pour le PCF, nous, les communistes, à ceci près qu'ils ne vous parleront jamais du communisme.

Les dirigeants du PS ne vont pas jusqu'à dire que leur politique s'inscrirait dans la perspective du socialisme, mais ils emploient toujours ce terme à toutes les sauces, simple constat. Alors pourquoi aucun parti ouvrier ne fait de même, je pense au POI, au NPA, à LO, pourquoi désertent-ils ce terrain et laissent-ils seul le PS s'exprimer au nom du socialisme ?

Si dans l'imagination collective le socialisme n'est pas en odeur de sainteté, apparemment il n'effraie pas forcément les masses ou même les petits-bourgeois, dans le cas contraire le PS ferait moins de 5% aux élections. Le socialisme est l'antithèse du capitalisme et la seule alternative possible sur le plan économique et social au capitalisme, et l'on n'a trouvé jusqu'à présent aucun terme assez précis qui pourrait le remplacer.

Dans socialisme il y a la racine "social", ce qui est social se rapporte à l'amélioration des conditions de vie et de travail qui concerne les classes qui vivent de la vente de leur force de travail, la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie, donc en est exclue la classe des capitalistes, ce qui présente un caractère social est pour ainsi dire étranger à la classe dominante et c'est compréhensible, on devrait peut-être dire que ce qui présente un caractère social est naturel pour la classe des exploiteurs, puisque tout ce dont elle dispose repose sur ses moyens matériels, financiers et politiques, qui lui permette de définir son mode (niveau) de vie et de satisfaire ses besoins de nature sociale.

Dans le cas du prolétariat, si les choses se présentent sensiblement de la même manière, c'est dans les moyens mis en oeuvre pour parvenir à les satisfaire que l'antinomie avec le capital apparaît, la légitimité des droits sociaux auxquels la classe ouvrère aspire n'est inscrite nulle part et n'est pas le produit ou la conséquence automatique de son travail, elle doit sans cesse combattre le régime en place pour que ces droits sociaux soient reconnus et finalement pour en acquérir ou pour les préserver. C'est

l'aliénation du travail au cours du procès de production qui en est la cause, ce sont les rapports de production capitaliste qui lui rendent étrangers non seulement le produit de son travail, mais aussi ce qu'il est en droit d'en attendre, l'un et l'autre échappant à son contrôle, en réalité le travailleurs est placé dans une situation où il ne maîtrise pas son sort ou son destin, l'aspect social du travail n'a plus qu'une valeur marchande ou bassement mercantile en régime capitaliste. Dès lors on comprend pourquoi le prolétaire a tellement de difficulté à se situer sur un terrain de classe distinct de celui des capitalistes. Les droits sociaux auxquels il aspire et qui sont parfaitement légitimes, lui paraissent étrangers, au point de se demander jusqu'à quel point il a le droit de les mettre en avant, de les revendiquer. Combien de millions de travailleurs lors de la bataille sur les retraites ne se sont-ils pas dits que finalement il fallait peut-être bien réformer le régime des retraites, abandonnant par là leur propre terrain de classe ou reléguant leur droit au second plan ?

Le combat pour le socialisme a notamment pour fonction de l'aider à se situer exclusivement sur son terrain de classe, à lui faire comprendre que jusqu'à présent il a abdiqué ses droits au profit de ceux d'une classe dont finalement les prétentions ou les droits ne sont pas supérieurs aux siens, que la légalité et le maintien en place du régime capitaliste et de ses institutions politiques reposaient uniquement sur son ignorance des rapports sociaux (de production) qui régissent l'ensemble de la société et de son incapacité à se regrouper avec sa classe pour faire valoir ses droits. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi depuis sa naissance dans cette société.

Pour remédier à cette situation, face à une classe puissamment organisée qui lui impose des conditions de travail et un mode de vie qu'il déteste, mille frustrations, humiliations, peines et souffrances sans fin, il doit s'organiser et se battre, pas seulement pour améliorer sa condition puisqu'un jour ou l'autre les capitalistes lui imposeront de nouvelles régressions sociales, mais pour que sa classe prenne le pouvoir et réorganise la société sur de nouvelles bases économiques et sociales, dans la perspective de mettre fin à l'exploitation et à l'oppression qui va avec.

Le socialisme est basé sur la satisfaction des droits et des aspirations de l'ensemble des travailleurs que foulent aux pieds le PS et ses satellites, tandis que le capitalisme est par nature antisocial. Le PS et ses appendices s'emploient à donner un visage humain au capitaliste, à tromper les travailleurs sur sa véritable nature pour assurer sa survie, il faut donc les combattre à mort, au nom du socialisme !

Lors de la bataille sur les retraites, le PS s'est aligné ouvertement sur l'UMP en acceptant l'allongement de la durée de cotisation, et tous ceux qui s'y sont associés s'en sont faits les complices, dès lors aucun de ces partis n'est en droit de parler au nom de la classe ouvrière ou du socialisme, les travailleurs doivent se détourner de ces partis et les combattre pour entrevoir un jour une vie meilleur. L'heure n'est pas aux compromis avec les valets du capital ou aux alternoiements, encore moins au renoncement, mais à la guerre de classe !

Partant du constat et du principe que les travailleurs ne renonceront jamais définitivement à leurs droits et aspirations, la légitimité est du côte du socialisme et nous sommes sûrs qu'il finira par triompher sur le capitalisme. La crise actuelle du capitalisme qui ne cesse de s'approfondir et de s'étendre va alimenter la lutte des classes à travers le monde dans les mois et les années qui viennent, elle est annonciatrice des prochains affrontements entre les classes, affrontements qui ne pourront prendre que la forme d'une lutte pour le pouvoir... C'est uniquement dans cette perspective que peut se situer notre combat, le socialisme vaincra la barbarie capitaliste à l'échelle de l'humanité.

Souvenez-vous camarades, le temps joue contre notre ennemi, l'avenir appartient au socialisme, place au socialisme, vive la révolution socialiste mondiale en marche !

Il fallait bien remonter le moral des troupes après la défaite que nous venons de subir, ce ne sera pas la dernière. Pourquoi le prolétariat doit-il encaisser autant de défaites ? Ce serait trop long ici à expliquer, mais rassurez-vous camarades, une victoire politique remportée par le prolétariat efface ou vaut davantage que mille défaites !

J'écris tellement et j'y passe tant de temps que je ne prends même plus la peine de me corriger, je parle des fautes d'orthographe ou de frappe.

Bon dimanche à tous.

## Politique.

### 1- Recadrage de Sarkozy par les barons de l'UMP : chut, c'est un secret !

Patrick Balkany, vendredi sur Europe 1: «*Dans la Ve République, personne n'impose quoi que ce soit au président.*» Nicolas Sarkozy «*a réfléchi. Sans doute (le choix de Fillon) n'était pas son premier choix, effectivement. Il a fait un choix qu'il jugeait être le meilleur, considérant une situation politique globale*», a déclaré Balkany. (20minutes.fr 27.11)

Il n'a rien choisi du tout l'avorton, ce sont ceux qui tirent les ficelles au sommet de l'appareil de l'UMP qui lui ont imposé Fillon et

les ministres aux postes clés, ils ont sifflé la fin de la récréation au morveux de Neuilly-sur-Seine, l'illusion a fait long feu !

2- La République bonapartiste n'a rien "***à cacher***".

Le Monde révèle samedi le témoignage de Patrice Molle, préfet et ancien membre de la DGSE (les services de renseignement extérieur français), qui travaillait au sein du cabinet de François Léotard. Il faisait partie des hauts fonctionnaires mis sur écoutes par les services sur ordre de Charles Millon, ministre de la défense de Jacques Chirac.

Il dit avoir eu vent de ces écoutes, mais précise : "*je n'avais rien à cacher. Tout Paris sait qui a imposé les intermédiaires libanais dans le dossier Agosta, Renaud Donnedieu de Vabres traitait tout cela directement, il référait en personne au ministre. Les rétrocommissions, ça ne passe pas par le cabinet officiel, ça s'est joué dans les circuits parallèles.*" (Lemonde.fr 27.11)

## Social.

1- France.

Le froid est probablement à l'origine de la mort d'une femme âgée d'une quarantaine d'années sans domicile fixe dont le corps a été retrouvé samedi à Marseille, a-t-on appris de source policière. (Reuters 27.11)

2- Irlande.

De 50.000 à 150.000 Irlandais, selon les estimations, ont manifesté dans le centre de Dublin samedi contre un plan de rigueur draconien présenté comme la condition d'un vaste plan d'aide qui devrait faire l'objet d'une réunion des 27 à Bruxelles dimanche.

Les syndicats avaient appelé à une marche jusqu'à la Poste centrale, QG de l'insurrection irlandaise d'avril 1916 où fut proclamée la république et symbole de l'indépendance du pays.

Le Congrès des syndicats irlandais (Irish Congress of Trade Unions-ICTU), qui regroupe plusieurs fédérations représentant environ 832.000 membres, avait appelé à cette manifestation nationale, dernière chance selon lui pour peser sur ce budget. (20minutes.fr 27.11)

3- Autriche.

D'après la police, 4.000 personnes ont défilé dans les rues de Vienne contre les mesures d'austérité du gouvernement autrichien, jusqu'à proximité des bureaux du chancelier Werner Faymann.

Les mesures d'austérité doivent toucher l'éducation, la santé et les allocations familiales.

Tandis que la manifestation se poursuivait, le gouvernement a annoncé que certaines de ces mesures, qui devaient entrer en vigueur le 1er janvier prochain, seraient reportées de plusieurs mois.

Les organisateurs prévoient de défiler de nouveau mardi, lorsque le projet de loi sera discuté au Parlement autrichien.
Le gouvernement souhaite réduire les dépenses publiques de 1,6 milliard d'euros en 2011. (AP 27.11)

## Société.

Manipulation au sommet. Neuilly-sur-Seine : la poudrière !

Environ 110 kg cocaïne, dont le montant est évalué à 7 millions d'euros à la revente, ont été saisis dans la nuit de vendredi à samedi par la brigade des stupéfiants de la police judiciaire parisienne à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), a-t-on appris de sources policière et judiciaire.

Deux hommes et une femme ont été arrêtés et placés en garde à vue. Deux autres personnes sont en fuite.

Selon les enquêteurs, la drogue a été découverte dans un appartement appartenant à une famille saoudienne actuellement absente.

Un homme qui disposait de la clé de l'appartement fait partie des deux personnes en fuite. (Reuters 27.11)

Coïncidence, dans une causerie ces derniers jours j'évoquais un souvenir de plus de 30 ans où je parlais des rejetons de banquiers et autres grandes fortunes de la banlieue ouest de Paris revendeurs de came. La meilleure planque, ce n'est pas à Saint-Denis dans le 9-3, mais bien à la source dans les quartiers chics ou se cotoient les voyous de la finance et la Jet-set, les plus fortunés et gros consommateurs de cocaïne notamment. A Neuilly rouler en Ferrari passe inaperçu, aucun flic n'osera vous demander vos papiers, alors qu'à Montreuil c'est tout de suite suspect !

Cette dépêche de Reuters précisait qu'un homme "*disposait de la clé de l'appartement* " où était entreposée la came, ils n'allaient pas la stocker dans un squat ouvert au premier venu, normal. Ce qui l'est moins c'est la dépêche de l'Associated Press qui blanchit le propriétaire des lieux, dixit la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) :

Les trafiquants présumés utilisaient cet appartement en travaux inoccupé appartenant à une grande famille moyen-orientale. Celle-ci n'est pas mise en cause par l'enquête. "*C'était simplement un lieu de stockage*", a-t-on ajouté de même source. (AP 27.11)

Explication. La dépêche de Reuters a été mise en ligne 4h30 avant celle de l'Associated Press (AP) et leur source est identique, apparemment entre temps la JIRS a rectifié le tir, sur ordre d'en haut sans doute.

La "*famille saoudienne*" de l'agence Reuters est devenu entre temps dans celle d'AP "*une grande famille moyen-orientale*", pourquoi pas irakienne, iranienne, libanaise, et AP donne une nouvelle version des faits qui blanchit le propriétaire de l'appartenant et fait disparaître la clé de ce mystère qui n'en est pas un : ce n'est pas le petit caïd qui roule en BMW qui dispose de millions de dollars pour acheter la drogue et la faire acheminer en France, mais bien des hommes très fortunés, rappelons pour finir que le marché de la drogue est le troisième au niveau mondial, alors le pétrole, l'armement, etc., pourquoi pas la drogue, après tout, le marché c'est le marché !

---

## Le 29 novembre

Une info personnelle. La vente de ma maison est pour ainsi dire acquise, je devrais déménager d'ici deux semaines au plus tard. Ainsi je pourrai assurer ma retraite et faire face à la hausse continue des prix en Inde. Je vais placer cet argent (fixed deposit) à ma banque (d'Etat évidemment), il me rapportera entre 7 et 8% par an. J'ai loué une maison avec un petit jardin pour mon chien à 10 mn de la ville natale de Magueswary, à 1km de la mer, dans un village où je ne devrais pas rencontrer de problèmes en principe, sur le territoire de Pondichéry dont l'organisation et l'administration ont été héritée de la colonisation française (mairie, juge d'instruction, police, etc.) et non plus au Tamil Nadu qui est un Etat voyou complètement pourri par la corruption. C'est un vrai soulagement, mon cauchemar s'achève enfin, je revis !

Je n'aurai aucun regret de quitter l'endroit où je vis actuellement et de redevenir locataire, pour moi l'essentiel était de ne plus avoir la mer à moins de 100 mètres de mon lit après le tsunami, de quitter ce village pourri et de retrouver une certaine tranquillité d'esprit pour pouvoir continuer mon activité politique dans de meilleures conditions. J'aurai certes davantage d'argent pour vivre, mais cela ne changera absolument rien à mon quotidien. Je vais juste me doter d'une seconde ligne téléphonique et acheter un ordinateur portable que je connecterai en réseau, afin de ne connaître aucune rupture dans l'actualisation du site. En fait ma seule "folie" consistera à investir un peu d'argent supplémentaire dans le site ! Je viens de régler l'abonnement du site au serveur pour 28,56 euros TVA inclus. Que cela ne vous empêche pas de participer à son financement surtout en cette période de fin d'année, de primes ou de 13e mois...

Les articles de presse (avec table) et la causerie de novembre seront disponibles au format pdf le 1er ou le 2 décembre.

Pas le temps de causer politique, j'ai commenté quelques infos. Je suis en train de lire *1905* de Trotsky, à propos de la révolution d'octobre 1905 en Russie, c'est passionnant sur la création des premiers soviets cette année-là, on en parlera plus tard.

Bonne semaine et bon courage à tous.

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Instrumentalisation à but électoral. Neuilly sous la neige.

Que signifie la saisie de 110 kg de cocaïne dans l'appartement d'une princesse saoudienne, à Neuilly-sur-Seine, fief de Sarkozy ?

On devrait commencer par se demander à qui profite-t-elle, dans quel contexte social et politique intervient-elle. Réponse : quelques semaines après la fin de la mobilisation sur les retraites et le vote de la loi, quelques jours après le remaniement

du gouvernement et le lancement de la campagne de Sarkozy pour sa réélection en 2012. On sait aussi que Sarkozy va devoir sortir l'artillerie lourde pour avoir une chance de l'emporter en 2012, tant il est impopulaire dans le pays, certains diront pour pouvoir simplement se représenter.

Essayons d'aller plus dans notre analyse.

L'élection et peut-être la réélection de Sarkozy a été ou sera le produit de plusieurs facteurs, avec à l'origine l'ignorance dans laquelle baigne à la fois la classe ouvrière, le mouvement ouvrier et la petite-bourgeoise incapables de saisir qu'historiquement le capitalisme a fait son temps et qu'il doit céder la place au socialisme.

Parmi cette masse ignorante, il y a ceux qui sont les plus faibles et qui sont particulèrement réceptifs aux discours sécuritaires et répressifs, sinon racistes ou xénophobes de Sarkozy et d'Hortefeux, en première ligne desquels on trouve les vieux qui sont à la retraites et que le gouvernement a tenu soigneusement à épargner (provisoirement) dans sa contre-réforme des retraites.

Il y a en France 13,2 millions de plus de 60 ans, dont 5,2 millions ont plus de 75 ans, 1,3 million ont plus de 85 ans, tandis qu'il y a 33,1 millions environ d'habitants de 20 à 59 ans et 16 millions ont moins de 20 ans. Donc, environ 30% des 46 millions d'électeurs sont des vieux. Sarkozy est donc en droit d'estimer qu'il pourrait avoir une chance d'être réélu s'il parvenait à influencer le vote des vieux.

D'autre part, Sarkozy est présenté (à juste titre) comme le président des riches, de la bande du Fouquet's qui loge forcément dans les quartiers chics, dont Neuily-sur-Seine où il fut maire. On peut imaginer que par ce coup politique savamment relayé par les médias, Sarkozy aurait envisagé d'atténuer, à défaut de pouvoir s'en défaire totalement, cette image calamiteuse qu'il trâine comme un boulet auprès de la classe ouvrière, dans le genre : voyez, je ne ménage pas les riches quand ils se conduisent mal pour employer son langage, ajoutons, quand même pas jusqu'à mouiller un prince saoudien.

On ne sait pas si celui-ci, dont l'identité n'a toujours pas été révélée, appréciera d'être mêlé à un coup monté par le ministère de l'Intérieur et donc l'Elysée, même s'il a été innocenté sur le champ. Gageons qu'en échange de sa réserve ou de sa coopération sous une forme quelconque, il récupèrera au moins l'équivalent de ce qu'il a perdu dans cette affaire, s'il n'en a pas été informé dès le départ et s'il n'en est pas le complice, car on voit mal Sarkozy prendre le risque d'exposer ainsi une personnalité saoudienne à un scandale, l'argument du bouc émissaire ne tient pas la route dans ce cas de figure, rien à voir ici avec un Rom ou un jeune de banlieue issu de l'immigration. On n'imagine encore moins une vengeance de Sarkozy après que l'Etat saoudien a passé un énorme contrat d'armement avec les Etats-Unis, car l'Etat français demeure un des principaux clients des monarchies du Golfe en matière d'armement.

Bref, cela ressemble à un coup politique de Sarkozy en campagne pour regagner des voix 18 mois avant les élections.

En attendant, s'il peut compter sur une grande partie des voix des vieux en 2012, les commentaires souvent lucides des internautes qui suivent les articles consacrés à cette affaire, démontrent que ce coup tordu qu'il a orchestré ne trompe pas grand monde, après toutes les affaires auxquels lui ou les membres de son gouvernement ont été mêlés les derniers mois, il lui est difficile, voir impossible de se refaire une santé politique.

En complément à cette analyse, je joins quelques réactions d'internautes :

- L'enquête débute et la "princesse" est déjà hors de cause. Quelle célérité !

- Elle est princesse, saoudienne, donc arabe, saoudienne donc susceptible de passer commande à la France, donc je pense qu'elle n'y est pour rien... Je maîtrise bien le politiquement correct non ?

- Surtout, ordre est donné (en haut lieu) à la hiérarchie policière de ne pas se montrer trop indiscrète quant à ladite princesse saoudienne et le mode d'acheminement de la coke. Quand valise et immunité diplomatique ne font qu'un...

- Dingue comment a été mise "hors de cause" la famille possédant "l'appartement". Bizarre : comment on ne veut pas se salir les mains sur ces princes et princesses saoudiens intouchables

- Eh oui en fait, la drogue touche plus les milieux huppés que les smicards qui se lèvent à 5 heures pour aller bosser...

- Neuilly est un quartier défavorisé, une zone de non droit qu'il faut nettoyer au Kärscher ! La cocaïne, ça permet d'être super actif non ?

- Rien d'étonnant puisque tous les enquêtes disent que Neuilly s/Seine est devenue au cours des 30 dernières années la 'capitale française de la cocaïne' en nombre d'usagers, devant Paris 16e et Paris 7e. Qui était le maire de la ville durant ce laps

de temps d'ailleurs ? Un type de gauche laxiste sûrement, non ?...

- Les plus gros dealers ne seraient pas dans nos belles cités HLM mais dans le microcosme de délinquants (abus de social, corruption, vols d'argent public etc.) de la grande bourgeoisie française. (Lepoint.fr 28.11)

### 1.2- Demain la France sera... le 51e Etat des Etats-Unis.

Concernant un éventuel retour de DSK en France avant la fin de son mandat au FMI pour participer aux primaires, M. Fabius affirme dans un entretien au "Parisien-Dimanche" : "*je suis d'un tempérament volontaire et optimiste*". (AP 28.11)

Interrogé par Radio J, Vincent Peillon a estimé dimanche que Dominique Strauss-Kahn est "*une chance pour les socialistes comme pour la France*".

Pour M. Peillon, si DSK "*est capable*" d'amener ce pays "*à se rendre compte des réalités*", "*avec évidemment un engagement à gauche qui a toujours été le sien et à proposer des solutions*". (20minutes.fr 28.11)

Et le peuple grec et irlandais de scander : à bas le FMI ! Au PS, ils s'en foutent, ils ont d'autres préoccupations, ils sont conquis au FMI depuis sa création, franchement, sinon pourquoi Strauss-Kah aurait été désigné pour en prendre la direction !

### 2- Egypte.

Les électeurs égyptiens doivent désigner 508 élus dont 64 femmes.

L'opposition égyptienne a crié à la fraude dimanche lors d'élections législatives qui devraient sans surprise reconduire une majorité d'élus du parti présidentiel, le PND bien décidé à empêcher les Frères musulmans de rééditer leur succès de 2005 où ils avaient obtenu un cinquième des sièges.

Dans certains cas, des électeurs ont été refoulés sous divers prétextes, ont affirmé des groupes de défense des droits de l'homme et des militants d'opposition. Dans d'autres, les électeurs ont constaté que les urnes étaient pleines à ras bord quelques minutes seulement après l'ouverture des bureaux de vote.

"*On ne peut pas parler d'élections, tout est truqué, c'est une honte*", a dit Hassan Sallam en sortant de l'isoloir à Raml, un quartier d'Alexandrie, dans le nord du pays. "*Les urnes étaient déjà pleines.*"

Le PND du président Hosni Moubarak est au pouvoir depuis près de trente ans et sa victoire ne fait aucun doute. Ces dernières semaines, les arrestations se sont multipliées dans les milieux d'opposition.

En 2005, la participation officielle avait été de seulement 22% des électeurs inscrits. Selon des groupes de défense des droits de l'homme, elle n'avait même pas dépassé les 12%. (Reuters 28.11)

### 3- Haïti. Ils ont le choléra, on leur promet la peste !

Les Haïtiens devaient élire leur président, les 99 députés de la Chambre et onze des trente membres du Sénat. Dix-huit candidats à la présidence, 120 au Sénat et 900 pour la Chambre des députés étaient en lice.

Douze des 18 candidats à l'élection présidentielle haïtienne, dont le premier tour avait lieu dimanche, ont réclamé son annulation en faisant état de fraudes massives.

L'appel des douze candidats fait suite à des scènes de chaos et de confusion dans de nombreux bureaux de vote de Port-au-Prince, la capitale, où des électeurs furieux de ne pas pouvoir voter ont saccagé au moins un bureau de vote.

Dans le camp de réfugiés de La Pista, où sont regroupés plus de 50.000 rescapés du séisme de janvier qui a fait 250.000 morts, Harold Clerg se plaignait, comme nombre de ses camarades, de n'avoir pu obtenir les nouveaux papiers d'identité qui lui auraient permis d'aller voter.

"*Le gouvernement dépense beaucoup d'argent pour faire campagne et larguer des tracts par avion mais nous, nous vivons dans les détritus, la misère et la faim*", a-t-il dit à Reuters. (Reuters 28.11)

Le plus dingue, c'est que le choléra qui pourrait toucher plus de 200.000 Haïtiens selon l'OMS, déclaré d'une extrême virulence par le corps médical, pendant qu'il continue de se répandre, l'ONU et l'UE ont décrété que les élections devaient absolument avoir lieu à

la date fixée au lieu de les reporter, permettant ainsi de regrouper des foules immenses qui ne peuvent que favoriser la propagation de l'épidémie.

4- Etats-Unis. WikiLeaks. Info ou intox, "fuite" orchestrée à Washington, manipulation à l'échelle planétaire ?

Le *New York Times* explique que les câbles lui sont parvenus «*il y a plusieurs semaines*» et que les documents susceptibles de «mettre en danger» des individus ou de «*compromettre la sécurité nationale*» n'ont pas été publiés. Le journal ajoute avoir travaillé avec l'administration Obama à ce sujet. «*En commun, les cinq journaux ont soigneusement édité les textes bruts utilisés afin d'en retirer tous les noms et indices dont la divulgation pourrait entraîner des risques pour des personnes physiques*», précise Le Monde. (Lemonde.fr 28.11)

Ces "*révélations*" n'auraient-elles pas pour seul objectif de faire monter d'un cran la tension internationale déjà palpable dans certaines régions du monde, au Proche-Orient et dans la péninsule coréenne pour n'en citer que deux ? Mettre en porte-à-faux certains régimes pour mieux pouvoir les manipuler ensuite ? C'est possible. S'agit-il plutôt d'un règlement de compte entre démocrates et républicains ? Cette dernière hypothèse est à écarter, Obama a conservé l'équipe de militaires de Bush, dont Robert Gates. Un produit de la décomposition de l'impérialisme américain qui ne parvient même plus à maîtriser ses propres troupes ? C'est plausible, à l'instar des fuites dans l'affaire Woerth et bien d'autres en France.

## Economie.

1- Irlande. Lagarde : il faut "***s'aligner***" sur le FMI.

L'Union européenne a présenté dimanche un vaste train de mesures destiné à arrêter la contagion de la crise irlandaise au reste de la zone euro et à rassurer les marchés sur les règles en vigeur après 2013.

Comme cela était largement anticipé, les Vingt-Sept se sont également mis d'accord sur un plan d'aide à l'Irlande de 85 milliards d'euros sur dix ans.

Sur cette enveloppe, 35 milliards d'euros seront destinés à assainir le secteur bancaire, dont 10 milliards seront consacrés à des injections immédiates de capital et 25 milliards seront conservés dans un fonds de réserve.

L'Irlande y contribuera elle-même à hauteur de 17,5 milliards d'euros, puisés sur un fonds de retraite national, le reste étant assumé à parts égales de 22,5 milliards d'euros par le FMI, le Fonds communautaire de stabilité et la Facilité intergouvernementale de stabilité financière dont l'effort sera complété par des prêts bilatéraux de la Grande-Bretagne, de la Suède et du Danemark.

Le taux d'intérêt moyen auquel cette aide sera fournie devrait s'établir autour de 5,8% et le plan d'austérité de 15 milliards d'euros annoncé cette semaine par le gouvernement de Brian Cowen, sera complété en trois points.

Le secteur bancaire irlandais subira une intense cure d'amaigrissement et sera recapitalisé, les ajustements budgétaires se poursuivront jusqu'en 2015 au lieu de la date de 2014 envisagée par Dublin et de nouvelles réformes structurelles seront mises en oeuvre, notamment une réforme du marché du travail irlandais.

"*Il était nécessaire d'avoir une clarification complète de la doctrine. Il devait être clair que nous appliquerions en Europe la doctrine du FMI (...) c'est-à-dire sans aucune participation ex-ante (du secteur privé)*", a-t-il déclaré.

"*Le message aux marchés c'est : un, nous sommes solidaires au sein de la zone euro ; deux, nous sommes capables de prendre des décisions ; trois, nous produisons les grands principes d'un mécanisme permanent de résolution des crises aligné sur le FMI*", a dit la ministre française de l'Economie, Christine Lagarde. (Reuters 28.11)

2- Portugal.

Anticipant un éventuel report de l'attention des marchés vers le Portugal, la Commission a annoncé qu'elle plancherait dans les prochains jours avec Lisbonne sur un plan de réformes plus large, avec notamment de nouvelles mesures visant le secteur de la santé et des transports.

"*Les efforts seront intensifiés*", a insisté le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn. (Reuters 28.11)

3- Espagne.

L'Espagne a de son côté renouvelé son engagement à mettre en oeuvre de manière résolue les mesures déjà annoncées, comme la restructuration de ses caisses d'épargne régionale d'ici fin décembre et la réforme des retraites d'ici la fin du premier trimestre

2011. (Reuters 28.11)

4- Grèce.

Enfin, quant à la Grèce, les prêts octroyés en mai pourront être remboursés sur une plus longue période de sept ans et demi, qui ne commenceront qu'au terme de la période initiale de trois ans, en échnage d'un taux d'intérêt porté à 6,05%. (Reuters 28.11)

---

Le 30 novembre

Politique.

1- Nicolas Sarkozy De Nagy-Bocsa, le président du lumpenprolétariat de la bourgeoisie : dehors !

Dimanche, la Suisse a adopté l'expulsion automatique des criminels étrangers.

En France, des députés UMP se sont fendus d'un communiqué, où ils approuvent vigoureusement cette mesure :

"*C'est une vraie leçon de bon sens de nos amis Suisses administrée à leurs voisins européens confrontés aux mêmes problèmes de délinquance.*"

"*Le principe est clair ; les étrangers qui respectent les lois du pays d'accueil sont les bienvenus, ceux qui les violent doivent faire l'objet d'une procédure d'expulsion après avoir purgé leur peine.*"

Parmi les signataires de ce texte, on trouve, entre autres, les députés Lionnel Luca et Christian Vanneste. Ces élus font partie de la droite populaire (NDP), rassemblant 35 députés UMP parmi les plus à droite. Et la droite populaire souhaite la même chose chez nous : "*La France devra bien, elle aussi, changer sa législation à ce sujet*". (Lepost.fr 29.11)

2- Ambiance nauséabonde à l'UMP.

Lors du discours de politique générale de François Fillon, mercredi 23 novembre à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé "*il a tout fait pour me signifier que ce que je disais ne l'intéressait pas*", aurait lâché François Fillon devant un député, venu le féliciter, selon le Figaro de samedi.

"*Je suis désolé de cette histoire.*" C'est un Jean-François Copé apparemment tout en contrition qui était l'invité de France Inter ce lundi matin. Jean-François Copé a visiblement senti qu'il était allé un peu loin.

Grands vainqueurs du remaniement, François Fillon et Jean-François Copé se marquent au plus près pour savoir qui incarne le leadership de la majorité, derrière Nicolas Sarkozy. Qui sera l'animateur de la campagne présidentielle de 2012? "*Ce n'est pas de ma compétence de le décider, et si ça doit être lui [François Fillon, ndlr] ce sera formidable!*", a-t-il ajouté.

De la pure langue de bois copéiste... Car de sa prise du parti à l'élection de son ami Christian Jacob à la tête des députés, en passant par sa décision symbolique de tenir le point presse de l'UMP tous les mercredis matins à l'Assemblée, tout indique que Jean-François Copé entend être le pivot de la majorité pour peser sur les thèmes de campagne. (Lexpress.fr 29.11)

3- L'UMP ou la fosse à purin du régime.

Il est très original de «recevoir des leçons de savoir-vivre» de la part des époux Balkany, a expliqué hier l'ancien ministre Patrick Devedjian sur Radio J. Après avoir réussi à faire évincer Devedjian de la présidence de l'UMP des Hauts-de-Seine, Patrick Balkany avait jugé vendredi que «*beaucoup de conseillers généraux*» étaient en mesure de remplacer Devedjian comme président du conseil général. Ce que l'intéressé a volontiers admis, ajoutant que Balkany était lui «*tout à fait irremplaçable*» car «*il a une grande originalité*».

Député-maire UMP de Levallois-Perret, Patrick Balkany avait été en 1996 condamné à 15 mois de prison avec sursis, et son épouse, Isabelle, à la même peine, pour prise illégale d'intérêts. (Libération.fr 29.11)

4- Le ministre de la police est un délinquant.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a été jugé en référé lundi à Paris pour "*violation de la présomption d'innocence*", à la demande d'un magistrat suspecté d'avoir informé la presse dans le dossier Bettencourt.

Ce plaignant, David Sénat, reproche au ministre des propos tenus le 17 octobre lors de l'émission Le Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, dans lesquels il lui imputait une violation du secret professionnel.

David Sénat, écarté après cette affaire de son poste au cabinet du ministre de la Justice, réclame 10.000 euros de dommages et intérêts au ministre, ainsi que la publication de la décision. Le tribunal a mis sa décision en délibéré au 17 décembre.

Si le ministre, absent de l'audience, était condamné, ce serait sa seconde sanction judiciaire dans le cadre de ses fonctions. Il a déjà été frappé de 750 euros d'amende en juin dernier pour injure raciste envers un militant maghrébin de l'UMP, sanction dont il a fait appel. (Reuters 29.11)

5- Elle a dû entendre une voix... C'est déjà beaucoup !

Ségolène Royal a annoncé sa candidature aux primaires du Parti socialiste. L'ancienne candidate à la présidentielle rejoint donc Manuel Valls et Arnaud Montebourg sur la liste des candidats déclarés. (20minutes.fr 29.11)

6- Question ordure, le PS en connaît un rayon ou quand le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône a voulu réquisionner le personnel communal affecté au ramassage des ordures.

Dans les Bouches-du-Rhône, la justice soupçonne la mise en place d'un système occulte de surfacturation et de trafic d'influence dans l'attribution de certains marchés publics, particulièrement celui des ordures.

Lundi, plusieurs hauts fonctionnaires territoriaux, mais aussi Alexandre Guérini, frère de Jean-Noël Guérini, le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône ont été placés en garde à vue à Marseille, rapporte La Provence.

Alexandre Guérini est l'ancien responsable de plusieurs sociétés spécialisées dans le traitement des déchets.

Bakchich donne le nom d'autres personnes interrogées lundi : Rémy Bargès, directeur de cabinet de Jean-Noël Guérini, Gilbert Gaudin, directeur de la communication du même, et Michel Karabadjakian, directeur général adjoint à la propreté de la communauté urbaine de Marseille. Au total, il y aurait au moins 8 personnes en garde à vue. (Lepost.fr 29.11)

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- Encore un crime à mettre au compte du capitalisme.

Un homme de 78 ans, sans domicile fixe, a été retrouvé mort de froid, lundi 29 novembre après-midi, à l'entrée d'un centre commercial d'Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne.

On estime à 100.000 le nombre de personnes sans domicile fixe en France. Selon le collectif Morts dans la rue, 270 d'entre eux sont décédés depuis le début de cette année. (Lemonde.fr et Reuters 29.11)

#### 1.2- Où y a de la gêne, y a pas de plaisir !

Une riche propriétaire a réclamé ce lundi, devant le tribunal de grande instance de Paris, plus de 460.000 euros à huit étudiants qui avaient squatté son immeuble situé 69 rue de Sèvres à Paris, dans le VIe arrondissement, entre mars 2008 et juin 2009.

«*Quand la propriétaire des lieux le laisse vide plus de dix ans et possède également d'autres logements, dont une villa à Neuilly-sur-Seine, vide depuis 25 ans, et qu'elle n'avance aucun projet sur ces bâtiments, c'est une aberration*», dénonce dans un communiqué le collectif Jeudi Noir, qui se bat pour l'accès au logement. Et, ajoute-t-il, «*quand cette propriétaire est multi-millionnaire et domiciliée fiscalement en Belgique, alors qu'elle réside en France, c'est une caricature*». (20minutes.fr 29.11)

#### 1.3- Le capitalisme conduit toujours à la paupérisation. Pendant que les patrons du CAC40 se goinfrent.

Plus de 25 ans après l'idée lancée par l'humoriste Coluche, les Restos du coeur disent avoir de plus en plus de bouches à nourrir pour leur 26e campagne d'hiver, complétant une présence tout au long de l'année.

Prévue au départ pour durer un an, l'initiative de Coluche en faveur des plus démunis s'est avérée indispensable dans un monde où persiste et, parfois, s'aggrave la précarité.

En 2009-2010, les Restos du coeur, dont la campagne d'hiver a débuté ce lundi, ont accueilli 830.000 personnes - soit une hausse de 20% en deux ans - et distribué 103 millions de repas.

Cette aide s'ajoute à celle d'autres associations, comme la Banque alimentaire qui a organisé une collecte nationale ce week-end dans les supermarchés.

Près de 12.000 tonnes de denrées, soit 24 millions de repas, ont été collectées à cette occasion, une hausse de 7 à 8% par rapport à 2009, annonce-t-elle sur son site internet.

Les Restos du coeur, qui disposent aujourd'hui de 58.000 bénévoles, contre 4.500 à leurs débuts, maillent tout le territoire.

Pour la campagne 2010-2011, ils insistent sur "*la nécessité absolue*" de "*sauver l'aide européenne*", menacée, selon eux, dans la perspective de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) pour 2013.

Depuis 1987, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) reste le "seul élément de la politique sociale sur notre continent en offrant une aide aux 80 millions d'Européens vivant en dessous du seuil de pauvreté", disent-ils dans un communiqué.

L'association redoute également une éventuelle réduction de l'aide complémentaire du gouvernement français alors que s'installe la crise économique, parallèlement à une remontée des cours des matières premières. (Reuters 29.11)

### 1.4- Le tram est muet !

Après avoir empêché la mise en service commerciale de la première ligne de tramway de Toulouse, prévue lundi matin, les conducteurs de tram ont voté la reconduite de la grève pour mardi, a-t-on appris auprès des syndicats Sud Transports et CGT.

La poursuite de la grève a été votée en assemblée générale, à l'issue d'une réunion avec la direction de Tisséo, par une quarantaine de personnes selon les syndicats. Une autre rencontre devrait avoir lieu mardi. (AP 29.11)

### 2- Etats-Unis .Obama : le président de Wall Street

Barack Obama va proposer lundi de geler pendant deux ans les salaires de la fonction publique fédérale, sauf ceux des militaires. Un «*sacrifice*» destiné à lutter contre un «déficit budgétaire massif», a annoncé la Maison Blanche.

«*Le président a décidé de proposer un gel des salaires des employés fédéraux civils pendant les années (budgétaires) 2011 et 2012*», a expliqué la présidence américaine dans un communiqué.

La Maison Blanche espère que cette mesure permettra d'économiser 2 milliards de dollars au titre de l'année budgétaire 2011, qui se terminera le 30 septembre prochain, 28 milliards dans les cinq prochaines années et 60 en dix ans. (20minutes.fr 29.11)

## Economie.

### Ils nous prennent pour des amnésiques ou pire encore.

De Nicolas Sarkozy à la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, en passant par le ministre du Budget, François Baroin, tous l'assurent: la France n'est pas menacée.

"*Il faut que tout le monde, les investisseurs, entendent le message de l'Europe: nous sauverons l'euro*", a déclaré lundi le ministre du Budget François Baroin.

Pour la France, "*il n'y a aucune peur, il n'y a aucun risque et il n'y a aucune menace*", a insisté le porte-parole du gouvernement. "*Nous sommes l'une des meilleures signatures dans ce monde instable (et) nous avons un système bancaire parmi les plus solides*".

"*La France n'est ni menacée, ni visée (...) Il faut rassurer mais il faut être déterminé dans la réduction de nos déficits. Les fondamentaux (économiques de la France) sont bons et nous menons une politique déterminée d'inflexion de notre dette publique*", a ajouté le ministre. (Reuters et 20minutes.fr 29.11)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

# Causeries décembre 2010


| janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|


| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | | | | | | |

Le 1er décembre

## Politique

1- Comment peut-on utiliser les "*révélations*" de WikiLeaks ?

Dans la communication des Etats ou d'institutions privées ou encore des partis politiques, il n'est pas toujours facile de distinguer ce qui relève de l'information ou de la propagande.

Si les documents mis en ligne par WikiLeaks ne nous apprennent pas grand chose sur les rapports entre Etats, en réalité ils ne font que confirmer nos analyses et celles produites par d'autres, en revanche, par le fait que ces rapports sont décrits directement par ceux qui dirigent le monde et non décryptés par une source extérieure ou étrangère aux événements relatés, par exemple par un journaliste ou un parti politique qui pourrait les interpréter ou les présenter dans un sens ou un autre dans un but intéressé, soupçon que le lecteur a toujours plus ou moins consciemment à l'esprit, la publication de ces 250.000 documents et les réactions de désaprobation qui ont suivie dans le monde entier au niveau des chefs d'Etat suffisent à donner aux faits qu'ils relatent le sceau de l'authenticité absolue qu'ils n'auraient pas autrement comme il vient d'être précisé, du coup ils peuvent éclairer utilement la lanterne d'une population qui se laisse habituellement manoeuvrée ou qu'il est relativement facile de manipuler, c'est sans doute cela qui inquiète au plus haut point les dirigeants du vieux monde ou tout du moins le revers de la médaille de la divulgation de ces informations classées secrètes.

Disons les choses simplement même si cela dérange, le bon peuple qui peine à croire qu'il est en permanence manipulé, bien qu'hypocritement il le sache quelque part, qui préfère se laisser vivre sans trop se poser de questions, qui profite des acquis de la lutte de classe du passé sans trop se préoccuper de les perdre les uns après les autres ou sans se soucier de son propre sort et de son avenir, ne pourra plus dire dorénavant qu'il ne savait pas au juste dans quel monde il vivait, il ne pourra plus avancer l'argument pratique qui consiste à dire qu'il ne croit plus personne parce que tout le monde lui raconterait des histoires, là en l'occurence la vérité sort directement de la bouche de ceux qui leur pourrissent la vie au quotidien, il lui sera impossible de les traiter de menteur ou de douter de leurs réelles intentions, mieux, lorsque nous expliquons que la politique de Sarkozy et son gouvernement est uniquement dictée par les intérêts du capital, de nombreux travailleurs ou militants acquiessent mais nous prennent en réalité pour des rigolos, à côté d'un chef d'Etat ou d'un politicien ou d'un technocrate propre sur lui dans son costard qu'est-ce que nous représentons, qu'est-ce que nous sommes, quelle valeur peut avoir notre discours, après tout nous ne somme pas aux commandes de l'Etat pour savoir ce qui s'y passe réellement, inconsciemment ils estiment Sarkozy et son gouvernement ne sont responsables de la situation économique et sociale actuelle, qu'ils font ce qu'ils peuvent, qu'ils ne sont pas forcément animés par de mauvaises intentions à l'égard des travailleurs, etc. mais là ils ont justement la preuve que tout ce que nous avancions étaient vrai, que notre analyse était correcte, à la faveur du doute ils ne pourront plus nous répondre : vous avez sans doute raison, il faut voir, peut-être que vous dites vrai, il va falloir que je réfléchisse et j'en passe, maintenant cette façon de se défiler pour ne pas assumer ses responsabilité n'est plus possible, vous avez les faits sous les yeux et les informations

que vous avez entre les mains émanent directement de ceux qui vous gouvernent, leurs intentions sont claires, leur responsabilité est établi, la politique du gouvernement a pour seul objectif de satisfaire les besoins des privilégiés du régime capitaliste et dans l'ordre de ses préoccupations ne cherchez pas les vôtres ils n'y figurent pas, à ses yeux vous n'êtes bon qu'à bosser jusqu'à la mort ou à connaître une vie misérable et mille souffrances, vous n'avez plus aucune illusion à avoir dans le président en exercice ou son parti, dans tous les partis ou les dirigeants qui ont excercé un jour le pouvoir, car ils appartiennent tous à la même racaille infâme et méprisante...

Voilà l'analyse prudente que je fais pour le moment sur cette "fuite" accidentelle ou savamment orchestrée. Son exploitation par l'impérialisme américain et les médias pourraient faire penser aussi à la guerre psychologique engagée par Washington pour contraindre les populations de ses alliées à soutenir leurs gouvernements alignés sur la politique américaine au moment où le capitalisme mondial connaît sa plus formidable crise. Resserer les liens avec la Maison Blanche, ce que s'est empressé de déclarer hier le Palais.

Si la publication de ces documents aboutissaient à de nouvelles et dangereuses tensions entre Etats à travers le monde, leur divulgation pourrait servir à préparer psychologiquement la population mondiale à la perspective de nouvelles guerres régionales ou d'une guerre à plus grande échelle, le capitalisme mondial n'ayant trouvé jusqu'à présent aucune autre issue à la crise pour détruire de gigantesques forces productives qu'une confrontation armée aux conséquences incalculables et incontrôlables, cette hypothèse n'est pas dénuée d'intérêt non plus.

Une simple guerre régionale, par exemple entre la Corée du Nord et du Sud, entraînerait des désordres mondiaux qui ne feraient pas spécialement l'affaire de l'aristocratie financière, elle ne changerait rien ou presque au rapport de forces entre Etats en admettant que ni la Chine et ni les Etats-Unis n'y participerait, les inconvients l'emporteraient sur les avantages que les marchés pourraient en tirer, alors qu'une guerre à laquelle participerait des Etats fortement industrialisés, sur leur sol directement, permettrait à la fois de détruire des masses considérables de forces productives et de renforcer la position dominante des Etats les plus puissants, au rang desquels se trouvent en tête les Etats-Unis et la Chine sur le plan militaire. Apparemment ni les Etats-Unis et ni la Chine n'ont intérêt pour le moment à un tel scénario, officiellement, mais la donne pourrait se trouver modifiée par le fait de ces révélations. Après tout, l'appareil industriel et militaire des Etats-Unis n'a jamais été aussi puissant qu'aujourd'hui.

Pour conclure sur ce sujet, les quelques informations que j'ai relevées dans les médias.

### 1.1- OTAN en emporte le vent !

La diffusion de documents secrets et confidentiels par WikiLeaks, dont quelques milliers concernent l'Alliance atlantique, est '*illégale, irresponsable et dangereuse*', a déclaré mardi la porte-parole de l'OTAN, Oana Lungescu. (Lemonde.fr 30.11)

### 1.2- A propos de l'hystérique du Palais

Nicolas Sarkozy a fustigé ces fuites de notes diplomatiques, jugeant que cela relevait du «*dernier degré d'irresponsabilité*». Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a quant à lui dénoncé la publication des données, estimant que «*parfois, la transparence est une forme de totalitarisme*». (Reuters 30.11)

Sarko y apparaît comme « *brillant* », « *impatient* », « *irritable* », « *autoritaire* », « *imprévisible* » ou « *charmant* »…

Son caractère irascible est vite perçu des Américains. A lire les mémos, il faut toujours le prendre avec des pincettes, et ses conseillers sont tyrannisés. En décembre 2009, l'ambassadeur Charles Rivkin écrit ainsi à la secrétaire d'Etat Hillary Clinton : « *Des contacts à l'Elysée nous ont rapporté en long et en large qu'ils évitent de le désapprouver ou provoquer son déplaisir ("displeasure" dans le texte, ndlr) -allant jusqu'à dérouter l'avion présidentiel pour lui éviter de voir la Tour Eiffel illuminée (par la mairie de Paris, ndlr) aux couleurs de la Turquie, lors de la visite du Premier ministre Erdogan.* »

Dans le même télégramme, l'ambassadeur s'inquiète de constater qu'aucun de ses collaborateur n'ose lui rappeler que « *l'empereur n'est pas complètement habillé* » -on appréciera l'euphémisme. Rien, « *aucun frein* », n'est en mesure de limiter ses « ambitions mondiales », constate-t-il. D'autant qu'il promeut « *ceux qui sont prêt à suivre ses politiques* » et marginalise « *ceux qui ont des vues divergentes* ».

Selon un diplomate européen dont le nom est anonymisé, « *il suffit que Sarkozy soit dans une pièce pour que le niveau de stress de chacun augmente* ».

On découvre dans ces mémos que Nicolas Sarkozy et ses conseillers fréquentent assidument l'ambassade américaine de Paris, ainsi que les dignitaires américains de passage en France.

On apprend ainsi que Nicolas Sarkozy a annoncé sa candidature à l'ambassadeur américain, Craig Stapleton, et au

conseiller économique de Bush, Allan Hubbard, dès le 1er août 2005, soit seize mois avant qu'il ne l'annonce au peuple français. Il est vrai qu'à l'époque, c'était un secret de polichinelle. Mais le candidat va alors très loin dans son témoignage d'amitié, si l'on en croit le compte-rendu de l'ambassadeur : « *Sarkozy a exprimé son admiration pour le président Bush. Sarkozy a dit que, comme le président, lui aussi mettait un point d'honneur à tenir sa parole et à affronter honnêtement les problèmes réels de son pays.* » (Rue89 30.11)

Les diplomates américains présentent dans leurs télégrammes Nicolas Sarkozy comme le président français "*le plus pro-américain depuis la Seconde Guerre mondiale*", dont ils saluent "*le libéralisme, l'atlantisme et le communautarisme*".

Après l'élection de ce candidat "*instinctivement pro-américain et pro-israélien*" à l'Elysée, l'ambassade note que "*l'héritage juif de Sarkozy et son affinité pour Israël sont célèbres*" et ajoute qu'il vient de nommer au Quai d'Orsay Bernard Kouchner, "*le premier ministre des Affaires étrangères juif de la Ve République*".

D'autres télégrammes diplomatiques américains affirment que "*personne ne peut dire non*" au président français, d'autres évoquent son "*mauvais caractère*" et le décrivent comme "*frénétique*" ou "*impulsif*". (Reuters 30.11)

Ces contacts multiples permettent à l'ambassade américaine d'écrire, peu avant la déclaration de candidature de M. Sarkozy, un long portrait dithyrambique intitulé "*L'homme qui pourrait changer la France*". "*Il est pro-américain et acquis aux principes du libre-marché. (…) Il est associé à des mesures dures de lutte contre le crime et le terrorisme. (…) Il est vigoureux sur le besoin pour la France de dépasser ses réflexes anti-américains. (…) Sarkozy est l'homme politique français qui soutient le plus le rôle des Etats-Unis dans le monde. (…) Son sobriquet est 'Sarkozy l'Américain', et son affinité avec l'Amérique est authentique et vient du fond du cœur.*" L'ambassadeur se laisse alors emporter par son enthousiasme et imagine déjà "*un double mandat, une présidence de dix ans*".

Les Américains sont impressionnés par "*les pouvoirs sans partage*" du président français.

1.3- Vue par un média aux ordres, Le Point.

La diffusion, par le site internet WikiLeaks, de télégrammes diplomatiques américains suscite une polémique dans le monde entier et pose la question de l'avènement d'une nouvelle dictature. Car il y a bien quelque chose de malsain et même de totalitaire dans la publication de ces milliers de messages échangés pendant des années par les ambassades et le gouvernement américains. Cela tient à la fois au côté gigantesque de la divulgation et aussi à la violence du procédé, qui donne le sentiment qu'on abolit d'un seul coup toute forme de confidentialité dans les rapports entre les États - et peut-être, demain, entre les administrations, les banques et, pourquoi pas, les citoyens.

WikiLeaks argue de la transparence, prétend qu'il s'agit de corriger les mensonges publics des États en permettant aux citoyens d'accéder à l'envers du décor. La réalité, c'est que la diplomatie ne consiste pas toujours à dire la vérité - et c'est quand même mieux que de se faire la guerre.

En fait, il y a de l'hypocrisie dans cette démarche. La tyrannie de la transparence est une dictature comme les autres. Ce qui me choque, c'est qu'on justifie la publication des documents en disant qu'à partir du moment où WikiLeaks a choisi de les livrer, ils vont de toute façon tomber dans le domaine public. C'est du jésuitisme pur et simple. Il y a bien, sur Internet et ailleurs, des milliers d'informations que la presse ne reprend pas - souvent à juste titre.

Bien sûr, on ne peut pas s'incliner devant tous les secrets. La question est de savoir où on fixe la limite et qui la fixe. Nous avons, en France, un débat récurrent sur le périmètre du secret ; par exemple, ces derniers jours, celui du secret-défense opposable à la justice. Les pouvoirs démocratiques ont besoin de secret pour être efficaces et il n'y a que les démagogues ou les imbéciles pour penser le contraire. Donc bien sûr qu'il peut y avoir des atteintes légitimes au secret - et c'est parfois l'honneur de la presse d'en commettre. Mais le jour où on considérera que toute violation d'un secret est en soi une information, il n'y aura plus de frontière entre la sphère privée et l'espace public. Et la démocratie aura accompli le rêve de toutes les dictatures. C'est-à-dire un cauchemar ! (Lepoint.fr 30.11)

Commentaires de quelques internautes.

- "Bref le fond de tout ça c'est que les pays se font la guerre. Une guerre d'argent, de terres, d'influence, et nous servent de la soupe démocratique."

- "Au lieu d'analyser les faits épars, que l'ont peut extraire de ce contexte de dérives de l'exécutif, vous vous constituez en défenseurs de l'opacité ? De quelle démocratie parlez - vous ?"

- "La nouvelle dictature qu'annonce Wikileaks est l'envie de vérité de la part des peuples."

- "Moi ce qui me choque, ce sont vos propos. Je n'imaginais pas qu'un rédacteur puisse cautionner l'opacité voire la non information... ?"

- "L'information est un droit légitime, surtout quand cela concerne les citoyens et leur avenir."

-" ... et même si, j'en conviens, la vérité n'est pas toujours bonne à dire, je crois qu'il y a aussi là un signal à entendre : parce que ce principe là, louable sur le fond, ne doit pas non plus servir de prétexte au mensonge permanent, ou en tout cas à cette "vérité" partielle (partiale ?) et parfois bien complaisante qui nous est servie."

Bref, camarades, la vérité est révolutionnaire et c'est dans ce sens-là qu'il faut exploiter ces "*révélations*" comme je l'ai expliqué dans mon introduction.

2- La fratrie du régime. Tout juste bon à "***brûler***" ! (Trotsky)

Sous l'en-tête du grand maître de la Grande Loge nationale française (GLNF, 43 000 frères), la missive, datée du 19 janvier 2009 - que L'Express s'est procurée - fait part à Nicolas Sarkozy du "*soutien actif à Christian Blanc, Brice Hortefeux, Roger Karoutchi, Hubert Falco et Christine Boutin*".

La lettre, signée François Stifani, ajoute: "*Je leur apporterai toute l'aide dont ils ont besoin dans leurs projets, comme l'ensemble des maçons de mon obédience le fait avec vous. Vous êtes le premier président de la République avec lequel nous sommes totalement en accord.*"

Une telle déclaration d'amour politique est sans précédent de la part d'une obédience maçonnique.

Nicolas Sarkozy répond à François Stifani, grand maître de la GLNF: "*La confiance que vous me témoignez et le soutien résolu dont vous m'assurez me confortent dans ma ferme volonté de poursuivre le mouvement de réformes engagé.*"

"*Dès que François Stifani rencontre un conseiller de l'Elysée, il lui propose ses services*", confie Alain Bauer, ex-grand maître du Grand Orient de France (GODF) et proche de Nicolas Sarkozy.

Dans un entretien à L'Express en septembre 2010, Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, confirmait qu'il avait rencontré plusieurs fois François Stifani, avant de révéler: "*Il a, s'agissant d'une situation sociale délicate à gérer, apporté une contri-bution positive.*"

Concrètement, selon nos informations, le grand maître de la GLNF a fait jouer ses réseaux maçonniques en Guadeloupe, afin d'aider le gouvernement à nouer les fils du dialogue avec le LKP d'Elie Domota, pendant la longue crise de janvier à mars 2009.

A l'hiver suivant, François Stifani, "*en tant que grand maître de l'une des principales obédiences françaises*", remet à Nicolas Sarkozy un rapport sur l'organisation des musulmans de France.

Après le tollé provoqué par cette révélation, l'intéressé minimise, en évoquant une "*réflexion à titre personnel*". Quant à l'échange de missives entre François Stifani et Nicolas Sarkozy, sa diffusion gêne le grand maître, car elle dévoile les relations tissées entre lui et certains ministres. Cette nouvelle affaire va-t-elle intensifier la crise interne qui secoue la GLNF depuis un an? (Lexpress.fr 30.11)

Commentaire d'un internaute : Il faut juste savoir que la GLNF est en marge de la Franc maçonnerie française. Elle ne reconnait ni n'est reconnue officiellement par aucune autre obédience. De plus, la GLNF est très présente dans les milieux glauques de la françafrique, dont elle soutient les pires dictateurs. La GLNF est la plupart du temps qualifiée d'affairiste et proche des thèses de l'extrême droite!

On connaît déjà le coup des "bons" et des "mauvais" patrons !

3- Ca vole bas à l'UMP.

3.1- "*Tu as réussi à faire un remaniement sur six mois et à le bâcler*", lui a lancé un ancien ministre.

3.2- "*Que je garde François Fillon ou que je prenne Jean-Louis Borloo, j'avais tort dans tous les cas de figure! Mais je ne pouvais pas me permettre de choisir un Premier ministre inexpérimenté*", s'est défendu le président devant des élus. (Lexpress.fr 30.11)

3.3- Bernard Accoyer a recadré, ce mardi, Jean-François Copé, sur la distinction entre parti et Parlement : «*Il faut que cela se fasse dans les locaux du groupe UMP, sinon cela soulève problème, souhaite-t-il. Ici c'est la maison de la politique. Que les*

*partis politiques élisent domicile à l'intérieur de l'Assemblée nationale, je ne trouve pas que cela s'inscrive dans de bonnes pratiques de l'Assemblée.*» «*L'Assemblée n'est pas la succursale des partis politiques*», s'irrite-t-il encore. (Libération.fr 30.11)

4- PSte.

4.1- Quand l'esprit du FMI gouverne le PS.

"*J'ai dit que le moment venu je verrai avec Dominique quel est le meilleur 'dispositif gagnant' s'il revient*", a dit Ségolène Royal. "*S'il ne revient pas, il sera de toutes façons indispensables à notre équipe. Il est le meilleur chef de gouvernement que nous pourrions avoir*". (Reuters 30.11)

4.2- Lundi, Jack Lang, rompu aux arcanes de la diplomatie, estimait l'attitude de Wikileaks "*irresponsable*", dans une interview au Post.

"*Mais la transparence totale, c'est la fausse démocratie ! C'est celle du scoop et de la révélation unilatérale. Wikileaks est irresponsable de mettre ces données dans le domaine public !*", et encore "*C'est le contraire de la démocratie et ce n'est ni loyal ni honnête.*" (Lepost.fr 29.11)

## Social.

1-France.

1.1- Le groupe d'experts chargé chaque année de plancher sur le SMIC et sa revalorisation préconise, dans un rapport publié mardi, de limiter la hausse prévue le 1er janvier prochain "*à l'application des mécanismes automatiques légaux*", sans coup de pouce, pour ne pas nuire à la reprise de l'emploi "qui s'est amorcée au début de l'année".

Ils justifient donc leur préconisation par le fait, selon eux, que dans un contexte de crise, il "*conviendrait de ne pas compromettre par une gestion inadaptée des politiques de salaire et de revenus, la reprise de l'emploi qui s'est amorcée au début de l'année ainsi que son développement à moyen terme*".

Le SMIC avait été revalorisé de 0,5% le 1er janvier 2010, passant de 8,82 euros à 8,86 euros de l'heure actuellement, soit un gain brut de quatre centimes. Sauf surprise, cette année encore, le gouvernement devrait se cantonner à la simple revalorisation légale.

Le ministre du Travail Xavier Bertrand doit annoncer officiellement le montant de la revalorisation pour 2011 lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC, où siègent les partenaires sociaux) le 14 décembre au matin.

Selon un calcul effectué par le journal "Les Echos" le 17 novembre, l'application des mécanismes légaux conduirait à relever le SMIC le 1er janvier prochain de quelque 1,6%, passant la barre des 9 euros brut de l'heure. (AP 30.11)

Par leur simple présence au sein de la Commission nationale de la négociation collective, les syndicats légitiment par avance ses décisions. Ensuite c'est comme vouloir combattre le gouvernement et le patronat avec un boulet au pied ou un bras attaché dans le dos. Les syndicats n'ont rien à faire dans cette organisme comme dans tous les autres du même genre, retraite, santé, etc. Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite qu'ils seraient indépendants de l'Etat !

1.2- Un Malien de 38 ans est mort près de Paris après avoir reçu deux tirs de pistolet à impulsion électrique par des policiers qui tentaient de le maîtriser lors d'une interpellation.

Une autopsie a été ordonnée et une double enquête judiciaire et administrative a été confiée à l'Inspection générale des services (IGS, la "police des polices"), a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, qui a déclaré à la presse que l'agressivité de la personne interpellée avait "*contraint*" les policiers à utiliser leur Taser.

"*J'attends les conclusions de l'enquête pour prendre toutes les mesures qui s'imposent*", a-t-il dit, expliquant toutefois que l'interdiction de cette arme n'était pas envisagée pour l'instant : "*L'alternative, c'est l'arme à feu*", a-t-il dit.

Brice Hortefeux a précisé que le Taser n'avait été utilisé que 822 fois en 2009 sur plusieurs millions d'interventions et que, selon lui, son usage est strictement limité et encadré.

L'organisation parle de centaines de morts aux Etats-Unis, le chiffre de 330 morts étant avancée dans un rapport de 2008 qui demandait la suspension de l'usage de l'arme. (Reuters 30.11)

2- Italie.

Des milliers d'étudiants ont défilé mardi à Rome avant d'être stoppés par la police près du Parlement, où les députés ont voté une réforme de l'université qui suscite des manifestations comme l'Italie n'en voyait plus guère depuis des décennies. (Reuters 30.11)

3- Grande-Bretagne.

Pour la troisième fois en trois semaines, des milliers d'étudiants et de lycéens ont manifesté mardi à Londres et dans plusieurs villes de Grande-Bretagne pour dénoncer le projet gouvernemental de relèvement des frais universitaires.

«*C'est un retour en arrière, on en revient à l'époque où seuls les rejetons de la grande bourgeoisie pouvaient aller à l'université*», affirme Daisy Tolmie, 18 ans, qui a participé aux trois journées de protestation.

«*Il faut qu'ils comprennent que nous avons une conscience politique et qu'on ne va pas se laisser faire*», promet Saoirise Cox, 17 ans.

Economie.

1- Zeuro !

La zone euro s'enfonçait encore davantage dans la crise mardi, les primes de risque exigées par les investisseurs pour détenir de la dette espagnole ou italienne atteignant des niveaux records depuis la création de l'euro.

Mais ce ne sont désormais plus uniquement les pays périphériques qui sont attaqués puisque les coûts d'emprunt de la Belgique et de la France ont également augmenté.

Les marchés anticipent déjà un éventuel sauvetage du Portugal et craignent une propagation de la crise par la suite à l'Espagne puis à d'autres pays de la zone euro.

Selon Willem Buiter, économiste en chef chez Citigroup, la crainte d'une insolvabilité des Etats pourrait désormais s'étendre hors de la zone euro et concerner d'autre pays, comme les Etats-Unis ou le Japon.

"*C'est très inquiétant, parce que l'Espagne est presque trop grosse pour être renflouée et l'Italie l'est certainement*", a déclaré Everett Brown, analyste des obligations européennes chez IDEAglobal.

Le site économique et financier Eurointelligence explique de son côté que les marchés doutent désormais de plus en plus de la solvabilité des Etats périphériques, alors qu'ils étaient surtout préoccupés ces dernières semaines par leurs problèmes de liquidité à court terme.

"*Nous considérons qu'un défaut de paiement de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal est acquis*", peut-on lire sur le site.
"*Reste désormais à savoir si l'Espagne va pouvoir y échapper.*" (Reuters 30.11)

Commentaire d'un internaute.

- La France a 1600 Mds de dette actuellement à laquelle s'ajoutera le déficit de 2010 : 150 Mds, 2011 150 Mds (ils on voté "90" mais c'est une galéjade) soit 2 000 Mds de dette en 2012 cad 100 % du PIB.

- Avec cet endettement le AAA saute et nous ne pouvons plus emprunter pour payer les intérêts de la dette, c'est la "cessation de paiement" comme pour l'Argentine en 2001.

- Avec le "crédit revolving" mis en place par la Commission, sous la poussée des PIIGSF, qui est un emprunt auprès des marchés avec comme caution nous et les autres États de la zone euro, ça ira plus vite : La Grèce a déjà dit qu'elle ne pourrait pas rembourser, l'Irlande peine a économiser 15 Mds en 4 ans et pour le Portugal ce sera pareil. (lepoint.fr 30.11)

2- Portugal.

Pour beaucoup d'économistes, la question n'est pas de savoir si le Portugal va demander une aide mais quand.

Dans son rapport de stabilité financière, la Banque du Portugal souligne mardi que le secteur bancaire sera en péril si la consolidation des finances publiques échoue, particulièrement en cas de poursuite de la crise de la dette souveraine.

"*Le risque deviendra intolérable si les mesures qui consolideront les finances publiques de façon crédible et durable ne sont pas mises en oeuvre*", écrit-elle.

Le gouvernement de José Socrates s'est engagé à réduire le déficit budgétaire à 4,6% du PIB l'an prochain, contre 7,3% cette année.

La Banque du Portugal souligne en outre que les mesures d'austérité, qui incluent notamment des baisses de salaire et des hausses d'impôts, freineront l'activité économique l'année prochaine, même si leur impact pourrait être minimisé par la demande extérieure de produits portugais.

Un ralentissement de l'économie altérerait les actifs des banques et réduirait le crédit disponible pour les entreprises et les ménages, dont les revenus devraient diminuer.

"*Compte tenu des perspectives pour l'économie portugaise, renforcer (...) les provisions pour pertes sur créances et, surtout, renforcer la capitalisation du système bancaire est essentiel pour assurer qu'il demeure résistant aux chocs défavorables*", explique la banque centrale.

Dans son rapport, elle préconise enfin la recherche de nouvelles stratégies pour que les banques puissent utiliser les fonds de leur clientèle afin de réduire le risque d'assèchement de liquidité, les établissements portugais étant privés d'accès au marché interbancaire en raison des craintes pesant sur les économies périphériques de la zone euro et se trouvant ainsi dépendantes des financements de la Banque centrale européenne.

Banco BPI souligne dans une note que ce rapport "*décrit un scénario difficile pour les banques portugaises dans les années à venir (...) nous croyons que le secteur va continuer dans la période qui vient à être pénalisé par les préoccupations souveraines*".

La date d'un éventuel appel portugais à l'aide financière internationale est très difficile à prévoir parce qu'elle dépend désormais davantage d'une décision européenne et des marchés que du gouvernement, selon Filipe Garica, économiste au cabinet de consultants Informacao de Mercados Financieros.

"*Le marché fait monter les taux à des niveaux qui obligent les pays à demander de l'aide. Ce n'est plus vraiment entre nos mains. Je pense que le fait que le Portugal demande un plan d'aide dépend davantage de l'Europe*", a-t-il dit. (Reuters 30.11)

3- Etats-Unis.

La Fed est décidemment très pessimiste. Une semaine, jour pour jour, après avoir nettement abaissé ses prévisions de croissance pour le pays , la Banque centrale américaine a répété ce mardi son inquiétude face à l'ampleur du c hômage de longue durée aux Etats-Unis et à ses conséquences à long terme. (Lefigaro.fr 30.11)

Haut de page

---

Le 2 décembre

Tout est dit en une phrase : « *Le marché espère tout d'abord une poursuite des apports de liquidités à des conditions relativement exceptionnelles pour aider les établissements bancaires les plus fragiles. La BCE devrait aussi indiquer qu'elle continuera d'acheter des titres de dette des États les plus fragiles*», résume Jean-Paul Betbèze, le directeur des études du Crédit agricole.

Des crédits à gogo des taux proches de zéro pour les banquiers pour qu'ils puissent continuer à vaquer à leurs affaires et spéculer tranquillement en empochant au passage des milliards d'euros de profit, la nationalisation des actifs pourris des mêmes banquiers pour les soulager et que le système perdure, le tout étant régler par tous les peuples de l'UE cela va s'en dire via l'Union européenne que l'intersyndicale jaune vient d'appeler à jouer un rôle social progressiste, via les différents gouvernements tous à la solde du capital.

Bien des camarades sont déboussolés après la défaite de la bataille sur les retraites, notamment, les lecteurs du site peut-être un peu moins pour y avoir été préparés politiquement, pour peu que leur lecture soit sérieuse ou attentive bien sûr. Comment ne pas voir que nos dirigeants osent à peine aborder du bout des lèvres - on ne peut pas dire poser, la question du pouvoir, c'est toujours pour eux une question accessaoire, à la marge, qu'ils sont incapables de proposer un axe politique autour duquel la classe pourrait se rassembler pour combattre le régime et la préparer à l'affrontement avec lui, que c'est le seul moyen d'unifier son combat.

Cela a un lien avec ce que j'ai écrit dans le bandeau défilant en haut de l'écran de cette page :

"*Pour rappel : les révolutions de 1905 et 1917 en Russie ont commencé par une grève politique générale, en 1905 pour obtenir le droit de vote, une constitution, une République démocratique, en 1917 pour obtenir des droits politiques et chasser le despote Nicolas II au pouvoir. En 2010 en France, la grève générale politique pourrait s'appuyer sur le constat que les institutions de la Ve République sont totalement inféodés aux marchés et aux institutions internationales du capital, dans la perspective d'institutions créées et contrôlées par le peuple pour satisfaire ses besoins et aspirations légitimes. Existe-t-il une autre voie conforme aux intérêts collectifs du prolétariat et de la petite-bourgeoisie ? En avant vers le socialisme !*"

Je développerai plus tard, en attendant il faut préciser qu'en octobre 1905 s'ajoutait à cette revendication politique l'augmentation des salaires et la journée de 8h qui passèrent au second plan, parce que le prolétariat russe et ses représentants estimaient que sans la satisfaction de leurs revendications politiques, tout acquis économique ou social demeurerait fragile et pourrait être remis en cause à la première occasion, ils expliquaient que pour consolider ces acquis sociaux il fallait absolument remporter une victoire politique contre le régime en place dans la perspective de le renverser.

On constate ici que leur combat pour la satisfaction des besoins et aspirations de la classe ouvrière était subordonné à la question du pouvoir qu'ils n'hésitèrent pas à poser directement, s'inspirant largement de la politique de la social-démocratie russe de l'époque, dont sa fraction bolchevik. Cette politique était conforme au marxisme et à celui de la révolution prolétarienne.

La révolution (armée) d'octobre 1905 avança au pas de charge et sans encombre jusqu'au 12 novembre de la même années où le soviet lança le mot d'ordre de la fin de la grève, après avoir estimé qu'il était impossible d'aller plus loin compte tenu de la situation, qu'il serait trop long de décrire ici. Lorsque les ouvriers (et le soviet) qui avaient décrété la journée de 8 heures et avaient commencé à l'appliquer voulurent maintenir cette position, ils se rendirent compte que c'était impossible compte tenu que le régime autocratique et policier du tsar était toujours en place. Celui-ci indiqua une fois ralliée à lui la bourgeoisie que la journée de 8 heures était illégale et ils commencèrent à procéder à la fermeture des usines. Il s'en suivit une division de la classe qui sonna l'heure de la revanche et de la répression sanglante, entre ceux qui voulaient continuer de se battre pour faire appliquer la journée de 8 heures et ceux qui avaient déjà repris le travail en acceptant la mort dans l'âme les anciennes conditions de travail harrassantes. Entre temps, le 17 octobre le tsar avait cédé partiellement sur les revendications politiques que la bourgeoisie avait soutenues. Du coup, un brusque changement intervint dans le rapport de forces que le soviet pris en compte : "*La résolution signalait que la coalition du capital avec le gouvernement avait transformé la question des huit heures, applicable à Pétersbourg, en une question d'intérêt général pour tout le pays ; elle montrait que les ouvriers de Pétersbourg ne pouvaient par conséquent remporter cet avantage sans le concours du prolétariat de la nation entière.*" (*1905* - L. Trotsky)

Trotsky poursuivait au chapitre suivant par ce titre : *Les huits heures et un fusil !* : "*Le prolétariat était seul dans cette lutte. Personne ne voulait ni ne pouvait le soutenir. Cette fois, il ne s'agissait plus de la liberté de la presse, ni de combattre l'arbitraire des galonnés, ni même du suffrage universel. L'ouvrier demandait des garanties pour ses muscles, pour ses nerfs, pour son cerveau. Il avait décidé de reconquérir une partie de sa propre existence. Il ne pouvait attendre davantage et ne levoulait pas.*"

Et de conclure provisoirement : "*Mais les résultats politiques laissèrent une trace ineffaçable dans la conscience des masses. L'idée de la journée de huit heures fut désormais populaire même parmi les groupes ouvriers les moins engagés et elle eut plus d'influence que n'en avait obtenu une propagande pacifique menée pendant de longues années. En même temps, cette revendication était organiquement assimilée aux exigences essentielles de la démocratie politique. En se heurtant à la résistance organisée du capital derrière lequel se dressait le pouvoir de l'Etat, la masse ouvrière revint à l'idée du coup d'Etat révolutionnaire, de l'inéluctable insurrection, de l'armement indispensable.*

*Lorsqu'il défendait au soviet la motion qui devait terminer la lutte, le rapporteur du comité exécutif résumait de la manière suivante les résultats de la campagne : " Si nous n'avons pas conquis la journée de huit heures pour les masses, nous avons du moins conquis les masses à la journée de huit heures. Désormais, dans le coeur de chaque ouvrier pétersbourgeois retentit le même cri de bataille : " Les huit heures et un fusil ! "*"

Un cri du coeur qui doit effrayer de nos jours plus d'un "*révolutionnaire*" à l'esprit petit-bourgeois dans nos rang ! Le soviet ou conseil en français, n'avait pas pour seule mission de représenter, d'organiser et d'entraîner au combat l'ensemble de la classe, mais de la préparer à l'insurrection, à la conquête du pouvoir, objectif pour lequel personne ou presque n'était préparé à combattre, même dans les rangs de la social-démocratie russe.

Finalement estimera Trotsky : "*Il ne restait au soviet qu'à reconnaître que le conflit était inévitable dans un avenir tout prochain ; et la seule tactique dont il disposât était de préparer l'insurrection. Quelle pouvait être cette préparation sinon de développer et de fortifier précisément ses propres possibilités de paralyser la vie de l'Etat, qui faisaient sa force ? Mais tout ce que le soviet entreprenait pour développer et fortifier ces possibilités précipitait naturellement le conflit.*"

Plus loin : "*... dans une révolution, il est inconcevable qu'on puisse exécuter une retraite régulière. Si, au jour de l'attaque, le parti entraîne les masses derrière lui, cela ne veut pas dire qu'il puisse à volonté les arrêter et leur faire faire marche arrière, au moment de l'assaut. Ce n'est pas seulement le parti qui mène les masses, ce sont elles qui le poussent en avant. Et cela*

*se renouvellera dans toutes les révolutions, si fortement organisées qu'elles soient.*

*Dans ces conditions, reculer sans combat signifie dans certains cas, pour le parti, abandonner les masses sous le feu de l'ennemi. Sans doute, la social-démocratie, en tant que parti dirigeant, aurait pu se dispenser de relever le défi que la réaction lui jetait en décembre ; selon l'heureuse expression du même Kouropatkine, elle aurait pu " se retirer sur des positions préparées d'avance " ; c'est-à-dire disparaître dans ses retraites clandestines. Mais, en agissant ainsi, elle aurait simplement donné au gouvernement la possibilité d'écraser une à une les organisations ouvrières plus ou moins déclarées qui s'étaient constituées avec le concours immédiat du parti : il n'y aurait pas eu, en effet, de résistance commune. C'est à ce prix que la social-démocratie aurait acheté l'avantage douteux de contempler la révolution en spectatrice, de raisonner sur ses fautes, d'élaborer des plans impeccables qui n'auraient eu que le défaut d'être proposés quand on n'en avait pas besoin. Il est facile d'imaginer comment cette conduite aurait affermi les liens entre le parti et les masses!*"

"*Mais, si le parti avait éludé le conflit en octobre et en novembre, parce qu'il avait conscience de la nécessité d'une préparation en règle, cette raison perdait toute sa valeur en décembre. Non pas, bien entendu, que les préparatifs fussent achevés, mais parce que le gouvernement, qui n'avait pas non plus le choix, engagea la lutte en détruisant précisément toutes les organisations révolutionnaires qui avaient été créées en octobre et en novembre. Si, dans ces conditions, le parti avait décidé de refuser la bataille, même en obligeant les masses révolutionnaires à se retirer du champ clos, il aurait simplement mis la révolution dans une situation encore plus insoutenable : il n'y aurait plus eu ni presse ni organisation au sommet et la démoralisation générale aurait été la conséquence inévitable de cette retraite.*

*" ... Dans la révolution comme à la guerre, dit Marx dans Révolution et contre-révolution en Allemagne, il est absolument nécessaire, au moment décisif, de risquer le tout pour le tout, quelles que soient les chances de la lutte. L'histoire ne connaît pas une seule révolution suivie de succès qui ne fasse la preuve de l'exactitude de ce principe... La défaite après une lutte acharnée présente une signification révolutionnaire non moins grande que celle que peut avoir une victoire facilement arrachée... Dans tout conflit, inévitablement, celui qui relève le gant risque d'être vaincu ; mais est-ce là une raison pour qu'on se déclare vaincu dès le début et qu'on se soumette sans avoir tiré le glaive ?*

*" Quiconque, dans une révolution, commande une position de valeur décisive et la rend sans avoir obligé l'ennemi à livrer l'assaut, mérite d'être considéré comme un traître. "*"

En conclusion, pour être bref, le manque de préparation théorique et politique de l'avant-garde du prolétariat ne permettait pas à la classe ouvrière de vaincre à cette étape le desposte Nicolas II et de mener sa révolution jusqu'au bout. La révolution de 1905 allait servir de répétition générale à celle de 1917 qui allait conduire le prolétariat et son parti au pouvoir.

En guise d'enseignements :

1- On n'insistera jamais assez sur la liaison entre revendications économiques et revendications politiques tout au long de ces deux révolutions et qui allait forger la conscience politique de la classe et de son avant-garde révolutionnaire : "*La grève politique générale fut l'arme principale du soviet.*" (Trotsky)

2- Il faut retenir également que le soviet qui représentait au départ les intérêts collectifs de la classe ouvrière, s'était rallié très rapidement des pans entiers de la petite-bourgeoisie, des intellectuels, des étudiants et leurs associations, des paysans sous l'uniforme, l'ensemble des syndicats et unions des syndicats, le parti ouvrier social-démocrate de Russie (dont les tendances menchevik et bolchevik) et le parti socialiste-révolutionnaire, son autorité était pratiquement incontestée au sein du prolétariat face à Nicolas II et sa coterie de féodaux dégénérés.

3- Il faut aussi retenir comme enseignement, que le soviet de Petersbourg a été un exemple de démocratie inégalable sous un régime capitaliste, il s'était donné comme président un jeune avocat, Georges Nossar dit Khroustalev, qui était ni un membre des partis ouvriers ni un syndicaliste. Voici ce qu'en dira Trotsky :

"*Fertile en trouvailles pratiques, actif, président énergique et capable bien qu'orateur médiocre, nature impulsive, sans passé ni physionomie politiques, Khroustalev convenait mieux que personne au rôle qu'il joua à la fin de 1905. Les masses ouvrières, dont l'état d'esprit était révolutionnaire et dont le sentiment de classe était nettement développé, manquaient cependant, dans leur majorité, de cette détermination que donne l'adhésion à un parti. Ce que nous avons dit plus haut du soviet même peut être appliqué à Khroustalev. Tous les socialistes de carrière appartenaient à des partis ; la candidature d'un homme de parti aurait suscité des difficultés au sein même du soviet dès le moment de sa formation. D'autre part, l'indétermination politique de Khroustalev facilitait au soviet ses relations avec les groupes étrangers au prolétariat, en particulier avec les organisations intellectuelles qui lui accordèrent une aide matérielle considérable. En confiant la présidence à un sans-parti, la social-démocratie comptait exercer un contrôle politique. Elle ne se trompait pas. Trois ou quatre semaines ne s'étaient pas écoulées que l'accroissement formidable de son influence et de ses forces se traduisait en particulier par l'adhésion publique de Khroustalev à la social-démocratie (fraction des mencheviks).*"

Avant d'en arriver à la situation qui nous permettre de lancer le mot d'ordre "*la retraite à 50 ans et des fusils, etc.*", il nous faut

parvenir à poser correctement la question du pouvoir de telle sorte que la majorité de la classe s'en saisisse...

Je mettrai en ligne demain quelques documents sur la révolution de 1905.

## Politique.

### 1- Sarkozy - Strauss-Kahn "***blanc-bonnet et bonnet-blanc***".

Contacté par Le Post, le porte-parole adjoint de l'UMP, Dominique Paillé, ne cache pas sa satisfaction après avoir pris connaissance des propos de DSK sur Nicolas Sarkozy.

"*Même s'il a été un peu plus modéré qu'il devrait l'être, Dominique Strauss-Kahn a été lucide. Nicolas Sarkozy sait parler aux classes populaires et s'occupe de leurs problèmes. Sur le fond, DSK rend un vrai hommage à Nicolas Sarkozy. Je m'en réjouis*", confie au Post Dominique Paillé.

Et aussi dans le contexte de la pré-campagne présidentielle de 2012. Une élection qui pourrait mettre aux prises le favori des sondages au PS et l'actuel chef de l'Etat. Les propos attribués à DSK pourraient bien donner des arguments à ses détracteurs, notamment à l'extrême-gauche, comme à son potentiel rival pour 2012 : Nicolas Sarkozy.

Car, le Président, qui a évoqué sa candidature à la présidentielle mardi, a une stratégie claire, rodée le 16 novembre dernier, lors de son interview télévisée : montrer qu'entre lui et Dominique Strauss-Kahn, c'était blanc-bonnet et bonnet-blanc. Manière de "*droitiser*" Strauss-Kahn et de donner du grain à moudre à la gauche du PS, qui attaque le patron du FMI depuis plusieurs semaines sur le thème : DSK n'est pas de gauche. (Lepost.fr 01.12)

### 2- Quand ils se rencardaient discrètement auprès des représentants de l'impérialisme américain pour obtenir leur aval ou leur soutien.

La rencontre a lieu le 16 mai 2006 à l'ambassade américaine à Paris. Candidat aux primaires du parti socialiste en vue de l'élection présidentielle de 2007, Dominique Strauss-Kahn s'entretient avec l'ambassadeur Craig Stapleton. Et se confie sur sa course à la présidentielle.

Après l'avoir rencontrée en février 2006, l'ambassadeur qualifie Ségolène Royal de «politicienne déterminée, subtile et charismatique».

En novembre 2006, la diplomatie américaine précise qu'elle se comporte «comme un socialiste de type blairiste». (Lefigaro.fr 01.12)

Dans le titre je n'ai pas cru bon d'ajouter que ces rencontres avaient pour but de rassurer Washington sur leurs intentions : l'administration américaine savait depuis longtemps à quoi s'en tenir et n'avoir rien à craindre de ces représentants du capital.

### 3- La chasse à l'homme internationale est lancée.

Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, fait désormais l'objet d'un avis de recherche international ("notice rouge") diffusé mardi soir par Interpol pour viol et agression sexuelle présumés.

Julian Assange rejette ces accusations et dénonce "*un cirque judiciaire*" lié à ses activités.

Sur son site, Interpol précise que toute personne disposant d'information sur Assange devra contacter la police. Les notices rouges autorisent la transmission à l'étranger de mandats d'arrêt émis par des autorités de police nationales.

Le fondateur de WikiLeaks a indiqué ce mois-ci qu'il pourrait demander l'asile politique en Suisse. L'Equateur s'est dit prêt à l'accueillir avant de revenir sur son offre, le président Rafael Correa ayant regretté que WikiLeaks ait enfreint la loi. (Reuters 01.12)

### 4- Aux armes !

Chaque année, près de 8000 armes à feu sont saisies par les services de police français ou volées. Environ 10 % de ce total sont des armes de guerre. Parmi celles-ci, la kalachnikov est particulièrement à la mode chez les trafiquants de drogue, comme l'a montré le règlement de comptes du 20 novembre à Marseille (un adolescent tué, un autre blessé). Vendus de 1500 à 2000 euros l'unité en France, ces fusils d'assaut sont en général rapportés en petites quantités des Balkans, cachés parmi le fret routier. (Lexpress.fr 01.12)

## Social.

Plusieurs centaines de professeurs stagiaires ont défilé ce mercredi à Paris jusqu'au ministère de l'Education nationale pour réclamer une amélioration de leurs conditions d'exercice. Car pour la première fois cette année, réforme de la formation des enseignants oblige, les 16.000 nouveaux profs font cours à plein temps. Avec pour seules aides, un tuteur et quelques jours de formation par mois.

Une charge de travail jugée trop lourde par beaucoup, à l'instar de Marie, prof stagiaire d'histoire-géo dans un lycée de Seine-et-Marne. «*J'ai trois niveaux de classes et je m'occupe aussi de l'accompagnement personnalisé des élèves de seconde. Sans oublier mes trois journées de formation par mois. Du coup, je bosse 7 jours/7, car mes dimanches sont consacrés à la préparation des cours à la correction des copies.*»

Luc Chatel a parlé d'1% de profs stagiaires en difficulté. «*Cela dénote un profond mépris pour nous. Il faut qu'il vienne voir ce qui se passe sur le terrain*». De son coté, Marie a une autre analyse: «*Ces statistiques optimistes du ministère s'expliquent. Les profs stagiaires ne sont pas suicidaires, ils savent bien que s'ils se plaignent trop auprès des inspecteurs d'académie, ils risquent de ne pas être titularisés à la fin de l'année.*» (20minutes.fr 01.12)

## Economie.

### 1- Lumpenprolétariat de la bourgeoisie. Les prédateurs de la finance veulent nous renvoyer au XIXe siècle !

Au total 4.589 milliards d'euros d'aides publiques ont été mises à disposition du secteur financier européen depuis octobre 2008 et le début de la crise bancaire, selon un état des lieux publié mercredi par la Commission européenne.

Ce chiffre correspond aux aides auxquelles la Commission, gardienne de la concurrence en Europe, a donné son feu vert.

Il recouvre non seulement des injections de liquidités ou des prêts préférentiels accordés à des banques à titre individuel, mais aussi des plans nationaux d'aide mis à disposition du secteur mais pas forcément activés, une bonne part de garanties intervenant seulement en cas de défaut... Les sommes effectivement dépensées sont donc inférieures.

Bruxelles précise que les aides utilisées ont atteint 957 milliards en 2008 et 1.107 milliard en 2009, dont 76% pour des garanties. Elle ne donne pas de chiffre pour 2010.

A titre de comparaison, les aides spéciales autorisées dans le contexte de la crise à d'autres secteurs plombés par le resserrement des conditions du crédit atteignent 82,5 milliards d'euros depuis décembre 2008, et les aides publiques "*traditionnelles*" (pour la recherche, l'emploi, les industries vertes...) pour la seule année 2009 ont représenté 73,2 milliards d'euros.

"*La crise financière a poussé les Etats membres à octroyer des montants considérables afin de préserver la stabilité financière*", a commenté le commissaire à la Concurrence, Joaquin Almunia. (20minutes.fr 01.12)

### 2- France. Smicards vous êtes des "***privilégiés***"

«*Sur un plan strictement économique, je ne pense pas qu'un [coup de pouce au Smic] soit le plus efficace pour relancer l'économie*». La ministre de l'Economie Lagarde a écarté mardi en conférence de presse toute augmentation du Smic au-delà de l'inflation au 1er janvier prochain.

«*Les dispositifs de type Prime pour l'emploi (PPE) et Revenu de solidarité active (RSA) sont beaucoup plus efficaces pour aider les Français les moins privilégiés*», a estimé la ministre

Après cinq années sans coup de pouce au Smic, le discours est difficile à entendre, surtout pour les personnes rémunérées au salaire minimum. (20minutes.fr 01.12)

### 3- Espagne.

L'Espagne, dont les coûts d'emprunt ont flambé sur les marchés, cherche à convaincre les investisseurs qu'elle n'aura pas besoin, à terme, de recourir à une aide internationale.

L'Espagne a annoncé mercredi de nouvelles mesures visant à réduire son déficit, dont la privatisation partielle de la loterie nationale et de la société des aéroports, et l'arrêt d'une mesure spéciale d'aide aux chômeurs de longue durée.

Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé la fin de l'indemnisation de 426 euros par mois décidée il y a un an à peine pour les chômeurs de longue durée dont les droits ont expiré - qui concernait 70.000 personnes - et des mesures en faveur des petites et moyennes entreprises.

Il a en outre expliqué que l'Etat allait céder 30% de la loterie nationale au secteur privé et autoriserait des investisseurs privés à monter jusqu'à 49% au capital des aéroports et services aéroportuaires du pays.

"*Nous saluons les nouvelles mesures concrètes annoncées par le gouvernement espagnol (...) Elles confirment la détermination à mettre en oeuvre le programme de réforme*", a réagi le porte-parole de la Commission européenne, Amadeu Altafaj. (Reuters 01.12)

4- Irlande.

Les établissements de crédit irlandais doivent revoir leur politique de rémunération et lier les bonus à une gestion raisonnable des risques, sans quoi elles s'exposent à des amendes et leurs dirigeants à des sanctions, a prévenu mercredi la banque centrale.

La culture des bonus et celle des jetons de présence dans les conseils d'administration ont participé à la création d'une bulle immobilière dont l'éclatement a mis le secteur bancaire irlandais à terre. (Reuters 01.12)

Haut de page

---

Le 3 décembre

J'ai rajouté une table des matières au *1905* de L. Trotsky qui vous permettra d'atteindre directement le passage qui vous intéresse en cliquant sur un lien. Bonne lecture et réflexion. Attention si vous lisez l'article de Lénine, ne perdez pas de vue qu'il n'était pas sur place et qu'il n'existait pas à cette époque les moyens de communications sophistiqués qui existent aujourd'hui. Je n'ai pas encore eu le temps de le lire pour tout vous dire.

J'ai rectifié les dates de parution des deux derniers articles mis en ligne dans la *Tribune libre*, avec mes excuses. Je n'ai plus le temps de poursuivre la causerie d'hier.

Bon week-end à tous.

J'ai reçu le courriel suivant auquel j'ai trouvé préférable de répondre immédiatement, il provient d'un militant ou cadre du POI.

Bonjour,

Je vois que vous citez la déclaration de l'intersyndicale jaune CFDT, CGT, etc.

Vous citez notamment ceci : "*l'Union européenne doit […] donner les moyens à des services publics de qualité de jouer tout leur rôle*". Mais, si j'en crois Informations ouvrières, ces dirigeants "*unitaires*" ont écrit : « *Il faut donner les moyens à des services de qualité de jouer tout leur rôle.* »

Des « *services* » et non pas des services « *publics* » !

Vous avez été trop généreux avec ces crapules qui disent clairement qu'elles refusent de défendre les services publics sans cesse menacés et entérinent les privatisations déjà intervenues.

Salutations ouvrières.

Ma réponse.

Bonjour,

Une erreur est effectivement toujours possible, mais tel n'est pas le cas ici comme nous allons le vérifier.

J'ai simplement fait un copier/coller de l'article de l'Associated Press du 29 novembre (dans cette page). Pour en avoir le coeur net, je viens de vérifier sur le site Internet national de la CGT, je recopie ici ce communiqué dans son intégralité :

(http://www.cgt.fr/spip.php?article37928&debut_premier_article=)

Journée européenne du 15 décembre

CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA interpellent les décideurs politiques et économiques

lundi 29 novembre 2010

A l'occasion de la réunion de l'intersyndicale du 29 novembre, les cinq organisations ont rédigé cette interpellation afin de préparer la mobilisation européenne du 15 décembre.

Dans le cadre de la journée de mobilisation de la CES "Non à l'austérité, priorité à l'emploi et à la croissance en Europe", les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA ont décidé d'interpeler le 15 décembre 2010, les décideurs politiques et économiques français, à la veille du sommet de l'Union européenne.

Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens sont inacceptables. Elles mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique, un accroissement du chômage et de rendre impossible la réduction des déficits.

Au contraire, il faut une relance économique tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et respectant les impératifs écologiques. Cela nécessite une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, des investissements publics et privés, un renforcement des régulations de la finance et de l'économie. La nécessaire réduction des déficits doit être le fruit d'une autre politique économique et sociale. L'Union européenne doit rapidement consolider les moyens de solidarité vis-à-vis des pays de la zone Euro dont les dettes publiques font l'objet de spéculations financières.

Il faut combattre le dumping social en renforçant le socle social européen, en particulier avec la mise en place d'un salaire minimum dans chacun des Etats membres. L'Union européenne doit garantir les droits sociaux fondamentaux face aux règles du marché et de la concurrence. Il faut donner les moyens à des s e r v i c e s p u b l i c s (caractère gras du site) de qualité de jouer tout leur rôle. L'harmonisation de la fiscalité des entreprises est une nécessité urgente.

La création d'emplois de qualité, la réduction du chômage et en particulier pour les jeunes, la pérennité des systèmes de protection sociale, sont dépendants à la fois des décisions nationales et des réponses européennes.

Face à ces enjeux, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA interpelleront les décideurs politiques et économiques par des initiatives unitaires sur tout le territoire le 15 décembre 2010.

Le 29 novembre 2010.

Je viens de vérifier à la page 3 du n°126, d'*Informations ouvrières* il semblerait qu'ils aient "*oublié*" le mot "*publics*"... en plein milieu d'une phrase !

Ce paragraphe complet (intersyndicale) comportait 70 mots et 368 caractères sans les espaces, celui d'IO 69 mots et 361 caractères, il manquait bien les 7 caractères du mot "". C'est fou ce qu'on peut faire désormais grâce au progrès !

Il manque dans IO le passage suivant signalé par des parenthèses à la suite du premier paragraphe :

"*Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens sont inacceptables. Elles mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique, un accroissement du chômage et de rendre impossible la réduction des déficits.*"

A la suite de ce paragraphe et au début du suivant il manque "*Au contraire,* ".

Dans le dernier paragraphe, IO a remplacé la coordination "*et*" par une virgule entre Solidaires et UNSA. Fin de lecture.

Ne soyons pas médisant, surtout que le POI vient de vanter la liberté de la presse en Algérie (IO n°126 page 9).

Après m'être penché sur la question sur Internet, c'est pas triste effectivement, je vais encore les allumer, c'est de leur faute, on n'écrit pas impunément : "*La presse algérienne a largement rendu compte de la VIIIe Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation (CMO). Preuve d'une liberté d'expression et d'un pluralisme à l'exact opposé de nos « médias » nationaux*", et pour cause elle n'avait rien à craindre de rendre compte de cette conférence, puisque le régime avait estimé avant les médias que

la tenue de cette conférence sur le sol algérien ne posait pas de problèmes, en quelque sorte les médias avaient reçu l'autorisation de Bouteflika pour couvrir cet évènement d'une portée sans doute considérable...

Excusez-moi, mais les dirigeants du POI (CCI) prennent vraiment les militants pour des cons et de plus en plus ouvertement, c'est grave, ça doit être dans l'air du temps ! J'en suis profondément et sincèrement désolé évidemment. Si maintenant il faut lire Informations ouvrières en se demandant si on n'est pas manipulé à chaque numéro et s'il faut vérifier l'authenticité de chaque citation ou communiqué, où l'on va !

Pour ceux qui ne le sauraient pas le POI combat pour le socialisme, la République et la démocratie, mais apparemment il n'accorde pas vraiment la même importance à ces mots, par curiosité je l'ai vérifié, une fois ouvert *Informations ouvrière* (n°126) avec Adobe Acrobat (version 8 professionnelle), j'ai tapé le mot "*socialisme*" pour voir combien de fois ils l'avaient employé, résultat : 1 fois à page 12, n'en jetez plus la cour est pleine ! Toujours par souci d'impartialité, j'ai tapé le mot "*socialiste*", résultat : pas une seule fois ! Le mot "*République*" y figure 1 fois et le mot "*démocratie*" 9 fois, dans ce comptage pour être tout à fait objectif, j'ai exclu les citations et nom de partis. Et le mot "*révolution*" ? En dehors de la Révolution française, ce mot demeure toujours tabou ! Heureusement qu'il y a Cantona, Besancenot pour nous rappeler qu'il existe : un cauchemar !

Fraternellement.

Tardieu J-C

PS : pendant qu'on y est, un bref aperçu de la "*liberté d'expression*" en Algérie :

1- "*En Algérie, le directeur de publication du quotidien El Watan, Omar Belhouchet, a reçu, à lui seul cette année 15 convocations devant les juges», peut-on lire dans le communiqué de RSF*" (son rapport annuel 2009).(http://ffs1963.unblog.fr/2010/01/02/liberte-de-la-presse-lalgerie-a-la-141eme-place/)

2- "*L'Algérie a gagné huit places (en 2010) car, indique RSF,* « le nombre de procès contre les journalistes a sensiblement diminué. La multiplication des procès entre 2008 et 2009 avait fait perdre 20 places à l'Algérie ».". Et ce journaliste de préciser : "*Il (le rapport de RSF) traduit assez correctement l'autoritarisme « mou » qui règne au Maghreb, où la multiplication de titres n'est pas un signe que le pluralisme est devenu la norme.*". (Le Quotidien d'Oran - 20 Octobre 2010) (http://mail.e-joussour.net/webmail) Vous aurez noté que cet article contredit l'affirmation du POI.

3- "*Selon le CPJ (Comité pour la protection des journalistes ), la fréquence des violations a commencé à s'accroître en février 2006, après que le gouvernement de Bouteflika eut émis un décret draconien qui restreint la libre expression et impose des limites très étroites à la discussion sur la guerre civile des années 1990 en Algérie. Sont interdites par exemple les enquêtes sur le meurtre de dizaines de journalistes et la disparition d'au moins deux autres.*

*Ce décret pousse à davantage d'autocensure dans les médias algériens; il sert de nouvelle prescription de harcèlement et d'incarcération des journalistes critiques, et il élargit le fossé entre les politiques algériennes et les normes internationales en matière de libre expression », dit CPJ.* " (http://info.ifex.org) L'Échange international de la liberté d'expression (IFEX) est un réseau mondial de 88 organisations qui oeuvrent à défendre et à promouvoir le droit à la libre expression.

Je pense que cela suffira pour nos lecteurs.

- Pour télécharger ce courriel et ma réponse au format pdf. (03.12)

Un autre sujet de causerie ce matin (pour ne pas faire de jaloux !).

Besancenot dans une interview à *Libération* à propos de l'appel de Cantona à vider les banques le 7 décembre :

"*L'idée de s'attaquer tous ensemble aux marchés financiers est évidemment quelque chose de séduisant. Ce désir de révolution me plaît. Les banques sont les grandes gagnantes de la crise systémique qu'elles ont provoquée : elles sont renflouées sur le dos des budgets publics, donc des contribuables. Le ver reste dans le fruit : les banques restent truffées de créances douteuses. Mais la réalité, c'est que beaucoup de ceux qui rêveraient de le faire n'ont plus forcément de l'argent sur leur compte en banque. Et puis, les capitalistes ont déjà anticipé le truc puisqu'ils font crédit à tour de bras avec de l'argent qu'ils n'ont pas : on l'a bien vu avec la bulle des subprimes.*" (Libération.fr 01.12)

Il dit que "*les banques sont les grandes gagnantes de la crise systémique qu'elles ont provoquée*", alors qu'en réalité les banques n'ont fait que tenter de repousser dans le temps l'explosion du système économiques qui repose sur des contradictions insoutenables à terme. Le recours du capitalisme au crédit dans des quantités gigantesques a permis d'accélérer son développement, pour être plus précis on devrait peut-être dire réaliser son développement à marche forcée en avançant à

l'aveuglette, jusqu'au moment où les forces qu'il a contribué à créer entre violemment en contradiction avec ses fondements, jusqu'à le mettre en péril et poser la question de sa disparition.

Les banques ne sont qu'un maillon du système économique capitaliste toujours tributaire des rapports de production, la propriété privée des moyens de production qui permettent de dégager la plus-value qu'empoche le capitaliste. A ce jour, depuis que le capitalisme existe, il n'est apparu dans le monde aucune autre source de profit pour les capitalistes, que l'extraction ou le vol de la plus-value produite par la force de travail des ouvriers.

Les lignes de crédit accordées aux banques par l'Etat via la banque centrale par le biais de la planche à billet à défaut de réserves suffisantes et d'emprunts auprès des marchés, correspondent à quelque chose de palpable et de bien matériel, elles devront toujours un jour ou l'autre (à terme) correspondre à de la plus-value issue du procès de production dont une part revient aux producteurs qui sont les clients des banques.

Ces sommes colossales mises à la disposition des banques par l'Etat ou avec son accord n'apparaissent nulle part dans la comptabilité des Etats et des banques contrairement aux entreprises industrielles par exemple qui déclarent leurs dettes, ou alors elles sont évoquées à la marge comme un phénomène normal, légal, légitime, pour ainsi dire naturel et qui ne prête pas à discussion, encore moins à remise en cause.

Une banque qui dispose de 10 milliard d'euros d'actifs (de biens matériels ou fonds propres) va pouvoir prêter au total 100 milliards d'euros à ses clients par exemple, sans que les 90 milliards dont elle ne dispose pas apparaissent à son bilan comme une dette qu'elle aurait à rembourser à la banque centrale, puisque en principe cet argent ne lui est pas destiné, il est destiné à ses clients, elle va prêter de l'argent qui correspond à une valeur qui ne se réalisera que dans le temps, à condition que les clients auxquels elle a prêté de l'argent soient en mesure de rembourser les prêts qu'elle leur a accordés. Ces 90 milliards n'appartiennent ni à la banque ni à la banque centrale, ils sont une hypothèque sur la plus-value à venir produite par les travailleurs uniquement, si on cherchait d'où sort cet argent, on en trouverait trace nulle part, c'est une pure création monétaire, qui au moment où elle voit le jour ne correspond à rien.

La banque vous prête 200.000 euros sur sa ligne de crédit pour acheter une maison, cet argent va dans la poche du promoteur qui a construit cette maison. En échange, vous vous êtes engagés à rembourser ce prêt avec intérêts à votre banque sur 20 ans. Si à un moment donné vous ne pouvez plus rembourser votre crédit, la banque peut saisir votre maison et la mettre en vente pour se payer, mais si maintenant des centaines ou des millions de personnes se retrouvent dans votre cas, le prix des maisons va s'effondrer sur le marché et la banque ne pourra pas recouvrer la totalité de la somme qu'elle vous a prêtée, elle va se retrouver elle-même en difficulté face à ses créanciers, qui affolés, vont tous se présenter au guichet pour réclamer à leur tour leur argent...

Quand on dit que les banques se sont endettées de manière colossale, ce n'est pas exact, c'est en réalité le système capitaliste qui est endetté pour permettre aux capitalismes les plus développés d'accroître encore leur puissance ou de conserver leur position dominante dans le monde, les banques centrales des Etats ne jouant qu'un vulgaire rôle d'intermédiaires au service des banquiers.

Le banquier qui vous a prêté 200.000 euros pour acquérir une maison, en versant cette somme au promoteur, votre banquier n'a fait que permettre à un capitaliste de réaliser sa plus-value sur les ouvriers qui ont construit votre maison, qui ont extrait les matières premières entrant dans la composition des matériaux qui ont été nécessaires à sa construction, etc. le cycle de la production et de la reproduction du capital ne s'achevant qu'une fois que le capitaliste à retrouver son capital de départ plus le profit qu'il a soutiré aux travailleurs qu'ils exploitent. Si le banquier ne vous prête pas cet argent, le promoteur restera avec sa maison sur les bras, il ne pourra pas réaliser sa plus-value, il cessera de construire des maisons et fera faillite, et comme lui-même avait contracté un crédit auprès de sa banque pour construire cette maison et qu'il n'est pas en mesure de le rembourser, sa faillite va se reporter sur sa banque et ainsi de suite, on comprend facilement que le développement du crédit et la solvabilité de ceux qui les contractent sont fondamentaux pour le fonctionnement (l'équilibre précaire) de l'ensemble du système capitaliste.

La crise actuelle s'articule autour de trois axes principalement :

1- La spéculation sur les marchés internationaux qui engloutissent la plus-value produite et à venir, y compris la part réservée aux clients des banques lorsque des dizaines de millions de travailleurs sont voués au chômage,

2- L'insolvabilité des clients des banques qui ne peuvent plus rembourser leurs crédits,

3- L'impossibilité des banques de rendre à terme l'argent qu'elles ont empruntés à des créanciers sur les marchés ou à leur régler à terme les intérêts qu'elles doivent leur verser, argent que ne couvrent pas leurs actifs puisque ses fonds propres représentent moins de 10% de l'argent qu'elles ont emprunté, d'où le recours à l'Etat pour boucher ce trou abyssal et empêcher sa mise en faillite qui se reporte sur l'Etat qui se retrouve de ce fait en situation de banqueroute.

Le tout sur fond de surproduction ou surcapacité de l'appareil de production à l'échelle mondiale, de guerre économique et

de concurrence acharnées entre capitalistes, de recherche de placements toujours plus lucratifs pour les centaines de milliards qu'ils ont accumulés, de détournement de sommes colossales (destruction massive de forces productives) au profit du complexe militaro-industriel...

A entendre Besancenot, on pourrait croire que lorsque les capitalistes "*font crédit à tour de bras avec de l'argent qu'ils n'ont pas*" avant de faire référence à la crise des subprimes aux Etats-Unis, on serait face à un phénomène récent, alors qu'en réalité il existe depuis le début du capitalisme, rappelons que la première ou l'une des premières crises eut lieu en Grande-Bretagne dans le premier quart du XVIIIe siècle, si je ne me trompe pas. (A suivre)

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Ils le lâchent.

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy tombe à 24% de bonnes opinions en décembre selon un sondage TNS-Sofres pour le Figaro-magazine, son score le plus bas dans ce baromètre depuis son élection en 2007.

Son Premier ministre François Fillon, reconduit le mois dernier, perd aussi trois points à 35% de bonnes opinions.

Trois semaines après le remaniement du gouvernement, le chef de l'Etat est très fortement impopulaire dans toutes les catégories, même dans celles qui sont plus proches de la droite, comme les classes sociales aisées (66% de mauvaises opinions) ou les plus de 65 ans (57% de mauvaises opinions). (Reuters 02.12)

#### 1.2- En famille, suite.

Laurent Wauquiez, nouveau ministre des Affaires européennes, est tombé sous le charme de Daniel Cohn-Bendit lors de son premier séjour au Parlement européen. "*Plus sage qu'il en a l'air, un trublion qui a pris de la hauteur de vue, avec de vraies convictions européennes*" (Lexpress.fr 02.12)

#### 1.3- Calomniateur et menteur. Le capitalisme est aux abois !

«*C'est un très bel avant-centre. Il n'a pas fait la Coupe du monde (1998), il n'a pas été sélectionné par Aimé Jacquet. Il y a sûrement des raisons à cela.*» La pique vient de François Baroin, le ministre du budget et s'adresse à l'ancien footballeur Eric Cantona. (20minutes.fr 02.12)

Baudoin Prot, le directeur général de BNP Paribas, a souligné jeudi que les 400.000 salariés du secteur en France «*méritent davantage de reconnaissance que cet appel*», rappelant que «*les banques françaises sont au service de toutes les clientèles*».

En outre, a-t-il dit, «*les banques françaises n'ont aucunement contribué aux origines de la crise*» et les aides de l'Etat de l'époque n'ont rien «*coûté aux contribuables*». (Libération.fr 02.12)

#### 1.4- Gesticulation.

La Commission européenne a proposé le 12 mai dernier de contrôler a priori les budgets nationaux des 27 pays de l'Union européenne pour renforcer la coordination économique.

Cette procédure consiste pour le Conseil européen à donner un avis sur les grandes lignes des orientations budgétaires de chaque pays avant les discussions parlementaires nationales.

Seuls les "*eurosceptiques*" du groupe de la gauche démocrate et républicaine (GDR), communistes et apparentés et membres du Parti de gauche, ont cosigné une proposition de loi dénonçant ce qu'ils considèrent comme une atteinte à la souveraineté.

Le texte dans son article unique dispose "*qu'en matière budgétaire cependant, le Parlement reste souverain. Les institutions européennes ne pourront se prononcer qu'après la délibération des assemblées parlementaires*".

"*En prenant prétexte de la crise économique et financière, la modification à l'oeuvre vise clairement à une mise sous tutelle budgétaire des Etats membres puisqu'il s'agit de passer d'orientations générales pour l'ensemble des pays de l'Union à un contrôle pays par pays*", a affirmé Martine Billard (PdG).

Cette dernière a accusé le gouvernement et sa majorité "*de faire aujourd'hui des parlements nationaux des chambres d'enregistrement budgétaire des choix européens guidés par l'omniprésence des politiques libérales*".

Pour le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique Georges Tron, la procédure européenne "*ne change en rien le fait que le parlement reste souverain pour le vote des textes financiers, projet de loi de finances et projet de loi de financement de la Sécurité sociale*".

"*La coordination des politiques économiques dans l'UE et la discipline budgétaire sont aujourd'hui indispensables dans une union monétaire*", a-t-il dit en demandant le rejet du texte. (Reuters 02.12)

Au passage, le PCF et le PG par leur présence au sein de cette assemblée à la botte du capital, de l'UE et du gouvernement, légitiment les institutions de la Ve République au lieu de les combattre dans la perspective de les renverser. Parole, parole, parole...

### 1.5- Après la droite et la gauche qui penche du même côté, le courant de "***gauche***" du PS, les gaullistes de "***gauche***", les radicaux de "***gauche***", voici venu le temps des socialistes de "***droite***" !

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé ce jeudi la "*dérive autoritaire*" du directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn après sa proposition d'une "*autorité budgétaire indépendante*" au niveau européen qui, selon l'eurodéputé, servirait à "*établir les budgets des Etats nations*".

"*Après avoir fait d'émouvantes déclarations sur son appartenance à la gauche sur France Inter et même quasiment expliqué que le FMI était membre de l'Internationale socialiste*", Dominique Strauss-Kahn "*qui serre le kiki à toute l'Europe*", a proposé mi-novembre à Francfort que soit constituée une "*autorité budgétaire indépendante*", a fait valoir le président du Parti de gauche. <

Mais "*de quel droit un comité théodule se chargerait de dire aux Français ce qu'ils doivent faire*", a demandé l'eurodéputé lors d'une conférence de presse.

Pour Jean-Luc Mélenchon qui y voit une "*dérive autoritaire*", cela voudrait dire qu'il n'y a "*plus de parlement, plus de gouvernement, tout ça ne sert plus à rien, il n'y a plus que les technocrates du FMI*".

De plus, "*ils comptent modifier le Traité de Lisbonne en cachette*" pour ce faire, a ajouté l'ex-sénateur PS qui s'est également prononcé pour une dévaluation de l'euro.

Par ailleurs interrogé sur les primaires du PS pour 2012, Jean-Luc Mélenchon a déclaré: "*tous les vaincus de cette élection qui seraient un peu à gauche ont une candidature naturelle à l'élection présidentielle, celle du Front de gauche, puisque de toute façon c'est un socialiste de droite qui va gagner cette primaire*" quel qu'il soit.

A l'émission *Le Fou du roi* sur France Inter, Mélenchon avait à nouveau attaqué DSK sur les retraites: "*Comment ça se fait qu'on est assez stupide pour dire qu'en augmentant le nombre d'années où il faut rester au travail, on va vivre jusqu'à 100 ans comme l'a dit cet imbécile de Dominique Strauss-Kahn?*" (Lexpress.fr 02.12)

Mélenchon, très attaqué notamment par les médias et le PS, nous est sympathique pour sa violente diatribe contre le capitalisme et ses représentants, sur ce plan il a notre soutien, il nous l'est moins par la politique de collaboration de classes qu'il préconise et que nous combattons.

### 2- Suède. Justice d'exception... pour la bonne cause !

Julian Assange n'a pas été autorisé par la justice suédoise à faire appel du mandat d'arrêt lancé contre lui et relayé par un avis de recherche international d'Interpol.

«*La Cour suprême n'a pas délivré d'autorisation de faire appel. Par conséquent, le jugement de la cour d'appel reste valable*», a indiqué ce jeudi Kerstin Norman, de la Cour suprême suédoise. (20minutes.fr 02.12)

## Economie.

### Un tour de passe-passe de l'Union européenne

Les agences de notation seront supervisées plus étroitement à l'avenir dans l'Union européenne et pourront être condamnées à de lourdes amendes, selon un accord trouvé mercredi soir entre eurodéputés, Commission européenne et Etats membres.

Si elle ne sera pas en mesure d'infirmer une note accordée par une agence, l'Esma pourra également remettre en cause la méthode utilisée par les analystes.

Mais, mais, mais...

A la demande des Vingt-Sept, la Commission et le Parlement européen ont en revanche accepté de renoncer à un article sur l'échange d'informations détenues par les agences, suite notamment à la décision américaine de remettre à plus tard une mesure similaire.

Joint par Reuters, le rapporteur du texte, l'eurodéputé français Jean-Paul Gauzès, s'est félicité du compromis trouvé.

"*Le texte est clair sur l'aspect européen de la supervision et il confère à l'Esma un caractère opérationnel*", a-t-il dit. (Reuters 02.12)

Vous avez bien lu, il est dit "*l'Esma pourra également remettre en cause la méthode utilisée par les analystes*", mais comme les agences de notation pourront refuser de transmettre les informations en leur possession qui leur auront permis de procéder à leurs analyses, l'Esma ne pourra contester rien du tout en réalité ! Pas très subtile, mais il fallait y penser.

## Social.

### Espagne.

Le nombre de chômeurs a augmenté pour le quatrième mois consécutif en novembre en Espagne pour atteindre 4,1 millions.

Le taux de chômage en Espagne demeure le plus élevé de l'Union européenne. Il était de 19,8% au troisième trimestre selon l'institut national des statistiques. (Reuters 02.12)

Haut de page

---

### Le 4 décembre

On ne prend même plus le temps de se détendre un peu depuis quelque temps, on se défonce au boulot 7j/7 pour avancer, mais comme c'est dur, pas de bosser mais d'aller de l'avant, je parle du mouvement ouvrier.

Si vous avez lu dans le petit article de Lénine sur le soviet de Pétersbourg en 1905 la note sur le parti socialiste-révolutionnaire, vous aurez retenu qu'en plus des mencheviks et des bolcheviks et d'autres partis non cités ici, il devait bien exister une dizaine de partis ouvriers ou paysans en 1917 à la veille de la révolution, ce qui n'a pas empêché la classe ouvrière de se reconnaître massivement, majoritairement dans le parti bolchevik (au sein des soviets et comme parti) et de vaincre, donc on ne peut pas considérer l'existence de plusieurs partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme comme un obstacle insurmontable à la révolution prolétarienne, c'est un mauvais prétexte.

En 1905 et 1917 la guerre était propice à la révolution, en 2010 c'est la gigantesque et profonde crise du capitalisme mondial dominé par l'industrie financière qui est le maillon faible de notre ennemi et qui devrait nous permettre de l'abattre pour peu qu'on s'inspire des enseignements des révolutions russes, au lieu de s'en écarter pour se lancer dans un aventurisme qui ne mènera qu'à une impasse et de nouvelles et dramatiques défaites.

J'ai extrait quatre passages intéressants de l'article de Lénine que j'ai lu hier soir.

1- "*Quels buts poursuivait la grève ? Economiques et politiques, tout ensemble. Les buts économiques concernaient tout le prolétariat, tous les ouvriers et en partie même tous les travailleurs, et pas seulement les ouvriers salariés. Les buts politiques concernaient tout le peuple, plutôt tous les peuples de la Russie. Les buts politiques consistaient à libérer tous les peuples de Russie du joug de l'autocratie, du servage, de l'arbitraire et des abus de la police.*"

Ceux qui veulent à tout prix séparer lutte économique et politique feraient bien de revoir leur copie, à moins qu'ils ne soient niléninistes ni trotskistes d'ailleurs, car on a là les prémices de l'application de la théorie de la révolution permanente.

2- "*Je me trompe peut-être, mais (sur la foi de renseignements incomplets dont je dispose, renseignements « par écrit » seulement) il me semble que sous le rapport politique le Soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon du*

*gouvernement révolutionnaire provisoire. Je pense que le Soviet doit se proclamer au plus tôt gouvernement révolutionnaire provisoire de l'ensemble de la Russie ou bien (ce qui revient au même, mais sous une forme différente), il doit créer un gouvernement révolutionnaire provisoire.*"

Dans *1905* de Trotsky, on pouvait lire que le soviet (conseil) de Pétersbourg (alors la capitale de la Russie) s'était constitué à l'initiative d'ouvriers entrés en lutte dans une trentaine ou une quarantaine d'entreprises, qu'ensuite il a attiré à lui des délégués d'autres entreprises, etc. jusqu'à devenir l'embryon d'un gouvernement prolétarien comme ils l'appelaient eux-mêmes. Rien d'extraordinaire là-dedans, aucun mystère non plus, alors pourquoi continuer de se répandre en interrogations sur la voie à suivre ou la forme de gouvernement que les travailleurs devront se donner pour vaincre le capital, on ne comprend pas ceux qui tiennent aujourd'hui ce langage.

En réalité le problème est ailleurs. En 1905 en Russie, les syndicats ne devaient pas être aussi pourris par le réformisme qu'ils le sont de nos jours en France (et partout ailleurs), on pourrait ajouter que la classe ouvrière russe était moins subordonnée au capitalisme que les masses en France en 2010. On en arrive toujours à la même question que personne ne veut aborder sérieusement.

On veut faire du syndicalisme de classe sans renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat avant que le syndicalisme n'abandonne le combat pour l'émancipation du capital ou ne s'oriente dans cette direction, que je situerais volontiers, paradoxalement et en apparence seulement en 1906. En Russie en 1905, cela ne posait aucun problème aux syndicats de lutter au côté des partis ouvriers sur des revendications politiques tels que le combat pour une Constitution ou pour une République démocratique, position inimaginable en 2010 en France... au nom de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis : un syndicat ne doit pas s'occuper de politique ont décrété les dirigeants pourris des syndicats et ceux qui les soutiennent tout en prétendant les combattre.

A partir du moment où une revendication économique ou sociale est vécue comme une question de vie ou de mort par l'ensemble de la classe ouvrière ou qu'elle en fait une priorité absolue, et que la nature du pouvoir en place s'oppose à sa satisfaction, la question de le renverser se trouve poser, ainsi que celle des institutions politiques qu'il faudrait mettre en place pour pouvoir satisfaire cette revendication. De nos jours et depuis belle lurette, ce n'est pas ce genre de revendications qui manquent, chômage, précarité, pauvreté, notamment.

Cette question se pose et sera appréciée par les travailleurs avec plus ou moins d'acuité, selon que l'on se situe dans une période de flux ou de reflux de la lutte des classes, dans une période qui précède une crise, pendant ou après la sortie d'une crise (ou une guerre), le développement de la situation dans un sens ou un autre dépendra en grande partie du degré de préparation de la classe sur le plan organisationnel et politique pour affronter le régime et avancer vers le socialisme. Il faut se souvenir que Lénine expliquait qu'il n'existait pas de circonstances particulières pour poser la question de l'Etat ou du pouvoir, qu'elle devait toujours figurer dans l'agitation et la propagande du parti en adaptant bien sûr les mots d'ordre à chaque situation... Cela participe à l'éducation politique des masses, à leur préparation théorique au combat politique, à leur mise en condition indispensable pour rompre et affronter l'ordre établi dans les meilleures conditions possibles le moment venu, martelait-il contre ceux (les démocrates révolutionnaires qu'il distinguait des véritables révolutionnaires marchant sur la voie conduisant au socialisme) qui expliquaient qu'on aurait bien le temps d'y venir un jour, autrement dit jamais ou quand il serait trop tard...

S'il se trouve maintenant que les travailleurs n'ont pas été préparés à situer leur combat sur le terrain politique, qu'on les a enfermés constamment dans le carcan du régime avec des mots d'ordre démocratiques ou légalistes qui inspirent le respect au petit-bourgeois, il ne faut pas s'étonner ensuite que le jour où l'heure du combat politique a sonné contre le gouvernement et les institutions, la classe soit incapable de se situer et de s'organiser sur un plan politique ou qu'elle soit incapable de se saisir des mots d'ordre politique révolutionnaires que l'avant-garde lui propose, c'est ce qui est ressorti nettement de la bataille sur les retraites où les masses n'ont pas été en mesure de trouver la voie de leur propre organisation, ni la classe ouvrière à la pointe de ce combat, qui par conséquence et pour cette raison n'a pas été capable d'entraîner les masses dans ce combat.

C'est cette culture de classe, ces enseignements de la lutte des classes du passé que n'ont pas acquis malheureusement les militants syndicalistes et/ou politiques, ce qui explique qu'il ne leur reste plus qu'à se tourner vers les appareils en guise de salut ou à se comporter en gauchistes, on connaît la suite. Maintenant on peut continuer de se détourner de ces enseignements ou les nier, d'agir en fait comme si on pouvait se passer de théorie pour mener notre combat, dans ce cas-là il ne faut pas s'étonner d'aboutir toujours au même résultat et de ne jamais avancer d'un millimètre.

L'air de rien, on vient de décrire ce qui est à l'origine de l'impuissance du combat contre les appareils en refusant au syndicalisme de s'approprier des mots d'ordre politique.

Le soviet de Pétersbourg en 1905 avait réussi à rassembler une grande partie de la classe ouvrière, des étudiants et des intellectuels, des paysans et des soldats, des pans entiers de la petite-bourgeoisie, les syndicats et les partis ouvriers, non pas sur des revendications économiques qui ne concernaient pas l'ensemble des classes ou des couches qui viennent d'être citées, mais sur des revendications politiques qui les unissaient contre le régime despotique du tsar dit des Cent Noirs.

Voilà qui devrait allimenter la discussion et la réflexion de chaque militant, cadre ou dirigeant du mouvement ouvrier.

3- "*Or le gouvernement projeté ne sera pas autre chose que l'organe de cette insurrection qui grandit et mûrit déjà. Il était impossible de procéder pratiquement à la formation du gouvernement révolutionnaire tant que l'insurrection n'avait pas pris une ampleur évidente pour tout le monde, perceptible pour ainsi dire par tous. Et maintenant justement il est nécessaire de souder politiquement cette insurrection, de l'organiser, de le doter d'un programme clair, de faire en sorte que les détachements déjà nombreux et sans cesse croissants de l'armée révolutionnaire deviennent l'appui et l'instrument de ce gouvernement nouveau, réellement libre et réellement populaire. La lutte est inéluctable, l'insurrection est certaine, la bataille décisive est imminente. L'heure est venue de lancer un défi direct, d'opposer au tsarisme pourrissant le pouvoir organisé du prolétariat, d'adresser à l'ensemble du peuple un manifeste au nom du gouvernement révolutionnaire provisoire institué par les ouvriers d'avant-garde.*"

En dehors des Cent Noirs, de la noblesse et ses valets au sens propre et figuré, toute la population se dressait contre Nicolas II, y compris la bourgeoisie que méprisait le tsar, cependant celle-ci n'avait pas sa place au sein des soviets contrairement à ce qui se passe dans le cas d'une Assemblée constituante qui est une institution conçue sur le modèle d'un parlement bourgeois, où toutes les classes ont le droit d'être représentés et de s'exprimer, à l'opposé, le soviet était le parlement de la classe ouvrière et de tous ceux qui assimilaient leur combat à celui du prolétariat ou acceptaient de marcher sous sa direction.

Le succès, le développement foudroyant et la puissance du soviet de Pétersbourg s'explique par le fait qu'il s'est constitué au départ sur une base économique et réduite, pour se situer très rapidement sur un plan plus général et politique, ce qui permis d'en élargir rapidement la base pour gagner l'ensemble des opposants au tsar.

A nous de voir quels mots d'ordre politique pourraient synthétiser ou exprimer à la fois le rejet du gouvernement Sarkozy-Fillon et les institutions de la Ve République, le combat pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire, comment on pourrait l'exprimer avec des mots simples, afin que les travailleurs puissent s'en saisir et les reprennent au cours de leur mobilisation. 4- "*C'est ainsi que se présente à mes yeux la transformation du Soviet des députés ouvriers en gouvernement révolutionnaire provisoire. Telles sont les tâches que je poserais en premier lieu à toutes les organisations de notre Parti, à tous les ouvriers conscients, au Soviet lui-même et au congrès ouvrier qui tiendra ses assises à Moscou, ainsi qu'au congrès de l'Union paysanne.*"

Le combat se poursuit au sein du soviet, et au fur et à mesure du développement de la révolution se pose la question aussi bien de son orientation politique que des tâches qu'il doit définir pour aller de l'avant, question qui pose directement le rôle irremplaçable du parti qui exprime consciemment le développement et l'objectif de la révolution, le combat pour conquérir la majorité du soviet...

Au début de son article Lénine écrivait : "*Il me semble que le camarade Radine a tort quand il pose dans le n°5 de la Novaïa Jizn (je n'ai vu que cinq numéros de notre Organe central de fait du P.O.S.D.R.) cette question : le Soviet des députés ouvriers ou le Parti ? Je pense qu'on ne saurait poser ainsi la question ; qu'il faut aboutir absolument à cette solution : et le Soviet des députés ouvriers et le Parti. La question - très importante - est seulement de savoir comment partager et comment coordonner les tâches du Soviet et celles du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.*". Car le soviet sans le parti, c'est la classe sans son avant-garde consciente pour la guider vers son objectif , donc elle ne pourra jamais l'atteindre, et le parti sans le soviet, c'est comme vouloir faire une révolution sans les masses ! Les deux sont donc indipensables pour vaincre, ce qu'a démontré la révolution de 1917.

Pour compléter cette causerie, un mot sur le IO n°126.

Page 4 : "*— J.-P., syndicaliste cheminot : A mon avis, la position de Chérèque empêchait toute unité sur les revendications. Sans l'unité, on ne peut pas gagner.*"

En réalité Chevènement a fait l'unité avec Sarkozy, sur le plan politique évidemment, ce que personne ne relèvera. Pourquoi selon vous ? Etait-ce volontaire ? Il y a tout lieu de le penser puisqu'aucun parti n'a avancé de mots d'ordre politique, rendez-vous compte cela aurait été un élément de division supplémentaire, c'était une réflexion d'appareil en fait, car c'était l'inverse qui était exact : seul un mot d'ordre politique tourné contre le régime pouvait unifier la classe et les masses comprenant la petite-bourgeoisie...

L'unité sur quoi, sur quelle base, avec qui, dans quelle perspective politique ? En 1905 (mais aussi en 1917), le prolétariat russe avec ses syndicats et ses partis politiques ont fait l'unité non pas sur la journée des 8 heures, mais sur des mots d'ordre politiques, il faut dire que, contrairement à nos braves syndicalismes et dirigeants des partis ouvriers, qu'ils n'envisageaient pas de vivre un jour de plus sous un régime policier, ceci explique peut-être cela, encourageons Sarkozy a durcir encore sa politique réactionnaire, peut-être qu'ils y viendront, qui sait ?

Et sur quoi reposait la position de Chérèque sur le plan "*bassement*" matérialiste sur lequel je me situe : sur la participation des syndicats à cette mascarade de dialogue social ou de négociations avec le gouvernement et le patronat. Les révolutions de février 1905 et 1917 ont commencées par des grèves politiques dans lesquels le prolétariat posait directement la question du pouvoir, condition pour que soient pérennisés ses acquis et satisfaits ses besoins et respectés ses droits. La grève générale doit

être orientée vers la lutte pour le pouvoir, donc contre les institutions dont il est facile aujourd'hui de contester la légitimité et d'avancer notre proposition alternative au capitalisme et à la Ve République : le socialisme.

Page 5 : "*Il nous faut de nouvelles perspectives politiques pour aboutir dans nos revendications*", très juste, une suffira pour orienter le mouvement dans la bonne direction et vaincre.

Page 13 : "*La crise qui ravage le sommet de l'Etat n'a d'autre origine que la combativité jamais démentie, récemment renforcée, de la classe ouvrière française, qui a été à deux doigts de faire sauter le verrou Thibault-Chérèque, condition pour balayer la contre-réforme des retraites...*"

Faire "*sauter le verrou Thibault-Chérèque*", quelle illusion sans que la classe s'organise (sur le plan politique) indépendamment des organisations et des parties dits ouvriers (PS et ses satellites) qui reprendront le contrôle de son mouvement à la première occasion pour le mener dans une impasse ? Qu'il nous soit permis d'en douter fortement ! Pour notre part, nous préférons nous inspirer de la révolution de 1905 et 1917 en Russie.

C'est terrible cette foutue manie de refuser de s'inspirer de ce qui marche et choisir systématiquement, délibérément ce qui ne marche pas, attention, à force cela devient franchement pathologique, le seul remède : le marxisme et le léninisme !

Page13 toujours, Marc Gauquelin en remet une couche, quel gouvernement expropriera les banquiers, réponse : *"...un gouvernement porté au pouvoir par un mouvement de la classe ouvrière rassemblée autour de ses organisations de classe, dans le prolongement du mouvement esquissé en septembre-octobre, avant d'être contré par Thibault-Chérèque ?*".

On peut attendre encore longtemps sur cette ligne-là camarades, car en accordant un rôle prépondérant aux syndicats entièrement subordonnés au capitalisme et aux institutions, qui ne regroupent qu'une infime partie de la classe ouvrière, dont ses couches privilégiées, on ne voit pas très bien comment la classe ouvrière pourrait atteindre ni même se donner des objectifs politiques, parmi lesquels devraient figurer en tête la liquidation des institutions de la Ve République pour mener jusqu'au bout sa révolution, mot qu'il n'emploiera pas une seule fois dans son article où il prétendait poser la question du pouvoir, mot devenu tabou dans la bouche de ce "*trotskyste*".

Et puis cela ne veut rien dire "*un gouvernement porté au pouvoir par un mouvement de la classe ouvrière*", un mouvement inorganisé, pas puissamment structuré sur des objectifs politiques, un programme révolutionnaire et socialiste. Remettons les choses à leur place : 1- un mouvement ou une mobilisation de la classe, 2- qui débouche sur un organisme politique indépendant, 3- qui constitue son gouvernement prolétarien, 4- qui engage la lutte pour la conquête du pouvoir. Pas besoin de posséder un Capes (diplôme pour être prof de collège) pour y arriver, la preuve.

Si la social-démocratie et les syndicats russes s'étaient appuyés en 1905 sur le constat simple qu'ils n'organisaient qu'une fraction limitée de la classe ouvrière, et que dans ces conditions il fallait fournir un cadre plus large ou plus souple à la classe pour qu'elle se regroupe sur des revendications politiques, et que cet organisme (le soviet) soit reconnu par toutes les couches du prolétariat et au-delà la petite-bourgeoisie, les intellectuels et les étudiants, ce n'est manifestement pas le cas du CCI-POI toujours à la remorque des appareils, à croire qu'ils n'ont finalement pas retenu grand chose des deux révolutions russes.

Et quel serait les objectifs politiques de ce gouvernement, aucun : "*dresser une véritable plate-forme de défense des intérêts fondamentaux des travailleurs, au premier rang de laquelle l'exigence de l'abrogation de la loi sur les retraites.*". C'est marrant comment il prétend "*saisir le premier maillon de la chaîne pour ouvrir une telle issue politique*" en faisant exactement le contraire, en mettant la charrue avant les boeufs, car il ne nous dit pas un mot sur le sort qui serait réservé aux institutions de la Ve République, il passe allègrement du coq à l'âne, de la situation actuelle à un gouvernement qu'il est incapable de caractériser, il faut le préciser au passage.

On parle souvent d'issue politique à tort et à travers, je me mets dans le lot, mais qu'est-ce que cela peut signifier au juste sans moyens pour atteindre le moindre objectif politique, sans que la classe soit puissamment organisée, sans son parti ? Rien, du vent ! Les appareils s'en chargeront sans doute, on peut leur faire confiance, à moins que la spontanéité des masses fasse aussi des miracles, qui sait ?

Et qu'est-ce qui pourrait ressortir de la Conférence du 11 décembre sur le plan organisationnel, on n'en saura rien, le POI n'en a pas à nous proposer : "*les formes les plus adaptées de l'organisation politique indispensable à la poursuite et à l'élargissement du combat contre le « consensus » prôné par François Fillon à l'adresse des dirigeants ouvriers*", normal quand la politique du POI se limite à cet objectif, s'adresser aux appareils, on croit rêver, c'est plutôt un cauchemar, c'est encore une fois éviter de poser la question du pouvoir, à croire qu'on a à faire à des aventuriers ou des gens incapables de tirer le moindre enseignement d'un combat qui a duré plusieurs mois et qui vient tout juste de se terminer, c'est navrant.

Politique.

1- Hors sujet.

«*Je ne sais pas si on gagnerait quelque chose à une faillite générale et instantanée du système. Je me représente la chose autrement, avec des élections, avec des programmes*», a déclaré M. Mélenchon sur France Info. Selon lui, ce n'est pas «*la bonne stratégie*».

«*En même temps, je ne perds pas de vue que Cantona se moque de tout le monde, et il a bien raison*», a toutefois ajouté le leader du Parti de gauche. «*Il montre que ce système est un tigre de papier*» qui «*ne marche que par la peur que nous avons de lui et la soumission des gouvernements aux banquiers*». (Libération.fr 03.12)

Tout dépendrait si la classe ouvrière serait ou non en ordre de bataille pour se lancer à l'assaut du pouvoir dans une telle circonstance, sachant que par la voie des urnes elle ne parviendra jamais au pouvoir, Mélenchon le sait mais il fait comme s'il l'ignorait.

Non, la question n'est pas de savoir si les travailleurs ont peur du régime, encore moins "*la soumission des gouvernements aux banquiers*" qui pourrait laisser entendre qu'ils pourraient faire autrement ou qu'ils n'en seraient pas les complices, après tout il se pourrait qu'eux aussi soient pris dans un "*piège*", ce qui n'est évidemment pas le cas, nous ne sommes pas en présence de gouvernements qui feraient face à des banquiers ou les affronteraient, mais à des gouvernements des banques, il faut appeler les choses par leurs noms, le problème, c'est avant tout l'ignorance des masses et la complicité des partis comme le PG qui sont subordonnés au capitalisme et à ses institutions politiques tout en prétendant parler au nom des travailleurs ou représenter leurs intérêts, c'est la collusion ou le consensus entre ces partis et le parti de l'ordre qui est un véritable problème, cela Mélenchon ne peut évidemment ni l'admettre ni le dire.

2- Presse aux ordres financés par l'Etat.

L'aide à la presse, c'est plusieurs dizaines de millions d'euros par an, dont 20 millions sont destinés à la presse en ligne.

Le Sénat vient de voter ces subventions. Reste à savoir quelle somme va à qui.

Les pure players, qui sont uniquement sur Internet (Rue89, Mediapart, etc), bénéficient de cette aide, comme les sites des quotidiens et magazines papiers. (Publiquesénat.fr 03.12)

3- Un point sur l'affaire Wikileaks.

Face aux attaques dont est victime le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, nous le soutenons, comme nous soutenons Mélenchon ou Cantona dans d'autres registres.

Parmi les médias, plusieurs réactions : il y a ceux qui hurlent avec les loups, les médias habituellement aux ordres du régime, ceux comme Le Monde qui en font leur choux gras et qui s'en accommodent, et enfin il y a les réseaux de journalistes indépendants comme par exemple le Réseau Voltaire, qui dénigrent Wikileaks parce qu'il leur fait de la concurrence.

Par prudence, jusqu'à hier soir, je me demandais encore si on était face à une manipulation orchestrée par Washington ou plutôt en présence d'une énorme fuite mettant en cause l'ensemble des dirigeants du vieux monde présentés tour à tour comme des gens infréquentables, ridiculisés et ramenés à ce qu'ils sont vraiment, minables ou insignifiants, la palme revenant à l'impérialisme américain lui-même, dans la mesure où il apparaît clairement qu'il se pose en maître du monde voulant le rester par tous les moyens.

Après la violente réaction d'indignation de la part de tous les gouvernements impliqués dans les mémorandums qui ont été mis en ligne par Wikileaks, le doute n'est plus permis quant à la nature de cette affaire, elle est le produit de la décomposition de l'impérialisme américain incapable d'assurer la discipline dans les rangs de son armée, un nouveau chapitre qui s'inscrit à la suite des révélations sur les traitements infâmes imposés aux prisonniers de Guantanamo, aux critiques formulées par des militaires de haut rang sur la stratégie américaine en Afghanistan ou encore les révélations sur l'existence de prisons secrètes en Europe et ailleurs. Julian Assange, s'il est toujours libre ou en vie, devrait mettre en ligne en janvier des documents sur les banques américaines, dont la Bank of América. On les attend avec impatience. A bas le secret commerce ! A bas la diplomatie secrète des gouvernements contre les peuples !

3.1- Le site est disponible aux adresses suivantes : Wikileaks.ch (Suisse), wikileaks.de (Allemagne), wikileaks.nl (Pays-Bas) et wikileaks.fl (Finlande).

3.2- Julian Assange, ennemi public numéro 1 aux yeux de nombreux gouvernements. Pour l'heure, la chasse à l'homme continue. (Lexpress.fr 03.12)

3.3- Le ministre français chargé de l'Economie numérique, Eric Besson, a demandé vendredi au Conseil général de l'Industrie, de l'Energie et des Technologies (CGIET) de mettre fin à l'hébergement du site WikiLeaks en France au motif qu'il violait le secret diplomatique.(Libération.fr 03.12)

3.4- Quand Interpol a émis un mandat d'arrêt contre le fondateur de Wikileaks Julian Assange, l'agence de police internationale l'accusait de «*crimes sexuels*» sans plus de précisions, déclenchant une vague de rumeurs selon lesquelles Assange serait accusé de viol. C'est faux. Le Washington's Blog écrit:

«*Il se trouve que c'était pour violation d'une obscure loi suédoise sur le sexe sans préservatif.*»

Lors d'un voyage d'affaires à Stockholm en août dernier, Assange a eu des relations sexuelles non protégées (en fait, Assange a utilisé un préservatif avec l'une d'entre elles, mais il s'est déchiré) avec deux femmes qui, après s'être rendu compte qu'elles venaient de faire l'amour avec «le» Assange de Wikileaks, ont contacté la police ensemble pour se plaindre de son refus de faire un test de dépistage de maladies sexuellement transmissibles.

Il s'agit apparemment d'une zone d'ombre dans la loi suédoise. Si «*le consentement des deux femmes a été confirmé par le procureur», comme l'écrit un ancien avocat du fondateur de Wikileaks dans une tribune passionnée, Assange est poursuivi pour un délit appelé «sexe par surprise*», qui serait passible d'une amende de 715 dollars (536 euros) selon lui. (Slate.fr 03.12)

3.5- Les Etats-Unis, qui ont qualifié d'"*anarchiste*" le fondateur de WikiLeaks, mettent tout en oeuvre pour l'arrêter, après la publication de notes diplomatiques américaines embarrassantes. Le ministre américain de la Justice, Eric Holder, donne le ton: "*S'il y a des lacunes dans le droit américain*", qui lui permettrait de passer entre les mailles du filet juridique, "*nous ferons en sorte de les combler*".

Appel entendu par les sénateurs américains: une proposition de loi a été déposée par les républicains et les indépendants pour rendre "*illégale la publication des noms d'informateurs des services de renseignement américains*". Plus qu'une allusion à Assange et son site, vivement critiqués pour avoir dévoilé le nom d'informateurs afghans lors de la première vague de révélation, concernant la guerre en Afghanistan. (Libération.fr 03.12)

3.6- «*Sa facture payée par carte bleue s'élève à moins de 150 euros*», a précisé le directeur général et fondateur d'OVH. «*OVH n'est ni pour ni contre ce site. La question est hors sujet pour nous. OVH est une entreprise qui fournit les infrastructures (…) et notre rôle est d'assurer cette prestation technique. C'est tout*», a-t-il argué.

OVH, l'hébergeur français de WikiLeaks, a annoncé vendredi qu'il avait saisi la justice sur la «*légalité ou pas*» du site controversé «*sur le territoire français*», en réaction à la demande du gouvernement de mettre fin à cet hébergement. (Libération.fr 03.12)

Il se trouve que c'est cette société qui héberge le site La voix de l'opposition de gauche depuis le début 2010.

3.7- Commentaires d'internautes.

- Assange fait ce que tout journaliste devrait faire : donner à la population mondiale des informations sur ce qui se passe réellement en ce bas monde, sur ce que font réellement les puissants qui parlent et agissent en notre nom à tous. Je suis écœuré de la réaction négative de la plupart des médias. Ce site doit être défendu par tous les moyens possibles. Notez qu'il y a peu on nous disait qu'il n'y avait rien de bien neuf dans tout cela : un rien qui provoque des réactions substantielles ! (Lemonde.fr 03.12)

- On peut approuver, totalement, un peu ou pas du tout ce que fait Wikileaks, mais ce qui est certain, c'est qu'il ne fait qu'exercer un droit à l'information, base d'un système démocratique que pratiquent théoriquement les USA, la Suède et la France. Alors, si cette affaire dérange -ou plus- les USA, qu'ils s'activent à améliorer leurs procédures de sécurité informatiques et de gérer les conséquences de leur incompétence au lieu de s'attaquer à la source d'information comme on peut le voir, relayés par les démocrates suédois et autres Eric Besson notamment...Cette attitude est identique de ce que font les dictatures ou semi-dictatures actuelles Chine, Iran, Russie, Syrie, etc.) dès que parait une information qui dérange le régime : on interdit la source, on emprisonne les journalistes, on bloque l'accès à l'information etc. Car personne ne me fera croire que les poursuites suédoises, la perte du nom de domaine, de leur hébergement etc ; ne sont pas organisés par les USA. Désormais, je n'achèterais plus rien via Amazone... (Lexpress.fr 03.12)

## Social.

### Espagne.

L'espace aérien a été fermé vendredi 3 décembre au soir dans toute l'Espagne, sauf l'Andalousie, dans le sud du pays, en raison d'un mouvement social surprise des contrôleurs aériens.

'*90 % des contrôleurs aériens ont abandonné leurs postes de travail*', a indiqué la compagnie nationale Iberia dans un communiqué. Trois contrôleurs sont toutefois restés à leur poste afin de superviser l'atterrissage d'appareils en cas d'urgence.

Les raisons exactes de ce mouvement soudain ne sont pas connues, mais celui-ci se produit quelques heures après l'approbation en conseil des ministres d'une privatisation partielle, jusqu'à 49 %, d'Aena. Selon les médias espagnols, cette privatisation augmente le temps travaillé pour les contrôleurs. (Lemonde.fr 03.12)

On a compris que spontanément le contrôleurs aériens ont débrayé juste après l'annonce de la privatisation des principaux aéroports espagnols pour défendre leur statut, rien de surprenant donc, sauf pour Le Monde, normal quoi ! Sur ce, le ministre des transports espagnol, José Blanco, a osé brandir la menace de recourir à l'armée pour assurer la continuité du traffic aérien, briser cette grève, encore un nostalgique du franquisme !

## Economie.

### 1- Etats-Unis.

Le taux de chômage a progressé à 9,8%. (Reuters 03.12)

### 2- Inde. Le pays de la camelote.

Tata n'a vendu que 509 Nano en novembre, une chute de 85 % sur un an.

Le groupe n'a pas pu tenir sa promesse. Lancée à moins de 2 100 euros, la Nano a vu son prix augmenter deux fois dernièrement, en juillet et en octobre. À New Delhi, elle se vend actuellement dans une fourchette estimée entre 2 300 et 3 200 euros.

Une demi-douzaine de Nano ont pris feu spontanément ces derniers mois. Le groupe explique que ces incendies ont été provoqués par des causes externes à la voiture, comme l'installation d'équipements audio trop puissants ou un chargement excessif. Il propose de poser gratuitement des protections autour du pot d'échappement et des fusibles dans le système électrique. (Lefigaro.fr 03.12)

C'est tout l'Inde ! Un pays sous la coupe d'une ploutocratie immonde depuis l'indépendance en 1947.

Haut de page

---

## Le 5 décembre

La page d'accueil du site est plus volumineuse et peut-être plus longue à ouvrir qu'auparavant, mais camarades, c'est la situation qui est riche et lourde de menace, pour les capitalistes bien sûr !

## Politique.

### 1- Tout est bon à prendre. Haro sur les banquiers, à bas le capitalisme !

Ce qui n'était au départ qu'une provocation d'Eric Cantona, au plus fort des manifestations contre la réforme des retraites, est en train d'enfler sur le Net comme dans les conversations en ville. Pas une personne en France qui n'ait entendu parler de cette idée de «Canto» : pousser les gens à retirer leur argent de la banque afin de provoquer l'effondrement du système.

A ce stade, on aurait tort de se préoccuper uniquement de la faisabilité du projet. L'important est davantage l'intérêt qu'il suscite. Preuve que la colère manifestée dans la rue pendant de longues semaines est loin d'être retombée. Colère contre la réforme du système des retraites mais, au-delà, contre tous les leviers politiques et économiques du pouvoir.

Un sondage publié vendredi par Liaisons Sociales Magazine l'atteste : plus d'un Français sur deux (53%) se dit encore «*en colère*» à l'égard de la réforme des retraites. (Libération.fr 04.12)

Tout est bon à prendre, mais attention, à condition de ne pas colporter soi-même des illusions, il faut préciser.

Le niveau de compréhension du fonctionnement de la société des masses est en train de progresser indiscutablement,

elles s'interrogent sur le pouvoir des banquiers et prennent conscience qu'ils sont les véritables commanditaires des gouvernements en place, les seuls bénéficiaires de leur politique antisociale, elles résistent ou passent à l'offensive sans orientation précise, car elles ne sont pas encore parvenus au niveau de conscience qui leur permettrait de comprendre que ce sont les fondements du système économique qui conduisent infailliblement à une gigantesque crise aux conséquences insupportables, et que ce sont ces fondements du capitalisme qu'il faut justement balayer de la surface de la terre, les rapports de production basés sur la propriété privée des moyens de production, la propriété privée des moyens de production à laquelle il faut mettre un terme pour qu'ils deviennent le bien commun de l'ensemble des producteurs, l'immense masse de la population que constituent les travailleurs manuels et intellectuels dans chaque pays et au niveau mondial.

Ce qui est difficile à admettre, encore plus à comprendre.

Le capitalisme repose sur le vol de notre force de travail, ce vol a été déclaré légal une fois pour toute par les différentes institutions politiques qui se sont succédées depuis que ce système économique a vu le jour jusqu'à nos jours. Il a ainsi été décrété pour l'éternité et sanctifié par l'ensemble des religions, qu'il était normal qu'un système économique basé comme ceux (esclavage, servage) qui l'ont précédé sur l'exploitation de l'homme par l'homme sécrète des pauvres en grande quantité et des riches en infime quantité, qu'une majorité de la population ne possède rien d'autre que sa force de travail pour survivre, et encore, à condition de ne pas être au chomage et de pouvoir la vendre, et qu'une poignée de brigands possède toute les richesses, autrement dit les moyens de les produire, que cette majorité de la population qui produit les richesses devait se soumettre au pouvoir politique ou à la dictature qu'exerce sur elle cette infime minorité de parasites exploiteurs, en résumé, ce qui est à l'origine de toutes les inégalités sociales depuis la nuit des temps a été décrété légal, normal, la loi que chacun doit respecter.

C'est cette loi, cette légalité qu'il faut renverser, abolir, comme on voudra.

Les rapports de production que nous venons d'évoquer et la loi qui les consacre en faveur des possédants, des privilégiés, constituent la source de toutes les violences, ils constituent une violation du droit de chacun à posséder ou à jouir librement du produit de son travail, ils constituent une violation de la propriété collective de la terre qui n'appartient en réalité à personne, sinon à l'ensemble de la population.

Pour mettre fin à cette violence organisée par l'Etat et son appareil administratif, policier et judicaire contre le peuple travailleur, seul un acte violent peut y mettre fin puisque la preuve est faite depuis longtemps qu'on ne peut pas y parvenir par un autre moyen, notamment par le biais du parlementarisme, et cet acte violent qui provoque, affronte et finit par briser la légalité sur laquelle repose le capitalisme, ne peut être accompli que par l'ensemble des exploités, cela s'appelle faire une révolution, à l'instar de la classe des capitalistes qui pour abolir les priviléges de la noblesse et de l'église et accéder au pouvoir due recourir à une révolution.

La classe des capitalistes, qui pour chasser du pouvoir la monarchie et les féodaux avait décrété au XVIIIe siècle que la révolution était un droit, voudrait nous refuser ce droit légitime, alors qu'elle passa outre les recommandations et les menaces des représentants de l'Ancien régime. Ce droit à la révolution a un fondement historique, de ce fait personne ne pourra l'ôter à la classe ouvrière, ni par l'intimidation ni par la force.

Les appels à respecter la légalité, les instititutions et la Constitution, à ne pas enfreindre la propriété privée des moyens de production, sont autant d'appels à perpétuer ou préserver l'ordre établi qu'il s'agit justement de renverser.

Les derniers soubresauts de la crise du capitalisme participent à la maturation de la conscience politique des masses et annoncent les prochains développements de la luttes des classes qui prendront forcément la forme d'affrontements directs et violents entre les classes et se cristaliseront autour d'une seule et même question : la lutte pour le pouvoir, mettant à l'ordre du jour la révolution prolétarienne et socialiste. Voilà dans quelle perspective politique il faut se disposer.

2- WikiLeaks, suite.

Le service de paiement en ligne PayPal a clos le compte qu'utilisait WikiLeaks pour recevoir des dons.

Dans un communiqué publié vendredi sur internet, PayPal explique que sa décision a été motivée par une violation de sa politique. "***Notre service de paiement ne peut être utilisé pour des activités qui encouragent, promeuvent, facilitent ou incitent à des activités illégales***", peut-on lire. (AP 04.012)

Commentaire d'un internaute.

La mondialisation est en train de s'ériger en Système et c'est regrettable, car à moins de nous démontrer que c'est la marche vers la paix, un monde meilleur, nous assistons à la dictature du capitalisme, avec son fondement financier. Et la démocratie alors? Ce n'est donc qu'un prete nom et un leurre. Pour le citoyen à qui on demande de payer et supporter le système à bout de bras,

c'est insupportable. Wikileaks n'est qu'une manière de manifester son refus d'adhérer à un tel système. Julien Assange est un Robin des Bois, car que gagne-t-il ? pas des millions comme ceux qui sont financiers alors que les populations souffrent de la mondialisation. Il y a donc le système et ceux qui sont de son côté, et qui en profitent (une minorité) et le reste du monde, le peuple, populace, masse, qui doit payer les pots cassés du système.

Le mécontentement gronde sourdement dans le coeur des gens. Julian Assange c'est la preuve des failles du système. Heureusement car bientôt c'est les tanks et l'armée contre les populations, quand viendra le temps des débordements. On a mis à la poubelle le bon vieil humanisme pour le remplacer par la machine. Mais le système ne veut pas payer en mettant en place d'autres systèmes pour supporter Le Système. C'est le début de la décadence. (Slate.fr 04.12)

Passons sur le fait que "***le bon vieil humanisme***", à ne pas confondre avec une conscience de classe développée, n'a pas pu éviter que se produisent les deux boucheries mondiales au XXe siècle, lorsqu'il ne les a pas provoquées lui-même avant de s'en faire le complice, etc...

Ce qui est intéressant ici, c'est de constater que la conscience politique des masses progresse, chacun à son rythme, cela nécessite le respect de notre part évidemment, ce qui n'interdit pas la critique ou la polémique.

Social.

1- France. Encore une manifestation inorganisée.

Plusieurs centaines de chômeurs ont manifesté samedi après-midi à Paris, pour la huitième année consécutive, contre le chômage et la précarité, à l'appel de l'ensemble des organisations de chômeurs (AC!, Apeis, MNCP, CGT Chômeurs), a constaté une journaliste de l'AFP.

Partis de la place Stalingrad sous la neige aux alentours de 14h30 en direction de la place de Clichy, les manifestants ont suivi une banderole de tête proclamant "***Contre le chômage et les précarités, pour la justice sociale***".

"***Chômage, précarité, ça ne peut plus durer***" ou "***Public, privé, tous unis contre la précarité***", scandaient des manifestants dans le cortège, où étaient aussi représentés la Coordination des intermittents et précaires, la CNT, Solidaires, Attac et le NPA.(20minutes.fr 04.12)

Toute manifestation non organisée ne regroupant qu'une poignée de participants est démoralisatrice. C'est sans doute le but recherché par ses organisateurs.

Après tout, pour les appareils et leurs appendices, ne faut-il pas interdire au prolétariat de se regrouper et de combattre sur le plan politique autour de l'axe constitué par le chômage, la précarité et la pauvreté qu'engendre le régime et qui pourrait rassembler l'ensemble de la classe et bien au-delà contre Sarkozy et les institutions ? Cette démonstration d'impuissance, l'air de rien, constitue un soutien et un encouragement à Sarkozy à poursuivre sa politique antisociale.

J'avais appelé à participer aux manifestations en générale à plusieurs reprises dans le site, ne rentrons ici dans le détail, mais à condition toutefois de ne pas y participer pour faire de la figuration, il n'y a donc pas de contradictions dans ma position quand je fustige les organisateurs de cette manifestation. 5, 6, 7 millions de chômeurs et faire une manifestation contre le chômage qui ne rassemble en fait qu'une poignée de militants, allez, ne mâchons pas les mots : c'est contre-révolutionnaire !

2- Espagne. "***Battre la droite***"... pour mettre un briseur de grève au pouvoir.

En décrétant l'"***état d'alerte***", Madrid a contraint les aiguilleurs du ciel à mettre fin samedi à leur grève surprise qui avait bloqué de nombreux voyageurs dans les aéroports du pays: l'espace aérien espagnol a rouvert et des avions ont pu décoller de la capitale, de Bilbao et des Canaries. (AP 04.12)

Pas besoin d'appeler à voter au second tour de la présidentielle pour le candidat dit de gauche pour "***battre la droite***", elle est déjà au pouvoir (en Espagne) !

L'argument selon lequel il faudrait favoriser l'élection d'un candidat dit de gauche et une majorité

de députés dits également de gauche pour que les travailleurs perdent leurs illusions dans ces partis ne tient pas une seconde, par expérience ou en observant simplement ce que font des partis similaires ou appartenant à l'Internationale socialiste dans les pays voisins, les travailleurs savent parfaitement qu'ils n'ont rien à attendre de bon de ces partis pourris inféodés au capital. On a plutôt l'impression que ce sont ceux, qui à partir d'arguments frauduleux appellent à "***battre la droite***", conservent des illusions dans ces partis, en réalité leurs illusions ne font qu'exprimer leur lien avec le capitalisme ou leur incapacité de rompre avec le capitalisme.

La fable. On fait élire un candidat du PS et une fois au pouvoir il fait une politique favorable au capital, du coup les travailleurs se détournent de ce parti et rejoignent le parti révolutionnaire, c'est une mauvaise blague évidemment usée jusqu'à la corde, ces auteurs nient en réalité la capacité des travailleurs à comprendre la politique mise en oeuvre par un parti qu'il soit au pouvoir ou non et d'en tirer les conclusions appropropriées, pas étonnant ensuite qu'ils soient totalement incapables de s'adresser aux travailleurs et d'obtenir leur adhésion ou de construire un parti vraiment ouvrier composé notamment d'ouvriers.

Les appels à "***battre la droite***", les adresses en direction du PS, les appels au front unique avec ce parti sortent du même tonneau nauséabond de la collaboration de classes avec un parti qui a largement démontré qu'il représentait et défendait les intérêts du capitalisme.

En dehors de porter au pouvoir ou de facilité l'accès au pouvoir d'Hitler, Franco ou Pinochet, pour se limiter à ces trois exemples connus de tous, à quoi a abouti la politique des partis de l'Internationale socialiste lorsqu'ils étaient au pouvoir ? Quand on s'aperçoit, après plus 70 ans, qu'il est apparemment toujours aussi difficile pour des dirigeants qui parlent au nom des travailleurs de l'admettre, on est porté à penser qu'ils sont complètement sclérosés et qu'ils ne peuvent servir notre cause, leur légitimité repose sur le même critère qui permet à des partis comme l'UMP ou le PS d'accéder au pouvoir ou au capitalisme d'assurer sa survie : l'ignorance des travailleurs et des militants.

---

Le 7 décembre

Dans le bandeau défilant en haut de l'écran : Le problème que les travailleurs ont à résoudre ne réside pas dans le pouvoir des banques, mais dans le pouvoir qui est donné aux banques d'agir comme bon leur semble, et qui détient ce pouvoir : l'Etat ! C'est seulement en renversant l'Etat qu'on pourra se donner les moyens de s'attaquer aux banques. Dès lors notre combat (politique) devrait se concentrer contre l'Etat, donc les institutions et le gouvernement...

C'est simple à comprendre, non ? Du coup on comprend immédiatement le rôle de l'Etat au service d'une classe sociale déterminée, celle des capitalistes. L'Etat n'est pas au-dessus des classes mais bien au service de la classe dominante, du coup, l'argument ou plutôt l'illusion selon laquelle l'Etat, les institutions ou le gouvernement serait le représentant de l'intérêt général s'écroule, il s'agit en réalité d'une formidable mystification à destination des travailleurs pour obtenir leur soutien et rien de plus.

Tous ceux (altermondialistes, Attac, NPA, LO, les anarchistes et les gauchistes de tous poils, syndicalistes) qui prônent un meilleur partage des richesses en refusant obstinément d'orienter leur combat contre l'Etat, n'ont en réalité rien compris au rôle de l'Etat, on pourrait dire sans exagération qu'ils n'ont rien compris du tout à la société divisée en classes et à l'Etat, car si le pouvoir des capitalistes provient des institutions qui le légitiment, cette légitimité repose sur un seul facteur : l'ignorance de la classe ouvrière et des masses du fonctionnement des rapports de production. En refusant de s'attaquer à l'Etat, cela concerne l'ensemble des partis ouvriers sans exception, ils refusent de combattre l'ignorance du prolétariat, ce qui explique que son niveau de conscience politique ne peut pas progresser ou qu'il soit incapable de tirer les enseignements de ses combats.

Peut-on obtenir l'interdiction des licenciements ou la retraite à 50 ou 55 ans par exemple en conservant les institutions de la Ve République au service des capitalistes et sans remettre en cause les fondements du régime capitaliste ? La réponse est catégoriquement non. Les travailleurs sont évidemment pour l'interdiction des licenciements, comme ils sont pour partir à la retraite le plus tôt possible, par contre ils n'ont pas fait le lien entre la politique du gouvernement relayée par les institutions pour permettre aux capitalistes de les jeter à la rue pour engrenger demain davantage de profits, ce qui est normal puisqu'en guise de combat et de perspective politique on s'est borné à leur dire qu'ils devaient s'adresser au PS et ses satellites, autrement dit dans un mur, ce qui évidemment avait de quoi les laisser perplexes !

Nous devons impérativement combiner et subordonner le combat pour défendre ou obtenir des droits sociaux au combat sur des revendications politiques pour réaliser l'unité de la classe ouvrière et des masses et ainsi briser l'obstacle des appareils, au lieu de s'en tenir à des mots d'ordre à caractère trade-unionistes conformes à ce que pourrait supporter le régime ou dans le cadre du régime, tout du moins c'est ce que leurs auteurs laissent croire aux travailleurs.

Vous pouvez prendre n'importe quelle revendication économique ou sociale, vous n'en trouverez pas une qui correspond aux intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et des masses tellement elles sont hétérogènes et loin d'être logées à la même enseigne (salaires, régimes de retraite, conventions collectives, statuts, conditions de travail, etc.), par contre, si vous avancez une revendication portant sur des droits politiques nouveaux, par exemple la possibilité de contrôler le mandat des élus et de les destituer au cas où ils ne le respecteraient pas, vous êtes sûrs de toucher et de mobiliser la totalité des masses exploitées.

Nicolas II ne s'y était pas trompé lorsqu'il édicta son Manifeste le 17 octobre 1905 pour répondre aux revendications politiques avancées par les soviets, à peine 4 jours après le début de la grève politique générale, il avait bien compris qu'il ne pouvait pas lutter de front à la fois contre le prolétariat et la bourgeoisie qui avait adhéré à cette revendication, qu'il lui fallait les diviser et obtenir le soutien de la bourgeoisie pour ensuite continuer le combat et écraser la révolution. La révolution continuait sur le plan politique puisque le soviet de Pétersbourg avait rejeté les pseudo avancées politiques consenties par le tsar. Entre temps les ouvriers avaient décrété que la journée de 8 heures devait entrer en vigueur immédiatement. Certains parmi eux pensèrent qu'ils avaient remporté une victoire sur le régime le 17 octobre, alors qu'en réalité sur le plan politique absolument rien n'avait changé, Nicolas II était toujours en place tout comme son formidable appareil policier qui n'attendait qu'un ordre du souverain pour réprimer dans le sang la révolution.

Une fois satisfaites partiellement les revendications politiques (une seule en fait !) de la classe ouvrière et que soutenait la bourgoisie, le rapport de force s'étant inversé en faveur du tsar, il prépara alors son offensive contre la révolution avec le soutien des capitalistes et ensemble ils menacèrent d'envoyer au chômage tous les ouvriers qui refuseraient de reprendre le travail dans les conditions qui prévalaient avant le début de la révolution, ce qui contribua à diviser les rangs de la classe ouvrière et à affaiblir la révolution, une partie des ouvriers reprirent le travail avant même que le soviet ne déclare la fin de la grève politique générale. Ainsi s'acheva la première partie de la révolution de 1905, la confusion régnant dans les rangs ouvriers, l'armée et les Cent Noirs chargèrent sabre au clair pour disperser les manifestations et les meetings politiques en laissant des milliers de cadavres sur le pavé et l'ordre régna à nouveau sur Pétersbourg. Arrêtons-nous là.

Qu'est-ce qui mobilisa le prolétariat russe au début de la révolution de 1905 ? Le rejet de l'absolutisme, la haine du régime policier de Nicolas II, un régime d'oppression féroce qui se caractérisait par l'absence de tout droit politique pour la classe ouvrière (et la bourgeoisie) pour le combattre, et non la journée de 8 heures. Et qu'est-ce qui empêcha la révolution d'aller à son terme ? Le manque de préparation ou de maturation politique de la classe ouvrière.

Ainsi en 1905, elle ne pouvait gagner ni sur les 8 heures ni sur l'essentiel de ses revendications politiques, il lui faudra encore attendre 12 longues années pour déboulonner Nicolas II et prendre le pouvoir, années pendant lesquelles les bolcheviks s'emploieront méthodiquement et patiemment à saper systématiquement les bases politiques du régime, à armer politiquement ou à gagner les masses au socialisme et à l'idée que seule une révolution en viendrait à bout. Voilà une méthode qui a fait ses preuves une fois les faiblesses et les erreurs de 1905 corrigées.

Si maintenant parmi nous il y en a qui estiment que ce travail serait inutile ou qu'il sera toujours temps de s'y mettre quand l'heure des combats décisifs aura sonné, autrement dit que les masses pourraient se lancer dans une grève générale tête baissée et pourquoi pas passer à l'assaut de l'Etat sans préparation et sans avoir la moindre idée du type d'organisation qu'elles devront créer, sans avoir la moindre idée des questions politiques qu'elles auront à régler et des objectifs qu'elles devront se fixer, ceux-là sont de dangereux aventuriers ou alors ils ne croient pas un instant en la révolution, le plus vraisemble étant sans doute qu'ils sont des aventuriers qui ne croient pas en la révolution, ce qui expliquerait qu'ils puissent brader aussi facilement les principes du léninisme.

Pour conclure cette causerie qui sans doute ne vous questionnera pas davantage que les précédentes, j'ai pensé qu'une courte citation de Lénine rattraperait le coup et vous donnerait l'impression de ne pas avoir perdu totalement votre temps. Vous voyez, je ne me prends pas pour ce que je ne suis pas (ou trop au sérieux) et je ne me fais guère d'illusions, par contre, et cela va faire hurler les ignorants, j'ai la foi en notre victoire !

Un extrait de *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* de Lénine, 1920.

"*La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX° siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher.*

*Cette vérité s'exprime autrement en ces termes: la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploiteurs). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut : premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute révolution véritable est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique, parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique),*

*qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement.*"

Question aux gauchistes, anarchistes et autres ultra gauchistes : la crise a-t-elle "*entraîné dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires* " ? Manifestement non, pas encore ou pas dans une proportion permettant même à une gréve générale de s'imposer aux appareils, donc un peu de patience ! Et à ceux qui passent leur temps à préparer la grève générale, qu'ils n'oublient pas d'y préparer les masses sur le plan politique, sinon, ce sera comme s'ils avaient passé leur temps à brasser du vent !

Dans les jours qui viennent on reviendra sur les questions abordées dans cette ouvrage de Lénine. Il y est notamment question du parti et de la tactique, de l'attitude à avoir face aux autres partis, aux différentes couches et classes de la société. Maintenant il faut aborder ces différentes questions en tenant compte du contexte dans lequel elles ont été traitées, sinon on comprend tout de travers.

Cela demande de lire attentivement, de s'arrêter pour réfléchir, je ne dirais pas à chaque paragraphe mais presque, de faire des aller et retour incessants entre deux époques distantes de près d'un siècle, c'est un excellent excercice pour les militants qui veulent progresser et ne pas finir sclérosés ou combattre le dogmatisme. C'est passionnant en fait et c'est utile pour corriger ses erreurs aussi. J'arrête là, je vais faire un brin de lecture...

## Politique.

### 1- France. Seule la droite peut gagner en 2012... et le pire c'est que c'est vrai !

Le leader écologiste Daniel Cohn-Bendit a déclaré dimanche sur I-Télé/Le Monde/France Inter que "*le débat le plus intéressant serait Dominique Strauss-Kahn contre Nicolas Sarkozy*" pour la présidentielle de 2012.

"*Je crois que Dominique Strauss-Kahn est intellectuellement aujourd'hui le plus apte à trouver des compromis dans la gauche et avec les possibles partenaires de la gauche pour nous faire avancer. Il a une position très claire sur l'Europe et sur la mondialisation qu'il faut réguler*", a jugé le resposable écologiste, le qualifiant de "*social-démocrate réformiste*".

Interrogé sur les critiques qui jugent DSK "*trop à droite*", il a répondu : "*Je crois qu'il faut faire attention, DSK occupe une position centrale avec ce qu'il défend en France. Il faut savoir ce qu'on veut, est-ce-qu'on veut être de gauche et perdre ou est-ce qu'on veut battre Nicolas Sarkozy ?*". (Libération.fr 06.12)

Après tout, ils peuvent décider de choisir Strauss-Kahn pour continuer le sale boulot entrepris par Sarkozy, regardez en Allemagne, qu'a fait Schroder ? Gageons que ceux qui ont appelé à voter SPD quand Schroder était chancelier appelleront à voter PS si Strauss-Kahn se présentait. Ils n'oseront pas !

### 2- Egypte. L'opposition au PND d'Hosni Moubarak représente 1% : l'Egypte est une démocratie !

Le Parti national démocrate (PND) du président Hosni Moubarak a triomphé en Egypte aux élections législatives de dimanche

Selon des résultats cités lundi par les médias égyptiens, le PND devrait contrôler 80% environ des 518 sièges du futur parlement, contre 70% dans l'assemblée sortante. Le quotidien public Al Akhbar annonce 418 sièges au total pour le PND; un site internet public avance lui un total de 423 élus.

Le parti Tagammu, formation classée à gauche qui a fait élire cinq de ses candidats - un au premier tour le 28 novembre, quatre au second tour, dimanche -, devient le premier parti d'opposition au parlement.

Les Frères musulmans, qui représentaient un cinquième des sièges dans le parlement sortant, ont décidé de se retirer de la course entre les deux tours. Le parti libéral Wafd, deuxième formation de l'opposition dans la précédente législature, a également jeté le gant.

L'opposition égyptienne et des observateurs indépendants ont dénoncé pratiques de bourrage des urnes, intimidation des électeurs et autres manoeuvres faussant le scrutin, au premier tour comme au second.

Dans certaines circonscriptions, les candidats encore en lice dimanche appartenaient tous au parti au pouvoir.

"*Les législatives 2010 sont certainement les élections les plus illégitimes de l'histoire récente de l'Egypte et nul ne peut les prendre au sérieux*", affirme Shadi Hamid, analyste au Brookings Doha Centre. La plupart des élus sans l'étiquette du PND, dit-il, sont liés au pouvoir et les véritables députés d'opposition ne devraient représenter que 1% de la future assemblée. (Lexpress.fr 06.12)

### 3- WikiLeaks, suite. Un complot mondial contre la vérité.

Postfinance, filiale bancaire de La Poste suisse, a annoncé lundi avoir fermé le compte du fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, en raison de "fausses indications sur son lieu de domicile".

L'établissement bancaire a décidé de "*mettre un terme à ses relations d'affaires*" avec M. Assange, estimant qu'il "avait donné de fausses indications sur son lieu de domicile lors de l'ouverture de son compte", selon un communiqué. Le fondateur du site WikiLeaks avait indiqué être "*domicilié à Genève, ce qui s'est révélé être faux lors de l'examen des données*", a souligné Postfinance.

Ce compte est destiné aux "*dons directs au fonds de défense de Julian Assange et d'autres membres de l'équipe WikiLeaks*", selon le site.

L'établissement avait déjà annoncé dimanche qu'il vérifiait l'adresse en Suisse donnée par le fondateur de WikiLeaks, au sujet de laquelle des doutes sont apparus. (Lepoint.fr 06.12)

Commentaire d'un internaute : "*Il a dit la vérité, il sera assassiné !*" Rien de neuf depuis cette chanson de Guy Béart ! Les Grands ne lui pardonneront jamais d'avoir dévoilé leurs secrets d'alcôve. Pourtant aucun scoop jusqu'à maintenant : chacun avait assez d'informations pour tirer les mêmes conclusions : mais quoi, les voilà démystifiées et c'est un crime !

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- «***Entrave à l'activité syndicale***»... chez le personnel de la CGT !

Le syndicat des personnels de la CGT a sollicité d'«*urgence*» une rencontre avec Bernard Thibault et la direction de la confédération, afin de «*trouver des solutions au mal-être et à la souffrance au travail*», dans un texte publié lundi par le quotidien Le Monde.

«*Depuis maintenant trop longtemps, le personnel de la Confédération est confronté à une situation de plus en plus insupportable qui porte préjudice de façon majeure au niveau et à la qualité du travail qui lui incombe*», écrit le syndicat CGT des personnels de la confédération et des organismes associés, en préambule d'une «*adresse à la direction confédérale*» adoptée lors d'une assemblée générale en date du 16 novembre.

La lettre soutient qu'«*un climat de défiance s'est installé*» et que les élus du personnel sont confrontés à «*une administration (de la CGT, ndlr) de plus en plus agressive*». «*Il y a maintenant urgence (...) Nous sommes à bout de patience*», ajoute-t-elle, parlant de «*déni de reconnaissance*» et d'«*entrave à l'activité syndicale*». (Libération.fr 06.12)

#### 1.2- Suppression de 575 emplois chez Sanofi-Aventis.

Sanofi-Aventis a présenté lundi en comité d'entreprise un projet de réorganisation de sa filiale commerciale française qui aboutira à la suppression de 575 postes sur un total de 2.800.

Ces suppressions se feront par le biais de mesures d'âge et de reconversion professionnelle de sorte qu'elles ne donneront lieu à aucun licenciement, a précisé un porte-parole du groupe pharmaceutique. (Reuters 06.12)

#### 1.3- Y a le feu chez les pompiers !

L'union syndicale des pompiers professionnels du Rhône a lancé lundi 6 décembre un mouvement de grève illimitée pour protester contre la baisse des effectifs et l'augmentation du délai de départ en intervention, ont indiqué les syndicats du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

La CGT, SUD, le SNPP-CFTC et l'UNSA dénoncent notamment '*le non-remplacement des départs à la retraite et la baisse dramatique des effectifs*'. (Lemonde.fr 06.12)

### 2- Espagne. A bas l'Etat policier !

Malgré un retour à la normale après un week-end de chaos dans les aéroports espagnols, José Luis Rodriguez Zapatero a déclaré lundi qu'il pourrait prolonger l'"*état d'urgence*" que son gouvernement a décrété pour mettre fin à une grève des aiguilleurs du ciel. (AP 06.12)

3- Grèce.

Des jeunes gens ont affronté lundi la police anti-émeute et lancé des pierres contre des bâtiments ministériels dans le centre d'Athènes, alors que les étudiants marquaient le deuxième anniversaire du décès d'un adolescent tué par des tirs de la police.

Les violences de lundi se sont produites dans plusieurs quartiers de la capitale grecque, pendant qu'environ 2.000 personnes marchaient en direction du parlement pour marquer l'anniversaire de la mort d'Alexandros Grigoropoulos, 15 ans. Pendant plus de six heures, des jeunes s'en sont pris aux forces de l'ordre, jetant sur des policiers et sur le ministère des Finances des pierres et des oranges notamment.

Dans la deuxième ville du pays, Thessalonique, environ 2.000 personnes ont également manifesté dans les rues. (AP 06.12)

## Economie.

1- France. Tout pour le capital, le cadeau serait plus gros que prévu.

Le rapporteur de la commission des Finances de l'Assemblée, l'UMP Gilles Carrez, chiffre à 8,9 milliards d'euros pour 2010 le coût de la réforme de la taxe professionnelle (TP) contre 3,9 milliards initialement prévu.

"*Au total, le coût de la réforme pourrait être compris entre 7 milliards d'euros - évaluation découlant des éléments transmis par le gouvernement - et 8 milliards d'euros, soit près de deux fois le coût de 3,9 milliards d'euros initialement prévu*", précise-il.

Gilles Carrez ajoute même que, compte tenu des difficultés à mesurer avec précision le coût de la réforme, ses propres calculs "*conduisent à évaluer le coût de la réforme à 8,9 milliards d'euros en 2010 et à 7,5 milliards d'euros en 2011*".

Pour le rapporteur de la commission des Finances de l'Assemblée, la réforme de la TP "*apparaît donc comme un allègement historique de la pression fiscale pesant sur les entreprises comparable à celui des baisses cumulées d'impôt sur les sociétés (IS) adoptées entre 2000 et 2009*". (Reuters 06.12)

2- Zone euro en crise, suite.

Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de ne pas augmenter la dotation du Fonds de stabilité, comme le souhaitait l'Allemagne et contre l'avis du FMI et de la BCE.

Ce sera finalement non ! L'Allemagne, dont les rendements obligataires sont les plus faibles d'Europe (2,40%), n'a pas envie de payer pour les autres pays plus fragiles. Alors que Jean-Claude Juncker et le ministre des Finances, Giulio Tremonti, avaient plaidé lundi dans le Financial Times en faveur de la création d'«*euro bonds*», afin de signaler clairement aux marchés financiers l'«*irréversibilité de l'euro*». Preuve que les désaccords entre pays de la zone euro sont encore bien profonds. (Lefigaro.fr 06.12)

3-Hongrie.

L'agence Moody's a annoncé lundi avoir abaissé de deux crans la note souveraine de la Hongrie, à Baa3 contre Baa1, en raison d'"*inquiétudes croissantes*" sur la situation budgétaire à moyen et long terme qui pourraient conduire à une nouvelle dégradation. Moody's pourrait de nouveau abaisser cette note "*si le gouvernement ne parvient pas à stabiliser sa situation financière*", selon un communiqué de l'agence de notation.

De son côté, le ministre de l'Économie György Matolcsy a regretté la décision. "*L'agence de notation a oublié de prendre en compte le fait que la Hongrie est un des pays où le déficit public est l'un des plus bas de l'UE (3,8 % du PIB visés en 2010) et qu'avec la Suède, il est le seul pays où la dette est à la baisse*", a-t-il indiqué à l'agence MTI.

Le taux des emprunts d'État hongrois sur dix ans s'élevait à 8,35 % lundi en milieu d'après-midi, contre 8,19 % pour l'Irlande ou encore 5,95 % pour le Portugal, deux pays considérés comme parmi les plus fragiles de la zone euro. (Lepoint.fr 06.12)

En comparaison, le taux des emprunts d'État allemands sur dix ans tourne autour de 3%. L'Etat allemand peut émettre des obligations qu'il rétribuera à 3%, et avec cette somme il peut acheter des obligations d'Etat émis par la Hongrie, l'Irlande, le Portugal ou l'Espagne à un taux entre 5 et 10%, donc empocher la différence entre les deux. Vous empruntez une somme à 5% et vous la prêtez à 10%, ensuite vous encaissez la différence, en dormant, ce n'est pas plus compliqué que cela. On se demande pendant combien de temps encore les différends Etats vont ainsi continuer de se laisser plumer. Réponse, aussi longtemps que les travailleurs de ces pays n'auront pas trouvé la bonne méthode pour les renverser.

4-Tous responsables et coupables, Etats, gouvernements et banquiers.

Réaction d'internautes à un article paru dans Slate.fr, dont le titre était *En défense des banques*, et signé Diogène.

«Diogène» (un regard sans tabou), est un petit groupe d'économistes et d'acteurs de la finance composé, entre autres, de Patrick Artus, Philippe Bajou, Patricia Barbizet, Jean Pascal Beauffret, Michel Castel, Sylvain de Forges, Jean Louis Fort, Bertrand Jacquillat, Christian Merle et Olivier Pastré.

4.1- Le but du groupe diogène est "*d'en finir avec l'hypocrisie qui règne depuis le début de la crise et la dénonciation de boucs émissaires (banques, agences de notation...)*".

D'emblée, les auteurs posent leur point de vue "*c'est pas la faute aux banques et on va vous expliquer pourquoi, bande de néophytes*".

L'article présent pose les bases d'une critique des états et de la déréglementation qui a permis l'éclosion de la crise financière et économique actuelle, en remontant aux origines des années 80.

A propos de cet article, Si l'objectif de Diogène est d'élargir le débat en le sortant du cadre franco français, pour le replacer dans le contexte européen, on peut déjà se poser la question de la pertinence du cadre de l'élargissement. La crise financière actuelle a une origine très clairement américaine (fin de du Glass-Steagall Act, généralisation des subprimes, non-réglementation des marchés de dérivés etc), alors pourquoi se focaliser uniquement sur la politique européenne dans ce domaine, qui dans bien des cas n'a fait que suivre l'américaine ?

Concernant le but de Diogène "*en finir avec l'hypocrisie qui règne depuis le début de la crise et la dénonciation de boucs émissaires (banques, agences de notation...)*".

Si dès le début Diogène prend la défense des banques, on peut douter de l'objectivité du discours. Nier d'emblée une quelconque implication des institutions financières dans la crise actuelle, est un parti pris pour le moins... audacieux (on pourra se référer à des documentaires comme cleveland contre Wall Street, inside job, ou tout simplement aux activités de Goldman Sachs avec son ABACUS pour exemple... ou tout simplement la faillite de l'islande et de l'irlande après que ces états aient eu la mauvaise idée de garantir les dettes de leurs banques nationales, ou encore les milliers de milliards de dollars injectés par le gouvernement américain dans AIG, freddy mac et fanny mae).

Le discours qui sous tend leur acte de foi est de dire, que la crise financière n'est pas du à la cupidité des méchantes banques, ou des entourloupes des agences de notations (capables de noter AAA lehman brothers deux jours avant sa faillite) , mais que c'est la faute des états qui ont dérégulé à tout va sans réfléchir.

On apprécie le double salto idéologique. Pendant des années, au nom de la sainte concurrence (Milton Friedman et les Chicago boys au pouvoir), il fallait déréguler à tout va dans tous les secteurs pour le bien du marché et des consommateurs, et maintenant nos Diogènes nous expliquent que trop de dérégulation et c'est la crise.

Que faut-il en déduire ? que la réglementation des activités financières est un frein nécessaire à la courte vue des banques et leur incapacité à prévenir la survenance d'une crise ?

Est-ce à dire que le marché ne s'auto-régule donc pas de lui même ?

Il y a quelques années, dire de telles choses dans le monde financier vous aurait fait passer pour un vilain gauchiste, ou pour le moins , un rabat-joie.

Si on suit diogène, pour sauver les banques de la crise financière, il faut plus de réglementation pour les empêcher de faire n'importe quoi, tout en assumant que les banques ne sont pas responsables de la crise , et n'ont pas fait n'importe quoi...

Après tout, si les raisons sont différentes, je les rejoins sur ce principe, une bonne réglementation éviterait que les mêmes causes produisent les mêmes conséquences. ( rétablissement de la séparation entre banque de dépôt et banque d'investissement, monopoles des sociétés de bourse pour la transparence, interdiction des ventes à découvert, réglementation des dérivés, chambre de compensation pour les CDS et la titrisatino en général ,fin de la comptabilité marked to market, il ya de quoi faire)

Par contre, quand Diogène tente de dire dans son article , précédé de sa profession de foi " *nous éclairer dans ce que vous découvrirez dans deux ou trois mois*" , que les états sont responsables, par la dérégulation de la crise , alors là, c'est au mieux de la bêtise de premier communiant au pire de la fumisterie de la part d'économistes qui ne sont tout de même des étudiants de première année.

Qui a inspiré les lois de dérégulation ? les institutions financières.

Qui les a écrites ? les institutions financières.

Qui a noyauté les organismes de contrôle ? les institutions financières.

J'exagère ?

Allez dernier exemple en date, Stephen Green , PDG de HSBC , quitte ses fonctions fin 2010 pour devenir ministre du commerce UK. Qui aura à ce titre, un rôle important à jouer dans la définitions des nouvelles normes bâle III. Normes qui sont définies en Suisse , pays bien connu pour sa réglementation tatillonne envers les banques. l'EFB ( European Finance Federation) est le lobby des banques européennes, il a pignon sur rue (et sur le web) et à son siège à bruxelles. Il est régulièrement contacté par la commission européenne pour définir les futures directives bancaires. Celles que justement fustigent nos amis Diogène.

Le pendant international IIF (Institute for International Finance) a lui aussi clairement pour but de faire du lobbying au niveau international (FMI, OMC etc)

Aux USA, la plupart des secrétaires du trésor, et directeurs de la FED sont issus des grandes banques d'affaires (goldman sachs étant une grande pourvoyeuse pour le gouvernement américain)

En France, on pourra noter les relations "spéciales" du monde politique et de la finance avec un seul exemple, quand M. Pérol est devenu président du groupe BPCE par la seule nomination du Président de la république.

M. Pérol était avant un des conseillers spéciaux de Nicolas Sarkosy.

Donc, étant donné la porosité entre monde politique et financier, quand ce n'est pas carrément la symbiose comme aux USA, accuser les états de faire de la dérégulation , source de crise financières, prétendant ainsi exonérer les institutions financières de leurs responsabilités, c'est de l'aveuglement, surtout de la part d'économistes qui ne sont quand même pas si éloignés des réalités politiques.

Combien de crises financières, combien de scandales de conflits d'intérêts, combien de faillites d'états vous faudra-t-il pour admettre que les banques, les agences de notations, les lobbies bancaires, ont une énorme part de responsabilité ?

4.2- "*Qui a inspiré les lois de dérégulation ? les institutions financières.*

*Qui les a écrites ? les institutions financières.*

*Qui a noyauté les organismes de contrôle ? les institutions financières.*"

Mais qui a accepté de se laisser inspirer, d'écrire sous la dictée et de mettre en place des organismes de contrôle noyautés par ceux qu'ils étaient supposés contrôlés : les Etats.

La banque, c'est comme les restaurateurs qui viennent d'obtenir la baisse de la TVA, un lobby. Les lobbys font leur job de lobby. Nos dirigeants sont supposés être capable de faire la part de l'intérêt général et des intérêts particuliers.

Le problème, c'est quand l'idéologie tient lieu de réflexion économique. Il suffit d'utiliser des mots magiques tels que concurrence, innovation, dérégulation, déréglementation, compétition pour arriver à vendre à une bonne partie de la classe politique européenne n'importe quel intérêt particulier. C'est marche avec la banque, mais aussi l'énergie et la plupart des services publiques.

4.3- Bien sûr que les banques ne sont pour rien dans la crise !

- ce ne sont sûrement pas des banques qui ont fait des prêts immobiliers massifs à des candidats insolvables!

- ce ne sont toujours pas des banques qui ont transformé ces prêts en instruments financiers toxiques , qu'elles ont refilé à leurs petits copains et concurrents!

- ce ne sont pas des banques qui financent des fonds d'investissements acharnés à dégager le maximum de plus-values le plus vite possible, quitte à virer les dirigeants récalcitrants (voir Accor ou Carrefour avec Colony!)

- ce n'est bien sûr pas une banque qui a aidé la Grèce à masquer ses déficits pour ensuite l'attaquer sur les marchés financiers!

- et bien sûr, les banques se sont remises immédiatement à leur fonction première qu'elles n'ont jamais abandonné: financer l'économie!

Ah, j'oubliais, c'est bien vous qui avez dit qu'il n'y avait pas eu de crise financiére? Merci de nous rassurer!

4.4- le sauvetage des banques par l'état : oui. Mais il faut savoir de quelle banque on parle. doit-on sauver les banques d'épargnants, de M. er Mme Michu avec leur carte bleue, la banque de l'entrepreneur , ou doit-on sauver les banques d'investissements qui ont fait joujou sur les marchés et ont perdu leur culottes (et celles de leurs clients au passage) ?

Si l'état doit sauver quelque chose ce sont les déposants, les épargnants et les entrepreneurs pas les banques d'investissement.

L'inconvénient, c'est qu'avec la dérégulation voulue par les banques via leur lobbys (au passage, oui les politiques sont responsables de s'être laissé faire, mais je doute qu'ils soient à l'initiative de cette dérégulation, sauf peut être Alain Madelin ) , il n'y a plus de séparation entre les banques de dépots / retail et les banques d'investissement.

Et c'est bien là tout le problème. Car si on prend les banques irlandaises, elles ont prêté plus qu'elles n'avaient dans les poches, largement plus, elles se sont lancés dans des opérations très risquées en bourse et que quand la crise est venue, elle se retrouvent toute nues. et là, pour le coup, c'est entièrement de leur responsabilité.

Elles jouent de cette confusion entre banque de dépôt et banque d'investissement pour faire du chantage à l'état sur le mode : si je coule , j'emporte avec mois X millions de comptes clients". Vous pensez bien qu'un état peut difficilement se permettre de dire à ses citoyens "vot' banque a coulé, zavez plus d'économies, plus de comptes courants, tant pis pour vous". ( voir l'exemple northen rock ou RBS au UK par exemple)

Donc, oui je suis pour une re-régulation, mais en n'exonérant pas pour autant les banques de leurs responsabilités. Les états ne devraient garantir que la partie banque de dépôt. Après les banques d'investissements, si elles se sont plantées dans leurs investissements, au nom de quoi les gentils contribuables devraient éponger leurs erreurs ?

Par ailleurs, je ne vois pas comment l'Etat pourrait être garant de tout, pour reprendre l'exemple de l'Irlande, les dettes de banques irlandaises représente 5 fois le PIB du pays. Même avec des intérêts bas, je ne vois pas comment l'état irlandais pourrait rembourser de telles sommes, sauf à vendre le pays ? en faisant travailler ses citoyens gratuitement ?, il faudra bien un jour songer à mettre en place un mécanisme de faillite pour les banques dites "too big too fail".

4.5- Je reconnais avec vous que dans de nombreux pays, la responsabilité des politiques est au moins aussi grande que celle des banques d'investissement, mais l'attitude de Goldman Sachs en Grèce est assez consternante, même si tout est légal !

Et il faut quand même reconnaître que tout à démarré avec la crainte de la défaillance de Freddie Mac et Fanny Mae, fournisseurs de crédits hypothécaires (subprimes), crédits qui, titrisés et manipulés par les établissements financiers, ont conduit à la crise actuelle!

On ne peut pas dire que les acteurs du monde financier n'y sont pour rien !

Commentaire.

La collusion entre les Etats et l'aristocratie financière qui pille les peuples est manifeste et établie.

Quand on observe les réactions des partis institutionnels, des syndicats et des différentes institutions financières et autres, on s'aperçoit que tous tiennent à épargner les Etats et à détourner l'attention de la population vers les banquiers ou l'UE et le FMI. Pour eux l'essentiel, c'est que le pouvoir politique en place soit épargné, car il faut éviter à tout prix que les travailleurs situent leur combat contre l'Etat qui est l'agent et le protecteur du capital.

Le problème que les travailleurs ont à résoudre ne réside pas dans le pouvoir des banques, mais dans le pouvoir qui est donné aux banques d'agir comme bon leur semble, et qui détient ce pouvoir : l'Etat ! C'est seulement en renversant l'Etat qu'on peut se donner les moyens de s'attaquer aux banques, c'est simple à comprendre, non ? Dès lors notre combat (politique) devrait se concentrer contre l'Etat, le gouvernement, etc.

---

Le 8 décembre

Comprendre le fonctionnement de l'économie capitaliste, son volet financier. Allez, on se lance !

Les banques accordent des prêts à hauteur de centaines de milliards d'euros à des entreprises ou des particuliers, sommes colossales dont elles ne disposent pas et qui sont en moyenne 8 à 10 fois supérieures à leurs actifs (gonfler artificiellement leurs actifs [pourris], leur permet d'obtenir une autorisation de prêts de plusieurs centaines de milliards d'euros supplémentaires, ces sommes correspondent aux lignes de crédit que leur accordent la banque centrale (la Banque de France ou la BCE) et l'Etat ou avec sa bénédiction, et lorsque ses clients ne peuvent plus rembourser leurs crédits, c'est l'Etat ou la BCE qui vole à leur secours pour éviter qu'elles tombent en faillite et que le système tout entier s'écroule.

Et où l'Etat et/ou la BCE trouvent-ils cet argent ? Dans la poche des contribuables, donc les travailleurs, via les impôts directs et indirects que nous payons.

Nous avons déjà vu que la BCE ou les banques centrales prêtaient de l'argent aux banquiers à des taux proches de zéro, et qu'ensuite les banquiers prêtaient cet argent à des taux supérieurs, empochant la différence au passage... en dormant.

Autre cas de figure. Pour que la BCE ou une banque centrale prête l'argent qu'elle n'a pas en caisse, elle doit commencer par recourir à la planche à billets, mais comme elle n'a pas le droit de prêter de l'argent dont elle ne serait pas détentrice, il lui faut commencer par le distribuer sous forme de prêts à des taux très avantageux à des banques ou des institutions financières qui ensuite prêtent le même argent à un taux plus élevé à la banque centrale, et c'est seulement à cette étape qu'elle peut prêter cet argent à une banque ou un Etat ou aux mêmes institutions financières ! On verra plus loin qu'une différence d'1% peut représenter des profits immenses.

Autre cas de figure qui aboutit au même résultat. Les banques centrales empruntent sur les marchés financiers à des taux élevés l'argent qu'elles vont ensuite leur prêter à des taux inférieurs, l'opération permettant aux opérateurs du marché de réaliser une importante plus-value au passage.

Dans le cas des obligations d'Etat cela fonctionne de la même manière : l'Etat emprunte sur les marchés à des taux d'intérêt importants (entre 3 et 10% sur 10 ans selon les pays, 3% dans le cas de l'Allemagne, 10% dans le cas de la Grèce par exemple) l'argent qu'il va ensuite distribuer aux banques ou aux capitalistes à des taux inférieurs, c'est le contribuable qui paiera la différence, un cadeau aux capitalistes.

Quand l'Etat prête 6 milliards d'euros à Renault par exemple, il ne fait pas cadeau de 6 milliards à Renault comme on a pu le lire ici ou là, c'est la différence entre le taux d'intérêt du marché et celui que lui accorde le gouvernement que Renault empoche discrètement. Dans l'exemple que nous venons de voir cela ne représente qu'un gain de quelques dizaines de millions d'euros, dans le cas des banques, disons un prêt de 400 milliards d'euros, il faut rajouter deux zéros derrière au bas mot, le chiffre se monte en milliards d'euros de cadeaux aux banquiers. Là encore le gouvernement n'a pas donné 400 milliards aux banquiers, il leur a fait cadeaux de quelques dizaines de milliards d'euros.

Il faut ajouter à cela que pour financer son déficit auprès des marchés auprès desquels il a emprunté de l'argent, l'Etat va verser près de 50 milliards d'euros d'intérêts par an, une rente pour les banquiers. La dette est le produit de la différence entre les recettes et les dépenses des comptes de l'Etat, dépenses dans lesquelles est inclue la rente versée aux marchés. La dette s'explique à la fois par la baisse de la taxation des bénéfices réalisés par les entreprises, les multiples cadeaux consentis aux capitalistes, la baisse de la part du travail dans le PIB.

J'ai lu que les banques irlandaises avaient emprunté sur les marchés jusqu'à 5 fois le PIB du pays, cette information est à prendre au conditionnel, quoi qu'il en soit, il semblerait qu'elles seront dans l'incapacité de rembourser cet argent à ses créanciers (ceux qui lui ont prêté de l'argent), dès lors la panique s'empare de ses créanciers, à moins qu'ils ne se servent de la situation comme prétexte pour leur demander de rembourser leurs crédits, or elles n'en n'ont pas les moyens, du coup elles demandent à l'Etat de les renflouer, via l'UE et le FMI qui va demander toujours aux mêmes de payer la note : les travailleurs à travers un plan d'austérité.

Le fonctionnement de ce système est facile à comprendre : les banques empruntent de l'argent sur les marchés et remboursent ses emprunts précédents avec les nouveaux, mais dès que le robinet du crédit se ferme, elles ne peuvent plus honorer leurs créances et c'est la banqueroute. C'est l'affaire Madoff à la puissance mille à l'échelle mondial puisque toutes les économies fonctionnent sur le même modèle.

Voilà comment fonctionne le système capitaliste sans entrer dans les détails. On complètera ce tableau à l'occasion.

Question : cette démonstration réalisée avec des mots simples, n'est-elle pas à la portée de chaque travailleur ou jeune ? Au lieu de cavaler dans tous les sens, la lutte, la lutte, la lutte, ou de sortir des tracts que personne ne lira finalement parce que trop théoriques, ne vaudrait-il pas mieux expliquer en ses termes accessibles à tous comment fonctionne le capitalisme pour élever

le niveau de conscience des masses ? Les partis et les formations politiques en générale s'imaginent que les travailleurs s'entendent avec leur terminologie politique ou leurs démonstrations que seuls une élite ou des intellectuels peuvent comprendre, c'est une grave erreur. Même la plupart des intellectuels qui ne sont pas versés en économie ne comprennent rien au fonctionnement du capitalisme, c'est un constat que l'on peut dresser quotidiennement.

Autre chose sur le même sujet.

J'ai écrit il y a quelques jours que l'appel de Cantona à vider les banques était utopique même si l'intention était généreuse.

Bien sûr que cet appel ne se situait pas sur le terrain de classe du prolétariat et qu'il était maladroit, quoique cela se discute, est-ce pour autant une raison pour le dénigrer comme le font certains militants qui suivent aveuglément leurs dirigeants à l'incurie politique légendaire ? Sur quelle planète vivent-ils ces militants ou ces dirigeants ? Dans quel milieu vivent-ils ? Certainement pas dans le milieu ouvrier, car l'idée de Cantona a dû alimenter les discussions dans tous les bistrots où les travailleurs prennent le café le matin avant d'aller trimer ou alors je n'y ai jamais foutu les pieds ! Ah voilà que vous faites dans le café du commerce, diront nos détracteurs ! Et si c'est ainsi que des dizaines de millions de travailleurs abordent la situation, vous faites quoi ?

C'est terrible ces militants et ces dirigeants, pour qui se prennent-ils ?

Ce sont les mêmes qui d'un geste méprisant balaient du bras cette idée, alors qu'elle pouvait servir de base à une discussion politique, qui gardent un silence assourdissant sur WikiLeaks et le sort que réserve l'impérialisme à Julian Assange ou encore sur les magouilles du Conseil constitutionnel qui a validé en 1995 les comptes de campagne de Balladur et Chirac, alors que le candidat Schivardi s'est vu rembarrer pour une poignée d'euros, notez bien que dans le premier cas, ce sont les banques qui sont en cause, dans le second le capitalisme mondial et sa diplomatie secrète, dans le troisième l'Etat français et le parti de l'ordre : pas touche disent-ils tous en coeur !

Ils peuvent hurler à la calomnie, c'est malheureusement l'exact et triste constat et vérité. Comme il est loin le temps où ils clamaient que la vérité était révolutionnaire !

Cantona a le malheur pour lui de ne pas être un militant ouvrier mais d'être simplement une figure populaire, c'est un crime camarades ! Il a eu la maladresse de dénoncer selon lui des manifestations qui ne menaient à rien, il n'a pas eu totalement tort entre nous, non, ce que ses détracteurs, pardon, ses procureurs lui reprochent sûrement. Il y en a qui vont déformer mon propos et en déduire que je serais contre les manifestations, parce qu'ils n'ont aucun argument valable à nous opposer, laissons-les penser ce qu'ils veulent.

Et puis, assez d'hypocrisie, personne n'a réellement pris au sérieux cet appel à vider les banques, par contre on peut parier qu'il restera dans la tête des travailleurs la vague idée (encore) qu'une révolution sera nécessaire pour en finir avec les banquiers qui s'empiffrent pendant que le gouvernement taille à la hache dans tous nos droits. Associer révolution et banque dans un même appel n'était pas une mauvaise idée, c'était le moyen pour en finir avec la dictature de l'aristocratie financière qui n'était pas correct, nous nous employons ici à rectifier le tir, ce que tout militant pouvait faire facilement, mais apparemment cela posait un problème à certains, parler des banques d'accord, évoquer la révolution, ah cela non !

Tous ce qui ne se situe pas exclusivement sur le terrain de la lutte des classes devrait être banni des discussions, selon certains militants, cadres ou dirigeants. Bien. Mais dites-donc, les dizaines de millions de travailleurs qui ne se sont pas mobilisés sur les retraites tout en rejetant le projet du gouvernement, étaient-ils sur le terrain de leur classe, manifestement pas. Faut-il leur tourner le dos pour autant ? Tous des beaufs, des veaux, l'arrière-garde arriérée et indécrotable du prolétariat, pas même foutus de se syndiquer ou d'adhérer à un de ces glorieux partis ouvriers, tout juste bons à remplir les tribunes d'un terrain de foot !

Qui se situent sur le terrain de la lutte des classes dans ce pays ? Les militants des syndicats et des partis uniquement, et encore, c'est leur faire trop d'honneur pour certains d'entre eux ! Une infime minorité de travailleurs qui revendiquent dans leurs entreprises ou administrations et encore inconsciemment. (A suivre)

Pour répondre à un camarade, cela ne m'a pas choqué que l'intersyndicale appelle à deux manifestations un samedi, cela aurait pu être un dimanche que je n'en aurais pas été davantage choqué, après tout il s'agissait de voir ce que les masses avaient dans le ventre et on l'a vu. Je comprends cette réaction d'un syndicaliste de base qui associe systématiquement grève et manifestation, par contre venant de dirigeants de partis ouvriers elle était inacceptable, elle servait à couvrir leur refus d'y appeler en tant que parti, alors que pour affronter Sarkozy les syndicats et les partis auraient dû marcher ensemble sur des mots d'ordre politiques, ce qui est totalement inconcevable de nos jours.

## Politique.

### 1- UMP, FN : même combat !

"*C'est le FN qui est venu chasser sur nos terres, et non pas l'inverse. Nous sommes simplement des pasteurs qui voulons réunir nos brebis galeuses.*" a dit Lionnel Luca, cofondateur de Droite populaire (UMP). (Lepoint.fr 07.12)

Cette précision est intéressante car elle remet les choses à leurs places : il y a certes des nuances d'appréciation au sein du parti de l'ordre sur la manière d'affronter la situation et le prolétariat, mais lorsqu'il s'agit d'employer les grands moyens pour réprimer le mouvement ouvrier et le prolétariat, ils se valent tous, aucune illusion n'est permise à ce sujet.

### 2- Strauss-Kahn en rajoute une louche !

Au sujet de la Grèce, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn s'est déclaré confiant pour un retour à la croissance en 2010. Il a invité le gouvernement grec à lutter contre l'évasion fiscale et à réformer le marché du travail. (Reuters 07.12)

## Social.

### 1- Le droit à l'instruction pour tous bafoué.

La France obtient une note moyenne dans l'étude Pisa 2009 sur les systèmes éducatifs internationaux. Menée tous les trois ans depuis 2000, ce classement de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), mesure les acquis vers la fin de la scolarité obligatoire, à 15 ans.

Les inégalités scolaires se sont accrues en France depuis l'an 2000, avec notamment davantage d'élèves faibles, révèle l'étude, selon l'AFP. "*Il y a de plus en plus d'élèves en échec scolaire, les inégalités se sont creusées*." (20minutes.fr 07.12)

### 2- UE. Toujours plus social !

Les ministres européens des affaires sociales et de l'emploi, réunis à Bruxelles, ont catégoriquement rejeté lundi 6 décembre la proposition du Parlement européen visant à allonger la durée minimale du congé de maternité à 20 semaines et à instaurer le principe d'un congé de paternité rémunéré. "*La très, très grande majorité des Etats membres considère que le Parlement est allé trop loin en proposant l'allongement du congé de maternité à 20 semaines, avec une rémunération à 100 % du salaire, ce n'est pas une base de négociation*", a estimé la ministre belge de l'emploi, Joëlle Milquet, dont le pays assure actuellement la présidence de l'Union européenne.

Mme Milquet a indiqué en revanche que les gouvernements européens étaient ouverts à l'idée d'instaurer un congé de maternité minimal de 18 semaines, comme proposé à l'origine par la Commission européenne, ce qui correspond aux recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT). Toutefois, ils refusent l'idée d'une indemnisation à 100 % du salaire.

Les pays opposés à un allongement à 20 semaines, au premier rang desquels la Grande-Bretagne et la France, font valoir que cela induirait des coûts supplémentaires importants, en pleine période de disette budgétaire en Europe.

Roselyne Bachelot a dénoncé lundi à Bruxelles le "*coût considérable*" d'un passage à vingt semaines, évalué à 1,3 milliard d'euros pour la Sécurité sociale française. "*Vu le situation économique et les exigences du pacte de stabilité, l'Allemagne ne peut se permettre cet allongement*", a averti la ministre allemande de l'emploi, Kristina Schröder. (Lemonde.fr 07.12)

Alors qui décide quoi : le Parlement européen, la Commission européenne, autrement dit l'Union européenne ou "*les gouvernements européens*", les "*Etats membres" de l'UE ? Vous avez la réponse ci-dessus. Cette mise au point s'adresse à ceux qui hurlent : à bas l'UE, à bas le FMI mais qui "oublient*" systématiquement d'ajouter : à bas le gouvernement et les institutions de la Ve République. Assez de manipulations !

### 3- Grande-Bretagne. La classe dominante raciste : qui l'aurait cru ?

Un seul élève de la catégorie «*noir caribéen*» a été admis à Oxford l'année dernière, une tendance que partagent les deux meilleures universités britanniques. Vingt des «*collèges*» (l'équivalent de départements) qui composent les universités de Cambridge et d'Oxford n'ont offert aucune place à des candidats noirs en premier cycle (l'équivalent de la licence) l'année dernière.

Le pittoresque Merton College, qui occupe systématiquement les premières places aux classements académiques des premiers cycles d'Oxford, n'a pas accueilli un seul étudiant noir depuis cinq ans. Les statistiques, qui ont été publiées à la suite d'une demande du député du Parti travailliste David Lammy en vertu de la loi sur la liberté d'information, montrent que 89% des étudiants de premier cycle d'Oxford viennent de la haute société ou des classes moyennes.

Les données britanniques montrent aussi qu'il n'y a aucun noir parmi les 1.500 universitaires et employés de laboratoire de Cambridge. (Slate.fr 07.12)

### 4- Haïti. Dehors les troupes d'occupation qui sèment la désolation !

La rumeur disait donc vrai. Le foyer infectieux de l'épidémie de choléra en Haïti est parti du camp des Casques bleus népalais de la Mission de l'ONU dans le centre du pays, selon le rapport du Pr Piarroux, qui s'est rendu dés le début de l'épidémie en Haïti, à la demande du ministère de la Santé haïtien. «*Ce rapport, qui est de la responsabilité personnelle du Pr Piarroux, a été transmis aux Nations unies, qui ont ouvert une enquête. Il appartient également aux autorités haïtiennes de déclencher une enquête, si elles l'estiment nécessaire*», a fait savoir le Quai d'Orsay ce mardi.

«*Le foyer infectieux est parti du camp des Népalais*» situé à Mirebalais près du fleuve Artibonite. «*Le point de départ est localisé très précisément*», a dit cette source en se basant sur les conclusions du rapport du professeur français Renaud Piarroux, épidémiologiste envoyé en mission en Haïti par la France à la demande du ministère haïtien de la Santé.

«*Il n'y pas d'autre explication possible que ça sur le développement de l'épidémie dans un contexte où il n'y avait pas de choléra dans le pays, et compte tenu de l'intensité, de la vitesse de propagation et de la concentration de vibrion (bacille, NDLR) dans le delta de l'Artibonite*», a-t-elle ajouté.

«*L'explication la plus logique, c'est l'introduction massive de matière fécale dans le fleuve de l'Artibonite en une seule fois*», a poursuivi cette source. «*Le seul élément manquant c'est l'établissement formel à partir d'analyses et de prélèvements de la présence du vibrion chez les Népalais*», a-t-elle poursuivi.

L'épidémie de choléra a fait plus de 2.000 morts en Haïti depuis son apparition et plus de 90.000 cas ont été enregistrés, selon un nouveau bilan communiqué lundi par le ministère haïtien de la Santé. (20minutes.fr 07.12)

## Economie.

### 1- Irlande.

Le gouvernement irlandais a détaillé mardi un budget d'austérité sans précédent, censé dégager six milliards d'euros d'économies par le biais d'une réduction des dépenses et d'une hausse des impôts.

Le budget de 2011 est le plus serré d'un programme d'austérité quadriennal dont l'objectif est de réaliser 15 milliards d'euros d'économies budgétaires, soit près de 10% du produit économique annuel, et de ramener le déficit budgétaire aux normes de la zone euro en 2014.

Pour 2011, les réductions des dépenses, qui toucheront les retraites dans la fonction publique, les prestations sociales ou encore les projets d'investissement, représenteront quatre milliards d'euros.

A cela s'ajouteront deux milliards d'euros de hausse des impôts, essentiellement en abaissant le plancher d'imposition et en modifiant les crédits d'impôt. (Reuters 07.12)

### 2- Le paradis terrestre existe, ainsi soit-il !

Selon un rapport publié mardi par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), les 50 premières entreprises européennes ont toutes une partie des leurs filiales implantées dans des paradis fiscaux. Le constat est ans appel : chacune d'entre elle détient en moyenne 20 filiales aux Pays-Bas et 8 filiales au Luxembourg.

Les sociétés hexagonales n'échappent pas à la règle. Plus de 20% des filiales d'Axa à l'étranger se trouvent ainsi dans des paradis fiscaux selon le rapport. Ce chiffre descend à quasiment 17% pour GDF Suez, 17 ,5% pour EDF, 16% pour Carrefour et France Telecom , 13,6% pour Saint Gobain et un peu moins de 10% pour Peugeot.

Les banques françaises sont particulièrement bien représentées. Sur ses 1.417 filiales hors des frontières, BNP Paribas en possède 347 (24,4%) dans des paradis fiscaux. Cette part atteint 17,9% pour Crédit agricole et 15,4% pour la Société Générale.

Les banques s'étaient pourtant engagées à fermer leurs succursales dans ces territoires, en raison de la loi de juin 2009 qui les oblige à publier leurs implantations dans les paradis fiscaux. Mais la liste retenue par le gouvernement «ne comprend en 2010 que 18 territoires représentant à peine 0,2 % de la finance offshore mondiale», critique le rapport.

Une évasion fiscale qui prive les Etats d'une manne financière non négligeable et brouille l'économie mondiale.

Le poids statistiques des paradis fiscaux est ainsi déconnecté de leur influence économique réelle. Les îles Vierges britanniques, «*les Iles Caïmans, le Luxembourg, l'Ile Maurice et les Pays-Bas ne représentent que 1 % du PIB mondial et 0,27 % de la population de la planète (…) Pourtant, ces cinq pays cumulés pèsent 1,7 fois plus que les États-Unis et trois fois plus que le Japon, l'Allemagne et la France réunis en matière d'investissement direct à l'étranger*», explique le rapport.

Des chiffres qui s'expliquent par l'attractivité fiscale de ces territoires. Les multinationales, notamment du secteur bancaire, s'y réfugient pour échapper au fisc. Et elles n'hésitent pas à mettre au point toute sorte de mécanismes pour alléger leur facture.

Le rapport prend notamment l'exemple de Google. Le géant de l'Internet a basé son siège européen en Irlande, connu pour avoir l'un des taux d'imposition sur les sociétés les plus faibles d'Europe. Google Irlande est de l'autre côté détenue par une société dans les Bermudes où les bénéfices ne sont pas taxés. (20minutes.fr 07.12)

Haut de page

---

Le 9 décembre

La société OVH a reçu et encaissé mon chèque de 26 euros correspondant à l'hébergement du site pour l'année 2011. Alors on continue !

Un message reçu des camarades des groupes CCI-T et Révoltes.

Le CCI (T) et le groupe Révoltes vous invitent à une réunion publique le 16 Décembre à Lyon.

-Un mouvement venu des profondeurs de la classe ouvrière, d'une grande ampleur , mais qui n'a pas fait céder le pouvoir en place : pourquoi ?
-Comment la collaboration des directions syndicales à rendu possible la réforme
-Comment se sont disposées les directions des syndicats contre la centralisation du combat et contre la grève générale
-Comment ce puissant mouvement à finalement été cadenassé par les appareils
-Comment les grèves reconductibles ont été opposées à l'appel clair à la grève générale
-Qu'est-ce qui était nécessaire dans ce mouvement ?
-Qu'est-ce qui est nécessaire aujourd'hui ?
-Comment poser aujourd'hui la question du gouvernement ?
-Quel gouvernement pourrait satisfaire nos revendications ?
-Comment résoudre la question du parti révolutionnaire qui fait défaut ?

Le CCI(T) et le groupe Révoltes vous proposent de débattre de ces questions lors d'une réunion publique à Lyon Maison des passages - 44, rue Saint Georges - Metro Saint Jean - Jeudi 16 Décembre à 20h

Ce serait intéressant que ces camarades rédigent un compte rendu exhaustif de cette réunion, pas pour leur tirer dessus ensuite, mais pour discuter loyalement et fraternellement des points de vue avancés par les différents intervenants, à la limite on s'en fout de savoir qui ils sont et s'ils ont adhéré à un parti ou un syndicat.

Si je peux me permettre de leur soummettre une question supplémentaire : doit-on oui ou non avancer des mots d'ordre politique en direction de la classe et des masses, doit-on fixer aux travailleurs des objectifs politiques à leur combat ou au contraire doit-on se limiter à des objectifs économiques comme le font tous les partis ouvriers ?

Comparez les objectifs du mouvement ouvrier de 1936, 47 ou 68 en France, avec les objectifs du prolétariat russe de 1905 et 1917, et les résultats auxquels ils sont parvenus, est-ce possible ou est-ce tabou, quels enseignements en tirer pour notre combat aujourd'hui ? Ces questions s'adressent en réalité à la totalité des militants ouvriers qui veulent en finir par tous les moyens, y compris par une révolution, avec le régime capitaliste et les institutions de la Ve République.

Autre chose.

Au camarade qui m'a adressé un article de *L'Humanité* du 7 décembre *Les banques, le dribble d'Eric Cantona et la tête du client*, dans lequel il est écrit que "*les aides de l'Etat aux banques durant la crise (...) nous ont rien coûté, sauf la crise la plus forte depuis celle des années trente, rien que cela!* ".

Camarade, ce ne sont pas les aides de l'Etat aux banques qui sont responsables de la crise actuelle, mais l'anarchie qui règne au

sein du capitalisme mondial et la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes entre eux pour conserver ou accroître leur part de marché ou encore pour accumuler toujours plus de profits afin de conserver leur position dominante sur le marché mondial.

Pour *L'Humanité*, il s'agit de préserver le système capitaliste, c'est le fin mot de tous les opportunistes, capitulards ou réactionnaires. Ils ne peuvent expliquer que ce sont les fondements du capitalisme et ses lois de fonctionnement internes qui en découlent qui sont responsables de la crise, vaut mieux dévier l'attention des militants vers une autre cible, les aides de l'Etat aux banques en l'occurrence, autrement dit, le gouvernement Sarkozy-Fillon a accordé des aides aux banques, il suffirait de revenir sur ces aides pour que tout rentre dans l'ordre... ou de changer de gouvernement en 2012 avec pourquoi pas des ministres du PCF, ils ne l'ont pas dit mais c'est explicite.

Cet article se terminait ainsi :"*La monnaie, le crédit, bien utilisés, c'est le nerf, sinon de la guerre, du moins de la croissance et l'emploi*", en régime capitaliste, le seul terrain sur lequel *L'Humanité* est capable de se situer, précisons que la croissance est impossible sans perpétuer l'exploitation capitaliste, qu'elle en est synonyme, ce que revendique naturellement *L'Humanité*, ajoutons que le crédit est avant tout le meilleur moyen qu'ont trouvé les capitalistes pour assurer le développement et la survie de leur système économique basé sur l'exploitation de la force de travail.

Le PCF combat pour assurer la survie du régime capitaliste, donc pour un bon usage de la monnaie, du crédit, etc., c'est cohérent, pour notre part nous combattons pour abattre ce régime et à terme se passer de la monnaie, du crédit, bref, pour une société débarrassée des classes et de l'Etat, n'est pas communiste qui veut, je ne dis pas cela pour ce camarade évidemment, mais pour le PCF qui n'a rien à voir avec le communisme de près comme de loin.

Un dernier sujet de discussion.

Dans la page 3 du n°127 d'*Informations ouvrières.*

L'Etat, donc les institutions de la Ve République et le gouvernement sont responsables de la situation sociale, sauf pour le POI.

François de Closets dans Le Monde du 2 décembre : "*C'est la loi de Wall Street qui s'est imposée à Obama comme au reste du monde. Elle constitue aujourd'hui la plus grave menace contre des Etats qui perdent toute légitimité quand ils imposent un ordre unanimement reconnu comme injuste.*".

D. Gluckstein dans son éditorial : "*La classe ouvrière a montré ses immenses capacités de combat, de résistance et de volonté d'unité dans la mobilisation contre la réforme des retraites. Elle est disponible pour bloquer le plan destructeur qui vient. Pour cela, elle a besoin de pouvoir disposer de ses organisations en toute indépendance. L'ordre du jour appelle la rupture de tout lien avec les diktats de l'Union européenne, du FMI et leur « nécessaire réduction des dépenses publiques ». Il appelle l'unité contre les plans de rigueur et les contre-réformes, et la défense de chacune des revendications ouvrières.*"

François de Closets a raison l'Etat, donc les institutions de la Ve République n'ont plus aucune légitimité, ce qui a de quoi l'effrayer, du coup on s'attendrait à partir de ce constat que le POI axe son combat contre l'Etat et qu'il appelle la classe ouvrière à en tirer la conclusion qu'il lui faut définir les contours de son propre Etat, condition politique indispensable pour qu'elle puisse entrevoir la satisfaction de ses revendications économiques et sociales, pas du tout, la classe ouvrière est appelée à "*disposer de ses organisations en toute indépendance*", alors qu'elles sont entièrement contrôlées par des lieutenants du capital comme leurs derniers congrès et le déroulement de la mobilisation sur les retraites l'ont amplement démontré, pire encore, une nouvelle fois il appelle à rompre "*tout lien avec les diktats de l'Union européenne, du FMI*" mais curieusement pas avec le gouvernement et l'Etat qu'il épargne au passage.

L'objectif qu'il fixe au combat de la classe ouvrière et aux militants de son parti se situe exclusivement sur le terrain économique et il est incapable de leur proposer le moindre objectif politique. Comment caractériser cette orientation politique ?

Le POI refuse d'engager le combat sur le terrain politique dans la perspective d'un Etat ouvrier ou social, ce qui revient à faire croire aux travailleurs que leurs revendications sociales seraient compatibles avec l'Etat actuel et le maintien en place du régime capitaliste pour peu qu'on leur fasse violence ou leur impose notre volonté, pure illusion, ce qui revient à laisser les mains libres aux appareils que le POI prétend combattre par ailleurs. L'illégitimité de l'Etat des capitalistes pose directement la question : quel Etat doit construire la classe ouvrière pour satisfaire ses besoins et ses aspirations, question dont le POI ne veut pas entendre parler car il est lui-même lié oraganiquement aux appareils pourris des syndicats, notamment ceux de FO, de la CGT et de la FSU.

Le POI est prisonnier de ses contradictions au point de vouloir faire jouer un rôle révolutionnaire aux syndicats, après avoir dû abandonner (à vérifier) la mort dans l'âme le front unique en direction du PS et ses satellites qui ont indiqué clairement qu'ils se situaient au côté du parti de l'ordre pour permettre au gouvernement de mener à bien les contre-réformes annoncées.

Le POI ne peut pas constituer le parti ouvrier révolutionnaire dont le prolétariat aura besoin pour vaincre, dans la mesure où il

ne combat pas pour élever la conscience de la classe ouvrière au niveau du programme du socialisme.

Page 4, Interview de Patrick, syndicaliste de la métallurgie :

"*En face, le gouvernement est uni contre nous ; il faut donc l'unité contre lui*". Que dit cet ouvrier, que signifie "*le gouvernement uni*", sinon qu'il mène un combat politique contre la classe ouvrière, il faut donc l'affronter sur le même plan pour le vaincre, "*il faut donc l'unité contre lui*" sur le plan politique, car d'une part c'est uniquement sur ce plan-là que nous le vaincrons, d'autre part parce que l'objectif de notre combat n'est pas la survie du régime mais sa mort. Souvenons-nous, c'est tout frais, Fillon a martelé qu'il avait formé un gouvernement de combat pour mener la guerre à la classe ouvrière, pour la soumettre au talon de fer du capital dans son développement le plus impitoyable et féroce, et on lui répond qu'on va se battre pour l'unité sur des revendications économiques ou sociales comme seul objectif en s'en remettant aux syndicats, sans avancer la moindre revendication politique.

L'unité ne peut se réaliser sur le plan politique qu'entre des partis révolutionnaires démocratiques (de type menchevik ou socialiste-révolutionnaire) et le ou les partis construits sur la base du marxisme-léninisme (parti bolchevik), elle ne peut pas se réaliser avec des partis totalement inféodés au capitalisme, à la Ve République et à l'Union européenne, qui combattent aux côtés du parti de l'ordre, l'UMP. On ne combat pas pour réaliser l'unité avec des partis fantômes, le front unique n'est pas une stratégie mais une tactique, on combat sur des objectifs politiques sur lesquels l'unité peut se réaliser (ou non) à un moment donné.

En Grèce et en Irlande notamment, les masses ont manifesté qu'elles n'avaient pas vraiment d'illusions dans les institutions internationales du capital, l'UE et le FMI, cela ne signifie pas qu'elles n'en ont pas dans le capitalisme et les institutions nationales, il leur reste donc une question politique à poser et à résoudre, celle de l'alternative au capitalisme et aux institutions en place, le socialisme en ce qui nous concerne (conseils ouvriers et socialisation des moyens de production), celui de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Ils ont aussi des questions sociales à résoudre, les deux doivent être liées, et le combat doit se mener de front en associant syndicats et partis, travailleurs et jeunes inorganisés, tout ce que compte le peuple de révolutionnaires qui ne sont pas forcément tous des marxistes ou des socialistes.

Notre but est de soulever le peuple dans un élan révolutionnaire irrésistible sur des objectifs politiques qui le mettent sur la voie de son émancipation, de la liberté. Comment pourrait-il s'élever à la hauteur des tâches politiques qu'il a à accomplir ou s'en saisir, si on ne lui indique pas clairement la voie à suivre ? C'est le devoir de tout parti qui prétend combattre pour la révolution prolétarienne et le socialisme. (A suivre)

## Politique.

### France.

#### 1- Détention préventive d'un opposant au régime, en Chine, en Tunisie ? Non en France !

Le 25 novembre, Nicolas Sarkozy était dans l'Allier en visite dans une commune de moins de 2 000 habitants, Mayet-de-Montagne, 300 à 400 représentants de la force publique sont mobilisés. Face à eux, un petit groupe d'une quinzaine de personnes a prévu de manifester son hostilité au chef de l'Etat et à la réforme des retraites. L'un d'eux n'en aura pas l'occasion : Frédéric Le Marrec, un militant du syndicat SUD de 42 ans, passera les cinq heures de la visite de Nicolas Sarkozy dans les locaux de la gendarmerie.

Son récit au Monde.fr est confirmé par des sources proches de la gendarmerie, qui ont souhaité rester anonymes mais entendent dénoncer "des méthodes d'un autre âge". Frédéric Le Marrec a par ailleurs porté plainte contre X... pour "arrestation arbitraire", le 6 décembre, auprès du commissariat de Vichy, qui dément avoir enregistré une telle plainte.

Educateur spécialisé dans un foyer pour adolescents du Mayet-de-Montagne, Frédéric Le Marrec prend son poste à 6 h 30, ce 25 novembre. A 9 h 30, il quitte le foyer en compagnie d'un autre militant pour rejoindre ses amis manifestants. Devant son lieu de travail, deux gendarmes l'attendent, qui le prient de les accompagner à la gendarmerie. Là, il est interrogé par deux fonctionnaires venus de Moulins au sujet d'un collage d'affiches en faveur du Nouveau Parti anticapitaliste, la nuit précédente. D'ordinaire, explique un policier consulté à ce sujet, "*ce genre de dossiers, qui débouche au pire sur une contravention, est traité en moins d'une demi-heure*".

Très vite, une fois réglée cette affaire de collage, "*les gendarmes n'avaient plus grand-chose à me dire*, raconte Frédéric Le Marrec. *Et comme je n'étais pas officiellement en garde à vue, j'ai voulu m'en aller. Lorsque j'ai commencé à rassembler mes affaires, ils m'ont dit : 'On vous déconseille de partir'*". Voulant "*éviter tout incident*", le militant prend son mal en patience. Au bout d'un moment, il reçoit cette mystérieuse confidence : "*Le préfet vous en veut.*" Peu après 14 heures, Frédéric Le Marrec quitte la gendarmerie. L'hélicoptère de Nicolas Sarkozy a décollé quelques minutes auparavant.

D'après les témoignages des sources proches de la gendarmerie obtenues par Le Monde.fr, il semble bien que le préfet de

l'Allier, Pierre Monzani, ait joué un rôle dans ce dossier. Le 24 novembre, lors de la réunion organisée avec les responsables de la sécurité pour préparer la venue du chef de l'Etat, le préfet cite nommément Frédéric Le Marrec : "*Si à 9 h 30 il va pisser, il faut que je le sache*", lance ce proche de Brice Hortefeux. Une consigne apparemment prise très au sérieux par les gendarmes.

Selon ces sources, le militant est connu localement : "*Il est grand, il porte toujours un bonnet, c'est une figure du Mayet-de-Montagne. Il a activement participé au conflit sur les retraites, prenant part à des blocages et des tentatives de blocage de dépôts d'essence et à un tractage sur des rails.*" Rien qui justifie ces longues heures d'une rétention "*extrêmement limite au niveau de la légalité : Le Marrec n'est pas connu comme quelqu'un de violent, ses actions ont toujours été mesurées sur Le Mayet-de-Montagne. Apparemment, on a juste désigné cet homme comme un fauteur de troubles potentiel et on s'est occupé de lui de façon préventive*".

Le préfet dément avoir évoqué le cas de Frédéric Le Marrec lors de cette réunion préparatoire : "*Je ne connais pas ce monsieur. De façon générale, ce serait contre-productif de désigner une cible particulière à mes troupes, puisque celles-ci doivent se concentrer sur tous les dangers potentiels.*" Selon lui, le militant "veut se faire de la publicité dans le milieu syndicaliste" et a été particulièrement bien traité pendant sa rétention à la gendarmerie : "*Le café que lui ont servi les gendarmes devait être bon pour qu'il s'attarde autant à la gendarmerie.*" La plainte a été transmise au procureur de la République. (Lemonde.fr 08.12)

## 2- Crise et décomposition des partis face à la crise.

Dans une lettre adressée aux membres du bureau exécutif et que Le Point.fr s'est procurée, il explique avec force les raisons de sa démission. La principale, "*une situation de conflit interne (...) broyeuse d'énergie et d'espérance*". Celui qui avait un rôle de conciliateur entre des Verts toujours tentés de verrouiller leur parti et des sympathisants écolos désorganisés avoue son "*échec*". L'ex-plume de Hulot va jusqu'à décrire un "*climat délétère de guerre froide et de paix armée*", où règnent "*règlements de comptes, délices du déchirement, obsessions purificatrices et procès en sorcellerie*". "*L'air interne" y est "irrespirable", selon ses mots, et "le travail politique secondaire*".

"*Le vrai problème de Jean-Paul, c'est qu'il voulait faire une politique qui n'existe pas ! juge un Vert. C'est un mec très attachant, mais il a une mentalité de boy scout.*" "*Il a craqué ! Entre Dany qui monte sa coopérative et les Verts qui reprennent leurs petites habitudes...*", explique un proche de Cohn-Bendit. La secrétaire nationale Cécile Duflot, avec qui Besset s'entendait bien, est, elle, déçue. "*Jean-Paul espérait qu'après Lyon (où Europe Écologie et les Verts se sont réunis pour fusionner, ndlr), il y aurait des femmes et des hommes nouveaux, qui seraient totalement différents...*", a-t-elle commenté sur BFM-TV mardi matin.

Jean-Paul Besset "*a raison de nous alerter sur les jalousies et les affrontements excessifs pour prendre le pouvoir au sein de l'organisation*", a déclaré de son côté Yves Cochet (ex-Verts) à L'Express.fr.

Son départ, à quelques jours du conseil fédéral, est un coup dur pour les Verts, qui tentent de dédramatiser. Besset incarnait l'ouverture, avec sa démission, précédée quinze jours plus tôt de celle de son ami Pascal Durand - autre proche de Hulot -, les accusations de repli risquent d'aller bon train.

Question de Lepost.fr à Jean-Vincent Placé : Que pensez-vous de la volonté de Cohn-Bendit d'ouvrir les portes du mouvement à des gens venant de gauche comme de droite, tant qu'ils adhèrent au projet écolo ?

Réponse : "*Mais c'est n'importe quoi ! Je n'en veux pas des gens de droite !* " et de préciser plus loin "*Nous sommes ouverts à tous les gens de gauche. Dans le nouveau mouvement, il y a des socialistes, des communistes, des radicaux de gauche, des chevénementistes... et des Verts.*" (Lepoint.fr 07.12 et Lepost.fr 08.12)

Le très réactionnaire et européiste Cohn-Bendit n'est pas de droite ! C'est bien connu que le MRC de Chevènement et le Parti radical de gauche sont de gauche ! Lisez l'info en bref suivante qui en fournit une preuve incontestable.

## 3- Quand ils font ripaille en famille.

Le président du Parti radical, J-L Borloo, sera jeudi soir, à l'occasion du 105e anniversaire de la loi sur la laïcité, le héros d'un grand dîner républicain aux Salons de l'Aveyron à Paris.

Beaucoup de politiques, à commencer par ses collègues remerciés du gouvernement Fillon, Bernard Kouchner, Rama Yade, Fadela Amara, Valérie Létard, Marc-Philippe Daubresse et Jean-Marie Bockel. L'ancien ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement devrait côtoyer le conseiller de l'Élysée Henri Guaino, Arnaud Montebourg et Bernard Tapie dîner en compagnie de Gérard Larcher. (Lefigaro.fr 08.12)

On aurait bien voulu avoir la liste complète des invités conviés à cette petite sauterie... en famille.

Au passage, lu dans un article du "*site citoyen*" Agoravox : "*La question se pose de savoir si le Parti radical est encore vraiment*

*un parti de gauche sur cette période*", en 1946, le plus vieux parti du capital, des maîtres des Forges, qui envoyait l'armée contre les grévistes à la fin du XIXe sicle et au début du XXe, qui était l'allié de la SFIO et duPC dans le front populaire en 36, le parti de Borloo, aurait été un jour un parti de gauche : des ignares ! Attention à tous ces sites Internet qui se veulent de gauche et qui en réalité soutiennent le régime en place qui les subventionne, cela vaut aussi pour *Le Grand Soir* par exemple qui fait aussi de la pub pour le Conseil National de la Résistance.

La fédération nationale de la Libre Pensée, une annexe du POI, a mis une pétition en ligne sur son site Internet, dans laquelle elle dénonce de la part de la société Presstalis (ex-NMPP) "*le nouveau mode de fonctionnement (qui) conduit immédiatement à ce que les revues d'opinions, comme la Raison, n'aient plus les moyens financiers d'être présents dans les kiosques*", ce qui pourrait nous inciter à la signer, mais plus loin il est précisé que "*c'est toute l'œuvre du Conseil National de la Résistance et des ordonnances de 1945 sur la défense d'une presse libre, pluraliste et indépendante qui est remise en cause*", placé sous l'égide du général de Gaulle, autrement dit, il n'est pas possible de défendre la liberté de la presse dans ce pays en 2010 sans en appeler aux gaullistes !

On se souvient que dans une interview lors de la campagne présidentielle, D. Gluckstein n'avait pas trouvé d'autres arguments pour défendre les nationalisations réalisées après-guerre que d'en appeler aussi... au général de Gaulle.

Défendre la liberté de la presse et la possibilité pour tout parti ou organisation de diffuser leurs publications en kiosques sans discrimination, dont celles de la fédération de la Libre Pensée, d'accord, associer la défense de la liberté de la presse au Conseil National de la Résistance qui a procédé à la liquidation et au désarmement du mouvement révolutionnaire d'après-guerre, c'est non ! Il n'est pas inutile de préciser que cette pétition n'a recueilli que 755 signatures à ce jour, à croire qu'elle n'a pas fait l'unanimité parmi les propres adhérents de la Libre Pensée ou les militants du POI qui sont plus de 7.300.

On n'a pas à brader nos principes pour défendre la laïcité ou une quelconque liberté politique en recourant à l'union nationale avec les ennemis de la classe ouvrière. Que des compromis soient possibles avec certains courants de la bourgeoisie, on l'admet dans des circonstances précises, mais à condition qu'ils n'aient pas pour contrepartie la capitulation du mouvement ouvrier devant le capital, ce qui fut malheureusement le cas du Conseil National de la Résistance en 1945.

Ne voir que les acquis sociaux obtenus ou concédés au cours de cette période et faire l'impasse sur le reste qu'il vaut mieux cacher aux militants, c'est regarder l'histoire de la lutte des classes par le petit bout de la lorgnette pour leur donner une interprétation qui ne correspond pas à la réalité des faits. Nous ne pouvons pas adhérer à un tel procédé, désolé, malgré toute la sympathie que nous avons pour la fédération nationale de la Libre Pensée.

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- France Télécom : l'employeur multirécidiviste qui tue légalement, suite.

Dimanche, un employé de France Télécom, âgé d'une cinquantaine d'années, s'est pendu dans son jardin à Nîmes, dans le Gard.

Ce cadre technique, père de famille, marié et père d'une fille de 13 ans, avait été muté, d'Alès à Nîmes, contre sa volonté et était contraint d'exercer un métier qui n'était pas le sien dans une agence commerciale.

Depuis sa mutation, le quinquagénaire était dépressif.

Selon sa demande, il avait été mis en disponibilité pour deux ans avant de réintégrer, en août dernier, France Télécom.

Ce mercredi, une soixantaine d'agents de France Télécom, se sont recueillis à Nîmes, pour exprimer leur tristesse et manifester leur solidarité envers le disparu et sa famille, précise Midi Libre. (Lepost.fr 08.12)

#### 1.2- Comme il fait bon vivre dans leur société.

Le nombre de néonaticides les infanticides survenant le jour de la naissance 'est très largement sous-estimé' dans les statistiques officielles, selon des chercheurs de l'Inserm.

Les chercheurs Anne Tursz et Jon Cook ont recueilli dans vingt-six tribunaux de trois régions françaises (Bretagne, Ile-de-France, Nord - Pas-de-Calais) les données judiciaires correspondant aux décès de nouveau-nés survenus sur une période de cinq ans (1996-2000). Ils ont rapporté 2,1 néonaticides sur 100 000 naissances, soit 5,4 fois plus que dans les statistiques officielles de mortalité (0,39 pour 100 000 naissances). Le résultat de leur étude est publié dans l'édition 'Fetal and Neonatal' de la revue spécialisée Archives of Disease in Childhood.

Selon Anne Tursz, les données judiciaires, déjà plus de cinq fois supérieures aux statistiques officielles, '*ne recouvrent pas la réalité complète du problème*'. '*Ce doit être de l'ordre d'une centaine par an. Ce qui est considérable*', estime-t-elle, des corps n'étant en effet jamais retrouvés.

Les chercheurs sont également parvenus à dresser un profil social et psychologique des mères auteures de néonaticides. Un petit nombre de femmes, reconnaît le docteur Tursz, mais qui fait apparaître '*un profil homogène*', tant ces femmes '*se ressemblent*'. '*Ce sont des carencées affectives, des femmes d'une solitude morale effroyable, mais pas des malades mentales, décrit la pédiatre. Ce sont des femmes qui sont plutôt dans une situation d'échec, de ratage, très dépendantes.*' (Lemonde.fr 08.312)

1.3- Quel avenir ? La précarité en guise d'emploi.

L'emploi intérimaire en France a poursuivi sa progression sur un rythme soutenu en octobre mais reste encore loin de son niveau d'avant la crise, montrent les statistiques publiées mercredi par Pôle Emploi.

Fin octobre, 656.100 personnes étaient employées en intérim, soit une hausse de 3,1% sur un mois et de 23,8% sur un an.

L'industrie regroupait à elle seule 45,3% des intérimaires fin octobre, un poids prépondérant qui s'est accru en octobre, puisque le secteur affiche la plus forte progression (+5,8%).

L'emploi intérimaire a augmenté de 3,6% sur un mois dans le tertiaire, alors qu'il a reculé de 0,3% dans la construction.

Les postes d'ouvriers représentent près de 80% de l'ensemble des postes en intérim. C'est cette catégorie qui enregistre la plus forte progression sur un an (+26,4%).

Sans surprise, les intérimaires constituent une population toujours jeune, puisque près de la moitié d'entre eux ont moins de 30 ans. (Reuters 08.12)

2- Grande-Bretagne.

Plusieurs milliers d'étudiants ont une nouvelle fois manifesté mercredi 8 décembre dans plusieurs villes du Royaume-Uni, à la veille de la présentation au Parlement d'un projet gouvernemental visant à quasiment tripler les droits universitaires. Des étudiants ont organisé de fausses classes devant des universités et des stations de métro de Londres, tandis qu'en Ecosse, plusieurs milliers d'entre eux ont bravé un froid piquant, pour défiler à Edimbourg et Glasgow notamment.

Ces nouvelles manifestations les quatrièmes en un peu plus d'un mois interviennent peu après des débats houleux à la Chambre des communes, où sera présenté le projet jeudi. Une manifestation est annoncée par les syndicats étudiants ce même jour, tandis que la police met en garde contre la répétition de violences survenues en novembre. (Lemonde.fr 08.12)

3- Chili.

Un incendie mercredi dans une prison de Santiago, la capitale du Chili, a tué au moins 83 détenus, et des dizaines de prisonniers sont dans un état grave.

Le ministre de la Justice, Felipe Bulnes, a précisé que la prison abritait 1.960 détenus pour une capacité de 1.100 personnes. Selon la station de radio Bio Bio, près de 200 détenus ont dû être évacués dans la cour de la prison.

Des familles ont jeté des pierres et des bouteilles et en sont venues aux mains avec des policiers.

Le président Sebastian Pinera a confirmé que le bilan avait été porté à 83 morts, ajoutant qu'il risquait de s'alourdir.

"*Nous ne pouvons continuer d'avoir un système pénitentiaire qui est totalement inhumain*", a-t-il dit en évoquant la surpopulation chronique des prisons chiliennes.

"*Nous allons accélérer le processus pour faire en sorte que notre pays ait un système pénitentiaire humain et digne, comme il sied à un pays civilisé*", a-t-il ajouté. (Reuters 08.12)

Qu'a donc fait l'ex-présidente social-libérale du Chili Michelle Bachelet pendant son mandat pour améliorer les conditions de détentions dans les prisons chiliennes ? Réponse : manifestement rien !

## Economie.

### 1- Le FMI ou la sale patte de l'impérialisme américain.

"*La situation en Europe reste difficile et l'avenir plus incertain que jamais*", a déclaré le directeur général du FMI lors d'un discours prononcé dans le cadre des Rendez-vous mondiaux de Genève.

Selon lui, les crises grecque et irlandaise soulignent la nécessité de mesures plus efficaces pour régler les crises économiques et financières.

"*Le retard dans le renforcement de la supervision et dans la création de mécanismes efficaces de résolution des crises pourrait bien conduire à la prochaine crise*", a-t-il déclaré.

"*Il y a une forte croissance au Brésil, mais aussi au Chili, au Pérou et en Colombie. Les pays asiatiques sont sortis de la crise en moins d'une année*", a-t-il dit.

"*Aux États-Unis la situation est plus incertaine,*" a-t-il continué. "*Nous ne sommes pas encore sortis de la crise mais il ne faut pas avoir une vue trop européenne.*" (Reuters 08.12)

Etrangement, le FMI mène la guerre contre les déficits des Etats de l'UE, mais pas contre cellui des Etats-Unis qui est abyssal, cherchez l'erreur ou pour qui roule Strauss-Kahn !

### 2-Les prédateurs en action.

Une tonne de cuivre s'échange aujourd'hui à plus de 9.000 dollars la tonne sur le London Metal Exchange (LME). Depuis le début de l'année, la hausse s'élève à 20% pour ce métal très employé dans l'électronique et la construction. En cause, la forte croissance de ces deux industries, qui devrait mener la consommation de cuivre a dépassé de 400.000 tonnes la production en 2011. Les prix à la consommation devraient donc augmenter dans ces domaines l'année prochaine.

La spéculation n'est pas étrangère à cette hausse. Le Daily Telegraph a révélé dimanche que la banque JPMorgan a acheté plus de la moitié des 350.000 tonnes de réserves de cuivre du London Metal Exchange. Plusieurs autres métaux suivent cette nette hausse, notamment les valeurs minières. L'argent a enfin touché un plus haut de 30 ans, sous l'effet de la demande en hausse de l'Inde, premier importateur mondial de ce métal. (20minutes.fr 08.12)

Il en va de même pour la plupart des matières premières, du blé jusqu'à l'or en passant par le pétrole remonté à 90 dollars le baril.

Haut de page

---

## Le 10 décembre

Je n'ai pas le temps de poursuivre les causeries des derniers jours, car j'ai des affaires personnelles à régler en urgence :

- mon permis de conduire est arrivé à échéance, ici il faut le renouveler tous les 10 ans, des tracasseries administratives en perspective ;

- j'ai un dossier à remettre au trésor public ;

- le consulat de France a rejeté la demande de visa d'un de mes beaux-frères, je suis allé au consultat avant-hier et je dois rédiger une requête au consul, ce n'est pas gagné ;

- je prépare mon déménagement qui devrait intervenir au cours du week-end en 15, en principe ;

- et pour finir, il s'est remis à pleuvoir après une journée d'acalmie, cela fait plus de deux semaines qu'il pleut pratiquement jours et nuits, des quartiers entiers sont inondées à Chennai, la capital du Tamil Nadu, ex- Madras (6 millions d'habitants), toute la crasse de ce pays particulièrement dégueulasse ressort, des routes ont été emportées par les eaux et ce qu'il en reste sont défoncées par endroit, la conduite la nuit est rendue impossible, les rivières débordent et des centaines de milliers d'hectares de rizières et de cultures ont été détruites ainsi que de nombreuses habitations, vous, vous avez la neige, nous, nous avons une mousson particulièrement violente cette année, et comme il a plu environ tous les deux jours pendant les trois mois qui ont précédé

la mousson, un phénomène jamais observé en 20 ans, l'eau ne s'infiltre plus dans le sol...

Je ne suis pas intervenu sur plusieurs sujets d'actualité car le moment n'était pas propice ou manque de temps.

- Côte d'Ivoire, deux présidents dont aucun ne peut être celui des travailleurs ivoiriens, la lèpre ou le choléra, quoi. Ouattara et Gbagbo vont réussir à dresser une partie de la population l'une contre l'autre dans un nouveau bain de sang, c'est tout ce que les Ivoiriens pouvaient attendre de ces deux pantins de l'impérialisme et des multinationales qui continuent tranquillement de piller les richesses du pays, ils profitent déjà de la situation pour faire flamber le prix du cacao sur les marchés ;

- On a appris que le gouvernement iranien s'apprêterait à libérer Sakineh Mohammadi Ashtiani, cette femme qui a commandité le meurtre de son époux et de sa maîtresse, un fait établi s'appuyant sur des preuves, après une campagne orchestrée par l'impérialisme français notamment et ses valets associatifs dits humanistes emmenés par le très réactionnaire Bernard-Henri Lévy qui prétendaient qu'elle risquait la lapidation, ce qu'a toujours réfuter les autorités iraniennes, bref, ces relais de l'impérialisme américain vont réussir à faire libérer une criminelle, que ne ferait-il pas pour mettre la main sur le pétrole iranien, une guerre comme en Irak ou en Afghanistan pour piller leurs richesses...

- le sommet de Cancun sur le climat va connaître le même sort que celui de Copenhague, c'était prévisible, on en parlera peut-être demain quand il sera terminé ;

- Sur la remise du prix Nobel de la paix, lire dans le site l'article du Réseau Voltaire sur la personnalité de Liu Xiaobo, un agent de l'impérialisme américain.

- il neige en décembre sur toute la France ce qui provoque des difficultés pour se déplacer, en voilà un scoop ! On vit dans un monde de dingues où il faudrait prévoir à l'avance en centimètres l'épaisseur de la couche de neige qui va tomber, et s'il vous plaît, à quelle heure précise, mieux de quelle heure à quelle heure !

On ne supporte plus le moindre contre-temps, le moindre évènement imprévu, la moindre contrariété, le moindre petit bobo, le moindre mot peut donner lieu à un procès en diffamation ou l'excommunication pour blasphème, la fatwa des soutanes, on est susceptible jusqu'au bout des ongles, bref, la société, le monde, la nature, devraient se conformer à nos moindres désirs ou obéir à notre volonté, l'homme érigé en dictateur de l'univers et incapable de prendre son destin en main est à le produit de la décomposition de la civilisation humaine, le capital dans son effondrement l'a rendu ainsi sans qu'il en ait conscience ou si peu.

Il se reproduit comme un lapin et exploite sans fin de manière anarchique les ressources de notre planète, et ensuite il en subit les conséquences qu'il ne supporte plus, s'il continue dans cette voie, sa condition va devenir de plus en plus infernale, il court assurément à sa perte, après cela l'abolition du capitalisme ne serait pas une nécessité absolue à court terme.

Hortefeux et Fillon expliquent qu'on ne peut pas tout prévoir, ils n'ont pas tort, les syndicats répliquent que le bordel sur les routes est dû au manque de moyens et d'effectifs, à la désorganisation des services de l'Etat (DDE), ils n'ont pas tort non plus, mais leurs arguments sont hors sujet une fois de plus, encore un mauvais coup pour le syndicalisme au passage, ni les uns ni les autres ne sont crédibles, ce qui ne fait que renforcer le sentiment d'impuissance d'une population déjà excédée et au bord de l'explosion...

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Dîner en famille, la table était bien garnie.

A l'occasion du 105e anniversaire de la loi de séparation de l'église et de l'Etat, Jean-Louis Borloo s'est livré jeudi soir à une démonstration d'influence en réunissant plusieurs centaines de personnes, issues du monde politique comme de la société civile, autour du thème des valeurs républicaines.

Etaient présents notamment, deux ministres, Xavier Bertrand et Patrick Ollier, le président du Sénat Gérard Larcher, Rama Yade, Fadela Amara, Jean-Marie Bockel ou encore Valérie Létard. Henri Guaino, conseiller de Nicolas Sarkozy, était également présent. Le Nouveau Centre (NC) était représenté par son numéro deux, le député de Seine Saint-Denis Jean-Christophe Lagarde.

A gauche, Jean-Pierre Chevènement, Malek Boutih et l'ex-ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner avaient accepté l'invitation. Le président du Parti radical de gauche, Jean-Michel Baylet étaient également de la fête, de même que la présidente du Medef Laurence Parisot. Des dirigeants syndicaux (CGT et la CFDT) s'étaient fait représenter. (Reuters 09.12)

Et voilà comment les braves dirigeants syndicaux tombent dans un "piège" !

1.1- Quand le PS fait l'apologie du Parti radical.

Malek Boutih (PS) dans une interview à Publicsénat.fr : "*J'ai une confiance en Jean-Louis Borloo. (...) Et puis je l'ai connu lorsque j'étais président de SOS Racisme et qu'il était ministre de la Ville. Je ne suis pas un de ses intimes mais il a été de loin le meilleur ministre de la Ville qu'on ait eu...*"

Question : Seriez-vous tenté de vous rapprocher de Jean-Louis Borloo ?

Réponse : Non. Je ne suis pas une abeille qui butine dans le champ politique. Cependant, je ne suis pas non plus sectaire. J'ai toujours pensé que les socialistes ne devaient pas se fermer au centre. Abandonner les centristes au camp de la droite comme le fait Martine Aubry, poser comme un dogme l'exclusion de tout dialogue avec eux et les considérer comme des adversaires, c'est une faute politique. (...) Il faut avoir une ouverture d'esprit pour les attirer dans une autre forme de majorité d'autant plus que la crise économique profonde, la guerre des monnaies, tous ces éléments vont radicaliser la droite. (Publicsénat.fr 09.12)

Comme quoi le PS se situe bien dans le camp de nos "*adversaires*", merci de cettte précision monsieur Malek Boutih.

Arnaud Montebourg a dit avoir décliné l'invitation. Il reste toutefois "*prêt à discuter avec Jean Louis Borloo, et d'autres, de son projet de refondation de la République*". (Reuters 09.12)

Comme quoi ils partagent bien les mêmes préoccupations.

2- Etat sioniste = Etat terroriste, assassin !

Selon une vidéo filmée par B'Tselem, mouvement de défense des droits, le 12 novembre et que Reuters a pu obtenir, les militaires ont tiré sur des manifestants des grenades frappées des mots "*longue portée*" en hébreu.

Ces projectiles plus lourds que les grenades lacrymogènes ordinaires sont propulsés à une telle vitesse qu'ils sont pratiquement indétectables en vol, "*ce qui les rend extrêmement dangereux*", a déclaré Sarit Michaeli, porte-parole de B'Tselem.

Ce qui les rend encore plus dangereux, a-t-elle précisé, c'est "*la pratique de l'armée de les tirer directement sur les manifestants au lieu de les lancer au-dessus de la foule*".

Une enquête a été ouverte en juillet par la justice militaire israélienne sur les circonstances du décès d'un Palestinien, Bassem Abou Rahmeh, atteint mortellement à la poitrine par un tel projectile à longue portée durant une manifestation en avril 2009 dans le village de Biline.

De son côté, l'armée israélienne a reconnu jeudi avoir utilisé contre des manifestants des grenades lacrymogènes potentiellement mortifères et interdites par ses propres règles de maintien de l'ordre. (Reuters 09.12)

## Social.

1- France. Haro sur les fonctionnaires, suite.

Les agents de la fonction publique vont perdre «*plusieurs millions de jours de RTT*». C'est ce qu'indique le journal Les Echos, qui révèle que les sénateurs ont adopté un amendement à la loi de Budget 2011. Ce texte précise que « *la période pendant laquelle le fonctionnaire [...] bénéficie d'un congé pour raison de santé ne peut générer de temps de repos* ».

En clair, un fonctionnaire cessera d'accumuler des RTT lorsqu'il est malade. «*S'il est malade 10 % des jours dans l'année, et qu'il a normalement 10 jours de RTT par an, il en perdra un*», calcule *Les Echos*. (20minutes.fr 09.12)

2- Grande-Bretagne.

2.1- Le groupe britannique de défense BAE Systems a annoncé jeudi prévoir de supprimer 1.300 emplois au Royaume-Uni, en raison des coupes apportées par le gouvernement au budget de la défense.

Le syndicat Unite a qualifié la décision de BAE Systems de "*tragédie pour les employés et pour le Royaume-Uni*".

"*Le pays qui a créé le révolutionnaire Harrier va perdre le savoir-faire pour construire un tel appareil. La coalition (gouvernementale entre conservateurs et libéraux-démocrates) prive les forces armées du Royaume-Uni d'un outil nécessaire à*

*sa défense, alors que des familles dans le pays entier craignent pour leur avenir*", a déploré Bernie Hamilton, l'un des dirigeants d'Unite. (Reuters 09.12)

Impayable ces dirigeants syndicaux, : plus royalistes que la reine !

Extrait de *La maladie infantile du communisme* (le gauchisme) -V. Lénine :

"*Les chefs de cette aristocratie ouvrière passaient continuellement aux côtés de la bourgeoisie qui les entretenait, directement ou indirectement. Marx s'attira la haine flatteuse de cette racaille pour les avoir ouvertement taxés de trahison. L'impérialisme moderne (du XX° siècle) a créé à quelques pays avancés une situation exceptionnellement privilégiée, et c'est sur ce terrain qu'on a vu partout dans la II° Internationale se dessiner le type des chefs traîtres, opportunistes, social-chauvins, défendant les intérêts de leur corporation, de leur mince couche sociale: l'aristocratie ouvrière. Les partis opportunistes se sont détachés des "masses", c'est-à-dire des plus larges couches de travailleurs, de leur majorité, des ouvriers les plus mal payés. La victoire du prolétariat révolutionnaire est impossible si on ne lutte pas contre ce mal, si on ne dénonce pas, si on ne flétrit pas, si on ne chasse pas les chefs opportunistes social-traîtres.*"

2.2- L'adoption par le Parlement britannique de la réforme augmentant les frais universitaires a renforcé la colère des manifestants jeudi dans les rues de Londres, où plusieurs bâtiments officiels ont été attaqués.

Des opposants à la réforme ont réussi à pénétrer brièvement dans l'enceinte du ministère des Finances où ils se sont battus avec la police. D'autres s'en sont pris à la voiture transportant le prince Charles et son épouse Camilla Parker-Bowles.

La situation dans le centre de Londres n'était toujours pas sous contrôle en début de soirée. Les manifestants ont allumé des feux en divers endroits, selon des images de télévision.

Le gouvernement a passé sans surprise ce premier test de sa cohésion mais les analystes estiment que les violentes manifestations témoignent de la difficulté qu'aura le gouvernement à faire passer ses mesures d'austérité.

La réforme prévoit que les universités puissent imposer des frais de 9.000 livres par an (10.730 euros environ) pour compenser le désengagement progressif de l'Etat dans l'enseignement supérieur.

La possibilité de tripler les frais d'inscription empêchera les plus démunis de poursuivre des études supérieures, affirment les opposants au projet.

Des dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations de jeudi, selon la police britannique. (Reuters 09.12)

## Economie.

### 1- France.

Les prix des logements anciens à Paris auront augmenté d'environ 20% en 2010, selon les notaires, qui expliquent cette explosion notamment par l'attrait de la capitale auprès des étrangers, le retour sur le marché des «seconds-accédants» et des taux d'intérêt peu élevés.

Avec un nouveau record historique d'environ 7.500 euros/m2 en moyenne en fin d'année, les prix de vente des logements anciens à Paris auront augmenté d'environ 20% en 2010, par rapport à 2009, selon les notaires d'IDF.

Selon une étude de la Chambre des notaires de Paris et de l'Ile-de-France publiée jeudi, les grandes métropoles régionales ont elles aussi connu en 2010 un rythme de hausse important, compris entre 10% et 15%, à Rennes (2.250 euros/m2), Nantes (2.450), Bordeaux (2.700), Lyon (3.000) et Marseille (2.500). L'augmention est plus faible à Toulouse (2.350) et Brest (1.450). (Libération.fr 09.12)

### 2- Du côté des banksters. Tous des Madoff !

Depuis un an, le liquidateur américain, Irving Picard, traque tous les bénéficiaires supposés de l'arnaque montée par Bernard Madoff. Plusieurs grandes banques sont dans l'oeil du cyclone. Les dernières en date : Natixis, Fortis, Citigroup ou encore Merrill Lynch.

Neuf milliards de dollars. C'est le plus gros montant réclamé par Irving Picard à une société dans l'affaire Madoff. Et cette entreprise, c'est HSBC qui, selon le liquidateur, a «*créé, fait la promotion et soutenu un réseau international d'une douzaine de fonds nourriciers domiciliés en Europe, aux Caraïbes et en Amérique centrale*».

Principale banque du fonds de Bernard Madoff, Bernard L. Madoff Investment Securities, JP Morgan est également accusée de complicité par le liquidateur. Le liquidateur réclame 6,4 milliards de dollars. Selon lui, l'établissement financier américain aurait encouragé et aidé la fraude mise en place par Madoff. «*JP Morgan a volontairement fermé les yeux devant cette fraude, même après avoir été au courant des nombreux avertissements à l'encontre de Madoff*», écrit l'un des conseils d'Irving Picard dans un communiqué.

Irving Picard réclame 555 millions de dollars supplémentaires à la banque suisse. Ce qui porte le montant total demandé à 2,5 milliards de dollars.UBS est accusée de complicité dans l'escroquerie. Concrètement, il reproche à UBS d'avoir récupéré les sommes volées par Madoff aux investisseurs dans ses deux fonds, Luxalpha SICAV et Groupement Financier Limited.

L'administrateur chargé de la liquidation de la société du financier américain Bernard Madoff a déposé un nouveau recours contre sept banques, dont Natixis et Citigroup a qui Irving Picard réclame respectivement 400 millions de dollars et 425 millions. Les cinq autres sont la Belge Fortis (groupe BNP Paribas), la Néerlandaise ABN Amro, l'Espagnole Banco Bilbao Vzcaya Argentaria, la Japonaise Nomura et l'Améri aine Merrill Lynch, détenue par Bank of America.

Le liquidateur a également porté plainte contre BNP Paribas et Legacy Capital qu'il accuse d'avoir profité de l'escroquerie. D'après Irving Picard, Legacy Capital a reçu au moins 255,8 millions de dollars (191,3 millions d'euros) de Bernard L. Madoff Investment Securities (BLMIS) entre 2000 et le 11 décembre 2008, date à laquelle la fraude a été révélée. Sur ce total, quelque 89,3 millions représentaient des paiements frauduleux. Or, toujours selon l'administrateur judiciaire, BNP Paribas a repris le contrôle des comptes de Legacy Capital en 2004 tout en étant au courant des soupçons de fraude pesant déjà à l'époque sur Bernard Madoff.

"*Les plaintes disent que les banques ont rendu possible le schéma de Ponzi de Madoff en ouvrant un robinet d'argent frais dans le réseau de fonds de Madoff, en créant et proposant des produits d'investissement dérivés liés aux divers fonds de Madoff*", a expliqué le liquidateur. (JDF 09.12)

3- Irlande. Acharnement.

L'agence de notation américaine Fitch a dégradé de trois crans son appréciation de la dette souveraine de l'Irlande jeudi, jugeant que le plan de sauvetage international mis en place pour ce pays témoignait de la gravité de sa situation financière. La note est passée de A+ à BBB+.

L'abaissement de la note a pour conséquence une augmentation des intérêts lorsque l'Etat emprunte sur les marchés financiers, qui se protègent ainsi contre le risque d'insolvabilité. Le coût du crédit et donc la dette s'alourdissent d'autant pour le pays concerné. (AP 09.12)

---

Le 11 décembre

J'ai mis en ligne dans la rubrique *Documents* le bulletin émis le mardi 7 décembre à 16h03 par le Centre de prévision de Météo France, qui prouve que les services de l'Etat étaient parfaitement au courant des chutes de neige importantes qui allaient se produire 24h plus tard, et qui permettait de prendre toutes les mesures appropriées pour éviter la "*pagaille*" qui a eu lieu.

Encore une gamelle pour le gouvernement, merci la neige, je vous rassure je n'écris pas ces lignes de Neuilly-sur-Seine !

Low Orbit Ion Cannon, c'est le nom du logiciel qui permet de saturer les serveurs abritant des sites Internet, il a été téléchargé 40.000 fois ces derniers jours. Si vous le téléchargez et que vous voulez l'utiliser, de préférence copiez-le d'abord sur un CD ROM et rendez-vous dans un point Internet, ne l'utilisez pas à partir de votre ordinateur, vous pourriez être repéré et votre disque dur infecté.

Personnellement j'ai mieux à faire, c'était juste pour info, chez nous on ne connaît pas la censure.

Bon week-end à tous et bonne conférence ouvrière (à l'initiave du POI) à tous ceux qui y participent.

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Karachigate. L'étau se resserre sur Sarkozy.

Le contrôleur général des armées, Jean-Louis Porchier, a confirmé devant une mission d'information parlementaire sur l'attentat de Karachi avoir appris l'existence de "*rétrocommissions*" dans un contrat d'armement avec le Pakistan, écrit vendredi Le Monde et Médiapart.

Lors de son audition à l'Assemblée, Jean-Louis Porchier, qui a lui-même enquêté sur le contrat Agosta de 1994, a mentionné ses contacts avec Michel Ferrier, ancien membre du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), selon le quotidien.

"*M. Ferrier m'a dit: 'ce contrat ne sert à rien. Ce contrat permet le recyclage d'argent pas très net du côté du Pakistan et du côté français, il permet de verser des rétrocommissions*", a expliqué Jean-Louis Porchier à la mission parlementaire.

"*Sur ces 10%, il y en avait une partie pour la campagne électorale de M. Balladur et une autre pour M. Léotard*", lui aurait confié Michel Ferrier, qui s'occupait des transferts sensibles au SGDN.

A l'époque, Edouard Balladur était Premier ministre, Michel Léotard ministre de la Défense et Nicolas Sarkozy ministre du Budget.

Entendu à son tour par les députés, Michel Ferrier a précisé que Jean-Louis Porchier avait "*mis à l'indicatif des propos sans doute tenus au conditionnel*", écrit Le Monde. "*L'absence de certitude ne signifie pas que la corruption était absente du contrat*", a-t-il cependant ajouté devant la mission parlementaire. (Reuters 10.12)

### 1.2- Il entre au gouvernement UMP-Nouveau Centre mais "***il reste communiste*** !

Le secrétaire général du groupe GDR (PCF, Verts, Parti de gauche) à l'Assemblée nationale, Dominique Touraine, membre du PCF, va rejoindre le cabinet du nouveau ministre de la Ville, Maurice Leroy, lui-même ancien communiste, a-t-on appris ce vendredi de sources concordantes. Dominique Touraine, encarté au Parti communiste français et élu municipal de Montlouis-sur-Loire, en Indre-et-Loire, va rejoindre le cabinet de Maurice Leroy à compter du 20 décembre, selon ces sources.

Le ministre de la Ville a confirmé à l'AFP cette prochaine arrivée au sein de son cabinet. «*Il sera mon conseiller et va travailler à mes côtés sur une mission sur la politique de la ville dans les quartiers sensibles, notamment sur le suivi de l'Acsé*», l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, a déclaré Maurice Leroy.

Actuellement membre du Nouveau Centre, Maurice Leroy a lui-même été secrétaire général du groupe PCF au Sénat entre 1984 et 1990, où il travaillait déjà avec M. Touraine, qui était alors collaborateur du groupe chargé des affaires sociales. «*Dominique Touraine a un vrai savoir faire. C'est un homme de terrain et je veux être entouré d'hommes de terrain. Bien sûr, il reste communiste*», a ajouté Maurice Leroy. (20minutes.fr 10.12)

On n'osait pas l'espérer avant longtemps, maintenant on va pouvoir se déclarer ouvertement communistes, puisque ceux qui prétendaient l'être ne l'étaient pas, c'est que le communisme existe et qu'il est autre chose que le PCF et tous ceux qui gravitent autour, que d'autres le représentent.

### 1.3- Etat policier. La violence de l'Etat légitimée par ceux qui détiennent le pouvoir politique.

#### 1.3.1- La dictature du mépris et des «***minables***».

Frédéric Le Marrec, qui a été retenu cinq heures à la gendarmerie le 25 novembre sous prétexte qu'il avait collé illégalement des affiches du NPA la nuit précédente, a porté plainte pour «*arrestation abusive*». Mais le préfet de l'Allier, Pierre Monzani, dément avoir spécifiquement visé le syndicaliste, qu'il ne connaitrait pas. En revanche, il a dit sur France Info bien être au courant des «*manipulations gauchistes*», et pour lui, ceux-ci sont des «*minables*».

«*C'est des propos qu'on a du mal à imaginer dans la bouche d'un préfet. Visiblement, c'est la nouvelle mode. C'est le prix à payer pour être en odeur de sainteté vis-à-vis de l'Elysée et ne pas subir de mutation*», a réagi Olivier Besancenot, le leader du NPA, sur la même radio. (20minutes.fr 10.12)

Braves gens sachez-le, désormais lorsque le monarque aux petits pieds bien aimé de son peuple se déplace dans un village, l'état d'urgence est instauré, la liberté d'expression est baillonnée, suspendue, la dictature est instaurée, les opposants au régime arrêtés...

Non, ces propos sont tout ce qu'il y a de plus normal dans la bouche d'un préfet, sauf à leur prêter des (bonnes) intentions qui ne sont pas les leurs ou se tromper sur la nature du régime en place. Sous de Gaulle, certains préfets avaient brillé par leur collaboration au régime de Vichy, dans les années 60 le préfet de la Seine Maurice Papon par exemple, ils devaient être aussi pourris que les préfets en fonction aujourd'hui, un simple rappel à Besancenot.

1.3.2- Au pays du flic-président, flics, préfets et ministres contestent les décisions de justice.

Sept policiers jugés à Bobigny pour avoir menti et accusé à tort un homme, ont été condamnés vendredi à des peines de six mois à un an de prison ferme, jugement qui a suscité la fureur de leurs collègues.

Le parquet a dit son intention d'interjeter appel. Mais si ces condamnations étaient confirmées, elles marqueraient une fin de carrière pour cinq d'entre eux pour qui le tribunal a prononcé une inscription de la peine au casier judiciaire.

Le jugement a laissé «*très étonné*» le préfet de Seine-Saint-Denis, Christian Lambert qui a demandé aux policiers de cesser leur manifestation. Il «*peut légitimement apparaître, aux yeux des forces de sécurité, comme disproportionné*», a renchéri le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux.

Les syndicats policiers ont eux violemment mis en cause les magistrats de Bobigny qu'ils accusent régulièrement de laxisme.

«*Ce tribunal est connu pour receler les pires idéologues de la culture de l'excuse quand il s'agit de remettre dehors à tour de bras les trafiquants de stupéfiants, braqueurs, auteurs de tentatives d'homicide, etc.*», a déclaré Synergie-Officiers. Son secrétaire général Patrice Ribeiro a condamné «*un acte politique et syndical*», allusion au Syndicat de la magistrature (SM, gauche) bien implanté dans ce tribunal.

Le 9 septembre à Aulnay-sous-Bois, un policier est blessé, percuté par une voiture après une course-poursuite. Lui et ses collègues décident de mentir et accusent sur procès-verbal le conducteur de la voiture qu'ils poursuivaient.

Ce dernier est placé en garde à vue pour tentative d'homicide sur fonctionnaire de police, passible de la perpétuité. Au fil des heures, les témoignages des policiers s'effondrent: c'était des collègues d'une deuxième voiture qui étaient à l'origine de l'accident.

Ils ont été jugés le 4 novembre pour «*dénonciation calomnieuse*» et «*faux en écriture*». Trois étaient également jugés pour «*violence aggravée*»: la victime avait reçu des coups après son interpellation.

Trois prévenus ont été condamnés à 12 mois de prison, un à 9 mois, un autre à 7 mois et deux à 6 mois. Des peines bien au-delà des réquisitions du parquet qui avait demandé du sursis.

Le tribunal a mis en avant «*la gravité des faits*» et a expliqué avoir tenu compte de l'attitude des prévenus «devant l'IGS (Inspection générale des services, police des polices) et devant le tribunal».

«*Les raisons politiques l'emportent, (…) il faut nourrir la vindicte des cités*», a réagi l'avocat d'un des policiers, Me Stéphane Amrane, selon lequel «*d'un côté, on libère des gens qui trafiquent de la cocaïne et de l'autre, on met en prison des policiers innocents*».

A la barre, trois policiers avaient reconnu avoir menti. Les autres avaient nié. (Libération.fr 10.12)

Les policiers ont reconnu avoir fait un faux témoignage et s'être comportés comme de vulgaires voyous, peu importe le préfet et le ministre de l'Intérieur les soutiennent, après il est normal que la police se croit tout permis et estime pouvoir agir en toute impunité en recourant à la violence quand bon lui semble, y compris ou surtout lors de manifestations.

Combien d'autres cas similaires à celui-ci dans tout le pays ?

1.4- En famille, au diable le "***prisme droite-gauche***", dixit Aubry.

D'ordinaire, Bernadette Chirac s'affiche plutôt avec François Hollande en Corrèze. ce jeudi, c'était avec Martine Aubry à Lille. L'épouse de l'ancien président de la République venait participer au lancement d'un guide «*de l'aide à la personne malade et à son entourage*». Une opération bâtie dans le cadre du programme «*Lille, ville de la solidarité*» et soutenue par la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France, que préside Bernadette Chirac.

Pour l'occasion, Martine Aubry avait fait dérouler le tapis rouge dans le hall de la mairie. Et s'employait à cantonner la portée de la rencontre au seul sujet du «guide». «*Bernadette Chirac vient souvent à Lille*», assure la maire de la ville avant d'accueillir l'ex-première dame.

«*Jacques Chirac est quelqu'un de bien. C'est un gaulliste, il a un côté radical-socialiste*», assure Martine Aubry. Une façon pour elle de s'adresser à l'électorat des gaullistes sociaux? «*Il faut arrêter de regarder la vie au travers du prisme droite-gauche*», s'agace-t-elle. (Lefigaro.fr 10.12)

Arrêtez, les travailleurs vont finir par croire, mieux par comprendre que la droite et la gauche c'est la même chose ! Avec la crise qui fragilisent jusqu'aux fondements du capitalisme, les partis officiels des capitalistes et leurs supplétifs penchent de plus en plus à droite, le PS ne fait pas exception à cette règle, tandis que des membres du PCF rejoignent le gouvernement. Pas étonnant qu'avant-hier Malek Boutih faisait l'apologie du Parti radical.

Bon, alors camarades, on la fait cette unité avec le PS et ses satellites ? Je plaisante bien sûr !

2- Russie. L'Etat mafieux par lui-même.

Le pays a laissé de côté le "*processus démocratique*", s'est trouvé gagné par une "*corruption qui s'étend à tous les niveaux de la fonction publique et délite la société*", écrit M. Gorbatchev. "*La suppression de l'élection des gouverneurs de régions, le passage au scrutin exclusivement par listes, sans participation minimale, le relèvement du seuil d'entrée au Parlement, tout cela dans des conditions de manipulation des élections à travers les médias*", énumère-t-il notamment.

"*Si on ne surmonte pas les tendances antidémocratiques, toutes les conquêtes des années passées seront menacées. Pas seulement le processus démocratique, mais aussi la fameuse stabilité*" acquise depuis 2000, ajoute-t-il. "*Le président doit donner au pays un nouvel ordre du jour, conclut M. Gorbatchev, il faut une concurrence démocratique, une société civile active, un contrôle réel de la société [sur les affaires de l'Etat].*"

Dans un article publié vendredi par le journal officiel Rossiiskaïa Gazeta, le président de la Cour constitutionnelle russe, Valéri Zorkine, dénonce quant à lui "*une criminalisation croissante de la société russe*" qui s'étend aux instances du pouvoir. "*La criminalité sape les bases de notre système juridique fragile, de notre vie sociale, politique et économique*", estime-t-il.

M. Zorkine considère que "*l'alliance du pouvoir et de la criminalité*", illustrée par les événements récents de Kouchtchevskaïa, dans le sud de la Russie, est "*loin d'être unique*". Le massacre en novembre de douze personnes à Kouchtchevskaïa a révélé que cette petite ville avait été terrorisée pendant des années par une bande criminelle couverte par les autorités et les forces de l'ordre.

"*Nous n'avons pas le droit de laisser notre Etat se criminaliser. Dans ce cas, nos rêves d'une société démocratique et d'un Etat de droit seront enterrés*", clame-t-il. Dans une telle société, "*il y aura des fauves, maîtres de la jungle criminelle et des 'sous-hommes' conscients qu'ils sont simplement à la merci des fauves*", ajoute-t-il. "*On aura d'un côté l'agression et le mépris à l'égard des 'loosers' […] de l'autre l'horreur et la colère des misérables qui, désespérés, vont rêver d'une dictature et pas du tout de démocratie*", conclut-il. (Lemonde.fr 1012)

Social.

Une enquête presque banale menée dans une pharmacie de Remoulins (Gard), ouverte en 2008 pour "*faux, usage de faux, escroquerie et exercice illégal de la pharmacie*", vient de déboucher sur la mise au jour d'une vaste fraude fiscale par dissimulation de recettes, a-t-on appris vendredi auprès du procureur de la République de Nîmes (Gard), Robert Gelli.

Une société implantée à Niort (Deux-Sèvres) avait mis au point un logiciel informatique permettant de minorer le chiffre d'affaires des officines en trichant sur les recettes de parapharmacie. Un code d'accès était délivré, qui permettait ainsi d'occulter certaines ventes. Au total, "*près de 4.000 pharmacies en France ont été destinataires du code, mais on ignore pour l'instant combien ont fraudé réellement*", a précisé le procureur de Nîmes.

Deux sociétés se partagent à elles seules 90% du marché des logiciels de comptabilité destinés aux pharmacies. La société en question en aurait même fait "*un argument commercial*", insistait-on de source proche de l'enquête. Les investigations ont été confiées à la section de recherches de la gendarmerie de Nîmes, à la brigade de contrôle des impôts du Gard et à la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Le montant du préjudice fiscal reste à établir. (AP 10.12)

---

Le 12 décembre

Complément.

Ma nouvelle adresse à partir du 20 décembre : Tardieu Jean-Claude, Appavou Illam, Periar Nagar, 2nd street, Manaveli, Ariankuppam, Pondichéry 605007, Inde.

Appavou est le nom du propriétaire de la maison que j'ai louée, il vit en France, c'est le cousin d'un de mes ex-étudiants (Augustin) de l'Alliance française ; Illam signifie maison en tamoul ; Periar Nagar, Nagar signifie quartier, Periar est le nom du quartier, 2nd street la rue où se situe la maison, Manaveli est le nom du district ou village, Ariankuppam est l'arrondissement ou la commune

à laquelle se rattache ce district, Pondichéry, non pas l'Etat mais le territoire ou se trouve cette commune.

Cette maison est beaucoup trop grande, mais je n'ai pas eu vraiment trop le choix, et au moins je n'aurai pas de problèmes avec son propriétaire. Elle est située à plus de 10 kilomètres de Pondichéry dans un petit village apparemment calme, ma belle-mère va habiter avec moi, Augustin et mes beaux-frères ont de la famille et plein de copains dans le coin, donc le problème sécurité est résolu. J'aurais pu habiter dans une maison plus petite et située plus près de Pondichéry, il aurait manqué le coin jardin pour le chien et j'aurais payé le même loyer (80 euros environ), ce qui m'ennuie un peu c'est qu'elle fait résidence de riches. Cependant, au premier coup d'oeil le voisinage se rendra compte que je n'appartiens pas au milieu des nantis, j'ai oublié de vous dire que je ne fréquente plus le coiffeur depuis plus de 10 mois et qu'il m'arrive de ne pas me raser pendant des mois, donc la photo qui figure dans le site ne correspond plus vraiment à votre serviteur qui ressemble davantage au personnage situé en haut de l'écran à gauche, avec quelques kilos en moins et la barbe moins fournie tout de même !

C'est vrai qu'à rester au bureau toute la journée on a tendance à prendre du poids, et puis il y a l'âge et la cigarette qui n'arrange rien. Mon déménagement arrive au bon moment, les fêtes de fin d'année, car le site ne sera pas actualisé pendant un jour ou deux le temps de mettre de l'ordre dans mes affaires et de récupérer la connection téléphonique.

Bon dimanche à tous.

La causerie du matin.

Un militant m'a adressé une intervew de G.Schivardi au magazine *Le tigre* du 24 novembre en précisant "*Tu pourrais sans doute faire commentaires utiles déchiffrant les propos*". Je crains de le décevoir, car en dehors du fait que Schivardi proclame qu'il est le seul à l'origine de sa candidature en 2007 et de son parcours politique depuis 2002, ce qui est pour le moins surprenant car contredit par le PT et le POI, pour le reste rien de neuf, je vous renvoie aux articles qui figurent déjà dans le site. Juste un mot pour contenter ce camarade.

Il répète une énième fois qu'il est favorable à la "*propriété privée*", alors qu'il figure parmi l'un des dirigeants du POI et que ce parti a inscrit dans son programme la nécessité de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production, il n'est pas le seul dans ce cas au POI. Dans une interview à France Soir le 24 avril 2008, il avait dit : "*Comme le général de Gaulle, je suis pour une vraie Europe des nations. (...) revenir à une Europe des peuples, au franc, renationaliser le système bancaire, comme de Gaulle l'a fait en 1946, (...) ils (au PT) sont hostiles au droit de propriété. Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris.*", ainsi au POI ils sont pour "*renationaliser*" certains secteurs de l'économie mais sans toucher aux fondements du capitalisme, défendre la propriété privée cela signifie pour Schivardi renationaliser en indemnisant les capitalistes et l'ensemble des actionnaires, cela n'a rien à voir avec le socialisme qui passe à la trappe, mais comment faire autrement pour attirer ces gens-là dans le POI, Lambert et Gluckstein ont accepté ce compromis pourri pour occuper l'espace laissé vacant par le PS et assurer la survie de leur appareil, au diable les principes !

Il dit aussi qu'il "*commence à peine à savoir qui était Trotsky*", un intérêt plutôt tardif pour quelqu'un qui a adhéré à un parti dirigé par des dirigeants qui se réclament du trotskisme, un secret de polichinelle.

Il estime que le POI est "*Un vrai parti républicain, qui n'est pas du tout le Parti des travailleurs*", si vous avez comparé le contenu des programmes des deux partis, vous aurez constaté que la partie consacrée à la remise en cause de la Ve République a fondu au soleil dans celui du POI, passant d'une page ou un peu plus à un entrefilet de quelques lignes à peine perdues dans la masse, ceci doit peut-être avoir un rapport avec cela, à moins que ce soit le recentrage du POI sur la défense de la République et les élus qui l'a décidé à rejoindre le POI, une République (bourgeoise) basée sur la propriété privée cela inspire la sympathie et le respect des républicains de "*tous bords*", alors qu'un véritable parti ouvrier (révolutionnaire) devrait mettre à l'ordre du jour le combat pour une République sociale ou socialiste, mais là ce n'est pas le même programme, c'est celui de la révolution socialiste mondiale auquel Schivardi n'adhère justement pas, comme d'autres dirigeants du POI, Jeanneney par exemple qui déclarait dans une interview du 4 avril 2007 "*Je ne suis pas pour le Grand soir*", pour faire une révolution, et comme sans révolution il ne sera jamais possible de remettre en cause l'ordre établi...

Mais bon, entre nous, pas de quoi fouetter un chat ! J'ai mis cette interview en ligne, à vous de juger comme ils disent.

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- L'axe de campagne de l'UMP pour 2012 : "***à fond***" à droite, xénophobie et racisme au programme.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé, a estimé samedi que le débat sur l'identité nationale, abandonné au

printemps dernier à la suite de nombreuses polémiques, devrait être rouvert lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012.

"*Je pense que c'est un grand débat, un débat nécessaire qu'il nous faudra immanquablement reprendre, c'est essentiel. Je pense que c'est un thème qu'il faudra reprendre pendant la campagne*" présidentielle, a-t-il dit à des journalistes en marge d'un conseil national de l'UMP.

Il avait auparavant prôné pour le parti présidentiel un "*retour à fond*" aux fondamentaux de la droite pour faire échec à la remontée du Front national dans les derniers scrutins et sondages.

"*A nous d'être très offensif, à l'image de ce que fait (le ministre de l'Intérieur) Brice Hortefeux dans le domaine de la sécurité et de la lutte contre l'immigration clandestine*", a-t-il indiqué.

Animateur de la Droite sociale, qui réunit une soixantaine de parlementaires, le ministre délégué aux Affaires européennes Laurent Wauquiez s'est félicité de la dynamique que met en place le secrétaire général de l'UMP.

Mais il a ajouté aussitôt que l'UMP ne pouvait pas "restreindre son champ de propositions au CAC 40 et à la sécurité" et devait exister sur le terrain social et civique.

"Mon obsession est de faire que l'UMP, dans son programme, s'affirme comme le parti des classes moyennes ", a-t-il dit à des journalistes. (Reuters 11.12)

### 1.2- Le parti de l'ordre et des flics pourris.

Le président de l'Union syndicale des magistrats (USM) et sa consoeur du Syndicat de la magistrature (SM) se sont dits samedi «*consternés*» et «*désolés*», au lendemain d'une manifestation et de réactions de soutien à sept policiers condamnés à la prison ferme par le tribunal de Bobigny.

Par ailleurs, les cinq parlementaires UMP de Seine-Saint-denis ont exprimé samedi leur solidarité aux sept policiers. Les députés Éric Raoult, Patrice Calméjance et Gérard Gaudron, et les sénateurs Philippe Dallier et Christian Demuynck «*apportent tout leur soutien et leur solidarité aux policiers, au préfet (de Seine-Saint-Denis, Christian) Lambert, ainsi qu'au ministre de l'Intérieur, qui face à une délinquance de plus en plus violente, effectuent un travail efficace contre les délinquants et les trafiquants de drogue*». Ils expriment également «*leur étonnement vis-à-vis d'un jugement disproportionné*».

«*Que le ministre de l'Intérieur soutienne des policiers condamnés pour des faits particulièrement graves, c'est ahurissant. Qu'un syndicat de police dise qu'on porte atteinte au métier de policier, c'est consternant*», a déclaré Christophe Régnard (USM, majoritaire) à l'AFP.

«*Un homme aurait pu rester en détention toute sa vie*» à cause de ces fausses déclarations, souligne M. Régnard. (Libération.fr 11.12)

### 1.3- Pots-de-vin : appelons cela "***autrement***" pour les rendre légaux !

Le député UMP Olivier Dassault, fils du président de Dassault Aviation Serge Dassault, se déclare favorable au paiement de commissions dans les contrats d'armement, pourtant interdites par l'OCDE. Dassault cherche depuis des années à placer son avion de combat Rafale à l'international, en vain pour l'instant. Sans ces commissions, "*ce sera difficile*", fait valoir au micro d'Europe 1 le député, qui n'a aucun pouvoir dans Dassault Aviation. Leur interdiction "*est un boulet pour les TGV, les centrales, les sous-marins*", ajoute le député, dont les propos ont été recueillis à l'Assemblée nationale.

À la question : "*Faut-il rétablir les commissions ?*", Olivier Dassault répond : "*Oui, mais il faut appeler ça autrement.*" "*Ce sont des frais commerciaux, des commissions qui sont données dans le cadre de l'obtention d'un marché. C'est l'intérêt national de la France qui est en jeu*", insiste-t-il. "*Personne n'ose le dire. À un moment donné, il faut oser dire les choses*", ajoute le fils de Serge Dassault. (Lepoint.fr 11.12)

Parce que l'OCDE aurait interdit le paiement de commissions dans les contrats d'armement, cette pratique n'existerait plus, ben voyons !

### 1.4- Quand "***Monsieur Fédérateur***" obtient 119 voix sur 240.

Les écologistes ont tenu samedi 11 décembre à afficher à nouveau leur unité après l'élection à la quasi-unanimité de l'élu rhône-alpin Philippe Meirieu à la tête du parlement d'Europe Ecologie-Les Verts, quelques jours après le refus fracassant de Jean-Paul Besset d'occuper ce poste.

Seul candidat, le pédagogue Philippe Meirieu a été élu par le vote favorable des 123 délégués présents (sur 240), 1 contre et 3 abstentions, lors du Conseil fédéral du rassemblement qui se réunissait pour la première fois depuis la fondation du parti à Lyon il y a tout juste un mois.

Philippe Meirieu, qui a obtenu le meilleur score EELV aux régionales de mars (18 %), c'est "*Monsieur Fédérateur!*", il "*fait le lien entre anciens et nouveaux*", s'est réjoui Jean-Louis Roumégas, du bureau exécutif.

Pour son discours d'investiture, M. Meirieu a jugé les "*soubresauts qui ont eu lieu inévitables*" car "*la clarté et la vérité sont notre ligne de conduite*". (Lemonde.fr 11.12)

2- Italie.

Des dizaines de milliers d'Italiens opposés à Silvio Berlusconi ont défilé samedi dans les rues de Rome pour réclamer le départ du président du Conseil italien, à l'approche du cible d'une motion de censure qui doit être soumise mardi aux députés.

Si la motion de censure déposée par l'opposition à la Chambre des députés passe ou si le gouvernement perd le vote de confiance organisé par ses partisans au Sénat, le magnat des médias devra démissionner.

La manifestation de samedi était organisée à l'appel du parti démocrate italien, principale formation de l'opposition. Son chef Pier Luigi Bersani a pris la tête d'un cortège de 100.000 personnes, qui se sont rassemblées place Saint-Jean de Latran après avoir bruyamment arpenté les rues de la capitale.

Beaucoup de jeunes étaient présents au sein de la manifestation, les étudiants étant mobilisés depuis plusieurs semaines contre une réforme des universités et des coupes budgétaires décidées par le gouvernement.

Une section du cortège était entièrement consacrée au monde de la culture, sous la banderole "*Pain et culture*", pour protester contre les coupes budgétaires touchant durement ce secteur qui emploie 550 000 personnes en Italie. Les retraités étaient également venus en nombre. "*Le gouvernement a tout détruit, notamment la santé et les retraites*", a déploré Silvio Andagalli, un habitant de 76 ans de Frosinone, près de Rome. (AP et Lemonde.fr 11.12)

3- Cancun. Consensus entre les altermondialistes et les représentants du capitalisme mondial.

La conférence des Nations unies sur le climat, qui réunit depuis le 29 novembre 193 pays à Cancun (Mexique), s'est conclue samedi par un accord limité sur une série de mécanismes pour lutter contre le réchauffement climatique, dont un Fonds vert destiné à aider les pays en développement.

Les pays les plus riches ont promis 100 milliards de dollars (75 milliards d'euros) par an d'ici 2020, mais le texte adopté à Cancun ne précise pas comment le Fonds sera financé. Cela fera l'objet de discussions ultérieures, tout comme le dossier d'un système de compensations pour lutter contre la déforestation.

Pour la ministre française de l'Ecologie et du Développement durable, Nathalie Kosciusko-Morizet, l'accord trouvé lors de la 16e conférence sur le climat représente une "avancée très importante" et sauve "de l'enlisement et de la faillite" le dialogue multilatéral.

Cancun, a de son côté estimé Greenpeace, est un "grand bond pour le multilatéralisme" et un "petit pas pour le climat".

Mais sur la "*question clef des financements*", il "*manque encore le mécanisme à même de fournir*" l'argent pour alimenter le Fonds vert. "*Pour l'heure, c'est une coquille vide*", déplore Greenpeace. (AP 11.12)

L'essentiel, c'est que les altermondialistes et les maîtres du monde soient satisfaits de ce "*grand bond*" en avant, les ravages causés à notre planète par la survie du capitalisme vont pouvoir continuer...

4- Iran. Les ONG roulent pour l'impérialisme.

C'est la quatrième fois que Sakineh Mohammedi Ashtiani passe à la télévision pour une confession. Son avocat et son fils ont toujours répété par le passé que les aveux étaient extorqués via la torture et la coercition.

Dans une émission diffusée vendredi soir sur la télévision d'Etat et filmée à son domocile, elle a décrit comment elle avait drogué son mari pour le rendre inconscient avant que son amant ne l'électrocute. Elle a montré 'sur un acteur jouant son mari' comment son amant avait placé un câble autour de sa cheville et de sa taille. «*Au bout du 7e essai, mon mari ne bougeait plus. Il était mort*», a-t-elle dit.

«*Une telle reconstitution est un acte de théâtre mélodramatique pour tenter de convaincre la communauté internationale qu'elle est coupable*», a dénoncé le directeur de l'ONG International Campaign for Human Rights. (20minutes.fr 11.12)

Quelles pourritures ces ONG ! Aux infos de TV5Monde Asie hier soir, la journaliste a encore présenté Sakineh Mohammedi Ashtiani comme une "*victime*", à vomir.

## Economie.

### 1- Espagne.

L'Espagne a donné vendredi le coup d'envoi d'un plan de 83 milliards d'euros sur cinq ans visant à rendre son industrie plus compétitive et à redynamiser une activité économique qui stagne.

Les nouvelles mesures prévoient des investissements dans les infrastructures, des programmes de recherche et développement, un soutien aux PME et une libéralisation du marché de l'énergie. (Reuters 11.12)

### 2- Chine.

L'inflation chinoise, qui progresse plus vite que prévu, a atteint en novembre 5,1% en glissement annuel, un niveau sans précédent depuis 28 mois, annonce samedi le Bureau national des statistiques.

La veille, la Banque populaire de Chine avait relevé d'un demi-point le coefficient des réserves obligatoires pour éponger les excédents de liquidités et freiner la hausse des prix. Il s'agissait de la troisième hausse en un mois. L'inflation avait atteint 4,4% en octobre.

La production industrielle, elle aussi supérieure aux attentes, a ainsi progressé de 13,3% en glissement annuel, le mois dernier, après une légère baisse en octobre.

Les investissements ont par ailleurs augmenté de 24,9% depuis le début de l'année, par rapport à 2009, et les ventes de détails ont progressé de 18,7%. (Reuters 11.12)

## Société.

Désormais, cadres et adolescents passent plus de temps devant Internet (17 heures par semaine pour les cadres) que devant la télé (11 heures), selon l'étude sur la diffusion des technologies de l'information et de la communication du Crédoc, remis vendredi au ministre chargé de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Économie numérique, Éric Besson.

La proportion de personnes utilisant leur mobile pour accéder à Internet a doublé en deux ans, pour atteindre 7 millions.

64 % de la population dispose de trois modes d'accès ou plus à la télé (poste de télévision, ordinateur, décodeur…). En juin 2010, 15 % de la population (8 millions de personnes), soit un triplement en trois ans, déclare regarder la télévision ainsi. (Lefigaro.fr 11.12)

---

## Le 13 décembre

Décryptage du réformisme et de sa terminologie. Extrait de l'éditorial de J-C Mailly (FO) du 8 décembre, sur Internet.

1-L'intervention des gouvernements de l'Union européenne et du FMI pour venir en aide à l'Irlande n'a apparemment pas calmé les marchés financiers qui continuent à spéculer, non seulement sur l'Irlande et la Grèce, mais aussi sur d'autres pays, comme le Portugal ou l'Espagne. Spéculer, cela signifie qu'ils espèrent profiter de la situation dans ces pays en exigeant des taux d'intérêt plus élevés, c'est-à-dire s'assurer une meilleure rente.

Ces événements montrent en premier lieu que les gouvernements ne sont pas en situation de s'imposer aux intervenants sur les marchés financiers ou, autrement dit, que la finance prend le pas sur la démocratie, l'économie et le social.

## Commentaire.

Ils ne sont pas venus "*en aide à l'Irlande*, ils sont venus en aide aux banquiers et aux capitalistes, dire l'Irlande signifierait que cette "*aide*" profitera à l'ensemble de la population, ce qui n'est pas du tout le cas, puisqu'en échange le gouvernement a décidé de s'attaquer à tous les droits sociaux des travailleurs, ce que sait parfaitement Mailly puisqu'il y fait référence plus loin, à ceci près qu'il explique que c'est seulement l'UE et le FMI qui imposent cette politique d'austérité à la classe ouvrière, sans citer le gouvernement, qui lui le malheureux serait sans doute pris dans un "*piège*", ainsi les travailleurs peuvent s'en prendre à l'UE et au FMI, cela ne mange pas de pain, et soutenir ou afficher leur neutralité face au gouvernement, il faut bien l'épargner pour que le régime tienne le coup et l'ordre (capitaliste règne).

Faux, les gouvernements sont "*en situation de s'imposer aux intervenants sur les marchés financiers*", mais ne le veulent pas parce qu'ils sont tous les représentants du capitalisme dominé par les marchés financiers. Mailly laisse entendre que les gouvernements pourraient s'y prendre autrement, or c'est impossible, sauf à adhérer au socialisme ! Il témoigne ici qu'il ne comprend rien à l'évolution du capitalisme mondial ou feint de ne pas le comprendre, parce qu'il ne peut pas adhérer lui-même au socialisme et reconnaître qu'il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme. C'est cette impossibilité des dirigeants syndicaux de se situer sur le terrain du socialisme qui fait d'eux des lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs du mouvement ouvrier.

2- Comme nous l'expliquons depuis plusieurs mois, la crise n'est pas terminée, tout simplement parce que les raisons de la crise ne sont pas éradiquées. Il s'agit principalement de la répartition de plus en plus inégalitaire des richesses produites, des modalités de la construction européenne et de l'absence de réglementation au niveau international.

Commentaire.

Les raisons de la crise, de toutes les crises, ne seraient-elles pas plutôt la propriété privée des moyens de production ? Vaut mieux se pencher sur les conséquences que de s'attaquer à la racine du mal, quand on ne peut pas remettre en cause les fondements du capitalisme.

3- De ce point de vue, Angela Merkel n'a pas tort quand elle considère que les banques, dont l'activité a favorisé la crise, doivent contribuer financièrement aux tentatives de sortie de crise. C'est du bon sens qui a d'ailleurs inquiété les marchés qui ont, du coup, accru la spéculation.

Commentaire.

Ah ben alors si "*Angela Merkel n'a pas tort*"... que demande le peuple allemand ! Lire l'article du Réseau Voltaire sur les liens entre Angela Merkel et les néo conservateurs américains, Wall Street, quoi. Parce que l'Allemagne ne profiterait pas de la situation en Grèce, en Irlande, au Portugal ou en Espagne, ben voyons ! Le "*bon sens*" de Merkel se résume ainsi : chacun pour soi et que le meilleur gagne, autrement dit l'Allemagne, le capitalisme le plus puissant en Europe.

4- Dans ce contexte, il serait plus qu'urgent que sur le plan européen une dynamique de croissance, d'emploi et de droit social devienne prioritaire. Ce qui nécessite un rééquilibrage des priorités de la construction européenne et qu'on remette l'économique et le budgétaire au rang d'outils des objectifs de progrès social et démocratique.

Commentaire.

Il compte sur l'Union européenne pour promouvoir le "*progrès social et démocratique*" ! Et compte bien mettre la main à la pâte en disant "*on*", logique puisque les syndicats sont impliqués jusqu'à l'os au côté du gouvernement, des capitalistes, de l'UE à travers notamment la CES...

5- Ce sont bien les pays à logique anglo-saxonne qui ont aujourd'hui le plus de difficultés et c'est la logique anglo-saxonne du capitalisme qui est à l'origine de la crise actuelle du système capitaliste.

L'Europe des marchés, c'est celle du laisser-faire et de la non-Europe. Et l'Histoire montre que capitalisme et démocratie ne sont pas obligatoirement liés. Le capitalisme est un système qui peut s'accommoder du régime démocratique, sans que cela soit pour autant une obligation. En témoigne l'existence du capitalisme d'État.

Commentaire.

Quelle confusion ! ce ne sont pas les "*pays à logique anglo-saxonne*" qui sont à l'origine de "*la crise actuelle du système capitaliste*", mais les rapports de production sur lesquels repose le capitalisme. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont en commun la Fed (eh oui !), et en tant que pointe avancée du capitalisme mondial, ils favorisent le capitalisme financier pour conserver leur place sur le marché mondial, capitalisme financier qui détient réellement le pouvoir.

Pour lui, à l'entendre il y aurait un bon et un mauvais capitalisme, il suffirait donc de remplacer le mauvais par le bon pour que tout rentre dans l'ordre... dans le meilleur des mondes que Mailly soutient, CQFD.

On se demande ce que vient faire ici le capitalisme d'Etat, voulait-il parler d'un régime où les capitalistes ont été expropriés ? Il voulait peut-être dire que lorsque des pans entiers de l'industrie ou des services sont gérés par un Etat capitaliste, tout va bien car ces régimes sont des démocraties, alors que lorsqu'ils sont gérés par un Etat ouvrier (dégénéré ou non, il n'a pas précisé), c'est l'horreur parce que ces régimes sont forcément antidémocratiques, ce ne serait pas son anticommunisme primaire qui ressortirait par hasard ?

6- Cette crise est profonde. Elle constitue cette période de déséquilibre entre un vieux modèle qui est à bout de souffle et un nouveau modèle à définir.

Commentaire.

Du coup, il n'est pas étonnant que Mailly soit incapable à la fois de s'affranchir du "*vieux modèle qui est à bout de souffle*" et de "*définir*" un "*nouveau modèle*" de société qui existe déjà, le socialisme, puisqu'il y est farouchement opposé.

On est lundi, on commence très fort la semaine, alors détendons-nous un instant camarades, on en a bien besoin !

Bon, passons au vote : qui vote pour le contenu de l'éditorial de Mailly, qui vote contre, qui s'abstient, qui refuse de voter ?

Bordel, j'allais oublier le dernier paragraphe qui témoigne de l'impuissance de Mailly dans un dernier sursaut misérabiliste qui pue la manipulation :

7- Dans ce cadre, il est essentiel que le syndicalisme montre ses exigences avec détermination, ne serait-ce que parce que les travailleurs forment la plus grande partie de la population.

Donc vous votez en ayant à l'esprit que le syndicaliste Mailly défend les intérêts des "*travailleurs (qui) forment la plus grande partie de la population*", cela en impose n'est-ce pas, mais ne vous laissez pas impressionner camarades, sa légitimité repose uniquement sur l'ignorance des travailleurs.

Ne me demandez pas ce que je vais voter : c'est top secret !

Si au moins le site ne permet pas de déboucher sur grand chose, il devrait au moins aider les jeunes militants, sinon à défendre leurs position, à s'armer d'une méthode d'analyse pour contrer les arguments des opportunistes et des valets du capital qui parlent au nom des travailleurs. J'essaie de me convaincre que je ne perds pas tout à fait mon temps, et le vôtre surtout.

On fera un point sur la situation en France, en Europe et dans le monde dans les jours qui viennent.

Tenez une grosse connerie que j'ai écrite un jour et que je n'ai pas encore rectifiée : je prétendais qu'il ne fallait pas s'affoler de la montée de l'extrême droite en France notamment, parce que le FN ne comptait que 7.000 militants environ, c'était faire abstraction que le plus important ce sont les couches que peut entraîner l'extrême droite dans certaines circonstances et que leurs forces peuvent se chiffrer en millions de nervis.

Pour le comprendre, si l'on veut le même phénomène se produit à l'envers lors d'une révolution en direction des partis révolutionnaires, dont les effectifs sont multipliés par deux ou par trois, par exemple, en avril 1917 le parti bolchevik comptait 80.000 militants, 140.000 en juillet-août 1917, 270 000 en mars 1918 et 313 766 en mars de l'année suivante. (source : *La maladie infantine du communisme (le gauchisme)* - V. Lénine)

On n'aura donc pas besoin d'un parti comptant des centaines de milliers de militants à l'aube de la révolution, quelques dizaines de milliers feraient parfaitement l'affaire pour un petit pays comme la France, il ne faut donc pas désespérer camarades.

L'optimisme révolutionnaire repose sur le réalisme et non sur une analyse surfaite ou tronquée de la situation pour se faire plaisir ou maintenir (artificiellement) le moral des troupes qui conduit un jour à baisser les bras. C'est notamment pour cette raison que nous disons que la vérité est révolutionnaire. Bon, le cours de léninisme est terminé pour aujourd'hui, je le précise pour le camarade qui m'a demandé l'autre jour d'où je sortais tout cela, j'avais été surpris par sa question et je n'avais pas pu lui répondre (au téléphone) sur le champ.

Bonne semaine et bon courage à tous, gardez le moral, ne cédez rien sur les principes, le futur nous appartient, ils sont foutus, nous vaincrons, en avant vers le socialisme !

Politique.

## 1- France.

### 1.1- L'abstention remporte la mairie de Corbeil Essonnes.

La liste UMP de Jean-Pierre Bechter, bras droit de Serge Dassault, a remporté dimanche au second tour la municipale de Corbeil Essonnes (Essonne) avec 53,71% des suffrages, face à celle de la gauche unie conduite par Bruno Piriou (PCF) qui a obtenu 46,29% des voix, a annoncé la mairie.

Le taux d'abstention s'est établi à 53,13% (46,87% de participation). (20minutes.fr 12.12)

Le maire de Corbeil Essonne a donc été élu par 24,90% des électeurs. Une grande victoire pour l'UMP !

### 1.2- Bayrou un leader "***incontesté***" réélu président du MoDem avec 19,97% des voix des militants de son parti !

François Bayrou a été réélu à la présidence du Mouvement démocrate (MoDem) a annoncé dimanche à Paris un cadre du parti, François-Xavier de Peretti, à l'ouverture du troisième congrès du parti centriste.

M. Bayrou, seul candidat en lice, a été élu avec 94,69% des voix lors d'un vote effectué par internet entre le 3 et le 8 décembre. Sur les 18.965 militants du MoDem inscrits et à jour de cotisation, 26,40% ont participé au vote et 5,31% ont voté blanc, a-t-il précisé.

«*Les gens ont pensé qu'il était mieux de montrer l'unité que la division*» a dit M. Bayrou. Pour le secrétaire général du MoDem, Marc Fesneau, le parti dispose d'une situation favorable : "*Le MoDem, lui, a un leader incontesté*". (Libération.fr 12.12)

Donc Bayrou a été élu président du Modem avec 19,97% des voix, soit par 3.787 adhérents sur 18.965. Il fait encore plus fort que le nouveau maire de Corbeil ! A qui le tour ? Sarkonapoléon à Sedan en 2012 ?

### 1.3- Joute entre le ministre de la Justice et celui de l'Intérieur.

Le ministre de la Justice, Michel Mercier, a finalement pris la défense des magistrats, accusés de faire preuve de laxisme vis-à-vis des délinquants par des syndicats de policiers, dans un entretien publié ce dimanche par Le Parisien.

S'agissant de la compréhension manifestée par le ministre de l'Intérieur à l'égard des protestations policières consécutives au jugement de Bobigny, Michel Mercier souligne par ailleurs que Brice Hortefeux «*n'est pas ministre de la Justice*». «*Je ne laisserai jamais dire que les magistrats sont laxistes. C'est totalement faux*», dit le ministre, selon lequel «*ils effectuent leur travail avec sérieux et responsabilité*». «*Je serai toujours là pour défendre les magistrats qui ont toute ma considération*» ajoute, Michel Mercier qui les recevra «*dans les prochains jours*». (20minutes.fr 12.12)

## 2- Argentine. La xénophobie, un exutoire à la misère que l'Etat exploite.

Après cinq jours d'émeutes particulièrement violentes, la police argentine est finalement intervenue, samedi 11 décembre, pour mettre un terme aux affrontements autour d'un parc de Villa Soldati, quartier pauvre du sud de Buenos Aires, où près d'un millier de sans-abri étrangers étaient attaqués par la population locale. Au moins trois hommes, tous des immigrés, ont été tués et de nombreux autres blessés.

Les incidents ont éclaté mardi après l'occupation du parc par des sans-abri, souvent originaires de Bolivie, du Paraguay et du Pérou, qui réclamaient "*des logements dignes*". Quatre soirées de suite, ces personnes livrées à elles-mêmes avaient été attaquées par des groupes armés des quartiers environnants, qui refusent la présence des sans-abri. "*Ils nous ont crié : dehors les Boliviens ! Retournez dans votre pays ! Ils ont tué mon mari comme un chien*", a raconté en pleurs la veuve de Juan Quispe, un Bolivien froidement abattu par balle jeudi. Les deux autres victimes sont un Paraguayen et un autre Bolivien.

La violence était telle que même les ambulances ne pouvaient pas approcher du parc pour retirer les personnes blessées. Dès leur arrivée, les médecins étaient pris pour cible par la population, parfois avec des armes.

Dans un premier temps, le gouvernement argentin avait refusé de dépêcher la police sur place, estimant que c'était la responsabilité du maire de Buenos Aires, Mauricio Macri.

M. Macri a accusé le gouvernement de jouer le pourrissement. Mais le maire de la capitale argentine ne s'est pas privé de jeter de l'huile sur le feu, dénonçant "*une immigration laxiste qui mêle des honnêtes gens à des organisations mafieuses et des narcotrafiquants*". Des organisations de défense des immigrés ont porté plainte contre lui pour "*incitation à la haine*

*raciale*". L'Organisation internationale pour les migrations a déploré "*des expressions xénophobes*".

Reste que ces scènes de violences, de panique et de chasse à l'homme, diffusées en boucle par les télévisions argentines, ont choqué un pays dont la Constitution s'adresse à "*tous les citoyens du monde qui souhaitent habiter le sol argentin*". (Lemonde.fr 12.12)

Commentaire d'un internaute apparemment argentin (j'ai corrigé quelques fautes de français ou d'orthographe).

L'information est inexacte, un peu mieux que d'habitude mais inexacte. La ville de Bs AS a sa police et ces gens n'avaient pas commis un délit passible de l'utilisation de la police fédérale, sinon juste une infraction. Le territoire avait été délogé mardi et laissé sous la garde de la police de la ville. Bien sur comme en France et en Europe il y a toujours des gens de droite qui profitent pour faire confronter les pauvres contre les plus pauvres, à l'occurrence les étrangers. Lamentable.

## Social.

### 1- France. On t'arrête, tu résistes, on te tue, normal dira demain le ministre de l'Intérieur.

Un homme est dans un état critique après avoir reçu un tir de Flash-Ball d'un policier qui intervenait pour mettre fin à une rixe dans un foyer de travailleurs, dimanche 12 décembre à Marseille. L'homme âgé d'une quarantaine d'années a été victime d'un arrêt cardiaque. Il résidait dans un foyer situé dans le nord de la ville (15e arrondissement) ; il avait précédemment blessé à l'arme blanche un autre locataire des lieux, qui a pu prévenir la police.

Une patrouille de trois policiers est intervenue. A leur arrivée dans la chambre, l'homme a eu 'une attitude extrêmement violente à leur égard, jusqu'à en blesser un' en jetant une tasse en verre sur son crâne, a précisé sur place le directeur départemental de la sécurité publique, Pascal Lalle.

Le policier a alors riposté par un tir de Flash-Ball qui a atteint l'homme au thorax. Maîtrisé par un second policier, l'homme a alors été victime d'un arrêt cardio-ventilatoire, mais a pu être ranimé par les marins-pompiers de la ville. Il a cependant été transporté dans un hôpital voisin '*dans un état critique*', selon le parquet. (Lemonde.fr 12.12)

### 2- Bangladesh. A bas l'esclavage, à bas la répression !

Des affrontements entre la police et des ouvriers de l'industrie textile ont fait au moins un mort et une centaine de blessés à Chittagong dans le sud-est du Bangladesh, a-t-on appris dimanche auprès de la police et des médias.

Selon un responsable de la police, Reza Al Hasan, les forces de l'ordre ont ouvert le feu et fait usage de gaz lacrymogènes après que des milliers de protestataires ont attaqué des usines et détruit des véhicules dans la zone industrielle de Chittagong, à 215km au sud-est de la capitale Dacca.

Selon Reza Al Hasan, un ouvrier est décédé, mais il n'a pas donné de précisions sur les circonstances de sa mort. L'agence de presse bangladaise UNB faisait état de son côté de trois personnes mortellement blessées par balles, mais la police n'a pas confirmé ce bilan.

D'après les autorités, les affrontements de dimanche ont concerné une compagnie sud-coréenne, YoungOne, qui a dû suspendre l'activité dans ses 13 usines textiles samedi soir, après l'attaque des sites par des ouvriers demandant l'application d'un nouveau salaire minimum annoncé par le gouvernement en juillet.

Le gouvernement a promis récemment de relever le salaire minimum pour les ouvriers du textile mais la mesure n'a toujours pas été appliquée.

Le Bangladesh compte quelque 4.500 entreprises textiles employant quelque trois millions d'ouvriers. (AP et Reuters 12.12)

---

## Le 15 décembre

Complément.

Confirmation, les infos en bref seront actualisées demain matin, on vient juste de changer le modem en panne.

Vous trouverez en ligne le compte-rendu de la Conférence nationale pour l'unité ouvrière qui s'est tenue le 11 décembre à Paris, tout sauf politique, il fallait s'y attendre, on a envie de dire : aucun intérêt !

Dans une chronique, Gluckstein se paie Mélenchon qui en appelle à la BCE, tandis que le POI s'en tient à la dénonciation stérile des méfaits de la BCE ou de l'UE et du FMI au lieu de commencer par remettre en cause l'Etat ou les institutions par lesquels passent l'application de la politique réactionnaire de ces institutions internationales du capital en France, chut il ne faut pas le dire ! Il faut faire croire aux militants et aux travailleurs que c'est la main de l'UE ou du FMI qui les frappent et non celle meurtrière de la Ve République illégitime, contre laquelle il faudrait justement les organiser dans la perspective de la renverser.

Y a-t-il un rapport de cause à effet avec le fait que le POI prépare activement les élections cantonales, qui n'en doutons pas serviront une fois de plus à légitimer les institutions de la Ve République et rien d'autres ?

Est-ce également un hasard si *Informations ouvrières* relate l'intervention d'un délégué qui a pris la parole lors de cette conférence pour expliquer que les salariés de son entreprise avait envoyé "*une lettre au président de la République*, ce qui permet de situer le niveau politique de cette conférence. Question : avait-elle pour objectif de remettre en cause Sarkozy et son gouvernement ou de le légitimer ? C'est une question qu'on est en droit de se poser.

Pour finir, cette conférence s'est dotée d'un "*Comité de liaison*" constitué uniquement de "*syndicalistes*", histoire de bien faire comprendre aux militants qui n'aurait rien compris à l'orientation opportuniste du POI, que l'heure n'était pas au combat politique contre le régime, que la classe ouvrière devait exclure tout objectif politique de son combat, ce que les représentants du régime apprécieront sans doute, ils peuvent dormir tranquille.

L'intervention d'un militant du PCF résume à elle seule cette conférence "*Les dirigeants politiques et syndicaux français n'ont pas été à la hauteur*", alors faisons en sorte qu'ils le soient la prochaine fois ! On ne peut colporter pire illusion. Au lieu d'ouvrir une perspective politique aux masses, le POI s'emploie à cadenasser le mouvement ouvrier, en réalité, il termine le sale boulot des appareils au service du capital.

Apparemment aucune intervention ne s'est située sur le terrain politique au cours de cette conférence, il faut donc en conclure que le POI a employé des méthodes qui ont fait leur preuve pour en arriver là, les délégués présents à cette conférence qui se voulait un exemple de démocratie ont été triés sur le volet, il faut ajouter que les militants du POI (du CCI) qui se prendraient encore pour des trotskistes ont été inexistants au cours de cette conférence, ils ont dû être priés de la fermer ou de s'aligner sur leur direction droitière, ils auront beaucoup de mal ensuite à prétendre qu'ils assurent encore la continuité du marxisme-révolutionnaire.

Pour conclure, cette conférence laisse les mains libres aux auteurs du consensus que le POI et ses participants dénoncent en l'absence d'objectifs politiques. Nous avons soutenu cette conférence en estimant qu'elle pouvait être le lieu privilégié où le combat pour le socialisme pourrait être remis au centre de la discussion du mouvement ouvrier, tel n'a pas été le cas. Nous y reviendrons plus tard.

Cette analyse a été réalisée à chaud dans de mauvaises conditions, car je croule une fois de plus sous des emmerdements à n'en plus finir.

Le matin.

Suite à un problème de modem, le site ne sera pas actualisé avant demain soir, en principe !

---

Le 16 décembre

Je n'arrivais pas à dormir la nuit dernière, du coup je me suis mis au boulot à 3 heures du matin. Je suis sur les nerfs car la vente de ma maison est reportée de semaine en semaine et risque de capoter à tout moment si je pète les plombs, je suis tombé sur un Indien riche qui se croit seul au monde et qui ne veut pas sortir son fric, il a eu deux mois pour demander un prêt à sa banque et il s'y est pris la semaine dernière, bref, je suis son obligé et je dois subir ses caprices. Bien entendu il n'a pas de parole, aucune dignité, un sale type quoi, ici c'est la norme. Et il espérait qu'on reste en bons termes pour que je lui donne des cours de français, car il ne doute de rien en plus. Je le rencontre pratiquement tous les jours depuis 10 jours, et chaque fois il me promet qu'il va me donner la date de la vente le lendemain, c'est à devenir dingue. Nous de notre côté nous sommes prêts à déménager, j'ai même signé un contrat de location.

Je suis encore allé trois fois chez le fournisseur de gaz, chaque fois on m'a promis la livraison à une date, puis plus rien, là aussi je suis allé gueuler, au bout de 20 jours d'attente. Ce matin, peut-être...

L'histoire du modem est plus cocasse encore, si je peux dire. J'emporte le téléphone comprenant le modem chez Tata. Un

technicien me dit l'avoir testé et diagnostique un problème avec le cable USB. Je repars avec mon téléphone sous le bras et un cable neuf, arrivé à la maison, même problème, j'enrage ! J'appelle le bricoleur en question et je lui demande s'il ne se fout pas de moi. J'y retourne, 10 kilomètres aller retour en moto, il teste devant moi le modem qui fonctionne. Je retente un essai chez moi, cela ne fonctionne toujours pas, je me dis : reste calme ! Je rappelle le bricolo en lui demandant avec quel type de cable il avait testé le modem, il me répond avec un cable série, alors que j'utilise un cable USB, je lui dis que le modem pouvait très bien fonctionner avec un cable série mais pas avec un cable USB, il me répond : impossible, calmement je lui explique qu'il n'est pas dans le modem pour savoir si la partie du circuit électronique réservée au signal du cable USB fonctionne normalement, il insiste, là je menace de porter plainte si le technicien qui doit venir chez moi n'apporte pas un nouveau modem. Le lendemain après-midi, entre temps j'ai rappelé trois fois car il devait passé le matin, le technicien connecte le nouveau modem et cela fonctionne, on lui a donné le thé et 100 roupies, un jeune sympathique qui pense tout le bien du monde de Tata !

Ajoutons à cela la pluie pour cause de mousson, mon chien qui n'est pas bien, Magueswary qui fait la gueule, j'ai toujours cette affreuse douleur dans le bras et l'épaule gauche et la coupe est pleine ! Avec cela, allez vous concentrer sur la situation politique, difficile.

Le parlement grec vote l'austérité, le parlement irlandais vote l'austérité, le parlement britannique vote l'austérité, le parlement portugais vote l'austérité, le parlement espagnol vote l'austérité, le parlement italien vote l'austérité, le parlement français vote l'austérité, etc., et le POI nous dit : mais non, mais non, c'est l'UE, c'est la BCE, c'est le FMI qui décide d'étrangler les peuples, ne vous trompez pas d'objectif...

Si l'on voulait renverser l'UE ou le FMI on aurait un petit problème logistique, par contre renverser le gouvernement et les institutions dans chaque pays c'est à notre portée, il est donc urgent ne pas engager le combat dans cette direction-là estime le POI.

Quelle légitimité ont ces gouvernements et ces parlements pour saigner le prolétariat ? Aucune. Qu'est-ce qui leur permet de tenir ? Le consensus entre tous les partis institutionnels et l'Etat paraît-il. Il faut donc combattre tous ces partis et l'Etat, vous faites fausse route, vous avez perdu la tête !

En réalité la classe ouvrière et les masses n'ont aucune confiance dans ces partis et l'Etat, mais elles n'ont pas un niveau de conscience suffisamment développé pour les affronter sur le terrain politique, d'autre part elles ne sont pas suffisamment organisées, du coup leur mobilisation se déroule sans orientation politique précise et elles sont incapables de s'unir pour affronter gouvernement et institutions.

Les agences de presse donnent un aperçu médiocre des manifestations qui se déroulent en ce moment en Europe, quand elles ne les zappent pas, par exemple les manifestations de policiers et de pompiers hier en République tchèque.

Pour rajouter un mot à propos de l'Appel de la conférence du 11 décembre.

Elle se donne comme objectif "*d'organiser la liaison politique permanente entre militants de toutes affiliations syndicales et politiques pour faire triompher l'unité*", on pourrait croire si des militants politiques sont associés à ce combat qu'ils vont combattre également sur des objectifs politiques, point du tout, vous les chercherez en vain, il s'agit là d'un effet d'annonce que trahit la composition des délégués qui ont participé à cette conférence "*nous, travailleurs, militants et responsables syndicaux et jeunes*", point de militants politiques ou si, mais ils interviennent que sur le terrain syndical, pas sur le terrain politique, c'est au dernier paragraphe qu'on apprend que "*cette conférence à l'initiative du Parti ouvrier indépendant a rassemblé des militants ouvriers de toutes tendances politiques*", c'était difficile de faire passer le POI à la trappe, ce qui nous fait une belle jambe puisque pas un n'est intervenu sur le terrain politique, tout du moins c'est ce qui ressort du compte-rendu qu'en donne le POI dans *Informations ouvrières*.

## Politique.

### 1- France.

#### Karachigate, suite, non, bis !

Après la vente de sous-marins au Pakistan en 1994, la justice se penche sur un autre contrat d'armement en marge de l'enquête sur l'attentat de Karachi en 2002. Le parquet de Paris a ainsi ouvert mardi une nouvelle information judiciaire dans le volet financier de l'affaire.

Le parquet de Paris a annoncé dans un communiqué avoir requis mardi l'ouverture d'une information judiciaire pour "*abus de bien sociaux, recel et complicité de recel*". Elle fait suite "*à des faits allégés de versements de commissions dans un contrat distinct de celui objet des investigations menées autour de la vente de sous-marins au Pakistan en 1994*", précise seulement le parquet. (AP 15.12)

2- Kosovo.

Des membres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), le mouvement indépendantiste kosovar albanais à la fin des années 90, se sont livrés à un trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes en 1999 et 2000, affirme le Conseil de l'Europe dans un rapport rendu public hier à Strasbourg

Selon ce document, le trafic était contrôlé spécialement par un groupe de responsables de l'UCK, le «Groupe de Drenica», dont le chef était l'actuel Premier ministre kosovar Hashim Thaçi.

Selon l'auteur de ce rapport demandé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), le Suisse Dick Marty, «De nombreux indices semblent confirmer que (...) des organes auraient été prélevés sur des prisonniers dans une clinique en territoire albanais, près de Fushë-Krujë (20 km au nord de Tirana), pour les transporter ensuite à l'étranger à des fins de transplantation».

Selon M. Marty, «*cette activité criminelle, qui s'est développée en profitant du chaos régnant dans la région et grâce à l'initiative de certains chefs des milices de l'UCK liés au crime organisé, s'est poursuivie, bien que sous d'autres formes, jusqu'à nos jours*».

Dans son rapport de 27 pages, Dick Marty évoque notamment «un centre de réception dernier cri pour le crime organisé du trafic d'organes» près de Fushë-Krujë.

Selon les témoignages recueillis par la mission Marty, les prisonniers étaient tués d'une balle dans la tête avant d'être «*opérés pour qu'un ou plusieurs organes leur soient prélevés*». Il s'agissait principalement d'un prélèvement posthume des reins qui étaient vendus à des cliniques privées étrangères.

Parmi les membres de ce réseau criminel, le rapport identifie une figure historique de l'UCK, Shaip Muja. Ce chirurgien de formation est actuellement conseiller politique principal auprès du cabinet du Premier ministre du Kosovo, notamment chargé de la Santé.

«*Nous avons découvert de nombreux indices convergents du rôle capital joué pendant plus de 10 ans par (Shaip) Muja dans des réseaux internationaux (...) comme ceux des trafiquants d'êtres humains, des courtiers d'actes chirurgicaux illicites et d'autres acteurs de la criminalité organisée*», affirme M. Marty.

Dans une déclaration, le gouvernemnt kosovar a estimé que le rapport se fondait sur «*des faits sans fondement, inventés avec pour objectif de nuire à l'image du Kosovo*». (Libération.fr 15.12)

Commentaire d'un internaute : Kouchner, alors envoyé special de l'ONU et administrateur au Kosovo. N'a rien vu, rien entendu. Un peu comme pendant l'arche de Zoé quoi. c'est incroyable comme ce type se trouve toujours en lisières des traffics d'humains, d'organe, d'armes.

Commentaire : ce qui est le plus étonnant, c'est que cette affaire ressorte le lendemain d'élections qui ont vu la victoire du parti de l'actuel Premier ministre kosovar Hashim Thaçi, un mafieux. A suivre.

## Social.

1- France.

1.1- La pauvreté progresse, la preuve.

Chose demandée, chose faite : à partir du 1er décembre, l'indemnité de Jean-Pierre Jouyet au titre de président de l'AMF (fixée par décrêt) sera ramenée de 231 708 euros à 150 000 euros. Il y a tout juste deux ans, son salaire avait fait polémique.

A l'époque, pour aligner le total de ses émoluments sur ceux de son prédécesseur, Michel Prada, le montant annuel brut de l'indemnité de président de l'AMF avait été relevé de 149 000 euros à 220 000 euros. Vingt-quatre mois plus tard, rétro-pédalage donc : l'indemnité revient à son niveau initial. Au final, en y ajoutant son traitement de fonctionnaire, Jean-Pierre Jouyet gagnera 235 903 euros brut par an. Ce sera toujours plus que les présidents de la Haute autorité de santé (206 137 euros brut annuels) et de la Commission de régulation de l'énergie (192 213 euros brut annuels). (Lexpress.fr 15.12)

Combien sont rémunérés les parasites syndicaux qui participent à ces organismes de collaboration de classes ?

1.2- Record battu, Carlos Ghosn a perçu 9,2 millions d'euros en 2009.

En 2009, les patrons exécutifs du CAC 40 ont perçu un total moyen de 3,1 millions d'euros.

Les patrons du CAC subissent donc une nouvelle perte de revenus. Ils touchaient 4,7 millions d'euros en moyenne en 2007, et avaient déjà dû se contenter de 3,6 millions d'euros en 2008. Proxinvest se réjouit toutefois de noter que ce montant «n'excède plus le plafond du socialement acceptable», que la société estime à 240 fois le Smic (4,3 millions d'euros). Selon le calcul de l'AFP, ce montant représente 190 Smic. Seuls sept patrons du CAC 40 - contre 21 l'année précédente - ont dépassé le seuil des 240 Smic annuels.

Carlos Ghosn n'a perçu que 1,2 million d'euros au titre de sa rémunération fixe. Aidée par l'État, la firme au losange ne pouvait lui verser ni bonus ni stock-option ou action gratuite. Mais il a touché en plus huit millions d'euros au titre de ses fonctions chez Nissan, "*une somme totalement cachée aux actionnaires de Renault*" et qui "*n'apparaît jamais dans le document de référence*" de la société, dixit Proxinvest. Sa rémunération annexe catapulte pourtant Carlos Ghosn en tête des présidents exécutifs les mieux payés du CAC 40... Viennent ensuite Christopher Viehbacher (Sanofi-Aventis), Bernard Arnault, Franck Riboud (Danone) et Henri de Castries (Axa) avec plus de 5 millions d'euros.

Mais c'est la rémunération des présidents non exécutifs, les "*chairmen*", qui est la plus contestée, car elle est jugée "opaque" par la société de conseil aux actionnaires. En 2009, c'est Jean-François Dehecq, chez Sanofi-Aventis, qui décroche la palme du président du conseil d'administration français le mieux rémunéré, avec 2,3 millions d'euros. (Lepoint.fr et 20minutes.fr 15.12)

### 1.3- Mais c'est "bien sûr" !

La prochaine revalorisation du Smic sera limitée aux mécanismes prévus par le code du travail sans "coup de pouce", a annoncé mardi Xavier Bertrand.

"*Les déterminants du Smic restent bien sûr inchangés*", a déclaré le ministre du Travail à l'occasion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), chargée de décider de la revalorisation du salaire minimum.

"*Nous devons faire en sorte que la hausse du Smic corresponde à l'évolution réelle de l'économie*", a dit Xavier Bertrand. "*La politique récurrente des "coups de pouce" peut avoir pour effet d'évincer de l'emploi les travailleurs les plus fragiles.*"

Environ 2,3 millions de salariés étaient rémunérés au Smic au début de cette année, soit 10% de l'ensemble des salariés en France, selon une étude de la Dares, la direction de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail. (Reuters 15.12)

Pendant ce temps-là Carlos Ghosn a reçu une rémunération équivalente à 572 fois le Smic, espérons seulement qu'elle "*correspond à l'évolution réelle de l'économie*" !

### 1.4- Racket des assureurs.

Après le gaz et l'immobilier, c'est un autre poste de dépense qui risque de plomber le portefeuille des Français en 2011. Les tarifs de leurs assurances habitation et automobile vont, en effet, connaître une nouvelle hausse sensible, selon Les Échos - de 3,5 % à 8 % pour les premières, et de 2,5 % à 4,5 % pour les secondes.

Une chose est sûre, les prix des assurances grimpent, et ce n'est pas fini. "*Si nous connaissons en 2011 une troisième mauvaise année de suite, ces hausses ne seront pas suffisantes pour que le marché revienne à l'équilibre technique*", a lui-même prévenu Jacques de Peretti, directeur général délégué d'Axa France, cité par Les Échos. Pour Stanislas Di Vittorio, il ne fait aucun doute que la hausse des prix se poursuivra en 2012. (Lepoint.fr 15.12)

Gageons que la rémunération d'Henri de Castries suivra la haute des prix !

### 1.5- Privatisation de la santé, suite. Le droit à la santé bafoué.

Comme les assurances habitation ou automobile, les cotisations des mutuelles vont augmenter l'année prochaine. Le directeur général de la Mutualité française, Jean-Martin Cohen Solal, explique à 20minutes.fr les raisons de la hausse pour les ménages.

Les cotisations vont augmenter car les charges qui pèsent sur les mutuelles sont à la hausse. Le gouvernement a tout d'abord fait voter une taxe de 3,5% sur les contrats «*solidaires et responsables*», détenus par 95% des Français.

Pour combler le déficit, le budget de la Sécu prévoit en outre une nouvelle baisse des remboursements. Nous sommes enfin dans une hausse tendancielle des dépenses de santé de 3% par an.

Les mutuelles voient donc leurs charges s'accroître de 7 à 8%. Selon leur situation financière, elles vont augmenter leurs prix de 5 à 10% l'année prochaine.

En terme relatif, la part assurée par chaque acteur n'a pas beaucoup bougé: 75% des dépenses sont prises en charge par la Sécu, 14% par les mutuelles et 11% par les assurés. A l'intérieur de ces catégories, les choses ont cependant évolué. La sécurité sociale prend très bien en charge les maladies longues et les soins à l'hôpital. Pour la médecine quotidienne de ville, en revanche, elle ne rembourse plus qu'à hauteur de 55%. Cela pèse sur le budget des Français. (20minutes.fr 15.12)

J'ai regardé hier soir un numéro de Complément d'enquête diffusé en différé par TV5Monde Asie consacré aux personnes ne pouvant plus se soigner parce que trop pauvres et parce que les soins médicaux ne sont pas pris en charge par la Sécurité sociale.

Cela m'a permis de mieux cerner une couche de travailleurs en grande difficulté qui pourtant n'appartiennent pas aux couches les plus pauvres, pas assez pauvres pour bénéficier de la CMU et pas assez riches pour se faire soigner quand ils en ont besoin. Il faut les rajouter à la population pauvre estimée entre 8 et 10 millions de travailleurs avec leurs familles.

1.6- Guadeloupe.

Le LKP, qui avait appelé à un mouvement de grève générale illimitée à compter de mardi 14 décembre, a décidé mardi soir de reconduire pour mercredi son mot d'ordre de grève, même si elle semble avoir été particulièrement peu suivie durant sa première journée.

"*Nous appelons les travailleurs à se mobiliser et nous manifesterons devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre jusqu'à ce qu'on […] réponde positivement*" à la demande d'audience formulée au cours de la manifestation de mardi, a indiqué mardi soir le porte-parole du LKP, Elie Domota. A la question de savoir s'il s'agissait également d'un appel à la poursuite de la grève générale, il a répondu : "*Pour que les travailleurs quittent leurs entreprises, il faut un motif : la grève est reconduite.*"

Mardi, au premier jour de la grève générale, entre 4 300 personnes selon la préfecture et "*plus de 20 000*" selon M. Domota ont défilé sans incident à Pointe-à-Pitre. Les manifestants sont restés massés durant tout l'après-midi de mardi devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre, où ils souhaitaient être reçus. La plupart des manifestants se sont progressivement dispersés en ne laissant sur place que les principaux dirigeants syndicaux et leaders du LKP, qui ont ensuite quitté les lieux.

Le mouvement de grève a connu un taux de participation relatif dans la fonction publique (30 % au Pôle emploi, 14 % à La Poste, 11 % dans l'éducation nationale) et marginal dans le secteur privé, la plupart des entreprises étant ouvertes et ayant fonctionné normalement. "*La journée est totalement normale*" a fait savoir le Medef-Guadeloupe, principale organisation patronale insulaire, selon laquelle de nombreux salariés s'étaient placés en RTT pour l'occasion.

L'unité du collectif, qui regroupait entre autres l'ensemble des centrales syndicales représentées en Guadeloupe et qui avait initié une grève générale de quarante-quatre jours début 2009, semble s'être lézardée ces derniers mois. La CFDT s'était dissociée de l'appel à la grève générale illimitée de mardi et la CFE-CGC a fait savoir mardi soir qu'elle se prononçait contre la poursuite du mouvement. (Lemonde.fr 15.12)

2- Italie.

Des dizaines de milliers de jeunes - 100.000 selon les organisateurs - ont défilé mardi matin dans le calme contre la politique gouvernementale en matière d'éducation, scandant "*non à la confiance*".

Le Via del Corso, principale avenue du centre historique, a été transformée en champ de bataille avec fumée, gaz lacrymogènes et visages ensanglantés. De la fumée s'élevait de la colline du Pincio, au-dessus des escaliers de la Trinité des Monts, où des manifestants ont incendié des voitures, renversé des poubelles et empêché les pompiers d'intervenir. Des devantures de banque ont été attaquées et des distributeurs de billets détruits.

Des badauds qui ne prenaient pourtant pas part à la manifestation ont également été frappés par les forces de l'ordre. On dénombre plusieurs blessés dans les deux camps, selon le Guardian.

Des rassemblements ont également eu lieu à Milan, où des manifestants sont entrés dans le bâtiment de la Bourse aux cris de "*profiteurs !*", à Palerme, où des étudiants ont occupé le tarmac de l'aéroport, à Catane, où 3.000 ont défilé dans le centre, mais aussi à Bari, Cagliari, Gênes, Naples et Turin.(Lepoint.fr 15.12)

3- Suède. La charrette.

Le numéro deux mondial de l'électroménager (51.000 employés), le suédois Electrolux, a annoncé mercredi qu'il allait supprimer 800 emplois supplémentaires en Europe d'ici 2012, au lendemain de l'annonce de la fermeture d'une usine employant 1.300 personnes au Canada pour «demeurer concurrentiel». (Libération.fr 15.12)

## Economie.

### 1- Espagne.

L'agence de notation Moody's a placé mercredi la note souveraine Aa1 de l'Espagne sous surveillance en vue d'un possible abaissement, invoquant des besoins élevés de financement, des doutes sur le secteur bancaire et des inquiétudes sur les finances publiques régionales.

Le rendement de la dette obligataire espagnole à dix ans a augmenté de dix points de base à 5,652% dans la matinée et l'écart avec le Bund allemand de référence a pris sept points de base à 260 pdb.

"*(Moody's) a les mêmes doutes que les marchés sur la dette souveraine, c'est pourquoi les écarts se creusent avec les Bunds allemands*", a estimé José Carlos Diez, analyste chez Intermoney. La ministre de l'Economie Elena Salgado a jugé mercredi que la notation de l'Espagne témoignait de sa solvabilité.

"*Je m'attends à ce que nous soyons capables dans les trois mois d'apporter des arguments suffisants pour ramener cette perspective de négative à positive*", a-t-elle dit à la radio publique à propos des commentaires de Moody's. (Reuters 15.12)

### 2- Belgique.

Mardi, l'agence Standard & Poor's a mis en garde contre un possible abaissement dans les six mois de la note souveraine de la Belgique si l'impasse politique persistait et si l'état de la dette n'était pas amélioré. (Reuters 15.12)

### 3- Pakistan. Que les pauvres paient !

En 2010-2011, la dette de l'État atteindra 76,5 milliards d'euros, soit environ 60 % du produit intérieur brut. Seule l'assistance financière de la communauté internationale sauve cette puissance nucléaire de la banqueroute. Les États-Unis versent 1,5 milliard de dollars d'aide civile par an au titre de la loi Kerry-Lugar. L'Union européenne accordera 225 millions d'euros entre 2011 et 2013.

Une situation qui agace les chancelleries alors que la pression fiscale, 9 % du PIB, est une des plus faibles au monde. D'où l'exigence du FMI de conditionner de nouveaux prêts à une hausse des impôts. Pour y parvenir, l'État veut étendre la TVA à tous les produits et à tous les services à un taux de 15 %. Le fisc table sur 180 millions d'euros de recettes dans les 6 premiers mois. Refus des commerçants et des petits chefs d'entreprise qui manifestent contre ce projet depuis l'été.

La mesure risque de creuser les inégalités et de déstabiliser le pays, déjà en proie à une insurrection talibane dans le nord-ouest. La TVA rendra la vie plus chère pour les pauvres et les classes moyennes alors que l'inflation atteint déjà 13,5 % cette année. Le salaire médian continue de plafonner entre 8.000 et 12.000 roupies par mois (70 à 110 euros). (Lepoint.fr 15.12)

---

## Le 17 décembre

Comment comprendre, connaissez-vous cette formule ? A quoi sert-elle, que recouvre-t-elle en vérité, vous êtes-vous un jour posé cette question ? Prenons un exemple que l'on pourrait mettre à l'épreuve dans une classe de CE1.

Après avoir aidé à regret la Grèce, l'Irlande ou encore le Portugal, la Banque centrale européenne présente la facture à ses actionnaires, les gouvernements européens. La BCE pourrait demander lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement ce jeudi une augmentation de capital pour compenser le rachat de dette d'États en difficulté, selon des sources proche de l'institution citées par les agences de presse. (Journal des Finances 16.12)

Selon les souverainistes, les nationalistes, les social-patriotes et le POI, toutes nos misères grandes et petites viendraient de la BCE, de l'UE et accessoirement du FMI, ces institutions seraient aux postes de commande, il n'existerait aucun pouvoir au-dessus d'elles, pour ainsi dire elles dirigeraient les économies de chaque pays de l'UE et donneraient des ordres à exécuter aux chefs d'Etat, qui les appliqueraient ensuite à la lettre contre leur population.

Mais voilà, en réalité c'est exactement l'inverse qui se passe.

La BCE, c'est quoi, comment cela fonctionne : une assemblée d'actionnaires composée des gouvernements européens, des chefs d'Etat comme il est dit plus haut. Donc si les gouvernements européens et les chefs d'Etat se retiraient de la BCE, elle n'existerait plus. Vous avez tout compris.

La BCE n'existe que par la volonté des chefs d'Etat qui servent avant tout les intérêts du capitalisme, dont prioritairement sa branche financière qui le domine, via Wall Street, la Fed et la City. Les chefs d'Etat délèguent leur pouvoir ou cautionnent les décisions prises par la BCE avec leur accord. On peut donc affirmer pour ceux qui sont un peu long à la détente, que les décisions prises par la BCE le sont en réalité par les chefs d'Etat, de la même manière que pour les directives de l'UE. La BCE n'a que le pouvoir que les chefs d'Etat veulent bien lui accorder, capito ou il faut en remettre une couche ?

La BCE fonctionne comme une entreprise capitaliste.

Vous combattez pour l'expropriation des capitalistes, capitalistes composés d'actionnaires qui se réunissent en conseil d'administration et votent la politique de l'entreprise, aussi bien les plans de licenciements que les dividendes qu'ils vont se mettre dans la poche. Donc si vous voulez exproprier les capitalistes, vous devez exproprier les actionnaires.

Appliqué à la BCE, cela donne : vous voulez liquider la BCE, vous devez liquider ses actionnaires, donc les chefs d'Etat.

Mais alors ce n'est pas la BCE qu'il faut combattre, mais les chefs d'Etat ? Bravo, on avance !

Et dans tout cela, quel est le rôle de la BCE ? Excellente question qui appelle une réponse simple : celui de vulgaire grouillot au service d'un donneur d'ordres : l'industrie financière.

Vous pouvez appliquer exactement le même raisonnement à l'UE.

Mais alors, pourquoi le POI tient-il absolument à détourner l'attention des travailleurs et des militants vers la BCE, le FMI, etc. au détriment de l'Etat et du gouvernement ? Posez donc la question à leurs militants ou dirigeants et faites-nous parvenir leurs réponses, nous les publierons.

De mon côté j'ai bien une petite idée, cependant je me demande si l'endroit est bien choisi pour vous l'exposer, je crains qu'en étant en désaccord avec mon analyse et mes arguments, les militants en oublient ou remettent en cause ce qu'ils viennent de lire sur la BCE, bien que finalement personne ne peut nier les relations ainsi établies entre marchés financiers, BCE et chefs d'Etat.

Contrairement à autrefois, il n'existe à l'heure actuelle aucun parti ouvrier ou assimilé en mesure d'entraîner la classe ouvrière et les masses dans un combat politique contre les institutions ou plus exactement, plus aucun parti dit ouvrier (à tort ou raison) n'a la volonté d'engager le combat sur le plan politique contre l'Etat et son gouvernement. Par contre, il est ou il serait possible que des partis dit ouvriers acceptent une sorte de front unique sur d'autres objectifs, la BCE ou d'autres institutions internationales du capital par exemple.

Il ne serait plus possible de combattre sur des objectifs politiques proprement dits, voilà ce qu'on veut nous faire avaler à tout prix, parce que voyez-vous les conditions objectives ne seraient pas réunies pour livrer un tel combat. On aura compris que ce qui fait défaut, c'est le parti pour impulser ce combat.

Un faut prétexte.

Mais l'absence de ce parti interdirait-il désormais de combattre sur le plan politique ? Autre question : mais l'ensemble de la situation ne pose-t-elle pas clairement que la solution à la crise est d'ordre politique ? Là nous touchons au coeur de la contradiction dans laquelle le POI se débat.

Pour la camoufler il doit recourir à des arguments fallacieux ou des manoeuvres grossières ou la reporter sur d'autres. Par exemple quand il explique que les dirigeants syndicaux en proie à d'horribles contradictions sont victimes des "pièges" que leur tend le gouvernement, alors qu'en réalité ils sont les seuls responsables de ces contradictions et ils acceptent de bon coeur de tomber dans ces "pièges" qui n'existeraient pas sinon, et pourquoi ne peuvent-ils pas faire autrement, tout bonnement parce que d'un côté ils sont totalement inféodés au capital, de l'autre les travailleurs entendent toujours faire valoir leurs droits, ou quand il prétend qu'il faut s'en remettre aux PS et ses satellites par le biais du front unique, comprenez, parce que les travailleurs seraient encore en droit d'en attendre quelque chose, illusion qu'il prête aux travailleurs, alors qu'en fait elle n'appartient qu'à ceux qui recourent à cet argument, aux petits-bourgeois, à l'aristocratie ouvrière ou aux masses arriérées, on se demandera au passage pourquoi le POI reprend à son compte ces illusions, pourquoi il s'adresse à cette classe et à ces couches, et pourquoi il délaisse ou ne s'adresse pas à l'avant-garde de la classe ouvrière qui manifeste ouvertement qu'elle n'a plus aucune illusion dans ces partis et les institutions ou encore dans le capitalisme. Ce parti vous répondra sans doute qu'il n'a pas vocation à s'adresser à une ou des couches particulières qui plus est minoritaires, il n'en pense pas un mot en réalité puisqu'il prouve quotidiennement le

contraire, mais qu'il s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière. Il faut donc en conclure que fixer des objectifs politiques au combat du prolétariat n'est pas à l'ordre du jour, parce que l'ensemble de la classe ne pourrait pas s'en saisir.

Argument frauduleux s'il en faut, car s'il fallait attendre que ces conditions existent pour fixer des objectifs politiques à la classe et aux masses, le jour où ces conditions seraient enfin réunies, il serait alors trop tard pour que les masses s'en emparent, car d'une part ces conditions ne durent pas éternellement, d'autre part pour qu'elles s'en saisissent faut-il encore qu'elles y aient été préparées de longue date, il ne suffit pas du jour au lendemain de fixer des objectifs politiques au prolétariat pour qu'il y adhère automatiquement, c'est une vue mécanique qui ne prend pas en compte la psychologie des masses et ne correspond pas au lent et long travail de réflexion ou de maturation politique nécessaire pour qu'elles parviennent au niveau de conscience politique permettant justement de se saisir de ces objectifs politiques le moment venu.

Si maintenant vous insistez en demandant : mais pourquoi le POI s'accroche-t-il désespéremment à cette stratégie (ce sont eux qui de tactique l'ont transformée en stratégie), je n'ai qu'une seule réponse à vous proposer : parce qu'en dehors du front unique, ses dirigeants sont totalement incapables de définir une autre stratégie, par incurie politique. Et quel objectif a permis d'atteindre cette stratégie au cours des trois dernières décennies ? Aucun, puisque nous perdons tous nos droits les uns après les autres. Le seul résultat à mettre à son actif, c'est d'avoir conservé ces droits le plus longtemps possibles, parce que pour eux c'était une fin en soi, ce dont l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie peuvent leur être gré, mais certainement pas les générations passées et actuelles de millions de travailleurs pauvres et leurs familles qui sont étrangers aux milieux de ces dirigeants.

On peut affirmer que ce qui se passe aujourd'hui quand la classe ouvrière et les masses sont incapables de situer leur combat sur le terrain politique, est la vérification pratique de l'argumentation que j'ai développée plus haut, une condamnation sans appel de la politique opportuniste menée par le PT, puis le POI, pour ne pas remonter plus loin. Le refus de lier des objectifs politiques à des revendications économiques ou sociales a abouti à cet constat, à faire en sorte que les masses ne soient pas préparées politiquement à affronter l'Etat au moment où la plus formidable crise frappe le capitalisme, consciemment ces dirigeants ont fait en sorte que les masses se retrouvent politiquement désarmées face au gouvernement, au PS et ses satellites et aux appareils des syndicats.

Le seul intérêt du front unique sur le plan politique concerne l'appareil du POI exclusivement.

Elle permet au POI de recruter des travailleurs syndiqués ou non qui sont gangrenés par le réformisme bourgeois et qui n'ont pas du tout l'intention de combattre le gouvernement et l'Etat sur le terrain politique. C'est toujours plus facile de recruter des militants sur cette ligne que sur le programme de la révolution socialiste, CQFC.

C'est cette même politique qui a permis aux mêmes dirigeants de se maintenir au sein de l'appareil de l'OCI, du PCI, du MPPT, du PT puis du POI depuis les années 60, 70 et suivantes. Avant le début des années 80, on combattait les institutions de la Ve République, nous ignorions seulement que c'était pour le compte de l'appareil du PS. La preuve : une fois le PS parvenu au pouvoir, ces dirigeants se sont empressés d'abandonner ce combat, dont la défense de la démocratie, de la République était l'antithèse. Nous avons été les jambes qui ont servi à faire la courte échelle au PS, pour y avoir usé les miennes, vous comprenez peut-être mon amertume qui n'a rien à voir avec une vengeance gratuite ou infantile.

Comment les militants marxistes-révolutionnaires doivent-ils intervenir dans la lutte des classes ?

Tous nos droits (travail, santé, études, logements, retraite, etc.) sont systématiquement piétinés par les institutions de la Ve République pour satisfaire les besoins des banquiers et des capitalistes et éponger leurs dettes, ces institutions et les partis qui y participent nous interdisent de remettre en cause cette politique réactionnaire consistant à satisfaire les besoins des privilégiés au détriment du peuple travailleur en proie à des situations de plus en plus dramatiques, dès lors de deux choses l'une, soit l'on plie sous le joug de l'exploitation et de l'oppression en acceptant de vivre toujours de plus en plus mal, soit on s'organise pour créer les conditions qui permettront aux exploités de se soulever pour renverser le pouvoir politique en place et d'abolir ces institutions antidémocratiques et bonapartistes qui conduisent au chaos et perpétuent la barbarie en l'étendant à l'humanité entière.

On ne peut pas et on ne doit pas combattre pour la satisfaction d'une revendication en passant sous silence la question du pouvoir politique, ce serait s'adapter au régime ou colporter des illusions... dans le régime.

Je suis actuellement très perturbé par la vente de ma maison qui a pris hélas une sale tournure hier, pour réfléchir à fond à la question de objectifs politiques et des mots d'ordre à formuler en direction de la classe.

Ils doivent correspondre au constat que nous ne disposons d'aucun moyen politique pour faire valoir nos droits, que la classe ouvrière n'a aucun pouvoir politique contrairement à celle des capitalistes qui peut compter sur le gouvernement et les institutions pour défendre leurs besoins. On n'est pas seulement réduit à l'état d'esclave sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique.

On doit pouvoir parvenir à matérialiser cette absence de pouvoir politique à travers des formules simples à saisir par les travailleurs et les jeunes. Ensuite, on doit définir comment pourrait se matérialiser le pouvoir politique du prolétariat et des masses. Ensuite seulement on peut avancer la nécessité de renverser l'ordre établi, une fois qu'on a commencé à poser la question par quoi

le remplacer, par qui remplacer la classe dominante au pouvoir. Cela forme un tout, c'est nécessaire pour être cohérent aux yeux des travailleurs, mais il faut impérativement procéder par ordre, être discipliné jusque dans nos démonstrations ou argumentations, si c'est au cours d'un processus dialectique qu'ils poseront la question du pouvoir, il nous faut comprendre et respecter comment ce processus opère, c'est là que le marxisme peut nous aider, pour ne pas dire que sans le marxisme on ne peut pas s'en sortir.

Si de mon côté je continue de l'étudier, ce n'est pas pour me donner un genre, mais par nécessité, pour progresser, je n'appartiens pas à ces gens qui ont réponse à tout ou à ces fétichistes qui sont les premiers à renier les enseignements de nos maîtres.

Un dernier mot. Une précision.

J'avais appelé à soutenir la conférence du 11 décembre initiée par le POI, parce que notamment figurait dans son appel du 4 octobre des objectifs politiques, parmi lesquels la nécessité d'en finir avec la Ve République. J'avais expliqué aux camarades qu'ils pouvaient s'associer à cette initiative à condition de mettre en avant cet objectif politique, je précisais que je soupçonnais le POI de l'avoir fait figurer dans un document pour immédiatement après le ranger au fond d'un tiroir. L'appel adopté lors de la conférence du 11 décembre et le compte-rendu fort succint qui a été donné de cette conférence dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (IO), prouvent que je ne m'étais pas trompé sur leurs réelles intentions, car en réalité aucune discussion sur ces objectifs politiques n'a eu lieu lors de cette conférence.

Leurs réelles intentions transpirent également dans plusieurs articles du IO n°128, elles sentent franchement mauvais.

Page 13, dans l'article intitulé "*L'esprit de responsabilité*" et signé Jean Cambredaze, on peut lire : "*Pourtant, en 1968, le PCF ne parvint pas à empêcher le déferlement de la grève générale et sa sanction : la chute de De Gaulle, en 1969 ! L'aventure bonapartiste avait échoué..*". Tu parles, le bonaparte De Gaulle a été remplacé par le bonaparte Georges Pompidou, et en prime on a eu le droit à une Assemblée nationale "*bleu horizon*" aux trois quarts composée de députés du parti gaulliste, l'UDR ancêtre de l'UMP, une grande victoire politique !

Les syndicats n'ont pas été intégrés au Sénat, ils sont intégrés (avec les partis) au Conseil économique et social et dans une multitude d'organismes aux côtés du patronat et du gouvernement, tout y passe, santé, logement, travail, énergie, etc. Chut, c'est justement ce qu'il fallait passer sous silence !

C'est étrange cette sale manie de faire abstraction de ce qui les dérange et comment ils s'emploient à manipuler l'histoire et leurs lecteurs, pour finalement nous faire croire que la prochaine fois les appareils seront "*débordés*", il écrit "*Ce n'est que partie remise....* ", ce dont on se fout totalement si entre temps le niveau de conscience politique de la classe et des masses, ainsi que leur degré d'organisation n'ont pas franchi une étape décisive. C'est très mal barré !

Dans un autre article situé dans la même page *Présidentielle 2012. Le moderne PS retourne à l'ère primaire*, signé Fabrice Toscan, c'est pire encore, son auteur s'emploie à réhabiliter le PS :

"*En avril 1979, Michel Rocard était le grand favori des sondages. Il a été battu au Congrès de Metz du Parti socialiste, qui a choisi François Mitterrand comme candidat. Ce parti avait une autre perspective que la glaciation primaire. Seuls ses militants et adhérents pouvaient décider, ce qui a donné le mot d'ordre de « Rupture avec le capitalisme ». Ce qui en est advenu est une autre histoire, mais, au moins, à l'époque, rien n'était joué à l'avance.*".

La légèreté avec laquelle ce philistin se moque de ce qui "*est advenu*" de ce mot d'ordre, donnera une idée un peu plus précise aux militants sur la valeur de l'engagement politique de ces dirigeants, mais là n'est pas l'essentiel. L'objectif de Mitterrand et de la majorité du PS était de trouver le moyen de briser le PCF, de casser son influence dans la classe ouvrière. Le meilleur moyen était de reprendre un mot d'ordre qu'il ne pourrait pas désavouer, pour une fois attelé au Programme commun de gouvernement, puis au gouvernement en 81, prouver aux yeux des travailleurs et de ses militants que le PCF n'était pas plus communiste que De Gaulle était socialiste, ce qui entraînerait une hémorragie dans ses rangs et ceux de la CGT. Le tout pour le compte du régime capitaliste que le PS a toujours soutenu.

Si Mitterrand, le grand bourgeois, n'a évidemment jamais eu la moindre intention de rompre avec le capitalisme, ce que passe sous silence l'auteur de cet article, et vous allez tout de suite comprendre pourquoi, en revanche, il tente de nous faire croire que l'adoption de ce mot d'ordre aurait été le produit d'une discussion démocratique au sein du PS, autrement dit que ce parti était un véritable parti ouvrier, or déjà à cette époque il était tout sauf un parti ouvrier. Je me souviens encore qu'habitant à l'époque à Clichy-sur-Seine (92) et militant à l'OCI, Clichy était une ville ouvrière, la dernière adhérente ouvrière du PS avait quitté ce parti pour se rapprocher de nous sans nous rejoindre finalement. Si l'on comprend bien, en 1979, le PS était pour ainsi dire un parti révolutionnaire prônant la rupture avec le capitalisme, pour en arriver là, pour que ce mot d'ordre soit adopté, il devait être forcément composé de véritables combattants révolutionnaires... Vous avez suivi ? Qui peut croire une telle fable ? C'est fort malhonnête ? Vous avez le droit de le penser, et en employant de tels procédés, il contribue à donner une image épouvantable pas seulement de leur parti, mais du parti en générale.

Alors pourquoi fabriquer de tels arguments bidons ? Mais camarades, parce que ces gens-là ont toujours raison, ils incarnent la vérité révélée, ils sont d'ailleurs les seuls à avoir raison, vous, moi, nous sommes des abrutis qui ne comprenons rien à rien. Ils ont besoin sans cesse de réhabiliter le PS et le PCF pour justifier leur politique de front unique en direction de ces partis, il n'existe pas d'autres explications valables, c'est ainsi, il faudra vous y faire si vous militez au POI.

Comparez maintenant ce que vous venez de lire dans le paragraphe précédent avec la démonstration figurant plus haut sur l'absence d'objectifs politiques, vous verrez que tout correspond parfaitement. Entre nous, je ne suis pas un intellectuel et je crois que je suis encore trop con pour arriver à concevoir et fabriquer de toutes pièces des arguments qui s'emboîtent aussi bien les uns dans les autres.

Ils sont nuls en psychologie, c'est un des aspects de la vie des travailleurs et des militants qu'ils ont toujours négligé, parce que finalement ne comptent à leurs yeux que leurs propres discours et certitudes, ils se foutent éperdument du reste, les camarades qui ont milité à l'OCI ou au PT peuvent en témoigner amplement, et puis, à quoi bon faire preuve de psychologie quand on se livre à des manoeuvres en coulisse avec les appareils dans le dos des militants, c'est inutile, mais leur comportement permet de comprendre pas mal de choses à leur sujet et sur leur politique.

Bref, on ne tient surtout pas à leur ressembler ! Quant à la question de savoir lequel des deux partis entre le POI et le PS est retourné "*à l'ère primaire*", nous répondrons sans hésitation : les deux, avec en prime que le POI le revendique en ayant adopté comme modèle la SFIO, de son côté le PS est resté fidèle à lui-même.

## Social.

### Ils se comportent comme les banques.

Depuis 2007, le nombre de réclamations sur les factures de gaz ou d'électricité a été multiplié par dix, elles ont atteint le nombre de 350.000. En cause: des estimations de prix souvent trop élevées par rapport à la consommation réelle.

Les fournisseurs ont par ailleurs tendance à faire traîner les plaintes en longueur, dénonce le médiateur. Elles «*ne sont pas toujours traitées de façon satisfaisante (...) notamment en termes de délais de réponse*», écrit le médiateur de l'énergie dans son rapport.

Il s'est penché sur le sujet après une polémique lancée par Le Parisien-Aujourd'hui en France durant l'été. GDF Suez surfacturait ses clients et ne leur rembourse le trop perçu qu'en fin d'année, afin de bénéficier d'un coussin de trésorerie supplémentaire.

Le médiateur demande toutefois aux fournisseurs «*plus de transparence*» et «*une facturation plus juste*». Comment ? En utilisant par exemple l'auto-relevé réalisé par le consommateur plutôt que les estimations. (Lefigaro.fr et 20minutes.fr 16.12)

## Economie.

### 1- La faillite s'emballe.

À quelques heures de l'ouverture du sommet européen qui planchera sur la crise de l'euro, il a publié à midi ses propositions de réglementations concernant à la fois les fonds propres des établissements financiers et les exigences de liquidités qui leurs seront appliquées. Si le paquet de règles «Bâle 3» avait été en vigueur à fin 2009, le système bancaire aurait manqué la cible de fonds propres de quelque 602 milliards d'euros. Les 94 plus grands établissements auraient eu besoin de 577 milliards d'euros de capitaux supplémentaires, soit, relève un analyste, l'équivalent de deux années et demi de bénéfices cumulés de ce même échantillon.

Bien sûr, comme le souligne le comité de Bâle, il ne s'agit que d'économie-fiction. En réalité, les nouvelles règles qui sont soumises à consultation pour une approbation définitive en 2011, ne s'appliqueront pleinement qu'en 2019. À cette date, les banques devront justifier d'un ratio de fonds propres «durs de 7% de leurs engagements, quatre à cinq fois supérieur à ce qu'il est aujourd'hui, argumente en général la profession.

Outre les besoins de fonds propres qui pourront désormais être calculés avec plus de précision, c'est du côté des nouvelles règles de liquidités que les investisseurs risquent de se donner des sueurs froides. Les banques vont en effet devoir considérablement stabiliser leurs ressources. Ce qui suppose qu'elles empruntent davantage à long terme: une gageure, en particulier pour les établissements européens. Les établissements des pays périphériques de la zone euro n'ont déjà presque plus, voire pas du tout, accès au marché des refinancements à court terme! Et l'appétit des investisseurs pour les émissions de dettes des groupes les plus solides risque d'être douché par l'anxiété régnant sur la dette souveraine, sur la possibilité de restructurations des obligations d'Etat et sur l'implication des créanciers souhaitée en cas de défaillance d'un établissement financier. (JDF 16.12)

2- Grèce.

Moody's Investors Service a annoncé jeudi avoir placé la note souveraine de la Grèce sous surveillance avec implication négative, évoquant les incertitudes entourant la capacité du pays à réduire son endettement à des niveaux supportables.

Moody's pourrait abaisser sa note de plusieurs crans si elle parvenait à la conclusion qu'il y avait des chances pour que le ratio endettement/produit intérieur brut (PIB) ne se stabilise pas d'ici trois à cinq ans ou si le soutien de l'Union européenne se révélait moins fort que prévu. (Reuters 16.12)

---

Le 18 décembre

Un mot personnel pour commencer, pas vraiment pour se détendre.

Vous allez peut-être vous marrez, moi un peu moins, l'Indien riche qui devait m'acheter ma maison, sa banque lui a fermé le robinet parce qu'il est endetté jusqu'au cou et qu'il a apparemment du mal à honorer ses engagements, de son côté il a prêté de grosses sommes d'argent à des gens qui sont dans l'incapacité de le rembourser, du coup il m'a proposé de me payer en plusieurs fois sans que je sache quand il m'aura versé la totalité de la somme, courant janvier en principe. En attendant, je ne lui rendrai pas ses arrhes et au cas où il annulerait la vente, je les conserverais définitivement, ce qui ne ferait pas franchement mon affaire, puisque mon seul objectif était de quitter ce village pourri et de financer ma retraite. Jusqu'où va se nicher la crise du capitalisme décidément ?

J'avais senti qu'il y avait quelque chose de pourri dans ce mec-là, j'attendais d'en savoir plus pour me faire une idée exacte sur son compte, je suis servi ! En fait, il imite les banquiers et rien de plus. Ne tenez pas compte de ma nouvelle adresse qui figure dans cette page d'accueil puisque je ne déménage plus, c'est cela l'Inde ! Magueswary, mon épouse, est folle de rage !

Bon, on avait commencé l'année en fanfare avec le piratage du site et la destruction du disque dur, on la termine sur cette histoire lamentable, fallait-il s'attendre à mieux, je n'en sais rien, personnellement cela fait un bail que je n'attends plus rien. Je vais vous avouer un truc, je comptais secrètement sur le développement de la lutte des classes en France pour rentrer à la maison, mais comme de ce côté-là aussi c'est très mal barré, je vais continuer à vivre sous les tropiques en attendant des jours meilleurs, je ne suis pas encore suicidaire. Passons aux choses sérieuses.

A propos de la situation en Côte-d'Ivoire.

Au fait, étrange, on n'entend plus parler de la fraude massive qui aurait eu lieu dans le nord de la Côte-d'Ivoire, fief d'Ouattara, l'argument avancé par Gbagbo pour contester l'élection d'Ouattara. Il y a également quelque chose d'étrange dans le soutien unanime des chefs d'Etat, de l'ONU, de l'UE et du FMI à Ouattara. Les deux protagonistes sont pourris assurément, mais cela ne doit pas nous interdire d'essayer de comprendre pourquoi ils soutiennent tous Ouattara.

Gbagbo s'est maintenu au pouvoir 5 ans au-delà de son mandat avec le soutien de l'ONU et des chefs d'Etat qui soutiennent aujourd'hui son adversaire, en prétextant que les conditions n'étaient pas remplies pour que des élections se déroulent normalement et en évoquant le retour de la guerre civile si elles avaient lieu. De son côté le chef de guerre et ex-Fmiste Ouattara avait déclenché la lutte armée contre le régime de Gbagbo sur fond de guerre ethnique, qui a abouti à couper littéralement le pays en deux.

Ouattara ne serait-il pas plus conciliant que Gbagbo face aux prétentions affichées par les impérialistes français et américain pour le compte de leurs multinationales ? C'est sans doute l'explication la plus probable. A suivre.

Un charmant courriel reçu ce matin.

J'ai reçu un courriel d'un sympathisant ou adhérent du POI fort agréable et dénué de tout fondement politique ou théorique, analyse ou argument, comme d'habitude : "*Toujours cette incompréhension crasse de ce qu'est une politique de Front unique, confondue avec une supplique aux appareils alors que les appareils sont les pires ennemis du Front unique!!*". Voilà pour le débat d'idées, de grands démocrates ces gens-là ! Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Ce qui est navrant, c'est de refuser de constater que c'est justement cette politique criminelle qui a conduit à la situation dramatique que nous connaissons aujourd'hui, et le pire est encore à venir en continuant dans cette voie-là.

Il est navrant de refuser de constater que les rapports entre la classe ouvrière et les partis qui l'organisaient autrefois à des degrés divers ont radicalement changé en 30 ans (ou plus), que le PS et le PCF ne sont plus que des coquilles vides d'élus

dans lesquelles les travailleurs ne se reconnaissent pas et ne s'organisent pas en dehors d'une poignée d'égarés.

Il est également navrant de constater qu'il y en a encore, et ils sont nombreux, qui continuent de dénier au prolétariat la capacité de comprendre que ces partis qui ont été au pouvoir pendant de longues années sont en réalité inféodés au régime et qu'il n'en a rien à en attendre. Les travailleurs sont décidément trop cons pour le comprendre, ils seraient incapables de tirer la moindre leçon d'expériences qui ont duré de longues années, si tel était vraiment le cas, il faut aller plus loin et affirmer qu'il en sera toujours ainsi et que dans ce cas-là le socialisme n'était qu'elle belle utopie. Comme l'expliquait Lénine, l'unité à tout prix sert à camoufler sa propre capitulation devant le régime ou l'incurie politique légendaire des dirigeants qui la prônent.

Au contraire, nous estimons que les travailleurs ont tiré deux leçons essentielles de l'expérience du PS et ses satellites au pouvoir : la première, qu'ils n'ont rien à attendre de ces partis qui finalement n'ont résolu aucun des problèmes auxquels ils étaient confrontés, la seconde, puisque lorsqu'ils étaient au pouvoir ils ont mené une politique semblable à celle du parti de l'ordre, cela signifiait qu'il fallait faire avec le capitalisme en dehors de tout autre alternative, ainsi ils se sont employés à enchaîner plus sûrement que jamais la classe ouvrière au capitalisme et à légitimer les institutions.

Il faudrait donc en déduire que notre combat politique contre ces partis doit continuer, d'autre part que notre politique doit être résolument axée contre le capitalisme et les institutions si nous voulons proposer des objectifs politiques et une issue politique à la classe ouvrière et aux masses.

Les fétichistes du front unique ne veulent pas comprendre que ce n'est ni le combat en direction de ces partis ni le combat contre ces partis qui peuvent constituer une issue politique ou favoriser l'élévation du niveau de conscience politique, mais que c'est bien le combat acharné contre le capitalisme et les institutions qui peut aider le prolétariat à se détacher puis à rompre avec le capitalisme et les institutions et à poser la question du pouvoir.

Les travailleurs sont pragmatiques avant tout. L'expérience leur a démontré qu'ils n'avaient rien à attendre de ces partis sans forcément savoir pourquoi ils continuaient de se réclamer du socialisme, ils ne pourront le comprendre qu'à travers le combat contre le capitalisme et les institutions qui leur révèlera la véritable nature de ces partis puisqu'ils se dresseront systématiquement sur leur chemin pour leur barrer la route et leur interdire de les remettre en cause.

Ces partis se positionnent ouvertement au côté du parti de l'ordre, ils ont ainsi choisi leur camp, il faut donc les combattre au même titre que l'UMP. Au lieu de cela, avec le front unique on voudrait faire croire aux travailleurs que leur perception de ces partis est fausse, qu'ils ne sont pas vraiment ce qu'ils pensent, des partis aussi pourris que l'UMP, pire qu'ils pourraient servir leurs intérêts, alors qu'ils pensent exactement le contraire, autrement dit le front unique s'emploie à nier les leçons qu'ils ont tiré de l'expérience de ces partis au pouvoir, il tire le prolétariat en arrière au lieu de l'aider à aller de l'avant.

On peut ajouter qu'on ne comprend rien à cette polémique sur le front unique, si on n'a pas à l'esprit qu'il ne s'adresse pas à la classe ouvrière ou aux masses, mais seulement aux militants de ces partis composés de petits bourgeois (et de grands-bourgeois) au niveau politique proche de zéro pour ce qui concerne le PS ou des restes du cadavre puant du stalinisme ou de couches de l'aristocratie ouvrière pour ce qui est du PCF, militants qui sont eux-mêmes inféodés au capitalisme et aux institutions, et qui pour cette raison n'ont aucune envie de quitter leurs partis, d'où l'échec de cette stratégie qui devait à l'origine permettre de contruire le PT puis le POI, on sait ce qu'il en est trois ans après sa fondation, ses effectifs sont passés de 10 070 à 7 300.

Pourquoi ces partis sont-ils opposés au front unique ? On vient de répondre à cette question : parce qu'il pourrait remettre en cause l'ordre établi dont leurs militants espèrent encore des miracles, ils en ont les moyens, pour eux seulement, car leur conscience de classe ne va pas plus loin.

Dans le cas de ces partis, leurs appareils et leurs militants ne font qu'un, prétendre le contraire est frauduleux, on comprend parfaitement pourquoi on voudrait nous faire croire le contraire, pour uniquement justifier cette stratégie foireuse qui ne mène qu'à une impasse politique, cela fait un demi-siècle qu'on nous la sert, donc on a eu largement le temps d'observer et d'analyser à quels résultats elle avait abouti.

On nous dira encore qu'elle peut servir à entraîner les masses au combat. Tu parles, les masses ont interprété les appels à manifester de ces partis sur les retraites comme des soutiens aux manifestations appelées par l'intersyndicale, au-delà du double langage des uns et des autres il faut préciser, les chantres de l'unité peuvent être satisfaits leur voeux s'est réalisé, et quelle a été la réaction des travailleurs, ce sont-ils rués dans la rue par millions et millions, point du tout, pour parodier le POI, ils sont restés "*perplexes*" et se sont contentés d'un soutien passif au mouvement engagé, alors qu'ils ont eu l'occasion de manifester deux samedis de suite.

Ils voudraient que les travailleurs qui n'ont aucune confiance dans ces partis suivent aveuglément leurs consignes ou appels, on a vu ce que cela avait donné. Même si les travailleurs avaient eu l'intention de les suivent, ils savaient pertinemment, par expérience là encore, que ces partis ne s'attaqueront jamais à la racine du problème des retraites, augmenter les salaires, s'attaquer au chômage et faire payer les capitalistes, inimaginable, vous ne trouverez pas un travailleur assez crétin pour le croire un instant dans ce pays. C'est la preuve qu'ils sont capables d'apprendre quelque chose de leurs expériences et que leurs illusions dans ces partis

ce sont envolés, ce que certains s'obstinent encore à nier. Eh non, les travailleurs ne se ruent plus comme un seul homme vers ces partis ou ne leur obéissent plus au doigt et à l'oeil sans réfléchir auparavant, c'est la preuve que leur conscience politique a quand même mûri depuis 30 ans, même si elle demeure encore à un niveau trop bas...

C'est un constat avec lequel il vous faudra faire, que cela vous plaise ou non, les générations se suivent mais ne se ressemblent pas forcément, la société se transforme, l'évolution du capitalisme suit son cours, sa course vers l'abîme, c'est ainsi. Si ces partis se composaient chacun de centaines de milliers d'ouvriers, nous n'aborderions pas la question du front unique de la même manière évidemment, mais tel n'est pas le cas, simple constat encore une fois.

Si vous êtes un peu curieux, dans Google tapez donc élections partielles et vérifiez le taux d'abstention aux élections municipales qui ont eu lieu depuis quelques mois, vous constaterez qu'il tourne aux alentours de 50 à 63%, une preuve supplémentaire que même l'élection de ces chers élus du peuple ne fait plus vraiment recette auprès de la classe ouvrière.

Finalement, cela ne vaut même pas la peine de caractériser le contenu de ce courriel et son auteur, ce serait perdre son temp^s puisqu'il n'a apparemment pas le niveau intellectuel d'un élève de CE1, en référence au début de la causerie d'hier qui lui a donné des boutons, il n'y a pas d'âge pour cela et ce n'est pas une honte !

## Politique.

### 1- Le ministre de l'Intérieur est un délinquant récidiviste.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a été condamné vendredi à Paris pour "violation de la présomption d'innocence" à la demande d'un magistrat suspecté d'avoir informé la presse dans le dossier Bettencourt.

Le tribunal a accordé un euro symbolique de dommages et intérêts à ce plaignant, David Sénat, ex-conseiller au cabinet de la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie.

Brice Hortefeux devra en outre s'acquitter de 3.000 euros de frais de procédure. L'avocat de Brice Hortefeux a annoncé son intention de faire appel.

C'est la seconde sanction judiciaire prononcée contre Brice Hortefeux dans le cadre de fonctions au gouvernement. Il a déjà été frappé de 750 euros d'amende en juin dernier pour injure raciste envers un militant maghrébin de l'UMP, sanction dont il a fait appel. Aucune date n'est fixée pour le second procès. (Reuters 17.12)

### 2- L'extrême droite profite de la crise.

S'exprimant vendredi devant la presse, Jean-Marie Le Pen a soutenu que le FN avait «*dépassé la barre des 31.000 adhérents*» grâce à l'intérêt suscité par cette campagne interne. C'est la première fois depuis plusieurs années que l'ancien candidat à l'Élysée annonce un nombre précis d'adhérents. Le chiffre avancé par Jean-Marie Le Pen est invérifiable. Il semble vraisemblable que le FN comptait entre 20 000 et 22 000 adhérents avant la campagne pour la présidence. (Lefigaro.fr 17.12)

J'en étais resté au chiffre de 7 000. Si l'extrême droite s'organise, est-ce le cas de l'extrême gauche ou des révolutionnaires, apparemment pas, voilà qui est plus inquiétant, non ? On s'en fout, à chacun sa chapelle et son appareil...

## Social.

Les journalistes grecs protestent contre les licenciements dans les journaux et réclament le respect de la convention collective du secteur. Pour se faire entendre, les journalistes de la principale fédération ont engagé une grève de quarante-huit heures, la troisième en un mois. En conséquence, aucun bulletin d'information n'a été publié ou diffusé, vendredi 17 décembre. Samedi, aucun quotidien ne sera publié et aucun bulletin d'informations ne sera disponible sur les radios, télévisions ou grands sites Internet, selon la Fédération des journalistes grecs (Poesy).

Contraint par l'Union européenne et le Fonds monétaire international à rendre le marché du travail plus flexible afin de renforcer la compétitivité de l'économie grecque, le gouvernement a adopté mardi une loi donnant la priorité aux conventions d'entreprises sur les conventions collectives. (Lemonde.fr 17.12)

Qui décide, qui prend la décision de s'attaquer à tous les droits des travailleurs, qui détient ce pouvoir en Grèce ? Le gouvernement, parce qu'il est au service des capitalistes, c'est donc contre le gouvernement et les institutions qu'il faut axer le combat politique avec en ligne de mire l'expropriation des banquiers et des capitalistes...

## Economie.

1- France.

Le Mediator aurait fait entre 1 000 et 2 000 morts, selon Le Figaro, qui précise, vendredi 17 décembre, que cette évaluation va bien au-delà du chiffre officiellement admis '*d'au moins 500 morts*'. Cette information repose sur une étude menée par des épidémiologistes mandatés par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps).

Le 16 novembre, cette dernière admettait le chiffre d'*'au moins 500 décès*' attribuables au médicament prescrit aux diabétiques en surpoids, et utilisé comme coupe-faim, sur la base des calculs de l'épidémiologiste Catherine Hill (Institut Gustave-Roussy, Villejuif). La chercheuse confirmait ainsi une fourchette de 500 à 1 000 morts précédemment avancée. Mais *Le Figaro* révèle que ce même 16 novembre, l'Afssaps n'avait pas mentionné la fourchette de 1 000 à 2 000 morts, provenant d'une autre étude réalisée par deux autres chercheurs (Mahmoud Zureik, directeur de recherche à l'Inserm, et Agnès Fournier, épidémiologiste à l'Inserm) qu'elle avait également sollicités.

La prise en compte du long terme est le facteur qui différencie les calculs de Catherine Hill de ceux de Mahmoud Zureik et d'Agnès Fournier, souligne le quotidien. '*Notre estimation est tout à fait concordante avec la sienne [celle de Mme Hill, NDLR], qui conclut à 3 500 personnes hospitalisées pour valvulopathies et à 500 morts minimum*', a confié Mahmoud Zureik au quotidien.

Selon *Le Figaro*, les trois chercheurs ont disposé des mêmes données de la Cnam pour réaliser leurs extrapolations, soit 303 336 personnes exposées au Mediator en 2006 (70 % d'entre elles ne sont pas diabétiques) dont 597 ont été hospitalisées au moins une fois pour valvulopathie (atteinte de valves cardiaques). Parmi ces hospitalisations, on dénombrait soixante-quatre morts. Schématiquement, c'est la prise en compte de la surmortalité à plus long terme des malades hospitalisés qui aboutit à la différence entre les deux estimations. (Lemonde.fr 17.12)

Je connais bien le problème, puisque c'est pour une double valvulopathie que mon épouse Maguesawary a été opérée du coeur il y a 4 ans. Ils parlent de 3 500 personnes hospitalisées et de *500 morts minimum*, mais en réalité quand les valves ont été attaquées, c'est irréversibles, elles finissent par se refermer et entraîner la mort, on peut élargir leur ouverture une ou deux fois à l'aide d'un ballonnet placé au bout d'une sonde, ce qui ne nécessite aucune opération, mais au fil du temps les valves continuent de se détériorer et il faut procéder à leur remplacement, si on attend trop longtemps, l'opération sera rendue impossible et vous serez condamnés à mort dans un délai assez court, il restait environ 6 mois à vivre à Magueswary quand elle a été opérée. Il existe deux sortes de valves, d'origine porcine ou métallique, l'inconvénient des premières c'est qu'il faudra les changer un jour ou l'autre, et si vous êtes trop vieux ou trop faible se sera impossible, tandis que les valves mécaniques sont garanties à vie, l'inconvénient, le tic-tac que l'on entend nettement et qui empêche jusqu'à votre voisin ou voisine de dormir ! L'opération dure un peu plus de 10 heures pour la pose des deux prothèses et le taux de réussite ou de survie est de 1% seulement. Vous avez ensuite un traitement à vie à suivre et vous bénéficiez de l'ALD (100%), vous êtes déclaré handicapé à 80% par la Sécu.

2- Irlande.

Moody's Investors Service a annoncé vendredi avoir abaissé de cinq crans sa note souveraine attachée à l'Irlande, qui passe ainsi de Aa2 à Baa1, tout en disant que d'autres abaissements pourraient suivre si Dublin ne parvenait pas à stabiliser les paramètres de sa dette dans un avenir prévisible.

Cette décision a fait grimper les rendements de dette irlandaise à 10 ans de 7,5 points de base (pdb) à 8.522%. (Reuters 17.12)

3- Etats-Unis.

2010 s'annonce comme une nouvelle année record pour les saisies. Plus d'un million auront été engagées cette année, contre 900.000 l'année dernière. Ces records devraient être battus l'an prochain. On anticipe même une forte accélération avant le printemps en raison de la réactivation des procédures suspendues ces dernières semaines.

Le maintien du chômage à près de 10% reste le principal facteur de défauts de paiement élevés qui débouche sur des saisies. Le calcul rationnel de plus en plus d'emprunteurs de cesser d'honorer leurs dettes joue aussi un rôle important. Plus de 23% des propriétaires se trouvent en effet devoir aujourd'hui plus à leur banque que la valeur de marché de leur maison. Cette proportion a grimpé de 1% en un an.

Beaucoup de foyers préfèrent rendre les clés de leur logement et déménager sans payer leurs échéances. La sanction de ce comportement est une inscription sur la liste de rouge des «*emprunteurs délinquants*» pendant des années, la perte de leur capital et de leur propriété. Pour certains, c'est encore préférable au paiement de mensualités qui ne peuvent être réduites. En effet, lorsque la valeur de marché d'un bien est très dévaluée, les possibilités de refinancement à des taux plus bas s'évanouissent. (Lefigaro.fr 17.12)

Haut de page

Le 19 décembre

En principe, mon déménagement est seulement reporté d'un mois. Bon dimanche à tous.

## Politique.

### 1- WikiLeaks, suite

Julian Assange a dénoncé samedi «une nouvelle forme de maccarthysme financier aux Etats-Unis», après la suspension par la Bank of America de toutes les transactions destinées à son site WikiLeaks. «*C'est une nouvelle forme de maccarthyisme financier, qui prive notre organisation des fonds dont elle a besoin pour survivre, qui me prive personnellement de fonds dont mes avocats ont besoin pour me protéger contre une extradition aux Etats-Unis ou en Suède*», a déploré Assange devant quelques journalistes à Beccles, petite ville de l'est de l'Angleterre, à environ 200 km au nord-est de Londres, près de laquelle il est assigné à résidence.

La banque américaine Bank of America a annoncé samedi qu'elle avait décidé de suspendre toutes les transactions destinées au site de publication de documents secrets WikiLeaks. «*Bank of America se joint aux mesures annoncées précédemment par MasterCard, PayPal, Visa Europe et d'autres et n'effectuera plus aucune transaction de quelque type que ce soit dont elle ait des raisons de croire qu'elle puisse être destinée à WikiLeaks*», a déclaré à l'AFP un porte-parole de la banque, Scott Silvestri.

«*Cette décision se fonde sur le fait que nous avons des raisons de penser que WikiLeaks pourrait être engagé dans des activités qui sont, entre autres, contraires à notre politique interne de paiements*», a ajouté la banque dans un communiqué. (Libération. fr 18.12)

### 2- Tunisie.

Des accrochages ont opposé samedi à Sidi Bouzid, à 265km de Tunis, dans le centre de la Tunisie, des forces de l'ordre et des manifestants mécontents qui tentaient de s'introduire au siège du gouvernorat (préfecture), ont rapporté un témoin et un parti d'opposition.

Ces heurts seraient intervenus après une tentative de suicide la veille d'un jeune commerçant ambulant de fruits et légumes auquel les autorités avaient saisi sa marchandise.

En désespoir de cause, le jeune homme, âgé d'une vingtaine d'année a tenté de s'immoler par le feu après s'être aspergé d'essence devant la préfecture. Atteint de brûlures graves, il a été transporté à l'hôpital où il est "*entre la vie et la mort*", selon un communiqué du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition).

Selon un témoin oculaire, après un sit in "pacifique" observé la veille devant la préfecture par quelques dizaines de personnes, la manifestation a pris de l'ampleur samedi l'occasion du souk hebdomadaire, ce qui a engendré des accrochages entre les manifestants et les forces de l'ordre. Aux bombes lacrymogènes utilisées par les forces de l'ordre pour les empêcher d'entrer dans la préfecture, les manifestants répondaient par des jets de pierres sur le bâtiment et les voitures de police.

Selon la même source, les incidents qui se sont étendus à plusieurs zones de la ville, se poursuivaient samedi en fin de journée. Des devantures de magasins ont été endommagées par les manifestants qui ont mis le feu à une voiture, à des pneumatiques et aux poubelles.

A l'instar du jeune commerçant, diplômé de l'université, et seul soutien de famille, la région de Sidi Bouzid compte un taux élevé de chômage parmi les promus de l'enseignement supérieur, indique-t-on de même source. (AP 18.12)

### 3- Venezuela.

Les parlementaires vénézuéliens ont octroyé des pouvoirs spéciaux au président Hugo Chavez, qui pourra légiférer par décret pendant 18 mois. Cette décision entame l'influence de la prochaine Assemblée nationale, au sein de laquelle l'opposition est davantage représentée.

Les adversaires de Chavez ont dénoncé un chèque en blanc accordé à Hugo Chavez qui aura les mains libres pour gouverner sans consulter le Parlement.

L'assemblée nationale a approuvé vendredi ces pouvoirs spéciaux pour 18 mois, alors que la nouvelle chambre doit se réunir le

5 janvier prochain. Les parlementaires de l'opposition y sont plus nombreux que dans la précédente ce qui aurait pu entraver l'adoption de certaines lois importantes.

Hugo Chavez a affirmé qu'il avait besoin des pouvoirs spéciaux pour accélérer l'aide financière aux victimes des récentes inondations et glissements de terrain et pour augmenter le rythme de la transition du pays vers un Etat socialiste. (AP 18.12)

## Social.

### Espagne.

Les deux grands syndicats espagnols ont organisé une quarantaine de manifestations ce samedi.

Les deux grands syndicats espagnols, UGT et CCOO ont organisé samedi une quarantaine de manifestations contre la future réforme des retraites, dont un rassemblement de quelques dizaines de milliers de personnes à Madrid. Sous les slogans "*la mobilisation continue*" et "*non à la retraite à 67 ans*", ces deux syndicats entendent faire monter la pression contre le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero qui prévoit de présenter fin janvier une réforme des retraites.

Repousser l'âge légal de départ à la retraite de deux ans, comme le prévoit M. Zapatero, "*n'a pas de sens alors qu'on a un niveau de chômage des jeunes très élevé*", a déclaré, parmi les manifestants à Madrid, une ex-employé de Telefonica au chômage, Maria Eugenia Marcos. Pourtant, la mobilisation sur ce thème est "*faible*" car les salariés ont le sentiment qu'il faut faire quelque chose pour préserver les retraites de demain, ajoute cette Madrilène de 56 ans.

Quelques dizaines de milliers de personnes (d'après une estimation policière), essentiellement des militants de CCOO et UGT, ont participé à la manifestation dans le centre de Madrid, sous une nuée de drapeaux rouges.

Une quarantaine d'autres manifestations étaient organisées samedi par les deux syndicats dans les grandes villes espagnoles. Ignacio Fernández Toxo, le dirigeant de CCOO, a mis en garde contre de futures actions plus dures, agitant même le spectre d'une nouvelle "*grève générale*" comme celle du 29 septembre.

Cette dernière grève générale - la première depuis que Zapatero est arrivé au gouvernement en 2004 - avait pour but de mobiliser contre une réforme contestée du marché du travail, visant à rendre plus flexible l'emploi."*Les prochaines semaines seront déterminantes pour voir s'il y aura grève ou non*" a déclaré le leader de CCOO, en référence à une possible "*grève générale en janvier*".Vendredi à Bruxelles, M. Zapatero a réaffirmé sa détermination à faire approuver le 28 janvier la réforme des retraites qui prévoit notamment de faire passer de 65 à 67 ans l'âge légal de départ à la retraite. (Lexpress.fr 18.12)

Quand cette Madrilène dit que la mobilisation est "faible" car "*les salariés ont le sentiment qu'il faut faire quelque chose pour préserver les retraites de demain*", elle exprime très bien l'état d'esprit de la majorité des travailleurs dans tous les pays qui sont confrontés à la même contre-réforme des retraites et qui se résume ainsi : elle ne comprend pas comment fonctionne la société, elle est contre la contre-réforme de Zapatero, mais elle admet la nécessité d'une réforme qui se soldera par de nouveaux sacrifices pour les travailleurs, ces deux aspects de sa position son contradictoire, parce qu'elle n'est pas encore mûre pour remettre en cause l'ordre capitaliste qui impose cette contre-réforme.

C'est donc bien le niveau de conscience politique des masses qui est en cause, la question de l'obstacle des appareils vient en second et sera résolu justement lorsque la conscience de classe du prolétariat aura progressé. J'avais pris la précaution d'indiquer aux militants en octobre ou novembre dernier, qu'on devait se poser la question de la caractérisation d'un mouvement pour l'aborder correctement, apparemment sans avoir été entendu.

Quand on demande aux militants, mais sur quelle base sociale reposent les positions des dirigeants syndicaux, on n'obtient pas de réponse, ce seraient des traîtres, des parasites rabâchent-ils, c'est un peu court comme définition ou analyse, ils marchent au côté du gouvernement, certes, mais cela ne répond pas à notre question, sur quelle base sociale s'appuient-il ou plutôt de quelles couches de travailleurs se font-ils les porte-parole, là nous approchons d'une réponse sérieuse, sur l'immense majorité des travailleurs qui ne sont toujours pas capables de se faire une représentation correcte de la situation et de se situer exclusivement sur un terrain de classe, qui à la fois refusent de nouveaux sacrifices, mais qui d'un autre côté se disent qu'un certain nombre d'entre eux seront tout de même nécessaires, ils demeurent prisonniers de cette contradiction parce que leur niveau de conscience de classe demeure insuffisant, ici l'argument de l'obstacle des appareils n'a rien à voir ou n'est pas approprié.

Nos détracteurs fanatiques du front unique rétorqueront, mais il n'en serait pas ainsi si les dirigeants syndicaux étaient sur une ligne correcte, c'est vrai qu'avec des si tout est possible, mais c'est encore se faire des illusions car les dirigeants syndicaux ne se placeront jamais sur un terrain de classe correcte, ils peuvent effectivement faire un pas dans cette direction sous la pression de leurs bases, pour immédiatement après ou à la premère occasion faire marche arrière lorsqu'ils estiment qu'ils disposent de suffisamment de pouvoir sur le mouvement pour le diriger là où ils voulaient le mener depuis le départ, c'est-à-dire dans une impasse, car entre temps la conscience politique des masses n'a pas eu le temps de mûrir, surtout en l'absence du parti. On

a envie de dire que c'est ce dernier élément qui finalement conditionne en grande partie à la fois le développement de ce mouvement et son issu.

Il ne suffit pas qu'une mobilisation se produise pour que du jour au lendemain tout devienne possible comme de nombreux militants le pensent. Il faut se demander quel est le niveau de conscience politique des masses quand cette mobilisation voit le jour, pour se faire une idée assez précise du niveau qu'elle peut atteindre et son issue probable, quelle tactique et stratégie adopter pour la mener le plus loin possible et pour que les masses puissent en tirer des leçons pour la suite de leur combat... Et c'est là que l'on peut saisir l'importance capitale de lier des mots d'ordre politiques à tous nos combats, car si chaque combat n'est pas orienté dans une perspective politique, il se termine comme il a commencé et les masses n'en tireront aucun enseignement, ils l'auront vécu comme une parenthèse, une abstraction et la vie quotidienne (inconsciente) faite de servitudes reprendra le dessus. Là encore c'est se faire des illusions que penser que les masses tirent forcément des leçons de chaque expérience, c'est une vue de l'esprit qui ne correspond pas du tout à la réalité, si personne ne leur explique comment et pourquoi les choses se sont passées ainsi, c'est encore insuffisant, comment et pourquoi nous en sommes arrivés à cette situation-là, pourquoi le gouvernement en arrive à prendre le risque d'un affrontement direct avec la classe, si les masses demeurent incapables de répondre clairement à ces questions, vous pouvez vous dire qu'elles n'auront tiré aucun enseignement de cette expérience.

C'est navrant d'en arriver à être obligé d'expliquer quelque chose d'aussi élémentaire, car il en va ainsi dans la vie en générale, quotidiennement, on passe notre temps à reproduire systématiquement les mêmes erreurs pour n'avoir pas trouvé les moyens de les analyser à fond, d'où la nécessité d'expliquer inlassablement aux travailleurs comment fonctionne la société et les institutions et de les organiser...

Lénine affirma que la révolution avait été possible et finalement avait vaincu, parce qu'au préalable les masses avaient été gagnées à l'idée de la révolution, parce qu'elles y avaient été minutieusement préparées par le parti bolchevik pendant de longues années, un élément déterminant que nos révolutionnaires ignorent malheureusement de nos jours. Contrairement à ce qu'on peut imaginer par ignorance, si c'est effectivement le développement de la situation (objective, la guerre et son cortège de souffrances) en Russie et de la lutte des classes qui ont conduit à une révolution, c'est seulement le long travail de préparation des masses à cette révolution qui a permis de la mener à son terme, et soulignons-le au passage, de construire le parti du prolétariat indispensable pour vaincre, ce parti étant construit sur la base du marxisme révolutionnaire. Notez bien que Marx et Engels avaient déjà tiré cet enseignement (la question du parti) de l'expérience de La Commune de Paris, Lénine n'a fait que le mettre en musique, lui au moins avait été capable de s'en inspirer, ce qui n'est plus le cas de nos dirigeants.

On se refuse à regarder la réalité en face, parce qu'elle pose plus de problèmes qu'elle n'en résoud et que nous n'avons pas trouvé de réponses satisfaisantes à leur apporter, c'est assurément le meilleur moyen de ne jamais y parvenir. Et puis cela nécessite un certain courage et de faire preuve de beaucoup de modestie pour avouer que l'on n'a pas toujours immédiatement les réponses adéquates à toutes les questions que pose la situation.

Pas plus une mobilisation sur une revendication sociale ou politique qu'une révolution ne peut aboutir si la classe et les masses n'ont pas au départ un niveau de conscience de classe suffisamment développé pour qu'il puisse s'élever jusqu'à correspondre à l'objectif de ces combats. Si vous avez de petites jambes et que vous voulez grimper en haut d'une échelle dont les barreaux sont espacés de 50cms par exemple, vous n'y arriverez pas, il faudra que la taille de vos jambes se développent pour y parvenir, si elles demeurent à la même taille, vous resterez éternellement au même niveau, vous ne progresserez jamais vers votre objectif. De gros malins répondront qu'il suffit de changer d'échelle ou l'espacement des barreaux pour résoudre ce problème, ce qui revient à dire qu'il suffirait que les appareils ne soient plus vraiment les appareils pour que tout devienne possible.

La participation des travailleurs à la lutte de classes est un excellent entraînement au combat de classe, mais il n'est pas suffisant en soi, dans le cas contraire, après les milliers de manifestations qui ont eu lieu dans le pays au cours des décennies précédentes, la question du pouvoir devrait être réglée depuis longtemps, or ce n'est pas le cas comme chacun peut le constater.

Bon, on ne va pas s'éterniser aujourd'hui sur cette question, dans tout processus (dynamique) il existe une partie consciente et inconsciente, le but du jeu consiste à faire passer ce qui est du domaine de l'inconscience dans celui de la conscience, comme lors d'un traitement psychanalytique, mais il n'y a pas d'automaticité. Je vais vous donner un exemple.

La veille d'apprendre par la bouche de monsieur Soundararajan qui devait acheter ma maison qu'il connaissait de graves difficultés financières pour avoir un peu trop tiré sur la corde du crédit, j'avais expliqué à Augustin qui me l'avait présenté, comment les Etats, les banques et les patrons s'endettaient pour survivre ou s'enrichir toujours plus jusqu'au jour où à l'autre bout de la chaîne l'argent ne rentrait plus entraînant une faillite en cascade des patrons, des banques, puis des Etats... Augustin m'a dit, apparemment tout heureux d'avoir appris quelque chose et d'avoir fait une expérience qui compte dans sa vie, vous savez monsieur, la situation de monsieur Soundararajan est exactement la même que celle que vous m'avez décrite hier, grâce à vous j'ai tout compris très facilement. C'était pour lui une révélation, en 24h seulement il a vérifié ce que je lui avais expliqué sur le fonctionnement du capitalisme qui conduit infailliblement à une crise. Je peux vous dire qu'il n'en revient toujours pas, il doit passer dans une heure chez moi. Pour lui, je suis un sacré phénomène et il a une totale confiance en moi, ce que je ne lui ai jamais demandé et ce dont je n'abuserai jamais évidemment.

Tout cela pour dire que mon ex-élève Augustin (40 ans) a bien appris quelque chose sur le fonctionnement du capitalisme sans

avoir participé à une grève, une manifestation ou un meeting, simplement parce que j'ai pris le temps de lui expliquer clairement les choses, cela a dû me prendre 15 minutes, un temps fou quoi qui vaut largement la lecture de tous les tracts du monde ! Peut-être que je ne peux pas militer, mais à ma manière je participe à la lutte de classe, n'en déplaise à mes détracteurs. Chaque travailleur partout dans le monde peut apprendre quelque chose et progresser à partir de son expérience de la vie quotidienne pour peu qu'on ait la volonté de leur apporter l'aide nécessaire, je viens d'en faire la démonstration. J'entends déjà certains dire : ah ben oui gros malin, c'est une évidence ! Alors pourquoi ne le faites-vous pas ?

Si on se forge une conviction ou on parvient à certaines vérités relatives ou absolues par la réflexion et l'expérience, les deux étant associées ou complémentaires, cela est valable dans tous les domaines de l'existence et pas seulement au cours de la lutte des classes à laquelle finalement seule une infime minorité de travailleurs participent, si maintenant on se refuse d'aider les travailleurs à se forger leur propre conviction en dehors de la lutte des classes, on s'interdit d'aider à progresser 80 à 90% des travailleurs, qu'on ne s'étonne pas ensuite qu'on en soit toujours au même point.

## Economie.

### 1- Etats-Unis.

Les autorités américaines ont fermé six banques vendredi, ce qui porte le nombre de disparitions d'établissements à 157 depuis le début de l'année, contre 140 l'an dernier.

L'essentiel des banques qui ont fermé leurs portes cette année ont moins d'un milliard de dollars de total de bilan. (Reuters 18.12)

Haut de page

Haut de page

---

### Le 20 décembre

En réfléchissant à la situation en Côte-d'Ivoire et en rédigeant la causerie ci-dessous, on en profite pour revenir sur un des éléments de la situation politique en France dont personne ne veut décidément entendre parler : la légitimiter du pouvoir en place et de la Constitution de la Ve République.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon est minoritaire et illégitime, pourtant il se maintient au pouvoir. A la question de savoir comment est-ce possible, on nous sert régulièrement la même réponse : c'est grâce au soutien que lui apportent le PS et les appareils des syndicats, ce qui n'est pas totalement faux, mais un peu court toutefois. Il faut donc en déduire qu'il suffirait que le PS et les appareils retirent leur soutien au gouvernement pour qu'il tombe. Et après ? Après, le PS prendrait la suite du parti de l'ordre au pouvoir soutenu à son tour par les appareils et la vie continuerait comme avant sous la Ve République, merci on connaît le refrain par coeur, on ne serait pas plus avancé, on a déjà donné ! Les travailleurs allemands, britanniques, italiens, espagnols, portugais, grecs, belges, hollandais, suédois, autrichiens, chiliens, argentins, brésiliens, etc., vous compléterez cette liste : ils ont tous déjà donné avec le résultat que l'on sait !

Il faut aller plus loin et ne pas se contenter de cette analyse volontairement tronquée et surfaite de la situation. Ce gouvernement honni des masses laborieuses se maintient en place parce la Constitution de la Ve République est ainsi faite, parce qu'elle est antidémocratique et ne tient pas compte de la volonté qu'exprime quotidiennement la majorité de la population, le rejet de sa politique antisociale. Pire encore, le président peut même décider de fouler aux pieds les résultats d'un référendum, celui du 29 mai 2005, parce que son résultat ne correspondait pas aux intérêts des capitalistes.

C'est la Constitution qui permet au président de disposer de pouvoirs quasi dictatoriaux et de gouverner en s'appuyant sur la minorité de nantis que compte ce pays, contre la volonté de la majorité. Dès lors, il est établi que les travailleurs n'ont finalement aucun moyen de faire valoir leurs droits légitimes face à cette dictature.

De quels droits politiques disposent les travailleurs pour faire valoir leurs droits économiques et sociaux ?

Aucun en dehors du pouvoir de s'exprimer et de s'organiser, sachant que cette expression ne sera jamais prise en compte, quel que soit le parti qui gouverne ou qui dispose de la majorité au sein de ces institutions antidémocratiques comme l'expérience le prouve amplement. Quant aux élections, elles sont une farce cynique, puisque là aussi tous les partis ne disposent pas des mêmes moyens (matériels et financiers) pour défendre leur programme. Du coup, il est relativement aisé au parti de l'ordre et ses supplétifs social-libéraux de manipuler la population après l'avoir conduite au désespoir, soit en brandissant la menace du chaos, soit en entretenant un climat nauséabond de peur propre à favoriser le développement d'une psychose collective, le tout agrémenté de promesses trompeuses ou de discours faisant la part belle à la fatalité. Le développement des moyens

de communication au cours des dernières décennies, concentrés entre les mains de quelques capitalistes, n'a fait que renforcer le pouvoir de ces partis, pouvoir encore une fois compatible avec la Constitution.

Une question découle de ce constat pour les travailleurs : comment faire pour acquérir les moyens politiques qui nous permettront de satisfaire nos droits sociaux ? On vient de voir que c'était impossible dans le cadre de la Constitution de la Ve République qui en est l'antithèse, la négation, on pourrait ajouter qu'elle a justement été créée pour permettre à la classe des exploiteurs de disposer des moyens politiques (les institutions) dont elle a besoin pour exercer son pouvoir sur la classe des exploités, pour la maintenir dans un état perpétuel de soumission.

La Constitution est ainsi faite, qu'elle permet à la lutte des classes de s'exprimer sur la base de rapports de classe favorables à la classe des capitalistes, sans que jamais elle ne parvienne à remettre en cause la Constitution ou ces rapports, sans que leur rejet par la majorité de la population ne soit pris en compte. La Constitution ne peut admettre que temporairement et partiellement un rapport de forces défavorable à la classe des capitalistes, en attendant que ce rapport de forces s'inverse et que les travailleurs perdent les uns après les autres les acquis ou droits sociaux chèrement conquis au cours de leur combat ou des générations précédentes. La Constitution interdit donc la remise en cause des rapports de production, les fondements du capitalisme qui sont responsables de la crise actuelle, son existence s'oppose à toute issue à la crise favorable aux travailleurs.

Il faut donc mettre à l'ordre du jour le combat politique pour l'abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République sur laquelle repose l'Etat des capitalistes, donc le gouvernement illégitime Sarkozy-Fillon, le combat politique pour la formation d'un conseil national des délégués élus (et révocables) des travailleurs manuels et intellectuels de tout le pays, des syndicats d'entreprises et des partis politiques combattant au côté de la classe ouvrière, des organisations combattant pour l'abolition du capitalisme et des institutions, qui détiendra tout le pouvoir...

La classe ouvrière doit engager le combat pour l'obtention de droits politiques qui garantiront que ses droits économiques et sociaux légitimes seront effectivement pris en compte et que toutes les mesures nécessaires seront prises pour qu'ils soient enfin satisfaits, ce qui ne peut se traduire concrètement que par la constitution d'un organisme politique indépendant dans lequel elle exercera réellement et démocratiquement le pouvoir, puisqu'elle représente les intérêts de l'immense majorité de la population. Face à la dictature du capital qu'incarne la Constitution de la Ve République et les institutions contre la classe ouvrière et les masses, cet organisme politique incarnera la dictature du prolétariat contre la classe des capitalistes. Il nous reste à construire le parti révolutionnaire qui impulsera cette politique, qui aidera la classe et les masses à s'en saisir. (A suivre)

## Politique.

### 1- France. A bas le parti du FMI !

L'idée d'une candidature de Dominique Strauss-Kahn aux primaires du PS «*chemine positivement*», a déclaré dimanche l'un de ses proches, le député PS de Paris Jean-Marie Le Guen. «*Oui je pense que cela chemine de façon positive*», a-t-il dit sur BFMTV. (20minutes.fr 19.12)

Laurent Fabius a dit dimanche sur Europe 1 (à propos de Dominique Strauss-Kahn) : "*Nous avons des contacts réguliers et je dirais, et ne vous perdez pas en interprétations, que ça chemine*". (Reuters 19.12)

### 2- Côte-d'Ivoire. Troupes françaises et étrangères d'occupation : Dehors !

A la suite d'un article de *Libération* sur la Côte-d'Ivoire du 19 décembre, j'ai noté quelques commentaires d'internautes qui permettent de se faire une idée plus précise sur la situation. Avant d'y venir, ma propre analyse.

On peut affirmer que Sarkzoy, Obama, l'ONU et l'UE ont pris position contre Gbagbo parce qu'il serait moins facile à manoeuvrer, peut-être plus gourmand en affaires, et parce qu'ils ont estimé qu'ils pourront continuer de piller ce pays dans de meilleures conditions avec Ouattara au pouvoir. Ouattara est vulnérable, il a la faiblesse d'être parvenu à se hisser au pouvoir en tant que trafiquant et chef de guerre, autrement dit, s'il prend la place de Gbagbo, ils pourront à tout moment lui rappeler son glorieux passé et éventuellement le menacer d'enquêter sur les crimes commis par les bandes armées qu'il commandait. Cela explique pourquoi, bien que la France et les Etats-Unis soient concurrents en Côte-d'Ivoire, ils soutiennent Ouattara, une marionnette docile et facilement manipulable entre leurs mains.

On notera également que l'impérialisme français et américain incapables de faire face à la crise du capitalisme et en pleine décomposition, ont de plus en plus de difficultés à imposer leurs candidats à la tête des Etats africains, et qu'ils n'hésitent plus à utiliser les forces armées de l'ONU pour parvenir à leurs fins, ce n'est pas gagné d'avance pour ce qui concerne la Côte-d'Ivoire.

En conclusion, on peut affirmer que le bain de sang annoncé dans ce pays sera à mettre au compte principalement de l'impérialisme français dirigé par le va-t-en-guerre et flic-président Sarkozy.

Michèle Alliot-Marie a cru bon d'affirmer hier, lors de l'émission «Internationales» de TV5 Monde, RFI et Le Monde «*Laurent Gbagbo n'a plus aucune compétence (ni) aucun pouvoir.*» (20minutes.fr 19.12), alors qu'elle est la ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement ultra minoritaire et illégitime qui se maintient au pouvoir par la grâce d'institutions bonapartistes et antidémocratiques, ce que l'on a tendance à oublier.

Les commentaires d'internautes.

1- On peut dire que la légitimité de Laurent Gbagbo est douteuse. Celle d'Alassane Ouattara, désigné par des puissances d'argent qui espèrent sa collaboration, est quant à elle, nulle.

2- Ouattara fait 48%à Abidjan et 80% à Yamoussoukro sous contrôle FDS et 90% à Bouaké.

3- Qui peut sérieusement croire qu'un bulletin autre que celui de Ouattara était autorisé dans l'urne, avec des rebelles armés et d'une agressivité sans nom ?

4- Pour ceux épris de paix, de justice et d'amour pour la Côte d'Ivoire, les FN disent tout bêtement qu'il n'y a rien dans le Nord pendant que les témoigages rapportés par l'ONU elle même sur l'afflut des réfugiés est flagrant. Ces populations ne sont-elles pas du mandat de l'ONUCI. Mascarade en plein jour mais qui est dupe? Pourquoi cette forte protection au Golf et une nonchalance dans les régions du Nord?

5- Un peu d'histoire. Le coup d'état et de forces des années 2000 et 2003 ont été faits par le même Ouattara. Et c'est lui qui a toujours financé la rebellion alors que Gbagbo n'était pas au pouvoir. Et comment expliquez-vous que les rebelles le soutiennent s'il n'était pas leur chef. A beau se cacher, la vérité finit par se savoir. C'est là où je ne trouve l'Onu et la France complices de destabilisation de la Côte-d'Ivoire aux co^té des rebelles. Je suis chef d'entreprise et je me souviens qu'à un moment je voulais aller faire du business en CI et un ivoirien qui vivait sur place me disait que les rebelles ne l'étaient que de nom et qu'en principe ils vivaient de tous les trafics. C'est là le fond du problème. Ils veulent avoir le contrôle sur les ressources de la CI pour pouvoir financer les horribles desseins . Ce sont les futurs talibans: un moment aidés et financés par les occidentaux et un autre moment, ils deviennent des ennemis.

6- Les 3/4 de la CEI sont dominés par les pro-Ouattara et le conseil constitutionnel est comme celui de la france. Il est officiel alors que la CEI est une structure occasionnelle mise en place pour l'occasion.

Parlant de la légitimité populaire avec plus de 600 000 voix de plus de bourrage d'urnes ? C'est cela la légitimité populaire. La cour constitutionnelle n'a dit que le droit et rien que le droit. Plus de votants que d'inscrits et c'est sur ce point que la Cour constituionnelle s'est prononcée en annnulant les 600 000 voix fraduleuses à la TIBERIE à Paris.

Parlant de l'exclusion de Ouattara aux élections de 1999 et suite... Est-ce Gbagbo qui était là ? N'est ce pas son allié actuel, Bédier qui l'avait écarté ? D'autre part accepteriez-vous qu'un Belge ou Cohn Bendit devienne président de la France ? Ouattara est né Burkina, a travaillé comme fonctionnaire international burkinabé au FMI et non comme ivoirien. Mais c'est Houphouet qui l'appelle pour le nommer premier ministre - peut-être qu'il a eu la nationalité ivoirienne entre-temps et ce qui reste à démontrer quand on sait que dans cette partie du continent, les personnes vivent des éternités sans pièce d'identité, voyagent au gré du sens du vent.

Quand la question de l'ivoirité était soulevé par le même Bédier et non par LG, il était question de mettre sur table la question des frontières héritées de la colonisation. Il y a en CI les 1/3 de la population qui est d'origine étrangère et vivait sans carte de séjour ni aucune autre pièce d'identité. C'est le même Ouattra qui viendra d'ailleurs introduire la carte de séjour en CI pour renflouer les caisses de l'Etat sur les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale.

En CI, comme dans n'importe quel pays, il fallait à un moment donné faire le recensement de la population. Ce qui n'existait pas sous Houphouet qui dirigeait ce pays comme un planteur qu'il était lui-même. Ce qui l'intéressait c'était d'attirer une main-d'oeuvre dont il ne se souciait pas de faire travailler dans la légalité. La CI était un pays ouvert à toute l'Afrique de l'Ouest .

7- Au Gabon, la France a soutenu Ali Bongo qui s 'est imposé au pouvoir en truquant les élections. Autrement dit, notre république des Droits de l'Homme a soutenu les principes monarchiques d'une dynastie héréditaire contre les principes démocratiques. En Côte d'Ivoire, la France ne soutient pas Laurent Gbagbo qui se serait imposé au pouvoir en truquant les élections. Autrement dit, notre république des Droits de l'Homme mène une politique à géométrie variable en ce qui concerne la défense des valeurs démocratiques.

Comment expliquer ces "2 poids, 2 mesures"? Comment expliquer ce soudain prurit démocratique de Mr Sarkozy, qui légitime un coup d 'état monarchique au Gabon et fustige une élection soi-disant truquée en Côte d'Ivoire?

Certes, on pourrait d'abord avancer une explication économique: Mr Bongo, comme son dictateur de papa , financier de TOUS

les partis politiques français de droite comme de gauche, est un grand ami de la France: il a garanti les intérêts des magouilleurs diplomatico-mafieux de la Françafrique (France à fric) au sein d'Elf-Gabon. Pendant ce temps, Mr Gbagbo menaçait les activités financières des néo-colons français.

Pour autant, on n'est même pas certain que Mr Gbagbo ait triché car, dans le nord du pays, les résultats électoraux ont été confirmés et garantis par un préfet dénommé...Ouattara, coreligionnaire et cousin du "gagnant ". Il est troublant qu'aucun média n'ait révélé cette singulière coïncidence...

Haut de page

---

Le 21 décembre

Un mot sur le site.

Puisque vous voulez bien profiter du site, mais que vous ne tenez pas à y collaborer, encore moins participer à son financement, à croire que vous êtes tous fauchés comme les blés, à moins que son animateur ne soit pas assez bien pour vous ou pas fréquentable, vous craignez peut-être aussi de vous compromettre, comme je vous comprends ou vous avez mieux à faire sans doute, je me suis dit que pour remédier à cet inconvénient, je pourrais donner la parole à des internautes anonymes qui font preuve de perspicacité ou qui ont des infos intéressantes à communiquer, interventions d'internautes trouvées au hasard à la suite d'articles de presse.

Je pense avoir un esprit positif et constructif, ouvert et tolérant, la multitude d'hypothèses que nous avons étudiées ensemble et la tribune libre du site le prouve me semble-t-il, et je vous avoue ne plus savoir quoi faire pour que des militants ou des cadres participent au site, ça doit être mon caractère trop tranché qui ne doit pas plaire ou mon style incisif ou trop direct, si c'était cela le problème, je m'en réjouirais, car je n'ai pas envie de ressembler à ces dirigeants au cerveau ramoli ou à la détermination en guimauve, qui en face vous laissent penser ce que vous voulez avec une désinvolture qui frise l'indifférence ou plutôt le mépris quand on les connaît un peu, et qui par derrière n'en pensent pas moins, je préfère dire les choses telles que je les pense quite à choquer.

Puisque nous en sommes aux confidences, sans le vouloir j'utilise la même méthode que Lénine, je sais, on a les références qu'on peut et c'est un vilain défaut, ensuite advienne que pourra, je crois me souvenir qu'il avait dit un jour, à moins que ce ne soit Trotsky qui l'ait expliqué, qu'il forçait souvent le trait dans ces discours en se disant qu'ainsi les militants même s'ils étaient tentés d'en atténuer la portée ou le contenu en discuteraient, il faut dire qu'ils ne laissaient jamais indifférents ses auditeurs. Chez moi c'est naturel, c'est la dureté de la vie qui m'a forgé ainsi. Vous me direz que Lénine non plus n'a pas été gaté entre l'exil et les tentatives d'assassinat.

L'un des objectifs du site est de se poser des questions que personne ne veut poser, d'étudier un certain nombre d'hypothèses pour y voir plus clair, et de proposer des réponses qu'ensuite chacun est libre d'adopter, de développer ou de rejeter, on n'impose rien à personne, la pensée unique n'a pas le droit de citer ici, l'unanimité, on laisse cela aux autres. Ce qui me convient aussi, pour le moment puisqu'il n'y a rien qui presse, c'est d'être en minorité, l'essentiel étant d'être majoritaire au moment décisif.

Lorsque Lénine revint en Russie au début du mois d'avril 1917 et qu'il fit son premier discours le 4 avril, qui serait connu plus tard sous le nom des Théses d'avril, il fut traité de fou furieux, de cinglé, pire, d'anarchiste par la totalité des membres du comité central du parti bolchevik, il ne se trouva pas un seul dirigeant pour le soutenir, pas un, pour eux le pauvre Lénine était tombé sur la tête, ses longues années d'exil ne lui avaient pas réussi, ils estimaient qu'il ne comprenait rien à la situation en Russie, et que contrairement à ce qu'il affirmait la révolution socialiste devait être renvoyée à un avenir indéterminée. Dans son Histoire de la Révolution russe, Trotsky écrira que lorsqu'il arriva en Russie au début du mois de mai, soit un mois plus tard à peine, la quasi-totalité du parti était acquis aux thèses de Lénine, comme quoi il n'y a pas de quoi s'affoler quand on se retrouve seul contre tous à défendre une position ou une ligne politique. Je ne suis pas Lénine et je ne me prends pas pour lui, mais qu'on me permette de défendre mes idées même si elles sont ultra minoritaires.

J'ai lu un jour dans un courriel, mais vous avez sans doute dû le lire ailleurs, car cela fait partie des nombreuses fables qui empoisonnent le mouvement ouvrier et que l'on nous ressort régulièrement, que cela ne servirait à rien d'avoir raison tout seul, que c'est une tare, Lénine et avant lui Marx et Engels ont prouvé le contraire, entre nous camarades, ceux qui sortent ce genre d'âneries ne prennent même pas le temps de faire attention à ce qu'ils disent, que disent-ils en vérité : nous préférons avoir tort collectivement, voilà qui est sans doute d'une utilité à toutes épreuves ! Bref.

Puisqu'on vous donne la parole et que vous ne voulez pas saisir cette opportunité, je vais donner la parole à des personnes anonymes qui n'exigeront rien en échange, ainsi je garderai l'entière liberté dont je dispose déjà pour conduire le site comme je l'entends. Je comprends mieux pourquoi des militants traitaient Lénine de "dictateur", il vouvoyait tous les militants et faisait preuve d'une indépendance d'esprit qui ne plaisait pas à tout le monde. Je dis ce que je pense et je fais ce que je dis, certains

ont beaucoup de mal à s'y habituer, il faudra qu'ils s'y fassent ou qu'ils aillent voir ailleurs si cela les indispose, il y a des principes qui ne sont pas négociables. Je suis pareil dans la vie de tous les jours et si cela me vaut des coups, je les encaisse volontiers et je ne changerai de comportement pour rien au monde.

Je poursuis un objectif politique et je m'y tiens, tout le reste est secondaire. Je ne suis pas du genre à consentir des concessions pour ensuite déclarer : voyez comme nous sommes nombreux à penser la même chose, c'est minable comme calcul, se rabaisser ainsi est indigne de la cause pour laquelle nous combattons, nous subissons suffisamment d'humiliations dans leur société pour ne pas en rajouter nous-même. Tout cela parce que nous ne voulons pas nous avouer que nous sommes incapables d'élever les travailleurs au niveau des tâches que la situation réclame de leur part... Un peu d'audace, de courage, de dignité aussi ne peut nous faire de mal. Soyons fier de nos idées et défendons-les loyalement, fraternellement, je parle entre nous, entre militants. Et dans toutes les autres situations, soyons fier de nos maîtres, de notre idéal, de notre programme, de notre drapeau, défendons-les contre tous nos ennemis et ils sont nombreux. Si nous craignons les coups, c'est parce que nous ne sommes pas suffisamment armés pour les encaisser, et éventuellement y répondre.

Quand on marche dans la rue, vaut mieux regarder devant soi et savoir où l'on va, que marcher tête baissée et prendre le risque de se la fracasser dans le premier obstacle venu. On ne doit pas confondre la modestie et le respect que l'on doit aux autres, avec la fâcheuse manie qui consiste à se rabaisser au niveau de notre interlocuteur pour essayer de s'entendre à tout prix avec lui, c'est se leurrer soi-même et le tromper, finalement cela ne rend service à personne et ne mène nulle part, cela témoigne d'une faiblesse et d'un manque de maturité qu'il faut s'employer à corriger ou améliorer. Quelque part, ce n'est pas très honnête comme démarche.

Il y a leur morale (celle de la classe dominante) et la nôtre, la leur est stable et pour ainsi dire invariable (mensonge, hypocrisie, cupidité, vol, etc.), la nôtre nous devons la forger quotidiennement et la défendre au même titre que nos droits sociaux, sinon on se fait piétiner, on perd le peu qu'on a et qu'ils ne peuvent pas nous prendre en principe, ensuite on n'est plus rien. On est sans cesse sollicité et tiraillé de tous les côtés, alors sans repères solides on est perdu ou on est comme une girouette livrée à tous les vents, ce n'est pas la meilleure méthode pour aller de l'avant. C'est cette obsession, toujours progresser, qui devrait toujours nous indiquer le nord ou le chemin à suivre, guider notre action.

Ce n'est certainement pas en prônant la démocratie qu'on acquiert un tempérament à toutes épreuves et qu'on prépare les masses aux combats de demain, mais en se préparant à la révolution et à la guerre civile, en s'armant théoriquement et politiquement, cela réclame beaucoup d'efforts, assurément plus qu'il n'en faut pour se lever le dimanche matin et aller diffuser sur un marché sous la pluie ou la neige, c'est un effort de chaque instant. La conquête de la démocratie, une meilleure répartition des richesses, l'expropriation des capitalistes sans révolution ni guerre civile est une illusion criminelle, une fumisterie d'aventurier ou d'ignare.

Pour se détendre un peu en cette fin d'année bien remplie, les gosses ont le père Noël ou guignole pour les faire marrer, nous nous avons LO et le NPA. Que les militants de ces partis m'excusent, ils me sont aussi chers que ceux des autres formations politiques, mais leurs dirigeants nous donnent si souvent un bâton pour les battre qu'on ne peut pas toujours résister à la tentation de nous en servir.

Ce qui nous distingue radicalement de Lutte ouvrière.

Infantilisme.

Lu dans la page d'accueil de leur site. Une guerre qui tue, non, qui l'aurait cru ?

"*En Afghanistan, un 51e soldat français a été tué. Cette sale guerre tue. Et si d'ici en France, on compte les morts un par un, en Afghanistan le peuple, lui, les compte par milliers.*"

Nous, c'est le genre de décompte qui ne nous intéresse pas, désolé, et toutes les guerres impérialistes sont forcément dégueulasses !

Nous ne sommes pas en présence d'un ouvrier ou d'un paysan sous l'uniforme qui fait une guerre pour défendre ce qu'il considère être sa patrie en l'absence de conscience de classe, ici nous sommes en présence d'une personne qui s'engage volontairement dans l'armée pour participer à des opérations militaires contre les peuples, et qui est grassement rémunéré pour faire cette sale besogne, dès lors le sort qui l'attend nous laisse totalement indifférent, nous préférons nous pencher sur celui des peuples qui en sont les victimes innocentes. A chacun son internationalisme !

Titre de l'éditorial de Laguiller du 13 décembre : *Les imbéciles prétentieux.*

Nous voilà en bonne compagnie ! Vous en connaissez des prétentieux qui ne soient pas des imbéciles ?

Quand Laguiller se trompe de régime.

"*On nous dit qu'acheter des engins supplémentaires de déneigement ou des saleuses en nombre suffisant, cela ne vaut pas le coup. Après tout, des jours de galère de ce type ne se produisent guère plus de deux ou trois fois par an. Eh oui, mais ces deux ou trois jours risquent de coûter aussi cher que d'acheter le matériel nécessaire !*"

Etrange préoccupation, non ? Coûter cher à qui, pas le matériel mais les heures de travail perdues ? Devinez ? Cher aux patrons qui ont vu leurs salariés arrivés en retard au boulot ? Que cela ne tienne, ils récupèreront, cela se voit qu'elle ne connaît pas les patrons ! Et pourtant ils font partie de votre "*monde du travail*", expression exécrable parce qu'ambigue ! Je me disais bien qu'on ne parlait pas vraiment de la même chose, de mon côté je connais le milieu ouvrier, le milieu patronal, le milieu bourgeois, chacun à sa place, on ne risque pas de faire un amalgame ou de se tromper de camp.

La légèreté avec laquelle Laguiller aborde certaines questions est plutôt pesante.

"*Les journaux télévisés se sont alors fait un plaisir de rappeler, documents d'origine à l'appui, que Météo France avait clairement défini, la veille, les zones géographiques où il y aurait un fort risque de chutes de neige importantes.*"

On se disait bien qu'elle était une fidèle téléspectratrice... de TF1 ! Les journalistes qui présentent le journal de 20h ne sont évidemment pas triés sur le volets en fonction de leurs idées politiques, vous ne saviez donc pas qu'ils étaient forcément indépendants du régime, eh bien grâce à Laguiller vous venez d'apprendre quelque chose, camarades ! Il y a des faits qu'ils ne peuvent plus passer sous silence, puisqu'elles sont présentes sur Internet, voilà ce qui a échappé à Laguiller.

En aparté. Pendant qu'on y est, sur TV5Monde Asie, c'est de pire en pire, comme la qualité des programmes, à croire qu'ils veulent rivaliser en médiocrité avec TF1, ils nous ont dégoté une journaliste d'une débilité incroyable, quel que soit le sujet en question, elle l'annonce en se marrant, il est vrai qu'on vit dans un monde tellement merveilleux, l'Aghanistan, youpi ! Mediator, olé ! Autre chose, dans la langue parlée, dans un groupe nominal l'accent porte sur le substantif (nom), idem dans un groupe verbal quand le verbe est suivi d'un complément ou sur l'adjectif quand le verbe est un auxiliaire ou a valeur d'auxiliaire (verbe d'état), sinon sur le verbe quand il n'est pas suivi d'un complément, elle, elle multiplie à loisir les accents dits émotionnels, l'accent se situe alors sur n'importe quelle syllabe, par exemple elle prononcera : "c'est Épouvantable" ou à l'opposé, "c'est Épatant", ainsi elle accentue la charge émotionnelle propre à une situation, elle déstabilise et influence les téléspectateurs qui en oublieront jusqu'au contenu précis d'une information ou qui porteront davantage d'attention à la charge émotionnelle qui peut se rattacher aux faits au lieu de s'intéresser aux faits eux-mêmes, c'est l'objectif recherché.

"*Le gouvernement se fait une fierté de couper dans les effectifs des services publics. Et cela ne concerne pas que l'entretien des routes. Cela concerne aussi les hôpitaux, les maternités et les dispensaires de proximité, cela concerne l'Éducation nationale, tous secteurs où les conséquences ne se manifestent pas brutalement mais n'en sont pas moins dramatiques. Des gens qui meurent dans l'ambulance faute d'hôpital ou de maternité de proximité.*"

Pas brutal, mais dramatique, comprenne qui pourra ! Pas possible de suivre les études de son choix, ce n'est pas dramatique, on s'en remettra, il y a pire dans la vie !

C'est sûr, lorsqu'une maternité a été fermée et qu'une femme sur le point d'accoucher doit parcourir 40 kilomètres en voiture pour rejoindre la maternité la plus proche, si elle n'accouche pas entre temps sur un parking ou dans sa voiture, ce genre de situations s'est déjà produit, si elle n'y passe pas avec son bébé, il n'y a rien de brutal là-dedans, cela lui fait une balade ainsi qu'à son bébé, et puis il arrive que cela se termine bien.

Le saviez-vous ?

Lutte Ouvrière a tenu son congrès annuel le week-end des 4 et 5 décembre derniers.

"*Le présent numéro de Lutte de Classe est entièrement consacré aux textes politiques d'orientation (Crise économique, Situation internationale, Situation intérieure) qui ont été discutés dans l'organisation et votés à cette occasion, à l'unanimité des congressistes.*"

Tout comme au POI (bureau national du 4 décembre - IO n°127), décidément il n'y a qu'au PCF et au NPA où c'est un véritable bordel ! Ces gens-là ont du bol, ils sont absolument tous d'accord sur tout, il faut le lire pour le croire !

"*Tous les chefs d'État s'étaient engagés à mettre au pas les financiers, à les contrôler, voire à « moraliser » leur fonctionnement, mais c'est le contraire qui se passe.*", ah là c'est pas de bol franchement, parce qu'il y en a qui y ont cru dur comme fer, voyez-vous ! Je sens que mon niveau théorique est en train de franchir une étape décisive, camarades, pas vous ?

"*Les États, que leurs gouvernements soient de droite ou se disent de gauche, obtempèrent aux ordres des financiers et des capitalistes. Il n'y a aucune illusion à se faire dans un éventuel retour du Parti socialiste au pouvoir en 2012.*", non, ah ben en voilà une sacrée découverte, à moins qu'il ne s'agisse d'un scoop ! Toujours plus haut, toujours plus fort, heureusement que LO est

là pour se marrer un peu.

"*La situation exigerait, pourtant, de s'affronter aux financiers, au grand patronat. Stopper leurs plans de licenciements, embaucher les CDD, les intérimaires, augmenter les salaires et les pensions, il faudra le leur imposer. La chose ne dépend pas d'une élection, mais de changements profonds dans la société, que seules la mobilisation et la force collective des travailleurs peuvent imposer.*"

Par hasard, la situation n'exigerait-elle pas plutôt d'affronter le gouvernement et les institutions de la Ve République ? Encore une question à la con dont j'ai le secret ! Quelle approximation, la "*chose*" comme ils disent ne peut dépendre que des objectifs politiques que la classe sera capable ou non de se fixer ou de se saisir.

"*L'espoir pour les travailleurs ne peut venir que d'une explosion sociale, il ne peut venir que d'en bas.*", cela fait penser à une fête au cours de laquelle on a fait péter des pétards, on s'est bien gavé et on a bu davantage encore pour se réveiller le lendemain matin avec la gueule de bois. C'est vrai que ce sont de sacrés fêtards à LO ! D'ailleurs je ne comprends pas qu'ils aient l'air si tristes, comme quoi on ne comprend pas tout. Il est vrai que si l'on devait attendre que l'espoir vienne d'en haut, on pourrait attendre indéfiniment, vous ne sentez pas qu'on progresse camarades ?

"*C'est le seul moyen d'imposer les mesures que la situation impose : l'expropriation des banquiers, le contrôle des travailleurs sur les entreprises, et des mesures contraignantes contre le patronat, comme l'interdiction des licenciements et le partage du travail, qui seules sont en mesure de mettre fin au chômage.*

*Voilà les axes de nos interventions que nous avons décidés dans ce congrès, et qui sont développés dans les textes qui suivent.*".

Pas de bol décidément, ce ne sont pas ces mesures qui permettront de mettre fin au chômage et aux multiples souffrances des travailleurs, mais bien leur mobilisation pour liquider le régime politique en place, question qui a apparemment échappé à LO lors de son congrès. Toujours aussi sclérosé et nul !

Mais, mais ils savent encore qu'il existe des institutions politiques dans ce pays, la preuve, ils vont les légitimer encore une fois.

"*Nous profiterons bien sûr de l'élection présidentielle pour diffuser plus largement nos idées et notre programme. À ce propos, nous avons voté la motion suivante :*

*« Le congrès décide la participation de Lutte Ouvrière à l'élection présidentielle de 2012. Il désigne Nathalie Arthaud pour être sa candidate. »*"

Ca c'est pour le scoop ! Si l'élection présidentielle servait vraiment à cela, depuis le temps que LO y participe, cela fait belle lurette que des dizaines de milliers de travailleurs auraient dû adhérer à leurs "idées" et leur "programme", on s'étonne que ce ne soit pas encore le cas, mais peut-être qu'ils ne se reconnaissent ni dans l'un ni dans l'autre, non ? J'ai l'impression qu'ils militent pour passer le temps, je ne dis pas cela pour les dénigrer, mais tout cela n'est pas très sérieux franchement. J'ai déjà eu ailleurs l'occasion de me faire la même réflexion.

Pour terminer dans la bonne humeur, j'ai lu l'article *Retours sur la journée du 11 décembre : On lâche rien, on change tout !* du mercredi 15 décembre 2010, vous avez tous reconnu le NPA. Qu'en dire ? Rien, insignifiant, ah si on pourrait dire une chose : ils ne changent décidément pas ! A mourir d'ennui, à moins d'avoir du temps à perdre, ce qui n'est pas notre cas.

Passons aux choses sérieuses.

Qu'est-ce que c'est la dictature du capital ?

Le système capitaliste vit ou survit à crédit comme chacun sait, mais cela ne lui suffit plus.

La banque centrale, la Banque de France, fait marcher la planche à billets, elle les distribue aux banques, les banques les distribuent à leur tour aux patrons des entreprises sous forme de crédits, et pour couronner le tout les entreprises peuvent déduire les intérêts d'emprunts de leurs impôts, autrement dit leurs bénéfices ne sont pour ainsi dire plus taxés, ce qui revient à augmenter la productivité et l'exploitation.

Les entreprises peuvent également déduire pendant plusieurs années leurs pertes. Une mauvaise année sera donc compensée par plusieurs années d'impôts au rabais. Autres astuces, une entreprise qui a des filiales déficitaires peut reporter leurs pertes sur les filiales bénéficiaires pour échapper à l'impôt.

Les bénéfices des entreprises sont privatisés ou empochés par les capitalistes, tandis que les pertes sont à la charge de la

collectivité sous forme de cadeaux d'impôts que les travailleurs règlent à leur place. Et qui est à l'origine de ce système profondément injuste, qui l'autorise ou le justifie ? L'Etat, le gouvernement. Ce n'est pas nouveau évidemment.

Ce sont des recettes en moins pour l'Etat qui creusent son déficit et dont le gouvernement exige que ce soit les travailleurs qui le comble, à hauteur de 66,3 milliards en 2009, contre 18,5 milliards en 2005.

Comme dans le cas des exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises, pour les travailleurs c'est la double peine que leur applique le gouvernement : d'une part ces 66,3 milliards d'impôts que les entreprises ne paieront pas correspondent à de la plus-value produite par les travailleurs qui resteront dans la poche des patrons, au lieu d'aller dans les caisses de l'Etat pour alimenter les budgets sociaux notamment, d'autre part, ce sont ces mêmes travailleurs qui sous une forme ou une autre seront amenés à les régler, comment, l'Etat va leur prendre une partie de la plus-value qui leur a été versée sous forme de salaire par le biais de l'augmentation de certaines taxes ou impôts.

Ce cadeaux de 66,3 milliards d'impôts aux patrons vient gonfler la dette de l'Etat que le gouvernement utilise déjà pour réduire le nombre de fonctionnaires, s'attaquer à tous nos droits sociaux pour faire bref.

## Politique.

### 1- Les élus des nantis.

Aujourd'hui, un ministre peut cumuler des revenus liés à des mandats locaux jusqu'à une fois et demi son traitement de ministre. Il peut donc recevoir jusqu'à 21 000 euros par mois environ. (Lemonde.fr 20.12)

### 2- La fraude fiscale serait légale... quand elle concerne des députés.

Les dirigeants de l'UMP, Jean-François Copé et Christian Jacob, ont déposé lundi des amendements aux textes sur la transparence financière afin de supprimer les sanctions contre les députés omettant "*sciemment*" de déclarer une partie de leur patrimoine. (Reuters 20.12)

### 3- Quand le concours de bourrage ou fermeture de classes rapporte gros.

Pour la première fois cette année, les recteurs d'académie vont recevoir une prime au mérite, en fonction de '*la réalisation des objectifs qui leur seront assignés*', selon des textes publiés au Journal officiel. Jusqu'ici, la prime annuelle des trente recteurs, qui sont aussi chanceliers des universités, était de 19 000 euros, un montant fixe.

A la faveur d'un décret et d'un arrêté publiés en novembre, leur prime comporte, à partir de cette année scolaire, deux volets : une part fixe de 15 200 euros, et une '*part variable*' dont le montant pourra aller jusqu'à 45 % de la part fixe, soit de 0 à 6 840 euros. Au total, un recteur pourra avoir jusqu'à 22 000 euros de prime. Le ministère de l'éducation nationale s'est refusé à tout commentaire.

En mai dernier, le ministère avait diffusé aux recteurs une douzaine de pistes pour supprimer des postes de 2011 à 2013, dans le cadre de la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, parmi lesquelles notamment l'augmentation du nombre d'élèves par classe.

Selon le ministère, cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'évolution du régime indemnitaire de l'ensemble de la fonction publique. Les préfets, par exemple, bénéficient aussi de primes de résultats, qui peuvent s'échelonner annuellement de 8 250 euros pour un sous-préfet à 28 164 euros pour un préfet, voire, pour quelques très hauts gradés, à 60 000 euros. (Lemonde.fr 20.12)

Gageons que le nouveau préfet de Seine-Saint-Denis touchera 28 164 euros ! Ce décret va pousser ces crapules (non élus !) à faire du zèle, on en a déjà eu un aperçu.

## Social.

### 1- Logements sociaux : 38% des villes sont hors-la-loi.

Triste anniversaire pour la loi SRU (solidarité et renouvellement urbain). Votée il y a dix ans, ce texte impose aux communes de plus de 3 500 habitants (1500 en Ile-de France) un quota de 20% de logements accessibles aux personnes les moins aisées. Seulement, nombre de communes ignorent leur obligation, comme le révèle le décompte publié ce lundi dans *Libération*. Alors que 1,2 million de ménages pauvres sont sur liste d'attente pour entrer dans le parc social, ces nouveaux chiffres ne manqueront pas de susciter l'indignation des associations.

Les villes déficitaires en logements sociaux disposaient de 20 ans pour rattraper leur retard. Toutes devaient selon la loi avoir atteint

le quota de 20% en 2022. Or, 351 communes sur les 931 concernées par la loi SRU n'ont construit aucun logement social en 2009. Certaines n'ont même rien bâti depuis 2005. C'est le cas notamment au Cannet dans les Alpes Maritime. Depuis 2002, 178 logements sociaux y ont été construits alors qu'il aurait fallu en réaliser 1174 constate *Libération*.

De nombreuses communes résidentielles de région parisienne n'ont financé aucun logement social en 2009 : Chevreuse, Croissy-sur-seine, Le Vésinet, Saclay, Vaucresson, Saint-Mandé, Viroflay.... Au total, il manquerait sur l'ensemble du territoire entre 500.000 et 900.000 logements sociaux.

La crainte de perdre de précieuses voix pour leur réélection dissuade le plus souvent les édiles de remplir leur obligation. D'autant que l' «amende » prévue par la loi pour les contrevenants 152 euros par logements manquants - n'est pas franchement dissuasive. Dans les petites villes de moins de 5000 habitants surtout, la construction d'immeuble à loyers modérés joue le rôle d'épouvantail. Les habitants vont parfois jusqu'à constituer des associations et faire des recours devant les tribunaux administratif pour bloquer les projets. Les élus invoquent souvent le manque de terrains disponibles pour justifier leur retard. Or d'après l'enquête de *Libération*, certaines communes s'en sortent très bien. A Paris et à Saint-Cloud notamment, les mairies compensent le déficit de foncier disponible en rachetant des immeubles existants qui sont ensuite transformés en logement sociaux. Dans la capitale, le taux de HLM qui était de 13% en 2002 approche les 18%. De son côté, Saint Cloud est passé de 10 à 16%.

Pour faire passer la pilule auprès de leurs administrés réfractaires, les élus font de la pédagogie : «*J'explique aux habitants que nous en avons besoin pour loger les infirmières de notre hôpital, les fonctionnaires municipaux, les personnes aux service du troisième âge ou nos jeunes qui débutent dans la vie active* », explique au quotidien Eric Berdoati, maire de Saint-Cloud. (Lefigaro.fr 20.12)

2- Mais non, mais non, la pauvreté ne progresse pas en France. La preuve que si.

Le RSA bénéficie aujourd'hui à près de 1,77 millions de foyers, un chiffre en hausse de 9% sur un an, selon Marie-Anne Montchamp, nouvelle secrétaire d'Etat auprès de la ministre en charge de la Solidarité et de la Cohésion sociale dans une interview au Figaro. (Lefigaro.fr 20.12)

3- Comment s'y prend le clan mafieux des Sarkozy pour faire main basse sur nos retraites et notre santé.

Le projet de Guillaume Sarkozy visant à créer une société destinée à devenir un acteur majeur de la retraite complémentaire privée est bel et bien enterré, selon Mediapart. C'est vite dit.

On parle beaucoup de conflits d'intérêts dans la vie politique ces derniers temps. Des amitiés de Nicolas Sarkozy avec le milieu de la finance et des médias, de l'affaire Woerth-Bettencourt aux récentes révélations du livre de Martin Hirsch, mais les journalistes oublient aussi d'autres évidences. Alors que le déficit prévisionnel de la Sécurité Sociale a été annoncé cette semaine et qu'une diminution des remboursements est d'ores et déjà au programme, il est temps de se pencher sur le secteur de la santé, de comprendre son fonctionnement, et surtout d'en connaître les acteurs.Le Pôle Emploi, né de la fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC sur une idée de Nicolas Sarkozy, compte 50.000 employés. La Sécurité Sociale, comprenant l'Assurance Maladie, l'Assurance Vieillesse et les URSSAF compte 120.000 employés. Ces deux organismes ont été concernés par une réforme récente concernant les complémentaires santé. Ainsi, depuis le 1er janvier 2009, 170.000 employés ont été contraints de résilier leurs contrats avec leurs mutuelles pour adhérer à une "mutuelle employeur obligatoire;". Ceux qui ont des enfants ont également été obligés d'inscrire ces derniers sur le nouveau contrat (sauf s'ils étaient déjà ayant-droits sur le compte du conjoint via une mutuelle employeur obligatoire). On peut appeler ça du passage en force. C'est une conséquence de la loi Fillon de 2003.Ce qui est encore plus étonnant, c'est de constater que c'est le même organisme qui a remporté les deux marchés. Je ne connais pas les modalités des appels d'offre mais je m'étonne de voir que c'est le groupe Malakoff-Médéric qui a raflé la mise, obtenant d'un coup, d'un seul, 170.000 adhérents supplémentaires, sans compter les ayant-droits.

Ajoutez à cela les 800.000 salariés CHR (café-hôtellerie-restauration) qui rentreront dans le dispositif en janvier 2011… c'est encore Malakoff Médéric qui a emporté le marché. Revenons donc sur l'histoire de cette compagnie d'assurance et de prévoyance pour comprendre un peu mieux les enjeux.Pour vous donner une idée du poids de Malakoff-Médéric sur le marché français, c'est le n°1 des groupes paritaires de protection sociale, n°2 de la retraite complémentaire et n°3 en santé collective (classement Argus de l'Assurance). Le groupe est né de la fusion de Malakoff et Médéric (d'où son nom) le 30 juin 2008, soit 6 mois avant la mise en place du dispositif "mutuelle obligatoire employeur;" pour la Sécurité Sociale et le Pôle Emploi. Ainsi, dès le 1er Juillet, le président de Médéric cède sa place pour laisser seul au commande du groupe, le président de Malakoff : un certain Guillaume Sarkozy. Ce dernier est loin d'être un inconnu : au Medef de 2000 à 2006, il a aussi été le vice-président de la CNAM de 2004 à 2005. Guillaume Sarkozy, comme son nom l'indique, est le frère de Nicolas. Puisque j'évoque la fratrie Sarkozy, intéressons-nous maintenant au troisième larron : François Sarkozy. Pédiatre de formation, François a abandonné la pratique de la médecine pour se consacrer à l'industrie pharmaceutique (principalement orientée vers la gériatrie) depuis 2001. Ainsi, il siège au conseil de surveillance de Bio Alliance Pharma et est devenu le président d'AEC Partners dont une des missions est le conseil aux fonds d'investissement.Par ailleurs, François Sarkozy a également lancé une chaîne de télévision spécialisée dans la santé sur internet… financée par le laboratoire Sanofi. Ajoutons à cela ses relations avec le groupe Paris Biotech Santé, l'un des protagoniste de l'affaire de l'Arche de Zoë, et on l'aura compris, l'homme a tissé sa toile : il fait partie aujourd'hui des

puissants lobbyistes de l'industrie pharmaceutique.

D'ailleurs le grand plan Alzheimer lancé par le gouvernement est un joli cadeau de quelques centaines de millions d'euros, une aubaine pour le secteur dont il défend les intérêts.3 frères : l'un en charge de l'exécutif, notre Président, l'un à la tête d'un des plus gros groupe d'assurance santé et le dernier qui sert les intérêts des laboratoires. Si ça ne s'appelle pas un conflit d'intérêt, je me demande ce que c'est… Pourtant les médias en parlent peu et préfèrent s'étendre sur les amis milliardaires de Nicolas Sarkozy. On peut légitimement nourrir des inquiétudes sur l'avenir de notre système de santé. Les réformes engagées depuis 2004 ne font que confirmer sa détérioration et l'on peut prédire son démantèlement d'ici quelques années. Tout dépendra sans doute de 2012.. (Lepost.fr 20.12 , un commentaire d'un internaute, sa source : Les 3 frères, lu sur Mécanopolis, 30.09)

## Economie.

### 1- Un business sordide en expansion.

La croissance du marché français de l'assurance-vie ressort à 6% au cours des onze premiers mois de l'année, avec des cotisations totalisant 133,8 milliards d'euros, selon les chiffres publiés lundi par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

A la fin novembre, l'encours des contrats d'assurance-vie et de capitalisation (provisions mathématiques et provisions pour participations aux bénéfices) s'établissait à 1.328 milliards d'euros, en progression de 7% sur un an. (Reuters 20.12)

### 2- La Bourse ou la vie.

Certes, l'année 2010 se termine aussi bien qu'elle avait démarré, le CAC 40 progressant de près de 8% depuis le mois de décembre. Mais ce «*rally technique de fin d'année*» ne doit pas faire oublier que l'année 2010 a été difficile pour les investisseurs. De tous les grands indices internationaux, le CAC 40 est celui qui a affiché, au 17 décembre, la deuxième plus faible performance sur 2010, après le Nikkei, avec une baisse de 1,75%.

Par comparaison, le Footsie britannique a grimpé de 8,48%, le Dow Jones américain a progressé de 10,20% et le Dax allemand a gagné 17,21%, la plus forte hausse annuelle de tous les principaux indices internationaux. «*Le CAC 40 est plombé par la forte pondération des valeurs bancaires, pénalisées par la crise des dettes européennes, et de Total, qui ont dévissé cette année, affirme Franklin Pichard, directeur de Barclays Bourse. Sans ces valeurs, le CAC 40 aurait progressé de 10% à 15%*». C'est ce qui fait dire à la plupart des gérants que l'année 2010 n'a pas été si mauvaise pour les investisseurs en actions.

Parce qu'elles sont parmi les plus exposées aux dettes périphériques, les banques françaises ont été plus que malmenées en 2010. En effet, elles n'ont surperformé le CAC 40 qu'au troisième trimestre. Si certains gérants militent pour un portefeuille vide de toute banque, d'autres rappellent leur importance. «*Les investisseurs ne peuvent pas se passer des banques, affirme Marc Renaud, président de Mandarine Gestion. Le CAC 40 est ainsi fait qu'il ne peut pas repartir sans un retour des valeurs bancaires*».

Alors que leur cours de Bourse flanchaient, la plupart des sociétés du CAC 40 a affiché des bénéfices impressionnants…parce qu'elles ont réduit leurs coûts. Désormais, les gérants s'attendent à ce qu'elles investissent. Mais pas tout de suite. «*A cause des dettes souveraines, le premier semestre 2011 restera difficile, mais la reprise de la consommation et de l'investissement aux Etats-Unis, ainsi que la croissance des pays émergents vont soutenir les marchés financiers au second semestre*», déclare Franklin Pichard.

La croissance ne se trouvant ni en Europe, ni aux Etats-Unis, les entreprises vont continuer de la chercher en Chine, en Inde ou au Brésil. «*Le chiffre d'affaires réalisé dans les émergents des sociétés comme Seb ou Rhodia représente plus de 50% de leurs ventes totales*», souligne Joëlle Morlet Selmer, gérante de Mandarine Gestion. Mais le potentiel d'appréciation n'est-il pas trop faible ? Autrement dit, n'est-il pas trop tard pour investir dans les émergents ?

Les sociétés de gestion se veulent donc optimistes pour l'année prochaine. Elles pronostiquent une hausse des marchés actions comprise entre 10% et 20% pour 2011. (Lefigaro.fr 20.12)

### 3- Espagne.

L'Espagne devra à nouveau augmenter les impôts si son plan de consolidation budgétaire déraille et doit réformer ses systèmes de retraites et bancaire pour stimuler son économie dont la croissance va rester molle pendant des années, estime lundi l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'OCDE préconise par exemple un nouveau relèvement de la TVA, déjà passée en juillet de 16% à 18%, sur un large spectre

de produits et services.

La réforme du marché du travail a été un élément clé du rééquilibrage de l'économie, mais les efforts en ce sens doivent être plus intenses et plus amples, et inclure notamment une modification du système de négociations collectives, dit l'OCDE.

Le chômage ferait en outre peser un risque sur les prêts immobiliers accordés par les caisses d'épargne très endettées si les taux d'intérêt venaient à monter dans la zone euro.

Aussi l'Espagne doit-elle imposer de nouvelles réformes aux caisses d'épargne, bien que leur résistance aux éventuels chocs financiers ait progressé grâce à la restructuration déjà menée. Le secteur bancaire a globalement bien surmonté la crise et en ressort avec des capitaux abondants, note d'ailleurs l'OCDE.

Elle préconise encore une réforme du système de retraites, dont un relèvement de l'âge de départ de 65 à 67 ans.

"*Pour maîtriser les coûts considérables liés au vieillissement, il va falloir réformer sans retard les pensions de vieillesse, notamment en relevant l'âge légal de la retraite et en limitant les subventions implicites à la cessation anticipée d'activité, afin de permettre une transition progressive*", dit l'OCDE.

Elle exhorte le gouvernement fédéral à durcir les règles présidant aux dépenses des régions autonomes, qui comptent pour 35% des dépenses de l'Etat. (Reuters 20.12)

---

Le 22 décembre

Au cours de l'année 2010, nous avons passé en revue pas mal d'idées reçues, de questions théoriques que nous avons confirmées ou corrigées... A propos de la participation aux élections, les uns et les autres s'en tiennent à une position développée il y a un siècle, que vaut-elle aujourd'hui, est-elle encore valable, c'est une question qu'on peut se poser.

Pour justifier la participation aux différentes élections et aux institutions, on expliquait qu'elles étaient une tribune pour faire entrendre notre voix et démontrer aux travailleurs que les institutions étaient antidémocratiques et qu'ils fallaient les liquider, etc. Cet argument était valable concernant les élections législatives à condition qu'il soit possible d'avoir des élus, car sans élus pas de tribune, or ce n'est pas le cas pour des partis comme le POI, le NPA ou LO, premier constat.

La société ayant subi des transformations importantes depuis 60 ans, on nous a sorti ensuite qu'il était possible d'utiliser les médias, la télévision principalement, pour se faire connaître ainsi que notre programme. Cet argent ne tient pas plus la route que le précédent puisque la place qui est réservée à ces partis est quasi inexistante dans les médias ou à la marge, second constat. Les médias les censures ou déforment à souhait leurs positions.

On pourrait ajouter que ces partis ne profitent même pas des campagnes électorales pour présenter leurs programmes, ils se contentent d'un discours a minima qui correspondrait à ce que les travailleurs veulent entendre, ce qu'ils nous servent quotidiennement en fait et pas davantage. Ces partis dépensent des sommes folles lors de ces campagnes électorales pour un résultat furtif et médiocre, troisième constat. Cet argument pourrait être employé plus utilement, par exemple il pourrait servir à confectionner et distribuer des brochures de quelques pages à des millions d'exemplaires dans lesquelles serait expliqué simplement comment fonctionne le capitalisme et ses rapports avec les institutions, ainsi qu'une approche du socialisme.

Participer à ces élections peut se justifier quand la classe et les masses ont des illusions dans les institutions, mais dès lors qu'elles manifestent leur rejet de ces institutions, y participer conduit en fait à les légitimer, donc s'inscrit en retrait par rapport à leur niveau de conscience politique, cela revient à les tirer en arrière au lieu de les aider à aller de l'avant, quatrième constat. Si l'on admet le fait que les travailleurs dans leur immense majorité estiment les institutions illégitimes ainsi que tous les partis qui y participent, participer à ces élections doit conduire les travailleurs à placer tous les partis sur le même plan, donc au lieu de leur inspirer confiance le POI, le NPA et LO ne peuvent que leur inspirer la même méfiance qu'envers les autres partis, les travailleurs n'ayant pas les moyens de faire la part des choses, s'ils en étaient capables, ils voteraient en masse pour ces partis ou l'un d'entre eux, ce qu'ils ne font pas.

S'agissant de l'élection présidentielle, y participer est contradictoire avec le rejet qu'affiche ces partis d'un régime présidentiel, ce qui ne peut que conduire les travailleurs à s'interroger sur les réelles intentions de ces partis et sur la cohérence de leurs programmes, cinquième constat.

Lénine expliquait que les masses étaient capables de faire la part des choses, par exemple de s'y retrouver entre le mot d'ordre de l'abolition des institutions et la participation à ces institutions, or il semblerait que tel n'est pas ou plus vraiment le cas. C'était peut-être valable autrefois dans un autre contexte, paradoxalement, lorsque le niveau intellectuel des travailleurs était plus bas,

ils marchaient davantage à la confiance sans chercher plus loin, la communication était davantage axée sur le discours oral que sur l'écrit, quant au visuel (télévision ou Internet) il n'existait pas. De la même manière qu'aujourd'hui on passe la soirée chez soi devant un écran de télévison ou d'ordinateur, au cinéma ou devant un livre, autrefois les gens se réunissaient chez les uns ou les autres devant un feu de bois et passait la soirée à discuter ou à se raconter des histoires.

La société s'est profondément transformée et tous les rapports se sont individualisés suite à la concentration de la population dans les villes ; si la population urbaine d'autrefois conservait encore des liens avec la campagne et une partie des habitudes qui allaient avec, depuis déjà bien longtemps ce n'est plus le cas, chacun vit dorénavant isolé et pense dans son coin, le partage ou la mise en commun des idées à céder la place à un autre paradigme, chacun détient sa vérité et n'en démord pas. L'exercice qui consistait jadis à confronter des idées individuelles dans un contexte où les intérêts collectifs prédominaient appartient à un passé révolu. Cela est également dû à l'extrême hétérogénéité de la population, autrefois on était ouvrier ou paysan, aujourd'hui on est ouvrier, employé, technicien, ingénieur, commercial, etc, au fur et à mesure que les besoins se sont développés de nouveaux corps de métiers sont apparus, la division du travail n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était alors, on pourrait pratiquement dire qu'il y a autant de divisions dans le prolétariat et la petite-bourgeoisie qu'il y a de métiers ou d'emplois divers. Du coup chacun pense uniquement l'existence ou la société par rapport à sa propre situation, toute autre situation nous apparaît en contradiction avec la nôtre, on n'est pas seulement en concurrence avec les travailleurs qui exercent le même métier que nous, on est en concurrence avec l'ensemble des travailleurs, on a tendance à penser en terme d'exclusion au lieu de penser en terme de complémentarité, au lieu de s'ouvrir sur l'extérieur on se renferme sur soi-même, on veut bien admettre à la limite un certain nombre de choses sans trop les comprendre ou les partager, mais à condition seulement que cela ne nous concerne pas directement, autrement dit, sans qu'elles n'interviennent ou n'empiètent sur notre mode de pensée ou de vie, dans le cas contraire on les rejette.

Or, ce mode de pensée est incompatible avec la faculté de faire la part des choses qui nécessite de penser les faits dans leurs rapports dialectiques, ce comportement tend au contraire à saisir les idées et les actes comme autant d'abstractions ou de gestes isolés ou sans rapports entre eux, il est alors très difficile de comprendre que l'on ne peut saisir les rapports qui régissent la société qu'à travers ses contradictions, que la solution à nos problèmes nécessite de prendre en compte ces contradictions et que c'est seulement de là qu'elle pourra jaillir. On identifie par ignorance une contradiction à un problème pour l'écarter, alors que toute manifestation dans la nature ou la société est le produit de contradictions, contradictions qui expriment une loi universelle sans laquelle rien n'existerait, le mouvement. L'être humain d'aujourd'hui et son environnement sont devenus beaucoup plus complexes qu'autrefois.

On pourrait aborder cette question sous un autre angle ou plutôt deux.

Le développement intellectuel de la population devait favoriser sa compréhension de la société, or il n'en est rien. La multiplication des moyens de communication et des sources d'informations à la disposition de la population devait également favoriser ce processus de maturation, or il n'en est rien. Rien ne remplacera l'expérience de la lutte des classe, on est d'accord, mais c'est une autre question. Et puis faut-il encore que la majorité de la population y participe, ce qui n'est pas le cas non plus. Certains disent trop d'informations tue l'information ou ne permet pas de s'y retrouver tant ce qu'on peut lire ou entendre ici ou là est contradictoire. Chacun constate que les gens n'arrivent pas à démêler le vrai du faux, qu'ils croient toujours de préférence les bonimenteurs, qu'il y a un stade qu'ils sont incapables de franchir.

En linguistique, l'étude du discours (écrit ou oral) porte en grande partie sur les aspects communicatifs de la langue (pour simplifier). Imaginons que l'on expose des faits dans un texte argumentatif. On doit notamment déterminer quelle place occupe l'auteur, s'il est présent ou non, si oui de quelle manière, si non qui fait-il parler, quelle est la distance entre l'auteur et les faits qu'il rapporte, s'ils le concernent ou non, à qui il s'adresse, de quelle manière, si son discours comporte des sous-entendus, des éléments explicites ou implicites, quel est son objectif, déclaré ou non, etc.

Cela pour dire que de la forme du discours autant que son contenu déterminent comment il sera perçu, de quelle manière on s'y prendra pour convaincre notre interlocuteur ou le conduire dans une direction précise. Maintenant vous pouvez parfaitement maîtriser votre sujet et faire preuve d'habileté dans votre argumentation sans pour autant parvenir à votre fin, si la personne que vous avez en face de vous fait preuve d'une méfiance maladive ou qu'elle ne croit plus en rien comme cela se rencontre de plus en plus fréquemment, par expérience si elle a le sentiment d'avoir été bernée un nombre de fois incalculable dans le passé, elle n'a plus confiance en personne et elle n'est pas prête à s'en remettre au premier beau parleur venu. Qu'est-ce qui en résultera ? C'est très simple, vous aurez eu beau quoi faire, elle interprétera votre discours non pas à partir des arguments que vous lui aurez fournis, mais uniquement par rapport à ce qu'elle pensait avant de vous rencontrer, autrement dit, si pour vous les deux parties d'une contradiction étaient liées, de son côté elle ne prendra en compte que l'une ou l'autre, bref, elle campera sur ses positions bien qu'elle ait manifesté de l'intérêt pour vos arguments ou son accord avec vous.

Il y avait quelque chose de pernicieux dans l'argument de Lénine, comme je l'ai dit plus haut, peut-être qu'à son époque il était plus facile de convaincre des travailleurs, il l'expliquait aussi par le fait que la classe ouvrière était "vierge", il voulait dire par là qu'elle n'avait pas encore été gangrenée par le réformisme, ce qui n'est évidemment pas le cas du prolétariat français. Tout concourt aujourd'hui dans la société à pousser la population à adopter un comportement individualiste, dans ces conditions elle est encore moins apte qu'hier à faire preuve de discernement, la multiplication des formations politiques et le spectacle navrant qu'elles offrent ne l'encourage pas vraiment à changer d'attitude, c'est le moins qu'on puisse dire, même si d'un autre côté

il est vrai qu'elle se questionne davantage du fait de la crise et ses conséquences qu'elle subit, cette crise est décidément une aubaine, sans qu'il faille tout en attendre.

La débauche de populisme ou de démagogie, dont font preuve aussi bien le gouvernement que le PS et ses satellites pour tromper les travailleurs, ne va certainement pas les aider à s'orienter correctement et à trouver la voie de l'affrontement politique avec les institutions. Par contre, elle peut susciter chez eux le besoin de clareté pour essayer de comprendre la situation. Ils sont tellement habituer au double langage des uns et des autres qu'ils sont naturellement amenés à soupçonner de malhonnêteté un discours dans lequel on ne leur dit pas franchement les choses. Ils attendent de nous qu'on leur dise la vérité en face au lieu de tourner autour du pot ou de leur donner une analyse tronquée de la réalité.

Excusez-moi, mais si vous leur dites : votez mais vous n'aurez rien à en attendre, etc. ils auront raison de vous répondre que si c'est la seule chose que vous aviez à leur dire ce n'était vraiment pas la peine puisqu'ils le savaient pertinemment, vous pourrez bien essayer de rattraper le coup ensuite, mais ce sera très difficile, car entre temps ils se seront faits une idée sur vous et votre parti.

Vous avez le choix entre leur dire que finalement voter servira quand même à quelque chose et dans ce cas-là vous leur mentirez effrontément, vous ne parviendrez jamais à leur prouver, d'une manière ou d'une autre vous (vous) êtes grillé, ou vous leur dites de ne pas voter parce qu'ils vont légitimer des institutions qui n'ont pas été crées pour servir leurs intérêts, ils vont donner des armes à leur ennemi pour leur tirer dessus et continuer de broyer tous leurs droits, à eux de voir ensuite quelle est le meilleur comportement à adopter : dire stop on a déjà donné, ça suffit, on change de voie, ou réduit au désespoir et ne trouvant pas la force nécessaire pour en changer, continuer comme avant.

Parole d'internautes du 21 décembre.

1- Val est un réac. Siné vient d'être blanchi par la justice des accusations d'antisémitisme de Phillipe Val, Laurent Joffrin et autres ripoux. Comme c'est bizarre que Libé n'en dise rien, il était plus bavard au temps de la calomnie !

2- Mediator - terminator. Xavier Bertrand, qu'a-t-il fait pendant qu'il a été ministre de la santé en 2005 dans le gouvernement de Raffarin puis en 2006 et 2007 dans celui de De Villepin alors que les alertes étaient apparemment de plus en plus fortes !!! En 1998, Martine Aubry et Bernard Kouchner, étaient en charge, respectivement, de l'Emploi et de la Santé.

3- Loppsi 2. Depuis quand un pays où la répression est purement administrative et ne nécessite plus les juges et les tribunaux est-il autre chose que le pire des totalitarismes ? Encore un effort et la révolte ne sera plus un droit, mais un devoir !

## Politique.

1- France.

Il y a deux jours, sur le plateau de Dimanche soir-Politique de France Inter/Le Monde/I Télé/Dailymotion, Arnaud Montebourg : «*Je ne ferai pas de procès d'intention à Dominique Strauss-Kahn. C'est pour ça que critiquer le FMI n'est pas critiquer Dominique Strauss-Kahn car je ne connais pas son projet pour la France. Il ne l'a pas exprimé.*»

«*C'est l'austérité qui s'est imposée aux gouvernements et pas l'inverse!,* corrige Jean-Christophe Cambadélis dans une interview au Parisien de mardi. *Il est faux de dire que Strauss-Kahn sponsorise l'austérité en Europe. Les gouvernements l'appellent parce que ces pays sont au bord de la banqueroute.*»

Sur France Inter ce matin, Jean-Marie Le Guen s'irritait aussi d'une «*image assez ridicule pour ne pas dire diffamatoire*» et vante un Strauss-Kahn, capable de «*faire la jonction entre la crédibilité, l'efficacité économique et la cohésion sociale*».

Début décembre, le président du Parti de gauche avait ainsi moqué les «*émouvantes déclarations*» de Strauss-Kahn «*sur son appartenance à la gauche [lors d'un passage à France Inter] et même quasiment expliqué que le FMI était membre de l'Internationale socialiste*» alors que le même, selon Mélenchon.

Quant au numéro un communiste, Pierre Laurent, il n'a pas caché que si «*la ligne actuelle imposée par le FMI*» s'imposait «comme étant la ligne du PS» quel que soit son candidat, cela «*poserait un certain nombre de problèmes*» pour les alliances à gauche en 2012. (Libération.fr 21.12)

Vous connaissiez déjà : ne confondez pas, le parti ce n'est pas ses dirigeants à propos du PS et ses satellites, dixit le POI, maintenant selon le PS, c'est le FMI qu'il ne faudrait pas confondre avec son directeur général ! Il ne faut pas confondre non plus P. Lamy et l'OMC qu'il dirige ! Jusqu'où iront-ils dans l'imposture ?

La sortie de Mélenchon doit couvrir ses longues années passées au PS, en voilà un qui ne pourra jamais dire : je ne savais pas

ce qu'était le PS, il n'a aucune excuse. Oui, l'Internationale socialiste est compatible avec le FMI, puisqu'elle est comptaible avec le système capitaliste qu'elle a adopté. Cachez-moi cette horrible vérité !

Quant à la supposition de P. Laurent, elle a la même petite vertu, faire oublier que le PS a toujours été inféodé au capitalisme et aux institutions, ce qui n'a pas empêché le PCF de s'allier et de gouverner avec lui, pour le compte des capitalistes bien entendu. Vive le front unique ! Pour la bonne cause, comme toujours !

En 2012 tous ces gens-là seront obligés d'appeler à voter PS au second tour de la présidentielle et des législatives pour avoir des élus et les prébendes qui vont avec. En 2012, le mot d'ordre ne devrait pas être : tous aux urnes, mais tous à la gamelle des institutions ! Boycott !

2- Côte-d'Ivoire.

Extrait de l'hebdomadaire de Cotonou *Le Bénin aujourd'hui* :

«*Le problème n'est pas en soi que Gbagbo ou Ouattara ait été élu et qu'il y ait crise post-électorale. Cela n'est que monnaie courante en Afrique. Le véritable problème demeure ce que l'on continue d'appeler pompeusement la communauté internationale et qui n'est en fait qu'un agrégat de puissances occidentales qui jouent les gendarmes en Afrique au gré de leurs intérêts. Cette soi-disant communauté sera comptable des événements consécutifs à sa méconnaissance des réalités ivoiriennes et à sa mauvaise gestion de la crise.*»

Cet hebdomadaire de Cotonou ajoute:

«*Qu'on le veuille ou non, Gbagbo a bien été élu président en 2000. A partir du moment où la guerre a été déclenchée en 2002 contre un régime légal et légitime, nous sommes en droit de demander ce que cette communauté a fait pour soutenir le régime constitutionnellement établi. Il apparaissait évident que son échec à réunifier et pacifier le pays allait conduire à la situation de chaos actuelle. Dans des affaires qui ne concernent que les Ivoiriens, la communauté internationale s'autorise à soutenir un candidat, en faisant délibérément preuve de vision partiale, partielle et parcellaire de la crise. Un précédent grave qui donne à réfléchir sur la réorganisation de l'ONU même. Et dans cette nouvelle recomposition, l'Afrique devrait hausser le ton pour dire qu'elle n'est plus la terre où l'on peut toujours continuer à s'aventurer comme par le passé.*»

«*La France ne défend la démocratie que quand cela va dans le sens de ses intérêts. Pourquoi les élections doivent-elles être transparentes en Côte d'Ivoire et pas au Gabon? J'avoue avoir du mal à comprendre. Paris veut juste imposer ses candidats. Mais cette époque est révolue*», s'emporte Alain, un Ivoirien, qui n'a pas de sympathie particulière pour Gbagbo. (Slate.fr 21.12)

3- Afghanistan.

Le nombre de victimes civiles en Afghanistan est, sur les dix premiers mois de l'année, en hausse de 20% par rapport à 2009, disent les Nations unies dans un rapport publié mardi.

Selon les calculs de l'organisation arrêtés à la fin du mois d'octobre, il y a eu 6.215 victimes civiles, dont 2.412 morts.

Le bilan des soldats étrangers tués a franchi la barre des 700 en 2010, de loin l'année la plus meurtrière depuis le renversement du régime taliban en 2001. (Reuters 21.12)

## Social.

1- France.

1.1- Les conséquences des bas salaires et de la remise en cause de la garantie d'emploi.

Selon le dernier rapport annuel de la Fonction publique, «*alors que l'offre total d'emplois via le recrutement externe a augmenté de 2,7% en 2008*» dans la Fonction publique d'Etat, le nombre de candidats a baissé de 13,9% par rapport à 2007 (378.991 présents aux 683 épreuves de sélection, contre 440.352 pour 810 concours en 2007).

La sélectivité, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de candidats présents avec le nombre de candidats admis, a «enregistré son niveau le plus faible depuis 2002, avec 10,2 candidats pour un admis», ajoute le rapport. (20minutes.fr 21.12)

1.2- Dur d'être prof en 2010 !

La baisse drastique du nombre de postes offerts aux concours d'enseignants 2011 était connue : seulement 3 000 postes ouverts dans l'enseignement primaire contre 6 500 à la session précédente, 8500 postes dans le secondaire contre un peu plus de 10 000 à la session 2010.

Ce qui est plus étonnant, et plus inquiétant quant à l'avenir des métiers d'enseignement, c'est que les candidatures à ces concours sont également en forte baisse. Les chiffres communiqués par le ministère de l'éducation après les épreuves écrites, dites d'admissibilité, qui se sont terminées fin novembre, le montrent : dans le second degré, 21 000 étudiants contre 38 249 lors de la précédente session ont passé ces épreuves ; dans le premier degré, ils étaient 18 000, contre 34 952 précédemment.

C'est en mathématiques que le phénomène est le plus aigu, avec 1303 candidats pour 950 postes, soit environ 1,4 candidat par poste contre 3,3 lors de la session précédente. En lettres, avec 1 491 candidats pour 800 postes, le taux n'est plus que de 1,9 candidat par poste, contre 3,7 précédemment. En anglais, le taux est tombé à 2 candidats pour un poste, contre 3,3 à la dernière session. (Lemonde.fr 21.12)

Après la pénurie annoncée de médecins, ce sera bientôt au tour des profs.

### 1.3- Ils sont tous responsables du chômage.

Le gouvernement consulte les partenaires sociaux depuis lundi. Objectif : prendre des mesures début 2011.

Après les retraites, l'emploi des jeunes. Gouvernement, partenaires sociaux et opposition, tous ont fait du sujet leur nouveau cheval de bataille. Il y a urgence, le chômage des 15-24 ans ayant atteint un pic de 25 % au troisième trimestre

Le nouveau ministre du Travail veut donc développer l'alternance (grâce aux contrats d'apprentissage et de professionnalisation), qui facilite l'insertion professionnelle, sans mettre la main au porte-monnaie. L'objectif serait de porter le nombre de ces formations de 600.000 actuellement à 800.000 en 2015. (Lepoint.fr 21.12)

### 1.4- Remise en cause du droit de grève.

Une grève illimitée avait été lancée mardi à l'aéroport de Marseille-Provence et le préfet de région Hugues Parant avait réquisitionné une quinzaine de personnels de la société Astriam, chargée du contrôle des passagers et des bagages.

Une soixantaine de salariés de l'entreprise étaient en grève, selon l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFTC. Les grévistes réclamaient une revalorisation de leurs conditions de travail et le recrutement de personnel.

La grève a pris fin en début de soirée, l'intersyndicale ayant accepté de signer un protocole d'accord et de lever son mouvement, a-t-on appris auprès de la direction de l'aéroport. (AP 21.12)

### 1.5- Ne dites surtout pas qu'il y a quelque chose de pourri dans le mouvement ouvrier.

"*Une véritable humiliation*", c'est ce qu'ont subi au moins 360 salariés et retraités de la SNCF d'origine marocaine, selon leur avocat Léopold Mendes. Privés du statut de cheminot du fait de leur nationalité, ils ont attaqué l'entreprise publique devant la justice, qui examinera leur dossier en 2011. Recrutés directement au Maroc entre 1972 et 1974, ces cheminots - qui pourraient être au nombre de 2.000 selon certaines estimations - n'ont jamais pu obtenir le statut - classique à la SNCF - de cadre permanent. En cause, une clause de nationalité censée réserver ce statut aux seuls détenteurs de la nationalité française, alors que la majorité d'entre eux, après des années de travail en France, ont obtenu la nationalité française...

Mais pour les 360 salariés qui ont porté plainte, la discrimination a bien été réelle tout au long de leur carrière. Refus d'accès aux examens, absence d'intégration au processus de notation, refus de prise en compte de l'ancienneté, leur avancement dans l'entreprise publique n'est en rien comparable à celui de leurs collègues, il est même impossible. D'ailleurs, certains d'entre eux, qui avaient malgré tout réussi à passer entre les gouttes et à réussir les concours, se sont vu refuser des promotions du fait de leur statut, selon Me Mendes. Enfin, leur retraite diffère également de celle des autres employés. Impossible pour eux de la prendre à 55 ans, alors que la plupart travaillent toujours en plein air, sans compter que leur pension est largement inférieure à celle de leurs ex-collègues. Elle serait comprise entre 800 et 1.200 euros pour eux, tandis qu'elle est comprise entre 1.500 et 2.000 euros par mois pour les ex-cadres permanents. Sans compter qu'ils n'ont pas accès à la caisse de prévoyance des cheminots.

La SNCF, reconnue comme une des rares entreprises où il est aisé de progresser dans sa carrière, leur a donc refusé un droit qu'elle accordait à ses autres employés. Certains, après trente ans d'ancienneté, travaillent toujours en gare de triage, selon Me Mendes, alors que, en principe, les cheminots ne restent pas plus de deux ans au même échelon. Pourtant, le contrat de travail qu'ils avaient signé lors de leur embauche stipulait clairement que le travailleur étranger "*a droit au même régime de travail que les ouvriers français*" et qu'il "*oit recevoir à travail égal une rémunération égale à celle de l'ouvrier français de même*

*catégorie*". Une rémunération loin de l'être puisque, en fin de carrière, les cheminots marocains gagnent aux alentours du Smic, soit la moitié de la rémunération d'un cheminot ayant le statut de cadre permanent. Par ailleurs, jusque dans les années 1980, ils n'avaient pas le droit aux avantages sociaux de la SNCF, par exemple ceux liés aux tarifs préférentiels pour les billets de train.

Si la discrimination était prouvée lors des audiences prud'homales qui se dérouleront en mars et en octobre prochain, la SNCF se verrait dans l'obligation de compenser la différence de traitement dont ses salariés étrangers prétendent avoir été victimes. Une indemnisation qui est évaluée entre 300.000 et 400.000 euros par Me Mendes. (Lepoint.fr 21.12)

Commentaire d'un internaute.

Comment se fait-il que les syndicats, et notamment les plus virulents d'entre eux qui ont pour habitude de "*tirer sur tout ce qui bouge*" n'aient rien trouvé à redire durant toute cette période ? Question qui, vous l'imaginez facilement, restera sans réponse.

Commentaire.

Quand je m'emploie à expliquer que syndicats et partis dits ouvriers se foutent éperdument des couches les plus défavorisées du prolétariat, et que leur fond de commerce repose essentiellement sur l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes, certains hurlent à la calomnie, c'est pourtant la vérité.

Là non plus, aucun parti ne pourra dire : nous ne savions pas, ils sont tous complices et coupables d'avoir gardé le silence. Infâme ! Et pendant ce temps-là il y a des milliers de militants honnêtes qui se battent pour défendre le véritable syndicalisme et le véritable socialisme...

### 1.6- Haro sur les hôpitaux publics!

Nicolas Sarkozy a insisté mardi sur la nécessité pour les hôpitaux d'améliorer leur situation financière, déclarant que la France courait le risque de perdre son autonomie si elle ne luttait pas contre les déficits.

"On va continuer à investir dans l'hôpital mais je ne peux pas rester avec les deux-tiers des hôpitaux en déficit, ce n'est pas sain", a-t-il dit lors d'une visite dans les nouveaux locaux du centre hospitalier Henri Duffaut d'Avignon. (Reuters 21.12)

## 2- Etats-Unis.

La population américaine s'élève à 308,7 millions d'habitants, selon les chiffres du recensement de 2010 aux Etats-Unis, qui révèlent une baisse de la croissance démographique à son plus bas niveau dans le pays depuis les années 1930. (AP 21.12)

# Economie.

## 1- France.

### 1.1- En état de survie artificielle.

L'année prochaine, la France empruntera -en net- 184 milliards d'euros sur les marchés. En 2010, l'Agence France Trésor (AFT) a en emprunté 188 milliards d'euros à moyen et long terme.

Prudente, l'AFT a prévu que la charge de la dette augmenterait de 5 milliards par an au cours des trois prochaines années pour atteindre 55 milliards en 2013 contre 40,5 milliards cette année. (Lefigaro.fr 21.12)

### 1.2- Décidément, les capitalistes paient trop d'impôts !

«Nos sociétés payent l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur les sociétés, il y a une contribution économique territoriale (...) Enfin, bref, elles ont quand même beaucoup de taxes et beaucoup d'additions de fiscalité qui font qu'on a un taux de prélèvement sur les entreprises relativement élevé», a déclaré leministre du Budget François Baroin sur RTL.

Mais...

«*L'impôt sur les sociétés en France est un impôt qui rapporte un peu, mais qui a une élasticité très forte (...) Vous êtes en crise, vous ne faites pas de bénéfices, vous ne payez pas d'impôts*», a déclaré le ministre. «*Les entreprises ont par ailleurs un système de bénéfice mondial consolidé, donc si elles font des bénéfices à l'étranger, elles payent leur bénéfice à l'étranger*», a déclaré le ministre.

Selon un récent rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, organe rattaché à la Cour des comptes, les entreprises du CAC 40, assujetties à un taux d'IS de 33%, ne seraient en fait taxées qu'à hauteur de huit pour cent en moyenne, contre 22% pour les Petites et Moyennes Entreprises.

Dans un «*contre-rapport*», le Medef a dénoncé un diagnostic «*erroné*», pointant des calculs fondés sur de «faux agrégats», selon lui. La présidente du Medef, Laurence Parisot, a d'ailleurs dénoncé mardi dernier une hausse «considérable» des impôts pesant sur les entreprises. (20minutes.fr 21.12)

L'idéal pour le Medef serait l'impôt zéro pour les patrons, merci on a compris.

2- Allemagne.

Avec 50 milliards de dette supplémentaire en 2010, l'Allemagne bat un triste record: celui du plus haut endettement atteint depuis la fondation de la République fédérale en 1949. Il s'élève désormais à 1791 milliards d'euros. Le ministère des Finances, qui a annoncé ce chiffre lundi, se voulait néanmoins positif: en janvier dernier, le ministre Wolfgang Schäuble prévoyait en effet d'emprunter pas moins de 80 milliards d'euros de plus cette année.

À cause de la hausse des cotisations sociales, du coût de la santé et de la baisse de certaines prestations, c'est le citoyen allemand qui porte la majorité du poids de l'effort, et de la dette. Celle-ci s'élève désormais à 21.800 euros par habitant, soit 1000 euros de plus que l'an dernier. Pour l'an prochain aussi la situation s'annonce inédite: malgré les coupes drastiques dans les programmes sociaux et la proclamation de l'intangibilité du dogme de l'équilibre budgétaire, Wolfgang Schäuble prévoit de nouveaux emprunts à hauteur de 48 milliards d'euros. Le ministre est néanmoins «*très confiant*» dans le fait que l'Allemagne remplira dès 2011 les critères de Maastricht. (Lefigaro.fr 21.12)

---

Le 23 décembre

Politique.

1- France.

1.1- Mediator-Terminator. Comment blanchir l'industrie pharmaceuthique et les élus de leurs crimes, mode d'emploi du Palais.

Nicolas Sarkozy a demandé mercredi la "*transparence la plus totale*" dans le traitement du dossier du Mediator.

"*S'il s'avère qu'il y a des failles dans le système, elles seront corrigées*", a dit Nicolas Sarkozy, dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement François Baroin.

François Baroin a rappelé que l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) devait rendre un rapport "*à la mi-janvier*" et qu'une mission parlementaire venait d'être créée.

Plusieurs anciens ministres ayant exercé des fonctions en lien avec la Santé, de droite comme de gauche, pourraient se retrouver en position délicate en fonction du développement des plaintes déposées par des victimes.

Ils affirment avoir tout ignoré des alertes lancées à partir de 1998, en particulier par l'Agence française du médicament, sur la dangerosité de ce médicament.

Le professeur Bernard Debré, député UMP, a également appelé les anciens ministres qui étaient en place durant la longue carrière du Mediator à prendre leurs responsabilités.

Il visait sans les nommer l'actuel ministre UMP de la Santé Xavier Bertrand, déjà titulaire de ce ministère entre 2005 et 2007, sa secrétaire d'Etat Nora Berra, son prédécesseur UMP Roselyne Bachelot, l'actuelle dirigeante socialiste Martine Aubry et l'ancien ministre Bernard Kouchner, notamment. (Reuters 22.12)

1- La Talonnette demande la "*transparence la plus totale*", ça c'est pour l'effet d'annonce, donner l'impression qu'on va s'attaquer à un problème, ensuite plus personne n'en parlera parce que l'on pensera qu'il a été réglé et le tour est joué, les crétins le croiront sur parole, c'est l'objectif pour avoir les mains libres et étouffer ce scandale, en réalité il faut remplacer transparence par opacité.

2- Alors que les faits sont établis, il les met en doute sur le mode de la supposition quand il dit "*s'il s'avère*", autrement dit, malgré notamment les deux rapports de la Sécu et de l'Inserm, pas de problème dans le système d'évaluation des médicaments avant de les mettre sur le marché.

3- Pour couvrir la corruption et la responsabilité des élus, quoi de mieux qu'une commission parlementaire à laquelle participera tous les partis présents à l'Assemblée nationale, comme d'habitude le linge sale se lavera en famille.

1.2- Hortefeux sera-t-il condamné une troisième fois ?

Un élu d'Europe Ecologie annonce avoir porté plainte contre le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, pour ses commentaires sur le jugement du tribunal de Bobigny condamnant des policiers. Le dépôt de cette plainte, pour "entrave à l'exercice de la justice" et "atteinte à l'indépendance de la justice", a été confirmé par une source judiciaire citée anonymement par l'AFP. Elle est actuellement "à l'étude" au parquet de Paris.

Julien Bayou, également membre du collectif Jeudi noir, espère que d'autres associations se joindront à cette démarche afin de voir sanctionné un ministre déjà condamné deux fois, pour atteinte à la présomption d'innocence et injures à caractère racial. "C'est pour lancer le mouvement. L'idée, c'est de ne pas laisser passer ce qui est, non pas un dérapage, mais un délit", a déclaré M. Bayou.

Le parquet de Paris peut ouvrir une enquête, transmettre le dossier à la cour de justice de la République, puisque Brice Hortefeux a tenu ses propos dans l'exercice de ses fonctions ministérielles, ou classer sans suite. Dans le cas d'un classement sans suite, Julien Bayou entend contester la décision du parquet au regard des décisions de la Cour de justice européenne.

Le premier ministre, François Fillon, a déclaré mardi, à l'Assemblée nationale, que Brice Hortefeux avait toute sa confiance ainsi que celle du président de la République.

2- WikiLeaks, suite.

Pour diffuser ses télégrammes diplomatiques, Julien Assange avait fait appel à plusieurs médias: le Guardian, le Monde, el Pais, le Spiegel et le NY Times. Ce mardi, s'adressant au Times, Assange leur reproche de lui avoir "*causé d'interminables problèmes*". Il déplore particulièrement le choix de ces journaux de masquer des noms qui figuraient dans les télégrammes diplomatique, alors que lui prône la transparence complète. "*Un partenariat qui a tourné au vinaigre*", conclut le Times.

Autre critique, directement adressée au Guardian: le journal anglais a eu en sa possession et relayé le rapport de police sur les accusations de sexe par surprise contre Julien Assange. "*La fuite de ce rapport était clairement faite pour saper ma liberté sous caution*", affirme-t-il.

Agacé, le fondateur de WikiLeaks affirme qu'il préfère désormais que ses informations soient publiées "*sans rédaction*". (Lexpress.fr 22.12)

3- Argentine.

L'ancien dictateur argentin Jorge Videla a été condamné, mercredi 22 décembre, à la prison à vie par un tribunal de Cordoba pour l'exécution d'opposants et d'autres crimes contre l'humanité, au terme de son premier procès depuis vingt-cinq ans.

L'ancien général, âgé de 85 ans, avait déjà été condamné à la perpétuité en 1985 lors d'un procès historique de la junte militaire pour les crimes commis sous la dictature (1976-1983), qui a fait 30 000 disparus, selon les organisations de défense des droits de l'homme. Mais la peine avait été effacée en 1990 par une grâce de l'ex-président Carlos Menem, grâce qui a été déclarée anticonstitutionnelle en 2007, une décision confirmée par la Cour suprême en avril. Cette dernière avait également abrogé les lois d'amnistie des crimes de la dictature en 2005.

Depuis, plusieurs procédures ont été engagées contre Jorge Videla, fervent catholique qui faisait figure de modéré avant de prendre la tête du putsch du 24 mars 1976 et de diriger le pays jusqu'en 1981. Ces années ont été les plus dures du régime militaire. A Cordoba, dans le centre du pays, l'ancien général était jugé depuis début juillet avec 29 autres personnes pour l'exécution de 31 détenus politiques. Parmi les accusés, l'ancien général Luciano Menendez a été condamné pour la quatrième fois à la prison à perpétuité pour violation des droits de l'homme. (Lemonde.fr 22.12)

Mais c'est fantastique, il y a une justice dans ce bas monde... C'est ce que les esprits faibles penseront malheureusement, il faut donc procéder à une mise au point pour leur enlever tout faut espoir et corriger cette interprétation erronée de la société.

Ces faits remontent à plus de 30 ans. Depuis les militaires ont redonné le pouvoir aux représentants politiques civils du capital, au

parti de l'ordre de Carlos Menem pour commencer, puis l'alternance qui a porté au pouvoir le parti social-démocrate ne leur a causé aucun problème puisqu'il est lui-même inféodé au capital et n'entend pas s'y attaquer.

La bourgeoisie argentine estime qu'elle a plus a gagné aujourd'hui à une démocratie de façade sous couvert de collaboration de classes qu'à une dictature qui coûte cher, désorganise le fonctionnement du pays et qui plus est ne dure qu'un temps, du coup elle lâche les bourreaux qu'elles avaient porté au pouvoir dans les années 70, l'ordre capitaliste et l'Etat à son service ont été préservés, c'est l'essentiel et peu importe comment ils y sont parvenus.

Quand la bourgeoisie estime que ses intérêts fondamentaux sont menacés, elle recourt à une dictature, le reste du temps elle se contente d'institutions dites démocratiques régulant la lutte des classes en sa faveur, peu importe au bout du compte quel parti est au pouvoir du moment qu'il ne touche pas aux fondements du capitalisme...

Et puis ces procès permettent d'épargner l'instigateur et l'organisateur de ces coups d'Etat militaires et de tous ces crimes : l'impérialisme américain. Il lui était plus facile d'intervenir dans cette partie du monde dans les années 70, bien qu'il faille relativiser cette appréciation après le coup d'Etat au Honduras.

Là aussi il faut se méfier des formules toutes prêtes que l'on nous sort, car l'on peut observer que même en proie à une grave crise économique, les Etats-Unis continuent de guerroyer à travers le monde (Afghanistan, etc.) et de consacrer des centaines de milliards de dollars par an à son budget militaire.

## Social.

### 1- France.

#### 1.1- La classe : c'est la classe, la nôtre !

C'est un joli cadeau de fin d'année qu'ont fait les salariés de la société Adixen, filiale d'Alcatel, à leurs collègues intérimaires.

Malgré des résultats exceptionnels, la direction de la société basée à Annecy refuse en effet de verser une nouvelle prime à ses salariés qui, du coup, décident un débrayage. Après une nouvelle réunion vendredi, la direction accepte finalement le versement d'une faible somme: 100.000 euros.

Plutôt que de tous accepter une petite prime de 130 euros, les salariés ont décidé de laisser leur somme aux 245 intérimaires de la société. Ceux-ci toucheront donc 410 euros de prime, grâce à ce beau geste de solidarité. (20minutes.fr 22.12)

Notre classe est capable du meilleur comme du pire, contrairement à celle des capitalistes qui n'est capable que du pire !

Cela nous fait penser à un aspect de la grève que nous n'avons pas abordé après la mobilisation sur les retraites : la solidarité ouvrière et la caisse de secours pour les travailleurs en grève et leurs familles. C'est une question que Trotsky et Lénine avaient abordé au lendemain de la révolution d'octobre 1905 pour ne pas commettre la même erreur deux fois. Il faut dire qu'eux au moins tiraient les enseignements pratiques de chaque combat.

Ce fut une des faiblesses de 1905 qui expliqua en partie pourquoi de nombreux travailleurs s'empressèrent de reprendre le travail et pourquoi un certain nombre d'entre eux ne répondirent pas présents lors de la deuxième phase de cette révolution. Ces dirigeants indiquèrent qu'il fallait impérativement régler cette question avant le déclenchement de la grève générale si l'on voulait qu'elle dure le plus longtemps possible... La solidarité existe entre ouvriers, mais quand on est loti à la même enseigne, les moyens de subsistance viennent à manquer rapidement.

Voilà donc quatre changements radicaux à apporter au syndicalisme :

1- le refus du financement des syndicats par l'Etat, l'UE ou toute autre institution du capital ;

2- le refus des syndicats de participer au côté du gouvernement ou/et des patrons à la gestion d'organismes mis en place par l'Etat ;

3- le refus des syndicats de participer au dialogue social avec le gouvernement et le patronat, rompre toutes les relations avec eux ;

4- consacrer une partie des cotisations des adhérents à un fond de solidarité permanent pour venir en aide aux grévistes.

Qu'en pensent ceux qui se réclament d'un syndicalisme de lutte de classe ? C'est étrange, vous me corrigerez si je me trompe, il semblerait que tous les groupes de militants syndicaux qui se sont constitués ces dernières années ont systématiquement

et unanimement ignoré ces questions déterminantes pour le syndicalisme. Sur quelle ligne sont-ils donc ? Quels intérêts défendent-ils donc ? Quelles sont leurs réelles intentions ? Et les partis qui font preuve du même silence sur ces questions ? Pour ne pas froisser la susceptibilité des Thibault, Mailly et Cie ?

### 1.2- Enseignement. Bavardage au tour d'un amendement scélérat.

Contre l'avis du gouvernement, un amendement du sénateur Jean-Claude Carle (UMP) adopté lors du vote du budget 2011 fait basculer 4 millions d'euros de l'enseignement public vers le privé.

Réaction de Christian Chevalier, secrétaire national du syndicat enseignant SE Unsa.

On pouvait espérer que la commission mixte paritaire reviendrait sur cet amendement. Ça n'a pas été le cas. Il s'agit d'un siphonnage de quatre millions d'euros prévus pour l'enseignement public, qu'on fait basculer dans l'enseignement privé. Tout cela dans un contexte où l'enseignement public est mis à mal avec la suppression de 16 000 emplois à la rentrée 2011. Avec cet amendement, c'est 250 postes supplémentaires qu'on supprime. L'enseignement privé est donc privilégié, il l'était déjà.

Depuis trois ans, l'enseignement privé est particulièrement privilégié et ce sont les deniers du contribuable qui sont mis à contribution.

Question de Publicsénat.fr : Espérez-vous encore que d'une manière ou l'autre l'on puisse revenir sur cette mesure ?

Réponse : On va être attentif à ce qui va se passer au niveau du Conseil constitutionnel. (Publicsénat.fr 22.12)

Ils n'ont même pas besoin de leur forcer la main pour les intégrer à l'Etat, en légitimant les institutions ils légitiment par avance les mesures réactionnaires qu'elles sont amenées à prendre, de l'extérieur ils font très bien le sale boulot ! Avis aux opportunistes professionnels qui se félicitent que les syndicats n'aient pas été intégrés à l'Etat en 1969.

### 2- Grèce. L'intérêt général : c'est l'intérêt de l'aristocratie financière !

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes mercredi pour protester contre le budget d'austérité 2011 qui devait être voté dans la soirée par le parlement grec.

Aux cris de "*On n'en peut plus*", trois mille manifestants se sont rassemblés devant le parlement dans une capitale où les transports publics étaient paralysés par la grève.

Deux milliers de personnes ont participé à une marche parallèle contre l'austérité mais la participation était légèrement inférieure aux précédentes journées de mobilisation.

"*Le gouvernement ne va pas changer de politique simplement parce que nous descendons dans la rue*", selon Susanna Apostolaki, une secrétaire de 43 ans.

"*Tout le monde doit faire preuve de responsabilité (...) l'Etat dispose des pouvoirs nécessaires pour préserver l'intérêt général*", a déclaré le porte-parole du gouvernement, George Petalotis, dans une interview télévisée.

Ce mois-ci, des manifestants ont déjà affronté la police et incendié des voitures et un hôtel du centre d'Athènes tandis que 50.000 personnes ont défilé contre les mesures d'austérité. (Reuters 22.12)

### 3- Italie.

Des milliers d'étudiants italiens ont manifesté ce mercredi pour protester contre une réforme de l'Université censée être définitivement adoptée dans la journée par le Sénat.

Avec un taux de chômage avoisinant les 25%, voire 35% dans le Sud, la bataille autour de la réforme de l'université s'est transformée en caisse de résonance du mécontentement et de l'inquiétude de la jeunesse italienne face à l'avenir.

La réforme prévoit une diminution du nombre des facultés et des filières et une baisse des montants alloués aux bourses. Elle établit des délais pour la recherche, entraîne une refonte du système d'admissions, renforce le rôle du secteur privé dans la gestion des universités et limite la durée du mandat des recteurs.

Le gouvernement affirme que cette réforme permettra l'instauration d'un système universitaire davantage fondé sur le mérite et mieux adapté aux besoins des employeurs.

Pour leurs détracteurs, dont beaucoup ne contestent pas la nécessité d'une réforme de l'Université, les mesures proposées par le gouvernement consistent simplement à réduire le financement du système universitaire, ce qui pourrait nuire aux capacités de recherche du pays. (Lexpress.fr 22.12)

4- Inde.

Répondant à un appel de l'opposition indienne, près de 20.000 personnes ont manifesté mercredi dans les rues de New Dehli afin de protester contre la hausse des prix et la corruption.

La coalition du Premier ministre Manmohan Singh se trouve dans une situation délicate depuis plusieurs semaines en raison d'un vaste scandale de corruption présumée, auquel certains de ses membres auraient pris part. Parallèlement, la hausse subite des prix des denrées alimentaires a suscité la colère de nombreux Indiens.

Invités à se mobiliser par la principale formation d'opposition indienne, le Bharatiya Janata Party (BJP), les manifestants ont défilé dans les rues de New Dehli en chantant des slogans accusant le gouvernement d'être inefficace dans sa lutte contre la corruption.

Parmi ces manifestants se trouvaient de nombreuses femmes et des enfants, qui portaient des guirlandes d'oignons autour du cou pour symboliser l'inflation enregistrée ces derniers mois, notamment sur les denrées de base.

"*Ceci est l'illustration de la colère du peuple, le début d'une vaste vague de manifestations à l'échelle du pays contre la corruption et l'inflation*", a déclaré à des journalistes un porte-parole du BJP, Prakash Javdekar.

Le gouvernement indien a supprimé mercredi une taxe sur les oignons, un des légumes les moins chers et les plus consommés en Inde, mais dont le prix, lorsqu'il augmente trop, inquiète les hommes politiques car il peut faire perdre les élections.

Le kilo d'oignons se vend actuellement à environ 80 roupies (1,35 euro), contre 35 à 40 roupies quelques jours auparavant. Les informations liées à cette hausse brutale font la Une des journaux.

Le Premier ministre indien Manmohan Singh a fait part de sa «*grave préoccupation*» et appelé à des mesures pour réduire le prix.

Le gouvernement a décidé mercredi de supprimer la taxe à l'importation pour ce bulbe.

Le prix de l'oignon peut avoir des conséquences douloureuses pour les hommes politiques, un phénomène baptisé par les médias «le facteur oignon».

En 1998, après une très forte hausse du prix, le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) avait perdu les élections locales à Delhi. En 1980, «le facteur oignon» avait été invoqué pour expliquer la défaite d'un parti aujourd'hui disparu, le parti Janata, lors d'élections parlementaires.

Le gouvernement indien, qui tente en outre de contenir l'inflation, a déjà interdit les exportations de bulbes, mais a prévenu que les prix risquaient de rester élevés encore plusieurs semaines, en raison de pluies inhabituelles dans la région productrice.

Pour répondre à la demande, l'Inde a augmenté ses importations depuis le Pakistan. «*La taxe sur les importations d'oignon a été ramenée à zéro*», a déclaré à la presse le Secrétaire aux Finances Ashok Chawla.

Cette augmentation du prix intervient sur fond de hausse généralisée des prix des produits alimentaires (10% en un an), plaçant en grande difficulté les nombreux Indiens aux revenus très faibles. (Reuters et Libération.fr 22.12)

Magueswary, mon épouse, est intarrissable sur le prix des oignons ! Elle en a acheté hier à 20 roupies le kilo, un vrai bonheur ! Pondichéry n'est pas Delhi où le coup de la vie y est beaucoup plus cher.

En lisant cet article on pourrait croire que les travailleurs indiens se mobilisent avec leurs partis. C'est comme si vous manifestiez avec l'UMP contre le Modem au pouvoir !

Le Bharatiya Janata Party est un parti bourgeois ultra nationaliste associé à deux partis hindous radicaux (VHS et RSS) qui prônent l'expulsion des 100 à 150 millions de musulmans vers le Pakistan à défaut de pouvoir les exterminer. Accusé par un ex-commissaire de police de Mumbai d'avoir infiltré les services secrets indiens, il serait coresponsable avec les services secrets pakistanais des attentats de Mumbai en 2008 pour déstabiliser le gouvernement en place.

Quant à la corruption, elle est à tous les étages de la société, l'Inde est un pays corrompu jusqu'à l'os et ce n'est pas nouveau !

Economie.

1- Marché.

Un seul négociant détient entre 80 et 90% du cuivre coté au London Metal Exchange (LME), a affirmé mardi le Wall Street Journal sur son site internet.

Sans affirmer qu'il s'agissait de la banque d'affaires américaine JPMorgan, le Wall Street Journal a rappelé que celle-ci «*avait récemment une position importante dans le cuivre*». Le cours de ce métal a battu mardi un nouveau historique à Londres, à 9.353,50 dollars la tonne.

Il n'est pas rare que le marché de certains métaux au LME soit dominé par un acteur unique, qui agit pour le compte de divers clients, a relevé le quotidien: c'est le cas actuellement de l'aluminium, contrôlé à 90% par un seul négociant, et du nickel, du zinc et des alliages d'aluminium, dont 50 à 80% appartiennent à une seule entité également.

De telles prises de positions sont légales, tant que les régulateurs en sont prévenus. (Libération.fr 22.12)

2- France.

Sur les 12 derniers mois, le chiffre des défaillances d'entreprises a atteint 62.378. Les niveaux de défaillances reste supérieur de 22% à son niveau de 2007 selon l'assureur crédit Coface. (Reuters 22.12)

3- Belgique.

La Belgique doit prendre des mesures d'austérité début 2011 faute de quoi elle sera la cible d'attaques spéculatives, estime le ministre des Finances Didier Reynders.

Les dissensions politiques et une dette publique qui atteint près de 100% du PIB inquiètent les investisseurs. (Reuters 22.12)

4- Espagne.

Le chef du gouvernement espagnol José Luis Zapatero a estimé mercredi qu'il faudrait encore cinq ans à son pays pour se remettre de la crise financière et de l'éclatement de la bulle immobilière. (AP 22.12)

5- Grande-Bretagne.

Déficit public élevé, inflation galopante, chômage en hausse: le Royaume-Uni finit l'année au plus bas. Et 2011 sera «difficile», a annoncé le gouvernement. (20minutes.fr 22.12)

6- Etats-Unis.

Au total, selon le Financial Report of the United States, la dette publique fédérale a atteint 13.473 milliards de dollars (10.300 milliards d'euros). Elle était de 11.456 milliards de dollars il y a un an.

Le déficit, qui tient compte des intérêts sur la dette et du coût des dépenses sociales, ressort à 2.080 milliards de dollars pour l'exercice clos le 30 septembre, contre 1.253 milliards de dollars l'année précédente.

Le déficit budgétaire proprement dit s'est réduit à 1.294 milliards sur l'exercice 2010, contre 1.417 milliards de dollars en 2009. (Reuters 22.12)

---

Le 24 décembre

J'ai rectifié le lien vers le dernier numéro d'Informations ouvières, mes excuses.

Tous les ingrédients de Noël ont une origine païenne, ils ont été récupéré en vain par l'église catholique, puisque le majorité de

la population s'en détourne pour ne penser qu'à ripailler en famille ou entre amis, et se faire éventuellement des cadeaux pour oublier les privations ou les frustrations en tous genres qui ont ponctué l'année qui s'achève, quand on en a les moyens.

Pour renouer avec une vieille tradition héritée du bolchevisme, nous saluons à cette occasion nos camarades chrétiens et communistes, quelle horreur !

Ce n'est pas de la provocation, tout d'abord cette référence est exacte, je vous invite à le vérifier et à y réfléchir, ensuite nous estimons que le combat pour le respecter de la laïcité s'inscrit uniquement pour un militant ouvrier dans le cadre du combat pour le socialisme, contrairement à d'autres que nous ne citerons pas ici tellement nous avons honte pour eux, nous ne concevons pas le combat pour la défense de la laïcité au côté des Borloo et Cie. ou des représentants du capital.

Si nous nous amusions à faire la liste des valeurs ou principes communs à toutes les classes, nous finirions par en trouver tellement qu'il n'y aurait plus qu'un tout petit pas à franchir pour embrasser l'intérêt général cher à Sarkozy et à tous les chefs d'Etat qui appliquent une politique d'austérité en Europe et qui s'en réclament actuellement, c'est à croire qu'ils se sont donnés le mot !

Bien entendu, tout le monde ne leur donne pas les mêmes contenus et chacun a le droit de s'en réclamer, l'essentiel n'est pas là, il réside pour les militants marxistes-révolutionnaires dans la nécessité d'aider les travailleurs à définir où se situe précisément la frontière entre les classes, afin de ne pas confondre leurs intérêts avec ceux de leur ennemi, bref, d'y gagner en indépendance de classe pour mener leur combat, puis pour rompre avec le capital et ses institutions politiques, vous admettrez que c'est une condition indispensable à remplir pour aller vers le socialisme.

Le meilleur moyen de combattre pour le respect des valeurs ou principes dont nous nous réclamons ou encore pour défendre nos droits sociaux, consiste à nous tourner résolument vers l'avenir et à combattre pour le socialisme, après tout ne dit-on pas que le capitalisme a fait son temps et tout son fatras réactionnaire avec lui ?

La classe est debout, elle a démontré qu'elle était pratiquement prête à se mettre en marche, il ne lui reste plus qu'à trouver dans quelle direction elle doit s'orienter pour renverser tous les obstacles qui se dressent sur son chemin et qui l'empêchent d'avancer vers son objectif : la prise du pouvoir.

En 2011, en avant résolument vers le socialisme, cette année constituera une nouvelle étape de la révolution socialiste internationale, on ne peut pas, on n'ose pas imaginer qu'il en sera autrement.

Bonne soirée à tous les camarades, sans rancune évidemment, c'est un sentiment qui m'est étranger, et bon week-end.

Les questions tabous du jour.

Qui décide de la politique d'austérité dans chaque pays, le FMI, l'UE ou les différents gouvernements, les Etats sont-ils encore souverains ? Réponse de Christine Lagarde dans un entretien à la Süddeutsche Zeitung : "*Je ne pense pas qu'il soit possible d'ôter aux Etats la souveraineté sur leurs budgets mais nous pourrions nous coordonner les uns avec les autres lorsque nous élaborons nos législations fiscales.*" (La Tribune 22.12)

Alors pourquoi ne pas engager le combat en direction du gouvernement et du parlement qui vote ce budget d'austérité ? Pourquoi ne pas les désigner comme responsable de la politique qu'ils appliquent pour le compte des capitalistes? A bas Sarkozy et son gouvernement minoritaire et illégitime, à bas les institutions de la Ve République des banquiers et des capitalistes, il faut les chasser du pouvoir, tout le pouvoir aux travailleurs !

Cette question s'adresse aux dirigeants du POI, du NPA et de LO. En l'absence de réponse à cette question, de mots d'ordre politiques, que valent les appels à l'unité, à rejetter le consensus, la dette : c'est tout simplement du vent et de la gesticulation pour occuper les militants pendant que le train-train de la Ve République poursuit tranquillement son cours...

Nouvelles du fond de commerce des syndicats ou comment les syndicats et les partis sont corrompus et comment ils collaborent à la subordination de la classe ouvrière au capitalisme.

- Le comité d'entreprise géré par la CGT, perçoit 1% du chiffre d'affaires d'EDF, soit 470 Millions, avec près de 4000 collaborateurs.

- France Telecom : budget 160 millions d'euros, 200 collaborateurs

- Air France : 93 millions en cessation de paiement a dû faire un pret de 145 millions

- SNCF: 92 millions, 980 collaborateurs

- RATP : 83 millions, 300 collaborateurs

Voilà autant de "*collaborateurs*", de syndiqués qui n'ont évidemment aucun intérêt à s'opposer à la ligne politique de collaboration de classe des appareils, ils seraient obligés de retourner gratter, et cette liste est très loin d'être exhaustive, combien de milliers et de milliers de syndiqués sont dans la même situation ?

Décidément le capital savait ce qu'il faisait en créant les comités d'entreprise.

A la liste des changements radicaux à apporter au syndicalisme que j'ai commencé à établir hier, il faut rajouter la liquidation du CE tel qu'il existe aujourd'hui et lui substituer une simple information économique à destination du personnel des entreprises. On pourrait ajouter que le 1% du chiffre d'affaires des entreprises réservé au CE servirait à augmenter les salaires inférieurs à 2.000 euros net.

Voilà pour la rupture entre le capital et le travail ! Qu'en disent les partisans d'un syndicalisme de lutte de classe ? Rien sans doute ou ils la ferment, comme d'habitude, cherchez l'erreur !

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Karachigate, Sarkozy mouillé jusqu'au cou, l'étau se resserre !

L'affaire Karachi ne "*concerne en rien*" Nicolas Sarkozy. Rappelez-vous les propos de l'Elysée il y a quelques temps dans cette affaire.

Jeudi, on apprend en effet que l'ancien numéro 2 des services secrets français (DGSE), Alain Juillet, "*aurait été mandaté en juin 2008 par l'Elysée pour négocier avec l'ancien dirigeant d'une société écran de la Direction des constructions navales (DCN)*", révèle le site Mediapart.

Cette société, dirigée par Jean-Marie Boivin, "*menaçait de faire des révélations sur les dessous politico-financiers de grands contrats d'armement, s'il ne lui était pas versé une indemnité de 8 millions d'euros*".

Une histoire de gros chantage en quelque sorte. Racontée par Alain Juillet au juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke la semaine dernière.

Voici une partie de ce témoignage rapporté par Mediapart :

"*Début juin 2008, Bernard Delpit, adjoint de François Pérol à l'Elysée (M. Pérol était alors secrétaire général adjoint de la présidence, NDLR) me (Juillet) téléphone et me dit : 'On a un problème. Quelqu'un (Boivin) nous a écrit en nous demandant des indemnités très importantes. Est-ce que vous pouvez voir ce qu'il y a derrière tout cela ?'*".

Juillet affirme "*avoir obtenu le feu vert de l'Elysée*" pour négocier directement avec Boivin, précise Arrêt Sur Images.net. (Lepost.fr 23.12)

#### 1.2 - Le "***coeur à gauche***", le "***portefeuille à droite***".

Selon Jacques Séguéla, invité de Questions d'Info LCP/France Info/AFP, Dominique Strauss-Kahn "*va devoir choisir entre être un homme de droite ou être un homme de gauche*". "*Car si vous représentez la gauche, il faut être réellement de gauche. Il faut être de gauche dans ses tripes. La gauche d'aujourd'hui n'est pas celle de Mitterrand qui était une gauche qui avait le coeur à gauche et le portefeuille à droite*" a-t-il ajouté. (Lexpress.fr 23.12)

Voilà une caractérisation de la "*gauche*" qui correspond assez bien à ce qu'elle est en réalité, une imposture permanente.

Le "*coeur*", c'est la bonne conscience du petit-bourgeois, son côté humaniste à cent balles, au-delà c'est trop cher ! ; son intérêt vulgaire pour les petites gens... qui doivent tout de même rester à leurs places ; son penchant pour la laïcité qui va de paire avec son goût pour la liberté... pour lui-même évidemment ; les valeurs de la république, qui même étriquées ou piétinées lui permettent de s'épanouir, et tant pis si ce n'est pas le cas de la plèbe que finalement il déteste autant que les bourgeois qu'il jalouse...

Séguéla le grand bourgeois a soutenu Mitterrand et maintenant il soutient Sarkozy, c'est dans l'ordre des choses !

2- Côte-d'Ivoire.

Jean-François Probst, un ancien collaborateur de Jacques Chirac à Matignon et au RPR et accessoirement blogueur sur Bakchich, n'y va pas par quatre chemins : Alassane Ouattara, le rival de Gbagbo, est manipulé par la CIA, et Nicolas Sarkozy, par son incompétence, fait le jeu des Américains. Et il le dit de la manière la plus crue et directe possible :

« *Il est évident que depuis longtemps la CIA téléguide avec quelques longues cornes, et assez facilement semble-t-il, le couple Alassane et Dominique Ouattara…*

*Les rebelles du nord sont manipulés de l'extérieur, et pas seulement par l'islam avec Al Qaeda, des islamistes du nord de l'Afrique qui voudraient bien pousser jusqu'au Sud.*

*Tout cela est un imbroglio dans lequel les Etats-Unis nagent comme d'habitude à contre-courant. […] Tout le monde fait la danse du ventre autour de la Côte d'Ivoire, mais les Etats-Unis, avec leurs manières lourdingues et "obamesques", un peu comme Bush le faisait en Irak, arrivent à entraîner derrière eux des petits satellites ou des vassaux.*

*Malheureusement pour mon beau pays de France, que le général de Gaulle avait fait sortir du commandement intégré de l'Otan, le président Sarkozy a réintégré l'Otan.* »

Il a quelques amabilités pour l'actuel président de la République :

« *Le président Sarkozy est à la traîne des Etats-Unis et la France est un wagon de queue de la grosse locomotive américaine. […]*

*Nicolas Sarkozy pourra de façon grossière et indécente s'agiter, vociférer, s'ingérer dans les affaires intérieures de la Côte d'Ivoire, mais il n'aura que des réponses cinglantes des Ivoiriens qui lui répondront que la Côte d'Ivoire n'est pas une sous-préfecture française.*

*Donc, de grâce, que les Américains, que la France de monsieur Sarkozy, que l'Europe de messieurs Baroso et Van Rompuy, se calment et s'abstiennent de commentaires vasouilleux et menaçants. […]*

*Ce garçon a trop tété le biberon de Charles Pasqua et il est le roi de la rodomontade. La politique étrangère, cela nécessite du calme, de la hauteur de vue et de la discussion. […]*

*Ne négligeons pas le fait que 60% des Ivoiriens ont moins de 20 ans. Ne négligeons pas que, comme les gaullistes de la Résistance, ils ont envie de s'opposer aux colonisateurs et au totalitarisme…*

*Seulement, les Chinois ont une diplomatie un peu plus intelligente que la nôtre… Actuellement, ce n'est pas difficile, parce que des crétins gèrent notre approche française de l'Afrique.* »

Jean-François Probst n'a pas tenu ces propos incendiaires n'importe où, mais sur une modeste radio basée à La Baule, Kernews 91.5 FM, animée par Yannick Urrien, un ancien de l'UNI et de Radio Courtoisie, dont les amis sont l'aile dure de l'UMP. (Rue89 23.12)

Rue89 qui se présente volontiers à "*gauche*" est à vomir. Les champions de l'amalgame pourri.

Ils reproduisent les propos de ce M. Probst parce que, je cite Rue89 : ils "*font le tour du Web*" pour ensuite le présenter comme un personnage infréquentable, d'extrême droite, histoire de porter le discrédit sur ce qu'il dit de la Côte-d'Ivoire qui ne correspond pas vraiment à la position de Sarkozy, et comme si cela ne suffisait pas à vous convaincre qu'il faut adopter la position de Sarkozy qui estime que Ouattara serait préférable à Gbagbo, Rue89 cite ensuite l'avocat Marcel Ceccaldi, "*un proche de Jean-Marie Le Pen*" qui partagerait les convictions de M. Probst, et pour enfoncer le clou et donner un air de légitimité à Ouattara que soutient Rue89, ils citent Antoine Glaser, ancien rédacteur en chef de *La Lettre du Continent*, pour lequel "*ces hommes sont issus de milieux « souverainistes » et « lepénistes », de droite et d'extrême droite, guidés par un fort sentiment anti-américain et qui rejettent Ouattara, un ancien haut-fonctionnaire du FMI, pour cette raison*", autrement dit, il ne faut accorder aucun crédit à leurs propos, seuls ceux en faveur d'Ouattara devraient retenir notre attention, au passage rajoutons que Sarkozy, Obama, le FMI et l'UE ne seraient pas vraiment de "*droite*", mais non, mais non ! Et lorsque Rue89 a indiqué que M. Probst était "*accessoirement blogueur sur Bakchich*", c'était uniquement pour dénoncer ce site concurrent afin de le mettre à l'index.

On comprend pourquoi le Palais subventionne ce genre de sites Internet !

Social.

Ghettoïsation, discrimination, injustice.

43% des jeunes actifs (37% des jeunes actives) habitant dans les quartiers pauvres sont au chômage. C'est le chiffre alarmant qui ressort du nouveau rapport de l'Observatoire national des Zones urbaines sensibles (Onzus), remis ce jeudi remis au ministre de la Ville Maurice Leroy.

Sur une population active potentielle de 250 000 jeunes entre 15 et 24 ans, 100 000 sont au chômage, a détaillé la présidente de l'Onzus, Bernadette Malgorn. Au total, le taux de chômage a grimpé à 18,6% en 2009, contre 16,9% en 2008, dans les 751 quartiers retenus par les pouvoirs publics comme cibles prioritaires de la politique de la Ville.

Il dépasse les 17% enregistrés en 2003 au moment de la mise en place de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, dont l'objectif était de réduire significativement les inégalités en banlieue sur une période de cinq ans.

Les Zus «*sont des territoires où les Français nés de parents français sont nettement sous-représentés*». En Île-de-France, «*certains quartiers sont caractérisés par une très forte proportion de populations d'origine étrangère*».

Le rapport souligne une situation «*particulièrement difficile*» des femmes d'origine étrangère: alors que l'inactivité des femmes est en baisse, une femme née à l'étranger de parents étrangers «*a quatre fois moins de chances d'être en emploi lorsqu'elle habite en Zus*».

Conséquence: ces quartiers concentrent deux fois plus d'allocataires des minima sociaux, deux fois plus de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et trois fois plus de bénéficiaires de la Couverture maladie universelle (CMU) que dans le reste du territoire.

Le revenu fiscal moyen de la population des Zus en 2007 s'élevait à 60% de celui de leur unité urbaine, et dans les quartiers les plus modestes à seulement 50%. En 2008, les deux tiers des habitants des Zus étaient connus des Caisses d'allocations familiales (CAF) et plus d'un allocataire sur quatre appartenait à une famille monoparentale.

En introduction du rapport, Bernadette Malgorn écrit que «*chaque année, 7% des habitants quittent le quartier et sont remplacés par de nouveaux habitants, généralement en situation de précarité accrue par rapport aux partants*». (Libération.fr 23.12)

Ils excluent de la société des couches entières du prolétariat qui pour survivre doivent bien se débrouiller, y compris en recourant à des moyens illégaux ou sanctionnés par leurs lois, ensuite ils les jettent en pâture à la vindicte publique ou s'en servent comme boucs émissaires quand ils sont en difficulté ou en campagne électorale et la boucle infâme de la réaction est bouclée, pour justifier le renforcement de l'arsenal répressif de l'Etat qui servira le moment venu contre le mouvement ouvrier et l'ensemble de la classe ouvrière.

## Economie.

### 1- Irlande.

L'Irlande a annoncé jeudi qu'elle allait injecter 3,7 milliards d'euros dans Allied Irish Banks (AIB), ce qui la conduira à nationaliser la banque avec une participation à hauteur de 93%.

AIB devra lever 6,1 milliards d'euros supplémentaires d'ici fin février pour atteindre un ratio de capital Tier 1 de 14%.

"*Ce capital est essentiel pour permettre à AIB de remplir son rôle de soutien de l'économie irlandaise*", souligne le ministre Brian Lenihan dans un communiqué.

Le gouvernement ordonnera en outre l'injection de nouveaux fonds dans Bank of Ireland et Irish Life & Permanent si elles ne parviennent pas à lever des capitaux privés. "*En l'absence de financements privés nous devrons les capitaliser elles aussi*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.12)

### 2- Grèce.

Les parlementaires grecs ont adopté jeudi un budget pour 2011 imposant une nouvelle vague de réduction des dépenses publiques et de hausse des impôts quelques heures après de nouvelles manifestations antigouvernementales à Athènes.

Cette adoption est intervenue quelques heures après que des milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes aux cris de "*On n'en peut plus*".

La politique d'austérité est menée conformément au soutien financier apporté par l'Union européenne et le FMI pour aider la Grèce

à redresser ses comptes publics et éviter à la zone euro une contagion de la crise de la dette souveraine.

Le gouvernement a menacé mercredi d'interrompre par la force le mouvement de grève des conducteurs de bus et de métro à Athènes en invoquant une législation d'exception utilisée cette année pour briser d'autres grèves dans les transports, notamment de la part des chauffeurs de poids lourds.

"*Tout le monde doit faire preuve de responsabilité (...) l'Etat dispose des pouvoirs nécessaires pour préserver l'intérêt général*", a déclaré le porte-parole du gouvernement, George Petalotis, dans une interview télévisée.

Les créanciers de la Grèce l'invitent à renforcer sa politique d'austérité.

En raison notamment de cette rigueur, l'économie grecque devrait se contracter d'environ 3% en 2011 après une baisse de 4,2% en 2010. Le taux de chômage devrait atteindre un niveau record, à 14,6%, après 12,1% cette année. (Reuters 23.12)

3- Portugal.

Fitch Ratings a abaissé jeudi la note souveraine du Portugal à A+ contre AA-, en raison du ralentissement du déficit des comptes courants et d'un environnement de plus en plus difficile pour le financement des banques et de l'Etat.

"*Un échec dans l'accomplissement des objectifs principaux du budget 2011 et en matière de déficits structurels fragiliserait la confiance à l'égard de la soutenabilité à moyen terme des finances publiques*", explique Fitch. (Reuters 23.12)

4- Hongrie.

L'agence Fitch a abaissé d'un cran jeudi la note à long terme de la Hongrie en raison d'un risque de détérioration de la situation budgétaire du pays, le jour où les parlementaires hongrois ont adopté un budget 2011 censé ramener le déficit public sous les 3% du PIB pour la première fois depuis 2004.

L'abaissement de la note souveraine de la Hongrie par Fitch, de "BBB" à "BBB-", est assorti d'une perspective négative. L'agence de notation a expliqué qu'il reflétait une détérioration de la situation budgétaire sous-jacente à moyen terme.

"*Le nouveau gouvernement Fidesz a jeté les bases d'un projet de budget qui va dans la mauvaise direction*", estime Fitch.

Le budget 2011 prévoit de relever certaines taxes, en particulier celles qui pèsent sur les groupes étrangers, et de puiser jusqu'à 14 milliards dans les fonds de pension de retraite privés, qui ont déjà déploré une réforme du système de retraite équivalent, selon eux, à une nationalisation. (Reuters 23.12)

---

Le 25 décembre

Je viens de m'apercevoir que je me suis trompé de date deux jours de suite, je viens de rectifier ! J'ai rajouté 3 contributions de tendances ou courants du NPA. Mes salutations fraternelles au passage à ces camarades pour la nouvelle année. Avec les camarades du POI et de LO vous faites vraiment un boulot formidable pour la classe, sincèrement. On polémique, on n'est pas toujours d'accord, mais on n'a pas le droit de se détester comme nous y encouragent les dirigeants, c'est un comportement méprisable ; j'ai peut-être une mauvaise mémoire, mais je me souviens encore parfaitement comment on traitait les autres militants quand je militais à l'OCI, 24 ans plus tard l'un d'entre eux me traitera encore d'ennemi de la classe ouvrière et de son cher parti, le PT, pour dire que je n'invente rien malheureusement, j'en ai encore honte.

Contrairement au courriel que j'ai reçu avant-hier d'un sympathisant du POI, je ne confonds pas le gouvernement PS-PCF et le front unique, il me prend pour un abruti, normal puisque c'est le seul argument que son auteur a trouvé à m'opposer, autant dire du vent. Je ne fais pas non plus un amalgame entre les dirigeants et les militants, je sais l'importance de la direction du parti, encore faut-il qu'elle soit à la hauteur de ses responsabilités. Vous savez pourquoi et comment Lénine a retourné comme une crèpe le comité central du parti bolchevik en sa faveur en moins d'un mois en avril 1917 ? Parce que la majorité des militants de base et des cadres du parti qui étaient en contact avec les ouvriers des usines soutenaient la ligne politique de Lénine, du coup les capitulards Kamenev, Zinoviev et Staline notamment n'ont pas eu d'autre choix que de se rallier à Lénine.

Que les dirigeants du POI, du NPA et de LO se montrent à la hauteur des responsabilités qu'ils prétendent être capables d'assumer et nous changeront d'attitude à leur égard, et s'ils n'en sont pas capables qu'ils se démettent ou forme une direction collective. Quand on s'intéresse aux dirigeants, on a tendance à ne considérer que la ligne politique qu'ils défendent, à laquelle on adhère, que l'on partage ou que l'on conteste, on en oublie qu'une ligne politique ne fait pas d'un militant un dirigeant, pas plus un

programme ne suffit à caractériser un parti et sa direction, qu'il lui faut beaucoup d'autres qualités qu'il n'a pas forcément, ce que l'on découvre un peu tard ou quand il est trop tard. On a acquis une sérieuse expérience dans ce domaine, il ne s'agirait pas de perpétuer à l'infini les erreurs du passé, erreurs que l'on n'a pas toujours pu ou voulu combattre, que Lénine n'avait pas perçue assez rapidement dans le cas de la création de la fonction de secrétaire général du parti bolchevik et que la maladie et la mort prématurée l'ont empêché de combattre, que Trotsky a toujours combattu lorsqu'il était devenu impossible de l'ignorer, je pense évidemment à Staline, cette "*imminente médiocrité*".

Tout ce qu'on demande aux dirigeants, c'est qu'ils proposent à la classe ouvrière et à l'avant-garde révolutionnaire des objectifs politiques pour lesquels combattre et sur lesquels l'unité est susceptible de se réaliser, l'unité de la classe et des masses avec leurs organisations et partis qui se battent pour renverser le régime en place, un objectif dont peuvent se saisir des intersyndicales d'entreprises ou d'administrations, des unions locales, départementales ou fédérales, des sections de partis, l'ensemble de leurs délégués constituant l'équivalent d'un soviet ou conseil ouvrier appelé à prendre le pouvoir, à constituer l'un des piliers du nouvel Etat ouvrier et socialiste.

L'unité, mais pas dans n'importe quelle condition ou avec n'importe qui pour faire n'importe quoi, l'unité des éléments les plus avancés de la classe et des masses organisés ou non dans des syndicats ou des partis, et non l'unité des appareils pourris des syndicats et des partis, sur la base de revendications sociales et d'objectifs politiques, dont la liquidation des institutions de la Ve République pour remettre en cause les fondements du capitalisme.

On nous opposera qu'ils ne seront pas forcément d'accord pour s'engager dans cette voie, mais ont-ils vraiment le choix s'ils veulent continuer le combat, et puis, qui leur proposera un autre cadre sérieux pour le mener, personne, aucun parti, si maintenant il était impossible qu'ils y adhèrent - car il ne s'agit évidemment pas de tenter de leur imposer, cela signifierait seulement que l'on n'a pas trouvé les arguments adéquats pour les convaincre que c'est la seule voie possible pour aller de l'avant, qu'il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme que le socialisme. Il faudrait savoir : est-ce qu'ils sont vraiment l'avant-garde de la classe et des masses, oui ou non ? Si c'est oui, l'idée de la révolution ne les effraiera pas, dans le cas contraire se serait se destiner à vouloir regrouper une bande de cloportes réformistes qui ne pensent qu'à leur gamelle et soutiennent finalement le régime capitaliste, cela ne présenterait aucun intérêt.

Voilà qui est clair, net et précis, il y en a marre des arguments bidons ou superficiels, à l'emporte-pièce, démagogiques, qui font la part belle aux illusions et permettent ensuite de manoeuvrer en coulisse pour justifier des positions opportunistes et une ligne politique erronée.

Autre chose. A propos du site.

Les articles de presse et les causeries de 2010 seront disponibles au format pdf avec des liens renvoyant à chaque mois de l'année le 1er ou le 2 janvier, je vais passer le réveillon de fin d'année tout seul donc j'aurai le temps de bosser. J'ai déjà préparé les pages d'accueil des différentes rubriques pour 2011.

J'ai voulu souscrire un abonnement Internet à une autre société, Airtel, pas de bol, leur serveur est apparemment saturé et il faudra attendre un ou deux mois. En Inde, on passe son temps à attendre ! Avec deux connections et deux ordinateurs, je ne serai plus jamais en panne pour actualiser le site, à moins qu'un jour OVH vire le site de son serveur, mais c'est une autre histoire.

Avant-hier, c'est Apple qui s'est débarrassée de Wikileaks sous prétexte qu'il ne respectait pas leur charte. Ces gens-là n'ont pas les mêmes scrupules envers les sites pédopornographiques, fascistes, etc. Il ne faut pas rêver, le jour de la révolution on se retrouvera tous face à un écran blanc, il nous restera le bon vieux papier, en attendant je me retrouverai réduit au silence, quelle aubaine pour mes détracteurs, on règlera nos comptes plus tard, qu'ils ne se réjouissent pas trop vite.

Même si nous avions un parti et suffisamment d'argent pour acheter un serveur et gagner en autonomie, on se retrouverait dans la même situation, car ils nous couperaient l'accès au satellite. Quand on se lancera à l'assaut du pouvoir, en plus des institutions, de la Bourse, des chaînes de télévisions et de radios, des casernes et des dépôts d'armes, etc, il faudra penser aussi à mettre la main sur les sociétés qui possèdent ou gèrent les satellites, ainsi que celles qui hébergent nos sites Internet.

J'ai jeté un coup d'oeil aux statistiques de fréquentation du site, le nombre de visites est stable avec une légère progression depuis septembre. J'ai toujours autant de mal à les interpréter, car il y a plein de visites parasites, par exemple les robots des principaux moteurs de recherche. Sur environ 2.300 visites par mois, 60% seulement concernent la France, sur les 40% restant, une grande partie vient des Etats-Unis et de la Russie, le reste d'une quarantaine de pays un peu partout dans le monde, des expatriés sans doute.

OVH indique que ces 2.300 visites correspondent à des internautes différents, ils indiquent que ce sont des visiteurs uniques, par contre je ne sais pas s'ils attribuent une seule et unique IP (adresse anomyme correspondant à votre adresse électronique) à un internaute qui se connecte plusieurs fois par mois au site à partir du même ordinateur ou s'ils attribuent une nouvelle IP à chaque connection. Dans le premier cas, il y aurait environ 1.300 militants différents qui se connecteraient au site, et dans le second moins d'une centaine, ce qui n'est pas vraiment la même chose, sachant que certains se connectent tous les jours ou

presque. Si 40 militants se connectaient quotidiennement et qu'à chaque fois OVH les comptaient comme de nouveaux internautes en leur attribuant une nouvelle IP, ils correspondraient à eux seuls aux 1.300 visites, mais cela me paraît peu vraisemblable, car même si les milliers de militants qui connaissent le site ne partagent pas les positions défendues par son animateur, il doit bien s'en trouver plus d'une quarantaine pour y reconnaître un intérêt, ne serait-ce que le gain de temps que leur fournissent les infos en bref quotidiennes et la Tribune libre.

Je me suis reconnecté sur les statistiques ce matin, et j'ai fait un recoupement entre le nombre de visites du 17 au 23 décembre (forcément en forte baisses en raison des fêtes) et le nombre d'adresses IP pendant la même période. Les tableaux indiquent 475 visites et 231 adresses IP, donc environ la moitié. S'il fallait retenir ces chiffres, pour la France seulement cela donnerait environ 138 militants (60% du total) qui se seraient connectés au cours de ces 7 jours. Mais je n'en suis pas sûr, car ces IP ne représentent que 3,03% du total des IP, et je ne sais pas à quoi correspondent les 96,77% restants !

Lorsque le site était hébergé par un serveur situé aux Etats-Unis, j'avais constaté que les mêmes adresses IP revenaient chaque mois, ce qui indiquerait qu'une adresse IP unique était attribuée à chaque connection provenant du même ordinateur. Je vais essayer de questionner OVH pour vérifier ce qu'il en est réellement, si c'est possible. Si maintenant, il advenait que je me cassais la tête pour quelques dizaines de militants, je cesserais cette activité immédiatement ou en tout cas je modifierais en profondeur le contenu du site, je n'écrirais plus que quelques articles par mois ou je me consacrerais à des textes de fond plus longs.
Dès aujourd'hui je vais contacter OVH et je vous communiquerai leur réponse.

## Politique.

### 1- France.

#### 1.1- Feront-ils des "***voeux***" en famille ?

Le 6 janvier Nicolas Sarkozy adressera ses voeux aux partenaires sociaux, qui seront l'occasion de renouer avec les syndicats après la bataille de la réforme des retraites. (Reuters 24.12)

Accepter les "*voeux*" du représentants des banksters, c'est légitimer la poursuite de sa politique ultra réactionnaire. Ce sera une occasion de plus pour cette pourriture de se gaver de petits-fours et autres collations en provenance d'un grand traiteur parisien. Si nous avions un voeux à formuler : le chasser du pouvoir et les chasser des syndicats !

Mesdames et messieurs, les enfants, vous les 5 millions de chômeurs environ, les 10 millions de travailleurs pauvres avec leurs familles, les 10 millions de travailleurs avec leurs familles qui survivent juste au-dessus du seuil de pauvreté et que le moindre incident de parcours peut projeter soudainement dans la misère, les 2 millions de gosses pauvres qui vivent dans un état de frustration permanente, les centaines de milliers d'étudiants pauvres qui se démènent comme ils peuvent pour fuir le cruel destin que la société leur réserve, les 100.000 clochards qui carburent à l'antigel pour ne pas crever de froid comme des chiens, à vous tous bien heureux, le monarque du Palais et ses larbins bien repus vous adresseront leurs voeux empoisonnés...

#### 1.2- Mariani est givré !

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Thierry Mariani, a évoqué un manque de produit dégivrant, notamment lié à une grève à Fos, pour expliquer en partie l'annulation de vols à Roissy.

«*Nous n'approvisionnons pas Roissy. Les aéroports parisiens ne font pas partie de nos clients*», a assuré à l'AFP Caroline Henry, porte-parole du site qui emploie 300 personnes.

Selon la direction de LyondellBasell, l'arrêt de l'usine du 10 décembre au 23 décembre n'était pas dû à une grève, mais «*à des problèmes sociaux*», et «*à notre connaissance, nous avions assez de stocks pour nos clients*», a ajouté la porte-parole du site. (Libération.fr 24.12)

### 2- Côte-d'Ivoire. Une unanimité qui sent le soufre !

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest a annoncé jeudi l'envoi en Côte d'Ivoire d'un émissaire pour faire savoir au président sortant, Laurent Gbagbo, qu'il doit céder le pouvoir, faute de quoi il s'expose au recours à une "force légitime".

La Cedeao a averti qu'elle réunirait sans délai les chefs d'état-major des 15 pays membres pour préparer une éventuelle intervention au cas où Gbagbo ne s'inclinerait pas.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des restrictions aux déplacements de Gbagbo et de son entourage tandis que la Banque mondiale et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest a gelé les fonds destinés à la Côte d'Ivoire pour tenter

de l'amener à renoncer au pouvoir.

L'Assemblée générale des Nations unies a officiellement reconnu jeudi Alassane Ouattara comme le président légitime de la Côte d'Ivoire. (Reuters 24.12)

Commentaire d'un internaute.

En cote d'Ivoire, c'est le conseil constitutionnel (plus haute juridiction du pays) qui valide le vainqueur des élections. que soit clair également.

La question n'est pas qui a gagné les élections. La question, c'est peut on organiser des élections dans un pays divisé en deux, avec une partie contrôlée par le gouvernement et l'autre par les rebelles?

La réponse est non: la partie contrôlée par les rebelles a votée pour Ouattara (avec des fraude massives), la partie contrôlée par le gouvernement a votée pour Gbagbo (avec des fraudes massives).

Avant d'organiser des élections, il fallait d'abord réunifier le pays. Ce qui n'a pas été fait. quelque soit le résultat, ça ne peut aboutir qu'a un conflit.

3- Tunisie.

Un civil a été tué et plusieurs personnes ont été blessées vendredi en Tunisie lorsque la police a ouvert le feu pour disperser des manifestants lors d'incidents dans une ville de province, ont rapporté un porte-parole du ministère de l'Intérieur et des sources syndicales.

Le porte-parole a déclaré que la police avait été contrainte d'ouvrir le feu en état de légitime défense après avoir en vain tiré en l'air pour disperser des dizaines de manifestants à Bouziane, à 240 km au sud de Tunis.

Les émeutiers se sont retranchés dans un commissariat de police et ont incendié le bâtiment et des voitures de police à l'aide ce cocktails molotov, a dit le porte-parole cité par l'agence tunisienne TAP. Il a ajouté qu'un manifestant avait été tué et deux autres blessés, dans préciser la cause des affrontements.

Des incidents violents avaient éclaté la semaine dernière à Sidi Bouzid après le suicide d'un homme protestant contre le fait qu'il était sans emploi. Le mouvement de protestation s'était étendu à plusieurs localités voisines.

Le gouvernement tunisien a accusé lundi ses opposants de manipuler les incidents du week-end dernier à Sidi Bouzid pour discréditer les autorités.

Deux témoins ont dit à Reuters qu'une émeute avait repris lundi soir à Sidi Bouzid, opposant des centaines de jeunes à la police qui avait utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser.

Les émeutes sont extrêmement rares en Tunisie, le président Zine al Abdine Ben Ali est au pouvoir depuis 23 ans. (20minutes.fr 24.12)

## Social.

Le chômage a encore augmenté, mais pour le ministre du Travail, Xavier Bertrand c'est la preuve qu'il se "***stabilise***" !

Le nombre des demandeurs d'emploi dans la catégorie A, qui regroupe les personnes sans activité et en recherche active d'emploi, a augmenté de 21.300 (+0,8%) le mois dernier en métropole, à 2.698.100.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), les effectifs du chômage en métropole sont en hausse de 0,8% en variation mensuelle en octobre (+33.600 personnes) à 4.019.100. D'une année sur l'autre, ils s'affichent en hausse de 5,0%.

Commentant ces chiffres, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a mis en avant la "*stabilisation*" du nombre de demandeurs d'emplois depuis six mois.

"*Le deuxième semestre 2010 aura en effet permis, malgré une reprise économique encore fragile, de stabiliser le nombre*

*de demandeurs d'emplois*", a-t-il déclaré dans un communiqué.

De fait, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est quasiment inchangé par rapport à celui enregistré fin juin (2,691 millions). Mais le total des catégories A, B et C s'affiche en hausse de 60.600 (+1,5%).

Les chômeurs de longue durée inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an, étaient 1.502.800 fin novembre, un chiffre en hausse de 21,5% par rapport au même mois de 2009.

Sur un an, le nombre de "*seniors*" en recherche d'emploi en catégorie A affiche un bond de 15,4%.

En incluant les catégories B et C, la remontée des effectifs de Pôle Emploi atteint 1,7% par rapport à octobre chez les plus de 50 ans, et 16,1% sur un an.

La situation s'améliore en revanche pour les jeunes : le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en catégorie A recule de 7,0% sur un an en novembre à 437.800, même s'il augmente de 0,7% par rapport à octobre.

Nicolas Sarkozy a demandé au gouvernement de donner la priorité à l'alternance et à l'apprentissage pour favoriser l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi. (Reuters 24.12)

Pour faire disparaître des centaines de milliers de chômeurs des statistiques qui viendront s'ajouter aux centaines de milliers d'autres qui ont été radiés de Pôle emploi. Si on y ajoute les quelque 700.000 jeunes en stage, 400 ou 500 000 déjà en apprentissage, le chiffre des 5 millions de chômeurs est pulvérisé et plus proche de 6 millions en réalité.

Quant à l'augmentation constante des plus de 50 ans au chômage, si besoin était, elle confirme que la dernière contre-réforme des retraites avait bien pour objectif de réduire à terme les retraites des futurs retraités.

## Economie.

### 1- BRICAS

Le chef de la diplomatie chinoise, Yang Jiechi, a fait savoir que le BRIC avait admis l'Afrique du Sud en tant que membre à part entière du groupe, qui comprend le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

Premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud, la Chine invitera l'an prochain le président sud-africain Jacob Zuma à un sommet des dirigeants du BRIC à Pékin, précise l'agence.

D'après les statistiques de la Banque mondiale pour 2009, l'Afrique du Sud est la 31e économie mondiale et représente moins du quart de la plus modeste économie du BRIC, la Russie. (Reuters 24.12)

### 2- Casino gagnant en 2011 sur le dos de la bête : le producteur des richesses.

Un large consensus se dessine en cette fin 2010 en faveur de l'investissement sur des actifs risqués en 2011, les nuances entre acteurs des marchés se mesurant essentiellement par leur degré d'optimisme concernant la croissance économique.

Les stratégistes de Société générale s'attendent à une progression de 11% à 15% des Bourses dans les 12 prochains mois, la classe d'actifs actions étant portée, selon eux, par une amélioration de la conjoncture, des valorisations attractives, des politiques monétaires accommodantes et par la croissance des bénéfices.

"*Les vicissitudes créées par les dettes publiques européennes ne doivent pas masquer un certain nombre d'arguments positifs pour les actifs risqués, qu'il s'agisse du crédit ou des actions*", estime Pascal Blanqué, directeur de l'investissement chez Amundi.

"*On est dans un monde 'surliquide' qui va le demeurer*", ajoute-t-il. "*Il y a vraisemblablement à l'orée de 2011 une vague de M&A (fusions-acquisitions) qui va se déclencher, en raison de (...) 'corporates' en situation financière très profitable et surtout surliquide.*"

Plus pessimiste sur la conjoncture, Groupama Asset Management s'attend à un affaiblissement de la croissance mondiale en 2011 du fait des politiques d'austérité dans les pays développés et du resserrement des conditions monétaires dans les pays émergents comme la Chine.

Les entreprises sont en meilleure santé que les Etats qui ont accumulé une montagne de dette depuis 2008, disent les

responsables de Groupama AM. Ils estiment qu'en 2011 les profits devraient continuer à progresser et donner de "*l'attractivité aux actions et dans une moindre mesure au crédit*". (Reuters 24.12)

Ce sont les Etats par le biais de la dette et une politique accommodante envers les capitalistes, la possibilité d'obtenir des prêts à un taux dérisoire, donc fabriquer de l'endettement à bon marché pour préparer la prochaine bulle, qui vont permettre à la spéculation de repartir de plus belle en 2011... et non à l'emploi, ce qui est dans l'ordre des choses.

Haut de page

---

Le 26 décembre

On se passera d'infos en bref aujourd'hui.

A propos de savoir s'il faudra ou non sortir de l'euro, quand, dans quelles conditions, etc. pour répondre à l'article des camarades de la tendance Claire du NPA, que je trouve excellent par ailleurs.

Sur la question de savoir si un gouvernement ouvrier devrait envisager de sortir ou non de l'euro, je ne partage pas votre point de vue ou plutôt je m'interroge. L'argument de Husson n'est pas dénué d'intérêt (pour le maintien de l'euro), il a le défaut d'être incomplet, je n'ai pas lu la suite de son article pour en juger, mais peut-être l'avez-vous jugé un peu hâtivement au regard de ses réelles intentions politiques, je n'en sais rien.

Il est un fait certain que le retour au franc ou la création d'une autre monnaie poserait un certain nombre de gros problèmes.

Tous les Etats, banques centrales et institutions du capital s'empresseraient de déclarer en coeur que cette monnaie n'est pas convertible en euro ou en dollar, du coup le pays se retrouverait totalement isolé et brutalement coupé du marché mondial.

Il ne serait plus possible d'effectuer des transactions ou de régler des factures à des entreprises situées en dehors du pays, donc l'approvisonnement en matières premières deviendrait impossible puisqu'aucune entreprise n'accepterait des réglements en franc ou dans une autre monnaie.

On peut imaginer qu'à l'intérieur du pays la banque d'Etat pourrait échanger les euros contre des francs au moment du changement de monnaie, ce qui permettrait à l'Etat de disposer d'un stock important d'euros pour régler des transactions internationales, mais ce stock s'épuiserait rapidement. Maintenant il est vrai que l'Etat pourrait décider de fabriquer autant d'euros que nécessaire pour couvrir ses besoins, mais dans ce cas-là on se retrouverait non pas avec une mais deux monnaies, en réalité l'euro n'aurait pas totalement disparu, c'est peut là que se trouve la solution.

Et puis, si l'euro cèdait la place à une autre monnaie non convertible à l'extérieur du pays, cela signifierait que personne ne pourrait plus voyager à l'étranger, la totalité de la population serait confinée dans les limites de l'hexagone, ce qu'on a du mal à imaginer.

Les entreprises étrangères installées en France et qui ont l'euro comme monnaie commune avec leurs fournisseurs ou leurs clients cesseraient immédiatement toutes activités si on leur imposait une autre monnaie. Ce pourrait être un bon prétexte pour les exproprier (sans indemnité) mais faudrait-il encore qu'elles ne présentent pas un caractère stratégique pour la population et que l'on soit en mesure de les faire fonctionner en se passant de leurs fournisseurs en matériel ou service.

Le passage d'une monnaie à une autre ne peut pas s'effectuer du jour au lendemain, nous le savons par expérience, les deux monnaies doivent donc coexister pendant une durée déterminée de plusieurs mois pour ne pas entraîner un chaos général ou une paralysie économique du pays.

Il suffirait de l'annonce d'une telle mesure pour qu'en quelques minutes ou heures tout au plus des centaines de milliards d'euros quittent le pays, que la trésorerie des entreprises se retrouve à sec et que les salaires ne soient plus versés aux travailleurs, que ceux-ci ne puissent plus honorer leurs dettes et charges (loyer, électricité, eau, gaz, téléphone, etc.), et qu'ils ne puissent plus satisfaire leurs besoins quotidiens incompressibles. On imagine très bien que tel sera le cas avec ou non un changement de monnaie dès lors que les capitalistes auront compris qu'ils ont perdu la guerre de classe, disons que cette mesure ne ferait que précipiter ce mouvement de fonds et prendrait une dimension encore plus considérable qu'en conservant l'euro.

Si maintenant l'Etat décidait d'assurer le monopole du commerce extérieur après avoir pris le contrôle des banques et des institutions financières, il pourrait envisager que l'Etat assurerait en euro les transactions internationales pour le compte des entreprises qui n'ont pas été nationalisées, ce serait un compris qui permettrait ponctuellement de soulager la pression sociale

qui s'exercerait à ce moment-là sur l'Etat ouvrier.

On ne peut pas décréter le passage d'une monnaie à une autre sans réfléchir sérieusement au préalable à toutes ces questions et bien d'autres et la manière d'y répondre, sans remettre en cause la révolution et le nouvel Etat ouvrier qui simultanément aura des questions sociales et politiques urgentes à régler.

Une révolution avec ou non changement de monnaie entraînera de toutes manières la chute de l'euro et précipitera une crise économique mondiale dont nous ne sommes pas en mesure actuellement de mesurer la forme, le rythme et les conséquences.

Voyez comment l'impérialisme est intervenu pour tenter de réduire au silence Wikileaks et forcer Gbagbo à quitter le pouvoir.

Il faut tenir compte que chaque Etat et des centaines de milliers d'entreprises dépendent du marché mondial pour s'approvisionner en matières premières ou produits manufacturés pour satisfaire leurs besoins et ceux de la population, de la délocalisation de la production aux quatre coins du monde sur tous les continents, l'interconnection des marchés est une réalité que l'on ne peut pas nier.

Pour ainsi dire, avant même le déclenchement de la révolution, il faut avoir élaboré un plan de production qui pourrait être mis en oeuvre très rapidement, afin de pallier en partie la pénurie des marchandises précédemment importées pour pouvoir continuer de satisfaire les besoins vitaux de la population.

Les partis ouvriers ne sont même pas foutus d'élaborer un projet de constitution à opposer à la Ve République, alors de là à rédiger un tel plan ou son ébauche, il ne faut pas rêver camarades...

D'autres facteurs doivent être pris en compte.

En 1917 pour les bolcheviks les choses étaient beaucoup plus simples qu'elles le seront pour nous un siècle plus tard, puisqu'il n'y avait plus que l'ombre d'un pouvoir politique en Russie, les classes dominantes étaient divisées et la bourgeoisie n'était pas en situation de revendiquer le pouvoir. La classe ouvrière et les masses étaient beaucoup plus homogènes qu'elles le sont en France à notre époque. La guerre civile avait fait rage pendant trois longues années, parce que la réaction avait reçu le renfort logistique en matériel de guerre des différents impérialistes en Europe, sans parvenir à renverser le nouvel Etat ouvrier. La désorganisation du pays était telle qu'à l'issue de la guerre impérialiste et de la guerre civile, le gouvernement dut faire d'importantes concessions aux capitalistes en Russie mais aussi à l'extérieur de la Russie pour sauver la révolution.

Nous aurons à faire face aux mêmes difficultés, alors si on y ajoute celles qui seraient engendrées par le changement de la monnaie, il n'est pas certain que la révolution réussirait à y survivre, surtout que les classes dominantes disposent de moyens de propagande qui n'existaient pas en 1917 : les médias.

Nous ne savons pas combien de temps nous disposons encore pour réfléchir à toutes ces questions, toujours est-il qu'il serait suicidaire d'attendre le dernier moment pour se les poser, car nous aurons bien d'autres questions à régler à ce moment-là. Et puis, un parti qui serait en mesure de proposer aux travailleurs des réponses à toutes ces questions, serait plus crédible à leurs yeux qu'un parti qui se contente de mots d'ordre ou de dénoncer la politique actuelle du gouvernement.

Nous ne pouvons pas ignorer que nous vivons à une époque où les travailleurs veulent savoir le pourquoi du comment de chaque position que l'on défend et ils ont parfaitement raison. Leur confiance ira à un parti qui défend leurs intérêts, mais pour s'engager dans cette formidable bataille et consentir des sacrifices énormes, encore faudra-t-il que l'on soit en mesure de leur proposer des réponses à toutes les questions qu'ils se posent. Cette exigeance doit absolument être satisfaite. C'est là que l'on s'aperçoit que les enseignements de la lutte de classe du passé ne peuvent pas régler toutes les questions auxquelles ils nous faut impérativement répondre.

D'après vous, pourquoi les travailleurs souhaitent-il ardemment un changement radical de politique et dans le même temps s'abstiennent-il de s'engager pour qu'il se réalise ? Parce qu'ils croient notamment que c'est impossible à réaliser, c'est une question qu'ils se posent mais qui demeure sans réponse, du coup ils demeurent en retrait, ils résistent passivement sans se décider à franchir le pas, ils préfèrent encore vivre mal que d'envisager un grand saut dans l'inconnu qui pourrait se traduire par vivre encore plus mal, d'où la nécessité de leur présenter un projet de société cohérent dans tous les domaines essentiels, même si l'on sait par avance que les choses ne se dérouleront pas forcément ou pas exactement comme on les imagineait.

On conçoit très bien que des dirigeants ou des responsables de formations politiques se posent la question de la monnaie. Mais concernant les militants, ils ont certainement mieux à faire en attendant.

Regardez, il suffit que vous avanciez la revendication du Smic à 1 500 euros net par mois pour qu'on vous réponde que vous voulez mettre l'économie à genou, que c'est irréaliste ou irréalisable, etc. Pour de très nombreux militants, il est difficile de s'opposer à cet argument, parce que la seule réponse valable à cette question conduit inévitablement à poser directement celle de la remise

en cause des fondements du capitalisme et la question du pouvoir politique, du gouvernement ouvrier, autrement dit la rupture avec la société telle qu'elle existe aujourd'hui, ce qui nécessite de se positionner strictement sur le terrain de classe de la classe ouvrière, finalement c'est uniquement à partir des besoins de la classe ouvrière que l'on peut envisager d'y répondre de manière satisfaisante.

La plupart des militants se contentent de répondre que cette revendication est légitime, que les profits des entreprises permettent de la satisfaire, ainsi ils demeurent enfemés dans le cadre du capitalisme, celui du réformisme, et il suffit de leur répondre que c'est un leurre parce que pas plus demain qu'hier ou avant-hier elle ne sera satisfaite parce qu'elle mettrait à mal les entreprises françaises face à la concurrence mondiale, que cela se traduirait par une augmentation du chômage, etc. pour que la discussion s'arrête nette ici ou parte dans tous les sens, chacun campant sur ses positions. Il ne peut en être qu'ainsi parce que cette argumentation et le terrain sur lequel ces militants posent cette question est celui du capitalisme.

Alors imaginez un instant les mêmes militants devant argumenter sur une question autrement plus complexe telle que la monnaie et c'est la débandade ou le ridicule assurée, vaut mieux leur éviter cette déconvenue ou cette humiliation.

On a décrit deux manières de poser le même problème, en partant des besoins de la classe dans le premier cas, en partant de ceux des capitalistes dans le second ou plus précisément en prenant soin de faire en sorte que la réponse à notre question soit compatible avec le capitalisme.

Vous avez là deux conceptions antinomiques de la lutte de classe, la première est conforme aux intérêts fondamentaux de la classe, du marxisme, du socialisme, la seconde se réduit à une adaptation au capitalisme, à l'abandon du combat pour le socialisme, à une capitulation devant le capital. Je les ai exposées très simplement pour que l'ensemble des militants puissent s'en saisir. Et n'allez pas imaginer que ce serait là un élément programmatique et non l'axe sur lequel nous devrions combattre, pour répondre par avance aux objections intéressées de vos cadres ou dirigeants...

La quasi-totalité du mouvement ouvrier à l'exception d'une poignée de militants organisés dans différents groupes ou tendances a adopté la seconde version bourrée d'illusions qui nous a conduit à la situation actuelle, c'est aussi celle sur laquelle se situe la classe et les masses.

Avant de munir les militants de journaux, tracts ou pétitions, il faudrait s'assurer qu'ils ont bien adhéré à la bonne conception de la lutte de classe, qu'ils la maîtrisent, sinon il faut prendre le temps de les former sérieusement, c'est la clé pour ensuite pouvoir répondre correctement à toutes les objections qu'on leur opposera, pour convaincre les travailleurs qu'ils n'ont pas d'autre choix que de rejoindre notre combat...

Il ne vous aura pas échappé au passage, que l'on ne peut pas concevoir correctement la lutte de classe sans évoquer les objectifs politiques que la classes ouvrière devra se fixer. On comprend mieux dès lors que ne pas les poser revient finalement à renoncer au combat politique, qu'on le veuille ou non n'y changeant rien.

Haut de page

---

Le 28 décembre

Pas grand chose à se mettre sous la dent en dehors de la situation en Côte-d'Ivoire.

Sans soutenir Gbagbo, on peut affirmer que ceux qui soutiennent Ouattara partageront la responsabilité de la guerre civile dont sera victime le peuple ivoirien une fois de plus, au nom de la défense d'intérêts qui ne sont pas les siens, mais ceux des multinationales des différents impérialistes.

On peut aller plus loin et affirmer que, face à un Etat souverain agressé par les impérialismes français et américain qui ont des vues sur ses richesses, seul le peuple ivoirien et le conseil constitutionnel de ce pays conformément à sa constitution sont à même de dire le droit et d'établir quel candidat a été élu à l'issue de l'élection présidentielle. En aucun cas l'impérialisme ne peut s'immiscer dans les affaires d'un Etat souverain. Il s'agit ici pour nous de défendre un Etat dominé sous la menace de l'impéralisme. Les médias ont été obligés de reconnaître que l'appel d'Ouattara à la grève générale s'est soldé hier par un cuisant échec.

L'épileptique du Palais et Obama, on ne pourrait pas les qualifier de dictateur démocrate ? Démocrate en parole ou en apparence, dictateur en acte sans avoir encore fait preuve de tout leur talent dans ce domaine ?

Politique

Côte-d'Ivoire.

Le contexte. Le second tour de l'élection ivoirienne a eu lieu le 28 novembre dernier. Premier comptage: Ouattara l'emporte avec 54% des voix, vote validé par la communauté internationale (qui a fait de ce vote le plus cher de l'histoire, à plus de 100 millions d'euros). Le conseil constitutionnel se penche sur les résultats de l'élection et donne finalement Gbagbo vainqueur avec 51% des suffrages. Gbagbo se drape dans son bon droit et se fait investir rapidement. Mais le candidat élu/battu, question de point de vue, Ouattara organise un contre-gouvernement dans l'hôtel du Golf. Depuis, les deux clans campent sur leurs positions. Pour débloquer la situation, les pays voisins organisent une médiation (qui va consister à demander à Gbagbo de partir) et Ouattara appelle à la grève générale.

Laurent Gbagbo, président sortant et reconduit, d'après lui, de Côte d'Ivoire dans Le Figaro.

"En Afrique, ce serait bien la première fois que des pays africains seraient prêts à aller en guerre parce qu'une élection s'est mal passée. Regardez un peu la carte de l'Afrique, regardez où ça se passe plus ou moins bien, ou plus ou moins mal, et regardez là où il n'y a pas d'élection du tout. Si on devait aller en guerre dans tous ces cas-là, je crois que l'Afrique serait perpétuellement en guerre."

"Les acteurs du complot sont surtout l'ambassadeur de France et l'ambassadeur des États-Unis. Ils sont allés chercher le président de la Commission électorale indépendante, pour le conduire à l'hôtel du Golf qui est le quartier général de mon adversaire. Là-bas, alors qu'il se trouve hors délais et tout seul, ce qui est grave, on apprend qu'il a dit à une télévision que mon adversaire est élu. Pendant ce temps-là, le Conseil constitutionnel travaille et dit que Laurent Gbagbo est élu. À partir de là, Français et Américains disent que c'est Alassane Ouattara. C'est tout ça que l'on appelle un complot. Ce sont les faits ! Et je dirai les faits en toutes circonstances !"

"Lors des discussions de paix de Marcoussis en janvier 2003, un chef d'État voisin, qui vient d'être réélu à 80 %, avait déjà dit que je devais être livré à la Cour pénale internationale. C'était succulent venant de lui. Peut-être aurais-je dû me faire élire à 80 %, j'aurais été moins suspect. Aujourd'hui, en 2010, c'est le même scénario. Je ne suis pas surpris. Il y a un complot qui vise à installer Ouattara au pouvoir." (Lepost.fr 27.12)

Commentaires d'internautes.

1- En Afrique c'est surtout l'opposition qui conteste le résulat de l'élection présidentielle. L'opposition dit souvent c'est le sortant qui a les moyens de frauder. Car il a tout entre ses mains. Mais ici Gbagbo en vrai démocrate, il a laissé travailler la CEI. Malgré la composition de cette commision qui a la couleur dominante de l'opposition. Au lieu que ça soit lui Gbagbo qui triche, c'est l'opposition qui triche. Prise la main dans le sac par les procès verbaux signés par l'opposition. Je crois que ce qui a manqué à l'opposition(RHDP) c'est de croire que ces irrégularités passerons comme une lettre dans la poste. Ouatara, ne doit pas s'en prendre à Gbagbo, Il doit s'en prendre qu'à Mr Soro et ses soldats de FaFn et ses militants qui ne savent pas lire la loi c'est-à-dire la constitution. Ouatara dans le face à face, il a signé de respecter la décision du conseil constitutionnel. Tout simplement il s'attendait pas que sa triche sera mis en nu. Il est tombé sur son propre piège.

2- Personne ne se débarrassera de Laurent Gbagbo. Même pas les forces africaines. On n'a jamais vu dans l'histoire du monde un coup d'état mondial aussi grotesque. C'est tellement ridicule de voir tout ce ballet de propos encensés. Après avoir menti sur l'Irak et semé le chaos dans ce pays les USA se sont barrés en catimini, sur la pointe des pieds. C'est ce que la France et les américains veulent de notre pays. C'est à nous de régler nos problèmes. Les ivoiriens peuvent-ils décider de la validité des élections en France? Je ne pense pas. Si ADO avait gagné ces élections il ne demanderait pas à des étrangers de venir semer le trouble dans "son" pays. Le président Bédié avec qui il fait alliance aujourd'hui avait lancé un mandat d'arrêt contre lui. L'erreur que Gbagbo a commis c'est d'avoir utilisé l'article 48 de la constitution ivoirienne pour permettre au père de la rébellion armée de se présenter aux élections. Ce n'est pas la première fois qu'Allassane tente de marcher sur la constitution. En 1993 à la mort d'Houphouet , ce monsieur a voulu prendre de force la présidence du pays au détriment d'Henri Konan alors président de l'assemblée nationale. Nous n'avons pas besoin que le monde accepte notre président mais c'est notre pays. Blaise Compaoré a remporté les élections avec 80% de suffrage. La France n'a pas bronché. C'est une insulte à l'intelligence des ivoiriens l'attitude des Français et des Américains (regardez le film GREEN ZONE)

3-Qu'est-ce qui vous fait affirmer que Gbagbo a eu 46% aux élections alors même que ces résultats sont contestés, qu'ils ont été proclamés dans un hôtel, siège électoral de Ouattara, par des étrangers au mépris de la loi électorale d'un pays souverain qui s'appelle la Côte d'Ivoire?

Le Conseil Constitutionnel Ivoirien est le seul organisme habilité à proclamer les résultats des élections présidentielles après vérification et validation par lui, pas l'ONU, pas la CEI!

En cas de contestations à partir de faits avérés, ce qui a été le cas dans les Régions contrôlées par l'armée des Forces nouvelles dirigées par Guillaume Soro financées par Ouattara, la loi ivoirienne prévoit l'annulation des élections et l'organisation d'un nouveau vote au bout de 45 jours.

La loi ivoirienne suffisait pour régler le litige; il a fallu que l'ONU qui est une association mafieuse fasse comme en Irak et en Iran ou partout où les puissants ont décidé de déposer un chef d'état dont la tête ne leur revient pas, vienne mettre son grain de sel et plonger le pays dans le chaos.

Pourquoi l'ONU ne règle-t-elle pas les guerres civiles qui minent le Mali, le Niger, les violences ethniques au Nigéria, au Sénégal, au Burkina Faso?

La Cedeao est une association de malfrats, de malfaiteurs qui vont faire la guerre à quelqu'un qui n'a pas, comme eux, bourré les urnes pour être ré-élu à 80%.

Qui de ces Chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest peut dire qu'il ne fait pas régner la dictature chez lui sous une forme ou sous une autre?

## Social.

### Chine.

Le salaire minimum dans la capitale chinoise augmentera de 21% l'année prochaine, a annoncé lundi l'agence officielle Chine nouvelle, signe que les coûts du travail dans la deuxième économie mondiale croîtront à nouveau fortement en 2011.

Pékin va relever le plancher des salaires de 200 yuans, à 1.160 yuans par mois (environ 133 euros) à compter du 1er janvier, après une hausse de 20% six mois plus tôt, a indiqué l'agence de presse.

La capitale chinoise va également augmenter le montant des pensions pour les ouvriers retraités de 10,2%, à 2.268 yuans (260 euros) par mois, selon Chine nouvelle. (Reuters 27.12)

## Economie.

### Bourse. Ils se gavent en fin d'année !

Avec une hausse de 8 % depuis fin novembre, l'indice des valeurs vedettes de la place de Paris affiche son meilleur mois de décembre depuis dix ans. (Lefigaro.fr 26.12)

Haut de page

---

### Le 29 décembre

Je suis enfin en mesure de vous donner un taux de fréquentation du site assez précis à partir des statistiques fournies par la société OVH qui héberge le site.

Voici comment j'ai procédé, par recoupements, parce qu'il n'était pas possible de faire autement, le logiciel des statistiques attribuant une nouvelle adresse IP à chaque nouvelle connection par jour. J'ai ouvert les statistiques de chaque mois de l'année 2010 du 1er janvier au 27 décembre à la page où se trouve la liste des adresses des fichiers téléchargés ou des pages ouvertes par les internautes.

J'ai ensuite sélectionné des pages ou des fichiers qu'en principe les internautes ne regardent ou ne chargent qu'une seule fois, j'ai ensuite additionné le nombre de connections, ainsi la marge d'erreur est ramenée à zéro.

Les infos sociales et politiques de 2009 ont été téléchargées 747 fois, la page des liens a été visitée 1023 fois, et enfin l'Etat et la révolution de Lénine a été téléchargée 988 fois.

Le fichier des infos sociales et politique de 2009 au format pdf n'a existé qu'à partir du 1er janvier 2010, par contre des centaines de militants ont pu télécharger ces infos chaque mois en 2009 sans estimer nécessaire de les télécharger à nouveau en 2010 au format pdf, on peut donc dors et déjà estimer le nombre de visiteurs différents nettement supérieur à mille.

C'est d'autant plus probable que les 1023 connections à la page des liens doivent sans doute corrrespondre à de nouveaux internautes qui ont visité cette page pour la première fois par curiosité, mais par forcément. La page *Présentation du site*, qui correspond en principe à de nouvelles connections, a été visitée 353 fois.

Enfin il serait étonnant que des militants qui se connectent depuis plusieurs années au site aient attendu l'année 2010 pour télécharger l'ouvrage de Lénine.

On a donc là la confirmation que le site a bien été visité par environ mille militants différents en 2010 ou un peu plus.

Quelle conclusion en tirer ? D'après vous : on continue !

Je ne vous remercierai pas pour la confiance que vous m'accordez ou pour la fidélité que vous témoignez envers le site, puisque son but est avant tout de favoriser le développement de l'esprit critique des militants et non de les pousser à se fier au discours de son animateur ou de qui que ce soit. Et permettez-moi de vous dire que vous êtes particulièrement radins en courriel comme en argent, j'en comprends parfaitement les raisons que je ne peux évidemment pas partager et je ne vous en dirai rien, chacun est assez grand pour savoir ce qu'il fait, ce serait m'abaisser que d'aborder ce sujet et je n'y tiens pas, cela a le don de me mettre de mauvaise humeur, je préfère rester sur une note optimiste si vous le voulez bien.

Si je devais éprouver une satisfaction, ce serait de constater que l'on peut ne rien cacher aux militants, qu'il est possible de ne jamais les flatter, de ne rien leur passer, d'être dur parfois avec certains, et qu'ils le supportent très bien dès lors que vous agissez loyalement et fraternellement avec eux, parce qu'ils sentent quelque part que j'ai confiance en leur capacité à comprendre les choses et à progresser, ensemble évidemment, on s'adresse aux meilleurs dans chaque militant, à leur intelligence. Tenez, on vient d'apprendre (aux infos sur TV5Monde Asie hier soir) que l'on fabriquait encore des neurones jusqu'à l'âge de 80 ans au moins, alors que jusqu'à présent on pensait que leur fabriquation s'arrêtait à 25 ans, en voilà une excellente nouvelle, vous voyez, on a encore de la marge devant nous pour progresser encore, ce serait dommage de s'en passer ou de s'arrêter en chemin, les sclérosés du cerveau n'ont plus aucune excuse !

La société est dure, la vie est dure, mais rien ne justifie l'oisiveté ou la paresse, sauf au boulot quand on n'a rien de mieux à faire, c'est trop facile de se laisser vivre, mais il n'y a rien de plus désespérant que de vivre dans la crasse et le désordre. Oui c'est une lutte de chaque instant qu'il faut livrer pour ne pas sombrer dans la dépression, la folie, l'alcoolisme ou la drogue, pour garder simplement la tête hors de l'eau et ne pas se noyer dans un torrent d'amertume, de haine ou de violence aveugle. Oui c'est un combat permanent qu'il faut livrer pour ne pas se faire piétiner, pour exister tout simplement et pour supporter toutes les humiliations que nous impose leur société infâme et injuste, pour faire valoir nos droits.

C'est difficile de se faire une place dans la société sans empiéter sur les droits de ses semblables, cela demande parfois quelques sacrifices, mais il ne faut pas aller jusqu'à se mortifier pour les autres, on a chacun nos propres limites au-delà desquelles on peut craquer. C'est pas facile de vivre conscient dans un monde qui baigne dans l'inconscience, de toujours faire preuve à la fois de souplesse et de fermeté, de ne pas faire preuve d'intolérance et d'être impartial en toutes circonstances, de ne pas s'aveugler soi-même parfois et d'accuser les autres injustement, d'être patient, d'être violent quand il s'agit d'une question de survie tout en gardant la maîtrise de soi-même.

Donner un sens à sa vie n'est pas ce qu'il y a de plus facile à réaliser dans la vie, ce n'est pas donné à toute le monde, mais on peut y parvenir, car au cours de l'existence il nous arrive à plusieurs reprises de devoir tout remettre en question, de reposer une énième fois les mêmes questions pour voir si les réponses que nous leur avions données précédemment sont toujours valables, et puis un tas d'autres questions nouvelles surgissent qui peuvent nous aider à comprendre la situation pour s'en sortir. Oui, donner un sens à sa vie, c'est s'en sortir, de la même façon que dans le bouddhisme du grand véhicule, on demeure à la porte du vrai bonheur qui ne pourrait être qu'universel, l'homme s'élève spirituellement parce qu'il participe à la transformation du monde en tant qu'être conscient du développement historique. On réhabilite ici la politique et non la philosophie, encore moins la religion, le bouddhisme à l'origine n'était pas une religion, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

On ne peut donner un sens à sa vie qu'à condition de comprendre dans quel monde nous vivons.

Quand on est jeune, c'est notre insouciance qui suffit à donner un sens à notre vie, quand on est un jeune couple on est amoureux et on vit l'un pour l'autre, pour assurer le bonheur de l'autre, quand on a fondé une famille ou qu'on a un enfant, on dit que dorénavant on travaille et respire pour lui, quand on est plus vieux et que cet enfant a quitté ses parents, c'est là que cela se gâte sérieusement ou que l'on est pris par un méchant doute, on ne sait plus quoi penser, à quoi se raccrocher pour donner un sens à notre vie, on se découvre une vocation tardive ou on s'entoure de lubbies tout aussi soudaines que futiles ou artificielles, comme si désormais il fallait tuer le temps à tout prix et essayer d'en tirer satisfaction d'une manière ou d'une autre, on se retrouve confronté à un constat qu'on tente de fuir par n'importe moyen, celui qu'on a passé sa vie à se leurrer soi-même et qu'il n'en reste finalement rien à l'arrivée, de la crainte du vide à celle de la mort il n'y a qu'un pas, et lorsque celle-ci frappe à la porte on est pris d'effroi, notre ignorance nous submerge une dernière fois, on a toujours refusé de l'affronter en face, mais là on n'a plus la force d'y résister, alors dans un dernier effort on tente de se ressaisir, mais on est trop faible pour résister à ce terrible constat que la vie est passée sans qu'on y comprenne grand chose, tandis qu'on a passé notre temps à croire et faire croire le contraire aux autres, on n'a plus qu'à partir comme on est venu au monde et c'est bien triste à la vérité, on a l'impression d'être passé à côté de quelque chose dans une étincelle de lucidité, mais il est trop tard, d'autant plus que cela fait déjà un moment qu'on n'existe plus dans cette société puisqu'on est devenu inutile, encombrant, y compris pour notre propre famille.

Voilà le triste sort qui attend la plupart des gens, nul jugement dernier, silencieusement on s'en va à jamais dans l'indifférence générale, le dernier souffle qui nous emporte est pareil au cri du fou pour se soulager ou se libérer de ses angoisses, c'était le mot de la fin. Qui franchement a envie de finir ainsi ? Apprendre pour comprendre et comprendre pour agir, inlassablement, telle est notre devise, ensuite advienne que pourra !

## Paroles d'internautes.

### 1- L'écho.

1.1- Comme le disait l'immense Albert Einstein :"*On ne peut résoudre un problème complexe au niveau de conscience où il a été crée*", je crois que l'on peut transposer cette phrase à tous les degrés et aspects de nos vies, tant que la conscience de l'homme n'avance pas, toutes les questions et problèmes qui nous sont posés ne trouvent pas la bonne solution et les mêmes fléaux se répètent sans cesse. (Slate.fr 28.12)

Traduisons en marxiste-révolutionnaire. L'élévation du niveau de conscience (politique) et d'organisation des travailleurs doivent être liées car elle sont indispensables pour en finir avec le vieux monde pourri et prétendre à un monde meilleur.

1.2- Quand je vois que la plupart des économistes soutiennent avec raison que les principales dettes souveraines ne pourront être remboursées, surtout avec des budgets de rigueur, et que personne n'en parle encore sérieusement, je suis effaré!

Le problème n'est pas de savoir s'il y aura une prochaine crise, mais quand elle adviendra! "*Jusque là, tout va bien, comme dit à chaque étage le suicidé qui a sauté du 95ème étage!*" (Slate.fr 28.12)

C'est la fuite en avant, réfléchissez un instant, ils ne vont pas le chanter sur tous les toits, soyez sérieux vous aussi !

### 2- Coup de froid.

2.1- L'Antarctique (Pôle Sud) se refroidit depuis plusieurs années alors que l'Arctique (Pôle Nord) se réchauffe. Personne ne sait l'expliquer, et ceux du GIEC évitent d'en parler au nom de l'idéologie du réchauffement climatique.

On se moque de nous pour nous vendre toujours et encore mieux le fait de dépenser des milliard de subventions dans des industries sans avenir, et surtout pour justifier tout type de taxes et impôts nouveaux...

Les climato - euphoriques sont les premiers intéressés pour toucher de larges subventions pour leurs travaux de recherche qui n'apportent aucune preuve de ce qu'ils avancent.

On se moque de nous...

2.2- sur wikipédia à réchauffement climatique : "On observe un réchauffement des océans, qui diminue avec la profondeur. L'élévation de température depuis 1960 est estimée à 0, 6 °C pour les eaux de surface, et à 0, 04 °C pour l'océan dans son ensemble". Un climatologue pourrait il expliquer...

Et, sauf erreur, comme la capacité de chaleur massique de l'atmosphère est de 1/1000e de celle des océans, la terre (atmosphère + océans) s'est donc réchauffée de... 1/25e de °C. en 50 ans. C'est pas la grosse fièvre.

### 3- Ben de sang.

- Il faut que le pouvoir change. La majorité des tunisiens, même si elle a plutôt été silencieuse, vit sous le joug d'un dictateur qui ne dit pas son nom..Un pouvoir au double visage : un discours des droits de l'homme et une pratique de tortionnaires... sans parler, de la corruption au sommet de l'Etat...

Comment cela, l'ami de Sarkozy, Fillon, Besson, un dictateur, un tortionnaire, un tyran, franchement, comme vous y allez !

## Manipulation des médias.

### 1- Côte-d'Ivoire.

- Alassane Ouattara a été déclaré par la commission électorale indépendante vainqueur du second tour de la présidentielle du 28 novembre ;

- Laurent Gbagbo, dont la réélection a été proclamée par un Conseil constitutionnel à sa main ; (Reuters 28.12)

Ils ne diront pas que Gbagbo au pouvoir, il aurait pu faire en sorte d'avoir une commission électorale à sa botte et que c'est Gbagbo qui a respecté la constitution ivoirienne et non Ouattara qui la foule aux pieds avec la bénédiction de Sarkozy, Obama, etc.

2- Climat.

- Pas de doute, en plein réchauffement climatique, les hivers se font de plus en plus rigoureux, dans l'Hexagone et sur l'ensemble de l'Europe du Nord, depuis deux-trois ans.(Lepoint.fr 28.12)

Dit de cette manière, le "*réchauffement climatique*" ne fait "*pas de doute*" !

## Economie.

1- France.

1.1- Tout va bien madame la marquise (Lagarde) !

L'Insee a révisé en baisse la croissance de la France aux deuxième et troisième trimestres à 0,6% et 0,3%, confirmant un ralentissement de l'économie et accentuant la pression sur les prévisions du gouvernement. (Reuters 28.12)

1.2- Ils se gavent, s'empiffrent, engraissent...

Bernard Arnault a exercé récemment près de 800.000 stocks-options sur le groupe de luxe LVMH dont il est PDG. Non content d'être l'homme le plus riche de France, il est aussi l'un des mieux doté en stock-options.

Selon des documents publiés sur le site de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Bernard Arnault a exercé le 17 décembre des stocks-options attribuées par LVMH, ce qui lui a permis d'acquérir 600.000 actions du géant du luxe au prix unitaire de 43,30 euros, contre un cours mardi en milieu de journée de 125,75 euros.

Il a également exercé le 20 décembre des stocks-options LVMH qui lui ont permis d'acquérir 187.670 actions au prix unitaire de 52,82 euros. Au total, Bernard Arnault a donc acquis 787.670 actions LVMH. Elles s'ajoutent aux 600.000 actions que Bernard Arnault avait acquises le 26 novembre en exerçant des stock-options attribués par le groupe.

S'il vendait ces 1.387.670 titres au cours actuel de 125,75 euros, l'opération se traduirait par une plus-value de quelque 99 millions d'euros.

LVMH est le titre qui a connu la plus forte hausse en 2010 à la bourse de Paris, avec une envolée de plus de 60%. Le 26 novembre, M. Arnault avait également exercé des stocks-options dans Christian Dior, holding de LVMH et de Christian Dior Couture, ce qui lui donne droit à 220.000 titres, acquis à un prix de 45,95 euros par action, alors qu'elle s'échangeait mardi en milieu de journée à 107,55 euros à la Bourse de Paris. (20minutes.fr 28.12)

2- 2011 : "***Des risques majeurs pointent toujours à l'horizon***".

Après une année marquée par des niveaux d'endettement et un chômage élevés en Europe et aux Etats-Unis, l'économie mondiale devrait ralentir en 2011 avec une prévision de croissance de 3,1%, selon les experts. De son côté, l'Asie devrait rester le principal moteur de la reprise.

En 2011 et 2012, la croissance mondiale devrait atteindre respectivement 3,1% et 3,5%, et rester ainsi inférieure aux 3,6% attendus pour 2010, selon des projections des Nations unies publiées en décembre. "*La reprise de l'économie mondiale a commencé à s'essouffler depuis le milieu de 2010, et tous les indicateurs*" laissent penser que la croissance mondiale sera "*plus faible*", souligne le rapport de l'ONU.

"*Non, nous ne sommes pas encore tirés d'affaire, et des risques majeurs pointent toujours à l'horizon*", avertit Rob Vos, auteur du rapport, intitulé "*Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2011*", dont la version finale sera publiée en janvier. "*Nous nous attendons à ce que le chemin de la reprise soit long et chaotique*", précise-t-il.

Selon l'ONU, l'insuffisance des créations d'emploi constitue le "*maillon le plus faible*" de la reprise, et la volatilité sur les marchés des changes accentue l'incertitude économique. "*La reprise pourrait subir de nouveaux revers si certains risques baissiers se concrétisent, auquel cas une récession à deux chiffres est à craindre pour l'Europe, le Japon et les Etats-Unis*", prévient le

rapport des Nations unies.

Parmi les "*risques baissiers*" cités, figurent ceux d'une nouvelle baisse des prix de l'immobilier aux Etats-Unis, et de tensions sur les marchés des changes susceptibles d'inciter au protectionnisme. (AP 28.12)

### 3- Matières premières : de record en record

Les cours du cuivre ont atteint mardi de nouveaux records et la demande croissante des pays émergents, Chine en tête, devrait soutenir la hausse des prix de ce métal en 2011.

De record en record, les cours du cuivre ont jusqu'ici gagné 28% sur l'année 2010.

La forte croissance des économies émergentes fera grimper les prix de l'ensemble des matières premières en 2011, et ce malgré la faiblesse des économies développées, estimait Sabine Schels, stratégiste matières premières chez BofA-ML. (Reuters 28.12)

## Société.

### Le professeur tournesol est de retour.

Selon le professeur Mike Lockwood, de l'université de Reading en Angleterre, la rigueur des hivers (serait liée) à une baisse de l'activité du soleil. Celle-ci perturberait le jet-stream polaire, un courant d'air aérien très puissant qui balaye l'hémisphère nord à grande vitesse entre 6 et 15 kilomètres d'altitude, séparant les masses polaires d'air froid des masses chaudes tropicales. Celui-ci serait bloqué et adopterait un parcours en "S" permettant à l'air froid du pôle de descendre vers le sud et empêchant l'air chaud de remonter vers le nord. Pour autant, le mécanisme reliant l'activité solaire aux modifications de la trajectoire du jet-stream demeure encore inconnu. (Lepoint.fr 28.12)

En anglais la fleur du tournesol se dit sun flower, la fleur du soleil. Il y a des scientifiques qui se souviennent qu'il existe toujours !

### La France en voie de tiers-mondisation.

A l'aéroport parisien de Roissy Charles-de-Gaulle, plus de 25.000 bagages étaient ainsi encore en souffrance ce mardi. (20minutes.fr 28.12)

Par change, mon épouse Magueswary est bien arrivée à Marseille avant-hier, elle a été en transit à Bruxelles et non à Paris, quelle chance ! Je m'étais assuré avant son départ qu'elle avait bien pris avec elle ses médicaments pour plusieurs jours au cas où elle serait bloquée ou sa valise perdue, vaut mieux prévoir... que mourir dans son cas !

Par contre il lui a fallu 4h30 (au lieu de 2) pour parcourir en voiture les 170 Kms séparant Pondichéry et l'aéroport de Chennai (ex-Madras), pour cause de routes complètement défoncées après les pluies des dernières semaines, un embouteillage monstre et un détours de 40Kms. La route reliant Pondichéry à Chennai est une autoroute flambant neuve, mais comme les travaux ont été confiés à un entreprise privée à la suite d'un appel d'offre bidon, et que la moitié de la somme réglée par l'Etat est partie dans les poches de l'entrepreneur et des politiciens corrompus, elle est rapidement impratiquable... Est-ce que l'Etat entreprend des poursuites contre l'entrepreneur peu scrupuleux ? Vous voulez rire, il passe un nouvel appel d'offre pour réaliser les réparations et les uns et les autres s'en remettent plein les poches et ainsi de suite chaque année.

Elle est partie de la maison à 19h30 dimanche pour embarquer le lundi à 2h du matin, pour finalement arriver à Marseille à 16h30 (décallage horaire de 4h30) avec seulement 1h30 de retard où l'attendait un couple d'Indiens pour la conduire chez elle à Aubagne.

Ces gens-là n'avaient pas été prévenus qu'elle n'arriverait pas vers midi comme les fois précédentes, du coup ils l'ont attendue pendant plus de 4 heures à l'aéroport. Allez demander à des Français de faire preuve de tant de patience, dans la bonne humeur s'il vous plaît... On est tellement habitué en Inde à passer son temps à attendre quelque chose ou quelqu'un, qu'on finit par trouver cela normal, regardez, je n'ai toujours pas déménagé ! Demandez à un Indien qui glande sur le bord de la route ce qu'il fait là, il vous répondra qu'il attend, quoi, il n'en sait rien lui même...

---

## Le 30 décembre

Bonne année 2011 à tous les camarades et portez-vous bien ! Gardez le moral, on tient le bon bout même si ce n'est pas évident

à première vue, on vaincra !

Le moral, la confiance, c'est avant tout en soi qu'il faut les chercher, s'ils vous font défaut, comme disaient mes ex-camarades, c'est que vous avez un problème politique, révisez vos classiques, revoyez votre copie, faites le point encore une fois, discutez-en avec des camarades, ne restez pas isolés, organisez-vous, il n'y a rien de pire que de broyer du noir dans son coin. Et puis dites-vous bien que rien n'est parfait dans ce vieux monde, ni vous, ni moi, ni les dirigeants, aucun parti, n'avez-vous pas cru le contraire par hasard, ne répondez pas non en coeur, personne ne vous croira, ne faites pas comme les anarchistes qui demandent l'impossible, qui trépignent et s'impatientent, et qui finalement n'ont rien compris en voulant refaire le monde à eux tout seuls et qui se conduisent comme des réactionnaires en haranguant les foules tout en leur reprochant d'être arriérées...

De nos jours tout est fait pour vous distraire ou vous détourner de l'essentiel, Internet pour le meilleur et le pire à défaut de faire preuve de discernement. Il faut se faire violence et prendre la décision de se dire : stop, j'arrête tout, je prends le temps de réfléchir, qu'est-ce qui est essentiel, qu'est-ce qui est secondaire, qu'est-ce qui me permet d'aller de l'avant, qu'est-ce qui permet de faire avancer mes idées, etc.

On ne peut pas vivre au jour le jour et passer son temps à répondre aux sollicitations des uns et des autres au hasard des rencontres ou au gré du déroulement de la journée, il faut absolument planifier son temps libre qui est très mesuré, s'agiter dans tous les sens ne sert à rien, par exemple, on ouvre un bouquin de 150 pages, on se donne la semaine pour en achever la lecture, on ne le laisse pas en plan à la cinquième page pour le reprendre trois jours plus tard sous prétexte d'avoir eu autre chose à faire, en fait on a toujours autre chose à faire d'aussi important, on peut très bien se passer de se connecter sur Internet un jour ou deux sans que la face du monde n'en soit chamboulée, qu'est-ce que c'est que ces histoires, tout deviendrait subitement impératif, c'est à de venir fou !

L'essentiel, est-ce de visualiser des tonnes d'informations sur Internet ou dans des journaux qui ne vous serviront à rien, de toutes façons vous les aurez oubliées l'instant d'après, vous perdez votre temps alors qu'il vous est compté, c'est absurde, alors que si vous prenez le temps de lire, de prendre des notes, de réfléchir à ce que vous venez de lire, au moins le temps que vous aurez consacré à cette lecture vous aura profité, ce sera un véritable acquis. On n'a même pas besoin d'ouvrir un livre, il suffit de prendre une page blanche et un stylo ou d'ouvrir une page blanche à l'écran et de se poser une ou deux questions pour voir si on est capable d'y répondre, cela nous force à réfléchir.

A moins d'être ignare ou de vivre sur une île déserte, ce qui n'est pas le cas des militants à ma connaissance, vous avez emmagasiné suffisamment d'éléments sur la situation pour y puiser les réponses aux questions que vous vous posez, vous n'avez pas besoin d'aller chercher ailleurs systématiquement d'autres matériaux, et si vous n'y arrivez pas, c'est qu'effectivement vous avez un problème, votre méthode de raisonnement est défectueuse, il faut commencer par la corriger, une fois qu'elle sera au point, vous gagnerez un temps considérable, vous verrez que cela peut vous changer la vie, vous en tirerez une grande satisfaction, car c'est vous qui aurez fait ce boulot et personne d'autre à votre place.

Comment croyez-vous que je procède ? En dehors du temps que je consacre à collecter sur Yahoo (un portail unique) la totalité des dépêches de presse de la veille qui m'intéressent pour préparer les infos en bref, plus parfois Les Echos et La Tribune, je n'utilise que très très rarement Internet, quelques heures seulement par mois. Je ne sais pas ce que je perds en n'allant pas voir ce qui se dit ici ou là sur Internet, sans doute, par contre je sais le temps précieux que je gagne en procédant à ma mnière pour pouvoir lire et écrire et m'occuper de mes affaires, dont les tâches ménagères quotidiennes.

Prendre son destin en mains commence par être organisé dans la vie, sinon on ne s'en sort pas. Sur ce, bonne journée à tous et à demain.

Comme quoi tous les dirigeants du POI (CCI) ne me témoignent pas le même mépris, je remercie le Président du CERMTRI, François de Massot, pour l'info suivante que j'ai reçue :

Conférence - débat : Révolution haïtienne et Révolution française - Aux origines de la première République noire, avec Florence Gauthier, historienne, maître de conférence à Paris VII.

Samedi 15 janvier 2011 à 14 h 15, au Centre d'Histoire Sociale 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul), Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol. ( Tél : 01.44.83.00.00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr - Internet : www.trotsky.com.fr)

## Politique.

### 1- Histoire de dictateurs.

Selon le quotidien espagnol El Pais qui publie ce mercredi soir plusieurs notes diplomatiques américaines, près de 28 millions d'euros auraient été détournés de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) par le président gabonais Omar Bongo. Cet argent aurait profité à des partis politiques français, et plus précisément à Nicolas Sarkozy.

Quatre jours après la mort du dictateur, soit le 12 juin 2009, un haut fonctionnaire de la BCEAC se confiait à un diplomate de l'ambassade américaine de Yaoudé, au Cameroun (siège de la Banque). Selon lui :

« *Les dirigeants gabonais ont utilisé les fonds détournés pour leur enrichissement personnel et, suivant les instructions de Bongo, ont remis une partie de l'argent à des partis politiques français, y compris en soutien au président Nicolas Sarkozy.* »

L'argent aurait profité « *aux deux camps, mais surtout à droite, en particulier à [l'ancien président français Jacques] Chirac mais aussi Sarkozy. Bongo était le président africain préféré de la France* », indiquent les câbles. (Rue89 29.12)

2- La révolution trahie.

Interview à L'Express de Pierre Juquin, ex-communiste dissident, candidat à l'élection présidentielle de 1988, extrait :

Question. Les années Marchais n'ont donc pas été celles du déclin?

Réponse. Le déclin est continu depuis 1947. D'ailleurs, l'expérience italienne menée par Enrico Berlinguer, qui fut admirable, a été un échec aussi. Que reste-t-il aujourd'hui du Parti communiste italien? Il y a eu un déclin mondial des partis communistes, lié aux désastreuses expériences soviétiques et chinoises. Mais l'idée communiste, elle, reste bien vivante. (Lexpress.fr 29.12)

L'Internationale communiste sous l'emprise de Staline à partir de 1924 (dès 1923 en réalité) devait conduire à la défaite toutes les révolutions prolétariennes dans le monde, à faire avorter celles qui auraient pu voir le jour, dès lors l'Etat ouvrier socialiste constitué au cours de la révolution russe de 1917 était condamné à disparaître, ainsi que l'ensemble des partis communistes stalinisés.

Seule une hypothétique révolution politique en URSS aurait pu renverser cette tendance et rendre à la révolution son caractère permanent à l'échelle mondiale, mais en présence d'un formidable appareil policier et d'une impitoyable dictature ayant usurpé le pouvoir au nom du socialisme, il allait s'avérer impossible de constituer une opposition politique capable de constituer un nouveau parti communiste à partir de l'héritage du bolchevisme.

Si les différents partis communistes dans le monde ont bénéficié plus particulièrement vers la fin de la guerre du prestige de l'Armée rouge engagée dans le combat contre l'Allemagne dirigée par Hitler, cela se fit au profit du stalinisme et non du communisme qui en était l'antithèse, autrement dit, cette période coïncida avec l'apogée du stalinisme qui en profita pour renforcer encore son pouvoir en URSS, liquider physiquement tous ses opposants et procéder à l'épuration minutieuse des partis de l'Internationale communiste de toute forme de contestation.

Le parti communiste en France a pu compter des centaines de milliers de militants en 1945, parce qu'il se présentera comme la seule force organisée au sein de la classe ouvrière combattant le nazisme, cependant, ces militants pour la plupart sans expérience politique et sans formation théorique adhéreront sans le savoir à un parti complètement gangrené par le stalinisme, du coup ils seront impuissants à s'opposer au cours liquidateur impulser par ses dirigeants qui avaient été soigneusement sélectionnés par Staline et dont l'une des tâches urgentes sera de désarmer et de faire refluer le mouvement révolutionnaire qui allait naître vers la fin de la guerre.

La politique criminelle des dirigeants des partis communistes s'articulait autour de deux axes : soutenir la politique internationale de l'appareil du Kremlin et empêcher à tout prix l'émergence d'une révolution qui lui serait fatale. Cette politique n'a pas vu le jour en 1947 comme le sous-entend Juquin, mais bien dès la disparition de Lénine et la prise du pouvoir par Staline en 1924.

Pourquoi les staliniens "*repentis*" (les dirigeants) occultent-ils toujours la période allant de 1924 à l'après-guerre ? Parce que jusqu'au milieu ou la fin des années 30 (procès de Moscou) Staline s'employa à liquider systématiquement tout ce que comptait l'URSS de véritables communistes, les compagnons de Lénine et Trotsky, les combattants et dirigeants du parti bolchevik qui avaient participé à la révolution russe et qui étaient restés fidèles au communisme contrairement à Staline qui ne l'a jamais été réellement.

Les staliniens "*repentis*" ne peuvent pas aborder (sereinement et à fond) cette période sans que soit démasquée leur véritable nature d'agents du capital qu'ils sont aujourd'hui ou qu'ils étaient déjà hier. Pourquoi, c'est très simple à comprendre, parce que c'est justement au cours de ces années-là que Staline mena le combat le plus intense et le plus féroce contre le communisme qu'incarnait la révolution d'Octobre et le parti bolchevik, le léninisme ou le bolchevisme, et dont Trostsky et ses fidèles compagnons de lutte incarnaient la continuité théorique et politique, et c'est au nom de la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays que Staline mènera ce combat, théorie qui est en totale contradiction avec le marxisme, le léninisme et le trotskysme, rappelons que ce sont Marx et Engels qui les premiers formulèrent la théorie de la révolution permanente dans le Manifeste du parti communiste, c'est finalement pour interdire toute libre discussion sur cette contradiction ou de la faire rejaillir, que les staliniens "*repentis*" ne peuvent analyser à fond la plus sombre et la plus sanglante période du stalinisme.

Ils peuvent dénoncer les procès de Moscou ou les crimes de Staline qu'ils ont couvert pendant des décennies, cela ne leur coûte rien finalement, en revanche ils ne peuvent pas se livrer à une analyse sérieuse sur le plan théorique et politique de la politique menée par Staline au cours de cette période parce que son caractère contre-révolutionnaire saute aux yeux.

Comprenez bien en quoi consiste l'entreprise de cette pourriture : il faut que la classe ouvrière et les masses, les militants du mouvement ouvrier continuent de croire que le stalinisme serait le produit du communisme ou du bolchevisme, qu'ils ont produit le stalinisme, qu'en dehors du capitalisme point de salut ! En bons et loyaux serviteurs du capital, il leur faut absolument sauver le mythe du "camarade" Staline, du "grand dirigeant" de la révolution russe qu'il aurait été, du grand "communiste" qu'il était... pour mieux combattre le communisme et interdire au prolétariat de construire son parti sur le modèle du parti bolchevik et les bases du marxisme, qui franchement en dehors de quelques illuminés aurait envie de rejoindre un parti se réclamant de la même idéologie que le cruel Staline, qui aurait envie d'adhérer à une théorie qui a engendré une terrible dictature et qui a conduit à la faillite tout un pays.

Pour conclure, les staliniens "*repentis*" n'ont pas rejeté la théorie du socialisme dans un seul pays d'où les guillemets à repentis, ils sont toujours aussi staliniens qu'hier ou autrefois, et vous savez pourquoi, parce cette théorie est compatible avec le soutien qu'ils témoignent envers les institutions de la Ve République, l'Union européenne, les plans du gouvernement en faveur des banquiers, leur rejet ou leur haine farouche du socialisme qui se traduit par leur adaptation au capitalisme, est parfaitement compatible avec le socialisme frelaté que constitue le réformisme à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Dans le cas contraire, ils auraient adhéré au marxisme ou à la théorie de la révolution permanente, ce qui n'est pas le cas. Disons que d'autres circonstances, la théorie du socialisme dans un seul pays a pris la forme du réformisme chez les staliniens, ni l'une ni l'autre ne permettant d'avancer vers le socialisme, voilà tout.

En aparté, ni la classe ouvrière ni les masses ni les militants n'ont été capables de faire la part des choses entre communisme et stalinisme, comme dans bien d'autres domaines comme je le soulignais dernièrement, un simple constat que chacun peut faire. Voilà donc un élément supplémentaire qui permettra à chacun de mesurer à sa juste valeur les vertus merveilleuses de la stratégie qui consiste à présenter le PS et ses satellites comme des partis ouvriers pour mieux les combattre, elle a amplement prouvé qu'elle ne permettait pas d'atteindre cet objectif, et s'il fallait une preuve supplémentaire pour s'en convaincre, il suffit d'observer qu'il a suffit que ces partis soient au pouvoir pendant de longues années pour que les travailleurs s'en détournent et n'en attendent plus rien de bon, alors de là à penser qu'on aurait été bien avisé de mettre en oeuvre une autre stratégie pour les combattre, c'est l'enseignement que l'on peut en tirer.

Le combat des illusions sur le terrain des illusions, tout comme le le front unique, aboutit au résultat inverse de celui recherché quand il se déroule ou il est mis en oeuvre dans des conditions inappropriées, lorsque les travailleurs ne sont pas en mesure de saisir quel objectif ce combat permettrait d'atteindre ou lorsqu'ils n'ont déjà plus les illusions qu'on leur prête. Soit on prête aux travailleurs la capacité de saisir certaines nuances ou subtilités, alors qu'en réalité ils n'en ont pas les moyens, soit on les prend pour plus arriérés qu'ils ne sont et pour le coup on flatte les illusions qu'il leur reste.

Vous voulez faire un beau cadeau à vos dirigeants pour qu'ils soient de bonne humeur dès le 1er janvier : demandez-leur ce qu'ils en pensent ? Un peu de courage, dites-leur que c'est le camarade d'un camarade d'un camarade que vous ne connaisez pas, tenez, il est mort, qui vous a donné ce truc-là à lire...

## Social

### Ainsi font font font... trois petits tours et puis s'en vont !

C'est ce que la police appelle «*l'effet iPhone*». Les vols avec violences dans les transports en commun franciliens ont augmenté de près de 40% entre 2009 et 2010, rapporte Le Figaro, citant une note de la Direction de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne. Sur les onze derniers mois, il y a eu 9.501 agressions de ce type alors que sur la même période en 2009, 6.281 faits de ce type avaient été recensés.

La moitié de ces vols avec violences ont lieu dans Paris intra-muros. «*Plus des deux tiers des vols avec violences commis dans la capitale sont des vols à l'arraché, 21,8% sont des vols perpétrés avec des violences physiques et 10,7% sont des extorsions*», explique la note de la Direction de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne. (20minutes.fr 29.12)

Personnellement j'en suis resté au téléphone fixe et je m'en porte très bien merci. Le titre est ironique, car il faut être un peu timbré pour avoir toujours un portable à la main ou à l'oreille, comme si cela ne pouvait pas attendre pour répondre à un appel, quel monde de dingues !

## Economie.

### 1- Portugal.

Fragilisé par le poids de ses déficits, le Portugal devra emprunter jusqu'à 20 milliards d'euros sur les marchés financiers en 2011, a annoncé mercredi l'Institut de gestion du crédit public (IGCP).

L'IGCP a indiqué qu'il émettrait des obligations pour 18 à 20 milliards d'euros pour atteindre les besoins de financement du Portugal l'année prochaine. La date de ces émissions n'a pas été précisée.

Des bons au Trésor à court terme vont également être émis, en fonction des conditions des marchés. La première vente -500 millions d'euros en bons à trois mois- est prévue le 5 janvier. (AP 29.12)

2- Pétrole.

Le baril de pétrole a largement dépassé le niveau de 70 à 80 dollars privilégié par l'Arabie saoudite, mais l'Organisation des pays exportateurs de pétrole semble ne pas vouloir agir pour autant, et le marché se prépare à retrouver un niveau supérieur à 100 dollars. (Reuters 29.12)

---

Le 31 décembre

Afin d'archiver les fichiers des causeries et des articles de presse de décembre et de 2010, le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, ainsi je suis à jour, le boulot est terminé.

Je me suis aperçu que je m'étais encore embrouillé dans les adresses de certains fichiers, et hier on était le 30 et non pas le 29 ! Vous trouverez les articles de presse et les causeries de l'année 2010 dans deux fichiers pdf avec chacun une table de matière interactive renvoyant à chaque mois de l'année puis à chaque jour ou article.

J'ai oublié de vous signaler une info entendue hier soir au journal de TV5Monde Asie que je n'ai pas trouvée ce matin dans les dépêches internationales : Morales a augmenté hier le prix de l'essence de 83% pour lutter paraît-il contre la contrebande vers les pays voisins où elle est moins chère, c'est en tout ainsi qu'il a justifié cette hausse qui a entraîné immédiatement le doublement du prix des transports et la flambée de certaines denrées alimentaires. Du coup l'opposition a saisi l'occasion pour appeler à une manifestation contre la hausse des prix.

Encore une fois je vous souhaite tout le meilleur et que le 11 soit maudit pour les capitalistes !

Haut de page